CORPS UNIVERSEL
DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
CONTENANT UN
RECUEUIL
DES
TRAITEZ
D'ALLIANCE, DE PAIX, DE TREVE,
DE NEUTRALITÉ, DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, de Protection & de Garantie; de toutes les Conventions, Transactions, Pactes, Concordats, & autres Contrats, qui ont été faits en EUROPE, depuis le Regne de l'Empereur CHARLEMAGNE jusques à présent;

AVEC

LES CAPITULATIONS IMPERIALES ET ROYALES; les Sentences Arbitrales dans les Causes importantes; les Déclarations de Guerre, les Contrats de Mariage des Grands Princes, leurs Testamens, Donations, Renonciations, & Protestations; les Investitures des grands Fiefs; les Erections des grandes Dignités, celles des grandes Compagnies de Commerce, & en général de tous les Titres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui peuvent servir à fonder, établir, ou justifier

LES DROITS ET LES INTERETS DES PRINCES ET ETATS DE L'EUROPE;

Le tout tiré en partie des Archives de la TRES-AUGUSTE MAISON D'AUTRICHE, *& en partie de celles de quelques autres Princes & Etats; comme aussi des Protocolles de quelques Grands Ministres; des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de* BERLIN; *des meilleurs Collections, qui ont déja paru tant en* ALLEMAGNE, *qu'en* FRANCE, *en* ANGLETERRE, *en* HOLLANDE, *& ailleurs; sur tout des Actes de* RYMER; *& enfin des* AUTEURS *les plus estimés, soit en Histoire, en Politique, ou en Droit;*

PAR

J. DU MONT, *BARON DE CARELS-CROON,*
ECUIER, CONSEILLER, ET HISTORIOGRAPHE DE SA MAJESTÉ IMPERIALE ET CATHOLIQUE.

TOME II. PARTIE I.




A AMSTERDAM,
Chez P. BRUNEL, R. ET G. WETSTEIN,
les JANSSONS-WAESBERGE, L'HONORE' ET CHATELAIN.

A LA HAYE,
Chez P. HUSSON ET CHARLES LEVIER.

MDCCXXVI.

TABLE
CHRONOLOGIQUE
DES PIECES
CONTENUES
Dans la I. Partie du II. Tome.

ANNO 1377.

latia, & par les Comtes Palatins & Ducs de Baviere à l'Evêché de PASSAU, *par lequel ils promettent de n'exiger & même de n'accepter aucune sorte de Collecte des Ecclesiastiques dépendants de l'Evêché de Passau, qui sont en Baviere. Fait à Landshut le jour de la Conversion de St. Paul* 1377. 117

7. Juill. *Tractatus Pacis inter Illustrissimos Principes,* GALEAZ *Vicecomitem de Mediolano, Comitem* VIRTUTUM, *Ipsorumque Complices ab una, & secundum* OTTONEM *Marchionem Montisferrati, &* OTTONEM *Ducem Brunsvicensem suo proprio nomine, & Curatorem præfati Domini Marchionis & Tutorem Fratrum, Horumque Adhærentes ob altera parte, initi in Civitate Papiæ, in Castro Illustrissimi* GALEAZ, *die 7. Julii, Indictione quinta decima, anno* 1377. 118

Testament de JEAN I. *Duc de Lorraine, fait en l'année* 1377. 121

1378. 5. Avril. *Convention entre* RICHARD II. *Roi d'Angleterre &* JEAN *Duc de Bretagne, par laquelle celui-ci cede au premier, sous de certaines conditions, le Château de* Brest. *Donné à Westmunster le 5. Avril* 1378. 122

7. Avril. *Constitution de l'Empereur* CHARLES IV. *pour le Droit de l'Electorat, apartenant aux Rois de Boheme, donnée à Prague le 7. Avril,* 1378. 123

17. Juin. JOANNÆ *Jerusalem & Siciliæ Reginæ Diploma, quo septuaginta duo Floreni assignantur, titulo pensionis,* GUIGONI DE ROMOLIS, *suisque Heredibus super redditibus Gobellæ Niciæ. Actum die 17. Junii* 1378. Cum *Litteris Executionis Niciæ 7. Novembr.* 1380. 124

29. Août. *Traité de Paix entre* AME' VI. *Comte de Savoye &* JEAN GALEAS *Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan &c. Fait le 29. d'Août* 1378. 125

30. Août. *Sentence de Pacification rendue par l'Empereur* CHARLES IV. *entre* GERARD *Evêque de Wurtzbourg,* EBERARD & ULRICK *Comtes de Wirtemberg, &* CRAFFT DE HOHENLOE *avec leurs Adhérants & Assistants d'une part, & les Villes Imperiales de* SUABE *avec celle de* ROTENBURGH sur le Tauber *& leurs Adhérants & Assistants d'autre part, par laquelle toutes les Guerres, & toutes les Inimitiés survenuës entr'eux sont terminées. A Nuremberg le Lundi avant la St. Gilles.* 1378. 126

26. Octob. JOANNÆ *Jerusalem & Siciliæ Reginæ Ratificatio Locationis, ad duos annos, redditus & Gabellæ Civitatis* Niciæ, *per Seneschallum & Magistros Rationales suos facta, pretio Florenorum duorum milliam quadringentorum singulis annis solvendorum. Actum die 26. Oct.* 1378. 126

21. Nov. *Traité de Ligue entre* AME' VI. *Comte de Savoye &* JEAN GALEAS *Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan &c. Fait le 21. Novembre* 1378. 126

1379. *Lettres de* WENCESLAS *Roi des Romains, par lesquelles il engage à* LEOPOLD *Duc d'Autriche la Landvogthie Imperiale ou Bailliage Provincial de la haute & basse* Suabe *pour la Somme de 40. mille Florins monnoye d'or & de bon poids, comme aussi la Ville d'*Augsbourg *&* Gingen *pour les tenir avec ladite Landvogthie. A Francfort sur le Meyn l'an* 1379. 127

ANNO 1379.

Traité de Mariage de ROBERT, *Fils de* ROBERT, *Duc de Baviere & Comte Palatin, avec* CATHERINE *Fille de* CHARLES V. *Roi de France. A Francfort, le 20. Fevrier* 1379. 128 20. Fevr.

Pax & Concordia inter Dominum BERNABOVEM *Vice-comitem Mediolani, pro se & ejus Conjuge* REGINA DELASCALA *ab una, atque* ANTONIUM & BARTHOLOMÆUM DE LA SCALA, *Dominos Veronæ ab altera parte, mediante* AMADEO *Comite Sabaudiæ inita. Actum Mediolani Anno* 1379. *Indictione secunda, die 26. Februarii* 129 26. Fevr.

Traité de Mariage entre FERRY *Fils de* JEAN *Duc de Lorraine &* BONNE *Fille de* ROBERT *Duc de Bar. Du 5. d'Avril* 1379. Avec *la Procuration de* CHARLES *Duc de Lorraine, pour sommer le Duc de Bar d'accomplir, ou d'annuler ledit Mariage. Du 20. Avril* 1392. 134 5. Avril.

Bulle, par laquelle le Pape CLEMENT VII. *établit & érige une partie des Terres de l'Eglise en Italie en Royaume qu'il nomme* le Royaume d'Adria, *& en fait Roi,* LOUIS *Duc d'Anjou. Donné à Spelunca, le 17. d'Avril* 1382. 135 17. Avril.

Conventiones inter Dominum GALEAZ *Comitem Virtutum Mediolani, & Dominos* ANTONIUM *atque* BARTHOLOMÆUM DE LA SCALA *de custodiendis per præfatum Comitem Bastitis & Fortalitiis, quæ vigore Contractus Pacis inter hos & Dominum* BERNABOVEM *die 25. Februarii anno* 1379. *conclusi, Comiti Sabaudiæ expediri debuerant. Datum Papiæ 14. Maii* 1379. *Indictione secunda,* 140 14. Mai.

Lettres de WENCESLAS *Rois des Romains, par lesquelles il confirme à* LEOPOLD, *Duc d'Autriche, tous les Privileges, accordés à lui, ou à ses Prédecesseurs par l'Empereur* CHARLES IV. *& par les précedents Empereurs & Rois des Romains. A Sneym la veille de la Fête de St. Jean* 1379. 142 23. Juin.

Confederation entre les Comtes Palatins du Rhin, ROBERT *le jeune* OTTON, ETIENNE, FRIDERIC, JEAN & ROBERT *le plus jeune de tous, avec* BERNARD *Marcgrave de Bade, tant pour lui, que comme Tuteur de* RODOLPHE *son Frere d'une part, & les Villes Imperiales de* SUABE *y denommées d'autre part, pour leur commune sûreté, défense & assistance. A Bade le jour de St. Ulrich* 1379. 142 4. Juill.

Privilege de WENCESLAS *Roi des Romains accordé à* LEOPOLD *Duc d'Autriche portant qu'aucun de ses Sujets, Officiers, & Hommes ne pourra être jugé, cité, ni accusé devant un Tribunal étranger, non pas même devant celui de l'Empereur; & que lui Duc, ses Successeurs,* 16. Octob.

Ac-

FIN DE LA I. PART. DU II. TOME.



OBSERVATIONS
HISTORIQUES ET POLITIQUES
SUR LES TRAITEZ
DES PRINCES,
PAR MR. AMELOT DE LA HOUSSAIE.

Mises au devant du Recueil de Fréderic Leonard, & qui peuvent servir d'Eclaircissement, & de Préliminaire à tout l'Ouvrage.



IL y a si peu de gens, qui sachent bien à quoi sert la lecture ou l'étude des Traitez, qui se font entre les Princes, qu'il est besoin d'en dire ici quelque chose, avant que de parler des Traitez mêmes, pour desabuser tous ceux qui croient, que cette sorte d'étude n'est necessaire, qu'aux Ministres, aux Secretaires, & aux Conseillers d'Etat, ou qu'aux Ambassadeurs, aux Plenipotentiaires, & enfin à ceux qui aspirent au maniment des affaires publiques, lesquels sont toûjours en très-petit nombre dans les Monarchies, où tout dépend du choix & de la volonté du Prince. Mais si la Science de faire des Traitez a peu de Disciples, parce que c'est un métier, qui, à cause de son importance, & des dificultez qui s'y rencontrent, ne convient qu'à des personnes d'un génie superieur, d'une prudence exquise, & d'une longue expérience; ce n'est pas à dire, que ceux, qui ne sont pas capables de négocier eux-mêmes, ou qui n'ont point de part au Gouvernement, ne puissent emploier utilement leur tems à lire des Traitez de Paix, & des Memoires d'Ambassadeurs. Car il y a mille choses dans l'Histoire, où l'on n'entend rien, faute d'avoir connoissance des Traitez, sur lesquels elles sont fondées: & beaucoup d'Historiens raisonnent en l'air sur les diferends des Princes, à faute d'être informez des Conventions, des Capitulations, & des Transactions, que ces Princes ont faites entr'eux. Or comme l'Histoire fait la principale ocupation de la plûpart des Gens du Monde, de quelque profession qu'ils soient, de robe, ou d'épée, il faut conclure, que la lecture & l'intelligence des Traitez des Princes leur est absolument necessaire, pour entendre divers points d'Histoire, qui ne sont pas sufisamment debrouillez par les Historiens, & pour discerner de quel côté est le bon droit dans les querelles, que les Princes ont tous les jours ensemble au sujet de leurs Traitez. Car bien que ceux-ci sachent donner le sens qu'ils veulent aux Articles, ausquels ils contreviennent, (sur quoi Maurice, Electeur de Saxe, reprochoit à Charle-Quint, qu'il avoit cru traiter avec un Empereur, & non pas avec un Légiste) les personnes de bon entendement ne laissent pas de découvrir la mauvaise foi du Prince, qui manque à sa parole, en conférant la glose, ou l'interpretation, avec le texte de l'Article litigieux. C'en est assez dit sur les Traitez en général; il faut parler maintenant du Recueil, que l'on donne au public.

IL commence par la PAIX D'ARRAS, concluë entre Charles VII. Roi de France & Philippe-le-Bon, Duc de Bourgogne. Jamais Paix ne fut traitée avec tant de cérémonie, ni par tant d'Ambassadeurs & de Députez. Le Pape Eugene IV. & le Concile de Bâle y avoient chacun un Légat pour Médiateurs, & les deux Légats étoient assistez de plusieurs Evêques. Pour Charles VII. s'y trouverent le Duc de Bourbon, le Connétable, le Grand-Maître, & le Chancelier de France, avec le Premier-Présdent de Paris, & dix ou douze Conseillers du Parlement; pour le Roi d'Angleterre, un Cardinal, un Archevêque, trois Evêques, deux Comtes, & quantité de Gentilshommes & de Docteurs; pour le Duc de Bourgogne, les Evêques de Liége, de Cambrai, & d'Arras, le Chancelier Rolin, le Duc de Gueldre, les Comtes d'Etampes, de Saint-Pol, de Ligny, de Vaudemont, de Nevers, de Nassau, de Montfort, de Megue, &c. Les Ducs de Bretagne & de Bar y avoient aussi leurs Ambassadeurs, & les Villes de Flandre, de Brabant, & de Hollande, leurs Députez. Enfin, il sufit de dire, que les Fouriers marquerent les logis pour neuf à dix mille Chevaux (a).

1435.

(a) Histoire de Charles VII. de Jean Chartier.

Quant au Traité, il est à remarquer, que les Anglois n'aiant pas voulu se contenter de la Guienne & de la Normandie, que Charles VII. leur ofroit, à la charge de lui en faire hommage, le Duc de Bourgogne se détacha d'eux, & fit la Paix separément avec la France, ce qui porta malheur aux Anglois; *car abandonnez de cete Maison de Bourgogne*, dit Comines (*b*), *ils perdirent Paris* (en 1436.) *& puis petit à petit tout ce qu'ils tenoient dans le Roiaume.* Tant il importe de metre Dieu & la raison de son côté, comme fit Charles en céte rencontre; & de n'exiger pas trop de ceux, qui, pour avoir la Paix, cedent amiablement une partie de ce qui leur apartient justement.

(*b*) Chapitre 7. de ses Memoires.

Des trente-un Articles de ce Traité, dont plusieurs n'ordonnent que des fondations de Chapelles, de Messes, & de Prieres pour le repos de l'ame du Duc Jean de Bourgogne, tué à Monstereau-faut-Yonne, il n'y en a qu'un, dont il soit besoin de parler ici: c'est celui du délaissement & engagement des Villes, Terres, & Seigneuries assises sur la Riviere de Somme, à condition de les pouvoir racheter. Et ce fut à l'occasion de ce rachat, que commencerent les brouilleries & les Guerres entre Louis XI. & Charles de Bourgogne, qui trouva très-mauvais, que son Pere eût rendu ces Villes, qui lui tenoient lieu de récompense de plusieurs services rendus à la Couronne; & que Louis se fût si fort hâté de les racheter.

J'avoue que quelques-unes des conditions de céte Paix étoient dures; & que Charles VII. avoit acordé au Duc Philippe plus qu'il ne devoit: mais si l'on considére le miserable état, auquel une longue & cruelle Guerre avoit reduit le Roiaume, & les bons éfets, que produisit céte Paix, qui détrôna les Anglois, on conviendra qu'elle étoit avantageuse [1], & que si l'on eût chicané davantage, le Roi couroit risque de perdre tout, dautant que le Bourguignon n'auroit pas manqué de renouer avec l'Anglois. Dans les grans dangers *il meglio guasta il bene*, dit le proverbe Italien, trop de prudence & de précaution gâte tout. Le Cardinal d'Ossat fait une excellente leçon aux Negociateurs publics, quand il se moque de la haute sapience, & generosité extraordinaire de ces gens inflexibles, qui voulant faire aller les afaires à leur mode, prolongent & empirent les maux, au lieu d'y remedier. „ Nous les prions de nous „ excuser, dit-il, si au lieu de leurs paroles magnifiques & braves, nous avons mieux „ aimé la substance & la verité, & la réalité du salut & de la grandeur du Roi, & „ de la Couronne de France, laquelle pourra beaucoup mieux se défendre de toute „ usurpation contre qui que ce soit, & maintenir ses prerogatives & prééminences, „ quand elle sera remise & renforcée, qu'elle n'eût fait, si sous de beaux mots & spe- „ cieux, elle se fût opiniâtrément laissé consumer & fondre, étant necessaire, pour „ braver avec efet & avec dignité, premiérement d'être & de vivre, puis d'avoir san- „ té, force, & vigueur" (*c*). Par exemple: si les Plenipotentiaires de Charles VII. n'eussent pas voulu passer à ceux du Duc le dernier Article, qui porte, que *le Roi, pour assurance de l'observation & de l'acomplissement entier du Traité, donneroit les scellez des Princes de son Sang, des Grans du Roiaume, & des principales Villes; & qu'en cas de contravention, ces Princes & Seigneurs seroient absous du serment de fidelité envers le Roi, & obligez de servir le Duc contre lui*: il n'eût falu que cela, pour tout rompre. Car les Bourguignons auroient pris de là sujet de soupçonner, qu'on auroit eu dessein de les tromper; étant l'ordinaire des inférieurs, ou des plus foibles, de se défier de la foi des supérieurs, ou des plus forts. Ainsi, quoique cet Article blessât la Majesté Roiale, en ce qu'il n'apartient point aux Sujets de répondre de la foi de leur Prince, qui au contraire est le dépositaire & le garant de la foi publique; ni d'être les arbitres de leur obéïssance, le salut de l'Etat, qui est la souveraine Loi, ne permetoit pas alors de s'arrêter, par une vaine délicatesse, à cette formalité. Ce Traité fut confirmé quinze jours après sa conclusion, par le Concile de Bâle, qui en avoit été le principal promoteur; & Louis, Daufin de Viennois, le ratifia en 1456. à Bruxelles, où il s'étoit retiré tout nouvellement, pour se mettre à couvert de l'indignation du Roi son Pére, prométant au Duc Philippe, son Oncle, de l'entretenir & garder ponctuellement, tandis qu'il seroit Daufin; & d'en donner ses Lettres Patentes en forme dûë & valable, quand il seroit parvenu à la Couronne (*d*). Charles VII. qui, selon Gaguin (*e*), n'atendoit qu'une ocasion, pour rompre ce Traité avec quelque aparence de justice, menaça plusieurs fois Philippe de recommencer la Guerre, s'il ne lui renvoioit son Fils: mais Philippe, dont les afaires étoient en très-bon état, lui aiant enfin répondu, comme par un défi, qu'il ne s'agissoit plus que de savoir, si le Roi vouloit tenir & garder la Paix d'Arras, ou non; la querelle ne passa pas plus avant, le Conseil du Roi n'aiant pas jugé à propos, qu'il s'embarquât dans une nouvelle Guerre, sur la fin de ses jours. Voilà comme Charles VII. & Philippe-le-Bon traitérent

(*c*) Dans la premiere Lettre du second Livre.

(*d*) Voi. le Tome premier page 539. & suivantes.

(*e*) Livre dix de son Histoire.

[1] Céte Paix, dit Jean de Saint-Gelais, fut plus profitable pour le Roi, qu'honorable. Toutefois, selon le tems, il etoit necessité de faire ainsi; car par ce moien les Anglois commencerent à diminuer de forces, de faveur, & d'amis. *Histoire de Louis XII.*

traitérent ensemble, voions maintenant, comment Louïs XI. & le Duc Charles leurs Enfans, en usérent entr'eux.

Si, selon Comines, il est presque impossible, que deux grans Princes s'entr'aiment après s'être vus (f), il ne faut pas s'étonner, que Louïs & Charles, qui avoient demeuré & vécu cinq ou six ans ensemble, eussent une horrible antipatie l'un pour l'autre. Louïs étoit si penetrant & si fin, qu'il ne pouvoit pas manquer de connoître Charles jusqu'au fond de l'ame: & Charles étoit si emporté, si fougueux, & si présomptueux, qu'il eût falu que Louïs ne l'eût jamais vû, pour ne le point haïr. C'est pourquoi, Louïs ne balança point à prendre le parti du Duc Philippe contre son Fils, qui le vouloit régenter: & loin de contribuer à leur reconciliation, comme le requeroit le devoir de l'hospitalité, il atisa si bien le feu, que le Pere en dépit du Fils redoubla son afection pour les Seigneurs de Croüy, ses Ministres, & leur confia d'autant plus volontiers les soins de son Etat, qu'ils étoient en bute à son Fils. Et c'est ce qui a donné lieu à un Auteur Flamand (g) de dire, que lorsque le Daufin de France se réfugia à la Cour du Duc de Bourgogne, la haine, la noise, la discorde, & tous les Diables, entrérent avec lui dans céte Maison. *Hostis, non hospes fuit.*

(f) Chapitre 14. du premier Livre & 8. du second de ses Memoires.

(g) Jaques Meyer dans son Histoire de Flandre.

Quand Louïs fut parvenu à la Couronne, il se souvint bien moins des bons traitemens, qu'il avoit reçus du Duc de Bourgogne, pendant son sejour en Brabant, que des sujets qu'il croioit avoir, de n'aimer pas le Comte de Charolois, son Fils. Et c'est ce qu'il fit éclater ouvertement dans l'Ambassade, dont parle Comines tout au commencement de ses Memoires. Car bien que tout ce dont il acusoit ce Comte, & le Duc de Bretagne, fût peut-être vrai, (ce que Comines n'assure pas) il est certain, que ses plaintes partoient d'un cœur envenimé depuis long-tems, & que si son mécontentement eût été nouveau, il auroit donné des ordres plus moderez au Chancelier de Morvillier, qui parla plûtôt comme un Heraut, que comme un Ambassadeur. Quoi qu'il en soit, le Roi ne tarda guére à se repentir de céte Ambassade, qui quelques mois après fit éclorre la Ligue du Bien-public, durant laquelle il eût besoin de toute sa cervelle, & de toute son adresse, pour regagner les Grans, qu'il avoit dépouillez, & pour désunir les Princes du Sang, qui, à la reserve des Comtes d'Etampes, de Vendôme, & d'Eu, prirent tous les armes contre lui, sous couleur de réformer les abus du Roiaume, & de procurer le soulagement des peuples, par l'abolition des impôts, charité, qui sert toûjours de masque à l'ambition des Grans, à la vangeance des malcontens, & à l'humeur inquiéte des brouillons.

Le dessein de céte Ligue étoit de prendre Paris, pendant que le Roi étoit ocupé contre le Duc & le Cardinal de Bourbon, qui avoient mis les Bourguignons dans Moulins, & si le Duc de Berry, Frére unique du Roi, & le Duc de Bretagne, fussent arrivez à tems à Saint-Denis, où étoit assigné le rendez-vous de tous les Confederez, il est certain, qu'ils auroient pris Paris, où il y avoit très-peu de Milice, & grand nombre de Personnes, qui desiroient un changement en faveur du Duc de Berry, qui avoit dans son parti toutes les créatures de Charles VII. son Pere.

Comme le Comte de Charolois étoit à Lonjumeau, & son avantgarde à Montlehery, le Roi, qui avoit été averti, en Bourbonnois, du dessein du Comte & des Confederez, arriva inopinément à Châtres, qui est à une lieuë de Montlehery. L'un & l'autre furent également surpris de se rencontrer si près, & ni l'un ni l'autre ne songeoient alors à combatre, le Roi naturellement craintif, ne voulant rien hazarder; & le Comte, qui atendoit le Duc de Bretagne, ne trouvant pas à propos de rien entreprendre, avant qu'il fût arrivé avec ses Troupes. Ainsi, le combat, qui se donna près de Montlehery, fut une rencontre plûtôt qu'une bataille en forme. Il n'est point de mon sujet d'examiner, qui fut le vainqueur, les Historiens en aiant jugé diferemment. Comines donne la victoire au Comte, qui pensa y être tué par deux fois, mais, selon le récit même de Comines, Mezeray a eu raison de dire, que le Roi & le Bourguignon eurent tous deux du pire, & que ni l'un, ni l'autre, n'eut l'avantage. Veritablement, le champ demeura au Comte de Charolois, qui depuis ce jour-là se crut aussi grand Capitaine qu'Alexandre, & aussi habile homme que Jules-Cesar. Témoin la réponse fanfaronne qu'il fit, un jour, aux Ambassadeurs de France & d'Angleterre, qui lui remontroient, que leurs Maitres n'étant pas contens de son procedé, pourroient bien se liguer ensemble contre lui: *Je donnerai cent mille écus*, dit-il, *pour avoir le plaisir d'être ataqué par vos deux Rois, & celui de voir venir la queue à ce petit chien, que vous voiez sur ce bufet* [1.] Au reste, si le Charolois gagna la Bataille de Montlehery, Louïs XI. eut bien sa revanche deux jours après, lorsqu'il entra dans Paris, où tout étoit perdu pour lui, si le Duc de Berry, le Duc de Bretagne, & ce Comte, y fussent entrez les premiers: *Car le peuple*, ajoûte Comines, *se fut aisement*

[1] Don Juan Vitrian dans le Chapitre 80. de son Comines, Lettre H. & Don Juan Antonio de Véra dans l'Epitome de la Vie de Charle-Quint, qui, selon son raport, fit la même réponse, que le Duc Charles son bisateul, au Heraut qui alla lui denoncer la Guerre de la part de François I. & d'Henri VIII. Roi d'Angleterre.

aisément tourné de leur part, pour plusieurs raisons; & par consequent toutes les Villes du Roiaume à l'exemple de Paris (h). De sorte que s'il n'eût pu y entrer, sa résolution étoit prise de se retirer vers les Suisses, ou dans le Milanés [1], dont le Duc étoit devenu son plus grand ami (i), depuis qu'il l'avoit reconnu pour legitime Possesseur de ce Duché, au préjudice des justes prétentions, qu'y avoit Charles, Duc d'Orleans, du côté de Valentine Visconti, sa Mére, unique héritière de Philippe-Marie, le dernier Duc de céte Famille.

(h) Chapitre 8. de ses Memoires.
(i) même Chapitre.

Durant la Guerre de la Ligue, qui se fesoit aux Portes de Paris, où les escarmouches étoient fréquentes, à cause des sorties, que les gens de Guerre, qui étoient dans la Ville en grand nombre, fesoient à toutes heures sur les Bourguignons, le Roi, qui desiroit la Paix, & qui ne vouloit point commétre son Etat au sort d'une bataille, travailloit sagement à désunir les Princes & les Seigneurs de la Ligue, & à leur débaucher leurs serviteurs & leurs amis. Science en laquelle il étoit Maitre, & par laquelle il vint heureusement à bout de tous ses ennemis. Mais le fort & le capital de la Négociation de la Paix étoit entre lui & le Charolois, qui vouloit r'avoir les Villes de Somme, que le Roi avoit rachetées du Duc Philippe, environ deux ans auparavant; disant, que le Roi n'avoit pas dû les racheter du vivant du Duc son Pere, ni de lui Comte de Charolois, qui lui avoient rendu tant de services durant son sejour en Brabant, & qui, outre toutes les dépenses faites pour lui, tandis que tout lui manquoit, l'avoient acompagné avec quâtre mille Chevaux jusqu'à Reims, pour assister à son sacre; & de Reims jusqu'à Paris (k), pour honorer son entrée, [2].

(k) Chapitre 12. des mêmes Memoires.

Enfin, le Roi aïant apris, que les Normans vouloient absolument avoir, comme les Bretons, un Duc, qui fit sa residence en leur Païs; & que le Duc de Bourbon, entré dans Rouen par les intrigues de la Grand'-Senechale de Normandie, avoit déja reçu le serment des habitans au nom du Duc de Berry, qu'ils reconnoissoient pour leur Duc; prit sagement la resolution de consentir à ce qui étoit fait, & qu'il ne pouvoit pas défaire. Pour cet éfet, il se rendit à Conflans, où étoit le Camp du Charolois, à qui il déclara dans tous les termes les plus amiables, que, puisque les Normans avoient choisi de leur plein gré son Frere, pour être leur Duc, il en demeuroit content, & qu'il en passeroit le Traité dans toutes les formes necessaires: &
1465. cela fut suivi premierement du TRAITE' apellé DE CONFLANS, & vint-quatre jours après de celui de Saint Maur des Fossez [3], où, selon le Conseil de François Sforce, Duc de Milan, il sacrifia le point-d'honneur, dont il arrive souvent aux grans Princes d'être la victime, au besoin present & pressant de ses afaires. Ce Duc, aussi grand homme de Cabinet que de Guerre, lui avoit mandé, qu'il faloit acorder aux Princes & Seigneurs de la Ligue tout ce qu'ils lui demanderoient, lui donnant pour exemple un trousseau de fleches, qui prises toutes ensemble sont très-dificiles à rompre, mais qui se rompent facilement chacune à part. (l) En éfet, après que le Roi eût acordé à tous ces Princes & Seigneurs tous les Dons, Biens, Terres, & Charges, qu'ils prétendoient, ils se brouillerent entr'eux, & devinrent plus ennemis les uns des autres, qu'ils ne l'étoient auparavant de sa personne, & de son Etat. La jalousie, qui se mit d'abord entre les Ducs de Bretagne & de Calabre, au sujet de Charles de France, nouveau Duc de Normandie, que le Breton vouloit posseder tout entier, pour être l'unique arbitre de toutes les graces de ce jeune Prince, aluma la Guerre en Normandie, le Duc de Calabre aiant soulevé le Peuple de Rouën contre le Breton, qui fut contraint de s'enfuir dans la Basse Normandie, dont il tenoit la plûpart des Villes. Le Roi, toûjours atentif à ses interêts, acourut au feu, non pas pour l'éteindre, mais pour le soufler, comme l'ocasion le requeroit. Il ménagea si adroitement le Duc de Bourbon, qui jusque là avoit été tout dévoué au service de son Frere, que ce Duc, qui avoit mis Charles en possession de la Normandie, se trouvant ofensé de l'ingratitude de Charles, qui lui avoit préféré le Breton, aida le Roi de son credit & de son pouvoir, à recouvrer céte Province, au démembrement de laquelle il avoit eû tant de regret. Desorte que Charles n'en fut le Maître que deux mois; & que bien loin d'être en état de demander un autre apanage, il eût besoin de se sauver en Bretagne, pour se garentir des mains d'un Frere, qui ne pardonnoit jamais. Le Roi tira encore un autre avantage très-considérable du service, que le Duc de Bourbon lui rendit en céte rencontre: c'est que ce Duc aiant été, toute sa vie, très-étroitement uni avec la Maison de Bourgogne, & celui, qui par ses instances, avoit fait entrer Philippe-le-bon,

(l) Saint-Gelais Histoire de Louis XII.

[1] Le Commentateur Espagnol de Comines dit, que comme en ce cas Louis auroit fait prudemment de se jeter entre les bras du Duc François Sforce, qui étoit un très-généreux Prince, quoiqu'il fût homme de fortune; il auroit au contraire fait une grande folie de se mettre entre les mains des Suisses, qui aiment bien plus l'argent que leurs Alliez. Temoin ce qu'ils firent à Charles VIII. son Fils, qu'ils voulurent arrêter prisonnier dans Verceil, pour une certaine paie, qu'ils prétendoient leur être duë. Comines en parle dans le Chapitre 11. du Livre 8. de ses Memoires.

[2] Saint Gelais dit, que le Duc Philippe, pour faire distinguer ses gens à céte entrée, les fit tous tondre. *Histoire de Louis XII.*

[3] Mezeray confond ces deux Traitez en un, à cause de la proximité de la date, celui de Conflans étant du cinquiéme d'Octobre 1465. & l'autre du vint-neuf du même mois.

bon, son Oncle maternel, dans la Ligue du Bien-public, comme le raconte Comines (*m*); il perdit l'amitié de céte puissante Maison, pour avoir abandonné le Duc de Normandie, & pour s'être rangé du côté du Roi, leur ennemi commun. Ainsi, tout réussissoit au Roi, & rien à son Frere, à qui il ne restoit plus rien aussi que le titre de Fils de France. Et pour comble de bonheur, Jean, Duc d'Alençon, qui s'étoit jetté dans le parti de Charles de France, & du Duc de Bretagne, fut trahi par son propre Fils, le Comte du Perche, qui livra au Roi le Château d'Alençon; après quoi les Bretons furent contraints d'abandonner la Ville.

(*m*) Chapitre II.

Il me semble, qu'on peut bien compter encore entre les prospéritez de Louïs XI. la mort de Philippe-le-Bon, Duc de Bourgogne, qui mourut en 1467. dautant que le Duc Charles, son Fils, n'aiant pas herité de sa sagesse, ni de sa prudence, Louïs, qui étoit le plus fin & le plus habile Prince de son tems, avoit belle ocasion de profiter des fautes & des téméritez de son adversaire, qui, selon le témoiguage de Comines, avoit assez de courage, pour entreprendre toutes choses; mais n'avoit pas assez de sens & de malice, pour conduire ses entreprises (*n*).

(*n*) Chapitre I. du Livre III. de ses Memoires.

Le Duc Charles, étant Comte de Charolois, avoit eû le chagrin de voir retourner au Roi le Duché de Normandie, dont le démembrement étoit, selon Comines, la chose du monde qu'il desiroit le plus, atendu que ce partage lui sembloit priver le Roi de la troisieme partie de son Roiaume (*o*): mais étant Duc, il eût le déplaisir d'aprendre, que Charles de France & le Duc de Bretagne, ses deux principaux Alliez, avoient fait leur acord particulier avec le Roi, par lequel ils renonçoient tous deux à son Alliance; & Monseigneur Charles au Duché de Normandie, qui lui avoit été donné pour apanage par le Traité de Conflans; & que pour tout partage Charles se contentoit d'une pension annuelle de soixante mille livres (*p*).

(*o*) Chapitre XV. du Liv. I.

(*p*) Chapitre V. du Livre II.

Après que Louis eût ainsi séparé son Frere & le Breton d'avec le Bourguignon, il ne douta point, qu'il ne lui fût aisé de détacher celui-ci des deux autres, qui avoient traité sans lui, s'il pouvoit une fois l'engager à une entrevuë. Il le disposa premierement à une Treve de quelques jours, par un don de six-vints mille Ecus d'or, pour le dédommager des frais de son Armée; puis il lui envoia le Cardinal de la Baluë & Tanegui du Chastel, pour le faire consentir à s'aboucher ensemble. L'entrevuë fut assignée à Peronne, où le Roi se rendit sans gardes, acompagné seulement du Duc de Bourbon, du Cardinal de la Baluë, du Connétable de Saint-Pol, & de quelques autres Seigneurs, sans songer à contremander les deux Ambassadeurs, qu'il avoit envoiez peu auparavant à Liége, pour soûlever ce peuple féroce contre le Duc. Tandis que le Roi & le Duc traitoient amiablement de leurs afaires, arriverent les nouvelles de la révolte des Liégeois, de la prise de leur Evêque & de la Ville de Tongre, & du massacre de plusieurs Chanoines de céte Eglise, & de quelques Bourguignons. Le Duc, à qui l'on n'oublia pas de dire, que tout s'étoit fait à la suscitation des Ambassadeurs de France, fit fermer les Portes du Château de Peronne, où le Roi étoit logé, presque resolu de lui ôter la vie, s'il eût trouvé alors des gens d'humeur à le lui conseiller. (*q*) Enfin, le Roi se fût si bien aider dans ce terrible orage, où il étoit sur le point de périr comme Charles le simple, son Prédécesseur, qu'il en fut quite pour un Traité, par lequel il acordoit à son Frere les Comtez de Champagne & de Brie, & consentoit d'aller avec le Duc à Liége; pour lui aider à se vanger de la révolte des Liégeois.

(*q*) Chapitres VII. & IX. du même Livre.

Comines a raison de dire, que ce Traité fut très-avantageux à Louïs XI. & qu'à l'égard de son Frere, *il lui étoit beaucoup amandé, puisqu'il étoit dit, que Monseigneur Charles renonceroit à la Duché de Normandie* (*r*), qui étoit un apanage trois fois plus grand & plus riche que la Champagne; au lieu que si le Duc eût fait venir à Peronne Charles, qui étoit alors en Bretagne, ainsi que quelques-uns de son Conseil en furent d'avis (*s*), il est certain que tous les Princes & les Seigneurs de France auroient obtenu du Roi tout ce qu'ils auroient voulu, & qu'on l'auroit facilement réduit à la nécessité d'obsérver à toute rigueur l'Article du Traité de Saint Maur des Fossez, qui portoit, que pour remédier aux desordres de l'Etat, & pour aviser & pourvoir au soulagement du Peuple, à la bonne administration de la Justice, & à la conservation des Droits, Libertez, & Franchises de l'Eglise, des Nobles, & des autres Vassaux & Sujets, le Roi comméttroit trente-six Notables de son Royaume, douze du Clergé, douze de la Noblesse, & douze de la Robe, dont les délibérations & conclusions seroient entretenuës & gardées, selon leur forme & teneur, comme si lui-même en personne les avoit faites, sans pouvoir jamais être enfreintes, ni par les Parlemens, ni par les autres Justiciers du Roiaume; ensorte que si le Roi en sa Chancellerie venoit à donner Lettres contraires aux Ordonnances de ces trente-six, les Parlemens, Baillis, Senéchaux, & autres Officiers, ne séroient point tenus en ce cas de lui obéir. Veritablement, Louïs XI. pour un Prince si fin & si prudent, fit une grande faute, de se livrer entre les mains du Duc de Bourgogne, son plus irréconciliable ennemi; mais le Duc en fit encore une plus grande, en lui donnant la liberté à si bon marché, tandis que la ré-

(*r*) Chapitre IX.

(*s*) Ibid.

volte des Liégeois justifioit si hautement la détention de celui qui en étoit visiblement l'Auteur, & du malheur de qui personne n'auroit été plus joieux que ses propres Sujets, dont il avoit perdu l'afection. Tant il est vrai, que les hommes perdent souvent des occasions, d'où dépend leur fortune, ou leur repos, les uns à faute de les connoitre; & les autres, à faute d'en savoir profiter. En celle-ci, où la Fortune se presentoit à la porte du Duc de Bourgogne, il n'avoit qu'à vouloir ce qu'il pouvoit, pour devenir le plus heureux Prince du monde. Mais Dieu vouloit humilier les François, en leur conservant un méchant Roi; & punir l'orgueil insuportable du Duc, qui croïoit que toutes ses prospéritez procédoient de son sens & de sa vertu (t). *Quos enim punire vult Deus, dementat priùs.*

(t) Chapitre XIII. du Livre V. & IX. du cinquiéme.

Au reste, ce qui arriva à Louïs XI. à Peronne, où il eut la mortification d'entendre dite à ses oreilles, que le Duc avoit mis le renard en cage, montre comme Dieu se moque de la prudence des hommes, & renverse leurs desseins, lorsque le succès leur en paroit infaillible. Louïs avoit desiré passionément l'entrevue de Peronne, lui semblant que tout lui aïant réussi selon son intention, à l'égard des Princes de la Ligue, il lui seroit aisé de porter le Bourguignon à abandonner les Ducs de Normandie & de Bretagne, ainsi qu'ils venoient de l'abandonner eux-mêmes (u). Cependant céte entrevue produisit un éfet tout contraire, & le jeta dans un précipice, dont il ne fut jamais sorti, si Comines & quelques autres serviteurs du Duc eussent plus aimé leur Maitre, que leur interêt.

(u) Chapitre I. du Liv. II.

1468. Le Traité de Peronne ne fut pas plus heureux, que ceux de Conflans & de Saint Maur des fossez, contre lesquels Louïs avoit protesté dans son Parlement de Paris. [1] Le voiage de Liége, où le Duc l'avoit mené, pour être le spectateur & l'instrument de sa vengeance sur les Liégeois, & où le Souverain sembloit avoir fait à son Vassal une espece d'amende honorable, ce voyage, dis-je, lui pesoit trop sur le cœur, pour résister à la tentation de se vanger à son tour, quand il en trouveroit l'occasion.

Au sortir de Liége, aïant demandé au Duc ce qu'il vouloit qu'il fit, au cas que son Frere ne se contentât pas de la Champagne pour son partage, le Duc lui avoit répondu, qu'il fit comme il l'entendroit, pourvu que son Frere fût content (w). Réponse, dont Louis, qui ne vouloit pas que son Frere gardât la Champagne, où du jour au lendemain il pouvoit être secouru du Bourguignon, ne manqua pas de faire son profit: en sorte que, l'année suivante, il fit accepter à Monseigneur Charles la Guienne, au lieu de la Champagne, au grand déplaisir du Duc de Bourgogne, qui lui avoit procuré cet apanage pour leur sûreté commune, les deux Païs étant limitrofes. En éfet, cét échange leur fut fatal à tous deux: au Duc de Guienne, parce qu'il l'éloignoit de celui qui avoit le plus d'intérêt à soûtenir sa fortune & sa grandeur; au Bourguignon, parce que cet éloignement, qui rompoit leur communication, rendit le Roi plus hardi à lui declarer la Guerre, sous couleur que le Duc étendoit ses limites plus avant que le Traité de Conflans ne portoit (x). Ce qui fut suivi de la prise des Villes de S. Quentin & d'Amiens, dont la perte éfraïa si fort le Duc, que tout fier qu'il étoit, il envoia prier le Connétable de Saint-Pol de le vouloir épargner, & de n'échaufer pas davantage céte Guerre (y), où le Duc de Guienne servit d'autant mieux le Roi, son Frere, que desirant avec passion, d'épouser l'héritiere de Bourgogne, qui étoit le plus grand parti de l'Europe; le Connétable lui avoit fait entendre, que le meilleur moien pour y faire consentir le Pere, étoit de l'épouventer. Quoi qu'il en soit, si ce mariage eût réussi, les Ducs de Guienne, de Bourgogne, & de Bretagne, eussent été en état de maitriser Louis XI. & peut-être de le ruiner entierement. Car son Frere, dit Comines, eût été bien grand, si ce Mariage eût été fait, & le Duc de Bretagne joint avec lui, l'Etat du Roi & de ses Enfans eût été en peril (z). Et c'est la seconde faute que fit le Bourguignon, qui n'avoit qu'à donner sa Fille au Duc de Guienne [2], pour faire repentir à jamais le Roi de la Guerre qu'il venoit de recommencer.

(w) Chapitre XIV. du Livre II.

(x) Chapitre I. du Livre III.

(y) Chapitre II. du Livre III.

(z) Chapitre VIII. du Livre III.

Ce fut durant céte Guerre [3], que Louïs XI. fit tenir les Etats à Tours, pour proceder contre le Duc de Bourgogne, comme contre un Vassal désobéissant & rebelle, pour avoir pris Alliance avec Edoüard Roi d'Angleterre, ennemi capital de la Couronne de France, & avoir reçu de lui l'Ordre de la Jartiere; pour être venu avec des

Navires

[1] *Louis XI.* ne laissa pas de confirmer les Traitez d'Arras, de Conflans, & de Peronne, par celui qu'il fit en 1471. avec le Duc de Bourgogne au Château de Crotoy. Voiez la page 440. & suivantes du III. Tome de ce Recueil.

[2] C'est alors qu'il y auroit eu deux Rois en France, & que le Duc, qui y en desiroit six, auroit acompli son souhait en partie. *Ibid.*

[3] *Nota*, Que cette Guerre en produisit quatre autres: la premiere fut celle du Roi contre le Duc de Guienne, qui vouloit élargir ses Limites, à ce que disoit le Roi; la seconde, celle du Duc de Bretagne contre le Roi, qui vouloit recouvrer la Guienne, comme il avoit fait la Normandie: la troisieme, du Duc de Bourgogne, pour obliger le Roi de lui rendre Amient & Saint-Quentin: la quatrieme, celle du Roi d'Angleterre, qui vint en Picardie, avec une grosse Armée, pour secourir le Bourguignon. Tant la Guerre a de longues suites, quand une fois elle est commencée. Elle commence entre deux ou trois Princes, dit Comines, mais avant qu'elle ait duré deux ans, tous les voisins & tous les étrangers entrent dans la querelle.

Navires de Guerre dans les Havres & Ports de Normandie, à dessein de s'en emparer, & d'usurper la Seigneurie de ce Duché; pour avoir fait saisir les deniers, danrées, & marchandises des François à la Foire d'Anvers; & pour n'avoir pas tenu ni acompli plusieurs choses, qu'il avoit solennellement promises & jurées. Et pour ces causes, il fut dit, que le Roi étoit quite & déchargé de toutes les promesses du Traité de Peronne, & tous les Princes de son Sang, & autres Seigneurs du Roiaume, quites, francs, deliez, delivrez, & dechargez de leurs seellez, ainsi que porte la Declaration donnée & publiée à Amboise le 3. de Decembre de 1470. dont la teneur est dans le premier Tome de ce Recueil, page 578. & suivantes.

Enfin, l'an 1471. le Seigneur de Craon (a), & Pierre Doriole, Chancelier de France, conclurent à Arras un Traité de Paix [1] avec le Bourguignon, à qui le Roi prometoit de rendre Amiens & Saint-Quentin, dont il s'étoit saisi depuis la Déclaration d'Amboise; & de lui abandonner les Comtes de Nevers (b) & de Sainr Pol, & toutes leurs Terres, pour en disposer à sa volonté, le Duc lui abandonnant reciproquement les Ducs de Guienne & de Bretagne [2] pour en user avec eux comme il lui plairoit. Le Bourguignon jura la Paix dès qu'elle fut concluë, pour accelerer le recouvrement d'Amiens & de Saint-Quentin, dont l'heure lui tardoit; mais le Roi, qui étoit alors en Guienne, où il atendoit ce que deviendroit son Frere, empoisonné par un Benedictin son Confesseur, ne voulut rien signer, quand il eût apris la mort de ce Prince (3); de sorte que le Duc de Bourgogne reçut trois mauvaises nouvelles à la fois: que le Duc de Guienne, son bon ami, étoit mort; que le Roi avoit déja repris presque toutes les Villes de céte Province; & que le nouveau Traité d'Arras, où il disoit, que ses Ambassadeurs avoient excedé leurs pouvoirs, ne seroit point exécuté, ni, par conséquent, Amiens & Saint-Quentin rendus. Punition bien meritée par le Bourguignon, qui n'avoit conclu ce Traité, que pour r'avoir ces deux places, & pour se declarer, après, contre le Roi, en faveur des Ducs de Guienne & de Bretagne, qu'il avoit promis & juré d'abandonner, ainsi que le raconte amplement Comines, qui a bien raison de dire, que l'intention de ces deux Princes n'étoit que de se tromper l'un l'autre.

(a) Il s'apelloit George de la Trimouille.
(b) Jean de Bourgogne.

(c) Mais s'il m'est permis de juger ici de leur conduite, il me semble, que la Justice étoit toute du côté du Roi; & que ç'auroit été folie à lui de ratifier un Traité, dont le Duc ne demandoit l'execution, que pour le trahir après qu'il auroit recouvré Amiens & Saint-Quentin, sous couleur que le Roi n'avoit pas gardé les Traitez de Conflans & de Peronne. Ajoûtez à cela, que Louïs, qui s'étoit prudemment abstenu de signer & de jurer la Paix d'Arras, dont tout le profit aloit au Bourguignon, ne pouvoit être acusé de l'avoir violée; & qu'au contraire ce Duc, qui l'avoit signée & jurée, avec propos déliberé de tromper le Roi, & d'assister ses ennemis, comme le prouve la Lêtre de Créance, dont parle ici Comines, avoit fait une action de perfide & de parjure, qui metoit le Roi en droit de le tromper lui-même [4], selon ce beau mot de Tacite: *Nec degeneres insidiæ adversùs violatorem fidei.* Ainsi, je ne ferois pas du sentiment de Wicquefort, qui dit, que Comines fait ici en la personne de Louïs XI. le caractere de l'infidelité (d), lui qui loüe par tout sa sagesse, & qui assûre, que Dieu l'avoit créé plus sage, plus libéral, & plus vertueux en toutes choses, que tous les Princes, qui regnoient de son tems (e).

(c) Ibidem.

Quant aux deux Ambassadeurs, qui conclurent cete Paix d'Arras avec le Bourguignon, je ne puis, à cause de la connexité, que les Ambassades & les Traitez ont ensemble, m'exemter de faire quelque remarque sur le conseil, qu'ils se mêlerent de donner à ce Duc, de faire avancer son Armée, afin que le Roi, leur Maître, au nom de qui ils avoient juré la Paix, ne pust diferer de lui rendre Amiens & Saint-Quentin (f). Je dirai donc, qu'il n'est pas permis à un Ambassadeur, de conseiller le Prince, auprès

(d) Section XII. du Livre premier de son Ambassadeur.
(e) Comines Chapitre X. du Livre VI.
(f) Chapitre IX. du Livre III.

[1] Ce Traité ne se trouve point, & plusieurs croient, qu'il ne s'en est fait aucun d'Arras en 1471. & que celui dont Comines fait mention dans le Chapitre IX. du Livre III. de ses Memoires, n'en est point un autre que celui, qui fut conclu au mois d'Octobre de la même année, au Chateau du Crotoy, où les Ambassadeurs de France furent trouver le Duc de Bourgogne, comme le marque un contrôle de sa depense, qui est dans les Archives de la Chambre des Comptes de Lille, lequel porte, que ces Ambassadeurs arriverent le troisieme d'Octobre au Crotoy, où le Duc accepta la Paix, aux conditions qu'ils lui proposerent, & les regala de deux plats de viande d'extraordinaire; & que le treizieme il leur donna à diner, avec intention de souper aussi avec eux; ce qu'il ne fit point à cause des nouvelles, qu'il aprit de la maladie de sa Mere, qui l'obligerent de partir incessamment.

[2] Il est promis par le Traité du Crotoy, de lui rendre Amiens, Saint-Quentin, Roie, & Mondidier, comme aussi les Prevotez de Vimeu & de Foulloy en Beau-voisis, avec toutes leurs apartenances & dépendances; mais il n'y est point parlé de la promesse faite par le Duc, d'abandonner au Roi les Ducs de Guienne & de Bretagne, comme le dit Comines, qui étoit encore alors au service du Duc de Bourgogne, & tres-bien informé de ce qui se passoit à sa Cour. Ainsi, pour ne rien ôter au témoignage d'un Historien, qui assure qu'il n'écrit rien qui ne soit vrai, & qu'il n'ait vû, ou seû de personnes dignes d'être cruës; (Chapitre III. du Livre V.) on peut dire avec beaucoup de vraisemblance, que céte promesse fut un Article secret, que le Duc ne voulut pas laisser metre dans le Traité, pour éviter les plaintes & les reproches de l'Ambassadeur de Bretagne, qui residoit actuellement auprès de lui, & qui le suivoit par tout.

[3] *Utcumque se res inclinant, ita ambulant Fœdera*, dit Erasme. C'est-à-dire: les Princes observent leurs Traitez selon que leurs afaires vont bien, ou mal.

[4] Jean de Saint-Gelais parlant de la mauvaise foi de ce Duc envers Louis XI. loue ce Roi de l'avoir trompé: J'ai lû, dit-il, quelque Poëte, qui dit, que tromper un trompeur, n'est point tromperie, mais louange.

près duquel il réside, au préjudice de celui dont il represente la personne, & que l'Ambassadeur, qui le fait, est criminel de leze-Majesté, & mérite d'être puni du supplice des traitres, dautant qu'il entre dans un interest contraire à celui du Maître & de l'Etat qu'il sert. Et si l'on me dit, que le Seigneur de Craon, & le Chancelier Doriole avoient conseillé au Duc de ne retirer point de la Frontiere de Picardie, son Armée, qui étoit la plus belle & la plus nombreuse, qu'il eût jamais euë, que le Roi ne lui eût rendu les deux Villes promises par le Traité; parce qu'ils savoient en leur ame, que le Roi n'avoit nulle intention de les rendre; & qu'il ne les rendroit jamais, si le Duc ne l'y contraignoit les armes à la main: je répondrai, que cette raison est bonne pour prouver, qu'ils avoient traité de bonne foi & sans fraude avec le Duc, mais que bien loin de les justifier envers le Roi, à qui ils devoient doublement leur foi, & comme Sujets, & comme Ambassadeurs, elle les convainc de trahison, puisqu'ils découvroient le secret de leur Maître à celui, à qui leur caractére, & l'interest de l'Etat, les obligeoient de le cacher; d'autant plus qu'ils ne pouvoient pas ignorer, que la haine du Roi & du Duc étoit irréconciliable. C'est pourquoi, je ne doute point, que si Louïs XI. eût sû l'avertissement, qu'ils avoient donné au Duc, il ne leur eût fait couper la tête, lui, qui trois ans auparavant, avoit fait emprisonner le Cardinal de la Baluë, & enfermer dans une cage de fer Guillaume d'Haraucourt, Evêque de Verdun, pour avoir conseillé à son Frere de n'accepter point d'autre partage, que celui de Champagne & de Brie, que le Bourguignon lui avoit obtenu par le Traité de Peronne (g), n'y aiant pas de comparaison du crime de ces deux Prelats à celui de ces deux Ambassadeurs. Et quoiqu'un Ambassadeur sache positivement, que l'Instruction, qui lui est donnée, est toute contraire à l'intention de son Prince; & que le Prince se sert de son Ministére, pour tromper celui à qui il est envoié, ainsi qu'il arrive souvent; il doit executer au pié de la létre le contenu de son Instruction, sans examiner, si le Prince agit de bonne ou de mauvaise foi, étant permis au Prince de le tromper, parce qu'il est son Maître & son Souverain; mais non pas à lui de tromper le Prince, parce qu'étant son Sujet & son Ministre, il est obligé de lui garder la fidélité, & de lui obéir ponctuellement dans tout ce qui lui est ordonné par son Instruction, dont il est simplement l'exécuteur, & non point l'interpréte, ni le juge. Quelques lumiéres qu'il ait, il doit toûjours suposer, que le Prince & son Conseil sont plus clairvoians que lui; & que tel ordre, qui lui semble être injuste, ne lui laisseroit aucun doute, & ne lui causeroit aucun scrupule, s'il en savoit les motifs. Et j'ai pour garants de cette maxime le Cardinal d'Ossat, qui dit, que comme les Sujets & les serviteurs ne se peuvent point former eux-mêmes les Charges & les Instructions de leurs Souverains, il faut, qu'ils les reçoivent, & les exposent telles qu'elles leur sont envoiées: & le President Jeannin, qui a passé pour un des plus sages & des plus religieux Ministres de son tems: „ Nous „ ne sommes pas toûjours, dit-il, si bien instruits au Parlement, que le Prince & ses „ Ministres, de ce qui est utile pour l'Etat, & le general des afaires. Bien souvent, „ telle chose semble injuste à la prendre separément, qui est juste & necessaire en „ gros". Quoi qu'il en soit, la pluspart des Ambassadeurs peuvent aujourdui mentir & tromper en sureté de conscience, dautant qu'ils sont les premiers trompez par leurs Maitres. Et d'ailleurs, il importe aux Princes d'en user ainsi, car un Ambassadeur persuade mieux ce qu'il croit lui-même, que ce qu'il veut faire acroire.

(g) Chapitre dernier du Livre II.

Létre IV.

Au reste, je m'étonne, que Wicquefort, qui parle en deux ou trois endroits de l'Ambassade du Chancelier Doriole & du Seigneur de Craon, & particulierement dans une Section intitulée, *De la fidelité de l'Ambassadeur* (h), où il raporte divers exemples d'Ambassadeurs infideles & traitres; n'ait pas censuré ces deux-ci, quoique leur trahison fût pour le moins aussi infame, que celle du Comte Albertin Boschetto, qui étant alé trouver le Roi Charles VIII. de la part de François, Marquis de Mantouë, pour lui demander des Passeports pour les Députez des Princes Confédérez d'Italie, lui conseilla de ne leur en point donner [1], disant que leur armée étoit à la veille de se dissiper, à cause de la division des Commandans. Si, selon lui, ce Comte étoit un traitre, comment sauvera-t-on la réputation du Chancelier, & de son Colégue? comment les excusera-t-on d'avoir donné un conseil, qui métoit le Duc de Bourgogne en état de faire encore plus de mal à leur Maître? Je conclus donc, qu'un Ambassadeur ne peut donner conseil au Prince, à la Cour duquel il réside que dans les choses, qui n'ont point de rélation à son ministére, ni aux intérests de son Prince; si ce n'est lorsque le conseil est avantageux à tous les deux, & qu'il est tres-assûré, que ce qu'il veut conseiller répond parfaitement aux intentions de son Maître: tel qu'étoit le Conseil, que Tite-Live dit, qu'un Scipion donna à l'Ambassadeur d'Antiochus, en ces

(h) C'est la douzieme Section de la premiere Partie.

[1] Comines parle de ce Comte Albertin dans le Chapitre IX. du Livre VIII. de ses Memoires, & dit, qu'il fit cette trahison au Marquis de Mantouë, Général de l'Armée Venitienne, pour complaire au Duc de Ferrare, dont il étoit né Sujet, lequel haïssoit fort les Vénitiens, à cause du Polesin, & de plusieurs autres Terres, qu'ils lui retenoient.

ces termes : *Dites de ma part à votre Roi, que s'il m'en croit, il ne refusera aucune condition de Paix.*

Le dernier Traité, que Louïs XI. & le Duc de Bourgogne firent ensemble, fut la Treve de Soleuvre [1] en Picardie, par laquelle le Roi rendit au Duc la Ville & les Bailliages de Saint-Quentin, avec les Châtellenies & Seigneuries de Marle, Gersy, Moncornet, Saint-Goubain, & Ardy. Un Article de cette Treve portoit: „ Que tous „ les Prelats, les Nobles, & autres Sujets, qui avoient suivi l'un ou l'autre parti, de„ puis la Guerre du Bien-public, pourroient, en vertu de cette Treve, qui devoit „ durer neuf ans, à commencer du 13. de Septembre 1475. retourner en la jouïssance „ & possession de leurs Benefices, Terres, Seigneuries, & autres Biens immeubles, „ sans nul empêchement & contredit, & sans être obligez d'en obtenir des Letres de „ main-levée, ni d'en faire un nouvel hommage; mais que Messire Baudouïn, soi di„ sant bâtard de Bourgogne; le Seigneur de Renty, Messire Jean de Chassa, & Mes„ sire Philippe de Comines, seroient & demeureroient pour jamais exclus & exceptez „ de cet acord". Quant à ce dernier, le Duc le tenoit pour un transfuge, & pour un traître; & veritablement les aparences y étoient. Ce qui a donné lieu à Mezeray, d'inférer, que puisque Comines, qui a si bien raisonné sur toutes choses, n'a pas voulu nous expliquer, pourquoi il quita le service du Duc, dont il étoit né sujet, & dont il avoit possedé les bonnes-graces, il faloit que le motif n'en eût pas été honnête. C'est ainsi que l'Histoire censure les Grans, & qu'après leur mort elle met au jour tout ce dont ils ont voulu dérober la connoissance à la postérité.

Quant à la haine implacable, que le Duc de Bourgogne témoigna en cete ocasion, contre Comines, il ne faut pas s'en étonner; car il n'y a rien de plus dificile à digérer pour un grand Prince, que de voir un Sujet, qu'il a honoré de ses bienfaits, & de sa confidence, passer au service de son plus redoutable ennemi, & devenir son favori; dautant que, selon le panchant naturel, que les Princes ont à la jalousie & à la défiance, il a lieu de s'imaginer, (& peut-être ne se trompe-t-il pas) que les secrets qu'il a confiez, à son Sujet, sont les clefs, qui lui ont ouvert la Porte de la faveur auprès de ce nouveau Maître. Et c'est sur ce fondement, que Philippe II. ne pût jamais se resoudre à pardonner au Secretaire d'Etat Antonio Perez, qui s'étoit réfugié à la Cour de France; & que ne pouvant se vanger sur sa personne, il se vangea sur sa Femme, & sur ses Enfans, qui étoient, & qu'il savoit être innocens.

Comme le Duc de Bourgogne mourut quinze mois après la Treve de Soleuvre, je n'ai plus rien à dire de lui, sinon que c'est à son Regne, qu'il faut raporter l'origine de tous les malheurs des Païs-Bas, qui, sous les trois Ducs precedens, avoient joüi de toutes les douceurs de la Paix, & fleuri dans une si grande abondance de biens, que, selon Comines, on les pouvoit apeller la Terre de promission (*i*), au lieu que depuis deux siecles ils ont été presque toûjours le Théatre de la Guerre, & la proie de leurs voisins.

(*i*) Chapitre II.

Louïs XI. huit mois avant sa mort fit un Traité de Paix & d'Alliance avec la Maison d'Autriche, heritiére de celle de Bourgogne, par lequel il fut conclu & arrêté, que Charles, Daufin de Viennois, son Fils unique, épouseroit Marguerite d'Autriche, Fille de Maximilien, Duc d'Autriche, & de Marie, Fille unique de Charles, Duc de Bourgogne, & solenniseroit & consommeroit ce Mariage, dès que la jeune Princesse, qui n'avoit alors que deux ans, seroit en âge nubile. Les Gantois, qui s'étoient rendus Maîtres & tuteurs des deux Enfans, qu'avoit laissez la Duchesse Marie, morte au mois de Mars 1482. firent ce Mariage malgré Maximilien, qui, depuis la mort de sa Femme, qu'ils respectoient bien plus que lui, n'osoit presque résister à leurs volontez (*k*). Et ce qui facha encore davantage Maximilien, c'est que, pour afoiblir le Duc Philippe, son Fils, leur Prince naturel, ils firent donner pour dot à Marguerite les Comtez d'Artois, de Bourgogne, de Charolois, de Mâcon, & d'Auxerre, au-lieu que Louis n'avoit demandé que l'Artois, ou la Comté de Bourgogne. Et Comines ajoûte, que s'il n'eût tenu qu'à eux, le Roi auroit eû encore les Comtez de Hainaut & de Namur, & toutes les Terres, où la Langue Françoise étoit en usage. Tant est vrai ce que dit le Commentateur Espagnol de Comines, que c'est le peché originel des Tuteurs de ruiner les pupilles. Au reste, ce Mariage étoit dautant plus avantageux pour le Daufin, que si Philippe, Frere unique de Marguerite, fût venu à mourir, la Daufine auroit hérité de tous les Païs-Bas. Et il est à croire, que Louïs XI. qui connoissoit la faute, qu'il avoit faite, de laisser entrer l'heritiere de Bourgogne dans la Maison d'Autriche, la voulut reparer par ce Mariage de son Fils avec la Fille

(*k*) Comines Ch. VII. & IX. du Liv. VI. de ses Memoires.

[1] Comines dit, que cette Treve se conclut à Vervin, petite Ville sur les marches du Hainaut, proche d'Avennes. Chap. XI. du Livre IV. de ses Memoires.

Fille de Maximilien ; & que ce fut en vuë de cette puissante Succession, qu'il la fit amener en France toute jeune qu'elle étoit, pour y être élevée & nourrie en qualité de Dausine, au grand déplaisir de Maximilien, qui avoit tour sujet de craindre, qu'un jour Marguerite ne fist sortir de sa Maison les grans Etats, que sa Mere y avoit fait entrer. Er Edoüard, Roi d'Angleterre, n'en fut pas moins afligé, que le Pere, à cause de l'espérance, qu'il avoit eüe jusque-là, de marier sa Fille-aînée avec le Daufin, laquelle, depuis le Traité de Pequigny, fait en 1475. se fesoit apeller Madame la Daufine (*l*); & de la perte de sa pension de cinquante mille écus, que les Anglois apelloient tribut [1] quoique ce fût seulement une pension d'alimens pour la Daufine prétenduë, qui étoit une trop grande poupée pour le Daufin, plus jeune qu'elle de dix ans.

(*l*) Chapitre XVIII. du Livre V. & II. du Liv. VI.

1478. Quant à cete pensión de cinquante mille écus, il est à remarquer, que Louïs XI. fit en 1478. une Alliance & Confédération avec le même Edoüard, laquelle devoit durer, non seulement toute leur vie, mais encore cent ans après la mort de celui des deux Rois, qui mourroit le premier [2]: & qu'en considération de cete Alliance l'Evêque d'Elne, Ambassadeur de France en Angleterre, promit aux Commissaires & Procureurs d'Edoüard, que Louïs XI. & ses Successeurs lui feroient paier dans Londres, à lui, & à ses Successeurs, & durant la vie des deux Rois, & encore cent ans après la mort de celui, qui mourroit le premier, la somme de cinquante mille écus d'Or, en deux portions égales, l'une aux Fêtes de Pâques ; & l'autre à la Saint-Michel; & en passa Acte en presénce de Walter Bedlow, Notaire public, & de deux Aldermans de la Ville de Londres, à ce apellez pour servir de témoins (*m*). Mais le Mariage du Daufin avec Marguerite d'Autriche mit fin à ses esperances, & à sa pension.

(*m*) Voi les pages 662. & suivantes du I. Tome.

Quant à l'Evêque d'Elne, qui fit le Traité & l'obligation de 1478. dont je viens de parler, Louïs XI. à la requête de son Procureur-General, envoia en 1480. Commission au Parlement de Paris, pour lui faire son procès, disant, que ce Prélat avoit excedé les termes de son Pouvoir, en passant & acordant plusieurs choses au grand préjudice & dommage du Roi, de sa Couronne, & de la chose publique de son Roiaume (*n*). Et, selon Comines, ce fut la cause de sa mort, tant il eût de regret de se voir trompé par Louïs XI. † & en danger d'être chassé une seconde fois d'Angleterre. Mort, qui arriva bien à propos pour la France, où il auroit pû exciter de grandes brouilleries, & causer de grans maux, durant la minorité de Charles VIII. qui succéda, cinq mois après, à la Couronne, mais nullement à la prudence, à l'habileté, & à la vigilance de son Pére.

(*n*) Page 685. du même Tome.
† Chapitre dernier du Livre V. & IX. du Livre VI.

Puisque le Traité d'Arras de 1482. m'a donné ocasion de parler du Mariage de Marguerite d'Autriche avec le Daufin Charles, qui la renvoia, dix ans après, à Maximilien, son Pere, pour lors Roi des Romains, il est bon de faire ici quelques reflexions sur la dissolution de ce Mariage. La premiere est, que l'interest commande aux Princes encore plus absolument, que les Princes ne commandent à leurs Sujets. Il n'y a presque point de Prince, qui ne prefere son Etat à sa Conscience, & de tous les Sacremens, le Mariage a été de tout tems celui, que les Princes ont le moins respecté; mais aussi celui, dont le mepris leur a été le plus funeste. Têmoin le Schisme & les révolutions d'Angleterre, que Saint Boniface, Martyr de Russie, avoit predites, sixcens ans auparavant, au Roi qui y regnoit alors (*o*). Il se voit au contraire, que la fidélité de Louis-le-Juste, qui ne voulut jamais repudier Anne d'Espagne, quoiqu'elle passât universellement pour stérile, espérant, comme Abraham, contre toute espérance, a été récompensée de la naissance d'un Prince, dont l'Ecriture-Sainte semble avoir craïonné le Regne sous le nom d'Alexandre, lors qu'elle a dit : *Siluit Terra in conspectu ejus.* Toute la Terre a tremblé devant lui.

(*o*) Don Juan Antonio de Vera dans la Vie de Charle-Quint.

Charles VIII. dit Comines, laissa la Fille du Roi des Romains, & prit pour Femme la Fille du Duc de Bretagne, pour avoir paisible tout le Duché, dont il possédoit déja toutes les Villes, hormis la capitale (*p*). Voila comme il n'y a point de Mariage, quelque bon qu'il soit, que les Princes ne rompent pour un plus avantageux; & sur tout lorsqu'il s'agit d'aquerir un Etat d'importance. Mais ce qui peut justifier, ou du moins excuser le Roi Charles, c'est qu'il n'avoit point consommé son Mariage avec Marguerite d'Autriche, qui n'avoit pas encore douze ans ; & que Maximilien, son beau-Pére, n'avoit jamais voulu consentir à ce Mariage, que les Gantois avoient fait

(*p*) Chapitre IV. Livre VII.

[1] Le Traité de Pequigny portoit, que Charles, Daufin de France, épouseroit dans un an la Fille-aînée d'Edouard, & que pour la nourriture de la future Epouse, le Roi de France donneroit la Guienne, ou cinquante mille écus tous les ans; duquel paiement le Roi demeureroit quite au bout de la Treve, qui devoit durer neuf ans. *Chap. VIII. du Liv. IV. des Memoires de Comines.*

[2] *Quæ Fœdera suum habeant effectum, & durante vita dictorum Franciæ & Angliæ Principum, & per centum annos post mortem alterius ipsorum Principum primò decedentis proximè sequentes, & usque ad finem ipsorum centum annorum sic proximè sequentium.*

fait à son insçû, & à des conditions desavantageuses à son Fils [1]. Et si Edoüard eût été plus versé dans l'Histoire, qui est la Conseillere des Rois, il n'auroit pas eû le deplaisir d'aprendre à ses dépens, que parmi les Princes il n'y a point de Mariage fait, quoique juré & signé, si la consommation n'y met le seau. Encore ont-ils souvent fait divorce après la consommation.

Quant au Mariage du Roi Charles avec la Duchesse de Bretagne, le Commentateur Espagnol de Comines fait une reflexion de très-bon sens. Ah, dit-il, que les espérances, qui sont fondées sur la prudence humaine, sont trompeuses! Louis XI. que tout le monde tenoit pour un si grand homme d'Etat, ne voulut point unir les Païs-Bas à sa Couronne, par le Mariage de son Fils avec l'héritíere de Bourgogne, qui y auroit consenti très-volontiers, s'imaginant qu'il lui feroit facile de conquerir ces Provinces, ou du moins de les departir en plusieurs mains. Au contraire, le Roi Charles, qui passoit pour un Prince de peu d'entendement, fût prendre le parti le plus seûr, en épousant celle, dont il avoit déja conquis le Païs, de sorte que lui & ses Successeurs ont joui paisiblement de la Bretagne. Ce qui montre, que les Rois ont chacun un Arcange, qui les garde, qui les conduit, & qui les éclaire, pourvu que de leur part ils n'y mérent point d'empêchement par leur amour-propre, ni par une fausse prudence, qui les aveugle.

Il ne m'apartient point de décider, si ce second Mariage de Charles fut selon l'ordonnance de l'Eglise, ou non, puisque je ne suis ni Théologien, ni Canoniste; & que Comines dit, que les Théologiens de son tems étoient partagez, les uns pour, & les autres contre; mais s'il est permis d'en juger selon les regles de la Politique, & de céte souveraine Loi, que les Princes & leurs Ministres apellent Raison d'Etat, je puis dire, que Charles, durant tout son Regne, ne fut jamais mieux conseillé. Car il est certain, que si la Bretagne fût tombée entre les mains de Maximilien, Roi des Romains, qui en avoit épousé la Duchesse par Procureur, la Maison d'Autriche auroit pû faire presque tout le mal qu'elle auroit voulu à la France, dont cete Province est une des clefs. Charles avoit devant les yeux l'exemple tout récent de la Guerre du Bien-public, durant laquelle la Bretagne servoit de retraite & d'asile à tous les Rebelles & les malcontens (q), sans que son Pere pût jamais venir à bout de ce Duc, qui lui (q) Comines Chap. V. du Liv. I. & II. du II. Livre de ses Memoires.
tailla bien de la besogne jusqu'à la mort du Duc de Guienne son Frere [2]. Et par conséquent il faloit de necessité, que Charles, pour le bien de son Roiaume, & pour le repos de ses peuples, épousât lui-même la jeune Duchesse de Bretagne, n'y aiant point d'autre moien de rompre l'engagement, qu'elle avoit pris avec le Roi des Romains, qui eût pû se dire le plus heureux Prince du Monde, si ce Mariage lui eût réussi, comme le premier. On peut dire encore, que le Roi Charles étoit en droit d'empêcher la Duchesse Anne d'épouser Maximilien, étant dit par le Traité de Sablé de 1488. (r) que le Duc de Bretagne ne pourroit marier ses Filles, sans le consentement exprès du Roi, qui d'ailleurs en vertu d'une cession faite à Louis XI. par un (r) Voiez la page 740. du Tome I. de ce Recueil.
Comte de Pentievre [3], avoit été reconnu dès l'an 1484. pour le naturel & legitime Duc & Seigneur futur du Païs de Bretagne, au cas que le Duc François, Pere d'Anne, mourût sans Enfans mâles (s). Et quant à ce Duché, je dirai en passant, (s) Voiez la page 721. du même Tome.
que Philippe II. en connoissoit si bien l'importance, que la restitution de Blavet, qui en est la clef, fut de tous les Articles de la Paix de Vervin celui qui lui coûta davantage.

[1] Nauclerus en parle ainsi: *Aiunt enim, Margaritam annum nondum egisse quartum, cùm ad Carolum matrimonii causa deduceretur; pactum illud de nuptiis Maximilianum semper improbasse, tum quod à Flamingis se inconsulto & reclamante factum; tum quoque, quod major æquo dos designata esset. Accessit his odium implacabile Maximiliani in Carolum. Unde non mirandum, si ipsa, his cognitis, nondum adulta, remissa est, cum impuberis ante pubertatem inanis sit assensus; & dum pubescunt, licitum esse illis sponsalium pœnitere, secundum Canones. Vol. III generat. 50. ad ann.* 1491.

[2] Après la mort du Duc de Guienne & du Duc de Bourgogne, Louis XI. & le Duc de Bretagne vécurent en meilleure intelligence, comme il se voit par les Traitez de Senlis & d'Arras de 1475. & 1477. Voiez les pages 631. *& suivantes.* 649. *& suivantes.* 652. *& suivantes.*

[3] Jean de Brosse aiant épousé Nicole de Blois, Fille unique de Charles, Comte de Pentievre, petit-Fils de Charles, Comte de Blois, & de Jeanne de Bretagne, dite la Boiteuse, qui prétendoit devoir succeder au Duc Jean III. son Oncle, mort sans Enfans, comme representant le Comte Gui, son Pere, mort avant ce Duc, preférablement à Jean, Comte de Montfort, Frere puiné de son Pere: Jean de Brosse, dis-je, reveilla ce vieux droit, comme héritier des Comtes de Blois & de Pentievre, & le ceda par une transaction de 1479 à Louis XI. qui conservant toujours un ressentiment du mal, que le Duc François lui avoit fait du vivant du Duc de Guienne, fut aise de trouver cete occasion de tenir le Breton en bride & en crainte. Il est à remarquer qu'an 1341. le Roi Philippe de Valois, séant en son Parlement, avoit adjugé le Duché de Bretagne à Jeanne; mais le Comte de Montfort ne voulut point s'en tenir à ce jugement, soutenant toujours, qu'étant mâle, & Frere de Jean III. & par consequent d'un degré plus proche au défunt, que Jeanne, qui n'étoit que sa niéce, le Duché lui apartenoit de plein droit. Enfin les deux prétendans en vinrent aux armes & après une Guerre qui dura vint trois ans, le diférend fut decidé en 1364. par la Bataille d'Auray, où Charles de Blois fut tué. La Paix se fit ensuite à Guerrande, par l'entremise du Roi Charles V. & il fut dit, que le jeune Comte de Montfort, comme vainqueur, demeureroit peisible possesseur du Duché de Bretagne, & que pour récompense il donneroit à la Veuve, & aux Enfans de Charles de Blois, le Comté de Pentievre, la Baronnie d'Avaugour, & quarante mille Livres de Rente, pour elle seulement, à prendre sur le Duché. Surquoi le Cardinal d'Osset fait une reflexion très-judicieuse. Il est à noter, dit-il, que Louis, Duc d'Anjou, qui moienna cet acord au nom du Roi Charles V. son Frere, avoit épousé la Fille de Charles, Comte de Blois, & de Jeanne la Boiteuse; & que par conséquent il avoit grand interest, que le Duché de Bretagne demeurât à la Maison de Blois, à laquelle sa Famme pouvoit succeder, plutôt qu'à la Maison de Montfort, dont il ne tenoit rien. *Letre* 94.

tage. Car il croïoit, (& tous les Espagnols le croient encore) que céte Province apartenoit de plein droit à sa Fille-aînée, l'Infante Isabelle, du côté de la Reine Elisabet de Valois, sa Mere, qui étoit arriere-petite-Fille de la Reine Anne de Bretagne; disant, qu'un Etat, auquel les Femmes pouvoient succeder, & avoient succedé en éfet, au defaut des mâles, lorsqu'il étoit gouverné par ses Ducs, ne pouvoit jamais être compris dans la Loi Salique; & que les Rois de France, ni l'assemblée des Etats, n'avoient pû ôter aux Femmes le droit de succeder, qu'elles avoient en vertu des Loix & des Coûtumes primitives de ce Duché. Quoiqu'il en soit, je dirai, que si le Duc de Mercœur, qui avoit épousé Marie de Luxembourg, Duchesse de Pentiévre, & en céte qualité héritiére du Duché de Bretagne, à ce qu'il prétendoit, eût pû s'entendre avec le Roi d'Espagne, qui tenoit plusieurs bonnes Places dans céte Province, avec cinq mille Espagnols dedans, ils eûssent été tous deux assez forts, pour en dépouiller entierement Henri IV. mais l'incompatibilité de leurs interests, ou plûtôt leur mauvaise politique, leur arracha des mains une proie, qui leur étoit presque toute aquise, s'ils eûssent été d'humeur à la partager ensemble.

Le Mariage de Charles avec Anne lui atira la Guerre du Roi des Romains, qui ressentoit vivement la perte d'une belle Femme, & d'une riche dot; & le Roi d'Angleterre, jaloux de voir la Bretagne réunie à la Couronne de France, entra dans la querelle, & descendit en Picardie, où il mit le Siège devant Boulogne. Mais Maximilien, en faveur de qui il fesoit céte entreprise, ne l'aiant point secondé, faute de forces [1], il fut obligé de repasser la Mer avec son Armée. Ce qui fut suivi, peu après, d'une Treve entre le Roi Charles & l'Archiduc Philippe, Fils de Maximilien, qui pour sauver son point-d'honneur, n'y voulut pas être compris, ni nommé. Céte
1493. Treve achemina la PAIX DE SENLIS, par laquelle il fut dit, que Charles renverroit à Maximilien la Princesse Marguerite, sa Fille [2], & rendroit à l'Archiduc, son Fils, (qui étoit l'unique héritier de la Maison de Bourgogne) les Comtez de Bourgogne, d'Artois, & de Charolois; mais retiendroit par l'espace de quatre ans les Villes & Châteaux de Hedin, Aire, & Betune, lesquels, toutes excuses cessant, feroient mis & delivrez entre les mains de cet Archiduc, dès qu'il auroit ateint l'âge de vint ans, & rendu au Roi l'hommage, qu'il lui devoit pour les Païs & Seigneuries, qui relevoient de sa Couronne.

Pour égaier un peu le serieux de cete matiere, par quelque mélange, il est bon de s'arrêter un moment à considérer les avantures de cete Illustre infortunée Marguerite d'Autriche, qui après avoir été dix ans Reine de France, en qualité de Femme de Charles VIII. fut renvoïée vierge à son Pere, comme pour se consoler ensemble de leur commun malheur: le Pere aiant perdu une Epouse, qui avoit une forte inclination pour lui, avec un Duché de la derniere importance; & la Fille un Epoux, & la premiere Couronne de l'Europe. Ce qui tourna en espece de prediction l'Article LXXXIII. du Traité d'Arras de 1482. où il étoit dit: *Et s'il advenoit, que Mademoiselle Marguerite venuë en âge, Monseigneur le Daufin ne voulût proceder au parfait ou consommation dudit Mariage, &c.* Trois ans après elle fut mariée avec Don Juan, Prince de Castille, Fils de Ferdinand & d'Isabelle, & presomptif héritier de tous les Roiaumes d'Espagne, lequel mourut en 1497. dans la premiere année de son Mariage [3], & la laissa grosse de six mois.

A peine avoit-elle commencé à pleurer la mort prématurée de son époux, qui l'aimoit tendrement, que, pour surcroit de douleur, elle acoucha d'une Fille morte, Dieu aiant voulu, qu'elle ensevelit toutes ses espérances avec celui, dont elle celebroit actuellement les funérailles. Ce fut en alant en Espagne, qu'elle faillit à périr en Mer, & qu'envisageant la mort comme prochaine, elle eût assez de force & de liberté d'esprit, pour se faire une épitafe en vers. Intrepidité d'une Princesse de quinze ans, comparable à celle de César, & digne de tous les éloges de la posterité. Son troisieme Mariage avec Philibert II. Duc de Savoie, ne fut pas plus heureux que les deux autres, ce Duc étant mort sans l'avoir consommé. Ainsi, elle avoit bien raison de porter pour sa devise ce dicton: *Fortune infortune fort une*, & de se comparer à Didon, selon ce vers:

Infelix Dido, nulli bene nupta marito.

L'an

[1] L'Empereur Maximilien I, dit Jean de Saint Gelais, a toujours manqué de ce qui est necessaire à un Prince, pour faire la Guerre, c'est-à-dire, d'argent, & de bonne conduite, qui ne lui firent jamais compagnie.

[2] Paul Jove dit, que Charles renvoiant Marguerite à Maximilien, lui écrivit, que ce n'étoit point par un caprice de Roi, (*non Regia libidine*,) ni par aucun mépris pour sa Fille, qu'il avoit épousé la Duchesse de Bretagne; que le seul besoin de ses afaires l'y avoit contraint, pour avoir la Paix avec les Bretons, & pour s'oposer aux descentes des Anglois, qui ne cherchoient qu'à troubler le repos de son Roiaume.

[3] Maris, Historien Portugais, dit que céte mort prématurée fut une punition de la mauvaise foi de Ferdinand & d'Isabelle, qui, en mariant leur Fils avec la Princesse Marguerite d'Autriche, avoient faussé le serment, qu'ils avoient fait en vertu du Traité conclu en 1479. avec Alfonse V. Roi de Portugal, de faire épouser à Don Juan, quand il seroit nubile, Dona Juana, Fille d'Henri IV. Roi de Castille, à condition qu'elle renonçât aux titres d'Infante & de Reine de Castille; & que le Roi Alfonse, qui l'avoit epousée, pour être reconnu Roi de Castille, fit divorce avec elle. Condition d'autant plus dure, qu'Isabelle, qui lui avoit ôté la Couronne de Castille, sous prétexte qu'elle étoit adulterine, lui ôtoit encore celle de Portugal, avec son légitime époux.

L'an mille cinq-cens six, le Roi Philippe, son Frere, étant mort à Burgos, au mois de Septembre, (mois fatal aux Rois d'Espagne) elle prit le gouvernement des Païs-Bas, au nom de l'Archiduc Charles, son Neveu, qui n'avoit que six ans; & gouverna ces Provinces jusqu'à la fin de mille cinq-cens trente-deux, qu'elle mourut à Malines. Son administration fut celebre par quatre Traitez, qu'elle fit avec la France. Le premier fut celui de Cambrai de l'année 1508. dixieme de Decembre, par lequel l'Empereur Maximilien, son Pere, se ligua avec Louis XII. contre la Seigneurie de Venise. Le second fut celui de Saint Jean de Laône fait en mille cinq-cens vint-deux, pour la neutralité entre le Duché de Bourgogne & la Franche-Comté; le troisieme fut la Treve de Breda de mille cinq-cens vint-cinq, conclue avec Louïse de Savoie, Régente en France, en l'absence de François I. son Fils, prisonnier à Madrid. Le quatrieme fut celui de Cambrai de mille cinq-cens vint-neuf [1], lequel fut suivi, dix mois après, de la délivrance des Enfans de France, que le Pere avoit donnez en ôtage, pour assurance de l'exécution du Traité de Madrid, de mille cinq-cens vint-six.

Retournons maintenant à Charles VIII. & voions comment & pourquoi il rendit à Ferdinand d'Aragon les Comtez de Roussillon & de Cerdagne (t), que le Roi Jean, son Pere, avoir engagées en mille quatre cens soixante deux, à Louis XI. pour trois-cens mille écus. Somme, que nul autre Prince, que Louïs, n'auroit pû lui preter à point nommé, & faute de laquelle il couroit risque de perdre la Catalogne, qui s'étoit revoltée contre lui; & la Navarre, dont le Roi de Castille vouloit lui enlever les Places, qui l'acommodoient [2].

(t) En 1493. au mois de Septembre.

Comines dit, que le Roi Charles lui fit céte restitution, afin qu'il ne lui fit point d'empêchement dans la Conquête du Roiaume de Naples (u), à laquelle il aspiroit avec toute l'ardeur, dont est capable un jeune Prince, qui a beaucoup d'ambition, & qui manque de jugement & d'expérience. Ainsi, dit très-bien Guichardin (w), il commença par une perte certaine, sur l'espérance d'un gain très-incertain [3]: perte d'autant plus douloureuse aux François, que le Roussillon étant situé au pié des Pirenées, il fermoit de ce côté-là l'entrée du Roiaume de France aux Espagnols. Mais ce qui passe l'imagination, & qui rend inexcusables Etienne de Vers & Guillaume Briçonnet, les deux Ministres absolus de ce jeune Roi, c'est que leur Maître n'aiant nul argent comptant, & manquant de toutes les autres choses necessaires pour le voiage d'Italie, ils soufrirent, qu'il rendit le Roussillon & la Cerdagne, sans retirer les trois-cens mille écus, que son Pere avoit pretez au Roi d'Aragon; ce qui auroit été bien plus honnête, que d'emprunter cent mille francs à des Banquiers Genois, comme ils firent avant que de partir (x); que de donner pour huit mille Ducats l'Investiture de Gennes au Duc de Milan, dont le Pere en avoit païé cinquante mille à Louïs XI. & que de métre en gage pour vint quatre mille les Pierreries de la Duchesse de Savoie, & de la Marquise de Montferrat †: choses, qui donnoient mauvaise opinion du Roi, de son Conseil, & de ses Armes. Mais tout cela, dit Comines, fit éclater davantage la puissance de Dieu, qui veut toûjours, que l'on connoisse, que le sens & l'industrie des hommes ne servent de rien dans la conduite des afaires, où il lui plaît de métre la main (y). Charles conquit le Roiaume de Naples [4], quoiqu'il n'eût point d'argent, point de Chefs ni de Capitaines experimentez; & que les deux hommes, qui le gouvernoient, ne fussent pas plus éclairez que lui, qui ne fesoit que de sortir du nid (z). Sur quoi un Ecrivain Florentin a dit de bonne grace, que Charles VIII. avoit fait plus que Cesar, puisqu'il avoit vaincu, avant que de venir, & que de voir.

(u) Chapitre XVI. du Livre VIII.
(w) Livre I. de son Histoire d'Italie
(x) Prologue & Chap. IV. du Liv. VII. des Memoires de Comines.
† Chapitre V.
(y) Chapitre IV. du même Livre.
(z) Ibidem.

Les Historiens conviennent, que céte folle restitution du Roussillon fut exigée du Roi Charles par deux Cordeliers, dont l'un étoit son Confesseur, & l'autre celui de la Duchesse de Bourbon, sa Sœur-ainée, lesquels abusant de la connoissance, qu'ils avoient de la conscience timorée & scrupuleuse de leurs pénitens, leur firent entendre, que le Roi leur Pere, étant au lit de la mort, avoit ordonné céte restitution

[1] C'est à ces quatre Traitez, que se raporte ce vers:

Pacis ego studiosa quater bella horrida pressi.

lequel est autour d'une médaille, que les Flamans firent fraper pour elle en mille cinq-cens trente.

[2] Il en tenoit deja plusieurs, & entre autres la Guardia, Sanvicente, Arcos, Raga, & Viana.

[3] Céte resolution, dit Mariana, donna bien à parler, & les Historiens étrangers, & particulierement ceux de France, ne se lassent point de blâmer ce Roi de s'être depouillé de cet Etat pour une esperance incertaine. *Chapitre IV. du Liv. 26. de son Histoire d'Espagne.* Au reste, Charles & ses Ministres étoient bien simples, de croire, que le Roi Ferdinand fût assez mauvais politique, pour laisser sortir de sa Maison un Roiaume, auquel il avoit droit & espérance de succeder, ainsi qu'il arriva sept ou huit ans après, car Ferdinand I. qui regnoit à Naples, étoit Frere naturel du Roi Jean son Pere.

[4] En moins de trois ans, Naples eût cinq Rois, savoir Ferdinand le bâtard, Alfonse II. Ferdinand II. Charles Roi de France, qui perdit au bout de six mois tout ce qu'il avoit conquis; & Frederic, fils de Ferdinand I. lequel fut depouillé par nôtre Roi Louis XII. en mille cinq-cens un, & mourut en France vers la fin de l'année mille cinq-cens quatre. Bel exemple de l'inconstance des choses du monde.

restitution [1], & que son ame soufriroit en purgatoire, jusqu'à ce qu'ils eûssent exécuté sa derniere volonté. Paneau, dans lequel donna aussi Louïs d'Amboise, Evêque d'Alby [2], qui avoit été Precepteur de Charles. Tant il importe aux Rois, & aux Princes Souverains, de choisir des Confesseurs habiles, vertueux, & desinteressez; & à leurs Enfans, d'avoir des Precepteurs & des Gouverneurs incapables de leur gâter l'esprit. En Espagne, le Confesseur du Roi est toûjours du Conseil d'Etat, & c'est, à mon avis, un très-bon usage. Car, disent-ils, il est impossible, qu'il ne devienne habile, à force d'assister à toutes les délibérations, qui s'y prennent. Les Confesseurs des autres Princes ne connoissent en eux que les pechez, qu'ils font comme hommes, parce que d'ordinaire les Princes ne se confessent que de ceux-là; mais au contraire, les Confesseurs des Rois d'Espagne, qui sont temoins oculaires de tout ce qui se passe dans le Conseil d'Etat, & par consequent de tout ce que leurs penitens font & ordonnent comme Rois, ont moien de les connoître à fond, & quant à la personne, & quant à la Roiauté. Chose absolument necessaire aux Confesseurs des Princes, pour les diriger sûrement; & aux Princes mêmes, pour être instruits des obligations de leur emploi, dont Dieu leur demandera un compte bien plus rigoureux, que de toutes les actions de leur vie privée, leur salut, selon la doctrine du Cardinal de Richelieu (*a*), dépendant moins de leur bonne vie, que de leur bon gouvernement.

(*a*) Dans le dernier Chapitre de son Testament politique.

Quant aux deux Cordeliers, je n'examinerai point, s'ils furent subornez par le Roi Ferdinand, qui se servoit presque toûjours de tels Negociateurs; mais je ne feindrai point de dire, que Charles VIII. & la Duchesse de Bourbon furent bien leurs dupes, lorsqu'ils ajoûtérent foi si légérement aux paroles de ces deux Moines. Car, si Louis XI. eût eû intention de rendre le Roussillon, à quoi il n'étoit nullement obligé, céte afaire étoit de trop grande importance, pour ne la recommander pas expressément à son Fils, ce qu'il ne fit point, ni par Monseigneur de Beaujeu, son gendre, à qui il expliqua toutes ses volontez, dans la semaine qu'il mourut, ni par le Chancelier, qui ala de sa part porter les seaux au Daufin, qui étoit à Amboise; ni par Etienne de Vers, premier Valet de Chambre du jeune Prince (*b*), duquel il se servoit en plusieurs afaires domestiques. D'ailleurs, il n'est pas vrai semblable, que Louis XI. qui entendoit si bien l'art de gouverner & qui, depuis qu'il tenoit le Roussillon, avoit été craint & respecté des Rois d'Aragon & de Castille, eût jamais eû la pensée d'ôter à son Fils un Païs, qui servoit d'avantmur & de boulevart à la Province de Languedoc, & dont la restitution leur facilitoit les moiens de lui faire la Guerre [3], ainsi que firent Ferdinand & Isabelle, peu de tems après que Charles le leur eût rendu; vérifiant, par céte insigne ingratitude, ce proverbe Espagnol: ***à fuero de Aragon, por buen servicio mal galardon*** [4].

(*b*) Chapitre XI. du Livre VI. des Memoires de Comines

Quoi qu'il en soit, comme il y a des cas, où le Prince doit préferer son Confesseur à son Conseil d'Etat, il y en a d'autres aussi, où il ne doit pas hésiter à préferer les avis de son Conseil d'Etat à ceux de son Confesseur. Si Charles VIII. eût été capable d'approfondir les motifs & les interests particuliers du sien, il auroit pû connoitre visiblement, que la politique avoit plus de part, que la charité, aux remontrances d'Olivier Maillard; & que le salut de son Pere ne dépendoit nullement d'une restitution, à laquelle il n'avoit jamais songé, ni dû songer, puisque par le Traité de Confédération fait en 1462. à Olite [5] entre lui & le Roi Jean d'Aragon, il étoit dit, que le Roi Louïs retiendroit & garderoit les Comtez de Roussillon & de Cerdagne, jusqu'à ce que le Roi Jean lui eût rendu les trois cens mille écus empruntez [6]. De sorte que, Jean étant mort sans avoir fait ce paiement; & Ferdinand, son Fils & son Successeur, qui commença à regner en 1479. n'y aiant point satisfait non plus; Louis n'avoit pas eû lieu d'ordonner céte restitution, ni par conséquent besoin, que le Roi son Fils la fit

[1] Le Comines Espagnol dit, que Louïs XI. ordonna céte restitution à la solicitation de S. François de Paule, & qu'il envoia sur le champ l'Evêque de Lombez, & le Comte de Dunois, pour remettre céte Province entre les mains du Roi Ferdinand; mais qu'étant mort, tandis qu'ils étoient au chemin, Charles VIII. leur depêcha un Courier, qui leur porta l'ordre de retourner. Si bien que céte restitution ne se fit que neuf ans après, lorsqu'il entreprit la conquête de Naples, *Chap.* CLXXXVIII. *de son Commentaire, Letre F.* Si ce que cet Espagnol dit est vrai, pourquoi n'a-t-il pas cité ses Auteurs, pour lui servir de garants?

[2] Ce fut lui, qui conclût le Traité de Barcelone de 1493. avec Juan de Coloma, Secretaire des Rois Ferdinand & Isabelle, & du Prince Don Juan, leur fils aîné. Plusieurs Historiens (dit Mariana le plus sincere de tous ceux d'Espagne) chargent l'Evêque d'Alby, de s'être laissé corrompre par les presens de Ferdinand. *Chapitre* IV. *du Livre* XXVI. *de son Histoire.*

[3] Les Consuls & les habitans de la Ville de Perpignan s'oposérent autant qu'ils pûrent à céte restitution, declarant à Madame de Bourbon, qu'ils vouloient vivre & mourir sous la sujetion de la Couronne de France; & qu'ils ne seroient jamais au Roi d'Espagne, que par force, atendu le grand dommage & préjudice, que le Roi & son Roiaume pourroient recevoir, si après avoir rendu les Comtez de Roussillon & de Cerdagne au Roi d'Espagne, ce Prince venoit à faire la guerre à la France. Voiez la lettre de ces Consuls à la page 776. du premier Tome de ce Recueil.

[4] C'est-à-dire: à la mode d'Aragon, pour un bon service un mauvais salaire.

[5] Ce Traité est daté du douziéme d'Avril. Il fut confirmé par un autre fait à Sauveterre en Bearn, le troisiéme de Mai suivant. Voiez la page 542. du premier Tome de ce Recueil.

[6] *Assentaron*, dit Mariana, Chap. IV. du Liv. XXIII. de son Histoire d'Espagne, *que el Rey de Aragon, entretanto que no pagasse esta suma, diesse en prendas lo de Cerdania y Rossellon.*

fit pour le délivrer des peines du Purgatoire. Il paroit même par l'Article huitiéme du Traité de Barcelone, que le Roi Charles n'étoit pas persuadé en sa conscience de la necessité de céte restitution, puisqu'il y dit en termes formels, qu'il a un titre suffisant pour retenir les Comtez de Roussillon & de Cerdagne, & pour en jouir comme avoit fait le Roi Louïs son Pere: & qu'il exige de Ferdinand & d'Isabelle une promesse avec serment, de choisir & nommer des arbitres, toutes les fois qu'il voudra, pour examiner & discuter le droit, qu'il pretend avoir à ces deux Comtez [1]: & d'aquiescer au jugement, que ces arbitres en porteront, s'ils jugent que ce Païs lui doive être rendu. Mais enfin, si tous les scrupules de la Duchesse de Bourbon n'étoient pas mieux fondez que celui-ci, qui la porta à conseiller à son Frere, de rendre si précipitamment ces Comtez, il faloit qu'elle fût bien simple; ou bien entêtée de son Confesseur, ainsi qu'il arrive d'ordinaire aux Femmes dévotes. Tout pieux & Archicatholique qu'étoit Philippe II. il se garda bien de restituer la Navarre, quoique le fameux Canoniste de ce nom, que Charle-Quint & lui avoient consulté plusieurs fois sur ce cas de conscience, leur eût toûjours declaré à tous deux, que pour l'aquit de la leur, ils étoient obligez de rendre ce Roïaume aux heritiers de Jean d'Albret. Aux aproches de la mort, il fit bien un Codicile, par lequel exposant, que l'Empereur son Pere, lui avoit ordonné par son Testament [2], de faire examiner, par des Docteurs habiles & desinteressez, le droit de la Maison de Bourbon sur la Navarre, à quoi les Guerres étrangeres & domestiques l'avoient empêché de satisfaire: il enjoignoit à Philippe III. son Fils, de l'aquiter de céte obligation, & de restituer ce Roiaume aux héritiers de la Maison d'Albret, s'il se trouvoit, qu'il n'apartinst pas légitimement à celle d'Autriche. Mais comme les Princes veulent toûjours acorder la Raison d'Etat avec la Religion, il ajoûta à ce Codicile une clause écrite de sa propre main, qui éludoit pour jamais l'exécution de ce qu'il ordonnoit: *pourvu*, disoit-il, *que céte restitution ne préjudicie point à la Religion Catholique*, voilà pour Dieu; *ni au repos des Roiaumes d'Espagne*, voilà pour les Rois ses Successeurs, qui, lorsqu'on leur alléguera les Testamens de Charle-Quint & de Philippe II. n'auront qu'à répondre, que la restitution de la Navarre troubleroit le repos & la Paix de leurs Etats. L'Espagnol, qui a commenté les Memoires de Comines, s'est avisé de dire une chose assez singuliere, au sujet de la Bretagne & de la Navarre. [Il semble, dit-il, que par la Paix faite à Vervin entre les Couronnes d'Espagne & de France, il se fit un échange en céte forme: le Roi Philippe donna les Etats de Flandre pour dot à l'Infante Isabelle, sa Fille, future Epouse de l'Archiduc Albert: & l'Infante céda le Duché de Bretagne à son Pere, qui le retroceda au Roi Henri IV. pour le Roiaume de Navarre, dont Henri prétendoit la succession, en qualité d'héritier des Maisons de Foix & d'Albret. Et comme il n'en coûtoit que de l'encre, tout cela se fit très-amiablement: au lieu que ces cessions de part & d'autre ne se fussent jamais faites, ni pû faire, si ceux qui cedoient eûssent été actuellement Possesseurs de ces Etats, comme l'étoient ceux, à qui on les cedoit.] Temoignage, que les Princes renoncent facilement à ce qu'ils ne tiennent point; mais ne rendent presque jamais ce qui tombe une fois entre leurs mains, quand ils sont assez forts pour le conserver. Au reste, quelques années après la Paix de Vervin, Henri IV. ne laissa pas de dire à l'Ambassadeur d'Espagne, *Don Pedro de Toledo Osorio*, que s'il vivoit, il prétendoit bien recouvrer la Navarre, pour démentir la prédiction, que la Reine Catherine, sa Bisaïeule maternelle, avoit faite au Roi Don Jean son Epoux: que ni lui, ni ses heritiers, n'y regneroient jamais. A quoi Don Pedro aiant répondu, que le Roi Catholique, son Maitre, avoit hérité de ce Roiaume; & que la justice, avec laquelle il le possédoit, l'aideroit à s'y maintenir: *Hé bien*, repliqua le Roi, *je me paierai de céte raison, jusqu'à ce que je sois devant Pampelune; & pour lors, nous verrons qui m'empêchera de m'en rendre Maitre* [3]. Et dans la Negociation des Pirenées, le Cardinal Mazarin sût bien dire à Don Louis de

[1] *Jura per nos pratensa in dictis Comitatibus, tam ratione, & ex causa ingagiamenti & impignorationis, quàm aliàs qualitercumque sit.*

[2] Ce Testament est daté du sixiéme de Juin 1554. *En lo que toca el Reyno de Navarra, dado que el Rey Catolico Don Fernando, mi Señor y Abuelo, lo ganò y conquistò, y es mui verisimil, y assi lo creemos, que fue con justas causas, segun la rectitud y gran conciencia de Su Alteza..... toda via para mayor seguridad de nuestra conciencia, incargamos y mandamos al Serenissimo Principe Don Filippo, mi hijo, que haga mirar, y con diligencia examinar y averiguar llana y sinceramente, si de justicia y razon sarà obligado a restituir el dicho Reyno..... y lo que assi fuere hallado, determinado, y declarado por justicia, se cumpla con efecto, por manera que mi anima y conciencia sean descargadas.* Et Philippe II. dans le sien, qui est du septiéme de Mars 1594. *Por quanto al Emperador mi Señor y Padre, &c. y yo por mis muchas y graves ocupaciones, y guerras, y jornadas, a que me hà sido necessario acudir, no hè podido atender à hazer en particular la diligencia, que en el se mi encomendava, ordeno y mando al Principe Don Filippe, mi hijo, que el lo haga, cometiendolo à personas de sciencia y conciencia, que sepan apurar muy bien los fundamentos de la justificacion, con que los Reyes Catolicos, mis Bisagüelos, procedieron en lo del Reyno de Navarra, y la con que despues aca se hà posseido y posse con tanto bien del dicho Reyno, especialmente en lo de la Religion, y de las Provincias y Tierras de las Coronas de Castilla y de Aragon, que con el confinan, &c...... avida consideracion à esto, y à todo lo demas, que en justicia y conciencia se averiguare ser devido y obligatorio, encargo y mando al dicho Principe, mi hijo, que lo mande ver y mirar, de manera que mi conciencia y la suya queden seguras y descargadas. YO EL REY.*

[3] Don Juan Antonio de Vera, dans le second Discours de son *Enbaxador*. Il ajoute, que Don Pedro se leva aussitôt, & sortit précipitamment; & que le Roi lui demandant où il aloit si vite, il repondit: *a Pampeluae, pour y atendre Vôtre Majesté.*

de Haro, que le Roi Très-Chrêtien renonceroit avec plaisir à toutes ses conquêtes, si le Roi Catholique lui vouloit rendre en échange seulement la Navarre, qui de notorieté publique lui apartenoit à si juste titre, qu'il n'y avoit pas moins de droit, que sur la Ville de Paris. Mais Don Louis n'avoit garde de le prendre au mot, sachant bien, que si le Roi de France avoit une fois Pampelune, il faudroit que le Roi d'Espagne délogeât bientôt de Madrid (*c*). Tout cela montre évidemment, que nos Rois ont toûjours maintenu leurs droits sur la Navarre, bien loin d'y renoncer. Mais retournons au Traité de Barcelone, en exécution duquel Charles VIII. rendit le Roussillon [1].

(c) Dans une des Letres du Cardinal Mazarin du 25. d'Août 1659.

Par le premier Article, Ferdinand & Isabelle prométoient de l'assister & de le secourir contre tous ses ennemis, quels qu'ils fussent: *Promittimus ad invicem, quòd alter alteri toto posse nostro auxiliabitur & auxiliabimur, seu auxilium præbebimus adversus & contra quoscumque*: & non seulement contre les Anglois, les anciens ennemis de la France; mais encore contre le Roi des Romains, & l'Archiduc Comte de Flandre, son Fils, durant tout le tems qu'ils feroient la Guerre à Charles; & de se déclarer ouvertement contre tous les autres ennemis, adversaires, & malveillans de sa personne roiale, & de son Roiaume, tant ceux qui l'étoient déja, que ceux, qui le seroient, ou le pourroient devenir en quelque maniere que ce fût: *etiam contra quoscumque alios, qui sunt, erunt, aut esse poterunt quomodolibet in futurum inimici, malevoli, & adversarii Christianissimi Regis, & Regni Franciæ, cujuscumque status & conditionis fuerint*. Il n'y a rien de plus formel, ni de plus clair que cet Article, qui est muni de toutes les clauses necessaires. Cependant, dit Comines, Ferdinand & Isabelle se parjurérent envers le Roi, après la bonté qu'il avoit eue, de leur rendre ledit Pais de Roussillon, qui avoit tant coûté à son Pere à réparer & à garder, sans retirer les trois-cens mille écus, pour lesquels le Roi Jean d'Aragon l'avoit engagé. Dès qu'ils virent la Guerre commencée en Italie, & le Roi Charles à Rome, ils envoiérent par tout un Ambassadeur (*d*), pour faire une Ligue contre lui, avec le Pape, le Roi des Romains, le Roi de Naples, le Roi d'Angleterre, la Seigneurie de Venise, le Duc de Milan [2]: & si-tôt que la Ligue fut conclue, ils lui firent ouvertement la Guerre (*e*). Que disoit Ferdinand, pour colorer son ingratitude, & son parjure? Il disoit, que véritablement il s'étoit ligué & confederé avec le Roi Charles, pour s'entr'aider & se défendre l'un l'autre; mais non point pour usurper le bien d'autrui: (admirez ce langage en la bouche du plus grand Usurpateur, qui fut jamais dans la Chretienté!) que la restitution du Roussillon ne pouvoit pas l'obliger en bonne justice, à favoriser, ni à secourir ce Roi, dans une entreprise aussi déraisonnable, qu'étoit celle de vouloir conquerir le Roiaume de Naples: que le passage des François en Italie étoit un brigandage, qui avoit également dépouillé les amis & les ennemis, *jornada depredatoria*; & que Charles n'avoit pas même épargné le Patrimoine de Saint Pierre, ni son Successeur, lequel étoit excepté de la clause générale, *contra quoscumque*, par une particuliere, inserée en sa faveur dans les Articles III. & VII. *Vicario Christi excepto*. Exception, que Don Juan-Antonio de Vera avouë que Ferdinand avoit mise *con mafia*, c'est-à-dire, avec finesse, pour avoir un pretexte de rompre avec Charles, quand il y trouveroit son interest (*f*). Disons en passant, qu'Alexandre VI. qui remplissoit, ou pour mieux parler, qui deshonoroit & souilloit alors le Saint Siége, étoit le plus impie, le plus voluptueux, le plus cruel, & le plus perfide de tous les hommes de son tems; & que si le Roi Charles l'eût fait deposer, comme il y étoit obligé, lui, qui, selon le Savonarole, étoit élu de Dieu pour réformer l'Eglise par l'épée, & pour punir & détrôner les Tirans d'Italie (*g*), ç'auroit été la plus sainte & la plus glorieuse action de son regne: d'autant plus que ce Pape avoit acheté le Pontificat, & par conséquent n'étoit pas légitime Pape. Mais la promesse d'un chapeau de Cardinal pour Briçonnet, alors Evêque de Saint-Malo, empêcha le Roi de rendre ce service à l'Eglise.

(d) Don Lorenço Suarez de Figueroa.

(e) Chapitre XV. du Livre VII. & XVI. du Livre VIII. de ses Memoires.

(f) Dans le second Discours de son *Embaxador*.

(g) Comines Chap. XIX. du Livre VIII.

Quoique j'aie assez parlé de Charles VIII. & du Roussillon, j'ajoûterai ici pour corollaire l'action généreuse & galante, que fit un Ambassadeur de Ferdinand, qui étoit

[1] Mariana dit, que ce Traité fut commencé dans un lieu appellé *Figurras*, sur les confins du Lampourdan & du Roussillon, puis conclu à Narbonne. De sorte que, selon lui, il le faut appeller le Traité de Narbonne, & non pas de Barcelone.

[2] Le Nardi dit, que cete Confédération fut appellée la sainte Ligue, parce qu'elle s'étoit faite, à ce qu'on disoit, pour la defense du Saint-Siege, & de la liberté de l'Italie. Que les Florentins n'y voulurent point entrer, quoique l'Ambassadeur de l'Empereur eût emploié toutes sortes de menaces, pour les intimider, & toutes sortes de promesses, pour les detacher de l'Alliance & de l'amitié du Roi de France; lequel il acusoit de vouloir asservir toute l'Italie, tandis qu'il fesoit semblant de se preparer à une expedition contre les Infideles: Et que Ferdinand II. Roi de Naples, étant venu à mourir au mois d'Octobre de mille quatre-cens quatre-vints seize, la discorde se mit entre les Confederez, & particulierement entre le Pape, qui prétendoit donner l'investiture de ce Roiaume, ou d'une partie, à son fils Cesar; & les Vénitiens, qui avoient d'autant plus envie de s'en emparer, qu'ils tenoient déjà presque toute la Pouille, & qu'ils y avoient une grosse armée toute prête. Ce qui leur eût réussi sans doute, si les Neapolitains n'eussent pris subitement la résolution de couronner Frederic, oncle de Ferdinand II. *Livre II. de son Histoire de Florence.*

étoit venu demander la restitution de ce Païs à Charles, au commencement de son regne, sans la pouvoir obtenir. Don Juan de Ribera, (dit le Commentateur de Comines, dont Wicquefort est le plagiaire perpetuel;) refusa un présent de vaisselle d'argent, que Charles avoit ordonné de lui porter. Ce Prince s'en tenant ofensé, le lui renvoia, disant, qu'à la mode de France, ce refus étoit un afront: mais l'Ambassadeur répondit, qu'à la mode d'Espagne, il ne pouvoit rien recevoir d'un Roi, qui ne contentoit pas le sien (*h*). C'est ainsi qu'un Ambassadeur doit épouser & soûtenir les interests de son Maitre, sans se soucier de plaire, ni de complaire au Prince, auprès duquel il réside, lorsque cette complaisance est incompatible avec le service, ou la gloire de celui, dont il est le Ministre. Comme je rens ici justice à la sagesse de Don Juan de Ribera, je dois, par la même raison, censurer l'action d'un autre Ambassadeur de Ferdinand, nommé Antoine de Fonseque, qui étant à l'audience du Roi Charles, à Velitres, Ville de l'Etat Eclésiastique, & n'y pouvant obtenir, que le Roi se desistât de l'entreprise de Naples, jusqu'à ce qu'il eût été décidé, à qui ce Roiaume apartenoit [1]; eût l'audace de déchirer en sa presence, le Traité de Barcelone. Grande hardiesse, dit Mariana, & pour laquelle peu s'en falut, que les François ne le missent lui-même en pieces (*i*). Danger, qui aprend aux Ambassadeurs, à ne sortir jamais des termes du respect, qu'ils doivent aux Souverains, quelque mécontentement qu'ils en reçoivent, n'y aiant rien de plus contraire à la dignité de leur Ministére, que les générositez imprudentes. Telle étoit celle de *Piero Capponi*, qui prenant feu sur une menace, que lui fit le même Roi, disant: *je ferai sonner les trompetes;* répondit avec une liberté Lacedemonienne: *& nous le tocsin:* & se retira incontinent avec ses trois compagnons. Ce qui épouvanta si fort le Roi & ses Ministres, qui crurent qu'un simple Député n'auroit pas osé parler si fiérement, sans être sûr de son fait; que le Roi le fit rapeller aussi-tôt, & lui dit en soûriant: *ah Capponi, vous êtes un méchant chapon:* après quoi il acorda la Paix aux Florentins à des conditions plus raisonnables que celles, que son Secretaire d'Etat leur avoit proposées (*k*). Voilà ce que Tacite apelle une temérité heureuse: mais ces sortes d'actions ne peuvent jamais servir d'exemple à des Ambassadeurs prudens, à moins que leur Maitre ne soit le plus fort, ou ne leur ordonne d'en user ainsi. Encore faut-il, que l'Ambassadeur, chargé de pareille commission, se munisse de toutes pieces contre le desaveu, qui est la monnoie, dont les Princes paient d'ordinaire les entreprises, qui n'ont pas réussi entre les mains de leurs Ministres.

(*h*) A la fin du Chapitre CXIV.

(*i*) Chapitre VII. du Livre XXVI de son Histoire.

(*k*) Nardi Liv. I. de son Histoire de Florence: & Guichardin Liv. I. de la sienne.

L'an 1497. Charles VIII. termina tous les diférends, qui étoient entre la France & l'Angleterre, par un Traité, qu'il fit avec Henri VII. pour le rétablissement du Commerce entre les deux Nations, en vertu duquel elles se devoient restituer dans le terme de six mois, ou tout au plus tard dans un an, tout ce qu'elles s'étoient pris l'une à l'autre (*l*).

Charles VIII. étant mort en 1498. Louïs XII. acheva de conclure le Traité d'Alliance & de Commerce, que son Prédecesseur avoit commencé avec Jean II. Roi de Danemarc & de Suede †, & confirma en la même année le Traité de Senlis de 1493. par celui, qu'il conclut à Paris avec Philippe Archiduc d'Autriche; Philippe promettant de lui rendre hommage en personne pour les Comtez de Flandre, d'Artois, & de Charolois; & Louis de ne point poursuivre par voie de fait, ni de justice, durant son regne, les droits qu'il avoit au Duché de Bourgogne, & aux Comtez d'Aussone, Auxerrois, Mâconnois, & Bar-Sur-Seine, ni sur les Villes de Lille, Douay, & Orchies [2]. L'année suivante (*m*), l'Archiduc rendit cet hommage au Roi, dans le Palais Episcopal de la Ville d'Arras, entre les mains de Gui de Rochefort, Chancelier de France. Le Chancelier, dans cette cérémonie, étoit assis & couvert, & l'Archiduc debout, tête nuë, & sans ceinture; mais après que ce Prince eût prêté le serment de fidélité, le Chancelier se leva, se découvrit, & lui fit la révérence, en disant: *Monsieur, je viens de faire l'ofice de Roi, comme representant la personne du Roi mon Souverain Seigneur & Maitre; maintenant je fais celui de Gui de Rochefort vôtre tres-humble serviteur, & suis prest de vous obéir en tout ce qu'il vous plaira de me commander* (*n*). Par où il fit bien connoitre, dit Wicquefort, qu'il savoit distinguer entre Philippe Comte de Flandre, & l'Archiduc, Prince Souverain de plusieurs Provinces libres & indépendantes †. Au reste, Louïs XII. sût bien mieux user de ses droits en cette ocasion, que n'avoit fait Charles, son Predecesseur, qui avoit permis, que Jean Galeas, Duc de Milan, lui rendit par Procureur l'hommage, qu'il lui devoit pour la Duché de Gennes, au-lieu qu'il faloit que cet hommage fût personnel, comme

(*l*) Voiez le Traité de Boulogne aux pages 795. & suivantes du I. Tome.

1498.

† Voiez la page 799. du même Tome.

(*m*) Le 5. de Juillet 1499.

(*n*) Seyssel dans son Histoire de Louis XII.

† Section I. de son *Ambassadeur*.

[1] Don Juan-Antonio de Vera raporte, qu'Antoine de Fonseque dit au Roi Charles, que le Roi Catolique son Maitre étoit obligé à la defense du Roiaume de Naples, à cause de celui de Sicile, dont il étoit possesseur; & que comme il avoit un droit certain sur Naples, il ne devoit pas soufrir, que ce Roiaume fut entre les mains d'un Prince plus puissant que celui, qui le possedoit alors. Discours II. de son *Embaxador*.

[2] Villes, que les Comtes de Flandre avoient données aux Rois de France, pour gage de leur fidelité; & que Charles V. rendit à Philippe le Hardi, son frere, en faveur de son mariage avec l'heritiere de Flandre.

comme celui, que Comines avoit reçu au nom de Loüis XI. de la Duchesse Bonne de Savoie, Mere & Tutrice de ce Duc (*o*). Quand les Feudataires sont reçus à rendre hommage par Procureur, on les acoutume à ne vouloir plus le rendre en personne; ce qui tôt ou tard afoiblit ou ruine entierement l'autorité du Seigneur direct. C'est pour cela, que Charles-Emanuel I. Duc de Savoie, qui savoit parfaitement faire le Prince, dépouilla comme rebelle le vieux Marquis de Saluces Jean-Louis, qui refusoit de lui faire hommage en personne de ce Marquisat, lequel il pretendoit être le fief de la Savoie, quoique de notorieté publique ce soit un fief mouvant du Dauflné [1].

(*o*) Chap. V. du Liv. VI. & II. du Livre VII. de ses Memoires.

L'an mille cinq-cens un, Louis XII. fit en Octobre un Traité de Confederation avec l'Empereur Maximilien, par le second & troisieme Articles duquel il étoit dit, que les deux Rois aprouveroient, ratifieroient, & confirmeroient le Mariage conclu entre Charles, Duc de Luxembourg [2], Fils de l'Archiduc Philippe, & Madame Claude de France [3], Fille du Roi Tres-Chretien; & que le Daufin de France, s'il en naissoit un, soit au Roi, ou à son Successeur, épouseroit, dans le tems, une des Filles de l'Archiduc, à son choix. En faveur du premier Mariage, Maximilien prometoit de donner à Loüis XII. l'Investiture du Duché de Milan, moiennant l'hommage & le serment acoutumé.

1504. Ce Traité fut confirmé par un autre fait à Blois en mille cinq-cens quatre, au mois de Septembre, par lequel Louis prometoit, au cas qu'il vinst à mourir sans Enfans mâles, que les Gouverneurs des Duchez de Milan, de Gennes, & de Bretagne, des Comtez d'Ast & de Blois, & de toutes les autres Terres & Seigneuries, qui étoient de son patrimoine, remetroient après sa mort, & après la consommation du Mariage du Duc de Luxembourg avec Madame Claude de France, lesdites Duchez, Comtez, & Terres Patrimoniales, entre les mains de cette Princesse, à la charge, que si elle avoit alors quelques Sœurs, elle seroit tenuë de leur donner une dot en argent, convenable à leur état. Mais ce Mariage étoit trop avantageux à la Maison d'Autriche, pour pouvoir être acompli de la part de la France. C'est pourquoi, dans une Assemblée, qui se tint en mille cinq-cens six, au Plessis-les-Tours, un Docteur celebre de l'Université de Paris, nommé de Bricot, suplia le Roi, au nom de tous les Etats du Roiaume, de vouloir donner pour époux à sa Fille le Duc de Valois, l'héritier presomptif de la Couronne: remontrant les grans inconveniens qui ariveroient, si Madame Claude épousoit Charles d'Autriche, ou aucun autre Prince étranger. Véritablement, dit Jean de Saint Gelais, le Roi, pour vivre en Paix, & pour s'acommoder au tems, avoit tenu quelque propos de marier sa Fille avec le petit-fils de Maximilien, mais sans avoir eû jamais intention de l'executer; car il étoit trop sage, pour vouloir faire une si grande plaie à son Roiaume (*p*). Ainsi, le Nardi † a quelque raison de dire, que selon l'opinion commune d'alors, ce fut le Roi, qui se fit presenter cette Requête en faveur du Due de Valois, pour avoir de quoi s'excuser honnêtement envers Maximilien, & Philippe son Fils [4]. Un Cavalier Espagnol dit, que Louis XII. ne rompit ce Mariage promis de sa Fille avec le Prince Charles, que pour le frustrer de la Couronne de France, qui, à son dire, lui apartenoit déja. Et voilà comme il établit son probleme. [Le Roi Jean de Valois, dit-il, eût pour Fils, Charles, qui lui succeda, & Philippe, Duc de Bourgogne. Depuis Charles V. il y eût toûjours succession masculine jusques à Claude, Fille de Loüis XII. & Femme de François d'Angoulême; & pareillement depuis Philippe, Frere de Charles, jusques à Marie, Femme de Maximilien, Roi des Romains. Selon ces deux lignes, dont tous les Historiens conviennent, Vôtre Majesté (il parle à Philippe IV. à qui il soûtient que le Roiaume de France apartient plus justement qu'à Loüis XIII.) est du Sang de France, du côté de Marie, Epouse de Maximilien; & le Roi Louis, qui regne aujourdui, en est du côté de Claude, Femme de François I. mais il y a cette diférence essentielle, que lorsque Louïs XII. mourut, Charles, Prince d'Espagne, petit-fils de Marie, lequel avoit alors quatorze ans, devoit, comme mâle, hériter de la

(*p*) Histoire de Louis XII.

† Livre IV. de son Histoire de Florence.

[1] François Marquis de Saluces le reconnoit ainsi dans une Lettre datée du dernier de Janvier mille cinq-cens trente-trois, où il mande à François de Dintvielle, Evêque d'Auxerre, alors Ambassadeur à Rome, que le Pape lui aiant envoié Messire Brace Martel avec un Bref, pour lever une decime sur les Eglises de son Marquisat, il a repondu: que pour être ledit Marquisat une dependance du Daufiné, il devoit se regler selon l'ordre de France; & que l'Evêque d'Ivrée, Nonce en Savoie, lui aiant aporté un autre Bref semblable, il s'est excusé d'y obeir, disant, que son Marquisat dépend du Roi, au préjudice duquel il ne veut rien faire.

[2] C'est la titre, qui lui fut donné le jour de son batême, au lieu que, selon l'usage de la Maison de Bourgogne, il devoit être apellé Comte de Charolois.

[3] Madame Claude lui avoit été fiancée le vintieme d'Aoust de la même année.

[4] François de Beauquerre dit, que Loüis XII. envoia des Ambassadeurs à Philippe, qui depuis peu avoit succedé à la Couronne de Castille, pour lui représenter, qu'il n'avoit pas pû refuser une si juste demande aux Trois Etats du Roiaume, qui sont en droit de contraindre les Rois dans les choses, qui regardent la tranquilité publique. *Id per Legatos Philippo Regi Castulonensi, quem titulum nuper usurpaverat, statim significavit, atque excusationem addidit, se tam grave postulatum, quod ad publicam totius Galliæ tranquillitatem pertineat, Tribus Ordinibus uno consensu flagitantibus, qui Reges Gallos nonnunquam in ordinem redigere solent, denegare nullo modo potuisse.* Belcarius, *Comment. rerum Gallic. Lib.* X. *num.* 1.

L'Auteur de l'Histoire *Pacificationum Austro-Hispano-Gallicarum* dit, que c'est l'ordinaire des Rois de France d'amuser la Maison d'Autriche par des promesses de mariage. Chap. 11.

la Couronne, plûtôt que François d'Angoulême, qui y succeda, pour avoir épousé Claude avant la mort de Louis XII. qui la maria tout exprès avec François, pour fortifier le droit de celui-ci par un plus proche degré de parenté, dautant qu'avant ce Mariage ils n'étoient que parens eloignez. *Era desviado el parentesco.* Et une page après; il conclut ainsi: Par cette Loi, que *les lis ne filent point*, le Roiaume de France tomboit alors à Charles, Prince d'Espagne, & apartient aujourdui à son arriere-fils, qui est Vôtre Majesté (*q*). Je ne raporte ce raisonnement, que pour faire voir la vanité des pretentions Espagnoles, qui roulent sur un faux principe, savoir, que François I. succeda à Louis XII. pour avoir épousé sa Fille; & que si le Prince d'Espagne fût devenu son mari, François ne fût jamais parvenu à la Couronne. Car il est certain, que quand même le Prince d'Espagne auroit épousé la Fille de Louis XII. il n'auroit pû succeder au plus qu'au Duché de Bretagne, dont elle étoit la légitime héritiére; & que François, en vertu de la Loi Salique, feroit demeuré Roi de France, du consentement de tous les Peuples, comme le plus proche de la ligne masculine, & Cousin issu de germain de Louis XII.

(*q*) Don Juan Jauregui dans un Memoire adressé au Roi d'Espagne après la rupture des deux Couronnes en 1635.

Il étoit dit par un autre Article du Traité de Blois, que si le Mariage de Madame Claude avec Charles venoit à manquer par le dedit du Roi Tres-Chretien, ou de la Reine sa Femme, le Roi Louis consentoit dès ce jour, que les Duchez de Bourgogne & de Milan, & la Comté d'Ast, demeurassent au Duc de Luxembourg, auquel en ce cas il les cedoit & transportoit avec tous les droits & prétentions qu'il y avoit: Et pareillement, que si la rupture de ce Mariage venoit de la part de l'Empereur, ou de l'Archiduc, son Fils, l'un renonceroit à tous les droits qu'il avoit, ou qu'il pouvoit avoir au Duché de Milan, & aux autres Seigneuries, que le Roi tenoit dans l'Empire; & l'autre, à toutes les prétentions, qu'il avoit au Duché de Bourgogne, & aux Comtez de Mâcon & d'Auxerre, & à la Seigneurie de Bar-sur-Seine, transportant dès lors au Roi Tres-Chrétien & à Madame Claude les Comtez d'Artois & de Charolois, & les Seigneuries de Noyers & de Château-Chinon. Mais quoique le Roi Louis eût manqué à sa parole, Maximilien, qui manquoit toûjours d'argent, aima encore mieux lui donner l'Investiture du Duché de Milan, que de lui rendre les deux-cens mille francs, qu'il avoit reçûs par avance pour cette Investiture [1]. Où il est à remarquer, que cet Empereur donna deux Investitures de ce Duché à Louis XII. l'une, le setieme d'Avril, mille cinq-cens cinq; l'autre le quatorzieme de Juin, mille cinq-cens neuf. La premiere, qui est celle d'Haguenau, comprend conjointement Madame Claude, & Charles, Duc de Luxembourg, en qualité de futurs époux, [*pro Illustri Claudia, Filia sua primogenita, ac pro Illustri Carolo, Archiduce Austriæ, Principe Castellæ, & Duce Luxemburgi, prænominatæ Claudiæ Sponso:*] mais la seconde, qui est datée de Trente, porte, *pro Illustrissima Domina Claudia, ejus Filia, illiusque futuro Sponso*, sans exprimer le nom de ce futur Epoux, quoique Madame Claude eût été fiancée solennellement avec François Duc de Valois dès l'année mille cinq-cens six (*r*). Il est bien vrai, que quelques lignes après, François est compris à son tour dans cette Investiture, mais non point en qualité d'Epoux de cette Princesse; tant ce Mariage causoit de douleur à Maximilien, qui par là se voioit frustré, pour la seconde fois, de l'espérance de faire entrer dans sa Maison le Duché de Bretagne, dont Claude étoit l'unique héritiére. Si l'on en croit Martin du Bellay, la Reine Anne n'étoit pas plus contente de ce Mariage, que Maximilien même, dont elle aimoit mieux le petit-fils pour sa Fille, (car elle avoit le cœur Autrichien;) que le Duc de Valois, de qui elle haïssoit extremement la Mere (*s*), ainsi qu'il arrive d'ordinaire entre les Dames, qui se trouvent à peu près égales en naissance, en beauté, en fortune, & en credit. De sorte que, si Louis XII. fût mort le premier, comme elle s'y étoit fort atenduë, elle auroit, sans doute, entierement rompu ce Mariage, qui de son vivant n'avoit jamais pû s'acomplir, quoique sa Fille & le Duc eûssent l'âge requis plus de deux ans avant qu'elle mourut [2].

(*r*) Le 22. de Mai, auquel se rencontroit la Fete de l'Ascension, selon Seyssel.

(*s*) Livre I. de ses Memoires.

Si Louis XII. trompa Maximilien dans les Traitez de Trente & de Blois, il fut trompé lui-même à son tour dans tous ceux qu'il fit avec Ferdinand, Roi d'Aragon. L'an mille cinq-cens deux, Philippe, Archiduc d'Autriche, & Prince de Castille, étant venu à Lion avec une Procuration [3] expresse, signée de la main du Roi & de la

[1] *Ducenta millia Francorum, quæ accepimus pro dicta investitura.* Dans l'Acte de l'investiture expedie à Haguenau.

[2] Anne mourut en mille cinq-cens quatorze, le neuvieme de Janvier, & François épousa la Princesse Claude au mois de Mai suivant.

[3] Mariana Chap. XIX. du 27. livre de son Histoire, dit, que cete Commission étoit fort limitée, & qu'après le depart de l'Archiduc, Ferdinand, qui ne se fioit pas entierement à lui, & encore moins aux Ministres Flamans, dont il se servoit, lesquels il croioit être tout François dans le cœur; lui envoia par l'Abbé de Saint Michel de Cuxa une nouvelle Instruction, & un nouveau Pouvoir, avec ordre à l'Abbé, de ne lui point donner le Pouvoir, s'il ne suivoit cete Instruction: que l'Archiduc aiant commencé à traiter avec le Roi de France, & le Cardinal de Rouën, tout autrement que son Instruction ne portoit, l'Abbé l'avertit de ne passer pas plus outre, sans en donner avis auparavant au Roi son Beau-Pere; mais que l'Archiduc se voiant entre les mains du Roi Louis, qui le pressoit vivement, ne pût s'exempter de conclure, dautant moins que ceux de son Conseil le lui persuadérent ainsi. Ce qui les fit soupçonner d'avoir été gagnez par argent. Quoi qu'il en soit, le Comines Espagnol raconte,

la Reine d'Espagne, & fellée de leur Seau roial, pour terminer en leur nom le diférend, qu'ils avoient avec le Roi Louis, au sujet du Roiaume de Naples, ofrant de leur part de transporter le droit qu'ils y avoient, au Prince leur Gendre, au cas que Louis voulût reciproquement ceder le sien à Madame Claude, sa Fille, fiancée au Duc de Luxembourg [1], Fils de l'Archiduc: le Traité fut conclu le cinquieme d'Avril, & juré solennellement de part & d'autre devant le grand Autel de l'Eglise Cathédrale de Saint-Jean, où l'on celebroit la Messe. Aussi-tôt après, le Roi envoia par Edouard Bouillot, son valet-de-Chambre, deux Copies de ce Traité au Duc de Nemours, son Lieutenant-general à Naples, qui en rendit une à Gonçalo Fernandez, Lieutenant-General de Ferdinand, auquel le Prince Philippe en donna pareillement avis par Jean Edin, son Fourier principal: mais Gonçalo ne laissa pas de continuer la Guerre, & même avec plus de violence qu'auparavant, disant, qu'il vouloit avoir un ordre exprès de son Roi, celui de l'Archiduc ne sufisant pas. Mariana ajoûte, qu'il répondit qu'il n'executeroit point ce que l'Archiduc lui ordonnoit, jusqu'à tant qu'il eût informé le Roi son Maître de l'état, où étoient les afaires de Naples, que les François avoient commencé la Guerre mal à propos, & sans sujet; & que maintenant qu'ils avoient perdu le jeu, il ne pouvoit, ni ne devoit accepter une semblable Paix : qu'il savoit bien ce qu'il devoit faire, & qu'il iroit en personne donner sa réponse au Duc de Nemours. Tout cela montre, que le Prince & le Ministre s'entendoient bien ensemble [2] & que Ferdinand rompoit aussi facilement un Traité, qu'une feuille de papier. Il étoit dit par celui de Lion: *Que le Roi Tres-Chrétien signifieroit le present Traité à Monsieur de Nemours, & lui ordonneroit expressément de le faire observer, & de faire cesser tous exploits & actes de Guerre; & que Monsieur l'Archiduc, au nom & de la part du Roi & de la Reine d'Espagne, le signifieroit en même tems à Gonçalo Fernandez, & lui ordonneroit de faire le semblable.* Or si la Procuration de l'Archiduc étoit sufisante, pour conclure la Paix avec le Roi de France, comme l'on n'en peut pas douter, il avoit un Pouvoir sufisant, pour ordonner à Gonçalo de faire cesser la Guerre. Mais, dit Saint-Gelais, tout cela venoit peut-être de l'ancienne cautelle de celui, qui en savoit bien faire d'autres. Le Nardi, à mon avis, a deviné la vraie cause de ce procedé. [Gonçalo, dit-il, refusa d'obéir à cet ordre, parce que se trouvant alors le plus fort dans le Roiaume de Naples, il espéroit, qu'avant qu'il eût reçu nouvel ordre de son Maître de metre bas les armes, & de vivre en paix, il auroit fait de si grans progrès sur les François, que Ferdinand ne voudroit point ratifier l'Acord fait par l'Archiduc son Gendre avec le Roi Louis. Et cela arriva comme il l'avoit pensé (e):] car Ferdinand ne ratifia point le Traité, se contentant d'envoier un Ambassadeur en France, pour proposer au Roi de rendre le Roiaume de Naples à Dom Federic, qui en avoit été chassé en mille cinq-cens un, par les François: Parti qu'il savoit bien que ce Roi n'accepteroit jamais, & qu'il ne proposoit aussi, que pour faire parade d'un faux desinteressement. Au reste, ce Traité fut fatal à la France, d'autant que Louïs XII. se reposant sur la foi de l'Archiduc, negligea de prendre ses suretez, & donna le tems à Gonçalo de se fortifier, & de rétablir les afaires des Espagnols, qui avoient été chassez de la *Capitanata* [3], de la Pouille, & de la Calabre. Si bien que l'année suivante, les Généraux François, qui, selon le Nardi, ne s'acordoient pas bien ensemble, aiant perdu deux Batailles en huit jours: d'Aubigni, celle de Seminare en Calabre, & le Duc de Nemours, celle de Cerignoles [4] en la Pouille, où il fut tué dès le premier choc; Gonçalo n'eût presque point de peine à se rendre Maître des

(e) Livre IV. de son Histoire de Florence.

raconte, que Louïs XII. avoit coûtume de dire, que les Ministres de son voisin, l'Archiduc Philippe, étoient aussi François que le vin d'Orleans. *Chapitre* LVI, *note* m.

Quant à la Commission de l'Archiduc, le Nardi dit au contraire, qu'elle étoit *piena & assoluta*, & que pour cela il partit de Lion très-mécontent du procedé du Roi Ferdinand, qui n'avoit point voulu ratifier son Traité. Je raporte ici ce que ces Historiens en ont dit, afin que les Lecteurs puissent mieux discerner la verité, que Mariana, homme d'ailleurs très-sincere, semble avoir déguisée en cet endroit.

[1] Mariana dit la chose autrement. La substance de cet acommodement, dit-il, étoit, ou que le Roi d'Espagne cedât à Don Carlos, son petit-fils, la part qui lui apartenoit au Roiaume de Naples; & le Roi de France la sienne, à Madame Claude sa Fille, promise à Don Carlos: & qu'en atendant que ce Mariage s'acomplit, la part de Ferdinand fût mise en depôt, entre les mains de l'Archiduc, ou de ceux qu'il nommeroit; & l'autre demeurât au pouvoir des François: ou que Louïs XII. & Ferdinand gardant chacun leur part, la *Capitanata*, dont ils étoient en dispute, fût mise en depôt. Mais, ajoûte-t-il, ces deux expediens étoient hors de raison, car le premier laissoit les François maîtres de leur part, & ôtoit à Ferdinand la sienne, puisqu'il eût été obligé de rétirer de ce Roiaume tous les Espagnols, qui y demeuroient: Et par le second, le diférend, qui étoit entre les deux Rois, au sujet des limites de leur partage, restoit au même état qu'auparavant. *Ibid.*

[2] Il n'en faut pas d'autre temoignage, que ce que dit encore le même Mariana, que Ferdinand donnant avis à Gonçalo, que l'Archiduc aloit en France, pour y traiter la Paix, lui commanda de ne rien faire de tout ce que son Gendre lui ordonneroit, concernant l'execution de la Paix, ou de la Treve, qu'il pourroit conclure avec cete Couronne.

[3] C'est une Province, que les Grecs, qui la possedoient autrefois, appelloient *Catapania*, du nom du Gouverneur, ou Capitaine des armes qu'ils y envoioient, avec le titre de *Catapan*.

[4] Mariana dit, que cete Bataille est une des plus fameuses, qui se soient jamais données en Italie; que les François y perdirent trois mille sept-cens hommes, toute leur Artillerie, & presque toutes leurs enseignes; & que du coté des Espagnols il n'y mourût pas un seul homme de marque. Elle se donna le vint huitiéme d'Avril mille cinq-cens trois; & celle de Seminare le vint-un; toutes deux un Vendredi. Celle-ci fut incontinant suivie de la perte de toute la Calabre. Chap. XX. & XXI. du Liv. XXVII. de son Histoire.

des Villes de Naples, de Capouë, & d'Averse, & de presque tout le Roiaume. Tant est vrai le dire de Louïs XI. qu'une Bataille perduë a toûjours grand'-queuë.

La Reine Isabelle de Castille, Femme de Ferdinand, étant morte vers la fin de l'année mille cinq-cens quatre (*u*), Ferdinand épousa, en mille cinq-cens cinq, Germaine de Foix, Niéce de Louïs XII. qui lui donna pour dot sa part & portion du Roiaume de Naples, & tout ce qu'il y prétendoit [1], à condition que tout retourneroit à la Couronne de France, si elle devenoit Veuve, & qu'elle n'eût point d'Enfans [2]. Ainsi, Louïs XII. termina par un Contrat de Mariage une querelle, qui n'auroit jamais pris fin par la voie de tous les Traitez de Paix, qu'il eût pû faire avec un Prince, qui fesoit trofée de sa perfidie. Têmoin ce qu'il repliqua au Secretaire Quintana, qui à son retour de France lui raportoit, que le Roi Louïs se plaignoit d'avoir été trompé deux fois par lui: *Deux fois*, reprit-il, *Par Dieu, il a bien menti l'ivrogne, je l'ai trompé plus de dix* [3]. Cependant, Don Juan-Antonio de Vera, qui au reste est un Historien tres-judicieux, n'a pas laissé de dire, que jamais Prince ne sût si bien acorder la Loi de Dieu avec la Raison d'Etat; & que Ferdinand fut aussi fidéle disciple de l'une, qu'excellent Maître en l'autre (*w*).

(u) Le 16. de Novembre.

(w) Dans la Vie de Charle-Quint.

Au reste, tout fin & habile qu'étoit Ferdinand, qui épousoit Germaine en vûe de succeder au droit, que Gaston de Foix, son Frere unique, avoit sur la Navarre, au cas que ce jeune Prince tout martial fût tué à la Guerre, ainsi qu'il arriva depuis à la Bataille de Ravenne; Louïs XII. fut encore plus fin que lui, dans la Négociation de la Paix de Blois, en vertu de laquelle se fit ce Mariage. Car étant dit, que le Roiaume de Naples retourneroit au Roi de France, si la Reine Germaine demeuroit Veuve & sans Enfans [4]; selon toutes les aparences il étoit assuré de recouvrer Naples, Ferdinand aiant le corps usé de débauches & de maladies; & Germaine, tout ce qu'il faloit pour envoier son Epoux en l'autre monde: de la beauté, de la jeunesse, & de la vigueur. Mais comme l'homme propose, & Dieu dispose, Ferdinand vécut encore dix ans entiers, & Louïs, qui avoit compté sur sa mort, mourut treize mois avant lui. Et ce qui est encore plus à remarquer, c'est qu'il mourut lui-même au bout de deux mois & demi, pour avoir pris à cinquante-deux ans passez, une seconde Femme, dont l'âge [5], la beauté, & le tempérament, demandoient un mari plein de santé. Selon le Traité de Blois, dont le premier Article commençoit par ces termes: *Le Roi Tres-Chrétien, & le Roi Catholique, seront comme deux ames dans un seul & même corps:* ces deux Rois auroient dû mourir en même jour.

Tant d'Historiens ont parlé amplement de la Ligue concluë à Cambrai contre la Republique de Venise, entre le Pape Jules II. l'Empereur Maximilien I. le Roi Louïs XII. & Ferdinand Roi d'Aragon [6], qu'il seroit superflu que j'en parlasse. Outre que je ne pourrois en dire les vrais motifs, sans renouveller une querelle, que deux Ambassadeurs de céte Seigneurie ont renduë fameuse ici par leurs plaintes, & par deux supressions de L'HISTOIRE DU GOUVERNEMENT DE VENISE. *Piscator ictus sapit.* Ceux qui voudront savoir les raisons, qui firent entrer Louïs XII. dans céte

[1] Ce fut en vertu de cette cession, que quelques jours après la consommation de ce Mariage, les Princes de Salerne & de Melfe, & plusieurs autres Barons Angevins, c'est-à-dire, qui avoient tenu le parti des Rois de Naples, de la Maison d'Anjou, contre les Rois de la Maison d'Aragon, rendirent hommage, & prétérent le serment de fidelité pour eux, & pour les autres Barons absens, à Ferdinand & à Germaine, comme aux veritables & legitimes Rois de Naples. *Mariana, Chap. XVII. du Liv. XXVIII. de son Histoire d'Espagne.*

[2] Ce Traité fut confirmé par les deux Rois en mille cinq-cens sept, dans la Conference qu'ils eûrent ensemble à Savone, où Ferdinand vint trouver Louïs, ainsi qu'il se pratique d'ordinaire entre Princes inégaux. Le Nardi parle de cete entrevûe fort à la gloire de Louïs XII. dans le quatriéme Livre de son Histoire de Florence; & Guichardin fort à l'avantage de Ferdinand, dans le Livre septiéme de la sienne. Au contraire, un Critique Italien en railla les deux Rois par une pasquinade, où il demandoit, lequel avoit été le plus fou des deux, de Ferdinand, qui s'étoit mis entre les mains de Louïs, qu'il avoit si souvent ofensé; ou de Louïs, qui ne s'étoit pas saisi de sa personne, & qui avoit ainsi perdu l'ocasion de recouvrer le Roiaume de Naples?

[3] Don Juan Vitrian ajoûte par une espece d'aprobation: *Y à fe creo, que dezia verdad*: c'est-à-dire: Et par ma foi je crois qu'il disoit vrai. *Chap. LVIII. de son Commines, note y.*

[4] *Si Regina Germana, marito vivente, sine liberis decederet, ejus dotalis pars, nempe regni Neapolitani, Ferdinando Catholico cederet, e contra, si illa ei superstes esset, hæc pars ad Regem Christianissimum rediret.* Ainsi Ferdinand étant mort avant Germaine, les François prétendirent, que la part, que Louïs XII. avoit donnée pour dot à sa Niéce, étoit dévoluë à la Couronne. Mais les Espagnols répondoient, que Ferdinand avoit remedié à cet inconvenient, du tems du Pape Jules II. qui, durant la tenue du Concile de Pise, dont le Roi Louïs XII. s'étoit declaré le protecteur, avoit acordé à Ferdinand, & à tous ses descendans, une Investiture autentique & irrevocable du Roiaume de Naples, par laquelle il abolissoit, cassoit, & annulloit toutes les Investitures & Concessions obtenues des Papes ses Predecesseurs: [& par consequent celle qu'Urbain IV. ou Clement IV. avoit donnée à la Maison d'Anjou, en la personne de Charles, Frere de Saint Louïs.] *Ciacon. dans la Vie de Jules II. & Zurita dans son Histoire d'Aragon.*

[5] Marie d'Angleterre n'avoit que dix-huit ans: sur quoi Guichardin dit, que Louïs en lui rendant le devoir conjugal avec trop de passion, ne se souvint pas de l'âge qu'il avoit, ni de la foiblesse de sa complexion. Livre XII. de son Histoire.

[6] *Nota*, que Marguerite d'Autriche & le Cardinal d'Amboise, qui conclurent céte Ligue le dixiéme de Decembre mille cinq-cens huit, signérent le même jour un autre Traité separé, intitulé, [Traité de Paix entre l'Empereur Maximilien, & Charles, Prince d'Espagne, son Petit-fils, d'une part; & le Roi Louïs XII. & Charles d'Egmond, Duc de Gueldre, d'autre:] afin que celui-ci, qui fut publié d'abord, amusât les Vénitiens, à qui l'on fesoit un mistere de l'autre, pour les surprendre. Il est encore à remarquer que Charles III. Duc de Savoie, voulut être compris dans céte Ligue, pour le recouvrement du Roiaume de Chipre. Ce qui lui fut acordé par une Declaration de Louïs XII. du dix-neuviéme de Mai de mille cinq-cens neuf, signée ROBERTET. Voiez la page 18. du second Tome.

céte Ligue, n'ont qu'à voir la declaration de Guerre, que le Roi d'Armes, Montjoie, fit au Senat de Venise.

Au reste, céte Guerre, qui faillit à abîmer l'Etat de Venise, fut suivie d'une Paix & d'une Confederation, qui fut concluë à Blois le vint-troisiéme de Mars mille cinq-cens treize, par le Senateur André Gritti, Prisonnier de Guerre en France; & depuis laquelle nos Rois, & céte Seigneurie, ont toûjours vécu en bonne intelligence. Ferdinand le Catholique avoit tres-bien prévû, que les Vénitiens renoueroient avec la France, si l'Empereur s'opiniâtroit davantage à ne vouloir pas leur acorder la Paix, à des conditions honnêtes: & pour parer ce coup, il avoit emploié tout son credit, & toute sa politique auprès de lui, pour le resoudre à leur rendre Veronne. Mais l'Empereur, toûjours prodigue, & toûjours sans argent, leur demandoit des sommes si exorbitantes, qu'ils aimérent mieux se liguer avec le Roi Tres-Chrêtien, s'obligeant de lui fournir huit-cens hommes d'armes, quinze-cens Chevaux legers, & dix mille hommes de pié, pour lui aider à recouvrer le Duché de Milan, & le Comté d'Ast; à la charge que le Roi leur aidât reciproquement à reprendre en Lombardie, & dans la Marche Trevisane, tout ce qu'ils y possedoient avant la Ligue de Cambrai.

En céte même année, François, Duc de Valois, traita & conclut au nom de Louïs XII. une Treve pour un an avec le Secretaire *Pedro Quintana*, Procureur de Ferdinand Roi d'Aragon. Il étoit dit par le premier Article de céte Treve, que Charles, Prince d'Espagne, ou Ferdinand son Frere, au choix du Roi Catholique, épouseroit Madame Renée, seconde Fille du Roi Tres-Chrêtien; & que ladite Dame auroit pour dot le Duché de Milan, & la Seigneurie de Gennes, pour elle, & ses Enfans mâles & femelles: par le second, que ce Mariage venant à s'acomplir, Louïs quiteroit & cederoit tout son droit au Roiaume de Naples à Ferdinand, pour en disposer comme il lui plairoit: par le cinquiéme & sixiéme, que ce Mariage se solenniseroit en face de l'Eglise, aussi-tôt que le Prince Charles, ou son Frere, & Madame Renée, seroient en âge de le consommer; & que pour sureté de céte promesse, le Roi de France métroit actuellement la Lanterne de Gennes entre les mains de Ferdinand, pour la garder ausdits Princes leurs Enfans, jusqu'à la consommation du Mariage.

En contemplation de ce Mariage, les deux Rois se prometoient reciproquement une bonne & sincere amitié envers tous, & contre tous, sans nulle exception, & de s'aider l'un l'autre de toute leur puissance, pour la défense, conservation, & recouvrement de leurs Païs, Terres, & Seigneuries, & de ne donner aide, conseil, secours, ni faveur, aux ennemis les uns des autres, directement ni indirectement, &c.

Dans céte Alliance & Confedération Ferdinand comprenoit l'Empereur Maximilien, & le Roi d'Angleterre, pour & au nom desquels il assuroit, qu'il avoit tout pouvoir de traiter [1]. Cependant, si l'on en croit Guichardin, Livre onziéme de son Histoire, il ne leur avoit rien communiqué de ce qu'il avoit fait traiter en France par Quintana, car tandis que céte Treve se publioit par toute l'Espagne, il y arriva un Heraut, qui lui annonça de la part du Roi d'Angleterre, que ce Roi fesoit un puissant armement, pour assaillir la France; & qu'il étoit tout prêt à commencer la Guerre, si Ferdinand le secondoit du côté d'Espagne, ainsi qu'il le lui avoit promis auparavant. Voilà comme cet Archicatholique se moquoit de tous les Princes, aussi bien de ses Gendres, de ses Amis, & de ses Confédérez, que de ses Ennemis declarez. Mais céte Treve ne laissa pas de produire un meilleur éfet, qu'il ne vouloit, pour la France; car Henri VIII. voiant, que son Beau-Pere l'avoit trompé déja trois ou quatre fois, fit, l'année suivante, la Paix avec Louïs XII. & lui donna ensuite sa Sœur en Mariage.

Passons aux Traitez faits entre François I. Successeur de Louïs XII. & Charles d'Autriche, héritier des Roiaumes d'Espagne.

Le premier fut une Confédération perpetuelle entre ces deux Princes, dont le premier s'obligeoit de donner en Mariage à l'autre [2], Renée de France, seconde Fille de Louïs XII. avec six-cens mille écus d'Or de dot, & le Duché de Berry, pour elle, & pour ses Enfans, à condition qu'elle renonceroit à toutes les prétentions, qu'elle pouvoit avoir aux Duchez de Milan, & de Bretagne, c'est-à-dire, à toute la succession de ses Pere & Mere. Mais ce Mariage ne s'acomplit point, non plus que celui de Charles avec Madame Claude, qui lui avoit été promise auparavant; François I. aiant eû le tems de considerer le mal, que lui pourroit faire, un jour, un Beau-Frere, qui étant

[1] *Ut pro nobis & nomine nostro, ac etiam nomine Serenissimorum & Potentissimorum Principum, Maximiliani, Romanorum Imperatoris, qui per literas suas privatas, & earum credentiam, nobis omnimodam concessit facultatem, & Henrici Angliæ Regis, pro quo idem Serenissimus Imperator, Frater noster, fortem se facit, quod Serenitas sua ratificabit ea, &c. possitis & valeatis tractare* Voiez la Commission de Quintana, page 37. du second Tome.

[2] La Reine Anne souhaitoit passionnément le Mariage de sa Fille Renée avec le Prince d'Espagne, & si au-lieu de la retenir auprès d'elle, comme elle fit, elle eût voulu la donner dès-lors à l'Empereur Maximilien, qui la demandoit pour l'élever en sa Cour, il est certain, que ce Mariage se fut acompli; & que jamais Renée n'eût été la Femme d'un petit Duc de Ferrare. En quoi la tendresse de sa Mere lui fit plus de mal, que la politique de François I. son Beau-Frere.

étant déja Souverain des Païs-Bas, alloit devenir Roi d'Espagne, de Naples, de Sicile, & peut-être Empereur, ainsi qu'il arriva.

Le second fut le Traité de Noyon de 1516. par lequel François prometoit à Charles, de lui donner Louise de France, sa Fille (x), & pour dot, la part, qu'il prétendoit au Roiaume de Naples, à condition de reversion, si Louise n'avoit point d'Enfans: & Charles prometoit à François, de lui paier tous les ans cent-mille écus pour l'entretien de sa future Epouse [1], jusqu'à l'acomplissement du Mariage; & cinquante mille, jusqu'à ce qu'elle eût des Enfans.

(x) Louise n'avoit alors qu'un an.

Quant à la Navarre, il étoit dit, que céte Reine, & son Fils, enverroient, dans le terme de six mois, des Ambassadeurs au Roi de Castille, qui le satisferoit, selon qu'il seroit de raison; & qu'au cas que Charles ne la rendit pas, il seroit permis à François d'aider le jeune Roi Henri à la recouvrer.

Paul Jove raportant les Articles de la Paix de Noyon dit, que celui de la Navarre portoit, que Charles la rendroit au Fils du Roi Jean, qui en avoit été chassé, si les Arbitres, dont François & lui conviendroient, jugeoient, que cela fût de justice: *Si id Judicibus, quos constituere summæ rei arbitros deberent, ex æquo & jure videretur* (y): ou comme disoient les Espagnols, selon Guichardin, si le jeune Roi Henri fesoit voir, que ce Roiaume lui apartenoit de droit †. Et quant au Roiaume de Naples, le même Paul Jove ajoûte un Article, par lequel le Roi Charles s'obligeoit de paier tous les ans cent-mille écus d'Or au Roi de France, afin que ce tribut servît à montrer, que ce Roi avoit quelque droit au Roiaume de Naples [2].

(y) A la fin du Livre XVIII. de son Histoire.

† Livre XII. de son Histoire d'Italie.

M. Varillas Livre quatriéme de son *Education des Princes*, dit, que Gouffier s'opiniâtrant à demander, que les Roiaumes de Naples & de Navarre fussent rendus au Roi de France, son Maître, avant que le Roi Catholique alât prendre possession des Roiaumes d'Espagne, Guillaume de Croüy de Chiévres, Plénipotentiaire de Charles, promit en son nom la restitution de Naples & de la Navarre, à la charge, que céte promesse demeurât secrete, jusqu'à ce que Charles fût en Espagne, & y eût disposé les esprits à donner satisfaction à François I. & que pour cet éfet Gouffier & Chiévres dresserent deux Traitez, datez du même jour, l'un secret, par lequel Charles s'obligeoit de restituer les deux Roiaumes usurpez par Ferdinand, après qu'il auroit pris possession des Espagnes, quand même les Etats du Païs n'y voudroient pas consentir; l'autre, qui fut publié dès le jour de la signature, lequel portoit seulement, que les deux Rois s'en raporteroient au jugement des Arbitres. On prétend, que le Traité secret, dont parle ici M. Varillas, est apocrife: & plusieurs curieux, qui l'ont cherché, depuis qu'il en a fait mention, le croient aussi dificile à trouver, que l'original de la Donation de Constantin [3].

Quoiqu'il en soit, il a raison de dire, que Gouffier perdit autant de réputation par ce Traité, que Chiévres en aquit; & que François I. fit une faute irréparable de s'être paié de la promesse d'une restitution incertaine, tandis qu'il étoit en état d'y contraindre Charles, par la force de ses Armes, en lui enlevant les meilleures Provinces des Païs-Bas, pendant qu'il iroit en Espagne. Car il faloit absolument que Charles y alât au plûtôt; ou qu'il hazardât de perdre la Castille & l'Aragon, où il y avoit un puissant parti [4], qui travailloit à métre son Frere sur le Trône. Ainsi, François I. eût sujet de se repentir durant tout son Regne, de n'avoir pas profité d'une si belle ocasion.

Les autres Articles du Traité de Noyon regardoient l'Empereur & les Vénitiens, & portoient, que Maximilien auroit deux mois pour aviser, s'il vouloit être compris

dans

[1] Charles n'en païa jamais rien. Ce païement, dit Guichardin, lui sembloit onereux, & le Traité de Noyon lui déplaisoit d'autant plus, que la necessité de passer en Espagne l'avoit contraint de le conclure, au préjudice de celui de Paris, [de 1514.] M. Varillas dit au contraire, que Charles en fut si content, (certes il le devoit être,) que Chiévres en eût pour recompense les Charges de Grand Amiral de Naples, de Grand Chambellan, & de Premier Ministre d'Etat, avec les Duchez de Sora & d'Atri dans le Roiaume de Naples; & le Gouvernement de l'Ecluse en Flandre. Au reste, M. Varillas s'est mépris, quand il a dit, *qu'on donna, en consideration de l'âge plus avancé du Roi Tres-Chrétien, à Gouffier l'avantage, que Chiévres l'allât trouver à Noyon.* Car il sembleroit, que la presséance fût fondée sur l'âge; & que celui des Rois de France & d'Espagne, qui se trouveroit le plus jeune, dût ceder à l'autre. Ce qui établiroit une égalité, à laquelle nos Rois n'ont jamais voulu consentir, & ne consentiront jamais.

[2] *Centum millia aureorum nummum quotannis Gallo (Carolus) penderet, ut eo tributi nomine aliquod Gallis in Neapolitano Regno jus esse videretur. Ibid.* Si cet Article étoit dans le Traité de Noyon, comme le dit Paul Jove, François I. n'avoit qu'à le citer à Charle-Quint, lorsque lui aiant ofert pour sa delivrance de prison, de renoncer au Roiaume de Naples, & au Duché de Milan, l'Empereur, à ce que raconte son Historien, Don Juan Antonio de Vera, répondit, que François n'y avoit aucun droit; & que par consequent il ne renonçoit à rien.

[3] D'ailleurs, s'il y eût eû un Traité secret, par lequel Charles eût promis de restituer le Roiaume de Naples à François I. comment la Regente, sa Mere, eût elle oublié de produire l'original de ce Traité, qui seul eût convaincu l'Empereur, & tous ses Ministres, quand ils disoient qu'en renonçant à ce Roiaume, il ne renonçoit à rien? Ajoûtez encore à cela, qu'il n'est pas dit un seul mot de ce Traité secret dans tous les Ecrits, Manifestes, & Protestations, qui se firent durant la prison, & après la délivrance de ce Roi. Le Premier President de Selve n'en dit rien dans ses Memoires, lui, qui avoit été le principal instrument de toute la Negociation de Madrid; & qui savoit mieux que personne de son tems, défendre & soûtenir les droits de son Maître. D'où il faut conclure, que ce Traité secret est un pur *estre de raison* de M. Varillas.

[4] Formé par Don Pedro Martinez de Guzman, Grand Commandeur de Calatrava, Gouverneur de l'Infant Don Fernando; & par Don Alvaro Osorio, Evêque d'Astorga, son Precepteur.

dans ce Traité; mais que s'il y entroit, le Roi de France ne laisseroit pas d'être en droit d'aider les Vénitiens au recouvrement de Veronne. Que si Maximilien leur rendoit céte Ville, ils lui paieroient, en deux fois, la somme de deux-cens mille écus: cent mille, le jour même que la Place seroit renduë; & les cent mille autres, six mois après: & qu'outre cela le Roi le tiendroit quitte des trois-cens mille, que Louis XII. son Predecesseur lui avoit pretez pour leur faire la Guerre. Ces conditions étoienr si avantageuses, que l'Empereur accepta & ratifia la Paix, à la Negociation de laquelle il s'étoit fort oposé auparavant, le desir d'avoir de l'argent (qui étoit ce dont il manquoit toûjours) l'aiant emporté sur la haine naturelle, qu'il portoit à la Couronne de France; & sur l'ancien dessein qu'il avoit, de dominer absolument en Italie. C'est ainsi qu'en parle Guichardin à la fin du douziéme Livre de son Histoire. Au reste, le Traité de Noyon ne fut point observé, ni par François, qui se plaignoit, que Charles ne lui paioit point les cent-mille écus de pension, & qu'outre cela, il cabaloit contre lui avec les Princes d'Italie, pour le chasser du Duché de Milan, ni par Charles, qui demandoit la restitution de celui de Bourgogne. L'élection de Charles à l'Empire, auquel François aspiroit avec passion, acheva de les brouiller irreconciliablement ensemble; & tous les Traitez qu'ils firent vint-cinq ans durant, ne furent que des amusemens de Paix, se gouvernant tous deux l'un envers l'autre à peu près comme Louis XI. & Charles, Duc de Bourgogne: avec céte diférence, que François I. sembloit avoir succedé au malheur de ce Duc, & Charle-Quint au bonheur de Louis XI.

Les Historiens ont tant parlé des Négociations, qui se firent pour la délivrance de François I. prisonnier à Madrid, qu'il seroit superflu d'en faire ici la narration, qui d'ailleurs ne serviroit que de décoration au trionfe de Charle-Quint. Je me contenterai de dire à ce propos, que cet Empereur perdit le principal fruit de sa victoire, en préférant, en céte rencontre, l'avarice à l'ambition; au lieu que s'il eût préferé l'ambition à l'avarice, en donnant genereusement, & sans rançon, la liberté à son prisonnier, comme le lui conseilloit son Confesseur (z); (heureux les Princes, qui en ont de tels!) jamais François I. n'eût pû entrer en concurrence de gloire avec lui; ni la France oublier un si grand bienfait. Mais comme Charle-Quint, aveuglé de son bonheur, traita avec ce Prince en Marchand, & non pas en Roi, aussi, François n'exécuta de toutes les conditions du Traité de Madrid, que celle du paiement des deux millions d'écus d'Or, promis pour sa rançon: voulant donner à entendre par-là, qu'il traitoit en banquier, celui qui n'avoit pas sû le traiter en Roi [1]. Le Lecteur trouvera dans la PROTESTATION, qui est après ce Traité, les justes raisons, pour lesquelles François protesta de nullité, avant que de le signer; déclarant, en presence de François de Tournon, Archevêque d'Ambrun, de Jean de Selve, Premier Président de Paris; & de Philippe Chabot, Baron de Brion, Plénipotenriaires de France, & du Maréchal Anne de Montmorency, qui se trouvoir alors dans sa Chambre, que les conditions, que l'Empereur exigeoit de lui, étoient exorbitantes, & trop préjudiciables au bien de son Roiaume; & que, par consequent, ne les pouvant tenir, sans blesser son honneur, ni refuser aussi de les signer, sans s'exposer au danger d'une prison perpetuelle, & sans atirer une infinité de maux à son Etat, qui ne pouvoir être secouru & défendu, ni par la Régente, sa Mere, que les maladies fréquentes avoient fort afoiblie, ni par ses Enfans, qui étoient en bas âge, il entendoit garder & poursuivre les droits de sa Couronne. Don Juan Antonio de Vera dit, que Charle-Quint disant le dernier adieu à François I. le pria de lui vouloir dire ingenûment, s'il partoit avec intention d'executer le Traité de Madrid, jurant plusieurs fois en foi de Cavalier, que pour rien au monde il ne diféreroit de le metre en liberté: & que François répondit, qu'il s'en alloit avec une résolution ferme & constante d'acomplir tout ce qu'il avoit promis (a). Mais dès qu'il fut en France, il changea de langage, soutenant que les promesses faites en prison sont nulles, selon cet axiome du Droit: *Velle non creditur, qui retinetur:* à quoi Charle-Quint & son Conseil repliquoienr, que s'il étoit vrai, que les prisonniers ne pussent pas engager leur parole, pour obtenir leur liberté, il seroir inutile de traiter avec eux; & qu'ainsi, la prison seroit perpetuelle, ou la Guerre sans misericorde, pour les vaincus [2]. Chose contraire au Droit des Gens. Mais, à mon avis, rien ne rendit le procedé de l'Empereur plus odieux, que le traitemenr qu'il fit à François, après la signature du Traité, l'aiant fait garder depuis ce jour-là, jusqu'à celui de son arrivée à Fontarabie, aussi étroitement qu'auparavant, quoiqu'il eût fiancé la Reine Eleonor: ensorte que ce Prince avoit raison de se plaindre, qu'*il n'avoit jamais eû une heure, ni un moment de liberté* (b). Dans un même tems, dit Guichardin †, il étoit caressé comme beau-Frere, & gardé comme

(z) Guichardin Livre XVI. de son Histoire.

(a) Dans la Vie de Charle-Quint.

(b) à la fin de la Protestation.

† Livre XVI. de son Histoire d'Italie.

[1] Charle-Quint, qui aimoit tant à être comparé avec Alexandre, ne se piqua point d'imiter la générosité de ce Prince; qui répondit un jour à Parmenion: le Conseil que tu me donnes, est bon pour un Marchand, & non pas pour un Roi. *Quinte-Curce Liv.* IV.

[2] Tacite dit, que l'usage de faire des prisonniers, est le Commerce de la Guerre. *Annal.* 14.

comme prisonnier: d'où l'on pouvoit facilement juger, que leur concorde étoit pleine de discorde; & leur nouvelle parenté fans amour; & qu'à la premiere ocasion, leurs anciennes animositez recommenceroient avec plus de violence que jamais.

Le Traité de Madrid n'aiant point été acompli de la part de François I. [1] pour les raisons déduites dans la Protestation, dont je viens de parler, Charle-Quint, qui reconnut, mais trop tard, que plus un Traité est onéreux à l'une des parties, plus l'inobservation en est excusable, ou necessaire; fut contraint d'en conclure un autre, à des conditions plus moderées. Ce fut celui de Cambrai de mille cinq-cens vint- 1529.
neuf, en vertu duquel François retenoit le Duché de Bourgogne, qu'il avoit cedé à Charle-Quint par le Traité de Madrid; & obtenoit la délivrance de ses Enfans, moiennant l'acomplissement de son Mariage avec Eleonor, Sœur de l'Empereur, qu'il avoit fiancée en Espagne. Céte Paix fut traitée par l'Archiduchesse Marguerite [2], Tante paternelle de Charle-Quint, & Duchesse Douairiere de Savoie; & par Louise de Savoie, Mere de François: & ce qui est très-remarquable, dit le Nardi, c'est que leur Négociation fut si secrete, que les Ambassadeurs de Venise & de Florence, qui étoient presens, ne pûrent jamais rien savoir de ce qui étoit sur le tapis, quoiqu'ils en fissent de grandes instances, au nom de leurs Républiques, qui y avoient un notable interest, à cause de la Ligue-Sainte [3], concluë contre l'Empereur. Au reste, ajoûte-t-il, céte Paix deshonora beaucoup les François, qui ne pouvoient dire, pour quelle raison ils abandonnoient à la discretion de l'Empereur, leur ennemi commun, les Venitiens, leurs Alliez, qui, par cet acord, étoient obligez de rendre toutes les Villes & Places, qu'ils possedoient dans la Pouille; & les Florentins, leurs anciens amis, qui n'avoient encouru l'indignation de ce Prince, que pour avoir aidé à la délivrance du Pape, qu'il tenoit prisonnier. (c) Guichardin dit, que François I. étoit si uniquement occupé du soin de retirer ses Enfans des mains de l'Empereur, qu'il ne fit aucun scrupule de sacrifier le salut de ses Alliez à son propre interest; & que les Florentins l'aiant prié tres-instamment, de leur permetre, comme avoit fait Louïs XII. son Predecesseur, en mille cinq-cens douze, de faire leur acord avec Maximilien I. il le leur refusa, leur prometant de n'en conclurre jamais aucun avec Charles, sans les y comprendre, eux, & tous ses autres Confederez, lesquels il trompa de même. Il y avoit bien un Article, qui portoit, que les Vénitiens & les Florentins y seroient compris, pourvû qu'ils vuidassent, dans quatre mois, tous les diférends, qu'ils avoient avec l'Empereur; condition, qui leur donnoit une exclusion tacite. Il ajoûte, que François fut si honteux de leur avoir ainsi manqué de foi, qu'étant alé, après la conclusion de céte Paix, à Cambrai, pour visiter la Duchesse Marguerite: il fut quelques jours sans vouloir se laisser voir à leurs Ambassadeurs, fuiant de donner Audience à des Ministres, dont la presence lui reprochoit son injustice (d). Paul Jove dit, que lors qu'ils se plaignirent à lui du tort, qui leur étoit fait par céte Paix, il en rejetta la faute sur les deux Princesses, qui l'avoient negociée: disant, que comme les Femmes ne haïssent rien davantage que la Guerre, il ne faloit pas s'étonner, que Louïse & Marguerite se fussent si fort hâtées de conclurre la Paix [4]. On remarquera en passant, que le Doge André Gritti apelloit la Ville de Cambrai, le Purgatoire des Venitiens, à cause que toutes les Négociations, qui s'y étoient faites de son tems, entre deux Empereurs & deux Rois de France, avoient été fatales à sa Republique. Deux ans après, celle de Florence perdit sa liberté, & tomba sous la domination d'un bâtard de la Maison de Medicis, qui en fut créé Duc, en exécution du Traité fait en 1529 (e). à Barcelone, entre le Pape & l'Empereur. Par où fut acomplie la prédiction, que le fameux Jacobin Savonarole avoit faite, quelques heures avant que d'aller au suplice, à Jâques Nicolini: que les plus grandes calamitez de la Ville de Florence arriveroient sous le Pontificat d'un Clément †. Au reste, si Clément VII. fut le fleau des Florentins, sa Niéce Catherine fut, depuis, celui des François, dont il ne tint pas à elle, qu'elle n'achevât de renverser la Monarchie, par le détestable dessein qu'elle avoit, d'ôter la Couronne aux Bourbons, qu'elle haïssoit, pour y appeller les Enfans du Duc de

(c) Livre VIII. de son Histoire de Florence.

(d) Livre XIX. de son Histoire d'Italie.

(e) Le 30. de Juin, selon Guichardin, ou le 23. de Juillet, selon l'Auteur de l'Histoire *Pacificationum Austro-Hispano-Gallicarum.*

† Nardi Livre VII. de son Histoire.

[1] Comme l'avoit bien prédit le Chancelier Gattinara, qui ne vouloit point que le Roi François fût mis en liberté, qu'après la restitution éfective de la Bourgogne; disant hautement, que l'Empereur seroit la dupe d'un Traité, dont l'execution commençoit par la delivrance du prisonnier.

[2] Quelques Historiens lui adjoignent Marie, Reine de Hongrie, Sœur de Charle-Quint; & d'autres, comme le Nardi, la Reine Eleonor: mais il est constant, que celle-ci etoit alors en Espagne, d'où elle ne sortit que l'année suivante, pour venir en France, avec les Enfans du Roi son mari. Dans l'Epigramme, que Marot a faite sur la Paix de Cambrai, il fait mention de trois Princesses, qui la conclurent, & par consequent, la Reine de Hongrie étoit une des trois. Ajoutez à cela, qu'à la fin de ce Traité, *l'Archiduchesse se fait fort de la Reine Douairiere de Portugal*, Eleonor, *entant qu'il lui peut toucher.* Eleonor n'etoit donc pas une des procuratrices de l'Empereur en céte negociation, puisque sa Tante y stipuloit pour elle.

[3] Ligue fait entre le Pape Clement VII. de qui elle fut surnommée Clementine, les Venitiens, les Florentins, & le Duc de Milan, pour procurer la délivrance des Enfans du Roi François, & revendiquer le Roiaume de Naples au Saint-Siege.

[4] *Quæ pudoris plenus eam duarum Civitatum offensionem in feminas, tanquam Pacis avidiores, rejiciebat.* Hist. Lib. XXVI. Louïse & Marguerite arivérent a Cambrai le septieme de Juillet, & la Paix fut signée le cinquieme d'Aout suivant; au lieu que si elle eût été traitée par des Ambassadeurs, la negociation eut duré peut-être plus d'un an.

de Lorraine, son gendre. De sorte que ce ne fut pas sans raison, que le Cardinal de Tournon, qui connoissoit son dangereux esprit, osa lui dire un jour, qu'elle le traita de radoteux: *Madame, je n'ai jamais radoté, que lors que j'ai negocié vôtre Mariage (f).* Sur quoi il faut aussi remarquer, que céte Alliance Papale fut la premiere cause du refroidissement d'Henri VIII. Roi d'Angleterre envers François I. prétendant, que François, dans leur entrevuë de Boulogne & de Calais, lui avoit promis de ne conclurre jamais le Mariage du Duc d'Orleans, son second Fils, avec la Niéce de Clément VII. que ce Pape n'eût octroié à Henri la Bulle, qu'il demandoit pour la dissolution de son Mariage avec Catherine d'Espagne [1]. Et ce mécontentement joint aux sollicitations de Charle-Quint, qui lui redemanda son Amitié après la mort de Catherine, protestant que son ressentiment s'étoit éteint avec la Vie de sa Tante [2]; ce mécontentement, dis-je, produisit leur reconciliation aux dépens de François I. à qui ils firent conjointement la Guerre.

(f) Brantome dans Charles IX.

La Paix de Cambrai ne fut pas de longue durée, ainsi qu'il arrive toûjours des Traitez, qui sont trop onereux à l'une des parties [3]. Car François I. se plaignoit, que par celui de Cambrai, l'Empereur lui avoit si bien lié les mains, que s'il ne se les délioit lui-même, il ne pourroit jamais se méler d'aucune chose, où il y eût de l'honneur & du profit [4]. D'ailleurs, ces deux grans Princes aimoient trop la Guerre, & ne se fioient pas assez l'un à l'autre, pour être long-tems en repos. L'an mille cinqcens trente-trois, François Sforce, dernier Duc de Milan, aiant fait couper la tête à François de Merveille, qui résidoit auprès de lui en qualité d'Ambassadeur secret de France, pour avoir fait tuer un Gentilhomme du Pais; ou plûtôt pour contenter l'Empereur, qui prenoit ombrage de la correspondance, que ce Duc entretenoit avec François I. ce Roi, qui n'atendoit qu'une ocasion de r'entrer dans le Milanez, envoia le Président Poyet [5] en Savoie, pour demander au Duc passage par ses Terres. Ce Duc, qui avoit épousé la Sœur de l'Imperatrice, préférant l'amitié de son beau-Frere, à celle du Roi, son Neveu, refusa le passage, ainsi qu'il avoit refusé auparavant de préter la Ville de Nice au Pape & au Roi, pour leur entrevuë; de recevoir l'Ordre de Saint Michel, avec une pension de douze mille Ecus, & de rendre l'hommage de Foucigny. Tout cela joint ensemble, obligea le Roi de porter dans le Piémont la Guerre, qu'il avoit prétendu faire seulement au Duc de Milan. L'Amiral de Chabot entra dans la Bresse & dans la Savoie (g), sans y trouver aucune resistance, ensuite il prit Turin, & toutes les Places du Piémont jusqu'à la Doüere, & il alloit infailliblement conquerir tout le reste, si le Roi, toûjours crédule, & toûjours trompé, ne se fût pas laissé amuser par de vaines esperances du Duché de Milan, dont l'Empereur lui fesoit promettre l'Investiture pour le Duc d'Orleans, son second Fils, tandis qu'il travailloit à lui debaucher tous ses Alliez, & qu'il se preparoit à lui faire une sanglante Guerre. Mais enfin, ce qui arriva, en ces tems-là, au Duc de Savoie, qui se croïoit à l'abri de tous les orages, sous la protection de Charle-Quint, & ce qui vient d'arriver au Duc Amedée II. est une preuve évidente, que l'amitié de la Maison d'Autriche est d'un foible secours à ces Ducs contre les Armes de la France.

(g) en 1535.

Comme le Connétable de Bourbon avoit cedé à l'Empereur le droit, qu'il pretendoit avoir sur la [6] Provence, en vertu du Testament d'Anne de France, sa belle Mere, à qui René, Duc de Lorraine, avoit transporté le droit qu'il y avoit: l'Empereur enyvré de sa bonne fortune, crut, qu'il n'avoit qu'à paroitre avec son Armée, pour se faire ouvrir toutes les Portes des Villes de céte Province; mais il éprouva de-

vant

[1] Letre au Roi de Jean Dinteville, Ambassadeur de France en Angleterre, datée du deuxieme de Novembre mille cinq-cens trente-trois. Et dans une autre du septiéme du même mois, adressée au Grand Maitre Anne de Montmorency, il ajoute ce qui suit: ledit Sieur Roi m'a dit, que le Roi le lui avoit promis, non à lui seul, mais aussi à la Reine sa Femme, dernierement à Calais; & que si ledit Mariage se fesoit, sans que le Pape fit rien pour lui, il n'auroit pas grande ocasion d'estimer avoir grande amitié avec le Roi.

[2] Le Roi votre bon Frere m'a dit, que l'Empereur lui avoit écrit une Letre contenant cinq Articles, dont le quatrieme est, qu'il le prie d'oublier ce qui s'est passé entr'eux à cause du divorce de sa Tante, cessant à present l'ocasion de leurs diferends: & pour ôter tout soupçon & racine d'inimitié, il le prie de vouloir renouveller les vieux Traitez de leur amitie & confederation, lui fesant entendre, que quelque chose qu'il y ait eu entr'eux deux, il n'a pas oublié les plaisirs, benefices, & secours qu'il a reçûs, dont il se sent grandement obligé à lui, & qu'en recompense de cela, il est prest de s'emploier pour lui en toutes ses afaires, comme le meilleur ami, qu'il ait en ce Monde. *Letre de l'Evêque de Tarbe au Roi François I. datée de Londres du 19. d'Avril 1536.*

[3] *Nec credideris*, dit Tite Live Livre VIII. *ullum populum, aut hominem, in ea conditione, cujus eum pæniteat, diutius, quàm necesse sit, mansurum.*

[4] C'est comme en parle François I. dans une de ses Letres à l'Evêque d'Auxerre, son Ambassadeur à Rome, datée du 21. de Novembre 1531.

[5] Qui fut fait Chancelier en 1538. & destitué de cette dignité, pour ses concussions & malversations, en 1545.

[6] Ce droit étoit nul de toute nullité, ainsi que celui du Duc de Lorraine; car le Testament d'Anne de France ne pouvoit infirmer ni détruire celui, que Charles d'Anjou, Comte de Provence, avoit fait en faveur de Louïs XI. son Cousin Germain, & des Rois de France ses Successeurs: Clause qui donnoit l'exclusion à tous les Princes, qui n'étoient ni Rois de France, ni heritiers présomptifs de cette Couronne. Ajoûtez à cela, que la Provence étant Pais de Droit écrit, où, par consequent, l'institution d'heritier a lieu, nul autre n'y pouvoit prétendre, que celui & ceux, que Charles d'Anjou, qui en étoit legitime & paisible possesseur, y appelloit. Et c'est par ce droit qu'il avoit joui, lui-méme, jusqu'à sa mort, de ce Comté; René Roi de Sicile, son Oncle, l'aiant preferé par son Testament au Duc de Lorraine, fils de sa fille.

vant Marseille [1], & devant Arles, que les mesures, qu'il avoit prises, étoient fausses: de sorte qu'après un mois de sejour, il fut contraint de se retirer honteusement avec ses Troupes, que la fatigue & la maladie avoient déja diminuées de plus d'un tiers.

Ce fut en ce tems-là, que l'Avocat General Capel aiant remontré au Roi, que les Provinces de la Couronne étant inaliénables, il n'avoit pû ceder la Souveraineté de la Flandre & de l'Artois; & que, par consequent, Charles d'Autriche, (c'est ainsi qu'il apella l'Empereur,) étant toûjours son Vassal pour ces Comtez, & pour celle de Charolois, avoit commis crime de felonnie: il fut dit par Arrêt rendu en présence du Roi, seant en son Parlement, acompagné de tous les Pairs de France, que Charles seroit apellé par un Edit peremtoire, pour répondre au Procureur General sur ses conclusions, & voir juger la reversion & réunion de ces trois Comtez à la Couronne. L'Empereur répondit à cet adjournement, que puisqu'on le rapelloit en France, il y reviendroit avec de si bonnes pieces en main, que le Roi seroit contraint d'observer tous les Articles des Traitez de Madrid & de Cambrai. Mais tout l'efet de céte menace se reduisit à la Prise de Montreuil, & au Siége de Terouanne, où il ne gagna que des coups. Durant ce Siege, ses deux Sœurs, Eleonor, Reine de France, & Marie, Reine-Veuve de Hongrie, alors Gouvernante des Païs-Bas, s'étant avisées de faire tenir une Conference au Village de Bomy, leurs Députez convinrent d'une surséance d'armes de trois mois pour la Picardie & pour les Païs-Bas, pendant laquelle on traiteroit la Paix. Cette Treve fut peu de tems après suivie d'une autre de trois mois, pour le Piémont, le Daufiné, & la Provence. Il étoit dit par celle-ci, que l'Empereur & le Roi garderoient de part & d'autre les Places, qu'ils tenoient dans le Piémont: ce qui tournoit tout à la ruine du pauvre Duc de Savoie, qui se trouvoit également dépouillé par son prétendu Protecteur, & par son juste ennemi.

Enfin, Charle-Quint & François s'étant rendus à Nice, où le Pape Paul III. les atendoit, pour les acorder ensemble, en qualité de Pere Commun, & de Médiateur: ils convinrent, sans se voir, d'une Treve pour dix ans. Car pour une Paix finale, 1538.
jamais Paul, le plus habile Prince de son tems, ne les y pût reduire; tant leur humeur & leurs interests étoient incompatibles. Et Paul même, avant que de s'en retourner à Rome, prédit, que cette Treve ne seroit point observée, l'un voulant absolument garder & retenir le Duché de Milan; & l'autre se fesant un point d'honneur de le recouvrer, comme son bien de Patrimoine. Les speculatifs crurent alors, que le Pape n'étoit pas venu à Nice par le seul motif de les reconcilier, comme il le disoit, mais principalement, pour traiter avec Charles le Mariage de sa Fille-naturelle, Veuve du Duc de Florence, avec Octave Farnese, son petit-Fils; & pour negocier avec François, celui de Vittoria, Sœur d'Octave, avec Antoine, Fils ainé du Duc de Vendôme: & que, pour empêcher que son secret ne passât de l'un à l'autre, il se chargea adroitement de la commission de porter reciproquement la parole de l'Empereur au Roi, & du Roi à l'Empereur, sous couleur de leur épargner la peine de disputer; afin qu'ils n'eûssent pas besoin de se voir: ce qui eût indubitablement fait manquer les deux Mariages, qu'il desiroit, & sur tout celui de la jeune Doüairiere de Florence, par le moien duquel il esperoit de parvenir à l'Investiture du Duché de Milan pour les Enfans, qui en viendroient. Il est bon de dire en passant, que ce fut à Nice, que Don Pedro Sarmiento, étant à l'Audience de Paul III. l'apella, *Vuestra Ingratitud*, au-lieu de, *Vuestra Beatitud*. Equivoque, où le cœur eût plus de part que la bouche, comme l'avouë presque l'Auteur de l'Epitome de la Vie de Charle-Quint. [Quelques-uns crurent, dit-il, que Don Pedro l'avoit fait à dessein, parce que le Pape passoit universellement pour ingrat envers l'Empereur, de qui il avoit reçu plusieurs bienfaits,

[1] On remarqua quelques années après que les Villes & les personnes, dont le nom commençoit par une M. furent toujours fatales à Charle-Quint, comme le marquent ces deux vers.

Massilii, Mauri, Magdburg, Mauritius, & Metz,
Si mihi cessissent, felix per cuncta fuissem.

C'est-à-dire; si j'eûsse pû venir à bout des Marseillois, des Maures d'Alger, de Maurice, Electeur de Saxe, & des Villes de Magdebourg & de Metz, j'eûsse été heureux en toutes mes entreprises.

Il perdit son temps & ses Troupes devant Marseille en 1536. son Armée Navale au Siége d'Alger en 1541. & sa réputation à Magdebourg, dont les habitans, qu'il avoit proscrits par deux fois, lui firent sentir, que leur courage étoit plus grand que toutes ses forces: car après un long siege, il fut obligé de leur acorder la paix, sans toucher à leur Religion, ni à leur liberté. [1551.] L'année suivante, l'Electeur Maurice le contraignit d'élargir le Landgrave de Hesse, son Beaupere, qu'il tenoit prisonnier depuis cinq ans. On peut bien encore ajoûter aux deux vers Maximilien, son Neveu, & son Gendre, qui rompit à la Diete d'Augsbourg de 1550. le dessein que l'Empereur avoit de faire élire Roi des Romains le Prince d'Espagne, son Fils. Ce qui eût fait sortir l'Empire de la Branche de Ferdinand, qui le posséde encore aujourdui.

Philippe II. ne fut pas plus heureux que son Pere dans l'entreprise, qu'il fit sur Marseille, en 1596. Il avoit tant de passion pour l'aquisition de cete ville, qu'il étoit convenu avec Louis d'Aix, & Charles de Cazaux, de tout ce qu'ils avoient demandé pour la lui livrer, savoir, de leur donner à chacun vint-mille écus de revenu en fonds de terre dans le Roiaume de Naples, & la somme de cinq-cens mille écus une fois paiée, & un million d'or à la Communauté de cete Ville, avec la permission d'envoier tous les ans deux navires aux Indes, pour y trafiquer avec la même liberté & les mêmes Franchises, qu'avoient les Espagnols naturels. *D'Ossat Letre XXXIV.* Philippe III. n'eut pas un meilleur succès, que son Aieul & son Pere, dans la tentative, qu'il fit en 1605. laquelle fut incontinent suivie de la punition de Jean de Merargues, que son Ambassadeur avoit corrompu.

bienfaits, avant son Pontificat.] Que ce fût une méprise, ou une liberté volontaire, il est certain, que cette action meritoit d'être punie; & que par consequent un Ambassadeur ne la doit jamais imiter.

La Treve de Nice, conclue au mois de Juin de mille cinq-cens trente-huit, fut confirmée, au commencement de l'année suivante, par un Traité fait à Tolede entre Charles & François, qui promirent de ne faire point de nouvelle Alliance avec le Roi d'Angleterre, l'un sans l'autre. François ne s'apercevoit pas, que Charles, son plus dangereux ennemi, ne songeoit qu'à rompre la bonne intelligence, que l'Anglois entretenoit avec lui, pour s'unir ensuite avec ce Prince contre la France: bien persuadé, que si une fois il pouvoit metre la discorde entre ces deux Rois, dont la liaison étoit le frein de sa puissance, & la remore de ses entreprises, il seroit en état de tout executer.

François observa si religieusement la Treve de Nice, qu'il refusa en mille cinq-cens trente-neuf, de recevoir sous sa domination les Gantois, qui s'étoient revoltez contre la Gouvernante des Païs-Bas; & que non content d'avoir donné passage sur ses Terres à l'Empereur, & de l'avoir reçu à Paris avec des honneurs excessifs, il l'acompagna jusqu'à Saint-Quentin, & resta sur les Frontieres de Picardie, jusqu'à ce que les pauvres Gantois eûssent été réduits à la servitude. Mais Charles, qui ne croioit pas, que la reconnoissance fût une vertu de Prince, se moqua de la générosité du Roi, dès qu'il n'eût plus besoin de lui, interpretant captieusement les promesses réiterées, qu'il lui avoit faites, de donner le Duché de Milan au jeune Duc d'Orleans, & demandant, qu'avant toutes choses le Duc de Savoie fût rétabli dans ses Etats. Ce qui montroit assez, que l'intention de l'Empereur étoit d'en user en ce cas avec le Roi, comme avoit fait son Aieul Ferdinand d'Aragon avec Charles VIII. après la restitution du Roussillon; car le Piémont rendu, le Milanez n'avoit plus rien à craindre des Armes Françoises: & le Roi eût été la dupe de l'Empereur, comme le fut du loup le berger, qui lui livra ses chiens, pour avoir la Paix avec lui. Quoi qu'il en soit, le Roi reconnut, mais trop tard, que le Connétable de Montmorency l'avoit tres-mal conseillé, lorsqu'il avoit opiné contre tout le Conseil d'Etat, qu'il faloit acorder le passage à l'Empereur, sans exiger de lui aucune promesse par écrit. Et ce fut, selon l'opinion commune, la cause de la disgrace de ce Connétable, qui d'ailleurs étoit devenu suspect, depuis l'entrevuë d'Aigues-mortes de mille cinq-cens trente-huit, où tandis que le Roi & l'Empereur dinoient ensemble dans une Galére, il s'avisa, par une fausse galanterie, de demander à *Don Louis de Avila* un colier de la Toison, & de le metre subitement au cou du Roi (*h*). Action, qui donna lieu à divers Commentaires; car bien que le Roi fist semblant d'y prendre plaisir, ainsi que la politique & la civilité le requeroient; il ne laissoit pas de remarquer l'empressement, que le Connétable avoit pour l'Empereur, & de soupçonner qu'il y pouvoit avoir quelque intelligence entr'eux [1]. Soupçon, de tout tems fatal aux Ministres & aux Favoris des Princes.

(*h*) Don Juan-Antonio de Vera dans la Vie de Charle-Quint.

Richer, qui étoit present à cette entrevûë, raporte qu'entre plusieurs propos amiables, qui furent tenus de part & d'autre, „ l'Empereur dit ces propres mots au Roi:
„ Monsieur, les serviteurs sont bien souvent cause, que les Maîtres ne s'acordent pas:
„ il y a long-tems que nous serions d'acord, si nous eûssions nous-mêmes traité nos
„ affaires ensemble; mais vaut encoore mieux tard que jamais. Desormais, il nous
„ faut vivre en Paix, & laisser faire la Guerre aux autres" (*i*). A qui tenoit-il donc qu'ils ne se réconciliassent de bonne foi, & qu'ils ne missent fin à tous leurs diférends?

(*i*) Dans les Memoires de son Ambassade en Suede & en Danemarc.

Ce fut aussi dans cette entrevûë, qu'André Doria, à la tres-instante priere de Charle-Quint, obtint la permission de baiser la main à François I. dont il avoit abandonné le service, pour passer à celui de l'Empereur, son plus grand ennemi. De la maniere, dont Sleidan en parle, il ne paroît pas que le Roi fût content de voir un homme, qui avoit si vilainement tourné casaque: *Prince Doria*, lui dit le Roi, *l'Empereur, mon Frere, aiant desiré que je vous visse, j'ai bien voulu avoir cette complaisance pour lui, & vous faire cette grace à cause de l'afection qu'il a pour vous.*

Livre XII.

Enfin, le Roi François aiant perdu toute esperance d'obtenir l'Investiture du Duché de Milan pour son Fils le Duc d'Orleans; & l'Empereur, outre cela, n'aiant répondu aux plaintes, qu'il lui avoit faites du meurtre commis sur le Pô, en la personne de Cesar Fregose, & d'Antoine Rinçon, ses Ambassadeurs, que par des recriminations mal fondées: il se sentit engagé d'honneur à vanger hautement cette injure. Il fit donc arrêter à Lion George d'Autriche, Fils-naturel de l'Empereur Maximilien I. & Oncle de Charle-Quint, lequel repassoit alors d'Espagne aux Païs-Bas (*k*): & ce fut par où commença la Guerre de mille cinq-cens quarante-deux; & à l'ocasion de cette

(*k*) Sleidan Liv. XIV. an. 1541.

[1] Don Juan Vitrian convient, que François I. avoit raison de soupçonner le Connétable: *de la mala fe*, dit-il, *que por grandes sospechas y indicios bastantes tenia concebida*. Chap. LXXXI. de son Commentaire sur Comines. k.

cette Guerre, qu'il fit cette année-là une Ligue défensive avec Gustave I. Roi de Suede, qui avoit encore plus d'interest que lui, de s'oposer à l'agrandissement de Charle-Quint, dautant que de simple Gentilhomme [1] étant devenu Roi d'une Nation tres-dificile à gouverner, & qui s'étoit souvent revoltée contre ses Rois; il avoit besoin de s'afermir par quelque puissante Alliance, dans la possession d'un Roiaume, ôté à Christierne II. qui avoit épousé une Sœur de Charle-Quint. Ajoûtez à cela, qu'il étoit dit par le contrat de Mariage de Christierne, que s'il ne laissoit point d'Enfans mâles, le droit qu'il avoit aux trois Roiaumes, de Danemarc, de Suede, & de Gothie, passeroit à Charle-Quint [2]. Ainsi, Gustave aiant tout à craindre de cet Empereur, qui étoit alors presque Maître absolu de toute l'Allemagne, & François I. tout sujet de s'en plaindre: ils convinrent tous deux des Articles suivans. 1542.

I. Que les deux Rois s'entr'aimeroient, & vivroient ensemble, comme deux Freres, & se donneroient reciproquement secours l'un à l'autre, & par Mer, & par Terre, contre tous leurs ennemis, sans nulle exception, sinon de ceux qui étoient compris dans ce Traité en qualité d'Alliez; à condition neanmoins que ceux-ci demeurassent Alliez des deux Rois contractans, ou de l'un d'eux.

II. Que si l'un des deux Rois étoit contraint de faire la Guerre, soit ofensive, ou défensive, l'autre, en vertu de cette Confederation, seroit tenu de lui envoier, toute excuse cessant, six-mille hommes d'Armes, & de lui fournir autant de Navires & de Vaisseaux de Guerre, qu'il en seroit besoin pour transporter cette Milice. De sorte que si le Roi Tres-Chretien, entrant en Guerre, venoit à demander du secours au Roi de Suede, celui-ci seroit obligé de lui envoier ledit nombre d'hommes & de Vaisseaux, mais aux frais & dépens du Roi de France: & pareillement, que si le Roi de Suede, étant en Guerre, requeroit l'assistance du Roi Tres-Chretien, ce Roi lui enverroit le même secours, aux frais & dépens de la Suede.

III. Que s'il arrivoit, que le Roi Tres-Chretien fût assailli de ses ennemis, par Mer ou par Terre, de telle maniere qu'il eût besoin d'un plus puissant secours, & qu'il requît le Roi de Suede de lui envoier un plus grand nombre, ou d'hommes, ou de Vaisseaux: le Roi de Suede, en faveur de cette Alliance, & pour lui donner des preuves de son amitié fraternelle, prometoit de lui envoier le plus promtement qu'il seroit possible, tel nombre de Soldats & de Vaisseaux, qu'il demanderoit, par exemple, vint-cinq mille Suedois, & cinquante Vaisseaux, plus ou moins, selon qu'il en seroit requis: Et le Roi de France prometoit le reciproque en pareil cas: l'un & l'autre à condition, que celui à qui cette Milice auxiliaire seroit envoiée, en feroit tous les frais, & ne soufriroit point qu'il lui fût fait aucun tort ni violence, dans les Lieux, où elle seroit emploiée.

IV. Que ni l'un ni l'autre ne pourroit accepter aucunes conditions de Paix, d'Acord, ou de Treve, ni passer aucune Transaction avec l'ennemi, quel qu'il fût, sans y comprendre expressément son Allié; cette Confederation unissant si étroitement les deux Rois ensemble, qu'ils étoient comme incorporez l'un à l'autre [3].

V. Le Roi d'Ecosse étoit par eux compris dans ce Traité, aux mêmes conditions, dont ils étoient convenus tous deux: c'est-à-dire, que Gustave s'obligeoit à ce Roi, & ce Roi à Gustave, pour le secours reciproque de six mille hommes, & de certain nombre de Vaisseaux de Guerre, selon que l'un ou l'autre en auroit besoin. Et au cas que le Roi d'Ecosse, ou quelqu'un des autres Princes compris dans cette Ligue, vinst à faire la Guerre au Roi de France, ou au Roi de Suede, il étoit dit, que le Roi Tres-Chretien seroit obligé de donner secours au Suedois, & le Suedois au Roi de France, & non point à celui, qui leur feroit la Guerre.

Il y avoit un Article separé de même date que le Traité, par lequel François I. en faveur de son Alliance avec la Suede, & pour marque du desir qu'il avoit, de la rendre indissoluble, acordoit aux Ambassadeurs de Gustave la permission d'acheter en France, & de transporter en Suede, tout le sel [4] dont leur Prince auroit besoin, sans paier pour cette fois aucun droit de gabelle, jusqu'à la valeur de six mille écus d'Or au soleil. Grace dautant plus considerable, que le Roi ne l'avoit jamais faite à pas un de ses Alliez, comme il est marqué dans la Preface de cet Article; que ce droit est un Patrimoine de la Couronne. Mais il étoit dit aussi, que ce sel ne pourroit être transporté qu'en Suede, & que pour faire foi de ce transport, les Ambassadeurs de Suede,

[1] Gustave ne laissoit pas d'être de naissance tres-illustre du côté maternel, Brigitte Stur, Mere de son Pere, étant descendue du coté des Femmes, d'une Sœur ou d'une Fille d'Eric Roi de Suede, qui regnoit en l'an 1150. *David Chytreus in Chronico ad ann.* 1520. Et sa Mere, qui s'apelloit Cecile de Eka, étoit Petite-fille du Roi Charles VIII. surnommé Canut, *Loccenius in Vita Gustavi I.*

[2] Charle-Quint pouvoit donc alors se porter pour Heritier de ces Roiaumes, le Prince de Danemarc, son Neveu, étant mort à Ratisbonne dès l'année mille cinq-cens trente-deux, & ne restant plus que deux Filles à Christierne, détenu prisonnier au Château de Sunderbourg en Holstein.

[3] *Hoc novo & arctissimo fœdere sic inter se sunt devincti, ac velut in unum corpus conglutinati ..... ut quasi hoc fœdere unum corpus effecti.*

[4] Alors la Suede manquoit de sel, & n'en pouvoit tirer d'ailleurs, à cause que le passage du Sund étoit fermé par le Roi de Danemarc.

Suede, ou leurs Deleguez, feroient tenus d'en envoier un certificat du Roi leur Maître, au Roi Tres-Chretien, à la premiere ocasion qui se presenteroit.

A propos de ce Traité, il est bon d'obferver en paffant, qu'il fut fait par le Chancelier Poyet, & par l'Amiral Chabot, tous deux également fameux sous le Regne de François I. par leur faveur & par leur disgrace: l'un justement puni [1] pour avoir abusé fouvent de l'autorité des Loix, dont il étoit l'interprete & le dispensateur; l'autre parfaitement homme-de-bien, mais qui l'année precedente, avoit été condanoé par Poyet, comme criminel de peculat & de leze-Majesté, quoique tout fon crime fût de s'être fait fort de fon innocence contre les menaces de fon Roi, pour ne s'être pas defié de la vénalité des Juges: l'un mort dans la pauvreté & dans l'ignomioie, comme il le meritoit; & l'autre dans l'estime de fon Prince, & dans l'aplaudiffement universel de fon innocence reconnuë [2]. Conrad à Phy, le premier des quatre Ambaffadeurs de Gustave, lequel de fimple Jurisconfulte étoit parvenu en Suede, comme Poyet en France, à la dignité de Grand-Chancelier du Roiaume, fut pareillement privé de cette Dignité, & condanné à prifon perpetuelle, pour s'être laiffé corrompre par argent dans fes Ambaffades de France & de Danemarc, où il avoit traité plusieurs chofes d'importance à l'infû de fon Prince, & de fes Collégues (*l*).

(*l*) Loccenius Liv. VI. de fon Histoire de Suede.

Au reste ce Traité avoit été ébauché en 1541. à Châtelleraud, entre un Secretaire de Gustave, & Christofe Richer, Secretaire & Valet-de-Chambre de François I. lequel avoit été auparavant Secretaire du Chancelier Poyet, & fut envoié depuis en Suede, & en Danemarc, pour des Négociations d'importance, dont il s'aquita fort heureufement. Il est fait mention honorable de lui dans la Préface du même Traité, où il est dit, que ce fût par fon Ministére, que les deux Rois commencérent à s'aimer fi ardemment, qu'ils voulurent s'unir enfemble par le lien d'une Confederation perpetuelle. Il y entroit auffi une raifon d'interest, ainfi que dans toutes les amitiez des Princes: c'est que Gustave aiant été averti, que tout le fel & tous les vins, que les Marchands Hollandois portoient dans le Septentrion, & particulierement en Suede, étoient falfifiez & corrompus; il ne trouva point de meilleur remede à cette tromperie, que de traiter directement avec le Roi de France, pour établir un Commerce mutuel entre leurs Sujets, par un échange des cendres d'argent, des cuivres, des fourures & hermines, des cuirs, & des autres Marchandifes, dont la Suede abonde, contre le fel, les vins, les draps de Soie & de laine, & les toiles de France; fefant reprefenter à François I. que les Hollandois falfifioient auffi bieo les Marchandifes de Suede, qu'ils debitoient en France: que le fel & le vin François, qu'ils debitoient en Suede: & que comme l'amitié est toûjours plus grande de Roi à Roi, que de Roi à Marchand, il aimoit mieux que le Roi Tres-Chretien eût le profit, que les Hollandois tiroient du Commerce de Suede, que de le laiffer à des gens, qui s'enrichiffoient à force de tromper, & de furvendre. Richer ajoûte, que Gustave, bien informé du profit immenfe, que le Roi de France tiroit de la distribution du fel à fes Sujets, avoit deliberé d'en ufer de même avec les fiens, & d'établir, pour cet éfet, des Magafins garnis de fel, où chaque chef de Famille fût obligé de venir prendre fa provifion annuelle, & de lui paier, outre le prix du fel, dont il prétendoit fe faire l'unique Marchand en Suede, le droit de gabelle, qu'il impoferoit en qualité de Roi. Ce qui devoit augmenter infiniment fon revenu, tant pour lui, que pour fes Succeffeurs. D'ailleurs, comme il étoit Roi nouveau, & par conféquent expofé à l'envie de tous les Seigneurs du Païs, qui étoient auparavant fes égaux; & au reffentiment de toute la Maifon d'Autriche, qui en ce tems-là étoit la plus puiffante de l'Europe: il cherchoit à procurer à fes Enfans des Mariages avantageux, par le moien desquels ils puffent être en état de fe maintenir, malgré leurs ennemis, dans la poffeffion de la Couronne, qu'il leur avoit aquife. Dans un Acte feparé du Traité, les Ambaffadeurs de France & de Suede font mention de deux Mariages propofez pour les deux Fils de Gustave, favoir, d'une (*m*) Fille de la Maifon de Bretagne, pour l'aîné; & d'une Fille du Duc de Montpenfier, pour le fecond; la conclufion desquels, ainfi que de deux autres Articles, est remife à un autre tems, pour en traiter plus à loifir. Mais cette Negociation ne paffa pas plus loin.

(*m*) C'étoit une Fille de René de Broffe Comte de Pentiévre.

Vers la fin de l'année 1541. François I. avoit fait un Traité de Confederation avec le Roi de Danemarc Chrestien III. qui quelque tems auparavant s'étoit montré bien afectionné à la Couronne de France, en voulant bien accepter le colier de l'Ordre de Saint-Michel, ainfi qu'il est expofé dans le préambule de ce Traité. Auffi François I. pour

[1] Ce Traité fut conclu au mois de Juillet 1542. & Poyet fut arrêté au mois d'Aoust fuivant, & destitué au mois d'Avril 1545. Sleidan dit, que pour parer ce coup, qu'il avoit prévu, il s'étoit fait Ecclefiastique, quelques mois auparavant, en efpérance de devenir Cardinal, & d'éviter, à la faveur de la pourpre, la recherche & la punition de fes crimes. *Livre IV. de fon Histoire.*

[2] François I. lui donna fon abolition par Letres Patentes, & fit revoir fon procès par le Parlement de Paris, qui le declara innocent, & par conféquent quite de l'amende de 70000. écus, à laquelle Poyet l'avoit condanné. Cela fe paffa au mois de Mars de 1542.

pour témoigner l'estime particuliere, qu'il faisoit de son amitié, nomma & commit le Cardinal de Tournon, son Premier Ministre; le Chancelier Poyet, l'Amiral Chabot, & le Maréchal Annebault, pour traiter en son nom avec les trois Ambassadeurs de Danemarc, & tous ensemble ils convinrent des Articles suivans.

I. Que les deux Rois s'aimeroient d'une amitié fraternelle, & s'entr'apelleroient Freres; qu'ils procureroient le bien & l'avantage l'un de l'autre, & empêcheroient reciproquement tout ce qui pourroit faire dommage à l'un ou à l'autre; en sorte que si les Etats de l'un ou de l'autre étoient ataquez, ils seroient obligez de s'entresecourir de toutes leurs forces, contre qui que ce fût, sans nulle exception, pourvû qu'il ne s'agist point d'ébrecher les droits du Saint-Empire [1].

II. Que s'il arrivoit que le Roi Tres-Chretien fist Guerre ouverte à ses ennemis, quels qu'ils fussent, le Roi de Danemarc empêcheroit de tout son pouvoir, que les ennemis de la France ne passassent par ces détroits de Mer, qu'on apelle *Simet*, soit pour emporter, ou pour aporter aucunes Marchandises, Vivres, &c. ni pour toute autre cause, afin que le besoin & la disete les contraignissent à demander la Paix.

III. Que le Roi de Danemarc, au cas qu'il en fût requis à tems par le Roi Tres-Chrètien, leveroit en son propre nom, mais aux frais & dépens du Roi Tres-Chretien, une Armée composée de Soldats Alemans, & fourniroit les Vaisseaux pour les transporter en France.

IV. Le même Roi prometoit d'envoier en tems de Guerre au Roi Tres-Chretien, & en tel endroit qu'il plairoit à Sa Majesté, six Vaisseaux de Guerre, équipez de toutes les choses necessaires, avec mille Fantassins, outre les Matelots, & d'entretenir lesdits Navires & Soldats à ses propres dépens au service de François I. durant trois mois, à compter du jour qu'ils seroient arrivez sur les Côtes de France: comme aussi de faire tout ce qu'il sauroit devoir être agreable au Roi Tres-Chretien.

V. Que si le Roi de France vouloit emploier par Terre l'Infanterie, qui se trouveroit sur les six Vaisseaux Danois, il le pourroit faire librement, mais à ses frais, & à la charge de donner à ces Soldats la même paie, qu'il avoit acoûtumé de donner aux Alemans: & que pareillement, si le Roi de Danemarc vouloit se servir de l'Infanterie du Roi Tres-Chretien dans les Terres de son obéïssance, il l'entretiendroit à ses dépens.

VI. Que si, après les trois mois passez, la Guerre duroit encore, le Roi Tres-Chretien pourroit retenir à son service, avec ou sans les six Vaisseaux, les mille Danois, sans que le Roi de Danemarc les pût rapeller, durant tout le cours de la Guerre: à condition qu'ils seroient nourris & entretenus comme les autres Alemans, aux dépens du Roi Tres-Chretien, qui en pareil cas en useroit de même envers le Roi de Danemarc.

VII. Le Roi Tres-Chretien prometoit reciproquement d'envoier en Danemarc douze Vaisseaux de Guerre, avec deux mille hommes de pied, outre les Matelots, & de les entretenir quatre mois entiers, au service du Roi de Danemarc: voulant bien, comme plus puissant, porter une plus grande charge, d'autant qu'il n'ignore pas, que le Roi de Danemarc ne peut pas, sans beaucoup de dépense, empêcher le passage des détroits, dits *Simet*, ainsi qu'il a promis de faire à ses frais.

VIII. Mais comme il n'y a rien en ce monde, qui puisse durer toûjours; & qu'il seroit impie de demander à Dieu plus qu'il ne convient à la condition mortelle des hommes; les Deputez des deux Rois ont jugé, qu'ils feroient assez, s'ils établissoient cette sainte Alliance, pour toute la Vie des deux Princes, & pour dix ans encore après leur mort; en sorte neanmoins qu'avant les dix ans expirez, le Successeur de l'un seroit en droit de prier l'autre, ou son Successeur, de lui declarer, s'il pretendoit renouveller cette Confederation & Amitié par un nouveau Traité: sur quoi l'autre seroit obligé de lui notifier sa volonté, avant que le terme expiràt, les Loix de l'amitié le requerant ainsi.

IX. Il étoit dit, que les Ports & les Rivieres, tant de France, que de Danemarc, seroient ouverts à tous les Sujets des deux Rois, lesquels y pourroient exercer leur Commerce, vendre & acheter, librement, sûrement, & sans aucun empêchement: à la charge toutefois, que les Soldats de l'une ou de l'autre Nation, qui seroient dans l'un ou dans l'autre Roiaume, s'abstiendroient de toute violence & rapine, & se comporteroient de part & d'autre, comme doivent faire des Amis, Alliez, & Confederez.

X. Que les deux Rois jureront sur les Saints Evangiles corporellement touchez, en presence des Ambassadeurs, ou Commissaires à ce Députez, aussi-tôt qu'ils en seroient requis, d'observer, garder, & acomplir réellement & de bonne foi, tous les Points & Articles ci-dessus énoncez, & de les faire observer de même à leurs Sujets; & donneroient reciproquement aux Ambassadeurs, l'un de l'autre, le même serment par écrit, & signé de leur main. XI. Les

[1] Car les Rois de Danemarc sont Feudataires de l'Empire en qualité de Ducs de Holstein.

XI. Les deux Rois prometoient d'agréer, aprouver, & confirmer ce Traité en tous ses Points & Articles, & d'en fournir reciproquement leurs Lettres de Ratification, dressées en bonne forme, signées de leur main, & scellées de leur grand Seau, dans le terme de six mois, à compter du jour de la date de ce present Traité.

Au reste, la Guerre, que François I. recommença en 1542. contre l'Empereur, fut veritablement la plus rude & la plus meurtriere de toutes celles, qu'ils avoient euës ensemble: mais, selon le sort ordinaire des choses extremement violentes, elle ne fut pas de longue durée: car, après la levée honteuse du Siege de Landrecy, & la perte de la Bataille de Cerisolles, & du Marquisat de Montferrat en 1543. l'Empereur aiant reconnu, que tandis qu'il étoit ocupé à se défendre contre les François; & Ferdinand, son Frere, contre les Turcs; l'Alemagne, qu'il s'étoit proposé d'asservir, affermissoit de jour en jour sa liberté, & pourroit à la fin saper les fondemens de la Puissance Imperiale: il commença à desirer la Paix, pour se délivrer de cinq Armées, qui ravageoient en même temps le Brabant, le Luxembourg, l'Artois, le Roussillon, & le Piémont. Sur quoi Louis Alamani, Gentilhomme Florentin, qui étoit au service de François I. dit dès le commencement de ce Traité: que la Paix ne pouvoit pas manquer de se faire entre l'Empereur & le Roi, parce que l'un en avoit grande envie; & l'autre, grand besoin.

1544. Les principaux Articles de cette Paix, qui fut concluë à Crespi en Laônois, étoient, Que l'Empereur donneroit sa Fille-ainée, ou celle de son Frere, au Duc d'Orleans, avec le Duché de Milan, ou tous les Païs-Bas: Que s'il donnoit le Milanez, il retiendroit les Châteaux de Milan & de Crémone, jusqu'à ce qu'il y eût un Enfant mâle de ce Mariage: Que si sa Fille, ou sa Niéce, venoit à mourir sans Enfans, ce Duché retourneroit à l'Empereur, le Roi y retenant son droit: Que si l'Empereur cedoit les Païs-Bas à sa Fille, le Roi renonceroit au Roiaume de Naples & au Milanez, tant pour lui, que pour ses Enfans: Que le Roi rendroit toutes les Terres au Duc de Savoie, & la Ville de Stenay au Duc de Lorraine: enfin, que tout ce que l'Empereur & le Roi s'étoient pris l'un à l'autre depuis la Treve de Nice, seroit restitué de part & d'autre.

Il est manifeste, que ce Traité étoit tres-avantageux au Duc d'Orleans, mais qu'il préjudicioit notablement aux droits de la Couronne [1]. C'est pourquoi le Daufin, qui s'y trouvoit lesé, & qui d'ailleurs portoit envie à son Frere, pour qui le Roi avoit plus de tendresse que pour lui, protesta contre, en presence des Princes du Sang: mauvais augure pour cette Paix, qui en éfet ne fut pas mieux observée, que tous les Traitez precedens. L'Amiral Annebaut étant alé à Bruxelles, pour la faire ratifier & signer à l'Empereur, qui pour lors étoit horriblement travaillé de la goute, l'Empereur lui dit avec un enjouement serieux: *Amiral, il faudra bien, que j'observe ce Traité, car qui ne peut pas tenir la plume, pourra encore moins empoigner la lance* (*n*). Ainsi la mort du Duc d'Orleans, qui arriva au mois de Septembre de l'année suivante, lui vint bien à propos, témoin la réponse qu'il fit à l'Envoié, qui lui en porta la nouvelle: que celui, à qui il avoit promis le Duché de Milan étant mort, il se croioit entierement quitte de sa parole.

(*n*) Don Juan-Antonio de Vera dans la Vie de Charle-Quint.

(*o*) On avoit toûjours cru, dit un Auteur Alemand, que l'Empereur ne tiendroit que fort à regret la promesse, qu'il avoit faite en faveur du Duc d'Orleans. Car soit qu'il lui donnât les Païs-Bas, ou le Duché de Milan, l'une ou l'autre condition lui étoit tres-onereuse. Mais la Fortune, qui avoit toûjours secondé ses vœux & ses Interests, le favorisa encore en céte ocasion, le jeune Prince étant mort de la Peste à [2] Forestmoûtier, peu de jours après leur entrevûë. Ce qui lui sauva le déplaisir d'exécuter une Transaction, qui lui étoit si préjudiciable, ou du moins la honte & le reproche de manquer à la foi d'un Traité solennel [3].

(*o*) George Braudlacht Chap. IX. de son Histoire des Pacifications.

Au reste, les François ne furent pas plus afligez de céte mort que lui, prévoiant, que si le Mariage de ce jeune Duc se fût acompli avec la Fille ou la Niéce de l'Empereur, céte Alliance auroit peut-être excité d'étranges querelles & Guerres entre les deux Freres, après la mort du Roi François leur Pere.

Quant au Duché de Milan, pour le recouvrement duquel ce Roi avoit une si forte passion, Mezeray dit fort à propos, que *l'Empereur s'en servit comme d'un leurre pour l'amuser, & pour le mener en lesse jusqu'à la fin de sa vie.* Le Commentateur Espagnol de Comines dit, que le Cardinal de Lorraine & le Connétable de Montmorency

[1] Nos Rois ne les peuvent ceder au préjudice de leurs Successeurs, qui ne tiennent pas la Couronne d'eux, mais de la Loi fondamentale du Roiaume, qui la donne au Fils-ainé du Roi, ou, s'il n'a point d'enfans, à son plus proche heritier.

[2] Le Laboureur dit, que ce Prince se plaisoit fort à courir les rues durant la nuit, pour se batre contre ceux qu'il y rencontroit; & qu'après avoir mené cete vie quelque tems, il ala temerairement défier la mort dans une maison pestiferée, ou il voulut loger exprès. *Chap.* VIII. *du Liv.* VI. *de ses Additions aux Memoires de Castelnau.*

[3] Le Jurisconsulte Menochio dit, que les peuples du Milanez furent si joieux de la Paix de Crespy, que tous les prisonniers furent delivrez dans toutes les Villes du Duché. *Liv. II. Arbitr. quæst. cas.* 302.

Montmorency étant alé trouver l'Empereur à Gand, en 1540. pour demander l'exécution de céte promesse, il ofrit de donner plûtôt les Païs-Bas au Duc d'Orleans, avec le titre de Roi: parce qu'il estimoit beaucoup plus le Milanez, quoique de petite étenduë, à cause du voisinage de l'Espagne, que tous les grans Etats de Flandre, dont la défense & la conservation étoit également dificile, & onereuse à ceux de Castille, à cause de leur éloignement (*p*). Ajoûtez à cela, que Charle-Quint connoissoit trop bien son interest, pour laisser aprocher les François du Roiaume de Naples, auquel le Milanez sert de rempart. Et c'est pour cela que dans la Negociation de la Paix des Pirenées, le Cardinal Mazarin aiant proposé à Don Louïs de Haro, de remettre au Roi Catholique toute la dot de l'Infante, pourvû que les conquêtes, que le Roi Tres-Chrêtien avoit faites depuis l'année 1656. lui demeurassent toutes entieres: Don Louïs, bien loin de le prendre au mot, dit qu'il s'en faloit tenir à ce qui avoit été arrêté entr'eux; ne craignant rien davantage, que de nous laisser la moindre Place dans le Milanez, où nous tenions alors Valence & Mortare, que l'on étoit convenu de rendre (*q*). Le Cardinal d'Ossat marque dans une de ses Lettres †, que les Espagnols sont plus jaloux du Duché de Milan, que de tout le reste des Etats d'Espagne; & que le Duc de Sesse avouoit, qu'il n'aprehendoit rien plus, que de voir les François entrer dans le Piémont, à cause du voisinage du Milanez.

(*p*) Chapitre C. Note EE.

(*q*) Lettre du Cardinal Mazarin du 30. Aout 1659.

Je finirai l'Article du Traité de Crespy, par la remarque d'une chose, qui ne doit pas être oubliée: c'est qu'Etienne de Neuilly, Collégue du Seigneur d'Annebaut, y donna un souflet au Pere Gabriel de Gusman, Confesseur de la Reine Eleonor, lequel negocioit pour l'Empereur. Violence, dont il fut bien puni l'année suivante; car aiant été proposé au Roi, pour templir la place du Chancelier Poyet, le Cardinal de Tournon le fit exclurre, disant, qu'un homme si emporté n'étoit pas digne d'être, ni Plénipotentiaire, ni Chancelier; & que celui, qui avoit l'humeur & les mains d'Ismaël, ne devoit jamais être le souverain Arbitre des Loix. C'est ce Pere de Gusman, qui avoit fait les premieres ouvertures de la Paix au Confesseur de François I. d'où le Traité de Crespy, fut apellé *la Paix des Confesseurs*.

† Lettre XII.

COMME les Traitez faits entre la France & l'Angleterre, sous le Regne de François I. ont beaucoup de raport avec les afaires, que Charle-Quint & ce Roi eurent à demêler ensemble, il me semble necessaire ici de parler au moins des principaux, en commençant par celui de Londres de 1518. lequel fut conclu par Guillaume Gouffier de Bonnivet, Amiral de France; Etienne Poncher, Evêque de Paris; François de Rochechoüart de Chandenier, Senéchal de Toulouse, & Gouverneur de la Rochelle; & Nicolas de Neufville de Villeroy, Secretaire des Finances, au nom du Roi: & par le Duc de Nortfolch, Grand Tresorier & Marêchal d'Angleterre; l'Evêque de Durham, Garde du Privé-seel; le Comte de Worcester; & l'Evêque d'Ely, au nom d'Henri VIII.

TRAITEZ AVEC L'ANGLETERRE. 1518.

La Preface de ce Traité en explique le motif, qui étoit de marier François, Daufin de France, avec la Princesse Marie, alors Fille unique d'Henri, qui en faveur de ce Mariage prometoit de rendre, quarante jours après l'échange des Ratifications, la Ville & le Terrinoire de Tournay, qu'il ocupoit depuis l'année 1513. comme aussi la Ville de Morragne, & l'Abbaïe de Saint-Amand, pour la Somme de six cens mille écus d'Or: sur laquelle François devoit paier cinquante-mille francs comptant, le jour que ces Villes lui seroient renduës; & le reste de six mois en six mois: & pour assurance, donner en ôtage huit Gentilshommes François, riches de Patrimoine, lesquels seroient gardez dans la Ville de Londres, & y vivroient à leurs dépens, jusqu'à l'entier acomplissement du Traité: en sorte que si quelques-uns d'entr'eux venoient à mourir, ou étoient obligez de retourner en France, pour cause de maladie, ou pour se marier, le Roi seroit tenu d'en envoier d'autres à leur place, de pareille qualité, & de Patrimoine équivalent, un mois après que le Roi d'Angleterre l'en auroit averti.

Il étoit dit par les autres Articles, que s'il arrivoit par la faute du Roi de France, ou des siens, que le Daufin, [qui n'avoit pas encore un an,] n'épousât pas la Princesse Marie, [qui en avoit quatre,] le Roi, ou ses Héritiers & Successeurs, rendroient de bonne foi, & sans délai, au Roi d'Angleterre, ou à ses Successeurs, ladite Ville de Tournay, avec tout son Territoire, & toutes ses Apartenances; comme aussi tous les fruits, dont ils auroient joüi depuis ce tems-là, sans pouvoir mettre en ligne de compte les réparations, qu'ils y auroient faites: auquel cas le Roi d'Angleterre seroit tenu de rendre pareillement au Roi de France, & de terme en terme, toutes les sommes, qu'il se trouveroit alors avoir reçûës sur les six-cens mille écus d'Or ici mentionnez. Que si au contraire l'empêchement de ce Mariage venoit du côté du Roi d'Angleterre, le Roi de France retiendroit Tournay & le Tournesis, mais avec obligation de paier à Henri, ou à ses Successeurs, la somme promise de six-cens mille écus d'Or, ou ce qui en resteroit alors à paier, & ce, dans les termes specifiez ci-dessus.

Que le Roi Tres-Chrêtien, après qu'il seroit rentré dans Tournay, ne feroit, ne

traiteroit, & n'atenteroit rien, ni ne permetroit point non plus, que les Habitans de la Ville & du Territoire de Tournay allent & entreprissent rien, qui pût tourner, en aucune maniere, au préjudice & au dommage de Charles, Roi des Espagnes: & que Charles en useroit de même envers la Ville, le Territoire, les Bourgeois, & les autres Habitans de Tournay.

Il est encore parlé du Mariage de François, Daufin de Viennois, avec Marie, Fille
1520. unique d'Henri VIII. dans le Traité de Guines de 1520. par lequel François I. promet de plus au Roi d'Angleterre, de lui paier tous les ans cent mille francs, jusqu'à la celebration & consommation efective de ce Mariage: s'obligeant, lui, & ses Successeurs, de continuer encore après ledit Mariage, la même pension à Henri durant toute sa vie.

Il est dit encore, que si Henri vient à mourir sans Enfans mâles, & la Princesse Marie à lui succeder au Roiaume d'Angleterre, après l'acomplissement de son Mariage avec le Daufin de France: en sorte que ledit Seigneur Daufin, en vertu du droit de sa Femme, soit Roi d'Angleterre, & en possession de céte Couronne: en ce cas, le Roi Tres-Chrêtien, son Pere, & ses Successeurs, paieront, & feront paier à perpetuité à la Reine Marie, durant sa vie; & après sa mort, aux Enfans procréez de son corps en loial Mariage, la Somme de cent mille francs, faisans cinquante-deux mille six-cens trente écus d'Or au Soleil, & soixante soûs Tournois.

1525. Après la prise de François I. à la journée de Pavie, la Regente, sa Mere, fit, au mois d'Août suivant, un Traité de Confederation avec Henri Roi d'Angleterre, pour parvenir à sa délivrance, lequel portoit, qu'Henri, tant pour le bien de la Paix, que pour l'amour singulier qu'il portoit au Roi Tres-Chrêtien; comme aussi à la priere & en consideration de Madame la Regente de France; emploieroit tout son credit auprès de l'Empereur, son Neveu, pour le resoudre à traiter avec le Roi François à des conditions honnêtes & raisonnables. Tous les autres Articles concernent la liberté du Commerce entre les Sujets des deux Roiaumes; la reparation des dommages faits de part & d'autre, soit par Mer, ou par Terre, depuis le commencement de la derniere Guerre; & l'abolition entiere des impôts onereux, mis par l'un ou l'autre des deux Rois sur les Marchandises & les danrées de France, ou d'Angleterre.

Ensuite, il est dit, que le Roi Tres-Chrêtien ratifiera, autorisera, & confirmera tous ces Articles par des Lettres Patentes signées de sa main, & scellées de son grand Seau, lesquelles il enverra & fera tenir au Roi d'Angleterre, dans le terme de trois mois, à compter du jour de la date de ce Traité: & que si à cause de sa détention, & de son absence de France, il ne peut pas fournir lesdites Lettres de Ratification, en ce cas il confirmera & aprouvera par des Lettres écrites de sa propre main, & de la teneur, dont on est convenu, tout ce que les Sieurs Jean Brinon, Premier President de Roüen; & Jean Joachim de Passan, Seigneur de Vaux; Ambassadeurs, Commissaires & Procureurs de Madame la Regente, ont fait & promis pour lui, & en son nom: lesquelles Lettres seront mises, dans le tems spécifié, entre les mains du Deputé, ou des Deputez du Roi d'Angleterre.

Et comme, lors que ce Traité se fesoit, le Roi étoit prisonnier en Espagne, & qu'ainsi il y avoit lieu de craindre, qu'il ne le voulût pas accepter, aprouver, ni confirmer, lorsqu'il seroit en liberté, & de retour en France: pour ôter tout sujet de contestation & de diférend, il fut acorde & conclu, que Madame la Regente, en vertu de sa Regence, renonçant expressément au Senatusconsulte Velleien (r), & à tous autres remedes, cauteles, & exceptions, tant de droit que de fair, ratifieroit & confirmeroit, dans deux mois, par des Lettres conçûës en bonne & sufisante forme, signées de sa main, & scellées de son grand Seau, tout ce que ses Ambassadeurs & Procureurs avoient fait, arrêté, & conclu, tant en ce present Traité, que dans les autres precedens: prometant de l'observer de point en point, & de le faire observer & acomplir par le Roi, son Fils, & par ses Héritiers & Successeurs; & d'en fournir au Roi d'Angleterre ses Lettres de Ratification & d'Obligation, où la clause de ladite Renonciation seroit inserée, dans trois mois, à compter du jour de la date de ce Traité. Et que pour plus grande assurance, le Cardinal de Bourbon, le Duc de Vendôme, son Frere; le Duc de Longueville, le Comte de Saint-Pol, le Seigneur de Lautrec, le Comte de Cominges, le Seigneur de Montmorency, le Seigneur de Brezé, Grand-Senéchal de Normandie; le Comte de Brionne; comme aussi les principales Villes du Roiaume, savoir, Paris, Lion, Orleans, Toulouse, Amiens, Rouen, Bordeaux, Tours, & Reims, jureroient & prometroient, dans trois mois après la date de ce Traité, d'en observer & acomplir fidelement tout le contenu, & d'en envoier, chacun, & chacune separément, au Roi d'Angleterre, ou à ses Héritiers & Successeurs, leurs Lettres Obligatoires, dressées en la forme spécifiée par les Ambassadeurs, & scellées de leurs Seaux particuliers.

(r) C'est une Ordonnance, qui declare les Femmes incapables d'être caution.

Enfin, il fut dit, que les trois Etats de Normandie & de Languedoc ratifieroient & confir-

confirmeroient, dans trois mois, tout ce que lesdits Ambaſſadeurs avoient traité, conclu, & promis au nom du Roi, de la Regente ſa Mere, des Grands, & des Villes du Roiaume; & que les Parlemens de Paris, de Toulouſe, de Roüen, & de Bordeaux, l'autoriſeroient, chacun par un Arreſt. Et tout cela ne ſe fit avec tant de ceremonie, que pour engager davantage le Roi d'Angleterre dans les intereſts de François I. qui ſans cela couroit risque de paſſer peut-être le reſte de ſes jours à Madrid.

Ce Traité de la Regente fut ſuivi d'un autre fait à Hamptoncourt, un an après, pour procurer la délivrance des Enfans de France, qui étoient en ôtage en Eſpagne. Celui-ci portoit, que le Roi Tres-Chrêtien ne traiteroit point avec l'Empereur, ni par ſoi, ni par autrui, directement ni indirectement, ouvertement ni en ſecret, du recouvrement de ſes Enfans, ni de toute autre afaire; & ne pourroit même accepter les conditions, que l'Empereur lui offriroit de ſon propre motif, ni ratifier aucune choſe traitée en ſon nom, avec ledit Empereur, ſans comprendre le Roi d'Angleterre dans le même Traité, ou dans la même acceptation, & demander telles aſſurances pour le paiement de pluſieurs groſſes Sommes d'argent, qui lui ſont dûës par l'Empereur, qu'il eût lieu d'en demeurer content. Que quelque Traité que fit le Roi Tres-Chrêtien avec le même Empereur, il n'y acorderoit & ne concluroit rien, qui pût en nulle façon prejudicier, déroger, ni porter coup aux Traitez de Paix & de Confederation faits entre les deux Rois, ni infirmer les Articles arrêtez entr'eux le 30. d'Août 1525. 1526.

Que le Roi Tres-Chrêtien ne donneroit, ni par ſoi, ni par autrui, directement ou indirectement, ouvertement ou en ſecret, ſous quelque pretexte que ce fût, non pas même en vertu des Traitez precedens faits avec lui, aucun ſecours, argent, conſeil, ou faveur à l'Empereur contre le Roi d'Angleterre, dans la Guerre que celui-ci pourroit lui faire, ſoit par Mer, ou par Terre, pour le recouvrement des ſommes, qui lui étoient dûës, ou pour toute autre cauſe que ce fût.

Que pareillement le Roi d'Angleterre, ſous quelque pretexte que ce fût, ne traiteroit avec ledit Empereur, ni par ſoi, ni par Deputez, directement ni indirectement, &c. du paiement de toutes les Sommes, qui lui étoient dûës par l'Empereur, ni de toute autre afaire; ne recevroit aucun argent de lui en vertu des Traitez faits avec lui, anterieurs à la date de celui-ci; n'accepteroit aucunes propoſitions d'acommodement, & ne ratifieroit aucune choſe traitée & concluë en ſon nom, avec le même Empereur, ſans traiter & convenir, en même tems, de la délivrance des Enfans du Roi, qui étoient en ôtage en Eſpagne, pour un million d'écus d'Or, que le Roi Tres-Chrêtien s'ofroit de paier dans les termes, qui ſeroient preſcrits & limitez par le Roi d'Angleterre: lequel s'obligeoit auſſi de comprendre ledit Roi Tres-Chrêtien dans le même Traité, & de n'y rien paſſer & conclure, qui pût en nulle maniere préjudicier, ni déroger aux Traitez de Paix & d'Amitié faits entr'eux, ni infirmer les Articles, dont ils étoient convenus enſemble au mois d'Août de 1525.

Après le Traité d'Hamptoncourt, il s'en fit un autre à Weſtmunſter le trente d'Avril de 1527. lequel portoit, que François I. & Henri VIII. envertoient leurs Ambaſſadeurs à l'Empereur, pour l'exhorter à délivrer les Enfans de France à des conditions honnêtes & raiſonnables, non pas telles que lui même pouvoit les exiger, comme vainqueur; mais telles que le beſoin preſent des afaires, & le repos de la Chrêtienté, les requeroient; n'étant pas juſte qu'il ſe fit juge en ſa propre cauſe, ni que ſon intereſt fût la regle de ſes pretentions: l'équité voulant au contraire, que comme la fortune de la Guerre eſt journaliere, & tous les Princes expoſez aux mêmes revers, il y eût une Loi commune, à laquelle chaque Prince, en pareille diſgrace, ſe ſoûmît volontiers. 1527.

Que les Ambaſſadeurs des deux Rois n'auroient qu'une même Inſtruction, & parleroient en commun, l'un par la bouche de l'autre, comme s'ils n'avoient qu'un même Maitre, tant pour la délivrance des Enfans du Roi Tres-Chrêtien, que pour le paiement de tout l'argent dû par l'Empereur au Roi d'Angleterre.

Il eſt encore parlé, dans ce Traité, du Mariage de la Princeſſe Marie, Fille unique du Roi d'Angleterre, avec François I. ou avec Henri, Duc d'Orleans, ſon ſecond Fils [1]: & il eſt dit, que le Roi Henri enverra en France un de ſes confidens, pour

[1] Marie avoit été promiſe au Daufin par les Traitez de 1518. & de 1520. mais comme en ce tems-là les Anglois ne vouloient point ce Mariage, parce qu'ils demandoient un Roi, qui reſidat en Angleterre; c'eſt probablement pour cete raiſon, qu'il fut conclu par ce Traité, de la marier avec le Duc d'Orleans. Mais après que Henri VIII. eût repudié la Reine Caterine, Mere de Marie, & qu'il eût épouſé Anne de Boulen, le peuple d'Angleterre, qui aimoit tendrement la Mere & la Fille, & qui cherchoit tous les moiens de les reintegrer en tous leurs droits, changea entierement d'avis. Car il ne trouva point de meilleur expedient, pour réuſſir dans ce deſſein, que de marier la Princeſſe Marie avec le Daufin, *diſant, que ſi moindre qui lui venoit a l'epouſer, elle reſteroit desheritée; en ſorte qu'elle ne pourroit être remiſe dans ſes droits, que par la guerre: ce qui feroit ceſſer tout le commerce, & par conſequent ruineroit toute l'Angleterre.* Et Marie comptoit ſi ſurement ſur ce Mariage, qu'elle diſoit publiquement, que Monſieur le Daufin étoit ſon mari, & qu'elle n'avoit d'eſperance qu'en lui. Et de plus, un jour que ſa Gouvernante, & d'autres Dames, que la Reine Anne avoit miſes auprès d'elle, lui dirent, que Monſieur le Daufin épouſoit la Fille de l'Empereur: elle repondit, qu'elle n'en croioit rien, dautant qu'il ne pouvoit pas avoir deux Femmes, ni ignorer qu'elle étoit la ſienne; dont elle ne perdroit jamais l'eſperance, ſachant bien, que l'on ne faiſoit courir ce bruit, que pour lui faire quiter ſon droit. Toutes ces particularitez ſont tirées d'un Memoire de Jean de Dinteville Polizy, Ambaſſadeur de France en Angleterre en 1532. & 33.

pour déterminer céte alternative avec François I. & que si du consentement des deux Rois, le choix tombe sur le Duc d'Orleans, on conviendra alors de la dot de Marie, au cas qu'elle ne succede pas à la Couronne d'Angleterre; de son Douaire; de l'envoi de son premier Enfant, soit mâle ou femelle, en Angleterre, pour y être nourri; de l'administration du Roiaume en son absence, au cas qu'elle succede; & des assurances de ne rien innover dans la forme du Gouvernement d'Angleterre; de ne point aliener le Roiaume, & d'y retourner après la mort du Roi Tres-Chrêtien: & que le Traité de la perpetuelle Alliance, qui commence: *Cùm divinior, &c.* sera solennellement juré, puis ratifié par les deux Rois, dans un mois, à compter du jour de la date du present Traité.

Que si les deux Rois déterminent entr'eux, que le Duc d'Orleans épousera la Princesse Marie: ce Duc, deux mois après qu'il sera de rétour en France, sera envoié en Angleterre, pour y être nourri & élevé: & au cas qu'il ne succede pas à la Couronne, il aura toute liberté de retourner en France, avec la Princesse, dont la Dot & le Douaire seront reglez par les deux Rois contractans.

Que si ladite Princesse n'épouse ni le Roi Tres-Chrêtien, ni son Fils, & que néanmoins les deux Rois viennent à faire la Guerre à l'Empereur, pour n'avoir pas accepté les conditions de Paix, qu'ils lui auront fait ofrir de commun acord par leurs Ambassadeurs, en ce cas, le Roi Tres-Chrêtien s'obligera, lui, & ses Successeurs, à paier au Roi d'Angleterre, ou à ses Successeurs, tous les frais qu'il aura faits dans céte Guerre, & de lui fournir outre cela, sa vie durant, gratuitement, & sans rien exiger, une certaine quantité de gros Sel noir, jusqu'à la valeur de quinze mille écus d'Or au Soleil, à trente-cinq, ou trente-huit sous Tournois l'écu, selon le cours qu'ils auront alors en France: lequel sel il lui sera permis d'enlever de Brouage en Saintonge, quand & comme il lui plaira, sans paier aucun droit: bien entendu néanmoins, que si le Roi d'Angleterre, ou quelque autre personne de son Conseil, empêche, que le Mariage de sa Fille ne s'acomplisse avec le Duc d'Orleans; en ce cas, le Roi Tres-Chrêtien ne sera point tenu de le rembourser des frais de ladite Guerre: au lieu que si l'empêchement vient du côté du Roi Tres-Chrêtien, il sera obligé, non seulement de rendre au Roi d'Angleterre tout ce qu'il aura debourfé dans céte Guerre; mais encore de lui paier une autre Somme égale à celle de ses frais.

Enfin, il fut convenu, que les deux Rois s'entreverroient à Calais, pour conferer ensemble de leurs afaires communes, & pareillement de ce qui concernoit le bien & le repos de la Chrêtienté: & que céte entrevue se feroit, non point avec la pompe & la magnificence, que leur Auguste Majesté sembloit exiger, & qu'ils avoient fait paroître avec tant de profusion dans la Conference d'entre Ardres & Guines (r), [qui fut apellée le Camp d'Or:] mais comme deux Princes, qui se voiant à la veille d'avoir la Guerre contre l'Empereur, devoient épargner & conserver leurs finances, pour avoir de quoi la soûtenir avec avantage.

(r) En 1520. au mois de Juin.

Le vint-neuvieme de Mai suivant, Gabriel de Gramont, Evêque de Tarbes (s), & Jean Joachim de Passan, Seigneur de Vaux, Ambassadeurs de France à Londres, conclurent un autre Traité à Westmunster avec Thomas Morus, Chancelier du Duché de Lancastre; & le Docteur Etienne Gardiner, Commissaires du Roi d'Angleterre.

(s) Il fut depuis Cardinal.

1527.

Par le premier Article, le Roi Tres-Chrêtien s'obligeoit d'envoier en Italie, dès le premier du mois de Juin suivant, une Armée de trente-mille hommes de pié, & de mille hommes d'Armes, équipez à la Françoise, avec le Canon, l'Artillerie, les Munitions, & toutes les autres choses necessaires pour camper, pour combatre, & pour assieger: comme aussi de tenir une puissante Flote en ces quartiers-là, pour attaquer l'Empereur par Mer & par Terre, & pour le chasser entierement de l'Italie.

Et par un autre Article il étoit dit, que pour ôter tout sujet de dispute & de querelle sur le nombre effectif des Soldats, le Roi d'Angleterre envoiroit sur les Lieux un Commissaire, qui de tems en tems feroit la revûë de céte Armée, & lui en rendroit compte exactement.

Quant au Mariage de la Princesse Marie, qui étoit alors dans sa douziéme année, il fut convenu, qu'à l'arrivée du Cardinal d'York, que le Roi d'Angleterre devoit envoier incessamment en France, l'alternative proposée feroit déterminée avant la fin du mois de Juillet prochain, sans diferer davantage; & que sans déroger aux Articles acordez le dernier jour d'Avril dernier, ni à ceux du present Traité, qui demeureroient toûjours en leur substance, force, & vigueur; il feroit libre aux deux Rois, d'y en ajoûter de nouveaux, s'il étoit besoin; ledit Cardinal étant muni d'un Pouvoir & Mandement special, pour cela: comme aussi de coucher en d'autres termes les Articles du trentiéme d'Avril, & ceux-ci, pour les rendre plus clairs & plus intelligibles, pourvû que le sens dans lequel ils étoient conçûs, ne fut point alteré.

1527. Le dix-huitiéme d'Août de la même année, le Cardinal d'York conclut au nom du Roi d'Angleterre, son Maître, un Traité avec François I. dans la Préface duquel il est dit, que le Siege Apostolique, établi à Rome depuis plusieurs siecles, rempli par

le Vicaire de JESUS-CHRIST & de tout tems reveré par les Chrêtiens, venant d'être violé & profané, au grand oprobre du Nom Chrêtien, en la personne du Souverain Pontife & Pasteur de l'Eglise, détenu prisonnier, & traité, comme le plus vil esclave, par des Capitaines & des Soldats également barbares & impies: les deux Rois de France & d'Angleterre, dont l'un porte le glorieux surnom de *Tres-Chrêtien*, & l'autre celui de *Defenseur de la Foi*; & qui par le lien d'une amitié indissoluble, ne sont qu'un esprit & qu'une ame en deux corps: pour refrener l'audace & l'insolence des méchans, pour les frustrer de l'esperance, qu'ils ont conçûë de recueillir un grand profit du plus grand de tous les crimes; enfin, pour empêcher, qu'ils n'abusent de l'autorité de celui même, qu'ils opriment, & qu'ils outragent, à troubler & à persecuter les gens de bien; sont convenus entr'eux des Articles suivans.

I. Que bien qu'il soit absolument necessaire de convoquer un Concile general, pour remédier à la corruption présente des mœurs, & pour rétablir l'ancienne perfection du Christianisme: consideré néanmoins, que tandis que le Pape est prisonnier, & que comme tel, il est contraint de suivre aveuglément la volonté & les mouvemens de ceux, qui sont les Maîtres de sa personne, & de sa vie; le Concile pourroit servir à d'autres fins, & produire d'autres éfets, que ceux que l'on en doit atendre: & que d'ailleurs il ne pourroit jamais rien arriver à l'Eglise de plus désagréable, que de voir asservir la Religion à l'ambition detestable des hommes: le Roi Très-Chrêtien, en sa personne; & le Cardinal Archevêque d'York, Legat *à latere* du Saint Siege Apostolique, & Chancelier d'Angleterre, au nom de son Roi; conviennent & promettent, que ni le Roi de France, sans le consentement exprès du Roi d'Angleterre; ni celui-ci, sans le consentement exprès de l'autre; ne consentiront jamais à aucune indiction du Concile general, faite par l'Empereur, avec le consentement du Pape; ou par le Pape même, tandis qu'il restera prisonnier; ou par l'Empereur, sans l'aveu du Pape: & qu'ils empêcheront tous deux conjointement, que cête indiction n'ait son éfet, en protestant publiquement eux-mêmes, & fesant protester pareillement par le Clergé de France & d'Angleterre, qu'ils s'oposent formellement à une telle indiction ou convocation; & que s'il en procede quelque Concile, ou plûtôt Conciliabule, ils ne se tiennent nullement obligez d'obéir à ses Décrets & à ses Constitutions, ni pour le present, ni pour l'avenir.

II. Et comme il n'est pas raisonnable, qu'une autorité extorquée par force, & à dessein de faire du mal à autrui, obtienne son éfet; & que tout pesé selon l'équité du Droit naturel, on ne peut pas dire veritablement fait par le Pape, ce qu'il fait par la volonté d'autrui, étant prisonnier; quoiqu'il dise le contraire par ses paroles: le Roi Tres-Chrêtien, en sa personne; & le Roi d'Angleterre, par ledit Cardinal, son Lieutenant & son Plénipotentiaire; conviennent & promettent de ne point obéir, & de ne permettre point, qu'il soit obéi par leurs Sujets, aux Decrets, Mandemens, Sentences, Bulles, Lettres, Brefs, qui émaneront du Pape, durant tout le tems de sa captivité, quels qu'ils soient, & pour quelque cause que ce soit: comme aussi de punir & châtier, selon que le meritera leur audace, tous les porteurs de ces Mandemens, Sentences, Bulles, Lettres & Brefs, & tous ceux qui les annonceront.

III. Et dautant qu'il n'est pas juste, que les scelerats, qui retiennent prisonnier le Saint Pere, s'enrichissent du pernicieux usage, qu'ils font de son autorité; ni que les Roiaumes de France & d'Angleterre soient privez de l'assistance spirituelle, dont ils peuvent avoir besoin en certains cas imprevûs; & que par conséquent il est necessaire d'y pourvoir de bonne heure, en établissant une forme d'administration & de police, suivant laquelle les afaires Ecclesiastiques des deux Roiaumes soient conduites & dirigées durant la captivité du Pape: le Roi Tres-Chrêtien, en sa personne; & le Roi d'Angleterre par ledit Cardinal d'York, son Lieutenant, conviennent, arrêtent, & concluent, que tout ce que le Clergé de France, assemblé par le commandement du Roi, déterminera & ordonnera touchant l'état & l'administration des choses Ecclesiastiques dans le Roiaume de France, & dans toutes les autres Terres & Seigneuries de l'obéissance du Roi Tres-Chrêtien, durant la détention du Pape: & pareillement tout ce que ledit Cardinal Legat, & les Prelats de l'Eglise Anglicane avec lui, ordonneront, du consentement du Roi d'Angleterre, concernant l'administration des choses Ecclesiastiques, dans le Roiaume d'Angleterre, & dans les autres Lieux sujets audit Roi, tant que durera la captivité dudit Saint Pere, sera aprouvé, ratifié, & confirmé reciproquement par les deux Rois, qui le feront ratifier par leur Clergé respectivement, le garderont & l'acompliront eux-mêmes, autant qu'il sera en leur pouvoir, & le feront observer inviolablement dans tous leurs Roiaumes, Pais, Terres, & Seigneuries, nonobstant toutes allegations à ce contraires, sauf en toutes choses la Révérence dûë au Saint Siege Apostolique, dont les deux Rois font profession d'être Fils tres-obéissans; l'unique motif de ce Traité, étant d'accelerer la délivrance du Pape Clément VII.

Il y a un autre Traité de même date, conclu entre François I. en personne, & le même Cardinal-Legat, au nom du Roi d'Angleterre, par lequel il est dit, qu'au cas que François Sforce, à la poursuite du Roi d'Angleterre, soit remis par l'Empereur en la possession du Duché de Milan, pour en jouir sa vie durant, les deux Rois seront toûjours en droit de demander à ce Duc les pensions, qui leur ont été assignées sur ce Duché par la Ligue d'Italie [1], & d'en exiger le paiement par toutes les voies qu'ils jugeront à propos. Que si la Paix entre le Roi Tres-Chrêtien & l'Empereur ne se peut faire autrement, que par le Mariage dudit Roi avec la Reine Eleonor, Sœur de l'Empereur, le Roi d'Angleterre y consent pour le bien de la Paix, à la charge que le Roi Tres-Chrêtien épousant ladite Dame Eleonor, ne fera, n'atentera, & ne permetra, que pour l'amour d'elle, à sa priere, ou par son Conseil, il soit rien fait ou entrepris, qui puisse tourner au dommage, au prejudice, ou à la diminution de l'Amitié, Confederation, & Union perpetuelle jurée entre les deux Rois.

Que comme ils sont convenus tous deux de faire la Guerre à l'Empereur, s'il continue toûjours de refuser les conditions, qui lui ont été ofertes de leur part; & qu'en cas de Guerre, les Marchands Anglois, qui trafiquent dans les Païs-Bas, & dans les autres Etats de l'Empereur, perdront les Droits, Privileges, & Franchises, dont ils y joüissoient: le Roi Tres-Chrêtien, pour les dédommager, leur acordera de semblables Privileges & Immunitez dans son Roiaume, & dans toutes les autres Terres, & Seigneuries, qui lui apartiennent, pour en joüir tout le tems que la Guerre durera entre le Roi d'Angleterre & l'Empereur: & que lors qu'elle sera finie, les mêmes Ambassadeurs, que ledit Roi Tres-Chrêtien doit envoier audit Roi d'Angleterre, pour confirmer le Traité de la Paix perpetuelle fait entr'eux, traiteront & conviendront avec les Deputez & Commissaires Anglois, sufisamment autorisez pour cela, de la prorogatioa desdites Immunitez & Franchises, en faveur des Marchands d'Angleterre.

1527. Le dix-huitiéme du mois de Septembre suivant, Gabriel de Gramont, Evêque de Tarbes, le Vicomte de Turenne, Chevalier de l'Ordre de Saint Michel; Antoine le Viste, Premier President de Bretagne, & le Seigneur de Vaux, Ambassadeurs de France à Londres, y conclurent un autre Traité, qui confirmoit celui de Môre de 1525. dans tous ses Points & Articles, en execution de la promesse faite alors par Madame la Regente, de le faire ratifier & acomplir par le Roi son Fils, lorsqu'il seroit en liberté, & de retour en France.

Les autres Articles portoient, qu'il y auroit entre les deux Rois, & leurs Successeurs, & leurs Sujets respectivement, une vraie, sincere, solide, perpetuelle, & inviolable Paix, Amitié, Union, Confederation, & Ligue, qui dureroit jusques aux siecles les plus éloignez.

Que l'un n'assisteroit jamais les ennemis de l'autre, directement, ni indirectement, en secret, ni à découvert, sous quelque pretexte ou couleur que ce pût être.

Que comme depuis longues années le Roi d'Angleterre, & ses Predecesseurs, avoient pris le titre de Rois de France, & fait tous leurs éforts pour ôter ce Roiaume à ceux qui le possedoient; ausquels en éfet, ils en avoient enlevé plusieurs parties, prétendant que de droit il leur apartenoit tout entier: le Roi d'Angleterre, pour finir céte querelle, qui avoit été la source & la matiere d'une si longue & si cruelle Guerre entre les deux Nations, &, par consequent, d'une haine capitale entr'elles; promettoit, que ni lui, ni ses Successeurs à perpetuité, ne troubleroient, molesteroient, ni assailliroient le Roi Tres-Chrêtien, & ne permetroient, qu'il fût troublé, molesté, ni assailli, sous quelque pretexte que ce pût être, dans les Païs, Terres, & Seigneuries, qu'il possedoit actuellement: desquelles au contraire il le laisseroit joüir & disposer paisiblement & tranquillement, sans nulle interruption, contradiction, ou revendication de lui, ni de ses Successeurs, tout de même que s'ils n'y avoient jamais rien prétendu.

Par réciproque, les Ambassadeurs de France promirent au nom du Roi leur Maître, & de ses Successeurs, que le Roi Tres-Chrêtien, & ses Successeurs, paieroient tous les ans à perpetuité au Roi d'Angleterre, & à ses Successeurs, la Somme de cinquante mille écus d'Or au Soleil, monnoie de France, à trente-cinq sous Tournois l'écu, paiables en deux termes, savoir vint-cinq mille au premier jour de Mai; & les vint-cinq mille autres, au premier jour de Novembre; lesquels seroient comptez dans la Ville de Calais, ou dans celle de Cantorbery, au cas que Calais tombât sous la domination de quelque autre Prince. [Soit dit en passant, que céte clause sembloit prédire aux

[1] C'est une Ligue, que les deux Rois conclurent en 1526. avec le Pape, les Venitiens, les Florentins, & le Duc Sforce, pour procurer la delivrance des deux Fils de François I. pour revendiquer le Roiaume de Naples au Saint Siege, & pour defendre Sforce contre le Duc Charles de Bourbon, à qui l'Empereur avoit donné le Gouvernement du Milanez, & comme promis de l'en faire Duc, s'il en chassoit l'autre.

[a] Wicquefort dit, que dans cete Negociation le Cardinal d'York ne fut pas tant le Plenipotentiaire du Roi d'Angleterre, que l'arbitre commun des deux Rois. *Sect.* XVI. *du Livre* I. *de son Ambassadeur.*

aux Anglois la perte qu'ils firent de cête Place, sous le Regne de Marie, Fille d'Henri VIII.] Ils promirent de plus, que le Roi Tres-Chrêtien, & ses Successeurs, en faveur de ce present Traité, fourniroient ou feroient fournir tous les ans, gratuitement, & sans rien exiger, audit Roi d'Angleterre, & à ses Successeurs à perpetuité, ou à ceux qui viendroient de leur part, une certaine provision de Sel noir, dont le prix monteroit à la valeur de quinze mille écus d'Or: lequel Sel leur seroit baillé & délivré à Broüage en Saintonge, dans les mois de Mai, Juin, & Juillet, en une ou en plusieurs fois, comme ils voudroient. Que si, ou par un débordement d'eaux, ou par quelque autre cas-fortuit, le Sel venoit à manquer, en sorte que ladite quantité promise ne pût être entierement fournie, durant une ou plusieurs années; la même quantité qui se trouveroit n'avoir point été fournie, seroit rendue & délivrée de bonne foi, & sur le pied du prix auquel auroit été le Sel en ces années-là, aussi-tôt que l'abondance en seroit revenue.

Que le Roi Tres-Chrêtien, & ses Successeurs, ne troubleroient, n'inquieteroient, ne molesteroient, & n'endommageroient point, ni par eux, ni par autrui; directement, ni indirectement; en secret, ni à force ouverte; ledit Roi d'Angleterre, & ses Successeurs, dans la possession des Villes, Terres, Châteaux, & autres Lieux, qu'il possédoit actuellement par delà la Mer; au contraire, ils le laisseroient jouir, lui & ses Successeurs à perpetuité, de tous lesdits Lieux, paisiblement, tranquillement, sans trouble, & sans empêchement quelconque.

Que si quelque Sujet, Vassal, ou Allié de l'un des deux Rois, atente, machine, ou fait quelque chose contre le contenu en ce present Traité, soit par Terre, par Mer, ou par Eaux douces, cête Paix ne laissera pas de demeurer en son entier, en punissant seulement ceux, qui auront fait l'atentat, ou le dommage.

Pour conclusion, il est dit, que comme cête Paix est faite pour être perpetuelle, & que dans la suite on pourroit mettre en doute l'autorité des deux Rois contractans, d'autant que nul Prince n'a droit & pouvoir sur son Successeur; & que par ses Ordonnances, ou Conventions, il ne peut lui seul prejudicier à l'indépendance absolue de la Dignité Roiale. non seulement les deux Rois ratifieront, autoriseront, & confirmeront par des Lettres Patentes, expediées de part & d'autre, en bonne & sufisante forme, signées de leur propre main, & scellées de leur grand Sceau, ce present Traité de Paix perpetuelle, & en jureront solennellement l'observation en tous ses Points & Articles; mais feront jurer aux Grands, & aux principales Villes de leurs Roiaumes, de l'observer & acomplir inviolablement, sous l'hypoteque & obligation de tous leurs Biens, presens & à venir.

L'Article du Sel, dont je viens de parler, fut changé par le Traité d'Hamptoncourt 1530.
de 1530. par lequel il est dit, que la quantité de Sel promise par le Traité de la Paix perpetuelle, n'aiant pas été fournie dans les trois ans, qui s'étoient écoulez depuis, pour plus grande commodité des deux Rois, la valeur dudit Sel dû pour les trois années écoulées, se convertiroit en argent: en sorte que le Roi Tres-Chrêtien paieroit, ou feroit paier au Roi d'Angleterre, trente mille écus d'Or au Soleil, aians cours en France sur le pié de quarante sous Tournois chaque écu; ladite Somme paiable en quatre termes, savoir sept-mille cinq-cens écus d'Or chaque premier de Mai & premier de Novembre des années 1531. & 1532. moiennant quoi le Roi Tres-Chrêtien seroit censé avoir entierement satisfait audit Traité de la Paix perpetuelle, sans qu'on pût alleguer, qu'il n'avoit pas fourni le Sel promis audit Roi d'Angleterre.

Deplus, il fut convenu, qu'au lieu du Sel, que le Roi Tres-Chretien, & ses Successeurs, devoient fournir annuellement au Roi d'Angleterre, en vertu du même Traité de la Paix perpetuelle, on lui paieroit tous les ans, sa vie durant, la Somme de dix-mille écus d'Or au Soleil, chaque écu évalué quarante sous Tournois; & toûjours en deux termes, savoir le premier de Mai & de Novembre de chaque année. Lequel paiement annuel, quant à l'observation dudit Traité de Paix perpetuelle, seroit de même force & valeur, que si le Sel promis avoit été fourni tous les ans. Desorte qu'il ne seroit pas permis au Roi d'Angleterre de demander ledit Sel, tant que le Roi Tres-Chretien, ou ses Successeurs, continueroient de lui paier la Somme de dix-mille écus par an.

Tous les Traitez de Paix & de Confederation faits jusques ici entre François I. & 1532.
Henri VIII. furent confirmez par un autre, que Gilles de la Pommeraie, Ambassadeur de France, conclut à Londres avec le Comte de Wiltshire, Garde du Privé-scel; & Edoüard Fox, Grand-Aumônier du Roi d'Angleterre, en la forme & teneur qui suit.

Que tous lesdits Traitez, & particulierement celui de la Paix perpetuelle, demeureroient en leur entiere force & vigueur, & s'observeroient de part & d'autre, comme si la presente Capitulation ou Convention de plus étroite Alliance, n'étoit jamais intervenue.

Que

Que si l'Empereur Charles atentoit, machinoit, ou fesoit, soit par lui, soit par autrui; directement ou indirectement, aucune chose contre la personne, ou les Etats, & les Sujets de l'un ou de l'autre des deux Rois; ils se donneroient reciproquement aide & secours, trois mois après en avoir été requis l'un par l'autre, toutes excuses, exceptions, & allegations cessant. De sorte que si le Roi d'Angleterre étoit ataqué par l'Empereur, le Roi Tres-Chretien seroit obligé de lui envoier au lieu qu'il specifieroit, cinq-cens hommes d'armes, ou moins, équipez à la mode de France, ausquels ledit Roi d'Angleterre seroit tenu de donner, durant tout le tems qu'ils seroient à son service, la même solde, qu'ils avoient acoûtumé de recevoir en France. Et pareillement, si ledit Roi Tres-Chretien étoit assailli par l'Empereur, le Roi d'Angleterre, requis comme il vient d'être dit, lui envoieroit tel nombre de ses Archers à pié, qu'il auroit demandé, pourvû que ce nombre n'excedât pas cinq mille: lesquels Archers, tant qu'ils seroient en France, y seroient entretenus & paiez sur le même pié qu'en Angleterre. Et au cas que les Gendarmes François fussent envoiez delà la Mer en Angleterre, ou les Archers Anglois deçà la Mer en France, les deux Rois prometoient de faire, chacun dans leur Pais, telle & si bonne provision de Vivres & de danrées, que lesdits Soldats, soit François, ou Anglois, pûssent vivre & s'entretenir commodément de leur paie.

Et pour éviter les dommages, qui pourroient être faits, par Mer, aux deux Rois, & à leurs Sujets, il étoit dit, que dès que l'Empereur auroit atenté quelque chose contre eux, ou l'un d'eux, & contre leurs Sujets & leurs Roiaumes, pour quelque cause que ce fût; deux mois après que celui, qui seroit assailli le premier, auroit notifié l'irruption, ou invasion; l'autre metroit en Mer une armée de quinze-cens hommes de Guerre, équipée & munie de toutes les choses necessaires, laquelle il seroit tenu d'entretenir à ses propres frais, l'espace de six mois entiers, ou davantage, selon qu'il plairoit au Prince ataqué: défendant les deux rivages de la Mer depuis l'Isle d'Ushant, jusqu'à la Plage, que les Anglois apellent *les Dunes*, située entre Sandwich & Douvre. Et au cas que les deux Rois fussent assaillis ensemble, & en même tems, alors ils aviseroient de commun acord aux moiens de pourvoir chacun à la seureté de leurs Ports.

Que si l'Empereur venoit à commander ou permetre, que les Marchands Anglois, leurs Marchandises, & leurs Biens, fussent arrêtez & saisis dans ses Pais de Flandre, Artois, Brabant, Hainaut, Zelande, Hollande, Frise, Namur, Luxembourg, &c. en ce cas le Roi Tres-Chretien, ou ses Successeurs, enverroit ou enverroient sommer la Reine d'Hongrie, Sœur dudit Empereur, ou celui qui se trouveroit Gouverneur des Païs-Bas, si ledit Empereur n'y étoit pas alors; de metre en liberté lesdits Marchands, & de leur acorder la permission de se retirer avec tous leurs Biens & toutes leurs Marchandises. Et au cas que cete Reine, ou tout autre Lieutenant de l'Empereur en ces Pais, requis comme il est dit, refusât ou diferât de le faire; alors le Roi Tres-Chretien, & ses Successeurs, sans aucun délai, & toute excuse cessant, feroient prendre, arrêter, & saisir tous les Marchands Flamans, leurs Facteurs & Commissionnaires, avec toutes les Marchandises, Terres, Revenus, & Biens meubles & immeubles, qui seroient trouvez dans les Terres & Pais de France, & les retiendroient & garderoient, jusqu'à ce que les Marchands Anglois fussent mis en pleine liberté, & remis entierement dans tous leurs biens.

Que s'il arrivoit, que les Marchands Anglois fussent arrêtez & détenus dans les autres Etats, Roiaumes, & Pais apartenans à l'Empereur, le Roi Tres-Chretien, ou ses Successeurs, le sommeroient comme il est dit ci-dessus; & en cas de refus, feroit ou feroient arrêter, prendre, & saisir tous les Marchands Sujets de l'Empereur, & tous leurs Facteurs & Agens, avec les Marchandises, Terres, Rentes, Patrimoines, Biens meubles & immeubles quelconques, qui se trouveroient dans toutes les Terres de France; desquels ils ne se désaisiroient point, que tous les Marchands Anglois, arrêtez & détenus, ne fussent délivrez, & n'eûssent obtenu main-levée de tous leurs biens. Que si les biens saisis tant aux Marchands des Païs-Bas, qu'aux autres Marchands des autres Etats sujets à l'Empereur, n'étoient pas suffisans pour dédommager les Marchands Anglois, le Roi Tres-Chretien, & ses Successeurs, continueroient toûjours de faire arrêter & saisir les personnes & les Marchandises des Sujets de l'Empereur, jusqu'à ce que les Marchands Anglois fussent entierement satisfaits & dédommagez.

Que le Roi d'Angleterre, & ses Successeurs, seroient obligez de faire la même chose contre les Marchands Flamans, & Espagnols, en faveur des Marchands François.

Les Marchands de la Haute-Allemagne n'étoient point compris dans cet Article, comme n'étant Sujets de Charle-Quint, qu'à cause de l'Empire, & de sa qualité d'Empereur.

Enfin, il étoit dit, que nul des deux Rois, ni de leurs Heritiers & Successeurs, ne pourroit ou devroit faire aucune nouvelle Ligue, Convention, Confederation, Amitié, ou

ou Alliance, avec aucun autre Prince, Etat, Nation, Republique, ou Ville, de quelque qualité, dignité, ou condition qu'ils fussent, de laquelle il pût arriver quelque prejudice ou dommage à l'un ou à l'autre des deux Rois, ou à leurs Heritiers & Successeurs; & que si l'un des deux Princes, ou quelqu'un de leurs Successeurs, fesoit ou innovoit quelque chose au prejudice de l'autre, ou de ses Successeurs, tout cela seroit estimé nul, & de nulle valeur, comme s'il n'avoit jamais été fait.

L'Ambassadeur de France, qui fit ce Traité, étoit si agreable à Henri VIII. que jamais Ambassadeur ne l'a été davantage, ni peut-être tant, à aucun Roi du monde. [Vous avez raison, (dit-il, dans une de ses (u) Lettres à l'Evêque d'Auxerre, alors Ambassadeur à Rome,) de me porter envie d'être avec un si gentil Prince; car je pense qu'après le Roi nôtre Maître, il ne s'en trouva depuis deux-cens ans un de meilleur esprit, de meilleure grace, ni plus magnanime que celui-ci: & à vous parler franchement, le Roi nôtre Maître lui est obligé du bon vouloir qu'il lui porte; de quoi je me sens grandement: car je suis traité ici, non pas comme Ambassadeur, mais comme Prince du Païs; logé en la Maison dudit Sieur Roi, & quand je le vas voir, toûjours mangeant à sa table.]

(u) Lettre du 20. de Mars 1532.

(w) Quatre mois après la conclusion de ce Traité, les deux Rois s'entrevirent à Boulogne, où ils demeurerent ensemble dans un Monastere depuis le 20. d'Octobre jusques au 25. & ce fut en cette Ville que le Roi d'Angleterre donna aux Fils du Roi, lesquels étoient à son lever, les trois-cens mille écus, que le Roi leur Pere lui devoit encore d'une Somme empruntée pour sa rançon. De Boulogne, ils alérent tous deux à Calais, où le Roi d'Anglererre donna l'Ordre de la Jartiere au Grand-Maître Anne de Montmorency, & à l'Amiral de Brion, comme le Roi avoit donné dans Boulogne celui de France aux Ducs de Suffolk & de Norfolk. Avant que de se separer, ils conclurent une Ligue défensive contre le Turc, de laquelle il est inutile de mettre ici le contenu, puisque ce Traité est tout en François à la page 198. & suivantes du second Tome de ce Recueil *.

(w) Rélation des ceremonies observées à l'entrevue de François I. & d'Henri VIII. à Boulogne. 1532.

Au reste, il ne faut pas trouver étrange, que le Roi d'Angleterre soit toûjours nommé le premier dans les originaux Latins des Traitez, dont je viens de parler, dautant que c'est un usage établi entre les deux Couronnes, que le nom du Roi d'Angleterre precede celui du Roi de France, dans le texte & dans la signature de tous les Actes, qui sont fournis & échangez de sa part; & que pareillement le Roi Tres-Chretien se nomme & signe le premier dans les doubles, qu'il fournit & délivre au Roi de la Grande Bretagne qui en use aussi de même avec l'Empereur & le Roi d'Espagne [1].

[*Voy. Tom. IV. Part. II. p. 89. N°. LXV. du Corps Diplom. &c.]

Après tant de Traitez solennels, si souvent renouvellez, confirmez, & jurez, on ne pouvoit pas croire en ce tems-là, que les deux Rois pussent jamais rompre ensemble; cependant Charle-Quint fit tant par ses Negociations, que non seulement il se reconcilia avec celui, qui avoit repudié sa tante, pour épouser une concubine; & qui outre cela s'étoit separé de l'obéïssance de l'Eglise; mais qu'il vint même à bout de l'engager à faire la Guerre à François I. qui ne lui avoit jamais fait d'autre déplaisir, que celui de ne vouloir pas renoncer, comme lui, à la Communion de l'Eglise Romaine. Témoignage, qu'il n'y a point parmi les Princes de Confederation, ni d'amitié si étroite, qu'une petite jalousie ne puisse rompre du jour au lendemain [2]. Quoi qu'il en soit, le Roi d'Angleterre & l'Empereur ataquérent en même tems la France, dont ils avoient fait le partage entr'eux, projetant d'aller ensemble droit à Paris, pour sacager cete Ville, puis de là jusqu'à Orleans. Mais l'Empereur s'étant amusé au Siege de Saint-Dizier, qui l'occupa six Semaines entieres; & l'Anglois, qui assiegeoit Boulogne, n'aiant point voulu en partir, qu'il ne l'eût prise; ils éprouverent tous deux, & particulierement Charle-Quint, qui fut contraint de demander la Paix, combien étoit bon & salutaire le Conseil, que l'Empereur Féderic III. son bisaieul, donna à Louïs XI. de *ne marchander jamais la peau de l'ours, que la bête ne fût morte* (x). L'Anglois prit Boulogne, par la lâcheté de Coucy-Vervin, qui la rendit, tandis que le Daufin acouroit à son secours; & il soûtint la Guerre jusqu'à l'année 1546. que se trouvant épuisé d'hommes & d'argent, & d'ailleurs craignant, que la continuation de cette Guerre ne facilitât à ses Sujets, dont il étoit tres-haï pour ses cruautez, les moiens de se révolter contre lui, il commença à desirer la Paix. Elle fut traitée entre Ardres & Guines & conclue en six Semaines, aux conditions suivantes.

(x) Comines Ch. III. du Liv. IV. de ses Memoires. 1546.

Que

[1] Breton de Villandry Secretaire d'Etat sous François I. le dit ainsi dans une Apostille écrite de sa main à la marge du Traité fait à l'entrevue de Calais.

[2] Jean de Dinteville-Polizy. Ambassadeur de France en Angleterre en 1532. & 33. dit, dans la relation de son audience de congé, qu'Henri VIII. s'étoit plaint à lui, de l'honneur & de la bonne chere, que François I. avoit faite au Pape Clement VII. dans leur entrevûe à Marseille, & sur tout *de cette grande obeïssance & baisement de pié*, acusant aussi le Roi de lui avoir manqué de parole, en fesant le Mariage du Duc d'Orleans, son Fils, avec la Niéce de Clément, sans avoir rien obtenu de lui en faveur de l'Angleterre.

Que le Roi Tres-Chretien, & ses Successeurs, feroient paier tant audit Roi d'Angleterre, sa vie durant, qu'à ses Heritiers & Successeurs, toutes les pensions annuelles, qui leur étoient dûes en vertu du Traité de Môre de 1525. & du Traité de la Paix perpetuelle de 1527.

Que le jour de Saint Michel de l'année 1554. ou dans les quinze jours immediatement suivans, le Roi Tres-Chretien, & ses Successeurs, feroient paier audit Roi d'Angleterre, tant pour les arrerages desdites pensions non paiées, que pour les dépenses faites ou à faire aux Fortifications de la Ville & du Comté de Boulogne, la Somme de deux millions d'écus d'Or au Soleil, de la valeur, dont ils étoient en 1525. laquelle Somme paiée, ledit Roi Tres-Chretien demeureroit quite des arrerages desdites pensions, & des autres Sommes d'Argent dûes au Roi d'Angleterre, échus depuis le premier jour du mois de Mai dernier, comme aussi du remboursement de tous les frais faits par ledit Roi d'Angleterre, à l'ocasion de cette derniere Guerre.

Que le Roi de France & ses Successeurs laisseroient jouir paisiblement le Roi d'Angleterre, & ses Successeurs, de la Ville, du Port, du Territoire, & de toutes les dépendances du Comté de Boulogne, jusques à ce que lui, ou eux, eûssent paié les deux millions d'Or ici mentionnez, outre une autre Somme de cinq-cens douze-mille écus d'Or, que le Roi d'Angleterre pretendoit lui être dûë par François I. en vertu d'une certaine obligation qu'il avoit de ce Prince, datée du vint-neuf de Janvier 1629. au cas que les Arbitres ou Commissaires, qui seroient nommez de part & d'autre, jugeassent qu'elle fût dûe. Après quoi, le Roi d'Angleterre, ou ses Successeurs, rendroient de bonne foi la Ville de Boulogne, & tout le Boulenois, sans démolir aucune partie des Fortifications, qui s'y trouveroient alors.

Dans ce Traité Henri VIII. prend deux titres incompatibles, savoir, celui de DEFENSEUR DE LA FOI, que le Pape Leon X. lui avoit donné, pour avoir écrit contre Luther, & défendu l'autorité du Siège Apostolique: & celui de SUPREME CHEF DE L'EGLISE ANGLICANE, qu'il s'étoit atribué, après s'être separé de l'obéïssance de l'Eglise Romaine. Car pouvoit-il retenir le premier titre, sans reconnoitre, au moins tacitement, l'autorité du Souverain Pontife, dont il le tenoit? comment se disoit-il le DEFENSEUR DE LA FOI, lui qui étoit devenu le persecuteur & le bourreau de tous ceux, qui la professoient en Angleterre?

1547. Le dernier Traité, que François fit en sa vie, fut celui de Londres de 1547. lequel n'est qu'une explication d'un ou deux Articles de la Paix de 1546. touchant les Fortifications du Port & de la Ville de Boulogne, & les Limites du Boulenois. Et probablement il ne le ratifia point, car il mourut quelques jours après qu'il fut conclu.

1549. En 1549. Henri II. son Fils, & Edoüard VI. Fils d'Henri VIII. en firent un, qui fut apellé la PAIX DE BOULOGNE, non pas tant à cause du lieu, où elle fut traitée, que parce qu'elle rendit la Ville & le Comté de Boulogne à la France, moiennant quatre-cens mille écus d'Or, qu'Henri paia à Edouard pour les Fortifications, ameliorations, & autres dépenses, que le Roi Henri, son Pere, & lui, y avoient faites. Sleidan a raison de dire, que cête restitution surprit beaucoup de gens; car les Rois d'Angleterre n'en avoient jamais si bien usé avec les nôtres. Ajoûtez à cela, qu'Edouard consentit encore de rendre à la Reine Régente d'Ecosse les Forteresses de Dunglas & de Lardre, dont les Anglois s'étoient emparez sous le Regne d'Henri VIII.

Au reste, quoique l'Empereur fût compris dans ce Traité, & par Henri II. & par Edouard VI. il ne laissa pas d'en être tres-fâché, & de chercher toutes les ocasions de rompre avec la France, comme il fit l'année suivante. Car la Reine de Hongrie, qui gouvernoit alors les Païs-Bas, & qui savoit tres-bien servir son Frere à son gré, aiant été avertie à tems, que le Maréchal de Saint-André devoit passer à Londres, pour y jurer la Paix de Boulogne, & pour donner le colier de Saint Michel au jeune Roi d'Angleterre: elle fit tenir une Armée Navale entre Calais & Douvre, pour prendre le Maréchal, qui fut ainsi obligé d'aler s'embarquer à Dieppe, d'où il passa heureusement en Angleterre. Mais comme pour faciliter son passage, il avoit fait arrêter au Port de cette Ville deux ou trois Navires Flamans, avec ordre de les relâcher aussitôt qu'on auroit la nouvelle de son arrivée en Angleterre, la Reine de Hongrie en prit ocasion de faire arrêter dans les Ports de Flandre tous les Navires François; ordonnant, qu'on leur ôtât les voiles, & que l'on mît les Marchandises à Terre, pour consumer les Marchands en frais de poursuites. Et cette colere, ajoûte Brantôme, s'étendit sur les Marchands, qui trafiquoient par Terre à Anvers, dont les Marchandises furent saisies, bien qu'ils n'eûssent rien de commun avec ceux qui navigeoient (y). Et l'on disoit, que si elle eût pû atraper alors ledit Maréchal, & son armement, elle l'eût rançonné comme un mignon, & favori du Roi. Ainsi, Henri II. ne fut pas de meilleure intelligence avec Charle-Quint, que François I. & ce fut l'unique chose, en laquelle il suivit les traces & les sentimens de son Pere: car il rapella à la Cour le Connétable

(y) Dans l'eloge du Maréchal de Saint André.

nétable de Montmorency, & le fit son Premier Ministre, à l'exclusion du Cardinal de Tournon, & de l'Amiral Annebault, que son Pere lui avoit fort recommandez en mourant. Tant les Princes sont jaloux de leur autorité particuliere, à laquelle ils croiroient avoir dérogé, s'ils se servoient des Ministres & des Creatures de leur Predecesseur.

En 1551. Henri & Edoüard firent un autre Traité, dont les principaux Articles étoient, 1551.

Que si-tôt que Madame Elizabeth de France auroit ateint l'âge de douze ans, Edoüard lui envoiroit des Ambassadeurs & Procureurs suffisamment autorisez, lesquels l'épouseroient en son nom, par paroles de present, en presence de deux Notaires ou témoins apellez & requis à cet éfet: & pareillement, que si un mois après qu'Elizabet auroit douze ans acomplis, il plaisoit au Roi de France d'envoier en Angleterre des Ambassadeurs, & Procureurs, suffisamment autorisez pour contracter ledit Mariage, Edoüard le celebreroit avec eux par paroles à ce propres & convenables, en presence de Notaires & de témoins, qui y seroient apellez.

Que ladite Dame Elizabet auroit pour dot deux-cens mille écus, paiables en deux termes; la moitié, le jour de la solemnisation du Mariage; & l'autre moitié, au bout de l'an: & que le Roi son futur Epoux lui donneroit & assigneroit le même revenu annuel, qu'avoit l'Infante Catherine, premiere Femme d'Henri VIII. savoir, vint-mille Nobles à la rose de Monnoie d'Angleterre, chaque Noble valant vint gros de la Monnoie du Païs.

Que si elle survivoit à Edoüard, elle joüiroit, durant sa vie, de tous les Biens, Meubles, & Joiaux, dont les Reines Douairieres d'Angleterre avoient acoûtumé de joüir. Que si au contraire, Edoüard lui survivoit, aiant ou n'aiant point d'Enfans d'elle; en ce cas il profiteroit & heriteroit de sa Dot, & de tous ses meubles, selon qu'il se pratiquoit ordinairement dans le Roiaume, & sur tout entre les Rois & les Reines d'Angleterre.

Que celui des deux Rois, qui empêcheroit l'acomplissement de ce Mariage, quand ladite Dame Elizabeth seroit nubile, paieroit à l'autre la Somme de cinquante mille écus d'Or, à faute de quoi le demandeur seroit en droit de l'exiger des Païs, Terres, & Sujets du contrevenant, & de la prendre & lever sur les biens meubles & immeubles desdits Sujets, en quelque lieu qu'ils se trouvassent, soit sur Mer, ou sur Terre.

Enfin, que celle des parties, de qui seroit venu l'empêchement dudit Mariage, soit Edoüard, soit Elizabet, qui n'étoient pas en âge de l'acomplir [1]; ou le Roi Tres-Chretien; seroit exemte de tout reproche, & quant à l'honneur, & quant à la conscience, aussi-tôt que ladite Somme de cinquante mille écus d'Or auroit été entierement paiée.

Ce Traité fut fait à Angers par les Cardinaux de Lorraine & de Chastillon, le Connétable Anne de Montmorency, & Jean de la Chesnaie, Surintendant des Finances.

En la même année, les Princes Protestans d'Alemagne, irritez de n'avoir pû obtenir de l'Empereur la liberté du Landgrave de Hesse, qu'il tenoit prisonnier depuis l'année 1547. & alarmez de la tentative, qu'il avoit faite auprès des Electeurs, pour faire associer son Fils avec son Frere à la dignité de Roi des Romains, commencerent à songer aux moiens de s'oposer ouvertement aux desseins ambitieux de ce Prince, dont le but étoit de rendre l'Empire hereditaire dans sa Maison [2]. Maurice, Electeur de Saxe, & le Marquis de Brandebourg, qui se trouvoient ofensez de ce que l'Empereur leur avoit manqué de parole, en détenant le Landgrave, furent les premiers, qui preterent l'oreille aux propositions, que leur fit Jean de Fresse [3], Evêque de Baionne, d'une Ligue avec la France. Elle fut conclue peu de tems après à Chambor, & ratifiée au mois de Janvier 1552. au contentement même des Princes Catholiques, qui ne craignoient rien davantage que l'agrandissement de l'Empereur. 1551.

Le premier d'Avril, l'Electeur Maurice assiegea Augsbourg, & la Ville s'étant rendue le treizieme, il marcha avec tant de celerité vers Inspruk, où étoient l'Empereur & le Roi des Romains, que peu s'en falut qu'il ne les prit tous deux prisonniers, avec leurs principaux Ministres. Et depuis ce jour-là, Charle-Quint, qui s'étoit donné pour dicton le *veni, vidi, vici*, de César, éprouva jusqu'au jour de son abdication, que la fortune de César l'avoit abandonné pour jamais. Henri II. de son côté se saisit des Villes de Metz, Toul & Verdun, pour en joüir, selon les conventions de la Ligue

[1] Edoüard étoit né au mois d'Octobre de 1537. & Elizabet en 1546. tandis que la Paix se traitoit entre François I. & Henri VIII. qui à cette ocasion fut prié de la tenir sur les fonts de batême.

[2] Cabrera, Historien judicieux & sincere, dit, que Charle-Quint fut venu à bout de cette entreprise, si le Prince Philippe eût sû garder le secret en cette rencontre. Liv. I. de son Histoire, Chap. III.

[3] Sleidan l'appelle *Joannes Fraxineus*, c'est-à-dire du Fresne; mais il est appellé de Fresse dans un endroit des Memoires de Richer, ainsi que dans le Traité de cette Ligue, page 260. du second Tome.

Ligue [1], en qualité de Vicaire de l'Empire [2]. Et la Ligue n'en fût pas demeurée là, si Maurice, qui étoit Gendre du Landgrave, n'eût aprehendé, que ce prisonnier ne fût la victime de la Guerre, qu'il fesoit à l'Empereur, qui le menaçoit de lui envoier la tête de son Beau-Pere. Il accepta donc les conditions, qui lui furent ofertes, l'une desquelles étoit la délivrance du Landgrave. Ainsi, la Paix fut conclue dès le mois d'Août suivant à Passaw.

Ensuite de céte Paix, où Charle-Quint sacrifia les interests de la Religion à la satisfaction des Protestans, à dessein de se servir de leurs forces contre Henri II. il vint mettre le Siege devant Metz avec une Armée de plus de cent mille hommes; mais après y avoir perdu deux mois & demi de tems, & plus d'un tiers de ses Troupes, il fut contraint de se retirer en Flandre, honteux de voir, que l'Empire eût perdu les Villes de Metz [3], Toul, & Verdun, sous son Regne, sans esperance de les recouvrer jamais. Il est vrai, que l'année suivante, (comme les armes sont journalieres,) il eût sa revanche à Teroüanne [4], qu'il fit raser jusqu'aux fondemens; & ce fut son dernier exploit de Guerre. Mais la Gouvernante des Pais-Bas, sa Sœur, qui haïssoit mortellement Henri, à cause d'une certaine chanson sur ses amours, qui se chantoit à la Cour de France; & le Duc de Savoie, son Neveu, dont le Pere avoit été dépoüillé par François I. ne laissérent pas de continuer la Guerre en Picardie, & d'y faire de grans ravages, dont Henri se dédommageoit au centuple sur l'Artois, le Hainaut, le Cambresis, & le Comté de Namur.

Marie, Reine d'Angleterre, qui avoit épousé Philippe, Fils de l'Empereur, aprehendant, que céte Alliance, dont le Roi de France étoit très-mécontent, ne l'obligeât d'entrer dans la querelle de son Beau-Pere, s'emploia si éficacement auprès de ces deux Princes, qu'ils envoierent leurs Deputez entre Ardres, Calais, & Gravelines, pour traiter un acommodement [5]. Mais la declaration, que firent ceux d'Henri, qu'il ne rendroit point les Etats au Duc de Savoie, que l'Empereur ne rendît en même tems la Navarre à l'heritiere de la Maison d'Albret; & la Ville de Plaisance au Duc de Parme; rompit la Conference.

Il survint encore alors un autre empêchement à la Paix. Ce fut l'exaltation du Cardinal Jean Pierre Caraffe au Pontificat, c'est-à-dire, du plus grand ennemi qu'eût l'Empereur, qui lui avoit donné ouvertement l'exclusion, indigné de voir briguer le Souverain Pontificat par un homme de quatre-vints ans, qui dans la fleur de son âge s'étoit jugé indigne du plus petit Evêché (z). Ce Pape, animé de son propre ressentiment, & d'ailleurs éguillonné par son Neveu, qui le fesoit souvenir à tous propos des outrages, que les Ministres d'Espagne lui avoient faits à Naples, traita & conclut une Ligue ofensive & défensive avec le Roi Henri, dont les principaux Articles étoient, que le Pape donneroit l'Investiture du Roiaume de Naples à l'un des Fils de France, excepté le Daufin; & retiendroit le Duché de Benevent [6], pour être incameré, c'est-à-dire, pour être réüni à la Chambre Apostolique, avec quelques autres Terres, moiennant lesquelles l'Etat Ecclesiastique, s'étendroit d'un côté jusqu'au Golfe de Venise; & de l'autre jusqu'au Garillan: que le Roi donneroit en Terres, situées dans le Roiaume, la valeur de vint-cinq mille écus de Rente au Comte de Montorio; & de quinze-mille au Marquis de Montebello, ses Neveux. Que pour les frais de la Guerre

(z) Cabrera Chap. V. du Livre I. de son Histoire.

[1] Le même Cabrera dit, qu'il fesoit beau voir les Princes Protestans d'Alemagne faire une Ligue pour la defense de la liberte de l'Empire, tandis qu'ils le demembroient, Livre I. Chap. V. Par l'Article XXIV. de cette Ligue, ils consentoient, que le Roi se saisît de toutes les Villes Imperiales où l'on parloit François.

[2] Henri II. préjudicioit aux droits de la France, en acceptant la condition de tenir Metz, Toul, & Verdun, en qualité de Vicaire de l'Empire, ces trois Villes n'étant point en Alemagne, mais en France, selon les anciens Geographes; ou en Lorraine, selon les modernes. Et cela est si vrai, que dans une cause long-tems plaidée à Rome, sur le droit, que le Chapitre & les Chanoines de Verdun prétendoient avoir d'élire leur Evêque, comme font les Chapitres d'Alemagne, la Rote jugea, que le Pais Messin n'étoit point compris dans le Concordat d'Alemagne, c'est-à-dire, dans la Bulle du Pape Nicolas V. de 1442. Et il fut verifié dans ce procez que depuis environ cent quarante-cinq ans les Papes avoient toûjours pourvu à cet Evêché, pleinement, purement, & simplement, sans confirmer jamais aucune élection faite par le Chapitre de cette Eglise. *Lettre CCXCVI.* du Cardinal d'Ossat, qui en cela contredit formellement à ce que le Chancelier Olivier dit dans le Memoire, qu'il fit pour la Conference d'Ardres de 1555. Voiez la page 267. du second Tome de ce Recueil.

En 1560. l'Empereur Ferdinand aiant envoié en France Louis Madruce, Evêque de Trente, pour demander la restitution de Metz, Toul, & Verdun, le même Chancelier Olivier opina dans le Conseil, qu'il faloit faire trancher la tête au premier qui parleroit de les rendre à l'Empire.

[3] Quant au Siége de Metz, Brantôme dit, que Charle-Quint le leva d'autant plus à regret, que pour regagner l'estime & l'afection des Alemans, il leur avoit promis de faire retourner Metz, Toul, & Verdun à l'Empire: qui étoit la chose du Monde, qu'ils desiroient davantage. *Dans l'Eloge de François, Duc de Guise.*

[4] Ville déja fatale aux François, par la perte des deux Batailles de Guinegate, toutes deux gagnées par Maximilien d'Autriche, aïeul de Charle-Quint, l'une en 1479, dont il ne sut pas profiter; & l'autre en 1513. où furent pris Louis, Duc de Longueville; le Seigneur de la Palisse, qui fut depuis Marêchal de France; le Chevalier Bayard, & plusieurs autres. Appellée *la Journée des éperons*, à cause de la fuite de la Cavalerie.

[5] Sleidan dit, que l'Empereur envoia l'Evêque d'Arras; le Roi de France, le Cardinal de Lorraine, & le Connétable de Montmorency; & la Reine Marie le Cardinal de Poole, le Comte d'Arondel, & le Baron Paget: & que cete assemblée se tint dans une plaine située entre ces trois Villes, parce que la premiere apartenoit au Roi; la seconde, à la Reine, & la troisiéme, à l'Empereur. Liv. XXVI. de son Histoire.

[6] Ce Duché, qui est enclavé dans le Roiaume de Naples, est à l'égard du Pape de la même condition, que le Comtat d'Avignon en Provence.

re on deposeroit cinq-cens mille écus à Venise, savoir, le Roi trois-cens cinquante-mille, & le Pape, cent cinquante-mille. Céte Ligue fut signée à Rome (a) par les Cardinaux de Lorraine & de Tournon, dont celui-ci le fit à regret, prédisant, qu'elle seroit funeste à la France; l'autre au contraire, qui ne songeoit qu'à l'agrandissement de sa Maison, engageoit d'autant plus volontiers le Roi dans céte Guerre lointaine, qu'il la regardoit comme le plus sûr moien de se faire élire Pape, si la vacance du Saint Siege arrivoit, (ainsi qu'il y avoit grande aparence,) tandis que le Duc de Guise, son Frere, seroit à la tête d'une puissante Armée, dans le voisinage de Rome.

(a) Le 15. Decembre 1555.

Il ne tint pas à la Reine Marie d'Angleterre, que céte Ligue Papale ne fût étoufée dès sa naissance; car elle ménagea si bien Henri, & Philippe, son Epoux, depuis Roi d'Espagne par la démission de son Pere, que les deux Rois conclurent une Treve pour cinq ans, six ou sept semaines après la signature du Traité d'entre Paul IV. & Henri. C'est la Treve de Vaucelles en Cambresis, fameuse par la Légation du Cardinal Caraffe, qui vint tout exprès en France, pour en persuader la rupture [1]; par la vaine credulité du Roi, qui se laissa leurrer de la conquête imaginaire du Roiaume de Naples; par l'ambition des Guises, qui desiroient la Guerre d'Italie, l'un pour devenir Pape, & l'autre, pour se faire Roi de Naples, en vertu d'une pretention surannée, qu'avoit leur Maison sur ce Roiaume [2]; par l'infidelité des Caraffes, qui firent secretement leur acord avec les Espagnols, dès que les François furent entrez en Italie; enfin, par la perte de la Bataille de Saint-Quentin, qui ne fut pas moins funeste à la France, que celles de Crecy, de Poitiers, d'Azincourt, & de Pavie [3]: comme si ç'eût été un malheur ataché à la Maison des Valois, de signaler tous leur Regne par quelque grand desastre. Celui de Saint-Quentin fut tel, que Charle-Quint demanda au Courier, qui lui en aporta la nouvelle en Espagne, si son Fils étoit dans Paris. En éfet, si le Duc de Savoie y fût venu incontinent après la Bataille gagnée, on tient pour certain, qu'il auroit trouvé les portes ouvertes, & la Ville abandonnée [4]: tant la fraieur avoit troublé les Esprits. Ce fut en memoire de céte Bataille, qui se donna le jour de Saint Laurent, que Philippe II. bâtit le somptueux Monastere de l'Escurial, autrement dit *San Lorenço el Real de la Victoria*, parce que l'Eglise lui en est dédiée; soit en reconnoissance de la Victoire remportée sous les auspices d'un Saint Espagnol; soit en reparation d'une de ses Chapelles, qui fut ruinée dans la prise de Saint-Quentin.

1555.

1557.

Au reste, le succès qu'eût la Ligue d'entre Paul IV. & Henri II. est un bel exemple du peu de fond qu'il y a à faire sur les Confederations Papales, qui ne subsistent qu'autant qu'elles sont utiles à des neveux avares & ambitieux, qui regardant le Pontificat comme une puissance de courte durée, se hâtent de faire leur fortune aux dépens de leurs amis, & de leurs ennemis, *tanquam apud senem festinantes*; sans se piquer jamais, ni de generosité, ni de bonne foi, ni de reconnoissance. Vertus peu connues, ou du moins peu pratiquées à la Cour de Rome, où l'interest domine souverainement. Ainsi le Cardinal Caraffe, qui savoit bien les intentions de son Oncle, ne fit jamais rien de plus convenable au Nepotisme, que ce qu'il fit le jour de son entrée publique à Paris, où voiant le peuple à genoux dans les ruës, il disoit de tems en tems: *chi vuol' esser ingannato, sia ingannato*. Mais personne ne fut plus la dupe de cette Ligue & de cette Legation, que le Duc de Guise, qui, arrivant à Rome, trouva le Pape sans argent, sans provisions de Guerre, & sans Troupes, & n'aiant pour toutes forces, que la haine, la colere, & le desir de se vanger, sans rien débourser.

Après qu'Henri II. eût rompu la Treve de Vaucelles, qui étoit purement l'ouvrage de la Reine d'Angleterre, céte Reine, pour en témoigner son ressentiment, ou pour complaire au Roi Philippe, son Epoux, envoia declarer la Guerre à Henri (b), qui s'y étoit d'autant moins atendu, que les Anglois ne considerant point Philippe, comme leur Roi, mais seulement comme le mari de leur Reine [5], ne se tenoient point obligez de prendre ses querelles. Quoi qu'il en soit, céte declaration coûta cher aux Anglois, qui sept mois après perdirent la Ville de Calais (c), qu'ils avoient possedée par

(b) Le 8. de Juin 1557.

(c) Le 8. de Janvier 1558.

[1] Le Cardinal Caraffe se plaignant, que la Treve de Vaucelles, non seulement détruisoit la Ligue faite avec le Pape son Oncle; mais exposoit encore toute la Maison Caraffe à la vangeance des Espagnols: le Connétable de Montmorency repondit, que le Pape n'avoit aucun sujet de se plaindre, ni de s'alarmer de cete Treve, puisqu'il y étoit compris.

[2] A cause de leur Bisaïeule Yoland d'Anjou, heritiere des Rois de la seconde Maison Angevine. Mais ces Rois n'avoient jamais été que titulaires.

[3] Brantome dit, que ce desastre fut cause, que le Maréchal de Brissac, qui avoit conquis presque tout le Piémont, perdit l'ocasion de conquerir aussi le Milanes, où il étoit sur le point de porter ses Armes victorieuses; parce qu'il fut obligé d'envoier au Roi ses meilleures Troupes, pour secourir le plus pressé & le plus important. *Dans l'Eloge de ce Maréchal.*

[4] Cabrera, dont le Pere & l'aïeul étoient à la Bataille de Saint-Quentin, dit, que le Duc de Savoie prit le meilleur parti; & que s'il fût alé droit à Paris, comme plusieurs Capitaines le lui conseilloient; il auroit bien pû lui arriver, ainsi qu'au Duc, son Pere, d'entrer en France mangeant des faisans, & d'en sortir ensuite mangeant des racines. Livre IV. de son Histoire Chap. VIII.

[5] Ils ne lui donnoient que cette qualité, & faisoient même si peu de cas de lui, que la Reine Marie ne feignoit d'être grosse, que pour le faire respecter davantage par l'esperance d'en avoir des Enfans.

par l'espace de deux-cens dix ans. Ce qui donna lieu à ce bon mot de Paul IV. *la perte de Calais est le Doüaire de la Reine d'Angleterre:* car en éfet, c'est tout ce que lui valut son Mariage avec Philippe II. Et pour comble de malheur, elle perdit encore la Comté de Guisnes, afin que les Anglois eûssent la mortification de ne posseder pas un pouce de Terre en France. Aussi en mourut elle de déplaisir dans la même année (*d*).

(*d*) Le 15. Novembre.

Charle-Quint étant mort au mois de Septembre, Philippe, qui vouloit retourner en Espagne, où sa presence étoit absolument necessaire, préta volontiers l'oreille aux premiéres propositions d'acommodement avec le Roi de France, qui de son côté craignoit, que les Espagnols, enflez de la Victoire de Gravelines, ne vinssent assieger Calais. Ainsi les deux Rois trouvant leur compte à finir la Guerre, envoiérent, chacun, leurs Deputez en l'Abbaie de Cercamp, située entre la Picardie & l'Artois dans la Comté de Saint-Pol. La Conference commença le quinziéme d'Octobre, & dès ce jour-là, Henri & Philippe congediérent toutes leurs Troupes, pour montrer reciproquement, qu'ils ne desiroient rien davantage que la Paix. Le premier de Decembre suivant, les Deputez se separérent, après avoir signé, en vertu de leurs Pouvoirs, une suspension d'Armes, qui devoit durer jusqu'au premier jour de Fevrier 1559. avec promesse *de retourner, & de se rassembler le vint-cinq de Janvier, jour de la conversion de Saint Paul: soit en la même Abbaie, ou en tel autre lieu, qu'ils aviseroient d'ici là: soit eux mêmes, ou autres, qu'il plairoit à leurs Princes & Maîtres d'envoier, pour achever une si sainte œuvre.*

Les mêmes Deputez s'étant rendus à Câteau Cambresis, où la Conference fut transferée, il fut dit par un acte du sixiéme de Fevrier, que *la surseance d'Armes dureroit tout le tems qu'ils seroient en Negociation, & encore six jours après la dissolution de l'assemblée, où il seroit permis à la nouvelle Reine d'Angleterre Elizabeth d'envoier aussi les siens.* Ce qu'elle ne manqua pas de faire, pour défendre ses interêts contre le Roi de France, qui la tenant pour bâtarde adulterine, prétendoit, que la Couronne d'Angleterre apartenoit à la jeune Reine d'Ecosse, Femme du Daufin, son Fils. Enfin, la Paix fut concluë au commencement d'Avril, mais à des conditions si desavantageuses pour la France, que si Philippe II. eût été dans Paris, il n'eut pas pû en exiger d'autres. Il sufit de dire, que pour trois Villes, qu'il rendoit en Picardie, savoir, Han, le Catelet, & Saint-Quentin, Henri en rendoit cent-quatre-vint-dix-huit [1] en Flandre, en Piémont, en Toscane, & en Corse. Chose honteuse, & qui a flêtri la Mémoire d'Henri II. d'un oprobre éternel. Si le Procureur General du Parlement de Paris avoit protesté en 1529. contre les Traitez de Madrid & de Cambrai (*e*); & le Chancelier Olivier contre celui de Crespy; tous les Parlemens de France étoient encore plus en droit de protester de nullité contre la Paix de Câteau Cambresis, qui afoiblissoit bien plus le Roiaume, que n'avoit fait la perte des Batailles de Saint-Quentin, & de Gravelines, puisque la France perdoit, en un jour, tout ce qu'elle avoit conquis en trente ans. Ajoutez à cela, qu'il étoit également injuste & ridicule, qu'Henri II. donnât davantage à Philippe II. pour la rançon du Connétable de Montmorency, son favori, que la France n'avoit voulu donner à Charle-Quint pour celle de François I. son Roi. Voici ce qu'en dit un de nos Historiens. [Ce Connétable, dit-il, avoit éprouvé la bonne & la mauvaise fortune, mais Henri II. l'aima si constamment, que les Espagnols l'aiant pris *à la journée de Saint-Quentin*, il le racheta par la restitution de cent Villes conquises: de sorte que, s'il a passé pour un grand homme, ç'a été autant pour ce qu'il a coûté à la France, que pour les services qu'il a rendus à nos Rois [2]. Mais ce qui me paroît plus surprenant, c'est de voir le Cardinal de Lorraine & le Connétable, qui étoient les deux principaux Plenipotentiaires dans céte Negociation, conclure, de commun acord, un Traité, qui relevoit la fortune du Connetable, le plus dangereux adversaire de la Maison de Guise. Car il est certain, que si la Paix ne se fût point faite, le Connétable auroit été débusqué par le Duc de Guise, qui, depuis la prise de Calais, dont il n'étoit pas pourtant l'unique, ni peut-être le principal Auteur [3], étoit regardé comme le

(*e*) L'Acte en est dans ce Recueil. Tom. II. pag. 181.

[1] Le Laboureur Chap. I. du Livre V. de ses Additions aux Memoires de Castelnau, dit que céte Paix nous coûta plus de trois-cens Places, que nous rendimes aux Espagnols, & à leurs Alliez.

[2] *Utramque fortunam expertus est; Henrici tamen secundi tam pertinaci favore potens extitit, ut captivus, centum urbium jactura, ab eo redemptus sit. Unde non Galliæ commodo tantum, sed & dispendio magnus habitus est.* Ceux, qui liront ce passage, pourront se ressouvenir du nom de l'Auteur, que j'ai oublié de marquer dans mes Memoires.

[3] Brantome dit, que lorsque l'entreprise de Calais fut proposée au Duc de Guise, ce Duc y trouva non seulement de la dificulté, mais encore de l'impossibilité: qu'au contraire Jean de Monchy, Seigneur de Senarpont, Lieutenant de Roi en Picardie, la trouva facile, après avoir fait reconnoître exactement la Place; & que ce fut par son Conseil, & à son instance, que le Roi voulut absolument qu'on l'assiegeât. Ainsi, selon le témoignage même de Brantôme, qui exalte le Duc de Guise comme le Cesar de son Siecle, Senarpont fut le principal auteur & promoteur de cette glorieuse entreprise, puisque, sans lui, Henri II. qui voioit que le Duc la jugeoit impossible, n'eût jamais osé passer outre, après ce qui venoit de lui arriver à la Bataille de Saint-Quentin. Et ce fut pour conserver la Memoire de ce service, dont il n'avoit point été recompensé, qu'il fit mettre sur le frontispice d'un batiment ce verset d'Isaïe:

Gloriam meam alteri non dabo.

le Génie Tutelaire de la France; au lieu que son rival avoit été toûjours malheureux à la Guerre. Retournons au Traité de Câteau Cambresis.

Henri promit en Mariage Elizabet, sa Fille-ainée, au Roi Philippe, qui l'épousa par Procureur le vint-deux, ou, selon d'autres, le vint-sept de Juin; & Marguerite sa Sœur à Emanuel Filbert, Duc de Savoie, qui étant venu à Paris sur la fin du même mois, y consomma son Mariage le neuviéme de Juillet, durant l'agonie du Roi, qui mourut le lendemain. Et peut-être ce Mariage ne se fût-il jamais acompli, ni, par consequent, la restitution de Piémont, si le Duc eût diferé d'un jour d'épouser Marguerite. Tant il importe de savoir prendre l'ocasion aux cheveux. Madame Elizabet avoit été proposée, l'année precedente, pour le Prince d'Espagne, Don Carlos, qui n'avoit qu'un an plus qu'elle; mais le Roi Philippe étant devenu veuf au même tems, il trouva plus à propos de l'épouser lui-méme, & de donner à son Fils la Fille ainée de Maximilien, Roi des Romains, sa Niéce, pour réunir tout le Sang d'Autriche dans sa Ligne droite; & pour mettre dans les interêts de sa Couronne les Alemans, dont l'amitié lui étoit necessaire, à cause des Pais-Bas, & des Etats qu'il possedoit en Italie (*f*). Elizabet, que les Espagnols apellent toûjours, *Dona Isabel de la Paz*, en memoire de céte Paix, étant morte en 1568. au mois d'Octobre, & Don Carlos au mois de Juillet précédent; Philippe prit encore pour Femme, celle qu'il avoit longtems promise à son Fils. Ce qui a fait dire à Strada, qu'il étoit fatal à Don Carlos, d'avoir pour belles Meres, celles que son Pere lui avoit destinées pour épouses [1].

(*f*) Cabrera Chap. XXVIII. Livre IV. de son Histoire.

Philippe insista long-tems sur l'Article de Calais, pour obtenir qu'il fût rendu aux Anglois, qui étoient d'autant plus honteux de la perte de céte Place, qu'ils s'étoient glorifiez, deux-cens ans durant, d'avoir les clefs de la France, penduës à leur ceinture. Mais outre que le Roi Henri ne vouloit pas, qu'ils eûssent une telle obligation à Philippe; ni qu'il fût en credit auprès d'eux; la Raison d'Etat, ni la protection qu'il devoit à ses Sujets, ne permetoit pas de lui rendre jamais une Ville, qui lui servoit de Barriere contre les plus anciens & les plus dangereux ennemis de son Roiaume. C'est pourquoi ses Deputez à la Conference de Cercamp declarérent hautement à ceux d'Espagne, que le Roi leur Maitre donneroit aussi-tôt sa Couronne à Philippe, que Calais; & que si Philippe leur avoit ordonné de ne tien conclurre, qu'à céte condition, ils le devoient dire franchement, afin qu'on ne perdit plus de tems à negocier inutilement (*g*). On ajoûtoit, que Calais étoit un ancien héritage & patrimoine de la Couronne de France, que les François avoient, non pas conquis, puisque c'étoit leur propre bien; mais reconquis sur les Anglois, qui n'y avoient jamais eû d'autre droit, que celui de la force: qu'il ne faloit point aleguer le Traité de Bretigny, par lequel le Roi Jean le leur avoit cedé & abandonné: puisque depuis sa prise à la Bataille de Poitiers, il n'avoit jamais été libre; & qu'étant revenu en France sur sa parole, pour y faire executer le contenu de ce Traité, & n'aiant pû tenir tout ce qu'il y avoit promis, il fut contraint, pour dégager sa foi, de retourner en Angleterre, où il mourut, que la jouïssance de plus de deux-cens ans, par laquelle ils pretendoient prescription, ne leur donnoit aucun droit; dautant que les choses tenues par force & par violence ne se prescrivoient point, quelque long-tems qu'on les eût tenues & possédées. Outre que la prescription n'est point d'usage entre les Princes.

(*g*) Lettre des Deputez de France, écrite de Cercamp le 21. Octobre 1558.

Il faut remarquer ici, que la Reine Elizabet craignant, que le Roi de France ne lui fit la Guerre, à cause des pretenrions de la Reine Daufine, à qui Paul IV. avoit adjugé la Couronne d'Angleterre, traita secretement, & sans la participation des Ambassadeurs de Philippe, avec Henri, & lui abandonna Calais, voulant bien se contenter de la promesse, que firent ceux de France, que le Roi leur Maitre lui rendroit céte Place dans huit ans, à compter du jour de la signature du Traité; comme aussi la Comté de Guines, & la Terre d'Oye, avec les Châteaux, Forteresses, & Seigneuries de leur dépendance. Lequel terme échu, Henri, ou ses Successeurs, n'acomplissant pas céte restitution, seroient tenus de paier, pour amende, la Somme de cinqcens mille écus d'Or, à la Reine Elizabet, ou à ses Hoirs & Successeurs à la Couronne d'Angleterre, *rato manente pacto*, c'est-à-dire, sans que le paiement de céte amende déchargeât le Roi Tres-Chrêtien, & le Roi Daufin, son Fils, ni leurs Hoirs & Successeurs, de la promesse par eux faite, de rendre la Ville de Calais & la Comté de Guisnes avec toutes leurs apartenances & dépendances [2]. Et cet Acord, à mon avis, fut un coup d'Etat, par ou elle s'affermir sur le Trône, dès le commencement de son Regne, qui couroit risque d'être fort malheureux, si les Armes de la France eûssent secondé les foudres de la Cour de Rome.

Cabrera

[1] *Perpetuo Caroli fato, ut uxores filio designatas Pater aut vivo praeriperet, aut in mortui locum duceret. Lib. VII. Decad. I.*

[2] Calais ne fut point rendu, ni les cinq-cens mille écus paiez, parce qu'Elizabet viola ce Traité, non seulement en se saisissant du Havre de Grace, par où elle esperoit d'envahir toute la Normandie; mais encore en soutenant la rebellion des Ecossois contre la Reine Daufine. Contravention, par laquelle Elizabet etoit dechuë du droit, que le Traité de Cambresis lui conservoit sur Calais. Mais le Roi Charles IX. ne laissa pas de l'executer en partie, c'est-à-dire, quant à l'amende pecuniaire, après la conclusion de la Paix, qu'il fit avec elle en 1564.

Cabrera dit, que la prise de Calais vint d'une intelligence, que le Gouverneur de Boulogne entretenoit avec les Calvinistes de céte Ville, qui étoient fort irritez des persécutions, que la Reine Marie d'Angleterre fesoit à leurs Confréres; & qu'Elizabet, imbuë des mêmes opinions, favorisa sous main céte entreprise, pour abreger les jours de sa Sœur, à force de peines & de soucis [1]. Et cela lui réüssit en éfet, car Marie mourut dix mois après la perte de Calais, & laissa la Couronne à celle, à qui elle avoit voulu par trois fois ôter la vie; Dieu permetant qu'Elizabet regnât, pour être le fleau de celui qui ne s'étoit opofé à sa mort, que pour frustrer la jeune Reine d'Ecosse de la Succession du Roiaume d'Angleterre, dont il savoit qu'elle étoit la legitime heritiere. L'Auteur des additions aux Memoires de Castelnau a tres-bien remarqué, que la mort de la Reine Marie fut cause, que Philippe II. s'opiniâtra encore davantage à demander par ses Deputez la restitution de Calais, dans la pensée d'épouser la Reine Elizabet [2], & de continuer par là son Alliance & Confederation avec les Anglois. Et il avoit céte afaire si fort à cœur, que le Duc d'Alve dit au Cardinal de Lorraine, sans crainte d'en être desavoué, que le Roi Catholique son Maitre se contenteroit, que la Savoie, la Bresse, & tout ce que nous avions conquis du Piémont, demeurât au Roi Tres-Chretien, pourvû qu'en faisant la Paix il rendit Calais aux Anglois; & Metz, Toul, & Verdun, à l'Empire. Témoignage, qu'il ne tint pas à Philippe II. qu'il n'abandonnât le Duc de Savoie (*h*). De quoi celui d'aujourdui, qui se rencontre presque dans la même situation d'afaires, devroit bien se souvenir, pour ne pas courir le même risque.

(*h*) Lettra du Cardinal de Lorraine au Roi 26. Fevrier 1559.

Par le trente cinquiéme Article de céte Paix, il étoit dit, que le Duc Emanuel Philbert feroit rétabli dans ses Pais de Savoie, de Bresse, Bugey, Valromey, Maurienne, Tarantaise, & dans sa Principauté de Piémont [3], excepté Turin, Quiers, Pignerol, Chivas, & Villeneuve d'Ast, que le Roi Tres-Chrétien retiendroit par forme de gages, jusques à ce que les diférends sur les droits par lui pretendus ausdits Païs, du côté de Louise de Savoie [4], son aieule, fussent terminez; ce qui se devoit faire dans trois ans, au plus tard, sans autre prolongation: en sorte que, ce terme expiré, le Duc entreroit en pleine & libre possession de ces cinq Villes, pour en joüir paisiblement, ainsi que de ses autres Terres. En execution de cet Article, François II. & le Duc Emanuel nommérent en 1560. des Commissaires, pour examiner les droits & les titres de part & d'autre. Ceux du Roi demandoient le Comté de Nice, qu'ils soûtenoient être un Membre de la Provence, le Comté d'Ast, qui étoit du Patrimoine de la Maison d'Orleans, où Valentine de Milan l'avoit aporté pour Dot; les Villes de Turin, Coni, Montdovi, Albe, Quieras, & Savillan; l'hommage du Foucigni & du Genevois; enfin, tout ce qui étoit échu par Succession à la Mere de François I. son aieul. Mais comme les Deputez des deux Princes savoient mieux disputer que negocier, ils se separérent sans rien conclurre.

L'Année suivante, Catherine de Medicis, se trouvant Régente, fit expedier au nom du Roi Charles, son Fils, des Lettres Patentes, par lesquelles il étoit ordonné au Seigneur de Bourdillon, qui commandoit alors en Piémont, de rendre au Duc, Turin, Quiers, Chivas, & Villeneuve d'Ast, en échange de Pignerol, Savillan, & la Perouse [5], avec toutes leurs dépendances. Bourdillon ne voulut point executer cet ordre, & remontra au Roi, qu'étant encore mineur, il n'avoit pas le pouvoir de disposer des biens, qui lui apartenoient; que ces Places servoient de rempart à son Roiaume, & lui tenoient lieu de gage & d'asseurance pour Nice, Coni, Fossan, Savillan, Montdovi, le Comté d'Ast, & pour plusieurs autres droits qu'il avoit sur la Maison de Savoie; que la Ville de Turin, à la priere de tous ses habitans, avoit été unie & incorporée à la Couronne en 1537. & les Lettres verifiées en tous les Parlemens. Et pour conclusion, il demandoit, que l'execution des ordres de la Cour fût sursise jusques à la majorité du Roi. Mais après trois jussions, il fut obligé d'obeïr, & peut-être ne l'auroit-il pas fait encore, si le Duc n'eût prêté cent-mille écus au Roi, & n'eût

[1] Chap. XVI. du même Livre, & Herrera Chap. V. du Livre I. de son Histoire, où il ajoute, que le Baron de Venworth, aiant rendu Calais, sans atendre le secours que Philippe lui envoioit de Dunkerque, se retira en France, pour éviter la punition de sa faute, & retourna après la mort de la Reine Marie en Angleterre, où il fut emploié par Elizabet. Preuve évidente, qu'il avoit agi de concert avec elle.

[2] Quand le Comte de Feria fit la proposition de ce Mariage a Elizabet, elle lui répondit si ambigûment, qu'il ne lui fut pas dificile de s'apercevoir, qu'elle n'avoit aucune inclination pour le Roi son Maitre. *Cabrera*.

[3] Je tiens de feu M. le Comte de Brissac, dit Brantôme, que M. le Maréchal son Pere, n'eût jamais rendu ces Païs, après la mort du Roi Henri, pour tout autre que Madame de Savoie, qu'il aimoit & honoroit si fort, pour beaucoup de raisons que je dirois bien, qu'il banda les yeux à son ambition, & au bien public.

[4] La Mere de François I. avoit pretendu, que toute la Savoie lui apartenoit en vertu du Testament fait en sa faveur par le Duc Philibert II. son Frere, mort sans Enfans en 1504. Mais le Duc Charles III. son Frere, d'un autre lit, soutint contre elle, & contre le Roi François son Neveu, que ce Duché n'étoit jamais tombé en quenouille, non plus que la Couronne de France; & que par consequent François n'y pouvoit rien pretendre du côté de sa Mere. Et Louis XIII. semble avoir reconnu cela pour vrai dans les Traitez, qu'il fit en 1640. avec le Prince Thomas, & en 1642. avec le Cardinal de Savoie, & le Prince de Carignan, son Frere; où il est dit, que le Roi maintiendra dans la Maison de Savoie la Succession des descendans mâles au Duché, gardant la prerogative du degré.

[5] M. de Thou dit, que ce fut le Cardinal de Lorraine, qui fit l'ouverture de cet échange.

& n'eût paié sur le champ tout ce qui étoit dû à nos Garnisons. Brantôme dit, que le Duc n'auroit jamais recouvré ces Places, s'il n'eût corrompu par de grans presens Bourdillon, & le President de Birague, son Beau-Pere, qui y exerçoit alors la charge d'Intendant de Justice. Mais le Laboureur dit, que ce fut le regret, qu'on eût à ces Places, qui fit dire, que le Duc & la Duchesse avoient gagné Bourdillon (i). Enfin, ajoûte-t-il, soit qu'il eût fait sa paction particuliere avec eux, ou qu'ils lui en eûssent témoigné une reconnoissance gratuite; il est vrai qu'il revint à la Cour avec beaucoup de bien.

(i) Liv. IV. de ses Additions aux Memoires de Castelnau, au Chapitre du Maréchal de Bourdillon.

Enfin, Henri III. passant par Turin, paia la bonne chere & les caresses de sa Tante Marguerite, de la promesse de rendre ces trois Villes, qui sont les clefs du Dauphiné & du Piémont: faute, dont il se repentit, depuis, tres-souvent, & particulierement, lorsque Charles Emanuel, Fils d'Emanuel Philbert & de Marguerite, eût l'audace d'usurper en pleine Paix, & durant la tenuë des Etats du Roiaume (k), le Marquisat de Saluces, auquel il n'avoit aucun droit, puisque son aieul & son Pere n'en avoient jamais stipulé la restitution dans les Traitez de Crespy & de Câteau Cambresis, & que dans le tems même de l'invasion de ce Marquisat, Charles Emanuel avoit fait dire, par ses Ambassadeurs, à tous les Princes d'Italie, & aux autres, que ce n'étoit point pour se l'aproprier, qu'il s'en étoit saisi; mais pour le conserver à la Couronne de France, & pour empêcher que les Huguenots de Dauphiné ne s'en emparassent, & n'introduisissent l'heresie au milieu de l'Italie.

(k) En 1588.

Au reste, l'ingratitude de ce Prince envers la France montre, que le Duc de Nevers, Gouverneur pour le Roi delà les Monts, avoit eû juste raison de dissuader à Henri III. la restitution des trois Places promises, lui remontrant, Qu'elles tenoient lieu de gage pour les Comtez de Nice & d'Ast, & pour d'autres Seigneuries, que le Duc de Savoie avoit usurpées: Que ce seroit démembrer l'heritage, que ses peres lui avoient aquis; se fermer la Porte de l'Italie pour jamais; & se priver des moiens de recouvrer ce qui lui apartenoit justement, & de secourir le Pape, & les autres Princes & Etats d'Italie, que le Roi d'Espagne voudroit opprimer: Que ces Places tenoient en bride les Espagnols, qui s'abstiendroient de faire des entreprises contre la France, tant qu'ils craindroient d'être assaillis dans le Milanés: Que la Ville de Pignerol étant située à l'issuë de la Vallée de la Perouse, qui est entre le Dauphiné & le Piémont, il faloit bien se garder de laisser cette Porte aux Savoiards, qui seroient maîtres de l'ouvrir, quand il leur plairoit, aux Espagnols: Que le Roi ne se pouvoit assûrer de la foi du Duc de Savoie, en lui donnant ces Places, parce que ce Duc se tenoit plus obligé de son rétablissement au Roi d'Espagne, qu'à lui, & que cette restitution, loin de l'atacher aux interests de la France, le rendroit plus hardi à conspirer contre elle, lors qu'il y trouveroit son avantage. Mais Henri III. n'aiant pas voulu se rendre aux raisons de M. de Nevers, que M. de Thou dit avoir été Profete en cette ocasion [1], ce Duc, avant que de remetre les trois Places au Duc de Savoie, protesta contre cette restitution [2], & en demanda une décharge, laquelle il fit enregistrer au Conseil de Piémont, & au Parlement de Grenoble.

Il ne faut pas oublier de dire ici, que le Chancelier de Birague ne voulut jamais sceller les Lettres Patentes de cette restitution: & qu'à son refus le Roi s'étant fait aporter les Sceaux le 7. d'Octobre de 1574. fit sceller & expedier en sa presence les Pouvoirs adressez pour cet efet au Duc de Nivernois, & au Grand-Prieur de France; à Charles de Birague, Lieutenant-General delà les Monts, en l'absence dudit Seigneur Duc; & à N. Fizes de Sauve, Secretaire d'Etat.

Le Roi Henri II. étant mort trois mois après la Paix de 1559. & aiant laissé François II. fort jeune, la France étoit à peine délivrée d'une Guerre étrangere, que les discordes civiles commencérent à la tourmenter, au sujet de quelques Princes du Roiaume, qui vouloient se saisir du Gouvernement, à l'exclusion les uns des autres. Et Charles IX. aiant succedé encore plus jeune à François II. qui ne regna que dix-sept mois, les factions & les discordes s'augmenterent d'autant plus, qu'à la competence du Gouvernement se joignit la querelle de la Religion, qui déchira miserablement la France durant les Regnes de Charles IX. & d'Henri III [3]. Enfin, le pretexte de la Religion, le plus specieux, & le plus dangereux instrument, qu'ait jamais forgé la malice

[1] *Ea restitutione elatior erga Regem, quem ab eo tempore contemnere cœpit, sicuti Gonzaga,* (c'est le Duc de Nevers,) *prædixerat; non desiit Sabaudus voto, consilio, & facto ipso, in Regem ipsum & nomen Gallicum, cui tantum debebat, consilia occulta struere. Lib. LVIII. anno* 1574.

C'est pourquoi le Cardinal d'Ossat recommandoit si fort à M. de Villeroy, de traiter le Duc de Savoie avec la verge de fer, sans se fier davantage à ses promesses, ni à ses fermens. Que si le Roi, dit-il, prête l'oreille aux propos, qu'on lui fera tenir d'acord, Sa Majesté, & ceux qui feront par elle emploiez au Traité, se souviendront combien la France s'est mal trouvée d'avoir rendu par la Paix de 1559. tous les Etats de la Maison de Savoie; & combien ingratement ce Duc en a usé; & que ses Enfans & posterité en pourroient encore user plus mal, descendant d'une Mere Espagnole, au lieu que ce Duc descendoit d'une Françoise, qui le devoit aucunement retenir. *Lettre du dernier d'Aoust* 1600.

[2] Elle se fit au mois de Decembre de 1574.

[3] D'Ossat dans le Discours, qu'il fit à la Seigneurie de Venise sur la Paix de Vervin, n'étant encore qu'Evêque de Rennes.

malice des hommes, enfanta la Ligue de 1576. digne Fille de l'hypocrisie rafinée des Espagnols, de l'ambition efrénée des Guises [1], & de la sole credulité des peuples. Il n'est point de mon sujet de parler de cette Ligue, & d'ailleurs nos Historiens en ont dit tout ce qu'il faloit: il sufit de dire, que la faute, que fit Henri III. de s'en declarer le Chef, au-lieu de tenir la balance entre ses Sujets, en qualité de Roi & de Pere, produisit incontinent une Contre-Ligue Huguenote, qui fortifia l'Heresie dans ses Etats; qui forma une espéce de Republique au milieu de la Monarchie, par deux-cens Villes d'ôtage [2], qu'elle se fit acorder à la pointe de l'épée, & qui lui fit sentir jusqu'à sa mort, qu'il n'étoit presque plus Roi que de nom, tandis que les Huguenots vivoient dans l'indépendance, & que les Catholiques adoroient les Guises.

Quiconque lira le Traité de Joinville, fait en 1584. entre Philippe II. & ces Princes, verra comme ils disposoient de la Couronne de France, en faveur du vieux Cardinal de Bourbon, qui s'en disoit le plus proche heritier, *en excluant pour toûjours & à jamais* (ce sont les termes du premier Article,) *ceux d'entre les Princes du Sang de France, qui sont heretiques & relaps, sans que nul puisse jamais regner, qui soit heretique, ou qui permette, étant Roi, impunite publique aux Heretiques: ausquels Princes heretiques prétendans à la Couronne, ils s'oposeront, par tous les moiens possibles, & même par les armes, s'il en est besoin.* Où il est à remarquer, que le but du Roi d'Espagne dans ce Traité, étoit de metre le feu dans la France, en irritant les Huguenots; & celui des Guises, de diviser les Bourbons, en apellant le Cardinal à la Couronne, à l'exclusion de tous les autres. Encore ne l'y apelloient-ils, que parce qu'ils savoient, qu'excepté la naissance, il n'avoit aucune des qualitez requises pour regner. Et Henri III. le connoissoit si bien, qu'il tâcha toûjours de le guerir de la fausse opinion qu'il avoit, d'être son heritier présomptif, à cause qu'il lui étoit plus proche d'un degré, que le Roi de Navarre: *Mon Cousin*, lui dit-il un jour, *croiez-moi, vous le gagneriez au Châtelet, mais vous le perdriez à la Cour.* Car bien que ce Cardinal fût le plus proche parent qu'il eût de son Sang, & qu'en 1588. il l'eût reconnu pour tel, pour faire plaisir à la Ligue, qui tenoit alors le haut bout, il n'étoit pas pour cela le plus habile à succeder.

Il étoit dit par ce Traité, qu'au cas que le Cardinal de Bourbon parvinst à la Couronne, il renouvelleroit & confirmeroit celui de Câteau-Cambresis: tant le Roi d'Espagne y trouvoit son compte, & craignoit d'en perdre les avantages, qui étoient tous de son côté.

Un autre Article portoit, que ce Cardinal, ou le Roi son Successeur, renonceroit entierement aux Ligues & Confédérations, que la Couronne de France avoit alors avec le Turc, & ne pourroit doresnavant en faire d'autres, ni entretenir aucune correspondance avec cet Infidéle; & que le Roi Catholique en useroit de même. Il faisoit beau voir Philippe II. exiger, que le Roi de France renonçât à l'Alliance du Turc, lui, qui n'avoit corrompu Codignac, Ambassadeur d'Henri II. à Constantinople, que pour y faire recevoir le sien, & pour y ruiner le credit & l'autorité de la France. Tentative qu'il fit encore au commencement du Regne d'Henri IV. à qui il débaucha Jâques Savary, dit Lencosme, son Ambassadeur à la Porte. Le Cardinal d'Ossat en parle avec un ressentiment digne de son zele & de sa fidelité, dans ses Lettres 1. & 88. Si le Roi, dit-il, rompoit avec le Turc, il se trouveroit surchargé de ces puissant ennemi de plus; & la Maison d'Autriche venant à faire la Paix avec la Maison Otomane, comme elle n'y manqueroit pas; le Roi d'Espagne, fortifié & enorgueilli de cette Alliance, s'en prévaudroit à l'opression, non seulement de la France, mais encore de tous les Princes Chretiens. Tellement que ces deux Turcs symbolisant en plusieurs choses, & n'aiant point d'autre diférence entr'eux, que l'aparence de la Religion, partageroient

[1] Le Laboureur dit, que le premier projet de la Ligue se fit à Trente, où le Cardinal de Lorraine representa au Concile, qu'on ne pouvoit defendre la Religion, que par une Ligue de tous les Princes Chretiens, à laquelle le Pape donnat un Chef capable d'entreprendre la destruction des Heretiques du Roiaume, durant la minorité de nos Princes. Il s'atendoit bien à faire tomber le choix du Pape sur le Duc de Guise, son Frere. L'afaire étant resolue, continue-t-il, la mort du Duc son Frere, arriva, qui rompit ce dessein; car ses Neveux étant jeunes, il ne songea qu'à terminer le Concile, pour retourner en France . . . Quand le Duc Henri fut en âge, le Cardinal renoua la Ligue avec le Pape & le Roi d'Espagne, mais sa mort la rompit encore: & il n'en resta que le desir au Duc son Neveu, qui conserva l'idée d'un si grand établissement, avec impatience d'en voir naitre l'ocasion, qui se presenta enfin l'an 1576. quand Don Juan, Frere naturel de Philippe II. vint pour gouverner les Païs-Bas. Ce Roi n'aiant point alors d'Enfans mâles, Don Juan, qui pensoit à se rendre Maitre de ces Provinces, ne douta point, que le Duc de Guise n'eût un pareil dessein en France; & il le vit secretement à Joinville, où ils firent Alliance ofensive & defensive. Aussi-tôt qu'il fut en Flandre, il gagna les cœurs de la Noblesse & du Peuple, qui crûrent, que c'étoit en leur faveur qu'il ôta les Garnisons Espagnoles des Places; mais il fut prevenu par le Roi d'Espagne, qui le fit empoisonner. Après quoi on publia, qu'il avoit gagné sa maladie dans un lieu pestiferé. Quoi qu'il en soit, le Duc de Guise croioit la Ligue morte avec Don Juan, lorsque le Roi d'Espagne, qui profitoit de tout, trouva moien de ressusciter pour ses interests une Confederation, qui s'étoit faite pour le dépouiller des Païs-Bas. *Dans l'abregé de la Vie d'Henri III.*

J'ai mis cete note à cause de plusieurs particularitez qu'elle contient, qui ne se trouvent point dans nos Historiens de France.

[2] Villes, que les Huguenots appelloient Places de sûreté, mais qui étoient veritablement des Citadelles de rebellion, puis qu'ils n'en voulurent jamais rendre aucune; protestant à Henri IV. qu'ils étoient plus de 300000. hommes, qui répendroient jusqu'à la derniere goute de leur sang pour defendre la liberté de leur Religion.

tageroient ensemble la Chretienté, l'asservissant & captivant, l'un d'un côté, & l'autre de l'autre.

Le Roi Philippe & les Guises étoient convenus de tenir secret ce Traité, & de ne le publier, que du consentement commun des deux Parties, de peur d'alarmer les Huguenots: mais les Députez des Etats des Païs-Bas étant venus en France dès le commencement de l'année suivante, pour offrir à Henri III. la Souveraineté de leur Païs, & ce Prince leur aiant donné audience favorable, & les aiant renvoiez avec des chaînes d'Or, & de bonnes paroles [1]; Don Bernardin de Mendoze, alors Ambassadeur d'Espagne, & le Commandeur Don Juan Moreo, presserent si fort le Duc de Guise de se declarer, qu'il leva enfin le masque, en fesant conduire à Peronne le Cardinal de Bourbon, qui servoit d'Idole à la Ligue, & de pretexte à la Guerre. *Ipse neque jubendi, neque vetandi potens, tantum belli caussa erat.*

Herrera dit, que le Roi aiant envoié un Gentilhomme à Peronne, pour demander au Duc de Guise, pourquoi il armoit; ce Duc lui avoit répondu, que c'étoit pour chasser du Roiaume tous les Calvinistes, au prix de son sang, & pour y rétablir le bon ordre, puisque Sa Majesté ne le fesoit pas (*l*). Soit dit en passant, que cette Catholique réponse acheva de déterminer le Roi à commencer par lui le Martyrologe de la Ligue.

(*l*) Chap. X, I. du Liv. XIV. de la seconde Partie de son Histoire.

Mais puisque nos Historiens ne font aucune mention du Commandeur Moreo, qui fut le principal Instrument du Traité de Joinville, je crois que l'on sera bien-aise d'apprendre quelques particularitez de sa vie. Voici donc ce qu'en dit Don Carlos Coloma, dans le troisieme & le setieme Livres de son Histoire des Guerres de Flandre.

„ Le trentieme d'Aoust 1590. mourut à Meaux le Commandeur Juan Moreo, homme adroit, vif, & pénétrant, qui de pauvre Chevalier de Malte, parvint à un si haut degré d'autorité & de reputation, qu'il fut le premier mobile des Guerres civiles, dont la France fut si long-tems agitée. Distributeur prodigue de l'argent de son Roi, Negociateur hardi, & heureux à suborner ceux, dont il vouloit acheter les services, tellement Maitre de l'esprit & du cœur du Duc de Guise [2], qu'il le rendit tout Espagnol, & le plus irreconciliable ennemi des Huguenots, & de leurs fauteurs, sans nulle exception. Ce fut lui, qui fit entrer dans la Ligue Balagny [3], Seigneur de Cambrai, & qui l'afermit dans ce parti en lui paiant ponctuellement douze mille Ducats par mois [4]. Comme il mourut au sortir d'un festin, ce fut le bruit commun, que le Duc de Parme, qui se trouvoit alors à Meaux, l'avoit fait empoisonner, pour se vanger de certaines Lettres, que ce Gentilhomme avoit écrites contre lui à la Cour d'Espagne". Coloma l'apelle *gastador excessivo*, c'est-à-dire, dissipateur: au contraire, Don Juan Vitrian dit, qu'il donnoit, & promtement, & bien à propos, mais que tous ses hameçons aiant été d'Or, sa pesche avoit coûté beaucoup, & fait peu de profit à son Roi (*m*). Enfin, il est certain, que la Ligue de Joinville fut aussi fatale aux Païs-Bas, qu'à la France; & que si Philippe II. eût emploié à la defense de ces Provinces les millions, qu'il envoia aux Guises, & aux autres Chefs de L'UNION, il fût venu à bout des Hollandois, qui sont assurément encore plus obligez de leur établissement à sa mauvaise politique, qu'à leur courage. Pourquoi donc, dit le même Vitrian, apelle-t-on ce Roi Philippe le Prudent? le Coloma dit, que c'est parce que toute sa prudence consistoit à conserver la Religion Catholique; mais que du reste il fit mille fautes (*n*) contre la Raison-d'Etat, & contre les regles du bon Gouvernement. Et dans un autre endroit, il dit, que l'Evêque de Tarazona, Don Diego de Yepés, dernier Confesseur de Philippe, lui avoit raconté, que ce Prince aiant reconnu, vers la fin de sa vie, toutes les fautes, qu'il avoit faites dans la conduite des afaires des Païs-Bas, en laissa toute la direction à ses Ministres, avouant en plein Conseil, qu'il n'y connoissoit rien (*o*). Et c'est une des raisons, qui le portérent à les donner en dot à l'Infante Claire Isabelle, sa Fille-aînée, prévoiant bien, que son Fils, qui n'étoit pas doüé d'un grand génie, seroit encore moins capable de les gouverner, que lui.

(*m*) Chapitre 114. de son Commentaire sur Comines. E.

(*n*) Chapitre 167. E.

(*o*) Chap. 100. G.

Jusques ici j'ai parlé de tous les Traitez faits depuis l'an mille quatre-cens trente-cinq, avec les Ducs de Bourgogne & les Princes de la Maison d'Autriche, sous le Regne de neuf Rois de France de la Race des VALOIS, qui prit fin en mille cinq-cens

[1] Quand ces Deputez arriverent à Abbeville, l'Ambassadeur Mendoze emploia toute sa rhétorique, pour persuader au Roi, qu'il ne devoit pas donner audience à des rebelles; & que ce seroit un exemple de dangereuse consequence pour ceux de son Roiaume: mais Henri répondit, qu'il ne vouloit pas les écouter comme des rebelles, mais seulement, comme des Sujets oprimez, à qui il desiroit de procurer quelque acommodement raisonnable avec leur Roi, puisque les Ministres d'Espagne les avoient tant de fois éconduits. *Herrera Liv. XV. de la II. Partie de son Histoire, Chap. I.*

[2] Philippe II. lui donnoit une pension de deux-cens mille livres.

[3] Il étoit Fils bâtard de Jean de Montluc, Evêque de Valence. Il perdit Cambrai en 1595.

[4] Ce fut encore lui, qui Espagnolisa le Secretaire d'Etat Villeroy, moiennant une pension de vint-mille écus. Mais ce Ministre abandonna la Ligue après qu'Henri IV. eut reduit Paris à son obéissance.

cens quatre-vint neuf, en la personne d'Henri III. il me reste maintenant à parler des principaux Traitez, faits entre la France & les Princes de l'Europe, depuis l'heureux avenement des BOURBONS à la Couronne, jusques à present.

1598. LE premier est le Traité de Florence de 1598. que M. d'Ossat, alors Evêque de Rennes, conclut au nom d'Henri IV. avec Ferdinand, Grand-Duc de Toscane, pour la restitution des Isles d'If & de Pomegues. Après la mort d'Henri III. où la Ligue commença à exercer un empire absolu sur toutes les Provinces du Roiaume, & les Princes étrangers à songer aux moiens de partager une si riche proie; Bausset, Gouverneur de l'Isle & du Château d'If, aiant tout sujet de craindre, que les Espagnols ne voulussent se saisir de son Isle, suplia Ferdinand de lui envoier quelques troupes, pour la garder, à condition que cette Garnison la tiendroit au nom de celui, qui seroit declaré Roi de France, & qui seroit admis pour tel par le Saint-Siege; & que le Châtelain ne pourroit être obligé de la rendre à d'autre, qu'à un Roi de France Catholique. Le Grand-Duc accepta la proposition d'autant plus volontiers, qu'il jugea que ce lui étoit une ocasion favorable de réveiller les pretentions de la Maison de Lorraine, dont étoit sa Femme, sur la Comté de Provence. Il envoia cinq-cens hommes à Bausset, qui les logea dans les dehors de l'Isle, sans en faire entrer un seul dans le Château, dont il ne confia la garde qu'à son Fils. Mais un jour que celui-ci étoit alé à Marseille, ils se saisirent du Château, & en chassérent tous les François. Après quoi, Ferdinand y envoia avec cinq Galeres Dom Jean son Frere, qui, après avoir bâti un Fort dans l'Isle de Pomegues, sous couleur de pourvoir à la defense du Château d'If, mais en efet, pour tenir en sujetion la Ville de Marseille, & les deux autres Isles d'If & de Ratonneau, declara ouvertement à M. du Vair, qui lui fut envoié par le Roi, que ces Isles apartenoient au Grand-Duc. Prétention, qu'il n'auroit pas manqué d'étendre ensuite à toute la Provence, si les afaires du Roi, qui avoit perdu Cambrai, Calais, Ardres, & Amiens, ne se fussent pas rétablies par le recouvrement de cette derniere Ville. Voilà ce qui donna lieu au Traité de Florence, sur lequel il n'y a point de Commentaire à faire, après celui que M. d'Ossat y a fait lui-même dans ses Lettres, & dans le Memoire, qui est après son Traité, dans le second Tome de ce Recueil.

Il dit dans sa Lettre 135. que tout le commencement de la Preface, où il est dit, que [le Château d'If étoit en danger de tomber au pouvoir des *Heretiques*; au-lieu qu'il faloir dire, au pouvoir des *Espagnols*:] fut mis par un caprice du Grand-Duc, pour lui servir de justification auprès du Roi d'Espagne, dont il tenoit en fief le Duché de Sienne; & qu'il ne voulut pas insister opiniâtrément contre cette clause, qui servoit au Duc, d'autant que loin de nuire au Roi, elle facilitoit la negociation de son Ministre, en lui donnant moien de tenir ferme sur d'autres points, qui importoient bien davantage au service de Sa Majesté: outre que dans les Prefaces des Traitez, les paroles, qu'on apelle narratives, ne décident rien, & ne passent que pour des raisons de bienséance.

Quant aux douze répondans promis par M. d'Ossat, pour assurance du remboursement de la Somme de deux-cens mille sept-cens trente-sept écus d'Or, dont Henri IV. se trouvoit être debiteur au Grand-Duc, mondit Sieur d'Ossat dit dans sa Lettre 139. qu'aiant remontré à ce Duc, que telles cautions seroient préjudiciables à la reputation & aux afaires du Roi, d'autant qu'il sembleroit, que Sa Majesté ne voulût ou ne pût paier une dette si loialement dûë; & que sur cet exemple, chacun à l'avenir demanderoit de pareilles cautions, & sur-tout les Suisses, à qui il étoit dû de grandes Sommes: le Duc fit une réponse fort genereuse & heroïque, en ces termes: „ Que quand „ ce ne feroit que pour contenter le Roi, il se départiroit tres-volontiers de l'Article „ des cautions; mais qu'il le feroit encore particulierement par la consideration des „ Suisses, sachant combien leur Alliance étoit utile au Roi, & à sa Couronne; & que „ s'ils venoient à demander de pareilles cautions ils pourroient metre le Roi en peine: „ Que si M. d'Ossat vouloit renvoier en France les Lettres de Ratification de leur Trai„ té, lui Grand-Duc se contenteroit de la seule parole de Sa Majesté, à qui il remet„ troit volontiers toute la dette, si ce n'étoit pas indiscretion, & presomption, de don„ ner à plus riche & plus grand que soi. Le Duc de Luxembourg, qui étoit en ce „ tems-là Ambassadeur à Rome, mande au Roi dans une Lettre du 4. d'Avril 1598. „ Que le Grand-Duc avoit ofert de mettre le Château d'If entre les mains du Roi „ d'Espagne, & par ce moien la Ville de Marseille; mais que le Prince Doria, son „ adversaire, en avoit détourné l'efet, en remontrant au Conseil d'Espagne, que ce „ Château & Isle de Pomegues ne valoient pas la dépense qu'on y feroit. Puis il „ conclut: Voilà comme vos ennemis vous ont fait service sans y penser; & comme „ le Grand-Duc, après vous avoir fait de grandes ofenses, pense les expier par de pe„ tites satisfactions. Il pourroit bien lui arriver la même chose qu'à cet homme, qui „ s'étant mêlé imprudemment d'en separer deux autres, qui se batoient à la fontaine,

„ avec

„ avec des cruches de fer , eût la sienne cassée, qui n'étoit que de terre". Au reste, M. d'Ossat avoit bien raison de dire , que c'étoit une grande honte au premier Roiaume de la Chretienté, flanqué de deux Mers, presque de tout son long, de n'avoir pas eû provision de Vaisseaux de Guerre, ni moien de se defendre de quatre méchantes Galeres d'un Duc de Florence, ni d'empêcher qu'elles ne missent à la France la chaine au cou, & les fers aux pieds (p). Mais en l'état qu'est aujourdui la Marine en France, on peut bien assurer, que pareil inconvénient n'y arrivera jamais. (p) Lettre 132.

Le Traité de Florence , dont je viens de parler , servit de précurseur à celui de VERVIN, qui fut conclu le jour d'après. Et c'est à ce Traité, qui ensevelit la Ligue, & toutes les esperances de Philippe II. qu'on peut marquer l'époque de la décadence de la Domination d'Espagne, qui, depuis ce tems-là, a été toûjours de mal en pis. Il est encore remarquable par la circonstance de la presséance des Ambassadeurs d'Henri IV. sur ceux de Philippe, qui prirent place au dessous du Nonce du Pape, au-lieu que Monsieur de Believre, le premier des nôtres, étoit assis devant lui. Pour pallier ce desavantage, Don Carlos Coloma s'est avisé de dire dans l'onzieme Livre de son Histoire des Pais-Bas, que la presséance fut cedée aux Ambassadeurs de France, *por ser los diputados del Archiduque, y no de el Rey immediatamente* [1]. Mais si le President Richardot, le Commandeur Jean-Batiste de Tassis, & le Secretaire d'Etat Verreiken, n'étoient pas immediatement les Ambassadeurs du Roi d'Espagne, pourquoi le Legat Alexandre de Médicis, qui présidoit à l'Assemblée, se mit-il si fort en peine de trouver un expedient, pour lever les dificultez de la séance? si ces trois Ministres n'étoient veritablement que les Deputez de l'Archiduc, comme le dit Coloma, sur quoi fondoient-ils la demande de la place d'honneur? Le Cardinal d'Ossat a bien raison de dire dans une de ses Lettres, que dans cette Paix les Espagnols se mirent à toute raison, en rendant à la France plusieurs Villes & Places fortes , que nous eûssions eû grand' peine à reprendre par force (q). Et dans une autre, il raconte, que le Grand-Duc de Toscane lui avoit dit, qu'il avoit apris par des Lettres de Madrid, que dans le Conseil de Guerre plusieurs avoient conseillé au Roi d'Espagne, de faire la Paix avec la Reine d'Angleterre, en lui rendant Calais [2], qu'elle pretendoit lui apartenir [3], & non point avec la France; d'autant que par ce moien, il n'auroit plus rien à craindre de cette Reine, qui lui avoit fait beaucoup de mal, ni du Roi de France, qui alors seroit aux mains, non seulement avec les Espagnols , mais encore avec les Anglois: au-lieu que les François recommenceroient la Guerre, après qu'ils auroient recouvré toutes leurs Places [4].

TRAITÉ DE VERVIN.

(q) Lettre 327.

Coloma, que je viens de citer, assure que le Maréchal de Biron , étant à Bruxelles , dit à un Ministre de l'Archiduc , que si l'Archiduc eût persisté encore quinze jours dans la volonté de garder les Villes de Calais & d'Ardres, Henri IV. lui auroit au moins abandonné Calais. Mais cela ne s'acorde pas avec ce qu'Henri avoit fait dire deux ans auparavant par Sancy à la Reine d'Angleterre, qui lui demandoit Calais, ou du moins Boulogne, en ôtage des secours qu'elle lui donnoit, & des avances, qu'elle fesoit pour lui: qu'il aimoit mieux recevoir un souflet du Roi d'Espagne, qu'une chiquenaude d'elle [5]. Car si Calais fût demeuré au Roi Catholique, cette Place seroit, sans doute, retournée à cette Reine, avec qui le besoin de ses afaires le contraignoit de faire la Paix à quelque prix que ce fût. Témoin celle que Philippe III. son Fils fit en mille six-cens quatre, avec le Roi Jâques, Successeur d'Elizabet.

Quoi qu'il en soit, il est certain, que cette Reine traversoit de tout son pouvoir la Negociation de la Paix de Vervin, prevoiant bien , que la Paix étoit le seul moien, par ou Henri IV. pouvoit alors recouvrer Calais: ce qu'elle craignoit comme la mort. Sur

[1] Les Plenipotentiaires de France n'aiant pas voulu se contenter de la Procuration de l'Archiduc Albert , dans laquelle il disoit: [Qu'en vertu du Plein-pouvoir, qu'il avoit reçû du Roi Catholique, pour traiter une Treve , ou une Paix entre les deux Couronnes , il avoit donné le même Pouvoir au President Richardot, & au Commandeur Jean Batiste de Tassis:] Parce que ce Pouvoir n'étoit donné qu'à la personne de l'Archiduc , & que ce Prince n'étant pas Souverain, mais simple Plenipotentiaire du Roi d'Espagne, & Gouverneur de Flandre, il n'avoit pas droit de subroger d'autres personnes à sa place: Richardot & Tassis firent venir de Madrid un autre Mandement, par lequel Philippe II. promettoit de ratifier & tenir pour bon tout ce que l'Archiduc, ou ses Subdeleguez, concluroient avec les Commissaires François, de quelque façon qu'il fut fait, &c. Ce qui montre évidemment, que Richardot, Tassis, & Verreiken, n'étoient nullement les Deputez & les Ministres de l'Archiduc, mais directement les Ambassadeurs & les Plenipotentiaires du Roi d'Espagne , sans le Mandement duquel les nôtres ne les eûssent pas admis.

[2] L'Archiduc Albert avoit pris cette Place en 1596. au mois d'Avril.

[3] Elle y avoit tacitement renoncé par la Paix de Troies de 1564. puisqu'elle n'y avoit fait aucune mention de ce droit ; & qu'après cette Paix elle mit en liberté les quatre Gentilshommes, qui lui avoient été envoiez pour ôtages de l'amende de 500000. écus d'Or promis par le Traité de Cateau-Cambresis, au cas que Calais ne lui fût pas rendu dans le tems specifié par ce Traité; se contentant de la somme de six-vints mille écus d'Or, que le Roi Charles IX. lui fit paier par maniére de compensation des cinq-cens mille, ausquels le Roi Henri son Pere s'étoit obligé envers elle.

[4] Lettre CXX. Le Duc de Sesse Ambassadeur d'Espagne à Rome, étoit du même sentiment. *Lettre* 252.

[5] Henri vouloit dire par là, qu'il aimoit mieux , que Calais, qui étoit alors actuellement assiegé par l'Archiduc Albert, tombât entre les mains du Roi d'Espagne , que de le ceder lâchement à une Femme, qui lui vouloit vendre son amitié si cher, & r'avoir cette Place en France, pour en faire l'Arsenal des Huguenots, & l'asile de tous les mécontens du Roiaume.

Sur quoi le Cardinal-Legat disoit à Messieurs de Bellievre & de Sillery, que si Elizabet, par ses menées, venoit à bout d'empêcher la conclusion de la Paix entre les deux Rois, elle se rendroit la Maitresse de tout, en les afoiblissant tous deux; & que ses dissimulations feroient plus de mal à la France, que toutes les forces du Roi d'Espagne.

Le même Coloma ajoûte ensuite, qu'on s'étonnoit fort, que le Roi d'Espagne restituât une Place, qui servoit de boulevart à tous les Païs-Bas, & de frein aux Rois de France & d'Angleterre. Et le Comte de Fuentes, Gouverneur du Milanés, ne fit que trop connoitre aussi, que la Paix de Vervin étoit trop desavantageuse aux Espagnols, pour avoir pû les reconcilier de bonne foi avec les François [1]. Car il n'oublia rien, pour empêcher la restitution du Marquisat de Saluces, & pour fomenter la perfidie naturelle du Duc de Savoie, qui ne cherchoit qu'à éluder l'execution du Traité, qu'il avoit lui-même signé à Paris, en l'année 1600. & d'un autre fait en 1601. par l'entremise du Legat Aldobrandin; sous couleur qu'étant lié d'une si étroite parenté avec Philippe III. il ne pouvoit pas les ratifier sans son consentement (r).

(r) Letre 239. de M. d'Ossat.

Avant que de passer outre, je ne dois pas ometre ici une chose assez particuliere, que dit le Comines Espagnol dans ses remarques, au sujet du Maréchal de Biron, dont je viens de parler. [Henri le Grand, dit-il, avoit montré beaucoup de prudence dans toutes les ocasions, mais il en manqua dans celle-ci, lors qu'il envoia le Duc de Biron à Bruxelles, pour jurer & confirmer la Paix de Vervin. Car il devoit considerer, qu'un homme, qui avoit été toûjours son premier & principal Ministre dans la Guerre, n'en étoit pas un bon, pour achever & affermir la Paix, qui détruisoit son credit & sa puissance. En éfet, ce fut à la Cour de Flandre, que se fit le premier essai du dernier coup, dont il mourut depuis, par le commandement de son Roi (s).] Temoignage, que l'Archiduc Albert, & ses Ministres, n'avoient pas traité cette Paix avec des intentions fort sinceres. Et le Coloma en convient à demi, quand il dit, que Biron fut acusé par ses ennemis, de n'être pas sorti de Bruxelles, avec la même fidelité pour son Roi, qu'il y étoit entré; & que la Tragedie de ce pauvre Seigneur, qui tomba de l'esperance prochaine d'une haute fortune, dans l'abime de toutes les miseres, montre, combien il est dangereux de prêter l'oreille aux ennemis de son Prince naturel (t).

(s) Chap. XXV. Letre G.

(t) Dans l'onzieme Livre de son Histoire des Guerres de Flandre.

Quant au Duc de Savoie, & au Comte de Fuentes, le Cardinal d'Ossat dit, qu'ils desiroient la Guerre si folement, qu'ils y constituoient leur souverain bien, sans regarder à dommage, perte, ni ruine, qui leur en pust arriver à eux-mêmes, & à la Couronne d'Espagne †; mais principalement ce Duc, qui perdit deux fois son Duché de Savoie, pour s'être uni avec les Espagnols contre la France, malgré tous les Traitez, qu'il avoit faits avec Henri IV. & Louis XIII. Il étoit dit par celui de Suze *, qu'au cas que l'Empereur & le Roi d'Espagne fissent quelque entreprise sur le Duc de Mantouë, & troublassent la Paix de l'Italie, le Duc seroit obligé, non seulement de donner passage aux Armées du Roi, & de fournir les étapes dans toutes les Terres de son Etat, moiennant un paiement raisonnable; mais encore de joindre ses Armes avec celles de France, & de laisser Suze en depôt entre les mains du Roi, jusqu'à-ce que ses pretentions sur le Montferrat eussent été jugées. Mais tandis que ce Traité étoit sur le tapis, le Duc en avoit fait secretement un autre [2] avec Philippe IV. pour partager entr'eux le Montferrat, & pour s'oposer conjointement au passage de Louis XIII. en Italie, s'il y venoit au secours du Duc de Mantouë, dont les Espagnols se croioient en droit de machiner la ruine, parce qu'il étoit né en France; & que les Terres, qu'il y possedoit, l'atachoient à des interests contraires aux leurs.

† Lettre 325.

* 1629.

Le Montferrat est un tres-petit Païs, mais il est de si grande importance à cause de sa situation, qu'il eût servi aux Espagnols, non seulement à joindre ensemble les Etats, qu'ils possedent en Italie; mais encore à en fermer le passage aux Armes de France. Et ce qui montre, qu'en cette rencontre les Espagnols n'agissoient, que par des motifs d'ambition, & dans le dessein d'asservir l'Italie; c'est que depuis treize ou quatorze ans, aiant toûjours traversé & contesté les pretentions du Duc de Savoie sur le Montferrat, parce que la Maison de Mantouë vivoit sous leur protection; ils les reconnurent comme legitimes & certaines, dès que le Duc de Nevers, qui avoit le cœur tout François, fut devenu Duc de Mantouë: sachant bien, que lors que le Duc de Savoie les auroit une fois introduits dans le Montferrat, ils n'auroient pas de peine à l'en chasser lui-même, ou ses Enfans. Enfin, le diferend des Maisons de Savoie & de Mantouë, fut terminé par les deux Traitez de Querasque, l'un du sixieme d'Avril, & l'autre du dix-neuvieme de Juin 1631.

Si l'on demande, pourquoi deux Traitez si près l'un de l'autre? c'est parce que le Duc

[1] Aussi Philippe III. fut-il près de trois ans à balancer, s'il la ratifieroit. Ce qu'il fit enfin en 1601. au mois de Juin ou de Juillet.

[2] Il en fit pareillement un en même tems avec le Duc de Rohan. Infraction, qui fut suivie du siege, & puis de la Prise de Pignerol.

Duc de Feria, alors Gouverneur de Milan, qui ne trouvoit pas son compte à la Paix de l'Italie, empêcha par ses menées l'éfet du premier, par lequel l'Empereur, qui y procedoit de meilleure foi que les Espagnols, prometoit d'envoier au plûtôt l'Investiture des Duchez de Mantoüe & de Montferrat au Duc de Nevers. De sorte qu'il falut un second Traité, pour expliquer l'autre. Encore le second ne se fût-il jamais executé, s'il n'eût tenu qu'à eux, qui, dès le lendemain de l'expedition de l'investiture, firent passer, dans la Chancellerie de l'Empereur, un Acte clandestin, qui declaroit nulle cette Investiture, au cas que le nouveau Duc de Mantoüe contrevinst au moindre Article du Traité de Ratisbonne du 13. d'Octobre 1630. quoique par plusieurs Traitez publics, il eût été dit, qu'elle seroit donnée purement & simplement, & sans aucune restriction. Rubrique, dont ils s'avisérent, afin que toutes les fois qu'ils trouveroient quelque chose à redire aux actions du nouveau Duc, dont ils se faisoient juges & parties tout ensemble, ils pussent lui contester sa Souveraineté, sous pretexte qu'il auroit violé quelqu'un des Articles du Traité de Ratisbonne.

(u) Vittorio-Siri dit, que bien que le Duc de Mantoue recueillit tout le fruit de ce Traité, qui le mettoit en possession du Duché de Mantoüe, & qui lui conservoit le Montferrat, qu'il couroit grand risque de perdre, il ne laissa pas neanmoins de se plaindre de plusieurs Articles, qu'il trouvoit être à son desavantage. Sur ces mots du préambule: *Le Pape voiant toute l'Italie en Armes à l'ocasion du diferend meû pour la Succession des Duchez de Mantoue & de Montferrat:* il disoit, qu'il ne faloit point admetre cette expression, qui revoquoit en doute la Succession des Duchez de Mantoüe & de Montferrat, dont on savoit qu'il étoit le legitime Heritier & Successeur, puisque les Ducs de Savoie & de Guastalle ne lui avoient point disputé cette Succession; mais seulement avoient formé quelques pretentions pour en arracher quelque piece.

(u) Dans le Volume VII. de ses Memoires secrets.

Sur le premier Article, où le Roi promet [de n'ataquer, ni faire ataquer en aucune façon l'Empereur, ni le Saint-Empire, ni les Provinces Hereditaires de Sa Majesté Imperiale, & de ne donner aucune assistance d'Hommes, d'Argent, de Vivres, & de Munitions, aux ennemis de Sadite Majesté, & du Saint-Empire, qui sont déja declarez, ou qui se declareront ci-après] il disoit, que cet Article lioit les mains à la France, en lui ôtant tous les moiens de s'oposer à l'agrandissement de la Maison d'Autriche, qui montroit bien par les usurpations continuelles, qu'elle fesoit, qu'elle tendoit à la Monarchie Universelle; que cette convention aneantissoit toutes les Ligues faites par le Roi, soit en Allemagne, ou ailleurs, puisque les Ligues ne se font que pour assister les Amis, & les Confederez, ou pour ataquer les ennemis. Que ces paroles: *Hostes qui nunc sunt, aut qui aliquando declarabuntur:* avoient une longue & fâcheuse suite, parce qu'il pouvoit arriver, que le Duc de Baviere, & les autres Electeurs Catholiques, devinssent ennemis de l'Empereur; & le Pape, & les autres Princes d'Italie, du Roi d'Espagne; en voulant se défendre contre leurs entreprises, ainsi qu'il étoit arrivé déja: auquel cas la France ne pourroit les assister en aucune maniere contre la Maison d'Autriche. Il ajoûtoit, que la condition reciproque de l'Empereur & de l'Empire envers la France, de ne donner aucune aide à ses ennemis, étoit spécieuse & seûre en aparence, mais en efet tres-perilleuse; d'autant que d'un Etat purement Monarchique, tel qu'est la France, où le Roi est tres-absolu, on en vouloit faire un de même nature, que l'Empire, dont les Princes & les Etats font partie, & sont Membres: ce qui n'est pas fesable en France, sinon lors que le desordre & la dissension sont dans le Roiaume.

Sur le second Article, par lequel on convenoit [de donner au Duc de Savoie pour tous les droits & pretentions qu'il avoit sur le Montferrat, & ailleurs, la Ville de Trin, & quelques autres Terres, jusqu'à la valeur de dix-huit mille écus de rente perpetuelle, selon les baux anciens,] il remontroit, que le Duc de Savoie aiant contrevenu à tous les Points du Traité de Suze, l'infraction duquel avoit obligé le Roi de lui faire la Guerre en Savoie, & en Piémont, Sa Majesté n'étoit plus tenuë à l'observation de ce Traité, puisqu'il n'avoit tenu qu'à ce Duc de l'acomplir; & que loin d'y satisfaire, il avoit apellé en Italie les Alemans, qui y avoient causé toutes sortes de calamitez: Qu'après un tel procedé, il n'étoit pas juste de lui laisser la Ville de Trin, qui étoit comme le grenier du Montferrat, & l'unique endroit, d'où Casal pût tirer sa nourriture: Que si Trin demeuroit à ce Duc, tout au moins le Roi ne devoit jamais consentir à la conservation des Fortifications de cette Place, s'il ne vouloit voir bien-tôt de nouveaux troubles en Italie, en y laissant cette pierre d'achopement, qui tiendroit toûjours Casal en échec, & le Duc de Mantoüe en alarme, & en frais; au grand détriment de ses Etats, que la Guerre avoit entierement ruinez. Outre qu'étant dit dans l'Article unzieme, que toutes les nouvelles Fortifications des Places, que le Roi rendroit au Duc de Savoie, seroient démolies: il n'y avoit nulle aparence de raison, que celles de Trin, qui causoient tant d'incommoditez à Casal, restassent en l'état qu'elles étoient.

Enfin,

Enfin, il cenfuroit cette claufe, *felon les anciens baux*, foutenant qu'elle étoit contraire au Traité de Suze, & à celui que l'on avoit fait en Savoie avec le Seigneur Mazarin, Miniftre du Pape; comme auffi aux droites intentions du Roi, qui avoit declaré, que le Duc de Savoie auroit dans les Terres du Monferrat, qui lui étoient cedées, les mêmes Droits & Revenus, que le Duc de Mantouë y poffedoit avant la Guerre: au-lieu que fi l'on fe regloit fur les *anciens baux*, ce feroit ceder obliquement au Duc de Savoie, plus de la moitié du Montferrat, qui cent ans auparavant ne raportoit pas quarante-mille écus de Rente. Ajoûtant, que ce Duc devoit bien être content des dix-huit mille écus de revenu, que le Roi lui acordoit, puifqu'il ne lui en étoit octroié que quinze mille par le Traité de Suze, qui avoit été ratifié l'année precedente.

Toutes ces confiderations, & quelques autres, qui font énoncées dans le Memoire inferé dans ce Recueil, firent tant d'impreffion fur l'esprit du Cardinal de Richelieu, que le Roi, par fon confeil, ne voulut jamais ratifier ce Traité de Ratisbonne. defavouant publiquement Brulart de Leon, fon Ambaffadeur, pour avoir excedé les ordres contenus dans fon Inftruction, qui n'étendoit fon pouvoir, qu'aux feules afaires d'Italie. Et le reffentiment du Cardinal ala fi loin contre lui, qu'un jour qu'ils jouoient enfemble à la grande prime, y aiant eû quelque dispute entr'eux fur quelque carte, & tous ceux qui étoient prefens, aiant jugé en faveur du Cardinal, quoiqu'il eût tort; Brulart s'émancipa de dire, que la Terre avoit fes Corfaires, auffi bien que la Mer: & pouffant devant le Cardinal les treize-cens Piftoles qu'il perdoit, fe retira brusquement. Mais le Cardinal alant du même pas après lui, le prit par le cou, & lui dit, avec un foûris moqueur (*w*): *Veritablement, vous etes un tres-gentil Perfonnage, & c'eût eté un grand peché de vous couper la tête, comme vous en avez bien couru risque.* Affûrément, le Cardinal eût fait ce peché, fi le Serafique Pere Jofef, fon plus intime confident, n'eût point eû de part au mal-heureux Traité de Ratisbonne: témoin ce qu'il dit dans le premier Chapitre de fon Teftament politique, où il parle de Brulart en ces termes: „ La Raifon d'Etat requeroit un châtiment exemplaire en ce„ lui, qui avoit outrepaffé vos ordres, dans une matiere fi delicate, & dans une oca„ fion fi importante: mais vôtre bonté lia les mains à vôtre Juftice, parce que bien „ qu'il fût feul Ambaffadeur, il n'avoit pas agi feul en cette afaire, mais avec un ad„ joint d'une condition, dont le refpect vous fit plûtôt confiderer le motif de la fau„ te, que la faute même.

(*w*) Siri Tome VII.

Il étoit dit par le huitieme Article de la Paix de Ratisbonne, que toutes hoftilitez cefferoient de part & d'autre, en Italie, dès que la fignature du Traité auroit été notifiée aux Generaux des deux Armées. Mais le Maréchal de Schomberg aiant examiné ce Traité, refufa de l'executer à caufe du fixieme & du neuvieme Articles, qui portoient, que l'Empereur donneroit au Duc Charles l'Inveftiture des Duchez de Mantouë & de Montferrat, dans fix Semaines après que ce Duc lui en auroit fait la demande par écrit; & que quinze jours après que l'Acte de cette Inveftiture auroit été mis entre les mains du Duc, l'Empereur retireroit d'Italie toutes fes Troupes, & le Roi Catholique les fiennes pareillement de la Ville & du Château de Cafal, & de tout le Montferrat. Il confideroit, que cette condition l'obligeoit à demeurer encore deux mois en Italie, avec toute fon Armée, avant que les Espagnols fortiffent de Cazal; pendant quoi fon Armée, qui commençoit à manquer de Vivres, periroit de faim, ou de maladie, l'automne étant tres-pluvieux & tres-incommode en ce Païs-là; que fi fes Troupes, qui avoient déja beaucoup fouffert, venoient à fe diffiper, comme il avoit lieu de craindre, les Espagnols pourroient bien profiter de cette ocafion, pour ne point tenir un Traité, où ils n'étoient point autrement engagez, que par la promeffe faite par l'Empereur, de le faire agréer & obferver au Roi Catholique (*x*). Cette prudente refolution fut aprouvée des deux autres Generaux, qui étoient les Maréchaux de la Force & de Marillac, au grand déplaifir de Jules Mazarin, qui épuifa, en cette conjoncture, tous les expediens, dont un esprit fécond & rafiné fe pouvoit avifer. Mais il en fut bien-tôt confolé par la gloire & la reputation, que lui aquit, un mois après, la Paix du Montferrat (*y*), qui eft la premiere origine de cette fortune prodigieufe, qu'il fit depuis en France.

(*x*) Art. XVII.

(*y*) Cette Paix fut concluë le 27. de Novembre 1630.

Enfin, il n'y a qu'à lire le Traité de Ratisbonne, pour être obligé de convenir, qu'il n'y a pas un feul Article, qui ne foit digne de cenfure: mais il faut avouër auffi, que Brulart n'avoit pas peut-être tout le tort, que le Cardinal lui donnoit. Et c'eft comme en juge l'Abbé Siri: „Les Courtifans, dit-il, qui aprofondiffent toûjours fub„ tilement les fentimens des Miniftres abfolus, ne pouvoient fe reduire à croire, que „ Brulart, homme d'entendement & d'experience [1], eût excedé les ordres du Roi; „ ni s'ôter de l'esprit, que c'étoit plûtôt le Cardinal, qui avoit changé d'avis. Et comment,

[1] Le Cardinal d'Offat rend un temoignage tres-avantageux de fon esprit, de fes bonnes mœurs, & de fa capacité, dans une Lettre à M. de Villeroi, du 17. de Decembre 1599.

„ comment, disoient-ils, l'Ambassadeur a-t-il pû s'égarer dans cette Negociation, „ aiant pour adjoint le Capucin Josef, qui n'est pas seulement le dépositaire des plus „ secretes intentions du Cardinal, mais qui est encore le supreme directeur de ses „ desseins, & l'unique ouvrier de toutes les Negociations de la France en Alemagne, „ & dans le Nort, dont on lui laisse entierement la conduite, à cause de la parfaite „ connoissance, qu'il a des interests & des maximes de ces Princes? Il étoit donc bien „ plus vrai-semblable, que le Cardinal, variant selon les tems & les évenemens, fe- „ soit tantôt semblant de desirer plus la Paix, qu'il n'avoit envie de la faire; & tantôt „ la vouloit tout de bon, selon que ses afaires aloient bien ou mal: & que se voiant „ alors sorti d'un tres-grand danger, par la guerison presque miraculeuse du Roi, il „ trouva, qu'il étoit plus de son interest de continuer la Guerre, pour rendre son „ service absolument necessaire à son Maître, qu'il savoit être d'humeur à n'abandon- „ ner jamais ceux, dont il avoit besoin pour achever les entreprises, qu'il avoit com- „ mencées. On ajoûte, (mais je ne le crois pas, quoique cela se soit publié par les „ plus grands Seigneurs de la Cour;) que le Roi étant à Lion, promit à la Reine, „ sa Mere, à force d'en être importuné, de chasser le Cardinal, quand la Paix seroit „ faite; mais que le Cardinal aiant pris ombrage de la joie excessive, que la Reine- „ Mere, & tous ceux de sa cabale, firent éclater, après que le Roi eût reçu la nou- „ velle de la Paix de Ratisbonne, signée, ou prête à signer; il sût si bien sonder & „ manier l'esprit de son Maître, qu'il en tira le secret de la promesse faite à la Reine- „ Mere. Et tout aussi-tôt il dépêcha un Courier à l'Ambassadeur Brulart, avec ordre „ de ne point signer le Traité, sous pretexte qu'il étoit contraire à son Instruction. A „ quoi il fut determiné encore par la conclusion prochaine de la Ligue, que le Baron „ de Charnacé négocioit actuellement avec le Roi de Suede, de laquelle il se prome- „ toit de tres-grands avantages sur la Maison d'Autriche". Ce qui lui réüssit en efet selon ses espérances.

Quoi qu'il en soit, si les Espagnols emploiérent tous leurs artifices, pour éluder l'execution du Traité de Ratisbonne à l'égard du nouveau Duc de Mantouë, ils ne furent pas de meilleure foi envers les Grisons & les Valtelins, parmi lesquels le Duc de Feria semoit de la division, pour envahir leur Païs, qu'il vouloit incorporer au Duché de Milan; prometant au Roi d'Espagne la peau de l'ours avant qu'il fût pris. Les Grisons voiant, que le Duc de Feria n'executeroit point la promesse, que le Baron de Galas avoit faite par écrit, que les Troupes Imperiales se retireroient de Milan, dont la Garnison n'avoit jamais été composée d'étrangers; & qu'au lieu de vint Compagnies Espagnoles, que le Roi Catholique avoit acoûtumé d'y tenir en tems de Paix, il y en avoit cinquante-trois, outre dix-neuf étrangeres, & un renfort de Cavalerie amené par le Marquis Rangoni sur les confins du Milanés: Voiant, dis-je, que ce Duc, au-lieu d'acommoder leurs diférends avec les Valtelins, de licentier les étrangers, & de faire cesser les nouvelles levées, trouvoit mauvais, qu'ils fortifiassent leurs passages, & crioit, que c'étoit une infraction manifeste du Traité de Ratisbonne, & une entreprise sur le Milanés: (comme si c'étoit entreprendre sur les Etats d'un puissant voisin, que de fortifier les siens propres, pour être en sûreté chez soi:) ils furent obligez d'implorer la protection du Roi, contre ceux, qui cherchoient tous les moiens d'oprimer leur liberté, & qui ne leur fesoient des demandes injustes, que pour trouver dans le refus un pretexte de recommencer la Guerre. La querelle, que les Ministres Espagnols fesoient aux Grisons, étoit fondée sur ces paroles de l'Article XII. *Et personne à l'avenir ne pourra plus ocuper ni fortifier leurs passages* [1]. Il est évident, que cette clause est toute en faveur des Grisons, sur les Terres desquels les Imperiaux avoient fait des Fortifications, qui, selon la teneur de cet Article, devoient être démolies. Cependant, les Espagnols, & sur tout le Duc de Feria, avec tout son bel esprit, interpretoit cette clause à l'avantage de son Maître, comme si les Grisons, Peuple libre & indépendant, se fussent privez de la liberté de se défendre, & de se fortifier contre ceux, qui vouloient envahir leur Païs, sans y trouver aucune resistance: comme si les Ambassadeurs de France, qui avoient fait inserer cette clause, pour couper racine à toutes les pretentions des Imperiaux, & des Espagnols, eûssent pû avoir intention de metre les Grisons, dont ils défendoient la Liberté, à la merci de l'Empereur, & du Roi d'Espagne, qui leur preparoient des chaînes. Le Duc de Feria eût aussi bien fait de dire, que les Grisons avoient renoncé à la proprieté de leur Païs, puisque, selon lui, il ne leur étoit pas permis de s'y fortifier.

Tout ce que je viens de dire regarde la Maison d'Autriche Espagnole: parlons maintenant de la Maison d'Autriche Alemande, qui possede l'Empire depuis l'année 1438.

Il y avoit cinquante ans que la France vivoit en tres-bonne intelligence avec l'Empereur, lorsque Jean-Guillaume, Duc de Cleves & de Juliers, étant venu à mourir sans

[1] *Ea tamen conditione, ut à nullo, sub quocumque etiam colore vel prætextu, occupentur, aut fortificentur.*

fans Enfans, en 1609. cette bonne correspondance fut troublée par l'Empereur Rodolfe, qui pretendant, que les Sœurs du défunt ne pouvoient succeder à leur Frere, & que par conséquent il y avoit ouverture de fief, avoit commis l'administration de ces Etats à l'Archiduc Leopold, son Cousin-Germain: probablement avec intention de lui en donner l'Investiture, si les legitimes heritiers ne s'y fussent vigoureusement opofez. Ces heritiers étoient Jean-Sigismond, Electeur de Brandebourg, qui representoit Marie-Eleonor, Sœur-aînée de Jean-Guillaume, & Mere de sa Femme; & Wolfgang-Guillaume, Duc de Neubourg, qui representoit Anne, sa Mere, devenue l'aînée par le decès de Marie-Eleonor sa Sœur, morte en 1608. & l'unique heritiere de son Frere, en vertu d'un Privilege de Charle-Quint acordé en 1545. à Guillaume, Duc de Cleves, leur Pere, en faveur de son Mariage avec l'Archiduchesse Marie, Nièce de l'Empereur [1], lequel portoit, qu'au cas que le Duc mourût sans Enfans mâles, celle de ses Filles, qui auroit des mâles, lui succederoit; & par le Testament de ce Duc, qui ordonnoit que tous ses Etats demeurassent unis en une seule main. De sorte qu'Anne aiant un Fils, elle devoit, selon ce Privilege & ce Testament, exclure de la Succession de Juliers & de Cleves Anne de Brandebourg, Fille de Marie-Eleonor; & pareillement les Enfans de Madeleine, sa troisieme Sœur, Femme du Duc de Deux-Ponts. Henri IV. se declara donc en faveur des deux pretendans contre l'Empereur,
1610. en fesant l'année suivante un Traité de Confederation avec tous les Princes de l'Union Evangélique, c'est-à-dire, de la Religion Protestante, de laquelle étoient l'Electeur de Brandebourg, & le Duc de Neubourg, pour conserver la Succession de Juliers & de Cleves aux legitimes heritiers. Et Henri aiant été tué trois mois après ce Traité, la Reine Régente leur envoia le Maréchal de la Chastre avec une Armée de douze mille hommes, laquelle s'étant jointe aux Troupes Hollandoises, commandées par le Prince Maurice de Nassau, obligea la Ville de Juliers de se rendre à composition le deuxieme de Septembre 1610. Après quoi, toutes les autres Places de ce Duché se rendirent aussi & furent mises entre les mains des deux heritiers. Il ne restoit plus qu'à les acorder tous deux. Pour cet efet, il se tint au mois de Septembre une Conference à Cologne, où leurs amis communs se trouvérent, comme aussi les Ambassadeurs de Rodolfe, de France, d'Angleterre, de Hollande, des Electeurs Palatin & de Saxe, du Duc de Brunswich, & du Landgrave de Hesse, qui, dès l'année precedente, avoit fait consentir Brandebourg & Neubourg à terminer leurs diférends par Arbitres: mais Neubourg n'aiant jamais voulu consentir au sequestre, qui y fut proposé, l'assemblée se sépara au bout de deux mois, sans rien conclure (z). Ensuite, ce Duc s'étant imaginé, que Brandebourg cherchoit à le frustrer de toute la Succession de Juliers; & que pour y réussir, il s'entendoit avec les Hollandois, qui étoient entierement dans ses intérests: il se jeta entre les bras de la Ligue Catholique, & de toute la Maison d'Autriche, & se fit Catholique lui-même, en épousant la Sœur de Maximilien, Duc de Baviere: par où il rompit tous les desseins de son Compétiteur, & des Hollandois, malgré qui, Ambroise Spinola, General des Armes Espagnoles en Flandre, se saisit des Villes de Rhimberg & de Wesel, Frontieres du Duché de Cleves. Enfin, Brandebourg & Neubourg, lassez de disputer ensemble, firent, par l'entremise de la France & de l'Angleterre, un Acord provisionel pour l'administration des Duchez de Cleves & de Juliers, en vertu duquel Brandebourg auroit pour partage par *interim* le Duché de Cleves, & les Comtez de la Mark & de Ravensberg; & Neubourg les Duchez de Juliers & de Berg, & la Seigneurie de Ravenstein. C'est le Traité de Santen, qui se trouve dans le troisieme Tome de ce Recueil, sous l'année 1614. pag. 110. [& dans le V. Tome Part. II. du *Corps Diplomatique* &c.] Le procès est encore au même état, & probablement y restera toûjours.

(z) *Piaseski in Chronic. ad an. 1610.*

L'Archiduc Albert dit, que cet Acord lui paroissoit raisonnable, mais qu'il ne le pouvoit signer au nom du Roi d'Espagne & de l'Empereur, ni, par conséquent, retirer de Wesel la Garnison Espagnole. Au contraire, Spinola renforça de deux-mille hommes cette Garnison, qui, selon la Capitulation faite par les habitans, avant la reddition de la Place, devoit être de mille; disant, que cet Article de la composition ne portoit aucune exclusion d'un plus grand nombre (a). Et cela fut cause, que les Hollandois ne voulurent point sortir de Juliers, ni en démolir les Fortifications.

(a) *Idem ad annum 1614.*

Le second diférend de la France avec la Maison d'Autriche Imperiale, fut au sujet de Philippe Christofe de Soeteren, Archevêque de Treves, qui se brouilla avec l'Empereur, pour avoir défendu les droits de la Liberté Germanique contre la Tyrannie des Espagnols (b). Pour bien entendre ce point, il faut savoir, que depuis le partage, que Charle-Quint fit entre son Fils & son Frere, les deux Branches vécurent bien dans l'union, que demandoient la proximité du Sang, & l'interêt commun de leur Maison; mais sans que pour cela le Roi d'Espagne, qui en est le Chef, prit aucune superiorité sur la Branche Alemande. Celle-ci gouvernoit l'Empire selon ses consti-

(b) *Il faut remarquer que c'est un François qui parle, & que par conséquent on*

[1] Et non pas avec Marie, Reine de Hongrie, Sœur de Charle-Quint, comme dit Mezeray dans la Vie d'Henri IV. 1609.

constitutions, & le Roi Catholique ses Roiaumes à sa mode. Ferdinand, Maximilien, & Rodolfe, conservérent tous trois la Paix parmi les Princes & les Etats de l'Empire, parce que l'Espagne n'avoit point de part à leurs Conseils, ni de credit à la Cour de Vienne: & quoique Rodolfe ne fût pas un Prince de grand Esprit, ni de grande vigueur, un jour, il ne laissa pas de donner un souflet à l'Ambassadeur de Philippe II. qui lui parloit un peu trop librement. Matias, Frere & Successeur de Rodolfe, commença à écouter les Espagnols, & à leur communiquer une partie de ses afaires: mais comme il le fit avec prudence, il n'en arriva point d'autre mal sous son Regne, que la consequence dangereuse de l'exemple. En éfet, sous le Regne suivant, les Espagnols, qui savent mieux profiter de leurs avantages, que toute autre Nation, entrérent si avant dans le Conseil de Ferdinand II. & prirent tant d'ascendant sur ses Ministres, dont la plûpart devinrent leurs Pensionnaires, que presque toute l'administration des afaires de l'Empire tomba entre leurs mains: en sorte que l'Ambassadeur d'Espagne eût, depuis, un Conseil particulier, composé de personnes dévouées au service du Roi Catholique, pour examiner & préparer les matieres, qui se devoient traiter dans le Conseil d'Etat de l'Empereur. Voilà l'origine de toutes les divisions, & de tous les maux de l'Empire. Voilà ce qui a troublé toute l'Alemagne. Voilà tout ce qui obligea la France, de s'interesser dans les querelles & dans les Guerres de l'Empire, qui, sans elle, aloit devenir Espagnol, & tomber dans la servitude; puisque, depuis la Bataille de Prague, où l'Electeur Palatin perdit le Roiaume de Boheme, son Electorat, & sa réputation, Ferdinand, qui avoit une Armée de cent-cinquante mille hommes sur pied, avoit reduit l'Alemagne à telle extremité, que si le Port de Stralsund (c) n'eût arrêté le torrent de ses Armes victorieuses, il restoit le Maitre absolu de tout l'Empire.

On doit pas le croire absolument au sujet de sa Nation. On fait cette remarque une fois pour toutes.

(c) Sur la Mer Baltique.

Quant à l'Archevêque de Treves, cet Electeur s'étant mis, à la fin de l'année 1631. sous la protection du Roi Tres-Chrêtien [1], &, l'année suivante, aiant reçû Garnison Françoise dans son Château d'Ehrenbretstein, que, par corruption, nous apelons Hermenstein, & dans la Forteresse de Philipsbourg, pour garantir ses Etats de l'invasion des Protestans & des Suedois, nos Alliez, l'Empereur & les Espagnols cherchérent longtems les moiens de s'en vanger, quoi qu'en cela il ne fut pas plus coupable, que Maximilien, Electeur de Baviere, qui, quelques mois auparavant, avoit fait avec Louis XIII. une Ligue défensive pour huit ans. 1631. 1632.

Enfin, l'apostume creva au commencement de 1635. que les Imperiaux surprirent, durant la nuit, la Ville de Philipsbourg, après en avoir égorgé la Garnison; & que les Espagnols, (car un malheur n'arrive presque jamais seul,) surprirent sur la fin de Mars la Ville de Treves, qui ne s'atendoit à rien moins, & enlevérent l'Electeur, qu'ils menérent premierement à Bruxelles, puis à Gand, & de là à Lintz en Autriche, où il resta prisonnier jusques en 1645. Ces deux atentats, outre la protection, que la France devoit à cet Electeur, & à plusieurs autres Princes injustement depouillez, obligérent Louis XIII. de declarer la Guerre à l'Espagne. 1635.

Les François disoient, que l'Archevêque de Treves étant Prince Souverain, il ne pouvoit pas être detenu prisonnier, d'autant moins qu'il ne faisoit la Guerre à aucun Prince; qu'on ne devoit point lui imputer à faute, ni à crime, de s'être mis sous la protection de la France, puisque l'Empereur n'étoit pas en état de le proteger contre la puissance redoutable du Roi de Suede, qui donnoit alors la Loi à toute l'Alemagne: que si la connoissance de la cause de ce Prelat, consideré comme Electeur & Prince de l'Empire, apartenoit à l'Empereur, ainsi que le Cardinal Infant le soûtenoit dans son Manifeste; céte cause touchoit bien davantage au Pape, qui étoit incontestablement le Juge naturel & competent de cet Electeur, dont la dignité temporelle étoit subordonnée à celle d'Archevêque. En éfet, Urbain VIII. aiant envoié pour ce sujet un Nonce extraordinaire à Vienne (d), l'Empereur fut obligé de reconnoitre le Pape pour juge de cet Electeur, dont la personne fut remise ensuite entre les mains du Nonce ordinaire (e), qui se fit prêter serment par les Officiers de l'Empereur, de garder ce prisonnier au nom de sa Sainteté.

(d) Monsignor Filonardi.
(e) Monsignor Baglioni.

Au reste, la détention de l'Archevêque de Treves me fait souvenir de la nullité de l'élection du Roi des Romains en la personne du fils ainé de Ferdinand II. Comme nos Historiens ont omis céte particularité, qui néanmoins est très-considerable, je la dirai ici en peu de mots, afin que, si pareille chose arrivoit encore, l'on y aportât les remedes convenables. Il y a céte diférence entre l'élection de l'Empereur & celle du

[1] Les Espagnols disoient dans leur Manifeste, que l'Electeur de Treve n'avoit pû se metre sous la protection du Roi Tres-Chretien, ni ce Roi le recevoir, au prejudice du Roi d'Espagne, qui étoit le protecteur hereditaire de la Ville de Treves, en qualité de Duc de Luxembourg, ainsi que les Electeurs de Mayence & de Baviere, Commissaires de l'Empereur, venoient de le juger contradictoirement à l'Electeur de Treves; & que les Garnisons d'Ehrenbretstein & de Philipsbourg aiant prêté serment au Chapitre de Treves, l'Archevêque avoit passé les bornes de sa jurisdiction, en recevant les François dans ses Places, sans le consentement de son Chapitre. *Justification de las actiones de Espagna.*

du Roi des Romains, que pour être élû Empereur, il fufit d'avoir la pluralité des voix électorales, au lieu que felon la Pragmatique de l'Empire, confirmée par la Bulle d'Or, il faut les avoir toutes fans exception, pour être élû legitimement Roi des Romains. Et par confequent, Ferdinand III. qui fut élû Roi des Romains à la fin de 1636. en l'abfence de l'Archevêque de Treves, détenu prifonnier à Lintz, où Ferdinand II. l'avoit fait amener exprès, pour lui ôter toute connoiffance de l'élection, qu'il projettoit, n'aiant pas été élû Roi des Romains dans les formes ordinaires, il ne pouvoit pas être tenu ni reconnu pour Empereur legitime [1]. Et cela eft fi vrai,
(f) 16. Fevrier. que Maximilien I. qui fut élû en 1486 (f). fans l'intervention du Roi de Boheme, eût befoin de faire confirmer & ratifier fon élection par ce Roi, dans la Diète de Francfort de 1489. & que Ferdinand I. élû à Cologne en 1531. en l'abfence de Jean Federic, Electeur de Saxe, ne fut point reconnu Roi des Romains par cet Electeur, que dans la Diète de Spire de 1544. où il ne confirma céte élection, que fur la promeffe, que Charle-Quint lui fit de l'Inveftiture du Duché de Cleves [2], au cas que ce Duc mourût fans Enfans mâles. Ferdinand II. étoit lui même fi convaincu de céte verité, qu'à l'ouverture de la Diète de Ratisbonne, il avoit tenté de faire dépofer l'Archevêque Philippe, pour en faire élire un autre, dont le fufrage lui fût aquis ; prévoiant bien, que fi l'élection de fon Fils fe fefoit durant la détention de cet Electeur, les Etats de l'Empire, & particulierement les Princes ennemis de la Maifon d'Autriche, feroient un jour en droit de la contefter, ainfi qu'il étoit arivé à Maximilien I. & à Ferdinand I. Et c'eft encore pour cela, qu'après la conclufion du Traité de
1641. Hambourg de 1641 [3]. où l'Empereur, le Roi de France, & la Reine & Couronne de Suede, convinrent des Préliminaires de la Paix, Ferdinand III. exigea, que les Pafleports, que le Roi Tres-Chrêtien expedieroit pour les Plenipotentiaires Imperiaux, fuffent de la même teneur & fubftance, que ceux, que la France avoit envoiez auparavant à Ferdinand II. fon Pere, afin que ces Pafleports, où fon nom & fes qualitez devoient être exprimées [4], lui ferviffent de témoignage de la validité de fon élection.

Enfin, fi l'Electeur de Treves fut perfecuté par les Espagnols, il eût le plaifir d'être vangé par la Guerre, que le Roi de France declara à l'Espagne, & d'être rétabli, malgré eux & les Imperiaux, dans fes Etats, & dans fon Eglife, dès l'ouverture de l'Affemblée de Munfter, ou les Plenipotentiaires de France & de Suede proteftérent, qu'ils n'entreroient point en Negociation, fi avant toutes chofes cet Electeur n'étoit mis en pleine liberté, & au même état qu'il étoit avant la prife de fa perfonne, & de fa Ville Capitale. Bel exemple de la Juftice & de la prudence de la Reine Régente, qui préfera genereufement l'honneur & la gloire de la France aux interêts du Roi d'Espagne, fon Frere, & de l'Empereur, fon Neveu. Outre que cet Archevêque n'avoit rien fait contre eux, en fe jettant entre les bras du Roi de France, qui avoit le pouvoir & la volonté de le défendre ; tandis qu'il ne pouvoit rien esperer du Roi Catho-
(g) 1631. 23. Dec. lique, qui venoit de perdre Mayence (g), où il tenoit une Garnifon de deux mille Espagnols. De forte que pour ne pas déplaire au Confeil d'Espagne, il auroit falu, que l'Electeur de Treves fe fût expofé comme celui de Mayence, à laiffer facager fa Ville, & fon Païs, par le Roi de Suede, qui donnoit la Loi par tout où il paffoit. Chofe étrange, que dans céte revolution generale de l'Alemagne, il ne fût pas permis de fe fauver des mains d'un ennemi victorieux, fans encourir l'indignation d'un ami, qui bien loin d'être alors en état de fecourir les autres, ne pouvoit pas fe garantir lui-même.

Quant à la Ligue ofenfive & défenfive, que Louïs XIII. fit avec Guftave Adolfe, Roi de Suede, & les Princes Proteftans confederez, contre Ferdinand II. tant s'en faut que ce foit une chofe, qui puiffe être juftement reprochée à la memoire de Louis XIII. qu'au contraire, c'eft une des plus loüables & des plus éclatantes actions de fon Regne. Et c'eft ainfi qu'en ont parlé tous les Ecrivains finceres & defintereffez. Ce que j'ai dit de la prife de Treves marque les griefs de la France : ceux du Roi de Suede étoient, que l'Empereur avoit envoié des Troupes au Roi de Pologne, pour continuer la Guerre contre la Suede ; qu'il avoit dépouillé les Ducs de Mekelbourg de leurs Etats, & de leurs dignitez, pour en revêtir Albert Walftein fon General ; qu'il avoit interdit le Commerce des Marchands Suedois avec les Alemans ; qu'il avoit fait affieger la Ville de Stralfund, qui étoit fous la protection de la Couronne de Suede,

[1] La nullité de fon élection fut prouvée par un Manifefte, que la Cour de France publia en 1637. & pour la fupreffion duquel le Nonce du Pape fit de tres-fortes inftances à Louïs XIII. & au Cardinal de Richelieu. L'Inftruction donnée par le Cardinal François Barberin à *Monfignor Cefare Fachinetti*, envoié Nonce en Espagne, fait mention de ce Manifefte, comme d'un Ecrit, qui chagrinoit beaucoup la Maifon d'Autriche.

[2] Il avoit époufé Sibille de Cleves, Sœur du Duc Guillaume, & Tante de Jean Guillaume, de la fucceffion duquel j'ai parlé dans l'article precedent.

[3] Ce Traité fut principalement l'ouvrage du Comte d'Avaux, que le Laboureur a eu raifon d'appeller l'Ange de la Paix.

[4] La France ne lui donnoit que le titre de Roi d'Hongrie, & foutenoit depuis plus de quatre ans la proteftation qu'elle avoit faite à la Diète de Ratisbonne de 1636. de la nullité de fon élection.

Suede (*b*), pour se rendre Maitre de la Mer Baltique, dont il avoit déja donné l'Amirauté à Walstein; & des Princes du Nord, comme il l'étoit déja de ceux de l'Empire, qu'il ne traitoit pas en Vassaux, mais en Esclaves : enfin, que Walstein enivré de sa bonne fortune, & du nouveau titre d'Altesse, qu'il prenoit en qualité de Duc de Mekelbourg, avoit fait plusieurs fois des railleries piquantes de sa persone, oubliant le respect, qui est dû à la Majesté Roiale, & la diférence infinie qu'il y avoit entre un Roi, Fils de Rois, & le Fils d'un pauvre Baron de Boheme, nourri Page du Marquis de Burgaw (*i*).

(*b*) Depuis l'an 1628. Voyez ce Recueil, Tom. III. sur l'année 1628.

(*i*) C'étoit un Fils de l'Archiduc d'Inspruk.

L'Empereur répondoit, que Gustave n'avoit eû aucun sujet de faire la Guerre à l'Empire, ni pour le Siege de Stralsund, ni pour les secours envoiez au Roi de Pologne, ni pour la confiscation du Duché de Mekelbourg, parce que c'étoient les afaires de l'Empire, dont il n'apartenoit pas plus à Gustave de prendre connoissance, qu'à l'Empereur de se mêler de celles de Suede.

Comme donc Louïs XIII. & Gustave se trouvoient tous deux presque également ofensez par Ferdinand II. & qu'ils avoient le même interêt d'empêcher, que la Liberté Germanique ne fût oprimée, & la forme de l'Empire alterée: ils firent en 1631. une Alliance & Confederation pour cinq ans [1], à peu près semblable à celle, que François I. & Gustave I. avoient faite en 1542. contre Charle-Quint. Et c'est à céte seconde Ligue de la France avec la Suede, que les Princes Catholiques & Protestans d'Alemagne sont redevables de la conservation de leur liberté; & que ceux, que la Maison d'Autriche avoit dépouillez, ont l'obligation entiere du recouvrement de leurs Etats. Et ceux qui parlent de céte Confederation, comme d'une blessûre faite à la Religion Catholique [2], savent si peu ce qu'ils disent, qu'il est indubitable, que si le Roi Tres-Chrêtien ne se fût pas ligué avec Gustave, qui étoit déja entré dans les Terres de l'Empire, toute l'Alemagne couroit risque de devenir Protestante, soit par force; soit par complaisance pour le vainqueur; soit en haine de la Maison d'Autriche, qui depuis la Regence des Espagnols, y étoit presque aussi haïe des Catholiques, que des Protestans, d'autant qu'elle en vouloit également à la liberté des uns & des autres. Et tout bon Catholique qu'étoit l'Electeur de Baviere, il fut neanmoins le premier, qui travailla à rabaisser céte énorme grandeur, à laquelle aspiroit Ferdinand II. Veritablement, les Protestans d'Alemagne, qui apelloient le Roi de Suede à leur secours, avoient deux motifs dans céte Guerre: l'un d'interêt, qui étoit de conserver les biens Ecclesiastiques, qu'ils avoient usurpez sur les Catholiques, depuis la Paix de Passaw (*k*), desquels Ferdinand vouloit leur ôter par l'*Edit de Restitution* de 1629. l'autre, de Religion; aprehendant fort, qu'après céte restitution, l'Empereur ne leur ôtât encore la Liberté de conscience. Mais à l'égard du Roi Tres-Chrêtien, c'étoit purement une Guerre d'Etat, le premier Article de l'Alliance avec Gustave, portant, que la Religion Catholique seroit conservée dans tous les Lieux de ses conquêtes, où il la trouveroit

1631.

(*k*) De l'an 1552.

[1] Ce Traité faillit à se rompre avant la signature, à cause de l'obstination du Baron de Charnacé, qui vouloit absolument, que dans l'original, qui devoit rester entre les mains du Roi de Suede, le Roi Tres-Chrêtien fût nommé le premier, aussi bien que dans celui, que Gustave devoit fournir à Louïs XIII. Gustave disant, que la pretention de Charnacé étoit une nouveauté, non seulement contraire à l'usage & au stile pratique de tout tems entre les Princes, mais encore injurieuse à sa dignité Roiale; & protestant qu'il renonceroit pour jamais à toute Alliance avec la France, plutot que de relacher un iota de tout ce qui apartenoit à la Couronne, qu'il avoit reçue de Dieu, & de ses Ancêtres. *Vittorio Siri Vol. VII. de ses Memoires secrets.*

Le Chevalier Temple dit, que Gustave Adolfe fut le premier des Rois du Nord, qui prétendit, que tous les Rois étoient egaux: & qu'un jour il dit à l'Ambassadeur de France, qui residoit auprès de lui, qu'il ne connoissoit point d'autre difference entre les Rois, que celle de leur merite personel. Selon ce principe, la presséance ne seroit atachée qu'aux persones, & non point aux Couronnes; ce qui causeroit cent-mille querelles entre les Princes: car qui seroit le juge de leur mérite, où est le Roi, qui voulût aquiescer à ce jugement, quand il ne seroit pas en sa faveur? Il faut donc de toute necessité, qu'il y ait une presséance permanente atachée à la dignité des Roiaumes & des Etats, & non point à la condition personelle des Rois, qui les possedent. Et d'ailleurs, quand ainsi seroit que la presséance fût adjugée à un Roi pardessus tous les autres, à cause de son mérite present, comment savoir ou prevoir, si ce Roi ne se laisseroit point corrompre à sa fortune; si dans un long Regne, les plaisirs, la flaterie, l'orgueil, & tous les autres alechemens, qui acompagnent le souverain pouvoir, ne le metamorfoseroient point en faineant, ou en tiran, comme il est arrivé à tant de Rois & de Princes, qui avoient bien commencé?

[2] Les Espagnols disoient dans le Manifeste, que j'ai cité ci-dessus, que les Ministres de France avoient appellé des extremitez du Nord Gustave Adolfe, Roi intrus de Suede, pour ruiner l'Empire d'Alemagne, & la Maison d'Autriche, & par consequent, pour éteindre la Religion Catholique, non seulement dans les Pais du Nord, mais encore par toute l'Europe; & que ce n'étoit que pour faciliter à Gustave cette entreprise sacrilege, qu'ils lui avoient procuré par leurs ofices une Treve de six ans avec Sigismond, Roi de Pologne & de Suede; & qu'ils avoient engagé le Duc de Baviere, & les autres Princes de la Ligue Catholique à demeurer neutres, & à faire ôter le souverain commandement des Armes à Walstein, afin que l'Empereur se trouvât sans General, & sans defense, lorsqu'il seroit ataqué par les Suedois.

Le Cardinal de Richelieu répond en partie à ce Manifeste dans le premier Chapitre de son *Testament Politique.* Cette Paix des Rois de Pologne & de Suede, dit-il, donna lieu à l'entreprise, que le second fit peu après, pour empêcher l'opression des Princes de l'Empire, & ce dessein ne vous fut pas plutot connu, que pour prevenir le prejudice, que la Religion Catholique en pouvoit recevoir, V. M. fit un Traité avec lui, qui l'obligeoit à n'en point troubler l'exercice dans tous les lieux de ses conquêtes. Je sai bien, que vos ennemis, qui pensent justifier leurs actions en decriant les vôtres, n'ont rien oublié, pour rendre cette convention odieuse; mais l'innocence de V.M. est d'autant plus claire, que son Ambassadeur n'entra en aucun Traité avec le Roi Gustave, que six mois après qu'il fut entré en Alemagne; & que les Traitez faits avec ce Conquerant, & avec plusieurs Princes de l'Empire, étoient absolument necessaires pour le salut du Duc de Mantoue, injustement ataqué, & pour celui de toute l'Italie, que les Espagnols vouloient oprimer.

veroit établie, sans y rien changer, ni innover; & Louïs XIII. aiant toûjours tenu un Ministre public dans l'Armée de Suede, pour être averti de tout ce qui s'y passoit à l'égard de la Religion; & du traitement, que Gustave fesoit aux Catholiques des Villes conquises. Et Gustave observa si fidelement cet Article, que les Prêtres & les Moines étoient plus contens de sa dominatioo, qu'ils ne l'avoieot jamais été de celle des Princes, dont ils étoient nez sujets.

Mais puisque la Maison d'Autriche fait sonner si haut sa Catholicité, il est bon de dire en passant quelque chose de cet *Edit de Restitution*, qui, au lieu de donner le coup de mort aux Protestans, comme se le figuroit Ferdinand, qui s'en raportoit à la parole des Moines de Vienne, produisit d'abord le soulévement de la Ville de Magdebourg, dont l'Archevêque & le Chapitre étoient Protestans; puis l'union des Electeurs de Saxe & de Brandebourg avec le Roi de Suede: le premier voulant maintenir son Fils, dans cet Archevêché, que le Chapitre lui avoit déferé, contre l'Archiduc Leopold, Fils de Ferdinand, que le Pape en avoit pourvu, & l'autre voulant se vanger de l'Empereur, qui avoit ôté ce riche benefice à la Maison de Brandebourg, en la personne de Christieo Guillaume, mis au Ban de l'Empire, pour avoir suivi le parti du Roi de Danemarc, qui fesoit la Guerre à l'Empereur. Ce Roi me fait souvenir d'une particularité, que je ne dois pas ometre ici: c'est que Ferdinand contrevint le premier à soo propre Edit, *suarum legum autor idem ac subversor*, en donnant après la Paix de Lubek, l'Archevêché de Breme au second Fils [1] de ce Roi, qui étoit Lutherien, quoique, par un Article de céte Paix, Christien eût renoncé positivement à tous les Evêchez d'Alemagne [2]. Ce qui montre bien que Ferdinand n'avoit point publié cet Edit, par un motif de Religion, ainsi que ses Ministres le disoient; mais seulement, pour afoiblir & ruiner les Princes Protestans, & pour être en état, en profitant de leurs dépouilles, d'oprimer ensuite les Princes Catholiques. Aussi ceux-ci ne manquérent-ils pas de penetrer la ruse, indignez d'ailleurs de la réponse hautaine & imprudente, que Walsteio leur fesoit, quand ils se plaignoient des contributions, & des quartiers d'hiver, où les Troupes Impériales vivoient à discretion, comme parmi des vaincus, que l'Empereur aimoit mieux, que ses Sujets fussent pauvres, que rebelles. De sorte que toute la Ligue Catholique s'étant assemblée à Heidelberg, il y fut résolu de prier l'Empereur, de surseoir l'execution de cet Edit, & de licencier l'Armée de Walstein, qui, sous couleur de le faire executer, desoloit toutes les Villes de l'Empire. Enfin, l'Electeur de Baviere, qui étoit le Chef de céte Ligue, & l'Electeur de Mayence, conduisireot cette afaire si prudemment, que l'an 1630. l'Empereur aiant convoqué la Diete à Ratisbonne, daos l'esperance d'y faire élire son Fils Roi des Romains, & de rendre l'Empire hereditaire dans sa Maison, il se vit, avant que d'en avoir eû le moindre soupçon, obligé d'acorder aux plaintes & aux clameurs de toute l'assemblée la deposition de Walstein, & par consequent, de renoncer à la dominatioo absoluë, dont le courage de ce General lui avoit ouvert le chemin, & facilité les moiens. Voilà le succès qu'eût l'*Edit de Restitution*, Dieu ne voulant pas, que la Religion servit de voile à l'ambition; ni que la dépouille des Protestans, quoiqu'usurpateurs, fût le prix & la récompense de la politique d'une Maison, qui n'avoit point en cela d'autre but, que soo agrandissement temporel. Ainsi, Henri IV. avoit bien raison de dire, que dans la Guerre, que les Espagnols avoient faite aux Religionnaires, durant trente ans, ils ne s'étoient étudiez qu'à tenir la Chrêtienté en combustioo, pour arriver plus facilement à leur but, qui étoit d'envahir le bien d'autrui, & de gourmander un chacun sous des pretextes de Religion, aux dépens même de la Religioo (*l*). Mais comme le mal va toûjours en croissant, Ferdinand III. fit eocore pis que son Pere. Durant la Négociation de Munster, le Comte de Trautmansdorff, Premier Ministre & Plenipotentiaire de l'Empereur, pour obliger les Suedois & les autres Confederez Protestans, de traiter avec lui, sans les Plenipotentiaires de France, qui étoient à Munster, demeura six mois entiers à Osnabruk, leur ofrant tous les biens Ecclesiastiques, que Ferdinand II. avoit ôtez aux Princes de l'Union Evangelique, à la charge, que la Suede, & ses Alliez, ne demandassent aucune des Terres hereditaires de la Maison d'Autriche. Témoignage, que ces Princes sont bien plus jaloux de leur Patrimoine, que de leur Religion. Il paroit même, que Ferdinand III. ne souhaitoit rien davantage, que d'atirer les Suedois dans son Alliance, pour nous faire la Guerre avec eux, aiant choisi exprès trois Plenipotentiaires, qui avoient été tous trois Lutheriens (*m*), afin que les Suedois en prissent plus facilement confiance en eux. Or s'il étoit permis à Ferdinand III. de faire Alliance avec la Reine & la Couronne de Suede, pour faire conjointement la Guerre à la France, la Maison d'Autriche oe pouvoit pas raisonnablement reprocher à Louis XIII. de s'être allié

(*l*) Dans une de ses Lettres au Duc de Luxembourg, datée du quatrième de Juin 1597.

(*m*) Maximilien Comte de Trautmansdorff, Jean-Louis, Comte de Nassau, & le Docteur Isaac Volmar.

[1] Federic, qui en l'an 1648. fut élu Roi de Danemarc après la mort de son Pere.

[2] *Caveretur illa Pax tali lege, ut Danus rerum Imperii, non nisi uti Dux Holsatiæ, curam haberet, & Episcopatus in Germania non occuparet.* Pufen. in Chron. ad ann. 1629. Nani Hist. de Venise à l'annee 1629.

allié avec Gustave Adolfe, pour la faire à Ferdinand II. Outre que, si l'*Edit de Restitution* sert à prouver le zele, que Ferdinand II. avoit pour l'acroissement de la Religion Catholique; l'infraction de ce même Edit prouvera, que Ferdinand III. n'avoit guere de conscience, ni de Religion, puisqu'il donnoit si liberalement les biens Ecclesiastiques à la Couronne de Suede, & à l'Electeur de Brandebourg, malgré toutes les opositions, qu'y fesoit le Comte d'Avaux, qui en fut assez longtems brouillé avec les Ambassadeurs de Suede, & les Deputez des Protestans. D'où resulte ce que j'ai déja dit, que si le Roi de France n'eût pris lui-même la protection des Evêques Catholiques d'Alemagne, tous les Evêchez, qui n'étoient point dans les Païs hereditaires de la Maison d'Autriche, couroient risque d'être secularisez, & de devenir le patrimoine des Lutheriens, ainsi que les Archevêchez de Breme & de Magdebourg; & les Evêchez de Verden, de Minden, & d'Halberstat, que l'Empereur leur abandonna d'une maniere scandaleuse: au lieu que la Landgrave Régente de Hesse, Amelie de Hanau, qui avoit tout hazardé pour le service de la France, sans vouloir jamais entendre à aucune proposition d'acommodement particulier avec l'Empereur, tandis que Melander ravageoit & brûloit toute la Hesse; ne pût, avec toutes ses instances, obtenir quatre Bailliages de l'Archevêché de Mayence, qui étoient enclavez dans ses Etats; ni même la moindre partie de l'Abbaie de Fulde, quoique cet Electeur (*n*) fût alors tout dévoüé à l'Espagne, nonobstant plusieurs grandes obligations qu'il avoit à la France. De sorte que les Catholiques d'Alemagne, qui du commencement s'étoient alarmez de la Confederation des François avec les Suedois, furent à la fin édifiez du procedé de la France, & fort scandalisez de celui de la Maison d'Autriche, qui metoit tous leurs benefices à l'encan.

(*n*) Anselme Casimir de Wambolt.

Tout ce que je viens de dire sur l'Alliance de la France avec la Suede, servira aussi à justifier celle d'Henri IV. avec Elizabet, Reine d'Angleterre, & le Roi Jâques son Successeur, pour la défense des Provinces-Unies des Païs-Bas, contre Philippe II. & Philippe III. Rois d'Espagne, qui firent eux-mêmes tout ce qu'ils purent, pour détacher l'Angleterre des interêts de la France. Ainsi, Monsieur d'Ossat répondit tres-bien à ceux, qui lui proposoient une Treve, ou une Paix avec l'Espagne, à la charge de rompre avec l'Angleterre: „ Que le Roi son Maître, se fesant Catholique, avoit „ bien renoncé aux erreurs passées, & s'étoit en cela separé de la Reine d'Angleterre; „ & de tous les autres Protestans; mais qu'il n'avoit pas renoncé à la reconnoissance, „ à l'humanité, ni à la bonne foi des Traitez, pour être capable de faire la Guerre à „ ceux qui l'avoient aidé, & qui l'aidoient encore à se défendre contre le Roi d'Espagne, qui vouloit lui ôter la Couronne, l'honneur, & la vie, & qu'enfin le Roi Catholique voudroit être aussi bien avec la Reine d'Angleterre, qu'y étoit le Roi Tres-„ Chrêtien; & qu'il ne demanderoit pas mieux, que de tenir un Ambassadeur auprès „ d'elle, comme il avoit fait auparavant, si elle en vouloit tenir un auprès de lui (*o*): „ que Charle-Quint étoit celui, qui avoit apris au Roi de France, & aux autres Prin-„ ces, à ceder à la necessité des afaires, en fesant l'*Interim*; que son Fils, qui pas-„ soit pour Archicatholique, & qu'on disoit soûtenir l'Eglise, ainsi qu'Atlas soûtient „ le Ciel; toleroit dans ses Roiaumes de Valence & de Grenade le Mahometisme, & „ fesoit ofrir aux Heretiques des Païs-Bas l'exercice libre de leur Religion prétenduë, „ s'ils vouloient retourner sous son obéïssance (*p*)". Herrera, qui avoit pension de Philippe II. pour écrire son Histoire, dit, que l'Archidue Maximilien perdit l'estime & l'afection des Polonois, qui l'avoient élû Roi, pour avoir acordé la liberté de conscience aux Protestans du Roiaume, lorsqu'il y entra: ajoûtant, que tout le monde atribua à cête faute le malheur qu'il eût d'être fait prisonnier par le Roi Sigismond, son concurrent; & d'être contraint de renoncer à cête Couronne, pour être mis en liberté (*q*).

(*o*) Lettre 1.

(*p*) Lettre 92.

(*q*) Chapitre XIV. du Livre IV. de la troisieme Partie de son Histoire.

Quoi qu'il en soit, si les Espagnols vouloient douter, & faire douter les autres Nations Catholiques, de la sincerité de la conversion d'Henri IV. parce que, depuis son abjuration, il avoit toûjours persisté dans l'amitié de la Reine d'Angleterre; & que depuis l'absolution obtenuë du Pape, il n'avoit pas fait scrupule de recevoir, avec cérémonie publique, l'Ordre de la Jartiere (*r*): que veulent-ils que nous pensions aujourdui de la Maison d'Autriche, qui s'est liguée ouvertement avec le plus grand ennemi de la Religion Catholique [1]?

(*r*) En 1596.

Quant aux reproches, que cête Maison fait depuis longtems à nos Rois, d'avoir toûjours entretenu correspondance avec les Otomans: „ Je sai bien, dit encore Mon-„ sieur d'Ossat, que les Espagnols ont mal parlé de cête intelligence; mais je sai bien „ aussi, qu'elle ne leur a point été si odieuse, qu'ils ne l'aient recherchée eux-mêmes. „ Et depuis deux ou trois ans, le Roi Philippe [II.] a mis tous ses cinq sens de na-„ ture;

[1] Philippe IV. fut le premier, qui reconnut en 1649. la Republique d'Angleterre, & Cromwel: & par une espece de foiblesse hereditaire, Charles II. a été le premier à reconnoître le Prince d'Orange pour légitime Roi d'Angleterre.

„ ture, pour faire recevoir à la Porte, en qualité d'Ambassadeur, Noger de Marillan, Milanois, jusqu'à corrompre nos Ambassadeurs, & nos Consuls, pour y „ réüssir. Véritablement, c'est un Prince Infidele, mais tout infidele & païen qu'il „ est, il vit en paix avec les François, & ne leur fait aucun mal: au contraire, il fait „ la Guerre à ceux, qui la font à la France. D'autres Princes que les Rois Tres-„ Chrétiens ont cultivé l'amitié de la Maison Otomane [1]; ceux même de la Mai-„ son d'Autriche l'ont recherchée, & la recherchent encore aujourdui [2], & accep-„ teroient la Paix toutes les fois que le Turc la leur voudroit donner. Et d'ailleurs, „ nos Rois ne se sont jamais prévalus de céte Alliance, que pour le soulagement & la „ conservation des Chrétiens [3], qui sont en ces Païs-là: & les Papes les ont sou-„ vent remerciez des bons ofices, que leurs Ambassadeurs à la Porte avoient faits en „ faveur de plusieurs Evêques, que la Cour de Rome y avoit envoiez, & d'une in-„ finité de Chrêtiens de toutes les Nations, qui sans cela auroient été oprimez & „ massacrez en divers endroits de l'Orient. Enfin, il n'est point défendu d'avoir la „ Paix avec les Infideles, pourvû qu'on ne participe point à leur infidelité.

On trouvera dans ce Recueil quantité de Traitez faits par nos Rois avec la Hollande: mais comme ce ne seroit jamais fait, s'il faloit parler de tous, je parlerai seulement de deux ou trois des principaux, c'est-à-dire, de ceux, qui ont le plus de raport à l'Histoire de ce siecle, par les grans évenemens, qu'ils y ont produits.

Le premier est la Treve d'entre le Roi d'Espagne & les Provinces-Unies. Céte Treve fut l'ouvrage de la France, & le salut de la Hollande, qui ne pouvoit plus continuer une Guerre qu'elle soûtenoit déja depuis quarante ans. Céte nouvelle Republique avoit grand besoin de la Paix pour se mettre en état de ne plus retomber sous la Domination des Espagnols. Epuisée d'argent, & affoiblie par de longs travaux, elle ne pouvoit se remettre & se fortifier que par céte voie. Cependant le Prince Maurice de Nassau, ne demandoit que la continuation de la Guerre en quoi il agissoit conformément à ses interêts. C'a toûjours été la politique des Generaux d'Armée & des grands Capitaines, sur tout dans les Republiques, d'entretenir la Guerre le plus qu'ils ont pû, afin de se rendre necessaires. Et comme Maurice avoit le commandement des Armées, il est visible que la Guerre lui étoit plus avantageuse que la Paix. Les Provinces-Unies étoient aussi resoluës à continuer la Guerre, si Henri IV. vouloit leur donner quatre millions par an; mais l'humeur ménagére de ce Prince, qui d'ailleurs vouloit amasser de l'argent pour quelque haute entreprise qu'on dit qu'il projétoit, lui fit préferer la gloire d'être l'arbitre d'une Paix, ou d'une Treve, à toutes les considérations d'Etat, qui lui devoient faire entretenir la Guerre, pour donner cet os à ronger à ses ennemis. L'intérêt de Jâques, Roi d'Angleterre, étoit aussi de la faire durer, pour consumer les forces des Espagnols, dont la Reine Elizabet avoit long-tems éprouvé la mauvaise volonté: mais comme il vivoit en philosophe, & dans une espece d'indolence civile, il aima mieux prêter l'oreille à des propositions de Paix, qu'à toutes les raisons politiques de Maurice. Jean de Barneveld, le plus habile homme & le plus autorisé Citoien de sa République, acheva de déterminer ces deux Rois à la Treve, à laquelle ils inclinoient déja. De sorte qu'après plus de deux ans de Négociation, durant lesquels on forma mille difficultez de part & d'autre, la Treve fut concluë à Anvers (s) pour douze ans, & les Etats reconnus libres & souverains, avec permission de trafiquer aux Indes. Mais les Espagnols voulurent, que cet Article du Commerce des Indes fût couché en termes ambigus & généraux, disant, qu'il ne faloit point exprimer ce mot des *Indes*, comme étant trop odieux en Espagne; & qu'il devoit sufire aux Hollandois, que la Treve fût générale, sans exception de lieux, ni de personnes (t). Outre que, si le Roi d'Espagne consentoit en termes exprès au Commerce des Indes, les autres Princes ses Alliez lui en demanderoient autant †. Mais la vraie cause, pourquoi les Députez des Archiducs refusérent toûjours avec la même opiniâtreté, d'acorder nommément la Navigation des Indes, étoit pour contenter la

(s) 6. d'Avril 1609.

(t) Lettre du President Jeannin au Roi, du 23. de Février 1609.

† Le même dans une Lettre au Duc de Sully.

[1] Témoin les Republiques de Pologne & de Venise, toutes deux Tres-Chrétiennes. Il est même constant, qu'une des plus fortes raisons, pourquoi les Polonois préferent le Duc d'Anjou à l'Archiduc Ernest, & au Roi de Suede, ses compétiteurs, fut l'ancienne Alliance de la Maison des Valois avec les Princes Ottomans. *Pax cum Turca tutior sperabatur*, dit André Fredro, *ob fœdera, quæ Domui Valesiorum cum his gentibus antiquitùs intercedebant. In Henrico I. Rege Poloniæ.*

[2] En 1593. il y avoit à Constantinople un Juif, qui négocioit au nom de Philippe II. avec la Porte, comme le marque Monsieur d'Ossat dans sa Lettre 130. Circonstances d'autant plus remarquable, que ce Roi, qui étoit si scrupuleux, ne sesoit aucun scrupule de rechercher, quoique moribond, une Alliance, que son Pere & lui avoient toûjours reproché à nos Rois, comme une correspondance criminelle.*

* Lettres 1. & 88.

[3] Nos Rois, dit Jean de Monluc, n'ont ménagé l'amitié des Turcs, que pour les rendre plus traitables envers les Chrétiens captifs. Je puis aléguer le Frére du Cardinal de Trente, plusieurs Chevaliers de Malte, & divers Capitaines Espagnols, qui avoient été pris en Afrique, lesquels rendront temoignage, qu'ils ont recouvré leur liberté à la priere & recommandation de nôtre Roi Charles IX. François I. m'aiant envoié Ambassadeur à Constantinople, j'y conduisis l'Ambassadeur de Charle-Quint, & je le presentai au Grand-Seigneur, de qui je lui fis obtenir, par le credit de mon Maître, une Paix honorable pour la Hongrie, que Ferdinand, Roi des Romains, étoit en grand danger de perdre. *Dans la Harangue, qu'il fit aux Etats de Pologne, pour faire élire Roi le Duc d'Anjou.*

la vanité du Roi d'Espagne & de son Conseil, en lui donnant lieu de pouvoir dire, qu'il n'y avoit pas consenti; & de se servir même de céte aparence envers les Portugais, qui lui fesoient de grandes instances, pour ôter ce Commerce aux Hollandois (u). Au reste, ceux-ci se contentérent de la promesse, que firent les Ambassadeurs de France & d'Angleterre, que les Rois leurs Maitres seroient garans de la parole donnée par les Députez des Archiducs sur cet Article, qui paroissoit d'autant plus important, que Philippe II. dans l'Acte de la Donation des Païs-Bas à l'Infante Isabelle, sa Fille aînée, avoit expressément excepté le Commerce & la Navigation des Indes, sous peine d'être privée, elle, & l'Archiduc Albert, son futur époux, de la possession desdits Païs-Bas, en cas de contravention [1]: Et ce fut peut-être céte clause, dit le Colomna (w), qui réveilla l'atention des Hollandois, & qui leur fit prendre la résolution de participer aux richesses des Indes Orientales & Occidentales, en y établissant des facteurs & des bureaux, & en y bâtissant ensuite des Forteresses, comme ils ont fait depuis la Treve, au grand détriment des Espagnols, & des Portugais.

(u) Letres du même au Roi, du 6. de Mars, & à Monsieur de Villeroy, du 8. de Mars 1609.

(w) Livre XI. des Guerres de Flandre.

Au reste, cet Article, si longtems debatu, fut conclu en ces termes: [Les Sujets & Vassaux de Messieurs les Etats jouiront dans tous les Païs, Terres, Seigneuries, & Domaines du Roi d'Espagne, & des Archiducs, de la même liberté & franchise, qui a été acordée aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne, en vertu du Traité de Paix fait avec lui en 1604. conformément aux Articles secrets, qui ont été arrêtez & conclus à Londres avec Don Juan de Velasco, Connétable de Castille (x).] Mais dans le Traité de Paix, que les Etats Generaux conclurent en 1648. à Munster avec le Comte de Pegnaranda, Plénipotentiaire d'Espagne, la Navigation des Indes Orientales & Occidentales leur fut acordée en termes formels & positifs. *Navigatio & Commercia in Orientali & Occidentali Indiis conserventur, juxta Privilegia in eum finem jam data, vel deinceps danda: & ad majorem ejus securitatem serviat præsens Tractatus, & Ratificatio hinc inde super eo producenda. Artic. V.*

(x) *Dominicus Baudius in Tract. de Induc. Belg. Art. V.*

Il est à remarquer, que le premier instrument de la Treve d'Anvers fut un Cordelier [2] Flamand, qui en fit l'ouverture à un Marchand Hollandois de ses amis, & lequel ensuite fut un des Députez des Archiducs Albert & Isabelle. De sorte que, dans l'espace de dix ans, deux Cordeliers eûrent l'honneur d'avoir part à deux des plus importantes Negociations de la Chrêtienté, savoir, *Bonaventura Calatagirone* à la Paix de Vervin, & Neyen à la Treve des Païs-Bas. Et cela montre, qu'il est quelquefois très-utile aux Princes, de se servir de personnes inconnuës, ou du moins, qui n'ont aucun caractere public, pour entamer des Négociations épineuses, où l'on veut avoir la liberté de se dédire, & de desavouer ceux, qui ont porté la parole, lorsque la proposition n'a pas réussi. C'étoit la politique de Ferdinand, Roi d'Aragon, dit le Catholique; & la Maison d'Autriche, qui a herité de ses Etats & de ses maximes, s'en est souvent bien trouvée. L'acommodement du même Ferdinand avec l'Empereur Maximilien, qui prétendoit avoir la Régence des Etats de Castille, durant la minorité de Charles, son Petit-Fils, fut traité tête à tête avec ce Roi, par un Gentilhomme [3] de la Princesse Marguerite, Tante paternelle du pupille: & selon Zurita, sa Négociation fut si heureuse, que tout ce qu'il avoit acordé & apointé secretement avec Ferdinand, fut confirmé ensuite par la Sentence arbitrale du Roi Louis XII. & du Cardinal d'Amboise, son Premier Ministre, que Maximilien & Ferdinand avoient pris pour Juges de leurs diférends [4]. Le Cardinal de Richelieu se servoit ordinairement du fameux Capucin, dit le Pere Josef, pour métamorphoser les Ministres des Princes étrangers en Pensionnaires, ou, pour parler plus François, en traitres. Le premier homme, à qui il s'expliqua du dessein qu'il avoit de rendre la Couronne de Portugal à la Maison de Bragance, fut un Marchand Joalier, nommé Broüal, qu'il avoit rencontré plusieurs fois chez la Duchesse d'Eguillon, à qui il vendoit des pierreries & des bijoux [5]. Lui aiant trouvé de l'esprit & du jugement, il l'envoia par deux ou trois fois à Lisbonne, pour sonder le gué; ce que Broüal, qui parloit bien Portugais, fit avec tant d'adresse auprès des Seigneurs & des Fidalgues, chez qui il eût accès, qu'il assûra positivement Monsieur le Cardinal, qu'il ne leur manquoit qu'une ocasion & de l'apui, pour changer de Maitre. Et ce fut sur ce fondement, que ce grand Ministre entreprit & acheva la fameuse révolution du Portugal. Tant un

[1] *Item, es condicion, y no de otra manera, que la Infanta nuestra hija, ni alguno de sus successores, no puedan en ninguna manera tener Comercio, Trato, ni Contratacion en las Indias Orientales y Occidentales, so color de qualquier titulo, ni pretexto que aya, so pena de ser devolutos los dichos Payses Baxos, en caso de tal contravencion.*

[2] Le Pere Jean Neyen ou Ney, que le President Jeannin apelle toujours le Pere Commissaire, lequel étoit Fils d'un Martin Neyen, dont Guillaume Prince d'Orange s'étoit servi en plusieurs afaires de confiance.

[3] Il s'apelloit Claude de Cilly, & avoit été Maitre d'Hotel de Philippe I. Roi de Castille, Pere de Charle-Quint.

[4] Cet Acord fut signé à Blois le 12. de Decembre de 1509. Don Juan Vitrian en parle sur le raport de Zurita, dans le Chap. XX. de son Comines, Lettre A.

[5] J'ai apris cette particularité du feu Pere Cossart, Jesuite illustre, qui disoit la savoir de Madame d'Eguillon même.

un homme emploié à propos à ce qui est conforme à son génie, est capable de donner un bon branle aux afaires de la plus grande importance.

La Treve d'Anvers aiant expiré le 9. d'Avril 1621. la Guerre recommença au mois de Septembre suivant, au sujet de Juliers, qui fut assiegé par les Espagnols: & depuis ce tems-là, les Etats firent divers Traitez avec la France, dont les assistances leur étoient absolument necessaires, contre une Nation, qui après les avoir reconnus pour un Peuple libre & indépendant, prétendoit être encore en droit de les dominer. Comme il seroit inutile de parler de tous ces Traitez, on ne peut pas aussi se dispenser de
1635. faire mention de la Ligue ofensive & défensive de 1635. dans le sixieme Article de laquelle il étoit dit: „Que la rupture entre les deux Couronnes dureroit jusqu'à l'entiere „ expulsion des Espagnols des Païs-Bas, sans que ni le Roi Tres-Chrêtien, ni les „ Etats Generaux des Provinces-Unies, pussent traiter Paix, Treve, ni suspension „ d'Armes, que conjointement, & d'un commun consentement. L'Article neuvieme „ portoit, qu'au cas que l'on vinst à faire une Paix, Treve, ou suspension d'Armes, „ elle ne pourroit se conclure, que conjointement & du commun consentement du „ Roi, & des Etats Generaux. Et l'Article X. ajoûtoit, que si lesdits Etats rompoient ouvertement avec l'Empereur, ou avec tout autre Prince de la Maison d'Au„ triche, le Roi s'obligeoit de rompre pareillement: & que si l'Empereur, ou quel„ que autre Prince de la même Maison, ataquoit directement ou indirectement, le „ Roi Tres-Chrêtien, en sorte que Sa Majesté en vinst à une rupture ouverte avec „ cette Maison; les Etats Generaux seroient obligez de rompre aussi. Ajoûtez à ce„ la l'Article II. du Traité de 1644. par lequel il étoit dit: Que dans les Negocia„ tions de Munster, les Plenipotentiaires de France & de Hollande s'entr'aideroient „ & se soûtiendroient reciproquement: & l'Article VI. qui porte: que si après la Paix „ concluë, le Roi Tres-Chrêtien, ou les Provinces-Unies, étoient ataquez directe„ ment ou indirectement, par le Roi d'Espagne, ou par l'Empereur, on executeroit „ ponctuellement de part & d'autre les Articles VI. IX. & X. du Traité de 1635.

Cependant, en 1648. les Espagnols se voyant dans la necessité de faire la Paix, tâcherent de la faire avec le moins de desavantage qu'ils pourroient. Dans cette vuë, ils resolurent de conclurre separément la Paix avec les Etats Généraux. Le Cardinal Mazarin aiant pressenti cela, envoya promptement à la Haye Monsieur Servient, qui étoit un des Plenipotentiaires à Munster. Ce Ministre fit tout ce qu'il pût pour empêcher les Etats de traiter seuls avec l'Espagne, & de penser même à la Paix: il leur remontra que la France & la Hollande Unies ensemble, chasseroient entierement les Espagnols de la Flandre, dans deux ou trois ans, & que par ce moyen la Republique de Hollande delivrée d'un si redoutable ennemi, deviendroit extrémement puissante. Le Prince d'Orange qui avoit l'humeur martiale, goûta d'abord les propositions & les raisons de Monsieur Servient, & plusieurs des Etats se rangerent du côté du Prince; mais comme les conditions du Traité de Paix que les Espagnols vouloient faire avec les Hollandois, étoient dans le fonds tres-avantageuses à ces derniers, le plus grand nombre de voix alla à faire la Paix. Ainsi les Etats Généraux conclurent en 1648. la Paix avec l'Espagne, sans y comprendre la France. Les Provinces-Unies avoient de grandes obligations à la France, cela est hors de doute: mais l'interêt leur fit fermer les yeux à toutes ces considerations. Il y a de certaines maximes d'Etat, ausquelles tout doit ceder, & ce sont ces maximes que les Princes & les Chefs des Republiques suivent sans aucun scrupule. Adrien Paaw & Jean Knuyt Plenipotentiaires à Munster de la part des Etats conclurent & signerent ce Traité avec le Comte de Pennaranda, Plenipotentiaire d'Espagne. A l'occasion de ces deux Ambassadeurs des Provinces-Unies, on peut remarquer que le Cardinal de Richelieu, qui se connoissoit merveilleusement en esprits, avoit dit, après la signature du Traité de 1635. *Ces deux Hollandois ont bien la mine de nous donner le change.* En éfet, la suite a montré, que les Etats-Généraux avoient envoié pour Ambassadeurs en France, les deux plus fins Personnages de leur Païs; & qu'ils ne s'étoient servis de nôtre Alliance, & de nos Armes, que pour faire à nos dépens leur condition meilleure auprès des Espagnols, selon la maxime de Ferdinand d'Aragon, qui ne signoit jamais de Traitez, qu'avec cette réserve mentale: *le profit pour moi, le danger & les frais pour mes Alliez* (y).

(y) Le Commes Espagnol Chap. VIII. Note A.

Au reste, je ne puis comprendre, comment Wicquefort, qui décide souverainement du mérite & des actions des Ambassadeurs, & souvent sans jugement, a pû dire, que *Pegnaranda, étoit un Ministre sans experience, & sans genie*, lui, qui convient que ce Comte, *en fesant consentir les Hollandois à une Paix particuliere, rompit toutes les mesures du Cardinal Mazarin* (z). Ce Cardinal même, qui n'étoit pas d'humeur à prodiguer à autrui les loüanges sur la Science de negocier, où il étoit Grand Maitre, ne pût s'empêcher de reconnoître l'habileté du Comte. „ Vô„ tre Excellence, lui dit-il dans une Lettre [1], est un des plus Grands Ministres, „ qu'ait

(z) Section XIII. de la seconde Partie de son Ambassadeur.

[1] Intitulée: *Lettre d'un François, bien informé des affaires, au Comte de Pegnaranda*, laquelle le Cardinal a toujours reconnue pour une des siennes.

„ qu'ait aujourd'hui la Couronne d'Espagne. Vous avez rendu au Roi vôtre Maî„ tre, dans la Paix de Hollande, le service le plus signalé, qu'il pût jamais atendre „ d'aucun de ses Sujets. Vous avez en vôtre particulier aquis beaucoup de réputation, „ d'avoir sû, par vôtre adresse, separer d'avec la France, des Alliez, qui lui étoient „ si unis, & si obligez, & dont les interests, en bonne politique, devoient être à ja„ mais communs & indivisibles. Vous avez fait éclater vôtre prudence, quand vous „ avez tout sacrifié, pour rompre le nœud de cette liaison". Temoignage, qui détruit entierement ce qu'ajoûte Wicquefort, que Pennaranda *n'aquit pas à Munster la reputation d'un habile Negociateur ; & qu'il n'avoit pas l'experience necessaire, pour sortir avec succes d'une Negociation de cette force.* Car s'il rejetoit toutes les propositions, qui pouvoient avancer l'acommodement entre les deux Couronnes, ce n'étoit ni par orgueil, ni par opiniâtreté, ni par incapacité, comme le veut Wicquefort (*a*), mais parce qu'il avoit ordre de ne traiter la Paix qu'avec la Hollande seule, & de n'entendre à celle de France, qu'après toute esperance perduë de conclure un Traité particulier avec cette République. Ce qui est si vrai, que dès le jour que ce Traité fut signé, il ne resta plus à Munster, que pour les formes, se roidissant toûjours de plus en plus sur des conditions, qu'il savoit bien que les Plénipotentiaires de France n'accepteroient jamais. Si, leur disoit-il comme les Pivernates aux Romains, vous voulez nous donner une bonne Paix, elle sera éternelle; mais si vous nous en donnez une desavantageuse, elle ne sera pas de durée (*b*). Ce qu'il apelloit *bonne Paix*, étoit, que nous rendissions au Roi d'Espagne toutes nos conquêtes, faute de quoi il declaroit, qu'il n'y auroit jamais de Paix stable & durable entre les deux Couronnes.

(*a*) Ibid. derniere Section.

(*b*) *Si buena nos la dieredes, perpetua; si mala, poco durable.* Paroles, qu'il repetoit à tous propos.

De tout cela il resulte, que les empêchemens de la Paix generale avec l'Empire & l'Espagne ne venoient point du côté de la France, dont les intentions étoient bonnes & sinceres, mais du côté de l'Espagne, qui comptoit sur une revolution prochaine, dont la France étoit menacée alors, parmi un nombre infini de brouillons & de malcontens, qui vouloient profiter de la foiblesse de la Minorité. D'ailleurs, le Conseil d'Espagne, qui depuis longues années régentoit Souverainement à Vienne, ne pouvoit pas s'imaginer, que l'Empereur pust jamais se résoudre à conclure la Paix avec la France, sans y comprendre le Roi Catholique. Mais le Comte de Servient, qui restoit seul Plénipotentiaire à Munster, depuis le départ du Duc de Longueville & du Comte d'Avaux, tous deux suspects au Cardinal Mazarin, mania si bien cette afaire, que huit mois après le Traité de Hollande, dont il n'avoit jamais pû empêcher la conclusion, ni par caresses, ni par menaces, lors qu'il étoit Ambassadeur à la Haie, il fit le sien avec l'Empereur, & les Etats de l'Empire, à l'exclusion du Roi d'Espagne, & du Duc Charles de Lorraine, leur Allié (*c*). De sorte que le Cardinal ne tarda guere à avoir sa revanche du Comte de Pegnaranda, qui sans doute ne fût point parti de Munster, s'il eût prévu ce coup. Sur quoi le Cardinal le raille agreablement dans la même Lettre, en ces termes: „ Avouez donc, Monsieur, que si vous „ nous avez porté une bote franche dans le Traité de Hollande, la risposte, que „ nous vous avons renduë par la Paix, que nous avons conclue en Alemagne, à vô„ tre exclusion, vaut encore mieux". En éfet, il étoit bien plus dificile de separer l'Empereur d'avec le Roi d'Espagne, que le sang & l'interest d'Etat unissoient ensemble, que de détacher la Hollande d'avec la France, à qui elle n'étoit unie, que par l'intérêt, & dont elle se sépara en vuë d'un plus grand intérêt, qu'elle crut rencontrer dans la Paix avec l'Espagne: quoi que même alors toutes les Provinces ne fussent pas tout-à-fait d'un même sentiment sur ce sujet. Ajoûtez à cela que le Roi d'Espagne se trouvant alors sans mâles, l'Empereur avoit d'autant plus d'interest de le ménager, & de ne se pas brouiller avec lui, qu'en ce tems-là même il négocioit le Mariage du Roi de Hongrie, son Fils, avec l'Infante d'Espagne, qui étoit l'heritiere présomtive de tous les Etats de son Pere; & que les Grans d'Espagne songeoient à la marier au Duc de Savoie, dans la crainte qu'ils avoient de voir transferer le Siège de la Monarchie à Vienne, & de devenir les simples Courtisans des Vicerois Alemans, que l'Empereur leur enverroit, si la Succession d'Espagne venoit à tomber entre ses mains. Circonstance, qui sembloit rendre insurmontables les difficultez de la Paix particuliere avec l'Empereur.

1648.

(*c*) Le 24. d'Octobre.

Je ne dois pas ometre ici une particularité, que le Procurateur Nani raconte dans son Histoire de Venise, laquelle montre évidemment le peu d'inclination, que les Grans d'Espagne ont pour la Maison d'Autriche Imperiale. C'est que le Roi de Hongrie aiant acompagné jusqu'à Milan la Reine d'Espagne, sa Sœur, qui est la Mere de Don Carlos regnant aujourdui, en intention d'aler avec elle jusqu'à Madrid, pour y épouser l'Infante, les Ministres de Philippe IV. lui firent dire, qu'il n'étoit pas à propos, qu'il passât plus avant, leur paroissant étrange & messéant, que les Alemans

voulussent confondre par ces deux Mariages les noces du Roi Catholique avec les funerailles de sa Succession [1].

Pour finir l'Article de la Paix de l'Empire, il ne me reste rien à ajoûter, qu'une petite remarque, qui est, que les Suedois assiegeoient la Ville de Prague, & en tenoient déja le Château, lorsqu'arriva la nouvelle de la Paix concluë, qui fit incontinent lever le siége. De sorte que la Guerre de l'Empire prit fin à Prague, où elle avoit commencé trente ans auparavant, par la révolte des Protestans de Boheme, qui élurent en 1619. pour leur Roi, Federic V. Electeur-Palatin, Chef de l'Union Evangelique.

Mais puisque la Paix de Hollande m'a donné lieu de parler du Comte de Pegnaranda, je dirai encore ici, que ce fut lui, qui après la mort de Philippe IV. fit les premieres ouvertures de la Paix du Portugal, & qui en concerta si bien les moiens avec le Comte de Sandwik, alors Ambassadeur d'Angleterre à Madrid, que le Traité en
1667. fut enfin conclu & signé à Lisbonne le 13. de Fevrier de 1668. quoique l'année precedente le Portugal eût fait une Ligue ofensive & défensive avec la France, par le septieme Article de laquelle le Roi Tres-Chrétien & Dom Alfonse VI. Roi de Portugal, s'obligeoient reciproquement de n'écouter aucune proposition de Paix particuliere avec l'Espagne, & de ne traiter point l'un sans l'autre; & que Dom Pedro, devenu Régent quelques mois après, eût promis trois fois par écrit [2], non seulement en foi de Prince, mais encore en foi de brave Gentilhomme, (c'est l'expression dont il usoit;) d'observer religieusement & inviolablement ce Traité, & de n'entrer en aucune Négociation avec le Marquis de Liche (d), ni avec le Comte de Sandwik, qui étoit venu exprès à Lisbonne, en qualité de Mediateur entre le Roi d'Espagne, & le Roiaume de Portugal. Tant il est fatal à la France d'éprouver l'inconstance des Princes & des Etats, que sa protection a sauvez du naufrage. Soit dit en passant, que lorsque deux Princes traitent ensemble, l'un puissant, & l'autre foible; il arrive presque toûjours, que le grand est trompé par le petit, parce que le grand n'a en vûë que la reputation; & l'autre, que l'interest. Celui qui est protegé, regarde la protection qu'il reçoit, comme une dette qu'il contracte, & comme une sujetion qui le deshonore; & par consequent, à la premiere ocasion qu'il trouve de rompre ses liens, il fait banqueroute à la reconnoissance.

(d) Qui étoit prisonnier de Guerre au Château de Lisbonne, depuis quatre ans.

Tous les Traitez faits par Charles IV. dernier Duc de Lorraine, avec Louïs le-Juste & Louïs-le-Grand, en font de beaux temoignages; & ceux qui liront sans prévention l'Histoire de ces deux Regnes, & qui feront atention à toutes les Infidelitez de ce Duc, qui se glorifioit de ses tromperies, comme d'autant de Victoires, s'étonneront, que deux tels Rois, si souvent ofensez, eûssent pû lui pardonner tant de rechutes, avant que de se resoudre à le dépouiller. Cependant, un de ses Ministres a bien osé dire dans un Manifeste (e): „ Que ce dessein étoit mal fondé en sa cause, „ irregulier dans sa forme, violent en son execution, & si dangereux en sa fin, que „ si l'on n'y aportoit un prompt remede, il n'y auroit plus desormais de respect pour „ les sacrées personnes des Princes; plus d'indépendance pour les Souverains; plus „ de repos pour les peuples; & qu'il faudroit bannir toutes les formalitez & les pro„ cedures, que les Loix Civiles & le consentement commun des Nations avoient in„ troduites dans le monde; & laisser à la seule force le droit de décider tous les dife„ rends, qui naîtroient entre les Princes". C'est-à-dire, au compte de ce Ministre, que pour ne point blesser la Souveraineté du Duc Charles, il eût falu, que la France, contre laquelle il formoit de jour en jour des cabales & des entreprises, eût soufert tout le mal, qu'il avoit envie de lui faire, sans en témoigner aucun ressentiment; & qu'au-lieu de se faire Justice par les Armes, après s'être servie en vain de la voie des Traitez, elle eût pris pour Juges des démélez, qu'elle avoit avec lui, l'Empereur & le Roi d'Espagne, qui le soulevoient contre elle. Ce Duc, non content d'avoir
1631. violé les deux Traitez de Vic de 1631. celui de Liverdun de 1632. & celui de Nancy
1632. de 1633. [3] se jeta ouvertement dans le parti d'Espagne, où il resta jusques en 1641.
1633. qu'il vint en France, pour y faire lui-même son acommodement, ou plûtost pour
1641. tromper encore le Roi, & le Cardinal de Richelieu. Car aiant fait à Paris un Traité, par

(e) Intitulé, *Eclarcissements sur les afaires de Lorraine, pour tous les Princes Chrétiens.* 1671.

[1] A la fin du Livre IV. de la seconde Partie, sur l'an 1648. Le Marquis de Castel-Rodrigo, parlant de ce Mariage, dit alors, qu'au-lieu d'une Fille si jeune pour le Roi d'Espagne, il lui en faloit donner une, qui fût déja grosse. *Lettre du Comte d'Avaux au Cardinal Mazarin, du 4. de Mars 1647.*

[2] Une de ces trois promesses fut exigée par la feue Reine Marie Françoise-Elisabet de Savoie, sa Femme, à qui il donna le billet qui suit.

SENHORA.

Satisfazendo ao que Vossa Magestade foi servida mandarme sobre o Tratado da Liga, que el Rey meu Senhor ajustou com el Rey Christianissimo, pode V. Magestade segurar debaixo de minha fe, e da real palavra de V. Mag. ao Abbate de sam-Romain, que em todo o tempo, e com qualquer poder, que eu tenha no governo deste Reyno, e aprovarei, e o mandarei guardar ponctualmente, e estimarei muito, que V. Mag. o queira dar assi a entender à sua Magestade Christianissima. Deos guarde a V. Mag. largos e felices annos. Corte real, 22. de Novembro de 1667.
O INFANTE.

[3] Ce fut pour toutes ces infractions, & pour le Mariage clandestin de feu Monsieur le Duc d'Orleans avec la Princesse Marguerite, Sœur du Duc Charles, que le 5. de Septembre 1634. le Parlement donna un Arrest, par lequel

[ledit

par lequel il prometoit, ainsi que par tous les precedens, de renoncer à l'Alliance de la Maison d'Autriche, & de s'atacher inviolablement aux interests de la France; à qui il cedoit pour jamais la proprieté des Villes de Stenay, Jametz & Dun, & tout le Comté de Clermont : consentant de plus que la Ville de Nancy demeurât en dépôt entre les mains du Roi jusqu'à la Paix generale; & que tout le reste de ses Etats fût dévolu à la Couronne de France, s'il contrevenoit à la teneur de ce Traité, en quelque façon que ce fût: Il ne fut pas plutôt de retour en Lorraine, qu'il fit de nouvelles levées de Soldats, sous couleur de vouloir joindre ces Troupes à celles du Maréchal de Châtillon; mais en éfet, pour faire ses conditions meilleures avec les Espagnols, en nous trompant [1]. L'Auteur du Manifeste parle bien des Traitez de 1631. 1632. & 1633. pour en justifier l'infraction, prétendant, qu'ils étoient nuls d'eux-mémes, parce que le Duc s'étoit vû reduit à la necessité de signer, ou de perir (f), mais il (f) Page 40.
s'est bien gardé de rien dire de celui de 1641. suprimant adroitement, comme font les bons Avocats, une Piece, qui auroit confondu sa Rhêtorique, & convaincu son Maître.

Au reste, si c'est sagesse de savoir profiter des fautes d'autrui, le Cardinal Mazarin, qui avoit été le têmoin oculaire de celles, que le Cardinal, son Predecesseur, avoit faites, en se laissant fléchir par les soumissions frauduleuses du Duc Charles, est fort à louër de la fermeté, avec laquelle il résista à toutes les instances, que le Nonce Bagni, & l'Ambassadeur de Venise (g) lui firent en 1648. pour le porter à rendre la (g) Batista Nani, qui a écrit l'Histoire de Venise de son tems.
Vieille Lorraine à ce Duc, sans démolir Nancy. Ils lui remontroient, qu'il y avoit de la dureté, & même de l'injustice, à vouloir qu'un Prince n'eût pas dans ses Etats, une seule place, où il pût dormir en seûreté. [J'avouë, répondoit-il, que cette condition est rigoureuse, mais il n'y a pas d'autre moien de desarmer l'inconstance de ce Prince, & de le contraindre à demeurer en Paix. Ainsi, Messieurs, je vous declare, que si les Espagnols n'acceptent, dans le terme de huit jours, la restitution de la Lorraine, avec la condition, que toutes les Places fortes en seront démolies, toute la Négociation de Munster est rompue.] Voilà comme le Duc de Lorraine fut la cause, ou du moins le pretexte de la continuation de la Guerre. Le peuple, qui veut toûjours la Paix, quelque desavantageuse qu'elle soit, s'en prit au Cardinal, & ses ennemis, qui étoient alors en tres-grand nombre, souflérent si bien le feu, qu'il s'en aluma une Guerre civile, qui embrasa toute la France.

Puisque j'ai commencé à parler de ce Duc, qui a été le Protée de nôtre siécle, j'acheverai de dire ici ce qui le regarde, pour ne point separer cette matiere. J'ai dit, que les Espagnols rompirent la Négociation de Munster, sur le refus que fit la France de lui rendre ses Etats, sans raser auparavant les Fortifications de Nancy, & des autres Forteresses. Cette condition fit encore une des principales dificultez du Traité des Pirenées: & ce qui montre l'extreme jalousie, avec laquelle Don Louïs de Haro proceda dans l'afaire de la Lorraine, & combien le Cardinal Mazarin fut atentif à prendre toutes ses süretez contre lui, selon nôtre proverbe, *bien assailli, bien defendu*, c'est que de tous les Princes & Etats compris en ce Traité, le Duc Charles fut celui, de qui les interests furent les plus contestez, & les plus longs à décider: têmoin dix-sept Articles de suite, où il n'est parlé que de lui seul, savoir, depuis le 62. jusques au 78. inclusivement. Il n'y a qu'à lire ces Articles, pour voir, que le Cardinal avoit si bien assaisonné la restitution de la Lorraine, que ce pauvre Duc étoit hors d'état de pouvoir jamais abuser des bienfaits de la France [2], sans perdre du jour au lendemain tout ce qu'on lui rendoit, comme il arriva éfectivement en 1669. Sur quoi l'Auteur des ECLAIRCISSEMENS SUR LES AFAIRES DE LORRAINE, a eû quelque raison de dire, [que c'étoit rendre la Lorraine, comme le chat lâche la souris, pour se jouër avec elle; & que ce Duc n'en étoit plus que le fermier & le *custodinos* pour le Roi de France, qui empruntoit le nom du Duc, pour la posseder avec moins d'envie (h).] Quant à ce qu'il veut inferer de là, qu'il y avoit de l'in- (h) Pages 77. 81. & 83.
justice & de la violence dans ce procedé, il est aisé de répondre, que ce n'est point une

[ledit Duc Charles, Vassal lige de la Couronne, étoit declaré criminel de leze-Majesté, Felonnie, & Rebellion; & tous les biens feodaux, qui lui apartenoient, tenus de la Couronne de France, mediatement ou immediatement, retournez, réunis, & incorporez à icelle; & tous ses autres biens étans en France, tant meubles qu'immeubles, aquis & confisquez au Roi..... Et pour l'infraction des Traitez, manquement de parole, & violement de foi en execution d'iceux par ledit Charles Duc de Lorraine, le Roi étoit treshumblement suplié d'emploier sa puissance, & sa Souveraine autorité, pour se faire raison à soi-même par la voie des Armes, sur les autres Terres & biens non situez en France, ainsi qu'il jugeroit être plus avantageux pour le bien de l'Etat, le repos de ses Sujets, & la gloire de la Couronne.]

[1] Ce dernier Traité étoit du 29. de Mars, & au mois de Juin suivant, il le rompit, & joignit ses Troupes à l'Armée de l'Empereur, tandis que le Maréchal de Châtillon l'atendoit devant Sedan.

[2] Quand le Duc Charles aprit de la propre bouche de Don Louis le contenu des Articles, qui le regardoient, il s'en plaignit avec tant d'aigreur & d'emportement, que Don Louis fut tenté de le faire arrêter. Ensuite, il protesta, & de vive voix, & par écrit, contre ce Traité, disant qu'il n'avoit donné aucune Procuration pour traiter en son nom; & que les deux Ministres l'avoient compris dans ce Traité, sans qu'il en eût témoigné la moindre envie. Et cette Protestation servit de fondement au Traité particulier, qu'il fit avec le Roi à la fin du mois de Fevrier 1661. 1661.
ainsi qu'il est énoncé positivement dans le préambule de ce Traité.

une injustice, mais au contraire une justice, que le Prince doit au repos de ses Sujets, de metre un frein à l'infidelité d'un voisin, qui l'a souvent trompé. Et j'ai pour garant de cette maxime un Cardinal, qui n'en a jamais enseigné que de bonnes, & qui avoit la conscience aussi délicate que l'esprit. [S'il vous arrive mal, dit-il dans une Lettre à M. de Villeroy, de vous être fiez à un Prince si perfide, (il parle du Duc de Savoie,) ce ne sera point lui, qui vous aura trompez à cette fois, ce sera vous-mêmes. La premiere tromperie est du trompeur; mais la seconde est à bon droit imputée à celui, qui s'est laissé tromper (i).] Ainsi, le Cardinal Mazarin ne fit rien à l'égard du Duc Charles, qui ne fut juste, & même necessaire: & s'il eût fait autrement, ç'eût été une faute inexcusable, & qui auroit deshonoré tout son Ministére. Et rien ne peut mieux justifier son procedé, que la réponse qu'il fit au Sieur de la Chaussée, qui le vint trouver à Saint-Jean de Luz de la part de ce Duc: [Qu'après tout ce que Monsieur de Lorraine avoit promis & ratifié, avec protestation expresse de vouloir perdre tous ses Etats, au cas qu'il y manquât, c'étoit un traitement bien favorable, que le Roi lui fesoit, de lui rendre toute la Lorraine, aux conditions portées par le Traité de Paris, puisque depuis ce Traité, il avoit continué, avec plus d'opiniâtreté, que jamais, de servir l'Espagne contre la France: & que la generosité du Roi étoit d'autant plus grande, que le Roi Catholique, au-lieu de recompenser les bons services, que le Duc lui avoit rendus par l'espace de quinze ans, l'avoit tenu prisonnier cinq ou six ans en Espagne. Traitement, dont le Droit des Gens exemte les Princes Souverains. Que l'on savoit par des personnes bien informées des sentimens de Don Louis de Haro, que si l'on eût voulu seulement rétablir le Prince de Condé dans les Charges & dans les Gouvernemens, qu'il avoit avant sa Rebellion, il auroit cedé trés-volontiers toute la Lorraine au Roi: Que Monsieur de Lorraine se trouveroit heureux, s'il vouloit repasser dans sa Memoire tant de Princes, qui avoient perdu leurs Etats, quoiqu'ils n'eûssent pas fait la centiéme partie de ce qu'il avoit fait contre la France: Qu'il avoit devant les yeux l'exemple tout récent de l'Electeur Palatin, qui tout protegé qu'il étoit de la France, de la Suede, & des Protestans d'Alemagne, dont les Armes étoient victorieuses, avoit tenu à grande grace, de recouvrer une partie de ses Etats, en sacrifiant l'autre au ressentiment de l'Empereur, & de toute la Maison d'Autriche.]

(i) d'Ossat Lettre 248.

Dans une Lettre du Cardinal Mazarin écrite de Saint Jean de Luz, du 4. de Sept. 1659.

Tout ce que je viens de dire de Charles IV. Duc de Lorraine, & du traitement, qui lui a été fait par les Couronnes de France & d'Espagne, sert à vérifier la prédiction, que Balzac avoit faite quelques années auparavant, qu'il seroit la victime des deux Empires:

Alternis rapient te Teuto & Celta ruinis,
Et nisi Pars uni es, præda duobus eris.

1662. Le 6. de Fevrier 1662. il ceda par un Traité les Duchez de Lorraine & de Bar à la Couronne de France, à la charge, que tous les Princes de sa Maison fussent declarez Princes du Sang Roial, & comme tels capables de succeder à la Couronne immediatement après les Bourbons; & le 27. suivant les Lettres Patentes en furent registrées au Parlement: mais comme l'on y ajoûta une condition, qui n'étoit point dans le Traité, savoir, qu'aucun des Princes de Lorraine ne pourroit jouir des prerogatives & préeminences, qui leur étoient acordées par ce Traité, si tous ceux qui y avoient interest, n'y donnoient leur consentement [1]: le Duc écrivit trois Semaines après au Roi, & au Premier-President, que si Sa Majesté n'acomplissoit les conditions, ausquelles elle avoit bien voulu s'obliger, & ne fesoit verifier ledit Traité sans restriction, il le tenoit pour nul, quelque chose que l'on pust alleguer au contraire.

TRAITEZ AVEC LES CANTONS SUISSES.

JUSQUES ici je n'ai rien dit des Suisses, qui sont les plus anciens Alliez de la France, parce que cette matiere étant relative à dix de nos Rois, j'ai voulu la traiter tout de suite, pour en faire un Abregé Historique, où l'on trouvât à point-nommé, & sous un même Chapitre, tout ce qu'il importe de savoir de la correspondance, que la Couronne de France a entretenuë & entretient, depuis plus de deux-cens ans, avec cette Nation.

Louïs XI.

[1] Cette clause étoit absolument necessaire, car autrement tous les Princes de la Maison de Lorraine, établis en France, y auroient pretendu le titre & le rang de Princes du Sang, tandis que le Prince Charles, Neveu du Duc, qui n'avoit garde de consentir à ce Traité, comme fait à son préjudice, se seroit porté pour legitime heritier des Duchez de Lorraine & de Bar, lesquels il soûtenoit ne pouvoir être alienez par le Duc, son Oncle, qui ne les possedoit qu'en qualité d'usufruitier. Ainsi, l'Auteur des ECLAIRCISSEMENS n'a pas eû raison de dire *, [que la France avoit manqué à sa promesse; ou qu'au moins elle avoit promis ce qu'elle ne pouvoit executer.] Car au contraire, c'étoit son Maitre, qui avoit promis ce qu'il savoit bien qu'il ne pouvoit acomplir. Quoi qu'il en soit, il faut convenir franchement de ce que dit Wicquefort, que ce ne fut pas par ce Traité, que feu M. de Lionne merita l'eloge, que Saint-Evremond fait de lui, comme du plus grand politique de notre tems.

* Pages 212. & 213.

Louïs XI. fut le premier qui fit Alliance avec eux, lorsqu'il n'étoit encore que Daufin de Vienne. Mais avant que de parler de ce Traité, il faut dire quelle en fut la cause.

Louïs aiant pris la Ville de Montbeliard, dont le Seigneur avoit fait quelques Courses sur les Terres de France, marcha ensuite vers Basle, pour vanger la querelle d'Eugene IV. [1] contre le Concile de ce nom, qui l'avoit déposé en 1439. & avoit élu à sa place le Duc Amedée de Savoie; & contre son Pere même, qui protegeoit le Concile. Les Habitans se voiant donc à la veille d'être assiegez, & de tomber entre les mains des *Ecorcheurs* [2], qui n'épargnoient ni Femmes, ni Enfans, apellérent les Suisses à leur secours, lesquels donnérent la Bataille au Daufin, & la perdirent tous avec la vie, de quatre-mille n'en étant échapé qu'un seul, pour en aller porter la nouvelle aux Cantons. Mais comme cette Victoire alarma fort les Alemans, naturellement jaloux de la prosperité des François, ils arméront si puissamment, que le vainqueur fut obligé de se retirer, de peur d'être acablé de leurs forces, qui se trouvoient beaucoup plus nombreuses que les siennes. Peu après, les Legats du Concile le solicitérent si vivement de vouloir entendre à la Paix, que ne pouvant plus resister à leurs prieres, il la conclut à Ensisheim en Alsace, aux conditions suivantes.

Qu'il y auroit bonne, sincere, & perpetuelle amitié entre lui Daufin, & les Cantons & Communautez de Basle, Berne, Lucerne, Soleure, Ury, Suitz, Underwald, Zug, & Glaris; comme aussi avec leurs Alliez, savoir, Louïs, Duc de Savoie, Fils du Pape Felix V. Jean, Comte de Fribourg & de Neuchâtel; Jean, Comte d'Arberg & de Valengin; & les Villes de Bienne & de la Neuville.

Que tous les Sujets desdites Communautez pourroient demeurer, habiter, & trafiquer dans tous les Païs de l'obéissance du Roi de France, & du Seigneur Daufin, sans nul empêchement, & sans qu'il leur fût fait aucun dommage en leurs Biens.

Que tous les Nobles, qui s'étoient declarez contre la Ville de Basle, ou contre les autres Cantons Suisses, se reconcilieroient parfaitement avec lesdites Communautez; & que le Seigneur Daufin se declareroit contre ceux, qui ne voudroient pas s'acommoder avec elles.

Que ledit Seigneur ne pourroit entrer, demeurer, ni sejourner avec son Armée dans les Villes & Terres apartenantes ausdits Cantons, où toutefois les Marchands & Pelerins François pourroient habiter & trafiquer avec toute liberté, à condition que la même chose fût permise aux Marchands & Pelerins Suisses dans les Terres de France & de Daufiné.

Que si par hazard, ou autrement, il étoit contrevenu par l'une ou l'autre des Parties à quelque Article de ce Traité, la reparation en seroit faite de bonne foi & sans delai.

Que lesdits Cantons vouloient bien accepter la mediation du Seigneur Daufin pour leur acommodement avec le Duc d'Autriche, & la Communauté de Zurich, pourvû que ce fût sans prejudice du present Traité, qui demeureroit en toute sa force & vigueur, quand même cet acommodement ne réüssiroit pas.

Que tous les Capitaines, qui se trouvoient alors avec le Seigneur Daufin, jureroient sur les Saints Evangiles d'observer inviolablement tous les Points & Articles de ce Traité, sans y contrevenir jamais en aucune maniere.

Qu'en vertu de ce Traité, toutes les inimitiez, rancunes, animositez, querelles, & injures passées, seroient abolies, éteintes, & mises en oubli, comme si elles ne fussent jamais arrivées.

Après que Louïs fut parvenu à la Couronne, & qu'il eût formé dans sa tête le dessein de ruiner entierement le Duc & la Maison de Bourgogne, il regarda les *Suisses* comme les Instrumens les plus propres à lui faciliter céte dificile entreprise. *Il leur ofrit*, dit Comines, *de beaux & grans partis, premierement vint-mille francs, qu'il donnoit tous les ans aux Villes de Berne, Zurich, Lucerne, & Fribourg; & vint-mille autres, qu'il distribuoit à des particuliers, qui soûtenoient ses interêts dans leurs Diètes. Il se fit leur Bourgeois & leur premier Allié, & voulut en avoir des Lettres Patentes* (k), comme d'un titre, dont il vouloit leur faire croire qu'il se tenoit très-honoré. Mais il est à remarquer ici, que bien que *Louïs* eût fait deux Traitez avec eux, du vivant de Charles, Duc de Bourgogne, l'un du 10. de Janvier 1474. [3] & l'autre du vint-sixiéme d'Octobre 1475. qui est celui, dont Comines fait mention, & dont la teneur est dans le premier Tome de ce Recueil; [& dans le III. du *Corps Diplomatique* &c.] il n'entra néanmoins ouvertement dans leur Alliance, & eux à son service, qu'après la mort du Duc Charles, dont

(k) Chapitre IV. du Livre VI. de ses Memoires.

1474.

1475.

[1] Frà Paolo dit, que le Daufin avoit reçu de l'Argent d'Eugene, pour prendre les Armes contre le Concile de Basle. *Traité des Benefices, Article de la Pragmatique.*

[2] C'étoient des Brigands & des Assassins, que le Peuple surnomma ainsi à cause de leurs cruautez. Le Daufin en avoit mené cinq ou six-mille, qui n'eûssent fait aucun scrupule d'écorcher tous les Peres de ce Concile.

[3] *Les Articles de ce Traité étoient ambigus, & Louïs XI. l'avoit voulu ainsi, pour pouvoir les interpreter ensuite, selon qu'il lui seroit plus expedient.*

dont ils redoutoient la puissance à tel point, que dès qu'ils sûrent, qu'il vouloit leur faire la Guerre, ils lui firent ofrir par leurs Ambassadeurs, de renoncer à l'Alliance de tous les Princes ses ennemis, & de le servir, au prix qu'il voudroit, de six-mille hommes contre le Roi Louis, toutes les fois qu'ils en seroient requis (*l*). De sorte que ce fut une grande prudence à Louïs XI. de se contenter, d'avoir un Commerce secret avec eux, durant la vie de Charles, qui, sans doute, se fut bien gardé de leur faire la Guerre, si Louïs eût été leur ami declaré; & qui, par consequent, n'eût pas perdu la Bataille de Granson, où Comines dit; qu'*il perdit honneur & chevance* [1]. Et je crois, ajoûte-t-il, que ce fut une des plus sages choses, que le Roi fit onques en son tems, & plus au dommage de tous ses ennemis. Car, le Duc de Bourgogne défait, le Roi ne trouva jamais, depuis, homme qui osât lever la tête contre lui, ni contredire à sa volonté (*m*). Enfin, c'est à la Bataille de Granson, que les Suisses sont redevables de toute l'estime, qu'ils ont aquise dans le Monde, où ils n'étoient auparavant connus, que par leur extrême pauvreté; car depuis ce tems-là, ils quitérent la plûpart le labour, pour aprendre le métier des armes: invitez d'ailleurs à céte profession, par les dons de Louïs XI. de qui ils reçûrent plus d'un million de florins, eux, qui n'avoient jamais manié ni connu d'Or avant son Regne. Ils reconnurent assez mal, envers Charles VIII. les obligations toutes récentes qu'ils avoient à son Pere, qu'ils apelloient leur Maitre [2], & qui, selon Comines (*n*), les avoit mis en la gloire du Monde [3]. Car étant venu trouver Charles en Piémont, au nombre de vint-mille, au lieu de cinq-mille qu'on leur avoit demandez; & la Paix s'étant faite immediatement après leur arrivée, ils mirent en déliberation, s'ils se saisiroient de la personne du Roi, & de tous les principaux Seigneurs qui l'acompagnoient, pour se faire paier de trois mois, qu'ils pretendoient leur être dûs, en vertu d'une clause du Traité de 1475. qui porte: *Et quamprimùm nostrates domos suas egressi fuerint, incipiet cursus temporis trimestris.* C'est-à-dire: [Et dès que nos gens seront sortis du Païs, le quartier commencera à courir.] Si bien que pour apaiser céte mutinerie, qui venoit du dépit, qu'ils avoient de voir la Paix faite, il falut leur acorder tout ce qu'ils demandoient [4], qui montoit bien à cinq-cens mille francs. Tant est vrai ce qu'Aristophane fait dire aux Athéniens par Périclès, qu'il ne faut point nourrir le lion, si l'on ne veut en soufrir tout, après l'avoir nourri.

(*l*) Chapitre IV. du Livre V. des mêmes Memoires.

(*m*) Ibidem.

(*n*) Chapitre X. du dernier Livre de ses Memoires.

1484. On trouvera dans ce Receueil un Traité de Confederation fait le 4. d'Août 1484. entre Charles VIII. & les Suisses, lequel ne contient que des promesses reciproques de vivre en bonne intelligence ensemble, & de favoriser & maintenir de part & d'autre la liberté du Commerce entre les Marchands des deux Nations; sauf toutefois le paiement des droits ordinaires d'entrée & de sortie: *Salvis tamen ex utraque parte teloniis consuetis huc usque introductis.*

1499. Un an après la mort de Charles VIII. Louïs XII. fit un nouveau Traité d'Alliance & de Confederation avec les Suisses, par lequel il leur prometoit de les assister & défendre envers & contre tous; de leur paier en forme de pension annuelle, dix ans durant, à compter du jour de la signature de ce Traité, la somme de vint-mille francs, à raison de deux-mille francs par Canton; & de leur donner, outre céte pension, quatre-vint mille florins du Rhin par an, lorsqu'ils seroient en Guerre, & que la France y étant aussi, il ne pourroit pas leur envoier les Troupes, qu'ils lui demanderoient. Ils s'obligeoient pareillement de fournir au Roi, lors qu'ils en seroient requis, tel nombre de Soldats, qu'il seroit necessaire, à moins qu'ils n'en eûssent besoin pour eux-mêmes, aiant la Guerre: auquel cas ils ne laisseroient pas de permettre à ceux de leurs Sujets, qui voudroient servir le Roi, d'y aller sans nul empêchement, pourvû que ce fût à ses dépens.

Quant à la paie des Soldats Suisses auxiliaires, il étoit dit, qu'ils auroient, chacun quatre florins d'Or & demi par mois, à commencer du jour qu'ils seroient partis de leurs Maisons; outre quoi ils jouïroient de toutes les Immunitez & Privileges, dont jouïssoient tous les autres Stipendiaires du Roi.

Les

[1] Le Duc Charles perdit sa reputation à Granson, où il prit honteusement la fuite; son Armée, à la Bataille de Morat; & la vie, à celle de Nancy.

[2] *Christianissimum Serenissimumque Dominum Ludovicum Regem Franciæ*, herum *nobis præ cæteris longè gratiosiorem.* Dans le Prologue du Traité de 1475.

[3] On a dit d'eux, que le Duc Charles les avoit aguerris par le Fer; & le Roi Louis par son Or.

[4] Toutefois, dit Comines, ils avoient tort, car il ne leur avoit été promis qu'un mois de paiement; & d'ailleurs ils ne servoient point. *Chap. XI. du dernier Livre de ses Memoires.* Ajoutez à cela une raison convaincante, qui est, qu'à toute rigueur la clause qu'ils aleguoient, pour être paiez de trois mois, ne pouvoit valoir, que pour cinq-mille Hommes, puisque les quinze-mille autres étoient venus sans être apellez, ni demandez, & malgré qu'on en eût; de sorte qu'il falut défendre l'entrée du Piémont, pour n'en pas laisser passer davantage, comme le raporte Comines, qui acompagnoit Charles VIII. en ce Voiage. C'est pourquoi Louis XII. son Successeur, prit toutes les precautions necessaires, pour obvier à ce desordre, lorsqu'il fit inserer dans le Traité de Lucerne de 1499. cet Article en termes clairs & formels: *Ad hoc cautum est, quod, si aliquos nostratum, ultra numerum à Rege petitum, ad servitium Regiæ Majestatis Suæ proficisci contigerit, nulla eisdem Regia Majestas stipendia præstare debet.* C'est-à-dire: Deplus, on est convenu, que s'il arrive, que quelques uns des nôtres aillent au service du Roi Tres-Chrétien, outre le nombre qu'il aura demandé, Sa Majesté ne sera point obligée de leur donner aucune paie.

Les Cantons prometoient ensuite, de ne faire aucune Paix ni Treve, sans y comprendre expressément le Roi; & de soûtenir ses droits comme les leurs propres: & le Roi pareillement, de les comprendre dans tous les Traitez, qu'il feroit avec ses ennemis & les leurs; & de defendre leurs interêts, comme les siens propres. Enfin, les Suisses prometoient de ne point souffrir, durant tout le tems que céte Confederation auroit à durer, qu'aucun de leurs Sujets prît les Armes contre Louis XII. ni donnât secours à pas un de ses ennemis, sous quelque pretexte ou ocasion que ce fût; & de punir ceux, qui le feroient, comme des Rebelles. Protestant sincerement, qu'ils n'avoient aucune Alliance, Intelligence, ni liaison avec Louis Marie Sforce, ni avec ses heritiers.

En éfet, ils en donnérent une bonne marque à Louïs XII. dès l'année suivante, car ils lui abandonnérent ce pauvre Duc [1], qui se servoit d'eux au recouvrement du Duché de Milan, où rentrérent ainsi les François, qui en moins d'un an le conquirent, le perdirent, & le regagnérent.

Après céte heureuse expédition des François, les Suisses, s'en retournant en leur Païs, se saisirent de la Ville de Bellinzone, qui ferme le passage des Montagnes de ce côté-là. D'abord les François, qui avoient alors le vent en poupe, eussent pû ravoir céte Place pour une mediocre Somme d'argent, mais les Suisses aiant eû le loisir d'en considerer l'importance, & reconnu, que c'étoit une Porte, par où ils entreroient dans le Milanés toutes les fois qu'ils voudroient, s'ostinérent à la garder, sans qu'on pût jamais la tirer d'entre leurs mains. Desorte que Charles d'Amboise, Gouverneur du Milanés, si connu dans l'Histoire sous le nom de Seigneur de Chaumont, fut obligé de faire un Traité avec les Cantons d'Ury, Switz, & Underwald [2], par 1503. lequel il leur cedoit & transportoit, au nom du Roi son Maitre, la Ville & tout le Territoire de Bellinzone, avec deux Villages au delà du Mont-Cenis, qui n'avoient jamais été de la Jurisdiction, ni de la dépendance du Comté de Bellinzone. Prometant de plus, que Louis XII. enverroit au plûtôt des Ambassadeurs aux Ligues, pour confirmer & renouveller les Capitulations faites entre les Ducs de Milan & la Nation Helvetique; comme aussi tous les Privileges, Exemtions, & Immunitez, que Louis Sforce leur avoit tout nouvellement acordez touchant le Commerce: lesquels Privileges s'étendroient à tous ceux de leurs Alliez & Adherans, qui avoient été compris dans leurs anciennes Confederations; & pareillement aux Habitans du Comte de Bellinzone & de Walbrune. Enfin, il étoit dit, que tous les Prisonniers de Guerre, faits de part & d'autre, seroient mis en liberté, & renvoiez sans rançon, & pourroient, sans nul empêchement, retourner au service de leurs premiers Maitres; & que ceux de la Ligue-Grise remetroient Jean Jâques Trivulce, Maréchal de France, dans son premier état, atendu que ce Seigneur étoit ancien serviteur de la Couronne de France: d'Amboise protestant, que, sans cela, il ne seroit point obligé de faire ratifier ce Traité au Roi Tres-Chrêtien son Maitre. Louis XII. le ratifia à Lion, le 24. de Mai 1503. sous le titre de Roi de France, de Naples, et de Jerusalem, & de Duc de Milan, &c.

En 1509. le méme Roi aiant refusé aux Suisses une augmentation de vint-mille Livres [3] par an, parce qu'ils la lui demandoient avec menaces; & aiant apellé les Ligues-Grises à son service: ils s'en tinrent si ofensez, qu'ils se mirent à celui du Pape Jules II. son ennemi mortel, pour une pension de mille florins par Canton, tout glorieux du titre, qu'il leur donnoit de Défenseurs du Saint Siege. Titre, dont la plûpart des Papes ont été plus liberaux, que de leur Argent.

En 1513. ils défirent presque toute l'Armée Françoise, qui assiegeoit le Duc François Sforce dans Novare, d'où ils vinrent ensuite en Bourgogne, où ils assiegérent Dijon, bien resolus de ravager les meilleures Provinces de la France, s'ils eussent pris céte Ville. Mais le Seigneur de la Trimouille, qui se trouvoit dedans, arrêta prudemment l'orage par le Traité qu'il fit avec eux, prometant de leur faire donner six-cens 1513. mille écus par le Roi; & qu'outre cela, le Roi renonceroit au Duché de Milan; abandonneroit le Concile de Pise, convoqué contre Jules II. & se soumetroit à celui de Latran. Il est vrai, que Louis XII. ne voulut pas ratifier ce Traité, que la Trimouille avoit conclu sans ordre; mais il ne laissa pas d'en être très-obligé à ce Seigneur, qui sauva le Roiaume par un trait de plume. Car si, Dijon pris, les Suisses fussent venus jusqu'à Paris, tandis que l'Empereur & le Roi d'Angleterre étoient en Picardie, avec

[1] Guichardin dit, que les Suisses aiant promis à Louïs Sforce, de le conduire en lieu de seureté, ils l'indiquérent eux-mêmes aux Capitaines François, tandis qu'il marchoit en rang parmi eux, habillé & armé comme un Soldat Suisse. *A la fin du Livre IV. de son Histoire.* Le Nardi dit la même chose au commencement du Livre IV. de son Histoire de Florence.

[2] Ce Traité fut conclu à Arona, au Camp devant Locarne, qui est un des quatre Bailliages, que les Suisses apellent *les Bailliages de delà les Monts.*

[3] Le même Guichardin dit, que tous les Ministres de Louis XII. étoient d'avis d'acorder aux Suisses l'augmentation, qu'ils demandoient, remontrant à leur Maitre, combien il lui importoit de ne pas perdre l'amitié de ceux, dont les Armes l'avoient rendu redoutable à tous ses Ennemis. *Livre IX. de son Histoire.*

avec une Armée de plus de cinquante-mille hommes, que fût devenuë la France? C'est en ces rencontres, qu'un bon Sujet doit aler, tète baissée, au salut de l'Etat, sans regarder à droit, ni à gauche; sans s'amuser aux formalitez, qui, dans les necessitez pressantes, font la ruine des afaires; sans se soucier du desaveu du Prince, ni même de son indignation, qui, tôt ou tard, se convertit en estime & en reconnoissance, s'il est homme d'esprit. Enfin, c'est dans ces ocasions, qu'il se faut dire à soi-même: *Il y a du danger pour moi, mais il n'importe, si je pers les bonnes graces du Prince, je sauverai l'Etat, & la Posterité me fera justice.* Et le Cardinal d'Ossat étoit bien de ce sentiment. „ Il s'en trouvera, dit-il dans une de ses Lettres à Henri IV, qui „ diront, que j'ai été bien hardi, de prometre l'Article des douze cautions, & je le „ confesse moi-même: mais outre que, sans cela, je n'eûsse pû rien faire, la raison „ & l'experience m'ont apris, qu'es grandes afaires, pour éviter un grand mal, & „ obtenir un grand bien, il faut oser quelque chose, & se resoudre à tems & à „ point, pour sortir d'un mauvais & dangereux passage le plutôt & le mieux que l'on „ peut. Outre que si j'eûsse envoié vers V. M. pour avoir ses ordres, l'ocasion d'a„ commoder cète afaire eût pû se perdre pendant ce délai, pour les accidens qui peu„ vent survenir d'heure en heure". Le Cardinal Mazarin, qui savoit parfaitement negocier, autorise aussi cète maxime dans une de ses Lettres. „ Je considere quel„ quefois, dit-il, qu'un Ambassadeur ne pourroit pas se resoudre à porter les afaires, „ comme je fais, parce qu'il craindroit d'être desavoüé, & d'être rapellé de son Am„ bassade avec peu d'honneur. Ainsi, je vois que c'est un grand avantage pour les „ Rois, quand ils emploient, dans les grandes afaires, des personnes, qui étant „ pleinement assurées de leur bienveillance, negocient hardiment, & n'hesitent point „ à proposer de leur chef des expediens, pour les terminer avantageusement (*o*).

(*o*) Lettre du 30. d'Août 1659. ecrite de Saint Jean de Luz à M. le Tellier.

Dès que François I. fut parvenu à la Couronne, l'Empereur, le Roi d'Aragon, les Suisses, & François Sforce, firent une Ligue contre lui, pour le contraindre à renoncer au Duché de Milan: & six mois après, le Pape Leon X. entra dans cète Ligue, lors qu'il vit le nouveau Roi entrer en Italie, croiant que sa tiare donneroit un grand poids aux afaires. Mais après que François eût gagné la fameuse Bataille de Marignan [1], qui fut suivie du recouvrement du Duché de Milan, Leon, suivant la coûtume des Papes, de se ranger toûjours du côté des plus forts, se hâta de faire son acord particulier avec ce Prince [2], sans vouloir atendre la résolution des Suisses, qui tenoient leur Diete; ni la réponse de l'Empereur, qui n'étoit pas fort éloigné. Le Roi d'Aragon étant mort en 1516. & Maximilien, qui n'avoit plus d'Argent, pour continuer la Guerre qu'il faisoit depuis l'an 1509. aux Venitiens, aiant accepté la Paix de Noïon, & rendu Verone à la Republique de Venise, les Suisses épouvantez de ce qui leur étoit arrivé à Marignan, firent leur Paix avec le Vainqueur, qui leur acorda la somme de quatre-cens mille écus, pour aquiter le Traité de Dijon; & trois-cens mille autres pour leurs pensions, paiables en trois termes, specifiez dans l'Article VI. avec promesse aux Grisons, de leur donner les mêmes apointemens, qu'ils recevoient de Louïs XII. son Predecesseur (*p*). Cète Paix fut negociée en partie par un Gentilhomme Milanés, nommé Galeas Visconti, qui étant banni de sa patrie pour quelque ofense faite à François I. merita par ce service la permission d'y retourner, & fut depuis honoré de la bienveillance & des bienfaits de ce grand Prince (*q*).

Paix perpetuelle de 1516.

(*p*) Article X.

(*q*) Guichardin à la fin du Livre XII. de son Histoire.

En 1521. ils firent une action très-genereuse en faveur du même Roi, qui venoit de perdre Milan. Car le Cardinal Jules de Médicis leur aiant envoié au nom du Pape Leon X. l'Evêque de Veruli, pour essaier de les détacher de l'Alliance de la France, & pour les attirer au service du Pape, qui vouloit, à quelque prix que ce fût, achever de chasser de l'Italie les François, qu'il regardoit comme les anciens amis des Florentins; & par consequent comme les plus dangereux ennemis des Medicis, qui les avoient oprimez: ils ne se contentérent pas de rejeter les ofres du Cardinal, mais encore ils firent metre en prison cet Evêque, pour montrer au Pape, qu'ils étoient à l'épreuve de ses corruptions (*r*).

(*r*) Nardi Livre VI. de son Histoire.

En 1531. François I. leur rendit la pareille, lorsque l'Ambassadeur de l'Empereur le vint solliciter de la part de son Maitre, de vouloir contribuer à la Guerre, que les cinq Cantons Catholiques sesoient alors à ceux de Berne & de Zurich, au sujet de la Religion. Car il répondit resolument à cet Ambassadeur, que toute la Chrêtienté savoit l'ancienne alliance, qu'il avoit avec les Suisses; & qu'après avoir donné à l'Em-

pereur

[1] Guichardin raconte, que Jean Jâques Trivulce, l'un des plus grands Capitaines de son Siecle, disoit, que ce n'étoit pas des Hommes, mais des Geans, qui avoient combattu à la Bataille de Marignan; & que les dix-huit autres, ausquelles il s'étoit trouvé, n'étoient, en comparaison de celle-ci, que des Batailles d'Enfans. *Livre XII. de son Histoire.*

[2] Le Nardi dit, que Leon X. s'alarma d'autant plus de la Victoire de François I. qu'il aprehenda, que le Vainqueur ne remît en liberté la Ville & l'Etat de Florence, dont le Gouvernement étoit entre les mains des Medicis. *Livre VI. de son Histoire de Florence.* Le Pape & le Roi s'entrevirent à Boulogne, vers la fin du mois de Decembre; & ce fut dans cette entrevûe, que la Pragmatique fut abolie.

pereur deux millions d'Or pour sa rançon, il se garderoit bien de se metre en nouvelle dépense, en se mélant de céte Guerre : que les deux Parties aiant prié ses Ambassadeurs (s) residans à Soleure, de les metre d'acord par une bonne Paix, il ne pouvoit pas honnêtement se declarer en faveur des uns contre les autres, & d'arbitre qu'il étoit devenir partie. Enfin, que si Madame sa Mere lui avoit laissé de l'argent, il vouloit le garder pour la defense & la conservation de son Roiaume †. Et peu de jours après, il reçut en éfet la nouvelle de la Paix faite par l'entremise de ses Ambassadeurs entre les Cantons Catholiques, & ceux de la Confession d'Augsbourg. Et les uns & les autres s'en tinrent si obligez, que, pour lui en témoigner leur reconnoissance, non seulement ils lui acordérent, l'année suivante, une levée de dix mille hommes de leur Pais, avec ofre de lui en fournir tel nombre qu'il voudroit; mais encore ils chassérent honteusement l'Ambassadeur, qui résidoit auprès d'eux de la part de l'Empereur, lui reprochant, que toutes les Cabales qu'il fesoit, pour les détacher des interêts de la France, ne tendoient qu'à les détruire eux-mêmes (t).

(s) Les Sieurs Meigret & Dangerant.

† Lettre de François I. à François de Dinteville Evêque d'Auxerre, son Ambassadeur à Rome, du 21. de Novembre 1531.

(t) Lettre d'Anne de Montmorency au même Ambassadeur, du vint-six d'Aout 1532.

En 1549. ils renouvellérent avec Henri II. l'Alliance perpetuelle, que le Roi son Pere avoit faite avec eux, malgré toutes les opositions, qu'y firent les Cantons Protestans, qui n'étoient que trop informez du cruel plaisir, que ce Roi prenoit à faire & à voir brûler à Paris les Luthériens & les Calvinistes.

En 1551. Henri, qui avoit alors besoin de leur Amitié, leur acorda quelques nouvelles franchises pour ceux de leurs Sujets, qui frequentoient les foires de Lion : & l'année suivante, pour se les rendre encore plus afectionnez, il leur fit l'honneur de les choisir pour parains de son quatrieme Fils, qu'ils nomm érent Hercule, lequel prit le nom de François, après la mort du Roi son Pere.

Pour François II. & Charles IX. ils furent assez ocupez à traiter, malgré qu'ils en eûssent, avec les Huguenots de France. Ainsi, l'on ne trouvera point ici de Trai- 1551.
tez faits de leur tems.

En 1579. Henri III. en fit un particulier avec les Cantons de Berne & de Soleu- 1579.
re, qui alarmez des bruits, qui couroient de plusieurs entreprises, que le Duc de Savoie formoit contre la Ville de Geneve, leur Alliée par combourgeoisie, avoient imploré son secours & son assistance, pour maintenir & conserver céte Ville, & son Territoire, en l'état, où elle se trouvoit alors, de peur que venant à changer de main, la Paix & tranquillité generale du Païs des Ligues, dont elle est une des clefs & des boulevards, n'en fût troublée; & qu'il ne s'alumât en ce Païs-là quelque Guerre, dont le feu se répandit dans les Etats des Princes voisins. Et c'est pour céte même raison, qu'Henri IV. fit comprendre la Ville de Geneve dans la Paix de Vervin : non pas nommément, de peur de choquer le Pape; mais sous la clause generale, des *Alliez & Confederez des Seigneurs des Ligues*. Et quant à l'interêt qu'avoit la France, de proteger Geneve contre les Ducs de Savoie, le Cardinal d'Ossat en parloit très-pertinemment, lors qu'il representoit à la Cour de Rome, que céte protection importoit à la Couronne de France, non pour aucune afection, que le Roi Tres-Chrêtien portât à céte Ville, qui par la contagion de l'heresie avoit causé tant de maux à son Roiaume; mais parce que c'étoit le seul passage, que la France eût pour faire venir les Suisses, quand elle en auroit besoin; & qu'ainsi elle ne devoit pas soufrir, que ce passage lui fût fermé (u). Et parlant de l'entreprise, que le Duc Charles Emanuel fit sur Geneve à la fin de 1602. il dit, que ce fut de concert avec les Espagnols, pour donner lieu au Roi de France de recommencer la Guerre, & pour faire tomber sur lui toute la haine de l'infraction de la Paix, comme il seroit arrivé sans doute, si céte entreprise eût réussi au Duc, qui savoit très-bien, que Henri IV. ne le laisseroit pas jouir paisiblement de Geneve; & que la Guerre, qu'il lui feroit au sujet d'une Ville, qui est le Siège & le souverain Tribunal du Calvinisme, le rendroit odieux au Pape, & à tous les Princes Catholiques (w). De quoi les Espagnols pretendoient tirer un grand avantage.

(u) Lettre 245.

(w) Lettre 325.

Le Journal du Regne d'Henri III. fait mention d'une Ambassade des Cantons Suisses, venuë à Paris en 1582. pour demander le paiement de leurs pensions; & de la reponse, qu'ils firent à ce qu'on leur dit, que le Roi n'avoit point d'argent: „ Qu'il „ n'étoit pas croïable, qu'il en manquât, lui, qui pour celebrer les noces d'un simple „ Gentilhomme, (c'étoit le nouveau Duc de Joycuse;) venoit de dépenser douze- „ cens mille écus, en Habits, en Festins, en Tournois, & en Mascarades : qu'au „ contraire, il faloit qu'il eût de grands tresors amassez dans ses cofres; ou qu'il eût „ perdu l'esprit, s'il n'avoit pas gardé de quoi paier ses détes, ni de quoi subvenir „ aux autres besoins de son Etat". Mais Henri, que ses Mignons avoient plongé dans le luxe, ne profita guere d'une si bonne leçon. Au reste, les Suisses avoient alors d'autant plus de sujet de se plaindre, qu'il leur étoit dû des sommes immenses, puisqu'aux Etats de Blois de 1576. il se verifia, que les interêts échus montoient déja à quatre-mille cinq-cens Livres par jour (x).

(x) Memoires de Guillaume de Taix, Doien de l'Eglise de Troies, & son Deputé audits Etats.

Henri IV. étant parvenu à la Couronne, se trouva dans un si mauvais état, que bien loin de pouvoir paier aux Suisses tout ce qui leur étoit dû de leurs pensions, il n'avoit pas seulement la vintième partie de ce qu'il lui faloit pour soûtenir la Guerre contre la Ligue. De sorte qu'il fût à la veille d'étre abandonné des Cantons, dans un tems, où leur Amitié lui étoit absolument necessaire : mais il sortit heureusement de cet embarras, par la prudente resolution de François Hotman Morsontaine, son Ambassadeur en Suisse, qui faisant bouclier de son zele pour le bien de l'Etat, contre les jugemens de la Cour, y vint sans permission, pour representer de vive voix au Roi le danger prochain, où il étoit de perdre l'amitié des Suisses, s'il ne se hâtoit de leur donner quelque satisfaction capable de les retenir dans son Alliance. Et cela réüssit si bien à Morsontaine, malgré les Ministres du Roi, qui lui fesoient un crime d'Etat [1] d'être venu sans ordre, que le Roi lui en sût très-bon gré, & le renvoia avec une Somme d'argent, dont les Suisses voulurent bien se contenter, pour le present, quoiqu'elle fût mediocre: tant ils furent édifiez de la sagesse & de la constance de l'Ambassadeur. Cela se passa en 1598.

Traité de Soleure de 1602.

En 1602. Henri IV. renouvella avec eux l'ancienne Alliance & Confederation de Louis XI. de Louïs XII. & de François I. pour lui, & pour le Daufin, son Fils, & son futur Successeur, après la mort duquel il étoit dit, qu'elle dureroit encore huit ans. Tous les Articles de ce Traité sont si clairement énoncez, qu'il n'y faut point de commentaire. Il sufit de remarquer, qu'Henri y prend la qualité de DUC DE MILAN, COMTE D'AST, ET SEIGNEUR DE GENNES, pour renouveller & conserver les pretentions & les droits de la Couronne de France sur ces Duché, Comté, & Seigneurie: „ permetant néanmoins aux Cantons Catholiques d'entretenir l'Alliance „ défensive, par eux faite avec le Roi d'Espagne en 1587. & mille cinq-cens..... „ pour la défense du Duché de Milan, pourvû que lesdits Cantons, Alliez avec l'Espagne, gardent & observent le Traité d'Alliance fait avec la Couronne de France, „ en tout ce qui concerne les Roïaumes de France & de Navarre, & les Terres cedées par le Duc de Savoie, par le Traité de Lion du dix-septiéme de Janvier mille „ six-cens un (y)". Ce Traité avoit été ébauché par Morsontaine, dont je viens de faire l'éloge: mais ce Ministre étant mort à Soleure au commencement de céte Négociation, elle fut continuée par Emerie de Vic, qui fut Garde des Seaux en 1621. puis par Nicolas Brulart de Sillery, fait Chancelier en 1607. & enfin achevée par le Maréchal de Biron, qui y trouva moins de dificulté, que les deux autres, parce qu'il étoit porteur de quatre ou cinq-cens mille écus éfectifs.

(y) Art. I. III. & IV. de la Declaration d'Henri IV. en faveur des Cantons Catholiques.

1658.

En mille six-cens cinquante-huit, Louïs le Grand renouvella céte Alliance, & confirma tous les anciens Traitez faits depuis deux-cens ans avec les Cantons Suisses, & particulierement le Traité de la Paix perpetuelle d'entre François I. & lesdits Cantons (z), lequel a toûjours servi de base & de fondement aux Confederations suivantes: „ Declarant, que celle-ci dureroit tant & si longuement, qu'il plairoit à Dieu lui „ conserver la vie, & encore huit ans après sa mort (a), sans que ni lui, ni eux, „ pussent quiter céte Alliance pour quoi que ce fût, sinon, qu'il y eût causes raisonnables & declarées par droit, suivant le dernier Article du Traité de la Paix perpetuelle (b).

(z) Dans la Preface du Traité.

(a) Article I.

(b) Art. II. expliqué par le XVIII.

Au reste, le Roi, à l'exemple de son Aïeul Henri le Grand, prend aussi dans ce Traité, ainsi que dans le suivant, les titres de DUC DE MILAN, COMTE D'AST, ET SEIGNEUR DE GENNES.

1658. Le deuxiéme de Janvier de céte même année, le Roi ratifia un Traité particulier fait à Paris, le douziéme de Decembre precedent, par le Comte de Brienne, son Premier Secretaire d'Etat, avec Henri d'Orleans, Duc de Longueville, Prince Souverain de Neuchastel, & de Valengin, en Suisse.

Il est dit par ce Traité, qu'il y aura Confederation & Amitié perpetuelle entre le Roi & la Couronne de France, & le Seigneur Duc de Longueville, ses Enfans, Successeurs, & les Villes, Communautez, Sujets, & Habitans des Comtez de Neufchastel & de Valengin: Que toutes les fois que le Roi voudra faire des levées, il sera permis aux Soldats de ces deux Comtez de s'enroller au service de Sa Majesté, en tel nombre qu'ils voudront, après que ledit Seigneur Duc, leur Prince, en aura été requis, sans en pouvoir étre empêchez, ni rapellez directement ou indirectement, ni se retirer sans congé de Sa Majesté, ou de ses Lieutenans Generaux : Que ces Soldats, & leurs Capitaines & Officiers, seront paiez de la même maniere que les Suisses sujets des Cantons, tant pour la levée, que pour la solde : Que les Habitans desdits Comtez joüiront en France des mémes droits, Exemtions, Franchises, & Privileges, dont jouissent les Sujets des Cantons & Ligues de Suisse: ensorte que s'il est acordé quelque nouveau Privilege ausdits Cantons, il s'étendra aussi aux Habitans desdits Comtez,

[1] A cause d'un axiome politique, qui dit *injussu redire, est legationem deserere.*

Comtez, que Sa Majesté veut traiter & gratifier comme le reste de la Nation Suisse; à condition que les Soldats & Gens desdits Comtez ne pourront s'enroller, ni venir en Guerre contre le service du Roi, & de la Couronne de France, sous quelque pretexte ou ocasion que ce soit; & qu'ils s'oposeront de toutes leurs forces aux ennemis du Roi, qui voudront passer par leurs Terres.

Que le Prince de Neuchastel donnera libre passage aux Troupes, que Sa Majesté apellera à son service, soit Suisses, ou autres étrangers, à la charge de paier leur dépense; de ne passer que quatre-cens hommes ensemble; & d'avertir auparavant le Gouverneur desdits Comtez, de leur passage, afin qu'il puisse pourvoir aux choses necessaires: Que si ledit Prince est ataqué dans ses Etats, ou molesté & troublé dans la jouïssance de ses droits de Souveraineté, le Roi lui donnera aide & secours envers & contre tous: s'obligeant pour lui, & pour ses Successeurs, de lui envoier, aussi-tôt qu'il en sera requis par ledit Prince, ou ses Successeurs, deux-mille hommes de pied, & deux-cens Chevaux, à ses frais & dépens. Prometant aussi de le comprendre dans son Alliance generale avec les Cantons, & dans tous les Traitez, qu'il fera à l'avenir avec tous les autres, soit Rois, Princes, ou Republiques, si ledit Prince requiert d'y être compris.

De plus, Sa Majesté, pour témoigner sa confiance aux Habitans de Neuchastel & de Valengin, agrée, qu'il y ait dans son Regiment des Gardes Suisses, deux Compagnies de Soldats originaires desdits Comtez, lesquels seront commandez par des Capitaines & Officiers du même Pais, ainsi que tous les autres, qu'elle pourra lever dans ces Comtez.

En mille six-cens soixante-trois, le Roi fit encore un autre Traité d'Alliance avec 1663.
les Treize Cantons Suisses, par lequel disant: „ Que Dieu a beni son Mariage par un „ heureux commencement de lignée, il declare, qu'il veut, que son Fils, qui, avec „ l'aide de la Divine Bonté, lui succedera à la Couronne, soit élevé en la bienveil„ lance & Amitié, que les Rois ses Predecesseurs, & lui, à leur exemple, ont eüe „ continuellement pour les Seigneurs des Ligues des Hautes Alemagnes, afin qu'en „ cette consideration il ait part à la susdite Alliance, Confederation, & mutuelle in„ telligence: laquelle lui Roi, & lesdits Alliez & Confederez veulent & entendent „ être de bonne foi & inviolablement observée, sans rien innover, diminuer, ni ajoû„ ter au Traité de la Paix perpetuelle, fait & passé avec le Roi François I. & sans „ vouloir s'en départir en aucune façon, sinon en ce qui seroit declaré par celui-ci.

Et dans le premier Article il est dit, que cette Alliance durera tant & si longuement, que Louïs XIV. & son Fils vivront, & huit ans après leur mort.

Ce Traité ne difére en rien du precedent, sinon en ce que Monseigneur le Daufin est compris dans tous les Articles de celui-ci avec le Roi son Pere, en qualité de Successeur futur; & que les deux Actes, ou Instrumens, qui avoient été dressez de l'autre, l'un signé par une partie des Cantons dès l'an 1653. 1654. & 1655. & l'autre, par les autres Cantons, en 1658. seulement, sont redigez en un par ce dernier Traité, ainsi qu'il est marqué dans le Prologue.

En 1674. la Maison d'Autriche fit tous ses éforts, pour détacher les Cantons Suisses de nôtre Alliance & de nos interests, tâchant de leur persuader, que le Roi vouloit s'agrandir à leurs dépens; & que si une fois la Franche-Comté tomboit entre ses mains, c'étoit fait de leur liberté, & de leur repos. Mais le Roi, pour contreminer les artifices & calomnies de ses ennemis, aiant fait proposer la neutralité pour cette Province, & l'Empereur, & le Roi d'Espagne, ne l'aiant pas acceptée: les Suisses, qui reconnurent visiblement, que les Espagnols ne cherchoient qu'à les afoiblir, en leur ôtant leur principal Allié, en furent si indignez, que la France eût depuis plus de credit que jamais parmi leurs Cantons. De sorte que le Roi n'eût point de peine à obtenir d'eux, de ne point donner passage par leurs Terres, à ceux, qui voudroient l'ompêcher de s'emparer de la Franche-Comté.

Le dernier Traité du Roi avec les Suisses est celui, que Monsieur Amelot de Gournay, son Ambassadeur, a fait au mois de Janvier de 1692. avec la Ville & Republi- 1692.
que de Berne, pour l'aquit de la Somme de cinq-cens cinquante-quatre mille huit-cens Livres en Principaux portans interests; & d'une autre Somme de quatre-cens quatorze-mille quatre-cens soixante-deux Livres, en interests échus; lesquelles, selon le calcul fait en 1691, étoient dûës de reste à ce Canton.

Il est dit par ce Traité, que le Roi, jusqu'à l'entier & parfait paiement de ces deux Sommes, & des interests qui écherront à l'avenir, fera fournir annuellement, & de quartier en quartier, à la Ville de Berne, par les Fermiers des Salines de Franche-Comté, la quantité de cinq-mille cinq-cens bosses, & sept-mille cinq-cens charges de sel bien cuit, bien travaillé, & reposé six Semaines dans les étuvailles de Salins: lequel Sel sera rendu par lesdits Fermiers dans le Magasin d'Iverdun, pour être delivré ensuite dechargé de tous frais, hors ceux du remplissage à Iverdun, au Commis de la

Republique de Berne, qui, après le remplissage, sera obligé de recevoir ledit Sel, & d'en donner sa décharge: Messieurs de Berne, & les Cantons voisins, prometant de n'en point débiter hors de leurs Terres, à condition que les Fermiers & Sauniers de Salins de leur côté ne feront aucune contrebande directe, ni indirecte, & empêcheront autant qu'ils pourront, qu'il ne s'en fasse aucune. Et pour conclusion, il est ajoûté, qu'aussi-tôt que lesdites Sommes auront été entierement éteintes & aquitées avec leurs interests, la Ville de Berne remetra, entre les mains de l'Ambassadeur du Roi en Suisse, les trois Obligations des Rois Charles IX. & Henri III. mentionnées au Traité d'Arau (c) de mille six-cens cinquante-huit, desquelles est émanée la dette desdites Sommes.

(c) ou d'Arou.

Je n'ai rien dit du Traité de Charles VII. dont il est parlé dans les Prefaces des Traitez de 1602. 1658. & 1663. parce que ce n'étoit qu'une simple promesse par écrit, que ce Roi fesoit aux Suisses, de ne point assister le Duc Philippe de Bourgogne contre eux [1]; & eux au Roi, de ne donner aucun secours à ce Duc contre lui. Ce qui ne se peut pas apeller Alliance, mais seulement neutralité.

Il ne me reste plus rien à dire des Suisses, qu'une chose, qu'il importe fort de savoir à tous ceux, qui ont à traiter avec eux pour des levées. C'est que les Treize Cantons formant chacun une Communauté separée & indépendante, chaque Canton separément peut envoier de la Milice au service des Princes, qui lui en demandent: & pour lors cette Soldatesque marche sous la banniere particuliere de son Canton. Mais outre la banniere qu'a chaque Communauté, le Corps Helvetique en a une autre, qu'on apelle l'*Etendard General de la Ligue*, où sont peints les écussons particuliers des Treize-Cantons, & de leurs Confederez: & cet Etendard ne sort jamais du Païs, que lorsque la Milice, qui est envoiée, est acordée par un decret de la Diète generale. Or il faut remarquer, que, selon leurs Constitutions, l'Etendard general est aussi sacré & reveré parmi eux, que l'étoient les Aigles parmi les Legions Romaines; & que par tout où il est porté, les Suisses, qui se trouvent enrollez sous la banniere particuliere de leur Canton, sont obligez sous peine de la vie, & de la confiscation de leurs biens, de quiter le service du Prince, à la solde duquel ils sont, & de se joindre aux Troupes envoiées par la Diète generale à celui, qui lui fait la Guerre. C'est ce qui arriva en l'année 1500. à Louis Sforce, Duc de Milan, que les Suisses des Cantons particuliers abandonnérent au Siège de Novare, dès qu'ils virent l'Armée Françoise acompagnée des Troupes & de l'Etendard general de la Ligue Helvetique. Guichardin apelle céte action trahison & perfidie barbare (d), mais, à mon avis, mal à propos; puisqu'en céte rencontre ils ne pouvoient pas combatre contre leurs propres Freres, Parens, & Concitoiens, comme le vouloit Louis Sforce, sans violer la Loi fondamentale de leur Etat, ni sans être traîtres & rebelles à leur Patrie commune. Ainsi les Princes, qui veulent se servir de leur Milice, sans courre risque d'être abandonnez comme ce malheureux Duc, ne doivent pas traiter seulement avec les Cantons particuliers, mais encore avec la Diète generale de leur Nation.

(d) Livre IV. de son Histoire vers la fin.

Comme ce Discours iroit à l'infini, si je voulois parler de tous les Traitez, que Louis XIII. & Louis XIV. ont faits avec les Princes; & que, selon mon dessein, il sufit de parler des principaux, ausquels tous les autres se raportent, comme le particulier au general; je me restreindrai à trois ou quatre, qu'on peut dire être les pivots, sur quoi tournent aujourd'hui toutes les afaires du Gouvernement de l'Europe.

1659. Le premier est celui des Pirenées de 1659. Ce Traité fut précédé d'un autre fait à Paris entre le Cardinal Mazarin, & Don Antonio Pimentel, qui eût l'honneur d'être le précurseur de la Paix, dont il surmonta les principales dificultez, en quatre mois qu'il fut à Paris. Une de ces dificultez, qui étoit de rétablir le Prince de Condé dans toutes les Charges, qu'il possédoit en France, avant sa retraite en Espagne, avoit fait échouër la Négociation de Monsieur de Lionne [2] à Madrid, en 1656. Pimentel, qui savoit l'aversion, que le Cardinal avoit pour ce Prince, & combien il craignoit son retour en France, lui sacrifia habilement tous les interests de son ennemi, mais pourtant avec cette restriction verbale, qu'on regleroit cet Article à la Conference. Je dis, habilement, car s'il ne se fût relâché sur cet Article, jamais le Cardinal ne fût allé aux Pirenées. Et cela est si vrai, qu'en partant de la Cour, il declara au Roi, & à la Reine sa Mere, que si la Ratification du Traité de Paris n'arrivoit d'Espagne, dans le terme, dont il étoit convenu avec Pimentel, il n'iroit pas plus loin que Poitiers.

[1] Nous avons promis & prometons par ces presentes, de ne donner aide, secours, ni faveur, à aucune personne, qui veuille entreprendre contre eux.

[2] On dit alors, que s'il eût suivi ponctuellement les instructions de Monsieur le Cardinal, sans se fier, comme il fit, à ses propres lumieres, sa Negociation auroit été plus heureuse. Batiste Nani dit, que dés qu'il eût demandé l'Infante pour le Roi son Maitre, le Comte de Pegnaranda, que le Roi d'Espagne avoit nommé pour entendre les Propositions de la France, rompit aussi-tôt la Negociation. Il ajoûte, que les Espagnols crurent, que de Lionne n'avoit été envoié, que pour traverser l'Empereur, qui demandoit aussi l'Infante pour son Fils Leopold, & pour refroidir l'ardeur du Prince de Condé, en lui donnant de la jalousie.

tiers. Par bonheur, il la reçut en chemin, entre Blois & Amboise, & par consequent, il fut obligé de continuer son Voiage jusqu'à Saint-Jean de Luz: ce qu'il fit avec d'autant plus de joie, que se trouvant muni de la Ratification du Roi d'Espagne, à laquelle il ne s'étoit presque point atendu, il croioit tenir déja la Victoire entre ses mains. Mais quand il fut au lieu de la Conference, il reconnut, quoique trop tard, la ruse de Don Louïs de Haro, qui ne lui avoit envoié cette Ratification, que pour l'atirer plus facilement, comme dans une embuscade, à l'une des extremitez du Roiaume, prévoiant bien, qu'après une démarche si solennelle, faite de part & d'autre, pour consommer le grand ouvrage de la Paix, dont tous les peuples avoient conçu des esperances toutes certaines, le Cardinal n'oseroit jamais rompre la Conference, de peur d'ofenser la Reine-Mere, à qui il devoit toute sa fortune, & de retomber dans les malheurs, où l'avoit plongé la rupture de la Negociation de Munster. Ainsi, Don Louis, qui le tenoit dans ses filets, commença par desavouër hardiment Pimentel, disant qu'il avoit excedé les ordres de son Instruction, & que le Roi son Maitre ne pouvoit pas honnêtement abandonner un Prince, qui s'étoit refugié entre ses bras, & qui lui avoit rendu tant de bons services. A quoi le Cardinal repondoit, que c'étoit pour cela même, que le Roi Tres-Chretien ne devoit pas lui pardonner, ni le rétablir dans ses charges, à la priere du Roi Catholique, qui, par cet exemple de son credit, inviteroit à la rebellion tous les grans Seigneurs de France, qui seroient mécontens du Gouvernement, & que pour cette raison François I. avoit mieux aimé rester long-tems prisonnier à Madrid, que de consentir au rétablissement du Connétable de Bourbon, son Rebelle.

D'un autre côté, considerant que s'il rompoit la Conference au sujet du Prince de Condé, dont la Noblesse Françoise desiroit passionnément le retour, on ne manqueroit point d'imputer cette rupture à son animosité particuliére; il commença à rabatre un peu de sa fermeté, & à s'humaniser avec Don Louis, mais d'une maniere si fine, & si adroite, que mêlant la complaisance avec la résistance, il fesoit sentir à Don Louis, tantôt l'injustice de sa demande, tantôt l'impossibilité de l'obtenir toute entiere; pour lui vendre ensuite à plus haut prix ce qu'il n'y avoit plus moien de lui refuser. Après plusieurs disputes, où le Cardinal se plaisoit à provoquer, par une rigueur afectée, la véhémence & l'empressement de ce Ministre, il lui declara, comme par un épanchement de cœur, (la plus éficace de toutes les ruses, quand on la fait emploier à propos) que tout ce qu'il pouvoit faire pour l'amour de lui, étoit de consentir au retour de Monsieur le Prince en France, & de le faire rétablir dans tous ses biens, mais que pour ses charges & ses Gouvernemens, qui avoient servi de renfort à sa Rebellion, il ne faloit pas esperer qu'il y rentrât jamais.

Cette ouverture du Cardinal fit sur l'esprit de Don Louis tout l'éfet qu'il prétendoit, qui étoit de le metre dans la nécessité de proposer quelque condition avantageuse, moiennant laquelle Monsieur le Prince fût aussi rétabli dans toutes ses dignitez. Car Don Louïs, qui se faisoit un point d'honneur extreme de le proteger, & de le remetre en son premier état, ceda pour jamais en sa faveur, mais après mille contestations, la Ville d'Avennes [1]: place d'autant plus importante, qu'elle rendoit le Roi plus puissant dans le Hainaut, que le Roi d'Espagne; & qu'elle sert d'avant-mur à la Tierache, & à la Champagne. Il promit aussi, que le Roi Catholique rendroit au Duc de Neubourg la Ville & Citadelle de Juliers, sans y laisser aucune Garnison Espagnole [2]. Restitution, qui fâchoit d'autant plus les Espagnols, qu'il y avoit trente-sept ans qu'ils tenoient en dépôt cette forte place, pour laquelle on leur avoit ofert en vain Graveline & Thionville: & que ce Duc, contre qui ils étoient horriblement animez, à cause du Traité qu'il avoit fait avec la France, au grand préjudice & méptis de la Maison d'Autriche, avoit toute l'obligation du recouvrement de Juliers au Roi Tres-Chretien, au-lieu qu'il auroit dû n'en être redevable qu'à la bonne foi du Roi Catholique, qui lui avoit promis tant de fois, ainsi qu'à son Pere, de lui rendre cette Ville aussi-tot que la Paix seroit faite. Il y avoit encore une autre chose, qui chagrinoit fort les Espagnols: C'est que cette restitution donnoit un coup mortel à l'Electeur de Brandebourg, l'un de leurs plus fidelles Alliez, qui prétendoit avoir meilleur droit au Duché de Juliers, que le Duc de Neubourg, son concurrent. Ainsi fut terminée la longue & fâcheuse dispute du rétablissement du Prince de Condé, lequel Don Louis regardoit comme le plus glorieux endroit de sa Négociation, & le Cardinal, comme celui, où Don Louis avoit été pris pour dupe: témoin ce qu'il en dit dans sa derniere Lettre

Article LXXXIV. de la Paix des Pirenées.

[1] Le Cardinal raporte dans une des Lettres de sa Negociation des Pirenées, qu'aiant fait semblant de recevoir cette ofre avec froideur, disant, qu'elle n'étoit pas proportionnée à ce que nous rendions: Don Louis s'emporta, jurant qu'il trembloit d'avoir fait une telle ofre, qui feroit murmurer & crier tout le Conseil d'Espagne contre lui.

[2] Les Ministres d'Espagne afectoient de faire courir le bruit, que si le Cardinal eût tenu ferme encore quelques jours contre le rétablissement du Prince de Condé, ils auroient encore cedé Cambrai. Mais tout cela ne tendoit qu'à s'en faire un plus grand merite auprès de ce Prince, & de tous les rebelles de France.

Lettre de la Relation de son Voiage des Pirenées. „ J'ai experimenté, dit-il, qu'il est „ arrivé à Don Louis, ce qui arrive d'ordinaire à ceux que l'on contraint de se batre, „ à force de leur remontrer, que leur honneur y est engagé; c'est-à-dire, de sortir „ du combat avec desavantage, parce qu'ils y sont entrez avec repugnance, & seulement pour se délivrer des importunitez de leurs amis.

Il est à remarquer, que dans la Préface de ce fameux Traité, il n'est pas dit un seul mot du Pape Alexandre VII. [1] qui avoit resídé cinq ou six ans à Munster, en qualité de Nonce Apostolique, & de Médiateur, au nom du Pape Innocent X. & qui dès l'entrée de son Pontificat avoit fait proposer aux deux Rois, d'envoier leurs Plénipotentiaires à Rome, pour y négocier la Paix en sa presence. Le Procurateur Nani en dit la raison dans le Livre VIII. de la seconde Partie de son Histoire de Venise. Les deux Favoris (ce sont ses termes) avoient l'ambition de vouloir être crus les seuls Auteurs de la félicité de la Paix, ainsi qu'on les avoit acusez auparavant d'être les deux Instrumens des calamitez de la Guerre. Pour cet éfet, ils rejetérent toutes les médiations, & particulierement celle du Pape, qui s'étoit rendu également odieux aux deux Couronnes. d'autant que se souvenant toûjours de l'exclusion, que la France lui avoit donnée, il jetoit souvent des paroles ambigues & piquantes contre cette Cour; & qu'étant obligé de son exaltation aux Espagnols, il ne leur en témoignoit point de reconnoissance. Quoi qu'il en soit, cet événement vérifia la prédiction d'Innocent, qui voiant un jour deux artisans, qui s'étoient batus avec furie dans la Place Navone, s'apaiser d'eux-mémes, sans que personne les eût separez: *Voilà*, dit-il, *comme feront les François & les Espagnols: quand ils seront las de faire la Guerre entr'eux, ils feront la Paix sans l'entremise de qui que ce soit.* Enfin, il est certain, que ce mépris public de la Personne d'Alexandre, ajoûté à quelques railleries, que le Cardinal Mazarin, & l'Evêque de Frejus Ondedei, avoient faites de son Gouvernement, fut une des principales causes de l'insulte, que son Frere & ses Neveux firent en 1662. à l'Ambassadeur de France.

Histoire de la Paix de 1659. imprimée à Cologne en 1664.

Quant au Portugal, comme Don Louis avoit rejeté tous les expédiens, que le Cardinal lui avoit proposez, pour faire consentir le Roi Catholique à laisser ce Roiaume en l'état, où il se trouvoit alors; le Cardinal voiant la necessité absoluë, où seroit le Roi son Maitre de perpetuer la Guerre, & considerant d'ailleurs, qu'il ne seroit pas juste de préferer l'interest particulier du Portugal au repos general de la Chretienté, promit au nom du Roi, que si, trois mois après l'échange des ratifications de ce Traité, les Portugais n'acceptoient pas les conditions, qui leur étoient ofertes par le Roi Catholique, le Roi Tres-Chretien ne se mêleroit plus de cette afaire, & ne leur donneroit, après ce terme expiré, aucune aide ou assistance publique, ou secrete, d'hommes, d'Armes, d'Argent, Munitions, Vivres, Vaisseaux, ni de pas une autre chose, soit par Terre, ou par Mer (e). Voilà tout ce que Don Loüis gagna à la Paix des Pirenées, outre le rétablissement du Prince de Condé, pour tant de Villes, de Places, & de Provinces, qu'il ceda à la France, lesquelles mises ensemble, composeroient un Roiaume de plus grande étenduë, que le Portugal même. En sorte que, si l'on compare le Traité des Pirenées de 1659. avec celui de Cateau-Cambresis de 1559. on verra, que l'un est la juste revanche de l'autre; & qu'il est fatal à Louis XIV. de réparer avantageusement toutes les fautes & les disgraces de ses Predecesseurs. Et je ne puis assez m'étonner, que Saint-Evremond, qui a tant d'esprit, ait parlé si mal de cette glorieuse Paix, dans une de ses Lettres (f), où il dit, [Que les Espagnols ont fait la Paix comme s'ils avoient été en nôtre place; & que nous avons reçu les conditions, comme si nous avions été en la leur: que le Cardinal Mazarin étoit toûjours le Maitre de Don Louis, par l'ascendant de son esprit, & par la force de son raisonnement; mais qu'à la fin Don Loüis, par son opiniâtreté, demeuroit toûjours le Maitre des resolutions du Cardinal.] Jugement bien oposé à celui de Don Christoval, qui parlant à Abbé Siri blâmoit hautement Don Louis, son Maitre, d'avoir pris la peine de faire un si long Voiage, pour signer la Paix la plus desavantageuse, que l'Espagne ait jamais faite.

(e) Voiez l'Art. LX.

(f) Lett. au Marquis de Crequi, dans la Vie de St. Evrem. p. 48. qui est au devant du Tom. I. des Oeuvres de St. Evremond Ed. d'Amsterdam 1726.

Dans une des Lettres du Cardinal Mazarin.

Durant les trois mois acordez à la France, pour emploier ses ofices auprès du Roi de Portugal, afin de le disposer à un bon accommodement avec le Roi Catholique, on proposa divers temperamens. Philippe IV. ofroit à la Régente de Portugal le titre de Viceroi perpetuel pour son Fils ainé, & la joüissance libre & entiére de tous les Biens & Etats Patrimoniaux de la Maison de Bragance, avec une amnistie generale de tout le passé, & promesse de rétablir dans tous leurs biens, honneurs, & dignitez, tous ceux, qui avoient tenu le parti de Dom Jean IV. & de sa Maison, depuis

[1] Charle-quint & François I. en avoient usé de même dans le Traité de Crespy, & Henri II. & Philippe II. dans celui de Cateau-Cambresis, où ils omirent à dessein le nom du Pape Paul IV. dont ils étoient tous deux également mécontens.

puis la révolution de 1640. sans en excepter aucun. Les Portugais, au contraire, ofroient à Philippe, de reconnoitre le Roiaume pour fief de la Castille; de lui paier tous les ans un million de Croisades; & d'entretenir huit Vaisseaux de Guerre à son service. On tient même que, dans cette facheuse conjoncture, la Reine de Portugal, pour assûrer la fortune du jeune Roi, son Fils, qui étoit imbécille de corps & d'esprit, se fût contentée de la Roiauté des Algarves, & de la Souveraineté du Bresil, si Philippe, & son Premier Ministre, eûssent voulu se donner la patience de négocier amiablement avec elle, au-lieu de proceder, comme ils firent, avec des hauteurs & des menaces, qui bien loin d'intimider, ou d'humilier un grand courage, le rendent indomtable.

Au reste, la France, qui avoit remis Dom Jean IV. sur le Trône de ses ancêtres, n'abandonna pas si réellement son Fils, qu'elle ne lui fournit sous main toutes les assistances necessaires [1] pour s'y maintenir, & pour ôter au Roi d'Espagne toute esperance d'y remonter. Je ne sai pas s'il est vrai, comme le dit un Remarqueur [2], que la veille de la signature du Traité des Pirenées, le Cardinal Mazarin envoia le Comte de Choupes en Portugal, pour assûrer la Reine Mere de ce Roi, que quelque chose qu'il eût promis, à son préjudice, on ne laisseroit pas de la secourir d'hommes & d'argent contre l'Espagne: mais il est certain, que lorsqu'il promit à Don Louis, que le Roi Tres-Chretien abandonneroit le Portugal, il le fit avec une de ces reserves mentales, que le Secretaire d'Etat Villeroy apelloit *arriere-pensées*; car en ce point-là, sa pensée étoit toute diferente de sa promesse. Outre que, selon sa maxime, l'intention des Princes, & de leurs Premiers-Ministres, n'est pas, ni ne doit pas être asservie à leur signature, mais bien leur signature à leur intention.

Philippe IV. étant mort en 1665. sa mort réveilla les pretentions de la France sur le Brabant, & sur deux ou trois autres Provinces des Païs-Bas, où le Droit de dévolution a lieu: Droit, en vertu duquel le Frere né d'un second Mariage est exclus de la Succession des Etats, par une Sœur du premier lit. De sorte que Charles II. Roi d'Espagne, se trouvant dans le cas porté par la Loi, le Roi fit demander à la Reine Regente d'Espagne les Etats dévolus à la Reine, son épouse. Mais le Conseil d'Espagne n'aiant eu nul égard à sa demande, il se vit obligé de se faire justice lui-même, & de porter ses armes dans les Païs-Bas, où la rapidité de ses Victoires verifia cet axiome politique,

Arma tenenti
Omnia dat, qui justa negat.

Cette Campagne, qui fut celle de l'année 1667. fut precedée immediatement d'une Ligue ofensive & defensive, conclue au mois de Mars avec le Portugal: mais par un contrecoup fatal, cette même Ligue fut suivie, dix mois après, de la Paix particuliere du Portugal avec la Castille, & de cette fameuse Ligue de l'Angleterre, de la Suede, & de la Hollande, apellée communément la TRIPLE ALLIANCE: Alliance funeste à ses Auteurs, c'est-à-dire, aux Hollandois, qui véritablement eûrent cette année-là, le plaisir & la gloire de sauver la Flandre, qui aloit être conquise, & d'arracher par un Traité de Paix, à Louis XIV. la Franche-Comté, qu'il venoit d'enlever en plein hiver; mais qui, quatre ans après, éprouvérent jusques où peut aller la vangeance d'un Roi toûjours victorieux, & qui se croit ofensé. Car ils perdirent en moins de six semaines trois Provinces entiéres, de sept, dont leur Etat est composé, avec toutes les Places fortes situées sur les bords du Vahal, & du vieux Rhin: & la terreur les avoit si fort saisis, qu'on croit que si le Roi se fût présenté devant Amsterdam avec une Armée, il se feroit rendu Maitre de cette Ville, qui étoit alors dans une grande consternation. Mais le Roi ne voulut pas pousser plus loin ses Conquêtes, pour ne pas augmenter la jalousie du Roi d'Angleterre, de peur que ce Prince ne ressuscitât la Triple Alliance, à laquelle il avoit renoncé dès l'année 1670. pour entrer dans la querelle du Roi Tres-Chrétien. Ce qui fut un tres-heureux coup d'Etat pour la France. 1667.

Quant à la Campagne de 1667. les Espagnols, & leurs Partisans, l'ont voulu faire passer pour une invasion, à cause qu'elle ne fut precedée d'aucune declaration de Guerre. Mais si l'*invasion* est une usurpation subite du bien d'autrui, il faut avouer, que cet odieux nom ne peut convenir à une expedition, par laquelle le Roi se metoit en possession d'un bien, qui apartenoit, de toute justice, à la Reine sa Femme, & à Monseigneur le Daufin son Fils. Et d'ailleurs, la Reine Régente d'Espagne, & son Conseil, avoient tort de se plaindre d'avoir été surpris, puisque depuis la mort de Philippe

[1] Cela se fit premierement sous le nom de feu Monsieur de Turenne.

[2] Qui refute un Discours fait à Vienne par le Commandeur de Gremonville.

Philippe IV. le Roi leur avoit fait remontrer plusieurs fois, & par les Lettres de la Reine sa Mere, & par ses Ambassadeurs, qu'il seroit contraint de recourir à la force, si l'on ne lui faisoit raison sur les Etats dévolus à la Reine son Epouse. De sorte, que cette défense de ses droits n'étant point incompatible avec l'observation du Traité des Pirenées, qui n'y donnoit aucune ateinte, Sa Majesté Tres-Chretienne ne jugea pas necessaire de declarer la Guerre au Roi d'Espagne, avec qui elle desiroit de vivre en Paix. Mais cela n'empêcha pas, que ce Roi ne la lui declarât dans le mois de Juillet de la même année.

Quant à la Franche-Comté, ce fut en partie pour contenter les Suisses, que le Roi rendit cet Etat, pour le recouvrement duquel ils vouloient prendre les Armes, aleguant une ancienne Capitulation, par laquelle Marie de Bourgogne, Fille du dernier Duc, avoit mis cette Province sous leur garde & protection [1]. Quoi qu'il en soit, si la France la rendit à regret au Roi d'Espagne, les Espagnols en eurent encore davantage de laisser à la France toutes les Villes & les Places, que le Roi avoit conquises en 1667. savoir Charleroy, Binch, Ath, Doüay, Tournay, Oudenarde, Lisle, Armentieres, Courtray, Bergh, & Furnes, avec tous leurs Bailliages, Domaines, Châtellenies, Prevôtez, Seigneuries, Apartenances, & Dépendances. Ce qui a donné lieu au Baron de Lisola d'apeller, dans un de ses Ecrits, la Paix d'Aix-la-Chapelle, *une Paix forcée*; & à l'Auteur des Remarques, que j'ai déja cité, de dire, que la France, & ses Ministres ne peuvent pas parler de la maniere, dont la Paix d'Aix-la-Chapelle fut concluë, sans insulter l'Espagne, & sans l'animer d'un ressentiment proportionné à l'outrage, qu'on lui a fait. Ainsi il ne faut pas s'étonner de ce que cette Paix fut de si courte durée, puisque les Espagnols la comptoient pour un outrage, comme font d'ordinaire les Princes, qui ont traité à des conditions fort inégales.

Le Comte de Monterey, Gouverneur des Païs-Bas, en fut le premier infracteur par le secours, qu'il envoia ouvertement au Prince d'Orange, pour aler assieger Charleroy. Et lors que le Marquis de Villars s'en plaignit à Madrid, la Reine-Régente lui répondit, que le Roi Catholique, son Fils, pouvoit assister ses Alliez sans rompre la Paix d'Aix-la-Chapelle. Ce qui fit bien comprendre au Roi, que l'Espagne ne diferoit de lui declarer ouvertement la Guerre, que pour laisser meurir ce qui se machinoit contre lui en Alemagne, où l'Empereur, les Electeurs de Saxe, & de Brandebourg, les Ducs de Brunswick & de Lunebourg, & le Landgrave de Hesse, avoient signé une Ligue avec la République de Hollande. Témoin la Declaration de Guerre, que
En 1673. l'Empereur, & le Roi d'Espagne, firent l'année suivante à la France, le premier, au mois d'Aoust; & l'autre, en Octobre.

Enfin l'an 1674. la Franche-Comté fut prise pour la seconde fois, avec d'autant plus de gloire pour le Roi, que depuis que Sa Majesté l'avoit renduë aux Espagnols, ils en avoient si bien fortifié les Places, qu'on les croioit imprenables. Quand on en reçut les nouvelles à Rome, Messieurs les Cardinaux disoient tous, qu'il étoit bien juste, que le Roi d'Espagne paiât de son propre bien tant de Villes, que le Roi Tres-Chrétien avoit été forcé d'abandonner aux Hollandois, pour se metre en défense contre toute la Maison d'Autriche. Et cette importante Province lui fut ensuite cedée & abandonnée irrevocablement, & pour toûjours, par le Traité de Nimegue, ainsi que les Villes de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambrai, Aire, Saint-Omer, Ipres, Warvik & Warneton sur la Lis, Cassel, Bavay, & Maubeuge, avec toutes leurs Seigneuries, Appartenances, & Dépendances, sans exception: Sa Majesté cedant & rendant réciproquement au Roi Catholique les Villes & Places de Charleroy, Binch, Ath, Oudenarde, & Courtray, lesquelles ledit Roi Catholique lui avoit auparavant
1678. cedées & transportées par le Traité d'Aix-la-Chapelle; comme aussi la Ville & le Duché de Limbourg, & le Païs d'Outremeuse, la Ville & Citadelle de Gand; la Ville de Leuve [2] en Brabant; la Ville de Saint-Ghilain en Hainaut; & la Ville de Puicerda en Catalogne. Comme les avantages de cette derniere Paix étoient à peu près égaux de part & d'autre, & que la conclusion du Mariage de Mademoiselle d'Orleans avec le Roi d'Espagne, qui suivit immediatement après, sembloit avoir reconcilié parfaitement les deux Nations; selon toutes les aparences, on devoit esperer un long repos: mais les diferends survenus depuis entre les deux Rois, au sujet de leurs pretentions, ont bien montré, que ce qu'un Grand-Duc de Toscane disoit de la Paix de Vervin, est plus vrai que jamais: Que les Rois de France & d'Espagne faisoient comme deux champions, qui devenant las à force de combatre, étoient enfin contraints de se reposer, pour reprendre haleine; après quoi ils recommençoient à s'entrechamailler avec plus de furie qu'auparavant: Que quelque Paix qu'ils fissent ensemble, elle n'empê-

Zutphen, Arnheim, Nimegue, Tiel, Utrecht, Voerden, Crevecœur, Bomel, Campen, &c.

[1] C'est pour cela que le Canton de Berne ne voulut jamais donner passage à François I. pour aler conquerir la Franche-Comté.

[2] Cette petite Ville, qui passoit pour imprenable à cause de sa situation dans un marais, & de sa Citadelle, qui est presque inaccessible, avoit été prise * en une seule nuit, par une poignée de Soldats, que M. de Calvo, Gouverneur de Maestricht, y avoit envoiez secretement.

* le 3. de Mai 1678.

n'empêcheroit jamais, qu'il n'y eût une grande émulation entre ces deux Couronnes, après tant de mauvaises satisfactions, qui s'étoient passées entr'elles (*g*).

Le Traité de Paix conclu en 1678. entre la France & l'Espagne, fut suivi d'un autre fait en 1679. entre l'Empereur & le Roi Tres-Chrétien, par lequel le Roi cedoit & transportoit à l'Empereur, & à ses Heritiers & Successeurs, le droit perpetuel de protection & de Garnison, qu'il avoit aquis en vertu de la Paix de Munster, sur la Place de Philipsbourg; & l'Empereur, au nom de toute la Maison d'Autriche & de l'Empire, cedoit & transportoit réciproquement au Roi, & à ses Successeurs, la Ville & Citadelle de Fribourg (*h*), avec les trois Villages qui en dépendent, y reservant seulement à l'Evêque, & à l'Eglise de Constance, les droits diocesains, qui leur apartenoient. Et par un autre Article (*i*) le Roi consentoit de remetre à l'Empereur la Ville de Fribourg, & les trois Villages de sa dépendance, au cas qu'ils pussent convenir tous deux d'un équivalent. Sur cet Article il est à remarquer, que dans le projet de Paix, que le Roi avoit envoié à ses Plénipotentiaires, il avoit ofert à l'Empereur l'alternative, ou de lui remettre Fribourg en échange de Philipsbourg; ou de garder chacun celle de ces deux Villes, dont ils étoient les Maitres. Or l'Empereur aiant opté Philipsbourg, par complaisance pour les Princes de l'Empire, qui regardoient cette Place comme une bride tres-incommode à leur liberté, si elle retournoit aux François; & s'en étant repenti depuis; à cause de l'importance de Fribourg, & qui nous ouvroit la Porte du Brisgaw, & des Villes Forestieres; ses Ambassadeurs à Nimegue, tentèrent d'obtenir le changement de cette option: mais la fermeté des nôtres à ne vouloir rien alterer aux Articles, dont on étoit convenu, les réduisit à se contenter de celui-ci, dont la clause: *Si l'on peut convenir d'un équivalent, à la satisfaction de Sa Majesté Tres-Chrétienne:* laisse au Roi toute la liberté de ne point rendre Fribourg, sans avoir besoin d'aleguer d'autre raison, sinon qu'il n'agrée pas l'équivalent.

Il étoit dit par le douzieme Article, que le Prince Charles de Lorraine seroit rétabli dans la libre & entiere possession des Etats & des Biens, que le Duc Charles, son Oncle, possédoit en 1670. lors qu'ils furent occupez par les Armes de France: mais à condition, que la Ville de Nancy, & son finage, demeureroit au Roi en toute Souveraineté; & qu'outre le chemin acordé par le feu Duc au Roi en 1661. pour passer de la Frontiere de France en Alsace, le Prince Charles lui en donneroit encore deux autres, pour passer de Nancy à Metz; & de Nancy en Franche-Comté. Et pour le dédommager de la Ville de Nancy, le Roi par l'Article XVII. lui cedoit & transportoit à lui, & à ses Hoirs & Successeurs, la proprieté & souveraineté de la Ville de Toul, avec toute sa Ban-lieuë: Promettant aussi de lui donner, en échange de la Ville & Prevôté de Longwic, une autre Prevôté, de pareille étenduë & valeur, dans l'un des trois Evêchez. Mais tout cela ne s'executa point, le President Canon, Ministre du Prince Charles, aiant protesté, que son Maitre n'acceptoit aucun des Articles stipulez pour lui dans le Traité de l'Empereur, & demandé, qu'ils fussent raiez comme nuls à son égard. Tout ce que je puis dire, pour rendre témoignage à la verité, c'est que si le feu Prince Charles eût été l'Oncle ou le Predecesseur de celui, dont il a eu le malheur d'être le Neveu & le Successeur, la Lorraine seroit encore toute entiere entre les mains de ses Ducs.

Quoi qu'il en soit, l'Article de ce Traité, qui fut le plus debatu, & qui coûta davantage à l'Empereur, fut le second, qui porte, [Que la Paix de Munster sera rétablie en sa premiere force & vigueur, & demeurera à l'avenir en son entier:] d'autant que le Roi Tres-Chrétien aiant obtenu par cette Paix la liberté de passer, par Terre & par Eau, dans les Terres de l'Empire, toutes les fois que les Princes d'Allemagne, ses Alliez, auront besoin de son secours: les Plénipotentiaires de l'Empereur, qui savoient combien cette convention resserre étroitement l'autorité Imperiale, firent tous leurs éforts, pour abolir, ou pour ébrécher au moins un droit, qui sert de bouclier aux Princes & aux Etats de l'Empire, sur la liberté desquels on voudroit entreprendre.

Enfin la Guerre aiant recommencé en 1684. au sujet du Comté d'Alost, dont le Roi de France s'étoit saisi, & dont le Roi d'Espagne refusoit de lui donner l'équivalent, après le lui avoir ofert. Il fit assiéger Luxembourg, & au bout d'un mois, entra victorieux dans cette Place, que les Espagnols & les Flamans croioient imprenable, jusques à dire dans leurs lardons, qu'ils étoient fort obligez aux François, de les avoir si bien acoûtumez au feu des Bombes, des Carcasses, & des Boulets, qu'ils regardoient tout cela comme des *espanta vellacos* (*k*). Rodomontade, qui n'étoit guére de saison, dans un tems, où l'on peut dire, sans nulle exageration, ce que l'on disoit à Rome de la fin du Regne de Philippe II. que les bras & les jambes de cette fameuse Monarchie, qui sont les Païs-Bas, le Milanés, & les Roiaumes de Naples & de

(*g*) Lettre 141. du Cardinal d'Ossat.

1679.

(*h*) Art. V.

(*i*) Art. XI.

(*k*) C'est-à-dire, comme un épouventail de coquins & de poltrons.

de Sicile, étoient armez de fer blanc; & que la tête, qui est l'Espagne, n'étoit couverte que d'une Coiffe de Tafetas (*l*).

(*l*) d'Ossat Lettre 70.

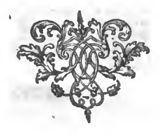
Deux mois après la prise de Luxembourg, il se fit à Ratisbonne une Treve pour vint ans, entre l'Empereur & le Roi, & une autre de même date entre la France & l'Espagne, concluë par l'Empereur au nom du Roi Catholique. C'est à cette Treve, ou, pour parler plus juste, c'est à la bonne foi, avec laquelle le Roi l'a observée, que l'Empereur est redevable des progrès, qu'il a faits en Hongrie, après s'être vû à deux doits de perdre ce Roiaume, avec l'Autriche, & tous ses autres Païs hereditaires. Obligation, dont toute la Chrétienté tiendra compte à Louïs-le-Grand dans les siecles à venir, puisque l'Empereur, & toute la Maison d'Autriche, en ont été si peu reconnoissans.

1684.

Il est tems de finir ce Discours, & de suplier tres-humblement Messieurs les Ministres, les Ambassadeurs, & les autres Politiques, de me faire au moins la justice de croire, que je le soûmets d'autant plus volontiers à leur censure, que je ne l'ai point composé en vûë de paroître habile dans un métier, où je recevrai, avec respect & reconnoissance, des leçons de tous ceux, qui voudront avoir la bonté de me redresser, ou de m'instruire; mais seulement, pour complaire aux longues & opiniâtres instances, que m'a faites durant plus de six mois un de mes plus anciens & de mes plus constans Amis, qui, par une fausse opinion, qu'il a toûjours eûe de mon intelligence, n'a pas voulu faire, ainsi qu'il le pouvoit, un meilleur choix.

Omnia tempus habent.
Tempus occidendi, & tempus sanandi.
Tempus Belli, & tempus Pacis.

ECCLESIASTIS CAP. III.



RECUEIL



CORPS DIPLOMATIQUE
DU
DROIT DES GENS;
OU
RECUEIL
DES
TRAITÉS D'ALLIANCE,
DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ,
DE COMMERCE, D'ÉCHANGE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe depuis CHARLEMAGNE jusques à présent.

ANNO 1359. LUXEMBOURG.

I.

Lettres de l'Empereur CHARLES IV., *par lesquelles il érige le Comté de* Luxembourg *en Duché en faveur de* WENCESLAS *son Frere.* (1) *Sans date.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 207.]

KAROLUS Illustri Duci * gratiam. Sceptrigera Cæsareæ dignitatis sublimitas, sicut in inferioribus potestatibus & auctoritatibus elatione præfertur, ut commissos sibi fideles optimè gubernet consolationis præsidio; quo thronus Regius tanto solidetur felicius, & uberiore prosperitate pronciat, quando indeficienter suæ virtutis donaria largiori benignitatis munere subditur in subjectos; sic à coruscante splendore regalis solii nobiliter ille, velut à Sole radii, prodeuntes fidelium status & conditiones illustrant, & primæ lucis integritas inviolati luminis detrimenta non patitur, imò amplioris utique scintillantis jubaris ex spectato decore perfunditur, dum in circuitu Sedis Augustæ Illustrium Principum numerus ad Imperii Sacri decorem feliciter adaugetur.

(1) *G. G. Leibnitz* met ce Traité sous l'année 1358. Mais d'autres disent que le Comté de *Luxembourg* fut érigé en *Duché* le 15. Mars 1354.

§. 2. Sanè attendentes multiplicia merita probitatis, & præclaræ devotionis insignia, quibus tu, & præclaræ memoriæ progenitores tui Domus LUCENBURGENSIS, Sacrum Romanum Imperium dignis quidem studuistis honoribus venerari, illum etiam fervidum tuæ mentis amorem, quo ad Imperii procurandos honores inclinaris attentius, Regiæ considerationis intuitu limpidius intuentes, animo deliberato, sano etiam venerabilium Episcuporum, & Illustrium Baronum & Procerum Imperii prædicti accedente consilio, Te, Frater carissime, non carnalitatis affectu, sed originis tuæ nobilitate poscente, permoti, cum hæc latitudo Dominii & ampla subjectæ tibi ditionis spatia, & intemeratæ fides tuæ universitatis & Populi, quo vetusto jam tempore Sacrum honorarunt Imperium non immerito requirebat; hodie in nomine Domini & Salvatoris nostri, à quo omnis honor & principatus provenire cognoscitur illustravimus, illustramus, & in verum Principem & Ducem sublimavimus, creximus, decoravimus & erigimus, Romanæ Regiæ solemnitudine potestatis, decernentes expressè, quod tu, Hæredes & Successores tui Duces perpetuo omni dignitate, nobilitate, jure, potestate, libertate, honore & consuetudine gaudere debeatis & frui continuo, quibus alii Sacri Imperii Principes & nominati Duces illustres freti sunt hactenus, & cotidie potiuntur. Terrasque tuas, Oppida, Castra, Munitiones, Villas, Provincias, Districtus, Montes, Colles, & plana, cum omnibus silvis, rubetis, pratis, aquis, aquarumve decursibus, pascuis, piscinis, piscaturis, Thelon is, Judæis, Monetis, Judiciis, Bannis sive Inhibitionibus venationum, quæ vulgariter *Wilspane* nominatur, & pœ- ANNO 1359.

nis

ANNO 1359.

nis inde sequentibus, consuetudina vel Jure, Baronibus, Baroniis, Feudis, Feudatis, Vasallis, Vasallagiis, Militibus, Clientibus, Judicibus, Civibus, Nobilibus & Plebeis, Rusticis, Agricolis, pauperibus & divitibus, & omnibus eorum pertinentiis, sicut prædicta & eorum quælibet latitudo Dominii tui comprehendit, in verum Principatum & Ducatum L. ereximus & erigimus, insignimus, ac de prædictæ Regiæ potestatis plenitudine decoramus: tibi illustri videlicet prædicto, Ducatum sive Principatum hujusmodi, cum omnibus honoribus, Juribus, Privilegiis & emunitatibus, quemadmodum Ducatus sive Principatus insignes ab illustribus Sacrosancti Romani Imperii possidentur, vel tenentur, vel possideri consueverunt hactenus, & in quantum Sacro Romano Imperio in Feudum dependeret: de benignitate Regia conferentes.

§. 3. Decrevimus etiam, & hac edictali Constitutione sancimus, quod tu, Hæredes & Successores tui, perpetuo Duces L. nominari & appellari debeatis in antea, & tanquam cæteri Sacri Imperii Duces & Principes teneri & honorari, & ubicunque ab omnibus reputari, omnique Jure, Privilegio & honore, gratia & dignitate, & emunitate, absque impedimento perfrui, quibus alii Sacrosancti Imperii Duces & Principes, in dandis sive recipiendis Juribus & conferendis seu suscipiendis Feudis, & omnibus aliis, illustrem statum & conditionem Ducum seu Principum concernentibus, freti sunt hactenus, seu quomodolibet potiuntur. Et ut Ducatus seu Principatus L. solido firmamento, magis firmaretur & tanto se Romano Imperio magis obligatum contentiat, quanto ampliori fuerit Regiæ liberalitatis munere decoratus: Te, Hæredes & Successores tuos Duces L. perpetuo infra scripto claro quidem officio gratiosius insignimus ut quoties, nos aut Successores nostros Romanos Imperatores sive Reges ad reprimendam rebellium nostrorum superbiam, vel ad nostros seu Imperii procurandos honores, armatos contigerit incedere, Tu, Hæredes aut Successores tui, Duces L. qui pro tempore fuerint, frenum Imperialis seu Regalis destrarii nostri, à latere dextro gubernare, & prospicere debita fidei diligentia debeatis, & in recubitu mensæ nostræ cibos Regios, qui in solemnibus Curiis administrati fuerint, coram nobis (a) incedere ut sic tanquam Principes & fideles Imperii, Guerrarum & Pacis in tempore, nostri curam & custodiam habeatis.

(a) On croit qu'il faut lire succedere.

§. 4. Et quia tu, charissime Frater, tanquam Dux L. Sacri Imperii Vasallus & Princeps, dum eundem tuum Principatum seu Ducatum L. à Regia Majestate in Feudum susciperes, nobis velut Romanorum Regi, & vero tuo Domino, fidelitatis, obedientiæ & subjectionis debita juramenta solita præstitisti, quod in Principatu seu Ducatu tuo prædicto Pacem & Justitiam omnibus & singulis, æque pauperibus & divitibus procurare velis & debeas, efficaciter & fideliter juxta posse; decernimus, & hoc Regali Edicto duximus perpetuo statuendum, quod tu, Hæredes & Successores tui, Duces L. Ducatum sive Principatum L. prædictum, cum omnibus suis pertinentiis, sicut expressatur superius, à nobis nec non à Serenissimis Imperatoribus seu Regibus Romanis Successoribus nostris. & ab ipso Romano Imperio, quoties opportunum fuerit, debito solemnitatis honore, cum vexillis, ut moris est, & solita reverentia suscipere debeatis: nobisque, ac eisdem nostris Successoribus, & in casibus præmissis, sicut alii Imperiales Duces & Principes, præstare & facere fidelitatis, Homagii, obedientiæ & subjectionis debita corporalia juramenta.

§. 5. Nulli ergo omnino homini liceat hanc nostræ illustrationis, erectionis, insignitionis, decorationis & collationis paginam infringere, seu ausu temerario quovis contraire, sub pœna mille marcarum auri puri, quas ab eo, qui contraire præsumserit, irremissibiliter exigi volumus, & eorum medietatem nostræ Regalis Cameræ fisci, residuam verò partem injuriam passorum usibus applicari.

II.

10. Mars. *Tréve pour trois ans, conclue entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre &* PHILIPPE *Duc de Bourgogne. Donné à la Ville de Guillon en Bourgogne le 10. Mars* 1359. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 161. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui y est mise par erreur sous l'année 1360, & qui se trouve aussi dans le *Thesaurus novus Anecdotorum*, Tom. I. col. 1415.]

CESTE ENDENTURE,
Faite parentre nous Edward, par la grace de Dieu, Roi de France & d'Engleterre d'une part, & le Duc de Bourgoigne, pur lui & pur les Duchee & Countee de Bourgoigne, & pur la Baillage d'Isles, & pur les Gentz de meismes les Duchee, Countee, & Baillage, demorantz en yceulx, d'autre part,

TESMOIGNE les Pointz & Articles, traitez & accordez parentre Nous, Roi & Duc susditz,

PRIMEREMENT, que nous, avantdit Roi, pur Nous & pur touz noz Subgiz, Allez, Aidantz, Adherentz, & Obeissantz, avons ottroie, & ottroions, bones & loiales Trieves & Soeffrances de Guerre as devantditz, Duc, Duchee, & Countee, de Bourgoigne, & a la Baillage d'Isles, & a toutes les Persones demorantz & habitantz en yceulx, & dedeinz les Metes & Boundes du dit Duchee.

Et dureront les dites Trieves, du jour de la Date de cestes, tanque a la fin de trois anz procheins a venir.

Et parmy les avantdites Trieves & Soeffrances, & aussi pur cause que nous ferrons liverer au dit Duc la Ville de Flavigny, qui est maintenant occupe par noz Gentz, le dit Duc de Bourgoigne paiera, ou ferra paier, a Nous, ou a noz Heirs, ou a celui qui a ce ferra depute especialment depar Nous, en la Ville de Caleys, si elle soit adonc de l'Obbeissance, ou en la Seignurie, possession, & puissance de Nous, ou de noz Heirs, & autrement en la Citee de Loundres, deux centz mill Deniers d'Or, ou Moutouns, des droitz Poys & Coyn de France, & de la value que tieu Mouton d'Or court au present au Roialme de France, ou autre Or a la value, as termes desouzescritz; cestassavoir,

A la Feste Seint Johan le Baptistre, prochein a venir, cynquante mill Moutons,

Et, a la Feste de Noel, adonc prochein ensuant, cent mill Moutons,

Et, a la Feste de Pasqes, deslors prochein ensuant, cynquante mill Moutons,

E, pur parfaire bien & loialment les devantditz Paiementz, par manere come ils sont par desus limitez, le Duc de Bourgoigne devantdit, & aussi les Prelatz desouzescritz; cestassavoir,

Les Evesqes,
De Chalon,
Et de Ostun,
Et les Abbes,
De Seint Benigne, de Dijon,
De Seint Martin, de Ostun,
De Seint Pierre, de Chalon,
De Seint Seigne, de Flavigny,
De Tornuz,
De Cisteaul,
De Fontenoys,
De Maiseres,
De la Ferte,
De la Bussere,
De Chastoillon,
De Seint Estienne de Dijon,
Doigny,
Et de Seinte Margarite,
Et aussi les Communes des Citez & des bones Villes,
De Chalon,
De Ostun,
De Dijon,
De Beaulme,
De Server,
De Mountbar,
Et de Chastoillon,
Et nientmains Quinze Nobles de Bourgoigne desousnomez; cestassavoir,
Otthes Sire de Grantson,
Jaques de Vienne, Sire de Lonvi,
Hugh de Vienne, Sire de Seint George,
Henriz de Vienne, Sire de Mirebel en Montaigne,
Hugh de Montaigne, Sire de Couches,
Gibaulz de Mellon, Sire Despoise,
Jehan, Sire de Soaberaon,
Guy de Fronloes, Sire Darcees,
Jehan, Sire de Senece,
Geffrey de Blaissy, Sire de Marvilly,
Guillem de Montagu, Sire de Marrigny,
Symon, Sire de Chasteaulnuf,
Jehan, Sire de Montmartin,
Guillem de Pailley,
Et Gerart de Thory, Esquiers,
Et aussi sept Bourgois; cestassavoir,

Hugh

ANNO 1359.

Hugh Aubriet,
Pouncart Bourgeoisse,
Guillet de Marcilley de Duun,
Guiet Fourner, Bourgois de Seivur,
Maistre Jehan Doudre,
Hugh de Clugny, Bourgois Dostun,
Et Maistre Philip Paillart, Bourgois de Beaune,

Et chescun d'eulx principalment & pur l'entier des d'tes Sommes,

Se obligeront a Nous, & a noz Heirs, par leur Fois, Seremenz, & Lettres, sealles de leur Sealx, en la meillour manere que nostre Consail vourra ordener.

Et, a toutes les foiz, que aucune defaute des ditz Paiementz se ferra, le dit Duc, & auffi les Prelatz, Nobles, Communes des Citez & des bones Villes, & auffi quinze Nobles & sept Bourgois fusnomez, se obligeront, & chescun d'eulx devisement se obligera, de paier, ou noun de peine, a Nous, & a noz Heirs, & eo le devantdit Lieu, la double de les Sommes, les queles le Duc & les autres obligez auront ensi faillir de paier; la quele peine serra encorue & (a) connoise a Nous, & a nos Heirs, tantost apres tiele defaute, & a toutes les foiz que se ferra.

(a) Sans doute commise.

Et, la peine paie ou noun le Duc & les aotres fusnomez, demorront obligez pur les Sort & Sommes principales, que ensi restent a paier.

Et, nientmains, a toutes les foiz, que aucune defaute des Paiementz avantditz se ferra, le devantdit Duc ferra les quinsze Nobles & sept Bourgois fusnomez, par leur propres Persones, entrer Hostages en la Prison de Nous, ou de noz Heirs, a la Ville de Caleis, si elle soit odonc en nostre possance, come dit est pardesus, & autrement en la Citee de Loundres en Engleterre, dedeins un Moys prochein apres tiele defaute, sanz autre requeste ent a leur faire, a demoter illoeqes, ou aillours que nous plerra, sanz vilaine Prison, en Hostages, sanz partir d'illoeque tanque les Sommes, lesqueles le Duc & les autres obligez auront ensi tailles de paier, & les peines, par celle cause (b) connuises & encorues, soient enterement paiez, & à ce faire les ditz Hostages, a leur entrer, ferront Serement par lui Fois & sur les Seintz Ewangeiles.

(b) Lis. connues.

Et si aucun des dits Hostages, apres ce q'il serra entrez, ou en aucun temps devant, deviast, ou s'en partist sanz avoir sur ce la Congie de Nous, ou de noz Heirs, par noz Lettres Patentes, que le Duc susdit dontra ou devantdit Lieu, autres, un ou plusours, auffi suffisantz, ou lieu de defaillantz, dont Nous ou nos Heirs en ferront contentz, dedeinz un Mois prochein apres ce qe le dit Duc, ou ses Heirs, serra depar Nous, ou noz Heirs, en queleonque manere sur ce requis.

Et est Accorde parentre Nous, Roi & Duc devantditz, que, ou cas que les devantnomez Parsones ne entrent lour Corps en Hostage ou Lieu establi, & par manere que desus estdit, & auffi si les avantdites Sommes principales, & les peines encorues & (c) connuises, ne fuissent entierement paiez au darrener des Termes avantditz, les avantdites Trieves & Soeffrances cesseront de tout, & deslors pardent lour force, demorantz toutefoiz les Obligacions, quant a toutes autres choses y compris, en lour effect & vertue, mes les avantditz Paiementz, des Sommes principales, & des peines connuises & encorrues, par le dit Duc, ou aucun des avantditz obligez, par manere que desus est compris, faites, toutz les autres obligez par celle cause soient deslors quites de lour Foiz, Serementz, & Obligacions, & les Lettres ent faites de tout pardent lour force.

(c) Lis. connues.

ITEM, Acorde est parentre Nous, Roi & Duc devantditz, que le dit Duc, & auffi toutz les Nobles & Subgiz des avantditz Duchee, Countee, & Baillage, non obstantes les avantdites Trieves, se puissent fraunchement armer (c'estassavoir) ceux des avantditz Duchee & Baillage avec & pur qi il leur appartendra, & ceux de la Contee de Bourgoigne avec & pur qi il leur plerra, exceptez le dit Duc, hors du Paiis de Bourgoigne, sanz estre repcochez, ne damagez, de nullui par celle cause, toutesfoiz nulles Gentz d'Armes, ne autre des Marches de Bourgoegne, ne ferront Guerre, de leur Paiis, ne des Forteresces & Lieux, q'ils tiegnent dedeinz les Boundes & sur les Frounteres de Bourgoigne, sur Nous, nos Heirs, ne sur nos Gentz, queuque part q'ils soient, durantes les Trieves devantdites.

ITEM, parmy cest present Acord toutes maneres des Gentz, desarmez, & sans Arcs & Setes, & autres, tant de Bourgoigne, come de queuque Paiis q'ils soient, qi veullient venir en aide de Nous, ou de noz Heirs, ou de noz Gentz.

Et auffi toutes maners des Engleis, & autres de nostre amistee, de quelque estat ou condicions q'ils soient, ils Messages envoiez a Nous ou a nos Gentz, ou envoiez par Nous, ou par noz Gentz as Princes, Seignurs, ou aotres Gentz quelconques, durantes les avantdites Trieves, pur leur busoignes faire, purront fraunchement, par paiantz lour Frees resonables, passer, repasser, aler, venir, demourer & sejourner, avec lour Chivalz, Biens, & Hernois, en les Duchee, Countee, & Baillage devantditz, a toutes les foiz que leur plerra, sanz estre arestuz, damagez, grevez, destourbez, n'empeschez par le dit Duc, ne par ses Gentz, Aidantz, ne Adherentz, ou Subgiz aucons, & sanz overir ne regarder les Lettres des avantditz Messages par nulle cause:

Et auffi tootes maneres des malades, Engles & aotres, nos Alliez, Aidantz, Adherentz, & Obeissantz, qi pur leur recreacion & aise se veullient reposer & demorer dedeinz le Paiis du dit Duc, y purront franchement venir, & demorer seurement & paisiblement, tantcome lour plairra, & a toutes les foiz que busoigne en auront; & a leur departir ils & les aotres avantnomez auront sauf Conduit du dit Duc & de ses Gentz, si ils le vourront requerre, & serront auffi avant salvement conduz, a leur Mission par eux, come les Terres & Paiis avaontnomez s'extendent.

Et est assavoir que les desusdites Gentz ne purront entrer en Ville fermee, ne es Forteresces des ditz Terres, Paiis, & Baillage, ne passer ensemble que au nombre de cynquante Persones a Chivalx, ne arrester ne sejourner y porront forsque un jour entier & deux nuyts, s'ils n'ont juste cause pur quoi il les y coviegne necessairement plus demorer.

ITEM, Acorde est expressement que, ou cas que Nous nous vourrions faire sacrer, par l'Accord de la plus grant partie des Pierres de France, & le Duc de Burgoigne contredisoit, ne ne vorroit faire a nous, come au Roi de France, ce qu'il doit faire, que les avantdites Trieves ne adonc pardent leur force, & nous purrons si avant proceder encontre le dit Duc & son Paiis, come si les dites Trieves ne eussient este prises ne accordez.

ITEM, Nous ferrons bailler au dit Duc, ou a son certain Depute, la dite Ville de Flavigny en l'estat q'elle est, & les Biens que dedeinz sont; & les ranceons des Prisouers de la dite Ville, & auffi des Persones & des Villes environ, que ne sont mie uncore paiez, nous ferrons cesser & quiter desore.

Et nous, Roi devantdit, promettons loialment & en bone foi, par le tenour des presentes, & par nos expresses paroles, de tenir & garder fermement, quant q'a nous touche, les avandites Trieves, sanz venir aucunement a l'encontre.

Et, si aucun de noz Subgiz, Alliez, Aidantz, Adherentz, & Obeissantz, face au contraire, nous y mettrons nostre loiale diligence, sanz fraude & sanz mal engin, que le damage serra amende & redresce par ceux qi l'auront fait.

Et, si nous faisons si notable negligence, que ensi fait damage ne soit amende par noz Subgiz, Alliez, Aidantz, & Adherentz qi l'auront fait, adonc nous le ferrons amender du nostre si avant, come purra estre accordez entre nos Gentz & les Gentz du dit Duc, a ce par Nous & lui en especial Deputez, & par queux resonable estimacion de tiel damage purra meulz estre fait:

Et promettons auffi de tenir & acomplir tout ce que nous avons pardevant promis,

En Tesmoignance des queles choses nous avons fait faire celles nos Lettres Patentes.

Don. sous nostre Grant Seal, a la Ville de Guillon, en Bourgoigne, le x. jour de Mars, l'An de nostre Regne de France vynt primer, & d'Engleterre trente quart.

III.

Obligation de PHILIPPE *Duc de Bourgogne, pour* 200000 *Moutons d'or, qu'il s'engage de payer au Roi d'Angleterre* EDOUARD III *en consideration de la Trêve précedente faite avec lui, & pour la Cession de la Ville de* Flavigny. *Donnée à Guillon en Bourgogne le* 10. *Mars* 1359. [RYMER; Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 164.] 10 Mars.

PHELIP Duc de Borgoigne, Coute de Bourg, Palatin Sire de Salins, a tous ceux, qui ces Letres verront, Salut.

Haut Prince & puissant le Roy d'Angleterre, procedant sur la demande qu'il fait pour la Couronne & Royaume de France, feist son chemin avec grant Ost par

par nostre Pais de Bourgoigne, Nous, considerant les tres grans maulz & dommage qui avenir pourroient a nostre dit Pais, se le dit Roy demourast longuement en ycellui, si qne, pour eschever les diz dommages : & aussi pour ce que le diz Roy nous a ottroye Treves & Souffrance de Guerre, par l'espace de trois Anz prochains avenir, pour nostre Duchie & Conte de Bourgoigne, & pour le Bailliage d'Illes, & aussi pour toutes les personnes des diz Duchie, Contee, & Bailliage, pour eulz, & pour leurs Biens, & Nous, & a Nous fera aussi baillier la Ville de Flavigny, qui est present occupee par ses Genz; les quell chosez tournent & tourne a tres-grant proffit & quiete de Nous & de noz Pais dessuz diz ; concurrant & entreveniant touz ceulz qui de Droit & de coustume doivent a ce entrevenir, & de nostre certaine & expresse science, & aggreable volente, sanz aucune force ou coaction, pour les causes dessus dites.

Nous promettons & creancons loyalment & en bonne foy, a donner & paier au dit Roy, ou a ses Hoirs, ou a leurs certains Deputez en celle part, ou aians cause & pooir d'eulx, en la Ville de Calais, si elle est adone en l'obeissance & en la puissance & possession du dit Roy, ou de ses Hoirs, ou autrement dedens la Cite de Londres en Angleterre, deux cens mille Deniers, nomez & appellez Moutons d'Or, bons & loyaux de loy & de pois, & du droit coign de France, & de la value qe ceulz Deniers courent & valent a present en Royaume de France, ou autre Or, a la value, aus termes dessouz escrips; c'est assavoir,

A la Feste Saint Jehan Baptiste prochein venant cinquante mille Moutons d'Or tielz comme diz sont,

Et a la Feste de Noel, prochein ensuant, cent mille Moutons, tielz comme divisez sont,

Et a la Feste de Pasques, apres ensuant, cinquante mille Moutons telz comme diz sont.

Et, oultre, promettons, en bonne foy que, se aucune deffaute soit des diz paiements faire en tout, ou en partie, selone la maniere que promis l'avons, Nous au dit Roy, ou a ses Hoirs, paierons, au Lieu ou Lieux dessuz nommez, pur & en nom de peine, le double des Sommes des quelles nous auriens deffailli de paier; la quelle paine serra (a) connuise, encorue, & eschue au dit Roy, ou a ses Hoirs, tantost apres icelle defaute, toutes foiz & quantes foiz, que nous faudrons des paiements en aucun des termes dessus diz.

(a) Lis. connuse.

Et, a la paine paiee ou non, nous demourrons oblige au Sort, & es Sommes principauz, a paier en la maniere que dit est; promettons, par la Foy de nostre corps, que se aucune defaute soit en ce que promis est, quant que ce soit, de parfaire les paiements avantditz, que Diex ne veuillez, nous ferons realment & de fait livrer & bailler en Hostages du dit Roy, ou a ses Hoirs, en la Ville de Calaiz, se elle est adone en la main & possession du dit Roy, ou en la Cite de Londres, dedenz un Mois prochein apres quant tele deffaute seroit de paiement, comme dit est, sanz aucune Monicion ou Requeste a nous faite, quinze Nobles hommes; c'est assavoir,

Otbe Sire de Granson,
Jaque de Vienne, Sire de Lenvy,
Hugh de Vienne, Sire de Saint George,
Henry de Vienne, Sire de Mirebel,
Hugh de Montagu, Sire de Conches,
Gibaut de Mello, Sire Despoisse,
Guilleme Sire de Suecey,
Jehan, Sire de Sauhernon,
Gay de Frelois, Sire Darceis,
Geoffroy de Blaisy, Sire de Mavoiller,
Guillem de Montagu, Sire de Marrigne,
Poiacet, Sire de Chasteaunef,
Jehan, Sire de Montmarten,
Guillem du Pailler,
Girart de Thory,
Escuier,
Huguenin Aubriot,
Poinsart Bourgeise,
Guillot de Marcilly Bourgois de Dijon,
Guiot Fourmeu, Bourgois de Servur,
Maistre Jehan Doudry,
Hugenin de Clugny Bourgois d'Oscun,
Et Maistre Phillebert Paillart Bourgoit de Beaune,

Les queuz, tous & chascun d'eulz, entreront personnement au dit Lieu, ou es Lieuz, dedens le dit Mois, en la Prison du dit Roy, ou de ses Hoirs, & demourront Hostages, en quelconques Lieu ou Lieuz, sanz vilaine Prison, que le dit Roy leur vouldra assigner ou bailler, sans d'illeeques partir tant que les sommes, faillies de paier, & les paines (b) connuises & encourues, ferront entierement paiees.

(b) Lis. commises.

Et promettons loyaument qoe, se aucuns des diz Hostages, apres ce qu'il ferra baille au dit Roy, ou a ses Hoirs, ou en aucun temps devant il deviast, ou s'en partist sans avoir licence sur ce especial par Lettres du dit Roy, ou de ses Hoirs, que, dedenz un Mois apres ce quil ferra repete a nostre congnoissance, en quelque maniere que se soit, nous & noz Hoirs donrons & deliverrons au dit Roy, ou a ses Hoirs, d'autres, un, ou plusers, aussi suffisants, tel ou telz, dont le dit Roy ou ses Hoirs feront content, qui demourront en Hostage en la maniere dessus dite.

Les quelles choses, toutes & singulieres, nous prometons loyaument, & de ce nous faisons fort de tenir & accomplir, sanz fraude & sanz mal engin, & sanz faire ou venir a l'encontre, de parole ou de fait ; Et a ce obligons nous, noz Hoirs, toutes noz Citez, Villes, Chasteaux, Terres, Forteresces, Villes, Pais, Seigneuries, & Biens, presens & avenir, quels qe il soient, sont, ou seront, les Biens de noz Hoirs, les Corps & les Biens de touz noz Subgis, en quelque part quil soient & seront, vers le dit Roy & ses Hoirs, & les soubzmettons a la Jurisdiction, contrainte, & compulsion de touz Juges & Cours, Seculier & de sainte Eglise.

Et voulons & creancons que les diz Juges & Cours, & chascun d'eulz, noz Hoirs, nos Subgiz, noz Hommes, noz Biens, & les Biens de noz Hoirs, & les Biens de touz noz Subgiz, puissent destreindre, & contraindre, de tenir & accomplir toutes les choses devant dites, tant par Paines, Sentences de Excommunement, & Censures de sante Eglise, comme par arrest de Corps, de Biens, ou autrement comme il leur plaira.

Et volons & creancons que, toutes les foiz, qe acun deffaut sera de faire les paiements dessusdiz, que le dit Roy, par lui & ses Ministres, porra franchement, sanz requerre ou faire requerre nostre assent, de sa auctorite propre, entrer, saisir, & tenir noz Citez, Villes, Chasteaux, Fortereces, & en tous autres Biens qe a nous appertiennent en Bourgoingne, & au iceulx occuper pour droit de Gage, comme ses Biens propres, tant que plaine satisfacon soit faite au dit Roy, ou a ses Hoirs, des Somes & Paines avantdites,

Et renuncons, par la teneur de ces presentes Lettres, & par nos expresses paroles especial, aus exceptions de force, de paour, & au Privilege de la Croz, & a la Epistre Dyvi Adrien, qui plus ou moins ait este dit que escript, & a touz les Privileges & Lettres du Pape, dont Empereur, & d'autre Prince quelconque, empetres, ou a empetes, & a leur force, effett, & vertu, & a l'Excepcon de meindre d'aage, de compensacion, & de restitucion a l'entier, & generalment a toutes Exceptions, Remedes, Cauteles, & Deffenses de Droiz Canons & Civilz, de Lieuz, Personnes & de coustumes, par les quelles nous nous pourrions en aucune maniere aidier & defendre encontre aucune des Convenancies & choses avantdites, & especialement a la Loy qui dit general Renunciacion non valoir se especial (c) ny procede,

(c) Lis. n'y precede.

Voulans & creancans que ceste general Renunciacion ait autant de force, effett, & vertu, comme se touz les Cas, Poins, & articles des Loys, Canons, & de toutes autres Loys, y feussent de mot a mot en ses Lettres expresses,

Et a parfaire & tenir loyaument, sanz fraude & sanz mal engin, toutes les choses avantdites & chascun d'icelles, sanz jamaiz faire ne dire a l'encontre par nous, ne par autre, en Jugement, ne dehors, nostre Amio & Feal Cousin & Conseilles Othes, Sires de Granton, a jure en nostre Ame sur les Evangilles de Dieu, par lui corporelement touchees, au quel nous donnasmes expres & especiale pooir de ce faire, par la maniere qui dessus est compris, par le Tesmoigne de ces Lettres, faites & donnes a Guillon en Bourgoingne, le dixiem jour du Mois de Mars l'An de Grace Mill. CCC. cinquante & nuef.

Pareille Obligation des Seigneurs & Bourgeois de Bourgogne, qui se rendirent Caution pour leur Duc au susdit Traité. [Thesaurus Novus Anecdotorum, Tom. I. col. 1419. *Ex Autographo in* Divionensi *Camera Computorum asservato.*]

A Tous celx qui ces presentes Lettres verront Nous Othe Sire de Grançon, Jacques *de Viene* Sire de Lonvy, Hugue *de Viene* Sire de Saint George, Henry *de Viene* Sire de Mirabel, Hugue *de Montagu* Sire Couches, Gibaut *de Mello* Sire d'Espoise, Guillaume Sire de Senecey, Jean Sire de Sombernon, Guy

de

ANNO 1359. *de Frolois*, Sire d'Arcis, Geoffroy *de Blaisey* Sire de Mavoilly, Guillaume *de Montagu* Sire de Marrigny, Simon *de Chastel-neuf*, Jehan Sire de Montmartin, Guillaume *du Pallier*, Girard *de Thury* Escuyers, Huguenin *Aubriot*, Poinsart Bourgeoise, Guillot *de Marcilly* bourgeois de Dijon, Guyot *Fournier* bourgeois de Semur, Me. Jehan *Doudry*, Huguenin *de Clugny* bourgeois d'Ostun, Me. Philebert *Paillart* bourgeois de Beaulne, falut en nostre Seigneur.

Comme tres-puissant Prince le Roy d'Angleterre, allant sur la demande qu'il fait au Royaume, & pour la Couronne de France, feist son chemin avec son grand host pour le Païs de Bourgongne; & nostre redouté Seigneur le Duc de Bourgoigne considerant les tres-grands mals & domaiges que pourroient avenir à sondit Païs, se ledit Roy demorast plus longuements en icels: pour eschiver les avantdits mals & domaiges, & aussi pour cause que ledit Roy a donné audit Païs Trieves & soiffrances de Guerre, à durer pour trois ans prochains aveuir, laquelle chose tournera à tres-grand proffit doudit Païs, & quieté du Peuple demorans en icelle: nostredit Seigneur le Duc pour tres grant deliberation & avis, & heus sur ce avec les Prelats, Nobles, & Communes de soudit Païs, a promis de paier audit Roy & à ses Hoirs, pour les fusdites causes, deux cent mile deniers d'or à mouton, à certains jours & termes accordez, comme ès Lettres nostredit Seigneur le Duc sur ce faite & contenus plus à plain. Nous dessus sommez acceptans les devantdites promesses, quant à chacun de nous tuiche; & desirans que la besoigne se face par maniere que accordée est entre ledit Roy & nostre Seigneur le Duc devantdits, & voulant pourveoir à plus grande sehurté dudit Roy, & de ses Hoirs, de leur tenir & accomplir les payements, & toutes les autres choses pour nostredit Seigneur le Duc devantdit, accordées & promises; nous & chacun de nous de nostre franche & aggreauble volonté, & sans aucune force ou coaction sur les fusdittes causes, grantons & promettons, & chacun de nous promette & grance lealement & de bone foy, de donner & payer audit Roy, ou à ses Hoirs, ou à leurs certains Deputez en cette partie & ayans cause & pouvoir d'eux, en la Ville de Calais, si elle soit adonc de l'obeissance & en la possession dudit Roy, ou de ses Hoirs, & autrement en la cité de Londre en Angleterre, deux cens mille deniers d'or appellez Moutons, des droits, pois & coin de France, & de la valuë que tieulx deniers court & vaut à present au Royaume de France, ou autre or à la value, aus termes dessuus escrits: c'est assavoir à la Feste de Saint Jean le Baptiste prochain, cinquante mille moutons, tels comme dit est, & à la Feste de Noel adonc prochain ensuivant, cent mille moutons; & à la Feste de Pasque de lors prochain ensuivant, cinquante mille moutons. Et plus, grantons & promettons en bone foy, que se aucune defaute desdits payements se fait en partie ou en tout, & par maniere que nous les avons pardessus promis, que nous payerons, & chacun de nous payera audit Roy ou à ses Hoirs, & en Lieux dessusdits, pour & en non de peinne, le double des sommes lesquelles nous aurons ainsi faillis de payer: laquelle peinne sera encourue, commise audit Roy, ou à ses Hoirs, tantost aprés tieulx deffauts, & à toutes les fois que nous faudrons des payements en aucuns des termes devantdits, & la peinne paier au non, nous demourrons obligiés pour le fort & les sommes principales avantdites à payer pour maniere que dessus est dit. Et grantons & promettons aussi pour les fois de nos corps; & chacun de nous promet, que en cas de tiele defaute, se aucune se face, & à toutes les fois que ce faute (ce que Dieu ne vueille) que nous & chacun de nous, sans autre requeste eut à nous faire, entrerons nos corps en ostage en la prison dudit Roy, ou de ses Hoirs, à ladite Ville de Calais, si elle soit adonc en l'obeissance & possession dudit Roy, ou de ses Hoirs, ou autrement, en ladite Cité de Londres en Angleterre, dedans un mois prochain aprés tiele defaute du payement, se aucune avendra: & illeeques, ou ailleurs que plaira audit Roy, ou à ses Hoirs, demourons hostaige sans partir d'illeques, tant que les sommes, lesquelles nous aurons ensi faillis de payer, ensemblement avec les peines pour celle cause encouruës & commises, soient entierement & pour maniere que dessus est dit, paiés: lesquelles choses, toutes & singulieres, nous prometrons lealement, & nous-meismes faisons fort, de tenir & accomplir sans fraude & sans mal engin, & sans venir, ou faire venir à l'encontre, de parole ou de fait. Et à ce nous obligeons nos personnes & nos Hoirs, tous nos Cités, Villes, Chastiaulx, Fortereffes, Terres, Païs, Seignories, presens & avenir, quelconque ils soient, sout ou serout, les corps & les biens de tous nos Subgés, en quelque part qu'ils soient trovés, vers ledit Roy, & à ses Hoirs, & les sumettons, à la jurisdiction, contrainte, compulsion de tous Juges, & Cours Seculérs & de sainte Eglise. Et grantons & volons, que lesdits Juges & Cours, & chacun d'eux, nous & chacun de nous, & nosdits Hoirs & Subgets puissent destraindre & contraindre de tenir & accomplir toutes les choses devantdites, tant pour arrest de corps & de biens, comme pour quelconque autre maniere Et aussi volons & grantons, que toutes le fois que aucune defaute sera de faire les payements dessusdits, que ledit Roy & ses Hoirs, pour luy & pour ses Ministres, pourra franchement, sans requetir nostre assent, de sa propre auctorité, entrer & saisir nos Cités, Villes, Chastiaulx, Fortereffes, & tous autres biens que à nous appartiennent, & iceux occuper pour droit de gaiges, comme ses biens propres, tan ques pleinne satisfaction soit faite audit Roy, ou à ses Hoirs, des sommes & peines avantdites. Et renonçons pour la teneur de ses presentes Lettres, & pour nos expresses paroles, aux exceptions de force, de paour, & au Privilege de la Croix, & à la Epistole d'un Adrian, que plus ou moins eut esté dit, que escript; & à tous les Privileiges & Lettres du Pape, & d'Emperear, & d'autre Prince quelconque, empetrés ou à empetrer, & à leur force, effect, ou vertu, & à l'exception de moindre d'aage, de compensation, & de restitution à l'entier, & generalement à toutes Exceptions, Remedes, Cauteles, & deffenses de Droit Canon & Civil des lieux, personnes, & de coustume, pour lesquelles nous nous pouvons en aucune maniere aider & deffendre encontre aucune des convenances & choses devantdites, & especialement à la Loy, qui dit que generaul Renonciation ne vaut, se especial n'y precede; voulant & creantant que cesse generale Renonciation ait tant de force, effet & vertu, comme si tous les cas, points & articles de Lois, Canons, & de toutes autres, y fussoient de mot en mot expresses en ces presentes, & de mieus parfaire & tenir loyaument, sans fraude, & sans malengin, toutes les choses devantdites, & chacune d'icelles, sens jamais dire, ne faire au contraire pour nous, ou pour autre, en jugement, ne dehors, nous & chacun de nous avons pleins, & creantés nos fois en la main destre de noble homme Messire . . . . . . prenant nos fois pour & en non du Roy fusdit, & de ses Hoirs, pour especial pouvoir à luy donné, & aussi à nous jures sur les sainets Evangiles-Dieu, pour nous corporelement touchiés de . . . . . . tout ce qui dit est. Et si aucune chose seroit faite au contraire, nous voulons & greantons, que nous soions tenus & repurés pour fau & perjas, & complis de foy faille en tous lieulx . . . . . . pour devant toutes persones. En tesmoing de ce, nous avons mis nos seals en ces presentes Lettres, faites & données le disme jour de Mars, l'an de grace mil trois cens cinquante nuef, en la Ville de Gneuillon en Bourgoigne, l'an & le jour dessusdiz. *Ladicte Lettre est scellée de vingt-deux seaulx en petites queuës de cire rouge.*

IV.

Tractatus Pacis inter ANGLIÆ, & FRANCIÆ REGES; *Quô Regi Angliæ diversæ Civitates & Castella ceduntur.* [HENRICUS DE KNYGTHON Canonicus Leycestrensis de Eventibus Angliæ Libro quarto. Inter Anglicanæ Historiæ Scriptores X. à ROGERO TWISDEN editos. Col. 2624.] 1360.

REx Angliæ habete debet totam Aquitaniam & Vasconiam pro perpetuo absque reverso, Civitatem quoque de Peytes cum Castello, cum toto Comitatu & Patria de Peyters: Item totam feodum de Durward: Item totam terram de Belvill: Item Civitatem cum Castello de Saintona cum tota Patria de Saintona tam ultra aquam de Charent quam citra aquam: Item Civitatem Andegaviæ cum Castello cum tota Patria Andegaviæ: Item Civitatem cum Castello de Paragors cum tota Patria in circuitu: Item Civitatem cum Castello de Caoues cum Patria de Caoursina: Item Civitatem & Castellum & terram de Tarke: Item Civitatem & Patriam de Wlgornesia: Item Civitatem & Castrum & terram cum Patria de Caurs: Item Civitatem & Castellum cum Patria de Angelmosia: Item Civitatem & Castel-

ANNO 1360. Castellum de Rodesya & Patriam de Vergla: Item homagia, servicia & honores Comitum de Foys & Armenaix de Paragorensi & Vice Comitis de Lyngesia; Et Servicia de dictis Dominis pro terris quas habent in ante dictis Patriis: Item Mostrellum super mare cum suis pertinentiis: Item integrum Comitatum de Pountif: Item Castellum cum Villa de Calesia cum Dominiis & Castellis Merk, Sandegate, Culite, Hanimes, Wald, Sex cum terris, mariscis, boscis, rivulis, redditibus & cum vestituris Ecclesiarum & omnibus pertinentiis. Item omnes Insulas appendentes ante dictis Dominiis. Item Castellum cum toto Comitatu de Gynes cum suis pertinentiis. Item Castellum & Villam de Rochell cum omnibus suis pertinentiis. Et ad ista firmiter & inviolabiliter perpetuis temporibus observanda juraverunt utrique Reges super Sacramento Corporis Jesu Christi. Simili modo juraverunt Magnates utriusque partis pro se & Hæredibus atque Successoribus suis coram III. Archiepiscopis & VIII. Episcopis cum Indenturis per Sigilla ambarum Partium munitis, & pro redemptione Regis Franciæ darent.

V.

7. Mai. *Trêve conclue entre la France & l'Angleterre par* CHARLES *Dauphin de France &* EDOUARD *Prince de Gales, à Chartres le 7. Mai 1360.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 175.]

CHarles, aisne Filz du Roy de France, Regent le Royaume, Duc de Normandy, & Dalphin de Vienne, a touz ceulz, qui ces presentes Lettres verront, Salut.

Savoir faisons que,

Come entre, noz amez & feaulz,

Le Elect de Beaumaiz, nostre Chancellieur,
Monsieur Charles, Sire de Montmorency,
Monsieur Jehan le Meingre, dit Bouchicaut, Mareschal de France,
Monsieur Eymart de la Tour, Sire de Vinay,
Monsieur Raoul de Revenal,
Monsieur Symon de ..ucy, Chivalers:
Maistres Estienne de Paris,
Et Pierre de la Charite,
Noz Conseilliers,

Et avecques eulz plusours autres Chivalers, Clercs, & Sages de nostre Conseil.

Noz Procureurs & Messages especials, a ce faire depar Nous, pour Monseigneur, & pour nous, especialment establiz,

Et aians depar nous Povoirs de faire traictier, acorder, prometre, & jurer en l'Ame de nous, & pour Monseigneur, & pour Nous, bonne Paiis & Acort, bonnes Trieves, & loials d'une part,

Et Monsieur Regnaut de Cobham,
Monsieur Barthelmi de Burghash,
Monsieur Franc de Hale,
Baneretz:
Monsieur Miles de Stapleton,
Richart la Vache,
Et Noel Loreng,
Chivalers:

Procureurs & Messages especiaulz de Monsieur Edward Filz Ainsne du Roy d'Engleterre, especialment a ce establiz, & aianz semblable Povoir,

Et avec eulz plusours autres Chivalers, Clers, & Sages du Conseil, du dit Roy d'Engleterre d'autre part,

Sur touz les Descors & Articles, pour les quelz estoient Guerres, qui loue temps ont dure, entre les deux Roys, leur Royaumes dessusdys, & Nous, les Aliez, Aidans, & Amis, d'une Partie & d'autre, ait este traictie bonne Paix & Concorde final, touz jours durer, au plesir de Dieu, contenants plusours Articles, les quels ne pevent mie estre acompliz en brief temps,

Et pour ce convient que, ce pendant, bonnes Trieves & loials soient prises, acordees, tenues, & gardes, d'une part & d'autre, tant de leurs Royaumes, que de Gens leur Royaumes,

Nous, par l'onneur & reverence de nostre Seint Pere le Pape, qui pour ce a envoie devers nous ses especials Messagers (c'estassaver)

L'Abbe de Clugny,
Monsieur Hughes de Geneve,
Et le Maistre de l'Ordre des Freres Precheurs, ANNO 1360

Qui sur ce nous ont requis, a grant instance,

En nom de Monseigneur, & de Nous, pour lui & pour nous, & pour les Subgez, Aliez, Aidans, & Amis, & pour les nostres, avons ottroie & acorde, acordons & ottroions, au dit Roy d'Engleterre, a ses Subgiz, Aliez, Aides, & Amis, bonnes Trieves & loials, du Date de ces Lettres, jusques au Jour de la Saint Michel prochein venant. & d'icellui Jour jusques a la Saint Michel qui serra l'An M. CCC. LXI, & tous le Jour de la dite Fest, jusques au Soleil couche.

Et acordons, voulons, & ottroions, es noms de Monseigneur & de nous, & pour tous les dessus dis, de nostre Partie, que les dites Treves soyent tenues & gardees, & les procurons, en bonne foy, sanz fraud & sanz mal engyn, es noms devantdit, tenir & faire tenir firmement par tout le Povoir de Monseigneur & le nostre.

Parmi les queles touz les Subges d'une Partie & d'autre, & de l'un Royaume & de l'autre, purrout franchement, sanz contredit, aler & venir paisiblement de l'une Royaume & l'autre, & Marchans marchander & faire touz Coutums de bonne foy, sanz blasme & sans reproche, tout en le manere que l'en povoir & souloit en temps de bonne Paix ferme, & que se onquez Guerre n'eust este entre les diz Roys, Nous & les Royaumes.

Et ne procurent, ne devrour les dys Roys, ou leurs Subgiz, Aliez, ou Aidans, durans les dites Treves, prendre, ou embler, es choler, ou autrement occuper ou empeschier, en quelque maniere, aucune Ville, Challelz, Forteresces, ou autre Lieu; Mais cesseront toutes Robberies, Pilleries, Prises de Personnes, Arsures, Ravisements, Prises, Reprisalles, Marques, & Contreprises, & touz autres Malefices par Terre & par Mer.

Et, se aucune chose estoit fait ou attempte de la partie de Monseigneur, ou de la nostre, ou d'aucun, ou par aucun du povoir de Monseigneur, & de nostre, contre ce que dessus est dit, encontre les dites Trieves, Monseigneur & Nous le ferons reparer, & mettre au premier & deu estat sanz delay, si tost come Nous, ou noz Deputes en serons requis,

Et ferons rendre & restablir ce que serroit robe, pris, ravi, ou pillie, ou l'estimacion d'icelles choses, se elles n'estoient trouvees,

Et pour aucun des Faiz ou Attemptaz dessusdiz, se aucuns y averoient, ou fuz estoyent, ne serroyent ou pourroyent estre enfrauntes ou brisees les dites Treves, ne Guerre pour ce estre suscitee, mais feront repaire & mis au primer & deu estat, come desus est dit, & les Malfaicteurs en serront puniz devement.

Mais ceulx, qui serroient ignorans des dites Treves, & araient just cause de la dite ignorans, ne serroyent pas puniz se il sesoient ou avoient fait aucune chose contre les dites Treves.

Les quelles Treves tenir & garder, & faire loialment tenir & garder, & les attemptatz, come dit est, reparer & faire reparer, & mettre au primer & deu estat, nous avons fait prometre & jure, en l'Ame de Nous, par noz diz Procureurs & Messages, Traicteurs de la dite Paix, a ce fait especialment establiz.

Et, pour plus diligentment les faire tenir & garder come dit est, & pour faire droiture de Prisons & de toutes complaintes, qui povent ou pourront avenir en temps a venir, en temps de Treves, & pur les attemptaz reparer, nous avoms depute & commis, deputons & commettons, Conservateurs des Treves,

Le dit Monsieur John le Meingre Mareschal de France,
Monsieur Guachier de Lor,
Monsieur Raoul de Ravenal,
Monsieur Jaquet de Blarn,
Monsieur Regnaut de Goullons,
Et Monsieur Guichart d'Angles,
Tous Chivalers,
Et chascun d'eulz,

Et nient mains, les Baillies, Capitaines, pour Monseigneur, & pour Nous, des Lieux, Baillages, & Paiis, ou les avendront, & chescun d'eulz,

As quelz Nous, de par Monseigneur, & depar Nous, mandons, & commettons par ses presentes Lettres, que diligentment & loyalment tiegnent & gardent, & facent tenir & garder firmement, les dites Trie-

ANNO 1360.

Trieves par le temps dessusdit, & facent droiture tant de Prisons, non gardans leurs Convenances, come en autre cas apportenants a faire, en temps de Trieves, aus Conservateurs d'iceilles.

Et n'est mis nostre entent, que se les Gens de l'Ost du dit Roy d'Engleterre parvoient Vitailles, Annailles, Bestes, Vin, Char, ou autre chose, pour la necessitee de lour Vivre, ou de leurs Chevaux, en son alant hors du Royaume de France ou Engleterre, de cy a un Moys, que il en soient, ou aucun d'euls, repris, ou approchez, ou empeschiez; mais que il ne facent autre prise, arsure, occupacion de Fortereffe, ravissement de Femmes, ou autre malefice, que de prendre pour lour Vivre, durant le dit Moys tantsoulment.

ITEM, pour ce, que aucuns Garnisons, de Gens du Roy d'Engleterre, demouront, par aucun temps, en aucune Forteresces, ou Chasteaux en France, ou ailleurs, on Royaume de France, nous voulons & accordons que ils puissent lever tielles Raencons, & en tele manere, come eulz les ont levees & tenues avant ces heures, pour lour Vivre & pour la Garde des dys Chasteaulx & Forteresces, sans ycelles croistre, tant come il demourront es Lieux dessusdiz,

Et que il puissent franchement acheter & emporter Vitailles, & les aient a luer raisonable, aussi come les autres Gens des diz Lieux, & des Pais environ, les achateront, sanz fraude & sanz malice; mais que il ne prengnent, ou pillent, ne emblent Forteresces, ou facent autre malefice.

Sur toutes les queles choses, & leurs dependences & appertenences, nous voulons & mandons a touz les Justices, Subgiz, & Feaulz de Monsiegneur, & de Nous, requerant tous autres que il obeissent & intendent aus diz Conservatours, Bailles, Capitains, & autres dessusdiz, & a leur Deputes & a chascun d'eulz.

En Tesmoing de la quelle chose nous avoms fait mettre nostre Seel a ces presentes Lettres.

Donne a Chastres le vii. jour de May, l'an de Grace M. CCC. LX.

Par le Conseil, estan a Chartres.

N. DEVIERRES.

VI.

8. Mai.

ANGLETERRE ET FRANCE.

Traité de Paix entre EDOUARD *Prince de Gales d'une part, &* CHARLES *Dauphin de France, & Duc* (1) *de Normandie, pour la délivrance de* JEAN *Roi de France, prisonnier en Angleterre. Fait à Bretigny* (2) *le* 8. *Mai* 1360. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 208. en François. DU CHESNE, Hist. d'Anglet., d'Ecosse & d'Irl, Tom. I. pag. 684. RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 178. d'où l'on a tiré cette Piéce, en Latin & en François, parce que la Copie en paroît plus ancienne, & plus exacte, outre que le Latin peut servir à entendre divers endroits du François.]

CHARLES, ainsne Filz du Roy de France, Regent le Royaume, Duc de Normandie, & Dauphin de Vienoe, a touz ceulz, qui ces presentes Lettres verront, Salut.

Nous vous faisons sçavoir que,

De touz les Debaz & Descorz quelconques, menez & demenez, entre Monsire le Roy de France & Nous d'une part,

Et le Roy d'Engleterre d'autre part,

Pour bien de Pais, est acorde le viii. jour de May, l'An de Grace Mill. CCC. soixante, a Bretigny de les Chartres, en la maniere qui s'ensuit,

1. PREMIEREMENT, que le Roy d'Engleterre, aveue ce que il tient en Guyenne & en Gascoigne, aura, pour lui, & pour ses Hoirs, parpetuelment & a touz jourz, toutes les choses qui s'ensuivent, a tenir par la maniere, que le Roy de France & son Filz, ou aucun de ses Ancestres, Roys de France, les tindrent, c'est asçavoir,

CE QUE EN SOUVEREINETE EN SOUVEREINETE, CE QUE EN DEMAINE EN DEMAINE,

Et par les temps & manieres au dessouz declares,

La Cité, & le Chastel, & la Conte de Poitiers, & toute la Terre & le Paiis de Poitou, ensamble les Fiez de Thoart, & la Terre de Beleville,

La Cité & le Chastel de Xainctes, & toute la Terre & le Pais de Xainctonge, par deçà & par delà la Charente,

La Cité & le Chastel d'Agen, & la Terre & le Paiis d'Agenois,

La Cité, & le Chastel, & toute la Conte de Pierregort, & la Terre & le Paiis de Pierreguys,

La Cité & le Chastel de Limoges, & la Terre & le Paiis de Limosin,

La Cité & le Chastel de Caours, & la Terre & le Paiis de Caourcin, La

(1) Il avoit été pris par le Prince de Gales à la bataille de Poitiers le 10. Septembre.

VI.

8. Mai.

ANGLETERRE ET FRANCE.

Tractatus Pacis inter EDUARDUM Walliæ Principem ex una parte, & CAROLUM Delphinum Viennæ, Ducemque Normanniæ ex altera parte, pro liberatione JOANNIS Francorum Regis in Anglia captivi, Bretigniaci, prope Carnotum, conclusæ die 8. Maii Anno 1360.

KAROLUS, *Primogenitus Regis Franciæ, Regens Regnum, Dux Normanniæ, & Delphinus Viennæ, Universis, præsentes Literas inspecturis, Salutem.*

Notum vobis facimus quòd,

Super omnibus Litibus & Discordiis quibuscumque, motis & agitatis, inter Dominum meum Regem Franciæ & Nos ex parte una,

Et Regem Angliæ ex parte altera,

Propter bonum Pacis, est concordatum, octavo die Maii, Anno Domini Millesimo, trecentesimo, & sexagesimo, apud Bretigny juxta Carnotum, modo qui sequitur,

PRIMÒ, *quòd Rex Angliæ, cum illo quod tenet in Aquitaniâ & Vasconiâ, habebit, pro se & Hæredibus suis, semper & in perpetuum, omnia quæ sequuntur, tenenda per eundem modum, quo Rex Franciæ, & Filius suus, aut aliquis de Prædecessoribus suis, Regibus Franciæ, tenuerunt illa, videlicet,*

ILLUD QUOD IN SUPERIORITATE IN SUPERIORITATE, ET ILLUD QUOD IN DOMANIO IN DOMANIO,

Et per modos & tempora inferiùs declarata,

Civitatem, Castrum, & Comitatum Pictaviæ, & totam Terram & Patriam de Pictavia, unà cum Feodo de Thouart, & Terrâ de Belleville,

Civitatem & Castrum Xancton, & totam Terram & Patriam Xanctonensem, citra & ultra Charenton,

Civitatem & Castrum Agennen., & Terram & Patriam Agennensem,

Civitatem, & Castrum, & totum Comitatum Petragoricense, & Terram & Patriam Petragoricensem,

Civitatem & Castrum Lemovicense, & Terram & Patriam Lemovicensem,

Civitatem & Castrum Caturcense, & Terram & Patriam Caturcensem,

Civi-

(2) C'est un Village à une lieuë de Chartres.

ANNO 1360.

La Cité, & le Chastel, & le Païs de Tarbe, & la Terre, Païs, & Conte de Bigorre,

La Conte, la Terre, & le Païs de Gaure,

La Cité & le Chastel d'Engolesme, la Conte, la Terre, & le Païs d'Engolesmiois,

La Cité & le Chastel de Rodeis,

Et la Terre & Païs de Rovergue,

Et s'il y a aucuns Seigneurs, comme le Conte de Foix, le Conte d'Armigmac, le Conte de Lille, le Conte de Pieregort, le Vicoute de Limoges, ou autres, qui tiegnent aucunes Terres ou Lieux, dedenz les Metes des diz Lieux, il feront Hommage au Roy d'Engleterre, & touz autres Services & devoirs, deuz a cause de leur Terres ou Lieux, en la maniere que il ont fait ou temps passé.

2. ITEM, aura le Roy d'Engleterre tout ce que le Roy d'Engleterre, ou aucun des Roys d'Engleterre anciennement tindrent en la Ville de Monstereel sur la Mer, & les Appertenances.

3. ITEM, aura le dit Roy d'Engleterre toute la Conte de Pontieu tout entierement, sauf & excepte que, se aucunes choses ont esté alienées, par les Roys d'Engleterre, qui ont esté pour le temps, de la dite Conte & appartenances, & a autres Personnes, que aus Roys de France, le Roy de France ne sera pas tenu de les rendre au Roy d'Engleterre.

Et, se les dittes Alienations ont esté faites aus Roys de France, qui ont esté pour le temps, senz aucun moien, & le Roy de France les tiegne ad present en sa main, il les lessera au Roy d'Engleterre entierement; excepté que, se les Roys de France les ont euz par Eschange pour autres Terres, le Roy d'Engleterre delivrera au Roy de France ce que l'on a eu par Eschange, ou li lessera les choses ainsi alienées.

Mais, se le Roys d'Engleterre, qui ont esté pour le temps, en avoient aliene, ou transporte, aucunes choses en autres Personnes, que es Roys de France, & depuiz soient venues es mains du Roy de France, ou aussi par Partage, le Roy de France ne sera pas tenu de les rendre.

Aussi, se les choses dessus dittes doivent Homage, le Roy les baillera a autre, qui en fera Hommage au Roy d'Engleterre; &, se il ne doivent Hommage, le Roy de France baillera un Tenant, qui li en fera le devoir dedenz un An prochein, apres ce que il sera partie de Calais.

4. ITEM, le Roy d'Engleterre aura le Chastel & la Ville de Calais,

Le Chastel, la Ville, & Seignourie de Merch,

Les Villes, Chasteaux, & Seignouries de Sangate, Couloigne, Hames, Wale & Oye,

Aveuc Terres, Bois, Marios, Rivieres, Rentes, Seignouries, Advoiaisons d'Esglises, & toutes autres Appartenances, & Lieux, entregisanz dedenz les Metes ou Boundes qui ensuivent, c'est assavoir,

De Calais jusques au Fil de la Riviere par devant Gravelinghes: & aussi, par le Fil de mesme la Riviere, tout entour Laugle: & aussi par la Riviere qui va par delà Poil: & aussi, par mesme la Riviere, qui chiet ou grant Lac de Guignes, & jusques a Fretun; & d'illeuc par la Vallee entour la Montaigne de Calkully, encloant mesme la Montaingne, & aussi jusques a la Mer.

Avec Sangate, & toutes ses Appartenances.

5. ITEM, le dit Roy d'Aungleterre, aura le Chastel, & la Ville, & tout entierement la Conte de Guignes, aveuc toutes les Terres, Villes, Chasteaux, Forteresces, Lieux, Hommes, Hommages, Seignouries, Bois, Forez, Droitures d'icelles, aussi entierement comme le Conte de Guignes, derrenement mort, les tint ou temps de sa Mort: & obeiront les Eglises & les bonnes Genz, estans dedenz les Limitations du dit Conte de Guignes, de Calays, & de Merch, & des autres Lieux dessus diz, au Roy d'Engleterre, aussi comme il obeissoient au Roy de France, & au Conte de Guignes qui fu pour le temps,

Toutes les quelles choses, de Merch & de Calais, contenues en cest present Article & en l'Article prochein precedant, le Roy d'Engleterre TENDRA EN DEMAINE: Excepté les Heritages des Eglises, qui demourront aus dittes Eglises entierement, quelque part qu'il soient assiz: & aussi exceptés les Heritages des autres Genz des Païs de Merch & de Calais, assiz hors de la Ville de Calays, jusques a la value de cent Livres de Terre par An, de la Monnoye courant ou Païs, & au dessouz: les quels Heritages leur demourrour jusques a la value dessus ditte, & au dessouz;

Mais les Heritages & Heritations, assisez en la ditte Ville de Calais, aveue leur appartenances, demouront,

Civitatem, Castrum, & Patriam de Tarbe, & Terram, & Patriam, & Comitatum Bigorre,

Comitatum, Terram, & Patriam de Gaure,

Civitatem & Castrum Engolismense, Comitatum, Terram, & Patriam Engalismensem,

Civitatem & Castrum de Roaeis,

Et Terram & Patriam de Rovergue,

Et si ibi sunt aliqui Domini, sicut Comes Fuxi, Comes Armaniaci, Comes Insularum, Comes Petragoricensis, Vicecomes Lemovicensis, aut alii, qui tenent aliquas Terras vel Loca, infra Metas dictorum Locorum, ipsi facient Homagium Regi Angliæ, & omnia alia Servitia & Deveria, debita causâ Terrarum & Locorum suorum, modo quo ipsi fecerunt temporibus retroactis.

2. ITEM, *habebit Rex Angliæ totum illud, quod Rex Angliæ, aut aliqui ex Regibus Angliæ antiquitùs tenuerunt in Villa de Monstrel supra Mare, & Pertinentias suas.*

3. ITEM, *habebit dictus Rex Angliæ totum Comitatum de Pontieu integraliter, salvo & excepto quòd, si aliqua fuerint alienata per Reges Angliæ, qui pro tempore fuerunt, de dicta Comitatu & Pertinentiis, & aliis Personis, quàm Regibus Franciæ, Rex Franciæ non tenetur illa reddere Regi Angliæ.*

Et, si dictæ Alienationes factæ fuerint Regibus Franciæ, qui fuerunt pro tempore, sine aliquo medio, & Rex Franciæ illa tenet ad præsens in manu sua, ipse illa dimittet Regi Angliæ integrè; excepto quòd, si Reges Franciæ illa habuerint per Escambium pro aliis Terris, Rex Angliæ liberabit Regi Franciæ illud quod habuerit per Escambium, vel dimittet sibi hujusmodi alienata.

Sed, si Reges Angliæ, qui fuerunt pro tempore, alienaverunt, vel transtulerunt, aliqua aliis Personis, quàm Regibus Franciæ, & posteà devenerunt ad manus Regis Franciæ, vel etiam per Partitionem, Rex Franciæ non tenebitur illa reddere.

Tùm, si supradicta debeant Homagium, Rex Franciæ dabit illa alteri, qui faciet Homagium Regi Angliæ; &, si illa non debeant Homagium, Rex Franciæ tradet unum Tenentem, qui sibi faciet Deveria infra unum Annum proximum, postquam ipse recesserit de Calesio.

4. ITEM, *habebit Rex Angliæ Castrum & Villam de Caleys,*

Castrum, Villam, & Dominium de Merk,

Villas, Castra & Dominia de Sandgate, Coloigne, Hammes, Wale, & Oye,

Cum Terris, Boscis, Marois, Rivis, Redditibus, Dominiis, Advocationibus Ecclesiarum, & omnibus aliis Pertinentiis, & Locis, interjacentibus infra Metas & Bundas quæ sequuntur, videlicet,

De Caleys usque ad Filum Rivi coram Graveling: & etiam, per Filum ejusdem Rivi, totum in circuitu Langle: Et etiam Rivi qui vadit ultra Poil: Et etiam per eundem Rivum, qui cadit in magnum Lacum de Guynes, & usque Fretun; & exindè per Vallem, in circuitu Montis Calvally, includendo eundem Montem, & etiam usque ad Mare,

Cum Sangate, & omnibus suis Pertinentiis.

5. ITEM, *dictus Rex Angliæ habebit Castrum, & Villam, & totum integraliter Comitatum de Guynes, cum omnibus Terris, Villis, Castris, Fortalitiis, Locis, Hominibus, Homagiis, Dominiis, Boscis, Forestis, & Juribus eorundem, ita integrè sicut Comes de Guynes, ultimò mortuus, illa tenebat tempore Mortis suæ: & obedient omnes Ecclesiæ & probæ Gentes; existentes infra Limitationes dictorum, Comitatûs de Guynes, de Caleys, de Merk & de omnibus aliis Locis supradictis, Regi Angliæ, similiter sicut obediebant Regi Franciæ, & Comiti de Guynes, qui pro tempore fuit.*

Quæ omnia, de Merk & de Caleys in præsenti Articulo & proximo præcedente contenta, Rex Angliæ TENEBIT IN DOMANIO: *Exceptis Hæreditatibus Ecclesiarum, quæ manebunt dictis Ecclesiis integrè, ubicunque sitæ fuerint; & etiam exceptis Hæreditatibus aliarum Gentium de Patriis de Merk & de Calesio, extra Villam de Calesio positis, usque ad valorem centum Libratarum Terrarum per Annum, Monetæ currentis in Patria, & infra; quæ Hæreditates illis remanebunt usque ad valorem supradictum, & infra;*

Sed Hæreditates & Mansiones, positæ in dicta Villa Calesii, cum suis Pertinentiis, remanebunt, in DOMANIO

ANNO 1360.

tont, en DEMAINE, au Roy d'Engleterre, pour en ordener a sa voulanté, & aussi demourront aus Heritanz, en la Conte, Ville, & Terre de Guignes, touz leurs Demeines entierement, & revendront plainement; sauf ce que dit est des Coufrontations, Metes, & Bondes en l'Article prochein precedant.

6. ITEM, Accordé est que le dit Roy d'Engleterre, & seis Hoirs, auront & tendront toutes les Iles, adjacens aus Terres, Pais, & Lieux avant nommes, ensamble avenques toutes les autres Iles, les quelles le dit Roy d'Engleterre tient a present.

7. ITEM, est Accordé que le dit Roy de France, & son Ainsné Filz, le Regent, pour euls, & pour touz leurs Hoirs & Succesfeurs, au plutoft que bien pourra, senz fraude & senz mal engin, & au plustart dedens la Feste Saint Michiel, prochein venir, en un An, rendront, bailleront, & delivreront au dit Roy d'Engleterre, & a touz ses Hoirs & Succesfeurs, & transporteront en euls, toutes les Honneurs, Obediences, Hommages, Ligeances, Vassauls, Fiez, Services, Recognoissances, Droitures, mere & mixte Impere, & toutes manieres de Jurisdictions hautes & basses, Ressorz, & Sauvegardes, Avouisons & Patronnages d'Eglises, & TOUTES MANIERES DE SEIGNUEIES ET SOUVEREINETEZ, & tout le Droit qu'il avoient ou povoient avoir, appartenoient, appartienent, & povent appartenir, pour quelque cause, tiltre, ou couler de Droit, a euls, aus Roys & a la Couronne de France, pour cause des Citez, Contes, Chastiaux, Villes, Terres, Pais, Iles, & Lieux avant nommez, & de toutez leur Appartenances & Appendences, quelque part qu'il soient, & chascune d'icelles, senz y riens retenir a euls, a leurs Hoirs ne Succesfeurs, aus Roys ne a la Couronne de France:

Et aussi manderont le diz Roy & son Ainsné Fils, par leurs Lettres Patentes, a touz Arcevesques, Evesques, & autres Prelaz de Sainte Eglise, & aussi aus Contes, Viscontes, Barons, Nobles, Citoienz, & autres queleonques des Citez, Contes, Terres, Paiis, Iles, & Lieux avant nommez, qu'il obeissent au Roy d'Engleterre, & a ses Hoirs, & a leur certain Commandement, en la maniere qu'il ont obei aus Rois & a la Couronne de France:

Et, par mesmes les Lettres, leur quitront & absoldront, au mielz qu'il se pourra faire, de touz Hommages, Fois, Seremenz, Obligations, Subjections, & Promesses, faiz, par aucun d'euls, au Roy & a la Couronne de France en quelque maniere.

8. ITEM, Acordé est que le Roy d'Engleterre aura les Citez, Contez, Chasteaux, Terres, Paiis, Yles, & Lieux avant nommez, aveuc toutes les Appartenences & Appendences, quelque part qu'il soient, a tenir a Luy, & touz ses Hoirs & Successeurs, heritablement & perpetuelement, en DEMAINE ce que le Roy de France y avoit en DEMAINE, & aussi en Fié, Service, SOUVEREINETE OU RESSORT, ce que les Roys de France y avoient; sauf tout que dit est par dessus en l'Article de Calais & de Merch.

Et, se des Cites, Contes, Chasteaus, Terres, Paiis, Illes, & Lieus avant nommez, SOUVEREINETES, Drois, mere & mixte Impere, Jurisdictions, & Profiz quelconques, que tenoit aucuns Roys d'Engleterre illovecques, & en leur Appartenances & Appendences queleonques, aucunes Alienations, Donations, Obligations, ou Charges ont este faitez par aucuns des Roys de France, qui ont esté pour le temps puiz lxx. Ans en ca, par quelque fourme ou cause que ce suit, toutes teles Donations, Alienations, Obligations, & Charges sont dessores, & seront du tout, rappelees, cassees, & annullees, & toutes choses, ainsi données, alienées, ou chargées, seront realment & de fait rendues & baillées au dit Roy d'Engleterre, ou a ses Deputes especiauls, a mesme l'entierete, comme il furent aus Roys d'Engleterre depuis lxx. Anz en ca, au plutost que l'en pourra, sanz mal engin, & au plustart dedenz la Saint Michiel, prochein venant, en un An, a tenir au dit Roy d'Engleterre, & a touz ses Hoirs & Successeurs, parpetuelment & heritablement, par maniere que dessus est dit: Excepté ce qui est dit par dessouz en l'Article de Pontieu, qui demourra en sa force: & sauf & excepte toutes les choses données & alienés aus Eglises, qui leur demourront paisiblement en tous les Païs & Lieux, ci dessus & dessouz nommez; si que les Personnes des dittes Eglises prient diligement pour les diz Roys, comme pour leurs Fondeurs; sur quoy leur consciences en seront chargées.

9. ITEM, est Accordé que le Roy d'Engleterre toutez les Citéz, Villes, Chasteaus, & Païs dessouz

MANIO, *Regi Angliæ, ad indè ordinandam pro suo voluntate; & etiam remanebunt Habitantibus in Comitatu, Villâ, & Terrâ de Guynes omnia sua Domania integrè, & revenient plenè; excepto illo quod dictum est de Confrontationibus, Metis, & Bundis in Articulo proxime præcedente.*

6. ITEM, *Concordatum est quòd dictus Rex Angliæ, & Heredes sui, habebunt & tenebunt omnes Insulas, adjacentes Terris, Patriis, & Locis super nominatis, simul cum aliis omnibus Insulis, quas dictus Rex tenet de præsente.*

7. ITEM, *est Concordatum quod dictus Rex Franciæ & suus Primogenitus, Regens, pro ipsis, Heredibus & Successoribus suis, citiùs quo fieri poterit, absque fraude & dolo malo, & ad ultimum citra Festum Sancti Michaelis, proximo venturum, in unum Annum, reddent, tradent, & deliberabunt dicto Regi Angliæ, & universis Heredibus & Successoribus suis, & transferent in eos omnia, Honores, Obedientias, Homagia, Ligeantias, Vassallos, Feoda, Servitia, Recognitiones, Jura, merum & mixtum Imperium, & omnimodas Jurisdictiones altas & bassas, Resorta, Salvasgardias, Advocationes & Patronatus Ecclesiarum,* & OMNIMODA DOMINIA ET SUPERIORITATES, *& totum Jus quod habent vel poterunt habere, quæ pertinuerunt, pertinent, & poterunt pertinere, per quamcunque causam, titulum, aut colorem Juris, illis, Regibus & Coronæ Franciæ, occasione Civitatum, Comitatuum, Castrorum, Villarum, Terrarum, Patriarum, Insularum, & Locorum supranominatorum, & omnium Pertinentium & Dependentium suorum, ubicunque fuerint, & alicujus eorundem, absque aliquo indè retinendo illis, Heredibus & Successoribus suis, Regibus vel Coronæ Franciæ:*

Et etiam mandabunt dicti Rex & suus Primogenitus, per Literas suas Patentes, omnibus Archiepiscopis, Episcopis, & aliis Prælatis Sanctæ Ecclesiæ, & etiam Comitibus, Vicecomitibus, Baronibus, Nobilibus, Civibus, & aliis quibuscumque Civitatum, Comitatuum, Terrarum, Patriarum, Insularum, & Locorum super nominatorum, quod obediant Regi Angliæ, & Heredibus suis, & eorum certis Mandatis, modo quo obedierunt Regibus & Coronæ Franciæ:

Et, per eosdem suas Literas, illos acquietabunt & absolvent, meliùs quo fieri poterit, de omnibus Homagiis, Fidelitatibus, Juramentis, Obligationibus, Subjectionibus, & Promissionibus, factis, per aliquem illorum, Regi & Coronæ Franciæ quomodocumque.

8. ITEM, *Concordatum est quod Rex Angliæ habebit Civitates, Comitatus, Castra, Terras, Patrias, Insulas, & Loca supradicta, cum omnibus Pertinentiis & Dependentiis, ubicumque fuerint, tenenda sibi, & Heredibus suis, & Successoribus suis, hereditabiliter & perpetuò, in* DOMANIO *illud quod Rex Franciæ ibi habuit in* DOMANIO, *& etiam in Feodo, Servitio,* SUPERIORITATE *vel* RESORTO, *illud quod Reges Franciæ ibi habuerunt, salvo toto quod dictum est superius, in Articulo de Calesio & de Merk.*

Et, si de Civitatibus, Comitatibus, Castris, Terris, Patriis, & Insulis, & Locis supranominatis, SUPERIORITATIBUS, *Juribus, mero & mixto Imperio, Jurisdictionibus, & proficuis quibuscumque, quæ tenebat Rex aliquis Angliæ ibidem, & in eorum Pertinentiis & Dependentiis quibuscumque, aliquæ Alienationes, Donationes, Obligationes, aut Onerationes factæ fuerint per aliquem ex Regibus Franciæ, qui fuerunt pro tempore, citra septuaginta Annos, per quamcumque formam vel causam, omnes tales Donationes, Alienationes, Obligationes, & Onerationes sint dehinc, & erunt in toto, revocatæ, cassæ, & adnullatæ; & omnia sic donata, alienata, aut onerata, erunt realiter & de facto restituta & tradita dicto Regi Angliæ, vel Deputatis suis specialibus, in eadem integritate, sicut fuerunt Regibus Angliæ ante & citra prædictos septuaginta Annos, citiùs quo fieri poterit, sine dolo malo, & ad ultimum citra Festum Sancti Michaelis proximo venturum, in unum Annum, tenenda dicto Regi Angliæ, & omnibus Heredibus & Successoribus suis, perpetuò & hereditariè, per modum supradictum; illo excepto quod dictum est super in Articulo de Pontieu, qui remanebit in suo vigore; & salvis & exceptis omnibus donatis & alienatis Ecclesiis, quæ illis remanebunt pacificè in omnibus Patriis & Locis, hic superiùs & inferiùs nominatis; ita quod Personæ dictarum Ecclesiarum precentur diligenter pro dictis Regibus, sicut pro suis Fundatoribus; super quo erunt eorum conscientiæ oneratæ.*

9. ITEM, *Concordatum est quòd Rex Angliæ omnia, Civitates, Villas, Castra, & Patrias, nominata superiùs,*

ANNO 1360.

nommez, qui anciennement n'ont esté des Roys d'Engleterre, aura & tendra, en l'estat & aussi, comme le Roy de France, ou ses Filz, les tiennent a present

10, ITEM, est Accordé que, se, dedenz les Metes des diz Paiis, qui furent anciement des Roys d'Engleterre, auroient aucunes choses, que autrefoitz n'eussent esté des Roys d'Engleterre, dont le Roy de France estoit en possession le jour de la Bataille de Poitiers (qui fu le XIX. jour de Septembre, l'An mill CCCLVI.) elles seront & demourront au Roy d'Engleterre, & a ses Hoirs, en la maniere que dessus est dit.

11. ITEM, est Accorde que le Roy de France, & son Ainsné Filz, le Regent, pour euls, & pour leurs Hoirs, & pour touz les Roys de France, & leurs Successeurs, a touz jours, au plustost que pourra faire, sanz mal engin, & au plustart dedenz la Saint Michiel, prochein venant, en un An, rendront & bailleront au dit Roy d'Engleterre, & a touz ses Hoirs, & Successeurs, & transporteront en euls touz les Honneurs, Regalites, Obediences, Hommages, Ligeances, Vassauls, Fiez, Services, Recognoissances, Serements, Droitures, mere & mixte Impere, toutes manieres de Jurisdictions hautes & basses, Ressors, Sauvegardes, & SEIGNOURIES & SOUVEREINETES, qui appartenoient, appartienent, ou pourroient en aucune maniere apartenir, aus Roys & a la Couronne de France, ou a aucune autre Personne, a cause du Roy & de la Couronne de France, en quelque temps, es Citéz, Contes, Chasteaulx, Terres, Paiis, Illes, & Lieux avant nommez, ou en aucun d'euls, & a leur Appartenances & Appendences quelconques, ou es Personnes, Vassauls, ou Subgiez quelconques d'iceuls, soient Princes, Dux, Contes, Viscontes, Arcevesques, Evesques, & autres Prelaz d'Eglises, Barons, Nobles, & autres quelconques, sanz riens a euls, leurs Hoirs, & Successeurs, la Couronne de France, ou autre que ce soit, retenir ne reserver en yceuls, pour quoy Ilz, ne leurs Hoirs, & Successeurs, ou autres Rois de France, ou autre que ce soit, a cause du Roy ou de la Couronne de France, aucune chose ne pourront chalengier ou demander, ou temps avenir, sur le Roy d'Engleterre, ses Hoirs, & Successeurs, ou sur aucun de Vassauls & Subgiez avantdiz, pour cause des Paiis & Lieux avant nommez,

Einsi que tous les avant nommez Personnes, & leurs Hoirs, & Successeurs, perpetuelment seront Hommes Liges & Subgiez du Roy d'Engleterre, & a touz ses Hoirs, & Successeurs,

Et que le dit Roy d'Engleterre, ses Hoirs, & Successeurs, toutes les Personnes, Citez, Contez, Terres, Paiis, Illes, Chasteaulx, & Lieux avant nommez, & toutes les Appartenances & Appendances, tendront, auront, & a eulz demourront pleinement, parpetuelment, & franchement, en leur SEIGNOURIE, SOUVEREINETE, & OBEISSANCE, Ligeance & Subjection, comme les Roys de France les avoient & tenoient en aucun temps passe,

Et que le dit Roy d'Engleterre, ses Hoirs, & Successeurs, auront & tendront perpetuelment touz les Pays avant nommez, aveuc leur Appartenances & Appendences, & les autres choses avant nommes, en toute Franchise & Liberte parpetuele, comme SEIGNEUR SOUVERAIN & LIGE, & COMME VOISINS AU ROY & AU ROYAUME de FRANCE,

SENZ Y RECOGNOISTRE SOUVEREINTE, OU FAIRE AUCUNE OBEDIENCE, HOMMAGE, RESSORT, SUBJECTION, ET SENZ FAIRE, EN AUCUNE TEMPS AVENIR, AUCUNS SERVICE OU RECOGNOISSANCE, AUS ROIS NE A LA COURONNE DE FRANCE, des Citez, Contez, Chasteaux, Terres, Paiis, Illes, Lieux, & Personnes avant nommez, ou pour aucun d'icelles.

12. ITEM, est Accordé, que le Roy de France, & son Ainsne Filz, RENOUNCERONT expressement aus diz RESSORZ & SOUVEREINETES, & a tout le Droit qu'il ont, ou povent avoir, en toutes les choses qui, par ce present Traittie, doivent appartenir au Roy d'Engleterre.

Et, samblablement, le Roy d'Engleterre, & son Ainsne Filz, renounceront expressement a toutes les choses qui, par ce present Traittie, ne doivent estre bailliées, ne demourer au Roy d'Engleterre, & a toutes les Demandes qu'il fasoit au Roy de France,

Et, par especial, au Nom & au Droit de la Couronne & du Royaume de France,

Et a l'Omage, Souverainete, & Demeine du Duchie de Normandie, de Toureine, des Contez d'Anjou & du Maine,

Et

riis, quæ antiquitùs non fuerunt Regum Angliæ, habebis & tenebit, in eo statu & taliter, sicut Rex Franciæ & Filii sui tenent ad præsens.

10. ITEM, *Concordatum est quod, si, infra Metas dictarum Patriarum, quæ fuerunt antiquitùs Regum Angliæ, essent aliqua, quæ alias non fuerunt Regum Angliæ, in quorum erat possessione Rex Franciæ die Belli Pictaviensis (quæ fuit decima nonâ die Septembris, Anno Domini Millesimo, Trecentesimo, Quinquagesimo Sexto) illa erunt & remanebunt Regi Angliæ, & Hæredibus suis, modo quo superiùs dictum est.*

11. ITEM, *Concordatum est quod Rex Franciæ, & Primogenitus suus, Regens, pro Se, & Hæredibus suis, & pro omnibus Regibus Franciæ, & Successoribus suis, imperpetuum, citiùs quo fieri poterit, sine dolo malo, & ad ultimum citra Festum Sancti Michaelis, proximo venturum, in unum Annum, reddent & tradent dicto Regi Angliæ, & omnibus Hæredibus, & Successoribus suis, & transferent in eos omnia Honores, Regalitates, Obedientias, Homagia, Ligeantias, Vassallos, Feoda, Servitia, Recognitiones, Juramenta, Jura, merum & mixtum Imperium, omnimodas Jurisdictiones altas & bassas, Resorta, Salvagardias, &* DOMINIA & SUPERIORITATES, *quæ pertinebant, & pertinent, vel poterunt quomodolibet pertinere, Regibus & Coronæ Franciæ, vel alicui alteri Personæ, causâ Regis & Coronæ Franciæ, quocumque tempore, in Civitatibus, Comitatibus, Castris, Terris, Patriis, Insulis, & Locis superiùs nominatis, vel in aliquo eorumdem, & Pertinentiis & Dependentiis suis quibuscumque, vel in Personis, Vassallis, aut Subditis quibuslibet eorumdem, sint Principes, Duces, Comites, Vicecomites, Archiepiscopi, Episcopi, & alii Ecclesiarum Prælati, Barones, Nobiles, & alii quicumque, absque ulla ipsis, Hæredibus & Successoribus suis, Coronæ Franciæ, vel alteri, quicumque sint, retinendo vel reservando in eisdem, propter quod ipsi, nec Hæredes, & Successores sui, aut alii Reges Franciæ, aut alius quicumque fuerit, occasione Regis & Coronæ Franciæ, non poterunt aliquid vendicare vel petere, in futurum, a Rege Angliæ, Hæredibus, & Successoribus suis, vel ab aliquo Vassallorum & Subditorum supradictorum, causâ Patriarum & Locorum superiùs nominatorum,*

Ita quòd omnes superiùs nominatæ Personæ, & Hæredes & Successores sui, erunt imperpetuùm Homines Ligei & Subditi Regis Angliæ, & omnium Hæredum, & Successorum suorum,

Et quod dictus Rex Angliæ, Hæredes, & Successores sui, omnia Personas, Civitates, Terras, Insulas, Castra, & Loca prænominata, & omnes Pertinentias & Dependentias, tenebunt, habebunt, & eis remanebunt plenè, imperpetuum, & liberè, in suo DOMINIO, SUPERIORITATE, & OBEDIENTIA, *Ligeantiâ & Subjectione, sicut Reges Franciæ illa habuerunt & tenuerunt aliquo tempore præterito,*

Et quòd prædictus Rex Angliæ, Hæredes, & Successores sui habebunt & tenebunt, imperpetuum, omnes Patrias superiùs nominatas, cum Pertinentiis & Appendentiis, & alia supra nominata, in omni Franchesia & Libertate imperpetuum, sicut DOMINUS SUPREMUS ET LIGEUS, & SICUT VICINUS REGIS & REGNI FRANCIÆ,

ABSQUE INDE RECOGNOSCERE SUPERIORITATEM, *vel* FACERE ALIQUAM OBEDIENTIAM, HOMAGIUM, RESORTUM, SUBJECTIONEM, ET ABSQUE FACERE, ALIQUO TEMPORE FUTURO, ALIQUA SERVITIA VEL RECOGNITIONES, REGIBUS VEL CORONÆ FRANCIÆ, *de Civitatibus, Comitatibus, Castris, Terris, Patriis, Insulis, Locis, & Personis antedictis, vel pro aliquo eorundem.*

ITEM, *Concordatum est quòd Rex Franciæ, & suus Primogenitus,* RENUNCIABUNT *expressè dictis* RESORTIS & SUPERIORITATIBUS, *& omni Juri quod habent, vel poterunt habere, in omnibus quæ, per præsentem Tractatum, debent ad Regem Angliæ pertinere.*

Et, consimiliter, Rex Angliæ, & suus Primogenitus, renunciabunt expressè omnibus quæ, per præsentem Tractatum, non debent tradi, vel remanere Regi Angliæ, & omnibus Petitionibus quas ipse fecerit Regi Franciæ,

Et specialiter Nomini & Juri Coronæ & Regni Franciæ,

Et Homagio, Superioritati, & Dominio Ducatuum Normanniæ & Turoniæ, Comitatuum Andegaviæ & de Mayne,

Et

ANNO 1360.

Et a la Souvereineté & Hommage du Duchie de Bretaigne,

A la Souvereinete & Hommage du Conte & Païs de Flandres,

Et a toux autres Demandes, que le Roy d'Engleterre faisoit, ou faire pourroit, au Roy de France, pour quelconque cause que ce soit, oultre ce, & excepte que, par ce present Traitié, doit demourer & estre baillé au dit Roy d'Engleterre, & a ses Hoirs.

Et transporteront, cesseront, & delaisseront l'uns Roys a l'autre, parpetuelment, tout le Droit que chasceun d'eulx peut avoir en toutes les choses, qui, par ce present Traitte, dovient demourer ou estre baillees a chascun d'eulx; & du temps & lieu, ou & quant les dites Renunciations se feront, parleront & ordeneront les deux Roys a Calais ensamble.

13. ITEM, est Accordé, a fin que ce presente Traittie puisse estre plus briefment accompli, que le Roy d'Engleterre fera amener le Roy de France a Calais, dedenz III. Sepmaines après la Nativite Saint Jehan Baptiste, prochein venant (cessant tout juste empeschement) aus despenz du Roi d'Engleterre; hors les frais de l'Ostel du dit Roy de France.

14. ITEM, est Accordé que le Roy de France paiera au Roy d'Engleterre III. Millions d'Escus d'Or; dont les II. valent un Noble, de la Monnuie d'Engleterre,

Et en seront paiez au dit Roy d'Engleterre, ou a ses Deputez, VIc. Mille Escuz a Calais, dedenz quatre Mois, a compter depuiz que le Roy de France sera venu a Calais:

Et, dedenz l'An, deslorz prochein ensieuvant, en seront paiez IVc. Mille Escuz, tels comme dessuz, en la Cite de Londres en Engleterre:

Et deslorz, chasceun An prochein ensuivant, IVc. Mille Escuz, tels comme devant, en la dite Cité, jusques a tant que les diz III. Millions seront parpaiez.

15. ITEM, est Accordé que,

Pour paiant les diz VIc. Mille Escus a Calais, & pour baillant les Ostages, a dessouz nommez, & delivrant au Roy d'Engleterre, dedenz les IV. Moys, a compter depuiz que le Roy de France sera venu a Calais, comme dit est, la Ville & les Forteresces de la Rochele, & les Chasteaux, Forteresces, & Villes de la Conte de Guynes, aveuc toutes les Appartenances & Appendances,

La Personne du dit Roy sera toute delivre de Prison, & pourra partir franchement de Calais, & venir en son povoir, senz aucun empeschement; mais il ne ne se pourra armer, ne ses Genz, contre le Roy d'Engleterre, jusques a tant qu'il ait accompli ce qu'il est tenu de faire par ce present Traittie: Et sont Ostages, tant Prisons pris a la Bataille de Poitiers, comme autres, qui demourront pour le Roy de France, ceuls qui s'ensuit; c'est assavoir,

Monsire Loys, Conte d'Anjou,
Monsire Jehan, Conte de Poitiers,
Le Duc d'Orliens,
Le Duc de Bourbon,
Le Conte de Bloys, ou son Frere,
Le Conte d'Alencon, ou Monsire Pierre d'Alencon, son Frere,
Le Conte de Saint Pol,
Le Conte de Harecourt,
Le Conte de Portien,
Le Conte de Valentinoys,
Le Conte de Breme,
Le Conte de Vaudemont;
Le Conte de Forez,
Le Viconte de Beaumont,
Le Sire de Couci,
Le Sire de Fienles,
Le Sire de Preaue,
Le Sire de Saint Venant,
Le Sire de Garentieres,
Le Dauphin d'Auvergne,
Le Sire de Hangest,
Le Sire de Montmorency,
Monsire Guillem de Craon,
Monsire Lovs de Harecourt,
Monsire Jehan de Ligny;

Ces sont les noms des Prisons, qui furent pris en la Bataille de Poitiers,

Monsire Phelippe de France,
Le Conte de Eu,

Et Superioritati & Homagio Ducatûs Britanniæ,

Superioritati & Homagio Comitatûs & Patriæ Flandriæ,

Et omnibus aliis Petitionibus, quas Rex Angliæ fecit, vel facere poterit, Regi Franciæ, pro quâcumque causâ quæ fuerit, ultra illud & illo excepto quod, per hunc præsentem Tractatum, debet remanere & tradi dicto Regi Angliæ & Hæredibus suis.

Et transferent, cedent, & dimittent unus Rex alteri, inperpetuum, totum Jus quod quilibet eorum potest habere in omnibus, quæ, per hunc præsentem Tractatum, debent remanere & tradi cuilibet eorum, & de tempore & loco, ubi & quando dicta Renunciationes fient, loquentur & ordinabunt duo Reges simul Calesii.

13. ITEM, *Concordatum est; ad finem quòd iste præsens Tractatus possit breviùs compleri, quod Rex Angliæ faciet duci Regem Franciæ Calesii, infra tres Septimanas post Festum Sancti Johannis Baptistæ, proximò futurum, (cessante omni justo impedimento) Expensis Regis Angliæ; exceptis Expensis Hospitii Regis Franciæ.*

14. ITEM, *Concordatum est, quòd Rex Franciæ solvet Regi Angliæ Tres Miliones Scutorum Auri; quorum duo valebunt unum nobile Monetæ Anglicanæ,*

Et solventur dicto Regi Angliæ, vel Deputatis suis, sexcenta Milia Scutorum Calesii, infra quatuor Menses, computandos postquam Rex Franciæ venerit Calesii.

Et, infra Annum, extunc proximò sequentem, solventur quadringenta Milia Scutorum, talium sicut superiùs, in Civitate Londoniæ in Anglia:

Et ex tunc, quolibet Anno proximò sequenti, quadringenta Milia Scutorum, talium sicut ante, in Civitate prædictâ usque dictæ tres Miliones fuerint persolutæ.

15. ITEM, *est Concordatum quòd,*

Solutis dictis quadringentis Milibus Scutorum Calesii, & traditis Obsidibus, hic inferiùs nominatis, & liberatis Regi Angliæ, infra quatuor Menses, computandos postquam Rex Franciæ venerit Calesii, sicut dictum est, Villâ & Fortalitiis de Rupella, Castris, Fortalitiis, & Villis Comitatûs de Gynes, cum suis Pertinentiis & Dependentiis universis,

Persona dicti Regis de toto liberabitur de Carcere, & poterit transire liberè de Calesio, & venire in suam potentiam, absque aliquo impedimento; sed ipse non poterit armare se, nec Gentes suas, contra Regem Angliæ, donec compleverit illud quod tenetur facere per hunc præsentem Tractatum: & sunt Obsides, tàm Prisonarii capti in Bello Pictavensi, quàm alii, qui remanebunt pro Rege Franciæ, illi qui sequuntur; videlicet,

Dominus Lodowicus, Comes Andegaviæ,
Dominus Johannes, Comes Pictavensis,
Dux Aurelianensis,
Dux Burboniæ,
Comes de Bloys, vel Frater suus,
Comes de Alencon, vel Dominus Petrus de Alencon, Frater suus,
Comes Sancti Pauli,
Comes de Harecourt,
Comes de Portien,
Comes de Valentinois,
Comes de Breme,
Comes de Vaudemoo,
Comes Forestarum,
Vicecomes de Bellomonte,
Dominus de Couciaco,
Dominus de Fienles,
Dominus de Pratis,
Dominus de Saint Venant,
Dominus de Garentiers,
Delphinus Alvernensis,
Dominus de Hangest,
Dominus de Montmorenci,
Dominus Willielmus de Craon,
Dominus Lodowicus de Harecourt;
Dominus Johannes de Ligny;

Hæc sunt nomina Prisonariorum, qui fuerunt capti in Bello Pictavensi,

Philippus Franciæ,
Comes Ewe,

ANNO 1360.

Le Conte de Longueville,
Le Conte de Pontieu,
Le Conte de Tancarville,
Le Conte de Joigny,
Le Conte de Sancenrre,
Le Conte de Donmartin,
Le Conte de Ventadour,
Le Conte de Salebrnche,
Le Conte de Ancenrres,
Le Conte de Vendosme,
Le Sire de Craon,
Le Sire de Derval,
Le Mareschal de Deneham,
Le Sire d'Aubigny.

16. ITEM, est Accorde que les diz seze Prisons, qui vendront demourrer, en Hostage, pour le Roy de France, comme dit est, seront parmi ci delivres de leurs Prisons, sent paier aucune Raencon pour le temps passé, se il n'out esté a Acort de certaine Raencon par Convenences, faites par avant le tiers jour de May darrein passe; &, se aucunes d'euls est hors d'Engleterre, & ne se rent a Calais, en Ostage, dedenz le premier Moys apres les dittes III. Sepmaines de la Saint Jehan (cessant juste empeschement) il ne sera paz quitte de la Prison, mais sera contrains, par le Roy de France, a retourner en Engleterre, comme Prisonnier, ou a paier la Peine, par luy promise, & encourue, par deffaut de son retour.

17. ITEM est Accorde que, en lieu des diz Ostages, qui ne vendront a Calays, ou qui demourront, ou se departiront sent Congie hors du povoir du Roy d'Engleterre, le Roy de France sera tenu de en bailler d'autres, de samblable estat, au pluspres qu'il pourra estre fait, dedenz IV. Moys, prochein apres que le Baillif d'Amiens, ou le Maire de Saint Omer, en sera sur ce par Lettres du dit Roy d'Angleterre certeifie : & pourra le Roy de France, a son departir de Calais, amenet, en sa Compaignie, x. des Ostages, tels comme les deux Roys accorderont; & souffira que, du nombre de XL. dessus diz, en demeure jusques au nombre de XXX.

18. ITEM, est Accordé que le Roy de France, dedens III. Moys apres ce qu'il sera parti de Calais, rendra a Calais, en Ostage, IV. Personnes de Paris, & II. Personnes de chaseune des Villes, dont les noms s'ensuist; c'est asçavoir,

De Saint Omer,
Arras,
Amiens,
Beauvez,
Lisle,
Douay,
Tournay,
Reims,
Chaalons,
Troyes,
Chartres,
Thoulous,
Lion,
Orliens,
Compiegne,
Rovan,
Caen,
Tours,
Bourges,

Plus souffisanz des dittes Villes, pour l'acomplissement de ce present Traittie.

19. ITEM, est Accordé que le Roy de France sera amene d'Angleterre a Calais, & demorra a Calais par IV. Mois apres sa venue; mais il ne paiera riens, du premier Moys, pour cause de sa Garde, &, pour chascun des autres Moys ensuis, qu'il demourra a Calais, par deffaut de lui ou de ses Gens, il paiera, pour ses Gardes, X. Mil Roiauls, tels comme il courent ad present en France, avant son partir de Calais; & ainsi au suer du temps, qu'il y demourra.

20. ITEM, est Accordé qu', au plustost que faire se pourra, dedens l'An prochein apres ce que le Roy de France sera parti de Calais, Monsire Jehan Conte de Montfort, aura la Conté de Montfort, aveuc toutes ses Appertenances, en faisant Hommage Lige au Roy de France, & Devoir, & Service en tous caz, tels comme bon & loial Vassal Lige doit faire a son Seigneur Lige, à cause de la ditte Conte; & aussi si feront renduz ses autres Heritages, qui ne sont mie de

la

Comes de Longavilla,
Comes de Pontieu,
Comes de Tankervilla,
Comes de Joygny,
Comes de Sancere,
Comes de Dommartyn,
Comes de Ventadour,
Comes de Salubrue,
Comes de Danceurs,
Comes de Vandome,
Dominus de Craon,
Dominus de Derval,
Marescallus de Denham,
Dominus d'Aubigny.

16. ITEM, *Concordatum est, quòd dicti sexdecim Prisonarii, qui venient remanere, ut Obsides, pro Rege Franciæ, sicut dictum est, erunt per hoc liberati de Carceribus suis, sine solutione alicujus Redemptionis pro tempore præterito, si illi non fuerint concordati de certa Redemptione per Conventiones, factas ante tertium diem Maii ultimò præteritum; &, si aliquis illorum est extra Angliam, & se non reddat Calesii, ut Obses, infra primum Mensem post dictas tres Septimanas Sancti Johannis (cessante justo impedimento) ipse non erit quietus de carceribus, sed erit compulsus, per Regem Franciæ, ad revertendum in Angliam, sicut Prisonarius, vel ad solvendum Pœnam, per ipsum promissam, & incursam, propterea quod non revertatur.*

17. ITEM, *Concordatum est quòd, loco Obsidum dictorum, qui non venerint Calesii, vel qui morantur, aut recedant sine licentia extra potestatem Regis Angliæ, Rex Franciæ tenebitur ad tradendum alios, similis status, quàm citiùs quo fieri poterit, infra quatuor Menses proximos, postquam Baillivus Ambiani, vel Major Sancti Audomari, fuerit super hoc, per Literas dicti Regis Angliæ, certificatus: Et poterit Rex Franciæ, in suo recessu de Calesio, adducere, in sua Comitiva, decem de Obsidibus, tales sicut duo Reges concordabunt; & sufficiet quòd, de numero quadraginta supradictorum, remaneant usque ad numerum triginta.*

18. ITEM, *est Concordatum quòd Rex Franciæ, infra tres menses postquam recesserit de Calesio, reddet Calesii, ut Obsides, quatuor Personas Villæ Parisiensis, & duas Personas de singulis Villis, quarum nomina sequuntur; viz.*

De Sancto Audomaro,
Atrabato,
Ambianis,
Beauves,
Lille,
Dovay,
Tornaco,
Remis,
Chaalanis,
Trecis,
Carnoto,
Tholosi,
Lugduno,
Aurelianis,
Compiegny,
Rothomago,
Cadomo,
Thuronis,
Et Bituria,

Maximè sufficientes de dictis Villis, pro completione hujus præsentis Tractatûs.

19. ITEM, *Concordatum est quod Rex Franciæ erit ductus de Anglia ad Calesium, & morabitur Calesii per quatuor Menses post suum adventum; sed nihil solvet, primo Mense, causa suæ Custodiæ; &, singulis aliis Mensibus, quibus morabitur Calesii, propter defectum suum vel Gentium suarum, ipse solvet, pro sua Custodia, Decem Milia Regalia, talia sicut currunt ad præsens in Francia, ante suum recessum de Calesia; & sic pro rata temporis, quod ipse ibidem morabitur.*

20. ITEM, *Concordatum est quòd, citiùs quo fieri poterit, infra Annum proximum postquam Rex Franciæ recesserit de Calesio, Johannes Comes de Montefortí, habebit Comitatum de Montefortí, cum omnibus suis Pertinentiis, faciendo inde Homagium Ligeum Regi Franciæ, & Deveria, & Servitia, in omnibus casibus, talia sicut bonus & fidelis Vassalus Ligeus debet facere Domino suo Ligeo, causa Comitatûs prædicti; & etiam restituentur sibi aliæ Hæreditates, quæ non sunt de*

Duca-

ANNO 1360.

la Duchié de Bretaigne, en faisant Hommage ou autre Devoir qui appertendra

Et, s'il veut aucune chose demander, en aucune des Heritages, qui sont de la ditte Duchie, hors du Paiis de Bretaigne, bonne & brief raison li sera faite par la Court de France.

21. ITEM, que sur la Question, du Demaine de la Duchie de Bretaigne, qu'est entre le dit Monsire Jehan de Montfort d'une part, & Monsire Charles de Bloys d'autre part, accorde est que les II. Roys, appeles pardevant euls, ou leurs Deputez, les Parties principauls, de Bloys & de Montfort, par euls, ou par leur Deputez especiauls, s'enfourmeront du Droit des Parties; & s'enforceront de mettre les Parties a accort, sur tout ce qu'est en debat entre euls, au plustost qu'il pourront.

Et, en cas que les ditz Roys, par eulx, ne par leurs Deputees, ne les pourrount accorder, dedans un An, prochein apres que le Roy de France serra arrivee a Calais, les Amis, d'une Partie & d'autre, s'enformeront diligeaument des Droits des Parties, par manere qui dessus est dit, & s'afforceront de mettre les dites Parties a Accord, au mielx que faire se purra, a plus tost q'ils pourront,

Et, se ilz ne les povent mettre a Accort, dedenz demi An, adonc prochein ensuivant, ils rapporteront aus diz II. Roys, ou a leurs Deputez, tout ce qu'il auront trouve sur le Droit des dittes Parties, & sur quoy le debat demourra entre les dites Parties; & adonc les II. Roys, par euls, ou par leurs Deputez especiaulz, au plustost qu'il pourront, mettront les dittes Parties a accort, ou diront leur final avis sur le Droit de l'une Partie & de l'autre, & ce sera execute par les II. Roys.

Et, en cas qu'il ne le pourroient faire, dedenz demi An prochein ensuit, adonques les II. Parties principauls, de Bloys & de Montfort, feront ce que mieulx leur sambsera; & les Amis d'une Partie & d'autre aideront quelque part qu'il leur plaira, sanz empeschement des diz Roys, & senz avoir en aucun temps dommage, blasme, ne reproche, par aucun des diz Roys, pour la cause dessus ditte.

Et, se ainsi estoit que l'une desdittes Parties ne vausist comparoir souffisaument devant les diz Roys, ou leurs diz Deputez, ou temps qu'il y sera establi,

Et aussi en cas que les diz Roys, ou leurs Deputez, auroient ordene, ou declarie, que les dittes Parties fussent a Accort, ou qu'il auroient dit leur aviz pour le Droit d'une Partie, & aucune des dittes Parties ne se voldroit accorder ad ce, ne obeir a la ditte Declaration,

Adonques les II. diz Roys seront encontre lui de tout leur povoir, & en aide de l'autre qui se voldroit acorder & obeir; mais, en nul caz les II. Roys, par leur propres Personnes, ne par autres, ne pourront faire ne entreprendre Guerre, l'une a l'autre, pour la cause devant ditte,

Et touz jours demourra la Souvereinte & l'Omage de la ditte Duchie au Roy de France.

22. ITEM, que toutes les Terres, Paiis, Villes, Chasteaux, & autres Lieux, baillees aus diz Roys, seront en telles Libertes & Franchises, comme elles sont ad present, & seront confermees par les diz Seigneurs Roys, ou par leur Successeurs, & par chascun d'euls, toute fois qu'il en seront sur ce requis, se contraires n'estoient a cest present Accort.

23. ITEM, que le diz Roy de France rendra, & fera rendre & establir de fait, a Monsire Phelip de Navarre, & a touz ses Adherenz en appert, au plustost que l'en pourra, senz mal engin, &, au plustart, dedenz un An prochein, apres que le Roy de France sera parti de Calais, toutes les Villes, Chasteaux, Forteresces, Seignouries, Droiz, Rentes, Profiz, Jurisdictions, & Lieux queleonques, que le dit Monsire Phelip, tant pour cause de lui, come pour cause de sa Femme, ou ses diz Adherenz, tindrent, ou devoient tenir ou Royaume de France, & ne leur sera jamais le dit Roy reproche, domage, ne empeschement, pour aucunes chuses, faites avant ces heures; & leur pardunera toutes offenses & mesprises, du temps passé, pour cause de la Guerre; & sur ce auront ses Lettres, bonnes & souffisanz; si que le dit Monsire Phelip & ses avant diz Adherenz retournent en son Hommage, & li soient bons & loiauls Vassauls, & il facent ses Devoirs.

24. ITEM, est Accordé que le Roy d'Angleterre pourra donner, c'este fois tant seulement, a qui qui lui plaira, en Heritage toutes les Terres & Heritages, qui furent de feu Monsire Godefroy de Harecourt, a tenir du

Ducatu de Britannia, faciendo indè Homagium aut aliud Deverium quod pertinebit.

Et, si aliquid velit petere, in aliquibus Hæreditatum, quæ sunt de dicto Ducatu, extra Patriam Britanniæ, bona & celeris Justitia sibi fiet per Curiam Franciæ.

21. ITEM, *quòd super Quæstione, de Dominio Ducatûs Britanniæ, quæ est inter dictum Johannem de Monteforti ex una parte, & Carolum de Bloys ex alia parte, concordatum est quòd Duo Reges, vocatis coram eis, vel Deputatis suis, Partibus principalibus, de Bloys & de Monteforti, per eos, vel eorum Deputatos speciales, se informabunt de Jure Partium; & nitentur ponere Partes in Concordia, super omni illo quod est in litigio inter illos, citiùs quo poterint.*

Et, in casu quo dicti Reges, per semet, vel per suos Deputatos, non potuerunt illos ponere in Concordiâ, infra unum Annum, postquam Rex Franciæ applicuerit Calesii, Amici, unius Partis & alterius, diligenter informabunt se de Jure Partium, per modum supradictum, & interponent vires suas ad ponendum Partes prædictas in concordia, meliùs quo fieri poterit, quantociùs poterunt.

Et, si ipsi non potuerunt illas ponere in Concordia, infra medium Annum, extunc proximo sequentem, ipsi reportabunt dictis duobus Regibus, vel eorum Deputatis, totum illud quod invenerint super Jure dictarum Partium; & de quo Discordia remanebit inter dictas Partes; & tunc dicti duo Reges per se, vel per eorum Deputatos speciales, citiùs quo poterint, ponent dictas Partes in Concordia, vel dicent suum Avisamentum finale super Jure unius Partis & alterius, & illud mandabitur executioni per ipsos duos Reges.

Et, in casu quo illi hoc non possunt facere, infra medium Annum proximo indè sequentem, tunc ambo Partes principales, de Bloys & de Monteforti, facient illud quod melius eis videbitur; & Amici unius Partis & alterius juvabunt quamcumque Partem, quam sibi placuerit, absque impedimento dictorum Regum, & absque dampno, culpâ, vel reprehensione, per aliquem ipsorum dictorum Regum, aliquo tempore habendis, ex causa supradicta.

Et, si ita fuerit quòd una dictarum Partium nollet comparere sufficienter coram dictis Regibus, vel eorum Deputatis, statuendo tempore,

Et etiam in casu quòd dicti Reges, vel Deputati sui, ordinarent, vel statuerent, vel declararent, quòd Partes prædictæ forent in Concordia, vel quòd dixerent dictum suum Avisamentum pro Jure unius Partis, & aliqua ex dictis Partibus nollet ad hoc concordare, nec parere dictæ Declarationi,

Tunc dicti duo Reges erunt contra illam cum tota sua potentia, & in adjutorium alterius quæ vellet concordare & obedire; sed, in nullo casu, dicti Reges, in propriis Personis, nec per alios, possint facere nec suscipere Bellum, unus contra alterum, ex causa antedicta,

Et semper remanebit Superioritas & Homagium dicti Ducatûs Regi Franciæ.

22. ITEM, *quòd omnia, Terræ, Patriæ, Villæ, Castra, & alia Loca, tradita dictis Regibus, erunt in talibus Libertatibus & Franchesiis, sicut sunt in præsenti; & erunt confirmatæ per dictos duos Reges, vel per suos Successores, & per quemlibet eorum, quandocumque indè fuerint requisiti, si non sint contrariæ huic Tractatui.*

23. ITEM, *quòd dictus Rex Franciæ reddet, & reddi faciet & confirmari de facto, Domino Philippo de Navarra, & omnibus suis Adhærentibus in publico, citius quo fieri poterit, sine dolo malo, &, ad ultimum, infra unum Annum proximum, postquam Rex Franciæ recesserit de Calesio, omnia Villas, Castra, Fortalitia, Dominia, Jura, Redditus, Proficua, Jurisdictiones, & Loca quæcumque dictus Philippus, tam causâ sui, quam causâ Uxoris suæ, vel dicti Adhærentes tenent, vel debent tenere in Regno Franciæ, nec eis unquam faciet dictus Rex vituperium, dampnum, vel impedimentum, pro quibuscumque antehac factis; & ipsis condonabit omnes Offensas & Misprisiones, de tempore præterito, occasione Guerræ; & super hoc habebunt Literas suas bonas & sufficientes; ita quod dictus Dominus Philippus & dicti Adhærentes sibi revertantur in suum Homagium, & sint sibi boni & fideles Vassalli, & sibi faciant Deveria sua.*

24. ITEM, *Concordatum est quòd Rex Angliæ poterit donare, hac vice solummodo, in Hæreditatem, cuicumque sibi placuerit, omnes Terras & Hæreditates, quæ fuerunt quondam Domini Godefridi de Harecourt, ad*

ANNO 1360.

du Duc de Normandie, ou d'autre Seigneur, de qu'elles doivent estre tenues par raison, pariny les Hommages & Services, anciennement accoustumez.

25 ITEM, est Accordé que nul Homme, ne Paiis, qu' ait elle en l'obeissance d'une Partie, & vendra par c'est Accort a l'obeissance de l'autre Partie, ne soit empeschie pour chose faite oo temps passé.

26. ITEM, est Accordé que les Terres des Banniz & Adherenz, de l'une Partie & de l'autre, & aussi des Eglises, d'une Roialme & de l'autre, & que touz ceulz qui sont desheritez ou ostes de leurs Terres ou Heritages, ou charges d'aucune Pention, Taille, ou Redevance, ou autrement grevez, en quelque maniere que ce soit, pour cause de ceste Guerre, soient restituez entierement en meisme le Droit & possession, qu'il eurent devant la Guerre commencié:

Et que toutes manieres de Fourfaireures, Trespaz, & Mesprisons, faiz par euls, ou aucun d'euls, en moien temps, soient du tout pardonnez:

Et que les choses soient faires au plustost que l'en pourra bonnement, &, au plustart, dedenz un An, prochein apres ce que le Roy sera partiz de Calais;

Excepte ce qu'est dit en l'Article de Calais, de Merch, & des autres Lieux, nommez ou dit Article:

Excepte aussi le Viscoute de Froussac, & Monsire Jehan de Galard; le quels ne seront paz comprinz en c'est Article, mais demourront leurs Biens & Heritages en l'estat, qu'il estoient par avant cest present Traittie.

27. ITEM, est Accorde que le Roy de France delivrera au Roy d'Angleterre, au plustost qu'il pourra bonnement, & donra, &, au plustart, dedenz la Feste Saint Michiel, prochain venant, en un An, apres son partir de Calais, toutes les Citez, Villes, Paiis, & autres Lieux dessus nommez, qui par ce present Traittie doivent estre baillées au Roy d'Angleterre.

28. ITEM, est Accordé que,

En baillant au Roy d'Angleterre, ou a autre pour luy par especial Depute, les Villes & Forteresces, & toute la Conte de Pontieu,

Les Villes & Forteresces, & toute la Conte de Moutfort,

La Cite & le Chastel de Xainctes;

Les Chasteaux, Villes, & Forteresces, & tout ce, que le Roy tient en Demaine, ou Paiis de Xainctonge, deça & dela Charentre,

Et la Cite d'Engolesme, & les Chasteaulx, Forteresces, & Villes, que le Roy de France tient en Demaine, en Paiis d'Engolesmois,

Aveuc Lettres & Mandemenz des Delaissemenz des Fiez, & Hommages,

Le Roy d'Angleterre, a ses propres couz & fraiz, delivrera toutes les Forteresces, prisez & occupeez par Lui, par ses Subgiez, Adherenz, & Aliez, es Paiis de France, & de Toureine, d'Anjou, de Maine, de Berri, d'Auvergne, de Bourgoigne, & de Champaignie, de Picardie, & de Normandie, & de toutes les autres Parties, Terres, & Lieux du Royaume de France; Excepte celles du Duchie de Bretaigue, & des Paiis & Terres qui, par ce present Traittie, doivent appartenir & demourer au Roy d'Angleterre.

29. ITEM, est Accordé que le Roy de France fera bailler & delivrer ao dit Roy d'Angleterre, ou a ses Hoirs, ou Deputez, toutes les Villes, Chasteaulz, Forteresces, & autres Terres, Paiis, & Lieux avant nommez, aveuc leurs Appartenences, aus propres frais & coux du dit Roy de France.

Et aussi que, se il y avoit aucuns Rebelles, ou Desobeissantes, de rendre, bailler, ou restituer au dit Roy d'Angleterre aucunes Citees, Villez, Chasteaux, Pais, Lieux, ou Forteresces; qai par ce present Traittie li doivent appartenir, le Roy de France sera tenu de les faire delivrer au Roi d'Angleterre, a ses despenz.

Et, samblablement, le Roy d'Angleterre sera delivrer, a ses despenz, les Forteresces, qui, par ce present Traittie, doivent appartenir au Roy de France.

Et seront tenuz les diz Roys, & leur Genz, a euls entraidier, quant ad ce requiz en seront, aus Gages de la Partie qui le requerra; qui seront,

D'un Flourin, de Flourence, par Jour, pour Chivalier,

Et demy Flourin pour Eschier,

Et pour les autres au Feor,

Et, du foorplus des doubles Gages, est accordé que, se les diz Gages sont trop petiz, en regart au marchie des vivrez en Paiis, il en sera a l'ordenance de IV. Chivaliers, pour ce esleuz; c'est asçavoir, II. d'une Partie, & II d'autre.

30. ITEM,

ad tenendum de Duce Normanniæ, vel de alio Domino, de quo illæ deberent teneri de Jure, per Homagia & Servitia, antiquitùs consueta.

25. ITEM, *Concordatum est quòd nullus Homo vel Patria, qui fuit de obedientia unius Partis, & per istam Concordiam veniet ad obedientiam alterius Partis, erit impeditus pro re factâ tempore retroacto.*

26. ITEM, *Concordatum est quòd Terra Bannitorum & Adhærentium, unius Partis & alterius, & etiam Ecclesiarum, unius Regni & alterius, &, quod omnes illi, qui sunt exhæreditati aut detrusi a Terris suis vel Hæreditatibus, vel sint onerati aliquâ Pensione, Vectigale, Debito, aut aliter gravati qualitercumque, causâ istius Guerræ, restituantur integrè in eisdem Jure & Possessione, quæ habuerunt ante Guerram inceptam;*

Et quòd omnimoda, Forisfacturæ, Delicta, & Misprisiones, facta per eos, vel per eorum aliquem, medio tempore, sint ex toto remissa:

Et quod ista fiant citiùs quo poterit bono modo, & ad ultimum, infra unum Annum, proximum postquam Rex recedet de Calesio;

Excepto eo quod dictum est in Articulo de Calesio, & de Merk, & de cæteris Locis, nominatis in Articulo prædicto:

Exceptis etiam Vicecomite de Fronssaco & Johanne de Galard; qui non comprehendentur in isto Articulo, sed remanebunt sua Bona & Hæreditates in statu, quo fuerunt ante præsentem Tractatum.

27. ITEM, *Concordatum est quòd Rex Franciæ liberabit Regi Angliæ, citiùs quo commodè poterit, &, ad ultimum, citra Festum Sancti Michaelis, proximò venturum, in Annum, post suum recessum de Calesio, omnia Civitates, Villas, Patrias, & Loca alia supranominata, quæ, per hunc Tractatum præsentem, debent tradi Regi Angliæ.*

28. ITEM, *Concordatum est quod,*

Traditis Regi Angliæ, vel alteri propter ipsum specialiter Deputato, Villis, & Fortalitiis, & toto Comitatu de Ponsieu,

Villis, Fortalitiis, & toto Comitatu de Monteforti,

Civitate & Castro de Xanctonis,

Castris, Villis, & Fortalitiis, & omni illo quod Rex tenet in Dominio, in Patria Xanctonensi, citra & ultra Carentam,

Civitate Engolismensi, & Castris, Fortalitiis, & Villis, quæ Rex Franciæ tenet in Dominio, in Patria Engolismensi,

Cum Literis & Mandatis Relaxationum Feodorum, & Homagiorum,

Rex Angliæ, suis propriis sumptibus & impensis, liberabit omnia Fortalitia, capta & occupata per Ipsum, suos Subditos, Adhærentes, & Alligatos, in Partibus Franciæ, Turoniæ, Andegaviæ, de Mayne, Bituriæ, Alverniæ, Burgundiæ, & Campaniæ, Picardiæ & Normanniæ, & in omnibus aliis Partibus, Terris, & Locis Regni Franciæ; exceptis illis Ducatûs Britaniæ, & Patriis & Terris quæ, per hanc præsentem Tractatum, debent ad Regem Angliæ pertinere & remanere.

29. ITEM, *Concordatum est quod Rex Franciæ faciet tradi & liberari dicto Regi Angliæ, aut Hæredibus, vel Deputatis suis, omnia Villas, Castra, Fortalitia, & Loca supranominata, cum suis Pertinentiis, propriis sumptibus & expensis Regis Franciæ.*

Et etiam quod, si ibi sint aliqui Rebelles, vel Inobedientes, ad reddendum, tradendum, & restituendum dicto Regi Angliæ aliqua Civitates, Villas, Castra, Patrias, Loca, vel Fortalitia, quæ, per hunc præsentem Tractatum, sibi debent pertinere, Rex Franciæ tenebitur illa facere liberari Regi Angliæ suis expensis.

Et, consimiliter, Rex Angliæ faciet liberari, suis expensis, Fortalitia quæ, per ipsum Tractatum, debent pertinere Regi Franciæ.

Et tenebantur dicti Reges, & Gentes suæ, sibi invicem opitulari, cum ad hoc requisiti fuerint, Vadiis Partis illius quæ id requiret; quæ erant,

Unius Florenæ de Florentia, per Diem, pro Milite,

Et dimidiæ Florena pro Armigero,

Et pro aliis juxta Ratam,

Et, de residuo duplicium Vadiorum, concordatum est quod, si Vadia prædicta sint nimis parva, habito respectu ad forum victualium in Patria, stabitur ordinationi quatuor Militum, ad hoc electorum (videlicet) duorum ex Parte unâ, & duorum ex alterâ.

30. ITEM,

ANNO 1360.

30. ITEM, est Accordé que tous les Arcevesques, Evesques, & autres Prelaz de Sainte Eglise, a cause de leur Temporalite, feront Subgiez de celi des II. Roys, souz qu'il tendront leur Temporalite; &, se il ont Temporalite souz touz les II. Roys, il feroit Subgiez de chascun des II. Roys pour leur Temporalite, qu'il tendront soubz chascun d'iceuls.

31. ITEM, est Accordé que bonnes Aliances, Amitiez, & Confederations soient faites entre les II. Roys de France & d'Angleterre, & leurs Royaumes, en gardant l'Onneur & la Conscience de l'un Roy & de l'autre, non obstant quelconques Confederations qu'il aient, deçà & delà, aveuc quelconque Personnes, soient d'Escoce, de Flandres, ou d'autres Païs quelconques.

32. ITEM, Accordé est que le dit Roy de France, & son Ainsné Filz, le Regent, pour eulz & pour leurs Hoirs, Roys de France, si avant comme il pourra estre fait, se delairont & departiront du tout des Aliances, qu'il ont aveuc les Escoz: & prometteront, si avant comme faire se pourra, que jamais eulz, ne leurs Hoirs, ne les Roys de France, qui pour le temps seront, ne donront, ne feront, au Roy, ne au Royaume d'Escoce, ne aus Subgiez d'icelui, presens & a venir, Aide, Confort, ne Faveur contre le dit Roy d'Angleterre, ne contre ses Hoirs, ne Successeurs, ne contre son Royaume, ne contre ses Subgiez, en quelconque maniere; & qu'il ne feront autres Aliances aveuc les diz Escoz, en aucun temps à venir, encontre les diz Roy & Royaume d'Angleterre.

Et, samblablement, si avant comme faire se pourra, le Roy d'Angleterre, & son Ainsne Filz, se delairont & departiront des Aliances, qu'il ont aveuc les Flamenz: & prometteront qu'eulz, ne leurs Hoirs, ne les Roys d'Angleterre qui pour le temps feront, ne donront, ne feront, aus Flamenz, presens ou a venir, Aide, Confort, ou Faveur contre le Roy de France, ses Hoirs, & Successeurs, ne contre son Royaume, ne contre ses Subgiez, en quelque maniere; & qu'il ne feront autres Aliances aveuc les Flamenz, en aucun temps a venir, contre les Roys & Royaume de France.

33. ITEM, Accordé est que les Collations & Provisions, faites d'une partie & d'autre, des Benefices, vacanz tant comme la Guerre a dure, tiegnent & soient valables, & que les Frucz, Yssuez, & Revenuez, recevez & levees de quelconques Benefices, & autres choses quelconques, es diz Royaumes de France & d'Angleterre, par l'une Partie & par l'autre, durant les dittes Guerres, soient quittes d'une Partie & d'autre.

34. ITEM, que les Roys dessus diz seront tenus de faire confermer toutes les choses dessus dites par nôtre Saint Pere, le Pape, & feront vallees par Seremenz, & Sentences, & Censures de Court de Rome, & tous les autres Lieux, en la plusfort maniere que faire se pourra.

Et seront empetrées Dispensations, & Absolutions, & Lettres de la ditte Court de Rome, touchanz la perfection & complissement de ce present Traittie, & seront bailles aus Parties, au plus tart, dedenz les III. Sepmaines apres ce que le Roy sera arrives a Calais.

35. ITEM, que touz les Subgiez des diz Roys, qui voidront estudier es Estudes & Universites des Royaumes de France & d'Angleterre, joyront des Privileges & Libertez des dittes Estudes & Universites, tout aussi comme il povoient faire avant ces presentes Guerres, & comme il font ad present.

36. ITEM, a fin que les choses dessus dittes, traittees & parlees, soient plus fermes, stablez, & valables, feront faites & donnees les Fermetez qui s'ensuivent; c'est asçavoir,

Lettres seelices de Seaus des diz Roys, & des Ainsnez Filz d'iceuls, les meillonrs qu'il pourront faire & ordener par les Conseils des diz Roys,

Et jureront les diz Roys, & leurs Enfanz Ainsnez, & autres Enfanz, & aussi les autres des Linages des diz Seigneurs, & autres Granz des Royaumes, jusques au nombre de XX. de chascune Partie qu'il tendront, & aideront a tenir, pour tant comme a chascune d'eulz touche, les dittes choses traittees & accordees, & accompliront, senz jamais venir au contraire, senz fraude, & senz mal engin, & senz faire nul empeschement.

Et se il avoit aucun, du dit Royaume de France, ou du Royaume d'Angleterre, qui feussent Rebelles, ou ne vausissent accorder les choses dessusdittes, les II. Roys feront tout leur povoir de Corps, de Biens,

&

30. ITEM, *Concordatum est quòd omnes Archiepiscopi, Episcopi, & alii Ecclesiarum Prælati, occasione suorum Temporalium, erunt Subditi illi ex duobus Regibus, sub quo tenebunt sua Temporalia; &, si habeant Temporalia sub utroque Rege, erunt Subditi utriusque duorum Regum pro Temporalibus suis, quæ ipsi tenebunt sub quolibet eorum.*

31. ITEM, *Concordatum est quòd perennes Alligantiæ, Amicitiæ, & Confœderationes, fiant inter duos Reges Franciæ & Angliæ & sua Regna, conservando Honorem & Conscientiam unius Regis & alterius, non obstantibus quibuscumque Confœderationibus quas habent, utrinque, cum quibuscumque Personis, sive sint de Scotia, de Flandria, vel de alia Patria quacumque.*

32. ITEM, *Concordatum est quòd Rex Franciæ, & suus Primogenitus, Regens, pro Ipsis & pro Hæredibus suis, Regibus Franciæ, in quantum fieri potest, dimittent & recedent in toto de Alligantiis, quas habent cum Scotis: & promittent, in quantum fieri potest, quod nunquam illi, vel Hæredes sui, nec Reges Franciæ, qui pro tempore erunt, dabunt vel ferent Regi, nec Regno Scotiæ, nec Subditis ejusdem, præsentibus vel futuris, Auxilium, Consolamen, vel Favorem contra dictum Regem Angliæ, nec contra Hæredes & Successores suos, nec contra suum Regnum, vel Subditos suos, quocumque modo; & quod ipsi non facient alias Alligantias cum dictis Scotis, in futurum, contra dictum Regem & Regnum Angliæ.*

Et, consimiliter, in quantum fieri poterit, Rex Angliæ, & suus Primogenitus, se dimittent & recedent de Alligantiis, quas habent cum Flamengis: & promittent quod ipsi, nec Hæredes sui, nec Reges Angliæ qui pro tempore erunt, dabunt vel ferent Flamengis, præsentibus vel futuris, auxilium, consolamen, vel favorem contra Regem Franciæ, Hæredes, vel Successores suos, nec contra suum Regnum, vel Subditos suos quocunque modo; & quòd ipsi non facient alias Alligantias cum Flamengis, in futurum, contra Reges & Regnum Franciæ.

33. ITEM, *quod Collationes & Provisiones factæ ex una parte & altera, de Beneficiis vacantibus quamdiu Guerra duravit, teneant & sint validæ; & quod fructus, exitus, & obventiones, recepti & levati de quibuscumque Beneficiis, & de aliis temporalibus quibuscumque, in dictis Regnis Franciæ & Angliæ, per unam Partem & per alteram, durantibus dictis Guerris, sint quittati ex una Parte & altera.*

34. ITEM, *quod Reges supradicti tenebuntur facere confirmari omnia supradicta per nostrum Sanctum Patrem, Papam, & erunt vallata per Juramenta, & Sententias, & Censuras Curiæ Romanæ, & omnia alia ligamenta, fortiori modo quo fieri poterit.*

Et erunt impetratæ Dispensationes, Absolutiones, & Literæ a dicta Curia Romana, tangentes perfectionem & completionem hujus præsentis Tractatûs, & erunt traditæ Partibus, ad ultimum, infra tres Septimanas postquam Rex applicuerit Calesii.

35. ITEM, *quod omnes Subditi dictorum Regum, qui voluerunt studere in Musæis & Universitatibus Regnorum Franciæ & Angliæ, gaudebunt Privilegiis & Libertatibus dictorum Musæorum & Universitatum, omninò sicut potuerunt facere ante præsentes Guerras, & sicut faciunt ad præsens.*

36. ITEM, *ad finem quod supradicta tractata & prolоquuta sint firmiora & stabiliora, & validiora, erunt conditæ & traditæ Securitates quæ sequuntur; videlicet,*

Literæ sigillatæ Sigillis dictorum Regum, & Primogenitorum suorum, meliores quæ poterunt fieri & ordinari per Concilium dictorum Regum,

Et jurabunt dicti Reges, & eorum Primogeniti, & alii Filii, & alii etiam de Sanguine dictorum Dominorum, & alii Magnates Regnorum, usque ad numerum viginti ex qualibet parte, quod ipsi tenebunt, & juvabunt tenere, in quantum quemlibet eorum tanget, hæc dicta tractata & concordata, & complebunt, sine eo ut unquam venerint in contrarium, sine fraude & dolo malo, & sine eo quod fecerint aliquod impedimentum.

Et si fuerint aliqui, de dicto Regno Franciæ, vel de Regno Angliæ, qui forent Rebelles, vel nollent concordare ad prædicta, duo Reges facient totum suum posse, de Corpore, & de Bonis, & de Amicis, ad ponendum

dictos

ANNO 1360.

& d'Amis, de mettre les diz Rebelles en vraie obeissance, selon la fourme & teneur du dit Traittie.

Et, aveuc ce, se submetteront les diz Roys, & leurs Hoirs, & Royaumes, a la cohercion de nôtre Saint Pere le Pape, a fin qu'il puisse contraindre, par Sentences, Censures d'Eglises, & autres voyes deuez, celui qui sera Rebelle, selonc ce qu'il sera de raison.

Et, parmy les Fermetez & Seurtez dessus dittes, renonceront les diz Rois, & leurs Hoirs, par Foy & par Serement, a toutes Guerres & a touz Proces de fait.

Et, se par desobeissance, rebellion, ou puissance de aucuns Subgiez du Royaume de France, ou autre juste cause, le Roy de France, ou ses Hoirs, ne povoient acomplir toutes les choses dessus dittes, le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou aucun pour euls, ne feront, ou deveront faire Guerre contre le dit Roy de France, ses Hoirs, ne son Royaume; mais touz ensamble s'efforceront de mettre les diz Rebelles en vraie obeissance, & de accomplir les choses dessus dittes.

Et aussi, se aucuns, du Royaume & obeissance du Roy d'Angleterre, ne voloient rendre les Chasteaux, Villes, ou Forteresces, qu'il tiennent ou Royaume de France, & obeir au Traittie dessusdit, ou pour juste cause ne pourront acomplir ce qu'il doit fere par cest present Traittie, le Roy de France, ne ses Hoirs, ou aucun pour euls, ne feront point de Guerre au Roy d'Angleterre, ne a son Royaume, mais touz II. ensamble feront leur povoir de recouvrer les Chasteaux, Villes, & Forteresces dessusdittes, & que toute obeissance & accomplissement soient faiz es Traittiez dessus dittes.

Et seront aussi faites & donnees, d'une part & d'autre, selon la nature du fait, toutes manieres de Fermetez & Seurtez, que lon saura en pourra deviser, tant par le Pape, le College de la Court de Rome, comme autrement, pour tenir & garder parpetuelment la Paix, & toutes les choses par dessus accordées.

37. ITEM, est Accordé que, par ce present Traittie & Accort, touz autres Accorz, Traittiez, ou Prolocutions, se aucuns en y a faiz ou pourparlez ou temps passe, sont nulz, & de nulle valeur, & du tout mis a neant; & ne s'en pourront jamais aider les Parties, ne faire aucun reproche l'on contre l'autre, pour cause d'iceulz Traittiez ou Accorz, se aucuns en y avoit, comme dit est.

38. ITEM, que ce present Traittie sera approuve, jure, & conferme par les II. Roys a Calais, quant il y seront en leurs Personnes.

Et, depuiz que le Roy de France sera parti de Calais, & sera en son povoir, dedenz un Moys, procheinensuivant le dit departement, le dit Roy de France en fera Lettres confirmatoires, & autres necessaires Ouvertez, & les envoyera & delivrera, a Calais, au dit Roy d'Angleterre, ou a ses Deputez au dit lieu.

Et aussi le dit Roy d'Angleterre, en prenant les dittes Lettres confirmatoires, en baillera Lettres confirmatoires, pareilles a celles du dit Roy de France.

39. ITEM, est Accorde que nul des Roys ne procurera, ne fera procurer, par lui, ne par autre, que aucunes Nouveletez ou Griefs se facent par l'Eglise de Rome, ou par autres de Saint Eglise, quelconques il soient, contre ce present Traittie, sur aucun des diz Roys, leurs Coadjuteurs, Adherenz, ou Aliez, quelques il soient, ne sur leurs Terres, ne de leurs Subgiez, pour achaisson de la Guerre, ou pour autre cause, ne pour Services que le diz Coadjuteurs ou Alliez aient fait auz diz Roys, ou aucun d'iceulz, Et, se nôtre dit Saint Pere ou autre le vouloient faire, les II. Roys le destourberont, selonc ce qu'il pourront, bonnement, senz mal engin.

40. ITEM, des Ostages, qui seront bailles au Roy d'Angleterre a Calais, de la maniere & du temps de leur departement les II. Roys en ordeneront a Calais.

Toutes les quelles choses desus escriptes, & chascune d'icelle, furent faites, ordenees & accordeez par & en la presence,

De Reverent Pere en Dieu, nôtre Trescher & Feal Chancelier,

Jehan par la Grace de Dieu, Eslcu de Biauvez, Per de France,

Noz Amez & feaulx Conseilliers,

Maistre Estiene de Paris, Chanoine,

Pierre de la Charite, Chantre de l'Eglise de Paris,

Jehan de Angerent, Doien de Chartres,

Messire

dictos Rebelles in vera obedientia, secundum formam & tenorem Tractatûs prædicti,

Et, cum hoc, dicti Reges submittent se, & Hæredes & Regna sua cohercioni nostri Sancti Patris Papæ, ad finem quod ipse possit constringere, per Sententias & Censuras Ecclesiasticas, & alias vias debitas, illum qui fuerit Rebellis, secundum quod Justitia suadebit.

Et, mediantibus Firmitatibus & Securitatibus prædictis, renunciabunt dicti Reges & Hæredes sui, per fidem & Juramentum, omnibus Guerris & omnibus Processibus facti.

Et, si per inobedientiam, rebellionem, vel potentiam alicujus Subditi Regni Franciæ, vel per aliam justam causam, Rex Franciæ, vel Hæredes sui, non poterint complere omnia supradicta, Rex Angliæ, & Hæredes sui, vel aliqui pro eis, non facient, nec debent facere, Guerram contra dictum Regem Franciæ, suos Hæredes, vel Regnum suum; sed omnes simul se fortificabunt, ad ponendum dictos Rebelles in vera obedientia, & ad complendum supradicta.

Et, consimiliter, si aliqui, de Regno & obedientia Regis Angliæ, nollent restituere Castra, Villas, & Fortalitia, quæ tenent in Regno Franciæ, & obedire Tractatui supradicto, vel ex causa justa non posset compleri illud quod deberet fieri per præsentem Tractatum, Rex Franciæ, nec Hæredes sui, vel aliquis pro eis non facient Guerram Regi Angliæ, vel Regno suo; sed ambo facient suum posse ad recuperandum Castra, Villas, & Fortalitia supradicta, & quod omnis obedientia & complementum fient in Tractatibus supradictis.

Et erunt similiter factæ & traditæ, ex una parte & ex altera, secundum exigentiam facti, omnimodæ firmitates & securitates, quas sciverint vel poterint avisari, tam per Papam, & Collegium Romanæ Curiæ, quam aliter, ad tenendum & conservandum perpetuò Pacem, & omnia superiùs concordata.

37. ITEM, *Concordatum est, per hunc præsentem Tractatum & Concordiam, quod omnes aliæ Concordiæ, Tractatus, & Prolocutiones, si aliquæ fuerat factæ vel prolatæ, temporibus retroactis, sunt nullæ & nullius valoris, & de toto anichilatæ, nec indè poterunt Partes unquam se juvare, nec facere aliquod Vituperium una contra alteram, occasione dictorum Tractatuum vel Concordiarum, si aliquæ forent, ut dictum est.*

38. ITEM, *quòd præsens Tractatus approbabitur, jurabitur, & confirmabitur per duos Reges Calesii, cùm ibidem fuerint in propriis Personis.*

Et, postquam Rex Franciæ recesserit de Calesio, & fuerit in sua potestate, infra unum Mensem, proximò sequentem dictum recessum, dictus Rex Franciæ faciet indè Literas confirmatorias, & alias necessarias Patentes, & illas mittet & liberabit, Calesii, dicto Regi Angliæ, vel Deputatis suis in loco prædicto.

Et similiter, dictus Rex Angliæ, receptis dictis Literis confirmatoriis, tradet Literas confirmatorias consimiles illis Regis Franciæ.

39. ITEM, *Concordatum est quòd nullus dictorum Regum procurabit, nec faciet procurari per se, vel per alium, quòd aliqua Novitates seu Gravamina fiant per Ecclesiam Romanam, vel alios de Sancta Ecclesia, quicumque fuerint, contra præsentem Tractatum, super aliquem ex dictis Regibus, eorum Coadjutoribus, Adhærentibus, vel Alligatis, quicunque fuerint, nec super eorum Terras vel Subditos, occasione Guerræ, vel pro alia causa, nec pro Servitio quod dicti Coadjutores vel Alligati fecerunt dictis Regibus, vel alicui eorum; &, si noster dictus Sanctus Pater vel alius illud vellent facere, dicti duo Reges illud impedient, in quantum poterint, bono modo, sine dolo malo.*

40. ITEM *de Obsidibus, qui tradentur Regi Angliæ Calesii, de modo & tempore recessûs eorum duo Reges Calesii ordinabunt.*

Quæ omnia & singula, superiùs descripta, facta fuerunt, ordinata & concordata per & in præsentia,

Reverendi Patris in Deo, nostri carissimi & Fidelis Cancellarii,

Johannis, Dei Gratiâ, Bavocensis Electi, Paris. Franciæ:

Dilectorum & Fidelium Consiliariorum nostrorum,

Magistri Stephani Canonici Parisiensis,

Petri de la Charite, Cantoris Ecclesiæ Parisiensis,

Johannis de Angerent, Decani de Carnoto,

Do-

ANNO 1360.

Messire Jehan de Mengre, dit Boucicant, Mareschal de France,
Charles, Sire de Mountmourency,
Evart de la Tour, Sire de Vinay,
Jehan de Groulce,
Regnault de Gouillons,
Pierre d'Omont,
Symon de Bucy,
Chivalers :
Maistres,
Guillaume de Dormans,
Et Jehan des Marez,
Jehan Maillart,
Bourgois de Paris:
Maistres,
Mate Guehery,
Et Nichole de Verres,
Noz Clers, Secretaires,
Commiz & Deputez, de par Nous, sur ce, avec les Commiz & Deputez du dit Roy d'Engleterre, ci dessouz nomez; c'est asçavoir,

Monsieur Henry, Duc de Lancastre,
William, Conte de Northampton,
Thomas, Conte de Wardwikz,
Raoul, Conte de Stafford,
William Conte de Sarebrit:
Monsieur Gautier, Sire de Manny,
Monsieur Regnault de Cobham,
Monsieur Jehan de Beauchamp,
Monsieur Guy de Brian:
Jehan Capital de Buch,
Bertholomieu de Burgoshe,
Frances de Hale,
Guilliaum de Geanson.
Jehan Chaundos,
Noel Loreng,
Richart la Vache,
Miles de Stapelton,
Chivalers:
Monsieur Jehan de Wynewykz, Chancelier du Roy d'Angleterre,
Maistre Henry de Ashton,
Maistre Williaume de Loughtebourgh,
Maistre Jehan de Branketre,
Adam de Hylton,
Et Williaume de Tyrringham,
L'An, & le Jour, & au Lieo dessusdit.

Domini Jo. de Mengre, dicti Bucecand, Marescalli Franciæ,
Charoli, Domini de Mountmoreney,
Everardi de la Tour, Dom. de Vinay,
Jo. de Groulee,
Reginaldi de Gouillons,
Petri de Omont,
Simonis de Busy,
Militum:
Magistrorum,
Gulielmi de Dormans,
Et Jo. de Marez,
Jo. Maillart,
Burgensium Parisiensium:
Magistrorum,
Matei Guehery,
Et Nicolai de Verres,
Nostrorum Clericorum, Secretariorum,
Commissariorum & Deputatorum per Nos, super hoc, cum Commissariis & Deputatis dicti Regis Angliæ infranominatis (viz.)

Domino Henrico, Duce Lancastriæ,
Willielmo, Comite Northamptoniæ,
Thoma, Comite de Warwick,
Radulpho, Comite de Stafford,
Willielmo, Comite Sarum,
Domino Gualtero, Domino de Manny,
Domino Reginaldo de Cobham,
Domino Johanne de Beauchamp,
Domino Guidone de Brian,
Johanne Capitali de Buch,
Bartholomæo de Burghash,
Francisco de Hale,
Gulielmo de Granson,
Jo. Chandos,
Noel Loreng,
Richardo la Vache,
Milone de Stapelton,
Militibus:
Domino Johanne de Wynewyk, Cancellario Regis Angliæ,
Magistro Henrico de Ashton,
Magistro Willielmo Loughteburgh,
Magistro Johanne de Branketre,
Adamo de Hylton.
Et Willielmo de Turingham.
Anno, Die, & Loco suprascriptis.

VII.

Lettres Patentes de JEAN *Roi de France, contenant la Cession & Renonciation des Terres, qui, en conséquence du Traité de Paix fait à Bretigny le 8. Mai 1360. doivent être delivrées à* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre. Données à Calais le 24. Octobre 1360.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 237.]

JEhan, par la grace de Dieu, Roy de France, a touz ceulz, qui ces presentes Lettres verroot, Salut.

Comme,

Pour les discentions, debas, Guerre, & descors, meuz, & esperez a mouvoir entre Nous, & nostre treschier Frere, le Roy d'Angleterre,

Certains Traicteurs & Procureurs de Nous & de nostre treschier ainsne Fil, Charles Due de Normandie, & Dalphin de Vienne, aiant a ce souffisant Povoir & Autorite, pour Nous, & pour lui, & nostre Royaume, d'une part,

Et certains autres Traicteurs & Procureurs de nostre treschere Neveu, le Prince de Gales, Fil ainsne de nostre dit Frere, le Roy d'Angleterre, aiant Povoir & Autorite de son dit Pere, en partie, pour son dit Pere, & pour lui,

Se feussent assamblés a Bretigny pres de Chartres,

En quel lieu fu parlee, traitie, & accorde final Pais & Concorde, le VIII. jour de May, darreinment passe, par des Traitteurs & Procureurs de l'une & de l'autre partie, sur les discensions, Guerres, & descors devant dis,

Les quelz Traittie & Pais les Procureurs de nostre dit Fil, pour Nous & pour lui, & les Procureurs de nostre

VII.

Eædem Litteræ Latine redditæ.

JOhannes, Dei gratia, Francorum Rex, universis, præsentes Literas visuris, Salutem.

Cum,

Pro dissensionibus, litibus, Guerris, & discordiis, motis, &, ut speratur, movendis inter Nos & carissimum Fratrem nostrum, Regem Angliæ,

Certi Tractatores & Procuratores nostri & carissimi Primogeniti nostri, Karoli, Ducis Normanniæ, & Delphini Viennæ, habentes ad hoc sufficientem Potestatem & Auctoritatem, pro Nobis, & pro ipso, & Regno nostro, ex parte unâ,

Et certi alii Tractatores & Procuratores carissimi Nepotis nostri, Principis Walliæ, Primogeniti dicti Fratris nostri, Regis Angliæ, habentis Auctoritatem & Potestatem a Patre suo prædicto, in parte, pro dicto suo Patre, & pro ipso,

Fuissent congregati apud Bretigny prope Carnotum,

In quo loco fuit locuta, tractata & concordata finalis Pax & Concordia, octavo die Maii, proximò præterito, per Tractatores & Procuratores ex unâ parte & alterâ, super dissensionibus, Guerris, & discordiis antedictis,

Quos Tractatum & Pacem Tractatores & Procuratores dicti Filii nostri, pro Nobis, & pro ipso, & Procuratores

ANNO 1360.

nostre dit Neveu, pour le dit nostre Frere d'Angleterre, & pour lui, jurerent, aux sains Evangiles, tenir & garder,

Et apres le jurerent solemnelment nos dis Filz & Neveu, es noms que dessus,

Et depuis nous & nostre dit Fil l'avons conferme & jure solemnelment,

Parmi le quel Accort, entre les autres choses, Nous & nostre dit Fil sommes tenus, & avons promis, bailler, delivrer, & delaissier a nostre dit Frere pour Nous, nos Hoirs & Successeurs, a tousjours, les Citez, Contes, Villes, Chasteaux, Forterecces, Terres, rentes, revenues, & autres choses, qui s'ensuent, avecques ce que nostre dit Frere tient en Guienne & en Gascoingne, a tenir & possider parpetuelment a lui, & a ses Hoirs, & Successeurs, CE QUE EN DEMAINE EN DEMAINE, & ce que en Fie en Fie, & par le temps & manieres cy apres esclarcies,

La Cite, le Chastel, & la Conte de Poitiers, & toute la Terre & le Paiis de Poitou, ensamble le Fie de Thovarts, & la Terre de Beleville,

La Cite, & le Chastel de Xaincles & toute la Terre & le Pais de Xanctonge, par deca & par dela la Charonte avecques la Ville, Chastle, & Forterece de la Rochelle, & leurs Appartenances & Appendances, *&c. comme dans le Traictie de Paix jusque au fin de l'Article 6.*

Et eust este pourparle que Nous, & nostre dit ainsne Filz, renoncissons aux Ressors, & Souverainetez, & a tout le Droit, que Nous poviens avoir en toutes les choses dessus dites; & QUE NOSTRE FRERE LES TENIST, COME VOISIN, SENZ RESSORT ET SOUVERAINNETE DE NOUS OU DE NOSTRE ROYAUME: & que tout le Droit, que Nous avons es choses dessusdites, Nous li cedissons & transportissions parpetuelment & a tous jours.

Et aussi eust este pourparle, que samblablement nostre dit Frere le Roy d'Angleterre, & son dit Fil, renoncassent expressement a toutes les choses qui ne dourent estre bailliez, ou demourrer, a nostre dit Frere le Roy d'Engleterre par le dit Traittie; &, par especial, au Nom & au Droit de la Couronne & du Royaume de France: a l'Omage, Souverainnete, & Demainne du Duche de Normandie, & du Duche de Thouraine: des Contes d'Anjou, & du Mainne: a la Souverainnete & Homaige du Duche de Bretaigne: a la Souverainnete & Homaige du Conte & Paiis de Flandres; & a toutes autres demandes, que le dit nostre Frere nous faisoit, & faire porroit, pour quelconque cause que ce soit; Excepte les choses dessus dites, qui doivent demourrer & estre baillies a nostre dit Frere & a ses Hoirs.

Et qu'il nous transportast, cessast, & delaissast tout le droit, qu'il povoit avoir en toutes les choses qu'il ne li doivent este baillies.

Sur les quelles choses, apres plusieurs altercacions eues sur ce, &, par especial, pour ce que les dites Renonciations ne se feront pas de present, avons finablement accorde a nostre dit Frere, par la maniere qui s'ensuit; c'est assavoir,

Que Nous & nostre dit ainsne Filz renoncerons, & ferons, & avons promis a faire, les Renonciations, Transpors, Cessions, & Delaissemens dessus dis, quant & si tost que Nous & nostre dit Fil aurons baille a nostre dit Frere, ou a ses Genz, par lui especialment deputez, la Cite & le Chastel de Poitiers, & toute la Terre & le Pais de Poitou, ensamble le Fie de Thovart, & la Terre de Beleville: la Cite & le Chastel d'Agen, & le Paiis d'Agenois: la Cite & le Chastel de Pierregort, & le Paiis de Pierreguis: la Cite & le Chastel de Caoars, & le Pais de Caoursin: la Cite & le Chastel de Limoges, & toute la Terre & le Paiis de Limosin: & toute la Conte de Gaure; les quelles choses, nous & nostre dit Fil promettons baillier a lui, ou a ses dites Genz, dedens la Feste de la Nativite Saint Jehan Baptiste procheien, se nous povons.

Et, apres ce, devant certainnes Personnes, qui seront deputees depar nostre dit Frere, ferons & nostre dit Fil fera, en nostre Royaume, icelles Renonciations, Transpors, Cessions, & Delaissemens par Foy & par Seremens solennelment.

Et d'icelle ferons Nous & nostre Fil ainsne bonnes Lettres Ouvertes, seelles de nostre Grant Seel & du Seel de nostre dit Fil, par la fourme & maniere, comprise en nos autres Lettres, sur ce faites, & que compris est ou dit Traittiee.

Les quelles nous envoierons, a la Feste de l'Assumpcion nostre Dame prochain ensuant, en l'Egli-

ANNO 1360.

ratores dicti Nepotis nostri, pro dicto Fratre nostro Angliæ, & pro se, jurarunt, ad sancta Dei Evangelia, tenere & observare,

Et postea illud juraverunt solempniter dicti Filius noster & Nepos, nominibus quibus suprà,

Deindè nos & prædictus Frater noster illud confirmavimus & juravimus solempniter,

Per quam Concordiam, inter alia, Nos & dictus Filius noster tenemur, & promisimus, tradere, liberare, & dimittere, dicto Fratri nostro, pro Nobis, nostris Hæredibus, & Successoribus, in perpetuum, Civitates, Comitatus, Villas, Castra, Fortalitia, Terras, redditus, obventiones, & alia, quæ sequuntur, cum illo quod dictus Frater tenet in Aquitania & Vasconia, ad tenendum & possidendum perpetuò sibi, & suis Hæredibus, & Successoribus, ILLUD QUOD IN DOMANIO IN DOMANIO, *& illud quod in Feudo in Feudo, & per tempus & modos hic inferius declarata,*

Civitatem, Castrum, & Comitatum Pictaviæ, & totam Terram & Patriam de Pictavis, cum Feudo de Thouart, & Terra de Belleville,

Civitatem & Castrum de Xaunctem, & totam Terram & Patriam Xaunctem, citra & ultra Charent, cum Villa, Castro, & Fortalitiis de Rupella, & Pertinentiis & Dependentiis suis, &c. ut in Tractatu Pacis usque in finem sexti Articuli.

Et fuit prolocutum quòd Nos, & dictus Primogenitus noster, renunciaremus Resortis, & Superioritatibus, & omni Juri, quæ Nos possemus habere in omnibus supradictis; & quòd DICTUS FRATER NOSTER ILLA TENERET, SICUT VICINUS, ABSQUE RESORTO ET SUPERIORITATE DE NOBIS VEL DE REGNO NOSTRO: *& quod omne Jus, quod nos habemus in rebus supradictis, Nos in eum cederemus & transferemus ad semper & in perpetuum.*

Et etiam fuerit prolocutum, quòd consimiliter dictus Frater noster Rex Angliæ, & dictus suus Filius, renunciarent expressè omnibus quæ non deberent tradi, vel remanere, dicto Fratri nostro Regi Angliæ per Tractatum dictum; &, in specie, nomine & Juri Coronæ & Regni Franciæ: Homagio, Superioritati & Dominio Ducatûs Normaniæ & Ducatûs Thuraniæ: Comitatuum Andegaviæ & de Mayn: Superioritati & Homagio Ducatûs Britanniæ: Superioritati & Homagio Comitatûs & Patriæ Flandriæ; & omnibus aliis petitionibus, quas dictus Frater noster nobis faciebat, vel facere poterat, pro quacunque Causâ quæ illa fuerit; Exceptis rebus supradictis, quæ debent remanere & tradi dicto Fratri nostro & Hæredibus suis.

Et, quòd Nobis ipse transferret, cederet, & dimitteret omne Jus, quod potuit habere in omnibus rebus, quæ non sibi tradi deberent.

Super quibus rebus, post plures altercationes super hoc habitas, &, specialiter, quia dictæ Renunciationes non sunt factæ de præsenti, finaliter concordavimus cum Fratre nostro prædicto, per modum qui sequitur; videlicet,

Quòd Nos & dictus Primogenitus noster renunciabimus, & faciemus, & promisimus facere, Renunciationes, Translationes, Cessiones, & Dimissiones supradictas, quando & tam citò quàm Nos & dictus Filius noster tradidimus dicto Fratri nostro, vel gentibus suis, per ipsum specialiter deputatis, Civitatem & Castrum Pictaviæ, & totam Terram & Patriam Pictaviensem, similiter cum Feodo de Thouart, & Terra de Belleville: Civitatem & Castrum de Agenno, & Patriam Agenensem: Civitatem & Castrum de Petragoricâ, & Patriam de Petragoricâ: Civitatem & Castrum de Caors, & Patriam de Caorsin: Civitatem & Castrum de Lemovicis, & totam Terram & Patriam de Lemovicen: & totum Comitatum de Gaour; quæ Nos & dictus Filius noster promittimus tradere sibi, vel suis gentibus, extra Festum Nativitatis Sancti Johannis Baptistæ proximè venturum, si possimus.

Et, statim post hoc, coram certis Personis, per dictum Fratrem nostrum deputandis, faciemus, & dictus Filius noster faciet, in Regno nostro ipsas Renunciationes, Translationes, Cessiones, & Dimissiones, per fidem & juramentum solempniter.

Et de hoc faciemus Nos & dictus Primogenitus noster bonas Literas Patentes, sigillatas nostro Magno Sigillo & Sigillo dicti Filii nostri, per modum & formam, comprehensas in aliis Literis nostris, indè factis, & qui comprehenduntur in Tractatu prædicto.

Quas Nos mittemus, in Festo Assumptionis beatæ Virginis proximè sequentis, in Ecclesia Augustinensi apud Bruges,

ANNO 1360.

se des Augustins a Bruges, & lez ferons baillier a ceulx, que nostre dit Frere y envoiera lors pour les recevoir.

Et, se dedens la dite Feste de Saint Jehan Baptiste, Nous ne pourions baillier les dites, & prochainnes dessus nommees, Citez, Contes, Chastelz, Villes, Terres, Pais, Illes, & Liex, nous les baillerons dedens la Feste de Toussains prochien en un An,

Et icelles bailliez, ferons nous, & nostre dit Fil, les dites Renonciations, Transpors, Cessions, & Delaissemenz par devant les Genz qui seront deputez depar lui, come dit est, & en ferons Lettres teles & par la maniere dessusdite, & les ferons baillier a ses Genz, au jour de la Feste Saint Andrieu lors ensuiant, en la dite Eglise des Augustins a Bruges, par la maniere dessusdite.

Et aussi Nous a promis nostre dit Frere, que il & son dit Filz renonceront, & feront samblable, lors & par la maniere dessus dite, les Renonciations, Transpors, Cessions, & Delaissemens, accordees par le dit Traittie, a faire de sa partie, si comme dessus est dit: Et en envoiera ses Lettres Patentes, seelles de son Grant Seel & du Seel de son dit Fil, aux dis Lieux & Termes, pour les bailler aux Genz, qui depar nous y seront deputez, samblable come dit est.

Et aussi accordons & promettons a nostre dit Frere, que Nous & nos Hoirs, surserons, jusques au Termes des dites Renonciations dessus esclarcies, de user de Souverainete & Ressort, en toutes les Cites, Contes, Chasteaux, Villes, Terres, Pais, Ysles, & Liex, que tenoit, en temps du dit Traittie, nostre dit Frere, les quelles li devoient demourer par le dit Traittie: & es autres, qui, a cause des dites Renonciations, & du dit Traittie, li seront bailliez, & doivent demourer, senz ce que Nous, noz Hoirs, ou autre a cause de la Couronne de France, jusques aux Termes dessus esclarciez, & iceulz durans, ne ne puissions user d'aucun Service ou Souverainete, ne demander subjection sur nostre dit Frere, ses Hoirs, leurs Subgez d'icelles, presenz & avenir; ne Quirelles ou Appiaux en nostre Court recevoir, ne rescrepre a icelles, ne de Jurisdicion aucune user a cause des Citez, Contez, Chasteaulx, Villes, Terres, Pais, Illes, & Liex prochein nominees.

Et accordons aussi a nostre dit Frere, qu'il, ne ses Hoirs, ne aucuns de leurs dis Subgez, a cause des Citez, Contez, Chasteaux, Villes, Terres, Pais, Illes, & Liex prochein avantdis, comme dit est, soient tenus, ne obligiez, de Nous recongnoistre leur Souverein, ne de faire aucune subjection, service, ne devoir a Nous, a nos Hoirs, ne a la Couronne de France, jusques aux termes de Renonciations devantdis.

Et aussi nous a promis & accorde nostre dit Frere, que il & ses Hoirs surserront d'eux appeller & porter Roy de France, par Lettres, ne autrement, jusques aux termes dessus nommeez, & iceulx durans.

Et, combien que es Articles du dit Accord & Traittie de la Pais, en ces presentes Lettres, ou autres, dependanz des dis Articles, ou de ces presentes, autres quelconques, quelles que elles soient, soieut, ou feussent, aucunes paroles, ou fait aucun, que nous ou lui feissiens ou deissiens, qui sentissent Translation ou Renonciation, taisibles ou expresses, de Ressors ou Souvereinnetez,

C'est l'entencion de Nous, & de nostre dit Frere, que les avantdis Souvereinnetez & Ressors, que nous avons es dites Terres, qui seront bailliez a nostre dit Frere, come dit est, demourront en l'estat, en quel elles sont a present; mais, toutes fois, Nous surserons d'en user d'aucun Service, & demander Subjection, par la maniere dessus ditte, jusques aux termes dessus declaires.

Toutes les quelles Citez, Contes, Chasteaux, Terres, Paiis, Villes, Illes, & Liex, par avant divisees; & aussi tout les autres, qui devront baillier a nostre dit Frere, par force du dit Traittie, & leurs appartenances & appendances quelconques, avecques toute Souverainnete & Ressort (apres le temps que nostre dit Frere aura renoncie, transporte, & delaissie, par la maniere que dessus est dit, & bailliez les dites Lettres de Renonciation, aux dis jour & Lieux, a nos Deputez) demourront entierement a nostre dit Frere, a tenir a lui & a ses Hoirs, parpetuelment, comme Voisins aux Roys & au Royaume de France, & senz recongnoistre Souverein pour yceulx, & aussi franchement, comme les Roys de France les tindrent en aucunes temps passibles & passez.

Brugas, & illas faciemus tradi illis, quos dictus Frater noster ibi tunc mittet ad eas recipiendas.

Et, si citra dictum Festum Sancti Johannis Baptistæ, non poterimus tradere dicta, & proximo supra nominata, Civitates, Comitatus, Castra, Villas, Terras, Patrias, Insulas, & Loca, Nos illa trademus circa Festum omnium Sanctorum proximo venturum in unum Annum.

Et, ipsis traditis, faciemus Nos & dictus Filius noster dictas Renunciationes, Translationes, Cessiones, & Dimissiones coram Gentibus quæ deputabuntur per ipsum, prout dictum est; & inde faciemus tales Literas & per modum supradictum, & ipsas faciemus tradi Gentibus suis, in Festo Sancti Andreæ tunc sequenti, in dicta Ecclesia Augustinensi apud Bruges per modum supradictum.

Et etiam nobis promisit dictus Frater noster, quòd ipse & dictus Filius suus renunciabunt & facient consimiliter, tunc & per modum supradictum, Renunciationes, Translationes, Cessiones, & Dimissiones, concordatas per Tractatum prædictum, fiendas ex parte suâ, sicut supradictum est: Et indè mittet Literas suas Patentes, sigillatas de suo Magno Sigillo & Sigillo dicti Filii sui, ad dictos Locum & terminos, ad tradendum illas Gentibus, qui per nos ibi deputabuntur, similiter sicut dictum est.

Et etiam concordamus & promittimus dicto Fratri nostro, quod Nos & Hæredes nostri supersedebimus, usque ad terminos dictarum Renunciationum superiùs declaratos, uti Superioritate & Resorto in omnibus Civitatibus, Comitatibus, Castris, Villis, Terris, Patriis, Insulis, & Locis, quæ tenebat, tempore dicti Tractatûs, noster dictus Frater, quæ sibi debent remanere per dictum Tractatum: & in aliis, quæ, occasione dictarum Renunciationum, & dicti Tractatûs sibi tradentur & debent remanere; absque hoc quod Nos, Hæredes nostri, aut alius occasione Coronæ Franciæ, usque ad terminos superiùs declaratos, & ipsis durantibus, non possimus uti aliquo servitio vel superioritate, nec petere subjectionem super dicto Fratre nostro, Hæredibus suis, & eorum Subditis, præsentibus & futuris, nec Querelas vel Appellationes in Curia nostra recipere, nec rescribere ad easdem, nec Jurisdictione aliqua uti occasione Civitatum, Comitatuum, Castrorum, Villarum, Terrarum, Patriarum, Insularum, & Locorum proximè nominatorum.

Et concordamus etiam cum dicto Fratre nostro, quòd nec ipse, nec Hæredes sui, nec aliquis ex eorum Subditis prædictis, occasione Civitatum, Comitatuum, Castrorum, Villarum, Terrarum, Patriarum, Insularum, & Locorum antedictorum, ut dictum est, teneantur nec obligentur Nos recognoscere suum Superiorem, nec facere aliquam subjectionem, servitium vel deverium Nobis, Hæredibus nostris, vel Coronæ Franciæ, usque ad terminos Renunciationum antedictos.

Et etiam nobis promisit & concordavit dictus Frater noster, quod ipse & Hæredes sui supersedebunt ipsos appellare & gerere Reges Franciæ, per Litteras, vel alio modo, usque ad terminos supranominatos, & ipsis durantibus.

Et, licet in Articulis dictorum Concordiæ & Tractatûs Pacis, in præsentibus Literis, vel aliis, pendentibus ex dictis Articulis, vel de præsentibus, aut aliis quibuscumque, qualescumque fuerint, sint, vel forent, aliqua verba, vel factum aliquod, quod Nos vel ipse fecissemus vel dixissemus, quæ sentirent Translationem vel Renunciationem, tacitas vel expressas, de Resortis vel Superioritatibus,

Hæc est intentio nostra, & dicti Fratris nostri, quòd antedicta Superioritates & Resorta, quæ Nos habemus in dictis Terris, quæ tradentur dicto Fratri nostro, ut dictum est, remanebunt in statu in quo sunt de præsenti; sed, nichilominus, Nos supersedebimus uti aliquo servitio & petere subjectionem, per modum supradictum, usque ad terminos superiùs declaratos.

Quæ omnia, Civitates, Comitatus, Castra, Terræ, Patriæ, Villæ, Insulæ, & Loca ante limitata; & etiam omnia alia, quæ debent tradi dicto Fratri nostro, vigore dicti Tractatûs, & Pertinentia & Dependentia sua quæcumque, cum omni Superioritate & Resorto (per tempus quo dictus Frater noster renunciaverit, transtulerit, & dimiserit, per modum quo superiùs dictum est, & tradiderit dictas Literas Renunciationum, dictis Die & Loco, nostris Deputatis) remanebunt integrè dicto Fratri nostro, tenenda sibi & Hæredibus suis in perpetuum, sicut Vicinis Regibus & Regno Franciæ, non recognoscendo Superiorem pro eisdem, & ita liberè sicut Rex Franciæ illa tenebat aliquo tempore pacifico & transacto.

ANNO 1360.

ANNO 1360.

Et, par habundant, nous renoncons, des lors par expres, aux dis Souvereinnete & Ressors, & a toutes les autres choses, que Nous devons renoncier par force du dit Traittie.

Et voulons que les dites Renonciations soient tenues pour faites, ou cas dessusdit, si avant comme profiter porra a nostre Frere devant dit & a ses Hoirs.

Et voulons & accordons que, par ces presentes, le dit Traittie de Pais & Accort, fait entre Nous & nostre dit Frere, les Soubgez, Alliez, & Adherens d'une Partie & d'autre, ne soit, quant aux autres choses contenues en leeli, empire ne effoibloie en aucune maniere;

Toutes les quelles choses, cy dessus en ces presentes Lettres escriptes, Nous, Roy de France dessusdit, voulons, ottroions, & promettons loyaument, en bonne foy, & par nostre sairement, sur ce fait sur sains Euvangiles, & le Corps nostre Seigneur Sacre, tenir, garder, enteriner, & accomplir sent fraude & sent mal engin de nostre partie.

Et a ce & pour ce faire obligons a nostre dit Frere le Roy d'Angleterre Nous, nos Hoirs, & tous noz Biens, presens & avenir, en quelque lieu qu'il soient; Renoncans, par nostre dite Foy & Serement, a toutes Excepcions de Fraude, Decevance, de Crois prise & a prendre, & a impetrer Dispensacion du Pape, ou d'autre, au contraire; la quelle, se empetrez estoit, nous voulons estre nulle & de nulle valeur, & que Nous ne nous en puissiens aidier: Et aux Drois, disant que Royaume ne porra estre trenche, & general Renonciacion non valoir fors en certaine maniere; & a tout ce que nous pourrious dire ou proposer, en Jugement, ou dehors, au contraire.

En Tesmoignage des quelles choses Nous avons fait mettre nostre Seel a ces presentes Lettres.

Don. a Calais le XXIV. jour d'Octobre, l'An de grace Mil, Trescentz, Soissante.

Par le Roy.
J. MATH.

Sub Sigillo Ceræ viridi impresso, a Filis sericis viridis rubeique coloris.

Et, ex habundanti, Nos renunciamus exnunc expressè dictis Superioritatibus & Resorcis, & omnibus aliis, quibus Nos renunciare debemus vigore dicti Tractatûs.

Et volumus quòd dictæ Renunciationes habeantur pro factis, in casu supradicto, in quantum proficere poterit Fratri nostro supradicto & Hæredibus suis.

Et volumus & concordamus quòd, per præsentes, dicti Tractatus Pacis & Concordiæ, facta inter Nos & dictum Fratrem nostrum, Subditos, Alligatos, & Adhærentes unius Partis & alterius, quantum ad alia, contenta in eisdem, non pejorentur nec infirmentur qualitercumque; sed volumus, & nobis placet, quòd sint & remaneant in suo pleno vigore & virtute.

Quæ omnia, hic superiùs in præsentibus Literis descripta, Nos, Rex Francorum, supradictus, volumus, concedimus, & promittimus fideliter, in bonâ fide, & per nostrum Juramentum, de hoc factum super sancta Evangelia, & Sacratum Domini nostri Corpus, tenere, observare, integrare, & complere sine fraude & sine dolo malo ex parte nostra.

Et ad hoc & pro hoc faciendum obligamus dicto Fratri nostro Angliæ Nos, Hæredes nostros, & omnia Bona nostra, præsentia & futura, ubicumque locorum fuerint; Renunciantes, per nostram dictam Fidem & Juramentum, omnibus Exceptionibus Fraudis, Doli, Crucis acceptæ & accipiendæ, impetrandæ Dispensationis Papæ, vel alterius in contrarium; quam, si impetratura fuerit, volumus esse nullam & nullius valoris, & quòd Nos non possimus inde adjuvari: Et etiam Juri, dicenti quod Regnu non possunt dividi, & generalem Renunciationem non valere exceptis certis casibus, & omni illi quod Nos possemus dicere vel apponere in contrarium, in Judicio, sive extra.

In quorum Testimonium Sigillum nostrum fecimus hiis apponi.

Dat. Calesii vicesimo quarto die Octobris, Anno Domini Millesimo, Trecentesimo & Sexagesimo.

Instrumentum Nuncii Papæ super præfata Litera datur ad eundem Locum vicesimo quinto die Mensis ejusdem.

ANNO 1360.

VIII.

*Lettres Patentes d'*EDOUARD III. *Roi d'Angleterre, contenant les Renonciations qui se devoient faire à* JEAN *Roi de France, en vertu du Traité de Bretigny. Données à Calais le 24. Octobre 1360.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 243. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans le LVI. Vol. des MSS. de la Biblioth. Royale de Berlin. pag. 223.]

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi d'Engleterre, Seignur d'Irlaunde & d'Aquitain, as touz ceux, qi ces Lettres verront, Saluz.

Come,

Pur les Dissensions, Debaz, & Discors, meuz, & esperez a movoir entre Nous & nostre trescher Frere le Roi de France,

Certains Traicteurs & Procureurs,

De Nous & de nostre treschere Ainsne Filz Edward Prince de Gales, ainz a ce souffisant povoir & auctorite, pur Nous, & pur Lui, & nostre Roialme d'une part,

Et certains autres Traicteurs & Procureurs,

De nostre dit Frere, & de nostre treschere Neveu Charles Duc de Normandie, Dauphyn de Vienn, Filz Ainsne de nostre dit Frere de France, ainz povoir & auctorite de son dit Piere en ceste partie, pur son dit Piere & pur Lui,

Se feussent assemblez a Bretigny pres de Chartres,

Ou quel lieu fuz parle, traittie, & acorde final Paix & Concorde, le VIII. jour de May, darrein passe, des Traicteurs & Procureurs de l'une & de l'autre Partie, sur les Dissensions, Debaz, Guerres, & Discors devantditz,

Les queux Traitie & Paix les Procureurs, de Nous & de nostre dit Filz, pur nous & pur lui, & les Procureurs, de nostre dit Frere & de nostre dit Neven, pur son Piere & pur lui, jurerent aux sainz Evangiles tenir & garder,

Et apres ce, le jurerent solennellement nos dits Filz & Neveu en noun qui dessus,

Et depuis Nous & nostre dit Frere l'avons confermee & jure solennement:

Parmy le quel Acord, entre les autres choses, nostre Frere & son Filz devantditz sont tenuz & ount promis bailler, delivrer, & deslaisser a nous, noz Heirs, & Suceessours, a touz jours, les Citees, Contees, Villes, Chastesux, Forteresces, Terres, Illes, Rentes, Revenues, & autre chose qui s'ensuent, avec ce qui nous tenons en Gyenne & en Gascoigne, a tenir & possider perpetuelment a Nous, & a noz Heirs, & a noz Succesfours, CE QUI EN DEMAINE EN DEMAINE, & ce qui en Fee en Fee, & par les temps & maneres cy aptes esclarciz,

La Citee, & le Chastel, & la Countee de Poytiers, & toute la Terre & le Paiis de Poiton, ensemble le Fee de Thouarz & la Terre de Belville,

La Citee & le Chastel de Xaintes, & toute la Terre & le Paiis de Xaintonge, par decea & par dela la Charentre, avec la Ville, Chastel & Forteresses de la Rochell, & leurs Apparrenances & Appendances,

La Citee & le Chastel d'Agen, & la Terre & le Paiis d'Agenols,

La Citee, & le Chastel, & toute la Countee de Pieregort, & la Terre, & le Paiis de Pierregins,

La Citee & le Chastal de Lymoges, & la Terre & le Paiis de Lymoisin,

Anno 1360.

La Citee & le Chastel de Caours, & la Terre & le Paiis de Caoursin,

La Citee, le Chastel, & le Pails de Tarbe, & la Terre, le Paiis, & la Countee de Bigorre,

La Countee, la Terre, & le Paiis de Gaure,

La Citee & le Chastel d'Engolisme, & la Countee, la Terre, & le Paiis d'Engoleinois,

La Citee & le Chastel de Rodes, & la Terre & le Paiis de Rovergue,

Et, se il y a aucuns Seignurs, come *le Conte de Foix*, *le Conte d'Armignac*, *le Conte de Lille*, *le Conte de Pierregort*, *le Viscomte de Lymoges*, ou autres, qi tiegnent aucunes Terres ou Lieuz dedeinz les Metes des ditz Lieux, il en ferront Homage a nous, & touz autres Services & Devoirs deuz a cause le leur Terres & Lieuz, & en la manere q'il les ont fait en temps passe,

Tout ce que nous ou aucuns des Rois d'Engleterre ancienement tienerent en la Ville de Monltrel sur la Meer, & es Appartenances,

Toute la Countee de Poitou tout entierement,

Saaf & excepte qui, si aucunes choses ont este alienes par les Rois d'Engleterre, qui ont este pur le temps, de la dite Countee & Appartenances, & as autres Parsonnes qui aus Rois de France, nostre dit Frere, ne ses Succesours, ne ferront pas tenus de les rendre a nous,

Et, si les dites Alienacions ont este faites aus Rois de Frence, qi ont este pur le temps, sanz aucun moien, & nostre dit Frere les tiegne a present en sa main, il les laissera a Nous entierement,

Excepte qui, si les Rois de France les ont euz par eschange as autres Terres, nous deliverons ce qui on en a eu par eschange, ou nous laisserons a nostre dit Frere les choses ensi allenes,

Mais, si les Rois d'Engleterre, qi ount este pur le temps, en avoient aliene ou transporte aucunes choses en autres Parsonnes, qui es Rois de France, & depuis soient venues en les mains de nostre dit Frere, ou aussi par partage, nostre dit Frere ne ferra pas tenuz de les rendre,

Et aussi, si les choses dessusdites devoient Homages, nostre dit Frera les baillera as autres qui en ferront Homage a Nous,

Et, si il ne devoient Homage, il nous baillera un Tenant, qui nous en ferra le devoir, dedeinz un An prochein apres ce qui nostre dit Frere ferra departiz de Calays,

Le Chastel & la Ville de Calays,

Le Chastel, & la Ville, & la Seignurie de Merk,

Les Villes, Chasteaux, & Seignures de Sangate, Coloigne, Hames, Wale, & Oye,

Avec Terres, Bois, Marrois, Rivers, Rentes, Seignures, Avouisons d'Eglises, & toutes autres Appartenances & Lieux, entregisantz dedeinz les Metes & Boundes qui s'ensuent; c'est assavoir,

De Calays jusques au Fil de la Rivere pardevant Gravelynges,

Et aussi, par le Fil de meisme la Rivere, tout entour Langle,

Et aussi, par la Rivere qui va pardela Poll, & par meisme la Rivere qui chiet ou Grant Laq de Guines, jusqes a Fretun,

Et, d'ilec par la Valee entour la Montaigne de Calkuly, enclovant meisme la Montaigne,

Et aussi jusqes a la Meer,

Avec Sangare, & toutes ses Appartenances, le Chastel & la Ville, & tout entierement la Counte de Guynes, avec toutes les Terres, Villes, Chasteauz, Forteresces, Lieux, Hommes, Hommages, Seignures, Bois, Forez, Droiturs d'ycelles, aussi entierement le Conte de Guynes, darreinement mort, les tint au temps de sa mort,

Et obeiront les Eglises & les bones Gentz, estanz dedeinz les Limitacions du dite Contee de Guynes, de Calais, & de Merk, & des autres Lieuz dessusditz, a nous aussi come il obeissoient a nostre dit Frere, & au Counte de Guynes qi fust pur le temps,

Toutes les queles choses, comprises en cest present, & en l'Article prochein precedent de Merk & Calays, nous tendrons en Demaine; Excepte les Heritages des Eglises, qui demouront aus dites Eglises entierement, quelque part que il soient assis; & aussi excepte les Heritages des autres Gentz des Paiis de Merk & de Calays, assis hors de la Ville de Calays, jusqes a la value de cent Livres de Terre par An, de la Monoie courant ou Paiis, & au dessouz: les queles Heritages leur demourront jusqes a la value dessusdite & au dessouz,

Mais Habitations & Heritages, assis en la dite Ville de Calays, avec leur Appartenances, demouront en Demaine a nous, pur en ordener a nostre volente,

Et aussi demouront as Habitantz en la Countee, Ville, & Terre de Guynes touz leur Demaines entierement, & y revenront plainement, sauf ce qui est dit par avant des Confrontacions, Metes & Boundes dessusdites, en l'Article de Calays,

Et toutes les Isles, adjacentz aus Terres, Paiis, & Lieux avant nomez, ensemble avecqes toutes les autres Isles, queles nous tenions ou temps du dit Traitie,

Et eust este parparle qui nostre dit Frere & son Ainsne Fils renouncassent as Ressors & Soverainetez, & a tout le Droit q'il purroient avoir en toutes les choses dessusdites, & qui nous les tenissons, come voisin, sauz Ressort & Soverainete de nostre dit Frere, ou du Roialme de France, & qui tout le Droit, qui nostre dit Frere avoit es choses dessusdites, il nous cedissast & transportast perpetuelment & a touz jours:

Et aussi eust este parparle qui, semblablement, Nous & nostre dit Filz renoncassons espressement a toutes les choses, que ne dovient estre baillees ou demourer a nous par le dit Treitie, &, par especial,

Au noun & au Droit de la Coronne & du Roialme de France,

A Homage, Soverainete, & Demaine du Duchie de Normandie, du Duchie de Touraine, des Countees d'Anjou,

Et Demaine, & Soverainete, & Homage du Duchie de Bretaigne,

A la Soverainete & Homage du Conte & Paiis de Flandres,

Et a toutes autres Demandes, qui nous faisons & faire purrons, pur queconque cause qui ce soit, excepte les choses dessusdites, qui dovient demorer & estre baillees a Nous & a noz Heirs,

Et qui nous lui transportassons, cessassons, & delaissassons tout le Droit, qui nous purrons avoir en toutes les choses, qui a nous ne dovient estre baillees;

Sour les queles choses, apres pluseurs altercacions eues sur ce, & par especial pur ce qui les dites Renonciacions ne se font de present, avons finablement accorde avec nostre dit Frere par la maniere qui s'ensuit; cestassavoit,

Qui Nous & nostre dit Ainsne Filz renuncerons & ferrons, & avons promys a faire, les Renunciacions, Transportz, Cessions, & Delaissementz dessusdites, quant & si tost qui nostre dit Frere aura baille a Nous, ou a noz Gentz, especialment depar nous deputez, la Citee & le Chastel de Poitiers, & toute la Terre & le Paiis de Poitou, ensemble le Fie de Thouarcz & la Terre de Bellville: la Citee & le Chastel d'Agen, & toute la Terre & le Paiis d'Agenois; la Citee & le Chastel de Pierregort, & toute la Terre & le Paiis de Pierregins: la Citee & le Chastel de Caourz, & toute la Terre & le Paiis de Caourcin: la Citee & le Chastel de Lymoges, & toute la Terre & le Paiis de Lymosin: & toute la Countee de Gaire; les queles choses nostre dit Frere nous a promys a bailler, ou a nos especialz Deputez, dedeinz la Feste de la Nativitie Saint Johan Baptistre prochein, s'il puet:

Et tantost apres ce, devant certaines Parsonnes, qui nostre dit Frere deputera, Nous & nostre Ainsne Filz ferrons, en nostre Roialme, ycelles Renunciacions, Transportz, Cessions, & Delaissementz par Foy & par Serement solennement,

Et d'ycelles ferrons bones Lettres overtes, sealles de nostre Grant Seal, par la maniere & fourme, compriz en noz autres Lettres, sur ce faites, & qui compriz est ou dit Traitie,

Les queles Nous envoierons, a la Feste de l'Assumpcion nostre Dame, prochein ensuant, en l'Eglise des Augustins a Bruges, & les ferrons bailler a ceulz, qui nostre dit Frere y envoiera lors, pur les rescevoir,

Et, se dedeinz la dite Feste Seint Johan Baptistre, nostre dit Frere ne povoit bailler les Citees, Countees, Chasteaux, Villes, Terres, Paiis, Isles, & Lieux dessus procheins nomez, il les doit bailler dedeinz la Feste de Tousaintz prochein venant en un An:

Et, ycelles baillees, ferrons Nous & nostre dit Filz les dites Renunciacions, Transportz, Cessions, & Delaissementz, par devant les Gentz qui ferront deputez par nostre dit Frere come dit est.

Et en ferrons Lettres tieles, & par la maniere dessusdite, & les ferrons bailler a ses Gentz au jour de la Feste Saint Andrew, lors ensuant, en la dite Eglise des Augustins a Bruges, par la manere dessusdite.

ANNO 1360.

Et aussi Nous a promis nostre dit Frere q'il & son Ainsne Filz renunceront & ferront, semblablement lors, & par la maniere dessusdite, les Renounciations, Transportz, Cessions, & Delaissementz, accordez par le dit Traitie a faire de sa partie, sicome dessus est dit, & envoiera ses Lettres Patentes, seallees de son Grant Seal, aus ditz Lieu & Termes, pur les bailler aus Gentz, que depar nous y ferront deputez semblablement come dit est.

Et aussi Nous a promys & accorde nostre dit Frere qui Lui & ses Heirs surserront, jusqes aus termes des dites Renunciacions, dessus esclarciz, de user de Sovereinete & Ressort en toutes les Citees, Countees, Chasteaux, Villes, Terres, Païs, Isles, & Liex qui nous tenions ou temps du dit Traittie (les queles nous devoient demourer par le dit Traite) & es autres, qui a cause des dites Renunciations & du dit Traitie nous ferront baillees, & dovient demourer a Nous & a noz Heirs, sanz ce qui nostre dit Frere ou ses Heirs, ou autre a cause de la Coronne de France (jusqes aus termes dessus esclarciz, & yceulz durantz) puissent user d'aucune Service, ou Souverainete, ne demander Subjection sur Nous, noz Heirs, noz Subgiz d'ycelles, present & a venir, ne quereles, ou appeaux, en lour Court rescevoir, ne reserire a ycelles, ne de Jurisdiction aucune user a cause des Citees, Countees, Chasteaux, Villes, Terres, Paiis, Isles, & Lieux prochein nomez.

Et nous a aussi accorde nostre dit Frere qui Nous, ne noz Heirs, ne aucuns de noz ditz Subgiz, a cause de dites, Citees, Countees, Chasteaux, Villes, Terres, Paiis, Isles, & Lieux, procheins avantditz, come dit est, soions tenuz ne obligez de le recognoistre nostre Soverain, ne de faire aucune Subjection, Service, ne Devoir, a Lui, a ses Heirs, ne a la Coronne de France, jusqes aus termes des Renunciacions devantdites.

Et aussi accordons & promettons, a nostre dit Frere, qui Nous & noz Heirs surserrons de nous appeller & porter Roys de France par Lettres, ne autrement, jusqes aus termes dessus nomez & yceulx durantz.

Et, combien qui es Articles du dit Acord & Traitie de la Paix, en ces presentes Lettres, ou autres dependences des ditz Articles, ou de ces presentes, ou autres queleonqes q'elles soient ou fussent, aucunes paroles ou fait aucun, qui Nous ou nostre dit Frere deissiens ou feissions, qui sentissent Translacions ou Renunciations, taisibles ou expresses, des Resortz & Soverainetez, c'est l'entencion de Nous & de nostre dit Frere, qui les avantditz Souverainetez & Ressortz, qui nostre dit Frere se dit avoir es dites, qi nous ferront baillees come dit est, demeurent en l'estat ou quelle elles sont a present:

Mais toute foix il surserra de en user aucun Service ou Souvereintez & demander Subjection, par la maniere dessusdite, jusqes aus termes dessuz declarciez.

Et aussi volons & accordons a nostre dit Frere qui, apres ce q'il aura baille les dites Citees, Countees, Chasteaux. Villes, Terres, Paiis, Isles, & Lieux, qu'il nous doit bailler par mi sa Deliverance, & Renunciations susdites, & les dites Renunciations, Transportz, & Cessions, qui sont a faire, de sa partie, par Lui & par son Ainsne Filz, faites & envoies aus ditz jour & Lieu a Bruges les dites Lettres, & baillees aus Deputez depar nous, qui la Renunciacion, Transport, Cession, & Delaissement, a faire de nostre partie, soient tenues pur faites.

Et, par aboundant, nous renunceons, deslors, par expres, au noun & au Droit de la Coronne & du Roialme de France, & a toutes les choses, qui nous devons renouncier par force du dit Traittie, si avant come profiter purra a nostre dit Frere & a ses Heirs.

Et volons & accordons qui, par ces presentes, le dit Traitie de Paix & Accord, fait entre Nous & nostre dit Frere, les Subgiz, Alliecz, & Adherentz, d'une partie & d'autre, ne soit, quant as autres choses, contenues en ycelli, empire ou affoiblie en aucune maniere, mais volons, & nous plest, q'il soient & demouront en leur plaine force & vertu.'

Toutes les queles choses, en ces presentes Lettres escriptes, Nous, Roi d'Engleterre dessusdit, volons, ottroions, & promettons loialment, & en bone foy, & par nostre Serement, fait sur les Corps Dieu & sains Evangiles, tenir, garder, enteriner, & accomplir sanz fraude, & sanz mal engin, de nostre partie,

Et, a ce, & pur ce faire, obligeons a nostre dit Frere de France Nous, noz Heirs, & tonz noz Biens, presentz & avenir, en quelque Lieu q'il soient; Renounciant, par nostre dit Foy & Serement, as toutes exceptions de fraude, decevance, & eroix pris & a prendre, & a impetrer dispensacion de Pape ou d'autre, au contraire, la quele, si impetre estoit, nous volons estre nulle & de null valeur,

Et qui nous ne nous en puissions aides as Droitz, disantz qui Roialme ne purra estre devisee, & general Renunciacion noun valoit fors en certaine manere, & a tout ce qui nous porrions dire ou opposes au contraise en Jugement ou dehors.

En Tesmoign des queles choses Nous avons fait mettre nostre Grant Seal a ces presentes Lettres.

Don. a nostre Ville de Calays souz nostre Grant Seal, le xxiv. jour d'Octobre, l'An de grace Mill, Troscentz, Soixante.

IX.

Cession & Transport du Comté de Guienne, *fait par* JEAN *Roi de France à* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre, ensuite du Traité de Bretigny. A Calais le* 24. *Octobre* 1360. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 247. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans le LVI. Vol. des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin reltez en rouge pag. 255.]

JEHAN, par la grace de Dieu, Roy de France, a tous ceulz, qui ces presentes Lettres verront, Salut.

Sçavoir faisons que nous avons promis & promettons bailler, ou faire bailler, & delivrer, reaulment & de fait, au Roy d'Angleterre, nôtre treschier Frere, ou a ses Deputez especiaulz en celle partie, aux Freres Augustiuz dedens la Ville de Bruges, au Jour de la Feste de Saint Andrieu, prochain venant en un An, Lettres seellez de nôtre Grant Seel, en Laz de Soye & Cire vert,

En cas que nôtre dit Frere aura faites les Renonciations, qu'il doit faire de sa partie & nôtre treschier Neveu son Filz Ainsne, & ycelles bailliez a noz Gens ou Deputez au dit Lieu & terme, par la maniere que obliges y sont,

Des quelles Lettres la teneur de mot a mot s'ensuit,

JEHAN, par la grace de Dieu, Roy de France, sçavoir faisons a tous, presens & a venir, que,

Comme Guerres morteles aient longuement dure entre, nôtre treschier Seigneur & Pere, jadiz Roy de France, lui vivant, &, apres son Deces, entre nous d'une partie, & le Roy d'Angleterre, nôtre Frere, le quel reclamoit soy avoir Droit en dit Royaume, d'autre partie, ayent porte mult grans dommages non pas seulement a Nous & a tout nôtre Royaume, mais aux Royaumes voisinz & a toute Christiente,

Car, par les Guerres, sont maintefois avenues Batailles morteles,

Occisions de Gens,

Pillemens, & arsures, & destructions de Gens,

Et perilz de Ames,

Deflorations de Pucelles & de Vierges,

Dehonnestations de Fammes mariez & Vesves,

Arsures de Villes, d'Abbayes, de Manoirs, & Edifices,

Roberies & oppressions, & guyetemens de Voyes & de Cheminz,

Justice en est faillie,

Et la foy Crestienne refroidie,

Et Marchandise perie,

Et tant d'autres malefices & orribles faiz s'en sont ensuiz, qu'il ne pourront estre diz, nombre, ne escripz,

Par les quelz nôtre dit Royaume & les autres Royaumes par Crestiente, ont soustenu mult d'afflictions & de dommages Ireparables,

Pourquoy Nous,

Considerantz & pensanz les Maulx dessusdiz, & que vray semblable chose estoit, que plus grans s'en pourroient ensuyvre ou temps a venir,

Et aians grant pitie & compassion de nôtre bon & loyal Peuple, qui, si fermement & si loyaument, s'est tenu,

ANNO 1360.

tenu, si longuement, en vraye constance & obeissance envers Nous, en exposant leurs Corps & leurs Biens a tous perilz, sans eschover despens & mises, dont nous devons bien avoir parpetuel memoire,

Avons pour ce soustenu par plusieurs fois Traittie de Paix,

PREMIEREMENT, par le moyen d'Honnorables Peres en Dieu plusieurs Cardinalz & Messagez de nôtre Saint Pere, le Pape, qui, a grant diligence & instance, y traveillerent pour lors:

Et, depuis ce, y ait en plusieurs Traittiez, Parlez, & plusieurs voies touchieez, entre Nous & le dit Roy d'Angleterre nôtre Frere,

Finablement, en moys de May, dernierement passe, vindrent en France, depar nôtre Saint Pere, le Pape, noz Amez & Feaulz, l'Abbe de Clugny, Frere Symon de Lengres, Maistre en Divinite, Maistre de l'Ordre des Freres Preescheurs, & Hugue de Geneve, Seigneur d'Auton Chivaler, ou estoient lors le dit Roy d'Angleterre & son Ost,

Et tant alerent & vindrent les diz Messages, devers Charles nôtre treschier Ainsne Filz, & devers le dit Roy d'Angleterre nôtre Frere, qu'en plusieurs Lieux s'assemblerent d'une partie & d'autre, pour parler, & traittier de Paix entre Nous (qui lors estions en Angleterre) & le dit Roy d'Angleterre & les Royaumes de l'une & de l'autre,

Et au dernier s'assemblerent les Traitteurs & Procureurs, depar Nous & depar nôtre dit Filz, aux choses dessouz escriptes par especial Deputez, & les Procureurs & Traitteurs de nôtre Neveu le Prince de Gales, Filz Ainsne du dit Roy d'Angleterre, nôtre Frere, ayant povoir & auctorite de son dit Pere en cest partie, a Bretigny pres de Chartres,

En quel Lieu fu traittie, parle, & accorde final Paix & Concorde, des Traitteurs & Procureurs, de l'une & de l'autre Partie, sur tous les descors, dissentions, & Guerres, que Nous & le dit Roy d'Angleterre nôtre Frere avions l'une contre l'autre,

Le quel Traittie & Paix les Procureurs de nôtre dit Filz, pour Nous & pour Lui, & les Procureurs du dit nôtre Neveu, le Prince de Gales, pour le dit Roy d'Angleterre, nôtre Frere, & pour Lui, jurerent, aux Sainz Euvangiles, tenir & garder,

Et, apres ce, le jurerent solennelment nôtre dit Filz, pour Nous & pour Lui,

Et le dit nôtre Neveu, le Prince de Gales, aiant à ce povoir, pour son dit Pere, nôtre Frere, & pour Lui,

Et Nous,

Apres ces choses, ainsi faites, & a nous rapporteez & exposeez, considere que le dit Roy d'Angleterre, nôtre Frere, s'accordoit & consentoit au dit Traittie, & vouloit ycelui & la Paix tenir, & garder, & acomplir de sa partie,

Yceulx Traittie & Paix,

Du conseil & consentement de plusieurs de nôtre Sanc & Linage, Prelas de sainte Eglise, Dux, Contes, tant Pers de France que autres, Clers & Gens d'Eglise, de Barons, Chivalers, & autres Nobles, Bourgois, & autres Saiges de nôtre Royaume,

Pour apaisier les Guerres, & les maulz, & douleurs dessusdiz, dont le Pueple estoit si malmene comme dessus est dit, plus que pour nôtre delivrance,

A l'onneur & a la gloire du Roy des Roys, & pour reverence de Sainte Eglise, de nôtre Saint Pere, le Pape, & de ses diz Messages,

Avons consenti, & consentons, & les ratiffions, greons, & approuvons.

Et, comme par le dit Traittie & Paix Nous dolons delivrer & delaissier, & aions baillie, delivre & delaissie, si comme il est contenu en noz autres Lettres, sur ce faites, plus plainement, a parpetuite, a nôtre dit Frere le Roi d'Angleterre, pour Lui, ses Hoirs, & Successeurs, a tenir parpetuelment, & a tous jours, toutes les choses qui s'ensuivent, a tenir par la maniere que Nous, ou nôtre dit Filz, ou aucuns de nos Ancestres Roys de France les tindrent en aucun temps passe (c'est asçavoir, CE QUE EN SOUVERAINETE, A TENIR EN SOUVERAINETE, ET CE QUE EN DEMAINE EN DEMAINE) c'est asçavoir,

2. Article de la Paix de Bretigny. La Cite, le Chastel, & la Conte de Poitiers, & toute la Terre & le Paiis de Poitou, ensamble le Fiez de Thouars, & la Terre de Beleville,

La Cite, & le Chastel de Xainctes & toute la Terre & le Paiis de Xanctonge, par deca & par dela la Charente,

La Cite & le Chastel d'Agen, & la Terre & le Paiis d'Agenois,

La Cite, le Chastel, & tout la Conte de Pierregort, & la Terre & le Paiis de Pierreguis,

La Cite & le Chastel de Limoges, & toute la Terre & le Paiis de Lymosin,

La Cite & le Chastel de Caours, & la Terre & le Pais de Caourcin,

La Cite, le Chastel, & le Paiis de Tarbe, la Terre, & le Paiis, & la Conte de Bigorre,

La Conte, la Terre, & le Paiis de Gaure,

La Cite & le Chastel d'Angoulesme, la Conte, la Terre, & le Paiis d'Angoulemois,

La Cite & le Chastel de Rodes, & la Terre & le Paiis de Roergue.

Et ce, que le Roy d'Angleterre, ou aucuns des Roys d'Angleterre anciennement tindrent en la Ville de Monsteteul sur la Mer, & es Appartenances.

3. ITEM, la Conte de Pontieu tout entierement; sauf & excepte & selon la teneur de l'Article, contenu ou dit Traittie, qui de la dite Conte fait mention.

4. ITEM, le Chastel & la Ville de Calais,

Le Chastel, la Ville, & Seignorie de Merk

Les Villes, Chastiaux, & Seignories de Sangate, Coulogne, Hammes, Wale, & Oye; avec les Terres, Bois, Mares, Rivieres, Rentes, Seignories,

Et autres choses, contenues en l'Article, faisant de ce mention, ou dit Traittie, & selon la teneur du dit Article.

5. ITEM, le Chastel, la Ville, & tout entierement la Conte de Guines, avec toutes les Terres, Villes, Chastiaux, Forteresces, Lieux, Hommes, & Hommages, Seignories, Bois, Forez, & Droitures (selon l'Article, faisant de ce mention plus plainement, ou dit Traittie) & avec les Ysles, adiacens aux Terres, Paiis, & Lieux avant nommez, ensamble avec toutes les autres Ysles, les quelz le dit Roy d'Angleterre tient a present, & tenoit au temps du dit Traittie.

Et comme, par la forme & teneur du dit Traittie & de la Paix, Nous & nôtre dit Frere le Roy d'Angleterre devons & avons promis, par Foy & par Serement, l'un a l'autre yceulx Traittie & Paix tenir, garder, & acomplir, & de non venir encontre,

Et soions tenuz Nous, & nôtre dit Frere, & noz Filx Ainsnez dessusdiz, par Obligation & Promesse, par Foy & par Serement, faiz d'une partie & d'autre, certaines Renonciations l'un pour l'autre, selon la forme & teneur de deux Articles, contenuz entre les autres ou dit Traittie & Paix, dont la forme est cele; *viz.*

7. ITEM, est accorde que le Roy de France & son Ainsnez Filz le Regent, pour eulz, & pour leurs Hoirs, & pour tous les Roys de France, & leurs Successeurs, a tous jours, au plustost que se pourra faire, sanz mal engin, & au plustard dedens la Saint Michiel prochain venant en un An, rendront & bailleront au dit Roy d'Angleterre, & a tous ses Hoirs & Successeurs, & transporteront en eulx tous les Honneurs, Regalites, Obediences, Hommages, Ligeances, Vassaux, Fiez, Services, Recognoissances, Seremens, Droitures, mere & mixte Impere, toutes manieres de Juridictions hautes & basses, Ressors, Sauvegardes, Seignories, & Souverainetez, qui appartenoient, appartiennent, ou pourroient en aucune maniere appartenir aux Roys & a la Couronne de France, ou a aucune autre Personne a cause du Roy & de la Couronne de France, en quelque temps, & Citez, Contez, Chastiaux, Terres, Paiis, Ysles, & Lieux, avant nommez, ou a aucuns d'iceulz, & a leurs Appartenances & Appendances quelconques, ou es Personnes, Vassaulz, ou Subges quelconques d'iceulz, soient Princes, Dux, Contes, Viscontes, Arcevesques, Evesques, & autres Prelaz d'Eglises, Barons, Nobles, & autres quelconques, sanz riens a eulz, leurs Hoirs, & Successeurs, la Couronne de France, ou autre que ce soit, retenir & reserver en yceulz; pour quoy ilz, ne lours Hoirs, & Successeurs, ou autres Roys de France, ou autre que ce soit a cause du Roy ou de la Couronne de France, aucune chose y pourront chalengier ou demander, en aucun temps avenir, sur le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs, ou sur aucun des Vassaux & Subgiez avantdiz, pour cause des Paiis & Lieux avant nommes; ainsi que toute les avant nommez Personnes, & leurs Hoirs, & Successeurs, parpetuelment serout Hommes liges & Subgiez du Roy d'Angleterre, & a tous ses Hoirs, & Successeurs.

Et que le dit Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs, toutes les Personnes, Citez, Contez Terres, Paiis, Isles, Chastiaux, & Lieux avant nommez, & toutes leurs Appartenances & Appendances tendront, & auront, & a eulx demourront plainement & fran-

ANNO 1360.

ANNO 1360.

franchement en leurs Seignuries, Souverainetez, & Obeissance, Ligeance, & Subjection, comme les Roys de France les avoient & tenoient en aucun temps passe.

Et que le dit Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Successeurs auront & tendront, paisiblement & parpetuelment, tous les Paiis avant nommez, avec toutes leurs Appartenances & Appendances, & les autres choses avant nommeez, en toute Franchise & Liberte parpetuelle, comme Seigneur Souverain & Lige, & comme Voisin au Roy & au Royaume de France, sanz y recognoistre Souverain, ou faire aucune Obedience, Hommage, Ressort, Subjection, & sanz faire, en aucun temps avenir, Service ou Recognoissance aux Roys, ne a la Couronne de France, des Citez, Contez, Chastiaux, Terres, Paiis, Ysles, Lieux, & Personnes avant nomez, ou pur aucuns d'icelles.

12. ITEM, est accordé que le Roy de France & son Ainsnez Filz RENONCERUNT expressement aux diz RESSORS & SOUVERAINETEZ, & a tour le Droit qa'il ont ou povent avoir en toutes les choses, qui par ce present Traittie dovient appartenir au Roy d'Angleterre.

Et, semblablement, le Roy d'Angleterre, & son Ainsne Fila renonceront espressement a toutes les choses, qui par ce present Traittie ne dovient estre bailleez ne demourer au Roy d'Angleterre, & a toutes les demandes, qu'il faisout au Roy de France,

Et, par especial, au Nom & au Droit de la Couronne & du Royaume de France,

A l'Ommage, Souverainete, & Demaine du Duchie de Normandie, du Duchie de Toutaine, des Contez d'Anjou & du Maine,

A la Souverainete & Hommage du Duchie de Bretaigne,

A la Souverainete & Hommage du Conte & Paiis de Flandres,

Et a toutes autres demandes, que le dit Roy d'Angleterre faisoit, ou faire povoir, a Nous, pour quelcomque cause que ce soit, oultre ce & excepte que par ce present Traittie doit demourer au dit Roy d'Angleterre, & a ses Hoirs.

Et en transportons, cessons, & delaissons, & il a nous, & l'un a l'autre, au mielz que Nous povons, tout le Droit, que chascune de Nous povoit & puet avoir en toutes les choses, qui par le dit Traittie & Paix devoient demouret ou estre baillez a chascune de Nous.

Sauf & reserve aux Eglises, & Gens d'Eglise, ce que en a eulz appartient, & que tout ce, qui a este occupe & est detenu du leur pour occoison des dittes Guerres, leur soit rendu & delivre.

Et que les Villes & Forteresces, & tous les Heritans d'icelles, seront & demouront en telles Libertez & Franchises, comme elles estoient par avant en notre main & Seigtorie, & leur seront conferme par ledit Roy d'Angleterre s'il en est tequis, se contraires ne sont aux choses devant dittes.

Et soubmettonz, quant a toutes ces choses, Nous, noz Hoirs, & Successeurs, a la Jurisdition & Cohertion de l'Eglise de Rome.

Et voulons & consentons que nôtre Saint Pere, le Pape, conferme toutes ces choses, en donnant Monitions & Mandemens generaulz, sur l'acomplissement d'icelles, contre Nous, noz Hoirs, & Successeurs, & contre tous noz Subgiez, soient Communes, Colleges, & Universites, ou Personnes singuliers quelconques: & en donnant Sentence generaulz d'Escommuniement, de Suspention, & de Intredit, pour estre encouruz par Nous & par eulz pour ce fait:

Et, si tost comme Nous ou eulz ferons, ou attempterons, en occupant Forteresces, Villes, ou Chastiaux, ou autre quelconque chose faisant, ratiffiant, & agreant, ou donnant conseil, confort, faveur, ou aide, celeement ou en appert, contre la ditte Paix;

Des quelles Sentences il ne puissent estre absoulz, jusques qu'il aient faite planiere satisfaction a tous, qui par celui fait auroient soustenu ou soustendroient dommage.

Et, avec ce, voulons & consentons que, nôtre Saint Pierre, le Pape, pour ce que plus fermement soit tenue & gardee la ditte Paix a parpetuite, toutes Pactions, Confederations, Aliances, & Couvenances, comment qu'elles puissent estre nommees, qui pourroient estre prejudiciables ou obvirr par quelque voie a la ditte Paix, en temps present ou a venir (suppose qu'elles fussent fermeez ou bailleez par paine, ou par Serement, & conferme de l'auctorite de nôtre Saint Pierre, le Pape, ou d'autre) soient casseez, irriteez, & mises a nient, comme contraire au Bien commun, & au Bien de Paix commune & prouffitabla a toute Crestiente, & desplaisant a Dieu; & tous Seremens, faiz en telz cas, soient relachiez; & soient decerne, par le dit nôtre Saint Pierre, que nul soit tenuz a telz Seremens, Aliances, ou Couvenances tenir & garder,

Et defendre que, on temps a venir, ne soient faites telles, ou semblables,

Et, se dit fait aucun attemptoit ou faisoit le contraire, que des maintenances les casse, & irrite, & rende nul & de nulle vertu,

Et mentrinoms Nous le punirons, comme violateur de Paix, par Paine de Corps & de Biens, si comme le cas le requerra & que raison veudra,

Et, se nous faisions, procurerons, ou souffrions estre fait le contraire (que Dieu ne veuille) Nous voulons estre tenuz & reputez pour desloyal & mensongier, & voulons encourrir Blame & Diffame comme Roy sacre doit encourir en tel cas,

Et Jurons, sur le Corps de Jehu Christ, les choses dessus dites tenir, garder, & acomplir, & encontre non venir par Nous, ou par autre, par quelque cause & maniere.

En Tesmoing de la quell chose Nous avons fait seeller ces Lettres de nôtre Seel.

Donne a Calais le XXIV. jour d'Octobre, l'An de grace Mil, trois cens, soixante.

X.

Confirmation & Amplification de la Cession & Renonciation de JEAN *Roi de France faite à* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre. Donnée à Boulogne le 26. Octobre* 1360. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 251.]

JEHAN, par la grace de Dieu, Roy de France, a touz ceulz, qui ces Lettres verront, Salut.

Sçavoir faisons que Nous avons promis, & promettons, baillier, ou faire baillier & delivrer, realment & de fait, au Roy d'Engleterre nostre Frere, ou a ses Deputez en celle partie, aus Freres Augustins dedenz la Ville de Bruges, au jour de la Feste de Saint Andrieo prochain venant en un An, Lettres, seellees de nostre Grant Seel, en laz de soye, & en cire vert,

En cas que nostre dit Frere aura faites les Renunciations, que il doit faire de sa partie, & nostre treschier Neven son Filz Ainsne, & ycelles baillees a noz Genz, ou Deputez au dit Lieu & terme, par la maniere qua obligiez y sont.

De quelles Lettres la teneur de mot a mot s'ensuit,

JEHAN, par la grace de Dieu, Roy de France, a noz bien amez, les Arcevesques, Evesques, Abbez, & autres Prelaz: les Doiens, Prevos, Chapitres, & Convenz, & autres Personnes d'Eglises, tant Cathedraux & Collegiauls, que Conventuauls & autres Regulieres, & Seculieres: Et a noz Amez & Feauls, les Dux, Contes, Viccontes, Barons, Chivalers, & autres Nobles: les Maires, Eschivins, Jurez, Consuls, & Universites, & Communautez, & autres Personnes, tant Nobles, que non Nobles, noz Subgiez en Temporalite, & tenans de Nous, ou sour nous,

Temporalite de la Citee, Chastel, & Counte de Poytiers, & de toute la Terre & Paiis de Poitou,

Des Fiez de Thovarz & de la Terre de Belleville,

De la Citee & Chastel de Xaintes, & de toute la Terre & Paiis de Xaintonge, par deça & par dela la Charente,

De la Cite & Chastel d'Agen, & de la Terre & Paiis d'Agenois,

De la Citee, Chastel, & de toute la Counte de Pierregort, & de la Terre, & Paiis de Pierreguis,

De la Cite & Chastel de Limoges, & de la Terre & Paiis de Limoisin,

De la Cite & Chastel de Caourz, & de la Terre & Paiis de Caourcin,

De la Cite, Chastel, & Paiis de Tarbe,

De la Terre, Paiis, & Conte de Bigorre,

De la Conte, Terre, & Paiis de Gaure,

De la Cite & Chastel d'Engoulesme, & de la Conte, Terre, & Paiis d'Engolesmois,

De

ANNO 1360.

De la Cite & Chastel de Rodeis, & de la Terre & Paiis de Rovergne,

Salar & Dilecon.

Les Gaerres, qui ont longuement dure entre, nostre Freschier Seigteur & Pere, jadis Roy de France, lui vivaut, &, apres son deces, entre Nous d'uoe part, & le Roy d'Engleterre, uostre Frere, lequel reclamoit soy avoir Droit ou dit Royalme, d'autre part, porte mult grans domages, non pas sealement a Nous & a Vous, mais a tout le Peuple de nostre Royaame, & des Royaalmes voisins, & a toute Cristiante, si come vous meismes le saves bien;

Car, par les dites Gaerres, sont mainteffoiz avenues Batailles morteles,

Occisions de Gens,

Pillemens d'Eglises,

Destructions de Corps & Peril de Ames,

Defloracons de Pucelles & de Virges,

Dehonnestation de Fammees mariees & autres,

Arsures de Villes, de Manoirs, & Edifices.

Roberies & Oppressions, Guyetemens de Voyes & de Chemins,

Jastice en est faillie,

Et la Foy Cristianne refroidie,

Et Merchandise perie,

Et tant d'autres malx & horribles faiz s'en sont ensaiz, qa'il oe pourroient estre diz, nombre, ne escrips,

Par les quels non pas seulement les deux Royaumes, mais les autres Roiaames par Cristiante, ont soaffert malt d'afflictions & dommages irreparables,

Pourquoy Nous,

Considerant & pensanz les maulz dessusdiz, &, que vray semblable chose estoit, que plus grans s'en pooient ensuyvre en temps a venir, & que le Monde souffroit tant d'engoisses & de doleurs par les dites Gaerres,

Et aians pitie & compassion de nôtre bon & loyal Pueple, qui, si fermement & si loyaument, s'est tenu, si longuement, en vraye constance & obeissance envers Nous, en exposant leurs Corps & leurs Biens a tous perilz, & senz eschiver despens & mises, dont nous devons bien avoir parpetuel memoire,

Avons pour ce pieca soustenu Paroles & Traittie de Paix,

PREMIEREMENT, par le moyen d'Honnorables Peres en Dieu plusieurs Cardinauls & Messagers depar, nostre Saint Pere, le Pape, qui, a grant diligence & instance, y travaillerent pour lors:

Et, depuis ce, y ait en plusieurs Traittiez, Parlez, & plasieurs voies touchieez, entre Nous & le dit Roy d'Angleterre nôtre Frere;

Finablement, en moys de May, daruier passe, vindrent en France, Messages depar, nôtre Saint Pere, le Pape, noz chiers & feauls Amis, l'Abbe de Clugny, Frere Symon de Lengres, Maistre en Divinite, Maistré de l'Order des Freres Prescheurs, & Hugue de Geneve, Seigneur d'Autoit Chivaler, ou estoit lors le dit Roy d'Angleterre & son Ost,

Et taut alerent & vindrent les diz Messages, devers Charles, nôtre treschier ainsne Filz, & devers le dit Roy d'Engleterre nôtre Frere, qa'en plusieurs Lieux s'assemblerent Traitteurs, d'une part & d'antre, pour parler & traitier de Paix entre Nous (qai lors estions en Engleterre) & le dit Roy d'Engleterre & les Royaumes de l'une & de l'autre,

Et, au dernier s'assemblerent les Traitteuts & Procureurs, de Nous & depar nôtre dit Filz, aians Povoir & Auctorite souffiser de Noas & de nôtre dit Filz, & les Procureurs & Traitteurs de nôtre Neveu, le Prince de Gales, Filz ainsoe du dit Roy d'Angleterre, nôtre Frere, aiant Povoir & Auctorite de son dit Pere en ceste partie, a Bretigny pres Chartres.

Ou quel Lieu fu parlee, traittie, & accorde final Paix & Concorde, des Traitteurs & Procureurs, de l'une & de l'autre Partie, sur tous les Descors, Dissentions, & Guerres, que Nous & le dit Roy d'Angleterre nôtre Frere avions l'une contre l'autre,

Leqael Traittie & Paix les Procureurs de Nous & de nôtre dit Filz, pour Nous & poar Lui, par souffisant Povoir donne a euls sur ce, & les Procureurs du dit nôtre Neveu, le Prince de Gales, pour le dit Roy d'Angleterre, nôtre Frere, & pour Lui, jurerent, aus Sains Euvangiles, tenir & garder,

Et, apres ce, le jurerent solennelment nôtre dit Filz, pour Noas & pour Lui,

Et le dit nôtre Neveu, le Prince de Gales, aiant a ce Povoir, pour son dit Pere, nôtre Frere, & pour Lui,

Et Nous,

Apres ces choses, ainsi faites, & a nous rapportees & exposees, considere que le dit Roy d'Angleterre s'accordoit & consentoit au dit Traittie, & vouloit ycelui & la Paix tenir & acomplir de sa partie, yceuls Traittie & Paix,

Du conseil & consentement de plusears de nôtre Sanc & Linage, Prelaz de sainte Eglise, Dux & Contes, tant Pers de France qa'autres, de Clers & Gens d'Eglise, de Barons, Chivalers, & autres Nobles, Bourgois, & autres Sages de nôtre Royaume.

Pour apaisier les Guerres, & les mauls, & doulcurs dessasdiz, dont le Pueple estoit si malmene comme dessus est dit, plus que pour la delivrance de nôtre Personne,

A l'onneur & a la gloire du Roy des Roys, & de la Virge Marie, & pour reverence de Sainte Eglise, de nôtre Saint Pere, le Pape, & de ses Messages,

Avons consenti, & consentons, & les ratifions, greons, & approuvons.

Et, comme par le dit Traittie & Paix, le dit Roy d'Angleterre, nôtre Frere, pour Lui, & pour ses Hoirs, & Successeurs, ait renuncie expressement a la Succession & Eschoite de nôtre dit Roiaame, qu'il demandoit,

Au Nom & a la Couronne dicelui, & a tout le Droit, qu'il reclamoit, & povoit reclamer & demander, en quelque maniere, a tous jours,

Et a toutes les choses, qui, par le dit Traittie, ne li doivent estre bailles,

A toutes autres Demandes & Actions, qa'il nous povoit faire,

Et en celle meismes maniere y ait renancie le dit Prince de Gales, son Filz ainsne, nôtre Neveu,

Et expressement ont renoncie a plusieurs Terres, Duches, Contes, Hommages, & Souverainetez de nôtre dit Royaame, que le dit Roy d'Angleterre nôtre Frere demandoit a avoir & es quelle il se disoit avoir Droit,

Et, parmi ce, Nous li aions ottroie & promis a baillier, delivrer, & delaissier, pour Lui, & pour ses Hoirs, & Saccesseurs, a tous jours, certaines Terres, Cites, Chasteauls, Villes, Contes, & Seignuries en notre dit Roiaume, si comme plus a plain est contenu en dit Traittie & Accord; entre les queles Terres, Cites, Contes, & Seignuries, sont celle qui ci apres sont escriptes,

PREMIEREMENT, que le Roy d'Angleterre, avec ce qu'il tient en Guienne, & en Gascoigne, aura, pour Lui & pour ses Hoirs, parpetuelment a tous jours, toutes les choses qui s'ensuivent, a tenir par la maniere que le Roy de France, & son Filz ou aucun de ses Ancestres Rois de France les tindrent; c'est asçavoir;

CE QUE EN SOUVERAINETE, EN SOUVERAINETE, CE QUE EN DEMAINE EN DEMAINE, & par le temps & manieres au dessouz declairées,

La Cita, & le Chastel, & la Conte de Poitiers, & toute la Terre & le Paiis de Poitou, ensambla les Fiez de Thouarz, & la Terre de Beleville,

La Cite & le Chastel de Xainttes, & toute la Terre & le Pais de Xainttonge, par deça & par dela la Charente,

La Cite & la Chastel d'Agen, & la Terre & le Paiis d'Agenois,

La Cite, & le Chastel, & tout la Conte de Pierregort, & la Terre & le Paiis de Pierreguis,

La Cite & le Chastel de Limoiges, & toute la Terre & le Paiis de Lymosin,

La Cite & le Chastel de Caours, & la Terre & le Pais de Caourcin,

La Cite, & le Chastel, & le Pais de Tarbe, & la Terre, Paiis, & Conte de Bigorre,

La Conte, la Terre, & le Paiis de Gaure,

La Cite & le Chastel d'Engoulesme, le Conte, la Terre, & le Pais d'Engoulesmois,

La Cita & le Chastel de Rodeis, & la Terre & le Paiis de Roergne.

Et, se il y a aucuns Seigneurs, come *le Conte de Foix*, *le Conte d'Armignac*, *le Conte de Lille*, *le Conte de Pierregort*, *le Visconte de Lymoge*, ou autres, qi tiennent aucun Terres ou Lieux dedens les Metes des diz Lieux, il feront Homage au Roy d'Engleterre, & tous autres Services & Devoirs, deuz a cause de leurs Terres ou Lieux, en la maniere qu'il ont fait ou temps passe.

ITEM, aura le Roy d'Engleterre tout ce que le Roy d'Engleterre, ou aucuns des Rois d'Engleterre ancienuement tindrent en la Ville de Monstereuls sur la Mer, & es appartenances.

ANNO 1360.

ITEM, il est accordé que le Roy de France, & son ainsné Filz, le Regent, pour euls, & pour tous leurs Hoirs, & Succelleurs, au plus tost que l'en pourra, seuz fraude & senx mal engin, & au plus tart dedenx la Feste de faint Michiel, prochein venant, en un Au, rendront, bailleront, & delivteront au dit Roy d'Angleterre *&c. prout in Tractatu, Bretigniaci habito, usque ad finem undecimi Articuli, & tunc sic*,

Nous, voulans le Traittie, Accorde, & Paiz dessus diz tenir, garder, & acomplir, sur tous les Articles ci dessus escrips, & chascun d'iceulx, touz les Paiis, Cités, Terres, Contes, & choses dessus oommées es diz Articles, & toutes les Appertenances & Appendances, quelque part que il soient, baillons, rendons, delivrons, & delaissons, pour nous, noz Hoirs, & Successeurs, Rois de France, au dit Roy d'Engleterre, par ces presentes Lettres, pour Lui, & pour ses Hoirs, & Succelseurs, & les transportons en Lui, avecques toutes les Honneurs, Regalitez, Obediences, Hommages, Ligeauces, Vassaux, Fiéz, Services, Recognoilsances, Seremens, Droitures, mere & mixte Impere, & toutes manieres de Jurisdicions hautes moyennes, & basses, Ressors, Sauvegardés, Seigneuriéz, & Souverainetéz, qui appartenoient, appartiennent, ou pourroient en aucune maniere appartenir aus Rois & a la Couronne de France, ou a aucune autre personne a cause de Nous & de la Couronne de France, en quelque temps, es Cités, Contez, Chasteauls, Terres, Paiis, Ylles & Lieux avantnommes, ou en aucun d'euls, & a leurs Appartenances & Appeudences quelconques, ou es Persunnes, Vassauls, ou Subgiez quelconques d'iceulx, soient Princes, Dux, Contes, Arcevesques, Evesques & autres Prelaz d'Eglises, Barons, Nobles, & autres quelconques, senz riens a Nous, noz Hoirs, & Successeurs, la Couronne de France, ou autre que ce soit, retenir ne reserver en yceuls.

Pourquoy Nous, ne noz Hoirs, & Successeurs, ou autres Rois de France, ou autre que ce soit, a cause de Nous ou de la Couronne de France, aucune chose ne pourroient chalenger ou demander, ou temps a venir, sur le dit Roy d'Engleterre, ses Hoirs, & Successeurs, ou sur aucun des Vassauls & Subgiez avant diz, pour cause des Paiis & Lieux avant nommez; ainsi que tous les avantnommes Personnes, & leurs Hoirs, & Successeurs, parpetuelment feroot Hommes, Liges, & Soubgiez du Roy d'Engleterre, ses Hoirs, & Successeurs, toutes les Personnes, Cités, Terres, Contes, Paiis, Ylles, Chastesulx, & Lieux avant nommez, & toutes les Appartenances & Appendences, auront, & tendront, & euls demourront plainement, parpetuellment, & franchement en leurs Segneuries, Souveraineté, & Obeissance, Ligeance, & Subjection comme les Roy de France les avoient & tenoient en aucun temps paissé.

Et que le dit Roy d'Engleterre, ses Hoirs, & Successeurs, auront & tendront parpetuelment touz les Pais avant nommez, avec leurs Appartenances & Appendences, & les autres choses avant nommées, en toute Franchise & Liberté parpetuele, comme Seigneur Souverain & Lige, & comme Voisins au Roy & au Royaume de France, senx y recognoistre Souveraineté, ou faire aucune Obeissance, Hommage, Ressort, Subjection, & senz faire. en aucun temps a venir, aucun service ou recognoissance, aus Roys, ne a la Couronne de France, Cités. Contes, Chasteauls, Terres, Paiis, Ylles, Lieux & Personnes avant nommées, ou pour aucun d'iceiles.

Et se des Cités, Contes, Chasteaux, Terres, Pays, Ylles, & Lieux avant nommez, Souverainetés, Drois, mere & mixte Impere, Jurisdicions, & proffis quelconques, que tenoit aucune Rois d'Engleterre illecques, & en leurs Appartenances, & Appendences quelconques, aucun Alienations, Donations, Obligacions, ou Charges ont esté faites, par aucun des Rois de France, qui ont este pour le temps, puis sexante dix Anz ença, par quelconque fourme ou cause que ce soit, toutes telles Donations, Allienations, Obligations, & Charges Nous des ores rappelons, cassons, & anullons du tout, & toutes choses, ainsi données, alienées ou chargées, tendrons & baillerons, realment & de fait, au dit Roy d'Engleterre, ou a ses Deputez especiaulx, a mesme l'entierete, qu'il fusent es Roys d'Engleterre de puis sexante dix Anx ença, au plus tost que l'en pourra, senz mal engin, & au plus tart dedenz la Feste de Toussains prochein venant en un An, a tenir au dit Roy d'Engleterre, & a touz ses Hoirs, & Successeurs, perpetuelment & heritablement, par maniere que dessus est dit. ANNO 1360.

Et toutes les Citéz, Contez, Chasteauls, & Paiis dessus nommées, qui anciennement n'ont esté des Roys d'Engleterre, aura & tendra eo l'estat, & aussi comme Nous, ou noz Filz, les tiennent a present.

Et, se dedenz les metes des diz Paiis, qui furent anciennement des Rois d'Engleterre, avoit aucunes choses qui autres foiz n'eussent esté des Rois d'Engleterre, dont nous fussiens en possession le jour de la Bataille de Poitiers (qui fu le XIX. jour de Septembre l'an Mill. CCC. cinquante six) Nous les baillons, delivrons, & delaissons a tous jours au dit Roy d'Engleterre, pour Lui, & pour ses Hoirs, eo la maniere que dessus est dit;

Exceptees toutes les choses, donnés & alienées es Eglises, qui leur demourrout paisiblement en tous la Paiis & Lieux dessus nommez; si que les Personnes des dittes Eglises prient diligemment pour Nous & nôtre dit Frere, comme pour leurs Fondeurs;

Et seront subgiex les Arcevesques, Evesques, & autres Prelaz de sainte Eglise, a celui des deux Roys souz qu'il tendrout lour Temporalite;

Et, se il ont Temporalite souz touz les deux Rois, il serront Subgiez de chascun des deux Rois, pour leur Temporalite qu'il ont souz chascun des deux Roys.

Et toutes les Cités, Villes, Chasteauls, Lieux, & Pais dessus dis, & les Eglises, Prelaz, Chapitres, & toutes les Communes, & Universites, & singulieres Personnes d'icelles, auront toutes leurs Libertez, Franchises, & Privileges, que il avoient ao temps do dit Traittié & Paix, & enjoiront paisiblement, & leur feroot confirmees par le dit Roy d'Engleterre, se il en est requis, se contraires ne sont aus choses dessus dittes.

Et mandons, & estroitement commandons, & avec ce, se mestier est, commettons, par ces presentes Lettres, a touz noz Seneschaulx, & Juges, Baillis & Prevoz, Capitaines, Chastellains, Gardes des Paiis, Villes, & Lieux dessus diz, & a chascun d'euls, ou a leurs Lieuxtenants, que chascun en la Seneschalerie ou Jugerie, Capitainerie, Chastellerie & Garde, ou il sont establis, & es Ressors, sur la Foy & Obeissance qu'il nous dovient, & sor paine d'encourer nôtre Indignation, & d'estre prives de noz Offices, contraignent reidement touz les contredisanz, desobeissans, & Rebelles, par toutes les voies & manieres, que mestre sera & que a faite sera, obeir paisiblement, fermement, & entierement aus choses dessus escriptes, & a chascune d'icelles, selon la teneur de ces presentes: & contraignent les desobeissanz & Rebelles, en telle maniere, qu'il ny coovcigne autrement, pour tenir.

Sur toutes les quelles choses, & chascune d'icelles, & es Deppendences & Appendences, Nous voulons & commandons que touz noz Feauls & Subgiez. Capitaines, Chastelains, & Gardes obeissent & entendent a noz diz Seneschaulx, Baillis Juges, & Prevoz, & a leur Deputez, & a chascun d'euls.

Et jurons que jamais ne ferons ne souffrerons estre fait, par Nous, ne par autre, en prive ne en appert, aucune chose contraire es choses devant dittes, & aucun d'icelles.

En tesmoing de la quele chose Nous avons fait mettre nostre Seel a ces presentes Lettres.

Donn. a Boulоigne le XXVI. jour d'Octobre, l'An de grace Mill. CCC. sexante.

Et, pour ce que les dittes choses & chascune d'icelles soient. de point en point, & par la maniere & fourme dessus dittes tenues & acomplies, Nous obligeons Nous, & noz Hoirs, & tous les Biens de Nous & de noz Hoirs, a nôtre dit Frere, le Roy d'Angleterre, & a ses Hoirs,

Et Jurons, aux sainz Euvangiles, depar nous corporelement touchees, que Nous parterons, accorderons, & accomplirons, ou cas dessusdit, toutes les devant dittes choses, par Nous promises & accordeez, comme devant est dit.

Et voulons que, on cas que nôtre dit Frere & nôtre dit Neveu auroient faites les dittes Renunciations, & envoiees & baillierz. comme dit est, & les dittes Lettres ne feussent baillies a nostre dit Frere au Lieu, & terme, & par la fourme & maniere, que dessus est dit, des lors, en cas dessus dit, noz presentes Lettres, & quanque est compris dedenz, aient tant de vigueur, effect & fermete, comme auroient noz autres Lettres, par nous promises a baillier, comme dessus est dit.

Sauf,

ANNO 1360.

Sauf, toute voies, & reserve pour Nous, noz Hoirs, & Succeesseurs, que les dittes Lettres, dessus encorporees, n'aient aucun effect & ne Nous puissent porter aucun prejudice ou dommage, jusques a ce que nôtre dit Frere & nôtre dit Neveu auront faites, envoies, & bailliées les dittes Renonciations, par la maniere dessusditte, & que il ne s'en puissent aidier contre Nous, nos Hoirs, & Succeesseurs, en aucune maniere, se non ou cas dessusdit.

En tesmoing de la quele chose Nous avons fait mettre nôtre Seel a ces presentes Lettres.

Donne a Bouloigne le xxvi. jour d'Octobre l'an de grace Mill. CCC. soixante.

Par le Roy.

J. Math.

Istins, de Renunciationibus, Literæ, per Carolum Primogenitum, Confirmatio datur ut supra.

XI.

*Confirmation & Amplification des Renonciations d'*EDOUARD III. *Roi d'Angleterre faites à* JEAN *Roi de France. Donnée à Calais le 24. Octobre* 1360. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 256.]

EDWARD, &c. a touz ceux, qui ces presentes Lettres verront. Salut.

Savoir faisons qui Nous avons promis, & promettons, bailler, ou faire bailler, & delivrer, realment & de fait, au Roy de France, nostre trescher Frere, ou a ses Deputez especialx en celle partie, aus Frerres Augustins dedains la Ville de Brugges, au jour de la Feste de Saint Andreu, prochein venant, en un An, Lettres, seellees de nostre Grant Seel, en laz de soi, & cire vert,

Ou cas qui nostre dit Frere aora fait les Renunciations, qu'il doit faire de sa partie, & nostre trescher Neveu, son Filz ainsne, & ycelles baillez a noz Gentz, ou Deputez audit Lieu & terme, par la maniere qui obligez y sont,

Des queles Lettres la teneur de mot en mot, s'ensuit,

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi d'Engleterre, Seignur d'Irlaunde & d'Aquitain, savoir faisonz a touz, presentz & a venir, qui,

Come Guerres morticles aient longuement durrez entre Nous, qui avons reclames avoir Droir au Roialme & a la Coroune de France, d'une part, & le Roi Phelip de France, lui vivant, & apres son deces, entrez, nostre treschier Frere, le Roi de France d'autre part, aient porte moult grantz damages, non pas seulement a Nous, & a tout nostre Roialme, mes aus Roiaulmes voisins, & a toute Cristiente,

Car, par les dites Guerres, sont maintesfoiz avenues Batailles morteles,

Occisions des Genz,

Pillemenz, & arsures, & destructions des Gentz,

Et paril d'Almes,

Desloracions des Pucles & de Vierges,

Deshonnestations des Famines mariees & veoves,

Arsures des Villes, d'Abberies, de Manoirs, & Edifices,

Roberies & Oppressions, Guyetementz de Voies & de Chemyns,

Justice en est faillie,

Et la foy Cristienne refroidie,

Et Marchandise perie,

Et tant d'autres malefices & horibles faiz s'en sont ensuiz, qui ne pourroient estre ditz, nombrez, ne escriptz,

Par les queles nostre dit Roialmes, & les autres Roialms par Cristiente, oot soulleun molt d'afflictions & de damages irreparables,

Par quoi Nous,

Consideranzt & pensantz les maolx dessusdiz, &, qui vrais semblable estoit, qui plus grantz s'en porroient ensuyvre en temps a venir,

Et aiantz grant pitie & compassion de nostre Poeple, qoi, en la prosecution de noz Guerres, ont exposés leurs Corps & leur Biens a touz perils, santz eschiver despens & mises, dont nous devons bien avoir parpetuel memoire,

Avons pur ca sustenu, par plusieurs foiz, Traittie de Paix,

PREMIEREMENT, par le moyen de, Honurables Peres en Dieu, plusieurs Cardinalx & Messages de nostre Saint Pierre, le Pape, qui, a grant diligence & instance, y travaillerent pur lors:

Et, depuis ce, y ait eu plusieurs Traitiés, Parles, & plusieurs voies toucheez, entre Nous & nostre Frere de France,

Finablement, en Mois de May, darreinement passe, vindrent en France, Messages depar nostre Saint Piere, le Pape, nostre chere & foial, l'Abbe de Clugny, Frere Symon de Lengres, Maistre en Divinite, Maistre de l'Ordre des Freres Prescheurs, & Hugue de Geneve, Chivaler, Seigneur d'Anton, ou nous estoions lors en nostre Host,

Et tant alerent & vinrent les dits Messages, devers Nous & devers nostre treschere Neveu, le Duc de Normandie, lors Regent le Roialme de France, qui en plusieurs Lieux s'assemblerent Traitteurs, d'une part & d'autre, pur parler & traitier de Paix entre Nous & nostre dit Frere de France, & les Roialmes de l'un & de l'autre,

Et, au darreiner, s'assemblerent les Traiteurs & Procureurs,

Depar Nous & depar nostre Aisnsne Filz, le Prince de Gales, as choses dessus escriptz par especial Deputez,

Et les Procureurs & Traitenrs,

De nostre dit Frere & son Ainsne Filz, aiant a ce Povoir & Auctorite de l'un & de l'autre,

A Bretigny pres de Chartres,

Ou quel Lieu feu parlee, traitee, & acordee, de Traitteurs & Procureurs, de l'une & de l'autre Partie, sur touz le Discors, Dissentions, & Guerres, que Nous & nostre dit Frere avoions l'une contre l'autre,

Le quel Traitie & Paix les Procureurs, d'une partie & d'autre, pur l'une Partie & pur l'autre, jurerent, aus saintz Evangiles, tenir & garder,

Et, apres ce, le jurerent solennement nostre dit Filz pur Nous & pur Lui,

Et le dit nostre Neveu, le Duc de Normandie, aiant a ce povoir, pour son dit Piere, nostre Frere, & pur Lui,

Et Nons,

Apres ces choses, ainsi faites, & a nous reportees & exposees, consideree qoi nostre dit Frere de France s'accordoit & consentoit au dit Traitie, & vouloit ycelui & la Paix tenir, garder, & acomplir de sa partie,

Icelles Traitie & Paix,

Du conseil & consentement de plusieurs de nostre Sanc & Lignage, Dux, Countes, Clers & Gentz d'Eglise, de Barons, Chivalers, & autres Nobles, Bourgois, & autres Sages de nostre Roiame.

Pur appaisier les Guerres, & les maux, & doleurs dessusdiz, dont le Poeple estoit si malmene, come dessus est dit,

A l'onneur & a la glorie du Roy des Roys, & pur Reverence de Sainte Esglise, de nostre Saint Piere, le Pape, & de ses Messages,

Avons consenti, & consentons, & les ratifions, greons, & approvons.

Et, come, par le dit Traitie & Paix, nostre dit Frere de France doit delivrer & delaisser, & ad baillie, delivre, & delaisse, si come il est contenu es ces Lettres, sur ce faites, plus plenement, a parpetuitie, a Nous, pur Nous, & pur noz Heirs, & Succeesseurs, a tenir parpetuelment & a touz jours, toutes les choses qui s'ensuivent, par la maniere qui nostre dit Frere ou ses Filx, ou aucun de ses Auncestres Rois de France les tindrent, en aucun temps passe (c'est assavoir, CE QU'EN SOVERAINETE, A TENIR EN SOVERAINETE, CE QU'EN DEMAINE, A TENIR EN DEMAINE) c'est assavoir,

La Cite, le Chastel, & toute la Counte de Poitiers, & toute la Terre & le Paiis de Poitou, ensemble les Fees de Thouartz, & la Terre de Beleville,

La Cite & la Chastiel de Xaintes, & toute la Terre & le Pais de Xaintonge, par decea & par dela la Charente,

La Citee & le Chastiel d'Augen, & la Terre & le Paiis d'Agenois,

La Citee, & le Chastiel, & toute la Conte de Peregort, & la Terre & le Paiis de Pierregorz,

ANNO 1360.

La Cite & le Chastiel de Limoges, & toute la Terre & le Païs de Lymosin,

La Cite & le Chastiel de Caours, & la Terre & le Païs de Caourcin,

La Citee, le Chastiel, & le Paiis de Tarbe, & la Tesre, Paiis, & Conte de Bigorre,

La Conte, la Terre, & le Paiis de Gaure,

La Citee & le Chastiel d'Angolesme, le Conte, la Terre, & le Pais d'Angolesmois,

La Citee & le Chastiel de Rodeis, & la Terre & le Paiis de Rovergne.

Et ce que Nous, ou aucuns des Rois d'Engleterre aunciennement tindrent en la Ville de Moustreull sur la Meer, & les Appartenances.

ITEM, la Contee de Pontiu tout entierement; sauf, & except, & selon la teneur de l'Article coutenu ou dit Traitie, qui de la dite Conte fait mencion.

ITEM, le Chastiel & la Ville de Calais,

Le Chastel, la Ville, & Seigneurie de Merk,

Les Villes, Chastielx, & Seignuries de Sangate, Couloigne, Hammes, Wale, & Oye; avec les Terres, Bois, Marois, Rivers, Rentes, Seignuries,

Et autres choses, contenues en l'Article, faisant de ce mention, ou dit Traitie, & selon la teneur du dit Article.

ITEM, le Chastiel, la Ville, & tout entierement la Countee de Guines, avec toutes lea Terres, Villes, Chastielx, Forteresces, Lieux, Hommes, Homages, Seignuries, Bois, Forez, & Droitures, selonc la teneur de l'Article, faisant de ce mencion plus planement, ou dit Trainie.

Et, avec les Iles adjacentes aus Terres, Paiis, & Lieux avant nommez, ensemble avec toutes les autres Isles, les queles Nous tenons au present, & tenions au temps du dit Traittie.

Et come, par la forme & teneur du dit Traitie & de la Paix, Nous &, nostre dit Frere, le Roy de France doions & avons promis, par Foy & par Serement, l'un a l'autre, yceux Traitie & Paix tenir, garder, & acomplir, & non venir encoutre,

Et soiens tenuz, Nous & nostre dit Frere, & noz Filz Ainsnez dessusdiz, par Obligation & Promesse, par Foy & par Serement, faitz d'une partie & d'autre, certains Renonciations, l'un pur l'autre, selon la forme & teneur des deux Articles, contenuz, entre les autres, ou dit Traitie & Paix; dont la forme est tielle,

ITEM, est acorde qui le Roy de France & son Eisnez Fils le Regent, pur eux, & pur leurs Heirs, & pur toutz les Rois de France, & leur Successeurs, a touz jours, a plustost qe se purra faire, sanz mal engin, & a plustard dedainz la Saint Michel proschain venant en un An, rendront & bailleront au dit Roi d'Engleterre, & a touz ses Heirs & Successeurs, & transporteront en eux touz les Honeurs, Regalites, Obediences, Homages, Ligeances, Vassaulz, Fiez, Services, Recognoissances, Sermentz, Droitures, mere & mixte Impere, toute maniere de Juredictions hautes & basses, Ressors, Sauvegardes, Seignuries, & Souverainetez, qui appartenent, ou purroient en aucune maniere appartenir aux Roys & a la Corone de France, ou a aucune autre parsonne a cause du Roi & de la Corronne de France, en quelque temps, es Citees, Contees, Chasteaulx, Terres, Paiis, Isles, & Lieux avantnomez, ou en aucuns d'yeelles, & à leur Appartenances & Appendantz quelconqes, ou es Parsonnes, Vassaulx, ou Subgix quelconqes d'yceux, soient Princes, Dux, Contes, Viscontes, Ercevesques, Evesques, & autres Prelatz d'Eglise, Barons, Nobles, & autres quelconqes, sanz riens a eux, leurs Heirs, & Successeurs, la Corone de France, ou autre que ce soit, retenir ne resceivir en yceux; pour quoi ils, ne leur Heirs, & Successeurs, ou aucuns Rois de France, ou autre que ce soit a cause du Roi ou de la Corone de France, aucune chose y pourront chalenger ou demander, ou temps a venir, sur le Roy d'Engleterre, ses Heirs, & Successeurs, ou sur aucun des Vassaulx & Subgitz avantditz, pur cause des Paiis & Lieux avant nomez,

Ainsi qui toutes les avant nomez Persones, & leurs Heirs, & Successeurs, parpetuelment serrour Hommes liges & Subgiz du Roi d'Engleterre, & a touz ses Heirs, & Successeurs.

Et qui le dit Roi d'Engleterre, ses Heirs, & Successeurs, toutes les Personnes, Citees, Contees, Terres, Paiis, Isles, Chastielx, & Lieux avant nomez, & toutes leurs Appertenances & Appendantz, auront, & tendront, & a eux demourront pleinement, perpetuelment, & franchement en leur Seignuries, Souverainete, & Obeissance, Ligeance, & Subjection, come les Rois de France les avoient & tenoient en aucun temps passe.

Et que le dit Roi d'Engleterre, ses Heirs, & Successeurs auront & tendront, paisiblement & parpetuelment, toutz les Paiis avant nomez, avec leur Appartenances & Appendences, & les autres choses avant nomez, en toute Franchise & Liberte perpetuelle, come Seignur Souverain & Lige, & come Voisins au Roi & au Roialme de France, sanz y recognoistre Souvesain, ou faire aucun Obedience, Hommage, Ressort, Subjection, & sanz faire, en aucun temps a venir, Service ou Recoignoissance aus Rois, ne a la Coronne de France, des Citeez, Conteez, Chastielx, Terres, Paiis, Isles, Lieux, & Personnes avant nomez, ou pur aucun d'icelles.

ITEM, est acordé qui le Roi de France & son Eisnez Filz RENUNCERONT expressement aus ditz RESORS & SOVERAINETEZ, & a tout le Droit qu'il ont ou poroient avoir es toutes les choses, que par ce present Traictie dovient appartenir au Roi d'Engleterre.

Et, semblablement, le Roi d'Engleterre, & son Eisnez Filz renonceront expressement a toutes les choses, qui par ce present Traictie ne dovient estre baillez ne demourres au Roi d'Engleterre, & a toutes les demandes, qu'il fasoit au Roi de France.

Et, par especial, au Noun & au Droit de la Corone & du Roialme de France,

A Hommage, Soverainete, & Domaine du Duche de Normandie, du Duche de Turaigne, des Contees d'Anjou & du Maine,

A la Souverainete & Homage du Duche de Bretaigne,

A la Souverainete & Homage du Conte & Paiis de Flandres,

Et a toutes autres demandes, que le Roi d'Engleterre faisoit, ou faire purroit, au Roi de France, pur quelque cause que ce soit,

Outre ce & except, qui, par ce present Traitie, doit demouret & estre baille au dit Roi d'Engleterre, & a ses Heirs,

Et en transporteront, cesseront, & delaisseront l'un Rois a l'autre, perpetuelment, tour le Droit, qoi chescun d'eulx a, ou puet avoir, en toutes les choses, qoi par ce present Traictie dovient demourer ou estre baillez a chescun d'eulx,

Et du temps & Lieu, ou & quant les dites Renunciacions se ferront, parleront & ordeineront les deux Rois a Calais ensemble.

Et,

Pur ce qui nostre Frere de France & son Eisne Filz, pur tenir & acomplir l'Articles & la Paix & Accort dessusditz, ont renunciez, expressement, as Resors & Soverainetes, compris es ditz Articles, & a tout le Droit qu'il avoient, ou povoient avoir, es toutes les choses dessus dites, qui nostre dit Frere Nous ad baillie, delivre, & delaissie, & es autres qui d'ores en avant nous dovient demourrer ou appartenir par les ditz Traities & Paix,

Nous, parmy les dites choses, renuncions, expressement, a toutes les choses, qui, par les diz Traitie & Paix, ne dovient estre bailliez ne demourrer a Nous, pur Nous, & pur noz Heirs,

Et a toutes les demandes, que nous faisoiens & pouvoions faire envers nostre dit Frere de France,

Et, par especial, au Nom & au Droit de la Corone & du Roialme de France,

A l'Omage, Souverainete, & Domaine du Duche de Normandie, du Duche de Touraine, des Countees d'Anjou & du Maine,

A la Soverainete & Homage du Duche de Bretaigne,

Et a la Souverainete & Homage du Contee & Paiis de Flandres,

Et a toutes autres demandes, que Nous faisons, ou faire povions, a nostre dit Frere, par quelque cause que ce fust,

Outre ce & excepte qui, par ce present Traictie, doit demourrer a Nous, ou a noz Heirs,

Et en lui transportons, cessions, & delaisseons, & il en Nous, & l'un a l'autre, au mielx qui nous povons, tour le Droit qui chescun de Nous povoit & puet avoir en toutes les choses, qui, par le dit Traictie & Paix, dovient demoutter ou estre bailleez a chescun de Noos,

Sauf & reserve aus Eglise, & Gentz d'Eglise, ce que a eux appartient, & que tout ce, qui a este occupe & est detenu de leur, par achoison des Guerres, leur soit rendue & delivre,

Et

Anno 1360. Et que les Villes & Forteresses, & touz les Habitantz d'icelles, ferront & demourront en tieles Libertes & Franchises, come elles estoient par avant en nostre main & Seignurie, & leur ferront confermees par nostre dit Frere de France, si il en est requiz, si contrers ne sont aus choses devantdites.

Et soumettons, quant a toutes ces choses, Nous, & noz Heirs, & Successeurs, a la Juredictíon & Cohercion de l'Eglise de Rome.

Et voulons & consentons qui, nostre Saint Piere, le Pape, conferme toutes ces choses, en donnant Monicions & Mandementz generalx, sur l'acomplissement d'icelles, contre Nous, noz Heirs, & Successeurs, & contre touz noz Subgez, soient Communes, Colleges, & Universites, ou Personnes singulers quelconques:

Et en donnant Sentences generaulz d'Escommuniement, de Suspension, & de Entredit, pur estre encorreuz par Nous & par eux, pur ce fait:

Et si tost qui Nous ou eux ferons ou attempterons, en occupant Forteresce, Ville, ou Chastiel, ou altre quelconque chose, faisant, ratiffiant, ou aggreant, ou donoant conseil, confort, faveur, ou aide, celeement ou en appert, contre la dit Paix;

Des quelles Sentences ils ne puissent estre absouls, jusqes ils aient fait plenerie satisfaction a touz ceulx, qui par cellui fait auroient soustenu ou sustendroient damages.

Et, avec ce, voulons & consentons que, nostre Saint Piere, le Pape, pur ce que plus fermement soit tenue & gardee la dite Paix a perpetuite, toutes Pactions, Confederacions, Alliances, & Covenances, coment qui elles puissent estre nomeez, qui purroient estre prejudiciables ou obvier par quelque voie a la dite Paix, ou temps present, ou a venir (suppose qui elles fuissent fermees ou vallees par Peines, ou par Serementz, & confermees de l'Auctorite de nostre Saint Piere, le Pape, ou d'autre) soient casses, irrites, & mises a nient, come contrairs au Bien commun, & au Bien de Paix commun & profitable a toute Crestiente, & desplaisanz a Dieu; & touz Seremenz, faiz en tiel cas, soient relachiez,

Et soit decerne, par le dit nostre Saint Piere, qui nul soit tenu a tiel Serementz, Alliances, ou Covenances tenir ou garder,

Et defendre qui, en temps a venir, ne soient faites tieles, ou semblables,

Et, si dit fait aucun attemptoit ou faisoit le contrare, qui, des maintenant, les casse, & irrite, & rende nuls & de nulle vertu,

Et nientmains Nous les punirons, come Violateurs de Paix, par peines de Corps & de Biens, sicome le cas le requerra & que raison voudra,

Et, si nous faisions, procurions, souffrions estre fait le contraire (que Dieu ne veulle) Nous voulons estre tenu & repute pur desloyal & mensongier, & voulons encourrer blasme & diffame come Roi Sacre doit encourrer en tiel cas,

Et jurons, sur le Corps de Jesu Christ, les choses dessus dites tenir, garder, & acomplir, & encontre non venir par Nous, ou par autre, par quelque cause ou manere.

En Tesmoign. &c.

Don. &c.

Et, pur ce qui les dites choses, & chascune d'icelles, soient, de point en point, & par la forme & maniere dessusdites, tenues & accomplices, Nous obligeons Nous, noz Hoirs, & touz les Biens de Nous & de noz Heirs, a nostre dit Frere le Roi de France, & a ses Heirs,

Et Jurons, aux saintz Euvangiles, par nous corporelement touchez, qui Nous parferons, accordrons, & accomplirons, en cas dessusdit, toutes les devant dites choses, par Nous promises & accordees, come devant est dit.

Et voulons qui, en cas qui nostre dit Frere & nostre dit Neveu auroient faites les dites Renunciacions, & envoiez & baillees, come dit est, & les dites Lettres ne fuissent baillees au nostre dit Frere, aux Lieu & terme, & par la forme & maniere, que dessus est dit, des lors, en cas dessusdit, Nos presentz Lettres, & quantque est compris dedeinz, aient tant de vigeur, effect, & fermete, come auroient noz autres Lettres, par nous promises a bailler, come dessus est dit.

Sauf, toutes voies, & reserve pur Nous, noz Heirs, & Successeurs, que les dites Lettres, dessus encorporees, n'aient aucun effect, & ne Nous puissent porter aucune prejudice ou damage, jusques a ce qui nostre dit Frere & nostre dit Neveu auront faites, envoiez, & baillees les dites Renunciacions, par la manere dessusdite, & qu'il ne puissent aider contre Nous, noz Heirs, & Successeurs, en aucune maniere, si noun en cas dessusdit. Anno 1360.

En tesmoignance de quele chose Nous avons fait mettre nostre Seal a ces presentes Lettres.

Donne a Calais le XXIV. jour d'Octobre, l'An de grace, mil, trois cens, soixante.

XII.

Traité de Paix conclu entre Jean, *Roi de France, &* Edouard III. *Roi d'Angleterre, & confirmé par* Charles *Dauphin de France. Donné à Boulogne le* 26. *Octobre* 1360. [Rymer, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 260.]

Charles, Ainsne Filz do Roy de France, Duc de Normandie, & Dalphin de Vienne, sçavoir faisons a touz, presens & a venir, que nous avons veu & diligement avise les Lettres de nôtre treschier Seigneur & Pere contenans la forme qui s'ensuit,

Jehan, par la grace de Dieu, Roy de France, a touz ceux, qui ces presentes Lettres verront, Salut.

Sçavoir faisons que Nous,

Pensanz & consideranz que les Roys & les Princes Crestiens, qui veulent bien governer le Peuple qui leur est subget, doivent fuyr & eschiver Guerres, Dissensions, & Discordes (dont Dieu est offendu) & querrer & avier, pour eulx & pour leurs Subgez, Paix, Unite & Concorde,

Par la quelle l'amour du Souverain Roy des Roys doit estre acquise, les Subgez sont gouvernez en transquilite, & aux perilz des Guerres est obvie,

Et recordans les grans maulx, domages, & afflictions, que nôtre Royaume & noz Subgez ont soustenu par long temps, pour cause & occasion des Guerres & Discordes, qui ont dure longuement entre Nous & nôtre treschier Frere le Roy d'Angleterre, & les Royaumes, Subgez, Amis, Aydenz, & Alliez d'une Partie & d'autre,

Sur les quelles entre Nous & nôtre dit Frere finablement est fait bon Accort & bonne Paix reformee,

Et desiranz ycelle tenir, & garder, & perseverer en vraye Amour parpetuelment, par bonnes & fermes Aliances entre Nous & nôtre dit Frere, noz Hoirs, & les Royaumes, & Subgez de l'one & de l'autre,

Par les queles pourroit la ditte Paix, Accorde, & bonne Amour estre plus fermement & plus entierement en Concorde garde,

Justice mieux estre exercee,

Les Droix & Seignories de l'une & de l'autre mieulx deffenduz,

Les Rebelles, Malfaitteurs, & Desobeissans a l'une & a l'autre, estre plus asselment contraios a obeir, & cesser des Rebellions & Exces,

Toute Christiente estre maintenue en plus paisible estat,

Et la Terre sainte en pourroit mieux estre secorue & aidee,

Et toutes ces causes & autres attendenz, & considerans que, nôtre Saint Pere, le Pape ait dispense, par grant deliberation, avec Nous & nôtre dit Frere; c'est assçavoir,

Avec Nous & touz noz Subgez tant Genz d'Eglise, somme Seculeurs, sur toutes les Confederations, Aliances, Conventions, Obligacions, Lettres, & Seremenz, qui estoient entre Nous, nôtre Royaume, & noz Subgez, d'une partie, &, nôtre treschier Cousin, le Roy d'Escoce, son Royaume, & ses Subgez d'autre part, comme le bien & l'effect de la ditte Paiz, entre Nous & nôtre dit Frere d'Angleterre, les Royaumes & Subgez de l'une & de l'autre, peust estre empeschee par icelles, & pour ce les ait le dit nôtre Saint Pere cassees, ostees, annullees, & irrites du tout,

Si comme en ses Lettres, & es Proces, sur ce fais, est plus plenement contenu,

Pour consideration des causes & choses dessus dittes, & aussi voulens acomplir, en tant comme toucher Nous peut, le dit Accort fait sur les dittes Allian-

ces,

Anno 1360. ces, si comme ottroie l'avons, comme dit est, eue, sur ce, tresgrant & meure deliberation,

Avons fait, & par ces presentes faisons, pour Nous, noz Enfanz, noz Hoirs, & noz Successeurs, nôtre Royaume, & noz Terres quelconques, & nos Subgiez, d'une part, avec nôtre dit Frere, ses Enfans, les Hoirs, & Successeurs, son Royaume, ses Terres, & ses Subgez d'autre partie, parpetueles Aliances, Confederations, Amitiez, Pactions, & Convenances qui apres s'ensuiont, c'est asçavoir,

Que Nous, noz Enfanz, noz Hoirs, & Successeurs, nôtre Royanme, noz Terres, & noz Subgez quelconques, presens & a venir, nez, & a naistre, serons, a touz joursmais, a nôtre dit Frere, ses Enfanz, ses Hoirs, & Successeurs, son Royaume, ses Terres, & Subgez queleonques, bons, vrays, & loyaux Amis & Allier, & leur garderons, de tout nôtre povoir, leurs Honours, & leurs Droix,

Où Nous les saurons, leur dishoneur, leur vitupere, & leur dummage empescherons loyaument de tout nôtre povoir,

A aucuns de leurs Ennemiz, presens & a venir, nez ou a naistre, quelqu'il soient, aucun conseil, confort, ou aide encontre eulx, ou aucun d'eulx, pour quelconques cause ou occasion que ce soit ou puist estre, par Nous celeement ou en appert, Nous ne donnerons, ne ferons,

Ne yceulx Ennemiz, au domage ou prejudice de nôtre dit Frere, ses Hoirs, ou son Royaume, scienment recepterons, recevrons, ne recepter ne recevoit ferons ou souffrerons, en aucune maniere, en nôtre Royaume, ou autres noz Terres ou Seiguories,

Ne par iceux Royaume & Terres, ou aucun d'eulx, en prejudice ou domage de nôtre dit Frere, ses Hoirs, Successeurs, son Royaume, ses Subgez, & ses Terres, leurs diz Ennemir passer ne demorer scienment souffrerons,

Ne autrement yceuz Ennemis par Nous, ou par autres, en appert ou en repost, sous quelconque tiltre ou coleur que ce soit, contre nôtre dit Frere, ses Hoirs, & Subgez, & son Royaume, & autres Terres, ne porterons ne soustendrons,

Noz Amiz & noz Alliez a leur Amour & Alliance, s'il Nous en requierent, de nostre povoir enduirons,

Et ne souffrerons aucuns de nor Subgez, ne autres quelconques, aler ou entrer en Royaume ou autres Terres de nôtre dit Frere, ses Enfans, Hoirs, ou Successeurs, pour y faire Guerre, domage, ne offense aucune, a Gages ou Service d'autrui, ou autrement, par quelque maniere & cause que ce soit, aincois les empescerons & destourberons de tout nôtre povoir,

Et se aucum de nos Subgez faisoient le contraire, ou aucune Guerre, villenie, ou dommage a nôtre dit Frere, a son Royaume, par Terre ou par Mer, ne a ses Enfanz, Hoirs, Successeurs, ou Subgez, nous les en punirons & ferons punir, si grandement, qu'il fera example a touz autres,

Et, de tout nôtre povoir, ferons adrecier & reparer touz les domages, attemptaz, ou emprises, faittes contre ces presentes Alliances, se Nous en sommes requis,

Et toute foiz, que nôtre dit Frere, ses Hoirs, ou Successeurs auront mestier de nôtre ayde, & il Nous en requerront, ou ferront requerir, Nous, encontre toute personne, qui puise vivre & morir, leur aiderons, & donrons tout le bon conseil, confort, & aide, a leurs propres frais & despens, que Nous ferions & pourroions faire pour nôtre propre fait & besoigne, & sanz fraude & mal engin,

Non contrestant quelconques autres Alliances, Amitiez, ou Confederations, que Nous, ou noz Predecesseurs, aions eues, en temps passe, a quelconques autres personnes, aux quelles toutes, & chascune d'icelles, Nous renoncerons du tout, pour Nous, noz Successeurs, Royaumes, Terres, & Subgiez, a tous joursmais, par presentes:

Reserve toute fois & excepte le Pape & le Saint Siege de Rome, & l'Empereur de Rome qui ores est, les quiex Nous ne voulons estre compris en ces presentes Alliances en aucune maniere.

Et, pour ce que Alliances, Confederations, Couvenances, Pactions, & autres choses dessus dittes, & chascune d'icelles, soient plus fermement tenues, gardees, & acomplies, Nous avons jure sur le Saint Corps Jesu Crist, & encores jurons & promettons par la foy de nôtre Corps, & en parole de Roy, les choses dessus dittes & chascune d'icelles tenir fermement & acomplir a touz jours, sanz enfreindre en tout ou en partie, en aucune maniere, par quelconque cause ou occasion que ce soit.

Et se Nous faisions, procurions, ou souffrirons scieument le contraire estre fait (ce que Dieu ne vuille) Nous voulons estre tenu & repute, en touz Lieux, & en toutes Places, & en touz Païs, pour faux, mauves, & desloial parjur, & encourir tel blasme & diffame comme Roy Sacre doit encorir en tel cas. Anno 1360.

Et, par ces presentes Aliances, nous n'entendons, ne voulons, que aucun prejudice se face a Nous, a noz Hoirs, & Subgez, par quoy Nous, & eux, pourrions & pourrons recepter, porter, & tenir touz les banniz & fuitis hors du Royaume d'Angleterre, presens & a venir, nez & a naistre, par queleonques cause ou occasion que ce soit, par maniere que a este fait, & acoustume de faire en temps passe.

Et souzmettons, quant a toutes ces choses, Nous, & noz Hoirs, & Successeurs a la Jurisdicion & Cohercion de l'Eglise de Rome.

Et voulons & consentons que, nôtre Saint Pere, la Pape, conferme toutes ces choses, en donnant Monitions & Mandemens generaux, sur l'acomplissement d'icelles, contre Nous, noz Hoirs, & Successeurs, & contre touz noz Subgez, soient Communes, Colleges, Universitez, ou Personnes singulieres quelconques,

Et en donnant Sentences generaux d'Escomuneiement, de Suspension, & de Intredit, pour estre encorux par Nous & par eulx, pour celluï fait, si tost que Nous ou eulx ferons ou attempterons, en occupant Forteresce, Ville, ou Chastel, ou autre quelconque chose faisant, ratifiant, ou agreant, ou donnant conseil, confort, favor ou aide, celeement ou en appert, contre la ditte Paiz & cestes presentes Alliances.

Et avons fait semblablement jurer toutes les devant dittes choses par,

Noz treschers Enfanz,
Le Duc d'Anjou & du Maine,
Le Duc de Berry, & d'Auvergne:
Le Duc de Thouraine,
Le Duc d'Orliens, nôtre Frere:
Et, noz Cousins, *le Duc de Bourbon*,
Monsire Jaque de Bourbon,
Jehan d'Artois,
Monsire Pape d'Alencon,
Monsire Johan d'Estampes,
Guy de Bloys,
Le Conte de Saint Pol,
Le Conte d'Harecourt,
Le Conte d'Auceurre,
Le Conte de Tancarville,
Le Conte de Sanceurre,
Le Conte de Jouigny,
Le Conte de Salebruche,
Le Conte de Breine,
Le Sire de Coucy,
Le Sire de Craon,
Le Sire de Fienles,
Le Dauphin d'Auvergne,
Le Sire de Montmorancy,
Guillaume de Craon,
Le Sire de Saint Venant,

Et ferons aussi jurer, semblablement & au plustost que faire pourrons bonnement, la plus grant partie des Prelaz, Pers, Dux, Contes, Barons, & autres Nobles de nôtre Roiaume.

En tesmoing des quelles chose Nous avons fait mettre nôtre Seel a ces presentes Lettres.

Donne a Bouloigne le xxvi. jour d'Octobre, l'An de grace Mill. CCC. sexante.

Et Nous, Charles dessusdit,

Voulens de tout nôtre povoir enteriner & acomplir tout ce, que nôtre dit Seigneur & Pere a promis & convenancie,

Prometions, loyalment & en bonne foy, & avons jure, & jurons, sur le Corps Jehu Crist sacre, tenir, garder, & acomplir, pour tant comme il Nous touche & pourra toucher, toutes, & chascune, les choses, contenues es Lettres ci dessus transcriptes, & par la forme & maniere que compris y est, sanz venir, ne faire venir, en aucune maniere, a l'encontre.

En tesmoing de ce Nous avons fait mettre nôtre Seel a ces presentes Lettres.

Donne

ANNO 1360. Donne a Bouloigne le xxvi. jour d'Octobre l'An de grace Mill. CCC. sexante.

Par Monsita le Due.

N. DE VENES.

Sub Sigillo, Ceræ viridi impresso, a Filis sericis.

Testificatur per Abbatem Andruynum sub eadem Data.

XIII.

16. Mai. ACHAIE. *Testament de* JAQUES de Savoye, *Prince d'Achaie, en date du 16. Mai, 1360.* [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 114.]

In nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen.

ANno ejusdem Domini millesimo tercentesimo sexagesimo, indictione quarta, die sexdecima mensis Maji, per hoc præsens publicum Instrumentum, cunctis appareat, tam præsentibus quam futuris *Cum Illustris Dominus Jacobus de Sabaudia Princeps Achayæ Filius, & Hæres recolendæ memoriæ Domini Philippi de Sabaudia Principis Achayæ quondam*, considerans, & attendens quod nichil est certius morte, & nichil incertius hora mortis, volens providere saluti ejus animæ, & de bonis suis sibi à Deo collatis ordinare taliter, quod post ejus decessum, de ipsis bonis suis, inter liberos suos impostetum nulla contentio oriatur: Idcirco Idem Dominus Jacobus sanus mente, & corpore, per Dei gratiam, de bonis suis omnibus, sive sint mobilia, vel immobilia, nomina, jura, & actiones, vel alia quæcumque coram me Notario, & testibus infra scriptis masculis, & puberibus præsentibus, audientibus, & intelligentibus, vocatis, & rogatis specialiter per ipsum Dominum Jacobum Principem, pro infra scriptis, & ad infra scripta, ut de ipsis veritas perpetuò habeatur, suum præsens Testamentum nuncupativum, licet in scriptis redactum, & suam ultimam voluntatem, & dispositionem facit, disponit, & ordinat in modum qui sequitur, & formam. In primis animam suam cum à corpore suo exiverit recommendat Altissimo Creatori, & Gloriosæ Virgini Mariæ Matri suæ, & toti Cœlesti Curiæ Supernorum. Item sepulturam suam eligit in Cimiterio Fratrum Minorum Ordinis Beati Francisci Conventus Pinarolii, videlicet in Capella per ipsum inchoata ibidem, & ibi vult sepeliri secundum statum ipsius, ad ordinationem suorum Executorum infra scriptorum, quibus Fratribus Minoribus, tam pro remedio animæ suæ, & parentum suorum, quam pro facienda, & construenda dicta Capella una cum tumulo, in quo vult sepeliri, tria millia florenorum boni auri, & magni ponderis, per Hæredem suum universalem infra scriptum solvenda semel dat, & legat. Item Pauperibus Christi dividendum per dictos suos Executores infra scriptos pro remedio animæ suæ, & parentum suorum, centum libras grossorum Turonensium semel dat, & legat. Item vult, ordinat, & disponit, quòd ordinationes, & legata factæ, & facta per inclytæ recordationis Dominum *Philippum de Sabaudia, & Dominam Catharinam* ejus parentes, de quibus apparebit per Testamenta ipsorum, plenariè observentur, per Hæredem suum universalem ad quorum omnium plenariam observationem, ipsum Hæredem suum obligat. Item *Dominæ Margaretæ de Bellojoco ejus Conjugi*, dotalicium suum, & donationem propter nuptias, & in augmentum Dotis per eum sibi factam, una cum assignatione. de ipsis per eum sibi facta, de quibus constare asserit Instrumento publico recepto, manu Anthonii Bessonis de Yenna, Notarii publici dat, & legat, & casu quo de ipso assettamento non appareret, ipsum dotalicium, & augmentum eidem Dominæ Margaretæ assignat, de præsenti super Castris. & Villis Taurini, Montiscalerii, & Cariniani unà cum Jurisdictione omnimoda, Hominibus, Homagiis, Fidelitatibus, Redditibus, Censis, Usagiis, & omnibus aliis Juribus, & pertinentiis Locorum prædictorum, quæ omnia eidem Dominæ Margaretæ pro suis, dotalicio, donatione, & augmento hipothecat tenenda, per ipsam, post ejus obitum, quamdiu se abstinuerit ad secundas nuptias convolandum. & in casu quo secundario nubet, vult, & ordinat idem Testator, quod dictum dotalicium, cum donatione, & augmento prædictis, eidem Dominæ Margaretæ, per Hæredem suum universalem infrà scriptum, integrè persolvatur, & quod ipsa Domina Margareta in eodem casu dicta Castra, Villas, & cætera sibi assignata, ipsi Hæredi suo universali remittere teneatur. Item Dominum *Philippum ejus Filium, quem suscepit à Domina Sibilla de Bancio ejus conjuge*, quondam in Castris, & Villis Vigoni, Villæ-Franchæ, Mirobolii & Briquerasii. una cum Jurisdictione omnimoda dictorum Locorum, & una cum omnibus Hominibus, Homagiis, Fidelitatibus, Redditibus, Possessionibus, Usagiis. Tributis, & aliis omnibus Juribus, & pertinentiis ipsorum Locorum, nec non, & in reachetis, & rachetorum Juribus, quæ habet in Castris, & locis Moretæ, & Briquerasci, quorum rachetorum prætia per Hæredem suum universalem infra scriptum solvantur, Hæredem suum instituit. & pro tanto ipsum ejus Filium, de bonis suis omnibus, vult esse contentum, & quod aliquid ulterius aliqua causa, de Hæreditate sua, non possit petere, ita tamen quod ipsa Castra, Villas, & Loca prædicta cum Juribus & pertinentiis ipsorum Locorum teneat in Feudum ab Hærede suo universali infra scripto, & sub Homagio Ligio ad quod præstandum ipsi Hæredi suo universali sit efficaciter obligatus, præcipiens idem Testator, & per fideic. requirens ipsum Dominum Philippum Filium suum, quod in casu quo ipsum decedere contingeret sine Hæredibus legitimis, & naturalibus masculis, à suo proprio corpore procreatis, quod prædicta Castra, Villas, atque Loca, cum Juribus, & pertinentiis ipsorum Locorum, restituat dicto Hæredi suo universali infra scripto. & ad ipsa omnia reddenda dicto Hæredi suo universali in casu prædicto, ipsum obligat, & quod si forsan decederet, remanentibus sibi Filiabus, una vel pluribus naturalibus, & legitimis, & de suo proprio corpore procreatis, ipsas vult, & præcipit maritari per dictum Hæredem suum universalem, ad ordinationem *Illustris, & Magnifici Principis Domini Amedei nunc Comitis Sabaudiæ* Domini sui carissimi, vel Successorum suorum Comitum Sabaudiæ, quas quidem Filias omnino prohibet, ne ad successionem dicti Domini Philippi eorum Patris in Castris, Villis, & locis prædictis aliqualiter admittantur. Item *Ludovicum ejus Filium* quem suscepit à dicta Domina Margar. nunc conjuge sua, in quingentis florenis auri annualibus sibi assignandis, per Dominum nunc Comitem Sabaudiæ, aut ejus Successores, qui fuerint Comites Sabaudiæ, in loco vel locis aliis ipsius Testatoris, ubi eis videbitur, Hæredem suum instituit, & pro tanto ipsum Ludovicum ejus Filium ab omni Hæreditate sua, vult esse contentum, & quod res quæ sibi assignabuntur, pro dictæ florenorum summa ut supra, à dicto Hærede suo universali tenere debeat in Feudum, & sub Homagio Ligio, & quod si ipsum Ludovic. decedere contingeret sine liberis legitimis, & naturalibus à suo proprio corpore procreatis, quod dictæ res sibi assignatæ, pro dicta quantitate florenorum, ad dictum Hæredem suum universalem infra scriptum plenariè revertantur; rogans, per fideic. ipsum Ludovic. ejus Filium, ut in dicto casu, prædicta omnia restituat Hæredi suo universali. Item *Domino Aymoni de Sabaudia Fratri suo* carissimo Castrum, Villam, & Maudamentum Combæ Viannæ, cum Jurisdictione omnimoda, Hominibus, Homagiis, Fidelitatibus, Redditibus, Serviciis, & omnibus aliis Juribus, & pertinentiis, & de quibus idem Testator jam asserit ordinasse, ut ea habeat, dat, ita tamen quod si ipsum decedere contingeret sine Hæredibus masculis naturalibus, & legitimis à suo proprio corpore procreatis, quod prædicta omnia ad dictum Ludov. ejus Filium perveniant, & pervenire debeant pleno jure, & dictus Ludovic in eo casu omnia ea tenere debeat à dicto Hærede suo universali infra scripto in Feudum, & sub eodem Homagio quo supra, rogans idem Testator ipsum Dominum Aymonem Fratrem suum, ut in casu prædicto, prædicta omnia restituat eidem Ludov. ejus Filio. Item vult, & disponit idem Testator quod si contingeret ipsum habere, & procreare plures Filias, unam vel plures à dicta Domina Margareta nunc uxore sua, vel à quacumque alia uxore sua legitima, quòd ipsa Filia, vel Filiæ maritentur semper per Dominum nunc Comitem Sabaudiæ, vel per ejus Successores qui Comites Sabaudiæ fuerint, etiam de jussu, & voluntate ipsorum, expensis tamen, & sumptibus dicti Hæredis sui universalis infrà scripti, & quod Filiæ primogenitæ detur, & constituatur dos, videlicet viginti quinque millium florenorum auri, & alteri Filiæ secundo genitæ detur, & constituatur dos, videlicet decem millium florenorum auri, & sic successivè cuilibet ex ipsis Filiabus ulterius nascentibus detur, & constituatur dos decem millium florenorum auri, quarum quidem Filia-

tum

ANNO 1360.

rum sic nascentium, & nasciturarum Dotes, per dictum Hæredem suum infrà scriptum solvi debeant, & in casu quo decederent dictæ Filiæ sine liberis naturalibus, & legitimis, ipsa dus, seu dotes sic solutæ, ad ipsum Hæredem suum universalem infrà scriptum revertantur, Ipsasque tales Fillas sic nascentes; & nascituras, & ipsarum quamliber in dictis quantitatibus sibi Hæredes instituit, & pro tanto vult ipsas, & earum quamlibet à tota Hæreditate sua tacitas, & contentas. Item vult, ordinat, & disponit idem Testator, quòd omnibus familiaribus, & servitoribus suis utriusque sexus fiat, ad ordinationem Executorum suorum infrà scriptorum, & per ipsos Executores suos condigna remuneratio de suis serviciis, & labore, taliter quòd meritò sint contenti, & debeant contentari. In omnibus autem aliis bonis suis mobilibus, & immobilibus quæcumque sint, & quocumque nomine censeantur, *Amedeum Filium suum* quem à dicta Domina Margareta nunc conjuge sua primogenitum suscepit Hæredem suum universalem sibi instituit eo modo, jure, & forma quibus melius potest, & vult, & præcipit omnia legata, & ordinata per ipsum Amedeum Hæredem suum universalem persolvi, nec non omnes clamores suos emendati, & quæcumque male ablata per ipsum antedictum, de ipsius mandato plenariè restitui ad arbitrium, & ordinationem dictorum Executorum suorum infra scriptorum: Et in casu quo idem Amedeus Filius, & Hæres suus universalis prædictus decederet in pupillari ætate, vel aliter quandocumque sine liberis masculis naturalibus, & legitimis de suo proprio corpore procreatis, dictum Ludovicum ejusdem Testatoris Filium eidem Amedeo vulgariter, & pupillariter, & per fideicommissum substituit. Et in casu quo idem Ludovicus decederet absque liberis masculis naturalibus, & legitimis ex suo proprio corpore procreatis in pupillari ætate, vel aliter quandocumque, eidem Ludovico sic decedenti, primogenitum Filium suum masculum eidem substituit vulgariter, & pupillariter, & per fideicommissum, & per consequens omnes alios suos Filios nascituros gradatim, sicut & quemadmodum nascerentur, alterum alteri substituit, & in casu quo non haberet ulterius Filios aliquos masculos, naturales, & legitimos natos, & nascituros, eo casu eidem Ludovico Dominum Aymonem de Sabaudia Fratrem suum carissimum substituit, & ubi idem Testator Filios haberet nascituros, ultimo decedenti in pupillari ætate, vel aliter quandocumque sine liberis masculis naturalibus, & legitimis de suo proprio corpore procreatis, dictum Aymonem Fratrem substituit. Si vero dictus Dominus Aymo à dicta Hæreditate, per formam substitutionis prædictæ decederet sine liberis masculis naturalibus, & legitimis, *Illustrem, & Magnificum Principem Dominum Amedeum nunc Comitem Sabaudiæ* Dominum suum carissimum, si vixerit, alium suum Successorem Comitem Sabaudiæ eidem Domino Aymoni substituit; Et si forsan dictus Dominus Philippus ejus Filius ex tunc viveret, videlicet adveniente loco dictæ substitutionis per mortem dicti Domini Aymonis quem vetat, & prohibet ne ad aliquam successionem prænominatorum admittatur, vult, ordinat, & requirit idem Testator, quod in eo casu dictus Dominus Comes Sabaudiæ, eidem Domino Philippo Filio suo teneatur assignare, & assertare ultra montes in partibus Sabaudiæ, videlicet in locis quibus sibi Domino Comiti placuerit, in alia sua Terra, sex mille florenos auri, in reditibus sufficientibus, annualiter percipiendis, per ipsum Dominum Philippum, una cum Jurisdictione omnimoda Locorum omnium quæ assignarentur eidem, & idem Dominus Philippus dicta Castra, & loca cum reditibus, hominibus, Homagiis, fidelitatibus, & aliis pertinentiis ipsorum, in quibus ut supra eundem instituit, Domino Comiti reddere, & dimittere teneatur. Item dictis liberis suis utriusque sexus, tam natis quàm nasciturls Tutorem Testamentarium ordinat, & constituit, videlicet dictum Dominum Comitem Sabaudiæ, absque tamen redditione Compoti, & Inventarii confectione, quem rogat humiliter, & requirit, ut onus tutelæ ipsorum liberorum suorum dignetur, & sibi placeat assumere, quousque ad tempora pervenerint pubertatis, & ultra ipsorum liberorum suorum bona regere, & administrare, donec, & quousque fuerint ætatis legitimæ, scilicet viginti quinque annorum, & quod sciant se regere, & bona sua administrare decenter. Item vult, & ordinat idem Testator quod quandocumque altissimo placuerit Creatori, ipsum Testatorem ab hoc sæculo migrari, quod omnia Castra, Villæ, Loca, & quæcumque alia bona ipsius Testatoris, in manibus dicti Domini Comitis Sabaudiæ realiter ponantur; Et mandat idem Testator, tenore præsentis Instrumenti, omnibus, & singulis Castellanis, & Officiariis suis, qui tunc erunt, ut dicta Castra, Villas, & Loca, & alia bona sua eidem Domino Comiti Sabaudiæ realiter expediant, & omnibus suis fidelibus, Vassallis, & Subjectis, ut eidem Domino Comiti in omnibus pareant, & obediant, tanquam ipsi, si tunc viveret in humanis. Executores vero suæ præsentis ultimæ voluntatis constituit, & ordinat idem Testator, videlicet RR. in Christo Patres Dominos Joannem Dei gratia Episcopum Tauriuensem, Eduardum eadem gratia Abbatem Secusiæ, Dominum Ruffinum Priorem Novalesiæ, & Joannem Bartholomé, Fratres Joannem de Lucerna, & Martinum Caynæ; dans eisdem Executoribus suis plenam, & liberam potestatem contenta in præsenti Instrumento exequendi, prout in talibus fieri debet, non obstantibus aliquibus contradictionibus per Hæredem suum, seu per alterum quemcumque faciendis, requirens idem Testator per formam hujus Instrumenti dictum Dominum Comitem Sabaudiæ Dominum suum carissimum, quatenùs dictos Executores suos fortes faciat, ad ipsam executionem plenariè faciendam, & quòd de bonis suis ipsis Executoribus faciat expedire, pro executione plenaria facienda suæ præsentis ultimæ voluntatis, & si forsan aliqui ex ipsis prænominatis Executoribus, ad ipsam executionem faciendam, adesse nequiverint, vel noluerint, cæteri nihilominùs prædictam executionem faciant, & insolidum super hoc habeant potestatem. Hoc autem suum ultimum Testamentum, & suam ultimam voluntatem, & dispositionem esse voluit, quòd, & quam valere vult jure Testamenti nuncupativi, & si forsan non valet jure Testamenti nuncupativi, vult quòd valeat jure Codicilliorum, vel jure Donationis causa mortis, vel cujusque alterius ultimæ voluntatis, secundùm, & prout quòd meliùs, & fortius valere poterit secundùm Jura, & Canonicas Sanctiones: Revocans, cassans, irritans, & annullans omnia alia sua Testamenta, & Codicillos, quæ reperientur hactenus per eum fuisse facta, & ipsa vult fore, & esse nullius valoris, & momenti. Requirens humiliter dictum Dominum Comitem Sabaudiæ per seriem hujus Instrumenti, ut sibi placeat Testamentum confirmare, & quòd ipsum, cum locus evenerit, faciat plenariè attendi, & adimpleri, & in suis singulis capitulis firmiter observari. Requirens, & rogans idem Testator testes infra scriptos præsentes masculos, & puberes, quorum nomina inferius describuntur, ut huic suo ultimo Testamento, & suæ ultimæ voluntati, testes intersint, & quòd de prædictis omnibus, loco & tempore perhibeant testimonium veritatis. Actum apud Rippolas in Domo Willermi Dro. videlicet in Camera juxta aulam, præsentibus Dominis Francisco de Longa-Comba Baillivo Vallis-Secusiæ, Petro Bovardi, Aymone Beruardi Militibus, Fratre Joanne de Croso Ordinis Fratrum Minorum, Fratre Petro de Castromonte, & Fratre Dominico de Castromonte Ordinis Prædicatorum, Anthoniu de Monte-majori, Bartholomæo Marcynt de Fossano, & Petro Bernodi dicto Rosset Secretario dicti Domini Comitis vocatis, & rogatis testibus ad præmissa, per Testatorem prædictum. *Signé* DE ARLENIS.

XIV.

Imperatoris CAROLI IV. *Investitura, Ducibus* 21. Mai. *Austriæ* RUDOLPHO, FRIDERICO, ALBERTO *&* LEUPOLDO, *de Ducatibus* Austriæ, Styriæ *&* Carinthiæ *cum omnibus & singulis Comitatibus; item Dominiis* Carniolæ, Marchiæ *&* Portûs Naonis, *omnibusque Feudis, quæ iidem Duces, eorumque Progenitores in* Suevia, Alsatia *& alibi ab Imperio tenuerunt, necnon de Feudis quæ Duces* ALBERTUS *&* OTTO *ab Imperatore* LUDOVICO Bavaro *habuerunt concessa. Datum Seveld die* XII. *Kalend. Junii* 1360. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

KAROLUS Quartus divina favente clemencia Romanorum Imperator semper Augustus, & Boemiæ Rex, Notum facimus tenore presencium universis, quod pure fidei, & preclare devocionis insignia quibus Illustris Rudolfus Dux Austrie, Styrie & Karinthie Princeps, & Gener noster dilectus nos, & Sacrum Romanum Imperium sincerius veneratur, & obsequia fructuosa, que nobis,

Anno 1360. nobis, & eidem Imperio exhibuit & que ipse Rudolfus Dus, nec non Illustres Fridericus, Albertus & Leupoldus Duces, ejus Fratres, & ipsorum Heredes in futurum impendere poterunt & debebunt, clare nostre mentis intuitu limpidius intuentes, Ipsi Rudolfo Duci Austrie, Stirie & Karinthie, ac Fratribus suis, Friderico, Alberto & Leupoldo Ducibus predictis, ceterisque eorum Heredibus, presentibus & futuris, Ducatus Austrie, Stirie & Karinthie, cum omnibus & singulis Comitatibus, Advocaciis ac Dominiis, necnon Judiciis, Mutis, Theoloneis, Monetis, Nemoribus, & Silvis & omnibus Juribus, ac Bonis feodalibus, ad eosdem Ducatus Austrie, Stirie & Karinthie pertinentibus, quocunque nomine censeantur, necnon Dominia Carniole, Marchie & Portus Naonis, & omnes Comitatus & Dominia, cum omnibus eorum Juribus & Bonis feodalibus, omniaque Feoda, Jura & Libertates, quas vel que ipsius Duces Rudolfus, Fridericus, Albertus & Leupoldus habuerunt, vel adhuc habent, ac singula que a Romanis Imperatoribus seu Regibus hactenus tenuerunt & possederunt, universa quoque Dominia, Comitatus, & Civitates cum omnibus suis Juribus & pertinenciis super quibus a divis Imperatoribus seu Regibus Romanorum Duces predicti habent testimonium litterale, omnia quoque & singula Feoda, que jam dicti Duces ipsorumque Progenitores in Sweviu, Alsaciu & alibi ab Imperio hactenus tenuerunt & possederunt, velud Romanorum Imperator, nomine, & vice Sacri Romani Imperii, contulimus & conferimus, cum omnibus Juribus predictis, Libertatibus, Consuetudinibus, ac pertinenciis universis, prout ab antiquis temporibus & modernis, hucusque devolutum fore dinoscitur & deductum, necnon universa Feoda que felicis recordacionis Illustres Dux Albertus Genitor ipsorum, & Otto quondam Dus Frater ipsius ab olim Ludewico de Bavaria, qui se Imperatorem nominavit, tenuerunt & possederunt per omnia juxta suarum tenorem & continenciam Litterarum, cum ejusdem Ludowici Infeoduciones & Littere sint & fuerint invalide & nullius vigoris penitus, vel momenti, predictis Rudolfo Duci, necnon Friderico, Alberto & Leupoldo ipsius Fratribus, ac ipsorum Heredibus, de novo contulimus & conferimus de liberalitate Cesarea & gracia speciali, ac eundem Rudolfum Ducem, suo & predictorum Friderici, Alberti & Leupoldi Fratrum suorum ac Heredum eorundem nomine atque vice, Sceptro nostro Imperiali investivimus & investimus de Feodis supradictis, adhibitis solempnitatibus debitis & consuetis; condicione tali quod Illustres Fridericus, Albertus & Leupoldus Duces, Fratres Rudolfi Ducis prescripti, ceterique ipsorum Heredes, Ducatus, Principatus, Dominia, & Terras predictas, cum omnibus suis pertinenciis, prout superius sunt expressu, a nobis in Feodum debebunt uccipere modo debito & consueto, quando ad ipsos fuerint Hereditarie devoluta. Nos quoque promittimus & spondemus, quod in casu predicto, Ducatus, Principatus, Dominia, & Terras easdem, cum omnibus suis pertinenciis predictis, Friderico, Alberto, & Leupoldo Ducibus, & eorum Heredibus, conferre volumus & tenemur, quolibet recusacionis seu dilacionis diffugio pretermisso, quamprimum ad ipsos, vel eorum aliquem, ut premittitur, Jure Hereditario fuerint devoluta, presencium sub Imperialis nostre Majestatis Sigillo testimonio Litterarum. Datum Seveld. Anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo, Indiccione tercia decima XII. Kalend. Junii, Regnorum nostrorum Anno quartodecimo, Imperii verò sexto.

Per Dominum Cancellarium.

Jo. Eystetten.

XV.

17. Dec. *Diploma* Karoli IV. *Imperatoris, quo omnia Jura & Immunitates Civitatibus & Judiciis* Austriæ, Styriæ & Carinthiæ, *olim concessas, eisdem nunc, in favorem Ducis* Rudolphi, *& Fratrum suorum* Friderici, Alberti, *&* Leupoldi, *confirmat. Nuremberg Anno* 1360. *Indict.* 13. XVI. *Kal. Januar.* [Piece tirée des Archives Imperiales & Archi-Ducales du petit Tresor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

Karolus Quartus divina favente clemencia Roman. Imperator semper Augustus, & Boemie Rex, Notum facimus, tenore presencium, universis. Quod nos Illustri Rudolfo Austrie, Styrie & Karinthie, Duci, Generoso & Principi nostro dilecto, nec non Illustribus Friderico, Alberto & Leupoldo Fratribus suis, Heredibus & Successoribus eorum, intuitu obsequiorum, que nobis & Romano Imperio, possunt & debent impendere, confirmavimus, & confirmamus Imperiali auctoritate, omniu Jura, gratias & libertates, ac eciam bonas consuetudines, quas eorum Civitates, & Judicia, ab Imperatoribus, & Romanorum Regibus, ad ipsos, usque in diem, quo electi fuimus, sunt deducte. Insuper debent eciam, Judei, qui in ipsorum Civitatibus, vel Municionibus resident, aut in eis domicilium contrahent, sub Juribus & consuetudinibus permanere, quibus ab antiquis, usque ad nos in hec tempora, devenerunt, presencium, sub Imperialis nostre Majestatis Sigillo, testimonio Litterarum. Datum Nuremberg Anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo, Indiccione tercia decima XVI. Kalend. Januarii, Regnorum nostrorum Anno quinto decimo, Imperii verò sexto. Anno 1360.

Per Dominum Cancellarium.

Heinr. Australio.

XVI.

Reversales Bolkonis *Silesiæ Ducis ergà* Carolum IV. *Romanorum & Bohemiæ Regem; Quod donata sibi à præfato Rege media Civitas* Glogoviæ *atque appertinentiæ, post obitum suum, ad memoratam Regem, aut Hæredes vel Successores ejus reverti debeant. Datum Sweidnitz Dominica* Oculi 1361. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abs. III. pag. 316.] 1361. 28. Fevr.

Nos *Bolko Dei Gratia Dux Silesiæ de Furstenberg, & Dominus in Sweidnitz, notum facimus universis præsentes Literas inspecturis.* Quod quia *Serenissimus, ac Invictissimus Princeps, & Dominus Carolus IV. divino favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus, & Boëmiæ Rex, Dominus noster gratiosus,* ob singularis amoris uffectum, quo nos gratiosè complectitur, medietatem Civitatis Glogoviæ ad se & Regnum suum Bohemiæ ejusdem Regni Coronam immediate spectantem cum *Villis, Curiis, Censibus, Utilitatibus, Honoribus, Civibus, Vasallis, Incolis & Rusticis,* uc *Universis pertinentiis prædictæ Civitatis mediæ ac districtus ejusdem,* nobis dedit atque donavit tenendam, habendam, uti fruendam, per nos & ad vitæ nostræ tempora pacifice possidendam. Ita quod post nostrum obitum ad ipsum, seu *Hæredes, & Successores Reges Boëmiæ, & ad Regnum Bohemiæ* omnimodo revertatur. Ideoque suæ gratiæ grati esse volentes, eidem Domino nostro promisimus, & præsentibus ex certa nostra scientia, bona fide nostra, sincere absque omni fraude promittimus, quod quamprimum ad præsentiam suam (Deo volente) venerimus, ex tunc juxta suam, vel non extante (quod ubsit) Hæredis, & Successoris sui *Regis Boëmiæ* informationem & pro nobis & Hæredibus nostris ipsum & Hæredes, uut Successores suos *Reges Boëmiæ,* cum literis & promissis fidelibus *Illustrissimæ Principis Dominæ Agnetis Ducissæ Silesiæ & in Sweidnitz & Jaurov:* sufficienter certificare, sibique cavere volumus, & debemus, quod post obitum nostrum dicta medietas Glogoviæ cum universis pertinentiis suis præfatis, absque omni contradictione, impedimento, & difficultate, *ad memoratum Dominum nostrum Dominum Imperatorem, & Regem Bohemiæ seu Hæredes & Successores suos Reges Bohemiæ & ad Regnum Bohemiæ ejusque Coronam* infallibiliter & omnimode revertatur. Et si quicunque cujuscunque conditionis, dignitatis vel status, post nostrum obitum, ipsum Dominum *nostrum Imperatorem, ut Regem Bohemiæ, Hæredes & Successores suos Reges Bohemiæ,* qui pro tempore fuerint, in receptione & recuperatione dictæ Civitatis mediæ Glogoviensis nec non Districtus, & pertinentiarum omnium prædictarum, quomodolibet impedire, vel eas occupare tentaverit, eadem conthoralis nostra, Hæredes nostri nec non & *Nobiles, Civitatenses, Vasalli, & terrigenæ Swidnicenses & Jaurenses,* prædicti eos ad obtinendum, recuperandum, ac plenissime

ANNO 1361. capiendum, Civitatem mediam antedictam cum suis pertinentiis prælibatis fideliter & efficaciter tota sua potentia adjuvabunt. Illud autem specialiter expressè promittimus bona fide, quod ad regimen & ad gubernationem Civitatis & Districtus prædictorum, honestum virum statuere volumus & debemus, qui cum eisdem *Domino nostro Imperatori ut Regi Bohemiæ, Hæredibus & Successoribus suis Regibus Boemiæ*, jurata fide promittet, quandocunque nos mori contiget, ea sine omni dolo ipsis fideliter assignare & in ipsorum reddere potestatem. Et quotiescunque uno deposito alium in eodem Regimine statuemus, toties similem promissionem juratam ipsis fieri procurabimus bona fide à quolibet qui per nos illis fuerit constitutus. In cujus rei testimonium præsentes Literas Fratris, & Sigilli nostri de certa nostra scientia jussimus appensione muniri. Data *Sweidnitz*. Anno Domini M. CCCLXI. Dominica quadragesimali qua cantatur: *Oculi mei*.

XVII.

1362. 10. Mars. LUDOVICI *Regis Ungariæ Litteræ Fœderis inter se & Ducem Austriæ* RODOLPHUM *contra quoscunque tam Cæsarea quam Regia Dignitate præfulgentes, quibuscum litem & Guerram inire contingeret, hoc pacto, ut Opida, Castra & Fortalitia in hoc Bello acquirenda, æqualiter, sub pari numero ac valore inter se dividantur. Dat. Budæ die* 10. *Martii* 1362. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

NOs Lodovicus Dei gratia Rex Hungariæ, ad omnium & singulorum quorum interest, vel in futurum intererit noticiam, deducimus per presentes, quod nos, sano consilio & matura deliberacione prehabitis, pensantes debite odia amputari, & discordias ac amicicias & unitatem mentium solidari, si res future, presertim bellice quarum eventus est dubius, eque lancis moderamine previdentur, cum Serenissimo Principe Domino Rodolffo Duce Austrie, Stirie & Karinsie &c. Fratre nostro Karissimo concordavimus, & convenimus in hunc modum. Quod in casu quo ipsum, & nos, cum quovis seu quibusvis hominum cujuscunque status, condicionis, vel preheminencie existant, eciamsi imperiali vel Regia fulgeant Dignitate, litem & guerram contingere vel inire continget, quod omnes homines, Civitates, Opida, Castra & Fortalicia seu Municiones Partis adverse, quos & que capiemus, acquiremus, & expugnabimus, divino presidio suffragante, cum dicto Domino Duce, Fratre nostro, condividere debemus, & volumus, equaliter, & sub pari numero, ac valore, post quam eciam divisionem Pars utraque de portione, que sibi cesserit, ordinare & disponere poterit, ad sue placitum voluntatis, hominibus & rebus exceptis duntaxat, qui & que, ad Terras & Dominia alterius nostrum pertinebant quorum & quarum capcio & acquisicio illi ex nobis ad quem prius pertinuerant debebunt integraliter remanere. Ceterum promisimus & per presentes bona fide promittimus nomine prestiti Juramenti, quod si cum dicto Fratre nostro Duce, contra nostros hostes & adversarios in campis manere contingeret, exercitu instaurato, nunquam sine ipsius voluntate & scitu ab eo disscedere volemus nec debebimus, quousque in causa litis, votum sui animi assequatur. Cum ipse ad premissorum observanciam nobis obligaverit consimiliter viceversa. Et in hujus rei testimonium evidens atque robur presentes Sigillo nostro fecimus communiri. Datum & actum Bude decimo die Marcii. Anno Domini Millesimo CCC. LX secundo.

XVIII.

10. Mars. LODOVICI *Hungariæ Regis Diploma Cessionis, quo Castrum* Suertzenpach *Duci Austriæ* RUDOLFFO *assignat & restituit, purchutamque, seu pensionem, pro Castrensi custodia à Civitate nova solvendam relaxat, & simul omnibus Juribus & actionibus in dictum Castrum & purchutam sibi competentibus renunciat. Dat. Wudæ die* 10. *Martii* 1362. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

NOs Lodovicus Dei gracia Hungarie Rex, &c. Recognoscimus & notum facimus publice per presentes. Quod cum Illustris Princeps Frater noster Karissimus, Rudolffus Dux Austrie, Stirie & Karinthie, &c. se nobis fraterna dileccione, & amicicia confederaverit, ac eciam adunaverit, dignum reputamus, & condecens, quod ipsius voto uberius debeamus condescendere, in cunctis negociis, que ipsum, & suas Terras concernere dinoscuntur, Camque eciam sibi, suo & Illustrium Fratrum suorum, ipsorumque Heredum omnium, nomine, assignaverimus & restituerimus Castrum *Suertzenpach*, quod nos & nostri Progenitores habebant, & tenuerunt, a longis temporibus retroactis, purchuta seu pensione pro Castellania vel Castrensi custodia deputata, ad idem Castrum de nova Civitate per nos relaxata, nichilominus & dimissa, remissaque liberaliter eadem pensione seu purchuta, que de dicta nova Civitate hactenus soluta non extitit & neglecta. Nos pro nobis & universis nostris Heredibus & Successoribus renunciavimus, absolute & simpliciter ac expresse, & ex certa sciencia renunciamus presentibus omnibus & singulis Juribus, accionibus, & impeticionibus, que in dictum Castrum *Suertzenpach* & ad purchutam predictam de nova Civitate habuimus, vel habere possumus (quovis modo) Promittentes quo supra nomine, quod in dictum Castrum & purchutam pretactas, nullam unquam accionem, impetitionem seu causam de Jure vel de facto movere, habere, seu intentare debemus, nec volumus quesito quovis ingenio, vel colore. Eo tamen adhibito moderamina, quod per presentem renunciacionem, seu cessionem, nobis seu nostris Terris in suis metis, ibidem nullum prejudicium generetur, verum ipse mete permaneant, & permanere debeant in Juribus, quibus ab antiquis temporibus permanserunt. Volumus eciam quo supra nomine, Litteras supra dicto Castro *Suertzenpach*, & purchutam prehabitam, datas, seu editas in nostra potestate, vel alibi depositas, seu servatas, quoad idem Castrum & purchutam, fore mortuas, inanes, & irritas, & nullius roboris, seu momenti, nec ipsas dictis Ducibus Austrie, vel eorum Heredibus, nullum penitus afferre prejudicium sive dampnum. Si vero in eisdem Litteris forent aliqua de causa, seu rebus aliis comprehensa, que dictam Castrum, & purchutam prenotata non concernerent, ea debent in suo vigore, & robore perpetuo & integraliter permanere, dolo & fraude quibuslibet, in premissis & premissorum singulis, penitus relegatis, harum testimonio Litterarum. Datum & actum Wude decimo die Marcii. Anno Domini Millesimo CCC. LX secundo.

XIX.

Bischof GOTTFRIDS von Passaw Brief / wodurch Er Ertzhertzog RUDOLF den IVten. von Oesterreich und seinen Herren Brüdern Hertzogen FRIDERICHEN, ALBRECHTEN, und Leupolden zu Oesterreich mit aller seiner Macht wider alle Ihre Feinde zu helffen / auch alle seine Vesten zu allen ihren Kriegen und Nöthen offen zu halten verspricht. Geben zu Wien am Montag vor Unser Lieben Frauen Tag Verkündigung 1362. [HONDIS Metropolis Salisburg. Tom. I. pag. 263. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LUNIG, Spicileg. Ecclesiast. im II. Theil. pag. 791.]

C'est-à-dire,

Lettres de GODEFROI *Evêque de Passau, par lesquelles il promet & s'oblige, envers* RODOLPHE *Archiduc d'Autriche, & envers* FRIDERIC, ALBERT, & LEOPOLD *Ducs d'Autriche ses Freres, de les assister de toutes ses forces contre leurs Ennemis dans tous les cas de nécessité & à leur requisition, comme aussi de tenir ses Places ouvertes pour leur service en tems de guerre & de nécessité, le Lundi avant l'Annonciation de la Vierge* 1362. 21. Mars.

WIr Gotfrid von GOttes Genaden Bischoff zu Passaw / bekennen und thun kundt offentlich / mit dem Briefe / allen den / die ihn sehendt / oder hörend lesen nu oder hernach / daß wir / mit gutem Rath und Vorbetrachtung / durch Frides und gemeines

ANNO 1362. gemeines Nutzes und auch Gemachs unserer Herrschafft / und aller unser Underthonen / für uns / und für unsere Nachkommen Bischofe zu Passaw / verhaissen und verlobt haben / ben unsern Treuen / und mit Worte unserer Fürstenlichen Würdigkeit / verhaissen und verloben auch mit dem Briefe / das wir den Durchleuchtigen und Hochgebornen Fürsten / unseren gnedigen Herrn / Herrn Rudolfen / Ertzhertzogen zu Oesterreich / zu Steyr / zu Kärnten / Herrn zu Crain / auff der Windischen March / auch zu Portenaw / Grave zu Habspurg / zu Pfirt / und zu Kiburg / Marggrave zu Purgaw / und Landgrafen in Elsässen / und seinen Hochgebornen Brudern / unseren gnädigen Herrn / Friderichen / Albrechten / und Leupolden / Hertzogen und Herrn der ehegenanten Lande / und allen ihren Erben und Nachkommen / geholffen seyn sollen und wöllen / sunderlich und endelich / mit aller unserer Macht / zu allen ihren Ehren / Würden / Rechten / und Frummen / wider aller meniglich / niemande außgenommen / wann in deß Noth geschicht / und wir darumbe gevordert und gemant werden / ohn alles verziehen / und daß wir ihn auch alle unsere Vesten offen haben sollen / zu allen ihren / und ihrer Lande Kriegen und Nöthen / ohn Geverde. Wer aber / daß jemande / der uns angehört / wider die vorbenannten unsere Herren / Hertzoge Rudolfen / sein Bruder / ihr Erben und ihr Nachkommen / oder wider die ihren / icht theten / darumb sullen sie uns zu Red setzen / und sollen denen vor dem unseren minne und Recht thun / nach Gelegenheit der Sache / ohn Geverde / wolt aber der unser deß wider seyn / und Minne und Rechtens für uns nicht gehorsam seyn / so sollen wir unsern vorgenannten Herrn ihren Erben und Nachkommen / auff denselben geholffen seyn / als lang / untz er darumb gebessert werdt / und binden auch vestiglich zu den vorgeschriebenen Gelübden und Dingen alle unser Nachkommen / ewigkliche / mit dem Urkundt deß Briefes / den wir darüber geben / besigelt mit unserm anhangenden Insigel. Und wir Albrecht von Winckl / Thumprobst / Gundakher Dechant / und das Capitel gemeinklich des Gotshauß zu Passaw / verjehen und bekennen offentlich mit dem Briefe / daß die vorgeschribne Bindenuß und Gelübde mit unserem Wissen und Willen und Rathe geschehen ist / und globen auch die stät zu haben / für uns / und alle unser Nachkommen / ewigkliche. Und zu Sicherheit der Sache / haben wir unser Insigel / zu unsers ehegenannten Herren Bischofs Gotfrides zu Passaw Insigel / gehenckt an dem Briefe / der geben ist zu Wien / am Montag vor unser Frauen Tag / zu der Kündigunge / nach Christi Geburt / 1362. Jahr.

XX.

26. Mars. Instrument des Rechts-Ausspruchs einiger Churfürsten über unterschiedliche Streitigkeiten Burggraf Friderichs zu Nürnberg / mit der Stadt Nürnberg wegen des Walds der Nürnberger Forst genannt / Zolls &c. Geben Nürnberg am nechsten Sambstag nach St. Benedicten Tag Anno 1362. Daben auch des Römischen Königs ALBERTI I. Diploma, worinnen Er Burggraf Fridrichen zu Nürnberg das Burggrafthum Nürnberg mit seiner Zugehörung zu Lehen gibt. Geben zu Straßburg den 15. May Anno 1300. Indictione 13. [CHRIST. GASTELIUS, de statu Public. Europ. Univers. Cap. XXIV. pag. 786. *Ex Gravaminibus Senatus Norimbergensis in causa Revisionis contra Brandenburg, anno 1585, impressis* d'où l'on a tiré ces 2. Pieces, qui se trouvent aussi dans LUNIG, Teutsch. Reichs-Arch. Part. Spec Cont. I. Abtheil IV. Absatz III. pag. 232. & 236.]

C'est-à-dire,

Sentence Arbitrale rendue par quelques Electeurs entre FRIDERIC, *Burgrave de Nuremberg, & la Ville de* NUREMBERG, *touchant le Bois appellé* la Foret de Nuremberg, *comme aussi au sujet des Peages &c. A Nuremberg le Samedi après la St. Benoît 1362. Avec le Diplome d'Investiture donné par* ALBERT I. *au Burgrave* FRIDERIC, *pour le Burgraviat de* Nuremberg, *avec ses Dépendances & Appartenances en Fief de l'Empire. Donné à Strasbourg aux Ides de Mai, Indiction* 13. *Ann.* 1300.

In GOttes Nahmen / Amen: Nach seiner Geburth / dreyzehen hundert und im zwey und Sechtzigsten Jahre / des nächsten Freytags vor dem Sonntag Oculi in der Fasten / wurden geladen die Burger des Raths zu Nürnberg / für unsern Herrn / Herrn Carl den Römischen Kayser / also daß sie gen Graffe Friderichen dem Burggraffen von Nürnberg / der sich mit seiner Tochter zu seinem Sohn verheuratet hett / verantworten solten / vor unserm Herrn / dem Kayser / und vor den Churfürsten / und auch vor andern Fürsten / die hernach geschrieben Sache. Darnach besandten die Burger des Raths die Genandten / und legten den denselben Sache für / des kommen die Genandten überein / daß sie dem Rathe von dem Schreiffen / die Sache in die Hand gaben / des setzt der Kayser nieder / Herrn Gerlach Ertz-Bischoff zu Mayntz / Hertzog Ruprechten den Eltern / und Hertzog Ruprecht den Jüngern / Pfaltzgraffen bey Rhein / und Hertzogen in Bayrn / Hertzog Rudolff von Sachsen / Herrn Cun von Falckenstein / Coadjutor und Pfleger des Bisthums zu Trier / Bischoff Albrecht von Würtzburg / Bischoff Johannes von Straßburg / Hertzog Otten von Bayrn / Herrn Friederich und Herrn Wilhelm Marggraffen von Meichsen / und den Landgraffen von Hessen. Und des gaben die Burger vom Rathe darzu Ulrich den Stromer zu der gulden Rossen / Albrecht den Ebner am Saltzmarck / Ulrich Stromer Herr Conraden Sohn / Bertholde Haller und Bertholde Tucher / Herman Vorchtel / Peter Stromer / Heinrich Gender / und Fritzen Koppfen / die ehegenandten Sache zu verantworten. Da trat dar der ehegenandte Burggraff Friderich / und klage gen der Stadt zu Nürnberg / daß die Burggraffschafft zu Nürnberg das Recht hätt / daß der Burggraffschafft Amtmann zu Nürnberg das Gericht besitzen solt / mit dem Schultheisse / und von allen Fällen an dem Gerichte / wann oder wie die kommen und geschehen / sie wären groß oder klein / die zwey Theil solten auffheben und nehmen / und hätt auch die Herrschafft / 10. Pfund Nürnberger Pfenning Jähriger Gülte / von dem andern dritten Theil des Schultheiss Amts / die wären der Herrschafft alle Jahr worden / ohn bey den Schultheissen der jetzund wär / der hätt sie der Herrschafft vorgehalten und nicht geben. Es hätt auch die Burggraffschafft 10. Pfund Nürnberger Pfenning jährlicher Gült / vom Zoll zu Nürnberg / die hätt man auch der Herrschafft vorgehalten.

Das verantworten die Burger also: das Gericht und auch der Zoll wären des Reichs / und unser Herr Carl der Kayser hätt seinen Richter und seinen Zollner da setzen / dieselben solten das verantworten / mit welchen Rechten und Gewohnheiten sie die herbracht hatten. Item auch klagt der Burggraff / daß die Burger vom Rathe solche neue Gebott bey grosser Peen setzten / damit sie das Gericht krenckten / und seine Recht benemen / also ob das wäre / daß der Burger ihr einer oder mehr / viel oder wenig Frevel begiengen / darum sie dem Gericht Bußwürdig wären und büssen solten / daß sie das vor Gericht und dem Schultheissen nicht klagen dorften / und müsten das klagen und bringen für die Burger / in den und auch daß dem Rathe dann büssen wie der wolt. Das verantworten die Burger also: Sie hätten ihm zu diesen Zeiten deß nicht zu antworten / wär aber / daß sie ihm das solten verantworten / so wolten sie das also verantworten / sie hätten das von Alters also herbracht / was sie Gesetze durch Friedes und Süne willen setzen / darinnen nehmen sie dem Richter und dem Kläger allweg ihr alte Recht voraus.

Item er klagt aber / daß die Burger / und des Schultheissen Gewalte / der Herrschafft ihr Freyheit auf der Veste zu Nürnberg überfahren / und gekränckt hätten / und einen Gefangenen daraus genommen hätten / mit Gewalt an Recht. Des ward er unterweiset / daß die Burger daran unschuldig waren / und er ließ sich davon weisen freundlichen.

Item auch klagt der Burggraff über die Burger zu Nürnberg / daß ihm seine Veste verlauffet und verschlossen wäre / also daß niemand / wider der Burger Willen / darvon oder darzu kommen möcht / bey Tag oder bey Nacht. Das haben die Burger also verantwortet. Des Reichs Veste hätt keine andere Einfart / dann dasselbig Thor / und das Reich hätte das befriedet und den Schloßgauern darinn heissen machen / und die möcht das Reich wieder abbrechen / ob das Reich wolt. Auch baten die Burger unsern Herrn den Kayser und die Churfürsten / daß sie darzu gedachten und das beschaueten / deucht sie denn / daß dem Reiche und des Reichs Burg Schade wäre / daß sie dann das abbrächen / düchte sie es nicht / und geruhten sie es also bestehen. Item er klagt auch / daß ein jeglicher Schmitter in der Stadt geben solt der Herrschafft alle Jahr 12. Pfenning / und jeglich Hoffstadt in St. Lorentzer Pfarr ein Schnitter. Das antworten die Burger also / daß sie nicht gehört / daß einige Schmitten in St. Sebalds-Pfarr je etwas geben hätt / und hätt auch in Lorentzer-Pfarr keinen Schnitter gehabt / wol hätten sie gehört / daß in St. Lorentzen Pfarr / je die Hoffstadt alle Jahr zween Heller geben hätt / und in derselben Pfarr jede kleine Schmitte vier Heller / und eine grosse Schmitte ein Schilling Heller. Item auch klagt er / daß der dritte stehende Baum / und alles liegendes Holtz im Forst in St. Lorentzer Pfarr sein wäre / und daß wann die Herrschafft daran irre / und es liegen auch der Herrschafften ampten ihre Rechten von Zeidlern / Pechbrennern / Waganern und Büttnern / und das zeigt er auch seine Urkund in Latein geschrieben / von Wort zu Wort also:

ALBERTUS Dei gratia Romanorum Rex, semper Augustus, universis præsentem Literam inspecturis salutem & credere subnotatis. Regalis præeminentiæ requirit honestas, ut singulos & universos nobis devoté & fideliter famulantes dignis debeamus præmiorum retributionibus prævenire, ut spe remunerationis

Anno 1362. cæteri ad nostra & Imperii obsequia confidentius animentur. Notum igitur esse volumus, & præsentibus publicè protestamur, quod nos advertentes devotionem & fidelitatem dilecti nobis Friderici Burggravii de Nurnberg universa bona infra scripta videlicet Comitiam Burggraviæ in Nurnberg, Castrum quod tenet ibidem, custodiam portæ sitæ propè idem Castrum, Judicium Provinciale in Nurnberg, cui etiam vice Imperatoris omne Judicium judicans præsidebit, Officialis etiam ejusdem Burggravii, unà cum Sculteto nostro in Civitate Nurnberg judicio præsidebit, & quicquid emolumenti de ipso judicio, vel per homicidium vel quemcunque casum alium pervenerit, idem Officialis duas partes ejusdem lucri per se tollet. Dictoque Burggravio quæque fabrica in Nurnberg solvet unum solidum annuatim. Censum quoque tollet de omnibus areis ab altera parte pontis, & de quolibet tempore messis unum messorem, tertiam feram, tertiam arborem de foresto, ac omnia ligna jacentia in eodem, Officium foresti ab ista parte pontis, cum suis attinentiis. Villam Werde, Villam Puch, Oppidum Swand, Castrum Creusen, Advocatiam Cœnobii in Steina, Reditus decem librarum Denariorum de Officio Sculteti in Nurnberg, & decem libras de Telonio ibidem, cum reliquis Feudis, quæ idem & sui progenitores à nostris antecessoribus habuisse dignoscuntur: titulo Feudali in Feudum duximus concedenda. Ad majorem itaque observantiam præmissorum & roboris firmitatem, scripta præsentia nostri Sigilli charactere jussimus roborari. Datum apud Argentinam, Idus Maji, Indictione 13. An. Domini MCCC. Regni vero nostri Anno II.

Da nun diese Urkund also verhört worden/ da meldeten die Burger/ daß in keinem Brieff geschrieben stund/ daß der Burggraffe das Forst-Amt haben solt/ über den Forst hinder der Burg in St. Sebalds Pfarr/ und auch von Alters her anders Rechten daran nicht gehabt hätte/ und sie baten auch die Chur-Fürsten und andere Fürsten/ die dabey waren/ daß sie das also gedencken wolten/ wann sein Brieff anders nicht sagten/ &c. und um die Wäld beederseits der Pegnitz/ das verantworten die Burger also/ daß dieselben zween Wälde des Reichs wären/ und wär auch der Stadt damit geschafft/ und die hätt noch Recht darein/ und die Stadt von Alters her hätt dieselben Wälde genossen/ und etliche Dörffer auch die dabey legen/ und der Seroner und der Forstmeister weiseten auch ihr Urkund/ daß sie oberste Forstmeister des Walds in St. Lorentzer Pfarr von des Reichs wegen/ und sagten die Forstmeister mit samt den Burgern/ daß sie von Alters her nie gehöret hatten/ von keinem dritten Baum/ oder von keinerley solchen Rechten/ als der Burggraffe fürgeben hätten/ die er auf dem Wald haben solt/ und um die Koler/ Pechbrenner/ Wagner und Brünner/ verantworten die Burger also/ daß Kayser Ludwig die abgenommen hätt/ auf beeden Wälden/ mit Graff Johanns des Burggraffen Willen und Wissen/ und hätte auch die wiederlegt dem Burggraffen und andern Forstmeistern jenseit und disseit mit fürtreuten auf beeden Wälden.

Item auch klage der Burggraff: unter andern Klagen/ Er wäre des Reichs Burggraffe/ und hiesse davon ein Burggraff von Nürnberg/ daß er des Reichs Burg ob Nürnberg solt einnehmen/ wann ein Kayser abgieng/ und solt der pflegen/ und auch inne haben/ bis an ein künfftiges Reich. Das verantworten die Burger also: Die Burg und die Stadt zu Nürnberg gehört zu einander/ und wären des Reichs/ und hätt auch die Stadt das also herbracht von Alters/ und hätt auch des gut Urkund/ also wer des Reichs-Pfleger wär auf der Burg/ der solt den Burgern solch Sicherheit thun/ wann ein Reich abgieng/ daß der Pfleger die Burg einantworten solt den Burgern/ und die solten sie dann innhalten/ bis an ein künfftiges Reich/ und sie weisten auch dieselben der Stadt Urkund/ von Kaysern und Königen/ von Kayser Heinrich/ Kayser Ludwig und von Kayser Carl/ und da hätt der Burggraffe keinen Brief über dieselben Burg. Und also urtheilten die obgenannten Fürsten alle/ daß die Brieffe/ die die Stadt hätte/ Krafft solten haben/ und daß sie auch darbey bleiben solten/ darnach machten die Chur-Fürsten zween Brief/ und gaben der einen dem Burggraffen/ und den andern der Stadt/ der stund je einer als der ander/ von Wort zu Worten gleich also:

WIr von Gottes Gnaden Gerlach Ertz-Bischoff zu Maintz/ des H. Reichs Ertz-Cantzler in Teutschen Landen/ Ruprecht der Aeltre Pfaltzgraff bey Rhein/ des H. Reichs Oberster Truchses und Hertzog von Bayern/ Rudolph Hertzog zu Sachsen/ des H. Reichs Oberst Marschalck/ und Cune von Falckenstein Condjutor des Ehrwürdigen Herrn Boemund Ertz-Bischoff zu Trier/ und von seinen wegen/ bekennen und thun kund mit diesem Brieff offentlich allen denen die ihn sehen oder hören lesen/ das umsagt an Zweyung und Mißhellung/ als zwischen dem Edlen Friederich Burggraffen zu Nürnberg/ unserm lieben Oheim an einen Theil/ und der Stadt und Burgern von Nürnberg/ unsern lieben Freunden an dem andern Theile/ gewesen seyn/ und derselben bey uns und andern des Reichs Fürsten zu beiden Theilen/ und mit freyen Willen seyn beliebeu/ daß wir in Gegenwertigkeit des Allerdurchleuchtigsten Fürsten und Herrn Herrn Carls Röm. Kaysers/ allezeit Mehrer des Reichs/ und König zu Böheim/ unsers lieben gnädigen Herrn/ und mit Rathe und Folg anderer des Reichs-Fürsten/ dieselben Zweiung und Mißhellung als hernach geschrieben ist/ haben entscheiden. Zu dem ersten/ um den Wald genannt Nürnberger Forst/ und gelegen hinden der Terminey und Gezirck der Pfarr zu St. Lorentzen zu Nürnberg soll der Burggraffe bleiben/ bey den Freyheiten und Rechten/ die er und seine Eltern bey Röm. Kaysern und Königen bisher gehabt haben/ und mit dem unterschied/ wär es/ daß das Reich in denselben Wald legte Koler/ Plümer/ Pechherer oder Pecher/ was Gefälle dem Reich davon gefielen/ der sollen dem Burggraffen ein Drittel gefallen/ die Burggraffen sollen Bauholtz und Brennholtz in den Forst hauen/ als das von alter Herkommen ist/ und darüber sollen die Burggraffen den Wald nicht verkauffen/ noch schädlich verhauen. Der Waldstromer und Otto Forstmeister/ und ihre Erben sollen Oberst Forstmeister seyn des ehegenannten Waldes/ mit solchen Rechten/ als sie das vor Alters hergebracht hant/ und nach ihrer Brieff laut.

Die Stadt zu Nürnberg/ die Dorff/ und alle die von Alter her Recht gehabt heit/ in denselben Walde/ sollen bey ihren Rechten/ die sie von Alters bißher gehabt haben/ bleiben/ und gehalten werden. Es soll jegliche Hoffstade in St. Lorentzer Pfarr/ den Burggraffen von einen Tag in dem Jahr zu der Erndte leihen einen Schnitter und einen Pfenning. Es soll jeglicher Schmitter in derselben Pfarr/ der ein Esse hat/ dem Burggraffen geben alle Jahr einen Schilling Pfenning. Auch mag der Burggraffe bey des Reichs Schultheissen in der Stadt zu Nürnberg einen Sitz han/ und was Buß gefallen/ von Gerichts wegen/ derselben Buß sollen zwey Theil der Burggraffen seyn/ und das dritte Theil des Reichs Schultheiß/ und von denselben dritten Theile/ soll der Schultheiß dem Burggraffen geben 10. Pfund Pfenning Nürnberger Wehrung. Auch sollen die Burggraffen auf dem Zoll zu Nürnberg alle Jahr haben 10. Pfund Pfenning Nürnberger Wehrung. Des zu Urkund und ewiger Stetigkeit/ haben wir unser Insiegel an diesen Brieff thun hencken. Geben und entschieden vor ein Recht zu Nürnberg/ nach Christi Geburt dreyzehen hundert Jahr/ und darnach in dem zwey und Sechtzigsten Jahr/ an dem nechsten Sambstag/ und S. Benedicten Tag.

Und da man nun die Brieff verhörte/ da lamentirten die Burger gegen den Chur-Fürsten und andern Fürsten/ daß der vorgenandte Artickel von der Burg/ in den Brieffen nicht geschrieben stunde. Da sprachen die Chur-Fürsten/ der Kayser wolt nicht hengen/ daß man das den Bürgern verschrieb/ sie solten sich lassen genügen an den guten Brieffen/ die sie darüber hätten. Auch lamentirten die Burger den Artickel/ der in dem vorgenannten des Burggraffen Brieff geschrieben stunde/ daß er anders Rechten nicht hat über den Wald hinder der Burg in St. Sebalds Pfarr/ dann daß er Forstmeister darüber wär/ und baten/ daß ihn die Chur-Fürsten denselben Artickel auch verschrieben. Das verantworten sie aber also/ der Kayser wolt das nicht hengen/ doch baten sie die Chur-Fürsten fleissiglich/ daß sie diß Artickels/ und auch des vordern Artickels um die Burg gedencken wolten/ ob es ihnen darzu kommen möcht/ daß ihn die verschrieben würden mit der Chur-Fürsten Brieffen/ das verantworten sie gemeiniglich und sprachen: Sie wolten sein gern gedencken/ &c. Datum die & anno, quo supra.

XXI.

Reversales WENCESLAI *Ducis Silesiæ & Domini Lignicensis; quibus Romanorum Imperatori* CAROLO IV. *tanquam suo vero Domino Hereditario promittit, nihil de Castro aut Civitate* Lignitzensi, *ejusque districtu, se unquam alienaturum. Datum in Piska, annô* 1362. 15. *Calendas Junii.* [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abs. III. p. 317.] 18. Maij

NOs WENCESLAUS Dei gratia *Dux Silesiæ & Dominus Lignicensis*, promittimus bona nostra fide sine omni dolo, præsentibus, & spondemus *Serenissimo Principi & Domino Carolo quarto*, divina favente *clementia Romanorum Imperatori semper Augusto & Bohemiæ Regi, tanquam Domino vere Hereditario & naturali*, Legnicz tam Castrum, quam Civitatem, cum ejus districtu, cumque suis pertinentiis universis & singulis, nunquam vendere, neque a nobis, & a nostris Hæredibus quomodolibet alienare. Harum nostrarum sigillo nostro sub appenso testimonio Literarum. Datum in *Piska* Anno Domini M. CCCLXII. Quindecimo Calendas Junii.

XXII.

Tractatus pro colenda mutua amicitia inter EDUAR- 22. Juin.

DUM

ANNO 1362.

DUM III. *Regem Angliæ & PETRUM Regem Castellæ & Legionis. Dat. Londini die 22. Junii 1362.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 369.]

UNiversis, præsentes Literas inspecturis, Willielmus Dominus de Larymere Miles & Baro, ac Johannes de Stretleye Decanus Lincolniensis, Legum Doctor, Ambassatores & Procuratores, Illustrissimi Principis, Domini Edwardi, Dei gratiâ, Regis Angliæ, Domini Hiberniæ & Aquitaniæ, Salutem in Domino sempiternam.

Inter cætera, quibus Regnorum procuratur Exaltatio, & quietudini consulitur Subjectorum, illud probatur fore præcipuum, ut sibi invicem Reges & Regna unitatis & indissolubilis amicitiæ Fœdere conjungantur, quo alter alteri libenter assistat in prosperis, &, impendendo fructuosa subsidia, nunquam deficiat in adversis,

Præmissa igitur,

Necnon quòd incliti Reges Castellæ & Legionis, qui pro tempore fuerant, ac Domus ipsorum tota, claræ memoriæ, Anglorum Regibus, Progenitoribus præfati Domini Regis nostri, ipsorumque Domui, consimilis unitatis & amicitiæ nexibus antiquitùs mutuò jungebantur,

Idem Dominus noster Rex internis meditationibus revolvens, &, quod per eosdem sinceris affectibus gestum erat, volens continuatis temporibus prosequi opere pariter & sermone,

Super præmissis, & ea concernentibus, cum, circumspectis Viris, Dominis, Didaco Sancii de Torragas Milite, & Alvaro Sancii de Cueller Bacallario in Decretis,

Procuratoribus, Serenissimi Principis, Domini Petri, Dei gratiâ, Regis Castellæ & Legionis Illustris, Consanguinei ejusdem Domini nostri Regis,

Et, ad ineundum & faciendum secum & nobiscum Confœderationes & Ligas subscriptas, a præfato Rege Potestatem sufficientem optinentibus,

Ac nobiscum multâ deliberatione præhabitâ,

Pro eodem Domino nostro Rege, & Domino Edwardo, Filio suo, ejusque Primogenito, eorumque Hæredibus & Successoribus, Regno, Dominiis, Terris suis & Subditis quibuscumque, præsentibus & futuris, ubicumque fuerint vel erunt,

Cum præfato Domino Petro, Rege Castellæ & Legionis,

Pro se, ac Domino Alfonso Filio suo, ejusque Primogenito, eorumque Hæredibus, Successoribus, Regno, Dominiis, Terris, eorumque Subditis quibuscúmque, præsentibus & futuris, ubicumque fuerint vel erunt, ac eorum Procuratoribus supradictis,

Perpetuas Alligantias, Confœderationes, Pactiones, Ligas, & Amicitias, vigore Potestatis nostræ (cujus tenor continetur inferius) inimus & facimus in hac forma; videlicet,

Quòd dictus Dominus noster Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ & Aquitaniæ, ac dictus Dominus Edwardus Primogenitus suus, Hæredes & Successores, Regnum, Dominia, Terræ, & Subditi sua quæcúmque, præsentia & futura, erunt, cunctis futuris temporibus, præfato Domino P. Regi Castellæ & Legionis, ac præfato Domino Alfonso, Primogenito suo, eorum Hæredibus, Successoribus, Regno, Dominiis, Terris, & Subditis quibuscumque, Terra Marique, boni, veraces, & fideles Amici & Alligati,

Et eis conservabunt, posse suo, honores & jura quælibet, ubicumque sciverint ea fore,

Dampnum ipsorum impedient fideliter pari modo,

Quibuscúmque suis Inimicis, Persecutoribus, & Æmulis, præsentibus seu futuris, aliqua, consilium, auxilium, vel favorem contra ipsos, aut eorum aliquem, quacumque causâ vel occasione, præsenti vel futurâ, per se, vel per alios, publicè vel occultè, nunquam dabunt nec facient,

Nec Inimicos hujusmodi, ad dampnum seu præjudicium dicti Regis Castellæ & Legionis, Filii sui, Hæredum, Regni, Dominiorum, seu Terrarum suorum scienter non receptabunt nec recipient, receptari aut recipi facient nec permittent quomodolibet,

Nec in Regno, Dominiis & Terris suis prædictis morari scienter patientur.

Nec alios Inimicos, Persecutores, & Æmulos hujusmodi, per se vel alios, publicè vel occultè, quibuscumque titulo vel colore, contra dictum Regem Castellæ & Legionis, Filium suum, Hæredes, & Successores, Regnum, Terras, Dominia sive Subditos, sustinebunt, nec juvabunt quovis modo,

A præsentibus Alligantiis Dominum Papam, Romanorum Imperatorem, modernum Dominum Regem Franciæ, ipsius Hæredes, Liberos, & Successores, Regnum, & Subditos, præsentes & posteros, excipimus specialiter & expressè.

Si tamen prædicti, aut aliqui, vel aliquis eorum, juverint, vel juverit, per se, vel per Gentes suas, Inimicos, Persecutores, ac Æmulos dicti Regis Castellæ, & Legionis, seu dicti Domini Alfonsi Filii sui, aliorumque Hæredum, & Successorum suorum, aut dederint, seu dederit, eis, vel eorum cuicúmque, consilium, auxilium, vel favorem, idem Dominus Rex Angliæ, & dictus Dominus Edwardus Filius suus, aliique Hæredes, & Successores sui, juvabunt per se & Gentes suas dictum Regem Castellæ & Legionis, & dictum Dominum Alfonsum Filium suum, Hæredes, & Successores suos (ipsorum, Regis Castellæ & Legionis, Filii, & Successorum suorum, sumptibus & expensis) eisque dabunt, super hiis, consilium, auxilium, & favorem ad tuitionem & protectionem Regnorum & Dominiorum suorum prædictorum.

Subditos suos, & alios qualescumque, Regnum Castellæ & Legionis, aut alia Terras & Dominia dicti Regis, per Terram vel per Mare offendere, vel invadere molientes, refrænabunt etiam toto posse, & dictum Regem Castellæ & Legionis, ac dictum Alfonsum Filium suum, Hæredes, & Successores eorum, juvabunt, ut est dictum;

Et hæc omnia & singula, quotiescumque dictus Dominus Rex Castellæ & Legionis, Hæredes, & Successores sui, super hiis, præfatum Dominum nostrum Regem Angliæ, aut ejus Primogenitum supradictum, vel Hæredes & Successores eorum, duxerint requirendum, & eis necesse fuerit, aut indigeant ipsorum auxilio, in hac parte, bonâ fide adimplebunt;

Et contra omnes homines Mundi, qui possunt vivere sive mori, qui dictum Regem Castellæ & Legionis, Filium suum, Hæredes, Successores, seu Subditos, Regnum, Terras, seu Dominia supradicta, Terrâ Marive offendere, invadere, impugnare, aut in ipsis Guerram facere præsumpserint (ipsorum, Regis Castellæ & Legionis, Filii, & Successorum suorum, sumptibus & expensis) eos juvabunt toto posse, ut est dictum, & in hiis eis dabunt consilium, auxilium, & favorem, prout meliùs sciverint aut poterunt quovis modo, bonâ fide, & sine fraude, & malo ingenio, & sicut pro factis & negotiis ipsorum facerent.

Ad hæc, promittimus, bonâ fide, vice & nomine quibus supra, quòd,

Si contingat Dominum Regem Castellæ & Legionis, Alfonsum Filium suum, aut ipsorum Hæredes, Hominibus ad Arma, Castellanis, Sagittariis, Guietibus, Vandaliensibus, aut aliis indigere, ac subsidium præfati Domini nostri Regis, in hac parte, quotienscumque & quandocumque duxerit seu duxerint requirendum per se aut Nuncios eorumdem,

Idem Dominus noster Rex, & Edwardus Filius suus, eorumque Hæredes, absque difficultate aliquâ, juvabunt bonâ fide, & secundum modum & formam superiùs annotatos, dictos, Dominum Regem Castellæ & Legionis, & Alfonsum Filium suum, ac eorum Hæredes, de Gentibus hujusmodi, & usque ad numerum quem a se commodè poterunt dimittere.

Et etiam sustitere, consideratâ eorum necessitate propriâ, quæ contingere poterit temporibus successuris (sumptibus tamen & expensis præfatorum, Regis Castellæ & Legionis, Alfonsi Filii sui, & Hæredum suorum) secundum statum Hominum armorum, Sagittariorum, & aliarum Gentium prædictarum,

Infra XV. dierum spatium, a tempore requisitionis hujusmodi,

Ad forum victualium, qui pro tempore continget in partibus, respectu habito, bonâ fide taxandum, ac etiam moderandum per quatuor Legales Milites, qui ad hoc assumentur (videlicet) duo ex una parte & duo ex alia, qui sciant & arbitrentur, taxent & moderentur, sumptus & expensas secundum temporis & loci vel locorum ubertatis vel sterilitatis circumstantias, ut præfertur,

Servientque Gentes hujusmodi legaliter præfatis Dominis, Regi Castellæ & Legionis, & Alfonso Filio suo, & eorum Hæredibus, in Guerris ipsorum, quamdiù eos secum duxerint retinendos, & eis satisfecerint de stipendiis, sicut præmittitur, moderandis.

Per præsentes tamen Alligantias dicto Domino nostro Regi Angliæ, Domino Hiberniæ & Aquitaniæ, ejusque Filio supradicto, Hæredibus, aut Subditis ipsorum,

ANNO 1362. rum, præsentibus & futuris, nullum volumus præjudicium generari, quin poterunt omnes & singulos fugitivos, exules, & sorbannitos, præsentes & posteros, quibuscumque occasione sive causâ, a Regno Castellæ & Legionis prædicto receptare, sustinere, & fovere in Regno, Dominiis, Terrisque suis prædictis, modo & formâ quibus retroactis temporibus factum erat & fieri super his extitit consuetum.

Et, ad hæc omnia & singula supradicta effectualiter adimplenda, eundem Dominum nostrum Regem, Hæredes, & Successores, Subditos suos, Regnum, Terras, & Dominia ipsorum qualiber, præsentia & futura, præfatis Dominis, Regi Castellæ & Legionis, & Alfonso Filio suo, eorumque Hæredibus, Successoribus, & Subditis, tenore præsentium, efficaciter obligamus,

Et nunc, ad majorem securitatem eorumdem, vice & nomine supradictis, promittimus bonâ fide, ac in animam dicti Domini nostri Regis Angliæ corporale præstamus Sacramentum, quòd idem Dominus Rex Alligantias, Ligas, Amicitias, Confœderationes, Conventiones, & Pacta, cæteraque prædicta, in omnibus & per omnia, tenebit, adimplebit, & inviolabiliter observabit, teneri, adimpleri, & inviolabiliter observari faciet, eaque in toto vel in parte nunquam rumpet nec violabit, rumpi nec violari faciet nec permittet, nec ipsis contravenerint in futurum,

Et quòd, in propria persona sua, easdem Alligantias, ac omnia & singula supradicta, pro se, ejusque Filio Primogenito, & eorum Hæredibus, acceptabit, approbabit, & denuò confirmabit, astantibus Consiliariis suis, Prælatis, Proceribus, Nobilibus, & aliis Regni Angliæ, & aliorum Dominiorum suorum,

Et, super hiis omnibus, Literas suas, Sigillo suo munitas, prout Antecessores sui, Reges Angliæ, fecerunt in similibus, citra Festum Resurrectionis Dominicæ proximum, eidem Regi, vel Nunciis ejusdem Regis Castellæ, ad recipiendum easdem deputandis, inter Fontem Rabiam & Bayonam, tradet, tradi seu realiter liberari faciet. eodem Jurejurando, totaque nostrâ potentia conabimus nos facturos.

Tenor quidem prædicti Procuratorii, sive prædictæ Potestatis, est iste qui sequitur,

EDWARDUS, Dei gratiâ, Rex Angliæ, Dominus Hiberniæ & Aquitaniæ, omnibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Sciatis quòd Nos,

De discretione & Industriâ, dilectorum & fidelium nostrorum, Willielmi Domini de Latymer Militis & Baronis, ac Johannis de Stretleye Decani Ecclesiæ Lincolniensis, Legum Doctoris, præsentium exhibitorum, confidentes,

Ac tenentes sine dubio quòd ea, quæ sibi committimus, fideliter ac laudabiliter curabunt adimplere,

Eosdem, Willielmum & Johannem, & eorum quemlibet in solidum (ita quòd occupantis conditio melior non existat) facimus, constituimus, creamus, seu etiam ordinamus nostros veros, certos, legitimos, sufficientes, & indubitatos Procuratores, Actores, negotiorum Gestores, ac etiam Nuncios speciales; videlicet,

Ad tractandum, ordinandum, disponendum, conveniendum, concedendum, incundum, faciendum, contrahendum, comprobandum, firmandum, & roborandum, perpetuò vel ad tempus, nostro nomine, & pro Nobis, Regnis, & Dominiis nostris, ac pro nostris Subditis & Vassallis, cum Excellentissimo, ac Magnifico Principe, Domino Petro, Dei gratiâ, Rege Castellæ, Legionis, Toleti, Galleciæ, Cordubæ, Murciæ, Giennii, Algarbiæ, & Algetiræ, ac Visacayæ, & Comitatûs Molinæ Domino, pro se, suisque Regnis, & Dominiis; Hæredibus, & Successoribus suis, ac suis Subditis, & Vassallis,

Necnon cum ejus Procuratore, seu Procuratoribus, Nunciisque specialibus, ab eo habentibus ad infrascripta meram, plenam, & liberam Potestatem, Mandatum etiam speciale,

Quoscumque Tractatus, Confœderationes, Pacta, Conventiones, Alligantias, Amicitias, Pactiones, Promissiones, Fœdera, & Ligamina quæcúmque, & omnia alia & singula quæ in præmissis & circa præmissa necessaria fuerint seu etiam oportuna, prout ipsis Procuratoribus nostris vel eorum alteri visum fuerit expedire,

Damus insuper & concedimus præfatis Procuratoribus nostris, & cuilibet ipsorum in solidum, plenam, meram, & liberam Potestatem & speciale Mandatum præmissa omnia & singula, cum dependentibus ex eis, emergentibus, incidentibus, & connexis, faciendi, firmandi, roborandi, ac etiam vallandi per Juramentum in animam nostram, aut aliàs qualitercúmque, prout prædictis Procuratoribus nostris, & eorum alteri, visum fuerit expedire,

Necnon & bona nostra, & Subditorum nostrorum, mobilia & immobilia, præsentia & futura, modis, formis, & conditionibus quibus voluerint, obligandi super præmissis omnibus & singulis tenendis & observandis,

Quæ omnia & singula supradicta, per præfatos Procuratores nostros, & eorum alterum, tractata vel tractanda, firmata vel firmanda, roborata vel roboranda, vallata vel vallanda, seu aliàs facienda, juranda, & obliganda in præmissis, & circa præmissa, ac præmissorum quodlibet, ut præfertur, Nos, de certa scientia, exnunc prout tunc laudamus, concedimus, firmamus, roboramus, & comprobamus, atque ratificamus,

Et etiam promittimus pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, sub bona nostra fide, præmissa omnia & singula perpetuò tenere, non contrafacere vel venire per Nos, vel alium, seu alios,

Set ea firmiter & inviolabiliter observare, ac si per Nos præsentialiter & personaliter facta, tractata, ordinata, & roborata fuissent, ac etiam vinculo Juramenti seu quavis aliâ firmitate fulcita, etiam si expressatis & superiùs nominatis fortiora seu graviora existant, vel etiam talia quæ de jure sive consuetudine Mandatum exigant speciale.

Quicquid autem, per dictos Procuratores nostros, aut speciales Nuncios, gestum, actum, procuratum, initum, compositum, ordinatum fuerit seu quomodolibet attemptatum, promittimus ratum, gratum, firmum Nos perpetuò habituros, ac etiam inviolabiliter observare, sub Ypotheca & obligatione omnium bonorum nostrorum.

Relevamus etiam eosdem Procuratores nostros, in præmissis & præmissorum singulis, & in hiis, quæ, sub dicta forma Mandati, possent concludi verisimiliter, vel aliàs quomodolibet contineri, ab omni onere satisdandi.

Dat. in Palatio nostro Westm. sub Magni Sigilli nostri testimonio, vicesimo secundo die Mensis Junii, anno Domini Millesimo, CCC, sexagesimo secundo; astantibus & præsentibus,

Venerabilibus Patribus,
Willielmo, Wyntoniensi,
Simone, Eliensi,
Nostris Cancellario & Thesaurario,
Ac Johanne Wygorniensi,
Episcopis:
Roberto, Comite Suffolciæ,
Johanne de Bokyngham, Decano Lichefeldensi,
Willielmo de Wykeham, Canonico Lincolniensi,
Et Johanne de Branketre, Thesaurario Eborum, Notario nostro,
Testibus in præmissis.

E. REX.

Et ego Johannes de Branketre, Clericus Norwycensis Diœcesis, Apostolicâ & Imperiali auctoritatibus Notarius Publicus, constitutioni, factioni, & ordinationi dictorum Procuratoriorum, & potestatis dationi, necnon omnibus aliis & singulis supradictis, per præfatum Dominum nostrum Regem recitatis, factis, & gestis, sicut superius continetur, unà cum Reverendis Patribus, Dominis Episcopis, aliisque Testibus, præsens fui, eaque omnia & singula, necnon scripturam (E. REX) manu Domini Regis propria factam, die vicesimo secundo dicti Mensis, in Camera sua, in dicto Palatio, & coram Dominis Cancellario & Thesaurario supradictis, sic fieri vidi, & audivi, multis occupatus Negotiis per alium scribi feci, & publicavi, meoque consueto Signo signavi, de mandato ejusdem Domini Regis, in testimonium eorumdem. *B. R.*

Facta & data fuerant hæc prædicta per nos Procuratores, superius recitatos, sub Sigillorum nostrorum Testimonio, in Cathedrali Ecclesia Sancti Pauli Londoniensis, die XXII. Mensis Junii, anno Domini Millesimo, CCC. LXII. Indictione quintadecimâ: Pontificatûs Domini Innocentii Papæ VI. anno X. Præsentibus, tunc temporis, in eisdem,

Reverendo Patre,
Domino Johanne, Dei gratiâ, Wygorniensi Episcopo:
Ac,

Nobi-

Anno 1362.

Nobilibus potentibusque Viris,
Dominis,
Michaele de Ponynges,
Richardo de Stafford,
Baronibus :
Geraldo de Tartas de Puyana,
Johanne de Pomerciis,
Johanne de Sancto Claro,
Nicholao de Popham,
Et Johanne de Waleys,
Ac,
Venerabilibus Viris,
Dominis,
Johanne de Bokyngham, Decano Lichefeldensi,
Johanne de Branketre, Thesaurario Eboracensi,
Johanne de Bamburgh, Archidiacono Northumbriæ in Ecclesia Dunolmensi,
Et Willielmo de Tyryngton, Canonico Londoniensi:
Petro Johannis de Olabassieta,
Martino Johannis de Acorda,
Burgensibus de Bermeo:
Francisco Ferandi de Medina Cali,
Egidio Fernandi de Cueller :
Johanne Albon, Cive Londoniensi,
Johanne Batalla Domicello,
Johanne Clermans, Notario Publico,
Et pluribus aliis Testibus in præmissis.

Et Ego Johannes de Branketre, Clericus Norwicensis Diœcesis, Apostolicâ & Imperiali auctoritate Notarius Publicus, Alligantiis, Confœderationibus, Pactionibus, Promissionibus, Obligationibus, Juramentorum præstationibus, cæterisque præmissis, per Dominos, Didacum & Alvarum, dicti Domini Regis Castellæ & Legionis, ac Dominum Willielmum de Latymer & Johannem Decanum Lincolniensem, Anglorum Regis, Domini Hiberniæ & Aquitaniæ, Procuratores, sicut præmittitur, factis, recitatis, & gestis, unà cum Notario & Testibus subscriptis, præsens interfui, eáque omnia & singula sic fieri vidi & audivi, multis regalibus occupatus Negotiis per alium scribi feci, &, ad requisitionem Procuratorum eorumdem, publicavi præmissa, & ea, in hanc publicam Scripturam & formam redigens, meis consueto Signo & nomine roboravi in fidem & testimonium eorumdem.

Et Ego, Willielmus de Tiryngtoos, Clericus Lincolniensis Diœcesis, publicus auctoritate Apostolicâ Notarius, Alligantiis, Confœderationibus, Pactionibus, Promissionibus, Obligationibus, Juramentorum præstationibus, cæterisque præmissis, per Dominos, Didacum & Alvarum, dicti Domini Regis Castellæ & Legionis, ac Willielmum Dominum de Latimer & Johannem Decanum Lincolniensem, Anglorum Regis, Domini Hiberniæ & Aquitaniæ, Procuratores, sicut præmittitur, factis, recitatis, & gestis, unà cum Notario & Testibus subscriptis, præsens interfui, eáque omnia & singula sic fieri vidi & audivi, multis regalibus occupatus Negotiis per alium scribi feci, &, ad requisitionem Procuratorum eorumdem, publicavi præmissa, & ea, in hanc publicam formam redigens, meis consueto Signo & Nomine roboravi in fidem & testimonium eorumdem.

XXIII.

16. Juill. *Contract de Mariage de* Jaques de Savoye, *Prince d'Achaie, & de* Margueriste de Beaujeu, *fait le 16. de Juillet*, 1362. [S. Guichenon, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 117.]

Achaïe et Beaujeu.

In Nomine Domini Amen.

Anno Nativitatis ejusdem M. CCC. LXII. & die XVI. mensis Julii, apud Bellicium, in Domo Episcopali dicti loci, præsentibus Viris Nobilibus Dominis Jacobo Marescalci, Guillermo de Chatamont, Girardo d'Estrés Legum Doctore, & Johanne de Chales Militibus, testibus ad hoc vocatis, per præsens instrumentum publicum, omnibus evidenter appareat : Quod cum Tractatus habitus fuerit, ut dicitur, de Matrimonio contrahendo, inter *Magnificum Virum Dominum Jacobum de Sabaudia Principem Achaïæ* ex una parte, & *Domicellam Margaritam de Bellojoco* ex altera. Inde est quòd dictus Dominus Princeps ex una parte, & Vir Magnificus Dominus Anthonius Dominus Bellijoci, Frater dictæ Domicellæ ex altera, coram dictis testibus, & me subscripto Notario constituti personaliter, propter ea quæ sequuntur, Tractatum prædictum deducere volentes ad effectum, idem Dominus Princeps, suo proprio nomine juratus corporaliter ad Evangelia Dei sancta, se, & bona sua quæcumque mobilia, immobilia, præsentia, præterita, & futura obligando promisit, & convenit dicto Domino Anthonio Domino Bellijoci, michique subscripto Notario, ut publicæ personæ præsentibus stipulanti, & recipienti vice, nomine, & ad opus prædictæ Domicellæ omniumque, & singulorum aliorum quorum interest, & poterit inposterum interesse, ducere & accipere in suam Sponsam, & Uxorem legitimam dictam Domicellam Margaritam, ipsamque in facie sanctæ Ecclesiæ desponsare, Sanctâ Matre Ecclesiâ concedente, nihilque fecisse vel facere impediens dicti Matrimonii complementum : dictus vero Dominus Anthonius Dominus Bellijoci scienter, & sponte promisit & convenit dicto Domino Jacobo Principi præsenti, & stipulanti, corporali præstito per eum juramento, ad Evangelia Dei sancta, sub suorum obligatione bonorum mobilium, immobilium, præsentium, & futurorum quorumcumque, facere, & procurare cum effectu, quod dicta Domicella Margarita Soror sua, nubet dicto Domino Principi, ipsum in Virum suum, & Sponsum legitimum accipiet, & in facie sanctæ Matris Ecclesiæ desponsabit, nisi sit aliud Canonicum rationabile quod obsistat, nihilque facere vel fecisse propter quod dictum Matrimonium, & ipsius complementum valeat impedire : præterea dictus Dominus Bellijoci dat, & constituit, dareque, & solvere promisit, & convenit sub juramento, & obligationibus prædictis, dicto Domino Principi pro se, & suis stipulanti in Dotem, ac nomine, & ex causa Dotis, dictæ Domicellæ Margaritæ Sponsæ futuræ dicti Domini Principis, quindecim mille florenos auri boni ponderis solvendos terminis, per *Illustrem Principem Dominum nostrum Dominum Amedeum Comitem Sabaudiæ* ordinandis, & statuendis, de, & super quibus terminis ordinandis, & statuendis, nec non, & quantitate quæ in quolibet termino taliter ordinando solvi debebit, de dictis quindecim millibus florenis, dicti Domini Princeps, & Bellijoci ipsi Domino nostro Comiti plenam, & liberam dederunt, & concesserunt potestatem, quibus mediantibus dicta Domicella Margarita quittare, & remittere debeat dicto Domino Bellijoci, omnia jura, partes, portiones, actiones reales, personales, meras, mixtas, utiles, directas, & alias quascumque sibi competentes, & competentia quâcumque occasione, & quibusvis titulis, seu causis, in omnibus, & singulis Hæreditatibus, rebus, bonis, & Juribus quibuscumque, quæ fuerunt bonæ memoriæ *Domini Eduardi, & Dominæ Mariæ de Til Dominæ quondam Bellijoci Patris, & Matris dictorum Domini Anthonii Domini nunc Bellijoci, & dictæ Domicellæ Margaritæ*, quæcumque sint ipsa bona & jura, ubicumque, & quocumque nomine nuncupentur, salvâ dictæ Domicellæ, & expressè reservata, si & quando continget legitima successione, & escheutâ, salvis etiam, & expressè reservatis eidem Domicellæ, quod in casu quo dictus Dominus Bellijoci, quod absit, sine liberis masculis legitimis, uno vel pluribus, ex suo proprio corpore procreatis, decederet, eidem Domicellæ salva sint, & remaneant omnia jura sua, omnesque actiones quæcumque, & qualescumque sint, quæ, & quas nunc habet, & pro futuro tempore poterit habere, ex quibuscumque causis in omnibus, & singulis Hæreditatibus, bonis, rebus, & Juribus Paternis, & Maternis supradictis, nonobstante fienda quittatione prædicta, quia sic ut præmittitur actum, & conventum extitit inter Partes prædictas. Item dictus Dominus Princeps pro se, & suis Successoribus quibuscumque dedit, & constituit dicto Domino Bellijoci michique dicto Notario stipulanti, & recipienti vice, nomine, & ad opus dictæ Domicellæ Margaritæ Sponsæ suæ futuræ in Dotalitium, & nomine Dotalitii ejusdem, in casu quo dictum Dominum Principem, ante ipsam decedere contingeret, tria millia florenorum auri annualium ad vitam ipsius Domicellæ, dum vixerit post ipsius Domini Principis decessum percipienda, & habenda singulis annis dum vixerit ut supra. Quæ quidem tria millia florenorum annualium ut supra, dictus Dominus Princeps promisit, & convenit dicto Domino Bellijoci assignare, & assetare competenter eidem Domicellæ, vel ejus certo mandato. Item dictus Dominus Princeps scienter, & sponte pro se, & suis Hæredibus, & Successoribus quibuscumque causamque habentibus, & habituris ab ipso dedit, donavit donatione pura, mera, simplici, & irrevocabili inter vivos, sicut melius,

ANNO 1362.

melius, & fortius potest intelligi seu dici, liberis masculis, uni vel pluribus, ex hujusmodi Matrimonio, concedente Domino, nascituris, dictoque Domino Bellijoci, & michi Notario ut publicæ personæ stipulanti vice, nomine, & ad opus dictorum liberorum, & omnium, & singulorum aliorum quorum interest, & imposterum poterit interesse, à sex usque ad septem millia florenorum auri, per ipsum Dominum Principem sufficienter assignanda promittens, pactumque, & conventionum faciens per suum juramentum, & sub obligationibus quibus supra dicto Domino Bellijoci, & michi dicto Notario stipulanti nomine, & ad opus Filiarum nasciturarum, Deo dante, ex Matrimonio supradicto, ipsas Filias, unam, & plures sufficienter maritare, secundum decentiam status ipsius Domini Principis, & Filiarum prædictarum, acto, & convento, & in pactum expressum deducto, inter ipsos Dominum Principem, & Dominum Bellijoci nominibus quibus suprà, quod Dominus Philippus Filius dicti Domini Principis prædictis omnibus, & singulis debeat consentire, suumque præbere consensum, & assensum, & ea omnia, & singula laudare, approbare, & etiam confirmare cum juramentis, promissionibus, obligationibus, renunciationibus, & aliis solemnitatibus opportunis, quæ omnia, & singula suprà dicta dicti Dominus Princeps, & Dominus Bellijoci, nominibus quibus suprà promiserunt, & convenerunt alter alteri solemnibus stipulationibus intervenientibus hinc inde, michique dicto Notario stipulanti, & recipienti vice, nomine, & ad opus omnium, & singulorum quorum interest, & imposterum poterit interesse sub juramentis suis, & obligationibus prædictis rata, grata, & firma habere, tenere, attendere, solvere, & observare cum effectu prout superiùs exprimuntur, nunquam contrà per se vel per alium in judicio, vel extrà facere vel venire, nec contrà facere vel venire volenti consentire aut præbere consilium, auxilium vel favorem, dictusque Dominus Bellijoci de dictis quindecim millibus florenis satisfacere, prout superius declaratur, dicto Domino Principi, vel ejus certo mandato terminis, per ipsum Dominum nostrum Comitem, at superius ordinandis; dictus vero Dominus Princeps promisit, & convenit michi Notario stipulanti pro ipsa Domicella, & aliis omnibus, & singulis quorum interest, & interesse poterit sub juramentis, & obligationibus prædictis, dictum Dotalicium assetare competenter ut suprà, & dictam Dotem restituere ipsi Domicellæ vel alteri, cui de jure pertinebit in omni casu, quo locum habebit restitutio ejusdem per eosdem terminos, & similes quibus sibi satisfactum fuerit de eadem restitutione, & resarcire alter alteri omnia damna, gravamina, expensas, & interesse quæ, quod, & quas alter per defectum alterius, in observatione prædictorum, fecerit aut incurrerit quoquo modo super eis, quæ alter alteri credere verbo simplici omnia alia probatione cessante, pro qua quidem Dote solvenda firmius ipsi Domino Principi dicti Domini Bellijoci præcibus, & mandato, & pro ipso Domino Bellijoci se fidemque constituerunt, quibus in solidum erga Dominum Principem suprà dictum stipulantes pro se, & suis Hæredibus, & Successoribus quibuscumque, necnon ad requisitionem, & præces dicti Domini Principis, & pro ipso erga dictum Dominum Bellijoci, meque dictum Notarium stipulantem, & recipientem pro dicta Domicella Margarita, & aliis quorum interest, & poterit interesse de & pro restitutione dictæ Dotis, ac dicto Dotalicio assettando, manutenendo, defendendo, & conservando dictæ Domicellæ Principales & Fidejussores intercesserunt quilibet in solidum, & se constituerunt Princeps *Illustris Dominus noster Amedeus Comes Sabaudiæ*, Viri Nobiles Domini Guillermus de Grandisono, Dominus de Sancta Cruce, Ludovicus Revoire, Dominus Domessini, Humbertus Musiri Dominus Sancti Stephani Nemorensi, Joannes de Laia, Hugo de Chales, Stephanus de Taney Milites, & Petrus Gerbaisii de Bellicio Thesaurarius Sabaudiæ, qui omnes, & singuli jurati corporaliter ad Evangelia Sancta Dei pro prædictis omnibus, & singulis de quibus se obligaverunt specialiter, & expressè dictis Domino Principi, & Domino Bellijoci prædictis nominibus se & omnia, & singula bona sua mobilia, immobilia, præsentia, præterita, & futura. Item Dominus Hugo de Gletens Miles de dicta solutione Dotis pro dicto Domino Bellijoci, erga dictum Dominum Principem, & de ipsius restitutione, & assettamento Dotalicii, & ipso manutenendo pro dicto Domino Principe erga dictum Dominum Bellijoci, méque Notarium stipulantem ut suprà se obligavit, & bona sua quæcumque præsentia, & futura, cum præstatione juramenti corporalis ad Evangelia Dei Sancta per hunc modum, videlicet quòd in defecto Principalium, & cujuslibet ipsorum non observantium prædicta, de quibus se dictus Dominus Hugo obligat ad requisitionem Partis ipsum requirentis, qui non observaverit prædicta, præmissa, & conventa circà solutionem restitutionis dictæ Dotis, assettamentum, & conservationem Dotalicii memorati, ipse Dominus Hugo tenetur, promisit, & convenit ipsis Domino Principi, & Domino Bellijoci, & michi Notario stipulanti ut suprà, sub juramentis & obligationibus prædictis personaliter in quolibet termino, in quo esset defectus, tenere Hostagia apud Castillionem in Dombis, donec fuerint observata promissa, & conventa pro terminis tunc elapsis, vel donec ab illo qui ipsum requisivisset de dictis Hostagiis tenendis licentiam habuerit ab ipsis Hostagiis recedendi, quos Fidejussores, & Principales ac dictum Dominum Hugonem de Gletens, & quemlibet ipsorum promiserunt, & convenerunt eisdem, & collibet ipsorum dicti Dominus Princeps & Dominus Bellijoci sub eorum juramentis, & obligationibus prædictis, prout pro quolibet ipsorum se obligaverunt ut suprà de prædictis omnibus, & singulis indemnes penitus observare, de quibus ipsi Dominus Princeps, & Dominus Bellijoci, pro utroque ipsorum dicta Domicella, & aliis quorum interest vel intererit, Instrumenta publica tenoris ejusdem fieri requisiverunt. *Signé* BECZON.

XXIV.

Traité de Ligue entre AME' VI. *Comte de Savoye surnommé* le Comte Verd, & GALEAS *Vicomte de Milan, contre le Marquis de Monferrat; fait à Milan, le 26. Décembre* 1362. [S. GUICHENON, Histoire Genéalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 205.]

26. Dec. SAVOYE ET MILAN.

In Nomine Domini, Amen.

ANno Nativitatis ejusdem M. CCC. LXII. Indictione quinta decima, die vigesima sexta mensis Decembris. Magnificus Dominus Dominus GALEAS Vicecomes, Filius quondam recolendæ memoriæ Domini Stephani Vicecomitis Mediolani, &c. Imperialis Vicarius generalis, pro se ac Filiis suis masculis legitimis, ex una parte; Et egregii Milites Domini Ludovicus Revoyriæ Dominus Domeyssini & Gerbasii, & Humbertus bastardus de Sabaudia, Dominus Altivillari & Moletarum, Procuratores ad infra scripta omnia & singula peragenda, *Illustris Principis Domini* AMEDEI *Comitis Sabaudiæ*, prout de hujusmodi procuratione constare dicitur publico Instrumento, rogato per Joannem de Allenis Notarium & Secretarium Domini Comitis prædicti, anno millesimo trecentesimo sexagesimo primo, Indictione quartadecima, die octava Decembris, vice & nomine dicti Domini Comitis ac Filiorum masculorum legitimorum ejus, & pro eis ex altera parte, Fecerunt inter se sibi ad invicem Confœderationem, Fraternitatem, Unionem & Ligam perpetuò duraturam, cum Pactis, Conventionibus, conditionibus, modis, formis & tenoribus infra scriptis; videlicet: Primò namque, quòd præfati Domini Comes & Galeas teneantur & debeant toto ipsorum posse, ad invicem se defendere contrà quamcumque personam de mundo; Excepto Domino Imperatore quem ambo prædicti Domini exceperunt communiter, & excepto Domino Barnabone Vicecomite Fratre dicti Domini Galeas, quem excepit idem Dominus Galeas, ac exceptis Domino Papa & Domino Rege Franciæ, & exceptis illis qui nunc sunt Domini alicujus dictorum Dominorum Comitis & Galeas, seu Vassalli pro iis quæ nunc tenent ab ipsis Dominis Comite & Galeas, vel aliquo eorum. Item quòd uterque dictorum Dominorum Comitis & Galeas habere, tenere & tractare debeat pro inimicis Marchionem Montisferrati, & quoscumque alios dictorum Dominorum, vel eorum alterius inimicos citra montes, tam præsentes quàm futuros, ac Vassallos, Subditos, Terras, adhærentes, complices & sequaces eorum, & contra ipsos tanquam contra inimicos procedere, & ad invicem se juvare & Guerram facere, exceptis superius exceptatis. Item quòd nullus dictorum Dominorum Comitis & Galeas, cum dicto Marchione sive cum aliquibus aliis dictorum Dominorum, vel eorum alterius inimicis citra montes, tam præsentibus quàm futuris, seu adhærentibus, complicibus seu sequacibus eorundem; Pacem seu Treugam facere possit, nisi utriusque ipsorum Dominorum Comitis & Galeas concordi accedente consensu & voluntate.

Item

Anno 1362.

Item quòd, durante guerra cum dicto Marchione, & quibuslibet sex mensibus æstivis, incipiendis in medio mensis Aprilis cujuslibet, cujuslibet duorum proximè subsequentium annorum, & finiendis in quolibet medio mensis Octobris; Præfatus Dominus Galeas suis expensis propriis, teneatur & debeat dare dicto Domino Comiti, ad offensam dicti Marchionis Montisferrati ac Vassallorum, Subditorum, Terrarum, complicium & sequacium ejus, Bannerias quinquaginta Gentium armigerarum equestrium, & Bannerias viginti peditum; ac quolibet mense quorumlibet dictorum sex æstivorum mensium, cujuslibet dictorum duorum proximè subsequentium annorum, sex millia florenorum. Præfatus enim Dominus Comes dicto æstivo tempore cujuslibet dictorum duorum proximè subsequentium annorum. habere & tenere tenetur ad offensam prædictam Barbutas mille, quibus per dictum Dominum Comitem satisfiat; reliquo verò tempore hiemali dictorum duorum proximè subsequentium annorum, dicta Guerra durante, & ipsis duobus annis finitis, toto tempore hiemali & æstivo continuè usque ad ipsam Guerram finitam, præfatus Dominus Galeas teneatur & debeat, suis propriis expensis, dare dicto Domino Comiti solum Bannerias viginti quinque Gentium armigerarum equestrium, & Bannerias viginti peditum. Et præfatus Dominus Comes dicto hiemali tempore dictorum duorum proximè subsequentium annorum, & ipsis duobus annis finitis, toto illo tempore quo dicta Guerra durabit, habere & tenere teneatur suis expensis solum Barbutas trecentum. Item quod omnes prædictæ Gentes tam illæ prædicti Domini Comitis, quàm illæ præfati Domini Galeas, primò & ante omnia intendere debeant ad destruendum, & de Territorio utriusque dictorum Dominorum Comitis & Galeas espellendum Societatem Anglicorum, quæ nunc est in partibus Canapitii; & quòd cum dictis Gentibus ad nihil aliud intendi debeat, quousque Societas prædicta erit aut destructa, aut de Territorio utriusque dictorum Dominorum Comitis & Galeas expulsa, nisi majori necessitate cogente; destructa autem Societate prædicta, aut de Territorio prædictorum Dominorum expulsa ut suprà, debeant Gentes præfatæ intendere ad faciendum & fieri faciendum vasta super Territorio & Districtu Civitatis Astensis. Postmodum verò præfatus Dominus Comes possit uti servitio Gentium prædictarum, ad damna Marchionis prædicti, in ea parte in qua idem Dominus Comes maluerit, tanto tempore quanto ipsæ Gentes stetissent occupatæ circa vasta prædicti Territorii & Districtus Astensis; & ipso tempore finito, possit dictus Dominus Galeas vel Capitaneus ejus, similiter uti tantundem temporis servitio dictarum Gentium ad damna Marchionis prædicti, in ea parte in qua maluerit; & similiter tantundem temporis facere possit postea dictus Dominus Comes, & deinde similiter Dominus Galeas præfatus, quousque dicti sex menses æstivi cujuslibet dictorum duorum proximè subsequentium annorum erunt finiti; finitis autem dictis duobus annis, debeat dictus Dominus Comes sex mensibus æstivis cujuslibet anni, incipiendis & finiendis ut supra, servitio illarum Gentium quas tunc habere debet tam de suis quàm à Domino Galeas præfato, uti ad damna dicti Marchionis, in ea parte in qua maluerit pro utilitate utriusque Partis. Item quòd de iis quæ quovismodo acquirentur sive acquirantur per Gentes dicti Domini Comitis, sive per Gentes dicti Domini Galeas, fiat & fieri debeat ut infra sequitur: videlicet, Civitas Ast. cum universo ejus Territorio & Districtu, omnes Terræ quas præfatus Galeas seu Domini Luchinus vel Joannes Archiepiscopus ejus Antecessores tenuerunt in partibus Pedemontium, tota Terra Flixani, omnes illæ Terræ Marchionis Montisferrati quæ sunt inter Tanegrum & Territorium Januense, Terra Casalis Sancti Evasii, Frassanetum, Terra Valentiæ, omnes Terræ quas Marchio prædictus tenet de Districtu Vercellarum, omnes Terræ quas Marchio prædictus tenet de Districtu Papiæ, omnes Terræ quas Marchio prædictus seu quivis alius tenet de Districtu Alexandriæ, tam ab una parte Tanegri, quàm ab alia, cum omnibus Territoriis, Districtibus, Pertinentiis Honoribus, Feudis, Retrofeudis, Homagiis, Fidelitatibus & Juribus universis earum & cujuslibet earum communiter & divisim, sint & esse debeant præfati Domini Galeas: Omnes autem Terræ Marchionis Montisferrati, exceptis supra specificatis in parte Domini Galeas; totum Canapicium cùm omnibus Terris quæ tenentur per Marchionem prædictum seu Vassallos suos, quæ sunt inter Padum & Duriam quæ labitur per Iporegiam; Castrum Luzonum, tota Terra Ripæ Cherii, totum Territorium Cherii cum omnibus Territoriis, Districtibus, Pertinentiis, Honoribus, Feudis, Retrofeudis, Homagiis, Fidelitatibus & Juribus universis eorum & cujuslibet eorum communiter & divisim, sint & esse debeant præfati Domini Comitis. Item quòd acquisitis Terris & Castris suprà scriptis, tam illis quæ esse debent prædicti Domini Galeas, quàm illis quæ esse debent dicti Domini Comitis, ut superiùs dictum est; intelligatur esse finitum tempus, quo dictus Dominus Galeas præfato Domino Comiti dare debet pecuniam & Gentes, de quibus superius est facta mentio; Et sic etiam tunc acquisitis Terris & Castris prædictis, intelligatur esse finitum tempus, quo Dominus Comes prædictus suis expensis tenere debet Gentes Armigeras, de quibus superiùs dictum est. Item quod de Castro Albiani fiat & fieri debeat, prout ipsi Domino Comiti placebit. Item quòd Dominus Galeas dat puram & liberam potestatem dicto Domino Comiti, quod de Feudo Fossani, Cavallarii majoris & summæ Ripæ faciat & ordinet pro suæ libito voluntatis; sic quod sit in ejus arbitrio libero ordinare, vel quòd remaneant Domino Galeas supradicto, vel quòd sibi appropriet, & in se ipsum transferat tanquàm in Dominum in solidum, quandocumque ordinare voluerit, nullius personæ consensu vel præsentia requisita. Qua dispositione vel ordinatione facta, dictus Dominus Galeas, si Dominus Comes pro seipso duxerit ordinandum, ex nunc Jus Feudi & Homagii prædicti, eidem Domino Comiti dat & cedit & in eum transfert; & ex nunc prout ex tunc se constituit ejus nomine possidere vel quasi, & dictum Dominum Principem purè solvit & liberat de Feudo & Jure Feudi & Homagii prædicti: Mandans & præcipiens eidem Domino Principi, ut dictum Feudum ab ipso recognoscat, & eidem fidelitatem & Homagium faciat sibi debitis pro eisdem in casu prædicto. Item quòd nullus prædictorum Dominorum Comitis & Galeas, receptare debeat seu receptari permittat in aliqua parte Districtus vel Territorii sui, aliquem proditorem vel rebellem alterius ipsorum Dominorum. Item quòd de Mercatoribus & Casanatiis Astensibus, & Territorii ac Marchionatus Montisferrati conversantibus & morantibus infra Sabaudiæ Comitatum, Dominus Comes possit facere ad suam voluntatem; & Dominus Galeas non possit nec debeat se intromittere quovismodo, de ipsis vel de bonis eorum quæ haberent infra dictum Comitatum: Et hoc Capitulum & contenta in eo vindicent sibi locum solùm illo tempore quo Marchio prædictus tenebit occupatam Civitatem Astensem, & alias Terras dicti Marchionatus, ad dictum Dominum Galeas perventuras ex forma divisionis supradictæ, & in personis & bonis illorum tantùm qui non sunt obedientes præfato Domino Galeas: Adveniente autem tempore, quo dictus Dominus Galeas haberet Dominium dictæ Civitatis Astensis & dictarum aliarum Terrarum, fiat de prædictis omnibus Mercatoribus, & Casanariis & de ipsorum bonis, prout fieri consuevit antequam dictus Marchio occuparet Civitatem præfatam. Item quòd suprà scripta omnia & singula intelligi debeant secundùm purum & sanum intellectum, & per utramque partem bona fide sine fraude servari. Actum Mediolani, in Palatio dicti Domini Galeas, in quadam Camera cubiculari dicti Domini Galeas sita in parte inferiori dicti Palatii: Præsentibus Dominis Joanne de Pepulis de Bononia, Filio quondam Domini Tadei, habitatore Mediolani, Manfredo Marchione Salutiarum, Filio quondam Domini Manfredi, habitatore Mediolani; Protasio de Caymis, Filio quondam Domini Stephani, Cive Mediolani; Roberto de Fronzola, Filio quondam Domini Grure, habitatore Mediolani, Militibus; Manuelle de Ponzano de Terdona Legum Doctore, Filio quondam Domini Carboni, habitatore Mediolani; Petro de Maris Legum Doctore, Filio quondam Domini Petri de Camberiaco Comitatus Sabaudiæ; & Antonio dicto Præposito de Aladio, Filio quondam Domini Joannis ex Comitibus de Sancto Martino, Testibus vocatis & rogatis.

XXV.

Confœderatio inter Duces Austriæ RUDOLPHUM FRIDERICUM, ALBERTUM, & LEOPOLDUM, *nec non* MEINHARDUM *Bavariæ Ducem ab una, &* LUDOVICUM *Hungariæ, atque* CASIMIRUM *Poloniæ Reges à parte altera. Quâ illi dictos Reges, Hæredes & Terras eorum contrà omnes Homines cunctis viribus & substantia defendere atque adjuvare promittunt;* 31. Dec.

ANNO 1362.

mittunt; uti & ad nullam Brigam vel Guerram absque communi consensu movendam se obligant. Datum Possonii ultima die Decembris anno 1362. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Absatz IV. von Osterreich pag. 16.]

NOS RUDOLPHUS FRIDERICUS, Albertus, & Leupoldus Dei gratia Duces Austriæ, Stiriæ, Carinthiæ, Fratres. Notum facimus universis præsentes Literas inspecturis, quod nos attendentes, quantum ex concordia & unitate rerum, non tam magnarum, quam etiam parvarum soleat provenire augmentum, volentesque nos & inclytus Princeps Meinhardus, Dux superioris Bavariæ & Comes Tyrolis, Frater & Sororius noster charissimus, & unione, colligatione & connexione fraterna una cum Excellentibus & Magnificis Principibus Dominis Ludovico & Casimiro Ungariæ & Poloniæ Regibus, Fratribus nostris & eorum commodis, indemnitatibus & profectibus attentius providere, de maturo & deliberato consilio Prælatorum & Majorum nostrorum Baronum pro nobis, & pro eodem Duce Meinhardo & Hæredibus & Successoribus nostris, & ejusdem Ducis Meinhardi, promittimus bona fide, cum omni sinceritate & dilectione, absque omni fraude & dolo, tactis sacrosanctisque Evangeliis Corporali præstito Juramento, Nos cum prædictis Dominis Regibus Fratribus nostris velle esse nunc & semper indissolubiliter unitos, & fraternæ dilectionis vinculo connexos, ita videlicet, quod nos & dictus Dux Bavariæ, nostrique & sui Hæredes, prædictos Dominos Reges Fratres nostros, eorumque Hæredes & Successores Terras ac ipsorum Dominia, cum suis Juribus & pertinentiis, quas & quæ in præsenti habent & possident, vel in posterum possidebunt, contra omnes homines cujusvis status, conditionis & præeminentiæ existant, & si Regali aut Imperiali fulgeant Dignitate, nullo penitus dempto & excepto, defensari, tueri, adjuvare, & protegere teneamur, eisque & ipsorum Hæredibus ac Successoribus adesse, si etiam oportebit propria in persona cum tota nostra potentia, militia ac substantia, non parcendo rebus, laboribus & expensis, quin omnia eorum negotia tanquam propria nostra fore reputantes, toto nostro posse, eisdem Fratribus nostris prædictis ipsorumque Hæredibus contra omnes Invasores dampnificantes & occupare volentes eorum Terras & Dominia, omni dilatione, tergiversatione & colore quæsito procul amotis, continuato prædicio usque ad finalem rei exitum, quotiescunque requisiti fuerimus per eosdem Fratres nostros ac ipsorum Hæredes ante dictos, obmissis & postpositis omnibus aliis propriis, vel aliorum factis aut negotiis, quibus pro tunc essemus occupati, ipsis fraternitaliter succurremus. Ita tamen quod nullam Brigam seu Gweram prædicti Reges Fratres nostri, absque nostro consilio & beneplacito, voluntate atque scitu, movere haentabunt; quo more simile nos & dictus Dux Meinhardus nullam Brigam seu Gweram cuique movebimus sine eorundem Fratrum nostrorum consilio, scitu & consensu. Præterea promittimus bona fide ut supra, quod nullam affinitatem, parentelam, seu consanguinitatem cum aliqua persona contrahemus, sine voluntate, scitu & consensu Fratrum nostrorum Regum eorundem. Insuper omnes ipsis Regibus Fratribus nostris & ipsorum Hæredibus, nec cum aliquo æmulorum, inimicorum & eis malevolentium, Pacem, Concordiam, Unionem, nec aliquam Colligantiam ineamus sine beneplacito & expressa voluntate Fratrum nostrorum ante notatorum, modo quo superius est expressum. Cæterum sub virtute potestatis Juramenti pollicemur, quo ad ipsorum Fratrum nostrorum commoda amplianda, honorumque ipsorum augmentum dictis, factis, opere & voluntate semper assistemus & eorum honori, famæ, statui & profectui derogare volentibus, totis viribus volumus esse contradictores & Impeditores. Præterea etiam omnem Concordiam, Unionem ac Colligantiam cum quibuscunque personis initam & firmatam quæ præmissæ Unioni, Confœderationi & obligationi in tota vel in aliqua sui parte derogaret seu posset in futurum derogare irritam esse volumus & inanem, omnem vero Concordiam, Pacem, Ligam & Unionem cum prædictis Regibus Fratribus nostris charissimis quocunque tempore initas & contractas. quæ huic præsenti Confœderationi robur possunt tribuere aliquale in sua firmitate & vigore persolenniter decernimus fore permansuras. Et ut præmissa rata & inconvulsa permaneant serventurque, præsentes Literas nostras appositione Sigillorum Ducalium, nec non Sigillorum Prælatorum nostrorum, qui etiam super ratihabitione præmissorum Juramenta corporaliter præstiterunt sequuntur communita. Nomina autem principalia Prælatorum & Baronum Ducatuum nostrorum, quorum Sigilla præsentibus appendent, sunt hæc, venerabiles in Christo Dominus Gotfridus Pataviensis, Dominus Joannes Gurgen nostræ Curiæ Cancellarius. Dominus Ulricus Seccoviens. & Dominus Petrus Laventin: Ecclesiarum Episcopi, Petrus S. Lamberdi Joannes Medicensis: Ulricus S. Pauli Vallis Laventinæ, Albertus Admonten Clemens Scotorum Viennæ, Ulricus in Rotwico in Chremsmunster Monast. Abbates. Item Jacobus Perichstergadiens. Ordolfus Neumburgensis Ecclesiarum Præpositi, item spectabiles & generosi Meinhardus de Goricza Palatinus Carinthiæ, Otto de Ortenburg, Ulricus de Schannberg Comites Avunculi nostri charissimi, Nobiles ac fideles nostri dilecti Herchtoldus de Maidburch, Joannes de Phannberch, Ulricus de Cilia etiam Comites. Stephanus Dominus Meissæ summus Mareschalcus, Albertus, Dominus de Puecham summus Dapifer, Petrus, Dominus de Eberstorph summus Camerarius, Haidenricus, Dominus de Meissaw summus Pincerna, Wilhelmus, Dominus de Creuspach summus Magister Venatorum Austriæ, Joannes de Traun, Capitaneus super Anasum, Eberhardus Dominus de Walsee de Anasu, Joannes dictus Comes de Pernstain, Leupoldus, Dominus de Stadech Provincialis Mareschalcus Austriæ. Eberhardus Dominus de Cappella Capitaneus Anisi. Perchtoldus Dominus de Pergow Judex Curiæ nostræ, Heinricus Dominus de Raunstain, Joannes Turso, Dominus de Raochenek. Eberhardus, Dominus de Dachsperg, Joannes Dominus de Zelckino, Albertus Stachs Dominus de Trautmansdorf, Conradus Dominus de Potendorf, Pilgerinus Dominus de Strewn, Fridericus Dominus de Winchel, Catholdus senior Dominus de Ekerzau, Ulricus Dominus Krainberg, ... Dominus de Hohenberg, Heinricus, Dominus de Hackenberg, Wolfgangus Dominus de Widen, Otto Dominus de Walsendorf, Gotfridus Dominus de Wildingsmaur, Chadoldus Dominus de Haslowe. Item de Stiria, Fridericus, Dominus de Petovia summus Marschalcus, Fridericus Dominus de Walse, de Grez, summus Dapifer, Rudolfus Otto, Dominus de Lichtenstein summus Camerarius, Fridericus, Dominus de Stubenberch, summus Pincerna Stiriæ, Item Fridericus Dominus de Auffenstein summus Marschalcus & Capitaneus & Herthnidus Dominus de Grey, summus Dapifer, Hermannus Dominus de Ortrowitz summus Pincerna Carynthiæ, Item Conradus, Dominus de Auffenstein, Capitaneus Carniolæ, Heinricus Dominus de Monte Pariso, Eberhardus Dominus de Walse, de Grez. Heinricus de Rappach, nostræ Curiæ Magister. Joannes de Lasperch nostræ Cameræ Magister. Datum & actum Possonii ultima die Mentis Decembris Anno Domini Millesimo trecentesimo sexagesimo secundo.

ANNO 1362.

XXVI.

1363.

6. Sept.

FRANCE ET BOURGOGNE.

Donation du Duché de Bourgogne *faite par* JEAN *Roi de France, à* PHILIPPE *son quatrième Fils, qu'il crée Pair de France, faite le 6. Septembre 1363. & confirmée par* CHARLES V. *Roi de France, Frère de* PHILIPPE, *au Louvre le 2. Juin 1364.* [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicarum, Cap. CV. pag. 364. d'où l'on a tiré cette Pièce. qui se trouve aussi dans G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 220. & dans RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 421. mais sans la Confirmation de CHARLES V.]

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, notum facimus universis præsentibus, pariter & futuris, nos vidisse Literas claræ memoriæ Domini Genitoris nostri, formam quæ sequitur continentes.

JOANNES Dei gratia Francorum Rex. Ad Subditorum quietem & pacem curam gerentes sollicitam, facti didicimus experientia, non modicùm prodesse, fideles & strenuos habere Vasallos. Ipsorum enim meritis, propulsis invidis & æmulis, Pacis tranquillitas acquiritur, & Justitia, omnium Regnorum fundamentum, pacificè (a) administratur, ad regnantium gloriam & honorem: unde fervor oritur dilectionis ad Dominum, cujus etiam crescit vigor subjectionis in (b) eisdem.

Novimus insuper Coronam stabiliri Regiæ Majestatis, dum personæ præclari generis, moribus utique & honestate

(a) ou ministratur.

(b) ou eodem.

ANNO 1363.

festate vertantes, dignitatibus inclytis præferuntur. (a) Ipsorum igitur adsistentia laterali non minùs sceptra coruscant regnantium, quàm gemmis corona.

(b) Laudabilia igitur Prædecessorum nostrorum Regum, qui solita munificentia dignis consueverunt digna rependere, sequentes vestigia, etsi singulos, juxta suorum exigentiam meritorum, desideremus prosequi favoribus gratiosis, digniores tamen censemus debere dignioribus insigniri. Attendentes quòd etsi naturaliter nostris tenemur liberis assignare, unde statum juxta suæ perspicuitatem prosapiæ, honorificè contineant; ad hoc tamen impendendum eò liberalius inducimur, quò instantiùs eorum continuata merita id exposcunt.

Et desiderantes affectuosiùs gravamina & oppressiones, irruentibus hostibus, illatas Subditis nostris *Ducatus Burgundiæ*, qui ex successione bonæ memoriæ Philippi, ultimi Ducis ejusdem, in nos, ut in propinquiorem in genere, noviter est delatus, amputare, & ipsorum providere quieti: & ad memoriam reducentes grata & laude digna servitia, quæ carissimus Philippus, Filius noster quartò genitus (qui sponte expositus mortis periculo, nobiscum imperterritus & impavidus stetit in acie prope (c) *Pictaves*, vulneratus, captus & detentus in hostium potestate) ibi & post liberationem nostram hactenus exhibuit, indefessè, & vero amore filiali ductus: ex quibus suam meritò cupientes honorare personam, perpetuoque præmio fulcire, sibi paterno correspondentes amore, spem & fiduciam gerentes in Domino, quòd ipsius crescente providentia, dicti nostri Subditi Ducatus ejusdem, à suis oppressionibus releventur.

Notum itaque facimus universis, præsentibus pariter & futuris, quòd nos his & aliis justis considerationibus excitati, & ad humilem supplicationem Subditorum nostrorum dicti Ducatus, prædictum *Ducatum Burgundiæ* in Pariatu, & quidquid juris, possessionis & proprietatis habemus, & habere possumus, & debemus, in eodem, nec non & in *Comitatu Burgundiæ*, & in quacumque parte ipsius, ex successione prædicta, cum universis & singulis Honoribus, Juribus, Redditibus & Proventibus, Hominibus, Homagiis, Feudis & Retrofeudis, Jurisdictionibus altis, mediis, & bassis, mero & mixto Imperio, Civitatibus, Villis, Castris, & Castellaniis, Domibus, Maneriis, Stagnis, Fluviis, seu Ripariis, Nemoribus, Forestis, Vineis, Terris, Pratis, Censibus, & aliis Possessionibus quibuscumque dicti Ducatus, & Juris, quod habere possumus ex caussa prædicta in Comitatu prædicto, quocumque nomine nuncupentur, & cujuscumque valoris existant, dicto Filio nostro concessimus, donamusque & concedimus, tenore præsentium, de nostris speciali gratia, certa scientia, auctoritate Regia, & nostræ Regiæ potestatis plenitudine, præmissaque in eum transferimus tenenda, possidenda per eum, & Heredes suos, in legitimo Matrimonio, ex proprio corpore procreandos, perpetuò, hereditariè, pacificè, & quietè.

Ponentes ex nunc dictum *Ducatum Burgundiæ*, & jus, quod ex successione prædicta habemus in *Comitatu* prædicto, cum suis prædictis pertinentiis, extra nostrum Domanium, & separantes omninò; cui siquidem Domanio præmissa duxeramus (d) adjungenda, non obstante, si voluerimus & ordinaverimus, sub quibuscumque modo, obligatione, submissione & forma verborum, vel quod ejusmodi ordinatio præcesserit, vel si habitatoribus dictorum Ducatus & Comitatus, seu Communitatibus Villarum, Castrorum, vel Locorum aliorum eorumdem, vel personis singularibus concesserimus, præmissa in toto vel in parte, à nostro & Coronæ nostræ Domanio, nullatenus ex tunc in antea separari. Quorum dictum Filium nostrum *Ducem*, *primumque Parem Franciæ* facimus & creamus. Volentes & concedentes eidem, ut ipse suique Heredes ex proprio corpore, in legitimo, ut prædicitur, Matrimonio procreati, qui se succedent in Ducatu prædicto, utantur & fruantur perpetuò & pacificè universis & singulis Privilegiis, Franchisiis, Juribus, Libertatibus, & Prærogativis, quibus usi sunt hactenus & utuntur ceteri Pares Franciæ, omni modo & forma, quibus tenebant dictum Ducatum, & dictis Privilegiis usi fuerunt hactenus Duces Burgundiæ, & utebatur dictus defunctus ultimus Dux Philippus, dum vivebat; salvis tamen Donationibus & Concessionibus, si quas fecimus, postquam dictus Ducatus devenit ad manum nostram, ut prædicitur, quas nolumus effectu frustrari. Salvis insuper, & retentis nobis & Successoribus nostris Franciæ Regibus, superioritate & resorto dictorum Donatorum; fide etiam ac homagio Ducis præstandis nobis & Successoribus nostris prædictis, modo debito & consueto fieri & præstari per Duces Burgundiæ temporibus anteactis, regalibusque & Juribus aliis Regiis ad nos pertinentibus ad caussam nostræ Coronæ, & quæ habebamus vivente dicto ultimo Duce defuncto, in Ducatu prædicto.

Pro quibus donatis prædictis, dictus Filius noster nobis fecit Homagium tanquam Dux & primus Par Franciæ prædictus & eo modo, quo defuncti Duces Burgundiæ tenebantur, & consueverunt facere nobis, & nostris Prædecessoribus. Ad quod Homagium admisimus eundem: quem per hoc emancipavimus, & extra potestatem nostram paternam posuimus, & ponimus per præsentes. Salvo insuper & retento, quod si dictus Filius noster, vel sua posteritas, ut prædicitur, procreanda decesserint, quod absit, absque Herede ex proprio corpore, succedente in dicto Ducatu, præmissa universa & singula sic donata, pleno jure integraliter revertentur ad nos, & Successores nostros Reges, qui pro tempore fuerint, nostræ Coronæ Domanio applicanda.

Per hanc autem concessionem nostram præsentem & donum, *Ducatum Turonia*, quem cum suis pertinentiis dicto Filio nostro aliàs donavimus, ad manum nostram ponimus, & retinemus, ordinaturi de eodem ad nostræ beneplacitum voluntatis. Quapropter damus præsentibus in mandatis universis Prælatis, & aliis personis Ecclesiasticis, universis Ducibus, Comitibus, Baronibus, & aliis Nobilibus, aliisque Clericis & Laicis, ad quos pertinuerit, quatenus Homagia & deveria, honores, servitia, & obedientias, in quibus nobis tenebantur ante donationem præsentem, ratione Ducatus & aliorum donatorum prædictorum, præstent & faciant indilatè & de cetero dicto Filio nostro, suisque Heredibus antedictis, de legitimo Matrimonio procreandis, modo & forma, quibus ipsa fecerant, & facere debuerant dicto ultimo defuncto Duci: per quorum præstationem nos inde absolvimus penitus, & quitamus eosdem, volumusque obediant dicto Filio nostro, tanquam Duci dicti Ducatus & Pari Franciæ primo, plenariè, & absque difficultate quacumque.

Mandamus insuper dilectis & fidelibus Consiliariis nostris, Præsidentibus, & aliis Gentibus nostri Parlamenti Parisiensis, universis insuper Justitiariis & Officiariis nostri Regni præsentibus & futuris, quatenus dictum Filium nostrum & Heredes suos, prædictos Duces Burgundiæ & Pares Franciæ, in omnibus casibus atque locis, in judicio & extra, ut Duces & primos Pares Franciæ recipiant & admittant, ipsosque faciant & permittant uti & gaudere pacificè Prærogativis, Franchisiis, Libertatibus, Honoribus, & Juribus Ducatus & Pariatus, & nostram præsentem ordinationem teneri perpetuò inviolabiliter: nihil facientes vel attentantes in contrarium quoquomodo; non obstantibus Consuetudinibus, Statutis, Usibus, & Privilegiis contrariis quibuscumque, donisque & gratiis dicto Filio nostro factis aliàs, & quæ in præsentibus non fuerint expressata.

Quod ut firmum & stabile permaneat in futurum, nostris præsentibus Litteris fecimus apponi Sigillum: salvo in aliis jure nostro, & in omnibus alieno. Datum Germiniaci supra Maternam in die sexta Septembris, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo tertio. *Per Regem. Juo.*

Nos igitur memores, quòd ipso Domino Genitore nostro adhuc superstite, attentis caussis & considerationibus, quibus ipse Dominus Genitor noster, in donatione dicti Ducatus Burgundiæ, carissimo Fratri nostro Philippo, de quo in eisdem Litteris fit mentio, ducebatur, quas veras & efficaces fuisse & esse cognovimus, amore insuper speciali, quem ad ipsum Fratrem nostrum semper habuimus, & adhuc gerimus & habemus, dictam donationem, & cetera contenta in Litteris supra scriptis grata habuimus, ex tunc pro futuris temporis bona fide promittentes in contrarium non venire, quovis exquisito colore & occasione, ad quemcumque statum nos venire, vel ascendere contingeret. Et super hoc nostras sibi Litteras recolimus concessisse, ipsas Litteras, donationem, & cetera in eis contenta, rata habentes, & grata, eas volumus, laudamus, approbamus, & de speciali gratia, auctoritate nostra Regia, & certa scientia, tenore præsentium, confirmamus, volentes & concedentes, ut ipse Frater noster dicto Ducatu, & aliis sibi donatis prædictis, suique Heredes, ex suo corpore, in recta linea, & legitimo Matrimonio procreandi gaudeant & utantur, juxta præscriptarum seriem Litterarum.

Et ex abundanti, ipsius & suorum securitati providere volentes, dictum Ducatum, & alia sibi præscriptarum serie Litterarum donato, tenenda & possidenda, modo

(a) La fin de ce Paragraphe manque dans le *Codex Diplomaticus*, ce que *G. G. Leibnitz* a reconnu marquant cet endroit de deux étoiles.

(b) Il y a ici bien des mots différens; mais on a suivi *Aubert le Mire*, qui semble avoir eu un meilleur Exemplaire.

(c) ou *Pictavium*.

(d) ou *adjungenda*. Il y a plusieurs autres petites différences entre les deux Exemplaires, qu'il seroit trop long de raporter.

Anno 1363. modo & forma, quibus in eisdem continetur Litteris, eidem Fratri nostro donamus & concedimus, de nostris, gratia, scientia & auctoritate prædictis. De quibus ipse Frater noster, ut Dux & Par Franciæ prædictus nobis fecit homagium, sub forma in præscriptis inserta Litteris: ad quod ipsum admisimus: salvis & retentis eis, quæ dictus Dominus Genitor noster decrevit, per præscriptas Litteras, sibi & suis Successoribus retineri: Quapropter damus præsentibus in mandatis universis & singulis Prælatis, & aliis personis Ecclesiasticis, Ducibus, Comitibus, Baronibus, & aliis Nobilibus, ceterisque Clericis & Laicis, ad quos pertinebit, quatenus Homagia, Fidelitates, Honores, Servitia, & Deveria, quibus Duci dicti Ducatus tenentur, & teneri possunt & debent, præstent & faciant indilatè, & de cetero dicto Fratri nostro, & suis Heredibus, in legitimo Matrimonio procreandis, modo & forma in suprascriptis Litteris expressatis. Per quorum præstationem nos inde absolvimus penitus, & quitamus eosdem, eidemque obediant tanquam Duci.

Quem siquidem Fratrem nostrum in Parlamento nostro Parisiensi, & ubique in Regno nostro, in judicio & extra, & suos Heredes prædictos Duces Burgundiæ volumus in omnibus casibus, ut *Duces Burgundiæ & primos Pares Franciæ* admitti, recipi & tractari, ac uti & gaudere Privilegiis, Juribus, & Honoribus Ducatus & Pariatus perpetuò, pacificè & quietè.

Et ulteriùs donum & gratiam dicti Domini Genitoris nostri prædictam & nostram præsentem ampliantes, *Domum Burgundiæ*, sitam in monte S. Genovefæ Parisius, quæ à longis temporibus citrà fuit Ducum Burgundiæ, eidem Fratri nostro pro se & suis Heredibus prædictis donamus, de gratia & auctoritate prædictis, tenendam cum suis pertinentiis, eo modo & forma, quibus dictus ultimus Dux Burgundiæ eam tenuit, quoad vixit.

Non obstantibus eis, quæ dictus Dominus Genitor noster voluit in suis præscriptis Litteris non obstare, & donis per ipsum, vel nos dicto Fratri nostro aliàs factis, quæ pro expressis in præsentibus haberi volumus & censeri: Quod ut firmum & stabile perpetuò perseveret nostrum, quo ante susceptum Regni nostri regimen utebamur, præsentibus Litteris fecimus apponi Sigillum, salvo in aliis jure nostro, & in omnibus alieno.

Datum in Lupara prope Parisios, die secunda Junii, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo quarto.

XXVII.

27. Nov. *Projet d'union du Royaume d'Ecosse avec celui d'Angleterre, converté entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre &* DAVID DE BRUYS *Roi d'Ecosse. Donné à Westmunster le 27. Novembre 1363.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 426.]

FAit remembrer l'Endenture present que,

L'An de grace M. CCC. seissante troiz, le XXVII. jour de Novembre, a Weymonstier,

En la presence des Excellens Princes, Messires Edward, par la grace de Dieu, Roi d'Engleterre, & David, par celle mesme grace, Roi d'Escoce,

Parle fu, en manere que s'ensuyt, entre les privez Consiens des ditz Rois,

Non pas come de chose (par offerte) assentue, ne affermee d'une part ne d'autre,

Mais, Protestations sur ce faites expresses, que ce serroit comme de chose touchie, pur attempter se, par la grace de Dieu, bone Pes & Concorde en pouroient sourdre entre les Roialmes & Peuples des ditz Rois, les quelles ilz desiroient durement, c'est assavoir;

Parle fu que le dit Roi d'Escoce essaieroit ententivement les Comunaltes de son Roialme, s'ils se voudroient a ce assentir & affermer, que, ou cas que le dit Roi d'Escosse trespasse du siecle, sanz Hoir engendre de son corps, le devant dit Roi d'Engleterre, ou quiconques qui alors en serroit Rois, & ses Hoirs Rois d'Engleterre, aient Succession heritable du dit Roialme d'Escoce.

Et puys fu parle, que, ou cas que les dites Comunaltes pourroient estre a ce traitaiees, le Roi d'Engleterre feroit delivrer la Ville de Berwic, le Chastel & le Paiis environ la Ville,

Et le Chastel de Roxburgh, & le Paiis environn,

Les Chastiaux de Jedworth & de Lochmabane, & les Paiis environn, Anno 1363.

Et outreement & entierement toutes les Terres occupiees & detenues par ly & les Siens, es quelles, jadis le Roi, Robert Pere du dit Roi d'Escoce, morut vestu & saisi.

ITEM, qu'il voudroit du tout pardoner toute la Somme d'Argent, que ly est deue pour la Rançoun du dit Roi d'Escoce, & quitement delivrer Ostages, Obligations, & Monumens, qu'il a par devers ly pur cause de la ditte Rançoun.

ITEM, que le Roi d'Engleterre voudroit faire satisfaction plenerie & agreable as Seigneurs dessouz nomez; c'est assavoir,

Au Conte de Atheile,
As Sires,
De Beaumont,
De Percy,
De Ferrereis,
As Hoirs du *Talbot*,

Et a touz autres, qui Terres challengerent en Escoce, des Terres qu'ilz y chalengerent, sans du Doun ou Ottroi du dit Roi d'Escoce, faitz puis qu'il fu Prisonier au dit Roi d'Engleterre, come autrement, a fin que ceus, qui celles Terres ont ore en possession, & leur Hoirs, les joissent quitement sanz grief, chalenge, ou desstourbance de eus ne de leur Hoirs.

ITEM, que le Roi d'Escoce serroit mys en possession & en estat Heritable de la greindre partie des Terres & Rentes, que ses Auncestres eurent en Roialme d'Engleterre, & auroit satisfaction du remanant, en Lieu covenable; en faisant au Roi d'Engleterre Service deu pur icelles Terres seulemens.

ITEM, que le Noun & le Tytle du Roialme d'Escoce serroit tenu & gaurde, en honeur & en propre difference, sanz union ne annexion faite au Roialme d'Engleterre; ayns se nomeront ly Rois, en ses Lettres & autrement, Roi d'Engleterre & d'Escoce.

ITEM, que, apres qu'il serroit corounez Roi d'Engleterre, il vendroit ou Roialme d'Escoce ordeneement, & serroit corounez Rois a Scone EN SIEGE ROIAL (le quel il fera delivrer hors d'Engleterre) & par ceux d'Escoce, qui a ce faire sont Deputez par la Court de Rome. Et ylecques, ou autrepart ou dit Roialme d'Escoce, tendroit Parlement, toutes les foiz qu'il serroit tenu des choses touchanz l'Estat & Ordenance du dit Roialme d'Escoce.

ITEM, que, a son Corounement, il feroit serement de garder & maintenir entierement la Franchise de sainte Eglise d'Escoce, si qu'a nul Archevesque ne soit souzmise ne obeissant fors au Se de l'Apostle:

Et si jureroit qu'il garderoit & maintendroit les Lois, les Estatuz, & les Coustumez du Roialme d'Escoce, faites & establies par les bons Rois d'Escoce trespassez:

Ne poynt ne feroit, par nulle voie, les Gens d'Escoce semondre, ne constraindre, pur compoir en Angleterre, ne ailleurs, fors la ou ilz doivent ou Roialme, selone leur Lois & Coustumez.

ITEM, qu'il feroit a lors Serement, qu'il n'assentiroit jamais que les Eveschees, Dignetees, ou autres Benefices de sainte Eglise d'Escoce, feroient donees, fors as Persones du Roialme d'Escoce, de tant comme en ly iert.

ITEM, que son Chanceler, Chamberlayn, Justice, Viscontes, Provoz, Baillis, Gardiens des Villes & Chastiaux, & autres Ministres, il feroit faire & establir des bones Gens du mesme Roialme d'Escoce, & nonne d'autres.

ITEM, qu'il tendroit & maintendroit Prelaz, Contes, Barons, & touz Franctenanz du dit Roialme d'Escoce, de viel & de novel, quitement & entierement, en leur Franchises & Seignouries, de Terres, Rentes, & Possessions, & Offices, selone leur feoffement, & selone ce qu'ilz ont este accoustumez.

ITEM, que le Conte de Douglas auroit possession & Estat heritable des Terres & Rentes en Angleterre, des quelles son Pere & son Oncle eurent Estat & possession, dont il a Chartres & evidences, selone le tenour d'icelles, ou la value en Lieu covenable.

ITEM, que le Roi d'Engleterre ne feroit nulle revocation, nul temps, des Dons ou Confirmations du Pere du dit Roi d'Escoce, ou de soi mesmes, ou d'aucun de ses Predecesseurs.

ITEM, que les Marchans d'Escoce useroient leur Franchises de marchander, & qu'ilz ne feroient constrainz a aler a Cales, ne ailleurs, fors a leur voloir, &

qu'ilz

ANNO 1363.

qu'ilz ne paient fors demi Marc du Sac de Laine a la grant Coustume.

ITEM, qu'il ferroit jure, comme dit est, qu'il ne feroit nulle alienation par donn, ne autrement, du dit Roialme d'Escoce, ne nulle division, a nully du monde, qui en ferroit tenu a faire Hommage ou Service, quelque soit, au Roi d'Engleterie, comme Roi d'Engleterre, ne a autre; mais tendra le Roialme d'Escoce auxi franc & entier, comme il fu en aucun temps du Roi Robert.

ITEM, qu'il auroit Consellliers des Peres & Seigneurs du dit Roialme d'Escoce, en ce que touchont yeely, & nome d'autres.

ITEM, qu'il ne mettroit nulles Impositions, Prises, Taillages, ou Exactions ou dit Roialme d'Escoce, autres ne autremeet, quelles n'ont este faites & mises es temps des bons Rois d'Escoce passez.

ITEM, qu'il ne feront mie les Genz d'Escoce travailler as Guerres autremette, que Coustume n'en ait este devant ces heurs: Et que, passez les XL. jours, es quiex ilz sont tenuz a servir a leur desprens, il leur feroit delivrer suffisanz Gages, selone les Estatz des Persones, & la quantite & maniere du travail.

ITEM, que les Abbaies & autres lieus de Religion, de l'un Roialme & de l'autre, aient pleniere restitution de leur Terres, Rentes, & Benefices, qu'ilz soloient avoir en temps de Pes, ou qu'elles soient.

ITEM, qu'il ne feroit nulle action, ne chalenge, ne nulle maniere de moleste, a quiconques Persooes du Roialme d'Escoce, espoir, ont este, autrefoiz, a sa Foi, pour cause qu'ilz l'aient puys deguerpie.

ITEM, que, quicunques foiz que le Roi feroit coroune a Scone, les Lettres, que feroient faites & confirmees sur ce Traytie, feroient yleeques leues devant tout le Pueple, le Roi present; & que illecques a touz Poinz, Articles, & Cooditions, contenux en icelles, tenir, maintenir, & parfaire il feroit personel ferement.

ITEM, qu'il se voudra aviser, par l'avisement de son Consail, a granter & confermer queconques autres Poins, Conditions, & Articles, en fourme & en effeit, les quiex & quoment les III. Comunaltes d'Escoce voudroient demander, pour le profit comun du Roialme, & pur le plus ferme establissement de tranquillite a durer.

Et fu, finalment, parle que le dit Roi d'Escoce essaiera son Pueple, sur la parlance & collacon susdite & touchiee,

Et en certifiera, de leur voloir, le devant dit Roi d'Engleterre, & son Conseil, dedans XV. jours prochains apres Pasques, prochain a venir, ou plus tost, se faire le puysse bonement

Et, en apres, parle fu entre les ditz Consieux des Rois, hors de leur presence, & demande comme, pur remembrer, a en touchier autrefoiz as Rois, & a leur Comuns d'une part & d'autre, quelle recompensation devroit estre faite au Roi d'Engleterre pur la Ville de Berwic, Chastel, & Paiis & pur les autres Challiaux & Terres, fusrendues au Roi d'Escoce, en cas que le dit Roi d'Escoce ait Hoir masle engendre son corps, que Diex vueille.

Escript l'An, le jour, & le lieu devantditz.

XXVIII.

1364. 10.Fevr.

Pax & Reconciliatio inter CAROLUM IV. *Imperatorem*, WENCESLAUM *Regem Bohemiæ*, *&* JOANNEM *Marchionem Moraviæ ab una, atque* LUDOVICUM *Regem Ungariæ &* RUDOLFUM, ALBERTUM *&* LEUPOLDUM *Duces Austriæ ab altera parte. Actum Brunnæ in die S. Scholasticæ Virginis* 1364. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

NOS KAROLUS Dei gracia Romanorum Imperator semper Augustus. Nos Wenceslaus eciam Dei gracia Rex Boem. & Marchio Brandemburgen., jam dicti nostri dilecti Domini & Patris Karoli Imperatoris Filius. Et nos Johannes eadem Dei gracia Marchio Moravie predicti Domini nostri Imperatoris Frater, pro nobis & pro omnibus nostris Heredibus Filiis & Filiabus ex parte una, & nos Ludowicus Dei gracia Rex Ungarie, ac Nos Rudolfus, Albertus & Leupoldus eciam Dei gracia Duces Austrie, Styrie & Karinthie Domini Carniole, Marchie, Slavice & Portus Naonis, Comites in Habspurg, Tyrolis, Ferretis & in Kyburg, Marchiones Burgovie, & Lantgravii Alsacie, pro nobis omnibusque nostris Heredibus, Filiis & Filiabus, virtute nostre specialis Lige ex parte altera, fatemur, recognoscimus, & notum facimus publice, per hanc Literam omnibus eam inspicientibus, legentibus vel legi audientibus. Quod nos in parte utraque, bona premeditacione previa, scienter, de consilio nostrorum fidelium Ecclesiasticorum & Secularium Principum ac Baronum nostri Jurati Consilii, per Tractatus & manus Serenissime, Illustris, honeste & sapientis Katherine de Boemia nostri predicti Karoli Imperatoris Filie & nostri prefati Rudolfi Ducis Austrie legitime Conjugis factos super pronunciacione, quam prius Illustres Principes Dominus Kazimirus Rex Polonie, & Dominus Bolko, Dux Swidniczensis inter nos utrobique ordinasse noscuntur, hinc inde ad invicem, pro nobis & omnibus nostris Amicis, Auxiliatoribus & Servitoribus sumus uniti, expediti & reconciliati, amicabiliter & benivole super omnibus dissensionibus, discordiis & controversiis quas adversus invicem habuimus, verbis, factis & gestibus, usque in hodiernum diem, ex causis quibuscunque. Et debent eciam sublate esse totaliter omnes actiones & impeticiones quas ex nobis pars altera ad reliquam pro suis Terris, hominibus seu bonis, usque in presencia tempora habuit quovismodo, propter quod ad firmam securitatem, perpetuam & integram stabilitatem ejusdem Amicicie & Reconciliacionis, nos predicte Partes spopondimus, & promitimus alterutrum per fidem nostram & verbis dignitatum nostrorum Principatuum, ac pro eo eciam ad Sanctos juravimus juramentis corporalibus Sacrosanctis Ewangeliis, ac ligno sancte Crucis manibus nostris tactis, quod neutra Parcium litigiose, vel contra alterius Partis voluntatem, ad ejusdem alterius Partis Terras nec Homines Principatus nec Dominia, Libertates, Jura, Dignitates, nec Honores, quos & quas nunc habet & possidet vel acquiret imposterum ubicumque situentur, vel quibuscumque censeantur nominibus, ullis unquam tempor bus conari, seu ipsam in eisdem debilitare, dampnificare debebit, nec per vias aliquas impedire, & eciam nulli coosulere auxiliari vel consentire, tacite vel expresse, qui ipsam in hiis quovismodo vellet aggravare, offendere vel angariare, omni dolo & fraude penitus circumscriptis. Et in premissorum omnium & singulorum testimonium evidens & robur perpetuum. Nos Karolus Romanorum Imperator. Nos Wenczeslaus Rex Boem., & Nos Johannes Marchio Moravie predicti, pro nobis & nostris Heredibus ex una, Nos quoque Ludowicus Rex Ungarie, & nos Rudolffus, Albertus & Leupoldus, Duces Austrie prenotati, pro nobis & nostris Heredibus parte ab altera, ut predicitur, Sigilla nostra pendi fecimus ad presentes. Actum & datum Brunne in die sancte Scolastice Virginis. Anno Domini Millesimo trecentesimo sesagesimo quarto.

ANNO 1364.

Imper. (L. S.) Rex Boem. (L. S.) Marchio Morav. (L. S.) Rex Ungar. (L. S.)
Dux RUD. (L. S.) Dux ALBER. (L. S.) Dux LEUP. (L. S.)

XXIX.

Erb-Vereinigung zwischen CARL den IV. Römischen Käyser/ Wentzel König in Böhmen/ und Johann Marggraf zu Mähren an einem/ dann Rudolph Albrecht und Leopold Hertzogen zu Oesterreich/ wie auch Margaretham zu Oesterreich andern Theils/ wegen der Succession, im fall/ daß die eine Parthey ohne Eheliche Leibes-Erben solte abgehen/ daß als dann dero Land und Leuthe auf die andere fallen sollen. Geben zu Brunn an der Heyligen Jungfrau Scholastica Tag 1364. [LONDORPII, Acta publica Tom. IV. Cap. XC. pag. 629. col. 2.] 10 Fevr.

C'est-à-dire,

Union Hereditaire entre CHARLES IV. *Empereur des Romains*, WENCESLAS *Roi de Boheme, &* JEAN *Markgrave de Moravie d'une part, & les trois Freres Archiducs d'Autriche*

 RODOL-

ANNO 1364.

Rodolphe, Albert & Leopold, avec Marguerite leur Sœur d'autre part, touchant leurs respectives Successions; en telle sorte que les survivans devront succeder aux défunts dans leurs Biens, Terres & Seigneuries, au défaut d'Hoirs legitimes. Fait à Brin le jour de Ste. Scholastique 1364.

WIr CARL von Gottes Gnaden Römischer Kayser / Mehrer deß Reichs / Wir Wenceßlaus auch von Gottes Gnaden König zu Böhmen / und Marggraf zu Brandenburg / deß ehegenanten unsers lieben Vatters Kayser Carls Söhne / unnd Wir Johannes von desselben Gottes Gnaden Marggraff zu Mähren / desselben unsers deß Kaysers Bruder an einen Theil / unnd Wir Rudolph Albrecht unnd Leopold Gebrüder / von Gottes Gnaden Hertzogen zu Oesterreich / zu Steier / zu Kärndten / zu Crain / auff der Windischen Marck / und zu Portenaw / Grafen zu Habspurg / zu Tyrol / zu Pfird / zu Kyburg / Marggrafen zu Bergaw / und Marggrafen zu Elsaß / und Wir Margaretha von Oesterreich / deß jetzgenanten Hertzogen Schwester / weyland Marggräfin zu Brandenburg / Hertzogin zu Bayern / unnd Gräfin zu Tyrol / ꝛc. An dem andern Theil / Berichten unnd thun kund von beyden Theilen offentlich mit diesem Brieff allen denen / die ihn lesen oder hören / nun und hinnach ewiglich / sintemahl daß nach Ordnung und Geschicht deß Allmächtigen Gottes / wir beyden halben durch Natur / unnd nach der Gebühr / wegen des Geschlechtes erblich zu einander gehören / in solcher maß / jedweder Theil unter uns abgieng / und verführe ohne eheliche Leibs-Erben / dz der den andern alle seine Lands-Fürstenthumb und Herrschafften / die Er also hinter ihm ließ / billich ohne Recht gonnen solle / für all ander Leut / darumben Wir ihn auff beyden Theilen nach guter betrachtung mit rechten Wissen / Rath / Willen und Gunst / aller unserer Fürsten / Land-Herrn / Rittern und Knecht / Bürgern und Landsassen / in aller unsern Landen und Städten / die nothdürfftig darzu gehoren / mit aller Ordnung unnd Bescheidenheit / Krafft / Worten / Wercken und Geberd / die nach Geistlichen und Weltlichen Rechten / und Gewohnheiten / unnd nach keinerley Land Sitten unnd Freyheiten darzu gehöret / an ein ander gethan haben / rechts unnd redlich / solches Gemächts / Ordnung und Gabe / als hienach beschieden ist / das ist zu mercken / ob es geschech / darvor Gott sey / daß wir die vorgenanten Kayser Carl von Rom / König Wenceßlaus von Böhmen / Marggraffen Johannes von Mähren / unnd unser eheliche Kind / als Söhne unnd Tochter / die wir nun haben / oder fürbaß gewinnen / und verführen ohne Eheliche Leibs-Erben / und auch ob dieselben unser Kind Leibs-Erben gewinnen / noch fürbaß ohne Eheliche Leibs-Erben verführen / unnd unser Land also / recht Leibs-Erben / die von Uns / unsern Kindern / und Kinds-Kindern kommen möchten / Erbloß würden / daß dann all unser erblich Fürstenthumb / Land und Herrschafften Vest unnd Städte / Leuth und Güter / die Wir nun haben / oder fürbaß gewinnen / erben / unnd gefallen sollen mit gantzen Recht / auf die vorgenanten Hertzogen von Oesterreich / die ehegenanten Margarethen / Ihre Schwester / und auff alle Ihre Leibs-Erben / Sohn und Töchter / die ihnen GOtt geben mag / und auff derselben Kind / Kindes Kind / nach dem rechten Stammen ewiglich / die von Ihrem Leib kommen mögen / ohne alles gefehr / unnd zu gleicher weiß hinwider / sprechen Wir und wollen / Wir die vorgenanten Hertzogen von Oesterreich / die ehegenanten Margarethen / Ihre Schwester / ob das geschehe / das GOtt durch seine Gnad wende / daß Wir / und der Durchläuchtig Fürst / Herr Ludwig König zu Ungarn / unser lieber Bruder / und die Hochgeborne Frau Königin seine Mutter / und die Hochgeborne Elisabeth / weyland Hertzog Steffans von Ungarn seines Brudern Tochter / unser liebe Schwester / abgiengen und verstürben / ohne Eheliche Leibs-Erben / und Wir auß denselben unsers Theils / Leib-Erben gewonnen / die fürbaß ohne Leibs-Erben / die von Uns / unsern Kinds / unnd Kinds-Kindern kommen möchten / Erbloß würden / daß dann all unser Erblich Fürstenthumb / Land und Herrschafften / Vesten und Städt / Leuth und Güter / die wir die vorgenante Hertzogen in Oesterreich / und die Margaretha unser Schwester / nun haben / oder hernach gewinnen / Erben und gefallen sollen mit allen und gantzen Rechten / auff die vorgenante / Kayser Carln von Rom / König Wenceßlausen von Böhaimben / und Marggraff Johannes von Mähren / und Ihr aller Leibs-Erben / Sohn und Tochter / und auff derselben Kind und Kindes Kind / nach den rechten Stammen ewiglich / die von Ihrem Leib kommen mögen / ohn alles gefehr / doch mit solchem unterschied / daß auff beyden Theilen jeglich unser Land und Leuth / sonderlich wehine die gefallen / bleiben sollen ewiglich / bey allen denen Rechten / Freyheiten / Gnaden / unnd guten Gewohnheiten / die Sie von Alter gehabt / unnd hergebracht haben / ohne alle gefehrde; Wir haben auch in dem Nahmen auff beyden Theilen wissentlich für uns selbst / und für all unser Erben / und Erbes-Erben / als vor beschieden ist / ewiglich geschworen / leiblich Eyd zu den Heyligen / mit auffgereckten Händen / auff das Heylig Evangelium / und auch gelobet mit unsern Treuen / unnd mit den Worten unserer Fürstlichen Würdigkeit / daß Wir auff jedwedern Theil wider dieses vorgeschriebenes gemächtniß / weder mit Gericht / noch ohne Gericht / noch in keinen andern Sachen / des Rechtens / oder der gethatt / heimbluh / noch offentlich nimmermehr thun sollen / noch wollen / und auch niemand gehelen / so darwider thun wolt / ohn alles geschede / Und verzeyhen Uns auch von beyden Theylen / in dem Nahmen / als zuvor / solcher Aufzug und Fünd / damit Wir in dem Nahmen als darvor / jedweder Theil hernach kommen / und sprechen möchten / daß wir diese Gemächtniß / Ordnung unnd Gab bezeugen / wehren / oder das jedweder Theil den andern unredlich unnd unbillich darhinder gebracht hat / oder / daß Sie nicht redlich / und recht beschehen wären / unnd widersagen auch darumen Hülff und Rath aller Geistlichen unnd Weltlichen Richter / Rechten und Gerichten / sonderlich den Rechten / daß man verkehrten unnd entwehrten Leuten zu Hülff kommet / und wider ihr Gerücht setzt / und den Recht / das spricht / verzeyhung / die gemein versagt nicht / Es gehe dann Einsender vor / unnd all ander Geistlich und Weltlich geschrieben unnd ungeschrieben / gestifften und ungestifften / funden und unfunden / Rechten / Freyheiten / Gewonheiten alten Handvesten und Brieffen / die Wir nun haben / oder hernach gewinnen mochten / damit wir auff beyden Theilen / oder jemand von unsertwegen / wider diese Verschreibung / Gemächtniß / Ordnung und Gaab / all / jeglich oder beyden Theilen immer thun mochten / in keinem weg und weise / da GOtt vor sey / das wir auff jedwedern Theilen es selbst vergossen / unnd immer darwider jetzt gethäten oder thun wolten / waß Wir nicht getrauen / ob unser jedweder Theil / vormahln keinen Brieff gegeben hat / oder hinnach keinen geben / die wider diese Schreiben / Gemächtniß / Ordnung und Gaab in keinen weg wären / dieselbigen jetzig / untüchtig / tod und absein / und kein Krafft haben noch gewinnen soll.

Wann Wir sie in solcher Geschicht / mit diesem Brieff / wissentlichen Abnahm / vernichten / tödten und widerruffen gäntzlich / und sol allein dieser Brief / und dessen gleichen / vor und nach allen andern Brieffen / die diese Sachen berühren / in seiner Krafft gäntzlich und ewig bleiben / ohne alle Gefehrt und Argelist / wie der vorgenante Kayser Carl Rom. haben auch als ein Römischer Kayser wissentlich / mit Kayserlicher Mayestätischer Macht vollkommentlich dieses vorgeschriebene Gemächt / Ordnung unnd Gaab / durch Friedens willen / unnd gemeines guten / nach Rath der Fürsten deß Heiligen Reichs Geistlicher und Weltlicher / die dazumahl bey uns wahren / beyder Willen verhängt / vergunt / bewährt / befestigt / bestättigt / recht und vest / starck und redtlich / vergünnen / bewehren / befestigen unnd bestättigen auch für uns und unsere Nachkommen an dem Heil. Reich ewiglich mit diesem Brieff in aller der maß als vorgeschrieben ist / ohne alle gefehrde / und ob es wäre / daß kein Kayserlich Gesätz oder Recht / die nun funden und geschrieben sind / oder hernach funden unnd geschrieben werden / wider diese vorgeschriebene unsere Gemächtnuß / Ordnung und Gaaben in keinen weg völliglich oder bey theilen wären / die thun Wir ab / widerruffen und vernichten sie / in diesen Sachen mit unsern Kayserlichen Gewalt / gäntzlich und ewiglich / in gantze unnd veste Stättigkeit / unzerbrochen bleib und gehalten werd / aller der maß als vorgeschrieben und beschieden ist / ohn alle gefehrt / darumb von beyden Theilen gebieten Wir festiglich bey Unsern Hulden / unnd allen unsern Geistlichen unnd Weltlichen Fürsten / Prælaten / Graffen / Freyherren / Dinstherren / Landherrn / Rittern unnd Knechten / Bürgern und Landsassen / auff den Land und in Städten / und allen unsern Unterthanen / in welchem wesen und wie sie genand seynd / daß sie die vorgenandte Unsere Gemächtnuß / Ordnung und Gaab auff solch Geschicht als vorgeschrieben stehet / leben unnd schweben zu den Heyligen / stat zu haben und zu vollführen gäntzlich / wann es zu schulden kompt / ohne alle Widerred und Gefehrd / und darumb so geben Wir in offenen versiegelten Brieff / unnd darüber zu ein Uhrkund unnd wahren ewigen Festung / aller der vorgeschriebenen Ordnung und Sachen haben Wir die vorgenanten Kayser / Carl zu Rom / König Wenceßlaus zu Böheimb / und Marggraff Johannes von Mähren / für Uns / all unsere Erben und Erbs-Erben / als vorgeschrieben ist an einen theil / und wir die ehegenandten Rudolph / Albrecht und Leopold / Gebruder / Hertzogen zu Oesterreich / und die genandte Margareth / ihr Schwester für Uns / all unsere Erben und Erbs-Erben / als vorgeschrieben stehet / an dem andern Theil unsere Insiegel gehänget / an diesen Brieff / das ist geschehen und der Brieff geben zu Prin nach Christi Geburt 1364. Jahr / an der Heiligen Jungfrauen-Tag S. Scholasticæ, Unsers Kaysers Carls Reichs / in dem 17. und deß Kayserthumbs im 9ten Jahr.

XXX.

2. Juin. CAROLI *Francorum Regis Confirmatio Donationis de Ducatu* Burgundiæ, *per* JOANNEM *suum Patrem, ejus Fratri* PHILIPPO *factæ. Dat. in Lupara propè Parisios 2. Junii 1364.* [Voyez-la ci-devant pag. 42-44. sous le 6. Septembre 1363.]

XXXI.

19. Oct. *Traité de Mariage entre* ESMON *Comte de Cambridge, Fils d'*EDOUARD III. *Roi d'Angleterre*

ANNO 1364.

terre, & MAROUERITE Duchesse de Bourgogne, Fille de LOUÏS *Comte de Flandres & Duc de Brabant &c. Donné au Chastel de Devoir le 19. Octobre 1364.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI, pag 445.]

A La Reverence de nostre Seigneur, pour nurir perfait Amour & Concorde entre Treshaut Prince, Monsieur Edward, par la grace de Dieu, Roi Engleterre, Seigneur de Irland & Aquitaine, & Noble & Puissant Seigneur, Messieur Loys, Counte de Flandres, Duc de Brabant, Counte de Nyvers, & de Rechest, & Sira de Malynes, leur Heirs & Successours, & pour quiete, bien, & profit des Subgitz, d'une coste & d'autte, & de touz les repairanz a les Païs & Seignuries de l'une & l'autre, par l'avis & cousentement des Prelaz. Nobles, & autres de leur Consails, trettees, passees, & accordees sont les choses dessouz escritez;

PRIMEREMENT, que le dit Counte de Flandres donra, & ferra avoir en Mariage, a Noble & Puissant Sire, Messieur Esmon, Counte de Cantebrigg, Filz au dir Roi, Dame Margarete Duchessa de Bourgoigne sa Fille,

Et la fera & soffrera marier au dit Messieur Esmon, an la Ville de Bruges an Flandres, le Marsdi prochein apres la Feste de Purificacion de nostre Dame, proschein a venir, en faca d'Eglisa, par my la Dispensacion suffisante do Pape & l'accomplissement des choses, accordes a faire pour lors, dout le dir Roi s'ad chargez,

Et deslors soeffrera que la dit Messieur Esmon possede, & enjoisa, & tiegne la dite Dame en vrai Matrimoigne, & la governe par manere qu'il devra faire sa droite Compaigne & Feme, sans y mettre contredit ou empeschement en temps avenir.

ITEM, a promis, accorde, & convenencez le dit Roi au dit Counta, qu'il doura, baillera, & delaissera au dit Messieur Esmon son Filz, & as Heirs, issanz du dit Mariage, & transportera en eulx, a perpetuite, toute la Comte de Pountieu, la Chastiel de Helicourt, Caleis, la Countee de Guynes, & la Terre de Merk, avec toutes les Appurtenances, Attenances, Appendances, toute Justice & Seigneurie, touz Honours, & touz autres choses appertenantes as ditz Lieux, a joir des dites choses heritablement; raserva, par express, au dit Roi, ces Hoirs, & Succeisseurs, Rois d'Engleterre, l'Omage & la Souverainte du dit Messieur Esmon, & de ses Hoirs, & le Ressort des Terres & Païis dessuisdiz, & des Subgiz d'iceux.

Et plus donra le dit Roi ou dit Messieur Esmon, & a ses Hoirs dessus rouches le Chastel de Knaresburgh, avec toures ses Appurtenances, de la valua de quatre mill Franks par An, & le Chastiel sanz pris, teuir & possider, paisiblement apres le trespas de ma Dame la Roine d'Engleterre, ensemble sis mill Franks par An heritablement a joir & asseoir, en Engleterre, suffisantment & presentement, en Terres, en Rentes, en Possessions, & en Seigneuries,

Et, avec ce, tout le Droit, que le dit Roi a & poet avoir, a cause de la ma Dame la Roine sa Fame, es Countees de Henau, Holand, & Zeland, & en la Seigneurie de Frise

Et si ensi fuest que le dit Roi, par Tretee & Accord, eust pour son Droir des dictes Countees & Seignuries, a Counte de Henau entierement, si l'aura en Heretaga le dir Monsieur Esmon, pour en joier & possesser lui & ses Heirs dessusdiz, apres le deces & trespas de la dite Dame la Roine.

Et, si ensi avenoit que le dit Roi conquestar les ditz Countee & Seigneurie, si n'auroit le dit Mousieur Esmon, fors la Coute de Henau, a joir come dit est:

Et, par quoconque manere que la dite Comte de Henan viegne a la possession du dit Roi tudis demorra audit Comte de Flandres, & a ses Heirs, Comte de Flandres les Terres de Cessines & de Flonrbergh, que on dit Terra de debat.

ITEM, accorda est que, par my le dit Marriaga, la dite Dame de Burgoigne aura & tendra peisiblement a sa vie, pour son Doaire, la Comte de Pountieu, le Chastiel de Helicourt entierement avoec toutes Hounures, Seignuries, & Justices, Chastiaux, Forterecches, & toutes autres choses appertens & attenans a la dite Conte & Chastial.

Et, se la dite Conte de Haynnau fust au dit Monsieur Esmon entiremem & par la maniere dessusdite, si aura & devra avoir la dite Dame de Burgoigne, s'il li plaisra, la dite Conte de Haynau, en laisant la Conte de Ponthieu & Chastiel, sans que demander ne reclamer aucun Droit a cause de sa dite Doyare.

ANNO 1364.

ITEM, parmy le dit Mariage a promis le dir Roy, & loyalment en covent, de paier, ou faira payer, au dit Conte, ou a son certain Depota, en la Ville de Bruges, au jour dessusdit, cent mille Francs, & a la Feste de Saint Michel, lors prochain ensuant, trenta & sept mill Franks, & a la Feste de Saint Michel, adonc prochain ensuant, trente & oyt milles Franks, tielz come dessus, pour ent faire & disposer a sa franche volunte.

ITEM, est accorde & promis le dit Comte, si avant come la chose lui touche, ou poet touchier, qui la dita Dame de Bourgoigne, sa Fille, aura & devra avoir & tenir presentement, & tendra en apres, quatorze milla Livrees de Terres, a Tournoys, en Doyare (c'est assavoir) sys mill Livrees de Terre tant en Artoys come en Flandres: & au Chastiel avec quatre mill Livrees de Terre en la Conte de Bourgoigne: & au Chastiel avoec quatre mill Livrees de Terre en la Duche de Burgoigne.

Et, se la Dame d'Artoys moroit devant le dit Conta de Flandres, la dite Dame de Burgoigne aura, joira, & possessera dys mill Livrees de Terre heritablement.

Et, se cas avenoit que la Ducesse da Brabant morust devant la dita Dame d'Artois, & la Countesse de Flandres, la dita Dame da Burgoigne aura & tendra sis milles Livres de Terre; dont les quatre milles Livres ferront assises en Brabant, & les autres deux milles Livres en Lieu covenable, ou il plaira au dit Comte,

Et, si ensi estoit que la dite Dame d'Artois morust apres la Duchesse da Brabant, & devant les diz Comte & Countesse de Flandres, la dite Dame de Burgoigne n'auroit mie les dites mill Livrees de Terre par Succession de la dite Dame d'Artoys, mais en aura quatre mill Livrees de Terre.

Et, se ensi estoit que la Duche de Brabant escheist a la dite Dama de Burgoigne, avant la mort du dit Conte, ce, que elle auroit pour cause de la mort la dite Dame d'Artoys, alle laira.

Et, se tant feust que la dit Conte de Flandres eust un Filz en Mariage, la dite Dame sa Filla aura son Droit Natural es Païs du dit Conte.

Et toute la Terre, que devant li fust baille, serra deducte a Elle de son Droit naturel, li quel est en Flandres le tierz, en Artois le quint, & es autres Païs selonc la custume.

ITEM, est accorde que, en cas que le dit Comte de Flandres aist, en temps a venir, Heir Masle de son Corps en Matrimonie, que adonques, apres le trespas du dit Comte de Flandres, le dit Mousieur Esmon, a cause de sa Femme, sera & devra estre content d'avoir & prendre, es Païs du dir Comtee de Flandres, la droit tiel q'il doit avoir selonc la constitucion & coustume des Pairs, & plus avant il ne demandra, ne prendra par quelconque maniere.

Et que, avec ce, il serra & devra estre eidant loyalment au dit Hoir Masle, a sauver & garder son droit Heritage, par tele maniere, que, le dit Hoir Masle, li venu a son eage, soit samblablement, & par toutes les voies qu'il poura, aidant au dit Monsieur Esmon, & sa Famine, & leur Heirs, a tenir, possesser, & joir paisiblement quant qu'il tenront, & devront tenir & avoir, par force de cest present Accord, & autrement de Droit ou da Custume, & en serront toudis aidants & confortants l'un a l'autre, en toutes leur affairs & necessires, come bon & vrais Amis & Alliez, tottesfoiz que busoigne sera, & sanz fraude & sanz mal engin.

ITEM, est accorde que le dit Roi Messieur Esmon, ne aucuns de ses Freres, ne demanderont, ne purchaceront en aucune manere; par eulx, ne par autres, contre le gree du dit Conte de Flandres, a avoir Seignourie, Dominacion, ou Governement aucun es Païs du dit Comtee de Flandres, de la Dame sa Mere ou la Countesse de Flandres, jusqes a ce que, par droite Succession, de mort naturele, il leur escheira & le devront avoir.

ITEM, est accorde que, si tant feust que la dite Dame de Burgoigne eust du dit Matrimonie Heir femelle, la dit Heir ne pourra, ne ne devra, estre mariee a nulle Persone de Mound, si non par la voluntee & consentement express des diz Roi & Comte, ou de lour Hoirs: & en touz cas cellui, qui la devra avoir en

Mariaga,

Mariage, jurera, accordera, & promettra pour Lui, & pour les Hoirs, avant le dit Mariage, les Alliances, & quant que compris est en cest present Accord, si avant come le fait lui touche, ou pourra toucher, en aucun temps a venir, & sanz fraude & sans mal engin: &, sur ces choses, donra & fera avoir au dit Roi, & a ses Heirs, ses Lettres Patentes, seallees de son Grant Seal, le Roi fesant a lui semblablement.

Et, si tant feust que le dit Messieur Esmon morust avant la dite Dame de Burgoigne, si sera la dite Dame de Burgoigne rendue & laissie aler tout a delivre, & delivree, sanz delay ou contredit aucun, au dit Comte, ou a son Heir Comte de Flandres, queu part que lui plaira, sanz aucune obligacion ou promesse de Marriage, ou autrement, sauf tant que, si elle se voloit marier, cellui, qui la prendra en Mariage, devra jurer, accorder, & promettre toutes les dites choses, touchantes les Alliaunçes, & sur ce passer ses Lettres, que serront baillees au dit Roi, & a ses Heirs; & le dit Roi fera a lui semblablement, si come dessus est dit, avant l'accomplissement du dit Mariage.

ITEM est accorde que, si ensi feust que la dite Dame d'Artois & le Conte de Flandres son Filz morissent, par quoi les Paiis, q'ils tienent, escheissent au dit Monsieur Esmon, a cause de la dite Dame de Burgoigne, que adonques le dit Messieur Esmon relevera du Roi de France, en manere q'il appertient les Paiis que moevent du Roialme de France, sanz contredit ou reclamation.

ITEM, est accorde que, si tant feust (que ja n'aviegne) que la dicte Dame de Burgoigne morust sanz Heir de son Corps, ou devant le dit Esmon, ou que le dit Monsieur Esmon morast devant la dite Dame de Burgoigne, adonque sera baillee, outre, rendue, & delivre, & delaissee, quiptement, & sanz aucun contredit, ou empeschement, tant au Roi d'Engleterre, come au Conte de Flandres, & a lour Heirs, & as autres, a qui il appertendra, dedeins un moye proschein apres la dite mort, toutes les Terres, Paiis, Forteresses, Chasteux, & Lieux, qui baillez serront a cause du dit Matrimonie, ou escherront a lui, ou a l'autre, par Succession de Heritage, a cause de Doaire, come autrement, tant es Contes, Terroirs, Paiis, & Seigneuries de Pontieu, en Chastel de Helicourt, de Guynnes, Calais, Merks, en Roialme d'Engleterre, de Flandres, d'Artois, de Burgoigne, en Roialme de France, & aillours, queu part q'ils soient assis, au profit & pour ceulx, a qui ils appartienent a present, ou doivent de Droit ou de ascune appertenir en aucun temps a venir, reserve la Doaire la Dame a sa vie, comme dit est perdessus.

ITEM, est accorde que, par my le dit Mariage, toutes demandes & autres choses, que poent estre ou avoir este, en quecunque manere que ce soit, entre les ditz, Roi & Comte, avant le jour present, dont aucuns conteneions, questions, ou debatz purroient avenir en quecunque manere, en aucun temps a venir, soient de tout a mises a neant; & toutes obligacions (s'aucunes en y a) rendues a l'une Partie & a l'autre, au jour du dit Mariage.

Et en feront les ditz Roi & Comte, leur Heirs, Enfanz, & Subgiz bons, vrais, & loiaux Amys & Alliez, & eideront, conseilleront, & conforteront l'un a l'autre quant requis seront; & parfairont & accompliront l'un a l'autre, sanz fraude & sanz mal engin, quant que compris est en cest present Accord.

ITEM, est accorde que le dit Roi & ses Enfanz feront aidantz & confortantz, quant le cas avendra, & mester sera, a conquere, sauver, & defendre Heritage, que doit eschepir au dit Comte de Flandres, a la Countesse, & a leur Filla; &, par especial, la Duchee de Brabant & de Leinburgh, & a la Contee de Burgoigne, & par especial, au cas que lui Duc de Burgoigne se vousist aider du donn, que l'Empereur lui a fait de la Counte de Burgoigne, & pour ce guerroier la dite Dame ou ses Heirs; & en ce cas, & en toutz autres, eidera, conseillera, & confortera l'un a l'autre, & gardera, & sustendra lour la quiete & le profit, de l'un & de l'autre, toutefoiz & quantefoiz mester sera, envers toutz & contre toutes les Persones de Mond, nez & a nestre.

Et garderont le dit Roi, Messieur Esmon, & ses autres Enfanz, & le Conte de Flandres, & ses Heirs, les Corps & Persones des uns & des autres, de tout damage & vilenie.

Et, s'ils scieussent ou puissent enquerre que aucune autre Persone leur vousist mal ou grever en Corps ou en Biens, par quecunque manere, ils les destourberont de toute leur puissance, & sanz mal engyn, & en feront & contregarderont lui uns a l'autre, come il feront leur propres Corps & Persones, si avant come ils pourront faire, sanz prejudice des Alliances qu'ils ont as autres Persones (c'est assavoir) les Alliances qe le dit Roi a envers le Pape, l'Empereur q'ore est, le Roi de France, le Roi d'Espaigne, & Johan Duc de Bretaigne & Comte de Mountfort; & sauf surdys, par expres, l'Omage, Foi, & Service qe le dit Conte de Flandres a & doit au Roi de France, a l'Empereur, & l'Evesqe de Lege.

ITEM, il est accorde que toutes les dites choses serront acceptez, promises, & jurez, accordez, & confermez, tant par la Dame la Roine, le Prince, les autres Enfans du Roi, par le Comte & la Countesse de Flandres, & la Duchesse de Burgoigne, leur Fille, & touz autres qu'il appertendra, & que bon & profitable semblera a l'une Partie & a l'autre, pour la seuretee des toutes les dites choses, & pour l'acomplissement & perfeccion d'icelles: ou feront & donront les Parties dessusdites l'un a l'autre, a leur especialx Commis & Deputez, en la dite Ville de Bruges, a jour du dit Mariage, Lettres particuleres overtes, seallees de leur Grantz Sealx, bones & suffisantes, & en due forme, & per manere que le cas requiert, & a toutes & iceles, dont les dites Parties se tiegnent peur contentz, si serront toutes les dites Lettres passees & seellees en la Ville de Bruges quinze jours avant le dit Mariage.

Et toutes cestes choses & chescun d'icelles les Roi, & Conte de Flandres, & Messieur Esmon dessusditz, pour eulx, & pour leur Heirs, sicome le fait leur touche, ou pot toucher; Et, par especial, l'article du Marisge del Heir femelle, issante du Mariage de Monsieur Esmon & de la Dame de Burgoigne dessusditz, ont promis & en covent l'un a l'autre, en leur foiz, serement, & honour, de perfaire, tenir, accomplir, & enterliner sanz fraude, & sanz male engin, & sanz jamais venir, dire, ne faire, en appert, ne en repost, taisiblement, ne expressement, aucune chose al encontre.

Et, pour la partie du dit Roi, si ad promis, accorde, & jure a fare toutes les dites choses, Noble & Puissant,

Sire Johan Duc de Lancastre, Filz au dit Roi,
Et Messieur Richard, Comte d'Arondel & de Surr,
Et pour la partie du dit Comte de Flandres,
Nobles Sires, Messieurs,
Henri de Flandres,
Et Messieur Loys de Namur,

Les queux Henri & Loys out fait mettre leur Sealx a ces presentes.

Et feurent & estoient present, en toutes les choses, si come elles sont perdessus recitees,

Honourables Peres en Dieu,
William de Wyncestre,
Simon de Ely,
Chanceller,
Johan de Baa & de Welles,
Tresorer,
d'Engleterre,
Simon de Loundres,
Et William de Wircestre,
Evesques:
Nobles & Puissant Sires,
Humbrey de Herford,
Robert de Suffolk,
Thomas de Oxenford,
Countes:
Edward, Sire Despenser,
Rauf, Sire de Nevill,
Et Henri, Sire de Perci,
Roulond, Sire de Ponkes,
Henri le Scrop Baneret,
Bartholome de Burghershe,
Sire William de Wykeham, Archidiakne de Nicole;
Gardein du prive Seal de le dit Roi,
Mestre Johan de Branketre, Tresorer d'Everwyk,
Gerard de Rasyngheem,
Godefrey de le Delf,
Rauf Spigurnel.
Et Aleyn de Boxhull,
Chivalers,
Tesmoignes en toutes les choses dessusdites.

Donne au Chastel de Dovoir, le dys & noefisme jour d'Octobre, l'an de grace mille, troiscent, sexante & quatre.

E. Johan

ANNO 1364. E. Johan de Branketre, Clerc de la Diocise de Norwicz, par les auctoritees du Pape & de l'Empereur, tabellion public, pour ce que jeo fu present es Pacciona, Promesses, Covenances, Obligacions, Seremenz, & en toutes les autres choses dessus recitees & escrites, adjouste tiele condicion,

Si les choses se facent & accomplissent, d'une coste & d'autre, sanz fraude, & sanz mal engin, as Lieu & termes & par manere & forme dessus compris,

Et, les viz & oyz ensi estre faites, je les ay mys en ceste publique forme, par commandemenz expres de Roi & Conte dessusdiz, & a ce mis mon Signe en plus grande evidence & tesmoignance de toutes les choses dessusdites.

B. R.

XXXII.

1365. 21. Janv. Bischof Albrechts des II. zu Passau/ und seines Dom-Capituls Brief/ wodurch sie Ertz-Hertzog Rudolphen dem IVten. von Oesterreich dessen Herren Brüdern Hertzogen Albrechten und Leupolden von Oesterreich wider alle ihre Feinde mit aller ihrer Macht in allem Nothfall und so offt sie gefordert werden/ beyzustehen/ auch ihre Vesten ihnen offen zu halten versprechen, wollen auch/daß dieses ein ewiges Statutum des Bistumbs sey/ und daß kein Bischof solle angenommen werden/ er habe es dann zu halten beschwohren. Dat. Wien an St. Agnethen-Tag 1365. [HUNDII Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 264. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Spicileg. Eccles. im 2. Theil pag. 792.]

C'est-à-dire,

*Lettres d'*ALBERT II. *Evêque de Passau & de son* CHAPITRE, *par lesquelles ils premettent & s'obligent envers* RODOLPHE *Archiduc d'Autriche, & envers* ALBERT *&* LEOPOLD *Ducs d'Autriche ses Freres, de les assister de toutes leurs forces contre leurs Ennemis, dans tous les cas de nécessité, & toutes les fois qu'ils en seront requis; comme aussi de leur ouvrir toujours leurs Places, Châteaux & Forteresses; ladite Obligation devant passer à leurs Successeurs, comme un Statut perpetuel de l'Evêché; en sorte que nul Evêque ne soit reçu & établi, sans en premettre l'observation avec serment. A Vienne le jour de Ste. Agnès 1365.*

WIr Albrecht von GOttes Genaden Bischoff zu Passaw/ Bekennen und thun kundt offentlich/ mit dem Briefe/ allen den/ die ihn schendt/ lesendt/ oder horendt lesen/ nu oder hernach/ daß wir mit gutem Rath und zeitiger Vorbetrachtung/ durch Frides und gemeines Nutzes und auch Gemachs willen unserer Herrschafft/ und aller unser Unterthanen/ für uns/ und für unsere Nachkommen Bischoffe zu Passaw/ verhaissen und verlobt haben/ bey unsern Treuen/ und mit Worten unserer Fürstlichen Würdigkeit/ verhaissen und verloben auch mit diesem Briefe/ daß wir den Durchleuchtigen und Hochgebornen Fürsten/ unseren gnedigen Herrn/ Herrn Rudolfen/ dem vierten von GOttes Genaden/ Ertzhertzogen zu Oesterreich/ zu Steyr/ zu Kärnten/ zu Crain/ Herrn auff der Windischen Marche/ und zu Portenaw/ Graven/ zu Habspurg/ zu Tyrol/ zu Pfierdt/ und zu Kiburg/ Margrafen zu Burgaw/ und Landtgraven in Elsessen/ und seinen Hochgebornen Brudern/ unsern gnedigen Herrn/ Albrechten/ und Leupolden/ Hertzogen der ehegenanten Lande/ und allen ihren Erben und Nachkommen/ geholffen sein sollen und wöllen/ fürderlich und endlich/ mit aller unser Macht/ zu allen ihren Ehren/ Würden/ Rechten/ und Frummen/ wider aller menigklichen/ niemandt ausgenommen/ wann in deß Noth geschiht/ und wir darumb von ihn gevordert und gemant werden/ ohn alles verziehen/ und daß wir ihnen auch alle unser Vesten offen haben sullen/ zu allen ihrer Land Kriegen und Nöthen/ ohn Geverde. Doch haben wir in dieser Bündnuß wissentlich vorbehabt und ausgenommen unsern heiligen Vattern den Pabst/ in allen Geistlichen Sachen/ als das billich ist. Wofern aber jemand/ der uns angehort/ wider die vorigen unsern Herren/ Hertzogen Rudolfen/ sein Bruder/ ihr Erben/ oder ihr Nachkommen/ oder wider die ihren icht theten/ darumb sullen sie uns zu Red setzen/ und sollen wir dann von den unseren minne und Recht thun/ nach Gelegenheit der Sache/ ohn Geverde. Wolt aber der unser deß wider seyn/ und minne und Rechtens vor unser nicht gehorsamm seyn/ so sollen wir unsern vorgenannten Herren/ ihren Erben und Nachkommen/ auff denselben geholffen seyn/ als lang unz er darumb gebessert wirdt. Und binden auch vestiglich zu dem vorgenannten Gelübden und Dingen alle unser Nachkommen ewiglich/ darüber/ durch ein veste Sicherheit und ewig Beleibnuß der obgeschriben Pflichtunge/ Bindnussen/ und Ainung/ haben wir der vorgenannt Bischoff Albrecht/ wir der Thumprobst/ der Dechant/ und gemainklich die Chorherrn/ deß Capittels zu Passaw/ für uns unser Nachkommen/ ein unser ewig/ unwiderruffslich geschworen Statut gesetzt und genommen/ und setzen und nemmen auch/ mit dem Briefe/ recht und redlich alles das an disem Brief geschriben stehet/ so bescheidenlich/ daß wir die ehegenannten Bischoff/ Thumprobst/ Dechant/ und die Chorherrn gemainklich/ und jedlicher besunder/ unser vorgenant und dieses gegenwertig Statut, jetzund wissentlich geschworen haben/ und die auch alle unsere Nachkommen jegklicher in seinen Namen und Wesen/ ewigklich schweren sollen zu halten/ treulich und gentzlich ohn Geverde/ und sullen wir auch fürbaß keinen/ der Chorherr zu Passaw wirde/ zu unser Handlung oder Sachen unsers Capittels/ und zu seiner Stimmt in denselben unserm Capittel/ noch zu unserer Pfründte zu Passaw nit nemen/ nur er schwöre zu dem ersten die fürgenannt Statut zu halten/ in aller der Maß als hievor geschriben ist. Wenn auch geschehe/ daß das Bisthumb zu Passaw ledig wurde/ und daselbst nicht Bischoff were/ so sullen wir die ehegenannten Thumprobst/ Dechant/ und gemeinigklich die Chorherrn deß Capittels zu Passaw/ einen unsern Mit-Chorherrn unsers Capittels zu einem Bisthumb und Verweser des Bisthumbs wählen und nemmen/ der unser vorgenant Statut geschworen hab zu halten/ und der die Pfleg deß Bisthumbs dann halt und innenhab/ unz auff einen künfftigen bestetten Bischoff zu Passaw/ in solcher Bindnuß/ Ainigung/ und Masse/ als hie ist beschriben. Und soll der Bisthumb und Verweser/ und auch wir/ einen künfftigen bestelten Bischoff zu Nutz und Gewer deß ehegenannten Bisthumbs zu Passaw nicht nemmen/ er schwöre dann des ersten/ unser Statut zu halten/ als fürgeschriben stehet. Auch sollen wir keinen Domprost/ und Dechant nit nemmen zu Nutz und Gewer der Thumprobstey und Dechney/ er schwöre dann zu dem ersten/ unser vorgenant Statut zu halten schlechtigelich und treulich/ ohn Geverde/ auch haben wir in dem Namen/ als darfür vor uns/ unser Nachkommen/ geschworen einen leiblichen Aide/ mit angerürten Händen auff das heilig Evangeli/ stät zu haben/ und zu volführen ewigklich mit gantzen Treuen/ dise Bindenusse/ Taidung/ und Ainigung/ in aller der Maß/ als vorgeschriben stehet/ ohn Geverde/ auch sollen die vorgenannten unser Gnedige Herrn/ die Hertzogen von Oesterreich und all ihr Nachkommen und Erben/ ewigklich/ uns/ unser Gotts-hauß und unser Nachkommen schirmen/ versprechen und fristen ewigklich/ vor allem Gewalt und Unrecht/ wo und wenn uns deß Noth geschicht/ als die brief sagend/ die wir darüber von ihnen haben/ ohn alle Geverde. Mit Urkund deß briefs/ den wir darüber geben/ besigelt mit unserm anhangenden Insiegel. Und wir der Domprost/ der Dechant/ und das gantz Capittel gemeinigklich des Gotshauß zu Passaw/ verjehen und bekennen offentlich/ mit dem briefe/ daß die vorgeschriben Bündnuß und Gelübde mit unserm Willen/ Wissen/ und Rathe geschehen ist/ und loben auch die stät zu haben/ für uns/ und alle unser Nachkommen/ ewigklich/ bey den Aiden/ die wir darumb geschworen haben/ wissentlich/ mit angerürten Händen auff das H. Evangeli/ und darüber zu vester Sicherheit haben wir des ehegenanten unsers Capittels Insigel/ zu unsers vorgenanten Herrn Bischof Albrechts zu Passaw Insigel/ gehengt an disen Brief. Der geben ist zu Wien an S. Agnesen Tag der heiligen Jungfrawen/ nach Christi Geburt 1365. Jahr.

XXXIII.

23. Fevr. *Venditio* Sylvæ Regalis *dictæ* Kunigswalde, *per Romanorum Imperatorem* CAROLUM IV., *Communitati* Zittaviensi *pro quingentis sexagenis Grossorum Pragensium facta. Pragæ 7. Kalend. Martii* (1) 1365. [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS, in Appendice Diplomat. atque Documentor. Historiam Lusatiæ illustrantium, Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 199.]

CAROLUS IV. divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex, notum facimus tenore præsentium universis, etsi nostræ Majestatis circumspecta benignitas universorum saluti de innata sibi clementia dignatur intendere, ad illa tamen præcipue ex quadam specialis favoris inclinatione meditari inclinatur, quæ Civitatum atque Universitatum utilitatem respiciunt & profectum; præsertim illarum,

G

(1) Je ne sai quelle Date est la plus vraye, ou celle de cette Piece, ou celle de la Confirmation du Roi *Wenceslas*; mais l'une ou l'autre est fausse; autrement il faudroit que la Confirmation de l'Acte eût précédé l'Acte même, de sept jours. [DUM.]

ANNO 1365. illarum, quas intemeratæ fidei immota constantia & indefessi laboris grata obsequia claris testimoniis recommendant. Sane consideratis multiplicibus studiosis obsequiis, quibus Judex, Jurati, totaque Communitas Civitatis Zittaviensis sollicita probitate nostræ Celsitudini placuisse noscuntur, & tanto uberius placere poterunt in futurum, quanto se a nostro culmine perspexerint generosius prosecuros, ipsis & Communitati Civitatis præcedente animo deliberato, Principum, Baronum ac Procerum nostrorum accedente consilio, non per errorem aut improvide, sed de certa nostra scientia Sylvam nostram Regalem, dictam *Kunigswalde*, sitam inter Villas Heinrichsdorff & Oderwitz, Zittaviensis Districtus rite ac rationabiliter vendidimus, cum omnibus lignis stantibus crescentibus, viridibus, aridis, jacentibus & aliis quibuscunque, cum venationibus, aucupationibus, mellicidiis, pratis, pascuis, aquis aquarumve decursibus, piscaturis & omnibus suis pertinentiis, quibuscunque specialibus nominari poterunt vocabulis, prout in suis limitibus & gradibus circumferentialiter distincta existit, ac prout Nos, Progenitores nostri, Reges Bohemiæ illam huc usque possedisse dignoscimus, pro quingentis sexagenis grossorum Pragensium numeratis effectualiter & solutis. Cupientes igitur ex præfato venditionis contractu supra dictæ Civitatis Zittaviensis conditionem fieri meliorem, Sylvam prædictam cum omnibus suis pertinentiis superius expressatis & non expressatis, supra nominatis Judici, Juratis, ac toti Communitati præfatæ Civitatis concedimus, conferimus & auctoritate Regia Bohemiæ appropriamus habendam, tuendam, possidendam, ac in suus usus & utilitates, prout ipsis congruentius & melius expedire videbitur, libere convertendam perpetuis temporibus affuturis; volentes nihilominus ipsis eandem Sylvam evincere, liberare, & ab impugnationibus ac arrestationibus quorumlibet cujuscunque etiam status præeminentiæ aut conditionis existant, effectualiter disbrigare. Mandamus igitur universis ac singulis Burggraviis, Camerariis, Sub-Camerariis, Capitaneis, Officialibus, Judicibus atque omnibus, ad quorum notitiam præsentes pervenerint, fidelibus nostris dilectis, gratiæ nostræ sub obtentu, quatenus hanc paginam nostræ venditionis, concessionis seu collationis & appropriationis nullatenus infringere præsumant, aut usu temerario contraire. Si quis autem contra hanc paginam & nostrum mandatum quicquam attentare præsumserit, indignationem nostram gravissimam, & cum hac pœnam centum sexagenarum grossorum Pragensium se noverit irremissibiliter incursurum. Quarum medietatem Regali nostræ Cameræ, & aliam medietatem præfatæ Civitati annumerari passis, applicari volumus & præsentibus declaramus, Præsentium sub nostræ Majestatis Sigillo testimonio Litterarum. Datum Pragæ anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo quinto, indictione III. VII. Kalendar. Martii Regnorum nostrorum anno decimo nono, Imperii vero decimo.

16. Fevr. WENCESLAI *Bohemiæ Regis Confirmatio præcedentis Venditionis. Dat. Pragæ* XIV. *Calend. Martii* 1365. [CHRIST. GODOF. HOFFMANNUS, loco cit. pag. 200.]

WENZESLAUS Dei Gratia, Bohemiæ Rex, Brandenburgensium Lusatiæ & Budissinensis Marchio, Silesiæ & Lucemburgensis Dux, & Comes in Sultzbach. Notum facimus tenore præsentium universis, quod attendentes multiplicia probitatis merita, quibus Judex & Jurati, nec non tota Communitas Civitatis Zittaviensis claris testimoniis commendantur, nec non grata fidelitatis obsequia, quibus nostris Progenitoribus complacere poterunt & debebant, ipsis Venditionis Contractum de Sylva *Kunigswalde* sita inter Villas Henrichsdorff & Oderwitz, Zittaviensis Districtus, cum Serenissimo Principe & Domino, Carolo Romanorum Imperatore semper Augusto & Bohemiæ Rege, Illustri Domino & Genitore nostro perchariſſimo initum, quam quidem Sylvam ab eodem Domino & Genitore nostro quingentis sexagenis grossorum Pragensium & numeratis & solutis rite & rationabiliter compararunt, deliberato animo, Procerum nostrorum accedente consilio, & de certa nostra scientia, auctoritate Regia approbamus, & omnes Literas præfati Domini & Genitoris nostri super eodem Contractu Venditionis confectas, atque eis traditas ratificamus, & tenore præsentium in omnibus suis tenoribus, punctis & clausulis de verbo ad verbum, prout præcesserunt, proinde confirmamus, præsentium sub majori nostro Sigillo testimonio Literarum. ANNO 1365.

Datum Pragæ, Anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo quinto XIV. Calend. Martii Regni nostri anno secundo.

XXXIV.

Verbündnuß zwischen denen drey Städten/ Straßburg/ Worms und Speyr zu gemeinschafftlichem Beystand und Vertheydigung wider alle Feindliche Gewalt. Geschehen zu Weissenburg am Donnerstag nach dem Sonntag Cantate. 1365. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. LII. pag. 716. col. 2.] 11. Mai.

C'est-à-dire,

Traité entre les trois Villes de STRASBOURG, *de* WORMS, *&* *de* SPIRE *pour leur commune assistance & défense contre toute hostilité & violence injuste. A Weissenburg le Jeudi après le Dimanche* Cantate. 1365.

JN GOttes Namen/ Amen. Wir die Räthe und die Burger gemeinlichen der Städt von Straßburg/ Worms und Spire/ thun kund allen den/ die diesen Brief sehent oder hörent lesen/ daß wir durch kundliche Nothdurfft/ Nutz/ Friden und Frummen unser Städte und Burger gemeinlichen/ uns zusammen hant gemacht und verbunden/ mit den Eyden/ die wir darum gethan habent/ von dem Tage als dirre Brieff geben ist biß zu S. Martins Tage der allernechst kummet/ und von demselben S. Martins Tage über dri gantze Jahr/ die darnach allernechst kommend/ one Unterlaß/ mit so gethaner Bescheidenheit/ Fürworten und Verbundnussen/ als hernach geschrieben steht/ daß wir einander getruwlichen gerathen und beholffen sollen und wollen sin/ zu allen den Kriegen/ die wir in dem vorgenanten Zil gewinnent oder uns anfallent/ von weme das beschehe/ one alle Geferde. Geschehe/ daß wir die vorgenant drie Städte/ oder dehein unter uns von desselben Angriffes wegen widerum angegriffen wurdent/ von den sie vor dirre Verbündnuß geschedigt hant/ uff den und uff die sollen wir die vorgenante Städte uff den Eyd beholffen sin in alle Wise als zu den Kriegen/ die wir in dem vorgenanten Zil gewinnen; und sol noch en mag sich dehein Stadt damit beschirmen/ daß sie spreche/ es sie von eines alten Krieges wegen/ one alle Geferde. So ist beredt und übereinkommen/ Wer es/ daß dehein Stadt unter uns geschadigt würde in dem vorgenanten Ziel von jemannt/ wer der were/ und daß der Rath derselben Stadt/ oder das mehrer Theil in demselben Rathe sich uf den Eyd erkentent/ daß sie geschedigt werent wider dem Rechten/ und daß man in unrecht thete/ der sollent die andern Städte beholffen sin uf den Eyd/ glicher Wise als ihn das Unrecht und der Schade geschehen were. Doch sol die Stadt die da geschedigt ist/ verbottschafften der nechsten Stadt da der Schade geschehen ist/ daß sie geschadigt sie/ und sol danne die Stadt der es verbottschafft wird/ als davor geschrieben stehet/ furderlichen und ohne Verzug uf den Eyd die angrieffen die den schaden hant gethan/ daß es gerichtet werde one alle Geferde. Und sol auch die Stadt der es verbottschaft wird als davor geschrieben steht/ dehein der andern Städte dazu manen/ sie erkenne dann eh uff den Eyd/ daß sie es allein nit bezwingen mogent/ und wanne sie das erkennet/ wellich Stade sie dann manent/ die sol dazu beholffen sin uff den Eyd/ als davor geschrieben steht/ ohne alle Geferde. Were auch/ daß jeman der vorgenanten Städte deheinen Schaden thete in dem vorgemeldten Ziel/ dem soll man in den vorgenanten Städten keinen Feilenkauff geben. Und keme auch einer in der vorgenanten Städte/ der ein derselben Städte schedigt hette/ den soll die Stadt angrieffen/ da er inn kommet/ in alle die Wise als ihr der Schaden geschehen were/ danach so es ihr verkundet wird von der Stadt die geschedigt ist/ ohne alle Geferde. Geschehe auch/ daß jeman/ es sie Herr/ Ritter oder Knecht/ oder wer er ist/ der vorgenanter Städte eine Schaden thete in den vorgenanten Ziln/ und ihme verbottschafft wurde von der Stadt die er geschadiget hette/ daß er das widerthäte/ widerthet er dann nit/ uff den und uff die/ soll man beholffen sin/ als davor geschrieben steht/ und wer ihn oder sie enthelttet/ huset oder hofet/ oder ihn rathet oder hülffet/ mit Worten/ oder mit Wercken/ uff den und uff die sollent die vorgenante Städte beholffen sin uff den Eyd/ in alle die Wise/ als uf dem der den Schaden gethan hett/ und uf alle die so die Stadt erkennet/ der der Schade geschehen ist/ zu dem sie Recht habent ohne alle Geferde. Was Krieges auch in dem vorgenanten Ziel uffersünde/ dieweile diese Verbündnuß weret/ und von einre der vorgenanten Städte angefangen oder begriffen würde/ der Stadt sol man beholffen sin/ als lang untz der Krieg versühnet wird. Es ist auch gemeinlichen beredt/ daß dehein Stadt der vorgenanten dreier Städte deheine Herren von dieser Verbündnuß wegen beholffen sol sin/ sie thun es dann gern. Were aber/ daß dehein Stadt der vorgenanten Städte

behenne

ANNO 1365.

deheime Herrn dienen wolte / was der Stadt in dem Dienst beschehe / darzu sollen die andern Städt nit beholffen sin / sie thun es dann gerne. Man soll auch deheinen Herrn oder Stadt in diese Verbündniß empfahen / die vorgenanten Städte sint es dann einhelliglichen übereinkommen / und tennent daß es nutz und gut si / ußgenommen der Stadt von Mentze / denn wir die von Wormse und von Spire das behalten han / daß sie hernach in diesen Bund kommen mögent / obe sie wollen / Also doch / wann wir die Städt vorgenant / oder der mehrer Theil unter uns sprechent daß es nutz und gut si / doch mit solchem Bescheide / daß sie in diesem Bund zu der Landwer so sie gemant werden / mit viertzig Helmen / und auch mit andern Dingen dienen sollent / als von den vorgenanten dreien Städten begriffen ist / one Geferde. Würde auch ein Statt der vorgenanter drier Städte die andern manende / daß sie ihe ein Gesinde luhent zu Lantwer / darzu sollen lihen die von Straßburg viertzig Helme / die von Wormbs dreissig Helme / und die von Spire dreissig Helme / und nit meh / umb minre mag man sie auch wol manen / ohne alle Geferde. Möchte aber der vorgenanten Städte etliche so sie gemant würde / der vorgenanten Zal der Helme dar nit geschicken von ehehafftigen Sachen / so soll und mach die Stadt / die als gemant würde / die Helme gewinnen uff ihr Kost dort bi der Stadt die die Manung gethan hat / oder aber dieselbe Stadt die Manung hat gethan / mag sie bi ihn gewinnen uff der Städte Kosten / die also gemant wurde / in solicher Bescheidenheit / als ob es sie selb angienge / ohne Geferde. Glicher Wise als sie die bennent dargeschicket / und den Kosten / mit Namen den Sold / soll die gemante Stadt gelten und geben / bi dem Eide / in dem nehsten Mande darnach / so das an sie von der Stadt die den Sold dargeben / und gelihen hat / gefordert würde / ohne Geferde. Und welch Stadt die andern also manet um ein Gesinde / die soll dem Gesinde halben Solde geben / diewile es in jrme Dienste ist / darnach als je die Stadt ihr Dienere dann gewunnen und gedinget hat / one Geferde. Würde man zu Feld ligen / so soll je die Stadt ihren sundern Kosten han / ohne alle Geferde. Welch Stadt auch die andern manet zu einem Gesesse / eine Vesten zu gewinnende / oder zu schädigene / den Kosten den man dann vor der Vesten habende wird / mit Greben / mit Dunnbeln / Wercken / Wercklüten / oder mit anderm Buwe der darzu höret / soll die Stadt liden / die da gemant hat. Doch werd ein Sesse an den Städten / das einre Stadt gelegen were / die nit gemant hätte / so soll doch die Stadt / die dem Sesse gelegen ist / als davor geschrieben ist / ihr Werg und andern ihren Zug darzu schicken / ode man sin bedarffe / als ihren Ehren wol ansicht / ohne alle Geferde. Mant auch ein Stadt die andern zu einem Ußzoge / oder zu eim Sesse / da soll die Stadt / der da gemant wird / erkennen uff den Eyd / nach den Dingen und als die Städte da sie hin gemant ist / wie ihr das gelegen ist / biß sie darnach diene / als ihren Ehren wol ansicht / ohne alle Geferde. Welch Stadt auch gemant wird / als davor geschrieben steht / und dieselbe Stadt / die da gemant wird / spricht / es sie von einer Parthe wegen / und erkennet dann der Rath oder das mehrer Theil deß Rathes der Stadt / die da gemant hat / uff den Eyd / daß es von einer Parte wegen nicht en ist / so soll man ihr beholffen sin ohne alle Geferde. Auch ist beredt / daß dehein Stadt der vorgenanten Städt uff die andere Spise soll geben. Und were daß jeman der vorgenanten Städte deheine schädigete / oder Spise wolte schicken den / die uff sie zogetent / oder ihn Schaden thetent / das sollent die anderen Städte wehren und wenden uff den Eyd / als ferre sie könnent oder mögent / und sollent auch die Herren hinderwerter angriffen / die uff der Städte Schaden gezogen sind. Were auch / daß dehein Stadt unter uns die vorgenanten Städte eine oder meh riten wolte / ihre Finde daruff zu schädigene / das soll man ihr wol gunnen / und ihr auch darzu gerathen und beholffen sin / ohne Geferde. Auch ist beredt und ußgetragen / Wer es / daß ein Stadt unter uns ein andere Stadt auch unter uns manende würde / daß sie angriffe oder schädigete jeman / der ein Stadt unter uns angegriffen oder geschädigt hätte / den mag die Stadt / die da gemant wird / angreiffen und schädigen / unverbotscheffte obe sie wil / Wille aber sie es ihme verbotscheffen / eh sie in angriffe / das mag sie wol thun / und soll ihr das an jrme Eyd noch an dirre Verbündnusse nit schaden / daß er wider thu ohne Verzog / das er gethan hat der Stadt / die er angegriffen oder geschädiget hat / thete er das nit / so soll ihn die Stadt / die also gemant ist / angriffen und schädigen ohne Verzog / glicher Wise / als wer ihr der Schade geschehen. Es ist auch beredt / wer es / daß uns dehein der vorgenanten drier Städte eine Verbündnuß mechte mit jrme Herrn dem Bischoff und dem Stifte / deß jegliche Stat unter uns sol Macht han zu tunde / würde dann der vorgenanten drier Städte eine oder meh eh gemant um einen Ußzog von jrme Heren dem Bischoffe und dem Stiffte / dann von uns den vorgenanten Städten / so sollen sie ihme beholffen sin / und soll in das an jrme Aid / noch an dirre Verbündnüsse nit schaden. Wann sie aber von der Helffe wieder heim komment / so sollent sie den andern Städten beholffen sin / in aller der Masse / als diese Verbündnuß steht / one alle Geferde. Welche Stadt auch unter dirre Städte deheinre belegen wird / da sollent die andern Städte uff jre Eyd behendiglichen und unverzogenlichen zu dun / nach aller jrer Macht sie zu beschützent. Auch han wir die vorgenanten drie Städte in dirre Verbündnusse ußgenommen das Riche / mit solcher Bescheidenheit: Were daß jeman / wer der wer / uns die vorgenante drie Städte / oder deheine unter uns schädigete wider dem Rechten / daß wir wider den uf den Eyd getrüwelichen einander gerathen und beholffen sollen

sin / in alle die Wise / als davor geschrieben ist / one alle Geferde. Auch han die von Straßburg in dirre Verbündnüß ußgenommen ihren Herrn den Bischoff von Straßburg / und darzu die von Basel / Friburg und Brisach / ihre Eydgenossen / also daß die Brieff und Verbündnusse / die sie vormals unter einander geben und gemacht hant / stet und unverbrochen von dirre Verbündnusse wegen sollen bliben / als sie begriffen sint / one alle Geferde. Und mögen auch die Verbündnusse / die sie mit denselben ihren Eydgenossen hant / erlengern ob sie wollen / und soll sie diese Verbündnuß daran nit hindern / noch Schade sin one Geferde. So hant die von Wormbs und Spire in dirre Verbündnusse ußgenommen die von Mentz ihre Eydgenossen / und darzu die von Oppenheim mit jren Zugehörden / als ihn und ihren Eydgenossen von Mentze / die in Pfandschafft versetzet sint / nach Lutung der Brieff / die sie über dieselbe Pfandschafft hant / diewile dieselbe Pfandschafft weret one alle Geferde. Wer es auch / daß die von Straßburg von ihres Herrn wegen des Bischoffes / oder von der wegen von Basel / von Friburg / und von Brisach eh gemant würdent um einen Ußzog / danne von den andern zweien Städten Wormbs und Spire / oder von den von Mentze / obe sie in diese Verbündnuß koment / so sollen sie jrme Bischoff / den von Basel / von Friburg / von Brisach mit dem Ußzog beholffen seyn / und wanne sie davon ledig werdent / so sollent sie auch den andern Städten mit dem Ußzog gerecht sin / als vorgeschrieben ist. Glicher Wise würdent auch die von Mentze / von Wormbs oder von Spire umbe die Verbündnusse / die sie vor mit einander hant / eh gemant umbe einen Ußzog / so sollent sie auch eh einander mit dem Ußzog beholffen seyn / und wanne sie auch des Ußzoges entladen werdent / so sollen sie darnach den andern / die sie umb Ußzoge von dirre Verbündnusse wegen gemant hant / furderlichen beholffen sin / one alle Geferde. Doch soll jedie Stadt die anders gemant würde / dann von dirre Verbündnuß wegen / um einen Ußzog / bereit sin zu helffene / und die Helme zu senden / zu der Landwer / in alle die Wise / als davor geschrieben ist / ußgenommen wider die davor ußgenommen sind / als davor beschrieben ist / ohne alle Geferde. Daß auch wir die vorgenante Städte deste fridelich und fruntlich geleben mögent / so haben wir mit gemeinem Mute gemacht und beredt / daß dehein Burger oder Burgerin der vorgenanten Städt die andern bekümmern sollent / dann die wahren und Selbschuldener. Wolte aber dehein Burger oder Burgerin der vorgenanten Stadt die andern zu Reden setzen / in der Stadt da die Schuldener inne gesessen sind / um deheinre hant Schulden / oder um dehein andere Sache / die sie mit ihn zu schaffen gewinnent / in dem Zile / diewile diese Verbündnuß weret / dem sol man richten ohn verzogenliche. Lougent aber der Schuldener der Schulde / oder der Klage darum er angesprochen wird / und will ihn der Kläger erzügen / das sol er thun mit biderben Lüten / die dabi sine gewesen / die um die Schuld oder umbe die Ansprach wissend / oder mit Brieffen die billig helffen sollen und mögent / und soll man die auch hören / und dem Kläger darnach richten / one alle Geferde. Aber umb alte Schuld oder um andere Ansprach / die vor dirre Verbündnusse gemacht / oder uferstanden sind / sol jeglicher der vorgenanten Städte an jrme alten Rechte / Gewonheit und Freyheit verbleiben ohne Geferde. Es ist auch beredt / daß dehein Stadt unter uns den vorgenanten Städten / noch dehein Burger oder Burgerin dirre vorgenanten Städten / dehein Stadt noch Burger oder Burgerin unter uns angreiffen sol / noch bekümmeren ohne Gerichte / Würde hat jeman unter uns den vorgenanten Städten Burgern oder Burgerin mit den andern je zu schaffen oder anzusprechen / in welchen Weise das were / das sollent sie thun mit Gerichte an dem Städten / da inne jenre / den sie ansprechent / zu Recht soll stehn / und sol man ihme da richten unverzogenlichen / als vorgeschrieben stehe. Doch en sol sich dehein Stadt annehmen / deheinen ihren Burger oder Burgerin zu schirmen wider die andern der vorgenanten Städte Burger oder Burgerin / von deheins Krieges oder Angriffes wegen / der jrme Burger oder Burgerin geschehe / eh sie Burger oder Burgerin wurdent. Geschehe auch dehein Angriff unter uns den vorgenanten Städten / ohne Gericht / denn soll die Stadt / der Burger oder Burgerin den Angrief gethan hat / schaffen / daß sie wider thun / das sie ohne Gericht gethan hant / Würde jeder Burger und Burgerin unter uns den vorgenanten dreien Städten / sollen von einander Recht nehmen / an den Städten / da sie zu Rechten thun sollent / als davor geschrieben steht / one Geferde / doch sol je die Stadt daran ihren Rechten Freyheiten / und Gewonheiten verbleiben / als sie von alter her ist kommen. Und mögen auch die Burger von jeglicher Stadt ihren Herrn und Freunden dienen / obe sie wollent / als von alter her kommen ist / ohne alle Geferde. Und herüber so hat dehein Stadt unter uns den vorgenanten Städten Macht über die andern zu erkennende / von ihres Burgers oder Burgerin wegen / anders / dann davor geschrieben ist. Wir sind auch überein kommen / wer es / daß deheine Burger unter uns deren Städten sin Burgerrecht verteilt würde / daß er nit kommen sole in die Stadt / von etlicher Handsachen oder Unthate wegen / wo der deheinre in unser die vorgenanten Städte deheine keme / und Burger da würde / die soll ihm doch nit beholffen sin noch schirmen von der Sach wegen gegen der Stadt / dannen er vertrieben ist / und sin Burgerrecht verteilt ist / ohne Geferde. Es ist auch beredt / wer es daß dehein Stadt unter uns den vorgenanten dreyen Städten / mit der andern Stadt einre Span gewunne / von deheins Artickels wegen / die an diesem Brieff geschrieben stehent / und wer es daß die Ansprache von der Stadt von Straßburg beschehe / von desselben Spanes wegen / so sollent sie den Besten bringen für eine der

andern

ANNO 1365. andern zweyen Stätte / welche sie wollen / und den Bresten dem Rath derselben Statt fürlegen / und wie es derselbe Rath der Statt / oder das mehrentheil unter ihn ußrichtent uff den Aidt / damit sol sie jegtweder sitte begnügen. Were aber der Spann zwischen den andern zweyen Stätten / möchtent dann dieselbe zwo Stätte daß unter ihn selbst nicht gerichten / so sollent sie das bringen für den Rath zu Straßburg / und wie es auch derselbe Rath oder das mehrertheil unter ihn ußrichtent uff den Aidt / damit sol den Stätten auch begnügen. Und sol auch der Rath / für den das bracht wird / das ußrichten ohnverzogentlichen ohne alle geverde. Und sol doch je die Statt in ihren Rechten / Freyheiten und Gewonheiten verbliben / und sollen ihn daran die vorgeschriebene Artickel nit schaden. Diese vorgeschriebene Verbündnüsse gelobent wir uff die Ayde / die wir in jeglicher der vorgenanten Stätte darumbe geschworen und gethan habent / getrewelichen / steet und veste zu halten. Und wanne ein Rath abgeht unter uns den vorgenanten dreyen Stätten / daß je der alte Rath dem newen Rath in den Aydt sol geben / diese Verbündnusse / und diesen Brief steet und veste zu haltene unz zu dem vorgenanten Zil ohne alle geverde. Alle diese vorgeschriebene Dinge zu einem waheren Urkund / daß sie von uns ehegenanten dreyen Stetten steet und vest gehalten werden; so han wir unser drier Städt Insiegele an diesen Brieff gehenget. Geben zu Wissenburg nach Christus Geburte / dreyzehenhundert Jahre / und in dem 65. Jahr / an dem Donnerstag / nach dem Sunnentage / so man singet Cantate, nach Ostern.

XXXV.

30. Juill. Erb-Vertrag Zwischen Graf Berthold von Henneberg / Hartenbergischer Linie / und Graf Hermann von Henneberg / Aschachischer Linie / daß wo einer von ihnen ohne Männl. Leibes-Erben abgienge / der andere oder des andern Söhne succediren solten. Geben am nechsten Mittwochen für St. Peters Tag / Vincula genannt. 1365. Mit Kaysers CAROLI IV. Lehen-Brief über beyder ob benandten Grafen Güter und Confirmation dieses Erb-Vertrags. Geben Nürnberg am St. Simon und Judas-Abend 1366. [MULLERI Reichs-Tags Theatrum Vorstell. I. Cap. XIX. pag. 256.]

C'est-à-dire,

Pacte de Succession entre BERTHOLD *Comte de Hennenberg de la Ligne de Hartenberg*, & HERMAN *aussi Comte de Hennenberg de la Ligne de Aschach, portant qu'eux ou leurs Fils devront se succeder mutuellement en cas d'extinction des mâles. Fait le Mecredi avant la Fête de St. Pierre aux liens* 1365 *Avec les Lettres de fief de l'Empereur* CHARLES IV. *sur les Biens de l'un & l'autre Comte, & Confirmation dudit Pacte. A Nuremberg la veille de la Fête de St. Simon & Jude* 1366.

WJr Berthold von Gottes-Gnaden / Graf von Henneberg / Herr zu Hartenberg / und wir Hermann von denselben Gnaden Graf von Henneberg / Herr zu Asha / bekennen bekanntlich an diesem Brief allen denen / die ihn sehend / hörend / oder lesen / daß wir mit gesunden Lyb / mit vereinten und wohlbedachten Muth / und Rath unserer Herren / und Freunde / alle unser Erb und Guth / es sey Lehen / oder eigen / oder fahrend Haab / Vesten / Städte / Gerichte / Wildbahn / Wasser und Wald / Land und Leute / besucht und unbesucht / wie es genannt sey / ob der Erden oder unter der Erden / zusammen werffen / machen und geben / unser islicher dem andern / und setzen auch unser jeglicher den andern ein in müglich lyplich Gewehr / in alle die Gut / es sey Erbe / eigen oder Lehen / ohne Gefehrde / als hernach geschrieben steht / also bescheidentlich / ob unser einer abgieng / da Gott lange vor sey / ohne Lybes-Erben / daß nicht Söhne da wären / so solt er fürbaß gefallen uf den andern / und auf seine Erben / ohne Gefehrd / und ob das wer / daß der / der abgangen wer / Töchter liese / die solt man ausrichten / nach Rat ihrer beeden Fraünde / ohn Gefehrde / und ist auch geredet werden / daß wir alle Huld besamentlich mit einander einnehmen sollen / auf beyden Seiten ohne Gefehrde / und sollen die mit einander besetzen und entsetzen / ohne Gefehrde. Auch ist geredet worden / ob unser einer ehelich wolt werden / welcher der wäre / der möchte ein Zugeld machen / nach der Freunde Rath / ohne Gefehrde. Auch ist geredet worden / ob unser einer verkauffen oder versetzen wolte oder müste / daß solte unser keiner ohne des andern Rath thun. Würden wir dann zu Rathe / daß unser einer verkauffen oder versetzen wolte / das solte er dem andern anbieten / möcht dann derselbe / oder seine Erben / oder seine Diener / von seiner wegen darzu kommen / daß er das gekauffen möchte / so soll er ihn dazu lan kommen vor andern Leuten. Wäre aber / daß er darzu nicht kommen möchte / so soll er ihn fürbaß daran nicht hindern / weder zu verkauffen noch zu versetzen ohne Gefehrde. Und wäre / daß unser einer jechts versetzt / so solle unser jeglicher und sein Erben sein Losung daran haben. Auch soll unser Ding alles ein Ding seyn an allen Sachen / und soll unser jeglicher dem andern helffen / und rathen / mit guten Treuen / ohn Gefehrde / mit solchem Unterscheid / daß unser jeglicher sitzen und bleiben sol bey allen den Gütern / die sein Vater auf ihn geerbet hat / und die herbracht hat / oder die er noch gewinnen möcht / und wäre das / daß unser einer schuldig wäre / oder Schulden machte / die von seinetwegen wären / der solt die Schuld ausrichten / und bezahlen von seinen Gütern / die sein Vatter auf ihn geerbet hat / und die er hergebracht hat / und noch gewinnen möchte. Auch ist geredet worden / ob wir vorgenanter Grafe Hermann von Henneberg ohne Erben ehe abgiengen / dann unser vorgenanter Vetter / Graf Berthold zu Henneberg / Herr zu Hartenberg / so solle unser Bruder / Grafe Berthold von Henneberg / Thumherr zu Bamberg / sitzen und bleiben in allen Nutzen und Gütern zu den halben Theil zu seinen Leib / die wir gelassen hätten / ohne Gefehrde. Auch reden wir vorgenanter Grafe Berthold von Henneberg / Herr zu Hartenberg / vor uns und alle unsere Erben / ob das wäre / daß unser vorgenanter Vetter / Graf Hermann von Henneberg / ohne Erben ehe abgieng / dann unser vorgenanter Vetter / Graf Berthold von Henneberg / sein Bruder / Thumherr zu Bamberg / daß wir alle die Lehen / die er gelassen hat / treulich tragen sollen und wollen zu dem halben Theil / zu Gut und zu Nutz dem vorgenannten unsern Vetter / Graf Bertholden zu Henneberg / Thumherrn zu Bamberg / und soll das halbe Theil nutzen und niessen zu seinem Leib / dieweil er lebt / ohne Gefehrde. Auch ist geredet geworden / wann der vorgenannte Graf Berthold zu Henneberg / Thumherr zu Bamberg / abgehet / daß fürbaß alle die Güter und Lehen / die er innen gehabt hat / und die ihme von seinem Bruder angefallen seyn / auf den vorgenandten Graf Bertholden von Henneberg / Herrn zu Hartenberg / oder auf seine Erben / oder weme ers giebt / oder vermacht / gefallen sollen / ohne alle Widerrede / und ohne Gefehrde. Und wir vorgenandter Graf Berthold von Henneberg / Herr zu Hartenberg / und wir vorgenanter Graf Hermann zu Henneberg / Herr zu Ascha / bekennen öffentlich / daß wir entwen gelobet haben / und zu denen Heiligen geschworen haben / alle diese vorgeschriebene Dinck / und alle diese vorgeschriebene Artickel stet zu halten mit guten Treuen / und nimmermehr darwieder zu thun / ohne alles Gefehrde. Dessen zu Urkund geben wir diesen Brief versiegelt mit unsern und des Ehrwürdigen Herrn / Herrn Friedrichs / Bischoffen zu Bamberg / und des Edlen Herrn Grafen Heinrichs von Truhendingen / seines Brudern / unsers Oheimbs / anhangenden Insiegeln / die / durch unser beyder Bitte willen / ihre Insiegel an diesen Brief gehänget haben. Und wir Friedrich von Gottes Gnaden / Bischoff zu Bamberg / und wir Heinrich / von desselben Gnaden / Graf zu Truhendingen / sein Bruder bekennen / daß wir bey den Teydungen gewesen sind / die geschehen seyn zwischen unsern vorgenannten Oheimen / Grafen Berthold zu Henneberg / Herrn zu Hartenberg / und Grafen Hermann zu Henneberg / Herrn zu Ascha / des haben wir unser Insiegel wissentlich durch ihrer beyder Bitt willen zu ihren Insiegeln an diesen Brief gehengt / der geben ist nach Gottes Geburth dreyzehen hundert Jahr / darnach in dem 65. Jahr / an den nechsten Mittwochen für S. Peters-Tag / Vincula genant / des heiligen zwölff Bothen.

Kaysers Caroli IV. Lehn-Brief und Confirmation vor-inserirten Pacti.

WJr Carl von Gottes Gnaden Römischer Keyser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs und König zu Böheim / bekennen und thun kunt offentlich mit diesem Brieff allen den / die ihn sehent oder hörent lesen / daß für uns kommen sind die Edlen / Berthold Graf von Henneberg / Herr zu Hartenberg / an einem Theil / und Hermann Graf zu Henneberg / Herr zu Aschaw / am andern / unser und des Reichs lieben Getreuen / und haben alle ihre Erben und Güter / die sie von Uns und dem Reiche zu Lehen haben / zusammen getragen und gemacht / und seind des mit guten Willen und rechten Wissen und einmüthiglich überein kommen / daß welcher unter ihnen ohne Leibes Lehens-Erben stirbe / daß dann alle solche Lehen und Güter auf den andern und seine Erben ohne alles Hinderniße gefallen sollen. Deß haben sie uns gebethen beyderseit und mit allem Fleiß / daß wir ihn beyden mit einander dieselbe ihre Erben sämtlich verleihen / und die ehegenannte Aufgab / Vermachung und Ordnung / von unsern sonderlichen Gnaden und mit Keyserlicher Macht Vollkommenheit geruchten gnädiglich bestätigen / befestigen und confirmiren. Deß haben wir angesehen ihre redliche Bete und getrewe Dienst / die sie uns und dem Reich offte nützlich gethan haben und fürbaß thun sollen und mögen / in künfftigen Zeiten. Und haben ihn beyde mit einander alle die obgenannte ihre Lehen und Güter / die sie von Uns und dem Reich halten und zu Lehen haben / von unser sonderlicher Gnade / mit rechtem Wissen und Keyserlichen Macht sämtl. verliehen und verlihen / also wo ihr einer also stürbe / daß er ehelische Lehens Leibes-Erben hinter ihm nicht enließ / daß dann alle dieselben Lehen auf den andern und seine Erben ohne alle Hinderniße gefallen sollen / und dazu die ehegenante Aufgab / Ordnung und Vermächtnüße bestetigen / befestigen und confirmiren wir / in aller der maß / als vor begriffen ist.

ANNO 1365.

ist. Mit Urkund dieses Briefes versiegelt mit unser Keyserl. Majest. Insiegel. Der gegeben ist zu Nürnberg nach Christi Geburth/ dreyzehen hundert Jahr und darnach in dem 66sten Jahr/ am S. Simon und Judas Abend/ der Heiligen zwölff Bothen/ unserer Reiche im 21. und des Keyserthumbs im 12ten Jahr.

P. Dominum Cancellarium
NICOLAUS DE CRAPICZ.

XXXVI.

17. Dec. *Privilegium* CAROLI IV. *Romanorum Imperatoris, pro* LAMBERTO *Episcopo Spirensi & Successoribus ejus, de non solvendis Vectigalibus, à vinis, frugibus & lignis, aliisque ad suam alimoniam necessariis. Datum in Monte ad Khuninum die Mercurii proxima post Festum S. Luciæ anno* 1365. [JULII BELLI Laurea Austriaca Libr. II. pag 89. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung III. Continuat. I. Fortsetzung III. Absatz XIX. pag. 259. en Allemand.]

NOs CAROLUS, Dei gratia, Rom. Imperator, semper Augustus, Rex Boemiæ, &c. Palam his Litteris testamur, & notum facimus omnibus, qui eas legent, aut legi audient, nos recolentes utilem & fidelem operam, quam Reverendus Vir, Lambertus Episcopus Spirensis, dilectus nobis Princeps ac Præsul, nobis & S. Rom. Imperio multoties prompte ac libenter præstitit, & in futurum præstare potest ac debet, consulto ex certa scientia & plenitudine Cæs potestatis hoc singulare Privilegium ipsi concessisse, & harum Litterarum vigore concedere, ut ipsi & omnibus ejus Successoribus Episcopis Spirensibus in perpetuum liceat, sua vina, fruges, ligna, & alia, quibus ad suam alimoniam aliosque usus in suis munimentis opus habent, quocunque ea nomine appellentur, sine dolo & fraude, secundo & adverso flumine Rheno in sua Munimenta & Arces ante omnia Telonia libere absque ullo vectigali & impedimento transvehere & transvehenda curare.

Secundum hæc omnibus Principibus, Ecclesiasticis & Politicis, Comitibus, Baronibus, Equitibus, Nobilibus, Urbibus & omnibus, qui jus Telonii in Rheno nunc habent, aut deinceps consequentur, mandamus, ut supra memoratum nostrum Privilegium firmiter, accurate & inviolabiliter observent, qui contra fecerit, quacunque id ratione fiat, in nostram & Imperii gravem indignationem incurret.

In cujus rei fidem his Litteris nostræ Cæs. Majestatis Sigillum apponi curavimus. Datum in Monte ad Khuninum Anno à Christo nato M. CCC LXV. proxima die Mercurii post Festum S. Luciæ nostri Regni vigesimo, & Imperii undecimo Anno.

XXXVII.

1366. 25. Fevr. *Litteræ Absolutoriæ Regis Hungariæ* LUDOVICI, *quibus Duces Austriæ* ALBERTUM & LEOPOLDUM *omnibus verbis, Juramentis & promissionibus, nec non obligationibus ipsi factis quietos, expeditos & solutos pronuntiat atque declarat. Datæ Wudæ die 25. Februar.* 1366 [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

NOs LUDOVICUS Dei gratia Rex Ungariæ Notum facimus tenore præsentium universis, quod nos bona fide & sincera, absque omni dolo & fraude, Illustres, & inclitos Principes Dominos Albertum & Leopoldum, ejus Fratrem Germanum, Duces Austriæ, Styriæ, & Carinthiæ super omnibus verbis, Juramentis, promissionibus, obligationibus, ligis, realibus & personalibus, nobis per ipsos sub quorumcunque verborum materiis, & formis tacite vel expresse factis, tum sub fidei pollicitatione, quam Literis utrobique vallatis & firmatis, quietos, expeditos & solutos reddimus & committimus, harum sub nostro Majestatis Sigillo Literarum. Datum Wudæ die vicesima quinta Februar. Anno Domini 1366. Regni autem nostri vigesimo quinto.

XXXVIII.

ANNO 1366. 20. Mars. Diploma Kaysers CAROLI IV. wordurch Er die Hertzogen zu Osterreich ALBRECHTEN und LEOPOLDEN auch ihre Prälaten und Landsherrn aller Ayd und Bündnuß mit König Ludwig in Ungarn sowohl wegen Hülff/ als Heyrath zwischen Elisabeth/ Hertzog Stephans Königs LUDWIGS Bruders Tochter/ und vorgenannten Hertzog Albrechten aufgericht/ loßspricht und alle solche Ayde und Bündnüsse aufhebt und cassiret. Geben zu Prag den Freytag nach Lætare 1366. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Diplome de l'Empereur CHARLES IV. *par lequel il absout les Ducs d'Autriche* ALBERT & LEOPOLD, *comme aussi leurs Prélats & Etats Provinciaux de tous les liens d'Alliance & de Serment qu'ils avoient contractés avec* LOUÏS *Roi de Hongrie tant à l'égard du secours reciproquement promis, qu'à l'égard du Mariage deja conclu & fait entre ledit Duc* ALBERT & ELISABETH *Fille d'*ESTIENNE *Frere dudit Roi de Hongrie, lesquelles Alliances & Serments il casse & annulle. A Prague le Vendredi après le Dimanche* Lætare 1366.

WIr Carl von Gottes Genaden Römischer Käyser zu allen Zeiten Mehrer des Reichs und König zu Boheimb. Bekennen und thune kund offentlich mit diesem Brief/ allen den die ihn lesende/ oder hören lesen/ daß wir mit dem gewalt/ den uns der wolgeborn Wladißlaus Hertzog zu Opul unser lieber Schwager und Fürst vollkommenlich geben hat in krafft des Gewaltsbriefs/ den Er uns von dem durchleuchtigen Fürsten und Herrn Ludwig König zu Hungarn unsern lieben ... und Frauen Elisabetham/ der seiner Mutter der Eltern Königin zu Hungarn/ unter ihren anhangenden Insiegel/ bracht und geantwort hat/ mit wolbedachtem Muth/ und mit Rath unserer Fürsten und Getreuen der Hochgebornen Albrechten und Leopolden Hertzogen zu Oesterreich/ zu Steyr/ zu Kernndten/ ihr Prälaten und Landherrn ihrer Fürstenthumb und Herrschafften/ ledig/ quitt und los gesagt und gelassen haben aller Ayde, Gelübde und Bünttnuß der sie sich gegen dem neuen König von Ungarn en den grossen Buntsbrief/ da ihre und ihrer ehegenannten Prälaten und Landherrn Insiegel anhangend/ verbunden/ verlobt/ und verschworen haben/ damit sie und hülff ihrer Landwehren möchten genant werden/ und mit namen der Gelübd und Ayde die sie und seeliger gedächtnus Hertzog Rudolph ihr Bruder dem ehegenannden König von Hungarn/ umb den Heirath und Frindschafft zwischen den Hochgebohrn Elisabeth/ Wyland/ Hertzog Stephan seines Bruders Tochter/ und Hertzog Albrecht dem vorgenannden gethan hetten/ und wollten/ und sprechen in Krafft desselben Gewalts/ daß derselb Bundts-Brieff und alle solche Gelübde/ Bündnus und Ayde/ die darinn geschrieben stehen/ todt/ vernicht/ unkräfftig/ und unnutz seyn sollen/ und kain Krafft haben ewiglich/ mit Urkund dieses Briefs versiegelt mit unserm Kayserl. Majest. Insigel. Geben zu Prag nach Christi Geburth 1366. an dem Freytag nach Lætare in der Fasten unsers Reichs im zwanzigsten/ und des Kayserthumbs im Eilfften.

XXXIX.

26. Mars. Käysers CAROLI IV. Versicherungs Brief an die Hertzoge von Oesterreich Albrecht und Leupolden ausgestellt/ daß Er ihnen ihren Gegen-bundts Brief/ den sie König Ludwig zu Ungarn gegeben/ binnen gewisser frist wieder schaffen wolle. Geben zu Prag am nechsten Dornstag vor dem Heiligen Palmtag 1366. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Lettres d'assurance données par l'Empereur CHARLES. IV. *aux Ducs d'Autriche* ALBERT &

 LEO-

ANNO 1366.

LEOPOLD, *par lesquelles il se charge de leur faire rendre par* LOUÏS *Roi de Hongrie, dans un certain terme, les Lettres ou Revers de leur Alliance avec lui. A Prague le Jeudi avant le Dimanche des Rameaux* 1366.

WIr Karl von Gottes Gnaden Römischer Kayser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / und König zu Böheim / Bekennen / und thun kunt offentlich mit diesem Briefe allen den die in sehen oder horent lesen / wann die Hochgebornen Albrecht und Leupolt Hertzogen zu Osterreich / zu Steir und zu Kärnthen / unser lieben Sune und Fürsten / den Buntbrieff den sie vormals von dem durchleuchtigen Fürsten / Herrn Ludweigen Kunig ze Ungern / unserm lieben Bruder gehabt haben / wider seinen und etliche Fürsten / Prälaten und Herren / des Kunigreichs zu Ungern Insigeln / uns bedechtelich und williclich geantwurt habent / und haben uns macht gegeben / daz wir denselben Brieff wieder geben mugen / dem egenanten Kunige / davon geloben wir den egenanten Hertzogen von Osterreich unsern lieben Sunen in guten trewen on geverde / daß wir in den gleichen Gegenbunt-briefe / den sie mit etlichen iren Prälaten / Graven und Herren dem egen. Kunige geben haben / wider schaffen und antwurten sullen und wellen zwischen sante Johanstag ze Sunwenden der schierst kunfftig ist / oder in einen Quitbrief / und einen Todbrief schaffen von dem egen. Kunige zu Ungern unnewendig den vorgenanten fristen in sulchen lute / als desselben Quitbriefes und Todbriefes notel / mit des Hochgeborn Wladislae Hertzog zu Opul / unsers lieben Swager und Fürsten Insigel / uns verschlozzen und vorsigelt geben ist / und wer daz sache daz wir des nicht getun mochten / also / daz wir sie den egen. Buntbrieff / oder einen Quitbrief und Todbrieff nicht schaffen / unnewendig den egen. fristen / So geloben wir in guten trewen on geverde / daz wir in / iren Prälaten und Lantherren / und wen daz anget / nach des egen. Buntbriefes lute / zu hant als wir des ermanet werden / von derselben buntnuzze / und allen den gelübden die darinne begriffen sein / mit des Heiligen Romischen Reichs Fursten / und mit recht und urteil helffen wellen und sullen unverzogenlich / als beschedenlich / daz sie solche sache / für uns dem egenanten Reiche / und den Fürsten mit fleizze vorndern / und suchen sullen als recht ist / Mit urkund diß Briefes versigelt mit unsere Keiserlichen Majestat Insigel / der geben ist zu Prage nach Cristus geburte dreutzenhundert Jar / darnach in dem Sechs und Sechzigsten Jare / an dem nehsten Dornstage vor dem Heiligen Palmtage / unser Reiche in dem Zwaintzigsten und des Keisertums in dem Eylfften Jare.

Per Dominum Cancellarium.
Decanus GLOGOVIENSIS.

XL.

26. Mars. Erneuerung des Pacti Reciproci zwischen Kayser Karl den IVten / Wenzeslao König zu Böhmen und Johannsen Marggrafen zu Mähren an einem; und Herren Alberto und Leopoldo Hertzogen zu Österreich am andern Theil / des Lauts / daß wenn ein Theil ohne eheliche Leibes Erben mit Todt abgienge / der andere in des abgestorbenen Landen und Fürstenthümen succediren solle / wobey sie zugleich einander alle Hülffe versprechen. Geben Prag den Dennerstag vor dem Palmtag 1366. [LUNIG, Teutsches Reichs-Arch. Part. Spec. Abtheil. I. pag. 6.]

C'est-à-dire,

Renouvellement des Pactes reciproques entre CHARLES IV. *Empereur*, WENCESLAS *Roi de Boheme &* JEAN *Maregrave de Moravie d'une part*, ALBERT & LEOPOLD *Ducs d'Autriche d'autre part, portant que si l'un des Contractans vient à déceder sans Hoirs de son Corps, les autres devront lui succeder en ses Etats & Principautés. Ils se promettent de plus une Assistance mutuelle dans les cas de nécessité. Fait à Prague le Jeudi avant le Dimanche des Palmes* 1366.

WIr Carl von GOttes Gnaden Römischer Käyser / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs und König zu Böhem: Wir Wenceslaus auch von GOttes Gnaden König zu Böhenn und Marggraf zu Brandenburg deß jetzt genannten unsers lieben Herrn und Vatters Kayser Karln Sohn: Und wir Johannes von denselben Gottes Gnaden Marggraf zu Mähren desselben unsers Herren des Käysers Bruder an einem Theile: Und wir Albrecht unnd Leupold Gebrüder von Gottes Gnaden Hertzoge zu Oesterreich und Steyer / zu Kärnthen und zu Crain / Herren auff der Windischen Marck und zu Portenau / Grafen zu Habspurg / zu Tyrol / zu Pfyrt und zu Kyburg / Marggrafen zu Burgau und Landgrafen zu Elsaße / andern theils. Verjähen / bekennen und thun kund von beeden Theilen offentlich mit diesem Brieffe allen den / die ihn sehen / hören oder lesen nun und hernach ewiglich; seid dem mahle / das nach Ordnung und Geschick deß Allmächtigen Gottes wir beedenthalben durch einander von Natur und der Geburth deß Geschlechts sippelich zu einander gehören / in solcher Maße jedweder Theil aus gar abgienge und verführe ohne eheliche Leibes-Erben / das derselbe Theil dem andern aller seiner Lande und Fürstenthumben / Königreiche / Hertzogthumben / Marggrafschafften / Grafschafften / und Herrschafften Vesten und Städte / Leuten / Gerichten / und Güter / die er also hinter ihm liesse / billich und von Recht gewinnen soll / für allen anderen Leuten: Das darumb wir in dem Nahmen als davor auff beeden Theilen / nach guter Vorbetrachtung mit rechtem Wissen auch Rath / Willen / und Gunste / aller unserer Fürsten / Landherren / Rittern und Knechten / Burgern und Landsassen in allen unsern Landen und Städten die Nothdürfftig darzu waren / mit aller der Ordnung / Bescheidenheit und Krafft / Worten / Wercken / und Geberden / die nach Geistlichen und weltlichen Rechten oder Gewohnheiten / und nach keinerley Landrechten oder Freyheiten darzu gehörend / einander gethan haben / recht und redlich solch Gemächtnüsse / Ordnung und Gaben als hernach beschrieben ist / das ist zu mercken / ob das geschehe (da vor GOtt sey) das wir die vorgenandten Käyser Carl von Rom und König zu Böheimb / König Wentzla von Böheimb und Marggraf Johannes von Mähren / und unser aller ehelich Kind / Sohn und Tochter die wir nun haben / oder hernach gewinnen / abgiengen und verführen ohne eheliche Leibs-Erben und auch ob dieselben unser Kind Leibs-Erben gewinnend / die auch fürbaß ohne Leibs-Erben verführen / und unsere Land also rechter Leibs-Erben / die von uns / unsern Kindern und Kindskindern kommen möchten / Erbloß würden / das dann alle die vorgenandten und andere unsere Erblich Land / und Fürstenthumb / Königreiche Hertzogthumb / Marggrafschafften / Grafschafften / und Herrschafften / Vesten und Städte / Leute und Güter / die wir nun haben oder hernach gewinnen / mit allen ihren Gerichten / Rechten / und Nutzen / Würden und Ehren / Freyheiten und alten bewehrten Gewohnheiten / die darzu gehörend / wie die genandt seyn / ohn alle Gefährde erben und gefallen sollen mit vollem und gantzem Rechte auff die vorgenandten Hertzogen von Oesterreich / und auff ihr beeder Leibs-Erben Söhne unnd Töchter / die in GOtt noch geben mag / und auff derselben Kind und Kindskind nach dem rechten Stammen ewiglich die von ihren Leiben kommen möchten ohn alle Gefehrde.

Und zu gleicher Weise hinwieder sprechen und wollen wir die vorgenandten Hertzogen von Oesterreich / ob das geschehe (das GOTT durch seine Gnade wende) das wir abgiengen verführen ohne eheliche Leibs-Erben / unnd auch ob wir an denselben unsern Theil Leib-Erben gewinnen / die fürbaß ohne Leib-Erben verführen / und unsere Land also rechter Leibs-Erben / die von uns / unsern Kindern und Kindskindern kommen möchten / Erbloß würden / das dann alle die vorgenandten und andere unsere erbliche Land und Fürstenthumb / Hertzogthumb / Marggrafschafften / Grafschafften / und Herrschafften / Vesten und Städte / Leute und Güter / die wir nun haben oder hernach gewinnen / mit allen iren Gerichten / Rechten und Nutzen / Würden und Ehren / Freyheiten / und alten bewehrten Gewohnheiten / die darzu gehörendt / wie die genandt sein / ohn alle Gefehrde / erben und gefallen sollen mit gantzem unnd vollem Rechte auff die vorgenandten den Allerdurchlauchtigsten Fürsten unsern Gnädigen Herrn / Herrn Carln / Römischen Kayser zu allen Zeiten Mehrer des Reichs unnd König zu Böheimb / als auf einen König zu Böheimb / König Wentzla von Böhmen / und Marggraf Johannsen von Mähren / und auff ihr aller Leibs-Erben / Söhne und Tochter / und auff derselben Kinde und Kindes-Kinde / nach dem rechten Stammen ewiglich / die von ihren Leiben kommen mögen / ohn alle Gefehrde: Doch mit solchem Unterscheide / das auff beeden Theilen jegliche unsere Land und Leute sonderlich / wem halt die gefallend / bleiben sollen ewiglich bey allen den Rechten / Freyheiten / Gnaden / und guten Gewonheiten / die sie von Alter gehabt und herbracht habend / ohn alle Gefehrde. In dieser vorgeschriebenen Ordnung / unnd Gemächtnüsse haben wir auff beeden Theilen wissentlich vorgehabt / unnd außgenommen / und die Land / die uns künfftigl. angefallen möchten / daß Königreich zu Hungarn / mit solchem Unterscheide / Ob der Durchleuchtige Fürst unser lieber Bruder Herr Ludwig jetzund König zu Ungarn dasselbe sein Königreich keinem unter uns machen und geben wolte / das der das wol auffnehmen mag / mit solcher Maße / das es denselben / deme es also gegeben und gefüget wird / und desselben rechten Erben beleibe / unnd von Krafft wegen dieser vorgeschriebenen Gemächtnüße / auff keinen andern Theil gefallen / solle noch muge / ohn alle Gefehrde. Und wann von dieser Ordnung und Gemächtnüsse wegen / nach Weisung und laut diß gegenwärtigen Brieffes die vorgenandten und andere Fürstenthumb / Königreiche / Hertzogthumb / Marggrafschafften / Grafschafften und Herrschafften / Vesten u. Städte / Leute / Gericht und Güter / die wir nun haben oder hernach gewinnen / auff beeden Theilen zu einander verpflichtet sind / und sein sollen / also daß jedweder Theil des andern Land und Herrschafften

ANNO 1366.

schafften in der Weise und Geschicht/ als davor begriffen ist/ wol für die seinen haben/ nennen/ und schätzen mag/ und wir auch derselbe Lande beyden Seiten gemein vereinte und unbesunderte Besitzer sein/ da ist billig/ das wir jedweder seye einander/ dieselben unsere Land und Herrschafften helffen zu schirmen/ zu wehren und zu retten/ und das wir uns selben und sie bey allen unsern und ihren Rechten/ Würden/ Ehren/ Freyheiten/ und guten Gewonheiten halten veßiglich mit guten Treuen ohne alle Gefehrde.

Darumb wir der vorgenandt Käyser Carl von Rom/ als ein König zu Boheimb/ König Wentzla von Böhmen sein Sohn/ und Marggraf Johanns zu Mähren/ deß Ehegenandten unsers Herren deß Käysers Bruder/ als an eim Theile: Und wir die obgenandten Albrecht und Leupold Gebrüder/ Hertzogen zu Oesterreich/ an dem andern Theile/ seind nach Rahe unser Getreuen/ als vorgeschrieben stehet/ durch die ehegenandten Vermachung in deren Kräffte/ wir aller der ehgenandten/ unsere Lande/ Fürstenthumb und Herrschafften gemeine/ vereinte und ungesunderte Besitzer sein mit einander wissentlich überemkommen einer solchen Bundnüsse/ als hienach bescheiden ist:

Das ist zu mercken/ daß auf iedwederm Theile wir und alle unser Erben und Erbes-Erben ewiglich mit allen unsern Landen und Herrschafften/ wo die gelegen/ und wie sie genandt sein/ die wir nun haben/ oder hiernach gewinnen/ bey einander als ein Persohn/ das ist als gleiche Besitzer gemeiner Lande beleiben/ und einander mit aller unserer Macht gerathen und geholffen seyn sollen und wollen/ getreulich/ forderlich und freundlich mit leyben und mit guten wider alle Leute/ niemand ausgenommen/ in welchen Würden/ Ehren oder Wesen die sein/ die jedweder Theil unter uns oder die Unsern an Leiben oder an Guten an unsern Erblichen Landen oder Leuten/ Rechten/ Würoder Ehren/ Freyheiten/ oder guten Gewohnheiten/ die wir und die Unsern nun haben oder hienach gewinnen/ bekümmerten/ irreten/ beschwerten oder bedrängten/ oder die uns daran irrey/ angreiffen/ beschädigen/ beschweren oder bekräncken wollen/ in keinem Wege/ wo die gelegen und wie sie genandt sein ohne alle Gefehrde.

Und wer der ist oder wird/ dem also von solcher angreiffe und Sachen wegen einer unter uns feind ist oder feind wird/ dem sollen wir die andern alle zu gleicher weise feind seyn/ unnd sollen auch einander darumb in allen Sachen beygeständig und geholffen sein mit gantzer Macht/ veßiglich/ endlich/ ernstlich/ getreulich und unverzogenlich ohn alle Gefehrde und arge List.

Wann es unser aller gemein/ vereinte/ ungesunderte/ unnd eigene Sach ist/ als davor geschrieben stehet/ und zu welchem Krieg wir also mit einander fallen/ oder kommen/ gegen wem oder wo das sey oder werde/ da soll sich unser keiner in vertey-dingen noch berichten/ oder sinnen ohne des andern und der andern aller Wissen/ Rahe und Willen.

Auch soll unser keiner mit niemand keinen grossen und nämblichen Krieg/ darumb er der andern oder ihr keines Hülffe bedörffe/ anfahen noch enden/ noch keine Bündnüsse mit jemand andern machen ohne der andern aller Wissen/ Rath und Willen.

Und soll auch unser keiner sich selber noch seine Kind/ die wir nun haben oder hernach gewinnen/ die nicht verlobet sind/ verheyrathen/ denn mit der andern aller Rath und Willen.

Wehre aber/ daß iemand unser einem solche zu viel Schaden und Angrieffe thäte/ als vorgeschrieben steht/ der soll und mag sich deß/ ungefragt der andern/ wiedersetzen und wehren/ und die andern zu Hülffe darzu mahnen und fordern/ die ihm auch darumb zu Hülffe kommen sollen unverzogenlich/ als vor bescheiden ist/ ohn alle Gefehrd.

Was auch Pfaffen/ Fürsten/ und Prälaten sind/ die Herrschafften/ Besten/ oder Städte/ in unser eins Lande habende/ die sollen hülfflich und dienstlich bey unser jeglichen/ in deß Land sie nichts habend/ beleiben/ als das von Alter in guten Gewohnheiten herkommen ist/ ohne Gefehrde.

Darüber sollen wir auch beeden halben einander getreu und gewer sein ohne Gefehrde/ und solle jeglicher des andern Schaden wenden/ sein Nutz und seine Ehre fürdern/ und sollen auch einander ehren und versprechen getreulich und freundlich wieder aller männiglich/ niemand ausgenommen mit Worten und mit Wercken/ heimlich und offenbahr/ als feren wir können und mögen ohne alle Gefährde.

Auch soll unser jeglicher in seinen Landen/ Herrschafften und Gebieten deß andern Prälaten und Land-Herren geistlich und weltlich/ Diener/ Ritter und Knechte/ Bürger und Landleute/ schirmen und fristen an ihren Leiben und Guten vor allem Gewalt und Unrecht als getreulich/ als fürderlich und als ernstlich als sein selbs Leute und Diener ohn alle Gefehrde/ wann es unser aller gemeine vereinte ungesunderte und eigene Sach ist/ als davon geschrieben stehet.

Was wir auch vormals vor Machung und Bündnüsse mit jemand/ wer der ist/ gethan und gemachet haben/ die sollen dieser Vermachung und Bündnüsse allerding unschädlich seyn. Wann wir in denselben Vermachung und Bündnüsse als vor ein Person unnd gleiche Besitzer gemeiner Lande ewiglich bey einander bleiben sollen und wollen. In aller der Masse/ als vorbescheiden ist ohn Gefährde.

Wir haben auch in den Nahmen/ als davor auff beeden Theilen wissentlich für alle unsere Erben und Erbes-Erben/ als vorbescheiden ist/ geschwornen leibliche Eyde zu den Heiligen mit angerürten Handen/ auff das heilige Evangelium und auch gelobt mit unsern Treuen/ und mit den Worten unserer Fürstlichen Würdigkeit/ daß wir auf jedwederm Theile wieder diese vorgeschriebene unsere Gemächtnüsse/ Ordnung und Bündnüsse mit unns selber noch mit andern Leuten/ weder mit Gericht noch ohne Gericht noch mit keinen andern Sachen deß Rechten oder der Gestalt heimlich noch offentlich immer gethun sollen noch wollen/ und auch niemand behellen/ der darwieder thun wolte ohne alle Gefehrde. Und verzeihen uns auch darumb beydenthalb solcher Aufzüge und Fünde/ damit wir in dem Nahmen/ als davor auf jedwederm Theile/ hernach kommen und sprechen möchten/ daß wir dieser Gemächtnüsse und Bündnüsse bezwungen weren: Oder das jedweder Theil den andern unredlich und unbillich darhinter bracht hette: Oder das sie nicht recht und redlich geschehen weren: Unnd verzeihen uns darumb Hülffe und Raths aller geistlicher und weltlicher Richter/ Recht und Gerichte/ sonderlich des Rechten/ damit man beschwärten und entwerden Leuten zu Hülff kommt/ und wider ihr Gewehr setzt/ unnd des Rechten das da spricht/ gemeine Verzeihung verfahre nicht/ es gehe denn eine gesunderte vorher/ und aller anderer geistlicher und weltlicher/ geschriebener und ungeschriebnes fündner und unfündner Rechte/ Freyheiten/ Landrechte/ und Gewohnheiten/ und aller Handvesten und Brieffe/ die wir nun haben oder hernach gewinnen möchten/ damit wir auf jedwederm Theile/ oder jemand von unsern wegen wieder diese vorgeschrieben unser Ordnung/ Gemächtnüsse und Bündnüsse alle gleich oder bey theilen immer gethun möchten in keinem wege ohne alle Gefährde.

Und wäre/ daß wir auf jedwederm Theile uns selber vergessen/ und je einer darwider nicht getretten/ da GOtt vor sey/ oder das wir nicht getrauen/ ob unser jedweder Theil vormahls Briefe geben hette/ oder hienach andere Brieffe gebe/ die wider diese vorgeschrieben unser Ordnung/ Gemächtnüsse unnd Bündnüsse/ in einigem Wege weren/ die sollen irrig/ üppig/ todt/ und ab sein/ und kein Krafft haben noch gewinnen/ wann wir sie in solcher Geschicht mit diesem Brieffe wissentlich abnehmen/ vernichten/ todten und wiederruffen/ gäntzlich/ und sollen dieser Brieffe und dergleichen Gegen-Brieffe in ihren Kräfften ewiglich bleiben ohne alle Gefährde.

Wir sein auch auf beeden theilen deß überemkommen/ und haben uns selber vorgehabt wissentlich/ daß wir mit einander gemeiniglich mit unser aller einhelligen Wissen und Rathe/ Gunste und Willen diese vorgeschriebenen unser Ordnung/ Gemächtnüsse und Bündnüsse mehren/ bessern/ stercken/ und leutern mögen/ wann und wie uns gemeiniglich düncket/ das uns das beedenthalb nutz/ ehrlich und füglich sey/ ohn alle Gefährde.

Darumb von beeden den vorgenandten Theilen gebieten wir veßiglich bey unsern Hulden allen unsern geistlichen und weltlichen Fürsten/ Prälaten/ Graffen/ Freyen/ Dienstherren/ Landherren/ Rittern und Knechten/ Bürgern und Landsassen/ auf den Landen und in den Städten/ und allen unsern Unterthanen gemeiniglich/ in welchen wesen/ und wie sie genandt sein/ daß sie die vorgenandten unser Ordnunge/ Gemächtnüsse und Bündnüsse/ loben und schweren zu den heiligen stete zu haben und zu vollführen gäntzlich ohn alle Wiederreden und Gefährde/ en aller derwasse/ als vorgeschrieben stehet/ und auch darüber geben ihre offene versingelte Briefe/ behalten doch allen ihren Rechten/ Freyheiten und guten Gewonheiten/ die sie von Alter gehabt/ und herbracht habend ungefährlich.

Wir die vorgenandten König Wentzla von Böheimb/ unnd Marggraf Johanns von Mähren an eim Theile: Und die Ehegenandten Albrecht und Leupold Hertzogen zu Oesterreich an dem andern Theile/ die doch in der vorgeschriebenen unserer Gemächtnüsse unnd Bündnüsse ein Person machen/ als gleiche Besitzer gemeiner Lande/ haben gebethen gegenwertiglich und bitten auch mit diesem Briefe gemeiniglich den vorgenannten unsern allergnädigsten Herren und Vattern/ Herren Carl Römischen Kayser/ das er von sein selbst unnd des heiligen Römischen Reichs wegen/ dieselben unsere Ordnung Gemächtnüsse und Bündnüsse verhengen/ bewähren/ vesten und besteten geruhe gnädiglich in solcher maße/ das sie ewiglich en allen jren Puncten/ Meinungen und Articuln unverruckt/ gantz und stet bleiben. Wir der vorgenante Kayser Carl von Rom haben auch als ein Röm. Kayser wissentlich in Kayserl. Macht Vollkommenheit/ mit wissen und Rathe/ Willen und Gunste des heil. Römischen Reichs Churfürsten und anderer desselben heil. Reichs Fürsten/ Prälaten und Herren geistlicher und weltlicher/ die dazumahle bey uns waren/ durch fleißige Bett der vorgenandten theilen beydenhalben/ die in solcher Meinung/ als vor bescheiden ist/ eine Person als gleiche Besitzer gemeiner Lande machend/ diese vorgeschriebene Ordnung/ Gemächtnüsse und Bündnüsse durch Friedes und gemeines guten willen verhenget/ gegunnen/ bewehret/ und bevestenet/ und bestättet recht unnd redlich/ verhengen/ gunnen/ bewehren/ vestenen/ und bestatten sie auch für uns und unsere Nachkommen an dem heil. Römischen Reich ewiglich/ mit diesem Briefe/ in aller der maße/ als vorbescheiden ist ohn alle Gefahrde. Und ob das wäre/ daß da eine Kayserliche Rechte oder Gesetz die erfunden unnd geschrieben sind/ oder henach funden und geschrieben werden/ wieder diese vorgeschriebene Gemächtnüsse/ Ordnung und Bündnüsse/ in einigen wege alliglich oder beyder theilen wären/ die nehmen wir ab/ unnd wiederruffen/ tödten und vernichten sie in diesen Sachen als ferre sie dawieder sein mit unser Kayserl. Macht gäntzlich und ewiglich.

Wann wir meinen und wollen in dem Nahmen als davor/ das diese Gemächtnüsse/ Ordnung und Bündnüsse auf beeden theilen ewiglich en gantzer und vester stettigkeit unverbrechenlich bleiben und gehalten werden/ in aller der maße/ als vor bescheiden ist/ ohn alle Gefehrde.

Und

ANNO 1366.

Und darüber zu einem waren/vesten/ offnen und ewigen Uhrkunde aller der vorgeschriebenen Ordnung/ Gemächtnüße und Bündnüße/haben wir die vorgenandten Kayser Carl von Rom/ König Wenzla von Böhmen und Marggraf Johannes von Mähren/ für uns und alle unser Erben und Erbes Erben ewiglich/als vorbeschreiben ist/ an ein Theile/ und wir die vorgenandten Albrecht und Leupold Gebruder Hertzog zu Oesterreich &c. für uns und alle unsre Erben und Erbes Erben ewiglich/ als vorgeschrieben stehet/ an dem andern Theile/ als ein Person unnd Besitzer gemeiner Lande/ unsre Insiegel gehenckt an diesen Brieff. Das ist geschehen/ und ist dieser Brief geben zu Prag nach Christi Geburt dreyzehnhundert Jahr und darnach in dem sechs und sechtzigsten Jahre an dem nehesten Donnerstagt vor dem Palmtage/ unser des Ehegenandten Kaysers Reiche in dem Zwantz- und des Kayserthumbs in dem Eylfften Jahre.

XLI.

14. AVR. JOANNIS *Marchionis Moraviæ Litteræ, Quòd nec ipse nec Successores sui Marchiones Moraviæ, Regnum* BOHEMIÆ *& pertinentias ejusdem invadi permissuri sint, quòdque Marchionatum ipsum à Rege Bohemiæ, ejusque Successoribus Regibus in Feudum illustre & insigne recipere & tenere debeant. Pragæ in die S.S. Tiburtii & Valeriani annô* 1366. [BALBINI Miscellaneor. Historicor. Regni Bohemiæ Decad. I. Libr. VIII. Epistolar. Part. II. Epist. VI. pag. 173. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Cont. I. Absatz II. von Mahren pag. 257. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

NOs JOANNES Dei gratia Marchio Moraviæ. Notum facimus tenore præsentium Universis; Quod licet alias *Serenissimus ac Invictissimus Princeps & Dominus Dominus Carolus IV. divina favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus & Boemiæ Rex Illustris, Dominus noster gratiosus*, tanquam *Boemiæ Rex*, nobis, Hæredibus & Successoribus nostris legitimis *Marchionibus Moraviæ* Sexus Masculini insignem & *Illustrem Principatum Marchionatum Moraviæ* cum attinentiis & pertinentiis ejusdem Principatus, Vener. Olumucensi Ecclesia, & Illustri *Oppaviæ* Ducatu duntaxat exceptis, propter *Bernam Regiam* Generalem, in bonis Episcopalibus dictæ Olomucensis Ecclesiæ quæ ad nos Hæredes & Successores nostros *Marchiones Moraviæ* pertinet, prout in aliis Literis desuper editis plenius est expressum, in *Feudum* Illustre & insigne concesserit. Nosque dictum Marchionatum cum suis pertinentiis, ut præfertur, à præfato Domino nostro Imperatore ut à *Rege Boemiæ*, in *Feudum* suscepimus, & fidelitatis, homagii, subjectionis & obedientiæ sicut in susceptione Feudorum consuetum est fieri, sibi, ut *Regi Bohemiæ*, præstiterimus corporalia juramenta, sicut etiam nostri Hæredes, & Successores legitimi *Marchiones Moraviæ* masculini sexus eundem *Marchionatum* cum attinentiis ejusdem ab ipso, ut à *Rege Boemiæ* & à *Corona Regni* ejusdem in Feudum recipere tenebimur & habere, ea tamen conditione nonnser adjecta, quod idem *Marchionatus* cum pertinentiis suis in eum casum, ubi nos, Hæredes & Successores nostri legitimi *Marchionatus Moraviæ*, Sexus masculini sine Heredibus masculini Sexus legitimis decederemus, ad ipsum, ut *ad Regem Bohemiæ* Hæredes & Successores suos, *Reges Bohemiæ* & ad *Coronam* ejusdem *Regni* immediate devolvatur, sicut præmissa omnia in aliis Literis desuper confectis sunt expressa. Nos tamen ex fidelitate & dilectione debitis commoditatibus dicti Domini Imperatoris, Hæredum & Successorum suorum prædictorum providere cupientes, sibi bona fide absque omni dolo, & sub Juramento, quod desuper viva voce ad sancta Dei Evangelia corporaliter præstitisse dignoscimur, pro nobis nostrisque Hæredibus & Successoribus Marchionibus Moraviæ præmittimus, quod homines ipsorum *Feudatarios, Vasallos, & alios quoslibet subjectos, Barones, Nobiles, & Ignobiles, Ecclesiasticos & Seculares* contra ipsorum voluntatem & in præjudicium ipsorum quantum in nobis est, quæ in *Regno Bohemiæ* obtinent, nunquam defendemus, protegemus, proloquemur, manutenebimus, nec ipsos tuebimur in futurum. Sicut etiam ipse, Hæredes & Successores sui prædicti contra nostram Hæredum & Successorum nostrorum *Marchionum Moraviæ* voluntatem. & in nostrum præjudicium nostros homines Feudatarios, Vasallos, & alios quoslibet Subjectos Barones, Nobiles, & Ignobiles, Ecclesiasticos & Seculares, qui in *Marchionatu Moraviæ* bona obtinent, & in eisdem bonis defendere, manu tenere, protegere, proloqui, aut tueri aliqualiter non debent. Notanter etiam pro nobis, dictis nostris Hæredibus & Successoribus nostris *Moraviæ Marchionibus*, sive Hæredibus & Successoribus suis, *Bohemiæ Regibus* animo deliberato, & de certa nostra scientia bona fide sine omni dolo promisimus, & super eu Baronum & fidelium nostrorum communicato consilio sano & maturo promittimus per hæc scripta; quod nos & dicti nostri Hæredes, & Successores *Marchiones Moraviæ* præfatum *Regnum Bohemiæ*, attinentias & pertinentias ejusdem singular à dicto Domino nostro, Hæredibus & Successoribus suis prædictis, Jure Ecclesiastico, vel civili, aut facto, tacite vel expresse, per nos, alium seu alios, aliqua occasione ratione vel causa, directe vel indirecte, quantum in nobis est, sine omni dolo, invadi non permittemus, nec ipsum *Regnum Bohemiæ* aliqualiter impetemus, nisi in eum casum ubi dictum Dominum nostrum Imperatorem, Hæredes & Successores præfatos absque Hæredibus legitimis masculini Sexus decedere contingeret, quia tunc dictum *Regnum Bohemiæ* cum suis attinentiis & pertinentiis suis ad nos, Hæredes & Successores nostros *Marchiones Moraviæ* esset devolutum, & nos, Hæredes & Successores nostri præfatum Marchionatum cum attinentiis & pertinentiis suis à dicto Domino nostro Imperatore, ut à *Rege Bohemiæ Hæredibus & Successoribus Regibus Bohemiæ & a Corona Regni* prædicti *in Feudum illustre & insigne* recipere & omni tempore tenere debebimus, prout in aliis Literis desuper traditis plenius est expressum. Quas Literar in omnibus suis clausulis, sententiis, tenoribus & punctis, sicut scriptæ sunt, in suo robore per omnia volumus remanere & ad omnia & singula prædicta, & eorum quodlibet prout expressantur superius, observanda, nos bona fide absque omni dolo virtute corporalis Juramenti prædicti de certa nostra scientia obligamus, Præsentium, sub appenso majori nostro Sigillo, testimonio Literarum. Datum Pragæ Anno 1366. in die sanctorum Tiburtii & Valeriani Martyrum.

XLII.

Imperatoris CAROLI IV. *Confirmatio* ALBERTO, *&* LEOPOLDO *Austriæ Ducibus concessa, omnium Jurium, Libertatum, Gratiarum & Consuetudinum, quæ & quas ipsi, vel Priores eorum in suis Terris & Hominibus habuerunt. Datum Viennæ Sabbato ante Pankracii* 1366. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.] 9. Mai.

KAROLUS Quartus divina favente clemencia Romanorum Imperator semper Augustus & Boemie Rex. Notum facimus tenore presencium universis quod nos Illustribus Alberto Duci Austrie, Styrie, Karinthie & Karniole Comiti Tyrolens. &c. Genero & Principi nostro, nec non Leupoldo Fratri suo Avunculo nostro dilecto, Heredibus & Successoribus eorum obsequiorum intuitu que nobis & Sacro Romano Imperio possint & debent impendere auctoritate Imperiali confirmavimus & confirmamus omnia Jura, Libertates & Gracias ac Consuetudines que & quas ipsi vel Priores eorum, in suis Terris, Hominibus, Civitatibus & Judiciis hactenus habebant, usque ad nostram eleccionem. Insuper Judei qui in ipsorum potestate resident ad presens vel in antea residebant in omnibus Juribus & pertinenciis permaneant quemadmodum ipsi vel eorum Priores Judeos in hec tempora deduxerunt presencium, sub Imperialis nostre Majestatis Sigillo, testimonio Literarum. Dat. Wienne Sabbato ante Pankracii. Anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo sexto, Regnorum nostrorum vicesimo, Imperii vero, duodecimo, annis.

per Dominum Imperatorem,

Werden. Episcopus RUDOLPHUS.

XLIII.

Kayser CAROLI IV. Privilegium/ welches Er denen Hertzogen von Oesterreich Albrechten und Leupolden ertheilet und die gnade gethan hat/ ob jemand ihrer 11. Mai.

ANNO 1366. irer Unterthanen gedchte/ verschriebene und schädliche Leuthe unwissentlich hielte/ hauste/ etzte oder tränckte/ daß Er deswegen vor kein Land-gericht oder andres gerichte zu besprechen/ oder ein solches über ihn zu richten macht haben solle. Geben zu Wien am Montag vor dem H. Auffarth-Tag 1366. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Privilege de l'Empereur CHARLES IV. *accordé aux Ducs d'Autriche* ALBERT & LEOPOLD, *portant que si quelques-uns de leurs Sujets reçoivent chez eux par ignorance des Proscrits, & des Bannis ou d'autres Criminels, & qu'avec le couvert ils leur fournissent la subsistance; ils ne seront point cités ni jugés pour cela hors du Païs. A Vienne le Lundi avant la Fête de l'Ascension de notre Seigneur* 1366.

WIr Karl von Gotes Gnaden Römischer Kayser/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ und Kunige zu Behem. Verjehen/ bechennen und thun kunt offenlich mit disem Brief/ allen den die in sehendt/ oder hörent lesen. Daz wir nach guter vorbetrachtung mit rechter wizzen durch redlicher notdurfft/ und von pillicher sachen wegen/ für uns/ und unser nachkomunen an dem Heiligen Römischen Reiche ewichlich mit Keyserlicher macht volkomenheit/ den Hochgebornen unsern lieben Sonen und Fürsten Albrechten und Leupolden Gebrüdere Hertzogen zu Oesterreich/ zu Steye/ zu Kärndten/ und zu Krain/ Herr auf den Windischen Marich/ und zu Portenau/ Grafen zu Habspurg/ zu Tyrol/ zu Phyrt und zu Kyburg/ Marchgrafen zu Purgow und Landgrafen in Elsazze/ und iren erben und nachkommen durch besunder gnnd/ solich freihait und gnad getan haben/ und tun ouch mit diesem Brief/ were daz ir Lantheren/ Ritter oder Knechte/ Purger und Lantsizzen in allen iren Landen/ Herrschaften und Steten/ und sunderlich zu Swaben/ zu Elsazze zu Ergow/ zu Turgow/ zu Glarus/ und auf dem Swarzwald geächte/ verschribene und schedlich Lute/ unwizzentlich hielten/ hausen/ etzen oder trenkten/ daz in dem Lantgericht/ oder gerichte darumb zusprechen/ oder wider si richten sol/ in dhein weise. Were aber daz daruber under Si/ oder ir dhainen von yemanne/ wer der were/ gerichtet wurde/ So erchennen und wellen wir mit Keyserlicher macht/ daz sulche gerichte/ dhain chraft/ oder macht haben sullen/ und in an leib oder an gut dhainen schaden bringen. Wer aber/ daz derselben achter dhain bei in oder ir dhainem angevallen/ und mit chlage gehoftet wurde: des sullen si dem chlager/ und dem anwaller gestaten/ und sullen ouch darnach/ von demselben achter richten unverzogenlich alz recht ist/ teten si daz nicht/ oder ob si achter wizzentlich enthielten/ so mag man von solcher enthaltnuzze wegen zu in richten/ und si Ir achte tun/ alz daz gewönlich und recht ist/ an alle geverd/ mit urchund diz briefs. Besigelt mit unser Majestat Insigel. Geben zu Wien an Mentag vor dem Heiligen Auffart tag. Nach Kristus geburd dreuzehen hundert Jar/ darnach in dem Sechs und sechzigisten Jare. Unser Reiche in dem Zwinzigisten/ und des Keyssertums in dem Zwelften Jaren.

Per Dominum Cancell.
P. JAUREN.

XLIV.

13. Mai. Käysers CAROLI IV. Lehen-Brieff/ wodurch Er denen Hertzogen von Oesterreich Albrecht und Leupolden die Hertzogthumb zu Oesterreich/ zu Steyer/ zu Kerndten und Krain/ die Herrschafften Windische-Marck und Portenau/ auch ihre Graf und Herrschafften/ ingleichen alle die Lehen/ die sie und ihre Vorfahren zu Schwaben/ in Elsassen/ zu Tyrol im Gebürg/ und welche Hertzog Albrecht ihr Vater und Hertzog Ott der Bruder von Kayser Ludwig inn gehabt/ von neuem verlehhet und bestättet. Geben Wien an unsers Herrn Auffarths-Abend 1366. [Piece tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Investiture accordées par l'Empereur CHARLES IV. *aux Ducs d'Autriche* ALBERT & LEOPOLD, *pour les Duchés d'Autriche, de* Stirie, Carinthie, & Carniole, *pour les Seigneuries de* Windismarc & *de* Portenau, & *pour tous les Fiefs qu'ils possedent en* Suabe, *en* Tirol, *en* Alsace, & *aux Montagnes; comme aussi pour tout ce qu'eux, ou leur Pere le Duc* ALBERT, *ou leur Frere le Duc* OTTON, *ont obtenu ou tenu de l'Empereur, ou soi disant Empereur,* LOUÏS de Baviere. *A Vienne la veille de l'Ascension de notre Seigneur* 1366. ANNO 1366.

WIr Karl von Gots Gnaden Römischer Käyser/ zue allen Zeiten Meheer des Reichs/ und Khunig zue Behem/ bekennen/ und thunn kunde offennlich mit desem Brief/ allen den/ die in sehen/ oder horen lesen/ daz wir haben angesehen/ mit dem gesichte unsers lautern Muetes/ die bestär/ lauter treue/ und gehorsam/ mit den die Hochgebornen/ Albrecht und Leupoldt gebrueder/ Hertzogen zu Oesterreich/ zue Steye/ zue Kerndten/ und zue Khrain/ Herren auf der Windeschen March/ und zue Portenaw/ Grafen zue Habspurg/ zue Tyrol/ zue Phirt/ und zue Kyburg/ Margrafen zue Burgaw/ unnd Landtgrafen in Elsaß/ unnser lieben Sun/ und Fürsten/ uns/ und das Heylig Römisch Reich geeret/ und die fruchtbarn dienst die Sy dem Reich erzaigt haben/ und die Sy/ und je Erben furbaser/ und wol gethun mugen/ und sollen/ und haben die vurgenanten Hertzog Albrecht und Leupolten/ und allen iren Erben/ die Hertzogthumb zue Oesterreich/ zue Steye/ zue Kerndten/ und zue Khrain gehörent/ wie die genant sein/ und darzue die Herschafft auf der Windischen March/ und zue Portenaw/ und alle Graffschafft/ und Herschaft/ mit allen iren Rechten/ Guetern/ und verlehendten Guetern/ und alle die Lehenrecht/ und Freyhett/ die Sy gehabt/ und herbracht haben/ oder die Sy noch haben/ und auch alles das/ daz Sy herbracht haben/ bey Römischen Käysern/ und bey Khunigen/ und auch alle die Herschafft und Graffschafft/ und Steet mit allen iren Rechten die in zugehörn/ darüber dieselben Hertzogen von Käysern/ oder von Khunigen brief habent/ und auch alle die Leben/ die Sy/ oder ir Vordern Ender von dem Römischen Reiche gehabt/ oder besessen haben/ zue Schwaben/ in Elsassen/ zue Tyrol in dem geburg/ oder anderswo verlihen/ und verleiben/ als ein Römischer Käyser von des Heiligen Römischen Reiches wegen/ zue rechtem Lehen/ mit allen vorgenanten Rechten/ Freyungen/ Gewohnheiten/ und zugehorungen/ als es von alter und auch nun herbracht ist/ und alle die Lehen/ die Hertzog Albrecht selig ir Vater/ und sein Brueder Hertzog Ott selig/ von etwen Ludwigen von Bayern/ der sich Käyser nante/ gehabt haben/ in aller maise/ als sein Brieffe sagen/ die Sy daruber habent/ wann die nicht Krafft haben/ der gehen und verleiben wir in von newes/ von unsern besondern Käyserlichen Gnaden/ und bestätten auch denselben Hertzogen Albrecht/ und Hertzogen Leupolt/ an ir und er Erben statt/ und in ir und irer Erben namen mit unserm Käyserlichen Zepter/ die vorgenanten Lehen/ mit billicher und gewonlicher schonheit/ und zierheit/ die darzue gehört/ mit sollich beschaidenheit/ wenn es zue schulden kame/ und die vorgenanten Lehen/ an ir Erben gefielen/ das Sy dann die vorgeschriben Hertzogthumb/ Fürstentumb/ Herschafft/ Lannde/ und was darzue gehört/ in aller der weise/ als Sy davor genant/ und geschriben sein/ von unns und dem Heiligen Reiche/ emphahen sollen/ als recht und gewonlich ist/ und wann es zue schulden kumbe/ so sollen wir/ oder unser nachkomen an dem Heiligen Reiche denselben iren Erben die vorgeschriben Hertzogthumb/ Fürstenthumb/ Herschafft/ Lannd/ und was darzue gehört/ in aller der weise/ als Sy davor genant und geschriben sein/ in khainen weg/ nicht verziehen/ mit urkunt diz Briefs versigelt mit unnser Käyserl. Majestät Insigel. Geben zu Wien nach Christi Geburt dreyzehenhundert Jar/ darnach in dem sechs und sechtzigsten Jar an unsers Herrn Auffartes Abent/ unser Reiche in dem zwentzigsten und des Kayserthums in dem Zwelifften Jar.

XLV.

Verbündnuß zwischen Churfürst Ruprecht dem ältern/ und Ruprecht den Jüngern/ beyder Pfaltzgrafen am Rhein eines/ und den Städten Worms und Speyr andern Theils/ zu gemeinschafftlicher Defension und Ertheylung der Justitz, auf 10. Jahr eingegangen. Germersheim auf dem nächsten Mitwochen nach den tag Vincula Sti. Petri genannt 1366. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. LII. pag. 719. Col. 1.] 5. Aout.

C'est-à-dire,

Traité pour dix ans entre ROBERT *le vieux Electeur Palatin &* ROBERT *le jeune Comte*

ANNO 1366.

Comte Palatin d'une part, & les Villes de WORMS *& de* SPIRE *d'autre part, pour leur commune défense & pour l'administration de la Justice. A Germesheim le Mecredi après la Fête des Liens de St. Pierre l'an 1366.*

WJr Ruprecht der Aelter von Gottes Gnaden/ Pfaltzgrafe by Ryne/ des H. Röm. Richs oberster Truchseße/ und Hertzog in Beyern/ Und wir Ruprecht der Jünger/ von denselben Gnaden Pfaltzgrafe by Ryne/ und Hertzoge in Beyern/ Und wir die Burgermeistere/ Räthe/ und Burgere gemeinlichen der zweyer Stät/ Wormeßen und Spire/ verjehen offentlich an diesem jegenwertigen Brief/ und thun kund allen den die ihn immer sehent/ lesent/ oder hörent lesen/ daß wir mit wol vorbedachtem Muthen/ durch landischer Breßten und Unfrieden willen/ die jetzund in dem Lande in unsern Kreissen sind/ uff daß wir uns und der unsern Lib und Gut/ vor unrechter Gewalt und Kriegen debaß befriden und beschirmen mögen/ darumbe haben wir uns mit rechter Wissen zusammen verbunden/ und verbinden uns zusammen mit diesem Brief/ in aller Maß als hernach geschrieben stehet: Zum ersten han wir gelobet/ und geloben ein gemein Hülff zu thunde/ unser jeglicher dem andern/ unrechte Krieg und Gewalt zu wehren/ und sol die Hülffe und Verbündnusse jetzunt angehen von dem Tage als dirre Brief geben ist/ und sol weren von nun St. Martins Tage der nechst kommet/ uber 10. Jahr/ die nechst nach einander kummet. Unde ist mit Namen geredt/ daß wir einander getruwelichen und vestiglichen/ ohne allerley Hindernus und Verzug/ sunder alle arge List/ wie dicke des Noth geschicht/ in denselben 10. Jahren wider allen mentlichen/ der uns sunder oder sammentlich schädigete/ leidiget/ oder letzet/ an unsern Herrschafften/ Freyheiten/ Rechten und Gewonheiten/ die unsere Alten bisher uff uns bracht habent/ oder an unsern Lüten oder Gütern/ mit Raub/ mit Brande/ mit Gefengnus/ mit Name/ oder mit welichem Schaden oder Sachen das geschehen oder geschehen möchte/ beholffen sollen wesen. Und wir die vorgenanten bede Hertzogen sollen und wollen den vorgenanten beden Stätten sunder und sammentlich von dirre Helffe und Verbündnus wegen/ wanne und wie dick sie uns oder unsere oberste Amptlüte einen oder mehe des ermanent/ in den nechsten acht Tagen nach der Manunge/ ohne Hindernus und Verzug/ zu allen iren Nöthen und Kriegen/ uff unser Verlust/ Costen und Schaden/ mit Namen wir Hertzog Ruprecht der Aeltere vorgenant mit 40. Glefen/ Und wir Hertzog Ruprecht der Jünger/ mit zwantzig Glefen wolerzügter Lüte dienen zu iren jeglichen Kriegen/ ohne geverde/ Doch also/ dieweile wir dieselben sechtzig Glefen in unserm Dienst haben/ so sin wir ihn nit schuldig ihne darzu zu schicken/ wir thun es dann gern. Darwider sollen wir die vorgenante bede Stät mit Namen wir die von Wormeß mit 25. Gleven/ Und wir die von Spire auch mit 25. Gleven/ von dirre Hülf und Verbündnus wegen/ den vorgenanten beden Hertzogen sunder oder sammentlich/ wanne und wie dick wir des sunder oder sammentlich von ihn oder ihren obersten Amptlüten eine oder me/ 8. Tage vor ermahnet werden/ zu ihren Nöthen und Kriegen uff unser Costen/ Verlust und Schaden/ auch mit wolerzügten Lüten dienen/ one Hindernüs und ohne alle geverde. Doch also/ dieweile wir dieselben 50. Gleven in irme Dienst haben/ so sind wir ihn nit schuldig mehe dazu zuschicken/ wir thun es dann gerne/ one geverde. Auch sollen wir die vorgenanten bede Hertzogen unde unsern Amptlüten/ die wir itzunt haben oder hernach gewinnen/ bestellen/ daß sie mit unsern Stätten/ Vesten und andern unsern Landen/ die wir umb den Ryne/ jewedem Site fünff Mile Wegs oben herabe von Stalhofen biß zu Weseln ligende haben/ den vorgenanten Stätten Wormes und Spire gehorsamlich sollent sin/ und ihn die offene/ sich daruff und darin zu behelffende/ glich uns selben/ zu allen ihren Kriegen und Nöthen/ die sie selber angehant/ ohne unsern und der unsern Schaden/ ohne geverde/ Und auch mit der vorgenanten unser Hülffe denselben Stätten zu dienen/ in denselben Jarzahlen und Zilen als vorgeschrieben stehet/ ohne alle geverde/ Und jewedem Site fünff Mile Wegs von dem Rine/ oben herab von Stalhofen biß zu Weseln/ sollen wir die vorgenante Stät Wormes und Spire den vorgenanten beden Hertzogen mit der vorgenanten unserer Hülffe dienen/ und darzu offen mit ihn unsere Stät Wormes und Spire zu allen ihren Nöthen und Kriegen/ die sie selber angehent/ sich daruff und darin zu behelffen/ die vorgenante Jahrzal und Zil glich uns selben/ ohne unsern und der unsern Schaden/ ohne geverde. Were auch/ daß uns jeman schädigete/ oder leidigete mit Brand/ Raub/ Name/ oder mit andern Dingen/ in den vorgenanten Ziln/ als sie unterschrieben sind/ der uswendig denselben Zilen gesessen oder gehuset were/ uff den und uf die sollen wir einander getruwelichen geraten/ beholffen und nachfolgende sin/ in glicher Wise/ als ob er in den obgenanten Zilen und Kreissen gesessen und gehuset weren/ ohne geverde. Es ist auch beredt/ obe uns den vorgenanten Hertzogen samment oder sunder/ oder den vorgenanten Stätten Wormes und Spire/ samment oder sunder Schade geschehe/ wenne der Schade unter uns geschicht/ so bald er das dem andern verkündet/ oder sie darumb ermahnet/ so sol man sinen Worten glouben/ und ihme oder ihne ohne Widerrede und Hindernus fürderlichen dazu beholffen sin/ als vorgeschrieben ist. Was Krieges auch in diesen Zilen/ dieweile dieser Bund weret/ uffersunde/ der uns gemein/ oder jeman unter uns besunder angienge/ darzu sollen wir nach den vorgenanten Jahrzahl einander beholffen sin/ unte an die Stund/ daß derselbe Krieg gentzlichen verrichtet und gesünet würde/ und sol sich auch unser keiner ohne den andern fryden oder sünen/ ohne alle geverde. Auch ist beredt/ Were es/ daß uns der vorgenanten Hertzogen Manne/ Burgmanne/ Dienere oder Unterthanen icht zu schaffen hetten oder gewinnen an die vorgenante zwo Stätte/ eine oder bede/ oder an ihre Burgere oder Dienere/ darum sollen sie riten in die Statt/ an die sie also zu sprechen oder zu schaffen haben/ und sollen darumbe nemen/ was der Rath in der Statt/ nach Ansprach und Widerantwerte sprechen uf den Eyde/ das recht sy. Doch also/ obe dieselbe unsere Manne/ Burgmanne/ Diener oder Unterthane/ die wir jetzund haben/ oder hernach gewinnen/ die vorgenante Statt/ ihre Burgere oder Dienere angegriffen hettent/ oder angriffen ohne Gerichte/ daß sie dasselb sollent wiederkeren/ ee danne man nach Ansprach und Antworte ein Gerichte darum verhöre/ als vorgeschrieben stehet/ und sollent das thun binnen viertzehen Tagen/ ohne geverde. Wanne sie auch also wiederkehret hajent/ was sie dann zu sprechene habent an die vorgenanten Statt eine oder meh/ ihre Burgere oder Dienere/ so soll man ihn Recht sprechen/ nach Ansprach und Widerrede in viertzehen Tagen ohne Verzoge und geverde. Und wiederkehreten sie danne nit als vorgeschrieben stehet/ so sollen wir den Stätten wieder sie beholffen sin/ wanne sie uns darum ermanent/ ohne Verzoge und geverde. Were auch/ daß wir die vorgenanten Stätte eine oder bede/ unsere Burgere oder Dienere icht zu sprechen hetten oder gewinnen an die vorgenante Hertzogen/ ihre Manne/ Burgmanne/ Dienere oder Unterthane/ darum sollen wir nach Ansprach und Widerrede nemen/ was fünff uß derselben Hertzogen Rath/ die wir dann nennen sollen/ auf den Eyde wisend/ was Rechts darumbe sy/ und dieselbe fünff/ die wir denne nennen/ sollen sie solich halten ohne geverde. Es were denne/ obe derselben fünffe/ die wir genennet hettent/ einer oder mehe ehngeschirlichen verlobt hettent/ uff den Eyde/ Recht zu sprechen/ an deß oder der statt sollen wir andere benennen/ die uns das Recht sprechen/ die auch die vorgenanten Hertzogen darzu halten sollent/ daß sie uns Recht sprechen/ als vor und hernach geschrieben stehet/ ohne alle geverde/ doch also/ obe unsere Burgere oder Dienere sie/ ihre Manne/ Burgmanne/ Dienere oder Unterthane angegriffen hettent/ oder angriffen ohne Gerichte/ das sollent sie wiederkehren in 14. Tagen/ nach Ansprach und Widerrede/ ehe denne man kein Gerichte darumb verhöre/ als davor geschrieben stehet/ Wanne auch wiederkehret würde/ als vorgeschrieben stehet/ so sol man ihn Recht sprechen binnen 14. Tagen/ ohne geverde. Were auch/ daß sie nit widerkehreten/ als vorgeschrieben stehet/ so sollen wir derselben Hertzogen wider sie beholffen sin/ wanne sie oder ihre Amptlüte uns darum ermanent/ ohne allen Verzog und geverde. Auch ist geredt/ Were es/ daß dehein Gesellschafft uffgestanden were/ oder nu oder hernach in den vorgenanten Jahrzaln uffersundent/ wie die genant werent/ oder wer die werent/ oder jeman anders/ wer der were/ der uns samptlichen oder sunderlichen an unsern Liben/ Landen/ Lüten/ Gütern/ Herrschafften/ Freyheiten/ Rechten/ Gewonheiten oder Zugehörungen/ wie die genant werent/ leidigen/ schädigen/ oder irren wolte/ in welchem Weg das were/ das sollen und wollen wir alle/ wenn das unter uns noth thut/ getruwelichen unser jeglicher mit gantzer Macht/ glich sinen eygenen Landen/ Lüten oder Gütern helffen/ entschütten/ schirmen/ verantworten/ und weren wider allermänniglich und einen jeglichen ohne alle geverde/ Doch mit Behaltnüsse uns den vorgenanten Stätten Wormes und Spire/ in allen diesen vor- und nachgeschriebenen Stücken und Articuln solcher Verbündnusse/ als wir vor dirre Verbündnüsse mit unsern Erdgenossen von Mentze und von Straßburg verbunden sin/ ohne alle arge List und Geschrde. Und auch/ daß wir dieselben unsere Erdgenossen von Mentz und von Straßburg in diese gegenwärtige Verbündnusse in diesem nächsten Jahr/ anzuzehlende von diesem hütigen Tage/ als dirre Brief geben ist/ zu uns nehmen und empfangen mögen/ obe sie darin kommen wollent und darnach mehr/ es sy dann gemein Wille und Verhengnüsse der vorgenanten beden Hertzogen und Stätte/ Worms und Spire/ ohn alle geverde. Und darzu haben wir die vorgenante 2. Stätte Wormes und Spire jegliche ihren Bischof und Stifft ußgenommen/ ohne geverde. Und wir Hertzog Ruprecht der Aelter vorgenant/ han auch ußgenommen dieselbe 2. Bischof zu Wormes und Spire/ ohne geverde. Und nemen auch uß unsern Herrn und Oheim/ Herrn Gerlach/ Ertzbischof zu Mentze/ und den Edlen Grafe Eberharten von Wirtenberg/ ohne geverde. So han wir Hertzog Ruprecht der Jünger vorgenant/ ußgenommen unsere Herren die Ertzbischove zu Trier und zu Cölln/ und unsern Oheim Grafe Eberharten von Wirtemberg vorgenant/ ohn alle geferd. Doch were es/ daß die vorgenante 2. Stätte Wormes oder Spire mit ihren Bischofen kriegende würden/ so sollen wir Hertzog Ruprecht der Jünger ihn mit sechtzig Gleven wider sie/ sunder oder samment/ zu dem Krieg beholffen sin/ wanne wir oder unsere Amptleute von ihn diß ermahnt werden/ als vorgeschrieben stehet/ ohne alle geferde. Und in aller dirre Verbündnüsse so haben wir die vorgenanten bede Hertzogen/ Ruprecht der Elter/ und Ruprecht der Jünger/ und wir die vorgenante 2. Stätte Wormes und Spire/ sunderlichen ußgenommen den Allerdurchleuchtigsten Herrn/ Herrn Carln/ Röm. Kayser/ zu allen Zeiten Mehrern des Reichs/ und auch das H. Röm Riche. By demselben unserm Herrn Kayser Carln/ und by dem H. Röm. Riche wollen wir allezyt getruwelichen verbliben/ in aller Maß/ als unsere Eltern und Vorfahren das uf uns bracht haben/ und als wir herkummen syn/ unde als wir billig sollen/ und wollen uns davon niemand laßen wisen/ dringen oder wenigen/ mit deheinen Sachen/ ohne alle geferde. Wir globen by guten Truwen für

ANNO 1366. für uns / unsere Erben und Nachkommen / diese Verbündnüsse mit allen Fürworten / Puncten und Artickeln / als sie an diesem Brief beschrieben und begriffen sind / stete / gemein und veste zu halten / getreuwelichen / sunder alle arge list und Geferde. Und des zu wahrem Urkunde und Vestunge haben wir die vorgenante bede Hertzogen unser jeglicher sin groß Insiegel / und wir die vorgenante zwo Stätte Wormes und Speyre jegliche ihr Stätt Insiegel an diesen Brief gehangen. Der geben ward zu Gerinersheim / do man zahlt von Christi Geburt / dusent / dryhundert sechtzig und sechs Jahre / uff die nächste Mittwoche nach St. Peters-Tag / den man nemt Vincula Petri.

XLVI.

23. Sept. *Conventiones inter* PETRUM *Regem Castellæ*, CAROLUM *Regem Navarræ*, & EDUARDUM *Principem Walliæ & Aquitaniæ*, *pro præstando sibi invicem mutuo auxilio. Dat. in Villa Liburniæ prope Burdegalam die* 23. *Septembris*. 1366. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 514.]

PETRUS, Dei gratiâ, Rex Castellæ & Legionis, Carolus, eadem gratiâ, Rex Navarræ, Comes Ebroicensis, & Edwardus, Primogenitus Regis Angliæ, Princeps Aquitaniæ & Walliæ.

Notum facimus universis, præsentibus & futuris, quòd,

Cùm Henricus Comes Trastamere, falsò sibi nomen Regis Castellæ assumens, occupâsset Regna, Terras, Loca, Civitates, & Castra, ad Nos, Regem Petrum, tanquam ad verum Regem Castellæ, pertinentia, & ea detinuit & detinet indebitè occupata, Nos dictum Regem Petrum spoliando dictis Regnis, Terris, & Locis, contra Jus & Justitiam, indebitè & injustè,

Idcircò idem Rex Petrus rogavit ac etiam requisivit, tanquam Amicos & Parentes, Nos, Carolum Regem Navarræ, & Edwardum Principem, supradictos, ut contra illum Henricum, Occupatorem & violentum Detentorem, & contra suos Valitores, Auxiliatores, & Fanctores, procederemus per Guerram, unà cum eodem, taliter quòd ad occupata & illicitè detenta restitui valeat idem Rex Petrus, cùm per Nos meliùs & commodiùs, quàm per alios, præmissa fieri possint & haberi,

Nos igitur, Petrus Rex Castellæ & Legionis, Carolus Rex Navarræ, & Edwardus Princeps Aquitaniæ, supradicti, convenientes in unum, in Civitate Baionensi, ratione prædictâ, Tractatum, Compositiones, Confœderationes, Pacta, & Amicitias fecimus, formam, quæ sequitur, continentes;

IN DEI NOMINE AMEN.

Estos son les Articlos, de la Liga, ordenada, fecha, & firmada entre, les Seynores, Don Pedro Rey de Castiella, & Don Karlos Rey de Navarra, & Don Eduuard Princep de Aquitania & de Gualles,

PRIMERAMENT, que ellos seran buenos, leales, & verdaderos Amigos, & se ayudaran, bien & fielment, cada uno al otro, sin engano & sin color de algun engano, contra todos los que fueren, o qui fieren seer contra ellos, & contra cada uno d'ellos, & contra el Valedor o los Valedores, Captenedor o Captenedores, & Ayudador o Ayudadores, Favorable o Favorables, specialment en la Guerra, que entienden fazer en Espanna, contra el Conde Don Henrrique, sobre la Entrada que ha fecho en la dicha Espanna, & Ciudades, & Villas, & Logares, & Sennorios, que ha occupado, de los Regnos & Senorios del dicho Rey Don Pedro, en qualquiere cosa, que sobre ello puede acaescer a los dichos Senorios, o cada uno dellos; & non faran algunos, nin alguno dellos, con los sobredichos, nin con alguno d'ellos, Paz, Tregua, Confederacion, Abstinencia ni Sobresceymiento de Guerra, sin consentimiento del otro, o de los otros.

ITEM, por raton que el dicho Rey de Navarra ha de ayudar al dicho Rey Don Pedro, en la dicha Guerra, a cobrar las Tierras & Senorios, quel dicho Conde Don Henrrique ha, & tiene occupados, en los sus Regnos, el dicho Rey Don Pedro, en gualardon de la dicha ayuda, que le ha de fazer, cognosce quele da, por pura & irrevocable Donation, que es llamada ente vivos, las Tierras de Guipuzcoa, con todos sus Puertos de Mar enterament: Et Vitoria, & toda Alava enterament: Et Logronno & Navarre sitero: Et Guduzen, con todos sus Terminos & Aldeas enterament: Et Calahorra & Alfaro con todos sus Terminos & Aldeas enterament: Et todo & Derecho, que ha, o puede aver, en los dichos Logares, Terminos, & Aldeas, traspassalo en lo dicho Rey de Navarre parpetualmente; desvistiendo asi de los dichos Logares & del Derecho dellos, & vistiendo al dicho Rey de Navarra: ANNO 1366.

Et desta sobredicha Donation seran fechas Cartas, las majores & mas fuertes que fazer se podran,

Et dara Cartas de Mandamiento a los Oficiales & Moradores ey los dichos Logares, que obedezcan & guarden, por Senor natural, al dicho Rey de Navarra, & a sus Succeffores; quitand los del Omenage & Naturaleza, que han a el: Et de Trenino con sus Aldeas, & de n'agera, haro, Briones, la Bastida, & de todo lo, que el dicho Rey de Navarra dize que fue de Navarra antiguament, dexanlo los dichos Reyes, al cognoscumento del dicho Princep; salvo Roia & Burueina.

ITEM, quanto a la Possession delos dichos Logares, el dicho Rey Don Pedro dara luego Possession Real al dicho Rey de Navarra, o a los que el mandare, de los Logares que por el estan do, sin escandalo lo pudiete fazer quelos, tangan oms del Rey de Navarra, con Jura & Homenage, secretament en su nombre, & publicament por el Rey Don Pedro;

Et esso mesme de los Logares, que, se cobraren o aquivieren pero, si publicament pudire dar la Possession sin escandalo, que sea teindo de dar la luego que seran aqueridos & rendidos; & los otros Logares do fazer, non se pudiere sin escandalo, seran teindos en nombre del Rey Don Pedro.

Et, quando el sera apoderado de Burgos, o antes, si antes pudiere, sin escandalo, sera teindo de dar la Possession de todos los dichos Logares al Rey de Navarra publicament, trayendo los Rebelles a la obediencia del Rey de Navarra; Et esto mesmo prometra el Princep de fazer & complester a costa & a mission del dicho Rey Don Pedro.

Pero por traer los Rebelles a obediencia non sera dexada la principal Guerra del Rey Don Pedro, que es contra el Don Henrrique & sus Valedores; &, si, continuando le dicha Guerra, lo pudiere complir, el dicho Rey Don Pedro, que sea teindo de complir lo.

ITEM, el Princep & el Rey Don Pedro juraran & prometran al Rey de Navarra Villas sobredichas, & de todos aqllos que pertenecront al Rey oppresos, o occupados, por qualquier via o manera que seer puede, por ellos, o por sus Gentes, o Aliados, o Adherentes, o Ayudantes, que Lleugo, sin dilation, las rendran & faran render realment & de fecho, al Rey de Navarra, o a sus Gentes, a esto ordinados, & en la Possession pacifica d'ellos, le ayndaran lealment gardar & manz alli adelan.

ITEM, si el Rey Don Pedro, en lo tiempo venidoro, fazia Guerra al Rey de Navarra, o a sus Succeffores, en su Regno, o en las Tierras sobredichas, que aura de nueuo, el Princep sera teindo de ayudar al Rey de Navarra contra el dicho Rey Don Pedro, & sus Succeffores, non contrastando Alianças fechas entro los es de present renuncia en esta cosa el dicho Rey Don Pedro expressament, si en ello cayere.

ITEM si, pendient la dicha Guerra, algun Rey, Princep, o Senor, o otra Personna, de qualquier estado o condicion que sea, moviesse Guerra al dicho Rey de Navarra, en su Regno, o en quelquier de sus Senorios, do quier que sean, que los dichos Tres Senores luego caten & pongan Remedio en ello; &, si non pudieren en lo Remedio concordar, que esten & finquen por el Remedio, que el dicho Senor Princep acordare, & cumplan lo que sobrello mandare, mas que la ordenanca de este Remedio sea puesta por el Princep, lo mas antes que seer podra bonnamente, sin malicia & sin eaugono.

ITEM, por sostener & mantener la Guerra sobredicha, que al Rey de Navarre mas peligrosa, costosa & danosa, que a algun otro, el Rey Don Pedro pagara al Rey de Navarra dozientas veces mil Florines de Oro, delos quales a present tumara el Rey de Navarra veynte mil Florines, los quales ha de dar el dicho Princep: Et del remanent pagara el Rey Don Pedro, dentro a seys Meses primeros veinderos, la tercera parte, & la otra tercera dentro los otros seys Meses, & la otra tercera dentro los otros sais Meses, assi que toda la Summa sea pagada dentro

ANNO 1366.

en Ano & medio complido: & a esto se obligara el Rey Don Pedro por tal manera quel dicho Rey de Navarra sea bien seguro.

ITEM, tamira luego el Rey de Navarra del dicho Princep, por los Gages de un mes de mil Omms a Cavallo, & mil Omms a Pie, treynta & seys mil Florines, & luego come el Princep & el Rey Don Pedro & el Rey de Navarra fueren en Logrono, o en qualquier parte de su Senorio, por entras en Castiella, o ocho dias despues al mas tardar, el Rey Don Pedro pagara al Rey de Navarra los Gages de mil Omms a Cavallo, & mil Omms a Pie por dos Meses adelantados, es asaber, por cada Omme a Cavallo treynta Florines cada mes, & por cada Omme a Pie siete Florines cada mes, & de y adelante de dos meses en dos meses pagara el Rey Don Pedro al Rey de Navarra los Gages sobredichos adelantados, en la manera sobredicha, quanto la dicha Guerra durare; Et, a esto se obligara el dicho Rey Don Pedro, por tal manera que al dicho Rey da Navarra sea bien seguro; Et si los sobredicthos Princep & Rey de Castiella non fueren y con sus proprias Personas, embiaren sus poderes, & el Rey de Navarra entrare con ellos, comme dicho es, aya sus Gages en la manera que sobredicha es.

ITEM, por seguridat de las cosas sobredichas, todas & cada una d'ellas, el Princep terna & guardara las Rehenes & otras Seguridades, que recibra, assi por el Rey de Navarra, commo por su proprio fecho.

ITEM, jurara el dicho Rey Don Pedro & se obligara en buenas Cartas, & socas mas fuertes penas, que feer podra, de tener, guardar, & completer bien & lealment de fecho, sin malicia o malengano alguno, todas las cosas sobtedichas, & cada noa d'ellas, bien & enterament, & de nunca venir contra en todo, nio en pertida, por si, o por otro, en algun tiempo, publicamient nin occultament, direclement o indirectement, o en algun otra manera.

Et el Rey de Navarra prometra & jurara que al dicho Rey Don Pedro ayudara por las razones sobredichas & otras muchas, contra el dicho Don Henrrique, bien & lealment commo bueno Rey, Amigo, & Verdadero, mientre la dicha Guerra dorare, a cobras las Cibdades & Villas & Logares & Tierras & Senorios, quele son o le fueren occupados por el dicho Don Henricque, & sus Valedores, & Ayudadores, en los sus Regnos del dicho Rey Don Pedro.

ITEM, prometra & jurara el Princep al Rey de Navarra, que el fara tener, guardar, & complir de fecho, commo dessuso dicho es, bien & lealment, al dicho Rey Don Pedro, todas & cadaunas cosas sobredichas, & todas otras, que por el dicho Rey Don Pedro seran prometidas al Rey de Navarra;

Et, en caso que el Rey Don Pedro el contrario fiziesse, o fazer qui siese, en todo o en parrida, que el dicho Princep sera, conl dicho Rey de Navarra, contra el Rey Don Pedro, en todo & por todo.

Et esse mesmo prometra & jurara al Rey de Castiella, que fera tener & guardar & complir de fecho, commo dessuso dicho es, bien & lealmente el dicho Rey de Navasra al dicho Rey de Castiella, todas & cada unas cosas sobredichas, & todas otras, que por al dicho Rey de Navarra seran prometidas al dicho Rey de Castiella;

Et en caso que el Rey de Navarra el contrario fiziesse, o fazer quiziesse, que el dicho Princep sera conl dicho Rey de Castiella, contra el dicho Rey de Navarra, en todo & por todo.

Et para esto renunciaran & renuncian, desde agora, todos los tres Senores sobredichos, & cada uno d'ellos, en uno del consentimento del otro, a todas Aliancas, fechas entre llos, que puedeo prejudicar, o contrariar, al execucion de todas las cosas sobredichas, o cada una d'ellas.

Et, por special, renuncia el dicho Rey Don Pedro, a todas Aliaucas, que ha, o puede aver, conl Rey de Inglatierra, si lo sobredicho uoo guardare, quanto a este caso;

Et, sobre estas cosas todas, seran fechas buenas Cartas & Obligaciones, socas mayores Penas, que feer puedan, a la Camera del Papa, & en otras maneras, segunt al Princep bien visto sera.

ITEM, el Rey de Navarra dara al Rey Don Pedro de Castiella, & al Rey de Inglatierra, & al Princep de Aquitania, & a sus Gentes & Valedores & Aydadores, que venrau a la dicha Guerra, passage por su Regño, luego que y llegaren, & les feran dar Viandas por sus Dineros, a su poder, sin embargo alguo en buena fe.

ITEM, todos los Presoneros, que los Senores, Princep & Rey de Navarra, o sus Gentes, tomaran, seran de a quellos qui los auran tomados, & los Senores auran y tal pecho, como ellos an acostumbrado de aver en las Guerras de Francia; salvando los Traydores, jodgados por el Rey Doo Pedro, Tello & Don Sancho, sus Hermanos, & sus Mogeres, & sus Fitos; los quales, o algunos del los, si presos fueren, serau dados al Rey Don Pedro, pagando el tal summa commo el Princep ordenara.

ITEM, cada uno de los Senores sobredichos aora la cognoscentia de sus Gentes, si mal fiziessen entre ellos; &, si mal fiziere con las Gentes de los otros Senores, los dichos sus Senores ordenaren cada uno un Comissario, los quales cognostran del los.

Et, quia pluribus aliis Negotiis occupati, ad aliquorum Dubiorum declarationem, & ad subscripta Tractatum, Compositiones, Confœderationes, Pacts, & Amicitias, firmanda personaliter intendere comodè noo potuimus, nostrum quilibet suos certos veros & legitimos Procuratores fecit & constituit, sub formâ quæ sequitur,

IN NOMINE DOMINI AMEN.

Don Pedro, par la grace de Dieu Roy de Castelle, de Lion, de Toledo, de Gallice, de Seville, de Ordone, de Murcie, de Jehanne, del Algarbe, de Algezire, de Viscaye, & de Molina, a touz ceuls, qui ces presentes Lettres verront, Salut.

Savoir faisons que nous,

Confianz a plain du sens & de la loyalte de, nos amez & foials Conseilleres,

Don Frere Martin Lopez, Maistre de l'Ordre de la Chevalerie d'Alcantara,
Matheus Ferrandiz, Chanceller de nostre Prive Seel,
Alnar Sanchiez,
Maistre Paule Gabriel,

Yceuls avons fait & establi, faisons & establissons, par ces Presentes, nos Procureurs generals, & Messages especiales,

Aus quels ensemble, ou aus deux de euls, Nous avons donne & donnons plain povoir, de delivre volunte, auctorite & mandement especial de faire, traictier, & accorder Confederaciones, Aliances, & Amistiez, & toute autre maneire de Traictiez, & de Couvenances, que bon leur semblera, pour Nous, nos Royaumes, & Seignories, avec, Excellans & Puissans Princes, nos trescheres & tresamez Cousins, le Roy de Navarre, & le Prince d'Aquitaine & Galles, & avec chascun de euls, conjointement, ou divisement,

Et de ycelles Traictees & Acordees affermer, & jurer, en nostre Ame, a tenir & acomplir toutes les choses qui seront contenues ou diz Traictie, Acort, & Aliances, & chascune d'icelles, bien, & loyalment, & plancriement, seuz jamais venir encontre,

Et de obliger, pour Nous, & en Nom de nous, Nous, nos Royaumes, & nos autres Seignories, quelque part que elles soient, & touz noz Subgez d'iceuls, & touz nos autres Biens meubles, & de nos diz Subgez, a la Juridictioo & Cohercion de nostre Saint Pere, le Pape, & de l'Auditeur de sa Chambre, & de chascun autre Juge d'Eglise, pour Nous en nostre Parsonne Excommenger, & mettre ces & enterdit en nos diz Roiaumes & nos autres Seignories,

Et, ou cas que nous fussions deffaillans es choses passees, promises, & acordees par nos diz Procureurs, ou deux de euls, ou aucans d'icelles, a consentir & acorder a prendre merque sur Nous & touz nos Subgez, de quelque estat ou condicion & quelque part qu'il soient.

Et de faire en outre toutes autres choses, que bons & leyaals Procurers puent ou doivent faire, & que nous ferions & faire pourrions se parsonnelment presens estions, suppose que elles requierent Mandement especial,

Et tout ce, que par nos Procureurs dessusdiz, ou les deux de euls, sera fait, traictie, acorde, aferme, & jure, aurons ferme & estable & aggreable, & desmaintenant le approvons & ratiffions,

Et les relevons touz, & deux d'iceuls, de toute charge de satisdation, soubz l'obligacion de tous nos biens, presens & a venir;

Et, en oultre, aussi promettons loyaument, en Parole de Roy, que les diz Traictiez, Aliances, & Confederaciones, & tout le conteuu d'icelles, ratiffierona, appro-

ANNO 1366. approverons, & consermerons, par Serement, & en autre maniere souffisaument, a toutesfois que par noz diz Cousins, ou l'un de euls, serons sur ce duement requis.

En tesmoignance de ca Nous avons fait faire cest present Instrument publiqua, par les Notaires Publiques cy dessoubz escriz, les quels nous avons sur ce priez & requis, pour ce que Nous n'avons nostre Grant Seel a present.

Acta fuerunt hæc in Villâ Liburniæ, prope Burdegalam (videlicet) penes Fretres Minores ipsius loci Liburniæ, in Camerâ dicti Domini Principis Aquitaniæ, Anno ab Incarnatione Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo sexto, die vicesimâ tertiâ Mensis Septembris, circa horam primam, Indictione quartâ, & Pontificatûs Sanctissimi Patris & Domini nostri, Urbani, Divinâ Providentiâ, Papæ quinti, Anno quarto;

Præsentibus,

Honorabili & Magnifico Viro, *Domino Johanne de Harewell*, Archidiacono Balisebine in Ecclesia Saresbiriensi, Canchellario Aquitaniæ:
Nobilibus Viris, Dominis,
Rogerio Domino de Lovara,
Petro de Cafeton, Domino de Gordonie,
Et Guischarde Dangle,
Militibus;
Et pluribus aliis ad præmissa vocatis Testibus & rogatis.

Subscriptio Notariorum Publicorum ad hæc vocatorum.

Ego verò Guillielmus Decunarii, Clericus Engolismensis Diœcesis, Apostolicâ auctoritate Publicus Notarius,

Cui constat de dictionibus superiùs (videlicet) in xiv. lineâ in rasurâ scriptis (videlicet) *a prendere Merque*,

Præmissis omnibus & singulis, dùm per dictum Dominum Regem, ut præmittitur, fierent, unà cum Publico Notario subscripto, & supradictis Testibus, præsens personaliter interfui, & ea sic, ut præmittitur, fieri vidi & audivi, præmissa manu propriâ scripsi, publicavi, &, in hanc publicam redigendo formam, Signo meo solito consignavi requisitus, unà cum subscripto Notario in testimonium præmissorum.

Et ego Johannes de Londoniis, Clericus Wintoniensis Diœcesis, Publicus Apostolicâ auctoritate Notarius, quia præmissis omnibus & singulis, dùm per dictum Regem, ut præmittitur, fierent, unà cum Notario Publico suprascripto & Testibus prænotatis, præsens personaliter interfui, & ea sic, ut præmittitur, fieri vidi & audivi, de Mandato ac requisitione dicti Regis me hic subscripsi, Signoque meo solito præsentes consignavi Literas, unà cum suprascripto Notario in fidem & testimonium præmissorum.

Item, Charles, par la grace de Dieu, Roy de Navarra, Conte d'Eureux, a tous ceuls, qui ces presentes Literes verront, Salut.

Savoir faisons que Nous, confians a plain du sens & de la loyalite de, nos amez & feauls, Conseillers,

Mesire Martin Henrriquiz, *Sire de la Carre*, nostre Cousin & Alferia de nostre Royaume,
Mossire Simon de Descourrey, Abbat de Falces,
Maistre Martin Michiel, Abbat de Sangosse la Vieille,
Et *Sanche Lopiz Duriz*, nostre Huissier d'Armes,

Yceuls avons fait & establi, faisons & establissons, par ces presentes, nos Procureurs generauls, & Messages especiauls,

Aus quels ensemble, ou aus deux de euls, Nous avons donne, & donnons plain povoir, de delivre volente, auctorite, & Mandement especial de faire, traictier, & acorder Confederaciones, Aliances, & Amistiez, & toute autre maneire da Traictiez & da Couvenances, que bon leur semblera, pour Nous, nos Royaume, & Seignories, avec, Excellens & Puissans Princes, nos treschers & tresamez Cousins, le Roy de Castelle Don Pedro, & le Prince d'Aquitaine & de Gualles, & avec chascun de euls, cojoinctement, ou diviseement.

Et de ycelles Traictiees & Acordees affermer, & jurer, en nostre Ame, a tenir & acomplir toutes les choses qui seront contenues ou dit Traictie, Acort, & Aliances, & chascune d'icelles, bien, loyalment, & planeriement, senz jamais venir encontre,

Et de obliger, pour nous, & en nom da nous, Nous, nostre Royame de Navarre, & nos autres Seignories, quelque part que elles soient, & touz noz Subgez d'iceuls, & de touz nos autres Biens meubles, & de touz nos diz Subgez, a la Juridiction & cohercion, de nostre Saint Pera, le Pape, & de l'Auditeur de la Chambre, & de chascun autre Juga, pour nous en nostre Parsonne excommeiner, & mettre ces & entredit en nostra dit Royaume & autres Seignuries,

Et, on cas que nous feussions deffaillans es choses passees, promisses, & acordees par nos dis Procurers, ou deus de euls, ou aucune d'icelles, a consentir & acorder a prendre marque sur Nous, & tous nos Subgez, de quelque estat ou condition & quelque part qu'il soient,

Et de faire, en oultre, toutes autres choses, que bons & loyauls Procureurs pevent & doivent faire, & que nous ferions & faire pourrions se personellment presens estions, suppose que elles requierent Mandement especial,

Et tout ce, que par nos Procureurs dessus dit, ou les deux de euls, sera fait, traictie, acorde, aferme, & jure, aurons ferme, estable, & aggreabla, & desmaintenant le approvons & ratifions,

Et les relevons touz, & deux de euls, de toute charge de satisdacion, soubz l'obligacion de tous nos Biens, presens & a venir;

Et, en oultre, aussi prometons loyaulment, & en Parole de Roy, que les diz Traictiez, Aliances, & Confederacions, & tout le contenu d'icelles, ratifferons, approverons, & confermerons par Serement, & en autre maneire souffisaument, a toutes les fois que par nos diz Cousins, ou l'un d'euls, serons sur ce duement requis,

En tesmoign de ce Nous avons fait metre nostre Seel a ces presentes.

Donna a Bastelle le v. jour de Septembre, l'An de grace Mil, CCC. sexante & six.

Et est istud Procuratorium sic signatum, Par le Roy en son Conseil,

P. Godeile.

Dupl.

Item, Edward, ainsna Fils du Roy d'Angleterre, Prince d'Aquitaine & de Gualles, Duc de Cornuaille, & Conte Cestres, a touz ceuls, qui cestes presentes Lettres verront, Salut.

Savoir faisons que nous, confians a plain du senz & de la loyaulte de, nos ames & feauls, nostre treschere Cousin,

Le Conte d'Armanhac,
Sire Arnant Amanyon Sire de Lebret,
Sire Johan Chandos, Visconte de Saint Saveur, Conestable d'Aquitaina,
Et *Sire Thomas de Felton*, Senescalle de Aquitaine,

Yceuls avons fait & estable, faisons & establissons, par ces presentes Lettres, Nos Procureurs generals, & Messages especials,

Aus quels ensemble, ou aus deux de euls, nous avons donne, & donnons plain povoir, de delivre volunte, auctorite, & Mandement especial de faire, traictier, & acorder Confederaciones, Aliances, & Amisties, & toute autre maneire de Traictiez & de Convenances, que bon leur semblera, pour nous, nos Principautes & autres Seignuries, avec, Excelleus & Puissans Princes, nos treschers & tresamez Cousins, le Roy de Castelle Don Pedro, & le Roy de Navarre, & au chascun d'euls, conjoinctement, & diviseement.

Et de ycelles Traicties & Acordees affirmer, & jurer, en nostre Ame, a tenir & acomplir toutes las choses que seront contenus ou dit Traictie, Acort, & Aliances, & chascune d'icelles, bien, & loyalment, & plainerement, senz jamais venir encontre,

Et da obliger, pour Nous, & en nom de nous, Nous, nos Principautez, & nos autres Seignories, quelque part que elles soient, & touz nos Subgez d'iceuls, & touz nos autres Biens meubles, & de noz diz Subgea, a la Juridiction & cohercion de nostre Saint Pere, le Pape, & de l'Auditeur de sa Chambre, & de

ANNO 1366. chascun autre Juge d'Eglise, pour nous en nostre Parsonne excomenger, & mettre ces & entredit en nos diz Principautez & nos autres Seignories,

Et, ou cas que nos fussions defaillans es choses passees, promises, & acordes par nos dit Procureurs, ou deux de euls, ou aucun d'iceilles, a consentir & acorder a prendre marque sur Nous, & touz nos Subgez, de quelque estat ou condicion & quelque part qu'il soient,

Et de faire, en oultre, toutes autres choses que bons & loyaux Procurers poaent & dovient faire, & que Nous serions & faire pourrions se parsonelment presens estious, suppose que elles requierent Mandement especial,

Et tout ce, que par nos Procurears dessus diz, ou les deux de euls, sera fait, traictie, acorde, afferme, & jure, aurons ferme, estable, & agreable, & desmaintenant le approvons & ratifions,

Et les relevons touz, & deux d'iceuls, de toute charge de satisdacion, soubz l'obligacion de touz noz Biens, presens & a venir,

Et, en oultre, aussi prometrons loyalment, en Parole de Prince & Fil du Roy, que les dix Traictiez, Aliances, & Confederaciones, & tout le coutenu d'icelles, ratifierons, approverons, & confermerons par Serement, & en autre manere souffisaument, a toutesfoiz que par nos diz Cousins, ou l'un de euls, serons sur ce deuement requis.

En tesmoign de ce Nous avons fait metre nostre Grant Seel a ces presentes.

Donne a Liborne le xxiii jour de Septembre, l'An Mil, CCC. sexante sex.

Quod quidem Procuratorium sic est signatum. Visa. CANT. *Par le Prince en son Conseil.*

Desmier.

Et Dompnus Frater Martinus Lupi, Magister Ordinis Militiæ de Alcantara,
Matheus Ferdenandi, Cancellarius nostri Regis Castellæ Privati Sigilli,
Alvar. Sancii Judex Curiæ nostræ,
Et *Magister Paulus Gabrielis*,
Procuratores nostri Petri Regis Castellæ,
Primò,
Dominus Martinus Henrici, *Dominus de la Carra*, Consanguineus noster, & Vexillarius Regni nostri Caroli Regis Navarræ,
Magister Simon de Escorciaco, Rector de Falcibus,
Magister Martinus Michaelis, Rector de Sarigossa Veteri,
Et *Sancius Lupi de Uricio*, Hostiarius Armorum, Procuratores nostri Caroli Regis Navarræ,
Secundò,

Et, Consanguineus nostri Edwardi Principis Aquitaniæ, *Comes Armaniaci*,
Dominus Arnaldus Amaneni Dominus de Lebreto,
Dominus Johannes Chandos, *Vicecomes Sancti Salvatoris*, Conestabularius Aquitaniæ,
Et *Dominus Thomas de Felton*, Senescallus Aquitaniæ,
Procuratores nostri Edwardi Principis Aquitaniæ,
Subsequenter,

Jurârunt, super Sancta Dei Euvangelia & Cruce, corporaliter per eosdem manibus tacta, & sub Juramento, per eosdem præstito, promiserunt, pro nobis, & in animas nostras, quòd quilibet nostrûm faceret, compleret, & teneret omnia & singula, in Articulis suprascriptis, prout ad Nos & quemlibet nostrûm pertinet, contenta, integrè, fideliter, & sine fraude, sub Pœnis & obligationibus, in dictis Procuratoriis contentis, de quibus, si necesse fuit, fiant Literæ ad Partem, taliter quòd contra illum, vel illos, qui venerit, vel venerint, contra prædictum Tractatum, Confœderationes, Pacta, & Amicitias, valeat procedi firmiter, & Escommunicationi maudari.

Firmatus & juratus fuit Tractatus suprafactus, & omnia & singula, in eo contenta, per supernominatos Procuratores, ut dictum est, in Domo Fratrum Minorum Villæ Liburniæ, Diœcese Burdegalensi, vicesimo tertio die Septembris, Anno Domini millesimo, trescentesimo, sexagesimo sexto, in quorum omnium Testimonium, Sigillorum nostrorum præsentes Literas fecimus robore communiri.

Sub Sigillo Plumbeo, cui Arma Castellæ impressa, pendente a filis flavi purpureique Colorum. ANNO 1366.

XLVII.

Donationes Terrarum quarundam, à PETRO *Rege Castellæ*, EDUARDO *Principi Walliæ & Aquitaniæ pro præstito auxilio factæ. Datum apud Liborniam die 23. Septembris* 1366. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 521.] 23. Sept.

PETRUS, Dei gratiâ, Rex Castellæ & Legionis, omnibus, præsentibus pariter & futuris, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem, & fidem plenariam præsentibus adhibere.

Cùm, ex Confœderationibus & Alligantiis Regum & Magnorum Principum, quieti Reipublicæ providè consulatur, &, in magnum Justitiæ & Pacis obsequium, scandalosis occurratur periculis, quæ, Regnorum & Gentium turbatione subortâ, seminante Inimico, Patre Discordiæ, possem pro tempore suboriri, Homines insuper & Vassalli, eorum Ditioni subjecti, in tranquillitate permaneant, plenâque gaudeant securitate, sic quòd nunquam aliquod possint subire discrimen, virtus namque unita fortior est seipsâ dispersâ,

Ad quod, inclitæ recordationis, quondam Reges Angliæ & Castellæ salubriter advertentes, seipsos invicem, ac Domos Regias Regnorum ipsorum, eorumque Hæredes & Successores, Matrimoniali & indissolubili Conventionis ac Pacis hactenus vinculo alligârunt,

Nosque etiam, ipsorum Prædecessorum nostrorum vestigiis inhærentes, Confœderationes & Alligantias easdem renovantes cum Dominis, Edwardo Rege Angliæ Illustri, ac Edwardo Principe Aquitaniæ & Walliæ, ejus Primogenito, consanguineis nostris, dudum inhierimus,

Et, propter Inimicorum nostrorum hostiles, duros, & graves, contra nos noviter exhortos, Incursus, venerimur & recursum habuerimus ad dictum Dominum Edwardum Principem Aquitaniæ & Walliæ, consanguineum nostrum, tanquam ad Portum tutissimum & Refugium opportunum, necessitatis tempore nobis a Deo paratum, pro petendo & habendo ab eodem consilium, auxilium, & favorem contra Henricum, olim Comitem de Tristemare, qui, sibi falsò nomen Regis assumens, invasit & occupavit Regna nostra, Civitates, Villas, Loca, & Castra, & ea indebitè detinet occupata (& quibus sumus per eundem Henricum contra Jus & Justitiam expoliati) nec non contra suos Complices, Valitores, Sustentatores, Auxiliatores, Consillarios, & Fautores,

Et ipse Princeps, cùm propter vinculum Sanguinis, quo Illustrissimo Regi Angliæ, Progenitori suo, & eidem Principi attinemus, & ipsi nobis, tùm etiam propter dictarum Confœderationum & Alligantiarum vinculum, quinymò sui benignâ liberalitate & gratiâ, ad Nos nobilis mentis suæ oculos direxerit, &, nostræ compatiens desolationi, benivolo affectu Nos fuerit prosecutus,

Nobis insuper obtulerit & promiserit auxilium suæ propriæ Personæ & suarum Gentium.

Et jam, realiter & de facto, seipsum in Persona propria & Gentes suas exposuerit ad recuperandum prædicta, quibus sumus expoliati,

Nos,

Præmissorum intuitu & consideratione, in recompensationem aliqualem, quæ, si ad condignum non sufficiat, saltem in parte accipiatur,

DAMUS & CONCEDIMUS, de nostrâ certâ scientiâ, & especiali Dono, ac Regiâ Donatione & Potestate, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, dicto Domino Edwardo, Illustrissimi Regis Angliæ Primogenito, Principi Aquitaniæ & Walliæ, Consanguineo nostro antedicto, pro se, Hæredibus, & Successoribus suis, ac ORDINIO,

Castrum & Locum de Vermeo, Loca de Vilban, de la Queyte,

Totam Terram, Patriam, & Dominium de Castro de Ordialibus, cum omnibus suis Pertinentiis perintegrè,

Necnon Terras, Villas, & Loca, cum omnibus eorum Dominiis & Pertinentiis universis, quæ sunt inter Patriam & Loca de Biscaye, & de Castro de Ordialibus (videlicet) dictas Terras & Loca intermedia, prout se extendunt, in longitudine, a fine dictæ Patriæ & Lo-

ANNO 1366.

& Locorum de Biscaye, versos & usque introitum Terræ & Patriæ Castri de Ordialibus, & unam Leucam in Latitudine, &, durante dictâ Longitudine, incipiet Latitudo dictæ Leucæ a Mari continuando sursum versus Terram,

Necnon omnia alia Castra, Villas, Loca, Aldeyas, Fortalitia, Nemora, Prata, Molendina, Aquas, Riperias, Servitutes, Præstationes, Pascua, Virgulta, Terras cultas & non cultas, & omnes Res alias & Bona quæ sunt intra Terram Patriæ & Dominii de Biscaye & Villæ Castri & Dominii de Castro de Ordialibus, Villarum, Locorum, & Dominii Terræ & Patriæ intermediæ, prout in Longitudine & Latitudine superius est expressum, cum omnibus suis Redditibus, Exitibus, Censibus, Agreriis, Proventibus, Hominibus Quæstalibus & Affeuatis, & omnibus aliis Deveriis, quæcúmque sint, quocúmque nomine censeantur, & in quibuscúmque rebus consistant, & cum ipsorum Sportis, Laudumino, mero ac mixto imperio, alta media & bassa Jurisdictione,

Ad HABENDUM & TENENDUM PERPETUO per dictum Principem, Hæredes, & Successores suos, id quod de omnibus & singulis præmissis Nos Rex Petrus tenemus vel tenere debemus, IN DOMANIO QUOD IN DOMANIO, ET IN SUPERIORITATE QUOD IN SUPERIORITATE,

Et ad dandum cui voluerit, in toto vel in parte, cum omnimoda Dominii Nobilitate & Superioritate, adeò liberè & nobiliter sicut nos unquam habuimus vel tenuimus, aut tenere debuimus, aut aliqui Genitorum nostrorum habuerant, vel tenuerant, aut tenere debuerunt,

Et absque aliquo Ressorto, Superioritate, Recognitione, aut alio Deverio, vel Homagio, indè nobis faciendo, aut Successoribus nostris Regibus Castellæ, aut alicui alteri Personæ pro tempore futuro,

De quibus omnibus & singulis Bonis & Rebus præmissis, per Nos dicto Principi donatis & concessis, Nos Rex Petrus ponimus eundem Principem, per præsentes, & traditionem præsentium, in veram, realem, & corporalem, naturalem, & civilem Possessionem & Sayzinam, ipsumque Dominum Principem dictorum Bonorum & Rerum, Superioritatis, ac Ressorti, verum Possessorem & Proprietarium constituimus Rei suæ,

Dictaque Res & Bona, Superioritatem & Ressortum, si quid de ipsis tenemus vel possidemus, ex præcario nomine, ac vice & loco ipsius Domini Principis, tenemus & possidemus, ac tenere & possidere recognoscimus, nihil ex hoc Juris, Possessionis, aut Proprietatis Nobis, Hæredibus, aut Successoribus nostris retinentes.

Et præmissas Donationes fecimus, ac nos fecisse recognoscimus, & fatemur, pro utilitate & honore Coronæ Regnorum nostrorum Castellæ & Legionis, & ex causis superiùs declaratis; mandantes, tenore præsentium, omnibus Hominibus, Subditis & Vassallis dictorum omnium & singulorum Locorum, Patriæ, Terrarum & Dominiorum, quòd dicto Principi, tanquam eorum vero Domino, obediant & intendant, ac eidem solvant omnia Deveria, faciant Homagia, & præstent Fidelitatis Sacramenta, quæ ipsi & Prædecessores sui Nobis & Prædecessoribus nostris, Dominis dictorum Locorum, Dominiorum, Terrarum, & Patriæ, sunt solvere & præstare consueti, & quæ facere, solvere, & præstare tenentur.

Nos eosdem Homines & Vassallos quittamus & absolvimus, & quemlibet eorum, ab omni Homagio & Fidelitatis Sacramento, & ab omni alio Deverio, Superioritate, & Ressorto, in quibus Nobis, Prædecessoribus, Hæredibus, aut Successoribus nostris tenerentur, & essent aliqualiter astricti, seu etiam obligati; dicto, ut dictum est, obediendo Principi, ipsumque, ut suum Dominum, recognoscendo.

Et juramus, ad Sancta Dei Evangelia, a nobis corporaliter manu tacta, & in verbo promittimus Regio, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris, dictam Donationem firmiter tenere & inviolabiliter observare, nec contravenire, in toto vel in parte, ratione Ingratitudinis, immensæ Donationis, Læsionis levis vel enormis, aut quòd dicta Bona essent, in toto vel in parte, Coronæ dictorum Regnorum adeò annexa, quòd ea conferri vel donari non possent, in toto vel in parte, vel aliâ quacunque ratione, causâ, vel occasione, propter quam Donatio de Jure vel Consuetudine possit aut valeat, in toto vel in parte, revocari vel etiam retractari; quos Casus omnes & singulos, in Jure expressos, pro enumeratis hic haberi volumus & expressis,

Et quòd omnia & singula præmissa tenebimus & inviolabiliter observabimus, sine infractione quacúmque, sub virtute, per nos, præstiti Sacramenti,

Quòd, si contigerit nos venire contra præmissa, aut aliquod præmissorum (quod absit) in toto vel in parte, haberi volumus pro Perjuro & Infami,

Ita quòd omnis Nobis audientia denegetur, & quòd dictus Princeps, omnibus viis & modis, quibus sibi placuerit, contra Nos, Regna nostra, Homines & Vassallos, nostræ Ditioni subjectos, procedat, seu procedi faciat, ad observationem omnium & singulorum præmissorum.

Et, pro præmissis omnibus & singulis tenendis, adimplendis, & firmiter observandis, Nos, dictus Rex Petrus, obligamus dicto Principi, & suis Hæredibus, & Successoribus, Nos, Hæredes, & Successores nostros, Regna nostra, ac Terras, & omnes nostros Subjectos, cujuscunque statûs seu conditionis existant, & omnia Bona nostra, mobilia & immobilia, præsentia & futura, quæcúnque, sub quocunque nomine censeantur;

Submittentes Nos, Regna nostra, ac Terras, & omnes nostros Subjectos, super præmissis omnibus & quolibet ipsorum, Cohercioni, Compulsioni, & Jurisdictioni, Sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri, Domini Urbani, Divinâ Providentiâ, Papæ Quinti, Successorum suorum, Summorum Pontificum, & ipsius Sacri Collegii Dominorum Cardinalium, necnon Camerarii, Auditoris, & Subauditoris Cameræ dicti Domini nostri Papæ, & Sanctæ Sedis Apostolicæ,

Supplicantes Nosque, Rex Petrus, eisdem, quòd, si contigeret Nos, Hæredes, aut Successores nostros, facere vel venire contra præmissa, per Nos, ut præmittitur, Juramento vallata, in toto vel in parte, quòd iidem, nobis non vocatis nec auditis, ferant Excommunicationis Sententias in personam & Interdicti in Regna, & aliàs compescant per Censuras Ecclesiasticas Nos, Hæredes, & Successores nostros ad observationem omnium & singulorum præmissorum, prædictas Sententias & Ecclesiasticas Censuras, quantò poterint, aggravando.

Et, in Testimonium omnium & singulorum præmissorum, & ad majorem ipsorum roboris firmitatem, Sigillum nostrum, quo utimur in talibus, præsentibus impendenti in Plumbo & Filo Serici viridisque coloris duximus apponendum,

Volentes, & consentientes, ac etiam requirentes Vos, Magistrum Johannem de London, Publicum Notarium, quatinus, ad perpetuam omnium & singulorum memoriam, vos, cum præsentibus Testibus, subscribatis, præsentésque Literas Signo vestro solito consignetis.

Datum apud Liborniam, Diœcese Burdegalensi, die vicesima tertia Mensis Septembris, Anno Domini millesimo, tricentesimo, sexagesimo sexto,

Præsentibus,

Præcarissimo Consanguineo nostro,
Domino Johanne, Duce Lancastriæ, Illustris Regis Angliæ Filio, ac Fratre dicti Principis:
Reverendis in Christo Patribus,
Domino Helia, Archiepiscopo Burdegalensi,
Domino Bernardo, Episcopo Xanctonensi,
Johanne, Electo Bathoniensi & Wellensi,
Johanne Chaundos Constabulario,
Thoma de Felton Senescallo,
Aquitaniæ,
Nigello de Lorreyn Camerario dicti Principis,
Baldoyno de Frevilla, Senescallo Xanctonensi,
Et aliis Testibus ad præmissa.

YO EL REY.

Et ego Johannes de London, Clericus, Wintoniensis Diœcesis, Publicus auctoritate Apostolicâ Notarius, undecimâ die Mensis Februarii, Anno Domini supradicto, Indictione quintâ, Pontificatûs, Sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri, *Urbani*, Divinâ providentiâ, Papæ quinti, Anno quinto, in Castro Civitatis Bayonæ, in Capella ejusdem Castri, unâ cum Testibus infrascriptis, fui præsens quando dictus Dominus Petrus præmissa omnia & singula innovavit, confirmavit, & Juramento suo vallavit, tangendo, propriis manibus suis, sancta Dei Evangelia, quando ipse propriâ manu se subscripsit, meque requisivit & mandavit, ut præsentibus Literis me subscriberem, & Signum meum apponerem consuetum.

Testes, qui fuerint præsentes ad ista unâ mecum,

De-

ANNO 1366.

Dominus Frater Martinus Lupi,
Magister Militiæ Domûs de Alcantara, Ordinis Cisterciensis,
Rogerus Dominus de la Ware,
Gomerius Gassio de Royos,
Miles,
Galfridas Fernandi de Villodry,
Vexillarius Major Domini Sancii, Filii dicti Domini Regis,
Mathæus Fernandi,
Cancellarius Sigilli Secreti dicti Domini Regis,
Magister Paulus Gabrielis,
Civis Ispalensis,
Johannes Gutterii,
Decanus Ecclesiæ Segobiensis,
Et Magister Robertus Fregandi,
Notarius Domini mei Principis Aquitaniæ & Walliæ supradicti.

XLVIII.

26.Sept. Vertrag zwischen Ertz-Bischof Albert zu Bremen/ und dem Rath wie auch den Bürgern allda; wodurch alle zwischen denenselben bißhero sich erhaltene Jrrungen/ und Feindseeligkeiten beygelegt werden. Geschehen im Jahr 1366. an dem abend St. Cosmæ und Damiani. [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abs. V. p. 445.]

C'est-à-dire,

Accord entre ALBERT *Archevêque de Brême, & le Magistrat de la Ville de* BREME *sur leurs anciens Differents. La Vigile de St. Côme & St. Damien* 1366.

WIllick sy all den ghenen de desen Bref leset/ ofte lesen hö-ret: dat wy Albert van der Gnade Godes Ertze-Bischop der hilligen Kercken tho Bremen/ na rade und vulbort unses leven Veddern Hertoghen Wilhelms unde Junckeren Lodewiches unses Broderes/ Herthogen tho Luneborgh. Uns ghentzlicken versohnet unde vruntlicken vorenet habbet/ vumme allerleye schele und twidracht de so wesen hefft/ bette an dessen Dach/ twischen Uns unde unse Helpere/ uppe eyne Zit/ unde twischen de Raetmann unde Borgere van Bremen/ Greven Corde und Junckern Kerstene von Oldenborch/ Greven Kerstene van Delmenhorst/ unde alle ere Helpere uppe de anderen Zit/ in desser Wise. Tho dem ersten mahle schöle wy den Raetmannen unde den Borgeren van Bremen wedder antworden ane Vortoch dat Schloth tho Stotle/ unde ere Helffte des Schlotes tho Thedinghusen/ mit der Vogedeye/ unde der halven Mölen/ mit alleine Rechte und mit aller Thobehörd/ also se Stotle unde Tödinghusen hedden/ eer en Bremen affgewunnen ware. Ock schöle wy de Borgere van Bremen wedder inwehren/ in all ere ghud/ dat sy Erve-ghud/ Lehngud edder Weddeschat/ dar wy offte Unse Helpere se uthe wehret hebbet/ unde schölet se dar fri-chelycken ane besitten laten/ also se vore beseten/ unbeworen. Vort mehr schöle wy den Raetmannen/ weder antworden/ unde wedder antworden laten/ alle de breve de wy offte de Unse/ edder Unse Helpere/ en und eren Borgeren affgedehgedingher/ affghedrunghen/ offte nomen hebbet/ van den Daghe dat wy en Bremen affwunnen/ se syn twevolt edder enwolt/ se sprecken worup se sprecken/ se luden wo se luden/ de schöle wy en altomale wedder antworden/ ane Vertoch. Ock schöle wy en geven unse oppenen besehgelden Breff/ were dat na dessene Daghe anders jenich Breff vorebracht wurde/ de deme Rahde offte den Borgheren van Bremen affgedehgedenget offte nohmen were/ na der tyde offte in der tyde/ dat en Bremen affgewunnen ward/ de schall dot unde machtloß wesen/ ok schölet de Raetmanne unde Borghere van Bremen/ van uns unde van den unsen/ unde van unsen Helperen/ ledich unde loß wesen/ all der Ede/ Loffres unde Breve/ de en in dessem Orloghe affgedrunghen offte affgedehdinget syn; Ock schölet alle Vanghenen/ de noch in dem Stocken sitten/ ledich und loß wesen in twe Zyt/ unde wad den Borgheren buten Bremen hemelicken affgeschattet iß/ in dessen Orloghe/ unde noch nicht uthgekommen iß/ des schölet Se ledich unde loß wesen. Vortmer schole wy de Raetmann/ Borghere unde Stade van Bremen lathen/ by alle eren olden Rechte/ Vryheit/ Breve/ Wonheit und Zeden/ dar se by wesen hebbet by Unser Vorvaren tyden/ unde schölet en alle unse Breve umme beseghelen/ und unsen groten Seghele/ de wy en vor beseghelt hebben/ eer wy tho Ertzebischope wihet wurden/ Ock hebbe wy bedeghedinget in desser Sone/ unsen Domprovest Heymryke unde Herrn Averike den Clüver Domherrn/ offt se darinne wesen wolden. Willen se aver nicht/ so en schöle wy offte de Unse/ en unde eren Helperen/ mit nichte tho helpe werden/ gestlick ofte wertlick. Vortmer hebbe Wy und unse Helpere/ offte hebbet de Borgere van Bremen/ unde ere Helpere/ den Landesfrede verghen ane broken/ dat schal gantz wesen/ mer we na dessene Daghe den Landevrede meer breckt/ deme schall men volghen na deß Landvredes Rechte. Vortmer schal Greve Curde van Oldenborch/ vrydhlycken besitten sine Lyfftucht/ in deme ghude tho Middelst Hammelwürden/ dat ehme bedehgedhinget ward/ do wy uns soneden mit Herrn Mauritio unsem Domdekene/ wann aver Greve Curd doet iß/ so schall dat Ghud unseme Stichte dehger loß wesen. Ock schall Greve Kersten van Delmenhorst und syne Erven/ fredhlicken besitten unde bruken/ des Ghudes in deme Lechterlande/ alse he dat beseten hefft/ eer Unser tydt/ also langhe wend eme dat ghud affgeloset werde/ na lude siner Breve. Vortmer so en schall desse yegenwardige Breeff tho nenerlye schaden offte hinder kommen/ den Breven/ de de Greven van der Hoyen/ van Oldenborch/ van Delmenhorst/ van Brockhusen/ unde de Raetmann van Bremen under sick beschgelt hebben. All dessen vorschrevenene Stucke hebbe Wy vorschrevene Bischop Albert/ lovet an truwen/ den vorbenoumpden Raetmannen unde Borgherren van Bremen/ Greven Curde/ Jungkherren/ Kerstene van Oldenborch/ Greven Kerstene van Delmenhorst/ und alle eren Helperen/ de in dessene Ohrlege degrepen sind/ truwelyken tho holdende/ vast und unverbroken/ und tho ener openbahren betüchnisse/ so iß Unse grote Jngheregell/ myt Unsem Willen unde Wetschup/ hanghen tho desem Breve. Unde Wy Herthoge/ Wilhelm/ Junghere Lodewich/ Herthogen tho Luneborch vorghenoumpt/ Herr Hinrich Provest tho Lune/ Her Segheband van dem Berghe/ Her Hynrich van Jdsendorpe/ Her Statius van Manichhusen/ Her Otte van Lyne Riddere/ Liborius van Bremen/ unde Thiderich van Hederen/ Knapen/ tho einer grotteren betüchenisse all desser vorschrevenen stucke/ dat de allduß gehandelet und ghedehghedinget sind/ so hebbe wy ock unse Jnghesehghele hangen tho dessem Breve. De so gheven unde degedinget iß/ na Gades Bord/ druttein hundert Jar/ in deme seß unde sestighesten Jahre/ in dem hilghen avende Sunte Cosme unde Damiani/ der hilgen Mertelere.

XLIX.

Ertz-Bischofs Alberti zu Bremen Verzicht-Brief/ über alle ihme wieder die Stadt Bremen zustehende Forderungen. Geben im Jahr 1366. am Heiligen St. Cosmæ und Damiani abend. [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abs. V. pag. 446.] 26.Sept.

C'est-à-dire,

Renonciation d' ALBERT *Archevêque de Brême à toutes les prétentions qu'il avoit sur la Ville de* Brême. *La Vigile de St. Côme & St. Damien.* 1366.

WY Albert van der Gnade Godes/ Ertze-Bischop der hilghen Kercken tho Bremen; Bekennet unde betughet openbahre en dessem Breve/ dat Wy dem Rate und den Menen Borgheren tho Bremen/ wedder antword hebbet/ alle de Breve unde Handvestinge/ de wy unde de unse/ unde unse Helpere en affgedeghedinget hedden/ do wy enen Bremen affgewunnen hadden. Were aver/ deß wy nicht en hoppen/ dat onders jengherleye Breff na desser tyd vorebracht wurde/ den wy offte de unse und unse Helpere/ en offte eren Borgherren/ in der tyd offte na ter tyd/ do wy Bremen en affgewunnen hebben/ affghedeghedindinget offte nomen hedden; den en scholet en nimber mehr/ tho nynerleye schaden offte hinder komen/ unde schall se yo dar nicht mehde manen. Wurden se ock dar mede manet/ so schöle Wy enen deß jo behulpen wesen/ na all unser macht. Tho einer openbahren betughinge so iß unse grotte Jngesegell/ myt unser witschup unde Vulbord/ gehanghen an dessen Breff/ de so geven iß na Godes Bord/ dusend Jahr drehundert Jahr unde in deme seß unde sestegheslen Jare/ in deme hilghen Avende Sunte Cosme unde Damiani der hilghen Mertelere.

L.

Vertrag Ertz-Bischoffs Alberti und des Capituls zu Bremen/ mit dem Rath und der Stadt allda/ von wegen des halben Schlosses zu Stottle/ beschehen zu Winsen am tag Sti. Galli & Lulli annô 1366. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abs. V. pag. 447.] 16. Oct.

C'est-à-dire,

Accord entre ALBERT *Archevêque de Brême avec son Chapitre d'une part, & la Ville de* BREME *d'autre*

ANNO 1366. *d'autre part, touchant la moitié de la Forteresse de* Stotle. *A Winsen le jour de St. Gall & Lulle 1366.*

WY Albert van der Gnade Godes/ Ertz-Bischop der hilligen Kercken tho Bremen/ Bekennen unde betüghen openbahr an dessen Breve/ dat wy uns ghelikendt hebbet/ und beme Rade unde der Stad van Bremen alldus/ dat de Deken unde dat Capittel der hilligen Kercken tho Bremen/ schall unde scholen antworden deme Rade unde der Stad tho Bremen/ dat halve Schlot tho Stotle/ also alse se vore hebden mid allene Rechte/ were offte Se dess nicht en deden/ So scholen wy en dat Schlot tho Stotle helpen wedder winnen/ mid aller unser Macht. Unde wat se darvor vorteereden edder vorkostheden/ offte yenigerleye schaden welckerleye wyse se en nehmen/ dat schollen se reckenen uppe des Capittels helffte/ unde scholen dat Schlot tho Stotle so langhe holden/ bet se dat Gelt hebben van erer helffte/ unde ock dat geldt van des Capittels helffte/ unde dess scholen Wy Albert van der Gnade Godes/ Ertzebischop der hillighen Kercken tho Bremen en enen apenen Breff geven dar Se an bewahret sin. Dit tho holdene/ dess hebbe wy Unse grote Inghezegell gehangen an dessem Breff. Datum Winsen anno Domini M. CCC. LX. sexto, in Galli & Lulli.

LI.

1367. 27. Mai. *Traité d'Alliance entre* EDOUARD III. *Roi d'Angleterre &* LOUÏS *Comte de Flandres &c. Donné la veille du jour de l'Ascension, 1367.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 560.]

NOus Edward, par la grace de Dieu, Rois d'Engleterre, Seignur d'Irlande & d'Aquitaigne,

Faisons savoir a toux que,

Pur acroistre & nourrir Paix, Amiste, & Concorde, entre Nous & noz Subgitz, &, Noble & Puissant Sires, Loys Contes de Flandres, Due de Brabant, Contes de Nevers & Rechlin, & Sires de Malyns,

Et pour profit evident de Nous & de nos ditz Subgitz & Paiis,

Nous, par bon avis & meur conseil, sur ce ens, & par grant deliberacion, avons ordenee, & acordee, & fait Alliances, avec le dit Conte, par la manere que s'ensuit,

C'estassavoir, que Nous Rois & Lui dessus nomez Contes, tout nostre vivant, & les Subgitz d'une couste & d'autre, serrons bon, vrais, & entiers Amis & Allies, & garderons, sustendrons, & supporterons lui uns l'autre, & les Subgitz d'une couste & d'autre, noz Terres, Paiis, & Lieux, de greif, domage, & prejudice, a tout nostre poair:

Et ne souffrerons, scienment, aucuns Gentz d'Armes, Archiers, Balestiers, ne autres, passer par noz dites Terres, Paiis, ne Lieuz quelconques, pour faire Guerre, Domage, ou Vilenie sur aucun de nous dites Parties, ne sur noz Personez, ne Biens, noz Amis, & Alliez a nostre Amour & Alliance, de toute nostre poissance, & par toutes les bones maners que nous purrons & savons, eudivrons & entreaidrons Lui uns l'autre, de Corps, de Biens, & d'avoir, de toute nostre poissanse, contre toutes Geutz & persones qui puissent vivre & morir:

Exceptez tant seulement par especial,

Pour la partie de nous, Rois d'Engleterre,

Le Roi de France & le Roialme de France,

Dom Pierre, Roi d'Espaigne, & le Roialme d'Espaigne,

L'Emperour de Rome qui ores est:

Et pour la partie du dit Contes de Flandres sont exceptez especialment l'Emperour de *Rome* qui pur le temps serra,

Le Roi de France & son Roialme,

Et l'Evesque de Liege, par cause de l'Esglise Seint Lambert;

Les queux ne sont point compriz, par l'une Partie ne pur l'autre, en ces presentes Alliances.

ITEM, que, a tout temps & heure, que lui uns de nous aura affaire de l'Aide de l'autre, c'ils de nous, qui requiz serra, euvoiera, a plus tost que on pourra bonement, a l'autre as cous & frais de requerant, & en aide de cellui mesmes, tantz des Gentz d'Armes, & autres, a Chival, & a Pee, come il pourra bonement, en bon foi & conscience, sanz fraude & mal engin, despourter en regarde a la distance & proschainetee de Lieu, & terme ou quiel la Guerre se ferra, & aussi en regard a l'estat du Paiis de Nous qui requis serra.

ITEM, que en cas que les Subgitz, d'une coste ou d'autre, leveroient ou desobeiroient contre lour Seignur, (est assavoir de nos, Rois d'Engleterre, ou le Conte dessusdit) par acune cause que se seull, la Partie, qui requise serra, mettra, en bon foi & conscience, toute loiale paine & diligence, que faire saura ou purra, d'apeser la Riote, & de faire l'Accord entre eux a mielx que faire se pourra, mes ne serra point tenuz d'envoier aucuns Gentz d'Armes, n'autres, en aide del dit Partie requerante, ne faire aucune Guerre a tieux Subgitz par celle cause, en aucune manere, & ne devra aider ne conferter tieux Subgitz contre leur Seigneur.

ITEM, que, en cas que nous, Rois & lui dessusdit Contes, de nostre commune concorde, entrepreissiens aucune Guerre sur aucune Seignur, Paiis, ou Lieu, a noz communs despens: & Chastel, Ville, ou Forteresse se preigne par aucun de Nous, ou de nos Gentz; la Ville, Chastel, ou Forteresse, ensi prise, demoura a la Partie de Nous, qui l'aura pris, entierement & sanz contredit.

Mes si l'un de nous, en son chief, & pur son Droit recouvrir, face Guerre, a ses propres frais & cous: & Chastel, Ville, ou Forteresse se preigne par l'autre Partie; tieu Chastel, Ville, ou Forteresse demura a la Partie, faisante les despenses, sans aucune difficultes.

Et, en cas que accordee serroit entre Nous, Rois & le dit Conte, que la Guerre se feisist pur hayne ou vengeance prendre sur acun contraire, pur greit, ou damage, ou deshoneur, fait a cause de lui a l'un de Nous, ou a noz Subgitz, par quelconqe cause que ce soit: & Chastel, Ville, ou Forteresse se preigne par l'une des dittes Parties; tieu Chastel, Ville, ou Forteresse demourra a cellui, a qui il serra ajugies par l'Ordinance ou Arbitrage des certeins Gentz, qi a ce serront esluz d'une couste & d'autre.

Et, en cas que le Chief Adversaire de la Guerre serroit pris, par force de Guerre, ou autre aventure, par aucuns Gentz de nous, Rois ou de dit Conte, il serra determines, a qui le dit Chief de la Guerre demurra, par forme & manere que dessus est eselsritz du Chastel, Ville, ou Forteresse prise, parmi covenable regard faisant a cellui, qi l'aura pris par manere q'il appartendra.

ITEM, que certeins Persones serront deputez, d'une couste & d'autre, qi, en regard au Marchee des Vivrees ou Priis taxeront & limitreront les Gages, que les Gentz d'Armes, Archiers, Balestres, & autres, a Chival, & a Piee, prendront par la journe d'une couste & d'autre, sicome de raison serra & il appartendra, selone l'estat des dites Gentz.

Les queles Alliances, Pointz, & Artcles dessus escripez & esclarciz, & chescun par lui, Nous, Rois d'Engleterre dessus nomez, avons promis & jurreez, promettons & jurons, par nos Foi & Serementz, sur ce bailles, a tenir, enteriner, & accomplir au dit Conte, bien & loiaument, par la mesme manere & forme que dit est, sanz aler, venir, ne faire a l'encontre par aucune manere, ou trover voie, ou cautele aucune, secrement ou en apert, contraire as Alliances & promisses dessus dites, ou aucune d'ycelles.

En tesmoignance de ce, & pur tant que nous volons que les choses dessusdites soient bien & fermement tenues, Nos Rois dessusdit, pur nostre partie, avons fait apendre a ces presentes Lettres nostre Grant Seal.

Faites & donnez, la veille du jour de l'Assencion, l'An de Grace mille, CCC. soixante & sept, & de nostre Regne quarantisme primer.

LII.

28. Sept. *Foi & Hommage vendu à* JEAN *Roi de France, par* JEAN *Duc de Lorraine, pour la Terre & Château de* Passavant. *A Paris le 28. Septembre 1367.* [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves, pag. 168. numerotée par erreur 268.]

NOus JEAN Duc de Lorraine & Marchis, faisons sçavoir a tous que nous avons reconnu & reconnoissons pour nous & pour nos Successeurs Ducs de Loherenne, tenir en Fief & en Hommage de tres-Excellent & tres-Puissant Prince le Roy de France nostre Sire, ou nom de li & de ses Successeurs Rois de France,

ANNO 1367. ce, nostre Chastel de Fassavant, avec toute la Chastellerie d'iceluy, & dés maintenant l'avons repris & en sommes devenus son homme, & ly avons fait Hommage. Et comme nous ly fissions demande à-cause de feu nostre Seigneur & Pere, que Dieu absoille, de la Somme de trente mille florins, & aussi de plusieurs courses & chevauchées, & de pilleries, roberies & dommages, que nous disions avoir esté faits en nostre Duchié de Lorraine & ailleurs sur nos Sujets, par maniere d'hostilité, ou nom & par plusieurs Officiers & Sujects dudit Seigneur. Nous de nostre bonne volonté avons quitté de tout le Roy nostredit Seigneur & ses Successeurs, de toutes les demandes dessusdites, & autres quelconques que nous ou noz Successeurs Dux de Lorraine pourrions faire pour occasion des debtes devantdites, ou d'autres quelconques, tant pour lesdites courses & chevauchées, comme pour quelque autre cause, coulent & occasion que ce soit. Sauf en ce le Droit de nos Subjets poursuivir civilement. Et voulons que tous les faits sur les choses dessus dites ou avenuës d'icelles soient & demeurent cancellez & de nulle valeur, sans que jamais action ne demande en puisse estre faitte, par nous ou par autres ou temps avenir. En tesmoin de ce nous avons fait metre nostre Seel à ces presentes. Donné à Paris le vingt-huictiéme jour de Septembre l'an de grace mil trois cens soixante & sept.

LIII.

16. Oct. Revers Bischof Albrechts II. zu Passau und seines Dom-Capituls gegen die Hertzoge von Osterreich Albrecht und Leopold, daß sie ohne dieser Willen und Wissen keinen Fried noch Richtung mit ihren ungehorsamen Bürgern zu Passau wollen machen; geben auch denen bemeldten Hertzogen in Ersetzung ihres in dem zwischen dem Stifft Passau und den gedachten ungehorsamen Bürgern geführten Krieg, erlittenen Schadens, den halben Theil aller der Passauer Häuser und Güter, die in derselben Ertzhertzogen Landen und Stätten, sonderlich in Ober- und Unter-Oesterreich gelegen sind. Geben zu St. Pölten, an St. Gallen tag 1387. [HUNDII Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 268. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LUNIGS Spicileg. Eccles. im II. Theil. pag. 798.]

C'est-à-dire,

Revers donné par ALBERT II. *Evêque de Passau, & par son Chapitre aux Ducs d'Autriche* ALBERT *&* LEOPOLD, *par lequel lesdits Evêque & Chapitre s'engagent à ne faire ni Paix ni Accord avec leurs Sujets rebelles & desobéissans, sans le consentement desdits Ducs* ALBERT *&* LEOPOLD; *leur cedant & transportant en outre, la moitié des Biens desdits Sujets de* Passau *situés principalement dans la haute & Basse Autriche, & cela pour dédommagement des Pertes & Dommages qui leur ont été causés par cette Guerre. Fait à St. Hippolite le jour de St. Gall* 1367.

WIr Albrecht von Gottes Gnaden Bischofe zu Passaw, verjehen, bekennen und thun kund offentlich mit diesem Briefe, wann die Durchleuchtigen Hochgebornen Fürsten, unsere liebe Herren Hertzog Albrecht, und Hertzog Leupold, Brüder, zu Oesterreich, zu Steyr, zu Kärnten, und zu Krain, Grafen zu Tyrol, &c. uns und unserm Gotteshaus zu Fürderunge, und zu Hilffe, sich angenommen und underwunden habent, mit sambt uns, freundlich und ernstlich unsers Kriegs, den wir haben mit unsern widerspennigen und ungehorsamen Burgern zu Passaw, die sich mit freveler Getürstigkeit, unbillich und unrechtlich wider uns und das vorgenant unser Gotshauß gesetzt habent, daß wir darumbe den vorgenanten unsern Herren von Oesterreich verhaissen und gelobt habent, wissentlich mit unsern treuen, on Geverde, verhaissen und geloben auch vestiglich mit diesem Briefe, daß wir von den vorgenanten Burgern zu Passaw nimmer Frid noch Sünne oder Richtung aufnemmen sollen noch wollen in keinen weg, on der vorgenanten unserer Herren von Oesterreich Rath, Wissen und Willen. Als auch uns und den ehegenanten unserem Gotshauß, von den Gerichten deß H. Röm. Reichs, mit Urtail und mit Recht erkennet, ertheilet und geschafft ist, alle der vorgenanten unserer ungehorsamen Burger zu Passaw ligende und fahrende Haab, wo die gelegen, und wie die genant ist, nach Sage unserer Behab-Briefe, die wir darumb haben, darüber uns die vorgenanten unsere Herren von Oesterreich, in ihren Landen, zu Schirm und schirmern gegeben seind von des H. Reichs wegen, haben wir nach billicher Betrachtung erkennt und bedacht die grossen Schaden, die unser vorgenante Herrn von Oesterreich, und ihr Lande und ihr Leute, nemet von deß ehegenanten Kriegs wegen, an ihren Manten, und in ander Wege, manigfaltiglich, und geben ihnen auch mit diesem Briefe wissentlich und williglich, den halben Theil aller der vorgenanten Passawer Gründen und Häuser, Acker, Weingarten, und Wisen, und aller der Früchte, Nutze, und Dienste, ligender und farender Haab, wo sie die haben, und wie sy die nant ist in der vorgenanten unser Herren von Oesterreich Landen und Stetten, sonderlich in dem Land und Stetten zu Oesterreich, allenthalben ob der Enß, under der Enß, und auch in andern ihren Landen und Stetten, daß wir zu aller der ehegenanten Burger zu Passaw fahrenden Haabe, wie die genant ist, und zu allen ihren Früchten, Zinsen und Zähenden, Nutzen und Diensten, sie seind an Traide, an Wein, an Pfenning, an Gewand, an Viehe, und an allerhand Kauffmannschafft, und wie ihr fahrende Haab genant ist, greiffen sullen, jchunder unverzogentlich, und die mit einander gleich theilen, als vor beschriben stehet, und was aber auff das Absaumen, Furen, und Einbringen derselben Nutze und fahrender Haab nothdürfftiger und gewonlicher Kost und Zehrung gehet, die sullen unserer Amtleut und Diener, die wir baidenthalb darzu schicken, vor abnemen von gemainem gut, ohn alles Geverde, und sullen wir die übrigen Nutze und fahrende Haab gleich mit einander theilen, also, daß den vorgenanten unsern Herrn von Oesterreich der halbe Theil, und der ander halbe Theil uns rechtiglich und redlich gefalle, ohn alle Irrung und Geverde, was aber darüber ist an Gründen und Häusern, und Weingarten und Eckern, und an ander ligender Haab, wie die genant ist, die sullen wir baidenthalb legen in unsern gemeinen Gewalt, ziehen und nemmen, und sullen die also in unserm Gewalt ungetheilt ligen lassen, ung auff die Zeit, daß wir baiderthalb mit einander zu Rath werden, wie und wann wir die angreiffen, also, daß es uns baidenthalb redlich, ehrlich, und nützlich sey. Und wann wir deß also mit einander überein komen, so sullen wir dieselbe ligende Haab auch thailen, gleich in zween Theil, der einer gefallen soll der vorgenanten unsern Herrn von Oesterreich, und der ander uns, gleich als auch die ehgenant fahrende Haab. Und sullen dieselben Theilung der Gründe und aller ligender Güter thun nach Rath und Erkantnuß, der Edlen und Erbern Herrn, Graf Ulrichen von Schaumberg, Herrn Eberharts von Waldsee, von hin Hauptmans ob der Enß, und Herrn Eberharts von Dachsberg, und wer der dheiner, davor GOtt sey, in der Zeit ab, oder sonst darzu nicht kommen mocht oder wolte, an deß statt sullen und mogen die vorgenanten unsere Herren von Oesterreich geben ein andern erbaren Herren ihres geschwornen Raths, welchen sie wollend, die gemainiglich, oder der mehrer Theil darumb sprechen und erkennen mügen und sullen, wann wir das baidenthalb an sie vordern, ohn alles Geverde, und wann sie dieselbige Thailung also getheilend, so soll unser jedweder mit dem Thail, so ihm gefallend, seinen Frummen schaffen und thun, wie ihme das allerbest füget. Würde auch der vorgenante unser Krieg als lang weren, und die ehegenanten unser Herren von Oesterreich so grossen Schaden nemmen, daß sie billich deuchte, und an uns vorderten daß wir in aller der ehegenanten fahrender und ligender Haabe mehr, dann den halben Theil sollen fallen lassen, das sullen und wollen wir auch gern thun, nach Erkantnuß und Rathe der vorgenanten dreyer Herrn, oder des mehren Theils under ihn, und welcher under denselben 3. darzu nicht kommen mochte oder wolte, an deß stat sollen die vorgenanten unser Herren von Oesterreich auch einen andern Herren ihres geschworen Raths geben, als vor beschriben ist, ohn alles Geverde. Wann auch wir dise vorgeschriben Gelübe und Taidung, durch deß ehegenanten unsers Gotshauß und unsere sichtigen Notturfft, mit Willen, Rath und Wissen unsers Capitels gethan haben, darumben binden wir darzu wissentlich dasselbe Gotshauß, unser Nachkommen, und unser Capitel festiglich zu halten alles das hievor geschriben stehet, ohn alles Geverde. Darüber zu Urkund geben wir disen Brief, versigelten mit unserem anhangenden Insigel, der geben ist zu S. Pölten, an S. Gallen Tag, nach Christi Geburt 13. hundert Jahr, darnach in dem 67. Jahr.

LIV.

Regis Ungariæ LUDOVICI *Litteræ Absolutoriæ, quibus tam suo, quam Genitricis suæ Reginæ* ELISABETHÆ *nomine, cassat, annullat & mortificat Litteras Fœderis inter se & Duces Austriæ,* RUDOLPHUM, FRIDERICUM, ALBERTUM *&* LEOPOLDUM *permutatas, dictosque Duces ab omnibus & singulis obligationibus, promissionibus, pactis, Juramentis, & Ligis, quibus vigore harum Literarum ipsi adstricti extitére,* 20. Oct.

ANNO 1367. *titère, absolvit, quittat & liberat. Dat. Wudæ die* 20. *Octobr.* 1367. Cum *Insertione dictarum Literarum irritarum.* [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Tresor de la Regence & de la Chambre à Vienne.]

NOs Ludovicus Dei gracia Rex Hungar. &c. Et Elyzabeth eadem gracia Senior Regina ejusdem Regni sua Genitris, quia de facili à memoria labitur hominum, quod non serenat lucida series Litterarum; Eaptopter ad cunctorum noticiam deducimus per presentes, quod nos publice fatemur in hiis scriptis, Litteras Serenissimorum Principum Dominorum Rodolphi, Fridrici, Alberti & Leopoldi Ducum Austrie, Stirie & Karintie, &c. Sigillis ipsorum necnon Episcoporum, Prelatorum, Baronum & Civium earundem vallatas & communitas habuisse sub hiis verbis. Nos Rodolphus, Fridricus, Albertus & Leopoldus, Dei gracia Duces Austrie, Stirie & Karintie, &c. Notum facimus universis, presentes Litteras inspecturis, quod nos attendentes quantum ex concordia & unitate rerum non tam magnarum, quam eciam parvarum soleat provenire augmentum, volentesque nos, ex unione, colligancia & connexione fraternali, unà cum Serenissimo Principe Domino Lodovico Dei gratia Rege Hungarie, Fratre nostro Karissimo, nostris & suis comodis, indempnitatibus & profectibus, attencius providere, de maturo & deliberato consilio Prelatorum & Waronum pro nobis, nostrisque Heredibus & Successoribus promittimus bona fide, cum omni sinceritate & dileccione, absque omni fraude & dolo, tactis Sacrosanctis Euvangeliis, corporali præstito Juramento, nos cum predicto Domino Rege Fratre nostro velle esse, nunc & semper indissolubiliter unitos, & fraterne dileccionis vinculo connexos, ita videlicet, quod nos, nostrique Heredes predictum Dominum Regem Fratrem nostrum, suosque Heredes & Successores, Terras, ac sua Dominia, cum suis Juribus & pertinenciis, quas & que in presenti habet & possidet, vel impostérum possidebit, contra omnes homines, cujusvis status condicionis & preheminencie existant, eciam si Regali aut Imperiali fulgeant Dignitate, nullo penitus dempto & excepto, defendere, tueri & adjuvare, ac protegere teneamur, eique & suis Heredibus ac Successoribus, adesse, si eciam oportebit propriis in personis, cum tota nostra potencia, milicia ac substancia, non parcendo rebus, laboribus & expensis, quin eciam sua negocia tanquam nostra propria fore reputantes, toto nostro posse, sibi suisque Heredibus contra omnes Invasores, dampnificantes, & occupare volentes suas Terras & Dominia, omni dilacione, tergiversione, ac colore quesito procul motis, continuato presidio, usque ad finem & finalem rei exitum quocienscunque requisiti fuerimus per eundem Fratrem nostrum ac suos Heredes, omissis eciam postpositis omnibus aliis, propriis, vel aliorum factis aut negociis, quibus pro tunc essemus occupari, eidem fraternaliter succurremus. Ita tamen, quod nullam brigam seu guerram prefactus Dominus Rex, Frater noster, absque nostro consilio & beneplacita voluntate, atque scitu movere intemptabit, quod modo simili nos nullam brigam seu guerram, cuicunque movebimus sine ejusdem Domini Regis Fratris nostri consilio, scitu & consensu; Preterea promittimus bona fide ut supra, quod nullam affinitatem, parentelam & consanguineitatem, cum aliqua persona contrahemus, sine voluntate, scitu, & consensu, Domini Regis Fratris nostri prenotati. Insuper omnes ipsi Domino Regi Fratri nostro, & suis Heredibus inimicantes insidiantes, & suos emulos, nostris habebimus pro emulis & inimicis specialibus, nec cum aliquo emulorum, inimicorum, & eidem Domino Regi malevolenciam Pacem, Concordiam, Unionem, nec aliquam Colligantiam inimus, sine beneplacito, & expressa voluntate Domini Regis Fratris nostri supradicti, modo quo superius est expressum. Eciam sub virtute prestiti Juramenti pollicemur, quod ad ejusdem Domini Regis Fratris nostri comoda amplianda, honorisque sui augmentum, dictis, factis, opere & voluntate semper assistemus, & suo honori, fame & statui, ac profectui derogare volentibus, totis viribus volumus esse contradictores & impugnatores: Preterea eciam omnem Concordiam, Unionem & Colliganciam, cum quibuscumque personis, initam & firmatam, que premisse Unioni, Confederacioni, & Colligacioni in toto vel in aliqua sui parte derogaret seu posset in futurum derogare, irritam esse volumus & inanem, omnem vero Concordiam, Pacem, Ligam & Unionem, cum predicto Rege Fratre nostro Karissimo quocunque tempore initas & contractas que huic presenti Confederacioni robur possent tribuere aliquale in sua firmitate & vigore perhempnaliter fore decernimus permansuras. ANNO 1367. Verum quia prefati Domini Duces Austrie, Literas Colliganciarum & Confederacionis, tenoris superius expressati, quas ipsis alias donavimus, sanas & integras reddiderunt, ob quod ad restitucionem suarum Litterarum consimilis tenoris, quas nobis donaverunt, ipsis nos ex dicta ordinacione, inter nos & eos habita conspicimus obligari, prout eciam Illustris Princeps Uladyzlaus Dux Opuliensis, consanguineus noster karissimus, se nostro nomine & de speciali nostro mandato, ad manus Serenissimi Principis & Domini Domini Karoli quarti Romanorum Imperatoris, semper Augusti & Wohemie Regis, Fratris nostri Karissimi predictis Ducibus suis Litteris & promissionibus bona fide firmiter obligavit, Et quia dicte Littere prefatorum Dominorum Ducum in nostro conservatorio, casu accidente fortuito, deperdite, alienate, existunt & amisse, nec easdem habito exinde diligenti scrutinio invenire potuimus de presenti quoquomodo. Eapropter, ne ex deperdicione, alienacione, seu amissione dictarum Litterarum supradictis Ducibus, ac eorum Heredibus & Successoribus aliquod periculum, scandalum seu infestacio possit futuris temporibus imminere, aut aliqeatenus evenire, talibus malorum & fortuitorum casuum eventibus debito amminiculo obviare cupientes, habita deliberacione, unacum eadem Serenissima Principe Domina Elyzabeth Regina Hungarie Genitrice nostra Karissima, Prelatisque & Waronibus nostris, prematura, dictas Litteras prefatorum Dominorum Ducum, modo quo supra casualiter deperditas, alienatas & amissas, quoad omnes ipsarum continencias, clausulas, capitula & puncta, de certa nostra sciencia, cassamus, anulamus, mortificamus, irritamus, viribusque & vigoribus per omnia decernimus carituras, Renunciantes expresse predictis Litteris, & omni Juri seu beneficio, quod nobis Heredibus & Successoribus nostris posset ex ipsis, futuris temporibus, competere vel aliqualiter provenire, prefatosque Dominos Duces Austrie, &c. & eorum quemlibet ipsorum Heredes & Successores, nec non Prelatos, Warones & Cives eorundem quorum Sigilla prefatis Litteris preallegatorum Dominorum Ducum, propter firmiorem & uberiorem observanciam, ac tenacitatem validiorem promissorum appensa fuerunt & annexa, ab omnibus & singulis obligacionibus, promissionibus, Pactis, Juramentis & Ligis, quibus vigore predictarum Litterarum, nobis, Heredibus & Successoribus nostris, astricti extiterunt & obnoxii, absolvimus, quittamus, liberamus, & auctoritate presencium omnino liberos reddimus & solutos. Insuper promittimus pro nobis Heredibus & Successoribus nostris Regibus Hungarie, quod predictis Litteris, si unquam futuris in temporibus invente fuerint, vel in lucem prodierint quovismodo uel in Judicio & extra non velimus vel aliqualiter debeamus, sed predicte Littere tanquam frivole, irrite, & vacue haberi debeant & perpetuo reputari, in cujus rei evidens testimonium & fidem premissorum, nostrum Regium, & ejusdem Domine Regine, Matris nostre precare, Sigilla autentica appendi jussimus ad presentes. Datum Wude vigesima die Mensis Octobris, Anno Domini Millesimo, trecentesimo, sexagesimo septimo.

LV.

*Compromis d'*HENRI *Roi de Castille & de Leon, qui remet à* CHARLES *Roi de France la décision de tous les différens qu'il a avec le Roi* (r) *d'*ARAGON, *donné le* 20. *Novembre*, 1368. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 222.] 1368. 20.Nov. CASTILLE ET ARAGON.

HENRICUS Dei gratia Res Castellæ & Legionis; Universis & singulis præsentes Literas inspecturis salutem. Cum quicunque verus Catholicus, maximè mundi Principes, amorem, amicitiam, pacem & dilectionem cum cæteris Principibus fidelibus habere, ponere & nutrire pro suis posse & viribus teneantur, ut ex hinc ipsi eum suis Subditis in sincera tranquillitate Pacis vivant. Notum facimus quod nos amicitiam & dilectionem Serenissimi Principis & Regis ARRAGONUM desiderantes intimè; de debito, dissensione & discordia qun sunt aut posse sperantur oriri, inter dictum Regem Arragonum ex parte una, & nos ex altera, in arbitrium, voluntatem, ordinationem atque dictum illustris & magnifici Principis Caroli eadem gratia Regis Franciæ

(r) C'étoit *Pierre* IV. surnommé *le Cérémonieux.*

ANNO 1368. Fratris nostri charissimi, compromisimus & compromittimus; & juramus verbo Regis, nec non super imaginem & memoriam Domini nostri Jesu Christi crucifixi, Evangeliaque sua sancta corporaliter tactam & tacta, ordinationi voluntatis & dicto dicti Regis Franciæ Fratris nostri carissimi, penitus stare, ipsasque inviolabiliter observare * rata & grata ea nunc habemus & habebimus perpetuò, quicquid per dictum Regem Franciæ Fratrem nostrum charissimum ordinatum super dicto debato fuerit sive dictum.

§. 2. Et hoc sub obligatione omnium Regnorum, bonorum, Hæredum & Successorum, & insuper sub pœnis per dictum Regem Franciæ Fratrem nostrum charissimum & ejus arbitrio declarandis & etiam applicandis; dum tamen idem Rex Arragonum in dictum Regem Franciæ Fratrem nostrum charissimum, infra Festum purificationis beatæ Mariæ proximè instantis, de facto per suas Litteras modo simili compromittat. Qui quidem Rex Franciæ, Frater noster charissimus, infra unum annum, à die purificationis beatæ Mariæ proximè venientis computandum, ut arbiter de istis prædictis tenebitur ordinare, dicere & pronunciare. Volumus tamen & consentimus quod idem Rex Franciæ Frater noster charissimus dictum tempus pro arbitrio prorogare possit & valeat, ut pro ambarum Partium utilitate & commodo sibi videbitur melius expedire.

§. 3. Quod si idem Rex Arragonum concesserit in præmissis, volumus & consentimus per præsentes, quod inter ipsum Regem Arragonum & Filium suum Primogenitum, Regna, Terras & Subditos suos ex parte una, nosque, Filium nostrum Primogenitum, Regna & Subditos nostros ex parte altera; ex nunc amicitiæ & Fraternitates, & plenius fiant Ligæ & Confœderationes contra quascunque personas, quæ possunt vivere sive mori, excepto prædicto Rege Franciæ Fratre nostro charissimo, & Successoribus ejus Franciæ Regibus: sic quod idem Rex Arragonum, aut suus Primogenitus, contra dictum Regem Franciæ Fratrem nostrum charissimum, Filium, natum aut nasciturum, Primogenitum, sive Regni primum Hæredem, Regnum, Terras & Subditos suos, nosque Filium nostrum Primogenitum, natum aut nasciturum, Regna, Terras & Subditos nostros, Guerram, damnum, detrimentum, vituperium aut dedecus non faciant, inferant aut procurent; faciat, inferat aut procuret; sive fieri, inferri aut procurari faciant, aut faciat per alium, quovis modo.

§. 4. Quod si idem Rex Arragonum, aut Filius ejus Primogenitus, contra faciant, (quod absit) aut faciat, cessabit prædicta exceptio sive expectatio, & nos, Primogenitus noster, unà cum Rege Franciæ Fratre nostro charissimo, ejusque Primogenito nato aut nascituro, sive primo Regni sui Hærede, erimus, prout sumus, unanimiter Confœderati contra dictum Regem Arragonum & suum Primogenitum prædictos.

§. 5. In quorum omnium testimonium præsentes istas Litteras Sigilli nostri majoris, una cum signo propriæ manus nostræ, & subscriptione Notarii infra scripti, jussimus appensione muniri. Datum in Palatio nostro, in obsidione nostra supra Civitate Tolerana, die vigesima Mensis Novembris, Anno Domini 1368. secundum computationem Romanam, Regni verò nostri anno tertio. *Ainsy Signé*; NOS EL REY. *Et plus bas est escrit.*

§. 6. Et ego Theobaldus Royers Diocesis Antissiodorensis publicus atque auctoritate Apostolica Notarius, compromisso, juramenti præstationi ac omnibus & singulis supra dictis, dum sic agerentur & fierent per dictum Dominum Regem Castellæ, anno, die, mense & loco prædictis, præsens interfui, eaque omnia & singula sic fieri vidi & audivi; & ad requisitionem dicti Domini Regis Castellæ in hanc publicam formam redegi, signum mano consuetum ibidem apponens. Et fuerant ad præmissa sic facienda testes: Dominus Infans Arragonum Archiepiscopus Toletanus, & alii subscripti. *Ainsy Signé* ROYERS. *Et sur le reply est escrit* Per Regem in suo Consilio Dominus Petrus Ordinis Fratrum Minorum Infans Arragonum compromissus Archiepiscopus Toletanus, Petrus Ferdinandus de Velasco Camerarius major, Fernandus Gomezius Murciæ Thesaurarius major, Petrus Loyol, Fernand Petrus de Ayala, Didacus Gomezius de Toleto, Gundisalvus Messiæ de Miengna Decanus Burgensis, Petrus de Cevorio Archidiaconus de Tauro, Joannes Ferdinandus de Padolla Consiliarii. *Ainsy Signé* ROYERS *& scellé sur lace de soye jaune & rouge d'un grand Seel sur cire jaune & rouge.*

ANNO 1368.

LVI.

20. Nov. *Confœderatio* CAROLI V. *Regis Franciæ cum* HENRICO *Rege Castellæ, pro præstando sibi mutuo auxilio, præsertim contra Regem Angliæ. Dat. in obsidione Toletana die 20. Novembris* 1368. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag 598. Voyez l'explication de quelques Articles de ce Traité sous le 8. Juin 1369.]

IN NOMINE DOMINI AMEN.

AD perpetuam, Fraternitatis, Confœderationis, & Amicitiæ,

Inter, Illustrem & Magnificum Principem, Karolum, Dei Gratiâ, Regem Francorum, Fratrem nostrum carissimum, ex parte unâ, & Nos Henricum, eadem Gratiâ, Castellæ & Legionis, ex parte alterâ, initarum,

Memoriam,

Et ut,

Nonnullorum dementium, more Serpentis inficientis venenosè Terras, cornibus elatis & effrænato capite, discurrentium hinc inde, insanie & furore, nutu divino, totaliter extirpatis,

Populus fidelis in tranquilitate Pacis vivat,

Dictúsque Rex Franciæ, Frater noster carissimus, & Nos vites corporis, substantiam, & Subditos, nullo obviante contrario, contra Infideles exponere valeamus,

Ligæ, Confœderationes, Pacta, Fraternitates, Amicitiæ, Conventiones, & Tractatus facti, & facta, sont,

Inter Nos, prædictum Henricum, Regem Castellæ & Legionis, ex unâ parte,

Et, Nobiles, Franciscum de Perilliolibus, Vicecomitem Rodæ, Admirallam Franciæ, Johannem de Rya Dominum de Nebburis, Milites, Consiliarios & ot Procuratores dicti, Fratris karissimi, Regis Franciæ, virtute potestatis sibi datæ, ex altera,

Qui & quæ secuntur,

PRIMÒ (videlicet) quòd Nos Henricus, Rex Castellæ, prædictúsque Filius noster Primogenitus, natus aut nasciturus, Regna, Terræ, Patria, & Subditi nostri, sumus, & erimus ex nunc de cætero, unà cum dicto Karolo, Rege Francorum, Fratre nostro carissimo, Filióque Primogenito, nato aut nascituro, seu primo Regni sui Hærede, Regno, Terrâ, Patriâ, & Subditis suis, boni, veri, fideles Confœderati, & adhærentes Amici, tamquam nostro vero Fratri naturali & Germano, tali modo; videlicet,

Quod Nos, & Filius noster Primogenitus, natus aut nasciturus, dampnum, vituperium, detrimentum, aut dedecus, dicti Fratris nostri carissimi, Regis Franciæ, Filii Primogeniti, nati aut nascituri, seu primi Regni sui Hæredis, Regni, Terræ, Patriæ, & Subditorum suorum, non procurabimus ullo modo,

Nec cuicunque Personæ viventi, cujuscúnque status, conditionis, præeminentiæ, aut dignitatis existat,

Etiam si Persona Regalis fuerit, aut alia,

Quæ dicto, Fratri nostro karissimo, Regi Franciæ, Filio Primogenito, nato aut nascituro, seu primo Regni sui Hæredi, Regno, Terræ, Patriæ, & Subditis suis, Guerram, dampnum, vituperium, detrimentum, aut dedecus facere, perpetrare voluerit aut inferre,

Consilium, auxilium præstabimus seu favorem;

Quæ quidem Ligæ, Confœderationes, Pacta, Amicitiæ, Conventiones, & Tractatus, supra & infra scripti & scripta, durabunt quo ad vitam, Fratris nostri karissimi, Regis Franciæ, Filii masculi Primogeniti, nati aut nascituri, & primi Regni Hæredis, suorum, nostrique Regis Castellæ & Legionis, Filii Primogeniti, nati aut nascituri nostri, prædictorum, & quamdiu ipsi & nos vitam duxerint, aut duxerimus, in humanis.

ITEM, prædictum Fratrem nostrum carissimum, Regem Franciæ, & Primogenitum, natum aut nasciturum, & primum Regni sui Hæredem, Regnum, Terras, & Subditos suos, tàm per Mare, quàm per Terram, contra quascúnque Personas, quæ possunt vivere sive mori, cujuscúnque status, conditionis, præeminentiæ, aut dignitatis existant,

Etiamsi Persona fuerit Regalis aut alia,

Quæ dicto Fratri nostro carissimo, Regi Franciæ,

Filio

ANNO 1368. Filio Primogenito, nato aut nascituro, & primo Regni sui Hæredi, Regno, Terræ, Patriæ, & Subditis suis, Guerram, dampnum, vituperium, detrimentum, aut dedecus facere, perpetrare voluerit aut inferre, ANNO 1368.

Bonâ fide juvabimus, & juvare tenebimur, absque fraude,

Nosque Guerram dicti, Fratris nostri carissimi, Regis Franciæ, Filii Primogeniti, nati aut nascituri, aut primi Regni Hæredis suorum, in Nos, & in Personam nostram, tamquam propriam nostram, recipiemus & recipere tenebimur, ac in Regnis nostris, tamquam nostram propriam, facere præconizari & jubere:

Sic tamen quod dictus, Frater carissimus, Rex Franciæ, Primogenitus, aut Regni sui Hæres primus, sive alter eorumdem, Nos, aut Primogenitum nostrum, natum aut nasciturum, requisierit: seu, per eos, aut eorum alterum, fuerimus, de certo Regni nostri & Subditorum nostrorum armatorum numero, ad opus Guerræ suæ, subvenire requisiti; Nos, Primogenitus noster, natus aut nasciturus, hoc facere, ipsasque Gentes ad servitium & juvamen, Fratris nostri carissimi, Regis Franciæ, Filii Primogeniti, nati aut nascituri, & primi Regni Hæredis, suorum prædictorum, eorum tamen sumptibus & expensis, mittere teneamur.

ITEM, Guerrâ, nomine, Fratris nostri carissimi, Regis Franciæ, Filiique Primogeniti, nati aut nascituri, seu primi Regni sui Hæredis, aut nostri nomine, sive Filii nostri Primogeniti, nati aut nascituri, contra quemcúnque inceptâ, Nos, & Primogenitus noster, cum Parte adversâ Pactum, Tractatum, Accordiam, Treugam, seu Pacem facere, tractare, accordare (absque concensu & voluntate expressis dicti Fratris nostri carissimi, Regis Franciæ, Filii Primogeniti, nati aut nascituri, seu primi Regni Hæredis) & firmare non poterimus seu poterit quomodolibet aut inhire.

ITEM, si dictus, Frater noster carissimus, Rex Franciæ, pro isto præsenti Anno, in Æstate seu Vere proximè venientibus, Guerram haberet contra Regem Angliæ, & pro dicta Guerra decem Galeas armare voluerit & armaverit supra Mare, Nos viginti Naves teneamur armare:

Et, si dictus, Frater noster carissimus, Rex Franciæ plures Galeas aut pauciores armaverit, nos in duplo Naves armare tenebimur secundum quantitatem prædictam;

In casu verò dùm & quando Civitatem Yspalensem recuperavimus: visumque bonum & expediens fuerit duobus Admirallis, Franciæ & Castellæ, pro utilitate & commodo nostris, aut Fratris nostri carissimi, Filii Primogeniti, primi Hæredis: & quòd pro Expeditione dictæ Guerræ debeat, & quanta Armata fieri supra Mare; quantas Galeas dictus, Frater noster carissimus, Rex Franciæ, aut Filius Primogenitus, natus aut nasciturus, sive Regni sui primus Hæres, armaverit, Nos, aut Filius noster Primogenitus, tantas Galeas teneamur & teneatur armare, & in hoc casu Naves non teneamur seu teneatur armare: quamque, si in Anno præsenti minimè (quod absit) Civitatem Yspalensem recuperare valeamus, & dictis duobus Admirallis expediens supra Mare videatur Armata, quantas Galeas, carissimus Frater noster, Rex Franciæ armaverit, Nos Naves in duplo teneamur armare.

Volumus tamen quod Admiralli prædicti & ipsorum quilibet, de Consensu, Licentia, & Mandato expresso dicti Fratris nostri carissimi, Primogeniti, aut primi Hæredis, nostrique aut Primogeniti nostri, prædictorum, Juramentum solempne facient & præstabunt, si quod ipsi & eorum quilibet utilitatem, commodum, & honorem ambarum Partium procurabunt, & tàm unius quàm alterius communiter & divisim bonâ fide totaliter observabunt, seu quod Navium & Galearum Armatâ prædictâ Admiralli prædicti Guerram habeant facere in Partibus & Locis illis, ac pro tanto tempore, quibus pro ambarum Partium commodo & utilitate eis magis videbitur expedire.

ITEM, volumus quòd, quamdiu dicti Admiralli commitivâ navigabunt insimul, quiquid super Inimicos, tàm in Terra, quàm in Mari, acquisiverint, inter ipsos duos Admirallos per medium dividetur, æquali portione distribuendum, secundum morem & consuetudinem Regnorum Franciæ & Castellæ prædictorum.

Si verò contingat quòd, per ipsos, sic insimul commitivâ navigantes, aliquis, de Sanguine Regali Angliæ, aut Petrus Inimicus noster, qui se olim Regem Castellæ usurpativè nominavit, captus fuerit, ad arbitrium, ordinationem, & voluntatem, dicti, Fratris nostri carissimi, Regis, Primogeniti, aut primi Regni Hæredis suorum, nostrique, aut Filii nostri Primogeniti, nati & * nascituri, captivus tenebitur; insimulque poterimus, unà cum dicto Fratre nostro carissimo, super expeditione & deliberatione dicti captivi ordinare, prout ambarum Partium placuerit voluntati.

* Peut-être aut.

Quippe cum dicti Admiralli non commitivè sed particulariter navigabunt, quicquid eorum alter, tàm in Mari, quàm in Terrâ, acquisiverit, erit suum, absque alteri Admirallo *Distributione* faciendâ, & hoc secundum Consuetudinem Regnorum Franciæ & Castellæ prælibatam.

ITEM, Castra, Civitates, Villæ, Fortalitia, sive Loca, quæ & quas Nos aut Gentes nostræ, in Regno & Terra Angliæ, & Ducatu Acquitaniæ, acquisiverimus, occupaverimus, acquisiverint, seu occupaverint, Nos, dicto Fratri nostro carissimo, Regi Franciæ Primogenito, aut primo Hæredi, sive suo certo Nuncio aut mandato, Nos, & Gentes nostræ prædictæ, & Filius Primogenitus noster, liberè dare & restituere tenebimur, & etiam tenebuntur;

Supra quibus & eorum quolibet, tàm super Guerrâ, quàm Personis supradictis, & omnibus aliis ad hoc necessariis, factum Guerræ, utilitatem & commodum dicti, Fratris nostri carissimi, Regis Franciæ, Primogeniti, nati aut nascituri, sive primi Regni sui Hæredis, Regni, Terræ, & Subditorum suorum, concernentibus, Nos, aut Primogenitus noster, relationi simplici & acertioni, per dictum; Fratrem nostrum carissimum, Regem Franciæ, aut Primogenitum, sive Regni sui primum Hæredem, sive Literis super hoc, aut suo certo Nuncio, ad hoc habendi specialem potestatem, Nobis aut Primogenito factis, absque alia probatione seu informatione quacúnque, per dictum, Fratrem nostrum carissimum, Regem Franciæ, Primogenitum, & primum Hæredem, suos faciendis, fidem indubiam plenariè tenebimur, & tenebitur, & promittimus adhibere; intimationéque, prout prædicitur, nobis factâ, Nos, & Primogenitus noster, prædictum, Fratrem nostrum carissimum, Regem Franciæ, Primogenitum, & primum Hæredem, Regnum, Terram, & Subditus suos, secundum formam superiùs prælosertam, de facto tenebimur, & tenebitur, viriliter adjuvare.

Sanè a Ligis, Confœderationibus, Pactis, Conventionibus, & Tractatibus prædictis excipimus & excipi volumus Personas, Sanctissimi in Christo Patris, Domini nostri Romani Pontificis, &, Illustrissimi Principis, Karoli Imperatoris semper Augusti, pro nunc viventium, necnon similiter Regem Arragonum, & Filium suum Primogenitum, qui nunc sunt, dum tamen idem Rex Arragonum, & Filius suus Primogenitus, eorúmve alter, contra Fratrem nostrum carissimum, Primogenitum, natum aut nasciturum, sive Regni sui Hæredem, Regnum, Terram, & Subditos suos, sive Nos, Primogenitum, natum aut nasciturum, Regna, Terras, & Subditos nostros, Guerram, dampnum, & vituperium, aut dedecus, sive detrimentum non faciant, inferant, aut procurant, faciat, inferat, aut procurat, suis fieri, inferri, aut procurari faciant, aut faciat, per alium quovismodo; quod si (quod absit) idem Rex Aragonum, aut suus Primogenitus contrarium facerent, cessabit prædicta exceptio, & Nos, & Primogenitus noster, aut primus Regni nostri Hæres, cum, dicto Fratre nostro carissimo, Rege Franciæ, ejusque Primogenito, nato vel nascituro, seu primo Regni sui Hærede, erimus, prout sumus, unanimiter Confœderati contra Regem Arragonum & suum Primogenitum prælibatos.

Quæ omnia prædicta & singula Nos, prædictus Henricus, sanâ & provisâ deliberatione Consilii super hoc præhabitâ, pro Nobis, Primogenito, nato aut nascituro, Regnis, Terris, & Subditis nostris, juramus, in animam nostram, super ymaginem & Memoriam Domini nostri Jehu Christi crucifixi, Envangeliaque sua Sancta, corporaliter tactam & tacta: promittimusque, verbo Regis, bonâ fide, prædictis Procuratoribus, Francisco & Johanni, vice & nomine dicti, Fratris nostri karissimi, Regis Franciæ, Filiique sui Primogeniti, nati aut nascituri, sive primi Hæredis Regni, Terræ, & Subditorum suorum, & pro ipsis, facere, tenere, &, de puncto ad punctum, fraude & malo ingenio cessantibus, adimplere ac inviolabiliter observare; & hoc, sub obligatione omnium Bonorum, Hæredum & Successorum nostrorum futurorum, necnon & sub Pœnâ Parjurii, quam Rex potest incurrere tali casu, insuperque sub Pœnâ centum mille Marcharum auri:

In quibus obligationibus & Pœnis Nos, dictus Rex Castellæ & Legionis, Regna, & omnia Bona nostra, Hæredum & Successorum nostrorum, dicto, Fratri nostro carissimo, Regi Franciæ, ejusque Primogenito, nato aut nascituro, aplicanda, tamquam pro judicato, condempnato, & concessato, & in ipsas Pœnas,

Anno 1368.

nus, si contra prædicta Nos aut Primogenitus noster fecerimus aut fecerit, confitemur Nos & Primogenitum nostrum ac judicamus incurrisse, & tàm de jure, quàm de facto totaliter incidisse.

Et Nos ipsos, Primogenitum, Hæredes, & Successores nostros, Regna, & bona nostra, Hæredum & Successorum nostrorum, præsentia & futura, pro præmissis firmiter adimplendis, subposuimus & supponimus cohercioni & compulsioni Cameræ Sedis Apostolicæ.

Volumusque & consentimus quòd, ad majorem firmitatem prædictorum omnium & singulorum, Litteras Apostolicas & Publicas, super ipsis fortiores & meliores, dicto Sapientum, substantiâ non mutatâ, Nos, & dictus Primogenitus noster, natus aut nasciturus, dicto, Fratri nostro carissimo, Regi Franciæ, Filio Primogenito, nato aut nascituro, sive primo Regni Hæredi, suis facere & concedere teneamur, & etiam teneantur, quoties per dictum Regem Franciæ, Fratrem nostrum carissimum, sive Primogenitum, aut primum Regni Hæredem, suos, Nos, aut Primogenitus, fuerimus, aut fuerit, requisiti, seu etiam requisitus.

In quorum omnium & singulorum prædictorum firmitatem majorem atque robur præsentes istas Literas Sigilli nostri Majoris, unà cum Signo propriæ manûs nostræ, Subscriptionéque Notarii infrascripti, jussimus appensione muniri.

Datum in Palatio nostro, in obsidione nostrâ supra Civitatem Toletanam, die vicesimâ Mensis Novembris, Anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo octavo, secundum computationem Romanam.

Tenor vero Potestatis dictorum Procuratorum sequitur in hæc verba,

KAROLUS, Dei Gratiâ, Francorum Rex, universis, præsentes Litteras inspecturis, Salutem.

Notum facimus quòd Nos,

De diligentiâ, fidelitate, & prudentiâ, dilectorum & fidelium nostrorum, Francisci de Perilliolibus Vicecomitis de Rode Cambellani nostri & Admiralli Franciæ, ac Johannis de Rie Domini de Rie Militis, & Consiliariorum nostrorum, plenariè confidentes,

Ipsos nostros Consiliarios, Tractatores, Procuratores, & nostros Nuncios speciales facimus, deputamus, & constituimus per præsentes,

Eisque damus & concedimus plenam & liberam Potestatem, Auctoritatem, & Mandatum speciale ad tractandum & firmandum, pro Nobis & nostro nomine, Hæredumque, Subditorum, & Adhærentium nostrorum, cum Regibus quibuscumque, sacrosanctæ Fidei Catholicæ Zelatoribus, super faciendis Pactis, Conventionibus, Ligis, Confœderationibus, & Amicitiis perpetuis, ad tempus, vel imperpetuum, cum præfatis Regibus, & quolibet ipsorum, modo, conditionibus, & formâ, quibus dictis nostris Consiliariis utilius pro Nobis & Regno nostro videbitur expedire,

Necnon Tractatus, cum præfatis Regibus per dictos Consiliarios nostros factos & initos, Pacta, Conventiones, Ligas, Confœderationes, & Amicitias perpetuas prædictas, ad tempus, vel imperpetuum, Pœnis, Juramentis, Stipulationibus, Promissionibus, Obligationibus, & aliis quibuscunque securitatibus & firmitatibus, vallandum, muniendum, assecurandum, & firmandum,

Ac, de tenendo, firmando, & fideliter observando condicta & concordata, per dictos nostros Consiliarios & Legatos, in hac parte, Juramentum in animam nostram præstandum,

Ac ad omnia & singula faciendum, exercendum, & expediendum quæ in præmissis & *ea concernentibus* utilia, necessaria, vel opportuna fuerint, & quæ nosmet possemus facere si præsentes essemus, etiam si mandatum exigant speciale;

Promittentes Nos, sub obligatione omnium bonorum nostrorum, pro Nobis & Successoribus nostris, Regibus Franciæ, Subditis & Adhærentibus, ratum & gratum, firmum & stabile habituros quicquid per dictos nostros Consiliarios actum fuerit in præmissis, sive gestum, ac per nostras Patentes Literas confirmare, si sit opus, & super hoc fuerimus requisiti.

Datum Parisius die decimâ nonâ Julii, Anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo octavo, Regni verò nostri quinto.

Per Regem Thorie.

LVII.

Anno 1369.

Privilegium Imperatoris CAROLI IV. *Episcopo Spirensi* LAMBERTO, *ejasdemque Episcopatus indultum, quô sex Grossos Turonenses de quolibet Vase vini & aliis mercantiis in & super Telonio in* Udenheim, *ab Imperatoribus olim levatos, postea ab Imperatore* LUDOVICO Bavaro *Episcopatui* Spirensi *pro mutuo acceptis quadraginta quinque Florenorum millibus oppignoratos, memorato Episcopo & Episcopatui in veram & perpetuam Hæreditatis & Proprietatis possessionem largitur, Lucæ. Anno* 1369. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. IV. Cap. XXII. pag. 322. Col. 2]

In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

AD perpetuam rei memoriam Carolus IV. divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, & Bohemiæ Rex. Venerabili Lamberto Episcopo Spirensi Principi, Consiliario devoto suo dilecto, gratiam suam & omne bonum. Dudum celebrandæ memoriæ Domini Romanorum Imperatores & Reges, Prædecessores nostri, habito respectu ad multiplicia studiosæ fidelitatis obsequia, quibus Antecessores tui sacrum Imperium honorarunt, multa quidem beneficia eidem impenderunt Ecclesiæ, inter quæ sex Grossos Turonenses super Telonio Rheni de quolibet vase Vini & aliis mercatiis quibuscunque, pro rata juxta morem & consuetudinem Teloniorum, super alveo Rheni eidem Ecclesiæ donaverunt: Et sicut de talibus Imperialis nostra Serenitas relatione veridica plenam informationem accepit, præfati sex Grossi Turonenses sub modo & conditione expressarum * superius, nondum fuerunt Ecclesiæ prædictæ proprietas, sed pignorum titulo habiti sunt, pro quadraginta quinque millibus florenorum, ea conditione, quod usussructus & omnia percipienda & percepta non deberent in summa principali deduci, eo quod fructus, obventiones & percepta hujusmodi, præfati Prædecessores nostri tuis Antecessoribus propter multa grata servitia, quæ ab ipsis acceperant, in donum, prudenti deliberatione prævia, liberaliter erogarunt, sicut etiam Imperialis nostra Majestas sub Regio Romano & Imperiali titulis, hæc omnia & quævis ab eis dependentia & eisdem connexa, de certa scientia approbavit, ratificavit, de novo concessit, & autoritate Cæsarea confirmavit. Nos igitur attendentes, quod Spirensis Ecclesia nobile sit & insigne Membrum Sacri Romani Imperii, & adeo dulci conatu & affectu sincero Divi Prædecessores nostri ejusdem Ecclesiæ complexi fuerunt, gratiosam prosecutionem honoris & status, ut plerique ipsorum sicut evidens facti demonstrat notum, suas inibi elegerint sepulturas, etiam considerantes attentè, quod ante dicta Spirensis Ecclesia adeo sit attenuata redditibus & solutionibus annuis, quod fructus, obventiones & proventus ipsius custodiis Castrorum & Munitionum minimè valeant convenienter sufficere: nedum quod inde Sacri Romani Imperii promovendis & manutenendis honoribus serviatur. Animo deliberato, non per errorem aut improvidè, sed sano Principum, Comitum, Baronum & Procerum Sacri Romani Imperii Fidelium nostrorum accedente consilio, magnæ tuæ fidei gratum nobis advertentes indicium, eo quod multo jam tempore ad Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ & Sacri Romani Imperii honorum & status incrementa felicia, juxta donatam tibi cœlitus industriam, fidelissimo studio laborasti, de Imperialis potestatis plenitudine, ac de certa nostra scientia tibi & Successoribus tuis Episcopis ibidem, qui pro tempore fuerint, & eidem Spirensi Ecclesiæ in perpetuum supra dictos sex Grossos Turonenses de quolibet vase Vini & aliis mercantiis, juxta modum expressatum superius in & super Telonio in Udenheim fluminis Rheni, ubi recipiuntur ad præsens in veram & perpetuam Hæreditatem, proprietatem, nec non justæ & veræ Hæreditatis & proprietatis possessionem & titulum benigne largimur, damus & conferimus, & donamus cum auctoritate, Baylia & potestate plenissima prædictos sex Grossos Turonenses antedicti Telonii super & in præfato Flumine, ibidem in Udenheim accipiendi, levandi & tollendi per eos, quos industria tua præficiendos duxerit, & eosdem sex Grossos per omnem modum prædictum, dum & quotiens tibi & Successoribus tuis Spirensibus Episcopis pro utilitate & commodo Spirensis Ecclesiæ visum fuerit espe-

* Sans doute expressatum.

ANNO 1369. expedire, in Luterburg seu alibi, ubicunque in tuo & tuæ Ecclesiæ Dominio locare & instituere possis & valeas, & tui Successores possint & valeant, impedimento quolibet procul moto. Decernentes, & hoc Imperiali perpetuo valituro statuentes Edicto, quod Officiales tui & Successorum tuorum, ad mandatum tuum & ejus Episcopi, qui pro tempore fuerit, absque alia requisitione nostri vel Successorum nostrorum, omnes & singulos, qui contempto præsenti Privilegio adversus nostræ gratiæ Imperialis indultum præfatum Telonium non solverit & expedierit ad plenum, eo modo, quo expressatur superius, impignorare, detinere & arrestare corporibus & rebus possint & valeant, ut moris est, & in hoc & circa omnia & singulà facere, quæ cæteri Principes Sacri Romani Imperii consimili gaudentes Privilegio facere & exequi possunt, de consuetudine vel de jure. Mandamus igitur universis & singulis Principibus, Comitibus, Nobilibus, Baronibus, Militibus, Clientibus, nec non Judicibus, Sculteris, Consulibus, Juratis, Civibus & Universitatibus Civitatum, Oppidorum & Locorum quorumlibet Sacri Romani Imperii, qui pro tempore fuerint, fidelibus nostris dilectis, quatenus te, Successores tuos, & eandem Spirensem Ecclesiam circa prædictæ nostræ Donationis, Concessionis & Largitionis, Collationis, Approbationis, Ratificationis, Confirmationis & Mandati gratiam, sub omni modo, forma & conditione, prout expressatur superius, pro suis viribus, bona fide, & absque cujaslibet contradictione obire manuteneant & conservent. Neque à modò te, Successores tuos, & eandem Spirensem Ecclesiam, directè vel indirectè, publicè vel occultè, quovis ingenio vel colore quæsitis, molestent, impediant, turbent, vel inquietent, aut molestari, impediri, turbari seu inquietari permittant quomodolibet in futurum. Sub pœna perditionis & amissionis omnium Privilegiorum, Jurium, Libertatum & Gratiarum, quæ & quas à nobis Sacro Imperio seu Romanorum Imperatoribus & Regibus, Prædecessoribus nostris, sub quibuscunque tenoribus, sententiis, punctis & clausulis obtinuisse noscuntur, quæ & quas in casu ubi contravenire præsumpserint, annullamus, cassamus, irritamus, & pro nullis, cassatis, irritatis haberi volumus & teneri & sub pœna mille Marcarum auri purissimi, quas præter pœnas expressatas superius, ab eo qui contrafecerit, totiens quotiens contrafactum fuerit, irremissibiliter exigi volumus, & earum medietatem nostri Imperialis Ærarii sive Fisci, residuam verò partem tuis & Successorum tuorum usibus applicari, supplentes omnem defectum, si quis in præmissis vel eorum altero obscuritate sententiarum, verborum, solennitatum ommissæ, aut alias quovis modo compertus fuerit, de certa nostra scientia & de plenitudine Imperatoriæ potestatis. Signum Serenissimi Principis & Domini, Domini Caroli Quarti, Romanorum Imperatoris invictissimi & gloriosissimi Bohemiæ Regis. Testes hujus rei sunt, Reverendissimus in Christo Pater, Dominus Gnido, Portuensis Episcopus, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis, pro Majestate nostra Cæsarea in partibus Italiæ Locum tenens, & Generalis Vicarius: Venerabiles Johannes Olomicensis, Imperialis nostræ Aulæ Cancellarius: Wilhelmus Lucanus Franciscus Tornentinensis: Et Johannes Spoletonensis, Ecclesiarum Episcopi: Illustres Rupertus Lignicensis, & Henricus, Lituaniæ Duces, Joannes dictus Zoweslanus, Moraviæ Marchio, Spectabilis Franciscus de Prato, Comes, Nobilis Bernhardus, Burggravius de Donin, pro Majestate Cæsarea Civitatis Lucanæ Capitaneus, Petrus de Wartenberg, Imperialis nostræ Curiæ Magister: Buhuslaus de Wilhartz, Imperialis nostræ Curiæ Mareschallus: Andreas & Beneschius, Fratres de Duba, Imperialis Cameræ nostræ Magistri: Joannes de Wartemberg, Imperialis Pincerna, Andreas de Bruneck, Lupoldus de Nortemberg, Imperialis coquinæ Magister, Lucanus de vice Comitibus, Johannes de Cæstellora, Sdencko de Sternberg, Gotto de Rein, Henricus Schenck de Lutershusen, Michael & Hermannus de Saneshein, Colmannus de Donerstein, Petrus de Liski, & alii quam plurimi nostri & Imperii Sacri Nobiles & Fideles, præsentium, sub Bullæ Aurea tipario nostræ Majestatis impressa testimonio Literarum. Datum ut supra.

LVIII.

1368. 1369. 10. Janv. *Tractatus Pacis & Amicitiæ colendæ inter* EDUARDUM III. *Regem Angliæ, &* PETRUM *Regem Arragoniæ conclusus. Dat. Westmonasterii die* 10. *Januarii* 1368. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 606.] ANNO 1368. 1369.

REX omnibus, ad quos &c. Salutem.

Ad Regum & Regnorum omnium exaltationem, & continuum ipsorum ac stabile fulcimentum, a multis retrò temporibus, ex naturalis Ordinis providentiâ, semper hactenus extitit observatum, ut propinqui Reges & Principes Orbis Terræ, Confœderationum vinculis & Amicitiarum continuatis Fœderibus, sibi invicem mutuis nexibus jungerentur, quibus alter alteri libenter assisteret in prosperis, &, prout possibilitas exegerit temporis, nunquam deficeret in adversis.

Præmissa igitur ponderantes ex intimis, quódque Inclini Reges Arragonum, qui pro tempore fuerant, necnon Dominus Petrus, Dei gratiâ, Rex Arragonum, qui nunc est, ac Domus ejus tota, strenuitatis probatæ ac fidelitatis solidissimæ præconiis per universum Terrarum Orbem quamplurimùm attolluntur, cum eodem Rege Arragonum, Hæredibus, & Successoribus, Regno, Dominiis, Subditis, & Vassallis ipsorum, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus, Regno, Dominiis, Subditis, & Vassallis nostris, tàm præsentibus, quàm futuris, Fœderum & Amicitiarum Confœderationes, Alligantias, & Amicitias perpetuas, de consilio & assensu Prælatorum, Ducum, Comitum, Baronum, & aliorum Procerum & Nobilium, Majorúmque Communitatum, Civitatum, & Villarum Regni nostri, inimus & facimus, valituras perpetuis temporibus, sub hac forma; videlicet,

Quòd Nos, aut Edwardus, Princeps Aquitaniæ, Primogenitus noster, nunquam gravabimus nec invademus, per Terram, nec per Mare, Personas dicti Regis Arragonum, nec ejus Primogeniti, Subditos suos, Regna, Terras, nec Patrias ipsorum, præsentia, nec futura,

Nec unquam juvabimus aut sustinebimus, nec dictus Primogenitus noster Princeps juvabit aut sustinebit, Inimicos dictorum Regis Arragonum, aut ejus Primogeniti, nec eisdem Inimicis unquam præstabimus, nec præstabit idem Filius noster Princeps, auxilium, consilium, vel favorem, pro dampnificando aut invadendo Personas ipsius Domini Regis Arragonum, aut Primogeniti sui, Subditos suos, Regna, Patrias, & Terras eorumdem, que tenent & possident, tenebunt & possidebunt.

Et, insuper, Nos Edwardus, Rex Angliæ supradictus, tàm pro Nobis, quàm, Primogenito nostro, Principe Aquitaniæ supradicto, bonâ fide, & prout justè & honestè potuimus, dolo & fraude cessantibus, fecimus quòd Duces, Comites, Barones, Milites, & alii, cujuscúmque status aut conditionis fuerant, Homines, Vassalli, & Subditi nostri, nunquam præstabunt auxilium, consilium, vel juvamen Inimicis dicti Domini Regis Arragonum, seu ejus Primogeniti, pro dampnificando aut invadendo Personas dicti Regis, aut ejus Primogeniti, Subditos suos, Regna, Patrias, aut Terras eorum, præsentia, & futura; immò ipsos Subditos, & alios quoscúmque, nè per Terras suas, aut de Mare, transitum facient pro dampnificando aut invadendo Personas, Subditos, Regna, Terras, & Patrias ipsorum Regis Arragonum, seu ejus Primogeniti, seu Subditorum suorum, pro viribus impedient bonâ fide.

Volumus, insuper, & concedimus, pro Nobis, Primogenitóque nostro prædicto, & expreslè protestamur quòd omnes Alligantiæ, olim per Nos factæ cum quibuscúmque Regibus, Principibus, & Personis, in quantum sunt & esse possunt contrariæ præsentibus Alligantiis, a Nobis, eodémque Primogenito nostro, sint salvæ penitùs & exceptæ.

Et promittimus, insuper, pro Nobis, & Hæredibus nostris, bonâ fide & in verbo Regio, easdem Alligantias, prout superius describuntur, in omnibus & per omnia tenere & inviolabiliter observare, & eis nunquam contra facere vel venire quovis modo.

In quorum Testimonium præsentes Alligantiarum Literas Magno Sigillo nostro Regio fecimus consignari.

Datum & Actum in Palatio nostro Westm. die decimâ Mensis Januarii, Anno Domini millesimo, trecentesimo, sexagesimo octavo, & Regni nostri anno quâdragesimo secundo.

LIX.

ANNO 1369.

LIX.

12. Avril. BOURGOGNE ET FLANDRE.

Contract de Mariage de PHILIPPE *Duc de Bourgogne, dit* le Hardi, *avec* MARGOERITE *Fille unique de* LOUÏS III. *Comte de Flandre, & Veuve de* PHILIPPE *dit* de Rouvre *Duc de Bourgogne. Fait à Gand le* 12. *Avril* 1369. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 223. d'où l'on a tiré cette Piece, dont PIERRE d'OUDERGHEEST raporte un Extrait dans ses Chroniques & Annales de Flandres, Chap. CLXVIII. Feuill. 282.]

TRaictié & accordé est par nous Pierre Evesque d'Aussere, Gauchier Seigneur de Chastillon & Arnauld de Corbie, ou nom & pour le Roy nostre Sire, qui estions envoyez de par luy pour traictier du mariage de Monsieur le Duc de Bourgogne, & de Madame MARGUERITE Fille de Monsieur le Comte de Flandres Duchesse de Bourgongne, par vertu de certaine Commission & Pouvoir à nous sur ce baillié de par le Roy d'une part, & de par le Conseil de Monsieur le Comte de Flandres, ou nom & pour le dict Comte d'autre, en la maniere qui s'ensuit.

§. 2. Premierement pour satisfier & faire raison à Monsieur de Flandres tant de dix mil livres de Terre à Heritage, qu'il demandoit au Roy nostre Seigneur par Lettres du Roy Jean de bonne memoire son Pere derrain trespassé, que Diex absoilve, & les siennes sur ce faictes & des arrerages d'icelles par plusieurs années, comme de cent mil deniers d'or à l'escu pour la recompensation de sa monnoye de Clamecy, & pour le payement de certaine quantité de Gens d'armes tenus par long temps à Gravelingues.

§. 3. Nous au nom du Roy pour faire raison au dict Monsieur de Flandres de sa dicte demande, & pour le Roy en acquitter vers luy avons accordé, que le Roy nostre Sire donnera & baillera pour les dictes dix mil livres de Terre en Heritage perpetuel au dict Monsieur de Flandres, & à ses Hoirs & Successeurs Comtes ou Comtesses de Flandres, les Villes, Chasteaux, Chastellenies de l'Isle, de Douay & Dorchies, & toutes leurs appartenances, baillies, patronages, noblesses & appendances quelconques, que les Predecesseurs du dict Monsieur de Flandres Comtes de Flandres tenoient ou temps, qu'elles furent transportées es Predecesseurs du Roy nostre Sire par la maniere & conditions, qui ensuivent.

§. 4. C'est à sçavoir, que ou cas que le dict Monsieur de Flandres n'auroit hoir masle de son corps en loyal mariage, les dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances quelconques seront Heritage de Madame la Duchesse de Bourgogne sa Fille, ses Hoirs masles procreez de Monsieur de Bourgogne, & aussy les Hoirs masles procreez & descendans en droicte ligne & en loyal mariage de leurs dicts Hoirs masles.

§. 5. Et que ou cas que le dit Monsieur de Flandres en loyal mariage n'auroit Hoir masle, ne la dicte Madame la Duchesse de Bourgongne sa Fille aussy n'auroit Hoir masle procreé du corps du dict Monsieur de Bourgongne, comme dessux est dict, & que la droicte ligne en descendant des Hoirs masles du dict Monsieur de Flandres & de la dicte Madame de Bourgongne procréez du corps du dict Monsieur de Bourgongne, comme dict est, faudroit, parquoy en aucun temps à tenir le Comte de Flandres escheist à Fille, ou à autres Hoirs masles ou Femelles; le Roy & ses Successeurs Roys de France pourront en ce cas ravoir les dictes Villes, Chastellenies, appartenances & appendances, en baillant dix mil livres de Terre à Heritage par monnoye de Flandres, courant le sixiesme jour du mois de Novembre, l'an mil trois cens cinquante cinq, c'est à sçavoir le Marc d'argent au Marc de Troyes pour cent dix huict solz, aux Hoirs de Monsieur de Flandres assises en franc demaine bien & souffisamment, c'est à sçavoir les cinq mil livres dedans le Royaume de France entre la Riviere de Seine & Flandres, en descendant jusques à la Mer; & les autres cinq mil livres de Terre prés des Comtés de Nevers ou de Rethel.

§. 6. Et ou cas qu'il plaira au Comte ou Comtesse de Flandres, qui sera au temps du rachapt, il aura pour les cinq mil livres de Terre dessus dictes, qui se debvront asseoir prés des Comtez de Nevers ou de Rethel, comme dict est, argent. C'est à sçavoir pour le denier de Rente quinze deniers payez à une fois monnoye de France, ou vingt deniers payez tout à une fois de la dicte monnoye de Flandrex, lequel qu'il plaira mieulx au Comte ou Comtesse de Flandres, qui sera au temps du dict rachapt; lequel rachapt, se le Duc de Bourgongne alloit de vie à trespassement sans laisser Hoirs masles procreez de son corps & du corps de la dicte Duchesse, que Diex ne vueille, le Roy ne ses Successeurs ne pourront tant faire durant la vie de la dicte Duchesse de Bourgongne, tant qu'elle se tendra de remarier, ou qu'elle se marie de la volenté & assentement du Roy nostre Seigneur ou de ses Successeurs Roys de France.

§. 7. Et tendront les Successeurs du dict Comte de Flandres Comtes ou Comtesses de Flandres, les dittes cinq mil livres de Terre, qui seront assises entre la Riviere de Seine, la Comté de Flandres & la Mer, comme dessus est dict, en un Hommage avecques la Comté de Flandres, & en Pairrie aussi noblement comme la dicte Comté de Flandres est & doibt estre tenue de la Couronne de France. Et avecques ce ils tendront les autres cinq mil livres de Terres, qui serunt assises, comme dict est, prés des dictes Comtez de Nevers ou de Rethel à une foy, & à un Hommage a par luy, aussi noblement comme celles des dictes Comtez, dont elles seront plus pres assis, ont à estre tenues da la Couronne de France.

§. 8. Et les dictes Villes, Chastels, Chastellenies de l'Isle, de Douay, d'Orchies, & toutes les appartenances & appendances d'icelles tendront le dict Monsieur de Flandres, ses Hoirs mastes. la dicte Duchesse de Bourgongne sa Fille, ses Hoirs maslex, leurs Hoirs & Successeurs Comtes & Comtesses de Flandres en un Hommage & en Pairrie avecques la Comté de Flandres, & aussi noblement, que le dict Monsieur de Flandres tient & doibt tenir la dicte Comté; reservé au Roy & à ses dictz Successeurs Roys de France le fié, ressort & souveraineté des dictes Villes, Chasteaus, Chastellenies de l'Isle de Douay & d'Orchies & des appartenances & appendances d'icelles, & les droictz Royaux, que les Predecesseurs du Roy y avoient ou temps qu'elles estoient ez mains des Comtes de Flandres Predecesseurs du dict Monsieur de Flandres. Et aussi reservé au Roy & a ses Successeurs dessux dictz Roys de France le rachapt des dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances, ou cas & par la maniere & conditions dessus dictes.

§. 9. Et ne seront tenus les Hoirs du dict Monsieur de Flandres Comtes ou Comtesses de Flandres de baillier & rendre iceux Chasteaux, Villes, Chastellenies, appartenances & appendances ez mains du Roy ou de ses Successeurs Roys de France jusques à ce que les dittes dix mil livres de Terre paiées monnoye de Flandres dessus dicte leur seront assises plainement en franc demaine & delivrées par la maniere dessus declarée, & qu'ils ayent la paisible possession realement & de faict.

§. 10. Lesquelles Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances quelconques de Lisle, de Douay & d'Orchies le Roy & ses Successeurs Royx de France seront tenus de deschargier de toutes charges & assignations faictes sur icelles à Héritage, à vie, à termes, ou autrement, depuis qu'elles furent bailliées à ses Predecesseurs Roys de France, & en prendra le Roy nostre Sire dés maintenant la charge sur luy & en acquittant & sera garant au dict Monsieur de Flandres, ses Hoirs & Successeurs vers tous ceuls, qui aucune chose luy en pourroient ou voudroient demander, sauf que sa aucunes Rentes en sont alienées en Heritage à Eglises depuis le dict temps, le Roy sera tenu d'en faire recompensation au dict Monsieur de Flandres en autre Terre assise bien & souffisamment entre la Riviere de Seine & la dicte Comté de Flandres en franc demaine, prés des dictes Villes, Chasteaux & Chastellenies; à tenir avec icelles Villes, Chasteux, Chastellenies, appartenances & appendances quelconques tout en un Hommage avecques ladicte Comté de Flandres; ou le Roy payera au dict Monsr. de Flandres pour mil livres Parisis de Terre par an, se tant y a, vingt mil florins d'or francs de France pour une fois, & se plux ou moins y a, à l'advenant.

§. 11. Laquelle assiette en payement, le Roy fera faire & accomplir, comme dict est, au dict Monsieur de Flandres dedanx le jour de la Feste sainct Remy en Octobre prouchain venant au plus tard, & de ce asseurra bien & souffisamment le dict Monsieur de Flandres par bons pleiges, souffisans & agreables au dict Comte, & qui s'en feront debteurs principaux avant le dict mariage.

§. 12. Et

ANNO 1369.

§. 12. Et pour ce que depuis, que les dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances vindrent ez mains de ses dicts Predecesseurs Roys de France, iceux Predecesseurs ont acquis la Terre & le Chastel de l'Escluse emprés Douay, qui meuvent & sont d'ancienneté du fié du ressort du Chastel de Douay, le Roy voudra, prometra & consentira que le dict Comte de Flandres & ses Hoirs par la maniere dessus dicte, en ayent l'Hommage d'un Homme Heritier de la Terre dessus dicte & tout autre Droict, Ressort & Souveraineté sur les dicts Chastel & Terre de l'Eglise, comme ses Predecesseurs Comtes de Flandres y avoient, quand les dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances de Lisle, de Douay & d'Orchies estoient en leurs mains, non obstant, que les Predecesseurs du Roy ayent acquis le Demaine.

§. 13. Et sera tenu le dict Comte de Flandres de faire derechief Hommage au Roy de la Comté de Flandres & des dictes appartenances & appendances d'icelles adjoinctes à icelle Comté à tenir en un Hommage & en Parrie comme dict est, en la maniere, que derrenierement il fest Hommage au Roy de la Comté de Flandres. Et si asseurra le dict Monsieur de Flandres le Roy, & obligera luy, ses Hoirs & Successeurs & tous les biens & Terres quelconques presens & à venir de luy, de ses Hoirs & Successeurs, quelque part qu'ils soient ou dict Royaulme, de rendre & baillier au Roy & ses Successeurs Roys de France les dicts Chasteaux, Villes, Chastellenies, appartenances & appendances de Lisle, de Douay, & d'Orchies, ou cas que les conditions dessus dictes avendroient, que Diex ne vieulle, & que on les racheteroit par la maniere dessus dicte. Et quant à ce soubzmettra le dict Comte soy, ses Hoirs & Successeurs sus dictz & les biens & Terres de luy & d'eux à la Jurisdiction & contraincte do Roy & de ses Successeurs Roys de France & de sa Court; Par lesquelles ses dictz Hoirs & Successeurs seroient contrainctz à ce & non autrement, le dict rachapt premierement faict par la maniere que dessus est dict.

§. 14. Et les Hoirs & Successeurs du dict Comte ayans premierement reaulment & de faict la possession paisible de la dicte recompensation deuement faicte & sans fraude, & par especial; voudra le dict Monsieur de Flandres, se ses Hoirs estoient defaillans de rendre & de bailler les dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies & appartenances de Lisle, Douay & Orchies & des appendances quelconques; que adonc le Roy & ses Successeurs Roys de France puissent, s'il leur plaisoit, saisir & arrester toutes leurs Terres dessus dictes & contraindre les Hoirs du dict Comte par toutes voyes raisonnables par la Jurisdiction temporelle & non autrement, afin que les dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appertenances & appendances d'icelles luy fussent rendues. Et icelles rendues le Roy sera tenus de tantost rendre & mettre au neant les arrests & saisines & tous empeschemens mis aux Terres, biens & possessions dessus dictes sans nul contredict; & en baillera le dict Comte ses Lettres.

§. 15. Et en outre baillera le Roy au dict Comte de Flandres pour plusieurs grands sommes d'argent, en quoy il est tenus à luy pour les demandes dessus dictes, deux cens mille deniers d'or francs, desquelz le Roy luy payera cent mille francs huict jours avant le dict Mariage. Et les autres cent mille francs luy fere le Roy payer en sa Ville de Bruges dedans deux ans aprés le dict Mariage faict à quatre termes & à quatre fois, c'est à sçavoir vingt cinq mille francz dedans demy an apres le dict Mariage, & aprés de demy an en demy an à chacun terme vingt cinq mille.

§. 16. Et de celuy donnera le Roy ses Lettres obligatoires & bons pleiges souffisans & agreables au dict Comte de Flandres, qui de ce s'obligeront au dict Comte bien & souffisamment en leurs propres & privez noms, & chacun pour le tout, s'aucune difficulté avoit ou payement des dicts cent mille francs aux termes dessus declarez, & de ce donneront bonnes Lettres & souffisans, telles qu'ilz souffisent au dict Monsieur de Flandres.

§. 17. Et parmy baillant reaulment & de faict au dict Comte de Flandres les dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances & la possession d'icelles, comme dessus est dict, le Roy & ses Successeurs Roys de France & autres pour ce obligez sont & seront quittes envers luy, ses Hoirs & Successeurs des dix mille livres de Terre dessus dictes. Et aussi par luy payant, comme dict est, les deux cens mille francs, sera le Roy quitte envers luy & ses dicts Successeurs de tous les arrerages d'icelles dix mille livres de Rente, & des dessus dictz cent mille escus pour les Gens d'armes qu'il tint à Gravelingues & pour le restant de sa dite monnoye de Clamecy. Et sera tenu le dict Monsieur de Flandres rendre au Roy toutes les Lettres, qu'il a sur ces choses du Roy Jehan Pere du Roy à present & de luy ou d'autres pour ce obligez, & dés maintenant veult, qu'elles soient nulles; & jamais n'en pourront le dict Comte ne ses Successeurs aucune chose demander au Roy ne à ses Successeurs ou autres pour luy obligiez, comme dict est.

§. 18. Et avec ce prometra le Roy au dict Monsieur de Flandres, que la possession des dictes Villes, Chasteaux, Chastellenies, appartenances & appendances quelconques de Lisle, Douay & d'Orchies, il luy fera baillier & delivrer reaulment & de faict & luy payer pleinement les premiers cent mille francs dessus dicts, avant que le Mariage se face en saincte Eglise.

§. 19. Et iceluy Mariage faict en saincte Eglise, comme dict est, la dicte Duchesse de Bourgongne demourra ou Pays de Flandres par un an aprés le dit Mariage faict, ou par tant de temps d'iceluy an, comme il plaira au dit Monsieur de Flandres.

§. 20. Et voudra & consentira le Roy pour luy ses Hoirs & Successeurs Roys de France, que toutes Lettres & munimens, qu'il a ou puet avoir ou autres de par luy du dict Monsieur de Flandres, ou de ses Predecesseurs, ou dict Pays de Flandres touchans, en quelque maniere que se puist estre, le transport faict par le dict Comte ou ses Predecesseurs aux Predecesseurs do Roy des dictz Chasteaux, Villes, Chastellenies de Lisle, de Douay & d'Orchies, des appartenances & appendances quelconques; soient nulles & de nulle valeur, & des maintenant les adnullera & cassera & cognoistra & voudra estre de nul effect, force ou vertu soubz quelconques teneurs qu'elles soient en tant comme elles puent ou pourroient estre au temps à venir contraires ou préjudiciables; & que d'icelles le Roy ne ses Successeurs, ne autres pour luy ne pour lez ditz Hoirs & Successeurs ne se pourra aydier par quelque maniere que se soit à l'ancontre des dictes chosas ou d'aucunes d'icelles.

§. 21. Toutes les quelles choses dessus dictes & chacune d'icelles, en la maniere que dessus elles sont declarées de poinct en poinct, eue sur ce meure deliberation avecques plusieurs de son sang & autres de son Conseil, le Roy prometra pour luy & ses Successeurs, & aussi pour le dict Duc de Bourgongne son Frere, dont il sere fort, en bonne foy & loyauté & parole de Roy tenir, garder & accomplir de poinct en poinct sans enfraindre, & que il ne ses dicts Hoirs & Successeurs, ne aussi son dict Frere le Duc de Bourgongne ne vendront par eux ne par autre en aucun temps à venir à l'encontre. Et à ce obligera ses dictz Hoirs & Successeurs Roys de France loyaulment & en bonne foy sans fraude: Non obstant que les dictz Chasteaux, Villes & Chastellenies de Lisle, de Douay & d'Orchies, les appartenances & dependances quelconques d'icelles fussent appliquées au Demaine de la Couronne de France, & en iceluy Demaine ayent esté & demouré par long temps; quelconques revocations generales ou especiales, que le Roy ou ses Predecesseurs ayent faict, & que il ou ses dictz Hoirs & Successeurs facent, ou puissent faire ou temps à venir, par droict Royal ou autrement, des dons ou alienations faictes ou à faire du Demaine de la dicte Couronne de France, ou de quelconques autres dons ou graces faictz au dict Comte de Flandres ou ses dictz Predecesseurs par les Predecesseurs du dict Roy de France ou luy mesmes, que iceus autres dons ou graces ne soient specifiez & esclaircis ez Lettres qu'il en donrra; & quelconques Constitutions, Edits ou Ordonnances, Coustumes, Stiles ou Usages de la Court de France ou autre choses quelconques contraires à ce: lesquelz Revocations, Constitutions, Edictz, Ordonnances, Coustumes, Stiles ou Usages & toutes autres choses, en tant comme ils sont ou pourroient estre contraires ou prejudiciables aux choses dessus dictes ou aucune d'icelles, le Roy cassera, rapellera & mettre du tout au neant pour luy, ses Hoirs & Successeurs par la teneur de ces Lettres.

§. 22. Et pour les choses dessus dictes faire & accomplir au dict Monsieur de Flandres par la maniere dessus declairée, & pour bailler toutes Lettres & seurtez à ce appartenans d'un costé & d'autre, seront les Gens du Roy à Lisle au dimenche prouchain avant la Pentecouste prouchain venant. Et toutes ces dictes choses parfaictes entierement au dict Monsieur de Flandres, il veult & consent dés maintenant en ce cas le Mariage des dessus dictz Monsieur le Duc de Bourgongne & de sa Fille, & que dés lors en avant on pro-

ANNO 1369. cede à la folennisation du dict Mariage à tel jour, qu'il plaira au Roy, & le plus brief, qu'il se pourra faire bonnement.

§. 23. En tesmoing de ce nous Pierre Evesque d'Ausserre, Gauchier Seigneur de Chastellion, & Arnauld de Corbie pour la partie du Roy, pour lequel nous faisons forts. Et nous Henry de Benie Chastellain de Diquemne, Baudovins Sire de Praet & Rouland Sires de Poalies, Conseillers de Monsieur de Flandres pour sa partie & pour lequel nous faisons forts, ce qu'il promettra pour luy & pour ma dicte Dame de Bourgongne, de tenir & accomplir toutes les choses dessus dictes & chacune d'icelles, en tant comme elles touchent à eux & à chacun d'eux; avons plaquiez nos seaulx à ce present Traicté, lequel fut faict à Gand le Juedy douziesme jour du mois d'Avril aprés Pasques, l'an de grace mil trois cens soisante neuf.

LX.

8. Juin. *Interpretationes quorundam Articulorum, in Confœderatione* CAROLI V. *Regis Franciæ cum* HENRICO *Rege Castellæ, supra ad 20. Nov. 1368. allata, contentorum. Dat. Toleti die 8. Junii 1369.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 622.]

HENRICUS, Dei gratiâ, Rex Castellæ & Legionis, universis & singulis, præsentes Literas inspecturis, Salutem.

Cùm certæ Confœderationes & Amicitiæ sint & fuerint factæ & inhitæ inter Nos ex una parte, & Nobiles, Franciscum de Perilliolibus Vicecomitem Rode & Admirallum Franciæ, ac Johannem de Rie Dominum de Balencon, Milites & Consiliarios, Nuncios & Procuratores, ad eadem specialiter, Illostris & Magnifici Principis Domini Karoli, Dei gratiâ, Regis Franciæ, Fratris nostri Carissimi, Deputatos, Nomine suo & pro ipso ex parte alterâ,

Prout in Literis utriusque Partis latiùs continetur,

Verùm quia, dictarum Literarum apparatu, aliqua dubia erui & ex obscuritate verborum emergi possint, in futurum, per quæ ambarum Partium facta retardari valerent,

Notum facimus quòd, dictis Confœderationibus iterùm perlectis & auditis, sanâ & provisâ deliberatione Consilii, & in præsentia, dilectorum, Johannis de Bargnetes Militis Cambellani, & Yvonis de Laatrambarz Hostiarii Armorum & Nunciorum dicti Regis Franciæ, Fratris nostri Carissimi, apud Nos, super dictis Confœderationibus jam factis, destinatorum, super hoc præhabitâ, ambiguitatem omninò amovere cupientes, & ut factum dubium emergens præcedat provisio, & ante vulnerationem occurramus in tempore, quædam obscura, in dictis Confœderationibus contenta, pro parte nostrâ, & in quantum nos tangunt, ad ipsarum Confœderationum incrementum & augmentum, declaramus (videlicet)

Quòd super Articulo mentionem juvaminis Navigii faciente,

Si quòd, quantas Galeas Rex Franciæ Frater noster carissimus armaverit supra Mare, Nos tantas Galeas aut Naves in duplo teneamur armare,

Et sic intelligimus & intelligi volumus quòd, quamdiù Galeæ dicti Regis Franciæ, Fratris nostri carissimi, erunt supra Mare, Galeæ nostræ aut Naves erunt supra Mare similiter, & pro illo tempore erunt nostris propriis sumptibus & expensis.

ITEM, super Articulo, faciente mentionem,

Quòd Guerram Regis Franciæ, Fratris nostri carissimi, contra quemquam inceptam, aut incipiendam, in Nos & in Personam nostram, ut Capud Guerræ, tenemur recipere, & in Regnis nostris præcognizari jubere,

Declaramus & intelligi volumus quòd,

Cùm per Literas Patentes, Sigillo dicti Regis Franciæ, Fratris nostri carissimi, aut sui Primogeniti, seu primi Regni Hæredis, certificati plenè fuerimus quòd Guerra fuerit aperta, & in Regno Franciæ præconizata, inter Regem Franciæ, aut suum Primogenitum, seu primum Regni Hæredem, ex parte una, & Regem Angliæ, seu Principem Walliæ, seu quemcumque alium ex parte alterâ,

Nos dictam Guerram, tamquam nostram propriam, & ut Capud Guerræ, in Nos & in Personam nostram, tàm per Terram, quàm supra Mare, recipiemus, &, infra decem Dies, in nostris Regnis præconizari faciemus, a Data prædictæ Certificationis, ut dictum est, Nobis factæ. ANNO 1369.

ITEM, super dicto Articulo, *de Captivitate Regis Angliæ, aut Principis, seu alterius de suo Sanguine Regali*, mentionem faciente.

Declaramus & intelligi volumus quòd,

Si per Nos, aut Gentes nostras, Regem Angliæ, aut suum Primogenitum, seu quemcùmque Hæredem Regni sui & Ducatûs contingeret captivari,

Nos, Filius noster Primogenitus, natus aut nasciturus, aut Regni nostri primus Hæres, & Gentes nostræ, supradictos Captivatos Regi Franciæ, Fratri nostro carissimo, aut suo Filio Primogenito, nato sive nasciturо, seu primo Regni sui Hæredi, aut suo certo Nuncio seu Mandato, in sua potestate liberè dare & restituere tenebimur, & etiam tenebuntur, absque fraude; ut exinde Rex Franciæ, Frater noster carissimus, aut Filius suus Primogenitus, seu Primus Hæres Regni, suam meram voluntatem valeat ordinare.

Si verò aliquis, de Sanguine Regali Angliæ, Princeps, Dux, Comes, seu quicunque alter fuerit (exceptis proximè dictis) Captus & Captivatus, consentimus & volumus quòd sit Capientis & Occupantis, & eidem concedatur.

Non est autem intentionis nostræ Confœderationes & Amicitias, inter Nos & Procuratores, de quibus supra fit mentio, factas, corrigere, diminuere, nisi solum in præfatis Declarationibus, aut ab ipsis discedere quoquomodo; quinymo ipsas, cum supradictis Declationibus, & cum Pœnis, & aliis in ipsis ambabus Confœderationibus contentis, volumus, pro nostrâ parte, in suo robore, prout sunt, permanere.

In quorum Testimonium præsentes Literas Sigilli nostri Magni jussimus munimine roborari.

Datum in Palatio nostro Civitatis nostræ Tolletanæ, die octavâ Junii, Anno Domini Millesimo, trecentesimo, sexagesimo nono, secundum computationem Romanam, & Regni nostri Anno quarto.

Sic signata, per Regem in suo Concilio.

NOIERS.

LXI.

Traité de Paix entre JEAN I. *Duc de Lorraine*, 10. Dec. *&* JEAN *Comte de Salm, le* 10. *Decembre* 1369. [Traité Histor. & Critiq. sur l'Orig. & la Genéal. de la Maison de Lorraine, &c. Aux Preuves, pag. CXXXVII.]

NOus JEHAN Dux de Loherenne & Marchis, faisons savoir à tous, que sur tous les descord que sunt & puellent avoir estei entre nous & notre Cousin Monsieur Jehan Comte de Salmes, tant pour li comme pour Monsieur Jehan le jeune de Salmes son Cousin, cui Deus pardon, suir plusours pantrement, waigemens, domaiges & injuresses quil par li on ses Gens nous puellent avoir fait on temps passei, & de toutes demandes, raison & action que noos li puriens faire pour quelconque cause & en quelque meniere que en fuit, dex lai confection de ces presentes en arrieres bonne Paix & bon Accord finauble en sunt dex mentenant à tousjoursmaix, sens cen que nous ou nous Hoirs, ou aultres, ou nom de nous, en puisiens jamais rien demander à li, à ces Hoirs, ne à aultres en nom de li; sauf & reservé toutes choses que toucheroient ou pouroient touchier à Homaige ou à Heritaiges, desqueils Homaiges & Heritaiges nos ne faisons point quitance ne renunciation, maix ladite Paix & Accord des autres choses dessusdites prometrons nous pour nous & pour nos Hoirs Ducz de Lohereune & Marchis, tenir & warder en bonne foy, comme loyaul Prince, sus l'obligation de tous nos biens mobles & Heritaiges, presens & advenir. En signe de verité, avons nous mis notre Seel pendant en ces presentes Lettres, que furent faites l'an mil trois cens sexante & nuef le deisieme jour du mois de Decembre.

LXII.

ANNO 1369.

LXII.

30. Dec.

*Lettre d'*EDOUARD III. *Rei d'Angleterre aux Grands Seigneurs de l'Aquitaine, dans laquelle il déclare les raisons, qui l'avoient obligé de reprendre le Nom de* Roi de France. *Donnée à Londres le* 30. *Decembre* 1369. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 643.]

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi de France & d'Engleterre, & Seiguur d'Irland, a, nostre chere & foial, le Seigneur de Salutz.

Assez est notoitement conuz comeot jadis le Roialme de France, a Nos acquis & devolut come nostre Heritage par droite Succession, Nous pursuismes mesme nostre Droit par fort main, pur defaute d'autre Justice, contre Phelip de Valoys, lors torteuous occupeur du dit Roialme, & puis apres encontre Johan son fitz Successeur en vice,

Et, combien que, au pleiser de Dieu, le dit Johan, par fait de Guerre, estuit mys & reoduz en nostre poair Prisoner, nientmains, pur eschuer effusion du Sank Cristien, a la Reverence de Dieu & de la Seint Siege de Rome, Nous entrasmes Treitee de Pees,

Et estoit, par Mediacion des Messages, nostre Seior Piere le Pape, la Pees ordence, soutz certeine fourme, entre Nous, & le dit Johan, & Charles. son Fitz, ja torteuous occupeur du dit Roialme, & afferme, par serement sur le Corps nostre Seignur, & les Seintz Ewangiles,

Parmy la quele Pees les ditz. Johan & Charles, estoient tenuz, entre les autres choses, as Lieux & termes acurdes, de oous baillier, tout plein, des Terres & Possessions, Renonciacions des Soverainetes & Resortz faire, certeines Sommes de Monoie a nous paier, &, pur l'acomplissement des dites choses, certeins Hostages a nous doner,

Adjoustes par expres que, si aucuns des Hostages, sanz nostre Congie, s'en departissent de nostre Hostage, ou trespassaiseur, de compeller les departantz de retourner en nostre Hostage, & de subroger aultres, de esgale value, en lieu des mortz,

Mais, certes, les. ditz Johan & Charles n'avoient, scoin il apparu, ne cure de garder & entreiner le dit Acord, par manere que la dite Pees demaodoit,

Einz lui, susnomez Charles, pur lieu & temps covenables & depar nous sovent requis sur mesmes les choses, nous fist au darrein, par ses Messages de parole, seulement offrir, pur liveree des Terres, & pleine deliverance des Hostages, certeines Terres, entrelessant tout oultrement les Paiementz de les Sommes, restitucion & subrogacion des Hostages, departiz & mortz, & les Renonciacions avantditz,

Et taut come entre Nous & lui avoit este tretement & parlance, & pendante sur ce Response finale, la quele il nous devoit avoir donne & faite a la Feste de Pentecoste darrein passee, dedanz quele terme riens ne deust avoir estee innovez ou attemptez d'une partie ne d'autre,

Desouz la demoeure & exspectacion de quele Response, nous esperantz sauz fraude bon issue de la Pees, si fist il mout grant defaute devers Nous par colour de Soveraiute & Resort, les queux il dit a lui mesmes appartenir, & les queux, par sa notoire default, Nous demoerent, preudre, par puissance d'Armes, Chastialx, Villes, & Fortereces, a nous liverees par la Tretee de mesme la Pees, tant en Aquitaigne, com en Pontieu, & les ad appliquez a ses poair & Signuris, & ensi les detient il de fait occupez,

Et, que pluis est, il ad fait tuer cruelment noz Gentz, & les uns de eux inettre en tresfort Prisone, & s'afforce, par toutes les voies q'il purra deviser, noun pas tantseulement a destruire Nous & nostre treschere Fitz le Prince, eins de nous & toutz les noz ouster de tout recordacion & memoire,

Enfreignant, par tiele manere, outrement de sa part la susdite Paix, la quel Nous ne pensasmes unges d'avoir offendu ne blemy en aucun point, come Dieu le sciet. en cas que les choses, a Nous promises, come dit est, oous eussent este gardeez,

Et, estre ce. nous fait toutdis force & Guerre overtement, & par tout ce q'il ne purroit, ne ne deveroit faire par aucun colour.

Et pur ce que lui, devantdit Charles, rumpue par lui tout outrement la Paix susdit, ne n'ad tenuz a nous, ne gardez sa foi ne lealtee, einz (ce que Nous en desplest a dire) l'ad blemy overtement & violez, come dit est,

Par ount oous oe sumes arrieremain obligez ne tenuz de lui garder foy en ce cas, mesmement que, en fesant le serement, sur la Paix, Nous disismes & protestasmes de nostre bouche, & adjoustasmes expressement que nous ne proftasmes, ne ne veullions unqes, estre par nostre serement obligez, si noun en tant que les choses, a nous promises par la Treitee de la dite Paix, nous feussent par les ditz, Johan & Charles, de point en point, loialment gardez,

Si avous REPRIS LE NOUN RENOMEE ET TITLE DU ROI ET DU ROIALME DE FRANCE, les queux, avant la Treitee de la Pees, nous usasmes come nous devions, & il nous leust de clere Droit, ET AS QUEUX NOUS NE RENONCIASMES UNQUES TEISIBBLEMENT NE EXPRESSEMENT,

Et pensons a pursuire nostre Droit en ce cas, par toutes les bones voies que faire purrons, & de contreester & reboter, a nostre poair, la malice & violence du dit Charles, a l'eide de nostre Seignur tout puissant, sicome lui plerra a nous doner la grace.

Toutes les queles choses Nuus vous signifions en verite, au fyn que, par tant entrelessant chescune manere de scruple de conscience, vous soiez excitez, afforcez, & encoragez a demorer toudis noz vrais & loialx Subgietz, & de faire vestre devoire, & par toutz voz Subgietz faire aussi euvers Nous & nostre dit Fitz le Prince, come promise avetz & tenuz y elles, de quoi nous avons ferme esperance;

Ne ne veullez croier oe accepter suasions, enformesons, bealx, plauces, ou promesses de nullui que vous ad par cas excitez, ou vous purra en apres exciter, au contraire, de vous metter hors de nostre obeisauce, affection, & bon amour; car, certes, Nous vous monsterons & ferrons toutdis, & a toutes noz bones & vrays Subgietz, tiel amour, favour, & Justice, dont vous & eux en devriez bien loier & vous ent pur contentz.

Don. par tesmoignaoce de nostre Grant Seal, a nostre Tour de Loundres, le trentisme jour de Decembre, l'an de Grace mill, troiscentz, sessante & noef.

LXIII.

1370.

14. Mai.

FRANCE ET ANGLETERRE.

Déclaration de CHARLES V. *Roi de France qui confisque sur* EDOUARD III. *ou* VI. *Roi d'Angleterre, & sur* EDOUARD *Prince de Gales son Fils le Duché de* Guienne. *Donnée à Vincennes, le* 14. *Mai* (1) 1370. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 228.]

CAROLUS &c. Universis &c. cum dudum ad nostrum pervenisset auditum: quod licet nonnulli Prælati, Barones, Nobiles, Consules & habitantes, & certi alii singulares de Ducatu nostro Aquitaniæ, ac de Terris & partibus quondam traditis & assignatis per inclitæ recordationis Dominum Genitorem nostrum, dum viveret, & nos, EDOUARDO de Anglia & EDOUARDO ejus primogenito in Tractatu Pacis novissimè factæ & initæ inter dictum Genitorem nostrum & nos ex una parte, & dictos de Anglia ex altera; ad nos, & nostram superiorem Parlamenti Curiam, à dictis de Anglia ac certis loca eorum tenentibus & aliis Officiariis in dictis Ducatu & Terris quem seu quas in puro dumanio sub nostra superioritate & ressorto tunc tenebant & tenere debebant, appellassent, ratione plurimorum gravaminum, oppressionum & excessuum eisdem & eorum singulis tortionariè & indebitè contra Jus & Justitiam per dictos de Anglia & eorum Officiarios antedictos factorum & illatorum; nosque pro debito Justitiæ eisdem appellantibus adjornamentum requirentibus in causis appellationum prædictarum tamquam superior Dominus, ut moris est, concessimus, ut facere poteramus, & secundum justiciam tenebamur; cum per dictum Tractatum Pacis superioritas & ressortum totius Ducatus prædicti & aliarum Terrarum per prædictum Tractatum eisdem de Anglia traditarum & assignatarum dicto Geni-

 tori

(1) *Mezerai* & les autres Historiens parlent d'un semblable Ecrit ou Déclaration, qu'ils mettent en 1369.

ANNO 1370. tori & nobis ac Successoribus nostris salvi essent & fuissent, sintque & fuerint specialiter & expresse reservati, & ad nos spectarent & pertinerent ac spectent & pertineant, tota illa integritate cum qua ad nos & Coronam nostram temporibus retroactis pertinuerunt ante Tractatum supradictum.

§. 2. Nihilominus tamen dicti Edouardus Pater, & Edouardus Filius & eorum Officiarii prædicti, quamquam de consuetudine, usu, stilo & communi ac generali observantia Curiæ nostræ antedictæ ac totius Regni nostri, appellantes antedicti ac eorum gentes, Subditi & Officiarii quicumque, appellationibus antedictis pendentibus, in omnibus casibus essent, & esse deberent exempti à dictis de Anglia & eorum Officiariis supradictis; nec eniquam nisi nobis & dictæ Curiæ nostræ dumtaxat obedire tenentur post & contra dictas appellationes interpositas; nostram Superioritatem usurpara volentes, eosdem appellantes, & alios appellare seu appellantibus adhærere volentes, ac alias gentes dictorum Ducatus & Terrarum ad obediendum sibi, & ad resistendum nobis minis & muneribus commoverunt contra nos & etiam concitaverunt, publicè edicentes quod nobis & gentibus nostris in nullo pareretur.

§. 3. Nonnulli etiam ex dictis appellantibus, simplicitate vel ignorantia aut aliàs sua temeritate ducti, eisdem obediebant & nostris Justiciariis & Officiariis obedire formidabant & recusabant; & quod erat & est deterius, post appellationes multas à dictis de Anglia & eorum Officiariis antedictis ad dictam Curiam nostram interpositas, occasione & in odium appellationum ipsarum, in magnum & grave præjudicium Superioritatis, & Jurisdictionis nostræ contemptum & læsionem Regiæ Majestatis, appellantes ipsos à Jurisdictione sua propter easdem appellationes exemptos, ut præmittitur, dicti de Anglia & gentes ac Officiarii ipsorum irrationabiliter & crudeliter ac spreta reverentia nobis debita tractaverunt ac tractabant, & multos ex eisdem appellantibus inhumaniter mortem subire fecerant, nuncios etiam nostros solemnes, quod ad dictum Eduardum Filium destinaveramus nostras Patentes Litteras deferentes, per quas dictum Edouardum & ejus Officiarios a quibus fuerat appellatum, ad instantiam dictorum appellantium adjornabamus & adjornari mandabamus coram nobis seu in dicta nostra Curia superiori in causis appellationum prædictarum processuros, & ulterius facturos ut esset rationis, ipse Edouardus Filius prisonarios detinuerat & adhuc detinebat seu detineri faciebat. Licet etiam per alias Litteras nostras in Villis & Locis publicis convicinis partibus in quibus dictus Edouardus Filius ac sui & Genitoris ejusdem loca tenentes & Officiarii conversari dicebantur, publicato nostræ citationis Edicto certam diem seu certos dies eidem Edouardo Filio ac ejus Officiariis à quibus, ut præmittitur, extiterat appellatum, in causis appellationum prædictarum assignari fecissemus coram nobis seu in Curia nostra superiori prædicta, ad diem tamen seu dies eisdem assignatos per se, vel per alium comparere contempserant nec comparuerant, ut debebant; quare ipsos exigente justitia contumaces reputavimus, & posuimus in defectu. Et præterea dicti Pater & Filius ac alii de domo sua & adhærentes eisdem, ad deteriora prorumpentes, dictum Tractatum & Pacem, eorundem propriis juramentis solemniter præstitis firmatam, violantes, & contra eadem temerè & de facto venientes, clara obstinatione ac obstinata elatione, Superioritatis & Ressorti nostrorum usurpatione antedicta non contenti, contra nos & Coronam nostram prædictam evidenter & manifestè rebelles & inimicos nostros se reddiderant, nobisque & Regno nostro Guerram notoriè ac permanenter & apertè indixerant & fecerant, sicut adhuc faciebant, ac per diversas Regni nostri partes, tam in dicto Ducatu quam alibi, multos hostiles insultus fecerant & fieri mandaverant & adhuc faciebant, dictasque partes totis suis viribus nequiter invadere nisi fuerant, incendia & alia innumerabilia facinora & damna gravissima inferendo.

§. 4. Propter quæ & alia multa scelera per eosdem de Anglia & eorum Adhærentes & Coadjutores notoriè perpetrata & commissa, nos cum nostro Consilio ac pluribus peritissimis ac magnæ scientiæ viris, deliberatione super hoc præhabita diligenti, per nostras alias Litteras in mense Novembris novissimè præterito confectas, diximus & declaravimus dictum Ducatum Aquitaniæ & alias Terras, quas dicti de Anglia in dicto Regno nostro & sub nostris Superioritate & Ressorto ante rebelliones antedictas tenere & possidere dicebantur, & quas de facto occupabant, nobis causa forefacturæ confiscatas & applicatas fuisse & esse, & eosdem Ducatum & Terras qui seu quæ ad nos per dictam confiscationem, ut præmittitur, devenerunt & ceciderunt in commissum nostro Domanio applicavimus; decernentes, omnes & singulos Vasallos homines & Subditos dictorum Ducatus & Terrarum & qui eisdem Patri & Filio Juramento fidelitatis ante rebellionem antedictam tenebantur, quittos esse & liberatos perpetuo. ANNO 1370.

§. 5. Et quia, ut intelleximus, nonnulli de dicto Ducatu & aliis Terris supradictis in commissum devenitis ac nobis confiscatis & applicatis, & ad Domanium nostrum unitis, ut est dictum, quibusdam coloribus exquisitis, licet de prædictis tam notorie & manifestè ignorantiam non possent aut debeant prætendere qualemcumque, cum talia sint quæ nulla tergiversatione celari possunt, aut non notoria vel manifesta dici vel fieri nequeunt; prædictis de Anglia, vel eorum gentibus & Officiariis quamquam in suis rebellionibus, guerris & inimicitiis evidenter & notoriè contra nos perseverantibus adhuc obedire, & eorum partem fovere præsumant; quidam vero ex ipsis, licet nos verum Superiorem ac directum & immediatum Dominum dictorum Ducatus & Terrarum recognoscant, nondum tamen fidelitatis Homagia & alia deveria ad quæ nobis tanquam vero & immediato Domino pro suis Feudis, Possessionibus, & Terris tenentur, præstiterunt, vel fecerunt; & eisdem Inimicis notoriè guerram facere & pro suis viribus nocere distulerunt; ex quibus damna quam plurima & scandala ac irreparabilia pericula nobis & toti reipublicæ Regni nostri ulterius contingere possent, & sequi, nisi eisdem celeriter obviatur.

§. 6. Notum igitur facimus, nos urgente Justicia, pro jure & honore Coronæ nostræ ac totius Reipublicæ & Subditorum dicti Regni nostri utilitate ac Privilegiorum omnium in dictis Ducatu & Terris habitantium conservatione; præmissa ulterius absque competenti remedio tolerare nolentes cum dicto Consilio nostro & aliis litteratis & prudentibus viris super hoc deliberatione habita, Ducatum prædictum & omnes alias Terras antedictas ex causis & factis & rationibus antedictis & aliis manifestis & notoriis, ac nos & dictum Consilium nostrum in hac parte rationabiliter & justè moventibus, ex abundanti decernimus & declaramus, ut antedictum est, in commissum nobis cecidisse, & erga nos confiscatos fuisse & esse, eosdemque nostro Domanio Regio applicamus: decernentes tenore præsentium, prout alias decernimus ut est dictum, omnes & singulos Vasallos, homines & Subditos dictorum Ducatus & Terrarum a quibuscumque Juramentis fidelitatis & subjectionibus quibus ante dictam rebellionem & confirmationem eisdem de Anglia & sibi adhærentibus tenebantur, fuisse & esse quittos & in perpetuum liberatos & ** injungentes omnibus & singulis dictorum Ducatus & Terrarum Subditis, cujuscumque status, præeminentiæ, dignitatis aut conditionis existant, ut & ipsi nobis tanquam superiori & immediato ac vero Domino dictarum Ducatus & Terrarum, ac Gentibus & Officiariis nostris in omnibus casibus de cætero obediant, expressius inhibentes eisdem sub pœnis amissionis bonorum suorum quorumcumque, & aliis quas erga nos incurrere possunt, ne deinceps prædictis de Anglia, & eorum Officiariis in casibus quibuscumque obedientiam præbeant aliqualem, nec consilium, auxilium vel favorem eisdem quomodolibet præstare præsumant; eisdemque & eorum singulis expressius injungimus, ut ipsi de cætero dictos de Anglia & omnes & singulos eisdem adhærentes & eorum partem foventes & tenentes, erga nos rebelles ac nostros & Regni nostri ac suos teneant ac reputent notorios inimicos. Qui verò contrarium fecerint ipsos ex nunc nostros & Coronæ nostræ inobedientes & rebelles reputamus & tenemus.

§. 7. Et ut deinceps nullus de prædictis ignorantiam possit prætendere aliqualem, omnibus Senescallis, Baillivis, cæterisque Justiciariis & Officiariis nostris dictarum Ducatus & Terrarum ubicumque constitutis, aut eorum Locatenentibus & ipsorum cuilibet ad quem pertinuerit districtè præcipimus & mandamus: quatenus ipsi & eorum singuli in Villis & Locis insignibus dicti Ducatus & aliis eorum Jurisdictionibus subditis, declarationes, confiscationes, injunctiones & inhibitiones nostras supradictas ac omnia & singula, prout superius sunt prætacta, publicent & publicari solemniter faciant; ac omnibus & singulis Prælatis, Baronibus, Militibus, Consulibus & aliis ubilibet in Ducatu & Terris antedictis constitutis significent, interinent, eisdemque & eorum singulis ex parte nostra inhibeant sub omni pœna, quam erga nos incurrere possent, ne quisquam eorum de cætero dictis de Anglia vel eorum Officiariis in casibus quibuscumque pareant aliqualiter vel intendant; prædictisque Prælatis ac Baronibus, Militibus, Consulibus, & omnibus aliis quibus interierit ex parte nostra præcipiatur, ut ipsi absque

morosa

ANNO 1370. morosa dilatione quacumque, ad nos seu charissimum nostrum Germanum Ducem Andegavensem, nostrum Locumtenentem in dicto Ducatu & partibus Occitanicis, seu ad alios Locumtenentes & Officiarios nostros in Terris prædictis ad quos spectabit personaliter accedant, pro fide & Homagio & Juramentis fidelitatis, cæterisve juribus & deveriis nobis per ipsos debitis, pro suis temporalibus, Feudis, Terris & Possessionibus antedictis faciendis & præstandis, aut ad sufferentiam requirendum si sit opus. Quæ sic fieri & executioni effectualiter demandari volumus, jubemus & etiam ordinamus per præsentes. In cujus rei testimonium &c. Datum in Castro nostro Vincennarum XIV. die Maji anno Dom. M. CCC. LXX. & Regni nostri septimo. *Sic signatum* per Regem in Magno Consilio suo, VELLEMER.

LXIV.

1. Août. *Emptio & Incorporatio Marchionatûs* Lusatiæ, & *Dominiorum* Milberg, Strel, & Verdenheim, *Regno* Bohemiæ *facta per Imperatorem* CAROLUM IV. *tanquam Bohemiæ Regem. Datum Kalend. Augusti Indict.* VIII. *Annô* 1370. [CHRIST. GODEF. HOFMANNUS in Appendice Diplomatum atque Documentor. Historiam Lusatiæ illustrantium, Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 203. (1) BALBINUS inter Literas publicas de Bohemia Miscellaneis Historicis ejusd. Regni adjectas Vol. I. Part. V. Epist. III. pag. 264. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz II. in Supplement. des Anhangs zu der Lausitz pag. 88. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

CAROLUS IV. divinâ favente Clementiâ Roman. Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam; Inter meditationes alias quæ nostræ mentis oculis occurrunt variis modis, ad hoc præcipuè consideratio nostra dirigitur, qualiter ad honorem omnipotentiæ DEI, & Sacri Rom. Imperii decus & gloriam, Regnum & Corona Bohemiæ augmentô felici proficiant & nostræ diligentiæ laboribus augeantur. Ut in hoc celebris & recolendæ memoriæ Progenitorum nostrorum imitemur vestigia & nostros Hæredes ac Posteros consolari possimus, & magnificatis Regno & Coronâ prædictis, sub Magnifici Regis potentis regimine subjectus nobis Populus in amœnissimæ Pacis speciosa pulchritudine conquiescat.

Sanè quum aliâs insignis Principatus Marchionatus Lusatiæ cum certis aliis conterminis eidem & vicinis Regionibus ex præsidentium debili quidem & inordinato Regimine, adeo Guerrarum, seditionum & aliarum tempestatum gravarentur periculis, in manifestam circum-adjacentium Dominorum perniciem, ut etiam ex his præfatorum Regni & Coronæ Boëmiæ deberent non immeritò gravia dispendia formidari: Nos ad procurandum commoda quietis tranquillæ supradictum Marchionatum Lusatiæ nec non Dominia, videlicet Milberg, Stral & Werdenheym cum suis pertinentiis à veris atque legitimis Principibus, Dominis ac Possessoribus eorum comparavimus & emimus nostrâ pecuniâ ad gloriam S. Romani Imperii & Regni nostri ac Coronæ Boëmiæ commoda pariter ac tutelam. Ideoque animo deliberato, sano Principum, Comitum, Baronum ac Procerum S. Imperii fidelium nostrorum accedente consilio, de Imperialis potestatis plenitudine ac de certa nostra scientia insignem atque illustrem Principatum antedictum Marchionatus Lusatiæ, nec non Dominia Milberg, Strel & Werdenheym cum omnibus Civitatibus, Oppidis, Vallis, Districtibus, Territoriis, Comitibus, Baronibus, Militibus, Clientibus, Vasallis, Vasallatibus, Feudis, Feudatariis, Judicibus, Schulteris, Civibus, Rusticis, Emphytetis & ad glebam adstrictis, & Universitatibus Civitatum, Oppidorum, Villarum & Locorum quorumlibet, cum agris cultis & incultis, viis, inviis, sylvis, nemoribus, virgultis, rubetis, pascuis, pratis, venationibus, aucupationibus, aquis, aquarumve decursibus, Stagnis, Lacubus, Paludibus, Piscinis, Piscaturis, Molendinis, Censibus, Redditibus, Proventibus, Obventionibus, Utilitatibus, Honorantiis, Emolumentis, Teloniis, Conductibus, Ungeltis, Talliis, Exactionibus, Judiciis, Jurisdictionibus, altis & bassis, pœnis & mulctis de Judicio provenientibus seu aliàs undecunque, Monetis & auctoritate cudendi Monetas, auri, argenti, grossorum Hallensium seu alterius cuni, impressionis sive characteris cujuscunque. ANNO 1370.

Quam quidem auctoritatem per antedictum Marchionatum Lusatiæ & Dominia Mulberg, Strel & Werdenheym & eorum pertinentias universas plene extendi volumus. Ubicunque etiam nos, Hæredes, Prohæredes, Posteri aut Successores nostri Boemiæ Reges, qui pro tempore fuerint, statuere ac ordinare decreverimus antedictam Monetam cudendam fore seu quomodolibet faciendam, nec non metis, gadibus, granitiis, limitibus & omnibus circumferentiis suis, sicut ab aliis aliorum quorumcunque bonis circumadjacentibus circumferentialiter sunt distincta, Dominiis directis & utilibus, Homagiis, Homagialibus, atque auri, argenti, stanni, cupri & alterius cujuscunque metalli mineris, Judæis quoque Cameræ nostræ servis, tributis & Servitutibus eorum & omnibus aliis in-sub-& super Terra existentibus, quibus etiam possint seu valeant specialibus vocabulis designari, antedicto Regno nostro Boemiæ, & ejusdem Regni nostri Boemiæ felici Coronæ Majestatis nostræ Hæredibus, Prohæredibus, Posteris ac Successoribus nostris Boemiæ Regibus in perpetuum, auctoritate Cæsareâ, & de Imperialis potestatis plenitudine adjungimus, attribuimus, incorporamus, invisceramus & unimus perpetuò & irrevocabiliter sub modo, jure & forma, sicut hoc unquam facere possumus meliori. Decernentes & hoc Imperiali perpetuo statuentes Edicto, quod non liceat quavis ratione aut causa alicui Illustr. Regum Boemiæ, Hæredum & Successorum nostrorum antedictum Marchionatum Lusatiæ in Milberg, Strel & Werdenheym Dominia nec non Castra, Civitates, Munitiones, Terras, Oppida, Villas, Vasallagia, Dominia & pertinentias eorum, ut præmittitur, in toto vel in parte, quibusvis etiam ingenio, excusatione seu colore quæsitis, vendere, alienare, scindere, obligare, permutare, dividere, vel alio quovis modo à potestate & Dominio Regum, Regni & Coronæ Boemiæ removere. Et quod si quis Illustrium Regum Boemiæ in contemptum hujusmodi Imperialis Edicti & in præjudicium Regni & Coronæ Boëmiæ, antedictum Marchionatum Lusatiæ nec non Milberg, Strel & Werdenheym, Dominia, Civitates, Castra, Munitiones, Vasallos, Vasallagia, Jura, Jurisdictiones & alia quæ exprimuntur superius in toto vel in parte, quibusvis ingeniis, titulis seu coloribus quæsitis, venderet, scinderet, obligaret, alienaret, permutaret, seu à Regno & Corona Boemiæ removeret, nulli pœnæ corporali reddatur obnoxius, cum non sit conveniens, quod Regiam Majestatem corporalis pœna constringat, sed ipsum Regem pœnam & notam perjurii ipso facto incurrisse decrevimus. Principes verò, Barones & Nobiles alii quicunque, cujuscunque dignitatis, gradus, conditionis vel status existant, qui ad venditionem, scissionem, obligationem, alienationem, permutationem seu remotionem hujusmodi quomodolibet nitterentur auxilium, consilium, favorem, adjutoriam seu consensum præstiterint, ipso facto sint & reddantur infames, & cadant ab omnibus suis Juribus, Privilegiis & honore, & universa bona ipsorum, mobilia & immobilia, possessiones & prædia, ubicunque seu in quibuscunque rebus consistant, ad usus Regum, Regni & Coronæ Bohemiæ confiscentur, ac ipsi tanquam proditores infideles, rei læsæ Majestatis Criminis, turbatores Pacis & quietis, fidelium dissipatores, Regni & Coronæ Bohemiæ, & honoris Regalis contemptores sint, ab omnibus impunè usque ad mortem inclusivè & finalia supplicium persequendi, atque ad hujusmodi persecutionem ipsorum omnes indifferenter Regnicolæ præfati Regni & Coronæ Bohemiæ teneri debebunt, & ad persecutionem eorum modo prædicto intendere diligenter sub pœna perditionis omnium Jurium, Privilegiorum, Libertatum, gratiarum & honorum, quibus unquam eis Regum Bohemiæ Liberalitas providit hactenus & duxit providendum. Teneantur etiam Reges Bohemiæ qui pro tempore fuerint & sint, virtute hujus Imperialis Edicti ad hoc specialiter obligati, ut videlicet hunc Articulum de non vendendis, scin-

(1) *Balbinus* ne donne de ce Traité que le commencement & la fin. Ce sont deux Fragmens, dont le premier finit à ces mots; *forma sicut hoc unquam facere possumus meliori*; & l'autre commence par ceux-ci, *attrariis decrevimus, & de hoc Edicto Cæsareo dignum duximus &c.* La raison qu'il en donne est, que l'Exemplaire qui lui etoit tombé entre les mains etoit extrêmement vicieux. *Hic duo folia omisi*, dit-il, *quia mendosum Exemplar sum nactus, ex quo nisi menda imprimerem, nihil intelligere potui.* [DUM.]

ANNO 1370.

scindendis, alienandis, permutandis seu etiam removendis prædictis omnibus jurent in Principum, Baronum & Nobilium, Regni Bohemiæ prædicti præsentiâ, tactis corporaliter Sacrosanctis Evangeliis prius, & antequam de manibus venerabilis Archi-Episcopi Pragensis, seu alterius Episcoporum Regni Bohemiæ præfati nostrorum Principum coronati fuerint, seu Sacram Regiam acceperint Unctionem, & prædictis pœnis per nos inflictis, servatis vel non servatis, prædicta nihilominus omnia & eorum quodlibet, prout sunt expressata superius, in suo robore perseverent. Præterea omnibus & singulis in prædictis, Marchionatu videlicet Lusatiæ, nec non Milberg, Strel & Werdenheym, Dominiis, Civitatibus, Castris, Terris, Munitionibus & pertinentiis suis residentibus seu qui pertinent ad eadem, hac edictali Cæsarea Lege districtius inhibemus, ne quis cujuscunque conditionis existat, occasione debitorum seu cujuscunque causæ alterius in bonis, prædiis seu possessionibus alterius auctoritate, imò verius temeritate propriâ pignorare seu pignora præsumant accipere, nisi auctoritatem hujusmodi coram nostris Judicibus per definitivam sententiam obtinuisse noscatur, cujus tamen sententiæ vigore ad receptionem talium pignorum nolumus aliqua ratione procedi, nisi in præsentia corporali judicialis Nuncii, quem nostri Judices, quorum interfuerit, ad executionem talium duxerint destinandum. Habitatores etiam præfati Marchionatus Lusatiæ, nec non Dominiorum Milberg, Strel & Werdenheym & pertinentiarum quarumlibet, vel qui Castra, Munitiones, Curias, Domus aut Possessiones ibidem habuerint, non audeant præsumptione quacunque, quibuslibet occasione ingenii seu colore quæsitis, adversus Marchionatum Lusatiæ prædictum, nec non in Milberg, Strele & Werdenheym Dominia nostra & cæteras Regni & Coronæ Bohemiæ pertinentias aliqua quæ in damnum s. dispendium Regni, Regnicolarum & Terrarum vergere possent, quomodolibet attentare. Nulli etiam talium habitantium seu possidentium Bona, Castra, Domos, Munitiones seu Prædia in Marchionatu Lusatiæ prædicto, nec non Milberg, Strel & Werdenheym, Dominiis nostris & eorum pertinentiis, etiamsi talia Hæreditatis, proprietatis, seu quovis alio titulo possiderent, aliqua ratione liceat de bonis & rebus hujusmodi sitis intra limites Marchionatus Lusatiæ & Dominiorum Mülberg, Strel & Werdenheym expressatorum superius, se alicui alteri Dominio seu Domino cujus etiam præeminentiæ, Status seu Nobilitatis existant, Vasallagio, Homagio, Feudo, aut alio quovis titulo subjicere, sub pœna perditionis omnium bonorum suorum quæ tunc temporis in eisdem Principatu ac Dominiis nostris quomodolibet obtinerent. Ut etiam insignis Marchionatus Lusatiæ præfatus, nec non in Milberg, Strel & Werdenheym, Dominia, Castra, Civitates, Terræ, Munitiones & Loca quælibet, quæ de pertinentiis eorum aliquo respectu constituunt, eo ubetiori prosperitate gaudeat & augmentis prosperentur felicibus, quo eadem contigerit. Virtuosa justitia deliberatione virtuosi Principis attentius, decernimus & de hoc Edictu Cæsareo dignum duximus perpetuò statuendum. Quod nullus Princeps Elector seu alter Princeps, Dux, Marchio, Comes, Baro, Ministerialis, Miles, Cliens, Clericus sive Laicus, Civis aut Civilis, Universitas sive Clericale Collegium, seu alia quæcunque persona Ecclesiastica vel Secularis, cujuscunque dignitatis, excellentiæ, præeminentiæ, nobilitatis seu conditionis existat, quoscunque homines nostros Marchionatus Lusatiæ & Dominiorum expressatorum superius, cujus etiam gradus, status aut conditionis existant, pro quacunque causa civili, criminali seu mixta, ad alia quæcunque judicia secularia quorumcunque Judicum extra Marchionatus Lusatiæ præfati & Dominiorum prædictorum districtus, judicia seu Territoria citare seu evocare præsumat, seu quemcunque hominem etiam reum notorie aut quem in ipso maleficio actuali fugitivo pede cunantem evadere fuerint persequuti, de prædictis Marchionatu atque Dominiis & eorum judiciis potenter auferre præsumant, aut illum alibi judicare nisi de Judicum & Officialium nostrorum ibidem quorum interfuerit, mandato, scientia seu licentia speciali. Inhibemus etiam auctoritate præfatâ omnibus & singulis in præfato Marchionatu Lusatiæ, nec non in Milberg, Strel & Werdenheym Dominiis & eorum pertinentiis residentibus, ne super bonis, possessionibus & rebus quibuscunque sitis in Terris, Districtibus, Territoriis & pertinentiis Marchionatus & Dominiorum hujusmodi alibi præterquam nostris Judicibus quorum interfuerit. Consistoriis & scamnis judiciorum nostrorum audeant respondere. Quodque omnes & singuli cujuscunque status, gradus, præeminentiæ seu conditionis existant, qui se adversum nostros Subditos jus aut actionem habere contenderint, ibidem & non alibi teneantur accipere Justitiæ complementum, in defectum verò Justitiæ, puta, si Judices nostri in administranda Justitia, (quod absit) negligentes redderent, aut si propter iniquitatem sententiæ se aliquis conquereretur oppressum, ex tunc liceat ei cujus interfuerit in casum dictorum gravaminum ad nostrum, Hæredum ac Successorum nostrorum Regum Bohemiæ auditorium appellare, qui demum causam sive causas hujusmodi delegare poterunt alicui fide digno ex suis Subditis, sive juridico terminandum, à cujus tamen ne delegati sententia non aliàs, nisi ad Illustrium Bohemiæ Regum, qui pro tempore fuerint, Regalem Cameram, aliqua ratione concedimus appellari. Reservatâ nihilominus nobis, Hæredibus & Successoribus nostris Regibus Bohemiæ, facultate & potestate libera, quoscunque homines Marchionatus Lusatiæ in Mülberg, Strel & Werdenheym Dominiorum & pertinentiarum omnium dum & quoties nobis placuerit, quacunque ratione seu causa pro nostro beneplacito ad nostri præsentiam evocandi seu per Judices nostros citari, constituendi, & in judicio rali juxta morem procedendi, sicut Regni Bohemiæ antiqua & dudum observata tenet consuetudo. Si quid autem adversus prædicta, seu alterum ipsorum in contemptum Imperialis nostri Decreti, nec non in Regum, Regni & Coronæ Bohemiæ præjudicia fieret, per quemcunque in quacunque dignitate vel statu manente, Nos omnia & singula attentata seu attentanda, quoquomodo seu qualitercunque fierent, annullamus, cassamus, destruimus & auctoritate Imperiali ac de certa nostra scientia viribus vacuamus & pro non factis haberi volumus, neque ex his aliquem ad observantiam, satisdationem, seu quodcunque aliud quomodolibet volumus obligari. Si quis verò in Terra nostra prædicta residentiam faciens, aut bona, res & possessiones habens ibidem, se in præjudicium nostri Marchionatus Lusatiæ & Dominiorum, quæ sunt expressa superius, ad aliena judicia traxerit seu alibi Residens de possessionibus suis sitis ibidem sub alterius cujuscunque judicio duxerit respondendum, aut si quis persona & rebus ad dictum Marchionatum Lusatiæ & prædicta Dominia nostra pertinens homines nostros ad aliena judicia citaverit, decernimus, & hoc Imperiali perpetuo sancimus Edicto, quod Citatores ejusmodi & qui se voluntariè citari sustinuerint, nec non Procuratores, Judices & Causidici qui se alterius cujuscunque protectioni commiserint seu qui tales in protectionem susceperint ut quilibet eorum specificè & singulariter quadraginta Marcas puri Auri nomine pœnæ componant, ab eisdem & eorum quolibet, quotiès contra factum fuerit, irremissibiliter exigendas, quas Illustrium Regum & prædicti Regni ac Coronæ Bohemiæ usibus decernimus applicandas, non obstantibus quibuscunque Privilegiis, Literis, ab Imperio sacro seu aliundè obtentis, Libertatibus, Exemptionibus seu Indultis, Statutis, Reformationibus & Juribus communibus municipalibus seu privatis, editis seu edendis in posterum loquentibus in contrarium, Quibus omnibus si & in quantum præsentibus adversari censentur, sub quibuscunque etiam verborum expressionibus dici vel enucleari valeant. Ac si etiam de his jure vel consuetudine deberet in præsentibus de verbo ad verbum fieri mentio specialis auctoritate Imperiali & de Cæsareæ potestatis plenitudine ac de certa nostra scientia derogamus. Nulli ergò penitus hominum liceat hanc nostræ attributionis, incorporationis, invisceerationis, unionis, decreti, inhibitionis, Statuti, pœnarum adjectionis & derogationis paginam infringere, seu ei quovis ausu temerario contraire sub pœna mille Librarum auri puri quas ab eo & ab his qui quavis præsumptione contravenerint, super omnes pœnas superius adjectas quas in suo robore manere nostra decrevit Serenitas, statim & immediatè compuul & irremissibiliter exigi volumus, toties quoties fuerit contrafactum & earum medietatem Imperialis ærarii sive fisci, residuam verò partem Regum Bohemiæ qui pro tempore fuerint, Cameræ seu usibus applicari.

Signum Serenissimi Principis,

Et Domini, roli Roman. victissim. & Bohemiæ

Domini Caroli Imperat. Invictissimi & gloriosissimi Bohemiæ Regis &c.

Testes hujus rei sunt Illustres, Rudolphus Dux Saxoniæ, Sacr. Rom. Imper. Archi-Marschallus, Otto Marchio Brandenburgensis, Sacr. Roman. Imper. Archi-Ca-

ANNO 1370. chi-Camerarius, Principes, Electores, venerabiles, Johannes Pragensis Ecclesiæ Archi-Episcopus, Apostolicæ Sedis Legatus, Albertus Magdeburgensis Archi-Episcopus, Johannes Olumuncensis Episcopus, Sacræ Imper. Aulæ nostræ Cancellarius, Lambertus Spirensis & Petrus Luthomislensis, Ecclesiarum Episcopi Illustres: Johannes Marchio Moraviæ, Rupertus Lignicensis, Johannes Oppaviensis, Bolko Opuliensis, & Henricus Lithwaniæ Duces, Spectabiles, Fridericus Burggravius Nurnbergensis, Johannes & Ulricus Landgravii Leuchtenbergensis, Ulricus de Helffenstein, Johannes & Burchardus de Peckz, Engerandus de Chussin, Dominus in Bedefort & in Suyssan, Comites, Nobiles: Petrus de Wartenbergk Imperialis Curiæ nostræ Magister, Borso de Risenburg, Capitanei Terrarum nostrarum Bavariæ & Franconiæ, Thymo de Coldyck Capitaneus Terræ nostræ Poloniæ, Andreas & Beuessius Fratres de Duba, Hasso & Zwireticz, Imperialis Cameræ nostræ Regalis Bohemiæ Notarius, & alii quam plures nostri & Imperii Sacri Nobiles & fideles, Præsentium sub Imperialis nostræ Majestatis Sigillo testimonio Literarum. Datum Pragæ, Anno Domini millesimo, trecentesimo septuagesimo, Indictione octavâ, Calendis Augusti, Regnorum nostrorum Anno Roman. vicesimo quinto, Bohemiæ vicesimo quarto, Imperii vero sexto decimo.

LXV.

1371. 10. Mars. *Hommage rendu par* FERRY, *Comte Sauvage de Kirbourg, à* JEAN I. *Duc de Lorraine, pour se racheter de la prison, le* 10. *de Mars* 1371. [Traité Histor. & Crit. sur l'Orig. & la Généalog. de la Maison de Lorraine, &c. Aux Preuves. pag. CXXXVIII.]

UNiversis præsentes Litteras inspecturis, Ferricus Miles des Sylvestris, Comes de Kirbergh, salutem & omne bonum. Cum illustris & potens Princeps Dominus Johannes Dux Lotharingiæ & Marchio michi nuper sua nobilitate talem & tantam gratiam obtulerit, quod meum proprium corpus in suis carceribus & vinculis ex certis rationabilibus & legitimis causis arestatum, vinctum, captivatum & detentum, ab hujusmodi carceribus & vinculis plenariè liberavit, & sub certis modo & formâ etiam gratis & complacentibus pristinæ restituerit libertati, hinc est quod ego attendens & considerans ejusdem gratiæ magnificentiam . . propter hoc quod absque vi, coactione aut violentiâ quibuscumque, imò potius ex meâ propriâ, merâ, spontaneâ & liberâ voluntate, factus sum pro me & Hæredibus meis Dominis seu Comitibus de Kirberch, homo ligius dicti Domini Ducis, pro se & suis Hæredibus Ducibus Lotharingiæ & Marchionibus, ex nunc in perpetuum Ejusmodi Homagium ego aut dicti Heredes mei poterimus redimere, retrahere seu recuperare, pro & ex summa quatuor millium florenorum veterum auri & ponderis bonorum, justorum & legitimorum, in manibus dicti Domini Ducis, aut suorum dictorum Hæredum, seu alicujus alterius eorumdem causam specialem in hoc habentis, solvendorum, reddendorum & computandorum. Et si post decessum meum, dicti Heredes mei hujusmodi Homagium facere, seu dictam summam auri solvere, quod absit, recusarent, ego ex nunc pro tunc privo, & privatos esse volo & ordino dictos Hæredes meos à successione omnium & singulorum bonorum meorum mobilium & immobilium quorumcumque. Quæ quidem bona mea volo & ordino ex nunc pro tunc fore obligata, capta, arestata & detenta in manibus dicti Domini Ducis, seu suorum dictorum Hæredum, usque ad debitum complementum omnium & singulorum premissorum. Hoc etiam addito cum præmissis, quod ex causa seu occasione hujus meæ arrestationis, captivationis seu detentionis, aut dampnorum quorumque etiam exinde secutorum seu incursorum, non existunt nec erunt facta per me nec per illos qui mecum erant seu venerant tempore & loco hujusmodi meæ arrestationis, nec etiam per alias quascumque personas aliqua dampna seu mala, dicto Domino Duci nec illi seu illis qui me arestaverunt, captivaverunt seu detinuerunt, nec etiam aliquibus hominibus seu bonis ad dictum Dominum Ducem seu dictos suos Hæredes quovis modo spectantibus aut spectaturis. Hoc etiam addito quod intuitu ejusdem gratiæ, per dictum Dominum Ducem, etiam ut præfertur, quittavi & quitto per præsentes pro me & Hæredibus meis dictum Dominum Ducem, & dictos Hæredes suos de quibuscumque debitis, querelis & impositionibus, in quibus dictus Dominus Dux, aut sui Prædecessores Duces Lotharingiæ & Marchiones, potuerunt & possunt temporibus retroactis usque ad confectionem præsentium etiam aut Hæredibus meis teneri, aut etiam quomodolibet obligari. Omnia autem & singula præmissa promisi & promitto per præsentes pro me & dictis Hæredibus meis firmiter tenere & inviolabiliter observare, dicto Domino Duci & suis Hæredibus prædictis per fidem meam loco juramenti corporaliter præstitam, & sub obligatione omnium & singulorum bonorum meorum mobilium & immobilium, præsentium & futurorum quorumque & ubicumque existentium seu existendorum. Quæ quidem bona si ego seu dicti Hæredes mei defficeremus in præmissis aut aliquo præmissorum (quod Deus avertat) dictus Dominus Dux, seu dicti sui Hæredes, aut eorum causam habens in hac parte, possit capere seu capi facere per se vel per alios quosque justitiâ mediante vel non mediante, vendere, distrahere, & alienare, absque strepitu Judicii, usus aut consuetudinis cujuscumque usque ad complementum & reintegritatem inclusivè omnium & singulorum præmissorum, & restitutionem, restaurationem, seu reparationem omnium dampnorum prædictorum, missionum & expensarum propter hoc emissorum seu incursorum, de quibus lator præsentium credi debebit & credetur per suum solum & simplex juramentum, absque aliqua alia probatione, testium productione, aut aliis documentis quibuscumque. Renuntiavi insuper & renuntio quantum ad omnia & singula præmissa, omnibus exceptionibus mali, fraudis, circumventionis & lesionis, omnibus cauteiæ allegationibus, deffentionibus, propositionibus, rationibus juris & facti Canonici & cujuslibet scripti in favorem captivorum aut alias constituti, & specialiter renuntiavi & renuntio pro me & Heredibus meis prædictis, proponere seu allegare in futurum causas dictæ meæ arrestationis, captivationis seu detentionis justas, rationabiles & legitimas, dictam gratiam etiam à dicto Domino Duce factam, ut præmittitur, fuisse & esse, & omnibus & singulis aliisque, in hoc etiam aut dictis Heredibus meis possent prodesse, & dicto Domino Duci seu suis Heredibus prædictis vel eorum causam in hoc habenti quomodolibet obesse, & specialiter juri dicenti generalem renuntiationem nil valere. Et in testimonium & robur omnium & singulorum præmissorum, duxi sigillum meum præsentibus apponendum, rogavi insuper viros nobiles Dominos Jacobum de Monte Claro & Thielmanum de Petra, Milites, quatinus ipsi cum dicto meo sigillo sua sigilla præsentibus apponant ad majus testimonium veritatis. Nos autem Jacobus & Thielmanus Milites præfati, ad instantem rogationem dicti rogantis, pro majori Testimonio veritatis, ut præfertur, sigilla nostra duximus præsentibus apponenda. Acta fuerunt hæc anno Domini M. CCC. LXXI. decima die Martii.

LXVI.

15. Avr. Kauff Brieff zwischen Graf Bertholden zu Henneberg-Hartenberg / und Graf Hermann zu Henneberg-Aschach / wodurch jener diesem alle seine Lande um 8,500. Pfund Heller verkauffet. Geben am nechsten Dienstag nach dem Sonntag Quasimodogeniti 1371. [MULLERI Reichs-tags Theatrum Vorstellung I. Cap. XIX. pag. 257.]

C'est-à-dire,

Contract de vente passé entre BERTHOLD *Comte de Henneberg de la Ligne de Hartenberg, &* HERMAN *aussi Comte de Henneberg de la Ligne d'Aschach, par lequel* BERTHOLD *vend toutes ses Terres & Seigneuries à* HERMAN, *pour le prix & Somme de* 8500 *Livres d'oboles. Le Mardi après le Dimanche* Quasimodo. 1371.

WIr Berthold von Gotes Gnaden Grafe von Henneberg / bekennen offentlich mit diesem Brieve / für uns und alle unser Erben / allen den / die in sehen / horen / oder lesen / daß wir recht und redlich verkaufft haben / und geben zu Kauff rechtes Kauffes mit diesem Brief zu verter und ewiclich / dem Edeln / unsern lieben Vettern / Graven Hermann von Henneberg / und allen sinen Erben / alle unser Schlosse / Vesten / Stete / Gericht / Dörffer / Vorwerck / Hofe / Wiesen / Acker / Welde / Waßer / Lande und Lüte / und alles das wir haben / mit Namen unser Hus Hartenberg / unser Stat Römhelt / unser Hus Osterberg / unser

ANNO 1371.

unser Stat halbe zu Thermar / unser Hus Haldenberg / Unser Hus Schwarza / und alles daz zu den vorgenanten Husern und Steten gehört / Lantgericht / Statgericht / Dorfgericht / Lande und Lut / Lehenschaft / Manschafft / Kirchseze / Dörfer / Kirchhöfe / Vorwerck / Höfe / Wisen / Ecker / Welde / Wildpan / Wazzer / Wunne und Weyde / und alles daz dorzu gehört / ez sü clin ader grozze / wy daz genant sy / ader Namen hot / besucht und unbesucht / umb fümff und achzigtusend Phunt Heller / guter Lantwere zu Francken / der wir gar und gentzlich von im bezalt und gewert sin worden / und dy in unsern Nutze und Frumen gewendt und gekert haben / on Geverd. Auch setzen wir den vorgenanten unsern Vetter / und sin Erben mer in nützlich lyplich Gewer aller der vorgeschriben Vesten / Stete / Dörfer / Gericht / Lande und Lüte / und haben uns der verzihen / und verschrozzen / mit Munde / Hande / und Halme / und sullen in der Weren und Werschafft tun / nach des Landes zu Francken Recht und Gewonheit / on alles Gevere / doch ist geret und gededinget in diesem Kauff / daz wir mit unsern vorgenanten Vettern unne sitzen sullen in allen Nutzen und Guten der vorgenanten Schlozze / Stett und Dörfer / und auch in allen den Nutzen / dy er vor von andern sinen Schlozzen / Steten / und Dorfern gehabt hat / und noch hot / also / daz wir diselben Nutzunge alle mit im / ader sinen Erben / inne haben / nützen und niesen sullen / zu unserm Liebe / di wil dez wir leben / on alles Geverd. Auch ist geret und geteidinget in diesem Kauffe / wer ez / daz wir zu Rat würden mit unsern Fründen / daz wir elich wolden werden / ader würden / so solten wir ader möchten eine Frauwen oder Jungfrauwen nemen / di unser Genozzinn wer / und wer danne / daz wir Libs Erben liessen / daz Sun wer / so selde en volgen und belibn / und uf sy erben daz Hus Osterberg / und daz Hus Schwarza mit ihren Zugehorn / und wer ez / daz diselbn Erbin abgingen / so selden si wider gefallen uf unsern vorgenanten Vettern ader sin Erben / on Geverd / wer aber daz diselbn unser Erbn di vorgnanten Hüser Osterberg und Schwarza / verkeuffen wolten oder müsten / so solden sy den vorgenanten unsern Vettern ader sin Erben anbieten / möchten sy danne darzu kummen / so solden sy in geben vor andern Luten / on alles Geverde. Wer auch / daz wir elich würden / und daz wir mit ein Kost oder Huse gehalten möchten mit unsern vorgenanten Vettern / So solten wir / uf beden sieten / unser iglicher einen siner Fründe derzu gebn / und di solden bedencken / nach dem / als unser vorgnanter Vetter mit uns gekaufft hot / waz er uns zu unserm Lebe Nutzung gebn solde / zu den vorgenanten Schlozzen Osterberg / und Schwarza / als vorgeschrieben stet an alles Geverd. Auch ist geret und geteidingt in disem Kauffe / wer ez / daz unser vorgenanter Vetter an Libs-Erben / daz Sun wer / und unser Vetter / Graf Berthold / sin Bruder / ee abgenge / danne wir / so sullen alle dise vorgeschribene Vesten / Stete und Dorfer / und alles / daz sie vor gehabt habn / gar und gentzlich uff uns und unser Erben gefallen / on alles Geverd. Wer auch welcher unser einer on Libs-Erbn / daz Sun were / ee abginge / dann der ander / und daz derselbe Töchter lizze / so selte der ander diselben Tochter uzzrichten nach der Fründe Rat / on Geverb. Auch ist geret / wer ez / daz wir vor Kranckheit ader sust in unsern Schlozzen anderswo Huse halden wolten / danne by unsern vorgenanten Vettern / daz mochten wir tun / und solden auch daz tun / also daz wir beiderseit zukomen und gewesen mochten / on Geverd. Auch sullen wir mit unsern vorgenanten Vettern / ader sinen Erben / alle Hulde habn und nemen / und di im in besetzen / und entsetzen / zu unserm Libe / di wil wir lebn / an Geverd. Auch bekennen wir vorgenanter Grafe Berthold / daz wir alle dise vorgeschriben Sache / Stücke und Artickel mit Truwen globt habn dem vorgenanten unsern Vettern / an sin Hant / und globn mit disem Brief / und er uns wider auch en Truwen globt het / daz wir daz alles / als hy vor geschriben stet / sullen und wollen volfuren / stet und gantz halten / und dawider nimmer zu tun / on Geverd. Dez zu Urkund habn wir unser Insigel zu des vorgenanten unsers Vettern Insigel wizzentlich an disen Brif gehenckt / und wir vorgenant Grafe Herman bekennen offenlich / dez wir dem vorgenanten unserm Vettern en Truwen globt haben alle dise Sach / Stücke und Artickel / stet und gantz zu halten / und daz zu volfuren in aller der Wise alz bevor geschriben stet / on alles Geverd / dez habn unser Insigel zu des vorgenanten unsers Vettern Insigel wizzentlich an disen Brif gehangen. Dez sin Gezuge / und sin by disen Tendingen gewest die ersamen wisen Lüt / di Schöppfen und der Rat gemeinlich der Stat zu Nunstat / unser liben Getruwen / und die vesten Manne / Hanse von Rosental / Ditz Münzer / Heintze Kelner von Romelt und Hanse von Rügheim / di durch unser Bete aller ir Sigel zu unser beider Insigel an disen Brif gehengt habn. Und wir di vorgenanten Schöpffen und der Rat gemeinlich der Stat zu Nunstat bekennen / daz wir by disen Tendingen gewest sind / und dez habn wir zu Gezügnüsse / und / durch Bet willen der vorgenanten unser gnedigen Herrn / der vorgenanten Stat Insigel an disen Brif gehangen / und wir die vorgenanten Hanse von Rosental / Ditze Müntzer / Heintz Kelner und Hanse von Rügheim / bekennen auch / daz wir by disen Tendingen gewest sin / und haben dez zu Gezügnüsse und durch Bet willen der vorgenanten unser Herren unser Insigel zu iren Insigeln an disen Brif gehengt. Der gebn ist nach Gotes Geburt dreitzehenhundert Jar / und darnach in dem ein und sibentzigstem Jare an dem nechsten Dinstag nach dem Sontag als man singet Quasimodogeniti.

LXVII.

ANNO 1371. 17. AVR.

JOHANNIS *Marchionis Moraviæ Literæ, quòd nullum Subditum Regni Bohemiæ, aut bona eorum citrà voluntatem Regum in servitium suum aut defensionem suscipere possit & valeat. Datum Pragæ 15. Calendas Maii Anno* 1371. [BALBINI Miscellanea Historica Regni Bohemiæ Decad. I. Libr. VIII. Epistolar. Part. II. Epist. VII. pag. 175. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Cont. I. Abtheil. I. Absatz II. von Mahren pag. 258. d'où l'on a tiré cette Piéce.]

JOANNES Dei gratia Marchio Moraviæ. Notum facimus tenore præsentium. Licet alias Serenissimus Princeps ac Dominus Dominus *Carolus* Romanorum Imperator semper Augustus & *Boemiæ Rex*, Dominus & Frater noster præcharissimus, Nobis, Hæredibus & Successoribus nostris legitimis, *Marchionibus Moraviæ*, Sexus masculini, insignem & illustrem Principatum, *Marchionatum Moraviæ*, cum attinentiis & pertinentiis ejusdem Principatus, venerabilis Olomucensis Ecclesiæ & Illustri *Oppaviæ* Ducatu dumtaxat exceptis, Nos tamen commoditatibus dicti Domini nostri & Fratris, Hæredum & Successorum suorum, Fraternæ dilectionis Judicio providere cupientes, eisdem bona fide, absque omni dolo, & sub juramento, quod desuper viva voce ad Evangelia sancta Dei, nostrisque Hæredibus, & Successoribus *Marchionibus Moraviæ*, *Joanne*, & *Procopio*, Filiis nostris, nec non aliis nostris Filiis fortasse nascendis, eorum Hæredibus, & Prohæredibus, cujuscunque conditionis, status vel præeminentiæ forent, seu ad quemcunque gradum Dignitatis, Principatuum, sive Dominiorum pervenire possent, promittimus per præsentes, quod prædictorum *Regum Boemiæ* homines, Feudatarios, Vasallos, & alios quoslibet Subjectos, Barones, Nobiles, Ignobiles, Ecclesiasticos sive Sæculares eorundem, contra voluntatem & in præjudicium ipsorum in nobis, quæ in *Regno Boemiæ* obtinent, unquam defendemus, manu tenebimus, protegemus, proloquemur, aut ipsos tuebimur in futurum. Sicut etiam idem Dominus noster & Frater, Hæredes & Successores sui, *Reges Boemiæ*, ac etiam alii sui Filii nati, & nascendi, eorum Hæredes & Prohæredes, cujuscunque gradum Dignitatis Principatuum, sive Dominiorum pervenire possent, contra nostram, Hæredum & Successorum nostrorum prædictorum voluntatem & in nostrum præjudicium nostros homines, Feudatarios, Vasallos, Barones, aliosque Subjectos &c. Nec ipsum *Regnum Boemiæ* cum suis pertinentiis nobis vendicabimus, applicabimus, aut eidem *Regnum* aliqualiter impetemus, pollicemur insuper & promittimus sub fide & Juramentis, quibus supra nominato *Domino & Fratri nostro*, *Domino Imperatori ac Regi Bohemiæ*, *Hæredibus & Prohæredibus suis* præfatis, in casu quo ipsi, seu ipsorum aliquis vel etiam eorum, *Principes*, *Barones*, *Nobiles*, *Vasalli*, *Homines*, *Familiares & Subditi* cujuscunque conditionis forent, quocunque ductu, spiritu, vel ingenio quocunque seu ipsos, sive Dominia, Terras, Possessiones & bona ipsorum acceptare, suscipere seu nobis vendicare quomodolibet non debeamus, sed potius ad hoc consiliis, auxiliis, & juvaminibus operari pro viribus, ut ipsi *Principes*, *Barones*, *Nobiles*, *Vasalli*, *Familiares & Subditi* una cum Terris, Dominiis, Hæreditatibus, Possessionibus, & bonis omnibus sub ipsis & eorum Dominiis remaneant. Ita tamen, quod *Marchionatus Moraviæ* ab ipso *Rege Boemiæ*, qui pro tempore fuerit, & ipsius *Regni Coronæ* suis loco & tempore suscipiatur in Feudum. Et ipsi *Reges Bohemiæ*, qui pro tempore fuerint, nos, Hæredes & Successores nostros in ipso *Marchionatu* & omnibus ipsius Juribus & pertinentiis, quæ ad ipsum ab antiquo spectasse noscuntur, favere, manutenere debeant, effectualiter defensare, sicut hoc idem in aliis nostris Literis, quas mutuò desuper sibi dedimus, lucidius est expressum. Et in eum casum, ubi dictum *Dominum nostrum & Fratrem*, *Hæredes*, *& Successores nostros præfatos*, absque Hæredibus legitimis masculini Sexus, decedere contingeret, quod tunc dictum *Regnum*, ad nos, Hæredes, & Successores nostros *Marchiones Moraviæ* esset legitimè devolutum, ut in aliis Literis desuper traditis plenius est expressum, quas Literas in omnibus suis clausulis, sententiis, tenoribus, & punctis, sicut scriptæ sunt, in suo robore per omnia volumus rema-

ANNO 1371.

remanere, & ad omnia & singula & eorum quodlibet, prout expressantur superius, observanda, Nos bona fide absque omni dolo, & in virtute corporalis Juramenti prædicti, de certa nostra scientia firmiter obligamus, Præsentium, sub nostro majori pendenti Sigillo, Testimonio Literarum. Datum *Pragæ*, Anno Domini M. CCC. LXXI. Indictione 9. 15. Calend. Maji.

LXVIII.

15. Aoust. ALBERTI *Archi-Episcopi Magdeburgensis*, & CAPITULI *ejusdem Ecclesiæ Literæ, quibus profitentur, quòd Venditio Marchionatûs* Lusatiæ *Magdeburgensi Ecclesiæ per* THEODORICUM *Juniorem Landgravium Thuringiæ facta, nunquam in effectum realem fuerit deducta, & quòd idem Marchionatus legitimè à Marchionibus* BRANDENBURGENSIBUS *per* CAROLUM *Regem Bohemiæ, & ejusdem Regni Coronam sit emtus; Renunciantes in perpetuum omni impetitioni & actioni in prædicto Marchionatu* Lusatiæ. *Dat. Magdeburg. in die Assumtionis Beatiss. Virginis Gloriosæ.* 1371. [CHRIST GODOF. HOFMANNUS, in Appendice Diplomat. & Documentor. Historiam Lusatiæ Illustrantium. Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 207. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz II. in anhang von der Lausitz. pag. 10. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

NOs Albertus Dei gratia sanctæ Magdeburgensis Ecclesiæ Archiepiscopus, Germaniæ Primas, nec non Hermannus Præpositus, Gerhardus Decanus, & totum Capitulum ejusdem Magdeburgensis Ecclesiæ. Notum facimus tenore præsentium universis, Licet à longis retroactis temporibus recolendæ memoriæ, quondam *Venerabilis in Christo Pater Dominus Burchardus* pro tunc *Magdeburgensis Episcopus, Prædecessor noster*, quendam emtionis Contractum cum Illustri claræ recordationis Domino *Theodorico* Juniore, *Thuringiæ Landgravio Orientali, & Lusatiæ Marchione pro Dominio & Terra Marchionatûs Lusatiæ* ac earundem pertinentiis, pro quibusdam certis pecuniis, sex Millibus, videlicet Marcharum Argenti fecisse & iniisse dicatur. Tamen considerantes & pertinenter attendentes, quod Contractus ejusmodi ex defectu notabilium & certarum conditionum in ipso notanter expressarum, in effectum nunquam deductus, neque rationabiliter consummatus dignoscitur, & præsertim quòd antedictus *Landgravius Theodoricus, Principatus & Dominium Marchionatus Lusatiæ* prædicti, Divis quondam *Regibus Romano & Imperio sacro* ad manus prædictorum *Archi-Episcopi*, Successorum ejus, & Ecclesiæ Magdeburgensis, nullo unquam tempore resignaverit, sicut hoc in forma Contractûs hujusmodi nominatim & singulariter est expressum, eo enim, quod exinde prædictus Archi-Episcopus Prædecessor noster, Successores sui, nos ipsi, & præfata Magdeburgensis Ecclesia in possessionem realem Principatûs & Dominii supra dicti Marchionatûs nunquam missi sumus, nec ipsam adepti vel ejus gubernatione functi quomodolibet, seu potiti. Perpendentesque ratione prævià qualiter idem Marchio *Theodoricus* Marchionatum prædictum, Marchionibus Brandenburgensibus supradicti Landgravii *Theodorici* legitimis Successoribus, & ejusdem Dominii veris & quietis possessoribus cesserit, nunc *Serenissimus Princeps & Dominus, Dominus Carolus IV. Divinâ favente Clementiâ Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex, Illustris Dominus noster gratiosus, Marchionatum* prædictum præsente piæ recordationis quondam *Domino Theodorico Archi-Episcopo* ejusdem Ecclesiæ immediato *nostro Prædecessore*, & de ejusdem scitu & consilio ritè & rationabiliter comparaverit, ipsumque tanquam *Rex Boëmiæ, sibi & Illustri Principi Domino Wenceslao Bohemiæ Regi, ejus Filio, Hæredibus & Successoribus suis Boëmiæ Regibus* & ejusdem *Regni Coronæ* justo venditionis titulo vendicaverit, qui etiam ex superabundante benignitatis ipsius clementiâ, nè nos & *Ecclesiam Magdeburgensem* in perditione pecuniarum sex millium videlicet Marcharum Argenti prædictarum dispendiosè remanere contingeret, licèt ad hoc faciendum non teneretur, supradictas *sex mille Marchas*, nobis & Ecclesiæ restituit, & donavit in integrum & completè. Id circo pro nobis & Ecclesia nostra Magdeburgensi, nostris Successoribus, nec non omnibus & singulis præsentibus & futuris, quorum interesse poterit, consideratis præmissis omnibus, & in examen rationis ritè deductis, animo deliberato, diligentique & solemni tractatu communiter, & sæpius inter nos, & in nostro Capitulo habito, nostris nihilominus & Ecclesiæ Magdeburgensi, Ministerialibus & Privilegiis recensitis, nobis & Successoribus nostris à quæstionibus & vexationibus præcavere volentes, recognoscimus publicè protestantes Contractum præfatum, sicut hoc etiam ex præcessis omnibus perfectè colligitur, nullius fore simpliciter, nec unquam fuisse roboris, vigoris & efficaciæ, Nosque Ecclesiam Magdeburgensem Prædecessores vel Successores nostros quoscunque, nullum penitus in Principatu, proprietate vel *Dominio Marchionatûs Lusatiæ* antedicti aliquod jus habere, habuisse, seu unquam ex Contractu hujusmodi posse habere perpetuis temporibus adfuturis. Renunciantes expressè pro nobis & *Ecclesia Magdeburgensi* prædicta & omnibus Successoribus nostris in perpetuum omni impetitioni, arrestationi seu actioni, quas adversus supradictos *Dominum Imperatorem, velut Regem Bohemiæ, Dominum Wenceslaum ejus Filium Bohemiæ Regem, eorum Hæredes & Successores, Bohemiæ Reges & ipsius Regni Coronam*, ratione *Principatûs, Marchionatûs* & Dominii prædictorum unquam facere vel habere possemus, quocunque ingenio, indicio, colore per nos vel per alios directè vel indirectè, tacitè vel expressè, in eundem. In testimonium præmissorum, nostrum & Capituli nostri Sigilla præsentibus sunt appensa. Datum *Magdeburg* Anno M. CCC. LXXI. in die Assumptionis Beatissimæ Virginis Gloriosæ.

LXIX.

Ligue offensive & défensive entre CHARLES VIII. *Roi de France &* ROBERT *Roi d'Ecosse, contre l'Angleterre. Donné au Château d'Edinbourg le 28. Octobre 1371.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 696.] 28. Oct.

ROBERT, par la Grace de Dieu, Roy d'Escoce, savoir faisons a touz, presens & a venir, que,

Comme, entre les autres choses, par les quelles les Roys regnent & Royaumes sont gouvernes, convenable chose soit & necessaire que Princes s'alient ensemble par lien d'Amitie & de Bienveuillance, pour les grevances de ceulx, qui grever les veullent, plus effortement refraindre, & la Paix & transquilite d'eulx & de leurs Subgez plus paisiblement purchassier & maintenir,

Nous, considerans les Amities & Aliances, Confederations & Bienvieullances,

Qui, de tres long temps, ont este contraictes, gardes, & maintenues entre le Roy de France, nôtre Cousin, & ses Predecesseurs, & Nous, & noz Predecesseurs, & noz Royaumes, Communautez & Subgez,

Voullans d'icelles estre renouvelées, gardées, & fortiffies,

Avons avec le dit Roy de France, pour Lui, & ses Hoirs, & Successeurs, traictie & acorde, pour Nous, & noz Heirs, & Successeurs, par la maniere qui s'ensuit; c'est assavoir,

Que le Roy de France dessus dit, & ses Hoirs, & Successeurs, Roys de France, & Nous, noz Hoirs, & Successeurs, Roys d'Escoce, les Communautes & Subgez des diz Royaulmes de France & d'Escoce, sommes des maintenant, & serons pour le temps a venir, par lien de Union & Amitie, en bonne Foy liez & obligiez ensemble, & doresenavant ferons, donrons, & procurerons Amour, Aide, Conseil, & Confort de tout, quanque Nous purrons, comme loiaulx Allies, les ungs aus autres.

Et, pour ce que le Roy d'Angleterre & ses Predecesseurs se sont souventefoiz efforcies & penes de grever & dommagier, de tout leur povair, les diz Royaulme de France & d'Escoce, le dit Roy de France ses Hoirs, & Sucesseurs, Nous, noz Hoirs, & Sucesseurs sommes & serons ensembles lies & obligies pour refraindre & empeschier les grevances dessus dictes, que, toutes foiz, que le Roy de France dessusdit, ses Hoirs, & Successeurs dessusdites auront a faire de Aide ou de Con-

ANNO 1371. Conseil, en temps de Paix ou de Guerre, contre le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Sucessours, & ses Subgez, Nous, noz Hoirs, & Sucesseurs dessusdiz, aiderons & conseillerons, en quanque Nous pourrons, comme loyaulx Alies, le dit Roy de France, ses Hoirs, Sucesseurs, & ses Communautes.

Et aussi, semblablement, toutes fois, que Nous, noz Hoirs, & Sucesseurs, Roys d'Escoce, aurons afaire d'Aide ou de Conseil, en temps de Paix ou de Guerre, contre le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ses Successeurs, & ses Subgiez, le Roy de France, & ses Hoirs, & Sucesseurs dessusdits, aideront & conseilleront, en quanque il pourront, comme loyaulx Alies, Nous, noz Hoirs, & Sucesseurs, nôtre Royaume, & noz Communautes.

ITEM, se Guerre estoit meuë, ou mouvoit, entre le Roy de France, ses Hoirs, & Sucesseurs dessusdites, & le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Sucesseurs, nous, noz Hoirs, & Sucesseurs dessusdiz, serons tenuz & obligiez a faire Guerre, de toute nôtre puissance, au dit Roy d'Angleterre, & ses Hoirs & Sucesseurs ou Royaulme d'Angleterre, si tost comme de la dicte Guerres meue Nous, noz Hoirs, & Sucesseurs en serons certifiez par Escript suffisaument, ou par relacion certaine, ou par renommee commune; les Treves toutevois, priuses & pendans a present entre Nous & le Roy d'Angleterre, finees, ou par quelque maniere anullees, ou rompues par le fait des Angloys.

Et aussi le Roy de France, & ses Hoirs, & ses Sucesseurs, Roys de France, seront tenuz, semblablement, a faire Guerre, de toute lour Puissance, au Roy d'Angleterre, ses Hoirs, & Sucesseurs, ou Royaulme d'Angleterre, si tost comme il sera certifiez au dit Roy de France, ses Hoirs, & ses Sucesseurs, que Guerre soit esmue entre Nous, noz Hoirs, & Sucesseurs, & le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Sucessours, comme dit est; les Treves toutevois dessus dictis finees, ou par quelques maniere anulles ou rompues par le fait des Anglois comme dit est.

ITEM, que le dit Roy de France, ses Hoirs, & ses Sucesseurs, Roys de France, ne laisseront, souffreront, ou soustendront, par aucune voie, aucuns de leurs Subgez faire ou donner aucun Aide, ou Conseil, ou faveur au dit Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Sucesseurs, ses Alies, ou aidans, ne aler, ou estre en aide, a gages, par quelque voie que se soit, avec luy, ou autre personne quelconque, qui soit Ennemy, Adversaire, ou Rebelle de Nous, noz Hoirs, ou Sucesseurs, nôtre Royaume, ou Communautes, ou Grief, Prejudice, ou Dommaige de Nous, de noz Hoirs, & Sucessours, ou de noz Subgez, & de noz Communautes.

Et semblablement Nous, noz Hoirs, & Sucessours, ne laisserons, souffrerons, ou soustendrons, par aucune voie, aucuns de nuz Subges faire, ou donner aucun Aide, Conseil, ou faveur au dit Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Sucesseurs, ses Alies, ou Aidans, ne aler, ou estre en Aide, a gages, ou sans gages, par quelque voie que ce soit, ovec lui, ou autre personne quelconque, que soit Ennemy, Adversaire, ou Rebelle du dit Roy de France, ses Hoirs, ou Sucesseurs, son Royaulme, ou ses Communautes, ou Grief, Prejudice, ou Dommage du Roy de France, ses Hoirs, & Sucessours, ou de ses Subgez & de ses Communautes.

Et se, apres inhibicion ou deffense generaument sur ce feite, aucun des diz Royaumes de France & d'Escoce peult estre trouve, qui ait fait, ou face le contraire, il sera prins & puguy comme Traiste & Rebelle contre son Prince & son Pais, sans en avoir grace, faveur ou remission aucune.

ITEM, que les Adversaires & notoirement Rebelles du dit Roy de France, de ses Hoirs, & Sucesseurs, & de Nous, nos Hoirs, ou Sucessours, ou de noz Royaulmes, ne seront aucunement receuz ou receptes, en appert ou en repost, dedens le Royaulme ou les Seigneuries, l'un ou de l'autre, si tost & deslors en avant que l'un en sera requis de l'autre; mes garderons & procurerons, les ungs es autres, le dit Roy de France & Nous, & noz Hoirs, & Sucessours, l'Onneur, Proufit, Droit, Privileges, & Franchises l'un de l'autre, & de noz diz Hoirs & Sucessours, & enduirons & attrairons, de tout nôtre povair, noz Amis, Alies, & Adherens a l'amour & a l'aide l'une de l'autre, & de noz Hoirs & Sucessours, noz Royaumes & Communautes, & le vitupere, deshonnour, villennie, & dommage l'un de l'autre empescherons a nostre povair.

ITEM, que Nous, noz Hoirs, & Sucesseurs, ne pourrons prendre Treves au Roy d'Engleterre, ses Hoirs, ou Sucessours, sans le consentement du dit Roy de France, de ses Hoirs, ou Sucessours, ou sans ce qu'il, son Royaume, & ses Communautes y soient comprins, se ainsi ne estoit que il ny voulissent mye estre comprins: ANNO 1371.

Et pareillement le dit Roy de France, ses Hoirs, ou Sucessours, ne pourront prendre Treves au Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Sucessours, sans le consentement de Nous, de noz Hoirs, ou Sucessours, ou sans ce que Nous, nôtre Royaulme, & noz Communautes y soions comprins, se ainsi n'estoit que Nous, noz Hoirs, & Sucessours, & Communautez, ny voulsissions mye estre comprins.

ITEM, que le dit Roy de France, ses Hoirs, & Sucessours, ne pourront faire Paix ovec ce le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Sucesseurs, sans expres consentement de nous, de noz Hoirs, ou Sucesseurs, ou sanz ce que Nous, nôtre Royaulme, & noz Communautes y soions comprins entierement:

Et aussi Nous, nos Hoirs, ou Sucessours, ne pourrons faire Paix ovec le Roy d'Angleterre, ses Hoirs, ou Sucessours, sans expres consentement du dit Roy de France, de ses Hoirs, ou Sucessours, ou que il, & son Royaume, & ses Communautes y soient comprins entierement.

ITEM, que, se il avenoit que nous allions de vie a trespassement sans Lignee procree de nôtre Corps, & que debat feust entre aucuns sur le Droit de la Sucession de l'Eritage de nôtre Royaulme d'Escoce, en ce cas le Roy de France, ses Hoirs, ou Sucessours dessusdiz, ne aideront aucune d'iceulx, ne par les leurs, ne soufferont aidier comment que se soit; Mais seroit faicte la decision de ce debat par les Prelas & autres Grans de nôtre Royaume d'Escoce selon les Loys, Droiz, & Estatus d'icelui; & celui, qui la plus grant & la plus saine partie aprouveroit pour Roy, le dit Roy de France, ses Hoirs, & Sucessours le tendront aussi pour Roys, & pour leur Alie & Confedere.

Et, se aucun de ses Adversaires, par la Puissance du Roy d'Angleterre, de ses Hoirs, ou Sucessours, faisoient Guerre contre ycelui, ainsi aprouve pour Roy, le dit Roy de France, ses Hoirs, ou Sucessours de toute leur Puissance le soustendront & deffendront contre son dit Adversaire, & contre ses Adherens & aidans, selon la fourme de l'Aliance dessusdicte.

ITEM, que ceste Aliance sera ratiffie & confermee de nôtre Saint Pere le Pappe: Et que le dit Roy de France, ses Hoirs, ou Sucesseurs, Nous, noz Hoirs, ou Sucesseurs ne ferons, ou procurerons, en appert ou en repost, par Nous, ou par autre, Nous, nos Hoirs, & Sucessours, les Royaumes de France & d'Escoce, ou nos Subgez estre absolx du serment fait, ou a faire sur ceste Aliance tenir, garder, & parfaire.

ITEM, que, se le Saint Pere, de sa volente & de son propre mouvement, ou par indition d'aucunes personnes quelcunque, vouloir absouldre le dit Roy de France, Nous, ou nos Hoirs, & Sucessours, les diz Royaumes, ou Subgez, du serment dessusdit, ou icelui serment anuler, le dit Roy de France, ses Hoirs & Sucesseurs, Nous, nos Hoirs & Sucesseurs ne userons, pourrons, ou devrons user, par aucune voye, du benefice de telle absolution; Mais tendrons & garderons loyaument & entierement ceste Aliance en touz poins, sans fraude & mal engin, & sans jamais faire, ou dire aucun chose au contraire, tout & ainsi come celle absolution ou anulation ne feust onques faicte ou donnée.

Et toutes les choses dessusdictes & chascune d'icelles, en tant comme elles pevent touchier Nous, noz Hoirs, & Sucesseurs, Nous avons promis, & promettons en bonne foy, garder, tenir, & acomplir, & ainsi l'avons fait jurer, en la presence du dit Roy de France, par nôtre ame & feal Cousin, Archebault de Douglas Chivaler, en nôtre ame & aux Sains Euvangilles de nôtre Seigneur, pour ce corporellement touchees.

Donne soubz nôtre Seel, en nôtre Chastel de Edynbourch, le XXVIII. jour du Mois d'Octobre, l'an de grace mil, CCC. LXXI. & de nôtre Regne le premier.

LXX.

Mariage (1) *d'*AME', *depuis Comte de Savoye VII. du* 1372. SAVOYE ET SARRE,

(1) Ce fut le dernier Comte de Savoye, *Amé* VIII. son Fils ayant fait ériger la Savoye en Duché. 7. Mai.

ANNO 1372.

*du nom, Fils d'*AME' VI. *Comte de Savoye, avec* BONNE DE BERRI, *Fille de Jean de France Duc de Berri, fait le 7. Mai 1372.* [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 235.]

In Nomine Domini, Amen.

PAr cest present publique Instrument soit manifeste à tous: Que l'an de la Nativité de Nostre Seigneur M. CCC. LXXII. le VII. jour de May: En la presence de nous Jaque de Montbelliart Clerc & Secretaire de Tres-excellent Prince Monsieur Jean Fils Roy de France, Duc de Berry & d'Auvergne, Comte de Mascon, & de Antoine Beczon Clerc & Secretaire de Tres-excellent Prince de Monsieur AMEY Comte de Savoye, tous deux Notaires, & des tesmoins cy-dessous escripts: Personnellement estably les dessusdits Monsieur le Duc de Berry d'une partie, & ledit Monsieur le Comte de Savoye d'autre partie: Icelles Parties sachans & advisés, sans fraude n'y barat, de & sur le Traité eü de contraire Mariage entre *Amey Fils dudit Monsieur le Comte, & Madame* BONNE *Fille dudit Monsieur le Duc*, ont fait ensemble les pactions, promissions & convenances que s'ensuivent. Premierement, que ledit Monsieur le Comte promet que il fera & prochassera avec tout essait, que ledit Amey son Fils prendra à Femme pour Mariage Madite Dame Bonne, se Dieu & Sainte Eglise s'y accordent; Et aussi Monsieur le Duc dessusdit promet que il fera & prochassera avec tout essait, que Madite Dame Bonne sa Fille prendra en Mary & Espoux ledit Amey. Et pour contemplation dudit Mariage, & entretenement d'icel, Monsieur le Duc dessusdit donra & donne audit Amey, en nom & cause de Dot de sa Fille, & pour tout le Droit, partage & droiture qu'elle pourroit avoir és biens Paternaux, & Maternaux, cent mille francs d'or par une foy à payer audit Monsieur le Comte en nom dudit Amey son Fils à Baugié aux Termes cy dessous escripts. C'est assavoir, le jour qu'ils seront espousés trente mille francs d'or, & l'an apres de compter du jour dudit Mariage l'an revolu, dix mille frans, & de là en outre un chascun an dix mille frans, jusques à l'accomplissement & payement de la Somme de cent mille frans dessusdite. Item accordé, que au cas que ledit Monsieur le Duc yroit de vie à trespassement sans avoir Hoirs masles descendans de son propre corps de loyal Mariage, ladite Madame Bonne sa Fille sera sa Heritiere en tout si elle estoit seule, & s'il en avoit plusieurs elle herirera selon sa portion tant seulement, ee en quoy il la peut heriter. & aussi au cas que Madame la Duchesse Mere de ladite Madame Bonne iroit de vie à trespassement sans Hoirs masles de son corps, ladite Dame Bonne sera sa Heritiere, en tout si elle estoit seule, & si elles estoient plusieurs Filles, selon sa portion qui luy pourroit & devroit avenir selon le nombre des Filles. Item accordé est entre lesdites Parties, est desduit en pact, que Mondit Seigneur le Comte, fait & consumé ledit Mariage, baillera & deslivrera audit Amey son Fils pour tenir son estat, tant de Terre qui vaudra seize mille frans de revenue par an, Chastiaux & Forteresses non comptes en y ce; lesquels seize mille fraocs par la maniere que dessus est contenu, luy seront assis & assignés en la Terre de Bresse. & au cas que ladite Terre ne seroit de si grand valeur, le surplus luy sera assis & assigné sur l'autre Terre de Monant Seigneur le Comte au plus pres de Bresse. Item que pour cause aussi & contemplation dudit Mariage, ledit Monsieur le Comte voudra & consent, veut & consent deja par expres, que ledit Amey de Savoye son Fils soit son Heritier Comte de Savoye apres le decés dudit Monsieur le Comte, & aura Savoye, Morianne, Tharentaise, Beugeys, Valbonne, Revermont, Bresse, & Dombes, avec les Rentes, Yssues, Hommages, Noblesses, Fiés, Homages, Rierefiés, Baronies, Jurisdictions, meres & mixtes Imperes, Souverainetés, Ressorts, & toutes autres choses qui sont dedans lesdites Terres, appartenans & pouer appartenir audit Monsieur le Comte pour cause d'icelles, & aussy les Fiés & Hominages, Souverainetés, & Ressorts des Barons, qui tiennent Fiés & doyvent Homage audit Monsieur le Comte; & pourtant se tiendra pour content ledit Amey son Fils, reservé la bonne voulonté & liberalité de Mondit Seigneur le Comte. Item accordé & convenu entre lesdites Parties, que au cas que ledit Amey iroit de vie à trespassement, ledit Monsieur le Comte survivant, & auroit Enfans masles, un ou plusieurs de son propre corps & de loyal Mariage de ladite Madame Bonne; en cest cas son premier Fils, & les autres descendans masles de luy, abiles & souffisans de personne pour estre Comte, auront tout, ou tel & semblable Droit, & seront Heritiers de Mondit Seigneur le Comte, par la forme que fust ledit Amey son Fils s'il fut en vie, comme dessus est declaré. Item accordé est entre lesdites Parties, & a voulu & consenty ledit Monsieur le Comte, que au cas que ledit Amey son Fils iroit de vie a trepassement, que Madite Dame Bonne sa Femme à venir soit douée, & l'y constitue en Doüaire dix mille francs d'or de revenue chascun an en Justice & Seignorie, non comptés ne compris Chasteaux & Forteresses, en revenue de Terre, par telle condition & maniere, que Madite Dame Bonne ne prendra ne recevra à cause dudit Douaire, s'il n'avenoit tant comme Mondit Seigneur le Comte qui est à present vivra, fors tant seulement six mille francs de revenue par an par la maniere que dessus, & luy allé de vie à trespassement, au cas ou elle survivroit, elle prendra & recevra entierement les dix mille francs dessusditea par la fourme devant ditte; lequel Douaire au cas que dessus sera assis en & sur la Terre de Foucigny; & au cas aussy que ladite Terre de Foucigny ne vaudroit lors dix mil francs de revenue de Doüaire comme dit est, ledit Monsieur le Comte veut, consent & promet, par luy & ses Successeurs, supplir & assigner ce qui foudroit, en & sur les Terres & lieux plus prochains de la Terre de Foucigny. Et dudit Doüaire se le cas avenoit, Madite Dame Bonne fera foy & Homace à Mondit Seigneur le Comte de Savoye qui est à present: Et luy allé de vie à trespassement, Madite Dame Bonne le reconnoistra tant seulement à tenir de Fié, Souveraineté & Ressort de cely qui sera Comte par le temps sans luy faire foy ne Hommage. Item que s'il avenoit que ledit Amey alast de vie à trespassement sans avoir Enfans masles, descendans de son propre corps & de ladite Madame Bonne sa Femme, ou masles descendans des masles, & qu'ils eussent une Fille tant seulement, ledit Monsieur le Comte veut & consent, que luy ou ses Heritiers seront tenus de donner en Mariage du sien propre a ladite Fille cent mil francs pour une fois, outre le Droit qu'elle auroit és cent mille francs donnés en Mariage à ladite Madame Bonne sa Mere. Et au cas qu'il y auroit plusieurs Filles, la premiere aura en Mariage sur les biens dudit Monsieur le Comte cent mille francs pour une fois, outre le Droit que elle auroit au Dot & és autres biens de ladite Madame Bonne sa Mere, & sera tenu ledit Monsieur le Comte de marier les autres Filles selon son estat, & pourtant lesdites Filles seront contentes & excluses de tous les biens Paternaus de Mondit Seigneur le Comte. Item est accordé & convenu entre lesdites Parties, par Convenances & Pactions expresses, que au cas que ledit Amey iroit de vie à trespassement; ladite Madame Bonne survivant, & que restitution de Dot auroit temps & lieu; ledit Monsieur le Comte ou ses Heritiers & Successeurs seront tenus de restituer a Madite Dame Bonne ou a ses Heritiers, lesdits cent mille francs donnés par elle en Mariage comme dit est, se payé avoient esté, & autrement ce que payé en seroit, à semblables termes qu'il aura esté payé. Et au cas que ladite Dame Bonne iroit de vie à trespassement sans Hoirs descendans de son corps, ledit Monsieur le Comte ou ses Heritiers seront tenus de rendre ce que de ladite Somme de cent mille frans aura esté payé aux Hoirs de ladite Bonne, ou a ceux qui auront cause d'elle. Item est accordé que ledit Monsieur le Duc garnira ladite Madame Bonne, & ledit Monsieur le Comte l'enjoyera selon son Estat. Lesquelles Pactions & Convenances ainsi faites, lesdits Messieurs le Duc de Berry & Comte de Savoye, ont promis & juré par leurs loyaux Sermens sur les Saincts Evangiles donnés & prestés corporalement, & sur l'obligation de tous leurs biens, & sur la foy de leurs corps baillée de l'un à l'autre. & pour le faire plus à plein, Mondit Seigneur le Duc promet de payer audit Monsieur le Comte, au nom de Amey son Fils a Bagié, la Somme de cent mille frans dessusdits aux termes establys: & a donné ledit Monsieur le Duc pour ladite Somme en pleiges, & fiances, c'est assavoir, Tres excellent Prince Monsieur Jean Comte d'Armignac, Messire Jean de la Personne Viconte d'Aunoy, Messire Guillaume de Bourbon, Renaud de Becqoles, Vesian de Lomagne, Estienne du Far, Guichart de Marzé, Chevaliers, Messires Pierre de Grée Chancellier de mondit Seigneur de Berry, & Imbant Seigneur du Pesenin. Et aussi d'autre partie ledit Monsieur le Comte, de ce pour la restitution desdits cent mille francs donnés en Mariage, & pour ledit

ANNO 1372. Doüaire attendre & coteriner, baille & donne en pleiges le susdit Monsieur le Comte d'Armignac, Messire Philibert de la Baume, Guillaume de Chatamont, Gaspart de Montmayour, Chevaliers; & Humbert Seigneur de Fromentes, Escuyer. Lesquelles pleiges & fiances, presens & consentans, c'est assavoir, ceux de Mondit Seigneur le Duc, & chascun d'eux par soy & par le tout, de leur bonne volonté, sans fraude ne barat, se sont coustitués & establys fiances & pleiges de la Somme de cent mille frans susdits, au cas que mondit Seigneur le Duc detandroit és payemens d'icelle Somme, aux termes establys, & ce en les mains de moudit Seigneur le Comte present & recevant; & ont promis lesdits Pleiges de faire les payemens de ladite Somme de cent mille frans, aux termes & lieux dessusdits, ou venir personnellement à Bourg en Bresse, en cely lieu tenir Hostages continuellement, & dudit lieu non partir sans congié de moudit Seigneur de Savoye, ou de sun certain Message, jusques à ce que ledit Monsieur le Comte soit pleinement payé des Sommes deues, & seroot tenus venir és dits Hostages. C'est assavoir, Monsieur le Comte d'Armignac dedans deux moys prochains, apres ce qu'il en sera requis par ledit Monsieur le Comte de Savoye, ou par son certain Message, ou y envoyer quatre Chevaliers, Et tous les autres Pleiges dudit Monsieur le Duc dedans un moys prochain, apres ce que eux en seront requis: & semblablement lesdits pleiges & fiances dudit Monsieur le Comte, & un chascun d'iceux par le tout, de leurs bonnes volentés sans barat ou contrainte, ont promis & juré par les foys de leurs corps & sur l'obligation de tous leurs biens, de rendre & restituer à Madite Dame, ou à ceux qui auront cause d'elle, ledit Dot de cent mille frans, ou ce qui en sera payé audit Monsieur le Comte, & aussi de faire asseoir & assigner à elle le Doüaire dessusdit à l'y donné par ledit Monsieur le Comte: Et ont aussi promis & juré, de faire tenir & accomplir les choses susdites, ou d'aller tenir Hostages en leurs propres personnes en la Ville de Mascou, c'est assavoir, un mois prochain apres ce que par mondit Seigneur le Duc ou son certain Message, en seront requis, & là tenir Hostages, & de là non partir sans licence dudit Monsieur le Duc: & se Messire Philibert de la Baume dessusdit ne pouvoit ou vouloit tenir lesdits Hostages, que il y puisse envoyer un Chevalier souffisant qui illec tiendra lesdits Hostages, pour & en nom de luy, par la maniere que dessus. En tesmoin desquelles choses, & pour ce que elles soient fermes & estables à toufiours, Nous Duc de Berry, & Comte de Savoye dessusdits, avons fait mettre à c'est present Instrument nos grands Seaux, & ont esté faites & données ces choses à Valence sur le Rosne en la Maison de la Bergerie à l'Enseigne de l'image de Sainct George, l'an & jour que dessus: Presens à ce Messire Jaque Lonp Chambellant, Guillaume de Guisay, Jeoffroy de Germoles Maistres d'Hostel de mondit Seigneur le Duc, Guichard de Sure, Chevaliers, Colas Meugnin, & Guillaume Seguin Secretaires de mondit Seigneur le Duc, tesmoins à ce appellés. *Signé* DE BORDIS.

LXXI.

23. Mai. LUDOVICI *Hungariæ & Poloniæ Regis Literæ, quibus, pro se, sua Conjuge* ELISABETHA *& Successoribus suis, promittit, nunquam ad Regnum Bohemiæ & Principatus ejusdem Regni aspirare, nec quemquam ex Subditis Regum Bohemiæ in protectionem & subjectionem recipere. Dat. in Wissegrad in Festo Sanctæ Trinitatis* 1372. [BALBINI Miscellaneor. Historicor. Regni Bohemiæ Decad. I. Libr. VIII. Epistolar. Epist. XI. pag. 193. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Abtheil. I. Absatz III. von Schlesien. pag. 318. d'où l'on a tiré cette Piece.]

NOs Ludovicus Dei Gratia Rex Hungariæ, Dalmatiæ, Poloniæ &c. Notum facimus universis quibus interest, vel interesse poterit in futurum, per præsentes, quod ob singularem internæ charitatis ardorem, quo *Serenissimum ac Invictissimum Principem & Dominum, Dominum Carolum IV. Romanum Imperii semper Augustum & Boemiæ Regem Illustrem, Serenissimam Principem, Dominam Elisabeth* Romanorum Imperatricem & *Boemiæ Reginam* Sororem nostram, & Illustrem *ac Magnificum Principem Dominum Wenceslaum Boemiæ Regem præfati Domini Imperatoris Filium, ac Illustres Principes, Dominos Joannem, & Jodocum ejus Primogenitum, Marchiones & Dominos Terræ Moraviæ* Fratres nostros charissimos, cæterosque Filios & Hæredes ipsorum, pio fraternoque sinceritatis zelo complectimur ipsis, animo deliberato, non per errorem aut improvide, sed maturo Principum Ecclesiasticorum & Sæcularium, Comitum, Baronum & Nobilium nostrorum fidelium accedente consilio, & ex certa nostra scientia, pro nobis ac *Serenissima Principe Domina Elisabeth consorte nostra charissima, Hungariæ, Poloniæ, Dalmatiæ &c. Regina, nec non Hæredibus, Hæredum Hæredibus, & Successoribus nostris Hungariæ, Poloniæ, Dalmatiæ, &c.* Regibus in perpetuum promisimus, & promittimus bona fide, dolo & fraudibus quibuslibet procul motis, & sub eo Juramento corporali quod nos & prædicta Domina consors nostra charissima Regina Hungariæ super lignum vivificæ Crucis, & super Dei Evangelia in manus Reverendi in Christo Patris Domini *Joannis Patriarchæ Alexandrini*, Apostolicæ Sedis Legati, præstitimus, quod tam nos quam eadem *Domina Regina, Hæredes & Successores nostri*, nunquam nos, vel Hæredes nostri & Hæredum Hæredes & Successores aspirare debemus, nec volumus ad vendicandum, aut usurpandum nobis, vel ipsis, aut alicui ex nobis *Regnum Boemiæ, Principatus seu Principes, aut Prælatos Ecclesiasticos sive seculares.* Et signanter specifice & expresse ejusdem *Regni & Coronæ Boemiæ Principes, Principatus & Ducatus videlicet Wratislaviæ, Suidnicia, Jaurensis, Munsterbergensis, Lignicensis, Bregensis, Olsniecensis, Glogoviensis, & Crassis, Saganensis, Oppoliensis, Falckenbergensis, Strelitzensis, Thessinensis, Ratiboriensis, & Oppaviæ, Koslensis, Bytonensis, Stinaviæ, & Gorensis, nec non Marchionatus Moraviæ*, Lusatiæ Budissinensia & *Gorlicensis*, seu alios eorum quoscunque *Principatus, Ducatus, Terras, Homines, Dominia, Civitates, Castra*, seu quaslibet pertinentias eorum communiter & divisim, in genere seu in specie, sive in *Boemia, Moravia, Silesia, Polonia, Saxonia, Bavaria, Franconia*, seu alias ubicunque locorum existant, vel ad vendicandum seu usurpandum nobis quascunque vel alicujus eorum metas, granitias, gades seu terminos aut Jura, libertates, pertinentias, consuetudines, vel observantias, quæ, seu quas ad præsens tenent, habent, & possident, seu Authore Domino adipisci, habere, tenere, obtinere vel possidere poterunt, aut debebunt, quomodolibet, in futurum; Seu etiam quæcunque alia ad ipsos quovis modo spectantia, ubicunque sita, quæ non sunt nominatim inclusa præsentibus, etiamsi talia forent, de quibus hic fieri deberet vel posset mentio specialis. Et in eum casum, si hujusmodi eorum *Principes, Principatus, Ducatus, Duces, Comites, Barones, Nobiles, Milites, Cives, Civitates, Oppida, Castra, aut Universitates Terræ seu Homines*, aut eorum aliquis, vel aliqui se voluntarie, seu sponte, libere offerrent, offerre vellent, vel quovis modo deliberarent, subdere, subjicere, vel offerre, quod ex nunc, prout ex tunc, promittimus & spondemus, pro nobis & omnibus & singulis supradictis sub Juramento & fide præfatis, tales vel talem nullatenus assumere, recipere, seu aliquatenus acceptare, quibuscunque adinventionibus ingenio vel colore quæsitis. In cujus rei testimonium præsentes nostræ Majestatis & ejusdem Dominæ *Reginæ*, consortis nostræ charissimæ Sigillis authenticis simplicibus appensione jussimus communiri. Datum in *Wissegrad* in Festo sanctæ Trinitatis Anno Domini M. CCC. LXXII.

LXXII.

Ligue offensive & défensive entre EDOUARD III. *Roi d'Angleterre &* JEAN *Duc de Bretagne, concluë à Westmunster le 19. Juillet* 1372. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VI. pag. 738.] 19. Juill.

A PERPETUELE REMEMBRANCE ET MEMOIRE.

Conue chose soit a toutz, par la tenur du ceste Endenture, qui,

Par l'advis & meure deliberacion de Grantz, Noblez, & Sages, du Counsail de, Treshaute Prince, Tresnoble Seigneur, Monsieur Edward, par la grace de Dieu, Roi de France & d'Engleterre,

Par monstrant les grantz amours, affection & bienveullantz

ANNO 1372. veullianz qui ont este, picea sont, & serront toutdis, e l'eide de Dieu, par entre le dit Roy, &, Noble & Poissance Seigneur, Messieur Johen Duc de Bretaign, Countre de Mounsfort, son Filz,

Yeelu Duc,

Recordant freschement les tresgrantz honers, aides, bienfaires, & bountes, les quielz ils ad sovient ressieu du dit Roi son Piere, tant come il estoit meindre d'age, & en sa primere Norettute, come autrement, jusques au parclos de l'avancement de tout son Estat,

Et desirent, e tout son poair, pursuire en bien leueres, de l'estat, honur, profit, & quiete du dit Roy son Piere, & pur lui faire plesir si evant come sa poissance s'extent, & eome tenuz y est par fine natturesce,

Entre, lui Noble Seignenr, Johan Sire de Nevill Seneschel del Houstiel le dit Roi d'Engleterre, & Sire Thomas de Melburn Chanoign de l'Eglise de Nichole,

Procureurs des avantdiz Seigneurs, Roi & Duc, e faire & parfourmer toutes les choses aval escriptz,

Aiantz souffisantz Poair, sicome compris est en certeines diverses Lettres, seallez des Seaix des ditz Seigneurs Roi & Duc, dont la tenur est au dessouz encorporez,

A l'onur de Dieu, & en afforcement des Alliances, n'adgaires faites entre les fusditz Seignurs Roi & Duc, quiete & repos des Subgiez de l'un & de l'autre,

Tretes, purparles, & accordes sont les choses qui s'ensuient; c'estassavoir,

Qui les ditz Seignurs, Roi & Duc, leurs Heirs, & Enfantz, issantz & descendantz des Corps de l'un & de l'autre & leurs Heirr, neez & e naistre, tours leur Subgiez, & les Subgiez de leur ditz Enfantz & de leur Hoirs, serront toutz joursmais, a perpetuite, bons, vrais, leals, & entiers Amys & Alliez,

Et garderont, maintendront & sustendront li uns les eutres, par Terre, & par Mier, de Corps, de Biens, & d'Amis, & de toutes leurs seus & poissance, en toutes leurs necessitees, encontre touz & euvers toutz, qui purront vivre on morir, de quielconque Estat ou Poissance q'ils soient, sans forsprise de nulle Parsone du Mounde, qui desore, en eneun temps e venir, se voudra efforcer, ou s'afforceroit de porter, movoir, ou faire Guerre, Domege, Prejudice, Vilenie, ou Grevance aucune, par quielconque maniere, ne par quielconque cause, ou occasion, a les Parsones des ditz Seignurs, Roi ou Due, ou a leurs Hoirs, ou Enfantz, ou les Hoirs de leurs Enfantz, leur Terres, Paiis, ou Lieux, ou a leur Subgiez quilconqes, neez ou a naistre, sanz faire en aucune temps, l'un Seignur vers l'autre, defaut eucun, ne allegger on opposer exception, excusecion, ne essoine e l'encountre des dites Alliances, sauf tant qui, e toutes les foirs, qui l'une Partie aura mestier de l'eutre, l'en aura regard, de bone foy, & sanz malveise en coverture, a les necesseres afaires, occupacions, & charges qui l'un ou l'autre des ditz Seignurs, Roi ou Due, covendra necessairement supporter & souffrir, au temps lors currant, pur la defense & salvation de leurs Paiis & Subgiez & recoverer de leurs Droitures, countre leurs Enemys, presentz ou e venir.

Et, par my cestes Alliances, toutz les Subgiez, de quielque estat ou condition q'ils soient, des avantditz deux Seignurs, Roi on Due, de leur Hoirs, & de leur ditz Enfantz, & du les Hoirs de leur Enfantz, pourrout franchement, seurement, & paisiblement, par Terre, & par Mier, entrecomuner, & entrecouverser, passer, repasser, sejourner, & demourer.

Et les Marchantz marchander & amesner leur Marchandises en tourz les Portz, Havenes, Paiis, ou Lieur de chescun des ditz Seignurs, & hors d'yceulx, les uns e les autres, & ailleurs, toutesfaitz & tantefoirs qu'il leur plerra, par paiant les Devoirs & Custumes, a l'un les & a l'eutre, senz Guerre, riote, conteucion, ne debat faire, mener, exciter, ne movoir.

Et yceulx serront toutdiz sustenuz, recuillez, aidez, tretez, desmenez, refreschez, & comfortez, d'une costee & d'eutre, tout eussi amiablement & paisiblement come au leur Paiis propre estre le purroient, serroient, ou deveroient, & come en temps passe de bone Paix,

La quiele chosu serre notifie & publie es Peiis & Seigniures, de l'un les & de l'autre, le pluis toste qui faire se pourre, & eu temps qui semblera bon ou expediente e les eveurditz deux Seigniures, Roi & Due, a fin qui le chose soit le plus overtement conue.

ITEM, qui les avantditz Seignurs, Roi & Due, & leurs Hoirs, & Enfantz, & les Hoirs des ditz Enfantz, & toutz leur Subgiez aventditz, eschiuront & empescherout, countreisterront & destourberout, de parole & de fair, & a tout leur leal poair, sanz fraude & sanz mal engin, & come bons, vrais, & lealz Amis & Alliez faire le devrout, l'un & l'autre, tout le mal, domage, & vilenie qui en aucune temps pourra ou devra avenir a l'un les on e l'autre, & de ce terront hasteivement garnir, aviser, & savoir l'ur a l'eutre, par Terre, & par Mier, par Messages, Lettres, & eutrement, par la meilleure & pluis haitle maniere, qui seire le purront, par eecune voie de Mounde. ANNO 1372.

ITEM, Accorde est, par entre les Procureurs devantditz, es nouns qui dessus, qui en toutes les Trieves, Abstinences, Patiz, ou Soeffrances de Guerre, Paix, ou Accordances quielconques,

Qui se ferront ou prendront parentre le dit Roi, ses Hoirs, ses Enfentz, & les Hoirs de leur Enfantz, & Subgiez, leurs Paiis, & Seigniuries, fusditz, d'une part, ovesque leur Enemys, mal-veulliantz, ou Adversaires de France, ou d'ailleurs, qui je sont, ou serront en apres, de l'autre part,

Le dit Duc, ses Heirs, & ses Enfantz, & lour Hoirs, & Subgiez, Paiis, & Seigniures, aventdirs serront expressement compris, & leurz Honurs, Esteitz, Droitures, Seignuries, Jurisdictions, Noblesces, Franchises, Libertez, Possessions, & tout leur Estat, en toutes choses, salvez, gardez, & reservez aussi entierement come ils unqes furent en temps passes, & come en temps de leur Predecessours, & par autiele maniere come les ditz, Roi, ses Hoirs, nu Enfantz, voudront avoir fait, ou auront, pur leurs propres faites ou busoignez,

Et qui le dit Roi, ses Hoirs, Enfantz, & leur Hoirs, le dit Duc, ses Hoirs, Enfantz, & leur Hoirs, & Sebgiez, Paiis, Seignuries, & Droitures, fusditz, toutdirs, garderont, aideront, sustendront, & maintendront, par toutes les voies resonables & honestez q'ils sauront ou purront, encontre touz leur Enemys, Malveullanrs, ou Adversaires quielconques, presentz, ou e venir.

Et, sembleblement, en toutes les Trieves, Abstinences, Petiz, ou Soeffrances de Guerre, Paix, ou Accordances quielconques,

Qui se ferront ou prendront parentre le dit Due, ses Hoirs, ses Enfantz, leur Hoirs, leur Peiis, & Seignuries, & Subgiez, fusditz, d'une part, ovesque leur Enemys, Mal-veulliantz, ou Adversaires, quelconqes qui ja sont, ou en apres serront, d'autre part,

Le dit Roi de France & d'Engleterre, ses Hoirs, leur Enfantz, & les Hoirs de leur Enfantz, & leur Pays, Seignuries, Droitures, & Subgiez quielconqes, serrout expressement compris, & leurs Honurs, Estatz, Droitures, Seigniures, Jurisdictions, Noblesces, Frenchises, Libertees, Regalies, Possessions, Pays, Subgiez, & Droitures, & tout leur Estat, en toutes choses, salvees, gardees, & reservees aussi entierement come ils unqes feurent en temps passez, & come en temps des Progenitours du dit Roi, & par eutiele maniere coures les avantditz Duc, ses Hoirs, ou Enfentz, ou les Hoirs des ditz Enfantz, voudront evoir fait, ou auront, en leu propre fait ou bosoigne,

Et qui le dit Duc, ses Hoirs, Enfantz, & Subgiez, & les Hoirs de ses Enfantz, e tourz jours, garderont, aiderout, sustendrout, & maintendrout le dit Roi, ses Hoirs, Enfautz, & les Hoirs de ses Enfantz, leurs Droitures, Subgiez, Paiis, & Seignuries fusditz, par routes les voies resonables & honestes q'ils saverout ou pourront, encountre touz leur Enemys, Mal-veulliantz, ou Adversaires quielconques, presentz, ou a venir

ITEM, ne serrout desormais, en aucuo temps, scieutement receptez, refreschez, aidez, counsaillez, confortez, ne favorez, en l'un Paiis ne en l'autre, par aucune coverture, les Adversaires, Malveulliantz, ou Enemys, privez, ou appertez, de l'un Seignur ne de l'eutre, soient ils de leur Paiis ou de l'eutre, ou de quielconque eutre Paiis, Nacion, ou condicion q'ils soient, sanz aucune forsprise ou exception de Parson, ne de Lieu:

Ne yceulx Enemys, Malveulliantz, ne Adversaires soeffert scienuement passer, sejourner, ne demourer en l'un Pais ne en l'autre, par quielconques cause ou occasion qui ce fuit, mes toutz les Enemys, Melveulliantz, ou Adversaires des dits Roi ou Duc, estoiantz je hors des Paiis de l'un ou de l'autre, serront tentost, reelment & de fair, comandez, chargez, amonestez, & ejournez de retourner, vers leur Paiis, sur peine de Corps, de Biens, & d'Eritages, & de tout autre chose

 q'ils

ANNO 1372.

q'ils porront forfaire envers leur Seignur, fanz plus faire domage, par quelconque maniere, fur l'un Partie, ne fur l'autre, & fans doner aide, counfail, ou confort, a les Enemys de ditz Roi ou Duc; &, s'ils ne vouldrent a ce obeir, en tieu cas, ils ferront deslors bannitz, exilez, & forjuggez de leur dit Paiis, Biens, & Heritages, fanz espoir de retour.

ITEM, est accorde qi, fi tant foit qui le Roi, en fa propre parfone, alaft en France, fur fes Enemys illoeqes, le dit Duc lui accompaignera & irra, en fa propre parfone, ovesque milles Hommes d'Armes, as Gages du dit Roi, de CLX. Francs par An, par chescun au feur, & por le rat du temps qui les ditz milles Hommes d'Armes fourjouront avec Roi hors du Paiis de Bretaign;

Mais, fe le Roi ne paffe, en fa parfone, mais envole fes Gentz, de par dela, pur grever les Enemys, fi ferront mesmes les Gentz, qui enfi ferront envoyez, de l'eure q'ils vendront vers le Paiis de Bretaign, bonement & amiablement resceuz, recuillez, & receptez es Chafteux, Fortresces, Villes, & autres Lieux du dit Duc, & Illoeqes, & ailleurs, par tout fa poiffance & Seignurie, en amiable maniere tretez, refrefchez, vitaillez, & confortez, a leurs despens, a toutes les foitz, & par tout le temps, q'ils y veudront, ferront, ou demourront;

Et le dit Duc ordeinera, porchaiera, & fera, de tout fa poiffance, fanz mal engyn, & indura fes Gentz & Subgiez, fanz deftourber ou empefchement aucun, a toutes les foitz qui leur pierra aler, a l'enforcement des avantditz Gens du Roi, pur guerroier & grever, par tout & quieu part que meultz leur femblera, les Enemys du dit Roi, a plus grand & haftie Esploit de la Guerre;

Et cefte Article, ovesque les autres paramount, il ferra auffi publier par toute fa Terre de Bretaign, & le plus toft qui bonement faire le poura.

Toutesfoitz les ditz Gentz du Roi, paffantz ou demorantz ou dit Paiis de Bretaign, auront leur Vitaille & Vivres, par paiant eux refonablement les pris, ou valeur, & le pluis aifement & a meindre damage qui faire fe poura fur les Subgiez, vrais obeiffantz de dit Duc, tenantz fa partie; Et, fi aucuns foient trovez illoeqes, faifantz la contraire, la puniffement d'eulx appartiendra au dit Duc; appellez toutditz ceulx, qui pur le dit Roi a ce ferront deputez & ordeinez.

Et, par femblable manere, ferront puniz les Gentz du dit Duc, felone la quantite du meffaite, fi aucuns d'eulx foient trovez faifantz Grief ou Domage aucun a les Gentz du Roi avantdit.

ITEM, eft accorde qui le dit Roi envoiera, vers Bretaign, troiscentz Hommes d'Armes, & troiscentz Archers, a fes propres despenfes, & jusques a tant q'ils foient arrivez en la Terre de Bretaigne, & deslors ils ferront tantoft paiez des propres gages & despens du dit Duc.

ITEM, eft accorde qui, par caufe des Alliances & Covenances avantditz, le dit Roi donrra au dit Duc la Countee de Richemond, a tenir du Roi & de fes Hoirz par Homage lige, & par les aunciens fervices, ent duez & accuftumez, avoir en Heritage au dit Duc, & a Madame Johanne fa Compaigne, & a les Hoirs du corps le dit Duc engendrez, ovesque les Fees, Advoefons, Hommes, Hommages, Vaffalx, Tenantz, Relefs, Services, Retentes, & Devoirs, Boys, Marreys, Pefcheries, Molyns, Chaftealx, Forterefles, & toutes autres Appartenances & Appendences, par maniere & fourme qui l'en faura meulz ordeiner.

Et, par caufe des dites Alliances, & par maniere & fourme come le fait le requiert, le dit Roi lui donrra ce q'eft Marche entre Bretaign & Poitou, a tenir a li, & a fes Hoirs de fon corps, engendrez, feul & pur le tout referve & retenu au dit Roi, & a fes Hoirs, la declaracion des boundes, & auffi la Soveraine & le Refort de la dite Marche, par fourme & maniere q'ils eftoient, en temps paffez, aus Rois & a la Coronne de France.

Et, neantmeins, acquietera le dit Roi au dit Duc, par fes Letres fouffifantes, de quant que il pourra demander a Li, & a fes Hoirs, ou autres quielconques, a caufe de la refte d'une groffe Somme, en la quieles mesme le Duc eftoit obligez au dit Roi par fes Lettres obligatoires, ou par autre caufe ou enchefon quielconque (faut l'effect de eeftes) les quiales Lettres & toutes autres, s'aucunes foient trovez, lui ferront renduez & rebailles.

ITEM, aura le dit Duc de bones Lettres partieleres, contenantes qui, ou cas qui aucun des Subgiez le dit Duc levent ou rebellent encontre lui, ou foient aidantz ou adherdantz as Enemys ou Adverfaires, en appiert ou en covert, des ditz Roi ou Duc, ou de leur Hoirs, ou Enfantz, en France, ou ailleurs, quielque part q'il foit, encontre la fourme des ditz Alliances, en tieu cas le dit Duc n'encourge aucune forfaiture vers le dit Roi; mais les punira & ferra punir par li, & par fes Officers, & Miniftres, par leur Corps & Heritages, & par toutes les autres maniers qui faire pourra, & li femblera bon, pur garder les ditz Alliances, fanz blame, reproeve, ou offenfe aucune avoir n'en encourrier devers le dit Roi par celle caufe, en aucune temps a venir, non obftantes aucunes paroles contreres comprifes es Alliances avantdites.

Et femblables Lettres aura le Roi, par fa partie, du Duc avantdit.

Toutes les quieles chofes & chescune d'ycelles les avantdites Procureurs, & chescun par fa partie, ont, par leur fermentz & foys, jurez, promys, en covenanciez l'un a l'autre, es Nouns & Ames de leur Seignurs, & par force de leur Poiffance;

Et por ce ils font obligez leur ditz Seigneurs, & leur Hoirs, Terres, Paiis, Lieux, Seignuries, Subgiez, & biens quielconques, prefentz, & a venir, a tenir, gardir, enteriner, & accomplir, de point en point, leal-ment & de bone foy, & fanz fraude, & fanz mal engyn, & fanz dire, allegget, ne purpoufer, en Juggement, ne dehors, taifiblement, ne expreffement, aucune chofe a l'encontre, en aucune temps a venir.

Et les ditz Procureurs ferront leur leal diligence qui mesmes les Alliances & Covenances, en toutz leur pointz & articles, en foubftance, & par les dites caufes, come elles touchent les Parties de leurs Seignurs, les avantditz Seignurs, Roy & Duc, pur eulx, leur Hoirs, & Enfantz, & les Hoirs de leur Enfantz, toutz leur Subgiez, Terres, Paiis, & Lieux avantditz, accorderont, pafferont, ferront, & renovelleront en leur propres parfones, prometteront & jureront a les tenir, a parpetuite, envers toutz & countre touz, ficome deffus eft efcript, par leurs foys & fermentz, & par Lettres defoutz leur grantz fealx, & ycelles envoleront & ferront bailler l'un a l'autre, a plus toft qui faire fe pourra bonement, par aucune maniere; Et autrement tout ceft prefent Accord, & quantque compris eft en ycelly, foit tenu por nul & de nul valeur, vigeur, ne fermete, ne ne pourra obligier l'une Partie vers l'autre, ne porter prejudice, vileinn, ne domaga, en aucun point, pur temps a venir, a aucun des deux Seignurs, Roi ou Duc avantditz.

Les tenurs de la Poiffance des Procureurs avantditz cy ampres, de mot a mot, s'enfuit,

EDWARD, par la grace de Dieu, Roi de France & d'Engleterre, & Seignur d'Irlaund, a noftre chere & feal, Johan Seignur de Nevill, Senefchal de noftre Houftel, Salutz.

Confiantz de veftre fen, loialte, & discretion, donnons a vous auctorite, plein poair, & mandement especial, par la tenur de nos prefentes Lettres, de traiter, accorder, prendre, & rescevoir,

Por Nous, & por noz Hoirs & Enfantz, & les Hoirs & Enfantz de leur corps descendantz, noz Subgiez, & les leurs, d'une part,

Et, noftre treschere & tresame Filz, Johan Duc de Bretaign, Comte de Montfort, fes Hoirs & Enfantz, de leur corps iffantz, & leur Hoirs, Enfantz, & Subgiez, d'autre part,

Les Seignuries, Terres, & Paiis, & Lieux d'una coullee & d'autre;

Bones, fermes, & perpetueles Alliances envers touz & countre touz, de quelque Eftat ou Poiffance q'ils foient, en la meillure manere, fourme, tenure, ou expreffion des paroles, que ferra ou pourra eftre devife ou ordeine par l'advis de noftre Counfail, ovesque l'accord du Procureur & Depute por la partie de noftre dit treschere Filz, le Duc,

Et ycelles Alliances, ovesque toutes autres pointz, claufes, & articles touchantz celle matire, en la maniere & fourme qui accordez ou paffez ferront, affeurer, afforcier, & affermer par bones obligacions, ferementes, & feurtes, tielx que pourra fouffire,

Et de promettre, en l'alme de Nous, en bone foy d'Armes & de Gentilesce, & en Parole de Roy, toutes fes dites chofes, qui enfi, come dit eft, es noms qui deffus, & por noftre partie, ferront traites, accordes, pris, ou resceues, tenir & avoir fermes & eftables, a perpetuite, envers touz & countre touz, qui porront vivre ou morir, a tout noftre leal poair, & fanz jammais venir a l'encontre;

Et

ANNO 1372.

Et de promettre, semblablement, que ycelles choses toutes, en fourme & maniere susdites, nous ferrons & renovellerons en nostre propre parsone, en cas qui, nostredit Filz, le Duc ycelles choses toutes aura agreables, & les face & renovelle, pareillement & semblablement, en sa propre parsone, & por sa partie,

Et de faire, espedier, & executer toutes autres choses, qui sont ou estre pourront necessers ou profitables en tieu cas, suppose qui plus especial Mandement en serroit requis,

Don. par tesmoignance de nostre Grant Seal, a nostre Palais de Westm. le primer jour de Juyn, l'an de grace mille, troiscents, soixant & dousze, & de noz Regnes, de France trente & trois, & d'Engleterre quarrant & sis.

Par le Roy & son Conseil.

JEHAN Duc de Bretaigne & Counte de Montford, feisons savoir a touz, qui nous avons ordeigne & estably, &, par ces presentez, ordeignons & establissons, nostre bien ame Clerc, Thomas de Melburn, nostre Procureur, Actenir, & Messagier especial, quant a treites & acorder ou, nostre tres-redoute Seigneur & Pier, le Roy d'Engleterre, sur certeins Articles, des quex en avons charge nostre dit Clerc, taunt par bouche, quant par Lettre seele de nostre prive Seel & Signet, touchant le fait du dit Treite,

A quele nostre Clerc avons donne & donnons plein Pouer, & Mandement especial, de ceo faire, en le manere & comme nous luy avons charge,

Et promettons, en bone foy, d'avoir & tenir ferme & estable, tout quanqez nostre dit Clerc accordera, & fera, sur cestez, pour Nous, & pour noz Heires de nostre corps, procreez.

Don. en nostre Chastel de Aulrey souz nostre prive Seel & Signet, le xxv. jour de Feverer, l'An mille, troiscentz, sexante & onze.

En passe par le Duc.

En tesmoignance des quieles choses les Procureurs deffusditz a cestes Endentures ont mys & apposez entrechangeablement leur Sealx.

Ce fu fait en la Chapelle Roiale de Westm. le xix. jour du Moys de Juyl, l'An de grace mille, troiscentz, soixante & dousze,

Presentz,

En le faisant le toutes les choses susescriptz,
Messieur Johan Knyvet, Chancellier,
Et *Nichol Carreu*, Gardein de Privee Seal,
Du Roi d'Engleterre:
Richard de Ravenser, Arcedeacre de Nichole,
Johan de Hambelton, Arcedeacre de Sudbury en l'Esglise de Norwicz:
Bryan de Stapelton,
Robert de Teye,
Et *William de Bruys*,
Chivalers:
Johan Filz Nichole Esquier;
Et tout pleiu des autres Chivalers, Clers, & Esquiers, Tesmoignes en toutes les choses avantditz.

Et Jeo *Johan de Brankettre*, Clerc de la Diocise de Norwicz, par les auctoritez du Pape & de l'Emperour Notaire Publique, por ce qui je fui present sur le faisant des choses avantdites, & les viz & oyz ensi estre faitz par les Procureurs avantditz, les jour & Lieus avantditz, ovesque les Tesmoigns, & *Maystre William de Tyrington* Notaire Publique, je les ai fait escrivre & mis en ceste poublique fourme, en evidence & tesmoignance de choses avantditz,

Approvant la rasure faite dessus en les paroles, *de jour du Moys de Jul.*

B. R.

Approvant l'enterline, *sanf l'effect de cestes.*
Et aussi la rasure, en la vintisme line, *u compter montant.*

B. R.

LXXIII.

ANNO 1372. 3. Aout.

Sententia, per Romanorum Imperatorem CAROLUM IV. *contra* GALEATSUM *Vicarium Mediolani, & ejus complices tanquam invasores Terrarum Sacræ Romanæ Ecclesiæ, & reos Criminis læsæ Majestatis, lata. Quâ illi omnibus & singulis suis privilegiis, præeminentiis & gratiis privantur, atque in bannum declarantur. Datum Pragæ anno 1372. Indictione X. tertio Nonas Augusti.* [Piéce authentique, tirée des Archives Royales de Milan Registre V. V.]

KAROLUS QUARTUS &c. Universis, & singulis Regibus, Principibus, Electoribus Imperii, Ecclesiasticis & Secularibus, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Judicibus, Civibus juratis, & Universitatibus Regnorum, Principatuum, Ducatuum, Marchionatuum, Comitatuum, Provinciarum, Civitatum, quos, & quæ Sacri Imperii latitudo complectitur, fidelibus suis dilectis gratiam suam, & omne bonum. Licet aliàs nobili Galeatio de Vicecomitibus Mediolani &c. pro Imperiali Maestate nostra Generali Vicario, eumdem Vicariatum Civitatum præfatarum, & aliorum Locorum, & Terrarum nostra commiserit Imperialis Serenitas sub certis tenoribus Litterarum, quas desuper erogavimus, sperando quod latitudine beneficiorum, quæ sibi impendimus, ejus ergà nos, & Sacrum Imperium deberet augeri devotio, ut tantò fideliùs nostros, & ejusdem Imperii prosequeretur honores, quantò se intelligeret amplioribus Imperialis Magnificentiæ beneficiis prævenire; Ipse tamen, velut aspis surda, gratitudinis aures obturans, tantorum beneficiorum oblitus & immemor, quæ sibi, & suo Genitori Divus Henrichus quondam Romanorum Imperator Augustus Avus noster impendit, & earum, quæ de Magnificentia nostra noscitur recepisse, in contemptum Maestatis Cæsareæ, irreverenti animo, & impudico conatu tàm ipse Galeaz, quàm colligati, adhærentes, complices in hac parte, & sequaces ejusdem ità notoriè, & publicè, quod nullà potest tergiversatione celari, Sacrosanctam Romanam Ecclesiam, & ejus Terras, cujus, ex Dignitate Cæsarea nobis est cælitus attributa defensio hostiliter audent invadere, & ejusdem Ecclesiæ colligatos, complices, adhærentes, fideles, eorumque Terras demolicione cotidiana semper invadere per se, & alios, & invadere, molestare, perturbare non cessant adversus eam Pacem, quæ inter præfatam Sanctam Romanam Ecclesiam, colligatos, adhærentes, complices, & fautores, & fideles ipsius ab unà, & eumdem Galeatium, colligatos, adhærentes, sequaces, & fautores ipsius parte ab altera tractata, conclusa, & nostra interpositione firmata, & confirmata fore dignoscitur, de directo venientes, quam plurimas offensiones, & injurias, guerras, damnna, deprædationes, & invasiones indefinenter intulerunt, & indignante animo inferre quotidiè non verentur eidem Sanctæ Matri Ecclesiæ, Terris, & colligatis, adhærentibus, & fautoribus fidelibus ejusdem in nostram, & Sacri Romani Imperii, sicut præmisimus, irreverentiam, & contemptum, præsertim cum sibi, & cuicumque fideli constet, & constare debeat, quod ad nos pertinent libertatum, & jurium Ecclesiæ Romanæ defensio antedictæ, & tamen idem Galeaz, colligatique, & adhærentes, sequaces, & fautores sui pridem ad requisitionem, & monitionem Venerabilis Lamperti Argentinensis Episcopi, quem ad eosdem, & ad quemlibet eorumdem ex hac causâ accuratè transmiserat Imperialis nostra Serenitas, à dictis offensionibus, tædiis & dispendiis, invasionibus, molestiis, rapinis, guerris sanctæ Romanæ Ecclesiæ colligatorum, adhærentium, & fautorum, fideliumque ipsius resipiscere noluerunt, quamvis ex parte nostræ Maestatis per eumdem Episcopum caritativo, & paternali affectu requisiti, propter quod idem Argentinensis Episcopus auctoritate speciali, quam à nobis acceperat, certum Procuratorem statuit, qui præfatum Galeacium, nec non prælatos, & singulos colligatos, adhærentes, complices, sequacesque suos in hac parte peremptoriè, & ad nostri citaret personalem præsentiam, super hiis omnibus, & aliis coràm nostræ Maestatis præsentia infrà triginta dierum spatium à die factæ Citationis continuè computandorum ad certam diem, quæ quidem fuit prima dies Aprilis, personaliter, ac peremptoriè in certo Loco in dicta Citatione comprehenso, comparerent responsuros coram nobis, & justi-

ANNO 1372. justitiam recepturos pro præmissis; qui si quidem Procurator metu, qui cadit in Virum constantem, non audens dicti Galeacii, sequacium, colligatorum, adhærentium, fautorumque ipsius personalem adire præsentiam, manifestam eorum tyrannidem, potentiam, & malitiam metuendo, propter quod, quemadmodum à nobis specialem potestatem acceperat, in Locis tàm vicinis publicè, & multorum Testimonio, videlicet in Civitate Mutinâ, quæ est Imperialis, & vicina Terris, quas detinet idem Galeaz, & ipsius in hac parte complices, sequaces, adhærentes, atque fautores supradicti, publicè, & peremptoriè, & personaliter citavit eosdem allegaturos, & ostensuros coràm nobis, si aliquam rationabilem causam, aut colorem habent in præmissis, & recepturos super eisdem tàm notoriis, & manifestis excessibus à nobis justitiæ debitum complementum, & specialiter visuros, & audituros privationem Vicariatuum, quos tenent à nobis, & Sacro Imperio, Terrarum, & Civitatum, & aliorum quorumcumque Locorum, & omnium privilegiorum, libertatum, & immunitatum, honorum, potestatum quorumcumque, & quocumque nomine nuncupentur, cujus quidem Citationis publicatio tàm publicè in dicta Civitate Mutina facta extitit, ut impossibile fuerit, & sit Citationem eamdem Galeaz prædicto, ejusque colligatis, adhærentibus, sequacibus, & fautoribus supradictis aliquatenus occultari, quin lata divulgatione multorum ad eorum notitiam perveniret, dando nihilominus eisdem in veniendo, stando, & redeundo ad nostram Imperialem Serenitatem per omnes Terras nostras, & Sacri Imperii, fideliumque nostrorum, spondentes, & promittentes eisdem proindè de salvo, & securo conductu, & comitiva sufficienti usque ad nostri præsentiam, & in stando, & revertendo usque ad Terras suas, si, & quando fuissemus requisiti, pro ut in Litteris dictæ Citationis, & Imperialis Potestatis expressè dicto Nuntio nostro Argentinensi Episcopo plenius continetur. Verum quia idem Galeaz, colligati, adhærentes, complices, & sequaces ipsius in assignatis sibi Loco, & termino non comparuerunt, ut debebant, Procuratore generali nostræ Curiæ dicti Galeatii, colligatorum, adhærentium, sequacium, fautorumque ejusdem contumaciam evidentem coram nobis accusante. Pro Tribunali sedentes in Civitate nostra Pragensi, quæ fuerat locus ad comparendum eisdem personaliter, & peremptoriè in dicta Citatione assignatus, assistentibus nobis Illustri Wenzeslao Boemiæ Rege Filio nostro, Venerabili Johanne Archiepiscopo Moguntinensi, & Illustri Wenzeslao Duce Saxoniæ Electoribus Imperii, & aliorum Principum, Prælatorum, Comitum, atque Baronum multitudine copiosa, eumdem Galeazium, colligatos, adhærentes, sequaces, fautoresque ipsius extrà fores nostri Palatii per loca diversa sollicitudine Magistri Curiæ nostræ, juxtà Imperialis Audientiæ consuetudinem vocari, & inquiri fecimus diligenter, qui cum per se, aut per Procuratorem legitimum minimè comparere curassent, inobedientiâ tali eorumdem ritè pensatâ, eumdem Galeacium, complices, colligatos, adhærentes, sequaces, & fautores supradictos contumaces pronunciamus, & per Venerabilem Johannem Olomucensem Episcopum Cancellarium nostrum mandamus eumdem Galeacium, complices, colligatos, adhærentes, & sequaces ejusdem in hac parte contumaces publicè nuntiari, pro ut idem Cancellarius, nostrum exequendo mandatum, ibidem, & in nostri præsentiâ eosdem contumaces publicè pronuntiavit, & denuntiavit, & quamvis, tali eorumdem contumacia poscente, adversùs eosdem super hujusmodi causâ, & tàm notoriis eorumdem excessibus nostra Majestas potuisset, & procedere debuisset, tamen de superabundanti gratia, tunc processus ipsos distulimus ad ipsorum malitiam convincendam, & de Imperialis potestatis plenitudine eumdem Galeazium, complices, colligatos, adhærentes, fautores, & sequaces ipsius præfatos per Edictum publicum de novo, & iteratò citavimus ad secundam diem mensis Julii sequentis, ubicumque nos infrà Germaniam tunc esse contingeret, ut personaliter, & peremptoriè comparerent coràm nobis ad purgandum suam rebelliam, & contumaciam, visuri, & audituri privacionem tàm Vicariatuum, quàm privilegiorum, honorum, præeminentiarum, potestatum, officiorum, ut suprà dictum est, & ultrà hoc recepturi pro præmissis notoriis excessibus, & transgressionibus certas alias pœnas tàm arbitrarias, quàm ordinarias, pro ut justitia expostulat, & jura exigunt, & Curiæ Imperialis consuetudines approbatæ requirunt, tenorem Citationis ipsius ad expressam, & magis evidentem notitiam Imperialis Curiæ nostræ valvis, & postibus affigendo, eisdem in veniendo, stando, & redeundo Imperialem securitatem, & securum conductum per Terras nostras, & Sacri Imperii, si requisiti fuissemus, concedendo; Cumque dictâ die secundâ mensis Julii nos in Civitate Coloniensi Imperiali tunc ageremus, dictusque Galeaz, suique in hac parte colligati, adhærentes & sequaces præfati, nec per se, nec per Procuratorem, aut Nuncium suum coram nobis comparere curassent, quamvis ipsum in portis Hospicii, & Palatii, in quo tunc in Coloniâ habitabamus per Magistrum Curiæ nostræ, ut est moris, eosdem, si ibidem adessent, evocari fecissemus diligenter, sedentes pro Tribunali, & assistentibus nobis Venerabilibus Johanne Moguntinensi, Friderico Coloniensi Archiepiscopis, & Illustre, & Magnifico Wenzeslao Rege Boemiæ, Electoribus Sacri Imperii, & Gulielmo Duce Juliacensi, Principibus, & aliis nostris Imperii Sacri Comitibus, Nobilibus, Baronibus, & fidelibus, ipsos absentes, exigente Justitia, reputavimus contumaces, adhuc tamen de Cæsareæ pietatis clementiâ, dicti Galeazii, suorumque colligatorum, complicum, adhærentium, fautorum, & sequacium proterviam, & contumaciam supportantes, eosdem per Edictum publicum, ut est moris nostræ Cameræ, citavimus personaliter, & peremptoriè ad primam diem instantis mensis Augusti, vel, si illa feriata esset, ad immediatè sequentem, ubicumque nos infrà Germaniam tunc adesse contingeret, & personaliter, & peremptoriè comparere coràm nobis curarent, quem eisdem peremptoriè assignavimus coram nobis, omni dilatione, excusatione, & occasione quibuslibet procul motis, super molestiis, dampnis, injuriis, & invasionibus tàm notoriis, & etiam manifestis, quod nullâ, ut præmissum est, valerent tergiversacione celari, quæ, & quos præfatus Galeaz, colligati, complices, adhærentes, & sequaces ejusdem in hâc parte præfati in multis adversùs Pacem firmatam, & per eos juratam Iniquè venientes, eidem Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, & colligatis, adhærentibus, fidelibus, & fautoribus, ac Terris ipsorum pedem intulerunt, & inferunt quotidiè, & inferre non desistunt, omnimodè responsuri, excusacionem, seu coloracionem sui reatus, si quam haberent, ostensuri ibidem; alioquin, non obstante eorumdem absentiâ, adversùs eosdem, juxtà Imperialis nostræ Curiæ Leges & approbatas consuetudines, sine quavis dilacione, ad Sententiam vellemus procedere, prout justitia, & reatus ejusdem pravitas exigit, & ut cæteris transeat in exemplum, ex officio nostro super tàm notoriis, & evidentibus excessibus ad privacionem Vicariatuum, honorum, libertatum, præeminentiarum, privilegiorum, & alias pœnas legales, & consuetudinarias, & arbitrarias, ut præmissum est, procedendo, cujus Citacionis tenorem, quo minus ignorantiam dictus Galeaz, dictique complices, adhærentes, colligati, & sequaces ejusdem possent prætendere, in valvis portarum nostrarum mandavimus affigendum, dando nihilominus eisdem in veniendo, stando, & redeundo securitatem Imperialem per omnes Terras nostras, & Sacri Imperii, spondentes, & promittentes eisdem de securo conductu securissime providere, ipsis verò, nec aliquo ipsorum, in ultimo termino peremptorio prænotato non comparentibus in Civitate nostra Pragensi Regni Boemiæ ubi tunc deveneramus, Procuratore nostræ Curiæ generali præsente, & inobedientiam, ac contumaciam jam trinam præfatorum reorum accusante, pro Tribunali sedentes, assistentibus nobis Illustri Wenzeslao Rege Boemiæ Nato nostro, & Sacri Imperii Electore, & aliis Principibus, Prælatis, Comitibus, Baronibus, & Procerum multitudine copiosa, ipsum Galeacium, nec non valitores, complices, colligatos, sequaces, & adhærentes ipsius in hac parte contumaces, rebelles, hostesque nostros, & Reipublicæ, & reos Læsæ Majestatis crimine pronunciavimus, & declaravimus, & virtute præsentium pronuntiamus, & declaramus, & quia ad vocem misericordis monicionis nostræ de malis facti sunt pejores, & de pejoribus pessimi, & de pessimis, more Diaboli, in malum obstinati iniquitatem iniquitati super accumulantes in præfatæ Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, Terrarum, Dominiorum, libertatum, colligatorum, adhærentium, & fautorum ipsius notam perniciem, & publica nocumenta, ac in nostræ Majestatis opprobrium, & contemptum: Nos igitur Sanctæ Matris Ecclesiæ piè compatiendo pressuras, animo deliberato, non per errorem, sed sano, atque maturo Principum, Comitum, Baronum, & Procerum nostrorum accedente consilio, de certâ nostrâ scientiâ, & de plenitudine Cæsareæ potestatis in his Scriptis, Dei nomine invocato, pronunciavimus, decrevimus, & declaravimus, pronuntiamus, decernimus, & declaramus præfatum Galeatium, adjutores, complices, valitores, fautores, adhærentes, & sequaces ipsius in hac parte, etiamsi Ducis, Comitis, ANNO 1372.

Vice-

ANNO 1372.

Vicecomitis, Baronis, aut alterius Dignitatis, seu Nobilitatis honore præfulgeant, qui eidem Galeacio adversus eamdem Sanctam Matrem Ecclesiam, colligatos, adhærentes, & fautores ipsius, verbo, nutu, aut opere, consilium, auxilium, aut juvamen, publicè vel occultè, directè vel indirectè, in supradictis Guerris, molestiis, invasionibus, rapinis, & dampnis præstiterint, & hactenus præstaverunt, in illas pœnas ipso facto incidisse realiter, quæ à sacris Legibus promulgatæ sunt in eos, qui rei sunt Læsæ Maestatis crimine, & auctoritate præfata antedictos Galeaz, colligatos, complices, adhærentes, fautores, & sequaces ipsius Mandatorum Imperialium contemptores notissimos, qui monitiones, & exhortationes benignitatis Cæsareæ præsumptuosa malignitate contempserunt, nec non Hæredes, & Successores ipsius in perpetuum Vicariatu, & Vicariatibus Civitatis Mediolani, & omnium aliarum Civitatum, Districtuum, & Territoriorum, Terrarum, Castrorum, & Locorum, quæ aliàs suo, & ipsorum Vicariali Regimini, tàm per nos, quàm per quemvis alium Prædecessorum nostrorum Romanorum Imperatorum, specialiter vel generaliter, ac quovis modo commissa fuissent, privamus, & exuimus, privatos, & exutos legitimè, & ex certa scientia declaramus, & præsentibus nunciamus, & ad nos, & mensam nostri Sacri Imperii reducimus, & revocamus, ac eundem Galeatium, & Successores suos in perpetuum, nec non adjutores, complices, valitores, fautores, & adhærentes ipsius, ac omnes, & singulos supradictos, etiamsi Ducis, Comitis, Vicecomitis, Baronis, aut alterius Dignitatis, seu Nobilitatis honore præfulgeant, nec non uxores, & liberos eorumdem, nec non qui, sic ut præmittitur, eidem verbo, nutu, vel facto consilium, auxilium, aut juvamen, publicè vel occultè, directè vel indirectè, sive per modum stipendii, vel Societatis, aut Ligæ, aut aliter, à tempore dictarum nostrarum Citacionum, & prohibicionum hujusmodi, præstiterunt, præstant, seu præstabunt in futurum, proscribimus, bannimus, & verberamus, & eos, & eorum quemlibet omnibus, & singulis Privilegiis, præeminentiis, gratiis, indultis, juribus, & honoribus, quibus ex indulto Principum, & origine geniture, seu aliis quibuscumque titulis gaudebant, seu fruebantur hactenus, penitus exuimus, & privamus, ac privatos, & exutos legitimè præsentium tenore declaramus, & præsentibus nunciamus, nec non universa, & singula Feuda, bona mobilia, & immobilia, possessiones, Civitates, Castra, Villas, Oppida, Terras, & Dominia supradictorum, quæ titulo alio, quàm Vicariali obvenerunt eisdem, & ex quacumque causa obtinebant, nec non fructus, redditus, & proventus eorumdem in quibuscumque rebus, seu ubicumque locorum noscantur consistere nostri Imperialis Erarii, & Fisci usibus applicavimus, & confiscavimus. Præterea ipsum Galeatium, Filios, & Hæredes, & omnem posteritatem ipsorum, complices, fautores, adhærentes, & sequaces supradictos ipsius inhabiles reddimus, declaramus, & pronuntiamus, & ad obtinenda, regenda quævis Officia publica Imperialia, sive quæcumque alia, sive Vicariatus, sive alia quæcumque sumenda, ita ut nullam indulgentiam valeant ad præmissa, vel eorum alterius aliquo modo, & tempore quocumque reduci, seu habilitari quommodolibet in futurum. Insuper Vassallos, Subditos, & fideles eorum, qui ad ipsos, sive titulo Vicariali, Hæreditario, aut alio quovis modo, pertinere noscebantur, & noscuntur ab omnibus fidelitatibus, promissionibus, & fidelitatis Homagio, seu obligationis, aliisque subjectionibus quibuscumque denominari vocabulis, quibus præfato Galeazio, & Filiis suis, aut suis in hac parte Complicibus, Fautoribus, Colligatis, Sequacibus teneri quovis modo poterant, absolvimus, & auctoritate Cæsarea, & Imperialis potestatis plenitudine penitùs liberamus, mandantes eadem auctoritate, & sub pœnis in præsentibus processibus contentis, eisdem, & eorum cuilibet, ut in nullo præfato penitus deinceps aliquibus coloribus, seu titulis obediant, aut obedire, aut eis juvamen, favorem, auxilium, servitium, consilium impendere quovis modo præsumant, & quod omnia bona supradictorum, mobilia & immobilia, quæ alio, quàm Vicariali titulo obtinebant, sacro Erario confiscata censuimus, & declaravimus, auctoritate prædicta eadem bona cuilibet concedimus occupandi, dando, & concedendo singulis fidelibus, & Subditis Sacri Imperii, & quibuslibet aliis plenam, & omnimodam potestatem, ipsos, & eorum quemlibet tamquàm rebelles Sacri Imperii hostes, & inimicos Reipublicæ, ac Læsæ Maestatis crimine reos, & condempnatos impunè capiendi, captivandi, mutilandi, & interficiendi, ita ut exinde gratiam, & honorem expectent, & munificentiam Cæsareæ Maestatis; inhibemus etiam universis, & singulis nostris, & Sacri Imperii fidelibus sub pœnis expressatis superiùs, ne antedicto Galeazio, Filiis, Heredibus, ac Successoribus suis, Adjutoribus, Sequacibus, Complicibus, Adhærentibus, & Fautoribus eorum aliquod deinceps in perpetuum exhibeant, sive præstent, publicè vel occultè, directè vel indirectè, per se vel alios, consilium, auxilium, subsidium, favorem, præsidium, seu juvamen, supplentes omnem defectum, si quis in præmissis, seu præmissorum aliquo, dubietate, defectu, aut sinistra interpretatione verborum, vel sententiarum, seu solempnitatum obmissæ, aut ex non servato Juris ordine, vel alio quovis modo captus fuerit de certa nostra scientia, & plenitudine Imperatoriæ potestatis, non obstantibus quibuscumque Legibus, Constitutionibus, Statutis, & Reformationibus, publicis vel privatis, Privilegiis, Literis, gratiis, indulgentiis, consuetudinibus, usibus, & observantiis, quibus etiam specialibus vocabulis valerent experiri, etiamsi hiis jure, vel consuetudine deberent in præsentibus expressè, districtè, & specificè fieri mentio specialis; quibus omnibus, & singulis, si, & in quantum præfatæ intentioni vestræ in toto, seu in aliquâ sui parte obviare, contraire, seu adversari censentur, de certâ nostrâ scientiâ, & Imperialis potestatis plenitudine per omnia derogamus, & expressè revocamus, ac si de hiis, & singulis in præsentibus processibus expressa, & specialis mentio facta esset, quæ omnia volumus pro expressis haberi; & ne præfatus Galeaz manifestus invasor Sanctæ Matris Ecclesiæ, & reus crimine Læsæ Maestatis, ac Sacri Imperii, & Reipublicæ inimicus, & hostis, adjutores, complices, valitores, fautores, & adhærentes ipsius, ut præmittitur, simulatam ignorantiam contructam suis fraudibus, & dolosis ingeniis prætendere valeant, universis, & singulis Principibus, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Civitatibus, Communitatibus, & cæteris quibuscumque nostris, & Sacri Romani Imperii Subjectis fidelibus, ad quos nostri processus, & sententiæ per quoscumque, & qualitercumque pervenerint, mandamus, præcipimus, & injungimus præsentibus seriose, quatenus antedicta omnia sub omnibus sententiis, tenoribus, punctis, & clausulis, sicut expressantur superius, antedicti Galeatii, & suorum complicum, & adhærentium, si commodè potuerint, deducant notitiam, & eadem sibi intimare velint, & debeant tali sollicitudine, talique frequentia, quod non verisimile quin ad notitiam dicti Galeazii, & suorum sequacium, complicum, fautorum, & colligatorum perveniant omnia supradicta, sicut & nos tenore præsentium eisdem intimamus, denunciamus, & publicamus, nec non supradicta publicent, & publicari faciant sine mora in suis Curiis, Civitatibus, Locis, & Terris, ut in omnem Terram exeat fama, & noticia nostrorum præsentium processuum, & Imperialis in tàm pestiferos, & criminosos promulgata sententia ultionis, sub pœna mille marcharum auri purissimi, quam illos, & quemlibet eorumdem, qui nostris mandatis non obedierunt cum effectu, nostro Erario applicandam incurrere volumus ipso facto, indignationem nihilominus Maestatis Cæsareæ, nec non & alias pœnas tàm legales, consuetudinarias, quam arbitrarias, prout nostræ Serenitati videbitur, se corpore incurrere ex tali inobedientia non immeritò formidantes, præsentium &c. Datum Pragæ anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo secundo, Indictione decima, tertio Nonas Augusti, Regnorum nostrorum anno vigesimo septimo, Imperii vero decimo octavo.

Extracta fuit præsens Copia a Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.*

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

LXXIV.

23. Nov.

Privilegium Vicariatûs Imperii per Imperatorem CAROLUM IV, *concessum* AMADAO *Comiti Sabandiæ super omnibus Italiæ partibus.* Cum DECLARATIONE *Imperiali super hoc Privilegio. Data Pyrn annô* 1372. *Indictione decimâ, & nonô Kalendas Decembris.* [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan, Registre V. V.]

KAROLUS QUARTUS Divinâ favente clementiâ Romanorum Imperator semper Augustus, & Boe-

ANNO 1372.

miæ Rex. Illustri Amedeo, Comiti Sabaudiæ, Sacri Imperii Principi, ac fideli, & Consanguineo suo carissimo gratiam suam, & omne bonum. Consanguinee Princeps, & fidelis carissime. Considerantes turbationes multiplices Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Matris nostræ, quibus versucia, & pravitate Barnabovis de Vicecomitibus nostri, & Imperii Sacri Rebellis, ac Reipublicæ inimici indesinenter affligitur, eidem sanctissimæ nostræ Matri tanquàm devotus Filius pio compatientes affectu, inter cæteros nostros, & Imperii Sacri Principes, & fideles, quorum ad nos pervenit familiaris notitia, te tanquam Consanguineum nostrum, de cujus fide, & virtutis constantia nativa sanguinis præsumptione confidimus in partem tantæ sollicitudinis nostra quidem elegit Serenitas, ut Majestati nostræ velut consanguineus, nativo poscente decreto, & tanquam Princeps, & fidelis Imperii debito fidei persuadente ad honorem, commodum, & defensionem sanctæ Matris Ecclesiæ in tantis opportunitatibus tuæ virtutis industria suffrageris, præsertim cum Dominus noster summus Pontifex adeo grandem erga te gerat benignitatis affectum, ut pro tua persona ac Sacri Imperii, nostrorum fidelium accedente consilio, animo deliberato, de plenitudine Imperatoriæ potestatis, ac de certâ nostrâ scientiâ, te in omnibus partibus totius Italiæ, quæ nos, & Sacrum Romanum Imperium jure, vel consuetudine, seu quavis ratione, conspiciunt, facimus, constituimus, & ordinamus nostrum, & Sacri Imperii Capitaneum, Locumtenentem, & Vicarium Generalem; dantes ex nunc, & concedentes tibi plenam, & liberam, & omnimodam auctoritatem temporalem, & generalem Jurisdictionem, & gladii potestatem, merum, mixtum, & absolutum imperium, & etiam administrationem, & Jurisdictionem omnimodam, contentiosam & voluntariam, vice, & auctoritate, atque nomine nostris in Provinciis, Principatibus, Dominiis, Districtibus, Civitatibus, Oppidis, Castris, & eorum pertinentiis quibuscumque vocabulis nominatis, & ubicumque locorum, nihil penitus excluso, consistentibus in certis metis, circumferentiis, & limitibus supradictis, per te, vel alium, seu alios exercendi, animadvertendi in facinorosos, & reos homines, eosque, & rebelles quoscumque puniendi, relegandi, deportandi, ultimo supplicio addicendi, & aliter coercendi ratione prævia, & mediante justitia, prout criminis qualitas exigit, & delicti, ac culpa rebellium, & excessus, fures, prædones & quoslibet maleficos inquirendi, insequendi, puniendi, laqueandi, suspendendi, membra detruncandi, in facie bullandi, ad bestias, & fullenum condempnandi, in exilium perpetuo, seu ad tempus relegandi, & tales, dum pro modulo tuæ discretionis opportunitas illud exegerit, absolvendi, & ad jura pristina reducendi, & ut etiam apud, & pro te, ac tuum, seu tuos Commissarios merum, & mixtum imperium, administrationem, & Jurisdictionem hujusmodi, contentiosa, seu tumultuaria, in loca, & homines cujuscumque status, præeminentiæ, vel conditionis existant infrà terminos, & limites prædictos consistentia, & consistentes, salva semper in omnibus Sacrosancta Ecclesiastica Libertate, exerceantur liberè secundum quod jus, & ratio persuadebunt, cum auctoritate pleniissima pœnas imponendi, augendi, diminuendi, & remittendi, mulctas imponendi, & coercionem quamlibet exercendi, concedentes nihilominus tibi, & illis, quibus hæc commiseris, & in te, illum, vel illos jure plenario transferentes auctoritatem, potestatem, & licentiam generalem monetas cudendi, Theolonea, pedagia, vectigalia, & alia quævis onera instaurandi, levandi, accipiendi, &, dum placuerit, tollendi, & remittendi, collectas, & datia consueta, onera realia, & personalia, ac mixta nobis, & nostro Imperio debita, nec non omnes census, redditus, jura, proventus, emolumenta, obventiones, conductus, Theolonea, & pedagia dictorum Principatuum, Dominiorum, Monasteriorum, Civitatum, Terrarum, Territoriorum, Districtuum, Oppidorum, Castrorum, Villarum, & Locorum prædictorum ad nos, & Sacrum Imperium pertinentium, exigendi, levandi, & recipiendi, pœnas, & mulctas, ratione prævia, imponendi, levandi, & ex causis rationabilibus augmentandi, minuendi, remittendi in judicio, & extrà, Judices, Cameræ nostræ servos acceptandi, & defendendi, bona dampnatorum, rebellium, & reorum justitia exigendi, confiscandi, publicandi, Officiales quoscumque instituendi, & destituendi, & de omnibus criminibus ordinariis, & extraordinariis, enormibus, levibus, publicis, & privatis cognoscendi, puniendi, & executionem faciendi tàm secundum jura municipalia, quàm communia, seu Legis constitutionem, & decisionem hujusmodi committendi, in integrum restituendi, abolicionem concedendi, infamia tàm juris quàm facti notatas publicandi, eamque tollendi, & super ea dispensandi, de causis principalibus, & appellationum ad nos, & Sacrum Imperium interpositarum, seu interponendarum quibuslibet, tanquam noster, & Imperii in dictis Italiæ partibus Capitaneus, Locumtenens, & Vicarius Generalis cognoscendi, examinandi, decidendi, & diffiniendi, & alia, quæ causarum merita requirunt, exercendi, & exequendi, Ferias, & Nundinas instituendi, imponendi, collocandi, & concedendi, rebelles Sacri Imperii persequendi, & puniendi, privandi, & exuendi Feudis, gratiis, libertatibus, Indultis, & juribus quibuscumque temporalibus, infames, & inhabiles reddendi, pronunciandi, ac declarandi, ac destitutos, privatos, vel exutos per te, vel alium, seu alios etiam per quæcumque judicia dampnatos, ut extrà jus, ut moris est, seu aliter constitutos, & politos, ad honores, status, officia jura pristina in integrum liberè restituendi, bellum indicendi, Decreta, Statuta, & Provisiones in prædictis omnibus, & quolibet prædictorum faciendi, de novo corrigendi facta, etiam tollendi semel, & pluries, & toties quoties opportunum fuerit, & ordo dictaverit rationis, omnia, & singula Feuda vacantia, & etiam vacaverint infrà terminos, & limites prædictos committendi, & conferendi Feudis insignibus Episcoporum, Comitum, & Baronum, ac specialiter, & expressè illis, qui cum vexillis consueverant recipi, & de quibus Officialibus Curiæ Imperialis servitur, duntaxat exceptis, & à recipientibus Feuda hujusmodi, dum, & quoties se casus obtulerit, Homagii, fidelitatis, obedientiæ, & devotionis debita juramenta, nostro & Imperii Sacri nomine, postulandi, & recipiendi, ad Canonicatus, & Præbendas, ac Dignitates Ecclesiasticas, etiamsi Curatæ existant, Personatus, Ecclesias Parochiales, & Beneficia, ac Officia Ecclesiastica, seu temporalia, dum, & quotiens vacaverint, dum tamen ad nos, & Sacrum Imperium pertineant, & nobis, & Imperio in illis jus, & patrocinium debeantur, personas aptas, & idoneas præsentandi & eas, & ea conferendi, dotes, & dotalitia, ac donationes propter nuptias admittendi, approbandi, & confirmandi, mente captis Curatores, pupillis, orphanis, & viduis Tutores, & Defensores præficiendi, ac Tutores, & Defensores minus legitimè datos confirmandi, devolutiones fiscales quorumcumque Dominiorum, Prædiorum, Agrorum, Hæreditatum, seu etiam rerum mobilium, dummodò jus, & ratio illud exegerit, nostro & Imperii nomine, exigendi, tenutam & possessionem talium capiendi, ita ut generaliter omnia, & singula Regalia, & alia quæcumque ex Lege, Jure, Constitutione, Edicto, seu Consuetudine, aut aliter qualitercumque Majestati nostræ, & Sacro Imperio competere dinoscuntur, ad te Capitaneum, Locumtenentem, & Vicarium Generalem nostrum, & eos, quibus hoc commiseris pertineant pleno jure, & generaliter omnia, & singula, quæ ad legitimum, & verum Sacri Romani Imperii Capitaneum, Locumtenentem, & Vicarium Generalem in Locis, & Terris, sic ut præmittitur, pertinent, libere faciendi, exercendi, & exequendi, etiam si quæ ex eis jure, vel consuetudine speciale mandatum exigerent in præmissis, non obstante quod prædicta, seu aliquod prædictorum dicerentur esse dampnosa fisco, vel juri contraria, seu quod secunda jussio non diceretur intercessisse, & etiam non obstantibus quibuscumque Legibus, Constitutionibus, Consuetudinibus, Juribus, & Statutis municipalibus & localibus, generalibus vel specialibus, publicis vel privatis in contrarium facientibus, quibus omnibus, & singulis, in quantum præsentibus obviare possent in toto, vel in aliqua sui parte, ac si talia specificè, in suis Capitulis, & punctis hic forent inserta, & nominatim expressa Decreta, nostrâ scientiâ, & de plenitudine potestatis Cæsareæ specialiter derogamus, supplentes omnem defectum, si quis in præmissis, seu præmissorum aliquo, dubietate, defectu, aut sinistra interpretatione verborum, aut sententiarum, seu solempnitatis omissa, seu in alio quovis modo compertus fuerit, de certâ nostrâ scientiâ, & plenitudine Cæsareæ potestatis; Mandantes nihilominus firmiter, & districtè universis, & singulis Ecclesiasticis, etiamsi Pontificali Dignitate præfulgeant, & secularibus Principibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Ministerialibus, Militibus, Clientulis, Vassallis, Civitatibus, Oppidis, & eorumdem Universitatibus, Locorum Rectoribus, & eorumdem Communitatibus, Castris, Villis, Subditis, Terrigenis Incolis, Habitatoribus, Castellanis, Custodibus, Officialibus, & hominibus quibuscumque pertinentiarum, Districtuum, Dominiorum, Terrarum, Territoriorum, circumferentiarum, & limitum Italiæ prædictorum, & nominatim universis, & sin-

ANNO 1372.

ANNO 1372.

& singulis, qui de Jurisdictione, Baylia, seu Districtione dictorum Vicecomitum Mediolanensium, Bernabovis, & Galeaz, colligatorum suorum, seu eis adhærentium, Vicariali, seu alio quovis titulo fuerint, vel sint, quibuscumque specialibus vocabulis appellentur, cujuscumque præeminentiæ, dignitatis, status, gradus, seu conditionis existant, præsentibus, & futuris, quatenus te præfatum Amedeum Comitem Sabaudiæ, Principem, & Consanguineum nostrum carissimum tamquam generalem Capitaneum, Locumtenentem, atque Vicarium obedienter, benigne, & absque difficultate qualibet recipiant, & admittant, tibique, & Officialibus tuis, quos ibidem statuendos duxeris loco tui in omnibus, & singulis, quæ Officium tale respiciunt, nostro & Imperii Sacri nomine, fideliter, & effectualiter, tamquam nobis, obediant, pareant, & intendant sub poena criminis Læsæ Maiestatis, rebellionis, proditionis, & perjurii, nec non perdicionis Feudorum, possessionum, rerum mobilium, privilegiorum, gratiarum, & indultorum, & omnium simpliciter, quæ à Sacro Romano tenent Imperio, & hactenus tenuerunt, & sub poena privacionis nobilitatum, honorum, dignitatum, & famæ, quas in contrarium quovis modo facient, ipso facto volumus incidisse. Igitur, Consanguinee carissime, dilectionem tuam affectuose requirimus, & rogamus, quatenus ad honorem, commodum, & defensionem Sanctæ Matris Ecclesiæ, & pro Sacri Imperii exaltatione, decore, & gloria, ad comprimendum rebellium, & malorum contemptum, & superbiam, & ut modestis, & bonis pacis amænitas procuretur, dictos intrepidè velis adire labores, ut exinde Divinam gratiam, & benedictionem veram populi, auxiliante Domino, merearis, præsentibus ad nostrum dumtaxat beneplacitum valituris. In cujus rei Testimonium præsentes fieri, & Imperialis nostræ Maiestatis sigillo Testimonio roborari.

DECLARATIO *Imperialis super Privilegio suprascripto.*

KAROLUS QUARTUS &c. Illustri Amedeo Comiti Sabaudiæ, Principi, & Consanguineo suo carissimo gratiam suam, & omne bonum. Consanguinee carissime, Quamvis Imperiales Litteræ nostræ, quas pridem Dilectioni tuæ super Vicariatu Italiæ nostra deliberavit erogare Serenitas, etiam ad jussionem Domini nostri omnipotentis, adeo generaliter favent, ut in eis nihil penitus sit exceptum, quia tamen ejusdem Vicariatus institutio facta est in favorem, & pro defensione Sanctæ Matris Ecclesiæ, intentionis nostræ fuit, & est hodie, quod idem Vicariatus tibi concessus auctoritate Cæsarea, solum ad eas Civitates, Castra, Terras, Districtus, & pertinentias, quæ a nobilibus Bernabove, & Galeaz de Vicecomitibus Mediolanensibus, fratribus, complicibus, sequacibus, seu adjutoribus eorum quovis tenentur, seu distringuntur titulo, & non aliter se extendant, neque umquam fuit intencionis nostræ colligatis, confœderatis, amicis, & adjutoribus Sanctæ Matris Ecclesiæ ceteris Vicariis nostris, aut [illegible], seu Communitatibus Tusciæ, seu aliarum [illegible] aliquod præjudicium [illegible], cum [illegible] antedictorum Vicecomitum Mediolanensium [illegible] torum publicæ Paci, & invasiorum libertatis Ecclesiasticæ qui etiam Privilegiis Imperialibus [illegible] fuit, ut ab eis ceciderunt penitus, & ex toto antedictus Vicariatus procelleritur ad [illegible] minus sufficient, quo [illegible] ante Deo tui laboris, & fidelitatis præ[illegible] humiliati tortius [illegible], & [illegible] simplici [illegible] propter, carissime Consanguinee [illegible] antedicti Vicariatus [illegible] comprehensio [illegible] Litterarum Imperialium tenoribus, ut præfertur, declaramus nihilominus auctoritate Cæsarea, & de Imperialis potestatis plenitudine, & de certa nostra scientia volumus, virtute præfatarum, quod antedicti Vicariatus potestas, facultas, & [illegible], non obstante generalitate prædicta, ad Terras dumtaxat antedictorum nobilium Bernabovis, & Galeaz Vicecomitum Mediolanensium, complicium, collegatorumque, confœderatorum, adhærentium, & sequacium suorum, & non ulterius se extendat; qua propter, auctoritate Imperiali, & de Cæsareæ potestatis plenitudine, ac de certa nostra scientia, inhibemus tibi, ne per te, vel alium alibi, prætorquam in Civitatibus, Terris Castris, Districtibus, & pertinentiis quæ, & quas antedicti Vicecomites Mediolanenses, complices, sequaces, seu adjutores eorum distringunt, auctoritatem, potestatem, seu jurisdictionem Vicarialem exercere virtute Litterarum Imperialium, quas desuper obtinuisse dinosceres, quibus quò ad præmissa, & in quantum aliis nostris Vicariis, colligatis, amicis, & coadjutoribus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ in toto, vel in aliqua sui parte præjudicant, plenissimè, ac de certâ scientiâ derogamus, decernentes auctoritate Cæsarea, & de Imperialis potestatis plenitudine, & de certâ nostrâ scientiâ irritum, & inane, & viribus vacuum existere, & nullius momenti, seu roboris, si quid per te, seu quemplam alium, quovis jure, ingenio, seu colore quæsitis, adversus præsentis nostræ seriem fuerit attemptatum, præsentium sub Imperialis Maestatis nostræ sigillo Testimonio Literarum. Datum Pyro anno Domini millesimo tricentesimo, septuagesimo secundo, Indictione decima, nono Kalendas Decembris. Regnorum nostrorum anno vigesimo septimo, Imperii verò decimo octavo.

Ad Mandatum Domini Imperatoris. NICOLAUS Camericensis Præpositus.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papyro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

LXXV.

après le 25. Nov.

Einung Friderichs, Balthasars, und Wilhelms Landgraffen in Thüringen, und Marggraffen in Meissen, mit Kayser Carln dem IV. als König in Böhmen, und seinem Sohn König Wentzeln in Böhmen, wodurch sich jene gegen diese verbunden, Sie bey allen ihren Landen und Leuthen erhalten zu helffen, und wider Ihre und des Königreichs Böhmen Vergewaltiger zu vertheydigen, bedingen auch, dass diese Bündnüss denen vorigen Bündnüssen nichts derogiren solle. Geben zu Pirne nach St. Catharinen Tag 1372. [MULLERI Reichs-tags Theatrum, Vorstellung II. Cap. IX. pag. 526.]

C'est-à-dire,

Lettres de FREDERIC, BALTHASAR, *&* GUILLAUME *Landgraves de Thuringe, & Marggraves de Misnie, contenant les Conditions de leur Alliance avec* CHARLES IV. *Empereur comme Roi de Boheme, &* WENCESLAS *son Fils aussi Roi de Boheme, par laquelle ils leur promettent de les assister pour la conservation de leurs Domaines, & de les* [illegible] *& defendre eux* [illegible] *Royaume* [illegible] *d'hostilité & d'a*[illegible] [illegible] *Alliance,* [illegible] *A Pirne après la Sainte Catherine* 1372.

WIr Friderich, Balthasar und Wilhelm Gebrüdere, von Gottes Gnaden Landgraven in Thüringen, Marggraven zu Meissen, in dem Osterlande und zu Landsberg, Graven zu Orlamünd, und Herren des Landes zu Plissen, bekennen und thun kund öffentlich mit diesem Brieve allen den, die ihn sehen oder hören lesen, dass wir mit wolbedachten Mute, mit Rate unser getreuen Undertanen, in guten treuen, one Geverde, Uns verbunden haben, und verbunden Uns auch ernstlich mit dem allerdurchleuchtigsten Fürsten und Herrn, Herrn Karlen, Römischen Keyser, zu allen Zeiten Merer des Reichs und Könige zu Behemen, unserm lieben gnedigen Herrn, als einem Könige zu Behem, dem Durchlauchtigsten Fürsten, Herrn Wenslaw, Könige zu Behem, Marggraven zu Brandenburg und Herzogen zu Slesien, seinem Sone, und allen iren Erben und Nachkommen Königen zu Behemen, in allermasse als hernach geschrieben stehet: Zu dem ersten so globen Wir für Uns, unser Erben und Nachkomen, Marggraven zu Meissen, in guten Treuen, one alles Geverde, und bey den Eyden, die Wir darüber leyplich zu den Heiligen gesworn haben, daß wir dem egenanten unserm Herrn dem Keyser, als einem Könige zu Behemen, Könige Wentzel, seinem Sone, iren Erben und nachkomen Königen zu Behemen, geraten und beholfen sein sollen und wollen, ewiglich zu behalden ire Fürstentume, Lande, Herschefte, Erbe, Gute, Ere, Rechte und Gewonheit,

wonheit/ und die Hülffe sullen und wollen wir yn thun mit aller unnser Macht/ ane Geverde/ wider allermenniglich/ nymands aufsgenomen/ von den sie angriffen/ gehindert ader beschedigt wurden/ und die an yre liebe Fürstenthum/ Herrschaffte/ Erbe-Gutt/ Rechte/ Ere/ Gewonheite/ Lande ader Leute/ geistlich oder wertlich/ greiffen wulten/ unnd sie doranin in keine Weyse hinderen ader beschedigen/ by namen an das Kongreich zu Behemen/ die Küre und Stymme/ die eyn König zu Behem von wegen seyner Lande had/ und haben sall an der Wale eines Romischen Kongs und kunfftigen Keysers/ an die Mannschefte und Lehenschefte der nachgeschriben Fürstenthumb/ der Marck/ zu Merhern/ der Herzogthumb zu Troppaw/ zu Ratibor/ zu Lignitz/ zu dem Brige/ zu Munsterberg/ zu der Olssen/ zu Glogaw/ zu dem Sagan/ zu Oppel/ zu Fackenberg/ zu Teschen/ zu der Zopel/ zu Beuthum/ zu der Steynaw und zu Ußwetzyn/ die von dem Kongryche/ den Konigen und der Cronen zu Behem zu Lehn ruren/ und an die Fürsten derselben Lande/ an die Lande und Herzogthum Schwidenitz unnd Jawer/ unnd alle yre Zugehorunge/ an die Marg und Lande Budissen und Gorlitz/ und was darzu gehort/ an die Stete Breslaw/ Newenmarckt/ Franckenstein/ Namslaw/ Glogaw/ Steynaw/ unnd gar an das Lannd zu Lusitz/ mit den Stetten und Schlossen Lukaw/ Gubin/ Somerfeld/ Sprenberg/ Kalaw/ Lubin/ Golsin/ Prihe/ Lubraw/ Fürstenberg/ Straßfried/ und an alle desselben Lands Herschefte/ Mannschefte und Zugehorunge/ an die Stet und Slosse Pirn/ Welyn/ Stolburg/ Milen/ Reichenbach/ Schonneck/ Gatendorff/ Sparrenberg/ Karsmalde/ Repezenstein/ Blanckenburg ihre Mannschefte und Zugehorunge an Molberg und Werdenheym mit yren Mannschefften und Zugehorungen/ als sie die von Sachsen und die von Oyernfurt verkaufft haben/ an Strael/ Herstein/ Glinwtzk/ Tiefennaw/ Olsterwerde/ Dolan/ Lesinick/ Grobe/ Friedmanswalde/ und alle andere Hove/ Güter und Zugehorunge/ als sie der Bischoff von Numburg verkaufft had/ an die Vesten/ Stäte und Slosse/ Hirshaw/ Newenstad/ Bernaw/ Storenstein/ und Lichtenstein/ die der hochgebornen Fürsten/ Herren Ruprecht des Alten/ unnd Herrn Ruprecht des jüngern/ Pfaltzgraven bey Rein/ und Herzogen zu Beyern/ unnser Oheymen/ rechts Erbe gewesen sein/ und die dem obgnanten unnserm Herrn/ dem Keyser/ wissentlich und redelich verkaufft haben/ an die Lande und nachgeschrieben Stete/ Schlosse und Marckte/ Sulczbach Rosenberg/ Nodstein/ Nimenstein/ Hornstein/ Hiltpolstein/ Lichteneck/ Terrendorff/ Franckenberg/ Awerbach/ Hersbruck/ Rotenberg/ Blawff/ Weiden/ das Pleck Eschenbach/ Pegnitz/ Holzek/ Werdenstein und Ruprechtstein/ die etwan des hochgebornen Fürsten/ Herren Rudolffs seligen/ Pfaltzgraven bey Rein/ unnd Herzogen zu Beyern/ unnsers Herrn des Keysers Schwer/ und unnsers Oheimen/ gewesen sein/ und auf die obgenanten Herrn Ruprecht/ den Eltern/ und Herrn Ruprecht/ den Jungern/ unnser Oheimen/ nach Tode Herzog Rudolffs des obgnanten/ erblich verfallen waren/ und sie dem obgnanten unserm Herrn dem Keyser wissentlich/ rechtlich und redlich verkaufft haben/ an die Stad Weiden und die Slosse Parckstein und Fleß an die Festen und armer Erlange/ Briesendorf/ Wilandsheym/ Bernheym/ Newenstadt/ Bibnfurt/ und auch alle andere Lande/ Vesten und Guter/ die der obgnante unnser Herre der Keyser und sein Erben zu Francken und in tewtschen Landen haben/ und allen yren Zugehorungen/ auch vornemlich an die Mannschafft der Edeln von Packe/ und von Hackenborn/ an die von Plawen mit Plawen Hauß und Stad/ Johanns Grün und Tirbil/ mit Mannschefften und andern Zugehorungen/ die von der Crone zu Behem zu Lehen ruren/ an die Schonenburg mit Gluchaw mit und yre Zugehorunge/ die von der Crone zu Behemen zu Lehen ruren/ an die von Waldenburg mit Hauß und Stad und yre Zugehorungen/ die von der Crone zu Behem zu Lehen ruren/ an die von Koldicz/ yre Mannschafft/ Weiden/ und was darzu gehort/ die von der Crone zu Behemen zu Lehen ruren/ an die von Illenburg/ und seinen Zugehorungen/ die von der Crone zu Behemen zu Lehen ruren/ Grave Heinrich von Schwartzburg von Arnstat mit Saalfelt/ Burg und Stad Rudolfstad Schwitzen und zu Brodenstein/ mit yren Zugehorungen/ die von der Crone zu Behem zu Lehen ruren/ Grave Heinrich von Schwartzburg mit Luwenburg und Reinde und yren Zugehorungen/ die von der Crone zu Behem zu Lehen rürende/ den Russen zu Plawen mit dem Steten der Aldenburg und seiner Zugehorunge/ die von der Crone zu Behem zu Lehin ruren/ den andern Russen von Plawen mit Deuthen und seynen Zugehorungen/ die von der Crone zu Behem zu Lehin ruren/ die von Donyn mit der eynen vesten Donyn und allen yren Zugehorungen/ die von der Crone zu Behem zu Lehen ruren/ den von Gera zum Lobenstein und seinen Zugehorungen/ die von der Crone zu Behem zu Lehn ruren/ die Sparnecker mit dem dritten Teil der Stad Munchberg/ und der Festen Waldstein und yren Zugehorungen/ die von der Crone zu Beheim zu Lehen ruren/ Herren Borczen mit Hoenstein und Schwartzberg und yren Zugehorungen/ den von Michelsberg mit seinen Vesten und yren Zugehorungen/ die alle des Kongreichs und der Crone zu Behem sein/ auch an die Pfandschefte zu Eger/ zu Hersberg/ Aldeburg/ und alle andere Pfandschefte/ die sie von dem Reiche haben/ wie die gnant seyn/ Turslawff/ das vom Stifft zu Regenspurg Pfand ist/ Prhoven/ das vom Stifft zu Würtzburg Pfand ist/ und an alle andere yre Herrschefte/ Mannschaffte/ Lehenschefte/ Lehen/ Vesten/ Burgen/ Stete/ Märckte/ Lannd/ Lewte und Guter/ und alle yre Zugehorunge/ wo ader in welchen Landen die gelegen sein/ die sie pfand haben oder fürbaß in dheynen Weise gewunnen/ und sollen auch Wir und unser aller Erben/ Marggraven zu Myssen/ sie und yre Erben/ Konige zu Behemen/ doran allerlich ader bey Teilen nimmer in dheynen Zeiten irren/ hindern ader ansprechen sullen in dheyner Weiß/ sundern sie dazu getrawelichen helffen zu beschirmen und zu handhaben wider aller menniglich/ als vorgeschreiben stehet/ und wann wir/ ader unnser eyner/ unnser Erben/ und nachkomen Marggraven zu Meissen/ von wegen des obgnanten unnsers Herrn des Keysers/ seiner Erben und nachkommen Konigen zu Behemen/ des ermanet werden/ so sollen und wollen wir/ inwendigk vierzehen Tagen/ ober so wir schierst mogen/ nach dem als der Hülffe nod geschicht/ ane Geverde/ nach dem Tage solcher Manunge yn zu Hülffe komen/ in der Mas/ als davor geschrieben ist. Wann auch wir den obgnanten unsern Herren dem Keyser/ ader seinen Erben/ Konigen zu Behemen/ zu Hülff komen/ ader unnser Volck yne zu Hülffe senden/ so sollen sie uns ader dieselbigen/ die Wir senden/ mit Bier/ mit Brode/ Küchenspeise/ und wo man nicht im Felde lege/ mit Futter besorgen/ ane Geverde. Nemen wir aber die unsern Schaden/ den seind sie Uns nicht pflichtigk auszurichten/ gewinnen Wir aber untereinander Vesten/ die in unsern Landen beiderseit nicht gelegen weren/ ader von Uns beiderseit nicht zu Lehen giengen/ die sullen wir brechen/ ader sullen sie gleich mit eynander teilen/ wie uns das allerbeste gefellet/ nemen wir Fromen an Vesten/ die in unsern Landen gelegen/ ader von Uns zu Lehen gingen/ der Frome sall Uns allein bleiben/ were aber/ daß wir/ ader die unnsern Fromen nemen an gefangen/ die sollen wir nach ytzlichs Manzal gewapenter Leute gleich mit eynander teilen/ auch globen Wir vornemlich in alle der Weyse/ als vorgeschreiben stehet/ daß diese gegenwertige Buntnuß unnd Brive den vorigen Buntnussen/ mit der Wir und unser Vater seliger zu demselben unnserm Herrn/ dem Keyser/ seinem Vater/ seliger Gedächtnis/ und yren Erben/ Konigen zu Behemen/ vorzeiten verbunden gewesst sein/ und auch den Briven/ die darüber gegeben sein/ an keynen yren Stucken keynen Schaden ader Irre sal brengen sullen/ ader mogen/ sondern beyde ihenige Buntnis/ und auch diese/ mit sampt den Briven/ die darüber geben sein/ sullen allezeit in yren Meynungen und Synnen/ als sie von Worte zu Worte begriffen/ und gemacht sein/ ausgenomen allein in der vorigen Buntnis die Artickel unnd die Lande zu Lusitz/ zu der Schwidenitz und zu dem Jawer/ und auch Pfandschafft des Sloss Hersberg/ dieselbigen Artickel in den alden Briven/ darumb in yren Kreffien nicht bleiben mogen/ das seind der Zeit derselbigen Lande Lusitz/ Schweidnitz und Jhawer erblich/ und auch Hersberg in Pfands weisse an die egnanten unsern Herrn/ den Keyser/ Konig Wentzel/ seinen Sone/ yre Erben/ Konige der Crone/ unnd das Konigreich zu Behemen/ rechtlich und redlich komen sein/ auch sollen die alden Brive unnd Bundniß unnsern Herrn/ dem Keyser/ Konig Wentzel/ seinem Sone/ und yren Erben/ Konigen zu Beheim/ und auch Uns an allen den Vesten/ Mannschefften unnd Gutten/ die in dissen gegenwertigen Buntniß unnd Briven beiderseit begriffen seyn/ keinen Schaden brengen/ also daß dieselbigen unnser Herre/ der Keiser/ Konig Wentzel/ sein Son/ unnd yre Erben/ Konige zu Behemen/ an den/ die wir in seinen Briven genant haben/ und Wir und unser Erben an den/ die er in diesen unnsern Brive genannt had/ nimmer ewiglich dheynerley Anspruch haben sullen. In diesen voegnante Vorbuntniß und Eynunge nemen wir den Erwirdigen in Got Vater unnd Herrn/ Herrn Ludwig/ Bischoff zu Bamberg/ unnsern lieben Herrn und Bruder/ unnd den Edeln/ Friederich Burggraven zu Nürenberg/ unnsern lieben Swager/ und alle seine Erben/ die alle Sachen halden sullen/ gegen unnserm Herrn/ dem Keyser/ seinen Erben/ und der Crone zu Behemen/ als wie und also hievor geschrieben stehet/ doch also/ daß alle Bund-Brieffe/ die derselbe unnser Swager/ der Burggrave/ unnserm Herrn/ dem Keyser/ gegeben had/ bey yren Kreffien und Mächten sullen bleiben. Were auch/ de Got lange für sey/ daß unnser lieber Herre und Bruder/ Herre Ludwig/ stürbe/ dennoch sollen diese gegenwertige Buntniß und Brive in voller Macht bestehen und bleiben. Mit Urkunde dieses Brives versigelt mit unnserm Fürstlichen Innsiegel/ der gegeben ist zu Pirne nach Sanct Katherin Tag der heiligen Jungfrawen/ nach Christi Geburt dreyzehen hundert Jare/ darnach in dem zwey und siebenzigsten Jare.

LXXVI.

1373. 16. Juin.

Tractatus Pacis & Amicitiæ mutuæ inter EDUARDUM III. *Regem Angliæ &* FERDINANDUM *Regem Portugalliæ & Algarbiæ conclusus. Dat. Londini die* 16. *Junii Anno* 1373. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 15.]

UNiversis, præsentis Paginæ seriem inspecturis, *Wilhelmus Dominus de Latymer* Miles & Baro Camerariusque regius, & *Thomas Juvenis* Curiæ Cantuariensis Officialis, Illustrissimi Principis & Metuendissimi Domini nostri, Domini Edwardi, Dei gratiâ, Regis Angliæ & Franciæ Procuratores, & Negotiorum Gestores,

ANNO 1373.

Gestores, ad infrascriptum negotium specialiter deputati, in omnem eventum, temporibus quibuscúmque, Salutem in Domino, & firmam, si placet, credentiam Præsentibus adhibere.

Dudùm siquidem,

Ex parte, Illustris & Magnifici Principis, Domini *Fernandi*, Dei gratiâ, *Regis Portugaliæ & Algarbii*, &, Illustrissimæ Feminæ, Dominæ *Alianoræ*, *Reginæ* & Conjugis ejusdem, Ambassatores, Procuratores, & Nuncii speciales,

Nobilis Vir, *Johannes Fernandi de Andeiro* Miles, &, venerabilis & discretus Vir, Dominus *Velascus Dominici* Cantor Ecclesiæ Bracarensis,

Ad supradicti Domini nostri Regis præsentiam personaliter accedentes,

Alligantias, Adunationes, Confœderationes, & puræ dilectionis Fœdera,

Inter dictos Regem Portugaliæ & Reginam, &, Illustrem & Magnificum Principem, Dominum *Johannem*, Dei gratiâ, *Regem Castellæ & Legionis*, Ducem Lancastriæ, dicti Domini nostri Regis Angliæ Filium prædilectum, adinvicem initas, contractas, & ordinatas,

Et præconceptum, non solùm exindè, set ex vinculo propinquæ Consanguinitatis & amicitiis antiquatis, inter ipsos &, recolendæ memoriæ, eorumdem Progenitores, sinceræ dilectionis affectum,

Quem tàm erga Personam dicti Domini nostri Regis, quàm ejus Filios, Jura, & Subditos eorumdem, dicti Dominus Rex Portugaliæ & Regina piis gerebant, & gerunt omni tempore, visceribus,

Eorumdem zelantes ferventius comodum & honorem & inimicorum suorum malitiæ, & fraudulentis machinationibus, seu molitionibus, contra prædictos Dominum nostrum Regem, ejus Filios, Regnum, Dominia, Terras, & Subditos, nequiter machinatis, obstando resistere,

Ac cum ipso Domino nostro Rege, & ejus Filio Primogenito, Domino *Edwardo Principe Walliæ*, cæterisque Filiis ejusdem Domini nostri Regis (cum quibus nondum Alligantias contraxerunt) Regno Angliæ, futurisque Successoribus suis quibuscúmque in dicto Regno Angliæ, ac cum aliis Terris, Dominiis, Locisve, suis Vassallis & Subditis, fideliter obedientibus, Amicitias, Alligantias, Adunationes, Confœderationes bonas, & puri amoris Fœdera, contra omnes Homines qui possunt vivere vel mori, cujuscúmque status, conditionis, præeminentiæ, seu dignitatis existant, Regna, Dominia, Terras, & Provincias eorumdem (Sedis dumtaxat Apostolicæ & Domini nostri Papæ Statu illibato & integro specialiter reservato) inire, contrahere, & copulare cordialiter affectantes,

Non tantum vivâ voce, quinimò Literis prædictorum, Domini Regis, & Dominæ Reginæ, Conjugis ejusdem, exhibitis & oblatis, elegantiùs exponebant,

Instrumentum etiam Publicum, cujusdam Procuratorii, dictorum Regis & Reginæ sigillis communitum, in medium proferentes,

Potestatem continens, ab eisdem Rege & Regina ipsis traditam & concessam, dictas Alligantias, vice & nominibus Dominorum suorum prædictorum, iniendi, contrahendi, consummandi, & firmitate debitâ roborandi, cum adjectione Articulorum, Pactorum, Conventionum, Conditionum, & Clausularum, quæ utrilibet Parti, Regnis, Terris, Provinciis, Dominiis, & Subditis sibi viderint expedire, prout, ex dicti Instrumenti tenore, manifestiùs & pleniùs constare poterit cuilibet intuenti,

Circa præmissa dicti Domini nostri Regis propositum & benivolentiam eisdem declarari, exprimi, & impendi repetitis instantiis exorantes,

Dominus verò noster Rex,

Præmissis omnibus & singulis, propositis per eosdem & oblatis, visis benigniter & pronis auribus ascultatis, diligenter circumspectis, & debitè consideratis, claustris cordialibus, intimâ meditatione, revolvens quàm generosum sit & regale, sinceris affectibus regalibus, mero motu proprio, gratantiùs dilatatis, eos, dignis attollendo laudum præconiis, & gratiarum actionibus, recompensare similes seu majores! quàmque sit rurum & indeficiens in arduis & adversis, & gloriosum in prosperis, Reges & Principatum tenentes Alligantias, Adunationes, & puræ dilectionis Fœdera mutuò copulare!

Per quæ Principum & Regnorum prosperitas & gloria, in sublime provectæ, grata sibi tranquillitate lætantur, Subditorum salus & incolumitas procurantur, Adversariorum malitiæ & perversæ machinationes multotiens refrænantur, & postremò infinitis periculorum jaculis pravilis, communicatis Consiliis & Auxiliis, nè impetuosè feriant, obviari & præveniri, exacti temporis discrimina & experientia, efficax rerum Magistra, lucidiùs attestantur,

Præhabitâ super præmissis deliberatione providâ cum Regni sui Prælatis & Proceribus,

Cum & de comuni consilio eorumdem,

Nos prædictos, Willielmum & Thomam,

Ad contrahendum, ordinandum, consummandum, & sufficienter securitate vallandum,

Vice & nomine suo, Regni sui Angliæ, & Successorum suorum in dicto Regno, Terrarum, & Dominiorum, Provinciarum, Vassallorum, & Subditorum suorum quorumcúmque, fideliter obedientium,

Alligantias, Amicitias, Adunationes, Confœderationes bonas, & puræ dilectionis Fœdera, cum præscriptis, Nobili Viro Domino *Johanne Fernandi* Milite & Venerabili & discreto Viro *Velasco Dominici* Cantore Ecclesiæ Bracarensis, Procuratoribus & Nunciis prædictorum Regis & Reginæ in hac parte specialiter deputatis, vice & nominibus eorumdem, Regnorum etiam Portugaliæ & Algarbii, Terrarum, Dominiorum, Vassallorum, & cæterorum Subditorum quorumcúmque, dicto Regi Portugaliæ fideliter obedientium,

Cum adjectione & interpositione Clausularum, Articulorum, Pactorum, Conventionum, & Conditionum, quos utrique Parti, & earum Successoribus, Regnis, Terris, Dominiis, Provinciis, Vassallis, & Subditis supradictis, in reportatione commodi, prosperitatis, & honoris, futuris temporibus quibuscúmque, viderimus expedire,

Veros & legitimos constituit Procuratores, Negotiorum Gestores, & Organum vocis suæ, prout in Literis Procuratoriis Patentibus, indè confectis, Magno Sigillo suo Regio sigillatis (quarum principium & finis inferiùs describuntur) plenius continetur.

Nos verò,

Volentes Mandatis regalibus supradicti Domini nostri Ligii, ex fidelitatis debito, firmiter obedire, & ea, quæ ad nostrum in hac parte spectant Officium, debitè executionis effectui mancipare,

Vigore nobis in hac parte traditæ Potestatis & suscepti Officii,

Alligantias, Confœderationes, Amicitias, Adunationes, & puræ dilectionis Fœdera, cum prædictis Ambassatoribus, & de expresso consensu eorumdem, vice & nominibus quibus supra, sub modis & formulis inferius annotatis, præhabita deliberatione competenti, contrahimus, facimus, & stabilimus, perpetuis temporibus, Altissimo concedente, inviolabiliter observanda,

IN PRIMIS, ordinamus & concordamus quòd, inter prædictum Dominum nostrum *Edwardum Regem Angliæ & Franciæ*, Dominum *Fernandum Regem Portugaliæ & Algarbii*, & Dominam *Alianoram*, *Reginam* & Conjugem suam, eorum Successores in Regnis prædictis Angliæ & Portugaliæ, Regna, Terras, Dominia, Provincias, Vassallos, & Subditos quoscúmque, fideliter obedientes, erunt hinc inde veraces, fideles, constantes, mutuæ & perpetuæ Amicitiæ, Adunationes, Alligantiæ, & puræ dilectionis Fœdera, &, velut Amici fideles & veraces, & mutuò hinc inde Amicis Amici, & Inimicis Inimici, contra omnes Homines qui possunt vivere vel mori, cujuscúmque dignitatis, status, præeminentiæ, seu conditionis existant, eorum Terras, Regna, & Dominia, invicem se juvabunt, manutenebunt, & sustinebunt, per Terram, & per Mare, mutuò:

Procurabunt, & pro viribus conservabunt, Personarum incolumitatem, securitatem, commodum, & honorem; Jurium suarum, bonorum, rerum, & amicorum, ubilibet existentium, Indempnitatem, salvationem, recuperationem:

Dampnis & injuriis, dedecori seu, ut ita loquamur, vilenie, quæ sciverint, vel altera Pars sciverit, alteri Parti aliquotiens iminere, seu contra eandem excogitari, provisis remediis, hinc inde, fideliter occurentes; Parti, contra quam talia machinantur, quàm citò commodè fieri poterit, per Literas, vel per Nuncium, aut aliis modis melioribus excogitatis, integrè & plenariè revelantes, præmunientes, &, super præmissis, salubriter consulentes.

ITEM, neutra Pars cum Inimicis, Æmulis, vel Persecutoribus Partis alterius Amicitias copulabit:

Scienter, in alterius Partis detrimentum, dampnum, seu præjudicium aliquale, eisdem Inimicis, Æmulis, seu Persecutoribus comunicans, per se, vel alios, consilium, auxilium, vel favorem:

Eosdem quovismodò confortans, receptans in Regno, seu Regnis, Terris, Dominiis, Provinciis, Locisve suis; confortari, receptari, sustineri scienter patiens vel

ANNO 1373.

vel motari, publicè vel occultè, exquisitis figmentis, occasione quibuslibet seu colore:

Fugitivis, exulatis, forbannitis, præsentibus & futuris, quibuscumque occasione sive causâ, a Regno, aut ab aliis Provinciis, Terris, Dominiis, seu Locis alterutrius eorumdem Regum, appellatione Inimicorum, Æmulorum, seu Persecutorum, nullatenus subinclusis; quin in Regno, & quibuscûmque Terris & Locis, alteri Regi subjectis, hinc & inde receptari, sustineri liberè valeant & foveri; nisi fortè tales fugitivi, exulati, & forbanniti forent pro Crimine Læsæ Magestatis, ut Regis & Regni proditores sententialiter condemnati, aut aliàs taliter suspecti quòd per eos utrinsque Partis vel alterius earum detrimentum, dedecus, injuriæ, vel discordiæ procurari verisimiliter formidentur, & ideò, ut inimici & persecutores, deberent meritò evitari; quo casu una Pars, per alteram requisita, tales, sicut prædictum est, ad Partem requirentem, si petantur, remittere, aut a se, Regnis, Dominiis, & Terris suis expellere, forbannire, & dimittere teneatur.

ITEM, si contingat Regnum alterius, Terras, Dominia, Loca, offendi, opprimi, vel invadi, per Terram, vel per Mare, per Inimicos, Persecutores, vel Æmulos, aut eosdem Inimicos saltem offendere, opprimere, vel invadere molientes, machinantes, aut quomodolibet properantes,

Et Pars alia, vel ejus Successores, pro auxilio seu subsidio impartiendo & impendendo, in Hominibus Armorum, Sagittariis, Balistariis, Navibus, Galeis ad Guerram sufficienter præparatis, aut alio genere defensionis quocûmque (si tamen illud genus, vel aliquod præmissorum, in Regno, a quo petitur prædictum subsidium, habeatur vel fuerit usitatum) per Partem, contra quam talia machinantur, per Literas, vel per certos Nuncios, fuerit requisita, quotienscûmque & quandocûmque dicta Pars, taliter requisita, Parti requirenti,

Ad defensionem Regni, contra quod hujusmodi Invasiones præparantur, aut aliarum Provinciarum, Dominiorum, vel Locorum, & recuperationem eorumdem, per hujusmodi Invasiones deperditorum, contra dictos Inimicos, Invasores, Persecutores, seu invadere vel persequi molientes, cujuscûmque status, conditionis, præeminentiæ, dignitatis existant,

Juxta numerum & modum, in præmissis Hominibus Armorum, Sagittariorum, Balistariorum, Navium, Galearum ad Guerram competenter in omnibus requisitis instructarum, & alterius generis defensionis, quem (salvis semper ordinatâ caritate & propriâ necessitate) a se dimittere poterit, vel absque gravi præjudicio sustinere,

Dictum subsidium bonâ fide præstabit, impartietur, & mandabit,

Sumptibus, expensis, & stipendiis requirentis,

Per quatuor expertos Milites, aut idoneos, legales, & discretos Viros (duos ex utraque parte deputandos seu eligendos) subtiliter arbitrandis, secundum Personarum mittendarum & graduum earumdem qualitatem, temporum conditionem, & forum Locorum, in quibus hujusmodi mittendos virtutem seu Opera bellica contigerit exercere,

Tempore infra quod, post requisitionem prædictam, hujusmodi Subsidium debeat præparari & mandari, juxta celerem necessitatem Partis requirentis, & possibilitatem convenientem Partis requisitæ;

Vacuatis in omnibus fraude & malo ingenio, Æquitatis tramite beniguiter extimato.

ITEM, ad hæc omnia & singula supradicta effectualiter adimplenda & fideliter conservanda, vice & nominibus supradictis, Nos, Procuratores prædicti, promittimus bonâ fide, & in animam dicti Domini nostri Regis Angliæ, tactis Sacrosanctis Ewangeliis, juramus quòd ipse, Dominus noster Rex, Alligantias, Amicitias, Adunationes, Confœderationes, Conventiones suprascriptas, & quoscûmque Articulos seu Clausulas eorumdem (salvis semper præcontractis Alligantiis) in omnibus & singulis, pro viribus totis & sensibus, tenebit, adimplebit, & inviolabiliter observabit,

Teneri, adimpleri, & inviolabiliter faciet observari,

Præmissa vel eorum aliquod, in toto, aut in parte, rumpendo, infringendo, vel violando, infringi, violari, aut rumpi scienter procurando seu tolerando, cujusvis excusationis prætextu vel exceptionis, fraudis vel doli, erroris, cohercionis, Juris scripti, consuetudinis, facti, vel intentionis, privilegii impetrati vel impetrandi, aut quibuscûmque machinatis fraude, dolo, aut malo ingenio, re aut verbo, nullis unquam temporibus contraveniet in futurum, aut contravenisi scienter quomodolibet patietur.

Tenor verò Mandati nostri Procuratorii, de quo supra fit mentio, sic incipit, ANNO 1373.

EDWARDUS, Dei gratiâ, Rex Franciæ & Angliæ, Dominus Hiberniæ, Notum facimus universis quòd Nos,

De fidelitate, circumspectione, & industriâ, dilectorum & Fidelium nostrorum, *Willielmi Domini de Latymer* Consiliarii nostri, & Magistri *Thomæ Juvenis* Officialis Curiæ Cantuariensis, plurimùm confidentes,

Ipsos, Willielmum & Thomam, insimul, & eorum quemlibet in solidum (ita quòd occupantis primitùs negotium non sit potior conditio, ser quod unus eorum inceperit alter prosequi mediare valeat & finire) facimus, constituimus, ac etiam ordinamus Procuratores nostros negotiorûmque Gestores,

Dantes & concedentes dictis nostris Procuratoribus, & eorum cuilibet, plenam & liberam potestatem tractandi & paciscendi cum, Magnifico & Illustri Principe, Domino *Fernando*, Dei gratiâ, *Portugaliæ & Algarbii Rege*, & cum, Illustri Dominâ, Dominâ *Elianorâ Reginâ*, ejus Consorte, *&c. prout supra de Dat.* 1. *Jun. & deinde sequitur hoc modo* (*viz.*)

In quorum omnium fidem & Testimonium præsentes nostras Literas fieri & publicari fecimus per Magistrum *Johannem de Branketre*, Notarium Publicum, Scribamque regium infrascriptum, ac Sigillorum nostrorum appensione muniri.

Datum & Actum, in Civitate Regiâ Londoniæ, apud Majorem Ecclesiam Cathedralem ibidem, in Festo Novæ solempnitatis Corporis Christi (videlicet) decimo sexto die Mensis Junii: Anno Domini millesimo, trescentesimo, septuagesimo tertio: Indictione undecimâ; Pontificatûs verò Domini Gregorii, Papæ undecimi, Anno tertio.

Præsentibus,

Nobilibus Viris,
Dominis,
Johanne Knyvet, Cancellario Angliæ,
Nicholao Carreu, Custode Privati Sigilli Regis:
Domino *Johanne Gotery*, Decano Ecclesiæ Segobiensi,
Thoma Orgrave, Archidiacono Cornubiæ in Ecclesiâ Exoniensi,
Rogero Holme,
Waltero de Aldebury,
Et *Willielmo de Dyghton*,
Canonicis dictæ Majoris Ecclesiæ Londoniæ.
Nicholao de Tamworth,
Matheo Redmane,
Militibus:
Magistro *Simone de Multon*, Legum Doctore,
Ac,
Petro Didaci, Milite, Comendatore Ordinis Sancti Jacobi in Portugalia;
Testibus in omnibus supradictis.

Ego Johannes de Branketre, *Clericus Norwicensis Diœcesis, Apostolicâ & Imperiali Auctoritatibus Notarius Publicus, ipsiusque Domini nostri Regis Scriba, quia Alligantiis, Contractibus, Juramentorum Præstationibus, Sigillorum Appensionibus, cæterisque omnibus & singulis, per Procuratores supranominatos habitis, factis, & gestis, Anno, Indictione, Pontificatu, Mense, die, & loco superiùs annotatis, unà cum Testibus antedictis, præsens interfui, eaque omnia & singula sic fieri vidi & audivi, per alium scribi feci (aliis Regalibus Negotiis occupatus) & publicavi, &, in hanc publicam scripturam & formam redigens, meis consueto Signo & Nomine roboravi in fidem & Testimonium Veritatis.*

B. Rs.

LXXVII.

CAROLI V. *Franciæ Regis Edictum perpetuum de* Pubertate *seu* Majorennitate *Regum Franciæ, Quòd nimirum illi decimum quartum annum attingentes pro puberibus seu Majorennibus reputari, Regimen & Administrationem Regni suscipere & habere, ac omnia facere possint, quæ ad verum Regem pertinent. Datum in Castro Nemoris Vincennarum, mense Augusto annô* 1374. [LEIBNITZ, Codex Juris Gentium Diplomat. Tom. I. pag. 231. dont la Copie est très-défectueuse. DU PUY, Traité de la Majorité des Rois de France, & des Regences du Royau- 1374. Août.

ANNO 1374.

Royaume. Aux Preuves, pag. 155. d'où l'on a tiré cette Pièce, qu'il avoit prise lui-même, comme il le marque, du Trésor des Chambres, Numero 6.]

CAROLUS, Dei Gratia, Francorum Rex, ad perpetuam rei memoriam. Filios Regum per Parentes edocari & erudiri debere, ut Deum timeant, virtutum & virium profectum celeriter attingant, sincere diligi, & primogenitos maximè magnis donis & altis honoribus decorari, Reipublicæ commodum, statos Regnorum & Subditorum concernentibus, & tranquillitatis augmentandæ, Prædecessorum Illustrium sectando vestigia, clarè liquet. Bona enim terra diligenter colitur, ut fructus optimus reportetur. Multò magis sunt Filii Regum per Patres studiosius nutriendi & docendi, ut virtutibus imbuantur, fortificentur & crescant; & cùm in adultam ætatem pervenerint, pueritiæ redoleant bonos mores, qui ad majoris honoris culmen sunt in Populis erigendi. Altiùs nempe præcepta sumunt, quæ teneris imprimuntur ætatibus. Illa verò utilis censetur doctrina ac prudentia quæ ab ætatis initiis, atque ab infantiæ ipsius exordiis inchoatur; unde Sapiens: *Fili, à juventute tua excipe doctrinam, & ad canos invenies Sapientiam.* Cæterum æquom censetur Reges Filios suos ut seipsos diligere, tanquam suæ senectutis Pastores, & Custodes domûs suæ; cum natura eadem persona reputentur cum ipsis: & Filii si non bene vivant, ad interitum Patris essent. Sanè Filios Regum generaliter magnificandos, & honorandos plus quàm alios Jura clamant. In quibus Parentes cæteris munificentiores esse debent. Nam ipsis solis remanentibus, post mortem memoriâ, & spe ducti quodammodo immortalitatem participant; unde non magnificando vel honorando eosdem, donum Dei sibi in Filiis præstitutum negligere viderentur. Rursus quòd in honoribus sint aliis fratribus primogeniti præferendi paternâ benedictione pinguiori, satis patet ex benedictione, quam dedit Isaac ipse Jacob, sic inquiens: *Det tibi Deus de rore Cœli, & de pinguedine Terræ abundantiam frumenti, & vini & olei. Serviant tibi Populi, & adorent Tribus; esto Dominus Fratrum tuorum, & incurventur ante te Filii matris tuæ.* Porrò summè debent Reges attendere, quòd beneficia Filiis suis præcipuè primogenitis impensa cum publica utilitate concurrant; cùm hæc duo post Deum sibi debeant existere chariora, confidentes in Filiis Rempublicam, post ipsorum obitum, feliciter conservari in ipsius negotiis peragendis, sic intendentes solerter ea quæ periculosiora sunt, nequaquam sinè remedio reformationis accommodæ relinquant: Sed sic respiciant oculatè, quòd Populus ab opprimentium protectus incursibus, exoberantiâ virtutum quiescat in pulcritudine pacis, in tabernaculis fiduciæ, & Reginæ temporalium opulentiæ, res quoque publica sit suis temporibus in bona prosperitate. Postremò super regimine Regni debemus Prædecessorum nostrorum vestigiis inhærere, & inter bonos meliores, & inter meliores optimi sunt sectandi. Hinc est quòd nos considerantes attente ætatem quatuordecim annorum, seu & minorem, nullatenus repugnare Regiæ Dignitati, vel administrationi nanciscendæ vel suscipiendæ Regnorum: Joas enim onctus fuit, & regnavit ætatis suæ anno septimo. Josias annorum octo erat, quando regnare cœpit. David parvulus in Regem unctus est; & Salomonem elegit Deus adhuc puerum & tenellum: & isti Reges fecerunt placitum coram Domino. Hieremias puer super Gentes constitutus est. Considerantes quòd annus decimus quartus discretionis existit, & in ipso quòd ad plures actus legitimos, exercendi & assuescendi sint nobiles ad labores militares & opera bellicosa; & quod nonnulli Reges, tam Prædecessores nostri, quàm alii hac ætate, seu paulò ante, vel pòst Regnorum gubernacula assecuti, magnificè & utiliter regnaverunt: Quòd Filii Regum Franciæ solent curâ pervigili instrui & educari in bonis moribus, virtutibus & honore. Quapropter ipsos verisimiliter traditur plus illo tempore profecisse, quàm alios minoris statûs ætate longè majori, juxta illud quod scribitur, *Cæsaribus virtus contigit ante dies*, atque in corde nostro indelebiliter est scriptum, qualiter sanctissimus Atavus, & Prædecessor noster, Patronus, Defensor, & Dominus singularis beatus Ludovicus, flos, decus, lumen, & speculum, nedum regalis Prosapiæ, sed omnium Gallicorum cujus memoria in benedictione est, & non relinquetur in sæcula, ac divina protegente gratia nullius mortalis criminis sensisse contagium perhibetur, Regnumque & Rempublicam sic laudabiliter gubernavit, quod gesta ipsius præclara (quæ mundus mirabitur, quandiu Sol permicabit) per nos ad Successores nostros meritò ad consequentiam trahi debent: sic, quòd sua actio nostra instructio videatur. De ipso enim legitur, quòd Regni maximi & potentes inimici, agente Deo, ipsius pueri Regis viribus sunt repulsi, ætatis suæ quarto decimo anno Regni regimen assumpsit, recepit Homagia, seu fidelitatis juramenta Prælatorum, Parium, & aliorum Vassallorum, fuitque sacra regali unctione inunctus & coronatus. Videntes, & dierum crescente malitia mundi jugiter in deteriora prolabi, & non ex divinæ providentiæ defectu, seu debili rerum ordinis, sed ex propriis demeritis, in hominum mentes assueta depravante nequitia in illis malorum passim cumulum superaddi, atque quasi damna infinita per Administratores alienos minoribus illata & irrogata fuerunt temporibus retroactis, nec cessant, proh dolor! incessanter inferri. Exactique temporis consideratio edocet, & pensata evidenter discrimina manifestant, quot & quantis aliena, longæva, & peregrina Regimina plena periculis extiterunt. Quibus de causis & aliis, ut minorum indemnitatibus succurratur, & ipsi frequenter veniam ætatis impetrant; & nos, & Prædecessores nostri in concedendo eandem, consuevimus nos exhibere petentibus liberales; quòdque Rex & Dominus naturalis ac legitimus plus diligitur à Subditis quàm quicunque Regens, pro eo videtur libentius, & sibi ab eisdem promptius obeditur, retrahunturque à facinoribus, & delictis solum Dominum videndo, & ut frequenter visum est, puerum, juvenem, vel infantem, ad bonum obedientiæ & servitiorum promptitudinem excitantur, audaces ac magnanimi fiunt, ac magis in omnibus virtuosi. Macedones enim prælio pulsi Rege suo, Regia defuncti Filio existente in cunis, penè in aciem posito acriùs repetiêre certamen, & victores fuerunt propter præsentiam ejusdem; ostendentes priori bello Regem, non virtutem Macedonibus defuisse; & Gallici Chilpericum Regem Franciæ, cujus auctoritate & nomine ætatis quatuor mensium existentis Regnum regi voluerunt, intuentes per Reginam Matrem suam ad exercitum inter brachia portari, ità strenuè bellaverunt, quòd dictus Chilpericus gloriosissimum habuit & obtinuit triumphum. Pacifico statui Regni nostri, nedum pro nostris, sed perpetuis temporibus cupientes sinceris affectibus providere, ad vitandas discordias, removenda scandala, & alia inconvenientia, & detrimenta maxima, quæ, nisi provideretur, timerentur verisimiliter evenire: præmissis omnibus & singulis, quantum nobis ex alto permittitur, meditatis prudenter, ut agere consideratè possimus: ad omnem dubitationis materiam submovendam, habita super hoc deliberatione matura, & consilio pleniori, cum pluribus Prælatis, personisque notabilibus, Clericis & Laicis, declaramus, decernimus, ordinamus, & hac edictali Lege nostra irrefragabili, & in perpetuum valitura definimus, constituimus & sancimus de nostra certa scientia, de Regiæ plenitudine potestatis, ut si nos vel Successores nostros nutu divino decedere, vel ab hac luce migrare contigerit, Filio nostro masculo primogenito, seu primogenitis Regum Successorum nostrorum pro tunc existentibus minoribus quatuor-decim annis, eo ipso quòd dictus Primogenitus noster, seu Primogeniti prædictorum Successorum nostrorum quartum-decimum annum suæ ætatis attigerint, vel eisdem decedentibus, sive Filiis masculis Fratres sui ab eodem Patre procreati, naturales & legitimi, secundum debitum ordinem originis eorumdem dictum annum decimum-quartum attingentes, quos ex nunc, prout ex tunc, quo ad infrà scripta, puberes statuimus & decernimus, reputari habeant & habere debeant regimen & administrationem Regni, Homagia, & juramenta fidelitatis per Prælatos, Fratres, Pares, Principes, seu quascumque personas alias, Ecclesiasticas vel Sæculares, præstanda & facienda, etiamsi Archi-Episcopali, Episcopali, Regia vel alia quacunque præfulgeant Dignitate, recipiant, & admittant. Illi verò qui ad eadem præstanda vel facienda erunt quomodolibet adstricti, illa dicto tempore sibi facere, & præstare necessariò teneantur: Donumque munificum sacræ unctionis regalis, Sceptrum, Coronam, Diadema, Vestimenta, & alia insignia regalia universa & singula recipere valeant pro suæ libito voluntatis: teneant, ac plenum sortiantur effectum juramenta tam in sacra Unctione vel Coronatione, quàm aliàs tunc per eosdem præstita, nec non Gratiæ, Pacta, Conventiones, & Promissiones factæ suis Subditis & Vasallis, seu aliis personis, Ecclesiasticis vel Sæcularibus quibuscunque, ac si essent majores viginti quinque annis, faciantque & disponant in omnibus & per omnia, prout bonus Rex Francorum facere potest, & eidem competit ratione sui præcelsi culminis, ac Dignitatis supremæ suæ Regiæ Majestatis, consuetudinibus non obstantibus quibuscunque;

Anno 1374.

que: cùm enim sint ac fuerint ab antiquo pro Domanio Regni regendo & conservando, actibus bellicis ad laudem, honorem & vindictam malorum, si opus fuerit, exercendis & ad Provinciarum regimen, ac pro debita justitia, quæ hucusque (laus Deo) in Regno nostro dicitur floruisse absque acceptione personarum, omnibus & singulis ministranda Officia ordinata, Virique spectabiles, illustres & superillustres, litterati, prudentes, & scientifici, quorum opinionibus & operationibus floret Orbis commissi & deputati ad hujusmodi Officia gubernanda, impendenda obsequia, ac ministranda consilia Majestati Regiæ, in omnibus quæ Jus publicum concernunt, & super adeptione vel administratione Regni non reperiatur certa ætas constituta vel præfinita à Jure in Rege, qui solutus est Legibus, cùm Jura dicentia ætatem exigi in minoribus, loquantur Jurium ditioni subjectis, dignum prorsùs & congruum arbitramur, tam ex his, quàm ex supradictis, in dicto anno quarto decimo supra scripto Filios nostros, vel Successores nostros in casibus superiùs declaratis, regimen & administrationem Regni nancisci, suscipere & habere, ac omnia facere, quæ ad verum Regem pertinent, ut superiùs est præmissum. Si quis autem in tantam proruperit temerariæ præsumptionis audaciam, quòd præmissa vel aliquod præmissorum per se vel per alium, publicè vel occultè, nixus fuerit impedire, seu super eisdem se inobedientem reddiderit vel rebellem, omni jure Successionis, & Regni regiminis vel administrationis ejusdem, quod pro tunc & futuro tempore sibi competere posset, nec non Dignitatibus, Terris, Feudis & Domaniis, quæ in Regno nostro tenebit, & etiam mandantes, consulentes, agentes, & consentientes, seu ratum habentes, eo ipso noverint se privatos. Ne autem nostra præsens Lex vel Constitutio deinceps in disputationis materiam deducatur; sed si quæ super ipsa prætenderetur ignorantia, crassa dici debeat & supina: volumus & decernimus eandem solemniter publicandam, & in Archivo Chartarum nostrarum ad perpetuam memoriam redigendam. Datum in Castro nostri Nemoris Vincennarum mense Augusto, Anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo quarto: Regni verò nostri undecimo. Per Regem in Consilio suo, P. BLANCHET. Duplicata. *Imprimé dans les Ordonnances de France de Fontamon.*

Cette Loy ou Constitution Royale fut publiée au Parlement du Roy en sa presence de par luy, tenant sa Justice en son dit Parlement, en sa magnificence ou Majesté Royale, le vingtiéme jour de May, l'an de grace mil trois cens soixante quinze. A ce furent presens Monsieur le Dauphin de Viennois Fils aîné, Monsieur le Duc d'Anjou Frere du Roy nostre Sire, le Patriarche d'Alexandrie, les Archevesques de Rheins & de Tholoze, les Evesques de Laon, de Meaux, de Paris, de Cornuaille, d'Auxerre, de Neveurs & d'Evreux, les Abbez de Saint Denis en France, de l'Estoure, de Saint Waast, & de Sainte Colombe de Sens, de S. Cyprian, & de Vendosme Chancelier du Duc d'Anjou, le Recteur & plusieurs Maîtres Docteurs en Theologie, Docteurs és Decrets, & autres sages Clercs en l'Université de Paris, le Doyen & Archidiacre de Brie, le Chancelier & Penitencier, & plusieurs autres notables personnes de l'Eglise de Paris, Monsieur le Chancelier de France, les Comtes d'Alençon, d'Eu, & de la Marche, Messire Robert d'Artois, le Comte de Brenne & de l'Isle, & Messire Reymond de Beaufort, le Prevost des Marchans & les Eschevins de la Ville de Paris, & plusieurs autres gens Sages & notables, tant Clercs comme Laiz en grand nombre. Et est cette Loy ou Constitution Royale enregistrée au Parlement, & l'Original mis au Tresor des Chartes du Roy; & la Copie d'icelle par maniere d'Original sous le grand Seel Royal, baillée aux Religieux de Saint Denis en France, pour la mettre & garder en leur Thresor; & tout afin de perpetuelle memoire d'icelle Loy, ou Constitution Royale. Ainsi est-il contenu en une Cedule attachée à icelle, par le Greffier du Parlement.

LXXVIII.

19. Aoust. Brabant, et Baviere.

Tractaet van Vrede en Verdrach tusschen WENCELEN VAN BEMEN *Hertoge van Lymborch, van Lothryck en Brabant enz. nessens* JOANNE *desselfs Huysvrouw ter eenre, en* ALBRECHT *Hertoge in Beyeren enz. ter ander, door Raad en goede Manschap van Personen, van byde zyde gestelt, gesloten den 19. Augusti 1374.* [DYNTER, Chroniques de Brabant. Liv. V. fol. 50.]

WENCELEN VAN BEMEN by der gratien Godts, Hertoge van Lymborch, van Lothrijck, ende van Brabant, ende Lymborch Marckgrave des heylige Rijckx, Joanne by der selver gratien Godts, Hertoginne des Hertochdomme, ende Merckgravinne des Merckgravenschap vorst, ende ALBRECHT van Godts genaden, Hertoge in Beyeren, Palsgrave by den Rynen, Ruwaert van Henegouwe, van Hollant, van Zelant, van Vrieslant, doen cont ende kennelijcken, allen lieden die dese Letteren sullen sien oft hoore lesen, dat want eene twist ende wangbouste opgestaen tusschen onse byder Landen, Steden, ende lieden van Brabant, van Henegouwen, van Hollandt, Zelandt ende Heusden, soo dat pandinge arrestement, ende oock brandt aen beijen sijen geschiet waren, ende te duchten was, dat meer onraets in gevallen mochte sijn, hadden de saken iet langer soo gestaen in onrasen, soo dat wy aen beyde de seyden omme de onruste af te leggen, ende alle andere saken ende onrusten, die tusschen ons in beyde syden ende onser beyder Landtstede, ende lieden wesen mochte van voorleden tijden tot op den daech des daets des Briefs, gesamentlijck overdragen ende te rade worden sijn, dat wy Hertoge ende Hertoginne van Lutzemborch, ende van Brabant, cosen ende namen uyt den rade ons Neven Hertoge Albrechts vorst Heeren Philips Pollanen, ende Heeren Courardus Deken van S. Marien in den Hage, ende wy Hertoge Albrechte cosen ende namen uyt ons æven rade des Hertoges van Lutzemborch ende Brabant, uyt ons moeye rade des Herto-

LXXVIII.

19. Aoust. Brabant, et Baviere.

Traité de Paix & d'Alliance entre WENCESLAS DE BOHEME Duc de Brabant, & ALBERT Duc de Baviére, Comte de Hollande &c. Fait à Gertrudemberg, le 19. Août 1374. [DYNTER, *Chroniques de Brabant. Liv. V. Feuill. 50.*]

VENCESLAS DE BOHEME, *par la grace Dieu, Duc de Limbourg, de Lorraine, & de Brabant, Margrave du St. Empire; Jeanne, par la même grace de Dieu, Duchesse & Margravinne des susdits Duchez & Margraviat, &* ALBERT, *par la grace de Dieu, Duc de Baviere, Comte Palatin du Rhin, grand Bailly de Hainaut, de Hollande, de Zelande, de Frise; à tous ceux qui ces presentes Lettres liront ou orront lire, sçavoir faisons, que discorde & inimitié étant survenues entre nous & nos Pais, Villes & Peuples de Brabant, de Hainaut, de Hollande, de Zelande, & de Heusden, jusques là que contributions avoient été levées, des personnes avoient été arrêtées, & des embrasements avoient été faits; & qu'il étoit à apprehender qu'il n'en arrivât de plus grands desordres, si les choses étoient demeurées plus long tems dans cet état de discorde, nous, pour d'un & d'autre côté y mettre fin, aussi bien qu'aux autres affaires & divisions & troubles qui ont été & peuvent être entre nous de part & d'autre, & nos Pais, Villes & Peuples jusques au jour de la datte de ces presentes, sommes convenus & avons trouvé à propos, que nous Duc & Duchesse de Luxembourg & de Brabant, choisissons & prenons, du conseil de nôtre Neveu le Duc Albert susdit, les Sieurs Philippe Pollanen & Conrard Doyen de Ste. Marie à la Haye, & nous Duc Albert choisissons & prenons, du conseil de nôtre Oncle le Duc de Luxembourg & de Brabant & du conseil de ladite Duchesse*

ANNO 1374

Hertoginne voorfz, den Heere van Gruythayfe, ende den Heere van Boutersem, ende cofen ende namen famentlijck noch den Heere vander Leck van Breda, als tot eenen Overmon ende govens, defe vijfve voleomen machte alle faken die in gefchille ftonden te laten, ende igelijeken die welcke daer op raet gehadt hebben, ende hebben met onfer al te wille weren ende confenten die foken gefeyt ende verkeken inder manieren, als hiet naer volcht.

In defen eerften foo fullen alle de oude elagen ende pandinge die gedaen ende over gegeven waren, voor onfe Liwrouwen dach Affumptie anno 1373. af wefen fonder ons ende onfer beyder onderfaet, die een den anderen iet daer af te heifchene, maer elck van ons Heeren fal fijn onderfaet ftellen, vanden voorgaende elagen ende pandingen, ende des fol elck van ons fijo onderfacten mogen nemen, foo wes fy ten pant te pant hebben, om andere die elagen fijn mede te ftillen, hier inne is genomen die brandtfchade, die Jan van Mederionne dede aen Lanreys huys ende Goede vanden Putte te Honshutde, maer daer fullen elck van Partyen een man oft twee bewegen, ende nemen dat te verlijcken ende wel daer inne gefchir, des foude wefen die Heere vander Leck, een Overman dat te fcheyden. Item vander pandinge die Heer Claes van Bruffel, Jan van Renitfe, ende Heer Floris van Borffele, gedaen hebben op die lieden ende Pooters van Brabant, daer tot Breda af overdragen was, dat fyt weder keeren fouden op Sint Jacops dach leeftleden, daer af is geaccordeert wat die voorfz Heer Claes, Heer Jon, Heer Floris, Erfgenamen meffaken dat fy des Godts niet alfoo vele gepant en hebben noch gehadt hebben, als die voorfz Pooters ende lieden van Brabant, in fchrift over gegeven hebben, dat meneer Claes, Heer Jan, ende eenen van Heer Floris erfgenamen, ende hare lieden die dit goet op gehouden hebben, ende oock Heer Seger van Oeftkerke ontbieden fal te komen te Bredo, op un onfer Liwrouwen dach nativitatis, ende daer falmen weten by haren eede foo wat goet fy gehadt of hare lieden ende Knapen, ende alle foo verre als men vindt by haren ende ter waerheyt, oft metten fcheplieder dat fy gehadt hebben, dat fullen fy betalen, ende dat fal men nemen an hare gelt, dat fy in Brabant hebben fullen van hore fchade des ftrijts van Baeftwillen, ende daer voor fal haer gelt voorfz, inder Stede handen van Brabant blyven ftaen, tot gouder rekeninge, ende die lieden ende Poorteten uyt Brabant fullen haere goet groten by haren eede, foo wat hare eerft roops gecoft heaft. Item fullen ftaende blyven ende te niet wefen, die fchade die die lieden uyt Henegouwe geleden hebben, by arrefte des Meyers van Lovene, der faken wille des Heeren van Gemppe, ende oock die fchade, die die lieden uyt Henegouwe gedaen wert, doen wy Hertoge van Lutzemborch ende van Brabant, te Velde gewapent lagen, tot Valeonpont tegen den Omnergonde fyde, die de Heeren von Gemppe deden, ende hune hulperen met wonen doen hy die brandt dede tot Sintachtenrode. Item die lieden ende Poorteren van Boffche tot eewelijeken dage behouwen, alfulcken palinge als de Heeren von Bruyswael paelde ende befehende, tuffchen die van Boffche, van Ingelen ende van Blynen, terwylen die Landebende ons des Hertogen, ende der Hertoginnen von Lutzemborch, ende van Brabant, waren alfoo onfe Brieven die wy daer af gegeven ende befegelt hebben, dat beffchyden maer hebben, die vao den Boffche defe palen wat voorder gegraven oft begrepen, dat fal men uitworpen ende dat fal blyven de Lande van Heusden. Voort die vande Boffche haer palen wel gehouden, ende comen daer dan Beeften over die mach men fchieten op eenen redelijcken fchoot, voort foo fullen die vanden varen voor den Tol tot Heusden op hare oude rechte, ende om dat die palen voorfz den Lande van Heusden, naer fteken by Hertoge Jans tijden, ende die Brieven begrepen, daer Heusden mede over gegeven was, dat wy Hertoge Albrecht dat Landt von Hoesden hebben fouden, alft an Hertogen Jan gecomen was, foo weert verwaerde dat wy Hertoge ende Hertoginne van Lutzenborch ende van Brabant, voor al fulcken gebreck ende letfel als onfe Neve Hertoge Albrecht daer in hebben mach, hem verfet ende raffolt doen ftellen, andere ftucken in al fulcker manieren als Heer Coenraet Deken

Duchesse nôtre tante, le Sieur de Gruythuyse & le Sieur de Boutersem, & choisissons & prenons ensemblement encore le Sieur de la Leck de Breda pour Sur-arbitre, & donnons à ces cinq plein pouvoir d'accommoder toutes les affaires qui sont en different; lesquels, après avoir là dessus deliberé, ont, de nôtre volonté, sçu & consentement, dit & declaré comme s'ensuit.

ANNO 1374.

Premierement demeureront les plaintes & contributions, qui ont été faites avant l'Assomption de nôtre Dame de l'an 1373. assoupies, sans qu'aucun de nos Sujets de part & d'autre puisse en riendemander; mais que chacun de nous Souverains, indemnisera ses Sujets desdites contributions & plaintes, & fera une repartition sur ses Sujets pour avoir dequoy fournir à ladite indemnité, & apaiser les plaintes. En cecy est compris le dommage du feu que mit Jean de Mederionne à la maison de Lanreys & de laquelle Godde vander Putte étoit locataire; mais chacune des Parties prendra une personne ou deux pour faire l'accommodement, & s'il arrivoit qu'ils ne pussent s'accorder, Monsieur de la Leck comme Sur-arbitre les mettra d'accord. Item quant aux contributions qui ont été levées par les Srs. Nicolas de Bruxelles, Jean de Renesse & Floris de Borssele, sur les gens & Bourgeois de Brabant, & surquoy il avoit été proposé & convenu à Breda qu'ils les raporteroient au jour de St. Jaques dernier, surquoy les heritiers desdits Nicolas, Jean & Floris nioient qu'il eût été reçu autant que lesdits Bourgeois de Brabant ont mis dans leurs écrits; que les heritiers desdits Sieurs Nicolas, Jean & Floris, & ceux qui ont eu cet argent, comme aussi le Sieur Seger d'Oestkerke seront ajournez à Breda pour le jour de la nativité de nôtre Dame, pour sçavoir ce qu'eux, leurs gens, & leurs serviteurs ont eu, & ce que l'on trouvera, par la declaration de la verité, qu'ils auront eu, ils le payeront; & cela sera pris sur l'argent qu'ils ont en Brabant, pour le dommage qu'ils ont souffert au combat de Baestwillen, & pour cet effect les susdits deniers qu'ils ont dans les Villes de Brabant seront arrêtez à bon compte; & les gens & Bourgeois de Brabant estimeront leurs biens sur le pied de ce qu'ils leur ont coûté en premier achapt. Item demeurera assoupi & annullé le dommage qu'ont souffert ceux de Hainaut, par l'arrêt des Maires de Louvain à cause de l'affaire des Seigneurs de Gemppe; & aussi le dommage qui a été fait aux dits du Hainaut, lors que nous Duc de Luxembourg & de Brabant étions campez avec nos troupes à Valenpont à côté de Ommergonde, & lequel les Seigneurs de Gemppe firent avec leurs adherents, lors qu'ils mirent le feu à Sintachtenrode. Item les gens & Bourgeois de Boisleduc retiendront à toujours les limites que les Seigneurs de Bruyswael avoient entre ceux de Boisleduc, de Ingelen, & de Blynen, du temps que les troupes de nous Duc & Duchesse de Luxembourg & de Brabant y étoient, ainsi que les Lettres que nous en avons donné & scellé le determinent. Mais si ceux de Boisleduc ont creusé plus avant ou étendu davantage lesdites limites on les comblera pour rendre à ceux de Heusden, ce qu'ils doivent avoir. Ceux de Boisleduc ayant ainsi leurs limites, si les bêtes viennent à les passer, on les poura arrêter. Item ceux de Heusden demeureront à l'égard de la Doüane dans leur ancien droit. Et parce que lesdites limites & bornes étoient plus avant vers Heusden du temps du Duc Jean, & qu'il est dit dans la Capitulation qui fut faite lors de la reddition dudit Heusden, que nous Albert aurions ledit Païs de Heusden comme & ainsi qu'il étoit avenu au Duc Jean; Il est convenu que nous Duc & Duchesse de Luxembourg & de Brabant, indemniserons nôtre Neveu Duc Albert dans l'empêchement & dommage qu'il pourroit recevoir en cela, en la maniere que le Sr. Conrad

ANNO 1374. Deken van Sinte Marien in den Hage; ende Rutger Willemanssoon die wy daer toe uyt ons neven rade Heer Albrecht gecosen hebben, ende die Heer van Gruythensen voorsz, ende Godefroide vander Cou die onse Neve voore genoemt uyt onsen rade gecoren hebben, ordineren stelen oft die Heere vander Leck onser beyder Overman waeren, Sijs met een die wel vijf persoonen aldus van onse gecoren incomen selen tot Breda, op nu Sint Remeys dach naestcomende, ende selen sekeren met van dan te scheyden, eer dat sy dit verlijck ende verclaert hebben, ende oock die andere poincten die mochte verlijcken sijn, dat Heer Diederijck ende Heer Claes tot Hemwartt hebben. Oock ist verwaerde gemelt, alsoo dat Godt bieden moet dat eenich van desen persoonen voorsz, die wy aldus gecosen hebben oft die Overman aflyvich werden, oft anders met nootsaken belet werden, eer sy tot Breda in quamen, oft eer dese sake verclaert oft verlijck worden, dat dan elck van ons Heeren an dies syde dat gebreck waere, eenen anderen an die Stadt kiesen soude die schuldich soude sijn in te comen tot Breda alsoo voorsz, ende te doen al dat d'andere gedaen sonde hebben, in dies Stadt dat hy gecosen is. Item is geaccordeert van den brande die tot Elnghten ende tot, ... gedaen wert, ende van den brande die de Heere van Gemppe dede tot Sintachtenrode, dat die sullen staen d'een tegen d'andere tot den verclaeren der voorsz Raetslieden ende des Overmans best voorsz, ende die gene die den brandt deden oft doen deden sullen die smaetheyt beteren ons Hertoge Albrechts voorsz, naer ordinantie der voorsz 4. Raetslieden ende Overmans. Item is geaccordeert vande smaetheyt ende misdaet des Heeren van Gemppe, geloven sal te voldoene al sulcken beteringe, alsoo de 4. Raetslieden ende Overmans voorsz hem toe seggen sullen te doene ons Hertoge ende Hertoginne van Lutzemborch ende van Brabant, ende daer mede sal die Heere van Gemppe ende sijn hulperen tegen ons versoent sijnde van desen saken. Item sal men van den 1200. ouwe schilden, alsoo vande geschutte ende Provantien van Hoesden, noch van 1100. mottoenen die Lant van Henegouwe ons Hertoge van Brabant gaef, geen eysinge of betalinge doen aen d'een syde of aen d'ander, maer d'een sal tegen d'andere quyt sijn. Welcke pointen verwaerde ende accoort voorsz, wy Hertoge ende Hertoginne voorsz geloott hebben, en geloven in goeder trouwen elekander vast ende gestecht te houden onverbreckelijck, gelijck dat sy geordineert sijn ende noch geordineert sullen worden, by den Maenslieden ende Overman voorsz. In oorconden ende vasticheden welcker omick wy onse segelen famentlijck gehangen aen desen Letteren. Gegeven tot Sinte Gertrudenberge den 19. dach in Augusto anno 1374. Hier naer volcht de uytspraxe van de 4. Segslieden.

rad Doyen de Ste. Marie à la Haye, & Rutger Willemansoon lesquels nous avons pris du conseil de nôtre Neveu Albert, & le Sieur de Gruythuysen susmentionné, & Godefroi vander Cou que nôtre dit Neveu a pris de nôtre conseil, en ordonneront, ou le Sieur de la Leck que nous avons les uns & les autres nommé pour cinquiéme au cas que les autres ne puissent s'accorder. Les cinq personnes ainsi nommées par nous se rendront à Breda à la St. Remi prochain, & affirmeront de n'en point partir & de ne point se separer avant qu'ils aient accommodé les susdits differents, & aussi les autres points qui sont à accommoder, & qu'ont les Sieurs Diederick & Nicolas de Hemwaert. Il est aussi convenu, que s'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaise, que quelcune de ces personnes que nous avons ainsi élues, ou le cinquiéme allassent de vie à trepas, ou qu'elles vinssent à recevoir quelque empêchement necessaire, avant de se rendre à Breda ou avant d'avoir terminé ces affaires, qu'alors celui de nous, du côté duquel ladite personne viendroit à manquer, en choisira une autre en la place qui sera tenuë de se rendre à Breda, comme dit est, & de faire ce qu'auroit dû faire l'autre en la place de laquelle il sera choisi. Item il est accordé à l'égard de l'embrasement arrivé à Eingten & à . . . . . & à l'égard de celuy que firent les Seigneurs de Gemppe à Sintachtenrode, que les Parties seront en presence pour informer les susdits Conseillers & ledit cinquiéme, & ceux qui ont fait ou fait faire ledit embrasement en indemniseront nous Duc Albert suivant ce qu'en ordonneront lesdits quatre Conseillers & le Sur-arbitre. Item a été accordé qu'à l'égard du dommage des Seigneurs de Gemppe, il sera promis d'en faire tel dedommagement que les quatre Conseillers & le Sur-arbitre susdits ajugeront devoir être fait à nous Duc & Duchesse de Luxembourg & de Brabant, moyenant quoy lesdits Seigneurs de Gemppe & leurs adherens seront avec nous reconciliez à cet égard. Item on ne fera l'un à l'autre aucune demande ni payement des 1200. vieux écus, schilden, *non plus que du Canon & des munitions de bouche de Hensden ni des 1100. moutons, que le Païs de Hainaut donnoit à nous Duc de Brabant, mais ils en demeureront quittes les uns envers les autres. Lesquels points, conditions & accord, nous Duc & Duchesse susdits avons promis & promettons en bonne foy de tenir l'un l'autre pour ferme & inviolable ce qui est & sera ordonné par les Conseillers & Sur-arbitre susdits. En témoin & fermeté dequoy avons trouvé bon d'attacher nos Sceaux à ces presentes Lettres. Donné à Gertruydenberg le 19. d'Août 1374.* ANNO 1374.

LXXIX.

1375. 4. Juin. *Instrumentum Publicum Treguæ inter Sanctissimum Papam* GREGORIUM *undecimum ab una, & Dominos* BERNABOVEM, *atque* GALEATIUM *Vicecomites Mediolani, & Vicarios Imperiales initæ. Datum Bononiæ 4. Junii. Inditione decimâ tertiâ, annô* 1375. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre V. V.]

In Nomine Domini nostri Jesu Christi. Amen.

NOverint universi præsens Instrumentum publicum inspecturi, quod anno à nativitate ejusdem millesimo trecentesimo septuagesimo quinto, Indictione decima tertia, die Lunæ quarto mensis Junii, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri Domini Gregorii Divina providentia Papæ undecimi, anno quinto. In mei Notarii Publici, & Testium subscriptorum ad hoc vocatorum specialiter, & rogatorum præsentia constituti personaliter Reverendissimus in Christo Pater, & Dominus Dominus Guillielmus miseratione Divina sancti Angeli Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ Diaconi Cardinalis in nonnullis Terris Italiæ Romanæ Ecclesiæ immediatè subjectus pro Domino nostro Papa, & eadem Ecclesiæ Vicarius Generalis, ac Commissarius præfati Domini nostri Papæ ad omnia, & singula infrascripta specialiter deputatus, prout constat per Litteras Apostolicas ejus vera Bulla bullatas, quarum tenor inferius describetur. Attendens, & considerans; quod plerumque Sacrosancta Romana Ecclesia laudabiliter concepta, & consulte ordinata, fundente postmodum subjectorum utilitate, maximè ubi vitantur strages personarum, animarum pericula, ac rerum, & guerrarum dispendia consultius, & racionabilius revocat, & in melius commutat, ac condolens in filiorum lenitate pietatis ad redeundum eos invitat irremissè, & gratulanciùs, cum reditum sperat fructuosum, & non otiose præmeditans quot, & quanta discrimina afferant guerrarum anfractus, ut mundus hodie in maligno positus plurimum manifestat cum lacrymis in maxillis; Ex his enim frigescit caritas in Populo Christiano, insurgunt homicidia, incendia, deprædationes, & demum omnis machina malorum exulat devotio populorum; & quod detestabilius est auctor

Pacis

ANNO 1375.

Pacis coli perturbatur, sperantque exinde subsequi non solum bonum, quietum, & tranquillam statum Partium infrascriptarum, & cujuslibet earum, ac Subditorum ipsorum, sed etiam totius Italiæ, & Subditorum ipsius, idem Dominus Cardinalis nomine sanctissimi Patris, & Domini Domini nostri Papæ supradicti, ac Sacri Collegii Dominorum Cardinalium, & Romanæ Ecclesiæ, atque suo, ac pro se, & omnibus Colligatis, Adhærentibus, & Sequacibus eorumdem, pro omnibusque Provintiis, Subditis, Terris, & Civitatibus eorumdem, seu quas tenent, & gubernant, & pro Illustrissima Domina Johanna Regina Jerusalem, & Siciliæ &c., & Subditis, Provintiis, & Terris ejusdem, ac pro Illustri Principe Domino Amadeo Comite Sabaudiæ, & pro Illustribus Viris Dominis Marchionibus Montisferrati, ac pro omnibus Terris, & Subditis eorumdem, nec non circumspectus Vir Dominus Antonius de Manonis de Mutina Licentiatus in Jure Civili, Vicarius, & Procurator Illustrium Dominorum Nicolai, & Alberti Marchionum Estensium, ac Vicariorum Ferrariæ, & Mutinæ &c. Colligatorum Domini nostri Papæ, & Ecclesiæ prædictorum pro dictis Dominis Marchionibus, ac pro Civitatibus, Terris, Castris, & Locis, quas, & quæ tenent, regunt, aut gubernant, & pro suis Subditis, Colligatis, Adhærentibus, Sequacibus, Fautoribus, & Recommendatis, & ipsorum omnium, & singulorum Terris, Castris, Locis, & Fortaliciis, & Territoriis quibuscumque ex una parte; Et sapientes Viri Domini Tomasius de Cropello de Soncino Vicarius Magnifici, & Excelsi Domini Domini Bernabovis Vicecomitis Mediolanensis &c. Imperialis Vicarius Generalis & Adaardus de Curaris de Mediolano Legum Doctor, & Nobilis Vir Vassalinus de Bossiis de Mediolano Procuratores, & Procuratorio nomine præfati Domini Bernabovis pro eodem Domino Bernabove, ejusque Filiis, Colligatis, Adhærentibus, Sequacibus, Fautoribus, & Recommendatis, ac Subditis, Civitatibus, Terris, Castris, Fortaliciis, & Territoriis quibuscumque, seu quas, & quæ præfatus Dominus Bernabos tenet, regit, aut gubernat, ac sapiens Vir Dominus Ludovicus de Bombellis de Valentia Legum Doctor, Vicarius Magnifici, & Excelsi Domini Domini Galeaz Vicecomitis Mediolani &c. Imperialis Vicarii Generalis, & Nobilis Vir Antonius de Lucino de Cumis præfati Domini Galeaz Cancellarius Procuratores, & Procuratorio nomine ejusdem Domini Galeaz pro ipso Domino Galeaz, ejusque Filiis, Colligatis, Adhærentibus, Sequacibus, Fautoribus, & Recommendatis, ac Subditis, Civitatibus, Terris, Castris, Fortaliciis, & Territoriis quibuscumque, seu quas, & quæ præfatus Dominus Galeaz tenet, regit, aut gubernat ex parte alterâ, prout de dictorum Procuratorum omnium, ac singulorum Procuratoriis, seu Mandatis constat per instrumenta publica ibidem exhibita, quorum tenores inferius sunt inserti, de, & super discordiis, guerris, & dissensionibus præteritis, & vigentibus inter dictas Partes, pervenerunt, & perveniunt ad infrascriptam Concordiam, atque Treguam, quam fecerunt, & faciunt cum omnibus Pactis, formis, modis, & tenoribus infrascriptis, videlicet:

In primis quod dicta Tregua à die hodierna dusct, & durare debeat, atque intelligatur usque ad annum unum proximè venturum, & post continuè, & semper, donec una Pars eam alteri Parti, scilicet Dominus noster Papa eisdem Dominis Bernabovi, & Galeaz, vel ipsi Domini Bernabos, & Galeaz eidem Domino nostro Papæ contramandaverint, & post contramandata per duos menses, acto expressè, quod Dominus Dominus noster, & Successor, atque Collegium Sede vacante possit infrà annum, & etiam post annum quandocumque, durantibus Treguis, dictas Treguas prorogare ad sex menses, vel infrà illos ad tempus, de quo sibi videbitur, & post tempus prorogatum durent etiam continuè, & semper, donec una Pars eam alteri, ut suprà, contramandaverit, & post contramandatam per duos menses, quam prorogationem præfatus Dominus noster notificari faciat Partibus infrà mensem à die prorogationis, infrà quem mensem cesset, & cessare debeat omnis offensa, & novitas in er Partes, prædicta autem Tregua præconizetur, & publicetur in Civitatibus, & Locis Fronteriarum die Lanæ andecima præsentis mensis; Et si post diem præsentem infrà dictam diem Lunæ fieret aliquid contrà Treguam, non imputetur alicui Partium, nec pœna committatur, nec restitutio dampnorum fiat. sed si caperentur, vel occuparentur interim per unam Partem aliquæ Civitates, Terræ, vel Castra alterius Partis, vel suorum Colligatorum, Adhærentium, Sequacium, Fautorum, & Reccommendatorum &c restituantur illis, qui hodie possident, seu sub cujus obedientia sunt, & hoc libere, & absque aliqua contradictione.

Item quod, durante dicta Tregua, cuilibet dictarum Partium, & Colligatorum, Adhærentibus, Fautoribus, Recommendatis, & Sequacibus eorum liceat, ac possint prædicta cum effectu tenere, & possidere pacificè, & quietè, sine offensa, & contradictione alicujus de alterâ parte, absque eo quod possit ad recuperationem alicujus Civitatis, Castri, Fortalicii, Loci, vel Villæ, seu eorum, vel alicujus earum Districtuum, Territoriorum, seu Villarum per modum Guerræ, vel Tractatus tenentibus ipsa Fortalicia, Civitates, Castra, Loca, seu Villas cum earum, vel eorum Districtibus, Territoriis, ac Villis volentibus, vel invitis procedi, nec etiam recipi, si Populi subditi uni Parti, seu habitantes, vel commorantes sub obedientia unius Partis, ac Locis, in quibus commorantur, seu degant, voluntariè vellent ad obedientiam alterius Partis venire, omnia, & singula Fortalicia, & Loca, Civitates, Castra, & Villas cum earum, & eorum Districtibus, & Territoriis, atque Villis, jura, res, & bona, quæ nunc tenent, & possident, seu in quibus habent obedientiam, præeminentiam, custodiam, superioritatem, vel guardiam qualemcumque, præsentiales & actuales, per se vel alium, seu alios non occultas, & cum omnibus, & singulis, quæ eisdem Partibus obediunt, hiis dumtaxat exceptis, quæ inferius in sequentibus Capitulis declarantur, & quod quilibet de dictis Partibus, durante dicta Tregua, possit liberè, & securè, per se vel alium, ire & mittere victualia, & gentes etiam armigeras, & quælibet alia pro custodia, & commoditate necessaria, & utilia, seu sibi grata, vel placita ad Civitates, Castra, Villas, Loca, & Fortalicia, quæ tenent, & possident, & quæ sub ejus Dominatione, & obedientia stant, seu degunt, etiam per Territoria alterius Partis sine aliqua contradictione, vel offensa, solvendo datia, & pedagia pro tempore ordinata generaliter in singulis Terris Partium, per quas transitum fieri contigerit, sicque in impositione, & exactione cesset omnis fraus, & machinatio; Ita tamen, quòd si gentes armigeræ transire volentes sint ultrà numerum viginti, debeant Officiales Locorum, de quibus recedunt, notificare per unam diem ante Officialibus Terrarum, per quas, seu quarum Territoria transire voluerint, & in omni casu, & in quocumque numero sic transire volentes habeant, & secum portent Litteras Testimoniales Officialium ipsorum Locorum de quibus recedent, & Officiales Locorum, per quæ, seu quorum Territoria transibunt dictæ gentes armigeræ, debeant, & teneantur eis facere ministrari in eorum Territoriis victualia pro pretio competenti.

Item, durante dicta Tregua, neutra Partium possit contrà alteram Partem, aut Colligatos, Adhærentes, Fautores, Recommendatos, seu Sequaces ipsius, Subditum, Colligatum, Adhærentem, Recommendatum, seu Fautorem alterius Partis recipere, in suam subjectionem, obedientiam, colligationem, adhærentiam, recommendationem, seu fautoriam, etiam si vellet voluntariè venire, & se subjicere, colligare, recommendare, vel quomodolibet adhærere.

Item quia in partibus Placentinis, & alibi sunt aliquæ Villæ apertæ, & propter Guerram inhabitatæ ad præsens, ad quas Habitatores, & Incolæ dictarum Villarum redire poterant, Tregua durante, & posset esse postea quæstio de, & super eis inter Partes, convenerunt, atque conveniunt, quod Homines, qui retraxerunt se ad Fortalicia, & sub obedientia Ecclesiæ unà cum ipsorum bonis, possessionibus, & rebus omnibus remaneant sub Jurisdictione, & obedientia Ecclesiæ, & suorum Officialium; Illi verò, qui retraxerunt se ad Fortalicia, & sub obedientia dictorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz, seu alterius eorum unà cum bonis, rebus, & possessionibus eorum remaneant sub Jurisdictione, & obedientia dictorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz, acto tamen, quòd, durante Tregua, neutra Partium possit Fortalicia quocumque modo facere in eis Villis, vel aliqua earumdem, aut in Territoriis eorum.

Item quòd, durante hujusmodi Tregua, dicti Domini Bernabos, & Galeaz servent, & servari faciant plenè, & liberè in omnibus, & singulis Terris, quæ per ipsos tenentur, & possidentur, nec non in Terris, seu Dominiis aliorum eis uti superioribus Dominis obedientium Prælatis, & omnibus Personis Ecclesiasticis Jurisdictiones suas spirituales, & Ecclesiasticas libertates, ut possint bona, quæ tenent, & possident, seu quæ tenebant, & possidebant tempore motæ præsentis Guerræ, liberè, & pacificè possidere, & fructus, redditus, & proventus eorum percipere, & habere etiam absque eo quod eis taleas, vel collectas, vel exactiones quascumque

ANNO 1375. que imponant, seu exigant, vel qualitercumque recipiant ab eisdem, nec pro hactenus impositis exigam, & Apostolicos, ac etiam ordinarios impetrantes ad eorum gratias, & Beneficia admittere permittant absque impedimento quocumque, & si per ipsos impetrantes, vel eorum parte, vel alios pro eis invocetur eorum bracchium sæculare admitti, & in possessionem Beneficiorum hujusmodi liberè faciant, quibuscumque impedimentis remotis, de ipsis etiam Beneficiis, & Dignitatibus Ecclesiasticis non se impediant, nec alios impedire permittant quocumque modo.

Item quòd præfati Domini Bernabos, & Galeaz per se, vel per alios non molestent, nec inquietent, nec per suos Officiales, vel Subditos molestari, inquietari, seu turbari permittant Prælatos, & alias Personas quascomque Ecclesiasticas Terrarum, seu Dominiorum, & Districtuum, quas, seu quæ ipsi Domini Bernabos, & Galeaz conjunctim, vel divisim habent, regunt, seu gubernant in Castris, Terris, Dominiis, Jurisdictionibus, rebus, redditibus, possessionibus, seu bonis, quas, seu quæ dicti Prælati, seu Personæ Ecclesiasticæ habent, & tenent, seu possident, seu quæ tempore motæ Guerræ habebant, tenebant, & possidebant, sed circà facta Episcopi Lunen. serventur tantum Capitula, quæ specialiter loquentur de factis Episcopi Lunen. & factis Lunisan.

Item quòd, dictâ Treguâ durante, omnes Colligati, Adhærentes, & Subditi, Recommendati, Sequaces, seu Fautores utriusque Partium possint liberè per Territorium alterius Partis mercari, & aliter, sine offensione tamen, negociari, in omnibus, prout fiebat antè motam præsentem Guerram, solvendo dacia, & alia doveria pro tempore ordinata generaliter in singulis Terris Partium, per quas transitum fieri, vel in quibus mercari contigerit, ità quòd in impositione, & exactione cesset omnis fraus, & machinatio, sic tamen, quod granum, & bladum cujuscumque maneriel de Territoriis Partium prædictarum absque licentiâ earumdem extrahi non possit.

Item quòd pro meliori, & securiori observatione Treguarum, & pro honore etiam Domini nostri Papæ dictus Dominus Bernabos permittat liberè, & sine contradictione Episcopum Lunen. uti sua spirituali Jurisdictione, & eidem servet, & servari faciat, per gentes, & Officiales suos plenè, & liberè omnes Ecclesiasticas libertates.

Item quòd permittat eumdem Episcopum Lunen. & ipsius Episcopi, & Ecclesiæ Lunen. homines, & Subditos, qui sibi adhæserunt in præsenti Guerrâ, plenè, & liberè gaudere omnibus Possessionibus, Redditibus, Fructibus, Proventibus, & Juribus, quibus utebantur, & gaudebant antè motam præsentem Guerram, dummodò se non intromittant, nec intromittere possint, pendente Treguâ, de fructibus, redditibus, & proventibus perceptis, & habitis à tempore motæ Guerræ usque ad diem celebrationis præsentis Contractus, nec circà ea, vel eorum aliquod sibi, vel eis præstet, vel præstari permittat aliquod impedimentum, nec aliàs ipsum, gentes suas, aut Subditos molestet, vel inquietet per se, vel Officiales, aut qualitercumque, vel quocumque modo, sed de Castris, & Fortaliciis in Jurisdictione temporali se non intromittat Episcopus, durante Treguâ, sed fiat prout in proximo sequenti Capitulo continetur, & quod Homines, & Subditi dicti Episcopi, qui sunt verisimiliter suspecti Domino Bernabovi, & possint nocere Statui suo, quod in determinatione, & declaratione esse debeat illius Militis, qui ad gubernationem Castrorum, & Locorum secundum tenorem infrà proximi Capituli deputabitur, non accedant personaliter ad ipsa loca.

Item quòd dictus Dominus Bernabos ponat in manibus unius Domini Cardinalis eligendi per ipsum Dominum Bernabovem, Bastitam de Cexio contra Murinam, nec non omnia Castra, & Fortalicia Ecclesiæ, & Episcopatus Lunen. in quibus non intelligatur Sarzana, Castrum, Sarzanæ, & Aventia, quæ Castra, Bastitam, & Fortalicia ponenda, ut suprà, in manibus Cardinalis, ipse Dominus Cardinalis custodiri faciat expensis ipsius Domini Bernabovis per aliquem probum Militem placibilem. & non suspectum Domino Bernabovi; Et ipse Dominus Cardinalis, & Miles promittant, & teneantur eidem Domino Bernabovi ea reddere, & restituere, Treguâ finitâ, si Pax non sequeretur; si autem sequatur Pax, facere de eis, prout per Pacem fuerit ordinatum; hoc acto quòd Miles, qui deputabitur ad custodiam, provideat in octo dies, postquàm habuit possessionem Bastitæ, quod per Canale possint navigia cum personis, & rebus quibuscumque liberè, & absque ullâ solutione, vel impedimento duci, & reduci, & etiam hoc acto, quod Dominus Bernabos in Sarzanâ, Castro Sarzanæ, & Aventiâ ponat pro toto tempore Treguæ Officiales placibiles, & non suspectos Domino nostro Papæ, qui jurent, & promittant, quod per ipsas Terras, & ipsarum Territoria liber erit transitus, & securus transeuntibus, maximè in transitu Domini nostri Papæ, toto suo posse, bonâ fide, & sine fraude, & quod tenebunt passus, & stratas securas, & bannitos Ecclesiæ Romanæ scienter de cætero non receptabunt, & si receptarent, requisiti expellent, & Treguas servabunt, & volentes eas rumpere impedient suo posse. ANNO 1375.

Item quòd dicti Domini Bernabos, & Galeaz, seu eorum alter, & Colligati, & Adhærentes non procedant quoquo modo contra aliquem ex Subditis, Colligatis, Adhærentibus, seu Sequacibus suis, qui cum Domino nostro, vel suis Officialibus, vel Gentibus, aut Colligatis, Adhærentibus, Sequacibus, vel Fautoribus Domini nostri, vel eorum Officialibus, vel Gentibus de veniendo ad ipsius, vel eorum obedientiam, vel subjectionem. Tractatus aliquos habuerunt, vel fuerunt in hoc participes, vel consentientes, & quod omnes processus durante Guerra dictis ex causis inchoati nondum terminati, sint suspensi, & effectum non habeant Treguâ pendente, & contenta in præsenti Capitulo intelligantur, & locum habeant in Domino Cardinali, & in omnibus Officialibus Ecclesiæ Romanæ, & Colligatis, & Adhærentibus ut procedere non possint in casibus suprascriptis, & si processus inchoati essent, & nondum terminati, sint, & esse debeant, durante Treguâ, suspensi, hoc etiam expressè convento, quod jam banniti Parcium prædictarum ad Loca ipsarum Parcium, à quibus sunt banniti, personaliter non accedant.

Item quòd quælibet Partium prædictarum faciat jurare, & aliàs obligare Rectores, Capitaneos, & principales Caporales Civitatum suarum, & aliorum Fortiliciorum, quæ sunt in Fronteriis, videlicet Dominus noster illos, qui per eum, seu pro ejus parte sunt, seu essent ordinati in Civitate, ac Comitatu Vercellarum, ac in Territoriis, Novariensi, Papiensi, Placentinensi, Alexandrinensi, & Terdonensi, & ipsi Domini Bernabos, & Galeaz similiter illos, qui per ipsos, vel eorum parte sunt, vel erunt ordinati in Civitatibus, Territoriis, ac Districtibus Parmensi, Regii, Placentinensi, Alexandrinensi, Vercellensi, Novariensi, Papiensi, & Terdonensi de plenè, & fideliter observando Treguas hujusmodi, & omnia contenta in eis, & de impediendo posse suo omnes illos, qui eos infringere vellent. Et si illos mutari ex quavis causâ contingeret, quod simili modo alios, qui subrogarentur, faciat jurare, & se obligare ad Treguarum hujusmodi plenam, & fidelem observationem, & ad volentes eas infringere toto posse, & bonâ fide impediendum, & similiter sub eadem formâ prædicti Marchiones Estenses faciant promittere, & jurare Rectores, Capitaneos, & principales Caporales Mutinæ, & partium vicinarum præsentes, & futuros.

Item quòd quælibet Partium prædictarum promittant præsentem Treguam, & omnia, & singula ipsius Capitula tenere, & observare, & etiam ea à suis Colligatis, Adhærentibus, & Sequacibus facere inviolabiliter observari suo posse, bona fide, sine dolo, & omni fraude cessante, & ad hoc se obligent, & jurent, ut moris est; Et dicti Procuratores præfatorum Dominorum Bernabovis, & Galeax nominibus quibus suprà obligant dictos Dominos suos, & promittunt eorum nominibus in, & sub fide Nobilium, quod si præfati eorum Domini, vel alter eorum contravenirent, seu contraveniret, quod contravenientes, seu contraveniens possent, seu posset ubique appellari fidefragi, fidementiti, atque perjuri.

Item quòd si per dictos Dominos Bernabovem & Galeax, aut eorum alterum, vel eorum, seu alterius eorum Subditos, Officiales contra Treguam prædictam fieret aliquid, vel attemptaretur in casibus inferius descriptis, vel aliquo eorum, videlicet Civitatem, Castrum, vel Fortilicium, Villam, vel Locum alterius Partis, vel suorum Colligatorum, Adhærentium, Subditorum, vel Sequacium per modum Guerræ tractatæ, vel aliter capiendo, vel ad rebellionem, vel inobedientiam reducendo, vel Subditum, Colligatum, Adhærentem, vel Sequacem, Civitatem, Castrum, Fortalicium, Villam, vel Locum alterius Partis etiam voluntariè venire volentem recipiendo, seu Territorium alterius Partis, vel suorum hostiliter invadendo, vel invadi faciendo, aut præstando in his auxilium, consilium, vel favorem, ipsi Domini Bernabos, Galeaz, & ipsorum quilibet teneantur infrà duos menses, postquàm fuerint requisiti, attemptata, vel facta contra Treguam in præmissis casibus, vel eorum aliquo, ad statum pristinum reducere,

ANNO 1375.

cere, & facere reduci, & dampna data emendare, & ita servare, & adimplere promittunt dicti Procuratores præfatorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz dictis nominibus, bonâ fide, & sine fraude, & dolo quibuscumque; & si infrà dictos duos menses post requisitionem factam, eis contra facientibus, vel alteri eorum, qui contra fecerit, attemptata, vel facta contra Treguam in præmissis casibus, vel eorum aliquo ad statum pristinum reduxerint, vel reduci fecerint, & dampna data quommodocumque emendaverint, seu emendari fecerint, Tregua ipsa remaneat in suâ firmitate, & ipsi Domini Bernabos, & Galeaz nullam pœnam incurrant; si verò præfati Domini Bernabos, & Galeaz infrà dictos duos menses post hujusmodi requisitionem quicquid attemptatum fuerit contra Treguam in aliquo ex casibus superius in hoc Capitulo nominatis non reduxerint, seu reduci non fecerint ad pristinum statum, & dampna qualitercumque data non emendaverint, seu non fecerint emendari, incidant ipsorum videlicet quilibet qui contra fecerit, tociens quociens venerint, seu venerit contra Treguam hujusmodi, faciendo contra Treguam in aliquo ex casibus superius in hoc Capitulo expressis & nominatis, in pœnam centum millium florenorum auri appositam pro Treguæ observatione, & de ea solvenda caveant, ut in ordinato super hoc Capitulo inferiùs continetur, & nihilominus teneantur dampna data resarcire, vel facere resarciri, sic tamen, quod si alter ipsorum tantummodò faceret, vel veniret contra aliquem ex casibus superiùs nominatis, ille solum pœnam incurrat, & ad dampnorum datorum restitutionem teneatur, ac remaneat obligatus, & etiam quod eorum Colligati, & Adhærentes ipsorum ipsos juvare ad præmissa nullatenus teneantur, nec possint, & etiam quòd, pœnâ solutâ, vel non, sit in optione Domini nostri, & Partis suæ utrum velit Treguas in sua firmitate manere, an eas totaliter esse fractas, hoc acto expressè, quod Colligati Ecclesiæ Romanæ, qui non obligantur ad pœnam pecuniariam, præfati Domini Bernabos, & Galeaz ad pœnam pecuniariam non obligentur.

Si verò pro parte dicti Domini nostri videlicet per Subditos, vel Officiales, vel Gentes ipsius fieret, vel attemptaretur aliquid contra Treguam in casibus inferiùs descriptis, vel aliquo eorum, videlicet Civitatem, Castrum, vel Fortilicium, Villam, vel Locum alterius Partis, vel suorum Colligatorum, Adhærentium, Subditorum, vel Sequacium per modum Guerræ tractatæ, vel aliter, capiendo, vel ad rebellionem, vel inobedientiam reducendo, vel subditum, colligatum, adhærentem, vel sequacem Civitatem, Castrum, Fortalicium, Villam, vel Locum alterius Partis etiam voluntariè venire volentem recipiendo, vel Territorium alterius Partis hostiliter invadendo, seu invadi faciendo, aut præstando in his auxilium, consilium, vel favorem, ipse Dominus noster teneatur attemptata facere ad statum pristinum reduci, & dampna data emendari infrà duos menses, postquàm fuerit requisitus; & si infrà dictos duos menses fecerit innovata, vel attemptata contra Treguam in præmissis casibus, vel eorum aliquo ad pristinum statum reduci, & dampna data emendaverit, vel fecerit emendari, remaneat Tregua in sua firmitate, aliter Tregua habeatur pro fractâ, si dicti Domini Bernabos, & Galeaz voluerint, & nihilominus ipse Dominus noster ad dampnorum restitutionem teneatur, & remaneat obligatus, & ulterius quod Domina Regina, Comes Sabaudiæ, Marchio Montisferrati, Marchiones Estenses, & alii Colligati ipsum quantum ad hoc juvare non teneantur, nec possint, si verò per aliquem ex Colligatis, Adhærentibus, vel Sequacibus alicui Partium prædictarum fieret aliquid contra Treguam, seu aliquid ex Capitulis contentis in ea per modos superius expressatos, vel aliquem ex modis prædictis, per hoc non intelligatur rupta Tregua inter dictas Partes, sed sic committens teneatur ad restitutionem, & emendam dampni infrà duos menses postquàm fuerit requisitus, & si restitutio dampni per talem fiat infrà terminum antedictum, remaneat in Treguâ, si non, sit privatus ipso facto beneficio Treguæ, & nihilominus possit prosequi ad restitutionem dampni, injuriarum, & interesse per dampnum passum, & Partem suam, & tàm per modum Guerræ, quàm aliter, & quod Pars cujus erat adhærens, colligatus, subditus, & sequax ad præmissa ipsum juvare non debeat, neque possit.

Si verò aliter, quàm supradictum est, fieret, aliquid contra Treguam omni casu attemptans, vel faciens, sive de Colligatis, Adhærentibus, Fautoribus, vel Sequacibus ipsorum Partium, vel alterius earumdem, teneatur infrà duos menses, postquàm fuerit requisitus, reducere, vel reduci facere attemptata ad pristinum statum, & ad restitutionem dampnorum, & ad hoc possit compelli per omnia *Juris remedia opportuna*; *Et si sic* faciens contra Treguam ipsam requisitus per aliam Partem infrà dictos duos menses post requisitionem non emendaverit dampna data, & attemptata ad pristinum statum non reduxerit, seu dampna data emendari, & attemptata ad pristinum statum reduci non fecerit, possit eidem sic contra Treguam venienti per Dominos Cardinales, & Comitem inferius nominatos, vel eorum majorem partem pœnam imponi quadrupli, & hoc in dampnis emendabilibus, seu restaurabilibus, In dampnis verò non emendabilibus, seu restaurabilibus sit quantitas, & determinatio pœnæ, ac dampni in dispositione, & arbitrio Dominorum Cardinalium Commissariorum, & Comitis, seu majoris partis ipsorum, juxta dampni, & injuriæ, ac personarum qualitatem, & conditionem, & Tregua nihilominus remaneat in sua firmitate, hoc acto specialiter inter Partes, quod prædicta determinatio quantitatis pœnæ, ac dampni in dampnis non emendabilibus, seu non restaurabilibus fienda per dictos Dominos Cardinales Commissarios, & Comitem, vel majorem partem ipsorum ut suprà intelligatur, & locum habeat in omni Capitulo, & qualibet parte, secundum quod infrà ponitur, ubi de dampnorum emendatione fit mentio.

Si verò aliquis ex Subditis alterius Partium prædictarum, seu Colligatorum earumdem, aliter quam in casibus superius nominatis contingeret aliquid fieri, vel attemptari contra Treguam, præfati Principales, & Colligati teneantur, & debeant quilibet eorum attemptata à suis Subditis facere ad statum pristinum reduci, & dampna data emendari, & aliter de illis attemptationibus tamquàm de fractoribus Treguæ facere justitiæ complementum suo posse, bonâ fide, & omni fraude cessante, & nihilominus possit contra sic facientes, vel attemptantes contra Treguas per Ecclesiasticam Censuram procedi.

Item si altera Partium prædictarum frangeret Treguam, vel faceret frangi per aliquem ex modis superius declaratis, & alia Pars contra quam esset fracta Tregua, cognito tamen prius, per duos inferius nominatos, & per modum inferiùs descriptum, quam factum fuerit contra Treguam, vellet ipsam ex toto esse fractam, & ipsam amplius non servari, teneatur Pars alteri Parti debitè notificare, & donec notificaverit, & de uno mense post non possit alteri Parti Guerram facere, nec aliquam aliam novitatem; hoc expressè convento inter Partes, quod per præsens Capitulum non derogetur in aliquo potestati, & arbitrio circà prorogationem Treguarum Domino nostro supra in primo Capitulo concessæ, & attributæ.

Item quod in casu quo præfati Domini Bernabos, & Galeaz, seu eorum alter, vel Subditi, Officiales, vel Gentes eorum, vel eorum alterius per se, vel alios Treguam prædictam fregerint, seu fecerint frangi quoad casus expressatos in Capitulo, quod incipit: *Item si per prædictos Dominos Bernabovem & Galeaz* &c. inferius descriptos, videlicet Civitatem, Castrum, vel Fortalicium, Villam, vel Locum alterius Partis, vel suorum Colligatorum, Adhærentium, Subditorum, Recommendatorum, vel Sequacium, vel alterius eorumdem per modum Guerræ, Tractatus, vel aliter accipiendo, vel ad rebellionem, vel inobedientiam reducendo, vel Subditum, Colligatum, Adhærentem, vel sequacem Civitatem, Castrum, Fortalicium, Villam, vel Locum alterius Partis etiam voluntariè venire volentem recipiendo, seu Territorium alterius Partis, vel suorum Colligatorum, Adhærentium, Subditorum, Recommendatorum, Sequacium, vel Fautorum hostiliter invadendo, vel invadi faciendo, aut præstando in his auxilium, consilium, & favorem, etiamsi Dominus noster vellet Treguam nihilominus in sua firmitate manere infrà duos menses post requisitionem factam eis contra facientibus, vel alteri eorum, qui contra fecerit, attemptata, vel facta contra Treguam in præmissis casibus, vel eorum aliquo ad statum pristinum non reduxerint, seu reduci non fecerint, & dampna qualitercumque data non emendaverint, seu non fecerint emendari, incidant ipsorum quilibet, videlicet illi, vel ille, qui contra fecerint, vel contra fecerit in pœnam centum millium Florenorum auri ponderis Cameræ Apostolicæ, & pro solutione hujusmodi pœnæ semel tantum pro quolibet eorum in casu quo ipsam dicti Domini Bernabos, & Galeaz incurrerent, vel alter eorum incurreret, veniendo contra Treguam hujusmodi in casibus superius in hoc Capitulo expressatis, vel aliquo eorum, dabunt Fidejussores, & principales Debitores ipsorum quilibet sex Milites, & sex Mercatores, vel plures bonos, & sufficientes, qui non sint de Terris, nec Dominiis ipsorum, nec eorum alterius, aut Colligatorum, seu Sequacium eorumdem, vel Commune Venetiarum, aut Commune Januæ; Ita tamen quod Fidejussores, & princi-

ANNO 1375.

principales Debitores, qui se obligabunt pro prædictis, teneantur pro illa summa, & quantitate, pro qua se obligabunt expressè, & quilibet dictorum Fidejussorum, & principalium Debitorum habeant in bonis duplum quantitatis, seu summæ, pro qua se obligabit, vel pro ipsa summa, & quantitate dentur duo Fidejussores, & principales Debitores in solidum, quorum uterque habeat in bonis tantum capit. summa, seu quantitas, pro quâ se obligabunt, & ad prædictam summam solvendam submittunt, & obligant supradicti Procuratores præfatorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz, nominibus, quibus suprà, prædictos Dominos Bernabovem, & Galeaz, quorum Procuratores sunt, & utrumque ipsorum ad vices, & Cohortem Cameræ Apostolicæ sub pœnis, & sententiis Censuræ Ecclesiasticæ, Et ex nunc nominibus dictorum Dominorum suorum, quorum, Procuratores existunt, constituerunt, & fecerunt, ac faciunt, & constituunt, omnibus via, modo, & forma, quibus melius potuerunt & possunt, eorum, & cujuslibet eorum in solidum suos veros, certos, & legiptimos Procuratores Venerabiles Viros Dominos Subdiaconum Domini nostri Papæ, Correctorem Litterarum Apostolicarum, Correctores Litterarum Pœnitentiariæ, Registratores Litterarum Apostolicarum, & Supplicationum signatarum, nec non Magistrum Raymundum Scini, Bernardum de Bugneto, & Aurelium de Monte Granario, absentes tamquàm præsentes, & quemlibet eorum in solidum, ita tamen quod non sit melior conditio occupantis, sed quod unus ipsorum incæperit, alter prosequi, mediare valeat, & finire, ad comparendum coram Auditore Curiæ Cameræ Domini nostri Papæ, ejusque Locumtenente, vel Vice-auditore tociens quociens opus erit, & ad confitendum coram dicto Auditore, seu Vice-auditore, postquàm fuerit declaratum, & judicatum per Dominos Cardinales Commissarios, & Comitem Sabandiæ infrascriptos, seu subrogandum, vel mittendum ab eo, seu majorem partem ipsorum, de qua majori parte sit præfatus Dominus Comes, vel subrogandus, vel mittendus ab eo, dictos Dominos Bernabovem, & Galeaz, seu alterum eorum incidisse in pœnas, & sententias tàm pecuniarias, quàm alias in præsenti Contractu contentas, ipsas commissiones pœnarum, & ipsos contravenisse in casibus suprascriptis, & ad recipiendum in se, nominibus dictorum Dominorum post dictam declarationem, monitiones, mandata, præcepta, & sententias Censuræ Ecclesiasticæ quascumque super prædictis, & ex nunc juraverant, & jurant in animas dictorum Dominorum suorum dictos Procuratores suos minime revocare, usque ad satisfactionem integram prædictorum, promittentes etiam, nominibus quibus suprà, se gratum, ratum, firmum perpetuò habituros quicquid per dictos Procuratores, vel eorum alterum actum, factum, dictum, vel confessatum fuerit in præmissis ut suprà, ac volentes eosdem, & quemlibet eorumdem relevare ob omni onere satisdandi, promiserunt, eisdem nominibus, judicio sisti, & judicatum solvi cum suis clausulis univetlis, sub ippothecâ, & obligatione omnium bonorum præfatorum Dominorum suorum, præsentium & futurorum, & dicti etiam Fidejussores, & principales Debitores submittent, & obligabunt se pro dicto Domino Bernabove in centum millibus Florenis auri solvendis semel tantùm, & pro dicto Domino Galeaz in centum millibus Florenis auri solvendis semel tantum, modo & forma, quibus dicti Domini Bernabos, & Galeaz, & uterque eorum se obligant, & ex Contractu præsenti obligati sunt in casibus contentis in præsenti Capitulo, & quolibet eorum pro illis partibus, pro quibus se obligabunt expressè, & ad standum declarationi, & liberæ voluntati Dominorum infrà nominatorum, vel ipsorum majoris partis, si quod dubium super incursu pœnarum, vel solutionum ipsius, aut aliter orietur, & ad solvendum dictam pœnam semel tantum in casu, quo incurretur ut suprà, & ultrà quod, dimissis dictis Dominis Bernabove, & Galeaz, dicti Fidejussores, & eorum quilibet possint, seu possit disenti, seu exigi, in toto vel in parte, & uno, vel pluribus dictorum Fidejussorum dimisso, vel dimissis, alius, vel alii possint, seu possit discuti, vel exigi, sicut Domino nostro videbitur faciendum pro ea Parte videlicet, pro qua se quilibet ipsorum Fidejussorum, & principalium Debitorum obligabit, ac se submittent, & obligabunt ad vires Cameræ Apostolicæ, & ad Censuras Ecclesiasticas, & renunciabunt solempniter omnibus juribus, per quæ possent quommodolibet se tueri, ac Procuratores in Romanâ Curiâ constituens, & alia facient in constitutione dictorum Procuratorum, & etiam mandata eorum in formâ superiùs expressata contra personas Dominorum Bernabovis, & Galeaz prædictorum, sic tamen quod si alter dictorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz, seu eorum alterius Subditi, Officiales, vel Gentes venirent contra Treguam hujusmodi in casibus superius nominatis, vel altero eorumdem, & alter, ac Subditi, Officiales, & Gentes ipsius plenè observaret Treguam ipsam, in dictis casibus ille solum pœnam prædictam incurrat, qui, seu cujus Subditi, Officiales, vel Gentes Treguam ipsam rumpissent.

ANNO 1375.

Item quod si supradicti Domini Bernabos, & Galeaz, aut eorum alter, per se vel Officiales suos, quoquo modo procedant, vel procedi faciant, durante Treguâ, contra illos, vel aliquem ex illis, qui, durante Guerra præsenti, cum Domino nostro, vel Gentibus suis, vel aliis suo nomine, aut Colligatis, Adhærentibus, Sequacibus ipsius, vel aliis eorum nomine de veniendo ad ejus, vel alicujus ex ipsis Colligatis servitia, vel obedientiam Tractatus aliquos habuerunt, vel tenuerunt, seu fuerunt in hoc consentientes, vel participes, aut præstiterint in his auxilium, consilium, & favorem, ipsi Domini Bernabos, & Galeaz, seu eorum alter, qui contra fecissent, incurrat pœnam centum millium Florenorum auri ponderis Cameræ Apostolicæ, nisi dampna emendaverint, & ad statum pristinum reduxerint, facta, & attemptata per illos, ut suprà, infrà terminum duorum mensium post requisitionem eis factam, vel alteri eorum, qui contra fecissent, seu contra fecisset, si verò aliquis ex Subditis, vel Gentibus eorum, durante præsenti Tregua, offenderent aliquem ex prædictis, qui dictos Tractatus habuerunt ut suprà, teneantur, & debeant præfati Domini Bernabos, & Galeaz, seu eorum alter, ut suprà, facere emendari dampna, & reduci ad pristinum statum, facta, & attemptata infrà duos menses, postquàm fuerint requisiti, & de offendentibus facere, & fieri facere justitiæ complementum, & si eo casu requisiti, ut suprà, infrà dictos duos menses non fecerint emendari dampna, & facta, & attemptata, non fecerint, seu fieri non fecerint justitiæ complementum, incurrant pœnam videlicet illi, vel ille, qui contra fecerint, vel contra fecerit, florenorum auri centum millium, hoc acto expressè, quod jam banniti prædictorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz, seu alterius eorum, ad Loca ipsorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz personaliter non accedant; & si accederent, & in illis Locis offenderentur, non incurrant prædicti Domini Bernabos, & Galeaz dicta occasione pœnam prædictam, & simili modo banniti Terrarum Ecclesiæ, seu Colligatorum suorum ad Loca ipsius Ecclesiæ, seu Colligatorum personaliter non accedant, & si accederent, & in illis Locis offenderentur, non teneatur Ecclesia, nec ipsi Colligati.

Item quod quælibet Partium prædictarum nominare debeat Colligatos, Adhærentes, Recommendatos, & Sequaces suos infrà duos menses tantum à die præsentis celebrati Contractus computandos, hoc acto, quod prædicta nominatio fiat, & fieri debeat in scriptis in Civitate Bononiæ coram Domino Cardinale sancti Angeli, aut deputando, seu deputandis per eum, & quod pro Adhærentibus, Sequacibus, & Recommendatis per neutram Partium dentur, seu nominentur Subditi Partis alterius, qui se palam non immiscuerunt de Guerra, & de contentis in præsenti Capitulo stetur declarationi Dominorum Cardinalium Commissariorum, si dubium orietur.

Item dicti Procuratores præfatorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz, nominibus quibus suprà, promiserunt solempniter, & promittunt præfato Domino Cardinali stipulanti, & recipienti nominibus quibus suprà, sa, dictis nominibus, facturos, & curaturos cum effectu, quod præfati Domini Bernabos, & Galeaz eorum Domini præsentes Treguas, & omnia, & singula in eis contenta personaliter ratificabunt, & approbabunt, & facient ratificari, & approbari per eorum Uxores, & Liberos masculos quatuordecim annorum majores, & eas, ac ipsos obligare, & jurare videlicet de non veniendo, seu faciendo contra Treguam simili modo, & forma, sicut ipsi Domini Bernabos, & Galeaz obligantur, excepta Fidejussionis dacione, & hoc infrà tertiam diem, postquam ipsi, vel uterque eorum pro parte præfati Domini Cardinalis fuerint requisiti.

Item quòd quælibet Partium procuret, quod Colligati, Adhærentes, & Sequaces sui infrà duos menses postquam fuerint nominati, excepta Domina Regina Siciliæ, quæ habeat quatuor menses, ratificent, approbent, & confirment præsentem Contractum, & omnia Capitula contenta in eo, & de hujusmodi ratificatione certificent Dominos Cardinales Tusculan. Gebennen. Munacen. sancti Martialis, & sancti Eustachii, qui Treguas hujusmodi tractaverunt, vel alterum eorum

ANNO 1375.

eorumdem, seu Dominum Cardinalem sancti Angeli, quas ratificationes, & certificationem illi Domini Cardinales, vel ille, quibus, seu cui notificata fuerit dicta ratificatio, seu approbatio, debeant, seu debeat infrà mensem post certificationem, seu notificationem eis, vel ei factam, Partibus intimare. Acto quod si aliqui ex supradictis ratificare debentibus præsentem Contractum approbare nollent, non propterea illa Pars, cujus erat colligatus, adhærens, vel sequax, videatur aliquid contra præsentem Contractum, vel promissiones in eo contentas fecisse, vel venisse, sed solum illi, qui hoc approbare noluerint, non gaudeant beneficio hujusmodi Treguæ.

Item quod eligantur, & deputentur ab utraque parte Conservatores Treguarum, qui eas faciant inviolabiliter custodiri, & nihilominus, si esset inter Partes quæstio de terminis, vel limitibus Civitatum, Castrorum, Villarum, vel Locorum, vel Territoriorum, ipsi Conservatores habeant cognoscere, & si non possent concordare, decidere, vel definire, remittatur ad Dominos Cardinales & Comitem Sabaudiæ superius nominatos.

Item si aliquod dubium emergeret, vel occurreret circa præsentem Contractum, vel aliquod ex Capitibus in ipso contentis, seu intellectum verborum positorum in præsenti Contractu, seu etiam si oriretur aliquod dubium inter Partes, utrum Tregua censeretur fracta, vel non, seu si pœna esset incursa, vel non, seu aliud quodcumque, vel qualecumque dubium, stetur, & stari debeat, tàm per Principales, quàm per Fidejussores ipsorum Dominorum Bernabovis, & Galeaz, declarationi concordi, & liberæ voluntati dictorum Dominorum Cardinalium, & Comitis Sabaudiæ, vel majoris partis ipsorum, sic tamen quod ipse Dominus Comes debet unus esse ex ipsis, quibus ex nunc Partes ipsæ de hoc plenariam potestatem tribuunt, & concedunt. Acto quod eo casu dictus Dominus Comes ad præfatos Dominos Cardinales debeat venire, vel si ex aliquâ causâ venire non posset, vel nollet, debeat loco sui unum Militem destinare, qui loco sui unâ cum dictis Dominis Cardinalibus habeat potestatem; & si requisitus nollet, vel non posset venire, nec mittere, dicti Domini Cardinales soli procedere valeant prout suprà, & si contingerit unum ex dictis Dominis Cardinalibus, seu plures, vel omnes quomodolibet abesse, Dominus noster Papa, loco deficientis, vel deficientium, alium, seu alios pro suo velle poterit liberè subrogare.

Quæ omnia, & singula suprascripta antelatus Reverendissimus Pater, & Dominus Dominus Guillielmus Sancti Angeli Cardinalis Commissarius, nominibus, quibus suprà, & pro omnibus, & singulis de parte Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, de quibus suprà fit mentio, & suprascriptus Dominus Antonius Procurator, & Procuratorio nomine præfatorum Dominorum Nicolai, & Alberti Marchionum Estensium, & pro ipsis, ac pro omnibus, & singulis suis Colligatis, Subditis, Adhærentibus, Sequacibus, Fautoribus, & Recommendatis, & aliis, de quibus suprà fit mentio ex parte una, & præscripti Domini Tomaxius, Addoardus, & Vassallinus Procuratores, & Procuratorio nomine antefati Domini Bernabovis, & pro ipso, & dicti Domini Ludovicus, & Antonius Procuratores, & Procuratorio nomine suprascripti Domini Galeaz, & pro ipso, & pro omnibus, & singulis eorum Colligatis, Subditis, Adhærentibus, Sequacibus, Fautoribus, & Recommendatis ex alterâ, sic, & prout conventum, actum, ordinatum, scriptum & expressum est in Capitulis suprascriptis, debere promitti, obligari, fieri, & facere fieri per suprascriptos, & quemlibet eorum, communiter aut singulariter, aut conjunctim & divisim, & sub modis, formis, Pactis, tenoribus, adjectionibus, ac obligationibus quibuscumque superius appositis, & declaratis, expressis, & contentis promiserunt sibi invicem, & promittunt altera Pars alteri, & altera alteri, solemnibus stipulationibus hinc indè intervenientibus, facere, adimplere, attendere, & effectualiter observare bonâ fide, & omni dolo, & fraude cessantibus, per se, & alios quoscumque suprascriptos, quibus secundum suprascripta tenentur, & obligati sunt, & prout, & sicut pro eis tenentur, & obligati sunt secundum contenta, & expressa in Capitulis, seu Articulis suprascriptis, & in nullo contra facere, vel venire, per se vel alium, seu alios, de jure vel de facto, directè vel indirectè, publicè vel occultè, seu alio quocumque quæsito colore, & qualibet ratione, vel causâ, sub pœnis, modis, formis, & obligationibus superiùs contentis, & expressatis, & prout, & sicut specialiter conventum, actum, & declaratum est in Capitulis, seu Articulis suprascriptis. prædictos, & eorum quemlibet se abstringere, & obligare debere.

Et quod pœna, seu pœnæ, & alia, sub quibus dictæ Partes, & quælibet earum, ac quælibet ex prædictis se obligare, & abstringere convenerunt ut suprà, committantur, exigantur, & exigi valeant cum effectu per observantem, & observantes à contra facientibus, seu contra faciente juxtà conventa, scripta, & expressata in Articulis, seu Capitulis suprascriptis, & prout, & sicut in ipsis Capitulis * seriosius continetur.

* Peut-être spatiosius.

ANNO 1375.

Quâ, seu quibus pœnâ, seu pœnis, ac aliis obligationibus supra contentis, & specificatis in Capitulis, seu Articulis prædictis, commissâ, vel commissis, ac soluta, vel solutis, semel, vel pluries, nihilominus præsens Contractus in sua remaneat firmitate, prout, & sicut est in dictis Capitulis, seu Articulis contentum, & expressatum.

Renuntiaverunt insuper dicti Domini Commissarius, & Procuratores, nominibus quibus suprà, exceptioni prædictorum omnium, & singulorum non sic factorum, conventorum, & promissorum ut suprà, exceptioni doli mali, in factum conditioni sine causâ, vel ex injustâ causâ, fori privilegio, feriis quibuscumque, appellationis, nullitatis, & restitutionis in integrum remedio, & omni Juris communis, & municipalis auxilio, & privilegio cuicumque, per quod tueri se posset quoquo modo, aut contra prædicta, vel aliquod prædictorum aliqualiter facere, vel venire, & specialiter juribus dicentibus, & continentibus generalem renuntiationem non valere.

Et pro præmissorum omnium, & singulorum observatione juxta suprà contenta, & expressata, obligaverunt, & ipothecaverunt specialiter, & expressè sibi invicem præfati Domini Commissarius, & Procuratores, nominibus quibus suprà, omnia & singula, mobilia & immobilia, præsentia & futura, eorum quorum Commissarius, & Procurator existunt, videlicet dictus Dominus Commissarius bona Ecclesiæ Romanæ, & dictus Antonius bona præfatorum Dominorum Nicolai, & Alberti Marchionum Estensium, & uniuscujusque eorum pro dictis Procuratoribus Dominorum Bernabovis, & Galeaz, pro eis, & eorum, & cujuslibet eorum nomine, stipulantibus, & recipientibus, & dicti Procuratores Dominorum Bernabovis, & Galeaz bona præfatorum Dominorum Bernabovis & Galeaz, & utriusque eorum præfatis Domino Guilielmo Cardinali Commissario, & Domino Antonio dictorum Dominorum Nicolai, & Alberti stipulantibus, & recipientibus, nominibus Commissario, & Procuratorio præscriptorum, quorum Commissarius, & Procurator sunt, quæ bona prædicti Commissarius, & Procurator, & quilibet eorum, nominibus antedictis in casu, vel casibus contraventionis, & commissionis, cum effectu constituerant se pro Parte, contra quam fienda esset, & cujus obligatio quæsita esset precariò possidere usque ad satisfactionem integram eorum, ad quæ tenentur, & obligati essent.

Insuper juraverunt prædicti, videlicet Reverendissimus Dominus Cardinalis, & Commissarius, ut moris est, Commissario, & suo nominibus, & prædicti Procuratores omnium, & singulorum supradictorum, Procuratoriis nominibus, quibus suprà, ad Sancta Dei Evangelia corporaliter Scripturis tactis, in animas, & super animas eorum, quorum Procuratores existunt, prædicta omnia, & singula, prout & sicut Dominos suos concernunt, & obligati sunt, inviolabiliter observare, & nullatenus contra facere, prout suprà.

Tenores verò Litterarum Apostolicarum, ac Instrumentorum Procurationum, de quibus suprà fit mentio, sequuntur per ordinem, & sunt tales.

Acta sunt hæc Bononiæ in Palatio residentiæ Reverendissimi Patris, & Domini Domini Cardinalis sancti Angeli supradicti, sub anno, Indictione, die, mense, & Pontificatu, quibus suprà præsentibus.

In Christi nomine Amen. Noverint universi &c. constitut. &c., ac considerantes, & attendentes quod cum in, de, & super guerris, discordiis, & dissensionibus præteritis, & tunc vigentibus inter ipsas Partes, fuerit, & sit, Divinâ favente clementiâ, perventum ad Concordium, seu Treguam sub certis modis, formis, tenoribus, & obligationibus, prout de his omnibus constat publico Instrumento stipulato, & publicato inter dictas Partes per me Notarium infrascriptum sub anno, Indictione, die, mense, Pontificato, & loco quibus suprà, quodque pro bono, tranquillitate, & utilitate præscriptorum omnium, & quorumcumque Colligatorum, Adhærentium, Fautorum, Recommendatorum, Sequacium, & Subditorum ipsorum, & cujuslibet ipsorum, & totius Italiæ, & Populorum ipsius expedit ordinare, ac providere de, & super Gentibus armigeris, stipendiariis, equestribus, & pedestribus, quæ de præsenti sunt ad stipendium, seu servitia prædictorum, & cujuslibet eorum, & aliis quibuscumque

ad

ANNO 1375. ad rapinas, & aliena stipendia, seu dampna dispositis, & anciantibus, ut ab eorum pravis conatibus retrahantur & cesset prædictorum contrahentium, & aliorum suprascriptorum molestia, & inquietas qualiscumque, & ex hoc inter dictos contrahentes, & alios suprascriptos tollatur omnis occasio discordiæ, dissensionis, perturbationis, & cujuslibet noxiæ novitatis.

Idcircò præfati Reverendissimus Pater, & Dominus Dominus Guillielmus, & Dominus Antonius Commissarius, & Procurator, nominibus suprascriptis ex una, & antescripti Domini Tomaxios, Addoardus, & Vassellinus, Procuratores præfati Domini Bernabovis, ac præfatus Dominus Ludovicus, & Antonius Procuratores antefati Domini Galeaz ex alterâ suprascriptis periculis, & malis occurrere, & remedium adhibere volentes, & cupientes, ad Conventiones, Promissiones, & Obligationes infrascriptas devenerunt, & deveniunt, videlicet, quòd qualibet Gentium Partium prædictarum de Gente armigera, quam habet de præsenti, taliter disponet, providebit, & ordinabit, quod, Treguâ, de quâ supra fit mentio, durante, non possit esse ipsa Gens contra Partem alteram, nec in ejus Territoriis commorari per modum societatis, stipendii, vel alio quocumque modo, nec ad prædicta, aut aliquod ex eis, præstabunt ipsis armigeris auxilium, consilium, & favorem, immò eos suo posse, bonâ fide, & sine fraude impedient, & resistent, cassabuntque gentes illas, quas cassare voluerint per partes, & tempore competenti intermedio, & faciendo per diversas partes discedere, sicque verisimiliter posteà revenire non possint, & aliis modis convenientibus, aut utilibus, toto posse suo, & omni fraude cessante, Et quia hoc satis esset difficile, si de alio remedio non provideretur, & ad hoc ut omnes offensiæ cessent, & ut puritas animorum ipsorum contrahentium circa fidelem observationem Treguæ prædictæ melius manifestetur pro conservatione status Partium prædictarum, & cujuslibet earum, & tranquillitate totius Italiæ, voluerunt, & convenerunt spetialiter, & expresse, quod omnes armigeri in Italia, in Terris, Dominiis, seu Territoriis ipsorum contrahentium, Colligatorum de præsenti, & pro istâ Guerrâ Lombardiæ Sequacium, seu Fautorum existentes forenses, & non Subditi Partis illius, videlicet tam illi, qui per ipsas Partes cassabuntur, quam illi, qui ad præsens non sunt ad stipendia alicujus Partium prædictarum, illis tantum exceptis, qui per Partes ipsas, vel ipsarum alteram ad sua stipendia, & servitia retinebuntur, & expellantur de Terris, & Territoriis ipsarum Partium in Italiâ existentibus per Concordiam cum ipsis armigeris fiendam, vel aliter, prout utilius ipsis Partibus videbitur, communibus expensis Partium prædictarum, hoc modo videlicet, quod Dominus noster Papa prædictus, & sui Colligati, Adhærentes, & suprascripti solvant de quinque partibus duas partes, & dicti Domini Bernabos, & Galeaz, cum suis Colligatis, Adhærentibus, & Sequacibus solvant de dictis quinque partibus alias tres partes, quas debeant solvere intra mensem à tempore Concordiæ habitæ super dictis gentibus expellendis in totum, vel in parte. Hoc acto quod statim, & sine mora ad executionem suprascriptarum effectualiter procedatur bona fide, & quod modus, & forma dictæ Concordiæ sit, & esse debeat in dispositione, & ordinatione Partium prædictarum, si poterunt, & voluerint concordare, & si Partes non essent concordes, eligantur per ambas Partes duo probi viri de partibus illis, qui sint inter dictas Partes Arbitri, & amicabiles Compositores super modo, & formâ Concordiæ, & ubi prædicti duo sic eligendi, ut suprà, non concordarent, eligi debeat, & eligatur per dictas Partes concorditer tertius, quorum duo declarationi, & voluntati Concordia circa prædicta, & eis discordantibus declarationi, & voluntati tertii suprascripti concordanti cum altero ex duobus suprascriptis stari debeat, & sic ex nunc præfatus Commissarius, & Procurator suprascriptus, Commissario, & Procuratorio nominibus, invicem solempniter convenerunt, & promiserunt, & eis, quorum Commissarius, & Procurator sunt, obligaverunt. Hoc etiam expressè convento, quod, pro gentibus existentibus in Dominiis, seu Territoriis Dominæ Reginæ Jerusalem & Siciliæ, non teneatur ad aliquid etiam ex omnibus præfatis nominibus suprascriptis ad superius contenta, nisi ad procurandum, & operandum bonâ fide, hoc etiam specialiter adjecto, quod Subditi Partium, qui essent ad istæ Partis stipendia de præsenti, vel, Guerrâ durante, fuissent, arceantur, & abstringantur ab eorum Dominis suo posse, & bonâ fide, per Fidejussorum dationem, proscriptum, seu bannum, pœnarum impositionem, bonorum publicationem, seu aliis modis expedientibus, quod ad dampna Partis alterius nullatenus accedent.

Quæ omnia, & singula suprascripta præfati Domini Guilhelmus Cardinalis, & Dominus Antonius ex unâ, & præfati Domini Thomaxius, Aduardus, Vassallinus, & Ludovicus, & Antonius ex alterâ, Commissario, & Procuratoriis nominibus quibus suprà, & pro illis, promiserunt sibi invicem, videlicet una Pars alteri, & altera alteri, super fide, & legalitate Dominorum suorum, quorum Commissarii, & Procuratores existunt, ac etiam solempnibus stipulationibus hinc indè intervenientibus, facere, adimplere, & inviolabiliter observare toto eorum posse, bonâ & purâ fide, ac omni dolo, fraude, & circumventione cessantibus, Treguâ durante, & in nullo de jure, vel de facto, directè vel indirectè, tacitè vel expresse, publicè seu occultè, seu aliâ quacumque ratione, durante Treguâ, contrafacere, vel venire, nec in prædictis, aut eorum aliquo cavillationes, dilationes, aut inducias, seu subterfugia quærere, adinvenire, ponere, vel aliqualiter allegare, dictâ Treguâ pendente, nec etiam societatem, conventiculas, vel congregationes quascumque Gentium armigerarum in Italiâ, durante Treguâ, ordinare, emergere, mittere, favere, defensare, seu quocumque modo manutenere, nec eis, & de ipsarum corpore exeuntibus præbere favorem, auxilium, vel consilium quoquo modo, immò ipsas impedire ne fiant, & factas destruere, & annihilare suo posse, & bonâ fide, sub pœnâ, & obligatione dampnorum, expensarum, & interesse à Parte contrafaciente Parti observanti debendorum. ANNO 1375.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRICELLIUS *Regis Archivii Officialis.*

LXXX.

Traité de Trêves pour un An, conclu entre EDOUARD III. *Roi d'Angleterre &* JEAN *Roi de Castille & de Leon d'une part, &* CHARLES VI *Roi de France de l'autre. Fait à Bruges le 27 Juin 1375.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 68.] 27. Juin.

JOHAN ROY DE CASTILLE ET DE LEON, Duc de Lancastre, a touz ceuls, qui ces Lettres verront, Salutz

Savoir faisons qui, come nostre *tresseint Piere le Pape*, a plusours foiz prie & requis, par ses Lettres, & fait prier & requerer, par ses sollenez Messages, & darreinement, par, reverentz Pieres en Dieu, *l'Ercevesque de Ravennes*, & *l'Evesque de Carpentras*, nostre tresredoubte Seigneur & Piere, de encliner & condescendre a bone Pais & Accord ovesque son *Adversaire de France*,

Et, pur ceo, nostre dit tresredoubte Seigneur & Piere, a la request des ditz Messages de nostre dit Seint Piere, nous est comuis & envoie, par devers eux, es Parties de Flaundres, pur traictier de la dit Paix ovesque, nostre Cousin, *le Duc de Burgoign*, Frere au dit Adversaire, sicome il appert par ses Lettres, des queles le tenour s'ensuit,

EDWARD, par la grace Dieu, ROY DE FRANCE ET D'ENGLETERRE, Sire d'Irlaunde, a, nostre treschere & tresame Filz & foial, *Johan Roi de Castille & de Leon*, Duc de Lancastre, Salutz.

Pariny la tresgrant experience & parfait coignoisance, qui nous avons & tenoos de voz avisement, discrecion & loialte *&c. prout supra in Potestate Dat 8. Jun. deinde sequitur hoc modo, videlicet*,

Et, pur traitier de la dite Paix & Accord, Nous & nostre dit Cousin, & plusours autres, du Counseil de nostre dit tresredoute Seigneur & Piere & de son dit Adversaire, avons estee, par plusours jours, avec les dit Messages en la Ville de Brugges,

Finablement,

A lour request, en esperaunce de bon Paix & bon Acord estre mis procheinement entre les dites Parties,

Nous,

Pur l'onnour de Dieu, & reverence de nostre Seint Piere, le Pape, & pur la grante pite & compassion qui avons

ANNO 1375. avons du Poeble, qui par cause des dites Guerres a tant ad esle, & serroit, si plus duroient, grevez, oprimez, & damages,

Avons ottroie, promis, & accordez, & par ces presentez Lettres, ottroions, promettons, & accordons, ovesque nostre dit Cousin, par vertu du Povoir, a Nous donnez par nostre dit tresredoute Seigneur & Piere,

Et lui aussi, avec nous, par vertue du Povoir, a ly donez, sur ceo, par son dit Seigneur & Frere, du quel le tenour s'ensuyt,

CHARLES, par la grace de Dieu, ROY DE FRANCE, a touz ceux, qui ces Lettres verront, Salutz.

Savoir faisons qui,

Come, nostre *Seint Piere, le Pape* Nous a, plusours foiz, prie & requis, par ces Lettres & Messages solemnez, &, darreinement, par reverentz Pieres en Dieu, *l'Arcevesque de Ravennes*, & *l'Evesque de Carpentras*, qui nous voussisons condescendre & encliner a bone Paix & accorde entre Nous & nostre *Adversaire d'Engleterre*, Nous,

Enclinans as Prieres de nostre dit Seint Piere, pur honur de Dieu, & de Seint Siege de Rome, & auxi pur le bien de Paix, que nous & touz bones Parsones devons voloir & desirer,

Requis, par les ditz Reverentz Pieres, d'envoier par devers eux, es Parties de Flaundres, ou aillours illec environ, de noz Genz, tielz come bon nous sembleroit, pur traitier de la dite Paix avec *Jehan Duc de Lancastre*, Filz de nostre dit Adversaire,

Confians pleinement de, nostre treschere & tresame Frere, *Philip Duc de Bourgoign*, iceulx avons ordene & comis a aler en dites Parties de Flaundres, ou aillours, par devers les dites Messuages de nostre dit Seint Piere,

Et ly avons done, & donons, par le teneur de ces presenz, plein Poair, & Auctorite, & Mandement special de accorder, prendre, & fermer, pur Nous & en nostre Noun, avec le dit *Duc de Lancastre*, & autre de la partie de nostre dit Adversaire, par ly specialment a ceo comis, Treves ou soeffiance de Guerre, en esperance de Paix entre Nous, noz Subgiz, Amis, Alliez, Bienveullantz, & Adherens, & ceux de nostre dit Adversaire, en tielx Marcheez, Leux, & Countrees, tant par Terre, come par Meer, & jusqes a tiel temps, come bon ly semblera.

Et aussi de convenier, traitier, pacifier, transiger, & accorder, avec eux, de & sur touz les descors, contens, dissensions, questions, & debatz, meeus ou esperees a movoir entre nous, noz ditz Amys, Alliez, Bienveullantz, & Adherens, noz Roialme, Terres, & Seignuries d'une part, & nostre dit Adversaire, & ceux de sa Partie, d'autre part, de faire, mettre, & accorder, en nostre noun, & pur nous, avec nostre dit Adversaire, bone Paix pur nous, noz Roialme, Terres, & Seignuries, Alliez, Subgiz, Amiz, & Bienveullantz dessusditz,

Et ycelle Paix, & toutes les choses, contenuz en celle, ou es Articles, ou Scriptures, faiz sur ceo, baler, fermer, & jurer en l'Alme de nous, & promettre, tenir & accomplir, & sur ce doner & ottroier ses Lettres,

Et generalment de faire es choses dessuisditz, & en leur circumstances & dependences, tour ceo q'il verra estre a faire, & qui fere purrions si nous y estoismes en Parsone, ja ceo soit qui ce soient choses qui requiront Mandement plus special,

Et tout ceo, qui par luy serra traitie, fait, & acorde, es choses dessuisditz, & en leur circumstances & dependencez, tant par Terre, come par Meer, Nous promettons, en Parole de Roy, & sur obligacion les biens meubles & non meubles, de Nous & de nostre Roialme, avoir ferme & aggreable, & faire tenir, garder, & acomplir, de point en point, loialment & veritablement, sanz fraude ou mal engyn, & sanz venir ou souffrir venir encontre par quelconque voie, & confermer, par noz Lettres, touz fois qui requis en serrons.

En tesmoignance de ceo nous avons fait mettre nostre Seal a ces Lettres.

Donn. a Paris, en nostre Oustiel de Seint Poul, le primere jour de Marce, l'An de grace Mille, CCC. LXXIV. & de nostre Regne la XI,

TREUX GENERALX,

Pur, nostre tresredoubte Seigneur & Piere, le Roy,

Et pur, nostre treschere Seigneur & Frere, *le Prince*, ANNO 1375.

Pur, noz treschere Freres, *le Counte de Cantebrigg*, Messire *Thomas de Wodestok*,

Pur Messire *Johan de Montfort*, Duc de Bretaigne,

Et pur nous:

Et, nostre dit Cousin, *le Duc Burgoign*,

Pur, son Seigneur & Frere, le Adversaire de nostre tresredoubte Seigneur & Piere,

Pur *Henri nostre Adversaire de Castill*,

Pur, son Seigneur, son Neveu *le Doulphine de Viene*,

Pur, ses trescheres Freres, *le Duc d'Anjou & de Berry*,

Et pur ly mesmes,

Et pur touz lour Roialmes, Duchies, le Doulphine de *Viene*, Countees, touz les Terres, & Seigneures, de l'un part & de l'autre, tant par Terre, come par Meer,

A comencer les dites Treves, en & par les Treves, Paiis, & Lieux, & as jours qu'ensuont; C'est assavoir,

En *Picardie* & *Vermondoys*, & par toute la *Paiis* de cea la *Rivere Doys*, & en tout le *Roialme d'Engleterre*, le joor de la Dat de ces Lettres,

Exceptez les Portz de la Meer, ou les Treves comenceront a courre as jours dessoubz declarez,

En *Normandie*, en *France*, en *Champaygne*, en *Burgoign*, en *Doulphinee*, le ii. jour de Juyllet proschein a venir,

En *Bretaigne*, en *Anjou*, en *Mayne*, & en *Torayne* le vii. jour de dit Mois de Juylet,

En *Poitou*, *Santonge*, *Englemois*, *Alverne*, *Lymoussin*, & *Berry*, *Bourbonoys*, & le *Counte* de *Feroys*, le xvi. jour d'icelx Mois de Juylet.

En *Agenoys*, en *Burdeloys*, en *Bayonois*, en *Roergue*, en *Bigorre*, & es autres parties de *Guienne* & de *Languedoc*, & generalment en touz ces autres *parties* du *Roialme de France*, nonn nomez & declarez cy dessus, le xxii. jour de dit Mois Juillet,

Et en le *Roialme de Castille*, le ii. jour d'Aost, prochein, a venir,

Et par *Mer*, de *l'Escluse*, en *Flandres*, jusqes a la *Bouche* de *Sayne*, & par les Portz qui sont a l'oppolite en *Engleterre*, a le ix. jour de Mois de Juylet dessusdit,

De la dite *Bouche* de *Sayne* jusqes a la *Rochele*, & par les Portz, qui a l'opposite sount en *Engleterre*, le xvii. jour de dit Mois de Juylet,

Et de la *Rochell* jusqes a *Bourdeux* & *Bayonne*, le xxii. jour d'icelx Moys de Juillet,

Et generalment, par toux les autres Portz & Parties des *Roialmes* de *France*, & d'*Engleterre* & de *Castille*, & des autres Seignuries des Roys, & de leur Alliez, Eidantz, & Adherens, tant par Terre, come par Meer, le ii jour de dit Mois d'Aost.

Et durerount ycelles Trieves, de les jours dessus declarez, en checun Paiis, jusqes a darrein jour de Juyn, Soleil levant; qui serra l'Ao Mille, CCC. soixante, & xvi.

Et avons promis & jurez, sur les Seintz Evangelez de Dieu, par nous touchez, & uncore promettons, loialment & en bone foy, par ces presentez, tant en noun de nostre dit tresredoute Seigneur & Piere, par vertue du dit Povoir, de ly a nous sur ceo done, come en nostre, tenir & garder, bien & loyalment, & faire tenir & garder, les dites Treves, tant par Mer, come par Terre, par touz les Lieux & Paiis susditz, sanz faire, ou souffrir estre fait, aucune chose au contraire.

Mes, durant les dites Treves, cessera, & serrons cesser, generalment & universelement, touz prises de Parsones, de Forteresses, & autres Lieux, pilleriez, roberies, arceures, & tout autre fait de Guerre, par touz les Roialmes, Terres, & Seignuries de l'une Partie & de l'autre.

Et purront, durant le tempt des diz Trieves, touz les Subgiz, de l'une Partie, & de l'autre, desarmez, aler, venir, demourer, marchandier, & faire tous autres euvres & basoignez liablez, seurement les uns es Parties des autres, sanz estre empeschez, arestez, ou molestez par Merque, ou Represaille, ou Contreprise, coment qui soit, en paiant, toute foiz, les devoirs ordenez en Lieux & Paiis, ou ils serront, ou par les queulx ils passeront, sanz ceo qui paieront autre chose qui les Subgiz des Seignurs, ou ce serra.

Toutesfoiz ne purront il entrer es Chasteulx de Garde, les uns des autres, sanz Licence des Seigneurs ou Capitains des Lieux, ou des Conservatours des Trieves, ou autres aiant povoir a ceo.

ANNO 1375.

Et auſi ne purront entrer es Villes fermees, ou autres Forterelſes, ſi ils ne ſout deſarmez, & en petit noumbre.

Et, avec ceo, noſtre dit treſredoubte Seigneur & Piere, ou aucun de ſes Alliez nu Subgiz deſſusdiz, ou nous, ne endurrons, ou ferrons enduir, ascun des Alliez ou Subgiz, du dit Adverſaire de noſtre dit treſredoubte Seigneur & Piere, a laiſſes ſon Partie ou ſon Alliance, durant le temps de la dite Trieve,

Et ne ſufferont aucunes Parſones eſtre priſes, a cauſe de Guerre, areſtez, nu empeſcheez,

Ne eſtre priſe, aſſailly, combatu, eſchiele, ou emble aucun Fort & Terres & Paix de l'obeiſſance du dit Adverſaire de noſtre dit treſredoubte Seigneur & Piere, ne ſes dites Amys, Alliez, Aidanz, & Adhereus,

Et, ſi aucuns Parſones ou Lieux eſtoient priſez, noſtre dit Seignur & Piere les ſerra delivrer les Parſones avec leur Biens, & les Lieux rendre & reſtituer ſanz delay, contredit, ou difficulte aucun, ſi toſt qui requis en ſerra.

Et auſſi ne ſoufrerons aucun Fort eſtre fait, ou enforce, de novel, en aucuns des Terres & Paix, de l'obeiſſance du dit Adverſaire de noſtre dit Seigneur & Piere, ou de ſes Alliez on Subgiz devant diz, par les Genz de obeiſſance de cely noſtre treſredoubte Seigneur & Piere, ne d'aucun de ſes Alliez, pur porter damage ou prejudice, en temps a venir, a ſon dit Adverſaire, ne a aſcune de ſes Subgiz nu Alliez.

Et ne ſouffrera noſtre dit Seigneur & Piere, ne nous auſi, en aucune maniere, qui aucun de ſes Alliez ou Subgiz allle a faire aucun damage on prejudice en le Terte de ſon dit Adveſaire, ne de ſon obeiſſance, ne de aucun de ſes Alliez, Amis, Bienveullianz, ou Subgiz, ſoit par manere de Compaignie, de roberie, ou autrement, par fait, parole, comfort, counſeil ou eide, ſcientement ou taiſiblement, en aucune manere, par quelconque voie qui ceo ſoit, mes ferroms punir, generalment, & univerſelement, touz manicres de crimes, exceſſes, debatz, & autres meſſaitz quelcouqes, tuchants fait de Guerre, qui, durant les dites Treves, ſerront faitz, comiſes, ou perpetres par aucunes des Subgiz de noſtre dit treſredoubte Seigneur & Piere, nu de ſez Bienveullianz, ou Alliez deſſusdit.

Er, uncore en eſpecial, Nous, ne le ſousdit *Henry noſtre Adverſaire de Caſtille*, ne pourrons ſere, duraunz les dites Trieves, aucun damage, grief, ou empeſchement a quelcouqes Subgiz, Alliez, Amys, Eidanz, ou Bienveullantz del autre, ne a leur Terres, Paiis, Seigneuries, on Biens quelcouqes, par quelconqes manere, colour, ou occaſion qui ceo ſoit.

Et, ſerront puniz les malefactors & attempteurs, countre dites Trieves, ſi aucuns en y a, ſi toſt qui viendra a la cognoiſance des Seigneurs, ſanz autre prier, ſummonicion, ou requeſt.

Et, outre ceo, touz attemptaz, faitz countre les dites Trieves, par Meer, ou par Terre, apres les jours deſſus limitez, en cheſcuir Paiis, par les Subgiz, Alliez, ou Aidautz de noſtre dir treſredoute Seigneur & Piere, celuy noſtre treſredoute Seigneur & Piere & nous les ferrons reparer ſanz delay ou difficulte aucun; &, ſe les malefacteurs ne puiſſent reſtituer les damages, le dit noſtre treſredoubte Seigneur & Piere les reſtituera, ou ferra reſtituer.

Et ſe aucun Compaigne des Genz d'armez ſe metoit en aucunes des Terres du dit Adverſaire de noſtre treſredoure Seigneur & Piere, il, pur obvier a la dit Compaigne, aidera, ſi requis en eſt, ſon dit Adverſaire raiſonablement a la faire vuidrier.

Et ne ſouſriorons Ly ou Nous, duranz les dites Treves, aucuns demolicions de Meſoirs, ou abatemeus d'Arbres fruit portanz, faitz par aucuns de ſes Subgiz, en prejudice ou damage de ſon dit Adverſaire.

Et ſi ferrons confermer les dites Treves par le dite noſtre treſredoure Seigneur & Piere, & ſur ce doner & ottroier ſes Lettres de confirmacion, as quelles noz preſentz ferront acorporez de mot a mot.

Et, avec ce, nous ferrons que noſtre dir Seigneur & Frere les Prince, & noz autres Freres deſuisditz, & leur Lieutenants, & Capitains, & Officers principalx de Guerre, & autres Officers & Capitains, du Partie de noſtre dit treſredoubte Seigneur & Piere, des quelles Ly ou Nous ferrons requis par les Conſervatours des dites Trieves, prometteront & jureront a les tenir & garder, loialment & verhablement, ſaunz fraude, & ſauz mal eugin.

Et avons promis & acorde, come deſſus, qui, pur aucun meſſait, attemptat, ou entrepriſe, ſe aucun entrevenoit, (qui Dieu ne le voiſle) contre les choſes deſſusdiz, ou aucun d'icelles, ne ſerront, ou purront eſtre, tenuz ou reputez pur enfraintes ces preſentz Trieves, ne Guerre pur ceo eſtre fait d'une Partie ou d'autre; mes ſerront reparez & remis au premere & dehu eſtat les ditz meſſaitz, attemptatz, & entrepriſes, faitz par ceux de la Partie de noſtre dit treſredoubte Seigneur & Piere, tant par Terre, come par Meer, par les Conſervateurs ou Commiſſaires, qui par noz autres Lettres nous ordenons, en cheſcun des diz Paiis, ſur le fait des dites Treves, & ferront les Malefactours puniz, ſelonc le cas, ſicome deſſus eſt dit.

En teſmoignance de ce nous avons fait ſeeler ces preſentez Lettres de noſtre Seal, & avous requis les ditz Meſſages, de noſtre ſaint Piere le Pape, qu'il y faceut mettre lour Sealx.

Donn. a Brugges, le xxvii. jour du Moys de Juyn, l'An de grace Mille CCC. lxxv.

Additions & changemens de quelques Articles dans le ſusdit Traité de Trêves. Donné à Brugges le 27. Juin l'An 1375. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 75.]

JOHAN, par la grace de Dieu, *Roy de Caſtille & de Leon*, Duc de Lancaſtre, a touz ceulx, qui ces Letres verront, Salut.

Savoir faiſons que,

Apres ceo qui Nous & nôtre Couſin *le Duc de Burgoigne*,

Meſſagers & Traitiers, envoiez par noſtre treſredoubte Seigneur & Piere le Roy & par *ſon Adverſaire du France*, ſur la fait de la Paiz,

Avons longement traitie & parlemente enſemble,

Par la grante diligence & bone Mediacion des Reverentz Pieres en Dieu, *l'Erceveſque du Ravennes & l'Eveſque de Carpentrat*, Meſſages enviez ſur le dit fait par, noſtre ſeint Pere, le Pape,

Ount eſtee aviſez, ſur le fait du dit Traytie, les Chapitres, ou Articles, aveſqes les mutations, declaracious, & modifications qui s'enſuiant,

Apres ce qui les Meſſages, qui envoiez eſtoient, devers les Rois, par noz Seigneurs les Ducs, ſur le fait des Trieves, ount eſtee retournez a Brugges, apres la Feſte de la Trinite, eſt aviſe & regarde par Nous, *P. Arceveſque du Ravennes & G. Eveſque du Carpentras*, Meſſages de noſtre ſeint Piere le Pape, par manere de ſupplement, mutation & declaracion, en la manere qui s'enſieut,

PRIMESEMENT, qui la Trieve general d'un An, & touz les choſes,

Purparlez & adviſez a Bruges, appointees par nous, Meſſages deſſuisditz, quant au fait du Traitie, de la dite Trieve, le Sabmedy xxvi. jour de May,

Demouront touz en leur effect, ſolonc la fourme & teneure de la Scripture, ſur ce fait,

Sauves & exceptes les modifications, mutations, & declarations, cy apres eſcriptes, de la quelle Eſcripture la teneure s'enſuit,

PRIMESEMENT, qui les dites Trieves ſe tigneut & ſoient parfaitement gardez entre nos Seigneurs les Roys, en touz & par touz leur Roialmes & Seigneuries quelconqes, tant par Meer, come par Terre.

ITEM, ſoient entenduz & compris en ycelles Trieves taunt *le Roy Henry de Caſtille*, & les Roialmes & Terres q'il tingt, come touz autres Alliez, Aidantz, Aidons, & Adherens quelconqes de Roy de France.

ITEM, ſemblablement y ſoient compris taunt *le Duc de Bretaigne*, come touz autres Alliez, Aidantz, Aidons, & Adherens quelconqes du Roi d'Engleterre,

ITEM, qui, ces diz Trieves duraunz, toute Guerre ceſſe en Bretaigne, & n'en y puiſſe faire le Duc de Bretaigue aucune par luy, ne par autre, le dit temps durant; mais face le Roy d'Engleterre & le Duc brieſment, touz delaies & excuſacions ceſſantz, retourner en Engleterre, ou autre part, hors de Bretaigne, & de Roialme de France, tout ſon Armee & Gentz d'Armes, qui ſount preſentement en Bretaigne: toutefoitz, les dites Trieves duraunz, le dit Duc purra tenir en Bretaigne aucunes Gentz d'Armes, juſqes au noumbre de deux centz Hommes d'Armes, pur la garde covenable de ſes Villes & Lieux q'il tient, ſoient Englois ou Bretouns, auſſi qui mieux lui plerra, aveſqes les

autres

ANNO 1375.

autres Gentz, pur son Estat covenable; lesquelles toutevoies ne facent aucune Guerre.

Et, pur la provision & munition de ces Villes & Lieux q'il tient presentement en Bretaigne, come dit est, est advise qui purra lever & recevir, & faire lever & receyoit, le dit temps durant, toutes raunceons & patis, qu'il avera au jour qui les Seigneurs Traiteurs parteron de Brugges, a cest primiere fois, pur aler, depat nous Seigneurs les Ducs, devers les Roys.

Item, qui le Siege de faint Savour, en Normandie, sera caise & leve, & s'en parteront touz Gentz d'Armes du Roy da France:

Toutefoiz, ce non obstant, les Bastides, faites & enforcies ou lieu & environ la muraille de feint Sauvieur, les quelles laisseront desmaintenant les Fraunçoys vuydes & sanz ascun establie, demourront, le dit temps, par ainsy qui des dites Bastides soient ostez les Escluses & Empartiments, & soient mises en l'estat, qui elles estoient avant qui elles fuissent enforcez, entriez (c'est assavoir) en dit estat qui les Fraunçoys les laisserount:

Et ne les devrount, ne ne purront aucunement, prendre ne a eux applicuer les Anglois, ne lour Gentz, ne ycelles ou aucune d'ycellea demoler, romper ou empirer par quelconque voie,

Mais les porrount & devront reavoir les Fraunceys, a la fin des dites Treves, en l'estat qui les laisseront, & sanz ces qui les ditz Anglois, par eux, ne par autres, y ayent aucunement attempte ou empirie;

Et, ovesque ce, les Villes, qui ount este establez & enforciez pur les Fraunceys, qui oant tenu la Siege, & aussi les Bastides, estaunz hors de lieu & arrier de la muraille de Seint Sauveur, ferroant & demourront en lestat qui elles sount, & les purra faire garder le Roy du France aussi come bon ly semblera.

Item, qui le Lieu de Coynak serra mys, durant le dit temps, es mains de nostere Seint Piere & de nous Messages dessusditz, & aussi serra renda & baillie, apres le dit temps, le dit Lieu de Coynak a celuy, a qui il devra appartenir.

Item, de la partie des Englois, ad estee prie & requis tresaffectuosement qui, a fin qui les busoignes puissent mieux & plus gracionsement estre pursieviez, le Capital Monsieur *Rogier de Beaufort*, & Monsieur *Johan de la Roche*, son Neveu, soient retrieuz pur aler ou il lour plerra, durant les ditz Trieves, & pur purchacer lour deliverance, aussi come plus covenablement purrount, sous bones Seurtees; si fu accorde & promys, par les Traiteurs de la partie du France, de faire toute diligence, devers le Roy du France, sur la fair de la dite retreaunce, & de envoier desmaintenant pur en savoir sa volunte.

Et retourneront les Traiteurs, sur le fait des dites Treves, a Brugges, ou a Burbourgh, se nos Seigneurs les Ducs ne estoient a Bragges, le Dymenche jour de la Trinite proschein venant.

Ly apres s'ensievent les modifications, declaracions, & mutations, faites sur le Traitie des Trieves dessusditz, le xxvii. jour de Juyng, l'An mille, troys centz, soixante & quinze, quant au fait de Bretaigne, & de Seint Sauveur, & eslargissement des Prisonners,

Paimerement, qui, pur le paiement de deux centz Hommes d'Armes, qui le Duc de Bretaigne purra laissier pur la Garde de ses Forteresses, durant la dite Trieve, il levra, ou ferra lever & resceivoir, durantz ycelles Treves, generalx d'un An, touz patis & touz raunceons qu'il avoit le dit xxvii. jour de Juyng, ou quel les dites Trieves ount estee acordez & jurrez.

Item, ad estee touche & advise, par nous Messages dessuisditz, qui, pur cause de ceo qui les choses touchent le Duc de Bretaigne, le dit Duc vigne au Traitie de la Paix a Bragges, ou en Engleterre au Roy, pur taunt qui plus pressement en puet recoutre a lui, pur les busoignes qui le purront toucher en dite Traitie.

Item, quant au fait de Seint Sauveur, les Gentz du Roy d'Engleterre ferrount deliver, a la journe emprise, le dit Fort de Seint Sauveur a nous, Messages de nostre Seint Pier dessuisditz, ou a noz Comyssaires & Deputez, pur le tenir en noun de nostre Seint Piere,

En paiant, a la dit journee, par les Gentz du Roy de France, au Gentz du Roy d'Engleterre, qui rendrount ou ferrount rendre le dit Fort, quarant milles Franks,

Les quelles ount estee promys & accordeez, pur rendre ycelle Fortetesce, outre xx. milles Franks, qui la part du Roy de France ount ja paiez, sicome ils dient, a cause de la Forteresce du dit Seint Sauveurs, aux Englois de la dite Forteresce, ou aux Gentz de la partie de Englois,

Parmy ceo qui, si le Paix est fait, durant la dite Trieve, le dit Fort demurra ou il serra ordene par la dite Paix,

Et, si ycelle Paix n'estoit fait, durant la dite Trieve (qui Dieux ne veulle) le dit Fort de Seint Sauveur serra rendu & delivere, fraunchement & quitement, au Roy de Fraunce, ou a ses Deputez, le xv. jour de Juyn proschein venant, en paiant par lui, ou par ses Gentz, au Roy d'Engleterre ou a ses Commyssaires & Deputez, autres xl. milles Franks, le primere jour de dit Moys de Juyng, a Brugges.

Et, en cas qui le Roi du France ne paiera, aux diz jour & Lieu, come dit est, les diz quarant milles Franks, nous, Messages dessusditz, ou ceulx qui tendrount le dit Fort en noun de nostre Seint Piere, le rendrount ou ferront rendre au Roy d'Engleterre, fraunchement & quitement, ou a ces Comyssaires & Deputez,

Et, a faire & resceivoi, en cas dessus dit, la restitution da dit Fort, le dit Roy de Fraunce, par li, ne par autre, ne ferra, ou souffera estre fait, aucune destourbier ou empeschement; aincois suffera les Gentz, qui ferrount ordeinez, par le Roy d'Engleterre, pur resceivoir le dit Fort, aler, seurement & peisiblement, parmy ses Terres & Seigneuries, a recevoir le dit Fort de ceux, qui devront faire la dite restitution.

Et, parmy ces choses, cessera la journe emprise a seint Sauveur a II. jour de Julliet proschein venant, & oe ce tendra de une Partie, ne d'autre.

Et aussi l'Article, contenu en dite Traitie de la Trieve, parle le xxvi. jour de May, feisant mention de seint Sauveur, serra tenu & repute pur non parle & pur non escript de tout, sans ce qui au dit Article l'en ait regart en aucune chose.

Item, quant a Traitie, parle le dit jour, sur le fait de la Paix, accorde est qui les Roys envoierount au dit Lieu de Brugges, le xv. jour de Septembre, proschein venant, parsonnes notables, aiantz pleine pouer de eux, & pleinement insteuis de leurs ententions, pur proceder & aler avant, sur la Traitie de la Paix, par les voies contenuz en dite Traitie, & par toutes autres voies, justes & resonnables, qui bon semblera tant a nous, Messages dessusdiz, come as Traiteurs, q'il plaiera envoier aux Roys, dount dessus est fair mention.

Item, la Capital Monsieur *Rogier de Beaufort*, & Monsieur *Johan de la Roche*, son Neveu, ferront retreuz & eslargix, jusques a quatre Moys, sours bones caucions & seurtees, pur aler un chascun d'eux ou il lui plaiera & bon lui semblera; pourveu qui, durant les diz quatre Mois, le dit Capital ne Monsieur *Rogier de Beufort* ne pourrount entrer en Guienne.

Les quelles Chapitres ou Articles, ovesque les declaracions, mutations, & modifications, faitz sur yceulx, & les choses dedeins contenues, selone leur form & teneur, Nous, en nom de dit Monsire le Roy & pour lui, aujourduy avons passees, voluez, & ottroiez, promisez, & jurez solempnelement, sur les Saintz Evangiles de Dieu, en les mains des dites Messages de nostre Seint Piere,

Et ycelles volons & ottroions, consentons & accordons, jurrons & promettons, en bone foie, a tenir, & faire tenir & garder,

Loier, approver, & conferme, par le dit Monsieur & Piere le Roy, enteriner & acomplir,

Saunz decept, fraude, mal engyn, ou cavillacion aucunes, loialment & veritablement, pur lui, ses Subgitz, Amys, & Alliez, & Bienveullantz dessusditz, sanz faire, venir, ou souffrer estre fait, aucune chose au contraire, a nostre poair.

En tesmoign. de ce nous avons fait mettre nostre Seal a ces Lettres, avesqes les Seaulx des dites Messages, qu'ilz y ont mys a nostre request.

Don. a Brugges le 27. jour de Juyng dessusdit, l'An de grace Mill, troiscent, soixante & quinze.

Et protestons & disons qui,

Come bien qui es Articles, contenuz en nos presentz Lettres & Acordez, les dites Reverentz Pieres l'Arcevesque de Ravennes & Evesque du Carpentras ayent intitulez, le Adversaire de nostre dit Seigneur & Piere le Roy, CHARLES ROY DU FRAUNCE, *& nostre Adversaire de Castille,* HENRY ROY DU CASTILLE,

Non est nostre entention approuver les dites Titres des dites Adversaires, ne prejudicier, en aucune manere, au Droit qui, nostre dit Seigneur & Piere, le Roy & *nous*

ANNO 1375.

vous avons en ditz Roialmes & chescun en aucune de eux.

Donn. come dessus.

LXXXI.

30. Nov. Erb-Statutum und Jus Primogenituræ des Hoch-Gräfl. Hauses Hanau von Herrn Ulrichen zu Hanau auffgerichtet, und geben ipso Die Andreæ Apostoli 1375. Nebst Käysers RUDOLPHI II. Confirmation, Erläuterung und Erklährung darüber, geben Prag den 19. Decembr. 1607. wie auch Ihro Kayserlichen Majest. FERDINANDI II. Confirmation, geben Wien den 29. Octobr. 1620. [Ursachen, warum der Gräfl. Hanauischen Vormundschafft Mitvormündere sich des Stammhauses Lichtenberg versichert &c. in Beylag. sub Lit. B. sub Append. Diar. Europ. Contin. 19. pag. 15. LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Cont. II. Abtheil. VI. in Supplement. von Grafen von Hanau pag. 531. d'où l'on a tiré ces Pieces.]

C'est-à-dire,

Statut Hereditaire, établissant le Droit de Primogeniture dans la Maison des Comtes DE HANAU, *fait par* ULRICH DE HANAU *le jour de l'Apôtre Saint André* 1375. *Avec la Confirmation, Elucidation, & Illustration dudit Statut par l'Empereur* RODOLPHE II. *A Prague le* 19 *Decembre* 1607. Comme aussi *la Confirmation de l'Empereur* FERDINAND II. *Donnée à Vienne le* 29. *Octobre* 1620.

WIr Ferdinand, der Ander, von GOttes Gnaden, erwehlter Römischer Käyser, zu allen Zeiten Mehrer des Reichs, in Germanien, zu Hungarn, Böhmen, Dalmatien, Croatien und Sclavonien &c. König, Ertz-Hertzog zu Oesterreich, Hertzog zu Burgund, Braband, zu Steyer, zu Kärndten, zu Crain, zu Lützenburg, zu Würtenberg, Ober- und Nieder-Schlesien, Fürst zu Schwaben, Marggraff des Heyl. Römischen Reichs, zu Burgau, zu Mähren, Ober- und Nieder-Laußnitz &c. Gefürsteter Graff zu Habspurg, zu Tyrol, zu Pfürdt, zu Kyburg und Görtz &c. Land-Graff in Elsaß, Herr auf der Windischen Marck, zu Portenau und zu Salins &c. Bekennen öffentlich mit diesem Brieff, und thun kund allermänniglich, daß uns die Wohlgebohrne, unsere liebe andächtige, Catharina Belgica, Gräfin zu Hanau, gebohrne Gräfin zu Nassau, weyl. Graff Philips Ludwigen zu Hanau hinterlassene Wittib, als verordnete Vormünderin ihrer unmündigen Kinder, in glaubwürdigen Schein fürbringen lassen, einen Confirmations und Bestätigungs-Brieff, von weyland Käyser Rudolphen dem andern, unsern geliebten Herrn Vettern und Vattern, lobseligster Gedächtnüß, Jahrs sechzehen hundert Sieben, ersberührtem ihrem verstorbenen Ehe-Würth, über der Grafen zu Hanau uhralte Erb-Statuten gegeben worden, welcher Brieff von Wort zu Worten hernach geschrieben stehet, und also lautet:

Wir Rudolph der Ander, von GOttes Gnaden, erwehlter Römischer Käyser, zu allen Zeiten Mehrer des Reichs, in Germanien, zu Hungarn, Böheimb, Dalmatien, Croatien, Sclavonien &c. König, Ertz-Hertzog zu Oesterreich, Hertzog zu Burgund, zu Braband, zu Steyer, zu Kärndten, zu Crain, zu Lützenburg, zu Würtenberg, Ober- und Nieder-Laußnitz, Gefürsteter Graff zu Habspurch, zu Tyrol, zu Pfird, zu Kyburg und zu Görtz &c. Land-Graff in Elsaß, Herr auf der Windischen Marck, zu Portenau und zu Salins &c. bekennen öffentlich mit diesem Brieff, und thun kund allermänniglich, daß Uns der Wohlgebohrne, unser und des Reichs lieber Getreuer, Philips Ludwig, Graff zu Hanau und Herr zu Müntzenberg, unser Rath, ein uhraltes, wegen der primogenitur, und Erstgeburths-Gerechtigkeit, in der Graffschafft Hanau, ohne kundlichen Anfang hergebrachtes, und darauf für etliche hundert Jahren auffgerichtes, bishero in steter unverrückter Observantz, auch durch unterschiedliche veranlaßte Ausspruch, und sonst in mehr Weg bewehrtes und bekräfftigtes Statutum in glaubwürdiger Form fürbringen lassen, welches von Wort zu Wort lautet, wie hernach geschrieben:

Wir Ulrich Herre zu Hanauwe, bekennen, und Frauwe Elsebeth, geborn Grefin zu Wertheym, dem GOtt gnade, Unser ehliche Huß-Frauwe bekennen uns offinlich mit diesem offin Bryffe vür uns und alle unser Erben und Nachkommen, daß wir uns wohlbedachtem Beraden, Mude, mit gesundem Libe, mit gesten Synnen und mit Rade unser Fründe und lieben Getruwen, eintrechtlichen sin überkommen und gemacht und gesatzt han, und machin und setzen daß mit Krafft und Macht dieses Bryfs, daß immer ewichliche nimme dann eyn Herre sin in sal zu Hanauwe und in der Herschafft zu Hanauwe, und mit Nahmen so sal Ulrich Unser Son der pfunt an ist der Eldeste und sine Lehens-Erben der Eldeste eyn Herre sin zu Hanauwe, und in der Herschafft zu Hanau, nach Unserm Dode, und were es Sache, daß der von Dodswegen abeginge er dann yn die Herschafft würde, oder er dann he Libes Lebens Erbin hette oder gewonne; So sal darnach der Eldeste Unser Son, wer der dann ist, eyn Herre sin zu Hanauwe, und keyne me, also dicke als das nod geschiet von eyme zu dem andern, also daß allwegen ewelichen nime dan eyn Herre sin in sal zu Hanauwe und in der Herschafft zu Hanauwe, wann daß eon Unsern Aeldern auch also auff uns ist kommen. Herumb so byden und gepierhen wir allen unsern Mannen, Burgmannen, Amptlüden, Bürgern, Gebüren, Thornhudern, Porthnern, Weintern und wie ir anders sit genant über dye wir han zu gepieden und zu pyden, die pfand sin, oder dye hernach kommen, daß ir Ulrich unsern Son huldet, sweret und gelobet, ob es nod geschee nach Unserm Dode, und keyme unser Süne me, Eß en were dann daß he von Dodswegen abeginge, ee daß yn die Herschafft würde, oder er dann he Libes Lebens Erben hette, oder gewonne, so huldet ir darnach hulden, sweren und geloben eyme unserm Sone, der dann der Eldeste were, und aber nymanne me, also dicke als das nod ist, ane alle Geverde, und daß sal iummer ewelich von eyme zu dem andern also bliben, und stede und feste gehalden werden. Wer es aber daß Ulrich uns Son Libes Lebens Erben machte, oder der andern uns Süne eyne, auff den die Herschafft alse queme als vorgeschryben stet; So sulde man abir dem Eldesten Sone hulden, sweren und geloben, und keyme me, also dicke als das nod were, und also ewelichen, und zu bliben uff eyme Herre zu Hanauwe und auff keyme me, in aller der masse als vorgeschryben stet, also dicke als des nod ist. Auch welch unser Son, unser Herschafft wird besitzen nach unserm Dode, der sal sine andern Brüdere, wie viel he der hette oder gewonne, ye yglichen sicher machen und wol bewisen zwey hundert Gulden Gelts Franckinfurter Weringe sin Lebe Tage vür Erbe Teyl zu nemen und damede sal he von der Herschafft und von dem Erbe der Herschaffte sin gescheyden, und welcher von Dodswegen abeget, das GOtt lange frisse, des zweyhundert Gulden Geldes solle wedder uff den gefallen der die Herschafft dann besitze, also dicke als des nod geschiet, auch welcher ein geystlich Person wurde, oder hundert Gulden Gelts Pfaffinlich Gulde gewonne, des zweyhundert Gulde Gelds sollen ym ledig worden sin, der dann ein Herre ist zu Hanauwe, und dieß sal iummer ewichliche von eyme zu dem andern alse gehalten werden, also dicke als etz nod geschiet. Auch sall der oder die, dem oder den dye zweyhundert Gulden Gelds gemacht werden, sweren, globen und wol verbrieffen, dyse vorgenannt Artyckel und Stücke stede und feste zu halten und nye da wieder zu tunde in keyne Wyß, also dicke als des nod geschiet, one alle Geverde und Argelist. Wer es auch Sache, datz wir Ulrich Herre zu Hanauwe vorgenant oder wer die Herrschafft zu Hanauwe nach unserm Dode innehat, Dochter hette oder gewonne, eyne oder me, wulde he dye in die Werlt beraben, dye sal he usrichten mit gereyden Gelde oder mit Pfand-Gude, als dye Herschafft dann vermagk vür Erbetheil zu nemen, und datz sal auch iummer ewilich also gehalten werden, one alles Geverde. Deß zu Urkunde und zu eyme ewigen stedigen Bestentnisse, so han wir Ulrich Herre zu Hanauwe und Frauwe dye vorgenant Else alle dyse vorgeschreben Stücke und Artyckel mit guten Treuen an Eyd statt gelobet vür uns und alle unser Erben und Nachkommen stede und veste zu halten immer ewichliche, und han des Unser beyder Insiegele zu Gezugnisse vür uns und alle unser Erben und Nachkommen don hongkun, und han darzu gebeden dye Ersame vesten Lüde Herr Johanne von Belderßheim Commenthur zur Rudnickeym, Herr Gottfrid von Stogheim den Eldesten, Herr Frederich von Rudnickeym Rittere Unser liebin Getruwen, daß sie ihe Ingesiegele durch unser Bedde willen, zu merem Gezugnüße, vür uns Ingesiegel an dysen Bryff hant gehangen, und wir Johann von Belderßheym, Gottfried von Stogkheim und Frederich von Rudenckeim, die vorgenannt, bekennen, daß wir Uns Inges durch Bedde willen Unsers gnedigen Herrn und unser gnedigen Frauwen der vorgenant, by yre Inges an dysen Bryff han gehangen. Datum Anno Domini Millesimo trecentesimo septuagesimo quinto ipso die Andreæ Apostoli.

(L. S.) (L. S.) (L. S.) L. S.) (L. S.)

Und uns darauff gehorsamst angeruffen und gebeten, weil deßwegen sich ohnlängst zwischen Jhme und seines damahls noch minderjährigen Bruders, des Wohlgebohrnen Unsers und des Reichs lieben Getreuen Albrechten, Graven zu Hanau und Herrn zu Müntzenberg Vormündern, Streit- und Irrungen ereuget, auch dergleichen ins künfftig von unfruchtlichenden Leuten erweckt werden möchte, wir geruheten zu Verhütung dessen, und Erhaltung dieser Graffschafft uhralten löblichen Herbringens, nicht allein angeregtes Statutum, als regierender Römischer Käyser, zu confirmiren und zu bestätigen, sondern auch die demselben, von Unterhaltung und alimentation der Nachgebohrnen, einverleibte Clausul, als dem Majorat ohne das gemäß, auch weil bey itzigen Läufften und Zeiten den Nachkommen eine gewisse

ANNO 1375.

gewisse nahmhaffte Summa zur alimentation der Nachgebohrnen zu benennen schwer fallen möchte, gnädigst dahin zu erläutern, und zu erklären, daß wann durch die Eltern deswegen nit klar disponiret oder Verordnung beschehe, uff solchen Fall, durch der Graffschafft Hanau verwandte und geschworne Rath, solche alimenta, derer dem Primogenito, nachfolgenden Gebrüder nach Vermögen und Gelegenheit der Graffschafft Hanau vermacht, gleichwohl daß darumb alle übermaß verhütet, und die Graffschafft nicht zu hoch geschwächet oder beschweret, auch solches nicht zu weit extendiret werde.

Dessen haben wir angesehen, solche seyn des Graff Philipps Ludwigen gehorsamiste zeitliche Bitte, auch dem Nutz und Frommen, so hiervon der gantzen Graffschafft, und dero angehörigen Mann, Burgmannen und Unterthanen erfolgt, und darumb mit gutem Rath und rechter Wissen, obbeschriebenes uhraltes Stamm-Recht und Majorat, in allen dessen Puncten, Clausuln, Articuln, Inhaltungen, Meynung- und Begreiffungen, (ausser der Clausul von alimentation der Nachgebornen, die wir ex plenitudine potestatis & certa scientia gnädigst dahin, wie obsteht, erläutern und erklären) als regierender Römischer Kayser, gnädiglich ratificiret, confirmirt, bestätigt, und gebetener massen erläutert und erklärt, ratificiren, confirmiren, bestätigen, erläutern, und erklären dieses alles von Römischer Kayserlicher Macht, wissendlich, in Krafft des Briefs, was wir von Recht und Billigkeit wegen daran zu confirmiren, zu erläutern und zu erklären haben.

Und meynen, setzen und wollen, daß nun hinführo solches obgeschriebenes Statut, in allen Worten, Puncten, Clausuln, Articuln, Inhaltung- Meynung- und Begreiffungen, wie obsteht, kräfftig und mächtig seyn, stet, fest und unverbrüchlich gehalten und vollzogen werde, sich auch dessen alle Erst- und Nachgebohrne Grafen von Hanau freuen, gebrauchen, geniessen sollen und mögen, von allermänniglich unverhindert, doch uns und dem Heil. Reich und sonst männiglich an seinen Rechten unschädlich und unvergreifflich. Und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten, Fürsten, Geist- und Weltlichen, Prälaten, Grafen, Freyen, Herren, Rittern, Knechten, Land-Marschallen, Vitzdomben, Vögten, Pflegern, Verwesern, Ambtleuten, Land-Richtern, Räthen, Burgern, Gemeinden, und sonst allen anderen, Unsern und des Reichs, auch unserer Königreich erblichen Fürstenthumb und Land Unterthanen und Getreuen, insonderheit aber der Graffschafft Hanau Angewandten, so jetzo oder künfftig aus dem Gräflichen Stamm Hanau herkommen, so wohl als andern Lehen-Leuten, Burgmannen, Räthen und Beambten, Städten, Angehörigen, Unterthanen, was Würden, Stands oder Wesens die seyn, ernstlich und vestiglich, mit diesem Brieff, und wollen, daß sie offtgedachte Graffen von Hanau, an dessen obbeschriebenen Statut, und unserer ihnen hierüber ertheilten confirmation, Bestätigung, Erläuterung und Erklärung nit hindern noch irren, sondern sie derselben ruhiglich freuen, gebrauchen, geniessen und gäntzlich dabey bleiben lassen, hierwieder nicht thun, noch des jemands andern zu thun gestatten, in kein Weise noch Weg, als lieb einem jeden sey, unser schwere Ungnad und Straff, und dazu ein Pön, nemlich sechzig Marck löthiges Golds zu vermeiden, die ein jeder, so offt er freventlich hierwieder thäte, Uns halb in Unser und des Reichs Cammer, und den andern halben Theil vielgedachten Graffen, deren Erben, unnachläßlich zu bezahlen verfallen seyn soll. Mit Urkund des Brieffs besiegelt mit unserm Kayserlichen anhangenden Insiegel, der geben ist auf unserm Königlichen Schloß zu Prag, den neunzehenden Tag des Monats Decembris nach Christi unsers lieben Herrn und Seeligmachers Geburth, sechszehenhundert und im siebenden, Unserer Reiche des Römischen im 33. des Hungarischen im 36. und des Böheimischen auch im drey und dreyssigsten Jahren.

RUDOLPH.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium

L. von Strahlendorff.

G. HERTEL.

Und uns darauf obgemeldte verwittibte Gräfin von Hanau demüthiglich angeruffen und gebeten, daß wir, als ihr regierender Römischer Kayser, derselben solchen Brief gnädiglich confirmiren und bestätigen wollen, inmassen nächst hievor weyland unser geliebter Herr Vetter und Vater, Kayser Matthias, Christmildester Gedächtnüß, gleicher gestalt gethan hätte. Des haben wir angesehen, solch ihr der Gräfin ziemliche Bitt, und darumb mit wohlbedachtem Muth, gutem Rath, und rechter Wissen, derselben Catharina Belgica, Gräfin zu Hanau, obberührten Brieff gnädiglich erneuert, confirmirt und bestätigt. Erneuern, confirmiren und bestätigen solchen auch hiemit wissendlich in Krafft diß Brieffs, was wir ihr von Rechts und Billigkeit wegen daran confirmiren und bestätigen sollen und mögen. Und meynen, setzen und wollen, daß obbegriffener Brieff in allen seinen Worten, Puncten, Articuln, Meynung- Inhalt- und Begreiffungen, gantz kräfftig und mächtig seyn, stet, vest, unverbrüchlich gehalten und vollzogen werden, und die gedachte Gräfin von Hanau, bey solchen Freyheiten ruhiglich bleiben, sich deren gebrauchen und geniessen solle und möge, von allermänniglich unverhindert. Und gebieten darauf allen und jeden Chur-Fürsten, Fürsten, Geistlichen und Weltlichen, Prälaten, Grafen, Freyen, Herren, Rittern, Knechten, Hauptleuten, Land-Vögten, Vitzdomben, Vögten, Pflegern, Verwesern, Ambt-Leuten, Schultheissen, Burgermeistern, Richtern, Räthen, Burgern, Gemeinden und sonst allen unsern und des Reichs Unterthanen und Getreuen, was Würden, Stands oder Wesens die seynd, ernstlich und festiglich mit diesem Brieff, und wollen, daß sie die obgedachte Gräfin von Hanau, an obberührter Freyheit, und Unser dieser darüber gegebenen ferneren Confirmation und Bestätigung, nicht irren noch hindern, sondern sie dabey vestiglich handhaben, schützen, schirmen, und sich derselben beruhiglichen freuen, gebrauchen und geniessen lassen, hierwieder nicht thun, noch das jemand andern zu thun gestatten, in keine Weiß, als lieb einem jeden sey, unser und des Reichs schwere Ungnad und Straff, und darzu die Pön in obbegriffenen weyland unsers geliebten Herrn Vettern und Vatern Kayser Rudolphen des Andern etc. Confirmation-Brieff begriffen, zu vermeiden, die ein jeder, so offt er freventlich hierwider thäte, Uns halb in unser und des Reichs Cammer, und den andern halben Theil obgenannter Gräfin von Hanau, ohnnachläßlich zu bezahlen verfallen seyn solle. Mit Urkund dieses Brieffs besiegelt mit unserm Kayserlichen anhangenden Insiegel. Geben in unserer Stadt Wien, den neun und zwantzigsten Tag des Monaths Octobris, nach Christi unsers lieben Herrn und Seeligmachers Geburth, sechszehenhundert und im zwantzigsten, Unserer Reiche des Römischen im andern, des Hungarischen im dritten, und des Böhemischen im vierdten Jahre.

FERDINAND.

UL. SL. v. ULM.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium

J. R. PUCHER.

LXXXII.

König Wentzels von Böheim Versicherung, Hertzog Albrechten zu Oesterreich an Eydes-statt beschehen, daß wann Er Röm. König würde, Er alle Lehen, so der Hertzog vom Röm. Reich besitzet, Ihme verleyhen, auch alle Privilegien confirmiren wolle. Geben zu Eger an des Heil. Christs-Tage 1375. [Piece tirée des Archives Imperiales du petit Tresor de la Regence & Chambre à Vienne] 25. Dec.

C'est-à-dire,

Lettres d'Assûrance données par WENCESLAS *Roi de Boheme à* ALBERT *Duc d'Autriche, & qui doivent lui tenir lieu de Serment; portant que, s'il vient à être couronné Roi des Romains, il lui donnera l'Investiture de toutes les Terres & Pais qu'il tient de l'Empire, & lui confirmera tous ses Privileges. A Egra le jour de Noel 1375.*

WIr Wentzlaw von Gots Gnaden Kunig zu Beheim, Marggrave zu Brandenburg und Hertzoge in Slesien: Bekennen und tun kunt offenlich mit desem Brieve, allen den, die in sehen oder horen lesen daß wir gelobt haben mit guten trewen an Eydes-stat. Geloben und versprechen auch wissentlichen mit crafte diß Briefs, wenne das geschiet, daß wir zu dem Römischen Kunige gekrönet werden, daß wir denne als ein Römischer Kunig, den Hochgeborn Fürsten Hertzogen Albrechten zu Osterreich, zu Steyr, zu Kerndten, und zu Krayn, Graven zu Tyrol, etc. Und seinen Erben alle die Lande, Herschefte, Vesten und Geslosse, Leute und Güter, die Sie von dem Heiligen Römischen Reiche zu Lehen habent, und besitzent, leihen, und alle die Rechte, Freiheit, Wirde, Ere, und gute gewonheit, und auch die Brieve und Hantvesten, die Sie darüber habent, von Römischen Keysern und Kunigen, bestetten und vernewen sullen und wollen, mit unsern besundern Brieven und Hantvesten ane allis verziehen, Widerrede, und geverde. Mit urkund diß Brieffs versigelt, mit unser Kuniglichen Majestat Insigel, der geben ist zu Eger nach Crists gebuet, dreitzen hundert Jare, darnach in dem fünf und Sibentzigsten Jare, an des Heiligen Crists-Tage. Unsers Kunigreichs in dem zwelfften Jaren.

LXXXIII.

Bulle de l'Empereur CHARLES IV. *pour le Droit & la Succession des Electeurs de* SAXE. 1376. 10. Juin.

ANNO 1376.

L'EMPIRE ET SAXE.

Donnée à Francfort, le 10. de Juin. 1376. [GOLDAST, Tom. I. pag. 372.]

In Nomine sanctæ & individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

CAROLUS Quartus divina favente clementia Romanorum Imperator, semper Augustus & Bohemiæ Rex, ad perpetuam rei memoriam. Quamvis sublimitas Cæsareæ Dignitatis, in quam Conditor Orbis Nos suæ pietatis clementia feliciter collocavit, jugiter mentem nostram sollicitet, ut cura pervigili, & laborum studiis accuratis, nostrorum & Imperii sacri fidelium amputemus incommoda, eisque desideratæ Pacis amœnitatem salubriter procuremus: ferventiori tamen affecta cor nostrum accenditur penes ea, quæ sacri decus Imperii, & Illustres ipsius Principes Electores, quadam singularitate concernunt; eos præcipuè, quos generis Nobilitas, multiplicia virtutum insignia, & præclara fidei devotio, laudabilius recommendant.

2. Sane sicut aliàs à Principibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Proceribus, ac multis aliis nostris & Imperii sacri fidelibus, informationem certissimam, ac luce testimonia clariora accepit Cæsarea Celsitudo, qualiter felicis memoriæ, Illustris Albertus, quondam Saxoniæ Dux, avus Illustris Wenceslai, moderni Ducis Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Archimareschalli, Principis Electoris, necnon Lunæburgensis Ducis, avunculi nostri charissimi, velut Archimareschallus ejusdem Imperii, & verus Princeps Elector, voluntate, consensu, & votis aliorum suorum Coelectorum Principum unanimiter accedentibus, claræ memoriæ serenissimos quondam Rudolphum, Adolphum, & Albertum, ejusdem Rudolphi Filium, Ducem Austriæ, Romanos Reges, Prædecessores nostros, quadam consequentia ordinata, ritè & rationabiliter, juxta debitam Sacri Romani Imperii observantiam, in Romanos Reges elegit, ad Imperatoriam Celsitudinem promovendos; & post obitum ipsius Alberti, Romanorum Regis, dum aliquandiu nonnullis erroribus Sacrum Imperium fluctuaret, recolendæ memoriæ Rudolphus, quondam Saxoniæ Dux, dicti Ducis Alberti Filius, & moderni Wenceslai, Saxoniæ & Lunæburgensis Ducis, Pater, celebris recordationis Serenissimum Principem Henricum, avum nostrum dilectum, cum suis Coelectoribus, in Romanorum Regem dignoscitur elegisse: qui etiam avus noster post electionem, eandem adeptus fuit feliciter Cæsaream Dignitatem. Cumque manifestissimum existat, & longè, latè per Orbem Terrarum lucidissime divulgatum, nec unquam possit in dubium revocari, quomodo etiam dictus Rudolphus quondam Saxoniæ Dux, moderni Wenceslai, Ducis Saxoniæ & Lunæburgensis, Pater, felicibus nostris temporibus, cum cæteris suis Coelectoribus Sacri Imperii nos in Romanorum Regem elegit solenniter; prout etiam post eandem Electionem, auspice Deo, in Romanorum Imperatorem sumus promoti, ac feliciter coronati; quemadmodum hæc omnia & singula, Principum, & fide dignorum multorum sunt testimoniis fidelibus approbata. Ejusdem Wenceslai, moderni Saxoniæ Ducis, Sacri Imperii Archimareschalli, & Principis Electoris, nec non Lunæburgensium Ducis, tam claro, tamque manifesto, & notorio jure considerato; inspecto nihilominus & diligentius pensato, qualiter idem Wenceslaus modernus, tanquam Dux Saxoniæ, Sacri Imperii Archimareschallus, & Princeps Elector, cum aliis Principibus & Coelectoribus suis, & ipsi cum eo Serenissimum Principem, Dominum Wenceslaum, Regem Bohemiæ Primogenitum nostrum charissimum, in Romanorum Regem unanimiter & concorditer, in Ecclesia collegiata Sancti Bartholomæi Francenford. Moguntinen. Diœceseos, nullo penitus reclamante, Spiritus Sancti gratia invocata, hodie elegerunt.

3. Quodque præfati, Albertus avus, & Rudolphus Pater, dicti Wenceslai, quondam Saxoniæ Duces, diuturna temporum præscriptione inconcussa habuerunt, & possederunt legitimè, prout etiam ipse Wenceslaus in præsentiarum ad instar illorum, ex successione paterna & hæreditaria, dignoscitur justo titulo possidere jus, vocem, dignitatem, & potestatem eligendi Rom. Regem in Imperatorem promovendum, sano tam Ecclesiasticorum, quam Secularium Principum Sancti Imperii Electorum (a) consensu, & consilio accedente, non improvide, neque per errorem, sed animo deliberato, aliorum etiam plurimorum Ecclesiasticorum, & Secularium Principum, Baronum, Nobilium, & Procerum nostrorum, & Imperii Sacri fidelium, maturo communicato consilio, cupientes, autore (b) Domino, futuris obviare periculis, & materiam omnium succidere dubiorum, de certa nostra scientia, & plenitudine potestatis Cæsareæ, in his scriptis pronunciamus, decernimus, statuimus, declaramus, & etiam hoc Imperiali perpetuò valituro sancimus Edicto, quòd jus, vox, dignitas, & potestas eligendi Romanorum Regem in Imperatorem promovendum, eidem Wenceslao, moderno Duci Saxoniæ, tanquam Imperii Sacri Archimareschallo, ac Principi Electori, Hæredibus, & Successoribus suis legitimis, Laicis duntaxat, ab eo descendentibus, quoties casus hujusmodi electionis emerserit, in perpetuum debeat competere, sicut & ritè sibi tanquam Duci Saxoniæ, ac Imperii Archimareschallo, competit manifestè, ac ipse velut Saxoniæ Dux, Sacri Romani Imperii Archimareschallus, verus & legitimus Princeps Elector, & post obitum ejus, Hæredes & Successores sui legitimi, modo & forma submissis, Ducatum, Principatum & Comitatum Palatinum Saxoniæ, ac Archimareschalliam Imperii sacri, cum omnibus & singulis eorum Terris, Dominiis, proprietatibus, (c) Vasallagiis, Libertatibus, Honoribus, & pertinentiis, in quibuscunque rebus consistant, & quibuscunque specialibus possent vocabulis designari, necnon jus, vocem, dignitatem, & potestatem eligendi Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum, sine impedimento quolibet debeat obtinere.

(a) al. concessu.

(b) al. Deo.

(c) al. Vasallatibus.

4. Et ne inter Hæredes & Successores ipsius, eo defuncto, super jure hujusmodi, futuris temporibus dubitationum, quæstionum, seu litium quævis materia oriatur, decernimus, statuimus, & præsenti Imperiali sancimus Edicto, in perpetuum valituro, quòd post dicti Wenceslai Saxoniæ moderni, & Lunæburgensium Ducis obitum, primogenitus ejus Filius; & post primogeniti obitum, ejusdem primogeniti senior Filius ex ordine genituræ, & sic deinceps à seniore Filio descendentes, ex ordine genituræ semper senior: Si verò primogenitus Ducis Wenceslai præfati decesserit, masculini sexus, Laicis duntaxat, legitimis Hæredibus non relictis, ex tunc secundogenitus Filius Wenceslai Ducis prædicti, & post obitum ejus, secundogeniti Filius senior, Laicus; & si secundogenitus sine Hæredibus legitimis, masculini sexus, Laicis, decesserit, tertiogenitus dicti Wenceslai, & senior ejus Filius Laicus, post mortem ipsius; & deinceps per talem modum, directâ lineâ genituræ descendentes ab eo, Laici duntaxat, jus, vocem, dignitatem, & potestatem eligendi Romanorum Regem, promovendum in Imperatorem, & Officium Mareschalliæ, cum omnibus & singulis suis Dominiis, Honoribus, Juribus, Privilegiis, Dignitatibus, & pertinentiis, perpetuis temporibus, obtinebunt, per Successionem hæreditariam & paternalem, ut præmittitur, ex ordine genituræ.

5. Si verò præfatum Wenceslaum, modernum Saxoniæ, & Lunæburgensium Ducem, sine legitimis, masculini sexus Hæredibus, Laicis, de lumbis ejus directa linea genituræ descendentibus, mori contingeret, ex tunc Principatus, & Comitatus Palatinus Saxoniæ, nec non Archimareschallia Sacri Imperii, ac jus, vox, dignitas, & potestas eligendi Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum, ad Illustrem Albertum, Filium Ottonis, quondam Ducis Saxoniæ, Ducem Saxoniæ & Lunæburgensium modernum, Patruum dicti Wenceslai, Ducis Saxoniæ & Lunæburgensium, & ad legitimos ejus Hæredes, masculini sexus, Laicos duntaxat; ita videlicet, quòd post ejusdem Alberti obitum, primogenitus ejus Filius, & post primogeniti ejus obitum, ejusdem primogeniti senior Filius, ex ordine genituræ, & sic deinceps à seniore Filio descendentes, ex ordine genituræ, semper senior: Si verò primogenitus Ducis Alberti præfati decesserit, masculini sexus, Laicis duntaxat, Hæredibus non relictis, extunc secundogenitus Filius Alberti Ducis prædicti, & post obitum ejus, secundogeniti Filius senior, Laicus: Et si secundogenitus sine Hæredibus legitimis, masculini sexus, Laicis, decesserit, tertiogenitus dicti Alberti, & senior ejus Filius Laicus, post mortem ipsius, & deinceps per talem modum directa linea genituræ, descendentes ab eo, Laici duntaxat, jus, vocem, dignitatem, & potestatem eligendi Romanorum Regem, promovendum in Imperatorem, & Officium Archimareschalliæ, cum omnibus & singulis suis Dominiis, Honoribus, Juribus, Privilegiis, Dignitatibus, & pertinentiis, perpetuis temporibus obtinebunt per Successionem hæreditariam & paternalem, ut præmittitur, ex ordine genituræ.

6. Quibus omnibus non extantibus, ad proximiorem Hæredem, secundum lineam paternalem, duntaxat Laicum, seniorem Ducem Saxoniæ, pro tempore, ac ejus Hæredes secundum modum superius expressatum, in perpetuum legitimè devolventur.

7. Et talis successio & devolutio, ne in his committantur errores, futuris temporibus, debet, ut præmittitur,

ANNO 1376.

titur, in omnibus & singulis præscriptis, sine innovatione, perpetuò observari inviolabiliter; taliter videlicet, quod si aliquem ex eis, modo præmisso, ab hac luce migrare contingeret, qui masculini sexus Hæredes legitimos, Laicos, post se relinqueret, debitæ patientes defectum ætatis, extunc senior Frater, Nepos, aut Consanguineus proximior, in linea genituræ, si (a) Frater non extiterit, ejusdem defuncti, Laicus duntaxat, dicti pupilli & juvenis, ad quem præscripta devolventur, de jure Tutor esse debeat, & Curator, tàm diu, donec debitam pertingat ætatem. Cui etiam juveni, quàm cito ætatem debitam pertingenti, vocem, jus, dignitatem, & potestatem, præscripta devolventur, de jure Tutor esse debeat, & Curator, tàm diu, donec debitam pertingat ætatem. Cui etiam juveni, quàm cito ætatem debitam pertingenti, vocem, jus, dignitatem, & potestatem, prædictæ Electionis, ac omnia & singula ab ipsis dependentia, idem Tutor sine difficultate, & renitentia qualibet tenebitur, & debebit protinus assignare. Ætatem autem debitam, in hoc casu, eligendi videlicet Romanorum Regem, in Imperatorem promovendum, decem & octo annorum censeri volumus, & haberi. In Principatibus autem, Ducatibus, & Dominiis aliis temporalibus gubernandis, ætatem observandam decernimus, prout à Divis Romanis Imperatoribus, & Regibus, nostris Prædecessoribus, est sancitum.

(a) al. Fratr.

8. Porrò ne super jure, voce, dignitate, & potestate Electionis hujusmodi, nec non Ducatu, Principatu, & Officio Archimareschalliæ prædictis, ullo unquam tempore contingat scandala suscitari, vel attentari valeant novitates, de Imperatoriæ plenitudine potestatis, & de certa nostra scientia, omnia & singula præmissa, prout in suis clausulis, membris, articulis, atque punctis superius designantur, authorisamus, approbamus, ratificamus, & tenore præcedentium, de certa nostra scientia confirmamus. Insuper Wenceslao, & Alberto, modernis Ducibus Saxoniæ & Lunæburgensium prædictis, nec non eorum Hæredibus, & legitimis Successoribus, quemadmodum priùs donavimus, sic hujusmodi donationem iterum innovantes, damus, concedimus, conferimus, & donamus authoritate Imperiali prædicta, Ducatum & Principatum Lunæburgensem, cujus, authore Deo, possessionem jam obtinent, cum omnibus & singulis eorum Terris, Civitatibus, Castris, Oppidis, Fortalitiis, Dominiis, Proprietatibus, (b) Vasallagiis, Juribus, Jurisdictionibus, Usibus, Utilitatibus, Fructibus, Redditibus, Proventibus, Emolumentis, Libertatibus, Ususfructibus, Attinentiis, Appendiciis, & Pertinentiis universis, in quibuscunque consistant, quibusve possint specialibus, & exquisitis vocabulis designari, nihil prorsus excluso, prout Ducatus, & Principatus Lunæburgen. prædictus in suis terminis, finibus, limitibus, & granitiis circumferentialiter antiquitus est distinctus, non obstantibus Legibus, Juribus communibus, municipalibus, & privatis Consuetudinibus, Privilegiis, vel Statutis quibuslibet, in contrarium editis, & servatis, etiamsi forent talia, de quibus specialis & expressa præcedentibus esset mentio facienda, quibus omnibus & singulis, in quantum præmissis, aut alicui eorum possent quolibet obviare, de dictæ plenitudine Imperatoriæ potestatis penitus & omnimodò derogamus, supplentes de præfatæ Imperatoriæ plenitudine potestatis omnem defectum, si quis in præmissis, aut eorum aliquo, ex verborum defectu, sententiarum obscuritate, solennitatum omissione, seu alio quovis modo nunc & fuantea reperietur admissus.

(b) al. Vasallaticis.

9. Nulli ergo penitus hominum liceat, hanc nostræ Pronuntiationis, Decreti, Statuti, Declarationis, Sanctionis, Authorisationis, Approbationis, Ratificationis, & Confirmationis paginam infringere, aut ei ausu temerario quolibet contraire, sub pœna mille marcarum auri purissimi, quas ab eo, qui contrafecerit, toties, quoties fuerit contrafactum, irremissibiliter exigi volumus, & earum medietatem Imperialis nostræ Cameræ fisco, residuam verò partem injuriam passorum usibus applicari.

Signum Serenissimi Principis & Domini, Domini CAROLI QUARTI, *Romani Imperatoris, & gloriosissimi Bohemiæ Regis.*

Testes hujus rei sunt

Venerabiles { Ludovicus Archiepiscopus Moguntinensis, Sacri Imperii per Germaniam, Fridericus Coloniensis Archiepiscopus, Sacri Imperii per Italiam, Cuno Trevirensis Archiepiscopus, Sacri Imperii per Galliam & Regnum Arelatense, } Archicancellarii.

Illustres { Rupertus Senior, Comes Palatinus Rheni, Sacri Imperii Archidapifer, Dux Bavariæ, Sigismundus Marchio Brandeburgensis, Sacri Imperii Archicamerarius, } Principes Electores.

ANNO 1376.

Venerabiles { Joannes Archiepiscopus Pragensis, Apostolicæ Sedis Legatus. Theodorus Metensis, & Echardus Wormatiensis, } Ecclesiarum Episcopi.

Spectabiles { Eberhardus de Wirtenbergk, Theodoricus de Catzenelnbogen, & Henricus de Sponheim, } Comites.

Nobiles { Petrus de Wartenbergk, dictus de Cost, Imperialis Curiæ nostræ Magister. Thimo de Colditz, Cameræ nostræ Magister.

Et alii quàm plures nostri & Imperii Sacri Principes, Nobiles & fideles. Pronunciatam sub Bulla aurea, typario nostræ Majestatis impressa, testimonio Literarum. Datum Franckenford (c) super Mogano, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo sexto, Indictione quarta decima, quarto Idus Junii: Regnorum nostrorum anno tricesimo, Imperii vero vicesimo secundo.

(c) al. Super Mœnum.

Et nos Ludovicus Dei gratia Moguntinensis Ecclesiæ Archiepiscopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archicancellarius, recognovimus.

LXXXIV.

Capitula Pacis inter Summum Pontificem GREGORIUM XI. *pro se, & nomine* JOHANNÆ *Siciliæ Reginæ, nec non Principum* AMADÆI *Comitis Sabaudiæ,* SCANIDOTI *Marchionis Montisferrati,* NICOLAI & ALBERTI *Marchionum Estensium, & omnium Adhærentium eorum, & GALEATIUM Vicarium Imperialem pro se, atque ejus genito Comite* VIRTUTUM, *nec non* AZONE *dicti Comitis Filio, & Francorum Regis Nepote, ac pro omnibus eorumdem Colligatis parte ab altera, conclusa. Actum in Territorio Oliveti Vallis Salmoriæ Diœcesis Bononiensis anno 1376. Indictione 14. die 19. Julii.* 19. Juill.

[Piéce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan, Registre V. V.]

AD laudem, & gloriam illius summi Boni, à quo omne datum optimum, & omne donum perfectum, cujusve immensa clementia sors aspera mansuescit, Populorum cessat afflictio, fit pœna solatium, dulcis labor, odium vertitur in amorem, & malarum rerum eventus placide terminatur. Quoniam procurante malisuolo prævaricationis auctore, Christianæque conversationis emulo infelici, qui tranquillitati hominum, ac vitæ pacificæ Bellorum furiosis tumultibus, ut animas illaqueet, & demergat jugi versucia adversatur. Multo tempore jam exacto in partibus Lombardiæ inter partes nominatas inferiùs, letalis discordia agebatur, qua ne dum innumerabilis Populi vehementi strage exortit causata pernicies, rerumque atrox depopulatio, & Castrorum, verum etiam, quod est scelerius, multimoda periclitatio animarum. Idcircò Pax inextimabilis virtutis principium, spes, & summa laborum, Belli Partium jam sedati cælorum stabilitas, terrestrium bonorum ageries, & hic hæreditas sola Christi, utque laudes ipsius brevibus prosequantur sermonibus, Pax summum bonum in Terris, sine quà nil stabile, nil utile, vel jocundum, tanti discriminis in remedium, favente Altissimo, est adepta, ut fletus mutetur in risum, dolor in gaudium, necessitati copia, & quies tot, & tantis sudoribus suffragetur, & ut mentes, quæ importabilibus fessæ laboribus defecerunt, piè, & devotis operibus ad Dominum revertantur. Invocato itaque Sanctæ, Individuæque Trinitatis auxilio Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, ac Beatissimæ Virginis Matris Mariæ, Sanctorumque Apostolorum Petri & Pauli, & Johannis Batistæ, nec non solempnissimi Doctoris Sancti Ambrosii, omniumque Sanctorum, sine quibus nullum ritè fundari exordium repertum est; ad reverentiam ulteriùs, & honorem Sanctissimi, & Beatissimi Patris Domini Gregorii undecimi Sacrosanctæ Romanæ, & universalis Ecclesiæ dignissimi summi Pontificis, sacrique Collegii Reverendissimorum Cardinalium, atque ad prospe-

Anno 1376.

prosperum, & tranquillum statum Magnifici, & Excelsi Domini Domini Galeaz Vicecomitis Mediolani &c. Imperialis Vicarii Generalis, & Illustris Nati ipsius Domini, Comitis Virtutum, & Domini Azonis Filii dicti Domini Comitis Virtutum, Nepotis Serenissimi Principis Regis Francorum, & ad solamen, & requiem Subditorum Partium suprascriptarum. Universis, & singulis inspecturis hoc publicum Instrumentum liquidò innotescat, quod Reverendissimus in Christo Pater, & Dominus Dominus Robertus Basilicæ duodecim Apostolorum, digna Dei providentia Præsbyter Cardinalis, in nonnullis partibus Italiæ pro Sancta Romana Ecclesia Apostolicæ Sedis Legatus, ac Vicarius Generalis, ut constat Litteris Papalibus vera bulla plumbea munitis, quarum tenor inferius annotatur, nomine, & vice præfati Sanctissimi Domini nostri Domini Gregorii Papæ undecimi, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, atque suo, nec non nomine, & vice Serenissimæ Dominæ Johannæ Jerusalem, & Siciliæ Reginæ, illustriumque Principum Dominorum Amadei Comitis Sabaudiæ, Scanidoti Marchionis Moutisferrati, Nicolai, & Alberti Marchionum Estensium, ac Colligatorum, Sequacium, Adhærentium, Officialium, Gentium, & Subditorum omnium, & singulorum dicti Domini nostri Papæ, & aliorum quorumcumque Locorum ad ipsum Sanctissimum Dominum nostrum, Romanam Ecclesiam, & Colligatos prædictos mediatè, vel immediatè spectantibus, & pertinentibus quoquo modo, & quæ vice, & nomine dicti Domini nostri Papæ, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, ac dictorum Dominorum Colligatorum, Adhærentium, & Sequacium, Castellanorum, Officialium, Familiarium, Subditorum, & Stipendiatorum eorumdem etiam divisim reguntur, & gubernantur nomine Domini Papæ, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, in quibus præfatus Sanctissimus Dominus noster Papa, seu prænominati Colligati, Adhærentes, & Sequaces ipsorum, tàm conjunctim, quàm divisim, habent aliquam superioritatem præheminentiam, vel custodiam ex parte una. Et Egregius, & Sapiens Vir Dominus Pinotus de Pinotis, Legum Doctor, natus quondam Domini Bonvisini de Regio, Procurator, & Procuratorio nomine Magnifici, & Excelsi Domini Domini Galeaz Vicecomitis Mediolani, Papiæ, Cumarum, Placentiæ, Alexandriæ, Terdonæ, Novariæ, Vercellarum, ac Bobii &c. Imperialis Vicarii Generalis, ac Illustris Principis Domini Galeaz Vicecomitis, Virtutum Comitis, Geniti sui, de quibus quidem Procura, & mandato constat publico Instrumento tradito, & rogato per Pasquinum de Capellis Notarium Filium Domini Baldesarri, cujus tenor inferiùs est descriptus; & Egregius, & laudandæ scientiæ Vir, Dominus Filippus de Caxolis de Regio, famosus Legum Doctor, & prudens Vir Pasquinus de Capellis Cancellarius, Ambaxiatores præfatorum Dominorum, nomine, & vice ipsorum Magnifici Domini Galeaz, & Illustris Domini Geniti sui Domini Comitis Virtutum, & Domini Azonis Filii dicti Domini Comitis, Nepotisque Serenissimi Domini Regis Franchorum, Filiorumque, Hæredum, & Successorum eorumdem per rectam lineam ex eorum corporibus procreandorum, & descendentium, & insuper nomine, & vice omnium, & singulorum Colligatorum, Adhærentium, Sequacium, Castellanorum, Rectorum, Officialium, Familiarium, Subditorum, Stipendiatorum, ac singulatium personarum præfatorum Dominorum Galeaz, & Comitis Virtutum, & pro Civitatibus, Castris, Terris, Burgis, Villis, & aliis quibuscumque Locis mediatè, vel immediatè spectantibus, & pertinentibus quoquo modo, & quæ vice, & nomine dictorum Dominorum Galeaz & Comitis Virtutum, vel ipsorum alterius, seu Colligatorum, Adhærentium, & Sequacium ipsorum reguntur, vel gubernantur, mediatè vel immediatè, & in quibus ipsi, seu ipsorum aliquis, habent superioritatem, præeminentiam, vel custodiam qualemcumque ex parte alterâ; spontè, deliberatè, purè, benivolè, ac ex certâ scientiâ, omnibus viâ, modo, & jure, & formâ, quibus melius potuerunt, & possunt, fecerunt & faciunt, inierunt & ineunt, contraxerunt & contrahunt, ad invicem & vicissim, puram, veram, liberam, stabilem, & solempnem, & irrevocabilem Concordiam, atque Pacem, favente Altissimo, duraturam perpetuò inter prædictos, eorumque Successores, de omni guerrâ, discordiâ, offensione, læsione, & perturbatione vigentibus, seu quæ viguerint, & ortæ, agitatæ, ventilatæ, seu illatæ fuerint inter Partes prædictas hinc retro usque ad præsentem diem, vel inter aliquem prædictorum, & ipsorum, & cujuslibet eorum Colligatos, Adhærentes, Subditos, & Sequaces, vel aliquas quascumque Gentes, & Personas Partium prædictarum, quæ in prædictis, vel aliquo prædictorum se intromiserint, vel immiscuerint usque in diem præsentem quacumque occasione, vel causa, sub modis tamen, formis, Conventionibus, Pactis, & Capitulis infrascriptis.

Anno 1376.

In primis namque dicti contrahentes, dictis nominibus, fecerunt, & faciunt sibi invicem, & vicissim remissionem, liberationem, quietationem, renuntiationem, & solemnem finem, & refutationem de omnibus, & singulis guerris, odiis, rancoribus, inimicitiis, dissensionibus, depopulationibus, injuriis, homicidiis, incendiis, robariis, dampnis, rapinis, pœnis, interesse, expensis, & offensis, & quibuscumque læsionibus, & nocumentis quommodocumque, & qualitercumque inter dictas Partes, seu alteram ex ipsis, seu Colligatos, & Adhærentes, Complices, Sequaces, Subditos, Cives, Homines, Districtuales, vel alias quascumque Gentes Partium prædictarum, vel alterius eorum, communiter, vel divisim, hinc retrò datis, factis, commissis, perpetratis, illatis, vel qualitercumque obvenientibus, vel occursis, ita quod ex nunc remissa, sopita, extincta, illata generaliter, vel specialiter ipso jure, & facto sint, & esse intelligantur inter Partes prædictas, eorumque, & cujuslibet eorum Colligatos, Adhærentes, Sequaces, Complices, & Subditos prædictos omnia odia, omnes injuriæ, extorsiones, & dampna quæcumque, ac omnes pœnæ conventionales, seu legales, homicidia, crimina, & delicta etiam magna, vel maxima facta, data, illata, vel occursa, vel qualitercumque, vel quommodocumque obvenientia dictu, verbo, vel scripto, seu quæ evenerint in Guerrâ prædictâ, & ejus occasione per unam Partem alteri, vel alteram alteri, vel per ipsarum Partium Complices, Adhærentes, & Sequaces, Homines, Subditos, vel Stipendiatos, vel aliàs cujuscumque generis sint personæ, usque in præsentem diem, salvis tamen, ac firmis remanentibus infrascriptis Capitulis, & omnibus, & singulis contentis in eis, & quolibet eorum.

Item præfatus Dominus Cardinalis, Legatus, & Vicarius, consideratâ bonâ voluntate, & firmâ constantiâ dictorum Dominorum Galeaz, & Nati sui Comitis Virtutum, quam per experientiam monstraverunt circa observationem Treguarum, nec non ad honorem, & contemplationem Serenissimi Principis Regis Franchorum, qui pro hâc Pace, tâm per Litteras, quàm solempnes Ambaxiatas Domino nostro summo Pontifici sæpius supplicant, contentatur, promittit, & vult tradere, seu restituere, & assignare, seu tradi, restitui, & assignari facere prædicto Domino Azoni, Filio ejusdem Domini Comitis Nepoti ipsius Serenissimi Regis Franchorum, & ejus Hæredibus, & Successoribus, infrà duos menses à die publicatæ Pacis, omnes illas, & singulas Terras occupatas in præsenti Guerrâ eisdem Domino Galeaz, & Domino Comiti Virtutum, seu Adhærentibus, Colligatis, vel Sequacibus, seu Subditis eorumdem, & quæ tempore inchoatæ præsentis Guerræ per ipsum Dominum Galeaz, vel ipsum Dominum Comitem Virtutum, seu per alium eorum nomine, sive per Adhærentes, Colligatos, Subditos, & Sequaces tenebantur, regebantur, & gubernabantur in Diocæsi Placentinâ, Papiensi, Terdonensi, Alexandrinâ, Novariensi, vel in Diocæsi Vercellarum, & alibi ubicumque, quas præfatus Dominus noster Papa dumtaxat tenet, seu quæ ejus nomine, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ tantummodò tenentur, & gubernantur, ut præfertur. Exceptis tamen Terris cum earum exitibus, Districtibus, & Territoriis Bugellæ, & Sanctæ Agathæ, pro parte videlicet dictæ Terræ Sanctæ Agathæ cum suis pertinentiis, quæ reperirentur per ipsum Dominum Cardinalem, Legatum, & Vicarium, esse Ecclesiæ, & Domini Episcopi Vercellensis, seu alterius Ecclesiæ, & ad ipsas spectare; & exceptis aliis Terris, si quæ essent, quæ spectarent ad aliquas Ecclesias, de quibus cognoscere habeat dictus Dominus Cardinalis, & disponere prout sibi videbitur summariè, & de plano, & sine lite, remotis exceptionibus quibuscumque; salvo, & hoc specialiter dicto, quod ipse Dominus Cardinalis debeat, & teneatur, publicata Pace, infrà tres menses computandos à die dictæ Proclamationis, accipere in se liberè, & expeditè Civitatem Vercellarum cum Citadella, & Castro, & cum omnibus aliis Terris Diocæsis Vercellarum occupatis in præsenti Guerrâ præfato Domino Galeaz, seu Domino Comiti Virtutum, vel eorum Adhærentibus, Colligatis, Subditis, & Sequacibus, quæ nunc tenentur, & gubernantur nomine præfati Sanctissimi Domini nostri, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ; quas quidem Civitatem, Citadellam, & Castrum, & alias Terras prædictas non spectantes ad aliquas Ecclesias, de quibus ipse Dominus Cardinalis cognoscat ut supra, teneatur, & debeat præfatus Dominus Cardinalis, cum per se ipsum occupatum ad majora, easdem regere non posset,

infrà

ANNO 1376.

infrà alios duos menses immediatè, & proximè secururos ponere in manibus alicujus probi, & valentis viri non suspecti Partibus suprascriptis, qui dictas Civitatem, Cittadellam, & Castrum, & Terras bene, & diligenter custodire debeat nomine, & vice præfati Sanctissimi Domini nostri, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ usquè ad annum unum incepturum post tres menses à die publicationis præsentis Pacis numerandos, & qui Gubernator, seu Rector Civitatem, Cittadellam, & Castrum Vercellarum, & Terras prædictas, elapso dicto anno, in continenti teneatur, & debeat tradere, seu restituere suprascripto Domino Azoni nato dicti Domini Comitis Virtutum, Nepotique præfati Serenissimi Principum Regis Franchorum, & Hæredibus, & Successoribus suis, exceptis tamen Terris suprascriptis spectantibus Ecclesiu ut suprà, & qui Dominus Rector, seu Gubernator teneatur, & debeat jurare super fide sui corporis hoc inviolabiliter observare; & in casu quo Episcopus Vercellensis, sive Capitulum Vercellense, aut alius nomine Episcopi, ac Capituli prædictorum dicerent Civitatem prædictam spectare ad Ecclesiam Vercellensem, quò ad Dominium temporale, teneantur, & debeant infrà ipsum annum de jure suo docere coram dicto Domino Cardinali, vel deputando, & deputandis ab eo tali tempore, quod infrà dictum annum possit pronunciari, possitque ipse Dominus Cardinalis, vel deputandus, & deputandi ab eo in hujusmodi causa procedere summariè, & de plano, sine strepitu, & figurâ judicii, solâ rei veritate inspectâ, juris ordine servato, & non servato, prout sibi videbitur expedire, & ubi per eventum causæ repertum fuerit, & pronunciatum per ipsum Dominum Cardinalem, vel deputandum, aut deputandos ab eo, dictam Civitatem ad Episcopum, & Capitulum Vercellarum, conjunctim vel divisim, in temporalibus pertinere debere, ipse Dominus Cardinalis teneatur, & debeat operari cum effectu, quod Dominus noster Papa dignetur dare licentiam Episcopo Vercellensi, & Capitulo, conjunctim vel divisim, infeudandi dictam Civitatem quò ad temporalia prædicto Domino Azoni nato Domini Comitis Virtutum Nepoti præfati Serenissimi Principum Regis Franchorum, ejusque Hæredibus, & Successoribus sub certo annuo censu, de quo dicto Domino Cardinali videbitur, & placebit, & dictus Dominus Episcopus, sive Capitulum, ut suprà, teneatur, & debeat infeudare dictam Civitatem, & Terras Diocæsis Vercellarum suprascriptas ipsi Domino Azoni, seu Hæredibus, & Successoribus ejus, qui teneatur ipsum infeudationem dicti Domini Cardinalis Gebennensis acceptare, omologare, & approbare, & censum annuum solvere in terminis, & prout per ipsum Dominum Cardinalem Gebennensem fuerit ordinatum; Ita tamen quod ipse Dominus Cardinalis teneatur, & Dominus Papa dignetur procurare, quod prædicta infeudatio, & census solutio fieri, & recipi possit de consensu, & licentia Serenissimi Domini Imperatoris, sine præjudicio aliquorum Imperialium Privilegiorum concessorum dicto Domino Galeaz, & Comiti Virtutum; Si verò infrà annum prædictum probatum, aut pronunciatum non fuerit, aut dictus Dominus Episcopus, seu Capitulum, communiter vel divisim, non investiverit, aut licentia à Domino Imperatore obtenta non fuerit, tunc, & eo casu dictus Gubernator teneatur, & debeat liberè restituere, & tradere suprascriptam Civitatem cum Castro, Cittadellâ, & Terris, prout superius in hoc Capitulo continetur.

Item præfatus Dominus noster Papa, seu dictus Dominus Cardinalis teneatur, & debeat in continenti publicata Pace prædicta procurare suo posse, quod quicumque ex Colligatis, Adhærentibus, Sequacibus, & Subditis ipsorum, vel qui adhæserunt ipsis in præsenti Guerra, & qui tenent, seu quorum nomine tenerentur aliquæ aliæ ex Terris occupatis in præsenti Guerra pertinentibus ad ipsum Dominum Galeaz, vel Comitem Virtutum ejus natum, seu ad eorum Colligatos, Sequaces, & Subditos, tempore inchoatæ Guerræ præsentis, tenebantur, regebantur, & gubernabantur, eas Terras non spectantes ad aliquas Ecclesias, de quibus Dominus Cardinalis cognoscat ut suprà, ipsi Domino Azoni Filio dicti Domini Comitis Virtutum Nepoti Serenissimi Regis Franchorum, & Successoribus suis liberè, & expeditè infrà duos menses restituent, aut Adhærentibus, Colligatis, Sequacibus, & Subditis dictorum Dominorum Galeaz, & Comitis Virtutum, quorum ipsæ Terræ essent, & ad quos spectarent, vel quorum nomine tenebantur tempore inchoatæ præsentis Guerræ in, & super Territorio Domini Galeaz, & Comitis Virtutum; & si restituere recusarent justa declarationem dicti Domini Cardinalis, quam facere teneatur, & debeat infrà alios duos menses, tunc, & eo casu præfatus Sanctissimus Dominus noster Papa, & ipse Dominus Cardinalis, & alii eorum Colligati, Adhærentes, Sequaces, Stipendiati, & Subditi non possint, nec debeant ipsis tenentibus aliquam, vel aliquod ex Terris, seu Castris ipsis spectantibus, ut suprà dictum est, dare auxilium, consilium, vel favorem contra prædictos Dominos Galeaz, & Comitem Virtutum, & Dominum Azonem, eorumque Hæredes, & Successores, seu Adhærentes, Colligatos, Sequaces, & Subditos eorum, quorum essent ipsæ Terræ, seu Castra, vel quorum nomine tenebantur ut suprà; & è contra si dictus Dominus Galeaz, seu Dominus Comes Virtutum, seu sui Adhærentes, Colligati, Sequaces, Subditi, vel eorum aliquis, etiam qui adhæserunt ipsis, & eorum cuilibet in præsenti Guerra tenerent, sive teneat, seu eorum nomine tenerentur aliqua Loca, Castra, vel Terræ ad præfatum Sanctissimum Dominum nostrum Papam, & Romanam Ecclesiam, sive Colligatos, Adhærentes, Sequaces, & Subditos ejus, vel qui adhæserunt ei in præsenti Guerra, spectantia occupata in præsenti Guerra, seu quæ per ipsum Dominum nostrum, seu Sanctam Romanam Ecclesiam, seu per Colligatos, Adhærentes, Sequaces, & Subditos, aut eorum nomine tempore inchoatæ Guerræ præsentis tenebantur, regebantur, seu gubernabantur, teneantur eas Terras, Castra, & Loca restituere, & tradere illi, vel illis, quorum dicta Loca erant, & ad quos spectabant, vel quorum nomine tenebantur, regebantur, seu gubernabantur; & si non restituerint justa declarationem dicti Cardinalis infrà duos menses, tunc, & eo casu præfati Domini Galeaz, & Comes Virtutum, & Dominus Azo, seu eorum Colligati, Adhærentes, Sequaces, & Subditi, & Stipendiati, seu ipsorum aliqui non possint, nec debeant ipsis tenentibus aliquam, vel aliquod ex Terris, seu Castris eisdem spectantibus, ut suprà dictum est, dare auxilium, consilium, vel favorem contra præfatum Dominum nostrum Papam, seu dictum Dominum Legatum, eorumque Colligatos, Adhærentes, Sequaces, & Subditos, quorum essent dictæ Terræ, vel dicta Castra, vel quorum nomine tenebantur ut suprà, & quod eo casu tales nolentes restituere non gaudeant beneficio præsentis Pacis, hoc addito, quod si de Terra Cunei dubium aliquod moveretur, ipse Dominus Cardinalis Gebennensis super hoc declarare, & determinare possit, prout sibi videbitur, & placebit.

Item quod dictus Dominus Galeaz, & ejus Filius Dominus Comes Virtutum, ac prædictus Dominus Azo Nepos Serenissimi Regis Franchorum, & ille in cujus manibus dictæ Terræ tradentur, seu restituentur, & quilibet alius Successor ipsorum, ad quem spectabit, seu cui dicta restitutio fiet, teneantur, & debeant immediatè, Pace publicata, rebellibus, & omnibus, & singulis, qui in præsenti Guerra adhæserunt præfato Domino nostro, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, vel qui in favorem dicti Domini nostri, & Ecclesiæ, ac Adhærentium, Colligatorum, Sequacium, & Subditorum suorum, & cujuslibet eorum aliquid operati sunt, vel fecerunt contra ipsum Dominum Galeaz, seu Comitem, Colligatos, Sequaces, vel Subditos suos, & eorum, & cujuslibet eorum statum parcere, remittere, & indulgere, & ex nunc parcunt, quietant, remittunt, & indulgent omnes, & singulas injurias, dampna, delicta, & excessus quaslibet, quæ ipsis Dominis, vel eorum Colligatis, Adhærentibus, Sequacibus, vel Subditis, vel contra Statum ipsorum etiam divisim illatæ fuissent, vel commissa, vel perpetrata dici possent quommodolibet in præsenti Guerra Ecclesiæ, & ante, quandocumque, & qualitercumque, & quommodocumque usque in præsentem diem firmatæ Pacis, ita quod nihil de præteritis commissis, excessibus, dictis, aut factis possit, aut debeat eis aliquo modo quocumque colore quæsito imputari, vel imponi, & processus, & condempnaciones, atque banna contra ipsos, vel aliquem ipsorum factu, promulgata, seu data facere liberè canzellari, & annullari, & pro canzellatis, & annullatis ex nunc, & nullis reputati, haberi, & teneri; & ipsos, & eorum quemlibet restituere ad omnia, & singula bona, & jura sua quæcumque, ac permittere stare in Terris; & etiam quod possint, & debeant gaudere, & utifrui bonis, juribus, & rebus suis, sicut poterant, & debebant ante præsentem Guerram, ità quod in omnibus, & per omnia sint in pristinn statu restituti, & reintegrati, prout erant ante præsentem Guerram, quantum est ad res mobiles estantes tempore publicatæ Pacis penes occupatores, & etiam ad res immobiles in eo statu, quo esse reperirentur, omni fraude cessante; & quod aliqui eorum Fidejussores obligati pro ipsis de tenendo ipsorum Fortalicia, & Castra ad honorem, & obedientiam præfatorum Dominorum Galeaz, & Comitis Virtutum, occasione dictarum Fidejussionum, seu promissionum nul-

ANNO 1376.

nullatenus molestentur, nec molestari aliqualiter debeant, sive possint propter rebellionem ipsorum, seu alicujus ipsorum, quin immò tàm ipsi, quàm eorum Fidejussores sint liberi, & quieti ipso jure, & ipso facto, & quòd pro aliquibus hinc retro commissis, seu quoquomodo perpetratis, aliqua eorum Castra, seu Fortalicia, vel Loca non diruantur, nec dirui possint; & quod omnia, & singula suprascripta, & infrascripta, & omnia in præsenti Contractu contenta ratificare, & amologare, ac jurare teneantur infrà quindecim dies à die publicatæ Pacis dictus Dominus Galeaz, & Dominus Comes Virtutum proprio Sacramento, & per fidem corporis sui, & etiam permittere per patentes Litteras ipsorum sigillis sigillatas, & in manibus alicujus deputandi per præfatum Dominum Cardinalem, ot hoc possit perpetuò demonstrari, & similiter Officiales præfatorum Dominorum, & prædicti Domini Azonis Filii dicti Domini Comitis, qui pro tempore erunt in Terris prædictis, jurare debeant, & observare prædicta omnia, & singula teneantur, ac etiam dicti Subditi tractari debeant æque bene, & favorabiliter, prout tractabuntur alii Subditi præfatorum Dominorum, & quod nulla gravamina ipsis restitutis imponentur, ac si numquàm contra Statum dictorum Dominorum Galeaz, & Comitis Virtutum fecissent, vel attemptassent, & non obstantibus aliquibus commissis per eos; & similiter versa vice Adhærentes, Colligati, & Subditi dictorum Dominorum Galeaz, & Comitis Virtutum, seu qui pro parte, & in favorem ipsorum, vel alterius eorum aliquid contra Ecclesiam, sen Colligatos, Adhærentes, Seqnaces, & Subditos suos fecerunt, & operati fuerunt, possint, & debeant gaudere, & utifrui omnibus bonis, juribus, & rebus suis, sicut poterant, seu debebant ante præsentem Guerram, quantum sit in potestate Ecclesiæ, seu Adhærentium, Colligatorum, Seqnacium, & Subditorum suorum; & quod eis, & cuilibet ipsorum parcantur, remittantur, & indulgeantur, & ex nunc remissæ, & indultæ sint omnes, & singulæ injuriæ, dampna, delicta, & offensæ quæ Statui Ecclesiæ, vel prænominatorum Adhærentium, Sequacium, & Subditorum suorum illatæ fuissent, vel commissa, seu perpetrata dici possent quommodolibet in præsenti Guerra, & quòd processus, condempnationes, atque banna contra ipsos, vel ipsorum aliquem facta, promulgata, seu data liberè canzellentur, & annullentur, & pro canzellaris, & nullis ex nunc habeantur, teneantur, & reputentur, ita quod in omnibus, & per omnia sint in pristino statu restituti, & reintegrati, prout erant ante præsentem Guerram, quantum est ad res mobiles extantes tempore publicatæ Pacis penes occupatores, & etiam ad res immobiles in eo statu, quo esse reperirentur, omni fraude cessante, ut suprà; salvo tamen, quod illi ex prædictis, qui essent de Terris Romanæ Ecclesiæ immediatè spectantibus in ipsis stare, & habitare non possint, nisi si, & prout placuerit sanctissimo Domino nostro Papæ.

Item in casu quo aliquis seu aliqui ex illis, qui vigore præsentis Pacis restituendi veniunt, & restitui debent præfato Domino Azoni Filio dicti Domini Comitis Virtutum, Nepotisque Serenissimi Regis Franchorum ad eum non venirent cum eorum Terris, Locis, & hominibus obedientia, sicut vigore præsentium Capitulorum venire, & restitui debent, vel Castra, Loca, & Terras, quas habent, tenebunt, & regent sub Dominio, & Territorio Dominorum Galeaz, Comitis, & Azonis præfatorum, & alicujus ipsorum non facerent ipsis Dominis, sub cujus Dominio erunt, obedire, requisiti ipsi tales ad obedientiam venire nolentes vel non facientes ipsorum Terris obedire ut suprà, non gaudeant beneficio hujus Pacis, sed ab ipsa Pace sint, & esse intelligantur, tanquam protinus inobedientes, exclusi, & quod Dominus noster Papa, seu dictus Dominus Legatus, vel aliquis ex Colligatis, Adhærentibus, & Sequacibus suis non possint, neque debeant dare ipsis inobedientibus aliquod auxilium, consilium, vel favorem; & similiter versa vice, si restituendi vigore præsentis Pacis, & Capitulorum ejus præfato Sanctissimo Domino nostro, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, sen Colligatis, Adhærentibus, & Sequacibus suis ad ipsorum non venirent, cum eorum Locis, Terris, & hominibus, obedientiam, vel Castra, Loca, possessiones, & Terras, quas tenebunt, & regent sub Dominio præfati Domini nostri Papæ, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, seu Colligatorum, Sequacium, & Adhærentium ejus non facient, ei, & ipsis, sub cujus Dominio erunt, obedire, requisiti ipsi tales, ad obedientiam venire recusantes, seu nolentes, & non facientes ipsorum Terras, & Castra obedire, non gaudeant beneficio hujus Pacis &c. ut suprà.

Item quod processus Papales, si qui facti sint, occaxione præsentis Guerræ, contra dictos Dominos Galeaz, & Comitem Virtutum, eorumque Adhærentes, Colligatos, Officiales, Subditos, & Sequaces, seu alios, qui dederint eis auxilium, consilium, vel favorem, tollantur tam contra personas Ecclesiasticas, quàm Sæculares, ita, & taliter quod absolvantur ab omnibus Sententiis, Excommunicationibus, & irregularitatibus quibuscumque, & quod in statum pristinum per omnia reducantur, & reduci debeant, servata tamen forma juris, & quod Dominus noster Papa, etiam ipse Dominus Cardinalis procurabunt suo posse, quod processus, & Sententiæ Imperiales, si qui fuerint contra eos occaxione præsentis Guerræ, tollentur, & canzellabuntur, ita, & taliter, quod ipsi Dominus Galeaz, & Comes Virtutum sint in eodem statu, & in eodem suo jure, in quibus erant tempore inchoatæ Guerræ præsentis.

ANNO 1376.

Item quod tempore quo fiet restitutio Civitatis Vercellarum prædictæ, & Terrarum Diocæsis ejusdem, juxta Capitula prædicta, debeant Partes dictæ Civitatis, videlicet Pars illorum de Advocatis cum Parte illorum de Tizonibus pacificari ad invicem per dictum Dominum Legatum, & Vicarium, & per dictum Dominum Comitem Virtutum, aut eorum Commissarios, & ita taliter ordinari, quod simul ambæ Partes prædictæ possint in dicta Civitate, & Diocæsi cum eorum amicis pacificè commorari, & æqualiter communicare in dignitatibus, & honoribus, pro ut ipsis videbitur convenire, & hoc infrà duos menses à die factæ restitutionis prædictæ.

Item quod dictus Dominus Galeaz, ejus Filius Dominus Comes Virtutum natus dicti Domini Comitis, Nepos Serenissimi Principum Regis Franchorum, Hæredes, & Successores, ac Officiales ipsorum, seu aliqua alia persona pro eis, vel eorum nomine, vel aliqui eorum Colligati, Adhærentes, Sequaces, & Subditi sub aliquo colore quæsito non possint, nec debeant quoquomodo, publicè vel occultè, directè vel indirectè, turbare, inquietare, exigere, vel estorquere, capere, tenere, aut usurpare, vel injurias, aut dampna inferre, vel inferri facere per se, vel alium, seu alios, contra Ecclesias, vel Ecclesiasticas personas, vel ipsorum Jurisdictiones, jura, & bona quæcumque ad ipsas personas Ecclesiasticas, & Ecclesias spectantes, & pertinentes quoquo modo, sed quod dictæ Ecclesiæ, & personæ Ecclesiasticæ suis Juribus, Jurisdictionibus, redditibus, & bonis pacificè gaudeant, & bene tractari, & manuteneri debeant per dictos Dominos, eorumque Successores, & Officiales cum pura, & mera Ecclesiastica libertate, prout, & secundum quod jure cavetur, & cautum est

Item quod per aliqua actitata, & facta in præsenti Contractu non præjudicetur, vel derogetur, nec præjudicatum esse intelligatur, seu derogatum aliquibus Juribus, Privilegiis, & Honoribus Imperialibus datis, seu concessis Ecclesiis, seu personis Ecclesiasticis, nec non præfatis Dominis Galeaz, & ejus genito Comiti Virtutum, salvis tamen Capitulis supra, & infrascriptis in præsenti Contractu.

Item quod dampna restaurabilia data hinc inde à die publicationis Treguarum usque in diem publicationis præsentis Pacis, pro observatione ipsarum Treguarum restituantur, & emendentur per illos, qui dicta damna fecerunt, ad arbitrium tamen, & ordinationem præfatorum Dominorum Cardinalis, & Comitis Virtutum.

Item quod pro bono Pacis prædictæ, & pro majori roboris firmitate ipsius, & ad hoc ut tollatur omnis materia litis, & quæstionis, & recidivæ Guerrarum, actum est, quod prædicti Magnificus Dominus Dominus Galeaz, & Illustris Dominus Comes Virtutum ex unâ parte, & Illustris Dominus Marchio Montisferrati, ejusque Fratres ex altera, de omni lite, quæstione, contentione, debato, peticione, & requesta, quæ inter Partes prædictas hactenus mota fuisset, vel esset de præsenti, vel moveri contingeret quommodolibet in futurum occazione Guerrarum antiquarum, quæ inter Partes, & Prædecessores, seminante Satore Zinzaniæ, motæ, ortæ, & agitatæ fuerunt, compromittunt se se solempniter, de alto & de basso, de jure & de facto, in præfatum Dominum Cardinalem Gebennensem secundum formam Compromissi, seu Instrumenti Compromissi inferiùs denotati, & ex nunc præfatus Dominus Pinotus Procurator habens ad hoc plenum, & sufficiens Mandatum, pro ut constat publico Instrumento scripto per Pasquinum de Capellis de Cremona Notarium publicum tenoris inferius descripti, compromittit nomine Procuratorio quo suprà in eumdem Dominum Cardi-

Anno 1376.

Cardinalem de alto, & de basso, ac de jure & de facto, modo prædicto. Hoc addito, & adjecto in præsenti Contractu inter Partes prædictas, quod si prædicti Marchio, & Fratres alia Pars non se compromittant similiter, & eodem modo, & forma, & secundum tenorem dicti Instrumenti Compromissi inferius annotati per se, vel eorum Procuratores habentes plenum, solempne, & sufficiens mandatum, intrà tres menses, in prædictum Dominum Cardinalem, tunc, & eo casu careant omni beneficio Pacis quo ad Guerras ante præsentem Guerram Ecclesiæ agitatas, & motas, ac movendas inter Partes prædictas, & si facto dicto Compromisso non declararetur, & pronunciaretur inter Partes prædictas per ipsum Dominum Cardinalem, in termino limitando in dicto Instrumento Compromissi, tunc, & eo casu non sit, nec intelligatur Pax ipsa facta esse, quantum inter præfatos Dominos Galeaz, & Marchionem Montisferrati, nisi pro præsenti & de præsenti Guerrâ Ecclesiæ tantum, & quod hæc Pax quantum ad contentiones antiquas agitatas inter dictas Partes ante motam præsentem Guerram Ecclesiæ non vendicet sibi locum, nec aliquid operetur, sed eo casu liceat dicto Domino Galeaz, & Comiti Virtutum, eorumque Successoribus agere, & facere contra Dominum Marchionem Montisferrati, & ejus Fratres, & Successores pro suis juribus consequendis, & recuperandis, absque eo quod dici possit, quod per hoc hanc Pacem infringerint; nec eo casu possint, nec debeant dictus Dominus noster Papa, seu Colligati, Adhærentes, & Sequaces sui dare, vel præstare dictis Domino Marchioni, & Fratribus auxilium, consilium, vel favorem, salvo tamen, & hoc adjecto, quod si ipse Dominus Cardinalis occasione justi impedimenti infrà dictum terminum sententiare non posset inter Partes prædictas, tunc, & eo casu debeant dictæ Partes infrà unum mensem à die expirati Compromissi eligere duos communes amicos, videlicet unum pro qualibet Parte, qui infrà duos alios menses incepturos in fine dicti primi mensis sententiare, pronunciare, & declarare inter prædictas Partes super omnibus suprascriptis, & si dicti eligendi invicem concordare non possent, Sanctissimus Dominus noster Papa debeat dare eis de confidentibus Partium tertium, qui confidentes per Partes ipsas dari debeant præfato Domino nostro Papæ infrà primum mensem dictorum duorum mensium, & quicquid per dictos tres, vel majorem partem pronunciatum, & arbitratum fuerit infrà terminum suprascriptorum duorum mensium debeat per Partes inviolabiliter observari; Et in casu quo prædictæ electiones non fierent modo prædicto, vel si fiant, & non pronuncietur per eligendos ut suprà, tunc, & eo casu utrique Parti remaneant jura sua salva, sicut erant ante præsentem Guerram Ecclesiæ; & si pronuncietur, & pronunciamentis non stent, & pareant, Pars non parens, & non stans dictis pronunciamentis incidat in pœnam contentam in Instrumento dicti Compromissi.

Item quod omnes, & singuli carcerati, & detenti in præsenti Guerrâ, seu ejus occasione hinc inde liberè, & sine solutione etiam expensarum aliquarum relaxentur intrà quindecim dies à die publicationis præsentis Contractus numerandis.

Item convenerunt dictæ Partes nominibus, quibus suprà, quod si aliquod dubium emergeret, vel oriretur in præsenti Contractu, aut circà eum, vel aliquod ex Capitulis supra & infrascriptis, in intellectu verborum, aut aliter quommodocumque, stetur, & stari debeat ordinationi, & declarationi præfati Domini Cardinalis Legati, & Vicarii ut suprà.

Item quod utraque Partium teneatur, & debeat nominare, & in scriptis dare Domino Cardinali, aut deputando, & deputandis per eum infrà duos menses à die publicationis præsentis Pacis omnes Colligatos, Adhærentes, Complices, & Sequaces; & neutra Partium possit, vel debeat nominare, vel in scriptis dare pro Colligato, Adhærente, vel Sequace aliquem, qui sit de Civitate, Territorio, vel Comitatibus, seu Districtibus, quæ reguntur, & gubernantur per aliquem de aliâ Parte, qui nunc stet, vel habitet in ipsis Civitatibus, vel Terris, & Territoriis, seu Districtibus, qui reguntur, & gubernantur per aliquem ex aliâ Parte; Hoc addito, quod omnes, & singuli, qui per dictas Partes pro Colligatis, Adhærentibus, Complicibus, & Sequacibus nominabuntur, & dabuntur in scriptis ut suprà, teneantur, & debeant infrà duos menses à die, quo dati in scriptis fuerint, per se, vel eorum legiptimos Sindicos, seu Procuratores plenum, & sufficiens mandatum habentes ad hoc, comparere coram Domino Legato prædicto, seu alio, & aliis per ipsum ad hoc deputando, & deputandis, & ipsam Pacem, ac præsentem Contractum, & omnia, & singula Capitula, & quæcumque in ipsis contenta, in quantum quemlibet ipsorum tangit, ratificare, emologare, & approbare, & promittere, & se solempniter ad observationem Pacis ipsius obligare in iis, quæ Adhærentes ipsos respiciant, & prout obligantur Partes prædictæ, nominibus, quibus suprà, per quas ut Adhærentes, Colligati, Complices, & Sequaces fuerint nominati, & si intrà dictum terminum prædicta non fecerint, vel etiam si fecerint, & per eos promissa observata non fuerint, vel in aliquo contrafecerint, beneficio, & lenitate Pacis minimè potiantur, quin immò habeantur, & sint penitus exclusi. Et nihilominus Pars, quæ illos tales nominaverit pro Adhærentibus, ut suprà, non possit, nec debeat ipsos adjuvare, nisi, & pro ut in proximo sequenti Capitulo continetur; Illi autem, qui nominati sunt specialiter in præsenti Contractu pro Adhærentibus, Sequacibus, & Colligatis infrà duos menses, exceptâ Dominâ Reginâ, quæ habeat quatuor à die Contractus, & publicationis præsentis Pacis, teneantur, & debeant similiter comparere, seque obligare, & omnia facere, quæ superius, & inferiùs continentur, aliàs exclusi sint, & pro exclusis habeantur ut suprà.

Item quod si quæstio aliqua, vel dubium aliquod oriretur inter Partes prædictas, vel aliquem ipsorum, seu Adhærentes, & Sequaces Partium prædictarum, eo quod per aliquem ipsorum diceretur Pacem sibi ruptam esse, tunc, & eo casu super tali quæstione, vel dubio procedatur, cognoscatur, & decidatur modo suprascripto, videlicet quod si talis ruptio esset clara, & notoria, utporè quia unus auctoritate propriâ de facto invaderet, occuparet, acciperet, vel accipi, seu occupari faceret, Civitatem, Castrum, vel Terram alterius, liceat Parti læsæ, & offensæ se defendere quoquo modo, & sine aliâ denuntiatione, vel solempnitate recuperare Civitatem, Terram, vel Locum cum toto exfortio suæ Partis, & ejus, cujus fuerit Adhærens, Colligatus, vel Sequax, & etiam invasores expellere, & nihilominus denunciatio fiat, si placebit offenso, & per Partem læsam ad exactionem pœnæ quommodolibet procedatur. Si verò aliter, quàm dictum sit, clarè pateret eum non servasse promissa, tunc ad requisitionem talis offensi teneantur omnes alii de parte offensi tali non servanti per eorum Nuncios, & Literas intimare, ut statim quidquid contrafecerit resarciat, & restituat, & pœnam promissam, quam inciderit talia committendo, persolvat. Et si hoc non fecerit intrà mensem, tunc omnes alii de Parte prædictâ esse possint, & debeant in favorem, & subsidium offensi contrà eum, & contrà ipsius Subditos, & Terras bonâ fide ad prædictorum observantiam, & pœnæ solucionem; Si verò adhuc super prædictis talis, cui foret denunciatio facta, prætenderet excusationem aliquam, quæ rationabilis esse aliqualiter videretur, tunc ad requisitionem læsæ Partis, duo pro qualibet Partium eligantur, qui jurare teneantur, & debeant in manibus dicti Domini Legati, vel cui duxerit committendum, ad sancta Dei Evangelia, talem excusationem in dictum tempus, summariè, & expeditè, ac sine ullo litigio decidere, & quod ipsorum decisioni stetur, & quæcumque præceperint, si concordare poterint, observentur, & si discordaverint, tunc præfatus Dominus Legatus determinet quicquid sibi videbitur unà cum eis, vel saltem duobus ex eis; & hoc in casibus restaurabilibus; in casibus verò irrestaurabilibus jus commune servetur, & ultrà secundum quod dicto Domino Legato videbitur convenire; Si autem dubium aliquod foret in aliquo puncto, vel negligentiâ præmissorum hinc indè factorum, vel de aliquâ re, vel de jure debendo justà promissa in præsenti Contractu per unam alteri, vel alteram alteri, tunc eligantur per Partes contendentes duo valentes Viri, videlicet unus pro unâ Parte, & alter pro alterâ Parte, qui conveniant, & jurent, ac terminent ut suprà, & si non essent concordes, præfatus Dominus Legatus pro tercio sit, & quicquid terminabitur per eos, vel majorem partem ipsorum, hinc indè firmiter, & fideliter observetur.

Item cum Dominus noster Papa, & Sancta Romana Ecclesia cum aliquibus Colligatis, & Adhærentibus suis Ligas habeat, ut asseritur, sub diversis terminis, & temporibus finiendis, convenerunt dictæ Partes nominibus quibus suprà, quod per aliqua contenta in Capitulis suprascriptis, & in toto præsenti Contractu, non teneatur Dominus noster Papa, seu Romana Ecclesia facere ullo modo contrà formam, & tenorem alicujus Ligæ, quam hodiè cum aliquibus habeat, nec obligetur quominus dictas Ligas usque ad tempus, ad quod factæ sunt, possit, & debeat absque læsione præsentis Pacis plenariè observare; Ità tamen quod præfatus Dominus

ANNO 1376.

minos Cardinalis teneatur, & debeat dare in scriptis præfatis Dominis Galeaz, & Comiti Virtutum illa Capitula dictarum Ligarum, quæ de tempore ipsarum Ligarum faciant mentionem infrà tres menses proximè subsequentes, aliter suprascripta Capitula, & præsens Contractus locum habeant, sicut jacent.

Quæ quidem Pacta, promissiones, liberationes, quietationes, absoluciones, annullaciones, obligationes, reservaciones, & omnia alia, & singula suprascripta, præfatus Dominus Legatus suo, & nominibus, quibus suprà, ex parte unâ, & præfatus Dominus Pinotus Procurator, & Procuratorio nomine prædictorum Dominorum Galeaz, & Comitis Virtutum, Nati ipsius, & utriusque ipsorum, & nomine Communitatum, & Colligatorum supradictorum ex parte alterâ, solempnibus stipulationibus intervenientibus, convenerunt, & promiserunt inviolabiliter observare perpetuò, purè, & bonâ fide, absque dolo, fraude, & aliquâ calliditate, & machinatione, remotâ etiam qualibet juris, vel facti exceptione, attendere, observare, & firma, rata, & grata habere, & tenere, & in nullo contrafacere, vel venire per se, vel per alium, seu alios, clam vel palam, tacitè vel expresse, directè vel indirectè, aliquâ ratione, vel modo, vel ingenio, sive causâ, sub pœnâ, & in pœnam florenorum centum millium boni auri, & justi ponderis per contrafacientem, seu contrafacientes attendenti, & observanti, seu attendentibus, & observantibus applicandorum, & effectualiter persolvendorum, etiàm cum refectione dampnorum, & expensarum litis, & extrà, de quorum dampnorum, & expensarum quantitatibus cred tur Sacramento illius, contrà quem factum fuerit, absquè aliquâ probatione; quæ pœna suprascripta tociens committatur, & committi, & exigi possit cum effectu, quociens in præmissis, vel aliquo præmissorum fuerit contrafactum, vel contraventum, vel aliquod de prædictis non servatum; & pœnâ solutâ, vel non, nihilominus præsens Contractus Pacis in suis robore, & firmitate remaneant in damnum, & præjudicium contrafacientium in præmissis, vel aliquo præmissorum; & insuper non attendens, vel non observans præmissa omnia, vel aliquod præmissorum, possit ubicumque locorum, coràm quocumque Principe, ac Domino appellari, ac reputari perjurus, pro quibus omnibus, & singulis firmiter observandis, & attendendis obligaverunt omnes, & singuli suprascripti omnia, & singula bona, mobilia & immobilia, præsentia, & futura illorum, quorum nominibus agunt, & contrahunt, ubicumque posita, & sita sint, renunciantes omnes, & singuli suprascripti, nominibus antedictis, per Pactum specialiter, & expressè in antedictis omnibus, & quolibet ipsorum, exceptioni omnium, & singulorum suprascriptorum non sic factorum, nec celebratorum, nec promissorum, ut superiùs continetur, exceptioni doli, mali, vi, metusve, causâ, sine causâ, vel ex injustâ causâ, fori privilegio, remedio appellationis, supplicationis nullitatis, & beneficio restitutionis in integrum, omnique juris auxilio tàm Canonico, quàm Civili, vel Municipali, cum quo, vel quibus contra prædicta, vel aliquod prædictorum posset aliquid objici, vel opponi, & specialiter juri dicenti generalem renunciationem non valere. Cæterum præfati Procuratores, nominibus quibus suprà, tactis Scripturis corporaliter, jurant ad sancta Dei Evangelia in animabus dictorum Dominorum suorum Constituentium suprascripta omnia, & singula realiter, efficaciter, & inviolabiliter, bonâ, & purâ fide, & absquè fraude, vel dolo adimplere, attendere, & observare, & rogant omnes, & singuli antedicti me Notarium, ut de prædictis omnibus, & singulis ego, & alius conficerem, & conficeremus Instrumentum unum, duo, vel plura, & quot voluerint, & voluerimus ad petitionem cujuslibet ipsorum in consonantiam sinè discrepantiâ, & similia, & convenientia publica Documenta.

Actum in Territorio Oliveti Vallis Salmoziæ Diocæsis Bononiensis, in quo dictus Dominus Cardinalis castrametatus est anno à Nativitate Domini M. CCC. LXXVI. Indictione decimâ quartâ, die decimâ nonâ mensis Julii, Pontificatus Sanctissimi Domini nostri Domini Gregorii Divinâ providenciâ Papæ Undecimi anno sexto, præsentibus Reverendissimis Patribus Domino Steffano de la Columpna dicti Domini nostri Papæ Prothonotario, Guillielmo Senensi, Luchâ Narniensi, Fratre Angelo Pensauriensi, Francisco Aquensi, & Ademario Betelemitano Episcopis, ac Magnifico Milite Domino Ugone de Ruppe, nec non Venerabilibus, & Nobilibus Viris Domino Petro Zambono, Decano Ligoniensi Sacri Palatii Auditore, & Johanne de Marolio Archidiacono Camaricensi, ac Egregiis Viris Gasparro Filio Nannis de Ubaldinis, Bernardo Solberii, & Ubertino Balardi, & Sapientibus Viris Domino Stefano de Ariseto Ambaxiatore Domini Marchionis Montisferrati, ac Domino Martino de Vassallis Legum Doctoribus, & Johanne de Ponte Ambaxiatore Reverendissimi Patris Domini Episcopi Vercellensis, Testibus ad præmissa rogatis, & vocatis.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.*

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

LXXXV.

Vertrag zwischen Ruprecht dem ältern Churfürsten zu Pfaltz eines / und den Städten Mayntz / Worms und Speyr andern theils / wegen des occasione des zwischen den Grafen von Leiningen und bemeldten Städten geführten Kriegs / einander zugefügten Schadens. Heydelberg auf den Montag vor St. Simonis und Judä Tag 1376. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. LIV. pag. 725. Col. a.] 27. Oct.

C'est-à-dire,

Accord entre ROBERT le vieux, *Electeur Palatin, d'une part, & les Villes de* MAYENCE, *de* WORMS *& de* SPIRE, *d'autre part, sur les dommages reciproquement faits & soufferts entr'eux à l'occasion de la Guerre desdites Villes contre le Comte de* LINANGE. *A Heidelberg le Lundi avant la Fête St. Simon & Jude 1376.*

WIr Ruprecht der Aelter von GOttes Gnaden Pfaltzgrafe by Rine / des H. Rom. Riches oberster Druchseße / und Hertzog in Beyern / bekennen offenbar mit diesem Brieff / und thun kunde allen den die ihn sehent oder hörent lesen / umb solche Name / Ubergrieff und Schade / als die Burgermeistere / Räde und die Burgere der Städte / Mentze / Wormbs und Spire / ihre Helffere und Dienere / unsern Mannen / Burgmannen / Clöstern / Pfaffen / unsern Burgern und Unterthanen / mit Namen /

Stephan von Ensisheim.
Dietrich Krancke von Kirchen.
Rudolff von Zeisigkheim.
Hans Slieder / Ritter.
Ort von Holdenberg.
Jeckel von Altorff.
Roppe und Dimar Brüdere.
Götz von Mulhofen.
Friderich von Bennigen.
Emund von Zeisigkheim.
Paulus von Kropffsberg.
Hentze Kläglin.
Hencken von Odenbach.
Und Peter von Lagen.

Darzu unsern Clöstern Franckenthal / den armen Clöstern Limburg / Schonfeld / Otterberg / Nonnen-Münster / Kirschgarten / Schönaw / Newenburg / darzu unsern Burgern von der Newstatt / Lambsheim / Wachenheim / Aggersheim / Germersheim / darzu unsern armen Leuten zu Lachen / Schifferstatt / Friedelsheim / Lengenfeld / Schwebischenheim / Meckenheim / Dürckeim / Studenheim / und Schauerheim / und andern unsern Unterthanen geschädigt und gethan haben in dem Krieg / den dieselbe Stät hatten mit dem Edlen unserm lieben Getrewen / Grafe Emichen von Leiningen / darzu auch umb andere alte und newe Ubergrief und Schaden / den die obgenanten Städte / ihre Helffere und Dienere / von war wegen uns und den unsern Unterthanen gethan haben / biß uff diesen heutigen Tag / Und auch umb alle Ubergriff / Name und Schaden / als denselben Städten und den ihren von uns und den unsern auch biß uff diesen heutigen Tag geschädigt und geschehen ist / Daß wir und die obgenanten unser Manne und Burgmanne / und Unterthanen als fürgeschrieben stehet / umb alle obgenante Stück von beyden Seiten mit denselben Städten gütlichen überein kommen und verrichtet / Und ist auch darumb von beyden Siten ein luter Sone und Verzig erwigliche ohne alle Geferde und arge List. Des zu Urkund so haben wir unser Insiegel thun hencken an diesen Brieff. Geben

ANNO 1377. Geben zu Heydelberg uff den Montag vor Sant Simonis und Judä Tag/ nach Christi Geburt/ dreyzehenhundert Jahr und in dem sechs und siebentzigsten Jahr.

LXXXVI.

Schadloß-Brieff welchen die Stadt Reutlingen der Stadt Eßlingen wegen deß mit Ihr und denen andern Städten Ulm/ Rottweil/ und Weyl/ aufgerichteten Bundes und alles daher ohngefehr entstehenden schadens gegeben. Reutlingen an dem tag des ingehenden Jahrs den man nennt den Ewigtag. 1377. [JOH. PHILIP. DATT, Volumen rerum Germanicar. novum Libr. I. Cap. VI. pag. 35. §. 24. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsch. Reichs Archiv. Part. Special. Contin. IV. Abth. VIII. von Reichs-Städten pag. 501.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Indemnité données par la Ville de REUTLINGEN *à la Ville d'*ESLINGEN *touchant son Alliance avec elle, & avec les Villes d'*ULME, *de* ROTHWEIL, *& de* WEIL, *& le dommage qui pourroit lui en arriver. A Reutlingen le jour appellé* Ewigtag 1377.

WIr der Burgermeister/ die Richter und der Raut der Stat ze Rütlingen/ baidu claimer Raut und grosser Raut/ und mit uns du Gemainde baidu Rich und Arm zu Rutlingen/ verjehen offenlich mit Urkund diß Briefs und tugen kunt allen den/ die in lesent oder hörent lesen/ daß wir den Ersamen wisen/ dem Burgermeister und dem Raut der Stat ze Eßelingen/ unsern lieben getruwen Frunden und Aydgenossen/ gelobt und versprochen haben/ für uns selbe und für andere deß Heiligen Reichs Stette/ unser Aydgenossen deß nachgesezt Stuck und Artickel/ ze haltende und ze volbringende ungeverlich. Deß Ersten: Von aller der Coste und Schadens wegen/ die uf deß Riches Stett/ die den Bunt geswooren haunt/ gegangen ist/ untz uff desen Tag/ alß dieser Brief gegeben ist/ daz die von Eßlingen daran nutzit geben sollen/ noch dehainen Schaden deß haben sullen. Das Ander: Daß die von Eßelingen zwein usser irem Raute zu dem Spruche sezen sullen/ wenne die Stett ainander zesamen manent/ alß es von alter Herkomen ist. Das Dritte: Von deß Riches Stette/ die in desem Bunde sint/ Soldener und Spieße haunt usgesezte jglicher Statt/ nach Anzal irer gewohnlichen Stüre/ das die Stette in desem Bunde die von Eßlingen darzu nit tringen/ noch zwingen sullen/ das si solicher Soldener oder Spieße habunt/ denne als verre sie gerne tund. Das Vierde: Daß die Stette in disem Bunde den von Eßlingen sullent ussbringen und entlehnen fünf Tusend Gulden/ daz si die habin untz uf unser Frowen Tag Kertzwihy/ der nun nägst kumpt/ und was man Schadens/ oder Verpuses/ von denselben fünf tusent Gulden gebent wirt/ von demselben unser Frowen Tag/ der nu nägst kumpt/ ain gantzes Jar/ denselben Schaden sullen alle Stette/ die in diesem Bunde sint/ gemainlich haben: Und sullen auch die von Eßlingen ir Brief und Gewißheit geben/ daz si die fünf tusent Gulden gelten und geben/ uf das vorgeschriben Zil. Wir der Burgermeister/ der Richter und der Raut/ baidu clainer Raut und grosser Raut der Statt ze Rütlingen/ verjehen: daz wir gelobt haben uf unser Aide/ alle diese vorgeschribne Stucke und Artickel an disem Brief war und stäte zehaltende und ze vollbringende ungevarlichen/ als ob ez unser aigenlich Ding und Sache were: Und wäre/ daß wir/ oder ander Stät unser Aidgenossen sunderlich die von Ulme/ von Rotwile/ und die von Wile/ die uns mit Iren Briefen/ vollen Gewalt in disen Sachen gegeben hant/ sumig wären an den vorgenanten vier Stucken und Artickeln und dieselben vier Stuck und Artickel oder ir kaines sunderbar nit vollfürten/ in der Wise als vorgeschriben stat/ daz wir doch ze Gott nit getruwen/ in welchen Schaden/ den/ die von Eßlingen davon kumen/ da sullen wir und die egenanten drie Stette/ von Ulme/ von Rotwile und von Wile inen von helffen one allen iren Schaden/ ungevarlichen. Und denen ouch denne die von Eßelingen/ und ir Helffer/ Recht und Gewalt/ uns und dieselben die Stette angegriffende/ mit geistlichen und mit weltlichem Gerichte/ und ane Gerichte; und in welchen Schaden sie deß koment/ da solten in dieselben drie Stette und auch wir Inen von helffen/ an allen iren Schaden/ ungevarlich. Und deß alles zu einem woren Urkund und offener Gezeugnuß/ so haben wir der Burgermeister und der Raut ze Rutlingen/ baidu clainer Raut und grosser Raut unser Statte ze Rütlingen grosses gemaines Insigel offenlich gehencket/ an diesen Brief/ der geben wart deß Jars/ da man zalt von Christus Geburte dryzehen hundert Jar und in dem Siben und Sibentzig Jar/ an dem Tag deß ingenden Jars/ den man nennet/ den Ewigtag.

LXXXVII.

ANNO 1377. 25. Janv.

Verschreibung Churfürsts Ottonis und derer Pfaltzgraffen und Hertzogen Stephan/ Fridrich und Johann von Bayern gegen das Hochstifft Passau/ daß sie hinführo von der Clerisey im Lande zu Bayern/ so unter hochgedachtes Hochstifft gehörig/ keine Steur mehr fordern/ noch nehmen wollen. Geben in Landshut an St. Paulus-tag da er bekehrt ward 1377. [HUNDII Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 271. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Spicileg. Ecclesiast. Part. II. von Stifft Passau, pag. 299.]

C'est-à-dire,

Revers donné par OTTON *Electeur Palatin, & par les Comtes Palatins, & Ducs de* BAVIERE *à l'Evêché de* PASSAU, *par lequel ils promettent de n'exiger & même de n'accepter aucune sorte de Collecte des Ecclesiastiques dépendants de l'Evêché de* Passau, *qui sont en Baviere. Fait à Landshutt le jour de la Conversion de St. Paul.* 1377.

WIr Ott/ deß heiligen Römischen Reichs Ertzkammerer/ Churfürste/ und wir Steffan/ und wir Friderich/ und wir Johanns/ deß vorgenanten Herrn Otten Vettern/ alle von Gottes Gnaden Pfaltzgraven bey Rhein/ und Hertzogen in Bayern/ rc. verjehen und bekennen für uns/ all unser Erben und Nachkommen/ offenlich mit dem Brief/ und thun kunde allen den/ die ihn sehen/ lesen/ oder hörend/ die nun lebend/ und hernach künfftig sind/ daß uns die Ehrwürdig/ unser lieben Freunde/ Herr Albrecht Bischoff zu Passaw/ und der Ehrsamen/ der Thumprobst/ der Dechant/ und das gantz Capitel daselbs zu Passaw/ geklagt/ und redlichen und wolbedechtlichen fürbracht habend/ daß wir zu dieser Zeit ein Steure auff sie und auff ihr ehegenantes Gotshauß und Capitel zu Passaw/ und darzu auff aller Pfaffheit in unserm Lande zu Bayern Leut und Güter/ gelegt hetten/ wider Geistlich Freyheit/ deß wir nit recht hieten/ und das auch schedlich were/ wider die genante Brief/ die sie/ und gemeinklich alle Pfaffheit in demselben unserm Lande zu Bayern/ von unsern Vorvordern seeliger Gedechtnis/ darumb haben/ die wir nun gehört und gesehen/ und haben uns demütigklich/ und mit Fleiß/ daß wir sie/ ihr Gotshauß/ und Capitel zu Passaw/ alle ihre/ und andere Pfaffheit überall/ in unserm Lande zu Bayern Leut und Güter/ wie die genant/ und wo die gesessen sind/ auff der Gotsheuser Gründen/ oder hinder andern Leuten/ solcher und ander Steure/ sweß man der erdencken möchte/ und sunst aller andere unbilicher Beschwerunge/ die da sind und weren wider Geistliche Freyheiten/ jetzund und hinfür begäben/ und darumb unbetrübt liessen/ so sie uns wol getrawten/ und daß wir ihn auch die ehegenanten ihr Briefe/ und sunst alle ander ihr Briefe/ die sie/ ihr Gotshauß/ und Capitel zu Passaw/ von allen unsern Vorvordern/ und von uns haben/ und dazu alle ihre Rechte/ Freyheiten/ und gut Gewonheit/ ruchten genedlich zu bestettigen. Nu haben wir angesehen ihr demütig gerechte gebette/ und das ihr Vorvordern selig/ und sie/ in unsern Vorvordern seeligen/ und uns/ wo wir sie gebeten haben/ menigfaltigklich und erbarlich haben gefallen/ und noch hinfüran gefallen mögen/ und wir verheissen ihn/ bey unsern Gnaden/ und wir verbinden uns auch wissentlich/ bey unsern Trewen/ für uns/ und für all unser Erben und Nachkommen unverschaidenlich/ daß wir/ all unser Erben und Nachkommen/ noch niemand von unsern wegen/ von den ehegenanten/ dem Bischoff/ dem Capitel/ und ihrem Gotshauß zu Passaw/ von allen ihren Leuten und Gütern/ wie die genant/ oder wo die gesessen sind auff denselben ihres Gotshause und Capitel zu Passaw gründen/ oder anderswo hinder andern Leuten/ und darzu von aller ander Pfaffheit/ und ihre Leut und Güter/ überall in unserm Lande zu Bayern/ kein Steure/ noch Vorderung/ wie die Namen habent und genannt sind/ nichts underwegen gelassen/ jetzund und hinfür ewigklich nicht anlegen/ noch nemmen sollen noch wöllen/ weder mit Bete/ noch in kain andern Weg/ noch das schaffen noch schaffen oder ordnen/ ihn anzulegen und zu nemmen/ keines wegs/ ohn alles Geverde. Auch bestetten wir ihn wissentlich/ und mit Namen die vorgenanten ihr Briefe/ wie so die genant sind/ die sie/ ihr Gotshauß/ und Capitel daselbs zu Passaw/ von unsern Vorvordern seeligen/ und von uns habend/ und darzu an ihr Rechte/ Freyheite/ und gute Gewonheite/ die sie von Rechte/ Geistlich und Weltlichen Rechten/ oder von Gnaden habend/ und mainen und wöllen noch sollen darwider in kain weiß nicht ziehen/ sonder sehen und wollen wir/ daß die ehegenanten ihr Briefe/ was der sind/ und und wen die sagend/ mit allen ihren Puncten/ Stucken/ und Artickeln/ so darüber begriffen sind/ bey allen ihren Kräfften

ANNO 1377. unverrucket/ und alles überfarin bleiben/ und das dawider/ noch wider all ihre Recht/ Freyheit und gut Gewonheit/ so die oben beruet sind/ von uns/ und allen unsern Erben und Nachkommen/ noch von allen den unsern gegenwertigen und künfftigen nichts versucht/ noch gethan werde/ in kein weiß/ ungeirrlichen/ wir gebieten auch strenglich mit Ernst/ bey unsern Gnaden und Hulden/ unsern getrewen lieben/ allen unsern Amptleuten/ Vitzthumben/ Pflegern/ Herren/ Rittern/ und Knechten/ Richtern/ Edlen und Unedlen/ und gemeinklich allen den unsern/ wie so die genant seynd/ und wollen/ daß sie mit sambt uns/ unsern Erben und Nachkommen/ die vorgenanten/ den Bischof/ das Capittel/ und ihr Gottshauße zu Passaw/ alle ihr/ ihres Gottshauß und Capitels daselbs/ und alle ihre Pfaffheit/ Leut und Gut/ bey allen ihren Brieffen/ Rechten/ Freyheiten/ und guten Gewonheiten/ so vorbegriffen ist/ jetzund und hinfür ewiglich lassen beleiben/ und die nicht überfahren/ weder heimlich noch offentlich/ von unserm Bette/ oder Geschäffte/ noch an unser Bette und Geschäffte/ in keinen Wegen/ ohn alle Geverde. Was aber darwider gethon were/ oder noch hinfüro ewiglich in demselben unserm Lande zu Bayrn dawider gethon wurde/ von wem das were/ niemand ausgenommen/ das nicht beschehen soll; mainen und gebieten wir ernstlich/ daß das alles absein/ und kein Macht/ Fürgang und Krafft habe zu keiner Zeit schlechtiglich/ on alles Geverde. Und deß zu einem endelichen Uhrkund/ und zu einer ewigen Stetigkeit aller vorverschriebener Sache/ Bünde und Handlung/ geben wir wissentlich den obgenanten/ dem Bischof/ dem Capittel/ und ihrem Gottshauße daselbs zu Passaw/ den Brief versigelten mit unsern anhangenden Insigeln/ der geben ist an Sant Paulus Tag/ als er bekehrt ward/ in der Statt zu Landshut/ nach Christi Geburt dreyzehenhundert Jahre/ darnach in den siben und siben und sibenzigisten Jahren.

LXXXVIII.

7. Juill. *Tractatus Pacis inter Illustrissimos Principes*, GALEAZ *Vicecomitem de Mediolano, Comitem* VIRTUTUM, *Ipsorumque Complices ab una, & Secundum* OTTONEM *Marchionem Montisferrati, &* OTTONEM *Ducem Brunsvicensem suo proprio nomine, & Curatorem præfati Domini Marchionis, & Tutorem Fratrum, Horumque Adhærentes ab altera parte, initi in Civitate Papiæ in Castro Illustrissimi* GALEAZ *die 7. Julii, Indictione quinta decima, anno* 1377. [Piéce authentique tirée des Archives Royales de la Ville de Milan, Registre V. V.]

In nomine Domini Amen.

MULTIPLICATA longo discursu temporis gravis animarum dissensio inter Magnificos, & Excelsos Principes, & Dominos, videlicet Dominum Galeaz Vicecomitem de Mediolano Imperialem Vicarium Generalem, ac Illustrem Dominum Comitem Virtutum, ac suos Complices, Auxiliatores, Valitores, Fautores, Adhærentes, Subditos, & Sequaces ex una parte, & bonæ memoriæ quondam Dominum Joannem Marchionem Montisferrati Imperialem Vicarium, & post ipsum Dominum secundum Ottonem Marchionem Montisferrati ejus primogenitum, ac Illustrem Principem, & Dominum Dominum Ottonem Ducem Brusvicensem suo proprio nomine, Curatorem præfati Domini Marchionis, & Tutorem Fratrum, suosque Complices, Fautores, Valitores, Auxiliatores, Adhærentes, Sequaces, & Subditos ex parte altera, dudum ex diversis causarum suborta generibus, totam quasi Lombardiæ Provintiam in discrimina posuit, & magnam animarum, & corporum quamplurium personarum lexionem, & stragem induxit. Verum cum Partes ipsæ, earumque Terræ, Subditi, & Fideles, Valitores, Adhærentes, Complices, & Sequaces innumeris afficerentur angustiis, ac multiplici molestia vexarentur, cupientes Partes ipsæ exemplo illius, qui de Populo suo, fomitibus odiorum exclusis, voluit in eos Pacis seminare consilia, sollicitudinem posuerunt diligentem, & ipsorum studiis converterunt, ut, sedatis scandalis, Pacis, & Concordiæ inter Partes easdem reformatio perveniret. Placuit igitur illi, qui gratiosos fructus Ministrorum suorum laboribus impartitur, quique ad gratiam facile flectitur, dum apud ipsum quæritur bonum Pacis, & suæ propter hoc Maiestatis benignitas imploratur, quod Partes ipsæ, & quælibet Partium ad Pacem, ac Concordiam, & ad infrascripta faciendam, & faciendam, peragendam, & peragenda, & executioni mandanda concorditer, & unanimiter pervenirent, videlicet præfatus Magnificus Dominus Galeaz suo proprio nomine ex una parte, & Nobiles Viri Nicolellus de Cavagnolio, & Dominicus de Montilio, nec non Egregii Viri Domini Ugolinus de Falchonibus de Reglo, & Fraylinus Guarleta de Ast, Legum Doctores, Procuratores, & Procuratorio nomine præfatorum Illustrium Dominorum Dominorum Ottonis Ducis Brusvicensis suo nomine, ac secondi Ottonis Marchionis Montisferrati, & Actores, & Actorio nomine præfati Domini Ottonis Ducis Brusvicensis, Tutoris, & Tutorio nomine, Joannis, Teodori, & Gulielmi Filiorum bonæ memoriæ quondam Illustris Domini Joannis Marchionis Montisferrati ex parte altera, cum pleno, ac speciali, & generali mandato, ac omnimoda potestate super omnibus, & singulis suprascriptis, & infrascriptis juxta tenorem, & formam publici Instrumenti rogati, & traditi manu mei Antonii de Pasquatio de Montebello Notarii Publici infrascripti anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo septimo, Indictione decima quinta, die penultimo mensis Martii à me Pasquino Notario infrascripto viso, & lecto; qui Magnificus Dominus Dominus Galeaz suo nomine, nec non Nicolellus, Dominicus, Ugolinus, & Fraylinus Procuratores, Ambaxiatores, Actores, & Nuntii, & Procuratoriis, & Actoriis nominibus quibus supra, Deum habentes præ oculis, & in mente, attendentes etiam quod Pax est serenitas mentis, tranquillitas cordis, simplicitas animi, abundantia rerum, amoris vinculum, & consortium caritatis, & quod *beati sunt pedes portantes Pacem*, sub spe Concordiæ, ac perpetuæ Pacis inter Partes prædictas stabiliter ineundæ, & perpetuò confirmandæ. Ad laudem Dei Omnipotentis, Beatæque Mariæ Virginis, & omnium Sanctorum, ac statum prosperum, & tranquillum dictarum Partium, & cujuslibet ex dictis Partibus, Lombardiæ relevationem, & gaudium Populorum, ac corporum, & animarum salutem, in illius nomine, qui Pacem in Terrâ diligens, illam in Terris ut donum gratissimum dereliquit, Pacem, concordiam, unitatem, & veram amicitiam inter Partes prædictas, suosque Valitores, Complices, Sequaces, Fautores, Auxiliatores, Adhærentes, Colligatos, & Subditos, Communitates, Universitates, Populos, Homines, Vassallos, & Fideles fecerunt inter se se nominibus antedictis, & inter Partes prædictas, & prout suprà, Deo propitio, perpetuò, inviolabiliter observandam, & ad infrascripta Pacta, Conventiones, Promissiones, & Ordinationes solempniter pervenerunt etiam observandas ut supra; Partes namque prædictæ in Dei nomine, & Beatæ Mariæ Virginis gloriosæ completo, perfecto, ac firmato Matrimonio per verba de præsenti inter Illustrem Principem, & Dominum Dominum secundum Ottonem Marchionem Montisferrati, solempnibus Procuratoribus ejus nomine firmantibus, & consentientibus, & Illustrem Dominam Dominam Violantem præfati Magnifici Domini Domini Galeaz [Filiam], prout apparet in Instrumento rogato, & tradito manu Antonii de Montebello publici Imperiali auctoritate Notarii fecerunt, & faciunt, inierunt, & ineunt, contraxerunt, & contrahunt puram, veram, & irrevocabilem, ac, Deo propitio, semper duraturam Pacem, & Concordiam de omnibus Guerris veteribus, atque nova, & de omnibus discordiis, dissensionibus, injuriis, atque dampnis, sub Pactis, modis, & conventionibus infrascriptis.

Primò namque ad invicem, & vicissim remiserunt sibi ad invicem Partes prædictæ omnia, & singula dampna, injurias, rancores, & odia &c.

Item volentes Partes prædictæ dudum tractata pro Pace inter Ambasiatores Partium prædictarum tàm in Januâ, quàm in Curiâ Romanâ sortiri effectum, & executioni mandari, convenerunt, & ad invicem promiserunt, & promittunt quod, qui habet, teneat, salvo quod disposita, & firmata in Pace publicatâ per Reverendissimum in Christo Patrem Dominum R. Gebenensem Cardinalem &c. in quantum restitutionem Terrarum, & Locorum, seu Fortilitiorum concernunt, & ipsas Partes, vel ipsorum Subditos, vel Sequaces vindicent sibi locum, & in omnibus, & per omnia debeant attendi, & observari, ac executioni mandari

Item convenerunt, & ad invicem promiserunt Partes prædictæ, quod occasione dicti Matrimonii præfatus Magnificus Dominus Dominus Galeaz teneatur dare, & numerare præfato Illustri Principi Domino Secundo Ottoni Marchioni Montisferrati florenos triginta millia.

Item convenerunt, & promiserunt, quod præfatus Magnificus Dominus Dominus Galeaz prædictæ Illustri Filiæ suæ Dominæ Violanti Uxori præfati Illustris Principis Domini Secundi Ottonis Marchionis Montisferrati dabit, & assignabit jocalia quæ habet, & quæ ipsa habuit ab Illustre Principe Domino Duce Clarentiæ olim ejus Viro.

Item

ANNO 1377.

Item convenerunt, & ad invicem promiserunt, quod præfatus Magnificus Dominus Dominus Galeaz restituet, & dabit dicto Illustri Domino Marchioni infrascriptas Terras, videlicet Fortilicium Quarti cum Territorio, Castrum, & Villam Malemortis cum Territoriu, & Fortilicium, & Villam Anzaul cum Territorio, quas ad præsens ipse Magnificus Dominus Galeaz tenet in Territorio Ast.

Item convenerunt Partes prædictæ ad invicem, quod Illustris Princeps, & Dominus Dominus Otto Dux Brusvicensis debeat remanere Tutor, & Curator dicti Illustris Principis Domini Secundi Ottonis Marchionis prædicti, & Fratrum, & Terrarum eorum secundum quod in Testamento quondam Illustris Principis Domini Joannis quondam Marchionis Montisferrati dicitur contineri; Et quod Legata ipsi Domino Duci, & Fratribus dicti Domini Marchionis facta in Testamento præfati Illustris Principis Domini Joannis quondam Marchionis suprascripti debeant sortiri effectum contrà ipsum Dominum Secundum Ottonem, sine præjuditio tamen aliquorum jurium dictorum Dominorum Magnifici Domini Galeaz, & Illustris Principis Domini Comitis Virtutum, ità quod præfati Domini Galeaz, & Comes Virtutum se non intromittant.

Item quod omnes injuriæ, dampna, crimina, & offensæ, quæ per aliquem bannitum, vel forensitum, vel quemcumque alium Subditum Partium prædictarum, vel alicujus earum illatæ, & illata, & commissæ, vel perpetrata fuerunt tempore Guerrarum veterum, vel novæ, quæ inter Partes prædictas seminatæ, auctore zizaniæ, dudùm viguerunt, remittantur, & ex nunc intelligantur, & sint remissæ, & indultæ, & remissa, & indulta penitus, & in totum per omnes illos, & singulos, quos ipsæ injuriæ, dampna, crimina, & offensæ possunt, seu possent concernere quoquomodo, ità quod querelans, vel accusans nullatenus audiatur, nec querela ullatenus admittatur; & quod omnes processus, condempnationes, mulctationes, & banna quæcumque prædictarum Guerrarum temporibus contrà prædictos facta, illata, vel promulgata cauzellentur, & annullentur & debeant cancellari, & annullari, & ex nunc pro canzellatis, & annullatis habeantur, teneantur, & respectentur.

Item quod omnes Cives, & omnes banniti, vel forensiti Partium prædictarum, ac quicumque alii Colligati, Adhærentes, Sequaces, & Subditi Dominorum, & Partium prædictarum ex utraque parte habentium domos, sedimina, Terras, & possessiones, prædiales, ac credita, seu nomina debitorum in Terris, & Territoriis Dominorum antedictorum ad eas, & ea redire possint, et restituantur libere, & eis liceat uti, frui, & gaudere, & fructus percipere, & percipiendis de Terris, & possessionibus suprascriptis eorum conducere ad Terras, & habitationes eorum ad ipsorum liberam voluntatem, & restituantur, & pro restitutis habeantur in eo statu, in quo erant tempore initii Guerrarum prædictarum, non obstante aliquo cursu temporis, seu præscriptione, dummodò completæ non fuissent antè inchoatas dictas Guerras, seu antè tempus exitus ipsarum.

Item quod in prædicta restitutione non veniant fructus præsentis anni extantes, nec præteriti.

Item convenerunt quod creditoribus quibuscumque, & aliis omnibus, qui in personis, vel rebus bannitorum, vel forensitorum, vel alicujus ipsorum potuissent, vel quoquo modo possent aliquod jus prætendere, seu habere, antequàm fuerint forensiti, vel banniti, vel si forensiti, & banniti non fuissent ullo tempore intelligantur esse, & sint actiones, & jura ipsorum salve, & de eis possint, & valeant agere, & experiri, & ipsis uti in juditio, & extrà, quemadmodum poterant, possent, vel potuissent, si dicti, contrà quos jus prætenditur, nullo tempore fuissent banniti, vel forensiti quacumque præscriptione, dummodò completa non sit antè inchoatas Guerras prædictas, cursu temporis, & dilatione non obstantibus, & quocumque impedimento cessante.

Item convenerunt, quod nullus possit contrà bannitos, vel forensitos, vel bona ad ipsos, vel aliquem ipsorum spectantia uti aliquo jure, vel aliqua actione, quod quæsitum sit, postquàm fuerunt forensiti, vel banniti à Communi, vel Domino, cujus ipsi restitui fuerunt banniti, vel forensiti contrà ipsos, vel ipsorum bona, seu jura; Et è converso dicti forensiti, vel banniti non possint uti aliquà actione, vel jure, quod sit quæsitum à Communi, vel Domino, quibus postquàm fuerunt forensiti, vel banniti adhæserunt.

Item quod dicti banniti, vel forensiti, & omnes alii restituendi non possint pro aliquibus taleis, vel oneribus, realibus vel personalibus, seu mixtis, conveniri, nec in personis, seu rebus molestari pro tempore, quo fuerint banniti, vel forensiti, sed omnia talia onera intelligantur, & sint remissa, & cassata, & non possint exigi.

Item convenerunt quod possessiones, & jura adjacentes alicui Castro, seu Fortilicio, quod restitutioni non subjaceat vigore præsentis Pacis, & quæ sunt in eodem Dominio cum Castro, vel Fortilicio non restituantur, sed per illum, vel illos teneri possint, qui dictum Castrum, vel Fortilicium tenere habebit vigore Capitulorum præsentis Pacis.

Item quod forensiti, & banniti Partium prædictarum non possint, nec debeant intrare Civitates, nec Suburbia, nec Terras, de quibus sunt forensiti, seu banniti, nec etiam appropinquare Loca prædicta per medium milliare, nisi cum per prædictos Dominos fuerit de ipsorum reditu, & modo, redeundi deliberatum, & provisum.

Item convenerunt Partes prædictæ ad invicem, quod nullus Partium prædictarum possit, nec valeat pro Colligato, Adhærente, vel Subdito recipere ad suam Adhærentiam, Colligationem, vel Subjectionem aliquem, qui sit de Colligatis, Adhærentibus, vel Subditis alterius Partis, nec etiam Civitatem, Castrum, Fortaliciam, vel Terram, quæ alteri Parti subjaceat, vel obediat.

Item quod omnes restituendi vigore Capitulorum prædictorum teneantur, & debeant solvere omnia onera, & factiones pro illis possessionibus, quæ restituendæ veniunt in illis Locis, in quibus dictæ possessiones situatæ sunt post annum unum à die publicationis præsentis Pacis computandum.

Item quod statim publicatâ Pace prædictâ eligantur pro qualibet Partium prædictarum quatuor probi, & discreti Viri, ac sapientes, qui sint Executores, ac Conservatores præsentis Pacis, & qui eam faciant per prædictas Partes, & quemlibet de dictis Partibus integraliter observari; Et si qua obscuritas, vel contentio, aut dubium oriatur inter Dominos, & Partes principales, seu Colligatos, Adhærentes, Subditos, vel Sequaces Partium prædictarum, occasione Pacis prædictæ, in, & super Capitulis dictæ Pacis, illud decidatur per prædictos sic eligendos ut suprà, qui jurent prædicta facere ad Sancta Dei Evangelia manu tactis Scripturis fideliter, & bonâ fide, non habito respectu ad quem Partium sit molestum infrà duos menses à die dicti dubii computandos, quorum declarationi, & decisioni stare, & parere teneantur, & debeant Partes prædictæ.

Item quod pro prædictis omnibus, & singulis exequendis quatuor ex ipsis sufficiant, videlicet duo pro qualibet Partium prædictarum, qui possint prædicta exequi, & adimplere, & ipsorum declarationi, & decisioni stari debeat per prædictas Partes pro ut suprà, sub pœnâ amissionis rei, de quâ esset quæstio, quæ pœna veniat in aliam Partem, quæ prædictam declarationem, & decisionem observabit.

Hoc tamen spetialiter, & expressè acto, & convento inter Partes prædictas, quod per suprascripta Capitula, vel ipsorum aliquod non præjudicetur, nec præjudicatum in aliquo esse intelligatur, seu intelligi possit Capitulis Pacis tractatæ, factæ, & publicatæ per Reverendissimum in Christo Patrem & Dominum Dominum Robertum Gebennensem Dei, & Apostolicæ Sedis gratiâ Baxilicæ duodecim Apostolorum Præsbyterum Cardinalem, in nonnullisque Italiæ Partibus pro Sanctâ Romanâ Ecclesiâ Vicarium, & Legatum die decimo nono Julii millesimo trecentesimo septuagesimo sexto inter Sanctissimum Dominum nostrum Dominum Gregorium Undecimum summum Pontificem, Sanctam quoque Romanam Ecclesiam prælibatam, ac ipsorum Colligatos, Adhærentes, Sequaces, & Subditos ex unâ parte, & præfatum Magnificum Dominum Dominum Galeaz, ipsius quoque Illustrem Natum Dominum Comitem Virtutum, ac ipsorum Colligatos, Adhærentes, Sequaces, & Subditos ex alterâ, nec etiam aliquibus exindè vigore Capitulorum antedictæ Pacis secutis, & factis.

Infrascripti sunt Adhærentes, & Sequaces Illustrium Dominorum Ducis Brusvicensis, & Marchionis Montisferrati, ac etiam eorum Colligeti.

Primò Domini Episcopi Astensis, & Aquensis, & Terræ, & Feuda dictarum Ecclesiarum pro Colligatis.

Domini Marchiones Incisæ, Ponzoni, & Cevæ.

Præceptor Morani, & Locus Morani.

Filii quondam Domini Thomæ Marchionis Malaspinæ.

Manfredus de Buscha.

Jacobus, & Tere de Carreto.

Domini de Azello.

Viter Guanonus.

Domini de Pontibus.

Ruffinetus de Troya cum Loco Meleti de Troya.

Uxor,

ANNO 1377.

Uxor, & Hæredes quondam Lanzoni Palidi de Ast.

Bernardus Malabayla cum Loco Castellarii.

Domini Seorii cum Loco Seorii

Jacobus Biancnus, & alii de Bianchis de Novis cum Castro Pastorum.

Dominus Albertinus, & alii de Guasconibus de Papia, & cæteri Forensi de Papia.

Forensti Garlaschi.

Forensti Viqueriæ.

Forensti Cannarum.

Forensti Marii.

Forensti Castri novi de Rivalbâ.

Forensti de Casali

Dominus Bastianus de Montezocho de Papia.

Michael de Montaña, & Hæredes.

Filii quondam Rugerii de Montaña.

Franciscus, Joannes, & Frater, ac Villanus, & cæteri eorum Consortes de Ysnardis de Gualfenaria cum Loco Gualfenariæ, ac cum Loco Tornanaviæ.

Qui omnes dantur pro Subditis Illustris Domini Marchionis Montisferrati prædicti pro iis, quæ ab ipso tenent, si aliquid tenent à prædicto, & pro Adhærentibus pro iis, quæ non tenent ab ipso.

Infrascripti sunt Colligati, Adhærentes, Sequaces, & Recommendati Magnifici, & Excelsi Domini Domini Galeaz Vicecomitis Mediolani &c., ac Illustris Domini Domini Galeaz Vicecomitis Comitis Virtutum &c. ejusdem geniti, & cujoslibet ipsorum.

Primò Dominus Manfredus Marchio Salutiarum cum Filiis suis, cum Loco Fariglavi,

Georgius Filius quondam Domini Theodori de Salutiis cum Loco Mulazani.

Henricus de Carreto, & Filii sui cum suis Locis, Castris, & Villis, ac Fortaliciis.

Nomina Dominorum de Choconato Comitum Radicatæ

Dominus Bonifatius.

Dominus Abellonus.

Joannonus.

Henricus.

Guidetus.

Ubertus.

Ricardinus.

Gulielmus.

Raynerius.

Antonius.

Petrus.

Cooradus.

Petrus.

Opitius.

Joannes, & cæteri alii de dictâ Domo, si qui alii sunt.

Religiosi de dictâ Domo.

Dominus Frater Guido Abbas Sancti Bartolomei de Alzano.

Dominus Frater Thomas Ordinis Sancti Joannis Yerosolimitani.

Dominus Frater Percinalus Monacus Cisterciensis.

Antonius, &

Migeletus ex Consortibus Aramengi cum eorum Castris, Villis, & Fortaliciis infrascriptis.

Infrascripta sunt Castra, Terræ, Villæ, Fortilicia, & Loca dictorum Dominorum de Cochonato, & quæ per ipsos possidentur, videlicet:

Cochonatum cum Curte.

Rubella cum Curte.

Broxolium cum Curte.

Plebata.

Marmoreto m.

Primelium.

Cerretum.

Passaranum.

Castrum Vaprum.

Cerrealium.

Mamotium.

Castrum Casalis Bergoni.

Crapillum.

Bagnaschum.

Grazetum.

Zongum.

Aramengum.

Vialium, & cætera alia quæ per præfatos Dominos possidentur.

Nobiles de Frassaneto pro se, & locis Frassaneti, Guardapassi, & Varmachæ.

Nobiles de Frassaneto de Ruffinenghis, Salvaticis, & Cicognonibus.

Aymonetus de Ticineto, cæterique alii Consortes eorum, omnes Comites Cabaliatæ.

Infrascripti sunt Subditi, & Adhærentes de Territorio Astenti, & Albenti videlicet: ANNO 1377.

Domini de Solerio de Teglolis cum dicto Loco.

Domini de Solerio de Gouono cum dicto Loco, & generaliter omnes illi de Solario.

Abellonus Malabayla cum Locis Cantaranæ, & Serra Longæ.

Jacobus Franciscus de Malabaylis cum Loco Castri Ayualdi.

Guidetus Malabayla cum Loco Belregardi, & cum ejus parte Subrici, & Publiccarum.

Bernardus Malabayla cum Loco Castellerii.

Carellanus, & Bernardus de Malabaylis.

Secundinus Filius quondam Bernardi de Ritiis cum Loco Sancti Pauli.

Andreonus, Perrottus, & Paulonus de Ritiis Fratres cum Loco Sancti Michaelis.

Et generaliter omnes illi de Ritiis cum omnibus suis Locis.

Domini de Borgogninis, & de Sobonengis de Surbrico cum dicto Loco.

Domini de Montafia cum dicto Loco Montafiæ.

Roffinetus de Troya cum Loco Meleri de Troya.

Domini de Roatis cum Loco Melletti Roati.

Locus, & Homines Viali.

Domini, & Homines Castri, & Villæ Pleyæ cum dicto Loco Pleyæ.

Nicolinus de Playa cum Loco Sepuniti.

Simoninus de Brayda cum Loco Cornaglani, & cæteri de Brayda cum omnibus suis Locis.

Omnes alii Forensti de Alba qui Guerram fecerunt pro præfatis Domino Galeaz, & Comite.

Obertinus de Montafia, & cæteri de dicto Loco.

Domini de Asteriis de Maglano cum dicto Loco Maglani.

Domini de Palidis cum eorum parte Loci Castri Aynaldi.

Antonius, & Thomas de Asinariis de Duxino cum dicto Loco Duxini, & aliis Consortibus.

Locus Veranæ, qui tenetur per Goionim Provanam.

Gaspar, & Fratres de Pelletis cum ejus parte Loci Corsembrandi.

Henricus Pelleta cum ejus parte dicti Loci Corsembrandi.

Locus, & Homines Loci Cortasoni, qui tenetur per Henricum Pelletam prædictum nomine præfati Domini.

Omnes Forensti Montis vici, qui Guerram fecerunt pro Dominis antedictis

Bartholomeus, & Roffinetus de Pelletis cum Loco Borii.

Domini de Pelletis de Loco Turris Vallisgorariæ cum dicto Loco.

Bonionus Pelleta cum Castro Prælorini immediatæ Villæ dicti Loci.

Petrinus Cachayranus cum Loco Cavazoli.

Opezinus, & Fratres de Cachayranis, & Jacobus de Cachayranis de Rocha de Ayrazio cum ipso Loco Rochæ.

Franceschinus.

Joannes, & Frater, ac

Villanus, & cæteri eorum Consortes de Ysnardis de Villafenaria cum dicto Loco Vallisfenariæ, ac cum Loco Ternanasi.

Hæredes Guieri Ysnardi cum Loco Insulæ bellæ.

Domini de Ysnardis de Sinfredo cum dicto Loco Sinfredi.

Domini de Ysnardis de Somarippa de Paterno cum dicto Loco Somarippæ.

Domini de Pelletis de Seorio cum dicto Loco Seorii.

Omnes illi, qui sunt extrinseci dictæ Civitatis Astensis tam de populo, quàm de hospitio.

Domini de Guttuariis de Aglano cum dicto Loco Aglani.

Prædicti cum Castro novo Calzeæ.

Dominus Petrus Guttuarius, & ejus Consortes cum Loco Quatordearum.

Prædicti de Guttuariis cum Loco Calinaschi.

Prædicti de Guttuariis cum Monasterio Sanctæ Ziliæ.

Prædicti de Guttuariis cum Loco Mayranæ.

Prædicti de Guttuariis cum Loco Mezelli, & generaliter omnes illi de Guttuariis, qui sunt extrà Civitatem Ast cum eorum Locis.

Nicolinus Scarampus, & ejus Consortes cum Loco Ridibovis.

Dominus Antonius de Tizonibus tamquàm Subditus, & omnes alii de Tizonibus Subditi similiter de Locis Riparum, & Balzolæ.

Dictus

ANNO 1377.

Dictus Dominus Antonius tamquàm Adhærens, & sequax de Loco Cresentini.

Maranus, &

Vicentius, & Fratres de la Cavana cum Loco Gazii.

Illi de Falletis de Alba cum eorum Castris, & Fortilleiis, cum quibus fecerunt Guerram pro præfato Magnifico Domino Galeaz.

Martinus, &

Bonifacius de la Bastitata, & alii eorum Consortes de domo sua cum eorum Loco Bastitæ, & aliis suis Locis.

Filippellus de la Capella de Montebarutio.

Soxonus ejus Frater.

Hæredes quondam Domini Francischini de Brayda.

Omnes Forensiti Cunei.

Omnes Forensiti Montisvici.

Raynaldus, & Manuel Fratres de Spinolis.

Berardonus Malabayla cum loco Palatii Vallis Gorariæ.

Franceschinus, Joannes, & Frater, ac Villanus, & cæteri eorum Consortes de Ysuardis de Valsenaria cum dicto Loco Valsenariæ, ac cum Loco Tornavasii.

Georgius de Salutiis Dominus Mulazani pro se, Loco, & Hominibus Mulazani factus est Adhærens, & Recommendatus præfati Illustris Domini Comitis Virtutum, & præfatus Dominus eum assumpsit in Adhærentiâ suâ millesimo trecentesimo octuagesimo primo, die vigesimo nono Martii manè.

Quæ omnia, & singula suprascripta prædictæ Partes, videlicet præfatus Magnificus Dominus Dominus Galeaz, & præfati Nicolellus, Dominicus, Ugolinus, & Frayllous nominibus quibus suprà sibi ad invicem, & vicissim solempnibus stipulationibus intervenientibus promiserunt attendere, & observare perpetuò, ac effectualiter adimplere, & contra ipsa, vel ipsorum aliquod nullatenus facere, vel venire, per se vel alium, directò vel per oblicum, aliquâ ratione vel causâ, de jure vel de facto, sub refectione omnium, & singulorum damnorum, expensarum, & interesse litis, & extra, de quibus credi voluerunt Parti observanti, & ipsas, & ipsa incurrenti contra Partem non observantem nudo, & simplici verbo, sinè testibus, & Sacramento, & aliâ probatione quacumque; Et sub obligatione omnium, & singulorum bonorum dictarum Partium, videlicet præfati Magnifici Domini Domini Galeaz, ac præfatorum Illustrium Dominorum Ducis Brusvicensis, & Marchionis Montisferrati, & Fratrum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum, quæ proinde sibi ad invicem, & vicissim, & mihi Notario infrascripto Offitio publico stipulanti, & recipienti nomine, & vice omnium, & singulorum, quorum intererit, vel poterit interesse, pignori obligaverunt. Renuntiantes in præmissis omnibus, & singulis, spontè & ex certâ scientiâ, omni exceptioni doli, mali metus, & in factum conditioni sinè causâ, & ex injustâ causâ, rei non sic gestæ, vel aliter scriptæ, quàm gestæ, beneficio minoris ætatis, ac restitutionis in integrum, nec non Legibus, & Constitutionibus, tàm Canonicis, quàm Civilibus, ac omni alii auxilio, quibus contrà præmissa, vel aliquod præmissorum posset quomodolibet fieri, vel veniri; præcipientes de prædictis Partes prædictæ fieri publicum Instrumentum per Antonium de Pasquario de Mombello Notarium, ac per me Pasquinum de Capellis de Cremona Notarium, ejusdem tenoris.

Acta sunt hæc in Civitate Papiæ in Castro Magnifici Domini Domini Galeaz, in salâ magnâ inferiori versus Zardinum Anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo septimo, Indictione quintâ decimâ, die septimo mensis Julii; præsentibus egregiis, & sapientibus Viris Domino Pinotto de Pinottis de Regio, & Bartholomeo de Jacobo de Janua Legum Doctoribus, ac nobilibus Viris Castellino de Pasqualibus de Mediolano, & Acorsolo de Landriano de Mediolano, Testibus ad præmissa vocatis, & rogatis.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

LXXXIX.

Testament de JEAN I. *Duc de Lorraine, fait en l'année* 1377. [Traité Hist. & Crit. sur l'Orig. & la Genéal. de la Maison de Lorraine, &c. Aux Preuves, pag. CXLII.]

Au Nom du Perre & du Fil & du S. Esprit, Amen.

JE JEHAN Duc de Loherreine & Marchis, en bon sens & bonne memoire de mon entendement, & bonne prosperitei de mon corps Deu merci, rewardant & considerant qu'il n'est chose plus certenne de la mort, & de chose moins certenne de l'ore de la mort, pour ce fais & ordonne des mentenant mon Testament ou dareine volontei per la forme & meniere que s'enxut. Premier, je rend mon ame à Deu mon Creatour, que la creait, & li suppli devotement qu'il la veulle mondeir de tout peschief, & recepvoir en son sainct Paradis. Item, je eli ma sepulture en l'Englise Collegial de Monssieur Sainct George de Nancey, de la Dioces de Toul, devant l'auteir de la Chapelle N. Dame, laquelle Chapelle j'ai fondée & donnée de mes biens, ensi com il appeirt plus pleinement en certennes Lettres sur ce faites, que je en ai donnei à meis ameis Chapelains en Deu, Prevost & Chapitre de ladite Englise. Item, je veulle & ordonne que le jour de mon obit, soit faict l'office de Deu, & auli tel luminaire & telle offrande, comme à mon estait appartient. Et especialement soient offerts trois de mes melours chevalx, le premier en hernoix de Werre, le second en hernois de Jostes, & le tier en hernoix de Tournoix, en signe que tous Estais terriens tant soient grant & haultz, convient il à la fin retourneir à Deu & à sainte Englise. Item, je donne & ordonne à chascun Prestre que dirat Messe en ladite Englise de S. George le jour de mon obit, ung petit florin vief de boin or & de juste pois; à chascun Clerc que dirait les vigiles des mors, cinq gros Tournois d'argent; à chascun Clerc que dirait les sept Psalmes penitantialx, trois gros Tournois d'argent, & à chascun petit Escolier que dirait *Pater noster*, *Ave Maria* & *Credo*, ung gros Tournois d'argent, & aux polvres Gens mendiant, le pain de ving resalz de froment, à mon septiéme jour de deix resalz de froment, & à mon trentiéme jour de cinq resalz de froment. Item, je veul & ordonne que tous mes debtes soient payez, & mes tort fais emendeis par tout là où ils seront apparant, prouveis, declareis ou enformeis soffisamment. Item je veul & ordonne que les fundations & ordinations des Chapelles de Nostre Dame & de Monssir Saint Charle mon Oncle le Duc de (1) Bretangne, que j'ai fondées & ordonnées en ladite Englise de S. George, ce tengnent fermement & establement à toujours-maix perpetuellement par la forme & meniere que je les ai fondées & ordonnées, ensi comme il puet apparoir plus plenement par les Lettres sur ce faites, que je en ai donnés auxdits Prevost & Chapitre de ladite Englise de S. George, & avec ce que la donation de mil florins vief de boin or & de juste pois, que j'ai fait darrienement à ladite Englise de S. George; lesquels mil florins j'ai assignés à paure à deix ans continueis & escomplies l'une aprés l'autre, chacun an cent florins sur ma rente de port, pour les convertir en l'ourage & edifiement de ladite Englise, ensi comme il puet apparoir plus plenement en certennes Lettres sur ce faites, que je en ai donnés auxdits Prevost & Chapitre de ladite Englise de S. George, se tengne & soit escomplie per la forme & meniere que lesdites Lettres sur ce faites, se devises plus plennement. Item, je veux & ordonne que les Testaments de mon tres chier Signour Mouffieur le Duc de Raoul mon Pere & de ma tres chier Dame ma Dame la Duchesse Marie ma Mere, soient asseviis & escomplis entierement chacun en droit soy per la forme & meniere que les Lettres faites sur lesdits Testaments le devisent plus plenement. Item, je veul & ordonne que le Douaire de ma tres chiere Suer la Duchesse ma Femme & leal espouse, se tengne par la forme & meniere que les Lettres sur ce faites le devisent plus plenement. Item, je donne & ordonne en l'Englise de Belprei, près de Luneville, en laquelle Englise mondit Signour le Duc Raoul mon Pere, & plusieurs altres de mes Ancessours Ducs de Loherrenne, ont estei & sunt ensevelis, pour prier Deu pour les ames d'eux & de moy, & pour faire nous Aniversaires chascun an à tousjoursmais, deix petits florins vief de boin or & de juste poids de Terre annuel que je jour ai assignei & assigne

(1) C'est *Charles* de Blois, Duc de Bretagne, à qui *Jean* Comte de Montfort enleva la Couronne. Les austeritez, les penitences de *Charles* pendant sa vie, & durant sa prison d'Angleterre, les miracles qui se firent à son tombeau apres sa mort, lui meriterent les honneurs de Saint. *Urbain* V. & *Gregoire* XI. ordonnerent à l'Evêque de Bayeux, aux Abbez de Marmoutier, & de S. Aubain, d'Angers, d'informer de la vie, des moeurs & des miracles de *Charles* de Blois, pour proceder à sa Canonization. Quand les témoins eurent été ouis & la procedure instruite; *Jean* de Montfort s'opposa si fortement aux projets de la Canonization de son Rival, que *Gregoire* XI, pour ne point aigrir les Puissances, fit mettre le procès à l'écart en 1371. Il n'a pas été reveillé depuis; mais on n'a pas pour cela discontinué le culte, comme il se voit par le Testament du Duc *Jean* I.

ANNO 1377.

assigne à panre & leveir au terme de Pasque sur la table de Luneville pour ledit terme chascun an à tous jours mais. Item, je donne & ordonne à Religioses personnes Labbei & le Convent de l'Englise de Cleirlieu prez de Nancey, pour prier Deu pour moy, quarante petits florins vies de boin or & de juste pois. Item, je donne & ordonne à Religioses & devotes personnes les Prescheresses de Nancey, pour prier Deu pour moy, cinquante petits florins viefs de boin or & de juste pois. Item, je donne & ordonne à Religioses personnes le Priour & ses Compagnons du Priorei de Notre Dame de Nancey, pour prier Deu pour moy, deix petits florins viefs de boin or de juste pois. Item, je donne & ordonne aux Freres Menours du Convent de Toul, aux Freres Preschours du Convent de Toul, aux Freres Menours du Convent de Mes, aux Freres Preschours du Convent de Mes, aux Freres Carmes du Convent de Mes, pour prier Deu pour moy, à chascun desdits Convents, seix petits florins viefs de boin or de juste pois. Item, je donne & ordonne à Religioses personnes Labbei & le Convent de l'Englise de S. Martin devant Mes, & aussi à Religioses Dames Abbesse & Convent de S. Pierre de Mes, à chascune desdites Englises, pour prier Deu pour moy, vingt petits florins viefs de boin or & de juste pois. Item, à Religioses Abbesse, Dames & Convent de Buxerres aux Nonains prés de Nancey, pour prier Deu pour moy, deix petits florins viefs de boin or & de juste pois. Item, je donne & ordonne à l'Englise de Notre Dame de Freistorf prés de Sierk, pour prier Deu pour moy, seix petits florins viefs de boin or & de juste pois. Item, je donne & ordonne à l'Hôpital de Nancey, pour la sustentation des polvres, vingt petits florins viefs de boin or & de juste pois. Item, je veul & ordonne que la pension de vingt florins de terre que j'ai donnei & ordonnei à Religiose personne Frere Jehan de Tierpere, mon Confesseur, & li ai assignei à panre chascun an, toute sa vie durant, sur mes Salines de Dueze, pour prier Deu pour moy, se tengne fermement per la forme & meniere que les Lettres que je l'en ai donnei sur ce faites, le devisent plus plenement. Item, je donne & ordonne à ma Mesniée de mon Hôtel, pour eux restablir & recompenseir, se je les avoit mal paiei on temps passei, dous cents petits florins viefs de boin or & de juste pois, à ordonneir, & distribueir pour chascun endroit soy, tel portion comme par mes Executours cy après escripts serait ordonnei & avisei. Et pour executeir, assevir & escomplir ce mien present Testament ou darrienne volontei, je esli, faix & constitue mes Executours madite suer la Duchesse ma Femme & lesl espouse & mes ameis & feables Conseillers Monsieur Ferry de Parroyes, & Monsieur Jehan de Tello; en la main desquels je mes & ordonne dés mentenant pour à donc, tous mes biens mobles & non mobles, presens & advenir, pour assevir & escomplir toutes les choses dessusdites, & chascunes d'icelles. Et se alcun de mes dis Executours ne s'en peoit ou voloit entremettre, je veul & ordonne que celi ou ceulx que s'en voulroit ou voulroient entremettre, ait ou aient poissance pleniere en ce fait, altretant, comme eulx tous averoient, se eulx tous s'en entremettoient. Anssi je veul & ordonne que ce mien present Testament ait force, vertu & valour per toutes les voies que boin Testament de fiable Cristien puet & doit avoir, & rapelle tous altres Testament que je poulrois avoir fait on temps passei. Et pour ce mien present Testament ou darrienne voluntei estre de bonne valour en toutes les choses dessus dites & chascune d'icelles, aie fait mettre mon grant Seel pendant en ces Presentes. Et en la presence du Notaire publique & des tesmoins cy-dessub escripts, ai priei & requis à discrete personne l'Official de la Cour de Toul, en qui Jurisdiction, cohercion, & constrente j'ai submis & subinet tous mes hors & tous mesdits biens, mobles & non mobles, presens & advenir, pour eulx estre constrens & demeneis per Sentences d'excommuniement, on cas que mesdits hors seroient rebelles en tout ou en partie à l'execution & accomplissement de ce mien present Testament ou darrienne volontei, qu'il veuille faire mettre le Seel de sadite Cour avec le mien en ces Presentes. Et nous Official de la Cour de Toul, à la priere & requeste de tres excellent Prince Monseigneur Jehan Duc de Loherrene & Marchis, Testatour dessusdit, & per la fiable relation du Notaire publique cy-dessob escript Notaire jurei de notre dite Cour, auquel nous adjoudons & avons accoustamei adjoudre foi pleniere en ce fait & en plus grant; Avons fait mettre le Seel de notre dite Cour avec le Seel dudit Testatour en ces Presentes. Ce fut fait en l'an de l'Incarnation Notre Signour mil CCC LXXVII.

ANNO 1378.

XC.

5. Avr.

Convention entre RICHARD II. *Roi d'Angleterre &* JEAN *Duc de Bretagne, par laquelle celui-ci cede au premier, sous de certaines conditions, le Château de* Brest. *Donné à Westmunster le* 5. *Avril* 1378. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 190.]

JOHAN, DUC DE BRETAIGNE, Conte de Montfort & de Rychemond, a touz ceaux, que cestes Lettres verront, Salutz.

Nous avoms veu certein TREITEE,

FAIT & acordee par entre, nôtre trespuissant Seigneur, Monsieur Richard Roy d'Engleterre, & de France, & son Conseil d'une part, & Nous d'autre part,

En la FORME que ensuit,

Ces sont les Articles.

PRIMEREMENT, que nôtre dit Seigneur le Roy avera le Chastiel de Breest, oue touz les appurtenances, si bien les Breefs de Bretaigne, a prendre illoeques, comme Seicheries, & touz autres Seigneuries & profitz queconques;

Et serra garder bien & surement, a ses propres custages, mesme le Chastiel, durant les Guerres;

Et, les Guerres finies, ou par Treitee, ou par longe Trewe, ou autrement, par quecunque voie que ce soit, nôtra dit Seigneur le Roy est tenuz & obligez, pour lui, & pour ses Heirs, de rendre, bien & loialment, le dit Chastiel de Breest, oue touz les apportenances, avantditz, au dit Duc, ou a ses Heirs de son corps, ou a sa Femme, sanz fraude ou mal engin, franchement & quitement, sanz ascun empechement, pour defaute de Paiement, ne pour autre cause quecunque, que poet estre dit ou fait a l'encontraire, qant nôtre *dit Seigneur le Roy* ou ses Heirs ent serront requis par le dit Duc, ou par les soens eantz poair de lui, ou par ascun de eaux, ou touz ensemble;

Et, a ce faire & acomplir, en maniere suisdite, nôtre dit Seigneur le Roy a promys, loialment en Parole de Roy, pour Lui, & ses Heirs, & aussi ont promys, en Foy de Chevalrie, pour eaux, & pour lour Heirs, de l'assent de nôtre dit Seignour la Roy, le Duc *de Lancastre*, les Contes *de la March*, *d'Arundel*, *Warrewyk*, *Stafford*, & *Suffolk*, par lour Lettres, ensealles de lour Sealls, qu'ils mettront lour loial diligence, par devers nôtre dit Seigneur le Roy, & ses Heirs, de bien & loialment accomplier les choses suisditz, & les ferment tenir.

ITEM, en cas que *le dit Duc* devie, sanz Heir de son Corps, adonques, apres le mort de dit Duc & sa Femme, le dit Duc VOET & GRANTE que le dit Chastiel de Breest, ovesque touz les Apportenances, demorge a nôtre dit *Seigneur le Roy*, & a ses Heirs de son Corps.

ITEM, que nôtre dit *Seignour le Roy* donera & assignera au *dit Duc* un Chastiel covenable, a la value de sept centz Marcs, annuelement en Terres & en Rentes, en Engleterre, en bon assiere, & a plus pres ensemble qu'ils porront bonement, ovesque touz Seigneuries, Comoditees, Gardes, Mariages, Fees, Avoesons, & touz autres profites quecunques, as ditz Terres & Seignurier apportenantz, a avoir & tenir au *dit Duc*, & *sa Femme*, & as Heirs issantz du Corps de dit Duc, tant comme le dit Chastiel de Breest demorrera en la main de nôtre dit Seigneur le Roy, ou de ses Heirs, en la manere suisdite.

ITEM, que nôtre dit *Seignour le Roy* donera au *dit Duc*, pour l'acord suisdit, milles Livers d'Esterlinges; les queux serront baillez a *sa Feme*, ou a Receivour de dit Duc, quel hure que nôtre dit Seigneur le Roy serra en possession de le Chastiel avantdit.

ITEM, avera le *dit Duc* franche entree, issue, & demore en le dit Chastiel de Breest, toutes les foiz que lui plerra, sanz ascun empechement.

ITEM, avera le *dit Duc* franchement, hors de dit Chastiel, touz ses Joals & autres Biens, a lui apportenantz en icelle, qant & qual hure qu'il voudra, par lui, ou par ses Deputes.

ITEM, serront faites Endentures des Vitailles & Artelliries, qua as Gentz de nôtre dit *Seigneur le Roy* serront deliverez, ovesque le dit Chastiel, a fyn que a tant

ANNO 1378.

tant soit renduz au *dit Duc*, ou a soens, qant le dit Chastiel lour serra rebaillez.

ITEM, que les Breefs, & autres Noblesses de *dit Duc*, a Breest, nôtre dit *Seigneur le Roy* usera en noun de dit Duc, & noun autrement.

ITEM, la *dit Duc* avera Lettres de nôtre dit *Seignour le Roy*, a ses Officers a Burdeaux, qu'ils lui suffront & facent enjoyer ses Breefs qu'il ad a Burdeaux, si comme lui & ses Auncestres ount fait.

ITEM, si le dit Chastiel de Breest soit vendut, ou par ascun voie perduz souz le main de nôtre dit *Seigneur le Roy*, ou de ses Heirs, avant que mesme le Chastiel de Breest soit restitut au *dit Duc* ou a ses Heirs, ou a sa *Femme*, en manere comme dist est; Nôtre dit *Seigneur le Roy*, & ses ditz Heirs serront tenuz a faire ce qu'ils potrunt a regsiner & recoverer le dit Chastiel, a fin qu'il soit restitut au *dit Duc*, ou a ses Heirs, ou a soens, en manere desuisdite:

Et les autres *Seignours*, avant nomez, promettront, & serront tenuz, a faire ce qu'iis porront loialment, devers nôtre dit *Seigneur le Roy*, & ses ditz Heirs, a ce faire:

Et que, tanque le dit Chastiel sois restitut au *dit Duc*, ou a ses Heirs de son corps, ou a *sa Femme*, comme desus est dit, le dit Duc. & sa Femme, & ses ditz Heirs tendront le dit Chastiel, & les sept centz Marcs de Terre & de Rente, que lour serront assignez en Engleterra comme dit est, ovesque touz lour apportenances suisditz parfourner, jusques a la value de dit Chastiel de Breest, ovesque les appoitenances d'ycelle:

Et, a quel hure que le dit Chastiel de Breest serra renduz & restitut au *dit Duc*, ou a *sa Femme*, ou as Heirs de dit Duc de son corps, que nôtre dit *Seignour le Roy* puisse franchement reprendre a sa main, sanz contredit du dit Duc, le Chastiel & les Terres & Rentes ovesques touz les apportenances, que nôtre dit Seigneur le Roy lui avera assignez en Engleterre pour la cause avantdite.

ITEM, que les *Aliaunces*, avant ses hures *faites* par entre *le Roy Edward*, que darrein morust, & la *dit Duc*, serront *confermez* & *ratefiez* par nôtre dit *Seigneur le Roy qu'ore est*.

ITEM, le *dit Duc* avera retorner des Brefs, en tout sa Terre, apportenant a la Contie & Honour de Rychemond, & les autres Fraunchises apportenantz a ycelles, as termes des Vies de *dit Duc* & de *sa Femme*.

Et,

Quant a ce, que en le quarte Article desuisdit est contenuz, que nôtre dit Seigneur le Roy doneroit au dit Duc, pour le dit Acord, milles Livers d'Esterlinges, les quels serront baillez a sa ditte Femme, ou a son Receivour, qele hure que le nôtre Seigneur le Roy serroit en pocessioun de dit Chastiel,

Estoit acorde, apres la faillance des Articles avantditz, parentre le dit nôtre Seigneur le Roy & le dit Duc, que la ditte Somme serroit paiez, par le dit nôtre Seigneur le Roy, a Soudiours que estoient demorranz en le dit Chastiel de Breest, en partie du paiement de ce que as ditz Soudiours estoit dehues, de lour Gages, avantque le dit Duc fist la livre de dit Chastiel, hors de sa main, a cause de l'Acord suisdit; & que le *dit Duc* rendroit nôtre dit *Seigneur le Roy* pour quite & deschargez qant a paier a lui les mille Livers avantditz; & que le dite quarte Article soit desore de nulle vertue.

Nous avant dit Duc, touz les suisditz Articles, en manere comme desuis sont acordez, traitez & specefiez, eantz fermez & agreables, yceiles en tout ce, que a nons & a nôtre Partie touche, & poet toucher en quecunque manere, promettoms & grantoms, de nôtre franche & liberal volunte, pour Nous, & pour noz Heirs, en bone foy, de bien, & ferment, & loialment garder, tenir, & accomplir, de nôtre part, en touz Poyntz, sanz fraude & mal engin, & sanz ren faire ou suffrer estre fait a contraire par nous, ne par autres quecunques, par quecunque voie que se soit, que puisse estre dit ou fait.

Et, par especial, veulloms & grantoms que, si nous deviomes sanz Heir de nôtre corps, adonques, apres la mort de nous & de nôtre dite Femme, le dit Chastiel de Brest, ovesque touz les apportenantz, remeine a nôtre dit Seigneur le Roy, & a ses Heirs de son corps, par tout jours, comme desuz est contenuz.

Et ausi voloms & grantoms, pour Nous & pour noz Heirs, que, en cas que le dit Chanstiel soit a nous, ou a nôtre dite Femme, ou a noz ditz Heirs de nôtre corps, restitut, solonc le purport de dite Treite, que adonques nôtre dit *Seignour le Roy*, & ses Heirs puissont franchement, sanz contredit de Nous, ne de nôtre dite Femme, ne de noz ditz Heirs, seisir a lour main le Chastiel, ovesque toutes les Terres, Seigneuries, & apportenantz quecunques, que nôtre dit Seignour le Roy nous avera baillez & assignez, en Engleterre, a cause de dit Chastiel de Breest, par vertue de Treite suisdit, en manere comme il estoit parle, treite, & acorde.

En Tesmoignance de quele chose Nous avons a ces presentz fait mettre nôtre Seal.

Don. a Westmonstier le quinte jour d'April, l'An du Regne de, nôtre dit Seignour, le Roy Richard primere.

Et ce voullons & outre jours avons parfornysant les choses desous escriptes.

Passe de nôtre main.

Sub Sigillo Ducis Cera rubea expresso, & a caudâ Pergamena pendent.

ANNO 1378.

XCI.

Constitution de l'Empereur CHARLES IV. *pour le Droit de l'Electorat, apartenant aux Rois de* BOHEME, *donnée à Prague, le 7. Avril,* 1378. [GOLDAST, Tom. II. pag. 93.]

7. Avr. L'EMPIRE ET BOHEME.

KAROLUS Dei gratia Romanorum Rex, semper Augustus, & BOEMIÆ Rex, ad perpetuam rei memoriam.

1. Innata cordi nostro benignitas circa fidelium & devotorum nostrorum honores & commoda continuis intenta vigiliis, votis ipsorum annuere nos jugiter inducit, quoties poscentium vox est justa. In hoc enim liberalitatis nostræ non errat intentio, sed Regalis sceptri fastigium attollere salubriter arbitratur.

2. Sanè ad nostræ Celsitudinis, venerabiles, Archiepiscopus Pragensis; Olomucensis, Wradislaviensis, & Lytomislensis, Episcopi, necnon Illustres, Johannes Carinthiæ, Comesque Tyrolis & Coriciæ, germanus noster charissimus, ac Nicolaus Opaviæ & Ratiboriæ Duces, ceterique Prælati, Duces, Principes, Barones, Procetes, & Nobiles Regni nostri Bohemiæ, & pertinentiarum ejusdem, præsentiam accedentes, Nobis humiliter supplicarunt, ut quasdam Literas Divi Romanorum Regis, Prædecessoris nostri, Nobis per ipsos exhibitas, quarum tenor & series sequitur in hæc verba: *RUDOLPHUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus* &c. *Quanto jura personarum* &c. nostra confirmare auctoritate Regis dignaremur.

3. Nos itaque præfatorum Prælatorum, Ducum, Principum, Baronum, Procerum, & Nobilium (quos honoris & felicis status Romanorum Regni & Sacri Imperii fideles & sollicitos præ cæteris novimus zelatores, ipsumque Regnum Boëmiæ Romanorum Regni nobilius membrum fore) supplicationibus, benignius inclinati, præfatas Literas, ac omnia & singula contenta in eisdem, laudamus, ratificamus, approbamus, confirmamus, ac de novo ex certa scientia de nostræ Romanorum Regiæ plenitudine potestatis, præfatis Regno, Prælatis, Ducibus, Principibus, Baronibus, Proceribus & Nobilibus, ac universitati Regni ipsius, & pertinentiarum ejusdem, ad usum & opus Regum Boëmiæ in perpetuum damus tenore præsentium, conferimus, & donamus; omnem diminutionem & defectum, si quis in præmissis fuerit, reparantes omnimodè & supplentes, ac omne dubium & obscurum pro parte & in favorem ipsorum Regni & Regum Boëmiæ, de uberiore dono Majestatis Romanorum Regiæ & plenitudine potestatis, interpretantes, & etiam declarantes: non obstantibus Legibus, Consuetudinibus, Usibus, Observantiis, Juribus Municipalibus vel Communibus, Statutis seu Edictis, factis & editis in contrarium quibuscumque; quas & quæ, quantum ad hæc, ac si forent nominatim & de verbo ad verbum scripta præsentibus & inserta, revocamus, cassamus, irritamus, annullamus, & de dicta ratione Regiæ plenitudine potestatis decernimus firmiter fore nullius penitus momenti.

4. Nulli ergò omninò liceat hanc nostræ Laudationis, Ratificationis, Approbationis, Confirmationis, Donationis, Reparationis, Supplementi, Interpretationis, Declarationis, Revocationis, Cassationis, Irritationis, & Annullationis paginam infringere, vel ei ausu temerario aliquo contraire. Contrarium verò facientes si qui fuerint

fuerint (quod absit,) ultra indignationem nostræ Celsitudinis Regiæ, quam ob hæc se noverint graviter incursuros, mille Marcas auri puri nostro & Romani Regni fisco componant; ipsarum videlicet medietatem nostræ & Successorum nostrorum, Romanorum Regum & Imperatorum, Curiæ seu Cameræ, & reliquam passis injuriam irremissibiliter applicandas. In quorum omnium Testimonium, & ad certitudinem pleniorem, præsentes fieri jussimus, & Bulla Aurea typario nostræ Majestatis impressa præcepimus communiri.

Hujus rei Testes sunt:

Gerlacus Archiepiscopus Moguntinensis, per Germaniam S. Imperii Archicancellarius.
Rudolfus senior Dux Saxoniæ, Sacri Imperii Marescalcus.
Rudolphus Junior, Saxoniæ, & Fridericus de Deck } Duces.
Johannes Burgravius Norimbergensis.
Ulricus Landgravius de Luyckenberg.
Fridericus de Ollremund, Ulricus de Helffenstein, & Rudolfus de Wertheim } Comites.
Petrus de Hedwig, Craffto de Holoch Gotfridus de Ptunes Eberhardus de Walfe Fridericus de Walfe Eglof de Fryberg & Burckhardus de Elrbach } Romani Regni præfati Principes & Barones.

* Leg. LXXVIII. Datum Pragæ, anno Domini M. CCC. * XLVIII. Indictione prima, septimo Idus Aprilis; Regnorum nostrorum anno secundo.

XCII.

17. Juin. JOANNÆ *Jerusalem & Siciliæ Reginæ Diploma, quo septuaginta duo Floreni assignantur, titulo pensionis,* GUIGONI DE ROMOLIS, *suisque Heredibus super redditibus Gabellæ Niciæ. Actum die* 17. *Junii* 1378. Cum LITTERIS *Executionis Niciæ* 7. *Novemb.* 1380. [DU PUY, Traitez touchant les Droits du Roi T. C aux Preuves des Droits sur le Comté de Nice. pag. 60.]

FULCO de Agonto Vicecomes Relane. Comitatuum Provincie & Forcalquerii Senescallus, egregiis Viris Magistris Rationalibus magne Regie Curie Aquis residentibus, Thesaurariisque Comitatuum jam dictorum, nec non Gabellotis & quibuscumque Receptoribus jurium, redditnum & proventuum Rege Gabelle Civitatis Nicie ad quos spectat, cuilibet, vel Locatenentibus eorundem presentibus & futuris cum dilectione salutem. Pro parte Nobilis Viri Domini Guidonis de Romolis Militis fuerunt nobis noviter quedam Patentes Littere Reginales presentate, magno sue Majestatis Sigillo pendenti, ac parvo cadrato ad exhibitionem fiscalis pecunie deputato, necnon anulo secreto in cera rubea more solito communite, hujus per omnia serici: JOANNA Dei gratia Regina Jerusalem & Sicilie, Ducatus Apulie & Principatus Capue, Provintie & Forcalquerii ac Pedemontis Comitissa, Senescallis, & Magistris Rationalibus magne nostre Curie, & Thesaurariis Comitatuum nostrorum Provincie & Forcalquerii, vel eorum Locatenentibus, nec non Clavariis, ac quibuscunque Receptoribus jurium, reddituum & proventuum Gabelle Civitatis nostre Nicie, Gabellotis seu Credenceriis, presentibus & futuris, fidelibus nostris gratiam & bonam voluntatem. Scire vos facimus quòd Guigoni de Romolis Militi dilecto Cambellano, familiari & fideli nostro, Patentes Litteras nostras nuper concessimus, subscriptae per omnia serici: JOHANNA Dei gratia Regina Jerusalem & Sicilie, Ducatus Apulie, & Principatus Capue, Provincie & Forcalquerii ac Pedemontis Comitissa, universis presentes Litteras inspecturis tam presentibus quàm futuris benemeritis gratias libenter impendimus: illásque ut eis cedant realiter fructuosè ad ipsorum devotas instantias libenter communicamus. Sanè olim attentis meritis obsequiose ac precipue devotionis & fidei Guigonis de Romolis Militis dilecti Cambellani, familiaris & fidelis nostri, nec non gratis utilibus placidisque serviciis per eum Majestati nostre fideliter prestitis, que ipsum gratum nostro conspectui reddiderunt, sibi in aliqualem sustentationem vite sue ac supportationem status ipsius, de annis unciis duodecim pondere generalis in argento vel floreno auri florenis boni & justi ponderis septuaginta duobus percipiendos per eum supra proventus Trezenorum & condemnationum, & aliis quibuscumque proventibus Curie nostre Pugeti Thenearum, & ejus Vicarie sive Districtus, duximus de certa nostra scientia providendum, factis atque concessis eidem per nos opportunis Patentibus Litteris nostris sub datum Neapoli in Camera nostra anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo quinto, die primo Maii tertie Indictionis, Regnorum nostrorum anno vicesimo tertio. In quibus hec & alia ponuntur contineri. Noviter autem attento quod idem Guigo nihil de dicta provisione sua unciarum duodecim in argento sive in dictis florenis septuaginta duobus & certo preterito tempore usque nunc potuit sive potest percipere vel habere, nos in debita consideratione ducentes servitia per progenitores suos & ipsum progenitoribus nostris, & nobis fideliter & laudabiliter prestita in diversis partibus tam hic in Regno quàm in Comitatibus nostris Provincie & Forcalquerii cum multis laboribus & expensis, & provide nolentes ipsum Guigonem ejusdem annuæ provisionis sue in totum reali perceptione carere, quem premissis suis & suorum exigentibus servitiis reputamus majori gratia nostra dignum perceptionem dictarum annuarum unciarum duodecim in argento sive in florenis auri septuaginta duobus, ut ** de illis prout impedimus satisnat, ad florenos tantùm sexaginta reduximus, & illorum perceptionem dictarum unciarum de dictis proventibus ad jura redditus & proventus Gabellæ Niciæ de Comitatibus antedictis, de certa nostra scientia harum serie commutemus, ac illos & pro se & suis Heredibus utriusque sexus ex suo corpore legitime descendentibus natis etiam & inantea nascituris super eisdem juribus stabilimus percipiendos per eos ex nunc inantes, singulis videlicet annis super juribus antedictis, renunciata priùs ex nunc inantes, per eundem Guigonem perceptioni dictarum annuarum unciarum duodecim in argento sive in florenis auri septuaginta duobus, quas erant in ejus vita super dictis proventibus ad dictas nostras Literas sicut predicitur percepturus, ac resignatis per eum in nostra Curia predictis nostris Litteris & de dicta provisione concessis, quas lacerari jussimus, & de Registris ipsius Curie cancellari. Sic equidem quod idem Guigo ac prefati sui Heredes eosdem annuos Florenos sexaginta immediate & in capite à nobis & nostra Curia teneant, & possideant, nullúmque alium preter nos ac Heredes & Successores nostros in dictis Comitatibus in Superiorem & Dominum eidem recognoscant, ac servire teneantur nobis ac dictis Heredibus, & Successoribus nostris in Comitatibus prelibatis, de feudali servitio propterea ipsi Curie nostre debito secundùm usum & consuetudinem Comitatuum jam dictorum. Quod servitium idem Guigo in nostri presentia constitutus prestare & facere nobis & dictis Heredibus, Successoribus nostris obtulit & promisit, ipso Guigone de presenti nostra gratia per nostrum annulum presentialiter investito, quam investituram, vim & vigorem vere donationis ac realis perceptionis volumus obtinere. In cujus rei Testimonium presentes Litteras exinde fieri & pendenti Majestatis nostre Sigillo jussimus communiri. Datum in Casa sana prope Castrum Maris Dellabia per virum magnificum Ligornum Luculum de Neapoli Militem Logothetham & Protonotarium Regni Siciliæ, dilectum Collateralem, Consiliarium, & fidelem nostrum anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo sexto, die decimo septimo Junii decime quarte indictionis, Regnorum nostrorum 34. Ut itaque jam dictus Guigo ac ipsi sui Heredes eorumdem annuorum florenorum sexaginta eis per nos, ut premittitur, concessorum reali perceptione fruantur, volumus, & fidelitati vestre de dicta scientia certa nostra serie mandamus expressè quatenus tenore præscriptarum nostrarum Litterarum per vos diligenter attento & in omnibus efficaciter observato juxta illum vos predicti Clavarii ac Perceptores, Cabeloti seu Credenceerii, presentes videlicet & futuri, eidem Guigoni, ac dictis suis Heredibus, vel ipsorum pro eis Procuratori seu Nuntio jam dictos annuos florenos de auro sexaginta de florenis boni & justi ponderis provisos eis per nos, velut premittitur, exhiberi quolibet scilicet anno à die date prescriptarum nostrarum Litterarum inantea numerando, de pecunia jurium, reddituum & proventuum dicte Gabelle Nicie sistente & futura, per manus vestras, prout ad vos spectaverit officiorum vestrorum, temporibus, integre & sine diminutione aliqua vigore presentium, exsolvatis, & recipiatis ab eis de hiis que ipsis solveritis exinde suis vicibus more solito apodix. quam vobis plene sufficere volumus ad cautelam, illámque unà cum solutione hujusmodi in vestro computo acceptari prout & admitti nullis cautelis aliis, quàm

ANNO 1378.

quàm presentibus nostris Litteris cum apodixa jamdictu à vobis propterea quomodolibet requirendis: vósque predicti Senescalli ac Magistri Rationales & Thesaurarii vel Locumtenentes presentes similiter & futuri, non impediatis in aliquo solutionem eandem, imò jamdictos Clavarios ac Perceptores, Cabelloros seu Credencerios, ad illam, sicut predicitor, faciendam, si & prout opus fuerit, acriùs compellaris; Et nihilominus vos predicti Senescalli vel Locumtenentes significare curetis per Litteras vestras, Clavariis seu Perceptoribus pecunie proventuum dictorum Trezenorum & condemnationum, ac aliorum quorumcumque proventuum ipsius Curie, Curia Pugeti Thenearum, quòd nihil eidem Guigoni vel alii pro ipso ex nunc inantea, prefatis annoi. onciis duodecim in argento seu in florenis auri septuaginta duobus vigore prefatarum, ac quarumcunque Litterarum nostrarum, seu transumpto assumptorum, vel assumendorum, forsan ex illis quas lacerari jussimus, & de Registro Curie cancellari, quoquomodo persolvant, quódque retineri ac recipi faciatis suis vicibus dictum feudale servitium propterea ipsi nostre Curie debitum secundùm usum & consuetudinem Comitatuum jamdictorum, super quo vobis duximus totaliter incumbendum, quibuscumque Ordinationibus, Litteris, Mandatis, vel Edictis in contrarium forte factis, vel inantea faciendis sub quacunque forma vel expressione verborum ac temporum & dierum per que & quas effectus presentium impediri possit, in aliquo vel differri, etiam si de illo vel aliqua illorum, seu illarum clausula, de verbo ad verbum esset hic specialis & seriosa mentio facienda, & presertim Mandatis vel Edictis nostris, vel alterius cujuscumque de non solvendo alicui de pecunia jurium præfatorum in ea toto ad nostram Curiam dictorum Comitatuum destinanda, vel in usus alios convertenda, executioni presentium nullatenus obstituris. Presentes autem Litteras post opportunam inspectionem earum, transumpto ipsarum per vos prædictos Clavarios ac Perceptores, Cabelloros, seu Credencerios in publica forma recepto, pro cautela restitui volumus presentanti premisso modo efficaciter inantea valituras. Datum in Casa sana prope Castrum Maris Destabia in Camera nostra, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo sexto die 24. Jonii decime quarte Indictionis, Regnorum nostrorum anno tricesimo quarto. In quarum quidem Reginalium Litterarum executionem realem, ad quam procedere cupimus reverenter ut debemus, volumus, & vobis, ad quem seu quos pertineret, Reginali auctoritate qua fungimur tenore presentium expresse mandamus, quatenus mente & forma prescriptarum Reginalium Litterarum diligenter attentis & in singulis suis partibus efficaciter observatis ipsas servetis, exequamini diligenter, ac servari & exequi vestris temporibus inviolabiliter faciatis, prout in eisdem scribitur, precipitur & mandatur, nihil exinde de contingentibus obmittendo: sic quòd inde propterea nostra non expediat iterare mandata presentibus opportune jus . . . Quarum transumpto vobis alterutrum assignare volumus, impendenti remanentibus presenti modo premisso inantea valituris. Datum Niciæ per virum nobilem Dominum Leonardum de Afflicto de Scalis Juris Civilis Professorem, magne Reginalis Curie Magistrum Rationalem, Majorem & secundarum Appellationum Judicem Comitatuum predictorum, anno Domini millesimo trecentesimo octuagesimo, die septima mensis Novembris quarte Indictionis.

XCIII.

29. Aoust. *Traité de Paix entre* AME' VI. *Comte de Savoye,* & JEAN GALEAS *Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan &c. Fait le 29. d'Aoust,* 1378. [S. GUICHENON, Histoire Genéalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 211.]

MILAN ET SAVOYE.

In Nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen.

ANno Nativitatis ejusdem M. CCC. LXXVIII. Indictione prima, die vicesima nona mensis Augusti: Per præsens publicum Instrumentum cunctis appareat evidenter, quòd in præsentia nostrorum Notariorum publicorum & testium subscriptorum, constituti personaliter propter ea quæ sequuntur, *Illustres & Magnifici Principes & Domini Domini Amedeus Comes Sabaudiæ,* ex una parte; & JOANNES GALEAS Vicecomes Virtutum, Mediolani &c. Imperialis Vicarius generalis, ex parte altera: Ipsi quidem Domini Comites ex certa eorum scientia, non vi, dolo vel metu ad hæc inducti, nec ab aliquo sicut asserunt circumventi, unà simul ad invicem mutuis consensibus, solemnibus stipulationibus vallatis intervenientibus hinc inde, pro se & suis Hæredibus & Successoribus quibuscumque Pacta, Conventiones & Capitula inter se vicissim fecerunt & inierunt, nobis dictis Notariis publicis stipulantibus, & recipientibus pro ipsis D.D. & utroque ipsorum, & omnibus aliis quorum interest & interesse poterit in futurum, quæ & prout inferiùs declarantur. Primò, quòd dictus Dominus Joannes Galeas Vicecomes, Comes Virtutum, Mediolani, &c. Imperialis Vicarius generalis vult & consentit & contentus est quòd præfatus Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ ejus Avunculus, possit & valeat disponere & facere pro se libito voluntatis, de Castris, Villis, Fortalitiis, Feudis, Homagiis & aliis bonis quæ idem Dominus Comes Sabaudiæ tenet vel possidet per se vel alium in Diocesi Vercellensi & Yporigiæ. Quæ quidem Castra, Villæ, Feoda & bona alia, fuerunt recolendæ memoriæ Domini Galeas Vicecomitis Mediolani, &c. quondam Patris dicti Domini Virtutum Comitis, & in prædictis omnibus plenè consentit dictus Dominus Comes Virtutum, considerans amore consanguinitatis, honoreque & legalitate præfati Domini Sabaudiæ Comitis. Secundò, quòd prædicti Domini Comites Sabaudiæ & Virtutum, remittunt sibi ad invicem & vicissim omnes & singulas injurias, damna & discrimina quæcunque, quæ per unam Partem & alteram, alteri seu eorum Subditis & eorum Territorio quomodolibet facta, illata & perpetrata fuerunt seu dici possunt; ita quòd ab inde in antea dicti Domini firmam & validam Pacem pro se & ipsorum Subditis inter se habeant & teneant perpetuò inviolabiliter duraturam. Tertiò, quod prænominati Domini Comites sibi promittunt ad invicem & vicissim, non præbere aliquo modo palam vel secretè, directè vel indirectè, auxilium, consilium vel favorem alicui seu aliquibus cujuscumque conditionis, excellentiæ vel status existant, volenti seu volentibus offendere alteram Partium, modo aliquo, in persona, statu seu bonis, salvo tamen & reservato honore cujuslibet Partium prædictarum in præmissis. Quartò, quod dicti Domini Comites promittunt, contra quoscumque volentes offendere alteram Partium, quod juvabunt & tractabunt se ad invicem sicut bonus Pater debet tractare bonum Filium, & bonus Avunculus Nepotem, & è converso; & hoc tantum quantum cum honore utriusque Partis fieri poterit. Quæ omnia & singula supradicta dicti Domini Comites Sabaudiæ & Virtutum, & uterque ipsorum promiserunt nobis dictis Notariis infra scriptis, stipulantibus & recipientibus omnia & singula supra & infra scripta vice & nomine ipsorum & suorum Hæredum & Successorum quorumcumque, & omnium aliorum quorum interest & interesse poterit in futurum, per juramenta sua ad sancta Dei Evangelia corporaliter præstita, & sub expressa hipotheca & obligatione omnium bonorum suorum mobilium, immobilium, præsentium & futurorum quorumcumque, rata, grata, firma & irrevocabilia habere perpetuò & tenere, & contrà non facere per se vel alium seu alios quomodolibet venire, seu contrà facere vel venire volenti consentire, seu præbere consilium, auxilium vel juvamen; sed ea omnia & singula attendere & complere, firmiterque & inviolabiliter observare cum effectu sicut superius destinabuntur, omni juris, consuetudinis & facti exceptione semota. De quibus omnibus & singulis dictæ Partes petierunt à nobis suscriptis Notariis unum exemplum præsentis Instrumenti sibi dari, ejusdem tenoris, seu facti substantia non mutata. Acta fuerunt hæc in Castro Papiæ præfati Domini Comitis Virtutum, in camera cubiculari *Illustris Dominæ Blanchæ de Sabaudia, Relictæ quondam dicti Domini Galeas*; Præsentibus ipsa *Illustri Domina Blancha de Sabaudia*, Magnifico viro Domino Manfredo Marchione Saluciarum Domino Cardeti; egregiis & sapientibus Viris Dominis Girerdo d'Estrez Domino Banneneti, Cancellario Sabaudiæ, Jacobo de Verme; Bartholomeo de Chignino, Militibus, & Antonio de Portis de Mediolano, Testibus.
Signé RAVASII, & DU LUCIO.

XCIV.

Friedens-Ausspruch Käysers Caroli IV. über alle Zweyungen/ Stöß und Kriege/ die sich zwischen Gerhard Bischoffen zu Würtzburg/ Eberhard und Ulrich/ Grafen von Wirtemberg/ und Crafften von Hohenlohe und dieser Helfer an einem/ dann denen 30. Aoust.

 Reichs-

Anno 1378.

Reichs-städten in Schwaben und Rotenburg an der Tauber und deren Helffern am andern Theil/ verlauffen haben. Geschehen zu Nürnberg den nechsten Montag vor St. Aegidien tag Anno 1378. [Joh. Philip. Datt, Volumen rerum Germanicar. novum Libr. I. Cap. VI. pag. 36. §. 29.]

C'est-à-dire,

Sentence de Pacification renduë par l'Empereur Charles IV. *entre* Gerard *Evêque de Wurtzbourg*, Eberard *&* Ulrick *Comtes de Wirtemberg*, *&* Crafft de Hohenloe *avec leurs Adhérants & Assistants d'une part, & les Villes Imperiales de* Soabe *avec celle de* Rotenborgh *sur le Tauber & leurs Adherants & Assistants d'autre part, par laquelle toutes les Guerres, & toutes les Inimitiés survenuës entr'eux sont terminées. A Nuremberg le Lundi avant la St. Gilles 1378.*

WIr Karl von Gottes Gnaden Römischer Keyser/ zu allen Zeiten Merer deß Reichs und Kunig zu Beheim: Bekennen und tun kund offenlichen mit diesem Brieve/ allen den/ die In sehen/ oder hören lesen/ daß wir mit wolbedachtem Mute/ rechter Wißen/ und nach Rate unser und deß Reichs Fürsten und lieben Getrewen/ umb alle Zweiungen/ Mißhel/ Stoße und Kriege/ die sich von wegen deß Erewürdigen Gerharts Bischoffs zu Würzburgs und der Edeln/ Eberharts und Ulrichs Grawen von Würtemberg und Crafften von Hoenloh/ aller Irer Freunde/ Diener und Helffer/ die in desen Krieg durch Iren Willen komen sint/ an einem Teile/ und unsern und deß Reichs Stetten in Swaben/ Rotenburg uff der Tauber/ und andern Stetten/ wo die gelegen sein/ und allen Iren Freunden Helffern und Dienern/ die in diesen Krieg durch Iren Willen kommen sint/ an dem andern Taile/ verlauffen hant/ eine gantze Sune und Richtigung mit beyder egenant Taile Wißen und Willen früntlichen und gutlichen ußgesprochen und gemacht haben/ und die sie ouch uf beyde Seite ufgenommen und gelobt haben zu halden/ in guten Trewen und ane alles Geverde: in aller der maßen/ alß hernach von Worte ze Worte geschriben steet: Bey dem ersten ——— ——— ——— ——— wer auch/ daß die von Eßlingen an dem von Würtemberg sulche Güter vorderten/ daß den von Würtemberg dauchte/ die er in nicht genommen hette/ noch Czinspar/ Steurpar und Vogtpar gemacht hette/ seid der Richtung zu tauffen/ so sol der von Würtemberg Czwene dar geben/ und die von Eßlingen zwene unverzogenlichen. Und die vyre sullen alles ire Vermugen thun/ ob sie die Sachen richten mugen/ bey Iren guten Trewen. Were aber/ daß sich die Viere nicht vereynen mochten/ so haben wir den Hochgebornen Fridrichen Pfalzgraven bey Reyne und Herzogen in Beyern darzu gegeben. So haben auch die Stette Ulrichen Beßerer Burger zu Ulmen darzu gegeben/ und die zwene sullen ein Mann sein ungeverlichen/ und sullen uf Sente Michels Tag/ der schierest kumpt/ sein zu Eßlingen/ und sullen die Stoße und Sachen verrichten bey Iren Trewen. Were auch Sache/ daß die zwene uf Sente Michels Tag gen Eßlingen nicht kommen mochten/ durch chaffter Not willen/ so sullen sie dahin kommen uf einen andern Tag hiezwischen und Sente Mertins Tag der schierest kumpt/ und sullen Je sulche Sachen richten alß davor geschriben steet. Sturbe auch dazwischen der egenant Herzog Fridrich/ so sullen wir oder unser Son/ der Römisch Künig einen andern/ als schidlichen/ alß zu/ an seine stat unverzogenlichen geben. Sturbe auch der egenante Ulrich Beßerer so sullen die egenante Stette einen andern/ alß schidlichen an seine Stat unverzogenlichen geben/ und es sol ouch von In nicht kumen/ sie haben denne die Sachen verrichtet: Und wie es die zwene richtent und machent/ da sol der von Würtemberg und auch die von Eßlingen bey bleiben. Ouch sprechen wir uß/ von wegen der Closter/ die zu unß und dem Reiche gehorent/ daß die und Ire Lewte/ ire Gülte/ re Wein und Korn füren mugen/ wo sie hin wellen/ ungehindert und ungeirret deß von Würtemberg und aller seiner Amptleute und allermenglichs ane alles Geverde ——— ——— ——— ——— ouch sullen alle Gevangen zu beyderseyt mit einer schlechten Urfehde ledig sein/ getrewlich ane alles Geverde. Were ouch/ ob icht Bürgschafft were/ von Schatzungen oder Vordingnuß wegen/ daß uff diesen heutigen Tag nicht bezalet were/ daß sol ouch zu beiderseit abesein und genzlichen ledig seyn. Mit unser Kaiserlicher Majestat Jngesigel/ der geben ist zu Nürenberg nach Christs Geburt/ dreyzehenhundert Jar/ darnach in dem acht und Sebentzigenstigsten Jare/ deß nechsten Montages vor Sante Egidien Tage/ unserer Reiche in dem drei und dreissigsten/ und deß Kaisertumbs in dem vier und zwentzigsten Jaren.

Anno 1378.

XCV.

26. Oct.

Joannæ *Jerusalem & Siciliæ Reginæ Ratificatio Locationis, ad duos annos, redditûs & Gabellæ Salis Civitatis* Niciæ, *per Senescallum & Magistros Rationales suos facta; pretio Florenorum duorum millium quadringentorum singulis annis solvendorum. Actum die 26. Octob. 1378.* [Du Puy, Traitez touchant les Droits du Roi T.C. aux Preuves du Droit sur le Comté de Nice. pag. 60.]

JOanna Dei gratia Regina &c. tenore presentium notum facimus universis earum seriem inspecturis tam presentibus quàm futuris, quòd olim Vir magnificus Fulco de Agooto Miles presens Comitatuum nostrorum Provinciæ & Forcalquerii Senescallus, dilectus Consiliarius & fidelis noster, nitens jura nostræ Curiæ de bono in melius promovere, vendidit ac locavit Lugueto de Girardinis de Pistorio & ejus sociis jura omnia redditus & proventus Gabellæ Salis & Ripagli Civitatis nostræ Niciæ pro annis duobus incipiendis & numerandis post finitum tempus quatuor annorum, pro quibus ipsa jura, & redditus eis vendita extiterunt per Senescallum & Magistros Rationales magnæ nostræ Curiæ Comitatuum eorundem per satisfactionem pecuniæ debitæ viro magnifico Comiti Armaniaci inantea pro pretio & nomine pretii florenorum duorum millium quadringentorum per annum: pro quorum jurium venditione, idem Luguetus florenorum auri mille nobis per manus dicti presentis Senescalli Provinciæ de sua propria pecunia mutuavit, facto de venditione, & locatione dictorum jurium publico Instrumento debitis solemnitatibus roborato: In quo hec & alia ponuntur pleniùs contineri. Et licèt successu temporis dicta venditio & locatio posset minùs valida reputari: Nos tamen considerantes quòd idem Senescallus ad hujusmodi venditionem & locationem cum maturo nostri Consilii deliberatione, & pro commodo Curiæ nostræ processit; idcirco ad quelibet in hac parte obstacula removenda, que dicto Lugueto & prefatis sociis super venditionem & locationem hujusmodi factam per dictum nostrum Provincie & Forcalquerii Senescallum eidem Lugueto ac dictis sociis suis de prefatis juribus pro dicto biennio, ac pro dicto pretio, ut prefertur, de nostra certa scientia juxta seriem Instrumenti jamdicti tenore presentium confirmandam, ac confirmationis nostre presidio roboramus. Et nihilominus prefatam quantitatem pecunie Florenorum mille per dictum Luguetum nobis per manus dicti Senescalli, sic ut predicitur mutuate, ratam, & gratam habentes, illam sibi in ejus computo de dicta certa nostra scientia, vigore presentium acceptari pariter & admitti, absque cautelis aliis ab eo propterea quomodolibet requirendis; quibuscumque Ordinationibus, Litteris, Mandatis vel Edictis, huic fortè contrariis, nullatenus obstituris. Datum in Castro Ovi prope Neapoli in camera nostra anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo octavo, die vicesima sexta Octobris, secunde Indictionis, Regnorum nostrorum anno tricesimo sexto.

XCVI.

21. Nov. Milan et Savoye.

Traité de Ligue entre Amé' VI. *Comte de Savoye, &* Jean Galeas *Vicomte des Vertus, & Seigneur de Milan, &c. Fait le 21. Novembre* 1378. [S Guichenon, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves pag. 212.].

In Nomine Domini, Amen.

ANno ejusdem M. CCC. LXXVIII. die vigesima prima mensis Novembris, Indictione secunda. Universis & singulis ad quos præsens publicum Instrumentum advenerit, pateat evidenter; Quod *Illustres Principes & Magnifici Domini Domini* Amedeus *Comes Sabaudiæ*, &c. & Joannes Galeas Vicecomes Virtutum, Comes Mediolani, &c. Imperialis Vicarius generalis, moti tam ex stricto sanguinis vinculo, quàm ex intimæ dilectionis & mutuæ caritatis compagine, quibus sunt simul Deo disponente conjuncti, ad infrascriptas Conventiones & Pacta, ex nutu Dei durante

ANNO 1378.

rante perpetuò, ad invicem devenerunt. Primo namque *Illustris & Magnificus Dominus Dominus Amedeus Sabaudiæ Comes*, &c. promisit & promittit & per fidem sui corporis suo sacramento juravit & firmavit, nunquam facere, & quod nunquam faciet Ligam, Juram, Unionem vel aliam Confœderationem, quocumque nomine censeatur, cum aliquo Principe, Domino, Communitate, vel quovis alio Præsidente cujuscumque præeminentiæ, status & conditionis existat, nisi prius in omnibus & per omnia ac in omnem casum exceptatis præfato Illustri & Magnifico Domino Joanne Galeas Vicecomite Comite Virtutum, &c. Nepote & Filio suo carissimo, omnibusque Civitatibus, Terris, Castris, & Subditis suis, quas ad præsens tenet & possidet, & quas etiam ipsum in futurum tenere & possidere continget, ab omnibus offensionibus, injuriis, damnis atque molestiis, quæ per præfatum Illustrem & Magnificum Dominum Dominum Comitem Sabaudiæ, &c. & quemcumque seu quoscumque colligandos, jurandos, uniendos & confœderandos cum eo, vigore alicujus Ligæ, Juræ, Unionis vel Confœderationis fiendarum ut præfertur, præfato Illustri & Magnifico Domino Domino Joanni Galeas Vicecomiti, Comiti Virtutum, &c. suisque Civitatibus, Terris, Castris & Subditis antedictis, possent quomodolibet directè vel per indirectum inferri. Item promisit & promittit & per fidem sui corporis suo sacramento juravit & firmavit Illustris Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ supradictus, quod se nunquam alicui taliter obligabit, quin casu quocumque adveniente possit præfato Illustri Domino Domino Joanni Galeas Vicecomiti, Comiti Virtutum, &c. contra quemcumque, ipsum & Statum suum lædere volentem, dare toto posse suo auxilium, consilium & juvamen: Versaque vice præfatus Illustris & Magnificus Dominus Dominus Joannes Galeas Vicecomes, Virtutum Comes, &c. promisit & promittit & per fidem sui corporis suo sacramento juravit & firmavit, nunquam facere & quod nunquam faciet Ligam, Juram, Unionem, vel aliam Confœderationem quocumque nomine censeatur, cum aliquo Principe, Domino, Communitate, vel quovis alio Præsidente cujuscumque præeminentiæ, status & conditionis existat: nisi prius in omnibus & per omnia ac in omnem casum exceptatis præfato Illustri & Magnifico Domino Domino Amedeo Comite Sabaudiæ, &c. Avunculo & Patre suo carissimo, omnibusque Civitatibus, Terris, Castris, & Subditis suis, quas ad præsens tenet & possidet, & quas etiam ipsum in futurum tenere & possidere continget, ab omnibus offensionibus, injuriis, damnis, atque molestiis, quæ per præfatum Illustrem & Magnificum Dominum Joannem Galeas Vicecomitem, Comitem Virtutum &c. & quemcumque seu quoscumque alligandos, jurandos, uniendos & confœderandos cum eo, vigore alicujus Ligæ, Juræ, Unionis vel Confœderationis fiendarum, ut præfertur, præfato Illustri & Magnifico Domino Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, &c. suisque Civitatibus, Terris, Castris & Subditis antedictis, possent quomodolibet directè vel per indirectum inferri. Item promisit & promittit, & per fidem sui corporis suo sacramento juravit & firmavit Illustris Dominus Joannes Galeas Vicecomes, Virtutum Comes prædictus, quod se nunquam alicui taliter obligabit, quin casu quocumque adveniente, possit præfato Illustri & Magnifico Domino Domino Amedeo Comiti Sabaudiæ, &c. contra quemcumque, ipsum & Statum suum lædere volentem, dare toto posse suo auxilium, consilium & juvamen. Quæ quidem omnia & singula supradicta promiserunt sibi invicem præfati Illustres Principes & Magnifici Domini Domini Amedeus Sabaudiæ Comes, &c. & Joannes Galeas Vicecomes, Comes Virtutum, &c. attendere & inviolabiliter observare: Non intendentes propterea præfati Illustres Principes & Magnifici Domini Comites prælibati, quod propter præmissa vel aliquod præmissorum, possit vel debeat aliquibus Conventionibus & Pactis aliàs inter eos solemniter celebratis & factis, aliqualiter derogari. Actum in Civitate Papiæ, videlicet in magistro Castro ipsius Civitatis, in Turri posita super angulo dicti Castri versus Cittadellam ab intra, Præsentibus spectabilibus & egregiis Dominis Manfredo Marchione Salutiarum, Girardo d'Estresio, Jacobo de Verme, Militibus, & Linoto de Pinotis, ac Antoniolo Purro, testibus, & nobis Notariis infra scriptis, ad hæc vocatis specialiter & rogatis, appositis huic Instrumento Sigillis Illustrium Dominorum Comitum prædictorum, in majus robur omnium præmissorum.

ANNO 1379.

XCVII.

Versatz-Brief Wenzeslai Römischen Königs/ wodurch er Hertzog Leopolden zu Oesterreich des Reichs Landvogtheyen in Obern- und Niedern Schwaben vor 40000 gulden von Florentz gut von gold/ und schwehr von gewicht verpfändet/ auch selbem Augsburg und Gingen empfielet/ die er mit den Landvogtheyen innehaben solle. Geben Franckfurth an dem Main Anno 1379. [Information aus was Ursachen das Käyserl. Landgericht in Schwaben nicht abolirt/ noch dem Ertz-Haus Österreich wider seine Freyheiten der Austrag halber nichts neuerliches zugemuthet werden könne de Anno 1658. in Beylagen sub Num. 1. apud LUNIG in Grundveste Europäischer Gerechtsamen Part. II. Cap. IV. pag. 12. Item pag. 35. in Documentis der gegen-Information des Löbl. Schwäbischen Creyses interessirter Stände &c. sub Num. 11.]

C'est-à-dire,

Lettres de WENCESLAS *Roi des Romains, par lesquelles, il engage à* LEOPOLD *Duc d'Autriche la Landvogthie Imperiale, ou Bailliage Provincial de la haute & basse* Suabe *pour la somme de 40 mille Florins monnoye d'or & de bon poids, comme aussi la Ville d'*Augsbourg, *&* Gingen, *pour les tenir avec ladite Landvogthie. A Francfort sur le Meyn l'an 1379.*

Wir Wenzlaw von Gottes Gnaden Römischer König/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ und König zu Böheim, Bekhennen und thun kundt offentlich mit diesem Brief allen denen/ die ihn ansehen oder hören lesen/ daß Wir Uns gütlich veraint und verrichtet haben mit dem Hochgebornen Leupolde Hertzogen zu Oesterreich/ zu Steier/ zu Kernten/ ꝛc. Unserm lieben Oheim und Fürsten/ also daß Wir Ihme und seinen Erben durch der getreuen Dienst willen/ die Er Unserm Vattern seeligen Kayser Carlen/ Uns/ und dem heiligen Reich offt ohnverdrossentlich gethan hatt/ und noch thuen soll und mag in künfftigen Zeiten/ von rechter/ redlicher Schuldt/ schuldig sein und gelten sollen 40000 fl. von Florentze/ guet von Gold und swär am Gewicht: Dafür Wir Ihme und seinen Erben versetzt und verpfendt haben/ in rechter Pfandesweise/ versetzen und verpfenden in Crafft dis Briefs Unser und des Reichs baide Landvoigtey in Obern und Nidern Schwaben/ darzu haben Wir Ihme empfohlen/ Augspurg und Giengen/ die Er mit derselben Landvoigtey innenhaben soll/ als hernach geschrieben stehet/ und haben Ihn darzue beweiset und bescheiden 126. fl. die Er jarlich daselbs auffheben soll/ mit allen Stucken/ Puncten/ als hernach begriffen ist. Also daß Er dieselbe Landvoigtey in Obern und Nidern Schwaben mit den obgenannten Städten Augspurg und Giengen/ und mit andern des Reichs Städten daselbs/ Clöstern/ Dörffern und Leuthen/ mit allen Würden/ Ehren und Rechten/ Korngülten/ Getraidte und andern Zugehörungen als ander Landvögt die bishero innengehabt haben/ innhaben/ nutzen/ niessen und besitzen soll: Amptleuth/ die Uns und dem Reich angehörendt/ setzen und entsetzen: Und alle Sachen darinn thuen soll und mag/ als Wir selbst/ und was Er darinn thuet/ das soll gantz und stete beleiben ohn alle Widerred: Auch sollen Wir Ihme der Gulden und der Müntze nit mindern/ noch die niemand anders verkümmern und verschreiben/ die ietzt ledig seindt/ oder ob was fürbaß in den obgenannten Landvoigteyen inn Gülte von jemandts ledig wurde/ die Wir vormahls verschrieben oder verschrieben hätten/ die sollen Ihm volgen und gefallen.

Wir haben auch Ihme die besonder Gnad gethan/ wer es Sach/ daß Uns und dem Reich in denselben Land-Voigteyen in Obern und Nidern Schwaben von Rittermässigen Leuthen/ Knechten/ Burgern/ oder andern armen Leuthen/ die Lehen-Guet haben/ und Uns und dem Reich fürter ledig wurd/ und an Uns und das Reich gefiel oder gefallen solten/ das haben Wir Ihm und seinen Erben/ ewiglich verliehen/ und verleihen Ihm das/ in Krafft diß Briefs innhaben und zubesitzen in alle der Massen/ als sie die gehabt und besessen haben von den/ die sy Uns ledig worden sindt ungeverd. Auch soll der vorgenannte Hertzog Leupolt Unser lieber Oheim und sein Erben die obgenannten Landvoigtey in Obern und Nidern Schwaben mit den Städten als darvor geschriben stehet/ innhaben und besitzen/ und die niemandts zu lösen geben/ und wir sollen auch niemandts gestatten oder gunnen/ daß die von ihnen gelöst werden/ es wer dan/ daß Wir selber oder Unser Nachkommen an dem Reich die von Ihm mit Unsern selbs Pfenningen und zu Unsern Handen lödigen und lösen wollen ohne Geverde. Und wan Wir denne die

ANNO 1379.

die ehegenannten bayde Landvoigteyen mit sambt den Städten/ als von Ihm und seinen Erben gelediget und gelost haben/ um die vorgeschribne Summa Gelts/ so soll Er und seine Erben Uns und dem Reiche derselben Landvoigtey mit den Stätten güetlich abtretten/ und ledig lassen/ ohn alle Widerred und ohne geverd.

Auch soll der vorgenannte Hertzog Lewpolt und seine Erben alle Jude innehaben in Obern und Nidern Schwaben/ und in den ehegenannten Stätten mit allen Zinsen/ Gülten und Renten/ so Er der beste geniessen mag/ und was Er oder sein Erben des geniessen/ dasselb soll Er oder sein Erben Uns und dem Reich halb raichen und antworten/ und den andern halben Theil soll Er und sein Erben aufheben/ und in ihren Nutz verwenden/ und keren nach ihrem Willen. Were auch/ daß ehegenannte Hertzog Lewpolt Unser Oheim und sein Erben oder sein Under Landvoigt in Obern und Nidern Schwaben gen Uns Ichts besaget/ oder beschuldiget wurdt/ darumen sollen Wir Sie güetlich zu Red setzen/ und Sye gnädlich verhoren/ und ihnen ihrs Rechtens gunnen/ von des Reichs wegen/ ohnschädlich doch ybermann an seinen Rechten. Auch sollen Wir alle Jahr vor St. Martins-Tag als bey Zeiten und gewonlich Steür und Gült Quittung geben/ daß Sye daran Unserthalb icht gesaumbt werden. Auch gunnen und erlauben Wir dem ehegenannten Hertzog Lewpolt Unsern Oheim und sein Erben/ was Veste Güeter oder Gülte in den ehegenanten Landvoigteyen in Obern und Nider Schwaben von Uns oder Unsern Vorfahren Römischen Käysern oder Küngen in Pfandtweis versetzt wären/ daß Sy die losen mögen/ wan Sy wöllen/ und soll damit Er und sein Erben dieselben Vesten und Güetter/ die sy also gelöst haben/ innehalten/ und der geniessen ohn Abschlag/ als lang/ untz daß Wir oder Unser Nachkommen an dem Reich die erledigen und erlosen umb als vil Gelts/ als die versetzt wären/ daß Er oder sein Erben khundtlich mit den Briefen beweisen mogen/ die über dieselben Pfandtschafften von Uns oder Unsern Vorfahren gegeben sind. Were auch/ daß Unser Vatter seel. Käyser Carle en den obgeschriben Landvoigteyen yemande icht Gült oder Juden verpfendt/ und vor-verschriben hetten/ das Wir nit widerruffen möchten/ der oder dieselben sollen daben beleiben ohn alle Hinderniß/ nach lauth solcher Brief/ die Sie von unserm Vater seeligen darüber haben. Mit Urkhunde diz Briefs/ versigelt mit Unserm Küngl. May. Insigl/ der geben ist zu Franckfurt auf dem Main nach Christi Geburtt 1379. Jahr/ an dem nechsten Freytag nach St. Matthias Tag/ des heiligen Zwelfpotten. Unserer Reiche des Beheumschen in dem 16. und des Römischen en dem dritten Jahre.

XCVIII.

20. Fevr.

BAVIERE ET FRANCE.

Traité de Mariage de ROBERT, *Fils de* ROBERT *Duc de Baviére & Comte Palatin, avec* CATHERINE *Fille de* CHARLES V. *Roi de France. A Francfort, le* 20. *Février.* 1379. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 235. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Abth. IV. Abs. I. pag. 13.]

UNIVERSIS præsentes Litteras inspecturis. Rupertus senior, Comes Palatinus, Dux Bavariæ, Elector sacri Imperii, Rupertus junior ipsius Domini Ruperti Nepos Comes Palatinus, Dux Bavariæ; & Fridericus Burggravius Nuremburgensis; & nos Aimericus permissione divina Parisiensis Episcopus, & Carolus de Boivilla Gubernator Delphinatus Viennensis, Nuntii & Procuratores illustrissimi & serenissimi Principis Domini Caroli Regis Francorum, salutem in Domino sempiternam.

§. 2. Notum facimus universis, quod nos considerantes & intra cordis nostri præcordia recensentes singularem internæ caritatis ardorem sanguinisque propinquitatem, unionem & connexionem, quas illustrissimi Principes Reges Francorum & domus regalis Franciæ, ac magnifici & præpotentes Principes Domini Comites Palatini, Duces Bavariæ hactenus continuo habuerunt; volentes insuper, & quantum possimus affectantes, quod verus amor & perpetuus sit inter Reges Francorum & Comites Palatinos, & unio & connexio sanguinis & generis domorum Franciæ & Comitum Palatinorum propagine firmissima renoventur & roborentur, ac visceratius & attentius perpetuis temporibus observentur.

§. 3. Nos Rupertus senior Comes Palatinus, Rupertus junior ejus Nepos, & Fridericus ex una parte; & nos Aimericus & Carolus Procuratores & Nuntii prædicti nomine dicti Regis Franciæ, & pro ipso ex altera parte; Tractatum, Conventiones Matrimoniales & Pactiones fecimus ad invicem inivimus promisimusque & juramus, quæ sequentur: Videlicet, quod infans Rupertus, Filius Domini Ruperti, Filii nostri Ruperti, (a) Nepotis nostri Ruperti senioris, Comitis Palatini; habebit in Sponsam & Uxorem Dominam CATHARINAM filiam dicti Domini Regis Franciæ. Quo mediante nos Rupertus senior, Comes Palatinus, Rupertus ejus Nepos, & Fridericus volumus & accordamus; vultque & accordat nostrum quilibet, quod dictus Infans Rupertus sit unicus Hæres & universalis Successor nostri Ruperti Senioris Comitis Palatini

(a) Ex ſi. ie.

§. 4. Et promittimus & juramus tactis per nos sacrosanctis Evangeliis videlicet nos Aimericus & Carolus Nuntii & Procuratores prædicti, pro & nomine dicti Domini Regis Franciæ, quod procurabimus viis omnibus & modis quibus poterimus, quod Matrimonium inter ipsos Infantem Rupertum & Dominam Catharinam perficiatur & consummatur, & quod dictus Dominus Rex Franciæ per nos Duces Bavariæ & Burggravium prædictus seu alterum nostrum requisitus, absque contradictione promittet & jurabit promissa tenere, facere & complere, & Matrimonium hujusmodi inter ipsos Infantem Rupertum & Dominam Catharinam ejus Filiam lapso septennio facere & conservare, & per ejus Filiam perfici, impleri & conservari facere absque difficultate seu contradictione quibuscumque, aut impedimento aliquo in hoc directè vel indirectè, seu aliàs quovis modo interponendo; dictusque Dominus Rex suas super iis omnibus Litteras concedet, & fieri faciet suo Sigillo regio roboratas, nobisque præfatis Ducibus Bavariæ easdem tradi faciet & expedire. Quodque dictam Dominam Catharinam ejus Filiam dotabit secundum statum & decentiam Filiæ Regis Franciæ ornatam & munitam jocalibus & aliis suis necessariis, prout consuetum & decens est Filiabus Regis Franciæ, cum in Matrimoniis collocantur, per Reges Francorum elargiri.

§. 5. Et nos Rupertus senior, Comes Palatinus & Rupertus ejus Nepos, & Fridericus prænominati vice versa juramus & promittimus per nostra juramenta ad sancta Dei Evangelia super hæc præstita, quod Matrimonium hujusmodi inter ipsos, Infantem Rupertum & Dominam Catharinam septennio, ut præmittitur, elapso, absque difficultate vel contradictione quibuscumque seu impedimento in hoc directè vel indirectè aliqualiter interponendo consummabitur, perficietur & penitus complebitur; & quod dictæ Dominæ Catharinæ Donationem propter nuptias ac Dotalitium æquivalens & in valore consimili Doti, per dictum Dominum Regem Franciæ dictæ Dominæ Catharinæ ejus Filiæ dandæ & assignandæ dabimus & assignabimus, in Castris, Villis, Domaniis, Redditibus, Nobilitatibus, Justitiis, & etiam in Terris.

§. 6. Et quia dictus Dominus Rupertus Pater dicti Infantis Ruperti est de præsenti absens ex partibus istis, nos Rupertus senior Comes Palatinus, Rupertus Nepos ipsius, & Fridericus prænominati, juramus & promittimus, in vim præstiti à nobis juramenti, quod propè infra mensem à data præsentium computandum, præmissa omnia & singula ratifficabit & approbabit, eaque tenere, facere & complere, & adimpleri facere & consummari promittet & jurabit, & suas super hæc Litteras concedet & fieri faciet suo Sigillo roboratas.

§. 7. In quorum omnium & singulorum testimonium præsentes Litteras per Notarios publicos infra scriptos fieri, & eorum signis & subscriptionibus signari mandavimus ac sigillorum nostrorum impressionibus communiri. Actum & datum in Franckenfordio, in domo Religiosorum & honestorum virorum Fratrum Sancti Joannis Hierosolymitani, anno à nativitate Domini 1379. Indictione secunda, mensis verò Februarii die 20. circa horam sextam; præsentibus spectabilibus & potentibus viris Dominis Friderico (b) de Lingen, Willelmo de Bathemi in Rogem, Henrico de Spanheim Comitibus; ac venerandæ discretionis viris Dominis Nicolao de Vuissbades Canonico Ecclesiæ Wormatien. nostri Ruperti senioris Prothonotario, Joanne de Bozavello Decretorum Doctore, Priore Prioratus Sancti Martini in valle Carnoten. Hugone Lenvoisie in sacra pagina Professore, & nonnullis aliis testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

(b) On doit lire de Leiningen. Ce qui suit est si corrompu, qu'il seroit bien difficile de le rétablir.

XCIX.

26. Fevr.

Pax & Concordia inter Dominum BERNABOVEM *Vice-comitem Mediolani, pro se & ejus Conjuge* REGINA DE LA SCALA *ab una, atque* ANTONIUM & BARTHOLOMÆUM DE LA SCALA, *Dominos Veronæ ab altera*

ANNO 1379. *tera parte, mediante* AMADEO *Comite Sabaudiæ inita. Actum Mediolani Anno* 1379. *Indictione secunda, die* 26. *Februarii.* [Piece authentique tirée des Archives Royales du Château de Milan, Regitre V. V.]

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, Amen.

ANNO à Nativitate Domini millesimo trecentesimo septuagesimo nono, Indictione secundâ, die vigesimo sexto mensis Februarii. Ad honorem, & reverentiam Sanctæ Matris Ecclesiæ, & Sacri Imperii. Super omnibus, universis, & singulis petitionibus, quæstionibus, litibus, controversiis, & demandis, diffidiis, & querelis, quæ, & quas Illustris, & Magnificus Dominus Dominus Bernabos Vicecomes Mediolani, Laudæ, Cremonæ, Parmæ, Pergami, Brixiæ &c. Dominus, ac Imperialis Vicarius Generalis, in quantum eum concernit, & tangere potest, nec non Illustris Domina Domina Regina de la Scala ipsius Magnifici Domini Domini Bernabovis Consors nomine suo proprio, & dicti Domini Conjuges nomine omnium, & singulorum Filiorum, & Hæredum suorum ex una parte petebant habere, poterant, & debebant, & se habere quomodolibet prætendebant contrà, & adversus Magnificos Dominos Dominos Bertolameum, & Antonium Fratres de la Scala Veronæ, Vicentiæ &c. Dominos, & Imperiales Vicarios Generales tàm in Civitatibus Veronæ, & Vicentiæ, & aliis Castris, Terris, Villis, & Locis, quàm in possessionibus, hæreditatibus, & bonis ipsorum Fratrum de la Scala, & quæ fuerunt quondam Magnifici Domini Consignori de la Scala, & ejus Fratrum, videlicet Domini Canisgrandis, & Domini Pauli Albuyni, & eorum Patruum, & Prædecessorum utriusque sexus ubicumque constitutis, quàm etiam aliis qualitercumque, realiter, & personaliter, & generaliter super aliis quibuscumque ipsorum bonis, juribus, & jurisdictionibus ad eos, & quemlibet ipsorum spectantibus, & pertinentibus, & quæ ad ipsos spectare, & pertinere potuissent, & possent, ac possunt, videlicet ea tantùm, & in eis, quæ tenent, & possident, & quæ tenebant, & possidebant dicti Domini Veronæ per mensem unum antè tempus inchoatæ Guerræ præsentis, & super omnibus, & singulis, quæ dicti Domini Veronæ petere, & requirere poterant, & possent præfato Magnifico Domino Domino Mediolani &c., ejusque Consorti, & Filiis, seu alteri eorum qualibet occasione, quæ dici posset, vel excogitari. Nobilis, & Egregius Miles Dominus Antonius de Auria Filius quondam Domini Hectoris, & sapiens, & Nobilis Vir Dominus Faustinus de Lantania Legum Doctor Vicarius præfati Magnifici Domini Domini Mediolani ambo Procuratores, & Nuntii speciales præfati Magnifici, & Excelsi Domini Domini Bernabovis Vicecomitis Domini Mediolani &c. Imperialis Vicarii Generalis pro se, & præfata Illustre, & Excelsa Domina Domina Regina ejus Consorte, ac Patris, & legitimi Administratoris Inclytorum Dominorum Marchi, Ludovici, Haroli, Roduisi, & Mastini Filiorum suorum, & pro eis ex una parte; de quo Procuratorio constat publico Instrumento tradito, & subscripto per Tomasium de Capitaneis de Vicomercato Notarium, & Cancellarium præfati Domini, & nomine, & vice prædictorum, & cujuslibet eorum, & pro eis, & spectabiles Milites Dominus Spineta Marchio Malaspinæ, & Dominus Guillielmus de Bivilacquis Procuratores, Factores, & legitimi Nuncii speciales præfatorum Dominorum Veronæ, ut constat publico Instrumento rogato, & tradito per me Batistam de Marzalio Notarium infrascriptum ex alterâ, tractatu, promotione, ac procuratione Illustris, ac Magnifici Principis, & Domini Domini Amadei Comitis Sabaudiæ, Ducis Cablasii, & Augustæ, & in Italia Marchionis. Ad pacem, finem, transactionem, concordiam, & compositionem amicabilem, in hunc, qui sequitur, modum, devenerunt.

In primis quod præfati Domini Bartholameus, & Antonius de la Scala Domini Veronæ, Vicentiæ &c. Imperiales Vicarii Generales dare, & solvere teneantur Illustri Dominæ Dominæ Reginæ, & suis Successoribus, seu legitimæ personæ pro eis recipienti, semel tantùm, quadringenta, & quadraginta millia Florenorum boni auri, & ponderis solvendorum ad terminos infrascriptos, videlicet triginta millia Florenorum die, qua præfatus Magnificus Dominus Dominus Mediolani &c. tradet, & expediet, vel tradere, & expedire faciet, vel die immediatè sequenti, dicto Domino Comiti Sabaudiæ Bastitas factas per ipsum Dominum Dominum Mediolani &c., & quæcumque Fortilicia, quæ tenet, & quæ cæpit à prædictis Dominis Veronæ in Veronensi Districtu, & alibi ubicumque, & quæ cæperit, seu capere contigerit à tempore præsentis Guerræ inceptæ usque ad tempus firmatæ Pacis præsentis, & quas Bastitas, & Fortilicia teneatur idem Magnificus Dominus Dominus Mediolani &c. in continenti, videlicet infrà quindecim dies à tempore hujus Contractus Pacis celebratæ proximè dicto Domino Comiti Sabaudiæ, vel legitimæ personæ pro eo tradere, & expedire; quæ triginta millia Florenorum præfati Domini Veronæ mittere teneantur ad alterum Locorum Montisclavi, vel Lonadi, Salodi, vel Materni, Rivoltellæ, vel Patengularum, quæ præfati Magnificus Dominus Dominus Mediolani, vel Illustris Domina Domina Regina elegerit infrà decem dies à die firmatæ Pacis præsentis, & quod dictus Magnificus Dominus Dominus Mediolani, vel Domina Regina ad requisitionem dictorum Dominorum Veronæ teneantur mittere super Territorio suo tantùm, bonam, & sufficientem scortam pro dicta pecunia securè portanda, & conducenda ad alterum Locum electum de prædictis; & alia triginta millia Florenorum præfati Domini Veronæ solvere teneantur usque ad duos menses integros indè proximè subsequentes dictæ Dominæ Reginæ, seu ejus Successoribus, & Hæredibus, vel legitimæ personæ pro eis recipienti in altero Locorum prædictorum, qui fuerit electus ut suprà, & si casus contingerit, quòd præfati Domini Veronæ, durante præsenti Guerra, cæpissent, vel caperent aliquam ex Terris, vel Fortaliciis præfati Magnifici Domini Domini Mediolani &c., seu quæ tenebantur per eum tempore inchoatæ præsentis Guerræ, eam, vel eas liberè restituere teneantur præfato Domino Mediolani, & è converso congrua congruis referendo; & quod si Locus jam electus efficeretur suspectus, & non securus possit mutari, & unus alius Locus ex prædictis securus eligi, dum tamen fiat notitia ut infrà.

Acto, & in pactum expressum deducto, quod si contingeret, quod aliqua quantitas, quæ portaretur cum dicta scorta pro faciendo solutionem in aliquo dictorum terminorum, vel aliorum terminorum infrascriptorum caperetur, vel auferreretur qualitercumque per violentiam per aliquos ex Gentibus, vel Stipendiariis, vel aliis personis de parte dicti Domini Mediolani super Territorio dicti Magnifici Domini Domini Mediolani, & dictæ Dominæ Reginæ, vel Filiorum suorum, quod eo casu illa quantitas ablata, seu capta cedet in onus dicti Magnifici Domini Domini Mediolani, & dictæ Dominæ Reginæ; si verò e contra talis quantitas caperetur, vel auferreretur qualitercumque per violentiam per aliquos ex Gentibus, vel Stipendiariis, vel aliis personis Dominorum Veronæ super Territorio ipsorum, eo casu cedet talis præda in onus, & præjudicium ipsorum Fratrum de la Scala Dominorum Veronæ.

Item quod à festo Paschæ resurrectionis Domini proximo usque ad unum annum proximè subsequentem dicti Fratres de la Scala Domini Veronæ solvere debeant eidem Illustri Dominæ Dominæ Reginæ, vel legiptimæ personæ pro ea, Hæredibusque, & Successoribus suis, causamque habentibus, & habituris ab ipsis quadraginta millia Florenis auri boni ponderis, & sic deinceps annis singulis in festo dicti Paschatis, vel antè, & si antè solvere voluerint, notificare teneantur per quindecim dies antè diem solutionis, & declarare diem, qua solvere voluerint quadraginta millia Florenos auri boni, & justi ponderis usque ad plenam solutionem, & satisfactionem dictorum quadringentorum, & quadraginta millium Florenorum bonorum, excepto ultimo termino, in quo non cedent nisi viginti millia Florenorum dumtaxat; & prædictæ solutiones fiant in altero Locorum prædictorum, vel si maluerint in Veneciis, quem, & pro ut dicta Illustris Domina, ejusque Hæredes, vel causam habentes ab ipsa elegerint quolibet anno, seu una vice pro pluribus annis, seu pro omnibus annis, secundum quod melius placuerit præfatæ Dominæ, vel ejus Hæredibus, dum tamen eligatur Locus securus, in quo dicta pecunia solvenda possit securè portari, de qua electione fiat noticia pro parte præfatorum Magnifici Domini, vel Dominæ, seu Hæredum eorum, vel habentium causam ab ea alteri ex dictis Magnificis Dominis Veronæ, vel Domino Potestati Veronæ, vel Dominationi Venetiarum, in casu quo dicta notificatio fieri non possit præfatis Dominis, vel Potestati Veronæ, qui pro tempore fuerit, & antè tempus solutionis fiendæ, & si non fecerint, non currat tempus dictis Dominis Fratribus de la Scala, donec per unum mensem antè eis, vel aliis ut suprà notificarent, & ipsi Domini, & Potestas Veronæ debeant præstare pacientiam, quod eis notificatio fiat.

ANNO 1379.

Item quod lapsis omnibus, & singulis terminis solucionum prædictorum quadringentorum, & quadraginta millium Florenorum præfati Domini Veronæ, & sui perpetuò Successores dare, & solvere teneantur dictæ Illustri Dominæ Reginæ, seu legitimæ personæ pro ea decem millia Florenorum auri boni ponderis quolibet anno ad vitam ipsius Dominæ Reginæ naturalem dumtaxat in festo Paschatis resurrectionis Domini solvendorum per modum nominatum.

Item quod pro securitate, & firmitate omnium prædictorum dictus Illustris Dominus Dominus Comes Sabaudiæ in manibus suis tenere, & custodire debeat Bastitas, & Fortilicia prædictas sibi tradendas, & expediendas ut suprà per præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani sumptibus communibus Partium prædictarum, donec, & quo usque dicti Domini Veronæ assecuraverint, & satisdederint, idoneè, modo, & forma infrascriptis prædictæ Dominæ, Reginæ per Commune Venetiarum de solvendis trecentis octuaginta millibus Florenorum restantium de quantitate totali, seu de illa quantitate tunc restante ad solvendum tempore dictæ satisdationis. Qua securitate, & satisdatione facta per dictum Commune Venetiarum, & solutis prædictis Florenis sexaginta millibus solvendis in primo, & secundo terminis ut supra prædictas Fortilicia, & Bastitas tradendas per præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani reddere, & restituere debeat idem Dominus Comes Sabaudiæ eisdem Dominis Veronæ, seu Factoribus, vel Procuratoribus ipsorum, ut de ipsis disponere, & facere possint ad ipsorum libitum, & etiam securitate non præstita, solutis tamen integrè dictis trecentis octuaginta millibus Florenorum auri, & aliis Florenis sexaginta millibus ut suprà, idem Dominus Comes ea restituere tenetur.

Item quod dicti Fidejussores per ipsos Dominos Veronæ dandi ut suprà se se obligent, & eorum bona solempniter cum promissionibus, juramentis, renunciationibus, & aliis solempnitatibus, & clausulis opportunis, & hoc tamquam Promissores, & principales Debitores se constituant de solvendo dictas pecuniæ quantitates eidem Illustri Dominæ Dominæ Reginæ, seu legitimæ personæ pro ea terminis supradictis, & in casu quo Commune Venetiarum solveret, possit fieri ipsa solutio in Civitate Veneciarum, & per modum supradictum, omni exceptione remotâ.

Hoc acto etiam, quod dicti Fidejussores non possint uti ulla retentione, compensatione, inhibitione, seu excusatione, nec aliqua alia defensione, propter quas, vel quam denegare possint, vel differre soluciones prædictas ex quavis causa, quæ dici, vel excogitari possit quovis modo in bona, & sufficienti forma. Ita quod hujusmodi intentio plenum sortiatur effectum, nisi in quantumper formam præsentis Pacis in contrarium specialiter sit provisum quò ad dictos Dominos Veronæ, & Venetos eorum Fidejussores, & similiter se obligent Fidejussores præfati Magnifici Domini Domini Mediolani &c., quos dare tenetur in casibus suis ut infrà congrua congruis referendo.

Item quod præfati Domini Veronæ restituant Dominis Tebaldo de la Scala, & Jacobo de Cavallis, & omnibus de domo, & agnatione dicti Domini Jacobi de Cavallis bona, quæ ad eos pertinebant de jure quovis modo, quæ fuerunt ipsis occupata per dictos Dominos Veronæ, vel ipsorum nomine, & quod ab omni bannimento sint remoti, & quod processus facti contra eos cancellentur, & ipsis bonis omnibus uti possint, & gaudere per se, & per alios quoscumque.

Item quod si aliqui sint revelati contra præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani &c., & pro præsenti Guerra, qui anteà non essent banniti, vel rebelles, ipsi revelati restituantur, vel Loca dicto Magnifico Domino Domino Mediolani &c., ita quod Magnificus Dominus Dominus Mediolani &c. parcat, & remittat eis omnes offensiones, & restituat eorum bona immobilia eis ablata in, & pro Guerra præsenti, & in pristinum statum reducantur.

Item & è converso si aliqui essent revelati contra dictos Dominos Veronæ in, & pro præsenti Guerra, qui anteà non essent banniti, & rebelles dictorum Dominorum Veronæ restituantur ad eorum bona immobilia eis ablata in, & pro Guerra præsenti, & in pristinum statum reducantur, & ita quod eis parcantur omnes offensæ eo modo, quo suprà.

Item quod mediantibus, & adimpletis omnibus prædictis solutionibus dictorum quadringentorum, & quadraginta millium Florenorum, vel si factis oblationibus, protestacionibus, & deposicionibus, pro ut in Capitulo de hac materia loquente continetur, non obstaret per præfatos Dominos Veronæ, quo minus soluciones prædictæ fierent, & parati essent solvere cum effectu, dicti Illustres Dominus Dominus Mediolani &c. & Domina Regina, & uterque ipsorum, & eorum Filii, & ipsorum quilibet quietent, & remittant, cedant, & mandent, quietare, remittere, & cedere teneantur, quietantque, remittunt, cedunt, & mandant dicti Procuratores præfati Magnifici Domini Domini Mediolani &c., nominibus quibus suprà dictis Procuratoribus dictis nominibus, & nobis Notariis infrascriptis stipulantibus, & recipientibus nomine præfatorum Dominorum Veronæ, & Hæredum suorum, non tamen derogando aliquibus aliis Capitulis præsentis Contractus, ex nunc pro ut ex tunc præsentium tenore pro se, & Successoribus eorum perpetuò omnes actiones, rationes, directuras, & jura, reales & personales, civiles & prætorias, directas, utiles, & mixtas, & alias quascumque, quæ, & quas ipsi Magnificus Dominus Dominus Mediolani &c., & Domina Regina, & ipsorum uterque, ac eorum Filii habent, vel habere possunt, communiter vel divisim, contrà præfatos Dominos Veronæ, & eorum utrumque, & bona, quæ ipsi Domini Veronæ tenent, & possident, videlicet ea, quæ tenebant, & possidebant per unum mensem antè tempus inchoatæ Guerræ præsentis, asserentes se dicta jura, & bona nulli cessisse, vel aliquo modo alienasse; & si appareret præfatam Illustrem Dominam Dominam Reginam cessisse, vel alienasse aliqua bona, & jura prædicta à morte Magnifici Domini Domini Mastini Patris dictæ Dominæ Reginæ, citrà quod de ipsis cessione, & alienatione dictos Dominos Veronæ indemnes servare tenetur; hoc acto, quod si dicti Domini Veronæ, vel eorum Hæredes, vel habentes causam ab eis deficerent in aliqua solutione terminorum prædictorum, vel eorum Fidejussores post terminum non solverent infrà octo dies tunc proximè subsequentes, quod eo casu dictæ quietationes, cessiones, & remissiones jurium, & actionum prædictarum factæ per præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani &c., & Dominam Reginam, & eorum Filios nullæ sint, sed cassæ, & pro nullis, & cassis, & irritis habeantur proinde ac si factæ non essent, omniaque jura, & actiones remaneant salva, & integra dictis Magnifico Domino Domino Mediolani, & Dominæ Reginæ, & Filiis, pro ut erant, & esse poterant antè præsentem Contractum. Acto etiam quod si ipsi Domini Veronæ, seu eorum Nuncii die qua deberent solutionem facere in Loco, in quo ipsam facere deberent, non reperirent aliquem potestatem sufficientem super hoc habentem de ipsa pecunia recipienda, & quietacione danda, qui vellet ipsam pecuniam recipere, quod eo casu dicti Fratres Domini Veronæ, seu dictam solucionem parati facere pro ipsis possint, & valeant dictam quantitatem solvendam consignare, & deponere penes Commune Veneciarum; & si Commune Veneciarum nollet dictum depositum recipere, penes aliam idoneam personam, si solutio fieri debeat in Venetiis, & si alibi in aliquo Locorum prædictorum, quod sufficiat oblatio, & protestatio per Instrumentum publicum, qualiter parati sunt solvere potestatem sufficientem habenti, & dictis casibus, vel aliquo ipsorum non incurrantur pœnæ in hujusmodi Pacis Contractu descriptæ; & nihilominus dicti Domini Veronæ, & eorum Fidejussores ipsam quantitatem solvere teneantur infrà mensem, cum fuerint debitè requisiti, vel interpellari ipsi, vel aliquis eorum, vel Potestas Veronæ pro eis, qui pro tempore fuerit, vel Dominacio Veneciarum, in casu quo præfati Domini Veronæ, vel Potestas Veronæ non possent requiri, vel interpellari.

ANNO 1379.

Et versâ vice prædicti Procuratores præfatorum Dominorum Veronæ fecerunt, & faciunt quietationem, liberationem, remissionem, & cessionem dictis Domino Antonio, & Faustino dictis nominibus recipientibus, & per eos præfato Magnifico Domino Domino Mediolani recipienti pro se nominibus quibus suprà, & nobis Notariis infrascriptis stipulantibus, & recipientibus nomine, & vice præfati Domini Mediolani, & Illustris Consortis ejus, & Filiorum, & Hæredum suorum de omni, & toto eo, quod præfato Domino Mediolani, ejusque Consorti, & Filiis, vel alteri eorum qualibet occasione, quæ dici, vel excogitari posset, quovis modo dicere, seu petere possent, seu in bonis, quæ per eos, vel alterum eorum tenentur, exceptis Bastitis, & Fortaliciis deponendis, & salvis contentis in aliis Capitulis.

Item quod præfati Domini Domini Veronæ possint, & eis licitum sit attendere Serenissimo Domino Domino Regi Hongariæ Capitula, quæ sequuntur, & ultrà ea quæ in eis Capitulis continentur contrà Magnificum Dominum Dominum Mediolani, & Dominam Reginam, seu Filios ipsorum, favorem aliquem præbere

bere

Anno 1379.

bere non possint. Dicta Capitula sunt hæc in effectu.

Primò quod durante tempore quatuor annorum inceptorum die octava Augusti M. CCC. LXXVIII. Indictione primâ, quâ die dicti Domini Veronæ, seu eorum Procuratores inierunt dicta Capitula cum eodem Domino Rege Hungariæ, seu cum Procuratoribus præfati Domini Regis, præfati Domini de la Scala exhibebunt omnes passus suos liberos, & apertos omnibus Gentibus dicti Domini Regis, quæ sunt, vel venient ad partes Italiæ pro factis dicti Domini Regis.

Item quod durante tempore dictorum quatuor annorum præfati Domini de la Scala dari facient Gentibus venientibus ut suprà per totum Territorium suum victualia pro eorum denariis, & etiam in alieno Territorio contiguo Territorio dictorum Dominorum Veronæ juxta posse suum pro eo pretio, pro quo dicti Domini Gentibus suis dari faciunt, dum tamen dicti Domini Veronæ non haberent Guerram, propter quam eis necesse esset tenere victualia sua pro eorum Gentibus.

Item quod durante dicto tempore præfati Domini de la Scala non permittent stipendiari Gentes aliquas super eorum Territorio, nec alibi stipendiatas, vel alias Gentes per ipsorum Territoria posse suo transire, quæ irent ad damna Gentium dicti Domini Regis, & in casu quo dictæ Gentes violenter vellent transire, inimicabunt eis tamquàm inimicis propriis.

Item quod durante tempore prælibato, præfati Domini de la Scala, ipsis Dominis non habentibus Gentes Regias & contingat præfatum Dominum Regem habere Gentes armigeras in partibus Italiæ pro factis suis, ipsis tamen Dominis Guerram non habentibus, dabunt ipsi Domino Regi annuatim, & in ratione anni viginti millia Ducatorum auri in subsidium expensarum regalium pro rata singulis mensibus solvendorum, videlicet pro illo tempore tantum, quo dictæ Gentes erunt in Italiâ, & non pro pluri.

Item quod Adhærentes, & Sequaces possint dari per utramque Partem statim die celebrationis hujus Contractus nominandi in ipso Contractu, qui Adhærentes dandi sunt tales, qui Guerram fecerint palam, & actualiter pro Partibus in Guerrâ præsenti, dum tamen dicti Adhærentes in scriptis dandi, ut suprà, antè tempus inchoatæ Guerræ præsentis non essent banniti, vel rebelles alicujus dictarum Partium, vel alterius eorum Subditi ad ejus obedientiam existentes, & quod nominandi teneantur ratificare hanc Pacem in unum mensem à die præsentis Contractus numerandum, & qui non ratificabunt in dictum terminum non gaudeant beneficio præsentis Pacis.

Nominati verò pro parte Domini Mediolani sunt hi: Dominus Antonius de Archo, Dominus Guillielmus, & Antonius Fratres de Castrobarcho, Dominus Guido Savina de Foliano, Dominus Cabriotus de Canossa, Dominus Aczo, & Dominus Guido ejus Filius de Corigia, Dominus Johannes, Dominus Francischus, Dominus Prendeparte, Dominus Spineta, & Thomaxinus de la Mirandola, Dominus Manfredinus, & Dominus Francischus Fratres de Sasollo, Dominus Azzullinus, & Nicholaus Fratres Marchiones Malaspinæ, Dominus Jacobus, & Dominus Antonius Fratres de Piis, Antonius, & Fratres Marchiones Vialis de Mulacio, Luchinus Marchio Vialis de Olivola.

Nominati verò pro parte præfatorum Dominorum Veronæ sunt hi: Dominus Spineta, & Dominus Leonardus Fratres, & Filii quondam Galeoti Marchiones Malaspinæ, Dominus Ricardus quondam Domini Opecini Marchio Malaspinæ, Petrus, Zorus, & Jacobus Johannes Fratres de Castro Romano, Petrus Zotus de Lodrono, Dominus Mercabrinus de Castrobarcho, Dominus Azo Aldrighetus, Albertus, & Dominus Francischus de Castrobarcho, Dominus Gibertus Pregnanus, & Fratres de Sesso, Dominus Ludovichus de Portiliis de Ferovilli.

Item quod dictæ Partes videlicet præfati Illustris Domina Domina Regina, & eorum Filii majores quatuordecim annis, & præfatus magnificus Dominus Dominus Bernabos tamquàm Pater, & legiptimus Administrator Domini Mastini Infantis ratificare teneantur prædicta, & infrascripta, infrà duodecim dies à tempore hujus Contractus celebrati, & quod dicta ratificatio facienda præcedat per tres, vel duos dies antè primum terminum solucionis faciendæ, & eodem modo dicti magnifici Domini Veronæ ratificare, & confirmare teneantur prædicta omnia infrà quindecim dies superiùs nominatos, & hoc cum juramentis, & solempnitatibus opportunis per publicum Instrumentum.

Et quas ratificationes prædictas prædicti Procuratores Magnifici Domini Domini Mediolani &c., & dicti Procuratores dictorum Dominorum Veronæ debeant, & teneantur procurare, & fieri facere cum effectu, quod fiant per modum, & personas suprascriptas cum solempnitatibus opportunis.

Item est actum, & in Pactum expressum deductum pariter, & conventum inter Partes prædictas, quod si contingeret, quod absit, inposterum, quod dicti Domini Veronæ, seu alter eorum aliquid facerent, vel incurrerent contrà formam Compositionis, & Transactionis præsentis, communiter vel divisim, quod eo casu, quo apparuerit eos contrafecisse, simul vel disjunctim, incurrant pœnam centum millium Florenorum dictis Magnificis Dominis Mediolani &c., & Illustri Dominæ Dominæ Reginæ ejus Consorti unà semel applicandorum, salvo quod propter cessationem solutionis hujus termini tantùm non incurrant dictam pœnam centum millium Florenorum unà cum aliis infrascriptis pœnis, & ultrà liceat Magnifico Domino Domino Mediolani, & Illustri Consorti ejus, & eorum Filiis, & cuilibet eorum Guerram facere, & movere contrà dictos Dominos Veronæ, & eorum Civitates, & Fortilicia, & Subditos, quæ quidem Guerra justa, & racionabilis censeatur, & cum prædictâ pœnâ centum millium Florenorum, eadem Illustris Domina Domina Regina sibi, & suis perpetuò Successoribus retineat, & ad eam, & suos Successores pertineat totalis quantitas, quam pro tunc receperit per se, vel alium ejus nomine de Somma dictorum quadringentorum, & quadraginta millia Florenorum, & nihilominus residuam quantitatem restantem ad solvendum de dictis trescentis octuaginta millibus Florenorum auri solvere, & satis facere dictæ Dominæ Reginæ teneantur dicti Domini Veronæ, & Fidejussores, & Hæredes ipsorum, & cum prædictis remissio, & quietatio facta per dictos Magnificum Dominum Dominum Mediolani, & Illustrem Dominam Dominam Reginam, & ipsorum Conjugum Filios de prædictis juribus, rationibus, actionibus, & dricturis nulla sit, sed ex tunc in anteà sit cassa, & irrita, & prædicta jura ad prædictos Conjuges, & ipsorum Filios, & Successores perpetuò pertineant, & pertinere debeant pleno jure, prout & quemadmodum antè quietacionem, cessionem, & remissionem prædictam, & ad eos ex quacumque causâ pertinere poterant, & debebant; & nihilominus Bastitæ, & Fortilicia prædictæ tradentur dicto Illustri Principi Domino Comiti Sabaudiæ per præfatum magnificum Dominum Dominum Mediolani ut suprà, ipse Dominus Comes reddere, & restituere debeat eidem Domino Domino Mediolani &c. præfatæ Dominæ Dominæ Reginæ, & eorum Successoribus, & habentibus causam ab eis vigore, & ex causâ Pacis violatæ prædictæ. Et hoc in casu quo eadem Fortilicia, & Bastitæ nondùm restitutæ essent in manibus dictorum Dominorum Veronæ, sed adhuc essent in manibus dicti Domini Comitis, de, & pro quibus centum millibus Florenis pœnæ nomine adjectis ut suprà, ultrà dicta trecenta octuaginta millia Florenorum dicti Domini Veronæ satisdare debeant idoneè per dictum Commune Veneciarum, seu singulares personas dictæ Civitatis sufficientes, & idoneas ad prædicta, & hoc sub modis, & solempnitatibus prædictis, & hoc infrà tres menses à tempore præsentis Contractus.

Et viceversâ si contingeret, quod Deus avertat, quod præfatus magnificus Dominus Dominus Mediolani &c. seu Illustris Domina Domina ejus Consors, aut aliquis Filiorum suorum rumperent, aut violarent Pacem, & Transactionem præsentem, eo casu incurrant, & committant pœnam centum millium Florenorum auri boni ponderis, quæ sit, & applicetur dictis Dominis Veronæ & causam habentibus ab ipsis semel dumtaxat; & nihilominus cessio, & remissio dictis Fratribus Dominis Veronæ facta per prænominatos Magnificum Dominum Dominum Mediolani, Dominam Reginam ejus Consortem, & ipsorum Filios de prædictis juribus, rationibus, & dricturis ut suprà, eo casu sint, & remaneant in suis juribus, & in sui roboris firmitate, absque eo quod ab illo tunc in anteà dicti Domini Conjuges, vel Filii ipsorum, seu causam habentes ab ipsis quicquam petere debeat, vel habere in rebus, & bonis remissis, & quietatis ut suprà, de, & pro quibus quantitatibus dictorum centum millium Florenorum nomine pœnæ adjectis debeant satisdare idoneè præfati Domini Conjuges per Commune Veneciarum, vel sufficientes personas dictæ Civitatis infrà tres menses à die præsentis Contractus numerandos; salvo quod dictum tempus trium mensium non currat, donec præfati Domini Veronæ notificaverint per unum mensem antè præfatis Domino Mediolani, vel ejus Consorti qualem satisdationem ipsi Domini Veronæ dare voluerint, & si dictæ Partes, vel altera eorum non satisdederint infrà dictos tres menses ut suprà, eo casu Pars, quæ non satisde-

ANNO 1379.

derit, incurrat in pœnam Florenorum decem millium alteri Parti, quæ dictam satisdationem dedisset, applicandorum; quæ pœna Florenorum decem millium etiam committatur deinceps singulis tribus mensibus, usque quo dicta satisdatio data fuerit, dum tamèn dictæ pœnæ Florenorum decem millium non excedant desuper toto; Et nihilominus promissiones pœnæ Florenorum centum millium firmæ remaneant ut infrà proximè. Quæ satisdationes pœnarum per utramque Partium adjectarum durare debeant duntaxat per decem annos proximè futuros, Pace nihilominus perpetuò duraturâ etiam cum promissione pœnæ prædictæ centum millium Florenorum quò ad principales Partes tantum pro qualibet Parte.

Et quod ex nunc fracta Pace per eosdem Dominos Conjuges, aut Filios ipsorum, vel aliquem eorumdem, nihil ulterius de his, quæ remanerent ad solvendum dictæ Dominæ Reginæ qualitercumque prædicti Domini Veronæ solvere teneantur, salvis semper infrascriptis; & ultrà prædicta dictæ Bastitæ, & Fortilicia sint, & remaneant perpetuò eisdem Magnificis Dominis Veronæ, si, & ubi pro tunc restitutio non facta fuerit de ipsis per dictum Dominum Comitem Sabaudiæ, quod si tunc facta non fuerit, eo casu ipsas Bastitas, & Fortilicia dictus Dominus Comes Sabaudiæ reddere, & expedire debeat eisdem Dominis Veronæ, & causam habentibus ab ipsis in continenti, postquàm apparuerit Pacem, & Transactionem prædictam fractam, aut violatam esse per dictos Magnificum Dominum Dominum Mediolani &c., & Dominam Reginam, vel Filios eorumdem, vel aliquem ipsorum; & si forsan per aliquam dictarum Partium aliquid factum esset, vel attentaretur contrà formam Pacis præsentis aliter quàm per cessationem solutionum prædictarum, vel alicujus earum, non propter hoc intelligatur, nec dici possit Pax hujusmodi aliqualiter violata, dummodò damnum, quod propter hoc fuerit illatum, emendetur per dampnum dantem, vel alium pro eo, Parti offensæ infrà duos menses à tempore quo fuerit cognitum, & decisum per Conservatores Pacis, & ad cognitionem dictorum Dominorum Conservatorum hujus Pacis inferiùs descriptorum, & pendente cognitione dictorum Conservatorum, & donec cognitum fuerit, & terminatum, ipsæ Partes debeant, & teneantur omnia & singula Capitula Pacis, & Contractus observare; & si infrà terminum supradictum damnum datum non emendaretur, tunc intelligatur, & dici possit Pax hujusmodi violata, & pœnæ prædictæ committantur, & incurrantur per contra facientes ut suprà.

Item, & ut prædicta meliùs, & fortiùs attendantur per dictas Partes hinc indè voluerunt, & volunt dictæ Partes pro conservatione Pacis hujusmodi eligantur videlicet pro parte Magnifici Domini Domini Mediolani Illustris, & Magnificus Dominus Dominus Galeaz Vicecomes Comes Virtutum, Mediolani &c. Imperialis Vicarius Generalis, & pro parte Magnificorum Dominorum Dominorum Veronæ Magnificus Dominus Dominus Galeotus de Malatestis Arimini &c. pro Sanctâ Romanâ Ecclesiâ Vicarius Generalis; quos etiam eligunt, & nominant de præsenti, qui sint, & esse debeant abindè in anteà Conservatores Pacis præsentis, cognitoresque, & decisores contentionum, discordiarum, obscuritatum, & dissidiorum, si quæ pullularent, vel orirentur inter Partes superius nominatas, & qui cognoscere debeant, si Pax, & Transactio fuerit, vel nè aliqualiter violata infrà tempus, & terminum trium mensium à die notificationis, seu querelæ factæ dictis Conservatoribus, & notitiæ factæ per Conservatores Parti contrà quam fuerit querelatum, computandorum, nisi dictus terminus per dictos Conservatores ex causâ fuerit prorogatus, qui tamen prorogari non possit ultrà alios tres menses proximè subsequentes. Quæ querela fieri debeat per Partem, contrà quam factum esset, coràm dictis Conservatoribus infrà duos menses à tempore contrafactionis computandos.

Hoc acto quod si per prædictos Conservatores pronunciaretur, & declararetur dictam Pacem fore ruptam per præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani &c., vel ejus Consortem, & Filios, & pendente cognitione prædictorum aliqua solutio alicujus termini lapsi fieret post contrafactionem, propter quam pronunciaretur dictam Pacem fore ruptam, talis pecunia soluta ut suprà proximè restituatur præfatis Dominis Veronæ, & nihilominus aliæ pœnæ committantur, & hoc in casibus, in quibus intelligatur Pacem esse ruptam absque remedio emendationis damni, quibus Conservatoribus dictæ Partes, & quælibet ipsarum Partium dant, & concedunt, tenore præsentis Instrumenti, plenam & liberam potestatem, & liberum arbitrium dicendi, cognoscendi, & declarandi prout ipsis videbitur, & illud, quod pronuntiaverint, & declaraverint, ipsæ Partes teneantur inviolabiliter observare; & si dicti Domini Conservatores, vel aliquis ipsorum decederet, eo casu Pars, cujus esset Conservator, teneatur, & debeat subrogare alium loco ipsius infrà duos menses à die obitus ipsius inchoandos.

ANNO 1379.

Item quod si aliquis de dictis Adhærentibus Partium nominatis in præsenti Contractu contrafaceret Paci, quod per hoc non intelligatur Pax rupta, nisi respectu talis contrafacientis tantum, qui contrafacientes teneantur infrà duos menses à tempore declarationis factæ per Conservatores, qui debeant hoc cognovisse, & terminasse à tempore notificationis eis factæ infrà duos menses damnum emendare, & attentata revocare, quæ nisi adimpleverint sint exclusi à beneficio Pacis, nec talibus contrafacientibus debeat, neque possit ille, de cujus parte fuerit, præbere auxilium, consilium, vel favorem.

Item concordaverunt unanimiter dictæ Partes, videlicet prænominati Domini Spineta Marchio Malaspinæ, & Guillielmus de Bivilacquis Procuratores, & Procuratorio nomine dictorum Dominorum Veronæ, & se facturos, & curaturos cum effectu promiserunt, quod Gentes, quæ sunt ad stipendia dictorum Dominorum Veronæ, non invadent, nec aliquod dampnum dabunt, nec per modum Societatis, nec alio modo præfato Domino Mediolani, dictæ Dominæ Reginæ, Filiis, & Gentibus suis, & Territoriis ipsius Domini Mediolani, Consortis, & Filiorum suorum durantibus sex mensibus à datâ præsentium numerandis.

Hoc intellecto, quod si aliquis ex prædictis stipendiatis transeundo per Territoria dicti Domini Mediolani in modicâ quantitate forsitàn aliquod damnum darent, non propterea intelligatur contrafactum fuisse promissioni prædictæ.

Et versâ vice prædicti Procuratores Magnifici Domini Domini Mediolani &c. nominibus, quibus suprà, convenerunt, & se facturos, & curaturos promiserunt cum effectu, quod Dominus Comes Lucius de Lando, & Dominus Johannes Hanchud, & eorum brigatæ, quæ cum eis redierunt de Veronensi Districtu in transitu Athesis, & etiam quæ sunt ad stipendia ipsius Domini Mediolani, Dominæ Reginæ, & Filiorum suorum, non invadent, nec aliquod dampnum dabunt, nec per modum Societatis, nec alio modo dictis Dominis Veronæ, Gentibus, & Territorio ipsorum in Territorio dictorum Dominorum Veronæ, durantibus consimiliter sex mensibus à datâ præsentium numerandis; hoc etiam intellecto, quod si aliqui ex dictis stipendiatis dicti Domini Mediolani, qui recederent de suis stipendiis, transeundo per Territoria dictorum Dominorum Veronæ in modicâ quantitate forsitàn aliquod dampnum darent, non propter hoc intelligatur contrafactum fuisse promissioni prædictæ.

Quæ omnia facta sunt, & fiunt eo acto, & ea Lege, & Pacto, quod jus præsentis Contractus dictorum quadringentorum, & quadraginta millium Florenorum, & aliorum Florenorum decem millium in anno ad vitam præfatæ Dominæ Reginæ debendorum ut suprà promissorum dictæ Illustri Dominæ Dominæ Reginæ, acquiratur, & quæsitum esse intelligatur dictæ Dominæ tantùm, & ad eam tantum perveniant eâ vivente; & post ejus obitum id quod restaret ad solvendum pertineat ad ejus Successores, seu habentes causam ab ea, non obstante Statuto Communis Mediolani, quo cavetur, quod si qua Mulier rem aliquam, vel jus aliquod acquisiverit, constante Matrimonio, quod acquiratur Marito, exceptis certis casibus descriptis in dicto Statuto, nec alio Jure communi, vel municipali in contrarium disponente, quibus Statutis, Juribus, & Ordinationibus ex certâ scientiâ, & expressè dicti contrahentes renunciaverunt, & renuntiant, etiamsi talia forent, de quibus oporteat fieri mentio specialis, non derogando aliis Capitulis, & contentis in præsenti Pace facientibus pro ipsis Dominis Veronæ.

Item eo Pacto, quod si per aliquam Partium prædictarum occuparetur aliqua Civitas alterius Partis, quod postquàm fuerit manifestum de tali occupatione, censeatur Pax rupta, & pœnæ committantur in præjudicium contrafacientis; Si verò non Civitas, sed aliquod Castrum, Fortilicia, vel Terra occuparetur ut suprà, de qua sit manifestum, teneatur ille, qui taliter occupaverit, restituere dictam Terram, Castrum, & Fortilicia alteri Parti, & damna manifesta dictâ occasione data infrà terminum duorum mensium; alioquin censeatur quò ad præjudicium contrafacientis Pax rupta, & pœnæ commissæ in præjudicium contrafacientis; Si verò Gentes armigeræ alicujus dictorum Dominorum Mediolani,

Anno 1379.

diolani; & Veronæ de voluntate Dominorum suorum invadent hostiliter Territorium alterius Partis pro accipiendo aliquam Civitatem, vel Fortiliciam alterius Partis, licèt non caperint, & etiamsi Gentes alicujus dictorum Dominorum cum Capitaneis, vel Vexillis reverà, & sinè fraude in magna quantitate Invadent hostiliter Territorium alterius, quod hæc intelligatur de voluntate Domini, de cujus parte essent prædictæ Gentes, vel Capitanei, vel Vexilla omni fraude cessante ut suprà, si Gentes prædictæ iverint causâ accipiendi aliquam Civitatem, intelligatur Pax rupta ut suprà, Si verò causâ accipiendi Castrum, Terram, vel Fortiliciam, tunc teneantur damna data emendare infrà terminum trium mensium ad cognitionem Dominorum Conservatorum; & si emendatum non fuerit, censeatur Pax rupta ut suprà; si verò fieret offensa per unum ex Partibus principalibus in personâ alterius, vel è converso, tunc censeatur Pax rupta; Si verò in personis Subditorum fiat jus per Dominum offendentis contrà delinquentem, & puniatur toto posse, nec per hoc intelligatur Pax rupta, nec ulla pœna commissa, & sit, & esse debeat in cognitione Conservatorum, & cognitorum, si fuerit dubium, utrùm Pax fuerit rupta, vel non, cognoscere, & terminare de talibus dubiis, & similibus; Si verò aliter damnum, vel offensa fieret, tunc etiam sit in cognitione Conservatorum, & damni restitutio fiat, prout in Capitulo continente, & mentionem faciente de Conservatoribus continetur, & pœna non committatur, nec Pax fracta intelligatur.

Item quod si aliqua Partium principalium contrafaceret alicui ex Adhærentibus alterius Partis, teneatur infrà duos menses à tempore declarationis factæ per Conservatores ut suprà Pars contrafaciens damnum datum emendare, & attemptata revocare, & nullam aliam pœnam incurrat.

Item quod mediantibus, & salvis prædictis sit bona Pax, & perpetua tranquillitas inter Partes prædictas, & earum Subditos, Valitores, Adjutores, Adhærentes, & Sequaces superius nominatos, videlicet Adhærentes, Valitores, & Sequaces qui in præsenti Guerrâ Partibus palàm auxilium præbuerunt, vel alteri earumdem, & qui antè tempus inchoatæ Guerræ præsentis non essent banniti, vel rebelles alicujus Partium prædictarum, vel ejus Subditi ad ejus obedientiam existentes.

Item quod infrà proximè scriptis parcantur omnes injuriæ, & offensæ per eos factæ, vel illatæ in præsenti Guerrâ dictis Partibus, vel alicui earum, & restituantur eis bona immobilia eis ablata per dictos Dominos, vel alteram ex eis in, & pro præsenti Guerrâ. Quorum nomina sunt hæc: Cathelanus de Griffis, Izellinus de Poncarali, Johannes Arzellini de Tusculano, Bertolinus de Medicis de Gavardo, Bertolinus de Visinancia, Bertolinus de Poncarali, Manfredinus de Moris, Ilieminus de Pedezochis, Quilitus de Bonzanis, Antonius de Gref, Aymericus de Ciniberghis, Melotus de Bren, Baroncinus de Locio, Bonivesius ejus Consanguineos, Cavilista de Coronibus, Carpionus ejus Frater, & Dominus Aymerinus de Lulino, Dominus Paganinus de Panicho, Nicholaus de Terciis, Matheus de Leudenanima, Jordanus de Alticheriis, Hæredes quondam Danielis Abaletis, Lanzarotus de Sommaripa, Benedictus de Malsetioo, Nannes Pegolottus, Petrus Symon de Pegolottis, Dominicus de Verona, & Jacobus de Cararia.

Item quod omnes offensæ, pœnæ, damna, raucores, Injuriæ, inimicitiæ, & querelæ hinc indè quæsitæ, datæ, & illatæ sint remissæ, & remissa, & quod una Pars non possit alterius damnum abindè in anteà procurare, nec per modum Societatis, nec alio quovis modo, sed sint, & remaneant dictæ Partes boni, & veri amici, & affines, salvis semper Capitulis suprascriptis, & ipsorum quolibet.

Item quod aliqua verba narrativa, vel enunciativa posita in præsenti Contractu, quæ non sint de substantiâ præsentis Contractus nullum afferant præjudicium Partibus, nec alicui ipsarum.

Item quod omnia, & singula Capitula præsentis Contractus, & contenta in ipso Contractu debeant intelligi bonâ fide, & secundum bonum, & sanum intellectum, omni dolo, fraude, & cavillatione cessantibus.

Quam quidem Transactionem, Pacem, finem, quietationem, remissionem, & Concordiam, & dictorum Pacis Conservatorum electionem, & nominationem, & omnia alia, & singula supradicta dictæ Partes, videlicet dicti Procuratores Magnifici Domini Domini Mediolani &c. dictis nominibus ex unâ parte, & prænominati spectabiles Milites Dominus Spineta Marchio Malaspinæ, & Dominus Guillielmus de Bivilacquis Procuratores, & Procuratorio nomine prædictorum Magnificorum Dominorum Dominorum Veronæ ex alterâ promiserunt, & juraverunt, nobis Notariis publicis infrascriptis stipulantibus & recipientibus, ea omnia, & singula suprascripta vice, nomine, & ad opus dictarum Partium, & cujuslibet ipsarum, suorumque Hæredum, & Successorum qualitercumque, causamque habentium, & habiturorum ab ipsis, & omnium aliorum, quorum interest, intererit, & interesse poterit in futurum, per juramenta sua ad Sancta Dei Evangelia corporaliter præstita dicti Procuratores in animas dictorum Dominorum suorum, & omnes sub fide, & legalitate corporum suorum, & sub pœnis aliis superiùs declaratis, una simul ad invicem altera alteri, & vicissim solemnibus stipulationibus, & juramentis intervenientibus hinc inde, & sub expressâ, & speciali ypothecâ, & obligatione omnium bonorum dictorum Dominorum Conjugum, & Filiorum suorum, & dictorum Dominorum suorum mobilium, immobilium, præsentium, & futurorum quorumcumque ratam, ratas, & rata, gratam, gratas, & grata, firmam, firmas, & firma habere perpetuò, & tenere, & contrà non facere ullo umquàm tempore quomodolibet vel venire, nec contrafacere, vel venire volenti per eos, vel alios consentire, aut dare, præbere auxilium, consilium aliquod, vel favorem, palàm vel apertè, tacitè vel expressè, directè vel indirectè, vel alio quovis modo; sed ea omnia, & singula attendere, & complere, firmiterque, & inviolabiliter observare cum effectu perpetuò pro se, & suis perpetuò Successoribus, pro ut, & sicut superiùs describuntur, omni juris, consuetudinis, & facti exceptione remota, prædictaque omnia, universa, & singula ratificari, & confirmari facere dictus Magnificus Dominus Dominus Mediolani &c. per dictam ejus Illustrem Consortem Dominam Dominam Reginam, & eorum Filios majores quatuordecim annis &c. ut suprà, & prænominati Domini Procuratores per præfatos Magnificos Dominos Dominos Veronæ cum promissionibus, juramentis, obligationibus, fidei corporum dationibus, & aliis juris solempnitatibus, & clausulis opportunis infrà tempus, & terminum superiùs declaratum, volentes, & consencientes ex Pacto convento Partes prædictæ, quod si quovis casu, vel tempore per aliquam dictarum Partium aliquid contrà præmissa, vel præmissorum aliquod aliqualiter diceretur, vel fieret, aut si alicui offendenti, vel offendere volenti, vel dicenti, aut auxilium, consilium, vel juvamen præbenti alterutri Partium in Territoriis, personis, rebus, & bonis ipsorum præberetur auxilium, consilium, vel juvamen, quod ei sic contrafacienti, venienti, vel dicenti, aut auxilium, consilium, vel juvamen præbenti omnis audiencia in judicio, & extrà, ac judiciorum aditus penitus denegetur tamquàm venienti contrà proprium juramentum, & nihilominus ipsa omnia, & eorum singula semper, & perpetuò sint firma, & valida, & remaneant per modum, & formam superius declaratum. Renunciantes dictæ Partes, & earum quælibet sub juramentis, fidei dationibus, & obligationibus prædictis omni actioni, & exceptioni doli, mali, metus, & in factum condicioni sinè causâ, vel ex injustâ causâ, condicioni ob causam, juri dicenti, si dolus dat causam contractui, vel inciderit in Contractum, Contractum rescindi posse, beneficio in integrum restitutionis, Senatus Consulto Velleiani, fori Privilegio, omnique Juri Canonico, & Civili, Consuetudini, & Statuto, per quæ contrà prædicta, vel ipsorum aliquod facere possent, vel in aliquo se tueri, & maximè juri dicenti generalem renunciationem non valere, nisi præcesserit specialis. Quæ omnia acta fuerunt coràm Illustri Principe, & Magnifico Domino Domino Amedeo Comite Sabaudiæ &c. ibi præsente, laudante, & disponente dictam Pacem, & contenta in eâ, & in omnibus, & per omnia fieri debuisse, ac servari debere pro ut superius continetur. Actum Mediolani in aulâ habitationis Magnifici, & Excelsi Domini Domini Galeaz Vicecomitis Comitis Virtutum Mediolani &c. Imperialis Vicarii Generalis sub quadam lobiâ parvâ inferiori positâ juxtà Cameram cubicularium quondam Magnifici, & Excelsi Domini Domini Galeaz Vicecomitis &c. præsentibus Pronotariis Johannino de Cermenate Filio quondam Domini Dionisii Portæ Vercellinæ Parochiæ Sanctæ Mariæ ad Portam, & Johannolo de Antegnate Filio quondàm Poroli Portæ novæ Parochiæ Sancti Andreæ ad Pusterlam novam ambobus Civitatis Mediolani Notariis; & pro Testibus Egregio, & Potente Milite Domino Jubleto de Calanth. Domino Montis Oneti Filio quondam Domini Johannis, & Nobilibus Militibus Domino Jacotto Provana Filio quondam Domini Thomæ, & Domino Gorucio de Fronzola Filio quondam Egregii Militis Domini Roberti, & sapiente Legum Doctore Domino Calvino de Sancto Gallo de Pergamo Filio quondam Domini Petri noto, & Prudente

ANNO 1379.

dente viro Vassallino Bossio Filio quondam Domini Jacobi Cive Mediolani similiter noto, Ser Petrucio de Agatapatis de Cuniis Filio quondam Domini Andreæ, & Axerbolo de Sexto Filio quondam Domini Facii Cive Mediolani omnibus ad præmissa vocatis, idoneis, & rogatis.

Ego BATISTA.

Extracta fuit præsens Copia à Registrs inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS *Vicecomitis existente in Regis Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

C.

5. Avril. *Traité de Mariage entre* FERRY, *Fils de* JEAN *Duc de Lorraine,* & BONNE *Fille de* ROBERT *Duc de Bar. Du 5. d'Avril* 1379. *Avec la Procuration de* CHARLES *Duc de Lorraine, pour sommer le Duc de Bar d'accomplir, ou d'annuler ledit Mariage. Du* 20. *Avril* 1392. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, & d'Autriche. Aux Preuves. pag. 189. *Tiré des Archives de Lorraine.*]

NOus JEAN Duc de Loherenne & Marchis d'une pair, Et Nous Robert Duc de Bar Marchis du Pont, d'autre part. Faisons sçavoir à tous que nous par boin Conseil & meüre deliberation sus ce devant ehne sur le faict du Mariage esperé à faire & advenir entre FERRY Fil de nous Duc de Loherenne dessusdit & BONNE Fille de nous Duc de Bar dessusdit, Avons faict & faisons l'un de nous à l'autre les couvenances que s'ensuivent. Premier que si tost comme le plus jonne desdis Enfans seroit en l'aage de sept ans escomplis, Nous Duc de Loherenne dessus dit devons faire & ferons ledit FERRY nostre Fils fiancier ladite BONNE, & pareillement nous Duc de Bar dessus dit devons faire & ferons ladite BONNE nostre Fille fiancer ledit FERRY par parolles de futur ad cause de loyal Mariage advenir entre iceuls Enfans, & au plus tost que lesdits Enfans seront apres à contrahier Mariage par parolles de present, C'est assçavoir ledit FERRY en l'eage de quatorze ans escomplis, & ladite BONNE en l'eage de douze ans escomplis, ou plus tost par Droit & par Dispensation, perce que le malice desdis Enfans poulroiet suppleier le deffault de l'eage, ou aultrement poeit estre faict bonnement. Nous les dous Signour dessudict debvons faire & ferons espoier & contrahier Mairiage nos dis Enfans par parolles de presens, ensemble tel solennceitez comme au faict de celi Mairiage & à l'estaiet desdis Enfans appartenrait. Item, Nous Duc de Bar dessus dict avons donné & donnons ad cause de celi Mairiage auxdites Fille pour li ses Hoirs, neis & procrees oudit Mairiage, & pour ceux qui en descendeions, trois mil florins de Florence viefs de bon or, & de juste poiz, & les tenir heredltablement que li seront assités, assignées & delivrées en nostredite Duchief de Bar ou altre part en Terre appartenant à nostredit Duchief de Bar, toutevoie en Roman Pais en toute haultour, Noblesse, Justice, Signories aveq les altres profis, & seraict faicte la prihe & assiete desdites trois mil florine de Terre par la Coustume & usaige de leur Pais ou l'assignation seraict faictes. Desquels trois mil florine de Terre Nous Duc de Bar dessusdit assignerons & deliverons à nostredite Fille mil & cinq cens florine de Terre en faisant & celebrant lesdits Mairiage par parolle de present, & les altres mil cinq cens florine de Terre deveront estre & seront assignées & delivrées à nostredite Fille tantost apres nostre decés par nostre Successour sans moien Duc de Bar. Item, poulront estre rechetées lesdites trois mil florine de Terre és temps & par maniere que s'ensuivent. C'est asçavoir les mil & cinq cens florine de Terre que premier seront assignez & delivrez en fasants lesdit Mariage per parolles de present comme dit est, per nous Duc de Bar dessusdict pour la Somme de quinze mil desdis florins tout à une fois, tant comme nous viverons, & deix ans aprez per nostre Successour, sans moien Duc de Bar. Et les altres mil & cinq cens florine de Terre que doient estre assignées & delivrées à nostredite Fille tantost apres nostre deceps comme dict est poulront estre receptes pour la Somme de quinze mil desdites florins tout à une fois par nostredict Successour Duc de Bar, tant comme il viverait & non altrement. Item, on cas que lesdits trois mil florine de Terre seroient rechepiées ou la moitié comme dict est l'argent decelt reschait deverait estre & serait mis en acquest de Terre tout à une fois ou à plusieurs fois aux plus grands proffits de ladite Fille aux regards & ordonnances de bonnes Gens, & se tantost le reschait faict on ne peoit bonnement troveir l'acquest affaire, en cely cas l'argent de cest reschair se deverait consigneir & consignerait en certaine main pour faire cely acquest au regard & ordonnance de bonnes Gens comme dit est. Et ce ferait celle consignation en la main des Justices de la Citei de Reims, & ne poulront ou deveront ceulx que ferone cest reschait, emander ne avoir ladite Terre que se puet leschetier comme dit est, jusques à ce que ladite consignation seroit faicte, & adonc dés lors averant droict de la reclameir & avoir. Item, si ladite Fille trespassoit de ce siecle sans laxies Hoir de son corps procreeis oudit Mairiage, en celi cas doient & deveront demoreir & retourneir demoulront & retourneront oudit Duchief de Bar lesdits trois mil florins de Terre que doient estre assignés & delivrés ad cause dudit Mairiage à ladite Fille, ou ce que à celle cause en averoit estei & delivrei à ladite Fille, ou l'argent de la consignation pour celi reschait se acquest n'en estoit encore faict, ou l'acquest que faict en seroit sans y mettre empeschement ou debat alcun. Item, nous de Loherenne dessusdit, avons donei & ordenei, donnons & ordenons à ladite Fille ad cause dudit Mairiage advenir pour & en nom de Doeraire especial & devis, dous mil florins de Terre petits florins de Florence viefs de boin or & de juste pois que li seront assise & assignées & delivrées en nostredite Duchié de Loherenne ou altre part en Terre appartenant audit Duchié de Loherenne, toutevoie en Roman pais, en toute haltour, Noblesse, Justice & Signourie avec les altres profis, & serait faite la prisee & assiette desdits dous mil florins de Terre per la Custume & usagie des Leus & Pais ou l'assignation serait faicte, desquels dous mil florins de Terre Nous Duc de Loherenne dessusdit ou nous Hoirs Ducs de Loherenne en assignerons & delivrerons à ladite Fille mil florins tantost apres le decez dudit FERRY & les altres mil florins li serone assignez & delivrez tantost apres nostre decez per nostre Successeur Duc de Loherenne sens moyen, & si nous trespassiens de cest siecle devant le decés dudit FERRY, en celi cas deveront estre & seront assignez & delivrez à ladite Fille lesdites dous mil florins de Terre tout à une fois, tantost apres le decés dudit FERRY par nostredit Successeur Duc de Loherenne pour le temps. Mais tantost en solempnisant ledit Mairiage serait denommez & declariez, specifiez & ordonnei le Leu & la Terre où ladite Fille averait & perceverait lesdictes mil florine de Terre pour sondit Doüaire, seurement & sans deffaut, affin qu'elle en puxe meuz & pleux seurement joye & esploiter se le cas y eschenir. Lesquels dous mil florine de Terre revenront & retourneront audit Duchiet de Loherenne tantost apres le decés de ladite Fille ou cas qu'elle trespasseroit de ce siecle sans laxier Hoirs dudit Mairiage, lesquels Hoirs s'il y estoit emporteroit la Terre dudit Doeraire comme son propre Heritage. Item, nous Duc de Bar dessus dit en sollempnisant ledit Mairiage devons adhorneir, jollier & estoffier, adhornerons, jollierons & estofferons nostredicte Fille bien & souffisament, à l'onour & selon l'estait de nous & desdis Enfans. Item, parmey les convenances dessusdites touchant le Mariage à faire ou advenir entre lesdits FERRY de Loherenne & BONNE de Bar, Nous les Soignours dessusdis nous acquittons pleinement l'ung l'autre de toutes les convenances, creances, feremens, peines & obligations que nous auriens faict, l'un à l'autre en tout le temps passei dés le jour dehu en arriere, touchant le Mariage adonc esperez à faire ou advenir entre HENRY de Bar ainé Fils de nous Duc de Bar dessusdit & ISABEL de Loherenne Fille de Nous Duc de Loherenne dessusdit, & voulons que toutes Lettres & escripts & altres enseignemens ensemble, tous points & obligations que sur ce ont estez faictes entre nous ou temps passei dés le jour dehu en arrier soient dés maintenant adneanties & de nulle valour. Item, nous les dous Signours dessusdis, avons promis, creantez & jurez aux Saincte Evangiles de Deu solempnellement, faire pour hessier & entretenir & escomplir par œuvre de faict & altrement chacun en tant comme ali touche & puet touchier toutes les choses dessusdites & chacune d'elles bonnement & loyalment sens fraude ou fiction

ANNO 1379. tion aicune, fub efpecial poine de vingt mil desdits Florins que ceii de nous ferait encouru de faict, en qui le deffalt feroit trouvei de faire advenir & escomplir ledit Mariage en toutes altres chofes touchant ceil Mariage, par la forme & maniere qu'il eft defus devifei & efcrit. Lesquels vingt mil Florins feront acquix à l'autre de nous ou à fon ayant caufe que ne feroit point renles ne deffellant descomplir toutes les chofes deffusdirtes chacun endroit foy, pour lesquels mil Florins pourxuir & percevoir, Nous les dous Signours deffusdis avons obligé & obligeons l'ung en main de l'autre, tous biens de Nous & de tous noz Subjects, mobles & non mobles, prefens & advenir. En figne de veritei avons nous faict mettre nos Grands Seels pendants en ces prefentes, que furent faires en l'an de l'Incarnation noftre Seigneur mil trois cens foixante & dix neuf, le cinquiesme jour du mois d'Apvril. Scellées de deux Seelz cire rouge fur doubles queuës.

NOus CHARLES Duc de Loheraine Marchis, Faifons fçavoir à tous que nous avons fait, constitué & eftably & par la tennur da ces prefentes faifons, conftituons & eftabliffons nos amez Chevalliers & fidelles Confeillers Monfieur Liebald du Chaftellet noftre Bailly de Nancey, & Monfieur Jehan de Ludes, & chacun d'oul per foy nos Procureurs generals & Meffages efpeciaulx, efpecialement, pour & ou faict cy apres efcript, touchant un Traité & Accord per antresfois traitei & accordei per feu noftre tres-chier & amei Signour & Pere Monfignour JEAN Duc de Loheraine & Marchis quand il vivot d'une part, & mei Coufin Monfiour Robert Duc de Bar Marquis du Pont d'autre part, de & fur ung certain Mairiage efcrei advenir entre noftre tres-chier & amé Frere FERRY de Loherenne Fil jadis de feu noftredit Signeur & Pere le Duc de Loheraine, & noftre tres-chiere & amée Coufine Bonne Fille de noftredit Coufin le Duc de Bar enfi comme celuy Traitié, & Accord pueent apparoir plus plennement par le contenu de certaines Lettres que fur ce furent faittes, feellees des Grand Seels de feu noftredit Seigneur & Pere le Duc de Loheraine, & de noftre Coufin ledit Duc de Bar, & avons donnei & concedei & per ces prefentes donnons & concedons à nosdis Procurours & à chacun d'eulx per foy plenne poiffance, lience, auctorité & mandement efpecial de fignifier, declarer, prefenter & offrir pour & en nom de nous, comme ja per altresfois ait eftei faict à noftredit Coufin le Duc de Bar que nous voulons, affectons & defirons efficacement, tant & fi à certes comme nous peons entendre, affeuir, efcomplit & entretenir envers nous ledit Traictiei & Accord, enfemble toutes les communeautez, appartenances, deppendances & circonftances quelconques touchant celluy Traictiei & Accord tant par la forme & meniere qu'il eft contenu plus plenement esdites Lettres fur ce faictes, de faire obtention & demonftrance d'icelles Lettres à noftredit Coufin s'il luy plait, & de luy donner copie d'icelles fe il le requiert, de requerir & accepter leu & temps convenables pour entendre & proceder oudit faict felon ce qu'il appartenrat, de requerir à noftredit Coufin le Duc de Bar responce finable s'il veult proceder avant oudit faict ou non, ou fe il veult que ledit Accord foict enterinei de luy rendre lesdites caffées & adnullées que nous avons de luy fur ledit Traictié & Accord, pourveu qu'il pareillement nous rende les Lettres qu'il a de feu noftredit Signour & Pere fur celuy Traictei & Accord, de faire pleune quictance de la penne que fur ceulx fuit ordonné contenue plus plennement esdites Lettres proveho qu'il nous face quictance pareille d'icelle penne, & generallement de faire autretant en toutes les chofes deffus dictes, & chacune d'elles, & en toutes lours appartenances, despendances & circonftances quelconques, comme nous mesmes en perfonne feriens, faire poulriens & debveriens fe nous y eftiens prefent en prometant ioyalment & fur l'obligation de tous no biens mobles, prefens & advenir à avoir aggreable, ferme & eftabie dés maintenant & à tousjoursmais, fans rappeller tout ceu que par nosdis Procurours ou par l'un d'eulx ferait dit, faict, ordonnei & procurei en toutes les chofes deffusdites, & chacune d'elles & en toutes lours appertenances, deppendances & circonftances quelconques felon ce qu'il eft cy devifei & efcript. En figne de veritei avons nous faict mectre noftre Seel pendant en ces prefentes, que furent faictes en l'an de l'Incarnation noftre Seigneur mil trois cens quatre vingt & douze, le vingtiesme jour du mois d'Avril. Seellees d'un Grand Seau de cire rouge fur double queuë.

ANNO 1379.

CI.

Bulle, par laquelle le Pape CLEMENT VII. *établit & érige une partie des Terres de l'Eglife en Italie en Royaume, qu'il nomme* le Royaume d'Adria, *& en fait Roi,* LOUIS *Duc d'Anjou. Donné à* (1) *Spelunca, le* 17. *d'Avril* (2) 1382. [G. G. LEIBNITZ. Codicis Diplomatici. pag. 239.] 17 Avr. LE PAPE ET ANJOU.

CLEMENS Epifcopus Servus Servorum Dei, chariffimo in Chrifto Filio noftro LUDOVICO Regi Adriæ, Duci Andegavenfi & Turonenfi, ac chariffimi in Chrifto Filii Noftri Caroli Regis Francorum illuftris germano, falutem & Apoftolicam benedictionem. Conftituti in fuprema militantis Ecclefiæ ftatione ab eo, per quem Reges regnant, & Principes imperant, & qui folus habet fuper univerfam Creaturam plenitudinem poteftatis, neceffe habemus, interdum de Regnis & Terris ipfis, & fpecialiter, quæ Romanæ Ecclefiæ juris & proprietatis exiftant, cum Fratribus noftris ad pacem & juftitiam populorum perpetua ftabilitate difponere, Terras ipfas dignitate decorare Regia, & in earum foliis ad regimen Gentium fubjectarum, quos dignos credimus fublimare; ut evulfis fpinofis vepribus plantas inferamus proficuas, fructus uberes fuo tempore in domo Domini allaturas; inftructi cœleftis Regis exemplo, qui terrenis Regibus poteftatem tribuit, ut affumto officio dominandi in æquitate judicent Populos, & dirigant in Terris fibi fubditis Gentium Nationes, fitque eorum voluntas in executione juftitiæ, & meditatio in Lege rectitudinis & obfervantia fanctæ Pacis.

2. Ea propter Terras noftras & Ecclefiæ Romanæ, quas habemus in Italia refpicientes oculo pietatis, & confpicientes eas feu habitatores earum retrò jam lapfis temporibus adeo effe laceffitas, & dominantium in eis jure & auctoritate Sedis Apoftolicæ crebra mutatione effecta, multitudine Tyrannorum tàm circa, quàm infra eas ipfas occupare conantium fic effe afflictas, quod penè ad exinanitionem Clerus & Populus eft deductus in eis; nosque utpote Orbis regimine occupati ad debitam earum reformationem intendere nequeamus.

3. Hiis & aliis juftis confiderationibus moti, de Fratrum noftrorum confilio & affenfu, Terras ipfas videlicet Provincias Marchiæ Anconitanæ, Romandiolæ, Ducatus Spoletani, Maffæ Trabari, nec non Civitates Bononiam, Ferrariam, Ravennam, Perufium, Tudertum, cum earum omnibus Comitatibus, Territoriis & Districtibus, & omnes alias & fingulas Terras, quas ad præfens nos & Ecclefia Romana in Italia extra Regnum Siciliæ habemus & habere debemus, per quofcunque & quacunque auctoritate poffideantur feu detineantur ad præfens, exceptis duntaxat Urbe Romana cum ejus Districtu & Provinciis Patrimonii Sancti Petri in Tufcia, Campaniæ & maritima ac Sabina, feu Rectoratibus dictarum Provinciarum (a) Regi folitis quæ Terræ fpecialium commiffionum vocantur, noftrisque Succefforibus & Romanæ Ecclefiæ expreffè & fpecialiter retinemus, in unum Regnum erigimus, ipfas Provincias & Civitates cum earum Comitatibus, Districtibus feu Territoriis, Dignitate Regia decoramus, ac Regnum Adriæ ordinamus, ftatuimus & decernimus perpetuò nuncupari. (a) Par Recteurs.

4. Et confiderantes, quod perfonam tuam, qui de illa præclariffima Domo Franciæ, quam benedixit Dominus, traxifti originem, ftrenuitate, magnanimitate ac prudentia, aliarumque virtutum donis multiplicibus Dominus dignatus eft adornare, prout Judex veritatis, experientia, ac præclaræ famæ præconium luce clarius manifeftant: & propterea ipfam perfonam tuam honorare & fublimare volentes, ad honorem Dei Omnipotentis Patris & Filii & Spiritus Sancti, beatæ & gloriofæ femper Virginis Mariæ, beatorumque Apoftolorum Petri & Pauli, Sacrofanctæ Romanæ Ecclefiæ, nec non ad utilitatem Regni feu Terrarum ipfarum, pacificumque ac tranquillum ftatum Incolarum feu habitantium in Regno feu Terris prædictis, Regnum Adriæ prædictum, & omnes Terras, quas extra Regnum Siciliæ nos & Romana Ecclefia in Italia habemus feu habere debemus,

(1) Qu'on nomme aujourd'hui *Sperlonga*.
(2) Je ne fai comment cette date, mife par *G. G. Leibnitz*, fe peut accorder avec celle qui eft à la fin de cette Bulle, que nous fuivons ici, & qui marque qu'elle fut donnée la premiére année du Pontificat de *Clement VII.* puis qu'il fût élu Pape le 16. Septembre, 1378. Au refte chacun fait, que ce *Clement VII.* eft mis au rang des Antipapes.

mus, per quoscumque, & quacumque ac cujuscumque auctoritate possideantur seu detineantur ad præsens; exceptis Urbe Romana cum suo Territorio & Districtu, ac Provincia patrimonii beati Petri in Tuscia Sabina, Campania & maritima, cum earum Rectoratibus & Terris specialium commissionum per Rectores dictarum Provinciarum gubernari hactenus solitis; cum dignitate, honore, prærogativis, præeminentiis, privilegiis, immunitatibus & libertatibus quibuscumque Regiis, & sub Regni titulo in Feudum perpetuum, seu perpetuò habendum, tenendum & possidendum tibi tuisque Hæredibus ea te legitimè, sicut infra dicitur, descendentibus, sub infra scriptis modis & conditionibus auctoritate Apostolica, ac de Apostolicæ plenitudine potestatis, de Fratrum nostrorum consilio & consensu, conferimus, concedimus & donamus, teque Regem Regni prædicti constituimus & creamus.

5. Conditiones autem sunt hæ: Si in tuo vel Heredum tuorum obitu legitimum Hæredem, prout infra scribitur, te aut ipsos, quod absit, non habere contigerit, Regnum ipsum ad Romanam Ecclesiam ejusque dispositionem liberè revertatur. Descendentes autem ex te & tuis Heredibus, scilicet Regibus, mares & feminæ, in eodem Regno succedant, sic tamen quod de liberis pluribus maribus in eodem gradu similiter concurrentibus, masculus omnibus aliis præferatur. Quod si Nepotem ex Filio primogenito præmortuo cum Filio, vel Neptem ex Filia primogenita præmortua cum Filia, ad successionem hujusmodi concurrere fortè contingat, Nepotem Patruo, & Neptem Amitæ volumus anteferri. Si verò Nepos cum Amita vel Neptis cum Patruo forsan ad hujusmodi successionem concurrerint, marem fœminæ volumus anteferri.

6. Si verò te, quod absit, sine liberis ex te legitimè descendentibus mori contigerit; possit tibi in Regno prædicto succedere unus de descendentibus ex Regiâ stirpe Regum Franciæ masculus dumtaxat, quem tu quandocumque ad successionem hujusmodi qualitercunque duxeris nominandum; & si te, quod absit, absque liberis ex te legitimè procreatis & nullo per te de stirpe præfata Regum Franciæ ad successionem hujusmodi nominato, ut dictum est, vel etiam nominato, si ipsum per te nominandum, sine liberis mori contigerit, Regnum ipsum ad Romanam Ecclesiam ejusque dispositionem liberè revertatur. Sed si aliquem de aliis Successoribus tuis Regem vel Reginam Adriæ sine prole legitima sui corporis mori contigerit, in futurum succedent sibi servatis gradibus, si superstites fuerint hæ personæ videlicet Regis vel Reginæ sine prole legitima sui corporis decedentis, Frater vel Soror ac Collaterales superiores, mares & feminæ, utpote Patrui & Avunculi, Amitæ & Materteræ, & sursum usque ad quartum gradum dumtaxat. Collaterales etiam inferiores succedent similiter mares & feminæ, utpote Nepos vel Neptis ex Fratre vel Sorore, & inferius usque ad eumdem tantummodo quartum gradum.

7. Quod autem de Feminis rectæ lineæ & collateralium superius expressum, intelligimus tàm de nuptis quàm etiam innuptis, dummodo nuptæ sint fidelibus & Ecclesiæ Romanæ devotis: & sicut inter has personas collateralium linearum ad successionem hujusmodi venientes gradus servari volumus ut scilicet prior gradus posteriori gradui præferatur; sic & in eodem gradu pluribus concurrentibus priorem natu & marem feminæ in hujusmodi successionibus volumus anteferri.

8. Personarum autem ipsarum nulla superstite, Regnum ipsum, sicut prædicitur, ad Romanam Ecclesiam & ejus dispositionem liberè revertatur. Quod si fortè deficientibus masculis contingat feminam innuptam in Regno ipso succedere, illa maritabitur personæ quæ ad ipsius Regni regimen & defensionem existat idonea, Romani Pontificis tamen super hoc consilio requisito; nec nubet nisi viro Catholico & Ecclesiæ Romanæ devoto; & si contra hoc fecerit, licebit eidem Romano Pontifici contra ipsam ad privationem sine figura judicii, & absque omni juris solemnitate, in quacunque ætate femina ipsa consistat, procedere, si hoc ei videbitur expedire. In Regnum verò prædictum nullus succedet, qui non fuerit de legitimo Matrimonio procreatus.

9. Ad hæc, tam tu, quam tui in Regno hujusmodi Heredes Regnum prædictum nullatenus dividetis, sed semper illud unus tantum sub ipsis modis & conditionibus immediatè & in capite ab Ecclesia Romana tenebit. Tu autem Romanæ Ecclesiæ & nobis recipientibus juras ad præsens ac modo simili tàm tu quam tui in Regno hujusmodi Successores cuilibet Romano Pontifici, qui pro tempore fuerit, Juramentum fidelitatis præstabitis, & Homagium ligium facietis, & prædicta juramentum & Homagium faciendo mentionem de præsentibus Litteris facietis in hunc modum.

10. Ego Ludovicus Dei gratia Adriæ Rex plenum & ligium Vassallagium faciens Ecclesiæ Romanæ pro Regno Adriæ præfato, ab hac hora inantea fidelis & obediens ero beato Petro & Domino meo Domino Clementi Papæ suisque Successoribus canonicè intrantibus, sanctæque Romanæ Apostolicæ Ecclesiæ; non ero in consilio, aut consensu vel facto, ut vitam perdant aut membrum, aut capiantur mala captione; consilium, quod mihi credituri sunt per se aut Nuntios suos vel per Litteras ** ad eorum damnum, illud pro posse impediam, & si impedire non possum, illud eis significare curabo. Papatum Romanum & Regalia Sancti Petri tàm in Regno Adriæ prædicto, quam alibi existentia, adjutor eis ero ad defendendum & retinendum, ac recuperandum & recuperata manutenendum contra omnem hominem. Universas conditiones contentas in præsentibus Litteris plenariè adimplebo & inviolabiliter observabo, nec ullo unquam tempore veniam contra illa: Sic me Deus adjuvet & hæc sancta Dei Evangelia.

11. Hujusmodi autem Homagium facere & Juramentum fidelitatis præstare tu & dicti tui Heredes secundum præscriptam formam, si Romanus Pontifex in Italia fuerit infra sex menses, si verò extra Italiam ipsum esse contigerit infra annum, postquam Regni dominium adepti fueritis, teneamini; & singulis ipsis Successoribus nostris & eidem Romanæ Ecclesiæ renovabitis tam ipsum homagium quàm hujusmodi juramentum. In optione autem & beneplacito erit Romanæ Ecclesiæ, te & Heredes tuos vocare ad præstandum personaliter Juramentum fidelitatis & Homagium ligium Romano Pontifici & Ecclesiæ Romanæ prædictæ, dummodo ad hoc vobis locum tutum statuant & assignent: vel aliquem Cardinalem ipsius Ecclesiæ Romanæ, aut alium, qui vice Romani Pontificis Juramentum juxta eamdem formam & Homagium recipiat destinare.

12. Tu quoque nobis & Ecclesiæ Romanæ in nostris manibus juras ad præsens, te ad hoc specialiter obligando; & tam tu singulis nostris Successoribus ac prædictæ Ecclesiæ, quam tui in dicto Regno Heredes, nobis & singulis nostris Successoribus & prædictæ Ecclesiæ, quando præstabitis hujusmodi Juramentum fidelitatis jurabitis, vos ad hoc specialiter obligantes.

13. Quod si contigerit pro tempore vos, seu vestrum aliquem, in Regnum Romanum seu Alamanniæ vel Teutoniæ, seu in Regem vel Dominum Lombardiæ, aut majoris partis ipsius Lombardiæ eligi, seu qualitercumque nominari vel assumi, vobis seu aliquo vestrum per vos, vel aliàs quovis modo pro vobis, vel aliquo vestrum quocumque studio vel aliàs procurantibus, seu sine vestra vel vestrum alicujus procuratione ad procurationem alterius cujuscumque, seu sine procuratione alicujus, motu proprio Principum, vel aliorum seu alterius cujuscunque ad quos seu quem electio hujusmodi, nominatio seu assumtio noscitur pertinere, seu aliàs quomodocumque vel qualitercunque: vos electioni seu nominationi aut assumptioni hujusmodi nullatenus consentietis, nec de Regno hujusmodi Romaniæ, Alamanniæ, seu Teutoniæ, aut de Regno seu Dominio Lombardiæ, seu majoris partis ipsius, de ipsorum Regnorum vel eorum alterius regimine vel administratione in toto vel in parte, aliqualiter vos intromittetis, nisi priùs is vestrum qui sit electus, nominatus fuerit vel assumptus, in manibus Romani Pontificis, vel illius quem ad hoc idem Romanus Pontifex duxerit deputandum, Filium suum successurum in Regno, vel Filiam, si fortè Filium non haberet, cujuscunque fuerit ætatis emancipet & Regno renuntiet, nihil juris in eo retinens clam vel palàm nec cujuslibet etiam potestatis; nec ipsum Filium seu Filiam ad aliquod servitium, seu subsidium faciendum, juramento vel voto, stipulatione vel pacto sibi vel suis Successoribus adstringat, sicque factus Filius vel Filia sui juris, ab eodem Romano Pontifice, vel alio destinato ab ipso protinus investiatur de Regno, ad cujus Successionem, si forte decederet sine liberis, nullo umquam tempore Pater veniat Imperator, vel Rex alicujus prædictorum Regnorum. Sed si Imperio vel Regno & omnibus quæ ad ipsum Imperium seu Regnum pertinent idem Pater renuntiare voluerit, & Regno Adriæ præfato tantùm esse contentus, post renuntiationem hujusmodi ad illius Successionem liberè admittatur: & tunc ab ipso Romano Pontifice vel alio Deputato investituram recipiat Regni præfati.

14. Quæ verò de Filio dicuntur vel Filia, ut videlicet eis possit sub observatione præmissa à Patre, ad Imperium vel Regnum Romanum, vel Alamanniæ, seu Regnum vel Dominium Lombardiæ transeunte Regnum di-

ANNO 1379.

dimitti; si Rex liberos non habeat, in aliis personis, quas supra diximus, liberis non extantibus, in Regno ipso Adriæ posse succedere si aliqua personarum prædictarum superstes fuerit, observetur; excepto dumtaxat emancipationis articulo, quæ in solis ipsis personis procedere potest, quæ capaces emancipationis existunt ratione paternæ potestatis; nec nisi de Romani Pontificis, qui pro tempore fuerit, licentia speciali; nec etiam post obtentam licentiam, nisi formam, conditiones & modos in concessione licentiæ expressatos plenariè adimplendo; & si contrarium, quod absit, feceritis, vel vestrûm aliquis faceret, nos electionem, nominationem & assumptionem hujusmodi, ac præstationem consensus, tamquam contra tenorem præsentis Contractas, te ad hoc pro te & singulis tuis in Regno ipso Successoribus specialiter & expressè consentiente, decernimus irritas & inanes: decernentes ut, occasione talis electionis, nominationis seu assumptionis, de Regimine vel administratione Imperii vel Regnorum hujusmodi Romani, Alemanniæ seu Teutoniæ, vel Regni seu Dominii Lombardiæ vel ipsius majoris partis vos vel vestrûm aliquis intromittere non valeatis, & si contra feceritis vel aliquis vestrûm fecerit, electioni, nominationi, val assumptioni hujusmodi, (nisi prius Regno per modum præmissum dimisso, vel nisi de licentia Romani Pontificis) consentiendo, & administrationi Imperii vel Regni Romani, Alemanniæ seu Teutoniæ, sive Regni seu Dominii Lombardiæ vel ipsius partis majoris pro parte vel pro toto vos immiscendo: eo ipso cadatis à jure Regni Adriæ præfati, & ad Romani Pontificis, qui pro tempore fuerit, & Ecclesiæ Romanæ dispositionem liberè revertatur.

15. Cæterum si contigerit aliquem de vestris Heredibus, qui deberent in Regno succedere memorato, in Imperatorem, vel Regem Romaniæ, aut Alemanniæ seu Teutoniæ, vel in Regem seu Dominum Lombardiæ vel majoris partis eligi, nominari, vel assumi, antequam Regni hujusmodi sibi Successio deferretur, dum casus Successionis ipsius Regni Adriæ obveniet, nullatenus Successionem ipsius Regni acceptet, nec possessionem nanciscatur ejusdem, nec de ipsius Dominio, cura, administratione vel regimine per se vel alios aliqualiter se intromittat, nisi prius Imperio vel Regno Romaniæ, Alemanniæ seu Teutoniæ vel Regno seu Dominio Lombardiæ vel majoris partis ipsius, ad quodcunque eorum electus, nominatus fuerit vel assumptus, & omni juri sibi competenti in ipso vel eis, verbo & facto omninò renuntiet, & nec de jure nec de facto illud gerens vel retinens omninò dimittat, ipsum nullo umquam tempore resumpturus, nisi de Romani Pontificis licentia speciali: alioquin cadat ab omni Successione & Jure, quæ in Regno præfato sibi competeret ipso facto; ita quod ipsum Regnum ad Romanam Ecclesiam ejusque dispositionem liberè revertatur.

16. Si verò aliquem de vestris Heredibus, qui in Regno deberent succedere memorato in Imperatorem vel Regem Romaniæ, aut Alemanniæ seu Teutoniæ, vel in Regem seu Dominum Lombardiæ, vel majoris partis ipsius contigerit eligi, nominari vel assumi, antequam sibi Regni Successio deferretur & ipse Imperio, Regno Romaniæ, Alemanniæ seu Teutoniæ, vel Lombardiæ voluerit esse contentus; sic quod in Regno Adriæ prædicto nullum velit sibi jus quomodolibet vendicare, tunc quando casus Successionis obveniet, ad illum proximè sequens in Successionis gradu secundum formam superius annotatam, dummodò superstes sit aliqua de personis, quas supra diximus posse succedere in Regno præfato Adriæ, succedat, aliàs ad Romanam Ecclesiam ejusque dispositionem plenè & liberè revertatur.

17. Quod si non exstantibus masculis femina in eodem Regno successerit, quæ maritata non esset, illa Imperatori vel Regi Romaniæ, seu in Imperatorem vel Regem Romanum electo, aut Regi seu electo in Regem Alemanniæ seu Regi vel Domino Lombardiæ aut in ejus Dominum aut Regem electo, aut majoris partis ipsius, nunquam matrimonialiter copuletur, & si contrarium fecerit, eo ipso cadat à Regno Adriæ, maneatque ipsius jure prorsus privata, ipso Regno ad eandem Ecclesiam devoluto. Si verò, non extantibus masculis, femina in Regno hujusmodi successura, antequàm hujusmodi Successio deferretur eidem, fuerit matrimonialiter copulata Imperatori, vel Regi Romaniæ, aut Regi Alamanniæ, seu in Regem aut Dominum Lombardiæ electo vel assumto, non succedat in Regno Adriæ prædicto, sed ad illas personas servatis gradibus Regnum perveniat, quas prænotavimus in Regno posse succedere, si Regi præmortuo liberi non supersint: cum nostræ intentionis existat, ut præfatum Regnum Adriæ Imperio aut Regno Romaniæ vel Alemanniæ, aut Regno vel Dominio Lombardiæ aut ejus majoris partis, nullo umquam tempore subjiciatur, vel quod ipsum Regnum Adriæ cum Imperio, vel Regno Romano aut Alemanniæ, vel cum Regno seu Dominio Lombardiæ prædicto quomodolibet in unam personam uniantur, ut scilicet unus & idem simul sit Imperator & Rex Adriæ, vel Rex Romaniæ, aut Alemanniæ, seu Lombardiæ, & Rex Adriæ. Et super hoc articulo caveb'tur tam per pœnas spirituales, quam alias idoneas cautiones, quomodocumque hoc Romanus Pontifex duxerit requirendum.

18. Ad hæc volentes ut ipsum Regnum Adriæ nullo tempore careat legitimo defensore; volumus & Apostolica auctoritate ordinamus, ut si in Regno hujusmodi succedens ætatis decem octo annorum fuerit, liberè administret; sed quamdiu minor fuerit, tam ipse quam Regnum in baillio & custodia Romanæ Ecclesiæ maneat, donec Rex ipse compleverit prædictam ætatem; fructibus & emolumentis ipsius Regni, ex quibus sumptus necessarii faciendi pro Statu Regis & ipsius Regni custodia deducantur, Regi conservandis eidem, & lucri alterius ratione hujusmodi custodiæ non cessuris.

19. Tu autem & tui in Regno præfato Adriæ Heredes in Urbe Romana, aut ejus Territorio vel Districtu, aut in Provinciis Patrimonii beati Petri in Tuscia, Sabina, Campania, vel Maritima, aut in Terris specialium Commissionum, quæ per Rectores dictarum Provinciarum solitæ sunt gubernari, aut aliis Domaniis seu Feudis ipsius Romanæ Ecclesiæ ubilibet constitutis, ex Successione vel Legato aut quocumque alio Jure, Titulo vel Contractu, nihil umquam vobis acquiretis, vel vindicabitis, recipietis, habebitis vel retinebitis, seu poteritis acquirere, vindicare, habere, recipere, vel retinere: nullam etiam Potestariam, Capitaneam, Rectoriam, vel alium honorem, nullamque Dignitatem seu Potestatem Senatoriam, vel quamcumque aliam Administrationem, Commendam, vel quodcumque aliud Officium recipietis, habebitis, vel retinebitis, seu recipere, habere vel retinere poteritis in eisdem.

20. Præfatam etiam Urbem, aut Provinciam Patrimonii beati Petri in Tuscia, Sabinam, Campaniam, vel Maritimam, nec Terras specialium Commissionum prædictas, aut earum vel ipsarum alicujus partem non occupabitis, nec occupari facietis nec in eis offendetis, vel quomodolibet molestabitis Romanam Ecclesiam, aut molestari facietis: quod si contrarium feceritis, & moniti vel requisiti per Romanum Pontificem; vel si commodè requiri vel moneri nequiveritis, juxta ipsius Romani Pontificis assertionem vel dictum, postquam ipse publicè & solemniter de hoc vos monuerit, infra sex menses, habita, acquisita, vindicata vel capta hujusmodi realiter & de facto non dimiseritis, ea postmodum nullatenus repetituri; vel si à præfatis molestationibus, inquietationibus & impedimentis omninò non destiteritis, seu si per vos vel alios pro vobis occupata seu invasa non restitueritis integrè & perfectè; eo ipso ab ejusdem Regni jure cadatis totaliter, ipsumque Regnum prorsus amittatis, & ad Romanam Ecclesiam liberè devolvatur. Quod si restitueritis occupata, nihilominus de universis injuriis & damnis illatis ad mandatum Romani Pontificis ad plenum satisfacere debeatis.

21. Alii verò Heredes vestri, qui non sunt successuri in Regno, si in Urbe & aliis Terris prædictis aliquid acquirere vel vindicare, recipere, vel retinere ex quocumque titulo, vel Capitaneam vel Potestariam, aut quodcumque aliud Officium, præeminentiam vel honorem in eisdem acceptare, recipere, vel retinere præsumpserint; aut si aliquas de prædictis Provinciis sive Terris, aut earum aliquam vel per se, vel per alios occupaverint, vel fecerint occupari, aut si Romanam Ecclesiam molestaverint in eisdem; si moniti vel requisiti aut (si secundum dictum vel assertionem Romani Pontificis moneri vel requiri non possint commodè) postquàm ipse Romanus Pontifex eos publicè & solemniter monuerit, infra sex menses, habita, acquisita, vendicata quocumque titulo vel causa non dimiserint, vel si à præfatis molestationibus vel inquietationibus quibuscumque non destiterint, seu si occupata vel invasa plenè non restituerint; eo ipso Sententiam Excommunicationis incurrant, & nihilominus ipsi vel eorum posteri in perpetuum non possint in Regno ipso succedere, si ipsis in casu aliquo eadem Successio deferretur, sed ab illo tanquam indigni prorsus & totaliter excludantur; & nihilominus ille, qui tunc ejusdem Regni Adriæ gubernaculis præsideret ** Romano Pontifici patenter & cum effectu assistere teneatur.

21. Rursus enim non expediat Romanæ Ecclesiæ ejosdem Feuda in unam personam uniri, volumus & te pro te & tuis Successoribus universis expressè consentiente, disponimus & irrefragabiliter ordinamus, ot tu vel tui in posterum Successores in Regno hujusmodi, Regi seu Reginæ Siciliæ, qui pro tempore fuerit in Regno Siciliæ & Terris, quod & quas ab Ecclesia Romana tenet in Feudom, ex quacumque causa, jure sive titulo non possitis succedere, vel alias ad dicti Regni Siciliæ & dictarum Terrarum Dominium vel Successionem venire; nec è cooverso scilicet Rex Siciliæ, qui pro tempore fuerit, tibi vel alicui tuorum in Regno Adriæ prædicto Heredum, ex quacumque causa, jure sive titulo non possit succedere, vel aliàs ad dicti Regni Dominiom vel Successiouem venire. Quod si contingeret, ut propter propinquinatem generis, vel aliàs Rex vel Regina Siciliæ, Regi vel Reginæ Adriæ deberet in Regno succedere, vel è converso, Successio hujusmodi ad sequentem in gradu, illum videlicet qui deficiente Rege vel Regina Siciliæ esset successurus Regi Adriæ vel è converso, qui scilicet deficiente Rege vel Regina Adriæ esset successurus Regi Siciliæ, Successio hujusmodi transferatur ** Pacta infeudatiouum possint succedere lo eisdem Regnis: aliàs ad Romanam Ecclesiam & ejus dispositionem ipsum Regnum, de cujos Soccessione agitur, liberè devolvatur, non movebitis.

23. Præterea tu, nec aliquis tuorum in Regno Successorum pro te vel alio quocunque, ex quacumque causa, titulo vel occasione Guerram vel aliam per viam facti quamlibet novitatem contra Regem Siciliæ, qui pro tempore fuerit, Vasallos, Subditos vel Valitores ipsius, qui de ipso Siciliæ Regno existunt, facietis: nec facienti alteri dabitis auxilium, consilium vel favorem; nec ipse Rex Siciliæ contra te seu aliquem tuorum in ipso Regno Heredum, Vasallos, Subditos vel Valitores tuos, & ipsorum tuorum Heredum, qui de ipso Regno existunt; sed si quid dissentionis, quæstionis vel querelæ inter vos Reges scilicet Adriæ & Siciliæ contingeret exoriri; Regum Dominus adeatur, qui Romanus Pontifex vobis Regibus, per concordiæ vel litigii viam, seu aliàs, ut sibi videbitur, justitiam admioistret. Si autem contra aliquem vestrorum Vasallurum seu Subditorum ex quacumque causa qualiscumque per alterum Regum prædictorum querimonia proponatur; is Regum pro ministranda justitia adeatur, contra cujus Subditum vel Vassallum fuerit querimonia deferenda; qui si distulerit justitiam ministrare, Romanus Pontifex ejusdem Regis suppleat oegligentiam seu defectum.

24 Si autem tu vel aliquis tuorum lo Reguo Adriæ præfato Hæredum, contrarium, quod absit, attentaveritis contra Regem Siciliæ, ejus Subditos vel Vasallos, Guerram movendo, vel oovitatem facti aliam faciendo, seu facienti aut moventi dando auxilium, consilium vel favorem, publicè vel occultè, aut si Rex Siciliæ, qui pro tempore fuerit, coorrarium attentaverit contra te vel aliquem tuorum in ipso Regno Adriæ Heredum, seu contra vestros Subditos vel Vassallos Guerram movendo, vel faciendo per viam facti novitatem aliam, seu facienti vel moventi dando auxilium, consilium vel favorem, publicè vel occultè, ipse Guerram vel novitatem attentans, aut moventi vel facienti dans auxilium, consilium vel favorem; ad emendatiooem damnorum datorum in Guerra hujosmodi plenariè teneatur, & nihilominus eo ipso Sententiam Excommunicationis incurrat, quam si aoimo iodurato per tres menses sustinuerit non cessando totaliter & effectualiter à Guerra, auxilio, consilio, vel favore prædictis, vel si de damnis vel injuriis in Guerra seu novitate hujusmodi irrogatis infra sex menses postea immediatè sequentes ad plenum non satisfecerit, Ecclesiastico subjaceat Interdicto.

25. Nullam etiam Confederationem vel Pactionem seu Societatem cum aliquo Imperatore vel Rege, Principe vel Barone, Saraceno, Christiano vel cum Græco, aut cum aliqua Provincia, Civitate & Communitate, vel aliquo Loco, scienter contra Romanam Ecclesiam, vel in damnum Romanæ Ecclesiæ facietis; & si eam feceritis ignorantes, ad mandatum Romani Pontificis revocare teneamini, & si scienter tale quid feceritis, & ad mandatum Romani Pontificis nolueritis revocare; eo ipso Sententiam Excommunicationis incurratis, quam si animo indurato per mensem sustinueritis, ex tunc totum Regnum Ecclesiastico subjaceat Interdicto, donec ipsam effectualiter duxeritis revocandam.

26. Si quis præterea Imperator, Rex vel alius Princeps quicumque, Universitas, Communitas, Tyrannus vel quævis Persona Ecclesiastica vel Secularis Provincias Patrimonii Sancti Petri in Tuscia, Sabina, Campania, Maritima, aut ipsarum aliquam, seu partem alicujus ipsarum vel aliquam de Terris specialium Commissionum, quæ per Rectores dictarum Provinciarum sunt solitæ gubernari & quas nos nobis, Ecclesiæ Romanæ & nostris Successoribus expressè & specialiter retinemus, occupaverint, aut fecerint occupari, seu in eis aliquo modo Romanam Ecclesiam aut nos vel nostros Successores molestaverint vel fecerint molestari; seu si Urbs aut Provinciæ ipsæ seu Terræ vel earum aliqua contra Romanam forsan rebellarent Ecclesiam; vos ipsam Ecclesiam Romanam ejusque honores & jura in eisdem Urbe, Provinciis atque Terris & aliis semper bonâ fide teneamini custodire; & nihilominus, quandocumque Romana Ecclesia indigebit, super qua indigentia stabitur Romani Pontificis simplici assertioni vel dicto, tunc tu aut tui in dicto Regno Heredes requisiti ab eo, ad Urbem, Campaniam, Maritimam, aut Provinciam Patrimonii Sancti Petri in Tuscia, seu alias Terras, quas nobis, Romanæ Ecclesiæ & nostris Soccessoribus specialiter retinemus, trecentos milites equis & armis benè & decenter munitos & paratos, ita quod unusquisque ipsorum babeat quatuor equitaturas bonas vel tres ad minus, in ipsius Ecclesiæ Romanæ auxilium transmittetis, per tres menses integros & continuos, postquam illam ex Provinciis, vel Terris, in qua ipsis indigebit Romana Ecclesia, ingressi fuerint, in tuis vel tuorum in dicto Regno Heredum sumtibus & expensis semel in quolibet anno benè & fideliter servituros; quorum si aliquos interim pendente servitio mori, vel alias quomodocunque deficere contigerit, tu & tui in Regno Heredes tenebimini numerum trecentorum militum modo consimili statim supplere; vel post lapsum dictorum trium mensium, cum tot quot defuerint, & pro tanto tempore, quantu defuerint, Romano Pontifici & Ecclesiæ Romanæ teneamini benè & fideliter facere deservitii.

27. Sanè omnibus Ecclesiis tam Cathedralibus, quam aliis Secularibus & Regularibus, nec non omnibus Prælatis & Clericis ac universis Personis Ecclesiasticis, Secularibus & Religiosis in dicto Regno Adriæ injuriam passis plenariè dimittentur & restituentur integrè eorum bona immobilia, à quibuscumque ablata vel occupata sint, & per quoscumque detineantur. Hæc autem restitutio fiet sine contradictione & difficultate qualibet sicut nactus fueris ipsius Regni possessionem, hoc modo, scilicet quod statim in illa parte Regni, quæ tibi obediet restitutio ipsa fiat, & postmodum successivè consummabitur, sicut habebis restituendi facultatem.

28. Ne autem super his rebus restituendis ingeri possit aliqua difficultas, deputabuntur à nobis seu Romano Pontifice, qui tunc fuerit, aliqui discreti Viri, ad quorum mandatum & arbitrium restitutio ipsa fiat, ita quod ea de qoorum Dominio vel proprietate aut possessione notorium fuerit, ad eorum mandatum & arbitrium mox reddentur. In dubiis verò per ipsos de plano, & absque judicii figura & strepitu diligentius inquiratur: sufficiet autem vocari Rectorem seu Thesaurarium vel Procuratorem, in cujus Jurisdictione vel Administratione seu Territorio bona de quibus agetur consisterent, ad videndum jurare testes, qui in hujusmodi inquisitione deponent: hujusmodi quoque temporalia & mobilia bona quæcumque, etiamsi Civitates, Castra, Jurisdictiones existant quæcumque & quocunque nomine censeantur Rectores Ecclesiarum tam Cathedralium quam aliarum, Regularium & Secularium, & universæ aliæ Personæ Ecclesiasticæ, tenebunt liberè, absque eo, quod ab eis possit ratione ipsorum temporalium, per te vel aliquem toorum Heredum, peti seu exigi Homagium, juramentum fidelitatis vel recognitio aliqualis; nec dissaisentur Ecclesiæ Cathedrales, vel aliæ Regulares & Sæculares, nec earum Prælati seu ceteræ Personæ Ecclesiasticæ per te vel aliquem tuorum Heredum vel Officiales vestros quocumqoe nomine nuncupentur, eorum temporalitate vel parte ipsius, nec poterunt dessaisiri; nec in eorum Domibus, vel eorum bonis mobilibus vel immobilibus vastatores seu custodes ponentur, nec poni debeant seu poterunt quoquo modo; sed omnes Ecclesiæ & Personæ Ecclesiasticæ omninò erunt liberæ, & in nullo Regi vel Principi subjacebunt.

29. Nullas insuper taillias vel collectas imponetis Ecclesiis, Monasteriis, Clericis & Viris Ecclesiasticis, seu bonis vel rebus ipsorum, & in Ecclesiis vacantibus tu vel tui de Regno Adriæ Heredes nullam habebitis Regaliam, nullosque fructus, redditus & proventus; nullas etiam obventiooes, nullaque alia percipietis ex eisdem: custodia earum Ecclesiarum interim libera remanente penes Personas Ecclesiasticas juxta Canonicas Sanctiones.

30. Omnes

ANNO 1379.

30. Omnes insuper Ecclesiæ, tam Cathedrales, quam aliæ Regulares & Sæculares, nec non & omnes Prælati & Clerici, ac universæ Personæ Ecclesiasticæ, Seculares & Religiosæ, ac quæcunque Loca Ecclesiastica cum omnibus bonis suis in electionibus, postulationibus, nominationibus, provisionibus, & omnibus aliis plena libertate gaudebunt; nec ante electionem, sive in electione, vel post, Regius assensus vel consilium aliquatenus requiretur: quam utique libertatem tu & tui in Regno Heredes semper manutenebitis & conservabitis, ac manuteneri & conservari facietis ab omnibus Subditis vestris plenariè sine fraude; salvis semper circa Ecclesias Cathedrales & alias tàm Seculares quàm Regulares, ac alias Personas & Loca Ecclesiastica, tam in faciendis provisionibus & electionibus confirmandis, quam in omnibus & quibuscumque aliis Romani Pontificis & Ecclesiæ Romanæ Jurisdictione & auctoritate plenaria & libera potestate.

31. Omnes etiam Causæ ad Forum Ecclesiasticum pertinentes liberè & absque ullo impedimento agitabuntur, tractabuntur & ventilabuntur coram ordinariis & delegatis Judicibus Ecclesiasticis: & terminabuntur per eos; &, si ad Sedem Apostolicam super hujusmodi Causis appellari contigerit, tàm appellantes quàm appellati ad eamdem venire Sedem pro appellationum suarum prosecutionibus liberè & absque inhibitione aliqua permittentur. Et si qui sint Prælati vel aliæ Personæ Ecclesiasticæ, qui bona aliqua teneant à te Rege prædicto, & Successoribus tuis, vel ab aliis Dominis temporalibus tibi subditis, & qui ratione hujusmodi bonorum ab antiquo consueverunt nobis nostrisque Prædecessoribus & ipsis Dominis temporalibus aliqua servitia pecuniaria, vel alia exhibere, hujusmodi antiqua & honesta servitia tibi tuisque Successoribus, & eisdem Dominis secundùm antiquam & rationabilem consuetudinem, & sicut Statuta patiuntur canonica, impendantur.

32. Poterunt insuper omnes Habitatores & Incolæ Regni Adriæ præfati liberè & absque omni impedimento ad Curiam Romanam ubicumque eam esse contigerit, pro suorum negotiorum commoditatibus venire, stare & redire ad propria, nec non ad ipsam Curiam Romanam blada, vina, carnes, pisces, & alia victualia quæcumque pro ipsius Romani Pontificis, Cardinalium Sacro-Sanctæ Romanæ Ecclesiæ & aliarum Personarum Ecclesiasticarum Curiam Romanam sequentium, & in ea & in Loco, ubi Curia residebit commorantium provisionibus portare & portari facere liberè & sine impedimento, per Terram vel per Mare, prout duxerint eligendum sine solutione Tractæ, Pedagii, Leudæ, Gabellæ, Impositionis, vel quocumque alio costagio, vel onere vel redhibentia aliquali. Et de provisionibus Romani Pontificis & suorum familiarium & aliarum Personarum Ecclesiasticarum, Literis Camerarii nostri & Ecclesiæ Romanæ; de provisionibus verò Cardinalium & familiarium suorum, cujuslibet ipsorum Camerarii Litteris stabitur & credetur plenariè & absque omni difficultate.

33. Promittis insuper pro te & tuis Successoribus in Regno hujusmodi universis, quod nullus Clericus, vel Persona Ecclesiastica ejusdem Regni in civili vel criminali Causa convenietur coram Judice sæculari, nisi de Feudo & petitorio civiliter forsan ageretur. Non facietis quoque seu edetis, seu fieri aut edi facietis aut permittetis in Regno hujusmodi Statuta, Constitutiones vel Leges contra Ecclesiasticam libertatem, seu per quæ juri aut libertati Ecclesiasticæ in aliquo derogetur.

34. Comites verò, Barones, Milites & universi Homines totius Regni prædicti, vivent in ea libertate, & habebunt illas Immunitates illaque Privilegia, ipsisque gaudebunt quales & quæ antiquis temporibus habuerunt. Præterea exules & extitii Regni prædicti, seu Provinciarum, Civitatum, Comitatuum ac omnium Locorum ipsius, cujuscunque conditionis existant, ad mandatum Ecclesiæ reducentur in Regnum, ac etiam in suis Civitatibus, Castris, seu Locis aliis quibuscumque restituentur eis possessiones & quæcumque immobilia bona, & jura ipsorum, quæ non essent legitimè confiscata. In hujusmodi autem restitutione secundum formam in Capitulo de bonis Ecclesiarum restituendis præscriptam tàm in notoriis quam in dubiis procedetur.

35. Habebis autem tu & tui in Regno Successores ipsum Regnum, sicut ad Romanam Ecclesiam noscitur pertinere; ea videlicet, quæ de Domanio sunt Romanæ Ecclesiæ, in Domanium; & alia illo jure, modo & forma quibus ad nos & Romanam Ecclesiam pertinere noscuntur; cum nostræ intentionis existat, ut per præsentem Concessionem alicui in suis possessionibus vel proprietatibus nullum præjudicium generetur, Regio in iis jure semper salvo.

36. Pro toto verò generali censu ipsius Regni quadraginta millia Florenorum boni auri ad pondus Cameræ Apostolicæ in Festo Beati Petri, ubicumque Romanus Pontifex fuerit, ipsi Romano Pontifici & Romanæ Ecclesiæ annis singulis persolventur. Si verò tu vel tui in dicto Regno Heredes quocunque termino non solveritis integrè censum ipsum, & expectati per duos menses terminum ipsum immediatè sequentes de illo ad plenum non satisfeceritis, eo ipso eritis Excommunicationis Sententiâ innodati; quod si in secundo termino & infra duos subsequentes menses eumdem censum sine diminutione aliqua non persolveritis, totum Regnum Adriæ Ecclesiastico erit suppositum Interdicto. Si verò nec in tertio termino nec infra duos menses proximos per plenam satisfactionem ejusdem census vobis duxeritis consulendum, ita quod transacto eodem tertio termino infra duos menses ipsum tertium terminum sequentes ipsi Romanæ Ecclesiæ integrè non fuerit satisfactum; ab eodem Regno ipsiusque jure cadatis ex toto, & Regnum ipsum integrè & plenariè ad Romanam Ecclesiam revertatur. Si autem de censu quadraginta millium Florenorum prædicto hujusmodi primi termini intra dictos tertium terminum, & duos subsequentes menses plenariè satisfeceritis, nihilominus semper pro singulis quadraginta millibus singulorum terminorum, si simili modo in eorum solutione cessaveritis, vel illa non solveritis, similes pœnas incurreris, salvis aliis pœnis & processibus, quæ vel qui de jure inferri vel fieri poterunt per Romanum Pontificem in hoc casu.

37. In quolibet etiam triennio dabitis tu & tui in Regno hujusmodi Heredes Romano Pontifici unum Palafredum album, pulchrum & bonum, in recognitionem dicti Dominii ejusdem Regni.

38. Ad hæc postquam tu prædictum Regnum acquisiveris, vel tantum de ipso quod etiam si aliquæ Civitates vel Munitiones, aut aliqua alia Loca ipsius Regni adhuc tibi rebellia fuerint, reputeris & possis ipsius Regni Rex & Dominus reputari, ad dicta quadraginta millia Florenorum & Palafredum terminis supra dictis, & sub pœnis annotatis superius tenearis, & tui subsequenter Heredes in Regno hujusmodi perpetuo teneantur.

39. Ad hæc si Romanus Pontifex, qui pro tempore fuerit, vellet cum sua Curia in aliqua Civitatum vel aliarum Terrarum seu Locorum ipsius Regni Adriæ morari, hoc possit liberè & absque impedimento quocunque, & cum eisdem Libertatibus, Privilegiis & Immunitatibus, quas Ecclesia Romana tàm de jure quam de antiquis observantiis habere debet, & usa est temporibus retroactis; & tam circa libratas ordinandas cancellos f - - - - ta, rationes domorum, Jurisdictione Marescalli libera & aliorum Officialium Romanæ Curiæ, quam alias in quibuscumque consistant & qualitercunque retrò temporibus fuerit observatum.

40. Tu etiam ad præsens & singuli tui in Regno Heredes quando faciens Homagium & juramentum fidelitatis præstabunt, dabitis Privilegium vestrum aurea bulla bullatum Romano Pontifici & Romanæ Ecclesiæ in quo proprio juramento fatebimini & recognoscetis expressè Regnum Adriæ prædictum ex sola gratia & mera liberalitate Sedis Apostolicæ, vobis de novo fore concessum, vosque recepisse & tenere Regnum hujusmodi à Romana Ecclesia sub Pactis & conditionibus supradictis.

41. Habebis autem tu, Militum, Ballistariorum & aliorum belligerorum Hominum comitivam talem & tantam, quod ad prosecutionem & perfectionem Negotii acquisitionis ipsius Regni sufficiens reputetur, & cum arripiendo & prosequendo iter versus Italiam pro prosecutione Negotii quam citius commodè poteris, & ad longius infra duos annos, à data præsentium computandos, debeas Regnum Franciæ exivisse legitimo impedimento cessante, quod si in tua persona esses forsitan impeditus, ut infra dictum terminum personaliter non posses præfato negotio acquisitionis vacare, loco tui talem Substitutum seu Locum tenentem debeas ordinare, qui judicio Romani Pontificis ad tale & tantum negotium idoneus & sufficiens reputetur. Et si tu personaliter, vel, ubi esses in persona propria impeditus, per Substitutum vel Locum tenentem, ut est dictum, idoneum infra dictum terminum per modum præscriptum, vel saltem infra duos menses finem termini immediatè sequentes, non inceperis & prosecutus fueris acquisitionis negotium antedictum; vel si, quod Deus avertat, te interim mori contingeret, ex tunc præsens

ANNO 1379. præsens Concessio, Infeudatio, & omnia quæ in præsentions Litteris continentur, sint nulla, cassa & irrita ipso jure, liceatque Romano Pontifici & Romanæ Ecclesiæ de Regno & Terris ipsis disponere & ordinare, prout placuerit, & eis videbitur rationabiliter faciendum.

42. Nulli ergo omninò hominum liceat hanc paginam nostræ Ordinationis, Statuti, Decreti, Concessionis, Donationis, Constitutionis, Creationis, Voluntatis, Dispositionis, Collationis & Retentionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Spelunga Cajetanæ Diocesis, xv. Kal. Maji. Pontificatus nostri anno primo.

CII.

14. Mai. *Conventiones inter Dominum* GALEAZ *Comitem Virtutum Mediolani, & Dominos* ANTONIUM *atque* BARTHOLOMÆUM DE LA SCALA *de custodiendis per præfatum Comitem Bastitis & Fortalitiis, quæ, vigore Contractûs Pacis inter hos & Dominum* BERNABOVEM *die 26. Februarii annò 1379. conclusi, Comiti Sabaudiæ expediri debuerant. Datum Papiæ 14 Maii 1379. Indictione secunda.* [Piece authentique tirée des Archives Royales du Château de Milan, Registre V. V.]

In Nomine Domini,

ANno à Nativitate ejusdem millesimo trecentesimo septuagesimo nono, Indictione secunda, die Sabbati quarto decimo mensis Maii horâ nona. Cum ad promotionem Illustris Principis, & Magnifici Domini Amadei Comitis Sabaudiæ &c. facta & celebrata fuerit Pax inter Procuratores Magnifici, & Excelsi Domini Domini Bernabovis Vicecomitis Mediolani &c. Imperialis Vicarii Generalis, Nati quondam recolendæ memoriæ Magnifici, & Potentis Militis Domini Steffani Vicecomitis pro eo, & Illustre Domina Domina Regina ejus Consorte, ac Inclytis Dominis Marco, Ludovico, Harolo, Rodulfo, & Mastino ejus Filiis, & nomine, & vice prædictorum, & cujuslibet eorum ex una parte, & Procuratores Magnificorum Dominorum Bertholomei, & Antonii Fratrum de la Schala Natorum quondam bonæ memoriæ Magnifici Domini Cansegnorii de la Schala ex altera, in quo quidem Contractu Pacis inter alia continetur, quod præfati Domini Bertolomeus, & Antonius dare, & solvere teneantur dictæ Illustri Dominæ Dominæ Reginæ, & suis Successoribus, seu legiptimæ personæ pro eis recipienti semel tantum Florenos quatuor centum quadraginta millia bonos auri, & ponderis, solvendos per terminos in Instrumento Pacis descriptos, videlicet triginta millia Florenos die, qua præfatus Magnificus Dominus Dominus Mediolani traderet, & expedire faceret, vel die immediatè sequenti Domino Comiti Sabaudiæ Bastitas factas per ipsum Magnificum Dominum Mediolani, & Fortalizia, quæ tenebat, & cæpit à prædictis de Verona in Veronensi Districtu à tempore inceptæ Guerræ tunc præsentis usquè ad tempus firmatæ Pacis prædictæ, & quas Bastitas, & Fortalizias teneretur idem Magnificus Dominus Dominus Mediolani in continenti, videlicet infrà quindecim dies à tempore dicti Contractus dicto Domino Comiti Sabaudiæ, vel legiptimæ personæ pro eo tradere, & expedire; & alios triginta millia Florenos prædicti Fratres de la Schala tenerentur solvere usque ad duos menses integros inde proximè subsequentes, & residuum per terminos in dicta Pace contentos, & quod pro securitate, & firmitate prædictorum omnium dictus Illustris Dominus Dominus Comes Sabaudiæ in manibus suis tenere, & custodire deberet Bastitas, & Fortalizias prædictas sibi tradendas, & expediendas ut suprà per præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani sumptibus communibus Partium prædictarum, donec, & quo usque dicti Domini Veronæ assecuravissent, & satisdedissent idoneè, modo, & formâ in Instrumento Pacis descriptis prædictæ Dominæ Reginæ per Commune Venetiarum de solvendo trecentum octuaginta millia Florenorum restantium de quantitate totali, seu de illa quantitate tunc restante ad solvendum tempore dictæ satisdationis, vel integraliter totalem summam promissam, & conventatam, ipsi Dominæ Reginæ, vel ejus Hæredibus solvissent, & in omnibus, & per omnia, prout, & sicut in Capitulis contentis in Instrumento dicti Contractus plenius continetur, rogato, & tradito per Thomasium de Vicomercato Notarium Mediolanensem, ac Cancellarium præfati Magnifici Domini Domini Mediolani, & Batistam de Marzasio Notarium, & Scribam præfatorum Dominorum Fratrum de la Schala; Cumque præfatus Dominus Sabaudiæ Comes dictas Bastitas, & Fortalizias recipere omiserit, & recusaverit, modò Nobiles, & Sapientes Viri Dominus Faustinus de Lantanis Legum Doctor Vicarius præfati Magnifici Domini Mediolani, & Vassalinus Bossius Comes Palatinus Procuratores, & Nuntii speciales præfati Magnifici, & Excelsi Domini Domini Mediolani nomine præfati Magnifici Domini Mediolani, pro ut constat Instrumento uno Procuræ tradito, & rogato per Thomasium de Capitaneis de Vicomercato Notarium, & Cancellarium præfati Domini Mediolani hoc anno, die quinto præsentis mensis Maii Indictione secunda, ibidem exhibito; & spectabiles Milites Domini Spineta Marchio Malaspinæ, & Guillielmus de Bivilaquis Cives Veronæ Procuratores, & Nuntii speciales præfatorum Magnificorum Dominorum Bertholomei, & Antonii Fratrum de la Schala nomine præfatorum Dominorum ex alterâ, pro ut constat publico Instrumento indè rogato per Batistam de Merzasio Notarium Veronensem, & Scribam prædictorum Dominorum Fratrum de la Schala hoc anno, die vigesimo sexto mensis Aprilis, Indictione secunda, ibidem exhibito. Spontè, liberè, & ex certâ scientiâ volentes super prædictis amicabiliter providere, & componere, confisi de Magnificentiâ, & Legalitate Illustris Principis, & Magnifici Domini Domini Galeaz Vicecomitis Comitis Virtutum, Domini Mediolani &c. Imperialis Vicarii Generalis, elegerunt, & eligunt præfatum Illustrem Principem, & Magnificum Dominum Dominum Comitem Virtutum ad prædicta, & eum subrogaverunt, & subrogant loco dicti Domini Comitis Sabaudiæ super prædictis, & infradictis, & dependentibus, & connexis ab eis, & se se convenerunt, & conveniunt, & concordaverunt, & concordant in hunc modum videlicet; quod dictæ Fortalizia, & Bastitæ, quæ sunt hæc videlicet, summæ Campaneæ, & Montisfortis tradantur, & expediantur per præfatum Magnificum Dominum Dominum Mediolani, seu ejus mandato, præfato Illustri Principi, & Magnifico Domino Domino Galeaz Vicecomiti Comiti Virtutum, Mediolani &c. Imperiali Vicario Generali, seu legiptimæ personæ pro eo; & quod per eum Dominum Comitem Virtutum, seu quem, vel quos ad hoc duxerit deputandos dictæ Bastitæ, & Fortaliziæ custodiantur communibus sumptibus Partium prædictarum eo modo, & pro ut in dicto Contractu continetur, debuisse, seu debere tradi, & expediri dicto Domino Comiti Sabaudiæ, seu legiptimæ personæ pro eo, & ad ejus manus teneri. & custodiri, restitui, & relaxari, & de eis fieri, & relaxari secundum quod in dicto Contractu Pacis continetur, ità quod præfatus Dominus Comes Virtutum in omnibus, & per omnia quò ad contenta, & conventa in dicto Contractu Pacis intelligatur esse, & sit subrogatus loco dicti Domini Comitis Sabaudiæ, & proindè habeatur, ac traditio, & expeditio fiendæ in manibus dicti Domini Comitis Virtutum de dictis Fortaliziis, & Bastitis, eumdem effectum operetur, ac si dictæ traditio, & expeditio factæ fuissent dicto Domino Comiti Sabaudiæ, & de eis fiat, & fieri debeat per præfatum Dominum Comitem Virtutum in omnibus, & per omnia, pro ut fieri debuisset, secundum formam dicti Contractus Pacis, per dictum Dominum Comitem Sabaudiæ, si ea recepisset; Et insuper dicti Procuratores Magnifici Domini Mediolani, & Illustris ejus Consortis concesserunt, & concedunt de gratiâ dictis Procuratoribus dictorum D. D. Fratrum de la Schala, quod si per aliquos dies, qui non excedant octo, vel decem dies proximos post decimam quartam diem præsentis mensis, differrent ad solvendum Florenos sexaginta millia primi, & secundi terminorum, quos solvere debent præfatæ Dominæ Reginæ, vel legiptimæ personæ pro ea, quod propter hoc non incurrant pœnam aliquam, dum tamen dicta solutio fiat infrà dictos dies decem tunc proximè sequentes, & quam solutionem dicti Procuratores dictorum Dominorum de la Schala facere promiserunt, & promittunt hinc ad dictum terminum; Et insuper dicti Procuratores dictis nominibus sponte, & ex certâ scientiâ convenerunt ad invicem, & contenti fuerunt, quod de infrascriptis Capitulis in dicto Contractu Pacis contentis fiant correctiones, declarationes, mutationes, & additiones,

ANNO 1379.

nes, & reformationes pro ut inferius per ordinem continetur; cæteris in ipso Contractu Pacis contentis in suo robore permansuris; ad quas quidem correctiones, declarationes, mutationes, additiones, & reformationes supradictas, & infrascriptas remissiones pœnarum, damnorum, & interesse faciendas præfatus Magnificus Dominus Mediolani condescendit amore, & contemplatione præfatorum Dominorum Bertholomei, & Antonii Fratrum de la Schala, quæ capitula, correctiones, declarationes, additiones, mutationes, & reformationes factæ eisdem sunt hæc videlicet: Primo quod licet in Capitulis, & Contractu dictæ Pacis contineatur, quod utraque Pars teneatur satisdare per Commune Venetiarum, vel singulares personas idoneas in Venetiis infrà tres menses de solvendo semel tantum pœnam Florenorum centum millium auri in dicto Contractu Pacis appositam, si committeretur &c., pro ut in ipso Contractu Pacis latiùs continetur, tamen dicti Procuratores dictis nominibus ad invicem convenerunt, & contenti fuerunt, quod promissio, & obligatio de dicta satisdatione præstanda de solvendo dictam pœnam ut supra ex toto remittatur, & sublata esse intelligatur, ratis, & firmis nihilominus remanentibus promissionibus, & stipulationibus dictæ pœnæ quo ad principales Partes. Item quod in ea parte dictorum Capitulorum, in qua continetur quod Gentes Dominorum de Verona non invadent, nec aliquod dampnum dabunt, nec per modum Societatis, nec alio modo, præfato Domino Mediolani, dictæ Dominæ Reginæ, Filiis, & Gentibus, & Territoriis ipsius Domini Mediolani, Consortis, & Filiorum suorum, quod illa dictio & præposita dictioni *Territoriis ipsius Domini*, intelligatur cassa, & ejus loco intelligatur *in*, & quod illa verba apposita post verba *per modum Societatis* continentia, *nec alio modo*, intelligantur cassa, & pro non appositis habeantur, & similiter quod licet in dictis Capitulis contineatur, quod dicti Procuratores præfati Magnifici Domini Mediolani convenerunt, & promiserunt se facturos, & curaturos cum effectu, quod Dominus Luzius Comes de Lando, & Dominus Johannes Anchud, & eorum Brigata, qui cum eis redierunt de Veronensi Districtu, & in transitu Athicis, & etiam Gentes, quæ erant ad stipendium ipsius Domini Mediolani, & Dominæ Reginæ, & Filiorum suorum, non invadent, nec aliquod dampnum dabunt, nec per modum Societatis, nec alio modo dictis Dominis Veronæ &c, quod illa verba posita post dicta verba *per modum Societatis*, videlicet *nec alio modo*, intelligantur cassa, & pro non appositis habeantur. Item quod licet adhærentes, & sequaces nominati in Contractu Pacis, vel aliqui ex eis non ratificaverint Pacem infra terminum, pro ut debebant secundum Capitula dictæ Pacis, quod adhuc ipsam Pacem ratificare possint infra mensem proximè futurum, & gaudeant si ratificabunt infra dictum mensem, vel ratificassent hinc retrò, etiam post primum terminum, beneficio dictæ Pacis, pro ut, & quemadmodum si ratificassent dictam Pacem in primo termino ordinato, & insuper dicti Procuratores dictis nominibus sponte, & ex certa scientia sibi ad invicem pacto expresso solemniter remiserunt omnes, & singulas injurias, contumelias, & offensas, reales & personales, quommodocumque hinc retrò illatas, & factas, si quæ factæ apparerent per unam Partem alteri, vel aliquem seu aliquos dictarum Partium, vel alicui, seu aliquibus dictarum Partium, & quaslibet pœnas incursas, si quæ incursæ apparerent à tempore dicti Contractus Pacis citrà usque ad diem hodiernam, & quælibet dampna, expensas, & interesse, quæ peti possent per dictas Partes, seu aliquam ex eis, videlicet per unam Partem alteri, & alteram alteri à dicto tempore dictæ celebratæ Pacis citrà; ac omnia, & singula jura, & actiones, quæ occasione hujusmodi pœnarum, vel injuriarum quommodolibet ipsis Partibus competere possent, ita quod à præmissis ipsæ Partes, & quælibet earum quietatæ sint, & esse intelliguntur. Promittentes insuper dicti Procuratores dictis nominibus una Pars alteri, & altera alteri, solempni stipolatione hinc indè interveniente, sub obligatione omnium bonorum præfatorum Dominorum suorum vicissim, quod prædicta omnia, & singula rata, grata, & firma habebunt, & tenebunt, & contra non facient, nec venient aliqua ratione, vel causa, quæ dici posset, vel excogitari; Renuntiantes dicti Procuratores dictis nominibus exceptioni prædictorum omnium, & singulorum non ita actorum, & factorum, & omni probationi, & defensioni in contrarium. Et insuper suprascripti Procuratores præfatorum Magnifici Domini Domini Mediolani, & Illustris Consortis ejus juraverunt, & jurant in animas, & super animas dictorum Domini, & Dominæ, & cujuslibet eorum ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis Scripturis, quod contra non facient aliqua ratione, & quod attendent, & observabunt omnia, & singula, quæ in hoc Contractu continentur, & versa vice dicti Procuratores dictorum Magnificorum Dominorum Dominorum Fratrum de la Schala juraverunt, & jurant ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis Scripturis, in & super animas dictorum Fratrum de la Schala, & cujuslibet eorum, quod dicti Fratres de la Schala sunt majores, videlicet dictus Dominus Bertholomeus annis viginti, & dictus Dominus Antonius annis quindecim, & quod contra non venient ratione, causa, vel beneficio minoris ætatis, nec aliqua ratione, nec beneficium restitutionis implorabunt; & quod prædicta omnia, & singula attendent, & observabunt in omnibus, & per omnia, pro ut supra continetur. Quæ omnia facta, & gesta fuerunt coram præfato Illustre Principe, & Magnifico Domino Domino Galeaz Vicecomite Comite Virtutum Mediolani &c., Imperiali Vicario Generali prædicta omnia acceptante, & prædictis omnibus consentiente, in quantum eum concernunt, & ejus factum, juxta conventa inter Partes prædictas in præsenti Contractu; Ac mandante Nobilibus Viris Jacobo quondam Spinolocis de Tholomeis de Senis, & Betino de Haufino, & utrique eorum in solidum, absentibus tanquam præsentibus, quos ejus missos, Nuntios, & Procuratores ad apprehendendum, & custodiendum, & custodiri faciendum dictas Bastitas, & Fortalizias eo modo, & forma, de quibus supra fit mentio, constituit per præsentes, quatenus accedant ad dictas Bastitas, & Fortalizias, quæ per præfatum Dominum, & ejus nomine tenentur in Veronensi Districtu, & eas apprehendant, & retineant nomine præfati Domini Comitis Virtutum tenend. & custodiend. per eos, & per alios, quos ad hoc duxerit deputandos modo, & forma in dicto Contractu Pacis appositis; & eisdem concessit, quod de traditione, & expeditione, & receptione dictarum Fortaliziarum, & Bastitarum confessiones, & protestationes opportunas facere possint, pro ut eisdem videbitur expedire; Reservante tamen præfato Domino Comite Virtutum sibi plenariam potestatem mutandi dictos suos Procuratores, & Deputatos ut supra, & alios de novo constituendi ad prædicta semel, & pluries, pro ut sibi placuerit. Et de prædictis præfatus Dominus Comes Virtutum, & dicti Procuratores dictis nominibus mandaverunt mihi Johannino de Cermenate Notario Mediolanensi, Thomaxio de Capitaneis de Vicomercato Cancellario præfati Magnifici Domini Domini Mediolani, Andriolo de Arifiis Cancellario præfati Domini Comitis Notariis Mediolanensibus, Batistæ de Marzasio, & Nicolao de Schachis Notariis Veronensibus, & Cancellariis præfatorum Dominorum de Verona, & cuilibet nostrum, ut de præmissis omnibus conficeremus unum, & plura ejusdem tenoris publica Instrumenta. Actum in Castro Magno Papiæ in sala superiori præfati Domini Comitis, præsentibus Reverendo in Christo Patre Domino Fratre Angelo Episcopo Pensauriensi, & Spectabilibus, & Egregiis Dominis Teodoro de Monteferrato Filio quondam Illustris Principis Domini Johannis olim Marchionis Montisferrati, Manfredo Marchione Saluciarum Filio quondam alterius Domini Manfredi, Bonifacio de Chochonate Filio quondam Domini Guillielmi, Domino Bertolomeo de Placentia Filio quondam Domini Rolandi, Domino Filipo de Casolis de Regio Filio quondam Domini Jacobi Legum Doctore, & Antoniolo de Porris Filio quondam Domini Steffanoli, Testibus notis, rogatis, & ad præmissa specialiter vocatis.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

CIII.

23. Juin.

Des Römischen Königs Wenzeslai Diploma Hertzog Leupolten zu Oesterreich ertheilt, wodurch Er diesem alle die Handvesten und Briefliche Urkunden, die seinen Vordern und Ihm vom Kayser Carolo IV. und allen andern Kaysern und Röm. Königen gegeben werden, confirmiret. Geben zu Encym an Sanct Johanns Abend zu Sunnenwenden Anno 1379. [Pièce tirée des Archives Imperiales du pe-

ANNO 1379.

tit Trésor de la Regence & Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Lettres de WENCESLAS *Roi des Romains, par lesquelles il confirme à* LEOPOLD, *Duc d'Autriche, tous les Privileges, accordés à lui, ou à ses Predecesseurs par l'Empereur* CHARLES IV. *& par les précedents Empereurs & Rois des Romains. A Sneym la veille de la Fête de St. Jean 1379.*

WJr Wentzlaw von Gotes Gnaden Römischer Künig / zu allen Zeiten Merer des Reichs / und Künig zu Behem. Bekhennen und thun kunt offentlich mit diesem Brieve allen den / die yn sehen oder hören lesen / daß Wir dem Hochgebornen Leupolten Hertzogen zu Österich / zu Steyr / zu Kernten / und zu Krain / Graven zu Tyrol / rc. Unsern lieben Oheime und Fürsten bestet / und confirmirent haben / bestetten und confirmiren / und bevestien ouch mit Craft diß Brieves / alle die Hantvesten / Brieve und urkund / die seinen vordern und im von weilent dem Allerdurchleuchtigisten Fürsten unserm lieben Herrn und Vatter / Herrn Karlen seliger Gedechtnus Römischen Kayser und allen unsern Vorvarn an dem Heiligen Römischen Reich Kaysern und Künigen / uber alle Lehen / Rechte / Freyhaite / Pfantschefte und Steten geben sind / also daß die bey allen Worten / Kreften / wirden / und eren fürbaser / ewiclich stett und unzerbrochen / beleiben sullen / in aller maß als die vorgenante Brief von wort zu wort lautent / und hellent / und des zu urkund haben wir unser gros Majestat-Insigel gehenkt an diesem Brieve / der geben ist zu Snaym nach Cristes Geburt / dreyzehenhundert Jare / darnach in dem Nevn und Sibentzigsten Jare an sand Johans Abent zu Sunnwenden / unsers Reichs / des Behemischen yn dem Sibentzehenden / und des Römischen yn dem dritten Jaren.

per Dominum WITKONE DE LANSTEIN MARTINUS.

CIV.

4. Juill. Bündnus zwischen Churfürst Ruprecht dem Aeltern / Ruprecht dem Jüngern / Ott / Stephan / Friedrich / Johanns / und Ruprecht dem Jüngsten / allerseits Pfaltzgrafen bey Rhein / wie auch Bernharden Marggrafen von Baaden vor sich und in Vormundschafft seines Bruders Rudolphi eines; und denen im Tractat benandten Schwäbischen Reichs-Städten andern theils / zu beyderseits sicherheit und reciprocierlichen beystande geschlossen zu Baaden am St. Ulrichs Tag. Anno 1379. [JOH. PHILIP. DATT, Volumen rerum Germanicarum novum Lib. I. Cap. VI. pag. 39. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 574.]

C'est-à-dire,

Confederation entre les Comtes Palatins du Rhin, ROBERT *l'ainé Electeur,* ROBERT *le jeune,* OTTON, ETIENNE, FRIDERIC, JEAN *&* ROBERT *le plus jeune de tous, avec* BERNARD *Marckgrave de Bade, tant pour lui, que comme Tuteur de* RODOLPHE *son Frere d'une part, & les Villes Imperiales de* SUABE *denommées, d'autre part, pour leur commune sûreté, defense, & assistance. A Bade le jour de St. Ulrich 1379.*

WJr Ruprecht der Elter / Ruprecht der Jung / Ott / Stephan / Fridrich / Johanns und Ruprecht der Jüngst von Gottes Gnaden Pfallentzgraven bey Rein und Hertzogen in Beyern / und wir Bernhart Marggrave zue Baden / bekennen offenbar mit disem Brief / darzu versprechen wir vorgenant Bernhart besunderlich für unsern Bruder Marggraff Rudolffen von Baden / der noch zu seinen Tagen nicht komen ist: Wann wir mit gantzer Begierde darauf geneigt sein / zu Frid und gemeinem Nutz der Lande / und daß Witwen und Waisen / Arm und Reich / Pilgerim / Kaufleut / Lantfar und Chaufmanschaz / Gotzhüser und ander Geistlich Lüte / beschirmet werden / sicher sein und bey Genaden beleiben; So haben wir mit wolbedachtem Mut / dem heiligen Römischen Reich zue Sterckung / ze Nutz und auch zu Eren / uns selber und auch den unsern / und dem gemeinen Lande / zu Frid / und zu Gemache / uns mit den Erbern und Weisen Leuten / deß heiligen Römischen Reichs Steten / Ulm / Costentz / Eßlingen / Rütlingen / Rotweile / Uberlingen / Memmingen / Biberach / Ravenspurg / Lindaw / Sant Gallen / Kempten / Kauffbüren / Lütkirch / Ysnin / Wangen / Pfullendorf / Buchorn / Buchaw / Nördlingen / Dunckelspühel / Rotenburg auf der Tuber / Gemündt / Halle / Hailbrunnen / Wimpfen / Weinsperg / Bopfingen / Aulen / Giengen / Wile in Turgow / und Appenzell / daß Land / frewntlich und gnediglich veraiuiget / und verainigen auch uns jeczo nun in / mit rechter Wizzend / in Krafft diß Briefs: Wir vorgenant Fürsten / mit unsern guten Treu und Fürstlichen Ern / und wir vorgenant Marggraf Bernhart / mit guten Trewen und geschwornen Aide / den wir darumb liblich / mit aufgehabnen Vingern und gelerten Worten zue den Heiligen geschworn haben / mit uns selben / und allen unsern Steten / Vesten / Schlossen / Landen und Luten / Dienern / Rittern und Knechten / hinnan von heut dem Tag / als der Brief geben ist / biß auf Sand Jörgen Tag dem nächsten / und darnach fünf gantze Jar / die nächsten nacheinander / In solcher Bescheidenheit / alß hernach geschriben stat. Zu dem ersten sehen und nemmen wir uß / unsern Herren den Römischen Künig / und dem heiligen Römischen Reich seine Rechte zue tuend an Geverd / den Stul zu Rom / den Künig von Ungern / Hertzog Albrechten von Baiern unsern Vettern; unser Hertzog Otten Bruder; unsern Sweher / den Burggraven von Nürenberg / und unsern Sweher den Graven von Görtz. doch also: ob iemand wer der wär / dy vorgenanten Stett gemainlich oder ie ein oder mer besunder / von Iren Brieven / Freiheiten / guten Gewohnheiten / oder sie von einander bringen oder zertrennen wolt / und davon di vorgenant Steet deß Reichs geschwecht wurden / deß sullen wir in gemeinlich und besunder / nach allem unserm Vermögend / getrewlich bey sein / und auch darinn beraten und geholffen sein / an alle Geferd / als lang / biß si bey Iren solchen Freihaiten / Brieven / guten Gewohnheiten und bey einander beliben sind. Wär aber Sach / daß iemand wer der wer / die vorgenant Stett gemainlich oder ie eine oder mer besunder / angriff und beschädigte / mit Name / mit Brande / mit Rowb oder mit andern Sachen; Wann dann wir / oder unser Amptleut / dy dem Angriff und Beschädigung aller nächst gesezzen oder gelegen sint / von den vorgenant Stetten / oder von den / den der Schad geschehen oder widervarn wär / darumb gemant / oder zue frischer Getat geaischen würden / oder / als bald wir / oder unser Amptlüt / deß sus ynnen / oder gewar wurden; So sullen wir / und die Unsern / unverzogenlich zu frischer Getat darzue greiffen / dreen und tun / one alle Geverd / von einem Mittentag / an den andern / an alle Geverd. In gelicher Weis / alß ob uns das selben beschähen wär / nach allem Irem besten / biß daß der Angriff und Beschedigung ze frischer Getat erobert und widerchert wird. Wär aber Sach / daß der Angrif und Beschädigung also gestalt und geschaffen wärn / daß sie zue frischer Getat nicht erobert / noch ußgetragen werden sollen / noch möchten; oder / daß si unser Hilf fürs zue täglichen Kriegen bedorfften und han müsten. So mügend dieselben Stett / oder Stat / uns Hertzog Ruprecht den Eltern / Hertzog Ruprecht den Jungen und Hertzog Ruprecht den Jüngsten / und Marggraf Bernharten vorgenant oder unser Amptleut / die wir zue Haidelberg haben / manen gen Heidelberg / in die Stat / und uns Hertzog Otten / Hertzog Stephan / Fridrichen / und Johansen / oder unser Amptleut / die wir zue Landsperch haben / manen gen Landsperch in die Stat. oder ob sie uns / oder dieselben unser Amptleuth / näher funden / an Geverd / si selben / oder mit Iren Botten oder Briefen; Und / so wir / oder unser Amptlüth / von in also ermant werden / So sollen wir Ruprecht der Elter / Ruprecht der Jung und Ruprecht der Jüngst / und Marggraf Bernhart vorgenant an einem Teil / oder unser Amptleut vorgenant; Und wir Ott / Stephan / Fridrich / und Johans; oder unser Amptleut vorgenant von unsern wegen / an dem andern Tail / unser Jeglichs Tail besunder / welcher Teil dann ermant wirdt / inwendig den nächsten acht Tagen darnach / in hundert mit Gläsen erberg Lewt bestellen und haben / und die auch wir unser iglichs Teil in halb / in den nächsten acht Tagen / darnach an die Steet / dy uns / oder unsern Amptleuten vorgenant von in dann benannt werden / schicken und senden sullen. Und den andern halben Theil derselben Gläsen aber / in den nächsten acht Tagen darnach / ob sie des bedürffen / auf unser aigen Cost und Zerung / außgenomen allein Holtz / Herberg / Strow / Hew und Liecht / daß sie in / alsbald si in Ir Sloß koment / geben sullent / an all Geverd; Und sullent auch daß tun / als lang / biß die Sach außgetragen wirt / und der Schad wirt abgelegt / an alle Geverd. Auch sullen si denselben unserm Volk in Iren Slozzen redlich vailn chauf geben / umb ir Gelt / an all Geverd; Wär aber / daß solich Angrif und Beschedigung also gestalt wären / daß sie mit den obgenant Jeglichs Tails hundert mit Gläsen nicht erobert / noch ußgetragen werden möchten. Und daß sie unser iegleichs oder eins Tails Hilf fürbaß bedürfften / und notdurfftig wurden / so mügen sie ir Botschafft zue unser Jeglichem Teil / oder zue unsern Amptleuden vorgenant schicken und senden / uns in der Sach / der si nodurfftig sein / ze underweisen / und auch darauff umb Hilf zumanen; und sullen wir unser ieglichs Teil / welcher dann ermant wirt / nach der Manung in den nächsten acht Tagen / mit unsern Räten über die Sach sitzen und uns erchennen nach unsern Trewen und Eren / waß Hilf in darzue notdürfftig

ANNO 1379.

ANNO 1379.

dürfftig [illegible] nach dem / alß uns / und unser Rät duncht und erchennent / alz si beliuch füln / daz de Sach gestalt sey und alz od es unser jeglichs Theils aigen wär / den Stetten / oder der Stat / ze Hilf ze chommen mit so vil Volcks / alß wir uns Jeglichs Theils erkennet haben / daß in hilflich sey; und damit die Sach erobert und außgetragen werden müg / an alle Geverde; und die Hilf soll beschehen / von unser Jeglichem Theil in den nechsten viertzehen Tagen / nach den vorgenante acht Tagen / an allt Geverd. Wär es auch / daß wir die vorgenant Fürsten und Herren / von welchem Theil daß wär / nicht in unsern Landen wärint / wenn dann unser jeglichs Theils Amptleüt / mit Namen / der Vitztum zue Heidelberg / oder der Vitztum zu Landesperch / oder welche von iren wegen da Amptleüth wären / von den vorgenante Stetten umb Helf ermant werdent / alz vorgeschriben stet / dieselben unser Jeglichs Teils Vitztum und Amptleuth / sullen in dieselben Hilf unverzogenlich tuen und volziehen / zu geleicher Weis / alß dieß hievor von uns geschriben stät / an all Geferd. Es sullen auch den vorgenant Stetten offen / alle unser bederteil Fürsten und Herren veste Stett und Sloß offen sein zue allen iren Nodtdurfften / alz vorgeschriben steth / an alle Geverde. Wär Sach / daß in der Zeit / als dise unser Veraynung werden soll / solich Lauf und Sach aufstünden / daß man Geleger und Besezzes / ains oder mehr / für ain Stat / Vest oder Sloß / bedürffen würde und haben müste / beschehen dann solich Geleger / uns den vorgenante zwein Tailn Fürsten und Herren / welchem Teil daß under uns wär in Dienst und zu Lieb / und von deselben Teils wegen / so sol derselb Teil under uns / welchen Teil daß angieng / was Cost oder Schaden darüber gieng / und wachsen wurd / von Gezeugs und Werckleüth wegen / dargeben und ausrichten dem andern Tail der Fürsten / und auch der obgenant Stet an Schaden. Doch welches Tail daß / under uns / den Fürsten unde Herrn angat / daß dy obgenante Stett demselben Teil iren Gezeug / ob dasselb Theil deß darzue bedürfft / lihen sullen / an alle Widerrede / und den auch / wir baide Teil der obgenant Fürsten und Herren / in iren Stetten holen / und wider dareyn antwurten sullen mit unsern aigen Cost / on Geverd. Und wär auch dasselb Teil under uns Fürsten und Herren vorgenant / Stet / Vesten oder Sloß gewunnen / so der Zeug unser der vorgenant Fürsten und Herre ain ainem Teil wär / und von unsern wegen / welches Teil das wär / dann angieth / alß vorgeschriben stat; und ob daßselb Teil / in denselben Slozzen / icht [illegible] den / mit denselben Slozz und Gevangen / mügen wir dasselb Teil / under uns den Fürsten und Herren / daß daz angät / leben und tun / wie dasselb Teil will / daz daz ander Teil der vorgenant Fürsten und Herren / und auch die obgenante Stet daran nichts [illegible] in dheine Weiz; doch also / daß dasselb Teil / mit Namen also besorgen sol / daz dem andern Teil Fürsten unde Herren / und auch den Stetten / [illegible] denselben Slozzen und Gevangen darumb kein Schad [illegible] / an alle Geverd. Und desgleichen sol dem andern Teil Fürsten und Herren / under uns vorgenanten / und auch den Stetten obgenant / herwider umb auch recht sein. Beschehen aber solich Geleger und Besäz / von uns baiden Tailn der obgenanten Fürsten und Herren / und auch von den obgenanten Stetten / von der Teil aller drey / gemains Nutz wegen / und [illegible] / so sullen wir dieselben den Theil den Schaden und Cost / [illegible] Gezeug und Werckleuth darüber gieng / [illegible] und tragen / also / daz iglicher Teil / unser der vorgenanten Fürsten und Herren / ainen Drittail / und die obgenante Stett auch einen Drittail tragen sullen / und waz also gewunnen wird / Stett / Schloß / Vestin / oder Gevangen / da soll iglicher Teil unser vorgenanten Fürsten und Herren einen Drittail / und die obgenante Stett auch einen Drittail nemmen / und haben. Beschehe aber / daß von ainem Teil unser der vorgenanten Fürsten und Herren / und von den obgenanten Stetten / an dem andern Teil / so soll [illegible] Fürsten und Herren / und auch die obgenante Stett [illegible] von Gezeug und Werckleut wegen / [illegible] und Frum / an Slozzen und Gevangen / als vorgeschriben stet / [illegible] leiden und tragen / [illegible] und nemen. Also / daß Jeglichs Teil daran ain halb [illegible] tragen und nemen soll; Unde als bald auch der Zeug und [illegible] an End [illegible] / so sullen Herren und Stett [illegible] Monath den nachsten darnach [illegible] darsehen. Also wär / daß die Sach uns [illegible] Rupprecht den Eltern / [illegible] Ruprecht den Jungsten / und die [illegible] und die obgenante Stett an [illegible] Theil [illegible] / oder unser Rät mit Macht [illegible] in die Stat: Wär aber / daß es uns obgenanten [illegible] / Hertzog Stephan / Hertzog Fridrichen / und Hertzog [illegible] / und die obgenante Stett die unter Teil [illegible] unter der vorgenanten Fürsten und Herren [illegible] Teil [illegible] angieng / so sullen wir [illegible] / unser Rät mit Macht senden [illegible] in die Stat [illegible] und sullen die [illegible] und in dem nächsten Monath darnach betaln / an alles Verziehen on Geverd. Wär [illegible] / ob daß wär / daß wir die vorgenante Fürsten und Herren [illegible] Teil deß wär [illegible] oder dhain unser [illegible] / Stetmann / Stett oder Stetburger / Closter oder Gaistlich [illegible] / oder Gebaurßmanne / zu den vorgenanten Stetten [illegible] / oder [illegible] oder mehr besunder / oder zue derselben Stett Burger / Closter / Closterlüten / oder Gebaurßmanen / und die doch auch in iren geschwornen besetzten Gerichten gesezzen wären / zu clagen / zue sprechen oder [illegible] oder gewinnen / darumb sol mann Recht von in nemmen / und nachwaren vor dem Schultheizzen in den Stetten / oder vor den Gerichten / da sie dann gesezzen sind / und sol man in auch deß Rechten beholffen sein / daz in daß nicht verzogen werd / an alle Geverd. Wär auch / daß die vorgenante Stett an unser der vorgenanten Fürsten und Herren / von welchem Teil daß wär / ir dheiner / eine oder mehe / oder derselben Stett Burger / Geburßmann / Closter oder Closterlüte / zue unsern Stetten / oder Stetburger oder dheinen unserm Geburßmann / oder Closterleuten / und dy doch in iren geschwornen besetzten Gerichten gesezzen wären / zu clagen / zue sprechen oder zu verdern hetten / oder gewinnen / darumb sullen si denselben unsern Stetten / Stetburgern / Closterleuten oder Gebaurßmannen auch nachweren und Recht von In nemmen / an den Gerichten / vor dem Schultheizzen und an den Stetten / da sie dann gesezzen sind; doch / daß mann in deß Rechten auch beholfen sey und in daß nicht verzogen werd / alß vorgeschriben stät. Beschäch aber / daz der vorgenanten Stett dheine / eine oder mehr / oder dheiner Burger ichs zue uns / oder zu unsern Dienern / ez wärn Herren / Ritter / oder Knecht / Clöster oder Gaistlich Leüt / zue sprechen oder zu clagen hetten oder gewinnen / daß sulln dieselben Stett / oder derselben Stett Burger / dut die Sach antref / bringen / an uns / die obgenanten Fürsten und Herrin / welches Teil dann under uns die Sach angat / oder an unser Amptleüth; Also / ob dy Sach uns vorgenante Fürsten und Herren / Hertzog Rupprecht den Eltern und die von denselben Teil anget / so sulln sie deß bringen an unsern Vitztum zue Haidelberg oder wer an seiner stat zue der Zeith da ist. Es wär dann das es uns vorgenanten Marggraff von Baden antrāf / so sullen sie daß bringen an unsern Amptmann zue Phortzheim; Wär aber daz / daz uns vorgenanten Fürsten Hertzog Otten / Hertzog Stephan / Hertzog Fridrichen / und Hertzog Johansen antrāf / so sullen sie daß verkünden unserm Vitzthum zue Landsperch / oder wer an seiner stat zue der Zeith da ist; und sullen wir obgenante Fürsten und Herrn / von baiden Teiln / welchem Teil under uns den also zugesprechen wirt / nach dem / alß si daz an uns oder an unser Amptleüth bracht habend / alz vorgeschriben stet / inwendig den nechsten [illegible] Tagen / an alle Geverd / drei aus unsern Räten / welhi drei dan dy vorgenanten Stett oder di [illegible] die Sach angat / benennen / und die schicken an die Stet / alß hernach geschriben steth. Also: Wär / daß die Sach uns obgenanten Fürsten und Herren Hertzog Rupprecht den Eltern / und die zue demselben Teil gehörend / alß vorgeschriben stet / angieng. So sullen wir dieselben drei unsers Rats schicken und senden / gen Sünnßheim (scilicet, ut nunc scribitur Sinßheim) oder gen Pretheim / welhi Stat uns dan von in / oder den Iren benennt wirt: Gieng es aber uns vorgenanten Marggrafen an / so sullen dieselben drei Rät [illegible] gen Phortzheim in die Stat. Wär aber / daz di Sach angieng uns vorgenante Fürsten Hertzog Otten Hertzog Stephan / Hertzog Fridrichen unde Hertzog Johansen / oder die unsern / alß vorgeschriben stet / da sullen wir dieselben drey unser Rät schicken und senden gen Schrobenhausen Werd / gen Weissenhorn oder gen Landsperch / in welhi Stat under den dreien si / oder die Iren / dy dann die vodernt oder [illegible]. und sullen auch wir obgenante Fürsten und Herren schaffen / daz wir / und dy unsern / zue den si oder dy Iren dann zue sprechen habent / zu Rechte auf den Tag / auf die obgenanten drey unser Rät / dy dann die vorgenanten Stett oder dy Iren also darzue genommen haben / [illegible] und widerfaren lassen / und das auch daß nicht verzogen werd / an alle Geverd. Und sullen auch dieselben drey unser Rät daß Recht darumb sprechen / auf ir Aide / ob sie daß nicht freundtlich / mit baider Partien Willen und Wissen / verrichten möchten: und sullen auch [illegible] [illegible] und behalten / an alle Geverd / daz darüber [illegible] [illegible] an Rechte / mit [illegible]. Beschech aber daß darüber / daz sullen wir [illegible] darzu nit [illegible] lassen und daß si darumb zue dem Rechten chemen / in aller Weiß / alß vorgeschriben stet. Doch haben wir allermänich unde Jederman / umb all [illegible] Schuld / unlaugenbar Gült / und [illegible] Hauptgelt / [illegible] / Stewer unde Zins / alle ire Recht behalten und ausgenommen / alß daz von Alter [illegible] her chomen ist / an all Geverd. Wär auch / daß wir vorgenante Fürsten und Herren von baiden Thailn / und die obgenante Stett mit [illegible] zue Chrieg kemen / wer der wär / und daß der Krieg in der Zeit / alß wir [illegible] verainet haben / nicht außgetragen würden. Es sullen wir obgenante Fürsten und Herren / und die obgenante Stett / nach der Eynigung Außgang / einander damitt beholffen sein / biß derselb Krieg verricht wirt / an Geverd. Es sullen auch unser obgenanten Fürsten und Herren / aller / die bei den Tailen / all unser Vögt und Amptleut / und Schultheizzen / in allen unsern Landen / si sein aus [illegible] / in Stetten oder in Dorffern gesezzen / dise Einung auch [illegible] mit [illegible] Werten und [illegible] zue halten / getreulich an alle Geverd / als vorgeschriben stet. Und wann die dabeim nicht wären / [illegible] / an alle Geverd. Und wann ir [illegible] oder mehr [illegible] / oder entsezt würde / an Geverd / so sullen wir vorgenante Fürsten und Herrn / von welchem Teil daß wär / albeg [illegible] oder ander an derselben stat / in dem nechsten Monat [illegible] / darsetzen und geben / und der auch die Veraynung sweren unde uns halten / an alle Gevard / alz vorgeschriben stet: Wir vorgenante Fürsten und Herren alle / nemen aus die Lantfrid zue Francken und zue Baiern / besunder nemen wir Rupprecht der Elter / Rupprecht der Jung / und Rupprecht der Jüngst / und auch die Marggraffen vorgenant auß die Landfriden in der Wetterau / [illegible] und in Elsassen und di Herrn und Stett die darinn sein / in aller der Mass / alß dieselben Landfride steent,

an

ANNO 1379. en alle Geverd. Und wir Ruprecht der Jung/ nemen auß/ die Ertzbischoff von Cöln und von Trier von den wir belehnt sind; So nemen wir Hertzog Ott/ Hertzog Stephan/ Hertzog Fridrich und Hertzog Johannes vorgenant auß unsern Swager Graf Eberharten und Graf Ulrichen von Würtemberg/ zu den wir unß verbunden haben/ dyweil dyselben Püntnuzz werdent. Und deß alles zu waren Urchund geben wir vorgenant Ruprecht der Elter/ Ruprecht der Jung/ Ott/ Stephan/ Fridrich/ Johannes und Ruprecht der Jüngst/ von Gottes Genaden alle Pfaltzgraven bey Reyn und Hertzogen in Beiern: Und wir Bernhard Marggraf zu Baden für unß/ und für unsern Bruder Marggraff Rudolffen/ der noch zu seinen Tagen nicht kommen ist/ den vorgenannten Stetten gemainlich disen Brieff/ besigelten mit unsern eigen Innsigeln; dy alle offenlich zu gegen hangent: der geben ist zue Baden an Sand Ulrichs Tag/ da man zale von Christi Geburd drüzehenhundert Jar und darnach in dem Newn und Sibentzigsten Jar.

CV.

16. Oct. Des Römischen Königs Wenceslai Privilegium Hertzog Leupoldten von Oesterreich ertheilet/ daß dieses Unterthanen/ Diener/ Landleuth zu ewigen Zeiten von niemanden weder für das Königl. Hofgericht oder einig fremd Land-Gericht können geladen/ besprochen und beklaget werden. Ferner ertheilet Er besagtem Hertzog die besondere gnade/ daß Er und seine Erben/ Ihr Diener/ Landleuthe und Burger in Ihren Stetten/ Vesten/ Merckten und Dörffern offene Echter hausen und hoven mügen. Geben Prag an sanct Gallen Tag 1379. [Piéce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Privilege de WENCESLAS *Roi des Romains accordé à* LEOPOLD *Duc d'Autriche portant qu'aucun de ses Sujets, Officiers, & Hommes ne pourra être jugé, cité, ni accusé devant un Tribunal étranger, non pas même devant celui de l'Empereur; & que lui Duc, ses Successeurs, Officiers, Habitans, & Bourgeois, pourront publiquement, recevoir, loger, & entretenir, les Proscrits dans leurs Places fortes, Châteaux, Villes & Lieux. A Prague le jour de St. Gall 1379.*

WIr Wentzlaw von Gots Gnaden Römisch Khunig zu allen Zeiten Merer des Reichs und Khunig zu Behem/ Erkennen und thuen khundt offenlichen mit diesem Brieve allen den die In sehen oder horen lesen/ daß wir durch lieb und freundtschafft/ die wir uns versehen und erfinden haben an dem Hochgebohrnen Leupolten Hertzogen zu Osterreich/ zu Steir unnd zu Karndten ꝛc. Unserm lieben Oheimen und Fürsten/ und auch durch dienste und trewen die Er unß und dem Reiche ertzaiget und gethan hat/ und fürbas thuen soll und mag in khunfftigen Zeiten/ im/ und seinen Erben mit wolbedachtem muete/mit unserm rate Unser und deß Reichs Fürsten Edeln und getrewen/ und mit rechter wissen/ die gnad und Freyhait gegeben/ geben auch mit crafft dits Briefs und Römisch Khuniglich macht/ also daß Er/ ir Diener/ Landleut/ Bürger unnd gebawren fürbaß mer ewigelich niemanden/ wer der sey und in welchen Eren wurden Er sey/ miteinander oder besunder/ fürtreiben/ vordern/ ansprechen/ beklagen oder bekhumern/ urtailen oder achten solle/ oder muge/ für unnser Khuniglich Hofgericht/ oder an dem Lanndgerichte zu Rotweil/ oder an ihenen anndern Lanndgerichten/ oder gerichten/ wo die gelegen/ und wie die genannt sein/ besunder/ wer zu den egenanten unsers Oheim oder sein Erben/ Dienern/ Leuten/ Burgern und gebawren allen/ ir ainem oder mer/ besunder die auf dem Lannd gesessen sinnde/ die nicht Bürger sein/ Er sey man oder weib/ zu sprechen/ zu klagen und vordrung hat/ oder gewinnet/ der soll das thuen für des vorgenannten unnsers Oheim Lanndgericht bey denn besetz sein/ welchem denn ein yeder aller nechst gesessen ist/ Er sey Edel oder unedel und von den Burgern vor dem Richter und Rate derselben Stat do Sy gesessen sein/ und daselbst recht nehmen und nindert anderswo/ es were denn daß den Clagern oder Clagerinnen khunlichen und offenelichen rechte versagt wurde/ und nicht widerfaren möchte von den egenanten Lannd-Richtern/ und Richtern/ auch wellen wir von besundern gnaden/ daß derselb unser Oheim und sein Erben/ ir Diener/ Lanntleute und Burger/ in Iren Stetten/ Vesten/ Merkchten und Dorffern offene Echter hausen und hoven mügen/ und mit in alle gemainschafft haben/ also were das yemand derselben Echter einen oder zwen/ vil oder wenig in denselben Iren Slessen/ Stetten/ Vesten/ Merkhten und Dörffern anfellet/ dem soll man als unverzogen Recht thuen nach des Lanndgerichts daselbst oder gerichts gewonhait. Und alß offt solche Echter in dieselben Ire Sloß/ Stett oder Merkhte khomen/ und wider darauß/ daß Sy niemant ansprichet mit dem Rechten/ das sol dem Egenanten unsern Oheim/ seinen Erben/ Dienern/ Landleuten/ Burgern und gebauren kainen schaden bringen von der Gemeinschafft wegen. Darumb gepieten wir allen Fürsten/ Geistlichen und Weltlichen/ Grafen/ Freyen/ Herren/ Dienstluyten/ Rittern/ Knechten/ Stetten/ Gemainschafften/ dem Lannd-Richter zu Rotweil/ und allen anndern Lannd-Richtern/ und Richtern/ und den die an den Lanndgerichten und gerichten zu dem rechten sitzen/ und urtail sprechen/ die yetzund sein/ oder in khunfftigen Zeiten werden/ unsern und deß heiligen Reichs lieben getrewen/ ernstlichen und vestigclich/ bey unsern und des Reichs hulden/ daß Sy fürbas mer ewiglichen keinen der egenanten unnsers Oheimen oder seiner Erben Diener/ Lanndtleute/ Burger und Gebauren/ ainen oder mer/ Man oder Weib/ fürbas egenannt unnser Kuniglich Hofgerichte/ Lanndtgerichte und gerichte nicht eischen/ laden/ vordern/ fürtreiben/ oder khein urtail uber Ir leib oder uber Ir guet sprechen oder in die achte thuen sollen/ oder mügen/ in khain weiß; und wo das geschehe wider dise egenante Gnade und Freyhait/ So nemen wir und thuen abe mit rechter wissen und Khuniglicher Machte volkomenhait/ alle solche Ladung/ erscheinung/ vordrunge/ ansprache/ Urtail und die achte/ und entscheiden/ leutern/ cleren und sprechen/ daß Sy miteinander und besunder alle unkrefftig unnd Untuglich sein sollen/ und thuen Sy auch abe unnd vernichten Sy gäntzlich und gar an allen Iren Begreiffungen/ Mainungen und Puncten/ wie Sy dar khomen/ gesprochen oder geurteilt werden oder wurden; und ob yemand were/ der wider solich unnser Gnade frevenlichen tette/ der oder die sollen in unnser und des Reichs ungnade/ und darzu einen rechten Peen funfftzig Markh lötigs Golds verfallen sein/ als offte der dawider thuet/ die halb in unnser und des Reichs-Cammer/ und das ander halb Tail den Sy also überfaren wurden gentzlich und an alle minnerung sollen gefallen. Mit urkhunde dits Briefs versigelt mit unnser K. M. Innsigl/ der geben ist zu Prage nach Christi Geburde 1379. Jar. an sannt Gallen Tag/ unnser Reiche des Behemischen im 17. und Römischen in dem vierdten. ANNO 1379.

CVI.

1380. 17. Janv. WENCESLAI *Romanorum Regis Diploma Absolutorium ab omni Pronunciatione & Declaratione privationis contrà* JOANNEM GALEAZ *Vice-Comitem, & Mediolanensem Vicarium Imperialem vel ejus Prædecessores lata. Datum Pragæ annò 1380, Indictione tertia, 16. Kalendas Februarii.* [Piece authentique tirée des Archives Royales du Château de Milan. Regiltre V. V.]

WENCESLAUS Dei gratiâ Romanorum Rex semper Augustus, & Boemiæ Rex. Nobili Johanni Galeaz de Vicecomitibus de Mediolano nato quondam Nobilis Galeaz Mediolanensis Vicarii fideli suo dilecto gratiam Regiam, & omne bonum. Habito respectu benigno ad nonnulla gratuita, & accepta servitia, nec non immotæ, & sinceræ fidei puritatem, quibus idem tuus Genitor, dum in humanis ageret, in conspectu Divorum quondam Proavi, & Genitoris nostrorum à longis temporibus multipliciter claruisse dicitur, & quibus tu, spectabilisque Azo natus tuus consanguineus noster, ac vestri descendentes, & posteri erga nos, & Sacrum Imperium clarere debebitis, & poteritis uberius in futurum. Animo deliberato, non per errorem, aut improvidè, sed maturo nostrorum, & Imperii Principum, & Procerum accedente consilio, de certâ nostrâ scientiâ, nec non Regiæ potestatis plenitudine, auctoritate, baylia, tàm ordinaria, quàm absoluta, omnibusque aliis modis, quibus melius possumus, omnem, & quamlibet pronunciacionem, declarationem privacionis, & quamlibet privacionem, quæ reperiretur pronunciata, lata, seu facta, & quoscumque processus, & quæcumque agitata ipsarum, seu ipsius occasione factos, seu facta, & cogitata, & etiam secutos, seu secuta contrà Prædecessores tuos, & eorum descendentes, contrà te, & tuos descendentes, vel contrà aliquem prædictorum suorum Prædecessorum, & eorum descendentium, ac tui, & tuorum descendentium, vel aliter, declaramus fuisse, & esse nullam, nullas, & nulla, & irritam, irritas, & irrita, nullius valoris penitus, & momenti esse volumus, jubemus, & decernimus, ac ipsos, teque, ac descendentes tuos, & omnes, & singulas personas in eis, vel in aliqua, vel in aliquo ipsarum, vel ipsorum nominatas generaliter, vel specialiter in statum pristinum restituimus, & in eis statu, & gradu esse volumus, & decernimus, ad eosque statum, & gra-

ANNO 1380. & gradum, in quibus erant, vel eras ante ipsos, vel ipsa, reduximus, & reducimus de Regiæ plenitudine potestatis, præsentium sub Regiæ Maiestatis nostræ Sigillo Testimonio Litterarum. Datum Pragæ anno Domini millesimo treccentesimo octuagesimo, Indictione tertiâ, decimo sexto Kalendas Februarii, Regnorum nostrorum anno Boemiæ decimo septimo, Romanorum verò quarto.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

CVII.

18. Janv. WENCESLAI *Romanorum Regis Concessio Vicariatûs Generalis, facta* JOANNI GALEAZ *Vice-Comiti Mediolani ejusque Hæredibus, super variis Sacri Romani Imperii Civitatibus, Districtibus, atque Territoriis. Data Pragæ anno* 1380. *Indictione tertia,* 15. *Kalendas Februarii.* [Piéce authentique tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre V. V.]

WENCESLAUS Dei Gratiâ Romanorum Rex semper Augustus, & Boemiæ Rex. Nobili Johanni Galeaz de Vicecomitibus de Mediolano nato recolendæ memoriæ Sacri Imperii dilecti Nobis Militis quondam Galeaz olim Genitoris tui, nostro, & Sacri Imperii fideli dilecto gratiam Regiam, & omne bonum. Dum inter claustra nostri pectoris provida consideratione perpendimus, qualiter supernæ Majestatis dignatio nos quamvis immeritos, sua pietate provexit ad apicem Regiæ Dignitatis, gubernacula nobis Sacri Romani concedens Imperii, quod super Principatus, & Dignitates alias Orbis Terræ ad supremum Excellentiæ gradum Divina Sapientia more inæstimabili sublimavit, invenimus liquidè ex injuncto nobis officio Regalis sollicitudinis humeris nostris incumbere, qualiter circa virtutis nostræ Reges, & Regna regere, & in statu tranquillo Populos sub Pacis, & Justitiæ regula deceamus salubriter gubernare; Quoniam autem nostram simul in diversis partibus, quas Sacri Imperii ambitus continet, non possumus exhibere præsentiam, ne aliquibus desit nostra vigilantia ad gubernandum eas, in quibus non adsumus, personas idoneas generis nobilitate, & morum honestate conspicuas, ac rerum experientia circumspectas nostra consuevit Majestas eligere, & in partem suæ sollicitudinis evocare. Sane nobilis olim Mathei Vicecomitis Proavi tui, sincere devotionis affectum, gratuaque, & utilia promptæ fidelitatis obsequia, quibus ergà celebris, ac recolendæ memoriæ Dominum Henricum quondam Romanum Imperatorem Augustum Proavum, Prædecessoremque nostrum claruisse dignoscitur, similemque devotionis affectum, ac [illegible] quæ, quam, & quæ [illegible] quondam Genitor tuus habuit [illegible], ac recolendæ memoriæ Dominum Henricum Romanorum [illegible], ac [illegible] Genitorem [illegible], considerantes etiam fidem, & de [illegible] sufficientiam quam [illegible], [illegible] per [illegible], & [illegible] sublimitatis Regiæ pla[illegible] ancillam, & prom[illegible] tæ Ma[illegible] honore [illegible] tepus, atque tenere dis[illegible] dominata [illegible] nig[illegible] benignè respect[illegible], & prudentiâ plurim[illegible], [illegible] & de novo [illegible], & [illegible] liberato, [illegible], & descendentes tuos, & quemlibet [illegible] descendente in [illegible] in solidum [illegible] Maiestate Regiæ Romanæ, nostros, & S[illegible] ordinamus, & creamus [illegible], & perpetuo duraturo[illegible], dum tamen [illegible] nostri [illegible], & obedient [illegible], [illegible] Territoriis, & Districtibus [illegible] Terris, [illegible] & Districtibus [illegible], & super [illegible] de Lomellina [illegible] Castra, possessiones, & bona [illegible] Papiensis [illegible] Aqu[illegible] Monte, quam in [illegible], Civitatis, seu in Civitate [illegible], Civitatis, seu in Civitate Novariæ, Civitatis, seu in Civitate Vercellarum, Civitatis, seu in Civitate Terdonæ, Civitatis, seu in Civitate Alexandriæ, Civitatis, seu in Civitate Pubil, seu Bobii, Civitatis, seu in Civitate Ast, seu Astensi, Civitatis, seu in Civitate Albæ, & de omnibus aliis Terris, Castris, Locis, & Villis Pedemontium, Civitatis, seu in Civitate Cumarum, Terræ, seu in Terra Cunei, Terræ, seu in Terra Montis vici, Terræ, seu in Terra Cevæ, Terræ, seu in Terra Demontis, Terræ, seu in Terra Canoleii, Terrarum, seu in Terris Viglevani, Cassinarum, Bastignanæ, seu Bastimanæ, Locarni, Canalis, Barmei, seu Burmii, Blandrate, Trassineti, Clarafchi, Pezeti, Valenciæ, Caxalis, Sancti Evaxii, Casteti, seu Terræ, seu in Castro, seu in Terra Novi, sive Avoni, Terræ, seu in Terra, Castri, seu in Castro de Pontibus, Terræ, seu in Terra de Blascha, seu Habiascha, Pontis, seu Pontium, seu in, & de Pontibus super Flumine Ticini, cum omnibus, & aliquibus Terris, Castris, Locis, Villis, Communitatibus, Territoriis, & Districtibus ipsarum, & ipsorum, & alicujus ipsarum, & ipsorum. Item in, & de quibuscumque, quibuscumque, quomodocumque, & quocumque jure, quacumque ratione, causa, vel occasione pertinentibus, spectantibus, seu adjacentibus Civitatibus, Terris, Castris, Villis, & Locis prædictis, seu alicui eorumdem. Item de aliis Civitatibus, Castris, Communitatibus, Terris, & Locis, quæ in citramarinis & ultramarinis partibus ad Sacrum Imperium pertinentibus per vos, vel pro vobis, & vestro nomine tenentur, tenentur, reguntur, & possidentur, & in quibuscumque juribus, & pertinenciis earumdem; & item in, & de omnibus Civitatibus, Terris, Territoriis, Villis, & Castris, Honoribus, Infeudationibus, Honoribus, & beneficiis, in quibus, de quibus, & super quibus præfatus Genitor tuus per præfatum Genitorem nostrum creatus, & constitutus fuit Vicarius, & item de omnibus Juribus, Infeudationibus, & Subje[illegible] quibuscumque, & qualitercumque, & quocumque jure, & quacumque causa, vel occasione pertinentibus, vel spectantibus prædictis Civitatibus, Castris, Villis, Terris, & Locis & omnibus, & singulis prædictis, & cuilibet, vel alicui ipsarum, & ipsorum, vel ipsarum, vel ipsorum. Et cum noscamus plenius quod recolendæ memoriæ quondam Serenissimus Genitor, & Prædecessor noster D. Henricus eumdem tuum Genitorem, & ejus Hæredes, & per consequens te, qui ejus Hæres existis, [illegible], & prædictorum omnium Terrarum, Dominiorum, [illegible] Castrorum, & Districtuum suos, & Sacri Imperii Vicarios creavit, fecit, & realiter constituit, prout certarum Litterarum tenore ab eodem nostro Genitore, & omnia [illegible] per [illegible] per se, & ejus Hæredes [illegible], quas in suis robur[illegible] firmitate [illegible] Genitoris tui meriti, ac tua potius promereri per exercitia fidei constantia permansuras. Licet [illegible] aut importuna precum instantia, seu aliter quomodolibet contra prædictas nostri Genitoris Litteras, & eorum tenores, quas [illegible] Litteras à sæpe dicto nostro Genitore quo[illegible] tenetum quomodo[illegible] Prædecessores nostros [illegible], [illegible], quæ [illegible], [illegible] Terris, & [illegible] Privilegiorum, [illegible] ad [illegible], [illegible], & [illegible] potest [illegible] [illegible] L[illegible] per [illegible] & [illegible] Litteras, [illegible] quæ [illegible], Civitatibus, Terris, Territoriis, Districtibus, Infeudationibus, [illegible] Impensis, Juribus, & [illegible] tacitis, & tacita, expressas, & expressa, præter [illegible] Genitori tuo, tibi, & tuis [illegible] vel in futurum [illegible] concedendas [illegible] nostræ Regiæ Romanorum potestatis plenitudine, omni modo, & [illegible], & absolutè possumus, ex nunc [illegible] revocamus, irritamus, annullamus, nullas & nulla, irritas & irrita, nullius que valoris, & momenti esse, & esse decerne-

ceaso-

Anno 1380. censemus, volumus, jubemus, mandamus, & decernimus ex certâ scientiâ, deliberato animo, & cum consilio ponderato, non obstantibus aliquibus in contrarium, & maximè quibus in ipsis Concessionibus, Constitutionibus, Immunitatibus, Libertatibus, Infeudationibus, Privilegiis, Beneficiis, & Litteris, seu in aliqua, vel aliquo eorum, vel earum contineatur, seu contineretur, vel in futurum contineri reperiatur, seu reperiretur, quod nisi totus tenor ipsarum Constitutionum, Concessionum, Creationum, Immunitatum, Libertatum, Infeudationum, Privilegiorum, Beneficiorum, & Litterarum sit in ipsarum, seu ipsorum revocatione, annullatione, irritatione, & declaratione de verbo ad verbum insertus, seu specificè descriptus, quod ipsæ revocationes, annullationes, irritationes, & declarationes sint nullius valoris, & momenti, ac etiam non obstante quod in eisdem apposita foret aliqua alia clausula derogatoria, & maximè ista videlicet, non obstantibus quibuscumque Legibus, Constitutionibus, Consuetudinibus, Statutis, & Juribus Legalibus, Communibus, Municipalibus, generalibus, vel specialibus, quibus omnibus Juribus per Concessorem, Constitutorem, & Creatorem ipsorum, & ipsarum foret quovis modo derogatum, ac etiam non obstantibus, quæ in eis continentur; non obstantibus aliquibus aliis clausulis derogatoriis in ipsis, seu in ipsa quovis modo insertis, nominatis, vel specificatis, vel de quibus in eis, vel in ea fieret quovis modo mentio, ac etiam non obstantibus aliquibus aliis clausulis derogatoriis quæ in ipsis reperiantur insertæ, quarum habentes plenam notitiam per respectum ad concessas, seu concessa, ex certâ scientiâ de eis obmittimus facere specialem mentionem. Volentes præsentem revocationem, & omnia, & singula prædicta vires, robur, & effectum sortiri, ac si ipsæ clausulæ de verbo ad verbum forent in ea, & in eis insertæ, & specificatæ, & eis taliter specificatis foret per nos specialiter derogatum. Inque nostra præsenti Vicariatus constitutione, creatione, & ordinatione tibi, & tuis descendentibus, & cuilibet vestrûm auctoritate Regia, & de nostræ concedimus plenitudine potestatis etiam in prædictis Civitatibus, Terris, Communitatibus, Castris, & Locis, quibus harum serie estis vos, & vestrûm quilibet constituti Vicarii, in vos, & vestrûm quemlibet transferimus plenam, meram, liberam, & omnimodam temporalem gladii potestatem, & jurisdictionem, nec non merum, mistum, & absolutum Imperium, vice, & auctoritate nostris, & Sacri Imperii in eisdem Civitatibus, Terris, Communitatibus, Locis, Territoriis, & Districtibus, & ipsarum, & ipsorum, & cujuslibet ipsarum, & ipsorum pertinentiis, & Juribus universis, nec non in rebus, & personis quibuslibet eorumdem, & earumdem cujuscumque dignitatis, status, ordinis, præeminentiæ, vel conditionis exiltant; salva semper Ecclesiastica libertate, & plenam, ac omnimodam potestatem exercendi prædicta, & infrascripta per vos, vel alios Officiales, & Ministros vestros ad hoc deputatos, seu etiam deputandos, animadvertendi in facinorosos homines, & cohercionem quamlibet quantumcumque magnam, vel modicam, ratione prævia, & mediante justitiâ, exercendi, ut omninò sitis vos, & Hæredes vestri, vestrumque, & eorum quilibet quò ad omnia, & singula, quæ dici, & appellari possint, seu sint de mero, absoluto, & misto Imperiis, ac Jurisdictione qualibet generaliter quò ad omnia, & specialiter quò ad singula, quæ in hujusmodi Jurisdictionibus, & Imperiis includerentur generaliter vel specialiter, Vicarii, Judices, Rectores, Potestates, & Administratores ordinarii, generales, & speciales auctoritate nostrâ Regiâ constituti irrevocabiliter; dum tamen ut præmittitur, in nostrâ, & Imperii Sacri fide, & obedientiâ persistatis; damus insuper, & concedimus tibi, & descendentibus tuis, vestrûmque cuilibet, & in te, & vestrûm quemlibet transferimus pleno jure omnem auctoritatem, licentiam, & potestatem generalem, & specialem, impositiones pœnarum, augmenti, & diminutionis, ac remissionis ipsarum, mulctas imponendi, & remittendi in causis, & Negociis contingentibus gladii potestatem, & cohercionem quamlibet exercendi; Ita quod in Civitatibus, Communitatibus, Terris, Castris, Locis, Territoriis, & Districtibus quibuslibet supradictis omnem vice nostrâ superioritatem obtineatis, Jurisdictionem latissimam, & Imperia tibi, & descendentibus tuis, vestrûmque cuilibet à Lege, velut & à nobis Lege animata in Terris commissa pleno jure, & generaliter, ac specialiter demandata. Et ut etiam apud vos, & Hæredes vestros, vestrûmque quemlibet, & coram vobis, & Hæredibus vestris prædictis, vestrûmque quolibet possint tàm contentiosa, quàm voluntaria judicia exerceri ubique in Locis prædictis, & etiam extra Territoria supradicta, de rebus dumtaxat contractis, vel quasi contractis, seu de maleficiis, criminibus, & delictis, vel quasi, commissis, & perpetratis inter Subditos, & Incolas, vel per Subditos, & Incolas prædictorum Locorum, vel etiam inter non Subditos, & Incolas, sed in prædictis Territoriis contractis, vel perpetratis. Volumus etiam, & concedimus, quod tu, & descendentes tui, & vestrûm quilibet possitis omnia, & singula supradicta, & infrascripta exercere per vos ipsos, & per alios Judices à vobis, & vestrûm quolibet generaliter constitutos, & specialiter delegatos: Ita quod omnino habeatis specialiter, & expresse, simpliciter, & de plano, & cum causæ cognitione Judicis dandi licentiam semel, & sæpius, ac etiam removendi datum, & alium vel alios, cum causa, vel sine causa, quotiens vobis, & cuilibet vestrûm videbitur, subrogandi, possitisque vos, & Hæredes vestri prædicti dare, & datos declarare Tutores, & Curatores nedum personis, sed etiam rebus, & bonis, possessionem bonorum concedere, & in ipsam mittere ex quacumque causa quantumcumque maxima, seu magna. Causas quascumque Capitales, Criminales, vel Civiles, maximas, magnas, vel minimas, etiamsi bonorum omnium, seu partis, aut status cujuslibet, seu libertatis, vel servitutis personarum scientiam, & cognitionem requirant tibi, & vestrûm cuilibet per vos ipsos, vel alios, quos elegeritis, committimus, & mandamus, & ipsorum decisionem, cognitionem, delegationem, & subdelegationem concedimus pleno jure, fugitivorum inquisitionem, & insecutionem, ac punitionem, laqueationem, furium suspensionem, membrorum truncationem, bullationem in facie, fustium, & ictus percussionem, Patriæ propriæ temporaliter, & perpetue, ac fori interdictionem, ad bestias, & aculeam damnationem, ignis incremacionem, & totius corporis, vel partis debilitationem, & quamlibet aliam vitæ condemnationem, ademptionem, relegationem quamlibet temporalem, vel perpetuam, etiam extra Territoria supradicta, limitum tuicionem, bonorum publicationem, Officialium constitutionem, & omnium criminum ordinariorum, publicorum & privatorum, enormium & facilium cognitionem, & decisionem, ejusdem decisionis, & cognitionis commissionem, in Integrum restitutionem, abolitionem quamlibet in juditio, & extrà, exercendi, & disponendi plenariam licentiam, & liberam facultatem, quodque ad te Vicarium, & descendentes tuos, & ad Judices per vos, & quemlibet vestrûm deputandos devolvantur, & pertineant appellationes in quibuscumque causis criminalibus, vel civilibus, enormibus, vel facilibus, etiamsi nominatim, & expressè ad nostræ Maestatis audientiam fuerint interpositæ, & illas tamquàm à nobis generaliter, aut specialiter appellationum ipsarum etiam ad nos interpositarum Judices, & Commissarii deputati possitis cognoscere, & per vos, vel alium, vel alios examinare, terminare, & definire, decretorum primi, & secundi interposiciones, declarationis Dominii utilis, vel directi, ac cujuslibet alterius Juris, vel servitutis fiendas per nos, & vestrûm quemlibet, vel alios committimus pleno jure expeditionem, impositionem, exactionem omnium Vectigalium tàm solitorum, quàm novorum, Tholoneorum, Monetarum, Gabellarum, Datiorum, & aliorum onerum tàm realium, quàm personalium, ac mistorum, angariarum, perangariarum, & censuum in Terrâ, & in Aquâ, imposicionem; Feriarum, Nundinarum indiclonem, Consuetudinum, & Jurium Municipalium stabilitionem, constitutionem, & renovationem; Officiorum, & Beneficiorum collationem, insuper rebellium, qui sunt, vel fuerunt, vel erunt tàm Imperii, quàm Urbium Imperialium, & præsertim prædictorum Locorum insecutionem, & punicionem, & generaliter omnia, & singula regalia quæcumque, quæ à Lege, Jure, vel Constitutione, vel Edicto, seu Consuetudine, aut aliter qualitercumque nostræ Serenitati, & Sacro Imperio competere dinoscuntur, ad te nostrum Vicarium, & tuos descendentes, & illos, quibus commiseritis, pertineant pleno jure, ita quod omnia emolumenta, redditus, & proventus qualitercumque propter publicationes, vel confiscaciones bonorum, imposiciones pœnarum, exactiones Vectigalium novorum, vel veterum, vel aliter quoquo modo proveniunt de Civitatibus, Comitatibus, Terris, Locis, Juribus, & pertinentiis prædictis ad vos, vestrumque quemlibet pertineant pleno jure, sine aliqua restitucione, & racione nobis, & Sacro Imperio deinceps fienda, & in vestrum privatum patrimonium, seu erarium sicut volueritis, convertantur; quæ omnia, & singula prædicta facimus, habita deliberatione procerum nostrorum, & ex certâ scientiâ omni auctoritate, baylia, tam ordinaria, quàm absoluta, & omnibus aliis modis, quibus melius possumus, Anno 1380.

ANNO 1380. mus, de nostræ plenitudine potestatis, dum tamen Civitates, Terræ, Castra, Communitates, Fortalicia, Loca, Districtus, & Territoria supradicta, & eorum quodlibet cum omnibus pertinentiis supradictis de nostra, & Sacri Romani Imperii Jurisdictione, Dominio, & proprietate consistant, non obstante quod prædicta, seu aliqua præmissorum dicerentur esse damnosa Fisco, vel Juri contraria, & non obstante quod secunda jussio dicatur non intercessisse, & non obstante quod de aliquibus debuisset fieri mencio specialis, & omnibus aliis Legibus, Juribus, vel Consuetudinibus generalibus, vel specialibus, quæ possent prædictis in aliquo obviare, non obstantibus quibuscumque; quibus omnibus, & singulis, in quantum obviare reperirentur quovis modo, de nostræ plenitudine potestatis, specialiter & expressè, ac ex certa scientia derogamus, & ipso jure derogatum esse per præsentes volumus, & jubemus. Insuper etiam similibus modo, & forma, & ad cautelam constituimus, facimus, & creamus, & ordinamus te, tuosque Hæredes, & descendentes, & quemlibet vestrûm in solidum nostros, & Sacri Imperii Vicarios Generales in, & de Civitate Mediolani, & ejus Comitatu, Territorio, & Districtu cum omnibus Jurisdictionibus, Imperiis, Honoribus, Libertatibus, Privilegiis, Beneficiis, Juribus, & pertinentiis prædictorum Civitatis, Comitatus, Districtus, & Territorii, ac etiam damus tibi, & prædictis Hæredibus tuis, & etiam transferimus in te, Hæredesque tuos omnimodam, & liberam potestatem faciendi, exercendi, gerendi, & exercere faciendi omnia, & singula, quorum tibi, & Hæredibus descendentibus tuis supra concessimus generaliter, vel specialiter potestatem, vel facultatem faciendi, exercendi, & gerendi, & exercere faciendi respectu dictarum aliarum Civitatum, & Terrarum, & dictorum aliorum Jurium, ut ea possis, & possitis, & quilibet vestrûm possit ita facere, gerere, & exercere, & exerceri facere in prædictis Civitate, Comitatu, Territorio, & Districtu, sicut posses, posseris, & quilibet vestrûm posset in dictis aliis Civitatibus, & Terris, in quibus concessa est potestas tibi, & prædictis Hæredibus tuis, qualis supra est contenta, & hoc sine præjudicio aliquo, & sine læsione aliqua nobilis Militis, ac Honorandi Patrui tui Bernabovis de Vicecomitibus, & ejus Hæredum, ac alicujus ipsorum, & alicujus gratiæ, & privilegii, ei, vel eis, vel alicui ipsorum concessæ, vel concessi, vel alicujus juris ipsis, vel alteri ipsorum competenti, pertinenti, vel spectanti in prædictis Civitate, vel in ejus Comitatu, Territorio, & Districtu; Ita tamen quod præsens Concessio, quæ fit tibi, & Hæredibus tuis de prædictis Civitate Mediolani, ejus Comitatu, Territorio, & Districtu habeat talem, tantum, & non minorem effectum, qualem, & quantum haberet, si ipsa Concessio facta foret præfato Bernabovi, & tibi, & Hæredibus ipsius Bernabovis, & tuis, & utrique vestrûm in solidum. Et hæc omnia facimus ex certa scientia, & cum similibus deliberatione, auctoritate, baylia, & modis quibus supra, & cum non obstanciis illis, de quibus supra fit mentio. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostræ Magiestatis paginam, quæ de singulari nostro mandato, & de certa nostra scientia ritè processit, infringere, seu ei, & contentis in ea quovis auxa temerario contraire, & sub pœna centum marcharum puri auri, quas ab eo, qui contravenerit, tociens, quociens contrafactum fuerit, irremissibiliter exigi volumus, & cum plena integritate componi, ac earum medietatem nostri Regalis Ærarii, seu Fischi, residuam verò dictorum Vicecomitum Vicariorum, & fidelium nostrorum usibus applicari, præsentium sub Regiæ Majestatis nostræ Sigillo Testimonio Litterarum. Datum Pragæ anno Domini millesimo trecentesimo octuagesimo, Indictione tertia XV. Kal. Februarii, Regnorum nostrorum Boemiæ anno decimo septimo, Romanorum verò quarto.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovii Mediolani in papyro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

CVIII.

1379. 1380. 1. Mars. *Traité de Ligue Offensive & Défensive conclu entre* RICHARD II. *Roi d'Angleterre &* JEAN *Duc de Bretagne, contre* CHARLES VI. *Roi de France. Donné à Westmunster le 1. Mars* 1379. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 236.]

ANNO 1379. 1380.

SUR les choses,

Parlez & tretees parentre Messieurs *William Sire de Latymer*, *Guy de Brien*, Banerettz, *Richard le Scrop* Chivalier, & Mestre *Johan de Shepeye* Docteur en Loys, Procurers des Tresnoble & Trespuissant Prince, *Richard Roy d'Engleterre & de France*, d'unepart; & Monsieur *Johan Sire de Beaumaneres*, Monsieur *Esthephen de Guyon*, Monsieur *Eustace de la Houssaye*, *Mathen Ragonel*, *Johan Valeys*, *Johan de la Chapel*, & *Richard Clerk* Procurers & Messages de, Noble & Puissant Seigniour, *Johan Duc de Bretaigne*, Conte de Rychemond & de Montfort, d'autre part,

Est apointez & accordez, parentre les ditz Procurers & Messages, eiantz a ce Poair, en Noun de leur Seignurs, en la manere qui ensuit,

PRIMEREMENT, que le dit *Duc*, ses Heirs, & touz ses Subgitz, & Obeissantz, qi ore sont, ou en apres serront de la Duchee de Bretaigne, & de toutes ses autres Seignuries, serront desore a perpetuite vrais Amys & Alliez a, Trespuissant Prince, *Richard*, par la grace de Dieu, *Roy d'Engleterre & de France*, & a ses Heirs Roys d'Engleterre, & a Roiaume d'Engleterre, & a touz ses autres Seigneuries & Obeissantz, encontre touz ceux qi purront vivre & morir,

Et, par especial, encontre celui, qi ore est, ou pur le temps a venir serra Adversaire au dit Roy, ou a ses Heirs, en la Royaume de France, & contre les Heirs, & touz les Amys, Aidantz, & Adherantz du dit Adversaire:

Et auxi contre touz altres, de quile estat, dignite, ou condition, qu'ils soient, qi ore sont, ou en apres serront, Enemys a dit Roy, ses Heirs, & a dit Royaume d'Engleterre, & ses altres Seigneuries quecongues; excepte nostre *Piere le Pape*.

Et, en mesme le manere, le *dit Roy*, ses Heirs, & touz ses Subgitz & Obeissantz, qi ore sont, ou en apres serront, serront desores a perpetuite vrays Amys & Alliez au dit *Duc*, ses Heirs, & a son dit Paiis de Bretaigne, & a touz ses autres Seignuries, & Obeissantz, encontre le dit *Adversaire de Fraunce*, & encontre touz autres, de quiele estat, dignite ou condition q'ils soient, qi ore sont, ou en apres serront Enemys au dit *Duc*, ses Heirs, ou a son Paiis de Bretaigne, & autres Seigneuries quecongues; excepte nostre *Seint Piere le Pape*:

Et, desore en avant, le dit *Roy*, & ses Heirs, & Subgitz tendra & tendront les Enemys du dit *Duc*, & de ses Heirs, les siens & les leurs; & le dit Duc, & ses Heirs, & Subgitz tendront les Enemys du dit *Roy*, & de ses Heirs, les siens & les leurs semblablement:

Et soffrera, & soeffreront, le dit *Roy*, & ses Heirs, qi leurs Hommes, Subgitz, & Alliez aillent au socours du dit *Duc*, ses Heirs, Subgitz, & Alliez qant requis en serront, Et, semblablement, serront le dit *Duc*, ses Heirs, & Subgitz, devers le dit *Roy*, & ses Heirs, & Subgitz.

ITEM, que nul des Enemys du dit *Roy*, par especial de France, ou autres, de quiel estat, dignite, ou condition qu'ils soient, ne serront par le dit *Duc*, ne par aucuns de ses Subgitz & Obeissantz de Bretaigne, favorez, ne confortez, ne en dit Paiis de Bretaigne receptez, ne recuilliz, par Mere, ne par Terre, pur faire Guerre, ou porter damage au ditz *Roy*, ses Subgitz & Alliez, si avant come le dit *Duc*, ses Heirs, Subgitz, & Alliez les purront, a leur loial poair, destourber; ainsi serront le dit *Duc*, ses Heirs, & Subgitz tenuz a faire devers les ditz Enemys, come a leurs Enemys propres; &, par semblable manere, le dit *Roy*, ses Heirs, & Subgitz serront tenuz a faire as Enemys de dit *Duc*, de Fraunce & autres quelconques:

Et purront les Nobles, Marchantz, & autres des Paiis & Seigneuries des ditz *Roy & Duc*, & de leur Heirs, converser & demourer les uns oue les autres, come Bienveillantz, Amys, & Alliez; paiantz les Custumes & Devoires au dit *Roy*, & au dit *Duc*, & autres, come il appertendra.

ITEM, que null des Subgitz, Obeissantz, & Attendantz du dit *Duc* de Bretaigne, ne de ses ditz Heirs, qi sont, & serront, ne serront desore ovesque le dit *Adversaire de Fraunce*, ne ovesque aucuns autres Ennemys du dit *Roy*, ne de ses Heirs, ne as ditz Adversaires & Ennemys, aidantz ne confortantz encontre, le dit *Roy*, ses Heirs, ne le dit Roiaume d'Engleterre, si avant come le dit *Duc*, & ses ditz Heirs, Subgitz, &

ANNO 1379. 1380.

Obeissantz les purront empescher; cessant tout fraude:

Et, si aucuns des Subgitz & Obeissantz du dit *Duc*, ou de ses Heirs, ent face le contraire, q'il soit puny solone le Custume du Paiis, sans dissimulation, fraude, ou mal engin; & semblablement serra de touz les Subgitz, & Obeissantz du dit *Roy*, & ses Heirs, envers le dit *Duc* & ses Heirs.

ITEM, si le dit *Roy* passe, en sa Personne, ou envoie ses Gentz, devess les parties dela la Mer, pur aler en Fraunce, Guyen, ou aillours, le dit *Duc*, les Heirs, & touz les Subgitz, & Obeissantz de Lui, & de ses ditz Heirs, serront tenuz a receviour & recuillir amiablement, par Mier, & par Terre, le dit *Roy*, & les ditz Gentz, & les confortes & refresches des Victailles, Vivres, & autres choses, qui lour besoigneront, pour lour deniers: Et aussi de les soeffret, franchement & amiablement, passer parmy son dit Paiis de Bretaigne, & a ses autres Seigneuries, en alant, demorant, sojournant, & retournant, & estre logez & recuillez curtoisement en ses Villes & Forteresces, la ou ils averont a passer, coms Amys & Bienveullantz, sans destourbance ou empeschement, tontes les foitz qui ils y vendront & vorront passer, paiant resonablement pur lour Vitailles, Vivres, & autres necessaires, q'ils prendront: en savant au dit *Duc* la seurte des ses ditz Chasteux, Villes, & Forteresces, & de celles de ses Barons, Subgitz & Alliez; &, en mesme le manere, le dit *Roi*, ses Heirs, & touz ses Lieges & Obeissantz, serront tenuz a faire au dit *Duc*, & a ses Gentz, toutes les foitz q'ils vendront & averont a passer par son dit Roiaume d'Angleterre, ou autres de ses Seigneuries & Paiis.

ITEM, que le dit *Duc*, ne ses Heirs, ne serront, ne prendront Paix, Trieus, Abstinences de Guerre, ne autre Traitie, ne Alliance queconque ovesque le dit *Adversaire de Fraunce*, ne autre Enemy du dit *Roy*, ou de ses Heirs queconque, en prejudice ne au contraire de celles Alliances, sans Accorde & Consentement expres du dit *Roy*, ou de ses Heirs: Et en touz les Traities & Accordances de Paix, Trieues & Abstinences de Guerre, ou autre Traitie, ou Alliance queconque, que le dit *Roi* & ses Heirs serront ou prendront ovesque le *dit Adversaire*, ou autre de les ditz Enemys, le dit *Duc* serra compris & appellez, & Lui, & son Paiis, & touz ses Heritages, & de ses Subgitz & Alliez, tenantz la Partie des ditz *Roy & Duc*, & de leur Heirs, & les Honeurs, Droitures, Libertees, Nobelescez, Seigneuries, & Jurisdictions, & l'Estat de Lui, & de ses Subgitz, & de son dit Paiis, serront expressement compris, & en touz choses savez & gardez, deliverez & reservez aussi entierment, come ils estoient en temps de Lui & du bon *Duc Johan son Uncle*, & les Heritages de son *Piere & Mere*, & leur mys delivere; & autrement la Paix ne se serra nullement sanz l'Assent & Accord du dit *Duc*, & ses Heirs, esteantz en lour franche volente; purveu toutefoitz que, quant as Trieues & Abstinences de Guerre particulieres, l'une Partie les purra prendre, sans l'assent de l'autre, a duree par xl. Jours tant soulement:

Et en cas que le dit *Adversaire de Fraunce*, ou ses Heirs, vorroit, ou vorroient faire Guerre au dit *Duc*, ou a ses Heirs, Subgitz, ou Alliez avantditz, en ascun temps, *le Roy* & ses Heirs, Subgitz & Alliez, sont & serront tenuz a les eides & socure en perpetuite, come bons & vrais Amys & Alliez, & semblablement serront le dit *Duc*, ses Heirs, Subgitz & Alliez, au dit *Roy*, ses Heirs, Subgitz & Alliez.

ITEM, toute la Duchee de Bretaigne entierment, & touz les Forteresces, qi y sont & serront faitz, conquises, & a conquerre, ovesque les Terres & Forteresces, qi sont a Lui, ses Subgiz & Alliez, hors la Duchee, qi seuront en la possession des ditz Subgiz & Alliez puis c. Anz, sont & serront a dit *Duc*, ses ditz Subgiz & Alliez, tenantz overtement la Partie des ditz *Roy & Duc*, & de lour Heirs, come dessus, sans ce qui le dit *Roy*, ses Heirs, Subgiz & Alliez le puissent debater en nulle manere:

Et yceax, conquis par aucuns des Subgiz ou Alliez du dit *Roy*, les leur mettre le dit *Roy*, & serra mettre a delivre de Lui, & ses Subgiz, & Alliez, a la mayn d'iceux, a qi ils appertient & doivent appertenir, quant requis en serra, sanz les pooir occupier, ne faire occupier par Lui, ses Subgiz, ne Alliez; paiant pur ceux, as queux les ditz Forteresces serront restituz, les custages, faitz por la prise & gard, des ditz Forteresces, a ceux qi les prendront, a la gard de dit *Duc de Bretaigne*, quant as Forteresces qi serront pris dedeinz sa Duchee,

Et semblablement serront restituez les Forteresces, Terres & Possessions des Subgiz, Alliez du dit *Roy*, qi serront pris ou conquis par le dit *Duc*, ses Subgiz, ou Alliez, paiant aussi les Costages a la garde du dit *Roy*, ou de ses Heirs, ou de leur Lieutenantz, quant a les Forteresces qi pris serront hors de la dit Duchee;

Sauf les Forteresces de *la Dame de Ponteuer* en le Viscontee de Limoge, & les Forteresces de *le Viscont de Roan* en Normandye, dont les costages serront paiez a la gard du dit *Duc*,

Purveuz toutefoitz qe les Villes, Chasteux, Fortetesces, Terres, & Possessions, qi sesront conquis du propre Heritage & Domaigne des ditz *Roy & Duc*, quel part q'ils soient, serront franchement deliverez as ditz *Roy & Duc*, & leurs ditz Heirs, a chescun le sien, sans rien paier;

Et soubz ceste Article ne sont compris la Ville & Chastell de Brest, pur ceo qe entre le *Roy* & le *Duc* est, & ad este, trete & accorde, paravant ces heures.

ITEM, en droit des Paiis & Fortesesces, qi serront conquis en Roiaume de Fraunce par le dit *Roi* & ses Gentz, & par le dit *Duc* & les Siens, les Rampsons & Patiz, qi primes les purra faire, sanz fraude & mal engin, par constreinte des ditz Forteresces, & perfesant Guerre hors d'iceux, sesront & demoreront a ceuz, qi primerement conqueront les ditz Rampsons & Patiz:

Et vandront & serront tenuz, d'une & d'autre partie, les Saufcondultz, que le dit *Roy*, le dit *Duc*, & chescon de leur Capiteins & Chevetains, tenantz les ditz Forteresces, doneront quant as ditz Rampsons & Prisoners, sanz les enfraindre en ascun manere:

Et, si debat soit sur les ditz Rampsons, il serra determinee par le dit *Roy*, ou par son Lieutenant, Conestable & Mareschal de l'Ost, qi serront pur le temps; dont l'un Mareschal serra Depute par le dit *Duc*:

Et la Conquest, des Forteresces & Paiis, qi se ferra, en Fraunce, & aillours,

Hors d'Aquitaigne, Pontieu, & la Marche de Caleys,

Et excepte le Domaigne, & Patrimonie du *Roy*, & de la Corone de Fraunce, & del' Patrimonie de seint Esglise, quen part q'ils soient, & les Terres, Heritages & Droitz de ses Subgiz, Obeissantz, & Alliez, es quenz ils furent en possession puis c. Anz dernierement passez,

Serra a qi les conquera; fesant au *Roy* d'Engleterre Obeissance & autres devoirs, qi a Lui appartendront, come a SOVEREIN ET ROY DE FRAUNCE.

ITEM, si le *Roy*, ou ses Lieutenantz, passent par la Duchee de Bretaigne, en esteant de Guerre, le dit *Roy*, ses Lieutenantz, & Officiers averont la Jurisdicion, Conoissance, & Punissement, en tous Cas, de touz les Gentz & Subgiz du dit *Roy* deinz l'Ost, sanz ceo qu'il tourne a prejudice du dit *Duc*, ne ses Heirs, ne des Franchises & Custumes de son dit Paiis, en temps avenir; & par semblable manere le dit *Duc*, & ses Officiers conoistront & serront Juges de leur Gentz: & en tous Cas, Deliz, & Forfaitz, qi serront faitz en la Duchee de Bretaigne, dedeinz Ville ou Fortesesces, & aillours, hors de la Jurisdiction & Governance de l'Host, du quelque Nation q'ils soient, le dit *Duc*, & ses Subgiz en serront Juges & feront la Punicion, solone les Usages & Custumes de Paiis:

Et, s'il avient qe ceux, qi tendront la Partie du *dit Adversaire*, preignent ascuns des Subgitz & Alliez du dit *Roi*, ou de dit *Duc*, & en face punicion corporele; par semblable manere serront le dit *Roy*, & le dit *Duc* a ceux, qi sesront pris de la Partie du dit *Adversaire*, de quile Estat ou Condicion q'ils soient, & a queleonges q'ils soient Prisoners.

ITEM, qe en Duchee de Bretaigne ne serront imposes Rampsons, Patiz, n'autres Subvencions, fors par l'Ordenance du dit *Duc*; Et semblablement ne serront faitz, ne imposez Rampsons, Patiz, ne autres Subvencions en la Principautes d'Aquitaigne, Pontien, ne en la Marche du Caleys forsque par l'Ordenance du dit *Roi*:

Et sont & serront les Honeurs, & Estatz, Noblesces, Franchises & Libertees du dit *Roy*, & les Usages & Custumes de touz ses Paiis reservez & gardez entierment,

Sauf & excepte qe, si le dit *Roi d'Engleterre*, ou ses Heirs, veinent a la possession de la Corone de Fraunce, le dit *Duc*, ne les Heirs, ne serra, ne serront tenuz a leur faire Homage, ne Obeissauce, en ascun temps, pur la dite Duchee de Bretaigne,

Et sont & serront les Honeurs, Estatz, Nobelesces, Franchises, Libertees du dit *Duc*, & de ses Subgiz, & les

ANNO 1379. 1380.

les Usages & Custumes de son Païs reservez entierement.

Et, a tenir fermement, & acomplir toutes les choses susdits, en le manere qi dessuis sont traitiez & acordez, les dessusditz Procureurs, d'une part & d'autre, pur & en noun de lour ditz Seignuis, pur tant que a cheseun de eux touche & appertient, ou poet toucher & appartenir, ont promis, & par ces presentes Lettres promettent loyalment & en bone foy les tenir sanz faintise ou mal engin aucun.

Et, en outtre, est accorde & assentu, par les ditz Procureurs, d'une parte & d'autre part, que les ditz *Roy & Duc* feront & donront l'un a l'autre lour Lettres suffisantes, a faire desouz leur Grantz Seelz, des Alliances, Amistes, & de toutz les Pointz & Articles dessus traitiez & accordez:

Et qe les Prelatz, Grantz & autres Nobles, sibien du Royaume d'Engleterre, come de Bretaigne, jureront & promettront a garder, tenir, enteriner, & accomplir les dites Alliances, Amistes, Pointz & Articles, & quelconque compris est en ycelles, & que a les ditz Lettres, ensi a fere par les ditz *Roy & Duc*, come dessus, mettront lour Sealx.

En Tesmoingnance des quelles choses suisdites, les avantditz Procureurs & Messages du dit *Duc* ont a ces Presentes mys lour Sealx.

Don. a Westm. le primer Jour de Marcz l'An de Grace Mili, troiscentz, septante & noef.

Sub Sigillis, septem Procuratorum Ducis Britanniæ, Cerâ rubeâ expressis.

CIX.

1380. 23. Avr. *Capitula Ligæ, Unionis, & Confœderationis contractæ inter Dominum* JOANNEM GALEAZ *Vice-Comitem Mediolani, & Vicarium Imperialem Generalem ab una, atque* REMPUBLICAM VENETAM *parte ab altera, contra Ducem & Commune* JANUÆ. *Actum Papiæ anno 1380. 23. Aprilis, Indictione tertia.* [Pièce Authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre V. V.]

INfrascripta sunt Capitula Ligæ, Unionis, & Confœderationis contractæ, celebratæ, & solemniter firmatæ per Illustrem Principem, & Magnificum Dominum Dominum Galeaz Vicecomitem Comitem Virtutum, Mediolani &c. Imperialem Vicarium Generalem pro se, suisque Filiis, & Hæredibus ex una parte, & Nobilem, & circumspectum Virum Dominum Petrum Cornario Honorabilem Civem Venetiarum, Procuratorem Sancti Marchi, solempnem Ambaxiatorem, Syndicum, & Procuratorem Illustris Domini Andreæ Contareno Dei gratia Venetiarum &c. Ducis, nomine, & vice ipsius Domini Ducis, Communis, & Dominii Venetiarum ex altera parte videlicet.

Primò namque convenerunt dictæ Partes, quod Illustris Dominus Comes Virtutum infra dies sex proximos teneatur, & debeat diffidare, & diffidari facere Ducem, & Commune Januæ, pro se, & omnibus Subditis, & fidelibus suis in personis, & ære, & expellere, & expelli facere de toto Territorio, & Dominio suo, suorumque Subditorum, & fidelium omnes, & singulos Januenses, eorumque Subditos, & fideles cum eorum mercanciis, rebus, & aliis quibuscumque, præter illos, qui essent ad obedientiam Magnifici Domini Domini Bernabovis, vel ipsius Domini Comitis, suorumque Hæredum, & de quanto durabit præsens Guerra ipsos tractare, & tractari facere, & habere, & haberi facere tanquam publicos hostes, & inimicos ejus, durante præsenti Guerra Venetorum, & Januensium.

Item quod statim post factam diffidamiam suprascriptam teneatur, & debeat præfatus Illustris Dominus Comes claudere, & claudi facere, & clausos tenere, & teneri facere juxta posse omnes ejus passus, ita, & taliter quod nullus possit traffigare, seu negociari de Terris, seu per Terras, & Territoria ipsius Domini Comitis cum rebus, mercanziis, vel sine cum Januensibus prædictis, nec ire ad partes Januenses obedientes Communi Januæ, nec abinde redire, & qui omnes, & singuli euntes, vel redeuntes ut supra capiantur in ære, & personis per Officiales, & Gentes ipsius Domini Comitis ipsorum posse.

ANNO 1380.

Item quod subsequenter ipse Dominus Comes teneatur, & debeat intrà dies quatuor à die factæ diffidanciæ movere Guerram, & moveri facere Januensibus super Territorio Januensi, & tenere suis expensis continuè ad offensas Januensium Lanceas quatuor centum de vitis armigeris de tribus equis pro qualibet Lancea super Riperia, vel Territorio Januensi tanto tempore, quanto ibi habiliter stare poterunt ad offensas Januensium; quando autem super Territorio, vel Riperia habiliter stare non possent, tunc teneantur, & ponantur ipsæ Lanceæ super Fronteriis, & in Terris ipsius Domini Comitis propinquioribus Territorio Januensi, pro ut secundùm tempora eidem Domino Comiti melius videbitur, & placebit; hoc acto, quod si præfato Domino Comiti pro meliori videretur, & pro majori offensa Januensium convertere aliquam partem expensarum dictarum Lancearum quatuor centum usque ad summam stipendii Lancearum octuaginta, aut in provisionibus dandis alicui ex Nobilibus, vel popularibus Januensibus, aut in Peditibus, liceat ipsi Domino Comiti hoc facere, & in ejus dispositione sit; & ad prædicta teneatur quousque de præsenti Guerra Venetorum, & Januensium Pax facta fuerit, seu Tregua.

Item quod si, & quandocumque casus occurreret, quod aliquæ Gentes armigeræ in magna quantitate de partibus ultramontanis, vel aliunde ingredi vellent Territorium præfati Domini Comitis, seu ingressæ forent dictum Territorium; & intelligatur magna quantitas, quando essent Gentes in quantitate sufficienti ad tenendum Campum super Territorio ipsius Domini Comitis, vel quod eidem Domino Comiti, ejusque Filiis, & Hæredibus in partibus Lombardiæ, vel Pedemontium Guerra per aliquos moveretur, liceat sibi revocare Gentes suas in totum, vel in partem juxta opportunitatem, semper tamen guerrizando contra Januenses de Locis, Fronteriis, Subditis, & Gentibus suis posse suo bona fide, & semper tenendo clausos passus, & itinera pro posse ut supra, ipsasque ponere, & operari ad custodiam, & defensionem Territorii, & Terrarum suarum, & ad offensionem offendentium, absque eo quod per huc intelligatur præsenti Confœderationi, & Ligæ in aliquo contrafactum. Ita tamen quod cessantibus casibus suprascriptis teneatur ipse Dominus Comes dictas Gentes suas revocatas remittere, reponere, & retinere ad offensas Januensium pro ut supra in alio Capitulo proximè dicto continetur, quo usque præsens Guerra duraverit.

Item quod liceat, & licitum sit prædictis Domino Duci, & Communi Venetiarum facere, seu fieri facere pro suæ beneplacito voluntatis de præsenti Guerra Pacem, vel Treguam non præjudicialem dicto Domino Comiti, nec ejus Hæredibus, nec ipsorum Statui, & honori cum Januensibus, & Colligatis eorum communiter vel divisim. Ita tamen quod prædicti Dominus Dux, & Commune Venetiarum teneantur, & debeant in omni Pace, seu Tregua ad quam ipsos cum Commune Januæ venire contingat, includere nominatim, & effectualiter præfatum Illustrem Dominum Comitem, ejusque Filios, & Hæredes, ejusque Colligatos, & Adhærentes cum omnibus Civitatibus, Terris, Castris, & Locis, & quæ ad præsens tenet, seu gubernat, & regit, aut ejus, vel suorum Adhærentium nomine tenentur, & reguntur, aut regentur, vel gubernabuntur, si eidem Domino Comiti, vel Hæredibus suis, notificatione sibi facta, antè conclusionem dictæ Pacis, vel Treguæ includi placuerit in ipsa Pace, seu Tregua cum Januensibus, & aliis, qui se immiscuerint in præsenti Guerra, & quod etiam similiter ipsum includere teneantur in Pace, seu Tregua, ad quam ipsos cum Colligatis ipsorum Januensium venire contingat, si ipsi Domino Comiti, vel Filiis, & Hæredibus ejus includi placuerit in ipsa Pace, seu Tregua, notificatione facta antè conclusionem ut supra; & etiam cum hoc Pacto expresso, quod quidem Pactum dicti Dominus Dux, & Commune Venetiarum teneantur, & debeant apponere in Contractu Pacis vel Treguæ, in qua ipse Dominus Comes, vel sui Filii, vel Hæredes inclusi fuerint, & includi voluerint videlicet quod Commune Januæ, vigore dictæ Pacis, vel Treguæ satisfaciant integre ipsi Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus infra illos terminos breviores declarandos in Pace, vel Tregua, qui poterunt obtineri per ipsos Dominum Ducem, & Commune Venetiarum, de Florenis ducentis viginti quinque millibus auri in una parte, quæ est pars. sive restum summæ Florenorum tricentorum millium, quos Januenses promiserunt dare, & solvere Magnifico quondam Domino Galeaz Vicecomiti claræ memoriæ, tem-

ANNO 1380. post quo facta fuit Pax inter Magnificum, & Excelsum Dominum Dominum Bernabovem, & præfatum quondam Magnificum Dominum Galeaz ex una parte, & Januenses ex altera, pro ut constat Instrumento rogato, & imbreviato per Antonium de Credentia quondam Conradi Notarium, & scripto jussu ipsius per Antonium de Planis de Clavano quondam Symonis Notarium, & subscripto per Vassallinum de Bosiis Filium quondam Domini Jacobi Notarium Mediolani anno Dominicæ Nativitatis millesimo tercentesimo sexagesimo septimo, Indictione quarta secundum cursum Civitatis Januæ, & Indictione quinta secundum cursum Civitatis Mediolani die tercio mensis Julii; Ita tamen, & hoc specialiter apposito, quod si breviores termini obtineri non possent, declaretur per ipsos Dominum Ducem, & Commune Venetiarum in Pace, seu Tregua fienda, quod à die fiendæ Pacis, vel Treguæ, teneantur Commune, & Dominium Januæ, integrè satisfecisse eidem Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus infrà quindecim annos post Pacem factam, sive Treguam, solvendo omni anno in Civitate Papiæ pro rata totam prædictam summam Florenorum ducentum viginti quinque mille auri. Salvo semper in qualibet parte præsentis Capituli, quod si per Januenses probaretur, & ostenderetur, quod de dicta summa Florenorum ducentum viginti quinque mille auri solvissent præfato Domino Comiti, seu Magnifico quondam Domino Galeaz Genitori suo claræ memoriæ, vel eorum Nunciis legitimis Florenos septem mille quinque centum, quod tunc, & eo casu dicti Januenses non teneantur ad solutionem illius quantitatis, quam se solvisse legitime probarent ex dicta quantitate dumtaxat Florenorum septem mille quinque centum; & consimiliter, & etiam modo, forma, & pactis prædictis teneantur, & debeant ipsi Commune, & Dominium Januæ satisfecisse eidem Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus de Florenis quinque millibus quingentis auri occasione dampni certæ quantitatis salis ipsius Domini Comitis, & quod aliter Pacem, vel Treguam facere non possint.

Item eo addito, & expressè declarato ad suprascriptum proximè Capitulum, quod si dicti Januenses non solvissent singulas pecuniarum quantitates de dicta summa ducentum viginti quinque mille florenorum dicto Domino Comiti, seu Filiis, & Hæredibus suis per singulos terminos, quos apponi contingat per dictos Dominum Ducem, & Commune Venetiarum in dicta Pace, vel Tregua, quam fieri contigerit inter dictos Dominum Ducem, & Commune Venetiarum ex una parte, & Januenses ex altera, in qua ipse Dominus Comes, seu Filii, vel Hæredes sui inclusi fuerint, & includi voluerint ut supra, tunc, & eo casu præfati Dominus Dux, & Commune Venetiarum teneantur curare, facere, & operam cum effectu dare, quod dicti Januenses infrà tres menses post singulos terminos, quos apponi contigerit in dicta Pace, vel Tregua ut supra satisfacient integrè ipsi Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus dictam quantitatem pecuniæ dictorum ducentum viginti quinque mille Florenorum.

Item quod prædicti Dominus Dux, & Commune Venetiarum in prædicta Pace, seu Tregua fienda, in qua ipse Dominus Comes, seu Filii, vel Hæredes sui inclusi fuerint, & includi voluerint addicere, & inserere teneantur, & debeant hoc pactum expressè videlicet, quod vigore ipsius Pacis, seu Treguæ dimittantur, relaxentur, & restituantur cum effectu eidem Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus, Adhærentibus, Sequacibus, atque Subditis omnes Terræ, Villæ, & Fortilicia, ac Territoria, quas, & quæ eisdem, seu alicui eorum aliquo modo, durante Guerra prædicta, per Januenses, seu eorum Colligatos, Sequaces, vel Subditos occupari contingeret, quod absit, & quod aliter Pacem, vel Treguam facere non possint sub pænâ, quam in Contractu Pacis, seu Treguæ apponi contigerit.

Item quod si forsan præfato Domino Comiti, Filiis, vel Hæredibus suis notificatione facta antè conclusionem Pacis, vel Treguæ, ut præmittitur, non placuerit includi in ipsa Pace, seu Tregua, ut supra, & modo, & forma superiùs in aliis Capitolis contentis liceat Domino Duci, & Communi Venetiarum facere Pacem, vel Treguam pro beneplacito suo, non præjudicialem tamen dicto Domino Comiti, nec ejus Hæredibus, nec ipsorum Adhærentibus, Colligatis, Sequacibus, & Subditis, nec ipsorum Statui, & honori, ut superiùs dictum est; salvis nihilominus semper Capitulis suprascriptis, & infrascriptis in omnibus, & per omnia, sicut jacent.

Item quod intelligatur Pax, seu Tregua præjuditialis vigore cujus Dominus Dux, & Commune Venetiarum darent, seu præberent, per se vel alium, palam vel occultè, alicui Communitati, vel personæ auxilium, vel favorem, vel contra ipsum Dominum Comitem, Civitates, Terras, Loca, & Subditos, seu ipsius Adhærentes, & bona eorumdem, vel in dampnum prædictorum, vel alicujus ipsorum, seu etiam cujus vigore obligaretur ipse Dominus Comes, ejus Civitates, Terræ, Loca, seu Subditi, Adhærentes, & Sequaces, & Loca, quæ tenerent, ad aliquid dandum, faciendum, vel remittendum prædicto Communi Januæ, aut alteri cuicumque Communitati, Universitati, seu Personæ, cujuscumque gradus, dignitatis, & conditionis existeret, seu etiam vigore cujus præfatus Dominus Comes, seu Civitates, Terræ, Loca, & Subditi, seu ipsius Adhærentes, & Sequaces, & Loca, quæ tenerent, remanerent extrà Inclusionem Pacis, vel Treguæ, ac ipsius effectum, vel commodum. In casu quo eidem Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus includi placuerit in Pace, vel Tregua fienda, pro ut in suprascriptis aliis Capitulis continetur; & generaliter vigore cujus status tam præsens, quàm futurus tempore dictæ Pacis, vel Treguæ ipsius Domini Comitis, Civitatum, Terrarum, Locorum, & Subditorum ipsius, seu Adhærentium, & Sequacium suorum, & eorum, quæ tenent, vel tenerent, in aliquo læderetur, turbaretur, damnificaretur, vel dimminueretur.

Item quod Adhærentes, & Sequaces præfati Domini Comitis, & Filiorum suorum, & Hæredum intelligantur esse illi, qui sunt, vel erunt usque ad tempus Pacis, vel Treguæ Adhærentes, & Sequaces sui in partibus Lombardiæ, & Pedemontium, & in Territorio, & Ripariis Januensibus, & in Diocæsi Lunensi.

Item quod pro Tregua, quæ per dictos Dominum Ducem, & Commune Venetiarum cum Commune Januæ de præsenti Guerra fieret ad sex menses, vel abindè infrà pro una vice tantùm, non teneantur ipsi Dominus Dux, & Commune Venetiarum dicto Domino Comiti, Filiisque, & Hæredibus suis ad ea, quæ in casu Pacis, vel majoris Treguæ fiendæ tenerentur vigore Capitulorum suprascriptorum. Salvis semper suprascriptis, & infrascriptis Capitulis.

Item quod Pace facta, seu Tregua inter prædictos Dominum Ducem, & Commune Venetiarum ex una parte, & Commune Januæ ex altera, si, & quandocumque, & quocienscumque infrà tempus sex annorum à die prædictæ Pacis, seu Treguæ per aliquem Dominum, seu Principem, cujuscumque status, gradus, vel preheminentiæ existat, nemine exceptato, vel aliquas Communitates, seu Congregationes Gentium præfato Domino Comiti, seu Filiis, & descendentibus suis, Guerra moveretur, vel aliter quoquo modo turbaretur Status ipsorum, teneantur, & debeant Dominus Dux, & Commune Venetiarum intrà unum mensem à die, quo super hoc Dominus Dux, aut per Litteras, aut per Nuncios ipsius Domini Comitis, seu Filiorum, & Hæredum ejus fuerit requisitus mittere in subsidium ejusdem Domini Comitis pro defensione Status sui, Adhærentium, Sequacium, & Subditorum suorum, & offensione offendentium Lanceas quatuor centum bonorum virorum armigerorum de tribus equis pro qualibet Lancea, ipsasque manutenere eorum sumptibus in servitio dicti Domini Comitis ut supra in partibus Lombardiæ, & Pedemontium, quo usque novitas, & Guerra duraverit, intelligendo Guerram moveri eidem Domino Comiti, quando aliquis, quicomque sit, & cujuscumque conditionis existat, nemine exceptato ut supra, primò hostiliter invaserit Territorium, aut Locum occupaverit, seu Loca ipsius Domini Comitis, vel suorum Adhærentium, Sequacium, vel Subditorum in partibus dumtaxat superiùs declaratis; hoc addito, quod si ipsi Dominus Dux, & Commune Venetiarum in subsidium dicti Domini Comitis mittere non possent, aut non vellent dictas Lanceas, teneantur intrà terminum suprascriptum mittere eidem Domino Comiti stipendium ipsarum Gentium in pecunia ad computum Florenorum viginti unius pro qualibet Lancea computatis provisionibus, & sic omni mense successivè, Guerra, & novitate durante. Hoc addito, & expressè declarato, quod si contingeret infrà tempus suprascriptorum sex annorum præfatum Dominum Comitem, ejus Filios, & Hæredes, per se vel alium Guerram facere, vel movere contra Marchionem Montisferrati, seu contra Terras, Loca, vel Territoria, quæ per ipsum, seu ejus nomine tenerentur, vel regerentur, & casus contingeret, quod Commune Januæ aut faceret Ligam cum prædicto Domino Marchione, seu Adhærentibus, & Colligatis ejus, præstando sibi juvamen ex Liga prædicta, aut aliter quoquo modo, palam vel occultè, præberet auxilium, vel juvamen eidem Marchioni, seu Col-

ANNO 1380.

Colligatis, & Adhærentibus suis, quod tunc, & eo casu prædictus Dominus Dux, & Commune Venetiarum teneantur, & sint astricti infrà unum mensem, postquàm dictus Dominus Dux requisitus fuerit ut supra, mittere in subsidium ejusdem Domini Comitis suprascriptas Lancias quatuor centum, ipsasque manutenere in ejus servicio ut suprà, donec dicta Guerra durabit infrà tempus prædictorum sex annorum, vel tantam pecuniam transmittere, quanta sit sufficiens ad solutionem dictarum Lanciarum quatuor centum ad computum suprascriptum. Hoc tamen declarato, quod per contribucionem prædictam prædicti Dominus Dux, & Commune Venetiarum non intelligantur intrare Guerram cum illo, vel illis, contra quem, vel quos fiet dicta contribucio, remanente tamen semper firma obligatione dictæ contribucionis Lanciarum quatuor centum, ut suprà in præsenti Capitulo continetur.

Item quod Dominus Dux, & Dominium Venetorum quo usque Pax facta fuerit cum Januensibus, & post Pacem per annos tres teneantur, & debeant dare, seu dari facere præfato Illustri Domino Comiti, suisque Filiis, & Hæredibus, seu eorum Officialibus omni anno pro dictis temporibus, videlicet de anno in annum, de tempore in tempus, secundum quod ab ipsis fuerit requisitum per præfatum Dominum Comitem, seu Officiales ejus, modia duo millia Veneta salis maris pro usu Civitatum, & Terrarum ipsius Domini Comitis, videlicet pro illo pretio, & æqualis bonitatis, de quo tenentur dare, seu dari facere Magnifico Domino Domino Bernaboni secundum formam Ligæ contractæ inter ipsum Magnificum Dominum Dominum Bernabovem ex una parte, & Dominum Ducem, & Commune Venetiarum ex altera, vel pro illo pretio, quo dictus sal conductus in Papia non veniat carior eidem Domino Comiti illo, quem nunc habet a Janua, computatis expensis conducturæ a Janua usque Papiam, quod quidem pretium est, facto calculo, Florenorum .... pro modio Veneto conducto Papiam, & in casu quo præfati Dominus Dux, & Commune Venetiarum non haberent de dicto sale maris, ita quod de ipso dare non possent, teneantur, & debeant dare eidem, aut suis Officialibus, de Sale Ystriæ, aut Sclavoniæ pro illo pretio, quo illà ultimâ vice dederunt præfato Domino Comiti, aut Officialibus ejus, ita quod in arbitrio ipsorum Domini Ducis, & Domini Venetorum sit facere alterum de suprascriptis duobus partitis pro eorum beneplacito voluntatis. Et facta semel electione de altero ex partitis ab ipsa recedere non possint, nisi cum voluntate præfati Domini Comitis, declarando quantum venit, seu constat modium salis maris conductum à Venetiis Papiam, computatis omnibus expensis.

Item quod Dominus Dux, & Commune Venetiarum contribuere, & solvere teneantur, & debeant tertium dehinc, seu pereinte omnium victualium, tam tam per Magnificum Dominum Dominum Bernabovem, quàm per [illegible] Dominum Comitem mittentur super Territorio Januensi pro victu Gentium dictorum Dominorum, ubicumque fuerint super Territorio Januensi, computatis expensis emptionis, conducturæ, perditæ, & periculi, ita tamen quod dicta contributio dictæ tertiæ partis non excedat summam Florenorum mille singulo mense.

Item quod dictus Dominus Dux, & Commune Venetiarum [illegible] tertiam omnium expensarum [illegible] pro damnis, & offensione Januensium, [illegible] vel populorum Januensium, aut [illegible] Tractatibus fiendis contra Januenses, aut [illegible] occasione in Guastatoribus, Gundis, [illegible] Spiis, & hujusmodi, & commun[illegible] extraordinariis, quæ [illegible] ad effectum, & deliberati[illegible] per tres deputandos super hoc, [illegible] per Magnificum Dominum Bernabovem, [illegible] Dominum Comitem, & alium per Dominum Ducem, & Commune Venetiarum.

Item conventum [illegible] Dominus Dux cum suis Consiliis per [illegible] Literas bullatas solitâ bullâ plumbeâ, pr[illegible] ratificabit, approbabit, & confirmabit [illegible] & mittet [illegible] Nuncio, seu Procuratori præfati [illegible] ad hoc deputato, vel deputatis, & [illegible] infra octo dies, postquam per [illegible] Nuncium [illegible] præfati Domini Comitis fuerit requisitus.

Quæ [illegible], & singula suprascripta pro ut superiùs specificata [illegible] præfatus Illustris, & Magnificus Dominus Comes [illegible] pro se, suisque Filiis, & Hæredibus ex una parte, & Nobilis, & Circumspectus Vir Dominus Petrus Cornario Honorabilis Civis Venetiarum ex alterâ parte, solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus, & concurrentibus omnibus solemnitatibus tam juris, quàm facti, quæ in talibus requiri, & apponi consueverunt, seu sunt necessariæ, vel opportunæ, sibi ad invicem promiserunt observare, curare, facere, & inviolabiliter attendere, & in nullo contrafacere, vel venire sub pœnâ, & in pœnâ Florenorum centum millium auri per Partem contrafacientem Parti servanti effectualiter persolvenda, quæ pœna toties committatur, & exigi possit cum effectu, quoties fuerit contrafactum, seu non servatum, ratis semper, & in sua firmitate manentibus præsenti Contractu, & omnibus, & singulis in eo contentis, & etiam sub pœna refectionis damni, & expensarum exindè fiendarum, de quibus credatur nudo, & simplici verbo ejus, cui non esset servatum, absque Sacramento, & alia probatione.

Renunciantes suprascripti Dominus Comes, & Dominus Petrus, dictis nominibus, exceptioni prædictorum omnium, & singulorum non sic conventorum, promissorum, gestorum, & contractorum, ut superius continetur, ac exceptioni doli, mali, quod metus causa, sine causa, vel ex injusta causa, & fori Privilegio, ac etiam cuilibet auxilio Juris tam Canonici, seu Civilis, quàm Municipalis, & Juri consuetudinario, & cuicumque alteri Juri, per quod, vel cujus vigore contra prædicta, vel aliquod prædictorum, dicere, venire, facere, vel allegare posset quomodocumque, & specialiter Juri dicenti generalem renunciationem non valere.

Obligantes etiam sibi invicem pro validiori observatione omnium, & singulorum suprascriptorum, videlicet præfatus Dominus Comes omnia sua bona mobilia & immobilia, & prædictus Dominus Petrus, dictis nominibus, omnia bona mobilia & immobilia antedicti Domini Ducis, & Communis Venetiarum, & omnium eorum, quorum Nuncius, & Procurator est. Quæ bona omnia prædicti Contrahentes suprascriptis nominibus in casu, quo contrafactum fuerit in aliquo constituerunt se precario pro parte altera possidere usque ad integram satisfactionem pœnæ, vel pœnarum commissæ, vel commissarum, mandantes dictæ Partes nominibus, quibus supra, Ser D[illegible] Lucio de Venetiis Notario Ducalis Aulæ Venetiarum, & [illegible] de Capellis Notariis [illegible], quatenus de prædictis omnibus, & singulis, & quolibet [illegible] suprascriptorum, si fuerit expediens, faciant unum, & plura ejusdem tenoris publica Instrumenta.

Actum in Papia in Castro [illegible] Principis Domini Comitis Virtutum in [illegible] camera superiori ipsius Domini Comitis de [illegible] dominum, [illegible] spectabilibus Militibus [illegible] Marchione [illegible], & Jacobo [illegible] Verme de Verona, ac Egregiis, & Sapientibus Legum Doctoribus Dominis Bartholomeo de Placentiâ de Parma, Pinoto de Pinotis, Filippo de Caxo [illegible] ambobus de Regio, & Ricardo de Villanis de Mediolano, ac Egr[illegible] Viris Dominis Johannolo de [illegible], & [illegible] de [illegible], Thomasio de [illegible], [illegible] Mediolani [illegible] Sancti [illegible] Domino [illegible], Testibus ad præmissa [illegible], & [illegible].

Anno Domini [illegible], [illegible] Luna [illegible], Indictione tertia.

Extract [illegible] Registro [illegible] Lit[illegible] in Regio [illegible] Mediolani [illegible] Dat. Mediolani die [illegible] mensis Octo[illegible] (1713)

Ex[illegible] JOANNIS FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

CX.

(a) *Adoption de* LOUIS *Duc d'Anjou, par* JEANNE I. *Reine de Sicile, fait au Château de l'Oeuf près de Naples, le 29. Juin 1380.* 29. Juin.

[G. G.]

(a) Malgré cette adoption faite dans toutes les formes, [illegible] de Duras, Cousin de Jeanne, ne laissa pas de s'établir sur le Trône, ce qui causa de grandes Guerres.

ANNO 1380.

[G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 237. d'où l'on a tiré cette Piéce qui se trouve aussi dans l'Hist. de CHARLES VI. Roi de France, aux Annotations de DENYS GODEFROY pag. 542. & dans MULLERI Reichs-Tags Theatrum, III. Vorstell. pag. 681.]

JOHANNA Dei gratia Hierusalem & Siciliæ Regina, Ducatus Apuliæ & Principatus Capuæ, Provinciæ & Forcalquerii, ac Pedemontis Comitissa, &c. Sanè præfatum Dominum LUDOVICUM Ducem Andegavensem in nostrum legitimum Filium adoptavimus, recepimus, admisimus, instituimus, & etiam ordinavimus; adoptamus, recipimus, admittimus, instituimus, & etiam ordinamus per præsentes: statuentes & ordinantes, quod ipse Dominus Ludovicus noster legitimus Filius omnibus & singulis Privilegiis, Libertatibus, Juribus, Immunitatibus, Justitiis, Dominationibus, Nobilitatibus, Dignitatibus, Honoribus, Præeminentiis & Prærogativis gaudeat & utatur, quibus Filii legitimi adoptivi uti & gaudere possunt & debent quomodocumque & qualitercumque, tam de Jure communi quam de quocumque Jure alio speciali.

§. 2. Quem dictum legitimum Filium uberibus maternis & intimis prosequi cupientes affectibus, quem inter nostra præcordia prærogativa dilectionis internæ meritò debemus amplecti, ex causis superius designatis & aliis, utilitatem, defensionem & tranquillitatem Romanæ Ecclesiæ prælibatæ, nostri Status Regii, Regni, Terrarum & Subditorum nostrorum pacifici manutentionem ac protectionem, & aliàs Rempubl. concernentibus, quas in nostro rectæ considerationis examine veras, evidentes, necessarias atque justas scimus, habemus & reputamus, ipsum eumdem Dominum Ludovicum Ducem legitimum Filium nostrum adoptivum, licet absentem, tanquam præsentem, petentem & requirentem per Procuratores & Nuntios supra dictos Procuratorio nomine & pro parte ipsius Domini Ludovici legitimi Filii nostri, de auctoritateque & beneplacito præfati Domini nostri Papæ Clementis, & vigore suarum Litterarum præscriptarum, nostræque Reginalis plenitudine potestatis; etiam de consilio & consensu prædictis, deliberationeque diligenti, provida & matura, cum personis supradictis & aliis multis fidelibus nostris præhabita & præmissa, pro evidenti & communi utilitate Regni, Terrarum, Vasallorum & Subditorum nostrorum, ac provisione suprascriptorum, ex nostra certa scientia, libero proposito, prævisæ & certioratæ, non inductæ per aliquem vel aliquos fraude, deceptione, dolo, circumventione, vi vel metu, sed de mera, libera ac spontanea voluntate, ac proprio motu, nostris, illisque melioribus, modo & forma, quibus tàm de jure, quàm consuetudine ac aliàs possumus & valemus in futurum Regem Siciliæ Hæredem & Successorem nostrum (post obitum tamen nostrum) & eo deficiente, Ludovicum ipsius Domini Ludovici nostri legitimi Filii natum, & eodem Ludovico nato sublato de medio, quemcumque alium legitimum Filium & naturalem dicti Domini Ludovici Ducis legitimi Filii nostri, inter eos ordine geniture servato, in Regno, Terris, Locis, & Dominiis citra Farum, ac in Comitatibus Provinciæ, Forcalquerii & Pedemontis, nec non in omnibus & singulis Terris, Locis & Dominiis eorundem ad nos & Antecessores nostros pertinentibus & spectantibus, pertinereque & spectare debentibus, & valentibus quomodocunque & qualitercumque, tenore præsentium nominamus, pronuntiamus, declaramus, facimus, instituimus, & ordinamus, ac pro futuro Rege Successore & Hærede nostro, post decessum nostrum, in Regno, Comitatibus, Terris, Locis, & Dominiis nostris omnibus & singulis suprascriptis ordinamus, habemus, tractamus, tenemus & reputamus; habebimus, tenebimus, tractabimus & reputabimus, & ac si noster esset legitimus Filius naturalis, haberi, teneri omnibus Vasallis, Subditis nostris & quibuscumque aliis Personis cujuscumque status seu conditionis existant, tractari ac reputari volumus & mandamus.

§. 3. Et amplius præsentium tenore fatemur, attestamur, & ad notitiam universorum deducimus, quod præfatus Sanctissimus in Christo Pater & Dominus noster Dominus Clemens Papa VII. clausulam de Successione Regni Siciliæ loquentem in Infeudatione facta claræ memoriæ Domino Carolo I ipsius Regni Regi, qua cavetur, quod nullus in dicto Regno succedere possit, nisi sit de descendentibus à dicto Domino Carolo (omnibus aliis in dicta Infeudatione contentis in sua firmitate manentibus) de nostro pleno assensu pariter & consensu, expressè per suas Apostolicas Litteras superius descriptas revocavit, & viribus vacuavit; ipsamque dictæ clausulæ revocationem, & ejusdem Jurium vacuationem factas, sic & prout in ipsis Apostolicis Litteris continetur, ex nunc etiam, quantum in nobis est, approbamus, ratificamus, & ratas & gratas habemus, ipsisque assentimur, eisdem præstantes nostrum beneplacitum, voluntatem pariter & consensum, ut ex causis superius expressatis prædicta omnia & singula post nostrum obitum, uti prædictum est, suum plenum sortiantur effectum.

ANNO 1380.

§. 4. Dantes nihilominus, & etiam transferentes tenore præsentium in eumdem Dominum Ludovicum legitimum Filium nostrum & ejus posteros ac prædictos suos Procuratores, & Nuntios, præsentes, recipientes & stipulantes, nomine dicti Domini Ludovici, & pro ipso ac suis posteris ex nunc in casu obitus nostri prædicti, Regnum, Comitatus, Terras, Loca & Dominia prædicta, ac omnia & singula Jura competentia quomodolibet in Regno, Comitatibus, Terris, Locis & Dominiis antefatis; insuper declaramus, ordinamus & volumus, de auctoritate & beneplacito præfati Domini nostri Papæ, ac etiam nostra Reginali auctoritate ad eundem Dominum Ludovicum nostrum legitimum Filium, seu Ludovicum, ejusdem Domini Ludovici Filii nostri natum, ac eorum posteros, Regnum, Terras, Loca & Dominia citra Farum; Comitatus Provinciæ, Forcalqueriique & Pedemontis, Terras, Loca & Dominia eorundem ad nos, & Prædecessores nostros quomodocumque pertinentia & spectantia, & pertinere ac spectare valentia & debentia spectare, & pertinere debere, post obitum tamen nostrum &c.

§. 5. Datum & actum in Castro nostro Ovi propè Neapolim, anno à Nativitate Domini millesimo trecentesimo octuagesimo, Indictione tertia, die penultima mensis Junii, Pontificatus Sanctissimi Domini nostri Papæ prædicti anno secundo; præsentibus Viris Magnificis, Jacobo Magno Regni nostri Siciliæ Camerario Minerbini, & Antonio Casertano Comitibus; nec non Ludovico de Constantio Milite Neapolitano, Locumtenente ejusdem Magni Camerarii, Consiliariis, & Magistro Angelucio de Furno de Ravello, fidelibus nostris dilectis, Testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

CXI.

Confirmatio CLEMENTIS VII. *Papæ super hac Adoptione, scilicet quoad Regnum* Siciliæ, *jure directi Dominii, & quoad Comitatus* Provinciæ, Forcalquerii & Pedimontis *&c. ex prætensa superioritate in Imperio, & prætenso jure succedendi in locum Imperatoris, Imperio vacante. Dat. in Castro Ovi* (1) *die penultima mensis Junii. Anno a Nativitate Domini* 1380. [Histoire de CHARLES VI. Roi de France, aux Notes de DENIS GODEFROI pag. 543. LEIBNITZ, Cod. Jur. Gent. Diplomatici. Part. I. pag. 238.] 29. Juin.

CLEMENS Episcopus Servus Servorum Dei, carissimo Filio LUDOVICO Duci Andegavensi, Salutem & Apostolicam Benedictionem, &c. Quare pro parte tua nobis fuit humiliter supplicatum, ut cum Regnum & Terra citra Farum prædicta jure directi Dominii ad præfatam Romanam Ecclesiam spectare noscantur, dictique Comitatus Provinciæ, Folcarquerii & Pedimontis ab Imperio teneantur in Feudum, ipsumque imperium vacet ad præsens, nominationi, pronuntiationi, declarationi, factioni, institutioni, ordinationibus, translationi, & donationi prædictis, ac omnibus & singulis aliis in eodem Instrumento contentis, quoad Regnum & Terram, Auctoritate Apostolica, & quoad Comitatus Provinciæ, Folcarquerii & Pedi-

(1) *Leibnitz* date cette Piéce, *Avenione II. Kal. August. Anno Pontificatus II.* la confondant par erreur avec une seconde Confirmation dont *Godefroi* fait mention, & qui contenoit par insertion toute l'Adoption de la Reine *Jeanne*. Pour celle-ci, elle fut faite au même Lieu, & le même jour que l'Adoption. C'est ce qui se voit par la Copie de *Godefroi* que nous donnons ici préférablement à celle de *Leibnitz*, & qui est aussi plus authentique, étant tirée, comme il le marque, du Trésor des Chartes de France gardé à la Ste. Chapelle de Paris. (D U M)

ANNO 1380.

Pedimontis, prædicta tam ex Superioritate quam ad ipsum Imperium habere dignoscimur, quàm ex potestate qua, eodem vacante Imperio, Imperatori succedimus, ac etiam eadem Auctoritate Apostolica robur Confirmationis adjicere cum suppletione defectuum, si qui forsan intervenerint in præmissis de benignitate Apostolica dignaremur. Nos itaque, qui Adoptationem prædictam per alias nostras Literas confirmavimus, hujusmodi Supplicationibus inclinati, Nominationem, Pronuntiationem, Declarationem, Institutionem, Ordinationes, Translationem, & Donationem prædictas, ac omnia & singula alia in prædicto Instrumento contenta, eas quomodolibet concernentia, rata & grata habentes, illa, quo ad Regnum Auctoritate Apostolica, ac Comitatus prædicta, ex Superioritate & Potestate prædictis, nec non illius plenitudine potestatis, quam Christus, Rex Regum, & Dominus dominantium, nobis licet immeritis in personam beati Petri concessit, de Fratrum nostrorum consilio & assensu, et certa scientia confirmamus, & præsentis Scripti patrocinio communimus, supplentes quemcunque defectum; si quis forsan intervenerit in eisdem, &c. Acta fuerunt hæc in Castro Ovi prope Neapolim, in quo dicta Domina Regina inhabitabat, annô à Nativitate Domini millesimo trecentesimo octuagesimo, Indictione tertia, die penultima mensis Junii, Pontificatûs Sanctissimi Domini nostri Papæ prædicti anno secundo: Præsentibus Magnifico & Honorabilibus Viris, Antonio de Larat, Comite Casertano, Ludovico de Constantio Milite Neapolitano, magni Camerarii prædicti Regni Siciliæ Locumtenente, Consiliariis, & Magistro Angelucio de Furno de Ravello, Reginali Secretario, Testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis.

CXII.

1. Nov. *Tractatus Induciarum inter* RICHARDUM II *Regem Angliæ &* RONNATUM II. *Regem Scotiæ in anni spatium conclusarum. Dat. apud Berewicum die* 1. *Novembris Anno* 1380. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 276.]

HÆC INDENTURA,

FACTA apud Berewycum, primo die Mensis Novembris, Anno Domini millesimo, trecentesimo, octuagesimo, inter, Inclitum Principem, *Johannem* Dei gratiâ, *Regem Castellæ & Legionis*, Ducem Lancastriæ, Locum tenentem in partibus Marchiarum Scotiæ, ac Comissarium specialem, Serenissimi Principis, Domini *Ricardi*. Dei gratiâ, *Regis Angliæ* Illustris, ex una, & Venerabiles Patres, *Walterum & Johannem*, Dei gratiâ, *Glasguensem & Dunkeldensem Episcopos*, ac, Nobiles Viros, Dominos *Willielmum & Georgium de Douglas & Marchiæ Comites*, & *Archibaldum de Douglas* Dominum Galividiæ, Commissarios, Magnifici Principis, *Roberti*, Dei gratiâ, *Regis Scotiæ*, ex parte altera,

TESTATUR quòd,

Post multos & varios Tractatus ac Altercationes habitas apud Lyliorcrosse, Maxton, & Merchoustawe, XVII. die Mensis Octobris, proximò præteriti, cum quatuor diebus sequentibus, super diversis Articulis & Punctis, INDENTURAM Treugarum concernentibus, Inter Commissarios Regis Scotiæ supradictos, &, Nobiles & Potentes viros, Dominos, *Thomam & Willielmum, Warwicæ & Suffolciæ Comites*, ac nonullos alios ipsius Domini Regis Castellæ Deputatos,

Demùm Commissariis & Deputatis supradictis expediens videbatur quòd, ad melius providendum pro quiete & securitate Populi utriusque Regni, & eis, quæ deducta erant in quæstionem, congruentiùs appunctuandis, præfati Commissarii Regis Scotiæ ad præsentiam ipsius Domini Regis Castellæ, apud Berewicum, sub securitate competenti, ultimo die dicti Mensis Octobris, personaliter declinarent,

Quibus quidem die & Loco, præfatis Comissariis Regis Scotiæ ad præsentiam dicti Regis Castellæ venientibus, & consensu utriusque Partis, prorogatus fuit dies ille ad diem sequentem (videlicet) primum diem mensis Novembris suprascriptum,

In quo quidem die inter Partes prædictas extitit concordatum quòd, pro quiete Populi utriusque Regni, a die Datæ præsentium, usque ad Festum Sancti Andreæ Apostoli, Anno Domini millesimo, trecentesimo, octuagesimo primo, sit specialis Securitas, habens vim & effectum quos habuerunt MAGNÆ TREUGÆ, aliàs initæ inter Regna, & habent si non sint fractæ, tàm per Terram, quàm per Mare, inter Reges & Regna ac Subditos utriusque Regis; ita quòd, durante Securitate prædictâ, nec Castra, nec Villæ, munitæ vel non munitæ, seu quævis Loca, Personæ, vel Bona alia per Partem unam vel alteram capiantur,

Quam quidem Securitatem, tàm præfatus Dominus *Rex Castellæ*, quàm Comissarii Domini *Regis Scotiæ* supradicti, promiserunt firmiter custodire, & sine dolo & fraude facere fideliter observari:

Et, si per Subditos unius Partis vel alterius, aliquid, contra Securitatem hujusmodi (quod absit) fuerit attemptatum, Custodes Marchiarum (de quorum parte fuerint hujusmodi attemptantes) infra mensem, a tempore requisitionis, in eâ Parte, in formâ quæ sequitur faciendæ, dampnum passis plenam satisfactionem impendi facient, vel Personas delinquentes Custodi Marchiarum Partis adversæ, loco satisfactionis, liberabunt:

Et nichilominus, loco Pœnæ, Capitanium, seu aliam Personam delinquentium, in electione dicti Custodis Partis adversæ, prout ei rationabile visum fuerit, puniendum, liberare & tradere teneantur.

In attemptatis autem, concernentibus Bundos Comitis Marchiæ, fiat Requisitio, pro parte Anglicorum apud Duno, pro parte Scottorum apud Berewycum,

In concernentibus Bundos *Comitis de Douglas*, fiat Requisitio, pro parte Anglorum apud Melros, pro parte Scottorum apud Rokesburgh,

Ubi verò Bundi sui concernunt partes Occidentales, fiat Requisitio Anglicorum ad Domum *Johannis Filii Thomæ* apud Ardkane, Scotorum verò Requisitio fiat Anglicis ad Prioratum de Canoniby,

In concernentibus Bundos Domini *Archibaldi de Douglas*, fiat Requisitio, pro parte Anglicorum apud villam de Lochmabane, & pro parte illorum de Scotia apud Castrum Ibidem.

ITEM, Concordatum est quòd, ad majorem corroborationem & firmitatem præmissorum, uterque Rex hujusmodi Securitatem, in formâ qua suprascribitur, per eorum Literas, sub eorum Magnis Sigillis, approbent & confirment; & *Rex Angliæ* Literas suas hujusmodi ad Monasterium de Melros, *Rex* verò *Scotiæ* suas ad Monasterium de Kelkhowe, citra Festum Ephifania Domini, proximò futurum, absque ampliori dilatione, transmittant.

ITEM, Concordatum est quòd non liceat uni Parti vel alteri, durante Securitate prædictâ, Subditis Partis adversæ aliquas Taxationes vel Redemptiones imponere, seu ab eis exigere, eâ occasione vel causâ ut se abstineant a Gravaminibus & Vexationibus hujusmodi Subditis inferendis.

ITEM, Partibus prædictis, pro quiete Subditorum utriusque Regis, videatur expediens quòd unus dies Marchiæ, apud Ayton, absque multitudine & Armis, per præfatum *Regem Castellæ* pro parte *Regis Angliæ*, & Magnificum virum Dominum *Johannem Comitem de Carryk* pro parte *Regis Scotiæ*, sufficienti Potestate in ea parte suffultos, duodecimâ die mensis Junii, proximò futurâ, teneretur; set de materia, modo, & forma, super & sub quibus dies illa teneri deberet, licet super his diutiùs inter Partes prædictas altercatum extiterat, consentire nequibant,

Volebat namque Pars Scotiæ quòd dies illa appunctuaretur sub hac forma; videlicet, quòd in illa die, ante omnia, haberetur cognitio an MAGNÆ TREUGÆ, aliàs initæ inter Regna, sint fractæ seu violatæ, & culpâ cujus, vel non? &, si reperiantur non violatæ, quòd tunc procedatur super observatione earumdem imposterùm, & earum firmatione, ac reparatione attemptatorum contra easdem: &, si reperiantur fractæ, tunc procedatur super Tractatu Treugarum, noviter ineundarum, prout tunc inter Partes poterit concordari;

Placuit autem præfato Domino *Regi Castellæ*, & Parti Anglorum, quòd, in illa die, statim procederetur ad reparationem attemptatorum contra Treugas, si Pars adversa ad hoc vellet consentire, quia præfatus Dominus *Rex Castellæ* ad reformandum quæcunque, attemptata contra ipsas Treugas, pro Parte illorum de Angliâ, paratum se obtulit; dummamen consimiliter sibi fiat:

Et, si Pars Scotiæ omninò vellet cognitionem, super Treugarum violatione, præterri, placuit prædicto Domino Regi Castellæ, pro Bono Pacis, quòd procedatur primò ad cognitionem fractionis Treugarum, honestam & debitam in hoc casu, ita tamen quòd si, citra culpam Partis Angliæ, Treugæ non probentur per cognitionem hujusmodi violatæ, quòd statim procedatur

ANNO 1380. datur [ad reformationem omnium & singulorum attemptatorum contra Treugas, & ad alios Articulos & Puncta, Indenturam Treugarum concernentia: si verò, per cognitionem hujusmodi, Treugæ reperiantur violatæ, quòd tunc procedatur ad ea quæ fuerint rationis, & ad Tractatum novarum Treugarum, prout inter Partes poterit concordari.

Et, quia Partes prædictæ super materia, modo, & forma tenendi dictam diem, prout suprascribitur, discordârunt, placuit utrique Parti Regibus suis & eorum Conciliis hujusmodi varietatem referri; ità quòd dicti *Reges Angliæ* (videlicet) apud Melros, & *Scotiæ* apud Kelkhowe, voluntates suas in hac parte, per Literas suas, mutuò certificent citra Festum Purificationis beatæ Mariæ, proximò futurum, ut sic de agendis ad dictum diem poterit comodiùs ordinari.

In quorum omnium Testimonium atque fidem Parti hujus Indenturæ, penes partem Scotiæ remanenti, præfatus *Rex Castellæ* Sigillum suum, alteri verò Parti, penes partem Angliæ remanenti, *Wilhelmus & Georgeus de Douglas & Marchiæ Comites*, ac Dominus *Archibaldus*, supradicti Sigilla sua alternatim apposuerunt.

Dat. apud Berewicum Anno, mense & die supradictis.

Sub tribus Sigillis Cerâ rubeâ expressis, pendentibus a caudis pergamenæ.

CXIII.

7. Nov. JOANNÆ. *Siciliæ Reginæ Literæ Executionis, super septuaginta duobus Florenis per eam titulo pensionis*, GUIGONI DE ROMOLIS, *assignatis. Datæ Niciæ 7. Novembris* 1380 [Voyez-les ci-devant sous le 17. Juin 1378. pag. 124. col. 1.]

CXIV.

1381. 20. Mars. Verbündnuß der Rheinischen Städte/ Mayntz/ Straßburg/ Worms/ Speyr/ Franckfurth/ Hagenau und Weissenburg/ occasione des von etlichen Churfürsten und Fürsten des Reichs/ wider die Schwäbische und Bayrische Frey- und Reichsstädte gemachten Bundes/ zu allerseitigen Schutz und Schirm aufgericht. Speyr/ in der Mittewochen vor Unser Frauen Clibeltag/ den man nennt Annuntiatio 1381. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. LXVI. pag. 743. fol. 6. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part Special. Contin. IV. Abtheil. VIII. von Reichs-Städten in gemein. pag. 30.]

C'est-à-dire,

Confederation entre les Villes de MAYENCE, STRASBOURG, WORMS, SPIRE, FRANCFORT, HAGUENAU, & WEISSENBOURG, *pour leur commune défense, à l'occasion d'une Alliance faite entre quelques Electeurs & Princes de l'Empire contre les Villes libres & Imperiales de Suabe & de Baviere. A Spire le Mecredi avant l'Annonciation de la Sainte Vierge* 1381.

In GOttes Namen. Amen.

WIr die Räthe und die Burgere gemeinlichen der Städte/ Mayntz/ Straßburg/ Wormesse/ Spire/ Franckenfurt/ Hagenowe und Wissenburg/ tunt kundt allen den diesen Brieff sehent oder hörent lesen/ daß wir dem Heiligen Römischen Ryche zu Ehren/ und durch kundliche Nothdurfft/ Nutz/ Frieden/ und Frummen deß Landes/ unsere Städte und Burgere gemeinlichen/ uns zusammen han gemachet und verbunden mit den Eyden/ die wir darumbe gethan haben/ von dem Tage als diese Brieff geben ist biß Wyhenachten über drie gantze Jahr/ die darnach allernechst kommen one underlaß/ mit so gethaner Bescheidenheit/ Fürworten/ und Verbündnusse als hernach geschrieben stat/ daß wir einander getrüwelichen geraten und beholffen sollen und wollen sin zu allen den Kriegen/ die wir in den vorgenanten Zyten gewinnen/ oder uns anefallen/ von weme das geschehe/ ohne alle Geferde. Und ist beredt und überein kommen/ were es daß deheine Stadt unter uns geschädiget oder gelaidiget würde in den vorgenanten Zyten von jeman wer der were/ und was der Rath derselben Stadt oder das mehrertheil in demselben Rathe sich biß uff den Eyd erkennent/ daß sie geschediget weren wider dem Rechten/ und daß man in unrecht there/ das soll dieselbe angegriffen Stadt den andern Städten verkundigen/ und sie darumben manen/ daß sie ihre uff die oder uff den die angegriffen/ und geschädiget hant/ beholffen sin/ und sollent darnach zustunde dieselben genaneten Städte der Stadt/ die also geschädiget und angegriffen ist/ beholffen sin unverzogenlichen uff den Eyd/ daß in der Schade und der Angrieff gekeret werde/ glicher Wise als in den andern Städten der Angrieffe und der Schade selbe geschehen were.

Were es auch/ daß jeman die von Hagenowe/ oder die von Wissenburg sunder oder sammentl in der Zit dieser Verbündnuß schädiget oder angrieffe/ oder sie leidigete/ und daß sie in iren beyden Räthen derselben zweyen Städte und mit dem mehrentheil in denselben Räthen sich uff den Eid erkenten/ daß sie geschädiget und angegrieffen weren wider dem Rechten/ und daß man ihn unrecht there/ das sollent sie mit einander den andern Städten verkündigen/ und sie darumb ermahnen/ daß sie in uff die oder den/ die sie angegrieffen/ und geschädiget hant/ beholffen sin/ und sollent darnach zustunde dieselben gemahnten Städt in also beholffen sin unverzogenlichen uff den Eyd/ daß in der Schade und der Angrieffe gekeret werde/ gelicher Wise/ als vorgeschrieben stet one alle Geferde.

Were auch/ daß jeman der vorgenannten Städte deheinre Schaden there in den vorgenannten Ziten dirre Verbündnusse/ den soll man in den vorgenanten Städten keinen feylen Kauff geben/ und queme auch einer oder me in der vorgenanten Städte deheine/ der eine der vorgenanten Städte geschädiget und angegriffen hätte/ da er in kummet/ in alle die Wise/ als ihr der Schade oder Angriff selbe geschehen were/ darnach so es hie verkündet werd von der Stadt die geschädiget und angegriffen ist/ one alle Geferde. Geschehe auch daß jeman/ es sy Herr/ Ritter oder Knecht/ oder wer er ist/ der vorgenanten Städte einer Schaden there/ in den vorgenanten Zyten/ und ihme verbottschafft werde von der Stadt die er geschädiget und angriffen hett/ daß er das widerthere/ widerthere er dann mit unverzogenlichen/ uff den und uff die soll man beholffen sin/ als vor und hernach beschrieben steet/ doch so mag jegliche der andern Städte/ wann sie ermahnt wird/ ihre Ehre gegen dem oder den/ die die Stadt geschädiget hant/ bewahren mit Widersagen/ und wer dieselben Angriffer enthaltet/ huset oder hovet/ oder in rettet oder hilfet/ mit Worten oder mit Wercken/ uff den und uff die sollent wir die vorgenanten Städte beholffen sin uff den Eyd in alle die Wise/ als uf den der Schaden gethan hett/ und uf alle die so die Stadt erkennet/ der der Schade geschehen ist zu den sie Rechte haben/ one alle Geferde.

Wanne auch ein Stadt der vorgenanten Städte die andern wird manen/ daß sie ihr zu helffen kummen/ als vorgeschrieben steht/ darzu sollen leihen und senden die von Mentze hundert Glenen/ die von Straßburg hundert Glenen/ die von Wormesse fünff und sechtzig Glenen/ und die von Spire fünff und sechtzig Glenen/ die von Franckfurt fünff und sechtzig Glenen/ die von Hagenau sechtzehen Glenen/ und die von Wissenburg acht Glenen wol erzügeter Lüte mit Pferden/ Harnasch/ Huben und Beingewande/ und mögent auch die von Mentze/ die von Wormesse/ die von Spire und die von Franckfurt je zu 20. Glenen 10. Einspennige gewarnet geben und senden/ für 5. Glenen ob sie wollent/ nach Marzal mere oder me. Auch sollent die von Straßburg ie zweintzig Glenen/ jegliche Glen mit drey Pferden haben für fünff und zwantzig Glenen nach Marzal/ als sie dann gemanet werdent/ doch also daß jegliche Glene einen gewapfneten Knecht/ oder einen mit einem Armbrost haben sollen/ desselben glichen mögent die andern Städte auch haben/ ob sie wollent.

Auch mögent die von Straßburg/ ob sie wollent je zwen Einspennige gewapffent geben für eine Glenen in der Form und Maß/ als die von Mentze/ und die andern Städte thunt/ ohne alle Geferde.

Wer auch/ daß eine Stadt die andere Städte manete/ mit ihre Dienere/ die Stadt die also gemanet hat/ die soll ihre Summe der Glenen/ darum sie dann die andern Städte gemanet hat/ drei Tage fürbas haben nir dem Zule/ als sie die andern Städte gemanet hat/ one alle Geferde. Es mag auch ein jegliche der vorgenanten Städte/ ob sie will/ mahnen die andern Städte um ihre Dienere/ lützel oder viel Glenen/ mitt an die Summe der Glenen als vorgeschrieben stehe. Es ist auch beredt/ daß man jetzund zustund haben soll und täglichen han hundert und vier Glenen/ darzu sollen geben die von Mentze fünff und zwentzig Glenen/ die von Straßburg fünff und zwentzig Glenen/ die von Wormesse 16. Glenen/ die von Spire sechtzehen Glenen/ die von Franckfurt sechtzehen Glenen/ die von Hagenow vier Glenen/ und die von Wissenburg zwo Glenen/ nach der Masse als dafür geschrieben steht.

Und were es auch/ daß von deheinre Stadt fürbaß gemanet würde/ um an die grosse Summe über die hundert und vier Glenen/ oder umbe minere/ welche dann also ermahnet werdent/ die sollent dann ihr Volck haben in viertzehen Tagen nach der Mahnunge an den Städten/ da sie dann hin gemahnet worden one alle Geferde. Und was Glenen der Stadt nach ihre Mahnunge also gesendet wird/ da wird die Stadt/ die also gemanet hat/

ANNO 1381.

ANNO 1381.

hat/ jeglicher Glenen für Abegang/ Kosten und Schaden geben zu dem Tage und zu der Nacht ein viertel eines Gulden/ von dem Tage so sie ußreitten anzuzehlen/ und uff die Zit biß sie wider heim kommen/ one alle Geferde. Mochte aber der vorgenanten Städte ethliche/ so sie gemanet würdent/ der vorgenanten Zahl der Glenen alldar nit geschicken von ehehafften Sachen/ so soll und mag die Stad die also ermanet wird die Glenen gewinnen uff ihren Kosten dort bey der Stadt/ die die Manunge gethan hat/ oder aber dieselbe Stadt/ die die Manunge hat gethan/ mag sie bi ihn gewinnen uff der Städte Kosten die also gemanet wird/ in all solcher Bescheidenheit/ als ob es sie selbe anegienge/ one Geferde/ glicher Wise als sie die heten dargeschicket/ und denselben Kosten/ mit Namen den Sold/ soll die gemanete Stadt gelten und geben/ bi dem Ende/ in dem nechsten Mande darnach/ so das an sie von der Stadt/ die den Sold dargeben und geluhen hat/ gefordert wird/ one Geferde.

Welch Stadt auch also uff die andern/ die sie gemahnet hat/ Glenen gewinne/ die soll sie gewinnen einen Mand/ und were es/ daß man ihr darnach ie bedörffte/ so sollen sie ie einen Mand dienen umb dasselbe Gelt/ als lang man ihr danne bedarff.

Were es auch/ daß deheine Stadt beduchte/ daß es nothdürfftig were/ daß man ie Volckes bedürffte/ wanne der grossen Summen als davor geschrieben steht/ die mag die andern Städt verbottschafften/ und ihn Tage darumbe machen/ und was die Städte dann einhelliglich überkomment/ daß soll man fürderlichen thun und ohne Verzuge/ one alle Geferde.

Were es auch/ daß ein Stadt der vorgenanten Städte Noth angienge/ und die andern Städte mahnete/ um ein Zahl Glenen über die Halbe Summe der grossen Summen Glenen/ und ihre die Glenen geschicket würdent/ und darnach der andern gemahneten Städt eine oder me Noth angienge/ daß sie der Glenen auch bedürffent/ und daß die Stadt/ die zum ersten gemanet hat/ liessen wissen/ und in kundt ehäten uff ihren Eyd/ so soll dye Stadt die zum ersten gemanet hat/ das Theil der Glenen/ die ir geschicket sind/ über das halbe Theil der grossen Summen der Stadt oder Städten zu Hülff schicken/ one alle Hindernisse. Und mogent dye Stadt oder Städte/ die also Noth angehet/ die andern Städte umb die übrigen Summe Glenen/ die sie der Stadt die zum ersten gemahnet hat nit gesant hant/ manen/ und sollent sie ihn auch die Glenen on Verzog schicken. Und welche Stadt die Dinere bedarff/ und die andern Städte umb ihre Dienere ermahnet/ die Stadt soll denselben Dienern allen einen Hauptmann geben/ dem die Dieneer auch sollent gehorsam und gefolgig sin ze riten/ anzugreiffen/ und zu thune unverzogenlich/ was sie der Hauptmann heisset/ ohne alle Geferde.

Auch ist beredt/ daß deheine Stadt unser der vorgenanten Städte uf die andern Spisse/ noch keinerley andern Rath noch Hülff geben noch thun soll/ noch uff die andern dienen soll/ in deheine Wise one alle Geferde. Und were es daß jeman der vorgenanten Städte deheine schädigete/ oder Spisse/ Hülff oder andern Rath wolte schicken/ den die uf sie zogeten/ oder sie schädigen wolten/ das sollent die andern Städt weren und wenden uff den Eyd/ als ferr sie komment oder mögent/ one Geferde. Und sollen auch die angreiffen/ ihr Lib und ihr Gut/ die den Städten Schaden gethan hetent/ oder sie schädigen wolten.

Were es auch/ daß deheine Stadt unter uns in die andern der vorgenanten Stadt eine oder me riten wolten/ ihre Finde darus zu schädigen/ das soll man ihr wol günnen/ und ihr auch darzu gerathen und beholffen sin/ ohne alle Geferde. Was Krieges auch in der vorgenanten Zit ufferstünde/ diewile diese Verbündniß weret/ und von einer der vorgenanten Städte angefangen oder begriffen würde/ der Stadt soll man beholffen sin/ als lang/ unz biß der Krieg versünet wird/ und soll sich auch keine Stadt ohne die andern Städte frieden noch sunen/ in deheine Wise/ ohne der andern Städte Willen/ die in diesem Bund sind/ ohne alle Geferde.

Were auch/ daß deheine Stadt der vorgenanten Städte/ deheine Herren oder jemand anders dienen wolte/ was der Stadt in dem Dienste oder von deß Diensts wegen geschehe/ darzu sollent die andern Städte nicht beholffen sin/ sie thun es dann gerne/ one alle Geferde.

Man soll auch deheinen Herren oder Stadt in diese Verbündniß empfahen/ die vorgenanten Städte sind es dann einhelliglichen überein kommen/ und geriethen das es nutz und gut sy.

Were aber/ daß deheine Fürst oder Stadt/ oder wer der were/ in diesen Bund queme/ dem oder den soll man berathen und beholffen sin/ in glicher Wise/ als uns den vorgenanten Städten/ und in der Maß als davor geschrieben stat.

Und daß wir auch deste friedlicher mit ein gesin mögen/ so han wir überkommen/ daß deheine Stadt unter uns den vorgenanten Städten noch dehein Burger oder Burger in dirre vorgenanten Städte/ deheine Stadt/ noch Burger oder Burgerin unter uns angreiffen soll/ noch bekümmern/ one Gerichte/ wanne hat jemand unter uns den vorgenanten Städten Burger oder Burgerin mit dem andern ich zu schaffen/ oder sie anzusprechen/ in welchen Weg das were/ das sollent sie thun mit Gerichte. Geschehe auch deheine Angriff unter uns den vorgenanten Städten/ ohne Gerichte/ den soll die Stadt/ der Burger oder Burgerin den Angriff gethan hat/ solliche halten/ daß sie wieder thunt/ das sie ohne Gericht gethan hant/ one Geferde.

Und wir die vorgenanten Städte han auch alle mit einander ußgenommen den Allerdurchleuchtigsten Fürsten und Herren/ Herrn Wenceslau Römischen König/ zu allen Zyten Mehrer deß heiligen Römischen Reiches/ und König zu Böhmen/ unsern lieben gnädigen Herrn/ und das Heil. Römische Ryche. So nehmen wir die von Mentze/ die von Wormesse/ und die von Spire ouch/ die Verbündnusse/ die wir von Alter unter ein bißher gehabet han.

So nemen wir die von Mentze/ sunderlichen uß unsern Herren den König von Bohem/ und die Cron von Bohem/ den Bischoff und das Capitel von Mentze/ deß Merern Stifftes.

So nemen wir die von Straßburg uß den Hochgebornen Fürsten/ Herrn Wenceslau von Bohem/ Hertzogen zu Profant und zu Lutzelnburg/ und darzu den Ehrwürdigen Herrn den Bischoff von Straßburg/ der jetzund ist oder hernach wird/ darzu den gemeinen Landfrieden in Elsas/ und die Ursage die wir han mit den Herrn von Bitsche/ und mit Juncker Heinrich von Kreuhingen.

So nemen wir die von Wormesse uß den Ehrwürdigen Herrn/ unsern Herrn den Bischoff von Wormesse.

So nemen wir die von Spire uß das Bißthum zu Spire an eines Bischoffs statt/ biß uff die Zit deß daß wir einen Bischoff gewinnen/ den wir für einen Bischoff han/ ohne alle Geferde.

So nemen wir die von Franckfurt uß den Ehrwürdigen Herrn und Abbet von Volde und sinen Stifft/ den Landfaut in der Wetreybe/ der jetzund ist/ oder zu Zyten wird/ die von Friedberg/ von Wetzflar/ und die von Geylenhausen/ und den Frieden und Verbund in der Wetreybe/ als ferr begriffen ist/ ohne Geferde.

Und wir die von Hagenowe und die von Wissenburg nemene uß einen Landfauth/ der dann zu der Zit deß Ryches Landfaut ist in Elsas/ darzu den gemeinen Landfrieden im Elsas/ und den Bund den wir hant mit deß Ryches Stätten in Elsas/ und darzu so nehmen wir die von Wissenburg sunderlichen uß den Ehrwürdigen Herrn/ unsern Herrn den Abbet von Wissenburg/ one alle Geferde.

Was Bund und Einunge auch wir die vorgenanten Stätte ußgenommen haben/ als davor geschrieben steht/ die sollent in allen ihren Kräfften verbiben/ nach dem als die begriffen sind/ oder als die Brieff besagent die darüber gemacht sind/ ohne alle Geferde.

Diese vorgeschriebene Verbündnusse geloben wir uff die Eyd/ die wir ein jeglicher der vorgenanten Stätte darumb geschworen und gethan habent/ getruwelichen stete und veste zu halten. Und wann ein Rath ußgeht in den vorgenanten Stätten/ daß je der alte Rath dem nuwen Rath in den Eyd soll geben/ diese Verbündnuß und dessen Brieff stete und veste zu halten/ untze zu der vorgenanten Zyt/ und in alle der Wise als davor geschrieben steht/ one alle Geferde.

Aller dirre vorgeschriben Ding zu einem wahren Urkund/ daß sie von uns den ehegenanten Städten stete und veste gehalten werden/ so han wir unser Städte Ingesiegel an diesen Brieff gehangen/ Geben zu Spire/ da man zalte von Christus Geburte/ dritzehen hundert und eins und achtzig Jahr/ in der antste Wochen vor unser Frawen Clibeltag/ den man nennet Annunciatio, in der Fasten.

CXV.

Bischoff Johansens von Passau Revers gegen Hertzog Albrechten von Oesterreich/ daß er und sein Capitul Ihme Hertzogen mit aller ihrer Macht wider alle Feinde helffen und ihre Vesten ihmen offen halten sollen. Geben zu Passau am Mitichen in der Osterwoche. Anno 1381. [HUNDII Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 272. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LUNIGS, Teutsches Reichs Archiv. Spicil. Eccles. in 2. Theil pag. 801.] 17. Avr.

C'est-à-dire,

Revers donné par JEAN *Evêque de Passau, & par son* CHAPITRE *à* ALBERT *Duc d'Autriche, portant promesse & obligation de s'entr'aider, de toutes leurs forces, contre leurs Ennemis, & de le recevoir lui ou ses Troupes dans leurs Châteaux & Places fortes. A Passau le Mecredi de Pâques 1381.*

Wir Johannes von Gottes Genaden Bischoff zu Passaw/ bekennen und thun kunde offentlich/ mit diesem Briefe/ allen den/ die ihn ansehende/ lesent/ oder horende lesen/ nu oder hernach/ daß wir mit gutem Rathe und zeitiger Vorbetrachtung/ durch Friedes und gemeines Nutzes und auch Gemachs willen unserer Herrschafft/ und aller unserer Unterthenen/ für uns/ und für unsere Nachkommen Bischofe zu Passaw/ verhaissen und verlobt haben/ bey unsern Treuwen/ und mit Worten unserer Fel. Würdigkeit/ verhaissen und verloben auch mit diesem Briefe/ daß wir den Durchleuchtigen und Hochge-

V 2 bor-

ANNO 1381.

bornen Fürsten/ unsern gnädigen Herrn Albrechten Hertzogen zu Oesterreich/ zu Steyr/ zu Kärnten/ und zu Crain/ Graven zu Tyrol/ und allen seinen Erben und Nachkommen/ geholffen seyn sollen und wollen/ fürderlich und endlich/ mit aller unser Macht/ zu allen ihren Ehren/ Würden/ Rechten und Frommen/ und daß wir ihn auch all unser Vesten offen haben sollen/ zu allen ihrer und ihrer Lande Kriegen und Nöthen/ ohn Geverde. Were aber/ daß jemand/ der uns angehört/ wider den vorbenannten unsern Herrn Hertzog Albrechten/ wider sein Erben oder Nachkommen/ oder wider die ihren icht theten/ darumb sollen sie uns zu Rede setzen/ und sollen wir denen von den unseren Minne und Recht thun/ nach der Gelegenheit der Sache/ ohn Geverde. Wolte aber der unser deß wider seyn/ und Minne und Rechtens vor uns nicht gehorsam seyn/ so sollen wir vorgenannten unsern Herrn/ und seinen Erben und Nachkommen/ auff denselben geholffen seyn/ als lang biß daß er darumb gebessert wirdt. Und binden uns auch vestiglich zu den vorgeschriebnen Gelübden und Dingen alle unsere Nachkommen ewiglich. Mit urkund diß Briefs/ den wir darüber geben/ besigelt mit unserm anhangenden Insigel. Und wir der Thumbrobst/ und wir der Dechant/ und das Capitel gemeinklich deß Gotteshauß zu Passaw/ verjehen und bekennen offentlich/ mit dem Briefe/ daß die vorgeschriebne Bündnussen und Gelübden mit unserm Wissen/ Willen/ und Rathe beschehen ist/ und loben auch die stät zuhaben/ für uns/ und alle unser Nachkommen/ ewiglich. Und zu Sicherheit der Sache/ haben wir unser Insigel/ zu unsers ehegenannten Herrn Bischoff Johansen zu Passaw Insigel gehenckt an den Briefe/ der geben ist zu Passaw/ am Mittichen in der Osterwochen/ nach Christi Geburt 1381.

CXVI.

2. Mai. *Tractatus inter* WENCESLAUM *Romanorum Imperatorem &* RICHARDUM II. *Regem Angliæ super Matrimonio inter dictum Regem &* ANNAM, *Sororem præfati Imperatoris, contrahendo. Dat. Londini die 2. Maji Anno* 1381. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. VII. pag. 290.]

UNiversis Sanctæ Matris Ecclesiæ Filiis, præsentes Literas inspecturis, Nos,

Przimislaus Dux Teschinensis, *Conradus Kreyer* Magister Curiæ, & *Petrus Wartemberg* Magister Cameræ, Serenissimi Principis & Domini Domini *Wencelai*, Dei gratiâ, *Romanorum & Bohemiæ Regis*,

Necnon *Edmundus Comes Cantebrigiæ*, *Hugo de Segrave* Senescallus Hospitii, & *Albredus de Veer* Camerarius, Illustrissimi Principis & Domini, Domini *Richardi*, Dei gratiâ, *Regis Angliæ & Franciæ*, Milites,

Ambassatores, Commissarii, seu Procuratores ad quasdam Amicitias, Ligas, seu Confœderationes inter, Serenissimos Principes, Reges prædictos, Dominos nostros metuendissimos, tractandas, incundas, & concordandas, cum Potestate sufficienti, prout ex insertione Mandatorum nostrorum, inferiùs describendorum, clariùs patebit, specialiter deputati,

Salutem & perpetuam memoriam rei gestæ.

Illa consuetudo rectè regnantium, ille mos justè principantium, semper fuit bonum commune Subditorum quibuscumque privatis præferre commodis, talibusque Rem Publicam munire præsidiis, per quæ posset continuè, exclusis cæcis Inquietationum turbinibus, quieta persistere, & sub optatæ Pacis votivâ felicitate lætari, quod tunc satis utiliter creditur promoveri, cùm Principes Christiani & Potentes, in unam Fidei Catholicæ Unitatem & veram Amicitiam conjuncti, in unam mentis consonantiam affectuosè conveniunt, & insimul indissolubilis amoris fœdere copulantur.

Hoc siquidem, Serenissimi Principes & Domini nostri, Reges metuendissimi supradicti in discretæ considerationis examine laudabili Concilio revolventes, per nos, Ambassatores, Commissarios, seu Procuratores suos prædictos, quædam Ligarum & Amicitiarum Capitula examinari, tractari, expediri, & concordari voluerunt eo, qui sequitur, sub tenore.

IN PRIMIS, tractatum est & finaliter concordatum quòd Serenissima Domina *Anna*, præfati *Romanorum & Bohemiæ Regis Soror* Inclita, prædicto Domino *Richardo Regi Angliæ & Franciæ* in Uxorem legitimam, per Parentes & Amicos ipsius Dominæ & de ejusdem spontaneâ voluntate, detur, assignetur, & matrimonialiter copuletur: & quòd ad Regnum Angliæ, seu Villam Calesii, circa Festum Sancti Michaelis proximò futurum, prædicta Domina, expensis præfati Domini *Regis Romanorum & Bohemiæ*, & aliorum Amicorum suorum, traducatur, & eidem Domino *Regi Angliæ* sana & incolumis, quantum in Deo fuerit, effectualiter liberetur.

ITEM, quòd dictus *Romanorum & Bohemiæ Rex* mittat prædictam Sororem suam, competenter dotatam & apparatam, habito respectu ad Contrahentium Status & Personas, & secundum quod eidem Regi Romanorum pro honore suo & dictæ Sororis suæ videbitur faciendum.

ITEM, quòd dicta *Domina Anna*, postquam dictum Matrimonium fuerit consummatum, tempore debito coronabitur, & in aliis tractabitur prout aliæ *Reginæ Angliæ* tractari consueverunt.

ITEM, cum dictus Dominus *Rex Angliæ & Franciæ* Parentelam contraxerit cum dicto Domino *Romanorum & Bohemiæ Rege*, recipiendo in Uxorem legitimam prædictam Dominam *Annam Sororem* suam, propter Fraternum Amorem & puram Amicitiam, inter ipsos Reges & Hæredes suos mutuò conservandos, inter Partes est expressè concordatum quòd idem *Rex Angliæ & Franciæ*, Hæredesque sui, omnem Amicitiam, Benevolentiam, & Amorem Fraternalem eidem *Romanorum & Bohemiæ Regi*, Hæredibusque suis, futuris temporibus, continuè exhibebunt, & quilibet suo tempore exhibebit, nec unquam aliquis eorum erit Inimicus eidem *Romanorum & Bohemiæ Regi* aut Hæredibus suis, nec contra eos, Regna, Terras, Dominia, Vassallos, aut Subditos suos stabunt quovis modo, nec etiam gravabunt, nec, quantum in eis est, per se, vel per suos, gravari permittent prædictum *Romanorum & Bohemiæ Regem*, Hæredes suos, Regna, Terras, Dominia, Vassallos, aut Subditos eorumdem quocùmque colore:

Et, e converso, dictus Dominus *Romanorum & Bohemiæ Rex*, Hæredesque sui, omnem Amicitiam, Benevolentiam, & Amorem Fraternalem eidem *Regi Angliæ & Franciæ*, Hæredibusque suis, futuris temporibus, continuè exhibebunt, nec unquam aliquis eorum erit Inimicus dicto Domino *Regi Angliæ & Franciæ*, vel Hæredibus suis, nec contra eos, Regna, Terras, Dominia, Vassallos, aut Subditos suos stabunt quovis modo, nec etiam gravabunt, nec, quantum in eis est, per se vel per suos gravari permittent prædictum *Regem Angliæ & Franciæ*, Hæredes suos, Regna, Terras, Dominia, Vassallos, & Subditos eorumdem quocumque colore;

Et eandem Amicitiam & Fraternitatem inter se, de cætero, conservabunt, dolo & fraude cessantibus quibuscumque.

ITEM, quòd, ex nunc, sint inter dictum Dominum *Regem Romanorum & Bohemiæ*, & Dominum *Richardum Regem Angliæ & Franciæ* prædictum, Unio & Liga, contra omnes & quoscumque Scismaticos, & Rebelles Romanæ Ecclesiæ, & Domini *Urbani Papæ Sexti*, & Successorum suorum canonicè intrantium, & per Collegium Cardinalium, dicto Domino *Urbano* adhærens, eligendorum, tàm Ecclesiasticos, quàm Seculares, cujuscumque statûs, gradûs, dignitatis, seu conditionis existant, præsentes & futuros:

Non est tamen intentio dicti Domini *Regis Angliæ & Franciæ* se, vel Hæredes suos, ex hoc, quovis modo, astringere, quin super quibuscumque aliis Quæstionibus, Controversiis, & Debatis, cum quibuscumque Inimicis, seu Adversariis suis, etiam Scismaticis, possit licitè & liberè transigere, pacisci, concordare, ac Pacem, seu Treugas cum eisdem facere & inire, prout & quando & quotiens sibi videbitur expedire; supradicta tamen & sinceritatem fidei conservando.

ITEM, quòd nec dictus *Rex Romanorum & Bohemiæ*, nec Hæredes sui, aliquas Confœderationes, Amicitias, Pacta, seu Alligantias cum quocumque Rege, Principe, aut Personâ Mundanâ aut Ecclesiasticâ, cujuscumque statûs, dignitatis, aut conditionis existant, de cætero contrahent, aut inient in præjudicium præfati *Regis Angliæ & Franciæ*, ac Ligarum præsentium:

Et similiter nec prædictus *Angliæ & Franciæ Rex*, nec Hæredes sui, aliquas Confœderationes, Amicitias, Pacta, seu aliquas Alligantias cum quocùmque Rege, Principe, aut Personâ Mundanâ aut Ecclesiasticâ, cujuscumque statûs, dignitatis, aut conditionis existant, de cætero contrahent, aut inient in præjudicium præfati *Romanorum & Bohemiæ Regis*, ac Ligarum præsentium.

ITEM, quòd Vassalli & Subditi præfati *Regis Angliæ & Franciæ* possint liberè, securè, & absque impedimento seu perturbatione quacumque, intrare, transire, morari, conversari, & mercari, tàm per Terram, quàm per Mare, in omnibus Terris Imperii, & in quibuscumque Terris, Regnis & Dominiis ipsius *Roma-*

ANNO 1381.

manorum & Bohemiæ Regis, & abinde liberè recedere & ire, quocumque voluerint, cum Rebus & Mercandisis suis, absque impetitione, aresto, seu molestatione quacumque (salvis tamen Juribus Dominorum & Principum quorumcumque) & sic fiet Subditis ipsius *Romanorum & Bohemiæ Regis*, vice versâ.

ITEM, quòd non liceat eidem *Romanorum & Bohemiæ Regi*, nec alicui de ipsius Subditis aut Vassallis, quemcumque Subditum seu Vassallum dicti *Regis Angliæ & Franciæ*, quocumque modo, detinere, capere, seu arestare, vel incarcerare, aut ipsius Bona quomodolibet sub aresto impedire, etiam ratione Reprisaliæ seu Contraprisiæ, nisi ratione Delicti vel Contractûs, commissi seu initi infra Districtum suum, & hoc Juris ordine observato; Nec etiam liceat dicto *Domino Regi Angliæ & Franciæ*, quoad Subditos præfati *Romanorum & Bohemiæ Regis*, vice versâ.

ITEM, quòd dictus *Romanorum & Bohemiæ Rex* præsentes Ligas Literis suis propriis firmare, & etiam, postquam Insulas Imperiales receperit & Coronæ suæ solempnia compleverit, innovare &, ut Imperator, de novo facere teneatur.

Quas quidem Amicitias, Confœderationes, seu Ligas Nos, *Przimislaus Dux Teschinensis*, *Conradus Kreyer* Magister Curiæ, & *Petrus Wartemberg* Magister Cameræ, dicti Principis & Domini Domini *Wencelai*, Dei gratiâ, *Romanorum & Bohemiæ Regis* Ambassatores prædicti, post plenam & exactissimam Examinationem omnium & singulorum, in præmissis Atticulis contentorum, nomine Domini nostri *Romanorum & Bohemiæ Regis* supradicti & nostro, ex nostra certa scientia, inivimus, fecimus, & contraximus, inimus, facimus, & contrahimus, eisdemque consensimus ac etiam consentimus, promisimusque, & adhuc promittimus, bonâ fide, quòd idem Dominus *noster Rex* omnia & singula, per nos in hac parte facta, gesta, & concordata, sub Majestatis suæ Sigillo ratificabit & approbabit, defectumque, si quis in Mandatis seu Procuratoriis nostris habeatur, ac omnem alium defectum in præmissis, supplebit & emendabit, prout fuerit opportunum;

Et nichilominus, ad majorem præmissorum firmitatem, in prædicti *Regis Angliæ & Franciæ*, Reverendissimi in Christo Patris Domini & Domini *Pilei*, Dei gratiâ, *tituli Sancti Praxedis Presbiteri Cardinalis*, ac, Reverendorum Patrum, Dominorum, *Simonis Cantuariæ Archiepiscopi* totius Angliæ Primatis & Sedis Apostolicæ Legati, *Willielmi Londoniæ*, *Wilhelmi Wyntoniæ*, *Johannis Herefordensis*, *Radulphi Sarum*, Episcoporum, Illustris Principis Domini *Johannis Regis Castellæ & Legionis* Ducis Lancastriæ, *Richardi* Arundellæ & Surriæ, *Hugonis* Staffordiæ, *Gullielmi* Sarum, & *Willielmi* Suffolciæ, Comitum, ac plurium Baronum & aliorum Nobilium præsentiâ, ad Sancta Dei Evangelia, per nos corporaliter tacta, in Animam Domini nostri Regis supradicti juravimus, & juramus, Amicitias, Ligas, & Confœderationes prædictas, ac omnia & singula, contenta in eisdem, inviolabiliter observare & tenere, dolo & fraude cessantibus quibuscumque:

Et, ex habundanti, renunciavimus, & renunciamus nomine, quo supra, omnibus & singulis Exceptionibus, Cavillationibus, & Defensionibus, tàm Juris, quàm Facti, per quas contra præmissa, vel præmissorum aliqua, possemus, vel posset idem Dominus noster quomodolibet se tueri.

Nósque, *Edmundus Comes Cantebrigiæ*, *Hugo*, & *Albredus*, Ambassatores, Commissarii, seu Procuratores supradicti, prædictas Amicitias, Confœderationes, seu Ligas, nomine Domini nostri Regis supradicti, unà cum eisdem, *Przimislao*, *Conrado*, & *Petro*, Ambassatoribus, Commissariis, seu Procuratoribus *Romanorum & Bohemiæ Regis* supradictis, inivimus, fecimus, & contraximus, inimus, facimus, & contrahimus, eisdemque consensimus, ac etiam consentimus, promisimusque, & adhuc promittimus, bonâ fide, quòd idem *Dominus noster Rex*, omnia & singula, per nos in hac parte facta, gesta, & concordata, sub Majestatis suæ Sigillo, ratificabit & approbabit, ac defectum, si quis intervenerit in præmissis, supplebit prout fuerit opportunum;

Et nichilominus in, metuendissimi Domini nostri, Regis prædicti, ac aliorum Prælatorum & Procerum prædictorum præsentia, juravimus, & juramus, Amicitias, Ligas, & Confœderationes prædictas, ac omnia & singula, contenta in eisdem, inviolabiliter observare & tenere, dolo & fraude cessantibus quibuscumque:

Et, ex habundanti, renunciavimus & renunciamus, nomine quo supra, omnibus & singulis Exceptionibus, Cavillationibus, ac Defensionibus, tàm Juris, quàm Facti, per quas contra præmissa, vel præmissorum aliqua, possemus, vel posset idem Dominus noster quomodolibet se tueri.

ANNO 1381.

Tenores verò Procuratoriorum, de quibus superius fit mentio, sequuntur sub hac Forma,

Litera Procuratoria Annæ Filiæ Caroli Imperatoris & Regis Boemiæ, ad tractandum de Matrimonio contrahendo.

NOS *Anna*, Dei gratiâ, claræ memoriæ, Serenissimi ac Invictissimi Principis & Domini, Domini *Karoli*, quondam *Romanorum Imperatoris & Boemiæ Regis*, Patris nostri carissimi *Filia*,

Recognoscimus, tenore præsentium, universis quòd,

Ad consilia, requisitiones, necnon inductiones, Serenissimi Principis, Domini *Wenceslai*, *Romanorum & Boemiæ Regis*, Domini & Fratris nostri pertimendi, necnon, Serenissimæ Principis, Dominæ *Elizabeth*, *Romanorum Imperatricis*, & *Reginæ Boemiæ*, Dominæ & Matris nostræ carissimæ, necnon, animo deliberato, voluntate liberâ, & ex certâ scientiâ,

Constituendos duximus, & constituimus in hiis Scriptis, nostros veros, certos, & legitimos Procuratores, & Nuncios speciales, præsentes, & onus Procurationis in se sponte recipientes, Illustrem Principem Dominum *Przemislaum*, *Ducem Teschinensem*, Consanguineum nostrum carissimum, &, Nobiles, *Conradum Kreyger*, ac *Petrum de Wartenberg*, dicti Domini Regis & Fratris nostri Consiliarios, ad contrahendum Matrimonium, nostro nomine atque vice, per verba de præsenti, cum, Serenissimo Principe, Domino *Richardo Rege Angliæ* dumtaxat,

Et ad faciendum omnia & singula in hujusmodi Contractu, quomodolibet oportuna, etiam si Mandatum exigant speciale, & quæ nos facere possemus si personaliter adessemus,

Promittentes, bonâ fide & absque dolo, ratum & gratum tenere & inviolabiliter observare quodcunque, per dictos Procuratores & speciales Nuncios nostros, in Contractu dicti Matrimonii, actum, factum fuerit quomodolibet, sive gestum.

Et, quia proprio Sigillo nondum uti consuevimus, præmissa sub Majestatis Sigillo prædicti Domini & Fratris nostri *Romanorum & Boemiæ Regis*, & in præsentia, Venerabilium Patrum, Dominorum, *Johannis*, *Pragensis Archiepiscopi*, & *Conradi*, *Lubicensis Episcopi* Ecclesiarum: Illustrium Principum, Domini *Henrici Ducis Slesiæ* & Domini Bregensis, Domini *Procopii Marchionis Moraviæ*, Consanguineorum: dilectorum nostrorum, & Nobilium, *Andriæ & Henrici de Duba*, *Thymonis de Coldicz*, *Botbonis de Czastolowitz*, & *Benessii de Duba*, voluimus & rogavimus roborari.

Et nos, *Wenceslaus Romanorum & Boemiæ Rex* prædictus, publicè profitemur, nos, ad petitionis instantiam, Serenissimæ Principis, *Dominæ Annæ* prædictæ, Sororis nostræ praecarissimæ, Majestatis nostræ Sigillum præsentibus appendisse.

Datum in Castro Burgelehens, Anno Domini millesimo, trecentesimo, octuagesimo primo, Indictione Quarta, x. Kalen. Februarii.

Procuratoria Elizabethæ, Matris Annæ supradictæ.

ELIZABETH, Divinâ favente Clementiâ, *Romanorum Imperatrix semper Augusta*, & *Boemiæ Regina*,

Recognoscimus, tenore præsentium, universis quòd,

De circumspectionis & legalitatis industriâ, Illustris Principis, Domini *Przimislai Ducis Theschinensis* Consanguinei nostri karissimi, ac, Nobilium, *Conradi Crerar*, Serenissimi Principis Domini *Wengeslai Regis Romanorum & Boemiæ*, Filii nostri karissimi, Curiæ Magistri, & *Petri de Wartemberk* al de Kost dicti Filii nostri Camereingii, plenam & indubitatam fiduciam obtinentes, animo deliberato, & de certa nostra scientia,

In præsentia, Nobilium, *Sdenkini de Waldensteyn* Magistri Curiæ nostræ, *Hermani de Kyssnyk* Burgravii nostri Groten. &, honorabilis, *Martini Canonici Olomucensis*, Thesaurarii nostri,

Dicto Domino *Duci & Nobilibus* præfatis plenam, liberam, & omnimodam dedimus, & damus præsentibus,

ANNO 1381.

Facultatem, de & super Parentela, inter, Serenissimum Principem, Dominum *Richardum Regem Angliæ*, & Excellentem Virginem, Domicellam *Annam Natam nostram*, nostro nomine, tractandi, ordinandi, disponendi, &, in animam nostram, jurandi,

Et quidquid per dictos, *Ducem & Nobiles*, in ipso Parentelæ Negotio, pro hac vice, tractatum, ordinatum, dispositum, & qualitercunque juratum in animam nostram fuerit, hoc ipsum ratum, gratum, & firmum habere, tenere, & inviolabiliter observare volumus, promittimus, & debemus, præsentium (sub appenso nostro Sigillo) testimonio Literarum.

Datum Prage, die penultimâ Mensis Januarii, Anno Domini millesimo, trecentesimo, octogesimo primo.

Commissio Imperatoris ad tractandum de Amicitiis, & de Liga contra Scismaticos.

WENCESLAUS, Dei gratiâ, *Romanorum Rex semper Augustus* & *Boemiæ Rex*,

Notum facimus, tenore præsentium, universis quòd,

De, Illustris *Przemislas Ducis Teschinensis* Principis & Sororii nostri carissimi, ut etiam, Nobilium, *Conradi de Kreyger* Magistri Curiæ nostræ, & *Petri de Wartenberg*, Consiliariorum & Fidelium dilectorum nostrorum, legalitatis, virtutis, & probatæ circumspectionis industriis plenam & indubitatam fiduciam obtenentes,

Ipsos, unimo deliberato, de certa nostra scientia, & sano Principum, Baronum & Procerum nostrorum accedente consilio, nostro Nomine, creavimus, constituimus, fecimus, creamus, facimus, constituimus, &, meliori modo & forma quibus fieri potest, præsentibus ordinamus nostros Ambaxiatores, Procuratores, Negotiorum Gestores, & Nuncios speciales,

Dantes & concedentes eisdem plenam & omnimodam Potestatem tractandi, contrahendi, ineundi, faciendi, & consummandi, pro Nobis & Hæredibus nostris Boemiæ Regibus, Amicitias, Uniones, & Ligas Fraternales, & etiam Colligantias,

Statum & Honorem Sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ, &, Sanctissimi in Christo Patris & Domini, Domini *Urbani Papæ Sexti*, concernentes, ad exterminium Scismaticorum, nunc vigentium & Rebellium, præsentium & futurorum, ipsius Domini *Urbani Papæ* prædicti, & Successorum suorum canonicè intrantium, & per Collegium Cardinalium, dicto *Domino Urbano* adhærens, eligendorum,

Cum, Serenissimo Principe, Domino *Richardo Rege Angliæ* Illustri, Fratre nostro carissimo, pro se, & suis Hæredibus Angliæ Regibus,

Et easdem Amicitias, Uniones, & Ligas Fraternales, necnon Colligantias pro Sacrosancta Romana Ecclesia, & Domino nostro, *Urbano Papa* prædicto, nostro Nomine, & Hæredum nostrorum, Literis nostris firmandi, & in animam nostram jurandi,

Ac etiam, nostro Nomine, a dicto Domino *Rege Angliæ* Juramenta recipiendi, de & super præmissa servando, & etiam adimplendo,

Ac omnia & singula faciendi, quæ pro consummatione seu factione Amicitiarum, Unionum, & Fraternalium Ligarum, necnon Colligantiarum prædictarum, necessaria fuerint, seu quomodolibet opportuna; Et quæ nos facere & concludere possemus si personaliter adessemus, etiam si Mandatum exigant speciale:

Promittentes nichilominus, pro Nobis, & dictis Hæredibus nostris Boemiæ Regibus, ratum, gratum, atque firmum inviolabiliter observare, quidquid per præfatos Sororium & Consiliarios nostros, *Ducem Teschinensem*, *Conradum de Creyger*, & *Petrum de Wartenberg*, nostro Nomine, in præmissis, actum, factum, seu consummatum fuerit quomodolibet, sive gestum, præsentium (sub Regiæ nostræ Majestatis Sigillo) Testimonio Literarum

Datum Nuremberg Anno Domini millesimo, trecentesimo, octuagesimo primo, Indictione quartâ, Kalen. mensis Februarii, Regnorum nostrorum Anno Boemiæ decimo octavo, Romanorum verò quinto.

De Mandato Domini Regis, CACELL. *Archiepiscopus Pragen.*

RICARDUS, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ*, & Dominus Hiberniæ, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem.

Inter gloriosas Reipublicæ curas & Regalium sollicitudinum fructus uberes, æstimamus præcipuum aliorum Principum & Regum sublimium sibi copulare Præsidia, ac cum talibus Ligarum, Affinitatum & Amicitiarum specialium inire Fœdera, per quos Principatus, hinc indè Amoris indissolubilis nexu conjuncti, insurgentibus ex adverso resistere, & ab omni oppressionis clade, coadunatis viribus, poterunt se tueri.

Quòd, dùm intra mentis nostræ præcordia diligentiùs tractaremus, cum Serenissimo Fratre nostro Domino *Wencelao*, Dei gratiâ, *Romanorum & Bohemiæ Rege* illustrissimo, &, Divinâ favente Clementiâ, *Imperatore futuro*, nedum hujusmodi Amoris Fœdera stringere, set Affinitatem & Parentelam contrahere, Ligasque firmas, speciales, & perpetuas, præ cæteris, optabamus inire.

Undè, cùm certi, super hoc, Ambassatores nostri Celsitudini suæ per nos primitus mitterentur, placuit modò eidem Serenissimo Fratri nostro, pro voluntate & desiderio nostris adimplendis, solempnes Ambassatores & Consiliarios suos, Illustrem *Premislaum Ducem Teschinensem*, *Conradum Kreyger* Magistrum Curiæ, & *Petrum de Wartenberg* Magistrum Cameræ, & Burgravium Prag. dicti Fratris nostri, nedum pro Ligis & Amicitiis hujusmodi appunctuandis, set pro Tractatu Matrimonii, inter Nos & Serenissimam Dominam Dominam *Annam ipsius Fratris nostri Sororem Inclitam* prælocuto, feliciter, Dei gratiâ, concludendo, in Regnum nostrum, ad nostram præsentiam destinare:

Nos,

Volentes ulterius procedere in præmissis,

Ac de circumspectione & legalitate, dilectorum & fidelium nostrorum, *Edmundi Comitis Cantebrigiæ* Patrui nostri carissimi, *Hugonis Segrave* Senescalli Hospitii nostri, & *Albredi de Veer* Camerarii nostri, Militum, pleniùs confidentes,

Ad tractandum, ordinandum, & concordandum cum Ambassatoribus, Procuratoribus, Nunciis, seu Deputatis prædicti Fratris nostri, Potestatem ad infrascripta habentibus, super Ligis, Confœderationibus, & Amicitiis Fraternalibus, & specialibus, temporalibus, vel perpetuis,

Inter eundem Fratrem nostrum, Subditos suos, Regna & Dominia sua quæcúmque, ex una, & Nos, Subditos nostros, ac Regna, & Dominia nostra quæcúmque, ex parte altera, ineundis,

Ac etiam de modo, formâ, quantitate, & qualitate Auxilii, Subventionis, seu Subsidii, hinc inde, tempore necessitatis, mutuo ministrandi,

Et Communicationibus, inter Subditos, hinc indè, in Mercimoniis & aliis licitis, securè & fraternaliter faciendis,

Necnon super Sponsalibus seu Matrimoniis, inter Nos & Serenissimam *Annam* supradictam feliciter, per Dei Gratiam, contrahendis, & de quantitate Dotis eidem assignandæ, seu Arris in hac parte constituendis, ac etiam quomodo & quando prædicta Domina, per Parentes & Amicos suos, nobis transmitti, & in Domum nostram Regiam traduci debeat, ordinandum & disponendum,

Necnon ea, quæ sic tractata, conventa, & concordata fuerint, tàm super Ligis, quàm super Contractu Matrimonii, prædictis, omni Securitate honestâ & debitâ Nomine nostro firmandi,

Consimilémque Securitatem pro Nobis, & Nomine nostro, petendi, stipulandi, & recipiendi,

Jurandique in Animam nostram quòd tractata, conventa, & concordata hujusmodi rata habebimus atque grata,

Cæteráque omnia & singula faciendi, exercendi, & expediendi quæ in præmissis & circa ea necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna, ac quæ qualitas & natura Negotiorum hujusmodi exigunt & requirunt, & quæ Nos faceremus seu facere possemus si personaliter præsentes essemus, etiam si talia sint quæ Mandatum exigunt quantumcúmque speciale,

Prædictos, *Edmundum*, *Hugonem*, & *Albredum*, & duos eorumdem, nostros veros, legitimos, & indubitatos Procuratores, Negotiorum Gestores, Commissarios, Deputatos, & Nuncios speciales, facimus, ordinamus, & constituimus,

Per præsentes promittentes, in verbo Regio, Nos ratum & gratum perpetuò habituros quicquid per Procuratores nostros prædictos, ac duos eorumdem, actum, gestum, seu procuratum fuerit in præmissis.

Dat. in Palatio nostro Westm. sub Magni Sigilli nostri Testimonio, vicesimo nono die Mensis Martii, Anno Regni nostri quarto.

In

ANNO 1381.

In quorum omnium & singulorum testimonium atque fidem Nos,

Przimislaus, *Conradus*, & *Petrus*, prædicti Romanorum & Bohemiæ Regis,

Ac *Edmundus*, *Hugo*, & *Albredus*, præfati Angliæ & Franciæ Regis,

Commissarii seu Procuratores supradicti, præsentes Literas Duplicatas (quarum una penes ipsum *Romanorum & Boemiæ Regem*, altera verò penes *Regem Angliæ & Franciæ* supradictum remanebit) scribi & Sigillorum nostrorum munimine fecimus communiri.

Dat. Londoniæ in Palatio Regio Westm. secundâ die Maii, Anno Domini millesimo, trecentesimo, octogesimo primo.

CXVII.

17. Jun. Verbündnuß zwischen Ein und Viertzig Schwäbisch-Rheinischen und andern Frey- und Reichs-Städten/ zu gemeinschafftlicher Sicherheit/ Vertheidigung und Beystand auf 3. Jahr aufgerichtet. Speyr des nächsten Montags vor St. Johanns Tag deß Tauffers als er gebohren ward. 1381. [Lehmanni Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. LXVI. pag. 746. Col. a d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. IV. Abtheil. VIII. von Reichs-Städten in gemein pag. 33. & dans Phil. Datt, Volumen rerum Germanicarum novum. pag. 54. col. 1.]

C'est-à-dire,

Confederation pour trois ans faite entre quarante & une Villes Libres & Imperiales des Cercles de Suabe *& du* Rhin, *pour leur commune défense & sûreté. A Spire le Lundi avant la Nativité de Saint Jean 1381.*

Wir diese hernach geschriebenen deß Heiligen Römischen Riches Städte/ Augspurg/ Ulme/ Costentz/ Esselingen/ Rütlingen/ Rotwile/ Wile/ Uberlingen/ Memmingen/ Bibrach/ Ravenspurg/ Lindau/ S. Gallen/ Pfullendorf/ Kempten/ Kouffbüren/ Lütkirch/ Ysny/ Wangen/ Buchhorn/ Gemünd/ Halle/ Haylbrunnen/ Wimpffen/ Winsperg/ Nördlingen/ Dünckelspül/ Rotenburg uff der Tauber/ Giengen/ Boxffingen/ Aulun/ Wile in Turgow/ und Buchow/ erkennen offentlich und thun kunde mit diesem Brieffe allen den die ihn sehent oder hörent lesen/ daß wir uns dem Heiligen Römischen Riche zu Ehren/ uns und dem Lande zu Nutze und zu Frummen verbunden han/ und einmüthig worden sin/ mit den Ersamen Wysen Lüten/ den Räthen und Burgern gemeinlichen der Städte/ Mentze/ Straßburg/ Wormbs/ Spire/ Franckenfurt/ Hagenow/ Wissenburg und Phedersheim/ wer hüte diesem Tage/ als diese Brief geben ist Wihenechten die nechste komment/ und von denselben Wihenechten üdie drü gantzen Jare/ die darnach allernechste nach einander kommende sind/ in getreuwelich berathen und beholffen zu sin/ in die Form und Maß/ als hernach geschrieben steht/ mit Namen also:

Were es Sache/ daß sie sammentlich oder besunder oder die ihren von ieman/ wer der were/ in diese Zit diß Verbündes geschediget oder angegriffen würden/ in welchen Weg das were/ oder mit Macht uff sie ziehen wolte/ und die Stadt oder Städte/ die also geschediget oder angegriffen weren/ oder uff die also gezogen were/ in iren Räthen oder mit dem meren Theile in denselben iren Rathe uff den Eyd erkanten/ das ihn unrecht geschehen wäre oder geschehe/ und daß die vorigen Städte sammentlich mit jn/ oder mit den meren Theile unter in uns das verkündigten und ermanten umbe Hülff gen Eßlingen in den Rathe/ so sollen wir in getreuwelichen gerathen und beholffen sin/ mit zwein hundert Glenen wol erzügeter Lüte/ ohne Geferde/ die auch nach der Verkündigunge in den nechsten viertzehen Tagen von Huß ufriten sollen/ und auch fürderlich volltriten an die Stadt/ die sie uns danne benennent und verkündent ohne alle Geferde/ Es were dann daß sie uns mit minder Glene manten/ die sollen wir zu nach senden in derselben forme/ doch also daß sie ihre Glene drey Tage vorhin haben an der Stadt/ dahin sie uns gemant hant/ und sollen ihn mit denselben unsern Glenen getruwelich gerathen und beholffen sin/ wider allermänniglich/ die sie also angriffen und geschediget hanten/ als vorgeschrieben stehe/ und die jhn denselben Angriffern dartzu gerathen und geholffen hetten oder weren/ als lang biß in der Schade und Angriffe abgeleit und gekehrt wird. Und sullen wir diß thun uff unser eygen Kost/ Schaden und Verlust/ als dicke deß Noth geschicht/ ohne alle Geferde/ also daß sie doch denselben unsern Glenen in ihren Städten/ so ihn danne gebühret zu ligen/ Herberge und Stallunge geben sollen/ also daß sie iren eigen Kosten darinnen haben/ und auch bestellen/ daß sie in iren Städten redlichen feylen Kauff finden/ umb ihr Pfenning/ ohne alle Geferde.

Und auch aber also/ wenn wir von den vorgenanten Städten ermant werden/ jn zu helffen/ als vorgeschrieben steht/ daß wir uns danne gegen denselben/ wider die wir den vorgenannten Städten helffen sullen/ mit Widersagen bewahren mögen.

Wer es aber Sache/ daß jeman sie oder die ihren angriffe und beschädigete by uns oder umb uns/ es weren Kouflüte/ Koufmanschätze/ oder an welch andere Wise das were/ so sollen wir zustund/ so wir das innan oder gewar werden/ darzu ernstlichen griffen und thun/ sammentlich oder besunder/ daß das widertan und gekehrt werde/ zu gleicher Wise/ als uns das selber widerfahren und geschehen were/ one alle Geferde. Were es auch/ daß jeman sie sammentlich oder besunder/ oder die jren angriffe/ oder uff sie ziehen oder dienen wolte/ oder Hülffe/ Spise/ oder andern Rathe dartzu thete oder gebe/ oder sie husete oder hosete/ die bi uns oder umb uns gesessen weren/ daß wir den oder dieselben darumbe auch angriffen und beschedigen sollen/ an Lib und Gute/ so bald wir das innen oder gewar werden/ es si uns von den vorigen Städten sammentlich oder besunder verkündiget oder nit/ auch zu gleicher Wise/ als uns dasselbe widerfahren und beschehen wäre/ one alle Geferde.

Were es auch Sach/ daß die vorgenanten Städte beduchte/ daß es jne nothdürfftig were/ daß sie mehr Volckes und Hülff von uns bedürfften/ dann der Summe als vorgeschrieben stehe/ das mögen sie uns in den Rathe gen Eßlingen verkünden/ und uns darumbe Tag bescheiden/ in ein Stadt da sie truwent/ die uns allergelegenlichest sye/ und uff einen bequämlichen Tage den wir erreichen und erlangen mögen/ uff denselben Tag wir auch unsere Fründe mächtiglichen schicken und senden sollen zu jnen/ und was dann sie und wir einhelliglichen überkommen mit Hülffe fürbaß dartzu zuthunde/ das sollen wir one Verzog und fürderlichen thun one alle Geferde.

Auch ensollen wir noch keiner der unsern niemand der die ehegenanten Städte oder die ihren beschädiget hette oder angriffe/ keinerlei veilen Kauff/ Spise/ Gezüge/ Hernisch/ noch keinerlei andern Rathe geben noch thun/ in dehein Wise/ ohne alle Geferde.

Were es auch daß wir vor den vorgenanten Städten gemahnt würden/ ihnen unser Glenen zu Hülff zu schicken/ als vorgeschrieben steht/ und jne die gesende hetten/ als auch vorgeschrieben stehe/ und daß dann derselben Städte ein oder mehr Noth angienge/ wie dann dieselben Städte sammentlichen oder mit dem merern theil erkanten daß es nothdürfftig were/ einer Stadt zu Hülff zu kommen oder mehr Städten zuzutheilen/ deß sollen unser Glenen und Volck gehorsam sin.

Und welcher Stadt oder Städten unser Volck also geschicket oder zugetheilt werden/ die sollen dem Theil einen Hauptman geben das jn zugeschickt ist/ und dem auch dasselbe Theil gehorsam soll sin anzugreiffen und zu schädigen/ ohne alle Geferde.

Und wenne auch wir umb Hülff von ihn den vorgenanten Städten ermahnt werden/ ehe daß wir sie umb Hülff gemahnt hetten/ so sollen wir ihn doch mit unser Hülffe/ ob uns darnach wol Noth angienge/ zu Helffe kommen als vorgeschrieben steht/ also daß die erste Manunge mit Namen vorgehen soll.

Und were es daß sie mit denselben unsern Volcke und Glenen so wir ihn die also zugeschicket hetten/ icht Schlosse/ Vesten oder Städte/ oder Gefangen gewünnen/ mit denselben Schlossen und Gefangenen mögen die vorgenanten Städte wol leben/ und thun wie sie wollen/ und das unter sich theilen/ nach Marzale/ alsdanne jegliche Stadt unter ihnen darumbe uff dem Veld gewesen ist/ ohne alle unser und der unsern Widerrede und Hindernusse. Doch so sollen sie versorgen so sie beste mögen on Geferde/ daß uns oder den unsern/ von der vorgenanten Schlosse/ Gefangenen oder Nahmen wegen dehein Schade noch Vigentschafft darnach ufferstande.

Und were es auch daß der vorgenanten Städte ein oder mehr/ oder die ihren ire Vigende uß und in unser Städte sammentlich oder besundere schädigen/ suchen/ oder angreiffen wolten/ deß sollen wir ihn wol günnen/ und ihn dazu gerathen oder beholffen sin/ und sollen jn auch zu allen ihren Nöthen diß Verbunds all unser Schloß offen syn/ sich darinn und darauß zu behelffend ohne alle Geverde.

Were es auch das die vorgenanten Städte oder die ihre dehein Herren oder jemand anders dienten/ die zu diesem Bund nit gehorten/ was ihn von deß Diensts wegen geschehe oder angienge/ darzu sollen wir ihn nit beholffen sin/ wir thun es dann gerne/ doch also daß dieselben Städte noch die iren nieman dienen das wider diesen Bund si/ one alle Geferde.

Auch ensollen wir uns mit niemand umbe dehein Sache/ die sich von dieß Verbunds wegen verloffen hette oder geschehen were/ Frieden noch sunen/ in deheine Wise/ one der vorgenanten Städte willen und wissen/ ohne alle Geferde. Auch ensoll man niemand in diesen Bund empfahen/ die vorgenanten Städte und wir sin es dann vor einhelliglich überkommen.

Was Krieges auch in dieser Zit diß Verbunds und von diß Verbunds wegen ufferstünde/ und von einer der vorgenanten Städte oder mehr/ angefangen were/ darzu sollen wir jn beholffen sin/ als vorgeschrieben steht. Und nach diß Verbunds Ußgang ein Jahr das nechste glicher Wise als in diesem Verbund/ ohne alle Geverde.

Wir die vorgenenten Städt nehmen uß in diesem Verbunde/

des

ANNO 1381. den Allerdurchleuchtegesten Fürsten und Herren Wentzeslauen/ Romischen König/ zu allen ziten Mehrer deß Heil. Romischen Reichs und König zu Bohem unsern gnädigen Herrn/ und das H. Romische Ryche/ darzu so nehmen wir uß/ die Durchleuchtigen Hochgebornen Fürsten/ Hertzog Ruprecht den Aeltern/ Hertzog Ruprecht den Jungern/ Hertzog Ruprecht den Jüngsten/ Hertzog Stephan/ Hertzog Friderichen/ und Hertzog Hansen alle Pfaltzgrafen by Ryne/ und Hertzogen in Bayern/ und darzu Hertzog Lutpolde von Oesterreich/ und darzu die Edlen Herren/ Herrn Bernhart und Herrn Rudolph Marggrafen zu Baden/ Graf Rudolph von Hochenberg/ Graf Rudolph von Monfort/ Herr zu Veldkirch/ Graf Henrich von S. Gans genant von Haduhe/ Graf Ludwig und Graf Friderich von Oettingen/ Gebrudere/ Graf Cunrad von Monfort/ Herr zu Bregentz/ unsere gnädege Herrn/ und den Abbt von Murnhart/ und sollen auch alle Verbündnuße/ die wir mit den gethan haben/ die wir ußgenommen haben/ als vorgeschrieben stat/ in ihren Kräfften verbliben/ diewile die Bund weren/ als sie jetzo vergriffen sind/ und sollen auch fürbas keinen Bund machen/ es werde dann dieser Bund vor ußgenommen.

Alle diese vorgeschriebene Stück und Artickel sammenthaft und besunder diß vorgenanten Verbunds/ hant wir vorgenanten Städe gelobe bi guten Truwen und darnach zu den Heiligen geschworen/ stete/ vest und unverbrochenlich zu halten/ zu leisten und zu vollführen/ one alle arge List und Geferde/ nach des Brieffs Sage.

Und deß zu wahrem Urkunde und vester Stätigkeit/ so han wir unser Städe Ingesigele thun hencken an diesen Brieff/ der geben ist zu Spire/ da man zalte nach Christus Geburte/ dreyzehen hundert Jahr/ und darnach in dem ein und achtzigsten Jahr/ deß nechsten Montags vor S. Johans Tag deß Tauffers als er geborn wart/ genant in Latine Nativitates Joannis Baptistæ.

CXVIII.

19. Juin. Fernere Erklährung in was Fällen die Rheinische mit denen Schwäbischen und andern Reichs-Städten laut des vorhergehenden Tractats verbundene Städte diesen letztern auch wider die jenige Herrschafften/ welche sie insonderheit aufbehalten/ Hülffe leisten sollen. Geben zu Speyr des nächsten Montages für St. Johannes-Tag des Täufers als er gebohren ward. 1381. [JOH. PHILIP. DATT, Volumen rerum Germanicar. novum Lib. I. Cap. VIII. pag. 54. §. 12.]

C'est-à-dire,

Ulterieure Déclaration des cas dans lesquels les Villes Imperiales du RHIN *seront tenues de secourir celles de* SUABE *& les autres Villes Imperiales, même contre les Princes & les Comtes qui sont exceptés dans le Ti aité Fait le Samedi après la Fête de St. Jean Bapti... 1381.*

WIr die Stette und alle Burger gemainliche der Stett de Meintze/ Straßburg/ Wurms/ Spier/ Franckfurth/ Hagenowe/ Wissenburg und Phederßheim/ bekennen uns und verjehen offenlichen mit diesem Briefe/ allen den/ die in ansehend/ oder horend lesen. Alß wir unß mit den Steeden Augsburg/ Ulme/ Costentz/ Eßzelingen/ Rutlingen/ Rothwyle/ Uberlingen/ Mimmyngen/ Biberach/ Ravenspurg/ Lindowe/ Sant Gallen/ Phullendorff/ Kempten/ Kauffbeuren/ Lutkirchen/ Ysni/ Wangen/ Buchhorn/ Gemunde/ Halle/ Haylbronne/ Winphen/ Winsperg/ Nordelingen/ Dinckelsbohel/ Rotenburg uff der Duber/ Giengen/ Boppfingen/ Aulen/ Wylein/ Dietzow und Buchow/ dem heylygen Romischen Ryche zu Eeren/ dem Lande und unß zu Nutze/ und zu Fromen verbunden haben/ und eynmütig wurden sin/ nach der Briefe sage/ die wir enander darüber unter unß Stedte ingesiglen versiegelt und gegeben han; Versprechen wir unß besunderlich in diesem Brieffe/ und globn in guten Truwen/ by den Eyden/ die wir in dem vorgenanten Verbunde getan haben. Weß (ob es wer eß) Sache/ daß iemant wer der wer/ die vorgenante Stedte samentlich/ oder besunder/ von dem Verbunde/ den sie und wir miteinander habent/ entremen/ oder daran notigen wolte/ in welchen Weg daz were: so sollen und wollen wir yn da wider getruwlichen/ auff die Eyde/ geraten und beholffen sin/ ane alle Geverde. Want aber in dem vorgenanten Verbunde und Eynmütigkeide die vorgenanten Steede gemeynliche alle mitenander ußgenommen haben/ nach Lute und Uswisunge deß Haubtbrieffes deß Verbundes/ den wir von yn habent: So verbunden und versprechen wir unß deß auch/ in disem Brieffe/ uff die Eyde/ also: Weß Sache/ daß die Hertzogen/ Graffen oder Herren deheyner/ mit Nahmen/ Hertzoge Rubrecht der Elter/ Hertzoge Rubrecht der Jünger/ Hertzog Rubrecht der Jungste/ Hertzoge Steffan/ Hertzog Fryderich oder Hertzoge Hanß/ alle Pfaltzgrafen by Rine und Hertzogen zu Bayern/ Hertzoge Lupolt von Osterreich/ Herr Bernhart und Her Rudolff Marggrafen zu Baden/ Grafe Rudolff Marggraff von Montfort/ Her zu Velkirche/ Grafe Henrich von Sant Gans genant von Vadotz/ Grafe Ludewig und Grafe von Otingen/ Grafe Conrad von Monfort/ Her zu Bregentz oder der Abbet von Mornhart deheiner/ er einer oder mer/ der sie in dem vorgenanten Verbunde und Eynmütigkeide ußgenommen haben/ und also die mit Nahme hie in diesem Briefe benamet sind/ wider die vorgenante Steedte dheine den oder mit denselben Stedte criegende oder zweyende wurden/ in welchen Weg daz were; und daz der Rat/ oder Räte/ oder daz meerenteyl under yn/ die dieselben also kriegeten/ oder beschedegeten/ erkennten uff ihre Eyde/ daz yn/ von den/ oder den/ die sie ußgenommen hant/ ——— ——— unrecht geschehen: So mögen die vorgenante Steede samentlich mit yn/ oder der meerer Teyl under yn/ uns wol manen und sollen wir yn danne wider dieselben getruwelich geraden und beholffen syn/ in aller der Maße/ als ob der/ oder die/ in dem Verbunde nie ußgenommen weren. Und nach deß vorgenanten Verbundes Hauptbrieffe sage/ den sie von unß darüber hant/ ane alle Geverde. Mit Urkunde diß Brieffs/ daran wir unser Stedte eygene Ingesigel hand thun hencken. Der geben ist zu Spyr/ noch Christus Geburte dreyzehenhundert Jar/ darnach in dem ein und achtzigosten Jare/ deß nehesten Montages für Sant Johannes Tag/ deß Dauffers/ alß er geboren wort/ genant in Latine Nativitas Johannis Baptiste.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

CXIX.

18. Juin. *Tractatus Induciarum inter* RICHARDUM II. *Regem Angliæ &* ROBERTUM II. *Regem Scotiæ in biennium prorogatarum. Dat. apud Abchestre die* 18. *Junii Anno* 1381. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 312.]

HÆC INDENTURA,

Facta apud Abchestre, juxta Ayton, decimo octavo die mensis Junii, anno Domini millesimo, trescentesimo, octogesimo primo,

Inter, inclitos Principes & Dominos, Dominum Ducem Lancastriæ, Locum tenentem in partibus Angliæ versus Marchias Scotiæ, ac Commissarium specialem, Serenissimi Principis, Domini *Richardi*, Dei gratiâ, Regis Angliæ illustris, ab una, & Dominum *Johannem Comitem de Carryk*, Primogenitum, ac Locum tenentem, & Commissarium specialem, Serenissimi Principis, Domini *Roberti*, Dei gratiâ, *Regis Scotorum* illustris, a parte alia,

TESTATUR quod,

Cùm ipsi convenissent, apud Ayton, die Mercurii ultimò præterito (videlicet) duodecimo die præsentis mensis Junii, cum continuatione dierum sequentium, usque in præsens, pro habenda cognitione, primitùs, & ante omnia, modo debito & honesto, an MAGNÆ TREUGÆ, aliàs initæ inter Regna, fractæ fuerint, & culpâ cujus, vel non, prout aliàs, apud Berewicum, primo die mensis Novembris, ultimò præterito, in Tractatu fuerit inchoatum, & postmodùm, per Literas clausas Regum Angliæ & Scotiæ, concordatum,

Et, cum a Parte Angliæ, per Partem Scotiæ, pluribus præfatorum dierum dictæ continuationis a dicto die Mercurii citra, peteretur instantius adimpletio præfatæ cognitionis, dicendo se paratam adimplere eandem modis debitis,

Quatinus tangebat ipsam Partem Angliæ, quamvis assereret se paratam adimplere dictam cognitionem, juxta Tractatum præhabitum, rogabat tamen Partem Scotiæ (quam, ut dixit, credebat super hoc avisatam) quòd exprimeret sibi Articulos, quibus innitebatur, per quos reputabat Treugas fractas; & modum habendæ dictæ cognitionis, quem Pars Scotiæ æstimabat debitum & honestum:

Ad quod respondit Pars Scotiæ, QUOAD PRIMUM, quòd,

Ubi, in INDENTURA TREUGARUM, *conceditur quod omnes Gentes & Subditi Regis Scotiæ intercommunicabunt, conversabuntur, & mercandisabunt cum omnibus Gentibus & Subditis Regis Angliæ, liberè, pacificè, sine aresta, vel alio impedimento, ita amicabiliter sicut deberet fieri tempore bonæ Pacis, & sine ostensione Literarum de salvo Conductu,*

Contra istam concessionem denegata est Communio, Subditi Regis Scotiæ trucidati, capti, & deprædati, & dicta denegatio Communionis fuit proclamata in Anglia, &, quamvis ista essent intimata sæpius Commissariis Angliæ, in Marchiis, quandoque Regi An-

gliæ

ANNO 1381. gliæ, ad finem ut cessaret ab hujusmodi Impedimento, & ut servarentur Treugæ quo ad Communionem, nunquam tamen fuit secuta aliqua Emenda, set denegatio Communionis magis obstinatè, sine causa sufficienti, & injustissimè observata:

Hanc causam proposuit Pars Scotiæ tanquam sufficientem, etiam si sola esset, cum Protestatione adjungendi plures, cùm super modo cognoscendi fuerit concordatum:

QUOAD SECUNDUM, dicunt quòd modus cognoscendi, debitus & honestus, est per utriusque Regni Pares numero & gradu status, Electos & Juratos, ita quòd, secundum magnitudinem Articuli, super quo habenda est cognitio, Pares, quoad statum, eligantur majores vel minores, set quo ad numerum semper sint æquales; nam in Controversiis inter Regna qualibuscumque iste modus est solitus & consonus Æquitati, & non dissonus Juri Communi:

Pars vero Angliæ asseruit Treugas prædictas non esse suâ culpâ violatas seu ruptas, offerens se paratam ad reformandum & reformari faciendum, si quæ per eos fuerint in contrarium attemptata; dumtamen consimiliter sibi fiat:

Et videbitur Parti Anglicorum quòd via cognitionis, oblata per Partem Scotiæ, non fuit rationabilis, debita, nec honesta, nec in illam consentirent,

PRIMO, Quia nec usitata nec consueta in tàm alta Quæstione, & propterea, cùm non sit Juri consona, set contra Juris ordinem, in suis Casibus introducta, ad consequentiam trahi non debet,

SECUNDO, Quòd Quæstio hujusmodi concernit Honorem & Vituperium Regis Angliæ, & sic eam terminari per ipsius Ligeos & Subditos non esset conveniens aut consonum Rationi.

Et subsequenter dicta Pars Angliæ offerebat quòd eligeretur, de consensu utriusque Partis, unus Princeps Catholicus, neutri Parti suspectus, qui posset super Quæstione hujusmodi cognoscere, & eam fine debito terminare, absque præjudicio unius Regni vel alterius in aliis; cujus Principis determinationi dicta Pars Angliæ in omnibus vellet stare:

Illa itaque via sibi videbatur rationabilis & honesta,

PRIMO, Quoniàm, ex quo Reges Angliæ & Scotiæ non habent ipsis Superiorem, qui possit Quæstionem hujusmodi terminare, justum est & æquum quod in alium compromittant,

SECUNDO, cum Intentio Partis Angliæ, per Indenturas, Literas, ac alias evidentias, ibidem exhibitas, fuit sufficienter fundata, & lucidè declarata, ut videbatur eisdem, rationabile est hujusmodi Quæstionem coram Arbitro indifferenti tractare, & contra rationem est committere rem Fortunæ,

TERTIO, Consona est Juri Divino & Humano, & quasi communiter, ut dicit, in omnibus Mundi partibus usitata.

Pars verò Scotiæ hunc modum cognoscendi dicebat non esse congruum vel honestum, quia vix vel non inveniretur Rex vel Princeps, gratus uni Parti, quin esset suspectus alteri Parti: & distantia Locorum & difficultas trahendi Exteros ad subeundum onera eis inutilia, potius forent Impedimento quàm promotioni expediendæ cognitionis: & forsan ille modus traheretur in exemplum, in posterum, in similibus Casibus, per quod posset Rex ille clamare sibi Jus esse Superioritatis super Regna; Quod Parti Scotiæ, propter exilitatem potentiæ, debeat esse timori, quamvis Pars Angliæ, confisa de magnitudine potentiæ, hoc vel hujusmodi timere non haberet: & iste modus est inauditus & insolitus, quia non est solitum extra Regna seu Confinia eorumdem, super querelis eorum, mendicari ab Exteris suffragia discussionis, consilii, vel terminationis, sed omnia, ut præfertur, suis Subditis, paribus numero & gradu, agere & implere; nec esset honestum Regnis quòd Exteri intelligerent tantam debilitatem prudentiæ Regnorum, quòd eorum querelas suis nescirent Consiliis discutere & terminare.

Tandem cùm super hoc modo, debito & honesto, cognitionis præfati Articuli sic altercaretur inter Partes, nec super hoc invicem concordarent, pro quiete Populi utriusque Regni, placuit præfatis Dominis, & eorum Conciliis, quòd ab hinc, usque ad Festum Sancti Andreæ Apostoli, proximò futurum, prout est antea concordatum, & abinde, usque ad Festum Purificationis beatæ Mariæ Virginis, extunc per Biennium secuturum (videlicet) Anno Domini millesimo, trecentesimo, octuagesimo tertio, sit specialis Securitas, habens vim & effectum quos habuerunt MAGNÆ TREUGÆ, aliàs initæ inter Regna, & habent si non sint fractæ, tàm per Terram, quàm per Mare, inter Reges &

Regna ac Subditos utriusque Regis; ita quòd (durante Securitate prædictâ) nec Castra, nec Villæ, munitæ vel non munitæ, seu quævis Loca, Personæ, vel Bona alia per Partem unam vel alteram explantur, ANNO 1381.

Quam quidem Securitatem, præfati Domini, Dux & Comes, unà cum Custodibus Marchiarum utriúsque Partis, promiserunt firmiter custodiendam, & sine dolo & fraude facere fideliter custodiri:

Et, si per Subditos unius Partis vel alterius, contra Securitatem hujusmodi (quod absit) fuerit attemptatum, Custodes Marchiarum (de quorum parte fuerint hujusmodi attemptantes) intra mensem, a tempore Requisitionis, in eâ Parte, in formâ quæ sequitur faciendæ, dampnum passis plenam satisfactionem impendi facient, vel Personas delinquentes Custodi Marchiarum Partis adversæ, loco satisfactionis, liberabunt:

Et nichilominus, loco Pœnæ, Capitaneum, seu aliam Personam delinquentium, in electione dicti Custodis Partis adversæ, prout ei rationabile visum fuerit, puniendum, liberare & tradere teneantur.

In attemptatis autem, concernentibus Bundos Comitis Marchiæ, fiat Requisitio, pro parte Anglicorum apud Duns, pro parte Scotorum apud Berewycum,

In concernentibus Bundos *Comitis de Douglas*, fiat Requisitio, pro parte Anglorum apud Melros, pro parte Scotorum apud Roxesburgh,

Ubi verò Bundi sui concernunt partes Occidentales, fiat Requisitio Anglicorum ad Domum *Johannes Filii Thomæ* apud Ardkane, Scotorum verò Requisitio fiat Anglicis ad Prioratum de Canouby,

In concernentibus Bundos Domini *Archibaldi de Douglas*, fiat Requisitio, pro parte Anglicorum apud Villam de Lochmabane, & pro parte illorum de Scotia apud Castrum ibidem.

ITEM, Concordatum est quòd, ad majorem corroborationem & firmitatem præmissorum, uterque Rex hujusmodi Securitatem, per Literas eorum, sub Magnis Sigillis suis, hanc Indenturam, de verbo ad verbum, continentes, approbent & confirment; & *Rex Angliæ* Literas suas hujusmodi ad Monasterium de Melros, *Rex* verò *Scotiæ* suas Literas ad Monasterium de Kellhowe (citra Festum Sancti Michaelis Archangeli, proximò futurum) absque ulteriore dilatione, transmittant.

ITEM, Concordatum est quòd non liceat uni Parti vel alteri, durante Securitate prædictâ, Subditis Partis adversæ aliquas Taxationes vel Redemptiones imponere, seu ab eis exigere, eâ occasione vel causâ ut se abstineant a gravaminibus & vexationibus hujusmodi Subditis inferendis.

ITEM, Partibus prædictis, pro quiete Subditorum utriusque Regni, videbatur expediens, & consenserunt, quòd unus dies Marchiarum apud Lilliot Cross, absque multitudine & Armis, per præfatos magnificos & inclitos Dominos, *Ducem & Comitem*,

Aut, impedimento legitimo interveniente, per secundos Majores Regnorum post ipsos, sufficienti Potestate sufiultos,

In Octabas Festi Nativitatis Sancti Johannis Baptistæ (videlicet) primo die Julii Anno Domini millesimo, tricentesimo, octogesimo tertio, cum continuatione dierum sequentium, prout opus fuerit, teneatur,

Ad habendum cognitionem primitus & ante omnia de supradicto Articulo,

An MAGNÆ TREUGÆ, aliàs initæ inter Regna, fractæ fuerint, & culpâ cujus, vel non?

Per modum cognoscendi, qui interim inter Reges & eorum Concilia videbitur debitus, vel saltem per modum, qui tunc per Commissarios & eorum Concilia reputabitur debitus, vel justè debebit reputari, nisi interim per Tractatum, habendum inter Partes, melius evenerit ordinatum,

Et ad tunc ibi tractandum pro quiete utriúsque Regni ulterius, prout inter Partes poterit concordari.

In quorum omnium Testimonium atque fidem parti hujus Indenturæ (penes Partem Angliæ remanenti) præfatus Dominus *Comes de Carryk* Sigillum suum, alteri verò parti (penes Partem Scotiæ remanenti) præfatus *Dominus Dux* Sigillum suum alternatim apposuerunt.

Dat. Apud Abchestre Anno, mense, die, & Loco supradictis.

CXX.

Instrumentum Publicum de Capitulis Pacis inter Dominum 1382. 16. Janv.

ANNO 1382.

minum JOANNEM GALEAZ *Vice-Comitem Vicarium Mediolani, atque* THEODORUM *Marchionem Montisferrati facitæ. Actum Papiæ in Castro magno anno 1382. die Jovis 16. Januarii, quinta Inditione.* [Piéce authentique tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre V. V.]

In Christi Nomine Amen,

QUoniam omnia benè geruntur, & singula, si rei principium fiat decens, & amabile Deo. Ideò ad laudem Omnipotentis Dei, ejusque Matris Sanctissimæ Mariæ Virginis gloriosæ, Johannis utriusque Baptistæ, & Evangelistæ, & Beati Ambrosii, ac Beati Antonii, totiusque Cœlestis Curiæ.

Quoniam seminante infelici nefando auctore Zinzaniæ, & æmulo conversacionis humanæ, qui præmeditatis maliciis, ut scelerum materiam præparet, & inducat, & ut pacificas, & rectè dispositas mentes pervertat, & statum pacificum, & tranquillum revolvat, & ad pravitates deducat, & homines intrà scelerum vias detineat, & involvat: Dudum retroactis temporibus inter Parentes, aliosque Prædecessores infrascriptorum Dominorum Guerræ, contemptiones, discordiæ, & debata multiplicia longis retroactis temporibus viguerunt, quæ postmodom velut jus hæreditarium ex jure quodam successionis ad infrascriptos Dominos sint deductæ, qui cum stricto cognationis vinculo connectantur, & ex mutuâ, & diurnâ conversatione fraterno amore se ad invicem diligant ex innato, volentes eam in totum tollere, extinguere, & delere sic quod inter ipsos non amplius materia debellandi, & quod Bellorum calamitas introduxit, Pacis lenitate penitus deleatur. Ideò Illustris Princeps, & Magnificus Dominus Johannes Galeaz Vicecomes, Comes Virtutum, Mediolani, Papiæ &c. Imperialis Vicarius Generalis, natus recolendæ memoriæ quondam Magnifici Domini Domini Galeaz Vicecomitis &c. pro se, Colligatis, Adhærentibus, Vassallis, Subditis, & Sequacibus suis quibuscumque, & ipsorum nomine ex una parte, & Illustris, & Magnificus Dominus Dominus Theodorus Marchio Montisferrati pro se, & vice, & nomine Illustris Domini Guilielmi Fratris sui, & pro suis Colligatis, Adhærentibus, Vassallis, Subditis, & Sequacibus quibuscumque, & ipsorum nomine, & specialiter vice, & nomine Terrarum, & Locorum, ac Universitatum, & Communitatum infrascriptorum Locorum, & cujuslibet eorum in solidum, pro quibus Locis infrascriptis Dominus Marchio promisit, & promittit solempniter de rato nobis Notariis infrascriptis stipulantibus, vice & nomine omnium quorum interest, intererit, & interesse poterit, quæ Terræ, Communitates, & Loca sunt Infrascriptæ, & infrascripta videlicet: Civitas Albæ, Monsvicus, Vulpianum, Verolengium, Calusium, Sanctus Rafael, Castignetum, & Villarium, Piperaginum, Bovisium, Bussiporcellum, Margarita, & Benne superiores cum omnibus, & singulis Fortilliciis, Subditis, & Villis Districtus cujuslibet dictorum Locorum, qui, & quæ sunt sub obedientiâ præfati Domini Marchionis, vel Communitatum dictorum Locorum ex parte alterâ. Sponte, deliberatè, purè, benivolè, & ex certâ scientiâ, nullo errore ducti, omnibus viâ, modo, & formâ quibus melius, & efficacius poterunt, & possunt, ac etiam intervenientibus præsentialiter solempnitatibus quibuscumque tàm facti, quàm juris, quæ in talibus sunt necessariæ, & opportunæ, fecerunt & faciunt, inierunt & ineunt, contraxerunt & contrahunt ad invicem & vicissim, stipulatione solempni, puram, meram, liberam, stabilem, solempnem, & irrevocabilem Pacem, & Concordiam, favente Altissimo, perpetuo duraturam inter prædictos, eorumque Successores quoscumque de omnibus Guerris, rixis, offensionibus, læsionibus, & perturbationibus vigentibus, seu etiam quæ viguerunt, seu ortæ, agitatæ, ventilatæ, seu illatæ fuerunt inter Partes prædictas, vel aliquam ex eis, seu eorum, seu alicujus earum Antecessores, vel Prædecessores, seu eorum, vel alicujus eorum Officiales, vel Administratores hinc retro usque in præsentem diem, & etiam inter ipsorum & cujuslibet eorum Colligatos, Adhærentes, seu ipsorum cujuslibet Subditos, & Sequaces quoscumque, vel aliquas quascumque gentes, & Personas Partium prædictarum, vel alicujus eorum, quæ in prædictis, vel aliquo prædictorum se intromiserunt, vel causam, seu occasionem ad aliquod prædictorum præstiterint, vel quomodolibet immiscuerunt in prædictis, vel aliquo prædictorum usque in præsentem diem quacumque occasione, vel causâ, sub modis tamen, formis, Conventionibus, Pactis, & Capitulis infrascriptis videlicet ut infrà.

ANNO 1382.

Primò namque convenerunt dictæ Partes ad invicem, & vicissim, quod de cætero ad invicem non movebunt Guerram, neque rixam, neque injurias, neque dampna inferent, videlicet una Pars adversus alteram, vel aliquem ex ea vel è contrà; & quod etiam alicui inferenti, seu movere, facere, vel inferre volenti, vel attemptanti ullatenus non dabunt reductum, nec victualia, nec dari permittent, immò pro posse prohibebunt, nec etiam præstabunt prædictis, nec alicui prædictorum auxilium, consilium, vel favorem.

Item quod dicti Contrahentes fecerunt, & faciunt, suo proprio nomine, & vice, & nominibus, quibus suprà, solempnitatibus quibuscumque intervenientibus ut suprà, etiam stipulatione solempni ibidem interveniente, sibi ad invicem & vicissim, remissionem, liberationem, & quietationem, renunciationem, finem solempnem, & refutationem de omnibus, & singulis Guerris, odiis, rancoribus, inimicitiis, dissentionibus, depopulationibus, injuriis, homicidiis, incendiis, robariis, dampnis, spoliis, rapinis, pœnis, interesse, expensis, offensis, læsionibus, & nocumentis quibuscumque, quomodocumque, & qualitercumque inter dictas Partes, seu alteram ex eis, vel aliquam, seu aliquos ex eis, sive per se, vel per alium, seu alios, seu etiam Colligatos, Adhærentes, Complices, Sequaces, Subditos, Cives, Homines, Districtuales, vel alias quascumque Personas, seu Gentes Partium prædictarum, seu alicujus earum, communiter vel divisim, hinc retrò factis, datis, commissis, perpetratis, illatis, vel aliter quoquomodo occursis; ità, & taliter quod ex nunc remissa, sopita, extincta, abolita, & generaliter & specialiter, ipso jure & ipso facto, perpetuò sint & esse intelligantur, inter Partes prædictas, earumque, & cujuslibet earum Colligatos, Adhærentes, Sequaces, Complices, & Subditos ipsorum, & cujuslibet prædictorum Heredes, & Successores prædictos, omnia odia, omnes injuriæ, extorsiones, & dampna quæcumque, ac etiam omnes pœnæ conventionales, seu legales, homicidia, crimina, & delicta etiam magna, & maxima, facta, data, illata, vel occursa, vel qualitercumque, vel quomodocumque obvenientia actu, verbo, vel scripto, seu quæ venerunt in Guerris prædictis, & earum occasione per unam Partem alteri, & alteram alteri, vel per ipsarum Partium Complices, Adhærentes, & Sequaces, Subditos, Stipendarios, & alias Personas cujuscumque sint generis usque in præsentem diem, salvo tamen Capitulis infrascriptis, & contentis in eis.

Actu tamen per Partes, & inter Partes prædictas per Pactum expressum solempni stipulatione hinc indè vallatum antè præsentem Pacem, & Contractum, & in ipsâ Pace, & Contractu, in principio, medio, & fine præsentis Pacis, & Contractus appositum, & conventum etiam cum protestatione solempni, & aliter non facturi, quàm per præsentem Pacem, & per præsentem Contractum, remissionem, liberationem, quietationem, renunciationem, finem, refutationem, & acceptilationem suprà, vel infrà factam, seu factas de Guerris, injuriis, depopulationibus, robariis, dampnis, spoliis, rapinis, interesse, pœnis legalibus, & convencionalibus, offensionibus, læsionibus, & nocumentis, & aliis suprascriptis, & infrascriptis, & quod per aliqua in præsenti Pace, & Contractu suprascripta, vel infrascripta, & contenta non intelligantur Domini prædicti, vel etiam aliquis ipsorum principaliter contrahentes præjudicare, nec derogare alicui juri, nec alicui actioni reali, personali, vel mixtæ, vel alii cuicumque competentibus, seu quæ competant, vel competere possint aliquâ occasione, ratione, vel causâ ipsis Dominis, vel ipsorum alteri tàm ex prædictis, & aliis suprà, vel etiam infrà remissis, quitatis, vel acceptolatis, & aliis quibuscumque suprascriptis, & infrascriptis, vel prædictorum occasione, quàm ex quacumque alia occasione, ratione, vel causâ in aliquibus, vel aliquâ Civitate, Terrâ, Castro, Burgo, Fortilicia, vel etiam ad ipsas res, vel aliquam ipsarum, vel etiam pro ipsis rebus, vel ipsarum, seu alterius earum occasione, qui, & quæ ad præsens per dictas Partes, vel alteram Partium prædictarum, vel aliquam ex eis reguntur, vel gubernantur, quin immò jura prædicta, & actiones prædictæ, & Officium Judicis, & quodcumque jus ipsis Partibus, vel alteri ipsarum competentes, & competentia, & quæ competere possent in rebus prædictis, seu ad ipsas res, vel pro ipsis rebus, vel ipsarum, seu alicujus earum occasione ex causis prædictis, & aliis rationibus, & occasionibus quibuscumque intelligantur, & sint, & censeantur, & fingantur, hujus Conventionis, & reservationis vigore, & occasione, & de Partium voluntate, & consensu, salva esse, & reservata in omnibus, & per omnia illi, & illis ex Dominis antedictis cui, & quibus competunt, seu competere possunt, præsenti

Con-

ANNO 1382.

Contractu, & remissionibus, ac liberationibus, & aliis supraseriptis, & infrascriptis in aliquo non obstantibus.

Quibus juribus liceat utrique Partium prædictarum uti per modum, & viam juris, & non facti, ità quod ad Guerram, & rixam contra præsentem Pacem prævenire, vel promuvere non possint.

Item convenerunt, & ad invicem, & vicissim solempniter promiserunt, & disposuerunt, ac etiam nobis Notariis infrascriptis ut personis publicis stipulantibus, & recipientibus vice & nomine omnium quorum interest, intererit, seu interesse poterit, promiserunt pro omnibus, & singulis, qui in præsenti Guerrâ, seu Guerris præteritis, vel aliquâ earum, quæ inter prædictos Dominos, seu ipsorum Prædecessores aliquo tempore hinc retrò viguerunt, & adhæserunt Partibus prædictis, seu alicui ex eis, vel ipsorum, seu alicujus ipsorum Prædecessoribus, vel qui in favorem alicujus Partium, & Adhærentium, Sequacium, Colligatorum, & Subditorum, & cujuslibet eorum, vel Prædecessorum ipsorum Dominorum, vel alicujus ipsorum statum, res, vel bona, ac ipsorum Hæredibus, & Successoribus suis, vigore præsentis Contractus, remissa, & remissæ, & acceptolatæ, & remittunt, & acceptoferunt prædictis omnibus & singulis, omnes & singulas injurias, dampna, & offensas quaslibet, quæ occasione, vel causâ Guerrarum prædictarum, vel alicujus ipsarum quovis modo illata, vel commissa, vel perpetrata fuissent, ac etiam quæ in servitium, vel favorem Dominorum prædictorum, vel alicujus ipsorum, vel Prædecessorum suorum, vel alicujus ipsorum, vel in servicium, vel favorem alicujus ex Colligatis, Adhærentibus, Subditis, vel Sequacibus commissa, illata, vel perpetrata fuissent, vel contra ipsos Dominos contrahentes, vel aliquem ipsorum, seu contra aliquem Prædecessorem dictorum Dominorum, vel contra ipsorum Colligatos, Adhærentes, & Sequaces, vel contra Statum ipsorum, vel alterius eorum illata, commissa, vel perpetrata fuissent in præsenti Guerrâ, vel Guerris prædictis, seu in aliquâ ex prædictis Guerris, vel etiam quomodocumque, & qualitercumque, & quandocumque occasionibus antedictis usque in præsentem diem, ita, & taliter quod nihil de dictis præteritis commissis excessibus, dictis, aut factis possit, aut debeat eis, nec ipsorum Hæredibus, vel Successoribus aliquo modo, nec etiam aliquo colore quæsito in judicio, seu extrà, agendo, vel excipiendo, seu replicando quovis modo objici, imputari, vel imponi, quin immò quod omnes, & singuli processus, condempnationes, confiscationes, & bonorum publicationes, & banna, & etiam aliæ quævis novitates contra ipsos, vel aliquem ipsorum, seu ipsorum Hæredes, vel Successores facta, & factæ, promulgata seu promulgatæ hinc retro cancellentur, & annullentur, & ex nunc prout ex tunc ipso jure pro cancellatis, & annullatis reputari, & teneri debeant, & sint, ita quod objiciens, opponens, vel proponens, seu allegans aliquid ex prædictis non audiatur ab aliquo jusdicente Partium, seu alterius Partium prædictarum, immo repelli, rejici, & audientia denegari debeat etiam ex officio à quocumque jusdicente, vel à quo, seu ad quos videbitur pertinere.

Item quod omnes, & singuli Forensii, & etiam alii quicumque, qui se intromiserunt in Guerris prædictis, vel in aliquâ ex eis, & etiam omnes, & singuli, qui in servitium Dominorum prædictorum, vel Prædecessorum ipsorum Dominorum, vel [illegible] in servitium Colligatorum, Adhærentium, Sequacium, vel Subditorum Dominorum prædictorum, seu alicujus ex eis aliquid operati fuerint [illegible] Guerris prædictis, vel in aliquâ ex eis, & etiam ipsorum Hæredes, & Successores restituantur, & reponantur in possessione, vel quasi bonorum, & jurium, quæ ipsi per se, vel alium tenebant, vel possidebant, vel [illegible] antequàm essent exitii, vel antequàm se intromisissent in Guerris prædictis, vel aliquâ earum, de quibus fuerint spoliati, privati, vel quasi, seu amiserint [illegible] occasionibus antedictis, & ex nunc, prout ex tunc, [illegible] & facto restitui, reintegrari, & reponi, [illegible] esse, & sint in eo statu, & possessione, vel quasi [illegible] quo, & quibus erant temporibus, seu tempore suprædicto, & hoc quantum ad res immobiles prædiales in eo statu, in quo sunt, & etiam quantum ad res mobiles extantes, [illegible] quod eis liceat redire ad prædictas res, & bona, & [illegible] jure suo, quod eis competebat temporibus antedictis, aliquâ temporis præscriptione, quæ tempore dictarum Guerrarum, vel alicujus ex eis post exitum ipsorum, seu post spoliationem, privationem, vel amissionem supradictas cucurrerit, & etiam quavis aliâ exceptione non obstantibus, & non obstante, de qua, vel quibus nemini liceat objicere vel excipere contra prædictos, vel aliquem ex prædictis, salvo quod si aliquis prædictorum aliquid spontè alienasset, vel à se abdicasset ipse, vel ejus Prædecessor, à quo causam haberet ex prædictis rebus, seu Juribus supradictis, postquam fuissent exitii, vel forensii, vel se intromisissent in Guerrâ, vel Guerris prædictis, vel amisissent, vel deservissent ut suprà alicui, qui sit in possessione, vel quasi, vel qui causam habeat ab illo, vel illis, quibus alienasset, vel in quem, vel quos translatisset aliquid ex rebus, vel Juribus antedictis, quod contra talem, vel tales sic possidentes, vel quasi non debeat ulla restitutio vigore præsentis Contractus concedi, immo potius communem vendicet sibi locum.

Eo tamen salvo, & excepto, quod neuter Dominorum prædictorum, nec etiam ipsorum, vel alicujus eorum Colligati, Adhærentes, Vassalli, Subditi, vel Sequaces teneantur, nec astringantur ad restitutionem alicujus Civitatis, Villæ, Castri, Burgi, Rochæ, vel cujuscumque Fortalitiæ vigore hujus Pacis, & Contractus, & contentorum in eis, nec etiam teneantur ad restitutionem aliquarum possessionum, quæ de jure publicatæ, seu confiscatæ fuerint, vel de jure publicari potuerint, seu confiscari, quæ spectaverunt ad principales, contra quos principaliter retinentur dicta Castra, & Fortilicia, sive Loca prædicta, remanentibus tamen salvis ipsis Dominis, & cuilibet ipsorum quibuscumque Juribus, & actionibus realibus, personalibus, atque mistis, & aliis quibuscumque competentibus ipsis Dominis, & cuilibet eorum in Locis prædictis, & ad ipsa Loca, & quælibet ipsorum, & ipsorum, & cujuslibet ipsorum occasione, quacumque occasione, ratione, vel causâ, ac salva remanente protestatione, & reservatione superius facta in Capitulo, quod incipit: *Asto tamen inter Partes prædictas* &c. quæ remaneant in sui roboris firmitate.

Item quod factis restitutionibus antedictis, jus proprietatis, & quodcumque aliud salvum remaneat unicuique, qui restituerit in ipsis rebus restitutis, & ad ipsas, & super eo fiat jus summarium & expeditum, & de plano, sine strepitu & figura judicii, illi qui restituerit, si duxerit postulandum, & hoc per Conservatores Pacis, vel saltem duos ex eis, videlicet unum de qualibet parte.

Item quod processus facti, condempnationes, confiscationes, & banna lata, & promulgatæ, & lata contra illos, quorum Castra, Loca, & Fortalicia, possessiones, & bona non restituuntur, seu non veniunt restituenda virtute præsentis Pacis, remaneant in sua roboris firmitate quantum ad ipsa Castra, Fortalitias, Loca, possessiones, & bona tantum [illegible] non [illegible] fuerint, seu non veniunt restituenda ut [illegible], quantum verò ad [illegible] & intelligantur [illegible], & [illegible], & [illegible] jure nulla ut supra, & [illegible] nullius [illegible].

Item quod processus, condempnationes, bonorum [illegible], & etiam per alteram Partium prædictarum, vel aliquem ex eis ab hinc retro quocumque tempore contra quoscumque, qui adhæserunt in aliqua ex Guerris antedictis [illegible], prolatæ, & promulgatæ ex causa delictorum, vel criminum commissorum, vel perpetratorum per prædictos [illegible] occasione, quam occasione alicujus ex Guerris prædictis, vel etiam aliâ occasione, quam in servitio alterius Partium prædictarum, vel alicujus [illegible] non cassentur, nec annullentur, [illegible] prædictorum contra tales condempnationes [illegible], & banna [illegible] vigore præsentis [illegible] processus, condempnationes, [illegible], prout de jure [illegible], in sua [illegible] si aliquis ex dictis bannitis se vellet [illegible], & defendere, quod [illegible] Procuratorem, & [illegible] voluntate solutis, vel [illegible], & detentis, dicta banna, & [illegible] intelligantur pro suspensis usque ad cognitionem [illegible] super dicta detentione, & ipsa [illegible] fuerit absolutoria, dicta banna, & processus sint [illegible] nulla, cassa, & irrita, [illegible] condempnatoria, ipsa banna, & processus in sua [illegible] roboris firmitate.

Item convenerunt quod excessus, & commissa per Homines de Sancto Salvatore, qui sunt [illegible], & per Homines, seu Communitates Montiscalvi, Ciliani, & Zinali contra Illustrem Dominum Marchionem Montisferrati, seu ipsius Prædecessores, vel Sequaces, Adhærentes, Colligatos, vel Subditos intelligantur commissi occasione Guerrarum prædictarum, seu in servitio Illustris Domini Comitis Virtutum, ut sic dictæ Communitates, & Homines quò ad remissiones bannorum, processuum, sententiarum, & omnium aliarum quarumcumque novitatum revocationes, annullationes, & cancellationes, & bonorum publicationes, & quò ad recuperationes, & restitutiones bonorum, & etiam quò ad alia beneficia præsentis Pacis gaudeant, & gaudere debeant beneficio præsentis Pacis, itaque dicti pro-

ANNO 1382. processus, banna, sententiæ, & novitates ipso jure nullæ, cassæ, & irritæ, non obstantibus aliquibus in præsenti Contractu suprascriptis, vel infrascriptis, quæ huic Capitulo videantur in aliquo derogare, teneantur tamen dicti de Monteclaro restituere Castellanis, qui erant in Monteclaro tempore novitatis nuper factæ contra Castra, omnes illas res, & omnia illa bona, quæ pervenerunt in eos de bonis dictorum Castellanorum, quâ restitucione factâ, seu paratâ fieri cum effectu, fiat eodem modo restitutio de bonis acceptis illis de Monteclaro, illis, quibus accepta sunt causâ prædictâ.

Item quòd creditoribus quibuscumque, & aliis omnibus, qui in personis, vel rebus bannitorum, vel forensitorum, vel aliquorum, seu alicujus inclusorum in præsenti Pace pro altera Partium prædictarum, vel aliquibus ipsorum potuissent, vel quoquo modo possent aliquod jus prætendere, seu habere antequàm forent forensiti, vel banniti, vel si forensiti, vel banniti non fuissent ullo tempore, intelligantur esse, & sint actiones, & jura ipsorum salva, & eis possint agere, & experiri, & ipsis uti in judicio, & extra, quemadmodum poterant, possent, vel potuissent, si dicti, contra quos jus prætenditur, nullo tempore fuissent banniti, vel forensiti, vel quemadmodum si ipsi nullo tempore impediti fuissent occasione Guerrarum prædictarum tàm coram quocumque Judice competente, quàm coram Conservatoribus Pacis, seu duobus ex eis, uno videlicet pro qualibet Parte, quos duxerit adeundos, qui possint, & debeant de prædictis cognoscere, & decidere summariè, simpliciter, & de plano, sine strepitu, & figura judicii, cavillationibus cessantibus quibuscumque, quacumque præscriptione, dummodo completa non sit antè inchoatas Guerras prædictas, sive antè exitus ipsarum, cursu temporis, & dilatione non obstante.

Item quod nullus possit contra bannitos, vel forensitos, vel bona ad ipsos, vel ipsorum aliquem spectantia uti aliquo jure, vel aliqua ratione, quod quæsitum ab aliquo Communi, vel Domino sit, postquam fuerint forensiti, vel banniti, contra ipsos, vel ipsorum bona, seu jura, & è converso dicti forensiti, vel banniti non possint uti aliquâ ratione, vel jure, quod sit quæsitum ab aliquo Communi, vel Domino, postquàm fuerint forensiti, vel banniti.

Item quod dicti forensiti, vel banniti, & omnes alii restituendi non possint, pro aliquibus taleis, vel oneribus, realibus vel personalibus, seu mixtis, conveniri, nec in personis, seu rebus molestari pro tempore, quo fuerint banniti, vel forensiti usque in præsentem diem, sed omnia talia onera mit[illegible]gantur, & sint remissa, & cassata, & non possint exigi.

Item quod possessores, & habentes possessiones, domos, vel ædificia, vel alia bona immobilia, vel qui restituentur ad possessiones, & bona prædicta, vel vigore præsentis Pacis in Territoriis, seu finibus, & Locis dictorum Dominorum, vel alicujus eorum teneantur subire, & solvere pro dictis possessionibus, & bonis in Loco, & Locis dictorum Dominorum, vel alicujus eorum, in quibus, & in quorum Territorio, seu finibus dictæ possessiones, & bona posita, & situata sunt tantum, & non plus de taleis, quæ in futuro imponentur in Locis prædictis pro rata quantum solvent alii homines dictorum Locorum pro possessionibus eorum situatis in ipsis Locis, sive finibus ipsorum Locorum æquipollentibus, & quod unus pro altero non teneatur, nec gravetur, & ad hoc sint obligatæ godiæ dictarum possessionum, & non proprietates ipsorum. Loca autem, Domus Girroldorum, Marzalenghi, & Belreguardi cum possessionibus eis adjacentibus, vel spectantibus ad illos, quorum sunt Loca prædicta, non solvere, seu contribuere teneantur cum Commune Sancti Damiani, non obstantibus aliquibus in præsenti Contractu suprascriptis, vel infrascriptis, quæ huic Capitulo videantur in aliquo derogare.

Item quod homines, & familiares forensitorum de Ast Adhærentium dicti Domini Marchionis possint ire, redire, stare, morari, & conversari, & negociari in Ast, & ubicumque Locorum sicut alii Astenses, habitare autem non possint sine Licentia Dominorum; Uxores verò, & Mulieres, ac Massarii, & Laboratores dictorum Adhærentium, & Forensitorum de Ast possint in dicta Civitate, & Territorio morari, & habitare, ire, & redire pro libito voluntatis, sicut alii Cives Astenses, & Massarii aliorum Astensium, personæ aut ipsorum Forensitorum, & Adhærentium, & Filii, & Fratres, & Nepotes non possint dictam Civitatem intrare sine licentiâ Domini, vel Officialium ipsius; & versa vice in omnibus, & per omnia intelligatur de Forensitis Albæ, & Montis Vici, & Sancti Damiani, & aliorum quorumcumque Locorum dictorum Dominorum, & Adhærentium, & de hominibus, familiaribus, Massariis, & Laboratoribus suis. ANNO 1382.

Item quod possint prædicti Contrahentes, & quilibet ex eis, & omnes, & singuli Colligati, Adhærentes, Sequaces, & Subditi Partium prædictarum, & quicumque ex eis, & etiam omnes, & singuli, qui venient ad res, vel bona immobilia restituendi, & remittendi, vigore Capitulorum præsentis Contractus, qui habent, vel possident, seu habebunt, vel possidebunt res, & bona immobilia in Territorio, Districtu, vel posse alterius Dominorum prædictorum, vel alicujus eorum, possint gaudere, & uti in dictis bonis immobilibus, molestia, & impedimento quocumque cessantibus, & etiam possint godias, fructus, redditus, & proventus dictarum possessionum vehere, ducere, & vehi, & duci facere, & exportare ad Loca alterius Partis, ubi eis placuerit, liberè, & sine alia solutione dacii, vel gabellæ, cum licentia tamen ejus, ad quem spectabit, quam teneatur liberè concedere, & sine aliqua solutione.

Item quod stratæ, & itinera Partium prædictarum, & cujuslibet earum tàm per Terram, quàm per Aquam, per omnes Terras, Passus, Loca, Districtus, Territoria, & Dominia dictarum Partium sint liberæ, & apertæ, & libera, & aperta quibuscumque Personis etiam cum mercanciis, bestiis, victualibus, & rebus quibuscumque, & quod omnes Subditi utriusque Partium prædictarum possint ire, stare, & mercari, redire, & negociari, & conversari liberè, & impune per Terras, & Territoria cujuslibet Partium prædictarum sine impedimento quommodolibet inferendo, solvendo tamen dacia, & pedagia hactenus consueta, non faciendo tamen aliquid, propter quod destruerentur, fraudarentur, seu diminuerentur dacia, & intratæ alicujus dictarum Partium.

Item quod Reverendus in Christo Pater Dominus Episcopus Astensis sit inclusus, & includatur in præsenti Pace, ita quod in omnibus, & per omnia gaudeat beneficio præsentis Pacis, & quod restituatur, & restitutus esse intelligatur ad possessiones, jura, jurisdictiones, & Honores ejus, & Ecclesiæ Astensis ubicumque sint, & etiam quod possit uti, & frui rebus, juribus, & Jurisdictionibus, & Honorantiis suis, & Ecclesiæ Astensis, sine contradictione quacumque dicti Domini Marchionis, & suorum, & sine quavis alia contradictione tàm Communitatis, quàm singularium personarum.

Item quod omnes, & singuli carcerati, capti, occasione Guerræ dictorum Dominorum, vel alterius eorum, liberè relaxentur, & quod detemptores eorum ad relaxationem dictorum carceratorum omnimodè compellantur per illum Dominum, cui subsunt, seu extiterunt, dictâ ultimâ Guerrâ durante.

Item quod ipsi Domini, & quilibet eorum teneantur nominare, & in scriptis dare alter alteri ad invicem omnes suos Adhærentes, Complices, & Sequaces in præsenti Contractu, qui omnes nominandi, & dandi in scriptis ut suprà teneantur per publicum Instrumentum, & cum juramentis eorum, & cujuslibet eorum ratificare præsentem Pacem cum omnibus, & singulis Capitulis in eâ contentis solempniter, & ad ipsius Pacis observantiam se se teneantur cum omnibus, & singulis, quæ in eâ singulariter continentur, solempniter obligare infrà unum mensem, quorum omnium, & singulorum ratificationem ut suprà teneantur dictæ Partes altera alteri, & è converso mittere, & præsentare per publica Instrumenta infrà quindecim dies post dictum mensem. Illi autem ex eis, qui non ratificaverint prout suprà, excludantur à beneficio Pacis præsentis; & si contingeret aliquem, vel aliquos dari, & nominari pro utraque parte pro Adhærente, vel Adhærentibus, intelligantur esse Adhærentes, vel Adhærens illius Partis, sub quâ, & ad cujus instantiam dictam Pacem ratificaverunt pro ut suprà, & ex nunc præfati Domini, & quilibet ipsorum nominant, & in scriptis dant pro Adhærentibus, Colligatis, & Sequacibus suis infrascriptos ut infrà videlicet.

Infrascripti sunt Adhærentes, Colligati, & Sequaces Illustris Principis Domini Comitis Virtutum &c. nec non in scriptis dati per eumdem Illustrem Dominum Comitem pro parte sua, videlicet.

Dominus Episcopus Astensis pro se, & Ecclesiâ suâ Astensi, ac pro omnibus competentibus dictæ Ecclesiæ.

Dominus Episcopus Albensis pro se, & Ecclesiâ suâ, Castris, Terris, Villis, & Locis suis Verduni, Rodi, & Rodelli, ac pro omnibus suis Castellanis, habitatoribus, terrigenis, & incolis dictorum suorum Castrorum, Villarum, Terrarum, & Locorum.

Dominus Manfredus Marchio Salutiarum pro se, Castro, Terrâ, Hominibus, & finibus suis Ferigliani.

Zorzinus de Salaciis pro se, Castro Mulazani, & aliis suis Villis, Terris, & Locis, Hominibus, & Habitatoribus ipsorum.

Anto-

ANNO 1382.

Antonius de Porris pro se, & Castris Pioperæ, Sanctæ Victoriæ, & aliis Terris, & Locis suis, ac pro Castellanis, Hominibus & Habitatoribus eorum.

Henricus de Carreto Marchio Saonensis pro se, Filiis suis, & pro Castris, Villis, & Locis suis, ac pro Hominibus suis, Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis Castri, & Villæ Albareti, Castri, & Villæ Montisbarcherii, Villæ Sancti Benedicti, Castri, & Villæ Melli de Valleberbi, Castri, & Villæ Fasolii, Castri, & Villæ Bozolatchi, Castri, & Villæ Serravallis, Castri & Villæ Bosiæ, Castri, & Villæ Catteni, Castri, & Villæ Mouliti, Castri, & Villæ Juliæ Sanctæ, Villæ Viosiæ, Villæ Cagnæ, Villæ Loysii, & suæ partis Loci Millesimi, & Crusilerriæ.

Lazarinus, & Harolus de Carreto ex Marchionibus Saonæ pro se, Filiis, Castris, Terris, Villis, & Locis suis, & Hominibus dictorum Locorum, & habitantibus in eis.

Dominus Manfredinus de Saluciis pro se, & Filiis suis, & pro Castris, Villis, & Locis suis, ac pro omnibus suis Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis dictorum suorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum, videlicet pro Castro, & Loco Budioi, pro Castro, & Villa Belvideris, pro sua parte Castri, & Villæ Dolani, pro sua parte Castri, & Villæ Aglani, ac omnium, & singulorum Hominum suorum dictorum Locorum, & Castrorum.

Bertolameus de Saluciis, & Georgius ejus Frater pro se, & Filiis suis, ac pro Villis, Castris, & Locis suis, ac pro omnibus suis Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis suorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum, videlicet pro Castro, & Villa Leuci. Item pro parte ipsorum Castri, & Loci Dolani, pro parte Castrorum, & Villarum, & cujuslibet ipsarum Canefanæ, & Aglani, ac omnium, & singulorum Hominum suorum, & dictorum Castrorum, Villarum, & Locorum

Manuel de Saluciis pro se, & Successoribus suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis suis, ac pro Hominibus, Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis suis dictorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum.

Omnes Nobiles, & Domini de Cochonato pro se istis, & nomine, & vice omnium aliorum Consortum suorum pro se, & Filiis suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis suis, ac pro omnibus suis Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis dictorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum.

Matheus, Ubertus, Aleranus, & Gabriel ex Marchionibus Incisiæ pro se se, & Filiis suis, ac pro Castris, Terris, Villis, & Locis suis, Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis dictorum suorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum.

Domini Bertolameus, Stefanus, & Johannes Fratres Marchiones Malaspinæ de Vartio Filii quondam Domini Fedrici pro se, & Filiis suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis suis, Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis dictorum suorum Castrorum, Terrarum, & Locorum.

Bonifacius Marchio Malaspinæ de Vartio.

Omnes Marchiones Malaspinæ de Auramala, de Godiliasio, pro se, Castris, Terris, Villis, Locis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Franceschinus Marchio Malaspina Filius quondam Domini Azonis, pro se, Filiis suis, Castris, Villis, Terris, Locis, Castellanis & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Spineta Marchio Malaspinæ de Villa Francha pro se, suis Filiis, Castris, Terris, Villis, Locis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Franceschinus de Carreto Filius quondam Domini Conradi ex Marchionibus Saonæ pro se, suis Filiis, Castris, Villis, Terris, Locis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Dominus Luchexius de Spinolis de Luchulo, Spineta Spinola de Luchulo, Antonius de Spinolis de Luchulo pro se, Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis, ac pro Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Domina Violant, & Benedictus de Auria pro se, & Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis ut suprà.

Dominus Antonius de Ticionibus pro se, Filiis suis, Terrâ Cresentini, & pro aliis Castris, Terris, Villis, & Locis suis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Dominus Ubertinus de Lando pro se, Filiis suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis, suis Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Dominus Johannes de Saluciis Marchio Cravesanæ, Vallis Roziæ pro se, suis Filiis, & dictis Castris, Terris, Villis, & Locis, ac Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Symoninus de Brayda, & Frater pro se, & Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Antonius, Dominicus, & Jacobus Fratres de Rotariis pro se, & eorum Fratribus, Filiis, & Consortibus, nec non pro omnibus Castris, Terris, Villis, & Locis, Castellanis, Hominibus, Terrigenis, & Incolis suis, ac Habitatoribus ipsorum.

Faronus Rotarius Filius quondam Domini Spinetæ, Thomas Rotarius ejus Frater, Livor Filius quondam, & Hæres Domini Bernardi Rotarii, Antonius, & Aymonetus pro se, & eorum Fratribus, Filiis, & Consortibus, nec non pro omnibus Castris, Terris, Villis, & Locis, Castellanis, Hominibus, Terrigenis, & Incolis suis, ac Habitatoribus ipsorum.

Dominus Petrus Guttuarius, Dominus Antonius Gusuarius, Bernabos Guttuarius, & omnes Nobiles de Guttuariis de Castello, & de Rifianchorio pro se ipsis, & Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis, Castellanis, & Hominibus suis, ac Habitatoribus ipsorum.

Aymo de Ticineto —— omnes Nobiles de Frassaneto —— omnes Nobiles ex Comitibus Cabaliacæ pro se ipsis, suis Filiis, Castris, Terris, Villis, & Locis, Castellanis, & Hominibus, & Habitatoribus ipsorum.

Omnes Nobiles de Magliano pro se, & suis ut suprà.

Dominus Manfreonus de Faletis pro se & suis ut suprà.

Dominus Jacobus Marchio Cevæ pro se, Filiis suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis suis, ac pro omnibus suis Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis suorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum, videlicet pro suâ duodecimâ parte Castri, & Villæ Cevæ, medietate Castri, & Villæ Lesegni, medietate Castri, & Villæ Montisgrossi, Castri, & Villæ Stanegli, Villæ Lisii, medietate Castri, & Villæ Pamparuti, quartæ partis Rochæ Zigleril, duodecimæ partis Castri, & Villæ Bastitæ, & sextæ partis Castri, & Villæ Clasæ, ac omnium, & singulorum suorum Hominum dictorum Locorum, & Castrorum.

Dominus Christoforus, & Jacobus ex Marchionibus Cevæ pro se, Filiis suis, & pro omnibus Castris, Terris, Villis, & Locis, ac pro omnibus Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis dictorum omnium Castrorum suorum, Terrarum, Villarum, & Locorum.

Thomas, & Torellus de Turre ex Marchionibus de Carreto pro se, & Filiis suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis suis, scilicet Turris, & Berguhi, ac pro omnibus suis Castellanis, Habitatoribus, Terrigenis, & Incolis dictorum suorum Castrorum, Terrarum, Villarum, & Locorum.

Francischinus Britonus pro se, & Castro Vad Ecclesia, & possessionibus, & Hominibus dicti Loci.

Guidetus, & Abbellonius de Malabaylis, Luysius Malabayla, Jacobus & Franciscus de Malabaylis pro se, & Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis suis, ac pro Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Abbas Monasterii Fructuariensis, & Monaci pro se, & Ecclesiâ dicti Monasterii, Castris, Terris, Villis, & Locis suis, & pro Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Omnes Nobiles de Ysnardis pro se, & Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis suis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Berrardonus, & omnes alii Nobiles de Solario pro se, & Filiis suis, & pro Castris, Terris, Villis, & Locis, Castellanis, & Hominibus suis, & Habitatoribus ipsorum.

Omnes Nobiles de Pelletis pro se, & suis ut suprà.

Omnes Nobiles, & Condomini Planæ pro se, & suis ut suprà.

Zarlonus Sibonengi, & alii Consortes Condomini dicti Loci pro se, & suis ut suprà.

Raffinetus de Troya pro se, & suis ut suprà.

Johanoonus Scarampus, Frater, & Nepotes, Matheus, & Antonius Fratres de Scarampis, Blaxius, & Gotofredus Fratres, Tometus, Jacomacius, Georgius, & Bernardus ejus Frater de Scarampis pro se, & suis Filiis, & Castris, Terris, Villis, & Locis ut suprà.

Bernabos, & alii Nobiles de Sancto Alexio pro se, & suis Filiis, Castris, Terris, Villis, & Locis ut suprà.

Omnes Nobiles de Riciis pro se, & Filiis suis, & pro Castris, Villis, Terris, & Locis ut suprà.

Omnes Nobiles Rochetæ Tanagri pro se, & Filiis suis ut suprà.

Jacobus, & Tadeus de Garretis, Georgius Garretus pro se, & Filiis suis ut suprà.

Thomas Asinarius, & Frater Filii quondam Domini Raxonii, Thomas Asinarius de Duxino, & Consortes Duxini pro se, & Filiis suis, Fratribus, Nepotibus, Castris, Terris, Villis, & Locis ut suprà.

Domina Lezadra Uxor quondam Domini Amedei Rotarii, & Filii ejus pro se, & dictis Filiis,

Anno 1382.

Castris, Terris, Villis, & Locis suis ut suprà.

Omnes Nobiles, & Condomini Montafiæ pro se, & Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis ut supra.

Gabriel Palidus, & Filius, Ricardus, & Henricus de Palidis pro se, & Filiis suis, Castris, Terris, Villis, & Locis ut supra.

Jacobus Bergognonus ex Condominis Castri Sulbrici pro se, & suis ut supra.

Petrus de Graxellis, & Frater ex Condominis Castrorum, Septimarum, & Vialis pro se, & Filiis suis, & dictis Castris, & Locis ut supra.

Petrus Cachaytanus pro Castro Covazoli, & pro se, & Filiis suis, & aliis Locis ut supra.

Guillielmus, & Antonius Fratres, Franciscus, Guillielmus, & Fratres, & Consanguinei ex Condominis Castri Cigleril pro se se, & Filiis suis, ut supra.

Quos omnes, & singulos præfatus Illustris Dominus Comes Virtutum dat, ponit, & nominat pro se, & Consortibus ipsorum pro Subditis pro omnibus Castris, Locis, Feudis, & Hominibus, quæ tenent in Feudum ab ipso Domino Comite; pro aliis verò Locis, Castris, Terris, & Hominibus, quæ non sunt de Feudo dicti Domini Comitis dat, & nominat ipsos omnes, & singulos pro Adhærentibus, & Sequacibus suis.

Infrascripti verò sunt Adhærentes, Colligati, & Sequaces Illustris Principis Domini Marchionis Montisferrati &c.

Adhærentes verò, quos præfatus Dominus Marchio nominat, & dat in scriptis cum omnibus Castris, Locis, Terris, Villis, Vassallis, & Hominibus suis, & qui, & quæ nunc tenentur, & possidentur per ipsos, & quemlibet ipsorum sunt hii.

Primo Illustris Dominus Marchio Saluciarum, Burgus, & Locus Cunei cum districtu, qui tenetur per Locum Cunei.

Nobiles Franciscus, & Fraylunus de Bolieris cum Locis, Terris, & Hominibus suis.

Nicolaus de Urbe veteri, & Locus Cerveriarum.

Egregii Domini Marchiones de Ceva.

Egregii Dominus Manuel, & Nepotes de Carreto de Finario.

Egregius Dominus Bonifacius de Carreto.

Egregius Manfredus de Carreto.

Egregius Manfredus Marchio de Buscha.

Nobiles Jacobus, Tethe, & Gisa de Carreto.

Nobiles Manfredus, & Bertholomeus de Pontibus.

Egregii Marchiones de Ponzono.

Egregius Ysuardus Marchio Malaspinæ.

Reverendus Dominus Episcopus Aquensis, & Loca Episcopatus Aquensis.

Egregii Domini Marchiones Incisæ.

Egregius Antonius Turchus, Filii, & Nepotes.

Nobiles Antoninus, Godinus, Bertholomeus, & Jacobus Fratres de Frinago.

Johannes, Petrinus, & Fratres de Turchis.

Nobilis Manuel Asinarius.

Nobiles Antonius, & Filii, Franciscus, & Loysius de Asinariis.

Nobiles Johannes, Petrinus, & Guillielmus de Asinariis de Casascho.

Nobilis Bonifacius Rotarius.

Nobilis Georgius Rabia.

Nobiles de Garretis de Ferreriis.

Froylinus Guarleta Legum Doctor.

Leoninus Deatus, & Uxor.

Johannes Deatus.

Nobilis Cathelina de Chacharanis.

Castrum, Portus, & Locus Morani.

Nobiles Domini de Azellio.

Nobilis Johannardus de Incisa cum Loco Cervi.

Nobiles Aymonetus, & Frater, & Nepotes de Rotariis de, & cum Loco Gaureno.

Hector Rotarius.

Illi de Scarampis pro Feudis, quæ tenent.

Illi de Chatena pro Loco Rochetæ Peilaferæ.

Domini de Saluciis de Doliano de Cravezana.

Domini de Tonengo.

Dominus Galeaz, & Fratres de Lanzaugiis cum Loco Castri novi de Caxinis.

Quos omnes, & singulos dat, ponit, & nominat pro Subditis pro omnibus Castris, Locis, Feudis, & Hominibus, quæ tenent in Feudum ab ipso Domino Marchione, & Marchionatu; pro aliis verò Locis, Castris, Terris, & Hominibus, quæ non sunt de Feudo dicti Domini Marchionis, ipsos omnes, & singulos dat, & nominat pro Adhærentibus, & Sequacibus.

Item quod processus, condempnationes, confiscationes, & banna facti, latæ, & lata, & data ex causa criminum commissorum in Loco, & posse Sancti Damiani tempore quo dictus Locus fuit obediens Domino Marchioni, & Prædecessoribus suis per Illustrem Dominum Comitem Virtutum &c., vel ejus Officiales, & alios quoscumque, qui præfuerint in Civitate Ast usque in præsentem diem contra quoscumque homines, & personas de Sancto Damiano, & Habitatores ipsius, & alios quoscumque usque in præsentem diem sint cassi, cassæ, & cassa, & pro canzellatis, abolitis, & annullatis habeantur, & esse intelligantur ipso jure, & ipso facto.

Item quod præfatus Illustris Dominus Marchio nec non Colligati, Adhærentes, aut Subditi sui non possint, seu debeant in Territorio Astensi exigere aliqua datia, pedagia, vel gabellas, nisi pro ut, & sicut exigebant ante initium Guerrarum suprascriptarum; & versa vice præfatus Illustris Dominus Comes Virtutum, & sui Colligati, Adhærentes, aut Subditi non possint, seu debeant in Ast, seu Territorio Astensi exigere aliqua datia, pedagia, vel gabellas, nisi pro ut, & sicut exigebantur antè initium Guerrarum suprascriptarum.

Item quod de controversiis quæstionibus, & debatis vigentibus, seu quæ vigere possunt inter Rugerium Canem, sive Jacobinam ejus Uxorem, ac Matrem dictæ Jacobinæ ex una parte, & Antonium, Ludovichum, & Franciscum de Asinariis ex altera, debeat dictus Dominus Marchio, sive ejus Consilium cognoscere, & definire summarie, simpliciter, & de plano, sine strepitu, & figura judicii, cavillationibus cessantibus quibuscumque, & tali definitioni, & determinationi stari, & pareri debeat, quacumque appellatione, & contradictione cessante, cui si non parebitur, vel si aliquis prædictorum non consenserit, & bailiam non dederit de cognitione prædicta, liceat Dominis antedictis, & cuilibet ipsorum procedere contra non parentem de Jure, & de facto, pro ut ipsis, vel alteri ipsorum videbitur, & placebit.

Item quia parum prodesset convenciones inire, nisi essent qui ipsas exequerentur, teneantur dicti Domini infra dies triginta proximos venientes eligere, & nominare bona fide duos bonos, notabiles, & expertos Viros pro qualibet Parte Conservatores, & pro Conservatoribus hujus Pacis, & contentorum in ea, qui, vel duo ex eis, unus videlicet pro qualibet Parte, super omnibus, & singulis pertinentibus ad observationem præsentis Pacis, plenariam habeant potestatem audiendi, citandi, cognoscendi, & etiam exequendi.

Item quod præfatus Dominus Marchio curabit, & faciet fideliter, & bona fide posse suo, quod Illustris Dominus Guillielmus de Monteferrato Frater dicti Domini Marchionis infra unum mensem proximè futurum ratificabit, approbabit, & amologabit præsentem Pacem, & omnia, & singula contentu in Instrumento præsentis Pacis, & quod infra dictum terminum in manibus publicæ personæ recipientis, & stipulantis vice, & nomine dicti Illustris Domini Domini Comitis Virtutum &c., & omnium aliorum, quorum interest, seu interesse poterit quommodolibet in futurum, solempni stipulatione promittet, & jurabit solempniter omnia, & singula prædicta attendere perpetuò, firmiter, & observare, & non contravenire, seu contrafacere per se, vel per alium, aliqua ratione, vel causa, quæ dici, vel excogitari possit; In casu verò, quo præfatus Dominus Guillielmus non ratificaverit, promiserit, & juraverit ut supra, infra unum mensem ut supra, præsentem Pacem, & contenta in ipsa, sit ipso jure exclusus ab omni beneficio præsentis Pacis; & si ratificaverit ut supra, teneatur infra quindecim dies post dictum mensem mittere per Instrumentum dictam Ratificationem Domino Comiti Virtutum &c.

Item quod infrascripti omnes, & singuli de Sancto Salvatore non possint ullo modo venire, stare, vel morari ad Terras, & in Terris Sancti Salvatoris, & Castelleti, nec ad Territorium, nec in Territorio dictæ Terræ Sancti Salvatoris, & Castelleti. Possint tamen laborari, & coli facere Terras, & possessiones suas, & godias percipere terrarum, possessionum, & bonorum suorum, & de ipsis godiis facere quicquid eis placuerit, ipsis solventibus pro dictis possessionibus, & bonis justa dispositionem Capituli duodecimi præsentis Pacis, quod incipit: *Item quod possessiones &c.*

Nomina quorum sunt hæc videlicet.

Mafeus Merlus, & Filii.

Ghionus Merlus, Filius, & ejus Nepos.

Johannes Merlus Rabellæ.

Andreas Merlus, } quondam Girardi.
Guillielmus Merlus, } quondam Girardi.

Michellonus Merlus Rubellæ.

Rabellinus Merlus.

Conradus Merlus Jacobi, & Filius.

Johannes Merlus Jacobi.

Ac-

Anno 1382.

Accatus Merlus Jacobi.
Johannes Blanchus, & Filius.
Dominicus Blanchus, & Filius.
Ferrerius Merlus, & Nepos.
Antonius Merlus Georgii.
Rayuctius Merlus Georgii.
Dominicus Merlus Raynerii.
Anserinus Merlus Raynerii.
Bonifacius Papievexius.
Visinus Papievexius, & Filios.
Andreas Papievexius, & Filii.
Berteta Papievexius, & Filii.
Imetichus Papievexius.
Bonus Johannes Papievexius.
Stefanus Testa, & Filii.
Johannes Testa.
Guillielmus Testa, & Filii.
Jacobus Testa.
Franciscus de Monterucio, } Filii.
Thomas de Monterucio, }
Michael Rizius, & Filii.
Bertramus Rizius.
Guillielmus Rizius.
Matheus Rizius.
Bertholinus Rizius.
Antonius Rizius, & Filii.
Gabrius Gorgnardus, & Fratres.
Antonius Gorgnardus dictus Cantorious
Possunt esse in numero quatraginta.

Ceteri verò forensiti de Sancto Salvatore, si qui reperirentur, possint tutè, liberè, & impunè venire ad dicta Territoria, & inde redire, colere per se, vel per alium & utitrui possessionibus eorum, dum tamen non intrent in dictis Terris, vel aliqua earum.

Item quod de possessionibus, & bonis forensitorum de Vigueria, & Garlascho, ac de fructibus, & proventibus earum fiat, pro ut ambo Domini insimul disponent, & concordabunt.

Item quia parum prodesset conventiones inire, nisi essent, qui ipsas exequerentur, teneantur dicti Domini intra dies triginta proximè venturos eligere, & nominare bona fide duos bonos, notabiles, & expertos Viros pro qualibet Parte Conservatores, & pro Conservatoribus hujus Pacis, & contentorum in ea, qui, vel duo ex eis, unus videlicet pro qualibet Parte, in omnibus, & singulis pertinentibus ad observationem præsentis Pacis, plenariam habeant potestatem audiendi, [illegible] cognoscendi, & etiam exequendi, ac [illegible] fierent, contra Pacem, [illegible] tuum, & dictum reponendi bona fide, & [illegible], & omnia prædicta possint summariè, [illegible] & de plano, sine strepitu, & [illegible] tate facti inspecta, qui Conservatores [illegible] beant acceptare, & simul [illegible] ipsi, unus videlicet pro [illegible] [illegible] Domini [illegible] [illegible]

[illegible] fer[illegible] diter[illegible] impedi[illegible] jus parte [illegible] a[illegible], ex [illegible] tus Parte [illegible] te, vel [illegible] Partis, vel [illegible] tum, & [illegible] esse, [illegible] [illegible] dampnum [illegible] & [illegible] fecerint dampnum [illegible] [illegible] præsentis Pacis, [illegible] mandare debeat [illegible] [illegible], ad quos spectat [illegible] intra unum mensem [illegible] fuerint, & emendata intra tempus

prædictum, juxta mandatum prædictorum, tunc & Inclusus remaneat, qui sic contrafecerit, & emendaverit ut supra; si verò dampnum, vel injuria contra formam præsentis Pacis illatum, seu illata per emendam resarciri non posset, vel possit, & dampnum, seu injuriam inferens juxta mandatum dictorum Conservatorum resarcire, vel emendare noluerit, vel in non respondendo, & non satisfaciendo contumax fuerit, & in contumacia perseveraverit per duos menses, tunc omnis, qui intulerit, vel contumax fuerit ut supra, intelligatur esse, & sit extra Pacem, & gaudere non debeat beneficio hujus Pacis, & impune offendi possit; & nihilominus debeat, & teneatur ille ex Dominis principaliter contrahentibus, ex cujus parte fuerit dictus contrafactor Pacis, ad requisitionem dictorum Conservatorum, vel majoris partis ipsorum, & etiam ad requisitionem illius Domini, de cujus parte fuerit dictus læsus, seu Injuriam passus, toto posse auxilium, consilium, & favorem præstare Conservatoribus prædictis, vel Parti læsæ, seu ipsi læso, vel injuriam passo, quo usque dictus læsus, seu Injuriam passus satisfactionem debitam consecutus fuerit cum dampnis, & Interesse, & etiam jurare debeat, & teneatur, & quo usque ad debitam dampnationem realem, & personalem deventum fuerit contra tales, & etiam teneatur, & debeat tales contumaces, seu inobedientes reputare pro inimicis, & ipsis sic facientibus, & adimplentibus, ut in hoc Capitulo continetur, non intelligatur, nec sit dicta Pax rupta, immo omnia alia contenta in præsenti Pace debeant observari, & executioni mandari.

Item si contingat, quod Deus avertat, fieri per aliquem ex Subditis, Adhærentibus, Colligatis, & Sequacibus dictorum Dominorum, vel alicujus eorum contra Pacem præsentem, & contenta in ea, vel aliquod ipsorum, quod propterea non infringatur ipsa Pax, sed semper, & in perpetuum rata remaneat. Teneantur tamen dicti Domini, & quilibet ipsorum punire contrafacientem, ipsumque compellere ad debitam restitutionem, & emendam dampnorum, pro ut Domini Conservatores Pacis duxerint ordinandum, & secundum formam Capituli de ipsis Conservatoribus mentionem facientis.

Item quod omnia verba, & omnia contenta, & narrata in præsenti [illegible] [illegible]

[illegible] quilibet ipsorum ad Sancta Dei Evangelia in manibus

no-

Anno 1382. nostrûm Notariorum infrascriptorum, tactis corporaliter Sacrosanctis Scripturis prædicta omnia, & singula attendere, & observare ut supra, & non contrafacere, vel venire ut supra, ratione minoris ætatis, doli, mali, nec ratione modicæ, seu enormis læsionis, nec aliqua quavis ratione, occasione, vel causa, quæ dici, vel excogitari possit; Renuntiantes cum sacramento prædicto prædictæ Partes ad invicem, & vicissim exceptioni metus, & sine causa, vel ex injusta causa, & exceptioni doli, mali, generali, vel speciali, & cuilibet alii exceptioni, quæ ipsis contra prædicta quovis modo competit, seu competere posset. De quibus omnibus, & singulis præfati Illustres Domini Comes Virtutum, & Marchio Montisferrati præceperunt unum, & plura ejusdem tenoris publica confici Instrumenta per Antonium de Castello de Ponzano natum Domini Petri Diocœsis Vercellensis, & me Pasquinum Notarium infrascriptum.

Actum in Civitate Papiæ in Castro magno, videlicet in sala nova superiori respiciente plateam ipsius Castri, anno à Nativitate Domini Nostri Jesu Christi millesimo trecentesimo octuagesimo secundo, die Jovis sexto decimo mensis Januarii, quinta Indictione, hora vigesima tertia. Præsentibus spectabilibus Militibus Dominis Manfredo Marchione Saluciarum, Bonifacio de Chochonate Comite Radicatæ, ac Egregiis, & Sapientibus Viris Domino Ottorino de Mandello Milite, Antonio de Portis ambobus de Mediolano, Dominis Bertholameo de Placentinis de Parma, Filippo de Casoliis de Regio, Rizardo de Villanis de Mediolano Legum Doctoribus, Johanne Bastardo de Montefertato Milite, Antonio de Corgnato, & Antonio de Gorrena Legum Doctoribus, nec non Nobilibus Viris Nicolello de Cavagnolio, Lanzia de Gabiano, Jacobino de Ssuctn Steffano, & Guillielmo de Grazano dicto Bogeti Domino Salæ, Testibus notis, ad præmissa vocatis specialiter, & rogatis.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STAIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

CXXI.

30. Mars. *Bulla Papæ* URBANI VI. *quâ* WENCESLAUM *Romanorum Imperatorem omnibus Fœderibus cum Principibus Schismaticis & Hereticis contractis exsolvit, omniaque talia Fœdera ipso Jure nulla pronunciat. Dat. Romæ 3. Kal. Aprilis Anno* 1382. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 352.]

URBANUS EPISCOPUS, Servus Servorum Dei, ad futuram rei memoriam.

Inter sollicitudines varias, quibus assiduè premimur, illa potissimè pulsat & excitat mentem nostram, ut circa salutem Animarum Christi fidelium solicitis studiis intendamus, & nè Fideles ipsi, ex consortio & participatione Scismaticorum seu Hæreticorum, labefactari valeant, adhibeamus remedia oportuna.

Sanè ad nostrum nuper pervenit auditum, quòd tàm, Carissimus in Christo Filius noster, *Wenceslaus Romanorum & Bohemiæ Rex* Illustris, quàm etiam, claræ memoriæ, *Carolus Romanorum Imperator*, & ipsius Regis Genitor, simul vel successivè, nonnullas Confœderationes, vel Colligationes, seu Ligas, & Conventiones cum diversis Regibus, Principibus, Ducibus, Comitibus, ac Magnatibus, Nobilibus, & certis aliis, inierunt seu fecerunt, & quòd aliqui ex hujusmodi Regibus, Principibus, Ducibus, Comitibus, Magnatibus, seu Nobilibus, aut aliis, tunc erant seu posteà sunt effecti Scismatici seu Hæretici manifesti, & ab Unitate Sanctæ Romanæ & Universalis Ecclesiæ separati, quamvis per Nos aliàs declarati non sint:

Nos igitur,

Attendentes quòd hujusmodi Confœderationes, Colligationes, & Ligæ, seu Conventiones (factæ cum hujusmodi Hæreticis aut Scismaticis, postquam tales effecti erant) sunt temerariæ, illicitæ, & ipso Jure nullæ (etsi fortè, ante ipsorum lapsum in Scisma seu Hæresim, initæ seu factæ fuissent) etiam si forent Juramento vel Fide datâ firmatæ, aut Confirmatione Apostolicâ vel quâcunque Firmitate aliâ roboratæ, postquam tales, ut præmittitur, sunt effecti, eo ipso tàm idem Rex, quàm alii, qui forsan unà cum eo hujusmodi Confœderationes, Colligationes, & Ligas, seu Conventiones cum talibus inierunt seu fecerunt, & ad quos hujusmodi Confœderationes, Colligationes, Ligæ, seu Conventiones quomodolibet extendi possunt, & quorum interest vel interesse poterit, ab earum observatione absoluti existunt, illasque ipsis servare non debent, Anno 1382.

Quinimo ipse Rex hujusmodi Scismaticos & Hæreticos, ratione Imperii, ad quod Electus & per Nos approbatus existit, in favorem Sanctæ Romanæ ac Universalis Ecclesiæ, cujus est Advocatus, pro posse persequi tenetur, quodque omnis Communio cum talibus Hæreticis seu Scismaticis nimis periculosa existit, cum nulla sit prorsùs nec esse debeat participatio lucis ad tenebras, aut Christi ad Belial,

Et cupientes, super hiis, Animarum Saluti, & Honori, ac Statui ejusdem Regis & aliorum quorum interest, ut præfertur, salubriter providere, ac periculis & scandalis, quæ ipsis exindè provenire possent, utiliter præcavere,

Eundem Regem & omnes alios, quorum interest, vel interesse poterit, Auctoritate Apostolica, tenore præsentium, declaramus fuisse & esse ab earumdem Confœderationum, Colligationum, Ligarum, & Conventionum observatione penitus absolutos, & ad earum observationem aliquatenus non teneri, illasque, quatenus de facto processerunt, cassamus, irritamus, & nullius esse decernimus firmitatis.

Et insuper, cupientes Animarum periculis obviare, tàm eidem Regi, quàm etiam omnibus hujusmodi aliis, quorum interest, seu interesse potest, tenore præsentium, districtiùs inhibemus, nè Confœderationes, Colligationes, Ligas, aut Conventiones hujusmodi aliquatenus observent, seu ab aliis servari quomodolibet permittant:

Decernentes ex nunc irritum & inane quicquid in contrarium, a quoquam, quâvis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attemptari.

Nulli ergo omninò Hominum liceat hanc paginam nostræ Declarationis, Cassationis, Irritationis, Inhibitionis, & Constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contra ire; siquis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, & Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus, se noverit incursurum.

Dat. Romæ apud Sanctum Petrum iii. kal. Aprilis Pontificatûs nostri anno quarto.

Sub filis sericis flavi rubeique Coloris.

De Curia T. FRABI.

CXXII.

Verbündnuß Graf Eberhards von Würtemberg/ und der drey Gesellschafften mit dem Löwen/ Sant Wilhelm/ und Sant Georgen/ mit Hertzog Leopold zu Oesterreich/ und den genannten Reichs-Städten des Bundes in Schwaben/ ihren Landen und Leuten/ und gemeinem Land zu Frid und zu Gemach geschehen an der nechsten Mittwoch nach den heiligen Ostertage/ Da man zalt von Christs geburt 1382. [JOH. PHIL. DATT, Volumen rerum Germanicar. novum Libr. I. Cap. VII. pag. 44. §. 1. *Ex Originali:* d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. I. Fortsetzung II. Abtheil. II. pag. 23.] 9. Avr.

C'est-à-dire,

Confederation entre EBERHARD *Comte de Wirtemberg, & les trois Societés, savoir la* LEONINE, *celle de St.* GUILLAUME, *& celle St.* GEORGE, *avec* LEOPOLD *Duc d'Autriche, & les Villes de la Confédération de* SUABE, *pour le maintien de la Paix, & de la tranquil-*

ANNO 1382.

quillité dans leurs Terres, & parmi leurs Sujets. Faite le Mecredi après Pâque l'an 1382.

Wir Grave Eberhart von Wirtemberg und wir die Haubtleuth der Gesellschafft mit dem Lowen zu Schwaben/ Grave Heinrich von Monfort/ Herr zu Tettnang/ Grave Ulrich von Wirtemberg/ deß vorgenanten Grave Eberhart Sun/ und Grave Friderich von Zoler/ von der Hohenzoler; und wir die Hauptlut der Gesellschafft mit Sant Wilhelm; Und wir die Hauptlut der Gesellschafft mit Sant Georien/ und wir die Herren Ritter und Knechte/ gemainlichen/ in denselben dez Gesellschafften/ alß wir an den Riviren und Kreissen gesezzen und gelegen sien/ von dem Ursar ze Speyr/ jenhald Rines uf gen Straßburg/ und von Straßburg vor dem Gebirg uf gen Basel; und von Basel jenhalb Rines uf gen Bregenz, und von Bregenz vor dem Gebirg uf gen München/ und von München gen Ingelstatt/ und von Ingelstatt gen Aichstetten; und von Aichstetten gen Regenspurg/ und von Regenspurg biß gen Arnberg/ und von Arnberg biz gen Eger/ und von Eger biß gen Koburg/ und von Koburg biz gen Swinfurt/ und von Swinfurt biß gen Miltenberg/ und von Miltenberg biz gen Haidelberg/ und von Haidelberg wider gen Speyr in daß Ursar; bekennen und tun kunt allen den/ die disen Brief ansehent/ oder hörent lesen; umbe daß/ daz alle redlich und gerecht Sach gefurdert und gesterckt/ und all unredlich und ungerecht Sach nider getruckt und deste daß gewendet werden/ darumb und auch/ daß all Gotzhüser/ Gaistlich Lüt/ Bilgram/ Kostlüt/ Kofmanschaft/ Lantfarer/ Geste/ Wittwen und Waisen geschirmt werden/ und deste baß dz Gemach beliben; So haben wir uns gar beratenlich/ mit gutem Fürsehen und rechter Bekantnuße/ und sunderlich/ nach Rat aller unser Räte/ Herren und Gesellen/ die wir dazemal by uns hetten/ Gott ze Lobe/ uns und unsern Landen und Lüten/ und gemainem Lande ze Frid und ze Gemach/ mit allen unsern Vesten/ Stetten und Schlossen/ und mit allen unsern Dienern/ Vogten und Amptlüten/ zu den Erbern und Wisen deß heiligen Romischen Richs Stetten/ Regenspurg/ Augspurg/ Ulm/ Costentz/ Eßlingen/ Rütlingen/ Rotwil/ Wile/ Uberlingen/ Memmingen/ Bibrach/ Ravenspurg/ Lindaw/ Sant-Gallen/ Pfullendorf/ Kempten/ Kofbüren/ Lütkirch/ Isny/ Wangen/ Rotenburg uf der Tuber/ Nordlingen/ Dinckelspühel/ Hall/ Gmünd/ Hailprun/ Wimpfen/ Giengen/ Winsperg/ Bopfingen/ Aulen/ Buchorn/ Wil in Turgow und Buchow/ die den Bund mit einander haltent in Swaben/ an einem Teil; und zue dem Hochgebohrn Fürsten/ unserm liben Herrn/ Hertzog Leupolten/ Hertzog zu Osterreich/ ze Stire/ ze Kernten/ ze Krain/ Grave ze Tyrol/ Marggrave ze Tervis: und zue sinen Landen/ Elsaz/ Brißgow/ Suntgow/ Argow/ Turgow/ Kurwalhen und Swaben/ und sunderlich zu und mit der Herschafft ze Hohenberg/ und waß auch denselben sinen Landen und Herschafften zugehöred/ es sien Statt/ Vöstinen/ oder Schloß/ die in denselben sinen Landen und Kraissen gelegen sint/ und och zu allen sinen Landvogten/ Herren/ Ritter/ Knechten und Dienern/ die darinn gesezzen und wohnhafft sint/ an dem andern Tail/ ietz willeclich und tugentlich verstrickt/ verpflicht und verbunden/ und verbinden uns och/ mit Crafft diß Briefs/ und mit guten Truwen und geschwornen Aiden/ hinnachin biß uf den Obrosten Tag/ ze Wichennachten/ der allerschierest kumpt/ und dan anhin ain Jar/ das nächste/ in getrulich allez daz stät ze haben und ze vollfüren/ das hienach an disem Brief begriffen und verschriben stät/ an alle Argenlist und Gevärde. Von dem ersten: Wär/ daß jeman/ wer der wär/ der den vorgenanten Richs Stetten deß Bundes/ oder den Iren/ oder dem egenanten unsern Herren von Osterr. oder desselben Ir Landvögt [illegible] Diener/ und die disen Punt och gen uns herwiderumb och geschworn hant/ Es weren Herren/ Ritter/ oder Knecht/ oder Land er Stett/ Burger oder arm Lüt/ in Rivieren und Kraissen/ als daz hievor begriffen und verschriben ist/ och in Ziten deß Verbündnus/ angrif oder beschadigott/ mit Mort/ mit Prande/ mit Rob/ oder mit unrechtem Widersagen/ das sullen und wellen wir vorgenant Grave Eberhart von Wirtemberg und wir die der Gesellschafften und die Unsern/ Jn und den Iren getrulich verstin/ und auch darzu beraten und beholffen sin/ wenn oder alzbald wir dar umb ermant werden/ oder wer in aller den/ den derselb Schad widervarn und beschehen wer/ darumb ermant wierden/ ze frischer Getat/ mit nachylen/ mit Gesährap und och mit allen andern Sachen/ die dazu gehörent/ von einem mittem Tag biß an den andern/ ze glicher Wis/ als ob uns selb oder den Unsern solicher Schad widerfahren wer/ an all Gevärde: Wär aber/ daß solich Sach also gestalt und geschaffen wer/ daß sie zu frischer Getat mit selten noch möchten erobert und ußgetragen werden/ wär es denn daz die Sach die egenante Stett deß Pundes/ oder die Iren/ die zu Jrem Tail gehörent/ alß vorgeschriben stat/ anrüeg angieng/ so süllen der/ oder dieselben/ den der Schad widerfahren ist/ die Sach bringen/ mit Clag/ an die vorgenante Stett oder die Iren; und dunckt denn dieselben Stett/ bas Jrem Truwen und erkennent sich auch deß mit Jrem Räten/ an ir Aide/ daz dem unrecht beschehen si/ so sullen und mugen sie die Sach bringen mit Clag/ an uns den vorgenanten von Wirtenberg/ und an die Gesellschafften/ und och uns darauf manen/ umb Hilff mit ir Erbar Botschafft/ und Briefen gen Stutgarten/ in die Stat; so sullen wir in dem funfzig Erder mit Spiessen zu Roß wol erzügter Lüt/ uf unsers selbs Cost/ Schaden und Verlust/ schicken und senden/ an die Stett/ die sie uns den benempt und verkünt hetten/ an all Geverde: Es wär denn/ daß sie mit Willen gern minder Volcks von us haben wölten/ die sullen wir Jn auch senden/ und sullen och schaffen/ daz dieselben unser Spies/ in den nächsten vierzehen Tagen/ nach der Ermanung/ genßlich von Huse uzzgeritten und geschaiden sien/ und och volriten an die Stett/ die uns von im benampt und verkunnt sint/ an all Geverde; und die auch in sullen Gehorsam sin/ anzegriffen und ze beschädigen/ und mit den och si solich Sach erobern sollen/ so si beste mugen/ an all Geverde; ze gelicher Wise/ gieng solich Sach an den vorgenanten unsern Herrn von Osterreich/ oder die Sinen/ oder die zu demselben Tail gehörent/ alz vorgeschriben stat/ so sullen die/ den solicher Schad wider in beschehen ist/ die Sach och bringen mit Clag an den vergenanten unsern Herrn von Osterreich/ oder an sin Landvogt/ ob er selber in Landes nit enwär; und erkennent sich die den och/ uf ir Ere und Aide/ daß dem unrecht beschehen/ so sullen/ und mugen sie die Sach auch bringen/ mit Clag/ an uns den vergenanten von Wirtemberg oder an die Gesellschafft/ und umb Hilf manen als vorgeschriben stat gen Stutgarten/ in die Statt/ und sullen wir in denn och funfzig Erder mit Spiessen schicken und senden/ an die Stett/ die uns den benempt sint/ in solicher Frist und Zilt und in allem dem Rechten/ alz vorgeschriben ist/ an all Geverde; Es wär denn/ daß sie och mit Willen gern minder Volcks von uns haben wolten. Wär aber/ daß solich Sach baide vorgenante Tail ze mal angend wurde/ daz sullen sie uns aber verkünden/ gen Stutgarten/ in die Statt/ alß vorgeschriben ist/ und sullen wir dem Jglichem Theil besunder funfzig Spieß schicken und senden an die Stett und in aller der Wise/ so deß hievor begriffen und verschriben ist/ an all Geverde; und sullen och mit Namen/ baide Tail/ der vergenanten Statt und unsers Herren von Oesterreich/ und die/ in welchem Tail wir den unser Volckh geschickt hetten/ schaffen und bestellen/ daß unserm Volckh in Jren Stetten und Schlossen/ so es darinne gebürt ze ligen/ redlicher failer Kof/ umb er Pfenning und Gelt/ geben werd/ an all Geverde: Wär aber/ daß solich Sach aber also gestalt und geschaffen wären/ daz ir Jeglichs der zwaier Tail der obgenanten Stett und unsers Herren von Oesterreich die Sach mit funfzig Spießen nit erobern/ noch ußgetragen möchten/ und daz sie baid/ oder der ain Tail unser Hilff fürbaz bedorfften/ daz sol jglicher Tail under in/ welchen daß dann angienge/ uns aber verkünden gen Stutgarten/ in die Statt und och darauf manen umb Hilff; so sullen wir denn/ nach derselben Anmanung/ in den nechsten vierzehen Tagen/ ungeverlich die funf Mann/ mit Namen Grave Rudolf von Sulz/ Hainrich Truchseßen von Hefingen/ unsern Hoffmaister/ von unser deß vorgenanten von Wirtenberg wegen/ Herr Gebhart von Rechberg/ von der Lowen Gesellschafft wegen; Herr Wilhelm von Rechberg; von Hoden Rechberg/ von der Wilhelmer Gesellschafft wegen; und Herr Hainrich der Schencke/ von Gemen/ von der Georier Gesellschafft wegen/ beschicken und besenden gen Kirchein in die Statt. Also wär/ daß die Sach angieng die egenante Stett oder die zu in gehörent/ so sullent sie vier Mann uzer den funffen/ daß ist Hans Gossenbrot von Augspurg/ Lutz Crafft von Ulm/ Ulrich Gaych von Costentz/ Jacl Huntpiß/ Stattamman zu Ravenspurg/ und Wernher Hurnbeg von Rützingen/ welche si denn darust welent und allerbaßt gehan mugen/ zu unsern Funffen setzen und geben; gieng es aber den vorgenanten unsern Herren von Oesterreich an/ und die zu im gehörent/ so sullen si zu den vorgenanten unsern funf Mannen/ vier Mann/ uzzer den funffen/ daß ist Herr Walther von der Altenklingen Lantvogt in Argow; Herr Hans von Bodem der Alt/ Herr Ludwig von Hornstein/ Herr Mang von Hornstein und Heinrich von Randeck Vogt ze Schaffhausen/ welche sie denn darust nement und aller best gehaben mugent/ och setzen und geben: Also das alweg der Clagent Taile vier/ und der helffent Tail funf dabi haben sullent, an welchem Tail/ deß beschähe/ und welhen Tail die Sach also angieng oder gend wurde/ desselben Tails vier Mann und unser funf Mann die darzu geordent sint/ als vorgeschriben stat/ sullent zusamen sitzen ze Kirchein in der Statt/ und da Hilf anlegen und schöpffen/ nach dem alß denn die Sach an ir selber gestalt ist/ und wie oder wat Hilf si da gemeinlich oder mit dem merertail uf ir Aide schöpfent/ erkennent oder ze Rat werdent/ mit derselben Hilf sullen och wir demselben Tail/ den das angat/ getrulich zuziehen/ beraten und beholffen sin/ ze gelicher Wise/ alß ob das unsers selbs Sach wär/ und uns selber widerfahren und beschehen wär/ an all Geverde; alß lang/ biß daß solich Sach gäntzlich erobert unde ußgetragen wirt/ an all Geverde/ oder aber so lang/ ob der Clagent Tail solich Hilf so lang haben welt/ biß sich die vorgenante Nün Mann die solich Hilf geschöpfft hetten/ gemainlich oder mit dem merertail/ under in ze Rat werdent/ und sich uf Jr Aide erkennent/ daß umb solich Sach genug beschehen si/ das och denn die Hilff und der Zog ain Ende habe. Und wedern Tail under den vorgenanten Stetten des Pundes und unsers Herren von Osterreich das angieng/ denselben Tail mugen wir wol manen/ umb sin vier Mann und die auch derselb Tail/ den/ unverzogenlich/ in aller der Wise/ so vorgeschriben stat/ gen Kirchein in die Statt schicken sullen/ und zu den sullen wir unser funf Mann och setzen/ also das dieselben nün Mann/ mit Namen darumb zusamen kommen sullen und sich umb die Sach erkennen und der ein Ende geben/ als vorgeschriben stat; Wär das baid vorgenante Tail uns umb Hilf zemal mit einander zusprechen und manen wurden/ so sullen wir unser funf Mann zu jeglichs Tails vier Mannen besunder und nach einander setzen/ gen Kirchein in die Statt; es wäre denn/ das wir Tail all drei einhelleclich das mit einander überkommen/ das wir

ANNO 1382.

wie zusamen sehen wolten/ und was sich da yeglich Mun Mann besunder/ gemainlich/ oder mit dem merern Tail uf ir Ere und Aide erkanten/ oder nach Gelegenheit solcher Sach Hilff schaffent; oder/ ob wir all willetlich bey emander gesessen wären; Also sullen wir baiden Tailen aber zuziehen und beholffen sin/ in aller der Wise/ so vorgeschriben stat/ an all Geverde: Und von wederm Tail wie vor gemant werden/ es geschäch von baiden oder dem ainen Tail/ ehe das wir sie gemant hetten/ dem oder denselben Tailen suln wir unser Volckh zuschicken und senden/ ob wir darnach wol ze schaffent gewinnen; Also/ daß mit Mannen die erste Manung alweg vorgen sol; es wäre denn/ daß sich die Nün oder ie der merteil/ uf ir Ere und Aide erkanten/ daß mann mit solcher Hilf zu baiden Sachen gehelffen und getun möcht/ daß soll man och denn tun baiden Tailn/ an all Widerrede/ nach Ekanntnus derselben Nun oder ir des merertails/ an all Geverde; wär aber/ daß solich Infäll und Angrif/ mit Mort/ mit Prant/ mit Rob/ oder mit unrechtem Widersagen/ in unsern Landen unde Kraissen beschehen/ an Gotzhusern/ oder an gaistlichen Lüten/ an Bilgrin/ an Gesten/ an Lantfarern/ oder an Koflüten/ da sullen wir zu frischer Getat zuchun/ mit nachylen/ mit Zuschrien/ alß das vorgeschriben stat. Mächt aber daß zue frischer Getat nicht ußgetragen werden/ so sullen wir/ ob das in unsern Landen beschähe/ oder deß ersten darumb angerüefft wurden/ baiden oder dem einen Theil der vorgenanten Stett und unsers Herren von Osterreich darumb zusprechen und manen/ nach Gelegenheit solicher Sach/ Also/ daß alweg der Tail/ by dem oder in deß Landen unde Gebieten solich Sach beschehen/ die andern Tail darumb manen sol/ ob derselb Tail das ainig nit erobern möcht; und sulln wir den/ ob wir in also zugesprochen hetten/ unser vier Mann zu der/ oder deß Tails fünf Mann/ die wir gemant hetten/ setzen in solicher Zit als vorgeschriben stat/ und an die Stett/ als das ir Buntbrief wisatt und sagent/ die sie geeben habent; und was Hilff dieselben Nun oder ie der merertail zu solichen Sachen schöpfent/ also sullen wir und sie uziehen und helffen an all Geverde/ und in der Wise/ als vorgeschriben ist. Es sullen och baid Tail der obgenanten Stett des Pundes unde unser Herr von Osterreich und die iren gen uns und gen den Unsern/ und wir und die Unsern hinwiderumb gen Jn/ und den Jren/ yeglicher Tail besunder beliben in ir stiller gerüweilich nützlicher Gewer/ alß sie die biz uf disen hütigen Tag ungeschadt/ herbracht/ genossen und besessen habent/ an all Geverde. Aber umbe das/ das diß Fruntschafft und Verbüntnuß deßt fruntlicher gehalten und deß minder Zweiung und Unwillens in Ziten diser Verbüntnus ufferstande/ so haben wir egenant Grave Eberhart von Wartenberg und die Gesellschafft für uns und die Unsern uns deß Rechten/ gen den egenanten Stetten des Pundes/ verpflicht und verbunden/ ußgenomen allein der von Rotenburg uf der Tuber/ die daß Recht nit anrüeren soll und die ir Stat Friheit beliben sullen/ also wär das die vorgenante Stett des Pundes/ ir Burger/ oder ir armen Lüt/ oder jeman/ die zue in gehörent/ ichtsit nu furbas mehe/ an unser des vorgenanten von Wirtemberg/ oder Gesellschafft/ Diener/ Ritter oder Knecht/ die zue uns gehörent/ oder kein ir Stett Burger/ oder Armlüt/ er wär einer oder mer/ ze sprechent gewunnen und die in gemainen Gerichten gesessen wärent/ warumb daß wär/ darumb sullen sie/ und die Jrn/ uns und den Unsern/ die zu uns gehörent/ nachfarn/ in dieselben unser Stett/ und da Recht von den Unsern suchen und nemmen/ vor unsern Amptlüten und Schultheissen/ und och sich daß da von den Unsern/ oder was in da mit Uncall und mit dem Rechten erteilt wurd/ benügen lassen/ an all Geverde. und doch also/ daß wir der vorgenanten von Wirtemberg/ und die Gesellschafft und die Unseren schaffen und bestellen sullen das in und den Jrn/ in denselben unsern Stetten furderlich Gericht und Recht nit verzogen werde/ an all Geverde. Wär aber/ daß die vorgenanten Stett des Pundes oder ir Burger und Armlüt/ und die zu in gehörent ichtsit an unser deß vorgenanten von Wirtemberg und die Gesellschafft unser Diener oder unser Stett Burger oder Armen lüten/ die in uns gehörent/ ze sprechent gewinnen/ die in Märckten/ in Dorffern/ in Wilern oder in Hofen gesessen wären/ darumb sullen sich die obgenanten Stett des Pundes/ und die Jrn/ die zu in gehörent/ alß vorgeschriben stat/ gen denselben mit dem Rechten halten/ alß das iegliche Stat/ gen jrn Nachgeburn/ oder gen den/ den si oder die Jrn zu ze sprechent hetten/ von Alter/ oder mit Gewonheit herbracht hat/ an all Geverde. Wär aber/ das der vorgenante Stett des Pundes/ ir ein oder mer ichtsit nu furbas mer/ in Ziten diser Verainung uff unser deß vorgenanten von Wirtemberg Diener/ es wären Herren/ Ritter/ oder Knecht/ oder zu unsern oder unser Diener/ ganzen Stetten/ oder zu den Hauptlüten der vorgenant drier Gesellschafften/ oder zue dehain der Herren/ Ritter oder Knechten/ die dannne sint/ zu in selb/ oder zu dehain ir Dienern/ oder ganzen Stetten/ und das och ain ganz Stat angieng/ ze schaffent gewinnen/ umb Sach/ die nu furbas mer beschähen; darumb sullen dieselben Stett und die Jrn an einem gemeinen Mann nemen/ anier usser den vorgenanten funffen/ die von Unsern und der vorgenanten Gesellschafft benempt sint/ welchen sie wellen/ in solichen Beschaidenhen. wär/ daß mann unsern des vorgenanten von Wirtemberg unde der Gesellschafft Diener oder Stetten zusprechent wurd/ so sullen sie der ainen zu ainem gemainen Mann nemen/ usser den vorgenanten unsern Räthen/ mit namen Grave Rudolff von Sultz oder Hainrich Truchsässen unsern Hofmaister/ welchen sie under den zwain welhent; wär aber/ das man den/ die in der Lowen Gesellschafft sint zusprechen wölt/ so sol mann zu ainem gemainen Man nemen/ Herr Gebharten von Rechberg; wär aber daß mann den/ die in der Wilhelmer Gesellschafft sint zusprechen wolt/ so soll mann zu ainem gemainen Mann nemen/ Herr Wilhelmen von Rechberg von Hohen Rechberg; wär aber daß die vorgenante Stett des Pundes/ ußgenomen Rotenburg der Stat uf der Tauber/ der Gesellschafft mit Sant Georien zu sprechent wurden/ so sullen si zu einen gemeinen Mann nemmen Herr Hainrich den Schencken von Gyren; und also sullen Jn/ unser deß vorgenanten von Wirtemberg Diener/ und gantz Stett/ und all die vorgenante Herren/ Ritter oder Knecht/ der drier Gesellschafften und alle ir Diener und gantz Stett/ zu welhem oder welher sie denn zu sprechen hetent/ Rechts gestatten und widerfaren lassen/ uf derselben gemain Mann ainen/ und uf die Schidlüt/ die denn von baiden Theiln darzu gesetzt werdent/ in ainer ander unser oder unser Diener Stett/ oder an andern gelegnen Stetten/ die Jn denn der gemain Mann darzu benempt und beschaidet/ und die dem Herren/ Ritter oder Knecht/ oder der Stat/ die man ansprechen wil/ aller gelegenlichest ist/ und doch un ußgenommen worten/ das man uns noch dehainen unsern Dienern/ noch die in den vorgenanten drj Gesellschafften sint/ die Graven oder Frien sint/ und dehain ir Herrschafft noch Lande: noch dehain Unsern/ noch den Jrn/ ganzen Stetten und kain Eigenschafft/ und Pfandschafft/ noch nimb kain ir stat/ noch kein ebaffen nit zusprechen sol; und och aber also wär/ ob entweder Tail in Ache oder in Banne wär/ daß das an dem Rechten gentzlich still ligen/ und entwederm Tail zu dem Rechten nit schaden soll/ in dehainen Weg an all Geverde; und sullen och mit Namen die Gemain/ die also genommen werdent/ die Sach versorgen/ by dem Aide/ den Jeglicher besunder darumb gesworn hat/ und och daß Recht uf den Aide sprechen/ und och nach dem als es ervordert wirt/ in den nächsten vierzehen Tagen ainen Ustrag geben an all Geverde/ als vorgeschrieben stat; wär aber/ daß die vorgenante Stett des Pundes oder ir Burger alder/ der Jrn/ die zu in gehörent/ ir ainer oder mehr/ ichtsit an uns die vorgenanten von Wirtemberg selber baide/ oder den einen/ in Ziten diser Verpüntnuß zusprechent gewunnen/ umb Sach die nu fürbas beschehen/ darumb sullen wir ainen gemainen Mann nemen usser den funf Mannen/ die usser den Stetten benempt sint/ und darzue under Cunraden den Zorn von Wimpfen/ und Cunrat Bissern von Dinckelspühel/ welchen wir under den Siben wellen/ und die dem Teil der uns zusprechen wil/ aller gelegenlichest ist/ oder von iren wegen benempt ist/ und zu demselben sullen wir zwen Schidmann setzen/ und der oder die/ die uns ansprechen wellent/ och zwen; und erkennent sich die funf/ noch unser baider Tail Clag und Widerrede/ gemainlich oder mit dem merern Tail/ daß mann uns/ von solicher Sach wegen/ nit zu sprechen soll/ deß sullen wir gemessen und och daby beliben; Erkanten sich oder die/ daß solich Sach alß redlich weren/ daß wir Jn mit unser selbs liben billich recht hielten/ daß soln och wir denn tun und Jn recht halten uf der vorgenanten Mann ainen/ usser unsern Rat an solichen Stetten und in aller der Wise/ alß daß vor underschaiden ist/ an all Gevärde/ und och also/ daß man uns umb kein unser Herrschafft noch Lande nit zu sprechen soll/ alß vorgeschriben stat; und desgelichen sullen wir die vorgenanten von Wirtenberg und die Gesellschafft/ unser Diener und Stett/ und die zu uns gehörent/ uns deß Rechten von den vorgenanten Stetten deß Pundes und den iren benügen lassen/ an den Stetten und uf die Gemainen/ alß das in Jrem Buntbrief/ den sie uns besigelt hant/ volkommenlich begriffen ist/ an all Geverde. Wär aber Sach/ daß von unsern und der egenanten zwaier Tail der Stett des Bundes und unsers Herrn von Oesterreich sieß wurden/ und angefallen aner storben Gut/ und die entweder Theil ir gwer herbracht het/ die sullen berechtet werden in solicher Maß; wär/ das der Aberstarben von dem das Gutt gefallen wär/ ain Burger wär gewesen/ so suln die/ die nach dem Gut sprechent/ das berechten in der Stat/ da der abgegangen Burger gewesen ist/ und nach derselben Stat Recht; wär aber der Aberstarben/ von dem das Gut gefallen wär/ kein Burger gewesen und hie uß uf dem Lande gesessen/ so sullen die/ die nach dem Gut sprechent/ daß berechten hie uß uf dem Lande/ und uf der gemainen Mann einen/ in dem Tail/ uß des Tail der ist/ der nach dem Gut sprichet und der den Sachen allerbeßt gesessen ist/ an solichen gelegnen Stetten/ die Jn denn der gemain Man darzu benempt und beschaidet/ an all Geverde. Wir haben och besunder in dise Verbüntnuß den Stetten des Pundes in Francken/ und den Jren gen uns der vorgenanten Gesellschafft mit Sant Georien und gen den unsern und unsern armen Lüten/ und och unser derselben Gesellschafft und den unsern gen den vorgenanten Stetten des Pundes in Francken und den Jrn armen Lüten/ daß wir Namen ußgesetzt und behalten/ was wir mit einander oder gen einander ze sprechent oder ze schaffent hetten oder gewinnen/ in Ziten diser Verbüntnuß/ daß wir diß baidenthalb mit fruntlichem Rechten gen einander ußtragen und och bey einander gestatten und halten sullen/ an den Stetten alß es von alter bißher kummen ist/ nach desselben Landes Gewohnhaiten und Rechten/ an all Geverde; und also sullen wir die vorgenanten von Wirtemberg und die Gesellschafften mit Namen bestellen und verkummen/ so wir beste mügen an all Geverde; daß wir/ noch kein der Unser/ die zu uns gehörent/ nieman von den vorgenanten zwain Tailn der egenanten Stett des Pundes und unsers Herren von Osterreich noch der Jren/ und die zu in gehörent/ irs Guß/ das den Jeglicher in stiller geruwelicher nutzlicher Gewer inn hat/ ane Recht/ nit entweren noch nemen/ noch das dehain Ubergriff darüber an Recht/ von uns oder den Unsern nit beschechen; und wa das darüber von uns oder den Unsern beschähe/ so sullen wir daß unverzogenlich und an all Gevarde/ schaffen widerkert

und

ANNO 1382.

und widertan / und das wir und die Unsern / darnach zu dem Rechten kummen / nach der Puntbrieff lut und sag / die wir und die vorgenanten Stett des Pundes und unser Herr von Oesterreich einander zu allen drei Tailn besigelt und gegeben haben / one alle Geverde; wär aber / das wir ainig an baider / oder des ainen Tails der vorgenanten Stett und unsers Herren von Oesterreich Hilff / daz mit geschaffen / erobern noch uzgetragen möchten / so sullen und mugen wir wol baiden / oder dem ainen Tail darumb zusprechen und umb Hilf manen / so sullen den iegliche derselben Tail ir funf Man beschicken und besenden an die Stett / die darzu beschaiden sint / nach der Punctbrief lut und sag / die sie uns darumb gegeben hant / und sellen wir zu reglichem derselben Tail unser vier Mann setzen und geben / und wie sich die Nun ir iegliches / der zweier Tail / gemainlich oder mit dem merern Taile erkennent oder darzue Hilf schöpffent / alse suln sie und wir zu ziehen und beholffen sin / alß lang biß das widerkert würde; oder aber biß sich dieselben Nun gemainlich oder mit dem merern Tail erkennent / daß von sollicher Sach wegen gnug beschehen si / an all Gefärde; doch ußgenommen aller verbrieffter Schuld und unlogenbar Gült / und umb Heibgelt / Vogtrecht / Stiuren und Zinse sol iedermann und allermenglich alle sine Recht behalten und uzzgesetzt sin / alz daz von alter bißher kummen ist / an all Gevärde; denne so verre und allein dez uzgesetzt / waz der vorgenant unser Herre von Osterreich oder sin Vordern Schuld oder Gabe umb Dienst verhaizzen oder verschriben hant / daz wir nieman weder ze Diener in unser Gesellschafft / noch ze Burger innemen / noch empfahen sullen / alle diewil diser Punt wert / dem wir darumb gen in beraten oder beholffen sien / oder Jn oder die Sinen darumb dehains weges nöten oder pfenden / wann er mit Namen daz gen uns vertädingt und verdingt hat; aber umb ander Schuld / und die im gelihen sint / sullen Jedermann sine Recht behalten sin / alz um daz den verschriben und verhaizzen ist an all Geverde; wir vorgenant von Wirtenberg und die Gesellschafft und dehain unser Diener noch Stett / sullen och von Anevang diser Veraimung / gemainlich / noch unser keiner besunder / alß lange diß Verbüntnusse weren soll und gemacht ist / als vorgeschriben stat / kenen Burger / und daz die vorgenante zwen Tail der Stett dez Pundes / noch unsers Herren von Osterreich oder die Jren annemet / innemmen / noch empfahen / den die sich Huß und häblich in dieselben Stat setzen und ziehen / da sie Burger worden sint; wär aber / daz der keiner die also ze Burger empfangen wären / iren Herren vorhin versworn oder verbürget heten / dez möchten sie dieselben Herren wol in deß ersten Jars Frist ungeverlich / von dem Tag / alz die Burger worden sint / in der Statt / da si Burger worden wären / der Sach uberkommen / eint Landtgerichtsbriefen / oder aber mit Brieven / daran zwen erber unversprochen Man / die Wapens-genoß wären / Pfaffen oder Loyen / ir Insigel gehenckt hetten / die daz setten uf ir Aide / daz in daz kunt und wizzent wär; hetten aber der oder solich ir Herren nit Brief / wär es dan ein Furst / Grave oder Fry / der daz uzbringen wölt / der mag daz wol uzbringen / mit sinem Amptmann / der das sweren sol zu den Hailigen / und zu im zwen erber unversprochen Manne / doch uber die derseld Herr / dez Amptmann das ußbringen wil / nit ze gebietend hab / oder die sein aigen nit sien / noch die im weder ze Geb / noch ze Gelt sitzen / und daz die och sweren gelert Aide zu den Hailigen / daß Jn daß kunt und wissent si; wolt aber ein Ritter / ein Knecht oder ein ander Mann das ußbringen / der soll daz wisen mit sinem Aide / und aber zue Jm zwen erber unversprochen Mann och mit iren Aiden / uber die er nit ze gebietende hatt / oder die sin aigen nit wären / oder die im ze Geb noch ze Gelt nit sessen / in der Wise / alz vor geschriben stet an all Gefärde; und in welcher unser oder der Gesellschafft oder Diener Steten / solich Burger uberkummen wurden / alz vorgeschriben ist / derseld Stat / noch ir Herr sol den füro da vor / daz im abbehebt ist / nit schirmen in dehain Wise / an all Geverde; doch ußgenomen aller Edler Lüt / Closter und Pfaffen / die mugent unser / Gesellschafft und Diener Stett wol ze Burger innemmen und empfahen / in solichem Rechten / als sie von alter bißher getan hant / an all Geverde; und och aber dez uzgesetzt / ob daz wär / das kein Gebur in unser / oder in unser Diener und Gesellschafft Stetten Burger wurde / ez wär in ir ainer oder mehr / der kains Herren oder Stett Burger / die in den vorgenanten zwain Tailn gehörent / aigen wär gewesen / und derselb Gebur / ir wär ainer oder mer / ain aigen Gut hit uz uf dem Lande het / oder uf ains andern Burgers aigen Gut gesetzen wär / der mag wol hie us setzen uf dem Lande in sollicher Beschaidenheit: wär / das er in deheines Herren / Ritter oder Knechts oder Stett Burger / diser Verbuntnuß Dörffern / Gerichten / Zwingen / oder Bennen gesessen weren / daß er och dieselben Gericht / Dorfrecht / Ehafft / Zwing und Benn halt / und och tu / als ander Lüt vor Jm und bi im tunt ungeverlich; und nach dem / als dasselbe Gut von alter herkommen ist / an all Gevärde / wär och / daß jeman in unserm oder in unser Diener oder Gesellschafft Stetten ainer oder mehr Burger wird / der in einer andern der vorgenanten zwaier Tail der Stett deß Bundes oder unsers Herrn von Osterreich oder er Diener Stetten gesessen wär / derselbe sol sich in dieselben Statt da er Burger worden ist / setzen und ziehen / doch also / daß er dem Herren oder der Statt / daruß er dann zihet / Stiure / Gült / Anzal und Fräfflinen werichten sol / die sie redlich und mit recht / uf den / oder die bringen möchten / ungevärlich / in deß ersten Jars Frist / in der Statt / da er hingezogen wär / mit Richtern oder mit geschwornen Räten / us der Stat / danan er gezogen wär. Och sullen wir vorgenanten von Wirtenberg und die Gesellschafft unser Diener und noch dehain der unser der vorgenanten zwaier Tail der Stett deß Pundes und unsers Herren von Osterreich / noch ir Diener und Stätt / und die zue Jn gehörent vieud nit halten / weder husen noch hofen / weder spisen / assen noch trenken / noch gevärlich hinschieben in dehain Wise / an all Gefärde; darzu haben wir baiden vorgenanten Tailen versprochen und verhaissen: wär / ob si baid / oder der ein Tail mit jeman ze Kriege kemen / daß wir / noch unser Diener / noch die Unsern / die zu uns gehörent / uns kain ir Viend Schloß / Vestinen / Stett oder Güter / alle / diewile der Krieg weret und och in Zeiten diz Verbundes / gevarlich / durch Schirmes willen / nit underziehen noch innemmen sullen / noch in kein Wise an all Geverde; Es were denn / daß wir und die Unsern solch Schloß / Vestinen / Stett oder Güter ungeverlich / und durch keines Schirmes willen / mit Geliger / mit Stürmen / oder sust mit werender Hande / den Vienden abgebrochen und abgenoten möchten / an all Geverde; Wär och / daß wir und die vorgeschriben Stett dez Pundes / und unsers Herren von Osterreich an baiden Tailn / mit ieman ze Krieg kemmen / in Ziten dez Verbundes und von der vorgeschriben artickel wegen / wer der wär; und daß der Krieg in der Zit / alß diser Punt weren sol / nit ußgetragen würd / und darumb doch verbin / und eh daß diser Punt ein Ende het / gemant wär / so sullen wir und och die zwen Tail / der egenanten Stett deß Pundes und unsers Herren von Osterreich einander / nach diser Verbüntnuß us-gang / dennoch beholffen sin / als lang / biß nach Erkanntnus der Nünen / oder ir deß merernteils / die von dem klagenden und von dem helffenden Tail darzu gesetzt werden / darzu geschiht / alß sich dieselben darumb erkent hetten / daz darzu genug geholffen und gethan sy / an Gefärde; Wär och Sach / daß mann in der Zit / als diser Punt weren sol / Geliger oder Gesezzes vor einer Statt / Vestin / oder Schloß ainest oder mer / bedürffent würd / oder han müst; beschähen dann sollich Geliger uns vorgenanten von Wirtenberg und den Gesellschafften und den Unsern ze Dienst / und ze liebe / und von unsern wegen / so sullen wir / was Cost oder Schadens darüber gieng und wachsent werd / von Geziuges wegen dargeben und ußrichten / den vorgenanten Stetten des Pundes und unserm Herrn von Osterreich an baiden Tailn an Schaden; doch also / daß si uns ir Wercklüt und ir Gezüge lihen sullent / an all Widerrede / und den wir in iren Schlossen und Stetten holen und wider darin antwurten sullen / mit unser aigner Cost an all Gererde / und was och Mann / Stett / Vestinen oder Schloß gewinnen / so der Zoge unser der vorgenanten von Wirtemberg oder der Gesellschafft wär / unde von unsern wegen danan gieng / und ob in denselben Schlossen iht gefangen wurden / mit denselben Schlossen und gefangen mugen wir schen und tun / wie wir wellen / also das die vorgenante Stett des Pundes noch unser Herr von Osterreich von baiden Tailn uns daran nichtzit sullen noch mugent ieren / engen noch gedrengen / in dehainen Weg; doch also / das wir mit Namen versorgen sullen / das den obgenanten Stetten des Pundes / unsern Herren von Osterrich / noch den Jren / von denselben Schlossen und Gefangen dehain Schad darumb mehr uferstande / noch widerfar / an all Gefärde. Und desgelihen sol den obgenanten Stetten des Pundes / und unserm Herren von Osterrich an baiden Tailn / von welches Tails wegen daß beschähe / her widerumb och (i.e. auch) recht sin. Beschähen aber solicher Geliger von baiden Tailn den egenanten Stetten des Pundes und unsers Herren von Osterreich und och von uns vorgenanten von Wirtenberg und der Gesellsch. von der Tail aller dreier / gemaines Nutzes wegen / und mit gemeinem Rat / so sullen wir dieselben Tail alle dri den Schaden und die Cost / die von Gezüg und Wercklüt wegen / darüber giengen und wachsen wurden / gemainlich miteinander darlihen / ußrichten und bezalen / und och den Nutz und den Fromen / an Schlossen und Gefangen / alß vorgeschriben stat / och miteinander niessen und haben: Also: daß iegliche Tail ain Drittail daran tragen und nemen sol / an all Geverde. und alsbalde der Zoge und die Raise ein Ende nimpt / so sullen Herren und Stett in ainem Monat dem nächsten darnach zesamen kommen oder ir Räth mit Macht schicken gen Ulm in der Statt / und sulln die Cost von des Gezüges und der Wercklüt wegen / da anlegen / unde in einem Monat den nächsten darnach bezaln an alles Verziehen / und an all Geverde; Es sullen och alle unser vorgenanten von Wirtemberg baider / und och der Gesellschafft Diener / und die des Pundes geniessen wellent / es sien Herren / Ritter oder Knecht / und darzue all unser Vögt und Amptlüt / si sien in Stetten / in Burgen / an Dorffern oder in Welern / disen Punt och sweren mit gelerten Worten zu den Hailigen / und och mit Namen die Lüt / die von unserm Tail iezo zu gemeinen Lüten zu dem Rechten / und umb Erkanntnuß der Hilf benempt und geordnet sint / als vorgeschriben stat / des och sweren / das alles ze halten und ze vollfüren / ungeverlich / nach der Verbüntnuß Brieff sag / die darüber geben sin / und wenn Jr einer dabeim nit wär / ander / die den an siner stat wären / oder den er sin stat empfohlen het; und als dick och derselben gemainer Mann ainer / oder der Vögt und Amptlüt ainer oder mer abgieng / entsezt wurd / oder in Landes nit enwär / so sullen wir allweg ainen oder ander an derselben stat / in einem Monath dem nächsten darnach / setzen und geben / so wir darumb gemant werden / an alles verziehen und an all Geverde; und sunderlich / ob der gemainer Lüt kainer / die wir umb Erkanntnuß der Hilf / unde zu dem Rechten benempt und geordnet haben / als vorgeschrieben stat / ainer oder mer in der Wile abgiengen / sullen wir alweg ainen oder ander / alß schiedlich / von dem Tail / der abgangen wär / mit irem gueten Willen und Wissen / in dem nächsten Monath / nach dem / so daß an uns ervordert würde / setzen und an ir stat geben / an all Geverde: das selb / wenn / oder alß dick / der gemainer Mann ainer / oder mer / die uns von baiden vorgenanten Tailn der Stett

ANNO 1382.

des Pundes und unsers Herren von Osterreich zu dem Rechten oder zu Erkantnust der Hilff abgiengen / so sullen sie uns alweg in einem Monath dem nächsten darnach / so das an si erfordert wird / einen oder ander / als schädlich / mit Namen die Stätt des Pundes usser iren Räten / an der oder an desselben stat in der Kreiten der abgegangen wär / mit unserm Wissen und guten Willen och setzen und geben / an all Geverde. Ouch süllen und mügen wir vorgenannt von Wirtemberg und die Gesellschafft in zeten diß Verbundes / wol Ritter und Knecht ze Diener und in unser Gesellschafft und unser Stett / ze Burger innemen / und empfahen / und die vorgenante Stett des Pundes mügen die och wol ze Burger innemmen / und der vorgenant unser Herr von Osterrich och ze Diener; oder sie Stett mügen die auch wol ze Burger innemen und empfahen / und die in den vorgenanten Kreitzen und Kraissen gesessen sint; und wen wir also ze Diener / oder in unser Gesellschafft und unser Stett ze Burger oder baid vorgenant Tail ze Diener und ze Burger innemen und empfiengen / den sol diser Punt och schirmen und beholffen sin / Also daß dieselben och schweren gelert Aide zu den Hailigen / dis Puntnuß ze halten und ze laisten an all Geverde. doch also / daß weder wir / noch sy nu furbas mer niemann ze Diener / noch in unser Gesellschafft noch ze Burgern innemen noch empfahen süllen / den wir uf allen drei Tailn keiner alten Sach die er ze schaffent hat gehabt / vor dem Tag / alß er Diener in die Gesellschafft oder Burger worden wär / beholffen sin / in dehain Wise / an all Geverde; darzue süllen wir Namen weder wir / noch die zwen Tail der vorgenanten Stett deß Pundes / und unsers Herren von Osterrich der Tail aller kainer / keinen Fursten / Graven noch andern grossen Herren oder Byschoff in disen Punt nit innemen / den in solicher Beschaidenheit; welcher Tail die innemen wolt / und die doch in den vorgeschriben Kraisen gesessen wären / derselbe Tail sol vier Mann und die andern Tailn funf Mann darzue setzen und geben / und bekennent sich dieselben Nün oder ir der merer Tail / daß der oder die inzenemen sien oder nit / oder wie man sich darinne halten sulle / daby sol es och beleiben an all Geverde; darzu ist sonderlich me beredt / welcher unser vorgenanten von Wirtemberg und der Gesellschafften aller drier / Diener / oder die in den Gesellschafften wären / disen Punt nit swüren / oder sweren wolten / sie weren Herren / Ritter oder Knecht / daß och die diser Punt nit schirmen soll; noch weder Herren / noch Stett / dis Pundes nihtit gebunden sullen sin / ze helffen in dehainen Wege: und sullen wir die andern Herren und Stett / von allen drei Tailn diz Verbundes / einander gen dem / oder gen denselben beholffen sin / ob sie der Tail keinen / wider diß vorgeschriben Artickel / angriffen oder täten; Es ist och darin mer gereth: ob daß wär / daß der Herren / Ritter oder Knecht keiner / die in der Löwen Gesellschafft sint / wenn er Büntnuß nu uf die nächsten Wihennachten ußger / furbas nit lenger darinn sin / oder die Büntnuß fürbas halten wolt / daß der oder die wohl darin komen mügen / als verre / daß wir die Hoptlüt der Löwen Gesellschafft / den ander zwain Tailn die verkünden sullen / und denselben sol mann furbas och nichsit mer gebunden sin zehelffen. Es wär den / daß er in diser Verbüntnuß gern lenger beliben wolt / oder unser als der vorgeschriben Stett des Pundes / oder unsers Herren von Osterrich Diener / oder in iren / oder unsern Stetten Burger wird / so soll im dis Verbüntnuß fürbas wol beholffen sin. Wir vorgenanten von Wirtemberg und wir die Gesellschafft / und all unser Diener und Stedt / unde alle die unsern / gemainlich und och besunder / sullen beliben bi allen unsern Fryhaiten / Brieven / Rechten und guten Gewonhaiten / die wir und si von Römischen Kaisern und Künigen haben / und uns herbracht haben / an all Geverde; ußgenomen allain der Stuck und der Artickel / der wir uns hievor an disem Brief verschriben haben / die Zit diß Verbundes / als lang der weren soll. doch unschädlich den Brieffen / die wir / die vorgenante von Wirtenberg und die Statt zue Eßlingen gen einander haben; und also haben wir vorgenant Grave Eberhart von Wirtenberg / und wir / Grave Ulrich von Wirtenberg sin Sun / und wir die Hauptlüt der vorgeschriben Gesellschafft aller drier / und alle Herren / Ritter und Knecht / die darinn sint / all unbezwungenlich gesworn gelert Aid / zu den Hailigen mit ufgebotten Vingern / all vorgeschriben Sach war und stät ze halten / ze laisten unde ze vollfüren / an all Geverde / nach diß Briefs sag. doch so nemen wir vorgenante von Wirtenberg baide / und die vorgenanten Gesellschafften mit einander uß / unsern Herren den Romischen Küng und daß hailig Rych; die Herren von Baiern gemainlich; den Bischoff von Mäntz / zu dem wir vorgenante von Wirtemberg vor verbunden sien: darzue nemen wir vorgenanten von Wirtenberg baid und die Gesellschafft mit dem Löwen besunder uß / die Gesellschafft mit dem Löwen an dem Rin / ze Niderlant / ze Elsas und ze Brisgow und die unde dieselben Hoptlüt und Gesellschafften gehörent; darzue nemen wir die Gesellschafft mit Sant Georien och besunder uß / den Bischoff von Wirtzburg / den Bischoff von Babenberg / und den Burggraven von Nürenberg / und doch also: wär / ob der Herren keiner / die wir sunder ußgenomen haben / den zwain Tailn der vorgenanten Stett des Pundes / oder unsers Herren von Osterreich und den Iren / wider dis vorgeschriben Artickel angriffen oder täten / das denn wir die andern / die den oder dieselben nit ußgenommen heten / zu gen den sullen beholffen sin / an alle Geverde. Und dis alles ze warem Urkunde geben wir der vorgenant Grave Eberhart von Würtemberg / und wir Grave Ulrich von Würtemberg sin Sun / und wir die egenante drei Gesellschafften den zwain Tailn der vorgenanten Stett des Pundes und unserm Herren von Osterreich diesen Brief besigelt mit unser vorgenanten von Würtemberg beiden eigen Insigeln / und mit der vorgenanten drier Gesellschafft anhangenden Insigeln. Der geben ist an der nechsten Mittwoch / nach dem heiligen Ostertage / do man zalt von Christs Geburt dreuzehenhundert Jar und darnach in dem zwei und achtzigosten Jahr &c.

ANNO 1382.

CXXIII.

le 16. Mai.

Bündnuß / so die Städte Mäyntz / Straßburg / Wormbs / Speyr / Franckfurth / Hagenau / Weissenburg / Schlettstadt / Ehinheim und Pfedersheim auf 10. Jahr unter einander aufgericht / wodurch sie sich wider alle unbilliche Gewalt und Anfallung reciprocirliche Hülffe und assistentz versprechen / auch wie starck die Volcks-Hülffe seyn solle / benahmen. Geben zu Mentze / uff den Fritag nach Sant Bonifaciens Tag des Heiligen Bischoffs 1382. [Diplomata ad ÆNEÆ SYLVII Historiam FRIDERICI III. Imp. illustrandam addita. pag. 237. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. VIII. in addendis von Reichs-Städten in gemein. pag. 1435. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance fait & conclu entre les Villes de MAYENCE, *de* STRASBOURG, *de* WORMS, *de* SPIRE, *de* FRANCFORT, *de* HAGUENAU, *de* WEISSENBOURG, *de* SCHLETSTADT, *d'*EHINHEIM, *& de* PFEDERNSHEIM *pour dix ans, par lequel elles se promettent une assistance reciproque contre toute Agression, & hostilité, & conviennent du nombre des Troupes qu'elles devront s'envoyer l'une à l'autre. A Mayence le Vendredi après la St. Boniface 1382.*

In GOttes Namen Amen.

WIr die Rete und die Burgere gemeinlichen der Stette Mentze / Straßburg / Wormße / Spire / Franckinfurt / Hagenaw / Wissenburg / Slettstat / Ehinheim und Pedernsheim / tun kunt allen den / die diesen Brieff sehent oder horent lesen / als wir dem heiligen Römischen Riche zu Eren / und durch kuntliche Nodorfft / Nutz / Friden und Frommen des Landes / unser Stette und Burger gemeinlichen und aller der by uns wonende sint / und uns zu verantworten steent / uns vor Zyten zusammen gemacht und verbunden han / mit den Eyden / die wir darumb getan haben / nach lute der Bont-Brieve / die darüber gemacht und begriffen sint / dasselbe Buntnisse anging / an der ersten Mittwochen vor unser Frauwen Liebel-Tag des Jares / do man schreip noch Christi Geburte drizehenhundert und ein und achtzig Jare / und weren solte van derselben Mittwochen biz off Winachten neste darnach komende / und von derselben Winachten über den gantze Jar / darnach allernest volgende / des sin wir darüber gesehen mit guter Betrachtunge / und haben mit wolbedachtem Mute / gutem Rate und vereintem Willen / demselben Römischen Reiche zu Eren und durch kuntliche Notdorfft / Nutz / Friden und Frommen des Landes / unser Stette und Bürger gemeinlich / und aller der / die by uns wonde sint / und uns zu verantworten steent / dasselbe Buntnisse von nuwes erlanget / und erstreckt und uns zusamen gemacht / und verbunden mit den Eyden / die wir darumb getan han / von dem Dage an / als dirre Brieff geben ist / biß off Sant Johanns-Dag des Deuffers / als er geborn wart / neste komet / und von demselben Sant Johanns-Dage über zehen gantze Jare / die darnach aller neste nach einander komende sint / ane Underlas / mit so gerater Bescheidheit / Fürworten und Verbuntnysse / als hienach geschriben steet / das wir einander getruwelich geraten und beholffen sollen und wollen sin zu allen den Kriegen / die wir in den vorgenanten Zyten gewonnen oder uns anfallen / von wem das geschehe / ane alle Geverde. Und ist geret und überenkomen / were das deheine Stat under uns geschedigt oder geleidigt würde / in den vorgenanten Zyten von yeman / wer der were / und daß der Rat derselben Stette oder daß merer Teil in demselben Rate sich off dem Eid erkennen / das sie geschediget were wider dem Rechten und das man in Unrecht tete / das sol die angegriffen Stat den andern Stetten verkundigen und sie darumb ermanen / das sie ir / of die oder of den / die sie angegriffen oder beschediget hant / beholfen sin / und sollent darnach zu Stund dieselben genanten Stette / der Stat die also geschediget und angegriffen ist / beholffen sin unverzogenlich off den Eid / das in der Schad und der Angriff gekert werde / glicher Wise / als in den andern Stetten der Angriff oder der Schade selber geschehen were. Were auch /

ANNO 1382.

auch / daz yeman die von Hagenauw oder die von Weissenburg / sunder oder samment / oder aber die von Schletzstat und die von Ehinheim sunder oder samment / oder auch die von Pedernsheime in der Zyt diss Verbontnysse schedigte oder angriffe / oder sie leidigte / und die von Hagenauw und die von Wissenburg / in iren beiden Reten derselben zweier Stette / und mit dem merern Teile in denselben Reten / oder aber die von Sletzstat und die von Ehinheim in iren beden Reten derselben zweyer Stette / und mit dem merern Teile in denselben Retten / oder auch die von Pedernsheim mit den von Wormse in iren Rate sich uff den Eyt erkanten / daz sie geschediget oder angegriffen weren / wider den Rechten / und daz man in Unrecht tete / das solnt die von Hagenauwe und die von Wissenburg mit einander / die von Schletzstat und die von Ehenheim mit einander / und die von Pedernsheim mit den von Wormse / welche under in geschediget weren / den andern Stetten verkundigen / und sie darumb ermanen / daz sie in off die oder off den / die sie angegriffen und geschediget hant / beholffen sin / und solnt darnach zur Stund dieselben genante Stette derselben Stetten / die also gemanet heten / beholffen sin / unverzogenlich / off den Eit / daß in der Schade und der Angriff gekeret werde / glicher Wise / als vorgeschriben stet / ane alle Geverde. Wer es auch / daz yeman der vorgenanten Stette dheinen Schaden tete in der vorgenanten Zyt dirre Verbonenysse / dem sal man in den vorgenanten Stetten keinen vailen Kauff geben / und queme auch einer oder me in der vorgenanten Stette deheine / der eine der vorgenanten Stette geschediget und angegriffen hette / den sal die Stat angriffen / do er inkomet / in alle die Wise / als ir der Schade oder Angriff selbe geschehen wer / darnach so es ir verkundiget wart von der Stat / die geschedigt und angegriffen ist / an alle Geverde. Geschehe auch / daz yeman / es sy Herre / Ritter oder Knecht / oder wer er ist / der vorgenanten Stete einer Schaden tete / in den vorgenanten Zyten / und ine verbotschafft wird von der Stat / die er geschedigt und angegriffen hete / daz er das widertete / widertete er daran nit unverzogenlichen / off den und off die sal man beholffen sin / als vor und hernach geschriben stet / doch so mag yegliche der andern Stete / wanne sie ermanet wirt / ir Ere gein dem / oder den die Stat geschediget hate / bewaren mit Widersagen / und wer dieselben Angriffer enthelt / huset oder hovet / oder in zu leget oder helffet / mit Worten oder mit Wercken / off den und off die solnt wir die vorgenanten Stette beholffen sin / off den Eyt / in alle die Wise / als off den / der den Schaden getan hete / und off alle die / so die Stat erkennet / der der Schade geschehen ist / zu den sie Rechte haben / ane alle Geverde. Wanne auch ein Statt der vorgenanten Stette die andern wirt manen / daz ir zu Helffe komen / als vorgeschriben stet / darzu solnt lihen und senden die von Mentze hundert Glenen / die von Strassburg hundert Glenen / die von Wormse funff und sechtzig Glenen / die von Spire funff und sechtzig Glenen / die von Franckfurt funff und sechtzig Glenen / die von Wissenburg achte Glenen / die von Schletzstat achte Glenen / die von Ehinheim vier Glenen / und die von Pedernsheim drye Glenen wolerzugiter Luten / mit Pferden / Harnisch / Huben und Beingewanden / und mogent auch die von Mentze / die von Wormse / die von Spire und die von Franckinfurt ye zu zweintzig Glenen zehen Einspennige gewapint geben und senden fur funff Glenen ob sie wollent / nach Martzal mintre oder me. Auch sollent die von Strassburg ye zweintzig Glenen / yegliche Glenen mit dryen Pferden / haben / fur funff und zwantzig Glenen / nach Martzal / als sie denn gemanet werdent / doch also / daz yegliche Glene einen gewapinten Knecht / oder einen mit Arnbroste haben sollen / desselben glichen mogent die andern Stette auch haben / ob sie wollent. Auch mogent die von Strassburg ob sie wollent / ye zwene Einspennige gewaffent geben fur eine Glene / in der Forme und Maze / als die von Mentze und die andern Stette dunt / ane alle Geverde. Wer auch / daz eine Statt die andern Stette manete umb ir Dienen / die Statt / die also gemanet hat / die sal ir Summe der Glene / darumb sie dann die andern Stette gemanet hat / drye Tage furbin haben vor dem Zyle / als sie die andern Stette gemanet hat / ane alle Geverde. Ez mag auch ein yegliche der vorgenanten Stette / ob sie wil / manen die andern Stette umb ihr Dienen lutzel oder vil Glenen / untze an die Summe der Glenen / als vor geschriben stet. Ez ist geret / daz man ytzunt Gemeind haben sal / und yeglich han hundert achte Glenen / darzu solnt geben die von Mentze funff und zwantzig Glenen / die von Wormse sechtzehen Glenen / die von Spire sechtzehen Glenen / die von Schletzstat zwo Glenen / die von Wissenburg zwo Glenen / die von Ehinheim eine Glene / und die von Pedernsheim eine Glene / nach der Maze / als do vorgeschriben stet / und were ez auch / daz von dheiner Stat furbaz gemanet wurde / untz in die grosse Summe uber die hundert und achte Glenen / oder umb mere / welche alsdann also ermanet werdent / die solnt dann ir Folck haben in viertzehen Tagen / nach der Manunge an den Stetten / da sie dahin gemanet werdent / ane alle Geverde / und was Glenen der Statt nach ir Manunge also gesendet werdent / da wirt die Stat / die also gemanet hat / yeglicher Glenen fur Abgang / Kosten und Schaden geben / zu dem Dage und zu der Nacht ein Viertel eins Gulten / von dem Tage / so sie uz ryedent / an zu zelen / untz off die Zyt / biz sie wieder heim koment / ane alle Geverde. Mochte aber der vorgenanten Stette etliche / so sie gemanet werdent / der vorgenanten Zal der Glenen aldar nit geschicken von ehafftigen Sachen / so sall und mag die Stat / die also ermanet wurde / die Glenen gewinnen off iren Kosten dort by der Stat / die die Manunge getan hat / oder aber die Stat / die die Manunge hat getan / mag sie by ir gewinnen / uff der Stette Koste / die also gemanet wurde / in alsolicher Bescheidenheit / als ob ez sie selbir anegienge / ane Geverde / glicher Wise / als sie die hettent dargeschickt / und denselben Kosten / mit Namen den Sole / sal die genante Stat gelten und geben / by dem Eyde / in dem ersten Mande darnach / so daz an sie von der Stat / die den Sole dargeben und gelihen hat / gefordert wirt / ane Geverde. Welche Stat auch also off die andern / die sie gemanet hat / Glenen gewinne / die sal sie gewinnen einen Manet / und wer ez / daz man ir darnach me bederffte / so solnt sie ye einen Manet dienen umb dazselbe Gelt / als lange man ir dann beden ist. Wer ez auch / daz dheine Stat beduchte / daz es notdurftig were / daß man me Folcks bedorffte / wann der grozzen Summe / als do vorgeschriben stet / die mag die andere Stette verbotscheffen / und in Dage darumb machen / und wes die Stette dann einhellicklichen uberkoment / das sal man furderlichen tun und ane Verzug / ane alle Geverde. Wer ez auch / daz eine Stat der vorgenanten Stette Not anegienge / und die die ander Stette manete / umb ein Zal Glenen uber die halbe Summe der grossen Summe Glenen / und ir die Glenen geschicket werdent / und darnach der andern genanten Stette / eine / oder me / Not anegienge / daß sie der Glenen auch bedorfften / und das die Stat die zum ersten mal gemant hat / liese wissen und in kunt tetent off iren Eyt / so sal die Stat die zum ersten mal gemanet hat / daz Teil der Glenen / die ir geschicket sint / uber daz halbe Teil der grossen Summe / der Stat oder Stetten zu Helffe schicken / ane alle Hindernysse / und mogent die Stat oder Stette / die also Not anegeet / die andern Stette umb die ubrigen Summe Glenen / die sie der Stat die zum ersten gemanet hat / nit gesant hat / manen / und solnt sie auch die Glenen ane Verzug schicken / und welche der Diener bedarff / und die andern Stette umb ir Diener ermanet / die Stat sal denselben Dienern allen einen Heubtman geben / dem die Diener auch solnt gehorsam und gefolgich sin zu eiden / anzugriffen und zu tunde unverzogenlichen / was sie der Heubtmann heisset / ane alle Geverde. Auch ist geret / daz deheine Stat unser der vorgedachten Stette off die andern Spise noch keinerley andern Rat noch Hulffe geben noch tun sal / noch uff die andern dienen sal / in deheine Wise / ane alle Geverde. Und wer ez / daz yeman der vorgedachten Stette deheine schedigte oder Spise / Hulffe / oder andern Rat wolte schicken / dem die of sie setzten oder schedigen wolten / das solnt die andern Stette weren und wenden off den Eyt / als verre sie konnent oder mogent / ane Geverde / und solnt auch die angriffen / ir Lyp und Gut / die den Stetten Schaden getan hettent / oder sie schedigen wolten. Wer ez auch / daz deheine Stat under uns ye die andern der vorgedachten Stette eine oder me eiten wolten / ire Finde darzu zu schedigen / daz sal man ir wol gunnen / und ir auch darzu geraten und beholffen sin / ane alle Geverde. Was Krieges auch in der vorgedachten Zyt uffersunde / diewile diese Verbonenysse weret und von einer der vorgedachten Stette angefangen oder begriffen worden / der Statt sal man beholffen sin / als lange / untz der Krieg versunet wirt / und sal sich auch keine Stat ane die andern Stette friden noch sunen in deheine Wise / ane der andern Stette Willen / die in disem Bonde sint / ane alle Geverde. Wer auch / daz deheine Stat der vorgedachten Stette / dheinen Herrn oder yemand anders dienen wolten / was der Stat in dem Dienste / oder von des Dienstes wegen geschehe / darzu solnt die andern Stette nit beholffen sin / sie tun ez dan gerne / ane alle Geverde. Man sal auch dheinen Herren oder Stat in diese Verbontnusse empfahen / die vorgedachten Stette sin ez dan einhelleclichen ubereinkomen / und getruwen / daz ez nutze und gut sey. Wer aber / daz dheiner Furste / Herre oder Stat / oder wer der wer / in diesen Bont queme / dem oder der sal man beraten und beholffen sin mit ein gesin mogen / so han wir uberkommen / daß dheine Stat under uns den vorgedachten Stetten / noch dheiner Burger oder Burgerinne dirre vorgedachte Stette dheine Stat noch Burger oder Burgerynne under uns angriffen sal noch bekummern / ane Gerichte. Wan hat yemand under uns den vorgedachten Stetten / Burger oder Burgerynne mit den andern icht zu schaffen oder sie anzusprechen / in welchen Weg daz were / der solne sie tun mit Gerichte. Geschehe auch dhein Angriff under uns den vorgedachten Stetten ane Gerichte / den sall die Stat / der Burger oder Burgerinne den Angriff getan hat / solich halten / daz sie wider tun / daz sie ane Gerichte getan hant / ane Geverde. Und wer die vorgedachten Stette han auch alle mit einander / uzgenommen den Durchluchtigsten Fursten und Herrn / Herrn Wentzlaw / Romischen Kunig / zu allen Ziten Merer des heiligen Romischen Richs / und Kunig zu Beheim / unsere lieben gnedigen Herren und daz heilige Romische Riche / und den Bont / den wir haben mit unsern guten Frunden und Eitgenossen des Richs Stetten / des gemeinen Bondes in Schwaben en aller der Mazze und Forme / als die Bont-Briefe daz kerlich uzwisent / die sie und wir einander daruber geben und versigelt han / der uzgeet von Wienachten neste koment uber zwey Jare. So nemen wir die von Mentze / die von Wormse und die von Spire uz die Verbontnysse / die wir von Alter under einander bisher gehadt han. So nemen wir die von Mentze sonderlich uz / unsern Herren den Konig von Beheim / den Bischof und das Capitel von Mentze / des merern Stifftes. So nemen wir die von Strassburg uz / den Hochgeborn Fursten / Herrn Wentzlaw von Beheim / Hertzogen zu Brabant und Lutzelnburg / und darzu den Erwurdigen Herrn / den Bischoff von Strassburg / der itzunt ist / oder hernach wirt. So nemen wir die von Wormse uz / den Erwurdigen Herrn / unsern Herren den Bischoff von Wormse. So nemen wir die von Spire uz / das Bistum zu Spire an

Anno 1382. eins Bischoffs Stat/ bis off die Zyt/ bis daß wir einen Bischoff gewinnen/ den wir für einen Bischoff han/ ane alle Geverde. So nemen wir die von Franckfurt uz/ den Erwürdigen Herrn den Apt von Folde und sinen Stiffe/ den Lantfaut in der Wedereybe/ der ytzund ist/ oder der zu Zyten wird/ die von Frideberg/ von Wetzlar/ und die von Geylnhusen. Und wir die von Wissenburg nemen uz einen Lantfaut/ der dan zu der Zyt des Richs Lantfaut ist im Elsaß/ und den Bont/ den wir han mit des Richs Stetten im Elsaße/ und darzu nemen wir die von Wesenburg sunderlich uz/ den Erwürdigen Herrn/ unsern Herrn den Apt von Wissenburg/ ane Geverde. So nemen wir die von Sletstat/ die von Ehenheim und die von Pedersheim uz/ gemeinlich und sunderlich alle die/ die wir vor uzgenomen han/ in dem Bonde/ den wir mit disen vorgedachten Steten han. Was Bonds und Eynunge wir die vorgedachten Stette uzgenomen haben/ als vorgeschriben steet/ die solent in allen iren Kreffen verbliben/ nach dem als die begriffen sint/ oder als die Brieve sagene/ die darüber gemacht sint/ ane alle Geverde. Diese vorgeschriben Verbontnysse globen wir off die Eyde/ die wir in yeglicher der vorgedachten Stett darumb gesworn und getan haben/ getruweliche/ stete und feste zu halten. Und wanne ein Rat uzgeet in den vorgedachten Stetten/ daß yeder alte Rat dem nuwen Rate zu den Eyt sal geben/ dise Verbontnysse und disen Brief stete und veste zu halten/ und zu der vorgedachten Zyt und in aller der Wyse/ als davor geschriben steet/ ane alle Geverde. Aller diere vorgeschriben Dinge zu eime waren Urkunde/ daß sie von uns den egenanten Stetten stete und feste gehalten werden/ so han wir die Rete der vorgedachten Stette unser yeglicher Stete Ingesigel an diesen Brieff gehangen. Geben zu Mintze/ da man zalte von Christi Geburt 1382. Jare/ uff den Fritag nach sant Bonifacien-Dag des heiligen Bischoffs.

(L. S.) (L. S.) (L. S.) (L. S.) (L. S.)
(L. S.) (L. S.) (L. S.) (L. S.) (L. S.)

CXXIV.

26.Sept. Der Statt Wetzlar Zutritt zu diesem Städte Bündniß. Geben off den nechsten Mitwochen vor Sant Michels-Dag 1382. [Diplomata ad ÆNEÆ SILVII Historiam FRIDERICI III. Imp. illustrandam addita, pag. 242. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part Spec. Contin IV. Abtheil. VIII. in addendis von Reichs-Städten in gemein. pag. 1439. d'ou l'on a tiré cette Piéce.]

C'est-à-dire,

Accession de la Ville de WETZLAR *à la précedente Alliance. Du Vendredi avant la St. Michel 1382.*

WIr die Burgermeistere/ Scheffen/ Rat und Burgere gemeynlichen der Stat zu Wetzlar erkennen und tun kunt offenlich an disem Brieffe/ also/ als die Ersamen Wisen Lude/ die Rete und die Burgere gemeynliche der Stette/ Mintze/ Strazburg/ Wormß/ Spire/ Franckenford/ Hagenawe/ Wissenburg/ Sletzstat/ Ehenheim und Phedersheim/ unsere lieben Friende/ uns durch unsere flissigen Bete willen entpfangen han in iren Bunt/ den sie dem heiligen Romischen Riche zu Eren/ und in und deme Lande zu Nutze und zu Frommen gemacht han/ nach der Brieffe Sagt/ die sie darüber under iren Stedte Ingesiegel versiegelt geben hant/ und sal das Bunteniße angeen uf den Tag als dere Brief gegeben ist/ und sal weren/ biß of St. Johans-Tag Baptisten/ gelegen zu mitten Sommer neste kumet/ und von denselben Sant Johans Baptisten-Tag über nun ganße Jare/ die darnach neste volgende sint/ des haben wir alle samentlichen und sunderlich in guden Truwen gelobet/ und darzu zu den Heiligen gesworen/ zu dem vorgenanten Bunde zu dienen/ beraden und beholfen zu sinde/ wann wir von denselben Bunde samentliche gemanet werden/ mit zehen Glenen zu der grossen Summen/ und in und den iren zu allen iren Noden ires Bundes/ die Stat zu Wetzlar off zu tunde und sich daruß und darin zu behelffen. Und ob in oder iren Helffern oder Dienern/ die uns gebiete zu ligen/ so sollen und wollen wir yn unverzogenlichen mit unsern Werken/ schutzen/ ridenden und lauffenden Luten getruwelichen beraten und beholffen sin/ nach aller unser Vermuge/ ane Geverde/ und darzu auch alle andere Stucke/ Puncte und Artickeln samentlichen und besunder die in dem vorgedachten Bunde/ nach derselbe irs Bundes-Brief Sage/ begriffen sint/ als verre uns die antreffent/ stete/ veste und unverbrochenlich ze halden und zu vollenfüren. Und wer es/ das wir uns in der Zyt deß Verbuntniß besserende wurden/ so sollen wir auch mit me Glenen zu dem Bonde dienen/ nach dem als wir das dan bas vermochten/ und sich derselbe Bunt erkent/ was wir über die zehen Glenen me dienen sulden. Auch erkennen wir uns mit diesem Brieffe/ als sich die vorgenante Erbern Wiesen Lute/ die Rete und Burger der vorgedachten Stedte zu den Erbern Wiesen Luten des Richs Stedten des Bondes in Schwaben verbunden hant/ dasselbe Buntniße nach derselben Brieffe Sage/ die sie darüber under irer Stedte Ingesigeln versigelt geben hant/ wie auch in allen iren Begriffen/ stete/ veste und unverbruchenlich halden sollen und wollen/ by den vorgeschriben unsern Eyde. Und wanne die vorgenannten Stedte/ Mentze/ Strasburg/ Wormß/ Spier/ Franckenford/ Hagenawe/ Wissenburg/ Sletzstat/ Ehenheim und Phedersheim/ von des Richs Stedten des Bondes in Schwaben gemanet werden/ und erkenten sich das die vorgenanten Stedte des Bondes by dem Ryne/ das wir es vermochten den Stedten des Bondes in Schwaben zu dienen/ so sollen und wollen wir yn dienen mit deym Glenen wol erzuget/ in alle die Wiese/ als dasselbe Bontnisse ußwieset das sie yetzund mit eyn gemacht han. Wen auch die vorgedachten Stedte fürter me in iren Bunt nemende werden/ das mogent sy wol tun und sal das auch unser gut Wille sin. Wen wir auch nach Datum disses Briefes zu Burgern entphahen/ der sal vor allen dingen/ er dan wir yn zu Burgere entphaben zu den Heiligen sweren/ dissen Bunt stede veste und unverbruchenlichen zu halden ane alle Geverde. Und in diesem Bontnisse nemen wir us den Allerdurchluchtigesten Fürsten und Herrn/ Herrn Wentzelauck/ Römischen Kunyg/ zu allen Zieten Merer des Riches/ und Kunyg zu Behemn/ unsern lieben gnedigen Herrn/ das heilige Romische Riche/ den Landfaut in der Wedereyb/ der itzunt ist/ oder zu Zyten werdet/ unsern guten Frunde und Eytgenossen/ die von Franckenfurd von Frydeberg und von Geylnhusen/ den Edelen Herrn Johan/ Graven zu Nassauwe/ und die Gesellschafft mit den Hornern/ als lange das Bontnisse weret/ das wir mit yn han. Aller dirre vorgeschreben Dinge zu warem Urkunde und vester Stedekeit/ han wir die Burgermeister/ Scheffen und Rat der vorgenanten Stat Wetzlar unser Stete Ingesigele an dissen Brieff gehangen/ der geben ist off den nesten Mitwochen vor sant Michels-Dag/ in dem Jare/ da man schreip nach Christi Geburt dusent druhundert und zwey und achtzig Jare. Anno 1382.

(L. S.)

CXXV.

Der Stadt Gellnhausen Zutritt zu dem vorhergehenden Städte Bündnuß. Geschehen auf dem nächsten Frytag nach aller Heiligen Tage 1382. [Diplomata ad ÆNEÆ SILVII Historiam FEIDERICI III. Imp. illustrand. addita, pag. 241. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. IV. Abtheil. VIII. in addendis von Reichs-Städten in gemein pag. 1440. d'où l'on a tire cette Piéce.] 7. Nov.

C'est-à-dire,

Accession de la Ville de GELLNHAUSEN *à la précedente Alliance. Du Vendredi après la Fête de tous les Saints 1382.*

WIr die Burgermeister/ Scheffin/ Rad und Burger gemeinlichen/ arme und riche der Stedte Geilnhusen/ bekennen und tun kund offentlichen mit diesem Briefe/ für uns und unser Nackommen/ also/ als die Ersamen Wisen Lude/ die Burgermeister/ Reti und Burger der Stedte Mintze/ Straßburg/ Wormß/ Spir/ Franckenford/ Hagenawe/ Wissenburg/ Schletzstad/ Ehenheim/ Wetzlar und Phedersheim/ unser lieben Frunde/ durch unser flissigen Bede willen/ entphangen han in iren Bunt/ den sie dem heiligen Romischen Ryche zu Eren/ yn und dem Lande zu Nutze und zu Frommen gemacht han/ nach der Brieffe Sage/ die darüber gegeben sin/ des han wir uns widerumb zu den vorgenanten Stedten semmentlichen und besundern/ und darzu auch besunder mit in zu den Stedten des Bundes in Schwaben/ als lange die Bunde werend/ verbunden/ und verbinden uns zu in/ in diesem Brief/ und han alle sementlich und besunder an guten Truwen gelobet/ und darnach liplich zu den Heiligen gesworen/ zu dem Verbunde/ den die vorgenanten Stedte mit einander han/ zu der grossen Summen der Glenen/ die in den Brieffen des Verbundes benand ist/ zu dienen mit Sechß um Glenen/ wolerzugeter Lude/ und zu der kleinen Summen der Glenen/ und zu dem Bunde zu Schwaben mit zwein/ mit Glenen wolerzugeter Lude/ und den vorgenanten Stedten des Bundes an dem Rine/ und auch den Stedten des Bundes in Schwaben und allen den iren/ zu allen iren Noden die Stat Geilnhusen uffzutunt/ sich zu allen Zyden daruß und darin zu behelffen/ nach Uswisunge der Bunt-Brieffe vorgedacht/ und darzu alle ander Stucke/ Puncte und Artickele/ samentlichen und ir jeglichen besunderen/ die in den vorgenanten Verbunden nach Ußwisunge der Brieffe/ die darüber gegeben und besigelt/ begriffen sin/ als ferre uns die nach Margzal anrüren oder anrürende werden/ stete/ vesti und unverbrochenlich zu halden/ in aller der Masse/ als ob wir in den vorgenanten Briefen der egenanten Stedten beschreben und begreffen weren. Wenn auch die vorgenanten Stedte des Bundes an dem Rine in iren Bunt empfan-

ANNO 1382. empfangen han / oder empfhaende / das ist und sal unß guder Wille und Verhengnisse sin. Were ouch / das die vorgenanten Stedte oder die Iren by uns und mid uns samentlichen oder besunder ire Vreindt / oder die / die sie oder die Iren geschediget oder verunrechtet hetten / oder die Ire an Libe oder an Gude angriffen oder schedigen wolden / und uns das liessen verstern / darzu solden wir in mit den unsern zu Pherde und zu Fusse / und mit unsern Wercken und Gezauwen getruwelichen beraden und beholffen sin / und mit in ziehen / glicher Wise / als uns die Sache selber anginge. Und in diesem Verbunde nemen wir uß das heilige Romische Rych / die Herren von Schwartzburg und von Hohenstein / nach der Briefe Sage / die sie von uns han / des Rychs Lantfogt in der Wetterebe / der iczund ist / oder zu Zyden were / unsere Eitgenossen die von Franckenford / von Frydberg und von Wetzlar. Mit Urkunde diß Brifes / versigelt mit unser Stedde anhangendem Ingesigel. Geben nach Christus Geburte druzehenhundert Jar / darnach in dem zwei und achtzigesten Jar / uff dem nehsten Frytag nach aller Heiligen Tage.

(L. S.)

CXXVI.

15.Nov. Der Stadt Friedberg Zutritt zu der obstehenden Städte Bündnuß. Geben off den nehstein Samßtag nach Sant Martins Dag 1382. [Diplomata ad ÆNEÆ SILVII Histor. FRIDERICI III. Imp. illustrandam addita pag. 244. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. VIII. in addendis von Reichs-Städten in gemein pag. 1442. d'où l'on a tiré cette Piece.]

C'est-à-dire,

Accession de la Ville de FRIDBERG *à la précedente Alliance. Du Samedi après la St. Martin* 1382.

WIr die Burgermeister / Scheffen / Rad und Burger gemeinlichen / arm und rych der Stette Friedeberg / erkennen und tun kunt offentlichen mit diesem Briefe / für uns und unser Nachkommen / also / als die Ersamen Wisen Lude / die Burgermeister / Rat und Burger der Stette Mentze / Straßburg / Wormß / Spire / Franckenfurd / Hagenauwe / Wyssenburg / Schlettstat / Ehenheim / Wetzlar / Geylnhuse und Pedernsheim / unser lieben Frunde / uns durch unser flissigen Bede willen empfhangen han in iren Bund / den sie dem heiligen Romischen Ryche zu Eren / in und dem Lande in [illegible] und zu Frommen gemacht han / nach der Briefe Sage / die darüber [illegible] sint. Des han wir uns widderumb zu den vorgenanten Stetten samentlich / und darzu auch besunder iglich zu den Stetten des Bondes in Schwaben / als lange der Bund weret / verbunden / und verbinden uns zu in disem Briefe / und han alle samentlichen und besundern zu [illegible] gelobt und darnach liplichen zu den Heiligen gesworen in [illegible] die vorgenanten Stette mit ein han / zu der [illegible] Summen der Glenen / die in den Briefen des Verbundes benant ist [illegible] mit achte mit-Glenen wol erzugeter Lude / und zu der [illegible] Summen der Glenen / und zu dem Bonde zu Schwaben [illegible] mit zweier mit-Glenen wol erzugeter Lude / und [illegible] des Bundes an dem Rine / und auch [illegible] [illegible] Frideberg uff [illegible] und darzu [illegible] nach [illegible] gedacht / und [illegible] Puncte und Artikel samentlich [illegible] die in den vorgenanten Briefen / nach [illegible] des Briefe / die darüber gegeben sint [illegible] und [illegible] / als ferre uns die nach [illegible] [illegible] zu halten [illegible] als ob wir [illegible] vorgenanten Briefen [illegible] Verbunde [illegible] mit den egenanten Stedten [illegible]. Wan auch die vorgenanten Stedde [illegible] an dem Rine in ren Bund empfangen han / oder [illegible] das ist und sal unser guder Wille und Ver[illegible]. Were auch daß die vorgenanten Stedde oder [illegible] bie uns oder mitt uns samentlichen oder besundern ire Frunde [illegible] oder die / die sie oder die Iren geschediget oder verunrechtet [illegible] oder die Iren an Libe oder an Gude angriffen oder schedigen wolden / und uns das liessen verstern / darzu sein wir ein mit den unsern zu Pferde und zu Fusse / und mit unsern Wercken und Gezeuwen getruwelich beraden und beholffen sin / und mit in zu ziehen / glicher Wise / als uns die Sache selber anginge / doch also / das wir die Stat Fridberg und den Unsern [illegible] wol besorgen / bestalt und bewart haben / ane alle Geverde / und auch / was Wercke und Gezeuwe wir also darzu luhen oder schicken / das sal sin und geschehen uff der Stedte des Bondes an dem Rine unser Eitgenossen gemeinen Kosten / also / daß ie die Stat in demselben unsern Bunde solchen Kosten von den Wercken und Gezeuwen nach Marzal / als ir dan geburet

zu geben / bezalen und geben sal / ane alle Geverde. Und an disem Verbunde nemen wir uß daß heil. Romische Ryche / die Herren von Schwartzburg und von Hohenstein / nach der Briefe Sage / die sie von uns han / des Ryches Lantfaut in der Wetterebe / der itzunt ist / oder zu Zyten were / unser Eitgenossen die von Franckenfurt / von Geylnhusen und von Wetzlar / und den alten Bunt / den wir mit den Burgmannen han. Mit Urkunde dises Briefes / versigelt mit unser Stedte anhangendem Ingesigel. Geben nach Christs Geburte druzehenhundert Jar / darnach in dem zwey und achtzigisten Jare / off den nehsten Samßtag nach sant Martins-Dage.

ANNO 1382.

(L. S)

CXXVII.

Litteræ RUPERTI & WOMISLAI *Ducum Lignicensium, de acceptis anno* 1301. *in Feudum Terris suis, à* WENCESLAO *Imperatore tanquam Bohemiæ Rege. Datum Pragæ in die Paschatis* 1383. [Voyez-les ci-devant sous le 13. Decembre 1301. Tom. I. Part. I. pag. 331.] 1383.

CXXVIII.

Bischoff Johannis und des Dom Capituls zu Passau Revers, gegen Hertzog Albrechten zu Oesterreich / daß sie so wohl ihme als allen seinen Nachfolgern das öffnungs-Recht und den Vorkauff an den Vesten / und Geschlossen an der Thonaw / Biechtenstein / Oberwesen / Niederwesen / Ranarigl / Haichenbach / Velden / und Riedeggen / ihnen eingeraumet, und solche also ohne vorhergehendes anbieten an das Hauß Oesterreich / nicht veralieniren wollen. Lintz Anno 1383. [HUNDII Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 272. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv Part. Spec. Contin. I. Abtheil. III. Absatz XVIII. pag. 255.]

C'est-à-dire,

Revers donné par JEAN E[illegible] *de Passau, & par son Chapitre à* ALBERT *Duc d'Autriche, par lequel ils lui cèdent & transportent, pour lui & ses Successeurs, le Droit d'Ouverture & de* [illegible] *de l'Aliénation* [illegible] *Châteaux & Places de* Viechtenstein, Oberweisen, Niderweisen, Ranrigl, Haichenbach, Velden, & Riedeggen, [illegible] *sur le Danube, avec promesse de ne les vendre* [illegible] *de l'Empire sans* [illegible] *consentement* [illegible] *la Maison d'Autriche.* [illegible] *l'an* 1383.

WIr Johanns von Gottes Genaden Bischoff zu Passaw / und wir der [illegible] / und das [illegible] desselben [illegible] offentlich / für uns und alle unser Nachkommen [illegible] mit dem Brief / [illegible] / wir / mit [illegible] und [illegible] haben [illegible] und [illegible] Nutz [illegible] Fürderniß / und manig gutige Güte / die von den Durchleuchtigen Fürsten allen Hertzogen zu Oesterreich [illegible] und auch dem Hochgebornen Fürsten unserm lieben Herrn [illegible] Albrechten / Hertzogen zu Oesterreich [illegible] / und unserm Stifte zu Passaw / [illegible] / auch noch fürbaß von denselben unserm Herrn / und seinen Nachkommen / uns und unsern Nachkommen widerfahren mögen / sonderlich und mit Namen / daß der [illegible] unser lieber Herr / Hertzog Albrecht von Oesterreich / [illegible] unser vesten und geschlossen auf der Thonaw / [illegible] Oberweisen und Niederweisen / Ranarigl / Haichenbach / Velden und Riedeggen die gar schwerlich von unserm Gotshauß versetzt und entpfrembdet waren / geholffen hat / [illegible] wieder in unsern Gewalt und Gewer zubringen / und darumb nach billicher Danckbarkeit / mit guter Vorbetrachtung / nach Rathe unser getreuen / so haben wir uns gen dem vorgenanten unserm lieben Herrn / Hertzog Albrechten Hertzogen zu Oesterreich / und allen seinen Erben und Nachkommen verbunden / und [illegible] gelobt / und geloben auch wissentlichen / mit dem Briefe / das durch uns selber / und unsern Stifft / auch den ehegenanten Hertzog Albrechten / und seinen Landen und Leuten zu Oesterreich / solch Kriege und Anfälle mugen aufferstehen von

den

ANNO 1383.

den ehegenannten unsern Geschlossen / als von ihrer Entfrembdunge vormals geschehen ist / daß wir dieselben unser Geschloß / als sie oben benant seyn / fürbaß von unserm Gotshauß nimmermehr versetzen / verkauffen / entfreumbden sollen / sonder daß wir sie selber inne haben / unverkümmert / und auch damit dem ehegenannten unserm Herren / und seinen Nachkommen / und Landen und Leuten / ewiglich bengesendig und beholffen seyn / und sie ihnen zu aller ihrer Noth offen haben / und damit bey ihn beleiben / nach laut der Bündnuß und Briefe / die zwischen unsern Vorvordern und uns / baidenhalb gemacht seyn. Geschehe / daß uns / und unser Stifft / solch redlich Ehehaffte Noth angienge / daß wir dieselben Geschloß versetzen / und verkauffen müssen / so sollen wis denselben Satz oder Verkauff niemand thun / dann dem vorgenanten unsern Herrn / dem Hertzogen zu Oesterreich / oder seinen Erben. Wär aber / daß der oder die / den nicht annemmen wolten / so sullen wir den thun / mit ihrem Willen und Gunst / einem oder mehren der ihren in dem Lande zu Oesterreich / der oder die zu ihn und ihrem Lande gehören / damit die ehegenanten Vesten und Geschloß von dem Lande zu Oesterreich / und von unserm Gotshauß nicht entfreimbt werden / in kein weiß; und darüber zu ewigen Urkund und Sicherheit / geben wir in den Brief besigelten mit unsern obgenanten Bischoffen Johansen und unsern deß Capitels anhangenden Insigeln. Geben zu Linz / nach Christi Geburt 1383.

CXXIX.

27. Fevr. *Testament d'* AME' VI. *Comte de Savoye, fait au Château S. Etienne, le 27. Février* 1383. [S. GUICHENON, Histoire Genéalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 216.]

SAVOYE.

In Nomine Domini nostri Jesu Christi, & Virginis Gloriosæ, Amen.

ANno Nativitatis ejusdem Domini millesimo, trecentesimo, octuagesimo tertio, Indictione sexta, die Veneris (1) vigesima septima mensis Februarii, in Castro sancti Stephani Bisuntinæ Dyocesis, & Camera in qua *Illustris & Magnificus Princeps & Dominus Dominus* AMEDEUS *Comes Sabaudiæ, Princeps, Dux Chablasii & Augustæ, & in Italia Marchio*, pro sua residentia pernoctabat; Præsentibus Viris Egregiis, & Potentibus Dominis Amedeo Domino Urteriarum, Gaspardo de Montemajori Domino Villari Saletr. & Joanne de Verneto, Militibus, Viro venerabili & Religioso Fratre Deoteeit Bonivardi Ordinis Minorum Conventus Chamberiaci, Petro Vicini de Consleto Tasen. Merineto Rongeti Bellicen. ejusdem Domini Comitis Secretario, & Joanne de Cra dicto de Druyn Burgen. Aquiani Gebenn. Diocelis, dicti Domini Comitis Testibus ad infrascripta vocatis per Testatorem suscriptum, eodem contextu præsentibus specialiter & rogatis, per præsens verum, publicum & autenticum Instrumentum cunctis appareat evidenter: Cum in præsentia Notarii publici infra scripti, more publicæ personæ stipulantis & recipientis omnia & singula supra & subscripta, vice, nomine & ad opus omnium & singulorum quorum interest, interent & interesse poterit in futurum, & Testium prædictorum, constitutus personaliter & specialiter propter ea quæ sequuntur. Præfatus Illustris, & Magnificus Princeps & Dominus Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ, Princeps, Dux Chablasii & Augustæ, & in Italia Marchio, qui nolens decedere intestatus, suum facit, condit, disponit & ordinat nuncupativum Testamentum sine scriptis dictum, licet in scriptis redactum, seu ultimam dispositionem, in modum qui sequitur & in formam; quod quidem Testamentum & Testamentariam dispositionem valere vult, præcipit & intendit jure Testamenti, & si non valeat jure Testamenti, vult eum valere jure Codicillorum, seu Donationis causa mortis. In primis siquidem ipse Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ, de munifica miseratione Patris & Filii & Spiritus Sancti, Beatæ Virginis Gloriosæ, Sanctorum Mauricii & Georgii, Sanctorumque & Sanctarum Dei merito confidens, corpus suum & ejus animam recommendat humiliter & devotè eisdem Patri & Filio & Spiritui Sancto, Beatæ intemeratæ Virgini Mariæ, Beatisque Georgio & Mauricio, & toti Curiæ Supernorum. Item sepulturam suam vult, disponit & ordinat in Ecclesia Abbatiæ Altæcombæ, in Capella sua & Monumento in quibus Progenitores sui consueverunt sepeliri; in qua sepultura vocari & adesse vult & præcipit omnes Archiepiscopos, Episcopos, Abbates, Abbatissas, Prælatos, Ordines & Presbyteros, & alias Ecclesiasticas personas, qui & quæ haberi poterunt commodè; qui ibidem Missarum solemnia & alia Divina Officia celebrent, pro remedio animæ suæ & Prædecessorum suorum; quibus Religiosis in universo vel particulari dentur ad arbitrium Executorum suorum inferiùs descripsorum. Item luminare, & ornamenta sua fieri vult, præcipit & ordinat, prout suo statui congruit, ad arbitrium & dispositionem dictorum Executorum suorum, quatuor vel trium ex ipsis. Item debita persolvi, & clamores emendari vult & præcipit per Hæredem suum inferiùs nominatum. Item præfatus Dominus Amedeus Comes Sabaudiæ Testator, in suæ mentis consideratione revolvens, honores, beneficia & commoda, suis temporibus habita & obtenta gratia & misericordia omnipotentis Domini, qui ipsum cum laude & honore non modico tam contrà hostes Christianæ fidei, quàm ejus inobedientes, rebelles & contrarios, sua mirabili potestate victorem fecit in pluribus, ad laudem Domini nostri Jesu Christi, Patris & Filii & Spiritus Sancti, & Gloriosæ Genitricis Beatæ Virginis Mariæ, Sanctorùmque & Sanctarum Dei, & totius Curiæ Cœlorum, ut peccatis suis propitiatores existant; Vult, disponit & ordinat, quòd in Castro suo Petræ Castri fundetur, fiat, construatur & fabricetur unum venerandum Cœnobium seu Monasterium, sub nomine & ad honorem Beatæ Virginis Mariæ, Fratrum Heremitarum Ordinis Carthusiensis, in quo sint & ordinentur & adesse debeant perpetuò quindecim Fratres Carthusienses ad honorem quindecim Gaudiorum intemeratæ Virginis Mariæ, qui ibidem singulis diebus debeant & teneantur Missarum solemnia & alia Divina Officia celebrare, pro remedio animæ suæ & Prædecessorum suorum, nec non pro remedio animarum aliorum Dominorum & Militum, qui de ordine Colaris sui fuerunt, sunt & esse contigerit in futurum; cui quidem Monasterio totum Castrum Petræ Castri & ambitum suum, unà cum toto Territorio in quo situm est, ab introitu dicti Castri ubicumque supra Rupem, dat & legat, unà cum omnibus & singulis arboribus, plateis, ingressibus, egressibus, pertinentiis & appendenciis universis; & ipsum Monasterium & Fratres prædictos in eis instituit. Item ut Fratres & familiares ordinandi ibidem obsequendo divino cultui, vivere valeant ibidem & sustentari honorificè sicut decet; ipse Dominus Comes Testator dictis Ecclesiæ & Monasterio, Fratribus & Conventui mille Florenos auri boni ponderis per annum in valore dat & legat, & eos instituit in eis, dictumque Monasterium, Ecclesiam & Fratres dotat in eis, & ipsos mille Florenos per annum dat, donat, cedit & concedit perpetuò in Dotem & nomine Dotis ipsorum; quos quidem mille Florenos auri boni ponderis assignat & affectat, & eos assignari, declarari & specificari vult, disponit & ordinat per Executores suos subscriptos, & tres vel duos ex ipsis inde & super Vineis, Pratis, Nemoribus, Terris, Redditibus, Hominibus, Homagiis, Emphiteotis, Directis, Dominiis propinquioribus, quæ & quas habet & habere potest in mandamentis, Castellaniis & Districtibus Petræ Castri & Cordonis, ad veram assisiam, arbitrium & dispositionem dictorum Executorum. Item volens ipsum Monasterium & Fratres ampliori beneficio communire, pro ædificiis necessariis construendis & separandis ibidem, calicibùsque, libris & aliis ornamentis emendis ad opus dicti Monasterii, quatuor millia Floren. de Camera Domini nostri Papæ semel dat & legat. Item pro Ponte lapideo construendo super Rhodano in portu Petræ Castri, ultra ducentos Florenos jam traditos & solutos ea occasione, sex millia trecenta Floren. auri boni ponderis veteres semel dat & legat; Et pro una Capella in dicto Ponte construenda ad honorem B. Virginis Mariæ, in qua singulis diebus Miss. solemnia celebrentur pro remedio animæ suæ & Prædecessorum suorum, & tam pro ædificiis & dotationibus ipsius Capellæ mille quingentos Florenos auri veteris semel dat & legat. Item fabricæ & operi Pontis construendi in Montemeliano, supra ripam & Flumen Isaræ, sex mille Florenos auri boni ponderis semel dat & legat. Item vult, disponit & ordinat, quòd in Hospitali Montismeliani construatur una Capella, & quinque Presbyteri ordinentur, ibidem Missarum solemnia & alia Divina Officia celebrantes, ad honorem quinque plagarum seu quinque vulnerum Domini nostri Jesu Christi, pro quibus faciendis, & dotatione dictæ Capellæ, ac ornamentis emendis, quatuor mille Florenos auri boni ponderis veteres semel dat & legat. Item Capitulo & Canonicis Ecclesiæ Lausan. pro una Missa in eadem Ecclesia diebus singulis celebranda ad honorem B. Virginis Mariæ, quatercentum Florenos veteres semel. Item Fratribus & Conventui Minorum Lausann. tam pro reparatione suæ Ecclesiæ, quàm pro una Missa in eadem Ecclesia diebus singulis celebranda, pro remedio animæ

(1) Cette Date est fautive. Le 27. Fevrier de l'An 1383. tombe sur un Jeudi. [DUM.]

ANNO 1383.

animæ dicti Domini Comitis & Antecessorum & Successorum suorum, quingentos Florenos veteres. Item Conventui & Canonicis S. Mauricii Agaunensis, tam pro una Missa ibidem singulis diebus perpetuò celebranda, quàm pro una lampade accensa, tenenda perpetuò & continuo ante magnum altare dictæ Ecclesiæ, pro remedio animæ suæ, Antecessorum & Successorum suorum, quingentos Florenos veteres semel dat & legat. Item ipse Testator ad S. Mauricium Agaunensem habens affectionem meritò singularem, vult, disponit & ordinat, quòd Ecclesia S. Mauricii prædicti fabricetur & ædificetur integriter de novo, de & super bonis, rebus & Hæreditatibus ejusdem, quæ supponit & afficit ad perfectionem ipsorum. Item Conventui & Monasterio S. Eugendi Jurensis, pro una Missa ibidem diebus singulis perpetuò celebranda, quater centum Florenos veteres semel dat & legat. Item Conventui & Fratribus S. Anthonii Vienn. tam pro una Missa ibidem perpetuo celebranda, Capella in qua est brachium S. Anthonii pingendum armis & signis suis, & pro una lampade ibidem accensa tenenda perpetuo, quingentos Florenos boni ponderis veteres semel dat & legat. Item Capitulo & Canonicis Ecclesiæ Bellic. pro una Missa ibidem perpetuo celebranda, pro remedio animæ suæ & Antecessorum & Successorum suorum, tercentum Florenos veteres semel dat & legat. Item pro tribus Missis in loco Cerderiacum in Maurian. septimana qualibet perpetuo celebrandis, septies viginti Florenos veteres semel dat & legat. Item pro una Missa in Capella B. Mariæ Pontis-secusiæ, diebus singulis cantanda, & una lampade ante effigiem B. Mariæ accensa tenenda perpetuo, tercentum Florenos semel dat & legat. Item pro una Missa in altari B. Mariæ de Consolatione, una Missa in altari B. Mariæ de Pace, & una alia Missa in altari B. Mariæ de Gratia de Thaurino, diebus singulis perpetuo celebrandis, quater centum quinquaginta Florenos veteres semel dat & legat. Item pro una Missa in altari B. Mariæ Annessiacæ, perpetuo diebus singulis celebranda, tercentum Florenos veteres. Item pro una Missa in altari B. Mariæ S. Leodegarii Chamberiaci, diebus singulis celebranda, tercentum Florenos veteres. Item pro una Missa in Capella Vultus Domini Viriaci, diebus singulis perpetuo celebranda, quater centum Florenos veteres. Item Hospitali novo Chamberiaci, pro una Missa ibidem diebus singulis perpetuo celebranda, quater centum Florenos semel dat & legat. Item Dominabus Monialibus de Pollerens in Eleemosinam, ducentum Florenos semel dat & legat. Item Conventui & Fratribus Seillonis Carthusiensis pro una Missa ibidem perpetuo celebranda, ducentum Florenos semel dat. Item fabricæ Pontis Confleti, & una Capella ibidem construenda, & una Missa ibidem perpetuo celebranda singulis diebus, mille quingentos Florenos veteres. Item fabricæ Pontis Dranciæ inter Thononum & Aquianum, quatercentum Florenos veteres semel. Item Domino Joanni de Verneto Militi, in præmium & remunerationem serviciorum sibi impensorum per eum, tria millia Florenorum auri boni ponderis semel dat & legat. Item Domino Amedeo Domino Urteriasom, ultra tercentum Florenos sibi ad vitam annis singulis donatos, tercentum Florenos auri consimiles eidem dat, ad vitam suam annis singulis persolvendos, in & super Castellania Maurian. per Castellanum qui pro tempore fuerit, termino quo dicti tercentum Floreni priores solvi debent, & eos eidem Domino Amedeo vult dum vixerit assignari, & hoc in præmium serviciorum & laborum sustentorum per ipsum. Item Joanni de Cresto, in præmium & remunerationem serviciorum & laborum sustentorum per eum, mille Florenos auri boni ponderis semel dat & legat. Item Petro Vicini Secretario suo, in præmium serviciorum & laborum sustentorum per ipsum, mille Florenos auri boni ponderis semel dat & legat. Item Joanni de Cra aliàs de Druyn ejus valleto, in remunerationem serviciorum & laborum suorum sustentorum per eum, mille Florenos auri boni ponderis semel dat & legat. Item ipse Testator habens ad familiares & servitores suos domesticos quemlibet in gradu suo affectionem singularem, volens eis pro meritis compensare, vult, disponit & ordinat, quod ipsi præmientur & remunerentur consideratis ipsorum servitiis, ad ordinationem Dominæ & Conthoralis suæ, & Executorum suorum inferius descriptorum, & duorum ex ipsis. Item ipse Dominus Comes Testator, recognoscens se fore erga Dominum Gaspard. de Montem. Militem suum, & Mermetum Rogeti ejus Secretarium, merito obligatum, qui sibi perpetuo suo tempore fideliter & utiliter servierunt. Ipsos Dominæ Uxori suæ, & *Amedeo Filio suo* carissimis expressè & specialiter recommendat; volens, injungens & expressè præcipiens ipsis Uxori & Filio, quatenus eisdem Domino Gasp. & Mermeto respondeant & remunerent condignè pro servitiis eorundem, super quibus se exonerandum ipsos onerat, afficit & astringit specialiter & expressè. Item ipse Dominus Comes Testator, considerans & attendens grata, fructuosa & laudabilia servicia sibi facta fideliter & impensa per *Illustrem Consortem suam carissimam Dominam Bonam de Borbonio*, & quibus intrinsecis dilectionibus fuit per eam hactenus humaniter prosecutus; eandem Dominam Bonam facit, vult, ordinat, nominat & disponit Dominam veram & Administratricem ac usufructuariam in Comitatu Sabaudiæ, Ducatu Chablasii & Augustæ, & Marchionatu in Italia, & Principatu, ac in omnibus universis & singulis Civitatibus, Villis, Castris, Oppidis, Locis, Hominibus, Homagiis, Superioritatibus, Reverentiis, Feudis, Retrofeudis, Jurisdictionibus, meris, mixtis Imperiis, Jurisdictione omnimoda, Redditibus, Servitiis, Censis, Possessionibus, Proprietatibus, Dominiis Dignitatum prædictarum, & omnium & singulorum Terrarum, Locorum, Castrorum, Villarum, Burgorum, Civitatum & Oppidorum, ad Comitatum Sabaudiæ, Ducatum, Principatum, Marchionatum pertinentibus quoquomodo, sive citra sive ultra Montes fuerint quomodolibet situata: Ita quòd ipsis omnibus & singulis utatur & uti debeat, & omnes fideles & Subditi sui eidem plenè, perfectè obedire debeant & teneantur, dum tamen in humanis vixerit, & ab aliis nuptiis abstinebit; Ita quòd *Amedeus de Sabaudia ejus Filius* carissimus statum suum & ejus uxorem teneat, & cum ea vivat de bonis, rebus, exitibus, obventionibus & emolumentis prædictorum Comitatus, Ducatus, Principatus & Marchionatus; exceptis Villis, Castris, & Locis infrà scriptis, & ipsorum pertinentiis, quæ eidem Dominæ Conthorali suæ, dum vixerit & ab iteratis nuptiis abstinebit, vult esse præcipuè expedita, & ea vult sibi modo prædicto proprie & specialiter pertinere, & eidem obediat & pareat & intendat tanquam verus, bonus & obediens Filius; ita quòd eandem Matrem suam benigniter, humaniter & favorabiliter prosequatur, quoniam ipsam eidem recommendat specialiter & expressè; volens quòd omnes fideles sui dictæ Dominæ dum vixerit obediant, pareant & intendant, ut sibi ipsi facerent, dum tamen in humanis fuerit, & ab aliis nuptiis abstinebit. Item ipse Dominus Testator volens eandem Dominam Conjugem suam carissimam speciali favore & dilectione prosequi, eidem Dominæ & Conjugi suæ dat & legat, ad vitam ipsius naturalem, si ab iteratis nuptiis abstinebit, Castra, Villas, Loca, Territoria, Mandamenta, Superioritates & Districtus Aquiani, Fillernæ, Ripailliæ, Thononis, Alingiorum, Hermanciæ & Burgeti in Sabaudia, cum omnibus & singulis Redditibus, Serviciis, Censis, Hominibus, Homagiis, Pratis, Vineis, Nemoribus, Terris, Stagnis, Pascuis, Molendinis, Baptitoriis, Exitibus, Obventionibus, Emolumentis, meris, mixtis Imperiis, & Jurisdictione omnimoda, pertinentiis & appendentiis ipsorum, & cujuslibet eorundem; sic quod ipsius vita naturali durante, & ipsa ab iteratis nuptiis abstinente, prædictis omnibus & singulis ipsorum utatur & uti possit perpetuò, & suos fructus proprios facere, absque eo quòd ex inde rationem vel computum facere vel reddere, vel collationem facere cum aliquo teneatur; volens quòd omnes Subditi & Vassalli dictorum Castrorum, Villarum & Locorum prædictorum, eidem Dominæ pareant, obediant, solvant & intendant dum vixerit, & ab aliis Nuptiis abstinebit, prout eidem Testatori facere tenerentur. In Comitatu autem Sabaudiæ, Ducatu Chablasii & Augustæ, Marchionatu in Italia, Principatu, Dignitatibus, Seignoriis, Baroniis, & in aliis omnibus & singulis rebus, bonis, Hæreditatibus, Civitatibus, Locis, Castris, Villis, Oppidis Comitatus Sabaudiæ, Ducatus Chablasii & Augustæ, Marchionatus in Italia, & Principatu, ac Dignitatibus, Obedienciis, Superioritatibus, Reverentiis, Subjectionibus eorundem, Hominibus, Homagiis, Fidelitatibus Principis Achaiæ Domini Aymonis de Sabaudia, Comitis Gebennensis, Domini Bellijoci, Domini de Villariis, Domini Cameræ, Domini de Aquis, Comitis Grueriæ, Domini Grandissonis, Domini Guillermi de Grandissone, Comitum Vallispergiæ, Sancti Martini, Sancti Georgii, Dominorum Montisjoveti, & cæteris ad prædictas dignitates ad dictum Testatorem tam citra quàm ultra Montes competentibus, meris, mistis Imperiis, & Jurisdictionibus omnimodis, Redditibus, Censis, Terris, Pratis, Vineis, Pascuis, Nemoribus, Molendinis, Baptitoriis, Stagnis, Lacubus, Piscariis, Venationibus, Territoriis supradictis, & cæteris omnibus ad ea pertinentibus quomodocumque & qualitercumque, pertinentiis & appen-

ANNO 1383.

ANNO 1383. appendentiis eorundem, *Illustrem Amedeum de Sabaudia Filium suum carissimum*, suum Hæredem universalem instituit, & suos liberos masculos naturales & legitimos, ex suo corpore & legitimo matrimonio descendentes, vulgariter, pupillariter & per Fideicommissum, ita quod semper prior natu succedat aliis Filiis masculis secundùm decentiam generis honorificè sustinendis, & Filiabus honorificè maritandis; Volens, disponens & ordinans, adhærendo semper dispositionibus Progenitorum suorum, quòd stantibus Filiis masculis de genere & armis Comitum Sabaudiæ, & generis armorum suorum mente sanis & corporibus, nunquam Filiæ ad ipsius successionem vocentur; & si eundem Amedeum Filium suum carissimum sine liberis masculis legitimis & naturalibus, ut suprà, mori contigerit, vel si habuerit, & eos mori contingat quandocùmque sine liberis naturalibus & legitimis; eo casu, *Illustrem Amedeum de Sabaudia Principem Achayæ*, Nepotem suum carissimum, & suos liberos masculos, naturales & legitimos, ex suo proprio corpore & legitimo matrimonio descendentes, eidem substituit vulgariter, pupillariter & per Fideicommissum; & eo casu medisimibus prædictis, Ludovicus de Sabaudia Nepos suus carissimus terram Principatus habere debeat pleno jure, & sibi competat prout ad eundem Principem pertinet, & consuevit hactenus pertinere; salvis tamen Homagio, Feudis, Retrofeudis Comitis Sabaudiæ, & Pactis & Conventionibus habitis cum eodem; & ita quòd semper natu prior mente compos succedat, & cæteris in successione præferatur aliis Filiis honorificè sustinendis, & Filiabus secundum decentiam generis maritandis. Et si fortè eundem Amedeum Principem sine liberis masculis naturalibus & legitimis mori contingerit, eo casu Ludovicum de Sabaudia Nepotem suum carissimum Fratrem prænominati Principis, & suos liberos masculos ex suo proprio corpore & legitimo matrimonio descendentes, sibi substituit vulgariter, pupillariter & per Fideicommissum: Et si forte dictum Ludovicum de Sabaudia sine liberis masculis, naturalibus & legitimis, ex suo proprio corpore & legitimo matrimonio, mori contingerit, eo casu Dominum *Aymonem de Sabaudia Militem Dominum Villæ-Franchæ*, & suos liberos masculus, naturales & legitimos eidem Ludovico, & eo præmoriente, cæteris substituit vulgariter, pupillariter & per Fideicommissum; ita quòd, ut supra, prior natu præ cæteris in Successione vocetur, & stantibus Filiis prædictorum, nunquam Filiæ ad Successionem vocentur. Executores verò suæ hujus ulsimæ voluntatis prænominatus Dominus Comes Testator facit, disponis, nominat & ordinat R. Patrem Dominum Guyd. Abbatem Sancti Michaëlis Clusini, Dominum Guillermum de Grandissono Dominum Aubonæ, si adesse poterit, Ludovicum de Cossonay Dominum de Berthié, Amedeum Dominum Urteriarum, Dominum Joannem de Corgenon Dominum Mellionati, Dominum Gaspardum de Montemajori Dominum Villarii Saleti, Humbertum de Columberio Dominum de Vuillermis, Bartholomæum de Chignino, Humbertum de Balma Dominum Fromentarum, Andream Bellætruchæ, & tres, & duos ex ipsis, pro prædictis omnibus & singulis exequendis; in quorum Executorum suorum manibus, hæreditates, resque & bona sua omnia ponit, & relinquit pro integro complemento & satisfactione ipsorum, & de ipsorum probitate & dilectione confidens, eos se exonerando onerat de prædictis. *Signé* RAVASII.

CXXX.

6. Avril. MARIÆ *Reginæ Ungariæ Diploma, quò in favorem Civitatis* RAGUSII, *de consilio & consensu Reginæ* ELISABETHÆ *Genitricis suæ, & Prælatorum Baronumque Regni Ungariæ, sancit, nè ullus Incolarum suorum Regnorum deinceps Vinum & Sal in novum Castrum in Loco* Dracovizza *situm, contrà* RAGUSII *libertatem & Jus, Consuetudinemque portare seu inferre præsumat. Dat. Budæ post* (1) *quindenas Paschæ Domini Annò* 1383. [JOHANN. LUCIUS de Regno Dalmatiæ & Croatiæ Libr. V. pag. 256.]

NOs Maria D. G. Regina Ung. Dal. Croatiæ &c.

(1) Le Jour de Pâques échoi en 1383. au 22. de Mars, & la quinzaine au 5. d'Avril. On range ce Diplome sous le 6. comme ayant été fait après la quinzaine. (DUM.)

Notum facimus tenore præsentium quibus expedit universis, quod fideles nostri Rector, Judices, Consilium & Commune Civitatis nostræ Ragusii missis ad nostram Majestatem providis viris Petro de Gondola, & Stephano de Luccaro eorum concivibus Nuncis & Ambasciat. nobis humiliter significarunt; quod nonnulli forent homines in dictis Regnis nostris Dalm. & Croat. qui vinum & salem ad quoddam Castrum de novo per D. Regem Rasciæ & Bosnæ inter prædictam Civitatem nostram Ragusii & Civitatem nostram Chatari appellatam in loco Dracavizza nominato constructum, & etiam ad alia loca inconsueta contra libertatem & antiquam consuetudinem ipsius Civitatis nostræ Ragusii, & in opprobrium & diminutionem jurium ejusdem Civitatis nostræ portarent & deferrent, supplicans nobis, ipsis super hoc providere de remedio opportuno. Nos itaque volentes dictam Civitatem nostram Ragusii in suis libertatibus, & consuetudinibus antiquis illibatè conservare, ut exinde dicti Cives nostri discant sub Principe glorioso devoti famulari, atque ab ipsis utilitatibus, & honoris materia, lucrumque fructiferum Regiæ perveniat Majestati de consilio, consensu & beneplacita voluntate Serme. & Exmæ. Principis De. Elisab. præmissa D. G. R. Ung. Pol. Dal. &c. Genitricis nostræ carissimæ, Prælatorumque & Baronum R. Nostri præmaturo sancientes duximus committendi, ut à modo, & deinceps nullus Incolarum Regnorum nostrorum memoratorum Vinum, & Salem ad prædictum Castrum Novum in loco Dracavizza, ut præfertur, constructum, & ad alia loca inconsueta contra antiquam libertatem, & consuetudinem dictæ Civitatis nostræ Ragusii & diminutionem jurium ejusdem Civitatis nostræ portare præsumat, vel deferre sub pœna amissionis & privationis vinorum & salium prædictorum, & hoc voluimus in foris & locis publicari in dictis Regnis nostris Dal. & Croatiæ palam ubique facere proclamari, prout etiam in formam nostri Privilegii redigi faciemus, dum nobis eædem in specie fuerint reportatæ. Datum Budæ sub magno nostro Sigillo Sabbatho prox. post quindenas Festi Paschæ Domini Anno ejusdem 1383. ANNO 1383.

CXXXI.

Testamentum LUDOVICI I. *Regis Jerusalem & Siciliæ, Ducis Andegaviæ & Turoniæ, Comitis Provinciæ, Forcalquerii, Cenomaniæ, Pedemontis & Rossiaci, Act. in Civitate Tarenti, Indictione* VII. *die* 20. *mensis Septembris Anno* 1383. [THESAURUS NOVUS ANECDOT. Tom. I. Col. 1594. *Ex Autographo in Tabulario Regio servato.*] 26. Sept.

In Nomine Patris & Filii, & Spiritûs-sancti. Amen.

LUDOVICUS Dei gratiâ Rex Jerusalem & Siciliæ, Ducatûs Apuliæ, Principatûs Capuæ, Dux Andegaviæ & Turoniæ, Comitatuum Provinciæ, Forcalquerii, Cenomaniæ & Pedimontis, ac de Rossiaco Comes, universis præsentes Litteras inspecturis salutem.

Quoniam breves dies hominis sunt, numerus mensium ejus apud Altissimum, & constituit terminos ejus qui non poterunt præteriri, sanè hac celebri meditatione revolventes, & quòd Deus statuit hominem mori, qui suo proprio Filio non pepercit, mors quoque omnia mordens necessitatis modo omnem superat sillogismum, exceptiones non recipit, & dilationes aliquas non admittit. Videmus enim vivos strenuissimos, Principes potestate terribiles totâ die mori, mortis etiam omnes tributarii sumus, nec cessabis donec fodiatur peccatori fovea. Ille sub quo hodie fremit mundus, quem tremunt Populi, Provinciæ alienæ formidant, hodie moritur, & infra breve tempus in pulverem vilissimum redigetur. Jam certè advesperascit nobis, jam enim vitæ nostræ dimidium, & amplius peregimus, jam venimus ad canos, & mortis præambulos festinantes accepimus; & cùm fallax sit hic mundus, quia vita brevis, & finis dubius, de morte quidem certissimi sumus, nihil tamen nobis incertius horâ mortis, & proinde in nostro & cujuslibet sapientis animo suspecta meritò debet esse jugiter profectò in nostra mente gerentes quanta summus Largitor, Dominus dominantium, per quem Reges regnant, nobis fecerit, nos de Comite in Ducem, de Duce in Regem, suâ ineffabili gratiâ erigendo. Sumus siquidem in laboribus plurimis, in carceribus abundantius, in mortis periculis, frequenter, in itineribus sæpe, in periculis fluminum periculis

ANNO 1383.

riculis latronum, periculis ex genere, periculis ex gentibus, periculis in Civitate, in labore & ærumna, in vigiliis multis, in fame & siti, in jejuniis plurimis, in frigore & nuditate. His itaque & aliis modis in arena hujus sæculi pugnantes, triumphum nostrum gladio consummavimus, & sanguinem nostrum in nomine JESU-CHRISTI Deo vespertinum offerentes sacrificium, qui postmodum multos & maximos cum eorum Provinciis nostræ ditioni miserabiliter * subjugavit. Nos etiam licèt immeritos honoribus & bonis mundanis innumeris extulit. Et quia inenarrabilia sunt opera Domini, & ipsius miserationes sunt super omnia opera ejus, ne beneficiorum quæ nobis fecit, & suorum mirabilium quæ nobis ostendit videamur immemores, inde sibi devotissimas & gratiarum uberrimas corde purissimo referimus actiones; & ne nos (quod absit) intestati decedamus, sed de bonis à quo cuncta procedunt nobis collatis, & ipsius faciente dextera imposterum conferendis ordinare, & etiam disponere cupientes, mente & intellectu satis fulciti, ac etiam præmuniti

* ſ. mirabiliter.

Primitùs, nostram animam, cum à corpore separata fuerit, summo Creatori flexis genibus devotissimè commendantes, gloriosissimæ Matri suæ beatæ Virgini MARIÆ, beatis Gabrieli, Raphaeli, & Michaeli, ac ceteris beatorum Spirituum ordinibus Angelorum, Johanni Baptistæ, ceterisque Patriarchis & Prophetis, Johanni Evangelistæ, Petro & Paulo, Andreæ, Jacobo, Bartholomæo, Matthæo, ceterisque Apostolis & Evangelistis, Sanctis Stephano, Laurentio, Dionysio, & Mauritio, cum sociis eorumdem, Georgio, Christophoro, Quintino, ceterisque Dei Martyribus, beatis Martino, Nicolao, Juliano, Ludovico de Francia, & Massiliensi, Anthonio, Thomæ de Aquino, Petro Celestino, ceterisque Confessoribus, Sanctis Mariæ Jacobi, & Salome, Katherinæ, Magdalenæ, Marthæ, Agneti, Mariæ Ægyptiacæ, Margaretæ, Ceciliæ, Sabinæ, Sanctæ Elisabeth, atque Claræ, ceterisque CHRISTI Virginibus, ut eorumdem Sanctorum & Sanctarum intercessionibus, ipsa nostra anima de manu inferi liberata, in sinu sanctissimi Patris Abrahæ per eosdem Angelos collocetur, nostrum fecimus, condidimus, & ordinavimus, facimus, condimus, & etiam ordinamus Testamentum, prout in decem foliis ibidem altâ voce in nostræ Majestatis, Testium, & Notarii infrascriptorum præsentia compendiosè narratis, & etiam intellectis, latius & seriosius continetur. Quorum foliorum tenor & continentia de verbo ad verbum inferius describuntur. Quod quidem Testamentum valere volumus jure Testamenti, & si non valeret jure Testamenti, valeat jure Codicillorum, vel jure cujuslibet alterios voluntatis, primo & ante omnia alia, quamvis Testamenta, etiam jure Testamenti, aut jure Codicillorum, seu jure cujuslibet alterius voluntatis valentia per nos hactenus & ante nostri Regni Siciliæ tituli Regis assumtionem facta & condita sub quibusvis tenore atque forma revocando expressè irritantes cassando & etiam adnullando volumus quòd nullius existant roboris, efficaciæ, vel momenti. Tenor verò & continentia dictorum decem foliorum sequitur in hæc verba:

C'est l'ordonnance de nostre Testament & derraine volenté.

Premierement nous elisons nôtre sepulture pour nôtre corps au la basse Chapelle dessous la sainte Chapelle du Palais à Paris derriere la grand Autel, & voulons que nôtre cuer soit en l'Eglise d'Angiers, & nos entrailles en l'Eglise de Monseigneur S. Martin de Tours.

Item, voulons & ordonnons que pour la fondation & donation que nous entendons à faire en ladite sainte Chapelle du Palais à Paris, il aura quatre Chanoines, quatre Chapelains, & quatre Clercs, outre ceux qui y sont de present, y estre converti & employé jusques à la Somme de trois mil livres de rente, & des Prebendes qui en seront fondées, les deux seront à la collation & donation de nôtre tres-cher Seigneur & Neveu le Roy de France, & les autres deux à la nôtre & de nos Hoirs & Successeurs Roys de Sicile & Dues d'Anjou. Et aussi voulons & ordonnons que du nôtre soient faites & edifiées les Maisons bonnes & souffisantes pour les habitations & demeures des Chanoines, Chapelains & Clercs en certaines places & lieux qui sont prés de l'Hostel de Messire Guy de Champdiver: c'est assavoir entre les murs des Jardins de la pointe, & les murs de la Riviera dont nous requerons la place à Monsieur le Roy.

Item, nous voulons & ordonnons estre fondées sept Messes perpetuelles qui seront chacun jour celebrées en ladite Chapelle basse, en laquelle nous avons esleu nôtre sepulture, & sera en nôtre vivant la premiere de la Trinité, la seconda du Saint Esprit, la tierce de Nostre-Dame, la quarte de Saint Loys, la quinte des Reliques, la siziéme de la Croix, & la septiéme de Saint Denys. Et aprés nostre trepassement les quatre premierement nommées seront celebrées trois de mors pour nous & pour nôtre Compaigne la Royne, pour nos Enfans, pour nôtre Saint Pere le Pape Clement VII. pour nôtre tres-chere Dame & Mere Madame JEHANNE Royne de Sicile que Dieux absoille, pour nos Predecesseurs & Successeurs, & pour ceux qui nous ont aidié & aideront à conquester nostredit Royaume.

ANNO 1383.

Item, en ladite sainte Chapelle haute chacun Vendredy aprés Matines la grand-Messe, aprés Vespres sera chantée solemnellement deux Antiennes, l'une de la Croix, & l'autre des Reliques avec les versets & oraisons correspondantes, & chacun Samedy aprés lesdites Heures en ladite Chapelle basse sera chantée une Antienne de Nostre-Dame, avec le verset & oraison, comme dit est.

Item, voulons que aprés nostre trepassement soit fait perpetuellement ce dit jour de nostre obit nostre Anniversaire solemnellement chacun an en ladite Chapelle basse, & ce jour tous les Chanoines & Chapelains dudit lieu seront tenus de celebrer ou faire dire une Messe des morts pour nous, & aussi icelui jour les Freres Prescheurs, Meneurs, Carmelites & Augustins de Paris iront à Procession à ladite Chapelle, & devant ou aprés Vespres des Chanoines diront tous ensemble Vigiles des morts solemnellement & à trait & lendemain pareillement la Messe.

Item, voulons que perpetuellement chacun Lundy soit fait solemnel Anniversaire pour nous & pour la Royne nostre Compaigne en ladite Chapelle basse, & semblablement le premier jour de chacun mois, & aussi quatre fois en l'an en chacune semaine de jeûnes de quatre-Temps, & chacun jour que lesdits Anniversaires serons faits, excepté ceux de chacun Lundi, chacun de la moitié des Chanoines & des Chapelains celebrera ou sera tenu de faire celebrer une Messe de morts pour nous ou pour la Royne nôtre Compaigne. Et aussi le jour de icelui Anniversaire excepté ceux de chacun Lundi, les Freres Prescheurs ou Meneurs, ou Augustins, ou Carmelites de Paris les uns aprés les autres iront en Procession en ladite Chapelle basse, & devant ou aprés Vespres des Chanoines diront Vigiles de mors solemnels & lendemain la Messe, & commenceront le jour du premier desdites Anniversaires les Freres Prescheurs, le jour du second Anniversaire iront à ladite Chapelle les Freres Meneurs, le jour du tiers les Augustins, & le jour du quart les Carmelites, & ainsi ensuivent des autres: & pour ce sera donné à chacun d'iceux ce qui semblera à nostredite Compaigne la Royne & nos Executeurs, laquelle chose nous remettons à leur discretion.

Item, voulons que perpetuellement chacun jour aprés la Messe de l'Anniversaire, ou aprés la grant Messe de ladite sainte Chapelle haute, & aprés Vespres les Chanoines, les Chapelains, & les Clercs d'icelle iront à la Procession à Croix & eau benita en ladite sainte Chapelle basse, & entour nôtre sepulture chanteront solemnellement aucun respons de mors ensuivans.

Item, voulons que en ladite sainte Chapelle soient chantées à Prelat, selon qu'il est accoustumé, les Vespres & la grant Messe des Festes qui s'ensuivent: c'est assavoir de l'invention & exaltation de sainte Croix, de la Nativité & Decolation de Saint Jehan-Baptiste, de Saint Jehan l'Evangeliste, de tous les Apostres, de Saint Loys & de sa translation, de Saint Denys & de son invention, de Saint Martin, de la glorieuse Madelaine, de sa translation, de Sainte Marthe & de Saint Loys de Marseille, & gaigneront les Chanoines, Chapelains & Clercs en icelles Festes telles distributions comme ils font les jours des quatre Festes annuelles.

Item, voulons que la rente qua nous avons en Normandie & sur les Halles de la Vicomté de l'eau de Roen soit convertie au fait de la fondation des Chanoines dessusdits en la sainte Chapelle, & ou cas qu'il plaira à la Royne nostre Compaigne, la Terre que nous & elle avons à Bonne Ville, la Loette, à Laigle, & à la Roche-Mabile y soit aussi convertie & que de la Roche-Mabile & de la Terre de Laigle l'en fine à nostre tante de Thouars pour son vyage que elle y a s'il se puet faire.

Item, à l'Abbaye de Saint Denys nous voulons qu'il

soit

ANNO 1383.

soit fondé trois Anniversaires, un pour nous & pour la Royne nostre Compaigne, un autre, & pour Monseigneur le Roy PHELIPES nostre ayeul, & pour Monseigneur nostre Pere un autre, & seront faits solemnellement les jours de nos obits Et outre ce voulons estre fondées deux Chapelles ésquelles perpetuellement chascun jour se celebreront deux Messes, l'une pour nostre tres-chier Seigneur & Pere le Roy JEHAN (que Dieu absoille) & l'autre pour nous, & pour la Ruyne nostre Compaigne, nos Enfans & autres nommez & declarez ou tiers article de nostre present Testament.

Item, voulons que soit ordonné pour nous à perpetuité trois cierges ardans jour & nuit, l'un devant le corps Monseigneur S. Denys, l'autre devant les saintes Reliques en la Chapelle haute du Palais à Paris, & l'autre devant Nostre-Dame en la basse Chapelle.

Item, voulons que en l'Abbaye de Malbuisson lez Pontoise soit fundé un Anniversaire avec une Chapelle en laquelle on celebrera perpetuellement chacun jour une Messe de mors pour l'ame de nostre tres-chiere Dame & Mere Madame BONE Duchesse de Normandie que Dieu absoille, laquelle repose en l'Eglise d'icelle Abbaye & pour nous & pour la Royne nostre Compaigne, nos Enfans & autres nomez & declarez ou tiers article dessusdit.

Item au Convens de Freres Prescheurs, Meneurs, Augustins, & Carmelites de Paris, d'Angiers, de Tours, des Freres Prescheurs, & Meneurs du Mans, & des Freres Prescheurs d'Auxerre, nous voulons estre fundé un Anniversaire pour nous, pour la Royne nostre Compaigne à faire perpetuellement & solemnellement chacun an les jours de nos obiz de nous & de elle: Et aussi en chacune Eglise d'iceux Religieux se fundera une Messe de mors qui sera dite chacun jour perpetuellement pour nous & pour la Roine nôtre Compaigne. Et voulons que tout ce qui se donnera auxdits Religieux pour leur labour & cause dessusdite soit converti & mis ès reparations des Eglises ou Maisons, closures ou fermetures desdiz lieux, ou à faire aucuns nouveaux edifices necessaires ou profitables pour les Freres de iceux Couvents.

Item, que ès Convens des Chartreux & Celestins de Paris soit fundé un Anniversaire pour nous & pour la Royne nostredite Compaigne en la maniere dessusdite & avec ce ou Couvent d'iceux Celestins, soit fondée une Messe de mors, qui sera celebrée perpetuellement chacun jour pour nous & pour la Royne nostredite Compaigne, pour nos Enfans & pour les susditz declarez ou tiers article.

Item, es Eglises Cathedraux de Roen, de Rains, de Sens, d'Angiers, de Tours, du Mans, de Paris, de Laon, de Chartres, & en l'Eglise Collegialle de Saint Martin de Tours, de Nostre-Dame do Puy, & de Bologne sur la Mer, & de Lyeuce, & Saint Estienne de Toulouse sera fundé nostre Anniversaire & de la Royne nostre Compaigne, à faire chacun an solemnellement les jours de nosdiz obiz, & avec ce en chacune desdites Eglises sera fundée une Chapelle pour dire pour nous perpetuellement chacun jour une Messe de mors.

Item, nous voulons que en la Chapelle du Bois de Vincennes lez Paris, & en l'Eglise Parroissiale de Monterel lez lesdits Bois soit fuodé nostre Anniversaire avec une Messe de mors en chacune desdites deux Eglises Parrochiale & Chapelle à dire perperuellement chacun jour pour nous & pour la Royne nostre Compaigne.

Item, nous voulons & ordonoons que en l'Abbaye de Verzelay soient donnez CCCC. frans pour une fois, pour la reparation de la chasse de la glorieuse Marie Magdalene laquelle repose en l'Eglise d'icelle Abbaye, si comme plusieurs croient & dient.

Item, nous voulons que en icelle Eglise de la Magdalene de Verzelay soit fundé une Chapelle de C. livres Tournois de rente pour y avoir une Messe chacun jour & chacun an quatre Anniversaires solemnez, lesquelx seront celebrez lendemain de chacone des quatre Festes qu'ils feront de ladite Magdalene pour nous & pour la Royne nostre Compaigne.

Item, nous voulons que en l'Eglise de l'Abbaye de la Boissiere soit fundée une autre Chapelle de C. liv. Tournois de rente pour y avoir chacon jour deux Messes & chacuo an deux Anniversaires solemnez lendemain de sainte Croix en May, & de sainte Croix en Septembre pour nous & pour nostredite Compaigne la Royne.

Item, en l'Eglise de Sainte Marthe de Tarascon une Chapelle de C. livres Tournois de renté pour y avoir chacun jour une Messe perpetuellement & chacun an un Anniversaire solemnel, comme cydessus.

Item, à S. Maximin une Chapelle de C. liv. de rente Tournois pour y avoir chacun jour une Messe perpetuelement & chacun an un Anniversaire solemnelz comme cy-dessus.

Item, une autre Chapelle en la Balme de L. livres de rente.

Item, nous vouloos que le jour de la Feste du Saint en l'honneur duquel icelles Chapelles seront fundées, chacun Chapelain qui tendra icelle, soit tenu de faire Vespres & Messe solemnez avec autres Chapelains & Clercs qu'il procurera. Et pour ce faire ledit Chapelain gagne ledit jour XL. livres des C. dessusdis, & les LX. liv. soient pour l'Anniversaire & les Messes des mors.

Item, voulons que de nos Chapelles soient données quatre des meilleures en ladite sainte Chapelle du Palais à Paris: c'est assavoir une vermille, une blanche, une verte, & une noire toutes complies, & quatre calices avec les borettes.

, Item, nous voulons que ou Couvent des Religieuses de Prulhan de l'Ordre de Saint Dominique, soient fundez douze Anniversaires, chacun le premier jour du mois, se Feste solemnelle ne l'empeschoit, & le lendemain soit fait ou cas qu'il se differeroit pour icelle Feste, pour nous & pour la Royne nostre compaigne, & seront faiz obiz solemnellement, & avec ce sera fundée une Messe perpetuelle de mors qui se dira chascun jour pour nous deux.

Item, nous voulous que certaine Somme d'argent soit baillé pour celebrer certaines Messes de mors le jour de nostre obit, & aussi pour dire Messes de mors jusques au jour de nos obseques & par aucun temps jusques à cent milles Messes.

Item, nous ordonnons que à S. Jehan d'Angely ou autre part selon nostre devotion, soit fundée une Chapelle en l'onneur du glorieux Saint Monsieur Saint Jehan-Baptiste en laquelle se chantera perpetuellement chacun jour une Messe de mors pour nous & pour la Royne nostre compaigne, & pour nos Enfans.

Item, nous voulons que aux poures Hospitaux & Maisons-Dieu de nosdiz Pays d'Anjou, de Toursine, & du Mayne, & aussi à la Maison-Dieu de Paris soient donné de nos tapiz pour couvrir les poures de ceux qui leur seront plus necessaires, chacun du prix de trois à six frans ou environ, & s'il y en a aucuns grans qui fussent de grant prix, nous voulous qu'ils soient vendus pour donner aux poures Hospitaux ou cas que nous seriens le jour de nôtre trepassement si mueblez qu'en en peut acheter d'autres du prix dessusdit, se il sembloit à nostredite compaigne & pour nos Enfans ce qui leur en seroit besoin pour leurs estats.

Item, voulons que pour accroistre les rentes de ladite Maison-Dieu de Paris en la substentation des poures, ils ayent CC. livres de rente.

Item, ou cas que le jour de nostre trepassement nous ne serions si mueblez, comme dessus, nous voulons semblablement que nos linges, prins premierement ce qui necessaire en sera pour les estas de nostredite compaigne la Royne & de nos Enfans, soient vendus, & l'argent qui en yssera soit donné & distribué aux Hospitaux, maladeries & autres lieux de nosdiz Pays par l'ordonnance de elle principalement & de nos Executeurs, pour le salut & remede de nostre arme, & de tout ce qui sera necessaire pour nostredite compaigne la Royne & de nos Enfans tant de tapis & linges dessusdits voulons que tant seulement nostredite compaigne la Royne en soit crue, & non autre, & que elle en pregne ce que pour sa necessité & estat & de nosdiz Enfans en sa conscience ly semblera.

Item, & aussi voulons que de nos draps d'or & de soye soient faites des Chapelles & icelles données & distribuées aux Eglises de nosdits Pays, ou ailleurs, où la Royne nostre compaigne, & nos Executeurs verront qu'il sera bien employé, & tant qu'il semblera à la Royne, & les autres vendus, comme des tapis & linges, ou cas que nous ne serions mueblez, comme dessus.

Item, Nous voulons que la Royne nostredite compaigne, & nos Executeurs donnent telle Somme comme il leur semblera, a poures serviteurs qui seroient entour nous, lesquelx ne seroient pas remunerez selon les services qu'ils nous ont fais.

Item. Et afin que nostre ame puisse & doie mieulx estre deschargée, nous voulons que en nos Pays d'Anjou, de Touraine & du Maine, vint mille francs soient par nos Executeurs distribuez à gens poures & miserables, & autres, ainsi que la Royne nostre Compaigne principalement & nosdits Executeurs verront qu'il sera bien

ANNO 1383.

bien employé, en retour des charges & oppressions que nous y avons donné, tant à cause des Subsides, Tailles, & Aides que nous y avons levées & fait lever, que autrement.

Item. Et afin que nostre ame puisse & doie estre mieulx deschargée de la Guerre que nos Gens firent pieça par nous en nos Contez de Provence & de Forcalquier, nous voulons que en icelles nos Contez de Provence & de Forcalquier soit donné & distribué jusques à la Somme de cinquante mille francs, tant aux Eglises, Hospitaux, Maladeries, comme poures Gens & Pueples d'icelles, especiaument à ceulx qui perdirent pour ladite Guerre tant de Bourgeois, Laboureurs, & autres, comme autrement, tout ainsi qu'il chera en la discretion de nos Executeurs, appellez le Senechal, nos Conseillers & Officiers, ou bons preud'hommes de nosdits Contez, qui les doient informer des dommaiges portez & faits en icelles Contez pour cause de ladite Guerre, & par especial ou Territoire d'Arles & de Tarrascon, & aussi en l'Isle de Carmargue, & vers Nostre-Dame de la Mer, & autres lieux, desquels nosdits Executeurs seront informez, comme dessus.

Item. Au Pays de Senechaucies de Beaucaire, de Thoulouse, & de Carcassone, autres cinquante mille francs, qui seront donnez & distribuez en la maniere que dit est, en retour des pertes & dommaiges que le Peuple y a soutenus & eus, tant comme nous en avons eu le gouvernement, tant pour les Gens d'armes que nous y avons tenus, comme autrement, & aussi pour Execution rigourense sur les faits des Aides & Subsides que nous y avons fait pour le salut des ames qui mots y ont esté ou desers, ou rendus fugitifs de leurs Pays & propres Maisons, & mis à poureté par Tailles outraigeuses, & Executions rigoureuses faites en leurs biens, & dont nous pourriens avoir esté cause.

Et quant au Douaire de la Reine nostre compaigne, pour cause duquel il appartient la tierce partie de toutes nos Terres ou Royaume de France, nous les y asseons en ceste maniere: c'est assavoir que elle aura & tendra les Châteaux, Terres, Villes, & Chastellenies de Saumur, de la Roche-sur-Yon, & du Chasteau du Loit, avec leurs appartenances; & ou cas qu'ils ne vaudroint la tierce partie de nos Terres, nous voulons qu'il ly soit parfait au plus prés de chacune desdites Terres & Chastellenies, en luy faisant bonne assiette & large. Et ou cas qu'il plairoit à Dieu, que nous conquestissiens ce Royaume, nous voulons que outre les choses dessusdites, elle y preigne trente mille florins Ducas de rente, lesquelx nous voulons qu'ils ly soient tres bien assis, entant que elle s'en doie tenir pour tres-contente. Et encore outre toutes les choses dessusdites, nous voulons que en nos Contez de Provence & de Forcalquier ly soient assis pour accroissement de sondit Doüaire dix mille florins de chambre de rente, & que ils ly soient tellement assignez, que elle s'en doie tenir contente.

Item. Aussi déclairons & voulons que les Conquestes que nous avons faites ou Royaume de France, elle tiegne, & ait sa vie durant, excepté la Roche-au-Duc, que nous avons donnée à vie à Pierre d'Avoir, & celle de Mirebeau, avec leurs appartenanses, que nous avons données à vie à Messire Jehan de Bueil, en telle maniere & condition, comme il est contenu en nos Lettres de ladite Donation, mais aprés leur mort, elle les tendra, se elle les survit.

Cy-aprés s'ensuivent les Conquestes que nous avons faites.

Premierement les Comtez d'Estampes & de Gyen, se nostre Cousin d'Estampes & de Gyen muert sans Hoir descendant de son corps; la Comté de Roussy, la Terre de Lunel, le Chastel, Terre & Seigneurie de Sablé, le Chastel, Terre, Chastellenie de Mirebeau, les Chasteau, & Terre de Champigny, la Raiace * & le Coudray, comprins avec la tierce partie de toute la Terre de la Dame de Baucay qui est encore à asseoir, la Roche au-Duc, le peage de Tours, les rentes & Maisons que le Sire de Rayneval y avoit, & la rente sur le peage de Langez & de Monssouriau, & aussi la Terre de Thalemont, laquelle nous ne voudriens pas que nos Hoirs tenissent ou possedissent, senon que par grant Conseil fust veu que nous y eussiens bon Droit.

* au Raiaw.

Aussi voulons-nous que la Reine nostre compaigne ait le gouvernement de LOYS nostre ainsné Fils Duc de Calabre, jusques à tant qu'il soit en aage de vint & un an accomplis, fors ce que à nul autre en appartiegne administration ou gouvernement.

Et aussi voulons-nous que elle soit toujours conseillée par les Gens de nos Pays, & non par autres, lesquelx Conseillers dés maintenant nous declairons, & luy baillons. Et premierement pour le plus especial Conseiller & pour le premier Pierre d'Avoir Seigneur de Chasteau-Fermont nostre grant Chambellan & Seneschal en noz dit Pays, Jehan de Bueil, Jehan Evesque du Mans nostre Chancellier, Hardouin de Bueil Evesque d'Angiers, les Abbez de Saint Aubin d'Angiers, & de la Coulture du Mans, Pierre de Chevreuse, Gosllaume de Mathefelon l'ainsné, Pierre de Bueil, Jehan Pellerin, Maistre Jehan Haucepié, & Maistre Jehan le Begue.

Autre Ordenance.

Sur les partaiges de LOYS Duc de Calabre, & de CHARLES nos enfans: c'est assavoir que LOYS nostre Fils ainsné aura pour son partaige les Duchiez d'Anjou & de Touraine, & la Comté du Maine, avecques les Comtez d'Estampes & de Gyen, & aussi la Terre de Thalemont ou cas que nous y auriens bon Droit & bon titre comme dessus, & les Hostels que nous avons en la Ville de Paris, & semblablement nos Hostels de Vincestre & de Cachant.

Et CHARLES nostre second Fils aura pour son partaige la Comté de Roussy, la Terre de Guise & de Chailly. Et s'il avenoit que nous puissiens conquerir (ce que Dieux vueille) le Royaume de Sicile, & les Terres qui y appartiennent, LOYS nostre ainsné Fils Duc de Calabre sera Roy & Comte de Provence, & avec ce Duc d'Anjou & de Touraine, & Comte du Maine, afin que s'il avenoit besoing en nostre Royaume de Sicile, nostre tres-cher Seigneur Neveu le Roy de France, de qui il tendra les Duchez & Contez dessusdits, ly deust estre plus enclins a ly aidier pource qu'il seroit son homme d'iceux Pays, & aussi le feroient les Subgiez desdits Duchiez & Conté plus voulentiers.

Et nostredit ainsné Fils Duc de Calabre venu à la Couronne dudit Royaume de Sicile, nous voulons que CHARLES nostre Fils ait en augmentant son partaige, les Contez d'Estampes & de Gyen, avec les Terres de Rochefort, se nous l'acquerons.

Et oultre nous voulons que nostredit second Fils ait la Duchié de Duras & la Conté d'Albo, ou cas que nous pourriens tant faire, que nostre Cousine la Duchesse s'en voulsist demettre, ou l'en ferons heritier aprés son decez.

Item. Voulons que accomplies les choses dessusdites de nostre Execution, & pourveu à l'estat de la Royne nostre compaigne & de nos Enfans, reglement leur excez, & refaites les reparations avec Jardins necessaires pour iceux à faire en nos Chasteaux de nozdiz Pays convenablement, & paies les gaiges des Officiers & Conseillers de ce qui deu leur sera, le surplus de ce qui se levera, tant de l'ordinaire, comme d'aucunes aides qui se leveront en nos Pays, soit converti & distribué en satisfaction des oppressions & charges que nous avons données en Languedoc principalement & la plus grant part pour le déchargement de nostre ame, sens riens mettre en tresor, ne espargnier, jusques à ce que nos Enfans soient en âge de leur gouvernement, & donné pour Dieu à poures orphelins, poures Filles a marier, & Eglises reparer, calices & vestemens par le Royaume de France, & especialement en Pays de Languedoc, où nous avons plus conversé.

Et outre pource que tant plus nous donne Dieu de biens & honneurs en ce monde, tant sommes nous plus tenus envers ly, & plus obligiez à faire biens & aumosnes, au salut & remede de nostre ame, de la Royne nostre Compaigne, pour nos Enfans, pour nostre Saint Pere Pape CLEMENT VII. pour nostre tres-chiere Dame & Mere Madame JEHANNE Royne de Sicile, que Dieu absoille, & pour nos Predecesseurs & Successeurs, & pour ceux qui nous ont aidiez & ayderont à conquester nostredit Royaume en lieux où nous semblera plus convenable, ou cas qu'il plairoit à Dieu que nous aquerriens paisiblement nostre Royaume de Sicile, & que nos facultez se estendroient à l'accomplissement des choses cy-dessous escrites, nous voulons & ordonnons par maniere de nostre Testament & derraine voulenté, comme dessus estre faites, & y adjostées les choses qui s'ensuivent, & aussi au sauvement des ames des dessusdits.

Premierement, nous voulons estre fundez quatre Moustiers en ce Royaume: l'un sera de Moines noirs, jusques au nombre de cent Religieux, qui seront de l'Ordre de Saint Benoist, lesquielx vivront selon l'Or-

Aa don-

ANNO 1383.

donnance & Statuts de l'Ordre de Clugny, & feront fous l'Abbaye de Cluguy. Er voulons que iceloy Moustier foit assis en Terre de Labour, & fundé en l'honneur de la Trinité, & que au remede de l'ame de nous, da nostredite Compaigne la Royne, & de tous les dessusdits, ils soient tenus de dire chacun jour vingt Messes de mors; & outre ils tendrout à Paris en l'estude pour plus assaucer iceluy Moustier dix Religieux, & voulons qu'il soit doüé de six mille florins de rente, ne nous ne voulons point que l'Abbé ait pour sa dignité & crosse outre cent onces, ne qu'il se antremette de recevoir les rentes d'iceluy Moustier, mais les Officiers qui seront ordonnez à les lever, il les contraindra de ly rendre compte de ce qu'ils recevront, & du surplus de ce qu'ils auront outre leur gouvernement, nous voulons que ils soient tenus de faire Hospitalité.

La second sera de Religieux de l'Ordre de Chartrousse, & seront en nombre vint & quatre, & ordonnons que iceluy Moustier soit fundé en l'honneur de la vraie Croix, & voulons qu'il soit doüé selon la dotation de ceulx de S. Martin prés de Chastel S. Herme auprés de Naples, & seront tenus iceulx Chartreux au remede & salut de nostre ame & des dessusdits de dire chacun jour six Messes de *Requiem*, lequel Moustier sera fundé prés de Capuë.

Le tiers Moustier sera de cent Suers de l'Ordre des Freres Prescheurs, & vivront selon la fourme & ordounance de celles de Prulhan, & sera fundé prés de Naples en l'honneur de Nostre-Dame, & doüé de quatre mille florins de renta, lesquelles, ao remede & salut des ames de uous & des dessusdits, ordonneront que chacun jour dix Dames diens dix Sautiers à leur tour.

Le quart Moustier sera de Celestins, jusques au nombre de trente Religieux, & sera fundé à Naples en l'honneur de la glorieuse Magdelaine; ils seront tenus de dire chacun jour dix Messes & quatre sautiers, au remede & salut comme dessus, & sera doüé iceluy Moustier de deux mille florins de rente.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaire en l'Eglise de Saiot Nicolas du Bar, avec une Messe perpetuelle de mors, qui se dira chacun jour pout nous & pour la Royne nostre Compaigne, & pour les dessusdits.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaire en l'Eglise de Saint Jacques en Galice, avec une Messe perpetuelle de mors, qui se dira chacun jour pour nous & pour la Royne nostra Compaigne, & pour les dessusdits.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaira en l'Eglise de Nostre-Dame de Montferrat, avec une Messe perpetuelle de mors, qui se dira chacun jour pour nous & pour la Royne nostre Compaigne, & pour les dessusdits.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaire en l'Eglise du Veu de Luques, avec una Messe perpetuelle da mors, qui se dira chacun jour pour nous & pour la Royne nostre Compaigne, & pout les dessusdits.

Item. Nous voulous estre fundé un Anniversaire en l'Eglise de l'Annonciade de Florence, avec une Messe perpetuelle de mors, qui se dira chacun joor pour nous & pour la Royne nostre Compaigne, & pour les dessusdits.

Item. Semblablement nous voulons estre fundé un Anniversaire & Messes de mors comme dessus à Benevent, en l'Eglise où reposa le benoist Corps Monseigneur Saint Barthelemieu, & à Masse pareillement, en l'Eglise où repose le Corps Saint Andrieu; & à Salerne aussi où repose le Corps Monsieur Saint Matthieu; & voulons que en chacune de icelles Eglises, devant les Corps Saints ait un Cierga perpetuellement ardant.

Item. Es Eglises de nostredit Royaume de Sicile, en nos Pays d'Anjou, de Touraine, & du Maine, en nus Contez da Provence & de Forcalquier, qui auront deffaut de calices & vestemens, nous y pourverrous comme bonnement nous pourrons.

Item. Les Eglises & Chapelles dudit Roïaume de Sicile, ésquelles reposent aucuns precieux Corps des Apostres, & autres Saints principals où nous avons singuliere affection, lesquels soient en ruine, nous ferone raparer, & mettre en estat selon nostre povoir, ou aucun bien à l'augmentation du luminaire & service divin d'icelles.

Item. Comme il ait douza ans passez que nous aiens singuliere devotion, propos ferme & voulenté de faire le saint Passaige à visiter le saint Sepulcre, & depuis comme il ait pleut à Dieu nous faire Roy de Jerusalem, pour quoi nous devons estre plus devos, ardans & affectueux de faire & accomplir nostredit saint propos & voulenté, tant pour l'accroissement & exaltation de la Foy catholique, & esterminement des mecreans, comme pour nostredit Royaume conquester, se nostre Saint Pere, le saint College des Cardinaux, autres Prelats, Rois, Princes, personnes tres-notables, saiges, de tres-grant sens & auctorité, nous conseillent & aident par maniere que nous puissiens faire ledit passaige, ou que sens leor aide le puissiens faire, nous fermes en nosdits propos & voulenté ferons iceluy passaige, & visiterons ledit saint Sepulcre, avec les autres saints Lieux qui y sont, & ferous grant & notable don en la Chapelle dudit saint Sepulcre, pour l'accroissement du divin service & luminaire d'icelle, & aussi en l'Eglise de Nostre-Dame de Josaphat, & autres Eglises en iceluy Royaume da Jherusalem, jusques au nombre de treute. Et de toutes rentes qui nous appartiendroient & devroient appartenir pour cause de iceluy Royaume de Jherusalem, lesquelles seroint où nostre Seigneur énumbea en la glorieuse Vierge MARIE, où il naquit, & autres saints Lieux de pardelà, nous n'avons antention d'en rienz lever, mais voulons que toutes icelles rentes soient converties en fundations & reparations d'Eglises & povres Hospitaulx.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaire en l'Eglise de Nostre-Dame de Pié-de-crote, avec une Messa perpetuelle de mors, qui se dira chacun jour pour nous, & pour la Royne nostre Compaigne.

Item. Diligemment & de tout nostre povoir nous poursuivrons à despens les Canonizations de sainte memoire Pape URBAIN V. de Messire CHARLES jadis Duc de Bretaigne Pere de la Royne nostre Compaigne, & celle de la Femme Saint ELIZEART Conte d'Arian.

Item. Noue voulone funder à Paris un College de Escoliers en Grammaire, en Ars, en Decret, & en Theologie: & sera fundé iceluy College de plus grant rente, que nul autre qui soit à Paris, & voulons que chacune desdites quatre Facultez ait autant d'Escoliers d'un comme d'autre, & que le nombre soit d'autant comme en celuy de Navarre à Paris. Et combien qua au la Faculté de Decret ne ait nuls Escoliers en icelle College de Navarre, toutesfois nous voulons qu'il en y ait en nostredit College, & chacun Estudiant & Maistre en icelle Faculté preigne tant comme ceulx en celle de Theologie, & que les bourses de la Faculté de Decret & de Theologie soient pareilles; & seront iceulx Escoliers de trois Natious, une tierce partie de nostre Royaume de Sicile, l'autre de nos Pays d'Anjou, da Touraine, & du Maine; & l'autre tierce part de nos Contez da Provence & de Forcalquier. Et voulons que aprés nostre trespassement, quiconqua sera Chancelier de nostre Royaume de Sicile, donne la part des Escoliers de Sicile. L'Abbé de la Boissiere donnera ceux de nosdits Pays; & quiconque sera Juge mage da nosditz Contez de Provence & da Forcalquier, donnera ceulx de iceulx Contez. Et outre voulons que tant & tels Officiers ait en iceli College comme en celli de Navarre; & aussi qu'il y ait six Chapellains & six Clers, pour faira & dire chacun jour le Servica Divin, & prendront autant iceulx Chapellains & Clers, comme sont ceulx dudit College de Navarre, & se diront chacun jour en icelle Capelle deux Messes da mors pour le salut de nostre ame, de la Royne nostre Compaigne, & des dessusdits.

Item. A Naples se fundera un solemnel Hospital, ou Maison-Dieu, doüé de six mille florins de rente, pour recevoir & heberger, & charitablement traittier le poures Pellerins & autres, & eulx administrer deument leurs necessitez. Et outre, s'il plaist à Dieu, que nous conquestions le Royaume de Jherusalem, noos voulons y funder un Hospital nouvel, ou y accroistre celuy de Saint Jehan, & retenir bien deuement, & voulons qua la tierce partie de toute la rente qui nous pourroit appartenir d'icelle Cité de Jherusalem, y soit convertie.

Item. Nous voulons que pour l'augmentation du Luminaire, pour reparer l'Eglise de Madame sainte Katherine du Mont de Sinaï, soient envoyez deux milla florins.

Item. Nous transporterons en la Cité d'Angiers l'Abbaye de la Boissiera en l'Hostel qui fut du Sire de Craon, & aux Religieux d'icelle Abbaye achepterons Vignes à porter communs ans deux cens pipes de Vin, & d'autres Terres gaignables, & autres rentes souffisans pour leur vivre, & ferons unir, ou que ce soit unie la Chapelle de nostre Chastel d'Angiers, avecques les rentes d'icelle, & seront celebrées les Messes en ladite Cha-

Anno 1383. Chapelle selon la fondation, & sera fondée icelle Abbaye, l'Abbaye de sainte Croix d'Angiers.

Item. En l'Eglise Cathedrale de sainte Croix d'Orliens, nous voulons que soit fundée une Chapelle en l'honneur de la Croix, en laquelle l'en celebrera chacun jour perpetuellement une Messe pour nous, & pour la Royne nostre Compaigne, nos Enfans, le Pape, & autres dessusdits, & un Anniversaire.

Item. Voulons estre donné douze mille frans, pour faire deux châsses à mettre les precieux corps des Benois Apostres Saint Pierre & Saint Paul, & pour mettra les chiefs d'eulx, selon qu'il semblera plus expedient, se ceux que y fit faire Pape Urbain V. ne estoient gastez.

Item. Nous voulons, que en l'Abbaye de Montescassin soient fundez six Anniversaires & une Messe perpetuelle à dire chacun jour de *Requiem*. Et pareillement à la Maison-Dieu de Nostre-Dame à Paris, pour nous & pour nostredite Compaigne la Royne, & les dessusdits, & faire chacun an solemnellement le jour de nostre obit, & les autres de deux mois en deux mois; & pour ce voulons estre donné à ladite Maison-Dieu trois cens livres de rente, & que le jour que se fera l'Anniversaire, & chascun Vendredy de l'an, la Prieuse d'icelle Maison-Dieu soit tenue de aller dire aprés la Messe aux poures, qu'ils prient Dieu pour nous & pour les dessusdits, & pour la prosperité de nos Successeurs.

Item Nous voulons que chacun an, jusques à huit ans, soient donnez trente mille francs, dont les vint soient distribuez à povres gens de Languedoc, en la fourme & maniere comme dessus, & autres dix en nos Contez de Provence & de Forcalquier.

Item. Nous voulons estre fundé un Anniversaire en l'Eglise Cathedrale de l'Aigle, avec une Messe perpetuelle de mors, qui se dira chacun jour pour nous, & pour la Royne nostre Compaigne, & pour les dessusdits.

Item, voulons semblablement estre fundé un Anniversaire en l'Eglise des Celestins de l'Aigle avec une Messe perpetuelle de mors qui se dira chacun jour, comme dessus est dit; & faire parfaire le moustier avec CC. livres perpetuelles de rente.

Item, en l'Eglise Cathedral de Civit-Real semblablement voulons estre fundé un autre Anniversaire, avec une Messe perpetuelle comme dessus.

Item, nous voulons que toutes les rentes & possessions des Abbayes de la Victoire & d'Escsphat que funda le Roy Charles I. que on trouvera avoir esté alienées, ou qui seroient occupées, soient renduës aux moustiers d'icelles Abbayes, & d'ycelles en nostre vivant recouvrer nous ferons tout povoir.

Item, s'il plaisoit à Dieu que nous acquerissions paisiblement nos Comtez de Provence & de Forcalquier, & que noz facultez souffiroient à l'accomplissement des choses cy-dessous escrites, nous voulons que elles soient incorporées en nostre present Testament & derraine voulenté, & les executer ou faire executer comme les autres de dessus.

Premierement, pour l'accroissement & sustentation des Freres Meneurs en l'Eglise de Saint Loys de Marseille, nous voulons y estre donné DC. livres de rente, & seront tenus de dire dix Messes de *Requiem* chacun jour, desquelles l'une sera à note solemnellement.

Item, nous voulons faire, parfaire & accomplir l'Eglise de Saint Maximin en Provence selon que premierement elle fut commenciée & disposée du Roy Charles II. & avec ce les Maisons dudit lieu nous voulons estre reparées comme il sera necessité, & aussi ce qui conviendra en la Chapelle & Maisons foudées en la Roche en laquelle la glorieuse Magdalenne fit sa penitence.

Item, nous voulons estre fait aucun bel & bon ouvrage en l'Eglise de Sainte Marthe de Tarascon & estre reparé en icelle Eglise comme il sera de necessité & voulons que aucun augmentation de rente y soit faite pour l'accroissement du service.

Item, nous voulons estre fundé en la Ville de Tarascon un Hospital, ouquel seront receus tous poures Nobles, Religieux, gens d'Eglise, & autres qui vondront estre de bonne vie, & soit soutenu au mieulx que l'on poura, & ledit lieu voulons estre renté de M M. livres de rente pour faire & accomplir les choses dessusdites, & ou se audit lieu a de present aucun Hospital, nous voulons qu'il soit accreu de rentes suffisans pour accomplir les choses dessusdites, & sera nommé l'Hospital Sainte Marthe & l'image à l'entrée dudit Hospital en la maniere comme elle reçut en son Hostel nostre Seigneur Jesus-Christ en sillé ou painr, & nous & la Royne nostre Compaigne seront devant à genoux. Anno 1383.

Item. Nous voulons que en l'Eglise de Saint Michiel ou Mont Gargan, soit fundé un Anniversaire pour nous & pour la Royne nostre Compaigne, à faire chacun an perpetuellement le jour de nostre obit, & avec ce soit fundé une Messe de mors, qui sera dite perpetuellement chacun jour pour nous, & aucun Luminaire de cire perpetuel en l'honneur de Monsieur Saint Michiel.

Item Nous voulons que en l'Eglise de Saint Michiel, c'est assavoir ou Mont Saint Michiel en Normandie, soit fundé un Anniversaire pour nous & pour la Royne nostre Compaigne, à faire chacun an perpetuellement le jour de nostre obit; & avec ce soit fundé une Messe de mors, qui sera dite perpetuellement chascun jour pour nous, & aucun Luminaire de cire perpetuel en l'honneur de Monsieur Saint Michiel.

Item. Nous voulons que en l'Eglise de Nostre-Dame de Tombellaine en Normandie prés dudit Mont Saint Michiel, soit fundé un Anniversaire pour nous & pour la Royne nostre Compaigne, à faire chascun an perpetuellement le jour de nostre obit, & avec ce soit fundé une Messe de mors, qui sera dite perpetuellement chascun jour pour nous, & aucun Luminaire de cire perpetuel en l'honneur de Nostre-Dame.

Item Nous voulons estre fundé un Anniversaire pour nous & pour nostredite Compaigne, & pour les dessusdits, en l'Eglise de Nostre-Dame de la Mer, en la fourme & maniere dessus escrite: & outre ce trois Messes perpetuelles, qui se diront chascun jour pour nous; l'une sera de Nostre-Dame, & les autres deux seront des deux Suers à la glorieuse Vierge Marie, qui reposent en icelle Eglise.

Item. Nous voulons que quant aucun grant solemnité sera le jour ouquel nous ordennons Messes de mors, ou autres quelconques à celebrer pour nous, pour la Royne nostre Compaigne, & pour les dessusdits, ou pour autres personnes, comme devant est escrit & exprimé plus pleinement, toutes les Messes qui pour nous devront estre celebrées ce jour, seront de la Feste & solemnité qui sera ledit jour, & pour nous sera dite l'Oraison especiale en chacune Messe, qui pour nous ce jour sera celebrée.

Item. Nous voulons que en toutes les Eglises ou Chapelles qui seront fundées par nous comme dessus, nous & la Royne nostre Compaigne en l'entrée de icelles soiens à genoux devant les Sains ou Saintes, en l'honneur desquels icelles Eglises ou Chapelles seront fundées, & que les images soient entailliées, ou de tres-fines peintures.

Item. Combien que nous teniens & soiens seurs que se Dieu nous appelloit à sa part devant nostredite Compaigne la Royne, elle ne se marieroit point, selon que elle nous a promis & juré, toutesfois se par induction d'aucuns par avanture se remarioit, laquelle chose nous ne pourriens croire, nous ne voulons point que l'accroissement que nous ly avons fait dessus de son Doüaire ly vaille, ne que elle en ait point; & aussi nous ne voudriens pas que en iceluy cas elle eust le gouvernement de nos Enfans, mais nos Conseillers ordonnez cy-aprés.

Item. Comme feu Pape Gregoire XI. fust tenu à nous de soixante-dix mille francs restans de cent mille, que nous doit nostre Saint Pere Pape Clement; & oultre nous ly avons presté quarante mille francs, qui furent baillez à son Chambelian pour le temps que nostredit Saint Pere estoit à Fundes, comme il appert par ses Bulles & Lettres du Chambellan, lesquelles nous avons devers nous, nous voulons que toutes les Sommes dessusdites soient demandées, & que icelles & toutes autres Sommes d'argent qui nous sont dües, soient mises & exposées, premierement pour faire & accomplir les choses dessusdites; & se ce ne souffisoit pour les faire de nostre pooir & selon nostre faculté que Dieu nous donnera, nous parferons ce qui faudra pour les accomplir.

Et pour l'execution de toutes les choses dessusdites, & les faire & accomplir selon nostre desir, nous ordonnons nos Executeurs la Royne nostre Compaigne premiere & principale, tres-Reverend Pere en Dieu Messire Guillaume du titre de saint Vital, nommé le Cardinal de Mende, Pierre d'Avoir Sire de Chasteau-Fromont, Jehan de Bueil, Messire Jehan Evesque du Mans nostre Chancellier, Messire Jehan Evesque d'Alby, Messire Pierre de Thury Evesque de Maillezes, Messire Hauduin de Bueil Evesque d'Angiers nos Conseillers, Pierre de

Anno 1383.

Chevreuse, Guillaume de Mathefeloo l'ainsné, Pierre de Bueil nos Chambellans, Jehan Pellerin Maistre de nostre Hostel, Frere Jehan l'Hermite nostre Confesseur, Maistre Jehan Haussepié, & Maistre Jehan le Begue.

Item. Afin que les choses dessus escrites, que nous voulons & ordonnons de faire en nostre Royaume, aient plus brieve & meilleure execution, laquelle se pourra mieulx faire par ceulx dudit Royaume, que par autres, nous avons ordonné & ordonnons en nos Executeurs les Arcevesques de Naples & de Benevent, nos amez & feaux Collaterals Conseillers Messire Venylay Duc de Benouse, Hugues de Saint Severin Conte de Montaneons, Nicolle d'Allemaigne Conte de Buicine, & Nicolle Spinelle, dit de Naples, Chancellier du Royaume de Sicile; & en Provence Foulque Dagout, Marquis de Corfou, nostre Seneschal de Provence; Raymond Dagout Sire de Saut, Loys de Anduyse Sire de la Voulte, lesquels ne pourront rien faire sans le sceu & consentement de la Royne nostre Compaigne, elle vivant. Et voulons que de tous nosdits Executeurs, quatre ou trois au moins, ésquels nous voulons estre la Royne nostre Compaigne principale, elle vivant, & puis ledit Cardinal, & le Sire de Chasteau-Fromont aprés, puissent vacquer à ladite execution. Et se aucune chose en nostre present Testament étoient trouvées douteuses, sans attendre ne avoir autre jugement, nous voulons & donnons povoir & auctorité aux dessusdiz quatre ou trois de nos Executeurs, desquels nôtredite Compaigne la Royne sera la principale, de declarer tous iceux doubtes, & les interpreter, & ce nous menons en leur discretion & vouloir qu'ils soient creuz. Et ou cas que iceulx Executeurs ne se pourroient accorder de iceulx doubtes, nous donnons à nôtredite Compaigne la Royne pooir & auctorité de toute seule les accorder & de determiner tous iceulx doubtes.

Item, comme nous aiens de nostre tres-cher Seigneur & Frere le Roy Charles, que Dieu absoille, Lettres de quittance avant que nous eussiens nuls Enfans, comment il n'entendoit de prendre ne avoir aucun de nos biens ou cas que Dieu ordonneroit de nostre personne, mais nous & nos Hoirs quittoit purement de toute administration & gouvernement que nous avons eu en son Royaume, de toutes finances que nous auriens eu & reçû en quelque maniere que ce soit jusques au jour de nostre trepassement avec lesquelles Lettres nostre Saint Pere Pape Gregoire a aussi par ses Bulles où sont icelles Lettres incorporées donnée Sentence de escommuniment contre ceulx qui osteroient du nostre oultre dix frans aprés nostre trepassement, ou empescheront nostre Testament & derraine voulenté, soit Rois & autres, & y est nommé expressement le Roy de France, lesquelles Bulles sont triplées, nous voulons que la Royne nostre Compaigne en ait une devers soi & une en nostre Chambre des Comptes à Angiers & les autres demourrent en nostre Chastel d'Angiers, & sont pour ses choses tenir & garder deputez Juges & conservateurs perpetuelz par nostredit Saint Pere quatre Cardinaux, c'est à sçavoir trois Evesques & le Vice-Chancelier.

Nos enim ardenti desiderio affectantes ut supradicta omnia & singula efficaciter & debitè compleantur, præscriptos Executores nostri præsentis Testamenti seu ultimæ voluntatis instituimus, ordinavimus, statuimus & fecimus, instituimus, ordinamus, statuimus & facimus illis melioribus modo & forma quibus de jure possumus eum auctoritate & potestate supradictis; dantes & concedentes ulterius eisdem & aliis ipsorum, prout in articulis de ipsis Executoribus mentionem facientibus latius & seriosius describitur & etiam continetur, quæ omnia in dictis articulis contenta juxta ipsorum seriem volumus tenaciter observari, plenam licentiam, liberam & omnimodam potestatem omnia & singula supradicta in præsenti nostro Instrumento seu ultima voluntate descripta de bonis nostris quibuscumque, ubilibet sistentibus exequendi, adimplendi & etiam exsolvendi.

Ut autem præmissis omnibus & singulis fides valeat plenaria adhiberi per Arnulphum *la Caille* Notarium publicum & Secretarium nostrum infrascriptum præsens publicum Instrumentum fieri & publicari mandavimus & magni nostri Sigilli Regii, quo ante intitulationem nostram Regiam utebamur, jussimus muuimine roborari.

Acta fuerunt hæc in nostra Civitate Tarenti in Domo Archiepiscopali quam nunc inhabitamus juxta Cameram nostram anno Domini MCCCLXXXIII, Indictione VII. juxta dicti nostri Regni Siciliæ consuetudinem, die vicesimo mensis Septembris, præsentibus ad hæc illustri Principe & egregio ac discreto viro Domino Henrico de Britannia Romaniæ Despoto, Fratre nostro carissimo Roberto de Drocis, Consanguineo Moreleto de *Vuissent*, Raymundo de Vallibus, & Polano de Estelant, Cambellanis, Johanne de *Beauveau* Militibus, & Magistro Guillelmo Gualteri Secretario nostris fidelibus dilectis Testibus ad præmissa vocatis specialiter & vocandis.

Anno 1383.

Signé Loys.

Et au dessous est écrit.

Ego Arnulphus *la Caille* Sylvanectensis publicus Apostolica & Imperiali auctoritate Notarius ac præfati Serenissimi Principis & Domini Domini Ludovici Dei gratia Jherusalem & Siciliæ Regis Illustris Secretarius, quia præsentis Testamenti factioni, conditioni, ordinationi, Executorum institutioni, ordinationi, præsentis dationi, & etiam concessioni, præmissisque omnibus & singulis supradictis, dum sic ut omnibus præscribitur, fierent & agerentur per præfatum Serenissimum Principem unà cum prænominatis Testibus præsens interfui, eaque sic fieri vidi & audivi per hoc præsens publicum Instrumentum, licet per alium fideliter scriptum, in hanc publicam formam redegi, hinc me manu propria subscripsi, & in quinque locis signum meum solitum apposui de mandato supradicti Serenissimi Principis unà cum ipsius appensione magni Sigilli quo ante suam institutionem regiam utebatur, in Testimonium præmissorum requisitus.

Et à costé est signé A. la Caille. *Au dessus duquel nom est figurée une Croix, & au dessus deux Clefs en sautoir.*

Et seellé du grand Sceau en cire vermeille, representant un homme à cheval tout armé, tenant une épée de la main droite, & un bouclier de la main gauche, sur lequel est semé de France sans nombre à l'orle d'Anjou, le cheval caparassonné de même avec un lambel.

Tout ce Testament contient trois peaux de parchemin.

CXXXII.

Des Römischen Königs Wenceslai Freyheits-bestättigung Hertzog Leupolden zu Oesterreich, gegeben, daß dessen Unterthanen vor kein frembdes Hoff oder Landgericht geladen und gefordert werden können. Geben Nürnberg an St. Gallentag 1383. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & Chambre à Vienne.] 16. Oct.

C'est-à-dire,

Lettres de Wenceslas *Roi des Romains, par lesquelles il confirme à* Leopold *Duc d'Autriche le Privilege portant que nul Autrichien ne peut, & ne doit être appellé, accusé, & jugé devant un Tribunal étranger, soit Provincial, soit Aulique. A Nuremberg le jour de St. Gal.* 1383.

WIr Wentzlaw von Gots Gnaden Römischer Khunig zu allen Zeiten Merer des Reichs, und Khunig zu Beheim, Bekhennen, und thun kunde offenlich mit disem Brieffe allen den, die In sehen, oder hören lesen, Alß der Hochgeborn Leupolt, Hertzog zu Oesterreich &c: Unnser lieber Oheim und Fürste, von unsern Vordern an dem Reiche, Römischen Kaysern und Khunigen, unnd uns sollich Gnad und Freyheit herbracht hat, daß man sein Dienner und die In angehörendt, in welchem Wesen die sind, Clöster, oder Pfaffen und darzu all sein Burger, aigen Leut, Vogt-Leut und Underthan, und auch derselben siner Underthan, Burger, aigen Leut, Vogt-Leut und Underthan auf kain Landts-Gericht, noch Hof-Gericht, nicht geladen, noch gevordern mag, nach laute siner Brieve, die Er von unns, und unsern Vorfarn, darüber hat, Also maynen und wellen wir, daß der Egenant Leupoldt, bey den vorgenandten Gnaden, und Freyheiten beleiben solle, und daß Im, noch allen den seinen, als vorgeschriben steet, die von yemandt mügen oder sollen gekrenkht oder darwieder beschwert werden in kain weiß, vor allen Landgerichten, die von alter herkomen sind, und sonderlich von Hofgerichten, die von newen dingen aufgesatzt wurden, als die von Zurich vor dem Chor daselbs zu Zurich aines gemacht habent, und wurden darüber yemandt der seynen, oder die den seinen zugehörend, als oben verbindet ist, geechtet, und mit Landtgerichten überzogen, das soll kein krafft haben, und genßlich nicht seyn, wann wir die vernichtet haben, und vernichten und gepieten darumb allen Fürsten, Gaistlichen, und Weltlichen, Graven, Freyherren, Dienstleuten, Rittern, Knechten, Steten,

ANNO 1383. ten/Gemainden/ und allen andern/ unsern und des Reichs lieben getreuen und underthanen/ daß Sy den vorgenanten unsern Oheim Hertzog Leupolden/ und all ander abgeschrieben/ bey den vorgenandten Gnaden ungehindert beleiben lassen/ bey verlust der peen/ die in der vorgenandten unserer Vorfarn an dem Reiche/ Römischen Käysern Brieve ist begriffen/ die Er über dise abgeschriebne Sach hat/ Mit Urkund diß Briefs versigelt mit unser Königlichen Majestat Insigel/ der geben ist zu Nuremberg/ nach Christi Geburd/ dreyzehenhundert Jar/ darnach in dem drey und achtzigsten Jar/ an Sanct Gallen tag/ unserer Reiche des Behemischen in dem ain und zwaintzigsten und des Römischen in dem achten Jarn.

CXXXIII.

17. Oct. Graf Heinrichs von Schawenberg Recognitions-Brieff/ daß Er alles was Er vom Bisthum Passau zu Lehen gehabt/ unter andern die Vesten und Schlösse zu Schowmberg/ zu Stauffen/ zum Newnhaus/ und zu Eferdingen/ nach der zwischen Hertzog Otten zu Oesterreich und ihme getroffenen theidigung/ dem Bischoffen zu Passau Johannsen aufgegeben; Von diesem sey Hertzog damit belehnet worden/ und dieser Hertzog habe sie Ihme alsdann wieder verliehen. Geben zu Lyntz an Sambstag/ nach St. Gallentag 1383. [Pièce tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Lettres de HENRI *Comte de Schawenberg, par lesquelles il reconnoit, qu'en conséquence du Traité fait entre* OTTON *Duc d'Autriche & lui, il avoit remis à* JEAN *Evêque de Passau, tout ce qu'il tenoit de son Eglise, entr'autres les Châteaux de* Schowmberg, Stouffen, Newnhauß, & Eferdingen; *lequel en avoit d'abord investi ledit Duc, après quoi il les a de nouveau reçus de lui en Fief. A Lintz le Samedi après la St. Gall* 1383.

WIr Graf Heinrich von Schawenberg/ Bechennen mit dem Brief für uns/ und all unser Erben und Nachkomen ewichlich/ umb die Vesten und Gesloß ze Schawenberg ze Stauffen zem Newnhauß und zu Eferdingen mit sampt aller ir zugehörung/ die uns her unser Lehen gewesen sind/ von dem Bystum ze Passow/ oder was wir van demselben Bistum zr Lehen gehabt haben/ wa das gelegen oder wie es genant sey/ nichts ausgenomen/ daß wir dieselben Lehen alle/ nach redlichen tandingen/ die zwischen unsern lieben Gnedigen Herrn dem durchleuchtigsten Fürsten Hertzog Albrechten Hertzogen ze Oesterreich rc. und uns geschehen sind/ aufgeben haben/ dem Erwirdigen Fürsten und Hern Hern Johansen Bischofen ze Passaw und seinem Capitel/ und die gebetten/ das si die verleihen/ dem egenanten unserm Herrn Hertzog Albrecht/ und allen seinen Erben und Nachkomen/ die auch das getan habend/ nach Laut der Briefen/ die sie darüber habend gegeben. Darnach haben wir dieselben Lehen von dem jetzgenanten unserm gnedigen Herren Hertzog Albrecht zu Lehen emphangen/ und emphahen auch die mit dem Brief. Also/ das wir und all unser Erben und Nachkomen die von demselben unserm Herrn dem Hertzogen und von allen seinen Erben und Nachkomen/ und von seinem Fürstentum ze Osterreich wellen und sullen zu rechten Lehen haben und erchennen ewiclich/ als Lehensrecht ist/ und des Landes Recht zu Oesterreich/ und auch in aller Weiß/ als wir all unser Habe von In zu Lehen haben. Mit Urchund diß Briefs/ versigelt mit unserm anhangenden Insigel/ der geben ist ze Lyntz an Sametztag nach Sand Gallentag nach Krists gebürd dreutzehenhundert Jar/ darnach in dem dreu und achtzigsten Jare.

CXXXIV.

1383/1384. 26. Janv. *Traité de Trêves pour six mois, conclu entre* CHARLES VI. *Roi de France &* RICHARD II. *Roi d'Angleterre. Donné à Lenlynghem le* 26. *Janvier* 1383. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 418.]

JOHAN, par la grace de Dieu, *Roi de Castille & de Leon* Duc de Lancastre & Lieutenant *de Monsieur le Roi* es parties de Picardie, pur le fait du Treitee de Paix entre Luy & son *Adversaire de France*, *Henry Conte de Derby*, *J. Evesque de Herford*, *Johan Holand*, *William de Beauchamp*, *Thomas Percy*, *Johan Marmyon*, *Wauter Skirlawe*, & *Johan de Shepeye*, ANNO 1383/1384.

Commys & Deputez, depar mon dit Seignur le Roi, pur le dit fait du Treitee,

Aiantz, entre les autres choses, depar Luy, plein Poair, Auctorite, & Mandement especial, de prendre & affermer toute manere de Trieus, generalx, ou particulers, entre Lui & son dit Adversaire, ainsi que par ses Lettres, seallees de son grant Seal, a nous baillees, poet apparoir plus a plain, & des quelles Lettres la tenour s'ensuit,

LE Roy, a tous ceux, qi cestes Lettres, verront ou orront, Saluz.

Savoir vous faisons que,

Come Nous,

A l'onur & reverence de Dieu, desiderantz nostre Poeple mettre en Pees & en Tranquillitee, & eschuler l'effusion du Sank Cristien, & les tresgrantz malz, que sont avenuz & purront avenir, par les Guerres, que sont meues & continuees parentre Nous & nostre *Adversaire de France*,

Sumes enclinez & assentuz au Tretee de bone Pees & Accord parentre Nous & nostre dit Adversaire,

Et, par celle encheson, envoions, de present, devers nostre Ville de Caleys, & les parties de Picardie,

Pur y assembler & treter ovesque les Messages & Deputez de nostre dit Adversaire,

Nostre treschere Uncle *Johan Roy de Castelle & de Lion* Duc de Lancastre: nostre treschere Cousyn *Henri Conte de Derby*: l'onurable Piere en Dieu *l'Evesque de Hereford*: nostre treschere Frere *Johan Holand*: noz trescheres Cousins, *William de Beauchamp*, & *Thomas Percy*: noz trescheres & foialx, *Johan Sire de Cobeham*, *Johan Marmyon*. & *Johan Devereux*, Banerettz: noz amez Clers, Meistre *Wauter Skirlawe* Doctour en Decrez & Gardein de nostre Prive Seal, & Meistre *Johan Shepeye* Dean de l'Eglise de Nicole Doctour en Leys; &, nostre chere & foial, *Johan Philipot* Chivaler,

As queux, unze, dys, neof, oyt, sept, sys, cynk, quatre, troys, & deux de eux (des queux volons que nostre *dit Uncle soit un*) Nous avons donez & commys, donons & commettons, par cestes presentz, plein & franche Poair, Auctorite, & Mandement especial de treter, ovesque les ditz Messages & Deputez de nostre dit Adversaire, eiantz a ce plein & sufficiant Poair & Maudement, des Trieves & Abstinences de Guerre, generales, ou particuleres, & par tanr de temps, come ils porront entre acorder,

Et de mesmes les Trieves ou abstinences bones, loiales, & seures grantier, accorder, ottroier, & fermer entre Nous, noz Roialmes, Subgiez, Allies, Amys, & Adherentz d'une part, & nostre dit Adversaire, ses Subgiz, Alliez, Amys, & Adherentz d'autre part, & jusques a tiel temps & terme, & par la forme & manere, que a noz ditz Messages bon semblera,

Et de les dites Treves ou abstinences asseurer par foy & par serement, a doner en l'alme de nous, & de ottroier & doner sur ce, & les dependences d'ycelle, toutes maneres de caucions, seuretees, promessees, obligacions, & Lettres seallez, tantz & tieliez enme mestier serra en tieu cas, les quelos nous volons avoir tiel effect, vigour, & fermetee come si Nous les eussiens donez & fait en nostre propre Persone,

Et aussi de doner, ordener, & constituer, pur nostre partie, Conservatours des ditz Trieves ou Abstinences, tantz & tieux come mester serre, oue pleine poair de les faire redrescer & reparer duement, si riens y soit attemptez (que Dieu defende) par nostre Partie, encontre les dites Trieves ou Abstinences,

Et generalment de faire, pur Nous & en nostre noun, toutes autres choses que as dites Trieves ou Abstinences de Guerre serront ou purront estre expedientes & covenables, combien que celles en requierent Mandement pluis especial;

Promettantz, en bone foy, avoir agreable, & tenir ferm & estable toute ce que par noz ditz Messages, unze, dys, neof, oyt, sept, sys, cynk, quatre, troys, ou deux de eux (de queux volons que nostre *dit Uncle soit un*) serra fait, tretee, accorde, promys, & covenantes en ceste partie.

En Tesmoignance de quele chose as cestes nos Lettres Patentz nous avons fait mettre nostre Grant Seal.

ANNO 1383. 1384.

Don. a nostre Paloys de *Westm*. le quart jour de Novembre, l'An du grace Mille, troiscentz, quatervintz, & tierce, & de noz Regnes septisme.

Per ipsum Regem & Concilium in Parliamento.

A Touz celx, qi ces Lettres verront, Salutz.

Come, pur & a cause du dit Treitee, Nous aiens este assemblez, par plusieurs journees, entre Boloigne & Caleys, avec nostre Cousin *le Duc de Berry*, & les autres Gentz & Messages du dit Adversaire, & pur venir au bone Paix & Acord, a plesir de nostre Seignur, eient plusieurs choses esteez purparlees & avisecz d'une coste & d'autre, &, pur entretenir & continuer le dit Treitee, certeine journee ad este prise pur reassembler d'une partie & d'autre,

Savoir faisons que, d'une commune acorde & consentement, de Nous & de nostre dit Cousyn de Berry & autres desusditz, Nous avons pris & acordez, parnons & acordons, par ces presentes, avec nostre dit Cousin, par vertue du Poair, a Nous & autres, esteantz ovec nous, donez sur ce par mon dit Seignur, bones & loiales Trieves, Seurtees, & Abstinences de Guerre particulers, pur le dit Monsieur le Roi,

Et en toute la Paix & Langue de *Picardie*,

Et en toute la Paix *de Flandres*,

Purveu que les Habitantz *de Gand* & *de Audenard* serront & demuront en l'estat, ou ils sont a present, jusqes a quinze jours proschein venantz & entresuantz, deins les queles, par nous & nostre dit Cousyn de Berry, en serra autrement ordeinez,

Es Paiis *de Normandie*, *de Bretaigne*, *Berry*, *Auvergne*, *Poitou*, *Burgoign*, *Burboigneys*, *Lymosin*, & en tout *Guyen* & *Gascoign*,

Par Terre, pur les Subgitz, Amys, Alliez, & Adherentz d'une part & d'autre,

Et auxi par tout la Meer des Subgitz de mon dit Seignur,

Et serront les dites Trieves criees de *l'Escluses* jusqes *a Bayon*, par toutes les Havenes,

A commencier icelles Trieves, Seurtees, & Abstinences, es Terres & Paiz desusdites, as jours q'ensuent (c'estassavoir)

En toute la Langue & Paix *de Picardie*, & en dite Paiis *de Flandres*, le second jour de Feverer prochein venant,

En Normandie l'oytisme jour du dit Moys,

En Bretaigne, par Terre, & par Meer, & en tant que touche celz *de Brest*, le quinzisme jour du dit Moys,

Et, quant a la partie opposite d'Engleterre, le vint & tierz jour de celui Moys,

En Berry, *Auvergne*, *Poitou*, *Burgoigne*, *Burboigneys*, *Lymosin*, & *en Guyen*, *Gascoigne*, & en la *Seneschalcie de Tholouse* (hors le Paix *d'Albigeis* & les *Seneschalciees de Cortassanem* & *de Beaucaire*) le quinzisme jour du Moys de Marz prochein venant,

Et, par Meer, *de l'Escluse* jusqes a *Seint Malowe*, le quinzisme jour du dit Moys de Feverer.

Et *de Seint Malowe* jusqes *a la Rochelle*, & *de la Rochelle* jusqes *a Burdeaulx* & *Baionne*, le dit quinzisme jour du Moys de Marz desusdit,

Et dureront ycelles Trieves & Abstinences jusqes au primer jour d'Octobre, prochein venant, Solail levant:

Et avons promys & jurez, sur les Saintz Evangelies de Dieu, promettons & jurons, loialment & en bone foy, par ces presentes, en l'alme de mon dit Seignur, & par vertue du Poair a nous donee depar lui, tenir & garder, & fere tenir & garder, bon & loialment, les dites Trieves & Abstinences, es Lieux & Paiis desus nomez, le dit temps durant (c'estassavoir)

Par Terre, par les Gentz, Subgiz, Aliez, & Benvoillantz de mon dit Seignur le Roy, & par tout, en la Meer, par ses Subgiz tant soulement come dit est,

Sanz fere ou soeffrir estre faite aucune chose au contraire,

Mes durantz ycelles Trieves, Seurtees, & Abstinences, cesseront generalment toutes prises de Prisoners, de Forteresses, & d'autres Bons, ou Lieux queconqes,

Demolacions de Mesons,

Abatementz d'Arbres portantz Fruitz,

Touz Arsins, Pelleties, Robberies,

Et ne serront ascuns Chastelz, Villes, ou Forteresses assaillez, ou combateuz, eschelez, ou emblez, d'une coste ne d'autre, es Terres, Paiis & Lieux desus ditz, soit souz cause ou colour de marque, reprisaille, caucions, promesses, obligacions, ou par autre manere queconqes,

Et, si ascune Parsone, Bons, ou Lieux estoient prisez, ou ascune chose attemptee contre les dites Trieves, Seurtees, & Abstinences, par queconque manere que se fenst, Monsieur le Roy le serra rendre, restituer, & reparer sanz nulle defaute:

Et auxi avons acordez & acordons que touz les rancons & patiz, que sont faitz & ont cours a present, tant d'une partie come d'autre, serront & purront estre levez par les Gentz d'une coste & d'autre, pendant le temps des dites Trieves, sanz buter feu, ne tuer homme, en cas que celx, que les ont acordiez, soient refusantz de les paier, saoz ce q'ils puissent lesditz rancons ou patiz croistre ne augmenter, ou fere novelles, mes q'ils demuront en manere come ils sont a present:

Et semblement est acordez & acordons que chescun des Gentz & Subgiz, d'una coste & d'autre, que tiegnont ascunes Forteresses, les uns entre les autres purront achatre Vivres, pur leur argent, sur la Territoire d'autrui, durant le temps desusdit soulement, cessantz toute fraude & male engin:

Et ne serra ascun Fort faite, ne de novelle enforcee, par les Gentz & Subgiz de mon dit Seignur, en terreure de l'obeissance du dit Adversaire:

Et si aucuns, qi tiegnont ascunes Forteresses, de queles ils ont fait Guerre, robberies, & pilleries, sanz ce q'ils se soient avouez, par avant la Date de ces presentes, eux estre de l'obeissance du dit Adversaire, ils ne serront point compris en ces presentes Trieves:

Et si purront marchander les Subgiz, d'une coste & d'autre, les uns ovec les autres, par Terre, de Marchandises lisibles, & non defenduz; come armures & autres choses defenduz en temps de Guerre:

Ne ne purra nul, des Subgiz du dit Adversaire, porter damage ne faire Guerre en ascuns des Portz, n'en la Costere & Roialme d'Engleterre, par Terre, ne par Meer, & par especial en les Paiis de *Cornewaille*, *Devenshire*, *Hampshire*, *Sussex*, *Kent*, *Essex*, & par tout *l'Isle de Wight*; Et, si aucuns, de la partie des Alliez dudit Adversaire, fasoient Guerre, sur la Meer, a mon dit Seignur, ou a ses Subgiz, & ils se veullent ascune foiz retraire ou eux refresher es Ports de l'obeissance du dit Adversaire, s'ils avoient ascunes choses gaignez ou conquisez sur celx de la partie de mon dit Seignur es ditz Portz, ils les purront rendre, & auxi elz retraire s'ils estoient chacez de la partie de mon dit Seignur; mes s'ils voleient demurer & sojourner es ditz Portz, & d'illoeqes partir pur fere Guerre & porter damage a celx de la partie de Monsieur susdit, & apres retourner es ditz Portz, en ce cas ils ne serront receitez, eidez, ne confortez en ascun manere:

Et auxi avons acordez si ascun Vessel ou Vesseux, de l'obeissance de mon dit Seignur, viegne ou viegnont marchandement, par force de tempeste, ou par faute de Vitaille, en ascun des Portz ou Havenes de l'obeissance du dit Adversaire, & q'ils eient mys l'Ancre, q'ils de lors em puissent salvement demurer tanque ils averont busoigne, sans estre mesfait ascunment par ascuns des Subgiz, Amys, Alliez, ou Adherentz du dit Adversaire:

Et touz les choses desusdites, & chescune d'ycelles, quant attient a la partie de mon dit Seignur, fere, tenir, garder, & acomplir, de nostre loial poair, Nous promettons & jurons en nostre propre & prive noun, sur les Seintz Evangelies de Dieu, sanz fraude ou mal engin:

Et auxi avons ottroie & acorde, ottroions & acordons par ces presentes, que par ascun mesfait, attemptat, ou enterprise, si ascuns entrevenoient (que Dieu ne voille) contre les choses desusdites, ou ascune d'ycelles, pur ce ne serront ou purront estre tenues les dites Trieves, Seurtees, & Abstinences enfrauntes ou rumpues; mes demureront, toutz jours, en lour force & vertue, le dit temps durant;

Et serront reparer toutes les attemptates & mesfaires, & remettre en estat due, si ascuns estoient faitz au contraire, par les Conservatours des dites Trieves, Seurtees, & Abstinences; les queux Nous nomons & elisons,

Pur les parties *de Picardie* & *de Flandres*, Monsieur *Guilliam de Beauchamp* Capitein de Caleys, Monsieur *Johan Drayton* Capitein de Guynes, & Monsieur *Esmon de la Pole*, Chivalers,

Pur les parties *de Normandie*, Monsieur *William de Wyndesore*, & ses Deputez pur le temps esteantz,

Pur les parties *de Bretaigne*, Monsieur *Thomas Percy* Chivaler, *Johan Norbury*, *Richard Fodryngay*, & *Robert Bukton*,

Pur les parties *de Guyen*, *le Seneschal de Guyen*, *le Captal de Buche*, *le Sire de Lesparre*, *le Sire de Mucidan*, *le Sire de Duras*, Monsieur *Johan de Pomers* Seneschal de Landes, & *le Maire de Bardeux*,

ANNO 1383. 1384.

En

Anno 1383. – 1384. En les Païs susdites, si bien par Meer, come par Terre, & chescun de eux en lour Parties,

En Tesmoignance de ces presentes Nous avons fait mettre noz Seals.

Don. a *Leulynghem* le XXVI. jour de Janver l'An de grace Mille trois centz quatervingtz & tiers.

CXXXV.

1384. 16. Juill. Verzicht-Brief Ruprechts des Aeltern Pfaltzgraffen bey Rhein auf die ihm wehrenden Kriege von der Stadt Speyer zugefügte Schaden und Geschicht. Geben zu Heidelberg feria Sexta post divisionem Apostolorum 1384. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. II. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 15.]

C'est-à-dire,

Renonciation de Robert *l'aîné, Comte Palatin du Rhyn, à toutes ses prétentions sur la Ville de* Spire *au sujet des Dommages qu'elle lui avoit causez. A Heidelberg la sixième Ferie après la séparation des Saints Apôtres.* 1384.

Wir Ruprecht der Aelter Pfaltzgrafe bey Rheyn / des heil. Römischen Reichs Obrister Truchses und Hertzog in Beyern / bekennen offenbar mit disem Brieff / daß wir mit den Erbarn / weisen Leuten Burgermeister und Rath der Stadt Speyer / umb alle die Schaden und Geschicht / die Uns und den Unsern von ihnen / ihren Bürgern / Dienern und den ihren in dem Kriege / die wir hatten mit den Stifften von Maintz und von Speyer / geschehen und wiederfahren seynd / gütlich und freundlich überkommen / gericht und geschlicht seynd / und haben darumb auf die voregen Schaden und Geschicht / es sey umb Brand und Name / oder wie die gewesen und ergangen seynd / lauterlich und gäntzlich verziehen / und verzihen darauf ellecklich und ewiglich an diesem Brieff / also / daß wir und Unsere Erben / noch die Unsern / denen die Schaden und Geschicht widerfahren seynd / darum an die Stadt von Speyer / ihre Burger und Nachkommen nimmer kein Anspruch / Forderung noch Ahung gehaben sollen / noch jemand anderst von unsertwegen / weder mit Gericht / noch ohne Gericht / heimlich noch offentlich in keine Weise / ohn alle Geferde. Urkund diß Brieffs / versiegelt mit Unserm anhangenden Insiegel. Datum Heidelberg feria tertia post divisionis Apostol. Anno M. CCC. LXXXIV.

CXXXVI.

26. Juill. Verbundnuß zwischen dem Hochwürdigen Fürsten Rudolph des Heyl. Röml. Reichs in Teutschen Landen Ertz-Cantzlern / Rupert dem alten Pfaltzgraffen bey Rhein / Bernhard Bischoffen zu Würtzburg / Lupolt Hertzogen zu Oesterreich / Fridrich Burggrafen zu Nürnberg und Eberharde Grafen zu Würtemberg eines / dann denen Schwäbisch-Rheinischen / und anderen Frey und Reichs-Städten andern Theils / auff heissen Wenceslai des Römischen Kenigs zu Handhabung des Landfridens und reciprocirlicher assistenz bis auf das Pfingst-Fest und darnach bis auff nechste 3. Jahr. Geschlossen zu Haidelberg Dienstags nach Jacobi 1384. [Joh. Philipp. Datt, Volumen rerum German. novum. Libr. I. Cap. VIII. pag. 55. §. 21. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. VIII. von Reichs-Städten in gemein pag. 35.]

C'est-à-dire,

Confederation entre Rodolphe *Archi-Chancelier du St. Empire en Allemagne,* Robert *l'aîné Comte Palatin du Rhyn,* Bernard *Evêque de Wurtzbourg,* Leopold *Duc d'Autriche,* Frederic *Burggrave de Nuremberg, &* Eberard *Comte de Wirtemberg, d'une part, & les* Villes *Libres & Imperiales de* Suabe *& du* Rhyn, *Confederées, d'autre part, par Commandement de l'Empereur* Wenceslas *pour le maintien de la Paix publique & pour leur Défense & assistance mutuelle, jusqu'à la Pentecôte prochaine, & trois ans après. A Heidelberg le Mardi après la St. Jaques* 1384. Anno 1384.

Wir die Burgermeister / Rate und Burger gemeinlich der Stette Meintze / Straßburg und Franckenfort / für unß und alle andre Sten en dem Ryne / in Elsaß und in der Wedderawe die den Bund mit unß haltent / uf dem Rine: und och wir / die Burgermeister / Rate / und alle Burger gemeinlich / der Stätt Augspurg / Nürenberg und Ulm / für unß und alle andere Sten / in Obern und Nidern Swaben / an dem Ryne / in Francken und ze Payern / die den Bund mit unß halten in Swaben / bekennen offenlich mit diesem Brief / und tun kunt allen den / die in sehent / oder hörent lesen / daß der Allerdurchluchtigoste Fürst und Herr / Her Wenslaw von Gots Gnaden Romischer Kunig ze Beheim / unser lieber gnediger Herre / zwischen den Erwürdigen und Hochgebohrnen Fürsten und Herrn / Herrn Rudolff / deß heiligen Romischen Richs in tutschen Landen Ertz-Canzler / Herr Rupert dem alten / von Gots Gnaden Phallentzgrave bi Ryne / des heiligen Romischen Richs Obrosten Truchsäß und Herzog in Payern / Herrn Bernhart Bischoff zu Wurtzburg / Herrn Lupolt von Gots Gnaden Herzog ze Osterreich / ze Stier / ze Kernden und ze Krän / Graf ze Tyrol / Herrn Friderich Burgraff ze Nurenberg Herrn Eberhart Grauff ze Wurtenberg / und ouch allen andern Kurfürsten und Fürsten / gaistlichen und weltlichen / Grauffen / Herrn / Dienstluten / Rittern und Knechten und Steten / wie die genant sint / die sich zu demselben unserm gnadigen Herrn / dem Romischen Kunig veraynget habent: und ouch zwischen uns vorgenanten Steten und allen den / die mit uns verbunden sint / wie die genant sint ain fruntlich Stallung gemachet und gefaßt hant / die bestan und beliben sol / hinnan / biß uff die hailigen Pfingstage / die schierost koment / und darnauch die nechsten drey gantze Jar / die nauch ainander volgend / und dieselb Stallung sol in den Landen / Begriffen / und Kraißen / als die hienauch begriffen und benennet sint von beyden Syten getrulich gehalten / gelaist und volfurt werden ane alle Geverde. By dem Ersten: war es Sach / das jeman von den vorgenanten Fürsten und Herrn / oder die in zuversprechen stend / es waren Herrn / Ritter oder Knecht / oder Sten / oder wer die sint / die yezo in ir Beraynung bi in sint / oder noch furo ze in koment / angegriffen oder beschadiget wurden / uff Wasser oder uff Lande / mit Raub / mit Mort / mit Brande oder mit unrechtem Widersagen / daß den wir vorgenante Sten und wer zu uns gehorrt / in darzu getrulich beraten und beholffen sullen sin / als bald wir oder die unsern des innen oder gewar wurden / oder von In oder von den den der Schade widerfarn und geschehen war / oder von ymman anders von iren wegen darumbe gemant werdent / zu frischer Getat / mit nauchylen / mit zuschreyen / und mit allen andern Sachen / die darzu gehörent / nauch allen irem besten von ainem Mittentag bis an dem andern / gelicher Wiß / als ob unß daselb angieng und auch uns selber widerfarn und geschehen wär / ane alle Geverde. War es aber Sache / das solich geschicht / und Angriff also gestalt und geschaffen wären / das sie ze frischer Getat mi erobert / noch ußgetragen mochten noch fullten werden / so sullen der oder die / den sollicher Schade widerfarn und geschehen ist / die Sach dringen mit Klag an den oder die Fürsten oder Herrn der Diener oder Burger er ist oder den er zuversprachen stat: oder ob das ainen Fürsten oder Herrn selder angieng: Bekennet sich den ain Fürst uf sin Furstliche Truwe und Ere / ain Grauff oder ain ander Herre uff sinen Ayde / das im oder den Synen / als da vorgeschriben stat an den vorgenanten vier Stucken oder mer unrecht beschehen sie / so sullen und mügent dieselben Fürsten und Herrn / von welcher Partye die waren / uns vorgenanten Stette / welich den dem Angriff und Geschihte allernegste gesessen und gelegen sint / es sye die Partye der Stett von dem Ryne / oder die Partye der Stett in Swaben / darumb zu sprechen und umb Hilff manen / und sullen wir danne den vorgenanten Fürsten und Herrn yeglichs Party under uns / welches denn under uns ermanet wurde / wir baide Partye oder das ain yeglichs besunder under uns in fünfzig mit Spiessen ze Roß erbar und wol erzugeter Lute ane Geverde schicken und bestellen / und die auch nauch derselben ir Ermanunge / in den nechsten vierzehen Tagen von Huse ußriten / und ouch fürderlich vollenten fullent an die Sten / die uns denne von in benennet und verurkundet werden ane alle Geverde; Und sullen ouch dis tun uff unser aigen Kost / Schaden und verlust / alß lang / bis das solicher Schade wider abgeleit und widerkert wirt / ane alle Geverde. Doch also / was die vorgenante Fürsten und Herrn / oder die zu in gehorent / alß vorgeschriben stat / ußgetragen und gerechtvertigen mügent mit Hilf der fünfzig Spieß von der Partie der Sten under uns / die der Sach und Geschihte aller nehste gesessen wären / und ouch mit den fünfzig Spiessen / die dieselben Fürsten und Herrn / die genant heten / selber dabi haben sullen / das sy dann der ander Partye under uns vorgenanten Stetten / umb die Hilf der andern fünffzig Spieß nit manen / noch darumbe zusprechen suln: Es wer danne Sach / das sie sich bekanten / ain Fürste bi sinen Fürstlichen Truwen und Eren: ain Graf oder ain ander Herre uf sinen Ayde / als vorgeschriben stat / das sy der dazu notturfftig

wurden

Anno 1384.

wurden oder wären ane alle Geverde. War es über Sach/ das man von solicher Geschihe wegen/ mit der Zale des obgenanten Volckes ze Velde ligent wurde/ und das den dasselbe Volcke uf dem Velde besorget wurde/ das man sy abtriben oder überfallen wolte/ so sullen den dasselbe Volcke der vorgenanten Fürsten und Herrn/ oder die zu in gehorent als vorgeschriben staut/ dry Schidman von ir Partye darzu beschaiden und geben/ und nach unser vorgenante Stett Volckt/ das bi in uf dem Velde ist/ auch dry Schiedmann dorzu beschaiden und geben/ und bekennent sich den dieselben Sechs oder der mertayl under in uf ir Ayde/ das sie mer Volckes zu sollechen Sachen bedurffent und notturftig sin/ das sullen sie danne uns vorgenanten Stetten und ouch den egenanten Fürsten und Herren verkünden/ so sullen wir danne dieselben vorgenanten Stet von unsern Partyen an dem Ryne und von Swaben hundert mit-Glenen zu unsern ersten hundert mit-Glenen/ und ouch die vorgenanten Fürsten und Herrn von ir Partye ouch hundert mit-Glenen dazu schicken und senden unverzogenlich und ane alle Geverde. Und war es das der vorgenanten Fürsten und Herrn/ von welcher Partyen die waren/ mit derselben Hilff/ so die Manunge ir wäe und von iren wegen dannen gieng/ ihr Sloß oder Gefanguer gewunnen/ mit denselben Slaßen und Gefangenen mugen sie gefarn und tun/ wie sie wellen/ ane unser und der Unsern Irreung und Widerrede/ also doch das si versorgen sullen/ so si beste mügen/ ane Geverde/ das uns vorgenanten Stetten/ noch den Unsern gemainlichen noch besunder/ als vorgeschriben stat/ dehain Schade davon niet ufferstande/ noch widersare ane alle Geverde. Item und wanne wir vorgenante Stett der Partye uf dem Ryne oder ze Swaben/ von den vorgenanten Fürsten und Herrn/ gemant werden/ E das wir In innb Hilff zugesprochen heten/ so sullen wir In das vorgenant unser Volcke schicken/ und senden/ wie doch das wär/ das wir selber uff dieselben Zit ze schaffen heten. Also das unt Nimen die erste Manung vorgan sol. Wär es aber Sach/ das dehain solich Schloß oder Stat/ die der vorgenanten Fürsten und Herrn/ mit unser Hilff unnde die vorgeschriben Sache also besitzen oder bestellen sollent oder mußend von den vorgenanten Fürsten oder Herrn oder von den di jetzo by in sint/ oder noch fürbaß zu in koment/ von ir ainem oder mer ze lehen rüeren/ oder von In versetzt oder verphandet wären/ oder ir offen Schloß wären/ so mügen der oder dieselben die oder den das also angieng/ solichen Roub und Schaden alß darauß oder darinn beschehen wär/ richten/ bekern und bezaln/ nauch Erkantnis des oder der/ den solicher Schaden widerfarn und geschehen wär/ den si kuntlich machen und bewisen sullen/ wie des oder der Fürsten oder Herrn/ oder der Stette/ oder Stat Rate/ dem der Beschadiget zugehörer/ Burger ist/ oder zu versprechent staut/ wisent uf ir Ayde/ das der den Schaden kuntlich machen und bewisen sulle/ das sol er tun und dabi beliben. Ware aber der Beschedigot ein Frömbder Man/ so sol des Fürsten oder Herrn Rate/ in des Landen und Gebieten das geschahe/ oder der Stett oder Stat Rate/ die des ersten darumbe angerufft wurden/ uf ir Ayde erkennen/ wie er den Schaden kuntlich machen und bewisen sulle/ E das man für die Schloß gezogen wäre/ und das Schloß damit danne an sich nemen/ also doch das er den andern Steten und ouch Fürsten/ Grauffen/ Herrn/ Ritter und ouch Knechten von bayden Partyen gut Sicherheit darüe tun sol/ das in Ziten diser Verainung in dornß noch darin kain Schade mer beschehe. Wär es aber/ das nit beschehe/ noch vollendet wurde/ E das man ze Velde gezogen wär/ so sol man ouch den vollefarn und ziehen und zu den Sachen griffen und tun/ als vorgeschriben stat ane alle Geverde. Item wär es auch/ das yeman angegriffen wurde/ von verbriefter Schulde wegen/ oder von unlogenbarer Gülte wegen/ oder von Hubgelt/ Vogtrecht/ Stat oder Zinses wegen/ dan sol nicht Roub haißen noch sin/ und sol ouch doruff nit gemant werden; doch das die die von solicher Sach wegen angriffent/ mit denselben Phanden phantlich sullent gefarn/ ane alle Geverde. Geschehen auch solich Angriff uff den Strossen/ an Köfflüten/ an Gesten/ an Landfarern/ an Bylgrin oder an andern gaistlichen oder weltlichen Lüten/ uff Waßer oder uf dem Lande/ so sulnt die vorgenanten Fürsten und Herrn und die by in sint/ dee dem Angriff aller nehst und beste gesessen und gelegen sint/ oder in des Landen und Gebieten das geschehen war/ und ouch wir die vorgenanten Stett/ welches Tayl under uns den des ersten erindert/ oder von dem oder den/ den solicher Schade widersarn wär/ oder von jeman anders von iren wegen darumbe angeruft oder ermant wurde/ ze frischer Getaut dorzu griffen und tun/ als vorgeschriben stat. Mochte aber das zu frischer Getaut nit ußgetragen werden/ so suln die vorgenanten Fürsten und Herrn und ouch jeglichs Partye under uns den vorgenanten Steten/ welches Tayl den des ersten darumbe angeruft oder ermant wurde/ oder in des Fürsten und Herrn Landen und Gebieten das geschehen wär/ die andern Partye darumbe manen und umb Hilff zusprechen/ und dieselb Hilff ouch den unverzogenlich darzu beschehen sol: in aller der Maße/ als vorgeschriben stat ane alle Geverde. Item wär es/ das von den vorgenanten Sachen dehain Krieg uferstünde/ da sullent sich die vorgenanten Fürsten und Herrn/ und die zu in gehörent/ nicht Friden sunen noch verworten/ in dehaine Wise/ sy haben den uns vorgenanten Stett/ von derden Partyen/ und die unsern in derselben Sunung und Rihtung verfangen und begriffen/ gelich in selber/ ane alle Geverde. Ouch sullen wir vorgenante Stett von baiden Partyen/ noch die Unsern/ der vorgenanten Fürsten und Herrn noch der Iren dee yetzo by in sint/ oder noch fürbaß zu in koment/ es sien Fürsten/ Grauffen/ Herren/ Riter oder Knecht/ Viende/ die si mit den vorgenanten vier Stucken/ ir ainem oder mer/ angriffent in unsern Stetten und Schlossen nicht halten/ weder hußen noch hofen/ weder spysen/ etzen noch trencken/ noch geverlich hanthaben/ noch hinschieben/ die Zu uß/ in dehainen Weg/ ane alle Geverde. Item wäre es daß es zu soliche Gesessen/ Kriegen oder Zügen kaine/ von dieser Verainung wegen/ so sol man der Fründ Gutte/ Kirchen/ noch gaistlichen Lüten/ noch iren guten dehainen Schaden tun/ noch die brennen/ ane alle Geverde: Doch mag man essent Spise nemen ze Beschaidenhait/ was man der bedarf/ ane alle Geverde/ nicht wider hinder sich ze schickem/ also doch/ das man uß Kirchen und Clöstern nihtis nemen sol und des genßlich überhabt sin sulln. Ouch ist übertragen/ das wir vorgenante Stett und die mit uns in dieser Aynung sint/ der vorgenanten Fürsten/ Grauffen/ Herrn/ Ritter und Knecht/ die in ir Verainung begriffen sint/ dehain ir Samentschafft oder besunder Stett/ Märckt/ Dörffer oder Wyler nihe empfahen sullen in unserm Bund/ Aynung oder ze Burger/ als lange die vorgenante Stallung werne. Ouch mügen wir vorgenante baide Partye wol innemen und emphahen amlige Personen/ als das von alter herkomen ist ungevarlich. Ouch sol jetweder vorgenanter Tail kainen Phalburger innemen noch emphahen/ als lange die obgenante Stallung werot/ ane alle Geverde. Ouch sullent die Fürsten/ Grauffen/ Herrn/ Riter/ Knecht und Steet deser Aynung beliben by allen iren Herrschafften/ Landen/ Lüten/ Fryhaiten/ guten Gewonhaiten/ und auch Gerichten/ gaistlichen und weltlichen/ alß sie die von Alter herbracht und gehebt habent/ ane alle Geverde: doch das alle obgenant Artickel von baiden Taylen die obgenant Zit ußgehalten sullen werden/ als vorgeschriben staut/ ane alle Geverde. So sint deß die Begriff und Terminnen/ In den die Hilff/ nauch Gelegenheit der Lande beschehen sol/ als vorgeschriben ist/ das ist an dem Horvenstain an/ und das Gebürg für sich umbhin/ unß an der Herrn Land von Payern/ und dornauch der Herrn Land von Payern umbhen/ unß für den Behamer Wald/ und von dem Wald abhen/ unß an den Düringer Walde/ und da von abe/ unß an die Lone/ und über die Lone unß in den Schelter Walde/ und von dem Schelter Walde unß gen Dryhdorff/ und von Dryhdorff/ unß gen Hadmar/ und von Hadmar unß gen Minnebur/ und von Minnebur unß gen Leonstain/ und von Lonstain dannen uberhin unß uff den Hunßrucken/ und da für sich hin unß gen Kaiserslutern/ und dannan ußhin unß gen Dagspurg/ und dannen das Gebürg für sew uff/ unß gen Rotenburg und dannan wider uff unß wider an den Horvenstain. Auch nemen wir vorgenanten Stett alle gemainlich von baiden Partyen in diser Verainung uß den Allerdurchluchtigosten Fürsten und Herrn/ Herrn Wentzlawen von Gottes Gnaden/ Römischen Kunig/ zu allen Ziten Merer des Riches und Kunig ze Behaim/ unsern lieben gnadigen Herrn/ und nach das hailig Römisch Rich. Dazu nemen wir ouch uß in deser Verbundenuß und Stallung alle und yegllich Verainung und Bundnuß/ die wir vor undereinander haben/ oder wer darin zu unß komet/ es syen Fürsten/ Grauffen/ Herrn/ Ritter/ Knecht/ oder Stett/ oder die wir yetzo gen andern Fürsten/ Grauffen/ Herrn/ Ritter/ Knechten oder Stetten gemainlich/ oder besunder/ gelaubt/ gemachet oder verbriefet haben. Und sol auch unß mit Namen diß Verainung und Stallung an den Bunden und Aynungen keinen Schaden bringen/ und wir sullen auch der geniessen alß dieselbe Bünde/ und Verainungen das ußwysent oder begriffen sint/ ane alles Geverde. Mit Urkunde diß Briefes/ versigelt mit unser der vorgenanten Sechs Stett aignen Innsigeln/ der wir für unß und alle ander Stette unsers Bundes/ und wer zu unß darin gehöret/ an diesem Briefe gebruchen. Der geben ist ze Haidelberg des nehsten Zinstags nauch Sant Jacobs Tag des hailigen zwölff Botten/ do man zalt von Christz Geburte/ drüzehenhundert Jare und darnauch in dem vier und achtzigosten Jare.

CXXXVII.

1385.

Instrumentum Publicum contractæ Ligæ & Societatis inter Dominum JOANNEM GALEAZ *Vice-Comitem Mediolani & Vicarium Imperialem Generalem, Dominos* NICOLAUM & ALBERTUM *Marchiones Estenses, utrumque* FRANCISCUM *Dominos* DE CARRARIA, *atque* FRANCISCUM DE GONZAGA *Dominum Mantuæ, ad defensionem suorum Statuum contrà quascunque Gentes ultramontanas. Actum annô* 1385. [Pièce authentique tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre V. V.]

In Nomine Domini nostri Jesu Christi, ac sanctæ, & individuæ Trinitatis.

AD honorem, & reverentiam omnipotentis Dei, ac Gloriosæ Virginis Mariæ Matris ejus, Beatorum Johannis, Petri, & Pauli Apostolorum, totiusque cœlestis Curiæ Amen. Et ad statum pacificum, & tranquillum, Deo propitio, perpetuò duraturum, Illustris Principis, & Excellentissimi Domini Domini Johannis Galeaz Vice-Comitis Comitis Virtutum, Mediolani &c. Impe-

Anno 1385.

Imperialis Vicarii Generalis, nec non infrascriptorum Magnificorum Dominorum Colligatorum ejus, ac etiam quorumcumque Subditorum, Civium, & Benivolorum Dominorum prædictorum, & cujusque eorum, & Civitatum, Castrorum, & Terrarum, quæ per ipsos Dominos, vel alterum, & quemvis eorum reguntur, & gubernantur.

Illustris Princeps, & Excellentissimus Dominus Dominus Johannes Galeaz Vicecomes, Comes Virtutum, Mediolani &c. Imperialis Vicarius Generalis, pro se, suisque Hæredibus, & Successoribus, nec non pro Civitatibus, Castris, Terris, & Locis, Civibus, & Subditis ipsius Illustris Principis Domini Comitis, seu quæ, & qui per eum ad præsens gubernantur, & reguntur, & pro Adhærentibus suis prout infrà ex parte una, & Egregii Milites Domini Dondacius de Malvicino de Fontana de Placentiâ, & Filippus de Robertis de Tripoli, ac sapiens, & Nobilis Vir Dominus Girardus de Confanonetiis de Brixia cognominatus de la Frata Jurisperitus, Cives, & habitatores Civitatis Ferrariæ, Procuratores, & Procuratorio nomine Illustrium, ac Magnificorum Dominorum Nicolaii, & Alberti Fratrum Marchionum Estensium, Ferrariæ &c. ad infrascripta solempniter, & legiptimè constituti, prout constat publico Instrumento rogato, & tradito per Antonium Notarium Ferrariensem Filium quondam Pauli de Cavalieria anno Domini millesimo tricentesimo octuagesimo quinto, octava Indictione, die primo mensis Julii, ibi ostenso, ac per me Notarium infrascriptum viso, & lecto nomine præfatorum Dominorum Marchionum, & pro eis, suisque Hæredibus, & Successoribus, nec non pro Civitatibus, Castris, Terris, & Locis, Civibus, & Subditis ipsorum Dominorum Marchionum, seu quæ, & qui per eos, vel alterum eorum ad præsens gubernantur, & reguntur, & pro Adhærentibus suis prout infrà ex una alia parte, & sapiens, & honorabilis Vir Dominus Valeranus de Lombardis de Scitonio Legum Doctor quondam Domini Veri, & nobilis Vir Bernardus de Scolaribus quondam Domini Lupi de Florentia, ac circumspectus Vir Franciscus Turchetus quondam Ser Antonii Turcheti de Padua, Procuratores, & Procuratorio nomine, & Nuntii speciales Magnifici, & Potentis Domini Francisci de Cararia Paduæ &c. nec non spectabilis Militis Domini Francisci de Cararia junioris nati prædicti Domini Francisci de Cararia senioris, & pro eis, & quolibet eorum ad infrascripta solempniter, & legiptimè constituti, prout constat publico Instrumento rogato, & tradito per Zilium Notarium Paduanum Filium Ser Facini Notarii de Calvis de Montagana anno Domini millesimo tricentesimo octuagesimo quinto, Indictione octava, die Sabbati vigesima quarta mensis Julii ibi ostenso, ac per me Notarium infrascriptum viso, & lecto, pro eis, ac Hæredibus, & Successoribus suis, nec non pro Civitatibus, Castris, Terris, & Locis, Civibus, & Subditis suis, seu quæ, & qui per eos, vel alterum eorum ad præsens gubernantur, & reguntur, & pro Adhærentibus suis prout infrà ex una alia parte, & Egregius Miles Dominus Franciscus quondam spectabilis Militis Domini Fentii Comes Prati, & Nobilis Vir Ludovichus quondam Nobilis Viri Lupardi de Ubertis de Florentia, ac sapiens, & Honorabilis Vir Dominus Ottonellus quondam Domini Prandi de Descalciis de Padua Legum Doctor, & discretus Vir Galeazius quondam Domini Bertolamei de Buzonis de Mantua, Procuratores, & Procuratorio nomine, & Nuntii speciales Magnifici Domini Domini Francisci de Gonzaga Mantuæ &c. Imperialis Vicarii Generalis ad infrascripta solempniter, & legiptimè constituti, prout constat publico Instrumento rogato, & tradito per Antonium Filium quondam Domini Maginardi de Bonatis de la Volta Notarium Mantuanum anno Domini millesimo tricentesimo octuagesimo quinto, Indictione octava, die Dominico secundo Julii, ibi ostenso, ac per me Notarium infrascriptum viso, & lecto, pro eo, suisque Hæredibus, & Successoribus, nec non pro Civitatibus, Castris, Terris, & Locis, Civibus, & Subditis ipsius Domini Francisci, seu quæ, & qui per eum ad præsens gubernantur, & reguntur, & pro Adhærentibus suis prout infrà, ex una alia parte.

Sponté, & ex certâ scientiâ, & unanimi consensu, & voluntate fecerunt, inierunt, firmaverunt, ac solempni stipulacione ad invicem contraxerunt Ligam, Unionem, Confœderationem, & Fraternitatem, veramque Amicitiam, & Societatem, & hoc ad defensionem Statuum præfatorum Dominorum, & cujusque eorum contrà quascumque Gentes Ultramontanas, & contrà quascumque Societates, & contrà quoscumque Populos, & Cives Civitatum, quæ per prænominatos Dominos, seu alterum eorum reguntur, & gubernantur, qui aliquid attemptare, vel tractare præsumerent contrà Statum ipsorum Dominorum, vel alterius eorum, cum, & sub infrascriptis formis, modis, pactis, convencionibus, & tenoribus videlicet.

Primò quod præfati Domini Colligati ut suprà, & Confœderati ut suprà non possint, nec debeant unus alteram, nec è converso offendere, nec dampnificare, nec eorum Statum turbare circà regimen, & gubernationem Civitatum, & Terrarum, Comitatuum, & Territoriorum quorumcumque, quos, quas, & quæ obtinent de præsenti.

Item quod si aliquæ Gentes Ultramontanæ cujuscumque status, præheminentiæ, & conditionis existant, quæ de cætero venirent de partibus Ultramontanis, turbare, vel molestare, vel aliqualiter immutare vellent statum præfatorum Dominorum, vel alterius, & cujusvis eorum, & præcipuè circà regimen, & gubernationem Civitatum, & Terrarum, quæ per præfatos Dominos, vel alterum, & quemvis eorum ad præsens gubernantur, & tenentur, eorum, vel cujuslibet eorum Territoria hostiliter invadendo, vel aliquo quovis modo, ipsi prænominati Domini teneantur, & debeant totis suis viribus cum eorum gentibus usque ad quantitates unicuique ipsorum Dominorum inferius limitatas, se ad invicem adjuvare, & defensare bona fide contrà Gentes prædictas ad defensionem Statuum eorum, & regiminis, & gubernationis Civitatum, & Terrarum, quibus præsunt.

Item quod si aliquæ Gentes, undecumque sint, per viam Societatis, motu proprio, vel ad instantiam cujusvis alterius Personæ, vel Communitatis, cum stipendio, vel sine stipendio, venirent, vel præsentialiter essent in partibus Italiæ, quæ accedere vellent, vel attemptarent super Territoriis præfatorum Dominorum, vel alterius eorum, præfati Domini cum eorum forciis, & Gentibus inferius unicuique ipsorum limitatis, teneantur, & debeant se invicem adjuvare contrà dictas Societates, & ad eorum exterminationem, & destructionem intendere suo posse, & prohibere ne veniant super Territoriis præfatorum Dominorum, vel alicujus eorum.

Item quod si aliqui Populi, vel Cives Civitatum, quæ per præfatos Dominos, vel alterum, & quemvis eorum præsentialiter gubernantur, tenentur, & reguntur, aliquid facerent, vel tractarent, seu facere, vel tractare præsumerent contrà statum præfatorum Dominorum, vel alterius eorum, teneantur, & debeant prælibati Domini cum viribus, & Gentibus unicuique ad defensionem statuum eorum se ad invicem adjuvare, & manutenere in eorum statu contra Populos, & Cives prædictos talia attemptare præsumentes.

Salvo quod si aliquis ex prædictis Dominis Colligatis haberet aliquam Guerram aliter quàm ex casibus in præsenti Liga comprehensis, propter quam aliqua Communia, Loca, Terræ, vel Castra, aut Cives, vel Subditi eidem rebellarent, si talia Communia, Terræ, Castra, vel Loca, seu aliquod vel aliqua ex eis tenerentur, vel occuparentur per Populos, vel Cives eorum, vel per Gentes Ultramontanas, vel aliquas Societates, tunc alii Domini Colligati teneantur ipsi Domino talem Guerram habenti ut suprà suum subsidium, & auxilium Gentium taxatarum per præsentem Ligam exhibere, & præstare. Si verò ipsa Communia, Terræ, Castra, & Loca, vel aliquod ex eis aliter per quamvis aliam Personam, vel Communitatem occuparentur, vel vincantur, etiamsi aliquod Castrum, vel Fortilicia ex ipsis Locis, Castris, vel Terris adhuc tenerentur per illum Dominum, cujus erant, & sunt ad præsens, tunc alii Domini Colligati nullatenus teneantur ad præstandum Subsidium prædictum.

Item quod quilibet præfatorum Dominorum servire teneatur unus alteri vicissim pro observatione præmissorum, quandocumque casus exigerit de infrascripta quantitate Gentium unicuique eorum taxata ut infrà, & ipsas Gentes quocienscumque aliquis ex dictis casibus accideret, & fuerit requisitus infrà decem dies dimidiam ipsarum Gentium, & infrà alios decem dies aliam dimidiam mittere in Subsidium illius Domini ex prædictis, cui contingerit aliquis ex casibus antedictis, & eas ibidem manutenere suis expensis usquè quò duraverit talis casus.

Et si eodem tempore duo, vel plures ex Colligatis opprimerentur, quod subveniant de totâ, vel majori parte consistento in majori necessitate, secundum declarationem aliorum Colligatorum non oppressorum.

Tassa verò Gentium prædictarum est hæc videlicet: Illustris Princeps Dominus Johannes Galeaz Comes Virtutum ponat, & contribuat Lanzeas trecentas; Illustres Domini Nicolaus, & Albertus Fratres Marchiones Estenses contribuant Lanzeas centum quinquaginta; Magnificus Dominus Franciscus de Carraria, &

ANNO 1385.

Dominus Franciscus junior ejus natus Lanzeas centum quinquaginta, & Magnificus Dominus Franciscus de Gonzaga Dominus Mantuæ Lanzeas quinquaginta; quæ Lanzeæ sint, & esse debeant de tribus equis pro qualibet Lanzea.

Item quod dictæ Gentes, quæ venerint in Subsidium ut suprà teneantur, & debeant fideliter servire illi ex præfatis Dominis, in cujus subsidium venerint, & obedire præfato Domino, ejusque Capitaneo, & Officialibus in omnibus, perindè ac si forent ad præfati Domini stipendia, durante aliquo ex dictis casibus; Et hoc quantum est in, & pro casibus suprascriptis; & hoc specialiter dictis Gentibus imponatur, & mandetur per illum ex præfatis Dominis, qui ipsas Gentes miserit in subsidium ut suprà.

Item, quod quilibet præfatorum Dominorum teneatur, & debeat liberè concedere Gentibus antedictis, quæ mittentur in subsidium ut suprà passus, & victualia pro eorum denariis pretio competenti super suo Territorio, omnibus impedimento, & exceptione cessantibus.

Item quod præfati Domini, nec aliquis eorum concedant passus, nec victualia aliquibus Gentibus undecumque sint, nec undecumque veniant, quæ motu proprio, vel ad instantiam cujusvis alterius Personæ, vel Communitatis, cujuscumque condicionis, præheminentiæ, vel status existat, cum stipendio, vel sine, venire voluerint super Territoriis præfatorum Dominorum, vel alterius, & cujusvis eorum causâ dampnificandi, vel invadendi ipsa Territoria, vel aliquod ipsorum, sed potius teneantur suo posse prohibere, & obviare, & operam dare, ne tales Gentes transeant, & si ille Dominus, per cujus Territorium illæ Gentes transire vellent, non esset potens ad obviandum, ne transeant, tunc alii Domini Colligati, si fuerint requisiti, teneantur subsidium de suis Gentibus præstare ad obviandum ne dictæ Gentes transeant ut suprà.

Item quod præsens Liga, & contenta in eâ nullatenus se extendant ad aliquos Colligatos, vel Adhærentes præfatorum Dominorum, vel alterius eorum, nisi ut infrà videlicet; quod aliquis ex præfatis Dominis Colligatis non possit, nec debeat offendere, nec dampnificare aliquem, vel aliquos ex Adhærentibus alterius Domini, nec è converso ipsis Adhærentibus ex suâ parte versâ vice idem observantibus versùs præfatos Dominos; & quemlibet ex eis, ac eorum, vel cujuslibet eorum Adhærentes, vel Subditos.

Item quod si aliquis præfatorum Dominorum non possit, nec debeat acceptare pro suo Adhærente aliquem præsentialiter de Adhærentibus, vel Subditis, & Castellanis alterius Domini, nec è converso, contrà voluntatem illius Domini, cujus est Adhærens, vel Subditus ad præsens.

Item quod non intelligantur aliqui esse Adhærentes alicujus præfatorum Dominorum, nisi sint nominatim descripti pro Adhærentibus in præsenti Ligâ.

Item quod dictus Dominus Marchio Ligam, quam habet cum Communi Bononiæ, observare possit, sine tamen præjudicio præsentis Ligæ, & contentorum in eâ.

Item quod nullus possit recipi in dictâ Ligâ, nisi processerit de voluntate, & de consensu omnium Colligatorum.

Item quod dicta Liga duret usque ad decem annos proximè venturos.

Item quod omnia, & singula in præsenti Contractu hujusmodi Colligationis & Unionis descripta, & inserta intelligantur, & intelligi debeant secundùm bonum, purum, & sanum Intellectum, & bonâ fide, quibuscumque cavillationibus, dolo, fraude, machinatione, & qualibet malignâ, vel extraneâ interpretatione omninò cessante.

Quam quidem Ligam, Unionem, Confœderationem, & Fraternitatem, nec non omnia, & singula suprascripta prædictæ Partes modis, & nominibus quibus suprà, & cum formis, modis, & limitationibus supradictis, & infrascriptis, solempnibus stipulationibus hinc indè intervenientibus, spontè, & ex certâ scientiâ sibi ad invicem promiserunt, & convenerunt una Pars alteri, & è converso, ac mihi Notario infrascripto tamquam publicæ personæ stipulanti, & recipienti nomine, & vice dictarum Partium, & cujuslibet earum, nec non omnium, & singulorum, quorum interest, aut intererit quomodolibet, principaliter, seu secundariò, mediatè vel immediatè, aut tacitè vel expressè, attendere, & inviolabiliter observare, & firmam, ratam, & gratam, & firma, rata, & grata habere, tenere, & adimplere, & contrà ea, vel aliquod eorum non facere, vel venire per se, vel alium, aut alios, directè vel indirectè, nec aliquo modo, vel ingenio, nec aliquo quæsito colore, nec aliquâ ratione, vel causâ, de jure, vel de facto, sub pœnâ Florenorum centum Millium, solempni stipulatione præmissâ, & adjectâ, & quæ pœna committatur, ac peti, & exigi possit cum effectu, si fuerit contrafactum, & pœnâ solutâ, vel non, rata semper, & firma sint, & remaneant præsens Liga, omnia, & singula suprascripta, & infrascripta.

Item reficere, & restituere una Pars alteri ad invicem inter ipsas omnia, & singula dampna, expensas, & interesse, quæ, vel quas una Pars occasione alterius, sive culpâ contrafacientis, vel prædicta non observantis fecerit, vel substinuerit in judicio, vel extrà judicium. Item promiserunt solempni stipulatione dicti Procuratores prædictorum Dominorum Ferrariæ, Paduæ, & Mantuæ Colligatorum, & quilibet eorum prænominato Illustri Principi Domino Comiti Virtutum pro se, & nominibus quibus suprà stipulanti, & recipienti, & mihi Notario infrascripto ut publicæ personæ stipulanti, & recipienti nomine quorumlibet quorum interest, vel intererit, aut interesse posset, ut suprà se se facturos, & curaturos cum effectu, quod prædicti eorum Domini, & quilibet eorum personaliter infrà mensem unum proximè futurum approbabunt, ratificabunt, & solempniter confirmabunt per publica, & solempnia Instrumenta vallata solempnitatibus, sacramentis, & clausulis opportunis in bonâ, & sufficienti formâ præsentem Ligam, & omnia, & singula contenta in eâ, ac acta, & gesta per dictos eorum Procuratores, & quemlibet eorum in prædictis, & circà prædicta, quodque dicta Instrumenta Ratificationum, & Confirmationum prædictarum taliter solempnizata, & roborata ut suprà transmittentur, & tradentur præfato Domino Comiti infrà dictum terminum, alioquin ipse Dominus Comes ad observationem dictæ Ligæ, & contentorum in eâ minimè teneatur, pro quibus omnibus, & singulis sic constanter, & firmiter attendendis, & observandis obligaverunt una Pars alteri, & altera alteri, nominibus quibus suprà, omnium prædictorum constituentium Dominorum, & Principalium bona præsentia, & futura; Constituentes se se ea bona vicissim una alteri precario nomine mutuò possidere, Renunciantes exceptioni non ità actorum, & factorum omnium, & singulorum præmissorum, & cuilibet exceptioni, & defensioni in contrarium, & expressè, ac ex certâ scientiâ Privilegio sul fori, ità quod ipsi Contrahentes, & quilibet eorum pro præmissis, & eorum occasione ubique locorum teneantur, & conveniri possint, ac cogi, & compelli ad observationem omnium præmissorum, & ubi conventi fuerint, se se adimpleturos, & observaturos omnia, & singula suprascripta congrua congruis semper referendo sibi ad invicem solempniter promiserunt, ac omnibus, & singulis Legum, Juris Canonici & Civilis, Communis & Municipalis, auxiliis, & beneficiis, nec non quibuscumque Decretis, & Rescriptis, seu Privilegiis impetratis, vel impetrandis, & quibuscumque aliis, per quæ, vel quorum vigore ipsi Contrahentes, vel alter, & quisvis eorum, de jure vel de facto possent convenire prædictis, vel alicui prædictorum, seu contrà ea, vel aliquod eorum tueri quoquomodo, etiam si requirerent renuntiam specialem, quam ex nunc prædicti Contrahentes habere volunt pro expressâ, & specificatâ haberi, & insuper prædicti Contrahentes, videlicet prænominatus Illustris Princeps, & Magnificus Dominus Dominus Comes Virtutum in animam suam, & prædicti Procuratores aliorum Dominorum Colligatorum ut suprà, & quilibet ipsorum in animas Dominorum suorum sponte, & ex certâ scientiâ juraverunt ad sancta Dei Evangelia corporaliter tactis Scripturis se se dictis modis, & nominibus observaturos omnia, & singula supradicta, & non contraventuros per se, vel alium, seu alios aliquâ ratione, vel causâ, nec aliquo modo, vel ingenio, de jure vel de facto, & maxime, & specialiter prædicti Procuratores nominati Magnifici Domini Domini Francisci de Gonzaga, quod ipse Dominus Franciscus non contraveniet ut suprà ratione, causâ, vel beneficio minoris ætatis viginti quinque annorum, asserentes, & jurantes ut suprà ipsum Dominum Franciscum fore majorem decem octo annis certiorati ad plenum de prædictis; Mandantes ipsi Contrahentes, & quilibet eorum mihi Notario infrascripto, ac infrascriptis Antonio de Cavalleria, Zilio de Calvis, & Antonio de Bonatis Notariis, quatenus de prædictis omnibus unum, & plura publica conficiam, & conficiant Instrumenta. Actum &c.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris V. V. BERNABOVIS *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani scripto in papiro. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

CXXXVIII.

ANNO 1385.

19. Janv.

CXXXVIII.

Kauff-Brief / worinn Graf Eberharde zu Zweybrücken / Churfürst Ruprechten dem ältern zu Pfaltz / den halben Theil von Zweybrücken Burg und Stadt / von Hornbach Burg und Stadt / Berg-zabern Burg und Stadt vor 25000. guter Gulden zu kauffen geben; den andern halben Theil aber an besagten Burg- und Städten gedachtem Churfürst vor eigen auffgeben und donirt / und solchen halben übergebenen Theil von eben dem Churfürst zu Mann-Lehen empfangen / und zugleich an diesem Lehenbahren halben Theil den Vorkauf mehr gedachtem Churfürsten zugestanden. Heydelberg Mitwochs vor St. Fabians und Sebastians tag 1385. [In beylagen der Königl. Schwedischen beschwerden über der Frantzösischen Gerichts-Cammern zu Metz und Breysach Verfahren contra Zweybrücken sub num. I. in Appendice Contin. 43. Diar. Europæi pag. 265. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Ahtheil. IV. Ahsatz I. pag. 578. d'où l'on a tiré cette Pièce. La Deduction Suedoise donne cette Copie pour authentique.]

C'est-à-dire,

Traité ou Contract de Vente, par lequel EBERHARD, *Comte de Deux-Ponts, céde & transporte à* ROBERT *l'aîné, Electeur Palatin, la moitié du Château & Ville de* Deux-Ponts *& de* Hornbach, *& du Château & Ville de* Bergzabern *pour la Somme de 25000. Florins; lui cedant & transportant de plus l'autre moitié desdits Châteaux & Villes en pur Don, à condition néanmoins que cette moitié donnée lui sera rendue par l'Electeur en Fief masculin, le dit Electeur y gardant le Droit de Retrait & de Préference. Fait à Heydelberg le Mecredi avant la St. Fabian & Sebastien 1385.*

WIr Eberharde Grave zu Zweybrücken / und wir Lyse von Veldentze sin ehlich Huß-Frau bekennen uns offenbar mit diesem Briefe / und thun kund allen / die ihn sehent oder hörend lesen / daß wir um unsern scheinbaren kundlichen Nutz / der uns mercklich davon kommen ist / und uns und unsern Erben davon kommen mag / in zukommenden Zeiten / mit wohlbedachtem Mude und Sinnen / nach Rate unser nage Freunde und Getrewen / dem Durchl. Hochgebohrnen Fürsten und Herrn / Hern Ruprecht dem Eltern / Pfaltz-Grave by Rine / des H. Röm. Reichs-Obersten Truchsassen und Hertzogen in Bäyern / unsern lieben gnädigen Hern / und sinen Erben / für uns u. unsere Erben / recht und redlich verkaufft u. zu rechtem Kauffe geben han und verkauffen mit Crafft dis Briefs / erblich und ewiglich Zweybrücken unser Burg und unser Stadt das halbe Theil daran / Hornbach unser Borg u. Stadt / das halbe Theil daran / und Bergzabern unser Borg und Stadt / auch das halbe Theil daran mit Herrschafften / Borgen / Mannen / Mannschafften / Borgmannen / Borg-Mannschafften / Eygen / Eygenschafften / Lehen / Lehenschafften / Rechten / Freiheiten / Eren und Gewohnheiten / mit Dorffe / Wilern / Hofen / Zehenden / Luten / eigen Luten / Gerichten / Frevelen / Gefellen / Stüren / Beten / Zinsen / Aeckern / Wisen / Weiden / Welden / Buschen / Holtzern / Velden / Wildbannen / Wassern / Wasserleuffen / Fischereyen / Weyern / Dichen / Mülen / Mülenfleten / und mit allen andern Zugehörungen / wie man die genennen mag mit sunderl. Worten / gesucht / und ungesucht / hor und niedere / nust mit ußgenommen / das alles was recht eigen ist / um fünff und zwentzig dusendt guter Gulden / der wir von ihm gäntzlich und gar bezahlt sin / und sie fürbaß in unsern kundlichen Nutz bewant haben / und sagen für uns und unser Erben denselben unsern gnädigen Herrn und sin Erben / derselben Summe Geldes fünff und zwentzig dusent Gülden quit / ledig und loß / und sollet und möget der obgedachte unser gnädiger Herr / Hertzog Ruprecht der Elter und sin Erben und Nachkommen / den halben Theil an den egenanten Schlossen / Burgen und Steden / Herrschafften und allen Zugehörungen / als vorgeschrieben stet / nutzen und niessen / als ander ihr eigen gute / ane Hindernüße und Ansprache uns / unser Erben und eines jeglichen von unsern wegen / ane alle Geverde.

Wir han auch den obigen Unsern gnädigen Herrn und sinen Erben / für uns und unser Erben / die obengedachten Schlosse / das halbe Theil daran / mit Herrschafften und Zugehörungen offgegeben mit Hande und mit Halme / und geben wir us denselben halben Teile / und setzen sie daryn / nach des Landes Recht und Gewohnheit.

Wir versprechen und geloben auch für uns und unser Erben dem obged. unserm gnädigen Herrn und sinen Erben gut recht Wehrschafft zu tun / als sich das heischet / nach des Landes Recht und Gewohnheit.

Auch sin wir mit einander überkommen / was Dörffe / Wiler / Hofe / odere andere Zugehorunge / was das were / von den obgen. Schlossen vormals versatzt weren / von datum des Briefs an Geverde / die mag unser obgedachter gnediger Herr oder sine Erben / oder wir oder unser Erben / welche unter uns wollend / wol wiederum losen / um so viel Geldis / als sie dann versatzt sind / und sollen dann dieselben unter uns / welche die Losunge dunt / dieselben Güter / die sie also losent / ynne haben / mit Namen das halbe Theil daran soll desselben / der das loset / sin und verbleiben ewiclich / und das andere halbe Theil soll er auch ynne han in Pfandswise / also daß er es dem andern unter uns wieder zu losen geben soll / wann er komt / um das halbe Teil des Gelts / darum er das Gute geloset hette / ane Geverden / und dasselbe halbe Teil soll auch alsdenn dem andern unter uns ewiclich verbleiben.

Darzu sin wir auch überkommen / daß unser keiner / noch unser Erben kein ungewöhnlich Stüre oder Schatzunge von den obgedachten Stedten oder von Zugehörungen setzen oder nehmen sollen / es sey dann / daß wir oder unser Erben das sament lich über ein willen zu thun an alle Geverden.

Darzu erkennen wir uns auch für uns und unser Erben / daß wir um unsern scheinbaren kuntlichen Nutz / als vorgeschrieben stet / dem obigen unsern gnädigen Herrn / Hertzog Ruprecht dem Eltern und sinen Erben / den andern halben Theil / den wir uns behalten han an Zweybrücken / an Hornbach / und an Bergzabern / Borgen und Städten / mit allen ihren Zugehörungen / als vorgeschrieben stet / für rechte eigen ofgegeben haben / u. haben wir Graff Eberhart vorgeschrieben dieselben halben Theil alle an den obgedachten Schlossen und ihren Zugehörungen von dem obigen unserm gnädigen Herrn Hertzog Ruprechtem dem Eltern wiederum zu rechten Mannlehn empfangen / und sollen wir und unser Libes-Erben / Süne oder Dochter / ob wir nit Süne liessen / die obgedachten halben Theil an den egen. Schlossen mit ihren Zugehörungen / als vorgeschrieben stet / fürbaß ewiglich von dem obgedachten unserm gnädigen Herrn Hertzog Ruprechten den Eltern und seinen Erben Pfaltz-Graffen by Rine zu rechten Mann-Lehen empfahen / haben und tragen / und yn davon mit Truwen / Gelübden und Eiden warten und verbonden sin / als Edelmanne iren Herrn billich tun an alle Geverden.

Auch ist zu wissen / daß wir die obgedachte Frau Lisen / unser Huß-Frawen / bewidömpt han off den obgedachten halben Theil der egen. Schlosse mit ihren Zugehörungen / den wir zu Lehn empfangen han von dem obgedachten unsern gnedigen Herrn / und darum soll dieselbe unser Huß-Fraw bey demselben halben Teil / das wir empfangen / blieben sitzen iren Lebetagen ungehindert / als by ihren rechten Widom / an alle Geverde.

Auch ist zu wissen / daß die andern unsere Schlosse mit iren Zugehörungen / die wir haben / die in diesem Brieff nit benant sind / uß diesem Kauffe sind ußgenommen / und sollent auch diesen Kauff nit anrüren / und auch die zweene Zolle zu Lymbach und zu Pinnelingen sollent diesen Kauff auch nit anrüren / wann sie auch nit gehören zu den obgedachten dreyen Schlossen / auch sollent der Erwürdige Apt und Closter zu Hornbach / und Manne und Borgmanne / die zu den obgedachten dreyen Schlossen gehorent / bliben by ihren Rechten / Fryheiden / und Gewonheiten ane Geverde.

Auch wolten uns obgedachter gnädiger Herr / und wir oder unser beider Erben in den obgedachten Schlossen oder iren Zugehörungen Zolle machen / oder sonst so man an unser beyder Amptlüde Geleite fordert; die Zolle und Geleite sollent uns beider gemeine sin.

Auch versprechen wir für uns und unser Erben / ob daß wär daß wir oder unser Erben den halben Teil an den egen. Schlossen mit iren Zugehörungen / den wir von dem obged. unsern Herrn zu Lehn han / an iemane oder jemanden versetzen oder verkauffen wolten / das sollen wir den obgen. unserm gnädigen Herrn und sinen Erben ein halb Jahr devor wissen lassen / und yn das anbieten / wolten sie uns dann als viel als andere Leute darum tun und geben / und yn das gynnen für andern Luten / wolten sie aber uns nicht so viel darum geben als andere Lüte ane Geverde / so möchten wir das alsdann andern Luten verkauffen / doch mit Behaltnüs dem obged. unserm Herrn und sinen Erben der Lehenschafft des halben Teils an den egen. Schlossern.

Und alles / das hievor geschrieben stet / globen wir Graff Eberharde und Lise von Veldentz vorgedachten mit guten Truwen für uns und unser Erben veste und stete zu halten / und nimmer darwider zu thun / noch schaffen gethan werden in keine Wise an alle Geverde.

Und des zu Orkund und vester Stetigkeit geben wir für uns und unser Erben und Nachkommen dem obged. unserm gnedigen Herrn Hertzog Ruprecht dem Eltern und sinen Erben und Nachkommen diesen Brief versiegelt mit unser beiden anhangenden Ingesiegeln.

Wir han auch gebeten die Edlen Heinrich und Friedrich Gebrüdern Graffen zu Veldentz / unser Grafe Eberhards vorged. Schwager / und uns Lysen von Veldentz fürgedachte Gebrüdere / und Hn. Heinrich / Herrn von Lichtenbergen unsern liebn Schwager / daß sie zu Gezeugnüße aller vorgeschriebenen Stücken und uns und unser Erben / die ewiclich zu besagen ire Ingesiegele by die unsern auch an diesen Brieff haben tun hencken.

Und wir Heinrich und Friedrich Gebrüdere Grafen zu Veldentz / und Heinrich / Herre von Lichtenberg / fürgemeldte bekennen /

ANNO 1385. nen/ als wie durch bete Willen unsers lieben Schwagers/ Grafe Eberhards/ und disen unser lieben Schwester vorgedachte zu Gezugnüsse aller vorgeschriebenen Stücke und sie und ihr Erben der ewiclich zu besagen unser jeglicher sin eigen Ingesigel by die ihren auch an diesen Brieff haben thun henken. Geben zu Heidelberg of den Mittwochen vor St. Fabians und St. Sebastians Tag/ nach Christus Geburth dreyzehenhundert Jahr/ und in dem fünff und achtzigsten Jahr.

CXXXIX.

22. Fevr. Verbündnuß zwischen Fünff und Funffzig Fränckischer/ Schwäbischen/ Rheinischen und andern Städten zu gemeinschafftlichen Beystandt wieder alle und jede Feindliche vergewaltigungen und Angreiffe auff 9. Jahr auffgerichtet/ zu Costnitz auff dem nechsten Zinßtag vor St. Matthias tag 1385. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. IV. & letzte Continuat. VIII. Abtheil. num. 32. pag. 39. LEHMANNI Chronicon Spirense avec les Annotations & Supplements de JOHAN MELCHIOR FUCHS Lib. VII. Cap. 67.]

C'est-à-dire,

Confederation entre cinquante & cinq Villes des Cercles de FRANCONIE, *de* SUABE, *& du* RHYN, *& autres, pour leur commune Défense contre toutes sortes d'Hostilites, d'Insultes, & de Violence. A Constance le Mardi avant la St. Matthias 1385.*

In dem Lob der Heyligen Dreyfaltigkeit.

(1) WIr die Burgermeister/ die Schultheissen/ die Amman/ die Räthe/ die Burger/ und alle Leut gemeinlich/ beyde Reich und arme/ dieser nachgeschriebenen Städten/ Mentz/ Straßburg/ Wormbs/ Speyer/ Freystadt/ und wir des Römischen Reichs Städte/ Franckfurt/ Hagenau/ Weissenburg/ Wetzlar/ Schletzstat/ Achenheim/ Fridberg/ Pfedersheim und Sals/ die den bund halten bey dem Rhein/ und wir die von Regenspurg/ Basel/ Freystadt/ und mit nahmen wir des Heyl. Römischen Reichs Städte Nürnberg/ Augspurg/ Ulm/ Costnitz/ Eßlingen/ Reütlingen/ Rotweil/ Wiel/ Uberlingen/ Memmingen/ Bibrach/ Ravenspurg/ Lindaw/ St. Gallen/ Kempten/ Kauffbüren/ Leütkirch/ Isny/ Wangen/ Buchorn/ Gemünde/ Hall/ Hailbrunn/ Wimpfen/ Nördlingen/ Dunckelspül/ Rotenburg auf der Tauber/ Windsheim/ Weissenburg/ Winsberg/ Alen/ Bopfingen/ Giengen/ Weil in Türgew/ Pfullendorff/ unde Buchaw/ die den Bunde in Schwaben unde in Francken halten/ undt wir die von Zürich/ von Bern/ von Soloturn/ von Zug/ undt das Ambt dasselbst zu Zug/ die einen ewigen Bundt mit einandern halten/ thun kundt unde bekennen alß offentlich mit diesem Brieff/ allen den/ die ihn ansehen oder hören lesen/ daß wir Gott zu Lob/ undt dem heyll. Römischen Reich zu Ehren mit einhelligem Rath unde mit guter vorbetrachtung/ durch Friedens undt Schirms willen deß Landes gemeinlich/ unde durch Schirm/ Nütz/ unde Frommen unser Städte undt Landen/ unser Leut unde Güter/ einer fründlichen Gesellschafft unde Getreüen Bündtnüß mit einander übereinkommen seyn/ undt zusammen gelobt leiblich/ unde offentlich zu den Heiligen geschworen haben/ für uns/ all unsern Nachkommen/ die hierzu vestiglich verbunden undt begriffen sollen seyn/ diese Bündnüsse mit einander unwanckelbahr zu halten/ undt mit guten Treüen wahr undt stete zu haben/ uns uff den nechsten S. Georgen Tag/ der nun kombt/ undt dann hin des nechsten neun Jahr/ so dann schiersten nach einander kommen/ ohn allen Underlas.

Undt wann aller dyng vergessen werdt/ undt in der Zeit der Jahren viel sachen geändert würdet/ darumb so geben wir die vorgeschriebenen Städt an einander dieser getreüen Gesellschafft undt Bündtnüsse ein erkante bezeügnus mit Brieffen undt mit Schrifften/ also daß wir an einander bey unsern Eyden/ so wir geschwohren haben/ getreülich beholffen unde gerathen sollen seyn/ als fern uns Leüth undt Gut erlangen mag ohne geferde/ gegen allen den/ undt auf alle die/ so uns an Leib undt Gut/ an Ehren undt unsern Freyheiten undt Rechten alß an unsern guten gewohnheiten mit gewalt oder wider Recht/ Unfug/ Unlust/ Angriff bekümmern/ keinen widerriß oder Schaden thäte/ uns oder jemandt so in dieser Bündtnuß ist/ oder noch darein kommt/ nun oder hinach/ mit den gedingen/ undt inwendig den zielen undt Kreissen/ oder außwendig/ als hernach eigentlich geschrieben stehet.

Undt sindt diß die ziele: des Ersten/ da die Arre entspringet/ das man nent Grimbslen undt die Arre ab für Hasle/ für Berr/ für Solothurn undt immer mehr ab/ der Arre nach/ uns an die Städt/ da die Arz in den Rhein gehet/ undt den Rhein wider auf/ uns an die Thäl/ da die Thur in den Rhein gehet/ undt dieselbe Thur/ immer wr auf uns an die Stadt da sie entspringt/ undt von dem Ursprung der Rechte durch Chur-wallen auf uns an die Veste Ringenberg/ unde von derselben Ringenberg über enthalb dem Gericht hin uns auf die platten/ undt von dann hin uns auf den Töpfel/ undt von dem Töpfel wieder über an Grimsislein/ da die Arre entspringt/ unde wäre/ daß jemandt wäre/ so in den vorigen Zielen unde Kreissen/ oder außerhalb gesessen ist/ oder hernach seßhafft würde/ alle Städt/ Lande oder Leüt in denselben Kreissen/ jemandt/ so in dieser Bündtnüß ist oder noch darein kommet/ wider Recht angriffen oder schädigten/ an Leib oder an Gut/ an Freiheiten/ an ihren Rechten oder an ihren guten Gewohnheiten/ darumb so mag der Burgermeister/ der Amman/ der Schultheiß unde der Rath jeglich der vorigen Städten/ welche den geschediget sindt/ umb den schaden und den angriff sich auf ihr Aide erkennen/ undt was sich dann dieselbe Burgermeister/ Schultheiß/ Amman unde der Rath der Stadt/ so danne geschädigt ist/ gemeinlich/ oder der mehrer Theil unter ihnen auf iren Aide erkennen umb Hilff oder umb angreiffen/ oder umb einige Sach/ so dann nothdürfftig ist/ davon sollen undt mögen die von Zürch/ von Bern/ von Solothurn/ von Zug/ unde das Ambt daselbst zu Zug/ sie allgemeinlich oder ihr jeglich besonder mahnen die Burgermeister unde die Räthe der vier Städten/ Basel/ Costnitz/ Ulm unde Rothweil/ undt wann auch derselben Städt vier eine oder mehr gemahnt würde/ die sollen dann bey ihren Eyden/ die andere Schwäbische Städt/ so in dieser Bündtnuß sindt/ auch manen/ aber dieselbe Schwäbische Städte mögen die vorige von Zürch/ von Bern/ von Solothurn/ von Zug/ unde das Ambt zu Zug auch mahnen in ihr Rath derselben Städten/ als hernach beschrieben ist/ mit der Stadt so dann geschädigt ist/ gewissen Bothen oder Brieffen/ undt auch wann von deheiner Stadt dieselb Manung dann geschicht/ über der/ oder über die/ über ihr Leib/ oder über ihr Guth/ sollen ihn die andern Städt/ so danne gemant sindt oder gemant werden/ all die andere Rheinische Städt bey ihren Eyden unverzogenlich berathen undt beholffen sein/ mit gantzem Ernst/ alß ob es ihr eigentliche Sach wäre/ unde mit allen dingen/ alß die nothdürfftig sindt/ die danne umb Hülff erkandt undt ermahnt haben/ uns daß der Schad unde der angriff/ darumb danne gemahnt ist/ gäntzlich wiederthun unde abgelegt worden/ doch sollen wir die vorige von Zürch/ von Bern/ von Lucern/ von Solothurn/ von Zug undt das Ambt von Zug der vorgeschriebenen Städten allen umb dheim Sach nicht fürbaß beholffen sein/ dann inwendig den vorgenanten Zielen undt Kraissen/ unde nicht außerhalb/ wir thun es dann gerne/ one Geferde/ aber wir die vorgehenden von Basel unde die andern Schwäbische Städt allgemein/ unde unser jegliche sunderlich sollen bey unsern Eyden verbunden seyn/ den obgenanten von Zürch/ von Bern/ von Solothurn/ von Lucern/ von Zug/ unde den Ambt daselbst außwendig den vorbenanten zielen zu helffen mit allen unsern vermögen in unsern Kraissen/ ungeverlich/ alß ob es unsere eigentliche Sach wäre/ unde auch außwendig derselben Kraissen sollen wir ihnen zu Hülff kommen/ wo sie hinziehen/ sie allgemeinlich oder ihr dehein Stadt sonderlich mit zweyhundert Spiessen zu Roß/ erbahr wohl erzügter Leüt/ die wir ihnen auf unsern Pfenning/ unde gäntzlich mit unsern Kosten/ zu thu setzen sollen nach ihrer Manung bey unsern Eyden unverzogenlich in den nehesten vierzehen Tagen hundert Spieß/ unde darnach in den nechsten 14 tagen auch hundert Spieß/ die wir dann bey ihnen sollen haben/ als offt sie wollen/ als ihnen das noth geschicht/ die auch dar bey ihnen bleiben sollen/ als lang unde all dieweil so sie dieselbe Spieß bey ihnen wollen haben/ die sie dann theilen/ legen undt schicken mögen in ihre Stadt/ in ihre Landen/ undt in ihre Väste/ wie undt wo ihnen das forderlich ist/ ohne alle Geferde/ unde es soll unter uns den vorigen Städten niemand gen dem andern der vorgedachten Mahnung noch der Hülff ab- noch aufgehen/ in dhein Weise/ ben den Eyden/ so wir darumb geschwohren haben/ unde soll auch jegliche Stadt die Hülff in ihren selbst Kosten thun/ one alle geferde/ aber der Hülff unde Kost so über die vorigen 200 Spieß lauffen oder gehen wirdt/ soll die in den Rheinischen Städten nichts angehen noch rühren/ ohne alle Geferde. Es soll auch jegliche Stadt den vorigen Spiessen behausung geben/ denen so danne bey ihnen liegen ohne derselben Spieß Kostung/ ohne Geferde. Wäre auch/ daß an uns den vorigen von Zürch/ von Bern/ von Solothurn/ von Lucern/ von Zug/ undt dem Ambt zu Zug/ oder an den unsern dehein gäher Schad oder angrieff geschehe außerhalb den vorigen Kraissen/ darzu wann gäher Hülff nothdürfftig wäre/ da sollen wir die vorigen Städt/ bey dem Rhein unde von Schwaben bey unsern Eyden/ unverzogentlich undt ungesaumet zufahren undt schicken in unsern Kraissen undt Revieren/ welche Stadt danne der gethat allergesessenst ist/ undt sie sollen darzu ernstlich thun/ wie das gerochen unde abgeleat werde/ ohn allen verzug/ alß ob es ihr eigentliche Sache wäre/ möchten sie aber die Sach nicht erobern/ so sollen sie aber in die nächsten Stadt bey ihren Eyden zu ihnen ruffen undt mahnen uns auf die Stundt/ daß die Sach erobert wirde/ in aller

der

(1) On a été obligé de se servir de l'un & de l'autre Exemplaire, parce que *Lehmannus* avoit omis, dans son Edition, une partie essentielle du Traite, qui se trouve restituée dans la Collection de Mr. *Lunig*, sur le Supplement, comme il semble, de Mr. *Fuchs*. Mais comme la notice du nombre des Soldats, que chaque Ville devoit fournir pour sa quote-part en vertu du Traité, ne s'y trouve pas, on n'a pû se dispenser de recourir encore à *Lehmannus*, qui la donne, avec trois Articles separés, lesquels, bien que sans Signe & sans Date, paroissent avoir été conclus le même jour, & faire partie du Traité. (DUM.)

ANNO 1385.

ANNO 1385.

der Weiß undt Maß/ als ob die Sach ihr eigentlich Sach wär/ ohne alle Geferde.

Desgleichen sollen wir die vorige von Zürch/ von Bern/ von Solothurn/ von Lucern/ von Zug/ unde das Ambt zu Zug den ehegenanten Rheinischen undt Schwäbischen Städten in unsern Kraissen gehafft unde gebunden seyn ohne alle Geferde. Wäre aber dehein Sach alsso groß/ daß mann darumb eines Gezoges/ oder eines gesässes notdurfftig were/ wann dann dehein Stadt unter uns von jemandt/ so in dieser Bündnuß ist/ ermant wirt mit Botten oder mit Brieffen/ darumb sollen wir ohnverzogentlich zu Täge kommen gen Zürch in die Stadt/ undt sollen dar zu Rath werden/ was uns am nothdürfftigsten gedunckt/ alsso daß dem oder den/ so dann umb Hülff gemahnt haben/ ohnverzogentlich geholffen werde/ doch daß wir die obgemelte Stadt von Zürch/ von Bern/ von Solothurn/ von Lucern/ von Zug/ unde das Ambt von Zug umb dhein Sach gebunden sollen sein/ ausswendig den vorgenanten Zielen zuziehen/ noch jemandt zu helffen/ wir thun es dann gerne. Wäre auch zwahr/ daß man jemandt desihen würde/ so sol die Stadt/ so die Sach angehet/ unde die dann zu mahl umb Hülff gemant hat/ die Kost auch haben/ so von Wercken/ oder Wercksleuthen von deß gesäß wegen auflaufet/ ohne alle Gefehrde/ und was von uns den vorigen Städten gemeinlich oder von deheiner an solchen Kriegen oder in Gesessen/ Stetten/ Vesten/ Ländern/ Leuth und Guth bezwungen und eingenommen werden/ die sollen gäntzlich folgen und bleiben der Stadt/ die dann um Hülff gemant hat/ und die die Sach angehet/ und die die Kost von derselben Sache wegen hat/ ohne alle Geferde/ undt umb was Sach die vorgenante Städ bey dem Rhein unde zu Schwaben/ nothdurfftig sindt der von Lucern/ von Zug/ undt des Ambts zu Zug Hülff/ undt dieweil der friede zwischen der Herrschafft von Oesterreich unde den von Lucern/ undt von Zug wardt/ alß ob sie nach demselben friede der vorgenanten von Lucern Hülff deheine bedurfften/ darumb mögen undt sollen sie manen die von Zürch in ihren Rath/ unde sollen auch die dann bey ihren Eyden unverzogentlich dir von Lucern/ undt die von Zug/ undt das Ambt ihr Aidt-Genossen auch manen/ die auch dann derselben manung bey ihren Eyden gnug thun sollen/ nach gelegenheit der Sach/ als ob der vorgenante friede us wär/ undt als ob die obgenanten von Lucern in diesem Bundt wären/ undt auch als lang/ daß die Sach/ darumb dann gemanut ist/ einen außtrag gewinnet: Giengen auch die vorgenante von Lucern oder die von Zug unde das Ambt zu Zug dehein Krieg oder Stoß an/ undt sie von jemande in dehein weiß wider Rechte beschädigt oder angegrieffen werden/ dieweil der ehegenant friede wäheet/ oder darnach es vorbeschrieben ist/ darumb mögen wir die obgenanten von Zürch auch manen die Burgermeister/ die Räthe der vorgenandten 4. Stätten/ Basel/ Costnitz/ Ulm unde Rothweill/ undt wann wir dieselbe 4. Stätt unßer eine oder mehr unter unß/ alsso ermant werden/ so sollen wir unverzogentlich bey unsern Eyden/ die andere Stätt/ so in dießer Bundnuß sindt/ auch mahnen/ undt sollen auch wir undt dieselben Stätt der Mahnung genung thun/ als lang unß die Sach/ darumb wir gemant sindt/ einen Aoßtrag gewinnet/ in aller der Maß/ alß ob der vorgesagte friede außgangen wäre/ undt in aller der Weiß/ alß ob die obgenanten von Lucern in diesem Bunde wären/ undt wann der vorgenante friedt auskombt/ so mögen wir die obgenante Stätt/ die obgenante von Zug undt das Ambt mahnen/ und auch dieselde von Zug und das Ambt mögen unß die vorgenanten Stätt herwieder manen/ wann es jedem Theil nothdurfft ist/ in all der weiße/ alß vor undt nach gen uns den andern Städten geschrieben stehet/ ohne alle Geferde/ wäre auch/ daß jemandt/ so in dießer Bündnusse ist/ oder die vorgenanten von Lucern wider Recht angriffen oder beschädigt wurden/ undt derselbe/ so den angrieff thut/ ausserhalb unßer Bündnus gesessen wäre/ wann es dann zu Schulden komt/ das der oder die/ die den angrieff gethan haben/ kommet in dir gewalt unßer der vorgenanten Stätt/ den oder die/ alle ihr Helffer unde Diener/ ihr Leib und Gut soll man helffen unde angriffen undt sie weissen/ das sie denselben Schaden unde Angrieff wider thun undt ablegen unverzogenlich doch alsso/ das jedweder Theil der oder die verkunden soll/ die den angrieff undt Schaden gethan haben/ ob es ihnen vor nicht wissendt gewesen ist/ ohne Geferde. Wäre auch das die vorgenante von Zürch/ von Bern/ von Solothurn/ von Lucern/ von Zug/ undt das Ambt zu Zug sie allgemeinlich oder ihr deheine sonderlich Stöß oder Mißhöllung gewinnen mit uns den obgenanten Stätten in Schwaben/ oder mit den von Baßel gemeinlich/ oder mit unßer deheiner sonderlich/ das Gott lang wende/ darumb sollen wir zu bederseits zu Tag kommen gen Zürch in die Stad unverzogentlich/ wenn jedweder Theyl darumb von den andern ermant wirde/ unde sol dir Statt/ die den Stöß mit uns den vorgenanten Städten hat/ zween erbare Mann dazu setzen/ undt auch wir des Reichs Stätt/ die dann die Sach angehet/ auch zween/ dieselbe vier sollen dann schwehren/ die Stöß unverzogentlich außzurichten zu der Minne oder zu dem Rechten/ undt wie es dieselben 4. gemeinlich oder der mehrer Theil unter ihn usrichten/ des sollen beede Theyl gehorsam sein/ wäre aber/ das die selben erbarn Manne stößig wurden/ undt sich gleich theilete/ so sollen sie bey ihren Eyden inwendig unßer Bündnusse einen gemeinen Mann zu ihnen nehmen/ der sie in der Sach gemeint dunckt/ undt welchen sie darzu kiessen/ den soll die Stadt/ da er gesessen ist/ weissen das er sich der Sachen mit den 4 annehme/ unde sich mit seinem Eyd verbinde/ auszurichten/ mit denselben vieren als vor beschrieben ist/ ohne alle Geferde. Es ist auch eigentlich in dießen Sachen gedinget undt beredt/ was Sachen in unßer Bündnusse auflaufen/ wie oder in welchem weg sich das fügt/ das mann darumb nirgend Tage leisten solle/ dann zu Zürch in der Stadt/ undt das dhein Stat gewalt haben solle/ die andern Stat anderswohin zu Tagen zu manen/ ohn Geferde. Were auch/ das dehein Herr oder Statt/ oder jemande anders/ die auswendig der vorgesessenen Zielen undt Kraissen gesessen weren/ Krieg oder Mishellung mit den vorgenanten Rheinischen oder Schwäbischen Stätten hetten/ oder hernach gewonnen/ dieselben Krieg unde Stoß sollen die obgenanten von Zürch/ von Bern/ von Solothurn/ von Lucern/ von Zug/ undt das Ambt zu Zug nit angehen/ sie thun es dann gern. Wäre aber/ das die Herrschafft von Oesterreich oder jemande ander/ die in den vorgesessenen Zielen wären/ denen zulegen wolten/ die mit den obgenanten Stätten Krieg hatten/ alsbaldt das die von Zürch/ von Bern/ von Solothurn/ von Lucern/ von Zug/ undt das Ambt zu Zug manen werden/ so sollen sie bey ihren Eyden ohnverzogentlich die weißen undt darzu halten/ mit Angrieffen unde mit andern Sachen/ die dazu nothdurfftig ist/ das sie uns die obgenanten Stäö nicht schädigen unde unbekümmert lassen/ als ferne sie das fürkommen mögen/ undt dasselb zu gleicher weiß sollen wir die Rheinische unde die Schwäbische Stäö/ den von Zürch/ von Bern/ von Solothurn/ von Lucern/ von Zug/ unde dem Ambt zu Zug ohnverzogentlich bey unsern Eyden hinwieder thun/ one Geferde. Es ist auch in dießen Sachen eigenlich beredet/ was Kosten undt Zehrung wir die vorgenanten Statt bey dem Rhein undt zu Schwaben/ die jetzund in dießen Bündnus sindt/ oder noch darein kommen/ gen jemande haben oder gewinnen von dießer Bündnusse oder von andern Sachen wegen/ die uns auflauffendt werden/ wie oder in welchem wege sich das fügt/ das dieselbe Kost unde Zerung der vorgenante unßere Eydgenossen von Zürch/ von Bern/ von Solothurn/ von Lucern/ von Zug/ unde das Ambt nicht angehen soll/ unde das sie uns darumb nicht gebunden sein sollen anzulegen/ danne wir dieselben Kosten unde uns selben übertragen undt überkommen sollen: was auch Krieg und Auflauf in der Zeit dießer Bündns uns aufstunde/ darumb mann einer Stadt Hülff erkennet/ undt gemanet wirde/ dieselben Krieg unde Auflauf sollen wir alle mit einander helffen austragen unde überwinden/ als lang unß dieselbe Sach unde Kriege nur vorkommen/ geender unde ausgerichtet/ unde versüner werden/ gäntzlich ohne Geferde. Es soll auch kein Lan den andern/ so in der Bündnus sindt/ umb kein Gelt-Schuldt/ noch umb kein Weltlich Sach auf kein Geistlich Gerichte/ auf kein Hoffgerichte/ noch auf kein Land-Gericht laden/ wäre aber/ das der Kläger Rechtes gelassen wirdt/ undt das kundlich wurde/ so mag er sein Rechte wohl fürbaß suchen/ als er dann nothdurfftig ist/ ohne Geferde. Es soll auch niemandt/ der in dießer Bündnus ist/ den andern verheffen/ noch verbinden/ dann der Rechter Geltern oder Bürge/ der ihn darumb gelobt hat/ ohne Geferde. Wir sein auch gemeinlich übereinkommen/ das kein Eydgenoß/ so in dießer Bündnus ist/ umb kein Sach für den andern Pfandt seyn soll/ auch haben wir uns selber vorbehebt/ das wir allgemeinlich/ undt jegliche Städt sonderlich/ uns wohl fürbaß besorgen undt verbinden mögen gen Herrn oder gen Stätten/ wo es uns füglich ist/ doch dießer Bündnus unschadlich/ unde das wir dießen Bundt vor allen andern Bünden/ die wir hernach nemen werden/ wahr unde stet haben sollen/ dieweil er weret/ mit allen Sachen/ als an dießem Brieff geschrieben stehet/ ohne alle Geferde. Dabey soll mann sonderlich wissen/ das wir unter uns selben tugenblich beredt unde verendigt haben gegen allen den/ die zu dießen Bündnus sindt/ oder noch darein kommen/ das ein jegliche Stadt/ ein jeglich Landt/ jeglich Dorff/ jeglicher Hoff/ so jemandt zugehören/ der in dießer Bündnus ist/ gäntzlich beliebent soll bey ihren Gerichten undt Rechten/ bey ihren Freyheiten/ undt bey ihren guten Gewohnheiten/ undt das jeglich Sach stan undt bleiben soll/ als es unzher in dis Bündnus bracht ist/ alsso das niemande den andern bekräncken noch funnen soll/ dann das wir das alles an einander mit guten Treuen sollen helffen/ schirmen unde behaben/ das es nimmer umbhin bliebe/ ohne alle Geferde. Unde was die Herrschafft von Oesterreich oder jemande ander zu uns allen gemeinlich/ oder zu keiner Statt sonderlich zu sprechen/ oder mit uns zu schaffen haben/ oder hernach gewinnen/ darumb sollen wir vor dießen Bunde/ noch mindert anderswo gebunden sein/ das Recht zu halten undt zu thun/ dann das wir umb all Sach bey der Gewohnheit bleiben sollen/ als von Alter herkommen ist/ ohne Geferde.

Wir die vorgenanten Stätte haben auch uns selben vorbehebt undt ausgelassen/ die Eyde unde Bundt/ die wir vor dießer Bündnus gelobt/ unde geschwohren haben/ das dieselben Bunde mit ihren Puncten unde Begrieffnussen vor dießen Bunde gehen sollen/ als lang sie wehrent/ ohne Geferde.

Darzu haben wir die vorgenanten Städte allgemeinlich ausgelassen unde vorbehabt dem H. Römischen Reich/ unde unsern Gottes Häusern die Rechnungen/ die wir ihnen billig thun sollen.

Were aber/ das jemande wäre/ der uns allgemeinlich/ oder dehein Statt sonderlich fürbas dringen undt bekümmern wolte/ wider den unde wider die sollen wir alle einander beholffen sein in aller der Masse/ als vor umb unßer Hülff geschrieben stehe/ ohne alle Geferde.

Wir die vorgenanten Städte/ die von Regenspurg/ eine Freye Stadt undt wir die von Baßel/ von Nürnberg/ von Augspurg/ von Ulm/ von Costnitz/ von Eßlingen/ von Reutlingen/ von Rotweil/ von Weile/ von Uberlingen/ von Bibrach/ von Ravenspurg/ von Lindau/ von S. Gallen/ von Kempten/ von Kouffbürn/ von Luckirch/ von Jßny/ von Wangen/ von Buchorn/

von

ANNO 1385.

von Gmündt / von Halle / von Heilbrun / von Wimphen / von Nördlingen / von Dunckelspuel / von Rotenburg uf der Tauber / von Wemsheim / von Weissenburg / von Winsburg / von Alon / von Bopfingen / von Giengen / von Weil im Turgow / von Pfullendorf / undt von Buchaw bekennen offentlich / das wir die vorgeschriebne Bündnus undt getreüe Gesellschafft geworben undt zubracht unde angelobt haben für uns selber / undt für die Erwürdigen Weisen unsere liebe Eydt-genossen / die Städt bey dem Rhein / Mentze / Strasburg / Wormbs / Speyer / Franckfurt / Hagenaw / Weissenburg / Wetzlar / Schlettstadt / Ahenheim / Friedberg / Pfedersheim undt Sals.

Darumb zu einer erkentlichen Gezeügnus / unde offenen Urkunde / das die vorgeschriebene Bündnus / als sie an diesem Brieff begrieffen ist / wahr unde stete bleibe / so haben wir die obgenanten Swäbischen Stätt / unser Insegel für uns unde für die ehegenanten unser Eydt-genossen die Rheinischen Städte offentlich gehenckt an dieser Brieff zween / die gleich geschrieben sinde / jedwederen Theil einen / unde wie die vorgenanten Städt / Zürch / Bern / Solothurn / Lucern / Zug / undt das Ambt daselbst / verjehen alles das / so vor uns geschrieben ist. Unde zu einem wahren unde steten Urkundt / so haben wir derselben unser Städte Insigel offenlich gehenckt an dieser Brieff zween gleich geschrieben / jedwederm Theil seinen. Das geschahe und ward dieser Brieff geben zu Costnitz in der Stadt / an dem nechsten Zinstag von Sant Matthias-Tag des heil. Zwelffbotten / Anno Domini M. CCC. LXXXV.

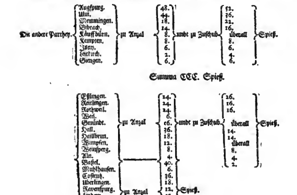
ANNO 1385.

Nota der Ordnung / in der gemeine Städte zu Rath worden.

Die erste Parthey.	Regenspurg	zu Anzal	48. Spieß.	zu Zuschub.	52. Spieß.
	Nurmberg	zu Anzal	48. Spieß.	zu Zuschub.	52. Spieß.
	Nördlingen	zu Anzal	36. Spieß.	zu Zuschub.	24. Spieß.
	Rotenburg	zu Anzal	24. Spieß.	zu Zuschub.	20. Spieß.
	Windesheim	zu Anzal	12. Spieß.	zu Zuschub.	12. Spieß.
	Swinfurt	zu Anzal	12. Spieß.	zu Zuschub.	12. Spieß.
	Dunckelspuhl	zu Anzal	8. Spieß.	zu Zuschub.	12. Spieß.
	Weissenburg	zu Anzal	6. Spieß.	zu Zuschub.	10. Spieß.
	Bopfingen	zu Anzal	4. Spieß.	zu Zuschub.	4. Spieß.

Summa CCCC. minus 4. Spieß.

Von Welcher Stadt der Zug ausgehet / die soll dann mit Macht damit ziehen / zu Roß undt Fuß.



Die andere Parthey.	Augspurg.	zu Anzal	48.	undt zu Zuschub	52.	Spieß.
	Ulm.		44.		36.	
	Memmingen.		18.		22.	
	Bibrach.		14.		16.	
	Kauffbüren.		8.		überall	
	Kempten.		8.		8.	
	Ysny.		6.		6.	
	Leutkirch.		2.		4.	
	Giengen.		6.		6.	

Summa CCC. Spieß.

Eßlingen.	zu Anzal	24.	undt zu Zuschub.	26.	Spieß.
Reitlingen.		24.		16.	
Rothweil.		24.		16.	
Weil.		6.			
Gmündt.		16.		überall	
Hall.		36.		14.	
Hailbrun.		18.		14.	
Wimpfen.		12.		überall	
Weinsperg.		8.		8.	
Aln.		4.		4.	
Baßel.	zu Anzal	40.	Spieß.	2.	
Muhlhausen.		6.			
Costnitz.		36.			
Uberlingen.		18.			
Ravenspurg.		12.			
Lindaw.		12.			
S. Gallen.		8.			
Pfullendorff.		6.			
Wangen.		4.			
Buchorn.		2.			

Summa CCCC. XII. Spieß.

CXL.

8. Mars. *Renonciation d'*ISABEAU DE LORRAINE *&* *d'*ENGUERRANT DE COUCY, *Comte de Soissons, son Mari, portant qu'elle se tient contente de la Dot qu'elle a reçue en Mariage, & qu'en ce regard elle renonce à tout ce qu'elle pourroit prétendre au Duché & Princerie de* Lorraine, *avec reserve néanmoins de son Droit de Succession, en cas que ses Freres, ou leurs Fils après eux, vinssent à deceder sans Heirs mâles; auquel cas, la Duché de* Lorraine *devroit lui revenir à elle & aux siens par préference à leurs Filles. Fait le* 8. *jour de Mars* 1385. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, & d'Autriche. Aux Preuves. pag. 192. *Tiré des Archives de Lorraine.*]

ENGUERRAN Seigneur de Coucy & Comte de Soissons, & YSABEL de Lorraine Fille de halt & puissant Prince Monsieur JEAN Duc de Lorraine & Marchis, & Femme de halt & puissant Prince Monsieur ENGUERRAN Seigneur de Coucy & Comte de Soissons dessus nommez; Faisons sçavoir à touts que parmei ce que nostredit Seigneur le Duc en traittant du Mariage entre nous ENGUERRAN & YSABEL dessusdit, ayt promis entre les choses à donner, ottroyer & conceder à moy YSABEL dessus ditte pour moy & mes Hoirs nez & procreez en nostredit Mariage, les choses cy apres escrittes. C'est à sçavoir les dous Chastels & Villes de Florines & de Pelx, seant en l'Eveschief de Liege, ensemble les dous Chastelleries & tour-

tes

ANNO 1385.

tes les Villes, bans & finages appartenans à iceulx Chastels & Chastelleries, en tel haultour, Signourie, Jurisdiction, droit, raison & action, comme mondit Seigneur le Duc les avoit, tenoit & possedoit ou devoit avoir, tenir & posseder devant le Traittié de nostredit Mariage, & avec ce la Somme de Oct mille francs de France de bon or & de juste pois, à payer à de certains termes per le mettre en acquest de Terre pour & au proffit de moy YSABEL dessusditte, & de mesdits Hoirs de nostredit Mariage, ensi tout c'en puet apparoir plus amplement en certaines Lettres coutenant plus plainement le pourparler, Traictié & Accord dudit Mariage, que furent faittes en l'an de l'Incarnation nostre Seigneur mil trois cent quattre vingt & cinq, le vingt & sixiesme du mois de Fevrier, & icellées des Seels de nostredit Seigneur le Duc & de moy ENGUERRAN Seigneur de Coucy dessusdit. Et je ENGUERRAN Seigneur de Coucy dessusdit, pour & à cause de ladite YSABEL ma Femme & loyalle Espouse que ad ce faire ay licentiée & auctorisée speciallement pour cette chose de moudit Seigneur & loyal Espoux Monsieur de Coucy; recongnoissons & confessons de nostre pleine & franche volontei sans aucune force & contrainte, que nous & chacun de nous endroit suy, entant comme il nous touche & puet touchier conjointement comme divisement avons fait & faisons pleine quittance, de tout le droit, raison & action que jamais puent ou doient competer & appartenir à moy YSABEL de Lorraine dessusditte & à mes Hoirs, ou Duchié, Princée, Baronnie de Lorraine, & à touts les biens immobles, & heritages qui appartiennent & appartenront à nostredit Seigneur le Duc & à ses Hoirs tant au Royaume de France comme altre part en quel meniere que ce soit. Salf tant pour moy YSABEL de Lorraine dessusditte & mes Hoirs, que se mondit Seigneur le Duc, ou ses altres Enfants masles, presents ou advenir, trespassoyent fuit de cettuy siecle sans Hoirs de leur propre corps nez & procreez en loyal Mariage, c'en que Dieu ne veille, & pareillement se mondit Seigneur le Duc laxoit une Fille ou plusieurs de son propre corps. En touts ces cas & chacun d'iceulx venroyent & tourneroyent lesdits Duchié, Princée & Baronnie de Loherenne, ensemble touttes leurs appartenances, & touts altres heritages; que celuy qui seroit Duc de Loherenne pour le temps, laixeroit apres le trespassement, en la main de moy YSABEL de Loherenne ou de mes Hoirs comme vraye Heritiere dudit Duchié de Loherenne & de ses appertenances, &c. En signe de verité sur touttes les choses dessusdittes & chacune d'icelles, avons nous fait mettre noz Seels à ces presentes, & avons prié & requis à discrette personne le Tabellion publique cy apres escrit, qu'il pour cause de tesmoignage veille mettre son Signe manuel avec nosdits Seels en ces presentes, qui furent faittes en l'an de l'Incarnation nostre Seigneur mil trois cens quatre vingt & cinq, le Octiesme jour du mois de Mars environ l'heure de Nonne, en l'Indiction Noviesme, en l'an Octiesme du Pontificat de tres-sainct Pere en Dieu & Seigneur, Seigneur Clement par la Divine proveance Pape VII. en la Ville de Nancey, en l'Hostel de nostredit Seigneur le Duc. Presents Nobles hommes & Seigneurs Robert Vicomte de Meaulx, Bidail de Lais, Jehan de Tellot, Jacques d'Amance Chevalliers avec plusieurs autres dignes de foy ad ce appellez & requis pour tesmoignage. *Et ego Petrus Alberti de Nanceyo Clericus Tullensis Diœcesis, publicus authoritate Imperiali & Curiæ Tullensis Notarius, quia hujusmodi quittanciæ & aliis omnibus & aliis prædictis singulis dum sic fierent & agerentur, unà cum prænominatis testibus personaliter interfui, præsens publicum Instrumentum inde confeci, & in hanc publicam formam redegi, ac legitimè aliis Negotiis impeditus per alium scribi feci, Signóque meo publico solito, una cum Sigillis dictorum Domini & Dominæ de Cenceio conjugum, signavi in Testimonium veritatis, requisitus & rogatus.*

CXLI.

23. Aoû. *Capitula Serenissimo ac Invictissimo* CAROLO IV. *Romanorum Imperatori per Dominum* GUIDONEM DE GONZAGA *Mantuæ oblata, postulata, ab eoque, ut videtur, impetrata, quibus ipse* GUIDO *cum* LUDOVICO *&* FRANCISCO *ejus Filiis promittit se præbere fidelem & obedientem erga suam Majestatem & Imperium; eumque in Civitatem Mantuæ receptare tanquam Dominum, atque illi tradere Claves & Dominium totius Territorii* (1). [Pièce authentique tirée des Archives Archi-Ducales de Mantoue.]

ANNO 1385.

1. CUm humili, devota ac debita subjectione Exponentes Domini Guido de Gonzaga pro Sacro Imperio Mantuæ & Regii Vicarius generalis, nec non Ludovicus & Franciscus Fratres & Nati præfati Domini Guidonis dicunt quod casu existente quo Serenissimus Dominus eorum Dominus Imperator &c. velit ad Civitatem Mantuæ accedere, ipsum Dominum suum Dominum Imperatorem in ipsam Civitatem recipient & presto sunt ipsius adventum libenti animo acceptare ut tenentur & debent ipsamque Civitatem suam, & Sacri Imperii eidem Domino Imperatori, ac Claves ipsius Civitatis libere tradere, & consignare.

2. Volunt prælibati Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus præfatum Dominum suum Dominum Imperatorem, quotiescumque sibi vellet ad partes aliquas Lombardiæ sequi cum personis videlicet unus eorum cum gentibus & toto suo posse juxta eorum possibilitatem ad Mandata dicti Domini sui Domini Imperatoris, & alter ipsorum videlicet Dominus Ludovicus, vel Dominus Franciscus remaneat in Civitate Mantuæ pro custodiendo, & conservando eam ad honorem, & exaltationem ipsius Domini sui Domini Imperatoris veluti veri, fideles ipsiusmet Domini sui, & Sacri Imperii ab æterno ipsi, & sui Prædecessores.

3. Et semper debita subjectione præmissa Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus de Gonzaga introitus Datia, Pedaggia, Gabellas, sive Thelonea, & proventus quoslibet dictæ Civitatis, & Districtus ejusdem volunt tenere, & habere, ac gaudere, sicut & qualiter nunc tenent & habent, & de ipsis disponere, & administrare sicut & nunc præsentialiter possunt, & faciunt, & hoc expedit ipsis Dominis pro incumbentibus sumptibus, personis, statui, honori, & conditioni ipsorum cumque etiam præfati Domini multos & multos habeant eorum caros Amicos & Nobiles per quos ipsis Dominis sunt servitia impensa, quibus pro victu, & condecenti substentatione oportet ipsos Dominos subvenire de denariis, & aliis, quos amicos suos deserere modo aliquo non valerent, & quam pluribus aliis causis, ut etiam meliùs casu quolibet melius opportuno dicti Domini sui Domini Imperatoris honorem facere valeant, & prosequi.

4. A prædicto autem Domino suo singularissimo Domino Imperatore humiliter, & devote cum debita reverentia & subjectione supplicant, postulant, & requirunt dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus quod cum olim Dominus Loysius de Gonzaga, ac Domini Guido, & Feltrinus Fratres, & Filii dicti Domini Loysii propter Guerram, quam habebant cum Magnifico Domino Bernabove Vicecomite, necessitate & metu compulsi, de bonis suis fecerunt donationem ipsi Domino Bernabovi, deinde bona ipsa ab eo in Feudum acceperunt, ac etiam Civitatis Mantuæ & Regii, salvo tamen jure Imperii, quatenus ipse Dominus Imperator absolvat, & liberet ipsos Dominos Guidonem, Ludovicum, & Franciscum, ac Dominum Feltrinum, & cæteros de Domo sua a dicto Feudo, & obligatione ipsius omni modo, jure, & forma, quibus melius fieri potest, & poterit, & quod in casu quolibet, quod Dominus Imperator restitueret Dominum Bernabovem ad jura sua, specialiter non restituet ipsum ad jura dicti Feudi, imò specialiter, & expressim dicta jura Feudi in restitutionem exceptabit.

5. Item à præfato Domino suo Domino Imperatore postulant, & requirunt dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus, quod dictus Dominus Imperator non ponet, nec stare vel habitare, nec aliquo modo venire, vel accedere, vel moram trahere permittet, vel consentiet Dominum Feltrinum de Gonzaga, & Filios, vel eorum aliquem consortem vel aliquam aliam personam extrinsecam suspectam dictis Dominis sine expressa voluntate, & beneplacito dictorum Dominorum Guidonis, Ludovici, & Francisci, in Civitate Mantuæ, nec in aliqua parte sui districtus. Et dato etiam quod ipsi Domini vel aliquis ipsorum postularent, vel requirerent de gratia speciali a dicto Domino suo Domino Imperatore, quod aliqua persona extrinseca ut suprà veniret, vel venire posset in Civitatem Mantuæ, vel ejus Districtum, sive in aliquibus aliis Locis, quæ ipsi Domini tenerent, vel possiderent, non faciet, neque aliquo modo consentiet, vel permittet.

6. Item

(1) La Date manque à cette Pièce; mais la Rubrique qu'on y a trouvée, y suplée, la marquant du 23. d'Août 1385. [D U M.]

Anno 1385.

6. Item postulant, & requirunt prædicti Domini Ludovicus, & Franciscus a prælibato Domino suo Domino Imperatore, quod absolvantur a Crimine quolibet, & à pœna, quod, seu quam fecissent, vel incurissent, vel incurere possent, vel deberent jure aliquo, & omnes eorum Fautores, Auctores, seu Consortios propter mortem quondam Domini Ugolini de Gonzaga, & eos Dominos, & prædictos omnes absolvat, & liberet à dicto Crimine, & qualibet ejus pœna, ac restituat ad omnia, quibus dicti Domini & prædicti omnes essent privati, vel privandi dicta de causa & jure, omni modo, Jure, & forma, quibus melius fieri potest, & ità & taliter, quod propter dictum Crimen per accusationem, vel denuntiationem alicujus personæ, sive per inquisitionem, vel aliquo alio modo non possint dicti Domini, & prædicti omnes inquietari, molestari vel turbari nec in jus vocari coram ipso Domino Imperatore nec coram aliquo Judice, Magistratu, vel Officiali, nec per aliquem eorum aliquo modo, ratione, vel causa, sive prætexta.

7. Item postulant, & requirunt dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus quod ad petitionem sive instantiam dicti Domini Feltrini, vel Filiorum ejus, aut alterius sui consortis, vel cujuslibet alterius personæ, Communitatis, Coleggii, vel Universitatis dictus Dominus Imperator non permittet in jus vocari ipsos Dominos Guidonem, Ludovicum, & Franciscum aliquo modo coram ipso, vel aliquo Magistratu, nec ipsos Dominos molestare, vel turbare realiter, vel personaliter, nec aliquid dicere, vel opponere contra eosdem Dominos tempore aliquo, aliqua occasione, vel causa criminali sive Civili, nec propter aliqua commissa, vel perpetrata per eosdem Dominos, nec pro aliquibus bonis, rebus, Juribus, Possessionibus, Honoribus, Feudis, Jurisdictionibus, vel quasi, quæ nunc tenent, vel possident sive detentant modo quolibet, de jure vel de facto, scilicet ipsas res, & bona teneant, habeant & possideant, sicut nunc habent, tenent, & possident, sive per ipsos habeantur, & possideantur, sive per alios suo nomine, videlicet si res, bona, jura, & possessiones aliquas dederint titulo aliquo, vel modo aliquo, etiam sine titulo, quocumque modo dederint, vel concesserint aliquibus eorum familiaribus, vel domesticis, sive alicui alteri personæ, tales personæ ipsas res, & bona habeant, teneant, & possideant, sicut nunc tenent, & possident; ita & taliter quod pro prædictis rebus & possessionibus in jus vocari non possint.

8. Item à dicto Domino suo Domino Imperatore postulant, & requirunt antedicti Domini Ludovicus, & Franciscus, quatenus ipse Dominus ipsos constituat, & decernat Vicarios suos in Civitate Mantuæ & Districtu adjungendo dicto Domino Guidoni Patri suo eos, qui propter temporis ætatem otio se dare oportet, & non labori, ac etiam ipsos Dominos Ludovicum, & Franciscum Vicarios constituat de Terris, Locis, & Castris, quorum prædicti Domini Loysius, Guido, Filippinus, & Feltrinus, & Ugolinus fuerunt constituti Vicarii positis in Territoriis Brixiæ, & Cremonæ, ac Curiæ Quarentularum, Castri Mirandulæ, & Sti. Possidonii, & de omnibus aliis Terris, & Locis, de quibus dicti quondam Domini Loysius, Guido, Filippinus, & Feltrinus, & Ugolinus fuerunt Vicarii per Sacrum Imperium constituti exceptis dumtaxat Civitate Regii, & ejus Districtu, & quod dicti Fratres de Gonzaga succedant unus alteri, & eorum Filii in Vicariatu prædictorum.

9. Item à dicto Domino suo Domino Imperatore postulant dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus, quatenus dictus suus Dominus in Feudum honorabile det, & concedat eisdem pro se & Filiis suis Masculis tali pacto, & de gratia speciali quod semel sufficiat Investituram accepisse, & Sacramentum fidelitatis præstare spetialiter Curiam Quarentularum, Castrum Mirandulæ, & Curiam Sti. Possidonii cum omnibus suis Juribus & Jurisdictionibus, quas Curias, & Castrum dictus Dominus Imperator aliàs dedit in Vicariatum prædictis Dominis Loysio, Guidoni, Filippino, Feltrino, & Ugolino, ac etiam omnes alias Terras, Loca, & Castra quæ dicti Domini Loysius, Guido, Filippinus & Feltrinus, & Ugolinus vel alter eorum habuerunt in Feudum a dicto Domino Imperatore in Territoriis Brixiæ, & Cremonæ, ac Mantuæ, eximendo ipsas Curias, Castra, Loca, & Terras a potestate, & baylia qualibet Communium Brixiæ, & Cremonæ & Regii, & a qualibet potestate, & baylia cujuscumque Civitatis, & Communitatis.

10. Item à dicto Domino suo Domino Imperatore prædicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus postulant, quod cum dictus quondam Dominus Ugolinus investitus fuerit a dicto Domino Imperatore de aliquibus Castris, Locis, & Terris, & parte aliqua earum, ipse Dominus Imperator investiat dictos Dominos de dictis Terris, Locis, & Castris, quæ tantummodo sunt super Territorio Mantuæ intelligendo super Territorio Mantuæ a Turri Vadi citrà inclusive, sicut & qualiter, & quomodo erat investitus dictus quondam Dominus Ugolinus.

11. Item à dicto Domino suo Domino Imperatore postulant dicti Domini Guido, Ludovicus & Franciscus quatenus eisdem Dominis det, & concedat in Feudum honorabile Castra Roccam, & Fortalitias Seravallis Districtus Mantuæ cum omnibus suis juribus, & cum libertate, jure, & baylia habendi, & colligendi Datia quælibet de rebus omnibus de quibus sunt solita exigi Datia consueta, quæ tam per Terram, quam per aquam Padi conducuntur, sicut nunc dicta Datia ibi exiguntur pro se, & Filiis suis Masculis tali pacto, & de gratia spetiali, quod semel sufficiat Investituram accipere, & Sacramentum fidelitatis præstare, eximendo dictum Castrum, & Fortalitias, ac exactionem dictorum Datiorum a qualibet potestate, & Jurisdictione Communis Mantuæ, &c.

12. Item à dicto Domino suo Domino Imperatore postulant dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus, quòd cum ex necessitate incumbente propter Guerram, quam habuerunt tunc cum Magnifico Domino Bernabove dicti Domini Loysius, Guido, & Feltrinus pignori dederunt quondam Domino Canigrandi della Scalla Castra Castellarii, Bonifixi, & Caneduli Districtus Mantuæ per certam summam pecuniæ circa XXXM. Ducatos si Canissegnorius della Scalla, qui nunc tenet ipsa Castra, non fuerit obediens dicto Domino Imperatori & Mandatis Sacri Imperii, quod ipse Dominus Imperator operabitur, & faciet cum effectu, quod dicta Castra devenient in dictos Dominos Guidonem, Ludovicum & Franciscum, & ipsa habeant absque solutione aliqua. Si autem dictus Canissegnorius obediens fuerit Mandatis Sacri Imperii, quod tunc ipsis Dominis Guidoni, Ludovico, & Francisco dantibus, & solventibus quantitates pecuniæ debitas pro dicta pignoratione, vel paratis solvere cum effectu operabitur, & faciet dictus Dominus Imperator, quod dictus Canissegnorius restituet liberè, & relaxabit dicta Castra dictis Dominis Guidoni, Ludovico, & Francisco antedictis.

13. Item a dicto Domino suo Domino Imperatore dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus postulant, & requirunt nonnullis urgentibus causis, & ut scandala mala & rixæ quælibet evitentur, quæ communio præsertim parere solet, quod Dominus Feltrinus prædictus, & ejus Filii, nec aliquis alius consors dictorum Dominorum Guidonis, Ludovici, & Francisci nullo modo, vel causâ, seu pretextu se impediant, vel intromittant aliqualiter, directè vel indirectè, de Civitate Mantuæ, Territorio ejusque Districtu, & Fortalitiis, Juribus, & Jurisdictionibus ejusdem, intelligendo dictum Territorium a Turri Vadi citrà inclusive nec de dicta Curia Quarentullarum, Sti. Possidonii, & Castro Mirandulæ nec de Terris prædictis Territorii Brixiæ, & Cremonæ. Cum etiam prædicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus sint contenti, se non impedire, seu intromittere modo aliquo, causâ, vel prætextu, directè vel indirectè, de Civitate Regii ejusque Districtu, Fortalitiis, Juribus, & Jurisdictionibus ejusdem.

14. Item a dicto Domino suo Domino Imperatore supradicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus postulant, quod si contingat Dominum Imperatorem recedere, vel se personaliter absentare à Civitate Mantuæ prò eundo ad aliquas alias partes & ipse Dominus Imperator vellit aliquem loco sui dimittere in Civitate Mantuæ; ipsi Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus tenebunt, habebunt, & tractabunt sicut Dominum illum talem, & eum honorabunt, & sequentur intuitu ipsius Domini Imperatoris, & Cæsareæ Majestatis. Sed quia ipsi Domini ita fideliter, & solicite, & cum minori labore quam aliquis alius custodient, & gubernabunt ipsam Civitatem, & Fortalitias ejus, volunt habere potestatem, & bayliam, & Dominium dictæ Civitatis & Claves ipsius, & Fortalitiarum ad exaltationem, & honorem semper dicti Domini Imperatoris, & Sancti Imperii. Et ad petitionem dicti talis ipsi Domini vel alter ipsorum non teneantur accipere in dicta Civitate nisi eas Gentes, quas volent dicti Domini, vel alter eorum, sunt tamen benè contenti dicti Domini, egente Domino Imperatore in partibus Lombardiæ, recipere omnes Gentes in Civitate Mantuæ secundum quod ipse Dominus mandaverit. Et si dictus Dominus Imperator noluerit loco sui dimittere in dicta Civitate aliquem, dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus similiter volunt Dominium liberum dictæ Civitatis Mantuæ, & Forta-

ANNO 1385.

Fortalitiarum tamquam ipsius Domini Imperatoris Vicarii.

15. Item postulant a dicto Domino suo Domino Imperatore debita subjectione præmissa quod primò, & ante omnia ipse Dominus Imperator ipsos Dominos Ludovicum & Franciscum absolvat, & liberet à Crimine Læsæ Majestatis, & eos restituat, & reintegret ad honores, dignitates, successiones, & acquisitiones quaslibet non obstante aliquo, quod obstare posset, omni modo, jure, & forma, quibus melius fieri potest.

16. Item dicunt Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus, quod non volunt esse contrà Sanctam Matrem Ecclesiam, Dominos Marchiones Estenses, & Dominum Paduæ quorum dicti Domini sunt colligati, durante Liga, volentes vivere, & esse legales.

17. Item postulant dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus, si Dominus Feltrinus de Gonzaga non esset obediens dicto Domino Imperatori, quod ipse Dominus Imperator det, & concedat prædictis Dominis Guidoni, Ludovico, & Francisco omne, & totum, quod spectat, vel pertinet ipsi Domino Feltrino in Civitate Mantuæ, & ejus Districtu, & Civitate Regii, & omne, & totum id, quod tenet in dicta Civitate Regii & ejus Districtu, ac omne, quod spectaret, & pertineret quibuscumque qui essent rebelles dicti Domini Imperatoris, vel inobedientes eidem, vel quod tenerent, & possiderent in dictis Civitatibus Mantuæ, & Regii & earum Districtibus.

18. Item debita reverentia præmissa, requirunt dicti Domini Guido, Ludovicus, & Franciscus, quod ipse Dominus Imperator ipsos deffendat a qualibet persona inimicante, & offendente dictos Dominos, & eorum statum casu quolibet, ipsisque talibus inimicantibus, & offendentibus dictos Dominos dictus Dominus Imperator inimicetur, & offendat eosdem.

Ista sunt quæ vult Dominus Imperator à Mantuano.

Primo quod dictus Mantuanus recipiat Vicariatum Mantuæ à Domino Imperatore, & eidem Domino faciat fidelitatis Juramentum.

Item idem Mantuanus debeat dare Domino Imperatori sex mille Florenos pro præsenti & deinceps de tempore in tempus eidem Domino Imperatori servire secundum possibilitatem suam.

Item dictus Mantuanus debeat ad præsens Domino mittere Naves duodecim de majoribus, quas habere potest, sub expensis suis scilicet ipsius Mantuani.

Item quod Domino Imperatore existente in tali propinquitate ubi eum potest attingere sibi, & suis Victualia, & alia necessaria mittere, & procurare ita tamen quod vendentibus solvatur.

Item dictus Mantuanus debeat Passum Burgifortii tenere sic, quod Dominus Imperator, & Gentes suæ, quoties, & quando ipsis placuerit, transire & redire libere valeant, ac per alia sua Fortalitia, & quod in his cum securitate recipiantur, & hunc præsentem Articulum jurabunt dictus Mantuanus, & ejus Filii ad Sancta Dei Evangelia ratum, gratum, & firmum habituros, & ad horum securitatem majorem procurabunt idem Mantuanus & Filii, quod Domini Veronenses, Nobiles de Castellario & Amfredus de Lando, ac etiam Commune Mantuæ unà cum eis prædictum Articulum promittent, atque jurent.

NOs Guido de Gonzaga pro Sacra Imperiali Majestate Romanorum Mantuæ, &c. Vicarius generalis, ac Ludovicus, & Franciscus ejusdem geniti tamquam humiles, & devotissimi servitores Serenissimi, ac Invictissimi Principis & Domini Nostri Generosissimi Domini Caroli Quarti Romanorum Imperatoris semper Augusti, & Boemiæ Regis Gloriosissimi, ac Imperii Sacri fideles & nequaquam immemores, vel ingrati multiplicium beneficiorum, & munerum gratis, quæ nobis dudum impendit sua largifica Celsitudo, & quam speramus impensuram Nobis largifluentius in futurum per præsentes notum esse volumus universis, quod quemadmodum eidem Serenissimo Domino Nostro Domino Imperatori per Nobiles, ac Sapientes Viros Dominum Odolinum de Pettenariis de Parma Legum Doctorem, & Aycardinum de Capitibus Nigris Procuratores nostros, & Nuntios speciales nuper exponi mandavimus, & jam dudum per Magistrum Andream de Paynellis de Godio Sacræ ipsius Imperialis Aulæ Notarium, & familiarem, ac Cancellarium nostrum dilectum circa ipsius fælicem accessum personaliter in Italiam pro Juribus Sacri Imperii reparandis, & divina dispensatione quæ ipsius Sacri Imperii esse noscuntur toto vigili suo studio reformandis, dispositi sumus effectualiter, & parati præfatum Serenissimum Dominum nostrum Imperatorem in Civitatem suam Mantuæ tamquam nostrum Dominum receptare, sibique liberaliter tradere Claves, & Dominium Civitatis; ac unus ex nobis Fratribus scilicet, vel Ego Ludovicus, vel Ego Franciscus Excelentiam ejus sequi cum eo posse quod valuerimus, si contingat eum non egrediendo Lombardiam ad partes aliquas equitare; altero nostrum in dicta sua Civitate Mantuæ pro ejus tutiori remanente custodia Mandatis suis, ut Sacri Imperii fideles, devotiùs & perpetuò parituri. Eo maxime cum supplicationes nostras, quas sibi obnitè porreximus, admiserit generosè videlicet: *Primo* ut si ad dictam suam Civitatem Mantuæ eum contingat accedere, quod quoslibet Introïtus sivè proventus tam ex Theloneis, quam ex quibuslibet rebus aliis Civitatis sive Mantuæ supradictæ ejusque Districtus percipi à Nobis, ac dispensari juxta nostræ beneplacitum voluntatis, sicut præsentialiter habemus, & facimus, de sua liberalitate concedet, cum sibi evidenter appareat, nos eisdem introïtibus sivè proventibus carere non posse tamquam incumbentibus sumptibus Civitati jam dictæ ejusque Districtui, quam pro sustentatione nostra, & Amicorum nostrorum, quos pro receptis servitiis modo aliquo rationabili deserere non possemus. *Secundo* quod propter multiplices causas rationabiles, & justissimas Dominum Feltrinum de Gonzaga, nec Filios ejus, nec quemcumque Consortem nostrum, neque personam, de qua nos aliqualiter dubitare contingeret, seu quam haberemus quoquo modo suspectam non permittet in dictam Civitatem Mantuæ, vel in ejus Districtum, aut Locum quem nos tempore aliquo teneremus, accedere, nec manere ulla ratione, vel causa, etiam si sibi de gratia speciali nos, seu aliquis nostrum contrarium peteremus, cum Celsitudini suæ constet præfatum Dominum Feltrinum abusum fuisse Offitio Vicariatus, quod sibi sua contulerat Excellentia in usurpando, & occupando Civitatem Regii, ejusque Districtum, ac multa ex Castris, & Villis Territorii Mantuani, quarum Terrarum, & Locorum Nos Guido Vicarius eramus a dicti Domini nostri Celsitudine constitutus in solidum, sicut ipse, & quia Filii ejusdem Domini Feltrini, ac multi ex Consortibus nostris & Civibus in hac transgressione sibi faverunt, & contra debitum justitiæ consilium ei, ac favorem, & auxilium præbuerunt, ex quibus causis de Mantua, & Locis illis omnibus, quos tenemus eos censet penitus rationabiliter excludendos. *Tertio* verò cum per dictos nostros Procuratores ipsi Serenissimo Domino nostro suppliciter peteremus, quod ad instantiam ipsius Domini Feltrini de Gonzaga, vel Filiorum ejus, aut alicujus nostri Consortis, seu alterius cujusvis personæ Nos, seu aliquem nostrum inquietari, vel turbari quoquomodo de Civitate Mantuæ, vel Districtu nullatenus sineret, neque de Curia Quarentularum, Castro Mirandulæ, & Curia Sancti Possidonii, aut de aliquibus Locis Brixiæ, vel Cremonæ, in quibus Locis jus aliquod, vel potestatem ullam prætenderet se habere, neque eos aliquo tempore se de prædictis intromittere ullo modo, nec quod per ipsum Dominum Feltrinum, aut Filios ejus, seu alios Consortes nostros, nec per aliquem alium, seu alios cujuscumque status, vel conditionis, præeminentiæ, vel dignitatis existerent, sive Ecclesiastici, aut Seculares essent, aut per Commune, Coleggium, & Universitatem, neque per ipsum Serenissimum Dominum nostrum, seu aliquos Offitiales suos, vel quoslibet alios Magistratus pro aliquibus actis, vel perpetratis, sive commissis per Nos, sive alios nostro nomine, sive Prædecessores nostros temporibus retroactis, seu pro aliqua Causa civili, vel criminali, vel quasi, aut pro aliquibus possessionibus, seu bonis, & rebus per Nos, aut alios nostro nomine possessis, & habitis, sive de jure, sive de facto, non pateretur in Jus modo aliquo nos vocari, seu aliquos bona aliqua nostro nomine possidentes seu per Nos eisdem concessis, sed Nos, & eorum quemlibet in statu quo sumus, & sunt præsentialiter conservaret; & eas res, & bona, nos & ipsos sic tenere & possidere dimitteret, quemadmodum Nos, & ipsi nunc tenemus & præsentialiter nos habemus. Præmemoratus Generosissimus noster Dominus super dicta petitione nostra continente quamplura sic duxit rationabiliter statuendus; quod ipse Dominus Feltrinus, & Filii sui, aut aliqui nostri Consortes in supranominatis Locis, & Terris nos inquietare, vel turbare, & de ipsa modo aliquo, sive causa se intromittere non habeant neque possint ex causis superius memoratis; quinimo si præ-

ANNO 1385.

præmemoratus Dominus Feltrinus Mandatis dicti nostri Domini Serenissimi integraliter non paruerit, jura ipsius, res, & bona & aliorum etiam quorumcumque de Civitatibus Mantuæ, & Regii, earumque Districtuum, vel habitatorum similiter earumdem, qui suæ Celsitudini rebellarent, ipsamque Civitatem Regii, & Districtum nobis de benignitate sua solita statuit conferendam. Et in casu, quo idem Dominus Feltrinus a Clementia sua restitutionis gratiam mereatur, tantumodo ad bona, quæ habebat in Civitate Regii ejusque Districtu, & non ad illa, quæ habeat, seu habere prætendat in Mantua, vel Territorio Mantuano declarato jam per ipsum Dominum nostrum Territorium Mantuanum esse a Turribus Vadi   citrà deversus Mantuam inclusivè, neque ad ulla alia bona, quæ alicubi alibi diceret se habere, vel ad eum spectare, sive quomodolibet pertinere eundem ipse restituet. Et etiam pro aliquibus commissis, & perpetratis per Nos, aut alios nostro nomine, seu Prædecessores nostros temporibus retroactis criminaliter, vel quasi statuit, quod ut in nostra petitione continebatur, Nos seu aliquos nostrum in jus vocari modo aliquo non possimus, ex nunc ab omnibus commissis, & perpetratis ut suprà per Nos, aut alios nostro nomine seu Prædecessores nostros hactenus absolvendo Nos, & totaliter liberando. Sed quia quod omnibus denegaretur jus ad instantiam nostri suæ quidem minime congrueret Majestati, in hoc tantum ex multis tamen, & rationabilibus causis atque dignis Nobis, & cuilibet nostrum, & Votis nostris debitè condescendit ejus Cæsarea Celsitudo videlicet, quod ab aliqua, seu ab aliquibus ex præmemoratis personis conveniri, aut in jus vocari Nos, & prædicti omnes coram eo, neque per ipsum, aut coram aliquo Judice ordinario, seu delegato, vel delegando Officiali vel Magistratu aliquo usque ad quinquenium à die adventus sui in Mantuam computandum ex aliqua re, vel causa sive occasione modo aliquo non possimus. *Quarto*, quod Castra Districtus Mantuæ quæ olim tradita fuerunt pignori Domino Canigraudi della Scalla, solvendo nos pecuniam debitam ipse Dominus noster cohoperabitur bona fide, & sine dolo, quod dicta Castra nobis restituentur cum effectu, & si Canisfegnorius, qui nunc possidet ipsa Castra, non esset obediens, & fidelitatem debitam ipsi Domino nostro, & Imperio non servaret, ipse Dominus noster cohoperabitur bona fide, & sine dolo quod dicta Castra per Nos, & per Commune Mantuæ sine solutione aliqua habeantur. *Quinto*, in casu quo de Mantua ipse discedat, esto quod ibidem dimitteret aliquem loco sui, vult, ut Claves, & Dominium Civitatis, & Fortalitiarum in nostra remanere debeant libertate; Volens Nos teneri tantumodo recipere in Civitatem Gentes, quas Nobis per suas Litteras eo existente in Lombardia recipi demandabit, & non ad postulationem illius quem loco sui dimisisset, Nos fore adstrictos recipere ullas Gentes. Et si nullum loco sui dimitteret ipse, quod Nos tamquam sui Vicarii in, & de dicta Civitate ejusque Districtu cum pleno Dominio maneamus, parati Nos quotiescumque, post recessus suos, cum redire contingeret, toties eum recipere cum illo honore, & Dominio, prout in Capitulo est expressum. *Sexto* verò cum fides omnibus semper & ubilibet sit servanda contra Colligatos nostros, qui sunt Sta. Mater Ecclesia, Illustres Marchiones Estenses, & Dominus Franciscus de Carraria, Ligæ nostræ durante tempore juxta requisitionem, quam Majestati suæ fecerunt maxime quia dicta Liga facta fuit de ipsius consensu, & Mandato, contrà eos quicquam facere, cogere non intendit. Insuper etiam prout *Septimo* devotius supplicavimus ab omnibus inimicantibus nobis, & nobis nocere quærentibus protegere nos promisit, semper tamen Justitia suadente. Et quia præfatus generosissimus Dominus noster Dominus Imperator Procuratoribus Nostris prædictis præsentibus, & recipientibus nostro nomine, & cujuslibet nostrum & per consequens Nobis promisit efficaciter, ac solemniter, & de suæ plenitudine potestatis, omni modo & jure, quibus melius pollet, bona fide, sine fraude, & omni dolo, & cautella cessantibus, per Imperialia sua scripta, eum Nobis attenturum fore omnia, & singula, quæ superius per ordinem continentur, dicens ex nunc, prout ex tunc de prædictis omnibus, & singulis responsionibus, promissionibus factis per eum ad petitiones, sive supplicationes suæ Majestati porrectas per Nos, seu Procuratores nostros prædictos, se fore contentum, ac plenè, & integraliter observare, & in nullo contrafacere, vel venire jure aliquo, seu modo, vel aliqua ratione, sive causa, volens, juxta nostram, seu nostrorum Procuratorum petitionem, prædicta omnia, & singula habere vim, & roboris firmitatem, & Nobis integraliter attendere, & observare, posito etiam quod contrarium suprascriptæ, vel modo alio peteremus, dato etiam quod in præmissis, vel aliquo præmissorum Juri nobis competenti ex eisdem in totum, vel in parte renuntiaremus, sive derogaremus quoquo modo. Contentus similiter promittere Illustri Domino Nicolao Marchioni Estensi, & quibuslibet aliis, quos duximus elligendos, antequam in dictam suam Civitatem Mantuæ, & ejus Territorium ipse intret, hæc eadem se nobis servaturum, prout superius per ordinem expressantur. Versa vice omnia & singula eidem Domino nostro Serenissimo per dictos nostros Procuratores oblata nomine nostro, atque promissa, grata, & rata perpetuò habere promittimus, & nunquam in nullo contrafacere, vel venire, promittentes per præsentes nostras Sigillorum nostrorum munimine roboratas, Nos tradituros sibi fore Claves & Dominium Civitatis suæ Mantuæ, si continget eum ad dictam ejus Civitatem accedere, & in totum attendere, & observare prout in singulis superius est expressum. In quorum omnium Testimonium atque robur præsentes scribi jussimus, & Sigillorum nostrorum appensione fecimus communiri, ac per subscriptionem infrascriptorum Notariorum publicorum similiter roborari.



Primum & tertium in ordine ex præmissis Transumptis a Papyris; secundum verò à Membrana per simplices Copias simul junctim in phasiculo asservatas in secretiori Mantuæ Archiducali Archivio fideliter, & de verbo ad verbum transcripta fuisse, nil addito, vel diminuto, quod sensum variet, aut mutet, attestor fidemque facio

Ego LUDOVICUS *Nob. olim H.* OCTAVII DE MAZZIIS *Filius, Civis publicusque Imperiali auctoritate Mantuæ Notarius, ac prædicti Archiducalis Archivii Cancellarius, hic, solita cum attestatione, subscripsi hac die ultima Novembris 1719.*

Ità verum esse affirmo
Ego JOSEPH MARIA CASTILEONUS *ejusdem Archivii secretioris Præfectus hac die 30. Novembris 1719.*

CXLII.

18. Dec.

BOURGOGNE ET GAND.

Traité de Paix entre PHILIPPE de France, *Duc de Bourgogne, de Flandres, d'Artois, &c. & la Ville & les Bourgeois de* GAND. *Fait à Tournay le 18. de Decembre* 1385. [Continuation de l'Histoire & Chronique de Flandres, par DENIS SAUVAGE. pag. 81.]

PHILIPPE, Fils de France, Duc de Bourgongne, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgongne Palatin, Sire de Salins, Comte de Rethel, & Signeur de Malines: & Marguerite, Duchesse & Comtesse desdicts Pais & Lieux, à tous ceux, qui ces presentes Lettres verront & orront, salut. Savoir faisons, comme noz bien-amés, & Sugets, les Eschevins, Doyens, Consaux, & Communautés de nostre bonne-Ville de GAND, ayant humblement supplié à Nostre-Sire le Roy, & à nous, que d'eux voulsissions avoir pitié, mercy, & misericorde, & que nostredict Signeur & nous leur voulsissions pardonner toutes les offenses & mefaits, par eux & leurs complices permis & perpetrés contre nostre-dict Signeur & nous, & que nous, ayans pitié & compassion de nosdicts Sugets, par autres Lettres d'iceluy Signeur & les nostres, & pour les causes contenues en icelles, ayons remis & pardonné à nosdicts Sugets de Gand, & à leurs complices, lesdictes offenses & mefaits: & aussi leurs ayons confirmé leurs Priviléges, Franchises, Coustumes, & Usages: ou cas qu'ils viendront plainement a l'obeissance de nostredict Signeur, & a la nostre: laquelle grâce & pardon lesdicts de Gand & leurs complices ont receue treshumblement de nostredit Seigneur & de nous: & par leurs Lettres & Messagers, qu'ils ont envoyés devers nostredit Signeur & nous en grand nombre, estant à Tournay, ont renoncé à tous debats & Guerres, & sont retournés de bon cueur à la vraye obeïs-

fance

ANNO 1385. ſance de noſtredit Signeur & de nous: en promettant que doresnavant ils ſeront bons amis, & loyaux & vrais Sugets à noſtredit Seigneur le Roy, comme à leur Signeur ſouverain, & à nous, comme à leur Signeur naturel, à cauſe de Marguerite noſtre Compaigne, comme leur Dame naturelle & héritiére: pourquoy noſtredit Seigneur & nous, nosdits Sugets de Gand, & leurs complices, avons receus à noſtre grâce, miſericorde, & obeïſſance, & donné Letres de grace, pardon, & remiſſion, purement & abſolument, avecques la reſtitution de leurs Privilèges, Couſtumes, & Uſages: ſi comme ces choſes, & autres, plus-à-plain peuvent aparoir par le contenu desdictes Lettres: apres lesquelles grâces, & remiſſions, nosdits Sugers de noſtredite bonne-Ville de Gand nous ont fait pluſieurs ſupplications: lesquelles nous avons receues & fait veoir & viſiter diligemment, par les Gens de noſtre Conſeil, par grande & meure deliberation: lesquelles veues, pour le commun bien de tout le Païs, & pour écheser toutes diſſenſions, qui doresnavant ſe pourroyent enſuyvre, de noſtre grace, pour amour & contemplation de noz bons Sugets, avons ordonné, ſur lesdictes ſupplications, par la maniere qui s'enſuyt.

Premierement, ſur ce qu'ils nous ont ſupplié que vouliſſions confirmer les Privilèges de Courtray, d'Audenarde, de Grautmont, Meule, Terremonde, Rupplemont, Alloz, Haaſt, Arelo, Breviles, Donze, & des Chaſtellenies & plat-Païs d'icelles Vilas, nous avons ordonné, que les habitans d'icelles Viles viendront pardesers nous, & nous apporteront leurs Privilèges: lesquels nous ferons veoir par les Gens de noſtre Conſeil: &, iceux veus, nous en ferons tant, que nosdits Sugets de Gand, & ceux des bonnes-Viles, en devront par raiſon eſtre contens: &, ſi aucuns desdicts Privilèges eſtoyent perdus par cas de fortune, ou autrement, nous en ferons faire bonne information: &, icelle veue, nous y pourvoyerons comme dict eſt.

Item, ſur ce qu'ils nous ont prié du faict de la Marchandiſe, nous avons conſenti qu'elle ayt cours par noſtre Païs de Flandres, en payant les deniers accouſtumés.

Item, ſur ce qu'ils ſupplient, que, s'aucuns des habitans de noſtredicte bonne-Vile de Gand, ou de leurs complices, eſtoyent arreſtés au temps à venir en aucuns Païs, & hors de noſtrediet Païs de Flandres, pour occaſion des debats & deſſenſions deſſusdictes, que d'icelles fiſſions tenir paiſibles chaseun d'eux, nous leur avons ottroyé, que, ſi aucuns d'entre eux eſtoyent arreſtés; comme dit eſt, nous les aiderons, conforterons, & deffendrons de tout noſtre pouvoir, contre ceux, qui par voye de faict les voudroyent grever, ou empescher: comme bons Signeurs doyvent faire à leurs loyaux Sugets.

Item, ſur ce qu'il nous ont ſupplié que tous les priſonniers, qui ont tenu leur parti, & qui ſont detenus par nous ou noz Sugetz, fiſſions delivrer, nous avons ordonné, & ordonnons, que lesdits priſonniers (s'ils ſe ſont mis à rançon) ſoyent delivrés, en payant leur rançon, & despens raiſonnables: parmy ce, que, ſi aucuns desdicts priſonniers, ou de leurs parens, ou amis charnels, tiennent contre nous aucunes Forteresſes, les mettent, avant tout œuvre, en noſtre main: & ſeront pareillement delivrés noz priſonniers, detenus par nosdicts Sugets de Gand, ou leurs complices.

Item, en ampliſiant noſtredicte grâce, avons ordonné, & ordonnons, que tous ceux, qui pour occaſion des debats & diſſenſions, qui ont derniérement eſté en noſtredict Païs de Flandres, auroyent eſté bannis de nosdictes bonnes-Viles de Bruges, d'Ypre, du Païs du Frane, & d'autres Viles & Lieux desquels ils ont eſté bannis, & auſſi tous ceux qui ont eſté bannis par la Juſtice & Loy de noſtredicte Ville de Gand, ou mis & jugés hors Loy, & qui ſe ſont abſentés, ſeront reſtitués, & pourront retourner & demourer en ladicte Vile: pourveu que ceux, qui ont tenu la partie d'iceux de Gand, ſeront reſtitués es Viles & lieux du Païs, comme dict eſt: & feront en la Vile de Gand le ferment, cy-deſſous escrit, es mains de noz Officiers, quand ils desront entrer es Viles, esquelles ils doyvent eſtre reſtitués: &, en-outre, ils jureront qu'ils garderont la Paix & ſeureté desdictes Viles, n'aux habitans d'icelles ne porteront, par aucune voye directe, ou oblique, mal ne dommage: & pareillement le jureront ceux, qui entreront en noſtredicte Vile de Gand.

Item, que tous ceux, qui entreront en noſtre Vile de Gand, & leurs complices, avecques tous ceux de la Vile, obeïront à la grâce de noſtrediet Seigneur & de nous, & viendront preſentement à noſtre obeïſſance: &, quant aux abſens, dedans le temps, qui ſera cy-apres ordonné, ſeront reſtitués à leurs Fiefs, Maiſons, Rentes, & Héritages, en quelque lieu qu'ils ſoyent, (nonobſtant quelconques forfaictures ou malefices, pour occaſion des diſſenſions deſſusdictes) ainſi qu'ils les tenoyent avant icelles diſſenſions. ANNO 1385.

Item, que, ſi aucuns desdits habitans de ladicte Vile de Gand, ou leurs complices, ſont hors de la Vile desſusdicte, es Païs de Brabant, Haynaut, Hollande, Zelande, Cambreſis, & l'Eveſché du Liége, ils viendront en l'obeïſſance de noſtrediet Signeur & de nous, & feront les ſermens, qui cy-apres ſeront déclairés, à nous, ou à ceux que nous commettrons, dedans deux mois apres la publication de la Paix deſſusdicte, & jouiront des pardons & grâces deſſusdictes: & ceux, qui ſont es Païs d'Angleterre, de Friſe, d'Allemaigne, & autres, deçà la grand' Mer, viendront en noſtre obeïſſance dedans quatre mois, apres la publication deſſusdicte: & ceux, qui ſont outre la grand' Mer, ou à Romme, ou à Sainct-Jaques, viendront à celle obeïſſance dedans un an, apres ladicte publication, ſans fraude: & jureront, comme cy-deſſus eſt dict: & jouiront des grâces & pardons deſſusdicts: & auſſi ceux, qui auront eſté bannis, jugés hors Loy, ou abſens de noſtredicte Vile pour occaſion des diſſenſions deſſusdictes, ſeront reſtitués en leurs Fiefs, Maiſons, Rentes, & Héritages, toutesfois qu'il leur plaira.

Item, que des biens meubles, qui ont eſté pris d'une part & d'autre, ne ſera faicte aucune reſtitution: mais en demoureront quittes tous ceux, qui les ont pris, & auſſi pour l'obligation, faicte pour occaſion de ces biens meubles: ſi aucunes faictes en eſtoyent pour décharger leurs conſciences, & s'ils en vouloyent aucuna rendre.

Item, que les poſſeſſeurs, ou détenteurs des Maiſons deſſusdictes (auſquelles ſeront reſtitués tant ceux de l'une partie comme de l'autre) ne pourront d'icelles Maiſons rien oſter, tenant à plomb, à cloux, ou à chevilles: & ſeront rendues les poſſeſſions d'icelles Maiſons, Cens, Rentes, & Revenus des Héritages, demourant ſans reſtitution ce qui en eſt deu: & ainſi doresnavant les fruits, rentes, & revenus des Héritages, ſeront levés paiſiblement pour ceux, à qui ils doyvent appartenir.

Item, ja ſoyt ce que nos Sugets de Gand, & pluſieurs de leurs complices, ayent fait Hommage des Fiefs, qu'ils tiénent, à autres Signeurs, qu'à ceux, à qui il appartient, & par ce leursdicts Fiefs peuvent eſtre forfaicts: ce nonobſtant nous voulons, de noſtre grâce, qu'iceux Fiefs leur demeurent, en faiſant les Hommages à nous, de ce qui avoit eſté de nous ſans moyen: & à noz Vaſſaux de ce, qui avoit eſté tenu d'eux: & auſſi nous ottroyons de grâce eſpécial, les desheritemens & (r) recongnoiſſances, faictes par Loy entre Parties preſentes.

Item, que nosdicts Sugets de Gand, Eſchevins, Doyens, Conſaux, & toutes les Communautés de Gand, & leurs complices, par noſtre Ordonnance, & de bonne volonté, ont renoncé, & renoncent, à toutes les Alliances, Sermens, & Obligations, Fois, & Hommages, qu'eux, & aucuns d'eux, auroyent faits au Roy d'Angleterre, ou à ſes Commis & Députés, ou à leurs Officiers, & à tous autres, qui ne ſeroyent bienveuillans de noſtrediet Signeur & de nous: & nous ont fait Serment d'eſtre doresnavant bons, vrais, & loyaux Sugets, & obeïſſans, de noſtrediet Signeur (comme leur Souverain) & de ſes Succeſſeurs Roys de France, & de nous, comme de leurs droicturiers Signeur & Dame, & de noz Succeſſeurs Comtes de Flandres: & de nous faire tels ſervices, & à noz Succeſſeurs, comme bons & loyaux Sugets doyvent faire à leurs bons Signeur & Dame, de garder leurs corps, honneurs, Héritages, & Droits: & empescher tous ceux, qui empescher voudroyent le contraire, & le faire ſavoir à nous & à noz Officiers: ſaufs leurs Privilèges & Franchiſes.

Item, afin que nos Sugets de noſtredicte bonne-Vile de Gand demeurent à touſiours en bonne Paix, & en la vraye obeïſſance de noſtrediet Signeur le Roy, de nous, & de noz Hoirs, Comtes de Flandres, pour échever tous debats, & diſſenſions, qui pourroyent ſurvenir, nous voulons. & ordonnons, que tous les articles & points deſſusdicts ſoyent tenus & gardés ſans les enfreindre: & deffendons à noz Sugets, ſur quant qu'ils peuvent meſfaire envers nous, que, pour occaſion des de-

(r) On lit dans un vieil abregé de Froiſſart, Desrecognoiſſances, peut-être auſſi pourroit-on lire heritemens & recognoiſſances,

ANNO 1385. debats & dissensions dessusdictes, ils ne mesacent, ou facent mesaire, par voye directe, ou oblique, de fait, ne de parole, aux dessusdicts de Gand, n'à leurs complices: & ne leur en dieur auctunes opprobres, reproches, n'injures.

Item, si aucun faisoit le contraire de ce que dessus est dict, & que pour nous il injuriast, ne portast dommages à aucuns des dessusdicts de Gand, ou à leurs complices, ou eux à aucuns de ceux, qui ont tenu nostre parti, pour occasion des anciens debats & dissensions dessusdictes, de telle offense, que par la congnoissance du Signeur & des Loix, à qui il appartiendra, le faict soit criminel, le malfaicteur, ses aidans & complices, & ceux, qui les reccleront, sans fraude soyent punis, en corps & en biens (comme estans convaincus de Paix enfreinte) tant par la Justice de noz Officiers, ou d'autres Signeurs, comme par les Loyx du Païs, si-comme à chascun appartiendra: & soyt faicte satisfaction, raisonnable à la Partie blecée, des biens du malfaicteur, & le surplus appliqué à nous, ou aux Signeurs, à qui il appartiendra: saufs les Priviléges des Viles.

Item, si aucuns des Bourgeois de nostredicte Vile de Gand estoyent faicts hors Loy, ou bannis, pour fraction de ladicte Paix, supposé que, par les Privileges d'icelle Vile par-avant ces presentes, ne deussent perdre leurs biens: neantmoins, pour mieux tenir cette presente Paix, ils les perdront, & sur iceux biens sera faicte à la Partie satisfaction, qui aura esté blecée, comme dit est: & le résidu viendra aux droits Hoirs d'iceux, comme s'ils fussent trépassés: saufs, en tous autres cas, les Priviléges de nostre Vile de Gand: &, si tels malfaicteurs ne peuvent estre pris, ils soyent bannis, & faicts hors Loy, & privés de leurs biens: & en soit ordonné comme dict est.

Item, si aucun par paroles, ou autrement que dessus est dict, à la cognoissance des Officiers & Loix des Lieux vient contre nostre Ordonnance, nous voulons, & ordonnons, qu'il soyt puni d'amende arbitraire (telle & si-grande, qu'il soyt exemplaire à tous autres) par les Officiers & Loy des Lieux, ainsi qu'à chascun par droit peut appartenir: saufs les Priviléges & Franchises des Lieux

Item, que, si aucune personne d'Eglise venoit contre la Paix dessusdicte, elle soit baillée à son Ordinaire, & qu'il en prenne vengeance, comme de Paix enfreinte, selon ce que le cas le requiert.

Item, que cestedicte Paix, d'entre nous & noz bons Sugets de nostredicte Vile de Gand & leurs complices, sera criée & publiée solennellement en icelle Vile, & en noz autres Viles de nostredict Païs de Flandres.

Item, que, si aucunes doutes, ou obscurités, venoyent ou temps à venir sur les articles & poincts dessusdicts, circonstances, & dépendances d'iceux, nous les declarerons, & ferons declarer, & interpreter, par nostre Conseil, raisonnablement, & tellement que tous ceux, à qui il appartiendra, en devront estre contens.

Et nous, (1) Doyens & Communautés de la Vile de Gand, pour nous & noz complices quelconques, avons receu, & recevons semblablement, les graces, pardons, & clemences dessusdictes, à nous faictes par le Roy Charles nostre souverain Seigneur, & par lesdicts Duc & Duchesse, Comte & Comtesse de Flandres, noz droicturiers & naturels Signeur & Dame: & desdictes grâces & pardons nous remercions de bon cueur, tant que plus ne pouvons, le Roy nostre souverain Signeur: & à ses Successeurs Roys de France, & à noz droicturiers & naturels Signeur & Dame dessusdicts, & à leurs Successeurs Comtes de Flandres, nous ferons les sermens, que bons & loyaux Sugets doyvent faire à leurs droits Signeurs: & si garderons leurs corps & honneurs. En tesmoing desquelles choses, nous, Duc & Duchesse dessusdicts avons fait mettre nos Seaux à ces Lettres: & nous, Eschevins, Doyens, & Communautés dessusdicts de la Vile de Gand, y avons aussi mis le grand Seel de la Vile. Et, en outre, nous, Duc & Duchesse dessusdicts avons prié, prions, & requerons, à nostre treschere & aimée Ante, la Duchesse de Luxembourg, & de Brabant, & à nostre trescher & tresaimé Frere, le Duc Aubert de Baviere, & aussi nous, Eschevins, Doyens, Consaux, & Communautés de la Vile de Gand, supplions nous à treshaute & puissante Princesse, Madame la Duchesse de Luxembourg & de Brabant, & à treshaut & puissant Prince, le Duc Aubert de Baviere dessusnommé, & en outre, nous, Duc & Duchesse de Bourgongne, & nous, Eschevins, Doyens, Conseil, & Communautés de Gand, prions aux Barons & Nobles du Païs de Flandres, cy-apres nommés, aux bonnes-Viles de Bruges, d'Ypre, au terroir du Franc, & aux bonnes-Viles de Malines & d'Anvers, que, pour le bien de Paix, & pour plus grande seureté & tesmoignage de verité de toutes les choses dessusdictes, & de chascune d'icelles, veulent mettre leurs Seaux, & les Seaux desdictes Viles à ces presentes. Et nous, Jehanne, par la grâce de Dieu, Duchesse de Luxembourg, de Brabant, & de Lambourg, & nous, Duc Aubert de Baviere, Bail, Gouverneur, & Héritier des Païs de Hainaut, de Holande, de Zelande, & de la Signeurie de Frise, nous Guillaume, Fils aisné du Comte de Namur, Signeur de l'Escluse, *Hue*, Signeur d'Antoing, & Chastelain de Gand, *Jehan*, Signeur de Guistelles & de Harves, *Henry de Bruges*, Sire de Disquemne & du Havre, *Jehan*, Sire de Gonuseberge & de Jentoise, *Arnoul de Jonste*, Sire d'Estournay, *Philippe*, Signeur d'Axalle, *Loys de la Haste*, Bastard de Flandres, *Girard de Rasenhen*, Sire de Baserode, *Gautier*, Sire de Halun, *Philippe de Namur*, Sire d'Eque, *Jehan Vilain*, Signeur de Sainct-Jehan-d'Outre, Chastelain d'Ypre, & *Loys*, Sire de Lambres, Chevalier, & nous Bourgmaistre, avecques les Eschevins des Viles de Bruges & d'Ypra, nous, Philippe de Redehen, Chevalier, Eschevin du terroir du Franc, pour & ou nom d'iceluy terroir (lequel n'a point de Seel commun) & nous, Conseil des Viles de Malines & d'Anvers, avons, à ladicte priere & requeste, pour bien de Paix, & en plus grande seurté & tesmoignage de verité de toutes les choses dessusdictes, & de chascune d'icelles, fait mettre, & mis, noz Seaux, & des Viles dessusdictes, à ces presentes Lettres, faictes & donnees à Tournay, le dix-huictiéme jour du mois de Decembre, l'an de grâce mil trois cens quatre vingts & cinq. ANNO 1385.

(1) Cet Article est plus ample dans l'Abrégé de Froissart dont on a parlé dans la note precedente.

CXLIII.

Anweisungs-Brieff / Krafft dessen Graff Jehann zu Sayn / seinen Lehen-Mann / Graffen Salentin zu Sayn / auff seiner Herrschafft Vallendar an Herrn Cuno Ertz-Bischoff zu Trier / verweiset fernerhin von Ihme die Lehen zu empfangen. Geben den 4. April 1386. [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. VI. Absatz XXVII. pag. 404.] 1386. 4. Avril.

C'est-à-dire,

Lettres de JEAN *Comte de Sayn, par lesquelles il renvoye le Comte* SALENTIN *de Sayn son Vassal, pour la Seigneurie de* Vallendar, *à* CUNON *Archevêque de Trêves, dont il devra reprendre à l'avenir son Fief. Du 4. Avril 1386.*

WIr Johann / Grave zu Sayn / entbieten dem Edlen Herrn Salentin von Sayne / Graven zu Witgenstein / unserm lieben Neven unnd Manne / unsern freundlichen Gruß / unnd lassen uch wissen / als ihr bißher die Burg / Dorff / Herrschafft und Gericht von Vallendar / mit ihren Zugehören / von uns und unser Graffschafft von Sayne zu Lehen hat gehabt und gehalten / das wir die Lehenschafft derselben Burg / Herrschafft und Gerichts von Vallendar / mit allen ihren Zugehorungen / und was wir daran hatten oder haben möchten / williglich auffgetragen unnd aufgegeben han / dem Ehrwürdigen in GOtt Vater / unserm lieben Herrn / Cunen / Ertz-Bischoffen zu Trier / unnd sine Stifft von Trier / von dem wir die vorgeschriebene Burg / Dorff / Herrschafft und Gerichte von Vallendar / mit ihren Zugehörungen fort zu Lehen han gehalten / des heissen wir uch / das ihr und ewer Erben die vorgeschrieben Burg / Dorff / Herrschafft und Gericht von Vallendar / mit ihren Zugehorungen / von dem ehegenannten unserm Herrn von Trier / seine Nachkommen und Stifft zu stunde / und fürbas allezeit zu Mann-Lehen entpfahet / bekennet und haltet / und die verdienet und vermannet / als solcher Lehen Recht unnd Gewohnheit ist. Unnd wir sagen darauff uch unnd uwer Erben / für uns unnd unsere Erben / der Mannschafft / der Erde und Hulde / die ihr uns von den ehegenannten Burg / Dorff / Herrschafft unnd Gerichte von Vallendar / unnd von ihrer Zugehöre wegen hat gethan unnd schuldig weret zu thun / quit / ledig unnde los / mit diesem Briefe / Behaltens doch uns unnd unsern Erben / unnd Graffschafft solcher Mannschafft und Hulde / damit ihr uns von andern Vesten / Herrschafften und Guten / die ihr von uns zu Lehen hat / oder haben sollet / verpflichtet seyd. Zu Urkundt dieser vorgeschriebenen

ANNO 1386. nen Sache/han wir unser Insiegel an diesen Brief thun hencken/ der gegeben ist/ da man zahlt nach Christi Geburt Dreyzehen hundert achtzig und sechs Jahr/ auff den vierdten Tag des Mondes/ genannt Aprilis zu Latine.

CXLIV.

29. Avr. **Versatz-Brieff der Graffen Salentins und Johanns zu Sayn; Wodurch sie Dietrichen Herrn zu Runckel und seiner Gemahlin und Erben die Veste und Dorff zu Vollendar halb mit Herrschafft und Hoh-nieder-auch Geistl. und Weltlichen Gerichte/ umb Sechs tausend kleine Gülden schweres gewichts/auff wiederlösung versetzet haben.** Datum Dominica Quasimodogeniti 1386. [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. II. Abtheil. VI. Absatz XXVII. pag. 404.]

C'est-à-dire,

Lettres, par lesquelles SALENTIN, *&* JEAN, *Comtes de Sayn, engagent à* DITHERIC, *Seigneur de Runkel, pour lui, sa Femme & ses Heritiers, la moitié du Château, & du Bourg de* Vallendar *& de la Jurisdiction qui en dépend, pour la Somme de six mille petits Florins du grand poids. Fait le Dimanche* Quasimodo geniti. 1386.

WIr Salentin von Sayne/ Herr zu Homburg/ und Elisabeth/ Fraw zu Homburg/ seine eheliche Hauß-Fraw/ unnd Johann von Sayne/ unser Salentins vorgenannt altester Sohn/Grave zu Witgenstein/ Catharina seine eheliche Hauß-Fraw/ unnd Johann von Sayne/ unser jüngster Sohn/ bekennen vor uns und unsere Erben offentlichen an diesem Briefe/ das wir mit wohlbedachten berathenem Muth und Sinnen einträchtiglich sind worden/ dat wir han versatzt/ unnd versetzen in diesem Brieffe/ unserm Eydam Dietrichen/ Herrn zu Runckel/ Juten seiner ehelichen Hauß-Frawene/ und ihren Erben/ unsere Veste und Dorff zu Vallendar halff mit Herrschafften unnd Gerichte/ Höhe unnd Tieffe/ Geistlich und Weltlich/ mit Mannen unnd Burgmannen/ Dienst-Leuten/ Leuten/ Diensten/ mit dem Kirchen-Satze/ der Kirchen/ und allen andern geistlichen Gaben darinne gelegen/ und Dörffern/ Wittersberg/ Hurle/ Eudelbach/ Hirscheidt/ Beldershausen/ und die Landshobe/ mit den Zehenden/ unnd den Zehenden zu Malendar/ an Frucht und Weinen/ mit Ackern/ Felden/ Wein-Garten/ Garten/ Baum-Garten/ Hoffraiden/ Häusern/ mit Walden/ Weiden/ Wiesen/ Hew-Wachsthumb/ Wethern/ Wassern/ Fischereyen/ Mühlen/ Wasser-Läuffen/ Wegen/ Stegen/ Strassen/ Bannen/ Bergen/ Thalen/ Renten/ Gülten/ Gefällen/ Büschen/ Gebothen/ Folgen/ unnd allen andern Nutzen und Gerechten/ die zu der Vesten/ zu der Herrschafft zu Vallendar gehören/ und gehören mögen/ und noch fortet fallen möchten/ wie die genannt sind/ an eigen und an Lehen/ ersucht unnd unersucht/ nichts ausgenommen/ umb sechs tausend kleine Gülden/ schweres Gewichts von Müntze und guten Gelds/ die uns der ehegenannte unser Eydam Dieterich Herr zu Runckel/ Jutta/ seine eheliche Hausfraw/ und ihre Erben gäntzlich unnd vollkommenlich bezahlt han/ ehe dieser Brieff gemacht warde/ auch so han wir dise vorgenannte Güte/ so wie sie vorgenannte sind/ auffgegeben und auffgetragen/ mit Munde unnd mit Halme/ und die an sie gewandt/ unnd in Schöffen und Leuten/ die an das Gericht daselbst gehören/ thun holden unnd schwehren an vollem Gerichte zu Vallendar/ als gewohnlich ist/ auffgeben unnd aufftragen/ thun/ unnd wenden die an unsern Eydam Dieterichen/ Herrn zu Runckel/ Jutta/ seine eheliche Haus-Fraw/ unnd ihr beyder Leibs Erben/ die sie mit einander han/ mit diesen Brieffe der Zeugnüssen/ und zu gebrauchen vollkommlichen unnd gäntzlichen zu allem Rechte/ als wir Salentin/ Herr zu Homburg/ unnd Elisabeth Frawe vorgemelt/ unnd unser Vorfahren der biß in diese Zeit gebraucht und genossen han/ uns und unser Erben keinerley Lende noch Recht an den vorgenannten halff Theyle/ wie wir das verschrieben han/ zu behalten. Unde ist gerede/ were Sache/ daß wir Salentin/ Herr zu Homburg/ oder unser Erben/ so wie wir vergenant/ sie unser Vesten und Dorff/ mit allen seinem Zugehore/ so wie das vor beschrieben stehet/ verkauffen oder versetzen wolten/ wie diß were/ das sollen wir unserm Eydam Dietrichen/ Herrn zu Runckel/ unnd seinen Erben/ wie sie vorgemelt sind/ sagen und dieten ein viertel Jahr zu vorendes/ mögende sie uns die Summa Gelds/ dafür wir es verkauffen oder versetzen wollen/ benlegen unnd bezahlen/ binnen der vorgenannten Zeit/ so sollen und wollen wir es ihn baß gönnen/ dann jemandes anders. Im geschehe aber das nit/ so sollen wir ihnen den Puncten nicht mehr verbunden seyn/ Behaltens doch ihn und ihren Erben/ wie sie vorgenannt sind/ die wir den vorgedachten Kauff unnd Versetzung thun/ so sollen wir ihnen zuvorends die vorgemelte Summa Gelds/ sechs tausendt Gülden/ kündtlich und wohl bezahlen/ zu Runckel oder ein Meilwegs daherumb/ wie ihn dis alles eben kompt. Doch ist gerede/ wo Sach were/ daß ich Dieterich Herr zu Runckel/ oder meine Erben/ wie wir vorbeschrieben sind/ das vorgemelt unser halff Theyl der Vesten unnd Dorff zu Vallendar/ wie diß vorbenannt ist/ versetzen wollen/ wie das/ unnd wo/ das sollen wir dem vorgemelten Herrn Salentin/ unnd seinen Erben/ wie sie vorgenannt sind/ sagen und bieten ein viertheyl Jahrs zuvorendes/ vor die vorgedachte sechs tausent Gülden bezahlende/ unnd geben sie uns die sechs tausent Gülden kündtlichen/ wie vorgemelt stehet/ so sollen wir ihn ihr Vesten unnd Dorff Vallendar mit allen seinem Zugehor/ wie vorgeschrieben stehet/ et ledig und loß wieder geben/ ohn allerley Widerrede. Were Sach/ daß sie uns die vorgedachten sechs tausend Gülden nicht bezahlen/ unnd geben können in der vorgemelten Zeit/ als vorgeschrieben ist/ so mögen wir uns unsers halben Theyls der vorgenannten Vesten unnd Dorffs Vallendar/ wie das vorgenant ist/ gebrauchen und versehen/ zu allen unserm Willen/ und wenne uns eben kompt/ vor die vorgedachte sechs tausend Gülden/ bey dem oder den wir es versetzt han. Doch ist gerede/ da Sach/ das wir Salentin unnd unser Erben/ wie wir vorbeschrieben sind/ die vorgenannte Versatzung nicht liessen noch gedachten ihn so alle/ das nicht seyn soll/ wie vorgeschrieben stehet/ so mögen sie unnd ihre Erben die Pfandschafft und diesen Brieff wenden und kehren/ an welche Hande sie wollent/ unnd weme sie den Brief gebent/ oder innen hat von ihrentwegen/ die soll dieselbige möge han/ sa fürters zu thun unnd zu lassen/ gleich unnd in alle Weiß/ als sie mit ihren Erben thun möchten/ ohn uns und unser Erben Widersprache.

Auch ist gerede/ daß wir Salentin unnd unser Erben/ wie wir vorgenannt sind/ unsere Veste und Dorff Vallendar/ wie das vorgenannt/ lösen wollen. Wann wir dann kommen einen Monat vor S. Johannis Tag Baptistæ, als er gebohren worden/ mit den vorgemelten sechs tausent Gülden/ oder einen Monath nechst darnach unbefangen/ so soll uns Dieterich unnd seine Erben/ wie sie vorgenannt sind/ uns unser Vesten unnd Dorff Vallendar mit allen seinem Zugehor/ wieder zu lösen geben/ ohn Wiederrede/ unnd thäten wir diese Lösung/ so sullen wir ihn die vorgerührte sechs tausent Gülden kündelich bezahlen/ zu Runckel oder ein Meilwegs da herumb/ wie vorgeschrieben ist. Auch sollen wir Salentin und Elisabeth vorgemelt/ Johann/ unser Salentins altester Sohn/ Grave zu Witgenstein/ und Catharina sein eheliche Haus-Fraw/ und Johann von Sayn/ unser jungster Sohn/ vor uns und unsere Erben/ diese Versetzung/ wie sie vorbeschrieben unnd benannt ist/ stät unnd feste zu halten/ von Wort zu Wort/ von Puncten zu Puncten/ von Artikuln zu Artickeln/ und geloben das in guten Getrewen an Eyds statt/ und mit auffgereckten Fingern zu den Heiligen geschworen/ zu thun und zu halten/ wie vorgeschrieben stehet/ unnd versprechen und zeihen allerley arge List/ die Menschen Hertz erdencken mag/ die wider diesen Brief seyn mögen. Auch were Sache/ daß ein Siegel oder mehr von diesem Brief abfielen/ oder geletzt würden/ wie das geschehen/ doch soll dieser Brieff in seiner gantzen vollen Macht bleiben. Und han wir Salentin/ Herr zu Homburg/ Elisabeth seine eheliche Haus-Fraw/ Johann von Sayn/ unser Salentins altester Sohn/ Grave zu Witgenstein/ Catharina sein ehliche Haus-Fraw/ Johann von Sayn/ unser jungster Sohn/ zu Warheit unnd rechtem Gezeug dieser verschriebenen Dingen/ Puncten und Artickuln/ und jegliches besonder/ unser Insiegel an diesen Brieff thun hencken/ unnd han fortters darzu gebetten die Edlen unsere liebe Mage unnd Brudern/ Herrn Wilhelm Graven zu Wiede/ unnd Probst zu Achen/ Johann Graven zu Solms/ Herrn Salentin/ Herrn zu Isenburg/ Herrn Reinhardt/ Herrn zu Westerburg/ Johann von Sayne/ unsern Brudern unnd Ohmen/ Herrn Johann/ Herrn zu Wildenburg/ Herrn Eberhardt von Isenburg/ daß sie mit uns zu Gezeuge/ unnd nach mehrer Sicherheit ihr Insiegel bey die unsern an diesen Brieff han thun hencken. Das wir Wilhelm Grave zu Wiedt/ unnd Probst zu Achen/ Johann Grave zu Solms/ Salentin Herr zu Isenburg/ Reinhardt Herr zu Westerburg/ Johann von Sayne/ Johann Herr zu Wildenburg/ Eberhardt von Isenburg/ Herr zu Grensenaw/ Gerlach von Wiede/ Herr zu Isenburg/ uns sämptlichen erkennen/ das wir umb Beet willen der Edlen unser lieben Ohmen unnd Mögen/ Herrn Salentins von Sayne/ Herr zu Homburg/ Elisabeth seiner eheligen Hauß-Frauen/ Johanns von Sayne/ seines ältisten Sohns/ Grave zu Witgenstein/ Catharina seiner ehelichen Haus-Frauen/ unnd Johannis von Sayne seines jüngsten Sohns/ unser Insiegel an diesen Brieff han thun hencken. Datum Dominica Quasimodo geniti, anno Domini M. CCC. LXXX. sexto.

CXLV.

11. Mai. *Compromissum* SIGISMUNDI *Marchionis Brandeburgici*, JODOCI *&* PROCOPII *Marchionum Moraviæ, & Dominarum* MARIÆ *&* ELISABETHÆ *Hungariæ Reginarum, in* WENCESLAUM *Romanorum & Bohemiæ Regem, super Controversiis inter se vertentibus, & in Instrumento enarratis. Datum in Campis propè Jaurinum die 11. Maii Annô 1386.* [BAL-

ANNO 1386.

BINI Miscellan. Histor. Regni Bohemiæ Decad. I. Lib. VIII. Epist. Part. II. Epist. IX. pag. 177. LUNIG, Teutsches Reichs Archiv. Part. Special. Contin. I. Fortsetzung I. Absatz II. von Mähren pag. 259. d'où l'on a tiré cette Piece.]

NOS SIGISMUNDUS Dei gratia Brandenburgensis Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius, Jodocus & Procopius Moraviæ Marchiones.

Notum facimus universis tenore præsentium, quod de syncerítate Amoris, fidei, legalitatis, ac Justitiæ *Serenissimi ac invictissimi Principis & Domini, Domini Wenceslai Regis Romanorum semper Augusti & Bohemiæ Regis, Domini Fratris, & Patrui nostri charissimi*, indubie confidentes in ipsum compromisimus, & veluti syncerum, fidum & æquum arbitratorem, amicabilem compositorem, & diffinitorem deliberate, bona fide, sine fraude & dolo, & virtute juramenti præstiti compromittimus ex certis nostris scientiis per præsentes, de & super universis & singulis displicentiis, Guerris, litibus, discordiis & controversiis, pro parte nostra & omnium & singulorum nobis adhærentium, prout fraternali dispositioni, & ordinationi suæ recepit, ab una: nec non *Serenissimarum Dominarum Mariæ, Consortis nostræ Sigismundi, & Elisabeth Matris dilectæ, Ungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Reginarum*, nec non *Prælatorum, Baronum & singulorum Incolarum Regnorum ipsorum* & eis adhærentium parte ex altera, habitis & subortis usque præsens. Promittentes eadem bona fide nostra dicto *Serenissimo Principi Domino & Fratri ac Patruo nostro charissimo Domino Wenceslao Romanorum & Bohemiæ Regi*, quod quidquid ipse inter nos utrasque Partes prædictas, auditis utrobique nostris intentionibus, informationibus, Articulis & motivis signanter super Capitulis subscriptis summarie, videlicet *super restitutione, & ratihabitione Dominæ Mariæ Reginæ Hungariæ nostræ Sigismundi prædicti Contheralis Charissimæ. Item super Status nostri honorifica, prout nostra requirit conditio, provisione; item super bonis illis, quæ sunt sita circa metas Austriæ & Moraviæ assignatione & illorum bonorum libera & propria possessione; item super nostrorum debitorum universorum ratione Guerræ, & dissensionis præsentis contractorum, hinc inde plenaria solutione; item super Literarum nostrarum Sigismundi prædicti quas Illustres Marchiones Moraviæ, Patrui nostri charissimi, super bonis quæ sunt inter flumina Wag & Danubium sita, a nobis obtinere noscuntur, confirmatione; item super certis bonis, quæ adjutores nostri a nobis obtinent, corroboratione; item super certis displicentiarum Regni Ungariæ Incolarum, cujuscunque status vel conditionis extiterint, & omnium aliorum ad Regnum Ungariæ pertinentium, quas ex eo, qui nobis & nostris adjutoribus adhæserunt, se incurrisse formidant, plena & totali relaxatione; & circa bona, possessiones & hæreditates eorum atque statum pristinum, Jura & Consuetudines Regni conservatione.* Prout hæc omnia in Articulis præfato *Serenissimo Principi Domino Fratri & Patruo nostro charissimo* exhibitis & oblatis capitulatim, distincte & specifice sunt expressa, ordinabit, dictabit, pronuntiabit, faciet, diffinier & concludet, quod hoc ipsum volumus, debemus & tenemur, absque fraude & dolo, tenere, facere, adimplere, & inviolabiliter observare. Et, nihilominus in omnibus, & singulis eidem *nostro gratioso Domino Fratri, ac Patruo charissimo Domino Wenceslao Romanorum & Bohemiæ Regi*, tanquam arbitratori amicabili, compositori & definitori, fide & virtute, quibus supra, deliberate, & ex certa nostra scientia dedimus & damus pro parte nostra, & omnium nobis adhærentium, plenam, expressam & omnimodam potestatem super Capitulis & Articulis supradictis, & eosdem corrigendi, addendi, minuendi, declarandi, interloquendi, & etiam diffiniendi secundum omnem æquitatem & etiam rationem, prout Regio honori suo, & notæ suæ Majestatis industriæ videbitur, utilius, honestius, atque decentius expedire, ratum, gratum, firmum, stabile & incommutabile permansurum, promittentes & habere volentes, sub data bona nostra fide prædicta, quicquid in præmissis, & eorum aliquem per *dictum Serenissimum Principem gratiosum nostrum Dominum Fratrem & Patruum charissimum Dominum Wenceslaum Romanorum & Bohemiæ Regem*, factum, declaratum, ordinatum, & quomodolibet fuerit diffinitum. Præsentium sub nostrorum *Sigismundi* & Jodoci prædictorum Sigillis Testimonio Literarum. Datum in Campis prope *Jaurinum* Anno Domini M. CCCLXXXVI. Die undecima Mensis Maji.

CXLVI.

ANNO 1386.

22. Mai.

Des Römischen Königs Wenceslai Bestättigung aller dem Hause Osterreich ertheilten Freyheiten überhaubt/ an Hertzog Albrecht von Oesterreich ertheilt und geben Wien Anno 1386. Des nächsten Dienstags nach dem Sonntag Cantate. [Piece tirée des Archives Imperiales du petit Trésor de la Regence & Chambre à Vienne.]

C'est-à-dire,

Confirmation générale de tous les Privileges des Ducs & de la Maison d'Autriche accordée par WENCESLAS *Roi des Romains, en faveur du Duc* ALBERT. *A Vienne le Mardi après le Dimanche* Cantate 1386.

WIr Wenntzlaw von Gottes Gnaden Römischer Kunig zu allen Zeiten Merer des Reichs unnd Khunig zu Behenn/ Bekennen und thun khunde offentlichen mit diesen Brief/ allen den die in sehen oder hören lesen: Das wir als Römischer Khunig/ für unns und all unnser Nachkhummen an dem Heiligen Römischen Reich/ nach gueter vorbetrachtung/ und mit gueten rate unnser Fürsten unnd Rate/ dem Hochgebornen unsern lieben Fürsten unnd Schwager Albrecht Hertzogen zu Oesterreich/ zu Steir/ zu Karnden und zu Krein/ Graven zu Tyrol ꝛc. und allen seinen Erben und Nachkhumen an denselben Lannden/ und auch denselben Iren Fürstenthumben unnd Lannden gemeinlichen verneuet/ bewert und bestett haben/ Vernewen/ bewerent und bestetten auch mit Khuniglicher Macht/ wissentlich mit Crafft des gegenwertigen Briefes alle die Freyheiten/ Gnaden/ Recht/ und guet gewonhaiten/ die Sy von verleihung unser Vorfordern seliger gedechtnuss Römischen Khaisern/ oder Khunigen gehabt und herbracht haben/ und auch die Hanndvesten und Brieve/ die in von Khaysern und Römischen Khunigen unsern Vorfarn darüber geben sein/ und setzen und wellen/ das alle dieselb Ire Freyhait/ Gnad/ Recht/ und gueten gewonheiten mit sambt den Hanndvesten/ die darüber geben sind/ bey Iren Crefften gemeinlich bleiben/ und stett/ vest/ und unzerbrochen gehalten werden/ ewiclich/ on menglichs widerrede/ auch sollen die Juden/ die in Iren Lannden yetzund sitzen oder fürbass sitzen werden/ bey allen den Rechten und Zugehörungen bleiben/ als sy und ir fordern/ ire Juden untz auff dise zeit herbracht haben. Mit urkhunde dits Briefs versigelt mit unser Kunigl. M. Innsigel. Geben zu Wien nach Crists geburde dreytzehenhundert Jar/ darnach in dem Sechs und achtzigsten Jare des nechsten Dienstags nach dem Suntag als man singet Cantate, unnser Reiche des Böhemischen im 27. und des Römischen in dem zehenden Jaren.

CXLVII.

14. Juill.

BOURGOGNE ET DIJON.

Accord passé par Arrêt du Parlement de Paris, sur les différends qui étoient entre PHILIPPE I. *dit* le Hardi, *Duc de Bourgogne, & les Habitans de la Ville de* DIJON. *Fait le 14. de Juillet* 1386. [ETIENNE PERARD, dans son Recueil de Pieces Curieuses servant à l'Histoire de Bourgogne. pag. 374.]

KAROLUS Dei gratia *Francorum Rex*, universis præsentes Litteras inspecturis, Salutem. Notum facimus, quod de & super certis, controversiis & debatis in nostra Parlamenti Curia, inter carissimum Patruum nostrum Ducem Burgundiæ, ex una parte, & Majorem, Scabinos & Communitatem Villæ DIVIONENSIS, ex altera; notis & pendentibus inter dictas Partes, de licentia dictæ nostræ Curiæ, tractatum, concordatum & pacificatum extitit, prout in quadam cedula ab eisdem Partibus seu ipsarum Procuratoribus inferius nominatis dictæ Curiæ nostræ unanimiter & concorditer tradita continetur; cujus cedulæ tenor sequitur sub hiis verbis.

Comme certains plaits & procés feussent meuz & pendans en la Court de Parlement, entre le Procureur de hault & puissant Prince Monseigneur le *Duc de Bourgoingne*, Demandeur, d'une part, & le Maire, & les Eschevins, Bourgeois & Habitans, & plusieurs singuliers & habitans de ladite Ville de Dijon, Deffendeurs d'autre part: sur ce que le Procureur dudit Monseigneur le Duc disoit, que icelluy Monseigneur le Duc estoit Seigneur en demainne de ladite Ville, & que lesdits Maire & Eschevins qui ont certains Privileges à eux octroyez par les Predecesseurs dudit

ANNO 1386.

dudit Monseigneur le Duc, ne peuvent, ne doibvent aulcune chose entreprendre contre les Noblesses, Seigneuries, & droits dudit Monseigneur le Duc, & que se aulcune chose ont entrepris contre la Seigneurie, ils en doibvent estrés pugnis, & contrains à cesser, & que ce nonobstant, lesdits Maire, Eschevins, & singuliers, en abusant de leurs Privileges, avoient entrepris contre raison & la teneur d'iceulx Privileges, en plusieurs manieres contre la Seigneurie & droits dudit Monseigneur le Duc, es articles que cy-apres seront déclairez. Pourquoy concluoit ledit Procureur, que pour raison desdits abbus & exces, lesdits Maire & Eschevins eussent fourfaicts tous leurs Privileges: que la Commune de ladite Ville fust dissolue, & que la Justice de ladite Ville demeurast à plain en la main dudit Monseigneur le Duc, & feussent lesdits Deffendeurs condamnez en grosses amandes envers ledit Monseigneur le Duc, & en ses dommaiges, & interest, & despens, en faisant plusieurs autres conclusions declarées es escriptures sur ce baillées par maniere de Memoire par ledit Procureur en ladite Court de Parlement. Lesdits Deffendeurs disans qu'ils estoient noblement fondez en corps & en commune par les Predecesseurs dudit Monseigneur le Duc, qui leur avoient donnez & octroyez leurs Privileges, Franchises, & Droits, desquels ils avoient joy & usé depuis le temps de leur fondation, de si longtemps, qu'il n'estoit memoire du contraire, & en outre avoient plusieurs Usaiges, Coustumes, Possessions, & Saisines plus larges que leurs Privileges ne contiennent. Lesquels Privileges, Franchises, Coustumes, Usaiges, Possessions, & Saisine, ledit Monseigneur le Duc avoit promis tenir & garder. Disoient outre, que es faiz & articles desquels ils estoient poursuis par le Procureur dudit Monseigneur le Duc, ils avoient bien & dehument usé, sans mesfaire ne offandre contre la Seigneurie, Droits, & Noblesse dudit Monseigneur le Duc, en proposant plusieurs autres faicts & raisons: concluans, afin que ledit Procureur ne fust à recevoir, ou qu'il n'eust cause ne action de faire les demandes, requestes, & conclusions par luy faictes, & que lesdits Deffendeurs en feussent absols, avec autres conclusions plus à plain declarées es Memoires baillez par lesdits Deffendeurs pardevers ladite Court. Finablement, par le moyen des Gens du Conseil dudit Monseigneur le Duc, & pource que lesdits Maire, Eschevins, Habitans, & singuliers veuillent tousjours demeurer en la bonne grace & obeissance dudit Monseigneur le Duc, duquel & de ses Predecesseurs ils sont fondez, & d'eulx ont les Privileges, Franchises, & Libertez, desquels ils usent & ont usé. Pour bien de Paix, & nourrir bonne amour entre ledit Monseigneur le Duc leur Seigneur, & lesdits Maire, Eschevins, habitans ses Subjets, Traitté est accordé entre lesdites Parties, s'il plaist à ladite Court de Parlement, en la maniere qui s'ensuit. Premierement, sur ce que ledit Procureur disoit, que ledit Monseigneur le Duc, qui est Fils de Roy, povoit user de prinse de vivres, & autres choses necessaires en son Hostel, en ladite Ville de Dijon, & ailleurs, & que ce nonobstant, lesdits Maire & Eschevins entre eux ordonné avoient, que quiconques seroit Maire de ladite Ville de Dijon, il seroit tenu de pourchassier à ses perils & despens, que tout ce qui seroit prins par ledit Monseigneur le Duc en ladite Ville, seroit rendu & payé à tous ceulx à qui il auroit esté prins, & que le Maire en feroit faire satisfaction. Disoient outre, que lesdits Maire & Eschevins n'avoient pas puissance de faire Ordonnance ne Estatus, sans la licence & auctorité dudit Monseigneur le Duc, & que ils avoient ordonné sans sa licence, que se aulcun se faisoit partie pour estre Maire de ladite Ville, & il failloit à estre esleu à Maire, il payera à ladite Ville cent livres tournois, & que aulcun ne pourroit estre Maire de ladite Ville, s'il n'estoit si riche, qu'il peust rendre à icelle Ville tout le dommaige que elle encourroit: se ladite Mairie estoit mise en la main du Seigneur, tous les biens du Maire seroient mis en la main de ladite Commune, jusque à tant que la main du Seigneur en fust levée. Et outre, ordonnerent lesdits Maire & Eschevins, que aucun Advocat plaidant pardevant eux, ne pourroit demander salaire, ne prendre prouffit, se la Partie ne luy donnoit volontairement. Et avoient faict plusieurs autres Constitutions & Estatus, contre raison & le gouvernement de ladite Ville, en prejudice dudit Monseigneur le Duc, & de ses Droits & Noblesses. Lesdits Maire, Eschevins, & Habitans disant, que tant de raison comme par leurs Privileges, Coustumes, & Usaiges, ils povoient faire Constitutions, Status, & Ordonnances raisonnables & prouffitables pour le gouvernement de ladite Ville, & que ils tenoient les Ordonnances, Constitutions, & Status icy recitez, & autres par eux faiz, estre raisonnables & prouffitables pour ladite Ville, & bon gouvernement d'icelle. Accordé est, que les Ordonnances, Constitutions, & Estatus dessus recitez, seront mis au neant, & n'en useront doresnavant lesdits Maire, Eschevins, & Habitans, ne aulcuns singuliers d'iceulx, ne autres. Derechief, sur ce que ledit Procureur disoit, que ledit Monseigneur le Duc, à cause de son Heritaige & Domainne, prent chascun an certainne redebvance en ladite Ville de Dijon, appellée les marz; & que lesdits Maire & Eschevins ne povoient aulcun affranchir de ladite redevance, ne aussi des tailles, aides, & subventions ayant cours en ladite Ville, & que lesdits Maire & Eschevins avoient affranchy plusieurs des singuliers Habitans de ladite Ville, tant de ladite redevance des marz, comme de tailles & subventions qui avoient cours en ladite Ville: à quoy respondoient lesdits Maire & Eschevins, que oncques n'avoient aulcun affranchy de ladite redevance des marz dehue audit Monseigneur le Duc, mais bien estoit vray, que des tailles & subventions qui avoient cours en ladite Ville, lesdits Maire & Eschevins avoient affranchy, ou faict tenir quittes aulcuns des Habitans singuliers d'icelle Ville, tant pour les services par eulx faiz à ladite Ville, comme plusieurs autres justes causes, & que ce pourroient faire lesdits Maire & Eschevins licitement, par la teneur de leursdits Privileges. Accordé est, que les affranchissemens dessusdits, tant des marcz, se aulcuns en y a, comme des tailles & subventions de ladite Ville, donnez par lesdits Maire & Eschevins, seront mis à neant, & n'en useront doresnavant lesdits Maire & Eschevins, se n'est par le congié dudit Monseigneur le Duc, & de ses Successeurs. Item, disoit ledit Procureur, que lesdits Maire & Eschevins, & singuliers Habitans, avoient faict, & faict faire plusieurs Edifices & empeschemens en plusieurs Places communes estans en ladite Ville, en grant dommaige & prejudice dudit Monseigneur le Duc, & de la chose publicque; lesdits Maire & Eschevins disans, qu'ils ne sçavoient se aulcuns Edifices ou empeschemens avoient esté faicts par eux, ou de leur commandement, qui ainsi fussent prejudiciables. Accordé est, que mondit Seigneur le Duc deputera aulcune bonne personne en ce congnoissans, qui visiteront lesdits Edifices, Places, & empeschemens, se aucuns en y a qui soient en trop grant prejudice de luy, & de la chose publique; & se ils treuvent que ainsi soit, feront oster l'empeschement, & reparer l'injure, & remettre en estat dehen: & s'il n'y a grant dommaige ou prejudice, les euvres & edifices demeureront en l'estat qu'ils ont esté, & sont. Et outre, disoit ledit Procureur, que lesdits Maire, Eschevins, & Habitans estoient tenus de mettre en bon estat, & soutenir à leurs despens la Forteresse de ladite Ville, en laquelle convenoit faire plusieurs grandes reparations, desquelles faire lesdits Maire, Eschevins & Habitans estoient negligens; si requeroit, que par eulx feussent faictes. Lesdits Maire, Eschevins, & Habitans disans, que ladite Forteresse estoit en estat convenable, & que s'il y falloit aulcune reparation, les Gens d'Eglise, Nobles, & autres tenans & possedans Heritaiges en ladite Ville, y debvroient contribuer. Accordé est, que par l'Ordonnance dudit Monseigneur le Duc, & de son Conseil, lesdits Maire, Eschevins, & Habitans, & autres, qui de raison & usaige doivent contribuer aux reparations de ladite Forteresse, la mettront en bon estat, se elle n'y est, & doresnavant contriburont aux reparations qui à ce seront necessaires. Et aussi, lesdits Maire, Eschevins, & Habitans, & tous autres qu'il appartient de raison & d'usaige, selon l'Ordonnance dudit Monseigneur le Duc, ou de son Conseil, contriburont aux frais necessaires pour mondifier & nettoyer ladite Ville, les rues, & Places d'icelle, & les chemins communs qui sont environ ladite Ville, durant la banlieuë d'icelle, ensemble les Ponts & Ponceaulx estans en ladite Ville & banlieue. Derechef, disoit ledit Procureur, que lesdits Maire, Eschevins, & Habitans avoient receus plusieurs grans Sommes de deniers, pour tailles, aides, & subventions imposées & levées en ladite Ville de Dijon, tant sur les Habitans d'icelle, comme par autres personnes, pour cause de ladite Forteresse, & autres fraiz de ladite Ville; desquels deniers ceulx qui les avoient receuz, n'avoient pas compté, mais avoient receu grand partie d'iceulx deniers, en prejudice dudit Monseigneur le Duc, & de ladite Ville. Si requeroit ledit Procureur, que les Comptes en fussent rendus, & les restes qui en seroient deheuz. Lesdits Deffendeurs disans, que à eulx en appartient oir le compte, & que les Receveurs en avoient compté, & se compté rien

avoient,

Anno 1386.

avoient, ils en compteroient pardevant lesdits Maire & Eschevins. Accordé est, que ceulx qui ont receu les deniers dessusdits, despuis trante ans dernierement passez, ou leurs Hoirs & ayants cause, en compteront devant certains Commissaires, que ledit Monseigneur le Duc y deputtera, qui ourra lesdits comptes, presens deux ou trois bonnes personnes de ladite Ville, telles que lesdits Maire & Eschevins esliront, s'il leur plaist: & se lesdits Receveurs, leurs Hoirs, & ayans cause, sont trouvez debvoir aulcunes restes, ils seront contraints de payer: & seront les deniers convertis au prouffit de ladite Ville, & ainsi sera faict doresnavant quant ceulx pour ladite Ville recevront aulcuns deniers, & ne pourront lesdits Maire, Eschevins, & Habitans imposer, ne lever doresnavant aulcune taille, aide, ou subvention en ladite Ville, sans le faire savoir premierement au Bailly de Dijon, ou à son Lieutenant, qui pour le temps sera en son absence, affin que l'un d'eulx y soit present, s'il luy plaist, pour faire savoir tout le faict, & que aucun desdits Habitans ne soit chargié outre raison. Item, disoit ledit Procureur, que de raison & de usaige notoire lesdits Maire & Eschevins ne povoient, ne ne devoient donner Sauvegardes generaulx, & que ils en avoient donné à plusieurs personnes contre la teneur de leurs Privileges, en abusant d'iceulx; à quoy respondirent lesdits Maire & Eschevins, qu'ils les povoient bien donner, veus leursdits Privileges, & que ainsi en avoient usé. Accordé est, que doresnavant lesdits Maire & Eschevins ne donneront telles Sauvegardes à quelque personne que ce soit, & celles qu'ils ont données, sont mises à neant. Disoit outre ledit Procureur, que lesdits Maire & Eschevins ne povoient recevoir Contraulx convenables, ne Obligations, se n'estoit eux estans en jugement, exerceans faiz judiciaires, & que en plusieurs cas leurs Clercs & Jurez y avoient faict le contraire; si requeroit que tout ce qu'ils en avoient faict, fust mis au neant, qu'ils fussent condamnez à en cesser, & à l'amander. Lesdits Deffendeurs disans, que attendu qu'ils ont la Justice haute, moyenne, & basse en ladite Ville & banlieue, & qu'ils sont fondez par Privileges, comme dict est, ils povoient recevoir lesdites Obligations, Procurations, & Convenances, tant en jugement comme dehors, & que ainsi en avoient usé. Accordé est, que doresnavant lesdits Maire, Eschevins, & Bourgeois de Dijon ne useront des choses dessusdites, fors eux estans en jugement, comme dict est. Disoit outre ledit Procureur, que ledit Monseigneur le Duc estant pieça en son Chastel de *Rouvre*, lesdits Maire & Eschevins avoient baillé par escript une Supplication pardevers mondit Seigneur le Duc, contre les Gens de son Conseil, en les chargeant de les avoir esmeu contre lesdits Maire, Eschevins & Habitans, disans que ils n'avoient oncques heu propos de chargier ou blasmer pour ladite Supplication, ne autremant, lesdites Gens de son Conseil: laquelle Supplication fut veue par ledit Monseigneur le Duc, par laquelle luy est apparu qu'elle estoit injurieuse contre l'honneur de sesdites Gens. Item disoit ledit Procureur, que lesdits Maire, Eschevins, & plusieurs singuliers de ladite Ville, de leur volonté, de fait, avoient abatu & desmoli ou temps passé grand partie des Edifices & murs du Chastel de Dijon appartenans audit Monseigneur le Duc, prins les pierres & autres matieres dudit Chastel, & les appliquer à leur singulier proffit, en grand dommaige dudit Monseigneur le Duc: Si requeroit ledit Procureur, qu'il en fut desdommagé, & lesdits Deffendeurs condamnez à l'amande. A quoy respondirent lesdits Deffendeurs, que ils ne vouloient point soustenir que lesdits Edifices & murs peussent desmolir; & toutesfois, se aulcuns desdits Habitans avoient eu ce offendu, l'amende ne povoir estre pour chascune fois que de soixante & cinq sols, par les Privileges de ladite Ville. Accordé est, tant sur cest article, comme pour toutes les autres entreprises faictes par lesdits Deffendeurs, ou aulcun d'eux, ou prejudice dudit Monseigneur le Duc, de ses Seignories, Droits, & Noblesse, comme pour ses dommaiges & interests par luy soustenus pour occasion des faiz dessusdits, comme aussi pour les fraiz & despens qu'il a faits en la poursuitte desdits procés, & autremant; que lesdits Maire, Eschevins & Habitans payeront audit Monseigneur le Duc à sa volonté, la Somme de huict mil francs d'or, & parmy ce demeureront lesdits Deffendeurs quittes & delivrez de toutes les choses dessusdites. Et quant à la main dudit Monseigneur le Duc, qui estoit mise à la Mairie de ladite Ville de Dijon pour les causes dessusdites, ou autres, ladite main est levée au prouffit desdits Maire, Eschevins & Habitans. Item, sur ce que lesdits Maire, Eschevins & Habitans ont supplié audit Monseigneur le Duc, qu'il leur veuille confermer leurs Chartres & Privileges es mains de Messire *Jehan Potier* Arcediacre de Lengres, Conseiller & Secretaire dudit Monseigneur le Duc, à ce par ledit Monseigneur le Duc commis & deputé; lesquelles Chartres & Privileges ledit Monseigneur le Duc confirmera par ses Lettres, entant que lesdits Maire, Eschevins & Habitans en ont deheument usé. Et des maintenant les Parties se departiront de Court, & à tenir ce present Accord seront condamnez par Arrest, & veuillent & consentent lesdites Parties, que par ce present Accord tous ceulx & celles qui estoient adjornez en Parlement, pour reprandre ou delaisser les Procés & arremans desdites causes qui n'ont point esté reprins, & autres quelxconques qui estoient en ce Procés, & à qui ce touche; & touttes les Parties dessusdites sont hors de Court, & de tous Procés, sans despens & sans amande. Anno 1386.

Qua quidem cedula, sic ut prædicatur, Curiæ nostræ tradita, ipsa Curia, consentiente ad hoc Procuratore nostro generali pro nobis, ad omnia & singula superiùs contenta, tenenda, complenda, ac firmiter & inviolabiliter observanda, Partes prædictas, & earum quemlibet, prout unamquamque ipsarum tangit seu tangere potest, ad Requestam, & de consensu Magistrorum Petri *de Tornodore*, dicti Patrui nostri Procuratoris, ex una parte, & Hugonis *Virtuosi* Majoris dictæ Villæ Divionensis, propter hoc in dicta Curia nostri Parlamenti personaliter præsentis, nec non Aymonis *de Vesoul* Procuratoris, & nomine Procuratorio Scabinorum & Communitatis dictæ Villæ Divionensis, virtute certorum Procuratoriorum penes dictam Curiam nostram existentium, ac etiam Procuratorii inferius inserti, ex altera: Per Arrestum condempnavit, & condempnat, eaque ut Arrestum ejusdem Curiæ teneri, compleri & observari, ac executioni demandari voluit & præcepit, manumque dicti Patrui nostri in Majora dictæ Villæ Divionensis appositam, dicta Curia nostra levavit atque levat, si sit opus, secundum cedulæ supradictæ tenorem & formam. Tenor vero Procuratorii, de quo superiùs fit mentio, sequitur sub hiis verbis.

A tous ceulx qui verront & ourront ces presentes Lettres; Nous le Maire, les Eschevins, & toutte la Commune de Dijon, pour ce au cor & au cry, si comme il est accoustumé, especialement assemblez au cymetiere de Saint Benigne de Dijon, le Diemenche apres la Nativité Saint Jehan Baptiste, l'an mil trois cent quatrevingt & six, salut: Savoir faisons, que nous, tant conjointement comme divisement, sans rappeller nous autres Procureurs, avons fait, constitué, ordonné, & estably, & par la teneur de ces presentes Lettres faisons, constituons, ordonnons, & establissons nos Procureurs generaulx, & certains Messagiers especiaulx, nos chiers & bien-amez honorables hommes, & saiges, Maistre *Ayme de Vesoul*, Maistre *Pierre de Tournerre*, Maistre *Nicole de l'Espoisse*, Maistre *Laurent Lamy*, Maistre *Laurent de la Bruiere*, Maistre *Laurent Surreaul*, Maistre *Raoul Drobille*, Maistre *Raoul Rayer*, Maistre *Guy de Villers*, Maistre *Jehan Poupart*, Maistre *Thomas Laurent*, tous Procureurs en Parlement du Roy nostre Sire à Paris, & *Phelippe Courtot* de Dijon, & un chacun d'eulx, un seul pour le tout, porteur & exhibeur de ces presentes Lettres, en telle maniere, que la condition de l'occupant ne soit meilleure du subsequant, ou pire, mais ce que par l'un d'eulx sera encommencié, par l'autre puisse estre poursuy medietermine, & mis à fin en touttes nos causes, querelles & besoingues meheus & pendans en la Cour du Parlement du Roy nostre Sire, contre quelconque Seigneur ou personne que ce soit; ausquels nos Procureurs cy-dessous nommez, & en un chacun d'eux, nous avons donné & donnons par ces presentes, pleniere, general & liberal puissance, auctorité, avec mandement especial, de faire les choses cy-apres narrées, escriptes, & devisées. C'est assavoir, de passer, octroyer, consentir, & accorder en ladite Court de Parlement du Roy nostre Sire à Paris, les pronunciations & rapports faicts & à faire par nostre tres-redoubté Seigneur Monseigneur le Duc de Bourgoingne, & touttes Pactions, Traittez, Accords, & Convenances par nous & nos Procureurs, par nous & en nos noms, tant ceulx nommez en ces presentes, comme autres faiz & à faire, parmy le bon plaisir, license, & consentement de ladite Court de Parlement du Roy nostre Sire, de tous debaz, questions, querelles, procés, controverses, & discors estans meheus & pendant en la Cour de Parlement, entre le Procureur, & en nom de Procureur de nostredit Seigneur Monseigneur le Duc de Bourgoingne, adjoint avec luy le Procureur du Roy nostre

Sire,

ANNO 1386. Sire, d'une part; & nous lesdits Constituans, tant conjointement comme divisement, d'autre part: Entre les Religieux, Abbé & Convent du Monastere de Saint Benigne de Dijon, adjoints avec eulx lesdits Procureurs du Roy nostre Sire, & de nostredit Seigneur Monseigneur le Duc de Bourgoingne, d'une part; & nous lesdits Constituans, tant en commun comme en particulier, d'autre part: Et aussi entre venerables, faiges, & discrettes personnes, Doyen & Chapitre d'Ostum, d'une part; & nous lesdits Constituans, d'autre part: de procurer, pourchassier la license & consentement de ladite Court de Parlement, & icelle obtenir, & de renoncer du tout en tout esdits Procés, & departir d'iceulx, & de ladite Court, & generalement de faire, octroyer, consentir, passer, & accorder toutes autres & singulieres choses, que nous lesdits Constituans, tant conjointement comme divisement, & tant en particulier comme en commun, ferions, & faire pourrions & devrions es choses dessusdites, les circonstances & dependances d'icelles, se presens y estions en nos propres personnes, mesmement se aulcune y a, qui de sa nature requiere mandement & commandement especial. Promettans, nous lesdits Constituans, & chascun de nous, partant comme il luy touche & appartient, peut toucher & appartenir, conjointement ou divisement, par nos fermens, les mains tendues & levées hault contre les Saints, & soubs l'hypotecque & obligation des biens de nostredite Commune, presens & advenir quelxconques, avoir & tenir ferme, estable, & agreable, tout ce que par nosdits Procureurs, & chascun d'eulx sera faict, dit, procuré, octroyé, consenty, passé, & accordé es choses dessusdites, les circonstances & dependances d'icelles, ester à droit, & payer l'adjuger se mestier est, & nosdits Procureurs, & chascun d'eux relever de toutes charges de satisfaction. En tesmoing de laquelle chose nous avons faict mettre à ces presentes le Scel de ladite Court. Faictes & données en presence de Regnauh *Darney*, Jehan *Tvermcanl*, Jehan *Pointquarrey*, Mathe *Malpate*, Denisot *Bourgeois*, & Demoingein *Pointquarrey*, demeurans à Chastillon sur Seiune. *In cujus rei Testimonium Sigillum nostrum præsentibus Litteris duximus apponendum. Datum Parisius, in Parlamento nostro, decima quarta die Julii, anno Domini millesimo trecentesimo octogesimo sexto, & nostri sexto. Concordatum in Curia.* JOUVENCE.

CXLVIII.

4 Aout. Theidigung über die zwischen denen Fürsten und Herren Friedrich Burggrafen zu Nurnberg/ Eberhardt Bischof zu Würtzburg/ Stephan/ Pfaltzgraff bey Rhein und Hertzog in Bayern/ Eberhardt/ Graff von Würtemberg/ Hertzog Friedrich zu Teck/ Ludwig und Friedrich zu Oettingen Grafen/ und denen Bereinten Städten Nurnberg/ Rotenburg/ Winsheim/ Schweinfurth/ Halle/ Heylbrunn/ Eßlingen/ Augspurg/ Nördlingen/ Gemund/ Memmingen/ Dunckelspiel/ Bopphingen und Aalen obhandenen Irrungen. Aufgericht durch vier Theydinger zu Mergentheim feria VI. post Vincula Petri anno 1386. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. LXIX. pag. 761. ex Additionibus JOH. MELCH. FUCHS, d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheil. VIII. von Reichs-Städten in gemein pag. 43. & dans PHILIPP. DATT, Volumen rerum German. novum. pag. 186.]

C'est-à-dire,

Sentence Arbitrale sur les différens survenus entre FREDERIC *Burg-Grave de Nuremberg*, GERARD *Evêque de Wurtzbourg*, ETIENNE *Comte Palatin, & Duc de Baviere*, EBERHARD *Comte de Wirtemberg*, FREDERIC *Duc de Teck*, & LOUIS, & FREDERIC *Comtes d'Oettingen d'une part, & les Villes Imperiales Confederées de* NUREMBERG, ROTTENBURG, WINDESHEIM, SCHWEINFURT, HALLE, HEYLBRUN, ESLINGEN, NORDLINGEN, AUGSBOURG, GEMOND, MEMINGEN, DUNCKELSPIEL, BOPFINGEN, & AAL *d'autre part, rendue à Mergentheim la 6. Ferie après la Fête de de St. Pierre aux Liens Anno* 1386. ANNO 1386.

WIr diese hernach geschriebene/ Hanns von Steinach Ritter/ zu diesen Zeiten Burgermeister zu Regenspurg/ Cunrad Ilsung/ Burger zu Augspurg/ Bertold Pfintzinger Burger zu Nürnberg und Peter Leo Burger zu Ulme/ bekennen/ daß wir umb solch Stöß und Zweyung/ die zwischen Fürsten und Herrn hernach geschrieben auff einer seit/ und etlichen Stätten/ die den Bund haben in Schwaben auch hernach geschrieben/ auf der andern Seit gewesen sind/ beredt/ begriffen und beteydingt haben/ in aller der Maaß als hernach geschrieben steht. Zu dem Ersten umb die Zweyung als der Hochgeborne Herr/ Herr Friderich Burggraf zu Nürnberg und die Stadt zu Nürnberg/ mit einander gehabt haben/ umb das Gelayt und Zolle umb Nürnberg/ darumb hat die Stadt zu Nürnberg zu einem gemeinen Mann genommen/ den Durchlauchtigsten/ Hochgebornen Fürsten und Herrn/ Herrn Friderichen von GOttes Gnaden Pfaltzgrafen bey Rhein und Hertzogen in Bayern/ unsern gnädigsten Herrn/ und soll der vorgenante Burggraf zween Rathmann/ und der Stadt Nürnberg auch zween Rathmann dazu geben/ die Fünff sollen beder Brief darüber und Antwort/ und Fürlegung verhören und für sich nehmen/ und mag jegliche Parthey fürziehen was sie duncket Noth seyn/ und die Fünff sollen besehen/ ob sie bede Partheyen gütlichen mögen vereinen mit ihren Wissen und Willen/ möcht das nit gütlich en geseyn/ so sollen dieselben Fünff ein freundlich Recht darüber außsprechen/ und was die Fünff oder der mehrer Theil also sprechen zu dem Rechten/ das soll von beyden Partheyen also gehalten werden/ one Geferde. Item umb die andern Brüche die in dieser Einung geschehen sind/ die unser Herr der Römische König zu Heydelberg gemacht hat/ zwischen Fürsten/ Herrn und Städten/ die der Burggraf vorgenant zu der Stadt zu Nürnberg/ und den Städten Rotenburg/ und Winsheim zu sprechen hat/ und dieselben Städt wieder an ihn/ als sie an einander beschrieben geben haben/ darumb haben dieselben einen gemeinen Mann genommen/ den obgenanten unsern gnädigsten Herrn Hertzog Friederichen zu Bayern/ und soll der Burggraf zwey Rathmann und die obgenanten Städt jegliche für sich selb auch zwey Rathmann darzu geben/ dieselbe Fünff die Brüche auch hören sollen/ und die obgenanten Partheyen mit einem freundlichen Rechten richten und entscheiden/ und das soll dann von beyden Theilen also gehalten werden/ ob sie die Fünff nicht gütlich vereinen möchten/ außgenommen deß Gerichts zu Rotenburg/ das soll bleiben als hernach geschrieben steht. Item umb die Zusprüch/ die der Ehrwürdig in GOtt Vatter/ Herr Gerhart Bischoff zu Würtzburg zu den Städten Rotenburg/ Winsheim/ Schweinfurt/ Halle und Haylbrun zu sprechen hat/ und dieselben Städt und auch die von Nürnberg wieder an ihn/ als sie die aneinander beschrieben haben geben/ darum haben dieselben Stätt einen gemeinen Mann genommen/ den Ehrwürdigen in GOtt Vatter/ Herr Lamprecht Bischoff zu Bamberg/ unsern gnädigsten Herrn/ und sollen die obgenanten Partheyen jegliche zwey Rathmann dazu geben/ die Fünff sollen dieselben Brüch auch verhören und außrichten und entscheiden/ in aller der Maaß als oben von den Burggrafen und den andern Städten geschrieben steht/ ausgenommen deß Gerichts zu Rotenburg/ das soll bleiben als hernach geschrieben steht/ und ausgenommen der Lösung zu Schweinfurt/ den soll der Bischof zu Würtzburg einen Quit Brieff geben/ des die Stätt mit ihm überkommen sind/ und sollen ihme die von Schweinfurt sein Gelt geben/ als beredt ist. Item umb die Brüche/ als der Hochgeborn Fürst/ Hertzog Steffan Pfaltzgraf bey Rhein und Hertzog in Bayern/ zu den Städten zu sprechen hat/ und die Städt wieder zu ihm/ als sie die gegen einander geschrieben geben haben/ darumb hat der vorgenante Hertzog Steffan zu einem gemeinen Mann gegeben/ auch vorgenanten Hansen von Steinach Rittern/ rc. und sollen die obgenanten Partheyen jegliche zween Rathmann dazu geben/ die Fünff sollen dieselben Brüch auch außrichten und entscheiden/ in aller der Maaß/ als oben von dem Burggrafen und den andern Städten geschrieben steht/ ausgenommen/ umb die Stadt Giengen/ das ist zu diesem mal aufgesetzt/ doch unschädlichen jeglicher Parthey ihres Rechten daranne/ auch umb die Klag die der Edle Graff Eberhart von Würtenberg/ von den von Eßlingen gethan hat/ von der Vogtey wegen zu Nablingen/ haben wir getheidigt/ das die von Eßlingen den vorgenanten von Würtenberg an der gewönlichen Hallergült/ Korngülte und ander Gült/ die zu der vorgenanten Vogtey gehören/ nun fürbas nicht irren sollen/ und wann derselb Graf Eberhart mit unserm Herrn dem Römischen König uberkomen/ daß er bey derselben Vogtey bleiben solle/ da sollen ihn dann die von Eßlingen geruhlichen bey bleiben lassen/ als das von Alter herkommen ist/ ungefährlich doch unschädlichen den von Eßlingen und dem Probst an ihrem Burgerrecht/ als sie das von Alter herbracht haben/ ohne Geferde. Item um die andern Brüche die Graf Eberhart von Würtenberg zu den Städten unter der Albe zu sprechen hat/ und dieselben Städt wieder zu ihm/ als sie die gegeneinander beschrieben geben haben/ und auch die von Ulme/ darumb haben dieselben Städt auch einen gemeinen Mann genommen/ den Ehrwürdigen Herrn/ Herrn Seifrid von Ben-

mingen/

ANNO 1386.

mingen/ Meister Teutschen Ordens in Teutschen Landen/ und sollen die obgenanten Parthenen jegliche zween Rathmann darzu geben/ dieselben Fünff sollen dieselben Bruch auch richten und entscheiden in aller der Maaß/ als da oben von dem Burggrafen und andern Städten geschrieben steht. Item als der Edle Hertzog Friderich zu Deck denen von Augspurg/ von Nördlingen/ Gemünd/ Memmingen zuspricht/ darum hat er zu einem gemeinen Mann genommen/ Mich vorgenanten Hansen von Steinach Rittern/ und soll jegliche Parthey zween darzu geben/ die Fünff sollen auch zu dem Rechten darum aussprechen in aller Maaß als vorgeschrieben steht. Item um die Brüche/ die die Edlen Grafen Ludwig und Friderich zu Oettingen/ zu den Städten Nördlingen/ Dünckelspiel/ Bopffingen und Aalen zu sprechen haben/ und dieselben Städte wieder an sie/ darum haben dieselben von Oettingen und dieselben Städt genommen/ Henrich den Gumpfenberger und Mich obgenanten von Steinach Rittern/ die zween als ein gemein Obmann seyn sollen/ und sollen die obgenanten Parthenen jeglich zween Rathmann dazu geben/ dieselbe Zween als ein gemein Obmann und auch die 4. Rathleut sollen dieselbe Brüche verhören und die ausrichten gütlichen/ ob sie mögen/ oder mit dem Rechten/ möchten aber die Zwey/ die als ein gemein Mann sind/ un ịntrachtig werden/ so sollen dieselben Zween bey ihren treuen eines gemeinen Manns überkommen/ und nehmen; dieselben Sieben oder das mehrer Theil sollen dann darüber aussprechen mit dem Rechten in aller der Maasse/ als vorgeschrieben stehet. Auch um alle obgenante Brüche soll man aussprechen/ hie zwischen und Sanckt Martins Tag nechst kommend one Geferde. Item wann in der obgenanten Ainung/ die unser Herr der König gemacht hat/ zu Heydelberg beredt wäre/ daß die von Rotenburg das Gericht daselbst bescheidentlich sollen halten/ gen dem Bischoff zu Würtzburg und dem Burggrafen vorgenant/ und gen ihren Dienern und den ihren/ und nun dieselben Herrn und Diener sich beklagen/ daß damit an ihnen überfahren sey/ darum bessern Frieden zu machen/ so haben die gemeine Städt so den Bund halten in Schwaben/ die Sach über sich genommen und gemacht/ also daß die von Rotenburg den Bischoff von Würtzburg und den Burggrafen vorgenant/ die ihren/ Geistlich und Weltlich/ und ihre Diener und Gebauern/ nun fürbas mehr auff das obgenant Landgericht zu Rotenburg nicht laden sollen/ noch laden lassen/ als lang die obgenante Ainung/ die zu Heydelberg gemacht worden/ wäret/ doch den von Rotenburg unschädlichen an ihren Freyheiten und Rechten/ und an demselben Gericht/ und auch unschädlich der obgenanten Ainung/ die unser Herr der König zu Heydelberg gemacht hat/ das die in allen ihren Articuln gegen Fürsten/ Herrn und Städten in allen ihren Kräfften bleiben soll/ one alle Geferde. Was auch bißhero in der Zeit der obgenanten Ainung mit Gerichten zu Rotenburg gehandelt/ erklärt und erlangt ist gen den obgenanten zwey Herren/ und den ihren und ihren Dienern/ das soll die obgenant Zeit aus/ als lang die ehegenant Ainung wäret/ auffgeschlagen seyn und gütlichen gehalten werden/ also daß die von Rotenburg oder der Richter daselbst die obgenant Zeit auß dazu nicht thun sollen/ in keine Weise/ ohn alle Geferde. Auch als der von Rotweil etliche Burger/ Soldner und Diener widersagt haben/ Marggraff Rudolff von Baden/ von Herrn Felsen von Wikingen wegen/ dasselb widersagen sollen die von Rotweil schaffen abgethan werden/ und soll auch darauff Marggraff Rudolff gen der von Rotweil Burger und Diener die Feindschafft auch ablassen/ auch sollen alle Pfal-Burger von beyden Partheyen/ die in der obgenanten Ainung/ die zu Heidelberg gemacht ist/ empfangen werden/ gäntzlichen ab und ledig seyn/ als dieselb Ainung das außweiset. Und des zu Urkund der vier Theydinger Insiegel/ und der vier Städt/ Augspurg/ Nürnberg/ Ulm und Eßlingen Insiegel/ &c. Datum feria VI. post vincula Petri, Anno &c. LXXXVI.

CXLIX.

11. Nov. *Mariage conclu entre* (1) AME', *depuis premier Duc de Savoye*, & VIII. *Comte du nom d'*AME' & MARIE de Bourgogne, *Fille de* PHILIPPE le Hardi. *Fait à l'Ecluse en Flandres, le* 11. *Novembre* (2) 1386. [S. GUICHENON, Histoire Genéalogique de la Maison de Savoye. Preuves, pag. 342.]

PHILIPPE Fils du Roy de France, Duc de Bourgoigne, Comte de Flandres, d'Artois & de Bourgoigne, Palatin, Comte de Retel, Seigneus de Salins, & de Malines; Et Nous Amey Comte de Savoye, Duc de Chablais, & de Oste en Italie, Marquis, Prince, faisons savoir à tous, Que Nous considerans que nos Pays sont voisins & prochains les uns és autres, & que l'affinité & alience de Nous & de nos Hoirs & Successeurs est tres prouffitable à nos Pays, & à la Chouse publique, en la presence, & du consentement de Monseigneur le Roy, & par la deliberation des Seigneurs de nostre Sang & Lignage, & des Gens de nostre Conseil de Mariage, au plaisir de Dieu, & de saincte Eglise, de Marie Fille de Nous Duc de Bourguoigne, & de Amey Fils de Nous Comte de Savoye, obtinne Premierement sur ce Dispensation de l'Eglise, laquelle Nous Duc, & Comte prometons de present avoir telle qu'il appartiendra. Avons traitté & accordé par la forme, & maniere que s'ensuit. C'est assavoir, que Nous Duc de Bourguoigne devrons à nostredite Fille pour son Dot, pour toute Succession de Pere & de Mere, sauve à nostredite Fille & à ses Hoirs le droit de Succession en ligne collateral aveques ce qui dessoubs est escript, là ou Nous ottsoyons & accordons, que ladite Marie & ses Hoirs puisse venir à la Succession de Nous Duc, & de nostredite Compaigne la Duchesse, la Somme de cent mille francs d'or, de laquelle Somme nous payerons vingt-cinq mille francs, quand lesdits Enfans seront en âge de marier, mesmement la Fille en âge de dix ans, & que le Mariage d'entre eulx sera parfait, & en la seconde année aprés le Mariage parfait, autres vingt-cinq mille francs, & en chascune des deux années ensegant vingt-cinq mille francs; lesquels cents mille francs, le Mariage dissolu, retourneront à nostre dicte Fille ou à ses Hoirs, & Succession de nostre costé, & ligne; laquelle Somme de cent mille francs Nous Comte de Savoye assignons, & promettons asseoit sur les Chasteaux, Villes, Chastellenies, Mandement, & appartenances de Conflens, de Euglue, de Tournon, de Faverges, & de Eguebelle, & au plus pres les parfaira à compter en assiette, en valeur, & revenus de Terre, mil francs de revenu pour douze mil francs d'or à une fois, sans les Chasteaux ou Edifices qui baillé seront avec lesdites Terres, ainsi monteroit l'assiette ou assignation du Dot dessus diz à la valeur de huict mille trois cents trente-quatre francs de revenus ou environs, laquelle assignation & assiette Nous Comte de Savoye ferons faire à nos despens par prisée convenable en valeur de Terre par Gens en ce connoissans avant la perfection dudit Mariage; & aussi à faire ladite prise, & assiete, Nous Duc de Bourgoigne envoirrons de nos Gens, lesquels commettrons à ce faire; desquels Chasteaux, Chastellanies, Villes, Mandemens, & appartenances, ou de tant que monteront les payemens qui faict seroient dissolu ledit Mariage, ladite Marie & ses Hoirs dessusdits jouiront, & en perçevront les fruicts & esmolumens jusques à la valeur desdits huict mille trois cents trente-quatre francs de revenu; & tendront les Chasteaux en tel estat de couverture & reparations communes, qu'ils seront baillé à ladite Marie, ou à ses Hoirs, jusques à tant que ladite Somme de cent mille francs soit rendue & restituée à ladite Marie, ou à ses Hoirs par le Comte de Savoye qui pour le temps sera, lequel pourra restituer ladite Somme de cent mille francs dedans quinze-ans apres le Mariage dissolu à quatre payemens, en payant à chascun payement vingt-cinq mille francs; & pour chascun payement desdits cent mille francs ladite Marie ou ses Hoirs delaisseront le quart de ladite rente; & se dedans ledit terme de quinze-ans apres le Mariage dissolu, ladite Somme de cent mille francs n'estoit du tout restitué, ladite assignation & assiette pour tant qu'il en demeureroit à rachepter, seroit Heritage perpetuel à ladite Marie & à ses Hoirs du costé & ligne de Nous Duc de Bourgoigne, sans ce qu'il fussent tenu d'en faire Homage, ne que aucun autre y eût Ressort & Souveraineté, & ce avant la perfection dudit Mariage, Nous Duc de Bourguoigne pouvons trouver Terre à vendre qui feust bienseant audit Comte de Savoye nostre Nepveu, nous la poyerons s'il nous plaisoit achepter, & y employes le Dot dessusdit de nostredite Fille, laquelle Terre seroit Heritage d'elle & de ses Hoirs du costé de Nous Duc de Bourguoigne, pourveu que d'icelle Terre nostredit Nepveu, nostreditte Fille ou ses Hoirs ne feussent tenu de faire service, obeyssance, ne Homage à aucun; Et s'il advenoit que Nous Duc de Bourguoigne, ou nostre Compaigne la Duchesse trespassions sans Hoir masle legitime decendant de Nous, ou de nos Enfans masles; ladite Marie pourroit venir à la Succession de cely qui ainsi trespasseroit, en rapportant son Dot. Et nous Comte de Savoye pour le Doüaire de ladite Marie, avons promis & accordé, que ce apres le Mariage parfait & consommé nostredit Filz Amey trespassoit Nous vivant, ladite Marie aura pour son Doüaire à sa vie cinq mille francs de revenu à les prendre, asseoir, & deslivrer és Pays & Terres de Bengés, Verromés, & Novalese, & à le parfaire au plus prés; & se Nos alions de vie à trespas avant nostredit Fils, & que ladite Marie le survesquit, elle auroit dix mille francs de revenus par an à les

(1) Ce fut cet AME' dit le Pacifique qui fit ériger le Comté de Savoye en Duché en 1416. & qui ayant été fait Pape, quitta ensuite le Papat, pour terminer un Schisme, qui avoit déja duré long tems.
(2) Amé n'avoit alors que trois ans, le Mariage fut accompli en 1393.

ANNO 1386. les prendre sur les Terres dessusdites sans compter Chasteaux, ou Edifices en prisée, lesquelx seront baillié avec lesdites Terres en chacun des cas dessusdits; lesquelx Chasteaux & Terres ladite Marie tendra à sa vie tant seulement, sous nostre Souveraineté & Ressort, & de nos Successeurs Comtes de Savoye, & soustiendra les Chasteaux en tel estat de couverture & reparations, comme qu'il seront baillié à ladite Marie; Et s'il avenoit que le Doüaire de Madame de Savoye Mere de Nous Comte, ou le Douaire de la Comtesse nostre Femme fut estaint par le trespassement de l'une d'elles, au temps que le Doüaire de ladite Marie auroit lieu, il seroit en son election de prendre le Doüaire tel comme dit est, en & sur les Terres qui seront deschargiés de l'un des Doüaires dessus dis; Et de present Nous Comte ferons tout nostre povoir, que nostredite Dame & Mere preigne son Douaire ailleurs, & la recompenserons suffisamment s'il l'y plaist. Item au cas que ledit Amey nostre Fils trespassoit Nous vivant, delaissuit Hoir masle proucreé dudit Mariage, iceluy Hoir masle seroit Hoir & Heritier principal de Nous Comte, jasoit ce que nous eussions autres Enfans masles, lesquels en ce cas seroient appreovés, selon leur estat à nostre Ordonnance. Et ce de ce present Mariage ne yssoit que Filles, & que le Pere trespassat vivant Nous, & que Nous eussions autre Fils masle, icelles Filles seroient mariées & appourtionnées selon leur estat par nostre principal Heritier. Et en outre Nous Comte dessusdit, pour contemplation dudit Mariage dounons dés maintenant à nostredit Fils pour ly, ses Hoirs & Successeurs perpetuels, les Chastiaux, Villes, Chastellenies, Mandemens, Terres & appartenances de Baugié, & de toute la Terre de Bresse, saus le Doüaire de la Comtesse nostre Compagne dessusdite, tel qu'il luy est assigné. Et ou cas que du Mariage de nostredit Fils & de ladite Marie, ne demeureroit que Filles ou temps du decés de Nous Comte, & que nous aurions un Fils qui fut nostre heritier; il pourroit recouvrer lesdites Terres en assignant premierement à la Fille aisnée dudit Mariage huict mille francs d'or de revenue en Lieux bons & convenables, sans compter Edifices en prix, qui serout baillié à la Fille; & les autres Filles se aucunes en y a, serout mariées par le Fils & Heritier dessusdit selon leur estat. Item Nous Duc de Bourgogne avons accordé de bailler nostredite Fille pour contemplation dudit Mariage, à Nostredit Neveu de Savoye, & à nostre Niepce sa Femme, quand elle aura sept ans accomplys, se avoir la veüillent, & aussi si leur plaist, lors sera le Mariage solemnizé, si comme raison le pourra souffrir. Lesquelz choses & chacune de icelles, en la forme & maniere que dessus sont escriptes & passées, Nous Duc de Bourgogne, & Comte de Savoye devant dis, havons promis & prometrons par ces Presentes l'un à l'autre en bonne foy & par nos seremens, tenir & accomplir, & procurerons par effect faire tenir. & enteriner à nos Enfans; & renoncions quant à ce expressement per nos dis seremens, à toutes exceptions qui tant de Fait, comme de Droit escript & non escript, aidier ou valoir pourroient, venir à l'encontre des Accorts, Traittiés, & promesses dessusdites, sor les obligations des biens de Nous Duc, & Comte devant dis, & de nos Hoirs & Successeurs. En tesmuin desqueles choses, Nous Duc, & Comte dessusdits, avons fait seeler ces Presentes de nos propres Seaox. Données à l'Ecluse en Flandres, le 11. jour de Novembre, l'An de Grace M. CCC. LXXXVI.

CL.

1387. Versicherungs-Brieff Wenceslai/ Römischen Königs denen Freyen und Reichs-Städten/ Regenspurg/
20. Mars. Basel/ Augspurg/ Costnitz/ Nürnberg/ Ulm &c. ertheilt/ Sie bey ihren Gerechtigkeiten zu schirmen/ und wider ihre widersacher zu beschützen. Nürnberg des Mittwochs nach Lætare 1387. [JOH. PHILIPP. DATT, Volumen rerum Germanicar. novum Libr. I. Cap. IX. pag. 59. § 13 d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. LXIX. pag. 766.]

C'est-à-dire,

Lettres d'Assurance données par l'Empereur WENCESLAS *aux Villes Imperiales de* RATISBONNE, *d'*AUGSBOURG, *de* BASLE, *de* CONSTANCE, *de* NOREMBERG, *d'*ULM *&c. par lesquelles il leur promet de les proteger dans la jouissance de leurs Droits, Libertés & Immunités, contre tous leurs Adversaires. A Nuremberg le Mecredi après le Dimanche* Lætare 1387. ANNO 1387.

WIr Wentzlaw von Gotes Gnaden Römischer Kunig ze allen Ziten Merer des Richs und Kunig ze Behaim/ bekennen und tun kunt offenlich mit diesem Brief/ allen den/ die In sehen/ oder hören lesen; daz wir unsern lieben getruwen den Steten Regenspurg und Basel/ zwo Fry Stette und auch unsern und deß heiligen Römischen Richs Stetten/ mit Namen Augspurg/ Nürnberg/ Costentz/ Ulm/ Eßlingen/ Rutlingen/ Rotwyle/ Wyle/ Uberlingen/ Memmingen/ Bibrach/ Ravenspurg/ Lindaw/ Sant Gallen/ Kempten/ Kouffburen/ Lankirch/ Ysni/ Wangen/ Pfullendorff/ Puchorn/ Nördlingen/ Dinckelspühel/ Rotenburg uf dem thuber/ Bopfingen/ Aulen/ Gemünde/ Halle/ Hailprunnen/ Wimpfen/ Winsperg/ Windshaim/ Wissenburg/ Giengen/ Buchaw/ Swinfurt in Francken und Mülhusen in Elseße die Gnade getan haben/ daz sy belyben sullen by allen Iren Rehten/ Fryhaiten/ Privilegien und by iren guten gewonhaiten/ die sy haben von uns oder von andern Keysern und Kunigen/ unsern vorfarn an dem hailigen Riche/ und als sy die bizher bracht haben/ biz uf disen hutigen Tag/ und wellen ouch die vorgenanten Stette mitainander by uns und by dem Riche behalten/ und wer der wäre/ der die vorgenanten Stette daran irren/ drengen/ beswären oder krencken wult/ darzu wollen wir sy behuten/ und schirmen und in getrewlich geraten und beholffen sin/ und nit wider sy sin ane geverde. Mit Urkund diß Briefs versigelt mit unserm Kunglichen Manestat Innsigel. Geben zu Nürenberg nach Cristz geburt druzchenhundert Jar und darnach in dem suben und achtzigosten Jar des mitwochen nach dem Sonnentag so man singet Lætare in der Fasten unser Riche des Behemischen in dem vier und zwantzigosten/ und des Römischen in dem ailfften Jare.

CLI.

Brieff derer im vorhergehenden Versicherungs-Brieff 21. Martij genannten Reichs-Städten/ wodurch sie sich verbinden gemeldtem Konig Wenceslao getreu zu seyn/ und wider alle/ die sich vor einen Römischen Konig aufwerfen/ und ihn vom Reich drengen wolten/ zu helffen. In die St. Benedicti Abbatis 1387. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. LXIX pag. 766. Col b. ex Addit. JOH. MELCH. FUCHS, d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. IV. Abtheil. VIII. pag. 45.]

C'est-à-dire,

Lettres des Villes Imperiales mentionnées en celles de l'Empereur WENCESLAS, *par lesquelles elles promettent de lui être fidelles, & de l'assister de leurs forces contre tous ceux qui s'arrogeroient la Dignité Imperiale, ou qui voudroient l'en dépouiller. Données le jour de St. Benoît Abbé* 1387.

WIr die von Regenspurg und wir die von Basel/ zwo Freye Stadt und auch wir des Heyligen Römischen Reichs Stadt mit Namen/ Augspurg/ Nurenberg/ Costnitz/ Ulm/ Eßlingen/ Reutlingen/ Rotweil/ Wiel/ Uberlingen/ Memmingen/ Bibrach/ Ravenspurg/ Lindaw/ St. Gallen/ Kempten/ Kauffbeuren/ Lutkirchen/ Ysnin/ Wangen/ Pfullendorff/ Buchorn/ Nordlingen/ Dünckelspuhl/ Rothenburg auff der Tauber/ Bopfingen/ Aalen/ Gemund/ Hall/ Hailbrunn/ Wimpffen/ Weinsperg/ Windsheim/ Weissenburg/ Giengen/ Buchau/ Schweinfurt in Francken/ und Mühlhausen im Elsaß/ bekennen und thun kund offentlichen mit diesem Brieff/ als wir vormahls dem Allerdurchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn Wenceslau Römischen Konig zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ und Konig zu Bohem/ unserm lieben gnädigen Herrn gehuldet und geschworen haben/ als unserm Herren einem Römischen Konig/ zukünfftigem Kayser/ darumb derselben unser Huldigung nachzufolgen und genug zuthun/ so haben wir uns gegen dem ehegenanten unserm Herrn dem König des verbunden/ ob das wäre/ daß sich jemand wer der wäre/ für einen Römischen König abwerffen/ und denselben vorgenanten unsern gnädigsten Herrn den König von dem Königreich tringen wolte/ (NB. hierauß ist des

ANNO 1387. Kaysers Absehen klar abzunehmen) das wir ihme dann gen denselben getreulichen sollen und wollen gerathen und beholffen und beygeständig seyn/ in Teutschen Landen/ die dissent des Gebürges/ ohne alle Argelist und Geferde/ außgenommen Regenspurg und Basel/ als pro Frey-Städt/ die vormahls unserm Herrn dem König nicht geschworen haben/ als die vorgenanten deß Reichs Städte/ doch daß Regenspurg und Basel die vorgeschriebenen Theydigungen und Hülffen halten und vollführen sollen/ als andere die vorgenanten deß Reichs Städt/ und deß zu Urkund/ geben wir dem vorgenanten unserm gnädigen Herrn dem König diesen Brieff versigelt. Datum Anno M. CCCLXXXVIII. in die Sancti Benedicti Abbatis.

CLII.

10. Juill. *Conventio inter* RICHARDUM II. *Regem Angliæ & GUILIELMUM Primogenitum Ducis Juliacensis & Gelriæ facta, qua hicce sub certis conditionibus promittit se Bellum* CAROLO VI. *Regi Franciæ ejusque Patruo Duci Burgundiæ, in gratiam Regis Angliæ, illaturum. Dat. Londini die 10. Julii Anno* 1387. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 535.]

HÆC INDENTURA,
FACTA inter *Georgium Felbrigg* Militem, & *Johannem de Hermesthorp* Clericum, Procuratores, Illustrissimi Principis & Domini nostri, Domini *Ricardi*, Dei gratiâ, *Regis Angliæ & Franciæ*, ex una parte, & Venerabilem Virum *Henricum de Steenbergen*, Præpositum & Archidiaconum Ecclesiæ Sancti Salvatoris Trajectensis, Consanguineum, Nobilis Principis, *Wilhelmi*, *Primogeniti Juliacensis*, *Ducis Gelriæ*, & Strenuum *Walterum de Ysendaren* Militem, Magistrum Curiæ ipsius Ducis, Procuratores ejusdem Ducis, ad subscripta specialiter Deputatos, ex altera parte,

TESTATUR quod, iidem Procuratores, nomine Dominorum suorum prædictorum, insimul concordarunt in forma, videlicet,

Quòd præfatus Dux faciet Homagium dicto Domino Regi, vel ejus nomine Commissariis seu Deputatis suis, sufficientem ab ipso ad illum Actum habentibus Potestatem, & erit de retinentia dicti Domini nostri Regis, ad deserviendum sibi de Guerra, cum fuerit requisitus, in Persona ipsius Ducis,

Nisi inter ipsum & aliquem Principem Magnum imposterum talis Guerra existat ita quod sit evidens & notorium quòd Gentibus suis carere non possit, in quo casu de Servitio subscripto, dictâ Guerrâ durante, pro excusato simpliciter habeatur,

Vel aliàs per Infirmitatem notabilem ipsum contigerit impediri, in quem eventum, per sufficientem Locum suum tenentem, eidem Domino Regi deservire teneatur etiam cum quingentis Hominibus Armorum, Militibus & Scutiferis honorabilibus,

Contra omnes Adversarios, præsentes & futuros, ipsius Domini Regis, & Hæredum suorum, & præcipuè contra *Karolum Occupatorem Regni Franciæ*, & omnes ejus Complices & Subjectos, durante vitâ præfati Ducis,

Imperatore Duce Juliacensi Patre dicti Ducis Gelrensis, *Alberto Duce Holandiæ*, & *Adulpho Comite Clevensi*, duntaxat exceptis, Set, si iidem, Imperator, Dux Jullacensis, Dux Holandiæ, & Comes, vel eorum aliquis, armati, vel armatus, extiterint, seu extiterit, extra eorum Territoria, cum Adversario Franciæ, aut aliis Inimicis dicti Domini Regis, quòd tunc prædictus Dux Gelrensis dicto Domino Regi Servitium prædictum facere teneatur, percipiendo pro dictis Militibus & Scutiferis, pro tempore quo sic eidem Domino Regi, & Heredibus suis, ad Mandatum suum, deservierint, talia Vadia, qualia Avus dicti Ducis Gelrensis a Domino *Edwardo*, nuper *Rege*, Avo dicti Domini nostri Regis, nunc defuncto, ex consimili causâ, habuit & percepit:

Quódque præfatus Dux dictum *Karolum*, necnon *Ducem Burgundiæ* Patruum suum, per Literas ipsius Ducis Gelrensis, notoriè, palàm, & publicè, tanquam Hostes dicti Domini Regis & dicti Ducis Gelrensis, diffidabit:

Et, ex habundanti, idem Dux Gelrensis Literas suas, Sigillo suo consignatas, dicti Homagii præstationem testificantes, necnon hujusmodi diffidationis, dicto Domino Regi seu ejus Concilio faciet liberari:

Et consimiles Literas diffidationis dictis Adversario Franciæ & Duci Burgundiæ, infra quatuor menses, datam Præsentium immediatè sequentes, teneatur effectualiter liberare: ANNO 1387.

Concesserunt insuper dicti Procuratores præfati Ducis Gelrensis & fideliter promiserunt, nomine quo supra, quòd, durante vitâ ipsius Ducis Gelrensis, aliqui Scutiferi seu alii non erunt armati, seu aliquo modo contra præfatum Dominum nostrum Regem, seu Gentes, aut Subditos ipsius Domini Regis, nomine suo, guerrantes cum præfatis Adversario Franciæ vel Duce Burgundiæ, seu quocúmque alio ipsi Domino Regi Adversante, nec alicui ex eis concilium impendent auxilium vel favorem.

ITEM, *concordatum est*, per dictos Procuratores, quòd dictus Dux Gelrensis, pro Homagio & Servitio prædictis, percipiet annuatim, durante vitâ suâ prædictâ, a præfato Domino nostro Rege Mille Libras Sterlingorum, ad Scaccarium ipsius Domini Regis in Anglia, ad terminos Sancti Michaelis & Paschæ, per æquales portiones; undè, pro primo Anno, de quingentis Libris, super liberatione dictarum Literarum suarum, præfato Concilio dicti Domini nostri Regis faciendâ, ut præfertur, præfatus Dux Gelrensis solutionem percipiet, postquam dicti Procuratores sui præsentem Indenturam, super præmissis, integraliter, pro parte ipsius Ducis Gelrensis, adimplendis fecerint, & dicto Concilio Domini nostri Regis liberaverint, Sigillis dictorum Procuratorum ipsius Ducis sigillatam; & residuas quingentas Libras, pro dicto primo Anno, idem Dux recipiet, apud Middelburgh, in quindenâ Sancti Michaelis, proximò futurâ, cum ipse Homagium Deputatis ipsius Domini Regis, nomine suo, fecerit & alia supradicta compleverit, prout superiùs continetur.

ITEM, *concordatum est*, per Procuratores supradictos, nominibus quibus supra, quòd, durante vitâ præfati Ducis Gelrensis, omnes Mercatores & Subditi dicti Domini Regis pacificè possint, & eorum quilibet possit, cum Mercandisis & Rebus suis, ad Ducatum Gelrensem & alibi infra Districtus & Potestatem ipsius Ducis Gelrensis, pro libito accedere, & ibidem morari, mercari, Mercandisas licitas excercere, negotiari, & intercommunicare, & exindè, cum Mercandisis & Rebus suis, quocúmque voluerint, liberè recedere, absque molestiâ seu impedimento quocúmque; solvendo Custumas, Subsidia, & alia Deveria debita & consueta;

Et quòd, durante vitâ præfati Ducis Gelrensis, omnes Subditi prædicti Domini nostri Regis, tàm Nobiles, quàm Milites, Scutiferi, & alii quicúmque, cujuscúmque Dignitatis, Præeminenciæ, Statûs, Gradûs, Nationis, seu Conditionis extiterint, & eorum quilibet, habere possint, seu possit, liberum, pacificum, & securum ingressum, moram, transitum, & regressum, cum eorum Armaturis, Bonis, & Rebus, quibuscumque, per Ducatum prædictum, & quæcumque alia Dominia & Districtus prædicti Ducis, quocumque pergere voluerint;

Et similiter quòd, vitâ dicti Ducis Gelrensis durante, omnes Mercatores & Subditi ejusdem Ducis pacificè possint, cum Mercandisis & Rebus suis, ad Regnum Angliæ, & alibi infra Districtus & Potestatem dicti Domini Regis, pro libito accedere, & ibidem morari, mercari, Mercandisas licitas excercere, negotiari, & intercommunicare, & exindè, cum Mercandisis & Rebus suis, quocumque voluerint, liberè recedere, absque molestia & impedimento quocumque; solvendo Custumas, Subsidia, & alia Deveria debita & consueta:

Et quòd, durante vitâ ipsius Ducis Gelrensis, omnes Subditi sui, tàm Nobiles, quàm Milites, Scutiferi, & alii quicumque cujuscumque Dignitatis, Præeminentiæ, Statûs, Gradûs, Nationis, seu Conditionis fuerint, & eorum quilibet, habere possint, seu possit, liberum, pacificum, & securum ingressum, moram, transitum, & regressum, cum eorum Armaturis, Bonis, & Rebus quibuscumque, per Regnum prædictum, & quæcumque alia Dominia & Districtus dicti Domini Regis, quocumque pergere voluerint, in forma prædicta.

ITEM, *concordatum est*, inter Procuratores prædictos, nominibus quibus supra, quòd, durante vitâ prædicti Ducis Gelrensis, nulla fiant Aresta, Reprisalia, seu Merca, pro contracta, vel quasi delicto, seu aliâ occasione vel causâ quacumque, directè vel indirectè, quocumque colore, ante hæc tempora habito seu commisso, quovis modo.

Tenores

ANNO 1387.

Tenores verò Literarum Procuratoriarum, factarum per prædictos Dominum Regem & Ducem Procuratoribus prædictis, sequuntur in hunc modum;

RICHARDUS, Dei Gratiâ, REX ANGLIÆ & FRANCIÆ, & Dominus Hiberniæ, omnibus, ad quos præsentes Litteræ pervenerint, Salutem.

Sciatis quòd Nos, de & super materia infrascripta, maturâ & plenâ deliberatione præhabitâ, ex certâ nostrâ scientiâ, constituimus, ordinavimus, & fecimus, creamusque, ordinamus, & facimus, per Præsentes, nostros veros & legitimos Procuratores, Negotiorum Gestores, ac Nuncios speciales, dilectos & fideles nostros, *Georgium de Felbrigg* Militem, & *Johannem de Hermesthorp* Clericum,

Ad tractandum, paciscendum, & finaliter concordandum cum carissimo Consanguineo nostro *Willelmo Duce Gelrensi*, vel ipsius Procuratoribus, Nunciis, seu Deputatis in hac parte, plenariam Potestatem ab ipso Duce habentibus, de & super quibuscúmque Amicitiis, Alligantiis, ac mutuis auxiliis (videlicet) inter Nos, pro Nobis, Regnis, Terris, Dominiis, ac Subditis nostris quibuscúmque, ex parte unâ, & præfatum Ducem, pro se, Terris, Dominiis, & Subditis suis quibuscumque, ex parte alterâ, mutuò ineundis & præstandis;

Et specialiter ad tractandum, paciscendum, & concordandum super retinentia sua, penes Nos, in omnibus Guerris nostris, & certis Servitiis per ipsum Ducem nobis impendendis, durante totâ vitâ ejusdem Ducis;

Dantes & concedentes, ex certa scientia & nostra libera voluntate, eisdem Procuratoribus & Nunciis nostris plenariam, sufficientem, & liberam Potestatem ad omnia & singula præmissa, seu ea quomodolibet concernentia, tractandum, concordandum, paciscendum, faciendum, expediendum, & finaliter concludendum,

Ac omnia & singula, sic tractata & concordata, firmandum & roborandum cautionibus quibuscúmque, licitis & honestis,

Ac alia omnia & singula faciendum, exercendum, & expediendum, quæ circa præmissa necessaria fuerint seu oportuna, etiam si Mandatum exigant speciale;

Promittentes Nos omnia & singula, sic tractata & concordata, pro parte nostra, grata & rata habituros, & in bonâ fide firmiter & inviolabiliter observare, prout iidem Procuratores & Nuncii nostri nomine nostro fecerint & promiserint in præmissis, & sicuti Nos ipsa omnia & singula in Persona propria fecissemus.

Dat in *Palatio nostro Westm.* sub Magni Sigilli nostri Testimonio, tertio decimo die Maii, Anno Regni nostri decimo.

WILHELMUS, Primogenitus Juliacensis, Dei gratiâ, *Dux Gelriæ*, Comesque Zutphaniæ.

Notum facimus universis, præsentes Literas visuris vel audituris, quòd Nos, de & supra materia infrascripta, maturâ & plenâ deliberatione præhabitâ, ex nostra certa scientia, constituimus, ordinavimus, & fecimus, creamusque, ordinamus, & facimus, per præsentes, nostros veros & legitimos Ambassatores, Procuratores, Negotiorum Gestores, ac Nuncios speciales, Venerabilem *Henricum de Steenberghen* Præpositum & Archidiaconum Ecclesiæ Sancti Salvatoris Trajectensis nostrum Consanguineum, & strenuum *Walterum de Tsenden* Militem Magistrum Curiæ nostræ, Secretarios & Consiliarios nostros dilectos,

Ad tractandum, paciscendum, & finaliter concordandum cum, Serenissimo & Excellentissimo Principe & Domino nostro, Domino *Richardo*, Dei gratiâ, *Rege Angliæ & Franciæ* & Domino Hiberniæ illustrissimo, seu ipsius Venerabili Concilio, ejus nomine, vel ipsius Procuratoribus, Nunciis, seu Deputatis, in hac parte, plenariam Potestatem ab ipso Domino nostro Rege habentibus, de & super quibuscúmque Amicitiis, Alligantiis, ac mutuis auxiliis, præcipuè ad servitia Domini nostri Regis (videlicet) inter præfatum Dominum nostrum Regem, pro se, Regnis, Terris, Dominiis, ac Subditis suis quibuscúmque, ex parte una, & Nos, præfatum Ducem, pro Nobis, Terris, Dominiis, & Subditis nostris quibuscúmque, ex parte alterâ, mutuò ineundis & præstandis,

Et specialiter ad tractandum, paciscendum, & concordandum super retinentia nostra cum præfato Domino nostro Rege, in omnibus Guerris suis, & certis servitiis præfatis super Nos eidem impendendis, durante totâ vitâ nostrâ;

Dantes & concedentes, ex certâ scientiâ & nostrâ liberâ voluntate, eisdem Ambassatoribus, Procuratoribus, & Nunciis nostris plenariam, sufficientem, & liberam Potestatem ad omnia & singula præmissa, seu ea quomodolibet concernentia, tractandum, concordandum, paciscendum, faciendum, expediendum, & finaliter concludendum,

Ac omnia & singula, sic tractata & concordata, firmandum & roborandum cautionibus quibuscúmque, licitis & honestis,

Ac alia omnia & singula faciendum, exercendum, & expediendum quæ circa præmissa necessaria fuerint seu oportuna, etiam si Mandatum exigant speciale;

Promittentes Nos omnia & singula, sic tractata & concordata, pro parte nostrâ, grata & rata habituros, & in bonâ fide firmiter & inviolabiliter observare, durante vitâ nostrâ, prout iidem Ambassatores, Procuratores, & Nuncii nostri, nomine nostro, fecerint & promiserint in præmissis, & sicuti Nos ipsa omnia & singula in Personâ propriâ fecissemus.

Et, in Testimonium omnium præmissorum, Sigillum nostrum, ex certa nostra scientia, præsentibus Literis duximus apponendum.

Datum & actum in *Castro nostro Nommagen*. Anno Domini Millesimo, trecentesimo, octuagesimo septimo, Feriâ quintâ post Octavas Paschæ.

In quorum omnium Testimonium atque fidem dicti Procuratores, in præsentiâ Dominorum de dicto Concilio Domini nostri Regis, Sigilla sua hiis INDENTURIS alternatim apposuerunt.

Dat. *Londoniæ* decimo die Julii, Anno Domini Millesimo, trecentesimo, octogesimo septimo, & Regni dicti Domini nostri Regis decimo.

Et insuper Procuratores prædicti concordârunt & promiserunt, nominibus quibus supra, quòd tàm prædictus Dominus Rex, pro parte sua, per Literas suas Patentes, sub Magno Sigillo suo, quàm præfatus Dux Gelrensis, pro parte sua, per Literas suas Patentes, sub Magno Sigillo suo, præsentem INDENTURAM & omnia contenta in eadem acceptabunt, approbabunt, ratificabunt, & confirmabunt, & ea facient, quilibet ex parte sua, inviolabiliter observari.

Dat. ut supra.

CLIII.

13. Oct.

Des Dechants Hermann und seines Dom-Capituls zu Passau/ Brieff an Hertzog Albrecht zu Oesterreich ausgestellet/ daß sie Ihn und seinen Erben mit aller Ihrer Macht/ so offt Sie gefordert werden/ beystehen/ und Ihre Vesten offen halten wollen. Geben zu Passau an St. Colomanns Tag 1387. [HUNDII Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 274. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans LUNIGS Spicilegium Ecclesiasticum Theil II. pag. 802.]

C'est-à-dire,

Lettres de HERMAN *Doyen & du* CHAPITRE *même de* PASSAU, *par lesquelles ils s'obligent envers* ALBERT *Duc d'Autriche, de l'assister lui, & ses Heritiers après lui, de toutes leurs forces, & toutes les fois qu'ils en seront requis, comme aussi de tenir leurs Places ouvertes pour son service. A Passau le jour de St. Coloman 1387.*

WIr Herman erwölter und Dechant/ und das Capitl gemainklich deß Gotshauß zu Passaw/ bekennen und thuen kundt offentlich mit dem Briefe/ allen den die in sehent/ lesent/ oder hörent lesen/ nu und hernach/ daß wir mit guetem Rathe/ und zeitiger Vorbetrachtung/ durch Frides und gemaines Nutzes und Gemaches willen unserer Herrschafft/ und aller unserer Underthonen/ für uns/ und all unser Nachkommen/ Bischoff und Capitl zu Passaw/ verhaissen und verlobt haben/ bey unsern

ANNO 1387. Treuen, verhaissen und verloben auch mit dem Brieff / das wir dem durchl. Fürsten unsern gnedigen Herrn Albrecht Hertzogen zu Oesterreich / zu Steyr / zu Kärnten / etc. Graven zu Tyrol / und allen seinen Erben und Nachkommen / geholffen seyn sollen und wellen / fürderlich und endlich / mit allee unser Macht / zu allen ihren Ehren / Würden / Rechten / und Frummen / wider allermengklich / niemand ausgenommen / wann in deß Noth geschicht / und wir darum von in gevordert und gemant werden / ohn alles Verziehen / und daß wir ihn auch all unsers obgenanten Gotzhauß Vesten offen haben sullen / zu allen ihrer und ihrer Landt Kriegen und Nothen / ohn Geverde. Wer aber / daß jemande der uns angehört / wider den vorgenanten unsern Herrn Hertzog Albrechten / wider sein Erben oder Nachkommen oder wider die ihren / icht theте / darumb sullen sie uns zu Red setzen / und sullen wir dann von dem unsern Minne und Recht thuen / nach Gelegenheit der Sache / ohn Geverdt. Wolt aber der unser diß wider seyn / und Minnen und Rechtens vor uns nicht gehorsam seyn / so sullen wir dem vorgenenten unserm Herrn / und seinen Erben und Nachkommen / auff denselben geholffen seyn / als lang / unz daß er darumb gebessert werdt. Und binden uns auch vestiglich zu den vorgeschriebnen Glübten und Dingen / alle unsere Nachkommen ewiglich. Auch verbinden wir uns / daß wir obgenanter erwölter / noch deß Capitel / kainerley Täding noch Bericht von ehegenanten Erwölten / und unser Wahl wegen / thuen / noch auffnemmen sullen / ohn des obgenanten unsers Herrn Hertzog Albrechten Gunst und Willen / getrewlich und ohn alles Geverdt. Mit Urkundt diß Brieffs / den wir darüber geben / besigle mit unsers offtgenanten Erwölten / und auch diß Capitels anhangenden Insigln. Geben zu Passaw / an S. Colomans Tag / nach Christi Geburt 1387.

CLIV.

1388. 25. Fevr. Landfried von Wenceslao Römischen König mit Rath des Heyl. R. Reichs Chur- und Fürsten / Grafen und Städten zu Erhaltung der allgemeinen Sicherheit / und Ruhe auf 6. Jahr aufgericht zu Eger auf Walpurgis 1388. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. LXIX. pag. 758. Col. a. & quidem ex Addit. JOHAN. MELCHIOR. FUCHS.]

C'est-à-dire,

Paix publique établie & ordonnée par l'Empereur WENCESLAS *de l'avis & conseil des Electeurs, Princes, Comtes, & Villes de l'Empire pour la conservation de la fûreté & tranquillité publique. A Egre le jour de Ste. Walpurge.* 1388.

WIr Wentzlau etc. bekennen etc. daß wir dem Allmächtigen GOtt / dem H. Reich zu Ehren und sonst Landen und Leuten gemainglich zu Nutz / Fried und Gemach mit wohlbedachtem Muth und gutem Rath unsers und des Reichs Chur-Fürsten / Geistlichen und Weltlichen / Grafen / Herrn und Städten mit rechtem Wissen eines gemeinen Landfrieden überenkommen seyn / und den gemacht haben / in aller der Maaß als hernach geschrieben steht.

Zu dem ersten so sollen und wollen wir und die Fürsten / Grafen / Herrn und die Städt diß Land-Friedens aneinander zulegen / und beholffen seyn des rechten und redlichen Sachen / mit steten Treuen und gantzen Fleiß / nach Außweisung der nachgeschriebenen Artickel diß Landfriedens als verre als aller Leib und Gut gereichen mag / ohn alle Argelist und Geferde.

Auch haben wir uns mit den Churfürsten / Grafen / Herrn und Städten / die in diesem Landfrieden sind / umb Raub / Mord / Brand / Nahen / und Unrecht widersagen / die uns / und allen den / die in diesen Landfrieden und Bundung gehörent / auffersteben mögen / gäntzlich vermannt / daß sie / die über den Landfrieden gesetzt sind / oder der mehrer Theil unter ihnen erkennen / darumb dieser Landfried billich richten soll / und darzu sollen die obgenanten Churfürsten / Grafen und Herrn etc. und die Städt etc. Und haben wir obgenant König Wentzlaw von Königl. Macht einen gemeinen Obman darzu erkoren und geben mit der Bescheidenheit / ob wir oder deheim Fürst / Graf / Herr oder Stadt oder die / die in diesen Landfrieden und Bündnus gehörent / von jemand beschädigt würden / wider die Artickul / die in diesem Landfrieden begriffen sind / das soll man an den Obman bringen / der soll den andern seinen Gesellen / die über den Landfrieden und Bündnus gesetzt sind / besenden in 14. Tagen zu den andern zu kommen gen etc. ob ihn daucht auf den Eyd / daß sein nothdürfftig wäre / wes sie dann / oder der mehrer Theil erkennent auf ihren Eyd / daß dem die That wider Recht geschehen sine / so sollen dann die nechste Herrn / Städt / und auch Amptleut manen ongefer wider dieselben zu helffen nach ihrem Erkantnuße auf ihren Eyd / und sie sollen ihn darzu beholffen seyn auff ihren Eyd getreulich / als lang biß ihn der Schad außgericht wird / on Geferde / nach Erkantnus der die über den Landfried und Bündnus gesetzt sind.

Daucht aber die / die über den Landfrieden und Bündnus gesetzt sind / oder der mehrer Theil unter ihn auf ihren Eyd / daß sie es also ohne anderer ihrer Eydgenossen Hülff nicht überkummen möchten / so sollen und mögen sie ihn der nechsten Herrn und Städt zu ihn nehmen ohn Geferde / als viel sie dunckt daß sie derselben bedürffen werden / und dieselben sollen ihn dann auch beholffen seyn ohn Verziehen auf die Eyd als vorgeschrieben stehet / ohne Geferde. Auch sollen die / die über den Landfrieden gesetzt seyn / auff ihren Eyd / den Fürsten / Herrn und Städten die in diesem Landfrieden seyn oder darein kommen / Hülff und Dienst / die man thun soll / anlegen / getreulich nach ihrem Vermögen ohne Geferdt. Auch sollen die über den Landfrieden gesetzt sind schweren zu den Heiligen gemein Richter zu seyn / getreulich dem Armen als dem Reichen ohne Geferde.

ANNO 1388. Wäre auch / daß der Obman abgieng / so offt das geschicht / so sollen wir König Wentzlaw / oder wem wir das an unser statt befehlen / mit gutem Rath und wissen je einen andern setzen an desselben stat / der sich alles des verbind und schwere / des sich der verbunden und geschworen hat / der abgangen wär / und däucht die / die über den Landfrieden und Bündnus gesetzt sind / oder den mehrer Theil unter ihnen auf ihren Eyd / daß der Obman den wir dazu gesetzt haben / dem Landfrieden nicht bekemlich wäre / da sollen und mögen wir ihnen mit gutem Rath und Wissen einen andern darzu geben / in dem nechsten Monat / als es uns verkünd wird ohne Geferde / als offt ihnen und dem Landfrieden des Noth geschicht / der sich alles das verbind und schwere / das hievor und hernach geschrieben stet ohne geferde. Auch sollen die / die über den Landfrieden und Bündnus gesetzet sind / allemal zusammen kommen an dem nechsten Sontag nach jeder Gottes Vasten in den obgenanten 4. Stätt / einer und den Landfrieden da besitzen / und all Klag und was Landen und Leuten anliegend ist / da verhören und außrichten getreulich auf ihren Eyd one geferde / daucht aber den Obman daß sein offter noth wäre / so möcht er den andern seinen Eydgenossen zusammen gebieten / als offt das noth wird / in der obgenanten 4. Städte einer / wo ihn daucht / da es allergelegenest wäre.

Auch soll der geschworen Schreiber noch jemand von seinetwegen niemand keinen Fürbot geben / es haben dann vor / die über den Landfrieden gesetzt sind / oder der mehrer Theil unter ihnen / bekant auf ihren Eyd / daß es umb solch Sach sere / darumb der Landfried billich richten soll.

Auch mag der mehrer Theil unter den Neunen / die über den Landfrieden und Bündnuß gesetzet seyn / wol richten / ob der andern ein Theil nicht kommen mochten ohne Geferde. Were auch daß ein Krieg oder Aufflauff zwischen Herren und Städten / oder andern die in diesem Landfrieden und Bündnusse seyn / oder noch darein kommen / aufferstündt / da GOtt vor sey / das soll man bringen an den Obman und an die / die über den Landfrieden gesetzt seyn / und was die oder der mehrer Theil unter ihnen dann zu Rath werden und außsprechen / auff die Eyd / das solle ihnen beyden Theilen gefällig seyn umb solche Sachen als vorgeschrieben steht / und wer sich deß widert und sein nicht gehorsam were / so sollen die Herrn und die Städt / und alle die / die in diesem Landfrieden und Bündnuß sind / gegeneinander beholffen seyn und zulegen in der vorgeschriebenen Weiß. Were auch daß die / die über den Landfrieden gesetzt sind / oder der mehreren Theil unter ihnen däucht und erkente / daß man beseß bedörffte / es wäre Herr oder Stadt / wo man dann sein hen bedorffens / und dabey sollen dann die nechsten drey Herrn und drey Städt den Kosten darlegen / den man dann bedurffi zu wercken und zu dawen / und wann dann das Beseß zergeher / so sollen die / die über den Landfrieden und Bündnuß gesetzet seyn / darnach in einem Monat zusammen kommen / und sie / oder der mehrer Theil unter ihnen die sollen dann die Kost anlegen jedem Herrn oder Städt / die in diesem beseß gewesen seyn / die sollen in einem Monat darnach den Herrn und Städten die Kost außrichten / die sie dargelichen haben / one Geferde. Auch welche nechste Herrn die Werckbüchser oder andern Zeug / des zu dem Beseß Noth ist / habent / die sollen das auch leihen zu dem Beseß / so das von den Neun deß Landfriedens an sie gefordert wird. Were auch daß das Heil. Römische Reich / oder dieser Landfried raisen / in denselben Raisen soll niemand anders mit nehmen / weder mit Drohen noch mit Bethe / dann zeitlich Kost und Futter / das er zu seiner Nothdurfft bedarff / und die er auff dem Feld nutzen will / und soll auch das nicht heimführen noch verkauffen / wer aber das überführ / das soll man für einen Raub haben / und soll zu dem richten / als der Landfried stehet. Auch ist geredt worden und wollen das vor allen Dingen / wann das Heil. Reich oder der Landfried also ranset / daß alle Strassen / Kirchhöfe / Clöster / Pfaffhen / Kirchen / Mühlen und besonder alle Pflüg mit Pferden und was dazu gehöret / und die die / die Weingarten / Acker und das Feld gebauen / sicher seyn und Fried haben sollen / und daß die niemand angreiffe / leidig noch beschedig / und wer das übersicht / das soll man für einen Raub haben / und zu dem soll der Landfried richten / als vorgeschrieben steht. Es soll auch niemand füttern weder mit Bethe noch mit Name / dann auff dem seinen / oder da er sein Amptmann ist / wer das überführ zu dem soll man richten mit dem Landfrieden / außgenommen so man reiset / als vorgeschrieben stehet. Auch soll niemand in dhein Weiß mit nehmen den Frembden / weder solch Raub noch Futter vor Pferd noch nichts wie das genant ist / das er verkauffen soll / und meiner Kost darumb zu kauffen / das soll er nicht geniessen / das soll man für einen Raub haben / und soll darumb richten als der Landfrieden stehet / one Geferde.

Auch wann das ist / daß dieser Landfrid also raysct / so sollen

Herrn

Anno 1388.

Herren und Städte ihren Hauptleuten / die von ihrentwegen auff dem Velde sind / befehlen / auff den Eyd / one Geferde / daß sie ihnen treulich und emsig weren / daß sie den Frembden nichts anders nehmen / dann zeitliche Kost und Futter in der Weiß als vorgeschrieben steht / und were daß sich des jemand widersetzt / daß sie nichts gewaltig möchten seyn / das sollen sie bringen an Obmann deß Landfriedens / und der soll dann darzu thun / daß das widerthan werde / und soll dann der / der das gethan hett / gestrafft werden / wie die Neun an dem Landfrieden oder der mehrer Theil unter ihnen erkennen / darnach und er die Sach gehandelt hat.

Auch soll niemand keinen Brand in der Reyß nit thun / wer das übersicht / den soll man richten das recht ist / es were dann / daß der Hauptmann des Landfriedens / der dann auff dem Felde ist / heisse und erlaubt zu thun auff den Frieden / ohne Geferde. Were auch / daß GOtt nicht angeb / daß dann böse Gesellschafft auferstunde in diesem Landfrieden / oder in diesen Landfrieden käme oder züge / wider der sollen wir und die Fürsten / Herrn / Städt mit all unser und ihr Macht zu ziehen und ihn widerstehen / sie zu vertreiben ohn alle Geferde. Auch ist geredt worden / wenn der Landfrieden einen redlichen Zug oder Beseß thun wolt / so soll ein jeglicher Herr und Stadt / so in diesen Landfrieden und Bündnuß sind / mit schicken bey / die an demselben Landfrieden von ihrem wegen sitzent / die dabey sollen seyn / als lang biß derselbe Zug und Beseß wäret / und ein Ende nimmt / und ob derselben Neun die an dem Landfrieden sitzent / von ehehaffter Noth daben nicht geseyn möchten / so sollen die Herrn oder Städt einen andern Biderman / der den Landfrieden auch geschworen hat / an desselben statt / der dabey nicht geseyn mocht / sehen und schicken / als offt das Noth wäre / und soll auch der Hauptmann des Landfriedens / der dann auff dem Felde ist / unser und deß Reichs Banier haben / auch als offt des Noth were. Were auch daß jemande / die in diesem Landfrieden und Bündnus sind / oder noch darein kommen / beschädigt wird / wider Recht als der Landfried stehet / von wem das geschehe / und wann die / die über den Landfrieden gesetzt sind / darum zuvor erkennen / so sollen dann dieselben / die darüber gesetzt sind / das fürbas Herrn und Städten und andern die in unserm Landfrieden und Bündnus sind / kund machen und verbothschafften mit ihren Brieffen oder ihr selber / und wem sie deß also kund machen werden / zu weme der käme / der den Schaden gethan hat / der soll auff den Eyd gebunden seyn / denselben zu halten und auffzuhalten mit gantzem Ernst / getreulich ohne alle Geferde / und soll dann daran keinerley Geleyd fürtragen. Wer auch uns / oder die über den Landfrieden und Bündnuß gesetzt sind / einen Schaden thut / mit Mord / Brande / Diebstahl / Rauben / oder mit unrechten Widersagen / oder mit andern Sachen als vorgeschrieben stehet / wer oder die der einen hausset / hofet / ätzet oder träncket mit wissen / der soll in demselben schuldig seyn / als der Selbstschuldig. Wäre auch daß jemand mit dem Rechten verderbt wird / und wolt jemand darum feind seyn / der soll zu demselben schuldig seyn / als der / der mit dem Rechten verderbt ist. Und wer auch einen kündlich verleumbten schädlichen Mann / daß vor dem Landfried kündlich gemacht worden / wo man das weiß / auffhält oder angreifft / der ist darum nit schuldig noch gebunden / wer sich aber sonst vor dem Landfrieden verantworten solt oder wolt / den soll der Landfried Glayd dar und dannen geben / one Geferde. Were auch daß der Aufflauff und Sold mehr dann einer wird / um solche sachen als vorgeschrieben stehet / so soll man den / die über den Landfrieden und Bündnus gesetzt sind / darum zusprechen / und was dann sie oder der mehrer Theil unter ihnen zu Rath werden / auff den Eyd / das allernothdürfftigst sey anzugreiffen / das soll man ihnen gefolgig und gehorsam seyn. Were auch daß jemand / der in diesem Landfrieden und Bündniß ist / oder noch darein kommen würde / von den Sachen / die in diesem Landfrieden geschehen / deheine Feindschafft wüchs / der man an demselben nach diesem Landfrieden und Bündnuß zukommen wolt / so sollen demselben Herrn und Stätt / die in diesem Landfrieden und Bündnuß seynd / zulegen und getreulich beholffen seyn / auff den Eyd / als lang als er derselben Feindschafft entladen / one Geferde. Were auch man jemand kendlich / redlich / unläglich / unlaugenbar Schuld schuldig / so soll man es dem Hauptman deß Landfriedens lassen wissen / ehe er dafür pfend / daß er den / der da schuldig ist / darum verschreib / daß er dem / da man also schuldig were / gütlich bezahle oder richten wolle / wird der darnach pfände und angreiffen / mit den Pfänden soll er pfändlich gefahren / und in das nechst Schloß treiben / da ein Gericht inne ist / das doch des / der gepfänd ist / nicht sey / und seynd es Essend Pfand / die soll er lassen stehen drey Tag und drey Nacht / wären es aber ander Pfand / die soll er lassen vier Wochen stehen / ist daß jemand kommt / der die Pfand wolt annehmen / dem soll man sie auff Recht / auff Gewißheit oder Bürgen außgeben / mit Kundschafft deß Richters / oder Amptmanns / in deß Gericht sie seynd / oder ander ehrliche Leut darzu nehmen / die dabey seyn / nehmen sie aber die Pfand nicht auß in der vorgenanten Zeit / da mag er sie verkauffen ohne Geferde / so er teurest mag / auch mit Kundschafft deß Amptmannes / in deß Gericht sie geführet seyn / dasselbes / und dasselb Geld / soll dem / der da pfandet haben / an sein Schuld abgehen / was er auch für Kosten gethan hat mit der Pfandung / die redlich wäre / die soll ihm auch abliegen; was aber unredlich daran wäre / daß soll man für den Landfrieden bringen / und wie es dann der Landfried erkennet / dabey soll er bleiben. Were auch / daß von solcher Pfandnuß wegen jeman gefangen wird / dieselben Gefangenen sollen auff Recht außgeben werden. Doch so setzen wir / daß all jeglich unser und deß Heiligen Reichs und unsers Königreichs zu Böhem / alle Churfürsten / Fürsten / Grafen / Herrn und Städt / Leuthen / Geistlich und Weltlich / Pfaffen / Layen / Ritter und Knecht / Burger / Kauffleut / Pilgram / Gepauern und allermänniglich / Erbar unversprochen Leut / die die Straß bauen und wandeln / von welchem Land die seyn / ihr Leib und ihr Gut in diesem Landfrieden sicher seyn sollen / were aber / daß derselben deheiner beschädiget wurde / auff Wasser oder auff Land / an Leib oder an Gut so soll der nechst Herr oder Stadt / oder andere / die in diesen Landfrieden und Bündnuß gehörent / den den es geschehen ist / zueylen / mit allem ihrem Vermögen / alsbald sie deß innnen und ermanet werden / und sollen darzu thun getreulich ohne alles Geferde / daß das widerthan werde / und mögen sie es also nicht überkommen / so soll man ihnen fürbas / nach der Räthe / die über der Landfrieden gesetzt seyn / oder deß mehrer Theils unter ihnen / als um einen Raub beholffen seyn / als vorgeschrieben steht. Auch sollen alle Pfaffen / Clöster und ander geistlich Leut / ihr Leib und ihr Gut nicht pfandbar seyn für jemand in dhein Weiß. Es soll auch niemand / er sey Fürst / Herr / Ritter oder Knecht / oder Stadt / die in diesem Landfrieden seynd / oder darein kommen / niemand verantworten / noch versprechen wider die Ordnung und Landfrieden.

Es soll auch kein verleumbder / kundlich schädlicher Mann / das von dem Landfrieden kund gemacht worden / nindert weder Fried noch Geleyt haben / und wo man den nimmt oder auffhebt / davon soll man wider niemand thun / noch gethan haben / wer auch ihn hauset oder hofet / wissentlich oder mehr gefährlich hinhülffe / der soll in denselben Rechten seyn. Man mag auch einen verleumbten und schädlichen Mann in allem Gericht / Vesten und Städten wol verdeeren und auffhalten auff Recht / und vor dem oder denen sollen man Rechtens ohnverzogentlich helffen /

Es ist auch geredt / were daß die Herrn oder ander Leut Hof nehmen in deß Reichs oder andern Städt / so soll man allen denen die das mieten oder fordern / ein frey sicher Gleyt geben / dieweil der Hof were one Geferde. Were auch daß jemand sein Ehre verantworten wolte oder müst / vor den Herrn oder Städten / den und ihren Freunden mocht man auch wol ein frey sicher Gleyt geben / auff den Tag / als er fürkommen soll. Auch ist geredt / welcher Knecht ein raisigs Pferd hat oder mehr / und keinen Herrn hat / oder ein Erbar gesessen Mann / der diesen Landfrieden geschworen hat / der für ihn spreche / daß er Landen und Leuthen unschedlich seye / dem soll der Landfried feind seyn / und soll darzu thun / als der Landfried stehe. Auch ist geredt worden / daß man um keinen alten Krieg / noch um deheinerley Sach / die sich verloffen haben / vor dato diß Brieffs / mit diesem Landfrieden nichtsen richten noch beholffen seyn soll / ohne Geferde.

Auch mag der Obman / der über den Landfrieden gesetzt ist / in diesem nehmen und empfahen / wer in diesen Landfrieden kommen wolt / der ihn daucht / der dem Landfrieden nutz were / one Geferde / und die er also empfähe / die sollen auch geloben und schwören / und ihr gesiegelt Brieff geben / den Landfrieden zu halten / als der außweiset / und die sollen auch dann deß Landfriedens geniessen / als andere die jetzunt darinnen seynt / one Geferde / und so sie der Hauptmann also empfähe / daß soll er in dem nechsten Monat darnach / den Fürsten / Herrn und Städten / die in diesem Landfrieden seynd / verkünden. Auch sol der gemeine Bund der Städten / der bißher gewesen ist / ab seyn / und sollen fürbas keinen mehr machen / so soll die Ainung / so zwischen uns und den Fürsten und Herrn gewesen ist / auch ab sein / in der Maß / als hernach geschrieben ist / also welche Stadt ein oder mehr sich richtet / mit den Fürsten und Herrn die jetzunt in dem Krieg gegen den Städten sind / entweder gütlich oder mit dem Rechten / als von unserm Rath geredt ist worden zu Mergentheim / dieselben Stätt oder Statt soll und mag dann in unsern Landfrieden / den wir jetzunt zu Eger gemacht haben / nehmen und empfahen / und die also empfangen werden / gegen denselben Stätten oder Statt / soll unser und der Fürsten und Herrn Ainung weiter auch gäntzlich absein. Welche Stätt oder Statt aber das nicht thät und ungehorsam bleiben ward / und sich nicht richten wolt mit minne oder mit Recht / als vorgeschrieben steht / gehn dieselben soll unser und der Fürsten / Grafen und Herrn Einung bleiben in ihren kräfften / als die außweiset / bedörffent dann die Stätte / die also in diesem Landfrieden komment oder kommen wolten / deß Rechtens wiederumb von den obgeschriebenen Fürsten und Herrn / so sollen sie das den Stätten auch wiederumb thun / als zu Mergentheim / von unserm Rath geredt ist. Auch welcher Fürst / Herr oder Statt jetzunder oder fürbasser in diesen Landfrieden kommen wolt / gen den jemand Vehd oder Feindschafft darumb tragen oder ihn deheinerley Schaden darumb zu ziehen / dem oder denselben sollen wir und die vorige Churfürsten / Fürsten / Herrn und Stätte wider dieselben zulegen und beholffen seyn / mit unserm Vermögen ohne Geferde.

Auch sollen all und jegliche Bestallungen / wer die hett / gäntzlich absein / und soll die fürbas niemand haben noch empfahen. Auch soll niemand deß andern eigen Leut und unverrechnet Amptleut oder die nachfolgenden Krieg hetten / oder die von dato diß Brieffs verschworen und verbriefft hetten / zu Burger empfahen / würde darumb dehein Bruch / das soll der Landfried erkennen. Auch soll dieser Landfriede seyn und gehn am Rhein / in Bayern / in Schwaben / in Francken / in Hessen / in Thüringen / in Meichsen als er begriffen ist / in den Theil-Brieffen / die darüber geben sind.

Auch als wir auff dem Rhein / zu Bayern / in Schwaben /

und

in Thüringen und in Meichsen andere Landfrieden auffgesetzt haben / wollen wir / ob der Landfried eine solche Sach anstossen / oder daß der Landfried allein das nicht gewältigen noch betäuben möcht / daß dann die andern Landfried ihr eine oder mehr / so sie deß von den Hauptmann deß Landfriedens / den das angehet / kundlich ermahnet werden / mit ihr offen Brieffen / darin er sich mit seinen End-Gesellen / die mit ihm über den Landfrieden gesetzt sind / oder der mehrer Theil auff den Eyd erkennent / daß sie des oder der andern Landfrieden Hülff auch darzu bedürfften / so sollen ihme die andern Landfried / die also ermant werden / auch beholffen seyn / die Sach zu rechtfertigen / nach dem als der Landfrieden / der gemanet / duncket / daß sie ihm zu Hülff kommen sollen / one Geferde. Es soll auch derselben Landfrieden einer in den andern nicht richten / one Geferde. Wer auch in einem Landfrieden verzalt wird / der sol in dem andern auch verzalt seyn / mit denselben Formen als der Landfried stehet / one Geferde.

Auch soll derselbe Landfried / der nun zu einem gemeinen Nutz erdacht ist / uns und dem Heil. Reich und den obgenanten Churfürsten / Fürsten / Grafen / Herrn / Rittern und Knechten / Pfaffen / Städten / und Layen keinen Schaden bringen und gäntzlich ohne Schaden seyn / an unserer und ihrer Herrschafften / Gerichten / Freyheiten / Rechten und andern unsern und ihren guten Gewonheiten / Geistlichen und Weltlichen / ausgenommen / der Sach als vorgeschrieben stehe / doch mit Behaltnuß unser als eines Röm. Königs / eines zukünfftigen Kaysers Recht / die wir haben / und von Rechtswegen haben sollen / oder mögen von Römischer Königlicher Mächtigkeit / sie sein Geistlich oder Weltlich. Und diser Landfried soll wehren sechs gantzer Jahr nach einander / nach dato diß Brieffs zu zehlen / ohne Widerruffen / und darnach als lang biß wir ihn widerruffen.

Und wir König Wentzlau &c. geloben bey unsern handlichen Treuen / und wir Churfürsten / Fürsten / Grafen / Herrn / wie die genant sind / geloben diesen Landfrieden mit allen seinen Puncten und Artickeln / als er verschrieben / begriffen und versigelt ist / gäntzlich vestiglich zu halten und zu vollführen / one alle Geferde / bey den Eyden / die wir darüber leiblich gethan haben. Auch sollen wir bey den Eyden die wir darüber geschworen haben / bestellen und schaffen / daß all unser Amptleut / Vögt / Richter und Schultheis / die in diesem Landfrieden gesessen sind / von uns oder dem wir es empfehlen / zu Behaltnuß deß Landfriedens und Artickul / die darinn begriffen sind / sammentlich und sonderlich one Geferde / und dasselb soll geschehen und vollführt werden / ungefehrlich inwendigen zweyer Monaten nach dato diß Brieffs / da sollen auch all unser Diener / Mann / Grafen / Herrn / Ritter und Knecht / die in dem Landfrieden gesessen sind / denselben Landfrieden schweren / inwendig den nechsten zweyen Monaten / welche das nicht thun wolten / die sollen deß Landfriedens nicht geniessen.

Auch sol ein jeglicher Herr und sein Amptleut gebunden seyn bey den Eyden / welchen Diener und Amptleut schweren / daß sie es dem Hauptmann zu wissen thun und beschrieben geben / und wer der wäre / der in diesem Landfrieden sitzt / und dem Landfrieden nicht geschworen hätte / dem sol der Landfried nicht richten / und der sol auch deß Landfrieden nicht geniessen. Mit Urkund diß Brieffs / &c. Actum Walburgis / &c. Anno &c. LXXXVIII.

CLV.

3. Juill. SIGISMUNDI *Hungariæ Regis Literæ, quibus Regi Bohemiæ* WENCESLAO *Fratri potestatem, & libertatem concedit, ut Regnum Boemiæ alterutri Fratrum vel sibi* SIGISMUNDO, *vel* JOHANNI *Duci Gorlicensi, & Marchioni Lusatiæ, qui ipsi magis placuerit, dare, donare, & legare possit. Dat. Semphæ 3. Julii 1388.* [CHRIST. GODOF. HOFMANNUS in Appendice Diplomat. & Documentor. Historiam Lusatiæ Illustrant. Tom. IV. Scriptor. Lusaticor. pag. 212. BALBINUS inter Literas Publicas de Bohemia Miscellaneis Historicis ejusdem Regni adjectas. Vol. I. Part. I. Epist. LXIV. pag. 80.]

SIGISMUNDUS Dei gratia Rex Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Marchio Brandenburgensis, &c. Universis & singulis Principibus Ecclesiasticis & Secularibus, Vasallis Homagialibus, Comitibus, Nobilibus, Baronibus, Clientibus, Judicibus, Magistris Civium, Consulibus, Juratis, Rusticis, Villanis, & Incolis Civitatum, Oppidorum, & Villarum ac Locorum quorumcunque, nec non omnibus & singulis Subditis & Fidelibus Regni Bohemiæ cujuscumque status, conditionis vel præeminentiæ fuerint, aut quibuscunque specialibus vocabulis nuncupentur, præsentibus & futuris, Nobis sincere dilectis Salutem & omne Bonum.

Quia pridem Serenissimo Principi Domino Wencesiao Romanorum Regi semper Augusto, & Boëmiæ Regi Illustri Fratri nostro Charissimo, bona & sufficienti deliberatione præhabita, specialiter propter singularis amoris affectum, quem ad Illustrissimum Principem Dominum Joannem Ducem Gorlicensem, & Marchionem Lusatiæ Fratrem nostrum Charissimum natura quadam inclinatione tenemur, ad ejus etiam honores, & profectus augendos ex vinculo sanguinis obligamur, scientes indulsimus, annuimus, consensimus, & plenam ac omnimodam facultatem, potestatem, & libertatem concessimus & donavimus, ut ipse insigne Regnum Boemiæ, & ejusdem Regni Coronam, in quo nobis ex donatione paterna ac Successionis ordine, tanquam post dictum Dominum Wenceslaum Fratrem nostrum, seniori, Imperatoris nostri Filio in casu quo ipsum (quod absit) legitimis Hæredibus non relictis, præmori contingeret, plenum Jus competit succedendi, uni nostrum, videlicet inter nos & præfatum Dominum Ducem Joannem, qui sibi ex nobis magis placuerit, & ad quem propria, & speciali affectione ac libera voluntate trahetur, sine alterius ex nobis, & signanter nostri reclamatione, & renitentia aliqua in vita vel in morte, quomodo vel quando sibi placuerit dare, donare, legare, & eundem ex nobis, cui legaverit seu dederit Regnum præfatum, coronari facere, & subjectionem, & fidelitatem quorumvis Subjectorum Regni Bohemiæ sibi fieri disponere, & ordinare valeat ac possit, prout hoc ipsum in aliis nostræ Majestatis Literis dicto Domino Wenceslao Fratri nostro, datis desuper sufficientibus continetur; Idcirco in casu, quo ipse Frater noster Dominus Wenceslaus Romanorum Rex in vita vel in morte præfato Fratri nostro Domino Duci Joanni Regnum Boemiæ prædictum concederet, vel donaret, & non nobis, ex tunc vos omnes in genere, vel vestrum quemlibet in specie animo deliberato, & de certa scientia, ac nostra libera voluntate de omnibus, & singulis promissionibus juramento nobis factis, quibus nos ex fide facta, vel aliàs quomodolibet ex Successionis ordine, sive jure astricti tenemini quoquo modo absolvimus, liberos ducimus & dimittimus, ac tenore præsentium liberamus; Mandantes vobis virtute præsentium seriò, quatenus, sicut præmittitur, dictus Dominus Wenceslaus dicto Domino Duci Regnum Boemiæ concederet vel donaret, quod ex tunc ad eundem Dominum Ducem Joannem ad quem vos, ex nunc prout ex tunc, transducimus, tanquam verum & naturalem, & ordinarium Dominum vestrum & Hæredes suos legitimos, & ad nullum alium respectum habere, & eidem fidelitatem, Juramenta & subjectionem facere & parere, & obedire modis omnibus debeatis. In casu vero quo vos omnes vel aliqui ex vobis præsentia Mandata nostra literalia non curaretis advertere, nec eisdem forsitan obedire, ex tunc promittimus sine dolo bona Fide nostra, quod vos omnes, & vestrum quemlibet, dum ad nos personaliter veneritis, aut Nuncii, aut Procuratores vestri Mandatum vestrum ac potestatem habentes vestro nomine venerint, de juramentis, promissionibus & fidelitatibus, quibus Nobis astricti tenemini, quocunque vivæ nostræ vocis oraculo absolvemus & liberos dimittemus. Præsentium sub Regiæ Nostræ Majestatis Sigillo Testimonio Literarum. Dat. Semphæ Anno Domini 1388. Die 3. Mensis Julii.

CLVI.

Conventio inter RICHARDUM II. *Regem Angliæ & CONRADUM ZOLNER DE ROTHEUSTEIN, Magistrum Generalem Ordinis Teutonici in Prussia, Commerciorum ordinationem concernens. Dat. in Castro de Marienburg die 21. Augusti Anno 1388.* [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. VII. pag. 599.] 21. Aoust.

In Nomine Summæ & individuæ Trinitatis Patris & Filii & Spiritus Sancti Amen.

CUm Pacis Auctor, pacificos volens Filios esse beatitudinis, ac execrabilem Pacis æmulum a Christianorum finibus exulare, Ea propter ad PERPETUAM rei MEMORIAM, NOVERINT UNIVERSI, tenorem præsentium visuri & audituri, quòd,

Ortâ dudùm inter, Serenissimum Principem & Regem *Ricardum*, Dei gratiâ, *Regem Angliæ & Franciæ* ac Dominum Hiberniæ, Ligeosque suos Angliæ, parte ex una, necnon, Venerabilem & religiosum Dominum *Conradum Zolner* de Rotheustein Magistrum Gene-

ANNO 1388.

Generalem Ordinis beatæ Mariæ Domus Theutonicæ, Terramque suam Prussiæ, & Subditos ejusdem, parte ex ultera, dissensionis seu discordiæ materiâ,

Prædictus Dominus Magister Generalis, usus consilio, suos honorabiles Nuncios ad supradictum Serenissimum Principem & Regem versus Angliam destinavit, ad proponendum & querulandum sibi violentias & injurias Pruchenis ab Anglicis, ut dicitur, illatas, propter quæ nonnulla bona Ligeorum Angliæ arestatu fuerunt in Terra Prussiæ,

Quorum querelam dictus Serenissimus Princeps benivolenter & amicabiliter admisit, recepit, & acceptavit, ac, post multa verba in Tractatu hujusmodi habita, eos ad propria benivolenter remisit, promittens literatoriè dicto Venerabili Magistro Generali quòd suos Ambassiatores ad Terram Prussiæ vellet destinare,

Undè, de anno Domini millesimo, trecentesimo, octogesimo octavo honorabiles & reverendos viros, *Magistrum Nicholaum Stokes* utriusque Juris Licentiatum, *Thomam Graa*, & *Walterum Sibill*, Londoniensis & Eboracensis Cives Civitatum, cum sufficiente Potestate Mandatoque pleno, dictum Negotium tractandi, discutiendi, & finaliter terminandi, necnon cum Litera credentiali, ad dictum Venerabilem Dominum Magistrum Generalem destinavit,

Quos quidem Ambassiatores, unà cum *Johanne Benys* de Londonia, Informatore eorumdem, ac Literis prædictis, & eorum Ambassiata, idem Venerabilis Dominus Magister Generalis in Castro suo de Marienburg, vicesimo octavo die Julii, anni prædicti, reverenter & honorificè recepit & admisit, animoque arbitrabatur digno dictas causas tractandi & decidendi,

Sicque Ambassiatoribus prædictis tres de suo Concilio (videlicet) Honorabiles & Religiosos Dominos, *Conradum de Walrode* Magistrum Commendatorem, *Seiffridum Walpode* de Batlenheim Summum Hospitalarium & Comendatorem in Elburgo, *Welricum Hathenberger* Thesaurarium Ordinis sui prædicti, pro parte suâ adjunxit,

Quibus sic tractantibus, post multos Tractatus inter se habitos, in hunc modum, & sub formâ quæ sequitur, unanimiter & concorditer extitit condescentum & concordatum,

PRIMO (videlicet) quòd omnes Arestationes, Reprisaliæ, & Impignorationes, quorumcúmque bonorum & mercandisarum, in Angliâ & Prussiâ ante Datam Præsentium factæ, sint de præsenti quietæ, liberæ, & solutæ, omni fictione & dissimulatione postpositis, adeò quòd dampna, sumptus, & dispendia hinc inde, ratione hujusmodi arestatorum, in futurum u quoquam nullatenus repetantur; set inefficax sit & esse debet in hac parte cujuscúmque repetitio: causæque hinc inde, si quæ occasione dictorum arestatorum intentatæ fuerint, mortuæ sint penitus & extinctæ.

ITEM, SECUNDO, concordatum est quòd omnes & singuli Prucheni in Portu de Swen ab Anglicis prætendentes se fuisse gravatos, vel etiam alibi ubicúmque, quocumque, & quandocumque, ante Datam præsentium, acceptis Literis dicti Venerabilis Domini Magistri Generalis & Civitatum suarum habitationum, ire debent versus Angliam ad dictos Honorabiles Ambassiatores, qui ipsos juvare debent ut querelam eorum dicto Domino Regi deferant & proponant; Qui quidem Serenissimus Princeps & Rex operam ad hoc daru teneatur, ut dampnum passis fiat bonorum restitutio, vel saltem Justitiæ complementum & Judicium indilatum:

Et conformiter singuli de Anglia, per Pruchenos ubicúmque, quandocúmque, & quocúmque dicentes se gravatos, cum sui Regis ac Civitatum suarum Habitationum Literis, ad sæpedictum Venerabilem Dominum Magistrum Generalem ire tenentur, suus querelas & causas eidem propositur; qui & consimiliter ut ablata seu dampna restituantur, vel saltem ut expeditum Judicium & indilatum fiat, eisdem operam dare teneatur;

Hoc præmisso in quibuslibet clausulis, quòd salvum & liberum sit cuilibet, agere & civiliter querulari volenti, hoc posse facere per se, vel Procuratorem, sive Procuratores suos.

ITEM, TERTIO, concordatum est quòd, si quis usset de Pruciâ, qui in Angliâ suas querelas criminales proponere vellet criminaliter (ut potà, Frater suus vel affinis interfectus, vulneratus, vel mutilatus sit ab Anglicis) ille idem ad Civitatem Londoniæ in Angliâ & ad dictos Ambassiatores transire tenetur, Literas deferens dicti Venerabilis Domini Magistri Generalis ac Civitatis suæ Habitationis; qui liberam & plenam habere debent Potestatem, juxta querelas Hominum de Prussiâ, & secundum responsa Anglicorum, amicabilem reconciliationem, seu honestam emendam, inter Partes hujusmodi faciendi & sedandi: quam verò reconciliationem Partes, sic concordatæ, servari teneantur indubiè & indilatè:

Si quis verò fuerit de Anglicis, qui dictorum Ambassiatorum compositioni seu arbitrio temerarius contradictor extiterit vel etiam contemptor, extunc habent Ambassiatores prædicti dictos Pruchenos conquerentes ad Regiæ Magestatis præsentiam deducere, necnon supplicare quòd hujusmodi conquerentibus fiat Justitiæ complementum seu Judicium indilatum, prout hæc sunt placitata:

Si quis verò de Angliâ, contra quem aliquis de Prussiâ suas actiones vellet intentare, se in Termino absentaverit, dicti Ambassiatores, ad proximum Terminum, extunc sequentem, eundem Anglicum evocare seu constituere debent, ne Pruchenl conquerentes sine Judicio seu Juris suffragio secedere seu recedere videantur: quòd, si evocatus contumax extiterit, dicti Ambassiatores habent referre & requirere, prout superiùs dictum est:

Et conformiter per omnia fiat Anglicis in Prussiâ, conqueri volentibus (videlicet) in Civitate de Danzk, ubi Proconsules ejusdem Civitatis & Elburgen. Civitatis coassumptis sibi duobus Consulibus, uno de Danzk, altero verò de Elburgo, qui quidem quatuor consimilem per omnia habeant Potestatem omnes querelas criminales, criminaliter per Anglicos contra Pruchenum seu Pruchenos propositas, per amicabilem reconciliationem, seu honestam emendam, si fieri poterit, decidendi, discutiendi, & terminandi:

Quòd, si amicabiliter fieri non poterit, seu si aliquis Pruchenus arbitrio seu compositioni hujusmodi non paruerit, immò contradictor seu contemptor extiterit, extunc dicti quatuor Proconsules Domino Magistro Generali Terræ prædictæ referre & debite requirere teneantur, quòd dictis Anglicis conquerentibus fiat Judicium indilatum & Justitiæ complementum:

Si verò contingat aliquem aut aliquos reos principales mori hinc indè, aut esse jam defunctos, extunc liberum sit agenti prosequi Jus suum in Bona sive Hæredes jam defuncti.

Ad præmissa verò exequenda Termini ponuntur infrascripti,

Primus (videlicet) in Dominicâ, quâ *quasi modo geniti* decantatur, proximò futurâ, cum septem diebus sequentibus,

Secundus, in Festo Sanctæ Trinitatis, proximò etiam futuro, cum septem diebus sequentibus,

Tertius, in Octavâ Sancti Johannis Baptistæ, extunc proximâ, cum septem diebus sequentibus,

Quartus Terminus, ultimus & peremptorius, erit in Festo Sancti Michaelis, proximò futuro, cum septem diebus sequentibus;

Et extunc omnes causæ, quæ tangunt mortem vel membri mutilationem, cum actionibus civilibus ex eisdem descendentibus, sint perpetuò mortuæ penitùs & extinctæ.

Et, si fortè aliquis dictorum Ambassiatorum interim moriatur, extunc duo Potestatem habeant tertium eligendi.

Et, si, post Datam præsentium, aliqua causa insurgat vel emergat, parva seu magna, debet judicari in Angliâ & in Prussiâ, sicut antiquitus & ab antiquo extitit usitatum.

ITEM, ULTIMO, concordatum existit quòd Ligei Mercatores Angliæ quicúmque liberam habeant facultatem se applicandi, cum Navibus, Bonis, & Mercandisis quibuscúmque, ad quemcúmque Portum Terræ Prussiæ: necnon hujusmodi Bona & Mercandisas ulterius ad quemcúmque Locum in dictâ Terrâ Prussiæ se transferendi: ibique cum quacúmque Personâ liberè contrahere & mercari, sicut antiquitùs & ab antiquo extitit usitatum, Quod quidem in omnibus & per omnia Pruchenis concessum est in Angliâ.

Et si, post Datam præsentium, inter dictum Regnum Angliæ & Terram Prussiæ aliqua dissensio seu discordia de novo emerserit (quod absit) extunc dictus Serenissimus Princeps Rex Angliæ, & dictus Venerabilis Dominus Magister Generalis, habent se mutuò literatoriè & per Nuncios certificare & intimare de hujusmodi materiâ, causam dissensionis seu discordiæ inducente; quæ quidem intimatio, pro parte dicti Serenissimi Principis, fiet in dicto Castro de Marienburg, pro parte verò dicti Venerabilis Domini Magistri Generalis, fiet hujusmodi intimatio, in Civitate Londoniæ prædictâ, Consulibus Civitatis ejusdem; ut extunc, factâ hujusmodi denunciatione seu intimatione, liberè & tutè in-

fra annum possint & valeant Ligei Angliæ & Subditi Terræ Prussiæ, cum Bonis & Mercanditiis suis, ad propria redire & remeare, si interim saltem hinc inde compositio seu amicabilis Tractatus non intervenerit quovismodo.

Et, ut præmissa omnia solidiùs & sub fide hinc indè debitæ demandentur executioni, & pro Pace & tranquillitate firmiter & inviolabiliter observandis, necnon pro præmissorum omnium corroboratione & consolidatione, tres supradicti honorabiles & religiosi Domini, a dicto Venerabili Domino Magistro Generali Commissarii, pro hujusmodi Ordinatione seu Compositione assignati, sua Sigilla præsentibus appenderunt, dictamque Ordinationem, consimilis tenoris Literam, de verbo ad verbum, per omnia, prout præsentibus inseritur, a supradictis tribus Ambassatoribus Serenissimi Regis Angliæ suis sub Sigillis mutuò receperunt.

Datum in *Castro de Marienburg*, prædicto Anno Domini, ut supra, vicesima prima die Mensis Augusti.

CLVII.

28. Sept. Savoye et Nice.

Conventions entre AME' VII. *surnommé* le Rouge ou le Roux, *Comte de Savoye, & ceux du Comté de* (1) NICE, *par lesquelles ils se donnent à lui. Fait le* 28. *Septembre*, 1388. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 224.]

In Nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen.

ANno à nativitate ejusdem millesimo tricentesimo octuagesimo octavo, die vicesima octava Mensis Septembris, duodecimæ Indictionis secundum cursum Provenciæ. Ex tenore hujus veri & publici Instrumenti, universis præsentibus & futuris elucescat: Quòd cùm Universitas & Homines Civitatis NICIÆ, attendentes & considerantes oppressiones & damna, læsiones, injurias, prædas, rapinas, offensas & vasta, factas & facta, illatas & illata hujus temporis Guerrarum discrimine, dictæ Civitati, Civibus & singularibus personis tam dictæ Civitatis quàm Districtus & Vicariæ ejusdem, in personis & bonis eorundem; & quæ futuro tempore fortius inferri parabantur per Illustrem Dominum Ludovicum Filium Illustris Domini Ludovici quondam Andegaviæ Ducis, ex eo quòd se Regem Jerusalem & Siciliæ, & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Comitem se asserit, adeò videlicet, quòd fames & caristia in dicta Civitate Niciæ jam insurgebat, & fortiùs insurgere spectabatur, propter dictarum Guerrarum discrimina, & inimicorum suorum potentiam. Videntes & ab experto cognoscentes succursum Serenissimi Principis Domini Ladislaus Regis Jerusalem & Siciliæ, & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii prædictorum Comitatuum eorum Domini naturalis, habere non posse propter ipsius impotentiam, & dictorum suorum inimicorum robur & potentiam rapacem, qui jam majorem partem dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii vi sua usurparunt, & suo subjugarunt Dominio; & quòd ulterius vivere non poterant quin succursum alicujus Domini implorarent habendum: habito super hoc, inquam, pluribus colloquiis & Consiliis, deliberato proposito elegerint unanimes & concordes, viam eligentes saniorem, implorare succursum *Illustris & Inclyti Principis & Domini Domini Amedei Comitis Sabaudiæ, Sacri Imperii Vicarii Generalis*, à quo Sacro Imperio & ejus protectione ac de Feudo moventur prædicti Comitatus Provinciæ & Forcalquerii, ut asseritur, pro parte Civium prædictorum, & dictam Civitatem, Districtum & Vicariam ejusdem, personas, & bona singularum personarum ejusdem Civitatis, Districtus & Vicariæ & Locorum eidem Civitati adjacentium, cum mero, mixto Imperio & omnimoda Jurisdictione eorundem & singulorum eorum, subjicere & ponere sub protectione, tuitione, regimine, defensione & tutelæ præfati Illustris Domini Comitis Sabaudiæ Imperialis Vicarii Generalis, ut ipsius Domini Comitis & Vicarii juvamine, viribus & potentia, se suaque valeant ab Hostium incursibus & ipsorum jugo defendere viriliter & tueri. Pro quibus à præfato Illustri Domino Comite & Vicario obtinendis, Oratores & Ambassiatores pluribus vicibus ad præfati Illustris Domini Comitis Sabaudiæ & Imperialis Vicarii Generalis præsentiam destinarunt.

Ecce quòd dictorum Oratorum & Ambassiatorum dictæ Civitatis Niciæ, ad dictum Dominum Comitem & Vicarium destinatorum pro præmissis & infrà scriptis, suadentibus requisitionibus multifariis, expositis præfato Illustri Domino Comite Sabaudiæ Imperiali Vicario Generali, ad partes Provinciæ jam provento & in loco infrà scripto; videlicet, ante Monasterium Sancti Poncii Ordinis Sancti Benedicti, extra muros Civitatis præfatæ constituto & existente, cum sua Baronum, Militum & Scutiferorum, ut decet tantum Principem, generosa Comitiva; Nobiles & discreti Viri Dominos Girandus Rocamaure Jurisperitus, Antonius Blasii, Ludovicus Taloni, & Joannes Talhaferri de Nicia, Ambassiatores, Syndici & Procuratores, specialiter electi & ordinati per quadraginta Electos in generali Parlamento dictæ Civitatis Niciæ, de Dominica vicesima septima mensis Septembris, tento in plano Regii Palacii, ut constat de ordinatione ipsa & potestate, super hoc ipsis supradictis concessa per ipsos quadraginta, quodam publico Instrumento scripto manu mei Joannis Trofferii subscripti Notarii, die vicesima septima prædicti mensis Septembris circa vesperas; & de electione & potestate data & attributa in dicto Parlamento dictis quadraginta, alio constat Instrumento scripto dicta die vicesima septima Septembris circa tertiam, per Guillermum Aloysii de dicta Civitate Notarii, in præfati Illustris & Inclyti Principis Domini Amedei Comitis Sabaudiæ Sacri Imperii Vicarii Generalis, Testium infra scriptorum & nostrorum Notariorum subscriptorum præsentia personaliter constituti, suis & dictæ Universitatis & singularum personarum dictæ Civitatis Niciæ, & Locorum totius suæ Vicariæ nominibus, humiliter præfato Illustri Domino Comiti & imperiali Vicario supplicarunt; Quatenus attento quòd præfatus Serenissimus Dominus Ladislaus ipsorum naturalis Dominus, eosdem à suis inimicis jam defendere non potest ut suprà dictum est, & qui sunt ad tantam extremitatem deducti, quòd ipsos necessariò oportet alicujus Domini implorare succursum, vel in manus incidere inimicorum suorum; dignaretur & vellet velut eorum tutum & supremum refugium eosdem, Civitatem, Homines & singulares personas ipsius Civitatis Niciæ & totius Vicariæ suæ, res & bona ipsorum, cum mero, mixto Imperio & omnimoda Jurisdictione alta, media & bassa, cum singulis Honoribus, Exitibus, Proventibus & Emolumentis, ad Curiam dictæ Civitatis Niciæ & Vicariæ suæ pertinentibus & spectantibus quoquo modo, recipere & habere in ipsius Domini Comitis Imperialis Vicarii Generalis protectionem, tuitionem, regimen, defensionem & tutelam, cum Pactis, Promissionibus, Capitulis & Conventionibus infrà scriptis; & ipsos omnes & singulos tanquam suos & suæ protectioni & tutelæ suppositos protegere & defensare suis propriis sumptibus & expensis, à quibuscomque cujusve modi, conditionis existant, volentibus prædictam Civitatem, Loca & Tarras prædictas invadere & usurpare, & suo Dominio & imperio subjugare; & præsertim à Ducissa Andegaviæ Liberisque ejus, & cæteris personis tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, & nomine ipsius & ipsorum Officia ministrantibus, & à Comitibus Vintimillii, scilicet Tendæ & Briguæ. Et ex nunc dicti Syndici suis & nominibus quibus suprà, se se & dictam Universitatem, Civitatem Niciæ, Civitatemque, Homines & singulares Personas ipsorum Locorum, res & bona ipsorum & cujuslibet ipsorum, cum mero, mixto Imperio & omnimoda Jurisdictione alta, media & bassa, ac singulis Honoribus, Exitibus, Proventibus & Emolumentis dictæ Civitatis & Locorum Vicariæ ejusdem, & cujuslibet eorum, ad Curiam dictæ Civitatis pertinentibus & spectantibus, & debitum pertinere ac haberi & exerceri solitum per eandem; posuerunt & submiserunt protectioni, tutelæ, regimini & defensioni præfati Illustris Domini Comitis Imperialis Vicarii ibidem præsentis, cùm dictis subscriptis Pactis & Conventionibus. Quorum Syndicorum prædictorum nominibus, supplicationi pariter & requisitioni, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius Generalis, gratis favoribus inclinatus non dedignans preces supplicum exaudire, ipsos, Universitatem, Civitatem, Homines & singulares Personas dictæ Civitatis Niciæ & totius Vicariæ ejusdem & Locorum adjacentium sibi, res & bona ipsorum & cujuslibet eorum, cum mero, mixto Imperio & omnimoda Jurisdictione alta, media & bassa, ac singulis Honoribus, Exitibus, Proventibus & Emolumentis ejusdem Civitatis & Locorum suæ Vicariæ, & cujuslibet eorum, ad Curiam pertinentibus & spectantibus, & spectare & pertinere debentibus quoquomodo, cum subscriptis Pactis & Conventionibus in suam protectionem, tuitionem, regimen, defensionem & tute-

(1) On prétend que ce Comte s'empara de Nice par une voye peu légitime.

ANNO 1388.

& tutelam gratanti animo & deliberato proposito recepit: Promittens bona fide dictis Syndicis & Procuratoribus suis, quibus suprà nominibus stipulantibus, & recipientibus more publicarum personarum, vice & nomine & ad opus omnium & singulorum quorum interest & interesse poterit in futurum; dictos Civitatem, Universitatem, Homines & bona dictæ Civitatis Niciæ & Locorum totius Vicariæ suæ, protegere, regere & defensare suis sumptibus & expensis, ab omnibus & contra omnes cujuscumque conditionis existant, volentibus prædictam Civitatem, Loca & Terras prædictas invadere & usurpare, & suo Dominio & Imperio subjugare; & præsertim, à dicta Domina Ducissa Andegaviæ Liberisque ejus, & cæteris personis tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, & nomine ipsius & ipsorum Officia ministrantibus; & à Comitibus Vintimilii Dominis Tendæ & Briguæ. Et ultrà supplicationibus & requestis dictorum Syndicorum inclinatus, favore benigno tendens ad Unionem sicut decet bonum pacificum & tranquillum Statum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius Generalis, bona fide promisit, & convenit dictis Syndicis & nobis dictis Notariis ut suprà stipulantibus, quòd ipse suo posse faciet quòd cætera Loca & Civitates dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quæ præsentialiter occupantur per dictam Dominam Ducissam & Liberos ejus, eruet ea & eas suis specificè sumptibus & expensis à manibus prædictæ Dominæ Ducissæ Liberorumque suorum & Locatenentium eorundem, & cæterorum aliarum personarum tam Ecclesiasticarum quàm Secularium, & Officialium ipsorum & cujuslibet eorum tenentium & possidentium, seu qui in futurum tenerent & possiderent aliquas Terras seu Terram in prædictis Comitatibus; & prædicta faciet & facere teneatur præfatus Dominus Comes, cum vexillo Serenissimi Principis Domini Regis Boemiæ Romanorum Imperatoris atque suo. Item ad ipsorum Syndicorum humilem supplicationem & requestam, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius Generalis, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus, recipientibus & requirentibus; quòd si contingeret dictum Dominum Regem Ladizlaum ad tantam futuro tempore venire potentiam, quòd infra tres annos à die crastina inchoandos continuos & completos restituere posset præfato Domino Comiti omnes expensas, sumptus & missiones, per ipsum Dominum Comitem & suos factos & factas, fiendos & fiendas in futurum; tam in acquisitione & protectione Locorum prædictorum, quàm in defensione & custodia eorundem. Eo casu ipse Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis & ejus Hæredes teneantur, prædictam Civitatem & Loca Vicariæ, ipsique qui sub protectione dicti Domini Comitis se posuerunt, ipso Domino Comite sic possidente, restituere, remittere, tradere & desamparare liberè, & expedire omnibus cavillosis anfractibus procul pulsis, videlicet dicto Domino Ladizlaus Regi Ungariæ, Jerusalem & Siciliæ, & prædictorum Comitatuum Comiti seu ejus Hæredibus, infra prædictos tres annos proximos à die crastina incohandos continuos & completos, ad sui vel suorum primam requisitionem; priùs tamen per dictum Dominum Ladislaus Regem & suos, solutis & restitutis integrè præfato Domino Comiti & suis, omnibus & singulis expensis sumptibus & missionibus per ipsum Dominum Comitem factis, & quas & quos ipsum & suos contingeret facere, tam in recipiendo protectionem Civitatis prædictæ & Locorum Vicariæ ejusdem, quàm pro conservatione, custodia & defensione eorundem; de quibus expensis, sumptibus & missionibus factis & fiendis, credatur & stetur dicto & solo simplici verbo dicti Domini Comitis & suorum, sine alia probatione & juramenti præstatione quibuscumque. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis promisit, & solemni stipulatione convenit dictis Syndicis & Procuratoribus, stipulantibus & recipientibus, suis & quibus suprà nominibus, & nobis dictis Notariis ut suprà stipulantibus; quòd ipse & ejus Hæredes imposterum & Successores, durante dictorum trium annorum tempore, vel postea, quascumque prædictas Civitatem Niciæ, Terras & Loca Vicariæ suæ, quæ sub dicti Domini Comitis Imperialis Vicarii protectione se posuerunt, non remittet seu remittent, restituet seu restituent, dabit seu dabunt, tradet seu tradent, desamparabit seu desamparabunt, vendet seu vendent, alienabit seu alienabunt ratione Dominii, possessionis vel tenutæ, vel etiam quocumque alio titulo, modo seu via, qua excogitari possent prædictæ Ducissæ Liberisque suis, Domino Regi Franciæ, nec alicui Principi, Comiti, Baroni vel Marchioni, seu alteri Domino pari, majori vel minori prædictis, nisi prædicto Domino Regi Ladizlaus vel Hæredibus suis. Item ad humilem supplicationem & requestam dictorum Syndicorum præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit eisdem Syndicis ut suprà stipulantibus; quòd dictorum trium annorum durante tempore, dictas Civitatem, Terras & Loca Vicariæ ejusdem, quæ sub dicti Domini Comitis Imperialis Vicarii protectione se posuerunt, non compellet vel astringet ad faciendum eidem aliquod Homagium, nec fidelitatis Sacramentum; remanente tamen libero arbitrio Civium qui eidem Domino Comiti Homagium facere voluerint, quod Homagium vel Homagia possit & valeat recipere; teneantur tamen ex nunc promittere & corporaliter jurare præfato Domino Comiti eidem ut Vicario Imperiali, & Officialibus suis in dicta Civitate & Vicaria constituendis per eundem, obedire, prout Regibus Jerusalem & Siciliæ, Provinciæ & Forcalquerii Comitibus, & Officialibus suis obedire consueverunt; & teneantur eidem Domino Comiti Imperiali Vicario in Civitate prædicta & Vicaria ejusdem, concedere merum, mixtum Imperium, & omnimodam Jurisdictionem altam, mediam & bassam, cum omni exercitio per ipsum Dominum Comitem Imperialem Vicarium & ejus Officiales exercendo & exequendo, cum receptione, perceptione & habitione omnium bonorum, obventionum & emolumentorum quorumcumque, quas & quæ & prout Reges Jerusalem & Siciliæ, Provinciæ & Forcalquerii Comites, & Officiales ipsorum erant exercere, percipere & habere consueti in Civitate & Vicaria prædictis. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis solemni stipulatione promisit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus ut suprà stipulantibus, quòd ipse & Hæredes sui specialiter & expressè teneantur revocare, irritare & cancellare quamcumque venditionem seu Feudi donationem & aliam quamcumque alienationem, si quam vel quas facit alicui personæ vel personis tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, de Civitate prædictæ Niciæ, Terris, Villis & Locis Vicariæ ejusdem, seu de aliquo Imperio mero, mixto, & Jurisdictione quacumque dictæ Civitatis & Locorum suæ Vicariæ de Domanio existentibus. Item præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus ut suprà stipulantibus, quod ipse Dominus Comes & ejus Hæredes teneantur dare passagium, & concedere licentiam & autoritatem, quibuscumque præbere seu dare volentibus auxilium, consilium, succursum, juvamen vel favorem, per Mare vel per Terram, de Victualibus, Hominibus, Armigeris vel quibuscumque aliis necessariis, prædicto Domino Regi Ladizlaus, per totam Terram dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quæ est seu erit sub ejus protectione vel Dominio, & præsertim dictis Civitati Niciæ, Locis & Terris Vicariæ ejusdem. Item præfatus Illustris Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione pepigit, promisit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus, quòd ipse & ejus Hæredes teneantur juxta posse vetare & prohibere quoscumque Reges, Principes, Duces & Barones & alias quascumque personas, & eorum exercitus & comitivas tam maritimas quàm terrestres, volentes seu intendentes ire & transire per Terras dictorum Comitatuum contra dictum Dominum Regem Ladizlaus, & ejus Civitates & Loca invadere seu usurpare. Item præfatus Illustris Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis, quòd si præfatus Dominus Rex Ladizlaus vel ejus Hæredes, infrà dictum tempus dictorum trium annorum, expensas, sumptus, & missiones factas per ipsum Dominum Comitem & suos, & fiendas tam pro defensione quàm receptione dictarum Civitatis Niciæ & Locorum suæ Vicariæ, & aliarum Terrarum & Locorum sub obedientia dicti Domini Regis Ladizlaus existentium, quæ sub protectione dicti Domini Comitis se posuerunt restituerint dicto Domino Comiti, & ipsis restitutis dictus Dominus Comes dictas Civitatem, Terras & Loca dicto Domino Regi restituere, tradere, & remittere recusaret, vel ipsas expensas & missiones ut suprà declaratas accipere contradiceret; eo casu sit licitum Hominibus dictarum Civitatis, Locorum & Terrarum & cujuslibet eorum, propria authoritate ad Dominium dicti Domini Regis redire, & de manibus dicti Domini Comitis se movere, absque eo quòd in crimen rebellionis seu proditionis dicerentur incurrisse; priùs tamen præfato Domino Comiti observatis & adimpletis omnibus & singulis insuper & infrà scriptis Capitulis Pactis & Conventionibus contentis &

ANNO 1388.

designatis. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus ut suprà stipulantibus; Quòd ipse & ejus Hæredes & Officiales eorum qui pro tempore fuerint in Civitate, Locis & Terris prædictis, non possint aliqua occasione seu causa aliquam personam requirere, extrahere seu remittere de uno Loco ad alium, vel de una Curia ad aliam, tam in causa criminali quàm in civili; sed in singulis Locis Civitatis, Locorum & Terrarum prædictarum ubi Jurisdictiones exercentur; unusquisque Civitatis, Locorum & Terrarum prædictarum conveniatur & reconveniatur prout fuerit requisitus, nisi causa dictum Dominum Comitem tangeret. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ad ipsorum Syndicorum humilem requisitionem, eisdem Syndicis ut suprà stipulantibus & recipientibus dedit, donavit, concessit licentiam & authoritatem, quòd dicta Civitas Niciæ, seu universitas ejusdem, gabellas, revas & cæteras impositiones, quarum commodum & emolumentum ad ipsam Civitatem cæteraque Loca ejusdem Vicariæ pertinet & spectat & consuevit spectare, factas pro necessitatibus Guerræ & aliis oneribus dictæ universitatis Niciæ & Locorum Vicariæ ejusdem, & cuilibet eorum in dicta Civitate & Vicaria ejusdem, possint Homines dictæ Civitatis & Vicariæ tenere & servare, tollere & destruere & annulare, prout eisdem Hominibus pro bono dictæ Civitatis & Vicariæ videbitur expedire; dum tamen gabellæ & cæteræ obventiones & emolumenta, per Curiam percipi consueta & eidem Curiæ spectantia, præfato Domino Comiti persolvantur. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus, quòd major Curia Senescalli & aliorum majorum Officialium in prædictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii, si ipse Dominus Comes acquisiverit, per eos constituendorum, tenebitur & regetur in dicta Civitate Niciæ, sicuti tenebantur & regebantur in Civitate Aquensi tempore regiminis quondam Dominæ Joannæ Reginæ, juxta Privilegium dictæ Civitati concessum per dictum Dominum Ladizlaus Regem; durante tamen beneplacito Domini Comitis antedicti. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, promisit & convenit solemni stipulatione eisdem Syndicis, quòd ipse Dominus Comes & ejus Hæredes teneantur concedere marcham & represalias, contra quascumque personas quæ Hominibus dictæ Civitatis & Locorum Vicariæ ejusdem jus & justitiam denegabunt, juxtà stylum & consuetudinem Italiæ. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, promisit, pepigit & convenit solemni stipulatione, dictis Syndicis stipulantibus ut suprà, quod ipse gabellam salis Civitatis Niciæ tenebit sufficienter munitam sale, nec ipsam alibi transportabit vel mutabit aliquo modo, & quòd Cives Niciæ habeant, habere debeant & possint sal in gabella prædicta salis pro pretio consueto, scilicet duorum solidorum & dimidii pro sestario quolibet, tam pro usu eorum quàm piscibus salandis & carnibus vendendis, & sicut hactenus sunt habere consueti; & modo simili Homines dictæ Vicariæ Niciæ sal in dicta gabella habere debeant & possint, de pretio quo sunt in illa habere consueti, tempore Dominæ Joannæ bonæ memoriæ Reginæ Jerusalem & Siciliæ, & prædictorum Comitatuum Comitissæ, servato tamen, quòd tempore Guerræ remaneat & sit de pretio dicti salis in arbitrio dicti Domini Comitis, & Syndicorum Niciæ. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis solemni stipulatione; quòd ipse non faciet Treugam neque Pacem cum prædicta Domina Ducissa Andegaviæ nec Liberis ejus, quandiu stabit in acquisitione Civitatum, Terrarum & Locorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, nisi super hoc participato consilio Civium Niciæ. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus; quòd ipse durante dictorum annorum tempore non perturbabit Homines dictæ Civitatis Niciæ & Locorum suæ Vicariæ, qui se sub protectione dicti Domini Comitis posuerunt, quominus possint succurrere, succursum & juvamen dare dicto Domino Regi Ladizlaus; dum tamen non cederet contra honorem dicti Domini Comitis & dictæ Civitatis Niciæ vel alterius eorum. Item præfatus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus, quod ipse nullo tempore futuro Homines dictæ Civitatis & Locorum suæ Vicariæ, directè vel indirectè, cohercebit vel compellet ire contra dictum Dominum Regem Ladizlaus, nisi ipse Dominus Rex faceret Guerram contra dictum Dominum Comitem & suos, vel facere præsumeret ipsis Hominibus & Civitate existentibus dicti Domini Comitis, servata etiam quod hæc forma Capitulorum suprà & infrà scriptorum. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus; quod si contingeret dictam Civitatem & Loca Vicariæ se declarare pro aliquo summo Pontifice, quod ipse Dominus Comes suo posse procurabit dictam Civitatem & Loca Vicariæ suæ, absolvi ab omni Sententia Excommunicationis & Interdicti, quam fortè Homines & personæ dictæ Civitatis & Locorum Vicariæ suæ incurrerent, qui bona, jura & redditus Ecclesiæ receperunt, & domos, Castra & alia ædificia Ecclesiæ disruerunt, ac etiam de quibus redditibus & bonis Ecclesiasticis receptis & occupatis per dictam Civitatem & Loca Vicariæ suæ, suo posse procurare & facere quittari & absolvi, & remissionem fieri ab ipso Domino summo Pontifice, pro quo se declarabunt. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus; quòd ipse teneatur Comites Vintimilii Dominos Tendæ & Briguæ, suo posse cohercere & removere per Cambium vel conquestam, à Dominio & tenuta ac possessione dictorum Locorum & aliorum quæ in dicto Comitatu tenent, ad hoc ut passus de Nicia usque in Pedemontem itinerantibus sit apertus. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ad supplicationem & requestam dictorum Syndicorum, voluit & induxit ac liberaliter largitus est, quod omnes & singuli extranei per mare ad dictam Civitatem Niciæ victualia adducentes, sint franchi & immunes à solutione Rippagii & Quaranteni, durante tamen beneplacito dicti Domini Comitis. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus; quod si contingeret ipsum Dominum Vicarium acquirere alia Loca Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quod Judex Civitatis Niciæ habeat primas appellationes causarum Civilium & Criminalium, & ad ipsum devolvantur; videlicet, Locorum citra Ciancham, ac de Vallibus Barcilonæ & Sancti Stephani, Vicariæque Pugeti, Then. & Bajuliæ, de Sigala; & super hoc Judicem Civitatis Niciæ constituere promisit & teneatur dictus Dominus Comes, ipsarum primarum appellationum Judicem per Privilegium perpetuum, in casu quo Curia major dictorum Comitatuum in dicta Civitate Niciæ non reduceretur, vel ipsam Curiam pro meliori Patria non ordinaret reducendam in Civitate prædicta Niciæ. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus, quod Castra, Jurisdictiones & bona ablatas & ablata infra Districtum dictæ Civitatis Niciæ & suæ Vicariæ, & etiam prædictorum Comitatuum, quibusdam Civibus & Incolis dictæ Civitatis Niciæ, & aliquibus dictæ suæ Vicariæ, per aliquos de facto, & per aliquos ratione Guerræ quæ fuit in dictis Comitatibus inter prædictum Dominum Ladizlaus Regem & quondam Ducem Andegaviæ, & Natum ejus prædictum, restituere teneatur & debeat præfatus Dominus Comes, hiis quibus ablata fuerunt, & restitui facere & mandare quæcunque contigerit illa ad sui Dominium & obedientiam venire. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus; quod si contingat ipsum non acquirere totam aliam Terram prædictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, præter Civitatem Niciæ & Loca & Terras dictæ Vicariæ, & alia quæ sub protectione sua se posuerunt; quòd ipse Dominus Comes nullo tempore concedere teneatur nec permittere, quod quidam Cives & Incolæ prædictæ Civitatis Niciæ, & bona in ipsa Civitate & ejus Territorio habentes, qui rebelles fuerunt prædicto Domino Ladizlaus Regi, & contra dictam Civitatem venerunt, & quæcunque mala quæ potuerunt, tractarunt & opposuerunt se, sibi & suæ Vicariæ venire possint in eadem, nec bona sua ullo tempore sibi remittere sine præjudicio creditorum. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus, ad ipsorum supplicationem humilem; quòd quando contingerit dictam Civitatem Niciæ se declarare pro aliquo summo Pontifice, quod tunc dictus Dominus Comes teneatur cum dicto Domino summo Pontifice obtinere suo posse, quòd Hospitia sistentia infra dictam Civitatem Niciæ, quæ tenetur sub majori directo Domino Monasterii Sancti Pontii extra muros Niciæ, sub certis annuis servi-

ANNO 1388.

ANNO 1388.

servitiis, dictus Dominus summus Pontifex affranchibit, dato competenti Cambio per ipsum Dominum Comitem de aliquo illorum Castrorum quæ fuerum rebellia prædicto Domino Regi Ladizlaus, acquirendorum per dictum Dominum Comitem, uno videlicet & pluribus ad sufficientiam excambii supradicti. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ad humilem dictorum Syndicorum supplicationem & requestam, eisdem Syndicis ut suprà stipulantibus concessit, quòd in dicta Civitate Niciæ fiat & fieri possit & ordinari una Catana, prout fit & consuetum est fieri in pluribus Locis Italiæ. Item quòd frequenter contingit, quòd Mercatores destinanter Ballas Mercimoniorum, aliqui ad partes Orientales, aliqui ad partes Occidentales, & aliqui ad partes Aquilonis, ipsas mandant recipi in Nicia, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius, eisdem Syndicis ut suprà postulantibus concessit, quòd nulla persona dictas Ballas quas ut superius in Civitate Niciæ mitti contingerit, recipiat nec recipere possit, nisi fueris Civis vel oriundus dictæ Civitatis Niciæ, ut commodum Civibus & non forensibus applicetur. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ad humilem supplicationem & requestam dictorum Syndicorum, voluit, jussit & ordinavit omnes Inquisitiones & Processus Criminales, factos & formatos hactenus in Curia dictæ Civitatis, & qui formari possent occasione quacumque præterita vel delicto, contra quoscumque, esse cassos & nullius momenti: Et in signum nullitatis, voluit & jussit, quòd omnes libri & cartularia processuum in dicta Curia factorum hactenus, igne comburantur, Parti læsæ jure in omnibus reservato, remanentibus rebellibus in banno in quo erant & reperirentur esse de præsenti. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut suprà stipulantibus; quòd si contingat ipsum Dominum Comitem acquirere alia Loca Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quòd ipse Dominus Comes faciet suo posse quòd Beneficiati dictorum Locorum suæ protectioni suppositorum & supponendorum, à Beneficiis suis expulsi & expoliati qualitercumque, reducentur in possessionem dictorum suorum Beneficiorum. Item quia præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, requirebat quòd virtute protectionis prædictæ omnia Castra tam dictæ Civitatis quàm Locorum Vicariæ ejusdem, in suis manibus, custodia & potentia ponerentur: Hinc est quòd præfatus Dominus Comes & dicti Syndici, ad talem concordiam pervenerunt, videlicet, quòd de dictis Castris ponendis in manibus præfati Domini Comitis, sit & remaneat in potestate & ordinatione Magnifici Viri Joannis de Grimaldis Domini Baroniæ Bolii, & dictorum Syndicorum; qui Dominus Bolii, & Syndici ordinare valeant, an dicta Castra ponenda sint in dicti Domini Comitis manibus vel ne: Viceversa prædicti Syndici Universitatis prædictæ Niciæ, suis & nominibus quibus suprà, & suorum Hæredum & Successorum in futurum quorumcumque, promiserunt & convenerunt præfato Illustri Domino Comiti imperiali Vicario, præsenti, stipulanti, & recipienti solemniter pro se & suis Hæredibus & Successoribus in futurum, & nobis Notariis infrà scriptis stipulantibus & recipientibus solemniter ut publicis personis, Officiis publicis, vice & nomine omnium & singulorum quorum interest & interesse poterit in futurum; & juraverunt corporaliter ad sancta Dei Evangelia, sub suorum obligatione bonorum quorumcumque; quòd durante termino dictorum trium annorum, ipsæ Universitates Civitatis Niciæ & Locorum suæ Vicariæ, & singulares personæ earum, dicto Domino Comiti Imperiali Vicario & suis Successoribus obedient, merum, mixtum Imperium, & omnimodam Jurisdictionem altam, mediam & bassam, in dicta Civitate & Universitate ejusdem, ac in Vicariatu Niciæ suprà scripto, in eosdem & singulos sine contradictione quacumque, administrabit & exercebit per se & suos Officiales per eum deputandos in dictis Civitate & Vicariatu: Dantes & concedentes dicti Syndici, suis & quibus superiùs nominibus, præfato Domino Comiti Imperiali Vicario ibidem præsenti, stipulanti & recipienti pro se & suis Hæredibus & Successoribus; merum, mixtum Imperium, & omnimodam Jurisdictionem altam, mediam & bassam in dicta Civitate Niciæ, Vicariatu ejusdem, cum potestate & actu percipiendi, recipiendi & habendi omnes Obventiones, Redditus, Census, Exitus, Proventus, Jura, Honores & Emolumenta quæcumque, quæ & quas Serenissimus Dominus Rex & Regina Jerusalem & Siciliæ, & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Comites, retroactis temporibus in dictis Civitate & Vicariatu toto ejusdem exercebant, habebant & percipiebant, exercere, percipere & habere debebant, & erant exercere, percipere & habere consueti. Item quòd dicto durante tempore trium annorum, Cridæ seu Præconizationes in dicta Civitate & Vicariatu fiant, nomine & ex parte præfati Domini Comitis Imperialis Vicarii. Lapso verò dicto tempore trium annorum, non facta per dictum Dominum Regem Ladizlaus ut suprà restitutione & solutione præfato Domino Comiti Imperiali Vicario, de sumptibus, expensis & missionibus factis & fiendis per ipsum in acquisitione & defensione dictæ Civitatis Niciæ, Locorum & Terrarum dicti sui Vicariatus, & aliarum quæ sub protectione sua se posuerint ut suprà scriptum est; dictæ Civitas, Loca, Terræ & Homines ipsarum Civitatum, Locorum & Terrarum, teneantur Homagium & fidelitatem facere, ac Homagii & fidelitatis præfato Domino Comiti & suis Hæredibus debitum præstare juramentum, ut eorum Domino naturali & ligio præ cæteris Dominis quibuscumque, & ipsum in eorum naturalem & ligium Dominum recognoscere ut suprà, ad ipsius Domini Comitis vel sui certi Nuntii requisitionem. Et dictus Dominus Comes Imperialis Vicarius teneatur eidem Civitati & Locis Vicariæ ejusdem, Universitatibus, Hominibus cujuslibet dictorum Civitatum & Locorum, confirmare omnia & singula Privilegia, Franchesias, Libertates, Statuta quæcumque, tam Regalia quam Municipalia, & Consuetudines scriptas & non scriptas, quæ & quas prædicta Civitas Niciæ & Loca suæ Vicariæ, per scripturam vel alium quemvis modum legitimum ostenderent & monstrarent se habuisse & habere, tam à Domina Joanna recolendæ memoriæ Regina Jerusalem & Siciliæ, & prædictorum Comitatuum Comitissa, & ejus Prædecessoribus; quàm à Domino Carolo bonæ memoriæ dicti Regni & etiam Ungariæ Rege, & prædicto Domino Ladizlaus ejus Nato. Item quòd si contingeret præfatum Dominum Regem Ladizlaus ad tantam futuro tempore resilire potentiam, quòd solveret præfato Domino Comiti Imperiali Vicario vel suis, intra tempus dictorum trium annorum, dictos sumptus, missiones & expensas declarandas ut superiùs, per ipsum, ut prædicitur, factos & fiendos in acquisitione & defensione prædictorum Locorum, & facta restitutione dictorum Locorum, dictus Dominus Comes vel sui, propter protectionem dictorum Locorum per ipsum susceptam, remaneret in Guerra cum dicta Domina Ducissa Andegaviæ, vel Liberis ejus seu Successoribus ipsorum, seu per eosdem vel alterum ipsorum contingeret futuro tempore fieri Guerram contra ipsum Dominum Comitem occasione prædictorum: dicti Syndici suis & nominibus prædictis, promiserunt dicto Domino Comiti ut supra stipulanti, & juraverunt corporaliter ad Evangelia Dei Sancta; quòd dicta Civitas Niciæ & Loca Vicariæ ejusdem, dabit & dare tenebitur in auxilium pro dicta Guerra substinenda, eidem Domino Comiti & suis Successoribus, singulis annis durante ipsâ Guerra, usque ad ipsam quantitatem & valorem omnium obventionum, reddit分uum, exituum, & emolumentorum in dicta Civitate & Vicaria Niciæ per Regiam Majestatem & Curiam olim percipere consuetorum quovis modo. Item prædicti Syndici suis & quibus supra nominibus, promiserunt dicto Domino Comiti Imperiali Vicario, ut supra stipulanti & recipienti pro se & suis Successoribus, ad Sancta Dei Evangelia corporaliter juraverunt; quod si contingeret, quòd dictus Dominus Ladizlaus Rex vel alter suo nomine, hiis super hoc potestatem infra terminum dictorum trium annorum, remitteret seu quittaret, cederet, alienaret, vel aliter transferret dicto Domino Comiti jura quæ habet in dicta Civitate Niciæ & Vicaria ejusdem, mero, mixto Imperio & Jurisdictione eorundem; quod eo casu statim ad ipsius Domini Comitis vel sui certi Nuncii requisitionem, dictæ Civitas, Universitas, Commune, & singulares personæ ejusdem Civitatis & Vicariatus, teneantur & debeant facere præstareque recognitionem, Homagium ligium & fidelitatem ligiam, & Homagii & fidelitatis debitum Juramentum dicto Domino Comiti & suis præ cæteris Dominis quibuscumque, seu ejus certo Nuncio super hoc potestatem habenti, termino prædicto trium annorum eo casu remisso, & in aliquo nonobstante. Quibus sic factis, initis & conventis, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius ex una parte, & dicti Syndici Universitatis dictæ Civitatis Niciæ ex parte altera, in præsentia Testium & nostrorum Notariorum subscriptorum constituti, promiserunt solemniter una Pars alteri, & altera alteri, & è converso, suis & quibus supra nominibus, videlicet, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius, dictis Syndicis, suis & quibus supra nominibus, stipulanti & recipienti solemniter pro se & suis Successoribus,

Anno 1388. bus, à dicta Universitate Niciæ & personis singularibus ejusdem: & dicti Syndici suis & quibus suprà nominibus, præfato Illustri Domino Comiti Sabaudiæ Imperiali Vicario, stipulanti & recipienti solemniter pro se & suis Successoribus & Hæredibus universis, & ad Sancta Dei Evangelia ambæ Partes corporaliter juraverunt, sub suorum omnium obligatione bonorum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum quorumcumque prædictorum submissionem Protectionis, Protectionem, Pacta, Conventiones & Promissiones prædictas, & omnia & singula suprà & infrà scripta, prout superiùs & inferiùs expressa sunt, & divisim utraque Pars tangitur habere rata, grata, firma, valida & irrevocabilia, ratas, gratas, firmas & irrevocabiles perpetuò, & in nullo contrafacere vel venire, sed ea omnia & singula tenere, attendere, servare & adimplere prout superiùs expressa sunt; nec alicui contravenienti, dicenti vel facienti, seu contrà dicere, facere, venire vel opponere volenti quovis modo in aliquo consentire, clàm vel palàm; aut auxilium, consilium vel favorem præbere quomodolibet; renuntiantes præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius, & dicti Syndici, suis quibus suprà nominibus, ex eorum cujuslibet certa scientia, per juramenta sua per eos & ipsorum quemlibet præstita; exceptioni dictarum Protectionis, Promissionum, Pactionum & Conventionum, non sic factarum, initarum & stipulatarum, omniumque promissorum non sic ut promittitur factorum, & non ritè & legitimè factorum, doli mali, metus & in factum actioni, & condictioni, sine causa, & ex injusta causa, juri per quod deceptis & in contractibus læsis subvenitur, beneficio restitutionis in integrum, & omni alio Juri Canonico & Civili, Privilegiis & Statutis, sibi & cuilibet ipsorum in hoc facto competentibus, per quæ possent contra prædicta vel ipsorum aliqua facere, dicere vel venire, aut se tueri quovis modo; jurique dicenti generalem renunciationem non valere nisi præcesserit specialis. De quibus præfatus Illustris Dominus Comes, & dicti Syndici, præceperunt per nos Notarios subscriptos, duo vel plura fieri publica Instrumenta, videlicet per Petrum Ducis Notarium, & Secretarium præfati Domini Comitis, & per me Joannem Troffenii dictæ Civitatis Niciæ Notarium, ad opus dictæ Universitatis Niciæ. Acta fuerunt hæc ante Ecclesiam Monasterii Sancti Poncii extra muros Civitatis Niciæ: præsentibus spectabilibus Militibus Dominis Aymaro Domino de Claromonte, Ottone de Grandissono Domino Sanctæ Crucis; Egregiis Dominis, Joanne de Miolann, Guillermo de Rossillione Domino Boscagii, Joanne de Coloniaco Domino de Andelo, Bonifacio de Chalant, Joanne de Veneto, & Guygone Ravaysii Domino Sancti Mauritii, Militibus; Domino Joanne de Confiero Legum Doctore, Ludovico de Grimaldis Barone de Bolio, Domino Egidio Seche Legum Doctore, Domino Sadoc Sapié Licentiato in Legibus, & Antonio de Croso Secretario dicti Domini Comitis, testibus ad præmissa vocatis & rogatis.

CLVIII.

vers 1388. ou 1389.

Bischoff Georgens und seines Capituls zu Passau Statutum und Brief an Hertzog Albrecht zu Oesterreich ausgestellt/ daß sie Ihm und seinen Erben mit aller ihrer Macht helffen/ und ihre Vestungen offen halten wolten/ mit dem zusatz/ daß diese Pflichtung ein ewiges Statut des Bistumbs seyn/ und daß weder ein Bischoff noch Chorherr angenommen werden solle/ Er habe denn dieses Statutum beschworen. Geben rc. [Hundii Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 277. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Spicileg. Ecclesiast. in II. Theil vom Stift Passau pag. 806.]

C'est-à-dire,

Statut & Obligation de GEORGE *Evêque de Passau, & de son* CHAPITRE, *par lequel ils s'obligent envers* ALBERT *Duc d'Autriche de l'assister lui & ses Héritiers après lui de toutes leurs forces, & en toute occasion de nécessité, comme aussi de lui ouvrir leurs Places & Châteaux, ladite Obligation devant passer à leurs Successeurs, comme un Statut perpetuel de l'Evêché, ensorte que nul Evêque ou Chanoine, ne soit reçu & installé, sans en promettre l'observation avec serment. Fait &c.* (1).

Anno vers 1388. ou 1389.

WIr Georg von Gottes Genaden Bischoff ze Passau/ bekhennen und thuen kundt offenlich/ mit dem Brieff/ allen den/ die in schent/ lesent/ oder horen lesen/ nu oder hinnach ewigklich/ daß wir mit gutem Rathe/ und zeitiger Vorbetrachtung/ durch Fride und gemaines Nutzens und auch Gewachses willen unserer Herrschafft/ und aller unserer Underthonen/ für uns/ und für all unser Nachkommen/ Bischoff ze Passaw/ verhaissen und verlobt haben/ bey unseren Treuen/ und mit Worte unserer Fürstl. Würdigkeit/ verheissen und verloben auch mit diesem Brieff/ daß wir dem Durchleuchtigen Fürsten/ unserm gn. Herrn/ Herrn Albrechten Hertzogen ze Oesterreich/ ze Steyr/ und Kärnten/ und ze Crain/ Grafen ze Tyrol/ und allen seinen Erben und Nachkommen/ geholffen seyn sollen und wöllen/ fürderlich und endtlich/ mit aller unser Macht/ zu allen ihren Ehren/ Würden/ Rechten/ und Frommen/ wider aller menigklich/ niemand ausgenommen/ wann in deß Not geschicht/ und wir darumb von ihn gevordert und gemant werden/ ohn alles verziehen; und daß wir ihn auch alle unsere Vesten offen haben sollen/ zu allen ihren und ihrer Lande Kriege und Nöthen/ ohn Geverde. Doch haben wir uns in dieser Bundnuß wissentlich vorbehabt und ausgenommen/ unsern H. Vattern den Pabst/ in allen Geistlichen Sachen/ als das billich ist. Wer aber jemandt/ der uns angehört/ wider den vorgenanten unsern Herrn Hertzog Albrechten/ oder sein Erben oder Nachkommen/ oder der wider die ihren icht thete/ darumb sullen sy uns zu Rede setzen/ und sullen wir deme vor den unsern Minne und Recht thuen/ nach der Gelegenheit der Sache/ ohn Geverde/ wolte aber der unser das wider seyn/ und Minne und Rechtens vor uns nicht gehorsamlich seyn/ so sullen wir unserm vorgenanten Herrn/ seinen Erben und Nachkommen/ auff denselben geholffen seyn/ als lang/ untz er darumb gebessert wirdt. Und binden auch festigklich zu den vorgenanten Gelübten und Dingen alle unsere Nachkommen/ ewigklich. Darüber durch ain veste Sicherhait/ und ewige Beleibnuß der obgeschribnen Pflichtung und Ainung/ haben wir der vorgenant Bischoff Geörg/ und wir der Domprobst/ der Dechant/ und gemainklich die Chorherrn deß Capitels ze Passaw/ für uns/ und unser Nachkommen in unser ewig und unwiderrueflich geschworen Statut gesetzt und genommen/ und setzen und nemen auch/ mit dem Brieffe/ recht und redlich/ alles das an diesen Brieff geschriben stehet/ so beschaidenlich/ daß wir die ehegenanten Bischoff/ Domprobst/ Dechant und die Chorherrn gemainklich/ und jeglicher besonder/ unser vorgenante und dise gegenwertige Statut, jetzundt wissentlich geschworen haben/ und die auch all unsere Nachkommen/ jeglicher in seinem Namen und Wesen/ ewigklich schweren sullen zubehalten/ treulich und gäntzlich/ ohn Geverde. Und sullen auch wir fürbaß keinen/ der Chorherr ze Passaw würdet/ zu unser Handlung/ oder Sachen unsers Capitels/ und zu seiner Stymme in demselben unserm Capitel/ noch zu unserer Pfriende ze Passaw nicht nemmen/ nur er schwer zu dem ersten/ die vorgenanten Statut zuhalten/ in aller dermasse als die hieoben geschrieben ist. Wann auch geschehe daß das Bistumb ze Passaw ledig wurde/ und daselbst nicht Bischoff were/ so sollen wir die ehegenanten Domprobst/ Dechant/ und gemainklich die Chorherrn deß Capitels ze Passaw/ einen unsern Mit-Chorherrn unsers Capitels zu einem Bischumb und Verweser/ deß Bistumbs wehlen und nemmen/ der die fürgenanten Statut geschworen had zehalten/ und der die Pfleg deß Bistumbs dann halt und innen had/ untz auf ainen konfftigen bestätten Bischoffe zu Passaw/ in solcher Bündnuß/ Ainigung/ und Masse/ als hie ist geschrieben. Und soll der Bischumb und Vorweser/ und auch wir/ einen künfftigen bestäten Bischoff ze nutz und Gewer deß ehegenanten Bistumbs ze Passaw nit nemmen/ er schwere dann deß ersten/ unser Statut zehalten/ als vorgeschrieben stehet. Auch sullen wir kainen Thumprobst und Dechant nicht nemmen zu nutz und Gewer der Thumprobstey und Dechaney/ er schwere dann deß ersten/ unser vorgenant Statut zehalten/ schlechtigklich und getreulich/ ohn Gever. Auch haben wir/ in dem Namen als dafür/ vor uns und unser Nachkommen/ geschworen einen leiblichen Aid/ mit angerürten Henden auff das H. Evangeli/ stet zehalten und zuvolführen/ ewiglich/ mit gantzen Treuen/ diese Bündnusse/ Taiding/ und Ainung/ in aller dermassen/ als vorgeschriben stet/ ohn Geverde. Auch soll der vorgenant unser Herr/ der Hertzog von Oesterreich/ und alle seine Nachkommen und Erben ewigklich/ uns und unser Nachkommen/ schermen und versprechen/ und fristen/ ewigklich/ vor allem Gwalt und Unrechten/ wo und wen uns das Not geschicht/ als die Brieff sagent/ die wir von ihnen habent/ on alles Geverde. Mit urkunde diß Brieffs/ den wir darüber geben/ besigelt mit unserm anhangenden Insigl. Und wir der Thumprobst/ der Dechant/ und das Capitel gemainklich deß Gotshauß ze Passaw/ verjehen und bekennen offent-

(1) La Date manque à cette Pièce; mais comme l'Evêque George fut élû en 1388, on peut la ranger sous cette année-là, & pour le plus tard sous l'année suivante, c'est-à-dire après la reddition de la Ville de *Passau*, par les Armes du Duc d'Autriche, & la réunion de tout le Chapitre en sa faveur. Sur quoi on peut consulter le même HUNDIUS *in Catalog. Episcoporum Pataviensium pag.* 215. [Du M.]



ANNO 1389. offentlich wie dem Brieff / daß die vorgeschrieben Bundnusse und Gelubde / mit unserm Wissen / Willen / und Rath geschehen ist / und loben auch die stet zehalten / für uns / und unsere Nachkommen / ewigklich / bey den Aiden die wir daruber geschworen haben / wissentlich mit angerürten Henden auff daß H. Evangeli. Und daruber / ze mehrer Sicherheit / haben wir deß ehegenanten unsers Capitels Insigel / zu unsers vorgenanten Herrn Bischoffs Georgen ze Passaw Insigl. &c.

CLIX.

Vertrag zwischen Friedrich Bischoff zu Straßburg / dann der Stadt des nahmens / von wegen der Pfalburger / So sich in besagten Bischoffs gebieten begeben / aufgerichtet im Jahre 1389. [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortsetzung III. Absatz XX. pag. 284.]

C'est-à-dire,

Accord entre FRIDERIC *Evêque de Strasbourg, & la Ville de* STRASBOURG, *portant que les* Phaltzbourgeois *n'y seront plus reçus ni protegés. Fait en* 1389.

Wir Friederich von GOtes Gnaden Bischoff zu Straßburg / verjehent und kundent mengelichem mit diesem Brieffe. Alse etwas stosses und Mißhelle zwischent gewesen ist zwischent Uns und den Erbern Wisen dem Meister dem Rate und den Burgern gemeinlich der Stette zu Straßburg von derselben Stette zu Straßburg Pfalburgere wegen die under uns sind in allen Unsern Stetten / Dörffern und Gebieten gesessen sint / daß also durch sunder Fruntschafft / und durch daß / das wir und sie deß fruntlicher mit einander geleben mugent / und ouch mit Namen umbe daß das sie sich ouch zu liebe derselben irer Pfalburgere / allersament / die sie in allen Unsern Stetten / Vesten / Dörffern und Gebieten hant / begebit habent / und sie uns hant gelassen volgen in die Wise / alse hie nach geschrieben stat / wir fruntliche gerichtet und ubertragen sint / mit denselben dem Meister / dem Rate und den Burgern gemeinliche der Stette zu Straßburg / in alle die Wise / alse das hie nach geschrieben stat. Das ist also / daß Wir Friderich Bischoff zu Straßburg sullent den von Straßburg alle irer Ußburgere genant Pfalburgere / die under Uns seßhaffte sint / und die sie Uns gelassen hant / dis nechste Jar nach der Dete dis Briefes zu zalende lassen sitzen mit fruntlichem Dienste / und in alle der massen alse sie untze har gesessen sint / und nach demselben Jare so sullent Wir noch die Unsern sie / niemer me zurbasser getrengen noch genötigen / noch in keine sunder getwengnisse getun noch schaffen getan werden / dann ungeverliche alse andere Unsern Luten bi den sie danne sitzent / ane Geverde / und sullent ouch die von Straßburg keinen Ußburger genannt Pfalburgere me empfahen die uns zugehörent. Es sullent ouch alle Unsere Lute / die under uns seßhaffte sint / wa der gesessen sint einen frien Gezog haben mit irem Libe und Gute zuziehende in die Stette zu Straßburg / oder wohin es in fuget / und sullent wir noch die Unsern das nit weren / noch sie daran irren in deheinen Weg. Und hettent ouch die Unsern jergent abetrunne verschworn oder Burgschafft darum gesetzet / des sullent wir und die Unsern in diesen nehsten achte Dagen ledig und loß tun sagen / Were es aber daß einer hinan fürder es verschuldete / das er Uns mit rechtem Gerichte Lip und Gut verfiele / verbunde sich der utzit daß sol er halten / were aber er uns vormals Lip und Gut verfallen / wes sich der verbunden hette / das sol er halten / hette ouch dehein solicher Schulde geholffen machen / darzu er beruffet were worden mit einer gelutten Glocken / oder hete er mit Hande oder mit Munde deheine Schulde gelopt zu geltende / die sol er ouch helffen bezalen. Das sol aber nit angan semeliche Schulde alse die Lute uns abtrunne gelopt hant / und die von Abtrunne wegen dertriffet. Were es ouch das jeman wer der were / sine Lute die under Jme sitzent / trengen und twengen wolte / oder sie dise her getrenget hetten / das dieselben keinen frien Gezog haben solten / uf den und uf die sullent Wir Bischoff Friderich den vorgenanten Meister und Rate zu Straßburg geraten und beholffen sin / das er sine Lute der Getwengnisse / Eyde und Burgschafft und Gelubede ledig sage / die sie Jme darumbe getan hant / und daß er sie lasse fry ziehen mit irem Libe und Gute wohin sie wellent alse ouch das billig rehte und gewonlich ist / usgenommen eygen Lute die man besitzen sol mit den Libe urbsten alse das von Alter har dar gewonlich und reht ist. Wir der vorgenannte Bischoff Friderich wellent ouch nit das deheine Unser Amptman noch nieman der Unsern dehenien der / der von Straßburg Burger Gutere lehent / oder in zulte davon git / von denselben Gut / oder der Gulten wegen nuter me trenge oder nöthige zu dienende / anders danne alse er vormals diende / e danne er das Gut lehente / es were dann / das er sich an sinen Gutern besserte / oder ergerte / nach Erkentnisse der Buluite da er danne gesessen ist / der vorgenant der von Straßburg Lehen - Lute mugent der Burger von Straßburg Viehe / Pferde / Rindere / Schoffe und ander Vihe uf Unser Bunne / Weide / und Almende triben wa die sihent alse untze har gewönlich ist gewesen. Welre ouch under Uns / der Burger von Straßburg Gutere lehent oder gelehent het / gienge der von den Gutern / e danne die Zil usgegiengent alse er dieselben Guter gelehent het / oder so die Zil oder die unsigedinge uskommet / so sol derselbe Leheman noch nieman der Unsern dieselben Burgere von Straßburg / der danne dasselbe Gut ist / an den Gutern vurbasser zu lihende nit irren noch hindern / welre das daruber dete oder also von den Gutern gienge / e danne das selbe Zil uskomet oder die Burger also an iren Gutern zu verlihende irrete / uf den sullent Wir Unsere Amptlute und die Unsern / nach der von Straßburg verkundende / den von Straßburg und iren Burgern geraten und geholffen sin / das das ein geschehe und in ouch verbessert werde / unverzögenliche / alse gienge es Uns den Bischoff selber an. Wir sullent ouch das Gesinde und die Knechte / die der Burgere von Straßburg uffe iren Gutern und Höfen hant / die under uns dem Bischoffe gelegen sint / deheine dere trengen zugebende / noch sie sus nötigen / noch nieman von unsern wegen / da solche Knechte oder Gesinde Uns vormals zehen Schillinge Straßburger Pfenninge / oder minre gedienet hant / welche aber under denselben me danne zehen Schillinge Jares gedienet hettent / die sullent Uns Bete geben / alse harnach von den Burgern die ussen der Statt zu Straßburg under Uns gehent / geschriben stat / Wande wir sullent sie ane dieselben domte lassen bliben in iren alten Rehten und guten Gewonheiten alse sie von alter harkommen sint ane alle Geverde. Wir der vorgenant Bischoff Friderich wollen ouch nit das man von deheinen Burger von Straßburg / sinen Gutern / Fryheiten und dem Irem in Unsern Gerichten utrichten sulle / wande Wir ir Fryheit wol gesehen und selber gelesen hant / das sie das von Römischen Keysern und Kunigen gefryhet sint / das man davon nit triben sol / und darumbe so wollent Wir / wenne deheinen unserre Amptmanne oder dem Unsern in dem Gerichte da die Lute das Gut oder das ire verbotten sint / es zu dem ersten male verkündet wird / mit der Stette zu Straßburg Brieffe oder gewissen Botten / das sie danne die Lute oder das Gut oder das ire / das danne verbotten ist / ledig sagen sullent / und das sullent ouch Unsere Amptlute und die Unsern vurderliche und ane Verzog tun / und sullent Unsere Amptlute den oder die / die die Burger von Straßburg / ir Gut oder das ir verbotten hettent / den dem Burger nachwissen in die Stat zu Straßburg / und sol man den Unsern die in die Statt also gewiset werdent / in der Statt zu Straßburg unverzögenliche des rechten helffen ane alle Geverde. Und sullent ouch wir der Bischoff und Unsere Obersten Amptlute alle die Schultheissen die under Uns nu zumale sint / oder die wir hernach machent / tun sweren an den Heiligen / das vorgeschriben Stucke also zu haltende / und zu vollefurende ungeverlich / wo aber der von Straßburg Burger daruber einen Brieff vordert an Meister und Rat / das Jme sine Gute verbotten werent / und Jme das Gut von den Unsern also danne entschlagen wurden; Vindet sich danne vor Meister und Rate das das Gut / das denselben Burger entschlagen were / nit sin eigen Gut were / so sullent in Meister und Rat darumbe straffen / und in es tun bessern alse iren Eren wol ansfat / were es ouch / das Unsere Schultheissen eime der Burger von Straßburg Gut / von dem ersten verkundende nit entschluge / und also verbrochen wurde / den sullent wir darumb tun straffen und ir tun bessern / alse Unsern Eren das dann wol anstat. Es ist auch beret / were es das die von Straßburg reisen varen woltent / oder reisende wurdent / bedurffent sie danne Pferde / Wegene / Karriche und semlicher Bereitschafft von den Unsern in Unserme Lande / das wellent Wir in wol gunnen und ist unser gantz Wille umbe semliche Pfenninge alse sie Untze har solichen Luten darumbe gegeben hant / und sullent wir das also allen Unsern Amptluten befehlen. Wir der vorgenant Bischoff Friderich wellent ouch / welre der von Straßburg Ingesessen Burger hinanfurder nach dem Dage alse dirre Brief geben ist / uß der Stat under Uns in Unsere Stette / Gerichte und Gebiete ziehet / derselbe und sine Nachkommen sullent uns Jares dienen eine alte gemeine Banbete / und dieselben sullent den Unsern da sie danne seßhafft sint / helffen machen Mulen / Ofenhuser Burnen / Stege und Wege nach der Margzal alse sie danne daran gebure ungeverliche / si sullent ouch alle gemeine Emmnnen helffen halten / und sullent mit den Unsern in Unsern Gerichten da danne soliche Burger sitzent / zu Gerihte gan; sie sullent ouch den unsern helffen graben und machen nach ir Anzal ungeverliche / wir noch die unsern sullent ouch semliche Burgere über die vorgeschrieben Ding nit vurbasser trengen oder nötigen Uns vurbasser zu dienende oder zu tunde / sie detent es danne gerne / Wir sullent noch wellent ouch nit gestatten das dieselben Burgere jeman versetze oder verbinde Gulte oder Zinse zu gebende oder Schulde zu machende in deheinen Weg. Wu ouch eime der von Straßburg Burger eine Unfuge tut / in Unsern Gerichten und Gebieten / komet der mit dem Libe davon / so sol auch alles sin Gut fry und ledig sin und bliben / es were danne / das deheiner der Unsern der von uns in die Stat zu Straßburg gezogen were / sie der Zit das Wir Bischof zu Straßburg gewesen sint / zugent dieselben also wider under Uns under Unser Gebiete / die sullent Uns dienen alse andere Unsere Lute ane Geverde. Welre ouch der von Straßburg ingesessen Burger sine Kinde oder Gesinde usß der Stat in Unsere Gebiete Jrres vert sine Gütere zu buwende oder andern sinen Nutz zu werbende / der doch sine beste Husere in der Stadt zu Straßburg het / der und dieselben / sullent fry under uns sin alles Dienstes und aller der Vorderungen / so die Unsern an sie gevordern oder getun mechtent / Wande wir wollent das sie fry sint / und ouch Unser Bunne und Weide mit allem irem Vihe mugent nutzen und niessen /

ANNO 1389.

Anno 1389.

niessen/ und zu aller irre Nothdurfft bruchen alse alle andere Unsere Lute/ und alse das auch harkommen ist ane Geverde. Were es aber das wir und die von Straßburg stössig mit einander darumbe wurdent/ so soll jedweder Theil under Uns derselben Sachen kommen/ uf zwen erbere Manne/ und sullent Wir Bischoff Friederich darzu einem zu einem Obermanne nehmen/ uß den vier Meistern und den Ammanmeistern die danne zu Straßburg sint/ und was der merre Theil under denselben fünffen darumbe erkennent/ und sprechent/ das sullent wir/ und die von Straßburg zu beeden Siten halten/ unde vollefühuren/ und wenne das einmal von Unserm Bischoff Fridrichs wegen geschehen ist/ wurdent wir danne die von Straßburg von solcher Stücke wegen anderwerbe anlangende/ so sullent wir zu beeden Siten aber zwene erbere Manne darzu setzen und sullen danne die von Straßburg einen under diesen sehsen/ die hienach geschrieben stant/ zu einem fünfften Manne darzu nehmen/ und was dieselben fünffe darumb erkennent und sprechent/ das sullent Wir auch zu beeden Siten halten und vollefüren/ und sint diß dieselben sechs/ Herr Walter von Mühlnheim Probst zu Rinawe/ Herr Burckart von Landesperg/ der Zuckemantel der Elter/ Herr Johanß von Schaffolßheim/ Vollmar von Wickersheim/ und Johans Bloppolßheim/ und och allewegent also einmal nach dem andern/ wie dicke wir die von Straßburg von desselben Stuckes wegen anlangende würdent/ so soll es alle wegent also darumbe sin und bliben und zu glicher Wise/ als es davor darumbe bescheiden ist/ doch soll dieselbe Ansprache allewegent mit me sin/ danne von einre Persohnen wegen ze zu einem male. Und wanne auch wir Bischoff Friderich eine solche Ansprache an die von Straßburg hant/ und wir einen uß Jhren vier Meistern/ und dem Ammanmeister die danne sint/ darzu nehmen/ so sullent die Doge darumbe sin in der Statt zu Straßburg und niergent anderswo. So aber unser Ansprache anderwarbe darumbe ist/ und die von Straßburg einen under den vorgenanten sehsen zu einem fünfften Manne nehmen sullent/ so sullent dieselben Dage sin zu Molßheim/ und och niergend anderswo/ ane alle Geverde/ Wenne ouch die vorgeschriben sehse alle sehse gesterbent/ unde verfahrent/ wenne wir danne die von Straßburg von einer solchen Sachen wegen anspreckent/ so sullent allewegen/ jedweder Theil under Uns zwene Erbare Manne darzu setzen/ und sullent die von Straßburg danne einen darzu nehmen uß unserm Bischoff Friderichs Rate/ der danne unserm Rate geschworen hat/ welchen sie wellent/ und was danne das Merre Theil under denselben fünffen von deß vorgenanten Stuckes wegen erkennent und sprechent/ das sullent wir zu beyden Siten darumbe halten und vollführen an alle Geverde. Wenne ouch die von Straßburg Jre Stat verbietent/ die mugent hinder uns ziehen/ in welche unser Stat oder Gerichte sie wellent/ und wohin sie hinder uns ziehent/ so sullent sie ire Kinde und Gesinde/ diewile die zile werent alse in danne die Statt verbotten ist/ fry sitzen alles Dienstes und aller der Vorderungen/ und sullent wir es gegen den halten alse von der von Straßburg Edeln Burgern hernach geschriben stat/ diewile sie under uns sitzent/ es were danne/ das sie es mit iren Unzuhten gegen uns oder den Unsern verschuldetent/ die mugent wir von uns heissen ziehen/ ungehindert ane Geverde/ Welle die von Straßburg vür Edellute empfangen oder sus vür Edellute hant/ und die unter Uns undee unsere Gebieten zugent und die da seßhafft werent oder je Genote da seßhafft sint/ ane die/ die vormals in Unsern Steten/ Dörffern und Gebieten Bete gegeben hant/ die sullent Bete-fry da sin/ und sullent wir noch nieman von Unsern wegen sie nit notigen noch erengen zu tunde anders danne alle andere Edellute tunt/ die under uns gesessen sint/ ane alle Geverde/ wir der vorgenante Bischoff Friderich noch Unsere Amptlute/ noch nieman von Unsern wegen sullent/ noch wellent den Unsern nit verbieten das sie den Burgern von Straßburg Ingesessen oder Ußgesessen noch den iren nit malen/ bachen oder arbeiten sullent in welchen Weg das sie/ wande wir wellent das die Unsern in malent/ bachent und arbeitent umbe ire Pfennige alse andern Luten ane Geverde. Und durch das/ das die vorgenante fruntliche Richtunge und der Ubertrag/ und alles das/ das da vorgeschrieben stat stete sol sin und bliben in alle die Wise alse davor geschriben stat/ alle diewile das wir der vorgenant Bischoff Friderich lebent/ und Bischoff zu Straßburg sint ane Undeelas/ Wande wir es ouch also und dieselbe Zit uß/ mit ufgehebter Hant/ liplicke gesworen hant an den Heiligen unverbrochenliche zu haltende/ So hant wir des zu einem waren Urkunde unser Ingesigel an diesen Brief gehencket/ Und durch merre Sicherheit und gantzer Bestetegunge willen/ aller der vorgeschriben Dingen/ so hant wir der vorgenant Bischoff Friderich gebeten den Tumprobst/ den Dechan und das Capitel unsre Merren Stiffte zu Straßburg/ das sie dasselbe unser und ires Capitels Ingesiegel zu dem Unsern hant gehencket an diesem Brieff/ des ouch wir Burckart von Lutzelstein der Tum-Probst und Volmar von Lutzelstein Gebrudere Dechan des Merren Stiffte zu Straßburg von unsern/ und desselben unsers Capitels wegen verjehent an diesem gegenwertigen Briefe/ Und deß zu einem Urkunde so ist des vorgenant unsers Capitels Ingesigel durch Bete willen des vorgenant unsers gnedigen Herren Bischoff Friederichs zu Straßburg zu desselben unsers Herren Bischoff Friderichs/ der Stette zu Straßburg Ingesigeln an disen Brieff gehencket. Wir Oertelin Manse der Meister und der Rat von Straßburg verjehent und kundent mengelichem mit diesem Briefe/ das wir von unsern und der Gemeinde wegen zu Straßburg fruntliche gerihtet/ geschlihtet und überkommen sint/ mit dem vorgenant unserm gnedigen Herren Bischoff zu Straßburg aller der Dinge die da vor an diesem Brieffe geschriben stant/ wande wir dieselben vorgeschriben Dinge allesament halten wellent unverbröchliche die von unsern wegen davorgeschriben stant/ alle diewile das der vorgenant Bischoff Friderich lebet/ und Bischoff zu Straßburg ist/ und es ouch alle Jahre der Nuwe Rat/ der in unsere Stat zu Straßburg wirt/ sweren sol also zu haltende/ Und des zu einem waren Urkunde so ist unsre Stette Ingesigel zu des vorgenant unsers Herren Bischoff Friderichs und des Capitels Ingesiegeln zu Straßburg an diesen Brief gehencket/ Der wart gegeben an dem ersten Mentdage nach Sant Martins Dage des heiligen Bischoffs. In dem Jare da man zalte von Gots Geburte Druzehenhundert Jare Achtzig und Nune Jare.

CLX.

Diploma Wenceslai Römischen Königs/ wodurch Er das Bündniß der Rheinisch-Schwäbisch-Wetterau-Fränck-und Bayrischen Städte/ unter der Bedrohung der Reichs-achte cassiret/ auf den Reichstag zu Eger an St. Sigismunds tag 1389. [Joh. Phil. Datt, Volumen rerum Germanicar. Novum Lib. I. Cap. IX. pag 61. §. 27. *Ex Archivis.* Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. IV. Abtheilung VIII. von Reichs-Städten in gemein pag. 46. — 2. Mai.

C'est-à-dire,

Diplome de l'Empereur Wenceslas, *par lequel il casse & annule la Confederation des Villes du* Rhyn, *de* Suabe, *de* Franconie, *& de* Baviere, *avec menace du Ban de l'Empire. Donné en Diéte generale à Egra le jour de S. Sigismond* (1) 1389.

WJr Wenzlaw ꝛc. Entbieten den Burgermaistern/ Räten/ und Burgern gemainlich unser und dez Riches Steten in obern und nidern Swaben/ in Elsesse/ an dem Rine/ in der Webera/ in Francken und en Baigern gelegen; unsern lieben getruwen: unser gnad und alles gut. Lieben getruwen: also alz ir uch wider unser und unsers Vaters seeligen willen zusamen gebunden und veraint hant di einander ze beliben/ darinne ir uns und daz heilig Riche ußgenomen hant/ daz daz wider uns und daz hailig Riche nicht sin solle/ also wenne wir gentzlich erkennen und unsenlichen versten/ daß solich buntnuße wider Gott/ wider uns/ und daz hailig Riche und wider daz Recht ist/ So gebieten wir uch allen gemainlich und Juwer yeglichen sunderlichen bi unsern und dez Riches hulden/ und ermanen uch ouch solicher aide und truwen/ alz ir uns und dem hailigen Riche verbunden und pflichtig sind/ daz wir Juwere brief haben/ und ouch sust kuntlichen ist/ daß ir alle solich bünde/ welcherlay die sind/ der ir zesamen gehebt hänt/ und mit namen den gemeinen bunde von stund an genslichen lassent absin/ abetügent und absagent/ und uch an niemand anders/ danne an uns und daz hailig Riche haltent und in den gemainen Landfrid den wir gemachet habent tretent. Wann wa ir daz nit eatent/ dez wir nit gelauben/ So benemen/ entweren und privieren wir uch in Crafft diß briefs aller friheiten/ rechten und gnade/ die uch von uns und unsern vorfarn an dem Riche Römischen Kaisern und Küngen gelihen und gegeben sin/ und setzen uch in unser und dez heiligen Richs und aller der unsern unfride und ungnade/ alß unwanider/ ungetruwe und ungerechte Lüt. Mit urkunde diß briefs versigelt mit unserm anhangenden Insigel. Geben zu Eger an sant Sigmunds tag Anno Domini MCCCLXXXVIIII.

(1) Mr. *Lunig* date ce Diplome de l'an 1388; mais comme Mr. *Datt* est le premier qui l'a mis au jour, & que c'est de lui qu'on le tire, on a cru aussi devoir s'en tenir à sa Date, qui est de l'an 1389, comme elle est marquée ici. [Dum.]

CLXI.

Kaysers Wenceslai Landfried/ mit Rath der Churfürsten/ Land und Leuten zu Nutz/ Friede und Gemach aufgericht/ wordurch unter andern auch der vereinigten Städte gemeiner Bund cassirt und dergleichen fürohin zu machen verbotten wird. Eger den nächsten Mittwochen nach Philippi und Jacobi tag Anno 1389. Mit der Städte Declaration über diesen Landfrieden. [Joh. Phil. Datt, Volumen rerum Germanicar. novum. Libr. I. Cap. IX. pag. 66. §. 51. d'où l'on a tiré cette Piéce, — 5. Mai.

ANNO 1389. Piece, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec, Contin. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 38.]

C'est-à-dire,

(1) *Paix publique ordonnée par l'Empereur* WENCESLAS, *du Conseil des Princes Electeurs assemblés avec lui en Diète générale; par laquelle, entr'autres choses, la* Confederation des Villes *est cassée & annulée, avec défense d'en faire de semblables à l'avenir. A Egra le Mecredi après la Fête de Saint Philippe & St. Jacques 1389. Avec la* DECLARATION *des Villes Confederées sur cette Paix publique.*

WIr Wentzlaw rc. Und tun kunt offenlich mit disem briefe allen den die yn sehen hören oder lesen / das wir dem Almechtigen Gotte zu lobe/dem Heiligen Ryche zu Eren/und fust lande und luten gemeinlich zu nutze/fryde und gemache/mit wolbedachtem mute und gutem Rate unsern und des Rychs Kurfürsten geistlichen und weltlichen und Herren/und von rehter wiße eins gemeinen lantfridens uberkomen sin und den gemacht haben in aller der maße als hernach geschriben stet.

1.

Zum ersten so sollen und wollen wir beide Kurfürsten Fürsten Herren und Stedte die in diß lantfriden sint/einander zulegen und beholffen sin des rehten und redelichen sachen mit steten truwen und mit gantzem fliße nach ußwisunge der nachgeschribnen Artickel diß Lantfridens / als ferer uns allen lib und gut gereichen mag ane alle argeliste und geverde.

2.

Auch haben wir uns mit den Kurfürsten / Fürsten / Graven / Herren und Steede die in diß Lantfriden sint / umb Raub / mort / prant / vahen und unrecht widersagen die uns und allen den die in disen Lantfriden und Buntnusse gehoren/uff ersten gnugen gentzlichen vereinet / das die die über den Lantfriden gesetzt sint / oder der merre teil under yn erkennen darumb diß Lantfriden billich richten sol. Und darzu sollent die obersten Kurfürsten / Fürsten / Graven viere / und die Stetde ouch viere geben / Darüber haben wir obgnante Konig Wentzlauwe von Koniglicher macht einen gemeinen Obman darzu erkorn und geben / mit der bescheidenheit oder kein Kurfürste / Grave / Herre oder Stat / oder die in disen Lantfriden und Buntnisse behoren / von jeman beschediget wurden widder die Artickel die in disem Lantfriden begriffen sint / Das soll man an den Obman bringen / der sol dann andere sine gesellin die über den Lantfriden und buntnisse gesetzt sint desenden in viertzehen tagen odir ee zueinander zukommen in der Viere Stetde eine gein Wirtzburg / Nuwenstat / Babenberg odir Nuremberg / ob yn duhte uff den eit das sin notdurfftig were / und wes sich dann die oder der merreteil under yn erkennen uff ir eide das dem die tatwidder rehte gesheen ist / so sollen sie dann die nehsten Herren / Steide / Amptlute und Rihtere manen ane geverde widder dieselben zu helffen nach irem bekentnisse uff ire eide, und sie sollen yn dann darzu beholffen sin / uff den eit / getruwelich / als lange biß daß yn der schade ußgerihtet wirt / ane geverde / nach erkentnisse der / die über den Lantfriden und buntnisse gesetzt sint / oder den merren teil under yn uff ire eide / das sie also an einander ir eitgenossen hulffe nit überkommen mohten / so sollen und mogen sie den nehsten Herren und Steide zu yn nemen / ane geverde / als vil sie duncket / das sie derselden bedurfen werden / und die selben sollin yn dann ouch beholffen sin / uff die eide / als vorgeschriben stat.

3.

Auch sollen die die über den Lantfriden gesetzt sint / uff ir eide den Fürsten / Herren und Steeden / die in disem Lantfriden sint / oder die darin komen / hulffe und dienst / die man tun sol / anlegen getrewelichen / nach irem vermogen ane geverde.

4.

Auch sollen die Nüne / die über den Lantfriden und buntnisse gesetzt sint / sweren zu den Heiligen gemeine Rihter zu sin getruwelichen / den armen als den richen ane geverde.

5.

Were ouch / das der Obman abeginge / als offt das geschiht / so sollen wir König Wentzlawe / oder wem wir das an unser stat bevelhen / mit gutem Rate und wißen / ie einen andern setzen / an des selben stat / der sich alles des verbint / und swere / das sich der verbunden und geswworn hat / der abegangen were. Und duhte die / die über den Lantfriden und buntnisse gesetzt sint / oder den merren teil under yn / uff iren eide / das der Obman / den wir also dorzu gesetzt haben / dem Lantfriden nit bequemlich were / so sollen und mogen wir nit / mit gutem Rate und wißen / ein andern darzu geben / in dem nehsten Mande / als es uns verkundet wirt / ane geverde / als offt und dem Lantfriden des not beschihe / der sich alles des verbinde und swere / das hie vor und nachgeschriben stat / ane geverde.

6.

Auch sollen die die über den Lantfriden und buntnisse gesetzt sint / allemal zusamen kummen an dem Sontage nach yeder Fronefasten in der vorgeschriben viere Stedte eine / und den Lantfriden dazu besitzen / was Landen und Luten anligende ist / dazu verhoren und ußzurihten getruwelichen / uff ire eide / ane geverde. Duhte aber den Obman / das sin ofter not were / so mohte er sin andern eitgenossen zusamen gebieten / als offt des not wirt / in der obgenanten viere Stetde eine / da yn duhte das es aller gelegenhafft ist.

7.

Auch sol der gesworen schriber / noch jemand von sinen wegen / kein furgebot geben / Es haben dann fur die Nün / oder der merre teil under yn erkant / uff die eide / das es umb solche sache sy / darumb der Lantfriden billich rihten solle

8.

Auch mag der merre teil / under den Nünen / die über den Lantfriden und buntnisse gesetzt / wol rihten / ob der andern ein teil nit kommen mohten / ane geverde.

9.

Wers ouch / das ein Krieg oder Ußlauff / zwisschen Herren und Steeden / oder andern / die in disem Lantfriden und Buntnisse sint / oder noch daryn komen / ufferstunde da Got fur sy; das sol man bringen an den Obman / und an die / die über den Lantfriden gesetzt sint / und was die / oder der merre teil under yn / dann zu Rate / werden und ußsprechen / uff ire eide / das sollen yn beide teil gevolgig sin / umb solche sache / als vorgeschriben stat / und wer sich des widdert / und sin nit gehorsam were / so sollen Herren und Stete / und alle die / die in disem Lantfriden und buntnisse sint / den andern zulegen und beholffen sin / in der vorgeschriben wiße.

10.

Were ouch / das die / die über den Lantfriden gesetzt sint / oder den merren teil / under yn / duhte und erkennen / das man gesesses bedorffte / es were Herre oder Stat / wo man sin danhin bedurfende wer / da by sollen dann die nehsten drey Herren und drey Steeds die Kost dann darzu lihen / der mann dann bedurffte zu wercken und zu duwen / und wann dann das gesesß zergat / so sollen die / die über den Lantfriden und buntnisse gesetzt sint / darnach in einem Mande zu samen kommen / und wie sie; oder das merre teil under yn / dieselbe Koste danne anlegen jedem Herren oder Stat / die in dem gesesse gewesen sint / so sollen sie darnach in einen Manot den Herren oder Steeden die Koste ußerihten / die sie dar gelihen haben / ane geverde. Auch welcher nehste Herre oder Stette die Wercke besessen und andere gezuge / das zu dem besesse note ist / habent / die sollend das auch lihen / zu dem besesse. So das von den / die uber den Lantfriden gesatzet sint / gevodert wirt.

11.

Wer auch das H. R. Riche / oder dieser Lantfrid Reisend / in denselben Reisen sol niemant nit anders nemen / weder mit truwen / oder mit bette / dann zitliche Koste / und futer / das er zu siner Nordurfft bedarff / und die er uff dem Velde nutzen wil / und sol auch des nut heime füren / noch verkouffen. Were aber das überfüre das sol man haben für einen raup / und sol zu ime rihten / als der Lantfriden stat.

12.

Auch ist geredt worden und wellen das vor allen dingen / wann das H. Riche oder dieser Lantfriden also reisen / das alle straffen / Kirchen / Clöster / Phaffhen / Kirchove / Mülen und besunder alle Pflüge mit Pferden und was darzu gehoret / und die die Wingarten / Ackern / und das Velt duwen / sicher sin und friden haben sollen / und das die niemand angriffe / leidige noch schedige / und in das überfüre / das sol man für ein raup haben / und zu dem sol der Lantfride rihten / als vorgeschriben stet.

13.

Es sol auch niemand futern / weder mit bette / noch mit nemen / dann uff dem sinen / oder do er Amptman ist; wer das überfüre / zu dem sol man rihten mit dem Lantfriden / ußgenommen / so man reisete / als vorgeschriben stet.

14.

Auch sol niemant in deheiner reise nut nemen den frembden / weder sacke / raup / blunder / pferde / noch nutzit / wie das genant ist / das verkouffen welle und menn koste darumb zu kouffen / das sol er nut geniesen / und das sol man für ein raup haben / und sol darumb rihten / als der Lantfride stet / ane geverde.

15.

Auch wanne das ist / das dißer Lantfride reiset / So sollen Herren und Steite Iren Houbtluten / die von Iren wegen uff dem Velde sint / bevelhen uff die eide / ane geverde / das sie den Iren getruwelichen und mit ernste weren / das sie den frembden nit anders nemen / danne zitliche köste und futer / in der wiß als vorgeschriben stat; und were / das sich iemand des widersetzete / das sie nit gewaltiger mohten sin / das solten sie bringen an den Houptman des Lantfriden / und der dann darzu tun / das das weder tan werde / und sol dann der der das getan hat / gestraffet werden / wie die icunt an dem Lantfrid oder der merreteil unter der In erkennen under in / darnach wieder die sache gehandelt hat.

16.

Auch sol niemant keinen brant in die reise nut tun: wer das überfüre / zu dem sol man rihten als rehe ist / Es were denne das das der Houptman des Lantfriden / der dann uf dem Velde ist / hiese unde erkante zu tunde / uff den viensen ir.

(1) Ce Traité se trouve aussi dans LEHMANNUS, *Chronicon Spirense* pag. 741, *où il diffère* FUCHS, mais avec des differences assez grandes, & daté de l'an 1388. [DUM.]

ANNO 1389.

17.

Wer auch/ das Got nit en welle/ das keine böse geselleschafft uffstunde/ in diesem Lantfriden keine oder zihe/ wider die sollen wir und die Fürsten/ Herren und Stette mit aller unser und irer macht zu ziehen/ und widerstan sie zu vertriben/ ane alles geverde.

18.

Auch ist gereth worden/ wanne der Lantfride einen redelichen züge oder besesse tun wolte/ so sol ein ygliche Herre und Stat/ die in diesem Lantfriden und Puntnusse sint/ uwe dem schicken/ die an demselben Lantfriden von iren wegen sitzent/ die da di sullent sin/ als lange/ bis das derselbe zug und besesse weret/ und ein ende nymet; und obe derselben keiner die an demselben Lantfriden sitzen/von ehafftiger note dobi nit gesin möhte/ So sollen dieselben Herren und Stette einen andern biderman/ der den Lantfriden gesworn hat/ an desselben stat/ der dabi nit gesin en mag/ setzen und schicken/ als offt des not were/ und sol auch der Houbtman des Landfriden/ der dann uff dem velde ist/ unser und des Riches Paner haben/ auch als offt das not were.

19.

Were auch/ das iemande in diesem Lantfriden ist/ oder noch darin kumet beschediget wurde wider rehte/ als der Lantfriden stet/ von weme das geschehe/ und wann die dee über den Lantfriden gesetzet sind darumbe zuvor erkennen/ So sullen dann dieselben/ die darüber gesatzet sint/ das Herren und Stette/ und ander die in diesem Lantfriden und Puntnusse sin/ kunt machen und verbotschafften/ mit Iren Brieffen/ oder mit in selbes/ und wann also sie des alles gewndert werden/ zu weme dann derselben keiner/ der den schaden getan het/ kompt/ der sol uff den eit gebunden sin/ denselben uffzuhalten und uffzugeben/ mit gantzem ernste/ getruwelichen/ ane alles geverde und sol daran kein geleit fürdragen.

20.

Wer auch was/ und den/ die über den Lantfriden und Puntnisse gesatzet sin/ keinen schaden tut/ mit morde/ raup/ brande/ diepstal/ vahen und mit unrehte widersagen und mit andern sachen/ als vorgeschriben stat/ wer die oder keinen huset/ etzet oder drencket/ oder heimet/ mit wissen/ derselbe sol in denselben schulden sin/ als der selb schuldig ꝛc.

21.

Wer auch/ das iemand mit dem rehten verderbet wurde/ wolte iemand darumbe vigent sin/ der sol in denselben schulden sin/ als der/ der mit dem rehten verderbe ist; und were auch einen kuntlichen verlumdten schedelichen man/ das vor dem Lantfriden kuntlichen viermacht were/ wo man den weis/ und uffheltet oder angriffet/ der ist daran nit schuldig noch gebunden; Wer sich aber sust vor dem Lantfriden verantwurten wolte/ oder solte/ dem sol der Lantfrid geleit geben/ dar und dan/ ane geverde.

22.

Wer auch/ das der öffloufe oder Stosse were/ wurde danne einer umbe soliche sache/ als vorgeschriben stat/ so sol man den/die über den Lantfriden und Puntnusse gesatzet sind/darumbe zu sprechen/ und was dann die oder der merteil under in zu Rat werden/ uff die eide/ das notdurfftige sie anzugriffen/ das sol man in gevolgig und gehorsam sin.

23.

Wer auch/ das iemand/ der in disem Lantfride und Puntnusse ist/ oder noch dort yn komen wurde/ von den sachen/ die in disem Lantfriden geschen/ kein vigentschafft wusse/ der man an denselben nach disem Lantfriden und Puntnisse zukomen wolte/ so sullent die denselben Herren und Stette/ die in diesem Lantfride und Puntnisse sint/ zulegen und getruwelichen beholffen sin/ uff den eit/ also lange bis das er selben vigentschafft ledig wirt/ ane geverde.

24.

Were auch iemand/ kuntlich redelich/ möglich/ unlaugenbar schult schuldig/ So sol er es vor dem Hauptman des Lantfrids zu wissen tun/ E er darfur pfende/ das er den/ der da schuldig ist/ darumb verschribe/ und das er danne dem man schuldig weret/ gutlichen bezalte und rihten wolle; wurde darnach der darumb pfenden und angriffen/ mit den pfanden sol er pfentlich gefaren und in das nehste Sloss triben/ da ein geriht ynne ist; das doch desselben der da gepfendet ist/ nit sy/ und sint es essend pfant/ die sol er steen lan dry dag/ und dry naht; Wern es aber ander pfant/ die sol er lassen steen vier wuchen; Ist das iemand kompt/ der die pfant wele usnemin/ dem sol man sie uff rehte oder gewisheit/ oder Burgen usgeben/ mit kuntschafft des Rihters oder Amptmans in der Geriht sie sint/ oder ander erber lutde darzu nemen/ und da by sin/ und nemen sy aber der Pfant nit us/ in der vorgeschriben zyt/ So mag er sy verkauffen ungeverlichen so er turest mag/ auch mit Kuntschafft des Amptmans/ in des gerihe sie gefurt sint/ oder ander erber lutde/ da selbest/ und das selbe gelt sol danne derselbe/ der gepfendet hat an siner schulde abgeen; was aber unredelich daran were/ das sol man für den Lantfriden bringen/ und wie es danne der Lantfrid erkennet/ da by sol es beliben; Were auch/ das von solicher Pfandunge wegen/ ieman gevangen wurde/ dieselben gefangen sullen auch uff rehe uffgeben werden.

25.

Doch so sehen wir/ das alle und iegliche/ uns besunder und des H. Riches des Kunigreiches zu Behein/ aller Kurfürsten/ Fursten/ Graven/ Herren und der Stette lute/ geistliche und weltliche/ Phaffen/ Leihen/ Ritter/ Knechte/ Burger und Kauffluten/ Pilgrin/ Gebuern und aller mengeliche Erbern unversprochen lute/ die die strassen buwen oder wandeln/ in welchem lande die sint/ ir lip und ir gut in diesem Lantfrieden sicher sin sollent; were aber das derselbe keiner beschediget wurde/ uff wasser oder uff lande an libe oder ane gute/ So sol der nehste Herre oder Stat/ oder ander die in diese Lantfriden und Puntnisse gehörent/ bi den es geschehen ist/ alsbalde sie das innen oder ermant wurden/ zu ilen/ mit allen iren vermogen/ und sollen ouch darzu getruwelich tun ane alles geverde/ das des werden werde/ und mogen sie es nit also uberkomen/ So sol man in fürbas nach der Rate/ die über den Lantfriden gesetzet sint/ oder das merteil under in/ als umbe ein raup beholffen sin als vorgeschriben stet.

ANNO 1389.

26.

Auch sollen alle Clöster Phaffen/ und ander Geistliche Lüte/ ir lip oder ir gut nit pfandber sin/ vor iemans in deheine wise.

27.

Es sol auch niemant es si Fürste/ Herre/ Ritter oder Knechte/ oder Stette/ die in diesem Lantfriden sint oder dar in koment/ niemant verantwurten oder versprechen weder diese Ordenunge oder Lantfride.

28.

Es sol auch keiner verlumeter schedelich man/ das vor dem Lantfriden kuntlichen gemachet were/niender weder fride oder geleit haben/ und wa man den nymmet/ und uffhebet/ daran sol man wider nieman tun/ noch getan haben. Und wer in auch huset/ oder helffet wissentlichen/ oder im geverlichen hin hilffet/ der sol in denselben rehten sin. Man sol auch einen verlumeten kuntelichen schedelichen man in allen Gerihten/ Vesten/ Stetden wol verbieten und uffhalten uff reht/ von den und den sol man rehts unverzolichen helffen.

29.

Es ist auch gereth; were/ das die Herren oder ander Lutde Hofe neinent en des Riches oder in andern Steiden/ so mag man allen den/ die des muten und das fordern/ ein frige sicher geleit geben/ die wile der hofe weret.

30.

Were auch/ das iemand sin Ere kempflich verantwurten wolte/ oder muste für den Herren oder Steden/ den und iren frunden mohte man auch ein frige sicher geleit geben/ uff den dage/ als er furkommen solte.

31.

Auch ist gereth worden/ welich Knecht ein reysig Pfert hat/ oder mer/ und keinen Herren hat/ oder einen Erbern gesessen man/ der diesen Lantfriden gesworn habe/ der für in spreche/ das er landen und luden unschedelich sy/ den sol der Lantfrid vigent sin/ und sol darzu tun/ als der Lantfrid steet.

32.

Auch ist gereth worden/ das man umb keinen alten krieg/ noch umb keinerley ander sache die sich verlauffen haben vor date dis Brieffs mit diesem Lantfride nit rihten noch beholffen sin.

33.

Auch mag der Oberman des Lantfrids/ in disen Lantfriden nemen und empfahen wer darzu komen wolte/ der in beduncket/ den Lantfriden nutze ze sinde/ und sullent auch geloben und sweren/ und iren versigelten Brieff geben den Lantfriden zu halten/ als der usswiset/ und die sullent dann auch des Lantfrids geniessen/ als ander die ietzo darinne sint/ Und so sie der Hauptman also emphahet/ der sol das in dem nehsten monad darnach den Fürsten/ Herren und Stetden verkunden.

34.

Auch sol der Gemeine Bund der gemeiner Stetde der bisher gewesen ist/ absin/ und sullent fürbas deheinen mere machen. Auch sol die eynunge die zwischent uns und den Fürsten und Herren gewesen ist ouch absin/ in der masen als hernach geschriben steet. Also welich Statt eine oder me sich rihten mit den Fürsten und Herren/ die ietzo in dem krieg gegen den Stetden sint/ entweder gutlichen oder mit dem rehten/ als vor unserme Rate gereth ist/ zu Mergentheim/ die selben Steide oder Statt sol und mag man danne in unsern Lantfriden den wir itzunt zu Eger gemacht haben/ nemen und emphahen/ und die also emphangen werden/ gen denselben stetden oder stat/ sol unser und der Fürsten und Herren eynunge vorgenant ouch gentzlich abesin; welche aber Stetde oder Stat des nit deten und ungehorsam bliben und sich nit rihten wolten/ mit mynnen oder mit rehte/ als vorgeschriben steet/ gen denselben sol unser und der Fürsten/ Graven und Herren eynunge bliben/ in iren krefften/ als die usswisen/ bedorfften dann dieselben Stetde die also in den Lantfriden kommen oder kommen wolten/ des rehten wiederumb von den obgenanten Fürsten oder Herren/ so sollen sie das denselben Stetden ouch widerumb tun/ als zu Mergentheim für unserm Rate geredde ist.

35.

Auch welcher Fürste/ Herre oder Stat itzunt oder furbass zu uns in dess Lantfriden komen wolte/ dem ieman frieden oder vientschafft darumb tragen wolte/ oder yn deheinerley schaden darumb zuziehen/ den oder denselben sollen wir und die obgenanten Kurfürsten/ Fürsten/ Herren und Stete zulegen und beholffen sin getruwelichen/ mit unsme vermogen ane geverde.

36.

Auch sollen alle Phalburger/ wer die herde/ gentzlichen abe sin/ und soll die niemand fürbass halten/ noch emphaen.

37.

Auch sol nieman des andern eigen lute/ ungerechente Amptlute oder die nachfolgen Krieg herden/ oder für data dis Briefs aberinnekent herde versworn oder verbrieft herden/ zu Burger emphaen/ und wurde darumb kein stoss das sol der Lantfride erkennen ꝛc.

38. Auch

ANNO 1389.

38.

Auch sol der Lantfride gan und sin an dem Ryne/ in Swaben/ in Beiern/ in Francken/ in Hessen/ in Duringen und in Missen/ als er begriffen ist in ein teil Briefen die darüber gemacht und geben sin.

39.

Auch als wir uff dem Ryne/ in Swaben/ in Beiern/ in Francken/ in Duringen/ in Missen den Lantfriden auch gesetzt und geteilet haben/ wollen wir ob der Lantfriden einiche solche sache anstosse das der Lantfriden die alleyne nit geweltigen noch bedarven mohte/ das dann die andern Lantfriden ir einer oder mer/ so sie des von dem Houbtmanne des Lantfrides den das angat kuntlich ermanet wurde mit sinen offen Briefen/ darinne er sich mit sinen eitgenossen die mit yme über den Lantfriden gesetzt sint/ oder der merre teil uff ire eide erkennen das sie des oder der andern Lantfriden darzu bedorffend/ So sollen ym die Lantfriden die also ermanet werden ouch beholffen sin die sache zu rechtvertigen/ nach dem als der Lantfride der gemant wurde/ duncket das sie ym zu helffe kommen sollen ane geverde.

40.

Es sol ouch derselbe Lantfriden eyner in dem andern mam rihten oder ein frid machen ane geverde.

41.

Wer auch in einen Lantfriden gezalt wirt/ der sol in dem andern Lantfriden auch verteilt sin mit denselben Penen als der Lantfrid stet ane geverde.

42.

Auch sol diser Lantfriden der nu zu gemeinem nutze erdacht ist/ uns und dem heiligen Rich und den obgenanten Kurfürsten/ Graven/ Herren/ Rittern und Knechten/ Pfaffen/ Stetden und Leyen keinen schaden bringen/ und gentzlichen ane schaden sin an unsern und iren guten gewonheiten Geistlichen und Weltlichen/ usgenommen der sachen die vorgeschriben stet/ von Römischer Königlicher macht/ doch mit behelnusse unser als eins Römischen Konigs eins zukunfftigen Keisers aller recht die wir haben/ und von rehes wegen haben sullen und mugen/ Sie sin Geistlich oder Weltlich.

43.

Und diser Lantfride sol weren in allen Punden und Artickeln als er begriffen ist VI. gantz Jare die nehsten nach einander nach datum diß Brieffs zu zaln/ ane widerruffen/ und darnach also lange biß wir In widerruffen.

44.

Und wir Wentzelauus Römischer Kunig und Kunig zu Beheme vorgenant geloben bi unsern Kunigl. trewen/ und wir Lamprecht zu Bamberg/ Gerhart zu Wirtzburg Bischoff/ Steffan/ und Friderich Pfaltzgraven bi Rine und Hertzogen in Peigern Ruprecht des Jungesten Pfaltzgraven bi Rine und Hertzogen in Peigern/ Johans zu Regenspurg und Gotz zu Augspurg/ Bischove/ Wilhelm der Junge Marggrave zu Missen/ Herman Landgrave zu Hessen/ Friderich Burggrave zu Nurenberg/ Eberhart Gr. zu Wirtenberg/ Friderich Gr. zu Ottingen/ Albrecht Landgr. zu Lichtenberg/ Friderich von Heideck und wir die Burgere und Rete der Stetde Regenspurg/ Nuremberg und Wissenburg geloben diesen Lantfriden in allen sinen Punden und Artickeln als er beschriben/ begriffen und versigelt ist/ gentzlichen und vestlichen zu halten und zu vollefurende ane geverde bi den eiden die wir liplichen darüber getan habent &c.

45.

Auch sollen wir bi den eiden die wir darüber gesworn haben bestellen und schaffen das alle unsre Amptlute/ Vogt/ Richter/ und Schultheissen die in diesem Lantfriden gesessen sint/ vor uns/ oder wem wir des empfelhen/ zu behelnusse des Lantfrids und der Artickeln die darinne begriffen sint/ semeliche eide sweren innwendig zwein Manoten nach datum diß Brieffs/ so sollen auch alle unsere Diener/ Manne/ Graven/ Herren/ Ritter und Knehte/ die in dem Lantfriden gesessen sin/ denselben Lantfriden sweren inwendig zwein nehsten Manoten/ welich des nit tunt wollent/ die sollen des Lantfridens nit geniessen &c.

46.

Auch sol ein yeglicher Herre und sin Amptlute gebunden sin bi den eiden/ welich ir Diener und Amptlute sweren/ das sie die dem Houptman des Lantfridens zu wissen tun und beschreiben geben/ und wer der were die in diesem Lantfriden sitzen und den Lantfriden nit gesworn hetten/ dem sol der Lantfride nit rihten/ und der sol auch des Lantfridens nit geniessen. Und wir Kunig Wentzlauwe haben des zu bekennen/ und waren gezugnisse unser Kunigl. Majestate Ingesiegel an diesen Brieff gehencket/ der geben ist zu Egern/ nach Cristus Geburte druzehen hundert Jare und darnach in dem nun und achtzigsten Jare des nehsten Mittwochen nach Philippi und Jacobi der zweier zwölff Botten dag.

Der Stette Declaration.

Zum Ersten ist der Stete Meynunge uff den 9.ten Artickel des Lantfridens der da saget/ ob ein Krieg zwischen Herren und Stetten des Lantfridens uffersunde &c. das man Fursten/ Herren und Stete Freiheit/ und gute Gewonheit uffneme &c. Nu ist zu wissen/ das zu behelnusse aller Fursten/ Herren und Stete/ Friheit und gute Gewonheit diesen Artickel/ und allen andern Artickeln dieses Lantfridens usgenommen ist. Und eigentlich geschriben in dem XLII. Artickle der da anget/ Auch sol dieser Lantfriden der zu einem gemeinen nutz &c. also das nit notdorfft ist/ das man den an diesen Artickel verschriebe als der Stette meynunge ist.

ANNO 1389.

XXIV.

Item in deme Artikil von der Pfandunge wegen der anget/ Were man auch ymand kuntlich redeliche schuld schuldig &c. zu deme Artikele mag man setzen. It. Ist ymant gulte/ oder zinse schuldig/ die sol man reichen als bisher/ hette auch ymant Briefe darüber/ derselbe mag siner Brieffe und rechte geniessen.

XXVI.

Item der Artikel. Auch sollen alle Clöster &c. derselbe Artikele ist begriffen das man sie für nymand pfenden sol/ und ist nicht darin begriffen ob sie ymant icht schuldig weren. Darumb darff man nicht darzu setzen.

XXXIII.

It. der Artikel. Auch mag der Oberman &c. derselbe Artikel blibet also/ das der Oberman der da Fürsten/ Herren/ und Stetten sweren wurde/ mag in den Lantfriden nemen wen yn duncket/ der dem Lantfriden nutze sy &c. Wann es were ein gros hindernisse und sumenisse/ wann ein Furste/ Herre/ Ritter/ Knechte/ oder Stete in den Lantfriden wolde/ das der Oberman darumb die andern achte besenden solte. Doch mag man den Oberman wol underwisen/ wie er es darumbe halten solle.

XXXIV.

Item der Artikel. Auch sol der gemeine bund &c. der muß bliben also das sie keinen gemeinen Bund me machen/ und das der gemeine Bund ITZUND abe sy. Wann von der gemeinen eynunge/ und des gemeinen Bundes wegen diese Kriege in Dutschen Landen uffersanden sin/ und darumb hat unser Herre der Kunig/ als ein Romischer Kunig die eynunge abe genommen und auch gesetzet das der gemein Bund abe sy. Des yme auch die Fürsten und Herren gefolget haben und von der eynunge gelassen haben/ Und auch etwen vil Stette den Bund auch abgelassen haben/ Und durch das das allermenglich Friede und Gnade habe diesen Lantfriden gemacket und uffgesetzet von Kuniglicher mechte/ und wann auch in allen Eynungen und Buntnussen ein Römischer Kunig/ und das Riche ussgenomen ist/ Und darumb hat er auch geboten das die Eynunge/ und gemeyne Bund abe sin solle/ Und hat auch geboten und gesatzet diesen Lantfrieden/ und wer darin komet und den swere/ als er begriffet ist/ der oder die sollent gerichtet sin mit allen Fürsten/ Graven/ Herren/ Rittern und Knechten &c.

XXXVI.

Item der Artickel. Auch sollen alle/ und yeliche Pfalburger &c. Derselbe Artickel blibet also. Wann unser Herre der Keiser seelige darüber ein recht gesetzet hat/ das alle Pfalburger solten abesin/ und sie nyman me empfaen solte/ da widder mag oder kan nyman getun.

XXXVII.

Item. Von der versworn und verdriveten lute wegen/ das ist von sache wegen darin gesetzet/ die das getan heten vor datum dieses Lantfrides den unser Herre der Kunig zu Eger gemacket hat/ nach deme datum desselben Lantfriden blibet ye das lant by sinen guten Gewonheiten und Rechten.

XVII.

Item der Artickel. Were auch das Got nicht enwolle &c. Das ist zu wissen/ das dieser Lantfrid ist wider Raub/ Mord/ Brand/ und unrecht widdersagen/ und fahen; darum ist nicht not/ das man rede darzu setze/ dann wer des tede/ er were in geselschaft wise/ oder sust/ widder den oder die mussent die/ die in diesem Lantfriden sin beholffen sin.

XLIII.

Item. Das der Lantfride sechs Jare slechtes were &c.

Item. Umb den dinst sol man uffsetzen und beschriben.

Item. Und die Merke des Lantfridens die sal man auch bezeichen.

Item Weliche diesen Lantfrid nicht sweren/ der vynt ist unser Herre der Kunig von des Römischen Richs wegen/ und alle die/ die en diesem Lantfriede sin/ oder komen/ es sint Fürsten/ Herren/ Ritter/ Knechte/ oder Stete/ und widder die sol unser Herre der Kunig nach des Richs rechte/ und gerichte tun/ als recht ist zu tune/ widder den die yme und deme Riche ungehorsam sin/ also ist man zu Eger davon gescheiden und ist auch verbrieffet/ und versigelt.

XXXIX.

Item. Dieser Lantfride sol den andern Lantfriden nicht furbas verbunden sin zu helffen/ dann wer in einen andern Lantfrieden verorteilt und verwiesct wurde/ der sol auch hie verorteilet/ und verwiset sin/ und sol man dan dem richten als es recht ist.

Item. Der begriff und Kreise des Lantfrids der sol anfahen zu Kolmar und biß gein Wesel und iegweder syt Rynes XII. mile weges.

Item. Von des dienstes wegen darzu sollen/ die von Straßburg dienen mit XL. glenen und die andern.

CLXII.

Traité de Trêves entre CHARLES VI. *Roi de France & RICHARD II. Roi d'Angleterre, conclu pour deux ans. Donné à Lenlingham le 18. Juin 1389.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 622.] 18. Juin.

NOus, *Nicol*, par la grace de Dieu, *Evesque de Bayeux*:

ANNO 1389.

Waleran Conte de Liney & de Seint Pol,
Raoul Sire de Raynaval,
Chivalers:
Tiier de Martrail, Archidiacre de Diron en l'Esglise de Lengres,
Et *Pierre Fresvel*,
Clers, Conseilliers, & Maistres des Requestes de l'Ostel du Roy nôtre Seigneur,
Et *Lancillot de Longuillers*, Chivaler, *Sire d'Angodessant*,
Aians Povoir du Roy nôtre dit Seigneur a faira ce que s'ensuit,

Et Nous,
Alvaro Martin Chivaler, Auditeur de l'Audienee du Roy de Castelle, de Leon, & de Portugal, Alie du Roy de France dessus nomme, & son Vice Chanceleur,
Et *Pierre Loup*, Archideacre de Alcarag en l'Esglise de Tolette,
Docteurs en Decrees,
Aians de nôtre dit Seigneur le Roy Povoir & Mandement especial a faire les choses que ensuent,

Faisons Savoir a tous que,
Comme par le commandement & ordenance des Rois noz ditz Seigneurs, nous soions n'agaires venue a Bouloigne sur la Mer, pour traitier de Paix, ou do Trieves generales, avecque l'Adversaire d'Angleterre de noz ditz Seigneurs, ou ses Messages, qui pour ea sont venus a Calays,
Et soions assembles par pluseurs journees aveques les ditz Messages du dit Adversaire d'Angleterre a Leulinghame, entre les ditz Lieux de Bouloigne & de Calais,
Et aions parle ensemble de plaseurs choses, touchans les dittes Trieves,
Nous, pour obvier a tout empechement, qui purroit survenir au dit Traitie de la Paix, & par vertu du Povoir a nous donne de nôtre dit Seigneur le Roy de France,
Du quel Povoir la teneur de mot a mot s'ensuit,

CHARLES, par la grace de Dieu, *Roy de France*, A tous ceulz, qui ces Lettrea verront, Salut.
Savoir faisons que,
Pour honneur de Dieu, & pour eschuir l'effusion de Sanc Christien, & les maulx & damages irreparables qui par le fait des Guerres d'entre *Nous* & *nôtre Adversaire d'Angleterre* pourroient ensuir ou temps avenir, sicome ensuis sont ou temps passe,
Desirans venir a bonne Paix & Concorde avecques nôtre dit Adversaire,
Et confians a plein des seus, & loyaltez, & diligences de noz amez & folaux Conseilleurs, *Nichol Everque de Baseux*,
Le Conte de Saint Pol nôtre Cousin,
Le Sire de Raineval nôtre Chivaler & Chambellain,
Maistre *Jehan Canart*, Vidame de Reines,
Maistre *Tiier de Martroil*, Archideacre de Diron,
Et Maistre *Pierre Fresvel*, Maistres des Requestes de nôtre Hostel,
Le Sire d'Angodessant,
Le Sire de Rembures,
Et *le Sire Disque*,
Chivalers,
Yceux avons ordenez & commettons, pour & en lieu de Nous, pour assembler avecques les Commis & Deputez de nôtre dit Adversaire, en quelconques Lieux & Places que busoinge serra, sur les faitz qui ensuient,
Et avons donne & donnons a noz ditz Commis, & aus huit, aus sept, aus sis, aus cinq. aus quatre, & aus trois d'eulx, plain povoir, auctorite, & mandement especial de convenir, traitier, composer, transiger, pacifier, & plainement & finablement accorder & venir a bonne Paix & Accord, sur tous debatz, contentiona, questions, Guerres, Riotes, & Discors,
Moves & a movoir entre Nous, noz Oncles, nôtre Frere, & autres Personnes de nôtre Sanc, noz Soubgiez, Amis, Aliez, Aidans, & Adherens quelconques, deça & dela la Mer, d'une part, & nôtre dit Adversaire, ses Oncles, & autres Personnes de son Sanc, ses Soubgiez, Amis, Aliez, Aidans, & Adherens quelconques, en general, & en especial, deca & dela la Mer, d'autre part,
Et de tout ce, qui serad ansy parle, traitie, compose, transige, pacifie, & accorde sur les choses dessus dittes, & chascune d'icelles, pour Nous & nôtre Partie, avecques les Commis & Deputez de nôtre dit Adversaire, affermer & assurer par Foy & par Serement, a donner en l'alme de Nous,
Et de ottroier & donner sur cestes choses & leur dependences toutes manieres de cautions, seurtes, promesses, Obligations, & Lettres seeles de leur Sesuz, telles comme le cas les requerra, les quelles Lettres Nous voulons avoir tel effeit, vigour, & fermete comme se Nous les avoions donnez & faites en propre Personne,
De faire, executer, expedier, & accomplir, pour & ou Nom de Nous, de nôtre Partie, rout quantque a faire serra sur le fait dessusdit, & les dependences,
Et, a bon fin & conclution de Paix, de accorder, donner, ottroier, & accepter, avecques les Deputes de nôtre dit Adversaire, bonne & souffisant Puissance de par ly, bonnes, fermes, & loyaux Trieves, souffrances, & abstinences de Gueree, generales, ou particulers, par Mer, & par Terre, par la meillour forme, maniere, & condition que ilz se pourra faire, tant pour Nous, comme pour noz Roiaume, Subgiez, Amis, Aliez, Aidans, & Adherens, & pour leurs Seigneuries, Terres, Pais, & Lieux queleonques, & nôtre dit Adversaire, son Royaume, ses Soubgiez, Amis, Aliez, Aidans, & Adherens, & pour leurs Seigneuries, Terres, Paiis & Lieux quelconques, a durer ycelles Trieves, souffrances, & abstinences tant & si longement comme bon leur semblera, avecques tous les Clauses, conditions, modifications, & circumstances qui purroient estre necessaires, expediens, & serront accordez,
De mettre, ordener, & establir Commissairs, Deputez, Gardes & Conservateurs des dittes Trieves, tant, & tiez, & en telz Lieux & Paiis, comme ils verront que sera a faire,
De affermer & asseurer, par Foy & Serement, en l'Alme de Nous & sur les Sains Evangilles de Dieu, & autrement au mielx que il purra estre fair, ycelles Trieves, souffranees, & abstinences, avecques rous les Clauses, conditions, modifications, & les dependences qui il serout mises & parlees,
Et de les faire crier & publier par tout ou mestier sera,
Et auxi de promettre & jurer, par la maniere que dessus est dit, de reparer, & faire reparer, amender, & adresciee tous attemptas & Griefs, contraires aux dittes Trieves, souffrances, & abstinences, si avant comme tenus y serrons, par ainsi que nôtre dit Adversaire faira a Nous & a nos Soubgiez les cas semblables,
De veoir jurer, affermer, & assurer les dittes Trieves, & autres choses dessus dittes, & chascune d'ycelles, en semblable maniere, par les Geus de nôtre dit Adversaire,
Et generalment de faire, pour & ou Nom de Nous, en nôtre Partie, toutes autres choses, en general, & en especial, que Nous mesmes, se nous estions en Personne, fairious & pourrions faire, suppose que elles feussent plus grans ou telles que requessent Mandement plus especial,
Et de jurer & promettre, en l'Alme de Nous, & Nous mesmes promettons, en bonne Foy, en Parole de Roy, & sur Obligation de tous noz Biens presens & a venir, que nous aurons agresble, & tendrons, & fairons tenir ferme & estable, a tous jours, & acomplerons tout ce que par noz diz Commis & Deputez, les huit, les sept, les sis, les cinque, les quatre, & les trois d'eula, sera fait, accorde, & y mis sur les choses dessus dittes, & chascune d'ycelles, sanz jamais dire, faire, ne proposer en Jugement, ne dehors, aucune chose au contraire,
Et les confermerons & en donnerous noz Lettres toute fois que requis en serrons.
En tesmoign de ce Nous avons fait mettre nôtre Seel a ces Lettres.
Donne *a Paris* le xxii. jour de May, l'An de grace Mil. CCC. quatre vins & neuf, de nôtre Regne le neufisme.

Item s'ensuit le Povoir a Nous Messages de Castelle, done par nôtre dit Seigneur le Roi.

JOHANNES, Dei gratiâ, Rex Castellæ, Legionis, & Portugallæ, Universis, præsentes Litteras inspecturis, Salutem.
Notum facimus quòd Nos, ob honorem Dei, sibi Subditos fore pacificos disponentis, ut effusio sanguinis Christiani & alia gravia & irreparabilia dampna, quæ ex

eo-

ANNO 1389. commotione Guerrarum inter Nos & Adversarios nostros possent contingere in futurum, sicut hactenus evenerunt, ipso Duce, de cætero existentur, ad pacem & concordiam venire cum ipsis desiderabiliter affectamus,

Ea propter,

Confidentes ad plenum de fidelitate, discretione, & industriâ, dilectorum & fidelium nostrorum, *Alvari Martini* Militis Auditoris nostræ Audientiæ & Vice Cancellarii, *Petri Lupi* Archidiaconi de Alcaracon in Ecclesia Tolletanensi, Decretorum Doctorum, Præsentium exhibitorum,

Facimus, constituimus, & ordinamus eosdem veros, certos, & indubitatos Procuratores nostros, ad, & pro Nobis, & loco nostri, conveniendum cum Gentibus dictorum Adversariorum nostrorum, & cujuslibet eorum, super Tractatum Pacis, in quibuscúmque locis necessarium sibi videbitur seu etiam opportunum,

Concedentes eisdem nostris Procuratoribus plenam, meram, liberam Potestatem, & speciale Mandatum, proloquendi, tractandi, accordandi, inhibendi, & firmandi, nostro nomine, pro Nobis, Hæredibus, Successoribus, Regnis, Patriâ, Dominiis, Subditis, Colligatis, Adhærentibus, Fautoribus, & Benivolis nostris, meliori modo & formâ quâ fieri poterit, bonas, legales, & firmas Treugas, Sufferentias, seu Abstinentias Guerræ, generales, vel etiam particulares, per Mare & per Terram, cum clausulis, conditionibus, modificationibus, & circumstantiis expedientibus vel etiam oportunis, ad tempus longum vel breve, prout eis videbitur expedire, cum omnibus & singulis Adversariis nostris Regnorum, Patriæ, Dominiorum, & Subditorum nostrorum, pro ipsis Adversariis, Hæredibus, Successoribus, Regnis, Patriâ, Dominiis, Subditis, Colligatis, Adhærentibus, Fautoribus, & Benivolis ipsorum, & cujuslibet eorum, & cum Deputatis ab eis, & eorum quolibet, super hoc Potestatem habentibus, cujuscúmque gradûs, præeminentiæ, vel dignitatis existant omnes prædicti, & eorum quilibet (etiam si Regalis Dignitatis prærogativâ lætentur) ex quibuscúmque causis vel occasionibus, principaliter, seu etiam adhærenter, nos sibi vel eorum quemlibet Nobis, Regnis, Patriæ, Dominiis, & Subditis nostris adversari contigerit vel etiam inimicari,

Necnon dandi, ordinandi, & stabiliendi Commissarios, Deputatos, Custodes & Conservatores dictarum Treugarum, tot, & tales, & in talibus Locis & Terris, sicut eis videbitur expedire,

Faciendi etiam eas publicari, præconizari, & custodire ubicúmque fuerit expediens vel etiam necessarium,

Reparandi & emendandi, faciendique reparari & emendari, omnia attemptata & gravamina, contraria Treugis, Sufferentiis, & Abstinentiis Guerræ prædictæ, ea tenus quantum tenebimur; Itâ tamen quòd supradicti Adversarii nostri, & eorum quilibet (cum quibus dictæ Treugæ, Sufferentiæ, & Abstinentiæ, per dictos nostros Procuratores, fuerint accordatæ & firmatæ) faciant Nobis & Subditis nostris idem in simili casu,

Dandi etiam Salvum Conductum Gentibus, Commissariis, & Deputatis, & eorum cuilibet dictorum Adversariorum nostrorum, & cujuslibet eorumdem, & quibuscúmque aliis, cujuscumque statûs & conditionis sint, & in quocúnque loco, in Terra sive in Mari, sub quacúnque forma eis placuerit & videbitur expedire,

Faciendi quoque custodiri & teneri dictos Salvos Conductus, compellendo & compelli faciendo ad hoc omnes Subditos nostros,

Faciendi etiam reparari & emendari quicquid contra hoc fuerit factum vel etiam attemptatum,

Præstandi quoque in animam nostram, super omnia Dei Evangelia, & aliter sicut melius fieri poterit, Juramentum, & Juramenta, unum, vel plura, qualecúmque, vel qualiacúmque, & etiam pœnas promittendi, ad firmitatem, efficaciam, valorem, & effectum omnium præmissorum, & connexorum, & cujuslibet eorum dependentium ab eis vel eorum quolibet, sicut eis videbitur expedire,

Recipiendique, nomine nostro, pro Nobis, Hæredibus, & Successoribus, Regnis, Patriâ, & Dominiis, Subditis, Colligatis, Adhærentibus, Fautoribus, & Benivolis nostris, ab ipsis Adversariis nostris, & eorum quolibet, & Deputatis ab eis, & quolibet eorumdem, pro se, & Hæredibus, Successoribus, Regnis, Patriâ, Dominiis, Subditis, Colligatis, Adhærentibus, Fautoribus, & Benivolis ipsorum, & cujuslibet eorum, super omnibus & singulis supradictis, connexis, & dependentibus ab eisdem, & eorum quolibet, similia Juramenta, promissiones, & alias firmitates quascúmque, ad prædicta omnia & singula necessaria seu etiam oportuna, ANNO 1389.

Dandi etiam super præmissis, & quolibet præmissorum, supradictis omnibus & singulis, quorum interest, competentes Literas & Patentes, suis Sigillis munitas, seu etiam publicâ auctoritate confectas, sicut eis videbitur expedire,

Recipiendique ab ipsis, & eorum quolibet, pro Nobis, & aliis omnibus & singulis, quorum interest, Literas consimiles,

Præterea generalem, meram, & liberam eis concedimus Potestatem dicendi, faciendi, promittendi, in præmissis, & circa ipsa, & eis connexa, & dependentia ab eis & eorum quolibet, omnia & singula quæ Nos facere possemus si principaliter interessemus, etiamsi talia sint quæ aliud Mandatum exigant magis speciale,

In fide & verbo Regio promittimus ratum, gratum, & firmum perpetuò habituros quicquid per dictus Procuratores nostros, in & super præmissis omnibus & singulis, dependentibus, & connexis, & eorum quolibet, actum, tractatum, concordatum, promissum fuerit & firmatum, sub nostrorum obligatione bonorum,

Et nichilominus dictis Adversariis, & Colligatis eorum, & ipsorum cuilibet, & Deputatis ab eis, & ipsorum quolibet, sicut per dictus nostros Procuratores cum eis & eorum quolibet fuerit concordatum & firmatum, Literas nostras Patentes, nostrâ manu roboratas, & Sigilli nostri Plumbei appensione munitas, tradere promittimus requisiti; dumtamen Nobis ab ipsis similes Literæ offerantur.

In quorum omnium Testimonium præsentes Literas, nostrâ manu roboratas, Sigilli nostri Plumbei appensione jussimus communiri.

Datum in *Villa de Otey de Siellas*, die vicesimâ Mensis Julii, Anno a Nativitate Domini Millesimo, CCC. octogesimo septimo.

Avons ottroie, promis, & acorde, & par la teneur de ces Presentes ottroions, promettons, & accordons, par vertue des ditz Povoirs, a nous donnez, dessus transcriptes, Trieves generales, par Terre, & par Mer, pour noz ditz Seigneurs les Rois, leurs Royaumes, Terres, Seigneuries, & Subgiez,

Et, outre ce, Nous, de la Partie de France, pour les autres Aliez du Roy nôtre Seigneur (c'estassavoir)

Pour *le Roy des Romains*,

Le Roy d'Escoce,

Le Roy d'Arragon,

Le Roi de Navarre,

Le Count de la Marche d'Escoce,

Pour le Seigneurie de Man,

La Ducesse de Brabant,

Et le Duc & le Comune de Jannes,

Ses Alliez,

Et pour leurs Roiaumes, leurs Terres, Seigneuries, & Subgiez,

Les quelx Alles fermeront & asseureront les ditz Trieves, chascun par soy, dedens les termes & jours cy apres limites, es quelx les ditz Trieves sont ordennez a commancier avoir leur vertue,

Au dit Adversaire d'Angleterre pour ly, son Ruiaume, ses Terres, Seigneuries, & Subgiez, deca & dela la Mer,

Et pour *le Roi des Romayns*,

L'Adversaire de Portugal,

Le Roi d'Arragon,

Le Count de Salesbery,

Pour le Seigneurie de Man,

Le Duc de Guerle,

Jehan de Isles,

Et *le Duc & Comune de Jannes*,

Ses Aliez,

Et pour leurs Roiaumes, Terres, Seigneuries, & Subgiez, par Mer & par Terre, deca & dela la Mer:

Et commenceront ycelles Trieves, par Meer & par Terre, ou Paiis de Guyenne, de Gascongne, & es autres Terres, Paiis, & Seigneuries, qui sont entre les Rivieres de Loyre & du Rosne, le primier jour d'Aoust, prochein venant, Soleil levant,

Et en toutes les autres Paiis de ditz Rois, & de leur ditz Alliez, & Subgiez, & generalment par tout, par Mer & par Terre, le xv. jour d'Aoust ensuant, Soleil levant:

Et dureront ycelles Trieves jusques au xvi. jour du mois d'Aoust, qui serra en l'An Mil CCC. quatrevins, & douze, Soleil levant.

ANNO 1389.

Et avons promis & jure, es Almes de nos ditz Seigneurs les Rois, par vertue des ditz Povoirs, a nous donnez par eux, que il tendront & garderont, & feront tenir & garder, bien & loiaument, les ditz Trieves, tant par Mer, comme par Terre, par tous les Lieux, Paiis, & Teres du dit Adversaire d'Angleterre, & de ses Alliez, & Subgiez, par tout, comme dessus, sans faire, ou souffrir estre fait, aucun chose au contraire par euz & leur Subgiez.

Et nous promettons & jurons, en nos propres & privez noms, que, a noz loiaux Povoirs, nous les tendrons auxi & garderons, & ferons tenir & gardes, comme cy dessus & dessous est contenu; & semblablement feront les Alliez, d'une Partie & d'autre (qui vouldront joier de ces presens Trieves) ou leurs Lieutenantz, ou Procureurs, ou cas qu'ilz seront absens du Paiis.

Et, durans les dittes Trieves, cesseront, & feront noz ditz Seigneurs les Rois cesser, par eux & leur Subgiez, & auxi le feront les ditz Alliez, par euz & par leurs Subgiez, cesses, generalment & universelment, tous Prises de Persons, de Biens, de Chastieux, Villes fermees, Forteresses, & autres Lieux, pilleries, robberies, & arsins, demolitions de Maisons & de murailles, abatemens d'arbres portans fruitz & autres, & tout autre fait de Guerre, par tous les Roiaumes, Terres, & Seigneuries du dit Adversaire d'Angleterre, & de ses Subgiez, & de ses ditz Aliez, deca & dela la Mer, pour quelconque cause ou occasion que ce soit, soit pour cause de Scisme de l'Eglise, ou autrement, cessans tout fraud & mal engyn.

Et pourront, durant le temps des dittes Trieves, tous les Subgiez du dit Aversaire d'Angleterre, & de ses ditz Aliez, ales, venir, & marchander (de Marchandises loisibles, & non defendues comme sont Armures, Artillarie, & autres choses semblables & invasibles) par Terre & par Mer: & auxi pourront faire tous autres euvres & besongnes loisibles seurement es Roiaumes, Teres, Paiis, & Seigneuries de noz ditz Seigneurs les Rois, & Alliez dessus nommes (desarmez exceptes d'Espee & de Coutell) sans estre empechez, arrestez, ou molestez par voie de marque, reprisaille, ou contreprise; En paiant, toutes voies, les Devoirs anciens & acoustumez, tielz comme sont les Alliez & Beneveullans de noz ditz Seigneurs les Rois Estrangiers; & les autres Devoirs, ordenez & a ordener, comme les propres Subgiez de noz ditz Seigneurs les Rois paient ou paieront es Lieux & es Paiis, ou il seront: Toutefois ne pourront il entrer es Chasteux de Garde, Villes fermees, ou autres Forteresses, sans licence des Seigneurs, ou Capitaines, & Gardes des ditz Lieux ou autres aians povoir a ce.

Et auxi pourront les Gens des Forteresses, de l'une Partie, achetes Vivres de ceux de l'autre Partie.

Et pourront ceuz, d'une Partie & d'autre, leser toutes voies, sans bouter feu, & auxi sanz tuer Homme,

Se ce n'estoir celuy ou ceulx, qui, par force ou violence, vouldroient resister ou rebelles, par voie de fait, les Paatiz qu'il avuient & levoient,

C'estassavoir, en Paiis de Guyenne & de Gascongne & d'entre les Rivieres de Layre & Rosne, depuis le jour que les primers Trieses furent accordez, ou dit Paiis, entre les Messages *du Duc de Berry*, pour la Partie de France d'une part, & *de Duc de Lancastre*, pour la Partie d'Angleterre d'autre part, qui fu le XVIII. jour d'Aoust l'An Mil CCC. quatrevins & oet, & en Bretaipgne, & en Normandie, & ailleurs par tout,

Les Paatiz qu'il ont a present, ou onr eu depuis le primier jour de May dareinies, as Terres & Seigneuries l'un de l'autre, avecques les arrerages qui deuz en sont de temps paise, sans croistre les ditz Paatiz, ou y mettre aucuns nouveaus.

ITEM, est accorde que, se aucun Fortetesse, de l'un Partie ou de l'autre, ou de leurs Alliez, estoit sanz avoir ascuns ranceons ou Paatiz, ne avoir eu depuis un An, en cas & ascuns Subgiez, de l'un cost ou de l'autre, qui auroient Heritage plus pres de le dit Forteresse, que autre Fortresse advesse, venoient demourer & culturer leurs ditz Heritages, ou autres proffitz prendre, celuy ou ceulx, qui ainsi y vendroient demourer & cultures leurs ditz Heritages, ou autres prouffitz prendre, seront tenuz de paies a Seigneur ou Capitayn de la dicte Forteresse, qui n'averoit ascuns ranceons ou Paatiz, les devoirs deuez d'anciennete au Seigneur de celle Forteresse; Pourveu que les Heritages du Dimesne du dit Chastel, dedanz les termes dessus dittes, nul ne pourra labourer ne y habiter sanz le congie du Seigheur ou Capitain du dit Chastel,

Et puis que nul Banny ne forjuge, par nomme expressement, & par bone Proces, ne serra souffert y habiter ne labourer les ditz Heritages, ne autres prouffitz prendre, d'une Partie ne d'autre, sanz congie ou licence du Capitain ou du Seigneur du dit Chastel,

Et se ceulz, qui y habiteront ou laboureront, comme dit est, font aucun delit, excesses, ou messaites es ditz Lieux ou mettez, le Seigneur ou le Capitain de la ditte Forteresse en avera tout conissance & punition.

ITEM, est acorde que ascun Ville ou Forteresse ne serra fait de novel, ne viel Fortresse, qui n'est tenus a present, en force de novel, par l'un des ditz Parties ne par leurs Subgiez, dedans le space de sept Lieues du Chastel, Ville fort, ou autre Forteresse de l'autre Partie, sans leur congie, durans ces presens Trieves.

Et, se le contraire estois fait, que tout soit tantost repare.

Et ne souffreront noz ditz Seigneurs les Rois, ne aucun Allie des dessus nommez, ne souffrera, en tant comme a eux appartendra, & chascun, par soi, ou ses Subgiez, aucuns Personnes ou Biens estre pris, a cause de Guerre, ou autrement, ne arrestez, molestez, ou empeschez, ne estre pris, assaliz, combatuz, eschellez, ou emblez ascuns Chasteux, Villes fermees, ou autres Forteresses, ou Possessions usurpez es Teres & Paiis du dit Adversaire d'Angleterra, ne de ses ditz Alliez, ne de leur Subgiez, contre le teneur de ces presens Trieves:

Et, se aucuns Personnes, Biens, ou Lieux, ou Terres estoient pris, occupez, ou usurpez, durans les ditz Trieves, & contre le teneur d'ycelles, les Rois noz Seigneurs, & les Alliez dessus nommez, chascun en tant qu'il ly touche, feront delivrer les Personnes, Biens, & les Lieux, & Terres rendre & restitues, sanz delay, contre dit ou difficultie ascun, si tost comme requis en serront; & ne sera ascun Fort, fait de novel, en forcie par les Gens & Subgiez de noz ditz Seigneurs les Rois, ne des Alliez de lour Partie dessuns nommez, en tant comme a chascun de eux puet appartenir, es Terres & Seigneuries du dit Adversaire d'Engleterre, ne de ses ditz Alliez, durans les ditz Trieves.

Et est promis & accorde, comme dessus, que, par ascun meffait, attemptat, ou entrepris, se aucuns entrevenoient en ascun partie des Roiaumes dessus ditz, Terres, Seigneuries, & Paiis des Rois noz ditz Seigneurs, de leurs Subgiez, ou Alliez, ou du dit Adversaire d'Engleterre, ses Subgiez, ou Alliez, (que Dieus ne vueille) contre les choses dessus ditz, ou ascun d'ycelles, ne seront ces presens Trieves, ne pourront estre tenu ou reputez, ne en ycellez Partiez, ne aillours, pur enfreintes, ne Guerre pour en estre fait d'une Partie ou d'autre, ne prise ou assegie Ville fort, Chastel, ou Fortresses, ne mort donnie, ne murdre commis, ne rauncoun de Persoone, Marchandise, empechie, n'autre greve quelconques fait; mes seront repares & remis au primier & due estat les ditz meffaitz, attemptatz, ou entreprises, faitz par ceulx de la Partie de noz Seigneurs les Rois, & des Alliez de lour Partie dessus nomez, tant par Mes comme par Terre, en tant comme a chascun de euz par son touchera, par les Conservateurs ou Commissaires, que noz ditz Seigneurs les Rois, & les Alliez, de leur Partie, dessus nommez seront ordenner, en chascun des ditz Paiis, sur le fait des dittes Trieves; & seront les malfaitours puny selonc ce que le cas requiert.

ITEM, est accorde, que se aucun, ou aucuns, des Alliez, d'une part ou d'autre, ne voilloit, ou ne veulloient, jures ou assurer de tenir & garder ces presens Trieves, ainsi accordez par entre les deux Seigneurs Principaulz, leurs Subgiez, & Alliez, selon la teneur de ycelles, & aux termes limites comme dessus, ou si tost apres comme faire se purra, sanz fraude & mal engyn, que adunques cely, ou ceux, qui ce faire ne vouldroient, sera, ou seront, exclus & mis hors de tous les manieres de benefice des dittes Trieves; & quant a tous autres, d'une Partie ou d'autre, qui ces presens Trieves veullent ou vouldront garder, tenir, asseurer, & jurer, ces mesmes Trieves tendront & auront leur force & effect, en tous choses, sans fraude ou mal engyn.

ITEM, que tous les Alliez, d'une part ou d'autre, qui se voudront accorder tenir, asseurer, & jurer ces mesmes Trieves, que a ce a faire facent seurte tel & en la meillour manere que faire se pourra, & que ad este accustume devant ces heures, en chascun Marche ou els seront affermez; &, ou n'est accustume, le facent comme font les Parties principaulz.

ITEM, que entre ceuz d'Angleterre & d'Escoce, les Trieves prises comme dessus est dit & jurees, soient eslues certaines Persones, bonnes & loialx, & de bone & notable Estat, aians plein Povoir de ambe d'eux

les

Anno 1389. les Parties, les queux feront solempnel serement de faire droit a ceux qui demanderont leurs dettes, d'une Partie ou d'autre, de reparer sanz fraude ou mal engyn tous les attemptatz, faitz, commis, & parpetrez de l'une Partie ou de l'autre, durans les Trieves, jadis prises a *Lenlyngham*,

Par entre *les Dux de Berry & de Borgoingne* pour la Partie de France,

Et *le Duc de Lancastre & le Duc de Gloncestre* (a lors Count de Buckyngham) pour la Partie d'Angleterre,

Et le feu *Cardinal de Glasco*, & *l'Evesque de Donkelden*, pour la Partie d'Escoce,

Mes pour ce ne seront les dittes Trieves rompues, retardez, ou empechiez.

Et, avecques ce, est accorde que nous ferons confermer ces presens Trieves par noz ditz Seigneurs les Rois, & sur ce donner & ottroier leurs Lettres de confirmation, es quelles noz presens Lettres seront encorporez de mot a mot,

Et les jurerontdes deux Seigneurs, chascun en Personne; c'estassavoir,

Le Roy nôtre dit Seigneur presens les Messages du dit Adversaire d'Angleterre,

Et ycelluy Adversaire d'Engleterre en le presence de Messages de nôtre dit Seigneur,

Et semblablement le feront les Alliez, d'une part & d'autre, entre eux qui averont Guerre les uns avecques les autres,

Et, avecque ce, ferons que les Capitayns & Officiers principaulx de Guerre, de la Partie de noz ditz Seigneurs les Rois, des quelles ilz feront requis par les Conservateurs des dittes Trieves, pour la Partie Adverse, prometteront & jureront les tenir, & faire tenir & garder, loialmens & veritablement,

Et semblablament les jureront les ditz Conservateurs,

Cessans en tous les choses dessusditz, & chascun d'ycelles, tous fraudes & mal engyn.

Et sont & seront ordenez & deputez Conservateurs de ces presens Trieves,

PRIMEREMENT, en & par tout le Mer, de tous les Costiers du Roiaume de France, *Messire Jehan de Vyenne* Amirale de France, & *Robert de la Hogue* Visamiral & Lieutenant du dit Amiral,

En Paiis de Flandres *le Gouvernour de Flandres*, qui est ou sera, *le Sire de Gystello* le Capitayn de l'Escluse, & chascun d'eux,

Ou Paiis de Pycardie, *le Capitayn General*, *ou ses Lieutenantz*,

Ou Paiis de Normandie outre Soane, *le Sire de Hambuye*, *le Sire de Lafferte*, & *le Siro de Thorigny*, & chascun de eux,

Ou *Paiis* de Caux *le Sire de Blainville* Mareschal de France, & *le Sire de Torey*, & chascun d'eux,

En la Duchie de Bretaigne, *Messire Estienne Goyon*, & *Sire de Rieun*, & chascun d'eux,

Es Paiis d'Anjou, du Mayne, & de Turayne, *Messire Guillame de Craon* Sire de Marcillak, & *le Sire de Mathefellon*, & chascun d'eux,

Ou Pays de Poitou, *le Sire de Pertenay*, & *le Seneschal de Poitou*, & chascun d'eux,

En Berry, *Messire Guillem le Bouteillier*, & *le Senescal de Berry*, qui est ou qui pour le temps sera, & chascun d'eux,

En Pieregort, Xantonge, & Angelmois, *lo Sire de Coucy*, *le Siro de Pons*, & *les Senescaux des ditz Pays*, ou leurs Lieutenanz, qui sont, ou qui pour le temps seront, chascun Seneschal en sa Seneschausee,

Ou Paiis de Limosyn, *Messire Aymery de Rochechouart*, Seneschal illeue, *Messire Andre de Chanvigny*, & *Messire Guillem lo Bouteillier*, & chascun d'eux,

Ou Paiis d'Auvergne, *le Conte Dauphin d'Auvergne*, *le Seneschal de Xantonge*, & *le Bailif de Saint Pierre le Moustier*, qui sont ou qui pour le temps seront,

En Bourbonnois, *le Sire de Breauvoir*, & *lo Bailif de Bourbon*, qui est ou qui pour le temps sera,

En Agenois, Gascoinge, Bourdelois, Bayonnois, & en tout la Duchie de Guyenne, & en tout le Lanredok, *le Conte d'Armignak*, & *Messire Loys de Santerre* Mareschal de France, generaulx Conservateurs des dittes Trieves, & les Seneschaux des Seneschaucies des diz Paiis, chascun en sa Seneschaucie, avecques les ditz Conte & Mareschal, ou leurs Commys;

ITEM, ou Roiaume de Castelle, de Leon, & de Portugal, es parties de Gurpuzca, *Messire Bertran de Guevarn*, & *Messiro Pierre Loppes* de Ayala Merino, Major de Gurpuzka, & son Lieuxtenant, & chascun d'eux, Anno 1389.

Es parties de Biscaia, *Messire Jehan Alfonso* de Moxica, & *Messire Jehan Furtado* de Mendoça, *lo Jeune Pristamero* de Bizcaia, & son Lieutenant, & chascun d'eux,

Es parties de Castelle Viellie, & de Asturias de Sainte Yllana, *Messire Diego Furtado* de Meddoça, & *Messire Garci Sanchez Darzo*, Curatours de *Jehan de Velasco*, & les Lieutenans, & chascun d'eulx,

Es parties de Asturias de Ovledo, *Messiro Alvar Pieros di Osório*, & *Messiro Pierre Suares* de Quinonnes Adelantado de Leon, & ses Lieuxtenanz, & chascun d'eux,

Es parties de Galice, *Messire Gemes Marcique* Partigvero de l'Archevesque de Saint Jaques, & *Messire Ferrand Perres* d'Andrado Chevetayne de la Curmia, & ses Lieuxtenanz, & chascun d'eulx,

Es parties de Sevilla & del Algarbie, *Messire Jehan Alfonso* Conte d'Finebla & Adelantado de l'Andaluzie, & *Messire Jehan Furtado* de Mendoça le Major Amiral de Castelle, & ses Lieuxtenanz, & chascun d'eux,

Es parties du Roiaume de Murcie, *Messire Alfonso Yanes Faiardo* Adelanrado du mesme Roiaume, & son Lieutenant, & chascun d'eux,

Et chascun des Conservateurs dessus nommez ont & oront povoir en leurs Marches, seulx & pur le tout, pour faire reparer & amender tout trespas & dommages, qui seront faiz ou donnez encontre le teneur de ces presens Trieves, & de punir tous malfaitures selon que le cas le requirront.

En tesmoignance de ce Nous avons fait mettre noz Seauls a ces presens Letres.

Donne a *Lenlynghame* le XVIII. jour de Juyng, l'An de grace M. CCC. quatrevins, & neuf.

CLXIII.

Bischoffs Georgen von Passau Revers, gegen Hertzog Albrecht von Oesterreich/ daß Er die Schlösser an der Thonau Viechtenstain/ Oberwesen/ Niderwesen/ Ranarigl und Haigenbach/ Velden und Riedegg vom Bistumb niemahl veralieniren wolle; im fall aber ja solches geschehen müste/ solche niemanden als Hertzogen Albert zu Oesterreich oder seinen Erben zu veräussern. Geben Wien am Sonntag nach St. Michaels Tag 1389. [HUNDII Metropolis Salisburgensis, Tom. I. pag. 277. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIGS Spicilegium Ecclesiasticum im II. Theil pag. 805.] 3. Oct.

C'est-à-dire,

Revers donné par GEORGE *Evêque de Passau au Duc* ALBERT *d'Autriche, portant que les Places du Danube nommées* Viechtenstain, Oberwesen, Niederwesen, Ranarigl, Haigenbach, Velden, & Riedegg, *ne pourront jamais être vendues, engagées ni aliénées de l'Evêché, & que si la nécessité oblige à le faire, ce ne pourra être qu'en faveur dudit Duc, ou de ses Héritiers. A Vienne le Dimanche après la St. Michel* 1389.

WIr Georg von Gottes Genaden Bischoff zu Passaw/ und wir der Dechant/ und wir das Capitel gemainklich der Stifft daselbst. Bekennen offentlich/ für uns/ und all unser Nachkommen/ allen den/ die den Brief sehent/ lesen/ oder hörent lesen/ menigklich/ daß wir mit billiger Betrachtung angesehen und bedacht haben die lauter Treu und Freundschafft/ Beschirmung/ Hilff/ und Fürderung/ und manigfaltige Gutthat/ die von dem Durchleuchtigen Fürsten/ dem alten Hertzogen zu Oesterreich/ seliger Gedechtnuß/ und auch dem Hochgebornen Fürsten/ unserm lieben Herrn/ Hertzog Albrechten zu Oesterreich/ 2c. unsern Vorvordern und unserm Stifft zu Passaw/ widerfaren sind/ und die auch nach fürbaß von demselben unserm Herrn/ und seinen Nachkommen/ uns und unsern Nachkommen/

wider-

widerfaren mogent/ sonderlich und mit Namen/ daß der vorgenant unser lieber Herr Hertzog Albrecht von Oesterreich/ unsere Vesten und Geschlossen auff der Thonau Viechtenstain/ Obernwesen und Niderwesen/ Ranarigl/ Haigenbach/ Velden/ und Riedegg/ die gar schwerlich von unsern Gotshauß versetzt/ und entfrembdet worden/ geholffen hat/ seligklich/ wider unter unsers Gotshauß Gewalt und Gewer zu bringen. Und darumb nach billiger Danckbarkeit/mit guter Vorbetrachtung/ nach Räthe unserer Getreuen/ so haben wir uns gen den vorgenanten unserm lieben Herrn/Hertzog Albrechten Hertzogen zu Oesterreich/ꝛc. Und allen seinen Erben und Nachkommen/ verbunden/ und ingelobt von neuen Dingen/als auch das vormals weillandt unser lieber Herr und nechster Vorfar/ Bischoff Johannes selig gethan hat/ und geloben auch wissentlich mit dem Brieff/ durch daß uns selber/ und unsern Stifft/und auch dem Jetzgenanten Hertzog Albrechten/ und seinen Landen und Leuten zu Oesterreich/ solche Kriegt und Anfälle fürbaß nimmer auffersthen von den jetzgenanten unsern Geschlossen/ als von ihrer Entfrembdung vormals beschehen ist/ dieselben unsere Geschloß/ als sie oben benant seyn/ fürbaß von unserm Gotshauß nimmer versetzen/ verkauffen/ oder entfrembden sollen/ in kain weis/ sonder daß wir sie selbern innehaben/ unverkummert/ und auch damit dem Ehegenanten unserm Herrn und seinen Nachkomen und Landen und Leuten/ ewigklich beygestendig und geholffen seyn/ und sie in zu aller ihrer Noth offen haben/ und damit bey in beleiben/ nach laut der Bundnus und Brieffe/ die zwischen unsern Vorfordern/ und uns/ bedenthalb gemacht seynd. Geschehe aber/ daß uns und unser Stifft/ solch redlich und ehehafft Noth angieng/daß wir dieselben Geschloß versetzen und verkauffen müsten/ so sollen wir denselben Satz oder Kauff niemandt thuen/ dan dem vorgenanten unserm Herren/ dem Hertzogen zu Oesterreich/ oder seinen Erben. Wer aber/ daß der oder die/ darin nicht auffnemen walten/ so sullen wer den thuen/ mit ihren Willen und Gunst/ ainen/ oder mehren der ihren in dem Lande zu Oesterreich/ der/ oder die zu ihn oder ihrem Lande gehörent/damit die ehegenanten Vesten und Geschloß von dem Lande ze Oesterreich/ und von unserm Gotshauß/ und der ehegenanten Herrschafft ze Oesterreich nicht entfrembdet werden/ in kain weiß. Und darüber/ zu ewigen Urkunde und Sicherheit/ geben wir ihn den den Brieff/ besigelten/ mit unserm obgenanten Bischoff Georgen/ und auch unserm deß Capitels anhangendem Insigeln. Der geben ist zu Wien/ am Sontag nach S. Michaels Tag/ nach Christi Geburt 1389. Jahr.

CLXIV.

3. Oct. Bischof Georgens von Passau Revers gegen Hertzog Albrechten zu Oesterreich/ das/ weil Er ihme zu seinen Bisthumb geholffen/ Er deswegen dem Hertzog/ wofern Er dieser beforderung wegen solte angegriffen werden/ mit aller macht beystehen solle. Geben zu Wien am Sonntag nach St. Michaels Tag Anno 1389. [HUNDII Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 275. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Spicil. Ecclesiast. im II. Theil. pag. 805]

C'est-à-dire,

Revers donné par GEORGE *Evêque de Passau, à* ALBERT IV. *Duc d'Autriche, par lequel il s'oblige à l'assister de toutes ses Forces contre ceux qui voudroient l'attaquer à cause de l'assistance qu'il lui a donnée pour l'établir dans son Evêché. A Vienne le Dimanche après la St. Michel.* 1389.

WIr Georg von GOttes Genaden Bischoff zu Passau/ bekhennen offentlich/ mit dem Brieffe/ wann der durchleuchtig Hochgebern Fürst/ unser lieber gn. Herr/ Hertzog Albrecht Hertzog zu Oesterreich/ ꝛc. zu gehorsamen Ehren und Treuen unsers H. Vatter deß Pabsts von Rom und der heiligen Römischen Kirchen/ uns gnedigklich und gunstigklich auffgenommen hat zu unserm Bisthumb und unser Würdigkeit/ und uns sonderlich geholffen und beygestendig ist/ und auch hinfür seyn will/ als wir seinen gn. getrauen/ damit wir zu Gewer und Gewalte unsers Gottshauß/ und seiner Geschlossen und Herrschafften/ Vesten und Steten/ Leute und Güeter/ kummen seynd/ daß wir darumb betracht haben die grossen Gnaden und Fürderung/ die unser obgenanter lieber Herr uns/ und unserm Gottshauß/ daran thuet. Und geloben im wissentlich mit dem Brieff/ ob geschehe/ darvor GOtt/ daß derselb unser gnediger Herr/oder sein Erben/ oder sein Land/ von solcher Fürderung und Schermswegen/ den sie uns also thuendt/ oder hinfür thuen werdent/ damit wir bey unserer Würdigkeit und unsern Gewalten werden erhalten/ in dheinen mercklichen Krieg kämen/ daß wir darumbe mit allen unsern Geschlossen/ Vesten/ Steten/ Leuten und Gütern/ gar und gentzlich/ ohn alle Aufzüge/ bey denselben unserm Herren/ und seinem Lande/ beleiben sullen und wellen/ nach allem unserm Vermogen. Und ob auch danne/ desselben Kriegs/Er oder sein Landt/ in solchen mercklichen Schaden kämen/ daß wir der beleiben sullen und wellen bey unserm lieben Bruedern/ Herrn Crafften von Hohenlach/ und dem Edlen unserm lieben Freundt/ Herrn Hannsen/ von Liechtenstain von Nicolspurg/ unsers obgenanten Herrn des Hertzogen Hoffmaister/ also/ was die finden und erkennent/ daß wir/ und unser Stifft/ umb solch Schäden gegen demselben unserm Herrn/ und seinen Landen thuen sollen/ das sullen und wellen wir thuen/ fürderlich/ und ohn alle Widerrede. Mit Urkunde diß Brieffs/ versigelt mit unserm anhangenden Insigel/ der geben ist zu Wien/ am Sontag nach S. Michels Tag. Nach Christi Geburt. 1389. Jahr.

CLXV.

1390. Mars. *Partage entre* CHARLES I. *Duc de Lorraine, & FERRY Comte de Vaudemont, des biens de la Succession de leur Pere* JEAN I. *l'an* 1390. *le Jeudi après la Fête S. Gregoire.* [Traité Hist. & Crit. sur l'Orig. & la Genéal. de la Maison de Lorraine, &c. Aux Preuves. pag. CXLIX.]

NOus CHARLES de Loherenne & Marchis, pour nous & nos Hoirs d'une part, & Nous FERRY de Loherrene Frere Germain de mondit Seigneur le Duc, pour nous & nos Hoirs d'autre part, sçavoir faisons à tous, que nous & chacun de noos en droit soy, de nos plainnes & franches volouteis, & de certaine science, sans aucune force ou contrainte, mais par bonne & mehure deliberation sur ce devant cheue, & par bonne avis & conseil de plusieurs de nos Amys charnels, & de plusieurs de nos Hommes feaux Chevaliers & Ecuyers de notre Conseil, & d'autre, avons faict & faisons pleins Accords de tous les biens meubles & Heritages que nous sont venus & escheus de par & par le trespassement de feu notre tres-chier & tres-amé Seigneur Monseigneur JEAN Duc de Loherrene & Marchis notre Pere, qui Dieu pardoiene, par la forme & maniere qui s'ensuit.

C'est à sçavoir, que nous CHARLES de Loherenne dessusdit, pour nous & nos Hoirs avons donnei, cedei, transportei, delaissei, renoncei & quittei, & par la teneur de ces presentes, donnons, cedons & transportons, delaissons, renonceons & quittons audit FERRY de Loherrene notre Frere, pour son partage & portion, pour luy & ses Hoirs dés maintenant a toujoursmais, en Heritage propre & perpetuel, toutes les choses que cy-aprés s'ensuivent & chacune d'elles; c'est à sçavoir, premier, le Châtel & la Ville de Rumigny en Tierache, & toutes les Villes que y appendent & appartiennent, comme sont la Ville de Neufville au Tourneux, la Ville de Bay, la Ville de Liart, la Ville de la Fere, la Ville de Hanapes, la Ville de Bossu, la Ville de Aubigny, & la Ville de Laugny prés d'Oubanton. Item, le Châtel & la Ville de Martigny en Tierache, & toutes les Villes qui y appendent & appartiennent, comme sont les Villes de Leuze, de Beaumels & de Bemont. Item, la Villeferme & touts les Bourgs d'Aubenton en Thierache. Item, le Châtel & la Ville de Bosence en Thierache. Item, les Villes de Reujonce, de Marlemont, de Maubersoutaines de Beaulieu, de la Rouelie, & de Havix, qui sont aussi assises en Thierache. Item, le Châtel & la Ville de Bove en Picardie, & toutes les Villes qui y appendent & appartiennent, comme sont la Ville de Gratepiere, la Ville & Forteresse de Contancy, la Ville & Forteresse de Harbonnieres, la Ville & Forteresse de Cais, la Ville de Kaigroy, la Ville de Rouvrail, la Ville de Foingnaut, la Ville de Senevelle, la Ville & Forteresse de Remircourt, le Pont en tenue, la Ville de Routiere, & la Ville de Verviller. Item, les Travers de Bove, de Toulley, de Sains & de Trattepense. Item, la Ville & Forteresse de Walleis en Hainaut. Item, les Deix hoit cent livres de rente qui nous sont deues chacun an sur la Coutume & le toutlieu du Dans & de l'Ecluse, avec toutes & singulieres choses qui appartiennent, puent ou doiens appartenir à tous les lieux dessusdits, & chacun d'eux; c'est à sçavoir en tel Haultour, Signorie, Juredistion, Droit, raison & action, comme feu notredit Seigneur notre Pere, qui Deu pardoient, les tenoit, avoit & possedoit, ou devoit tenir, avoir & posseder quant il vivoit, en tout Homage & touts Fiefs & arriere-Fiefs en toutes Vuardes d'Englize & d'autres Lieux, en Varennes, en Hommes,

ANNO 1390. mes, en Femmes, en Maisons, en Bois, en Eaux, en Etangs, en Rivieres, en Fours, en Moulins, en Halles, en Colombiers, en Prey, en Champs, eu Vignes, en Jardins, en Meis, en Vergiers, en Terres arrables & non arrables, en Tailles & Rentes, en Censes de Bled, de Vin, d'Or, & d'Argent, de Cire, d'Epices, de Chapons, de Gelines, d'Oyes, de Pores, & en toutes autres revenus, droitures, debites, issuës, profits & émoluments quelconques, en toutes Haulteurs, Souverainété, & Domination, en toutes Juridictions, & en toutes Justices Haulte, Basse & Moyenne, & generalement en toutes autres choses quelles qu'elles soient, & comment que on les puisse nommer, sans riens ne auquns à retenir par maniere que ce soit.

Et est à sçavoir que Nous CHARLES Duc de Loherenne dessusdit, pour nous & nos Hoirs debvons & sommes tenus deschargier, despechier, & decombrier toutes lesdites Terres & chacunes d'elles, de tout cen que notredit Seigneur notre Pere, qui Deu pardoient, les oblieast & chargeast quand il venoit és mains de notre tres chiere & amei Frere Enguerrand Seigneur de Coucy & Comte de Soissons, & de notre tres chiere & amée Suer Dame Isabelle de Loherrenne sa Femme, pour & accause du Mariage d'entre notre dit Frere & notredite Suer, mais de toutes autres charges, pensions, & assignations ou debtes, ne d'aulcunes d'elles que sont assises ou assignée par especial és Lieux dessusdits, ou aulcuns d'iceulx ne sommes-nous point tenus de les deschargier ou decombrier, mais toutes autres debtes que feu notredit Seigneur notre Pere, qui Deu pardoient, debvoit quant il vivoit, demeurans nous tenus de les payer & decombrier sans cen que ledit FERRY de Loherenne notre Frere y soit de rien tenu, excepteirant seulement les Cens que feu notre dit Seigneur notre Pere, qui Deu pardoient, debvoit à Valenciennes quand il vivoit, lequel Cens ledit FERRY de Loherenne notre Frere ou ses Hoirs doibvent déchargier & decombrier, sans cen que nous, ou nos Hoirs, y soient de riens tenus.

Encor il est à sçavoir que nous CHARLES de Loherenne dessusdit, pour nous & nos Hoirs sommes & seront tenus de garantir à nos frais, dépens, cottanges & missions, toutes les choses dessusdites & chacunes d'elles, ainsi par nous données, cedées, & transportées audit FERRY de Loherrenne notre Frere, comme dit est, pour luy & ses Hoirs, vers tous & contre tous, jusques à droits, & en délaisser l'Hommage, feälté, possession & saisine au profit dudit FERRY de Lotherenne notre Frere, & de ses Hoirs, en priant & requerant affectueusement tous nos Seigneurs de qui lesdites Terres sont tenuës par chacuns endroitz, que veuillent recevoir ledit FERRY de Loherenne notre Frere en Hommages, feälté, possession & saisine desdites Terres pour luy à son profit & ses Hoirs.

Et Nous FERRY de Loherenne dessusdit, pour & à cause des choses dessusdit, ainsi à nous données, cedées, transportées, delaissées, renoncées & quittées par notredit Frere pour notre partage & portion, comme dit est, avons fait & faisons par la teneur de ces Presentes, pour nous & nos Hoirs, dés maintenant & à toujoursmais, sans rappeller en la main de notre dit Frere, pour luy & ses Hoirs, pleine quittance, cession, & renonciation de tout le droit, raison, action que nous competoit & peoit competer & appartenir au Duché, Princée & Baronnie de Lotherenne, tant en Romans Pays, Allemagne, & autres part en tout, autres biens meubles & Heritages que venu & eschus nous sont ou puent être de par feu notredit Seigneur notre Pere, que Deu pardoient, quels qu'ils soient, & en quels lieux qu'ils soient, & comment ou par quelle maniere que on les puisse nommer, sans en jamais rien en demander, impeter ou en quereller par maniere que ce soit, sauf tant pour nous Ambedous les Parties dessusdites chacun en droit soy; que si l'un de nous trépassoit de cestuy Siecle sans Hoirs de son propre corps nées & procrées en loyal Mariage, ce que Deu ne veulle, en celuy cas seroit l'autre de nous qui surviroit, ou ses Hoirs vrays & loyaulx, Hoirs Successeurs & Heritiers de tous les biens mobles & Heritages de quoy celuy qui trespasseroit seroit possedant & tenant, encorre de son trespassement, sauf le droit de la Femme de celuy qui trepasseroit, se marié étoit, & toutes les choses dessusdit, & chacune d'elles endroit soy, avons nous les Parties dessusdites pour nous & nos Hoirs chacun en droit soy promis & promettons loyallement, en bonne foy, & en parole de Prince, & sous l'obligation de tous les biens de nous, & de tous nos Sujets, mobles & Heritages presens & advenir, tenir, vuarder & accomplir l'un de nous à l'autre, par la forme & maniere qu'il est cy-dessus devizé & escrit, en nous soubmettans à toutes Jurisdictions, cohertions & contraintes qu'il appartient, & apartiura pour chacune chose en droit soy; & quant à cen avons renoncé & renonceons expressement de certaines sciences à toutes exceptions de maul, de fraude, de baret, de lesion, de circouvention, à toutes proposions & raisons de fait & de Droit Canon & Civil, écrit & non écrit; à toutes allegations, cautelles, malengins, défenses, aydes, & generalement a toutes autres choses que on fait pourroit audier & conferer celuy de nous ou ses Hoirs, qui n'iroit au contraire des choses dessus dites ou dauleunes d'elles, & à l'autre que ne veuroit de rien, au contraire ou à ses Hoirs veure ou grever, & especialement au Droit, disant generale renonciation non valoir le special non precedent. En signe de verité avons nous les Parties dessusdites fait mettre nos Seel pendans en ces Presentes, & avons prié & requis à notre tres chier & amé oncle Monsieur Gauchier Seigneur de Fere & Vicomte de Blengny, & à notre tres chier & amei Cousin Jean de Salmes, que ont été presens en cet Accord, faisant avec nos autres amis Conseillers & feaux dessusdit, qu'ils pour cause de témoignage veullent mettre leur Seel pendans en ces Presentes. Et nous Gauchier Sire de Fere & Vicomte de Blenguy, & Jean Comte de Salmes dessusdit, à la priere & requête desdits Parties, avons mis pour cause de témoignage nous Seels pandans avec les leurs en ces Presentes, que furent faites en l'an de l'Incarnation notre Seignour 1390, le Jendy après la Fête Saint Gregoire, sellées de quatre Seaulx, tant grands que petits de Cire, à sçavoir deux de verte, & les deux autres de rouge, pendans sur simple quetie de parchemin. ANNO 1390.

CLXVI.

Bischof Georgens und seines Dom-Capituls zu Passau Revers, gegen Hertzog Albrechten zu Oesterreich/ und seinen Nachkommen/ daß sie Ihnen mit aller macht wollen beystehen/ alle Vesten offen halten/ keine Vesten/ oder Schloß verkauffen oder versetzen/ es sey dann/ daß sie solche denen Hertzogen zu Oesterreich/ und wo solche nicht wolten/ einem Oesterreichischen Unterthanen zuvor angebothen; und wenn auch dieser seiner nicht wolte/ so solle es ihnen frey stehen/ einem andern/ wo der sey/ solche zu veräusern/ doch das derselbe sich verbinde dem Stifft/ und dem Hauß Oesterreich solche Oehrter zu aller Nothurfft offen zu halten. Anno 1391. [HUNDII Metropolis Salisburgensis Tom. I. pag. 278. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIGS Spicilegium Ecclesiasticum Part. II. pag. 807.] 1391.

C'est-à-dire,

Revers donné par GEORGE *Evêque de Passau, & par son* CHAPITRE *à* ALBERT *Duc d'Autriche, par lequel ils s'obligent de l'assister de toutes leurs forces, lui & ses Successeurs, contre tous leurs Ennemis, de leur ouvrir toûjours leurs Châteaux & Places fortes, & de n'en vendre ni aliener aucune; Que si néanmoins la nécessité veut que l'Evêque & le Chapitre en vendent ou alienent quelqu'une, ils ne pourront le faire, sans l'avoir premierement offerte aux Ducs d'Autriche, &, à leur refus, à quelqu'un de leurs fidelles Sujets; lequel refusant aussi de l'acheter, ils pourront en traiter avec quelque autre, mais toujours sous l'obligation de les tenir ouvertes, pour le service de l'Evêché & de l'Autriche. Fait l'an 1391.*

WIr Georg von Gottes Genaden Bischoff ze Passau/ bekhennen und thuen kunde offentlich/ mit dem Brieff/ allen den/ die ihn sehent/ lesent/ oder hören lesen/ nu oder hinnach ewigklich/ daß wir mit gutem Rathe/ und zeitiger Vorbetrachtung/ durch Fride und gemaines Nutzens und auch Gemaches willen unserer Herrschafft/ und aller unserer Underthonen/ für uns/ und für all unser Nachkomen/ Bischoff ze Passaw/ verhaissen und gelobt haben/ bey unsern Trewen/ und mit Worte unser Fel. Würdigkeit/ verloben und verhaissen auch mit

ANNO 1391. diesem Brieff/ unserm gn. Herrn/ Herrn Albrechten Hertzogen ze Oesterreich/ zu Steyr/ zu Kärnten/ und zu Crain/ Grafen zu Tyrol/ und allen seinen Erben und Nachkommen/ daß wir geholffen seyn sollen und wollen/ fürderlich und endlich/ mit aller unser Macht/ zu allen ihren Ehren/ Rechten/ Würden/ und Frommen/ wider aller mennglich/ niemand ausgenommen/ wann in deß Not geschicht/ und daß wir ihn auch alle unsere Vesten und Geschloß/ wo der gelegen/ oder wie die genant seyn/ offen haben sollen und wollen/ zu allen ihren und ihrer Lande Kriegen und Nöttürfften getreulich/ ohn alles Geverde. Geschech aber/ daß uns/ oder unser Stifft/ solch redlich ehehafft Not angienge/ das Gott wende/ daß wir dieselbe unser Vesten und Geschloß oder ihr dhains (ausgenommen Viechtenstain/ Oberuwesen/ und Niderenwesen/ Kanarigel/ Haichenbach/ Velden/ und Riedeck) verkhauffen müssen/ so sollen wir das niemandt thuen/ dann unserm ehegenanten/ Herrn von Oesterreich/ oder seinen Erben/ oder/ ob sie das nit wolten/ ainem oder mehrern ihrer gehorsamen Underthonen/ der/ oder die zu ihrem Lande zu Oesterreich gehören/ und darinn gesessen seyn. Müssen wir aber das versetzen/ oder in ain ander weiß verkommen/ so sollen wir das aber unserm ehegenanten Herrn von Oesterreich/ oder seinen Erben/ vor redlich anbieten/ und ihn das vor menniglich gonnen. Wolten aber er/ oder sein Erben/ das nicht auffnemen/ so sullen wir den Satz zu gleicher weiß ungeverlich thuen ainen oder menig/ ihrer getrewen und gehorsamen Underthanen/ der/ oder die zu ihrem Lande daselbst zu Oesterreich gehörende/ und darinn gesessen seynd. Wer aber/ daß derselben ainer/ oder mehrer/ ohn Geverde/ das auch nicht auffnemmen wolte/ so mugen wir/ in solcher Geschicht/ den Satz woll ainem andern thuen/ mit solchem Gedinge/ wen wir solch Satzung thuen/ er sey in Oesterreich/ oder anderswo gesessen/ daß der/ oder dee vor woll versichern und gewiß machen/ daß sie uns/ und unsern Gotthauß zu aller unser Notturfft/ und unserer ehegenanten Herrschafft von Oesterreich/ zu allen iren Notturfften/ dieselben Geschloß offen haben/ und damit gewertig seyn/ wider aller menniglich/ niemand ausgenommen/ getreulich/ und ohn alles Geverde/ nach Laut und Weisung der Bündnuß und Brieffs/ die vormals zwischen uns bedenhalb gemacht seyn/ und auch als an dem gegenwertigen begriffen ist: Dann umb die obgenanten unsern Geschloß Viechtenstain/ Oberuwesen/ und Niderenwesen/ Kanarigl/ Haichenbach/ Velden/ und Riedegg/ sullen wir/ und unser Stifft/ gen unser ehegenanten Herrschafft von Oesterreich stehn und beleiben/ nach Laut der Brieffe/ dee vormals sonderlich darüber sind. Wir haben auch in der vorgeschriben Bündnuß wissentlich vorbehabt und ausgenommen unsern H. Vatteen den Pabst/ in allen geistlichen Sachen/ als das billich ist. Mit Urkhundt deß Brieffs/ den wir darüber geben/ versigelten mit unserm anhangenden Insigel. Und wir der Thumprobst/ der Dechant/ und das Capitel gemainklich deß Gotshauß zu Passaw/ verjehen/ and bekennen offenlich/ mit dem Brieff/ daß die vorgeschriben Bundnusse und Gelübde mit unserm Wissen/ Willen/ und Rathe geschehen ist/ und loben auch die stett zuhaben/ für uns/ und all unser Nachkommen/ ewiglich/ bey den Ayden/ die wir darumb geschworen haben/ wissentlich/ mit angerürten Henden auff das heilig Evangelii. Und darüber zu fester Sicherheit/ haben wir des ehegenanten Herrn Bischoff Georgens zu Passaw Insigl gehenckt an diesen Brieff/ der geben ist zu Wien/ am nechsten Santag. Nach Christi Geburt. 1391. Jahr.

CLXVII.

7. Aoüt. Vergleich zwischen Graff Eberhart von Würtemberg/ und seinen Enckel gleiches nahmens/ dann der Reichs-Stadt Eßlingen/ gemeines nutz und Friedens willen bis auff den nechsten Sanct Georgii tag/ und die folgende 6. Jahr/ geschlossen am nechsten Afftermontag vor S. Laurentien tag Anno 1391. [JOH. PHIL. DATT, Volumen rerum Germanicar. novum. Libr. I. Cap. IX. pag. 64. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. II. Fortsetzung Abtheil. IV. Absatz VII. pag. 680.]

C'est-à-dire,

Accord & Convention passée entre EBERHARD *Comte de Wirtemberg, & son Néveu du même nom d'une part, & la Ville d'*ESLINGEN *d'autre part, pour le maintien de la Paix, & la conservation de leurs avantages, jusqu'au jour de St. George, & six ans après. Le Lundi dit* Afftermontag *avant la St. Laurant* 1391.

WIr Graf Eberhard von Würtemberg und wir Graf Eberhard von Würtemberg sines Suns Sun verjehen offenlich für uns und für all unser Erben mit diesem Brief und tun kunt allen den die in ansehent/ lesent oder hörent lesent. Das wir mit gutem willen/ durch gemains nutzes und frides willen und durch luter güte/ mit den Ersamen/ Wisen/ Burgermeister/ dem Raut und allen Burgern gemainlich Rich und arme/ der Stat ze Eßlingen/ solicher sache alß hernach geschriben stat/ lieplich und gütlich überain komen sin. Deß ersten/ was losse/ Krieg oder Sache sich erhuben und uffstünden/ daz denne die vorgenanten von Eßlingen noch ir nachkomen/ noch wir und die Herrschafft ze Wirtemberg bis zu Sant Georien tag der schierest kompt/ und darnach Sechs gantze Jare/ die nechsten/ nit wider einander sin süllen/ und gen ainander stillen sitzen sullen. Und sullent die egenanten ze unser entwedre taile deß andern Viende mit halten/ husen/ hofen/ noch gevorlich helffen noch hinschieben/ mit keinen sachen/ in kainen wege/ an argeliste und gevärde. Wäre ouch/ daz wir baider site nun fürbaß mit ichzit zusamen zesprechen gewinnen von sache wegen/ die sich nun fürbaß erhuben: Sprächen denne die vorgenanten von Eßlingen oder ir nachkomen uns vorgenanten von Würtenberg/ oder unsern Erben zu: So sullent dieselben von Eßlingen von iren wegen zween darzusetzen und geben/ welchen sie wollent/ doch daz dieselben die sach nit anrüre/ noch ir aigen aittig ding nit sy. So sullen wir die von Wirtenberg von unsern wegen och zween darzu setzen und geben/ welchen wir wellen und von wem wir wollen/ doch also/ daß dieselben zwen die sache allain nach aigenlich ouch nit angangen/ noch anrüre. Dieselben vier sullent allwegent als dicke sie dozu geben werdent/ in den nechsten vierzehen tagen/ je darnach by guten truwen/ allen iren ernst und vermügent dorzu tun und versuchen/ ob sie die sache/ je in den egenanten vierzehen tagen/ mit baider taile wissen und willen gütlichen verrichten mügen/ und sulle auch dorumbe allwegen/ als dicke das not wurd/ gen undern Dürckhaim ze tagen zesamen komen/ und die sach da also ussrichten/ es wäre denn/ daß wir uf baider site ander gelegenlicher Stette mit gutem willen überain komen/ alß dicke das beschäch; an denselben Stetten sullen denne die sachen ußgetragen werden/ in allen dem Rechten/ als zu undern Dürenkeim/ an geverde. Wäre aber/ daz die viere die sachen dehainug in der egenanten Zit mit der Minne nit also verrichten möchten: So sullen eine Namen die egenanten von Eßlingen alwegen ainen gemainen man darumb nemen/ usser unser der egenanten von Würtemberg Räte/ welchen sie wöllent/ und doch ainen sollichen/ der daz vormauls ungevorlich nit versworn hat/ und da sullen wie die obgenante von Würtemberg off die nachbenempten unser gelübde allen unsern ernsten getruwlichen zu tun/ daz och sich je derselbe/ der also zu einem gemainen Man genomen würt/ der sach anneme und allwegen in der egenanten Zite an die egenanten Stetten dorzu komen und dee fünf sullent denne nachdem/ so sie zu der sach genommen werdent/ in ainem Monat dem nechsten an den egenanten Stetten nach baider taile fürlegung/ Rede/ und widerrede uf ir Ayde Recht darüber ussprechen und wie ouch die fünf gemainlich oder wie dem merer taile dorumb also usrichtent/ daby sol es beliben/ und sullen ouch alwegen in der egenanten zu die fünf umb jeglich sach Brief darüber geben/ daz es also belide/ ungevorlichen. Ze glicher wise/ wär ez/ daz wir dee vorgenanten von Würtemberg/ den egenanten von Eßlingen/ nun fürbaß iner von dehainen sachen wegen/ wie die genant wären/ und die sich nun furohin erhuben/ zu zesprechen hetten/ darumb sullent aber in den vorgenanten Rechten/ die vorgenanten von Eßlingen zween dorgeben/ und wir die vorgenanten von Würtemberg sullen von unsern wegen ouch zween dorgeben/ welche wir wellen/ uf baider site/ doch daß dieselben dee sach aigenlich allain von ie selb wegen nit angange/ als vorbeschaiden ist/ und die vier sullen denne alwegen in der egenanten zite/ so sie darzu beschaiden und gemanet werden/ zesamen komen gen undern Dürenkaim/ oder an ander gelegenlich Stette/ der wir mit willen überein komen wären. Und dee sullent in vierzehen tagen den nächsten dorinne allen iren ernst und vermügend by iren guten truwen tun/ ob sie der sach mit baider taile wissen und willen verrichten mügen. Wär es aber/ daz die viere je in der egenanten zite die sach also mit der Minne nit verrichten möchten/ so sullent wir die egenante von Würtemberg und unser Erben alwegen in den egenanten ziten und Jauren/ ainen gemainen Man darumb nemen usser den Räten ze Eßlingen/ ze Rütlingen/ ze Rottwile/ ze Wile/ oder ze Gemünde/ usser der fünf Stätte Räthen/ usser welcher Stat wir denne wellen/ aine sollichen Biderbemann/ der denne Burgemaister ist/ oder der Burgemeister gewesen wäre/ und dennocht des Rauts ist in der egenanten Stätte Räten/ und doch ainen sollichen/ der daz nit versworn habe/ und denselben gemainen Mann der also alwegen in der egenanten zite/ von uns oder den unsern wirt genommen/ sullent die von Eßlingen uf die gelübde/ als die sach gelobt ist/ zehalten allen iren ernste und vermügent getruwlichen ze tunde. Daz och sich derselde/ der also zu ainem gemainen Man genomen wirt/ der sach anneme und alwegen in der egenanten zite dorzu köme/ an die egenante Statt und die fünf sullent den/ nachdem/ so sie der sach gemanet werdent/ in ainem Monat dem nehsten an den egenanten Stetten/ nach baider taile fürlegunge/ Rede/ und widerrede/ uf ir Ayde Recht doriber ussprechen und wie auch die fünff gemainlichen oder mit dem merer taile dorumb also ussprechent/ daby sol ez beliben/ und sullent ouch allwegen in der egenanten zite die fünf umb jeglich sach Brief darüber geben/ daz ez also belibe ungevorlichen. Wäre auch daz unser Diener dehainer/ von sach wegen dee sich nun füro erhuben in der egenanten zite der gemainen Stat ze Eßlingen zu zesprechen hetten/ warumb daz wäre ungevorlich: darumb sullent allwegen in der egenanten friste wir egenanten von Wirtemberg von unser Diener wegen zween dorgeben/ und die von Eßlingen sullen von iren wegen auch zween dorge-

ANNO 1391. vorgeben/ in allen vorgeschriben Rechten. Und die sullen ouch aber in vierzehen tagen den nechsten/ nachdem so die sach an si braucht wirt/ und als sie darzu beschenden und geben werden/ darumb komen an die egenanten Stetten und die sullent in denselben zite by guten truwen allen ernst und vermugent tun/ ob sie die sach verrichten möchten/ als vorgeschriben stat: Möchte aber es also mit der minne nit verrichtet werden/ so sol ein gemaint Man darumb genommen werden/ uss der egenanten Stäne Räte ainer/ und sol auch die Sach denne ussgetragen und verhandelt werden/ in aller der wise/ als von uns den egenanten von Würtemberg vorgeschriben stat/ an alle geverde. Hetten aber unser Diener dehainer zu der vorgenanten von Esslingen Burger ainem oder mehr und daz die gemainen Stat nit angienge ichzit zesprechen/ darumb sullent sie sich Rechts von in benugen lassen und Recht von en nemen ze Esslingen in der Statt/ als das herkomen ist/ ungevorlich. Wäre aber daz die von Esslingen oder die iren ja dhainen unsern dienern ichzit zesprechen hetten oder gewunnen von Sach wegen/ die aun füro in der egenanten zit ufstunden/ darumb sullent alwegen in der egenanten zit/ wir egenanten von Würtemberg von unser Diener wegen zwen dargeben/ und die von Esslingen und die iren von iren wegen ouch zwen dargeben: und mugent die vier die Sach bei iren guten truwen mit baider thaile wissen und willen verrichten en vierzehen tagen an den egenanten Stetten/ dabi sol es bleiben: Mochten aber ainest die Sach mit der Minne nit verricht werden/ so sullent die von Esslingen/ und die iren ainen gemainen Mann darumb nemen/ uss unser egenanten von Wirtemberg Räthe/ die fünf sollende auch in ainem Monat/ dem nechsten/ nachdem so die Sach an sie bracht würt/ an den egenanten Stetten/ uf re ayde recht darumb ussprechen/ in aller der mass/ als vorgeschriben steet/ ane alle geverde. Und wir egenanten von Wirtemberg sollen unser Diener darzu halten/ dass sie bei dem Rechten also beliben. Wäre aber/ dass wir etlich unser Diener in der egenanten zite/ nit gehalten noch gewisen möchten ungevorlich/ dass sie also zu dem Rechten nit kummen wolten/ und sollich unser Diener sollen wir uns nichzit annemen/ noch die füro weder halten/ hausen/ hofen/ noch gevarlich helffen/ noch hinschieben/ mit khainen Sachen in khainen wege/ an all geverde. Wo auch unser egenanten von Würtemberg oder ir Diener arme leüte oder da von Esselingen oder ir arme lüte ichzit zusamen zusprechen hetten oder gewinnen/ darumb sollent uff baider seitten die leüte ainander nachfarn und sich rechts von ainander benugen lassen/ an den Stetten/ da iglicher gesessen ist/ und da besetzen Gerichte sind/ oder an den Gerichten/ da jeklicher engehört/ als das von alter und mit gewohnhait herkhomen ist/ ungevorlich. Were ouch/ das unser vorgenanten von Würtemberg leüte/ oder unser Diener leüte/ oder die von Esslingen/ oder ir Burger khain erbe und gute angefäle/ uf weder seiten das were/ und das anspreuchig were/ dass sol berichtet werden/ an den Stetten/ da es gevallen ist/ und in den Gerichten/ da er ingehort/ ungevorlich. Und es soll mit Namen das lehen allwegen dem aigen nachfarn/ als das von alter und mit gewohnhait herkhommen ist/ ungevorlich. Es sollen ouch mit namen baide vorgenanten Parthejen bleiben bei iren Gutten/ Herrschafften/ Brieven/ Freyhaiten/ Rechten und Gewohnheiten; als sie die herbracht hand/ also dass in dise thäding doran konen schaden bringen soll/ in keinen weg ungevorlich. Wir egenanten Graf Eberhard von Würtemberg/ und Graf Eberhard von Würtemberg seines Suns Sune haben auch jetzo gelobt auf unser ayde/ für uns und unser Herrschafft/ alle vorgeschriben Sach/ die egenanten zeit und frist getrewlichen wahr/ steet/ vest halten und vollfüren in aller der wise/ so vorgeschriben steet/ an all geverde. Und doch so nemen wir vorgenanten Parthyen uss in diesen sachen/ unsern Herren den Römischen Kunig/ im mit Recht zu halten und zu thond/ und ouch den Landfriden/ den unser Herr der Römisch Kunig gemachet hat/ nach zuhalten als der begriffen und verschriben ist/ und als wir den gesworn han/ ungevorlich. Und diese frundschafft und sach sol wern/ pleibn und bestan/ hinan bis ze Sant Georien tag/ der schierist kompt/ und dornach Sechs gantze Jar die nechsten nachainander volgend. Und dez alles ze warem urkund haben wir vorgenante von Wirtemberg für uns und all unser Erben unser aigne Insigel zu merer gezeügknussen der Sach offentlich gehengt ao diesen Brief/ der geben ist an dem nechsten Afftermontag vor Sant Laurentien tag/ da man zalt von Christs geburte dreuzehenhundert Jare/ und dornach in dem ainen und neunzigisten Jare.

CLXVIII.

1. Nov. Savoye. *Testament d'*AME' VII. *surnommé* le Rouge, *Comte de Savoye, fait à Ripaille, le 1. de Novembre 1391.* [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 232.]

In Nomine Domini, Amen.

ANno nativitatis ejusdem millesimo tercentesimo nonagesimo primo, Indictione decima quarta, die prima Mensis Novembris, in domo Ripailliæ, in Camera qua jacere solitus est Dominus Comes infrà scriptus; præsentibus Viro Nobili Domino Ottone de Grandissono Domino de Sancta Cruce & Aubone, Religioso Viro Fratre Guillermo Franconis Ordinis Minorum, Magistro Luquino Pascalis, & Magistro Hommebono de Ferraria Phisico, ac Viris Nobilibus Aymone de Asperomonte, Guidone de Grolea, Petremando de Ravaysio, Joanne de Chigaino, Humberto d'Arvillars, Henrico de Flecheria, & pluribus aliis Testibus ad infrà scripta vocatis, & propter ea quæ sequuntur rogatis specialiter per Dominum Testatorem subscriptum. Hujus publici Instrumenti tenore cunctis appareat tam præsentibus quam futuris; *Quod Illustris Princeps & Dominus noster Dominus* AMEDEUS *Comes Sabaudiæ*, sanus mente, memoria & intellectu, licet corporis infirmitate gravetur, in præsentia dictorum testium, & mei Notarii infrà scripti personaliter constitutorum: considerans quòd præsentis vitæ conditio statum habet instabilem, & ea quæ visibilem habent essentiam tendunt visibiliter ad non esse, nolens intestatus decedere, sed cupiens, ut asserit, de rebus & bonis sibi à Deo collatis more prudentum virorum disponere, de sui certa scientia, facit & ordinat suum Testamentum nuncupativum sine scriptis, licet in scriptis redactum, in hunc qui sequitur modum. In primis animam suam humiliter & devotè recommendat Deo omnipotenti, Beatæ Mariæ Virgini, ac toti Curiæ Supernorum. Item sepulturam sui corporis eligit, nominat, esse vult & jubet fieri in Monasterio Altæcombæ Cisterciensis Ordinis, videlicet in tumulo quo recolendæ memoriæ Illustrium Dominorum quondam Sabaudiæ Comitum corpora requiescunt. Item omnia & singula relicta ad pias causas, concernentia provisionem animæ suæ, devotè committit & relinquit ordinationi & dispositioni *Illustris Dominæ nostræ Dominæ Bonæ de Borbonio Comitissæ Sabaudiæ ejus carissimæ Genitricis*, cum consilio Viri Nobilis, & potentis Domini Ludovici Domini de Cossonay, qui super præmissorum ordinatione quanto citius poterunt post obitum ipsius Testatoris providere debeant, intendere & vacare cum deliberatione qua decet, eosdem Dominam Comitissam ejus Matrem Carissimam, & Dominum de Cossonay, ac eorum conscientias super hoc totaliter onerando. Item Joanni Chabodi ejus Scutifero quingentos Florenos auri semel dat & legat. Item Anequino de Beuxella ejus Scutifero quingentos Florenos auri semel dat & legat. Item remunerationem cæterorum scutiferorum, servitorum & famulorum suorum, de quibus mentio non est facta, aut fiet inferiùs, committit & relinquit præfatæ Dominæ Bonæ de Borbonio Comitissæ Sabaudiæ ejus carissimæ Genitrici, quæ quantò citiùs poterit commodè ad complementum remunerationis hujusmodi procedat & procedere debeat, secundum meritorum cujuslibet exigentiam, consilio dicti Domini de Cossonay, & aliorum de ejus consilio quos viderit evocandos. Item Luquino de Saluciis ejus scutifero, ea ratione videlicet quòd nulla alia bona possidet, & attentis obsequiis sibi per eundem Luquinum exhibitis, sex millia Florenorum auri semel dat & legat, de quibus emere & acquirere teneatur & debeat in Comitatu Sabaudiæ, Terram & redditus quos ab ejus Hærede infrà scripto teneat & tenere debeat in Feudum Ligium & nobile, & sub Homagio Ligio præ cæteris Dominis quibuscumque, & pro quibus Fidelitatis & Homagii Sacramentum præstare teneatur eidem. Item Bastardo de Sabaudia donat, legat & relinquit mille quingentos Florenos auri, per annum in perpetuum sibi & suis assignandos per suum infrà scriptum universalem Hæredem, aut per præfatam Dominam Comitissam ejusdem Testatoris Matrem carissimam; quos in Feudum Ligium & Nobile dictus Bastardus teneat, & tenere debeat à præfato Amedeo de Sabaudia & suis Successoribus, & pro quibus mille quingentis Florenis annualibus dictus Bastardus præfato Amedeo de Sabaudia Homagium Ligium facere teneatur & debeat, ac Homagii Ligii & Fidelitatis Ligiæ Sacramentum præstare. Item præfatus Dominus Comes Testator de suo motu proprio laudat, emologat & confirmat Testamentum seu ultimam voluntatem præfati Domini nostri quondam Genitoris sui carissimi, & omnia contenta in eo juxta ipsius Testamenti seriem & effectum, illudque jubet & præcipit expressè teneri, attendi & observari per suum Hæredem universalem subscriptum, in qualibet sui parte & in singulis ejus punctis & capitulis, perinde ac si in præsenti Instrumento essent expressa & specificata specialiter & expressè, omnia quæ in ipso Testamento sunt inserta. Item Illustrem *Dominam Bonam de Borbonio* Sabaudiæ Comitissam Matrem ejus carissimam, in mille Florenis auri annualibus dum in humanis fuerit sibi Hæredem instituit, ultrà sibi relicta & ordinata per præfatum Dominum Genitorem ipsius; quos mille Florenos annuales

ANNO 1391. nuales eidem Dominæ Comitissæ jubet, vult & ordinat dictus Testator sufficienter assignari per suum Hæredem universalem infra scriptum, ad requisitionem ejusdem Dominæ Comitissæ; & post ejus obitum dicti mille Floreni annuales ad Hæredem universalem dicti Testatoris in solidum revertantur & debeant pertinere. Item *Illustrem Bonam de Sabaudia ejus Filiam carissimam*, in quinquaginta millibus Florenis auri sibi Hæredem instituit, pro quibus eam vult esse tacitam & contentam de omnibus & singulis bonis & rebus suis, ita quòd nichil ultra dictam summam super ipsis bonis petere possit vel debeat quoquomodo. Item Posthumum ab *Illustri Domina Bona de Biturio ejus consorte* carissima Comitissa, si quem vel quos masculos nasci contingat in Batonia & tota Terra Vuaudi, sibi Hæredem & Hæredes instituit, de & pro qua Terra debeant esse taciti & contenti de omnibus & singulis bonis suis; ita tamen quòd de & pro dicta Testa ejus infrà scripto Filio & Hæredi fidelitatem, Ligium præ cæteris, & contra omnes facere & recognoscere teneantur, & ad fidelitatis & Humagii debitum sint astricti, salvis & reservatis ejus Filio & Hæredi, in prædicta Terra Vuaudi & Juribus dictorum Posthumorum, superioritate & ressortu ac superioritatibus & ressorti præeminentiis quibuscumque, ac jure Feudi & directi Dominii in præmissis. Item Posthumam vel Posthumas si quam vel quas ab eadem Domina ejus Conjuge carissima nasci contingerit, quamlibet ipsarum in quinquaginta millibus Florenis auri semel solvendis sibi Hæredes instituit, de & pro quibus ipsas & quamlibet ipsarum dictus Testator esse voluit tacitas & contentas de omnibus & singulis bonis suis; sic quòd ab inde nihil ultra dictam summam super prædictis petere possint vel valeant quoquomodo. Item præfatæ Dominæ Bonæ de Biturio Sabaudiæ Comititsæ ejus carissimæ Conjugi, viginti mille Florenos semel tanquam bene meritæ dat, legat & relinquit. Item vult & ordinat præfatus Dominus Comes Testator, dari & assignari post ipsius Testatoris obitum præfatæ Dominæ Bonæ de Biturio ejus Consorti carissimæ, ipsa tamen in viduitate manente, & quandiu in statu viduitatis manebit, & non aliter, per ejus universalem Hæredem infrascriptum, & præfatam Dominam Comitissam Matrem ipsius Testatoris carissimam, consilio dicti Domini de Cossonay, & aliorum de consilio, dotalicium bonum & sufficiens in eo valore annuo, quanti valoris est dotalicium assignatum & constitutum præfatæ Bonæ de Borbonio ejus Matri carissimæ, per præfatum Dominum nostrum quondam in ejus ultimo Testamento, sic quòd de hujusmodi dotalicio extra limites Comitatus Sabaudiæ nichil transferri valeat vel portari, nec ejus fructibus gaudeat vel utatur præfata Domina Comitissa consors ejus Testatoris, nisi quandiu in Comitatu Sabaudiæ residentiam fecerit personalem. Item in omnibus & singulis aliis bonis suis mobilibus, immobilibus, Principatibus, Dignitatibus, Comitatibus, Ducatibus, Marchionatibus, Provinciis, Baruniis, Civitatibus, Castris, Villis, Jurisdictionibus, Hominibus, Homagiis, & generaliter aliis omnibus & singulis Juribus & actionibus quibuscumque, de quibus superiùs non disposuit, & in his de quibus disposuit salvis superiùs ordinatis, & de quibus aliter non ordinabit inferius, *Amedeum ejus Filium carissimum* suum Hæredem universalem sibi nominat, eligit, esse vult & instituit tenore hujus sui Testamenti & Instrumenti præsentis; ita tamen ut taliter quòd in prædictis seu ipsorum aliquibus nunc vel in futurum perpetuò Filia seu Filiæ non succedant vel succedere possint vel debeant quoquomodo: per quem Hæredem suum universalem, & præfatam Dominam Comitissam Matrem suam carissimam, vult, mandat & præcipit expressè, seu legata omnia, provisionem annuæ suæ, & relicta ut suprà sulvi, & clamores ipsius emendari & pacificari breviter, & de plano, sine Judicii strepitu & figura. Item præfatam Dominam Bonam de Borbonio Comitissam ejus Matrem carissimam, quamdiu vitam duxerit vidualem, facit & ordinat Tutricem, & Administratricem præfati Amedei ejus Filii carissimi & Hæredis sui universalis: & Bonæ ejus prædictæ Filiæ, & cæterorum Posthumorum suorum prædictorum, quorum tutelam, personarum custodiam & administrationem eidem Dominæ Bonæ de Borbonio Comitissæ ipsius Testatoris carissimæ Genitrici deputat & committit, ac totius Comitatus & aliarum Terrarum suarum administrationem & regimen sibi relinquit, vocato & assistente sibi dicto Domino Ludovico Domino de Cossonay ejus carissimo Consanguineo, de quo etiam gerit idem Testator, ut dicebat, fiduciam specialem, & quos Dominam Comitissam & Dominum de Cossonay precatur humiliter & requirit, quòd circa educationem personarum dictorum pupillorum, ac regimen & gubernacula totius Terræ suæ, ut suprà exprimitur, dignentur & velint diligenter & fideliter se habere: & si contingeret præfatam Dominam Matrem suam decedere ab humanis, vel ad secunda vota transire antequam dicti pupilli ad annos pervenerint pubertatis, in utroque casuum prædictorum, ad dictam tutelam gerendam, ac regimen Comitatus & Terræ suæ prædictorum, dictus Testator subrogat, ordinat & esse vult præfatam Dominam ejus consortem carissimam Comitissam, quamdiu vitam servaverit vidualem; ita quòd dictus Dominus de Cossonay eo casu sibi debeat assistere in gerenda tutela & administratione prædictis, fideliter tanquam probus: & eo casu quo medio tempore, hoc est, ante tempora pubertatis pupillorum prædictorum, dictus Dominus de Cossonay forsan decederet ab humanis, & dicta Domina Comitissa consors ejus carissima, ante dicta pubertatis tempora ad secunda vota transiret, sic quòd dicti pupilli forent omnino tutoris auxilio destituti, vel propter mortem dictarum Dominarum Comitissarum, vel propter ipsarum convolationem ad secundas Nuptias; vult & ordinat dictus Testator, quòd consilio Illustrissimi Domini Ducis Biturii, & Dominæ Bonæ de Borbonio Comitissæ Sabaudiæ ejus Matris carissimæ, si in Comitatu Sabaudiæ fuerit, vel ipsi Comitatui sit propinqua, & octo Militum de dignioribus & magis in consilio pollentibus totius Comitatus prædicti, eligatur & ordinetur communi illorum consilio & consensu unus valens & strenuus Miles de Comitatu prædicto, qui unus tutelæ prædictæ habeat, & regimen gerere debeat, & etiam supportare, donec dicti pupilli annos attigerint pubertatis; de qua quidem tutela taliter provisio dictis pupillis dictus Testator ex nunc prout ex tunc casu ipso illam laudat, emologat, & confirmat. Item quòd quandocumque præfatus Amedeus de Sabaudia ad hanc pubertatis ætatem pervenerit, casu quo præfata Domina de Borbonio Comitissa, ipsius Testatoris Mater, decessisset, vel ad secunda vota transisset, ipse solus Amedeus de Sabaudia carissimus ejus Filius & Hæres universalis, suorum Prælatorum, Baronum, Militum, & in Jure peritorum consilio, regimen gerat & habeat totius Comitatus & partium singularum & adjacentium quoquomodo; salvis semper & reservatis administratione & regimine præfatæ Dominæ Bonæ de Borbonio Comitissæ suæ carissimæ genitrici. Hanc autem dictus Testator suam ultimam voluntatem, solam & unicam, revocata omni alia si quam aliàs fecisse reperiatur, & penitus annullata, vult valere jure Testamenti nuncupativi; quæ si non valet vel valebit eo jure, eam valere vult jure donationis irrevocabilis inter vivos, vel donationis causâ mortis, & si non valet, vel valebit eis Juribus, valeat Jure Codicillorum, aut cujuslibet alterius ultimæ voluntatis, aut secundum Leges, & Canonicas Sanctiones. De quibus omnibus & singulis dictus Testator fieri voluit & mandavit unum & plura Instrumenta publica tenoris ejusdem per me Notarium infrà scriptum, ad opus & pro interesse omnium & singulorum quorum interest & interesse poterit in futurum. *Signé* DECRUSO.

CLXIX.

Traité d'Alliance, entre RAOUL DE COUCY *Evêque de Metz,* FERRY *Evêque de Strasbourg & Administrateur de l'Evêché de Basle, &* CHARLES *Duc de Lorraine & Marchis, chacun pour soi & de sa part, contre* HENRI BAYER DE BOPPART *Chevalier, le Vendredi après la Nativité de notre Seigneur* 1391. 29. Dec.
[La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine & d'Autriche. Aux Preuves. pag. 172.]

NOus RAOUL DE COUCY par la grace de Dieu & du Saint Siege de Rome Evesque de Mets, & FERRY par icelle grace Evesque de Strasbourg & Administrateur de l'Eveschié de Basle, confermé du Siege de Rome, & nous CHARLES Duc de Loherenne & Marchis faisons sçavoir à tous que comme Seigneur HENRY BAYERT DE BOPPART Chevalier, nous ait fait du temps passé & faict de jour en jour plusieurs grans & griefs dommaiges contre droit & raison, pour resister à iceluy & à ses aidans & complices, & pour escheoir iceulx dommaiges lesquels nous ne pohons plus souffrir bonnement: Avons nous accordé & accordons ensemble par cesdites presentes Lettres unes certaines Alliances encontre ledit Sieur HENRY & ses aidans,

par

Anno 1391. par ainsi que nous li debvons faire la Guerre & ne pohons faire Paix, ne Trieves audit Sieur HENRY ne à ses Alliances, nous debvons tous ensemble assegiet & aller devant la Forteresse Dalbestorff que ledit Sieur HENRY tient en Vuaige de l'Eveschié de Mets, a force de Gens d'Armes, & ainsi qu'il appartient. C'est assavoir chacun de nous à tout cent Lances de Gens d'Armes, & quatre cens Sergens, & y mener Artillerie & habillemens chacun selon sa puissance, & se ainsi estoit que ladite Forteresse Dalbestorf estoit vainquie par nous ou par nos Gens elle doit demourer à nous Raoul Evesque de Mets dessusdict, & à nostre Eglise de Mets, & à nous CHARLES Duc de Loherenne dessusdict. C'est assavoir que nous Evesque de Mets dessusdict ou nom de nostredit Eveschié debvons avoir les deux parts de ladite Forteresse & des appartenances, & nous CHARLES Duc de Loherenne devant dit debvons avoir par maniere de gagiere un tiers de ladite Forteresse & des appartenances; laquelle tierce partie nostre Cousin l'Evesque de Mets dessusdits ou son Successeurs puent racheteir touttesfois & quantesfois que il leur plaira, pareny la Somme de sept cens Florins de bons & de juste poix, & dolons nous Evesques de Mets & CHARLES Duc de Loheraine dessusdits jureir de tenir une bourgfride ensemble en ladite Forteresse, & doions donner l'un l'autre bonnes Lettres de ladite bourgfride, & avec ce doions donner nous Evesque de Mets dessusdit, bonnes Lettres à nostre Cousin Duc de Loheraine devant dit, que il doit tenir par maniere de gagiere, la tierce partie de ladite Forteresse & des appartenances d'icelles pour lesdits sept cens Florins jusques à rachat de ladite Somme. Et en semblant maniere debvons nous Duc de Loheraine dessusdit donner aussi Lettres à nostre Cousin l'Evesque de Mets, qu'il puet racheteir la tierce partie de ladite Forteresse pour la Somme de sept cens Florins dessusdit, toutesfois & quantesfois qu'il ley plairoit ou à ses Successeurs Evesques de Mets. Aussi nous Evesques de Mets & de Strasbourg & Duc de Loheraine dessusdits avons accordé ensemble & accordons que tous prisonniers qui seroient prins en ladite Forteresse Dalbestorf ou en autres, soient Capitaines ou autres Gens, doient estre à nous trois ensemble de tiers en tiers, & les meubles qui seroient prins esdites Forteresses, soient Chevaux, harnois, ou autes choses qui appartiennent à butin, doient estre un commun butin entre les compagnons ou il appartanroit, qui seroient au faict avec nous les Parties dessusdites. Et nous Parties dessusdites debvons aidier à petite force & à grand contre ledit Sieur HENRY, ses aidans & complices toutesfois & quantesfois que besoing fera selon ce que le cas le desirera toute la Guerre durant. Et se ladite Forteresse Dalbestorf estoit gaignée ou non; Neantmoins nous debvons maintenir la Guerre, & doions mettre Gens d'Armes en Garnison en nos plus prochiennes Forteresses de ladite Forteresse Dalbestorf, ou d'autres Forteresses chacun pour sa partie vingt Lances, tout à ses frais, cousts, missions & despens. Aussi est-il assavoir que se nous les Parties dessusdites, gaignissiens autres Forteresses sur ledit Sieur HENRY, ses aidans & complices, icelles Forteresses doient estre de tiers en tiers, & les presens aussi doient estre de tiers en tiers, & les moebles qui seroient pris dedans debveroit estre à butin, ainsi & par la maniere que dessus est escript. Assavoir est que se ledit Sieur HENRY, ses aidans & complices gaignient aucunes Forteresses à nous trois Parties dessusdits ou à l'un de nous, nous debvons aidier lealement l'un à l'autres & regaignier la Forteresse qui seroit prinse, & quand elle seroit regaingnies, elle doit demourer à celi cui elle estoit paravant, & les prisonniers que on y penroit debveroient estre de tiers en tiers: & les biens & moebles que on y penroit seroient & debveroient estre commun butin, par la meniere devant dite. Et aussi quant nos Gens chevaucheront ensemble les prisonniers que ils penront doiens estre de tiers en tiers, & du butin ce qu'il appartanroit par la maniere devant dite. Et se les Gens de l'un de nous alloient ou chevauchoient l'un sans l'autre, les prisonniers qu'ils pranroient debveroient estre & seront à celuy qui y averoit chu ses Gens. Encor est assavoir se ledit Sieur HENRY, ses aidans & complices, prenoient aucuns des servans Hommes & Subges de l'un de nous, nous ne debverions prenre nulles Trieves audit Sieur HENRY, ses aidans, se ceulx qui seroient pris ne ont aultre tans de respit que les trieubles dureront, ne ne debvons aussi prenre point de Paix se lesdirs prisons ne estoiens tous quittes. Toutes les choses dessusdites & une chacune d'icelles avons nous Raoul & Ferry Evesques de Mets & de Strasbourg & CHARLES Duc de Loheraine dessusdit promis, juré & creanté, promettons, jurons & creantons en bonne foy & en vraye parolle de Princes, de tenir bonnement & lealment termes & estables, tout par la forme & maniere que dessus est dit, escript & devisé contre ledit Sieur HENRY, ses aidans & complices sans malengin. En tesmoing de verité & que ces choses soient fermes & estables Nous Raoul & Ferry Evesques de Mets & de Strasbourg, & CHARLES Duc de Loherenne & Marchis dessusdits, avons faict mettre nos Seels pendans en ces presentes Alliances, que furens saléles l'an de grace nostre Seigneur, mil trois cens quatre vingt & unze, le Vendredy apres le jour de la Nativité nostre Seigneur JESUS-CHRIST. Seellées de trois petits Seeils de cire rouge sur doubles queuës. Anno 1391.

CLXX.

Procaration de CHARLES *Duc de Lorraine, pour semmer le Duc de* BAR *d'accomplir ou d'annuller le Traité de Mariage fait le 5. d'Avril 1379. entre* FERRY *Fils de* JEAN *Duc de Lorraine, &* BONNE *Fille de* ROBERT *Duc de Bar. Du 20. Avril* 1392. [Voyez-la ci-devant sous le 5. Avril 1379. pag. 135. Col. 1.] 1392. 20. Avr.

CLXXI.

Vertrag zwischen Stephan II. Fridrich/ und Johannsen Gebrüdern Hertzogen zu Bayern aufgerichtet wegen Theilung ihrer Länder/ und daß/ wann einer von Ihnen ohne Eheliche Söhne abgehe/ die andere/ oder deren Söhne/ erben sollen. Geben zu München am Erihtag St. Catharinen tag 1392. [MULLERS Reichs-Tags Theatrum Vorstellung I. pag. 18. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spicial. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 583. d'où l'on a tiré cette Pièce.] 25. Nov.

C'est-à-dire,

Pacte de Saccession entre les Freres ETIENNE II. FREDERIC, & JEAN *Ducs de Baviere, par lequel ils conviennent du Partage de leurs Etats, & que si l'un d'eux vient à mourir sans Enfans mâles legitimes, les autres, ou leurs Descendans mâles legitimes lui succederont. A Munich le jour de la Fête de Ste. Catherine* 1392.

WIr Stephan/ Friederich unnd Johanns/ Gebrüdere/ von Gots Gnaden Pfaltzgraven bey Reine/ und Hertzogen in Beyern rc. Bekennen und thun kunt offentlich mit diesem Briefe/ für unns/ für alle unnser Erben und Nachkommen/ daß wir mit wolbedachtem Mute/ rechter Wissen/ und guter Vorbetrachtung/ darzu mit Willen/ Gunst/ Raht aller unnser getrewen/ Graven/ Freyen/ Lannt-Herrn/ Ritter und Knecht/ Stedt unnd Mergkt/ von namhaffter Sach und Notdurfft wegen über ain worden sein/ unnser Land zu Obern- und Nydern-Bayern mit einander zu theilen/ darzu wir viertzig unnser Getrewen/ die hernach benennt sindt/ erwelt und geben haben/ die unns zu den Heiligen haben gesworn/ solch Teilung unnser ehegenannten Lande zu machen/ und die auch gemacht haben/ als hirnach geschriben steht.

Wir bekennen auch mer/ daß wir unnser Lande zu Obern- und Nydern-Bayern rc. mit Erbschafft auf einander vermacht haben/ und vermachen auch mit dem gegenwertigen Briefe in solcher Maß/ ob unnser einer oder mer von tods-wegen abgieng/ do GOtt lang vor sey/ und nicht ehelich Süne hetten/ so sollen die anndern unter unns/ oder yr Erben/ das elich Süne weren/ desselben/ der da abgangen were/ Lannd unnd Leuthe/ Vest und Schloß/ als wir die yetzt miteinander geteilt haben/ oder die er nach der Teilung gewunne/ oder in sein Gewalt bracht/ gleich erben/ mit aller yren Zugehorung. Welcher aber unnter unns oder unnsern Erben Tochter liß/ die nicht beraten wären/ dieselben Tochter sollen die andern Herrn verheyrathen/ beraten/ und versorgen/ nach yrn Eren/ als so yr selbs Kind weren/ on alles Geverde/ also/ daß unnser aller Lanndt und Sloß alzeit bei dem Namen und Fürstenthumb ze Bayern beleiben. Auch bekennen wir/ ob sich keiner unnter unns vorgenannten Herrn zu dem anndern besunder verpunden/ oder unnser Erbteil auf einander vermacht hetten/ vor diesem gegenwertigem Brief/ das soll gantzlich absein/ und kein Krafft nicht haben/ und sollen des

ANNO 1392. auch hinfüre nicht thun / in keyner weiß / sundern es soll glicht umb Erbschafft und umb all hievor geschrieben Sach gentzlich bleiben bey den punden und gemächten / als in dem gegenwärtigem Brief verschriben ist / treulich an alles Geverde. Und daß all hievor geschrieben Sach / Bund unnd Artickel stete gehalden werden / unnd unzubrochen beleiben / als wir auch das / bei unnsern Fürstlichen Trewen unnd Eyden aneinander gelobt haben / so geben wir diesen Brief mit unnsern anhangenden Innsiegeln versigelt. Geben zu München am Ertag Sanndt Katherin-Tag / nach Christi Geburt dreitzehenhundert Jhare / unnd in dem zwei und neunzigsten Jhare.

CLXXII.

24. Dec. Verbindtnuß der Herren / Graven / Freyen / Rittern und Edlen Knechten / wegen des Reichs St. Georgen Panner in denen zügen zuführen / als welches denen Teütschen von den Böhmen in einem Ungarischen zug hat wollen disputirl. gemachet werden. Am Heyl. Abend zu Weynachten im Jahr 1391. [JOH. PHIL. DATT, Volumen rerum Germanic. novum Libr. II. Cap. III. pag. 252. §. 97. *Ex Arichivo Equestri.*]

C'est-à-dire,

CONFEDERATION *des Seigneurs, Comtes, Barons, Chevaliers, & Nobles, pour la défense de l'*Etendard de Saint GEORGE *dans les Expeditions de Guerre, à l'occasion de quelques Difficultés meues à ce sujet aux Allemands, de la part des Bohemiens, dans une Campagne en Hongrie, la veille de la Nativité de notre Seigneur* 1392.

Allen Fürsten / Herrn / Rittern und Knechten / und menniglich thun wir die hernach benempte zu wißen / von der Red wegen die sich erloffen hat zu Ungern von Sanct Georgen Pannerr / die die Teütschen / die dazumahl in Ungarn warend redten / also / daß sie gerede hand / wo man gegen den haiden raiste / da solle ein Teütscher Sanct Georgen Panner in der hand haben und führen / und das hand sie mit Red gezogen uff unsern Herrn den Römischen König und uff die Churfürsten / und was sie derselb unser Herr der König mit den Churfürsten darumb underwysendt / da wollen sie gern bey bleiben. Nun haben wir von unsern Eltern auch nicht anderst vernommen / denn daß es also herkommen ist / und bey der Red wollen wir mit inn bleiben. Nun treiben etlich Böhem iren grossen mutwillen / mit Herrn Johannsen von Bodman / mit Red und mit schelcworten / welche die sind / die im das ihr Brief gesannt hant / oder noch sendend / und die wapens-genoß sind / gegen denenselben wollen wir inn helffen sein Ehre zuverantworten. Deß Ersten Graf Heinrich von Montfort / Herr zu Tettwang / Graf Hanß von Stingaus / Graf Heinrich von Werdenberg / von Stingaus. Graf Albrecht von Werdenberg / Herr zu Bludentz: Graf Heinrich von Werdenberg / Herr zu dem Reinneck / Graf Albrecht von Werdenberg / Herr zu dem hailigen Berg. Graf Ruodolf von Werdenberg / Graf Hug von Werdenberg sin Bruoder. Graf Hannß von Habsburg / Graf Heinrich von Fürstenberg der älst: Graf Heinrich von Fürstenberg sein Sohn. Graf Friderich von Fürstenberg / Graf Friderich von Nellenburg / Graf Conrad von Nellenburg / Graf Ederhart von Nellenburg / Graf Rudolf von Montfort / Herr zu der Sewer: Graf Wilhelm von Montfort / Herr zu Bregentz, aber Graf Wilhelm von Montfort / Graf Heinrich von Monsfort der Jung. Graf Doo von Dierstain; Graf Bernhard von Dierstein / Graf Hermann von Dierstein / Graf Ego von Kiburg / Graf Hermann von Sultz / Graf Ruodolff von Sultz sin Bruoder / Graf Friderich von Roggenburg / Graf Thoman von Roggenburg / Herr Walther von der alten Klingen / Frybe. Walther von der hohen Klingen / Frybe: Herr Hannß von Howen / Freyherr Wilhelm von Endt / aber Wilhelm von Endt / und auch Wilhelm von Endt Freyherrn / Hainrich von Roßneck / Hanß von Roßneck / Freyen. Wölfflt von Brandiß. Ulrich von Brandiß / Freyen. Ruodolff von Arburg Frybe / Heinrich von Ruseckh / aber Heinrich von Rußeckh / auch Hainrich von Rußeck / Freyen. Hanß von Zimbern / Frye. Herr Hanß von Lupffen / Herr Conrad von Lupffen / Braun von Lupffen / Freyen. Herr Albrecht von Bußnang / Herr Walther von Bußnang / Freyen. Herr Brun und Hannß / und Heinrich von Ratzuns / Freyherren. Herr Eberhart von Bueglen / Herr Albrecht von Bueglen / Herr Peter von Thoeberg / Herr Heinrich der Geßler / Herr Hanß von Bodmann der alt / Herr Frischhanß von Bodmann / Herr Hanß von Klingenberg / Herr Hanß von Eberhardts weyler / Herr Burckart von Hohenfelß / Herr Walther von Hohenfelß / Herr Rumelz von Hohenfelß / Herr Wolff von Jungingen / Leonhard von Jungingen / Herr Ulrich von Emß der Jung. Herr Marquart von Embß / Herr Heinrich von Mockhingen / Herr Albrecht von Hohnburg / Hanß von Honburg / aber Hanß von Honburg / Egloff von Raudenburg / Burckardt von Raudenburg / Herr Heinrich von Mowelsingen / Herr Haaß von Bonstetten / Hermann von Bruobendorff / Hanß Egloff von Goldenberg / Bentz von Bochingen / Ulrich von Kummunlang / Herman von Kummanlang / Götz von Dettingen / Hamma von Liebeckh / Herr Hamman von Grienenberg / Petermann von Grienenberg sein Sohn / Hamman von Grienenberg der Jung / Walther von Gaudnang / Hanß Werlin von Kinchstain / Ulrich von Meßenberg / Egloff von Weßenberg / Herr Haga von Hasenstain / Hug von Ober Ruedern / Herr Ulrich von Roggwell Fritz von Westerstetten / Ruodolff Greinblich / Conrad Greinblich / Hanß Greinblich der Zoller / Hanß Greinblich der Jung / Hermann Greinblich / Ruodolff Greinblich / Hörmann Greinblich. Oßwald von Sanct Johann / Peter der Berger / Conrad der Berger / Herr Manns von Horstain / Herr Ludwig von Hornstain / Herr Hannß von Hornstain / Lutz von Hornstain / Hanß von Hornstain der Wild / Ulrich von Hornstain / Conrad von Hornstain genannt Rolli / Hug von Hornstain / Herrmann von Hornstain / Hamman von Hornstain / Wernher von Hornstain und Heinrich von Hornstein von Hertenstein / Ludwig von Hornstain / Ruodolff von Bluomenekh / Herr Otto von Hornlingen / Egle von Sonthaim / Herr Seyfritz von Sonndeheim / Hannß von Rott / Herr Seyfrid der Marschalckh / Herr Ulrich und Wilhelm seine Söhne / Hanß Marschalck von Bockfperg / Ulrich Marschalck von Oberdorff / Erckinger Marschalck von Biberach / Georg Marschalck / Ulrich Marschalck Gesbryn und Wilhelm von Seyt / Marschalck von Oberdorff / Herr Hildebrandt Marschalck / Herr Friderich von Freiberg der lang / Herr Heinrich von Freyberg und Friderich von Freyberg / Cunrad von Freyberg / halb Ritter / Burckard von Freyberg / Heinrich von Freyberg / Eberhard von Freyberg / Ludwig von Freyberg / Friderich von Freyberg / Herr Thoma von Freyberg / Hermann von Freyberg / Burckart von Freyberg / Conrad von Freyberg. Hanß von Fleckenstain von der Claoß. Hug von Falckenstain / Fritz von Paygern / Hannß von Paygern / Herr Egloff von Landenberg / Hermann sein Ritter der Jung / Hanß von Landenberg / Rundi von Landenberg / Hermann sein Bruoder / Beringer von Landenberg / Herman sein Bruoder / Heinrich von Meckperg / Burckart Mayger / Walther von Gauchnang / Friderich von Betmeringen. Ruodolff von Wolffurth. Fritschi von Offeringen / Hammlin und Pentlin von Mayebach / Herr Ulrich von Fridingen / Hanß von Fridingen / Ruodolff von Freydingen / Heinrich und Ruodolff seine Söhne / Collyer von Schellenberg / Marck von Schellenberg / Herr Eglaff und Herr Marquart von Schellenberg / Hanß und Heinrich von Schellenberg / Heinrich und Conrad / und Walther / und Conrad von Stain / Hanß von Schwendorff / Eberhard Reich / Heinrich von Sellfingen / Heinrich von Mutfingen / Hanß und Heinrich von Wildenfelß / Herr Ruodolff und Walther von Bidtickhen / Walther Ruodolff von Bidtickhen / Walther Ruodolff von Bietterthal / Petermann Haydeckh / Hamman von Bückin / Herr Perchtold von Bückin / Hamman vom Hohenstain / Hanß Güncher von Epsingen / Mathiß von Trostberg / Petermann von Lauternaw / Jacob von Lauternaw / Peter von Eptingen / Hainrich von Rosburg / Haubtmann an der Etsch / Hofmaister zu Tyrol / Herr Sygmund von Starckenberg / Hanß und Herr Caspar von Schlandersperg / Georg und Ulrich Sebner / Hanß Trainstain / Hiltprant uß Pasine / Herr Daniel von Lichtenberg / Hanß von Puebel / Barthlome von Gufiden / Michel von Traschberg / Herr Dega von Gollenberg / Hanß Frienstain / Johann der Roßner Eberhard Schrofenstainer / Herr Hanß Schaler / Barthol Vogt / Hartrich zu Rem / Friderich von Pfirdten / Hannß Ringshalß der alt und Hanß Ringshalß sein Sohn. Hans von Riethaim / Heinrich der Wallwiser / Hanß der Fischer / Heinrich und Hanß / aber Hanß Hug / Conrad von Allmmshafen / Egle und Heinrich von Roggenbach / Claus Marschalck / Heinrich der Newhauser / Werler Giel von Liebenberg / Conrad von Hemphofen / Hans und Frick Thumd / Eberhard und Wilhelm van Saxen / Eberhard von Saxen der Jung. Cunz von Randeck / Herr Leuthalt von Kniseck / Eberhard und Albrecht von Knieseckh / Walther / von Knieseckhen. Herr Dietegen und Hannß von Marmolz / Ulrich von Marmolz. Friderich und Eglaff von Innsfallt / Ruodolff von Innfallt. Hans und Jacob Planten / Friderich und Peter Planten / Gaudentz und Georg Planden / Conrad und Lutz Plannen. Ulrich und Burckard von Rambßshagen / Ruodi von Grienenstein / Rude Vogt / Heinrich Streitberger / Burckhard und Gottfrid von Schwenstein / Herrmann von Schwenstain / Burckhard Schenckh von Meinbrechtshofen / Schweickard Schenckh / Ulrich und Ludwig von Laubenberg / Schrecker Nagel / Eberhard Treußner / Hans und Ulrich Betrsler / Ulrich und Heinrich Vogt / Albrecht und Hans von Haydelberg / Herr Eglaff von Raschackh / Egli von Raschach / hans von Eppenstein / hans von Gachnang / herr Heinrich und aber herr Heinrich von Randeckh / herr Lutz von Stoffeln / herr Hans der Truchses von Diessenhofen / herr hans der Truchses / den man nennt Brackh / Herr Herrmann und Herrmann Truchses / Bitterli und Herrmann Truchses / Hans und Eberle von Reischach / Hans und Conrad Schlupff / Heinrich Prunnesin / Bentz und Hantz und Heinrich von Haydorff / Burckart Egen / Conrad Möringer / herr Clauß von Hauß / herr Herrmann von Ramach / herr Rudolff / und aber herr Ruodolff von Roßenberg / Ruodolff von Roßenberg der Jung / herr Conrad und herr Töltz von Witingen / Hans von Oberhaim / Eglaff von Herschdorff / Heinrich von Sulmadingen / herr Conrad und Ulrich von Rotenstain / herr Heinrich von Ellerbach / herr Heinrich und Wolff von Ellerbach / herr Puppelt und Burckard von

ANNO 1392. von Ellerbach / Herr Hermann Wielliß / Herr Ulrich und Herr Heinrich von Hörung / Conrad und Walther Hagel / Walther und Wich von Laubenberg / Heinrich Vogt von Leypolt / Hans von Langen Eckh / Burckard von Wenler / Conrad und Herrmann von Laubenberg / Fritz von Elenhofen / Eberhard von Haisterbilch / Hans von Masheim / Conrad Herzog Dieppolt von Unterach / Bentz und Merckh von Haimenhofen / Itel Schönack / Herr Hermann und Egli von Miulinen / Frick von Kalkenberg / Georg von Blanckenstain / Wolff von Kallenberg / Hans Horner / Hans und Heinrich Diesser / Egli und Joß von Altshöven / Joß und Wilhelm von Stadion / Ludwig von Adelshoven / Herr Conrad und Dieppolt von Achelberg / Ulrich von Melpronnen / Herr Conrad Brunckohl / Herr Wilhelm von Helfingen / Hug und Heinrich von Bachingen / Herr Conrad von Stain / Rudolff von Bachingen / Fritz von Wernling / Heinrich Stadler / Conrad und Heinrich von Wechingen / Hans von Wechingen / Haintz und Burckart Wichsler / Conrad und Hans Wichsler / Cristian Burckardt Wichsler / Eberhart Hirschawer von Falckenberg / Hans Güntram von Todtnaw / Hans von Todtnaw / Hans von Herrenberg / Wernher und Conrad und Dietrich Meyhalt / Conrad und Heinrich Böckli / Egli und Reinhard Böckli / Otto und Vollmar Böckli / Gerhard und Dieterich Böckli / Ulrich Bruche / Fritsche und Conrad Branchd / Ulrich Berthold und Marquart Schwelcher / Haintz und Wilhelm von Hulfingen / Cuntz und Eberli von Holungen / Burckhart und Hug / und Bernhard von Ehingen / Walther von Bayern / Michel von Truben / Egli und Ulrich von Hungerstiek / Herr Ulrich von Truchtlingen. Ulrich sein Sohn / Hans von Truchtlingen / Cuntz Bonlender / Rolandt von Althann / Jörg und Hans Schafhausser / Hans Berchtoler / Eckart von Merckingen / Heinrich Spaat von Junningingen / Heinrich von Jannendingen der Jung / Wolff von Wülfflingen / Hans und Heinrich von Sonnchausen. Conrad von Stain / Haintz von Eschingen / Gutz Schultheiß und Hans von Hunenberg / Und Unrath von Essendorff / Götz von Hunenberg / und des zu Urkund so hend wir die vorgeschrieben Herrn / Ritter und Knecht alle gebetten die Edlen Herrn / Graf Hansen von Habspurg / Graf Albrechten von Werdenberg / Herrn zu Bludentz / Graf Conrad von Nellenburg / Graf Albrechten von Werdenberg Herrn zum hailigen berg / Herrn Walther von der alten Klingen / und Herrn Hanssen von Awer beede Freyherrn / daß sie ihr aigen Innsigel offenlich für unß alle gehenckt hand / an disen Brieff / der geben ist an dem heyligen abend zu Weyhenachten / in dem Jar da man zalt von Christi geburt dreyzehen hundert und Neuntzig Jar und darnach in dem andern Jar.

CLXXIII.

1393. *Quelques Articles du Traité de Partage des Biens de* PHILIPPE *Duc de Bourgogne &* MARGUERITE de Flandre *entre leurs Enfans, fait en* 1393. [PIERRE D'OUDERGHEEST, Chroniques & Annales de Flandres. Chap. CLXXXIV. Feuill. 314.]

BOURGOGNE ET FLANDRE.

ORdonnants que ledict Conte Jean leur Fils aisné, lors Conte de Nevers, auroit la Duché de Bourguingne, les Contés de Flandre, Artois, Bourgoigne, Palatin, avec les Seigneuries de Salins & Malines. Et que Anthoine leur second Fils, auroit les Duchez de Lottrice, Brabant & Lembourg, avec le Marquisat d'Anvers: mais Philippe leur Fils maisné, auroit les Contez de Nevers & de Rethel, soubs condition que sy ledict Anthoine mouroit sans Hoir de son corps, lesdicts Duchez avec le Marquisat d'Anvers, viendroyent audict Philippe; lequel estoit le plus mal party. Lesquelles conditions ont depuis causé les questions & debats que voyrez cy apres. Lesquels partaiges ainsy faicts, ledict Duc Philippe, pour asseurer le susdict Anthoine, son second Fils, desdicts Duchez de Lotrice, Brabant, & Lembourch, besoingna de sorte que les Estats desdicts Pais receurent ledict Anthoine, du consentement de ladicte Duchesse Jehenne, pour leur Rewaert & Gouverneur, & comme Hoir d'icelle Duchesse. Le tout nonobstant l'empeschement, qu'en celuy pretendoyent faire & donner les Ambassadeurs de Wencelin Roy des Romains, eux fondants sur un certain Traicté de Mastricht, dont cy devant est faicte plus ample mention: & par ce moyen ledict Anthoine se porta tousjours de la en avant pour Duc dudict Lembourch.

CLXXIV.

10. Juill. *Articles faits entre les neuf Cantons de* ZURICH, LUCERNE, BERNE *&* SOLEURE: ZUG, URY, SCHWITZ *&* UNDERWALDEN *&* GLARIS; *après le Combat donné devant Sempach contre les Seigneurs d'Aûtriche; touchant l'ordre, qui se doit tenir aux Guerres, où lesdits Cantons vont avec leurs Banniéres deployées; du* 10. *Juillet* 1393. [G.G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 255.] ANNO 1393.

SUISSE.

NOus les Bourguemeistres, Conseil & les Bourgeois generalement de la Ville de ZURICH, les Advoyers, Conseillers & Bourgeois generalement des Villes de LUCERNE, BERNE & SOLEURE, l'Amman & Conseil de ZUG, & tous ceux des Offices generalement du dict Zug, les Ammans & Paysans generalement des trois Pays d'URY, SCHWITZ & d'UNDERWALDEN, l'Amman & les Paysans de GLARIS: faisons sçavoir à tous ceux qui verront & oyront lire ces presentes Lettres: comme il soit, que ayons esté en Guerre ouverte & actuelle contre les Seigneurs d'Austriche, & ceux qui luy appartiennent à cause de plusieurs bonnes & equitables demandes & querelles, que le temps passé on auroit mis en avant contre la dicte Seigneurie, au moyen desquelles s'en seroit ensuivi un combat devant Sempach, pour ces causes pour le bien de Paix & tranquillité de tous, nous avons advisé de tenir & observer les uns envers les autres certains poincts & articles inviolablement & fermement au temps avenir, ainsi que contenus sont en ces presentes Lettres pour obvier & prevenir aux accidens futurs, sauf & reservé, ce qui ne portera aucun dommage ne prejudice aux debvoirs, Alliances & Confederations, esquelles nous sommes perpetuellement liez.

§. 2. Premierement voulons & entendons, qu'une chascune Ville & un chascun Pays de nous des Ligues par nos sermens qu'avons jurez, soyons tenus observer & tenir le contenu des presentes: sçavoir est, que aucun de nous les dicts Alliez ne pourra ne debvra temerairement & par force courir dedans les Maisons des autres pour leur prendre leurs biens, & soit en temps de Guerre ou de Paix; afin que par cy apres nous puissions tant mieux vivre paysiblement & en bonne concorde les uns avec les autres, & en toutes choses & necessitez nous ayder & secourir fidellement, comme avons faict du passé, & que encores d'ores en avant nous voulons faire, tous dols exceptez.

§. 3. Celuy qui apportera Marchandise en nos Pays sera sa personne & son bien preservé & asseuré.

§. 4. Nous ne debvons nous mettre pour gaiges les uns pour les autres en aucune maniere.

§. 5. Et quand par cy apres nous marcherons avec nos Bannieres desployées contre & sur nos Ennemis, soit tous en general, ou aucuns de nos dictes Villes ou Pays particulierement; tous ceux qui suivront la dicte Banniere demeureront auprés d'icelle, comme Gens de bien, & comme tousjours ont faict nos Predecesseurs pour obvier aux inconveniens, qui nous pourroient advenir; fust ce en combattant ou en assaillant. Et si quelqu'un abandonnoit la dicte Banniere & s'enfuyoit, ou qu'il feist contempt de ce qui est escrit en ces presentes, qu'il entrast temerairement en la Maison d'un autre comme dict est, ou qu'il perpetrast quelque autre chose, qui fust diffame, ou qu'il eust merité punition en vertu des presentes Lettres, & que cela fust prouvé par deux tesmoings non suspects par devant les Juges ordinaires, sera à leur discretion & grace son corps & son bien escheu pour le punir selon qu'il aura merité sans nul delay; & bailleront Sentence sur luy par le serment qu'ils auront juré à la Ville ou Pays, dont ils sont; affin que chascun y prenne exemple, & se garde de telles transgressions; & tout ainsi que une chascune Ville ou Pays punira les siens, s'en debvront les autres contenter sans contradiction.

§. 6. Nous entendons aussi, que si quelqu'un s'estoit blessé en quelque façon que ce fust en combattant ou assaillant; de sorte qu'il seroit inutile pour se deffendre il demeurera nonobstant aussi avec les autres, jusques à ce que la bataille soit expirée: & pour cela ne sera estimé fuyard & ne l'en faschera-t-on en sa personne ny en son bien aucunement.

§. 7. Il est aussi notoire, que au dessus dict Combat beaucoup des ennemis eschaperent lors que tenions la victoire, lesquels fussent tous demeurez sur la place, si les nostres, qui y estoient les eussent poursuivis & ne se fussent point amusez à piller jusques à ce que la bataille fust entierement gaignée. Pour cette cause voulons mettre une resolution & ordre en tel cas, affin que les Gens de bien, qui auront gaigné sur les Ennemis soient asseurez de leurs personnes & de leurs biens, & que cependant qu'ils s'amuseront à piller, les Ennemis

ANNO mis ne s'assemblent & ayent la victoire sur eux. Nous entendons & voulons, que quand une telle necessité
1393. nous surviendra au temps advenir, qu'un chascun fasse son debvoir en Homme de bien, endommageant l'Ennemy, & pretendant la Victoire sans aucunement entendre à piller, soit aux Chasteaux, Villes ou sur le Pays, jusques à ce que la Bataille soit entierement gaignée, & que les Capitaines donnent à un chascun congé de piller. Cela faict, pourront tous ceux, qui auront esté presens au conflict piller, & soient iceux arrivez, & sera un chascun tenu apporter le pillage à son Capitaine, lesquels Capitaines departiront à leurs Soldats au pro rata tels butins ou pillages esgalement, & selon le departement, qui en sera faict s'en debvra un chascun contenter.

§. 8. Et pour ce que Dieu tout puissant par sa divine bouche a dict, que ses Maisons doivent estre appellées Maisons d'oraison & de prieres; nous ordonnons à la louange de Dieu, que nul des nostres n'ouvrira aucunes Abbayes, Eglises ou Chappelles, ny estant ouvertes entrera dedans pour brusler, gaster ou piller secretement ou apertement; si non que nos Ennemis ou leurs biens fussent trouvez dedans les Eglises, en ce cas les pourront bien piller & endommager.

§. 9. Nous ordonnons aussi à la louange de nostre Dame, que nul d'entre nous ne s'ingerera de tuer avec les armes, battre ou diffames les Femmes ou Filles, si non qu'elles feissent trop de troubles & crieries, qui nous pourroit porter dommage, à lencontre de nos Ennemis, ou qu'elles se missent en deffense ou assaillissent quelqu'un; telles pourra-t-on bien punir, ainsi que requis en sera.

§. 10. Finallement avons tous d'un mesme consentement advisé & conclud, que aucuns de nos dictes Villes & Pays generalement ou particulierement n'entreprendra temerairement sans occasion aucunes Guerres, que premierement sur ce ne soit advisé selon le contenu de nos Alliances jurées, ainsi demeureront les dessus escripts Statuts & Ordonnances d'oresenavant en leurs forces & vigueur pour nous & nos Successeurs, & seront tenus les observer & gardes les uns envers les autres, toutes fois & quantes, que le cas & la necessité le requerra, fidelement & irrevocablement. En confirmation desquelles choses nous avons faict pendre nos Seaus à ces presentes Lettres, qui furent faictes le dixiesme jour de Juillet 1393.

CLXXV.

1395. *Accord entre* RAOUL DE COOCY *Evêque de Metz, & CHARLES Duc de Lorraine & Marquis, touchant ce que ledit Evêque devra tirer de la Ville & Châselenie de* Ramberviller, *nonobstant que par autres Traitez précedents il ait donné au Duc les trois quarts de ladise Ville & Châtelenie & du Ban* d'Espinal *en Engagement, pour certaines sommes d'or. Fait le 4. Mars 1395.* [La Véritable Origine des Maisons de Lorraine, d'Alsace, & d'Autriche. Aux Preuves. pag. 169. marquée par erreur 269. *Tiré des Archives de Lorraine.*]
4. Mars.

POurparlei, traittei & accordei est entre nous RAOUL DA COUCY, par la grace de Dieu & du Saint Siege de Rome, Evesque de Mets, pour nous, nostre Eveschié de Mets, nos Successeurs esleus & confermez de Mets d'une part. Et nous CHARLES Duc de Lohereine & Marchis, pour nous, nos Hoirs, ou ayans cause, d'autre part. Que jaçoit ce que nous Evesque de Mets dessusdis aiens mis en gage en la main de nostre tres-chier & amé Cousin le Duc de Loherenne dessusdis, la moitié du Chastel de la Ville & de toute la Chastellerie de Ramberviller, avec la moitié du ban d'Espinal, pour une certaine Somme d'or, & par certaine forme, maniere & modification que plus plainement appatent en certaines Lettres que nos en avons donné à nostredit Cousin le Duc de Loherenne sur ce faites & seellées de nostre grand Seel devant la Datte de ces presentes, & depuis estre cette premiere gaigiere faite comme dit est, aiens encor mis en gage en la main de nostredit Cousin le Duc de Loherenne, pour & en nom que dessus, la moitié de l'autre moitié desdits Lieux que faict la quatre partie desdites choses engaigiées pour une autre certaine Somme d'or, & par certaine forme, meniere & modification que plus plennement apparent en autres certaines Lettres que nous en avons donné à nostredit Cousin le Duc de Loherenne, sur ce faictes & seellées de nostredit grand Seel devant la Datte de ces presentes. Neantmoins nonobstant les dous gageries dessusdittes & faictes comme dit est, nous Evesque de Mess dessusdit, debvons avoir & percevoir pour nous & à nostre proffict, tous les fruicts, chapteils, debites, revenus, yssues, droictures & emolumens quelconques, que ordenairement seront, ysseront & vanront de ladite quatre partie engagée, comme dit est, dés le temps que lesdites gageries sont faictes, jusques au jour de la Nativitei Sainct Jean Baptiste prochain venant, sans debat ou contredit de nous Duc de Loherenne dessusdis, ou d'autre de par nous. Sauf que se aucune ayde extraordinaire estoit accordée, baillée & delivrée à nous, les dous Signours dessusdis, ou à nos certains commandemens par les bonnes Gens dessusdittes, aux leus engaigiez, comme dit est, de ce que ladite ayde seroit accordei & retue, averoient nous Evesque de Mess dessusdits sous & pour le tout la quatre partie entierement sans contredit de nous Duc de Loherenne dessusdis, & l'autre quatre partie seroit mise & demoureroit en despost jusques audit jour de la Nativitei de Saint Jean Baptiste inclusivement, dedans lequel jour de la Nativitei Sainct Jean Baptiste se nous Evesque de Mets dessusdit avons paié à nostredit Cousin le Duc de Loherenne la Somme de dous mille franc d'or en bonne monnoye d'or lealement coursable & prenable aux changes des Citez de Mets, de Toul, ou de Verdun, liqueils des ces leux quo mieux plairat à nostredit Cousin le Duc de Loherenne. En celuy cas devesons nous Evesque de Mets dessusdit penre, avoir & percevoir seul & pour le tout la dite quatre partie que seroit mise en despost comme dit est, sans debat ou contredit de nous Duc de Loherenne dessusdit, ou d'autre de par nous. Et se nous Evesque de Mets dessusdit n'avions faict le paiemen desdis dous mille franc ou d'autre monnoye d'or dedans le temps & par la forme & meniere que dit est; en celuy cas ne deverons nous penre, avoir ou percevoir ladite quatre partie mise en despost, ainçois la penroit, averoit & perceveroit nosdis Cousin le Duc de Loherenne seul & pour le tout sans debat ou contredit de nous Evesque de Mets destusdis, ou d'autres de par nous. Et ledit jour de la Nativitei de Sainct Jean passei & les choses dessusdites escomplies doit estre cest present Escript cassei, destruict & mis à neant. Toutes lesquelles choses dessusdites chacune endroit soy, avons nous Evesque dessusdis promis & creanté l'un à l'autre en parolle d'Evesque & de Prince, & sub l'obligation de tous les biens de nous & de nos Subges, chacun de nous endroit soy, tenir, garder & escomplit par la forme & meniere que il est cy dessus devisé & escript. En signe de verité avons nous faict mettre nous Seiels plaqueis en cest present Escript. Que fuit faict double pour chacune desdites Parties le sien, en l'an l'Incernation nostre Seigneur mil trois cens quatre vingt quinze, le quatre jour du mois de Mars.

CLXXVI.

Erection de la Seigneurie de MILAN *en Duché par l'Empereur* WENCESLAS *en faveur de* JEAN GALEAS *premier Duc de Milan. Fait à Prague, le 11. Mai 1395.* [G.G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 257.] 11. Mai. L'EMPIRE ET MILAN.

WENCESLAUS Dei gratia Romanorum Imperator semper Augustus & Bohemiæ Rex, Illustri JOHANNI GALEAS Duci Civitatis & Diocesis MEDIOLANI, Comiti Virtutum, suo & Imperii Sacri Principi, gratiam Regiam & omne bonum. Augustalis potentiæ Monarchia, cujus Regimini, omnipotentis Dei bonitate mirifica, quamvis meritis insufficientibus, præsidemus, ad hoc animum nostrum sollicitudine quotidiana fatigat, ut ea, quæ dignitatem Romani Imperii felicibus incrementis amplificant, assiduitate continua meditetur. Quod quidem tunc feliciter adimplere credimus, dum in circuitu Sedis Augustæ Illustrium Principum numerum ad Imperii Sacri decorem feliciter adaugemus.

§. 2. Verum si ex labore dignitas provenire consuevit, si laudabilis sollicitudo Actuum publicorum parit gratiam liberaliter servienti, summa gratificatione personam tuam meritò credimus efferendam, in qua Patrem

ANNO 1395. trem dedisse tibi imaginem corporis, quàm signa fudisse virtutis. Scimus enim & longo temporis experimento didicimus, quod ardor tuæ fidei corpore paulatim senescente, non deficit; sed vergente deorum conditione corporea, fervor conditionis internæ in sublimiora conscendit; scimus etiam, quod à longis retroactis temporibus nobiles quondam Progenitores tui, ac demum tu, pro tuendis nostris ac Imperii Sacri Juribus, quæ diversorum Magnatum & Procerum in Italia & aliis finibus consistentium turpis conculcare tentavit ambitio, propria aperire non horruerunt æraria, insidiosis Bellorum se submiserunt eventibus, ipsorumque sollicitudine actum est, ut ipsa jura stabili & fixo remanerent in robore, & pro eisdem recuperandis Imperium quiesceret à labore.

§. 3. Hæc igitur & alia multiplicia probitatis merita & præclaræ devotionis insignia, quæ in te & eisdem Primogenitoribus tuis Domus Mediolanensis pia Mater radicavit antiquitas, & grata novitas solidavit, limpidius intuentes; non per errorem aut improvidè, sed animo deliberato, sano Principum, Comitum, Baronum, Nobilium, Procerum & aliorum nostrorum & Sacri Imperii fidelium accedente consilio, te, Princeps dilecte, non ad tuæ petitionis instantiam, sed de benignitate Regia, motuque proprio, ac tuæ originis nobilitate poscente, prout præsertim latitudo tui Dominii & ampla tui Ditioni subjecta spatia, nec non & intemerata fides tuæ universitatis & Populi, quæ vetusto jam tempore Sacrum honoraverat Imperium, non immeritò requirebant.

§. 4. Hodie in nomine Domini & Salvatoris nostri, à quo omnis Principatus & honor provenire cognoscitur, illustravimus & illustramus, & in Ducem Civitatis & Diocesis Mediolani sublimavimus, ereximus, decoravimus, & sublimamus, erigimus & decoramus de Romanæ Regiæ plenitudine potestatis; decernentes expressè, quod tu, Heredes & Successores tui Duces Mediolani perpetuis in antea temporibus omni Dignitate, Nobilitate, Jure, Potestate, Libertate, consuetudine & honore gaudere debeatis & frui continuò, quibus alii Sacri Imperii Principes & nominatim Duces Illustres fruiti sunt hactenus & quotidie potiuntur. Terras quoque tuas, Oppida, Castra, Munitiones, Villas, Provincias, Districtus, Montes, Colles & Plana, cum omnibus Silvis, Rubetis, Aquis, Pratis, Aquarumve decursibus, Puteis, Piscinis, Piscaturis, Teloneis, Monetis, Judiciis, Bannis, sive inhibitionibus venationum & pœnis inde sequentibus, consuetudine vel de Jure, Baronibus, Baroniis, Feudis, Feudatariis, Vassallis, Vassallitiis, Militibus, Clientibus, Judicibus, Civibus, Nobilibus, Plebeis, Rusticis, Agricolis, Pauperibus & Divitibus, & omnibus eorum pertinentiis, sicuti prædicta & eorum quælibet latitudo tui Dominii comprehendit, in verum Principatum & Ducatum ereximus, erigimus, insignimus, ac de prædictæ Romanæ Regiæ Potestatis plenitudine decoramus, tibi Illustri Johanni Galeas Duci Mediolanensi Ducatum seu Principatum hujusmodi in omnibus Honoribus, Nobilitatibus, Juribus, Privilegiis & Immunitatibus, quemadmodum Ducatus seu Principatus insignes ab Illustribus Romanis Imperatoribus seu Regibus possidentur vel tenentur, seu possideri consueverunt hactenus & à Sacro Romano Imperio dependent in Feudum, de benignitate Regia conferentes.

§. 5. Decernentes & hoc Romano Regio statuentes Edicto, quod tu, Heredes & Successores tui perpetuò Duces & Principes Civitatis & Diœcesis Mediolanensis nominari & appellari debeatis; & tanquam cæteri Imperii Duces & Principes teneri & honorari, & utique ab omnibus reputari, omnique tunc Privilegio, honore, gratia, dignitate & immunitate absque impedimento perfrui, quibus alii Sacro-Sancti Imperii Duces & Principes in dandis sive recipiendis Juribus, in conferendis seu suscipiendis Feudis & omnibus aliis illustrem statum & conditionem Ducum sive Principum concernentibus fruiti sunt hactenus, seu quomodolibet potiuntur, quodque quidem tu, Heredes & Successores tui Duces Civitatis & Diœcesis Mediolanensis, Ducatum seu Principatum eundem cum omnibus suis pertinentiis, sicut superius expressatur, à nobis nec non à Serenissimis Romanorum Imperatoribus & Regibus Successoribus nostris, & ab ipso Romano Imperio, quoties opportunum fuerit, debito solemnitatis honore cum vexillis, ut moris est, & solita reverentia suscipere debeatis, nobisque ac eisdem nostris Successoribus in casibus præmissis, sicut alii Imperiales Duces & Principes, præstare & facere Fidelitatis, Homagii, Obedientiæ & Subjectionis debita corporalia juramenta.

§. 6. Gaude igitur, Princeps novelle, & de impenso tibi per nostram Celsitudinem munere tua proles exultet; lætare, Comes Virtutum, quem nostra Serenitas speciali & ampla retributione prævenit, quem huc usque aliis tibi paribus imò etiam & majoribus denegavit. Operatio tua tam grato concordet cum omine, ut auctore Deo concessâ tibi per nos potiri valeas felicitat Dignitate; tende ad laudum celsa vestigia, ut priores tuos, quos honore superas, virtute transcendas, bonorum exempla sequere & ingenuitatis memor tuæ per viam probitatis incede; incumbe per amplius constantiæ simul ac fidei, sicut ut te prior honor dignum fecit altera, ita secundus tertia faciat dignitate.

§. 7. Supplemus etiam omnem defectum, si quis obscuritate sententiarum vel cujusvis solemnitatis omissione compertus fuerit quomodolibet in præmissis. Nulli ergò Hominum liceat hanc nostram Illustrationis, sublimationis, erectionis, decorationis, seu decreti paginam infringere, seu ei quovis ausu temerario quomodolibet contraire; si quis attentare secus præsumpserit, præter indignationem nostram gravissimam, pœnam centum marcharum auri purissimi, toties quoties contra factum fuerit, se noverit irremissibiliter incursarum; quarum medietatem Regalis nostri ærarii sive fisci, residuam verò partem supra dicti Ducis, Heredum & Successorum suorum usibus decernimus applicari, præsentium sub nostræ Regiæ Majestatis Sigillo Testimonio Literarum. Datum Pragæ anno Domini 1395. undecimo Maji, Regnorum nostrorum anno Bohemiæ trigesimo secundo, Romanorum vero decimo nono. *Signat:* JOANNES WRATISLAVIA. *Collata & concordata cum Originali proprio sigillato Sigillo Cæsareo ad verbum convenit, ut supra scripta & emendata est per me* TRISTANUM CHALCUM *Regium & Ducalem Mediolani Secretarium.*

CLXXVII.

Traité d'Alliance & Confédération entre CHARLES VI. *Roi de France*, & JEAN GALEAS *Comte de Vertus & Seigneur de Milan. Fait à Paris le dernier d'Aoust 1395.* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici pag. 259.] 31. Aoust. FRANCE ET MILAN.

NOus JEHAN GALEAS Comte de Vertus & Seigneur de Milan, sçavoir faisons: que nous considerans droict & d'intentive cure le lien d'affinité, qui de long temps est contract & ferme entre mon tres redoubté Seigneur Monsieur le Roy, ses Predecesseurs Roys, & la Couronne de France & autres de son sang & lignage avec nous; & aussy les grands honneurs & biens, que mon dict Seigneur le Roy, ses Predecesseurs Roys & autres de leur sang & lignage m'ont faict le temps passé, & font encore chacun jour en maintes manieres, comme chacun sçait & peut appercevoir; afin que ses Royaume de France & feaux & Subjects d'iceluy, & aussy noz Terres, Possessions & Seigneuries & Subjects soient & demeurent plus fermement & seurement unis par cette presente Union, Confederation & Alliance encontre tous Ennemis & haineux de l'un & de l'autre: avec mon dict Seigneur le Roy & son premier Filz né en loyal Mariage & Heritier en principal Seigneurie, avons faictes & fermées les Confederations, Amitiés, Colligations, Pactions, Convenances, & Alliances en la maniere qui s'ensuit.

§. 2. Premierement que nous promettons & jurons en bonne foy en l'ame de nous & sur les Sainctes Evangiles de nostre Seigneur corporellement touchées, sans aucune fraude, malice ou malengin quelconques, à mon dict Seigneur le Roy & à son dict premier (t) Filz né en loyal Mariage & Heritier en nostre principale Seigneurie li serons vrays, loyaux & bons amis, & son honneur, son bon estat; son utilité & son proffict, & celuy aussy de son dict premier Filz & Heritier & Successeur au dict Royaume, & de ses feaux & Subjectz, nous procurerons par toutes les voyes & manieres, engins & aydes, que mielx faire le pourrons; & tout le dommage que l'on pourroit faire à leurs personnes, à leur honneur, à leur Royaume, Terres, Seigneuries & biens, les feaux & Subjects d'iceux, nous empescherons & detournerons loyalment si tost qu'il viendra à nostre cognoissance; & les ayderons & fortifierons de nostre pouvoir, conseil, faveur & ayde à resister

(t) G. G. Leibnitz soupçonne qu'il faut lire, *soudit premier Fils & Héritier au Royaume, que nous & nôtre premier Fils, &c.*

ANNO 1395. résister à tous leurs Ennemis & Adversaires, que aucune chose voudroient ou s'efforceroient de faire encontre mon dict Seigneur le Roy, son prémier Filz & Heritier & Successeur ou Royaume, ou ses dictz Royaume, Terres & Seigneuries, feaux & Subjects, au prejudice de de leur honneur & estat; & par toutes les autres voyes & manieres, que mieux le pourrions faire, nous nous opposerons realment & de faict à tous Roys & Princes terriens, & à toutes autres personnes de quelconque estat, condition, preeminence ou dignité qu'ilz soient, * ou qu'ils s'efforceroient en aucune maniere de leur faire vilennie, dommage ou deshonneur; & leur honneur, profit & estat nous garderons loyaument de nostre pooir, exceptez toutes voyes ez choses dessus dictes nostre Sainct Pere le Pape & ses Successeurs canoniquement entrans en la Papalité, le Roy des Romains & de Bohemie, & ses Successeurs Rois Romains ou Empereurs Nosseigneurs, le Comte de Savoye nostre Filz & ses Successeurs, la Communauté de Pisa, la Communauté de Sienne, avec lesquelz nous avons certaines Alliances, lesquelles nous voulons demeurer en leur force & vertu.

§. 3. Et afin que aprés cette gracieuse & amiable concorde, union & amitié aucunes doubtes ne puissent advenir ou sourdre pour quelconque raison ou maniere que ce soit d'un costé ne d'autre, & que pour le temps avenir toute voye d'esclande soit clause; nous avons promis & juré en bonne foy & sur les Sainctes Evangiles de nostre Seigneur, corporellement touchées par nous, sans aucune fraude, malice ou malengin, pour nous ou par nostre dict Filz aisné & Heritier en nostre principale Seigneurie; tenir & accomplir de nostre part au dict Monsieur le Roy & à son dict Filz aisné & Heritier, & Successeur au Royaume, toutes les choses dessus dictes declarées & specifiées. En tesmoing de ce avons faict mettre nostre Seel à ces presentes. Donné à Paris le derrain jour d'Aoust, l'an de grace 1395.

CLXXVIII.

14. Sept. Vertrags-Brieff der Stadt Franckfurt am Mayn; Wodurch die zwischen der Stadt und Conrad dem Ertz-Bischoffen zu Mayntz, von wegen der drey Stifften nemblich St. Bartholomäus, Leonhardus, und unser Lieben-Frauen, entstandene zwispalt bengelegt werden, und auff zehen Jahr beschlossen wirdt, daß alle derselben Gülte, Früchte, Wein, Zinß und andere Victualien frey seyn, und kein ungelt darvon entrichtet werden solle. Geben auff des Heyl. Creutz Erhöhungs-Tage Anno 1395. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung III. Absatz I. pag. 4.]

C'est-à-dire,

Transaction ou Accord pour dix ans, entre la Ville de FRANCFORT *sur le Meyn, & l'Archevêque de* MAYENCE, *portant que toutes les Inimitiés & Hostilités arrivées au sujet des trois Eglises, de* St. Barthelemi, *de* St. Leonard, *& de* la Bienheureuse Vierge *cesseront; & que, pendant ledit tems, les Revenus, Fruits, Vins & autres Denrées apartenant à ces Eglises, seront libres de toute Accise. Fait le jour de l'Exaltation de la Ste. Croix.* 1395.

* WIr die Burgermeistere / Schöffene / Rath und die Burger gemeiniglich der Statt Franckfurt uff dem Mayn gelegen / bekennen and thun kundt öffentlich mit diesem Briefe / umb solche Spenne und Zweyhunge / als der Ehrwürdig in GOtt Vatter und herre / Conradt Ertz-Bischoff zu Mayntz / unser lieber genediger herre / von seiner Pfaffheit wegen der dreyer Stiffte S. Bartholomeus / S. Leonhardes und unser Frauwenberg / und ander seiner Pfaffheit zu Franckenfurt mit uns gehadt hat / daß darumb ein gütlich stehen / zwischen demselben unserm herrn seiner Pfaffheit ehegenandt und uns beredt und bethedingt ist / dasselbe gütlich stehen / wehren solle / zehen gantze Jahr / nechst nacheinander volgende / nach Datum dieses Briefs / in der Maß als hernach geschrieben stehet. Zum ersten sollen alle Gülde / Früchte / Wine / Zinse / und Gülte / die zu den obgenandten dryen Stifften / Pfründen / Vicarien und andern GOttes Gaben daselbst / bey Uns zu Franckfurt gehörend / diese vorgenandte zehen Jahr uß fry sin aller Ufsetze und Beede / und sollen sich der obgenandte Paffheit / der und anderst aller dinge der sie zu ir notturfft bedürffen gebrauchen / zu essen und zu trincken / und zu andern ihren Notturfften / und sollen wir die vorgenandte Paffheit daran nit beschweren / mit Mahlgelte / Saltz-Gelte / Ungelde / Beede / Stüre / noch mit keinerley Uffsetze ohn Geferde. Und wer das die obgenandte Paffheit von solchen ihren Früchten / Win und Gülte icht überig verbliebe / das mogen sie verkauffen / verschencken mit der alten Maße / oder für uffern nach ihren Nutzen / und sollen auch davon kein Ungelt oder Uffsetze als vorgeschrieben stehet / geben / ohn Geferde. Auch sollen die obgenandt Paffheit andere ihre Gülte und Güte die zu den obgenandten Stifften und GOttes Gaben nicht gehören / in die Freyheit nit ziehen / dann als viel ab ihn an den obgenandten Gülden und Gütern / die zu den vorgenandten Stifften GOttes Gaben gehörende abgienge / zu gebrauchen / als vorgeschrieben stehet. So mögen sich den anderer ihrer Gülte und Güte an dem Abgange zu essen und zu trincken gebrauchen / und sollen dann davone keine Uffsetze geben / als vorgeschrieben stehet / ohn Geferde / und was ihn darüber überbliebe / daran sollen sie sich der Freyheit nit gebrauchen / als vorgeschriben stehet. Mehr ist geredt / das alle Gülde und Zinse / die in die obgenandte Stifft zu Gelüchte oder zu Allmosen gehörende / auch frey sollen sein / die vorgenandte zehen Jahre uß / von allen Stüren und Uffsetzen als vorgeschrieben ist / ohn Geferde. Und wann die obgenandten zehen Jahre hinweg und vergangen sinde / so sollen der vorgenandte unser herr von Mayntz sine Nachkommen und Stiffte / die vorgenandte Stiffte und Paffheit zu Franckfurt oder niemands von ihrentwegen / noch auch wir oder niemand von unserent wegen / mit diß vorgeschrieben gütlichen stehen und begriffe nit behelffen / noch damit keinen Behelff oder Fürstand / für sich sehen / den jegliche Parthey sol und mag nach der obgenandten Zyt / ir Recht für ir haben / in aller der Maße als hüt zu Tage / vor diesem Briefe ohn Geferde. Auch sollen alle Coste / Schaden / Verlüste / und alle übergriff / es sey von Mahlgelte / Saltzgelte / Ungelte / Beede oder Stüre / wie sich von diß Zweytracht von beiden Partheyen / von der dryer Stiffte und anderer Paffheit wegen daselbst verlauffen hat / und geschehen sin / wie man die genennen mag / abesin / und ein gantz luter Verzieg sin. Auch ist beredt von deß zehenden wegen des Berges außwendig Sachsenhusen / das der obgenande unser herr von Mayntze / and die Erbarn Herren der Dechant und das Capitel des Stiffts zu Sanct Bartholomeus / ehegenandt uns darumb nit bethedigen noch zusprechen sollen / binnen diesen nechsten dryen Jahren nacheinander volgende / nach Datum diß Briefs. Und sol auch keine Parthey von des obgenandten zehenden wegen kein nüwe Recht oder Freyheit / Geistlich oder Werntlich / darüber binnen den obgenandten dryen Jahren erwerben / wo das geschehe / das solte kein Krafft noch Macht haben / und nach den obgenandten dryen Jahren / so sol jegliche Parthey von des zehenden wegen ihr Recht vorhanden haben / als hüt dieses Tages. Auch hat der obgenandt unser Herre von Mentze vor sich sein Nachkommen und Stifft genslichen verzyhen / umb alle solche Ansprache / Spenne und Zwitracht und Forderung / als er zu Uns und den Unsern gehabt hat von seiner Paffheit wegen / deß uff diesen hütigen Tag / und auch umb den Thorn / den wir uff den Kirchhoff zu Sanct Leonharde gebauwet han / und um den Pfaffen der von den Unsern erschossen warde / und auch umb die Kirchen / die wir oder die Unsern / in dem Kriege zwischen den Herren und Stetten was / gebrandt oder gestort han / oder in anderst übergriffen han an den Stücken und enden / als vorgeschrieben stehet / als ferre ihn das antrifft / und ist darumb gütlichen und genslichen mit Uns gerecht / desselben glichen verzyhen Wir Burgermeistere / Schöffen / Rath und Burgere gemeinglichen obgenandt uff denselben unsern herrn seine Paffheit und die sinen / die in des vorgenandten Zweytracht begriffen sin / umb alle Ansprache / Spenne / Zwitracht und Forderunge / die wir zu ihn oder den ihren gehabt han / bis uff diesen hütigen Tag von derselben Sachen und Zwitracht wegen / and sin darumb genslichen mit ihn gerecht und verzyhen / darauff sünderlich mit diesem Briefe. Auch ist beredt umb solche Beschwernüsse und Proces / die er und seine Richter uff uns / oder wer damit begriffen ist / gethan hat / daß er die abthun soll / und verzihet auch auff die Geistlichen Personen der dreyen Clöster / Prediger / Barfusser und Carmeliter-Orden zu Franckfurt gelegen / auch umb die Gefangen / als der Vitzthomb von Aschaffenburg / und die des Tages von Unsers herren von Mentzes wegen / mit ihme uff dem Felt gewest sin / uns abgefangen han / des ist gütlichen zwischen uns beredt / daß unser Herre ehegenandt der Gefangenen / die in unserm Dienste des Tages gewest sindt / lassen ledig geben sollen / auff ein alt Uhrfriede / und sollen wir auch herr Johann von Cronenberg / Ritter der alte unsere Diener / und alle die von Unsern wegen damitte begriffen sin / gein Unserm Herren ehegenandt und die sinen / und wer damitte von sinen wegen begriffen ist / uff die Reisigen habe / allen Schade / Costen und Verluste / die wir davon haben / genslich verzihen und mit ihme und den seinen obgenandten / darumb gütliche und genslichen verricht sin / ohn alle Geferde. Doch wehr das Her Johann von Cronenberg ehegenannt / darauff nit verzihen wolte / was er dann unsern Herren von Mentze / und den seinen obgenandten von siner Knechte und habe wegen / als er meindt das ihme der obgenandt Unser Herre oder di sinen da angewonnen und gethan haben / angewonne / das Unser Herr ehegenandt ihme von ehren oder Rechtswegen / darumb von der Geschicht wegen thun solte / davon sollen wir die von Franckfurt / denselben Unsern Herren / und die sinen entheben / an sinen und der sinen Schaden / ohne Geferde. Und sollen Herren Johannen von Cronenberg obge-

Anno 1395. obgenandt wider denselben unsern Herren oder die sinen keine hülff oder zulegung thun von der Sachen wegen/ ohne Geferde. Dessen zu Urkunde han wir unser Steten Ingesiegel an diesen Brieff thun hencken/ der geben ist nach Christi Geburth/ dreyzehenhundert Jahr/ und darnach in dem Fünff und neunzigsten uff des heiligen Creütz-Tage/ den man nennet Exaltatio.

CLXXIX.

5. Dec. Vertrag zwischen Wilhelm Bischoffen und dem Capitul eines/ dann der Stadt Straßburg andern Theils/ von wegen der Rechts-Vorderungen/ so weyl. Fridrich Bischoff zu Strasburg an benannte Stadt gehabt/ worinn dieselbe all-besagten forderungen renunciiren; und verspricht anbey besagter Bischoff vor sich und seine Nachkommen/ die Stadt und Burger bey ihren Freyheiten ungehindert bleiben zu lassen. Geben zu Strasburg am Sambstag vor St. Nicolaus Tag 1395. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Continuat. I. Fortsetzung III. Absatz X. pag. 288.]

C'est-à-dire,

Accord entre Guillaume *Evêque de Strasbourg, & son* Chapitre *d'une part, & la Ville de* Strasbourg *d'autre part, sur les anciens differends de ladite Ville avec l'Evêque* Frideric *de pieuse memoire. L'Evêque & le Chapitre y renoncent à leurs prétentions, & promettent, pour eux & leurs Successeurs, de garder & maintenir les Droits & Privileges de la Ville. Fait à Strasbourg le Samedi avant la St. Nicolas 1395.*

In GOttes Namen Amen.

WIr Wilhelm von GOttes Gnaden/ Erweleter und bestetigter Bischof zu Straßburg/ von Unsern und Unsers Bistumes wegen an einem Teile. Wir Volmar von Lutzelnsteyn/ Dechan und das Cappitel gemeinliche/ der Merren Stiffte zu Straßburg/ von Unsern/ Unsere Stiffte/ und Cappitels wegen/ also wir ouch des in offenen Capiteln besamt und beruffet wurdent/ und in Cappittels wise/ nach Unsers Cappitels/ und Unsere Stifte Reht und Gewonheit zu dem andern Teile. Und ouch wir Johans Sturm von Sturmecke der Meister/ Claus Berman der Ammanmeister und der Rat von Straßburg/ von Unsern/ Unsere Burgere/ und der Unsern wegen/ an deinem Teile. Verjehent und tun kunt/ allen den die diesen Brief iemer ansehent oder gehörent lesen/ also der Erwirdige/ Herre Friderich von Blanckenheim/ wilent Bischoff zu Straßburg/ unser des vorgenanten Bischoff Wilhelmes Vorfare an dem Bystume/ die egenant Stat Straßburg kriegete/ die wyle er Bischof zu Straßburg was/ umbe soliche Stucke/ Puncten/ und Artickele/ daran er meinde/ das die Stat/ dem Bystume/ und der Stifft unreht geschehen were/ von denselben Bischove/ und dem Bystume des Krieges sie verrichtet wurdent/ und der Sachen sie beidersite/ von dem Allerdurchluhtigesten/ Hochgebornesten Fursten und Hrn. Herrn Wentzeslaw Röm. Kunige und Kunig zu Beheim gewiset wurdent vur das Rehte/ und solte ynen bedersite/ das Reht besetzet werden in Hagenowe/ von herrn Borziboy von Swinar/ des vorgenanten Unsers herren/ des Kuniges Lant-Vogt in Elsaß/ mit der Kurfürsten Rete/ und soltent ouch bedersite ire Vorderungen aneinander/ aldo/ herrn Borziboy geschriben geben/ das sie ouch datent/ und was das/ umbe unsrer Frowen Tage der Liehte-Messe/ der da was/ in dem Jare do man zalte/ von Gotz Geburte druzehenhundert Jar/ Nuntzig und dru Jare. Und wande die Sachen/ verzogen/ und nit ußgetragen wurdent/ und doch Bischoff Friederich/ das alles det/ und understunt ane des gemeinen Capitels Geheisse/ wissende/ Wille/ und Gehelle/ und Stift/ das Bistum/ die Stat/ und ire Burgere von Straßburg und das Lant zu Eilsasse/ desses zu grossem verderplichen Schaden komen sint/ beide an Brande/ Nomen/ Totslegen/ und mangerlere Sachen. Das denne solicher schedelicher verderplicher Schade zwuschent dem Bistum/ der Stifft/ der Stat/ und dem Lande zu Eilsasse/ hinnan furter nit me ufferstande/ noch beschehe/ So ist zu wissende/ das wir/ die vorgenanten dru Teile zusamene sint gesessen/ und hant alle die Bresten/ so unser ein Teil/ an das ander hette/ oder gehaben möhte/ in welen Weg das were/ vur uns genommen/ und sunderliche/ die Vorderungen/ die Bischoff Friderich zu Hagenowe/ Herrn Borzyboy geschriben gap/ wider die Stadt Straßburg/ und die Stucke/ und Vorderungen/ die die Stadt/ wider Bischof Friderichen geschriben gap/ ouch Herrn Borziboy als vorgeschriben stat. Und hant die betrehteliche mit gutem Rate/ rehter wissende/ und mit Rate andere unserre Frunde und Rete/ bede Geistlicher/ und Weltlicher/ gegen einander gelutert und ußgetragen. Und sint ouch gentzliche daruf aller Sache umbe uf diesen hutigen Tag miteinander/ gutliche und liepliche gerihtet und geslihtet/ wie hernach geschriben stat.

Anno 1395. Zum ersten: So haben wir Wilhelm Bischof zu Straßburg von unsern und unsere Bistumes wegen/ und vur uns/ und alle unsere Nachkomen/ desselben Bistumes. Und wir Volmar von Lutzelnstein/ Dechan und das Cappitel gemeinliche der Stift zu Straßburg/ von unsern/ und aller unser Nachkommen wegen/ durch nutze und Notdurfft willen unsers Bystumes und der Stiffte/ gegen den vorgenanten Meister/ Ammanmeister/ Rate/ Burgern/ und der Gemeinde gemeinlich der Stette zu Straßburg/ und allen iren Nachkomen uns verzigen/ und verzihent uns mit diesem gegenwertigen briefe/ der Ansprachen/ Rehtes/ und Vorderungen/ die Byschoff Friderich/ von des Bystumes/ und der egenanten Stifte wegen/ an dieselben Meister und Rat/ und burgere zu Straßburg/ vorderte/ und zu Hagenowe/ Herrn Borziboy geschriben gap/ also die nemmeliche hie nach geschriben stant. Zum ersten/ das sie ire Pfaltze gebuwen/ und ire Pfaltzen-Stube uf eine Cappelle gebuwen hettent/ und ire Gerihte/ Meisterschafft/ und Rete gemaht hettent/ wider sinen Willen. Item daß sie umbe eigin/ erbe und Lehen rihtetent/ und gerihtet hettent/ und woltent nit das iemand anders/ daruber rihten solte. Item das sie sich der Almende/ inderwendig und ußerwendig der Stat underzogen hettent/ und habent daruf ire Muren gebuwen/ und dadurch gegraben. Item das sie sich des Werckes der Fabricken unsere Stifte und des Spitals zu Straßburg underzogen hettent. Item das sie in Banwines entweret hettent. Item das sie Zolle und Ungelt/ in sinen Geistlichen und Weltlichen Gerihten und anderswo ufgesetzet hettent. Item das sie ihn gerihtet hettent an sinen Geistlichen und Weltlichen Gerihten. Item das sie sine Pfaffheit geschetzet und Gebot über sie gemacht habent. Item sine Pfaffheit gestraffet habent/ und sie in nit woltent lassen straffen. Item das sie der Pfaffheit/ in iren freyen Hofen/ gebotten habent/ vur ir weltlich Gerihte/ und die Pfaffheit gebessert habent/ und in Pferde gebotten zu habende. Item das sie ire weltlichen Gebot in dem Munster uf geruffet habent. Item das sie der Pfaffheit gebotten habent zu singende/ wider ire Statuta. Item das sie Lute von gewiheten Stetten genomen haben/ freveliche/ und von den gerihtet. Item das sie ire weltlichen gesprecke en dem Munster habent gehebet. Item das sie in Friheit des Munsters ire Kremerige gehebet habent. Item das sie gerihtet habent von Unzuhten die geschehen sint/ in dem Munster und in Friheiten. Item das sie an sin geistlichen Gerihten nit habent das sine Officiale verbotten. Item das sie die Schribere/ Geistliches Gerihtes/ tunt wachen und habent andere Gebot über sie getan. Item das sie habent Pfalzburgere/ Edel/ und Unedele. Item das sie sich habent underwunden/ der Clöstere/ inderwendig und usserwendig iere stat/ und habent in der entwert. Item sie werent ouch einen freyen Gezog. Item das sie sich/ siner Muntzen underzogen habent. Item sie habent in ouch entwert eine Porten an der Stat genant Bischof Burgethor. Item sie habent in ouch entwert des Vares an Rine. Item sie habent ouch darzu dracht/ das sie nit wellent/ das er sine Empter/ Grosse und Kleine/ in der Stat/ mit ieman anders besetze/ denne mit iren Burgern. Item sie wellent ouch nit das die Wirte in der Stat/ sine Zoller schwerene/ vurzubringende und ze rugende/ die Zölle von iren Gesten. Item das sie in dem Kriege/ die Kiste/ darinne des Cappittels Ingesigel lit/ und des Cappitels Ingesigel darinne/ uß dem Munster namene/ und in ir Gewalt datent. Item sie habent ouch eine Ordenung gemaht/ wer under in eine Pfrunde/ Jor und Tag besitzet/ das den nieman dar uß sol triben. Item das sie nie den Schaden und Kosten keren/ den er des Krieges halb gehebet habe. Der vorgeschrieben Stucke aller/ und aller andere Stucke/ Artickele/ Puncten/ Vorderungen/ Rehtes und Ansprachen/ so Bischoff Friderich/ Herrn Borziboy geschriben gap/ wider die Stat von Straßburg/ und ire gesliches besunder/ verzihent wir Uns/ vur Uns/ und alle unsere Nachkommen/ gegen den egenanten/ Meister und Rate/ gegen iren Burgern/ gegen der Gemeinde gemeinlich der Stette zu Straßburg/ und allen iren Nachkomen/ das wir die gemeintlich/ noch ir deheinen besunder/ noch nieman von Unsern wegen/ niemer gevordern sollent/ noch ermoltent/ heimeliche/ oder öffentliche/ mit Worten oder Wercken/ mit Gerihte oder usserwendig Gerihtes/ noch das schaffen geton werden nu/ oder hernach/ in deheinen weg/ one aller Slahte/ Geverde und Argeliste. Da wider zu Liebe/ und zu Fruntschafft/ durch Frieden/ und Liebe lebendes willen/ so habent wir die vorgenanten Meister/ Ammanmeister/ und der Rat von Straßburg/ gegen den vorgenanten Erwürdigen Herrn/ Herrn Wilhelme/ dem Bischove/ Herren Volmar dem Dechan/ und dem Cappitel der vorgenanten Stifft/ uns verzigen/ und verzihent Uns/ mit diesem gegenwertigen Briefe/ der Ansprachen/ und Vorderungen/ die wir an Bischoff Friderich vordertent/ und Herrn Borziboy geschriben gabent/ mit Namen/ das uns Bischoff Frederich durch sinen herlichen Mutwillen kriegete/ und zu Kriege notigete und trengete/ von sinen/ sines Bistumes/ und der Stifft wegen über das/ das wir mit ime gerihtet/ und geslihtet warent/ von aller der Ansprachen/ und Vorderungen wegen/ so er an Uns/ oder wir an in hettent/ oder gehabent mohtent/ und sich aller Ansprache gegen Uns verzigen hette/ des Krieges/ er Uns zu schedelichem verderplichem Schaden drahte/ hoher denne umbe zehen werbe/ hundert dusent Guldin/ und das alles det/ wider die Rihtunge und Ubertrages Brieffe/ die wir von ime hettent/ besiegelt mit sine und des vorgenanten Cappittels Ingesiegeln/ der Rihtigungen und Verziges-Brief/ geben wart an dem ersten Mentage nach Sant Martins-Tage/ in dem Jare do man zalte

ANNO 1395.

ualte von Goß Geburte/ Druzehenhundert Jar achzig und nun Jare. Und aller der andern Ansprachen und Vordrungen/ die wir Herrn Vorzubey/ desselben males an Bischof Friderich geschriben habent/ das wir/ noch unser Nachkomen/ noch nieman von unsern wegen/ die niemer sullent/ noch enwellent gevordern/ noch schaffen geton werden/ heimelich/ noch offenlich/ mit Worten oder Wercken/ mit Gerihte/ oder ußewendig Gerihtes/ nu oder hernach in denheinen weg one alle Geverde.

Darnach so ist zu wissende/ daß wir/ vur Uns/ und alle unsere Nachkomen/ mit einander fruntliche überkomen sint/ diser hienach geschriben Stucke/ und die gegeneinader geluteret habent/ Also/ das sie hinnanfurder ewekliche also gehalten sollent werden. Zum ersten/ so wellent wir Bischoff Wilhelm/ Volmar von Lutzelnstein der Dechan/ und das obegenant Cappittel gemeinliche/ wande das von alter her also gehalten ist/ so lange/ das das nieman virdencket/ das ein jeglich Byschoff zu Straßburg/ der do zu Byschofe zu Straßburg erwelet/ oder erkosen/ oder von Unserme Heiligen Vatter/ dem Babeste zu dem Bistume von Straßburg versehen wurt/ sweren sol an dem Heiligen Lypliche mit ufgehebter Hant/ uffe sin Hertze/ der Stat von Straßburg/ ire Burgere/ und die iren/ lassen zu belibende bi allen iren Friheiten/ Gerihten/ Rehten/ und Gewonheiten/ also sie die harbraht hant/ und ynen die zu werrende/ und nit zu wirrende/ und ouch wider sie nit ze tunde/ das selbe alles/ und was davor/ und hienach an disem briefe geschriben stat/ wie der vorgenant Bischoff Wilhelm gesworen hant. Wir wellent ouch/ daß Unsere/ des vorgenanten Bischoff Wilhelmes Obersten Amptlute allesamment/ mit Namen/ unser Vitztum/ unser Hofmeister/ unser Schultheiße zu Zabern/ unserre Vögte zu Mollesheim/ Bernestein/ und Ortemberg gemeste Amts/ und alle die Schultheissen und Schaffenere/ in unsern Stetten und Vesten/ und alle andere Vogte und Amptlute in den Stetten der Pflegen/ die hernach an uns vallent/ sweren sullent/ an den Heiligen/ die Stat von Straßburg/ ire Burgere/ ire Dienere und die iren/ alle dieuyle wir lebent/ und Bischoff zu Straßburg sint/ uß und in ze lassende/ in alle unsere Stette/ Schloße und Vestin zu allen iren Noten/ so di Tage/ so di Naht/ wie dicke es in fuget/ oder not beschiht/ und sich des nit widerrede/ noch zu hinderende/ noch das schaffen geton werden/ in denheinen Weg/ one alle Furwort/ und one alles verbieten und verziehen/ als wider uns/ den vorgenanten Bischoff Wilhelm ane Geverde/ Und ouch zu bestellende/ und zu versorgende/ das des Bistumes Sloße/ Stette/ oder Vestin/ noch die Lute/ darinne nicht tugent/ oder schaffent getan werden/ wider die Stat Straßburg/ ire Burgere/ oder die iren/ ungeverliche/ und ouch darumbe/ das das gehindert wurde oder gen ret/ der vorgenanten Amptlute deheiner von sine Ampte zu gande/ oder ufzugebende. Wie der vorgenant Bischoff Wilhelm wellent ouch/ das es die jetzigen Ambachtlute also swerent zu haltende/ also sie es ouch ingenote/ alle gesworen habent. Und wellent darzu/ were das der vorgenanten Amptlute deheinre abeginge/ oder wie in von sime Ambahte entsattent/ oder verandert wurde/ in welchen weg daz were: Welchen wir denne/ an sine stat sehent/ oder machent/ oder schaffent gemacht/ den sollen wir solich haben/ das er in den nehesten viertzehen Tagen darnach an die Stat Straßburg vare/ und vor Meister und Rate swere zu haltende/ zu tunde und zu vollefurende/ one alle andere Furwort/ alles das/ das der/ an des stat er denne gesetzet oder gemaht ist/ und dise Brief sint gesworn hette zu tunde/ und des eine bekenntnisse mit eime briefe der Stat gebe ungeverliche. Wir der vorgenant Bischof Wilhelm wellent ouch nieman/ diewile wir lebent und Bischoff zu Straßburg sint/ unsers Bistumes und der Stiffte/ Slosse/ Stette oder Vestin/ jemer versetzen/ verkumbern verkouffen oder ingeben/ ane Urlov/ Wissende und Willen/ Meister und Rates zu Straßburg/ die denne sint/ und wenne su iren willen hartzu tunt/ dennoch so sollent wir versorgen und bestellen/ das der denne nu solche Stette/ oder Vestin ingeben/ daruß/ noch darin/ noch dieselben Stette/ Slosse oder Vestin/ niemer getun/ wider die Stat/ und die Burgere von Straßburg/ und das Meister und Rate/ und den iren/ solliche Slosse/ Stette oder Vestin offen sint/ und blibent/ zu allen iren Noten/ alse als vorgeschriben stat one alle Geverde.

Es sollent ouch alle unsere deß Bistums und der Stifft Lute die under uns seßhafft sint/ wo die gesessen sint/ einen freyen Gezog haben/ mit irem Libe und Gute zu ziehende in die Stat Straßburg/ oder wohin es in fuget/ und sollent wir noch die Unseru das nit weren noch sie daran irren in denheinen weg. Und hettent ouch die Unsern iegeme Abtrinne versworn/ Burgschafft dafür gesetzet/ oder gelubede darvur getan/ wie daß were/ die sollent wir/ oder die Unsern in disen nehesten ahte Tagen derselben ire Eide und Burgschafft ledig und los tun sagen. Were es ouch daß iemand der unser Bischoff Wilhelms und der Stiffte Man oder Dienir weren/ sine Lute/ die unter ihme sitzent/ trengen oder twengen wolte/ oder sie biz har getrenget hette/ daß sie keinen freyen Gezog haben soltent/ uf den/ und uff des follent Wir Bischof Wilhelm den vorgenanten Meister/ Rat und iren Nachkommen/ geraten und beholffen sin/ das er sine Lute der Getren n isse/ Eide/ Burgschafft und Gelubete/ die sie darvur gegeben/ getan/ oder getan hettent/ und die von Abtrinne wegen darteffe/ ledig sage/ die sie nie darumb getan haben/ und daß er sie fry lasse ziehen mit irem Libe und Gute/ wahin sie wellent/ als ouch das billich/ reht und gewohnlich ist/ ußgenommen eigen Lute/ die man besetzen soll mit den lideresten/ als das von alter her darin gewohnlich und reht ist. Der von Straßburg Lehelute mögent der Burgere von Straßburg/ Vieh/ Pferde/ Rinder/ Schaafe und ander Vieh uf unser Wonne/ Weyde und Almende treiben/ wo die sitzen/ also unzhar gewohnlich ist gewesen ungestraffet. Item der von Straßburg Gesinde und Knehte/ die si under uns uf iren Gütern und Hofen sitzende habent/ sollent in unsern Dörffern und Gerihten/ do denne solich Gesinde/ oder Knehte sitzent/ den Unsern helffen machen/ Mulen/ Ofenhuser/ Wege/ Stege und Burnen/ und ouch helfen graben und wachen/ nach Marzal/ und alle gemeine Eynungen helffen halten/ und sullent mit den Unsern zu Gerihte gon/ in den Gerihten/ do sie denne sitzent/ und sollent wir/ noch unser Amptlute/ oder die unsern/ noch nieman/ von unsern/ oder iren wegen/ sie darüber fürbasser nötigen/ oder trengen/ me zu dienende/ oder ze tunde/ denne als vorgeschriben stat/ ane alle Geverde. Wir der vorgenant Bischoff Wilhelm wellent ouch nit/ das man von deheinen Burger von Straßburg/ sinen Gutern/ Friheiten/ und dem iren utrihten solle/ wande wir ire Friheit selber wol gesehen und gelesen hant/ das sie des von Bebesten/ Romischen Keysern und Kunigen gefryet sint/ das man davon nit rihten sol.

Und darumbe so wellent wir/ wenne deheinen unserme Amptmanne/ oder den Unsern/ in dem Gerihte/ darinne den Burgern von Straßburg ir Gut/ oder das ire verbotten ist/ es zu dem ersten male/ verkundet wurt/ wie der von Straßburg briefen/ oder gewissen boten/ das sy denne/ die Lute/ das Gut/ oder das ire/ das denne verbotten ist/ ledig sagen sollent/ one allen Schaden fürderlichen und ane verzog/ und sullent unser Amptlute den oder die/. die die burgere von Straßburg ir Gut/ und das ire/ verbotten hettent/ den burgern wohwisen in der Stat Straßburg/ und sol man denne/ den unsern/ die in die Stadt also nachgewiset werdent/ in der Stat zu Straßburg unverzogenliche des Rehten helffen ane Geverde. Und sollent unser Obersten Amptlute/ die davor benennet sint/ das also sweren zu haltende/ und sollent alle die Schultheisen und Amptlute die under in sint/ es ouch tun sweren zu haltende in sunt/ so sie in zu eime Amptmanne sehent/ oder machent/ alles ungeverlich. Wir der vorgenant Bischoff Wilhelm wellent ouch/ welcher der von Straßburg ingesessen Burger/ uß der Stat/ hinder uns/ in unsere Stette/ Dorffere/ Gerihte/ und Gebiete zuhet/ derselbe und sine Nachkommen sullent uns Jares dienen eine alte gemeine banbert/ und dieselben sullent den unsern da sie danne seßhaffte sint/ helffen machen/ Mulen/ Ofenhuser/ Burnen/ Stege und Wege nach der Marzal alse sie danne daran an geburt ungeverlich/ sie sullent ouch alle gemeine eynungen helffen halten/ und sullent mit den unsern in unsern gerihten/ da danne solche dinge geet sitzent/ zu Gerihte gan. Sie sullent ouch den Unsern helffen graben und waden nach irre Anzahl ungeverlich/ wie noch die Unsern sullent ouch semeliche burger über die vorgeschriben Dinge nit furbasser trengen oder notigen uns vurbasser zu dienende oder zu tunde denne als vorgeschriben stat. Wir sollent noch enwollent ouch nit gestatten/ das dieselben burgere/ yeman versetze/ oder verbinde Gulte/ oder Zinse zugebende/ oder Schulde ze machende/ in denheinen Weg. Wo ouch einre/ der von Straßburg burgere eine Unfuge tut in unsern Gerihten und Gebieten/ kommet der mit dem Libe darvon/ so sol ouch alles sin Gut fry und ledig sin und bliben/ und sullent wir sie sin daruf schirmen/ schirmen/ und hanthaben/ also ander unser Lute ane Geverde. Welhre ouch von Straßburg ingesessen Burger/ sine Kinde oder Gesinde uß der Stat in unsere Gebiete Jares vert sine Gutere zu buwende oder andeen sinen Nutz zu werbende/ der doch sine deste Husere in der Stadt zu Straßburg het/ der und dieselben/ sullent fry hinder uns sin alles Dienstes und aller der Vorderungen/ so die Unsern an sie gevordern oder gerne möchtent/ wande wir wolient das sie fry sint/ und ouch unser Wonne und Weide mit allem irem Viehe nutzent nutzen und niessen/ und zu aller irre Notdurffe bruchen/ alse alle andere unsere Lute/ und alse das ouch harkommen ist ane Geverde. Welhe die von Straßburg/ vur Edellute zu Burger empfahent/ oder sus vor Edellute hant/ und die under Uns under unser Gebiete zugent/ und die do seßhafft werent/ oder Jegenote da seßhafft sint/ die sullent wir/ noch nieman von unsern wegen/ sie nit notigen/ noch trengen/ zu tunde anders denne alle andere Edellute tunt/ die under Uns gesessen sint ane Geverde. Wenne ouch die von Straßburg Ire Stat verbietent/ die mogent hinder Uns ziehent/ in welre unser Stat/ oder Gerihte sie wellent/ und wohin sie hinder uns ziehent/ so sullent sie ire Kinde und Gesinde/ diewile die Zile werent/ also in denne die Stat verbotten ist/ fry sitzen alles Dienstes/ und aller Vorderungen/ und sollent es gegen dem halten/ also von der von Straßburg Edeln Burgern da vorgeschriben stat. Wie der vorgenant Bischoff Wilhelm/ noch unser Amptlute/ noch nieman von unsern wegen sollent noch enwellent/ den Unsern niet verbieten/ das sie den Burgern von Straßburg Ingesessen und Ußgesessen/ noch den iren/ nit malen/ bachen/ oder arbeiten sollent/ in welchen Weg das sie; wande wir wellent/ daz die Unsern in malent/ bachent/ und arbeitent/ umbe ire Phennige als andern Luten/ ane Geverde. Unsire Zollere/ die in der Stadt zu Straßburg/ uf den Brucken/ und de den Thurnen/ von Unsern wegen Zol nement/ dee sullent von Wine und von Korne/ noch von deheinen andern dengen nit me Zolles nemen/ denne als man von Alter her/ vor zweintzig/ oder drissig Jaren doselbes genomen het one alle Geverde. Wir der vorgenant Bischoff Wilhelm/ noch nieman von Unsern wegen/ sollent/ noch enwellent hinnanfurder in allen unsern Steten/ Dorffern/ und Gebieten/ es sie uf Wasser oder uff Lande/ deheinen nuwen Zol/ uf die Burgere von Straßburg noch uf ihr Gut machen/ noch von in heischen und hettent wir oder die Unsern/ semmeliche nuwe Zölle gemachet/

die

ANNO 1395. die sullent abe sin ane Geverde. Es sollent ouch alle Geistlichen/ und Weltlichen Gerihte/ die wir in der Stat zu Straßburg hant/ in der Stette Straßburg ewecliche bliben/ und sin/ als sie unze har gewesen sint ane Geverde.

Wir wellent ouch mit Namen/ die Stabe von Straßburg lassen bliben/ ungehindert bi der Pfaffheit in aller der massen/ also su die harbraht habent one alle Geverde. Wir ouch die vorgenanten Meister/ Ammanmeister und Rat zu Straßburg/ verjehent/ wande die vorgeschriben Erwurdige Herren/ Herre Wilhelm der Bischoff/ Herre Volmar von Lutzelnstein der Dechan/ und das Cappittel gemeinlich/ uns/ unsere Stette/ unsern Burgern/ und den unsern/ die Gnade/ und Fruntschafft geton hant als vorgeschriben stat. So wellent wir in dagegen zu Liebe und Fruntschafft/ das nieman der unsern/ der Tum-Herren der obegenanten Stiffte guter/ wie die genant sint/ angriffe unherfolget und ane Gerichte. Wir wellent ouch nit/ das neman der unsern den vorgenanten Tum-Herren der Stifft/ mit Rates Botten/ vur uns/ uf unsere Pfaltze Gebiete/ weder umbe Zehenden/ Selegerete/ oder Zinse/ die zu iren geistlichen Pfrunden gehörent/ die kuntlich sint daß es Zehenden/ Selegerete/ oder Zinse sy. Noch das in kein weltlich Gerihte/ in ihre Höfe gesetzet werdent. Wir wellent su ouch nit irren abe ze tunde an den funiff leven Pfrunden/ die su uf irre Stiffte hant/ also das es doch geschehe/ mit der Pfrundener Wille. Was ouch den Tum-Herren wechsset/ es sie uf irem eigin/ oder von irem Pfrunden/ in gemeine oder besunder/ es sie Win/ Korn/ oder andere dinge/ das in iren Bruderhof get/ uf iren Spicer oder Kelre/ oder in andere ire Höfe/ davon sollent sie keinen Zol geben. Wer aber umbe sie solich Gut kouffet/ do sol der Kouffer von Zol geben also denne gewönlich ist ane Geverde/ und sie nit. Darzu soll ein jeglicher Schaffener/ den sie haben in Bruder-Hoffe kein Pfert haben/ von Gebottes wegen unserre Stette/ wenne er des erlassen sol sin; Alle vorgeschrieben dinge/ und ir jegliches besunder die von unsern Bischoff Wilhelmes/ unsers Bistumes/ und unserre Stiffte wegen da vorgescheiben stant/ gelobent wir Bischoff Wilhelm vur uns/ und alle unsere Nachkomen des egenanten Bistumes/ bi dem vorgenant unserme Eide/ stete/ veste/ und unverbröchenliche zu haltende/ zu habende/ und zu vollefurende. Und sunderliche die Verzignisse/ ewecliche/ und niemer da wider zu tunde/ noch zu komende/ mit Worten/ oder Wercken/ mit Gerihte/ oder oswendig Gerihte/ noch das schaffen getan werden/ nu oder hernach in deheinen weg one alle Geverde. Wanne wir unse uff diesen hutigen Tag/ umbe die vorgenanten Stucke/ und umbe alle andere Ansprachen und Vorderungen/ so wir an die egenanten Meister und Rat/ ire Burgere/ Gemeine oder besunder gehebet hant/ oder gehaben möchtent/ in welchen weg das gesin möhte/ mit ynen gentzlich gerihtet/ geschlihtet und ubertragen sint. Wir Vollmar von Lutzelnstein/ Dechan/ und das Cappittel gemeinliche der obgenanten Stifte zu Straßburg verjehent. Also der Erwürdige/ Herre Wilhelm erwelter und bestetigeter Bischof zu Straßburg unser lieber Herre/ von sins Bystumes wegen/ wir von unsere Stiffte wegen und die erbern/ Wisen/ Herr Johannis Sturm der Meister/ Her Claus Berman der Ammanmeister/ und der Stat zu Straßburg zusamene gesessen sint/ und vur uns genomen hant/ die Gebresten/ so unser ein Teil an das ander hette/ und ouch die Vorderungen und Ansprachen/ so Bischof Friderich an die Stat Straßburg zu Hagenowe Hern Borziboy geschriben gap/ und ouch die Vorderungen/ so die Stat Straßburg an Bischof Friderich/ do wider geschriben gab Herrn Borziboy/ und das gegeneinander geluttert und ußgetragen habent/ und mit einander gentzlich gerihtet/ und geslihtet sint/ in di Wise also davor bescheiden ist. Das daß also alles mit unserme guten Gunste/ Willen und Gehelle geschehen ist. Und gelobent es ouch/ vur uns und alle unsere Nachkomen an der vorgenanten Stift/ und sunderliche die obgeschriben Verzignisse/ stete/ veste/ und unverbröchenliche zu haltende/ in aller der Wise und Masse/ als von dem obegenanten unserme Herren/ Bischof Wilhelme da vorgeschriben stat. Wir ouch Johanns Sturm der Meister/ Claus Berman der Ammanmeister der Rat/ ond die Burgere gemeinliche der Stat zu Straßburg verjehent was von unsern wegen davor geschriben stat/ das wir das ouch halten/ und vollefuren wellent one alle Geverde/ und zu eime waren Urkunde/ und ewiger Stetigkeit/ so habent wir Bischof Wilhelm unser grosses Ingesigel/ ond ouch wir die vorgenanten Meister/ Ammanmeister und Rat der Stette zu Straßburg unsere Stette groß Ingesigel an diesen Brief gehencket. Der geben ist zu Straßburg an dem nehesten Samestage vor St. Nicolaues Tage des H. Bischofes/ des Jares do man zalte von GOttes Geburte druzehen hundert Jar nuntzig und funff Jare. Und sint dirre Briefe dri geliche/ der eine bi Uns Bischof Wilhelm/ der ander bi uns/ dem vorgenanten Cappittel/ und der dritte by uns/ dem vorgenanten Meister und Rat und der Stat zu Straßburg belibent.

CLXXX.

1395. 1396. 11. Mart. *Traité de Mariage conclu entre* CHARLES VI. *Roi de France &* RICHARD II. *Roi d'Angleterre, où celui-ci s'oblige d'épouser* ISABELLE *Fille aînée dudit Roi de France. Donné à Paris le* 11. *Mart* 1395. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 813.] ANNO 1395. 1396.

CHARLES, par la grace de Dieu, *Roy de France*, SAVOIR FAISONS a touz presens & a venir, Nous avoir veu & fait lire, de mot a mot, devant Nous, & en la presence de, noz treschiers & tresamez Oncles & Frere, *les Ducs de Berry, de Burgoingne, d'Orleans, & de Bourbonnoiz*, & de nostre grant Conseil, les Lettres, de noz ditz Oncles, & Frere, accordees, passees, & faites par nostre commandement, volente, & ordenance, & par vertu du Povoir, par Nous donne & attribue a noz ditz Oncles & Frere, incorpore en leurs devant dites Lettres, contenans ceste forme,

JEHAN *Duc de Berry & d'Auvergne*, Conte de Poitou, d'Auvergne, & de Bouloingne,

PHELIP *Duc de Burgoingne*, Conte de Flandres, d'Artoiz, & de Bourgoingne,

LOYS *Duc d'Orleans*, Conte de Valoiz, & de Beaumont, touz Filz de Roy de France,

ET LOYS *Duc de Bourbonnoiz*, Conte de Clermont & de Forez, Oncles & Frere *de Monseigneur le Roy*,

FAISONS SAVOIR A TOUZ QUE,

Pour consideracion & en esperance que les tresgrans, & comme innumerables, esclandes, maulx, inconveniens, dommages, & effusion du Sanc Humain,

Qui ainsi, comme il est notoire, sont avenuz, es temps passez, a cause & par les descors, debaz, discentions, & Guerres d'entre *le dit Monseigneur le Roy* & Predecesseurs d'une part, &, treshault & puissant Prince, *le Roy d'Angleterre* nostre Cousin & ses Antecesseurs d'autre part,

Cessent, & que miex plus brief & convenablement puissent les dites Parties de & sur ce venir a bonnes conclusion, Paix, & Accord, estre & durer, es temps a venir, longuement entre eulx & leurs Successeurs lien d'affinite & de Linage, & y estre nourroies ensemble leurs Royaumes, Terres, Seignories, & Subgiez, Amistie, conversation & unite, forcloses divisions, haines, & maltalens,

A ESTE PROCEDE traittier & pourparler du Mariage, a presente accorde, & qui, au plaisir de Dieu & de Seinte Eglise, se fera & sera solemnise entre nostre dit Cousin *le Roy d'Angleterre*, & nostre treschiere tresame Niece Madame Ysabel de France, ainsnee Fille de mon dit Seigneur le Roy,

Et,

Pour ces causes & consideracions, & les autres tresgrans biens, apaisemens, & proufiz, qui par ce moyen sont, a l'aide Dieu, disposez d'ensuir, non seulement aux dites Parties, & a leurs Royaumes, Terres, Seignories, & Subgiez, mais aussi a toute Christiente, au bien & union de l'Eglise universele, & a la confusion des Mescreans & Adversairs a la Foy Catholique,

ONT par & entre Nous, Ducs devant diz, pour & ou nom de mon dit Seigneur le Roy, & par vertu de la Puissance, par lui a Nous attribuee & ottroie en ceste partie, par ces Lettres, contenans ceste forme,

KAROLUS, Dei gratiâ, *Francorum Rex*, UNIVERSIS, præsentes Literas inspecturis, Salutem.

Inter Prothoplaustas, per Matrimonii Fœdus, a Summo rerum omnium Conditore, primævis temporibus ordinatum, nedùm Generis humani Propagatio legittimè successit in Mundo, verùm etiam inter Reges & Populos (Hostis antiqui versutiâ interdum ad invicem diffidentes) Discordiæ in Concordiam, Guerræque & Dissensiones, in Pacis amœnitatem, de facili, fuerunt sæpissimè commutatæ.

Nos igitur,

Attendentes quòd Serenissimus Princeps, carissimus Consanguineus noster, *Richardus Rex Angliæ*, prout Nobis nuper, per solennes suos Ambaxiatores, Procuratores, & Nuncios, Intimare voluit, eum, carissimâ Filiâ nostrâ Primogenitâ, *Ysabella* Franciæ (licet nondum Annos pubertatis attingat) afficitur Conjugali Vinculo sociari,

Super quo jam, inter ipsos dicti Consanguinei nostri Ambaxiatores & Procuratores ex unâ parte, & Nos & certos a Nobis deputatos ex alterâ, certi Tractatus & modi prolocuti, certaque Capitula in scriptis redacta fuere,

Sperantes in illo, per quem omnia bona succedunt, per Negotium hujusmodi, si fine prospero concludatur,

ANNO 1395. 1396. Salutem, Pacem, & prosperitatem utrisque Populis, Nobis & dicto Consanguineo nostro Subditis, bonumque permaximum toti Christianitati, futuris temporibus, provenire,

Et, ob hoc, cupientes, quantum in nobis est, effectuosas in hiis operum efficacias impendere, potissimè cùm ad nostram, de præsenti, notitiam devenerit ipsum Consanguineum nostrum suos denuò solennes Ambaxiatores, Procuratores, & Nuncios ad nostram, pro continuatione processûs hujusmodi & ipsius Negotii complemento, præsentiam destinare,

NOTUM FACIMUS quòd,

De, carissimis Patruis & Germano nostris, *Johanne Bituricensi*, *Philippo Burgundiæ*, *Ludovico Aurelianensi*, & *Ludovico Borbonii*, Ducibus integrè, plenè, ac etiam firmissimè, merito confidentes ut, eorum mediante concilio (qui dictæ Primogenitæ nostræ tàm propinqui nexu Sanguinis conjuncti sunt) Tractatus ipse, favente Domino, valeat felici conclusione firmari,

IPSOS Patruos & Germanum nostrum, ut tres vel duos ipsorum in solidum, nostros veros & indubitatos Procuratores, Negotiorum Gestores, & Nuncios speciales FACIMUS, CONSTITUIMUS, ac etiam ORDINAMUS per Præsentes,

Eisque, & tribus, aut duobus ipsorum, DAMUS, ATTRIBUIMUS, & CONCEDIMUS plenam & liberam Potestatem, & Mandatum speciale, TRACTANDI, nomine nostro, pro dicta Primogenita nostra, Sponsalia per verba de futuro, vel Matrimonium per verba de præsenti, cum dictis Nunciis & Procuratoribus dicti Consanguinei nostri, nomine ipsius & pro ipso, prout commodius, firmius, & convenientius de Jure fieri poterit, & per utrosque Procuratores supradictos ac inter eos concordatum & conventum,

Verba Sponsaliorum de futuro, seu Matrimonii de præsenti, per ipsos Procuratores & Nuncios dicti Consanguinei nostri, nomine ipsius proferri petendi,

Et CONSENSUM, in ipsam Filiam nostram, per eos, dicti Consanguinei nostri nomine, præbendum, recipiendi & acceptandi,

Cum ipsisque Procuratoribus & Nunciis ejusdem Consanguinei nostri, de Dote, Dotalitio, Donatione propter Nuptias, necnon de Arris, & cæteris in hac parte constituendis, eorùmque qualitate & quantitate, ac etiam de terminis, locis, & modis solutionum & satisfactionum de eisdem, & quanto tempore præfata Filia nostra nobiscum manebit, ac ubi, & quando, cujùsque expensis, & sub qua forma transmitti debebit, conveniendi & concordandi,

Tractata etiam & concordata, super hiis, inter ipsos Patruos & Germanum nostros & tres vel duos ipsorum ex unâ parte, & dictos Procuratores & Nuncios dicti Consanguinei nostri ex alterâ, quatenus nos tangit, omni securitate, legitimâ & honestâ, nomine nostro firmandi,

Similémque securitatem ab eisdem Procuratoribus & Nunciis præfati Consanguinei nostri petendi, stipulandi, & recipiendi,

Ab ipsisque Procuratoribus & Nunciis, quòd idem Consanguineus noster a dicto Tractatu, si, Deo permittente, ipsum firmari contigerit, nullatenus deviabit, securitatem petendi,

Cæteráque omnia & singula faciendi, gerendi, & exercendi, quæ in præmissis & circa præmissa necessaria fuerint seu quomodolibet oportuna, & quæ tanti Negotii qualitas exigit, ac etiam quæ Nos faceremus & facere possemus si præsentes personaliter interessemus, etiam si Mandatum exigerent magis speciale;

Promittentes, in verbo Regis, Nos ratum, gratum, & firmum perpetuò habituros quæcúnque per dictos Patruos & Germanum nostros, & tres vel duos ipsorum in solidum, acta, gesta, conventa, concordata, promissa, firmata, & procurata fuerint in præmissis & quolibet præmissorum, ac contra ea, seu eorum aliqua, non venire, nec in eis variare,

Quódque dicta Filia nostra hujusmodi Contractum, si ipsum concludi contigerit, ratum & gratum habebit dùm ad annos devenerit pubertatis,

Ipsósque Procuratores nostros, nec Potestatem, eis per Nos per præsentes attributam, nullo unquam tempore revocare volumus:

Insuper quòd dicti Patrui & Germanus nostri, de Personis de Genere nostro, & de Conciliariis nostris, quales quantoque numero sibi placuerit, ac quotiens voluerint, secum evocent, qui dictis Negotiis eisdem assistant, & ea faciant quæ sibi duxerint injungenda;

Quibus mandamus ut eis, in hiis, pareant tamquam nobis.

In quorum Testimonium nostrum præsentibus Literis fecimus apponi Sigillum. ANNO 1395. 1396.

Datum *Parisius* die XXIX. Octobris, Anno Domini Millesimo trecentesimo nonagesimo quinto, & Regni nostri decimo sexto,

D'une part,

Et par & entre, noz trescheres Cousins, *les Contes Roteland*, & *Mareschal*, Cousins, & Messieur *William le Scrop* Chambellan du dit Roy d'Angleterre, pour & en Nom d'icelui, & par l'auctorite & vertu du Povoir, par lui a eulx donne, & attribue en ceste partie, par ses Lettres, dont la teneur ensuit,

RICARDUS, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ*, & Dominus Hiberniæ, omnibus Christi fidelibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem & fidem indubiam præsentibus adhibere.

Plasmator hominum ipse Deus, Matrimonii bona piâ consideratione prospiciens, Primo dominantium Legem dedit, quâ & ejus frueretur bonis, & speciem continuaret in posteris, Adjutorii sibi dati legitimâ gaudens conjunctione, sub sinceræ dilectionis ac Animæ & Corporis unitate, ex cujus legalis conjunctionis Fœdere plerúmque provenit Deo grata Sobolis Procreatio, linealis Successio, Consanguineorum hinc & inde laudabilis Alligantia, Amoris soliditas in dilectis, & discordantibus via Pacis.

Hæc dùm internæ considerationis oculo renovamus, appetentes prædicta proficua nobis & nostræ Reipublicæ pro nostro tempore divinis nutibus evenire, divolgante fama celebri, & credibilium personarum crebra relatione nostris auribus inculcante, quanta in præcarissima nobis *Domina Ysabella Filia Primogenita Domini Karoli carissimi Consanguinei nostri Franciæ* resflorcat Generis nobilitas, vigeat & morum honestas (licet sub annis adhuc teneris fuerit constituta) ipsam, ad laudem Dei & prædictorum bonorum expletionem, summâ mediante gratiâ, peroptamus habere Conjugem divini & humani domûs pariter & Consortem.

Hinc est quòd,

De fidelitate & legalitate, prudentiâ & circumspectione, carissimorum Consanguineorum nostrorum, *Edwardi Comitis Rotelandiæ*, *Thomæ Comitis Mareschalli & Notingamiæ*, & *Willhelmi le Scrop* Camerarii nostri, & eorum cujuslibet, plenariè confidentes,

Ad contrahendum Sponsalia per verba de futuro, seu Matrimonium per verba de præsenti, cum prædicta Domina, quocunque modo convenientiùs & ordinatiùs de jure fieri poterit, & in eandem, jure Sponsaliorum ut in Sponsam, seu Matrimonii ut in Uxorem, nomine nostro consentiendum,

Ac verba Sponsaliorum seu Matrimonii de præsenti, per ipsam vice mutuâ proferenda, & CONSENSUM, in nos per ipsam præbendum, recipiendum & acceptandum,

Necnon ad tractandum, cum Procuratoribus, Parentibus, & Amicis ejusdem Dominæ, de Dote, Dotalitio, Donatione propter Nuptias, ac Arris in hac parte constituendis, & eorum singulorum qualitate & quantitate, ac etiam de terminis, locis, & modis solutionum & satisfactionum de eisdem, ac etiam quanto tempore expensis Parentum & Amicorum debeat sustentari, necnon ad quem locum prædicta Domina, & quando, ac cujus expensis, & sub qua forma, per Parentes & Amicos debeat transmitti, conveniendum & concordandum.

Et ea, que sic TRACTATA, CONVENTA, & CONDORDATA fuerint, quatenus ad nos attinet, omnimodâ securitate, honesta & legitima, nomine nostro FIRMANDUM,

Similémque securitatem nomine nostro, PETENDUM, STIPULANDUM & RECIPIENDUM, JURANDUMQUE, in Animam nostram, quòd CONTRACTUM hujusmodi RATUM habebimus, nec Potestatem præsentem eis datam revocabimus, aliquid vel faciemus aut procurabimus, per quod CONTRACTUS hujusmodi, seu ejus debita Consummatio, in casu quo per dictos Procuratores seu eorum aliquem sic, ut præmittitur, contrahi contigerit, quomodolibet poterit impediri,

Ac etiam ad PETENDUM securitatem, debitam & sufficientem, a Parentibus & Amicis dictæ Dominæ Ysabellæ, quòd ipsa a CONTRACTU hujusmodi nullatenus variabit,

Cæte-

Anno 1395-1396.

Caeterique omnia & singula FACIENDUM, EXERCENDUM, & EXPEDIENDUM quæ in præmissis ac circa ea necessaria fuerint vel oportuna, & quæ qualitas hujusmodi Negotii & natura exigunt & requirunt, & quæ nos faceremus seu facere possemus si personaliter ibi præsentes essemus, etiam si Mandatum exigant quantumcúmque speciale,

Prædictos, Edwardum, Thomam, & Guillielmum, ac quemlibet eorumdem per se & in solidum, nostros veros, legitimos, & indubitatos Procuratores, Negotiorum Gestores, & Nuncios speciales, organúmque vocis nostræ, in præmissis & eorum singulis, FACIMUS, ORDINAMUS, CREAMUS, & CONSTITUIMUS per præsentes;

Promittentes, in verbo Regio, Nos RATUM & GRATUM perpetuis temporibus HABITURUM quicquid per Procuratores nostros prædictos, vel ipsorum aliquem, ACTUM, GESTUM, seu PROCURATUM fuerit in præmissis & singulis præmissorum,

Ipsósque Procuratores & Nuncios nostros, & eorum quemlibet, ab omni onere satisdandi expressè, tenore præsentium RELEVAMUS.

In quorum omnium & singulorum Testimonium atque fidem pleniorem has Literas nostras Patentes fieri fecimus, & Sigilli nostri magni appensione muniri.

Datum apud Manerium nostrum de Chilterne Langele, tricesimo die Decembris, Anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo quinto. Et Regni nostri decimo nono.

D'autre part,

ESTE FAITES & CONTRAICTES FIANSAILLES & ESPOUSAILLES du dit Roy d'Angleterre, & de nostre dite Niece,

ET, a ceste cause, les diz Contes & Chambellan, pour & ou Nom du dit Roy d'Angleterre, & par vertu de leur Povoir dessus transcript, ONT ACCORDE, PROMIS, ENCOVENANCIE, & JURE, ACCORDENT, PROMETTENT, ENCONVENANCENT, & JURENT que le dit Roy d'Angleterre PRANDRA nostre dite Niece a Femme, & Espouse, PAR LOYAL MARIAGE,

Et desmaintenant eulx, pour & ou Nom du dit Roy d'Angleterre, & par vertu du dit Povoir, L'ESPOUSERONT par Paroles de present,

Et, par mi ce, Nous, Ducs dessus nomez, pour & ou nom de mon dit Seigneur le Roy & de nostre dite Niece, avons accorde & promis, accordons & promettons, que nostre dite Niece prandra a Mari & Espoux le dit Roy d'Angleterre,

Et desmaintenant l'espousera, par paroles de present, en la presence des diz Contes & Chambellan,

Et sur ce ont este obtenues Dispensacions, souffisans d'un cousté & d'autre,

ITEM, que le dit Monseigneur le Roy, a l'onure & pour contemplation du dit MARIAGE & pour sa dite Fille, & les Enfans qui istront & serront procreez d'icelui MARIAGE, & les Descendans d'eux, baillera & paiera au dit Roy d'Angleterre, ou a son certein Mandement, la Somme de huit cens milles Francs d'Or, ou la valeur, quil ont cours en France de present, & selon le Marc d'Or par ceste forme; C'est assavoir,

Trois cens milles Francs a l'Anell & Solennisacion du dit MARIAGE,

Et cent milles Francs en la fin de l'An, apres yceille Solennisacion,

Et ainsi des lours en avant, cent milles Francs, d'An en An, jusques a plain paiement d'icenlx huit cens mil Francs,

Les quelx mon dit Seigneur le Roy donne & ottroye a sa dite Fille pour & en lieu de tous partages, Appenages, Successions de Pere & de Mere, & autres Droiz quelconques, que Elle, ses Enfans, & les Descendans d'eulx, leurs Hoirs, Successours, & aians cause, pourroient demander, reclamer, & avoir, en Meubles ou Heritages, ou Royaume de France, ou autre part,

Pourveu, toutevoies, que, se ne porte aucue prejudice au dit Roy d'Angleterre, ne a ses Hoirs, Successeurs, ne aians cause quant au Droit & Querele, que le dit Roy d'Angleterre maintient a present, & Monsieur le Roy, ou contraire, pour Lui, ses Hoirs, Successeurs, & aians cause,

Et parmi ce que, des si tost que elle sera aagice de douze Ans acompliz, Elle, de l'auctorite du dit Roy d'Angleterre, renoncera a touz les diz partages, Apenages, Successions, & autres Droiz quelconques, pour elle, ses diz Enfans, Descendans, Hoirs, Successeurs, & aians cause; Et a ce l'auctorisera, sens aucun contredit, refuz, ou delay, le dit Roy d'Engleterre, par la meilleur & plus seure maniere que faire se pourra,

Et les diz Contes, Rotland, Mareschal, & Chambellan, ont promis & enconvenance, promettent & enconvenancent, desmainteeant, es Noms que dessus, que le dit Roy d'Angleterre auctorisera nostre dite Niece, des sitost que elle sera ou dit aage de douze Ans, & sitost qu'il en serra requis pour faire la dite Renonciacion, la lui sera faite par les meilleurs & plus seures forme & maniere que faite se pourra;

Pourveu, toute voies, que, se ne porte aucun prejudice au dit Roy d'Angleterre, ne a ses Hoirs, Successeurs, ne aians cause, quant au Droit & Querele que le dit Roy d'Angleterre maintient a present, & Monsieur la Roy, au contraire, pour Lui, ses Hoirs, Successours, & aians cause,

Et reserve aussi a nostre dita Niece que, se ou temps a venir, la Duche de Bayviere, ou autres Terres, assises hors le Royaume de France, du Cousce & Ligne de ma Dame la Royne sa Mere, lui escherient par la Succession des Parens de ma dite Dame la Royne, elle y puist succeder, non contrestant la Renonciacion dessus dite.

ITEM, Nous, Ducs devantdiz, accordons, ottroyons, consentons, promettons, & enconvenancons, es Noms que dessus, & semblablement les diz Contes & Chambellan, es Noms dessusdiz, accordent, ottroient, consentent, promettent, & enconvenancent que, se aprez Solennizacion du dit Mariage le dit Roy d'Angleterre aluit de vie a trespassement, senz Enfans procreez d'icelui Mariage, & que nostre dite Niece le survesquist, elle estant soub aage, ou aagiee de douze ans acomplis, la Some de cinq cens milles Francs, ou ce qui auroit este paie de la dite Some de huit cens milles Francs, oultre la Some de trois cens miles Francs, sera rendu & restitue a nostre dite Niece:

Et, s'il avenoit que elle trespassast senz Enfans, procreez du dit Mariage, & que le dit Roy d'Angleterra la survesquist, il seroit tenu a rendre & restituer a mon dit Seigneur le Roy, ou a celui qui pour le temps seroit Roy de France, ou a leur certain Mandement, la Some de quatre cens milles Francs, ou ce qui seroit lors paie de la devant dite Some de huit cens milles Francs, oultre la Some de quatre cens milles Francs; & pour ces restitacions faire, es cas & par la maniere que dit est, le dit Roy d'Angleterre s'obligera, & les diz Contes & Chambellan, es Noms que dessus, en ont desmaintenant obligie & obligent ycelui Roy d'Angleterre, ses Hoirs, Successeurs, & aians cause, & touz leurs biens meubles & immeubles, presens & a venir.

ITEM, s'il avenoit que nostre dite Niece trespassast avant le dit Roy d'Angleterre, & que de ce Mariage demourassent Filles senz aucun Masle, & apres ce ycelui Roy d'Angleterre eust enfans Masles d'une autre Dame, considere que aucune restitucion n'est ordennee estre faite, de la Some dessusdite, aux Filles, se elles y estoient, se a l'Oir Masle devoit appartenir l'Orrie du Royaume d'Angleterre; En ce cas, le dit Roy d'Angleterre seroit & sera tenuz de appener & pourveoir, appenera & pourveira, ycelles Filles honorablement, selon leurs Estaz, & si comme il appartient a Filles de Roy.

ITEM, pour oster toutes questions & debaz, qui pourroient sourdre ou temps a venir, les Enfans Masles & Femelles, qui seront procreez ou dit Mariage, ne ceulz qui descendront d'eulz, ne pourront jamais avoir, demander, ne reclamer aucun Droit de Succession, ne autre quelconque, ou Royaume de France, ne en la Dignite Royal, suppose que le cas adveinsi que eulz, ou aucun d'eulx, feussent, ou feuil, les plus prouchains, ou prouchain, ou degre de Linage: Et desmaintenant les diz Contes & Chambellan, es Noms que dessus, ont promis & promettent que le dit Roy d'Angleterre prometra & s'obligera, pour Lui, ses Hoirs, Successeurs, & aians cause, les quelz ils ont, ou Nom que dessus, obligiez & astrains a ce, qu'ils n'en feront jamais aucune action ne demande.

POURVEU, toute voies, que ce ne porte aucun prejudice au dit Roy d'Angleterre, ne a ses Hoirs, Successeurs, ne aians cause, quant au Droit & Querele que le dite Roy d'Angleterre maintient a present, & Monsieur le Roy, au contraire, pour Lui, ses Hoirs, Successeurs, & aians cause.

ITEM, que, si tost que le dit MARIAGE sera solennise, nostre dite Niece aura acquiz & acquierre son

Douaire

Anno 1395. 1396.

Douaire ou Aonuite de vint milles Nobles d'Angleterre de revenue par an, dont elle joïra paisiblement, pour en faire sa voulente & plaisir, & lequel Douaire ou Annuite lui sera assiz bien & suffisamment, a le prandre par sa main, aussi tranchement & grandement que ta prist & oe onques Ruyne d'Angleterre :

Et se le dit Ruy d'Angleterre aloit de vie a trespassement, nostre dite Niece vivant, estant aagiee de douze ans, elle auroit & prandroit, aura & prandra, son dit Douaire ou Annuite, & en joiroit & joira paisiblement toute sa vie durant, tant comme elle se tendroit & tendra de remarier; suppose que elle s'en venist demourer ou Royaume de France, & qu'il eust Guerre (que Dieu ne veulle) entre mon dit Seigneur le Roy & le Roy d'Angleterre, ou leurs Soccesseurs.

Item, Nous, Dues de Berry, de Bourgoine, d'Orleans, & de Bourbonnoiz dessus nommez, nous sommes faiz & faisons fors, ou Nom, & pour mon dit Seigneur le Roy, que nostre dite Niece, venue a l'aage de douze ans acomplis, consentira le dit Mariage: Et, s'il avenoit que elle le contredisist, mon dit Seigneur le Roy ne pourroit, en ce cas, aucune chose demander ne r'avoir de la dessus dite Somme de huit cens milles Francs, mais seroit tenuz de la parpaier se elle ne l'estoit, & demourroit, ou dit cas, entierement au prufit du dit Roy d'Angleterre:

Et, semblablement, se da la partie d'icelui Roy d'Angleterre demouroit que le dit Mariage ne feust parfait & consume, les diz Contes, de Roteland, Mareschal & Chambellan, ont vouln, accorde, consentu, & ottroye, veulent, accordent, consentent, & ottroyent, que le dit Roy d'Angleterre sera, & soit tenuz de rendre & restituer, & de fait rendra & restituera a mon dit Seigneur le Roy, ou a celui qui pour le temps seroit Roy de France, ou a leur certain Mandement, la dite Somme de huit cens milles Francs, ou ce qui seroit paie d'icelle Somme; & avec se paiera au dit Monsieur le Roy, ou a celui qui lors seroit Roy de France, autre huit cens milles Francs;

Les quelles Sommes ont este estimees & ordennes es diz cas pour les dommages, interestz, fraiz, & dispeos des dites Parties.

Item, que le dit Roy d'Angleterre, & les prouchains de sa Couronne & de son Ligoage, seront tenuz & s'obligeront expressement desmaintenant, & le dit Roy d'Angleterre le fera par eulx faire & promettre, & eulx en obligier donner & bailler leurs Lettres, en forme convenable & souffisant, que, se yceluí Roy d'Angleterre trespassoit avant la consummation du dit Mariage, nostre dite Niece, franche & desliee de touz liens & empeschemens de Mariage, & autres obligacions quelconques, seroit & sera, ensemble touz ces Juyaux, meubles, & biens, rendue & restitue a mon dit Seigneur le Roy, ou au Roy de France qui pour le temps seroit.

Et, semblablement, s'il avenoit que le dit Roy d'Angleterre mourust aprez la consummation du dit Mariage, nostre dite Niece, s'il lui plaisoit, s'en pourroit venir & retourner en France tranchement, & aportee touz ses Joyeux, meubles, & biens, senz ce que elle feust ou peust estra detenue liee, oe obligee, ne que acun empeschement lui feust mis, en sa Persoone, oe a ses diz biens.

Item, que mon dit Seigneur le Roy sera tenuz de vestir, enjoveller, & faire mener & acompaignier, a ses fraiz & dispens, sa dite Fille honnorablement, selon son estar, jusques a Calays, ou elle sera receve par le dit Roy d'Angleterre ainsi qu'il appartient.

Toutes lesquelles Convenaoces, Promesses, Traictiez, Accors, Ottroys, Poins, Articles & autres choses dessus touchees, & chascune d'icelles, Nous, Does de Berry, de Bourgoigne, d'Orleans, & de Bourbonnoiz, pour & ou Nom de mon dit Seigneur le Roy, & par vertu de la Puissance dessus incorporee, a nous & les diz Contes de Roteland & Mareschal & le dit Messieur Guillame Scrop, pour & ou Nom du dit Roy d'Angleterre, & par vertu de leur Povoir dessus transcript, onr par Noz & leurs Foiz & Seremens, sur ce bailliez les uns aux autres, fait, vouln, consento, accorde, passe, ottroye, promis, & enconvenancie, &, par la teneur de ces presentes, Nous, diz Dues, es Noms que dessus, les faisons, voulons, consentons, accordons, passons, ottroyons, promettons & enconvenancons, & aussi les diz Contes & Chambellan, es Nums que dessus, les font, vouleot, consentent, accordent, passent, ottroyent, promettent & enconvenancent, & que elles soient & seront faites, enterinees, & acumplies, aient & fortissent, auront & fortiront, plain & entier effect, de point en point, senz enfraindre, & sens ce qu'il soit ou puist estre fait, dit, allegué, ou venu par quelconque, ne pour quelconques cause, couleur, ou occasion, que ce soit, taisiblement, expressement, ou autrement, comment qu'il soit, au contraire, ores, ne ou temps a venir,

Et que mon dit Seigneur le Roy, & le dit Roy d'Angleterre, en tant qu'il touche & puet regarder chascun d'eulx, les ratifferont, approuveront, loveront, greeront, & confermeront, & les feront, promettront, enconvenanceront, & juseront, en Parole de Roy, par leurs foiz & loyautez, pour eulx, leurs Hoirs, Successeurs, & aians cause, & les feront faire, tenir, enteriner, & acomplir entierement & a plain,

Et eo obligeront eulx, leurs diz Hoirs, Successeurs, & aians cause, ensemble leurs biens, meubles & immeubles, presens & a venir, queleonques ils soient, & quelque part qu'il soient situez & assiz, les quelz Nous Ducs dessus diz avons, es Noms devantdiz, & les diz Contes & Chambellan, es Noms que dessus, ont obligiez & assiz, obligons & ypotecons, obligent & ypothequent, pour toutes ces choses, & chascune d'icelles, estre faites, enterinees, & acompliez, plainement senz enfraindre,

Et en donront & bailleront mon dit Seigneur la Roy, & le dit Roy d'Angleterre, leurs Lettres seelles de leurs Seaulx, avec Instrumens publiques, se mestier est, en la meilleur & plus seure forme & maoiere que faire ce pourra, toutes & quante foiz que requis en seront.

En Tesmoing de ce Nous, Docs de Berry, de Bourgoigne, d'Orleans, & de Bourbonnoiz, avons fait mettre ooz Seaulx a ces presentes.

Donn. & faites a *Paris*, le ix. jours de Mars, l'An de grace mille, troiscens, quatrevins & quinze.

Lesquelles Lettres, avec les Fiansailles, Esponsailles, & toutes les Convenances, Promesses, Traictiez, Accors, Ottroys, Solutions, Paiemens, Restitutions, Renunciacion, Auctorisacion, Obligacions, Ypothecatioos, Poins, Articles, & autres choses quelconques, dont mention y est faite, ensemble leurs circumstances & dependances quelconques, & chascune d'icelles, en tant qu'il touche & regarde, puet & pourra, ores & oo temps a venir, toucher & regarder, Nous, noz Hoirs, Successeurs & aians cause, Nous, par meure deliberacioo sur ce eue, avons, de certaine science, ferme propos, & liberale voulente, agreables, fermes, & estables, & par la teneur de ces presentes, les loons, approuvons, ratiffions, & confermons, voulans & ottroyans pour Nous, ooz diz Hoirs, Successeurs, & aians cause, que elles soient faites, gardees & tenues, perpetulement & a toos jours, enterinees & acomplies, aient & fortissent plain & entier effect, de point en point, senz ce qu'il soit ou puist estre dit, allegule, fait, ou venu par Nous, noz diz Hoirs, Successeurs, ou aians cause, ne autres quelconques, pour quelcooques cause, couleur, ou occasion que ce soit, taisiblement, expressement, ou autrement, orez, ne ou temps a venir, aucunement au contraire.

Et, a greigneur, fermete & seurte, les promettons, enconvenaocons, & jurons, en bonne Foy & en Parole de Roy, pour Nous, noz diz Hoirs, Successeurs, & aians cause, en tant qu'il toochant Nous & eulx, tenir, garder, faire, enteriner, & acomplir, & fere faire, garder, tenir, acumplir, & enteriner antierement & a plain,

Et eo obligons & ypothecons expressement nous, noz diz Hoirs, Successeurs, & aians cause, ensemble noz & leurs biens, meubles & inmeubles, presens & a venir, quelconques, & quelque part qo'il soient situez & assiz,

En renuncant expressement, sur ces choses & chascune d'icelles, pour Nous, noz diz Hoirs, Successeurs, & aians cause, à tootes subvencions, aides, & faveurs de Droit, Canon & Civil, escript, Dispensations, Privileges, Franchises, Libertez, Usages, & Coustumes generaulx, especiaulx & locaux, & autres choses quelconque de Droit, de fait, & de cautele, par les quelles, ou aucune d'icelles, peust estre dit, alleguie, propose, fait, on venu, en tout, ou partie, par quelconque maniere que ce feust ou soit, contre la teneur & parpetuite de ces Lettres, & meismement au Droit, disant generale Renunciacion oon valoir;

Et a fio que ce soit ferme & durable a tous jours, Noos avons fait mettre nostre Seel a ces presentes.

Donn. a *Paris* le xi. jour de Mars, l'An de grace mille, troiscens, qoatrevins & quioze, & le xvi. de nostre Regne.

Par

ANNO 1395. 1396. Par le Roy, en son grant Conseil, ou estoient, Messers *les Duc de Berry, de Bourgogne, d'Orleans, & de Bourbonn, le Connestable : Nous les Patriarche d'Alexandrie, les Evesques de Noyon, de Portiers, & d'Aras : les Seigneurs de Coucy & de Lebret :*

Le Conte de Santerre,

Le Viconte de Melerm, les Seigneurs de Gine & de Latremoille, Maistre *Odard de Moulins ;*

Et plusieurs autres.

MANHAC.

Visa

Collacion est faite aux Lettres dessus transcriptes.

CLXXXI.

1396. 1. Mai. FRANCE ET ANGLETERRE. *Accord entre les Princes du Sang Royal d'*ANGLETERRE, *& ceux du Sang de* FRANCE, *touchant le Mariage de* RICHARD II. *Roi d'Angleterre, avec* ISABELLE *Fille de* CHARLES VI. *Roi de France. Fait à Windsor le 1. Mai 1396.* [G.G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 260.]

NOus JEAN Filz au Roy Duc de Guyenne & de Lancastre, Comte de Derbi, de Nicole & de Leycestre Senechal d'Angletere, Esmond Fils au Roy, Duc de Verwyk & Conte de Cantebrugge, Thomas Fils au Roy, Duc de (1) Gloucestre & Comte d'Essay & de Buckynham Connestable d'Angleterre, Henry de Lencastre Comte de Derbi, de Herford & de * Norhert Seigneur de Behennok, (al Hennok) Edward de Verwyk Comte de * Ruckland & de Cork, Thomas Mombray Comte de Notingham susdict, & William l'Estrop Chambellan du Roy nostre Seigneur (al. Thom. de Holend Comte de Huntyngden Chambellan de Angleterre, Thom. Nembray Comte de Notingham Mareschal d'Angleterre) d'une part : & les Nobles & puissantes Princes les Ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orleans & de Bourbonnois, Uncles & Frere de son Cousin de France d'autre part, de & sur le Mariage de nostredict Seigneur le Roy & de la tres Noble Dame Isabelle de France.

§. 2. Avons accordé, enconvenancé & promis, que nostre dict Seigneur le Roy & les prochains Seigneurs de la Couronne & de son lignage seroient tenus, prometroient & s'obligeroient expressement, & bailleroient leurs Lettres en forme convenable & suffisante, que sy nostre dit Seigneur le Roy trespassoit avant la consummation dudict Mariage, ladicte Dame Isabelle franche & desliée de tous liens & empeschements de Mariage & obligations quelsconques seroit & sera, ensemble tous les joyaux, meubles & biens, rendue & restituée à son Cousin de France Pere de ladicte Dame Isabelle ou a son Heritier & Successeurs, & semblablement s'il advenoit, que le Roy, nostre dit Seigneur, mourust apres la consummation dudit Mariage, icelle Dame Isabelle s'il luy plaisoit s'en pourroit aler & retourner en France franchement, & emporter tous ses joyaulx, meubles, sans ce que elle peust ou deust estre detenue, liée ne obligée, ne qu'aucun empeschement luy feust mis en sa personne, ne en sesdicts biens.

§. 3. Nous dessusdits Oncles Freres & Cousins de nostre dit Seigneur le Roy, considerans les tresgrands biens & prouffitz, qui sont disposez a avenir a l'aide de Dieu, par le moyen dudit Mariage, non seulement audict Roy nostre Seigneur & a son Cousin de France ledits Royaumes, Terres, Seigneuries & Subjects, mais aussy à toutte Chrestienté, à l'union de Sainte Eglise & à la confusion des mescreantz, avons nous tous ensemble & chacun de nous, pour nous, nos Hoirs, Successeurs & ayans cause, enconvenancié & promis, enconvenancons & promettons par la teneur de ces Lettres de certaine science & plain vouloir, que si nostre diet Seigneur le Roy alloit de vie a trépassement paravant la consummation dudict Mariage, ladicte Dame Isabelle franche & deliée de tous liens & empeschement de Mariage, & autres obligations quelsconques seroit & sera, ensemble tous ses joyaux meubles & biens, rendue & restituée plainement, a soudict Pere ou à son Héritier & Successeur. Et semblablement, s'il advenoit que le Roy nostre Seigneur mourust apres la consummation dudict Mariage ladicte Dame Isabelle s'il luy plaisoit sen pouroit aller, & retourner en France franchement & emporter sesdicts joyaux, meubles, & biens sans estre ne pouvoir estre detenue, liée ne obligée, ne qu'aucun empeschement luy fust mis en sa personne ne en ses dictz biens. Et ainsy nous & chacun de nous, pour nous, nos dictz Hoirs & Successeurs & ayans cause le voulons & convenancions & prometrons en bonne foy & par nos serments & loyautez, faire faire, enteriner & accomplir entierement à nos loyaux poairs ; & empescher de faict en tant qu'il nous seroit possible, si aucons ou aucun vouloient ou vouloit faire & entreprendre au contraire. En obligeant & hypothequant expressement nous nosdicts Hoirs & Successeurs & ayans cause & nos & leurs biens quelsconques meubles & immeubles, presens & à venir ; pour ces choses & chacune d'icelles estre tenues, gardées, faictes, enterinées & accomplies au plain, selon la forme & teneur de ces presentes & du Traicté dessusdict, & sans estre proposé, allegué, dict ou faict taisiblement ne expressement ne autrement, comment qu'il soit au contraire. En tesmoignance de ce, nous Ducs & Comtes dessus dictz avons faict mettre nos Seaulx a ces Lettres, données & faictes a Wyndesvore, le premier jour de May, l'an de grace mil trois cents quatre vingts & seize. Nous avons faict corriger la date de cette Lettre & mettre quatre vingtz & quinze. Signé par nostre Chancelier & autres de nostre Conseil.

ANNO 1396.

CLXXXII.

Verbund-Brieff der Burgermeister und Raths der Stadt Cölln eines und der Gemeinden solcher Stadt andern theils/ darinnen sie sowohl wegen Erwehlung des Raths und des ihme zu leistenden gehorsams/ als auch wegen der unter den Gemeinden der Stadt zu haltenden Ordnungen übereinkommen/ und einander dabey zu handhaben versprechen. Cölln uff des Heil. Creutz-Tag den man zu latein schreibt Exaltatio 1396. [LONDORPII Acta publica Parte XII. Lib. XIII. Cap. LXXV pag. 170.]

C'est-à-dire,

14 Sept. *Traité d'Union entre le Magistrat de la Ville de* COLOGNE *d'une part, les Communes & les Métiers de ladite Ville, d'autre part, par lequel on convient de ce qui regarde l'Election du Magistrat, l'obéissance qui lui est dûe, & l'ordre que lesdites Communes & Métiers doivent observer, avec promesse reciproque de s'y conformer. A Cologne le jour de l'Exaltation de la Sainte Croix. 1396.*

Jm Namen der Heiligen Dreyfaltigkeit Amen.

WIr Burgermeistere und Rath der Stadt von Cölln/ und vort wir die Gemeinde alle gemeinlichen von allen [illegible] Ampten und Gaffel-Gesellschafften/ arm und reich/ gesessen und wohnhafftigen binnen Cöllen hernach geschrieben. Als mit [illegible] wir von dem Wullen-Ampt [illegible] und Kriegsmann/ mit den Ampten/ so uns verbunden/ und wir mit ihnen/ mit Namen Schröder/ Wullfarber und [illegible]. Von dem [illegible] mit den jenen/ die zu uns vereyd und verbunden seynd/ und wir mit ihnen. Von des Schwartzen Hause/ mit den [illegible] und seinen Werkern und den jenen/ die zu uns verbunden seynd/ und wir mit ihnen. Von den Goldschmieden mit den Goldschlagern die zu uns verbunden und vereyd seynd/ und wir mit ihnen. Von der Windecken mit den jenen/ die zu uns verbunden seynd/ und wir mit ihnen. Von den [illegible] mit den jenen zu uns verbunden/ und wir zu ihnen. Von dem Himmelreich mit den jenen/ die zu uns verbunden seynd/ und wir mit ihnen. Von den Schilderern mit den Ampten zu uns verbunden/ und wir mit ihnen/ mit Namen Wapenstecker/ Sadelmacher und Glasswörter. Von den Ahren mit denen jenen/ so uns verbunden und vereyd seynd/ und wir mit ihnen. Von den Steinmetzern mit den Ampten Zimmerleuten/ Holtzschneidern/ Kistenmacher/ Leyendecker und Schleyerer/ zu uns verbunden/ und wir mit ihnen. Von den Beckern mit den jenen zu uns verbunden und wir mit ihnen. Von den Breweren mit den jenen/ die zu uns verbunden seynd und wir mit ihnen. Von dem Gur-

telg

(1) Quoi que porte cet Accord, on pretend que le Duc de Glocestre ne voyoit pas ce Mariage de bon œil, & qu'il vouloit donner sa Fille en Mariage à *Richard* II. pour s'aprocher du Throne.

ANNO 1396.

telmechern mit den Amten Conreider/ Nadelmechern/ Dresselern/ Beutelmechern und Henschenmechern/ und vorth den jenen/ die zu uns verbunden seynd/ und wir mit ihnen. Von dem Fleisch-Amt mit den jenen die zu uns verbunden seynd/ und wir mit ihnen. Von dem Fisch-Amt mit den jenen die zu uns verbunden seynd und wir mit ihnen. Von den Schrödern mit den jenen/ die zu uns verbunden seynd und wir mit ihnen. Von den Schomächern mit den Amt Loerern und Holtschumechern und den jenen die zu uns verbunden seynd und wir mit ihnen. Von den Saarwertern mit den Amten Tischmachern/ Schwerdfegern und Bartscherern zu uns verbunden und wir mit ihnen. Von den Kannengiessern mit den Amten Hammecher und den jenigen zu uns verbunden und wir mit ihnen. Von den Baßbendern mit dem Wein-Amt und Weinschrödern zu uns verbunden und wir mit ihnen. Von den Ziechenwevern mit den Decklachwevern und Leinenwevern zu uns verbunden und wir mit ihnen. Und vort alle die jene die zu einigen von Vors. Amten/ Gaffelen vereyd und verbunden seynd. Doen kundt allen Leuten die nun seynd/ off hernachmals kommen sollen/ und die diese unigenwärtigen Brief sollen ansehen of hören lesen/ zu ewigen Tagen/ daß want alle Sachen/ Gesetz und Dinge/ die in der Zeit geschient und gemacht werdent/ mit der Zeit vergänglich seynd und vergessen werdent/ et en sey dann Sach daß man dieselbe Sachen und Gesetze mit Siegeln of mit Briefen/ of mit einiger anderer Sicherheit/ also gänzlich und vestlichen beständige und bewahre/ dan sie in einer ewiglicher Memorien und ewiger Gedächtnuß unverbrüchlich gehalten werden zu ewigen Zeiten. So hain wir darum dieselbe Sachen Vergeßlichkeit mit ganzem Ernst und Fleiß angesehen und bedacht zuverhüten/ und uns mit gutem wolbedachten Rathe und Berath/ den wir untereinandern mottwilleuchtigen darup gehat haven/ wall besonnen und besprochen/ und sonderlichen GOtte unserm lieben HErrn zu Loff und zu Ehren/ und um der Steede Ehr und Freyheit zobehalten; und ein gemein Best in allen Sachen vorzukehren und treulichen zu besorgen/ und um alle Zwist/ Zweyongs/ Zorn/ Haß und Neid zo allen Zeiten zoverhueden/ und um eine gantze Gemeinde freundliche Einträchtigkeit unter uns zu machen/ zo haben/ und zo behalten; und untereinandern en binnen Cöllen in freden und gemach vestlichen und ehrlichen zo leben/ zo sitzen und zo regiren/ zo ewigen Tagen. So haint wir uns samentlichen und einträchtiglichen unter einander ieglichen und gütlichen verbunden und verbinden uns vestlichen mit diesem Briefe/ bey sochen Eyden und Gelobden/ als wir darup gedan haven: Zo allen diß Brief Puncten und Vürwärden die zo doen und zo halten/ so wie von Worde zo Worde hernach geschrieben steit.

In dem ersten: So haint wir alle Ampte und Gaffel Gesellschafften eine mit der gantzen Gemeinde en binnen Cölln vorß: in jeden gantzen Trauen vestlichen und gäntzlichen gelofft und uns verbunden/ globen und verbinden uns mit diesem brief/ eine Rath zur Zeit der Stadt von Cölln/ beyständiges getreu und holt zu seyn/ und moegig und mechtig lassen bleiffen und sitzen aller Sachen. Doch ausgescheiden diese Puncten und Sachen hernach geschrieben/ die ein Rath zur Zeit ihn geinere Weiß mit urlouffen/ vollenden noch verdragen en sall/ anders dann mit Wist/ Willen und Verdrage der gantzer Gemeinden vurschrieben/ das ist also zu verstaen/ geine Herevart zu dom/ noch zu bestellen/ geine neuwe Verbündnusse Brieff noch Verdrag mit einichen Heren of Stadeen anzogain/ of zu machen ihn einiger Weise: Noch auch mit einigerley Erf Renten of liff zuchtige Renten die Stade von Cölln vorß: zu beschweren/ ihn geine Weise/ und auch um gemeine Sachen boven eine Somme van tausend Gulden zur Zeit genge und geve zu einemmahl im Jahre auszugeben/ iemand zu gelossen noch zu verdriessen et en sey dan mit Wist und Willen der Gemeinden? Wie vors stehet/ dat ist also zuverstaen/ dat man solche vürß: Sachen/ wann der Noeth ist brengen und kund dem soll/ allen und jeglichen Amten und Gaffelen vurß: also dat die alsdann aus einem jeglichen Ambte und Gaffeln vurschrieben/ zween ihrer Freunde erbare Leute/ bey dem Rath zur Zeit schicken und senden sollen als up dieselbe vurschrieben Sachen zu spreden. Und so was die alsdann mit dem Rathe/ mit dem meisten Part unter ein ander einträchtiglichen vertragen/ dat sal moegt Macht und Vorgangk haben/ sondern jemands widerspruch.

Vort so haben wir unter einandern samentlichen vertragen/ dat en Rath zur Zeit der Stad von Cölln/ leiblichen zu den Heiligen schweren sall/ GOttes Ehre und der Stade Ehre und Freyheit zo behalten/ und ein Gemeint Beste treulichen vorzukehren und zu besorgen.

Auch so sall vort nicht in unverscheiden ungedeilet Rath seyn und sitzen/ gemeinlichen bey ein andern ihn ein Rath/ dat ist also zu verstaen/ dat gein enger noch weiter Rath binnen Cölln mehr seyn noch sitzen en sall/ als vür Zeiten gewest und gesessen hat.

Vort so hain wir einträchtlichen oververdragen als um ein Rath zur Zeit zu kiesen so welche Zeit of wannen sich daß gevoert/ daß man zween Burgermeistere und einen Rath zur Zeit en binnen Cöllen kiesen sall/ dat de Koer geschehen sall/ bey geschwornen Eyden/ als hernach geschrieben volgt.

In dem ersten: So sollen wier von dem Wüllen Ambt als Airsburg und Kriegmarkt mit den Ambeen als Schoerern/ Weißgerbern/ und Tirteieren zo uns verbunden unter uns vier Erbare Manne und Burger zu Rathe kiesen und schicken. Und wir von dem Issermarte vorß. zween Erbare Mann und Burgere. Wir von des Schwartzenhuise zween Erbaer Mann und Burgere. Wir von den Goldschmieden mit den Goldschlegern zu uns verbunden unter uns zween Erbare Mann und Burger. Wir von den Windeckern zween Erbare Mann und Burgere. Wir von den Buntwerteren unter uns zween Erbare Mann und Burger. Wir von dem Heinelrench vorß. unter uns zween Erbare Mann und Burger. Wir von den Schildern mit den Ambten Wappenstickern Sadelmachern und Glaßwörteren vorß: zu uns verbunden/ unter uns ein erbaren Mann und Burger. Wir von den Ahren unter uns zween Erbare Mann und Burgere. Wir von den Steinmetzern mit den Ambten Zimmerleuthen/ Holtzschnidern/ Kistenmachern/ Leyendeckern und Schleivern zu uns verbunden/ unter uns einen Erbarn Mann und Burger. Wir von den Schmeden unter uns zween Erbare Mann und Burger. Wer von den Beckern unter uns einen Erbarn Mann und Burger. Wir von den Brewereri unter uns zween Erbare Mann und Burger. Wir von den Gürtelmachern/ mit den Ambtern Conreidern/ Nadelmachern/ Dresselern/ Beudelmachern und Henschenmachern zu uns verbunden unter uns zween Erbare Mann und Burgere. Wir von dem Fleisch-Ambte unter uns einen Erbaren Mann und Burger. Wir von dem Vischambt mit den jenen zu uns verbunden unter uns zween Erbare Mann und Burgere. Wir von den Schrüdern vurschrieben/ unter uns einen Erbarn Mann und Burger. Wir von den Schoemechern mit den Ambten-Loerern und Holtzschoemechern/ zo uns verbunden unter uns einen Erbaen Mann und Burger. Wir von den Sarwörteren mit den Ambtern Teschenmechern/ Schwerdfegern und Bartscherern/ zo uns verbunden/ unter uns einen Erbarn Mann und Burger. Wir von den Kannengiessern mit den Ambte Hammecher zo uns verbunden/ unter uns einen Erbarn Mann und Burger. Wir von den Baßbindern mit dem Wein-ambte und Weinschrödern/ zo uns verbunden unter uns ein Erbarn Mann und Burger. Wir von den Ziechenwevren mit den Ambeen Decklachwevren und Leinenwevren zo uns verdunden/ unter uns einen Erbarn Mann und Burger zu Rathe nemen und kießen sollen: wir Nahmen unter uns Ambter/ Gaffeln und Gemeinden vorß: solche weise Ehrbare Leuthe zo Rathe zu kiesen/ die der Stadte und Gemeinde nützlich/ ehelich und beste seynd/ und alsdann so sollen wir vürß: Ambte und Gaffelen unsere gekohren Rathsleute zur Stunde up der Stadte Rathhauß schicken und senden/ und deselde gekoeren Rathsleute sollen alsdan vort bey ihren Eyden; die sie darum doen sollen/ dat Gebrech des Raths zur Stunden nehmen und kiesen/ us den Amten/ Gaffelen und Gemeinden vurschreven/ mit Namen unter solchen erbahren/ weisen Leuten/ dee darzu nützlich und der Steedte und Gemeinden vurß: ehrlich und beste seyn/ biß daß der Rath in ein gantze Gezahl von Neun und viertzig ehrbarn Mannen/ Burgern zu Cölln vollkommentlich gesat und geordinirt sey. Und so wanne der Rath also in der vurß: Weisen gentzlich und zumahl gesatzt und gekoeren ist/ und seinen Eyd darup gethan hat/ als vurschrieben stehet/ so soll alsdan derselbe gekoeren Rath bey denselben seinen Eyden aus den vurgemeldten Amten/ Gaffeln und Gemeinden zween Burgermeister nehmen/ setzen und kiesen/ mit Namen solche ehrbare weise Leute/ die der Steedte und Gemeinden nützlich/ ehrlich und beste seynd sonder Argelist.

Vort haint wir mit gutem berade moidwillentlichen overdragen und gevormart/ also/ wehre sach/ daß einig Ambt oder Gaffel/ von uns vorschrieben Ambter und Gaffelen zu den Zeiten/ wann sich die vorß: koere des Raths geboerde zu geschehen/ solche ehrbare weise Leute und Burger unter uns nit hetten zu Rade zu kiesen/ of zu schicken/ of auch um redlicher Sache willen zu Rade nit kiesen en woulten/ dat alsdann in Rath zur Zeit der gekoeren wehre/ und seinen Eyd gethon häte/ moegig und machtig seyn soll/ als von unsertwegen unter andern Gaffelen/ Amten und Gemeinde in Cölln vurschrieben/ sulchen ehrbare weise Leute und Burgere zu Rade zu kiesen und zu setzen/ die der Steede und Gemeinden vurschreben ehrlich/ nützlich und best seynd/ doch also dat wier Amte und Gaffelen/ die also als vurschreuben stehet/ niet gekoeren en hetten/ noch kiesen en wolten/ darum unsere Kuer/ wie vur von uns erklaert stehet/ niet verlohren haben en sollen/ dann zu den Zeiden als wier niet kiesen en wolten/ und nit damit weder unsern Eyd zo seyn/ sonder Argelist.

Auch so en sollen die vurß: Koer des Raths und der Burgermeister zur Zeit niet geschien noch gekoeren warden/ um Lieff/ noch um Leid/ noch Freundschafft/ noch nae Manschafft/ noch um geinderley sachen/ noch beten wille/ dann sonderlichen um eine Steede Ehre und Vreyheit und eine gemeine beste in allen sachen treulichen vorzukehren und besorgen/ sunder Argelist.

Vort so haint wir mit gudem moitwillen untereinander vertragen/ dat man unter zu allen halffen Jahren ein Haldscheyd des Raths zur Zeit sitzende/ ersetzen soll/ dat ist also zu verstain/ dat man zu Kerstmissen nachstkommende/ diese Rath zum sitzende/ halff uißgain soll/ und einander Halffscheid wiederum ingaen sall/ als us denselben Amten/ Gaffeln und Gemeinden da ir us die vurgenommen und gekoeren weren/ wiederum in des uißgaenden Stat zu so setzen und zo kiesen/ und also vort unter zu allen halben Jahren einen Rath zur Zeit halff uis und in zu setzen/ so wie sich dat heische und gebüret: Also daß ein jeglich Mann die also in den Rath gesatzt und gekoeren worden ist/ wie vurschreben stehet/ ein gantz Jar langk zu Raide sitzen sall/ und so wanne die dann uißgaehet/ so sall hie nit ehe wieder zu Rade sitzen/ dann zom derden Jaire als verne hie von seinen Fründen/ Ambeen und Gaffelen vurschreben dan gekoeren wird/ dat ist zo verstain zwey Jahr langk na seim Jare dat hie zo Raede gesessen hette/ zu beiden/ und nit zu Raide zo sitzen/ sonder Argelist.

Vort haint wir vertragen/ so welcher Mann von uns Ambten/ Gaffeln und Gemeinden vurschrieben/ also zu Rade gekoren worden ist/ als vur erklärt stehet/ dat die ein Burger seyn soll/

ANNO 1396.

sall/ und sall darzu gehorsam seyn/ und zu Rade sitzen/ sonder weder Rede/ id en beschme thm dann liesss Noit of Herren Noit/ dat kundig were sonder Argelist/ und were Sach/ dat ihemans von uns darnboven nit gehorsamen wehre/ noch zu Rade sitzen en wolte/ als ihme darup geboden würde/ eins anderswerff/ und drittenwerff/ so wie sich dat darzu heischt und gehoert/ dat die Ung horsam als dan ein Jair lang binnen ihn eyme der Stadt-Thorne liegen sall/ sonder eingerley bede vur ihn zo geschien.

Vort hain wir overdragen eindrechtlichen/ dat ghein Mann von vurschreven Ambten/ Gaffelen und Gemeinden in Cöllen/ die also vurs: stehet/ za Raide gekoeren ist/ hie sie wie die sie/ zo Raide sitzen en sall in gheinne Weise/ der ein bastart off iehmans eygen/ of auch in dem Banne seye/ off auch der einicherley Gave/ Geld/ Cleinod/ Miede/ Liefnisse of Geschencke/ mit einiger Argelist/ of behendigkeit darumb von sein Amt/ of sein Gaffelen/ of von jemanß anders/ of auch um jemanß Wort of beste eine Raede zo doin offt auch zu sprechen/ nehmen noch untersangen sall/ zo geinen Zyden/ anders dann ihme in Rathstatt na gewonne und herkommen der Stade vurs: geboeren mach.

Vort haint wie Ampte und Gaffelen eyne mit der gantzer Gemeinden in Cöllene vurs: eindrechtlichen untereinandern verdragen/ und uns auch williglichen darzu verbunden/ also/ wehre Sache/ dat einig Ambt off Gaffel von uns vurschreven Ambten und Gaffelen/ of auch jemanß anders id were von der Gemeinden in Cöllen/ of hie were/ wie hie were/ nun of hernachmals/ zu einigen Zieden/ ein Rad zur Zeit der Stede von Cölln mit gewaltlichen Sachen widerstünde en einiger Weise/ und ihn nit moeglich noch medrig aller Sachen sitzen liesse/ so wie vur davon erklärt und geschrieben stehet/ so sollen wier alle andere Ambte/ Gafflen und Gemeinde vurs: alsdann unverzoecht/ sonder Widerred/ eime Raid zur Zeit mit Leive und Golde beyständig seyn/ die Gewalt und Widerstand treulichen mit gantzem Ernst helffen zo keren/ also daß man von deme/ of den/ die dem Rade vurs: und gewaltlicher Weysen also wederstoenden/ of wederstanden hetten/ offenbahrlichen richten sall/ als von meinedegen Luiden/ sonder einicherley verzoch off bede vir ihn zo geschein.

Vort so hain wir semeintlichen und eindrechtlichen overdragen und uns williglichen dazu verbunden/ of Sach were/ da unser GOtt vor seyn moeffe/ dat nun off hernachmal zu einicher Zeiden einigerley Uplauff of Gerüchte en binnen Cöllne/ binnen Nachts of Tage geschiche/ of ufferstoende treffende wider den Rath und die Gemeinde vurschrieben/ darum der Stadt Banner und Wimpel zo den Zyden uffgewoerffen würde/ off weren; So sollen wie alle Amten/ Gaffelen gesellen/ und Gemeinde vurs: unverzoecht/ wanno wier dat vernehmen/ eintrechtlichen beyeinander treten/ als mallich von uns dem andern zo helffen zu beschudden/ und Leiff und Gut beyeinander zo lassen/ und den Banner und Wimpell nahe zu volgen/ ihn nutz/ urber und behoeff der Stede und Gemeinden/ vurs: sonder Argelist.

Vort um alle Zweyunge und Uneyndrechtigkeit unter uns zo verhueden/ so haint wier verträgen/ und uns darzu verbunden/ off Sach were/ daß jemanß von uns Amten/ Gaffelen und der Gemeinden vurs: hie were/ wer hie were boven deese vorß: unse gesatze und vertrage/ mit einiger Parthyen Argelist off dehendigkeit nun oder hernachmals zu einigen Zyden/ eynigen Uplauf uff geruchten binnen Cöllen machten aff zu brechten/ es were Nacht off Tag/ dat man von dem off von den die de Oplauf und geruchte also gemacht hetten/ und man deß kündlichen gewahr würde/ offenbarlichkeit richten sall.

Were auch Sache dat jemanß von uns hie were/ wie hie were/ um einicherley Zwist/ Zweyungen/ Zorns/ Haß of Neyds willen/ sich mit den andern/ en bynnen Cöllen/ zweyde off schlüge/ id were mit Worten off mit Wercken/ so wer dat thete/ dat der Rath zur Zeit darme aufrichten sall/ na Recht und Gewandten der Stede von Cöllne/ als dat von Alters disher gewoenlich und gehalten gewest ist/ ind auch nach inhalt der Steede und des Raths moege sprechen/ und darum so en sall niemanß von uns Amten/ Gaffelen noch von der Gemeinden vurschreben/ hie sie wer hie sie/ sein Harnisch andoin/ noch gewapent darzu lauffen/ noch auch an der Lude gewapent darzu doin/ of heischen lauffen of brengen in einicher Weiß.

Und were Sach daß jemanß darnboven sein Harnisch andede und darzu liesse/ und in den Auflauf/ um solcher vurschreben Zwist und Zweyunge Wille merde und zobrechte/ dat man von dem of von den daran man des kündlichen gewahr würde/ offenbarlich richten sall/ so wer ein Rath zur Zeit sitzende/ nae ußweisinge der Brücken dat Zytich und Recht im dünckt.

Vort haben wir sammentlichen verdragen und uns mit diesen Briefe vestlichen darzu verbunden/ daß niemantz von uns Amten/ Gaffelen und Gemeinden vurschreben/ noch von einichen andern Luden in Cöllne/ sie seyn wie sie seyn/ geinnicherley Verbundnisse/ Parthyen noch Vertrag machen/ setzen noch angaen en sollen/ heimlich noch offenbahr/ in geine Weise/ vorder dan dit und gaenwürtige Verbund inne helt und begreifft.

Und were Sach daß jemand von uns Amten/ Gaffelen und Gemeinden vurs: of von einichen anderen Luden darweder deden/ und ihre Eyde und Ehren darunnen vergessen/ so sollen wier alle andere Amte/ Gaffelen/ und Gemeinde vurs: bey unsern Eyden hierinne begriffen dem Rath zur Zeit von Cöllne/ getreulichen darzu helffen rathen und bestendig seyn/ dat man von dem of von den/ da man sulcher neue Verbundenisse und Parthyen gewahr würde/ offenbarlich richten sall.

Vort so haben wier sammentlichen unter einandern geloefft und vertragen/ daß geine Amt noch Gaffelen von uns Amtern und Gaffelen gesat und verbonden seynd/ und dafür wie andere Amten und Gaffelen diese Verbund-Briefe mit unseren Siegeln besiegelt haint/ dat sich die zo denselben Amten und Gaffelen zo den sie verbunden seynd/ behalten sollen/ und niet von ihn scheiden noch brechen/ zo geinen Zyden mehr sich zo regieren und zo halten/ wie sie nur bey einandern gesat und geschrieffen stant/ sonder wederrede.

ANNO 1396.

Vort um dat die intgaenwürdige Verbund und alle und jegliche Puncten darinn begriffen/ unter uns ihe vestlicher gehalten werden/ und unvergenglich blyven/ zu ewigen Tagen; So haint wir sammentlich overtragen/ und Willen/ dat alle die jenige/ dee nun en binnen Cöllen wohnent/ of hernachmals binnen Cöllen zu wohnen kommen/ zu einigen Zyden/ dat die binnen den neehsten 14. Nachten/ nae dem des von ihn gesonnen wird/ ein Amt off ein Gaffel kiessen sollen/ darzu sie sich halten und verbinden sollen/ gleich wier andern darzu verbunden seynd/ und wannehe sie alsdann also ein Amt off ein Gaffel gekohren haint/ als vurschreven stehet/ so sollen sie vorth die selbe Verbund und alle und jegliche Punct darinne beschrieffen/ vursicheren und geloffen ihn guten treuen und na lieflichen zu den heiligen schweren/ vast/ stede und unverbrüchlichen zu halten/ wie vur und nahe in diesem Verbund-Brief geschrieffen stehet/ zu ewigen Tagen/ sonder Argelist.

Were aber Sache dat jemanß von uns Amte/ Gaffelen und Gemeinden vurschreven/ off jemanß anders/ seye hir wer hie were/ nu aff hernaemahls zu einigen Zyden en binnen Cöllne zu wohnen quemen/ so hain wier vertragen/ dat die alsdann in diesen selben Verbundte und niche vürder noch mehr vereyd noch verbunden seyn en sall/ sonder Argelist.

Auch hain wir vertragen/ dat wir ein Rath zur Zeit der Stade von Cölln/ und wier alle andere Amte und Siegele an diesen Brief gehangen haine/ als ein jeglich von uns dieser Verbund-Brief eine mit der Stede meiste Siegel/ und uns alle Amte und Gaffelen Siegeln besiegelt hafen/ und in unser Gewalt behalten sollen/ von Worte zu Worte inne haltende/ so wier vur und na da inne geschrieben stehet.

Vort were Sach/ dat einicher dieser Verbund-Briefe nun off hernachmahls zu einigen Zyden von ungeschicke off von einigen andern Sachen wegen bey einigen uns vers: Amten off Gaffelen verwarlosst/ verbrannt/ off an ihren Siegeln gequetzt/ zorissen off zobrochen würde/ dae Gott vur seye/ dat alsdann wir andere Amte und Gaffelen vurschreven/ zu gesinnen/ und beiden des Amts of der Gaffelen/ die denselben Brief also verwahrlosst hetten/ einen andern Brief wieder in des stall doin geben/ schreiben und besiegeln sollen/ in alle der Formen und Wiese/ so wie dyß Brief von Worte zu Worte inne helt und besiegelt ist/ sonder Wederrede/ mehr doch uf Kost des Amts of der Gaffelen von uns die den vurschreben Brief also verwahrloest hetten/ sonder Argelist.

Alle und jegliche Puncte und Gesetze vur und nach in diesem unt gaenwürtigen Brieve geschrieben/ hain wier Burgermeistere und Rath der Stadt von Cölln vurschreben/ und vort mit alle den ghenen die zu uns verbunden und vereyd seynd/ und wier mit ihn/ als vorschreben stehet/ sament lichen und sonderlichen vur in guten gantzen trewen vestlichen geloefft und gesichert/ und nach mit opgereckten Vingern lieflichen und williglichen zo den Heiligen geschworen/ geloben/ sicheren und schweren overmitz diesen Brief/ dat wir die genzlichen und zumahl/ so wie die vur und nach in diesem selben Verbund-Brief kläerlichen geschrifften steinh/ vaste/ stethe/ und unverbrüchlich halten/ doin und vollnvoeren sollen/ zo ewigen Tagen/ und darwider niet zo raden/ zo doin/ noch zo sprechen/ zo einigen Zyden/ mit einigerley Argelist/ neuen Funden/ of quader behendigkeit/ die erdacht sind/ of noch erdacht werden mögen/ en einiger Weiß. Und um daß dieselbe Verbunth und alle und jegliche puncta darinne begriffen/ in gantz vollkommener Moegen und Macht zu ewigen Tagen/ unter uns te vestlicher gehalten werden. Ind auch wann dieselde Verbunth overmitz uns ind mit unseren Willen/ Wissen und volbert gesatzt/ gesaest/ und gestedighett geloefft/ gesichert und geschworen worden seynd. So haben wir Burgemeistere und Rath vurschreben zu einer ewflicher bestendungen aller vurs: Sachen/ unser Stede meiste Siegel an diesen Brief doen hangen. Ind wier alle andere Amte/ Gaffelen und Gemeinden vurs: hain vort zu mehrer stedigkeit und gantzer vollkommener Macht und sicherheit diß Verbunths/ und alle und jegliche puncta, darinne begriffen/ mit uns aller Wist/ Willen und Geheische/ unser Amte und Gaffelen Siegele vur uns/ und auch zu beden und Gesinnen der andere Amte und Gemeinde vurschreben der geine Siegeln en haint und zu uns verbunden seynd/ als vurschreben stehet/ eintrechtlichen/ ahn diesen Brief dein hangen zo ewigen Tagen/ und wier alle andere Amte und Gemeinde vurschreben dee geine Siegele en haben und zu Amten und Gaffelen die ihre Siegel haint/ vereyd und verbunden seyn/ wie vur von uns geschrieben stehet/ bekennen dat wier alle und jegliche Sachen und Puncten/ in diesem Verbund-Brieffe geschrieffen/ eine mit den vurgemelten Burgermeisteen/ Rath/ Amten und Gaffelen geloefft/ gesichert/ und zu den Heiligen geschworen han/ und dat wir daerum des Raths und der Stede-Meiste Siegels vurschreben/ und auch der andern Amte und Gaffeln vurschreben Siegele/ zu den wier verbunden seynd/ als vurschreben stehet/ in allen diesen vurschreben Puncten und Sachen diß Verbunds eintrechtlichen gebrauchen/ zo ewigen Tagen/ welche Siegele darum zu unser aller beden Gesinnen an diesen Brief gehangen seynd/ die gegeben und gemacht ist/ in den Jairen unsers Herrn/ da man schrieff tausend drey hundert seeß und neunzig Jair/ uff des heiligen Creutz-Tag/ den man in Latine schrieft Exaltatio &c.

ANNO 1396.

CLXXXIII.

25. Oct. *Instrumentum Deditionis, quo salvis Juribus Imperii Romani, Dux, Consilium, & Officia Communis* JANUÆ, *Jura omnia Dominii & Jurisdictionis quæ habent & habere possunt in se & sua, in* CAROLUM VI. *Francorum Regem suosque Successores transferunt. Actum Januæ in Palatio Anno Dominicæ Nativitatis* 1396. *Indictione* IV. *secundùm cursum Januæ die* 25. *Octobris.* [Pièce tirée des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin.] Cum ACCEPTATIONE & RATIFICATIONE *Regis Parisiis in Consilio facta; & per Notarium Publicum Instrumentata Anno Nativitatis Domini* 1396. *Indictione quinta* (1), *die verò undecima Decembris.*

In Nomine Domini Amen.

NOVERINT universi & singuli quod anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo nonagesimo sexto, Indictione quintâ, die undecimâ mensis Decembris Serenissimo Principe & Domino nostro Domino Carolo, Dei gratiâ, Francorum Rege, Consilium suum super infrascripto negotio, assistentibus sibi illustribus & præpotentibus Dominis Principibus, Johanne Bituricensi, Philippo Burgundiæ, Ludovico Borbonii Patruis suis & Johanne Britanniæ Ducibus, Reverendissimisque Patribus & Magistris, Dominis, Prælatis, Magnatibus & aliis Nobilibus Dominis, & notabilibus Personis, quorum nomina inferius sunt subscripta, nobis Notariis Publicis, ad hæc vocatis, præsentibus, tenenti in eodem Consilio, pro parte dicti Serenissimi Domini nostri Regis, propositum extitit: Quod cum Magnificus Vir Antoniottus, Adurnus Dux honorabilisque Consilium Ancianorum, atque Officium Provisionis Civitatis & Communis Januensis, certis, justis & rationabilibus causis ipsos ad hæc moventibus, & inter eos maturâ deliberatione digestis, eorumque & Civitatis prædictæ, sicut dicto Domino nostro Regi scripserant & intimaverant, evidentem utilitatem, tranquillitatem & Pacem concernentibus, ipsum Serenissimum Dominum nostrum Regem & Successores suos Reges Franciæ transferre se offerebant & volebant, sperantes sub suo tegimine in bona Justitia & Pacis amœnitate foveri, idem Dominus noster Rex, pro se & dictis Successoribus suis, assumere, acceptare & recipere dignaretur, quique præfatus Dominus noster Rex præmissa considerans & specialiter attendens, quot sibi & Domui Franciæ, retroactis temporibus & Populus & Commune Januense grata plurimum, & adhuc impendere desiderabant, ut dicebant, & ob hoc præfatorum Ducis Ancianorum, & Officii Provisionis requisitioni obtemperare cupiens, ad tractandum super hoc cum prænominatis vel aliis ad hoc pro parte suâ potestatem habentibus, certos suos solemnes Ambasciatores & Procuratores Januam pluries duxerat transmittendos: in quo quidem negotio in tantum processum extiterat, quod in dicta Civitate Januæ de mense Julii ultimò præteriti, inter Reverendum in Christo Patrem, & Dominum Dominum Petrum Episcopum Cheldensem, ac Dominum Franciscum Dominum Cassenatici & de Vivario, Militem & Cambellanum, ac Petrum Beaublé utriusque Juris Professorem, ipsius Domini Regis Consiliarios, Ambasciatoresque, & Procuratores suos ex una parte, & præfatos Magnificum Antoniottum Adurnum Ducem, Consilium Ancianorum & Officia Provisionis, & Pacis dictæ Civitatis Januæ, ad hæc a dicto Communi specialem Baliam habentes ex altera, certa Capitula super dicta translatione Dominii Civitatis Januensis & Districtus Juriumque & pertinentiarum ejusdem per ipsos, Ducem, Consilium & Officia Civitatis Januæ, in ipsum Dominum Regem & Successores suos Franciæ Reges fienda, tractata & concordata fuerint. Quæ quidem Capitula pro tunc certis supervenientibus causis, minime formari potuerunt, sed demum dicto Domino Cassenatici ac honorabilibus, & prudentibus Viris Domino Seiffredo Cholien, Legum Doctore, & Arnulpho Boucherii, Thesaurario Guerrarum, Consiliariis & Subditis dicti Domini Regis tunc in partibus Lombardiæ pro negotiis Regis existentibus ad requestam dictorum Ducis, Consilii & Officiorum dicti Communis ad Civitatem Januæ accidentes, prædicti Domini Dux, Consilium & Officia dictæ Civitatis, nomine dicti Communis Januensis & in præsentia dictorum Dominorum Cassenatici, Seiffredi & Thesaurarii, nomine ipsius Domini Regis & pro ipso & dictis suis Successoribus in Regno se ad hoc interponentium, agentium & recipientium de mense Octobris ultimo præterito jam dictum Serenissimum Principem Dominum Carolum Regem, & ejus Successores Franciæ Reges elegerunt, habuerunt & tenuerunt in verum Dominum dictæ Civitatis Januæ, Districtus, Territorii & pertinentiarum ejusdem ac in ipsos Dominum Regem, & dictos Successores suos transtulerunt, omne Jus, Proprietatem & Jurisdictionem, possessionem & præeminentiæ & honoris quod habebant & habere poterant & possent quomodolibet in dicta Civitate, Districtu, Territorio & pertinentiis Januæ ubicunque constitutis prout hæc omnia in dictis Capitulis concordatis, ut præfertur, & insertis in quodam Instrumento publico ad requisitionem dictorum Ducis, Consilii & Officii Provisionis & Pacis Communis Januæ die 25. mensis Octobris per Antonium de Credentia & Martinum Pelenchi Notarios publicos recepto, facto & signato plenius continetur: cujus tenor talis est.

ANNO 1396.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Patris, Filii & Spiritus Sancti & ad Laudem & Gloriam ipsius; Beatæque Mariæ Virginis Matris ejus & totius Curiæ cælestis. Amen.

AD honorem, augmentum, & exaltationem Serenissimi & semper Illustris Principis & Domini Domini Caroli, Dei gratiâ, Francorum Regis, & ad pacem, tranquillitatem & bonum statum felicem Communis & Populi Januæ & ad laudem & honorem Illustris & Magnifici Domini Domini Antonotti Adurni, divinâ gratiâ Januæ Ducis, & Populi Defensoris & Consilii Ancianorum & omnium Civium & Districtualium dicti Communis Januæ. Amen. Noscat Modernorum præsentis & futurorum posteritas non ignoret, quod ortis in Patria Januensi inter Januenses, hoste humani generis instigante, cujus nefas ingenium continuâ seductione molitur ad suggerendum lites, & discordias seminandum, odiosis inimicitiis, & partialibus Rectoribus, & deinde Bellis Civilibus subsecutis, & proinde Januensibus attritis pariter & afflictis in tantum quod de ipsius Patriæ civili exitio poterat, ob imminentes scandalorum afflictiones Proh! dolor! formidari, quod forte divina Justitia permittebat contra obstinentiam delictorum ut bellorum flagellis emendet pravos hominum mores, præfatus Serenissimus Princeps & Dominus Dominus Carolus, Dei gratia Francorum Rex, amœnæ Pacis author, & sedulus exquisitor, ad præmissa exigens, per ipsius compassionis intentam & interponens suæ operosæ sollicitudinis incrementum ut, suffragantis Pacis authore, Civilium Bellorum scandalosa afflictio exularet, ut quod Belli Civilis calamitate introductum extiterat, Pacis lenitate sopiretur: quodque ut ipse Serenissimus Rex, in promptioris sibi devotionis & amoris plenitudine Commune Januæ & singulos Januenses adstringat, & proinde sibi & Januensi Communitati prosperi status mutua proveniant incrementa, retroactis temporibus quamplurimum Oratores & Nuncios speciales prædictæ Pacis interpositione transmisit, & tandem accedentibus ad dictam Urbem spectabili ac Magnifico Milite Domino Francisco Domino Cassenatici & Vivarii, Cambellano Regis, & egregio Legum Doctore Siffredo Tholoni, ac honorabili Viro Arnulpho Boucherii Thesaurario Regis Subditis & Nunciis, prælibati Serenissimi Regis nomine, ad infrascripta se se interponentibus: Hinc est quod præfatus Illustris Dominus Dux in præsentia, consensu, voluntate sui venerabilis Consilii Dominorum decem & octo Ancianorum, Officii octo Provisionis & Officii octo Pacis & dicta Consilium & Officia, in præsentia, authoritate & decreto præfati Magnifici Domini Ducis, in quibus Consilio & Officio Provisionis interfuit plenus & totalis sufficiens & legitimus numerus & quorum Ancianorum qui fuerunt, nomina sunt hæc:

Antonius de Saulo Prior, Laurentius Marcellus, Nicolaus de Prædis, Obertus Squarciaficus, Nicolaus de Pastino de Bavarin, Johannes Todiltas de Arenzano, Antonius de Fontanegro Notarius, Leo Faxunus, Bartholomæus Salmonita, Petrus Scotus, Dexoronus Bustarinus, Antonius de Valetarii, Petrus Dentatus, Johannes Brimis de Pulcifera, Matthæus de Nigro, Lodisius

(1) Cette Date est fausse. On doit lire comme dans l'Instrument fait à Genes, *Indictione quarta.* [DUM.]

Anno 1396. Lodisius Pauzanus, Matthæus de Grostallo & Matthæus de Caodo.

Et dictorum Officialium octo Provisionis qui interfuerunt sunt hæc:

Antonius Beccarius Prior, Dominus Antonius Justinianus Miles, Johannes de Trani, Stephanus Cataneus, Dominus de Oria, Dominus Adurnus & Ducianus Spinola. Absente reliquo octavo videlicet Manuele de Robio propter infirmitatem, habentes ad infra scripta peragenda omnimodam & sufficientem Potestatem & Baliam tam ex eorum Officiis quam ex eorum Potestate & Balia eisdem concessâ conjunctim & divisim, juxta formam plurium & diversorum Consiliorum Civium Januæ, diebus infrascriptis celebratorum de quibus apparet in Actis Cancellariæ Ducalis: Uno videlicet XI. Novembris præscripto manu Antonii de Credentia, Notario infra scripto; Alio 1396. die 7. Julii scripto manu Conradi Mazurri Notarii; Alio dicto 1396. die 8. dicti mensis Julii; Alio eodem 1396. die 9. ejusdem mensis Julii; Alio 13. mensis Septembris dicti Anni 1396; Alio die 16. ejusdem mensis Septembris scripto manu dicti Antonii de Credentia Notarii infra scripti; Alio eodem 1396. die 19. mensis Septembris prædicti; Alio die nono præsentis mensis Octobris, & alio die 19. ejusdem præsentis mensis Octobris, supra dicti Mazurii Notarii manu scriptu; Alio præsente sæpe dicto anno 1396. die 22. dicti mensis præsentis Octobris; & alio die 23. prædicti mensis Octobris præsentem scripto manu sæpe dicti Antonii de Credentia Notarii. Quæ quidem Consilia fuerunt, ut supra, more solito celebrata, prout in magnis & arduis negotiis, dicti Communis est fieri solitum & consuetum, & omni modo, viâ, jure & formâ, quibus melius & validius potuerunt & possunt, conjunctim & divisim nomine & vice Communis Januæ, præcedentibus pluribus & diversis scripturis & tractatibus, inquisitionibus & deliberationibus super infra scriptis pro evidenti utilitate Communis Januæ celebrandis, ex una parte, & dicti spectabilis & Magnificus Miles Dominus Franciscus, Dominus Cassenatier & Vivarii, Cambellanus Regis, & egregius Doctor Dominus Siffredus Tholoni atque honorabilis Vir Arnulphus Boucherii Thesaurarius Regius, Subditi & Nuncii præfati Serenissimi Regis, nomine & vice ejusdem Serenissimi Regis, ex parte altera; Sponte & ex eorum certa scientia, nullo ducti errore, Juris vel facti, ac omni metu, dolo, & fraude cessantibus, divinâ suffragante gratiâ, pervenerunt & sibi invicem dictis nominibus pervenisse confessi fuerunt, solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus, per dictas Partes, & nos Notarios infrascriptos, officio publico stipulantes & recipientes nomine præfati Serenissimi Regis & Successorum in Regno ac Communis Januæ, ad infrascriptam electionem & translationem Dominii Pacta, Conventiones & Compositiones de quibus tenor sequitur in his verbis.

1. Primo videlicet quod salvis Juribus & Honoribus quæ & quod habet Sacrum Romanum Imperium in Civitate Januæ & Districtu, Dux & Consilium & Commune tam Nobilium & Popularium quam aliorum habitantium Civitatis Januæ, cujuscunque status, honoris, præeminentiæ vel conditionis existant, in nostrorum Notariorum infra scriptorum præsentia stipulantium & recipientium vice & nomine præfati Serenissimi Regis & Successorum suorum in Regno, eligunt, habent, recipiunt, tenent & tenebunt jam dictam Serenissimum Principem & Dominum Dominum Carolum, Franciæ Regem, & Successores suos in Regno, verum Dominum dictæ Civitatis & Districtus, Territorii, & pertinentiarum ejusdem, & in ipsam Dominum Regem Francorum & Successores suos dictos in Regno & in nos Notarios publicos prædictos infra scriptos, stipulantes & solemniter recipientes vice & nomine Regis prædicti & Successorum suorum in Regno transtulerunt & transferant omne Jus proprietatis & possessionis Dominii, Jurisdictionis, præeminentiæ, & honoris, quod habent & habere possunt, quomodolibet, in prædicta Civitate, Districtu, Territorio, & pertinentiis Januæ, ubicunque sitis & constitutis, in modum & formam quæ infra sequuntur. Dantes & concedentes præfati illustris Dominus Dux, Consilium & Officia dicto nomine, plenam & liberam potestatem, licentiam & authoritatem præfato Serenissimo Domino Regi, seu ejus certo Nuncio vel Procuratori inde potestatem habenti, apprehendi, intrandi & recipiendi corporalem & actualem possessionem, vel quasi dicti Communis Januæ, Dominii, Districtus, Territorii, & pertinentiarum ejusdem Jurisdictionis, pertinentiæ, honoris, & aliorum Jurium, in præsenti Tractatu concessorum & translatorum, si & quando sibi placuerit & fuerit opportunum, constituentes ipsi Dominus Dux, Consilium & Officia, nomine quo supra, & de pacto expresso solemniter stipulato, inter Partes prædictas, penes nos Notarios infra scriptos, recipientes vice & nomine Serenissimi Regis prælibati, & Successorum suorum in Regno, omnia Jura præfato Serenissimo Regi in præsenti Contractu translata, precario nomine dicti Serenissimi Regis & Successorum suorum in Regno interim possidere. Anno 1396.

2. Item quod præfatus Rex & Successores sui in Regno quilibet in tempore suo ponet & instituet pro libitu suæ voluntatis in dicta Civitate Gubernatorem, qui sit de Subditis Regis ultramontanis, qui accipiet & tenebit regimen dictæ Civitatis & Districtus nomine præfati Regis Domini Januæ pro ejus parte & Consilii Ancianorum mandata fiant, quod Gubernator & Anciani regant & gubernent Civitatem & Districtus ejus, nomine præfati Regis Domini Januæ, & ponant in dicta Civitate, Territorio & pertinentiis Potestates & alios Officiales, qui reddant justitiam unicuique secundum jura, usus, & consuetudines, ordinamenta, & statuta Civitatis Januæ & Districtus, & qui Gubernator & Anciani nomine præfati Regis Januæ Domini, temporibus & terminis consuetis, eligant duodecim vel plures Cives, secundum quod eis videbitur, qui vocabuntur Anciani, qui sint tales, quales nunc sunt, & eorum Ancianorum Prior semper sit de parte Gibellina.

3. Et si contingat dictum Gubernatorem adeo graviter infirmari quod commode non possit vacare ad consulendum cum dictis Ancianis, vel quod aliquâ causâ quæ sibi & Ancianis videretur rationabilis, vellet se absentare à dicta Civitate, tum ex dictis casibus vel a tero eorum, possit eligere & dimittere alium loco sui de Subditis tamen Regis Ultramontanis.

4. Et si dictus Gubernator vel Locum tenens non velit vel possit esse in Consiliis, requisitus primò ab Ancianis quod tunc ex eo casu Anciani possint consulere & deliberare, consulta & deliberata per eos valeant & teneant, ac executioni mandentur quemadmodum si dictus Gubernator præsens fuisset. Qui Gubernator vocetur Gubernator Regius, Communis & Populi Defensor, & habeat salarium Ducis & Officialis, teneat & familiam prout faciebat expensis suis.

5. Item quod Commune Januæ de cætero semper ad mandatum Regis habebit, tenebit & tractabit pro inimicis quoscunque inimicos Regis, cum quibus habeat Guerram, & contra omnes illos, cum quibus Rex & Successores sui haberent Guerram, prædictum Commune Januæ tenebitur facere, & facit Guerram tam per Terram quam per Mare, expensis tamen Regis ut ad dictam Guerram faciendam tenebitur tradere navigia, gentes, & alia necessaria juxta possibilitatem Communis, expensis Regis, salvis Legibus & Conventionibus quas Commune Januæ habet cum Imperatore Romanorum & Rege Cypri.

6. Item quod Januenses in locis honorabilibus & ordinatis & Galeis & cæteris Navigiis portabunt in uno vexillo arma Regis Franciæ ab uno latere, & arma Imperii ab altero, non removendo propterea arma Communis Januæ a locis consuetis.

7. Item quod Commune Januæ seu Syndici dicti Communis ab ipso Communi potestatem habentes nomine Communis Januæ, & Januenses faciant sacramentum fidelitatis dicto Domino Carolo Regi Francorum, & suis Successoribus in Regno, seu Gubernatori aut alteri nomine Regis quod dictum Commune & Januenses erunt boni & legales Regi Franciæ & Successoribus in Regno, & eisdem bene & legaliter observabunt præmissa, & renovabunt dictum sacramentum semper ad requisitionem Regis vel Gubernatoris sui.

8. Item quod Cives districtuales Januæ exhibere debeant Gubernatori Regis illos honores, obedientiam, & reverentiam quos & quas facere & exhibere eorum Duci consueverunt & quod dictus Gubernator in ipsos habeat imponere, & coercitionem omnimodam quam in ipsos habere consueverunt Duces.

9. Item præfati Domini, Dux, Consilium & Officia dicti Communis Januæ promittunt bona fide, Dominum Regem & Successores suos in Regno manutenere & defendere & tueri pro posse in Juribus, possessione Dominii, Jurium & Jurisdictione, in præsenti translatione concessorum & translatorum contra quoscunque, nemine excepto cujuscunque gradûs, dignitatis, vel præeminentiæ existat.

10. Item quod præsenti translatione Dominii dictum Commune Januæ confestim ponere teneatur realiter & de facto in manibus Regis Domini Januæ, dicti Gubernatoris Regis, seu alterius, nomine Regis, octo Castra, seu Fortalitia, dicti Communis, videlicet Castrum Vultabii, Castrum Novarum, Castrum Unade, Castrum Stellæ, Castrum Vinicelli, in manu Communis existen-

ANNO 1396.

existentia, nec non duos Portus pro uno & Castrum Gavii extra manum Communis Januæ existentia, quam cito erunt in manu Communis, vel quam primum præfatus Dominus Rex ipsa recuperaverit. Quo casu brevi manu intelliguntur esse posita in manu Regis per dictum Commune. In quibus quidem octo Castris Rex, vel alius nomine ipsius, ponat Castellanos de Subditis Regis Franciæ Ultramontanis & custodiant dicta octo Castra seu Fortalitia, expensis dicti Communis pro custodia dictorum Castrorum dari consuetis. Qui Castellani jurent in introitu sui Officii facere honorem & favorem dicti Communis & pro Communi contra quoscunque inobedientes seu rebelles, sive Inimicos Communis Januæ, salvo semper & reservato Juramento præstando seu præstito Regi seu Officialibus suis, in cæteris autem Castris seu Fortalitiis dicti Communis ponantur Castellani & Custodes tales de quibus videbitur dicti Gubernatori & Ancianis. Qui quidem Custodes & Castellani in introitu sui Officii, datâ cautione consuetâ, præstabunt Juramentum in manu Gubernatoris, vel ipsius Locum tenentium, quod si aliqua novitas fieret aut insurgeret in Civitate aut Districtu contra Regem, Dominium Januæ, aut præsentes Pactiones, dicti Castellani & Custodes dictorum Castrorum & Fortalitiorum se tenebunt pro Domino Rege & suis Officialibus contra quoscunque insurgentes, & in casu quod dicta novitas fieret in Civitate val per Civitatem Januensem contra Regem seu ejus Statum aut Dominium, ut supra eadem Castra seu Fortilitia in manibus Domini Regis seu ejus Gubernatoris vel alterius, nomine Regis, ponere tenebuntur exponent realiter & cum effectu, omni excusatione cessante.

11. Vice versâ præfati spectabiles Domini, Franciscus Siffredus & Arnulphus, convenerunt post stipulationem solemnem Magnifico Domino Duci, Consilio, & Officiis, & nobis dictis Notariis publicis stipolantibus & recipientibus vice & nomine dicti Communis, quod præfatus Serenissimus Rex & Successores sui in Regno promittet defendere Civitatem & Districtum Januæ & quoscunque Januenses Districtuales & eorum bona ac statum Communis & Populi a quibuscunque injuriis & violentiis iis illatis vel factis, ipsosque & eorum bona salvare & manu tenere pro posse bonâ fide, & quemadmodum quisque verus & bonus Dominus suos Subditos & fideles defendere & tueri tenetur.

12. Item quod omnes & singulos Subditos, Vassallos & Conventionatos dictæ Civitatis & Communis Januæ, ac Civitatis, Castra, Loca, & Jura quæ a quatuor annis citra mare ab obedientia dictæ Civitatis & Communis Januæ se substraxerunt & subtrahunt, sive substracti, substractæ vel substracta fuerunt, præfatus Rex Dominus Januæ pro suo posse & bonâ fide, per bonos, opportunos, & expedientes modos ad obedientiam & subjectionem dictæ Civitatis & Communis Januæ quibus erant ante substractionem prædictam reduci faciet, quam cit us fieri potuerit etiam per potentiam armorum si opus fuerit.

13. Item quod præfatus Serenissimus Rex & Successores sui in Regno, dictam Civitatem Januensem, Districtum, Territorium, & pertinentias ejusdem nec aliquam partem, seu Dominium, vel possessionem seu jura earumdem sibi tradita non alienabit, nec in alium transferet quovis titulo seu modo, nec etiam a Jurisdictione, obedientia, & Gubernatione Civitatis prædictæ quomodolibet separabit, & quod in Civitate Januæ prædicta, Districtu, seu pertinentiis ejusdem seu in Cives vel Districtuales ipsius non imponet, nec imponi faciet, per se vel per alios, aliquam collectam daticam seu anaxiam, realem seu personalem vel mixtam, nec aliquas angarias, nec etiam aliquam gabellam, seu quocumque nomine censeantur vel nuncupentur exceptis omnibus supra specificatis, & etiam quod aliquos redditus Civitatis Januæ vel Districtus, vel pertinentiarum non percipiet per se vel per alios quovismodo, exceptis salario Gubernatoris & expensis Custodiæ Castrorum supra specificatorum, & quod Terras & Loca, Jura & redditus atque bona quæcunque Communis Januæ ad obedientiam & utilitatem dictæ Civitatis & Communis Januæ manutenebit & salvabit pro posse & bonâ fide.

14. Item quod si præfatus Serenissimus Rex vel Successores sui in Regno faciet vel facient Pacem seu Treugam cum aliquo ex inimicis suis, quod Civitas Januæ & Januenses in dicta Pace seu Treuga erunt inclusi.

15. Item quod Gubernator & Gubernatores venturi jurabunt in introitu sui Officii. servare omnia supra & infra scripta singula singulis referendo, ac suum Officium bene & fideliter exercere, & honorem Regis, utilitatem & commodum Communis facere & procurare ac jura dicti Communis defendere, salvare, & manu tenere, & ita dicti Anciani jurabunt in manu Gubernatoris, & omnes Officiales dicti Communis.

16. Item quod omnes & singuli Januenses & Januæ Districtuales de cætero possint ire, stare, negotiari, & mercari, frui, & gaudere iisdem Privilegiis & Libertatibus, Franchisiis, & Universitatibus in omnibus Terris & Locis subditis dicto Regi quibus utuntur & gaudent Subditi dicti Regis & undecunque sint.

17. Item quod, durante præsente Schismate, præfatus Serenissimus Rex non cogat Januenses in aliquo de facto Ecclesiæ contra eorum opinionem.

18. Item quod præfatus Serenissimus Rex dabit favorem possibilem & honestum, sine expensis, Communi Januæ & Januensibus, ad recuperationem & satisfactionem consequendam omnium & singulorum bonorum, rerum & Jurium in Commune Januæ & Januensium tam ante rebellionem quam post, quoquomodo proventorum, etiam ac bonorum, & rerum ablatorum seu ablatarum Januensium seu Communis prætacti in Savona, cum, versa vice, dictum Commune Januæ & Januensium offerant se paratos facere similem restitutionem & satisfactionem Savonensibus ante dictis realiter & cum effectu.

19. Item quod Serenissimus Rex pro se & Successoribus suis in Regno prædicta omnia & singula attendet & observabit, non contrafaciet val veniet quovis modo, ipse vel Successores sui, nec alius pro eis.

20. Item non obstantibus prædictis actum est inter Partes quod præfatus Serauissimus Rex val alius seu alii pro eo inde potestatem habentes possit seu possint eligere in Gubernatorem Regium Dominum Antoniottum Adurnum nunc Ducem Januensem, usque ad beneplacitum Regis

21. Et est actum & solemniter conventum inter dictas Partes in præsenti Instrumento & qualibet parte ipsius, tam in principio quam in fine non obstantibus aliquibus supra vel infra scriptis cum aliter præsens translatio & contractus facta & factus non fuissent, quod quia præfati Domini Franciscus Siffredus & Arnulphus non habent à Serenissimo Rege potestatem sufficientem ad faciendum contenta in præsenti Instrumento, quod nisi præfatus Serenissimus Rex infra menses tres proxime venturos, per publicum, solemne, & efficax Instrumentum, cum solemnitatibus debitis & opportunis habendum & consignandum in publicam formam, præfato Domino Duci & Consilio ratificaverit & approbaverit & se solemniter obligaverit de attendendo & observando omnia & singula contenta in præsenti Instrumento & omnia & singula promissa per ipsos Dominos Franciscum Siffredum & Arnulphum vel quod infra tempus prædictum præfatus Serenissimus Rex miserit personam, vel personas habentem vel habentes sufficientem balliam & potestatem ab ipso Serenissimo Rege, qui firmabit & de novo (a) fecit prædictas Compositiones, Conventiones, & Pacta infra tempus prædictum, & nullius valoris, efficaciæ vel momenti.

(a) Ou plutôt, faciet.

22. Item est actum simul & conventum quod non obstantibus his quæ dicta sunt de traditione dictorum Castrorum fienda dicto Serenissimo Regi seu alii pro eo, quod interim & donec per personam vel personas habentem seu habentes baliam & sufficientem potestatem fuerint prædicta Conventiones & Pacta firmata, & de novo facta, prout supra, dicta Castra Vultabii, Unade, Stellæ, Vinicelli in manibus Communis existentis, deponi debeant in manus & virtutem egregii & potentis Viri Domini Caroli Marchionis de Carreto qui prædicta Castra teneat in depositum, sub modo & forma scriptis, & ita se debeat obligare dictus Dominus Carolus per publicum Instrumentum videlicet quod factâ ratificatione prædicta seu prædictorum de novo factorum infra dictum tempus, ea dare & tradere debeat dictus Dominus Carolus præfato Serenissimo Regi seu legitimæ personæ pro eo & eidem possessionem vacuam & expeditam tradere dictorum Castrorum in observatione & pro observatione præsentis Contractûs & dictæ ratificationis vel firmationis seu prædicti Pacti, & Conventione de novo non facta, infra dictum tempus, prout supra, debeat dictus Dominus Carolus dicta Castra restituere & tradere præfatis Magnifico Domino Duci & Consilio suo seu Communi Januæ seu legitimæ personæ pro ipso.

23. Item est actum & solemniter conventum inter dictas Partes in præsenti Instrumento, & qualibet parte ipsius, tam in principio, medio, quam in fine, cum aliter præsens translatio & Contractus facta & factus non fuissent, quod non obstantibus aliquibus supra vel infra scriptis, & specialiter dictâ translatione Dominii, potestatis & possessionis apprehensione, ut in primo Capitulo

ANNO 1396.

pitulo continetur, & non obstantibus, quod præfatus Illustris Dominus, Consilium & Officia prædicta consti-tuerint precario nomine possidere, ut supra, quod interim donec fuerit prædicta Ratificatio facta & prædictæ Ratificationis traditum Instrumentum ut supra dictum est, vel donec dictæ Conventiones & Pacta fuerint firmata vel de novo facta per personam vel personas habentem vel habentes potestatem, ut supra, quod præfatus Illustris Dominus Dux & ejus Consilium possint & debeant regere & gubernare Civitatem Januæ & Districtum per se vel per alios Officiales, prout, sicut, & secundum quod faciant præsentialiter & facere consueverunt, ita quod per prædictum interim usque ad Ratificationem, ut supra, fiendam vel novam Capitulorum superius nominatorum firmationem ut supra in nihilo præjudicetur ac deroget regimini præfati Illustris Domini Ducis & reliquorum Officialium Civitatis & Communis Januæ.

Quæ omnia & singula præmissa ut supra scripta sub Pactis, formis, modis, conditionibus & conventionibus supradictis D. Dux, Anciani, & Officia, dictis omnibus prædictis Dominis Francisco Siffredo & Arnulpho, nec non nobis Notariis Publicis infra scriptis, ut publicis personis stipulantibus & recipientibus vice & nomine præfati Serenissimi Francorum Regis, Hæredum & Successorum suorum in Regno, attendere, complere, & inviolabiliter observare, contraque non facere aut dicere per se aut per alias personas interpositas, de Jure vel de facto, aliquo ingenio, aliqua via, occasione, ratione seu causa, bona fide promiserunt & ad sancta Dei Evangelia per ipsos & in ipsorum animas corporaliter manu tactis Scripturis juraverunt sub obligatione bonorum dicti Communis Januæ, præsentium & futurorum, Districtûs & pertinentiarum ejusdem. & sub omni Juris & facti ad hoc necessariâ renunciatione pariter & cautelâ est. Quam quidem stipulationem & Juramenta prædicta dictæ Partes in singulis Capitulis supra dictis voluerunt habere pro expressis & specialiter repetitis.

De quibus omnibus & singulis supra dictis prædictæ Partes, & earum quælibet petierunt, mandaverunt, & rogaverunt fieri unum vel plura instrumentum vel Instrumenta ejusdem tenoris per nos Martinum Polenchi Gapinecensis Diœcesis Notarium Publicum & Imperialem & Antonium de Credentia Notarium & Communis Januæ Cancellarium & quemlibet nostrum ad dictamen Sapientum facti substantiam in aliquo non mutare. Acta, lecta, publicata fuerunt prædicta in Palatio Communis Januæ in quo stabat præfatus Dominus Dux videlicet in Camera Cubicularii dicti Domini Ducis juxta Turrim anno Dominicæ Nativitatis 1396. Indictione IV. secundum cursum Januæ, die 25 mensis Octobris, præsentibus Dominis Georgio Adurno, Germano dicti Domini Ducis; Domino Emanuele Grillo, Juris utriusque Doctore; D°. Gabriele de Castelliono, Legum Doctore; D°. Siffredo de Tholaciis, Milite; Johanne Pallido. Cive Aostensi; Joanne Armerici, Cive Albiganensi; Conrado Maruccio, Notario & Communis Januæ Cancellario; Guicaldo Spluula da Luculo, Filio Domini de Lucheren; Joanne Culdaye, Cive Parisiensi; Francisco Alunchaud, Symonero Symno; & Matthæo Guvono de Servistine; Symoneto de Seradio, testibus ad præmissa vocatis.

Ego Antonius de Credentia, quondam Conradi, publicus autoritate Imperiali Notarius & supra dictorum Magnifici Domini Ducis, Consilii & Communis Januæ Cancellarius, prædictis omnibus, dum sic agerentur & fierent, interfui, & rogatus una cum suprascripto Notario præsens interfui, subscriptum Instrumentum composui & scripsi, meque subscripsi & publicavi cum signo & nomine meo in Instrumentis apponi solito, in testimonium præmissorum

Ego Martinus Pellenchii Clericus Guaxucensis Diocesis autoritate Apostolicâ & Imperiali Notarius, supradictis omnibus interfui, & una cum suprascripto Notario, Antonio de Credentia, præscriptum Instrumentum composui, ideo me scripsi cum signo & nomine meis Instrumentis apponi solitis ad veriorem corroborationis plenitudinem omnium præmissorum.

Quâ quidem propositione sic lecta idem Serenissimus Dominus noster Rex. lecto & ad plenum exposito in sua præsentia dicto Instrumento, habitisque super his deliberatione & consilio maturo cum dictis Dominis Patruis suis cœterisque in dicto Consilio tunc astantibus, quorum nomina inferius, ut præfertur, scripta sunt super hujusmodi negotio Electionis dicti Domini, Civitatis Januæ, Districtûsque, Territorii & pertinentiarum ejusdem ubicumque constitutarum de se & dictis Successoribus Regibus Franciæ ac translationem in ipsum & dictos Ducem & Consilium & Officia Communis Januæ ad hoc, ut præfertur, potestatem & baliam specialem habentes, pro se & dictis suis Successoribus, Franciæ Regibus, factâ consideratione servitiorum sibi & Progenitoribus suis retroactis temporibus per Populum & Commune Januensium multiplicster exhibitorum, quorum memoria sit semper aspectibus refricata, eorum requestis super hoc, ut præmittitur, pluries sibi factis favorabiliter annuens, gratanter acceptavit & acceptat, recepit & recipit & Tractatum prædictum & omnia & singula in ipsis Capitulis contenta ratificavit ac etiam approbavit, promittitque idem Dominus noster Rex pro se & dictis Successoribus suis in verbo & fide Regis nobis Notariis Publicis infrascriptis & publicis personis vice & nomine & ad opus dictorum Ducis, Consilii, & Officiorum dicti Communis & omnium Civium & Districtualium dictæ Civitatis Januensis omniumque aliorum & singulorum quorum interesse poterit in futurum stipulantium & recipientium omnia & singula in dictis Capitulis contenta & declarata, juxtaque formam ipsam ipsorum Capitulorum tenetur & prout prædictas Gentes suas cum dictis Duce, Consilio & Officiis juxta contenta in dictis Capitulis tractarum, concordarum, & promissum extitit, tenere, complere, & firmiter & inviolabiliter nuncupare, & nunquam contra facere vel venire per se. vel per alium seu alios quovis modo, seque ad hoc idem Dominus Rex, Hæredesque & Successores suos Reges Franciæ ac bona sua Hæredumque & Successorum suorum, mobilia & immobilia, præsentia & futura, dictis Duci, Consilio & Officiis, nobisque Notariis Publicis stipulantibus & recipientibus prout supra, specialiter & efficaciter obligando, cum & sub omnium juris & facti renunciatione, pariter & cautelâ; de quibus acceptatione, receptione, ratificatione, & approbatione dictus Dominus noster Rex præcepit nobis Notariis Publicis infrascriptis, & voluit per nos fieri unum vel plura instrumenta publica.

Facta fuerunt, acceptatio, receptio, ratificatio & approbatio prædictorum per ipsum Dominum nostrum Regem Parisiis, in Domo Regia, situata in quadam Camera Parlamenti, Anno, Indictione, die & mense quibus supra, adstantibus ibidem & præsentibus Dominis Ducibus supradictis, nec non Reverendissimis in Christo Patribus Dominis Simone Patriarcha Alexandrino, Johanne Archiepiscopo Bisuntino, Nicolao Bajocensi, Philippo Novionensi, Michaele Antiçiodorensi, Ludovico Beluacensi & Johanne Atrebatensi Episcopis, Illustribusque, Magnificis & Nobilibus Viris Petro de Navarra, Valeramo S. Pauli, & Johanne de Sacro Cæsare Comitibus, Amedeo Domino de Lebreto, Arnoldo de Corbeja, Cancellario Franciæ, Guillelmo Vicecomiti Meloduni, Petro Domino de Giat, Guillelmo Martelli, Joanne de Burlio, Herculæ le Cocq & Americo de Hordeomonte Militibus, nec non venerabilibus Viris Magistris Odoardo de Molino, Petro Aurifabri. Joanne de Popincourt, pluribusque aliis Testibus ad præmissa vocatis.

Ego Johannes de Monerolio Præpositus Insulensis Apostolicâ Regiâque authoritate Notarius præmissis acceptationi, receptioni, ratificationi, promissionibus, omnibusque aliis & singulis, dum per præfatum Dominum nostrum Regem & aliis, ut supra expressum est, designatis cum prænominatis Reverendissimis ac Magnificis Testibus interfui, eaque vidi & audivi & ad ipsius Domini Regis nostri jussionem in hanc publicam formam alienâ manu scriptam per supra scriptum Notarium & me redacta sunt, perindeque publico Instrumento nomen, signum meum, quo uti soleo in talibus, apposui, ut testimonium & fidem facerem de præmissis.

CLXXXIV.

Ejusdem Instrumenti aliud Exemplum. Nec non ACCEPTATIONIS *Regiæ in Consilio placita Anno Nativitatis* 1396. *Indictione* V. *die* 11. *Decembris.* Cum *alia* RATIFICATIONE *Regiâ, per Litteras Patentes factâ, eodem die & loco, nimirum Parisiis, Anno* 1396. *die undecima Decembris.* [LE NOBLE, Relation de l'Etat de Genes, pag. 108. en Latin avec une Traduction Françoise.] 25. Oct.

In Nomine Domini, Amen;

NOverint universi, & singuli, quòd anno à Nativitate Domini 1396. Indictione quinta, die 11. Decembris,

ANNO 1396.

cembris, Serenissimo Principe, & Domino nostro D. Karolo Dei gratiâ Francorum Rege, Consilium suum super infra scripto negotio assistentibus sibi Illustribus, & Potentibus Principibus, & D. D. nostris D. D. Joanne Bituricen. Philippo Burgundiæ, Ludovico Borbonii Patruis suis, & Joanne Britaniæ Ducibus; Reverendissimisque Patribus, & Magistris D. D. Prælatis, Magnatibus, & aliis Nobilibus Dominis, & notabilibus Personis, quorum nomina inferius sunt subscripta: Nobis Notariis Publicis ad hæc vocatis, & præsentibus, tenente, in eodem Consilio pro parte dicti Serenissimi D. nostri Regis propositum extitit. Quòd, cum Magnificus Vir Antoniotus Adurnus honorabileque Consilium Ancianorum, ac Officium Provisionis Civitatis, & Communis Januensis, certis, justis, & rationabilibus cautis, ipsos ad hoc moventibus, & inter eos maturâ deliberatione digestis; eorumque, & Civitatis prædictæ, sicut dicto D. nostro Regi pluries scripserant, & intimaverant evidentem Utilitatem, Tranquilitatem, & Pacem continentibus Ipsum Serenissimum Dominum nostrum vicibus iteratis requisivissent, ut Dominium dictæ Civitatis Januæ, Districtus, Territorii, & pertinentiorum ejusdem, quod in dictum Dominum nostrum Regem, & Successores suos Reges Franciæ transferre se offerebant, & volebant, sperantes sub suo regimine in bona justitia, & Pacis amenitate foveri; idem Dominus noster Rex pro se, & dictis Successoribus suis assumere, acceptare, & recipere dignaretur; quique præfatus noster Rex præmissa considerans, & specialiter attendens, quòd sibi, & Domui Franciæ retroactis temporibus, & Populus, & Commune Januense grata plurimum utiliaque, & notabilia Servitia in Guerris Regni sui, & aliis plurimodè sinceris affectibus impenderunt, & adhuc impendere desiderabant, ut dicebant: & ob hoc præfatorum Ducis, Ancianorum, & Officii Provisionis, requisitioni obtemperare cupiens, ad tractandum super hoc cum prænominatis, vel aliis ad hoc pro parte sua potestatem habentibus, certos suos solemnes Ambaxiatores, & Procuratores Januam pluries duxerat transmittendos: in quo quidem negotio in tantum processum extiterat, quod in dicta Civitate Januæ, de mense Julii ultimo præteriti inter R. in Christo Patrem & D. D. Petrum Episcopum Meldensem, ac Dominos Franciscum Cassenatici, & de Vinatin Militem, & Cambellanum, ac Petrum Beauble utriusque Juris Professorem ipsius Domini Regis Consiliarios Ambaxiatoresque, & Procuratores suos ex una parte; præfatos Magnificum Anthoniotum Ducem, Consilium Ancianorum, & Officia Provisionis & Pacis dictæ Civitatis Januæ ad hæc à dicto Communi Bailliam specialem habentes, ex altera, certa Capitula super dicta translatione Dominii Civitatis Januensis, & Districtus, Juriumque, & pertinentiarum ejusdem per ipsum Ducem, Consilium, & Officia Civitatis Januæ in ipsum Dominum Regem, & Successores suos Franciæ Reges fienda, tractata, & concordata fuerint: quæ quidem Capitula pro tunc certis caulis supervenientibus minime firmare potuerant; sed demum dicto Domino Cassenatici, ac honorabilibus, & prudentibus Viris Domino Sifredo Tholone Legum Doctore, Arnulpho Boucherii Thesaurario Guertarum, Consiliariis, & Subditis dicti Domini Regis, tunc in partibus Lombardiæ pro negotiis Regis existentibus ad requestam dictorum Ducis, Consilii, & Officiorum dicti Communis ad Civitatem Januæ accedentes, prædicti Domini, Dux, Consilium, & Officia dictæ Civitatis, nomine dicti Communis Januensis; & in præsentia dictorum D. Cassenatici, Siffredi, & Thesaurarii, nomine ipsius Regis, & pro ipso, & suis dictis Successoribus in Regno, se ad hoc interponentium, & agentium, & recipientium de mense Octobris ultimo præteriti. Jam dictum Serenissimum Principem D. Karolum Regem, & Successores suos Franciæ Reges elegerunt, habuerunt; & tenuerunt in verum Dominum dictæ Civitatis Januæ, Districtus, & Territorii, & pertinentiarum ejusdem, ac in ipsum D. Regem, & dictos Successores suos transtulerint omne Jus, proprietatem, & possessionem Jurisdictionis, & præeminentiæ & honoris, quod habebant, & habere poterant, & possent, quomodolibet in dictis Civitate, Districtu, Territorio, & pertinentiis Januæ ubicumque constitutis prout hæc omnia in dictis Capitulis concordatis, ut præfertur, & insertis in quodam Instrumento publico ad requisitionem dictorum Ducis, Consilii, & Officii Provisionis, & Pacis Communis Januæ vigesima quintâ die dicti mensis Octobris per Antonium de Credentia, & Marinum Pellenchi Notarios Publicos, recepto, facto, & signato plenius continetur: cujus Instrumenti tenor talis est.

In Nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritûs Sancti, & ad laudem, & gloriam ipsius Beatæque Virginis Mariæ Matris ejus, & totius Curiæ cœlestis, Amen.

ANNO 1396.

AD honorem, exaltationem, & augmentum Serenissimi, & super Illustris Principis & D. D. Karoli Dei gratiâ Francorum Regis, & ad pacem, tranquilitatem, & bonum statum felicem Communis, & Populi Januæ, & ad laudem, & honorem Illustris, & Magnifici D. D. Anthonioti Adurni divina gratia Januæ Ducis, & Populi Defensoris, & Consilii Ancianorum, & omnium Civium, & Districtualium dicti Communia Januæ, Amen. Noscat modernorum præsentia, & futurorum posteritas non ignoret, quod ortis in Patria Januensi inter Januenses, hoste humani Generis instigante, cujus nephas ingenium continua seductione molitur, ad suggerendum lites, & discordias seminandum odiosis inimicitiis, & partialibus Rectoribus, ac inde Bellis Civilibus subsecutis, & proinde Januensibus attritis, pariter & afflictis, in tantum, quod de ipsius Patriæ civili exitio poterat ob imminentes scandalorum afflictiones proh dolor! formidari, quod fortè Divina Justitia permittebat contra obstinantiam delictorum, ut Bellorum flagellis emendes Hominum pravos mores, præfatus Serenissimus Princeps, & D. D. Karolus Dei gratia Francorum Rex amœnæ Pacis author, & sedulus exquisitor, ad præmissa erigens per ipsius compassionis intentum, & interponens suæ operosæ sollicitudinis incrementum, ut, suffragante Pacis authore, Civilium Bellorum scandalosa afflictio exularet, ac quod Belli Civilis calamitate introductum extiterat, Pacis lenitate sopiretur; quodque & ipse Serenissimus Rex in promptioris sibi devotionis, & amoris plenitudine Commune Januæ, & singulos Januenses astringat, & proinde sibi, & Januensis Communitatis prosperi status mutua proveniant incrementa, retroactis temporibus, quamplures notabiles Oratores, & Nuncios speciales pro dictæ Pacis Interpositione transmisit, & tandem accedentibus ad dictam Urbem spectabili, & Magnifico Milite D. Francisco Domino Cassenatici, & Viniaci Cambellano Regio, & egregio Legum Doctore D. Siffredo Tholoni, ac Honorabili Viro Arnulpho Boucherii Thesaurario Regio, Subditis, & Nunciis prælibati Serenissimi Regis, ac Regio nomine ad infra scripta se se interponentibus, hinc est, quod præfatus Illustris D. Dux in præsentia, consensu, & voluntate sui Venerabilis Consilii Dominorum decem octo Ancianorum, ac Officii octo Provisionis, & Officii octo Pacis, & dicta Consilium, & Officia in præsentia, authoritate, & decreto præfati Magnifici D. Ducis in quibus Consilio, & Officio Provisionis interfuit plenus, & totaliter, ac sufficiens numerus, & in dicto Officio octo Pacis interfuit sufficiens, & legitimus numerus, & quorum Ancianorum, qui interfuerunt, nomina, sunt hæc, Antonius de Paulo Prior, Laurentius Marcellus, Nicolaus de Predis, Ubertus Squarzaficus, Nicolaus de Pastino, de Bavocio, Joannes Thodisius de Arenzano, Antonius de Fontanegro Notarius, Leo Faxuuus, Bartholomæus Salmonita, Petrus Scotus, Dexerinus Bustarinus, Antonius de Valetarii, Petrus Dentarus, Joannes Brimis de Bulcifera, Mathæus de Nigro, Lodicius Pauzanus, Manfredus de Grostallo, & Mathæus de Carto; & dictorum Officialium octo Provisionis qui interfuerunt, nomina sunt hæc, Dominus Georgius Honestus Legum Doctor, Dominus Segnatanus de Nigro Juris utriusque Doctor, Lucianus Panicius, Dominicus Beccarius, D. Luchi Uppetinus de Cazana, Manuel de Grafulsis, Thomas Catheneus, & Petrus de Persio. Et nomina Officialium de dicto Officio octo Pacis, qui etiam interfuerunt, sunt hæc, Antonius Beccarius Prior, D. Antonius Justinianus Miles, Joannes de Trani, Stephano Cattaneus, Dominicus de Auria, Domianus Adurnus, & Ducianus Spinula, absente reliquo octavo videlicet Manuele de Robio propter infirmitatem, habentes ad infra scripta peragenda omnimodam, & sufficientem Potestatem, & Bailliam, tam ex eorum Officiis, quàm ex Potestate, & Baillia eisdem concessa conjunctim, & divisim, juxta formam plurium, & diversorum Consiliorum, Civium Januæ diebus infra scriptis celebratorum, de quibus apparet in Actis Cancellatiæ Ducalis anno videlicet 1396. 11. Junii præscripto manu Antonii de Credentia Notarii infra scripti, alio 1396. die 7. Julii scripto manu Conradi Muzurii Notarii, alio dicto 1396. die 8. dicti mensis Julii, alio eodem 1396. die 9. ejusdem mensis Julii, alio die 13. mensis Septembris dicti anni 1396. alio 16. ejusdem mensis Septembris scripto manu dicti Antonii de Credentia Notarii infra scripti, alio eodem 1396. die 19. mensis

ANNO 1396. mensis Septembris prædicti, alio die 9. mensis præsentis Octobris & alio die 19. mensis ejusdem Octouris præsensis, scripto manu supradicti Conradi Mazurii Notarii, alio præsenti sæpè dicto anno die 22. dicti mensis præsentis Ocsobris, & alio die 23 dicti mensis Octobris præsentis scripto manu sæpè dicti Antonii de Credentia Notarii, quæ quidem Consilia, ut supra, fuerunt more solito celebrata, prout in magnis, & arduis negotiis dicti Communis est fieri solisum, & consuetum, & omni modo, via, jure, & formâ quibus melius, & validius potuerunt, & possunt conjunctim & divisim, nomine & vice Communis Januæ, præcedentibus pluribus, & diversis scripturis, & tractatibus, Inquisitionibus, & deliberationibus super infra scriptis, pro evidenti utilitate Communis Januæ celebrandis ex una parte, & supra scripti Spectabilis, & Magnificus Miles D. Franciscus, Dominus Cassenatici, & Viniaci, Cambellanus Regius, & egregius Legum Doctor, D. Siffredus Tholoni, ac Honorabilis Vir Arnulphus Boucherii Thesaurarius Regius, Subditi, & Nuncii præfati Sereniss. Regis ex parte altera, sponte & ex eorum certa scientia, nullo ducti errore juris, vel facti, ac omni metu, dolo, & fraude cessantibus, Divinâ gratiâ suffragante, pervenerunt, & sibi invicem dictis nominibus pervenisse confessi fuerunt, solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus per dictas Partes, & nos Notarios infra scriptos Officio publico stipulantes, & recipientes nomine præfati Sereniss. Regis, & Successorum in Regno, ac Communis Januæ, ad infra scriptam electionem, & translationem Dominii, Pacta, Conventiones, & Compositiones de quibus tenor sequitur in his verbis.

Primo videlicet quod, salvis Juribus, & Honoribus, quæ, & quos habet Sacrum Romanum Imperium in Civitate Januæ, & Districtu, Dux, & Consilium, ac Commune, tam nobilium, & popularium, quàm aliorum habitantium Civitatis Januæ, cujuscumque status, honoris, præeminentiæ, vel conditionis existant, in nostrum Notariorum infra scriptorum præsentia stipulantium, & recipientium tanquam publicarum Personarum, vice & nomine præfati Sereniss. Regis, & Successorum suorum in Regno, eligunt, habent, recipiunt, tenent, & tenebunt jam dictum Serenissimam Principem & D. D. KAROLUM Regem Francorum, & Successores suos in Regno in verum Dominum dictæ Civitatis, & Districtus, Territorii, & pertinentiarum ejusdem, & in ipsum Dominum Regem Francorum, & dictos Successores suos in Regno, & in nos dictos Notarios publicos infra scriptos stipulantes, & solemniter recipientes, vice, & nomine Regio prædicto, & Successorum suorum in Regno, transtulerunt, & transferunt omne Jus proprietatis, & possessionis, Dominii, & Jurisdictionis, præeminentiæ, & honoris, quod habent, & habere possunt, quomodolibet, in dicta Civitate, Districtu, Territorio, & pertinentiis Januæ ubicumque constitutis in modum, & formam, qui infra sequuntur.

Dantes, & concedentes præfati D. Dux, Consilium, & Officia, dicto nomine, plenam, & liberam potestatem, licentiam, & authoritatem præfato Sereniss. Domino Regi, seu ejus certo Nuncio, vel Procuratori inde potestatem habenti, apprehendendi, intrandi, & recipiendi corporalem, & actualem Possessionem sæpè jam dicti Communis Januæ, Dominii, & Districtus, Territorii, & pertinentiarum ejusdem Jurisdictionis, præeminentiæ, & honoris, & aliorum Jurium in præsenti Tractatu concessorum, & translatorum, si & quando sibi placuerit, & fuerit opportunum. Constituentes se dicti Dominus Dux, Consilium, & Officia, nomine quo supra, & de pacto expresso solemniter stipulato inter Partes prædictas penes nos Notarios infra scriptos præsentes, stipulantes, & recipientes, nomine & vice Serenissimi Regis prælibati, & Successorum suorum in Regno, interim possidere.

Item quod præfatus Rex, & Successores sui in Regno quilibet pro tempore suo, ponet & instituet pro libito suæ voluntatis in dicta Civitate Januæ Gubernatorem, qui sit de Subditis Regiis Ultra-montanis, qui accipiet, & tenebit regimen dictæ Civitatis, & Districtus nomine præfati Regis Domini Januæ, pro cujus parte, & Consilii Ancianorum mandata fiant, quod Gubernator, & Anciani regant, & gubernent Civitatem, & Districtum ejus nomine præfati Regis Domini Januæ secundum Ordinamenta, & Statuta dictæ Civitatis Januæ, & ponant in dicta Civitate, Territorio, & pertinentiis Potestates, & alios Officiales, qui reddant Justitiam unicuique secundum Jura, Usus, & Consuetudines, Ordinamenta, & Statuta Civitatis Januæ, & Districtûs & qui Gubernator, & Anciani, nomine præfati Regis Domini Januæ, temporibus, & terminis consuetis, eligant duodecim, vel plures Cives secundum quod eis videbitur, qui vocabuntur Anciani, qui sint tales, quales nunc sunt, & eorum Ancianorum semper sit Prior de parte Ghibellina, & si contingat dictum Gubernatorem adeo infirmari, quod commode non possit vacare ad consulendum cum dictis Ancianis, vel quod aliquâ causâ, quæ sibi, & dictis Ancianis videretur rationabilis, vellet se absentare à dicta Civitate, tunc & dictis casibus, vel altero eorum, possit eligere, & dimittere alium loco sui, de Subditis tamen Regiis Ultra-montanis: Et si dictus Gubernator, vel Locum tenens, non vallet, vel posset esse in Consiliis, requisitus primo ab Ancianis, quod tunc eo casu Anciani possint consulere, & deliberata per eos valeant, & teneant, ac executioni mandentur; quemadmodum si dictus Gubernator præsens fuisset, qui Gubernator vocetur Regius, & Communis, & Populi Defensor, & habeat salarium Ducis, & teneat Officiales, & familiam prout faciebat expensis suis. ANNO 1396.

Item, quod Commune Januæ de cætero semper ad mandatum Regis habebit, tenebit, & tractabit pro inimicis quoscumque inimicos Regios, cum quibus Rex habeat Guerram, & contra omnes illos, cum quibus Rex, & Successores sui haberent Guerram, dictum Commune tenebitur facere, & faciet Guerram tam per Terram quàm per Mare, expensis tamen Regiis, & ad dictam Guerram faciendam tenebitur tradere Navigia, Gentes, & alia necessaria, juxta possibilitatem Communis expensis Regiis, ut supra, salvis Ligis, & Conventionibus, quas Commune Januæ habet cum Imperatore Romanorum, & Rege Cypri.

Item quod Januenses in Locis honorabilibus, & ordinatis, & Galeis, & cæteris Navigiis portabunt in uno Vexillo plena arma Regis Franciæ ab uno latere, & arma Imperii ab alio, non removendo propterea arma Communis Januæ Locis consuetis.

Item quod Commune Januæ, seu Syndici dicti Communis, ab ipso Communi potestatem habentes, nomine Communis Januæ, & Januenses faciant Sacramentum fidelitatis dicto Domino Karolo Regi, & Successoribus suis in Regno, seu Gubernatori, aut alteri nomine Regis, quod dictum Commune, & Januenses erunt boni, & legales Regi Franciæ & Successoribus in Regno, & eisdem benè, & legaliter observabunt præmissa & renovabunt dictum Sacramentum semper ad requisitionem Regis, vel sui Gubernatoris.

Item quod omnes Vassalli, & Conventionati Communis Januensis, & eorum Successores, qui ante præsentem translationem ei tenebantur facere Homagium, seu Fidelitatis Juramentum, illa eadem facient de cætero dictis Gubernatori, & Ancianis, modo, & forma antea consuetis, nomine dicti Communis.

Item quod Cives, & Districtuales Januæ exhibere debeant Gubernatori Regis illos honores, obedientiam, & reverentiam, quos, & quas facere, & exhibere eorum Duci consueverunt, & quod dictus Gubernator in ipsos habeat illam impositionem, & coërtionem omnimodam, quam in ipsos consueverant habere Duces.

Item præfati Dominus Dux, Consilium, & Officia, vice, & nomine dicti Communis Januæ, promittunt bona fide Dominum Regem & Successores in Regno manu tenere, defendere, & tueri pro posse in Juribus, & Possessione Dominii, Jurium, & Jurisdictionum in præsenti translatione concessorum & translatorum, contra quoscumque, nemine excepto cujuscumque gradûs, dignitatis vel præeminentiæ existat.

Item quod, factâ præsenti translatione Dominii, dictum Commune Januæ confestim ponere teneatur realiter, & de facto in manibus Regis Domini Januæ, dicti Gubernatoris Regii, seu alterius nomine Regis, octo Castra, seu Fortalicia dicti Communis, videlicet Castrum Vutabii, Castrum Novarum, Castrum Vade, Castrum Stellæ, Castrum Vintemilii in manu Communis Januæ existentia, nec non duo Saonæ pro uno, duo Portus Veneris pro uno, & Castrum Gravi extra manum Communis Januæ existentia, quam citò erunt in manu Communis, vel quam primùm præfatus Dominus Rex ipsa recuperaverit, quo casu brevi manu intelligantur esse posita in manu Regis per dictum Commune, in quibus quidem octo Castris, Rex vel alius nomine ipsius ponat Castellanos de Subditis Regiis Franciæ Ultramontanis; & custodiantur dicta octo Castra seu Fortalicia expensis dicti Communis, pro Custodia dictorum Castrorum dari consuetis, qui Castellani jurent in introitu sui Officii facere honorem, & favorem Communis, & pro Communi contra quoscunque inobedientes, inimicos, vel Rebelles Communis Januæ, salvo semper, & reservato Juramento præstando, seu præstito Regi seu Officialibus suis. in cæteris autem Castris seu Fortaliciis dicti Communis ponantur

Anno 1396.

tur Castellani, & Custodes, tales, de quibus videbitur expedire dicto Gubernatori & Ancianis, qui quidem Castellani, & Custodes in introitu sui Officii, datâ Cautione consueta, præstabunt Juramentum in manu Gubernatoris, vel ipsius Locum tenentium. Quod si aliqua novitas fieret, aut insurgeret in Civitate aut Districtu contra Regem, Dominium Januæ, & præsentes Pactiones, dicti Castellani, & Custodes dictorum Castrorum, & Fortaliciorum se tenebunt pro Rege, & suis Officialibus contra quoscunque insurgentes; & in casu quod dicta novitas fieret in Civitate, vel per Civitatem Januensem contra Regem seu ejus Statum, aut Dominium, ut supra, eadem Castra seu Fortalicia in manibus D. Regis, seu ejus Gubernatoris, vel alterius nomine Regis ponere tenebuntur, & ponent realiter, & cum effectu, omni excusatione cessante.

Versa vice præfati spectabilis Dominus Franciscus Siffredus, & Arnulphus convenerunt per stipulationem solemnem præfatis Magnifico Domino Duci, Consilio, & Officiis, & nobis dictis Notariis Publicis stipulantibus, & recipientibus, vice & nomine dicti Communis, quòd præfatus Serenissimus Rex, & Successores sui in Regno, promittet defendere Civitatem, & Districtum Januæ, & quoscunque Januenses Districtuales & eorum bona, ac statum Communis, & Populi à quibuscumque injuriis, & violentiis eis illatis, vel factis, ipsosque, & eorum bona salvare, & manu tenere pro posse, & bona fide, & quemadmodum quisque verus, & bonus Dominus suos Subditos, & fideles defendere, & tueri tenetur.

Item quod omnes, & singulos Subditos, Vassallos, & Conventionatos dictæ Civitatis & Communis Januæ, ac Civitates, Castra, Loca, & Jura quæ à quatuor annis citra Mare ab obedientia dictæ Civitatis, & Communis se subtraxerunt, & subtrahunt, sive subtracti, subtractæ, vel subtracta fuerunt, præfatus Rex Dominus Januæ suo posse, & bona fide, per bonos, opportunos, & expedientes modos, ad obedientiam, & subjectionem dictæ Civitatis, & Communis Januæ, quibus erant ante substractionem prædictam, reduci faciet quàm citiùs fieri poterit, etiam per potentiam armorum, si opus fuerit.

Item quod præfatus Serenissimus Rex, & Successores sui in Regno dictam Civitatem Januensem, Districtum, Territorium, seu pertinentias ejusdem nec aliquam partem, seu Dominium, vel possessionem, seu Jura earumdem sibi tradita non alienabit, nec in alium transferet quovis titulo, sive modo, nec etiam à Jurisdictione, obedientiâ & Gubernatione Civitatis prædictæ quomodolibet separabit.

Et quod in Civitate Januæ prædicta, Districtu, sive pertinentiis ejusdem, seu Cives vel Districtuales ipsius non imponet, vel imponi faciet, per se, vel per alios, aliquam Collectam, Daticam, seu Avariam, realem, vel personalem seu mixtam, nec aliquas Angarias, vel Perangarias, nec etiam aliquam Gabellam, seu quocumque nomine censeatur, vel nuncupetur, exceptis oneribus supra specificatis, & etiam quod aliquos redditus Januæ, Civitatis, seu Districtus, vel pertinentiarum non percipiet per se, vel per alios quovis modo, exceptis salario Gubernatoris, & expensis Custodiæ Castrorum supra specificatorum, & quod Terras, & Loca, & Jura, & Redditus, atque bona quæcumque Communis Januæ ad obedientiam, & utilitatem dictæ Civitatis & Communis Januæ manu tenebit, & salvabit, pro posse, & bona fide.

Item quod si præfatus Serenissimus Rex vel Successores sui in Regno faciet, vel facient Treugam seu Pacem cum aliquo ex inimicis suis, quod Civitas Januæ, & Januenses in dicta Pace seu Treuga erunt inclusi.

Item quod Gubernator & Gubernatores venturi jurabunt in introitu Officii sui servare omnia, & singula supra & infra scripta, singula singulis referendo, ac suum Officium bene & fideliter exercere, & honorem Regis, utilitatem, & comodum Communis facere, & procurare, ac Jura dicti Communis defendere, salvare, & manu tenere; & ita dicti Anciani jurabunt in manibus Gubernatoris, & omnes Officiales dicti Communis.

Item quod omnes, & singuli Januenses, & Districtuales Januæ de cætero possint ire, stare, negociari, & mercari, frui, & gaudere iisdem Privilegiis, Libertatibus, Franchisiis, & Universitatibus in omnibus Terris, & Locis subditis dicto Regi, quibus utuntur & gaudent Subditi dicti Regis, ubique, & undequaque sint.

Item quod, durante præsenti Schismate, præfatus Serenissimus Rex non cogat Januenses in aliquo de facto Ecclesiæ contra eorum opinionem.

Item quod præfatus D. Sereniss. Rex dabit favorem possibilem, & honestum, sine expensis suis, Communi Januæ, & Januensibus, ad recuperationem, & satisfactionem consequendam omnium, & singulorum bonorum, & rerum in Commune Savonæ vel Savonensium, tam ante rebellionem, quàm post, proventorum quoquo modo, ac etiam bonorum, rerum, & ablatorum seu ablatarum Januensibus, & Communi portatarum in Savona, cum dictum Commune Januæ, & Januenses offerant se paratos facere similem restitutionem, & satisfactionem Savonensibus antedictis realiter, & cum effectu.

Anno 1396.

Item quod Serenissimus Rex pro se, & Successoribus suis in Regno prædicta omnia & singula attendet, & observabit, & contra non faciet, vel veniet quovis modo ipse vel Successores sui, nec alius pro eis.

Item, non obstantibus prædictis, actum est inter Partes, quod præfatus Serenissimus Rex, vel alius, seu alii pro eo inde Potestatem habentes, possit seu possint eligere in Gubernatorem Regium D. Anthoniotum Adurnum nunc Ducem Januensem usquè ad beneplacitum Regis: & est actum & solemniter conventum inter dictas Partes in præsenti Instrumento, & qualibet parte ipsius, tam in principio, medio quàm in fine, non obstantibus aliquibus supra vel infra scriptis, cùm aliter præsens Translatio, & Contractus facta & factus non fuissent, quod quia præfati Domini Franciscus Siffredus, & Arnulfus non habent à præfato Serenissimo Rege Potestatem sufficientem ad faciendum contenta in præsenti Instrumento, quod nisi præfatus Sereniss. Rex intra menses tres proximos venturos, per publicum, solemne, & efficax Instrumentum cum solemnitatibus debitis, & opportunis tradendum, & consignandum in publicam formam præfatis D. Duci, & Consilio ratificaverit, & approbaverit, & se solemniter obligaverit, de attendendo, & observando omnia, & singula contenta in præsenti Instrumento, & omnia, & singula præmissa per ipsos D. Franciscum, & Siffredum, & Arnulfum, vel nisi infra tempus prædictum præfatus Sereniss. miserit Personam vel Personas, habentem, vel habentes sufficientem Bailliam & Potestatem ab ipso Serenissimo Rege, qui firmet, & de novo faciat prædictas Compositiones, Conventiones, & Pacta infra tempus prædictum, quod omnia & singula supra dicta & præsens Contractus habeantur pro non factis, & sint cassa & irrita, & nullius valoris, efficaciæ, vel momenti.

Item est actum simul & conventum, quod non obstantibus iis quæ dicta sunt de traditione dictorum Castrorum fienda præfato Sereniss. D. Regi, seu alii pro eo, quod interim, donec per præfatum Sereniss. Regem fuerit Ratificatio prædicta facta, vel per personam aut personas, habentem vel habentes Potestatem, fuerint prædictæ Conventiones & Pacta firmata, & de novo facta prout supra, dicta Castra Vultabii, Novarum, Vade, Stellæ, & Vintimilii, in manibus Communis existentia, deponi debeant in manus, & virtutem egregii, & potentis Viri D. Caroli Marchionis de Carretto, qui prædicta Castra teneat in depositum sub modo & forma scriptis, & ita se debeat obligare dictus D. Karolus per publicum Instrumentum, videlicet quod facta Ratificatione prædictâ seu prædictorum de novo factorum infra dictum tempus ea dare, & tradere debeat dictus D. Karolus præfato Serenissimo Regi seu legitimæ Personæ pro eo, & eidem possessionem vacuam, & expeditam tradere dictorum Castrorum in observatione, & pro observatione præsentis Contractus, & dictæ Ratificationis, vel firmationis, seu prædicti Pacti, & Conventionis de novo non factæ infra dictum tempus prout supra, debeat dictus D Karolus dicta Castra restituere, & tradere præfatis Magnifico D. Duci, & Consilio suo, seu Communi Januæ, vel legitimæ Personæ pro ipso.

Item, est actum & solemniter conventum inter dictas Partes in præsenti Instrumento, & qualibet parte ipsius, tam in principio, medio, quàm in fine, cum aliter præsens Translatio, & Contractus, facta, & factus non fuisset, quod non obstantibus aliquibus supra vel infra scriptis, & specialiter dictâ translatione Dominii, & possessionis, & potestatis apprehendere possessionem, ut in primo Capitulo continetur, & non obstantibus quod præfatus Illustris D. Dux, Consilium, & Officia prædicta constituerint se precario nomine possiderent supra interim donec fuerit prædicta Ratificatio facta, & traditum Instrumentum prædictæ Ratificationis, ut supra dictum est, vel donec dicta Conventiones, & Pacta fuerint firmata, vel de novo facta per Personam vel Personas habentem Potestatem, ut supra; qui præfatus Illustris D. Dux, & ejus Consilium possint, & debeant regere & gubernare Civitatem Januæ, & Districtum per se & alios Officiales, prout, & sicut,

Anno 1396.

fient, & secundum quod faciunt præsentialiter, & facere confiteverunt, ita quod per prædictum Interim osque ad Ratificationem, ut supra fiendam, vel novam Capitulorum superius nominatorum firmationem, ut supra, in nihilo præjudicetur, nec deroget regimini præfati Illustris D. Ducis, & reliquorum Officialium Communis, & Civitatis Januæ.

Quæ omnia & singula præmissa, & supra scripta sub pactis, modis, formis, conditionibus, & conventionibus supradictis, prædictus D. Dux, Anciani, & Officia, nominibus prædictis, Dominis Francisco Siffredo, Arnulfo, nec non & nobis Notariis Publicis infra scriptis, ut publicis Personis stipulantibus & recipientibus, vice & nomine præfati Sereniss. Francorum Regis, & Hæredum, & Successorum suorum in Regno, attendere, complere, & inviolabiliter observare contraque non facere aut dicere per se, aut per alias personas interpositas, de jure vel de facto, aliquo ingenio, aliqua via, occasione, ratione, seu causa, bona fide promiserunt, & ad Sanctu Dei Evangelia per ipsos, & in ipsorum animas, corporaliter manu tactis Scripturis, juraverunt, sub obligatione bonorum dicti Communis Januæ præsentium & futurorum, Districtus, & pertinentiarum ejusdem, & sub omni juris, & facti ad hoc necessaria renunciatione, pariter & cautela, & quam quidem stipulationem, & juramentu prædicta, dictæ Partes in singulis Capitulis supra dictis voluerunt haberi pro expressis, & specialiter repetitis: De quibus omnibus, & singulis supra dictis, prædictæ Partes, & earum qualibet petierunt, mandaverunt, & rogaverunt fieri unum & plura, publicum & publica, Instrumentum & Instrumenta ejusdem tenoris, per nos Marinum Pellenchi Gavincensis Diœcesis Notarium Publicum, & Imperialem, & Antonium de Credentia Notarium, & Communis Januæ Cancellarium, & quemlibet nostrum ad dictamen Sapientium facti substantiam in aliquo non mutare; acta, lecta, publicata fuerint præ dicta Januæ, in Palatio Communis Januæ, in quo stat præfatus D. Dux, videlicet in Camera Cubicularii dicti D. Ducis juxta Turrim, anno D. Nat. 1396. Ind. 4. secundum Cursum Januæ die 25. mensis Octobris, præsentibus D. Georgio Adurno Germano dicti D. Ducis, D. Emanuele Grillo Juris utriusque Doctore, D. Siffredo de Tholacils Milite, Joanne Palsido Cive Astensi, Barth. Aymerici Cive Albiganensi, Conrado Marcero Notario, & Communis Januæ Cancellario, Guicaldo Spinula de Luculo, Filio Domini Luchexen, Joanne Caldage Cive Parisiensi, Francisco Alunchamp, Symonetto Simus, & Mathæo Ganovo de Fervistius, de Seradio Testibus ad præmissa vocatis.

Ego Antonius de Credentia publicus, Imperiali auctoritate, Notarius, & supradictorum Magnifici Domini Ducis, Consilii, & Communis Januensis Cancellarius, prædictis omnibus, dum sic agerentur & fierent, interfui, & rogatus unà cum suprascripto Notario, præsens supra scriptum Instrumentum composui & scripsi, meque subscripsi, & publicavi cum signo, & nomine meis in Instrumentis apponi solitis in testimonium præmissorum.

Ego Marinus Pellenchi Clericus Gavicensis Diœcesis, autoritate Apostolicâ & Imperiali Notarius, supradictis præmissis omnibus interfui, & unà cum supra scripto M. Antonio de Credentia Notario præscriptum Instrumentum composui, ideo me scripsi cum signo & nomine meis in Instrumentis apponi solitis ad veriorem roborationis plenitudinem omnium præmissorum.

Qua quidem Propositione sic dicta, idem Sereniss. Dominus noster Rex, lecto, & ad plenum exposito in sui præsentia dicto Instrumento, habitisque super hoc deliberatione, & Consilio maturè cum dictis D. D Patruis suis, cæterisque in dicto Consilio tunc astantibus, quorum nomina inferiùs, ut præfertur, scripta sunt, super hujusmodi negotio, electionem dicti Dominii Civitatis Januæ, Districtusque, Territorii & pertinentiarum ejusdem ubicumque constitutarum, de se, & dictis Successoribus suis Regibus Franciæ, ac translationem in ipsum, & dictos Successores suos, per eosdem Ducem, & Consilium, & Officia Communis Januæ, ad hoc, ut præfertur, Potestatem & Balliam specialem habentes, pro se & dictis Successoribus suis Franciæ Regibus, facta consideratione servitiorum sibi, & Progenitoribus suis retroactis temporibus per Populum, & Commune Januensem multipliciter exhibitorum, quorum memoria sit semper aspectibus refricata, eorum requestis super hoc, ut præmittitur, pluries sibi factis, favorabiliter annuens, gratanter acceptavit & acceptat, & recepit. Et Tractatum prædictum, ac omnia & singula in ipsis Capitulis contenta ratificavit, ac etiam approbavit. Promisitque idem Dominus noster Rex pro se & dictis Successoribus suis in verbo, & fide Regis nobis Notariis Publicis infra scriptis, vice, nomine, & ad opus dictorum Ducis, Consilii, & Officiorum dicti Communis, & omnium Civium, & Districtualium dictæ Civitatis Januensis, omniumque aliorum, & singulorum, quorum interesse poterit in futurum, stipulantium, & recipientium, omnia singula in dictis Capitulis contenta, & declarata, ad quæ juxta formam ipsorum Capitulorum tenetur; & prout prædictas gentes suas cum dictis Duce, Consiliis, & Officiis juxta contenta in dictis Capitulis tractatum, concordatum, & promissum extitit, tenere, complere, ac firmiter, & inviolabiliter observare, & nunquam contra facere, vel venire, vel per se, vel per alium seu alios quovismodo, se, quo ad hoc, idem D. Rex, Hæredesque, & Successores suos Reges Franciæ, ac bona sua, Hæredumque, & Successorum suorum prædictorum, mobilia & immobilia, præsentia & futura, dictis Duci, Consiliis, & Officiis, nobisque Notariis Publicis stipulantibus, & recipientibus, prout supra, specialiter & efficaciter obligando, cum & sub omnium juris, & facti renunciatione, pariter & cautelâ; de quibus acceptatione, receptione, ratificatione, & approbatione dictus Dominus noster Rex præcepit nobis Notariis Publicis infra scriptis, & voluit per nos fieri unum vel plura, publicum Instrumentum, vel publica Instrumenta: Factæ fuerunt acceptatio, & receptio, ratificatio, & approbatio prædictorum, per ipsum D. nostrum Regem, Parisiis, in Domo Regia, prope Ecclesiam Parochialem Sancti Pauli, situata in quadam magna Camera paramenti anno, Indictione, die, & mense, quibus supra; adstantibus ibidem, & præsentibus Dominis Ducibus supra dictis, nec non Reverendissimis in Christo Patribus Dominis Simone Patriar. Alexandrino, Joanne Archiepiscopo Bisuntino, Nicolao Bajocensi, Philippo Noviomensi, Michaële Antissiodorensi, Ludovico Belvacensi, & Joanne Atrabatensi Episcopis, Illustribusque, & Magnificis, & Nobilibus Viris Petro de Novaria, Valerano Sancti Poli, & Joanne de Sacco-Cæsare Comitibus, & Amedeo Domino de Lebreto, Arnoldo de Corbeia Cancellario Franciæ, Guillielmo Vice-Comite Melduni, Petro D. de Cyac, Guillielmo Martelli, Joanne de Burlio, Herveo le Coq, & Almarico de Ordeomonte Militibus, nec non venerabilibus Viris Magnificis Odardo de Molins, Petro Aurifabri, Joanne de Bonpaincourt, pluribusque aliis Testibus ad præmissa vocatis.

Ego Joannes de Monsterolio Præpositus Insulensis, Apostolicâ, Regiaque authoritate Notarius, præmissis donationi, acceptationi, receptioni, Ratificationi, & promissioni, ac aliis omnibus, & singulis, dum per præfatum D. nostrum Regem, & aliis, ut supra expressum, designatis fierent, cum prænominatis Reverendissimis, ac Magnificis Testibus interfui, eaque fieri, & agi vidi, & audivi, & ad ipsius D. nostri Regis jussionem in hanc publicam formam alienâ manu scriptam per suprascriptum Notarium, & me reducta, perindeque publico Instrumento nomen signumque meum, quo uti soleo in talibus, apposui, ut testimonium, & fidem facerem de præmissis.

RATIFICATIO

supra scripti Tractatûs.

KAROLUS Dei gratiâ Francorum Rex, etsi justis petitionibus omnium fidei Christianæ professorum innatæ nostræ Celsitudini benignitas annuere consuevit, illorum præcipue votivis acquiescere desideriis, uberius est attenta, quos zelus sinceræ dilectionis, fidesque probata per obsequiorum frequens impendium, acceptabilis Integritas gratos nostro conspectui repræsentans, potissimè cum itinc nostri Culminis auspicia, & illinc prosperitatem petentium perspicimus adaugeri, dudum siquidem pro parte dilecti, & fidelis Consiliarii nostri Anthonioti Adurni tunc Ducis, nunc verò nomine nostri Gubernatoris, fideliumque nostrorum Consiliorum, & Officiorum Provisionis & Pacis famosæ Civitatis nostræ Januæ, per frequentes eorum scripturas, & solemnes Ambaxiatores ad nos per ipsos cum certis ad hoc opportunis Commissionibus & Balliis destinatos, Majestati nostræ sæpius extitit intimatum, quod ex certis, & rationabilibus Causis eos ad hoc moventibus, & inter eos matura deliberatione digestis, propter eorum, & dictæ Civitatis nostræ Populique, & Communis, & Districtualium ejusdem evidentem utilitatem pro modernis temporibus, & futuris, & ut ipsi sub nostræ protectionis clypeo securi deinceps, & in bona justitia foveri debeant, & tueri, in nos, & nostros in Regno nostro Successores Dominium dictæ Ci-

ANNO 1396.

vitatis nostræ Januæ, Districtusque Territorii, & pertinentiarum ipsius transferre unanimiter affectabant, Excellentiam nostram per Litteras ipsas, & Ambaxiatores prædictos, ut ad electionem, & translationem prædictas vellemus attendere repetitis vicibus requirendo, nos vero requestas dictorum fidelium nostrorum mentaliter attendentes, quodque etiam nobis, & Progenitoribus nostris Regibus Franciæ præteritorum annorum decursibus Populus, & Commune Januense grata cum omni alacritate servitia impenderunt: delectabiliter in nostræ mentis acie revolventes, & ob hoc fideles nostros prædictos, supernâ largiente gratiâ, quietæ securitatis amœnitate, sub nostræ tutelâ justitiæ affectantes in posterum recreari ad tractandum de, & super ipsâ translatione Dominii Civitatis, Districtûs, Territorii, & pertinentiarum prædictarum in nos & Successores nostros Reges Franciæ fienda certos de nostro Consilio duximus deputandos; super quo quidem negotio per plura temporum intervalla in tantum processum extitit, quod mense Julii ultimo transacti inter dilectus, & fideles Episcopum Meldensem, Franciscum Dominum Cassenatici Militem, & Cambellanum, & Petrum Beaublé utriusque Juris Professorem, Consiliarios, Ambaxiatores, Procuratores, & Nuncios nostros, ad hoc à nobis Potestatem habentes, & per nos propter hoc ad Civitatem nostram prædictam transmissos, ex una parte; ipsosque Anthoniotum tunc Ducem, & nunc nomine nostro Gubernatorem, Consiliaque, & Officia sæpè dicta ad hoc à dicto Commum Potestatem habentia, ex altera; Certa Capitula super dicta Dominii translatione prædicti in nos, & dictos Successores nostros fienda, facta, & concordata fuerunt, quæ licet pro tunc, certis supervenientibus causis, firmari minimè potuerunt, tamen demum dicto Domino Cassenatici, & dilectis, & fidelibus Consiliariis, & Subditis nostris Siffredo Thuloni, & Arnulpho Boucherio Thesaurario Guerrarum nostrarum tunc in partibus Lombardiæ pro certis negotiis nostris existentibus, & ad requestam dictorum tunc Ducis, Consilii, & Officiorum Ducis dicti Communis ad dictam nostram Civitatem Januam accedentibus, prædicti tunc Dux, Consilium, & Officia, nomine dicti Communis, & in præsentia dictorum D. Cassenatici, Siffredi, & Arnulfi nomine nostro, & pro nobis, & Successoribus nostris in Regno nostro, se ad hoc interponentium, & recipientium, mense Octobri ultimo præteriti: Nos, & dictos Successores nostros in dicto Regno nostro elegerunt, receperunt, & tenuerunt in Dominum dictæ Civitatis nostræ Januæ, Districtusque Territorii, & pertinentiarum ejusdem, & in nos & Successores nostros prædictos transtulerunt omne Jus, proprietatem, & possessionem Dominii, Jurisdictionis, Præeminentiæ, & Honoris quod habebant, & habere poterant quomodolibet in dictis Civitate, Districtu & pertinentiis Januæ ubicumque constitutis: Prout hæc omnia in dictis Capitulis contentis in quodam publico Instrumento ad requisitionem dictorum tunc Ducis, Consilii, & Officiorum Provisionis & Pacis dicti Communis Januæ 25. mensis Octobris, per Antonium de Credentia, & Marinum Pelienchi Notarios Publicos confecto, recepto, publicato, & signato plene constant: quorum Capitulorum tenor est talis: *Primo videlicet*, &c. Postmodum autem pro parte dictorum tunc Ducis, Consilii, & Officiorum Communis Januæ, fidelium nostrorum prædictorum nobis fuit iterum requisitum, quatenus electionem, & translationem prædictas, & cœpta super hoc, & tam longo tractu temporis agitata, per eusque diu desiderata compleri fine sibi placito concludantur, acceptare, ratificare, rataque, & grata juxta formam Capitulorum prædictorum habere dignaremur.

Notum igitur facimus universis, quod habita per nos in nostro Consilio cum clarissimis Patruis nostris Bituricensi, Burgundiæ, & Borbonii Ducibus, pluribusque aliis de nostro genere nobis assistentibus, & cum multis Prælatis, Nobilibus, & aliis Personis notabilibus hodie in nostro magno Consilio constitutis deliberatione maturâ, ad omnipotentis Dei, à quo cuncta bona procedunt, laudem, gloriam, & honorem, ad exaltationem Culminis nostræ Coronæ Franciæ, & ad tutamen, pacem, & tranquillitatem Civitatis nostræ, Populique, & Communis Januæ, Electionem, & Translationem superiùs ad plenum declaratas, acceptamus, ratificamus, ac etiam approbamus per præsentes, omniaque, & singula per ipsos Anthoniotum tunc Ducem, Consiliaque, & Officia, ac Cives Januæ fideles nostros supradictos, super hoc facta, & concordata, prout in Capitulis prædictis continentur, rata habemus, atque grata; eaque promittimus in verbo, & fide Regis, in quantum nos tangunt, tenere, complere, attendere, ac inviolabiliter observare, & nunquam contra facere, vel venire per nos, seu alios, verbo, aut facto, publicè, vel occultè, nos quo ad hoc Heredesque, & Successores nostros, bonaque nostra, ac etiam dictorum Heredum, & Successorum nostrorum, mobilia & immobilia, præsentia & futura specialiter obligando, cum, & sub omni Juris, & facti renunciatione pariter & cautelâ; quod ut perpetuæ firmitatis robur obtineat, nostrum præsentibus Litteris fecimus apponi Sigillum: Actum & datum Parisiis die 12. Decembris, ann. Domini 1396. & Regni nostri 17.

Sic signatum per Regem in suo Consilio, I. DE SANCTIS.

CLXXXV.

Ejusdem Deditionis aliud Exemplum, à præcedentibus valde dispar, non quidem in substantia, sed in verbis & forma, atque in Dato; hoc enim est actum Januæ in Palatio Communis, Anno 1396. 4. *Novembris, Indictione* 4. Cum *Regis* CAROLI *Facultatibus seu Plenipotentiis. Dat. Parisiis die* 4 *Octob.* 1396. [Piece authentique tirée des Archives Royales du Château de Milan.] 4. Nov.

IN nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritus Sancti, & ad laudem, & gloriam ipsiusque Beatæ Virginis Dei Genitricis Mariæ, Beatorum Johannis Baptistæ, & Evangelistæ, Beatorum Principum & Apostolorum Petri & Pauli, Beatorum Symonis, & Tadei Protectorum Communis, & Populi Januæ, Beati Laurentii Martyris Patroni Ecclesiæ Januensis, Beati Georgii Martyris victoriosissimi Vexilliferi Communis Januæ, & totius Curiæ Cælestis, ad honorem & exaltationem, & augumentum, ac sublimationem perpetuam Serenissimi, & super Illustris Principis, & Domini Domini Karoli Dei gratiâ Francorum Regis, & ad pacem, tranquillitatem, & felicis status augumentum Communis, & Populi Januæ, & ad laudem, & honorem Illustris, & Magnifici Domini Domini Autonioti Adurni eadem gratiâ Januensis Ducis, & Populi Defensoris, & Consilii, Ancianorum, ac omnium Civium, & Districtualium Communis Januæ, Amen. Concernentes anxio mentis intuitu ipsi Magnificus Dominus Dux, Consilium, atque Cives Januensem Patriam, quæ inter alias Catholicas Nationes, oris præsertim maritimis, triumphales sui roboris vires expandit, Commerciorum etiam Navigationibus quàm maximè frequentata, & Portus, & Janua Navigationibus, & lucrorum agendis, quibus humanum aliter genus, abundans Magistra, hanc aliquot jam exactis, aut ira Dei, exigentibus mortalium noxis, aut acerbæ sortis sinistris auspiciis, ferali civilium partialitatum contagiarum morbo, seu solitis debilitatam viribus, quod Januense Reipublicæ corpus suis artibus plurimis peste læsis, nisi salubri succurreretur remedio, flebilis excidii pernicie damnaretur, ipsius quidem remedii medelam ab intimis anhelantes diutnia cogitationum curis hinc indè versarunt. Tandem prudentissimis consiliis advertentes præfati Serenissimi, ac Invictissimi Principis Domini Francorum Regis laudabilem justitiam, quâ sua felix Regio floret, intemperabilem potentiam, quâ quicumque tenentur iniqui scelesti, domitantur raptores, & barbarica reprimitur feritas, ad suam amplissimam clementiam suarum deliberationum aciem direxerunt, ità demum, quod miseranda Januensis Nationis cimba, quæ horrendis jam diu fluctuationum turbinibus agitata, nimia confusione ambitus, & odiorum lacerata dissidiis, se cautibus non parum allidens formidabile subversionis periculum vix evasit; Ecce tetris obversa nubibus longè turbans pelago, clarum pietate cælesti clementiæ Regiæ jubar prospectans suæ salutis portum attigit exoptatum, sicque Januenses ipsi præfatæ Coronæ se se recommittentes imperio, cui obtemperare libertas est, quæ & ipsos idem Reverendissimos, ut Gestorum Annalium Scripta revolvamus, velut Filios, benigna semper caritate conspexit, paterno confovit affectu, nunc extinctis solitarum discordiarum rancoribus, salubris Accordii commodo, & amœna Pace fruentur, gaudia, felices, lucrorum augumenta suscipient, & favore Regio coadjuti, læti, incolumesque per Orbem Terrarum solito, & multò majori emolumento, tum prærogativis, & honoribus resultabunt. Ipsa igitur Regia Maiestas supradictis Januensium compassa malis,

Anno 1396.

malis, pro conferendâ ope, & reformandâ Pace Territorio Jannensi, suos sæpè Januam solennes Ambassiatores transmisit, ac Nuncios speciales, & præsertim spectabilem, Magnificumque Militem Dominum Franciscum Dominum Casenatici, & Vinayti Cambellarium Regium, ac Honorabilem Virum Arnoldum Boncherii Thesaurarium Guerrarum, Consiliarios, Ambassiatores, Procuratores generales, & Nuncios speciales præfati Serenissimi Domini Regis Regio nomine ad infrascripta se interponentes. Hinc est, quod præfati Spectabiles, & Magnificus Miles Dominus Franciscus Dominus Casenatici, & Vinayti Cambellarius Regius, ac Honorabilis Vir Arnoldus Boncherii Thesaurarius Guerrarum, Consiliarii Regii, Ambassiatores, ac Procuratores generales, & Nuncii speciales præfati Serenissimi Regis, habentes ad infrascripta plenum, sufficiens, ac speciale mandatum à præfato Serenissimo Rege, pro ut & secundum quod de prædictis apparet publicis, & solennibus Litteris patentibus Regiis in pergameno Sigillo Regio pendenti in cera crocea appensione munitis dat. Parisiis anno præsenti, die quarto mensis Octobris, quarum tenor de verbo ad verbum inferiùs est insertus. Karolus Dei gratiâ Francorum Rex. Universis præsentes Litteras inspecturis Salutem. Cum ad requisitionem multiplicem, & frequentem Ducis, & Consiliorum Civitatis, & Communis Januæ, qui fuerunt pro tempore super modis assumendi pro nobis, & Successoribus nostris Dominium dictæ Civitatis, & pertinentiarum, quos in nos, & Successores nostros dicti Dux, & Consilia pro suâ evidenti utilitate transferre cupiebant, ut dicebant, inter solennes nostros Ambassiatores ad hoc parte nostra, & dictos Ducem, & Consilia pro parte Communis Januæ specialiter deputatos super modis translationis, & assumptionis dicti Dominii, præhabitâ deliberatione maturâ, & tractatu multiplici, certa fuerunt Capitula concordata, quorum continentia, seu effectus, supervenientibus, non sinè magnâ displicentiâ dictorum Ducis, Consiliorum, & quamplurimorum Civitatis, impedimentis, ut nobis extitit nunciatum, nondum potuit executioni debitæ demandari, notum facimus, quod nos præfatorum Ducis, & Consiliorum Reipublicæ Communis Januæ, & singulorum, quantum commodè possumus, inclinati, de fidelitate, prudentiâ, probitate, & diligentiâ dilectorum, & fidelium nostrorum Francisci Domini Casenatici, & Vinayti Militis Cambellani, Sifredi Tholoni utriusque Juris Doctoris, & Arnoldi Boncherii Thesaurarii Guerrarum, Consiliariorum nostrorum, confidentes ad plenum, ipsos fecimus, constituimus, & ordinavimus, & per præsentes constituimus, & ordinamus Ambassiatores, & Procuratores nostros generales, & Nuntios speciales; dantes ipsis, aut duobus ipsorum exhibitoribus præsentium Potestatem, auctoritatemque, & mandatum speciale conveniendi, tractandi, paciscendi, concordandi, & firmandi pro nobis, & nomine nostro, & dictis Successoribus nostris cum supradictis Duce, Antianis, Officiis Provisionis & Pacis, & aliis quibuscumque Potestatem, seu Mandatum ad hæc habentibus, Iniendi, & faciendi cum eis tales Tractatus, Pacta, & Conventiones, quales dictis Ambassiatoribus, Procuratoribus, & Nunciis nostris, aut duobus ex ipsis videbitur expedire super dictis Dominio, & superioritate dictæ Civitatis Januæ, Territorii, Districtus, & pertinentiarum ejusdem per nos suscipiendis, & habendis amodo, & in perpetuum pro nobis, & dictis Successoribus nostris Regibus Franciæ sub modis, & formis per dictos Ambassiatores, Procuratores, ac Nuncios nostros, & præfatos Ducem, Antianos, Officia Provisionis & Pacis, ac alios ad hoc Potestatem habentes invicem agendi, concordandi, & firmandi, & insuper dictos Tractatus, Pacta, & Conventiones redigendi in scriptis sub sigillis eorum, vel duorum ipsorum exhibitorum præsentium, vel in formam publici Instrumenti, & aliter per omnia faciendi, pro ut eis utile, & conveniens apparebit: nec non hujusmodi Tractatus, Pacta, & Conventiones affirmandi, convallandi, promittendi, & jurandi in animam nostram, & fidem Regiam, & ad hoc nos, & bona nostra, & dictorum nostrorum Successorum in Regno obligandi, sufficientemque securitatem, & obligationem ab eisdem Duce, Antianis, & Officiis Provisionis & Pacis, aliisque Mandatum ad hoc habentibus petendi, stipulandi, & recipiendi, & quod supradicti à Tractatu, aut Acordio, si illum super præmissis firmari contigerit, nullatenus deviabunt, & generaliter omnia alia faciendi in præmissis omnibus, & quolibet præmissorum circumstantiis, & dependentiis eorumdem tantum, & taliter, quantum, & qualiter faceremus, & facere possemus, si ibidem præsentes essemus in persona, etiamsi Mandatum exigant magis speciale. Quæ præmissa omnia, & quodlibet eorum, ac quicquid per dictos Ambassiatores nostros, & Nuncios, aut duos ex eis factum, & actum fuerit in præmissis, vel aliquo præmissorum, circumstantiisque, & dependentiis eorum, seu aliter quomodolibet tractatum, concordatum, firmatum, & factum fuerit pro nobis, & nomine nostro, & dictis Successoribus nostris, ex nunc pro ut ex tunc, promittimus bona fide, & in verbo Regis, ac sub ippotechâ, & obligatione bonorum nostrorum, & dictorum Successorum nostrorum Regum Franciæ, ratum, gratum, firmumque, & placidum omninò tenere, habere, attendere, & adimplere secundum eorum formam, & tenorem, quodque Litteras, seu Cartas, vel Instrumenta, quas, seu quæ dicti Ambassiatores, Procuratores, & Nuncii nostri, aut duo ipsorum super præmissis, & quolibet præmissorum, vel aliter quommodolibet facient, confirmabimus per ipsas nostras Patentes Litteras, & aliàs fuerit opportunum pro negotii permanentiâ, & perpetuæ stabilitatis firmitate. In cujus rei Testimonium nostrum Sigillum præsentibus Litteris est appensum. Dat. Parisiis die quarto Octobris anno Domini millesimo tricentesimo nonagesimo sexto, & Regni nostri decimo septimo, & erant sic signatæ *per Regem in suo Consilio*, De Sanctis. Quæ quidem Regiæ Litteræ scriptæ sunt in pergameno, & munitæ Sigillo magno pendente in cerâ croceâ, in alterâ cujus Sigilli facie sculpta est imago præfati Serenissimi Regis sedentis in solio cum diademate in capite, & Sceptro Regio in utraque manu, & sub pedibus imagines duorum Leonum, & in dicti Sigilli circumferentia, talis post Crucem legebatur superscriptio. ✠. Karolus Dei gratia Francorum Rex. A tergo autem dicti Sigilli, seu in alterâ facie ejus impressum est aliud parvum Sigillum, in quo sculpta est imago cujusdam Angeli alis expansis, & tenentis Clypeum juxtà pectus pendentem à collo, habentisque in manu dexterâ baculum cum Cruce in cacumen, ut apparet: In quo quidem Clypeo sunt sculpta arma præfati Serenissimi Domini Regis, scilicet tres flores liliorum. Procuratorio nomine præfato ex una parte, & Illustris, & Magnificus Dominus Dominus Antoniotus Adurnus Dei gratiâ Januensium Dux, & Populi Defensor in præsentiâ, consilio, & consensu, & voluntate sui Venerabilis Consilii Dominorum decem octo Antianorum, ac Officii octo Provisionis, & Officii octo Pacis, & dicta Consilium, & Officia in præsentiâ, auctoritate, & consensu præfati Domini Ducis. In quibus Consilio Antianorum, & Officio octo Pacis interfuit legitimus, & sufficiens numerus ipsorum Antianorum, & Officialium dicti Officii Pacis, & in dicto Officio octo Provisionis plenus, & totalis numerus interfuit, & quorum de dicto Consilio Antianorum, qui interfuerunt, nomina sunt hæc: Laurencius Mallocellus Prior, Nicolaus de Predis, Obertus Squarzaficus, Nicolaus de Pastino de Bavaro, Antonius de Fontanegio Notarius, Leo Faxanus, Bertholomeus Falamonica, Petrus Scutus, Descrinus Bossarinus, Antoniotus de Valetarii, Johannes Brunus de Pulcifera, Matheus de Nigro, Bernabos de Uttutus subrogatus loco Petri ejus Fratris absentis, Ludovicus Paozanus, Manfredus de Gropallo, & Matheus de Karolo, absente reliquo decimo octavo, videlicet Johanne Todisco de Arenzano tantum, & dictorum Officialium octo Officii Provisionis, qui omnes interfuerunt, nomina sunt hæc: Dominus Georgius Honestus Legum Doctor, Dominus Segurauus de Nigro Juris utriusque Doctor, Lucianus Panicius, Dominicus Lercarius, Dominus Luchi Oppicinus de Cassana, Manuel de Guisulfis, Thomas Cattaneus, & Petrus de Persio. Nomina verò illorum de dicto octo Pacis, qui etiam interfuerunt sunt hæc: Antonietus Lercarius Prior, Dominus Antonius Justinianus Miles, Johannes de Trani, Steffanus Cattaneus, Dominicus de Auria, Manuel de Bobbio, & Damianus Adurnus, absente reliquo octo tantum videlicet: Luciano Spinula nunc inhabili de persona, habentes ad infrascripta peragenda omnimodam, & sufficientem Potestatem, & Baliam tàm ex eorum Officiis quàm ex potestate, & Balliâ eisdem concessâ conjunctim, & divisim juxtâ formam plurium, & diversorum Consiliorum Civium Januæ diebus infrascriptis celebratorum, de quibus apparet in Actis Cancellariæ Ducalis anno videlicet millesimo tricentesimo nonagesimo quinto die decimâ Novembris, scripto manu Antonii de Credenciâ Notarii infrascripti, alio, millesimo tricentesimo nonagesimo sexto die septimâ Julii anni præsentis, alio die decimo nono mensis Septembris anni præsentis, scriptis manu Antonii de Credencia Notarii infrascripti, alio eodem anno præsenti millesimo tricen-

Anno 1396.

ANNO 1396.

simo nonagesimo sexto die decimo nono Septembris, alio die nono mensis Octobris, & alio die decimo oono jam dicti mensis Octobris proximè præteriti, scriptis manu suprascripti Conradi Manzurri Notarii, ac alio die duodecimo dicti mensis Octobris proximè præteriti, & alio die vigesimo tertio ejusdem mensis anni præsentis, scriptis manu sæpè dicti Antonii de Credentia Notarii infrascripti. Quæ quidem Consilia ut suprà fuerunt more solito celebrata, pro ut in magnis, & arduis negotiis dicti Communis est fieri consuetum; & omni modo, jure, viâ, & formâ, quibus melius, & validius potuerunt, & possunt, conjunctim & distinctim, nomine & vice Communis Januæ, præcedentibus pluribus, & diversis Scripturis, & Tractatibus, Inquisitionibus, & Deliberationibus super infrascriptis pro evidenti utilitate Communis Januæ celebrandis ex parte alterâ, sponte, & ex certâ scientiâ eorum, nullo ducti errore juris, vel facti, & omni metu, dolo, & fraude cessantibus, Divinâ gratiâ suffragante, pervenerunt, & sibi ad invicem dictis nominibus pervenisse confessi fuerunt solennibus stipulacionibus hinc indè intervenientibus per dictas Partes, & nos Notarios infrascriptos Officio publico stipulantes, & recipientes nomine, & vice præfati Serenissimi Regis, & Successorum suorum in Regno, ac dicti Communis Januæ ad infrascriptam electionem, & translationem Dominii, Pacta, Convenciones, & Composiciones, de quibus tenor sequitur, ut in his verbis: Primò videlicet, quod salvis Juribus, & Honoribus, quæ, & quos habet Sacrum Romanorum Imperium in Civitate Januæ, & Districtu, præfati Magnificus Dominus Dux, Consilium, & Officia, ac Commune tàm Nobilium, & Popularium, quàm aliorum habitantium in Civitate Januæ, cujuscumque status, honoris, præeminentiæ, vel conditionis existant, in nostrum Notariorum præsentiâ infrascriptorum stipulantium, & recipientium tamquàm communium, & publicarum personarum, vice, & nomine præfati Serenissimi Regis, & Successorum suorum in Regno, eligunt, habent, recipiunt, tenent, & tenebunt jam dictum Serenissimum Principem, & Dominum Dominum Karolum Regem Francorum, & Successores suos in Regno in verum Dominum dictæ Civitatis, Districtus, Territorii, & pertinentiarum ejusdem, & in dictos Dominos Ambassiatores, & Procuratores dicto nomine, & per ipsos in dictum Serenissimum Regem Francorum, & dictos Successores suos in Regno, & in nos dictos Notarios Publicos infrascriptos stipulantes, & recipientes solenniter vice, & Regis nomine prædicto, & Successorum suorum in Regno, transtulerunt, & transferunt omne Jus proprietatis, & possessionis Dominii, Jurisdictionis, præeminentiæ, & honoris, quod habent, & habere possunt quovismodo in dictis Civitate, Districtu, Territorio, & pertinentiis Januæ, ubicumque constitutis, in modum, & formam, qui infrà sequuntur; dantes, & concedentes præfati Illustris Dominus Dux, Consilium, & Officia, dicto nomine, plenam, & liberam Potestatem, licentiam, & auctoritatem præfatis Dominis Ambassiatoribus Procuratoribus dicto nomine, & per ipsos præfato Serenissimo Domino Regi, seu ejus certo Nuncio, vel Procuratori inde Potestatem habenti apprehendendi, intrandi, & recipiendi corporalem, & actualem possessionem, vel quasi dicti Dominii Communis Januæ, Districtus, Territorii, pertinentiarum ejusdem, Jurisdictionis, præeminentiæ, & honoris, & aliorum jurium in præsenti Contractu concessorum, & translatorum, si, & quando sibi placuerit, & fuerit opportunum. Constituentes se dicti Dominus Dux, Consilium, & Officia nomine quo suprà, & de Pacto expresso solenniter stipulato inter Partes prædictas penes, & per nos Notarios infrascriptos præsentes, stipulantes, & recipientes nomine, & vice Serenissimi Regis prælibati, & Successorum suorum in Regno omnia jura in præfatum Serenissimum Regem in præsenti Contractu translata Procuratorio nomine dictorum Dominorum Ambassiatorum, & Procuratorum dicto nomine, & per ipsos dicti Serenissimi Regis, & Successorum suorum in Regno interim possidere.

Item quod præfatus Serenissimus Dominus Rex, & Successores sui in Regno, quilibet pro tempore suo, ponet, & instituet pro libito suæ voluntatis in dictâ Civitate Januæ Gubernatorem, qui sit de Subditis ipsius Serenissimi Regis Ultramontanis, qui accipiet, & tenebit regimen dictæ Civitatis, & Districtus nomine præfati Serenissimi Domini Regis Domini Januæ, pro cujus Gubernatoris parte Consilii Antianorum mandata fiant, qui Gubernator, & Antiani regant & gubernent dictam Civitatem Januæ, & Districtum ejus nomine præfati Serenissimi Regis Domini Januæ, secundum ordinamenta, & statuta dictæ Civitatis Januæ, & ponant in dictis Civitate, Territorio, & pertinentiis Potestates, & alios Officiales, qui reddant justiciam unicuique secundum jura, usus, consuetudines, & ordinamenta, & statuta Civitatis Januæ, & Districtus, & qui Gubernator, & Antiani nomine præfati Serenissimi Domini Regis Domini Januæ temporibus, & terminis consuetis eligant duodecim, vel plures Cives, secundùm quod eis videbitur, qui vocabuntur, & vocentur Antiani, qui sint tales, quales nunc sunt, & eorum Antianorum semper sit Prior de parte Ghibellina, & si contingat dictum Gubernatorem adeò graviter infirmari, quod commodè vacare non posset ad consulendum cum dictis Antianis, vel pro aliquâ causâ, quæ sibi, & dictis Antianis videretur rationabilis, vellet se absentare à dictâ Civitate, tunc, & dictis casibus, vel altero eorum, possit eligere, & dimittere alium loco sui, de Subditis tamen Regiis Ultramontanis; & si dictus Gubernator, vel Locumtenens non esset, vel non posset esse in Consiliis requisitus primò ab Antianis, quod tunc, & eo casu Antiani possint consulere, & deliberare, & consulta, & deliberata per eos valeant, & teneant, ac executioni mandentur, quemadmodum si dictus Gubernator præsens fuisset, qui Gubernator vocetur Gubernator Regius, & Communis, ac Populi Defensor, & habeat salarium Ducis, & teneat Officiales, & familiam, pro ut faciebat Dux expensis suis. Item quod Commune Januæ de cætero semper ad Mandatum Regis habebit, tractabit, & tenebit pro inimicis quoscumque inimicos Regios, cum quibus Rex haberet Guerram, & contrà omnes illos, cum quibus Rex, & Successores sui in Regno haberent Guerram, dictum Commune Januæ tenebitur facere, & faciet Guerram tàm per Terram, quàm per aquam, expensis tamen Regiis, & ad dictam Guerram faciendam tenebitur tradere Navigia, Gentes, & alia necessaria, juxta possibilitatem Communis, expensis Regiis ut suprà, salvis Ligis, & Conventionibus, quas Commune Januæ habet cum Imperatore Romanorum, & Rege Cypri. Item quod Januenses in Locis honorabilibus, & ordinatis, & Galeis, & cæteris Navigiis portabunt, & portare teneantur in uno Vexillo plena arma Regis Franciæ ab uno latere, & arma Imperii ab altero, non revocando. Propterea Sindici dicti Communis ab ipso Communi Potestatem habentes, nomine Communis Januæ, & Januensium, facient Sacramentum fidelitatis dicto Serenissimo Domino Karolo Francorum Regi, & suis Successoribus in Regno, seu Gubernatori, aut alteri, nomine Regio, quod dictum Commune Januæ, & Januenses erunt boni, & legales Regi Franciæ, & Successoribus suis in Regno, & eidem benè, & legaliter observabunt promissa, & præstabunt dictum Sacramentum semper ad requisitionem Regis, vel sui Gubernatoris. Item quod omnes Vassalli, & Conventionati Communis Januæ, & eorum Successores, qui ante præsentem translationem ei tenebantur facere Homagium, seu fidelitatis juramentum, illa eadem facient de cætero dictis Gubernatori, & Antianis modo, & forma antea consuetis nomine dicti Communis. Item quod Cives, & Districtuales Januæ exhibere debeant Gubernatori Regis illos honores, obedientiam, & reverentiam, quos, & quas facere, & exhibere eorum Duci consueverunt, & quod dictus Gubernator in ipsos habeat dictam Jurisdictionem, & cohertionem omnimodam, quam in ipsos consueverunt habere Duces. Item præfati Dominus Dux, Consilium, & Officia, vice & nomine dicti Communis Januæ, promiserunt, & promittunt præfatis Dominis Ambassiatoribus, & Procuratoribus, & nobis Notariis infrascriptis stipulantibus, & recipientibus nomine Regio, ut suprà, bonâ fide præfatum Serenissimum Dominum Regem, & Successores suos in Regno manutenere, defendere, & tueri pro posse in Juribus, & possessione, vel quasi Dominii, Jurium, & Jurisdictionum in præsenti translatione concessorum, & translatorum, contra quoscumque nemine excepto, cujuscumque gradus, dignitatis, vel præeminentiæ existat. Item quod dictum Commune Januæ confestim ponere teneatur realiter, & de facto in manibus dicti Serenissimi Regis Domini Januæ, dicti Gubernatoris Regii, seu alterius, nomine Regis, octo Castra, seu Fortilicia dicti Communis, videlicet Castrum Vultabii, Castrum Novarum, Castrum Vuadæ, Castrum Stellæ, Castrum Vintimilii in manu Communis Januæ existentia, nec non duo Saonæ pro uno, duo Portus Veneris pro uno, & Castri Gaecii extrà manus Communis Januæ existentia, quæ citò erunt in manu dicti Communis Januæ, vel quàm primum præfatus Serenissimus Rex illa recuperaverit, quo casu brevi manu intelligantur esse posita in manum Regis per dictum Commune; In quibus quidem octo Castris præfatus Serenissimus Rex,

ANNO 1396.

ANNO 1396.

Rex, vel alius nomine ipsius ponat Castellanos de Subditis Regis Franciæ de Ultramontes, & custodiantur ipsa octo Castra, seu Fortilicia expensis Communis pro Custodia dictorum Castrorum dari consuetis; qui Castellani jurent, & jurare debeant in introitu sui Officii facere honorem, & favorem Communis, & pro Communi Januæ contrà quoscumque inobedientes, inimicos, & rebelles Communis Januæ, salvo semper, & reservato juramento præstando, seu præstito Regi, seu Officialibus suis. In cæteris autem Castris, seu Fortiliciis dicti Communis ponantur Castellani, & Custodes tales, de quibus videbitur dicto Gubernatori, & Antianis; qui quidem Castellani, & Custodes in introitu sui Officii, datâ cautione consuetâ, præstabunt, & præstare teneantur Juramentum in manu Gubernatoris, vel ejus Locumtenentis; quod si aliqua novitas fieret, aut insurgeret in Civitate, aut Districtu contra Serenissimum Regem Francorum Dominum Januæ, & præsentes Pactiones, dicti Castellani, & Custodes dictorum Castrorum, seu Fortiliciorum se tenebunt pro dicto Domino Rege, & suis Officialibus contra quoscumque insurgentes, & in casu quo dicta novitas fieret in Civitate, vel per Civitatem Januæ contra Regem, seu ejus Statum, aut Dominium ut suprà, eadem Castra, seu Fortilicia in manibus dicti Regis, vel ejus Gubernatoris, vel alterius nomine Regis ponere teneantur, & ponent realiter & cum effectu, omni excusatione cessante; versâ vice Spectabilis, & Magnificus Dominus Franciscus Dominus Casenatici, & Vinayel Cambellarius Regius, ac Honorabilis Vir Dominus Arnoldus Boucherii Thesaurarius Guerrarum, Consiliarii Regii, Ambassiatores, & Procuratores generales, & Nuncii speciales prælibati Serenissimi Domini Regis dicto ipsius Procuratorio nomine promiserunt, & convenerunt per stipulationem solennem præfatis Magnifico Domino Duci, Consilio, & Officiis, & nobis dictis Notariis Publicis stipulantibus, & recipientibus, nomine & vice dicti Communis Januæ, omnia, & singula infrascripta; primò videlicet defendere dicto nomine, & quod præfatus Serenissimus Rex, & Successores sui defendent Civitatem, & Districtum Januæ, & quoscumque Januenses, & Districtuales, & bona eorum, ac statum Communis, & Populi Januæ à quibuscumque injuriis, & violentiis eis illatis, vel factis, ipsosque, & eorum bona salvare, & manutenere, & quod prælibatus Rex salvabit, & manutenebit pro posse, & fide bona, & quemadmodum quisque verus, & bonus Dominus suos Subditos, & fideles defendere, & tueri tenetur. Item quod omnes, & singulos Subditos, Vassallos, & Conventionatos dictæ Civitatis, & Communis Januæ, ac Civitates, Castra, Loca, & Jura, quæ ab annis quatuor. & mensibus quatuor citrà, citrà Mare ab obedientia dictæ Civitatis, & Communis se subtraxeruot, & subtrahunt, sive subtracti, subtractæ, vel substacta fuerunt, præfati Domini Ambassiatores, & Procuratores dicto nomine promiserunt, quod præfatus Serenissimus Dominus Rex Dominus Januæ suo posse, & bona fide, per bonos, opportunos, & expedientes modos, ad obedientiam, & subjectionem dictæ Civitatis, & Communis Januæ, quibus erant ante subtractionem prædictam, reduci faciet, quàm citò fieri poterit, etiam per potentiam armorum, si opus fuerit. Item quod præfatus Serenissimus Rex, & Successores sui in Regno dictam Civitatem Januæ, Districtum, Territorium, seu pertinentias ejusdem, nec aliquam partem, seu Dominium, vel possessionem, vel quasi, seu Jura eorumdem sibi tradita non alienabit, nec in alium transferet quovis titulo, seu modo; nec etiam à Jurisdictione, obedientia, & Gubernatione Civitatis prædictæ quomodolibet separabit, & quod in Civitate Januæ prædicta, Districtu, seu pertinentiis ejusdem, seu in Cives, vel Districtuales ipsius non imponet, vel imponi faciet, per se, vel per alios, aliquam Collectam, Daciatam, seu Avariam realem, vel personalem, seu mixtam, nec aliquas Angarias, vel Perangarias, nec etiam aliquam Collectam, seu Gabellam, seu Munus, quocumque nomine censeatur, vel nuncupetur, exceptis oneribus suprà specificatis, & etiam quod aliquos redditus Civitatis Januæ, seu Districtus, vel pertinentiarum non percipiet per se, vel per alios quovis modo, exceptis salario Gubernatoris, & expensis Custodiæ Castrorum suprà specificatorum, & quod Terras, & Loca, Jura, redditus, atque bona quæcumque Communis Januæ ad obedientiam, & utilitatem Communis Januæ manutenebit, & salvabit pro posse, & bona fide. Item quod si præfatus Serenissimus Rex, vel Successores sui in Regno faciet, vel facient Pacem, seu Treguam cum aliquo ex inimicis suis, quod Civitas Januæ, & Januenses in dicta Pace, seu Treguâ erunt inclusi, & includentur. Item quod Gubernator, & Gubernatores venturi jurabunt in introitu sui Officii ad Sancta Dei Evangelia manu tactis Scripturis servare omnia, & singula supra, & infrascripta, singula singulis ut suprà referendo, ac suum Officium bene, & fideliter exercere, & honorem Regis, utilitatem, & commodum Communis Januæ facere, & procurare, ac Jura dicti Communis defendere, salvare, & manutenere, & ita dicti Antiani jurabunt in manu dicti Gubernatoris, & omnes Officiales dicti Communis similiter jurabunt. Item quod omnes, & singuli Januenses, & Districtuales Januæ de cætero possint ire, stare, negociari, & mercari, frui, & gaudere iisdem Privilegiis, Libertatibus, Franchisiis, & Immunitatibus in omnibus Terris, & Locis subditis dicto Serenissimo Regi, quibus utuntur, & gaudent Subditi dicti Regis undecumque sint. Item quod, durante præsenti sismate, præfatus Serenissimus Rex non coget Januenses in aliquo de factis Ecclesiæ contra eorum opinionem. Item quod præfatus Serenissimus Rex dabit favorem possibilem, & honestum sine expensis suis Communi Januæ, & Januensibus, ad recuperationem, & satisfactionem consequendam omnium, & singulorum bonorum, rerum, & mercium ablatorum, seu ablatarum Januensibus, & Communi portatarum in Saonâ; Cum versâ vice dictum Commune Januæ, & Januenses offerant se facere similem restitutionem, & satisfactionem Saonensibus antedictis realiter, & cum effectu. Item quod præfatus Serenissimus Rex per se, & Successores suos in Regno prædicta omnia, & singula attendet, & observabit, & contra non faciet, vel veniet quovis modo ipse, vel Successores sui, nec alius pro eis; quodque præfatus Serenissimus Rex pro se, & Successoribus suis in Regno confirmabit, approbabit, & ratificabit solemniter, & per publicum Instrumentum, vel ejus Patentes Litteras omnia, & singula in præsenti Instrumento suprà, & infrà contenta, cum solennibus clausulis, & juramentis necessariis, & opportunis, secundum consuetudinem præfati Serenissimi Regis infrà menses quatuor proximè futuros. Item non obstantibus supradictis actum est, & solenniter conventum inter prædictas Partes, quod prædicti Domini Ambassiatores dicto nomine, seu præfatus Serenissimus Rex, vel alius, seu in Potestatem habentes pro ipso Serenissimo Domino Rege possint, & valeant, seu possit, & valeat eligere in Gubernatorem Regium dictæ Civitatis Januæ, Territorii, & Districtus pro ipso Domino Serenissimo Rege præfatum Illustrem Dominum Antonietum Adurnum nunc Ducem Januæ usque ad beneplacitum Regis; quæ omnia, & singula, & suprà & infrà, sub Pactis, modis, formis, condicionibus, & Convencionibus supradictis, prædicti spectabiles Dominus Franciscus, & Arnoldus Ambassiatores, & Procuratores prædicti nomine Regio, & suorum Successorum in Regno, & præfati illustris, & Magnificus Dominus Dux, Antiani, & Officia, seu Officiales nomine Communis Januæ sibi invicem, & vicissim, solennibus stipulationibus hinc indè intervenientibus, ac nobis Notariis infrascriptis tamquàm personis publicis Officio publico stipulantibus, & recipientibus, nomine & vice præfati Domini Serenissimi Regis, & Successorum suorum in Regno, & dicti Communis Januæ promiserunt ad Sancta Dei Evangelia manu tactis Scripturis per ipsos, & quemlibet ipsorum juraverunt, videlicet ipsi spectabilis Dominus Franciscus, & Arnoldus dicto nomine in animam præfati Serenissimi Regis, & in fidem Regiam, & præfati Magnificus Dominus Dux, Antiani, & Officiales nomine Communis, attendere, complere, & inviolabiliter observare, contraque non facere, vel dicere per se, aut per alias interpositas personas, de jure vel de facto, aliquo ingenio, aliquâ viâ, ratione, occasione, seu causâ, & perindè ad sic observandum præfati Domini Ambassiatores, & Procuratores dicto nomine dictum Serenissimum Dominum Regem, & Successores suos in Regno, ac omnia bona ipsius & ipsorum, præsentia, & futura, & se prædicti Magnificus Dominus Dux, Consilium, & Officia dicto nomine, & omnia bona dicti Communis Januæ, præsentia & futura, & Districtus, pertinentiarum ejusdem sibi ad invicem, & vicissim ippotechaverunt, & obligaverunt sub omni Juris, & facti ad hoc necessaria renunciacione pariter & cautelâ. Quas quidem stipulaciones, & juramenta prædicta dictæ Partes in singulis Capitulis supradictis voluerunt haberi pro expressis, & specialiter repetitis. De quibus omnibus, & singulis suprascriptis prædictæ Partes, & earum quælibet petierunt, mandaverunt, & rogaverunt fieri unum, & plura publica instrumentum, & Instrumenta ejusdem tenoris per nos Symonem Symus Beiuaten. Diocæsis Notarium Imperialem, & Antonium de

ANNO 1396. de Credentia Notariom, & Communis Januæ Cancellarium, & quemlibet nostrum ad dictamen sapientiom, facti substantia in aliquo non mutata. Acta, lecta, & publicata fuerunt prædicta Januæ in Palatio dicti Communis, in quo habitat præfatus Illustris Dominus Dux, videlicet in Camera cubiculari ipsius Domini Ducis juxtà Turrim, anno Dominicæ Nativitatis millesimo tricentesimo nonagesimo sexto, Indictione quarta secundum cursum Januæ, die Sabbati quarta mensis Novembris; præsentibus Domino Sifredo de Arciis, & Othone Rulcha Militibus, Domino Dominico de Imperialibus Legum Doctore, Domino Emmanuele Grillo Juris utriusque Doctore, Domino Adurnino Adurno nato præfati Magnifici Domini Ducis, Conrado Mazurro Notario, & Communis Januæ Cancellario, Guillielmo Loth Secretario Illustris Domini Ducis Aurilianensis, Francisco Archimandi, Antonio Salvagio quondam Cosimæ, Lodosio de Mozaficis de Montenigro, & Christophoro de Albertis Notario, Testibus ad præmissa specialiter vocatis, & rogatis.

Ego Antonius de Credentia quondam Conradi publicus Imperiali auctoritate Notarius, & Communis Januæ Cancellarius prædictis omnibus interfui, & rogatus suprascriptum præsens Instrumentum unà cum dicto Symone composui, imbreviavi, & scripsi, pluribus tamen agibilibus publicis occupatus per alium Coadjutorem meum extrahi, exemplari, & in hanc publicam formam ut suprà redigi fideliter feci, ideò me subscripsi, & publicavi cum signo, & nomine meis in Instrumentis apponi solitis in Testimonium præmissorum.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris D. D. *Ducis* PHILIPPI MARIÆ ANGLI *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Datum Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

CLXXXVI.

1397. *Transsumptum Confœderationis inter* ALBERTUM *Romanorum Regem*, & PHILIPPUM Pulchrum *Regem Galliæ annò* 1299. *initæ*, *per Notarios Publicos confectum anno* 1397. [Voyez-le ci-devant sous le 5. Septembre 1299. Tom. I. Part. I. pag. 323. col. 2. §. 3.]

CLXXXVII.

Diploma Hertzog Leopoldes zu Oesterreich/wodurch Er die Stadt Eßlingen in seine vorhin mit Ulm/ Rotwil/ Nördlingen/ Memmingen/ Hall/ Gemünde/ Bibrach/ Kempten/ Kauffbayren/ Jßny/ Aulun/ Leutkirch und Bopfingen gemachte Vereinung eines Landfriedens aufnimt. Geben zu Rotenburg am Necker Anno 1397. [JOH. PHIL. DATT, Volumen rerum Germanicar. novum. Libr. I. Cap. XII. pag. 89. Col. 1. §. 10.]

C'est-à-dire,

Diplome de LEOPOLD *Duc d'Autriche*, *par lequel il reçoit la Ville d'*ESLINGEN *dans la Confédération conclue auparavant pour le maintien de la Paix publique avec les Villes d'*ULME, ROTWEIL, NORDLINGEN, MEMMINGEN, HAL, GEMUND, BIBERAC, KEMPTEN, KAUFBEYREN, ISNY, AULUN, LEUTKIRCH, & BOPFINGEN. *A Rotenbourg sur le Necker l'an* 1397.

WIr Leupolt von Gots Gnaden Hertzog ze Oesterreich/ zu Steir/ ze Kernden/ und ze Crain/ Graf ze Tyrol ic. Bekennen für die Hochgebohrnen Fürsten unser liebe Brüder/ Hertzog Wilhelm/ Hertzog Ernsten/ Hertzog Fridertchen/ und unsern lieben Vettern Hertzog Albrechten/ Hertzogen ze Oesterrich ic. alß sich unser lieber Bruder Hertzog Wilhelm und wir für unß und unsern Vettern Hertzog Albrechten und ander unser Brüder mit unsern Landen/ Elseße/ Prißgäw/ Suntgow/ Ergow/ Swartzwalt/ Burgunden/ Friburg in Oechtland/ Turgowe/ Curwalhen und Schwaben/ zu den Erbern und Wisen den Burgermeister Reiot und allen Burgern gemeinlich deß heiligen Römischen Richs Stetten/ mit Namen Ulme/ Rotwile/ Nördlingen/ Memmingen/ Halle/ Gemünde/ Bibrach/ Kempten/ Koufburen/ Ysni/ Aulun/ Lütkirch und Bopfingen vereynet haben/ und wes si und auch wir uns gen in verschriben haben/ alß auch daß die Brief/ die darumb gegeben seind/ aigenlich ußweisent/ und sagent daß wir durch hea willen/ die vorgenanten Richs Stetten die Erbern und Wisen/ die Burgermeister/ Rete und alle Burger gemainlich der Statt ze Eßlingen in der vorgenante vereynung empfangen und genommen haben/ und versprechen auch in bey unsern Fürstlichen treuen/ Eren und Gnaden/ die egenante vereynung und weß sich der vorgenante unser Bruder Hertzog Wilhelm und wir gen den Egenanten Richs-Stetten verschriben haben/ für denselben unsern Vettern und ander unsern brüder/ und auch für unß gen den egenanten von Eßlingen und gen den iren getreulich zehalten/ nach lute und sag der Brief/ die den egenanten Richs Stetten darumb gegeben sind/ und ze gelicher wise/ als ob sie in denselben Brieven mit nemlichen worten begriffen weren und verschriben stunden/ an alle geverde. Mit urkund diz Briefs/ Geben ze Rotenburg am Necker an Samdstag nach Sant Valentins tag/ nach Christi Geburt dreuzehenhundert Jar und darnach in siben und neunzigisten Jare. ANNO 1397.

CLXXXVIII.

Diploma Romanorum Regis WENCESLAI, *Domino* JOANNI GALEAZ *Vice-Comiti & Duci Mediolani*, *de titulò & Comitatu* Angleriæ *concessum. Datam Pragæ* 25. *Januarii annò* 1397. [Pièce authentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan. Registre R. R.] 25. Janv.

WENCESLAUS Dei Gratia Romanorum Rex semper Augustus, & Boemiæ Rex Illustri Johanni Galeaz Duci Mediolani Papiæ Angleriæque Comiti suo, & Imperii Sacri Principi gratiam Regiam, & omne bonum. Cum ex multis, & fide dignis Cronicis, & autenticis Scripturis quæ ad reminiscentiam, & memoriam rerum, clarissimorumque Virorum, & temporum scriptæ sunt, certissime teneamus antiquam prosapiam Illustium Comitum de Angleria Mediolanensis Diocesis Regibus, Ducibus, Comitibus, & multis Viris Insignibus floruisse quos propter eorum strenuitates, & Virtutes summamque devotionem, quam erga Sacrum Romanum Imperium habuerunt nonnulli Prædecessores nostri Gloriosissimi Imperatores, & Reges magnis Beneficiis, & nobilissimis Privilegiis extulerunt, nec solum hoc à Cæsaribus consecuti sunt, sed nonnulli Summi Sacrique Pontifices Virtuteos magni æstimantes illos splendidissimis Privilegiorum muneribus illustrarunt, habemosque firmiter, & teneamus à certo te Johannem Galeaz majores antiquosque tuos nec non antiquorum tuorum Prædecessores à præfata Illustri, & Nobilissima antiqua prosapia Comitum de Angleria descendisse, & originem pariter protraxisse. Cumque tu Johannes Galeaz vetustis his laudibus prosapiæ tuæ prædictæ tantum splendorem propriæ Virtutis addideris, & ad eam quam semper majores tui Romano Imperio exhibuerunt devotionem, & fidem accumulaveris, personam tuam non immerito credimus efferendam. Cupientes itaque tibi Johanni Galeaz, cui propter generis tui tuarumque Virtutum nomen apertum est iter ad omnes amplissimas Dignitates, dignam gratiam de Trono nostræ sublimitatis impendere, & erga personam tuam, tuorumque descendentium munificentiam Cæsaream exercere, ac volentes Terram illam Angleriæ quæ, quondam sub majoribus tuis prædictis Civitatis & Comitatus honore fulgebat, cujus fere memoria ex longo cursu temporum abolevit, reducere ad naturam sui proprii, ne vetustate temporis dignitas hujusmodi Principii tuæ Domus Illustris memoria deleatur sed potius nostro beneficio, & claritate tui nominis ad æternam rei memoriam relucescat, pariter & respiret, non per errorem aut improvide, sed animo deliberatu & ex certa scientia sano Principum, Comitum, Baronum, ac Procerum, & aliorum nostrorum Imperii Sacri fidelium accedente consilio, te, Princeps dilecte, non ad tuæ petitionis instantiam sed de benignitate Regia motuque proprio, ac tuæ originis nobilitate poscente, hodie in nomine Domini, & Salvatoris nostri, à quo omnis Principatus, & honor provenire dignoscitur, illustravimus, & illustramus, ac Comitem Angleriæ fecimus, creavimus, creximus, illustravimus, & sublimavimus, facimus, decoramus, creamus, & virtute præsentium erigimus, illustramus, & sublimamus,

Decer-

ANNO 1397. Decernentes quod, tu, Hæredes, & Successores tui Duces Mediolani & Comites Angleriæ, perpetuis in antea temporibus, omni Dignitate, Nobilitate, Jure, Potestate, Libertate, & Jurisdictione, Imperio, Honore, & Consuetudine gaudere debeatis, & frui continuo, quibus alii Imperii Principes, & nominari Comites Illustres fruiti sunt hactenus, & quotidie potiuntur, dictam quoque Terram Angleriæ ejusque Districtum cum & singulis suis sibique pertinentibus Villis, Oppidis, Castris, & Terris, Aquis, Aquarumque decursibus, Juribus, Jurisdictionibus, & Regalibus, & eorum infrascriptis Terris, videlicet Terra de Iexso Kalendaram, Terra de Lasanza, Terra de Burgo de Angleria, Terra de Runcho, Terra de Yspera, Terra de Cerro, Terra de Arolio, Terra de Monnale, Terra de Sassabaluro, Terra de Liveno, Rocha Travaliæ, Terra de Tortu, Terra de Atinalo, Terra de Castello, Terra de Cermegnana, Terra de Luynn, Terra de Macagnio superiori, Terra de Macagnio inferiori, Terra de Salloxiuii, Terra de Vira, Terra de Ranza, Terra de Magalino, & Terra de Centono: quæ Terræ sunt ab una parte Lacus Majoris versus Mediolanum, licet antea de Districtu, Dioceli seu Comitatu Mediolani esse dicerentur, vel reputarentur, cum infrascriptis Terris; videlicet Terra de Tignola, Terra de Arona, Terra de Meyna, Terra de Lesia, Terra de Buzirate, Terra de Stresa, Terra de Isella superiori, Terra de Isella inferiori, Terra de Margario, Terra de Sima, Terra Burgi de Palanza, Terra Burgi de Intro, Terra de Bignizolis, Terra de Ogiabio, Terra Burgi de Tavero, Terra Burgi Canobii, Terra de Tresluvio, Terra de Brisago, Terra de Roncho, Terra de Scona, Terra de Losona, Terra de Solduio, Terra de Locarno, Terra de Menusio, Terra de Tenero, Terra de Gordora, & Terra de Brozoli, quæ sunt ab alia parte dicti Lacus versus Novariam, licet antea de Districtu, & Dioceli Novarien. esse dicerentur, & cum toto ipso Lacu Majori ejusque ripis à principio dicti Lacus usque ad finem dicti Lacus, & cum omnibus aliis Terris, & Locis situatis, & positis prope, & super ripas dicti Lacus, & confinantibus dicto Lacu cujuscunque Diocesis, & Districtus, cujus foret Lacus ipse, in verum Comitatum creavimus, ereximus, & erigimus, & creamus, ac de prædictæ Romanæ Regiæ Mis. plenitudine ex certa scientia decoramus tibi Illustri Johanni Galeaz Duci Mediolani &c. Comitatum hujusmodi Angleriæ, cum omnibus Honoribus, Commoditatibus, Nobilitatibus, Juribus, Privilegiis, & Immunitatibus, quemadmodum Comitatus insignes, ab Illustribus Romanis Imperatoribus, sive Regibus possidentur vel tenentur, seu possideri consueverunt hactenus, & à Sacro Romano Imperio dependent in Feudum, de benignitate Regia concedentes, decernentes, & Regio Romano statuentes Edicto quod tu, Hæredes, & Successores tui prædicti propter Comites Angleriæ Terrarumque prædictarum nominari, & appellari debeatis in antea, & tanquam cæteri Sacri Imperii Comites teneri & honorari, ac ab omnibus reputari omnique Jure, Privilegio, Honore, Dignitate, Immunitate absque impedimento perfrui, quibus alii Sacro-Sancti Romani Imperii Comites in dandis seu repetendis Juribus, & Jurisdictionibus; in conferendis, seu suscipiendis Feudis, & omnibus aliis Illustrem statum & conditionem Comitis cernentibus fruiti sunt hactenus seu quomodolibet potiuntur, quodque tu, Hæredes, & Successores tui prædicti Comites Angleriæ Comitatum eundem cum omnibus suis pertinentiis, sicuti expressatur superius à Nobis, nec non à Serenissimis Romanorum Imperatoribus, & Regibus Successoribus nostris, & ab ipso Romano Imperio quando opportunum fuerit, & Nos, & Successores nostros in dicto Comitatu Angleriæ, vel in Ducatibus esse continget, debito solemnitatis honore, cum Vexillis, ut moris est ac solita reverentia sic suscipere debeatis, & Sacramentum fidelitatis facere consuetum, dum vero Nos, & Successores nostros extra prædictos Comitatus, & Ducatus esse continget; quod tu, Hæredes, & Successores tui prædicti per solemnes Procuratores, & Nuncios tam prædicta Feuda suscipere, quam etiam consueta Juramenta facere valeatis, cum solemnitatibus debitis & consuetis, quemadmodum alii Sacri Romani Imperii Comites Feuda sua suscipere consueverunt; decernentes, & hoc Romano Regio Edicto statuentes, quod tu Johannes Galeaz, & tui descendentes Duces Mediolani teneatis, & tenere debeatis dictum Comitatum Angleriæ sub nomine Comitatus, & tanquam Comites Angleriæ, & quod non possitis, nec valeatis dare, concedere, nec aliquo modo transferre dictum Comitatum Angleriæ in aliquam personam, etiam collateralem, nec ipsum Comitatum à vobis aliqualiter abdicare nisi in personam illius descendentis qui post obitum Ducis Mediolani &c. succedere deberet in Ducatibus prædictis, & qui tunc sit, & vocetur Comes Angleriæ, possitis tantum, tu, & tui descendentes Comites Angleriæ, post ætatem viginti quinque annorum, detentis & locis prædictis, dare, & in Feudum concedere illis personis de quibus vobis videbitur, & placuerit. ceterumque Arma & Insignia dicti Comitatus Angleriæ Viperam in forma qua majores tui prædicti, & tu Viperam ipsam in bellorum actibus, & ubique strenue detulistis, tibi tuisque descendentibus, & Successoribus in infinitum, quos Comites Angleriæ esse continget: Tenore præsentium damus, concedimus, & confirmamus, quam Viperam ubique tenere, deferre, & portare, ac teneri, deferri, ac portari facere valeatis cunctis temporibus affuturis. Et prædicta omnia, & singula valere volumus, & obtinere effectualiter roboris firmitatem, non obstantibus aliquibus Legibus, Juribus, Constitutionibus, Consuetudinibus, & Clausulis, & aliis Concessionibus, vel Titulis per Nos sive Prædecessores nostros in Imperio sive aliis factis, collatis, vel concessis super prædictis, vel aliquo prædictorum, etiam si talia forent de quibus in præsentibus opporteret fieri mentio specialis. Quibus omnibus, & singulis quo ad sublimatione & erectionem, concessionem, infeudationem, & alia supradicta, de plena & absoluta potestate ex certa scientia, derogari volumus, & etiam derogamus, supplentes omnem defectum si quis obscuritate verborum solemnitatis omisse seu aliàs quomodolibet repertus fuit in præmissis, Jus tamen ex dicta concessione, & creatione in Feudo dicti Comitatus habemus nobis, & Successoribus nostris in Imperio. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostræ illustrationis, Sublimationis, Creationis, Collationis, Decorationis seu Decreti paginam infringere, seu ei quovis ausu temerario contraire: si quis autem secus attentare præsumpserit, præter indignationem nostram gravissimam, pœnam centum Marcarum purissimi auri se noverit irremissibiliter incursurum, quarum medietatem nostri Ærarii regalis sive fisci, residuam vero partem injuriam passorum usibus decernimus aplicari præsentium sub Regiæ Majestatis nostræ Sigillo Testimonio Literarum. Datum Praghæ anno Domini millesimo trecentesimo nonagesimo septimo, die vigesima quinta Januarii. Regnorum nostrorum anno Boemiæ trigesimo quarto, Romanorum vero vigesimo primo. ANNO 1397.

Ad Mandatum Domini Regis

Vo. DECIMUS UCULI Cancellarius.

Extracta fuit præsens Copia à Registro inscripto sub Litteris R. R. BERNABOVIS *Vicecomitis existente in Regio Archivio Castri Portæ Jovis Mediolani in papiro scripto. Dat. Mediolani die trigesima mensis Octobris anni* 1719.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis,*

CLXXXIX.

Erectio JOANNIS GALEATII *Vicecomitis Ducis Mediolani, ejusque Hæredum in* Duces Lombardiæ *per Romanorum Regem* WENCESLAUM, *cum facultate eis data deferendi Insignia Imperialia, videlicet, Aquilam nigram in campo aureo Datum Pragæ die 30. Martii anno 1397.* 30. Mars.
[Piece anthentique, tirée des Archives Royales du Château de Milan, Registre N. N.]

In nomine Sanctæ, & Individuæ Trinitatis Patris, & Filii, & Spiritus Sancti. Amen.

ANno à Nativitate Domini Nostri Jesu Christi millesimo quadringentesimo quadragesimo quinto, Indictione octava, secundum cursum Inclytæ Urbis Mediolani, die verò Jovis undecimo mensis Martii. Cum propter frequentem casuum necessitatem Juris utriusque provisione sit sancitum, quod Exemplaria ab Originalibus fideliter transumpta ubique locorum fidem faciant, expediatque fidem facere, qualiter infrascriptum Privilegium Imperiale fuit confectum, datum, subscriptum, & sigillatum, prout ut infrà, ea propter cunctis præsens instrumentum inspecturis pareat evidenter, quod ego infrascriptus Laurentius de Martignonibus Notarius ut infrà, ad hoc requisitus infrascriptum Transumptum ab Originali Privilegio infrascripti Sere-

Anno 1397. Sereniſſimi Domini tunc Imperatoris Romani, infraſcripti tenoris, dato, ſubſcripto, & ſigillato ut infrà, penes me tunc exiſtente in bonâ & autenticâ formâ, & non vitiato, nec cancellato, nec in aliquâ ſui parte ſuſpecto, tranſumpti, & in hanc publicam formam redigi feci per Steffanum de Gallatiis Notarium infraſcriptum, ipſumque Tranſumptum diligenter examinavi, & aſcultavi unà cum ultraſcriptis Notariis inferius deſcriptis, nobis tunc ſimul exiſtentibus, & præſens Exemplar cum dicto originali Privilegio diligenter aſcultantibus, & examinantibus in præſentiâ etiam, & cum auctoritate, & decreto ſapientis, & egregii Legum Doctoris Domini Cedrionis de Româ Vicarii, & Locumtenentis ſpectabilis Domini Leonardi de Aurea Poteſtatis præfatæ Inclytæ Urbis Mediolani, & Ducatus ejus pro Illuſtriſſimo Principe, & Excellentiſſimo Domino noſtro Domino Duce Mediolani &c. pro Tribunali ſedente ſuper quodam banco ſito in Camera una poſita in Domibus Regiminis præfati Domini Poteſtatis in Brolecco novo Communis Mediolani, eoque Domino Vicario, & Locumtenente auctoritatem ſuam, & decretum ſuum interponente, dante, & præſtante ad convalidationem præſentis Autentici, atque etiam decernente, & jubente præſens Tranſumptum, & Autenticum fidem plenariam facere debere ubicumque locorum in judiciis, & extra; Et cum hoc ſit, quod præſens Tranſumptum cum dicto Originali Privilegio aſcultato, & examinato ut ſuprà, repertum fuerit in omnibus, & per omnia concordare, & in nullo diſcrepare; Idcircò in Dei nomine Ego idem Laurentius de Martignonibus Notarius ut infrà, ac requiſitus, & rogatus, ut ſuprà, de hujuſmodi autenticatione publicum Inſtrumentum confeci, & tradidi, idque aliis Negociis occupatus ad ſcribendum dedi dicto Steffano de Gallatiis Notario ut infrà, ipſumque autenticum Inſtrumentum mea propria manu ſubſcripſi ut infrà, cum appoſitione ſigni mei Tabellionatus conſueti, in fidem & Teſtimonium omnium in eo Inſtrumento contentorum, & etiam ſubſcribi feci per infraſcriptos alios Notarios, qui dictæ examinationi, aſcultationi, & autenticationi præſentes fuerunt, ut infrà, Cujus quidem Privilegii Imperialis tenor talis eſt; videlicet: Venceslaus Dei gratia Romanorum Rex ſemper Auguſtus, & Boemiæ Rex. Illuſtri Johanni Galeaz Duci Lombardiæ, Papiæ, & Angleriæ Comiti, ſuo, & Imperii Sacri Principi gratiam Regiam, & omne bonum. Recolentes aliàs nos te, tuosque Deſcendentes, & Succeſſores in Ducem Civitatis Mediolanenſis, Diocæſis, & pertinentiarum, & poſtea in Ducem multarum aliarum Civitatum, & Diocæſium, Diſtrictuum, Terrarum, & Territoriorum, & maxime infraſcriptarum Civitatum, & Terrarum, videlicet, Veronæ, Brixiæ, Parmæ, Cremonæ, Pergami, Cumarum, Placentiæ, Vincentiæ, Novariæ, Vercellarum, Alexandriæ, Regii, Laudæ, Tredonæ, Feltri, Bellunii, Bobii, Ripæ propè Trideutum, Baſſani, Cremæ, Soncini, Burmii, Burgi Sancti Domnini, Pontremuli, Maſſii, Novi, Felizani, Terræ, & Rochæ Aracii, Serravallis, Sarzanæ Lavenziæ, Carariæ, & Sancti Steffani gratioſius ſublimaſſe, pro ut datæ ſuper hoc noſtræ Majeſtatis Litteræ manifeſtè declarant. Volentes perſonam tuam, tuorumque Deſcendentium, Ducem, & Ducatum Mediolanenſem, dictumque alium Ducatum dictarum Civitatum, Diocæſium, Diſtrictuum, Terrarum, & Territoriorum per nos poſtea tibi conceſſum, & collatum ſimul ſpeciali, & ampliori titulo decorare, & ſuper dictis Ducatibus dictæ Mediolanenſis, dictarumque aliarum Civitatum, Diocæſium, & Terrarum, notabile, & congruum nomen imponere, Ducatus ipſos in Ducatum, & Principatum Lombardiæ, hodie in nomine Domini, & Salvatoris noſtri, à quo omnis Principatus, & honor provenire dignoſcitur, erexinius, illuſtravimus, ſublimavimus, & decoravimus, ac erigimus, illuſtramus, ſublimamus, & decoramus, ita videlicet, quod tu, tuique Deſcendentes, & Succeſſores Duces, reſpectu Ducatuum prædictorum cunctis temporibus Duces Lombardiæ ab omnibus, & ſingulis Regibus, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Dominis, Civitatibus, Communitatibus, Vicariis, Præſidentibus, & Regentibus, ac aliis quibuſcumque nominari, tractari, & appellari debeatis in antea, intendentes quod ſub hoc titulo Ducatus Lombardiæ comprehendantur ea tantum, de quibus ſuprà, & in prælatis Litteris Majeſtatis noſtræ ſerioſius continentur, reliquis contentis in memoratis noſtris Litteris manentibus ſemper ſalvis. Cupientes inſuper tibi, tuiſque Deſcendentibus, & Succeſſoribus Ducibus Lombardiæ pro nobis, & Ducatu Lombardiæ prædicto de Armis, & Inſigniis providere, præſertim de Inſigniis noſtris Imperialibus, quæ Majores tui, & tu noſtro, & Sereniſſimorum Prædeceſſorum noſtrorum Romanorum Imperatorum, & Regum nomine retroactis temporibus, in Bellorum actibus, & ubique ſtrenue detulerunt, non ad tuæ petitionis inſtantiam, ſed de benignitate Regia, motuque proprio, ac tuæ originis nobilitate poſcente, ex certa ſcientia, & de Romanæ Regiæ plenitudine Poteſtatis, tibi, tuiſque Deſcendentibus legitimis, & legitimandis à nobis, ſive à Succeſſoribus noſtris, Romanorum Imperatoribus, & Regibus, eorumque Deſcendentibus in futurum, quos Duces Lombardiæ eſſe continget, conceſſimus, & concedimus, ac tenore præſentis noſtri Privilegii licentiam elargimur, quatenus pro dicto Ducatu Lombardiæ Arma, ſeu Inſignia noſtra Imperialia, videlicet Aquilam nigram in Campo aureo, in forma, qua ipſa Arma Sereniſſimi Romanorum Imperatores portare conſueverunt, aut per quarteria tu, tuis, tuorumque Deſcendentium Armis, pro ut tibi, Deſcendentibus, & Succeſſoribus tuis Ducibus videbitur, & placuerit, ubique tenere, deferre, & portare, ac teneri, deferri, & portari facere valeatis cunctis temporibus affuturis, ut per hoc inter Nos, Succeſſoreſque noſtros in Imperio, ac te, tuosque Deſcendentes, & Succeſſores Duces memoriale perpetuum, vinculumque unionis maneat, & perduret; nolentes, ſed potius inhibentes, te, tuosque Deſcendentes, & Succeſſores Duces ut ſuprà in Armorum ipſorum delatione per quemcumque, cujuſcumque Dignitatis, & Auctoritatis exiſtat, protinus ſucceſſive quommodolibet impediri. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc noſtræ Erectionis, Illuſtrationis, Sublimationis, Decorationis, Conceſſionis, Largitionis, & Decreti paginam infringere, ſeu ei quovis auſu temerario quommodolibet contraire. Si quis autem contrarium attentare præſumpſerit, præter indignationem noſtram graviſſimam, pænam centum marcarum auri puriſſimi ſe noverit incurſurum, quas ab eo qui contrafecerit, toties quotiens contrafactum fuerit, irremiſſibiliter exigi, & earum medietatem Regalis noſtri Ærarii, ſive Fiſci, reſiduam verò partem injuriam paſſorum decernimus uſibus applicari, præſentium ſub Regiæ Majeſtatis noſtræ Sigillo Teſtimonio Litterarum. Datum Pragæ anno Domini milleſimo trecenteſimo nonageſimo ſeptimo, die XXX. Martii, Regnorum noſtrorum anno Boemiæ trigeſimo quarto, Romanorum verò viceſimo primo. Ad mandatum Domini Banessii de Chusnik. Et erat dictum Privilegium ſigillatum Sigillo pendenti præfati Domini Imperatoris per me Laurentium Notarium infraſcriptum, & alios Notarios infraſcriptos viſo, & diligenter inſpecto. Et de prædictis rogatum fuit per me ſæpe dictum Laurentium Martignonum Notarium infraſcriptum publicum debere confici Inſtrumentum unum, & plura tenoris ejuſdem. Acta fuerunt ſupraſcripta omnia, & ſingula in dicta Camera ſita in dictis Domibus Regiminis præfati Domini Poteſtatis Mediolani ut ſuprà coram præfato Domino Vicario ut ſuprà, & coram infraſcriptis Notariis, videlicet Johanne de Giramis, Franciſchino de Zerbis, Chriſtoforo de Gallariis, Franciſchino de Regnir, Gaſparino de Regnis, Leone de Ferrariis, & Petro de Matliano omnibus Notariis Mediolani unà cum me Laurentio Notario infraſcripto aſcultantibus, & examinantibus ut ſuprà, & præſentibus etiam ibi pro Teſtibus ſapiente Viro Domino Johanne de Buſſeto Legum Doctore Filio quondam Domini Antonii Portæ novæ Parochiæ Sancti Bartolomei intus Judice præfati Domini Poteſtatis, Zanoto de Caſtiliono Filio quondam Domini Ottonis Portæ Ticinenſis Parochiæ Sanctæ Mariæ in Valle, & Dioniſio de Galiano Filio quondam Domini Johannini Portæ Romanæ Parochiæ Sanctæ Teglæ Mediolani, omnibus notis, & idoneis, & ad præmiſſa ſpecialiter vocatis, & rogatis. Anno 1397.

Extracta fuit præſens Copia a Regiſtro inſcripto ſub Litteris N. N. *Ducis* Philippi Mariæ Angli *Vicecomitis exiſtente in Regio Archivio Caſtri Portæ Jovis Mediolani in papiro ſcripto. Datum Mediolani die trigeſima menſis Octobris anni* 1719

Examinavit Joannes Franciscus Strigellius *Regii Archivii Officialis*

CXC.

Inſtrumentum Publicum, quo Rupertus *Senior Dux Bavariæ profitetur ſe Vaſallum & Hominem Ligeum* Richardi II. *Regis Angliæ deveniſſe pro annua ſolutione* 1000. *Librarum, Dat.* 30. Mai.

Anno 1397.

Dat. in Castro Oppenheim die 30. Maji Anno 1397. [Rymer, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VII. pag. 854.]

In Nomine Domini, Amen.

PEr hoc præsens Publicum Instrumentum, cunctis ipsum intuentibus, pateat evidenter.

Quòd, sub Anno ab Incarnatione Domini, millesimo, trecentesimo, nonagesimo septimo, Indictione quinta, Pontificatûs Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri, Domini *Bonifacii*, divinâ Providentiâ, *Papæ Noni*, Anno octavo, die penultimâ Mensis Maii, horâ vesperarum vel quasi, constituti personaliter, in Castro Oppenhoun. Magunc. Diœcese, coram Illustre Principe, *Domino Ruperto Seniore*, Comite Palatino Reni, Sacri Romani Imperii Electore, & Bavariæ Duce, me Notario publico infrascripto ibidem præsente, desuper requisito, & Testibus infrascriptis, strenuus Miles, *Nicholaus Rybenuz* Chivaler, & *Johannes Parant*, Procuratores & Sindici, Serenissimi Principis & Domini, Domini *Richardi Regis Angliæ & Franciæ*, & Domini Hiberniæ, prout de Mandato Procurationis eorumdem ad infrascripta, per Patentes Literas dicti Domini Richardi Regis, plenè constabat atque constat, quandam Literam ejusdem Domini Richardi Regis, Sigillo Majestatis suæ sigillatam & roboratam, in suis tenentes manibus, dicto Illustri Principi, Domino Ruperto Seniori, Duci de Bavaria, præsentaverunt, & ad manus & potestatem ejusdem assignaverunt, desiderantes & requirentes quatenus præfatus Illustris Princeps, Dominus Rupertus Dux Senior, Ipsis, nomine Procuratorum dicti Domini Richardi Regis, Juramentum corporale super Homagio, in dicta Regia Litera, tacto, præstare dignaretur, secundum tenorem & formam Literæ ejusdem.

Qui quidem Illustris Princeps & Dominus, Litera hujusmodi, de manibus præfati Domini Nicholai Rybenuz Militis, Procuratoris & Sindici, cum reverentia qua decuit, ad se recepta, mox in præsentia & audientia suis legi præcepit, & tenore ejusdem intellecto, statim idem Illustris Princeps, Dominus Rupertus Dux Senior, manus suas inter manus Domini Nicholai Rybenuz, Procuratoris & Sindici prædicti, interposuit, quas idem Nicholaus inter suas ambas manus, in forma in talibus usitata, recepit & tenebat;

Et tunc idem Dominus Rupertus Dux Senior, in præsentia dicti Domini Nicholai, ac mei Notarii publici subscripti, & Testium infrascriptorum, præfati Domini nostri Regis Angliæ devenit Vassallus, & Homo ligeus, & eidem Domino nostro Regi, in Personam dicti Domini Nicholai Procuratoris sui, & dicto Domino Nicholao in Personam præfati Domini nostri Regis Homagium ligium fecit, atque fidem & fidelitatem eidem Domino Regi durante tota vita sua servabit, & faciet, ac facere suâ fide promisit, sicud Vassallus Infeodatus, bonâ fide, Domino suo facere tenetur, secundum tenorem, complementum & formam Literarum, tàm præfati Domini Ricardi Regis, quàm etiam Ipsius Domini Ruperti Ducis Senioris, sibi invicem super hujusmodi Homagio ante mutuò traditarum, & ad hoc corporaliter juravit, Sic Deus ipsum adjuvet et omnes Sancti ejus;

Et immediatè postea præfatus Dominus Dux dicto Domino Nicholao osculum dedit juxta morem Patriæ in talibus usitatum.

Tenor autem præfatæ Regiæ Litteræ, ipsi Domino Ruperto *Duci Seniori, per præfatos Procuratores & Sindicos præsentatæ, de verbo ad verbum sequitur, & est talis,*

RIchardus, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ*, & Dominus Hiberniæ, dilectis & fidelibus suis, *Nicholao Rybenuz* Chivaler, & *Johanni Parant*, Servienti suo ad arma, Salutem.

Sciatis quòd,

Cum, *Rupertus Senior* Comes Palatinus Reni, Sacri Romani Imperii Elector, ac Archidapifer, & Bavariæ Dux, Consanguineus noster carissimus, devenerit efficaciter Homagialis noster, pro termino vitæ suæ, ac bonâ fide nobis promiserit, quamdiu vixerit, sinceram fidelitatem, bonum nostrum quantum poterit procurare, & de nostro malo, quando ei inde constiterit, avisando ac fideliter præmuniendo, sicud Homagialis fidelis suo Domino de præmissis solitus est facere & obligari;

Promiserit etiam se, contra Nos, Domum nostram, aut Regnum nostrum, nunquam facturum, & insuper adunaverit se Nobis fideliter astare, & esse adjutorem contra & adversus Injuriatores nostros, quotiens per Nos super hoc fuerit legitimè requisitus seu admonitus;

Ac etiam promiserit se, post requisitionem hujusmodi, diffidaturum eosdem nostros Injuriatores, eis palàm & publicè intimando ipsum velle nobis assistere, nosque juvare eorum malâ & iniquâ voluntate quomodolibet non obstante;

Quodque idem Dux, per Nuncios nostros certificatus, de numero & multitudine Hominum Armatorum, quem Nos ab eo desiderabimus, ac concordato, inter ipsum Ducem & dictos Nuncios nostros, quantum pro singulis Lanceis Hominum Armatorum, quantum pro Militibus, quantum pro Baronibus, quantum pro Comitibus, quantum pro Duce Belli rationabiliter, pro mense assignari, & quomodo illis de dicto stipendio satisfieri debeat, teneatur nobis fideliter providere, de ipsis Hominibus Armatis, Comitibus, Baronibus, Militibus, & Clientibus, usque ad exactarum & petitarum numerum Lancearum;

Voluerit insuper idem Dux & concesserit, quòd ipse, universos & singulos Subditos nostros, Nobiles & Ignobiles, Clericos & Laicos, & alios quoscúmque nostræ Ditioni subjectos, cujuscúmque Dignitatis, Statûs, Gradûs, seu conditionis extiterint, per Terras & Dominia ipsius Ducis transeuntes, vel moram facientes, fideliter defendet, & salvum Conductum eis, quotiens super hoc per eosdem fuerit congruè requisitus, vel aliquis Officiatorum ipsius Ducis fuerit debitè requisitus; salvo quòd consueta Pedagia & Theolonia debita, persolvantur;

Promiserit etiam præfatus Dux, ipsum, omnia & singula præmissa, & eorum quodlibet, in specie, nobis, medio juramento, firmiter & inviolabiliter, seclusis fraude & dolo, observaturum;

Exceperit tamen in præmissis idem Dux, *Sanctam Sedem Romanam*, &, inclitum Principem, *Wemzeslaum Romanorum Regem*, & *Sacrum Imperium*, ac *Coelectores suos ejusdem Imperii*, ac *Patruos suos Bavariæ Duces*, *Ducem Lutringiæ* Generum suum, *Episcopos Wormaciensem & Spirensem Burggravios Nurenbergenses*, *Marchionem Baden*, *Comitem Simonem de Spanhem.*

Et Nos,

Præmissorum consideratione, & ita quòd idem Dux Homagialis, Vassalius, & fidelis Homo Ligeus noster fiat, & deveniat, & existat, ac Homagium suum, cum super hoc ex parte nostra fuerit requisitus, nobis in forma pro hujusmodi Vassallis & Ligeis nostris consueta faciat, ac omnia & singula alia Servitia præmissa, Pacta & Conditiones in Litteris ipsius Ducis, indè confectis, specificata & contenta, benè & fideliter absque fraude & dolo faciat, perficiat, compleat, observet, & ad hoc Sacramentum corporale, cum indè ex parte nostra fuerit requisitus, nobis præstet,

Volentes ipsum Ducem favore repensivo prospicere & gratioso,

Concesserimus eidem Duci mille Libras, percipiendas, singulis annis, ad Scaccarium nostrum, ad terminos Sancti Michaelis & Paschæ, per æquales Portiones, ad totam vitam ipsius Ducis; ita tamen quod, si Nos ante ipsum Ducem subtracti fuerimus ab hac luce, tunc statim, post decessum nostrum, tàm prædictum Homagium, ac alia præmissa, per præfatum Ducem sic facienda, quàm solutio dictarum mille Librarum penitus cessent & terminentur, prout in Litteris nostris Patentibus, indè confectis, pleniùs continetur,

Nos,

De vestra providentia, circumspectione, & industria plenissimè confidentes,

Assignavimus, deputavimus, & constituimus vos, & quemlibet vestrûm, Commissarios nostros, sive Commissarium nostrum, ad Homagium Ligium ipsius Ducis in hac parte, ac etiam ad Sacramentum corporale ejusdem Ducis, pro observatione omnium & singulorum præmissorum, vice & auctoritate nostris, capiendum & recipiendum, ac, ad Instrumentum Publicum, sub Magno Sigillo Ipsius consignatum, super præstatione & factura Homagii & Juramenti prædictorum, petendum, recipiendum, & ad præsentiam nostram deferendum, cæteraque alia & singula faciendum & exequendum, quæ in præmissis & aliquo præmissorum necessaria fuerint seu quomodolibet opportuna;

Et ideò vobis, & cuilibet vestrûm mandamus, quòd circa præmissa cum omni efficaciâ diligenter inten-

Anno 1397. tendatis, & ea faciatis & exequamini in forma prædicta.

In cujus rei Testimonium, has Litteras nostras fieri fecimus Patentes.

Datum in *Palatio nostro Westm.* duodecimo die Aprilis, Anno Regis vicesimo.

Per ipsum Regem.
Scarle.

Super quibus omnibus & singulis, præfatus Illustris Princeps, Dominus *Rupertus Dux Senior* ex una, necnon suprascripti Procuratores & Sindici parte ex altera, requisiverunt cum instantia me Notarium Publicum infrascriptum, ut super singulis præmissis ipsis & eorum cuilibet conficerem una vel plura Publica Instrumenta.

In quorum etiam præmissorum omnium evidens Testimonium, Nos, *Rupertus Dux Senior* præfatus, Magnum Sigillum nostrum, præsenti Publico Instrumento duximus apponendum.

Acta sunt hæc, Anno, Indictione, Pontificatu, Mense, die, hora, & loco superius expressatis.

Præsentibus ibidem,

Dominis,
Nicholao Probo Sacræ Theologiæ,
Et *Nicholao Bingina* Decretorum,
Doctoribus:
Ac,
Strenuis Militibus,
Johanne de Hirszhorn,
Johanne Camerarii,
Thum Knevel,
Rudolffo de Zeissinbonz;
Necnon,
Domino *Mathia*, Prothonotario præfati Illustris Principis Domini Ruperti Ducis Senioris, pro Testibus ad præmissa vocatis pariter & rogatis.

Et ego Johannes Perator *de Winheim, Wormaciensis Diœcesis, Publicus Imperiali auctoritate Notarius, quia præmissis omnibus & singulis, dum sic, ut præmittitur, agerentur & fierent, unà cum prænominatis Testibus, præsens interfui, eaque modo præmisso fieri vidi & audivi, ideo hoc præsens Publicum Instrumentum exinde confeci, quod etiam manu propriâ scripsi, publicavi, & in hanc publicam formam redegi, Signoque & Nomine meis solitis & consuetis, una cum appensione Magni Sigilli, præfati Illustris Principis*, Domini Ruperti Ducis Senioris, *de Mandato ipsius, signavi rogatus & requisitus, in fidem & Testimonium omnium & singulorum præmissorum.*

CXCI.

Dec. *Lettres de Remission accordées par* Charles *Roi de France, à* Charles *Duc de Lorraine, au sujet de la resistance faite à main armée aux Prevôts de* Coissi *& de* Passavant, *& autres Gens dudit Roi, qui étoient venus faire une Execution militaire à Beaumenil. Donné à Paris au mois de Decembre* 1397. [La Veritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine & d'Autriche; aux Preuves. pag. 173. *Tiré de la Chambre des Comptes de Paris. Regist.* 153. *Num.* 18.]

Charles, &c. Savoir faisons à tous presens & avenir, nous avoir oye la supplication de nostre tres-chier & feal Cousin Charles Duc de Lorraine, Marchis, comenant comme la Ville & les appartenances de Biaumesnil soient assis ou Duchié ancien & propre Demaine de nostredit Cousin en la plus grant partie, & l'autre partie tenue de ses fiez, & non d'autre & de tout temps appartiengnent & doivent ycelles appartenir à nostredit Cousin & à ses Predecesseurs. Neantmoins trois ans a ou environ, noz Prevosts de Coiffy & de Passavant accompaigné de tres-grant nombre de Gens à cheval & à pié, tant de communes comme d'autres, sans avoir aucune commission sur ce, ou au moins sans ycelle monstrer aux Gens & Officiers de nostredit Cousin, pource que yceulz nos Prevosts disoient ladite Ville estre en nostre garde, & nous d'avoir pource chacun an un Marc d'argent, à force d'armes & par maniere d'ostilité eussent brisé & efforcé ladite Ville de Biomesnil, & illec prins plusieurs Hommes avec les Bestiaux d'icelle Ville, & les menez & mis là où il leur pleut. Dont il se fist cry & hahay en ladite Ville & environ, comme est accoustumé de faire au pays où fait de telles courses & assaux, qui souvent s'y font, pource que c'est és marches de Lorraine, & és extremitez de Bourgoingne & d'Alemaigne. Pourquoy le Bailly de nostredit Cousin ignorant quels Gens c'estoient, & rendant faire rescousse desdis Hommes, Bestes, & Chastels qu'ils emmenoient, comme il lui loisoit par la Coustume dudit Pays, & accompaignié d'aucunes Gens d'armes, & autres, eussent trouvé nosdiz Prevosts, & les eussent assailli l'un l'autre, & tant que en ce conflit furent mors un ou deux de nos Hommes, & plusieurs autres bleciez, & les autres emprisonnez en la Ville de Dampaire és prisons de nostredit Cousin. Et lesquelz icellui Bailli, si tost qu'il sceut ladite cause & exploit avoir esté faites par noz Gens, pour honneur & reverence de nous, & à la requeste de nostre Bailli de Chaumont, les eust delivrez & mis hors de prison avec tous leurs biens. Pour lesquelx cas dessusdiz nostre Procureur General a fait convenir & appeller ycellui nostre Cousin à comparoir personnellement en nostre Cour de Parlement, & avec ce fait mettre en nostre main toute la Terre que nostredit Cousin tient de nous. En laquelle nostre main ladite Terre est encores detenue. Et pource soit ycellui nostre Cousin trait par devers nous, en nous humblement suppliant, que nous vueillons avoir regart & consideration aux bons & aggreables services que ses Predecesseurs ont fait lunguement & loyaument à nous & aux nostres és Guerres de nostre Royaume, & autrement, & qu'il est prest & appareillé de faire toutesfois qu'il nous plaira, & au grant & special desir qu'il a tousjours eu, & a d'estre & demeurer en nostre grace. Il nous plaise ycelle élargir à lui, fondit Baillis & à ses complices oudit fait. Pource est-il que nous enclinant à sa supplication, eue consideration aux choses dessusdites, & pour contemplation de nos tres-chers & tres-amez Oncles & Freres, les Ducs de Berry, de Bourgongne, & d'Orleans; qui de ce nous ont aussi tres-humblement supplié, A ycellui nostre Cousin le Duc de Lorraine, fondit Bailli, ses complices, & chacun d'eulx, de nostre auctorité Royal, certaine science, & grace especial, avons quitté, remis, & pardonné, quittons, remettons, & pardonnons par ces presentes tout ledit fait ou cas dessusdit, avec toute peine, amende, & offense corporelle, criminelle, & civile, en quoy eulx, & chacun d'eulx sont, & peuvent estre pour ce encourus envers nous & Justice. Et les restituons à leurs bonnes fames & renommées, à nostre Royaume, au Pays, & à leurs biens non confisquez, en imposant sur ce silence perpetuel à nostre Procureur. Satisfaction faite à partie premierement, & avant toute euvre, à l'arbitrage dudit Bailli de Chaumont, se ja n'est faite. Si donnons en mandement à noz amez & feaulx Conseillers les Gens tenans nostre present Parlement à Paris, & que tendront ceulx avenir, & audit Bailli de Chaumont ou à son Lieutenant, que de nostre presente grace, quittance, remission & pardon ou cas dessusdit, faissent, laissent, & souffrent nostredit Cousin le Duc de Lorraine, fondit Bailly, & tous sesdis complices, & chacun d'eulx user & faire jouyr plainement & paisiblement, & à tousjours, sans pour ce les travaillier, molester, ou empeschier, faire ou souffrir estre travailliez, molestiez, ou empeschiez, en corps ou en biens, ne autrement comment que ce soit au contraire. Mais les Terres, possessions, & autres biens non confisquez de nostredit Cousin, de fondit Bailli, de sesdis complices, ne de chacun d'eulx, & leurs corps, s'aucuns sont pource prins, saisis, detenus, empeschiez ou arrestez, mettent & faissent mettre sans delay à delivrance. Et que ce soit ferme chose & estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre Seel à ces presentes. Sauf en autres choses nostre droit, & l'autruy en toutes. Donné à Paris au mois de Decembre l'an de grace M. CCC. XCVII. & le XVIII. de nostre Regne.

Par le Roy en son Conseil, auquel Messieurs les Ducs de Berry, de Bourgongne, & d'Orleans, avec les Evesques de Bayeux, de Noyon, & d'autres, & plusieurs autres estoient. I. Bertaut.

CXCII.

ANNO 1398.

CXCII.

6. Janv. Landfried von Wenceslao, Römischen König mit Rath der Chur- und Fürsten/ Herren/ und Städte des Heil. Röml. Reichs/ zu Sicherheit der öffentlichen Strassen sowohl zu Wasser als zu Land/ Abwendung aller Raubereyen und Abschaffung aller eigenmächtiger/ angemaster Gewalthaftigkeiten durch das gantze Röml. Reich aufgericht auf 10. Jahr. Auf dem Reichstag zu Franckfurth am Heil. 3. König tag. 1398. [LEHMANNI Chronicon Spirense Lib. VII. Cap. LXIII. pag. 739.]

C'est-à-dire,

Paix publiée, établie & ordonnée, pour dix ans, dans tout l'Empire, par WENCESLAS *Roi des Romains, de l'avis, & conseil des Electeurs, Princes, Seigneurs, & Villes du Saint Empire Romain, pour la sûreté des chemins par Terre & par Eau, contre toutes fortes de Brigandages & de violence. A Franckfort en Diete Generale le jour des trois Rois* 1398.

WIr Wenheslaus von Gottes Gnaden Röm. König/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ und Küng in Böhem/ bekennen und thun kunde offentlich mit diesem Briefe allen den ihn sehent oder hörent lesen. Wiewol daß sie/ daß wir fürmals etwie dicke Landfriede gemeinliche in unsern und des Heil. Riches Landen gesatzt und gemacht hatten/ daß damit schädlichen Lüten widerstanden würde/ und Land und Lüte zu Friede und Gnaden quemen. Jedoch so haben wir mercklich erfunden/ daß solch schädlich Lüte solch Fünde ersuchen und erfinden/ daß je ihr Rauben Fortgang hat und gestärcket wird/ davon Land und Lüte gemeinlich zu verderblichen Schaden kommen/ und davorten daß solchen misseredigen Lüten widerstanden werde/ und ihr schädliche Fünde zuerstöret werden/ so haben wir mit wolbedachtem Muthe/ gutem Rathe unser und des H. Riches Churfürsten/ Fürsten/ Herrn und Städte/ die nachgeschriebene Ordnung und Gesetze gnädiglich gesetzet/ gemachet und geschicket/ setzen/ machen/ und schicken die in Krafft diß Römischer und Böhmischer Königlicher Mächte Vollkommenheit/ und von rechter Wisen.

Zum ersten: So setzen wir daß alle Pfaffen und Geistliche Lüte/ Münster/ Clöster/ Kirchen/ Kirchove und andere Gotteshüser und ihr Zugehörungen bi ihren Rechten und Friheiten bleiben/ und sol sie nieman daran hendern oder schädigen darüber/ mit Gewalt.

Auch sollen die Strassen zu Wasser und zu Lande/ und die gemeinen freyen Jahrmärckte und Märckte in Städten und Dörffern fry sin/ und soll nieman off die Strassen zu Land und zu Wasser die jenen die zu den Märckten und davon zu ihren Hüsern wandern/ und auch Geistlich Lüte/ Botten die Kauffmanne mit ihr Kauffmanschaffe/ die Bilgerin die ihrs Pferrers Briefe haben ane geferde/ sie sin Manne oder Weibe/ schädigen oder angreiffen/ in deheim Wise/ ane geferde.

Auch so soll niemand den Pflug mit sinen Pferden/ oder ander Vieh wenig oder viel/ und zweyen Menschen die zu dem Pfluge gehöret/ und glicher Wise die Ege/ und anders sie sin Manne oder Wieb/ die das Velt oder Wingarten buwent/ von Huse biß uff das Veld und Wingarten/ uff dem Velde und Wingarten/ und von dannen heim in ir Hüser/ vohen/ angreiffen/ oder sie beschädigen in deheine Wise.

Auch so soll niemand den andern/ und die en widersprechent sient/ angreiffen noch beschädigen/ er habe den zu dem er zu sprechen hat/ vorhin darumb ersucht/ Und gienge er ihme dann Rechten und Bescheidenheit uß/ wulte der Kläger darumb angreiffen/ so soll sich der der also angreiffen wil erberlich drie Tage und drie Nacht vorhin bewahreen mit sinem offenen Brieff und gewissen Boten/ in deß Schloß/ Stadt oder Huß/ da derselb/ den er beschädigen wil/ mit sinem Libe zu der Zyt wonhafft ist/ oder jme selber in sin Gegenwartigkeit geben/ ohne geferde.

Auch hette jemand zu dem andern zu sprechen umb Schuld/ der sol nit darumb angreiffen noch beschädigen/ er habe dann den/ zu dem er die Schuld fordert/ vorhin darumb ersucht/ und gienge er ihme dann Rechten und Bescheidenheit uß/ wolte dann der Kläger darumb pfenden/ so sol er ihn das vorhin lassen wissen/ drey Tage und drie Nacht mit sinen offenen Brief und gewissen Botten/ in deß Schloß/ Stadt oder Huß/ da derselbe/ den er pfenden wil/ mit sime Libe zu der Zyt wonhafftig ist/ oder ihme selber in seiner Gegenwertigkeit geben ohne Geferde. Und were es/ daß der der dann also pfendet/ und angriffe/ der sol die Name in das nechste Gerichte führen/ und dann pfendlich gefahren/ und das nit unterlassen in deheine Wise/ und driber er die Pfande in das nechste Gerichte/ so sol der/ deß die Pfande sind/ nit wehren noch gefehrlichen hindern/ und wenden die Pfand abheret/ so mögen sie zu andern Zyten pfenden/ und die dannen anders wohin/ doch daß sie damit pfändlich gefahren.

Auch so sol niemand den andern brennen/ in Fyendschafft/ oder sunst/ es were dann daß man vor ein Schloß oder Marckt queme/ darin schedeliche oder verlumete Lüte weren/ und die wider die vorgenante Artickel teten/ die mag man gewinnen/ angreiffen/ und nöten mit Füer und anders/ wie das Not seyn wird.

Auch were es Sach/ daß jemand dem andern ein Schloß angewonne das Pfand were/ so sol der/ der das Schloß gewonnen hette dem/ deß das Schloß eigen ist/ in allermassen gebunden sin/ als der der das Schloß verloren hat/ und sol auch nit me Recht off dem Schloß verloren haben/ dann also viel der gehabt hat/ der das Schloß verloren hette. Auch wenn der/ deß das Schloß eigen ist/ dasselb Schloß lösen wolte/ so sol er jme das zu lösen geben umb das Gelt/ darumb es steht/ und ihme das nicht vorhalten ohne Geferde.

Auch soll sich niemand reysig machen noch syn/ er sy dann zu dem Wapen geborn/ oder habe einen Herrn/ Geistlichen oder Weltlichen/ oder Städte die dem Land gesessen sin/ und die in zu dem Rechten versprechen wollen/ und zu dem Rechten mögig sin.

Auch so sol niemand in einichem Ryte und Angriffe/ wie die beschehen/ zu glichem Theile stehn/ oder gliche Theil fordern oder nehmen/ er sy dann des Ryts und der Sachen ein Hauptman/ und habe das vorersuchet/ und sich des erbietlich in bewart/ als vorgeschrieben steht. Und were jemand/ der die vorgenante Artickel gemeinlich oder besunder überführe und nicht hielte in allen Puncten als vorgeschrieben steht/ der sol in unser und des H. Richs Achte zu stund verfallen sin/ und von allen Ehren und Würden/ und wir sollen die nicht uß der Acht kommen lassen/ sie haben dann vorhin mit den Klägern oder ihren Erben oder Nachkommen überenkommen/ und sollen auch verzalt und verortelt sin/ daß sie zu keinen erbern Thaten nit dagelich sin/ sondern vernichtet sin sollen/ und sollen auch ir Lehen/ die sie haben von Fürsten/ Grafen und Herrn/ Geistlichen und Weltlichen/ ob sie in den nechsten zweyen Manden/ als sie ermahnet würden/ nit mit ihrem Herrn und den Klägern rechtlich oder fründlich gerichtet würden/ verfallen und irer Lehen ledig sin.

Were aber daß jemand/ er were Grafe/ Ritter oder Knechte/ Stadt-Burger oder Gebuhr/ der Lehen von uns und dem Riche hett/ auch also wider die ehegenante Stuck gemeinlich oder besunder thete/ der sol auch also in die ehegenante Peen und von sinem Lehen verfallen sin.

Und sollen auch solliche misserhetige Lüte in keinen Landen/ Schlossen/ Städten/ Märckten oder Dörffern kein Geleite haben/ sondern man sol und mag von ihn richten als von missethätigen Lüten ohne alles verziehen/ und jederman mag sie und ihre Güter anfallen/ und zu ihn richten oder den richten/ als von missetätigen Lüten.

Auch so sol solliche missethätige Lüte niemand husen noch hoven/ heimlich noch offentlich/ noch in keinen feylen Kauff ergeben/ oder ihn Geleite geben/ noch sunst zu bystandig syn/ und wer sie wissentlich huset oder hovet/ in feylen Kauff gebe/ oder in sust bystandig wäre/ der sol in alle Peen gefallen sin/ als nechst geschrieben steht/ ohne Geferde.

Wir wollen auch/ daß die egenanten Artickel sollent stete/ gantze und unverrucket blieben und gehalten werden/ und wollen sie handhaben/ schützen und schirmen. Und were es/ daß wir oder jemand von unsern wegen hienach deheinen Brief geben/ die hiewider weren/ die sollen kein Krafft noch Macht haben in deheine Wise: und davorten/ daß die vorgenante Ordnungen und Gesetze gehalten werden/ und das Arme und Ryche bi Fried/ Gnaden und Rechten bliben mögen/ so haben wir unsern und des Ryches Churfürsten und allen Fürsten und Herrn/ Geistlichen und Weltlichen/ und Städten/ unsern und des Riches Getruwen die besunder Gnade gethan/ und thun ihn die von Römischer Königlicher Mechte/ daß ir jeglicher in sinem Lande/ als offt sich das beschehen wirdet/ einen biederben Mann zu einem Richter in unserm Namen/ und von unsern und des Richs wegen kiesen und setzen sol und mag/ der ein jeglichen Kläger umb alle ehegenante Sachen und Ansprüche des Rechten unverzogenlich beholffen sin sol/ der Kläger wäre dann in des Richs Achte oder verlandtfrid/ die sollen dieser Gnaden nit gebrucken/ als lang sie in der Ache oder verlandtfride sin. Und were es Sach/ daß der Richter einer oder meh also dem Kläger das Rechte gefehrlich verzöge/ und sumig were/ so sol und mag der nechste Richter dabi von unsern wegen dem Kläger des Rechten beholffen sin.

Und were es Sach/ daß dehein Fürst/ Herr oder Städte umb solche Sache und gesetze wegen zu Vyndschafft queme/ den sollen wir gnädiglich beholffen sin/ und sie schützen und schirmen/ biß daß solche Rede abe were/ und in davon genug geschehe.

Wir wollen auch daß jeglicher Fürst/ Grafe und Herr in zwein Manden mit ihren Amptlüten schicken/ daß sie schweren solch Stück und gesetze zu handhaben und zu schirmen. Und deßgleichen soll auch unsere und des Richs Städte/ sie sin fry oder nit/ Meister und Rede als sie die setzen/ je zu den Zyten schweren/ die vorgenanten Puncten oder gesetze stete zu halten und zu handhaben/ und zu vollführen. Doch ist unser Meinung nicht/ daß wir Fürsten/ Herrn/ Geistliche oder Weltliche/ oder Städt/ ihr Rechten/ Freyheit mit den vorgenanten Artickeln meynen zu schwächen oder krencken/ in keine Wise.

Dieß

Anno 1398.

Diese Ordnunge und Gesetze sollen weren von Datum biß zehen Jar und nit lenger. Und gebieten darumb allen unsern und des Rychs Churfürsten und Fürsten/ Geistlichen oder Weltlichen/ Grafen/ Frien/ Herrn/ Dinstlüten/ Rittern und Knechten/ Richtern/ Vögten/ Schultheissen/ Burgermeistern/ Räthen/ und Burgern gemeinlich/ unsern und des Rychs Städten Märckten und Dörffern/ und allen andern unsern und des Rychs Getruwen und Unterthanen ernstlichen und vestlichen mit diesem Brief/ daß sie diese vorgesatzte Ordnungen/ Gesetze und Schickunge gantze und stete halten/ vollenführen/ schützen und schirmen/ und die auch allermenniglich verkünden/ und darwider nit thun en keine Wise/ als lib zu sy unser und des Rychs schwere Ungnade. Mit Urkund diß Briefs besiegelt mit unser Küngl. Majest. Ingesiegel. Geben zu Franckenfort uff dem Meyn/ nach Christi Geburte im xiij. hundert Jahre/ und darnach in dem lxxxviij. Jahre/ an der Heiligen dreier Küning Tage/ in unser Rycke des Behemischen in dem xxxv. Jahr/ und des Römischen in dem xxij. Jahre.

CXCIII.

25. Avril. *Conventio inter* RICHARDUM II. *Regem Angliæ &* RUPERTUM *Juniorem Comitem Palatinum Rheni & Ducem Bavariæ, quâ hic dicti Regis Homo Ligius fit, ipsique certo militum numero auxilium ferre promittit; pro qua Rex ei annuatim primo* 1000. *Marcas, post mortem verò* RUPERTI *Senioris* 1000. *Libras Monetæ Anglicanæ solvere pollicetur. Dat. apud Westmonasterium, die* 25. *Aprilis* 1398. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VIII. pag. 36.]

REX Omnibus, ad quos &c. Salutem.

Sciatis quòd,

Cùm *Rupertus Junior* Comes Palatinus Reni, & Bavariæ Dux, Consanguineus noster carissimus, fiat, effici velit, & efficiatur Homagialis noster, & Nobis, ut Homo Homagialis, obligetur quamdiu vitam duxerit in humanis,

Promiseritque bonâ fide, quamdiu vixerit, nobis sinceram fidelitatem, nostrum bonum quantum poterit procurando, & de nostro malo, quando ei indè constiterit, avisando ac fideliter præmuniendo, sicut Homagialis fidelis suo Domino de præmissis solitus est obligari,

Promiserit etiam se contra Nos, Domum nostram, aut Regnum nostrum, nunquam facturum,

Et insuper adunaverit se Nobis fideliter astare & esse Adjutorem contra & adversus Injuriatores nostros, quotiens per Nos super hoc fuerit legitimè requisitus, seu admonitus,

Ac etiam promiserit se, post requisitionem hujusmodi, diffidare eosdem nostros injuriatores, eis palàm & publicè intimando ipsum velle nobis assistere & juvare, eorum mala & iniqua voluntate quomodolibet non obstante,

Quodque idem Dux,

Per Nuncios nostros certificatus de numero & multitudine Hominum Armatorum, quem Nos ab eo desiderabimus,

Ac concordato inter ipsum Ducem & dictos Nuncios nostros quantum pro singulis Lanceis Hominum Armatorum, quantum pro Militibus, quantum pro Baronibus, quantum pro Comitibus, quantum pro Duce Belli, rationabiliter pro Mense assignari, & quomodo illis de facto stipendii satisfieri debeat,

Teneatur nobis fideliter providere de ipsis Hominibus Armatis, Comitibus, Baronibus, Militibus, & Clientibus, usque ad exactarum & petitarum numerum Lancearum,

Voluerit insuper idem Dux & concesserit quod ipse universos & singulos Subditos nostros, Nobiles & Ignobiles, Clericos & Laicos, ac alios quoscumque nostræ Ditioni subjectos, cujuscúmque dignitatis, status, gradûs, seu conditionis extiterint, per Terras & Dominia ipsius Ducis transeuntes, vel moram facientes, fideliter defendet, & salvum Conductum eis præstabit, quotiens super hoc per eosdem fuerit congruè requisitus, vel aliquis Officiatorum ipsius Ducis fuerit debitè requisitus; salvo quòd consueta Pedagia & Theolonia debitè persolvantur,

Promiserit etiam præfatus Dux ipsum omnia & singula præmissa, & eorum quodlibet in specie, Nobis, medio Juramento, firmiter & inviolabiliter (seclusis fraude & dolo) observaturum,

Exceperit tamen in præmissis idem Dux *Sanctam Sedem Romanam*, & Inclitum Principem *Wenzelaum Romanorum Regem*, & *Sacrum Imperium*, *singulosque Electores* ejusdem Imperii, ac *Patruos suos* Bavariæ Duces, *Ducem Lotringiæ* Generum suum, *Episcopos Wormaciensem*, & *Spirensem*, *Burgravios Nurenbergenses*, *Marchionem Badensem*, & *Comitem Simonem de Spanhem*,

Anno 1398.

Et Nos nuper,

Præmissorum consideratione, & ita ut idem Rupertus Dux Bavariæ Homagialis Vassallus & fidelis Homo Ligeus noster fiat, deveniat, & existat, ac Homagium suum, cùm super hoc ex parte nostra fuerit requisitus, nobis in forma pro hujusmodi Vassallis & Ligeis nostris consueta, ac omnia & singula alia Servitia præmissa, & conditiones, in Literis ipsius Ruperti Ducis Bavariæ, indè confectis, specificata & contenta, benè & fideliter, absque fraude & dolo, faciat, perficiat, compleat, observet, & ad hoc Sacramentum corporale, cùm indè ex parte nostra, per legitimos Procuratores nostros, fuerit requisitus, nobis præstet,

CONCESSERIMUS ei mille Marcas de Moneta Anglicana, percipiendas singulis Annis, ad Scaccarium nostrum, ad terminos Paschæ & Sancti Michaelis, per æquales portiones, per totam vitam ipsius Ruperti Ducis Bavariæ,

Et ulterius, de uberiori gratiâ nostrâ, CONCESSERIMUS & ASSIGNAVERIMUS quòd, si *Rupertus Senior*, Comes Palatinus Reni, prædicti Sacri Imperii Elector, & Bavariæ Dux, Genitor ipsius Ducis Bavariæ Junioris, ante ipsum Ducem Bavariæ Juniorem, subtractus fuerit ab hac luce, tunc statim, post decessum præfati Ducis Bavariæ Senioris, dictâ Pensione mille Marcarum penitus cessante, idem Dux Bavariæ Junior mille Libras de Moneta Anglicana percipiat & habeat, singulis Annis, ad dictum Scaccarium nostrum, ad terminos prædictos, per æquales portiones, ad totam vitam ipsius Ducis Bavariæ Junioris, prout in Literis nostris Patentibus, indè confectis, pleniùs continetur,

Nos,

Attendentes qualiter prædictus *Rupertus Senior*, prout certitudinaliter informamur, *jam transiit ab Humanis*,

Et volentes proinde cum præfato *Ruperto* Duce Bavariæ Juniore, pro majori securitate Solutionis dictarum mille Librarum, agere gratiosè,

De gratiâ nostrâ speciali, & pro eo quòd prædictus *Rupertus* Dux Bavariæ Junior, tàm Literas nostras, præfato *Roberto*, nuper Duci Bavariæ Seniori, quàm Literas nostras, eidem *Ruperto* Duci Bavariæ Juniori, de Pensionibus prædictis, sic factas, Nobis, in Cancellariâ nostrâ, restituit cancellandas,

VOLUMUS & CONCEDIMUS quòd prædictus *Rupertus*, Dux Bavariæ Junior, habeat & percipiat, singulis Annis, ad Scaccarium nostrum, mille Libras, ad terminos Paschæ & Sancti Michaelis, per æquales portiones, ad totam vitam ipsius *Ruperti* Ducis Bavariæ Junioris;

Ita tamen quòd ipse omnes & singulas conditiones prædictas, & earum quamlibet in formâ prædictâ, benè & fideliter, absque fraude & dolo, faciat, perficiat, compleat, & observet.

Volumus insuper quòd, si Nos, ante ipsum *Rupertum* Ducem Bavariæ Juniorem, subtracti fuerimus ab hac luce, tunc statim, post decessum nostrum, tàm prædictum Homagium, ac omnia alia & singula præmissa, per ipsum *Rupertum* Ducem Bavariæ Juniorem sic facienda, quàm Solutio dictarum mille Librarum, penitus cessent & terminentur.

In cujus &c.

Teste Rege apud *Westmonasterium* vicesimo quinto die Aprilis.

Per ipsum Regem

CXCIV.

Induciæ ad Decem Annos inter FRANCISCUM DE GONZAGA *Dominum de Mantua, ejusque Associatos, ab una, &* JOANNEM GALEATIUM *Ducem Mediolani & ejus Colligatos à parte altera factæ. Paduæ* 17. *Maii* 1398. *Indictione sexta.* [Pièce authentique tirée 17. Mai.

Anno 1398.

tirée du Regiſtre N. des Archives Royales de la Ville de Milan.]

In Chriſti Nomine Amen.

ANno Nativitatis ejusdem millefimo tercentefimo nonagefimo octavo, Indictione fexra, die undecimo menfis Maii, hora vigefima, incumbit munitis poteſtate Dominii appetere, totisque feufibus procurare quierem, & comodum Animorum, & Subjectorum atque Fideliam, hoc Maudatis Divinis, & humanis Legibus expreſſè clamantibus; hinc eſt quod Illuſtriſſimus Princeps, & Excelſus Dominus Dominus Antonius Venerio Dei gratiâ Inclitus Dux Venetiarum, & Illuſtris Princeps, & Excelſus Dominus Dominus Joannes Galeaz Inclitus Dux Mediolani &c. Papiæ atque Virtutum Comes, advertentes es Guerris, & Diſcordiis, quæ fuerunt & feviunt ad præſens iu partibus Lombardiæ, & Tuſciæ, aliisque partibus circumſtantibus, ipſis perduranribus nil allud ſuboriri, vel ſequi poſſe, quam cædes Hominum, facultatam conſumptionem, Civitatum depopulationem, & totius Italiæ ignominiam, & cupientes toto cordis affectu dictis Guerris, & Diſcordiis, tantisque futuris malis poſſetenus obviare, voluerunt, & mandaverunt ſuos Comiſſarios, & Ambaſſiatores Papiæ inſimul congregari ut ſalubre remedium apponeretur, & fieret in prædictis. Inter quos quidem Commiſſarios, & Ambaſſiatores fuit matura, & diligens diſputatio, & pluribus diebus collatio, & advertentia ſpecialis, interveniſque continuo ſapientia, conſilium, perſuaſio, atque præſentia magnifici & potentis Domini Domini Caroli de Malateſtis Arimini &c. Vicarii, nec non Provinciæ Romandiolæ Generalis Rectoris, pro Sancta Romana Eccleſia Legati Papiam, ob cauſam antedictam a Sanctiſſimo Domino noſtro Domino Bonifacio digna Dei providentia Papa nono, & juxta mandatum præfatorum Principum cognitum fuit ibidem infraſcriptum modum eſſe utilem, & expedientem ad ſedandum, & ſopiendum ſubito Guerras, & Diſcordias antedictas, ac eſſe optimum, & laudabile principium bonæ & veræ Paci, dante Domino, ſecuturæ. Quapropter conſtituti coram præfato Magnifico Domino Carolo de Malateſtis, ſpectabiles & egregii Viri Dominus Petrus Aymo Miles, & Dominus Michael Sceno Procuratores Eccleſiæ Sancti Marci Ambaſiatores deſtinati ad hoc pro prælibato Domino Duce & Communi Venetiarum Sindici, & Procuratores legitimè conſtituti, facti, & ordinati per præfatum Dominum Ducem Venetiarum pro ſe & Succeſſoribus ſuis, & per dictum Commune Venetiarum ſuo nomine proprio, & nomine & vice magnificarum, & potentium Communitatum Florentiæ, & Bononiæ, & cujuslibet earum pro ſe, Colligatis, Adhærentibus, Subditis, Reccomendatis, Sequacibus, & Complicibus ſuis, & pro quolibet cujuslibet earum, & nomine, & vice magnificorum, & potentium Dominorum Domini Franciſci de Catraria, Paduæ, &c. Domini Nicolai Marchionis Eſtenſis, Ferrariæ &c. Domini Franciſci de Gonzaga Mantuæ, &c. pro ſe, Filiis, Hæredibus, & Succeſſoribus ſuis, & cujuslibet eorum, & pro Colligatis, Reccomendatis, Subditis, Adhærentibus, Sequacibus, & Complicibus ſuis, & pro quolibet cujuslibet eorum, ac nomine, & vice omnium aliorum Colligatorum, Adhærentium, Subditorum, Reccomendatorum, Sequacium, & Complicium dicti Domini Ducis, & Communis Venetiarum, & cujuslibet eorum, ut patet publico Inſtrumento Sindicatus ſcripto manu prudentis, & circumſpecti Viri Domini Bernardi Notarii infraſcripti in præſenti milleſimo & Indictione, die verò vigeſimo ſeptimo menſis Martii ex, & pro una parte; & Reverendus in Chriſto Pater Dominus Dominus Petrus; Dei & Apoſtolicæ Sedis gratiâ Epiſcopus Novarienſis, & Comes, & Spectabilis, & ſtrenuus Miles Dominus Jacobus de Verme, ambo Honorabiles Conſiliarii præfati Domini Ducis Mediolani, & ex Comiſſariis deputatis ad hæc pro præfato Domino Domino Duce Mediolani Procuratores legitimè conſtituti, facti, & ordinati per præfatum Dominum Ducem Mediolani, Papiæ, atque Virtutum Comitem, ſuo nomine proprio, ac Filiorum, Hæredum, & Succeſſorum ſuorum cujuslibet eorum, ac nomine & vice magnificarum, & potentum Communitatum Piſarum, & Senarum, & cujuslibet earum, pro ſe, Colligatis, Subditis, Reccomendatis, Adhærentibus, Sequacibus, & Complicibus ſuis, & quolibet cujuslibet earum, ac vice, & nomine omnium aliorum Colligatorum, Adhærentium, Subditorum, Reccomendatorum, Sequacium, & Complicium ipſius Domini Ducis Mediolani, & cujuslibet eorum, ut patet Inſtrumento publico rogato per me Caſtellanum de Chriſtianis genitum quondam Domini Franciſci Juriſperiti Scribam prælibati Domini Domini Ducis Mediolani, in præſenti milleſimo, Indictione ſupraſcripta & die, hora vero decima ſeptima, ex & pro altera parte, Sindicariis, & Procuratoriis nominibus quibus ſupra, ſponte, & non per errorem, per ſolemnem ſtippulationem fecerunt & faciunt, contraxerunt & contrahunt, firmavarunt & firmant, inter prælibatos Principes, & Partes prædictas, nominibus ſupradictis, puram, veram, & bonam Treguam quæ durare, & obſervari inviolabiliter debeat bona fide, ſine fraude, per quemlibet, & quamlibet dictarum Partium a die publicationis hujus Contractus usque ad decem annos proxime futuros, cum his tamen etiam Conditionibus, Declarationibus, atque Pactis. Primo quod toto dicto tempore decem annorum quælibet dictarum Partium, & quilibet ipſarum eam Colligatis, Adhærentibus, Subditis, Reccomendatis, Sequacibus, & Complicibus ſuis, ſe abſtineant, & ceſſent, & ceſſare, & abſtinere debeant ab offenſis, & quod quilibet perſonaliter cum rebus ſuis, & etiam quilibet Mercator cum mercantiis, & rebus ſuis ſecure ire, tranſire, ſtare, & reddire, mercari, & converſari valeat, & valeant hincinde in & per omnes Terras, Caſtra, Loca, Villas, paſſus, & Territoria dictarum Partium, & cujuslibet earum ut ante præſentem Guerram, ſeu Diſcordiam faciebant, vel facere poterant. Item quod prælibatus Dominus Dux Mediolani infrà unum menſem proxime futurum debeat aſſignare, & deponere, vel aſſignari & deponi facere iu manibus, poteſtate, & balia Magnifici, & Potentis Domini Caroli de Malateſtis Arimini &c omnia Caſtra, Fortilitia, & Loca, quæ ſunt, & pervenerunt ad manus dicti Domini Ducis Mediolani tempore Guerræ præſentis de Caſtris, & Locis, quæ tenebat, & poſſidebat Dominus Mantuæ prædictus, & conſimiliter dictus Dominus Mantuæ infrà dictum menſem proximè futurum debeat aſſignare, & deponere, vel aſſignari, & deponi facere in manibus, poteſtate, & balia dicti Magnifici Domini Caroli de Malateſtis tot alia Caſtra, & Fortilitia de hiis, quæ tenet, & poſſidet, ad numerum, vel ad valorem deponendorum per præfatum Dominum Ducem Mediolani; quæ quidem Caſtra, & Fortilitia per quemlibet dictorum Dominorum deponenda debeant teneri, cuſtodiri, ſalvari, & gubernari in conditione, & illo ſtatu quibus ſunt, expenſis illorum, qui ipſa Caſtra, & Fortilitia deponent, videlicet quilibet dictorum Dominorum ſolvet pro illis, quæ deponent, durante termino Treguæ, vel donec per Pacem, vel Concordium, quod fieret, vel ſequeretur inter Partes infrà terminum dictæ Treguæ fuerit declaratum, quid de eis eſſe, vel fieri debeat, quo caſu Pacis, vel Concordii dicta Caſtra, & Fortilitia reſtitui, dari, & aſſignari debeant per dictum Dominum Carolum depoſitarium ſecundum formam Pacis, & Concordii prædicti; & ſi interim Pax, vel Concordium non ſequeretur, tunc in fine dictorum decem annorum Caſtra, & Fortilitia depoſitata per ipſum Dominum Ducem Mediolani reſtitui, & aſſignari debeant per dictum Depoſitarium dicto Domino Duci Mediolani; & viceverſa fiat Domino Mantuæ de Caſtris, & Fortilitiis depoſitatis per eum ſcilicet reſtitui, & aſſignari ſibi debeant ſimiliter per Depoſitarium antedictum. Item quod remaneat, & ſit in arbitrio, & libertate dicti Depoſitarii declarandi pro cuſtodia Caſtrorum, & Locorum prædictorum, quæ deponentur quantitate Gentium quæ ſibi videbitur neceſſaria, & quantitate ſtipendii earum, prout ſibi videbitur, conſiderato ſitu, & conditionibus Caſtrorum, & Fortilitiorum prædictorum. Item quod Depoſitarius prædictus, & Caſtellani, & Officiales deputandi per dictum Depoſitarium in dictis Caſtris, & Fortilitiis deponendis, & quilibet eorum teneatur obſervare Capitula hujus Treguæ pro parte eos, & quemlibet eorum tangente, & non receptare, nec tenere in Caſtris & Fortilitiis prædictis alias Gentes quam quæ declaratæ fuerint, & deputatæ pro cuſtodia ipſorum, durante tempore dictæ Treguæ. Item ſi caſus occurreret (quod abſit) quod dictus Depoſitarius decederet infrà tempus Treguæ, aliquo Concordio non ſecuto, Caſtellani, & Officiales deputandi in dictis Caſtris, & Fortilitiis, & quilibet ipſorum debeant dicta Caſtra, & Fortilitia cuſtodire, & conſervare, gubernare, ac tenere per modum ordinatum ſuperius, donec per Partes proviſum erit de alio Depoſitario, quod ipſæ Partes facere teneantur infra duos menſes abinde ſequturos. Item quod Dominus Mantuæ prædictus ſine contradictione vel oppoſitione poſſit ſuum Seralium, & ſuum pontem Burgi fortis, & omnia ſua Fortilitia tam in Terra quam in Aqua, quæ tenet, & poſſidet, & tenebit, & poſſidebit, fortificare, claudere, & reparare,

ac

Anno 1398.

ac fortificari, claudi, & reparari facere ad suum beneplacitum, & Territoria sua quæcunque tam in Serialio quam extrà, tam citrà Padum, quam ultra, facere laborari, & colli, ac usufructuari, ut ante Guerram faciebat, vel facere poterat, sine contradictione vel molestia alicujus, exceptis possessionibus, & bonis jacentibus in Terris, & Territoriis dictorum Castrorum, & Fortilitiorum deponendorum per præfatum Dominum Ducem Mediolani, & possessionibus, & bonis, quas, & quæ haberet dictus Dominus Mantuæ super Territorio Cermorum salvo si per Pacem, vel Concordium interim aliter fuerit declaratum, vel terminatum de dictis possessionibus. Item quod prælibatus Dominus Dux Mediolani, durante dicta Tregua, permittat aquam Fluminis Mincii labi, & fluere, nec aliquid faciat, vel fieri faciat quo minus dicta aqua labatur ad Civitatem Mantuæ, & ad omnes alias partes, & Loca ad quas, & quæ dicta aqua dicti Fluminis erat solita labi, & fluere ante tempus præsentis Guerræ: & si qua clausura vel opus, facta vel factum esset ad præsens, quæ, vel quod vetaret cursum dicti Fluminis, ad Loca & partes consuetas, quæ per dictum Dominum Ducem Mediolani, vel deputandos ab eo ita aperta, & per talem modum teneantur, quod aqua dicti Fluminis labatur, & fluat, & labi, & fluere possit per Alveum suum ad Civitatem Mantuæ, & Loca consueta, & facere cursum suum ut superius dictum est. Item quod præfatus Dominus Mantuæ non possit, nec debeat de cætero receptare de Rebellibus, vel Bannitis præfati Domini Ducis Mediolani pæna ultimi supplitii, vel mutilationis alicujus membri, & versa vice præfatus Dominus Dux Mediolani idem facere teneatur de Rebellibus, & Bannitis præfati Domini Mantuæ pæna ultimi supplitii, vel mutilationis alicujus membri, teneanturque præfati Domini licentiare de suis Territoriis omnes Bannitos, & Rebelles prædictos, qui de cætero irent ad Terras, & Loca sua intra octo dies post sibi factam notitiam de prædictis talibus Rebellibus, vel Bannitis per partem illius ex dictis Dominis, cujus essent Rebelles, vel Banniti, & si non recedent intrà triduum post Licentiam ipsis datam eos assignare teneantur in manibus Officialium ipsos requirentium, & in casu quo aliquis ex Bannitis, vel Rebellibus dictorum Dominorum vel alicujus eorum, qui ante Contractum præsentem fuissent, & habitassent in Territorio alicujus præfatorum Dominorum de cætero committerent aliquid propter quod bannirentur, vel condemnarentur per Officiales alicujus ex Dominis prædictis, eo casu tales Banniti, vel condemnati non possint nec debeant teneri nec receptari per alterum Dominum super ejus Territorio, sed expelli debeant, & consignari ut supra. Item quod toto tempore dictæ Treguæ, vel donec per Pacem aliter superinde provisum esset, suspendatur, & suspensa remanere debeat solutio annualis Florenorum decem millium, quæ requiritur debere fieri per Dominum Paduæ tam de tempore præterito, quam futuro. Ita quod nihil per ipsum Dominum Ducem Mediolani, vel alios suo nomine sibi requiri, vel peti de illa possit usque ad complementum Treguæ prædictæ, vel usquequo per Pacem, vel Concordium aliter providetur superinde, salvo quod in quolibet Tractatu Pacis, vel Concordii dicere, & allegare Jura sua pro favore suo, non derogando propter hoc Juribus dicti Domini Ducis Mediolani, nec dicti Domini Paduæ, quæ remaneant in eo statu, quo sunt. Item quod quilibet dictarum Partium & dictæ Partes teneantur, & debeant prohibere toto posse transitum, receptum, & Victualia Gentibus armorum, quæ transire vellent ad offensas, sive damna alicujus dictarum Partium, nec eis præbere auxilium, consilium, vel favorem. Item quod qualibet, & quilibet dictarum Partium possit laborare, & ædificare, ac laborari, & ædificari facere super eo quod habet, vel distringit ad ejus liberam voluntatem, tessertis aliis Capitulis suprascriptis, & infrascriptis. Item quod toto tempore dictorum decem annorum qualibet, & quilibet Partium prædictarum in omnibus, & singulis, quæ interim ultra contenta in suprascriptis Capitulis haberent, vel possent agere, vel contendere, petere, vel negare debeant esse & remanere, ac sint & remaneant in eo statu, jure, & conditione ac termino in quibus sunt ad præsens, nec tamen possint, vel debeant una Pars contra alteram, vel altera contra alteram uti aliquo jure suo, vel petere, agere, vel movere aliquam litem, vel controversiam, vel quæstionem alteri Parti ob differentias nunc existentes inter Partes, vel quæ moveri possent per aliquem, vel aliquam ex dictis Partibus occasione alicujus rei factæ, vel occursæ usque in præsentem diem, salvo quod in quolibet Tractatu Pacis, vel Concordii dicere, & allegare Jura sua pro favore suo, sed debeant vivere, & conversari in simul quieto animo per totum tempus dictæ Treguæ prout faciebant ante præsentem Guerram. Item quod prælibatus Dominus Dux, & Commune Venetiarum teneator, & debeat facere cum effectu, quod infra tres menses proximè futuros Magnificæ Communitates Florentiæ, & Bononiæ, & Magnifici Domini Paduæ, Ferrariæ, & Mantuæ pro se, Colligatis, Adherentibus, Reccomendatis, Sequacibus, & Complicibus suis, & quolibet eorum, & Colligati, Adhærentes, Reccomendati, Sequaces, & Complices prælibati Domini Ducis, & Communis Venetiarum, & quilibet eorum approbabunt, & rattificabunt per publica Instrumenta omnia & singula contenta in hoc Instrumento Treguæ, & vice versa præfatus Dominus Dux Mediolani teneatur & debeat facere cum effectu quod intrà dictum terminum dictorum trium mensium proximè futurorum Magnificæ Communitates Pisarum, & Senarum pro se, Colligatis, Adhærentibus, Reccomendatis, Sequacibus, & Complicibus suis, & Colligati, Adhærentes, Reccomendati, Sequaces, & Complices præfati Domini Ducis Mediolani, & quilibet eorum approbabunt, & rattificabunt per publica Instrumenta omnia, & singula contenta in hoc Instrumento Treguæ, quæ quidem Instrumenta Rattificationum una pars alteri, & altera alteri, videlicet dictus Dominus Dux, & Commune Venetiarum dicto Domino Duci Mediolani, & e converso, debeat infrà quatuor menses proxime futuros facere presentari, & si aliquis prædictorum infrà dictum tempus non rattificaverit, & approbaverit ut dictum est, ille talis ex nunc intelligatur esse, & sit exclusus a dicta Tregua, nec beneficio ejus debeat gaudere, remanente tamen firma Tregua prædicta in omnibus aliis, qui ipsam rattificassent, & debeant dictæ Partes, & qualibet, & quilibet earum facere dictam Treguam publicari in illis suis Civitatibus, & Locis ubi consuetudo est, & necesse fuerit in die Pentecostes, quæ erit vigesima sexta mensis præsentis ut omnibus nota sit, & possit, & debeat observari, quam quidem Treguam, & omnia, & singula suprascripta, & intrascripta promiserunt, & solemni stippulatione convenerunt præfatæ Partes, dictis nominibus & modis, & quolibet eorum sibi ad invicem, & vicissim singula singulis refferendo, firma, & rata habere, & tenere, & inviolabiliter observare, & adimplere, & contra non facere, vel venire de jure vel de facto, per se vel alium, seu alios, directè vel indirectè, tacitè vel expressè, quoquo modo, causâ, vel ingenio, nec aliquo quæsito colore, in juditio vel extrà, sub pæna Ducatorum centum millium auri solemni stipulatione præmissa cum reffectione omnium, & singulorum damnorum, & expensarum, ac interesse litis, & extra, quæ pæna toties committatur, & debeatur, & peti, & exigi possit, & valeat cum effectu per Partem observantem prædicta a Parte non observante, vel contraveniente quoties in aliquo Capitulo præsentis Contractus contrafactum fuerit, seu ventum, vel non fuerint prædicta omnia, & singula integraliter observata, quæ pæna soluta vel non, exacta vel non, prædicta omnia, & singula nihilominus firma perdurent, & inviolabiliter observentur. Pro quibus omnibus, & singulis observandis, adimplendis firmisque tenendis per totum tempus dictorum decem annorum, & pro pæna solvenda si commissa fuerit, obligaverunt præfatæ Partes dictis nominibus & modis, sibi ad invicem, & vicissim, videlicet dicti Sindici, & Procuratores dicti Domini Ducis, & Communis Venetiarum nominibus quibus supra dictis Procuratoribus dicti Domini Ducis Mediolani nominibus quibus supra recipientibus prælibatum Dominum Ducem Venetiarum & Successores suos, ac dictum Commune Venetiarum, & Communis eorum bona, mobilia & immobilia, præsentia & futura, pignori, & prædicti Procuratores præfati Domini Ducis Mediolani nominibus quibus supra dictis Sindicis, & Procuratoribus dicti Domini Ducis & communis Venetiarum nominibus quibus supra recipientibus prælibatum Dominum Ducem Mediolani filios, Hæredes, & Successores suos, & ipsius, & ipsorum bona omnia, mobilia & immobilia, præsentia & futura pignori, Renuntiantes dictæ Partes, & quælibet earum in prædictis omnibus, & singulis nominibus quibus supra, exceptioni non factæ, vel aliter factæ dictæ Treguæ, non sic vel aliter factorum dictorum Capitulorum, Declarationum, & Conventionum, non sic vel aliter celebrati Contractus, vel gestæ Rei, exceptioni doli mali, conditioni sine causa, & ex injusta causa, in factum Actioni, exceptionique metus causa, Privilegio fori, & omni, & cuilibet alii Juris, Legum, & Constitutionum auxilio, eisdem dictis modis, & nominibus,

Anno 1398.

Anno 1398. bus, & vel dictis Principalibus, & vel alicui ipsorum quomodolibet competenti, vel competituro, & Juribus, & Legibus dicentibus generalem Renuntiationem non valere. Et insuper dicti Procuratores, & Sindici, modis & nominibus quibus supra, spontè & ex certa scientia, juraverunt in animas prædictorum suorum Constituentium, videlicet dicti Domini Sindici, & Procuratores dicti Domini Ducis, & Communis Venetiarum in animas ipsorum Domini Ducis & singularum personarum Civitatis Venetiarum, & dicti Procuratores dicti Domini Ducis Mediolani in animam ipsius Domini Ducis Mediolani, suprascripta omnia, & singula, & quodlibet ipsorum attendere, & adimplere, & effectualiter observare per totum dictum tempus decem annorum, bona fide, & ad sanum, bonum, & purum sensum, & intellectum, omni cavillatione & absurditate, mala interpretatione, dolo, fraude, & exceptione cessantibus penitus, & remotis; de quibus omnibus, & singulis suprascriptis prædictæ Partes, & quelibet earum, quibus supra nominibus, mandaverunt, & voluerunt per dictum prudentem Virumque circumspectum Bernardum de Audallo Notarium Imperialem, & Scribam Ducatus Venetiarum, & me Catellanum Notarium infrascriptum debere confici, & fieri unum, & plura publica Instrumenta ejusdem substantiæ, & effectus prout fuerit opportunum. Actum in Civitate Papiæ in Capella Sanctæ Mariæ Novæ Portæ Laudensis Parochiæ ejusdem Ecclesiæ, præsentibus spectabilibus & generosis Viris Domino Carolo de Branchatiis Comite Campaneæ, Domino Filippino de Miles Legum Doctore facondissimo Consiliario prælibati Domini Ducis Mediolani, egregiis, ac prudentibus Viris Cavallino de Cavallis, & Andriolo de Arisiis prælibati Domini Ducis Mediolani Secretariis, nec non egregiis, & eximiis Legum Doctoribus, Domino Aymerico de Aymericis de Pensauro, Domino Raffalo de Perleonibus de Arimino, & Domino Marco de Marchis de Arimino indè Testibus ad hæc vocatis, specialiter, & rogatis.

Subscripsi cum signo Tabellionatus ante posito Ego Catellanus de Christianis genitus quondam Domini Franciscbini Jurisperiti publicus Papiensis Appostolica Imperialique auctoritatibus Notarius Scribaque prælibati Illustrissimi Principis, & Excellentissimi Domini Domini Ducis Mediolani &c. hanc cartam mihi fieri jussam rogatus tradidi, & subscripsi.

Examinavit JOANNES FRANCISCUS STRIGELLIUS *Regii Archivii Officialis.*

CXCV.

6. Nov. *Traité pour l'execution de la Trêve concluë entre* RICHARD II. *Roi d'Angleterre &* ROBERT III. *Roi d'Ecosse. Fait à Clochmabanestane le 6. Novemb.* 1398. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VIII. pag. 58.]

AT CLOCHMABANESTANE, the vi. day of November the Yere of Grace M. CCC. nynty and aucht,

BETWEX *Sire Willame of Borthwyk*, Knytht, and *Roger of Gordown* Sqwiere, Commissarez of the Hey and Mychty Prince *the Kyng of Scotlande*, on the ta parte, And *Sire John Bussie*, and *Sire Henry Grene* Knychtez, Maistre *Willame Firiby* Clerc, and *Lawrence Drewe* Squiere, Comissaires of the Hey and Mychty Prince the Kyng of *Ingland* on the tothir parte,

It is ACCORDIT in the manere efter folowand,

IN THE FIRST, forthly that it was ACCORDIT and ORDANIT throw, Mighty Princes and Lords, *the Dukys of Rothesay* and *of Lancastre*, that al manere of Prisoners, that has bene takyn on bath the syds, syn the begynnyng of the Trewes, takin, at Lollynghame, the Yhere and the last auchty and nine, suld be frely deliverit, and thai that Ransowne had pait the Raunson til half bene restorit to thaim before the Feeste of Mydsomer last past, as it appers plainly be the Endentures thareof made, Of the qwilk Ordenance ful Execution is notht made to this tyme,

And thairfore the Commissairs forsaid WIL and ORDANYT that ful and due Execution be made of the said Ordennance in this manere (that is to say) that al Prisoners, that arre undeliverit be frely deliverit before the Feeste of Saint Martin that nest commis, And al thai, thar Raunson has payit, sal haf thair Ransom restorit til thaim before the fastyngange Sonday that nest comnys,

To the fulfilling of the qwils *Sire John of Johnstowin*, *Sire John of Corlel*, *Sire Willame Strewarte of Castel-mylke*, Knychts, *Harbarte of Carry*, *John of Carruthirs*, *John of Glendowyne*, *Symowm of Glendowyne*, *Nicol Litil*, *Alexander Armystrang*, *Geffry Armystrang*, *Davy Armystrang*, and *Willame Nyxson* are Borowis for the *Erlis* Bownds *of Douglas* of the West Marche of Scotland,

And the famyn Kuyghts and Sqwiers has Heytht, before the said Commissairs, be thare gude Faithis, that thai sal wele and trewly kepe thir presentz Trewis that at accepts be bathe the Kyngs, and at thai sal redress, and ger be redressyt, wele and trewly, estir thair lele powair, al the Attemptats done syn the begynnynge of the said Trewis takyn at Lollynghame, without frawde or gyle, efter the fourme and the effect of the said Endenturs, made at Hawdenstank, the xvi. day of March last passit, be the forsaid Duks of Rothyssai and Lancastre, and the fourm of the Trewes forsaid; and at thai sal, with thair poware, lett al Men, of the Party of Scotland, that wuld passe threw thair Bownds to do harme in Ingland or til any Inglisman,

And *John of Skelton* Lewtenant of the West Marche of Ingland is Borgch in the of the famyn Marche semblably to do, and fulfil the said Ordeunance,

And Sire *Peris Tilzoll*, Sire *Willame Culwey*, Sire *Willame of kee*, Sire *John of Simrvile*, Sire *Willame of Swynburng*, and *Robert Umfraville*, Knychts, *Willeme of Stappilton*, *Giffray Tiliol*, *Rolland the Vaux*, *John of Dalmon*, *Richart of Salchela*, *Thomis of the Sands*, *Dikker of Shelton*, and *Willame of Temmdalawe* erre Borrowis, for the famyn Bownds, to do and fulfil that that to thaim longys in this Marche, at thaire lele poware, without fraude or gyle,

And the famyn Knychts and Squiers of Ingland has Heytht, before the said Commissairs, be thaire gude faythe, that thai sal weli and trewly kepe thir presentz Trewes that ar accepts be bath the Kyngs, and at thai sal redresse, and ger be redressyt, wele and trewly, estir thair lele powate, al Attemptats syn the begynynge of the saidz Trewes, takin at Lollynghame, withouten fraude or gile, efter the fourme and the effect of the forsaid Endenturs madz at Hawdenstanke, the xvi. day of Marce last passyt, be fye forsaidz Duykys of Rothissay and of Lancastre, and the fourme of the Trewes forsaid; And at thai sal, with thair powair, lett al men of Ingland, that wald passe threw thair Bownds, to do harme in Scotlande, or to any Scotis man,

And the forsaid Commissairs at buudyn, in thair Kyngs name, for al Prisoners and Ransowns of without the Bounds of the West Marche,

And gif it happnys that ony Prisownere or Prisowners be withalden agayuis this Ordenance, he or thai that halds yaim sal be constreynyt be the Lords Commissairs, to bathe Kyngs, at thair Metyng at Day and Place, that thai sal and ordeine, at thair metynge at the Est March, before thair departing, for to be at the West Marche, in thaire awyne Persowne, or be soffisand Commissairs of thaire Kyngs, to deliver the saidz Prisoners and assythe thaim of the Harmes that thai haf sustenyt, in defawte of thair Deliverance, efter this Ordonance, and for to pay the value of the Prisonners Ransown to the said Lordis Commissairs, for thair disobeyssance,

At qwilk Daiz and Place the said Lords, or the said Commissairs, sal redresse, and get be redressyt, al manere of Trespasse and Attemptatz done agayns the Trewis, and the fourme of the Endentors, made, at Hawdenstank, the xvi. day of Marce, and the xxvi. day of October last passyt,

And, gif ony Ransown be unrestorit at Fastigange Sonday forsaid, the Withaldare, or the Withaldars, sal be constreiynyt, be the said Lords, to restore the Ransown or the Ransowns to the Partize, and to pay the double to the Lords for thair disobeyssance.

ITEM, it is ACORDIT and ORDANYT that al Prisonners, that has bene takyn on bath the Partis, syn the xvi. day of the Moneth of Marce at last was, er and sal be qwicly and frely deliverit with thair Hors and yair Harness, restorand the Harmes that thai dyd in the tyme of thair takyng qwen thai ressave thair Hors and thair Harness,

And gyf ony be ransown'd, and thair Ransown pait party or al, thar Ransowne sal be restorit to thaim befor Fastgang Sonday forsaid, in the payne of paying the double in the manere forsaid,

Anno 1398.

And al Prisoners that are lattin to Borgh, and all men that art Borrowis for Payment of Ransowns, sal be frely dischargit of Payment, and of entre withoutin Reprose,

And al Obligations, Seurtes, and Promesses, generale or speciale, made for Prisoners or Ransons, and al othir Chargs that is put to thaim, be ony colour of Band or Borowe, be cawse of thaire takyng, sal be voyde, and want thaire strenthe and effect,

And wa sa dois agayne this Ordenance, he sal be constreygnyt, be the saidz Lords, or thair Commissairs, to pay the double to thaim of that, that he ask.

ITEM, forthy that commowne voiel is, on bathi the syds, that Scutis-men born, resavyt to the Fewte of Inglande, and dwelland on the Marches of Ingland, and Inglis-men borne, ressauyt to the Fewte of Scottland, and dwelland on the March of Scottland, ar principale caws of the distrowblance of the quiete of bathi the Rewmez,

It is ACCORDIT and ORDANYT that, fra hyn forwarde, thare sal na Scotts-man be ressavyt til the Fewte of Iogland, ne nane inglisman til de Fewte of Scotland, the qwiles that the said Commissairs mak relation til bath thar Kyngs of this Article,

And thain, yf it lik to bath the Kyngs, this Ordenance sal be kepit endurant the Trewes,

And tha Scotts borne men that now ar ressavit syn the begynnyng of the Trewes till the Fewte of Ingland, sal be constreiguyt to dwelle and mak residence alsfer fra the Marche as the Bowis in Ingland, before Candilmes nest command,

And al the Inglis-borne men, ressavyt to the Fewte of Scotland, syn the begynnyng of the saidz Trewes, sal be constreiguyit to dwelle and mak residence alsfer fra the Marches, as Pebles, Crawfourd, or Cursnecon, be the samyn tyme,

And gyf ony, of aithir syde, be fundyn dwelland, command, or gangand nerrar the Marches thane the Bownds forsaid, the Officers of that Contre ne beis fundyn in, sal be haldin, be the vertue of thair Othys and Office, to tak hym or thaim swa brokand this Ordenance, and to deliver hym or thaim to the Wardanys of the Marche of the Parthy advers, to demayne at thair likyng,

And this Ordenance to be kepit at the likyng of the Kyngs as is forsaid.

ITEM, it is ACCORDIT, thar al Merchands and thaire Guds, that has bene takin be See or be Lande syn the begynnyng of the said Trewes, sal be frely deliverit, withouten obstacle, on bath the Partize, with all gudly haste (that is to sa) tha that ar anaffyth this day.

ITEM, fore alsmekl as thare has bene mony and gret Attemptatz done, syn the begynnyng of their Trewez, on bath the syds, the qwilk ar unredressyt to this tyme, the refourmation of the qwilk requers gret laisere and tyme, the qwilk the saidz Commissairs ne may notht at this tyme partic'larly ger be reformyt and amendit,

It is ACCORDIT and ORDANYT that the Wardanys of the Marches, thr'w thaim self, or thr'w thair Deputz, sal everilk Moneth hald certene Daiz of Redresse, and ger refourme and redress al Attemptatz and Mystakyngs that has bene adone aganez thir Trewiz, efter the tennour of the Endenturs made at Hawdenestank the XVI. day of Marce last passyt,

And gyf it hapnys, (as God forbede) that ony Attemptate or Attemptats bene unrefourmyt or unredressyt in defawte or necligence of the Wardanys of the Marchez or thair Deputz on owthir Party, the saidz Lords or the sayd Commissairs, at thair Metyng at the Est Marche, sal tak knawlage, and ger try in qwais defawte the Attemptatz levys unreparit and unamendit, and sal punyst hym or thaim that beis fond in defautise in swilk manere, that it be Ensawmple til al uthir Officers in tyme to com: and this sal be done at the Metyng of the grete Lords or thair Commissairs befor al othir thing;

And for to mak clere knowyng to the Lords in qwais desaute the said Redress levys unmade, it is ACCORDIT that the Wardanys or thair Deputz sal endent at ilk Day and Place the maner of thair departyng.

ITEM, it is ACORDIT and ORDANYT that, for the mar siwirr kipyng of the Trewis in tyme to com, that gyf any man of the ta Rewme do harme within tothir Rewme (as takyng or slaghtir of Men, or takyng of Guds, or brennyng of Howses, or takyng of Castel or Fortress) the Wardanys of the Marche, yf he be within thair Bownds, fra thai be requerit, sal be haldin for to bryng the Mysdoer or Mysdoers to the knawlage of Marches; and qwa sa beis fundyn colpable of ony sylk trespas done in tyme to com, he or thai sal be deliverit to the Party that has susteynt the scath, to sla or ransown at thair likyng, and Castel and Fortress swa takin sal be deliverit,

And gyf Plaint be that ony silk Mysdoer be withouten the Bownds of the Marche, the Conservatours, or thair Deputs, sal be haldin to do and fulfil in the manere forsaid of bath the Partize; puryait that Heritages on bathe the Syds stand in the fourme and vertue as is compris'd within the Trewes.

ITEM, it is ACCORDIT and ORDANIT, that to the Execucion of the Articles abovyn writtin, that the Wardanys of the West Marche of Scotland, or his Deputes, sal mete at Clowthmabanestan for Galway, Nythysdale, and Annanderdendale with the Wardane of the West Marche of Ingland or his Deputes, the Thorysday the XIV. day of November, for to redresse and refourme al Attempeats done agayne the vertue of their Trewis efter the fourme of the saidz Endenturs, and sa fra Moneth to Moneth, at Daiz and Places to be ACCORDIT betwiz the saidz Wardanez or thair Deputz, qwilez al Attemptatz be fully redressyt, and at the same Day and Place thai of Crawfourd-Mure sal appere to do and mak redresse in the manere forsaid,

And in the semblable manere sal the saidz Wardanes, or thair Deputez, assemble at Kircander, the Mounowndsay, the XVIII. day of this same Moneth, for Eskdale and Lyddalysdale,

And thai of Tyndale and Ryddysdale sal mete at the same Place of Kircander with thai of the West Marche of Scotland, at al thair daiz of Redresse, fra Mychelmes to Qwyssinday, and fra Qwyssinday to Mychelmes, thair daiz of Redresse sal be haldein at Cresshope Bryg.

ITEM, it is ACCORDIT, be the Commissairs forsaidz, that the Deputes of the Erle of Douglas, Tevydale, and Jedeworth Forest, sal assemble with the Deputes of the Wardane of the West Marche of Ingland, the day, the XXVI. day of this Moneth of November, at the said Cressop Bryg, and swa fra Moneth to Moneth to refourme and redress al Attemptats done on bathe the syds,

And the forsaid Commissairs of the Kyngs of Scotlande has heythit, in thair Kyngs Name, that, at the said Day and Place, and sa fra Moneth to Moneth, the forsaid Deputes of Tevydale and Jedworth Forest, sal appere and do redress of al Attemptats after the fourme of the Trewes and the saidz Endenturs; and in the same wyse the Commissairs of Ingland has heytht to be done on thair syde,

ITEM, for alsmekil as the Commissairs of Scotland has allegyt that den Reformacion and Redress of Attemptatz has notht bene done before this tyme, for that that, on the Party of Ingland, has bene gret changyng of Wardanys on the West Marche syn the tyme of this Trewis, the qwilk wil notht redress bot ilke man for his awyne tyme,

It is GRANTYT, be the Commissairs of Ingland, that the Lewtenant of the West Marche of Ingland sal haf suffizand poware alswele of his Legys Lord the Kyng of Ingland, as of the Wardane of the said West Marche, within twa Moneths efter this day, for to repair and redress al manere of Attemptatz langand to his Bownds, syn the begynnyng of this Trewes,

And alswa that, be the same tyme, thair sal be ordanyt Deputz of the Conservatours, to mete at ilke day of Redress, what the Deputz of the Wardanys to do and fellil thaty to thair Office, withoutin the Bownds of the Marches.

ITEM, it is ORDANYT, and ACCORDYT that al manere of Men, of bath the Rewmes, sal haf fredome to folowe thair Gudis, thar beis stollin or restit fra thaim, with Hunde and Horne, owt of the ta Rewme into the toyir, at thair lykyng, or in qwhat gudly manere thar thaim lyste, withoutin Bowe and Spere, and at na Man be sa hardy to distroble ony Man in syk folowyng, of payne of tynsale of Lyfe and Lyme.

ITEM, it is ACCORDYT, thar all Scathis, that has bene recoverit before Wardayns or thair Deputez, on aythir party sal be pait and assytht be Fastyngang Sonnonday forsaid.

ITEM, it is ACCORDIT and ORDANYT that na Man, on nouthir syde, sal gyf ne tak Tribute ne Ransowne

ANNO 1398. Rânsowne for Protections ne Assurances endurant this Trewes; bot at ilk man sal lelyly kepe and ger kepe the Kyngs Trewes, without fraud and gyle.

In the witness of the qwilk things the Seele of Sire Williame of Borthwike, and the Signet of Roger of Gordownz, for the Party of Scotland; and the Seel of Sire John Busshy, and Sire Henry Grene, and the Signetz of Maistre Williame Ferby, and Lawrence Diewe for the Party of Ingland, to the Partize of this Endenturs entrechangaiblely at put, the Day, Yhere, and Place forsaidz.

Sub Sigillo, rubeâ cerâ expresso, pendente a caudâ pergamenæ.
Alterum desideratur.

CXCVI.

1399. 17. Juin. *Tractatus Ligæ & Confœderationis inter* LUDOVICUM *Ducem Aurelianensem, &* HENRICUM *Ducem Lencastriæ, ita ut alter alteri sit Amicus Amicorum, & Inimicus Inimicorum. Actum Parisiis die 17. Junii 1399.* [Pièce tirée du LVI. Volume des Manuscrits de la Bibliotheque Royale de Berlin pag. 375. Elle se trouve aussi dans DU CHESNE, *Hist. d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande.* Tom. I. p. 797. en François d'une traduction ancienne.]

LUDOVICUS Regis quondam Francorum Filius, Dux Aurelianensis, Comesque Valesii, Blesensis & Bellimontis, universis & singulis præsentes Litteras inspecturis, Salutem, & sinceræ dilectionis affectum, notum facimus per præsentes quod quamvis inter Illustrem, Magnificumque Principem Henricum Ducem Lencastriæ & Herfordiæ, Comitem Derbiæ, Lincolniæ, Leycestriæ & Northampton, Dominum Breken & Senescallum Angliæ, Consanguineum nostrum carissimum, & nos sinceræ dilectionis & benevolentiæ liber & bonus foveatur affectus; tamen nos ambo honesto firmioris & affectionis, & amicitiæ & confœderationis arctioris desiderio ducti; quia rebus in humanis vix quidquam melius, jucundius, aut commodius reperitur. In nomine Omnipotentis & Sanctissimæ Trinitatis, quæ perfectæ Charitatis & Amicitiæ pulcherrimum exemplar, & solidum & stabile procul dubio esse dignoscitur fundamentum sine cujus gratia & favoris brachio, nec ritè, nec fœliciter aliquid maturatur, ad Ligam, Confœderationem, & Alliantiam, tali scilicet forma & modo, ut justa, laudabilis & honesta hec inter nos Amicitia censeatur, invicem devenire curavimus & devenimus in hunc modum. Primò quidem uterque nostrum æquum censet, & apprimè probat ut in hac Liga & Confœderatione excipiantur omnes illi qui utrique Parti honestatis respectu decere excipi videntur, itaque ex parte nostra excipiendos duximus qui sequuntur: Imprimis Serenissimum & Excellentissimum Principem, ac metuendissimum Dominum meum Carolum, Dei gratia Francorum Regem, Dominum Delphinum ejus primogenitum; Et cæteram ipsius Domini mei Regis prolem. Dominam Reginam Franciæ, Carissimos Avunculos nostros Duces, Bituriæ, Burgundiæ & Borbonii; Serenissimos Principes Consanguineos nostros Carissimos, Regem Romanorum & Bohemiæ, & Regem Hungariæ Fratrem suum, nec non eorum Avunculos Jodocum & Procopium Marchiones Moraviæ. Item omnes nostros Consanguineos propriores, nec non & cæteros ex prosapiæ nostræ sanguine genitos & gignendos, sexus pariter utriusque. Carissimum Patrem nostrum Ducem Mediolani, cujus Filia Carissima Consors nostra legitimo Matrimonio copulatur, cujus affinitatis Confœderatio quæ decet & movemur illius commodo & honori favere, Illustrissimos Principes Consanguineos nostros Carissimos, Regem Castellæ, Regem Scotiæ, & reliquos omnes Confœderatos & Colligatos præfati Domini mei Francorum Regis, quibus unà cum ipso Domino meo Rege nos oportet & expedit adhærere; Carissimum Consanguineum nostrum Ducem Lotharingiæ, Comitem de Cleves, Dominum de Clissono, & reliquos Vassallos nostros, ac nobis necessitudine sacramenti & fidelitatis obnoxios, quos ita ab injuriis & jacturis arbitramur esse tuendos, ut ipsi se se obsequiis, jussibus & mandatis nostris quibuslibet dedidere; Denique omnes nobis Confœderationis vinculo Colligatos quibus decet tenere & servare jam invicem constituta. Item inter ipsum Lencastriæ Ducem & nos sincerus veræ dilectionis, & puri amoris affectus, sine intermissione mutuo permanebit, qualis inter mutuos & honestos permanere debet amicos. Item alter alterius amicorum & benevolorum semper & ubique erit benevolus & amicus, Inimicorum autem inimicus, quemadmodum utriusque laudi & honori conveniet. Item quibuslibet & temporibus & locis & casibus & negotiis & rebus alter alterius salutem, commodum, honorem, & statum amabit & capiet, curabit, tenebit & custodiet tam verbis quam factis, diligenter & summopere, quoad laudabiliter fieri poterit & honestè. Item tempore & casu discordiæ & contentionis & Belli quibuscumque poterimus & sciemus remediis, viis, ingeniis, consiliis, viribus, auxiliis, copiis, exercitibus & cæteris adminiculis contra & adversus quemlibet Principem, Dominum & Magnatem, ac contra quamcumque singularem personam, Commune, Collegium, & Universitatem, cujuscumque Principatus, Dignitatis, Authoritatis, Status, Gradus & Conditionis existat, ex fervido desiderio, pura voluntate & efficaci atque perfecta opera adjuvabimus, muniemus & defendemus, & alter contra alterius Adversarios, Hostes & Inimicos quoscumque insurget, adversabitur & pugnabit atque omnimoda cogitatione, consilio & opera, honestis tamen & licitis, molietur, supranominatis, uti prædictum est, semper exceptis. Item præmissa utrinque fient, tenebuntur, servabuntur & predurabunt quamdiu hæc præsens Treuga inter prælibatum Dominum meum Regem Francorum, & prælibatum Regem Angliæ stabilita, & Pax melior, si successerit inter ipsos, inviolabiliter perdurabit. In quorum testimonium & robur, præsentes fieri fecimus & conscribi, & nostri Sigilli appensione muniri. Datum Parisius die XVII. mensis Junii anno Domini M. CCCXCIX. *Per Dominum Ducem.*

DE MILLIS.

ANNO 1399.

CXCVII.

15. Sept. Churfürsten-Verein, wodurch Sie sich veste verbinden, ihr Lebenlang beyeinander zu bleiben, und einander in Beschützung ihres Wahl-rechts zu helffen, auch nicht zu zulassen, daß das Römische Reich geschmälert oder verringert werde, weder vom Röm: König, noch jemand andern. Geben zu Mentze auf den Montag nach des Heil: Creutzes tag Exaltationis 1399. [MULLERI Reichs-tags Theatrum Vorstellung I. Cap. XXIII. pag. 289. LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 219. d'où l'on a tiré cette Pièce.]

C'est-à-dire,

Traité d'Union entre les ELECTEURS *du St. Empire, par lequel ils se promettent reciproquement de se tenir etroitement unis tout le tems de leur vie, de se prêter une assistance mutuelle pour le maintien de leur Droit d'Election, & de ne consentir à aucune diminution de l'Empire, soit de la part du Roi des Romains, ou de quelque autre que ce soit. A Mayence le Lundi après l'Exaltation de la Sainte Croix.* 1399.

WIr von GOttes Gnaden Johann des Heiligen Stuls zu Mentze Ertz-Bischoff des Heiligen Römischen Reichs in Dütschen Landen Ertz-Cantzler, Friederich des Heiligen Stuls zu Coln Ertz-Bischoff des Heiligen Römischen Reichs in Italien Ertz-Cantzler Hertzog von Westphalen etc. Wernher Ertz-Bischoff zu Triere des Heiligen Römischen Reichs durch Welschland Ertz-Cantzeler, Ruprecht Pfaltz-Grave bey Rine des Heiligen Römischen Reichs oberster Truchsess und Hertzog in Beyern und Rudolff zu Sassen und zu Lüneburg, Hertzog, Burggrave zu Magdeburch, Grave zu Brene, Pfaltz-Grave zu Sassen, und desselben Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschalcke. Alle des obgenanten Heiligen Römischen Reichs Churfürsten bekennen und thun kund mit diesem Briefe, daß wir GOtte zu Lobe der Heiligen Kirchen und dem Heiligen Römischen Reiche zu Ehren und zu Fromen und unsern und den gemeinen Lande zu Nutze und zu Troste uns festiclich zusammen verbunden haben, unser Lebetage bey einander zu bleiben in den Sachen und Artickeln, als hernach stet geschrieben. Zum ersten daß wir Herren obgenannte in allen Sachen und Handelungen die die Heilige und den Hey-

Anno 1399. ligen Stule von Rome als von des Pabistdeuts wegen und die das Heilige Römische Ryche und uns Kurfürsten als von des Heiligen Römischen Richs und unser Kurfürstendome wegen antreffende sind/ vestecliehen und in gantzen Truwen bey einander bliben/ und die samentlichen handeln sollen/ und unser eincher oder yemand von sinen wegen sal da mite nit werben/ dun oder einch Fürteil suchen ane die andern noch ane iren Wissen/ Willen und gutdunckenn in einchet Weise. Und were es/ daß yemand wer der were/ nach deme Heiligen Ryche stünde oder stende würde/ und sich des unterwinden wolde ane unser aller obgenannter Herren samentlichen Wissen/ Willen und Verhengniß/ es wert mit vicariate oder anders/ in welcher Wise das were/ darwider sollen wir obgenante Herren samentlichen getruwelichen und vestelichen/ sin/ und darzu soll unser einer ane die andern seinen Willen/ Gunst oder Verhengnis nit dun/ noch geben in eincherley Wise ane alle Geverde. Es enwer dann/ daß das Heiliche Ryche ledig würde/ so sollen wir Herren und unser jeglicher besunder alsdann unse rechte und Kur da an behalden und haben als yme das zugehöret. Queme auch einche tedinge Rede oder Verbringe an einchen von uns vorgenanten Herren von der vorgenanten Stücke und Artickel wegin/ darzu sall der Herre under uns den das anqueme nit endelich antworde geben/ noch darynne eincherley dun ane des andern und unser aller Wissen/ und was wir alsdann in den Sachen samentlich zu Rade werden zu tun/ das solled wir samentlichen dun und unser einer nit ane der andern/ ane alle Geverde. Understunde auch unser Herre der Römisch König oder yemand von siner wegen oder yemand anders das Heilige Römische Riche oder einche sine Zugehörunge zu smelen/ abezubrechen oder dem Ryche zu entfrembden/ oder das Riche zu entleden/ darwider sollen wir samentlichen sin und sollen unsern Willen/ Gunst und Verhengnisse darzu nit dun noch geben in einche Wyse/ und wer des glichs in geschehen vor Datum dis Briefes one unsere Wissen/ Willen und Verhengnisse darzu sollen wir Herren obgenant auch nit sin das kein Bestätigunge doyn und sunderl. die Sachen von des von Meylan wegen umbe das Land von Meylan sollen wir nit bestetigen. In allen diesen vorgeschrieben Stücken/ Punckten und Artickeln sollen wir Herren bey einander bleiben/ als fürgeschriben sted. Und wer daß darumb yemand/ wer der wer/ sine Ungunst/ Ungnade und argen Willen/ es wer mit Fyntschafft oder anders/ wie das zugienge/ an uns samentlichen oder besunder legen wolte oder kerte/ das sal uns Herren glich samentlichen antreffen und soll unser einer sich von dem andern nit scheiden. Wer jeglicher von uns Herren sal dem andern sonder Verzog da inne und darwider bystan/ helffen und raden mit Sloessen/ Landen/ Luten und mit siner gantzer Macht getruwelich als lange des Noit ist ane allerleye Indrag/ Widerrede/ Hindernisse und Geverde. Alle und igliche diese vorgeschribene Puncte/ Stucke und Artickele han wir obgenante Herren iglicher von uns dem andern globt bey unsern Fürstlichen Truwen und Eren und han die liplich zu den Heiligen geschworn iglicher dem andern die waer festlich stete und unverbrochelich zu halden/ zu tun und zu follefüren und darwider nit zu suchen Geistlich oder Wernlich in eincherley Wise sunder alle Argelist und Geverde. Und des zu Urkunde und gantzer Stetikeit han unser iglicher von uns Herren obgenanten sin Ingesigel an diesen Brieff dun hencken. Geben zu Mentze uf den Mantag nach des Heiligen Creutz-tag/ Exaltatio zu Latin/ nach Christi Geburt dreyzehenhundert und in dem nüne und nüntzigsten Jare.

CXCVIII.

Besondere Verein des Heyl: Römischen Reichs Churfürsten mit einigen andern Fürsten/ als Hertzog Stephan in Bayern/ Balthasar und Wilhelm Gebrüdern/ Marggraffen zu Meissen &c. wieder den Römischen König Wentzel/ Beschehen zu Mentze 1399. [Mulleri Reichs-tags Theatrum Vorstellung I. Cap. XXIII. pag. 293. Lunigs Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. II. pag. 220. d'où l'on à tiré cette Piéce.]

C'est-à-dire,

Confederation particuliere, entre les Electeurs de l'Empire, Etienne *Duc de Baviere,* Balthasar *&* Guillaume *Freres Marcgraves de Misnie, & quelques autres Princes, contre* Wenceslas *Roi de Romains. A Mayence* 1399.

WIr von Gots Gnaden Johan des Heiligen Stuls zu Mentze Ertz-Bischoff des Heiligen Römischen Richs in Dütschen Landen Ertz-Cantzeler/ Friederich der Heiligen Kirchen zu Colne Ertz-Bischoff des Heiligen Richs in Italien Ertz-Cantzler/ Hertzog von Westvalen &c. Wernher Ertz-Bischoff zu Trier des Heiligen Richs durch Welschlande und des Konigreich zu Arelad Ertz-Cantzler/ Ruprecht von Gots Gnaden Pfaltz-Grave by Ryne vorgenanten Heiligen Rychs Oberster Truchsesse und Hertzog in Beiern und Rudolff zu Sachsen und Lüneburg Hertzog/ Burggrave zu Magdeburg/ Grave zu Breine Pfaltz-Grave zu Sachsen und des Heiligen Römischen Richs Ertz-Marschalck/ alle Kurfürsten des vorgeschriebenen Heiligen Rychs/ bekennen und digt kunt mit diesem Brieffe/ wan in dem Heiligen Römischen Riche lange Zyt her vil groser und trefflicher gebrechen/ Misshell und Irrunge uferstanden und kommen sint/ den zu widersten/ und umbe daß das Heilig Römische Riche in seinen Wirden und Eren und by sinen Rechten gehanthabt werde und bliben möge/ so hant sich die Hochgeborne Fürsten Her Stephan Pfaltz-Grafe bey Ryne und Hertzog in Beyern/ &c. Balthasar und Wilhelm Gebrüder Marggrafen zu Missen und Lantgraven in Doringen/ Ludewig Pfaltzgrave by Rine und Hertzog in Beyern/ &c. Hermann Lantgrave zu Hessen/ Burggrave Friederich zu Nürnberg/ Friederich Wilhelm und Jorge Gebrüder/ und Friederich Marggrave Balthasar egenanten Söne/ alle Marggraven zu Missen und Landgraven in Düringen zu uns obgenanten Kurfürsten verbunden umbe einen andern Römischen König zu erwelen und zu setzen/ und mit andern Punten und Artickel by uns vorgenanten Kurfürsten zu bliben und uns getruwelich bestendig und beholffen zu sin denselben Sachen/ alles nach Lute irs Brieffs den dieselben vorgenanten Fürsten uns obgenanten Kurfürsten dariiber gegeben hant. Und darumbe so han wir vorgenante Kurfürsten samentlich und sunderlich GOt zu Lobe/ der Heiligen Kirchen- und dem Heiligen Röm. Rich zu Eren und zu Frommen und unsern und den gemeinen Lande zu Nutze und zu Troste uns auch wiederum zu den obgenanten Fürsten gemeinlich und ir iglichem besunder verbunden und verbinden uns mit diesem Briefe in allermaß als hernach geschrieben stet. Zum ersten ob yemand wer der wäre/ sin Ungunst/ Ungnade und argen Willen legen und keren wolte an die obgenanten Fürsten und sie leidigen und schedigen wolte/ von solichs vorgenanten Verbuntes und Bystandes wegen/ mit Fyntschafft oder anders/ wie das zugienge/ samentlich oder besunder/ so sollen wir obgenante Kurfürsten samentlich und besunder yn und ir iglichem darwider auch getruwlich mit Libe/ mit Gute und mit Lande und mit Luten bystendig/ geraten und beholffen sin/ und yn unser Velcke zu iglichem Kriege schicken/ nach Notdurfft und Mogelicheit/ ane Geverde. Understünde aber yemand/ wer der were/ die obgenanten Fürsten samentlich oder besunder zu überziehen oder zu besitzen von des obgenanten Verbunds und Bystandes wegen/ so sollen wir obgenante Kurfürsten samentlich und sunderlichen denselben vorgenanten Fürsten darwider auch getruwelich mit unser gantzen Macht beholffen und zuziehend sin fürderlich ane alle Geverde. Und sollen uns in diesen vorgeschrieben Sachen nit von yn scheiden/ sundern/ noch ussünen/ dann wir sollen festlich und getruwlich darynne by yn verliben usgescheiden allerley Argelist und Geverde. Alle und igliche diese vorgeschrieben Punte/ Stücke und Artickele han wir obgenante Kurfürsten und iglicher von uns den obgenanten Fürsten und ir iglichem besunder globt by unsern Fürstlichen Truwen und Eren/ und han die auch lyplich zu den heiligen geschworn/ globen/ sichern und sweren in crafte dis Brieffs/ der ware feste/ stete und unverbrochenlich zu halten zu tun und zu follenfüren und darwider nit zu tun noch zu suchen/ Geistlich oder Wernlich/ zu eincherley wiß/ sunder alle Argelist und Geverde. Des zu Urkund und gantzer Stetigkeit hat iglicher von uns obgenanten Kurfürsten sin eigin Ingesiegel an diesen Brieff dun hencken/ der geben ist zu Mentze do man zalte nach Cristi Geburte dusent drühundert und in dem nün und nüntzigsten Jare.

CXCIX.

1400. 1. Fevr. Verbündnus Pfaltzgraf Stephans bey Rhein/ Balthasar und Wilhelms Gebrudere Marggrafen zu Meissen/ Pfaltzgrafs Ludwigs bey Rhein/ Land-Grafs Hermann zu Hessen/ Burggraf Fridrichs von Nürenberg &c. mit des Heil. Röml. Reichs Churfürsten wider den Röml. Königl. Wenzeslanni und solchen ab- und einen andern einzusitzen. Geben zu Franckfurth uf dem Mainn uf unser Frauen Abend Lichtmeß 1400. Mit Marggraf Wilhelms zu Meissen Versicherung wegen seiner Vettern Fridrich/ Wilhelm und Georgens Eintritt in diese Verbündnus. Gèben zu Franckfurth an unser Frauen-tag Lichtmeß 1400. [Mulleri Reichstags Theatrum Vorstell. I. Cap. XXIII. pag. 294. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans Lunig Teutsches Reichs Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 221.]

C'est-à-dire,

Confederation entre Etienne *Comte Palatin,* Balthasar *&* Guillaume *Marcgraves de Misnie,* Louis *Comte Palatin,* Her-

ANNO 1400.

HERMAN *Landgrave de Hesse*, FRIDERIC *Burgrave de Nuremberg &c. & les* ELECTEURS *de l'Empire, contre* WENCESLAS *Roi des Romains, pour le deposer, & pour en elire un autre. A Francfort sur le Mein la veille de la Purification de la Sainte Vierge* 1400. *Avec un Acte d'assurance de* GUILLAUME *Marcgrave de Misnie, touchant l'Accession des Marcgraves* FRIDERIC, GUILLAUME, *&* GEORGE *ses Oncles à la présente Confederation. A Francfort le jour de la Purification* 1400.

WIr von Gots Gnaden Stephan/ Pfalzgrave by Rine und Herzog in Beiern/ Balthasar und Wilhelm Gebrüdere Marggraffe zu Missen/ und Landgraffen in Doringen/ Ludewig Pfalzgrave by Ryne und Herzog in Beiern ꝛc. Herman Lantgraffe zu Hessen/ Burggrave Friedrich von Nürenberg/ und Friedrich des egenanten Marggrafen Balthasars Sohn auch Marggraffe zu Missen und Landgrave in Doringen. Bekennen und tun kund mit diesem Brieffe/ wann in dem Heil. Röm. Ryche lange Zyt her vile grosse und treffeliche Gebrechen/ Missehell und Irrunge uffherstanden und kommen sint/ den zuwiederstien/ und um daß das Heil. Röm. Riche in sinen Würden und Eren und by sinen Rechten gehandhabt werde und bliben möge/ so haben wir/ Got zu Lobe/ der Heiligen Kirchen und dem Heil. Röm. Riche zu Eren und zu Frommen/ und unsern und den gemeinen Landen zu Nutze und zu Trost/ uns samentlichen und unser iglichen von uns besunder verbunden/ und verbinden uns in Crafft diß Brieffs/ zu den Erwürdigen und Hochgebornen Fürsten von Gots Gnaden Herrn Johann des Heil. Stuhls zu Menze Erzbischoff/ des Heiligen Röm. Richs in Dütschen Landen Erzkanzler/ Herrn Friedrich der Heiligen Kirchen zu Collen Erzbischoff des Heil. Röm. Richs in Italien Erzkanzler/ Herzogen von Westphalen ꝛc. Herrn Wernher Erzbischoff zu Triere/ des Heiligen Romis. Richs durch Welschlande Erz-Canzler/ Herrn Ruprechten/ Pfalzgraven by Ryne/ des Heil. Röm. Rychs Oberster Truchsessen/ und Herzogen in Beiern/ und Herrn Rudolph Herzogen zu Sassen und zu Lünenburg/ des Heil. Röm. Rychs Erz-Marschalck/ alle des Heiligen Röm. Richs Churfürsten/ unsern Liben Herrn Vettern/ Oheimen und Neven/ in den Stucken und Artickeln/ hienach geschriben. Zu dem Ersten/ umb einen andern Röm. König zu erwelen und zusezen/ und welend sie den einen zu eime Römischen Könige uß den Geslechten und Geburten von den Wapen von Beiern/ von Sachssen/ von Missen von Hessen/ von dem Burggraven von Nürenberg oder den Graven von Wirtenberg/ so sollen wir und iglicher von uns vorgenanten Herren by der Kure und by dem/ den sie also nennen/ uffnemen/ und zu eime Römischen König welen/ getruwlich und vestiklich bliben/ und denselben auch und nymand ander für einen gewaren echten Röm. König und für unsern echten Herrn nemen/ halten/ und haben/ in allen den echten/ Eren und Wirden/ als einem echten und gewaren Röm. Kunige von Rechte und Gewohnheit zu gehöret und gebored/ und damit by yme und unsern obgenanten Herren/ den Kurfürsten/ auch beliben/ und yn getruwlich behulffen sin/ den by dem Riche/ als einen Römischen Könige/ zu behalten und zu hanthaben/ mit Libe und Gute und mit allem dem/ das wir vermogen/ und davon nit fallen oder yn abestan/ in eincher hande Wise/ noch umb eincherhand Sachen willen/ die geschehen sind/ oder geschehen möchten/ sunder alle Argelist und Geverde/ und wolte herüber oder darwider/ wer der were/ nach dem Heiligen Riche sten/ und sich des underwinden/ es were mit vicariate oder anders/ in welcher wise das were/ darwider sollen wir obgenante Herren/ samentlich und unser iglicher besunder/ mit den obgenanten unsern Herren/ den Kurfürsten/ getruwlich und festelich sin und deme widerstien/ und sollen yn darzu helffen/ das zu weren/ mit Libe und Gute/ mit Slossen/ Landen und Luten/ und mit unser ganzer Machte/ daß das nicht geschehe/ oder Fürgang habe/ in einche Wise/ ane alle Geverde und Argelist/ und wer es/ daß umb dieser vorgenanten Sachen willen ymand/ wer der were/ sine Ungunst/ Ungnade und argen Willen/ es were mit Fyntschaffte oder anders wie das zugienge/ an die obgenannten Herren/ die Kurfürsten/ samentlichen oder besunder/ legen wolte/ oder kerte/ das sal uns obgenanten Herren/ samentlichen und iglichen von uns besundern/ mit yn samentliche und ir igliche besunder glich antreffen/ und wir sullen uns von den obgenanten Kurfürsten/ noch eincheu von yn/ darinne nit scheiden/ und iglicher von uns sal by den obgenanten Herren und by Ire iglichen besunder bliben/ und yn sonder Verzug darinne und darwider bystan/ rathen/ und helffen/ mit Lybe unde mit Gute/ mit unsern Slossen/ Landen und Luten/ und mit unser ganzer Mache getruwlich und vestiklich/ als lange des Not geschiche/ ane allerley Intrag/ Wiederrede/ Hinderniß und Geverde. Were aber/ daß dye obgenanten Herren/ die Kurfürsten/ einen andern zu eime Römischen König nenneten/ uffnemen und koren/ der nit von der Geburte und uß den Geslechten were/ die davor sint benant/ so en sollen wir/ von solcher Verbuntniß wegen/ nit verbunden sin/ by demselben/ den sie also koren/ der nit von den vorgenanten Geslechten were/ zu bliben/ als fürgeschriben stet/ wir wolten denn das gerne tun/ oder derselbe ertrebte dann für als fruntlich mit uns/ oder bete uns als Liebe/ das wir das gerne deten. Alle und igliche diese vorgenante Puncte/ Stücke und Artickele haben wir obgenanten Herren/ und iglicher von uns den egenanten Herren/ den Kurfürsten/ und Ir iglichem besunder/ globt by unsern Fürstlichen Truwen und Eren/ und han die auch lyplich zu den Heiligen gesworen/ Globen/ sicheren/ und sweren in Crafft dis Brieffs/ die ware/ feste stete und unverbrochentlich zu halden/ zu dun und zu vollenfüren/ und dawider nit zu tun/ noch zu suchen/ Geistlich oder Werntlich/ in eincherley Wyse/ sunder alle Argelist und Geverde. Des zu Urkunde und ganzer Stetigkeit hat iglicher von uns obgenanten Herren sin Insiegel von siner rechter Wiß und Willen an diesen Brieff dun hencken/ der geben ist zu Franckfurt in dem Meine/ nach Christi Geburte dusent vierhundert Jare/ uff unser Frauwen Abend Lichtmesse/ genant Purificatio zu Latin.

ANNO 1398.

Marggraf Wilhelms zu Meissen Versicherung wegen seiner Vettern Eintritt in die Verein 1400.

WIr Wilhelm von Gots Gnaden Marggrave zu Missen/ und Landgrave in Doringen ꝛc. Bekennen offentlich und dune kunt mit diesem Briefe allen den/ die In sehen oder hören lesen/ als wir uns mit den Erwürdigen in Gott Vatern/ Herrn Johann des Heiligen Stiffts zu Menze/ Herrn Friederich der Heiligen Kirchen zu Cölne/ und Hern Wernher der Heiligen Kirchen zu Triere/ Erzbischoffe/ unsern lieben Herren und Frunden/ und den Hochgebornen Fürsten Herrn Ruprechten Pfalzgraven by Ryne und Herzogen in Beiern/ und Herrn Rudolph Herzogen zu Sachssen und zu Lünenburg/ des Heiligen Römischen Richs Kurfürsten/ unsern lieben Oheimen/ mit andern unsern Fründen/ umb einen andern Römischen König zu welen/ und zu diesen verbunden und vereinet haben/ als das solch Bündniß-Brieffe die gar gein einander von uns gegeben sin/ eigenlicher ußwisen/ daß wir den obgenanten unsern liben Herren und Oheimen/ den Churfürsten/ geredt und globt han/ reden und globen yn in Crafft diß Brieffs für die Hochgebornen Fürsten/ Herren Friedrich/ Wilhelm und Jorgen/ Gebrüder/ Marggraven zu Missen/ ꝛc. unser libe Vettern/ daß sie auch in diesen Sachen by denselben unsern liben Herren und Oheimen/ den Kurfürsten/ unsern Fründen/ und uns festiclichen bliben und uns byständig u. getruwlich beraden und beholffen sin sollen/ in allermasse und nach Ußwisunge solcher Briefe/ die die Kurfürsten vorgeschrieben und unser Fründe und wir darüber gein einander gegeben haben/ ane alles Geverde/ und die obgenante unser lieben Vettern/ Herr Friedrich/ Wilhelm und Jorge sollen hiezwischen und diesen nechsten zukommenden Ostern unsern Herren und Oheimen/ den Kurfürsten/ Ire Brive geben mit ihren eigen Insiegel versiegelt/ daß sie in den Sachen mit uns byn yn bliben und das so halten und vollenfüren wollen/ als es darum under uns begriffen und verbriefet ist/ und unser Herren und Oheime/ die Churfürsten/ sollen yn auch solche Brive wieder geben/ als sie unsern Fründen und uns gethan haben/ und wann yn unser Vettern die Briefe so gegeben haben/ so sollen wir diß gelobdes loys sin/ und diser Brif sol dann deheine Crafft noch Macht mer haben. Des zu Urkunde haben wir unser Insiegel an diesen Brieff wissentlich lassen hencken/ der geben ist zu Franckfurt nach Gots Geburte dusent Jare/ darnach in dem vierhundersten Jare an unser Frauwen Tag Lichtmesse.

Nota: Marggrave Friedrich obgenant hat dazu sin Brieff für sich auch gegeben/ als die andern Fürsten den Kurfürsten geben hant.

CC.

23. Juill.

Graf Eberhardts von Würtemberg Erlängerung der Vereinung eines Landfriedens mit denen Schwäbischen Städten/ Ulm/ Eßlingen/ Ruttlingen/ Wile/ Nordlingen/ Biberach/ Gmünd/ Danckelspiehle/ Pfullendorff/ Kauffbeyrn/ Bopfingen/ Aulen und Giengen/ auf 7. Jahr beschehen an dem nechsten Freytag vor St. Jacobs-tag Anno 1400. [JOH. PHIL. DATT, Volumen rerum Germanicar. novum Libr. I. Cap. XII. pag. 90. §. 12. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. II. Abtheil. IV. Absatz VII. pag. 682. von Haus Württemberg.]

C'est-à-dire,

Prolongation pour sept ans de la Confederation faite entre EBERHARD *Comte de Wirtemberg d'une part, & les Villes de Suabe* ULM, ESLINGEN, RUTLINGEN, WEIL, NORDLINGEN, BIBERAC, GEMUND, DUNCKELSPIEL, PFULENDORF, KAUFBEYRN, BOPFINGEN, AULON, *&* GIEN-

ANNO 1400.

GIENGEN, *pour le maintien de la Paix publique le Vendredi avant la St. Jaques 1400.*

WIr Eberhart Grafe zu Wirtemberg verjehen und tun kunt offenlich mit disem Brieve/ allen den/ die In ymmer ansehend lesend oder hörend lesend: wann wir aigenlich mercken und kuntlich erfunden haben/ daß uß der vereynunge die wir bißher mit den Ersamen/ Wisen/ unsern besundern guten fründen den Burgermeistern/ Reten und allen Burgern gemeinlichen/ Richen und armen diser hie nachbenempter deß Heiligen Römischen Richs Stetten/ mit Namen/ Ulme/ Eßlingen/ Rütlingen/ Wile/ Nördlingen/ Bibrach/ Gemünde/ Dünckelsbühel/ Pfullendorf/ Kouffbüren/ Bopfingen/ Aulon und Giengen gehept und gehalten haben und fürbaßer halten sullen und wellen/ biß uf Sant Martins-tag/ der schierste kompt/ und darnach ein Jar das neste/ uns und gemainem Lande/ nuch/ fride und gemache gewachsen und gegangen ist: umb daß so haben wir beratenlich mit wolbedachtem mute/ Gott zu lobe/ dem Hailigen Römischen Riche zu werde und zu Eren/ uns selbe und gemeinem Lande zu fride und zu gemach dieselben vereynung gen den vorbenempten Richs Stetten erlengert: alßo daß die zwischen uns und Inen nu fürbaß nach den egenanten zweyen den ersten Sant Martins tagen/ weren/ beliben und besteen sol Syben gantze Jar/ die dann darnach nechste nacheinander volgend/ mit allen stucken/ puncten und Artickeln/ alß die Brieve das besagend/ die wir denselben Richs-stetten darüber besigelt und geben haben/ darinnen eigentlich begriffen ist/ was wir und die unsern Inen und den Iren schuldig sien zu haltend und zu tunde/ daby sol es auch fürbas die egenanten zit und Jar beliben/ je gelicher wise/ alß ob die egenante Siben Jar/ die nach den ersten zwaien Sant Martins tagen allerschierste komunend/ in denselben Briefen begriffen weren/ an alle gefärde. Were auch/ daß der allerdurchlüchtigost Fürste und Herr/ Herr Wentzlaw von Gottes gnaden Römischer Kunig rc. unser gnediger Herre dazwischen von tod abgienge/ oder daß in der egenanten zite deheinerley enderung oder unwerunge uferstünde/ alßo daß ein anderer zu Römischem Kunig oder Kaiser gesetzt wurde/ oder sich ufwurffe/ daß es dann zwischen den egenanten Richs Stetten und den Iren/ und uns und den unsern/ gen dem/ oder denselben beliben und besteen sol/ je glicher wise/ alß von deß egenanten unsers Herren Künig Wentzlaws wegen in den Briefen begriffen ist/ die wir Inen und sie uns ze beder siet einander besigelt und gegeben haben/ und auch von deß gelts wegen/ daß sie uns jetzo gelihen hand ane alle geverde. Und alßo haben wir obgenanter Eberhart Grave zu Würtemberg frylich und unbezwungenlich gesworn ainen gelerten aide zu Gott und zu den heiligen mit ufgebotten vingern/ daß alles war und stät zu halten/ zu laissen/ und zu volfüren nach der egenanten der vorbeigen Brieve und nach diß Briefs sage/ an alle geverde. Und deß zu Urkund/ so haben wir egenanten Eberhart Grafe zu Wirtemberg unser eigen Innsigel offenlich gehenckt an diesen Brief/ der geben ist an dem nesten Frytag vor Sant Jacobstag/ da man zalt von Christs geburte in dem vierzehenhundertgostigen Jare.

CCI.

20. Août. *Instrumentum Publicum de Depositione Imperatoris* WENCESLAI, *facta per* ELECTORES *Sacri Romani Imperii in præsentia multorum Principum, Comitum, aliorumque Dominorum ad hoc ut Testes requisitorum, publicata apud Oberlonstein ad Rhenum, in Territorio Trevirensis Diœcesis, die 20. Augusti Annò 1400. Indict. 8. per* NICOLAUM BERTHOLDUM DE FRIDEBERG *confectum.* [GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. I. pag. 379. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LEHMANNI Chronicon Spirense. Lib. VII. Cap. LIX. p. 733. ex Additionibus JOANNIS MELCHIORIS FUCHS, en Allemand; dans MULLERI Reichs-Tags Theatrum pag. 269. aussi en Allemand, & dans RAYNALDI Continuatio Annalium CÆSAR. BARONII Tom. XVII. anno 1400. par Extrait.]

In Nomine Domini, Amen.

Inceptere Christiano Utilitio. NOS JOANNES Dei gratia sanctæ Moguntinensis Ecclesiæ Archiepiscopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archicancellarius, notum facimus universis, præsentibus & futuris.

1. Quam varia, multiplicia & gravia cùm incommoda tùm dissidia multis abhinc annis, in sacram Ecclesiam invecta sint, etiamnum durantia, atque in dies uberius pullulantia, in sacri Romani Imperii (quod Ecclesiæ Dei & Orbi Christiano præsidio esse debebat) gravissimam convulsionem, imminutionem, & dissipationem: id omne ut scribi nequit, sic mala in dies ingruentia, manifestè satis docent atque comprobant. Eamque ob rem sacri Romani Imperii Domini Electores, intervenientibus sacræ Ecclesiæ, Principum, Dynastarum, Civitatum, Provinciarum, & Subditorum sacri Imperii, prudentem Moderatorem expetentium, ardentibus precibus, Illustrissimum Principem Dominum WENCESLAUM Bohemiæ Regem, tum suarum amicorum opera, Literis denique, jampridem persæpè & seriò nobiscum admonuere, eique diligenter ob oculos posuere, privatim ac publicè, indecentes ac detestabiles ejus in imperando mores & actiones, necnon ejusmodi Ecclesiæ Orbisque Christiani defectus, incommoda atque dissidia, gravissimas item Membrorum sacri Imperii avulsiones diminutionesque, contra nominis sui dignitatem damnosè factas, fierique permissas; nempe quòd Pacem in Ecclesia non promoverit, quanquam id summa Orbis Christiani necessitas, necnon ipsius ceu Advocati & Defensoris Ecclesiæ munus efflagitaret, & ad id faciendum sæpius rogatus, requisitus & admonitus esset: ipso nihilominus Imperium Membris aliquot perniciose mutilante, & mutilum reddi permittente. In quorum numero sunt Mediolanum & Provincia Longobardiæ, quæ Juris sacri Romani Imperii fuerant, redeuntibus inde ad Imperium amplissimis emolumentis, in qua ditione Mediolanensis, veluti Minister, sacri Imperii partibus fungebatur: eum is, contra quam ejus sublimitatem & dignitatem decebat, accepta pecunia Mediolani Ducem & Comitem Papiensem creavit. Complures insuper Urbes Terrasque, tam in Germania quàm Italia, ad Imperium pertinentes, quarum quasdam ad idem redierant, allenavit: parum pensi habens, ut eas sacro Imperio retineret.

2. Præterea membranas perplures nudas rasasque, suæ tamen Majestatis Sigillo munitas, amicis pecunia vendidit, in quibus cùm illis tùm aliis, in quorum manus illiusmodi membranæ venerunt, sub Regio Sigillo, quæ scribere vellent, licuit. Qua ex re, ob sacri Romani Imperii Jurium & emolumentorum damnosam imminutionem & dissipationem, graves querelæ subortæ sunt.

3. Controversias porro Bellaque, quæ (proh dolor) Germaniam, aliasque sacri Imperii Terras, misere afflixerunt & pessundederunt, atque etiamnum pessundant, nil unquam curæ habuit. Hinc prædationes, incendia, & latrocinia orta, adeo funestis vel hodie incrementis, ut nulli neque Clerici, neque Laici, neque Mercatores, neque Mulieres, sive Terra sive Mari, tuti versentur: Templa, Cœnobia, & Domus sacræ, quas sacrum Imperium manu asserere atque tueri decebat, rapinis & incendiis pateant, & ad interitum redigantur. Eò res abiit, ut quivis contra Juris & æqui rationem, alium pro arbitrio tractarit, ac etiamnum tractet, absque ulla sacræ, spretæque diu, Imperialis Auctoritatis reformidatione: sic ut & locus conveniendi quempiam, ubi nomine Imperii Juris defensio & patrocinium suscipiatur, planè ignoretur.

4. Denique, quod horrendum & immane dictu, cùm propria, tum aliorum facinorosorum, quos secum habet, manu Reverendos Sacrorum Antistites, Sacerdotes, & Spirituales Personas, alios item plures honestæ notæ Homines, contra Juris normam, secus quam Romanorum Regem decebat, neci dedit, aquis submersit, igne cremavit, miserabiliter ac truculenter peremit.

5. Quæ quidem memorata, aliaque multa gravia facinora atque damna adeò divulgata sunt & palam nota, ut excusari vel celari nullatenus queant. Nos igitur, ut præscripsimus, sæpius eum perquàm studiosè oravimus, admonuimus, & requisivimus, ut indecenti hac vitæ ratione repudiata, id sibi studii & laboris sumeret, quo sacræ Ecclesiæ, opem ejus veluti Romanorum Regis & Advocati sui multoties implorantis, pacem & tranquillitatem; sacro autem Imperio pristinum honorem, Terras, Ditiones, Emolumenta denique sua recuperaret, in subsidium & consolationem Orbis Christiani hoc nomine graviter debilitati atque oppressi.

6. Etsi verò prædicto Domino Wenceslao, hos aliosque graviores defectus, ipsum tanquam Romanorum Regem Imperiumque concernentes, clarissime explicuerimus, ac scriptis exhibuerimus: auditis tamen illius responsis, reiteratisque seriis nostris exhortationibus, communicato quinetiam Sacræ Sedi Romanæ negotio, nunquam adhuc deprehendimus eum, sicut Romanorum Regem decet, mores composuisse, scilicet ad Ecclesiæ Pacem, Orbi Christiano summè necessariam; sacro item Imperio Dignitates, Terras ac Ditiones

ANNO 1400.

nes suas recuperandas, & fructuosè conservandas, id quod per universas Imperii Provincias est notissimum.

2. Quoniam igitur commemoratos pluresque alios defectus, Sacram Ecclesiam & Imperium gravi eum damno gemituque tangentes, ob instantes prædictorum preces, maximè verò Sacramenti ratione, quo nos, ceu Sacri Imperii proximè superiora Membra, eidem obstringimur nec reticere nec sustinere diutius potuimus. Idcircò ex officio debito cogitandum annitandumque nobis fuit, ut Sacro Imperio, cujus vecordi & negligenti administratione incommoda illhæc irrepserunt, in Orbis Christiani præsidium & consolationem, rectius & salubrius provideretur. Et sanè ut is parendo nobis rem gratam præstitisset, sic eum sufficienter & seriò vocavimus atque citavimus, adeò ut ei significaverimus, nisi loco & die definitis præsto esset, fore ut cùm exhibitarum nobis precum tum juramenti nostri respectu, ejusmodi consilia capere & inire cogeremur, quibus Sacrum Imperium meliùs constitueretur, Literis id nostris clarissimè attestantibus. Ea propter loco & tempore præscriptis, unà cum Coelectoribus nostris sufficienter oratis, cæteris item Sacri Imperii Principibus & Urbibus, comparuimus de die in diem expectantes, num præfatus Dominus Wenceslaus compariturus esset, morbis prædictis remedium adhibiturus, ac Sacri Romani Imperii rebus rectius deinceps consulturus. At is nec comparere, nec quemquam Procuratorio nomine ad nos destinare dignatus est. Quare cum tot prægnantium & perniciosorum defectuum causa, eum crebrius privatim & benignè; inde verò, cum nil proficeremus, coram Principibus, Optimatibus & Urbibus Imperii, in diversis Conventibus non sine magnis gravibusque expensis absque tamen ullo fructu, admonuerimus & redarguerimus: ideò commemorata omnia ad Sacram Sedem Romanam detulimus. Cæterum cum nec tum cuncta hæc quicquam pensi habuerit, nil aliud inde conjicere potuimus, quàm eum & Ecclesiæ & Christiani Orbis, in primis autem Sacri Imperii curam deposuisse. Idcirco malum hoc, toti Christianæ Reip. exitiale, minimè diutius ferendum & tolerandum censentes, animo bene confirmato, post multos variosque Tractatus consultationesque, tum inter nos ipsos tùm etiam cum aliis Principibus & Optimatibus Sacri Imperii, seriò habitas, pro Ecclesiæ salute, Christiani Orbis consolatione, Sacri Imperii honore & utilitate, præfatum Dominum Wenceslaum, tanquam negligentem & destructorem Imperii, eoque indignum, à Sacro Romano Imperio, omnique ejus Dignitate hoc tempore penitus removendum esse duximus.

8. Nos itaque Joannes Archiepiscopus, nomine prædictorum Dominorum Sacri Romani Imperii Coelectorum, nostroque, tum commemoratis, tum pluribus aliis insignibus defectibus causisque moti, hac nostra Sententia, quam præsenti Scripto damus atque ferimus, prædictum Dominum Wenceslaum, ceu inutilem, negligentem, dissipatorem, & indignum Sacri Romani Imperii Defensorem, eodem Romano Imperio, omnique ejus gradu, Dignitate ac Ditione ad idem pertinente, privamus & submovemus: cunctis Principibus, Optimatibus, Equitibus, Ingenuis, Urbibus, Provinciis, & Subditis Sacri Romani Imperii denunciantes, eos ab omni Homagio & Juramento, Personæ Wenceslai nomine Imperii præstito, prorsus esse liberos: requirentes atque monentes eos sub Jurisjurandi fide, qua Sacro Imperio adstricti tenentur, ne prædicto Domino Wenceslao, tanquam Romanorum Regi, deinceps obediant & obsequantur; neque illi Jus ullum, obsequium, censum, reditum aut ullam aliam obventionem, quocunque nomine tandem appellanda veniat, ceu Romanorum Regi, pendant, exhibeant, aut exhiberi permittant: sed ejusmodi debita utili & idoneo Romanorum Regi, divino favente Numine deinceps sufficiendo, asservent.

9. In quorum omnium fidem & Testimonium, nos Joannes Archiepiscopus Moguntinensis, præsens Instrumentum, per subscriptos Notarios, hac forma patenti, confici, & majus nostrum Sigillum appendi curavimus.

10. Lecta & renunciata fuit Sententia præmissa per nos Joannem Archiepiscopum Moguntinensem, nostro & Dominorum Coelectorum nostrorum antememoratorum nomine, sub Castro Lonstein ad Rhenum, Treverensis Diœcesis, Brubachium versus progressi, è publico solio in Tribunalis usum erecto, Dominis Coelectoribus nostris ibidem judicio assidentibus, anno Dominicæ Incarnationis millesimo quadringentesimo, Indictione octava, feria sexta, die vigesima mensis Augusti, paulum ante Nonarum tempus: Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris ac Domini, Domini Bonifacii Noni, Divina Providentia, Papæ, anno undecimo: præsentibus Illustrissimis Principibus ac Dominis,

Joanne, Illustrissimi Principis ac Domini Ruperti Ducis Bavariæ & Comitis Palatini ad Rhenum Filio:
Friderico Burggravio Norimbergensi:

Nobili Philippo, Domino in Nassau & Sarbrucke,
Emichione de Liningen,
Joanne de Zigenhaim,
Conrado Burggravio, Canonico nostro Moguntinensi
} Comitibus.

Bernhardo à Westerburg,
Joanne à Limburg,
Reinhardo de Hanowe
} Baronibus:

Domino Nicolao Browin Sacræ Paginæ,
Joanne à Witenburg, &
Nicolao Burgman, Decretorum
Domino Hermanno Præposito S. Gereonis Coloniensis, Legum
} Doctoribus.

Item, strenuo Equite Sigfrido de Lindowe, Vice-Domino nostro in Ringaugia,
Joanne Bolten a Waldeck, Burggravio nostro in Beckelnheim:
Et fidelibus, Henrico Rulmanno à Dadenberg,
Gerardo ab Emenberg, Domino in Lauteron,
Friderico de Sachsenheim,
Kulmanno à Coneren,
Joanne de Dalburg,
Radolfo de Zeiffikon,

necnon pluribus aliis Dominis, Equitibus, & Ingenuis, spiritualibus & secularibus, magno numero astantibus, ad suprascripta vocatis atque rogatis.

11. Et ego Nicolaus Berchtoldi Fridbergensis, Clericus Moguntinensis Diœcesis, Pontificia & Imperiali auctoritate Notarius Publicus, ac prædicti Clementissimi Domini mei, Domini Joannis Archiepiscopi Moguntinensis, Scriba juratus, quoniam tum temporis, cùm judicialis illhæc, quam præscripsimus, Sententia lata & renunciata fuit, unà cum subscriptis publicis Tabellionibus, Testibusque commemoratis, præsens interfui, eaque omnia fieri vidi atque audivi: ideò jubente atque petente prædicto Moguntinensi, Domino meo Clementissimo, publicum hoc Instrumentum bona fide perscriptum, in publicam redegi formam, illudque consueto mei Notariatus Signo ac nomine, appenso etiam prædicti Moguntinensis, Domini mei Clementissimi, majore Sigillo, in fidem & Testimonium prædictorum omnium, subsignavi atque munivi.

Nomina Notariorum sunt:

Nicolaus Berchtoli Fridbergensis.
Joannes Meier Junior Gattersvelдensis.
Conradus à Leiborn, Clericus Paderbornensis Diœcesis.
Henricus Stalberg Rotenbergensis.
Tilmannus à Honberg.
Conradus Coler Zullensis, Coloniensis Diœcesis.

CCII.

Verbündnuß derer Churfürsten Johannis zu Maynß/ Friedrichs zu Cölln/ Wernhers zu Trier/ und Ruprechts zu Pfaltz/ wodurch sie anfangs bekennen den Römischen König Wenzel ab- und eben diesen Churfürst Ruprecht zum Römischen König eingesetzt zu haben; darauf die Churfürsten von Maynß/ Cölln und Trier zu Ruperto sich verbinden/ ihn wider männigl. bey seiner Wahl zu schützen. Geben zu Lanstein 1400. auf den Sambstag nach unser lieben Frauen-tag Assumptionis. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. II. pag. 222.] 21. Août.

C'est-à-dire,

Confederation entre les Electeurs JEAN *de Mayence,* FREDERIC *de Cologne,* WERNER *de Trèves, &* ROBERT *Palatin, par laquelle, après avoir declaré qu'ils ont deposé* WENCESLAS *Roi des Romains, & qu'ils ont élu ledit* ROBERT *en sa place, ils se joignent à lui, eux Electeurs de Mayence, de Cologne, & de Trèves, & lui promettent de l'assister, pour le maintien de sa Dignité, & de son authorité.*

Fait

ANNO 1400.

Fait à Layustein le Samedi après la Fête de l'Assomption de la Sainte Vierge 1400.

WIr von GOttes Gnaden Johann des Heiligen Stuls zu Meinze Ertz-Bischoff des Heiligen Romischen Rychs in Dütschen Landen Ertz-Kanzeler / Friederich zu Collen Ertz-Bischoff des Heiligen Römischen Rychs in Italien Ertz-Canceler und Hertzog von Westfalen 2c. Wernher zu Trier Ertz-Bischoff des Heiligen Romischen Rychs in Welschen Landen Ertz-Canceler / und wir Ruprecht Pfaltz-Grave by Rine des Heiligen Römischen Rychs Oberster Truchsesse und Hertzog in Beyern / bekennen und dun offenlich kunt mit diesem Briefe / want in der Heiligen Kirchen und in dem Heiligen Römischen Rych lange Zyt der gross Irrung und manigfeltige Gebrechlichkeid sere schedelich gewesen sin / und wir den Hochgeborn Fürsten Herrn Wentzlaw etwan Römischen König und Küning zu Beheim dick und vil angeruffen / ersucht und vestlich ermanet han / solichen Irrungen und Gebrechlichkeiden zu widerstehen und der Heil. Kirchen und dem Heiligen Rich davor zu sin / als er schuldig wer zu tun / als ein Vogt der Heil. Kirchen und ein Römisch König von Recht und billich dun selte / dass er doch nie getan noch darzu verstan wolte. Darumb han wir angesehen die vorgenanten grossen Irrungen und manigfeldige Gebrechlichkeid und Schaden / und dass das Heilige Rych nit als gar verderplich werde / und dass wir als Kurfürsten des Heiligen Rychs von rechts wegen schuldig sin und uns angehort das Heilige Ryche anders zu bestellen und zu versehen / und han eindrechtlich und mit wol fürbedachtem Rade und Mutte als sich von rechte darzu heischet / den obgenanten König Wentzlaw / von dem Heiligen Romischen Riche und von derselben Koniglicher Wirdigkeit entsetzt und abgetan. Und han wir Johann / Friederich und Wernher Kurfürsten obgenant mit der Stimmen des Durchlüchtigen Hochgebornen Fürsten Herrn Ruprechts obgenant als unsers rechten Mit-Kurfürsten denselben Herrn Ruprecht in dem Namen der Heiligen Drivaltikeit und von Gabe und ingeistung des Heiligen Geistes luterlichen dem Allmächtigen GOtt zu Lobe und der Heiligen Kirchen und dem Heiligen Riche zu Besserunge / zu eyme rechten Römischen Konige gotlich recht und redelich gekorn / gesetzt und gemacht; kiesen / setzen und machen mit Crafft dis Briefes / und darumb so han wir Johan / Friederich und Wernher Ertz-Bischoffen und Kurfürsten obgenant / und unser iglicher besunder / zu demselben Herrn Ruprecht Romischen Konige unserm lieben gnedigen Herren uns mit gutem Wissen und Willen und mit wol fürbedachtem Rade und Mude verbunden / und verbinden uns mit Crafft dis Briefes / in allermass / als hienach geschrieben stet.

Zum ersten sollen und wollen wir sammentlich / und unser iglicher besunder / den vorgenanten Herrn Ruprecht vor einen rechten Römischen Küning und vor unsern rechten Herren getruwelich haben / und getruwelich an yme bliben und yn by dem Ryche hanthaben und behalden / usgescheiden allerley Argelist und Geverden. Auch wer es / dass yeman wer der were / nyemand usgenummen / den vorgenanten unsern Herren Konig Ruprecht an dem Heiligen Romischen Ryche understunde zu irren / zu hindern oder zu irrengen / und yn darumbe understunde anzugriffen / zu schedigen und zu kriegen / wie das geschee / so sollen und wollen wir Ertz-Bischoff Johann / Friederich u. Wernher obgenant und unser iglicher besunder yme getruwelich sin stetlich und unverzügenlich wider alle dieselben oder denselben und alle Jr Helffer beholffen und bestendig sin / mit unsern Slossen / Landen / Luten / mit Lyde und mit Gude / und mit unser gantzer Machte / als dick yme das noyt dut / als lange die Fyntschafft und schede zuschen dem vurgenanten Herrn Wentslawe / oder yemand von sinen wegen und dem vurgenanten unserm Herrn dem Könige weret / an alle Geverde und Argelist. Wir sollen und wollen auch samentlich und unser iglicher besunder yme zu allen des Richs Sachen und Noten allezyt getruwelich geraden und beholffen sin / als Kurfürsten eyme Römischen Künige van rechte und billich dun sollent / usgescheiden allerley Argelist und Geverde. Und alles das hievor geschrieben stet / han wir Johann / Friederich und Wernher Ertz-Bischoffe / obgenant unserm gnedigen Herren / König Ruprecht / in guten Truwen / und by unsern Fürstlichen Eren / Recht und redelich gelobt / und geloben mit Crafft dis Briefes feste / stete / und unverbruchelich allezyt zu dun und zu halten / und festelich daby zu bliben / und nit darwider zu dun / noch zu suchen noch schaffen getan oder gesucht werden Geistlich oder Wertl. in deheine Wyse / usgescheiden allerley Argelist / Wiederrede und Geverde. Und des alles zu warem Urkunde und gantzer fester Steikeit hat unser iglicher sin eigen Ingesiegel an diesen Brieff gehangen. Der geben ist zu Laynstein / nach Christi Geburte / vierzehenhundert Jare off den Sams-Dag nach unser lieben Frauwen-Dag Assumptionis.

CCIII.

25. Août. *Trêves pour dix ans, faites & concluës entre* LOUIS II. *Roi de Sicile & Comte de Provence, &* AME' *Comte de Savoye Duc de Chablais & d'Aouste; en présence du Duc de Bourgogne, à Paris le 12. Juillet 1400. Avec la Ratification dudit Comte de Savoye du 25. d'Août 1400.* [DU PUY, Traitez touchant les Droits du Roi T.C. aux Preuves des Droits sur le Comté de Nice. pag. 48.]

ANNO 1400.

NOus AME' Comte de Savoye Duc de Chamblais & d'Aouste, & en Italie Marquis Vicquaire General de l'Empire, faisons sçavoir à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Que nous veuës considerées & avisées par bons & sages advis, deliberation & conseil les choses Pacts & Conventions advisées en la presence de nostre tres-cher Seigneur & Pere Monseigneur le Duc de Bourgongne à Paris le douziéme jour de Juillet l'an present mil quatre cens, par les Gens de Monseigneur le Roy Loys de Jerusalem & de Sicile, & en sa presence d'une partie, & nostre Gens d'autre partie. Desquels Pacts & Conventions la teneur s'ensuit. Premierement pour prolonger la Triéve qui fut faite & accordée entre Madame la Royne de Sicile, & le Roy son Fils d'une partie, & nous Comte de Savoye d'autre partie, en la forme & en la maniere que l'autre Trieve fut accordée entre lesdites Parties, & autres juxte l'ordonnance de Monseigneur de Berry, & de Bourgogne. Item, ladite Trieve doye durer par l'espace de dix ans ou de douze ans, juxte l'ordonnance desdites Parties. Item sur le Sel qui est necessaire chacun an pour la Gabelle de Nice, que Monseigneur de Savoye, & les Gabelleurs de Nice l'ayent pour le prix qu'ils l'avoient ou temps de la Trieve premiere faite entre lesdites Parties: Mais que les Officiers dudit Monseigneur de Savoye ne seuffrent que ledit Sel soit porté en la Terre du Roy Louis, ne ou Daulphiné, à & sur peine de perdre le Sel & les Bestes qui le porteroient, & en outre sur peine de cent Livres cor. Et s'il advenoit qu'ils fussent trouvez faillans, & lesdits Officiers du Comte de Savoye ne le voulsissent reparer, que ledit Monseigneur de Savoye soit requis de le faire reparer: & en cas qu'il ne se repareroit, que depuis ledit Sel leur soit defendu qu'ils ne le preignent à Yeres, prouvé clerement qu'il fut trouvé defaillant & prouvé par personnes dignes de foy. Item que les Officiers du Comte de Savoye ne seuffrent bailler Sel par les Gabelliers de Nice ou autres durant ladite Trieve aux Subgez du Roy Louis. Item, que durant lesdites Trieves que aucunes merques ne soient données par lesdits Seigneurs ou Officiers l'un sur l'autre, ne sur leurs Subgets, & soient tenus faire Justice & raison chacun endroit soy à ceux qui les requerront sommairement & de plain, sans plaidoyerie longue. Et en cas que ne se feroit Justice, comme dit est, la Partie demandant fist requerir les Officiers de l'autre Partie: & en cas que lesdits Officiers ne voudroient faire Justice, soient requis les Seigneurs qu'ils le facent faire: & en cas qu'ils ne le feroient en defaillant de Justice se poisse octroyer marque, represaille ou gaigerie, jusques à la Somme qui seroit demandée, & les dépens faits raisonnablement. Item, que durant ladite Trieve que nul teuage nouvel ne soit mis par lesdits Seigneurs. Officiers ny Subgets sur le Pays, & que s'aucun y avoit esté mis depuis la premiere Trieve soient nuls & rappellez. Item, que certaine Alliance se face entre les Seigneurs, par telle maniere que ceux de leur Pays & Subgets durant lesdites Trieves puissent demourer en bonne paix, & resister à leurs Adversaires. Pour laquelle chose faite sont advisées les choses qui s'ensuivent: Premierement que nul desdits Seigneurs ne puisse ne doye donner retrait, Vivres, Port, ne passages, armures, Artilleries ny autres ayder ne confort en quelque maniere que ce soit à l'Adversaire l'un de l'autre, qu'ils auront ou pourront avoir pour le temps present ou le temps avenir, & contre le Pais de Provence durant lesdites Trieves. Item, se ordonneront chacun endroit soy durans lesdites Trieves par toutes les voyes & manieres qu'ils pourront bonnement, de garder le Pais, & passages & entrées dudit Pays, alencontre de celuy ou ceux qui par dure euvre de fait y voudroit ou tenteroit entrer: Et qui plus est, y resisteront à toute la force qu'ils pourront. Item, s'il avenoit que l'un desdits Seigneurs eust mestier de l'ayde de l'autre, il seroit tenu de secourre pour les cas dessusdits, toutes & quantes fois que l'un en seroit requis par l'autre, ou les Officiers durant lesdits Trieves. Item, sera tenu ledit Monseigneur de Savoye de garder les entrées de cest Pais & faire comme dessus est dit. Et en cas que pour la defense que il feroit, aucuns leur fissent Guerre ou Pais de Piemont, ou autre part és Comtez de Provence, de Savoye, & autre part;

Anno ledit Roy Loys leur seroit tenus de aider en toute sa puissance, pourveu que il soit deuëment certifié que la 1400. Guerre que ledit Comte auroit leur seroit advenue pour la chose dessusdire: car aprés lesdites choses parlées & arrestées, en la presence dudit Monseigneur le Roy Loys, de Monseigneur de Bourgogne, comme dessus est dit, ait esté parlé, & arresté que ledit Roy Loys venu en Provence, nous dit Comte de Savoye devons envoyer par devers luy, pour conformer les choses dessusdires, & luy bailler nos Lettres Patentes sur ce: & semblablement ledit Monseigneur le Roy Loys nous doit bailler ses Lettres pareilles, pour cause de ce nous dit Comte de Savoye veuillons obtemperer en toutes & singulieres les choses dessusdites, parlées & arrestées, comme dessus, entant comme à nous & à nostre Pais, & Subgets touchent, & pourront appartenir en quelque maniere que ce soit icelles choses & chacune d'icelles, par la teneur de nostres presentes Lettres, & de nostre certaine science & libere volonté, nous ratifions, louons, confirmons & approuvons entierement durant l'alongement & estat de ladite Trieve par les dix ans dessus escrits, & promettons par nostre bonne foy, & sur toutes les obligations de nos biens, lesdites choses & Trieves & chacune d'icelles avoir, tenir, & observer fermes & agreables, & non alencontre faire ne venir en aucune maniere par nous, ne par autres, ne à nuls qui feroient ne vendroient alencontre en nulle maniere consentir: & renonçons à tous Droits, Privileges, Actions & Exceptions par lesquelles ou aucunes d'elles nous pourrions faire dire ou venir aucunement alencontre. Et en plus fort & en plus pleine observation, execution & attendue desdites choses & Trieves par nous ratifiées comme dessus & octroyées, nous dit Comte de Savoye par la teneur de nostres presentes Lettres voulons, mandons & commettons expressément à tous nos Barons, Bannerez & Gentilshommes & Feaulxhommes, Conseillers & Subgets de nostre Pais en Provence, presens & avenir, & aussi à tous nos Gouverneurs, Capitaines, Baillis, Juges, Vicaires, Prestes, Chastellains, Procureurs, Commissaires, Sergens generaux & especiaux, & à tous nos autres Officiers presens & avenir de nostredis Pais en Provence, & à tous autres & chacun d'eulx qui nostres presentes Lettres, & que les semblables, & le contenu d'icelles & dudit Monseigneur le Roy Loys par nous ratifiées & accordées aussi comme dessus en observant & attendant entierement sans aucune volenté, & en nulle maniere ne facent ne viennent alencontre, mais icelles publient, & notifient, pource que icelles soient notoires à tous ceux ausquels peult ou pourroit appartenir au temps avenir. Donné au Chastel de Soumaux le Chamberen, le vingt-cinquiesme jour d'Aoust, l'an dessus dit mil quatre cens, dessous nostre Grant Seel à Cheval, en témoignage & force de toutes les choses dessusdites.

Par Monseigneur, present Monsieur l'Evesque Destillois de Savoye, Jehan de Conflans, Chancelle Girart Sire de Termer, Jehan Salvage, Jacquet Sotron, Ambert Grobaut, & Pierre Andrauet Tresorier de Savoye.

CCIV.

16. Oct. Brieff Röml. Königs Ruperti / und der drey Geistlichen Churfürsten; wodurch die Stadt Franckfurt von denenselben in Schirm angenommen wirdt / von wegen / daß dieselbe sich mit freyen willen Ihro Königl. Majestet ergeben / und gehorsamb zu seyn sich erbothen / versprechen ferners Ihro Majestet und besagte Churfürsten dieselbe zu handhaben / auch im Gerichte / und ausser Gerichte / in was weise, es geschehen mag / ihr geholffen zu seyn und bey zu stehen. Geben auff dem Felde vor Franckfort um den Dienstag vor S. Simonis und Judä Tag. 1400. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Abtheil. I. Abs. I. p. 48.]

C'est-à-dire,

Lettres de Robert *Roi des Romains, par lesquelles il accorde sa Protection & celle des trois Electeurs Ecclesiastiques à la Ville de* Francfort, *en consideration de ce que, de sa franche & libre volonté, elle s'est soumise à son autorité, & lui a promis fidelité, le Roi & les Electeurs lui prometsent de plus de la défendre & maintenir en tous ses Droits, tant judicielement qu'extrajudicielement. Fait au Camp devant Francfort le Mardi avant la Fête Simon & Jude.* 1400. Anno 1400.

Wir Ruprecht von GOttes Gnaden Römischer König / zu allen Zeiten Mehrer des Reichs / bekennen und thun kundt allen denen / die diesen Brieff immer gesehendt oder hören lesen / wa mit die Schöffen / der Rhat und die Burger gemeiniglich der Stadt Franckfurt Unser und des Reichs lieben Getrewen guttwillig sich mit einmüdigen Willen ergeben und erbotten handt / uns als einem Römischen König beygestendig und gehorsamb zu sein und zu werden / nach altem herkommen / als sie bey unsern Vorfahren an dem Reiche herkommen seyndt / und haben wir darumbe die Schöffen / Raht und Burger gemeiniglich / der vorbeschrieben Statt und die ihren samentlich und sonderlich / in Unser und des Heil. Reichs Schirme genommen / empfangen und gesetzt / nemen / entfangen und setzen sie auch darinnen / mit Uhrkunde und Crafft dieses Brieffs / also wer es Sache / daß iemandt wer der wehre / die Schöffen / Raht und Burger der ehegenandten Stadt Franckfurt / oder die ihren samentlich und sonderlich und solche gewaltige gehorsamb / als sie uns gethan haben / thun sollen und werden / oder umbe kein Sache / die davon ergehe oder entstehen möcht / über lang oder über kurtz argwohnen / leidigen / schedigen / kriegen / angreiffen / oder anders anlangen würden / es wehre mit Gerichte / Geistlich oder Werntlich / oder ohne Gerichte / in welche Weise das geschehe / daß wir sie darvor / und wider allermänniglichen / geruhlichen / stewern / schirmen / handthaben und versprechen sollen / nach allem Unsern Vermogen ohne Geferde / und uff daß die vorgeschrieben Statt / ihre Burger und die ihren Hilff / Trosts und Schirms darwider desto sicherer gesein mogen / so haben wir / und mit Uns Unser und des Heiligen Reichs Churfürsten / mit Namen Johann des Heiligen Stuhls zu Mayntz / Friederich der Heiligen Kirchen zu Collen / und Werner zu Trier / Ertz-Bischoffe des Heiligen Reichs in Teutschen / in Brabin und in Welschen Landen Ertz-Cantzler / uns gein der ehegenandt Statt ihren Bürgern / und den ihren samentlich und sonderlichen versprochen und geredt / versprechen und reden ihnen auch vestiglich in diesem Brieff / daß wir samentlich und sonderlich / ihn wider alle und igliche / die jene / die sie oder die ihren in vorgeschriebener Masse besamdt oder besonder / umb die vorgeschriebene Sachen / oder umbe kein Stück die darvon rühren oder entstehen mogten / angreiffen / schedigen / leidigen / kriegen oder anders anlangen würden / in welche Weise das geschehe / getrewlich und vestiglichen / beygestendig / beholffen und berahten zu sein / mit widersagen und hülfflicher samptlicher Gnade und uns nit von ihnen zu sondern / noch zu scheiden / noch sie nit zu lassen / und zu beholffen zu sein / nach aller unser Vermogen in Genaden / und wer es Sache / daß wir oder sie von der vorgeschriebenen Sache wegen / mit jemandt zu Ansprüche Feindtschafft oder Kriege kommen würden / so sollen wir und die obgenante Unser und des Reichs Churfürsten / in allen Frieden-vürwarten / sinnen und Rahtungen / die wir darvon ufnehmen werden / die ehegenandte Statt / gleich Uns selbst versorgen / und sollen wir besament noch besonder / uns gein niemand Frieden fürwarten sinnen noch richten / die vorgeschrieben Statt sey dann mit Uns darinn begriffen / und gleich Uns selbst versorgt / ohn alle Geverde / und wir König Ruprecht / Johann / Friederich und Werner Ertz-Bischoffe obgenandt / sprechen und reden alle und jeglicher fürgeschrieben Stücke / getrewlich veste und stete zu halten / und han das zu Uhrkunde und vester Stetigkeit / Unsere Ingesigelle an diesem Brieff thun hencken. Der geben ist uff dem Velde vor Franckfort / um dem Dienstage vor Sanct Simonis und Judä Tage / nach Christi Geburt / tausend und vierhundert Jahr / und Unsers Reichs in dem ersten Jahr.

CCV.

Conventio inter Hervoye *supremum Voyvodam Regni Bosniæ, & Commune Civitatis* Jadræ, *Quâ ille, dictum Commune adversùs omnes defendere, quamdiu Vexillum Regis* Uladislai *elevaverint, promittit. Datum in Campo. . . . . Anno Domini* 1401. [Johann. Lucius de Regno Dalmatiæ & Croatiæ Libr. V. pag. 259.] 1401.

Nos Hervoye supremus Voyvoda Regni Bosnæ, ac Vicarius Generalis Principum Sereniss. Regum Regis Uladislavi & Regis Ostoye, memoriæ commendamus, & significamus quibus expedit universis, quod nos, non vi, dolo, metu vel alio aliquo ingenio, ducti, sed nostra propria voluntate & arbitrio coacti, Egregios Rectores, Nobiles, Consilium & Commune Civit. Iadræ per Fratres nostros speciales recepimus, & assumpsimus, promittendo & obligando fide nostra militari mediante præfatos Rectores, & Nobi-

 les

Anno 1401. ies de eadem Civitate totis viribus nostris, omnibus locis, & temporibus opportunis, contra & adversus quoslibet prædictus Nobiles subjectare juste, vel injuste volentes, non parcendo personæ nostræ & nostrorum servitorum, neque bonis, adjuvabimus & toto nostro posse defendere obligamus; & quod nunquam temporis in processu per nos, neque per alios quospiam præfatos Rectores, Nobiles & Commune prædictæ Civitatis & sic per præsentes Privilegiales Literas valoris volumus, si prædicti Rectores & Nobiles elevabunt vesillum Serenissimi Regis Ladislavi, & si clevaverint præfatum vexillum jurando super Sanctam Crucem & reliquias ad fidelitatem Vladislavi & non deponere præfatum vexilium usque mortem. Nos promittimus cum præfata fide nostra militari, quod Serenissimus D. Noster R. Ostoya Bosnæ vult jurare super S. Crucem & reliquias quod nunquam in vita sua ad minus. . . . . prædictos Nobiles & Civitatem Iadren. nec nos Hervoye cum consorte nostra, cum Filio nostro unico, Fratribus, & familiaribus nostris vid. cum Draghisca Fratre nostro Voysiavo, Voyaco, Petro Voyvoda & Tuatteo & Fratre suo Voyeo, & cum aliis familiaribus nostris vobis placidis jurare volumus super Sanctam Crucem & reliquias prædictas Nobiles universos de prædicta Civitate viribus nostris semper cum potentia d. Domini Hung. Regis contra ipsorum æmulos semper juvare volumus usque mortem nostram non dimittendo, sed semper promptè & paratè vos prædictos Nobiles defendere & vendicare contra omnes Homines: Immo volumus præfatis Nobilibus assignase Privilegia D. N. Regis & nostra sub pendenti Sigillo in ejus rei Testimonium. Datum in campo. . . . . A. D. 1401.

CCVI.

5. Août. SAVOYE ET GENEVE. *Vente du* Comté de Genéve *faite à* AME' VIII. *Comte de Savoye par* (1) ODO DE VILLARS *Seigneur de Baux & Comte d'Avelin, faite à Paris en l'Hôtel de Nesle, le 5. Août* 1401. [S. GUICHENON, Histoire Généalogique de la Maison de Savoye. Preuves. pag. 249.]

In Nomine Domini nostri Jesu Christi, Amen.

PEr hoc Instrumentum publicum, Universis & singulis notum fiat, quòd dudum inter *Illustrem Principem Dominum* AMEDEUM *Comitem Sabaudiæ* ex unâ, & spectabilem Militem Dominum ODONEM DE VILLARIIS Dominum Baucii, ex aliâ partibus; materia quæstionis exorta, super eo videlicet, quòd idem Dominus Comes asserebat, & judicialiter proposuerat, seu proponi fecerat per circumspectum Virum Dominum Lambertum Oddineti Legum Doctorem, Ipsius Domini Comitis Advocatum, & Generalem Procuratorem fisci; Comitatum Gebennensem cum omnibus Juribus & pertinentiis suis ad ipsum Dominum Comitem Sabaudiæ pertinere & spectare debere, multis causis & rationibus in processu inde formato latiùs declaratis: præfato Domino Odone contrarium dicente, & asserente quòd Illustris quondam Humbertus de Villariis, qui fuit ultimus dicti Comitatus Gebennensis Comes, & ipsum Comitatum tempore obitus sui tenebat & possidebat, ad ultimos dies sicut Domino placuit perveniens, ipsum Dominum Odonem Hæredem instituit in casu non existentis posthumi; quem casum idem Dominus Odo contigisse, & eundem Comitatum Gebennensem ad se spectare asserebat, subjungens, quòd post obitum dicti Comitis Humberti fuerat de ipso Comitatu Gebennensi per ipsum Dominum Comitem Sabaudiæ, ex certis contemplationibus & sub certis conventionibus investitus; quibus non obstantibus, præfatus Dominus Comes Sabaudiæ, processum de quo suprà contra ipsum Dominum Odonem formari fecerat, & dictum Comitatum Gebennensem ad manum suam ex tunc reducere voluerat realiter & de facto: & quanquam per hujusmodi quæstionis & disceptationum materia, plerumque inter Partes ipsas raciocinatum sit de concordia, & plerique tractatus super hoc habiti fuerint maximè in loco Burgi in Bressia ut asseritur; nullum tamen hujusmodi tractatus potuerint sortiri effectum. Hinc autem est, quòd anno à Nativitate Domini millesimo quadringentesimo primo, & hac die quinta mensis Augusti, tractante Illustrissimo Principe Domino Joanne Regis Francorum Filio, Duce Bituriæ & Arverniæ, Comitequa Pictaviæ, Stamparum, Boloniæ & Arverniæ, præsente quoque Reverendissimo in Christo Patre Domino Petro, miseratione Divinâ tituli Sanctæ Susannæ S. R. E. Presbytero Cardinali de Thureyo vulgaritèr nuncupato, presentibus etiam aliis Dominis Testibus infrà scriptis, Partes prædictæ volentes tandem ob reverentiam ipsius Domini Ducis, tractare ad finalem, & plenam, ut dixerunt, super præmissis & emergentibus ex eis devenire concordiam, & pro vitandis scandalis sumptibusque, omnem materiam controversiæ & quæstionis sopiri, in Christi nomine convenerunt, transegerunt, pepigerunt purè, liberè, ac simpliciter, ac, prout dixerunt, ex certa eorum scientia concordatum, omni machinatione omnique animo & voluntate retractionis seu irritationis penitùs amputatis, in omnibus & singulis prædictis & ex eis dependentibus, prout infrà. Et primò, hujusmodi mediante Tractatu, præfatus Dominus Odo gratis & spontè, & ex sua certa scientia, ut asserunt, per se & suos Hæredes ac Successores quoscumque, dedit, donavit & cessit eidem Domino Comiti ibidem præsenti, stipulanti & recipienti, pro se, & suis Hæredibus ac Successoribus quibuslibet, & etiam in eundem Dominum Comitem ejusque Hæredes & Successores transtulit omne Jus, & Dominium ac etiam Dignitatem Comitalem, omnemque actionem realem & personalem, mixtam, utilem & directam reique persecutoriam, quod & quam præfatus Humbertus Comes, & inde dictus Dominus Odo ad causam ipsius Humberti Comitis habet seu habere visus est in Comitatu Gebennensi prædicto, omnibusque Membris, Juribus & pertinentiis suis; exceptis hiis quæ Domini quondam Comites Gebennenses habebant, tenebant & possidebant in Greysivadano, Viennensio, & toto Dalphinatu, & aliis quæ non sunt de Juribus & pertinentiis Comitatus ejusdem; quæ omnia, prout sunt, sibi remanere & retinere voluit, ac idem Dominus Comes consensit etiam pro retentis haberi; sic de prædicto Comitatu Gebennensi, omnibusque Juribus & pertinentiis suis, de toto jure quod in eo habet seu habere potest, idem Dominus Odo ratione prædicta, se, & suos Hæredes & Successores ex toto devestiens, & quatenus pertinet ad eundem de ipsis investiens præfatum Dominum Comitem, pro se, & suis Hæredibus & Successoribus Investituram & Juris translationem hujusmodi acceptantem; constituens se ex nunc idem Dominus Odo Comitatum Gebennensem, cum Juribus & pertinentiis suprà dictis prout Comitatum; & Jura hujusmodi rationibus antedictis tenet pro dicto Domino Comite Sabaudiæ precariò possidere, donec videlicet idem Dominus Sabaudiæ Comes, ejusdem Comitatus Gebennensis, Juriumque & pertinentiarum prædictorum possessionem prout ipse Dominus Odo illam tenet acceperit corporalem. Et vice versa, ut inter Partes ipsas perpetua concordia maneat, ac perpetuum amicitiæ vinculum nutriatur, præfatus Dominus Comes Sabaudiæ dedit, cessit & donavit in Feudum purè & irrevocabiliter, memorato Domino Odoni præsenti, stipulanti & recipienti, Castrum, Villam, Mandamentum & Territorium Castrinovi in Verremosio Gebennensis Diocesis, cum omnimoda Jurisdictione, mero, & mixto Imperio eorundem, ac etiam cum omnibus Hominibus & Vassallis, Homagiisque & cæteris ad eundem Dominum Comitem spectantibus quomodolibet; quod quidem Castrum, Villam, Mandamentum, Territorium, Jurisdictionem & Imperium, cum cæteris suprà dictis, dat idem Dominus Comes & dare promittit, ab omni impedimento & obligatione solutum, Dominium plenum Jurisdictionemque omnimodam, merum & mixtum Imperium Castri, Villæ, & Mandamenti prædictorum sub hujusmodi Fendo penitus transferens in eundem Dominum Odonem; quem idem Dominus Comes, de Castro, Villa, Mandamento, Territorio, Jurisdictione, & Imperio prædictis se devestiens, de illis solemniter investivit, constituens etiam se, donec idem Dominus Odo Castri, Villæ, Mandamenti, Territorii, Jurisdictionis, & Imperii prædictorum possessionem realem assecutus fuerit, præcariò possidere. Item cessit, dedit & donavit eidem Domino Odoni stipulanti ut suprà, ac in eum transtulit omne Jus omnemque actionem reacapiti, quod & quam idem Dominus habet in & super Castro seu loco de Lonnes dictæ Gebennensis Diocesis, ab olim sub conditione reacapiti alienato, quod Castrum seu locum idem Dominus Odo reaçapitare habebit, & inde ab ipso Domino Comite tenere in Feudum; ità quidem, quòd post obitum ejusdem Domini Odonis, si moriatur sine Liberis masculis & legitimis, Castrum, Villa,

(1) Cet *Odo de Villars* avoit hérité le Comté de Genéve d'*Humbert de Villars* son Neveu, au mois de Mars de l'année précédente 1400.

ANNO 1401. Villa, Mandamentum & Territorium Castrinovi, cum Juribus & pertinentiis præinsertis, ad præfatum Dominum Comitem, & ejus Hæredes masculos ex suo corpore legitimè descendentes, revertatur liberè & sine contradictione quacumque, etiam Castrum seu locus de Lonnes, solùm tamen pro eo, Hæredibus & Successoribus ipsius Domini Odonis, pro parte dicti Domini Comitis summam pecuniæ, quam Dominus Odo solverit pro reacapito dicti Castri. Prætereà ad majus Pacis & Concordiæ vinculum, abundantioremque compensationem prædictorum, idem Dominus Comes Sabaudiæ promisit & convenit præfato Domino Odoni stipulanti & recipienti ut suprà, dare & solvere realiter in pecunia numerata, semel tantum ac simul & non per partes, quadraginta quinque millia Francorum auri boni & legitimi ponderis, de cuneo Serenissimi Domini Francorum Regis, in Castro de Gordans Lugdunensis Diocesis, videlicet infrà proximum Festum Paschæ. Fuit autem conclusum de consensu & voluntate Partium, quòd ipse Dominus Comes Sabaudiæ omnia & singula, tàm Castra, quàm alia existentia de Jure, Domanio & Proprietate ipsius Comitatus Gebennensis, ad Jus, Domanium & Proprietatem ejusdem Comitatus revocet & reducat: Et fuit actum inter Partes ipsas, ac solemni & valida hinc inde stipulatione vallatum; quòd præfatus Dominus Odo teneat & possideat Comitatum Gebennensem prædictum, eo modo quo illum tenet & possidet de præsenti, donec ipse Dominus Comes dicti Castrinovi, & ejus Jurisdictionis ac aliorum prædictorum possessionem corporalem tradiderit, pacificam & quietam ac ab omni obligatione solutam; donec etiam ipsi Domino Odoni de dicta pecuniarum summa fuerit integrè satisfactum: Habitis tamen possessione Castrinovi & aliorum prædictorum, ac hujusmodi solutione pecuniæ, idem Dominus Odo dicti Comitatus Gebennensis, ac Jurium & pertinentiarum prædictorum omnium, exceptis eis quæ suprà retinuit, possessionem integram prout illam tenet reddere & consignare, etiam Litteras, Instrumenta & Munimenta quæcumque, concernentia Comitatum prædictum; exceptis Litteris, Instrumentis & Munimentis tangentibus ea quæ suprà retinuit in Greysivedano, Viennensio & Dalphinatu prædictis, expedire tenebitur Domino Comiti suprà dicto vel suis, sine quacumque difficultate, & non aliter neque antè. Fuit etiam actum inter Partes ipsas, ac solemni hinc inde stipulatione vallatum, quòd eo casu quo præfatus Dominus Comes plenam & pacificam dicti Castrinovi cum suis Juribus & aliis prædictis, expeditionem ab omni, ut præfertur, obligatione solutam, nec non & summæ pecuniarum prædictæ integram solutionem non faceret eidem Domino Odoni infra prædictum proximum Festum Paschæ, hujusmodi Transactio, Conventio & Concordia sit cassa & irrita, ac nullius efficaciæ, roboris vel momenti. Fuit insuper actum inter Partes easdem, & expressa ac valida stipulatione conventum, quòd ipse Dominus Comes Sabaudiæ tenebitur supportare omnia & singula onera, quæ idem Dominus Odo tenebatur quovismodo ad causam dicti quondam Humberti Comitis, & aliorum supportate ratione Comitatus Gebennensis prædicti, & insuper eundem Dominum Odonem contra quascumque personas, ipsum quovis modo ratione dicti Comitatus Gebennensis offendere vel vexare volentes, tenebitur deffendere & tueri, ipsius Domini Comitis propriis sumptibus & expensis. Promittentes nihilominus Domini Comes & Odo prædicti, se non dixisse vel fecisse in præteritum, nec dicturos vel facturos in futurum, aliquid quominus præmissa omnia & singula prout scripta sunt plenum sortiantur effectum, & perpetuam obtineant roboris firmitatem: & præmissa omnia & singula ipsæ Partes concorditer & unanimiter, supra veram Crucem quam in manibus suis tenebat Illustrissimus Dominus Dux Bituriæ supra dictus, tactam devotè manibus eorum propriis, juraverunt attendere, implere & inviolabiliter observare, & nunquam contrà dicere, facere vel venire, de jure vel de facto, directè vel indirectè, publicè vel occultè, sub obligatione expressa omnium bonorum suorum & cujuslibet eorum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum: renuntiantes proinde Domini Comes & Odo prædicti, omni Privilegio fori, omnique exceptioni doli mali, vis, metus, & in factum actioni, condictioni indebiti, sine causa justa, vel ob injustam & turpem causam, jurique quo deceptis in Contractibus subvenitur, exceptioni quoque plus dicti quàm scripti, & è contrà, & demum omni alii Juri Canonico & Civili, Divino & Humano, novo & veteri, Usui, Statuto & Consuetudini, Privilegiisque & Rescriptis quibuscumque, quæ vel quibus contra præmissa vel præmissorum aliquid se possint defendere quomodolibet vel tueri: volentes & intendentes Partes ipsæ, quòd tantum valeat hæc Renunciatio generalis, quantum si casus singuli necessarii signanter fuissent expressi. De quibus omnibus & singulis, iidem Domini Comes & Odo, petierunt & voluerunt fieri publicum & publica Instrumenta, quæ producta vel non producta in judicio vel extrà possint dictari, corrigi, refici & meliorari consilio & dictamine cujuslibet sapientis, facti substantia tamen in aliquo non mutata. Voluerunt etiam ad majorem fidem & robur perpetuum præmissorum, quòd hujusmodi Instrumenta sigillari debeant & sigillentur Sigillis ipsorum, prout consueverunt eorum Patentes & authenticas Literas sigillare. Acta hæc fuerunt Parisiis, in Domo habitationis ejusdem Domini Ducis Bituriæ nuncupata de Neella, videlicet in magna Galerià bassà prope Jardinum ipsius Domus: Præsentibus prædictis Dominis Duce & Cardinali, nec non egregio Milite Domino Francisco de Mentone Gebennensis Diocesis, Nobili vero Aymone Domino Asperimontis Gratianopolitanæ Diocesis, & Petro Andreveti præfati Domini Comitis Consiliariis, Testibus ad præmissa vocatis. ANNO 1401.

CCVII.

28. Fevr. *Privilegium Imperatoris* RUPERTI *Episcopo Spirensi* RABANO *indultum, quo Telonium in Oppido* Udenheim *per suos Prædecessores Episcopatui Spirensi donatum cum reliquis vectigalibus, pedagiis conductibusque ad eundem adpertinentibus confirmat & perpetuò possidenda & tenenda confert, cum inhibitione, ne quis, præsertim verò Civitas* Spira, *non obstantibus quibuscunque Privilegiis, memoratum Episcopatum contra hoc Privilegium turbare præsumat. Nuremberg feria secunda proxima post Dominicam* Reminiscere. 1401. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. IV. Cap. XXII. pag. 324. Col. a.]

RUPERTUS, Dei gratiâ Romanorum Rex, semper Augustus, ad perpetuam rei memoriam. Etsi Regiæ Majestatis circumspecta benignitas universos & singulos fideles, quos Romanum ambit Imperium, ex innata clementia pio favore prosequitur: ad illorum tamen honores & commoda promovenda uberius aspirare tenetur, quorum fides est amplius comprobata operibus, quique pro exaltandis nostri & Sacri Imperii Juribus non desinunt sustinere sollicitudines continuas, & labores. Ea propter ad universorum tam præsentium quam etiam futurorum volumus notitiam pervenire, quod nos attendentes synceræ devotionis affectum, fidei puritatem, ac multiplicia fidelitatis obsequia, quibus venerabilis Rabanus, Spirensis Ecclesiæ Episcopus, Princeps & Consiliarius noster fidelis & devotus, & sui Prædecessores, erga nos & Sacrum Romanum Imperium constantibus animis fidelissimè claruerunt, præstantesque ipsius curam pervigilem & labores assiduos, quibus pro nostris & Sacri Imperii Honoribus se reddidit & crebro reddit sollicitum & intentum. Considerantes quoque, qualiter Antecessores nostri Divi Romanorum Principes Ecclesiam Spirensem antedictam gloriosissimæ & intemeratæ Virginis Genitricis Dei Mariæ decoratam titulo notabilibus extulerunt insigniis, suam etiam inibi eligendo sepulturam. Ad ipsius Rabani Episcopi supplicationem, & suæ intuitu Ecclesiæ nostrorum in his Prædecessorum inhærendo vestigiis, Vectigal seu Telonium in Oppido suo Udenheim olim per nostros Prædecessores super Rheni alveo concessum & donatum Episcopis pro tempore existentibus, & Ecclesiæ Spirensi prædictæ. In cujus possessione plures Episcopi sui Prædecessores fuerunt, & ipse Episcopus nunc est, & ipsum tenet & possidet, nec non universa & singula alia Vectigalia, Telonia Pedagia & Conductus, quæ Dominus Episcopus & ipsius Spirensis Ecclesia in Oppidis, Villis, viis ac stratis publicis, soli & Terrarum Districtibus Ecclesiæ Spirensis, ac in ipsa Civitate Spirensi & aliàs habent, tenent, & possident, seu ad eos pertinent, & spectare dignoscuntur, eidem Episcopo, suisque Successoribus ac Ecclesiæ Spirensi, in perpetuum ex nostra certa scientia & de plenitudine Regiæ Potestatis in eo valore in quo sunt, & erunt in posterum, confirmamus, & de uberiori nostræ munificentiæ gratia eadem Vectigalia seu Telonia, Pedagia & Conductus eidem Episcopo suisque Successoribus & suæ Spirensi Ecclesiæ possidenda perpetuò, & tenenda conferimus

ferimus & donamus. Inhibentes universis & singulis Principibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Militibus, Clientibus, Civibus, Incolis & Universitatibus Terrarum & Districtuum, Civitatum & Locorum Sacri Imperii, qui pro tempore fuerint, cujuscunque etiam dignitatis, præeminentiæ seu status existant, fidelibus aut Subditis nostris, & præsertim Magistratuum Consulibus, Civibus & Incolis universis & singulis Civitatis Spirensis, ne præfatum Episcopum, Successores suos, Ecclesiam Spirensem, Monasteria, Ecclesias, Prælatos & alias Personas Ecclesiasticas Civitatis & Diœcesis Spirensis, seu aliquem aut aliquid eorum in perpetuum contra eorum Privilegia, Indulgentias, Sententias, Largitiones, Concessiones, Declarationes, Libertates, Exemptiones, Donationes, Observantias, Consuetudines, Statuta, Literas seu Gratias prædicta & prædictas, vel aliquid eorum, seu etiam adversus præsentis nostræ Approbationis, Ratificationis, Confirmationis, Donationis, & de novo Concessionis Indultum molestent, perturbent, aut impediant, seu sinant quomodolibet molestari, perturbari, aut impediri, vel impedientibus, molestantibus aut perturbantibus præstent auxilium, consilium & favorem, non obstantibus circa omnia & singula præmissa quibuscunque Privilegiis, Libertatibus, Gratiis vel Indultis, etiam Imperiali vel Regiâ aut alia quavis authoritate prædictis, seu alicui aut aliquibus eorum communiter vel divisim sub quacunque verborum forma concessis, vel in posterum concedendis, cujuscunque tenoris existant, etiamsi de eis de verbo ad verbum facienda mentio foret specialis, & clausulas quascunque derogatorias continerent. Nec non Consuetudinibus, Statutis, Observantiis, Juris Civilis aut Canonici adminiculis generalibus aut specialibus, usucapionibus, & præscriptionibus contrariis quibuscunque, quæ præfatis Principibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Clientibus, Civibus, & præsertim Magistris Civium, Consulibus, Civibus & Civitati Spirensi prædictis, seu aliquibus aut alicui eorum possent in præmissis vel contra ea quomodolibet suffragari, quas & quæ omnia ex tunc prout ex nunc, & ex nunc prout ex tunc, tanquam Ecclesiæ Spirensi præjudicialia, damnosa & contraria, decernimus fuisse, & esse, & fore cassa, irrita, atque nulla, ipsasque & ipsa de certa nostra scientia atque de plenitudine Regiæ Potestatis perpetuò cassamus, irritamus, annullamus, & eis & cuilibet eorum etiam quoad omnia & singula præmissa, volumus, ac si de verbo ad verbum hic inserta essent, præsentibus derogare. Declarantes nostræ intentionis non fuisse, esse aut fore, quod prædicta seu aliquid eorum dicto Spirensi Episcopo, ejus Successoribus, Ecclesiæ Spirensi, Clero aut Subditis eorundem, seu alicui eorum in aliquo præjudicent ullo modo. Datum Nuremberg, Anno Domini millesimo quadringentesimo primo, feriâ secunda proxima post Dominicam quâ cantatur in Ecclesia Dei, Reminiscere · Regni nostri Anno primo. Ad Mandatum Domini Regis. NICOLAUS *Provin. Sacræ Theologiæ Professor.*

CCVIII.

13 Sept. *Diploma Vicariatûs, per quod Imperator* RUPERTUS *Filium suum* LUDOVICUM *Comitem Palatinum, interea temporis, quò pro Corona Imperiali suscipienda in Italiam abiturus esset, per Sacri Romani Imperii, in Germania, Gallia & Regno Arelatensi, Provincias,* Vicarium Generalem *constituit, Gubernationemque hanc certò modo eidem commendat. Datum Augspurg 3. feriâ post Festum Nativitatis B. Mariæ Virginis* 1401. [MARQUARD FREHERI Origines Palatinæ Part. I. pag. 133. d'où l'on a tiré cette Piece, qui se trouve aussi dans LEIBNITZ Codex Diplom. Tom. I. pag. 263. dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec IV. Abtheil. I. Absatz pag. 594. dans JOH DATT, Volumen rerum Germanicarum novum. pag. 727. §. 12. & dans GOLDASTI Constitut. Imperiales Tom. I. pag. 381.]

RUPERTUS Dei gratiâ Romanorum Rex semper Augustus, universis nostris & Sacri Imperii fidelibus, ad quos præsentes pervenerint, gratiam nostram & omne bonum. Regiam decet Majestatem illis præcipuè exquisitis intendere laboribus, illis etiam jugibus pervigilis mentis vacare considerationibus, per quæ & Sacrum Romanum Imperium nostris præcipuè temporibus optata suscipiat incrementa, res ipsa publica debitis foveatur subsidiis, & divorum nostrorum more Prædecessorum Regiæ Majestatis gladius cunctos vibrantibus terreat aciebus persecutores, & per legitimos tramites calumniantium iniquitates expellat, atque rejectis vepribus sub sacro militantes Imperio desiderata Pace fruantur. Sanè cùm disponente Altissimo, pro Corona Imperialis Diadematis suscipienda ad præsens partes Italiæ simus ingressuri, & ut Sacri Romani Imperii status salubris, tranquillitas & res publica interim in Germania, Gallia & Regno Arelatensi, in absentia nostri, copiosius atque fructuosius procuretur, de Illustris & Magnifici Principis LUDOVICI Comitis Palatini Rheni & Bavariæ Ducis, Filii nostri carissimi, legalitatis & gratæ circumspectionis industria præsumptionem & fiduciam utique habentes indubiam, præcipuè etiam advertentes à divis Romanis Imperatoribus & Regibus Prædecessoribus nostris hactenus extitisse observatum, ac etiam de Jure Comitatus Palatinatus Rheni fuisse & & esse, quod cum Romanus Imperator vel Rex ultra montes Italiam ingressus fuerit, in ipsius absentia Vicariatum Imperii in Germania, Gallia & Regno Arelatensi, ad Comitem Palatinum Rheni pertinuisse & pertinere: eundem dilectum Filium nostrum Ludovicum, animo deliberato, non per errorem aut improvidè, sed sano & maturo Electorum & aliorum Principum, Comitum & Nobilium, nostrorum & Imperii Sacri fidelium freti consilio & consensu, de certa nostra scientia & Regiæ plenitudine potestatis, per Sacri Romani Imperii, in Germania, Gallia & Regno Arelatensi, Provincias, Principatus, Dominia, Districtus, Civitates, Oppida, Castra, Villas, & eorundem pertinentias, qualitercumque, nominatas, omnibus, jure, via & modo quibus melius & efficacius possumus & debemus, facimus, constituimus & ordinamus, nostrum & Sacri Romani Imperii in Germania, Gallia & Regno Arelatensi Vicarium Generalem. Dantes ex nunc, & tenore præsentium concedentes eidem plenam, liberam & omnimodam authoritatem, temporalem & generalem Jurisdictionem, & gladii nutu & providentia Altissimi nobis contraditi potestatem, merum & mixtum Imperium, ac etiam administrationem & Jurisdictionem omnimodam, contentiosam & voluntariam, vice & auctoritate atque Nomine nostri, in præfati Sacri Romani Imperii Provinciis, Principatibus, Dominiis, Districtibus, Civitatibus, Oppidis, Castris, Villis & eorundem pertinentiis, qualitercunque etiam nominatis, per se vel per alium seu alios, exercendi, animadvertendi, exequendi in facinorosos & delinquentes & reos homines, eosque & rebelles quoscunque puniendi, relegandi, deportandi, ultimo supplicio addicendi & deputandi, & alias cohercendi, ratione prævia & mediante Justitia, prout criminis qualitas exegerit, & delicti ac culpæ rebellium & excessus. Et ut etiam apud & per eum, per se ac suum seu suos Commissarios, & ad hoc per eum deputandos, merum & mixtum Imperium, administratio & Jurisdictio hujusmodi, contentiosa sive voluntaria, in loca & homines, cujuscunque status, præeminentiæ vel conditionis existant, infra terminos & limites supradictos consistentes vel consistentia (salva tamen semper Sacro-Sancta Ecclesiastica libertate) liberè exerceantur, secundum quod Jus, seu ratio persuadent. Concedentes nihilominus eidem & illi seu illis, quibus hoc commiserit, & in ipsum, illum vel illos jure pœnaliò transferentes auctoritatem, potestatem & licentiam generalem, ne suis quis militet stipendiis, collectas & datias, consueta onera, realia & personalia & mixta, quocunque nomine censeantur, nobis & nostro Imperio debitas seu debita, debendas seu debenda, nec non omnes Census, Reditus, Jura, Proventus, Emolumenta, Oblationes, Conductus, Telonia & Pedagia Principatuum & Dominiorum, Monasteriorum, Civitatum, Terrarum, Territoriorum, Districtuum, Oppidorum, Castrorum, Villarum & Locorum, ad nos ratione Imperii, & ipsum Sacrum Romanorum Imperium in Germania, Gallia, & Regno Arelatensi, de Jure, consuetudine aut alias pertinentes & pertinentia exigendi, levandi & recipiendi, & ad usus suos pro defensione Sacri Imperii, & pro ipso Imperio ac evidenti expensarum necessitate, supportandi & applicandi: pœnas & mulctas ratione prævia imponendi, levandi, & ex causis rationabilibus augmentandi, minuendi, remittendi in judicio & extra: Judæos Cameræ nostræ servos acceptandi & defendendi, bona damnatorum, rebellium & reorum Justitia exigente confiscandi & publicandi: Officiales quoscunque & præsertim nostri Imperialis Judicii Judices (sine eorum Juris præjudicio,

ipsis

Anno 1401. ipsis in suis Officiis competentis, & usque ad præsens in eisdem habiti & quæsiti) instituendi & destituendi: nec non de omnibus criminibur, ordinariis & extraordinariis, enormibus, levibus, publicis & privatis, cognoscendi, puniendi, & executionem faciendi tam secundum jura municipalia quàm communis, seu Legis cognitionum: & decisionem hujusmodi committendi, ut integrum restituendi bannum Imperiale pronuntiandi, absolutionum concedendi; infamia tam Juris quàm facti notatos publicandi, eamque Juris infamiam tollendi & super ea dispensandi; de causis principalibus & appellationem ad nos & Sacrum Imperium interpositarum seu interponendarum quibuslibet, tanquam noster & Imperii Sacri Vicarius Generalis cognoscendi, examinandi, decidendi, & diffiniendi; & alia quæ causarum merita requirunt, exercendi & exequendi: Ferias & Nundinas instituendi, imponendi, collocandi & concedendi: rebelles Sacri Romani Imperii persequendi & puniendi, privandi & exuendi Feodis, Gratiis, Libertatibus, Emunitatibus, Indultis, Juribus quibuscunque temporalibus; infames & inhabiles reddendi, pronuntiandi, declarandi; atque destitutos, privatos vel exotos, per se vel per alium seu alios, etiam per judicium dictum Stillgericht/ aut alia quæcunque judicia damnatos & extra Jus (ut moris est) sententialiter constitutos & depositos, ad Honores, Status, Officia, Jura pristina in integrum liberè restituendi: Decreta, Statuta ac Provisiones in prædictis omnibus & quolibet faciendi, de novo corrigendi facta, & in totum tollendi, semel, pluries, & toties quoties oportunum fuerit & ordo dictaverit rationis: Omnia & singula Feoda Sacri Imperii vacantia, vel cum vacaverint, committendi & conferendi, ac de aliis infeodandi & investiendi (exceptis duntaxat Feodis insignibus Archiepiscoporum, Ducum & Marchionum, & quæ cum vexillis seu gladiis recipi consueverunt, & de quibus Officialibus Imperialis Curiæ de more servitur) & ab illis sic recipientibus Feoda, dum & quoties se casus obtulerit, Homagii, Fidelitatis, obedientiæ & devotionis debita Juramenta nostro & Sacri Imperii nomine & vice postulandi & recipiendi: ad Canonicatus & Præbendas ac Dignitates, etiamsi curatæ ac electivæ & majores Pontificales in Metropolitanis & Cathedralibus ac principales in Collegiis existant, Personatus, Ecclesias Parochiales & Beneficia & Officis Ecclesiastica seu temporalia, dum & quoties vacaverint, personas aptas & idoneas præsentandi, & eas & ea conferendi: Dotes, Dotalicia, Sponsaliorum largitates ac Donationes propter Nuptias, admittendi & confirmandi: mentecaptis, furiosis, & aliis Personis quæ sui Juris non existunt, Curatores, Orphanis, Pupillis & Viduis Tutores & Defensores præficiendi, ac Tutores & Defensores minus legitimè datos confirmandi, devolutiones Fiscales quorumcunque Dominiorum, Prædiorum & Agrorum aut Hereditatum, seu etiam rerum mobilium, dummodo Jus & ratio illud exegerit, nostri & Imperii nomine exigendi, tenutam & possessionem talium accipiendi. Dantes etiam & Regia concedentes auctoritate & de certa scientia, nostro ac Sacri Imperii Romani Vicario Generali supradicto Potestatem plenissimam, Notarios Publicos & Tabelliones cum auctoritate & potestate plenariis creandi, faciendi, & de Tabellionatûs Officio instituendi seu investiendi (ut moris est) per pennam & calamarium: recepto ab ipsis prius & eorum quolibet pro nobis ac Sacro Imperio debitæ fidelitatis solito Juramento: hoc ipsum etiam eadem auctoritate aliis concedendi & committendi, eosque eorum exigentibus demeritis privandi & destituendi: ac etiam Naturales, Manseres, Spurios, Bastardos, & quoslibet de damnato sive illicito coitu procreatos, viventibus seu mortuis eorum Parentibus, ritè legitimandi: etiamsi forent Filii Illustrium Principum, Ducum, Comitum & Baronum, & eos natalibus & omnibus legitimis Juribus restituendi, omnemque geniture maculam & natalium defectum abolendi: ad omnia & singula Jura Successionum etiam ab intestato cognatorum & agnatorum, Honores, Dignitates, Officia, & ad singulos actus legitimos admittendi & admitti mandandi (sine tamen legitimorum Hæredum præjudicio) ac si essent de legitimo Matrimonio procreati. Et generaliter omnia & singula liberè faciendi & exercendi, quæ ad verum Sacri Imperii Vicarium Generalem pertinent: etiamsi qua ex eis Jure & consuetudine specialius exegerint mandatum, etiamsi majora fuerint supra & infra expressis, & quæ ad nos & Sacrum Imperium faciendi & agendi pertinere dinoscuntur de Jure, consuetudine, seu plenitudine Regiæ Potestatis: non obstantibus quibuscunque Literis datis vel dandis, Legibus, Constitutionibus, Consuetudinibus, Statutis & Juribus Municipalibus & Localibus, generalibus & specialibus, contrariis, quacunque firmitate roboratis. Quibus omnibus & singulis, in quantum præsentibus obviare seu eis derogare possunt, ac si talia specificè in suis capitulis & punctis de verbo ad verbum hic forent inserta & nominatim expressa, de nostra certa scientia & de plenitudine Regiæ Potestatis specialiter derogamus, ac viribus carere decernimus. Mandantes nihilominus firmiter, & districtè præcipientes universis & singulis Ecclesiasticis & secularibus Principibus, etiamsi Pontificali præfulgeant Dignitate, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Ministerialibus, Militibus, Clientibus, Vasallis, Civitatibus, Oppidis & eorum Universitatibus, Locorum Rectoribus & eorum Communitatibus, Castris, Villis, Subditis, Terrigenis, Incolis, Habitatoribus, Castellanis, Custodibus, Officialibus, & Hominibus quibuscunque, cujuscunque etiam præeminentiæ, dignitatis, statûs, gradûs seu conditionis existant, præsentibus & futuris, quatenus prædictum Ducem Ludovicum, Filium nostrum carissimum, nostrum & Imperii Vicarium Generalem taliter (ut prædicitur) à nobis constitutum, & personam nostram figurantem, benignè & absque difficultate qualibet recipiant, & sibi ac Officialibus suis, quos constituit loco sui, omnibus & singulis nostro & Imperii nomine fideliter & efficaciter, tanquam nobis, in omnibus obediant, pareant & intendant realiter & cum effectu, ut exinde eorum sincera devotio per operum efficaciam elucescat. Sub pœnis per præfatum nostrum & Imperii Vicarium constituendis, infligendis; nec non sub pœnis nostræ indignationis gravissimæ, & mille Marcharum auri purissimi: quas ab ipsis, qui secus attentare præsumserint ausu temerario, toties quoties contra factum fuerit, irrevocabiliter per ipsum seu substituendos ab eodem exigi volumus, suisque usibus prout sibi videbitur applicari. Harum sub nostræ Regiæ Majestatis Sigilli appensione Testimonio Literarum. Datum Augspurg, tertia feriâ post Festum Nativitatis beatæ Mariæ Virginis gloriosæ, anno Domini MCCCCI. Regni verò nostri anno secundo. Anno 1401.

Ad Mandatum Domini Regis

JOHANNES WEINHEIM.

CCIX.

Tractatus inter RUPERTUM I. *Romanorum Imperatorem &* HENRICUM IV. *Regem Angliæ, pro contrahendo Matrimonio inter* LUDOVICUM *Filium Imperatoris natu maximum, &* BLANCHIAM *Filiam dicti Regis natu maximam, conclusus. Dat. Londoniæ die 7. Martii Anno 1401.* [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VIII. pag. 179.] 1401. 1402. 7. Mars.

NOVERINT UNIVERSI, ad quos præsentia pervenerint, & præsertim quorum interest, vel interesse poterit in futurum, quòd Nos, *Johannes*, Dei gratiâ, *Herefordensis*, *Johannes*, eâdem gratiâ, *Roffensis*, Ecclesiarum Episcopi: *Henricus Northumbriæ* Constabularius, *Radulphus Westmerlandiæ* Marescallus Angliæ, Comites; Serenissimi & Invictissimi Principis, *Domini Henrici Angliæ Franciæque Regis* ac Domini Hiberniæ, necnon Ingenuæ & Præclarissimæ Filiæ suæ Senioris Dominæ Blanchiæ, ex unâ,

Nosque, *Johannes Camerer*, aliàs dictus *de Dalburg*, *Theramo Knebel* Sculterus in Oppenheym Milites, ac *Tilmannus de Smalenburg* Decanus Ecclesiæ beatæ Mariæ ad gradus Colonien. Illustrissimi ac Christianissimi Domini *Regis Romanorum*, semper Augusti, necnon Filii sui Senioris, *Domini Ludowici* Comitis Palatini Reni ac Ducis Bavariæ,

Super Maritagio sive Sponsalibus & Matrimonio, inter memoratos Dominum Ludowicum & Dominam Blanchiam contrahendis, Procuratores & Tractatores legitimi, & utriusque Partium Potestate pariter & Mandato suffulti,

Parte ex alterâ,

Post diversos, per nos habitos, Tractatus super præmissis,

ANNO 1401. — 1402. missis, novissimè, post multas deliberationes habitas, super Punctis, Membris, & Articulis sequentibus CONVENIMUS, & ex certâ scientiâ CONCORDAVIMUS, & CONCORDAMUS, ut sequitur,

INPRIMIS, quòd Dominus *Henricus Rex Angliæ* prædictus dabit, & dare promisit, memoratam Dominam *Blanchiam* Seniorem suam Filiam ipsi Domino *Ludovico* Seniori Filio Domini Regis Romanorum, & non alteri, in Uxorem legitimam,

Ipseque Dominus *Ludovicus* ducet & accipiet eandem Dominam *Blanchiam* sibi in Uxorem legitimam, & non aliam, sub modis & formis sequentibus.

PRIMÒ, quòd memoratus Dominus *Henricus Rex Angliæ* dabit ipsi Domino *Ludovico*, cum Filiâ suâ Dominâ *Blanchiâ*, & pro Dote ejusdem, xlM. Nobilium Cunei Angliæ, ac valoris & ponderis usualis in Regno Angliæ, ad Terminos per Partes concordandos.

ITEM, quòd mittet eandem *suam Filiam* ipsi Domino *Ludovico* taliter fulcitam Parafarnalibus, Jocalibus, & Ornatibus, prout decet Regiam Magestatem utrobique, ac Senioribus Filio ac Filiæ Regum utrinsque cedit ad honorem & decorem,

ITEM, quod, in compensationem præmissorum, Dominus *Rupertus Rex Romanorum*, & ejus Filius Dominus *Ludovicus* sæpefati, assignabunt præfatæ Dominæ *Blanchiæ* ad vitam suam, &, post ipsius obitum, Hæredibus de hujusmodi Matrimonio procreatis dabunt, propter Nuptias, Castra, Dominia, Possessiones, Villas, Curias & Prædia juxta Renum, vel in Ducatu Bavariæ, ad valorem annuum ivM. eorumdem Nobilium, ipsâmque in Dominiis, Castris, Terris, Possessionibus, Villis, Curiis & Prædiis hujusmodi, sibi, & Hæredibus suis hujusmodi possidendis, sufficienter & legitimè feoffabunt, & clàm facient, & assecurabunt congruis Literis Patentibus, ac in Possessionem eorumdem ipsam Dominam *Blanchiam* seu ipsius ad hoc Attornatos immittent, ponent, & inducent realiter & cum effectu, ante Solempnizationem Matrimonii supradicti,

ITEM, quòd præfatus Dominus *Henricus Rex Angliæ*, Anno a Nativitate Domini computato Millesimo, quadringentesimo secundo, proximò venturo, post Festum Paschæ, & ante diem Dominicam, quo decantari solet, pro introitu Missæ, JUBILATE (videlicet) tertium diem Dominicum post idem Festum, ducet aut duci faciet ipsam suam Filiam Seniorem Dominam *Blanchiam*, animo perficiendi Matrimonium & cætera præmissa, suis expensis, periculis, & curis; ad Civitatem Metropolim Coloniam super Renum,

ITEMQUE, in dictâ Civitate Coloniensi, Dominus *Rupertus Rex Romanorum* ac dictus *Ludowicus* ejus Filius, ipsam Dominam *Blanchiam*, ut Sponsam desideratam, per suos condignè suscipient, ac honorificè, ac, Christo auspice, feliciter eorum expensis & curâ ducent ad Castrum & Opidum Heidelberg, pro Matrimonio ac Nuptiis hujusmodi, extunc proximè sequenti Dominicâ, celebrandis & perficiendis, ad laudem Dei & communem lætitiam Regnorum prædictorum

ITEM, nè oriatur dubium super assignatione Castrorum, Dominiorum, Terrarum, Possessionum, Villarum &c. de quibus præmittitur, ADJECTUM *est*, quòd Dominus *Henricus Rex Angliæ* prætactus poterit, cùm voluerit, mittere suos Nuncios, & præsertim de proximo inter Festa Assumptionis & Nativitatis Virginis Almæ, ad experiendum de eisdem, & cum Mandato & Potestate recipiendi, vice & nomine dictæ Dominæ *Blanchiæ*, in forma prædicta, Possessionem eorumdem prout id expedierit modo meliori.

ITEM, si (quod Deus diù avertat) post consumationem ipsius Matrimonii, & datâ summâ xl M. Nobilium pro Dote (de quo latiùs & clariùs infra fit mentio) contingeret ipsum Dominum *Ludowicum* ab hac vita decedere, ipsâ Dominâ *Blanchiâ* superstite (Prole susceptâ vel non susceptâ) & ipsa Domina forsan declinaret, seu vellet recedere de Dominio ipsius Domini *Ludowici*, causâ vel occasione quibuscumque,

CONCORDATUM est inter Nos expressè quòd ipsa Domina *Blanchia* liberè recedere, & Locum mutare poterit, cum suis Parafarnalibus, Jocalibus &c. seque divertere quo libuerit aut voluerit, absque eo quòd Nomine, causâ, vel ex parte prædicti Domini *Ruperti Regis*, aut ipsius Domini *Ludowici*, Hæredum & Successorum suorum, & causam ab eis vel aliquo eorumdem habentium, super receptione iv m. Nobilium seu fructuum, proventuum, Dominiorum, & Possessionum suorum, sibi ut supra assignatorum, quomodolibet propterea impediatur vel molestetur.

ITEM, si (quod absit) ipsa Domina *Blanchia* fortè decederet ab hac vita, Prole non susceptâ, ante Terminum Solutionis ordinatum & præfixum, forsan partis Summæ nondum solutæ, restantis pro Dote sua solvenda si vixerit, ipso Domino *Ludowico* superstite, — ANNO 1401. — 1402.

CONCORDATUM est quòd, eo casu, Summa hujusmodi partis restantis, de sæpedictis xl m. Nobilibus, vendicari non debet seu requiri quovis modo.

ITEM, si contingat eundem Dominum *Ludovicum* (quod absit) præmori & Summa xl m. Nobilium, pro Dote ipsius *Blanchiæ* danda, soluta non fuerit, quia forsan Terminus Solutionis nondum advenit, aut subterfugio, dilatione, negligentiâ, culpâ, vel deficiâ Domini Regis, vel aliàs, Partis ipsius Dominæ *Blanchiæ*,

CONCORDATUM est quòd in Summâ quatuor milium Nobilium, Donatione propter Nuptias sibi assignatâ, tantum defalcari poterit, quantum restat solvendum de sæpedicta Summa xl m. Nobilium, habito respectu quòd pro decem Nobilibus summæ restantis Dotis unum Nobile defalcetur annuatim, causâ Donationis propter Nuptias &c.

ITEM, Et, si ipsa Domina *Blanchia* Locum voluerit mutare, libera erit, cum omnibus suis Bonis, Parafarnalibus, & Jocalibus, unà cum perceptione Donationis propter Nuptias hujusmodi, sibi competenti, absque impedimento seu molestatione cujuscúmque, de Partibus illis recedere ut supra memoratur.

ITEM, quia nondum determinatum & concordatum est de modo Solutionis Summæ quadraginta milium Nobilium prædictorum, potissimè quòd pro parte Domini *Regis Angliæ* & *Filiæ* suæ oblata sunt in tribus futuris terminis & temporibus solvenda (videlicet) in Adductione dictæ Filiæ xvi M. Nobilium, & ex post Anno proximè futuro xii M. extunc sequenti Anno contiguo immediato xii M. Nobilium, & pro parte Domini *Regis Romanorum* & *Filii* sui petitum est eam Summam solvi in Adductione Filiæ prædictæ,

VOLUMUS & CONCORDATI SUMUS, quòd quilibet Dominorum nostrorum Regum prædictorum, tàm Dominus *Rex Romanorum* & dictus *Filius suus*, quàm Dominus *Rex Angliæ* pro se & *Filia sua* prædictis, mittat ad Dordracum tres vel quatuor Procuratores, cum plenariâ Potestate ad CONCORDANDUM de modo Solutionis Summæ xl M. Nobilium prædictorum, & in Festo Pentecostes proximò futuro, vel in crastino; salvis præmissis CONCORDIIS & VOLUNTATIBUS nostris, quas in suo robore volumus permanere & efficaciter servari.

Quinymmo ADJECTUM est, & expressè PROMISSUM & CONCORDATUM est, quòd circa variationem, mutationem, suspensionem, vel infectionem sæpedicti concepti Matrimonii, nichil interim debeat inmutari, per quod familiaritas & Amicitia, inter sæpedictos Reges per ipsum Matrimonium jam contracta, in nullo debeat medio tempore violari seu diminui, sed potius augeri; salvo semper quòd in Dordraco, de ipso modo Solutionis ipsius Summæ xl M. Nobilium per ipsos Procuratores in toto CONCORDETUR, & ea, de quibus ibidem CONCORDATUM & CONVENTUM fuerit, sigillabuntur, nedum Procuratorum, ab utraque parte illuc mittendorum, sed per utrosque duos Reges & Dominos, ad hoc etiam de utriusque Regum Regnis eligendos, Sigillis, & modis, firmitatibus, vel Pœnis congruis, & ibidem exprimendis.

In quorum omnium & singulorum Testimonium, Sigilla nostra seu cujuslibet nostrûm Præsentibus duximus appendenda & appendimus eisdem.

Dat. *Londoniæ*, Anno ab Incarnatione Domini, secundum Stilum Ecclesiæ Anglicanæ, Millesimo, Quadringentesimo Primo, Mensis Martii die septimâ.

Confirmatur 12. die Augusti.

CCX.

ANNO 1402.

CCX.

Dieselbe Verschreibung Deutsch.

WIr Ludewig / von Gots gnaden / Pfaltzgrave by Rine / und Hertzog in Beyern / des Heiligen Riches Vicarie in Dutschen Lande / ꝛc. Gebieten den Ersamen usern lieben getruwen Burgermeistern / Richtern / Burgern und Luten gemeinlich zu Nuwenburg und zu Hagenbuch /

Darzu gehorent / user genade un alles gut. lieben getreuen unser Lieber Here und Vater:

Und wir hand des Konigis Dochter von Engelant Frauwe Blanchja genant / die uns zu unser elichen Husfrauen gelobt und verhyrod ist / Bewydempt off Germersheim / Burg und stat und off Nurrenburg und Hagenbuch /

Daz dieselben Slesse mit allen yren rechten und zugehorungen / luten und guten ir voydum sin sollen / nach lute der brieffe die wir ir daruber geben han:

Und also han wir mit ussern getreuen Diethern von Entselchenen Richter uberkomen / daz er uch euer glubde und eyde die ir yn getan hant / von der Pfantschafs wegen / Als unser lieber Here und Vater uch yme vor in Pfantschaft unwegesetzt / und inngeben hat / gentzlichen ledig und loiser sagen und laseren sal anealle gende. Herumb heisen und gebieten uch allen gemeinlich und sunderlich vestecklich mit craft dises briefs an unsers lieben heren un vaters stat / als Wir des auch sine gantz macht han / als balde der obgenant Diether uch uwer glubde und eide als vorgeschriben stet / ledig gesaget hat / daß ir dann zusame ane alles verziehenn der obgenanten Frauwe Blanchien onser elichen husfrauwen und an we denn Eursommen Meister Johann Kenton Procuratore des Kuning von Engelant huldent / globent und swerent ir voydom jusin / und wo es darzu keme das Wir von dodes wegen ee abegingen dann sie / daß ir und euer nachkommen gemeinlich und sunderlich mit den stetten Nurenburg und Hagenbuch und mit allen ihren rechten / fellen und zugehorungen der obgen. Frauwe Blanchien gentzlichen underteinig gehorsam und gewardende sin sollent ane alle geverde / als lange sie gelebet / nach lute yre voydoms brieffe die sie daruber hat. Orkunde dis. brieffs versigelt mit unsern anhangendem Ingesigel.

Geben zu Heidelberg off den fritag in der oster-wochen nach Cristi geburte verzenhundert Jare und darnach in dem andern Jare.

Super Dotalitio Blanchiæ memorato.

WIr Ludewig / von Gots gnaden / Pfaltzgrave by Rine / Und Hertzog in Beyern / des Heilegen Riches Vicarie en Dutschen Landen / Enbieten unser lieben Getruwen Burgermeistern / Rade und Burgn. gemeinlichen der Stad Germersheim uns. gnade und alles gut. lieben getruwen unser lieber Here und Vatter /

Und wir han des Konges Dochtern von Engeland Frauwe Blanchia genand / die uns zu unser Elichen Husfrauen globt und verhirod ist / Bewydomet uff Germersheim / uff Nurenburg / und uff Hagenbuch / Burge und Stet / und uff Neckerauwe / daz Dorffe / daz dieselben Slose und Dorffe mit allen iren rechten und zugehorungen / luten und guten / ir wedome sin sollen nach lute der brieffe die wir ir daruber geben han. Darumb befehlen und gebieten wir euch allen gemeinlich und sunderlich vestechlich mit craft dies. brieffes an uns. lieben Heren und vaters stat / als Wir des auch sine gantze macht han / daz ir zusamt ane alles verzichen der obgen. Frauwe Blanchia unser elichen Husfrauen und an ir stad dem Ersamen Meister Johan Kynthon unser Swehers des Konges von Engelland und Frauwe Blanchia obgen. Procuratore huldent globent und swerent ir wedom zu sin und obe ist darzu keme daz Wir Dodes Wegen ee abegiengenn dann sie / daz ir und eier nachkomen gemeinlichen und sunderlich Damant der Stad Germersheim und mit allen iren rechten nutzen / vellen und zugehorungen der obgen. Frauwe Blanchia gentzlich underteinig / gehorsam / und gewartende sin sollent.

Une

CCX.

Literæ LUDOVICI *Comitis Palatini ad Rhenum, quibus* BLANCHIÆ *Sponsæ suæ, Filiæ* HENRICI IV. *Regis Angliæ, Loca quædam pro Dote addicit. Dat. Heidelbergæ feria sexta Dominicæ Paschalis Anno* 1402. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VIII. pag. 246.]

NOs LUDOVICUS, Dei gratiâ, *Palatinus ad Rhenum*, & Dux Bavariæ, Sacri Imperii Vicarius in Germaniâ, &c. Nobis Dilectis, Fidelibus Consulibus, Judicibus, Civibus, & Incolis in communi, in Civitatibus Norinberga & Hagenbach.

Chari & boni fideles Subditi Dilecti Domini & Parentis nostri;

Habentes Regis Angliæ Filiam, *Dominam Blanchiam* dictam, nobis in nostram Conjugem datam & desponsatam, Dominam in Germersheim, in Arcibus & Civitatibus Norinbergæ & Hagenbach,

Volumus ut eædem Arces & Civitates, cum omnibus suis Appertinentibus, Fundis, & Bonis, eidem Feudo teneantur, juxta tenorem Literarum, ei desuper a nobis traditarum:

Et sic, nostro dilecto, fideli *Dieterico de Engelsheim* Judici injunximus ut vos a vestro Juramento, eidem a vobis, ratione pignoris (cùm vos noster Dilectus Dominus & Parens ei in pignus tradidisset) præstito, totaliter liberos dimittat; E contra vobis omnibus, in communi & in particulari, iterùm seriò mandamus, & strictè præcipimus, virtute harum Literarum, & vice Dilecti Domini & Parentis nostri (utpotè super hoc ejus plenariam Potestatem & Authoritatem habentes) ut, quamprimùm vos prædictus Dietericus a vestro Juramento & Subscriptione liberos denunciaverit, vos ab omni ejusdem de futuro Obedientia subtrahatis; sed è contrario memoratæ *Dominæ Blanchiæ* Conjugi nostræ, vel, vice ejus, Honorabili Domino *Johanni Kinthon*, Regis Angliæ Procuratori, Obedientiam & Homagium, exhibere, ei credere & jurare indilatè teneamini.

Casu quo autem Nos, sivè in brevi, sivè longè post, morte interveniente, ex hac vitâ decedere contingeret, volumus ut vos & Successores vestri, in commune & in particulari, unà cum Civitatibus Norinberga & Hagenbach, ac omnibus earundem appertinentibus, præmemoratæ Dominæ *Blanchiæ* totaliter Subditi, & Obedientes, & Fideles sitis quoad usque illa vixit, juxta tenorem Literarum Feudalium quas desuper habet.

In quorum fidem & robur has Literas Sigillo nostro communivimus.

Datæ in *Heidelberg* feriâ sextâ Dominicæ Paschatis, Anno post Nativitatem Christi 1402.

Latine.

NOs LUDOVICUS, Dei gratiâ, *Palatinus ad Rhenum*, & Dux Bavariæ, Sacri Imperii Vicarius in Germaniâ, Nobis Dilectis, Fidelibus Consulibus, Senatoribus & Civibus in communi Civitatis Germersheim, nostram Gratiam, & omnem Prosperitatem.

Chari & Fideles Dilecti Domini & Parentis nostri;

Habentes Regis Angliæ Filiam, Dominam Blanchiam dictam, nostram Conjugem datam & desponsatam, Dominam in Germersheim, Norinberga, & Hagenbach, Arcibus & Civitatibus, & in Villâ Neckerau,

Volumus ut omninò illæ memoratæ Arces, Civitates & Villæ ejusdem iterùm sint, & ad eandem pertineant:

Ea propter, vice Dilecti Domini & Parentis nostri (cujus plenariâ Authoritate & Potestate super hoc fungimur) &, in virtute Literarum præsentium, omnibus vobis in communi, & singulis in particulari, strictè mandamus & præcipimus ut eidem Dominæ *Blanchiæ* Conjugi nostræ, vel vice ejus Honorabili Domino *Johanni Kinthon*, Regis Angliæ & dictæ Dominæ *Blanchiæ* Procuratori, indilatè, Obedientiam & Homagium exhibere, ei concredere & jurare teneamini quòd ejusdem fideles Subditi esse & permanere velitis.

Casu quo autem Nos, morte interveniente, ex hac vita decedere contingeret, mandamus & volumus ut vos & Successores vestri omnes in genere, & singuli in specie, & vel maximè Urbs Germersheim, cum omnibus appertinentibus, jam memoratæ Dominæ *Blanchiæ* omninò subdita, obediens, & fidelis esse teneatur.

Quod,

Anno 1402.

Ane alle gevarde / als lange sie gelebet / nach Lute ir wedomes Brieffe die sie darüber hat / und wann sie dann von dodes wegen abegegangen ist / so fallent ir aber unser lieben Heren und Vaters und sin Erben Pfaltzgraven by Rine / und Hertzogen in Beyern sin / in aller mase als ir bizher vor Datum dies. Brieffes gewest sin / ane alle geverde.

Urkunde dies. Brieffes versiegelt mit unserm anhangendem Ingesigel Geben zu Germersheim uff den Mantag nach dem Sontage als man singet in der Hailigen Kirchen Quasimodogenitt nach Cristi geburte viertzehen hundert Jare und darnach in dem andern Jare.

Quod, si verò eandem pariter vitâ defungi contigerit, volumus ut iterum Dilecti Domini & Parentis nostri, ejusdemque Hæredum Palatinorum ad Rhenum & Dominorum in Reinstein omnimodè, prout hactenus ante Datam præsentium Literarum, fideles Subditi permaneatis.

Has Literas, sine omni dolo & fraude, pendulo Sigillo Hæredum de Germersheim signavimus.

Dat. proximo die Lunæ post Dominicam, cum in Sacra Ecclesia cantabatur *Quasimodo geniti*, Anno post Nativitatem Christi 1402.

CCXI.

1403. 7. Janv. France et Bretagne.

Hommage prêté par JEAN *Duc de Bretagne à* CHARLES VI. *Roi de France, le 7. Janvier* 1403. [G.G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 272.]

In Nomine Domini Amen.

HUjus præsentis publici Instrumenti serie cunctis præsentibus & futuris pateat evidenter, quod anno ejusdem Domini millesimo quadringentesimo tertio secundum morem & computationem Ecclesiæ Gallicanæ, Indictione duodecima, die septima mensis Januarii, horâ quasi tertia post meridiem, Pontificatûs sanctissimi in Christo Patris, & Domini nostri Domini Benedicti Divina Providentiâ Papæ tredecimi, anno decimo, Serenissimo Principe Domino Domino Carolo Dei gratiâ Francorum Rege, stante in Camera sua in Hospitio suo, vocato vulgariter Hospitium Sancti Pauli, assistentibus sibi Prælatis, Baronibus, Militibus, & aliis Personis notabilibus in multitudine copiosa; Magnificus & potens Dominus Dominus JOANNES Dux Britanniæ & Par Franciæ ibidem existens pro faciendo, ut dicebatur, Homagium dicto Domino Regi de Ducatu & Pareria supra dictis, ad ipsius Domini nostri Regis præsentiam personaliter accessit: & ibidem flexis genibus primitùs, & deinde sibi dicto per ipsum Dominum Regem, quòd surgeret supra pedes, junctis manibus suis, caputioque sublato posuit dictas manus suas sic junctas inter manus dicti Domini Regis. Et sic stans Nobilis Vir & potens Dominus Guillermus Comes Tancarvillæ, ipsius Domini Regis consanguineus, Consiliarius & Cambelanus, dixit altâ voce & intelligibili, ita quòd ad aures circumstantium potuit devenire, in vulgari & Gallico idiomate verba formalia quæ sequuntur: *Monseigneur de Bretaigne, vous faictes Hommage au Roy nostre Souverain Seigneur, & le nostre qui cy est, de toute la Duché de Bretaigne, & de la Pairie de France, en la forme & maniere, que vos Predecesseurs Ducs de Bretaigne l'ont faict à ses Predecesseurs Roys de France.*

§. 2. Quibus verbis per ipsum Dominum Comitem Tancarvillæ sic dictis & prolatis, præfatus Dominus Dux Britanniæ proprio ore respondit in vulgari: *Sic ego ipsum facio.* Et his dictis, Dominus Rex osculatus est ipsum Dominum Ducem, prout in talibus est fieri consuetum: quibus sic actis, in eodem Instanti Nobilis & potens Vir Dominus Arnaldus de Corbeia, Miles, Cancellarius Franciæ dictus exposuit alta & intelligibili voce verbis Gallicis subsequentia in effectu. Domine Dux Britanniæ, Homagium, quod fecisti Domino Regi hic existenti, intelligit ipse Dominus Rex, quod dictum Homagium sit Ligium. Quoniam omnia Homagia, quæ sibi faciunt, & præstant Vasalli sui, & maximè Pares Franciæ, de quibus estis unus, sunt Ligia etiam: & Dominus Dux Burgundiæ fecit dicto Domino Regi & Prædecessoribus suis Homagium Ligium pro Ducatu Burgundiæ: & similiter pro Pareriis, quas habet, & tenet ipse Dominus Dux ratione Ducatûs & Comitatûs prædictorum. Et ut sciatis, quòd ita est, vestri Prædecessores Duces Britanniæ Homagia talia fecerunt Prædecessoribus dicti Domini Regis, vos audietis legere certas Litteras, quas dicti Prædecessores vestri olim fecerunt, & tradiderunt Regi Franciæ pro tempore existenti, quæ de hoc faciunt expressam mentionem. Et illicò tunc per me Joannem de Sanctis Notarium infra scriptum de Mandato ipsius Domini Regis, & dicti Domini Cancellarii fuerunt lectæ duæ Literæ sanæ & integræ, tam in membranis, quam in scripturis & Sigillis, prout primâ facie apparebat: quarum primæ tenor talis est.

1403.

§. 3. Arturus Dux Britanniæ & Aquitaniæ, Comes Andegavensis, & Cenomanensis universis ad quos Litteræ præsentes pervenerint, salutem. Noveritis, quòd ego feci charissimo Domino meo Philippo Regi Franciæ Illustri Homagium Ligium contra omnes, qui possunt vivere vel mori, de Feodo Britanniæ, & de Andegavensi, & de Cenomanensi, & Turonensi, quando Deo volente ipse vel ego prædicta acquisierimus; salvis omnibus teneamentis, de quibus ipse Dominus Rex, & homines sui tenentes erant eo die, quo ipsu diffiduciavit Joannem Regem Angliæ, & pro interceptionibus, quas ei fecerat de hâc ultima Guerra, * de qua ipse obsedit Boutavant: tali modo, quòd quando ego recipiam Homagia de Andegavensi & de Cenomanensi, & de Turonensi, ego recipiam Homagia illa, salvis Conventionibus inter ipsum & me factis; ita quòd si ego resilierim à Conventionibus inter ipsum & me factis, * ipsi cum Feodis suis ibunt ad Dominum Regem, & ipsum juvabunt contra me. Insuper autem de Dominio Pictavensi feci eidem Domino meo Regi Homagium Ligium, si Deus dederit, quòd ipse vel ego eum quocunque modo acquisierimus. Barones vero Pictavenses, qui imperii Domini Regis sunt, & alii quos ipse voluerit, facient ei Hommagium Ligium de Terris suis contra omnes, qui possunt vivere vel mori: & de præcepto ipsius facient mihi Hommagium Ligium, salvâ fide ejus. Si autem Illustris Rex Castellæ in Terra aliquod Jus clamaverit, per Judicium Curiæ Domini nostri Regis Franciæ diffinietur, si ipse Dominus noster Rex Franciæ prædictum Regem Castellæ, & me de utriusque nostrum assensu, non poterit pacificare. De Normania sic erit, quòd Dominus noster Rex Franciæ hoc quod acquisivit, & de eo, quod Dominus ipsi dabit acquirere, ad opus suum retinebit, quantum sibi placuerit de Terra Normaniæ. Actum apud * Garnocum, anno Domini millesimo ducentesimo secundo, mense Julio.

§. 4. Tenor verò secundarum Litterarum sequitur in his verbis. Ego Joannes Comes Britanniæ notum facio universis, tam præsentibus quam futuris, quòd ego charissimo Domino meo Ludovico Regi Franciæ Illustri, tanquam Domino meo Ligio promisi & juravi, quod nullo unquam tempore Guerram ei faciam, nec Heredibus ejus, nec per me nec per alium, nec alicui inimicorum ejus adhærebo, qui Guerram cum ipso habeat, vel cum Heredibus ejus, vel in Treuga sit erga ipsum vel Heredes ipsius. De his autem omnibus à me toto tempore vitæ meæ firmiter observandis feci securum Dominum Regem per homines meos videlicet Andream de Vitriaco, Radulphum de Fougeriis, Herveum de Avaugorio, Draconem de Melloco, Gaufridum de Poencejo, & Dominum Castribrientii, qui de Mandato meo eidem Domino Regi promiserunt & juraverunt, & suas Patentes Litteras ipsi dederunt: quòd, si ego ab observatione Conventionum prædictarum deficerem, ipsi cum totis Feodis & Terris, quæ de me tenent, ad ipsum vel Heredes ejus venirent, & cum ipsis contra me se tenerent, donec ad voluntatem ipsorum esset emendatum, & ad hoc per totam vitam meam tenebuntur, & post decessum meum ab hac peregrinatione, erunt liberi & immunes. Si autem aliquis dictorum Plegiorum decederet, ego Heredem ejus, vel alium competentem in eadem forma teneor substituere loco ejus. Juravi insuper, & promisi eidem Domino Regi tanquam Domino meo Ligio, quod omni tempore vitæ meæ ipsi, tanquam Domino Ligio & Heredibus ejus fideliter serviam, & quod ab eorum fideli servitio ullo unquam tempore non recedam: quod ut firmum sit & stabile in futurum, præsentes Litteras, Sigilli mei munimine confirmavi. Actum anno Domini millesimo ducentesimo trigesimo nono, mense Martio.

§. 5. Qua lectura utriusque dictarum Litterarum sic ad audientiam omnium facta, translationes ipsarum

facta

Anno 1403. factæ de verbo ad verbum in vulgari sermone etiam lectæ fuerunt. Post quarum Litterarum & earum translationum lecturam sic factam, Bernardus de Carohan dicti Domini Ducis Consiliarius præfato Domino Duci tunc assistens, dixit, quod ipse Dominus Dux, & Gentes secum existentes benè intellexerant contenta in Litteris supra lectis: de ipsisque petiit copiam pro parte Domini Ducis supra dicti; dixitque postmodum, quod ipse Dominus Dux dictum Homagium fecerat salvis Libertatibus, Prærogativis & Honoribus Ducatus Britanniæ. Et etiam præfatus Dominus Cancellarius Franciæ tunc dixit, quod Rex receperat & recipiebat Homagium prædictum, salvo jure suo & alieno. De quibus omnibus & singulis dictus Dominus Cancellarius Franciæ nomine dicti Domini nostri Regis, & pro ipso, ut decebat, petierat, & petiit fieri ad opus ipsius Domini nostri Regis unum publicum Instrumentum, seu publica Instrumenta.

§. 6. Acta fuerunt hæc Anno, Indictione, die, mense & Pontificatu supra dictis: præsentibus inclyto & potenti Domino Carolo Domino Dalbreto Constabulario Franciæ, dicto Domino Cancellario, Reverendis Patribus Joanne Noviomensi, Joanne Carnotensi Episcopis, nec non Magnificis & Potentibus Dominis Jacobo de Bourbonio, Domino de Preaux, dicto Domino Comite de Tancarvilla, Joanne de Montagu vice-Domino Laudunensi Hospitii dicti Domini nostri Regis superiori Magistro, Joanne de Hangesto, Domino de Hacquevillo Magistro Balistariorum, Reginaldo de Tria Admirallo Franciæ, Nobilibus quoque Dominis Hutino Domino de Tivones, Guillermo Martelli Domino de Basquevilla, Collardo de Estouteville Domino de Torcy, Strabone de Heusa, Collardo de Callevilla, Oliverio de Mauny Domino de Lesnen & Miniac. Carolo Domino de Savoysi, Joanne Chanteprune dicti Domini nostri Regis Consiliario, pluribusque aliis Militibus & Scutiferis, & aliis personis in multitudine magna pro parte dicti Domini nostri Regis, & cum ipso ibidem existentibus. Et cum ipso Domino Duce Britanniæ Reverendis in Christo Patribus Ancello Rhedonensi Cancellario dicti Domini Ducis, Bernardo Nanetensi, Guillelmo Briocensi Episcopis, ac Joanne de Pontbriand Abbate Monasterii de Rhedon Ordinis Sancti Benedicti, nobilibusque & potentibus Viris Dominis, Joanne Domino de Rieux, Mareschallo Franciæ, Joanne de Laval Domino du Gavre, Carolo de Dinan, Domino Castribiandi, Guillelmo Domino de Mantelbano, Joanne Raguenel Vicecomite de la Belliere, Joanne Viarii, Guidone de Laval, Herveo de Castrogirono, Petro Eder, & Joanne le Barbu Militibus, Guillelmo de Rieux, Petro de Rieux, Tristano de Landa, Joanne Meschinot, Joanne de la Musse, & Petro de Chastellay Scutiferis, pluribusque aliis Testibus ad præmissa vocatis.

CCXII.

29. Mai. *Acte par lequel la* France, *qui s'étoit soustraite de l'obéïssance du Pape* (1) BENOIT XIII. *rentre sous cette obéïssance. Fait à Tarascon, le* 8. *Janvier*, 1403. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 274.]

L'Eglise et la France.

LA Declaration faicte par le Roy nostre Sire le vingt huictiesme jour de May mil quatre cens trois, sauve & demeurant en sa vertu, & le serment sur ce par luy faict presents &c. Le Roy estant à nostre Dame le plus solemnellement que faire se pourra, fera publier son entention & Declaration dessus dicts presens Nosseigneurs les Ducs.

§. 2. Item Monsieur le Duc d'Orleans se faict fort d'avoir des Bulles de nostre Sainct Pere de l'acceptation de la voye de cession és trois cas, contenus en l'Instrument, que mon dict Sieur d'Orleans a sur ce.

§. 3. Item mon dict Seigneur d'Orleans se faict fort comme dessus d'avoir Bulles de nostre dict Sainct Pere, par lesquelles il revocquera toutes protestations, se aucunes en a faictes contre la voye de cession, & revoquera & annullera tous Procès, se aucuns en a faicts ou faict faire, pour occasion de la dicte substraction, & qu'il n'en fera, ne fera faire aucuns dorenavant.

§. 4. Item que des autres Articles contenus au Traicté des Cardinaux, en tant qu'il regarde le Roy & son Royaume, mon dict Seigneur se faict fort d'avoir Bulles, comme dessus, affin que le Roy & ceux de son Royaume s'en puissent aider.

§. 5. Item que nulle discussion ne sera jamais faite de la substraction, au Concile general ne autre part; & toutes injures, qui ont esté faictes ou dictes à cause d'icelle, ou empeschements données d'une part & d'autre, seront adnullés & pardonnés, & mon dict Seigneur se faict fort d'avoir Bulles comme dessus.

§. 6. Item le Roy nostre dict Seigneur suppliera à nostre dict Sainct Pere, qu'il veuille moderer les charges, qui sont sur l'Eglise de FRANCE, & nos dicts Sieurs les Ducs par le commandement du Roy feront la diligence de se pursuir par devers nostre dit Sainct Pere.

§. 7. Item le Roy ne l'Eglise de France n'entend point qu'aucune chose soit innovée es collations & promotions faictes par les Ordinaires durant la substraction, toutes fois se aucunes des dictes collations & promotions estoient alleguées estre nulles ou non vallables ou adnullées pour Symonie ou autre cause raisonnable, selon droict non touchant la substraction, le Pape en fera ou pourra faire ce qu'il appartient de Droict, Justice & raison, & aussi il pourra confermer s'il luy plaist les dictes promotions ou collations, ou aucunes d'icelles au proffict & faveur de ceux qui les ont eues par les dicts Ordinaires, toutes voyes aucun empeschement sera mis pour quelconque reservation ou vacation en Cour des Benefices, qui ont vacqué durant la substraction.

§. 8. Item le Pape celebrera un Concile general de son obeissance, dedans un an selon la forme de droict, le plustost que faire se pourra, auquel sera traicté & appoincté de la poursuite de l'union dessus dict, & des Reformations & Libertés de l'Eglise, & des Subsides & charges quelsconques, qui sont de par de Cour de Rome sur l'Eglise de France; & le Pape mettra à execution ce qui sera appoincté & ordonné au dict Concile.

§. 9. Item pour adviser aucuns expedients sur la dicte moderation, & sur la poursuite de l'Union, Reformation, & bon regime de l'Eglise, seront de par le Roy & l'Eglise de France en cette Assemblée commises aucunes bonnes personnes de grand sciens & bonne conscience; affin que la maniere, qui pourra estre traictiée au dict Concile soit aucunement par eux advisé. Charles, Jean, Loys & autres signatures qui ne se peuvent lire.

§. 10. KAROLUS Dei gratia Francorum Rex. Summus omnium bonorum dispositor & creator, qui sua miseratione nos ad Regni fastigium sublimare dignatus est, cujusque Imperio cuncta creata subjecta sunt, lienti (prout) sibi placitum est de iis quæ inter mortales agitantur ordinat, ita quæ per sapientiam hujus mundi concluduntur, interdum mutari disponit, hominum quoque mentes ad hæc optat, (aptat) ut prudentia virtutem insequentes, prout rerum ac temporum varietas exigit, sic se temporibus accommodent.

§. 11. Sanè satis & meritò meminimus, nostræque mentis acies continua lugubrique meditatione revolvit, quæ & quanta, quam dura quamque nefanda pestis hujus virulenti schismatis proh dolor, nunc & ab inveteratis diebus in Ecclesia Sancta Dei discrimina parturit, quibus etiam per illud periculorum laberinthis orthodoxorum animæ subjectæ sunt, pro cujus estirpatione ferventi desiderio caritateque succensi, quibuscumque viis & modis possibilibus, nullis parcendo laboribus aut expensis, pluribus congregationibus frequentatisque consultationibus Prælatorum, Magnatum, Cleri & Procerum Regni, Delphinatusque nostrorum super hoc habitis, nec non ambaxiatis solemnibus quam plurimis apud Reges multos & Principes Christianitatis ob hoc factis, totis nisibus curavimus laborare.

§. 12. Et tandem usque ad hoc deventum est, quod dictis Prælatis & Clero dicti Regni & Delphinatus nostrorum in hac nostra Civitate Parisiensi quinquennio fere jam exacto congregatis conclusum est, summo Pontifici Papæ Benedicto XIII, obedientiam sibi jam exhibitam debere substrahi, quia viam cessionis non acceperat sibi oblatam, sub illa spe, quod per hoc unio ipsius Ecclesiæ velocius sequeretur.

§. 13. Qua quidem conclusione ad effectum deducta, & si ad eam inducendam multæ causæ & rationes apparerent, tamen fructus optatus ac exinde speratus minimè

(1) Ce *Benoit* est mis au rang des Anti-papes. Il avoit juré, avant que d'être Pape, avec les autres Cardinaux de la même Faction, que celui qui seroit élû, seroit obligé de ceder, s'il etoit jugé necessaire, pour finir le Schisme: mais il se moqua de ce serment; ce qui fit, qu'il fût resolu dans une Assemblée de Prélats, qu'on soustrairoit le Royaume de l'obéïssance de *Benoit*, jusqu'à ce qu'il eût accepté la voye de cession, & que cependant l'Eglise Gallicane, conformement à ses anciennes libertez, seroit gouvernée par ses Ordinaires & suivant les Canons.

ANNO 1403. minimè secutus est, intrususque, cujus pertinacia propter hoc per substractionem suorum sequacium flecti credebatur, nedum in aliquo depressus est, sed in sua duritia pertinacius, ut asseritur, perseverat, dictique sui sequaces non modo se à sua obedientia minimè substraxerunt, verum in sua obstinatione magis ac magis cotidiè roborantur.

§. 14. Quamobrem his in interiori nostra meditatione pensatis fructum illum à dicta substractione speratum subsequi non videntes; attendentes etiam, quod prout ad nostras aures per Instrumenta publica & carissimorum amicorum nostrorum Prenestini & Salucîarum Cardinalium aliorumque fide dignorum relatus jam devenit, præfatus summus Pontifex viam cessionis ab eo requisitam acceptavit, ad finem quod per hoc vera unio in Christi Ecclesia subsequatur; quam quidem viam cessionis intrusus super hoc pluries cum instantia maxima requisitus acceptare pertinaciter recusavit, quodque Sacrum Collegium Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, quos inter cæteros intrinsecus rei hujus penetratio mentalis accuratius præurgere videtur, præcedentibus maturis consultisque deliberationibus, prout tantorum virorum discretionum interest & opus est tanto facto, inter ipsum summum Pontificem & eos agitatis & conclusis; à substractione per eos dudum facta omnimodè desistentes præfato summo Pontifici suam plenam obedientiam restituere decreverunt, firmissimè confidentes, ut asserunt, quod per hoc ad dictam unionem citius poterit deveniri.

§. 15. Quapropter præmissis præmotus & merito noster animus, quem semper ad ea quæ dictæ unioni proficere videremus promtissimum habuimus & habemus; vestigia progenitorum nostrorum imitantes, qui nunquam in factis universalis Ecclesiæ defuisse leguntur, sed semper in iis adhæsisse veritati, notum facimus universis præsentibus & futuris, quod nos in Domino, cujus causa agitur, spem ponentes, quod per restitutionem obedientiæ per nos dicto summo Pontifici faciendam amœnæ Pucis Ecclesiæ Sanctæ Dei solatio, nobis cæterisque Principibus hujus obedientiæ invicem fidei caritate unitis poterunt facilius & citius procurari; & consilio & assensu carissimorum Patruorum nostrorum Ducum Bituriæ & Burgundiæ, Germanique nostri Ducis Aurelianensis, & Avunculi nostri Ducis Borbonii, de consilio præterea Prælatorum, Universitatum Parisiensium, Aurelianensium, Tholosani, Andegavensium & Montispessulani, Procerum & Nobilium plurimorum Regni nostri, super hoc ex intentione à nobis evocatorum, in ipsius Dei nomine, quem solum habemus præ oculis, ipsam substractionem in dictis Regno & Delphinatu nostris de cætero cessare & nullius roboris in futurum esse decernentes, veram obedientiam præfato summo Pontifici Benedicto XIII. pro nobis, toto Regno & Delphinatu prædictis, Subditisque nostris quibuscumque & cujuscumque status & conditionis existant, de nostra certa scientia, maturaque deliberatione habita cum prædictis restituimus, eidemque summo Pontifici tanquam Papæ & vero Vicario Domini nostri Jesu Christi, deinceps per ipsos Subditos nostros obediri volumus, declaramus, sancimus, præcipimus & mandamus; sicuti anteactis temporibus Pontificibus Sanctæ Romanæ Ecclesiæ per eosdem extitit obeditum.

§. 16. Districtius inhibentes cunctis Subditis nostris jam dictis, quatenus Sanctionem & Declarationem nostras nullatenus infringere, nec eis ausu temerario contraire præsumant, Quod si quid aliqui ipsorum, contra præmissa facere præsumpserint, indignationem nostram cum gravi animadversione se senserint incursuros. Mandamus insuper & expressius injungimus universis Justitiariis nostris & eorum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, quatenus restitutionem hujusmodi & omnia supra scripta in cunctis locis famosis & notabilibus Jurisdictionum suarum, ut ad omnium notitiam deducantur, faciant solemniter ac etiam celeriter publicari; & quos contra facere repererint, graviter sic puniant, quod cæteris cedat in exemplum. Quod ut perpetuæ soliditatis robur obtineat nostrum præsentibus fecimus apponi Sigillum. Datum Paris. die penultima Maii anno Domini 1403 & Regni nostri 22. Sic Signatum per Regem, Dominis Ducibus Biturix, Burgundiæ, Aurelianens. & Borbonii, nobisque & quam pluribus aliis de magno Consilio præsentibus. P. FERRON. Lecta & publicata in Curia 19. Junii, anno 1404. BAYE.

CCXIII.

27. Juin. *Renovatis Treugarum inter* CAROLUM VI. *Regem Franciæ & HENRICUM IV. Regem Angliæ conclusa. Dat. apud Lulinghem die 27. Junii Anno* 1403. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VIII. pag. 305.] ANNO 1403.

HÆC INDENTURA,

FACTA *apud Lulinghem*, die Mercurii vicesimâ septimâ mensis Junii, Anno Domini Millesimo, quadringentesimo tertio,

Inter, Reverendum in Christo Patrem, Dominum *Johannem Episcopum Carnotensem*, ac, Honorabiles Dominos, Dominos, *Johannem de Hangesto*, Dominum de Heuguevilla, *Ancellum de Longovillari*, Dominum de Angoudessent, Milites, Consiliarios, & Magistrum *Johannem de Sanctis*, Cancellarium Ecclesiæ Ambianensis, Secretarium, pro parte Franciæ ex una parte; Et Reverendum in Christo Patrem, Dominum *Henricum Bathoniensem & Wellensem Episcopum*, ac, Honorabiles Dominos, Dominos, *Thomam Rampston* Admirallum Angliæ versus le West, *Willermum Heron* Dominum de Say, Milites, & Magistrum *Nicolaum de Risseton*, utriusque Juris Professorem, pro parte Angliæ ex alterâ,

Ambaxiatores & Nuncios, in Marchiis Picardiæ inter Boloniam & Calesium, pro reparatione Attemptatorum, tàm per totum Mare, quàm per Terram, in partibus Picardiæ & Normanniæ, contra formam Treugarum præsentium, olim inter Regna Franciæ & Angliæ, viz, Anno Domini Millesimo trecentesimo, nonagesimo quinto, initarum, destinatos,

TESTATUR quòd, ut ipsæ Treugæ in suo robore perseverent & consistant, & nè, per nonnullorum perversorum utriusque Partis cupidam ac etiam affectatam malitiam (quæ jam in tantum invaluit, quòd per eos contra Treugas præfatas multa dampna, in præjudicium ipsarum Partium, & Subditorum, perpetrata fuere) amplius contra Treugas ipsas valeant impostertum aliqualiter attemptari, præfati Ambaxiatores & Nuncii per utramque Partium prædictarum destinati, in vim Potestatis eis attributæ, pro conservatione tranquillitatis & Pacis Regnorum prædictorum, ac etiam Dominorum, Incolarum, & Subditorum eorumdem APPUNCTIAVERUNT invicem ea quæ secuntur,

ET PRIMO, quod omnes Mercatores, Marinarii, Piscatores, & alii Subditi amborum Regnorum prædictorum (cujuscunque Statûs, Conditionis, aut Sexûs existant) ab utrâque parte, capti, tàm per Terram, quàm per Mare, quâcunque occasione sive causâ, contra formam dictarum Treugarum, liberè & absque exactione & solutione cujuscumque Financiæ, pro Compositionibus aut Redemptionibus, sint penitus effectualiter liberati,

Dictique Prisonarii, sic liberati, illi (videlicet) de Regno Franciæ detenti in Angliâ apud Calesium, & illi de Angliâ detenti in Franciâ apud Boloniam, in primâ die proximi mensis Septembris realiter adducentur;

Et per Conservatores Treugarum seu Admirallos utriusque partis, vel eorum Locatenentes, aut alios pro parte cujuslibet dictorum Dominorum in suo Dominio, seu per utramque partem Ambaxiatorum ipsorum Deputatos aut Deputandos (qui propter hoc in presenti Loco de Lenlinghem, in quintâ die dicti mensis Septembris, invicem convenient) taxabuntur rationabiliter expensæ quas fecerunt tàm in Carceribus in quibus detenti fuerunt, quàm veniendo ad dictu Loca:

Et promittent Conservatores, & Admiralli, vel eorum Locatenentes, aut alii Deputati prædicti, dictam Taxationem facere bonâ fide & sine dolo, statum Personarum attendendo;

A dieque præsenti, in antea, nullus dictorum Prisonariorum ponetur neque compelletur ad Redemptionem aliqualem:

Et, si quis ipsorum Prisonariorum ad Redemptionem positus fuerit tempore præterito, & ipsam Redemptionem, vel partem ipsius non solverit, de cætero a dicta Redemptione, etiam totali & a parte, siqua solvi remanserit, quitti penitùs remanebunt: Interim autem tractabuntur, & conservabuntur honestè, & cum omni tutamento Personarum earumdem:

Et, si qui capti, sive in Carceribus inclusi, sive aliàs detenti, seu qualitercumque elargiti, a Carceribus exierint, seu ab Elargimento eis concesso recesserint, a dictorum Carcerum, & cujuslibet Arresti, aut Elargimenti infractione, & a quibusvis Pœnis, pro dicto Arresto seu Elargimento tenendis, impositis, & per eos pro-

Anno 1403.

prômissis (etiamsi ad hoc & propter hoc fuerint obligati) Quitti permaneant assemper & immunes; absque eo quòd deinceps, horum occasione, per quoscúnque capi debeant, arrestari, seu aliàs in Personis sive Bonis quomodolibet molestari.

Item, quòd, si qui Deprædatores, Piratæ, Prædones sive Robatores supra Mare per utramque Partium prædictarum, a tempore dictarum Treugarum, usque ad diem præsentis Indenturæ capti sint, & detenti, Personæ ipsorum, istâ vice, de gratiâ liberabuntur realiter cum effectu: Et postea Partes (quibus Dampna intulerunt) poterunt eos prosequi, juxta formam Treugarum ipsarum, super restitutione bonorum & rerum, per eos ab ipsis deprædatorum & deprædatarum, & de Dampnis per eos propter hoc passis, si sua crediderint interesse:

Et, si qui, post Datam præsentis Indenturæ, capti fuerint per utramque Partium prædictarum, quoad illos servetur forma Treugarum prædictarum.

Item, quòd omnia Navigia, quomodocúnque vocata, quâcunque occasione, per utramque dictarum Partium, & per quoscúnque ipsarum capta, contra formam Treugarum prædictarum, & confessata, erunt illis, quorum sunt, effectualiter restituta, & ad hoc Captores ac etiam Detentores rigidè compellentur:

Pro quorum Navigiorum restitutione prosequenda & habenda, ubicumque fuerint, illi, quorum interest & intererit, securè poterunt adire ambo Regna prædicta, & quodlibet eorumdem, absque novo Salvo conductu qualicunque.

Item, quòd omnia Bona, & Mercimonia, sive Mercandisiæ, ab utraque dictarum Partium contra formam dictarum Treugarum capta & confessata, plenè, & liberè, & absque aliquali diminutione seu retentione illis, a quibus capta fuerunt, restituentur:

Et quoad Bona & Mercimonia, sive Mercandisias, capta supra Mare,

De & pro quibus Partes, in ultimâ Congregatione, in dicto loco de Lenlinghem (viz. in mensibus Julii & Augusti, Anni proximò præteriti) & in Congregationibus præcedentibus, inter Ambaxiatores utriusque Regnorum prædictorum facta, contrariè remanserunt, vel de & pro quibus dissensio aliqualis inter Partes orta est, sive imposterùm orietur,

Etiam & quoad Casus seu Articulos, in Rotulis Attemptatorum per utramque Partium earumdem, in dictâ ultimâ Congregatione, tráditos in Scriptis, de quibus Partes nondum sunt appunctuatæ,

Commissarii per Admirallos Regnorum ipsorum, &, si opus fuerit, per Constabularium de Douvre, Magistrum quinque Portuum Angliæ (si & in quantum tangere poterit Jurisdictionem dictorum quinque Portuum, vel eorum Locatenentium) deputabuntur; qui de & super Casibus & Querelis prædictis veritatem inquirent, & super hiis se informabunt diligenter, de ipsisque summariè & de plano cognoscent, & per eorum Sententias vel aliàs Partibus, infra primum diem mensis Martii proximò futuri, si fieri poterit, ministrabunt & facient quod fuerit rationis:

De hiis verò, de quibus Quæstiones interim determinari non poterunt, Partes per Admirallos, aut Magistrum quinque Portuum (in quantum ipsum ratione suæ Jurisdictionis tangere poterint) vel eorum Locatenentes, aut Commissarios supradictos, citabuntur comparituræ dictâ die primâ mensis Martii proximò futuri, apud dictam locum de Lenlinghem, coram Ambaxiatoribus, Nunciis, aut Commissariis (quos Dominis utriusque Partis ad hoc committere & destinare placuerit) propositturæ & dicturæ quicquid super hoc & propter hoc dicere & proponere voluerint, & super hiis recepturæ Justitiæ complementum:

Quâ die Admiralli, & Magister quinque Portuum prædictorum, seu eorum Locatenentes, referent seu remittent Informationes & Processus, super præmissis factos, ut ibidem fit per præfatos Ambaxiatores, Nuncios, seu Commissarios super hiis determinatum & decisum prout fuerit rationis:

Verùm, quoad Attemptata, facta per Terram, Conservatores dictarum Treugarum, ab utrâque Parte deputati (quilibet eorum, videlicet, in partibus in quibus deputati sunt) super dictis Attemptatis Partes audient, eisque Justitiam ministrabunt;

De Querelis verò, quæ per ipsos Conservatores, infra dictam primam diem mensis Martii proximò futuram, non fuerint appunctuatæ, Conservatores ipsi Informationes & Processus facient, eosque ad dictam diem coram dictis Ambaxiatoribus, & Nunciis, seu Commissariis referent, aut remittent, ut per eos tunc, prout æquitatis fuerit, Partibus, ad dictam diem citatis, super hiis Justitia ministretur.

Item, quòd, ut ipsæ Treugæ, secundum earum formam & tenorem, de cætero serventur illæsæ, Treugæ prædictæ de novo per ambo Regna prædicta publicabuntur; poterúntque Personæ quæcunque, Mercatores, & aliæ (cujuscunque statûs, aut conditionis existant) ire & navigare liberè, pacificè, & securè, secundum formam dictarum Treugarum, per ambo Regna prædicta, per Terram, & per Mare, pro Mercandisiis, seu Mercimoniis, & quibuscunque aliis suis Negotiis exercendis, absque eo quod in hoc per quemcunque, quâvis occasione sive causâ, valeant aut debeant quomodolibet impediri.

Item, quòd Infractores ipsarum Treugarum punientur secundum formam earundem.

Item, quod aliqui, Banniti a Regnis prædictis, neque Piratæ, Prædones, seu Deprædatores supra Mare, in aliquibus Portuum aut Navigiorum, ipsorum Regnorum, nullatenus recipientur, neque receptabuntur:

Quinymò, si contingerit ipsos in aliquo dictorum Portuum vel alibi reperiri, statim per Admirallos, vel Magistrum quinque Portuum (si in Jurisdictione suâ reperti fuerint) vel eorum Locatenentes, vel, in eorum absentiâ seu negligentiâ, per Justicarios locorum capientur, de ipsisque fiet Justitia condecens per eos ad quos spectabit, juxta formam Treugarum prædictarum:

Proclamabiturque, in omnibus Portubus dictorum amborum Regnorum, quòd nullum ipsorum Bannitorum, Piratarum, seu Deprædatorum quis receptet, nulla Victualla aut alia eis necessaria sibi ministret, nec eis præstet auxilium, consilium, aut favorem; Et hoc sub pœna Corporis & Bonorum.

Item, quòd omnes Marchæ, & Reprisailliæ, per utramque dictarum Partium, a die Datæ dictarum Treugarum citra, quâvis occasione sive causâ concessæ, cessabunt omninò, eruntque revocatæ, cassatæ, & penitùs annullatæ, unà cum omnibus Litteris, pro & super Marchis & Reprisaliis supradictis, per quemcúnque seu quoscúnque utriusque Partis quâvis Auctoritate concessis; & quoad hoc servabitur forma Treugarum prædictarum.

Item, quòd, dictis Treugis durantibus, omnes Mercatores & aliæ Personæ (cujuscúnque statûs aut conditionis) poterunt ire per Regna prædicta, juxta formam ipsarum Treugarum, sine novo salvo Conductu; Et, si qui petierint salvum Conductum ab aliquo Dominorum prædictorum, seu Officiariorum eorumdem, sibi dari, petentibus sine difficultate quâcunque concedetur.

Item, pro majori securitate utriúsque Regnorum prædictorum, & ut Mare omnibus dictis Subditis, in eo navigare volentibus, deinceps sit securum, fuit super inter dictos Ambaxiatores concordatum quòd, quamcitiùs fieri poterit, In omnibus Portubus dictorum Regnorum proclamabitur quòd, infra dictam primam diem dicti proximi mensis Septembris, omnia Navigia armata utriusque Regnorum dictorum, quæ sunt & erunt super Mare, confestim reducantur ad Portus realiter cum effectu; Et hoc sub magnis Pœnis contra inobedientes & ab eis exigendis.

Item, quòd Conservatores Treugarum amborum Regnorum in quantum concernet Terram, & Admiralli ipsorum Regnorum, necnon dictus Magister quinque Portuum, in quantum concernet Mare, jurabunt, ad Sancta Dei Euvangelia, quòd ipsi, & quilibet ipsorum, in suâ Potestate & Jurisdictione, quàm citiùs & quàm diligentiùs fieri poterit, postquam aliqua Persona vel aliquæ Personæ unius Partis conquaeretur seu conquerentur de aliquo Dampno, seu aliquibus Dampnis, sibi illatis per aliquem, vel aliquos Partis alterius, præfatæ Parti conquerenti, seu Partibus conquerentibus super hoc, secundum quod fuerit rationis, promptam Justitiam ministrabunt, compelléntque, aut compelli facient, omnibus viis & modis ad hoc condecentibus, illum vel illos, qui dicta Dampna fecerit aut fecerint, ad ea restituendum Parti læsæ vel Partibus læsis; favore, amore, odio, fraude, & dolo cessantibus quibuscumque.

Item, quòd dictis Admirallis, Custodi quinque Portuum Angliæ, omnibusque Senescallis, Ballivis, Præpositis, ac aliis Justiciariis, & Officiariis amborum Regnorum prædictorum, quocumque nomine censeantur, Custodibusque dictorum Portuum dictorum Regnorum, per utrumque Dominorum prædictorum, in suo Dominio præcipietur & mandabitur quòd, si aliquis Pirata, Prædo, vel Malefactor, seu aliqui Piratæ, Prædones, vel

ANNO 1403.

vel Malefactores, supra Mare, contra formam dictarum Treugarum, ex unâ, vel alterâ parte, in aliquâ seu aliquo Civitatum, Villarum, Districtuum, vel Portuum suæ Jurisdictionis devenerit seu devenerint: statim Admiralli, & Custos quinque Portuum prædicti, quilibet in suâ Jurisdictione, vel eorum Locatenentes, aut, in eorum absentiâ seu negligentiâ, Senescalli, Baillivi, Præpositi, aliique Justiciarii, Officiarii, & Custodes Portuum amborum Regnorum supradictorum, ipsum Piratam, Prædonem, vel Malefactorem, seu ipsos Piratas, Prædones, vel Malefactores, cum omnibus Bonis eorum, Navibus, Bargiis, Baleneriis, & aliis Navigiis quibuscunque, & quocunque nomine censeantur, tàm suis propriis (si quæ habeant) quàm per eos captis, raptis, seu deprædatis, capiant & detineant, aut capi & detineri faciant, & in tutâ Custodiâ deputari; de bonisque & aliis superiùs designatis Inventarium legitimum faciant, aut fieri faciant,* & ea omnia & singula in tuto etiam custodiri, ad conservationem Juris illorum, quorum interest, quousque per Dominum Superiorem, cui subierunt, vel ejus Officiarium, vel Officiarios, ad quos spectabit, aliud super hoc fuerit ordinatum.

ITEM, quòd omnia & singula, in præsenti Indenturâ contenta, & declarata, per omnes Portus utriusque Regnorum prædictorum, infra dictam primam diem dicti proximi mensis Septembris, publicabuntur, ut ad omnium notitiam valeant devenire.

ITEM, quòd Admiralli, Custos quinque Portuum, Senescalli, Baillivi, Præpositi, cæterique Justiciarii, & Officiarii, necnon alii Custodes Portuum amborum Regnorum supradicti, jurabunt, ad Sancta Dei Euvangelia, quòd ipsi, & eorum quilibet, contenta in Articulis suprascriptis, benè & fideliter observabunt, & observari facient posse suo; fraude & dolo cessantibus quibuscumque.

ITEM, Protestatum est, per utramque Partem Ambaxiatorum prædictorum, quòd pro præmissis, nec per præmissa, aut eorum aliqua, non intendunt aliquid innovare in Treugis prædictis, nec contra formam ipsarum; ymo quòd ipsæ Treugæ in omnibus suis Punctis & Articulis integræ remaneant & illæsæ, absque innovatione quâcunque.

In quorum Testimonium præfati Ambaxiatores seu Nuncii Franciæ præsentem Indenturam propriis suis manibus signaverunt, cum appositionibus Sigillorum cujuslibet eorundem, Anno & die prædictis.

Johannes Episcopus Carnoten.,
J. de Hangest,
A. de Longviller,
J. de Sanctis,

Sub Sigillis Commissariorum prædictorum de cerâ rubrâ, pendentibus a caudis pergamenæ.

CCXIV.

5. Oct.

L'EMPIRE ET LA HONGRIE.

Constitution de l'Empereur SIGISMOND *par laquelle, en qualité de Roi de* HONGRIE, *il accorde la Paix aux Infidèles & aux Rebelles de ce Royaume. Fait à Bude l'an* 1403. [GOLDAST, Tom. III. pag. 417.]

NOS SIGISMUNDUS Dei gratia, Rex HUNGARIÆ, Dalmatiæ, Croatiæ, Ramiæ, Serviæ, (a) Galliciæ, Lodomeriæ, Comaniæ & Bulgariæ: Marchioque Brandeburgensis, &c. Sacri Romani Imperii Generalis Vicarius & Regni Bohemiæ Gubernator; Memoriæ commendantes ad universorum notitiam volumus serie præsentium pervenire, quod quia nos ad instantem & devotatam supplicationem fidelium nostrorum Baronum, Procerum & Nobilium, Regni nostri Hungariæ,*hic nobiscum personaliter existentium, quorum precibus propter eorum fidelia & gravissima servitia, atque fidelitates eximias, consensum non possumus denegare; decrevimus cum omnibus Rebellibus, æmulis & Adversariis nostris, in Regnis nostris Hungariæ & Sclavoniæ, necnon in partibus Transsylvaniensibus constitutis & existentibus veram Pacem facere, & concordiam stabilire. Idcircò nos dictorum fidelium nostrorum supplicationibus favorabiliter annuentes, ex innata nobis clementia, omnibus & singulis Prælatis, Baronib. Nobilib. Militib. Clientibus, necnon cujuscunque alterius præeminentiæ vel conditionis hominib. in Regnis nostris prælibatis Hungariæ & Sclavoniæ necnon partib. Transsylvaniensibus, commorantibus, ad eosdemque pertinentibus, gratiam faciendi duximus in hunc modum.

(a) communément Valachie.

1. Primo namque, quod Regia pietate concedimus, quod omnes ipsi Prælati, Barones, Nobiles, Milites, Clientes, & alii prætitulati, ac Hæredes eorum, & cujuslibet eorum, occasione vel ratione erectionis banderii alicui nostri æmuli, & sub ipso contra nostram Majestatem & alios nostros fideles, diversarum pugnarum & conflictuum exercitationis, oblationis, etiam receptionis seu occupationis aliquorum Castrorum, Districtuum, Villarum & Possessionum, sive combustionis & deprædationis illorum & illarum, necnon dissipationis & perceptionis bonorum seu Jurium nostrorum Regalium, seu Ecclesiasticorum, vel Nobilium, & generaliter quorumcumque Hominum, ac etiam occasione captivationis, spoliationis, interfectionis, seu mutilationis quorumcumque Hominum, tam Nobilium quam Ignobilium; nec non cussionis Monetarum seu Denariorum, & generaliter cujusvis enormis facti, per eos vel aliquem eorum, simul vel divisim, hucusque quomodocumque vel qualitercumque factorum, gestorum & perpetratorum, nullo unquam tempore, quovis modo per nos aut alios possint vel debeant impediri seu aliqualiter aggravari. Sed iidem à quibusvis Causidicis intra vel extra Judicium, absoluti penitusque supportati habeantur, nec (b) eos quisquam Judex ordinarius Regni ratione prævia judicare (c) valeat aut damnificare, immo lites exinde subortæ vel oriundæ sopiantur & sedentur per Judices antefatos.

(b) al. non.
(c) al. valeant.

2. * Idem concedimus, quod si aliqui ex Regnicolis nostris prædictis quævis Castra, Munitiones seu Fortalitia sponte vel invitè manibus alienis tradidissent, seu etiam si aliqua assumpta ibi voris extraneorum aliqua damna Nobis vel Regnicolis nostris intulissent, aut super Civitates liberas, Villas, Oppida & Possessiones nostras, vel aliorum, Census, Collectas vel Taxas recepissent, aut ad urbutas Camerasque Salium, & lucrum Cameræ, sive aliorum quorumvis redituum & proventuum nostrorum Regalium, vel Regnicolarum, debitè, vel indebitè se intromittentes dissipassent, ratione horum nec nos per aliquem possint impediri, sed penitus habeantur absoluti.

* peut-être, item.

3. Interea si qua Castra, Munitiones seu Fortalitia, Districtus aut Possessiones ad nostram Regiam Majestatem cuipiam Hominum Regnicolarum prædictorum fuerent obligata, ille vel illa à nemine recipiant, nisi prius facta debita solutione, etiamsi ille, cui prius impignorata fuerant, alterque ea nomine pignoris obligasset.

4. Concedimus quoque, quod omnes Donationes eis hactenus factæ majori Sigillo nostro de novo fiendo confirmentur pro eisdem.

5. Cæterum si contigerit in posterum per Regnicolas in Regno aliquam Congregationem generalem celebrari, in eademque ratione præmissorum, nos vel aliquis ex Regnicolis nostris aliquem ex prædictis Baronibus, Nobilibus, Militibus, Clientibus, vel ad ipsos spectantibus, similiter conjunctim vel divisim, quocumque exquisito ingenio, condemnare aut aggravare vellemus, vel uiteretur rebus & bonis universis facere, (d) valeamus atque possint.

(d) peut-être doit-on lire non valeamus neque possint.

6. Insuper omnes Episcopatus, Dignitates, & Beneficia Ecclesiastica quælibet: Item Castra Rohonch Jautiens. Hrwsow & Padalayn in casu, quo Nicolaus, Filius Stephani de Libliu, & (e) partem Podolayn non in honorem, sed in perpetuum (f) habere dono seitur, necnon Munitiones & Possessiones à Viris Ecclesiasticis vel Secularibus, aut Nobilibus quovis modo ablatas, occupatas, & receptas, duximus eis, à quibus eædem abalienatæ fuerant, pleno jure remittendas, illis videlicet, pro quibus uterque Nicolaus, Waywodæ, Transsylvanienses, duxerunt obsides nobis dandos.

(e) al. Patrem.
(f) al. habeat.

7. Demum omnibus & singulis Prælatis, Baronibus, Nobilibus, Militibus, Clientibus, cæterisque cujusvis status & conditionis Hominibus, & Regnis, & Partibus superius nominatis, pro quibus ipsi Waywodæ ipsos obsides eorum stare voluerint, usque ad dies triginta à die datarum præsentium infantea * memorandos ipsi nobis in scriptis nominatim intimaverunt gratiam facere, & eo modo, quo cæteris Rebellibus, indulgere. De potioribus autem Proceribus ac Sociis, Sequacibus, Fautoribus & Adhærentibus ipsorum æmulorum nostrorum, & cujuslibet ipsorum, pro quibus obsides non habuimus: statuimus, quod illi, si usque ad Festum Dominicæ Nativitatis nunc venturæ curam nostra Majestate in dicto Regno nostro Hungariæ (g) existente comparuerint, debeant, cum consilio tamen Prælatorum,

* Sans doute, numerandos.
(g) al. existentes.

ANNO 1403. torum, Baronumque nostrorum Consilii nostri, in forma aliis concessa, gratiam obtinere; si vero venire contempserint, eis præsens gratia nihil suffragetur. De familiaribus verò quorumcumque æmulorum præfatorum, necnon de quibuscumque Nobilibus in præfatis Regnis nostris Hungariæ, Sclavoniæ, & in partibus Transsylvaniensibus, Possessiones habentibus, decernimus, quod in præsens gratia ipsis generaliter computetur, ita tamen quod infra anni revolutionem proximè futuri, à die Datarum præsentium inchoando, causa infidelitatis ostendendæ coram nostra Majestate se præsentando, Literas nostras regales pro se obtineant superinde. Quod si forte nonnulli ex Rebellibus & æmulis nostris superius designatis, seu ex Sequacibus eorum, aliqua Spolia, Incendia, Damna, Maleficia, Rapinas, Cædes, seu alias cujuslibet generis offensiones deinceps commiserint, vel perpetraverint, seu quicquam contra Majestatem nostram attemptare præsumpserint, videlicet illi inter partes Transsylvanienses & Drawam commorantes, post dies octo; illi vero de partibus Transsylvaniensibus, post dies viginti; sed illi qui sunt trans Drawam, post dies quindecim, à die datarum præsentium inantea computando, volumus qood possint, non obstantibus contentis in Literis nostris, secundum formam Juris & Justitiæ condemnari.

8. Postremò Donationes universas per nostram Majestatem de Possessionibus, Castris, Oppidis, & Districtibus dictorum Prælatorum, Baronum, Nobilium, Militum, Clientum, & ad eos pertinentium præscriptorum, quibus durante præsenti Guerra hactenus factas, simul cum omnibus Literis exinde scriptis vel confectis, irritantes atque annullantes, à prioribus possessoribus earundem censemus eo Jure, quo antea possederunt, eas tenere, ac etiam gubernare: spondentes atque promittentes omnia præmissa, & singula eorum, eis & quibuslibet eorum, & ad ipsos pertinentibus Hæredibusque ipsorum, purè & sincerè, sine omni dolo & fraude aliquali, bona fide & inviolabili mediante, firmiter observare, ita videlicet, ut ibi aliquis eorum quovis modo resiliendo contra nostram Majestatem rebellizantes niteretur atque vellet, tunc nos talem cum Prælatis & Baroonibus nostris, qui tunc ipsi de Consilio nostro fuerint, simul & conjunctim, non autem divisim, agnitis suis demeritis, prout qualitas exiget, juxta Regni nostri antiquam consuetudinem punire valeamus. Datum Budæ feria proxima post Festum S. Francisci Confessoris, Anno Domini millesimo quadringentesimo tertio.

CCXV.

19. Oct. *Cautio* LADISLAS *Regis Ungariæ*, *Civitatibus* SIBENSEI & TRAGURIENSIS *data, quòd nullum Castrum seu Fortalitium ibi construendum, sed potiùs omnia earum Privilegia & Immunitates conservanda sint. Data Jadræ Anno* 1403. 19. *Octobris* XI. *Indictione*. [JOH. LUCSUS de Regno Dalmatiæ Libr. V. pag. 261.]

LADISLAUS D. G. Hung. Hyerus: & Siciliæ Dal. & Croatiæ &c. Rex, Provinciæ & Furcalquerii ac Pedemontis Comes, Mco. viro Pereto de Andreis, Comiti Trojæ, Consiliario & fideli nostro dilecto gratiam, & bonam voluntatem. Licet suadentibus certis rationibus atque causis firmum propositum, & intentio nobis fuerit construendi, & construi faciendi in Civitatibus nostris Sibeniei & Trag. aliquod Fortalitiom, seu Castrum; nunc verò cessantibus ipsis rationibus, atque causis consultò deliberavimus ipsa Castra in prædictis Civitatibus fieri non debere; nosque totaliter removimus ab intentione, & proposito antedictis; De quibus volentes Regimina, Communitatem, & universitatem & homines dictarum Civitatum de prædictis certiores cautos reddere, & securos, tibi de quo in omnibus plenè confidimus quam promptiter valeas, atque possis prælibatis Regiminibus, Communitatibus, Universitatibus & Hominibus quod Castra ipsa seu Fortilicia per nos aut alios nullo unquam tempore faciemus, seu fieri mandabimus, quodque omnia illorum Privilegia per nos, aut alios eis concessa, Libertates, Immunitates, & Consuetudines perpetuò observabimus, & mandabimus ab aliis observari, tenore præsentium de certa nostra scientia licentiam damus; & omnimodam & plenariam Potestatem committentes tibi in præmissis, & circa præmissa totaliter & plenariè vices nostras, ac promittimus ratum, gratum, firmum, validum habere perpetuò & tenere, quidquid per te in præmissis & circa præmissa actum, promissum, ac factum fuerit, sive gestum; nullo unquam tempore contrafacere, vel venire, tanquam si persona nostra id egisset, quin imò ad validiorem roboris firmitatem nos etiam sub verbo, & fide Regalibus prælibatis Regiminibus, Communitatibus, Universitatibus & Hominibus promittimus & firmiter pollicemur, quod prædicta Castra, seu Fortilicia in ipsis Civitatibus fieri ullo unquam tempore faciemus; quin imò prædicta eorum Privilegia, Immunitates, Libertates & Consuetudines observabimus, & observari ab aliis perpetuò faciemus. Præsentes autem Literas, quas pro cautela in manibus prædictorum Communium volumus remanere, magno pendenti nostro Sigillo jussimus communiri. Datum Jadræ per Antonium Perni Secretarium familiarem, & fidelem nostrum dilectum Anno D. 1403. die 19. men. Octobr. XI. Ind. Regnorum nostrorum anno 17. ANNO 1403.

LADISLAUS *Rex manu propria.*

CCXVI.

(1) *Traité de Partage fait par* PHILIPPE de France II. *du nom Duc de Bourgogne*, & MARGUERITE *sa Femme*, *de leurs biens à leurs Enfans mâles* JEAN, *Duc de Bourgogne*, ANTOINE *Duc de Brabant & de Limbourg*, & PHILIPPE de Bourgogne. *A Arras, le* 27. *Novembre*, 1403. [DYNTER, dans les Chroniques Manuscrites de Brabant. Chap. LXXX. Feuill. 68. verso.] 27. Nov. BOURGOGNE, BRABANT &c.

SUbsequenter vero prælibatus Dux Anthonius tradi & exhiberi fecit supradictis duobus Oppidis Lovaniensi & Bruxellensi duas Literas *in forma Vidimus*, factas sub Sigillo Domini Everardi de Platea, Præpositi Sanctæ Ecclesiæ Sancti Jacobi frigidi montis in Bruxella, Ordinis Sancti Augustini Cameracensis Diocesis, per quas ipse notificat se vidisse unam Litteram Patentem sanam & integram sigillatam Sigillis bonæ memoriæ quondam Domini Philippi Filii quondam Regis Franciæ, Ducis Burgundiæ, Comitis Flandriæ, Arthesiæ & Burgundiæ, & Dominæ Margaretæ Ducissæ & Comitissæ Ducatûs & Comitatuum prædictorum, continentem partificationem inter ipsos factam & ordinatam inter Filios eorum masculos scilicet potentes Principes Dominum Johannem in presentiarum Ducem Burgundiæ Filium ipsorum seniorem, Dominum Anthonium nunc Ducem Brabantiæ & Lymburgis, ipsorum Filium secundo genitum, & Philippum de Burgundia inpræsentiarum, scilicet tempore datæ *Vidimus*, Comitem Nivernensem Filium eorum juniorem; quæ quidem Littera fuit data Attrebati die 27. mensis Novembris anni Domioi 1403. in qua quidem Littera continentur de verbo ad verbum clausulæ subsequentes de Gallico in Latinum translatæ, & primò: Prædictus Johannes Senior Filius habebit, pro se & Hæredibus suis, Ducatum & Comitatum Burgundiæ cum Dominio & eorum pertinentiis & Comitatum Flandriæ cum Terris Alostensis, Dendremondæ & Mechliniensis, & eorum pertinentiis; & Comitatum Arthesiæ cum suis pertinentiis, & habebit dicta Domina Terras integras absqoe hoc quod Anthonius, & Philippus sui Fratres poterunt petere aliquam portionem causâ partificationis apanage nec alias nec alio modo videlicet dictum Ducatum post decessum nostri Ducis, & dictus Comitatus & alias Terras supradictas post decessum nostræ Ducissæ, & tunc dimittet Comitatum Nivernensem, & Baroniam de d'Ourchii & quam antea tenuit, & fuerunt sibi in Matrimonium collati. Item dictus Anthonius Filius noster secundò genitus habebit pro se & Hæredibus suis Ducatum Brabantiæ, comprehensis Villa & Castellania Antwerpiensi, cum pertinentiis, Ducatu Lymburgensi & aliis Terris nostris ottramosanis, & habebit dicta Domina eas Terras post decessum nostræ Ducissæ, & matertera oostræ Ducissæ Brabantiæ, absque hoc quod alii Fratres prædicti poterunt petere aliquam portionem ratione primogenituræ, partificationis omnis apanage nec alias nec etiam alio modo, Et si dicta matertera nostra Ducissa Brabantiæ superviveret, dictus Anthonius gauderet Comitatu Arthesiæ usque post præfatæ materteræ nostræ decessum, & tunc erit Dux Brabantiæ & Lymburgis, & dimittet prædictum Comitatum Arthesiæ

(1) Ce Traité pourroit bien être le même que celui, dont on a raporté quelques Articles sous l'année 1331. page 135. No. CLXXIII.

ANNO 1403.

thesiæ & etiam Comitatum Registrensem, qui sibi ad suum Matrimonium sive Nuptias fuit collatus, dum habuerit obedientiam & possessionem majoris partis bonarum Villarum & obedientiam majoris partis Nobilium Ducatuum prædictorum juxta continentiam Litterarum sui Matrimonii. Item dictus Philippus noster posterior Filius habebit, pro se & Hæredibus suis, Comitatum Nyvernensem & Baroniam d'Ourchii, Comitatum Registrensem, Castrum Rynaut Vrane, cum pertinentiis ipsorum, Terras nostras de Campania & earum pertinentiis, post decessum materteræ nostræ Ducissæ Comitatum de Stampis, Villas, Castra, & Castellanias de Dourdam & de Gryen, quæ nobis debent advenire, cedit ad Hæredes nostros masculos per decessum nostri belli-Fratris Bituriensis, si decedat absque Herede masculo de suo corpore: & casu quo dictus noster Frater haberet Hæredem masculum, & dictus Contractus & aliæ Terræ nobis non advenirent vel Hæredibus nostris, & dictus Philippus vel Hæredes pro eorum partificatione non haberent alias Terras de nobis Duce & Ducissa, quam illas quæ sunt in præsenti Articulo declaratæ, item habebit Castrum & Castellaniam de Montreuil, cum suis pertinentiis in Comitatu Burgundiæ Castrum de Chastelguyon, & tria millia Francorum in Reditibus de Saleveria de Salinis comprehensis in quos solebat levare sive recipere Dominus Johannes de Thalem, in dicta Saleveria; quod quidem Castrum cum Reditibus, Proventibus, & pertinentiis nobis sunt acquisita ac per Judicum Sententias adjudicata, & sexagima millia Francorum, quorum quadraginta millia solventur per dictum Johannem Filium nostrum & ejus Heredes, & viginti millia per dictum Filium nostrum Anthonium aut ejus Hæredes solventur post decessum nostrorum Ducis & Ducissæ, absque hoc quod in dicta partificatione alii sui Fratres prædicti poterunt demandare sive petere, per primogenituram sive senioritatem partificationem appanagiam, neque aliter vel alio modo, ut fuit dictum.

Vidimus sigillatum Sigillo Præpositi Ecclesiæ Sancti Jacobi Frigidi, montis prædicti. Datum die 21. mensis Junii anno Domini 1407.

CCXVII.

1404. 15. Avril. FRANCE ET PISE.

Traité entre CHARLES VI. *Roi de France, &* GABRIEL MARIE *Frére du Duc de Milan & Seigneur de Pise. Fait en* 1404. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 277.]

CAROLUS Dei gratiâ Francorum Rex, & Dominus Januæ, notum facimus universis præsentibus pariterque futuris, quod visis & attentis contentis in Litteris seu publico Instrumento, cujus seu quarum tenor sequitur in his.

§. 2 Strenuus Miles Dominus Joannes Dominus Castrimorandi Sindicus, Ambassiator & Procurator Illustris & Magnifici Domini Domini Joannis le Meingre dicti Boucieault Marescalli Franciæ Locumtenentis Serenissimi Domini Francorum Regis, habens ad infra scripta plenam Potestatem & Bailiam vigore publici Instrumenti scripti manu Juliani Panisarii Notarii & Communis Januæ Cancellarii die decima tertia præsentis mensis ex una parte; & Magnificus Dominus GABRIEL MARIA de Vicecomitibus Pisarum Dominus suo nomine & Successorum suorum ex altera; pervenerunt & pervenisse sibi ad invicem confessi fuerunt ad infra scripta Pacta, Transactiones, Conventiones, & Compositiones, solemnibus stipulationibus hinc inde intervenientibus; renunciantes sibi invicem exceptioni dictorum Pactorum & Conventionum, non factæ rei, sicut supra & infra * non esse non se habentis, doli mali, metus, in factum actioni, conditioni sine causa, & omni alii juri. Videlicet, quod dictus Magnificus Dominus Gabriel Maria Pisarum Dominus promisit & convenit dicto spectabili Domino Johanni Domino Castrimorandi dicto nomine stipulanti, & ad cautelam nobis Juliano Panisario Notario & Communis Januæ Cancellario, & Framochio quondam Framochii Notario & Communis Pisarum Cancellario, tanquam personis publicis Officio publico stipulantibus & recipientibus, nomine & vice dicti Serenissimi Domini nostri Francorum Regis & Successorum suorum in Regno; se esse & perpetuò futurum, bonum & fidelem Vasallum ejusdem Serenissimi Domini nostri Francorum Regis & Successorum suorum pro & de Civitate Pisarum, & Districtu, Castris, Juribus & Jurisdictionibus, Hominibus, & Fidelitatibus Hominum, Terris, Locis & pertinentiis suis, & quibuscumque aliis Terris & Locis per ipsum seu Successores suos de cætero recuperandis & acquirendis, & ipsa omnia cum mero & mixto imperio & omnimoda Potestate & Jurisdictione tenere in Feudum Nobile & Gentile, Paternum & antiquum ab ipso Serenissimo Domino nostro Rege & dictis Successoribus suis, sub modis, pactis, formis & conditionibus infra scriptis. ANNO 1404.

§. 3. Videlicet quod salvis semper & exceptis his, quæ de Castro & Turri Liburni dicentur inferius, teneatur dictus Dominus Gabriel Maria Investituram recipere de prædictis à dicto Domino Regio Locumtenente vel a dicto Domino Johanne Domino Castrimorandi dicto Procuratorio nomine, & eidem præstare debitum fidelitatis juramentum.

§. 4. Item quod dictus Dominus Gabriel Maria teneatur Guerram & Pacem habere & facere cum omni Dominio, Communitate, Persona & Natione (exceptis tamen Fratribus ipsius Domini Gabrielis Mariæ, videlicet Dominis Duce Mediolani & Comite Papiæ, quos & dictus Locumtenens Regius, vel dictus Dominus Joannes Procurator dicto nomine propter parentelam, quam habent cum Illustrissimo Domino Duce Aurelianensi, & dictus Dominus Maria, quia Fratres ejus sunt, libenter excipiunt) quandocumque, ad Mandatum vel simplicem requisitionem ejusdem Serenissimi Regis & cujuslibet Locumtenentis ejus, tam de persona ipsius Domini Gabrielis Mariæ, quam de dictis Civitate, Castris & Territorio Pisarum, quàm etiam de Hominibus supra dictis; & alia etiam facere teneatur & debeat, quæ bonus & fidelis Vassallus, Gentilis & Nobilis de vero suo Domino facere tenetur & debet. Sanè tamen intellecto, quod si Serenissimus Dominus noster Rex aliquos ex dictis Hominibus in aliqua Guerra ipsius Domini nostri, vel ejus Locumtenens exercere voluerit, tunc dabit eisdem Hominibus rationale stipendium vel expensas congruas faciet.

§. 5. Item quod dictus Dominus Gabriel Maria & ejus descendentes & Successores in dicto Feudo dabunt quolibet anno eidem Serenissimo Domino nostro Regi vel ejus Locumtenenti equum unum vel falconem unum peregrinum, in signum recognitionis veri Domini & Feudi prædicti.

§. 6. Item quod in Locis & Fortalitiis Pisarum & ejus Territorii erigi & tenere facere possit, teneatur & debeat dictus Dominus Gabriel Maria diebus & horis solitis vexilla insignis Regii, in illis scilicet, in quibus vexilla aliqua, & specialiter Dominii dictæ Civitatis, erigi & teneri consueverunt.

§. 7. Item quod dictus Dominus Gabriel Maria ponet statim in manibus & virtute dicti Johannis Domini Castrimorandi dicto nomine, vel ordinandi & constituendi ab eo, Castrum & Turrim Liburni custodiendas per dictum Serenissimum Dominum nostrum Francorum Regem, vel deputandos ab eo, aut ejus Locumtenente nomine Regio in perpetuum, expensis ipsius Domini Gabrielis Mariæ & Successorum suorum, pro securitate Regis & observantia omnium prædictorum, & pro utilitate dicti Domini Gabrielis Mariæ; Acto etiam inter Partes, quod dictus Serenissimus Dominus noster Rex, aut alius pro eo non possit ponere ad custodiam dicti Castri sive Fortalitiæ Liburni aliquem Januensem vel Subditos Communis Januæ, sed sint tales deputandi ad dictam custodiam Francigenæ, confidentes dicti Domini Gabrielis Mariæ, vel alii extranei, de quibus placuerit ipsi Domino nostro Regi, vel ejus Locumtenenti.

§. 8 Item est pactum, quod dictus Serenissimus Dominus noster Rex non habeat neque exerceat Jurisdictionem aliquam in Terra Liburni & pertinentiis ejus, salvis supra scriptis & salvo in custodiendo & custodiri faciendo proprio nomine ipsius Serenissimi Domini nostri Regis, & ad bonum & utilitatem dicti Domini Gabrielis Mariæ dictum Castrum & Turrim Liburni.

§ 9. Item est pactum, quod dictus Serenissimus Dominus Rex noster dictum Castrum & Turrim Liburni vendere, pignorare, aut alienare non possit contra & præter voluntatem dicti Domini Gabrielis Mariæ.

§. 10. Item est pactum, quod dictus Serenissimus Dominus Rex prædictus vel ejus Locumtenens mandet deputandis per eum ad custodiam dicti Castri & Turris Liburni, quod recipiant & recipient in dictas Castrum & Fortalitiam dictum Dominum Gabrielem Mariam, & Magnificam ejus Matrem quoties voluerint Castrum & Fortalitiam prædictam intrare.

§. 11. Item est pactum, quod dictus Serenissimus Domi-

ANNO 1404.

Dominus noster Rex vel ejus Locumtenens mandet dictis deputandis ad custodiam dicti Castri & Turris, quod non permittant aliquam Gentem, cujuscumque conditionis existat, intrare aut ingredi Portum aut Terram prædicti Liburni contra consuetudinem dictæ Terræ, sine voluntate dicti Domini Gabrielis Mariæ, aut ejus Vicarii in Terra prædicta, salvo si talis Gens missa esset vel mitteretur in dictam Terram per dictum Serenissimum Dominum Regem vel ejus Locumtenentem pro bono & salute dictarum Terræ & Fortalitiæ Liburni.

§ 12. Item est pactum, quod si (quod absit) dicta Terra Liburni capta vel obsessa esset ab inimicis Gabrielis Mariæ, vel ipsa Terra quocumque modo rebellaret, ad custodiam dicti Castri deputandi teneantur dare transitum per dictum Castrum omnibus Armigeris & Gentibus, quos dictus Dominus Gabriel Maria in dictam Terram per dictum Castrum transmittere voluerit, pro defensione, salute & recuperatione dictæ Terræ Liburni, si opus fuerit.

§. 13. Item est pactum & promisit dictus Dominus Sindicus & Ambasiator dicto nomine, quod dictus Serenissimus Dominus noster Rex & Successores sui in Regno defendent, manutebunt & conservabunt dictum Dominum Gabrielem Mariam & ejus Successores contra quoscumque ipsum offendere volentes, & similiter contra quoscumque ipsum præsentialiter offendentes, & ejus inimicos, sicut facere tenetur & debet quilibet Dominus erga verum & fidelem Subditum & Vasallum suum.

§. 14. Item est pactum, quod si defectu vel culpâ dictorum deputandorum ad custodiam dicti Castri vel aliter, dictum Castrum perderetur vel perveniret in manus aut fortiam alicujus, dictus Serenissimus Dominus noster Rex per suam benignam gratiam habebit & tenebit ipsum talem, in cujus virtutem ipsum Castrum, ut supra, pervenisset, pro inimico, & faciet Guerram contra ipsum, donec Castrum ipsum recuperatum, & in manus ejus vel ipsius Locumtenentis repositum fuerit.

§. 15. Item promisit dictus Dominus Joannes Dominus Castrimorandi Procurator dicti Joannis le Meingre, proprio ipsius nomine, habens de hoc plenam Balliam vigore Instrumenti prædicti, quod ipse Dominus Joannes le Meingre ita faciet & curabit, quod dictus Serenissimus Dominus noster Rex habebit accepta, ratificabit solemniter & approbabit omnia & singula supra dicta & infra scripta intra menses sex proximè futuros & venturos.

§. 16. Dictus spectabilis Dominus Joannes Dominus Castrimorandi, dicto nomine & vice Serenissimi Domini nostri Regis & suorum Successorum in Regno, acceptans omnia & singula supra dicta cum Pactis, modis, formis & conditionibus supra dictis, investivit ipsum Dominum Gabrielem Mariam præsentem & recipientem, per annulum aureum, quem ipso Dominus Sindicus & Procurator, dicto nomine, digito ipsius Domini Gabrielis Mariæ imposuit, in Feudum nobile, & quale supra, de dictis Civitate, Terris, Castris & Territorio Pisarum, Juribus & Jurisdictionibus supra dictis, & quibuscumque aliis per ipsum Dominum Gabrielem Mariam in futurum acquirendis & recuperandis; salvis tamen his, quæ de Castro & Turri Liburni superius dicta sunt; & promitit dictus Dominus Sindicus & Procurator dicto Domino Gabrieli Mariæ præsenti, stipulanti & recipienti, plenè attendere & observare omnia & singula supra dicta, & facere, quæ tenetur occasione Investituræ prædictæ.

§ 17. Quibus quidem legitimè factis supra dictus Dominus Gabriel Maria dictam Investituram in modum prædictum flexis in præsentia dicti Domini Procuratoris & Sindici genibus, recipiens reverenter & acceptans, juravit ad Sancta Dei Evangelia corporaliter tactis Scripturis, & præstitit eidem Domino Sindico & Procuratori nomine Regio, ut supra recipienti, fidelitatis debitæ Sacramentum, jurando & promittendo eidem Domino Sindico & Procuratori se futurum fidelem Vasallum prædicti Serenissimi Domini nostri Regis de supra dictis Infeudatis & Investitis, & attendere, complere & observare omnia & singula, quæ vigore & occasione præsentis Infeudationis tenetur, & quæ in Capitulis veteris & novæ formæ fidelitatis Juris Canonici & Civilis continentur; salvis semper omnibus in præsenti Instrumento contentis; quæ omnia & singula supradicta dictæ Partes dictis nominibus sibi invicem promiserunt attendere, complere & observare, & contra non facere vel venire de Jure vel facto, aliqua ratione vel causa, sub hypotheca & obligatione bonorum ipsorum præsentium & futurorum, ratis semper manentibus supra dictis.

§. 18. Actum Pisis in Palatio Residentiæ dicti Domini Gabrielis Mariæ in Camera magna inferiori, anno Dominicæ Nativitatis, millesimo quadringentesimo quarto, Indictione undecimâ, secundum cursum Pisarum, die decima quinta Aprilis horâ Vesperarum, præsentibus Comite Guidone de Mutillana, Domino Geronæ, * Marchione Estensi, Domino Joanne Domino de Capella Milite, Paulo de Sabellis, Joanne da Colomna, Domino Reynerio de Zazis de Pisis Milite, Petro Malherba, Guillelmo Alesi, Petro de Montiono Secretario Regio, & Benedicto de Andoria Notario Cive Januæ, vocatis & rogatis. Julianus Panizatius Imperiali auctoritate Notarius, Regius Secretarius & Communis Januæ Cancellarius prædictis omnibus unà cum dicto Framochio Notario interfui, & rogatus de eis præsens publicum Instrumentum composui, cum additione supra scripta in ultima linea apposita; quæ additio debet sequi illud verbum, *Matrem*; errore scriptoris omissa, quod tamen Instrumentum per alium extrahi feci, aliis occupatus.

§. 19. Nos Litteras sive Instrumentum præinsertum omniaque & singula in eis contenta, in quantum opus est ac nos, Heredes & Successores nostros Reges Franciæ concernunt & tangunt, concernereque & tangere possunt aut poterunt in futurum, atque pro nobis & Heredibus ac Successoribus nostris, nostroque & eorum nomine, promissa sunt & conventa, ratas & gratas habentes, easdem laudamus, approbamus, ratificamus & confirmamus per præsentes ex certa scientia auctoritateque Regia & gratia speciali volentes & concordantes expressè eas & ea valere, inviolabiliterque teneri & observari, perpetui & inviolabilis roboris firmitatem & stabilitatem nunc & perpetuis temporibus, absque variatione & infractione aliquibus obtenturas, & absque eo, quod Castrum & Turrim Liburni vendere, seu transferre, aut aliàs contra tenorem & formam Instrumenti suprascripti, nec non & præsentium disponere in toto seu in parte, nos aut Successores nostri jam dicti valeamus, debeamus, aut nobis aut eis liceat præsentibus aut posteris temporibus, quibuspiam titulo, occasione, seu causa, tacitis vel expressis; quod si factum foret, aut fieri (quod absit) contingeret in futurum, nullius esse valoris, imò haberi tenerique volumus & ordinamus totaliter pro infectis, etiamsi de ipsis in præsentibus oporteret expressam & distinctam facere mentionem.

§. 20. Et ut hæc omnia & singula superius contenta & declarata firma sint & stabilia & roboris perpetui obtineant firmitatem, præsentes Litteras nostri Sigilli fecimus appensione muniri. Datum Parisiis mense Augusti, anno millesimo quadragintesimo quarto, & Regni nostri vigesimo quarto. *Sur le reply est escrit*, Per Regem, Domino Duce Bituriæ, Domino Joanne de Monteacuto Magistro Magno Hospitii & pluribus aliis præsentibus; *& au dessoubs ainsy signé* FERRON. *A costé est escrit*, Collatio facta est, *& au dessoubs*, Sigillata de mandato Regis expresso. *Sçellé d'un sceau pendant à un cordon de soye verte & rouge.*

CCXVIII.

Donation faite par MASTIN, *Viscomte de Milan, Fils de* BARNABE', *à* HARTMAN *Evêque de* Coire, *& au Chapitre dudit Lieu, de la Ville, Chateau, & Vallée de* Chiavenne *& de* Pivry. *A Coire le dernier jour de Juin* 1404. [LA VALTELINE, ou Memoires, Discours, Traitez &c. sur le sujet des Troubles & Guerres survenuës en la Valteline. pag. 12.] 30. Juin.

NOus MASTIN Viscomte de Milan, notifions à tous qui verront & liront la presente escriture, comme en cest an & jour, sçavoit l'an 1404. le dernier de Juin, ayant consideré l'utilité, & fidelles bienfaits, que nous a demonstrés, & à nos Predecesseurs le Reverendissime Evesque de Couère Hartman, & qu'il peut encore d'oresnavant faire le mêmes, ainsi en vertu de la presente nous lui donnons, & approprions à son Evesché & Eglise de Couere, avec bon pensement, & meur conseil & bonne science, de posseder éternellement toute la Vallée de Chavenne & Pivry, avec tous les Gens, Biens, Seigneurie, Utilité, Dependances, & Proprieté, rien excepté. Et partant nous renonçons, avec tous nos Successeurs, par cette Donation,

ANNO 1404. tion, a toutes les raisons que nous avons eues esdites Terres, Biens, & Gens, & metons en éternelle possession, ledit Evesque Hartman, & ses Successeurs de tous lesdits Biens, & de jouir d'iceus éternellement, sans jamais estre molestés a l'éternité, ni de nous, ni de nos Successeurs. Nous reservons neantmoins en ceci, les Raisons qui peuvent concerner l'invincible Empereur. Et si Dieu nous faisoit la grace d'être remis en nostre premier estat, duquel nous sommes injustement depossedés, nous prometons a cette heure, comme alors, audit Evesque & Eglise de Cooëre, que nous confirmerons de nouveau, tout ce qui est contenu cy-dessus. Pour corroboration de quoi, nous avons appozé nostre Seel. Donné a Couère, l'an & jour, comme dessus.

CCXIX.

1405. 23 Mars. Verein des Dechants und Capituls zu Straßburg/ mit dem Rath und der Stadt allda/ wider den Bischoffen daselbst/ umb weilen derselbe einige zum Stifft gehörige Städt und Schlösser in frembder Hände gegeben; Worinn sich dieselbe verpflichten einander treulich benzustehen/ falls der Bischoff oder jemand anders sie bey widereinnehmung der Städte und Vesten beschädigen wolte. Geben den Montag vor unser Frauen-tag Annuntiationis anno 1405. [LUNIG, Teutsch. Reichs-Archiv. Part. Spec. Contin. I. Fortsetzung III. Absatz XX. pag. 293.]

C'est-à-dire,

Confederation entre le Doyen, le Chapitre, & la Ville de STRASBOURG, *contre l'Evêque* GUILLAUME, *pour le recouvrement des Lieux & Places de l'Evêché alienes par ledit Evêque, & pour une Assistance mutuelle contre tous ceux qui, de quelque maniere que ce fût, voudroient les y troubler ou empêcher. Fait le Lundi avant la Fête de l'Annonciation de la Vierge 1405.*

WIr der Dechan und das Cappittel gemeinlich der Merren Stifft zu Straßburg kunden meniglichem mit diesem Briefe/ Als Her: Wilhelm von Dieſt wilent Bischof zu Straßburg/ des Bystums und unser Stifft/ Sloß/ Stette/ Land und Lute/ one unser Wissende und Wille in frembde Hände gegeben het/ und an die Stadt Oberkirch/ die von irer Erberkeit/ und Biderbekeit/ sich nit von unser Stifft enpfromden wolten lossen/ daz Her: Wilhelm doch geton het wider den Eyde den Er uns gesworen het/ dehein Sloß/ Stat/ Vestin/ oder Land unsere Stifft zu entpfrembende/ ze veranderende/ oder hinweg ze gebende/ one unsern Wissende und Willen/ des wir ein gut offen Instrumente von Ime habent/ und des ouch vom Rehten nit sin sol/ und domme gemacht het/ und teglich machet/ daz das Bystum und unser Stifft zertrennet wirt/ und zerget/ das wir besorgent/ das dehein Redelich Bischof under uns me werden kan und daz wir unsere Freyen Wal berobet werden/ darumbe wir ouch das Sloß Oberkirch zu unsern Handen genommen habent/ dargegen aber Her: Wilhelm von Dieſt/ sich wider uns setzet/ und wenne wir dise Sache/ den erbern Wisen/ dem Meister und dem Rate der Stat Straßburg/ vingeclagt habent/ und geclaget/ als unsern guten Frunden/ wan den wir wol wissen und bekennen/ das su Uns und Unser Stifft also clegelich und schedelich zergen sol/ alß wir das wohl empfunden haben/ und tegelich empfindent/ denne su mit irem Kosten in unser Nammen uns das Sloß Oberkirch helffent behuten/ darumbe sin wir mit denselben Meister und Rat zu Straßburg/ und su mit uns darüber gesessen/ und hant uns des mit einander vereinet und zusammene verbunden und verpflichtet/ wer es daz Herr Wilhelm von Dieſt/ oder jeman anders wer der were/ nieman ußgenommen/ uns bedersite/ oder dehein Teil under uns besunder/ oder joch unser vorgenanten Herren oder der Burger von Straßburg/ einen oder me besunder/ do von daz wir Herrn Wilhelmen von Dieſt vur deheinen Bischof haent/ oder daz wir das Sloß Oberkirch inne habent/ oder ob wir me Sloß/ Stette oder Vesten unsers Bystums zu uns gewunnent/ oder an uns wolent/ schadigetent/ leidigetent/ oder uns vorgenanten Herren/ semenlich/ oder unser deheinen besunder unser Pfrunden/ Gotz-Goben/ Ambachten/ Kirchen/ oder unsers eigen/ berobetent/ entwertent/ oder vorbehielten/ oder die Stat Straßburg/ Ire Burgere oder die Iren/ oder unser bedersite Helffern leidigetent/ schedigetent/ Irer eigen Erbe/ oder Lehen beroubetent/ entwertent/ oder vorbehieltent/ das wir darumbe einander mit sullen noch wellen lossen/ wenne wir sullent einander getruwelich geraten und beholffen sin gegen allen den/ die uns bedersite/ semenlich/ oder besunder/ also leidigeten/ beswertent/ beschedigetent/ oder das unser vorbehielten als vorgeschrieben stat/ und an die Stunde/ das uns allen oder unser jeglichem besunder das/ des er danne beroubt/ entweret/ oder ime vorbehalten wer/ gentzlich widerwert und widerkert wurde/ one alle Geverde/ wir zu beden Siten sullen noch entwellen uns in dieser Sachen/ nit von einander zweien/ noch scheiden/ und sol dehein Theil under uns beden/ noch nieman under uns den vorgenanten Herren des Cappittels besunder sich in dieser Sachen/ mit unsern Wider-Parten die jetz wider uns/ von der obgenanten Sachen wegen sind/ oder hernach in dieser Sachen/ wider uns werdent/ weder Friden/ Sunen/ oder Burworten one daz ander Teil und one des andern Teiles Wissende und Willen/ in deheinen Weg/ wir die vorgenanten/ Dechan und Cappittel/ versprechent uns ouch/ die Stat noch der Lute zu Ober-Kirche nieman heissen oder erlouben zu huldende/ zu swerende/ oder gehorsam ze sinde one Meister und Rates zu Straßburg Wissende und Willen/ wir sient/ es danne gemeinlich und einmüteclich mit einander überkommen/ daz man es die von Oberkirche heissen sol/ zu glicher Wise vielent oder gewunnent wir der Dechan und das Cappittel me Slosse/ Stette/ oder Vestin/ unsere Stifft/ darzu uns die von Straßburg beholffen weren/ gegen den sullent wir das glich halten/ als von den von Oberkirch do vor bescheiden ist/ wer aber daz die Stat Straßburg/ dehein Schlosse Stat/ Vestin oder Lute gewunnen/ do wir der Dechan und das Cappittel oder ieman von unsern/ nit by werent/ oder nit in unserm Nammen were/ do sol das halbe Theil/ uns und unserm Cappittel zugehören/ und das ander Teil der Stette von Straßburg zugehöret/ do mögent su iren Kosten ußslahen/ den su dieser Sachen hald gehept hant/ oder do mitt tun wie su getruwen das es in aller nutzest ist/ wer aber daz su ein solich Sloß/ das su also gewunnet/ schedigetent/ in welchen Weg das were/ darumbe sullen su uns/ nit ze antwurtende haben/ oder inen deheinen Schaden oder Unwurt gegen uns bringen in deheinen Weg/ was Kosten ouch die von Straßburg/ uff solich Dinge legent uns zu helffe/ darvur sollent wir Dechan und Cappittel noch unser jeglicher besunder/ noch die Stat von Oberkirch/ und ander Sloß/ die zu uns koment/ oder wir inne ir Hilffe gewunnen/ inen nit verbunden sin ze gebende/ noch darauf zu slahende/ wir detent es denne gerne/ wand was Hilffe die von Straßburg uns jetz dunt/ bekennen wir wol/ das su das unser lieben Frowen/ unser Stifft/ und uns ze Eren und zu Nutze tugent. Alle vorgeschriben Dinge und das Cappittel/ gemeinlich vur uns und alle unsere Nachkommen/ gegen den vorgenanten Meister und Rat und den Burgern der Stette zu Straßburg/ und iren Nachkommen/ stete/ veste und unverbrochenlich by rehter Worheit ze haltende/ und gentzlich ze vollefurende one Geverde/ wir Claus Zorn dem man sprichet Schultheis der Meister und der Rat von Straßburg verjehent/ das die obgeschriben Herren/ der Dechan/ und das Cappittel der vorgenanten Stifft/ uns die vorgenanten ire Gebresten/ clegelich/ vurgelent und geclaget habent/ und da mitte gekundet/ in welcher mossen Her Wilhelm von Dieſt/ in in und irer Stift/ gevaren und geton het/ und der Stiffte Slosse/ in frembde Hende gegeben het und noch vurbasser gern dete/ wo er mochte/ das er in versworen het/ nit ze tunde/ das ist uns nit liep/ und wo er den Herren dem Cappittel/ der obgenanten Stift anders dut/ oder in geschiht danne er billich sol/ das ist uns getruwelichen leyt/ wande wir der Stift Nutz und Ere alle Zit gern sehent/ und was wir darzu tunden oder mohten getun/ das die Stift by ir selbes und iren Eren blibe/ deten wir gern/ und beduret uns darumbe weder Koste noch Arbeite/ und noch denne uns die vorgenanten Herren ire Sachen vurgeleit habent/ und denne derselbe Her: Wilhelm von Dieſt/ zu den Ziten do er zu eime Bischoffe zu Straßburg worden was/ darzu wir ime mit unsern Liben und Gute helffent/ das ime das Bystum wart/ Er uns mit Willen und geheisse der Herren des egenanten Cappittels under andern Dingen/ ouch swur/ der Sloß/ Stette/ und Vestin des Bystums und der Stift nit ze empfrombende/ oder ieman in ie gebende/ one unsern Wissende und Willen/ des wir ouch sin Brief habent/ besigelt mit sinem/ und des Cappittels Ingesigeln/ das er ouch nit geton het/ darumbe das menglich denne gesehe und empfinde/ das wir by der Stift/ und die Herren der Stifft by uns wellent ungescheiden bliben/ und wir der Stifft/ ere gerne sehent/ so habent wir uns zu den vorgenanten Herren dem Dechan und dem Cappittel vereynet/ und zusammene verbunden und verpflihtet in die Wise als vorgeschriben stat/ und do von so versprechen wir uns ouch vur uns und alle unser Nachkumen gegen den vorgenanten Herren dem Dechan und Cappittel/ und iren Nachkomen/ dieß Vereynunge/ Verbuntnisse/ und verpflihtunge stete und veste ze haltende/ unverbrochenlich by reheter Worheit/ alle Geverde und Argeliste in allen vorbenempten Stucken und Puncten harinne ußgeslossen. Und des zu eime Urkunde/ so hant wir der Dechan und das Cappittel/ unsers gemeinen Cappittels Ingesigel/ und wir der Meister und der Rat zu Straßburg Unser Stette Ingesigel geton hencken an disen Brieff/ geben des nehsten Mentages vor unser Frowen Tage Annuntiatio in der Vasten/ in dem Jar do man zalte von Gottes Geburt vierzehenhundert Jar und funff Jare/ und sint diser Briefe zwene glich/ einre by dem Cappittel und der ander by der Stat Straßburg/ die ouch by in blibent. ANNO 1405.

CCXX.

ANNO 1405.

CCXX.

14. Sept. Vereinung zwischen Johann Churfürsten zu Mayntz eines/ Bernhard Marggrafen zu Baaden andern/ Eberhard Graffen zu Würtemberg dritten/ der Stadt Straßburg vierdten/ und denen Reichs-Städten/ Ulm/ Reutlingen fünfften Theils/ zu gemeinschafftlichen Beystandt und ertheilung der Justitz auf 5. Jahr eingegangen. Marbach an des Heyligen Creutz-erhöhungs-tag 1405. Mit der Stadt Speyer Accession zu obbemelter Einung/ und zwar zu dem ersten neimblich des Churfürsten zu Mayntz Theil. Sonntags nach St. Severi-tag 1406. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. LXXIV. pag. 775. Col. b. in f. lin. ult. *ex Additionibus* JOH. MELCHIOR. FUCHS.]

C'est-à-dire,

Confederation pour cinq ans entre divers Princes & Villes de l'Empire, savoir 1. JEAN *Electeur de Mayence*, 2. BERNARD *Marcgrave de Bade*, 3. EBERHARD *Comte de Wirtemberg*, 4. *la Ville de* STRASBOURG, & 5. *les Villes d'*ULM & *de* REUTLINGEN, *pour leur commune défense, & pour la meilleure Administration de la Justice. A Marbach le jour de la Sainte Croix* 1405. *Avec l'Accession de la Ville de* SPIRE *à cette Confedération par Adhérence à l'Electeur de Mayence. Le Dimanche après la St. Severin* 1406.

WIr Johann von GOttes Gnaden/ deß Heil. Stuhls zu Mentze Ertz-Bischoff/ deß Heil. Römischen Richs in Dütschen Landen Ertz-Cantzler vom eyme Teyle: Wir Bernhart von demselben Margrave zu Baden an deme andern Teyle/ wir Eberhart Grave zu Würtenberg an deme dritten Teyl/ wir der Meister/ der Rath und alle Burgere gemeynlich der Städte zu Straßburg an deme vierten Teyle/ und wir die Burgermeistere/ Rathe und Burgere gemeynlich in diesen nachbenenten deß Heil. Römischen Reichs Städten/ mit Namen Ulme/ Rütlingen/ Uberlingen/ Memmingen/ Ravenspurg/ Bibrach/ Gemunde/ Dinckelspühl/ Kauffbüren/ Pfullendorff/ Ysny/ Lütkirch/ Giengen/ Aulin/ Boxffingen/ Buchorn und Kempten an dem fünfften Teyle/ bekennen alle offentlichen für uns und alle die Unsern/ und die uns zu versprechen stehne/ mit diesem Brieff und thun kunde allen den die yn sehen oder hören lesen/ als wir vormahls mit wolbedachtem Muthe/ Got und unser lieben Fraue zu Lobe/ deme Heil. Römischen Riche zu Sterckunge/ zu Nutze und zu Ehren/ uns selbs und dem gemeinen Lande zu Fridde/ und zu gemache/ uns freundlichen zusammen nach Lute dieser hernach geschrieben Eynung verbunden han/ daß wir nun die Ersamen Burgermeistere/ Rath und Burgere gemeynlich der Städte zu Spier/ alle die yern und die yn zu versprechen sten/ in dieselbe früntlich Eynung zu uns Johann Ertz-Bischoffs Teyle genommen und empfangen han/ nehmen und empfahen sie in dieselben früntlich Eynung gegenwertlich in Krafft dieses Brieffs/ also daß sie von Datum dieses Brieffes ane zu rechnen/ die gantze Zyt derselben Eynunge uffe darinnen sin/ und sich der mit uns und wir mit yn gebruchen halten und behelffen sollen/ und mögen zu allen Rechten und in aller Wise/ als wir vorgenante Parthien uns das untereinander verschrieben und mit Glübden und Eyden verbunden han/ als das die Brieffe darüber geben/ eygentlichen ausweysen/ die von Worte zu Worte hernach geschrieben stehn und also luden:

WIr Johann von Gottes Gnaden/ ut supra &c. thun kunt allen den die yn sehen oder hören lesen: Wann wir mit gantzer begierde geneigt sin zu Frieden/ und gemeinem Nutzen der Lande/ und daß Witwen und Waysen/ Reiche und Armen/ Pilgerin/ Kauffleute/ Landferer/ und Kauffmannschafft/ Gottes-Huse und alle andere erber unversprochen Lüte/ sie sin Geistlich oder Weltlich beschirmet werden/ sicher seyn/ und desto basser by Gemache bleiben mögen/ so haben wir uns berathlich mit wolbedachtem Mude/ GOtt und unser lieben Frauen zu Lobe/ dem Heil. Römischen Riche zu Sterckunge zu Nutze und zu Ehren/ uns selbs und den unsern und gemeinen Lande zu frieden und zu gemache/ zusammen früntlichen und gütlichen vereinigt und verbunden/ vereinigen und verbinden uns auch ytzunt mit rechtem Wissen und mit Krafft dieser Brieffs hynnen biß uff unser lieben Fraue Tage Lichtmeß/ genant zu Lateine purificationis Marie den nehesten/ und darnach fünff gantze Jare/ die nehesten nacheinander umb Sache die sich nun fürbas me von neuen erlauffen/ und sich von Datum dieses Brieffes mit angefangen/ gesetzet oder bestellet sin/ einander getruwlich bygestindig/ berathen und beholffen zu sin/ in aller der Wise und Forme als hernach geschrieben stet. Zu dem ersten nehmen und setzen wir uß den Allerdurchleuchtigsten Fürsten und Herrn/ Herrn/ Ruprecht Römischen König/ zu allen Zyten Mehrer des Reiches/ unsern gnädigsten Herrn und deme Heil. Riche sine Rete zu thunde als dann unser yglicher vorgenanten Teyl an deme Riche in Erbarkeit und mit guten Gewonheiten herkommen ist/ und doch also/ obe das were daß er oder ymans anders/ wer der were/ unser der vorgenanten Teyle dehemen/ es were von unser der ebenannten Heren oder der Städt Teyle oder unser Diener/ oder die unsern/ die uns zu versprechen stunden gemeynlich oder ein Teyle/ oder me unter uns desunden/ an unsern Fryheiten/ Brieffen/ Rechte/ guten Gewonheiten oder an unser Herschafften Landen/ Lüden oder Gute beschedigte off Wasser/ oder off Lande/ oder uns davon tringen/ tryben oder trengen wolte/ oder der uns oder die unsern mit Macht überziehen oder belegern wolte/ und sich derselbe Teyl unter uns/ dem das also widerfüre und beschehe/ darumb bekennet in solcher Mase/ als daß uns der obgenanten Herrn/ einen oder uns dryen widerfüer oder beschehe/ wann sich dann derselbe Herre darumb/ obe er im Lande were/ mit sechs siner Reten/ oder ob er im Lande nit were/ sinen Obersten Hauptmann/ oder deme er sin Land empfolen hette/ aber mit sechs sines Herrn Reten off yre Eyde erkennten/ oder obe das uns vorgenanten Reten zugangen weren/ wann sich dann yglicher derselben Städte Teyle mit yren geschwornen Reten off yre Eer und Eyde erkennten/ daß yn oder den yren an den obgenanten Stücken Unrecht beschehen were oder beschehe/ daß dann derselbe beschedigte Teyle/ welcher unter uns der were oder ist/ uns den andern vorgenanten Teylen/ das wol verkünden und zu wissen thun/ mag selbs oder mit sinen gewissen Botten/ oder Brieffen/ und auch daroff umb Hülffe mahnen/ so sollen dann wir dieselben gemahnten Teyle deme beschedigten Teyle darum unverzoglich hülfflich sin/ gegen allen denen die yn solchen Schaden zugezogen und getan henen/ oder die mit Mache also off sie gezogen weren oder belegert hette/ oder die yn suler/ holffe oder Rath darzu geben oder teten/ in solcher bescheidenheit/ daß wir derselben Fynd zu stunde darumb werden sollen/ und auch alle unsere Diener und die unsern auch heissen thun und die mit angriffen/ beschedigen/ und mit allen andern Sachen die darzu gehörent/ fyndlichen thun/ als verre wir das erlangen oder erreichen mögen/ getruwlich und ane alle Geferde/ glicher Wiese und in allen denne Rechten/ als ob yglich Teyl unter uns besunder das selbs angienge und yne selbs oder den sinen widerfaren und beschehen were/ Und wann unser Ertzbischoffen Johann obgenant/ Schlosse/ Land und Lüte den andern obgenanten vier Teylen etwas wyt entlegen und gesessen sin/ darumb wer es daß uns die Sache oder der Schade angienge und die Sachen also gestalt weren/ daß sie zum tegelichen Kriege queumen/ so han wir uns von den vorgenanten vier Parthien en solcher Masse hindan gesetzt/ also daß sie uns zu unserme tegelichen Kriege obe uns die Sachen angiengen/ als vorgeschrieben stet/ oder wir yn/ ab sie die Sache angienge/ in unsere oder yre Schlösser reysige Lüt/ zum tegelichen Kriege nicht dürfften schicken/ wir tetten es dann gerne/ dann wir andern obgenante vier Teyle haben uns deß vereiniget/ diewile wir einander gelegen und gesessen/ sin mit Namen also/ ist das derselbe beschedigete Teyl unter uns deß an uns die ehegenant drey Teyle begehrt/ daß man thine zu der vorgenanten Hülffe einen reysigen Zug zu tegelichem Kriege auch lieh/ so sollen wir vorgenante Teyle alle viere nun und dreissig Spiese zu Rosse/ Erber und wolerzügeter Lüte/ jeglicher Spieß mit dreyen Pferden/ darunter ein gewapneter Knecht sin soll/ im Schloß/ das dann dem Kriege aller beste gelegen ist/ und dahin er gemahnet hette/ zusammen schicken und legen/ und der auch synner Manunge en vierzehen Tagen den nehesten von Husse ußreyten/ und auch fürderlich an denselben stet gerenten solle ane alle Geferde/ also doch/ daß zu deme minsten desselben Teyls Spiese/ der da gemahnet hette/ als viel yme dann an der vorgenanten Summe Spiese zu Anzahl gebüren werdet zu schicken/ als hernach geschriben stet/ an derselben stet drey Tage vorhin sin sollen ane alle Geferde/ und soll auch yglich vorgenanter Teyl dieselben Spieß schicken und haben/ off sine selbs Koste/ Schaden und Verlust/ ane alle Geferde/ und doch also/ daß der manende Teyl demselben unserm Volcke des das yme also zugeschicket würde/ by yme redelichen feylen Kauff umb yre Pfenninge schaffen und geben sollen ane alle Geferde/ und sollen auch also wir die vorgenanten gemanete Teyl unter uns mit der Hulffe in aller Wise/ als vorgeschrieben stet/ truwlichen und ernstlichen beraten und beholffen syn/ als lange/ byß daß derselbe Schade widerkehret abgeleget oder versünet und der belegerte entschüttet würde/ ane alle Geferde/ und doch aber also/ daß sich yglicher der vorgenanten Teyle unter uns fünff Teylen gegen deme oder den wider den er helffen würdet/ vorhin mit Widersagen erberlichen bewaren möge/ ußgenommen alleine/ obe iche beschehe/ daß ein Teyl oder me unter uns zu frischer That behaben möchte/ darzu soll yglicher Teyl unter uns den andern Teylen schuldig und verbunden sin/ allen sinen Ernst getruwlich zu bewenden und darzu zu kehren/ daß das behaben werde offrecht nach dieser Eynunge sage/ zu glicher Wise und en allen Rechten/ als obe es thme selbs oder den sinen wiederfahren und beschehen were/ ane alle Geferde/ und sollen auch das allen unsern Voygten/ Amptlüden und Dienern empfehlen/ auch zu thun/ ane alle Geferde: Und wann das ist/ daß wir obgenanten vier

ANNO 1405.

Teyle die nune und drissig Spiese zu der ersten Manunge einem Teyl unter uns geschicket haben, so sollen wir von dheine andern Teyle unter uns von derselbe Spiese wegen zu schicken nicht me gemahnet werden, biß daß derselbe Krieg genßlich verrichtet würdet, es were dann, daß wir vorgenanten Teyle alle viere das fürbas mit einander eindrechteglichen überquemen, doch daß sust yderman dannoch in demselben Kriege, dem oder den die den Schaden gethan hette, fintlichen thun sollen, in aller der Wise als vorgeschrieben stet, und an den vorgenanten nune und drissig Spisen sollen wir vorgenanten Margrave Bernhart sechs Spiese haben, wir Grafe Eberhart, von Würtenberg achte Spiese, wir die Stadt Straßburg nun Spiese, und wir des Richs Städte in Schwaben sechszehen Spiese, und als dicke auch von der vorgenanten Sachen gemahnet würdet, so soll uns vorgenanten Margrave Bernhart die Manunge redlichen verkündet werden gegen Baden, obe wir selbs da sin oder unserme Voygt, oder Schultheisen daselbst, ade wir selbs nit da weren, und uns vorgenanten Grav Eberhart von Würtenberg in glicher Wise gegen Stuckarten in die Stadt, und die Stadt Straßburg deme Meister daselbst zu Straßburg, und uns des Richs Städten in Schwaben gegen Ulme, deme Burgermeister daselbst, die sollen es dann den andern Städten fürbasser verkünden: Würde man aber uns vorgenanten Johann Ertz-Bischoff also mahnen, bee zu beschedegen und anzugreiffen, die uns gelegen oder besessen weren als vorgeschrieben stat, das soll man uns verkünden gegen Aschaffenburg, unserme Vitzdum oder Kelner daselbst, und wann auch also die Manunge an ygliche vorgenante Stadt kundelich und wissentlich gethan wurde, dannide soll der Manunge genug geschehen sin, ane alle Geferde.

So soll auch unserer vorgenanten fünff Teyle dheiner weder Herzn noch der Städte Teyl der andern Teyle Finde, in unsern Städten, Vesten, Schlössern, Landen oder Gedieten, wissentlich nicht enthalten, weder Spiesen, Essen noch Trincken, husen noch hofen, noch dheine Gezug wider sie lichen noch geben, noch sonst geschrlichen handhaben noch hinschieben, alsbalde ygliche Teyl unter uns deß ynne oder gewahr werdet, oder von deme oder den andern Teylen darumb ermahnet würdet, getruwlichen und ane alle Geferde, und was Sachen in diesen Eynungen mit Kriege oder Findschafft gegen ymand anders anfahen, oder verlauffen, darumb soll sie dhein Teyl unter uns ane die andern Teyl weders Frieden, ußtinnen noch fürwurten, en dheine Weg, ane der andern Teyle Willen und Gunst, dann daß wir vorgenante Teyl alle fünffe ein ygliche solche Findschafft und Kriege, die sich in dieser Eynunge angefangen und verlauffen hetten, nach Ußgang dieser Eynunge einander dannoch getruwlich sollen berathen und behelffen, biß solche Findschafft oder Kriege gentzlichen verricht und versunet würden, ane alle Geferde. Were auch ob iemand begehrte zu uns in diese Eynungen zukommen, es weren Herrn, Rittere, Knechte oder Städte, die mögen das bringen an welchem Teil unter uns vorgenanten fünff Theilen sie wollen, und derselbe Theil unter uns soll dann den andern Theilen verkünden, und jenen darumb einen gerumen Tag an eine Stade, die uns obgenanten fünff Theilen allergeleglichsten wer, bescheiden, so sollen dann wir ehegenanten Theile alle Fünff mit Namen unser iglicher Herrn zween siner Rate, wir die von Straßburg drey unsers Rats, und wir die andern Städte in Schwaben auch drey unsers Rats mit vollen Gewalt darumb und dahin zusammen schicken und senden, die Sachen eigentlichen einzunehmen, und zu verhören, und auch daruff mit einander überein zu kommen, obe die und wie die inzunehmen sin oder nicht, und wie sich dann da unser Räte gemeinlich oder mit dem mehrer Teyl vereiniget, was darinnen zu lassen oder zu thun sy, daby soll es bleiben. Es soll ydes vorgenante Teyl unter uns den andern Teyle sich selba und alle yre Schlösser in diese vorgeschriebene Sachen zu allen yren Nöthen offen halten, sich daruff und darin zu behelffen und in darzu getruwlich gerathen und behelffen sin ane alle Geferde, doch daß man sich vergenn den ime Widdererfagen bewaren möge als vorgeschrieben stet, und wann wir vorgenante Teyle alle Fünff einander in der und allen andern Sachen mit gantzen Truwen meinen sollen und wollen, das zu bestetigen und auch zu fürkommen, das zuschen uns und den unsern in Zyt dieser Eynunge icht Zweyunge oder Unwillen offerstande, so haben wir uns des untereinander und gegen einander auch vereinet, welich Teyl unter uns oder der yglichen Teyle zugehörte oder zu versprechen stat, uns füelens mit deme oder dem andern Teile oder den yren, und die yn zu versprechen stünden, ui schicken oder zu thunde hetten oder gewünnen, daß wir das mit fremdlichem Rechten alle wegen gegen einander gutlichen ußtragen und verhandeln sollen in aller der Wise als hernach geschrieben stet, und ist deme also. Wer es wir obgenante Ertz-Bischoff Johann, wir Margrave Bernhart und Grafe Eberhart von Würtenberg oder die unsern, sie weren Edel oder Unedel, Burger oder Geburs-Lüte yehte zu eynander oder gegen eynander zu fordern oder zu sprechen hetten oder gewönnen, das soll zuschen uns ußgetragen werden, in aller der Maaße als in der Eynunge, die wir Ertz-Bischoff Johann und wir Margrave Bernhart beyderseite mit eynander han, verschrieben ist und geschrieben stet, und in solcher Maaße und Wise sollen wir Ertz-Bischoff Johann und wir Eberhart Grave zu Würtenberg, das auch also haben ane alle Geferde. Were es aber, obe wir Margrave Bernhart vorgenanter und wir ehegenanter Grave Eberhart von Würtenberg oder die unsern, sie weren Edel oder Unedel, Burger oder Geburs-Lüte yehte zu eynander oder gegen einander zu fordern oder zu sprechen hetten, oder gewonnen, das soll zuschen uns, denselben den unsern ußgetragen werden, in aller der Wise, als wir uns deß in unsern fordern Eynungen, die zehen vergangene Jahre zuschen uns gewert hat, gegeneynander verschrieben hetten, doch das darinne auch Achte, Banne und Dodschläge hindan sollen gesetzet sin, als hernach geschrieben stet, ane alle Geferde. Were es aber obe wir vorgenante Ertz-Bischoffe, wir Margrave Bernhart oder wir Grafe Eberhart von Würtenberg, oder unsere Dienere, es weren Herrn, Ritter oder Knecht, oder andern die uns zu versprechen stunden, yeht zu der gemeinen Stadt Straßburg zu fordern oder zu sprechen hetten oder gewonnen, darumb sollen wir und die unsern als vorgeschrieben stet, einen gemeinen Mann nehmen auß dem Rate zu Straßburg, welchen wir dann annehmen wollen, und mit demselben sollen sie dann schaffen, daß sich der deß annehme und das thue, es were dann, daß der das ungeferlich vorhin verlobt oder verschworen hette, und das gesagen und gesprechen mochte off sinen Eyd, so sollen wir und die unsern aber eynen andern uß yren Reten an desselben stat nehmen, in dem vorgeschriebenen Rechten, mit deme sie dann aber schaffen sollen, daß sich der des annehme, und derselbe gemeyn soll dann beyden Teilen darnach in vierzehen Tagen bescheiden angeferlich an eine Stadt, die dann beyden Teilen allerbeste gelegen ist, und off dieselbe Zyt mag dann yglich Teyle zwene Scheidemanne zu dem gemeynen Manne geben und setzen, und die sollen dann da von eynander nicht kommen, ane alle Geferde, er daß sie die Sachen da ußrichten und entscheiden, obe sie mögen mit Mynne oder mit Freundschafft mit beyder Teyle Willen und Wissen, oder obe das mit der Mynne nicht gesin möchte, mit eime freundlichen Rechten beyder Teyle Klage, Rede und Widderrede, es were dann ob jene der gemeine oder die Scheide-Lüte und die Urteil einen berald oder bedencken nehmen, drey Tage und sechs Wochen, als syte und gewonlich ist, das mögen sy wol thun, doch also, daß sie in derselben Zyt ußsprechen und yr Urteyl den beyden Parthien verschrieben geben, und wie auch sie darumb zu denen Rechten sprechen, das soll beyden Parthien wol genügen und das eynander thun und vollenden, also doch, daß der gemeyne und auch die Scheide-Lüte, die zu jene gesetzt werdent, das Recht darumb sprechen sollen off yre Eyde, und sollen sy die Eyde die sie von der Stadt oder yren Herren geschworen hetten, off bee Zyt und in deme Rechten nicht binden, und soll man auch beyden Teylen, und wer mit yglichen Teyle ryder, sicher oder geht, zu denselben Tagen und in denselben Schlossen, Frieden und Geleyte geben dar und danne, ane alle Geferde, und auch aber also, daß der dheiner, den die Sachen angehen oder anrühren würden, in Achte oder in Banne wären oder Dodschläg gethan hette, daß soll yme an deme Rechten zu keyme Schaden kommen und auch die Scheide-Lüte auff Achte noch uff Banne noch off Dodschläge nit urtheilen sollen. Und also glicher Wyse gewonnen die obgenanten von Straßburg, oder yre Burgere oder die yren ichtich mit uns vorgenanten Herren eime oder uns allen dryen selbs, oder mit unsern Dienern, es weren Herrn, Ritter oder Knechte zuschicken oder zuthun, darumb sollen sie einen gemeynen Mann nemen uß deß Herrn Raid, deme oder deß Dienern sie dann zusprechen wolten, und soll derselbe Herre unter uns, mit demselben sin Rat schaffen und bestellen, daß sich der das auch annehme, es were dann daß sich der deß auch vorhin verlobt und verschworen hette, und das off syne Eyd gesagen mochte, als vorgeschrieben stehe, so sollen sie einen andern nehmen in demselben Raat, der yn auch denn darumb Tage bescheiden soll als vor begriffen ist, und sollen dann wir vorgenante Herren und unsere Dienere, welchen oder welchen sie dann zusprechen wolten, des Rechten darumb off denselben gemeinen und glychen Zusatz, verhengen und gestatten in allen den Puncten und Sachen, als das hievor mit Worten eygentlich begriffen und unterschrieben ist, ane alle Geferde: Welcher Teil aber, oder welches Teils Dienere, Burgere oder arme Lüte, zu deß andern Teils Burgern oder armen Lüten, nun fürbas me icht zu zusprechen hetten oder gewönnen, das eyntzeliche Personen antrifft, darumb soll ein Teil deme andern nachfolgen en die Städte und Gerichte, da sy dann gesessen sin, oder darinne sie gehörent, und sollen sich auch deß Rechtens von einander für yren Amptlüten und Richtern, nach derselben Städte und Gerichte Gewonheit und Rechte benügen lassen, ane alle Geferde, also doch, daß yglich Teil unter uns nun synen Amptlüten und Richtern schicken und bestellen solle, daß deme Cläger fürderlich Gerichte und Recht nicht verzogen werde, ane alle Geferde. So wollen dann fürbas wir vorgenante Ertz-Bischoff Johann, Margrave Bernhart, und Grave Eberhart von Würtenberg und die unsern, die uns zu versprechen stehent, deß Rechten, gen den obgenanten Richs-Städten in Schwaben, und gen den yren blieben und in Ußtrag kommen in aller der Maaße, als die Eynunge ußwyset und saget, die wir ehegenante Grave Eberhart in Würtenberg mit in haben, ußgenommen allein, daß obe die vorgenante Richs Städte oder die yren Rechts bedörffen würden von uns ehegenanten Ertz-Bischoff Johann oder Margrave Bernhart, selbs oder von unsern Dienern, es weren Herren, Ritter oder Knechte, darumb sollen sie dann einen gemeinen Mann nehmen, uß deß Herrn Räte unter uns, deme oder des Dienern sie zusprechen wollen, welchem sie dann wollent, mit deme wir auch dann bestellen sollen, sich deß auch anzunehmen, es were dann daß er das auch vorhin verlobet und verschworen hette, als vorgeschrieben steht, so mögent sie einen andern nehmen, als das hievor auch unterschreiben ist, und sollen wir und unsere Diener, welchem oder welchen sie dann also zusprechen würden oder wolten, deß Rechten aff denselben gemeinen und einen glichen Zusatz darumb auch verhengen und gestatten in alle der Forme und Maaße, als sich der ehegenante unser Oheim von Würtenberg, deß vor sich und syne Dienere gegen den obgenanten Richs-Städten

Anno 1405.

Städten off syne Räte verschrieben hat ane alle Geferde.

Dann fürbas wollen wir die vorgenante von Straßburg und die ehegenante Richs-Städte/ deß Rechten gegen einander ysle- gen in solcher Maasse/ was wir die von Straßburg oder unsere Burgere/ und die unsern zu den vorgenanten Richs-Städten/ Burgeren oder den yren/ das eintzeliche Personen antreffen/ zu- sprechen gewönnen/oder sie oder die yren widderumb gein die un- sern/ daß ein Teil deme andern nachfolgen solle in die Städte oder Gerichte/ da die gesessen sind/oder dareine sie gehörent/ und das auch mit Rechte erfodern und ußtragen in aller der Wise/ als es vor begriffen ist: gewonnen aber wir vorgenante von Straß- burg oder die unser yehtes zu der vorgenanten Richs-Städte ei- ner oder me/ das eine gemeine Stadt angienge/ zu fodern/oder ir deheine oder die iren widerumb zu uns vorgenante Stadt Straß- burg/ und daß auch unser gemeine Stadt angieng zu sprechen/ darumb soll der klagende Teil unter uns einen gemeinen nehmen uß der Stadt Räte/ da er zusprechen will/ und soll das dann uff denselben gemeinen Mann und off eime ygliehen Zusatz uß- tragen in aller der Maasse als vorgeschrieben stet/ ane alle Ge- ferde. Aber in den Sachen allen ist sunderlichen berede umb an- gefallen Gut und die der Teile dheiner in Gewehe gehabt han/ daß die berichte sollen werden/ an den Städten/ da sie dann ge- legen sind/ es sye dann in Städten oder off dem Lande/ es were auch dann/ daß dasselbe Gut von ymand zu Lehen gienge/ so soll es darumb ußgetragen werden/ von deme Lehen-Herrn/ und deme das zu Lehen rüret ane alle Geferde: und also soll mit Na- men yglich Teil unter uns vorgenanten fünff Teilen den die in zugehören/ und zu versprechen stehnt/ nicht verhengen noch ge- statten/ deme oder den andern Theilen unter uns dheinen Uber- griff darüber zu thunde/ und soll auch das selbs nicht thun/ ane alle Geferde; Beschehe es aber darüber/so soll aber derselbe Teil/ der den Ubergriff gethan hette/ deme übergriffenen Teil das un- verzogenlich schaffen widderkehrt und widdertan/ und daß man darnach zu dem Rechten komme/ ane alle Geferde/ doch daß man mit demselben pfanden pentlich gefahren solle/ ane alle Geferde/ were es aber/ daß ymand der unsern der vorgenanten Teile/ eine oder me zugehörte/ oder zu versprechen stünde/ bey diesem Rech- ten nicht bleiben/ oder den vorgeschriebenen Sachen und Stücken nicht genugtun wolten/ so sollen wir die andere Teile demselben Teile/ ob er das an uns begehret/ mit gantzen Truwen beholffen sin/ biß daß derselbe ungehorsam darzu bracht wird/ daß er die- ser dinge auch genügen thue/ ane alle Geferde. So haben dann wir vorgenanter Margrav Bernhart/ und wir die vorgenante Richs-Städte in Schwaben uns des umb besundern Fründ- schafft/ für uns und die unsern gein einander auch vereint/ daß unser entweder Teyl dem andern die synen zu Burgern nicht in- nehmen noch empfahen solle/ dann in der Forme und Maasse/ als die Einunge ußwiset und saget/ die wir ehegenanter Grave Eberhart von Würtenberg/ und wir obgenante Richs-Städte vormals mit einander haben/ und zu glicher Wyse/ als obe die- selben Articel in diesem Brieffe begriffen weren und verschrieben stünden/ ane alle Geferde.

Und also geloben wir vorgenanter Ertz-Bischoff Johann/ Bernhart Margrave zu Baden/ Eberhart Grave zu Würten- berg/ Burgermeistere/ Rete und alle Burgere gemeinlichen der obgenanten Städte Straßburg/ Ulme/ Rütlingen/ ꝛc. mit un- sern guten Truwen und geschwornen Eyde/ den wir alle darumb lyplich zu GOtte und zu den Heiligen mit gelehrten Worten/ wir Ertz-Bischoff Johann mit unser Hand off unser Hertz geleget/ und wir die andern Teile mit offgebottenen Fingern globt und geschworen haben/ diese Vereinunge die obgeschrieben Zyte und Jahre getrewlich/ ware und stete zu halten/ zu leisten/ und auch zu vollenführen/ ane alle Argelist und Geferde/ nach Ußweissun- ge und dis Brieffes sage: Doch nehmen wir Ertz-Bischoff Jo- hann und Margrav Bernhart vorgenante in dieses Brieffes Ei- nunge uß solche Bündnisse und Einunge/ als wir gein einan- der haben: So nehmen wir Ertz-Bischoff Johann sunderlich uß diese hernach geschriebene Herrn und Stadt/ mit Namen die Cron und das Königriche zu Böhmen/ die Erwürdigen Herrn Johann Bischoff zu Würtzburg und sinen Stifft/ Friderich Bischoff zu Enstädte/ und die Hochgeborne Fürsten/ Herrn Johannes und Herrn Friderich Burgrave zu Nürnberg/ Herrn Herman Land- grafe zu Hessen/ Ludwig und Friderich Graven zu Oettingen/ Emian Grave zu Spanheim und zu Vyanden/ und die Ehrsa- men Burgermeister/ Rete und Burgere gemeinlich der Stadt zu Mentze/ unsere lieben Getruwen/ mit den allen wir vor Datum dieses Brieffes verbunden syn.

So nehmen wir Margrav Bernhart vorgenant besunder uß die Pfaltz an dem Ryne/ und der Hochgebornen Fürsten/ Herrn Ludwig/ Herrn Hannsen/ Herrn Steffan und Herrn Otten Ge- brüdere/ Pfaltzgraven by Ryn und Hertzogen in Beyern/ des sollen wir unverbunden sin. So nehmen wir Grave Eberhart von Würtenberg vorgenant uß/ unsern lieben Herrn und Ohei- me/ Herrn Carle Hertzogen zu Lothringen/ und Margrave und Herrn Fridrich von Lotteringen/ Herrn zu Romanie, zu Bone und Graven zu Vndemund als ferre/ daß dieselben Fürsten/ Herrn/ Stiffte und Städte/ die wir also ußgenommen haben/ als vorbescheiden ist/ uns obgenante dry Herrn/ die Stadt zu Straßburg und die Richs-Städte in Schwaben by unsern Fry- heiten und Gewonheiten/ als vorgeschrieben steht/ blieben lassen. So nehmen wir die obgenanten Meister/ Rete und Burgere der Stadt zu Straßburg/ in diese Einunge auch uß einen Bischoff und den Stifft Straßburg/ auch als ferre/ daß sie die ehege- nante dry Herrn/ die Städte in Schwaben/ und uns by unsern Fryheiten/ Rechten und Gewonheiten blieben lassen/ als vor- geschrieben stehe. So nehmen dann wir vorgenante Grave Eber- hart von Würtenberg und wir die ehegenanten Richs-Städte in Schwaben in diese Vereinunge uß mit Namen und besunder die Vereinunge/ die wir vor mit einander und mit andern Richs- Städten haben/ darzu nehmen wir die ehegenanten von Straß- burg/ aber uß die Vereinungen die wir haben mit unsern Eyd- genossen/ denen von Basel und denen von Sarburg/ also deß uns yglich Teyl diese Vereinunge/ an denselben Vereinungen nicht schädlich sein solle/ noch die dheines Wegs versehren ane alle Geferde/ und des allen zu waren und offenen Urkund haben wir obgenante Herrn alle dry unsere eigen Ingesiegel/ und wir ob- genante Städte alle unsere Ingesiegel offentlich gehencket an die- sen Brieff/ der geben ist zu Marbach/ an deß H. Creutzes-Tag/ zu Herbeste/ als es erhebt was/ da man zalte nach Christus Geburt 1405. Jahr/ und wann die obgenante Burgermeist. ꝛc/ Rete und Burgere gemeinlichen der Städte zu Spier uns obge- nanten Parthien über solche Einunge und Bündnisse ire versi- gelte Brieffe geben/ und darzu in truwen globe und zu den Hei- ligen geschwaren han/ dieselbe Einunge und Bündnisse nach al- lem irme Inhalt/ und als ferre sie das antreffen mag/ zu halten und zu follenfüren in aller Maasse/ als vorgeschrieben steht/ darum gereden und versprechen wir in auch off die Glübde und Eyde/ die wir ehegenante Parthien über dasselbe Bündnisse ge- tan han/ den vorgenanten Burgermeister/ Rete und Burgern gemeinlich zu Spier/ alle und ygliche Articel/ wie die in der- selben Einung Brieffen begriffen sin/ und als unser eine Par- thie deß der andern in denselben Brieffen verbunden ist/ und ein Teil das gein den andern halten soll/ nach yglichs vorgenantes Teils erkentnusse/ also daß sy sich ires Rechten erklagen/ erken- nen und darinn manen mögen/ als wir Herrn und Städte/ die in denselben Bündnisse sein/ das untereinander tun mogen/ nach Ußwisung derselben Brieffe/ stete zu halten/ und unverbrech- lichen zu follenfüren sunder alle Argelist und Geferde/ und dieser vorgeschriebenen dingen aller zu waren Urkund und bester Stete- kete/ so haben wir Ertzbischoff Johann/ Margrave Bernhart und Grave Eberhart von Würtenberg/ unsere Ingesiegel an diesen Brief tun hencken/ und wir der Meister und der Rathe zu Straßburg haben auch dieser vorgeschriebenen dinge zu waren Urkunde der Stadt zu Straßburg Ingesiegel an diesen Brieff gehenckt/ und wir die Burgermeistere/ Rath und die Burgere gemeinlich der Stadt Rütlingen/ haben auch zu waren Urkund aller vorgeschriebenen dinge/ für uns und die obgenanten andern des Riches-Städten in Schwaben/ die mit Namen davor geschrie- ben stent/ der vorgenanten Statt Rütlingen Ingesiegel um ir Bete willen/ so diß vorgeschrieben Ding zu besagen/ auch ge- hencket an diesen Brief/ darunter wir uns die obgenanten deß H. Richs-Städte/ dieser vorgeschrieben Dinge also bekennen/ in aller der Maasse/ als das davor geschrieben stet/ Geben auff dem Sonntag nach S. Severs-Tag/ als man zalte nach Christi Geburt vierzehen hundert/ und darnach in deme sechs- sten Jahre.

CCXXI.

1406.

Accession der Stadt Speye/ zu der zwischen ver- scheidenen Fürsten und Städten des Reichs/ aufge- richten Fünff-Jährigen Einung/ und zwar zu des Churfürstens von Maintz Theil. Geben Sonntags nach St. Severi-Tag 1406.

C'est-à-dire,

Accession de la Ville de Speye *à la Confederation conclue entre divers Princes & Villes de l'Empi- re, & par Adhérence à l'Electeur de Mayen- ce. Le Dimanche après la St. Severin 1406.* [Voyez-la ci-devant sous le 14. Septembre 1405.]

CCXXII.

8. Janv.

Le Pape et la France.

Bulle, par laquelle le Pape Benoît XIII. *con- vient de la Cession du Papat, pour la Paix de l'Eglise. Donnée à Tarascon près d'Avignon le 8. Janvier 1406.* [G. G. Leibnitz, Co- dicis Diplomatici. pag. 281.]

Benedictus Episcopus servus servorum Dei Universis Christi fidelibus ad quos præsentes Lit- teræ pervenerint, salutem & Apostolicam Benedictio- nem. Scrutator mentium & omnium cognitor secreto- rum Dominus Jesus Christus, cujus vices in Terris ge- rimus, licet immeriti, claré novit, quod à principio assumptionis nostræ ad Apostolatus Officium ad seda- tionem pestiferi schismatis (proh dolor!) in Dei Ec-

Anno 1406.

clesia nunc vigentis, quod diu ante ortum habuerat, nec tamen potuerat obstante inimico generis humani extirpari, & procurandam Sanctæ Dei Ecclesiæ salutiferam unionem, totis affectibus & omnimoda sinceritate, diligenti solicitudine cupivimus & incepimus laborare firmiter in nostro proponentes animo id, quod expediens esset unioni Ecclesiæ, adimplere pro viribus secundum eos modum & ordinem, quos Divina Justitia, sincera caritas, animarum salus, & ipsius Ecclesiæ utilitas exegissent, de quibus etiam satis innotescere potuit diligenter & solicitè intuentibus, responsiones quasdam quas circa materiam procurandæ unionis hujusmodi aliàs motam, & viam nobis cessionis apertam, recollimus nos fecisse; verum quia hiis non obstantibus, ut ex relatis fide dignorum & præsertim dilecti Filii nostri Nobilis Viri Ludovici Aurelianensis Ducis percepimus, nonnulli, tam Ecclesiastici, quam Seculares, conati fuerunt hactenus & etiam conantur nobis impingere, quod eminentiam hujus status, quem nobis, teste Deo, non procuravimus sic inordinata affectione contendimus retinere, quod nunquam fuimus intentionis nec sumus, pro unione Ecclesiæ, Papali cedere Dignitati, nos præfato Filio nostro Duci Aurelianensi, qui super hiis & nonnullis aliis Negotiis Ecclesiam & ipsius unionem tangentibus ad nostram accessit præsentiam, sinceritatem nostræ intentionis, quam semper habuimus & habemus, & affectum quem gessimus, gerimus, & gerere intendimus ad salutem animarum omnium & Ecclesiæ unionem & pacem per ordinem & confidenter expressimus oraculo vivæ vocis.

2. Qua expressione sic facta ipse nobis cum instantia supplicavit, quatenus exposita sibi de hujusmodi intentione & affectu nostris sub Bulla nostra plumbea & tradi faceremus in scriptis, per quam ipse carissimo in Christo Filio nostro Carolo Regi Francorum Illustri Fratri suo, sinceritatem nostræ intentionis hujusmodi & affectum melius posset & convenientius intimare, & obduraret ora eorum, qui, conficta obloquendi materia, veritati contraria divulgantes nos de sinistra intentione in prosecutione unionis Ecclesiasticæ diffamabant.

3. Nos igitur ne ex silentio & obmissione nostris Sanctæ Dei Ecclesiæ & nobis aliquod possit imposterum præjudicium generari, pro ipsius Ecclesiæ & nostri Joris conservatione ante omnia præmittentes, quod per declarationem hujusmodi nostræ intentionis seu hujus nostræ Bullæ traditionem non intendimus, sicut nec debemus, quomodocunque restringere Ecclesiæ libertatem, nec clavium potestatem, & nostræ in aliquo derogare, nec nos Judicio hominis cujuscumque submittere, seu cuiquam alii necessitati astringere, nec ad aliud obligare quàm ad id, ad quod sumus ex Divinæ Legis Justitia, dispositione Jurium, & injunctæ nobis servitutis officio obligati, nec in aliquo penitus consentire, quod rectæ & Catholicæ fidei non conveniat vel sit contra bonos mores, seu in Divinæ Majestatis offensam, cum nostram intentionem sit declarare, & declarationem ipsam dicto Filio nostro Duci, ut petivit, voluerimus tradere, solum ad servandum mentem prædicti Filii nostri Regis & aliorum, ad quos notitia hujus nostræ declarationis pervenerit, quibus forsan notum non erat nostræ intentionis propositum in hâc parte, & ad imponendum silentium nos diffamantibus, ut præfertur, & quieti status Ecclesiæ, prout melius possumus, consulendum; quod in præfatis nostris responsionibus aliis factis erat implicitum explicantes: declaravimus tenore præsentium nostræ intentionis semper fuisse & esse, ubi cessio de Papali Dignitate & Officio per nos fienda esset, & erit expediens Ecclesiæ Sanctæ Dei, & per eam & ex ea celeris & indubitata unio in Dei Ecclesia utiliter & salubriter sequeretur, & Papali Dignitati & statui, ac nostro indubio, * quod in eis habemus, pro Dei reverentia & animarum salute cedere affectu spontaneo, & personam insuper & vitam exponere corporalem, licet ejusdem intentionis nostræ fuerit & sit, Juris & Justitiæ vias, ubi per eas utiliter & salubriter unio Ecclesiæ fieri posset & possit, non excludere, tanquam consonas Divinis & Canonicis Institutis, animabus salubres & honestati Sanctæ Matris Ecclesiæ concedentes, quascumque protestationes, si quas hujusmodi cessioni * cum sic, ut præmittitur, expediret, per nos fiendæ contrarias vel adversas subsequatur, sub quacumque serie, forma, seu expressione verborum forsam, ut aliqui suspicantur, hactenus fecimus ad tollendam suspicionem hujusmodi, cassantes & adnullantes, ac habentes penitus pro infectis.

4. Obsecramus igitur præfatum Regem & alios quoscumque Reges & Principes cunctosque fideles, ad quos declaratio hujusmodi nostræ intentionis pervenerit, per viscera misericordiæ Jesu Christi, cujus causa agitur, & deprecamur ac hortamur in Domino, ut pro Dei servitio & Apostolorum Petri & Pauli & Sedis Apostolicæ reverentia & animarum salute præfatam nostram declarationem affectione filiali suscipientes, & tantæ cladi Matris Ecclesiæ, quæ eos regeneravit in Christo, benigno compatientes affectu, ad extirpationem præsentis schismatis, & salubrem prosecutionem Ecclesiasticæ unionis, nobis velit suum benignum & favorabile impartiri auxilium, ut teneatur, ut per illud nobis & Ecclesiæ militanti favorabiliter præstitum, & alia pia opera, quæ Domino inspirante fecerint, post transitoriæ vitæ cursum permansurum, consequantur præmium & gaudium Ecclesiæ triumphantis.

5. Nulli ergo omninò Hominum liceat hanc paginam nostræ Præmissionis, Explicationis, Declarationis, Cassationis, Adnullationis, Intentionis, Obsecrationis, Deprecationis & Hortationis infringere, vel ei ausu temerario contraire; si quis autem hoc attemptare præsumserit, indignationem Omnipotentis Dei, Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Tarascon. Avinion. Dioecef. sexto Id. Januarii, Pontificatus nostri anno decimo.

CCXXIII.

8. Janv. — Le Pape et le Concile.

Bulle de BENOIT XIII. *pour la Convocation d'un Concile. Donnée à Tarascon, le 8. Janvier* [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 282.]

BENEDICTUS Episcopus servus servorum Dei, universis Christi fidelibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint salutem & Apostolicam benedictionem. Nuper siquidem cum dilectus Filius noster Nobilis Vir Ludovicus Dux Aurelianensis, Carissimi in Christo Filii nostri Karoli Regis Francorum Illustris Germanus, super nonnullis Negotiis Ecclesiam & ejus unionem tangentibus ad nostram præsentiam accessisset, inter cætera pro parte dicti Regis nobis exposuit, quod pro directione & prosecutione unionis Ecclesiæ Sanctæ Dei eidem Regi videbatur expediens celebratio Concilii generalis, nobis propterea ex parte ipsius Regis, & sua cum instantia supplicando, quatenus dignaremur generale Concilium, secundum formam sacrorum Canonum celebrare. Nos autem qui à pluribus antea temporibus hoc captata oportunitate gerebamus in votis, supplicationem hujusmodi gratam habentes pariter & acceptam, dictique Regis modum & zelum in Domino commendantes eidem supplicationi omni promptitudine duximus annuendum, & quia ad celebrationem hujus Concilii favorem præfati & aliorum fidelium Regum & Principum nobis & Ecclesiæ Dei censuimus & censemus fore multipliciter oportunum, super nonnullis circonstantiis concernentibus ipsum Concilium ipsios Regis honori in hiis & aliis cupientis juxta posse deferre, prædicto Duci aperimus latius mentem nostram, paterno eum deprecantes & exhortantes affectu, quatenus apertum sibi nostræ mentis propositum Serenitati Regis ipsius seriosius vellet per ordinem explicare, ut sic de omnibus necessariis & opportunis tanto Negotio habita provisione Deo grata, Ecclesiæ utili, & ipsius & aliorum Regum fidelium honestati congrua & honori, ad ulteriorem tanti Negotii executionem salubrius & commodius, Divina nobis suffragante clementia, procedere valeamus. Datum Tarascon. Avinion. Dioecef. sexto Id. Januarii, Pontificatus nostri anno decimo.

CCXXIV.

6. Juin. — Brabant et Aix la Chapelle.

Traité de Paix & de Confédération entre ANTOINE *Duc de Brabant & les Magistrats, Echevins, & Consuls de la Ville d'*AIX LA CHAPELLE. *Fait le 6. Juin, 1406.* [DYNTER, dans les Chroniques Manuscrites de Brabant. Chap. LXXXII. Feuill. 71.]

ANno Domini 1406. mensis Junii die sextâ supradictus Dux Anthonius Dux Limburgensis Comes Registetensis, ipso tunc Gubernatore Ducatus Brabantiæ existente, pepigit sive iniit certam amicabilem concordiam, & unionem cum prudentibus & honestis Viris Magistris Civium, Scabinis, Consulibus, & cæteris

Civibus

ANNO 1406. Civibus regalis Sedis Civitatis Aquensis continentem inter cætera quod si sibi, & Terris suis Lymburgentibus Daelem, & de Rode Guerra supervenerit & sibi notorie opus fuerit Castra sita de Lymborch, de Daelhem & de Rode, cum Militibus & Militaribus communiendi, quod tunc ipsa Civitas Aquensis, cum per ejusdem Ducis Anthonii Litteras patentes requisita fuerit, in dictis Castris destinare tenebitur quinquaginta Arbalistarios benè armatos, ut moris est, cum suis pertinentiis, & ibidem propriis ejusdem Civitatis expensis pro custodia Castrorum perseverare quamdiu dicti Milites, & Militares ibidem manerent, nisi notorie timerent obsideri vel aliquod Oppidum sive Castrum propter Guerram ipsis illatam obsidere vellent tunc suos Arbalistarios transmittere non tenebuntur; duos quidem Arbalistarios, idem Dux suis expensis eundo & redeundo, & earum Victualia conducere sive conduci facere debebit, possent etiam si opus esset dicti Milites & Militares, & Arbalistarū æquali numero dividi, & ad dicta Castra transmitti, sed ipsi Arbalistarii aliundè & ad alicujus damnum extra dicta transire non tenerentur; item si prælibatus Dux propter Guerras Victualibus indigeret, quod illa in dicta Civitate posset facere comparari, in prompta pecunia pro tali pretio, sicut unus Civis contra alium Civem emere deberet, & illa extra eamdem Civitatem ad Loca sibi necessaria facere duci & transportari; item quod memoratus Dux Anthonius propter assistentiam tam Arbalistariorum quam Victualium, sibi pactam prædictam Sedem & Civitatem regalem, & ejus Incolas sive Cives tanquam Subditos proprios conservare, promovere, & tueri; & dum requisierint ejus favorem, consilium suum & assistentiam impertiri debebit, sed quod omnes Cives, Incolæ, & Mercatores Civitatis Aquensis prædictæ ejusdem Civitatis verum signum deferentes de omnibus suis Mercimoniis, sive Mercanciis qualescumque fuerint per totam Terram Brabanciæ & Lymburgis, ab omni teloneo ita liberi erunt sicut fuerunt tempore Ducis Wenceslai bonæ memoriæ prout in Litteris desuper confectis plenius continetur.

CCXXV.

26. Aoſt. LADISLAI *Ungariæ Regis Diploma, quo Regi Bosniæ* TUERTKONI *suisque & Regni Bosniæ Baronibus & Magnatibus, omnes & singulas Consuetudines, Statum & Jura antiquitus observatas & observata, Confinia item & Metas dicti Regni confirmat. Dat. Anno* 1406. *die* 26. *Augusti.* [JOH. LUCII de Regno Dalmatiæ & Croatiæ Libr. IV. pag. 261.]

LADISLAUS D. G. &c. universis præsentes Literas inspecturis tam præsentibus quàm futuris &c. Et si in concedendis gratiis proni debemus existere, ad confirmandum quidem quæ sunt possessa per alios, tenemur promptiores nos in casibus exhibere. Sanè venientes noviter ad Majestatis nostræ præsentiam M^ci. & Nobb. Viri Georgius Vayvoda de Terra Holm, Comes Vulko & Thomas Miles Consiliarii, & fideles nostri dilecti missi ad nos per Illustrem Principem D. Tuertko Regem Bosnæ affinem nostrum carissimum, tamquam Fratrem ac spectabiles, M^cos. & Nobiles Viros Hervoyam Ducem Spaleti, & Comitem partium inferiorum, Sandalum summum Vayvodam dicti Regni Bosnæ, aliosque Barones, Magnates, Proceres, & Communitatem dicti Regni, Consiliarios, & fideles nostros dilectos culmini nostro quo supra nomine supplicaverunt humiliter, ut confirmare jam dictis Regni Baronibus, Proceribus, Magnatibus & Communitati dicti R. Boz. omnes & singulas consuetudines, statum & jura antiquitus eis observatas, & observata; nec non confinia, & metas ipsius Regni Boz. possessa, & possessas per q. spect. Culin olim dicti Regni Boznæ Banum, illasque & illa eis observari jubere benignius dignaremus. Nos verò ad dictum Regnum Boz. gerentes fraternæ dilectionis affectum, ac alios prædictus ejusdem Regni Boz. Barones, Magnates, Proceres, & Com. propter merita fidelitatis eorum, & servitia grandia, fructuosa, & utilia, quæ nobis hactenus in eventibus dubiis præstiterunt, & assiduè præstare non cessant prosequi favorabiliter disponentes, ut qui nostris se promptos obsequiis exhibuerunt continuè. Nos eis propitios possint in quibuscunque rerum eventibus invenire, jam dictos Illustri Regi Boz. & ejus Successoribus, nec non Baronibus, Magnatibus, Proceribus, & Communitati dicti Regni Boz. per dictum q. Culin olim dicti Regni Boz. & signanter à partibus Hungariæ possessos, & possessa de certa nostra scientia tenore præsentium confirmamus, illasque & illa eis observari inviolabiliter volumus, & jubemus, decernentes, declarantes, & jubentes expressè, quod dictus Rex Boz. & ejus Successores, præfatique Barones, Magnates, Proceres, & Communitas dicti Regni Boz. in ipsum etiam R. consuetudines, statuta, jura, confinia, & metas omnes prædictas habeant, de cætero teneant & possideant, prout, & quemadmodum eisque modo & forma quibus illas & illa dictus q. Culin Banus & maximè à dictis Hun. partibus dum vixit, habuit, tenuit, & possedit, nec ullam in prædictis vexationem incurrant obstaculum vel anfractum, fidelitate, & superioritate nostra aliis nostris Juribus semper salvis. In cujus rei Testimonium præsentes Litteras exinde fieri & pendenti Majestaria nostræ Sigillo jussimus communiri. Dat. in Castro nostro qui prope Neap. per Virum Mag. Gurell. Aurelii de Neap. . . . . Militiæ Logothetam & Protonotar. R. Nostri Siciliæ Collateralem Consiliarium & fidelem nostrum dilectum. A. Domini 1406 die 26. Augusti 14. Ind. Regnorum nostrorum anno 20. ANNO 1406.

CCXXVI.

Arrêt du Parlement de Paris, au nom de CHARLES VI. *Roi de France, contre l'abus des* ANNATES, *& contre les autres usurpations de* BENOIT XIII. *Donné à Paris, le* 11. *Septembre* 1406. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 283.] 11. Sept. LE PAPE ET LA FRANCE.

CAROLUS Dei gratia Francorum Rex, universis præsentes Literas inspecturis salutem. Notum facimus, quod cum nuper pro parte quam plurimorum numero grandi Regni nostri Prælatorum Parisiis tunc existentium, nec non Filiæ nostræ dilectæ Universitatis Studii Parisiensis, nobis querulosè fuisset expositum, quod Ecclesiæ nostrurum prædicti Regni & Delphinatus Viennensis pro magnitudine gravium exactionum & onerum eisdem Ecclesiis tàm per BENEDICTUM Papam XIII. quam suos Antecessores, contra communis dispositionem Juris impositarum, oppressæ atque in tantum gravatæ hactenus fuerant & erant, quod eædem in magnam pauperiem ac ruinam corruebant, & in desolationem undequaque vergebant, nisi per nos de remedio sublevarentur; financiæ etiam super iisdem Ecclesiis exactæ de eodem Regno nostro in magnum & irreparabile Reipublicæ Regni ejusdem nostri præjudicium exportabantur.

§. 2. A nobis quibus Ecclesiam, præsertim supradictorum Regni & Delphinatus nostrorum, ab omni oppressione præservari incumbebat, & unde specialiter astricti & obligati Deo, Creatori nostro, rationem eramus reddituri, humiliter supplicando, quantocius providere dignaremur: ut Ministri & aliæ Ecclesiasticæ Personæ Divinis insistentes & famulantes, vivere, Ecclesias sibi concessas regere, earum ædificia in bono & decenti statu tenere, aliosque actus suam professionem & fundatorum suorum dispositionem concernentes exercere valerent. Et ob hoc nonnulli & plures de nostro magno Consilio, ad videndum & deliberandum super his & aliis Ecclesiam prædictam tangentibus, quid rationabiliter fieri posset & deberet dudum commissi & deputati, aliqua nobis super dictis exactionibus referenda vidissent, & advisassent seu deliberassent.

§. 3. Quia tamen Prælatis & Filiæ nostræ præfatis videbatur dictam deliberationem largius declarandam fore, iidem Prælati & Filia nostra aliquas declarationes & additiones cum deliberatione & advisamento supra dictorum nostrorum Consiliariorum fecissent; easque nostræ Parlamenti Curiæ cum nominibus dictorum nostrorum Consiliariorum, qui dictæ deliberationi præsentes affuerunt in quadam schedula sub nostro contrasigillo misissemus, & per Literas nostras Patentes eidem Curiæ nostræ mandassemus, & eidem potestatem & auctoritatem impartiendo expressè injunxissemus, quatenus ad eandem Curiam advocatis & accersitis de nostro prædicto magno Consilio & Requestis nostri Hospitii tot & talibus, prout eidem Curiæ nostræ bonum videretur; ipsa nostra Curia Ecclesiæ prædictorum Regni & Delphinatus nostrorum super contentis in dicta scedula provideret, secundum quod nobis esse faciendum consuleret; prout hæc & alia latius & luculentius ex

ANNO 1406.

ipsarum nostrarum serie ac tenore Literarum liquebant: constitutis propter hoc in eadem nostra Curia Procuratore nostro generali, nec non charissimi Patrui nostri Ducis Bituricensis, & ipsa Filia nostra Universitate Parisiensi, pro parte ejusdem Filiæ nostræ, sub his verbis Apostolicis: *Subtrahatis vos ab omni Fratre ambulante inordinatè.*

§. 4. Propositum fuit, quod Sacrosancta Mater nostra Ecclesia, entium ad instar naturalium & politiarum, macrocosmi videlicet & microcosmi (qui sunt major & minor mundus) in pondere, numero & mensura à summo Creatore (Philosophis attestantibus) dirigi debeat atque regi in ordine; quorum elementis quatuor primam distribuerat materiam idem Creator omnium, in suam grandem naturæ portionem eorum cuilibet totaliter conferendo, quantum alteri; & iisdem ex se invicem vicissitudinem sui alimenti & sustentamenti referendo, adeò ut quod unum ipsorum sub Æquinoctiali (aut * Polo per alterius conversionem deperdidisset, de alio recipere & sibi restaurare ipsius naturæ munere & instinctu & increatæ Sapientiæ Providentia dignosceretur, sic Regalis, sic Aristocratiæ & Democratiæ, politiarum nullius quarum * rectorem nutrimentum seu ipsorum majorem partem omnium subjectorum seu inferiorum absorbere ullus unquam sufficeret. Quemadmodum in microcosmo, si ad excessum alterum membrorum alimoniam cæteris egentibus sumeret, unde corpus ipsum in languorem & exinanitionem vergere contingeret, medio substractivo seu restrictivo hujusmodi superabundanti membro esset occurrendum.

§. 5. Sed Benedictus supra dictus neque modum, neque pondus, neque mensuram in Ecclesia & Ecclesiæ subjectis observare consueverat, quin magis ipsis jugis & servituribus importabilibus, à nonnullis defunctorum Successoribus spolia auferendo, ab aliis Prælaturarum & Beneficiorum Ecclesiasticorum vacantias extorquendo, à quibusdam exigendo arreragia tanquam debita præteritorum & incognitorum temporum, a Beneficiatis suorum, quæ de novo obtinebant, Beneficiorum, primam expetendo, & percipiendo annatam, ab his qui tempore subtractionis obedientiæ dudum sibi per nos & Clerum Regni ac Delphinatus nostrorum prædictorum factæ, ad Prælaturas seu Dignitates, aut alia Ecclesiastica Beneficia promoti fuerant, fructus (quos dictæ subtractionis tempore malè perceptos fuisse dicebat) recipere coitendo; & Procurationes capiendo Prælatis, Archidiaconis, & aliis Ordinariis pro visitatione debitas; aliisque exactionibus ac extorsionibus indebitis adegerat, affecerat & contorserat, adigebat, afficiebat & contorquebat.

§. 6. Contra jura non tam Christicolarum, quam Ethnicorum quorumcunque, apud quos & ab omni tempore Clerum, ab omni munere & servitute fuisse liberum compertum erat. Eos enim non ancillæ Filios, sed liberæ * qua libertate Christus eos liberaverat, teste Apostolo, ipsosque sub his adhortante verbis: *state & nolite iterum jugo servitutis contineri.* Nam ut eadem nostra Filia dicebat: in Politia sæculari quis Principem tàm à nobili quàm ignobili annatas primas omnium Hæreditariorum in aliquem quoquo titulo translatorum excipere & extorquere satagentem, non tyrannum aut suæ Politiæ eversorem censeret, & talem Rectorem sustinere valeret? Quanto minus erat idem Benedictus (qui Minister & non Dominus Ecclesiæ ab Evangelica veritate asserebatur) primarum annatarum fructus sibi tyrannicè appropriáns Beneficiorum tolerandus.

§. 7. Illud parvipendens Samuelis in Regum libro populum alloquentis & dicentis; loquimini de me coram Domino & coram Christo ejus, utrum bovem alicujus tulerim vel asinum, si quempiam calumniatus sum, si oppressi aliquem, si de manu cujusquam munus accepi, & restituam vobis; & dixerunt: non es calumniatus, nec oppressisti nos, neque tulisti de manu alicujus quippiam, exemplo tamen cujus initiui & terminis rati nabilibus contentari, non exactioni & concussioni pecuniarum tyrannicis inhiare debebat, Evangelio eshortante. Neminem concutere neque calumniam facere, & contentum esse debere stipendiis, ipsius Apostoli exemplo, in Apostolorum Actibus dicentis; argentum & aurum nullius concupivi, sicut ipsi scitis, quoniam ad ea. quæ mihi opus erant, & his qui mecum sunt ministraverunt manus istæ. Ego, inquit Apostolus, scio, quoniam post decessum meum intrabunt lupi rapaces in vos non parcentes gregi. Quam rapacitatem Spiritu Prophetico clarè proponebat pronuntiasse Filia nostra, Prophetam Ezechielem suis sub his verbis: facti sunt greges mei in rapinam, & oves meæ in devorationem, eo quod non erat Pastor; neque enim quæsierunt Pastores gregem meum, sed pascebant Pastores semetipsos, & greges meos non pascebant. Propterea, inquit Dominus, cessare eos faciam, ut ultra non pascant gregem meum, & liberabo gregem meum ab ore eorum, & non erit eis ultra in escam.

§. 8. Ex quo clarum est Prophetia Domino Benedicto supra dicto, qui tanta confusione & inordinatione cupiditatis debacchabatur, substractionem, nedum financiarum supra dictarum sibi fieri debere, sed plenariam; quamvis alios & dudum sibi factam, & jure & facto durare ac tenere censeret, & in eadem se permanere profitebatur* eadem Filia nostra, ex eo præsertim, quod restitutionem obedientiæ per nos eidem Benedicto factam nullam esse, sub conditione non impleta, & sub causa, cujus nullus sequebatur effectus factam, prout per scedulas quasdam, in ipsa restitutione contentas apparere dicebat. Ecclesia etiam Regni ac Delphinatus nostrorum prædictorum auctoritate dictam restitutionem minimè factam & per consequens ipsam subtractionem durare, seu ipsam aut saltem dictarum pecuniarum & financiarum eidem Benedicto fieri debere; cum idem Benedictus ad destruendam Ecclesiasticam potestatem * non hominis Apostolo teste; contra Sanctæ Synodi autoritatem diffinientis: nullum Episcopum expetere debere aurum & argentum à Parentibus vel Clericis vel Monachis, qui sub eo sont; Gregorii, Bernardi & aliorum Sanctorum Doctorum, imo Evangelii auctoritatem; dictas financias in Ecclesiæ prædictæ subversionem & exitium extorqueret.

§. 9. Eamdem autem substractionem per eandem nostram Curiam & Prælatorum & dictæ Filiæ nostræ consilio faciendam esse dicebat eadem Filia nostra exemplo Regis Joas, qui consilio Jojadæ Sacerdotis pecuniis ad Templi reparationem destinatis, quibus Sacerdotes sui temporis abutebantur manum apposuerat, & earum partem ad necessitatem Divinis Famulantium, partem ad mercedem Latomorum, & partem in Architectorum salarium partiebatur. Unde dictum in ipsius laudem prodierat, quod Rex Joas rectum fecerat coram Domino cunctis diebus, quibus eum docuerat Jojada Sacerdos, per quem eadem Filia summos Doctores intelligi dicebat.

§. 10. Et quod ejusdem Filiæ oppressioni providere nobis aut eidem Curiæ nostræ incumberet, & auctoritate & naturali ratione & proprii jurisjurandi debito & Antecessorum nostrorum exemplo apparere, eadem Filia nostra ostendebat * Ambrosii in libro de Patriarchis necessitatem defensionis Ecclesiarum Regi pertinere asserentis. Recto præterea rationis dictamine, quo gentes etiam quæ legem non habent eidem Benedicto dictarum financiarum exactionem esse substrahendam diffiniens; ad quod proprii vinculum Juramenti nostræ Coronationis (in qua unicuique de Prælatis & Ecclesiis sibi commissis Canonicum Privilegium & Justitiam servare, & defensionem pro posse contra oppressores adhibere promiseramus) nos adigebat ac specialiter astringebat.

§. 11. In exemplum erant Rex Joas prædictus, Prædecessoresque nostri temporibus Bonifacii, Clementis, Gregorii, & aliorum quondam Summorum Pontificum, per hujusmodi, dum injustas exactiones piè fundatorum Beneficiorum fraudabantur intentiones, & à sua salute & gloria defunctorum animæ morabantur captivæ. Quod si eorum hostes & veritatis suppressores hanc persecutionem & inobedientiam esse prætenderent; (cum Deo magis, quam hominibus esset obediendum) hæc Hominum vaniloquia (Papa Pelagio asserente) nos nequaquam retardare deberent: Errant, inquit, hujusmodi erroris fabulatores; non persequitur, qui malum jam factum punit, aut prohibet, ne fiat, sed diligit.

§. 12. Ex quibus conformiter ad sui thematis verba eadem Filia nostra requirendo concludebat, quatenus substractio fieret eidem Benedicto Obedientiæ aut saltem dictarum financiarum & pecuniarum exactionis. Quodque pecuniæ in manibus Collectorum aut Subcollectorum existentes in nostra manu arrestentur, & his quibus eidem Benedicto aliquid occasione prædictorum debere imponatur, ne solverent, inhiberetur.

§. 13. Procuratoribus generali nostro, ac dicti nostri Patrui sub excusatione protestantibus, se non affectionis inordinatæ libidine aliquid dicere velle, & se si notæ aut reprehensionis dignum aliquid dicerent debitæ correctioni submittentes, ac ulterius proponentes: quod Ecclesiæ fuerant & erant per Principes temporales fundatæ ac dotatæ, quarum dos seu Patrimonium autoritata erpi nequibat aut debebat. Licet enim Constantinus

Anno 1406.

tantum Ecclesiæ Romanæ Sedis præeminentiam, quam sibi dari Constantinopolitana, Alexandrinaque & aliæ nonnullæ Ecclesiæ contendebant, tribuisset: ratioque suaderet & vellet, ut Prælati, qui fidem publicarent, Divinis insisterent, Ecclesiastica frequentarent officia, & Sacramenta ministrarent, necessaria referrent sui status & vitæ; non tamen intelligebat, quod ipsi exactiones imponerent, nulla præsertim urgente necessitate. Nam Archiepiscopus (quo nomine Romanæ Urbis Episcopum Scriptura nominat) super suis suffraganeis seu eorum subjectis exactiones imponere jura vetabant.

§. 14. Quod si Ecclesia Romana cæterarum caput & principalis existens, ut sicut seculi varietates & vicissitudines, & temporum, mentium, & animorum malitia, in aut à suo (quod majus & auctius Regno nostro possidebat) Patrimonio forte aliqua disturbabatur, quo minus ipso liberè uteretur; cæteras movere debebat Ecclesias, excitare, adhortari & requirere de Subsidio charitativo, quod eidem Ecclesiæ Romanæ anoui posset & deberet; cum tamen consilio, moderamine & justa causa, absque præjudicio, culpa non præcedente, durante necessitate, ac de consensu & benignitate Principum, Patronorum, & aliorum Prælatorum, & non cum gravamine assiduo & indistincto cæterarum Ecclesiarum; quas utique & præsertim horum nostrorum Regni & Delphinatus supra dictus Benedictus passim & Pharisæorum more, qui decimas indifferenter de Plantulis, Herbis, Baccis, & omnis generis fructibus exigebant, cum gravi compulsione Subsidiis & exactionibus insolitis, & contra libertates Ecclesiæ, exagitabat & premebat.

§. 15. Quibus, cum secularis Justitia Ecclesiasticæ subsidio & juvamini semper fuisset (alterum enim alterius semper egebat auxilio) necessitas occurrendum impellebat, suadebat æquitas, exigebat ratio, ac totius clamor populi incutiebat, interesseque præterea nostrum huic ruinæ impendens, nos stimulabat, ne venerabilium hujus nostri Regni Ecclesiarum, tanto charitatis ardore extructarum; & quarum fundatores & auctores dicebamur; tam misera, tam flebilis & tam neglecta subreperet destructio; Exemplisque instrueremur egregiis, Theodosii, Honorii, Constantini, Caroli Magni, aliorumque Antecessorum, qui corruptelis contra Ecclesiam ipsam, quandocunque attentatis, solerter obviaverant ac succurrerant liberaliter: Subsidium autem quod Ecclesiæ eidem conferre poteramus & debebamus erat, eidem Benedicto in hujusmodi abusionibus non obedire, obedientiamque subtrahere. In quo nullatenus, juxta Beati Thomæ de Aquino & aliorum Ecclesiæ Doctorum authenticorum Doctrinam, peccabamus.

§. 16 Ex quibus aliis pluribus astructis rationibus concludebant ac requirebant: quatenus eadem Curia nostra, juxta nostras mandatorias Literas, inhibendo dicti Benedicti Officiariis, ne qua ratione præmissorum exigerent in dictis Regno ac Delphinatu nostris pecunias ac exactas, & penes eosdem Officiarios existentes arrestari, usque ad Prælatorum congregationem faciendam, provideret.

§. 17. Pro parte Benedicti & suæ Cameræ Officiariorum, ab adverso extitit requirendo propositum, quod cum materia præagitata, grandis & alta Jura Sedis Romanæ, cujus erat ipse Benedictus caput, suamque Cameram, & antiqua Deveria sua ac Cardinales concerneret & tangeret; idemque Benedictus & Cardinales nullo in eadem nostrâ Curiâ Procuratore fulcirentur, quo causa præsens deduci, foveri posset aut defensari; & Prælati nostri Regni ad proximum omnium Sanctorum Festum congregandi dicerentur, in cujus temporis interstitio nullum vertebatur periculum; eadem nostra Curia supersedere vellet, prout tenebatur.

§. 18. Præfata Filia nostra in contrarium proponente ac dicente, quod radix pro parte ipsius Benedicti propositorum invalida censeri debebat, eo quod eadem Filia nostra processum subire ordinarium non intendebat, sed sibi ab ipsa nostra Curia provisionem fieri, quam absque mora referre debebat. Nam quantuscunque esset Papa seu Prælatus, non erat suus, sed omnis ejus potestas sive Dignitas & alius cujuslibet magis Ecclesiæ quam Personæ. De jure igitur Benedicti sive Ecclesiæ Romanæ faciendum erat, quod ad profectum pertinere videbatur Ecclesiæ, & non ipsius præjudicium, teste Apostolo, Ecclesiæ soppposita sub his compellante verbis: *Templum Dei estis vos, & Spiritus Sanctus habitat in vobis, si quis illud violaverit, disperdet illum Dominus*, subdit: *Non glorietur quis in Hominibus, omnia enim vestra sunt sive Cephas, sive Paulus, sive Apollo.* Pecuniæ autem sive financiæ, quas idem Benedictus exigebat non ad Ecclesiæ profectum, sed ipsius & animarum tendebant interitum, cujus interitus & præsentis horrendi Schismatis erant medium & fomes. Quare à nobis & eadem nostra Curia, quibus Judicium ministrare erat necesse hujusmodi mortiferæ Pestilentiæ, non tam rejiciendæ, quam penitus & absque ulla mora tollendæ erant; cum & unumquemque Jure Gentium, gladium de manu interfectoris confestim eruere, & vim vi repellendo interficere liceret.

§. 19. Ex his prout supra requirendo, dictis nostro & patrui nostri Procuratoribus suam requestam fieri requirentibus, attento per notorias exactiones sæpe dictas, Respublica ex defectu Prædicationum & subjectorum visitationum & correctionum & alias, ut supra, multipliciter contra sacrorum Canonum Institutiones gravabatur; quodque querelas suas non processum initi, sed remedio Provisionis innitentes intentabant, nec erat qui contrarium opponeret, ad hoc & ut supra concludentibus.

§. 20. Officiariis ipsius Benedicti in contrarium contendentibus, & ut negotium absque præcipitatione protelaretur, quorum pro absentibus supplicari fas erat, prout supra instantibus nec quicquam innovaretur concludentibus. Tandem auditis hinc inde ad plenum Partibus antedictis in omnibus, quæ dicere ac proponere circa præmissa voluerunt & in Arresto appunctuatis ad audiendum Jus.

§. 21. Congregatis igitur ejusdem nostræ Curiæ nostri Parlamenti Cameris, convocatisque & astantibus in notabili numero de Gentibus nostri Magni Consilii, ac visis supra dictis Litteris & Sceduia; consideratis insuper & attentis diligenter, & cum magna & longa deliberatione omnibus circa hæc attendendis & considerandis, & quæ eandem nostram Curiam in hac parte poterant & debebant movere, per præfatæ Curiæ nostræ Arrestum, prædictis obtemperando Litteris per eandem Filiam nostram impetratis dictum fuit.

§. 22. Quod dictus Benedictus & Officiarii sui cessabunt in nostris Regno & Delphinatu ab exactionibus annatarum primarum, fructuum & emolumentorum Prælaturarum, Dignitatum, & aliorum Beneficiorum quorumcunque vacantium, seu quæ vacaverunt aut vacabunt, tam pro primis annatis, quàm etiam fructuum & emolumentorum, qui tempore substractionis alias eidem Benedicto factæ & vacationis Prælaturarum, Dignitatum, & aliorum Beneficiorum obvenerunt, seu obvenient qualitercunque, nec non Procurationum pro visitationibus debitarum & arreragiorum quorumcunque ratione præmissorum vel aliarum exactionum indebitarum. Ipsasque Procurationes poterunt Prælati, Archidiaconi & alii Ordinarii, quando ipsos suos subjectos visitare contigerit * & levare. Cessabunt etiam Cardinales & Camerarius Collegii à perceptione illius partis, quam in vacationibus Prælaturarum pro primis annatis vel alias ante præsens Arrestum percipiebant, & arreragiorum quorumcunque occasione præmissa debitorum.

§. 23. Et si aliquid ex his, quæ levata seu exacta fuerunt occasione prædictorum apud Collectores seu Subcollectores aut alios quoscumque existit seu remanet, sub manu nostra arrestabitur, & id arrestavit ipsa Curia nostra.

§. 24. Et per idem Arrestum eadem Curia nostra ordinavit & ordinat, quod Excommunicationis Sententia præmissorum occasione illigati relaxabuntur; & hæc quousque alias per eandem Curiam nostram extiterit super præmissis ordinatum.

§. 25. In cujus rei Testimonium præsentibus Litteris nostrum jussimus apponi Sigillum. Datum Parisiis, in Parlamento nostro, die undecima Septembris, millesimo quadringentesimo sexto & Regni nostri vigesimo sexto. *Per Arrestum Curiæ*, BAYE.

CCXXVII.

Instrumentum Contractûs initi inter Sacræ Romanæ Ecclesiæ CARDINALES, *pro futura Electione Summi Pontificis celebranda; ut si quis eorum ad apicem summi Apostolatûs assumptus fuerit, is pro integratione unitatis Christianorum renunciet, & cedat Papatui, dummodo id similiter Anti-Papa* BENEDICTUS XIII. *nuncupatus faciat. Actum Romæ intrà Conclave consuetum die Martis 23. Novembris, Indictione* XIV. *anno* 1406. Cum *Ratificatione* GREGORII *Papæ* XII. 23. Nov.

XII. *noviter electi.* Atque *ejusdem Epistola ad* PETRUM DE LUNA *inter nonnullas Gentes* BENEDICTUM XIII. *nuncupatum, promittens se Pontificatui abdicaturum, si & quando ille* BENEDICTUS *similiter abjuret.* [PHIL. LABBÆI Conciliorum Collectio Tom. XII. in Append. Concilii Constantiensis. pag. 1840. SURITA Indices rerum de Aragoniæ Regibus gestarum, Lib. III. pag. 391. RAYNALDI Continuatio Annalium CÆS. BARONII Tom. XVII. anno 1406.]

In Nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Amen.

ANNO à Nativitate Domini nostri Jesu Christi 1406. Indictione decima quarta, die Martis vigesima tertia mensis Novembris in die Sancti Clementis, Apostolica Sede vacante per obitum felicis recordationis Domini Innocentii Papæ septimi, congregati ad invicem collegialiter coadunati pro futura electione Summi Pontificis celebranda infra scripti Reverendissimi in Christo Patres & Domini, Domini Angelus Ostiensis Florentinus, Henricus Tusculanus Neapolitanus, Antonius Prænestinus Aquilegensis Episcopi, Angelus tituli Sanctæ Potentianæ Laudensis, Conradus tituli Sancti Chrysogoni Militensis, Angelus tituli Sancti Marci Constantinopolitanus, Jordanus tituli Sancti Martini in Montibus de Ursinis, Joannes tituli Sanctæ Crucis in Jerusalem Ravennas, & Antonius tituli Sanctæ Praxedis, Tudertinensis Presbyteri, Reynaldus Sancti Viti in Macello de Brancaciis, Landulphus Sancti Nicolai in Carcere Tulliano Barensis, Oddo Sancti Georgii ad velum aureum de Columna, Petrus Sancti Angeli, & Joannes Sanctorum Cosmæ & Damiani Leodiensis vulgariter nuncupati Diaconi S. R. E. Cardinales in communi Capella Sacri Palatii Apostolici, Romæ apud Sanctum Petrum infra Conclave consuetum, quam pro loco ad infra scripta idoneo elegerunt, ac etiam deputarant in præsentia mei Clementis, & aliorum Notariorum, & Testium infrascriptorum, considerantes Christianæ Religionis infamiam, detrimenta, & graves fidelium molestias, ac pericula, quæ hactenus emerserunt, & emergere verisimiliter est censendam, nisi salubriori remedio in tempore, Divina favente Clementia, cujus res agitur, occurratur ex pestifero, & damnabili Schismate quod tantis (proh dolor!) temporibus in scissura Christianæ fidelitatis, gravissime perduravit, & durat, nec piam provisionem alias pro ejusdem Schismatis remotione per eos factam effectum aliquem produxisse; ac intendentes ad remedia fortiora non quid Juris pro parte eorum Justitia suadet, quod Jus verissimum est plena veritate fulcitum, sed quid, pro integratione & unitate Christianorum & malitia temporis, de facto, etsi non de jure, expediat eligentes, & in speculum eorum considerationem extollentes, quanti possit esse discriminis, si dilatio in electione Summi Pontificis fiat, temporum malignitate pensata, universaliter singuli, & singulariter universi, unanimiter & concorditer, nemine discrepante, ex certa scientia, convenerunt, voverunt Deo, & ejus Matri Virgini gloriosæ, ac Sanctis Apostolis Petro & Paulo, totique cælesti Curiæ juraverunt, ad invicem unus alteri, & è converso, se obligandi solemniter promiserunt; Quod si quis eorum assumptus erit ad apicem Summi Apostolatus, pro integratione unitatis Christianorum renunciabit, & cedet prætenso Juri suo & Papatui, sive decedat, dummodo Anti-Cardinales effectualiter velint, ut cum eodem Sacro Collegio, & ipsis consequatur juste Canonica electio unici Summi Romani Pontificis, ac etiam promittentes se facturos, omni dolo & fraude, ac maligna interpretatione cessantibus, pro posse. Quod si quis ex Dominis absentibus, vel de extra Collegium per eos assumatur in Papam, eandem faciat Obligationem, ac quod infra mensem à die suæ inthronizationis intimari . . . . . per suas extensas Apostolicas Literas Regi Romanorum, Anti-papæ, ejus prætenso Collegio, Regi Franciæ, & omnibus aliis Regibus Illustribus, Principibus, Prælatis & aliis Universitatibus & Communitatibus Christianitatis secundum videre præfatorum Dominorum de Collegio præmissa omnia judicabit, & ea se offeret impleturum, & paratum ad Cessionem modo prædicto, & ad omnem aliam viam rationabilem per quam præfatum Schisma tollatur, & unionis subsequatur integritas in Ecclesia Christianorum. Et quod super omnibus supradictis ultra præmissa suos solemnes destinabit Oratores infra tres menses à die Inthronizationis prædictæ computandos illis, quibus de consilio præfatorum Dominorum Sacri Collegii sui videbitur, & ipsis Ambassiatoribus fideliter imponet cum consilio eorundem Dominorum de locis decentibus eligendis ab utraque parte, eisdem potestatem plenariam dabit de loco convenienti, & habili, & decenti, ac etiam promittet similiter, ut præfertur, quod pendente Tractatu hujusmodi effectualiter, & realiter ex utraque parte nec creabit nec faciet aliquem Cardinalem, nisi causa coæquandi numerum sui Sacri Collegii cum numero prætensi Collegii Anti-Cardinalium prædictorum, nisi ex defectu steterit adversæ Partis, quod unionis præfatæ conclusio infra annum à fine dictorum trium mensium computandum non fuerit subsecuta. Quo casu eidem liceat Cardinales eligere ac creare prout pro statu Sanctæ Matris Ecclesiæ eidem videbitur convenire. Et hoc de non creando Cardinales nisi modo prædicto in forma congrua intimabit Anti-papæ, & suo prætenso Collegio supradictis, ut ipsi similiter sic; nec non quod omnia præmissa inchoata & inchoanda mediabit, prosequetur, & fine debito terminabit. Nihil de contingentibus, necessariis, vel quomodolibet opportunis omittendo, quantum in eo fuerit. Quodque statim post ejus electionem, & ante ipsius publicationem omnia & singula supradicta confirmabit, approbabit authentico modo, & denovo similem promissionem faciet in omnibus, & per omnia coram dictis Dominis de Collegio, Testibus, & Notariis, & subscriptionem faciet manu propria Instrumentis prout infra de Cardinalibus continetur, & consimilem hujusmodi Ratificationem, Approbationem, Votum, & Promissionem effectualiter faciet in primo Consistorio publico, vel generali, quod post Coronationem suam ad hæc modo consueto, & congruo tempore celebrabit.

Insuper præfati Domini Cardinales voverunt, juraverunt, & ad invicem promiserunt, quod per suas Literas infra mensem a die Inthronizationis prædictæ Collegialiter intimabunt de electione facta, nec non de voluntate & promissione, quoad unionem prosequendam, & omnia supradicta præfatis Dominis, prout & sicut facere tenetur, qui erit electus ac etiam inchoata mediabunt, prosequentur & finient, quantum in eis erit, nihil de contingentibus, necessariis, oportunis quomodolibet seu utilibus omittendo. Quæ omnia & singula promiserunt inter se ad invicem & vicissim, ut supra, attendere, observare, facere, exequi & effectualiter adimplere bona, pura & sincera fide, omni dolo & fraude cessantibus. Et sic quilibet ipsorum juravit, corporaliter manutactis Sacro sanctis Evangeliis coram eis præsentialiter positis, observare, adimplere, ac exequi, prout superius continetur. Quodque à prædictis promissionibus, voto, & obligatione ac juramenti protestatione, & ejus observatione, omnibusque aliis & singulis supradictis, nullus eorum absolutionem petet, seu impetrabit, per se vel alios, & impetratis, & impetrandis utetur, & sibi concessam nullatenus acceptabit, nec data potestate per ipsum alteri faciet se absolvi, seu etiam secum in aliquo dispensari, sed vult perpetuo dicto vinculo remanere obligatus. Et nihilominus ad majorem certitudinem & firmitatem præmissorum quilibet ex Dominis de Collegio supradicto teneatur se subscribere manu propria, omnibus, & singulis Instrumentis conficiendis exinde, quorum Instrumentorum quilibet ex ipsis Dominis de Collegio unum vel plura habere valeat pro ejus arbitrio voluntaris. Acta in Capella prædicta, præsentibus venerabilibus & circumspectis Viris Dominis Francisco de Duce Apostolicæ Cameræ Clerico, Jacobo de Calvis, & Petro Sacco Canonicis Basilicæ Principis Apostolorum de Urbe, Joannesso Caraczolo Literarum Apostolicarum Scriptore, Nicolao Blasii Narniensi, Antonello Surracha, & Joanne Caraczolo Literarum Sacræ Pœnitentiariæ Scriptoribus, Laurentio Turnibacca Sanctæ Mariæ in Transtyberim, Nicolao de Leonibus Sanctorum Cosmæ & Damiani de Urbe, Joanne Pr . . . . , Sanctæ Crucis in Jerusalem Ecclesiarum Canonicis, Andrea de Cancellariis de Sicilia, Galeato de Ricasolis de Florentia, Leyso Domino Gobacii, de Mornunulis, de Neapoli Domicellis, Presbytero Paulo Petri de Tamenii de Roma, Materno Clerico Wormiensis Diœcesis, Francisco Paulutii Clerico Perusino, Petro Surmunt Clerico Trajectensi, & Salvato Lilli Cive Romano Testibus ad præmissa specialiter vocatis & rogatis.

Subscriptiones Notariorum.

Et ego Clemens de Boargiis Cumanus Literarum Apostolicarum Scriptor publicus Imperiali auctoritate Nota-

ANNO 1406.

Notarius, quia præmissis omnibus & singulis dum sic, ut præfertur, agerentur, & fierent per præfatos Reverendissimos Dominos Cardinaler, una cum supradictis Testibus, & infra scriptis Notariis præsens fui, ideoque hoc præsens publicum Instrumentum confeci, publicavi, authenticavi, & in hanc publicam formam redegi, signoque, & nomine meis solitis & consuetis signavi rogatus, & requisitus, in fidem & Testimonium omnium, & singulorum præmissorum.

Ego Barontus Philippi de Pistorio, Literarum Apostolicarum Scriptor & Abbreviator, ac Publicus Apostolica auctoritate Notarius, præsens interfui omnibus, & singulis supradictis cum aliis Notariis rogatus tradidi & confeci Instrumentum, & me propria manu subscripsi.

Et ego Stephanus Gerii Boni de Prato, dicti Sacri Collegii Clericus & Publicus Apostolica & Imperiali auctoritatibus Notarius, præsens interfui omnibus & singulis supradictis cum aliis Notariis rogatus tradidi & confeci Instrumentum, & me propria manu subscripsi.

Et ego Garlacus Buc de Esch, Clericus Coloniensis Diœcesis, Literarumque Apostolicarum Scriptor, ac Publicus Apostolica auctoritate Notarius, præsens interfui omnibus & singulis prædictis cum aliis Notariis, tradidi, & confeci Instrumentum, & me propria manu subscripsi.

Et ego Joannes Joanellus Bramoecius, Basilicæ Principis Apostolorum de Urbe Clericus Capellæ Domini Papæ Publicus auctoritate Apostolica Notarius, præsens interfui omnibus & singulis supradictis cum aliis Notariis rogatus tradidi, & confeci Instrumentum, & me manu propria subscripsi.

Et ego Francu dictus Hosfieger, de Buscoducis Leodiensis Diœcesis, Apostolica & Imperiali auctoritatibus Notarius, interfui omnibus & singulis supradictis cum aliis Notariis rogatus tradidi, & confeci Instrumentum, & me propria manu subscripsi.

Subscriptiones Dominorum Cardinalium.

Ego Angelus, Episcopus Ostiensis, Cardinalis Florentinus, sic, ut præfertur, vovi, promissi, & juravi & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Ego Henricus, Episcopus Tusculanus, Cardinalis Neapolitanus, sic, ut præfertur, vovi, promisi & juravi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Ego Antonius, Episcopus Prænestinus, Cardinalis Aquilegensis, sic, ut præfertur, vovi, promisi, & juravi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Et ego Angelus, tituli Sanctæ Potentiæ Presbyter Cardinalis Laudensis, sic, ut præfertur, vovi, juravi, & promisi, & in Testimonium omnium, & singulorum præmissorum me manu propria subscripsi.

Ego Conradus, tituli Sancti Grisogoni Presbyter Cardinalis Militensis, sic, ut præmittitur, vovi, promisi, & juravi, & in Testimonium præmissorum me manu propria subscripsi.

Ego Angelus tituli Sancti Marci Presbyter Cardinalis Constantinopolitanus, sic, ut præfertur, vovi, promisi & juravi, & in Testimonium præmissorum me manu propria subscripsi.

Ego Jordanus, tituli Sancti Martini in Montibus Presbyter Cardinalis de Ursinis, sic, ut præfertur, vovi, promisi & juravi, & in Testimonium præmissorum me manu propria subscripsi.

Ego Joannes, tituli Sanctæ Crucis in Jerusalem Presbyter Cardinalis Ravennas, sic, ut præfertur, vovi, promisi, & juravi, ac in Testimonium præmissorum me manu propria subscripsi.

Ego Antonius, tituli Sanctæ Praxedis Presbyter Cardinalis Tudertinus, sic, ut præfertur, vovi, promisi & juravi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Ego Raynaldus, Sancti Viti in Macello Diaconus Cardinalis, sic, ut præfertur, promisi, vovi & juravi, ac in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Ego Landolphus, Sancti Nicolai in Carcere Tulliano Diaconus Cardinalis Barrensis, sic, ut præfertur, promisi, juravi & vovi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Ego Oddo, Sancti Georgii ad velum aureum Diaconus Cardinalis, sic, ut præfertur, vovi, promisi & juravi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Ego Petrus, Sancti Angeli in Foro piscium Diaconus Cardinalis Sancti Angeli, sic, ut præfertur, vovi, promisi & juravi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Et ego Joannes, Sanctorum, Cosmæ & Damiani Diaconus, Cardinalis Leodiensis, sic, ut præfertur, promisi, vovi & juravi, & in Testimonium præmissorum me propria manu subscripsi.

Ego Gregorius XII. hodie ultima die Novembris 1406. assumptus in Romanum Pontificem (1) omnia supradicta, sic, ut præmittitur, voveo, promitto & confirmo.

(1) Il y a dans l'Edition de SURITA, *sic, ut præmittitur, juro, voveo, promitto, & confirmo omnia supradicta.*

1. Dec.

Instrumentum publicum de Ratificatione, & Confirmatione hujus Contractus, per præfatum GREGORIUM *Papam, Actum die* 1. *Decembris* 1406. [SURITA, Index rerum ab Aragoniæ Regibus gestarum. Lib. III. pag. 396.]

ANno Domini M. CCCC. VI. Indictione XIV. die Mercurii prima die mensis Decembris hora XII. noctis ejusdem diei Sanctissimus in Christo Pater, & Dominus noster Dominus Gregorius Divina Providentia Papa XII. secunda die Creationis suæ, sua spontanea & libera voluntate, in præsentia Reverendissimorum Dominorum Cardinalium, Notariorum & Testium intus in illo Instrumento contentorum, & in Palatio, ac in Capella præfatis, & intra dictum Conclave ratificavit, approbavit & firmavit, ac de novo vovit, juravit & promisit, omnia & singula quæ in illo Instrumento continentur tenere, servare, prosequi & effectualiter adimplere & finire, nec in aliqua sui parte contra venire. De quibus omnibus, & singulis, præfati Domini Cardinales, & ipsorum quilibet petierunt per me Stephanum Notarium & quemlibet aliorum Notariorum rogatorum fieri unum & plura publica Instrumenta.

11. Dec.

GREGORII *Papæ* XII. *Epistola, ad* PETRUM DE LUNA *inter nonnullas Gentes* BENEDICTUM XIII. *nuncupatum, promittens se Pontificatui abdicaturum, si & quando ille* BENEDICTUS *similiter abjuret. Datum Romæ apud S. Petrum die* XI. *Decembris annò* 1406. [SURITA, Index rerum ab Aragoniæ Regibus gestarum, Lib. III. pag. 397.]

GREGORIUS Servus Servorum Dei Petro de Luna, quem nonnullæ Gentes in hoc miserabili Scismate Benedictum XIII. appellant, Pacis, & unionis affectum. Qui se humiliat, inquit Veritas, exaltabitur; & qui se exaltat, humiliabitur: cujus saluberrimam monitionem, quanto nobis ex alto permittitur, obedienter secuti, decrevimus per Literas nostras, omni contentione sepulta, benignè te affari, & ad redintegrationem Ecclesiæ cohortari: immò te invitare ad id consilium capessendum: quod nos ipsi pro Pace Christianorum accepimus. Vides quanta mala, quanta pericula, quanta incommoda, quanta denique Christianæ Religionis infamia jam per triginta annos, ex hac pestilenti, & nefaria Seditione, in Populo Dei pervenerint: quantaque, nisi provideatur, sunt quotidie proventura. Horum omnium malorum qui causa ab initio fuerint, certum videtur: quibus rigor justitiæ non cessit: nec forsan æquitas persuasit. Nihilominus tamen graves molestias Christianam Religionem perpessam non dubitatur. Si ergo quoque nunc eodem modo fiat, dubius est remedii locus: quominus Ecclesia in solitis remaneat angustiis: in qua re tu, de te ipso, ac de conscientia tua videris. Nos mentem nostram, atque intentionem apertissimè proferebimur. Non est consilii nostri tempus aliquo modo terere: sed quo validiora, certiora, & firmiora sunt jura nostra, tanto laudabilius ducimus ea pro Pace, & redintegratione Christianorum relinquere. Non enim semper de summo jure disputandum est: sæpè rigor ipse utilitati, & tempori cedit. Nam si mulier illa & juri suo renunciare, & proprio filio spoliari se voluit, ne sectionem unius pueri videret: quantò magis nobis, si, malitia operante, ad optatam unitatem venire non possumus per Justitiæ vias piè cedendum videatur. Quare exsurgamus ambo in unum unionis affectum: concurramus: feramus salutem Ecclesiæ hoc diuturno morbo afflictæ.

Ad

Anno 1406. Ad hoc te hortamur: ad hoc te invitamus: paratique sumus, & offerimus nostro verissimo juri, & Papatui cedere & renuntiare: & efficaciter faciemus, si & quando tu renuntiabis, & cedes prætensis juri, & Papatui tuo: vel decedes; vel quicunque Successor tuus renuntiabit: & cedet pretensis juri, & Papatui suo: vel decedet, dummodo illi, qui apud partem suam pro Cardinalibus se gerunt, sic convenire, & concordare cum Venerabilibus Fratribus nostris S. R. E. Cardinalibus velint cum effectu: ut exinde Canonica unici Romani Pontificis sequatur Electio. Itaque, ut prædicta expeditiorem sequantur effectum, celeriter mittemus Oratores nostros: qui tecum de loco habili, & decenti ad hujusmodi confectionem rei disponant. Et insuper, pendente hujusmodi unionis Tractatu, non faciemus, neque creabimus aliquem Cardinalem, nisi forte causa adæquandi numerum Fratrum nostrorum cum numero illorum, qui apud te pro Cardinalibus se gerunt: ut sic pares ex utraque parte ad solemnem, & Canonicam Electionem unici Romani Pontificis devenire possint. Extra hunc autem coæquationis casum nullum, ut dictum est, Cardinalem creare decernimus: nisi ex defectu tuo, vel partis tuæ extiterit, quominus unionis præfatæ conclusio infrà annum, & tres menses, à die Inthronizationis nostræ computandos, fuerit subsecuta. Hoc autem quod de non creandis Cardinalibus, Tractatu hujusmodi pendente, diximus: si tu quoque idem observaberis. Hanc verò oblationem, & insinuationem de Cardinalibus non fiendis, ac superiorem oblationem renuntiationis, modo prædicto, ut stricteriori vinculo fierent, juravimus, vovimus, & promisimus antè Electionem nostram eodem vinculo efficaciter implendas cum singulis ex nostris Fratribus antè dictis, in casu, quo aliquis nostrum ad apicem Apostolatûs esset assumptus, post ipsam assumptionem, id ipsum, ad firmiorem constantiam, denuò jurantes, voventes, promittentes, atque ratificantes. De hoc autem, quod Bulla sinè impressione nostri nominis est appensa, præsentium nullus debeat admirari, nam antè nostræ Coronationis solemnia, usus præfatæ Bullæ cum hujusmodi impressione nominis non habetur. Datum Romæ apud S. Petrum die XII. ab assumptione nostra: XI. verò Decembris anno à Nativitate Domini MCCCCVI. Zucarus.

CCXXVIII.

1406. *Traité de Commerce reglé entre* Henry IV. *Roi d'Angleterre &* Jean sans peur *Duc de Bourgogne & Comte de Flandres. Donné à Westmunster le 10. Mars 1406.* [Rymer, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. VIII. pag. 469.]

1407.

10. Mars.

Henry, par la grace de Dieu, *Roy d'Engleterre & de France*, & Seigneur d'Irland, a toutz ceulx, que cestes Lettres verront ou orront, Salutz.

Come Nous aioms ordeignez & establiz, par noz Lettres Patentes, noz Ambassatours & Messages pur assembler ovesque les Commys, Deputes, & Messages *de Duc de Burgoigne* Count de Flaundres, a ceo suffisaunment de Poiar fundux, & ovesque eux treter & accorder certein Trete & Accorde, pur Nous & nostre dit Roialme d'Engleterre, & noz autres Villes, Seignenries, & Juredictions, d'une partie, & le dit Duc pur luy, & sa Paiis de Flandres, d'autre,

Et, par vertue du Poair & Auctoritte, par nous commys a noz ditz Ambassatours, mesmes noz Ambassatours, & les Commys du dit Duc, tant par vertue des Licence, Poair, & Auctorite de *nostre Adversaire de France* son Soveraigne Seigneur, a luy attribut, pour traiter ovesque Nous, & noz Ambassatours, & Deputees, come de luy mesmes, ount assemblez & tenuez plusieurs journees, en tant que par noz ditz Ambassatours aient este deliverez a les ditz Commys certains Pointes & Articles, les quelles les ditz Commys aient apportes au Court de nostre Adversaire de France,

Par Licence, Auctorite, & Poair de qui, le dit Duc de Burgoigne, par ses ditz Commys, a empris & commence le dite Traite,

Et en tant que les ditz Articles, par nos ditz Ambassiatours baillez, n'ome peu passer, sanz autre avis de ce prendre, par aucuns causes & empeschement.

A fin d'entretenir la dite Trete, & qu'il ne perist mye, plusours journees du dite Traite, depuis de nostre commandement, ount este tenuez, sur le dit fait, ovesque les ditz Commys, Anno

Et, tant a este en dit Traite procede entre eux, que, par les Marchandises avoir cours seurement entre nostre dit Roialme d'Engleterre, & noz autres Paiis, Villes, & Juredictions, & la dit Paiis de Flandres, & auxi pour Pilerins, d'une cost & d'autre, passer & faire leur Pellerinage, les Clerks de nostre dit Roialme d'Engleterre aler an Rome, & les Pescheurs generalment aler peschier sur Mer, le space d'un An durant apres la publication de cest present Accorde, suppose & non obstant que la Guerre soit ou feust overt entre Nous & nostre dit Adversaire de France. 1406. 1407.

Noz ditz Ambassatours de nostre sceu & voluntee, & les ditz Commys par Licence, Poair, & Auctorite susditz, ount consentuz & accordez, chescun pur sa Partie, sicome par noz ditz Ambassatours nous a este rapportee, les Pointes & Articles que s'ensuent,

Primerement, que toutz Marchantz, tant du Roialme d'Engleterre, de Caleis, d'Irland, & d'autres Paiis, subgiez au Roy d'Engleterre, ou occupe par eux, come les Marchans de Flandres & d'autres Paiis du Roialme de France, & d'autres Paiis quelxconques (soient Marchans de Lains, de Cuirs, de Vitailles, ou de quelxconques autres Marchandises) & leurs Facteurs, & Familiers, puissent seurement aler par Terre, a pie, a chival, & autrement, & en passant en & oultre l'Eaue de Gravelinghes, de Caleis en Flandres, & de Flandres en Caleis, ensemble lours Biens & Marchandises, en tenant loot chemyn entre la Mer & les Chasteux de Merke & d'Oye, & marchander les uns avesque les autres de toutes maniers des Marchandises, Vivres & autres, & mener & ramener ou faire mener & remener de Caleis en Flandres, & de Flandres a Caleys, lours ditz Marchandises; Vivres, & autres (except Armiers, Artilleries, Canons, & autres choses semblables, & invasibles) & que les ditz Marchans, lours Facteurs, & Familiers, puissent, chescun d'eux a qui il serra necessare, achatier, & avoir franchement de ceulx de l'autre cost des Vivres, & les amener par Terre en & outre l'Eaue suisdite, les uns aux autres (c'estassavoir) ceulx de Caleys & autres de la Partie d'Engleterre en Flandre & ceulx de Flandres & autres de la Partie de Fraunce a Caleys, par la chemyn dessuisdit, senz empeschement, destourber, ou defense quelconque, ne par ceo encourrir en ascune Paine, & saunz ce estre reprins de leurs Seigneurs, de l'une Partie ne de l'autre, ne de lours Officiers.

Item, que touz Marchanz d'Engleterre, de Caleys, d'Irland, & d'autres Paiis, subgiez au Roy d'Engleterre, ou occupe par eux (soyent Marchans de Lains, de Cuers, Vitailles, ou de quelconques autres Marchandises) leurs Facteurs, & Familiers, & Maisters de Niefs, & Maroniers, puissent aler, passer, & repasser, converser, venir, estre, & demourer par Mer seurement ou dit Paiis de Flandres, & dedeins les Portes & Havres de celluy Paiis, avec leurs Biens, Marchandises, & Niefs, marchander avec toutz Marchans de Flandres, & autres Marchans quelxconques, & leurs Facteurs, & Famillers, de touts maners de Marchandises, tant Vivres come autres (excepte Armeurs, Artilleries, Canons, & autres choses semblables, & invasibles) & en partir avec leurs dis Niefs, Biens, Marchandises, Vivres, & autres, q'ils purront ramener & retourner seurement.

Et que pareillment touz Marchanz du dit Pays de Flandres, ou demourans en ycellui Paiis (soient Marchans de Lains, Cuirs, Vitailles, ou de quelxconques autres Marchandises) lours Facteurs, Familiers, Mestiers des Niefs, & Maroniers, puissent aler, passer, repasser, converser, estre, & demourir par Mer seurement, au Roialme d'Engleterre, a Caleys, & es autres Paiis subgiez du dit Roialme d'Engleterre, ou occupe par eux, & dedeinz les Portes & Havres d'iceulx Roialmes d'Engleterre, de Cales, & autres Villes & Lieux, subgiez ou occupez de la partie d'Engleterre, avec leurs Biens, Marchandises, & Niefs, & marchander ovec touz Marchans Englois, & autres Marchans quelxconques, & leurs Facteurs, & Famillers, de tous maneres de Marchandises, tant Vivers come autres (except les ditz Armuers, Artilleries, Canons, & autres choses semblables, & invasibles) & mener en Engleterre a Caleis, & es autres Villes & Lieux, subgiez ou occupez de la dite partie d'Engleterre, leurs Biens propres, Vivers & autres, & les Biens d'autres demourans ou dit Paiis de Flandres, & en partir & retourner seurement a tout leurs ditz Biens, Marchandises & Niefs,

Et auxi que les ditz Marchans, leurs Facteurs, & Familiers, puissent, chescun d'eux, a qi il serra necessaire,

Anno 1406. 1407.

faire, achater, & avoir franchement de ceulx de l'autre Partie des Vivers, & les amener par Mer les uns aux autres (c'estassaver) eux d'Engleterre & de Caleys en Flandres, & ceulx de Flandres en Engleterre & a Caleis, sens en eilre reprins de leurs Seigneurs, de l'une Partie ne de l'autre, ne de leurs Officers,

Ne que par ceux de la Partie d'Engleterre aux Marchans de Flandres, ou demourans en Flandres, domage, empeschement, ne destourblet fuit fait, ne aussi par ceulx du dit Paiis de Flandres aux Marchans de la dite Partie d'Engleterre, par voie de fair, pour cause de Guerre, Pillerie, Robberie fait ou a faire, ne autrement en aucune manere pur cause quelconque, en paiant d'une Partie ou d'autre les Tonlieux & Devoirs duez & accustumez,

Par unceo que les ditz Marchans, d'une couste & d'autre, leurs Facteurs & Familiers, Maistres des Niefs, & Maroniers, aux queux serra bien loisible d'avoir avecques eux en leurs Niefs Armuers & Artilleries, pour la garde & sauvement de lours Corps & Biens, en alant par Mer, & ycelles amener avecques eux, en queconques Havres q'ils arriveront, a l'issu de leurs Niefs, laisseront leurs Armaers en leurs ditz Niefs ou Vesseaulx: Except Cnutel, Dague, ou Espee qu'ils porront porter, se bon lour semble, jusques a lour Hostielx; ou ils serront tenuz de lassier leurs ditz Espees.

Item, que les ditz Marchanz de la Partie d'Engleterre, leur Facteurs, & Familiers, Maisters des Niefs, & Maroniers, puissent estre, converser, & demourer seurement ou Paiis de Flaudres, & es Portes & Havres d'icelluy Paiis, avec leurs Niefs, Biens, & Marchandises quelxconques, Vivers, & autres, & semblablement les Marchans de Flandres, ou demourans en Flandres, & leurs Facteurs, & Familiers, Maisters des Niefs, & Maroniers, puissent estre, converser, & demourer seurement, en Roialme d'Englererre, a Caleis, & as autres Villes & Lieux, subgiez & occupiez des Englois, sanz ceo que par ceulx de Flandres, ne autres de la Partie de France, ou autres quelxconques, soit mesfair, ou donne empeschement, ne destourbier as Marchans de la Partie d'Engleterre, ne par ceulx d'icelle Partie d'Englesterre, ou autres quelxconques, as Marchans de Flandres, ou demourans en Flandres, ne a leurs Facteurs & Familiers, Maisters des Niefs, & Maroniers, d'une couste & d'autre, par voie de fair, pour cause de Guerre, Pillerie, Robberie fait ou a faire, ne autrement en aucune manere,

Purveux que les Marchans de France, & d'autres Paiis quelxconques, soient aussi seurement, a tout leurs Niefs & Biens, ou dit Pais de Flandres, & es Portes & Havres d'icellui, sanz ce que par ceulx de la Partie d'Englererre leur soit illueques mesfait ou donne empeschement, ne destourbier,

Et auxi que les ditz Marchans de la Partie d'Engleterre & de Flandres, leurs Facteurs, & Familiers, Maisters des Niefs, & Maroniers, puissent ceulx de l'une Partie entrer es Villes fermes de l'autre Partie, sauns en demaunder congie, fors le primes fois seulement a chescun venue q'ils feront de l'une Paiis en l'autre.

Pourveu que aux Portz des dites Villes, ou il serra besoing aux ditz Marchans, leurs Facteurs & Familiers, Maisters des Niefs, & Marinniers, de demander congie, soient mys certains Gents qui aient pouer de lour dounes le dit congie d'entrer,

Et, en cas qu'ils ne trouveront aucuns tielx Gens aux ditz Portz, que eux purront licetement & saunz aucun empeschement, entrer, chevancier, ou aler jusques a lours Hostielx, & illoeques demourer saunz partier, jusques a ceo que leurs Hostes auroient signifie lour venue aux Capitains ou Officers des dites Villes,

Les quelles Hostes ou leurs Servans, apres ceo qu'ils en serront requis, serront tenux tantost, sur la venue des ditz Marchanz, de faire signifiance de lour venue aux ditz Capitains ou Officers,

Et, en cas que par negligence ou autrement la dite signifiance ne soit fair, que les Marchans, dedeins deux heures apres lour venue, purront departer, ales, & passer avant sur lour chemin & en leurs afairs,

Et se eulx trouvoient aux ditz Portes aucune Persone ou Persones, & par lour congie ils feussent entrez es dites Villes fermees, que eulx ne forferont de riens, ja soit ceo que celluy ou ceux, que lour auraient donne le dit congie, n'en eust aucune puissance, mais l'eust fait par simplesse, fraude, ou mal engyn.

Item, que toutz Pelerins, d'une couste & d'autre, en alant en Pelerinage, & auxi les Clers de dit Roialme d'Engleterre, en alant vers la Court de Rome pour faire lour besoingnes, puissent entrer par Mer, & auxi par Terre, a Pie, a Chival, ou autrement, ceulx de l'une Partie ou Paiis de l'autre Partie, & passer & repasser paisiblement par yceux, & y estre seurement & franchement, & auxi aler, passer & repasses, par Terre, a Pie, a Chival, ou autrement, de Caleys en Flandres, & en oultre l'Eaue de Gravelinges, & de Flandres a Caleys, en tenant lour chimyn entre la Mer & les ditz Chasteaulx de Merke & d'Oye, sans ce que par ceulx de Flandres, ou autres de la Partie de France, ne autres quelxconques, soit mesfair, ou donne empeschement ne destourber aux Pelerins ou Clercs de la Partie d'Engleterre, ne par ceulx d'icelle Partie d'Englererre ne autres quelconques aux Pelerins de Flandres, ou demourans en Flandres, par voie de fair, pour cause de Guerre, Pillerie, Robberie fait, ou a faire, ne autrement en aucune maniere,

Pourveu que, a l'entrer es Villes fermees, ils prendront congie aux Gardes des Portes de y entres, & ne demourent en une Ville ferme ou autre que au nuyt, se n'estoit que pour maladie, par faut de Vent, ou de Navire, s'il advenoit sur Port ou Havre de Mer, ou pur faire ou recevoir les changes de leur argent, il leur convenist faire pluis longe demour,

Et si mestier estoit, & ils en estoient requis, a l'entrer es dites Villes fermees, ceulx de l'une Partie feront seurement a l'autre Partie, que pour mal faire ou purchasser au Roy, ne a ses Roialme & Subgiez, ne as Villes, ou au Paiis, ils ne passent par ycelles,

Et pourveu auxi que aux Portes des dites Villes fermes, ou il sera besoing aux dites Pelerins & Clers de demander congie, soient mys certains Gens qui aient povoir de leur donner le dit congie d'entrer, & de rescevoir d'euix, se mestier est, le seurement par la maniere desuisdit,

Et, en cas q'ils ne trouveront aucuns telles Gens aux dites Portes, que eux porront licitement & saunz aucun empeschement entrer, chevancer, ou aler, jusques a lours Hostealx, & illoeques demourer, sanz partir, jusques a ce que leurs Hostes auroient signifie lour venue aux Capitaines ou Officers des dites Villes,

Les quelles Hostes ou lour Servans, apres ce q'ils en serront requis, serront tenux tantost, sur la venue des dites Pelerins & Clercs, de faire signifiance de lour venue aux ditz Capitains ou Officers,

Et, en cas que, par negligence, ou autrement, la dite Signifiance ne soit fair, que les dites Pelerins & Clercs, dedeins deux heures apres leur venue, purront departier, ales, & passer avant sur lour chemyn & en leurs affaires,

Et se eulx trouvoient aux dites Portes aucune Persone ou Persones, & par lour congie ils feussent entrez es dites Villes fermees, que eulx ne forferont de riens, ja soit ceo que celuy ou ceulx, qui leur auroient donne le dit congie, n'en eust aucune puissance, mais l'eust fait par simplesse, fraude, ou mal engyn.

Item, que tous Pescheurs, tant d'Engleterre, de Caleys, & d'autres Paiis & Lieux subgiez & occupiez par les Englois, come de Paiis de Flandres, de Picardie, Normandie, Bretaigne, & generalment de tout le Roialme de France, purront paisiblement aler par toue sur Mer, pour peschier & gaigner lour viver, sanz empeschement ou destourbier,

Et avec, se fortune ou autre aventure chassoit ou amennit les ditz Pescheurs d'Engleterre, & des autres Villes & Lieux occupez & tenuz par les Englois, en aucuns des Havres, Portes, Destrois, ou Daugiers des dites Paiis de Flandres, Picardie, Normandie, Bretaigne, & autres de Roialme de France, ou les ditz Pescheurs d'iceulx Paiis de Flandres, de Picardie, de Normandie, Bretaigne, & autres de Roialme de France, en aucuns des Portes, Havres, Destrois, ou Daugiers de Roialme d'Engleterre, de Caleis, & des autres Paiis & Lieux subgiez ou occupez par les Engloys, qu'ilz y soient paisiblement & franchement receuz & traitez raisonablement d'une couste & d'autre (en paiant es Lieux, ou ils arriveront, les Tonlieux & Devoirs auncienment accustumez) & d'illoeques puissent aler liberalment; pourveu que par les dites Pescheurs d'une couste & d'autre ne soit commisse aucune fraude.

Item, que, es Portes & Havres de Flandres, aucuns Escumers, ne Gens labourans sur la Guerre, soient Francois, Flamens, ou d'autres Paiis quelxconques, ne serront soeffrez entrer, ne issir pur faire grevance a Marchans, leurs Facteurs, Familiers, Maistres des Niefs, & Maroniers, Pelerins, Clercs, &

Anno 1406. 1407.

Pescheurs, de la Partie de France, d'Engleterre, ne des eutres Paiis quelxconques, ue a leurs Biens & Merchandises,

Et euxi que as Portes & Havres d'Engleterre, & de Celeys, aucuns Escumeurs, ne Gens lebourens sur la Guerre, soient Engloys, Irlandois, ne d'eutres Paiis quelxconques, ne sernnt suffrez entrer, ne issir, pour faire grevance aux Marchans, leurs Facteurs, & Familiers, Meistres des Niefs, Marooiers, Pelerins, & Pescheurs de Flandres, ne a leurs Biens & Marchandises.

Item, se, durant le dit terme, aucune dommage (que Dieu ne veuille) estoit fait, d'une coste ou d'autre, contre celle present Accord, par quoy il en convenist faire requeste ou pourlieute, que la Persone ou Persones, de quelque estat q'ils soyent, jusques au nombre de dix Persones, & au tant de Chevaux ou au dessoubz, qui de la Partie d'Engleterre (c'estassavoir) depar le Roy d'Engleterre, depar le Capitaine du Caleis, ou depar la Compaigne de l'Estaple au dit Lieux de Caleis, & de la Partie de France, ou de Flendres, depar le Roi leur Seigneur, depar le Duc de Burgoigne, ou depar les *quatre Membres* du dit Paiis de Flandres, nu aucuns d'iceulx, sernnt pour celle cause envoiez en Engleterre, a Caleys, en France, en Flandres, ou aillours d'une conste & d'autre, pourront passer par Terre & par Mer seurement, de demourer franchement, & entrer es Villes fermes, pareillement come desus est declare des Marchans, d'une couste & d'autre, & entendre a la pursuite de leur besoignes, par vertue de cest present Accord, sauuz empeschement & avoir pour ce autre Sauf conduit.

Item que, le dit terme durant, les Marchans de Brabant, de Holland, Zelland, d'Italie, & autres (qui ont accustume & frequenter l'Estaple des Lains a Caleys) purront, par Mer & par Terre, aler a dit Lien de Caleys, & en retourner seurement a tout leurs Lains & Marchandises, & aussi aler & retourner en Flandres senz empeschement ne destourbier; en paiant les Devoirs pour ceo duez & accustumez; par einsi qu'ils ne mesnent ou portent Armuers, Artilleries, Canons, ou autres choses samblables, & invalibles.

Item, s'il avenoit (qoe Dieu ne vueille) que, par aucuun, de l'une consta ou de l'autre, aucune chose fuisse fait ou attempte contre l'estat de cest present Accord & Seurtee, en quelconque Lien ou par quelcouque voie, ja pur tant cest Accorde ne serra tenu ne entendue enfraint, ne pour ceo Guerre, arrest, ne destourbier d'aucuns des Personnes, touchez en cesta Traitie, ne serra fait ne meu, mais sera le fait repairé par les Seigneurs de l'une & l'autre Partie, & mis en son primer estat & deu.

Savoir faisons que Nous,

Eu sur les ditz Pointes & Articles deliberation, par l'avis de nostre Conseil, pour le bien & utilitie de la cours & l'avancement de les ditz Marchandises,

Tous les Pointes & Articles dessuis declarez & chescun d'icellui,

Les quelles, de nostre commandement & volunte, par noz ditz Ambassatours, ovesque les Commys du dit Duc, ount ainsi este accordez,

Tant pour nostre dit Roialme d'Engleterre, come poor Ville de Caleys, & pour touz noz autres Villes, Seignories, & Lieux a nous appurtenans & obeissans, eians agreables, yceles avoms loe, approve, & conferme, & par la tenure de ces presens leons, approvons, & confirmons,

Promettons en bone foie, & en parolle de Roy, a les tenir & faire tenir fermement & loialment saunz enfraindre, ne aler ou faire on souffrer estre fait ou alc a l'encontre per Nous, noz Officers, Subgiz, Aliez, ou Bienvuellans quelxconques, durant le dit temps,

Si donnons en mandement a nostre Admiral de la Mer, a le Gardein de cinque Portes, & a tous Capitains, Viscountz, Maires, Baillifs, Conestables, Ministres, Gardeins des Portes, Villes fermes, & eutres Fortereßes queconques, & autres noz Foialx, Liges, & Subgiez a qi appertiendra, que le dit Traite & Accorde, assemble toutes & chescun des choses, & Articles, & Poinz desusditz, reignent & gardent, facent tenir & garder, & en lassent, facent & soeffrent joyer & user paisiblement les Merchans, lours Facteurs, Familiers, Maisters des Niefs & Maroniers, Pellerins, Clers, Pescheurs, & autres designes en dit Traitie & Accorde, & chescune d'eulx, d'une coste & d'autre, paissiblement & pleignement, durant le temps desusdite, solonc le tenure des ditz Traitz & Accordez sanz empeschement, ne faire ou aler, ne soeffrer estra fait ou alc a l'encontre en aucune manere,

Et les ditz choses publient & facent publier en toutes les Villes, Portes, Havres & autres Lieux ou l'eu a accustume a faire Criez & Publications depar Nous, ou il appartiendra, & dont ils serout requis, affin que aucun n'en puisse pretendre ignoraoce,

Et les trangresseurs, s'aucuns en ey a faisans au contraire, punissent vigoroussement come il appertiendra par raisou, si que ce soit exemple aux autres, & ovesque ce facent faire restitution des damages a celx, & par la manere qu'il appertiendra, sanz deport ou delaie, ne sur ceo attendre autre Mandement de Nous.

En Tesmoignaoce de quele chose Nous avons fait faire cestes noz Lettres Patentes,

Don. soubz nostre Graund Seal, a nostre *Paloys de Westm.* le disme jour de Merez, l'an de Grace Mill. quatrecens & soyx, & de nostre Regne l'an oeptisme

HENRY, par la grace de Dieu, *Roy d'Engléterre* & de France, & Seigneur d'Irland, a tous ceulx, qui cestes verrout ou orront, Salutz.

Come par le Traitie,

De nostre commandement & ordinance, fait, par noz Ambassatours, pour Nous & nostre Roialme d'Engleterre, & noz autres Paiis, Seignuries, Villes, & Juredictions, ovesque les Commys & Messages du *Duc de Burgoigne*, Counr de Flandres, des Licences, Povoir, & Auctorite de *nostre Adversaire de France*, son Soveraigne Seigoeur, a Luy attribute, pour sa Paiis de Flandres,

Plusours Points & Articles aient este passez & accordez, de nostre sceu & volunte, par noz dits Ambassatours, ovesque les Commys le dit Duc, par vertue des Licences, Povoirs, & Auctoritee dessusditz, pour les Marchandises avoir cours seurment entre nostre Roialme d'Engleterre & noz autres Seignuries, & Jnredicions, & les dites Countee & Paiis de Flandres, par les Pelerins, d'une coulte & d'autre, passer a faire lour Pilterinages, les Cleres de nostre dit Roialme d'Engleterre aler a Rome, & les Pescheurs generalment aler pescher par tout sur Mer le space d'un An durant, apres le publicacion du dit Accorde, suppose & non obstent que le Guerre soit ou fust overt entre Nous & nostre Adversaire de France,

Sicome par noz autres Lettres de Confirmacion, sur ceo faitz, peut apparere,

Et sil soit ainsi que pur les ditz Marchandises estre exercee pluys seurement, & obvier as plusours inconveniens, griefs, damages, & perils, qui autrement eussent peu & purroient ensuer as ditz Marchans, Pillerins, Cleres, & Pescheurs, tant en Corps, come en Biens, nos ditz Ambassatours, en outre & par desus les ditz Poins & Articles, comprisez en noz ditz autres Lettres, aient auffy, de nos sceu, volunte, & commandement, accorde, deper Nous, ovesque les Commys du dit Duc les Pointes & Articles qui ensuient,

Premiers, que, le dit terme d'une An durant, par ceulx de la Partie d'Engleterre sur la Partie de Flandres, ne par ceulx de Flandres sur la Partie d'Engleterre, ne sera fait ascune violence, desaise, ou dammage aux Marchans, Maistres des Niefs, Maronniers, Pelerins, Cleres, Pescheurs, d'une coste & d'aotre, ne a leurs Facteurs, Familiers, ou Serviteurs, ne a leurs Biens ou Vasseulx, en queconque Lieu qu'ils trouvent sur Mer, ne de queleonque Partie q'ils veignent.

Item, par Escumers, nu autres Gens labourans sur la Guerre, aucuns Biens des Marchans, d'Engleterre, nu de Flandres, estoient prins sur Mer, & amenez en aucuns des Portes ou Havres de l'une Partie ou de l'autre, que icelx Biens ne purront illocques estre venduz ne alienez sur Terre, ne mis a Terre:

Et, s'ils estoyent aiosi venduz, alienez sur Terre, ou mys a Terre, qoe restitution serra fait des ditz Biens, ou de leur valeur, aux Marchans de qui on les euroit prins:

Et aurount les Officers des Lieulx Mandement expres, par Lettres Patentes, tel quel appertendra, de faire faire la dite restitution, toutes les fois que le cas eschera, sur paine de recouvre sur eulx, se les ditz Biens estoient ainsi venduz, ou alienez a Terre, ou mis a Terre de leur sceu ou sueffrance:

Et, avec ce, sera faite deffense es Portes & Havres, d'one coste & d'autre, sur certeins & grosses paines, que aucune, de queleonque Nacion qu'il soit, ne

ANNO 1406. 1407.

ne achate a Terre, ne poür mettre a Terre aucuns des ditz Biens,

ITEM, que es Viraillès, Marchandises, & autres Biens, venlans des Parties de l'Oist vers le Roialme d'Engleterrn, ou a Caleys, ou devers Flandres, par quelxeonques Persones, non Ennemis a l'une Partie ou a l'autre, & en quelxconque Vasseulx ils soiens menez, ne serra, par ceulx de l'une Parte ne de l'autre, mis empeschement ne deitourbier en quelconque manere.

ITEM, se, durant le dit terme d'un An, aucuns Vesseulx des Marchans, de la Partie d'Engleterre, ou de Flandres, non ordeunez pour Guerra, chargiez, ou non chargiez, estoient, par furtune du temps, par force de Veuns, ou aurrement chessiez, ceulx de l'uno Partie, en aucuns des Ports ou Havres de l'autre Partie, que les ditz Vesseaulx, avec les Marchans & Maronniers, estans en yceulx, y seront receuz seuremeur, & s'en pourrunt partir franchement, a tout lour Biens & Marchandises, saunz contredir ne destourbier, purveu q'ils ne mettent a Terra, n'en autres Vasseulx, leurs dits Biens & Marchandises, sanz congie & Licence des Officers du Prince du Paiis, ou d'autres aians Povoir a ce.

ITEM, que la dit Partie d'Engleterre fera designer chemin, graunde & large, entre Caleis & Gravelynges, pour les Marchans d'une couste & d'autre, & autres comprins en eeste seurtee, y aler, passer, & retourner seurment:

Et le dessusdit Due de Burguignn, pour la Partie de Flandres, fera avoir & designer, pour les Marchans & autres Persones de la Partie d'Engleterre dessuis exprumez, chemin, graunde & larga assez pour aler, passer, & retourner seurement, par les Dunes de Flandres, saunz y estre arrestez ne empeschez, par ainsi qu'ilz ne ameisneut avecques eulx aucuns leurs chiens, ne faceut aucuns doinmages ou priuse des Connis es ditz Dunes.

ITEM, en cas que aucuns Marchans, Maistres des Niefs, ou Maronniers, de la Partie d'Engleterre, ou de Flandres, estans es Portes & Havres de l'une Partie ou de l'autre, se traisissent a aucun Niof, venant de la haute Mer, pur parler a ceux de la dit Nief, avant que l'Officer du Prince, a qui il appertyent, y eust parle, que pour ca ils n'encurrent en aucune forfaiture ou amend.

ITEM, que les Marchans d'Engletesre & de Flandres, leurs Facteurs, Familiers, Maistres des Niefs, ne aucuns d'eulx, pur nul trespas ou depredation, qui eit este fair par l'une Partie a l'autre, sur Mer, ne sur Terre, par avant le temps de cest present Accorde, ne serour eeulx de l'une Partie nu Paiis de l'antra grevez ne desaisez en corps n'en Biens, ne pour ceo eux, ne leurs Niefs, ou Biens arrestez, ne traiez a Loi par aucuns Persunnes de l'une Partie ne de l'autre, ne autres quelxeonques, par voi del Marque ou autrement.

ITEM, que les Villes da Calais & Gravlinghes seront misez, tenuez, & gardez en telle Governance, & si loial & ferme seurte, que les Marehans, leurs Facteurs, Familiers, Maisters des Niefs, Pelerins, & autres Personnes, comprisez en cest Seurtee, d'un coste & d'autre, y seront & porront estre amiablement & seurement recenz, en alant, demourant, & retournant en leurs bosoignes.

ITEM, que par les Gens des Garnisons de Calais, & des autres Forteresses, tennez & occupeez de la Partia d'Engleterre, es Marches de Picardie, ne autres Gens de la Partie d'Engleterre, en issant des ditz Furteresses, ou des Terres, tenues & occupees des Englois, es ditz Marches de Picardie, ne seront faites Courses, ne autre fait de Guerre, sur la Paiis de Flandres;

Et pareillement ne serront faitz Conrses, ou autre fait de Guerre, par aucuns de Paiis de Flandres, ou des Garnisons de Gravelinges, ou autres Forteresses de Flandres, ne ensi des Garnisons des autres Forteresses, tenues de la Partie de France, es ditz Marches da Picardie, en issant de Gravelinghes, ou d'autre Lieux de Flandres, sur les diz Forteresses & Terres, tennez & occupez de la dite Partia d'Engleterre & Picardia, le dit An durant.

ITEM, que les Maistres des Niefs & Maroniers da la Partie d'Engleterre, a leur venue es Purtes & Havres de Paiis de Flandres, porrunt faire licitement lier leurs Niefs, es dits Portes & Havres, par le maner que feront François, Hollandois, Zellandois, & Escochois, senz encourrir pour ce en aucune forfaiture ou amende;

Et semblablement pourront faire les Maistres des Niefs & Maronniers de Flaudres, es Portes & Havres de la Partie d'Engleterre.

ITEM, que, le dit terme d'un An durant, les Marchans, Maisters des Niefs, & Maronniers, de dit Paiis de Flandres, ou demourans en Flandres, ne amesront, par fraude ne culeur quelconque, aucune Biens ou Merchandises des Eunemis des Englis par Mer, & en eas qu'ils en suient demandez par aueuns Escumers, ou autres Gens, de la Partie d'Engletesre, eulx en feront juste & pleine confession,

Et que parellement les Merehans, Maistres des Niefs, & Maronniers, de la Partie d'Engleterra eulx en feront juste & plein confession:

Et que parellement les Marchans, Maistres des Niefs, & Marunniers, de la Partie d'Engleterre, n'amesront, par fraude ne eoleur quelconque, aucuns Biens ou Marehandises de Estrangiess Ennemis des Flammens, &, s'ils en estoieut demandes par aucuns de Flandres, qu'ilz en feront juste confession come dit est.

ITEM, que les *quatre Membres* de Flandres, par l'Ordenance du dit Duc da Burgoigne, Conte da Flandres, se obligeront, par Lettres, seelles de leurs Sealx, de tenir loialment & inviolablement tous les Puins de ceo present Traita, & chacune d'iceulx, qui tant par le Roy lour Seigueur Suverain cume par le dit Due serrunt accordez, & dont ils bailleront lours Lettres, sanz enfraindre ne aler ou faire à l'encontre.

ITEM, que totes les choses, & ehascun d'icelles, accordes par ce present Traite, serour gardez & observez pour la Partie d'Engleterre ou Roialme d'Engleterre, a Caleys, & en toutes les autres Villes, Seignouries, & Lieux, appurtenances & obeissans a Roy d'Engleterre, & pour la Partie de Flandres es Conte & Paiis de Flandres, & es autres Villes, Seignonries, & Lieux, appurtenans & obeissens au dit Due de Burgoigne, entre Flandres & Couloigne sur le Rin, & y purront seurmeur les Marchans & autres Personnes, comprins an ce Traite, aler, cunverser, estra, demourer, & marchander, par la manere dessus dit, sanz empeschement quelconque.

ITEM, que, pendant le dit Accort, l'en proceder ou fait principal du Traite, autres foiz en commencie, sur le cours de la Marchandise entre Engleterre & Flandres, & sur le fait de la reparation de exces, prinses, & dommages, qui par cy devant ont este fait de l'une Partie sur l'antre, dont l'en e autres foiz tenu Parlement & Traite; & sur ceo l'en prendra jour, d'estre ensemble en tiel Lieu, que l'en serra accorde.

ITEM, sont d'accorde les ditz Ambassatours & Commys que, s'il avenoit (que Dieu ne veulle) que, par aucuns de l'une coste ou de l'autre, aucune chose feusse fait ou attempte contre l'estat de cest present Accorde & Seurte, en quelconqun Lieu, ou par quelconque voie, ja pour tant cest Accorde ne serra tenue ne entenduz enfreinte, ne pour ce Guerre, arrast, ne destourbier d'aucuns des Personnes, touchez en cest Traitie, ne serra fait ne move, mais serra le fait repaire par les Seigneurs de l'une & l'autre Partie, & mis en son primer estat & deu.

Savoir faisons que Nous,
Eu sur les ditz Pointes & Articles deliberation,
Par l'avis de nostre Cunseil,
Pour le bien & utilite de la course & l'avancement de la dite Marchandises,
Tuuz les Poins & Articles, desus declarez, & chescun d'icelles, les quelles, de nostre commandement & voluntee, par noz ditz Ambassatours ovesque les Commys du dit Duc ount ainsi este accordez, tant pour nostre dit Roialme d'Engleterre, come pour nostre Ville de Caleys, & pour tous nuz autres Villes, Seignuries, & Lieus, a Nous appurtenance & obeissans, ayans agreables,
Ycelles avons loe, approve, & confirme, &, par le tenure de ces Presens, loons, approvons, & confirmons,
Promettans, en bona foie, & en Parole de Roy, a les tenir, & faire tenir, firmement & loialment, sans enfraindre, ne aler, ou faire, ou souffrer estre fait ou ale, a l'encontre par Nous, noz Officers, Subgiez, Alliez, ou Bienveullans quelxconques, durant le dit temps,
Si donnons en Mandement a nostre Admirall de la Mer, a la Gardein des cinque Portes, & a tous Capitains, Viscounts, Maires, Bailliffs, Constables, Mi-

ANNO 1406. — 1407. nistres, Gardeins des Portes, Villes fermes, & autres Forteresses queconques, & autres noz foiaix Lieges & Subgiez, a qi appertiendra, que le dit Traitie & Accorde, assemble toutes & chescune des choses, & Articles, & Points dessusditz, teignent & gardent, facent tenir & garder, & en lassent, facent, & soeffrent joyer & user paisiblement les Marchans, leurs Facteurs, Familiers, Maistres des Niefs & Maronniers, Pellerins, Clers, Pescheurs, & autres designes en dit Traite & Accorde, & chescun d'eulx, d'une coste & d'autre, paisiblement & pleignement, durant le temps dessusdite, tout selonc le tenure des ditz Traitz & Acordez sanz empeschement, ne faire, ou aler, ne soeffrer estre fait ou ale, a l'encontre en aucune manere,

Et les ditz choses publient, & facent publier, en toutes les Villes, Portes, Havres, & autres Lieus, ou l'en a accoustume a faire Criez & Publications depar Nous, ou il appertiendra, & dont ils serront requis, a fin que aucun n'en puisse pretendre ignorance,

Et les transgressours, s'aucuns en ey a faisans au contraire, puneissent vigoreusment, come il appertiendra par raison, si que ce soit exemple aux autres, & ovesque ce facent faire restitution des dammages a celx, & par la manere qu'il appertiendra, sanz deport ou delaie, ne sur eco attendre autre Mandement de Nous,

En Tesmoignance de quelle chose Nous avons fait faire cestes noz Lettres Patentes.

Don. sub nostre Graund Seal *a nostre Paloys de Westm.* le disme jour de Marcz, l'An de grace Mille, quatrecens & soys, & de nostre Regne l'An oeptisme.

CCXXIX.

1407. Avril. LA FRANCE.

Union au Demaine de France, des Places Limitrophes du Royaume, en indemnisant ceux qui les possédent, faite par CHARLES VI. *Roi de France, à Paris au mois d'Avril*, 1407. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici. pag. 288.]

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France, sçavoir faisons à tous presens & advenir; Que comme pour le bien, tuition, & defense de nostre Peuple, & l'utilité de la chose publique de nostre Royaume, nous ayons droict, & nous soit loisible par Puissance souveraine & especiale Prerogative Royalle, de prendre & appliquer à nostre Domaine, les Terres, Chasteaux, Ports de Mer, & autres Lieux, estans en Frontiere de nos Ennemis, que nous veons estre necessaires à la generale garde, tuition, & defense de nos Subjects, & à la seureté universelle de nostre dit Royaume; en faisant condigne recompensation à ceux, desquels nous prendrons les dicts Lieux du loyal prix & juste valeur d'iceux Lieux, & des autres interests & loyaux coustemens; & de ce Droict ayent jouy & usé nos Devanciers Roys de France, quand necessité & expediente utilité de la dite chose publique de nostre dit Royaume l'a requis, & y est survenue.

2. Et il soit ainsi, que nostre amé & feal Chevalier, Chambellan & Conseiller Jean Harpedenne, ait nagueres acquis par certains moyens la Ville, Terres & Castellenie de Taillebourg, tenuë en Foy des Religieux, Abbé, & Convent de Sainct Jean d'Angely, avec toutes leurs Appartenances, & Appendances quelconques; lesquelles sont assises en Pays de Frontiere de nos dits Ennemis prés de Bordeaux, & ailleurs sur Ports de Mer, par lesquels l'on pourroit legerement descendre à grand nombre de Navires & de Gens, pour grever nous, nostre Royaume, nostre Pays de Xainctonge, & nos dits Subjets, si garde & provision n'estoiens mises sur les dits Ports, & audict Pays. Et lesquelles Terres, Chastellenie, & Port de Mer, avec ses Appartenances & Appendances, nous sont moult necessaires à estre en nostre main, & appliquées à nostre Domaine, pour la tuition & defense de nos dits Subjets, & pour tout le bien public de nostre dit Royaume. Et lesquelles Terres, Chastellenie & Port de Mer, se elles se alienoient, ou estoient mises hors de nostre main, és mains de nos dits Ennemis, par quelconque maniere que ce fust, par mauvaise garde, ou autrement, comme par plusieurs fois depuis quarante ans est advenu, pourroit grandement dommager nous, nostre dit Royaume, & nos dits Subjets au dict Pays de Xainctonge, nostre Ville de la Rochelle, & d'ailleurs environ, si remede ny estoit mis. ANNO

3. Et pour ce voulons aucunement pourveoir à la seureté du dit Pays, lequel a esté durement traité par nos dits Ennemis jusques à cy, & aussi de tous nos autres Subjets, pour aucunes grandes causes & considerations, euës en nostre Conseil, & autres, qui à ce nous ont meu & meuvent: Voulans en ce user de nostre Droict & Prerogative Royale, par Puissance & Seigneurie souveraine, avons voulu & ordonné, voulons & ordonnons par ces presentes, que icelles Ville, Terres & Chastellenie de Taillebourg, & Port de Mer; ensemble la dite Ville de Clafeau, & toutes leurs Appartenances & Appendances quelsconques, que l'on dit estre de nouvel acquises par le dit Harpedenne en quelque maniere, & pour quelconque cause, que ce soit, soient Royaument mises & appliquées à nostre dit Domaine: & des maintenant par ces presentes les y mettons & appliquons de nostre dite Puissance & Auctorité Royale, pour en jouir desormais comme de nostre propre chose & Domaine, au profit & seureté de nous, de nos dits Subjets, & dudit Pays, en recompensans & voulant recompenser toutes voyes en argent comptant pour une fois iceluy Harpedenne, du prix des coustemens, frais & missions raisonnables par lay faits, tant en l'acquest des dictes Terres & Chastellenie, comme autrement deuëment; laquelle chose nous entendons faire briefvement. 1407.

4. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Parlement, & qui les tiendront pour le temps advenir, les Gens de nos Comptes, & Tresoriers à Paris, & à chacun d'eux, si comme à luy appartiendra, que incontinent ces Lettres veues, ils mettent Royaument en nostre dite main, les dites Terres & Chastellenie de Taillebourg & du Clufeau, & les appliquent à nostre Domaine, comme dict est, & icelles facent gouverner en Justice, & en Recepte, & autrement doresnavant de par nous, comme nostre propre Domaine. Et pour ce que ce soit ferme chose & stable à toasjours, nous avons fait mettre à ces presentes nostre Scel, sauf en autres choses nostre Droict, & l'autruy en toutes. Donné à Paris au mois d'Avril, l'an de grace mille quatre cens & sept, & de nostre Regne le vingseptiesme. *Signé sur le replis, Par le Roy en son Conseil. Où le Roy de Sicile, Monseigneur le Duc de Berry, vous l'Archevesque de Sens, l'Evesque de Noyon, le grand Maistre d'Hostel, le Maistre des Arbalestiers, & autres estoient. Signé,* DEBIAN. *Et scellé d'un grand Seau de cire verte, pendant en cordon de soye rouge & verte.*

CCXXX.

BENEDICTI *Papæ* XIII. *Bulla Excommunicationis ad Regem Francorum missa, contra omnes quæcunque Dignitate præfulgentes, etiam Reges & Principes, qui se & Dominia sua ab obedientia ejus subtraherent. Datum Massiliæ* XIV. *Calendas Junii. Anno Pontificatûs* XIII. [PHIL. LABBEI Conciliorum Collectio. Tom. XII. in Append. Concilii Constantiensis col. 1812. VON DER HARDT, magnum Oecumenicum Concilium Constantiense, Tom. IV. pag. 1243. Chroniques de MONSTRELET, Tom. I. sous l'an 1407. en François.] 19. Mai.

BENEDICTUS Episcopus Servus Servorum Dei. Ad perpetuam rei memoriam. In dierum successu crescente malitia, sic videmus Mundum in deteriora jugiter prolabi, sic Hominum mentes assueta depravari nequitia, malis passim cumulum superaddi, ut & boni, qui alias oderunt virtutis amore delinquere, interdum cum perversis admixti eorum inficiantur malitia, vel errore. Et igitur compescenda præsumptorum audacia, ut saltem pœnæ formidine retrahantur à noxiis, sicque boni sectando virtutem meliores effecti non videantur perire cum illis. Ad nostrum si quidem auditum fama publica notoriante pervenit, quod nonnulli perditionis Filii, tam Ecclesiastici, quam Seculares, dum altiora se petunt, dum præposteris & turbatis gradibus citius venturo in magnis & mirabilibus supra se ambulare conantur, Illius delusi fallaciis, qui se, ut alios decipiat, in lucis Angelum transfigurat, sibi ruinam, inferioribus scandalum, solidioribus autem vexationis materiam parave-

ANNO 1407. paraverunt, pro viribus satagentes Catholicum Ecclesiam iteratis sub Schismatibus noviter lacerando impedire ejus sacratissimam unionem. Nam licet post assumptionem ad apicem summi Apostolatus, & etiam ante dum nos minor status haberet, ad extirpationem hujus horrendi Schismatis in Dei Ecclesia à triginta fere annis (proh dolor!) nunc vigentis, & procurandum pacem & unitatem in ipsa Ecclesia tanto accuratius & ardentius, quanto rem ipsam ad nos peculiarius spectare cognoscimus, debitam, Deo ac conscientia testibus, operam adhibuimus, & intendimus indefessis studiis adhibere, & post varios tentatosque labores, & in cassum, peccatis exigentibus quandoque deductos, post oblatam per nos Angelo Corrario in Sede Apostolica intruso, qui ab Adhærentibus sibi in hoc perniciose Schismate se facit Gregorium nominari, viam renunciationis per nos tendam pure, libere, & simpliciter, prout in Literis nostris Apostolicis datis Massiliæ pridie Kalendas Februarii Pontificatus nostri Anno infrascripto plenius continetur, ad executionem eorum, quæ pro præmissis agenda restam fienda de loco Conventionis personalis, nostri scilicet & dicti Angeli, & tempore & numero personarum ab utraque parte ad Conventionem hujusmodi ducendarum, & de aliis circumstantiis ad rem hanc pertinentibus inter nos, & Venerabiles Fratres nostros S. R. E. Cardinales cum Nunciis dicti Angeli, & sui prætensi Collegii, illorum scilicet qui apud partem suam Cardinales nuncupantur, sic factu, & conclusa Concordia inserta brevi termino, præstante Domino, exequenda prout in publicis Instrumentis plenius continetur. Tamen præfati iniquitatis Filii nos, & dictos Fratres nostros nituntur totis conatibus, modisque exquisitis & illicitis, ac quibusdam fraudibus & fucatis coloribus in hac salubri prosecutione & executione dictæ unionis impedire, & sub quodam unionis simmulato zelo Ecclesiastica vincula contemnentes, non absque temeritatis audacia, stabilem, firmamque Christianæ fidei compaginem rescindere moliuntur, ac se à nostra, & Ecclesiæ Romanæ obedientia temere subtrahendo, à nobis, quod de jure non licet, de facto ad defensionem sui erroris appellationes varias interponunt. Nos licet aliquandiu cum patientia tolerando præmissa dissimulaverimus, ut saltem timor Dei, & pœnæ jam contra tales à nobis, & sacris Canonibus inflictæ eos ad pœnitentiam provocarent, & facerent ad sinum Matris redire, videremus tamen eos adhuc in majoris præsumptionis audaciam prosilire. Quamobrem zelus fidei, & fervor compassionis animarum merito nos inducunt, ut contra istorum audaciam quasi publicam pestem per Apostolicæ Provisionis remedium occurramus. Idcircò habita super iis deliberatione matura, hac Constitutione perpetue duratura in omnes & singulos, qui præfatam Ecclesiæ unionem scienter, seu Personam nostram, vel Personas Venerabilium Fratrum nostrorum S. R. E. Cardinalium in executione præmissorum per nos oblatorum & concordatorum cum dicto Angelo, & cum suis Nunciis impediverint, aut turbaverint, vel à nobis, seu Successoribus nostris Romanis Pontificibus Canonice intrantibus appellare præsumpserint, seu à nostra, vel ipsorum Successorum nostrorum Romanorum Pontificum Canonice intrantium obedientia recesserint ac se subtraxerint, vel in præmissis subtractione, aut appellatione perseveraverint, seu persliterint, seu eis in præmissis impedimentis, appellationibus, subtractionibus, vel perturbationibus per se seu alium, vel alios, quavis occasione, seu colore quæsito, dederint auxilium, consilium, vel favorem, & qui personaliter asseruerint illos qui præmissa committunt, per nostras Sententias non ligari, cujuscumque status, gradus, dignitatis vel conditionis existant, etiamsi Cardinalatus, Patriarchali, Archiepiscopali, Episcopali, Regali, aut quacumque Ecclesiastica, vel mundana præfulgeant Dignitate, ex nunc, Auctoritate Apostolica, Excommunicationis Sententiam promulgamus, à qua nullus, præterquam à Romano Pontifice, nisi duntaxat in mortis articulo, à dicta Sententia absolvi contigerit, volumus & auctoritate prædicta duximus declarandum, quod taliter absolutus, si quam cito commode poterit, post resumptam convalescentiam se coram Apostolica Sede obmiserit præsentare, mandatum ipsius humiliter recepturus & satisfacturus, prout Justitia suadebit, in eandem Excommunicationis Sententiam reincidat eo ipso; quam quidem Sententiam superius per nos latam si per viginti dies sustinuerit, animo indurato, si Laicus quicumque & cujuscumque Gradus, Status, conditionis vel Dignitatis, etiam de superius nominatis, Princeps, vel alia sæcularis Persona fuerit, Terras, Villas, Civitates & Castra, & Loca quæcumque, quæ obtinueret & obtinebit, Ecclesiastico supponimus Interdicto. Si vero Universitas fuerit, similiter Ecclesiastico subjaceat Interdicto. Et ANNO 1407. quia merito beneficia plerumque propter ingratitudinem revocantur, supradictos omnes & singulos, ac ex eis tam Clericos, quam Laicos, seu ipsis super præmissis quomodolibet adhærentes, aut præstantes auxilium, consilium aut favorem, ut præfertur, si per viginti dies dictos viginti immediate sequentes Sententias sustinuerint antedictas, eosdem omnibus Privilegiis, Indulgentiis, Gratiis, & Libertatibus, & Immunitatibus, Realibus & Personalibus, ipsis communiter vel divisim, sub quacumque forma vel expressione verborum, ab Apostolica Sede concessis, dictosque Clericos omnibus Beneficiis Ecclesiasticis, Dignitatibus Personalibus, & Officiis cum cura, vel sine cura, & si Archiepiscopalis, Patriarchalis aut Cardinalatus vel quævis alia Dignitas forsan extiterit, ex nunc Apostolica auctoritate duximus privandas de plenitudine Potestatis ipso facto, & de certa scientia privamus, & privatas esse decernimus, prædictorum omnium tam Ecclesiasticorum quam Secularium, & cujuslibet ipsorum Vasallos, & omnes à Juramento Fidelitatis, & alia quacumque obligatione, quibus eis tenentur, seu tenebuntur quomodolibet absolventes; Feuda quoque, Jura, Honores, Officia, & alia bona immobilia eorumdem, quæ ubilibet à dicta Romana Ecclesia tenentur, confiscamus. Aliis vero Juribus, Feudis, Honoribus & Officiis, ac aliis immobilibus bonis, quæ à quibusvis habent & habebunt, Ecclesiis, sint ipso jure privati, sicque libere ad easdem revertantur Ecclesias, quod de illis earum Rectores pro sua valeant disponere voluntate, nec causæ quæcumque ad eorum, vel alterius ipsorum, aut alias præmissorum audientiam præferant, nec ipsorum valeant Sententiæ, vel Processus, etiam Instrumenta confecta per illos, & eos qui Tabellionatus obtinebunt Officia, nullam habeant roboris firmitatem. Et insuper omnes & singuli, qui cum prædictis, vel eorum aliquo, ipsorum contumacia perdurante, Confœderationem, Societatem, Obligationem seu Ligam fecerint, vel ipsos juverint, aut dederint auxilium, consilium vel favorem, directe vel indirecte, publice vel occulte, in rebellione & aliis prædictis, si personæ singulares fuerint, etiamsi Episcopali, Archiepiscopali, Partiarchali, Cardinalatu, Imperiali, vel Regali, seu quavis alia, ut præfertur, fulgeant Dignitate, Ecclesiastica vel Mundana, aut Communitas vel Collegium fuerit, quibuscumque Privilegiis & gratiis à nobis, vel Prædecessoribus nostris concessis sint ipso facto privati, & nihilominus Ecclesiastici subjaceant Interdicti Sententiis, à quibus nullus, præterquam ab eodem Romano Pontifice, absolutionem, seu relaxationem possit, nisi duntaxat in eodem mortis articulo, ab eadem Anathematis, seu Excommunicationis Sententia, sicut in casibus antedictis exprimitur, obtinere. Prædictas & quasvis alias Confœderationes, Colligationes, & Ligas, nec non & Pactiones, Conventiones & Obligationes quascumque inter prædictos hujusmodi excessuum patratores, & quasvis alias singulares Personas, quacumque Dignitate fulgentes, seu Communitates & Universitates sub, quavis verborum forma factas, & quas in posterum fieri contigerit, & si fuerint Juramentis, Promissionibus, & pœnarum adjectionibus, & alia quacumque firmitate vallatæ, annullamus, cassamus, irritamus, & vacuas viribus nunciamus, ac nullam habere decernimus roboris firmitatem; pœnis alias contra tales, à nobis & Prædecessoribus nostris Romanis Pontificibus editis, & concessis quibuscumque, & qualitercumque, & sub quacumque forma verborum, etiamsi de illis & totis eorum tenoribus de verbo ad verbum specialis, & expressa esset mentio facienda, & qualemcumque clausulam derogatoriam contineant, quam & quas de certa scientia & plenitudine Potestatis tenore præsentium revocamus in quantum possent prædictorum effectum suspendere, impedire, vel sibi in aliquo derogare. Seu si aliquibus à Sede prædicta sit indultum, quod excommunicati, suspendi vel interdici nequeant per Litteras Apostolicas non facientes plenam & expressam, ac de verbo ad verbum de indulto prædicto, ac eorum personis & locis, nominibus propriis, vel ordinibus seu Dignitatibus mentionem, & aliis contrariis quibuscumque. Nulli ergo &c. nostræ Promulgationis, Privationis, Confiscationis, Annullationis, Cassationis, Irritationis, Nunciationis, & Constitutionis ac voluntatis infringere, &c. Datum Massiliæ apud Sanctum Victorem XIV. Kalendas Junii, Pontificatus nostri anno decimo tertio.

CCXXXI.

Anno 1407.

CCXXXI.

6. Oct. *Instrumentum publicum de Oblatione & Traditione* Equi Curserii, *nomine Communis* FLORENTIÆ *pro Civitate* PISARUM, JOANNI LE MEINGRE *dicto* BOUCICAUT, *tanquam Locumtenenti* CAROLI VI. *Francorum Regis in recognitionem Devotionis & Fidei. Actum Januæ die 6. Octobris 1407.* Cum *Plenis Mandatis nec non Epistolis Communis* FLORENTIÆ *ad hoc Negotium pertinentibus.* [Pièce Manuscrite, tirée de la Bibliothèque Royale de Berlin.]

In Nomine Domini, Amen.

CUM vigore cujusdam promissionis factæ per Egregios & Nobiles Viros Dominos Bartholomæum de Populechio Legum Doctorem, Ginum Nerii de Caponibus, & certos alios eorum Collegas Cives Florentinos, Syndicos & Syndicario nomine Magnifici Communis Florentiæ, Illustri & Magnifico Domino Joanni le Meingre dicto Boucicault, Marescallo Franciæ, Locumtenenti Regis, & Januensium Gubernatori, pro Serenissimo Rege Francorum, dictum Commune Florentiæ teneatur dare dicto Serenissimo Domino Regi Francorum sive ejus Locumtenenti, aut Mandatario Januæ existenti, unum pulchrum Equum curserium sive dextarium, quolibet anno pro Civitate Pisarum, & ejus Territorio, dumtaxat in recognitionem devotionis & fidei dicto Serenissimo Regi, sicut in Instrumento super hoc & aliis facto & confecto 1405. die 28. mensis Augusti per Serpettum Angelieionis Notarium Florentinum & Lazarum de Manesarebis Notarium Januensem seriosius continetur; Vir Nobilis Scander Ligii de Quaratensibus, Civis Florentinus, Syndicus, ut asserit, ad hæc specialiter constitutus, & Syndicario nomine dicti Magnifici Communis Florentiæ, & ejus vice & nomine, de cujus Mandato & Syndicatu apparere asserit, publico Instrumento scripto manu Pauli Ulcebenis Notarii Florentini, hoc præsenti anno, die vigesimo quarto Septembris, traditis prius per eum dicto Illustri Domino Locumtenenti Litteris clausis & sigillatis eidem Domino Locumtenenti directis per Magnificos Dominos Priores Artium & Vexilliferum Justitiæ, Populi & Communis Florentiæ, quarum tenor talis est.

Illustri & Magnifico Domino, Domino Joanni le Meingre dicto Boucicault, Marescallo Franciæ, Locumtenenti Regio & Januæ Gubernatori, Fratri, Amico nostro charissimo.

Illustris & Magnifice Domine, Frater & Amice charissime, quoniam ab his qui nostræ Reipublicæ Gubernacula tenuerunt, diligentissime semper observatum fuit ut fidem omniaque quæ publica authoritate promissa essent, integerrime servarent, nos qui singulari cura hanc servandæ fidei virtutem a majoribus nostris acceptam sequi studemus, cum recordemus, quod inter fœdera, quæ in concessione Civitatis Pisanæ nobis facta vobiscum percussimus, illud inest: ut quotannis gloriosissimo Francorum Regi aut cuicunque ejus vicem gerenti Januæ, vel alibi equum insignem præstaremus, statuimus illud exequi, ad quod faciendum nos adstrinximus; Quapropter per nostrum Reipublicæ Syndicum equum præstantem formâ, ad Magnitudinem vestram, ut ad Regium Locumtenentem, mittimus ut hoc devotionis & fidei, quam pro concessione Pisarum adversus invictissimum Francorum Regem gerere debemus, semperque, dum nobis permittetur, habebimus, testimonium sit manifestissimum.

Datum Florentiæ die vigesimo sexto Septembris 1406. Indictione prima: Priores Artium & Vexillifer Justitiæ, Populi & Communis Florentiæ dedit pro primo presenti anno dicto Illustri Domino Domino Joanni, tanquam Locumtenenti Regio, in executione dictæ promissionis, unum pulchrum equum curserium pili leardi rotati sicut per dictos Magnificos Dominos Priores Artium & Vexilliferum Justitiæ mandatum eidem Andreæ fuisse asserit per Litteras dicto Illustri Domino Locumtenenti exhibitas & ostensas per ipsum Andream continentiæ subsequentis.

Nobilibus Viris Sandro Ligii de Quaratensibus in Civitate Januæ Civibus nostris charissimi Priores Artium & Vexillifer Justitiæ, Populi & Communis Florentiæ dilectissimi nostri.

Per che per la concessione a noi fatta, della Citta di Pisa del Re di Franza a noi, siamo obligati dar ogni anno al ditto Re, o a suo Commessario overo Luogho tenente uno Corsiero o vero destriero, per tanto habbiamo eletti nostri Syndichi a representare il ditto Cavallo tutti visi en le, & quanto di noi in tutto, & per tanto vogliamo, & commandiamo che voi representiati il ditto Cavallo cosei in vice & nome del Commune in quello modo & in quella forma che vedera pagolodel volta & quale mandiamo costa proprio per questa facienda. Datum Florentiæ die vigesimo sexto Septembris 1407. Indictione prima.

Dictus vero Illustris Dominus Regius Locumtenens dicens quod de recipiendo aut refutando, & non recipiendo Equum ipse communicationem non habeat a dicto Serenissimo Rege Francorum, dictum Equum nomine Regio tamen recepit sub protestatione quod si dictus Serenissimus Rex Francorum declarabit dictam Equi receptionem non esse sibi gratam vel acceptam, aut ipsam refutabit, tunc & eo casu dicta Equi receptio per Dominum Locumtenentem, nomine Regio, ut præmittitur, facta pro non facta & nulla habeat, & dicto casu adveniente promisit Dominus Dominus Locumtenens, dicto Sandro præsenti, & Syndicario nomine recipienti, dictum Equum restituere dicto Communi Florentiæ, dicens quod dictum Equum bene gubernari & nutriri faciet, donec super dicto facto voluntatem sciverit ejusdem Serenissimi Domini Regis cui facturus est notitiam de prædictis, de quibus omnibus dictus Illustris Dominus Locumtenens & Sander rogaverunt & mandaverunt per nos Julianum Panicarium Notarium & Communis Januæ Cancellarium & Paulum Voltebonis Notarium Florentinum & utrumque nostrum in solidum fieri præsens publicum Instrumentum in testimonium veritatis. Actum Januæ in platea Palatii Communis Januæ residentia Domini Domini Locumtenentis Regii anno Dominicæ Nativitatis 1407. Indictione 15. secundum cursum Januæ & anno Incarnationis Domini nostri Jesu Christi 1407. Indictione prima secundum morem Florentinorum, die sexta Octobris, hora tertiarum, præsentibus Testibus Reverendis in Christo Patribus, Dominis Petro Meldensi, Petro Cameracensi, Guillelmo Embroicensi Episcopis, Legatis & Consiliariis dicti Serenissimi Domini Regis, Dominis Roberto de Milli, & Hugone Choleti, Militibusque Francigenis, Domino Antonio Justiniano Milite Januensi, Domino Hugone de Grimaldis Legum Doctore, Johanne Centurione quondam Rossi & Cosma Tarigo Civibus Januæ ad hæc vocatis & rogatis.

Julianus Paniearius Imperiali auctoritate Notarius, & Communis Januæ Cancellarius prædictis omnibus interfui, & rogatus una cum dicto Paulo Notario de eis præsens, publicum Instrumentum composui quod per alium feci extrahi aliis occupatus.

CCXXXII.

1408. 5. Mars. Schutz-Brieff Kaysers RUPRECHTS, wodurch Er die Stadt Speyr in seinen Schirm nimt, und zu Verhütung aller Feindschafften zwischen beyderseits Land und Leuthen, wegen Ertheilung der Gerechtigkeit zugleich mit derselben überein kömt. Heydelberg auf den nächsten Montag nach dem Sonntag INVOCAVIT 1408. Mit dem REVERS der Stadt Speyr, wodurch sie Höchstgemeldtem Käyser allzeit getreu zu seyn verspricht, und gleichfalls wegen Entscheidung aller etwann sich ereignenden Irrungen mit solchem transigiret. Des nechsten Montags nach dem Sonntag Invocavit 1408. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. LXXV. pag. 781. Col. 2]

C'est-à-dire,

Lettres de Protection accordées par l'Empereur ROBERT *à la Ville de* SPIRE, *avec Clauses de Transaction sur la reciproque Administration de la Justice. A Heidelberg le Lundi après le Dimanche* Invocavit. 1408. *Avec un* REVERS *de la Ville de* SPIRE, *par lequel elle promet à cet Empereur une perpetuelle fidelité, transigeant aussi avec lui sur les différents qui pour-*

ANNO 1408.

pourroient être survenus entr'eux. De la même Date.

WIr Ruprecht von Gottes Gnaden Römischer König / zu allen Zyten Mehrer des Richs / bekennen und thun kund offinbar mit diesem Brieff allen den / die ihn immer sehent oder hörent lesen / daß für Uns kommen sind Unsere lieben Getrewen / der Burgermeister deß Rathes und der Burgere gemeinlichen der Stadt zu Spire Erbare Fründe / und hant Uns von ihr aller und der Stadt Spire wegen fürbracht / wie daß ihn viel und mancherley frembder Krieg und Feindschafft zugefügt / und auch sie und ihre Mitburger damit umbgetrieben und beschädiget werden / und hant Uns demütiglichen angeruffen und gebetten sie und die vorgenante ihre Stadt Spire in Unsern besundeen Schirm und Tröstunge zu empfahen / für unrechtem Gewalt zu schirmen / und bey ihren Freyheiten und Richten zu behalten. Wand wir nun von geborner Güte darzu geneiget sind / unrechten Gewalt zu straffen / und auch das gemeine Land / nemlichen Unser und des heiligen Riches Underthanen und Getrewen / in Friede und in Gemach zu behalten / so habin wie solche der von Spire demütige und fleissige Bite ang. sehen / und haben die vorgenante Stadt zu Spire / und auch die Burgere und Inwohner derselben Städte sammentlich und sonderlichen / als lang wie gileben / in Unsere sunderliche Schirm / Gileide und Tröstunge genommen und empfangen / nehmen und empfahen sie auch darinn in Krafft diß Brieffs in aller der Maß / als hernach geschrieben steht. Zum ersten sollen und wollen wie / als lang wir geleben / die Burger und Inwohnere der vorgenanten Stadt zu Spire / sammentlich und sund. rlich getruwlichen verantworten und versprechen / schützen und schirmen / bey ihren Fryheiten / Rechten und guten Gewonheiten bliben lassin und behalten / nach Unserm besten Vermögen / als Unser eigen Land und Lüte ungeverlichen / gen allen die des Rechten gein ihn für Uns und Unserm Rathe / oder für einem gemeinen Unsers Rathes nit verliben wollent / als hernach geschrieben steht / und wollen sie auch / als lang wir geleben / allezeit mit guten und rechten Trewen meynen / haben und halten / und auch mit ihn nimmer zu Krieg noch zu Viendschafft kommen / noch den Unseen / der wie mächtig sind / deß nit gestatten in deheine Wise / ohne alle Geferde. Und ob das were / daß deheine Grafe / Herr / Rittee oder Knecht / deß wie mächtig sind / ungeferlichen an die gemeine Stadt Spire oder widerumb daß die gemeine Stadt Spire an deheinen Grafen / Heren / Ritter oder Knecht / deß wie mächtig sind / ungefehrlichen ichts zu sprechen gewönnt / darumb sollen wie / nachdem Uns das verkündet wird / beyden Parthenen gütliche Tag für Uns descheiden und versuchen / ob wir sie gütlichen mit einander vereinigen mögen. Und ob das nicht sin möchte / so soll die Parthie / der man zuspricht / der andirn Parthien / die da klagend ist / des Rechten für Uns und Unserm Rathe gehorsam sin / oder für einem gemeinen / die dieselbe Parthie / der man zuspricht usser Unserm Rathe nehmen sol / der deß sinmals nit verlobt hat ungeferlichen / uff einen glichen Zusatz von beyden Siten / und sollen auch beden Parthien darum Tag gesetzt und bescheiden werden gen Heidelberg / gen Germerschheim / zue Nuwenstatt oder gen Altzey / nach gelegenheit der Sachen / ungeferlichen. Hette auch dehein eintzlinge Unser Burger oder arm Mann / an deheinem der von Spire eintzlingen Burger oder arm Mann / oder widerum hette auch der von Spire deheine eintzling Burger oder arm Mann an deheinen Unseen Burger oder arm Mann ichts zu sprechen / darumb soll ihr jeglich dem andern deß Rechten gehorsam syn an den Enden und Städten / und in den Gerichten / darin er gesessen und wonhafftig ist / dahin ihme auch der Kläger nachfolgen soll / ungeferlichen. Und ist es / daß der dem Mann zuspricht / der schuldt gichtig ist / so soll er dem Kläger die bezalen / oder aber zu stund Pfande geben / und sind es essinde Pfand / so soll sie der Kläger einen Tag und eine Nacht halten / weren es aber andere Pfand / so soll er sie viertzehen Tage halten / und so die Zyt vergangen ist / so mag sie der Kläger verkauffen / ob jme die vorgenante Schuld alsdann nit zur stund bezalt wurdet. Were es aber / daß der dem Mann zuspricht / nit Pfand oder Gelt hette so soll man ihn usser der Stadt oder Gericht / darin er wohnhafftig gewesen ist / trybeu / und da jnne nit lassen / er habe dann dem Kläger gnug gethan / und ob jn der Cläger in andern Gerichten treffe oder finde / so mag er ihn und die vorgenante sin Schuld mit Gerichte angriffen und bekummern. Was auch Lehengütere antrifft das soll man ustragen für dem Herrn / von dem die Lehen rühren / und was eigen und Erb antriffet / das soll man ustragen an den Gerichten / da dieselben eigen und Erb jnn gelegen sind. Es sollen auch die Burgere und Inwohner der vorgenanten Stadt zu Spire in allen und jeglichen Schlossin und Städten Unser Erb-herrschafft der Pfaltz by Ryne zu einer jeglichen Zyt Frid und Geleit haben / ungeferlichen. Und sollen auch in allen und jeglichen Unsern Stätten / Märcken / Dörffern und Lande der obgenanten Unser Erb-Herrschafft der Pfaltz by Ryne / kauffen und verkauffen Wyn / Früchte / und anders zu ihrer Notturfft / und daß auch zu ihn gen Spire in die Stadt zu führen als dicke sie wollent / ohne alle geferde. Und sollen auch den vorgenanten von Spire alle und jegliche Strassin und Wege / die Märckte in den vorgenanten Unsern Städten / Dörffern und Lande offen sin / die zu suchen / and wir oder Unsere Amptleute sollen auch des nit wehren / noch kein Gebott dafür machen / noch jeman von Unsern wegen in deheine Wise / ohne alle geferde. Es sollen auch als lang wie gelebin alle und jegliche Unsere Schloß und Städte Unser Erb-Herrschafft der Pfaltz by Ryne / den vorgenanten von Spire / ihren Dienern und den ihren wider ihre Viende / die ihn des Rechten für Uns und Unserm Rath / oder für dem gemeinen / als vorgeschrieben steht / ußgiengend / offen sin / so sie das an Uns fordern / und Uns auch die Schieß benennen / die sie dazu begerende sind / also daß sie / ihre Diener und die ihren / ihre Viend daruß und darin angreiffen und beschädigen mögen / als viel und dick sie wollent / darzu sin auch Unsere Amptleute und die Unsern beholffen sin sollent. Und man soll ihn auch allezyt feylen Kauff umb einen zytlichen Pfenning darinne geben / ohne geferde / doch daß dieselben ihre Diener zu einer jeglichen Zyt / so sie der Offnung gebruchen wollen / nicht über 200. Pferd haben / ohne geferde. Wir sollen auch niemand an Unsern Schlossen / Städten und Dörffern enthalten / der wider die von Spire sin wolte / und ihn deß Rechten für Uns und Unserm Rathe oder dem gemeinen / als vorgeschrieben steht / ußgangen were / nach dem Uns das von Spire verkündet worden ist / noch denselben auch deheinerley Hülff oder Zulegunge thun in deheine Wise / ohne alle geferde. Wer es auch / daß jemand die von Spire oder die ihren binnen zehen Mylen Wegslang und breit umb Spire und die Nuwen-Stadt angriffen oder beschädigen würde / und ihn deß Rechten für Uns und Unserm Rathe / oder für dem vorgenanten gemeinen ußgangen were / als vorgeschrieben steht / oder ob sie jemand in dem vorgenante Kreise unbesorgter Dinge angriffe und beschedigte / so sollent Unsere Amptleute und die Unsern zu frischer Gethat nacheilen / und das helffen entschütten / retten

Anno 1408.

und wehren/ als ferre sie mögent/ glicher Wise als ob das Unser eigen Land und Leute antreffr/ ohne alle geferde Were es auch/ so Unser und der vorgenanten von Spire Amptleute und Dienere mit einander riten/ daß sich deheinerley Sach verlauffen würde/ davon Uns und den Unsern/ oder auch den von Spiec Viendschafft kommen würde: Oder wer es/ daß wie oder Unsere Ampteleute und die Unsern von dir vorgenanten von Spire wegin/ zu Viendschafft kommen würden/ so sollen wir gen denselben deheinerley Frieden/ Fürworte/ Sont oder Richtunge nit uffnehmen/ ohne der von Spire Wissen und Willen/ und daß sie auch nemlich/ als wol darinne begriffen und versorget würden als wir. Und weer es/ daß jemand in solchem ryten Schaden geschehen würde/ darumb man/ nach drin diese Eynunge ußgangen wäre/ den vorgenanten von Spire zusp echen würde/ so sollen Unsere Erben/ Pfaltz-Grafen by Rone ihn getruwelichen beholffin syn/ daß das abgetragen und hingeleit werde/ ohne Geferde. Wer es auch daß jemand/ wer der wäre/ die obgenante Stadt zu Spire mit Gewalt überziehen und be chädigen wolte/ darzu sollen und wollen wir mit aller Unser Macht zuziehen/ und das getruwelichen helffen wehren/ glicher Wise als ob Uns das silber angienge/ ohne Geferde. Und in diese Verbundnuß haben wir ußgenommen dir Ehrwürdige Johan zu Mentz/ Friderich zu Cölln/ und Wernern zu Triere Ertz-Bischoffe/ Unsere liebe Oheimen/ Neven und Churfürsten/ die Bischoffe und Stiffte zu Spire und zu Wormbs/ die Hochgeborne Carln zu Lotringen/ und Friderich zu Oesterreich Hertzogen/ Unsere lieben Söhne und Fürsten/ den Wolgeborn Unsren lieben Oheim und getruwen Eberhart Grafen zu Würtenberg/ und die Eynunge/ die wir von Unser Pfaltz wegen mit dem Hochgebornen Unserm lieben Oheim und Getruwen Bernhart Marg-graven zu Baden haben/ als ferr wir diß ußnehmen sollen. Darzu nehmen wir auch uß die Ehrsame Unsere liebe gitruwen/ Meister/ Rathe und Burgere gemeinlichen/ und die Stadt zu Straßburg. Und wer es/ daß wir hinfür mit jemands Bündnusse oder Eynunge machen wolten/ darinne sollen wir diese Verbündnuß mit den von Spire allezyt zuvor ußnehmen/ und soll Uns diese Verbündnuß daran nie letzen. Alles das hievor geschrieben stehr/ verspr chen und gereden wir König Ruprecht by Unsern Köngl. Ehren und Wurdigkeiten/ getruwelichen zu halten/ zu vollführen und zu thun/ ohne alle Geferde. Und das alles zu Urkunde und vestem Gezeugnusse/ so haben wie Unser Königlichen Majestät Insiegel an diesen Brief thun hencken. Der geben ist zu Heydelberg nach Christi Geburt vierzehenhundert Jahr/ und darnach in dem achten Jahre/ uff den nechsten Montage nach dem Wissen Sontage/ als man in der Heil. Kirchen singet zu Latein Invocavit, Unsers Riches in dem achten Jahre.

Der Stadt Brieff laut wie folgt:

Wir Burgermeister und der Rath der Stadt zu Spire/ bekennen und thun kund offenbar mit diesem Brieff/ für Uns und Unsere Mit-Burger gemeinlichen/ und auch alle Unsere Nachkommen Burgere zu Spire/ allen den die ihn sehent oder hören lesen/ daß wir angesehen und betrachtet haben solich frembde und wilde Läuff/ die sich in kurtzen vergangen Zyten in diesen Landen mit mancherley Ufsätzen erhaben hant/ davon auch viel Unfriedens/ Krieges und Zwytracht in den Landen ufferstanden sind und auch daß Uns viel und mancherley frembder Krieg und Viendschafft zugefüget/ und wir und Unsere Mit-Burgere damit umgetrieben und beschädigt worden. Wir han auch kundtlichen befunden/ daß dem Allerdurchleuchtigsten Fursten und Herrn/ Herrn Ruprechten Römischen Könige/ zu allen Zyten Mehrer deß Riches/ Unserm allergnädigsten Herrn/ solich frembde und wilde Läuff wider sind/ und daß er gänglich dazu geneigt ist den zu widerstende/ und auch das gemeine Land by Frieden und Gemach zu behalten/ und auch daß niemand/ als wol als er/ Uns und Unser Stadt solcher frembder Krieg und Viendschafft fürgesyn/ by Recht und Unsrem alten Herkommen behalten/ handhaben und geschirmen mag. Und darumb so haben wir Uns dem obgenanten Unserm gnädigsten Herrn König Ruprecht sine Lebtage gantz uß v rbündtlich gemachet/ und in seinen Schirm befohlen/ als er Uns dann auch gar gnädiglich darinn genommen und empfangen hat/ in aller der Massi/ als hernach geschrieben stehe. Zum ersten sollen und wollen wir denselben Unsern gnädigen Herrn König Ruprecht/ als lang er gelebet/ mit guten/ erchten und gantzen Truwen meynen/ haben und halten/ für sinem Schaden warnen/ und sinen Frommen und bestes werben getruwlichen/ ohne alle Geferde. Und auch mit ihme und den sinen/ als lang er gelebet/ nimmer zu Kriege noch zu Viendschaffe kommen/ noch den Unsern das gestatten/ in deheine Wise ohne geferde. Und ob das weer/ das wir an deheinem Graden/ Herrn/ Ritter oder Knecht/ deß der obgenanter Unser gnädiger Herr König Ruprecht mächtig ist/ ungeferlichen von der gemeinen Stadt Spire wegen/ oder widerumb daß dehein Grafe/ Herr/ Ritter oder Knecht/ deß der vorgenanter Unser gnädiger Herr König Ruprecht mächtig ist/ ungeferlichen an die gemeine Stadt zu Spire icht zu sprechen gewönne/ darumb sol derselb Unser gnädigster Herr König Ruprecht/ nach dem ime das verkündet wird/ beyden Partheyen gütliche Tag für sich bescheiden und versuchen/ ob er sie gütlichen miteinander vereinen mag. Und ob das nicht syn möchte/ so soll die Parthie/ der man dann zusprichet/ der andern Parthien/ die da klagend ist/ deß Rechten für dem obgenanten Unserm gnädigsten Herrn König Ruprecht und sinem Rathe gehorsam syn/ oder für einim gemeinen/ den dieselbe Parthie/ der man zusprichet/ usser des vorgenanten Unsers gnädigsten Herren König Ruprechts Rathe nemen sol/ der das fürmals nit verlobt hat/ ungeferlichen uff einen glichen Zusatze von beden Siten/ und sollene auch beyden Partheyen darumb Tag gesetzt und bescheiden werden gen Heidelberg/ gen Germersheim/ zur Nuwenstatt/ oder gen Altzey/ nach gelegenheit der Sachen ungefehrlichen. Hette auch deheine eintzlinge des obgenanten Unsers gnädigsten Herrn König Ruprechts Burger oder arm Mann an deheinen Unsern der von Spier eintzlingen Burger oder arm Mann/ oder widerum hette dehein Unser von Spire eintzling Burger/ oder arm Mann an deheinen des obgenanten Unsers gnädigsten Herrn König Ruprechts eintzlingen Burger oder arm Mann ichts zu sprechen/ darumb so sol ihr jeglicher dem andern des Rechten gehorsamb syn an den Stätten und Enden/ und in den Gerichten/ da er gesessen und wonhafftig ist/ dahin ihm auch der Clager nachfahren soll/ ungefehrlichen. Und ist es daß der/ dem man zusprichet/ der Schuld gichtig ist/ so soll er dem Cläger die bezahlen/ oder ihme aber zu stund Pfand dafür geben/ und sind es essende Pfand/ so sol sie der Cläger einen Tag und eine Nacht behalten. Were es aber/ daß es andere Pfand weren/ so sol er sie viertzehen Tag behalten/ und so die Zyt vergangen ist/ so mag der Cläger dieselben Pfande verkauffen/ ob ihme die vorgenante Schuld alsdann nicht zu stund bezahlet wird. Were es aber/ daß der/ dem man zusprichet/ nit Pfande oder Gelt hätte/ so sol man

Anno 1408

man ihn usser der Stadt oder Gerichte / darinne er wonhafftig ist / treiben / und ihne darinne nit lassen / er habe danne dem Cläger gnug gethan. Und ob ihn der Cläger in andern Gerichten treffe / oder Pfünde / so mag er ihn umb die vorgenant sin Schuld mit Gericht angriessen und bekümmern.

Was auch Lehengüter antrifft / das sol man ußtragen für dem Herren von dem die Lehen rührent. Und was auch Eigen und Erbe antrifft / das soll man ußtragen an den Gerichten / da dieselben Eigen und Erbe inne gelegen sind / ungefehrlichen. Es sollen auch des obgenanten Unsers gnädigsten Herrn König Ruprechts Dienere / Untersessen / und die sinen / sammentlichen und sunderlich / und die ihern / an der vorgenanten Unser Stadt zu Spire / allezyt Fried und Geleide haben / ungefehrlichen. Und auch zu einer jeglichen Zyt darin kouffen und verkouffen Wyn / Früchte / und ander ir Notturffte / und das auch heruß zu in führen / ungefehrlichen. Und man soll in das auch zu einer jeglichen Zyt als sie das kouffen wollen / zu kouffen geben in gewonlichen Kouffe / als zu der Zyt zu Spier ist / one geferde. Und wir sollent das auch nit wehern / noch kein Gebott dafür machen / noch jemand von Unsertwegen / in deheine Wise ohne alle geferde. Es soll auch Unser Stadt zu Spire dem vorgenanten Unserm gnädigsten Herrn König Ruprecht / als lang er gelebet / uffen syn / also daß er / sine Amptleute und Dienere von sinen wegen / darinnen enthalten sin sollent / und daß sie auch des vorgenanten Unsers Herrn des Königs Viende daruß und daren angreiffen und beschädigen mögen / als viel und dick sie wollent / und man soll ihn auch allzyt feilen Kauff umb einen zytlichen Pfenning darinne geben / ohne geferde. Doch daß der vorgenant Unser gnädigster Herr König Ruprecht / sine Amptleute und Dienere / zu einer jeglichen Zyt / so sie der Offnung gebrunchen wollent / nit über 200. Pferde haben / ohne geferde. Wir sollen auch niemand in der vorgenanten Unser Stadt zu Spire enthalten / der wider den obgenanten Unsern gnädigsten Herrn König Ruprecht syn wolte / nach dem Uns das von ihme oder sinen Amptleuten verkündet worden ist / noch denselben auch deheinerley Hülffe oder Zulegunge thun in deheine Wise / ohne alle geferde. Auch sollen wir / so lang der obgenante Unser gnädigster Herr König Ruprecht lebet / fünff mit-Glenen zu dem Schild geboren / und darzu fünff gerittener gewapneter Schützen allezyt haben und halten uff Unsern Costen / Schaden und Verlust. Und soll den vorgenanten Glenen jegliche uff das minste haben dri Pferde und einen gewapneten Knecht / dieselben Unsere Dienere und Glenen und gewapneten Schützen / auch allezyt dem ehegenanten Unserm gnädigsten Heren König Ruprecht / als lang er lebt und sinen Amptleuten von sinen wegen / gewarten / ritten und dienen sollen / als ferre und wyt ein Harst mit 20. oder 30. Glenen in einem Tage und in einer Nacht von Spire oder der Nuwenstat geryten mögent / ungefehrlich / wann und in welcher Zyt / und auch wo Unser Herr der König ehegenant / oder sine Amptleute von sinen wegen des begerent / doch also daß Unser Herr der König oder sine Amptleute dieselben Unsere Dienere und Schutzen / gen niemand zur Land-Wehre legen sollent / dann allein gen den sie von Unsertwegen zu Viendschafft quente / ohngeferlichen. Were es auch / so Unsers Herrn des Königes / und Unsere Diener also miteinander ryten werdent / daß sich deheinerley Sachen verlauffen würdent / davon Unserm Herrn dem Könige und den sinen / oder auch Uns Viendschafft kommen würde. Oder were es / daß der vorgenant Unser gnädigster Herr König Ruprecht / oder sine Amptleute und die sinen / von Unsertwegen zu Viendschafft kommen würden / gen weme das were / so sollen wir gen denselben deheinerley Fürworte / Frieden / Sone oder Richtunge uffnemen / ohne des obgenanten Unsers Herrn des Königes und siner Amptleute / die danne also von Unsertwegen zu Viendschufft kommen werent / Wissen und Willen / und daß sie auch nemlichen als wol darinne begriffen und versorget würden / als wir. Und were es daß jemand in solchen ryten Schaden geschehen würde / darum man / nach dem diese Vereinigung ußgangen weer / des vorgenanten Unsers gnädigsten Herrn König Ruprechts Erben zusprechen würde / so sollen wir und Unsere Nachkommen / Burgere zu Spire / ihm getruwlichen beholffen sin / daß das abgetragen und hingelegt werde / ohne geferde. Were es auch / daß jemand / wer der were / den obgenanten Unsern gnedigsten Herrn König Ruprecht / sine Erb-Herrschafft die Pfaltz by Ryne / oder die sinen mit Gewalt überziehen und beschädigen wolte / acht Milen Wegs umb Spire umb und umb / darzu sollen wir mit aller Unser Macht zuziehen / und das helffen weren / glicher Wise als ob Uns dasselbe angienge / getruwlichen ohne alle geferde. Und in dieser Verbündnusse (welche hieroben wortlich eingetragen ist) haben wir ußgenommen solch Einunge und Verbündnusse / die wir haben mit dem Hochwürdigsten Fürsten und Herrn / Unserm gnädigsten Herrn Ertz-Bischoff Johann von Mentze / und den Hochgebornen Herrn / Herrn Bernhard Marggrafen in Baden / Herrn Eberhart / Grafen zu Würtemberg / und den andern Fürsten / Grafen / Herren und Städten in derselben Verbündnus begriffen / alsdann dieselbe Verbündnus ußwiset / dieselbe Verbündnus weren sol hiezwischen und Unser Frawen Tag Lichtmesse / Purificatio zu Latein / nechstkommend / und darnach die nechste zwey Jahr nacheinander folgende / und nit lenger / dieselbe Verbündnus wir auch nicht erlengern noch erstrecken sollen in deheine Wise. Darzu nemen wir auch uß den Ehrwürdigen in Gott Vatter und Herrn / Herrn Raban / Bischoff zu Spire. Die Ersamen Wisen Meister und Rath und die Stadt zu Straßburg / Unser besonder gute Freunde / und auch Unser alte ewige Einunge / die wir haben mit Unsern guten Freunden von Mentz und von Worms. Und ob wir hinfür nach dato diß Briefes deheinerley Einunge oder Bündnisse mit Herren / Städten oder jemand anders / machen oder angehen würden / darin sollen wir allezeit diese Verbündnuß zuvor ußnemen / und diese Bündnus soll Uns daran nit hindern. Alles das hievor geschrieben steht / haben wir die Burgermeistere und der Rath der Stadt zu Spier für Uns und Unsere Mit-Burgere gemeinlichen / und auch alle Unser Nachkommen Burgere zu Spier / liblichen zu den Heiligen geschworen / getruwlichen zu halten / zu vollenführen und zu thunde / ohne alle Geferde. Und deß alles zu Urkund und vestern Gezeugnusse / so haben wir Unser Stadt groß Ingesiegel an diesen Brieff thun hencken. Geben nach Christus Geburt viertzehenhundert und acht Jaher / des nechsten Montages nach dem Sontage / als man in der H. Kirchen singet / Invocavit.

Anno 1408.

CCXXXIII.

5. Avril.

Verbündnuß zwischen Ruprecht Römischen König / Ludwig Churfürsten zu Pfaltz / dann denen Reichs-Städten in Elsaß / und der Stadt Straßburg aufgerichtet auff 15. Jahr. Wodurch dieselbe gegen einander durch benelte Zeit in keine Feyndschafft zu kommen / versprechen / verordnen anbey / daß / wann von dero Dienern / sie seyen Grafen oder Ritter / zu der gemeinen Stadt Straßburg wehrend dieser zeit etwas zu fordern hätten / einige auß denen

ANNO 1408. Räthen zu Schiedsmännern gesetzet werden / welche die Sach entscheiden / und bey deren ausspruch es verbleiben solle. Geschehen den 5. April 1408. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Abtheil. I. Absatz I. pag. 49.]

C'est-à-dire,

Traité d'Alliance pour quinze ans entre ROBERT *Roi des Romains,* LOUÏS *Electeur Palatin du Rhyn, & les Villes Imperiales d'*ALSACE, *comme aussi celle de* STRASBOURG; *par laquelle on convient non seulement de toute abstinence d'hostilité pendant ce tems-là de part & d'autre; mais aussi des moyens propres à maintenir la Paix & l'Amitié, & en particulier de remettre au jugement de certains Arbitres la Décision des Prétentions que les Serviteurs, ou autres Sujets de Sa Majesté ou de l'Electeur, de quelque condition qu'ils soient, pourroient former pendant ledit tems contre ladite Ville de* STRASBOUG. *Fait le 5. Avril* 1408.

WIr Ruprecht von Gotts Gnaden Römischer König / zu allen Zitten Merer des Heiligen Richs. Bekennen und thun kundt offenbar mit disem Brieffe allen den die in sehent oder gehoernt lesen / das wir angesehen und betrachtet habent solche fremdde und wilde Leuffe / die sich in kurtzen vergangnen Zitten in Dütschen Landen mit mancherlen uffsetzen erhaben handt / davon ouch vil Unfrides / Krieges und Zwytrachten in den Landen uffgestanden sint / tegliche ufferstent / und ouch dorsehenlichen wo das nie in Zit underkomen wurde / noch vil grosse herthcelicher ufferstent wurden / und darumb dem Almechtigen Gott und siner werden Mutter Maria zu Lobe / und den gemeinen Landen / nemlichen Unseen und des Heiligen Richs Underthanen und getruwen ze fride und gemache / und das wir denselben dester baß fuegesein und sie ouch by iren Friheitten und Rechten behaltten / handthaben und geschirmen mogent / So habent wir Uns / mit saint dem Hochgepornen Ludwigen Pfaltz-Grave by Rine / des Heiligen Röm. Riches Obersten Druchsessen und Hertzoge in Beyern / Unsern lieben Sune und Fürsten / und Unsern lieben getruwen Unsern und des Heiligen Riches Stetten in Elsaß / mit Namen Hagenowe / Colmar / Sletstat / Wyssenburg / Oberneheneim / Keisersperg / Mulhusen / Döreneim / Münster / Roßheim und Selß / und andern Unsern Landen / Schlossen / Stetten / Vesten / Mercketen und Dörffern in diseme hienochgescheiben Kreiße und Begriffe gelegen / zu den Ersamen Unsern lieben getruwen Meister und Rat der Statt zu Straßburg / die wir allwegen ze nutze und Friden der gemeinen Lande willig und gehorsam funden haben / von diseme huttigen tage datum des Brieffes / ubre funffzehen gantze Jore / die aller nehest noch einander koment / verbunden / und verbindent Uns ouch zu in in Crafft dis Brieffes / in der mossen alß harnoch geschriben stot / und desglichen haben wir Claus Zorn / dem man sprichet Schulthes / Ritter der Meister der Ratt und die Burger gemeinliche der Stette zu Straßburg / für Uns und alle Unser Nochkomen / Uns zu denselben Allerdurchleuchtigisten Fürsten and Herrn / Herrn Ruprechte Römischen Könige / Unseeme gnedigesten Herrn / und deme Durchleuchtigen Hochgepornen Fürsten und Herrn Hertzoge Ludwige sine Sune / ouch Unserme gnedigen Herren / und zu Unsern gutten Frunden den Riches Stetten in Elsaß davor geschriben verbunden / und verbundent Uns ouch zu inen in Crafft dis Brieffes / dieselben funffzehen Jar uß / durch Friden und Gemaches willen und unrechten Gewalte zu widderstende / und ouch umb daß Uns der vorgenant Unser gnedigester Herr Kunigk Ruprecht / furpaßer dester baß in sinen Gnaden und by Unsern Friheitten und Rechten behaltte / handthabe und beschirme / Also er daß ouch vormals bißhar gar gnediglich gethon hett / und ist dise Buntheniße also. Des ersten so sollen und wollen wir die vorgenanten funffzehen Jare uß einandter mit gutten und rechten truwen meynen / haben und halten / und ouch dieselben funffzehen Jare uß miteinander niemer zu Kriege noch zu Vigentschafft komen / und sollent und wollent einandee in dhemen Sachen lossen / und das zu bevestigende und zu furkomende / das zwuschen Uns beyden theylen und den Unsern in disen hievor geschriben Kreißen vergriffen / in Zyt diser Verbunthniße ut Zweyunge oder Unwille ufferstunde / so habent wir Uns des ze beyden. sitten miteinander vereint. Wers das wir Hertzoge Ludwig / oder Unser Kunig Ruprechts / oder Hertzoge Ludewiges Diener / es weren Graffen / Herrn / Ritter oder Knechte / odee ander / die Unsern / die Uns zuversprechende stunden / in disem nochgeschriben Kreißen begriffen / hinanfure noch datum diß Brieffs / ichts zu der gemeinen Statt zu Straßburg zu vorderende oder zusprechende hettent / oder gewinnent / darumb sollent wir und die Unsern einen gemeinen Man nemmen und nemmen uß dem Ratte zu Straßburg / welchen wir dunne wollen und mit demselben sollent sie dene schaffen / daß sich der des annemme und das thuge / es were danne das der das ungeverliche vorhin verlopt und verschworen hette / and das gesagen oder gesprechen mochte uf sinen Eyd / so sollent wir und die Unsern aber einen andern uß irem Ratte an desselben stat nemen und nennen / in den vorgeschriben rechten mit deme sie den aber schaffen sollent / das sich der des anneme / und derselbe gemeine soll danne beyden theiln darnoch in viertzehen Tagen tage bescheiden / ungeverliche / an diser hienoch genantten Stette eine / und uff dieselbe Zyt mag danne jetweder theil zwene Scheideman zu dem gemeinen Man setzen und geben / und die sollent danne do von einandee nit komen one alle Geverde / er das sie die Sach do ußrichtent und entscheidtent / obe sie mogent mit Mynnen odee mit Fruntschafft / mit beyden theyln Willen und Wissen / oder obe das mit der Mynne nit gesin mochte / mit eime fruntlichen Rechten / noch beidertheil Clage / Rede und Widderrede / es were danne ob jme der gemeine oder die Schudlutte umb die U theil einen beret odee bedencken nemen drie Tage und sechs Wochen / also sitte und gewohnliche ist / das mogen sie wol thun / doch also / das sy in derselben Zyt aßsprechen / und die Urtheil den Parthyen verscheiben geben. Und wie ouch sie darumb zu dem rechten speechen / des sol beidertheil wol benegen. Und das einander thun und vollenden / also doch das der gemeine und ouch die Schudelutte die zu jme gesetzet werden / das recht darum sprechen sollent uff ir Eyde / und sollent sie die Eyde die sie vor der Statt oder iren Herrn geschworen hetten / uff die Zyt und in dem rechten nit bunden / und sol man ouch beiden theiln / und wer mit jeglichem theil rittet / vort / odee gat zu denselben Tagen und in dieselben Schloß / Fride and Geleitte geben / dar und dannen one alle Geverde / es were danne das der einre oder me / die also mit dee theil eime rittent in die Stat / darine die Tage sin sollent / in verschriben achte oder Besserunge wer / die sol man in dieselben Stete nit trosten / und ouch abee also obe der dheiner den die Sach anegon aarurende wurde / in achte oder in Bennen weren / oder dorschlege gethon hetten / das sol jn an dem Rechten zu keime Schaden komen und nit verzogen werden / also das dee gemeine Man / und ouch die Schudlutte uff Achte und

uff

ANNO 1408.

uff Banne noch uff Verschlege nicht urtheiln sollent / und also glicherwise gewunnen die obgenanten von Straßburg oder ire Burger / oder die jren ichtes mit Uns Hertzoge Ludwige oder mit Unser Kunig Ruprechts oder Hertzoge Ludwiges Dienern/Es weren Groven / Herrn / Ritter oder Knechte / in dirsen nochgeschriben Kreyssen begeiffen / zeschicken oder zuthunde / darumb sollent sie einen gemeinen Man uß Unser Kunig Ruprechts / oder Hertzoge Ludwigrs obe der vorgenant Unser lieber Herr und Vater nit enwere / do Gott lange vor sy / Rott nemen und nennen / und wie sollent mit demselben Unserme Rotte schaffen und bestellen / das sich der des onch aneme / Es wer danne das der das ouch vorhin verlopt und verschworen hette / und das uff sin Eyde gejagen mechte / als vorgeschriben stott / sy sollent sie einen andern nennen und nemen in demselben Rechten der in danne ouch darumb Tage bescheiden sol / als vor begriffen ist. Und sollent dan wir Kunig Ruprecht und Hertzoge im des Rechten von Uns Hertzoge Ludwig oder Unser Kunig Ruprechts / oder Hertzoge Ludwiges Dienere und den Unsern / welchem oder welchen sie danne zusprechen wollent / des Rechten uff denselben gemeinen und gelichen Zusitz verhengen und gestatten in allen den Puncten und Sachen als das hievor mit Wortten eigentlich begriffen und underscheiden ist / one alle Geverde / welcher theil aber / oder welches theiles Diener / Burger oder armen Lutte zu des andern theiles Burgern oder armen Lutten / nu furbaß me ut zesprechende hett oder gewinnet / das einzliche Personen anetriffet / darumb sol ein theil dem andern nachvolgen in die Stette und Gerichte / do sie danne gesessen sindt / und darinne sie gehorent / und sollent sich ouch des Rechte von einander vor iren Amptlutten und Richtern noch derselben Stette und Gerichte Gewonheit und Recht benugen lessen / on alle Geverde; Also doch das jeglichs theil under Uns mit sinen armen Lutten und Richtern schicken und bestellen sol / das dem Cleger furderlich gerichtet / und Recht nit verzogen werde / one alle Geverde. Aber in disen Sachen allen ist sunderliche beredt / umb anegevallen Gut und die jetweder sitte der Unsern in Gewer gehebet hett / das die berechtiget sellen werden an den Stetten / do sie danne gelegen sint. Es sy in Stetten oder uff dem Lande / Es wer ouch danne / das dasselbe Gut Lehen wer und kuntlich gemacht wurt als recht ist; so sol es darumb ußgetragen werden vor dem Herrn doher es zu Lehen ruret / one Geverde / und also sollent beidertheil Unser jeglich theil / den die jme zugehorent und zeversprechende stont / nit verhengen noch gestatten / dem andern theil under Uns dheinen Ubergriff zethunde und sol ouch dasselbe nit thun one alle Geverde. Beschehe es aber dorunter / so sol derselbe theil der oder die sinen den Ubergriff gethon hant dem übergriffenen theil das unverzogenlich schaffen widderkert und widderthon / und das man danne darnoch zu dem Rechten kome / in alle die Wise als vorgeschriben stett / doch ußgenomen aller verbrieffeter Schulde und unleuckenbar Gultte und Schulden / und ouch Huebgelt / Vogtrecht / Sture und Zinse / darumb mag jeglich theil under Uns wol angriffen und pfenden / noch Lute und Sage siner Brieffe oder als das von alter herkomen ist / one Geverde. Doch das man mit denselben Pfanden gfridtliche gevaren sol / one alle Geverde. Wers ouch das jeman der Unser / der Unser eime theil zugehortte oder zuversprechende stunde / solche Ubergriffe die er danne gethon hette / nit keren und by disem Rechten nit pliben / oder den vorbenanten Stucken und Sachen nit gnug thun wolte / So sol der ander theil under Uns demselben theil / obe es sin begert / mit gantzen Truwen beholffen sin / bitz derselbe ungehorsame darzubracht wurt / das er disen Dingen gnug thege / one alle Geverde. Wer es ouch das jeman wer der were / Uns Kunig Ruprecht / Hertzoge Ludwigen Unsern Sun / Unser lieben Getruwen / Unser und des Heiligen Riches Stette in Elsaß / oder ander Unser Land und Lute / oder die Unsern in disen nochgeschriben Kreyssen begriffen / kriegethe / beschedigete / oder verunrechten wolte. Und das Unser Rette Subene / die Unser Rat geschworen habent / uff ire Eyde erkennent / das Uns oder den Unsern unrecht geschehen wer / und wir Hilffe von den von Straßburg begertent / so mogen wir den Ratt zu Straßburg manen umb ihren Widdersages Brieff an dieselben widder die wie sie gemanet hettent / sy sollent sie Uns in den nechsten acht Tagen noch der Manunge an die stat / die wie in diseme nochgeschribene Kreyse nennen / jren Widdersages Brieff schicken / und damit zwentzig mit Glefen / jede Glefe uff das minste mit drien Pferden wolerzeiget / und mit eime gewoppeten Knechte uff iren Costen / Schaden und Verlust / dieselben zwentzig mit Gleffen / und ihre Knechte Unserme Houptmane den wie denne habente werdent / ouch gehorsam sin sollent mit Unsern Dienern zurittende / und Unser Vigende anezegriffende und zu beschedigende / uff die danne genant ist / doch also das wir Kunig Ruprecht drie tage vorhin an der stat dohin wir die von Straßburg gemant hettent / Viertzig mit Glefen haben sollent / und nit darunter zu den zwentzig mit Glefen die Uns die von Straßburg schicken sollent. Und dieselbe Unser Zal Glefen sollent ouch alzyt by der egenanten Summe Glefen / die Uns die von Straßburg schicken werdent pliben / und dem Krieg getruwelich mit einander triben / desglich sol ouch sin / wer es obe jeman wer der wer / Uns die von Straßburg oder die Unsern kriegete / schedigete / oder verunrechten wolte / und wir Meister und Rat zu Straßburg die danne zu Zeiten stent / oder der merertheil in Unserme Ratte uff Unser Eyde erkantent / daß Uns Unsern Burgern oder den Unsern Unrecht geschehen wer / und Uns hilffe von dem obgenanten Unserme gnedigesten Herrn Kunig Ruprecht nottdurfftig weer / so mogen wir den vorgenanten Unsern gnedigesten Herrn Kunig Ruprecht manen umb sinen Widdersages Brieff an dieselben / widder die wir jne gemanet hettent / so sol er Uns in den nechsten achte Tagen / noch der Mänunge an die Stat / die wir jme in disen nochgeschriben Kreyssen nennen / sinen Widdersages Brieff schicken / und damit viertzig mit Glefen / jede Gleffe uff das minste / mit drien Pferden wol erzuget / und eime gewoppeten Knechte uff sinen Costen / Schaden und Verlust / dieselben viertzig mit Glefen / und ire Knechte Unserme Houptmanne / den wir denne habende werdent / also danne ouch gehorsam sin sollent mit Unsern Dienern zerittende / und Unser Vigende anzegriffende und zeschedigende / uff die danne gemant ist / doch also / das wir drie tage vorhin an der stat / dohin wir danne den obgenanten Unsern gnedigsten Herrn Kunig Ruprecht gemant hettent viertzig mit Glefen haben sollent / und nit darunter zu den viertzig mit Glefen / die Uns der obgenant Unser gnedigester Herre Kunig Ruprecht schicken sol / und dieselbe Unser Zall Glefen / sollent ouch allezit by der egenanten Summe glefen / die Uns der egenant Unser Herre der Kunig schickende wurdet / beliben und den Krieg getruwlich mit einander triben / also vorgeschriben stet / one Geverde / und mitte mag ein theil das ander wol mannen. Und wanne ouch ein theil das ander umb Minre manet / so sol ein theil dem andern noch der Marzal der Glefen schickent noch vorgeschribener Wise. Geschee es ouch so wir Kunig Ruprecht / oder wir die von Straßburg / ein theil das ander gemanet

hette /

ANNO 1408.

hette / das dem andern theil ouch netturfftig wer zemanende / also daß das theil das vorgemanet worden wer / ouch gekrieget / geschediget / oder verunrechtet wurde / so mag dasselbe theil / das ander theil das vorgemanet hette / ouch manen umb Hilffe und sinen Widdersages Brieff / und sol dasselbe theil / das also gemanet wurde / mit siner Anegeburunge der Glesen / und mit sinem Widdersages Brieffe / dem andern theil gehorsam sin und dienen / glich als von der ersten Manungen davorgeschriben stot / doch daß das theil das do gemanet hette / sin Zal mit Glesen vor an der stat habe / do er danne hin manet / als vorbescheiden ist / und von wederm theil die Manunge under Uns beschicht / so sollent wir einander getruwlichen beretten und beholffen sine / in disen nochgeschribnen Kreisen / also ginge die Sache / darumb gemanet ist / Unser jeglich theil selber an / so lange bitze das wir / und die zu Uns gehorent / welchem theil der Schade danne under Uns geschehen ist / Unser Schade und Schmochheit gentzliche ussgericht und der Krieg gesunet wurde / und sol ouch Unser dheintheil sich nit friden / sunen oder furwortten one des andern theiles wissende und willen. Und obe das wer / das wir Kunig Ruprechte / und wir die von Straßburg beidersitte einander gemanet / und ouch wir beide theil jeglich theil dem andern Helffe geschicket hette / so sollent Unser beider theil Glesen und Dienere / jedwedes theils Houptleuten gehorsam sin zerrittende / und Unser Vigende zu schedigende / uff die danne beide theil gemant hant / one Geverde / wer ouch sache / so wir Kunig Ruprecht die von Straßburg / oder die von Straßburg Uns hinwidder einander also gemanet hettent / das danne ein theil under Uns von dem andern mehr Hilffe bedörffte / so sol das theil das der Hilffe bedarff / das andertheil manen / und das theil das gemant wurt / sol drie siner Rette in den nehsten acht Tagen noch der Manunge schicken in diser hienoch geschribner Stette eine / und sol der theil der do manet / zwene siner Rette darzu schicken / und die funffe sollent uff ire Eyde erkennen was der Hilffe furpasser me sin solle / und was die funffe oder der merertheil under in darumb erkennent das man zu der Hilffe me thun oder helffen solle / das sol jeglich theil under Uns dem andern so vil ime anegepuret noch Margzal in den nechsten viertzehen tagen darnoch thun halten und vollfuren / ungeverliche. Es sollent ouch Unser Bedertheil Lande / Schlosse / Stette / Merckte / Dorffer und Vesten in disen hienoch geschriben Kreyssen / die wir nun zu mole habent oder harnoch gewynnene / und besunder die vorgenanten Unser und des Heiligen Riches Stette in Elsaß einander offen sin / zu allen Unsren Kriegen und Notten / wo wir das bedorffen / bederthalb der Burgfriden halb gethun mögene / und euch zu allen Unseen Vigenden / so by tage so by nachte / also lange dise Verbunthnuße weret / sich daruß und darin zu beheiffende / und in selber das beste zuthun / ungeverlich. Und wir sollent ouch von beden sitten bestellen / daß man in solchen Unsern Schloßen / Stetten und Vesten / Koste vinde und habe / umb bescheiden gelt one Geverde / wurde ouch Unser dheines theils Lutte oder Gut in dem Zile oder Kreiße dyser Einunge bereubet / angegriffen / beschediget oder gefangen / also balde Unsers jetwedors Amptlutten und den Unsern / und besunder Uns den von Straßburg / oder den Schulcheissen / Meister und Retten der vorgenanten des Heiligen Richs Stetten in Elsaß / mit Namen Hagnowe / Kolmar / Schletstat / Wissemburg / Obernehenheim / Keysersperg / Mulhusen / Toerkeim / Münster / Roßheim und Selß das verkundet würt / oder sie des sunst gewar werdent / so sollent sie zu stund / one alles Sumen nochziehen und das helffen entschutten / entretten und stellig machen / getruwlichen noch irem besten Vermogen / als ginge die Sache Unser jeglich theil selber an / und das sollent wir Kunig Ruprecht und wir die von Straßburg / ouch allen Unsern Amptlutten / Vogten / Burggraven / Schultheissen und andern den Unsern uff ire Eyde bevelhen / das sie furderliche darzu thun sollent in der massen als vorgeschriben stott / one Geverde / und das und von des uß und inloßendes wegen / als vorbegriffen ist / und was davor und hienoch geschriben stet / die Riches Stette in Elsaß antreffende / hant Schultheissen Burgermeistere und Rette derselben Stette von Geheiße und Empfelniße wegen Unser Kunig Ruprechtes fur sie und alle ire Nochkomen den egenanten Meister und Rat zu Straßburg / und allen iren Nochkomen lipliche an den Heiligen geschworn / die vorgenanten funfftzehen Jare gantz uß / stette und veste und unverprochelich zehaltende und zevolfurende / one Verzog und Geverde. Und desglichen hant die von Straßburg was hievor und noch geschriben stot / Uns Kunigk Ruprechte / Hertzoge Ludwige Unserme Sune und denselben Riches Stetten / ouch also lipliche zu den Heiligen geschworen / alles ungeverliche. Wer ouch das Unser dhein theil Krieg ansiele von weme das wer / so sol der ander theil des theiles Vigenden die mit jme kriegent koste weren / und dem theil das Krieg hette koste volgen lossen uß allen sinen Schlossen umb bescheiden Gelt one Geverde. Wer ouch das jemant wer der wer / Unser eintheil überziehen wolte / welcher theil das wer / der mag das ander theil mannen / so sol der gemante theel danne dete siner Rette in den nechsten acht tagen noch der Manunge schicken in diere hienoch geschriben Stette eine / und das theil / das do manet / sol zwene siner Rette darzu schicken / und die funffe sollent uf ire Eyde erkennen / wie man dem theil das man überziehen wil und gemanet hett / helffen solle / und mit wie vil / und was danne die funff oder das merer theil under inen / also darumb erkennent noch nutze Notturfft und Gelegenheit der Sachen / das sollent wir bydertheil einander getruwlichen thun halten und volfuren unverzogenlichen. Erstunde ouch in Zit diser Verbunthnuße dhein Krieg oder Vigentschafft uff / von weme das wer / do von Unser ein theil das ander gemanet hette / und wurdent dieselben Kriege oder Vigeneschaffe in Zit diser Verbunthnüsse nit gerichtet und gesunet / so sollen wir doch noch deme also die Zit diser Verbudehnüße ußgegangen ist / von derselben Kriege und Vigentschafft wegen / zu bedensitten einander getruwlichen beretten und beholffen sin / in aller dermossen und Wise / als dise Verbunthnüße begriffen ist und vorgeschriben stot / untz an die Stunde und Zitte / das dieselben Kriege und Vigentschafft gentzlichen und gar gesunet und gerichtet werdent / was wir ouch bedersitte / bitz uf disen huttigen tag Kriege und Vigentschafft gehabet hant / darzu sollent wir einander weder geretten noch beholffen sin / wir dettent es danne gerne. Wanne ouch Unser ein theil in des andern theiles Hilffe ist / und Unser Diener und die Unsern by einander uff dem Velde sint / wurde dann dhein Stat / Schlosse / Vesten oder Gut gewinnen / oder wurde jeman gefangen / das sol alles Unser zu bedensitten gemein sin: Doch welches theil under Uns solche gefangenen vehet / das sol sie halten noch Krieges Recht. Wer aber ein theil by dem andern theil uff deme Velde nit enwer / gewinnet danne jeman ichtes / es sy gefangen oder gut / der mag damitte thun / das er getruwet das jme gefuegliche sie one Geverde. Wer ouch das under Uns beden theilen dhein theil fur ein Stat / Schloß oder Vesten ziehen wolte / und des andern Getzug darzu bedorffte und darumb bette / so sol der theil der den Gezug hette / dem andern theil denselben Gezug luhen / also daß das theil das den Gezug lehent / denselben

Gezug

ANNO 1408.

Gezug mit siner Fürunge und Costen haben sol/ und se balde das Geschriffee darzu der Gezug gebruchet were/ oder gepruchet wurden solte/ sin vergett/ so sol das theil das den Gezug entlehent hett/ denselben Gezug mit siner Fürunge und Kosten/ dem theil/ umb den der Gezug gelehent wart/ unverzogenlich widder antwortten an die stat/ do er genomen und geladen wart. Wer uber das ichtes von solchem Gezuge verloren oder gekrencket wurde/ den geprestten sol ein theil dem andern in den nechsten viertzen Tagen darnoch unverzegenlich ussrichten und bezalen/ one Geverde. Wer es ouch das wir Kunig Ruprecht oder Hertzoge Ludwig Unser Sun/ obe wir nit in Lande werent/ oder obe wir in disen Zilen von Dodeswegen abgangen werent/ das Gott lange wende/ oder obe wir bede nit in Lande werent/ Unser Stathalter die Stat von Straßburg uff jeman manent umb Hilffe und derselbe uff den wir gemant hettent das recht butte uff funffe Unser bedersitte Rette/ zekomende umb die Sache darumb wir die von Straßburg gemant hettent/ und Uns zuvor obe die neme oder angriffe widderkertte/ die er Uns dane gethon hette/ und die Gefangen ledig liesse/ die er Uns abegefangen hette/ obe der dheines gescheen were/ das sollent wir Kunig Ruprecht oder wir Hertzoge Ludwige/ oder Unser Statthalter von dem oder den/ uff die wir gemant hettent/ uffnemen/ und sollent zwene Unser Rette in diser nochgeschribner Stette eine/ und die von Straßburg drie irer Rette darzu schicken/ und sollent die funffe Uns von bedensitten verhoren/ und Uns danne mit dem Rechten von einander entscheiden/ obe sie Uns mit Frintlichkeit nit übertragen kundten/ wolte Uns aber hiemitte und mit dem Rechten nit also benügen/ so sollent Uns die von Straßburg darüber uff den oder uff die/ uff die wir danne gemant hant/ nie verbunden sin zehelffende. Deßgliche Uns der Stat Straßburg gegen dem vorgenanten Unserme gnedigesten Herrn/ Herrn Ruprechte Romischen Kunig/ gegen Unserme Herrn Hertzoge Ludwige sine Sune und irem Stathalter hinwidder one alle furwortte und Geverde. Wanne ouch wir Kunig Ruprechte die von Straßburg manen wellent/ das sollent wir thune mit Unserme offene Brieffe/ und sollene in den schicken gen Straßburg in jr Stat/ weme Stettmeister der danne ist/ deßglichen wanne Uns oder Unsern Stathalter die von Straßburg manen wollent/ das sollent sie thun mit ihrem offenen Brieffe/ und sollent Uns den schicken gen Heidelberg in Unser Stat/ Uns oder Unserme Amptmanne/ der danne alda ist/ ungeverliche/ umb was Sachen man ouch ze tagen schickende wurdent/ ist beredt. Ist die Manunge oder Sache Unser Kunig Ruprechts/ so sollent wir zwen Rette/ die wir dorzu schickende werdent/ gen Hagnowe schicken zu den drien/ die die von Straßburg darzu schickent. Ist aber die Sach Unser der von Straßburg/ so sollent wir Unser zwene Rette und Potten gen Germersheim schicken/ zu des egenanten Unsers gnedigesten Herrn des Kuniges Retten die er darzu schicket/ ouch als von Gesetzde und Ordenunge/ wegen Romischer Keysere und Kunige ein Pfaltz-Grave by Rine/ so ein Romischer Keyser oder Konige von Dodeswegen abgangen ist/ also lang kein ander erwelt ist/ des Heiligen Richs Vicarien in Thutschen Landen sin sol/ noch deme das danne ouch Keyser Carle Selige mit Rot der Korfursten eigentliche gesetzet hat/ noch ußwysung siner guldinen Bullen darüber gemacht/ die wir die von Straßburg gesehen handt. Des geloben und versprechen wir die von Straßburg obgenant/ obe das wer/ das der obgenant Unser gnedigester Herr Kunig Ruprecht in Zit diser Verbunthnisse/ von Todes wegen abegen wurde/ das Got lange wende/ wolte dann jeman den vorgenanten Unsern Herrn Hertzoge Ludwigen an den Vicariaten/ und solchen sinen Rechten hindern oder irren/ das wir jme alsdann getruwlichen gerotten und beholffen sin sollent/ die Jarzal uß also danne dise Verbuntthnuße weren sol. Ouch sollent wir Kunige Ruprecht und Hertzoge Ludwig Unser Sun und Unsers Riches Stetten in Elsaß und die von Straßburg obgenant/ by allen und jeglichen Unsern Herlicheitten/ Friheitten/ Rechten und altem Harkomen pliben/ nochdeme wir die jetwedersitte inne und harpracht hant/ gentzliche unverrucket/ und Unser jetweder theil sol ouch den andern darzu getruwlichen berotten und beholffen sin/ die zu handhabende und zebehaltende/ Es ist zuwissende/ das in diser Verbunthnuße beredt und beteidingliche ußgetragen ist/ wer es/ das Got lange wende/ das wir Kunig Ruprecht in disen funffzehen Jaren von Todes wegen obegangen und sturben/ das danne Hertzoge Ludwige Unser Sun/ mit Unsern Landen/ Stetten/ Slossen/ Vesten/ Merckten und Dorffern in diseme Kreisse begriffen/ und sunderlich mit den obgeschriben Unser und des Heiligen Riches Stette in Elsaß/ also lang kein ander Kunig erwelt were/ also ein Vicarie/ und so einander Romischer Kunig erwelt worden wer/ also ein Land-Vogt des Riches/ und die von Straßburg dise funffzehen Jor vol uß dise Verbunthnuße getruweliche halten und vollefueren sollent und wollent/ und sind dis die Kreiße und Begriffe darinne dise Verbunthnuße weren und gehalten werden sol. Zu dem ersten von dem Howenstein an/ also die Schneschleiffen gont über uß gen Pfirt/ von dannen uß gen Blumenberg/ von dannen gen Tatenriet/ von dannen gen Befert/ von Befort über uß gen Astel/ von dannen gen Sant Theodot/ von Sant Theodot gen Tunnfee/ von Tunnfer gen Lienstat/ von Lienstat gen Ensil/ von Eilffil gen Thuse/ von Thuse gen Sarbrucke/ von Sarbrucke gen Kerren/ von Kirren gen Erenberg uff der Mosel/ von dannen gen Waldecke/ von Waldecke gen Wesel hin über Rhin biße gen Surberg/ von Surberg gen Wissebaden/ von Wisebaden gen Ounstadt/ von Ounstadt gen Luden/ von Luden gen Widern/ von Wydern gen Nuperg/ von Nuperg gen Wildeperg/ von Wildperg gen Dornstetten/ von Dornstetten gen Schiltach/ von Schulcach gen Friburg/ von Fryburg gen Louffenberg/ und von Louffenberg widder uß an den Howenstein/ also die Schneschleiffen von dem Schwartzwaldt schmeltzent. Wer es ouch Sache/ das dhein theil in des andern theiles Dienste oder Hilffe were/ und der theil dem man da diente/ der Diener bedorffte/ das sie mit sinen Dienern rittent drie oder vier Milen weges usserthalb diser Kerise ungeverliche/ das sollent Unser beider theil Diener thun/ und mit einander ritten/ und einander getruwlich bygestendig berotten und beholffen sin/ glich alse in den Kreisen one Widderrede/ doch also das Unser dhein theil den andern theil uff jeman manen sol/ der ussewendig der obgenanten Kreise gesessen ist/ und ouch also das man Unser bedersitte Diener niergent der Kreise zu Lantwere legen sol/ ungeverliche. Alles das hievor geschriben stet/ versprechent wir Kunig Ruprechte by Unsern Kuniglichen Eren und Wirdigkeitten/ und gelobent wir Hertzog Ludwig obgenant by Unsern Furstlichen Teuwen und Eren/ getruwlichen/ stette und veste zehaltende und ze vollefuerende/ one alle Geverde/ und in diser Verbunthnuße haben wir Kunig Ruprecht und Hertzoge Ludwige vorgen. ußgenomen die Erwurdigen Johan zu Mentze/ Friderich ze Celle/ und Wernher ze Triere/ Ertz-Bischove des Heiligen Riches Korfursten/ die Bischove Stiffte zu Speir und zu Wormse/ die Hochgepornen Fursten Karle Hertzoge zu Lotringen/ und Friderich Hertzoge zu Osterrich Unser lieben

Sune

Anno 1408. Sune und Schweger / und die Einunge die wir von Unser Pfaltzen wegen / mit dem Hochgepornen Unserme lieben Oheimen Bernharte Marggrave zu Baden haben / also verre wir und Unser jeglicher die ußnehmen sol / und wers das wir jemane hinanfurter mit jemane Bunthnuße oder Einigunge machen wollten / darinne sollent wir dise Verbunthnuße mit den von Straßburg allezit vor ußnehmen / und sol Uns dise Verbunthnuße daran nit irtzen. Wir Claus Zorn den man sprichet Schultheiße / Ritter / der Meister und der Rat gemeinliche ze Straßburg verjehent / was von Uns davor geschriben stot / das wir das alles für Uns / Unser Burger / Unser Nachkomen / und die Unsern lipliche an die Heiligen geschworen habent / ze halttende und ze vollefurende / ungeverliche / und sollent und wollent je die abgenden Rette allr Jar in Unser Stat disen Brieff und was darinne begriffen ist / dem nuwen angonden Rette in den Eyd empfelhen zehalttende / und in diser Verbunthnuße nemen wir uß den Erwurdigen Herrn / Herrn Wilhelm Bischoffe zu Straßburg / und die Stifft und Bistumb doselbes / darzu die Bunthnuße die wir habent / mit dem Hochwurdigen Fursten Unserme gnedigen Herrn / Herrn Johan Ertz-Bischove ze Mentze / mit den Hochgepornen Herrn / Herrn Bernhartte Marggraven ze Baden / Herrn Eberhart Graven zu Wurttenberg und mit den andern Fursten / Herrn und Stetten / in derselben Verbunthnuße begriffen. Item die Bunthnuße mit Unsern gutten Frunden und Eitgenossen der Stette zu Basel / Item und die Bunthnuße und Frintschaffe mit Unsern gutten Fründen von Sarburg die Zile uß die wile dieselben Bunthnussen / Einigungen und Feintschafft werent / und nit lenger / doch also / wer es das wir dieselben Bunthnußen / Einigungen und Frintschafften erlengern wolltent / oder in ander Bunthnußen kemen / so sollent wir aldann allewege dise Verbunthnuße zuvor ußnemen / und sol Uns dise Verbunthnuße daran nit letzen / und besonder so nemen wir harinn uß Unser gutten Frunde den Burgermeister / Rat / und die Burger gemeinliche der Stat zu Spire. Und wir die Schultheißen / Burgermeister und Rette des Heiligen Riches Stette in Elsaß / mit Namen Hagnowe / Colmar / Schletstat / Wissenburg / Obernehenheim / Kaisersperg / Mulhusen / Turingkeim / Munster / Roßheim und Selß verjehent / was von Uns davor oder hienoch geschriben stott / daß wir das alles fur Uns und alle Unser Burger und Unser Nochkomen / und die Unsren lipliche an den Heiligen geschworen haben / getruwliche zehalttende und zevollefurende ungeverliche / und in diser Verbunthnuße habent wir ußgenomen den vorgenanten Unsern gnedigesten Herrn Kunig Ruprechten und das Heilig Rich / und wir sollent nit gegen sinen Gnaden werben das widder dise Bunthnuße sin / ungeverliche / doch also / obe das were das derselbig Unser gnedigster Herr Kunig Ruprecht von Todes wegen abegende wurde / ee die Jarzall und Zit diser Verbunthnuße dergangen und uß weren / also vorgeschriben stet / das Got lange wende / und ein ander Romischer Kunig erwelit wurde / das wir alßdann demselben erwelten Romischen Kunige von des Riches wegen / noch dem er Uns Unser Friheit bestettiget hat / hulden und schweren mogen / und jme ouch in allen Sachen gehorsam sin / als einer Romischen Kunige Unserme rechten Herrn / und ouch also wenne wir also eime erwelten Romischen Kunige gehuldent und geschworent noch vorgeschribner Wise / so sollent wir getruweliche an in werben das er Uns gunt / dise Verbunthnuße die vorgenanten Jarzal ußzehalttende. Wer aber das er Uns das nit gunnen wolte / so sol dise Verbunthnuße gentz und zumol abe sin / ungeverliche. Ouch nement wir die von Wiessemburg harinne uß / den Edeln Herrn Grave Emichen von Lyningen / so verre wir zu dem verbunden sint / und wir den ußnemen sollent ungeverliche. Aller und jeglicher vorgeschribner Stucke Puncten und Artickeln / zu warem Urkunde und bestem Gezugknuße / so haben wir Kunig Ruprechte Unser Kuniglich Majestet Insigel / und wir Hertzoge Ludwige Unser eigen Insiegel / und wir die von Straßburg und des Riches Stette in Elsaß vorgen. Unser Stette grosten Ingesiegele an disen Brieff gethon hencken. Geben des nechesten Dunrestages vor dem Palme tage / der do war der fumffte tage in dem Aprille / des Jares do man zalt von Gottes Geburte viertzehenhundert Jare und achte Jore / und sint diser Brieffe drie glich / der eine by Uns Kunig Ruprecht und Hertzoge Ludwige Unserme Sune / der ander by Uns der Stat Straßburg / und der dritte by den Riches Stetten in Elsaß / die ouch by in plibent. Anno 1408.

CCXXXIV.

Widerholte Vereinigung zwischen Ulrich Hertzogen zu Töck / Graffen Eberharte von Nellenburg / Albrechten Bischoff zu Costantz / und anderen Graffen / Frey-Herren / und Rittern mehr / wider die Gebüren von Appenzell. Worinn dieselbe einander treulich beyzustehen sich verbünden / da fern die benamte Appenzeller jemand mit Raub / Brand / und Mord / oder sonst an ihren Freyheiten beschädigen wolten. Geben zu Walse am nechsten Sambstag nach Veits-Tag / Anno 1408. [Lunig, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheilung II. Contin. I. Fortsetzung II. pag. 46.] 16. Juin.

C'est-à-dire,

Renouvellement de l'Union entre Ulric *Duc de Teck*, Albert *Evêque de Constance*, Eberard *Comte de Nellembourg & quelques autres Comtes, Barons, & Nobles, contre le Canton d'*Appenzel, *portant promesse reciproque de s'entr'aider & assister fidellement en cas que ceux dudit Canton voulussent entreprendre quelque chose contr'eux, leurs Droits & Libertés. Fait à Walse le Samedi après la Fête de St. Vitus 1408.*

WIr diß nachbenante / Ulrich / Hertzog zu Teck / Graff Eberhardt von Nellenburg / Heinrich von Rosinegg / Freyherr / Berchtold von Stein / von Runsperg / Ritter / Heinrich von Randegg / Ritter / Walther von Kunsegg / Rudolph von Fridingin / all Siben Haupt-Leuth / etc. Albrecht von GOttes Gnaden / Bischoff zu Costantz / Graff Rudolph von Montfort / Herr zu Tettnang / Graff Hanß von Lupffen / Graff Wilhelm von Montfort / Herr zu Tennang / Graff Wilhelm von Montfort / Herr zu Pregentz / Graff Haug von Montfort / Commenthur zu Bubikon / etc. Walther von Klingen / Ulrich von Brandis / Hanß Truchseß zu Waltpurg / Stephan von Gundelfingen / Hanß von Rosinegg / Hanß von Tengen / Ulrich von Klingen / Hanß von Bodman / und sein Sohn Hanß / Hanß Conrad von Bodman / Conrad von Lupffen / Herman von Freyberg / Thoman von Freyberg / Heinrich von Eirbach / Heinrich von Ysenburg / Walther von Stein / Wolff von Stein / Wolff von Klingenstein / Eberhardt von Landau / Conrad von Landau / Marquardt von Schellenberg / Burckhardt von Schellenberg / Conrad von Schellenberg / Heinrich von Hörningen / Leonhart von Jungingen / Georg Truchseß / Hanß von Kunsegg / Ludwig von Hornstein / Hanß

ANNO 1408

Hanß von Hornstein/ von Schatzberg/ Burckhardt von Mansperg/ Conrad von Haymenhoffen/ Walther und Hanß von Stadion. Clauß von Bilibach/ Burckhardt von Löchen/ Conrad Berger/ Heinrich Truchseß/ Heinrich Roggwiler/ alle Ritter/ 2c. Caspar von Klingenberg/ Tilger von Schellenberg/ Marx von Schellenberg/ Heinrich von Schellenberg/ Albrecht von Kunsegg/ Hanß von Kunsegg vom Kunseggerberg/ Albrecht/ Ulrich und Egg vom Kunseggerberg/ Lutold von Kunsegg/ Ulrich von Hornstein/ Conrad von Hoenstein/ von Asenhein/ Herman von Hornstain/ Heinrich von Hornstain/ Wrener von Hertenstein/ Conrad von Stein von Erbach/ Conrad von Stein der Zech/ Haintzmann von Stein/ Peter von Hochnegg/ Wilhelm von Knoringen/ Heinrich von Knoringen/ Wilhelm von Knoringen/ Schurli von Stoffeln/ Heinrich von Fridingen/ Heinrich von Randegg/ Hanß von Randegg/ Hanß von Honburg der Jünger/ Rudolph von Landenberg/ Molle Truchseß/ Hanß von Waldenfelß/ Ulrich von Haymenhoffen/ Heinrich von Landenberg/ Ramsperg/ Hanß Benßnouer/ Egg von Reischach/ Ruff von Reischach/ Hanß und Eberlin von Reischach/ Wolff von Wolffurt/ Burckhart Mayer/ Eglin und Burckhardt von Rapdenburg/ Lutz von Wördnau/ Heinrich von Wördnau/ Stubenberg von Stuben/ Heinrich Vogt von Leupoltz/ und sein Sohn Rudolph/ Frick von Einhoffen/ Burckhardt von Weiler/ Eberhardt von Weiler/ Conrad von Weiler/ Bentz von Hornstain von Grünlingen/ Heinrich Surich/ Bustetten der Alt/ von Maysenburg/ Jos von Utenrieth/ Hildebrand Wieli/ Hanß von Magenbuch der Aelter/ Heinrich von Magenbuch/ Hanß Boß/ Lutz von Adelshoffen/ 2c. Als wir vorgewandte Gesellen zu einander kommen seind/ in dem Nahmen St. Georgen des Ritters/ zu widerstehen mit der Hilff GOttes den unredlichen Läuffen wider die Gebür zu Appenzell/ und ire Helffer/ die da angehebt von ihnen waren/ wider alle Ritterschafft/ und darum ihren aignen Herrn zu vertreiben/ wider Glimpff und wider Recht/ das aber der Allerdurchleuchtigst Fürst und Herr/ Herr Ruprecht/ von Gottes Gnaden/ Römischer König/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ Unser gnädiger Herr/ erkent und angesehen hat/ und auch darzu gethan hat/ und sich darnach demütiget/ und selbst mit sein selbs Leib gen Costantz kam/ und andere Fürsten und Herren mit ihm/ und verhört die Stöß und Sachen/ zu baiden Seithen/ und richt auch die Sachen/ nach der Richt-Brieff/ Weisung und Sag/ die darum gegeben sind; Wann aber Uns vorgenanten Gesellen fürkommen ist/ und wür tägliches gewarnet werden/ von Unsern guten Freunden/ wie solche Läuff wieder uffstan möchten/ von den vorigen Gebüren/ darum wir auch aber zu einander geritten seind/ und haben Uns darum veraint/ einander zu helffen/ ob solch böse Läuff wieder uffstünden/ daß wir den desto baß widerstehen mögen/ auch haben wir Uns je geaint/ durch Willen der Heyligen Kirchen/ und deß Heyligen Römischen Reichs/ und durch gemeines Nutz und Friedens willen/ deß Lands/ wann auß der Tugend deß Friedens solch andere Tugend wachsend und fliessend ist/ da GOtt mannigfältiglich dadurch gelobt/ und die Leuth geschirmt/ und allermänniglich deßt minder bekümmert wird/ und auch umb das/ daß Bilgrim/ Kauffleut/ Landfahrer/ die Kauffmanschafft/ und all ander erber und unversprochen Leuth/ sie seyen Gaistlich oder Weltlich/ desto sicherer wandeln mögen/ 2c. so haben wir einander versprochen und verheissen/ ben Treuen und bey Ayden/ alle diese nachgeschribne Stück und Articul zu halten und zu thun/ in all Weiß und Maß/ als hir an diesem Brieff geschrieben steht/ ohngefährlich/ 2c. Des Ersten/ ob die bösen Läuff von den Appenzellern wider uff erstünden/ oder von ihren Helffern/ anders den die Richtung-Brieff weisen/ als ob jemand wär/ der Unser einen oder mehr/ oder die Unsern/ oder einen Unsern Dienern oder Burgren/ oder die Uns zu versprechen stehn/ sie seyen Gaistlich oder Weltliche Persohnen/ als ob jemand einen Bilgrim/ Kauffleuth/ Landfahrer/ oder Gaistliche Leuth in Unsern Gebiethen angriff oder beschädigte/ mit Mord/ mit Raub/ mit Brand/ mit unrechtem Vahen/ oder mit unrechtem Widersagen/ oder Uns/ oder die Unsern/ oder die Uns zuversprechen stehen/ von Unsern guten Gewohnheiten/ Freyheiten/ Rechten/ Gnaden oder Brieffen/ die wir/ die Unsern/ oder die Uns zuversprechen stehn/ von Römischen Käysern oder Königen bißher bracht/ erlanget oder erworben hand/ tringen oder treiben wolt/ oder es wär an Unsern Schlossen/ Leuthen und Güthern/ mit Gewalt oder wider Recht/ uff Wasser oder uff Land/ das denn wür ehegenante und die Unsern/ und die Uns zu versprechen stehen/ dem oder denen darzu getreulich sollen und wollen berathen und beholffen sein/ alsbald wir oder die Unsern des innen oder gewar werden/ oder von dem/ den solches widerfuhr/ zu frischer That/ mit nach/ mit zuruffen/ und mit allen andern Sachen/ nach allen ihren besten/ und nach all Unsern Vermögen/ von einem Mitten-Tag biß zu dem andern/ zu gleicher weiß/ als ob es Uns jeglichen selbs angieng und widerfahren wär/ an all Gefährd/ 2c. Wär es aber Sach/ daß solch Geschicht und Angriff also geschaffen oder gestalt wären/ daß sie zu frischer That nicht solten/ noch möchten erobert werden/ noch ausgetragen/ so sollen und mögen der oder die/ den solcher Schad widerfahren wär/ Unserer Hauptleuth einen mahnen/ derselb Hauptman soll die andern Hauptleuth zusammen mahnen/ ohn alles verziehen/ und was dann die oder den mehrern theil unter ihnen dunckt und übereinkommen/ was darzu zu thun sey/ daß sollen wür Gesellen aber thun/ ohn Gefährd/ 2c. Und wäre es/ daß wür von der vorgeschriebenen geschicht wegen zu Felde ligen/ oder Geseß haben werden/ und ob da iche Schloß oder gefangen gewonnen wurden/ dieselben Schloß und gefangen soll man den Hauptleuthen antwortten/ doch also/ gieng ichzit nutz darans/ das solt man theilen unter gemeiner Gesellschafft/ jeglichem Gesellen nach seiner Anzahl/ ohngefährlich/ 2c. Es soll auch Unser keiner/ der in Gesellschafft ist/ oder noch darein komt/ Unsers keins Feind/ als lang die Verainung währet/ ätzen noch trincken/ weder hausen noch hoffen/ noch speisen/ noch enthalten/ in Unsern Vestinen/ Schlossen noch Gebiethen/ noch gefährlich hinschieben/ weder heimlich noch offentlich/ ohn gefährd/ 2c. Wär auch/ ob wir mit jemand zu Krieg kämen/ als vorgeschrieben ist/ so sollen und wollen wür nach dieser Verainung dannoch einander berathen und beholffen sein/ in aller der Weise so vorgeschrieben stehe/ biß daß der Krieg gäntzlich verricht wirdt und versöhnt/ ohngefährlich/ 2c. Auch soll Unser keiner/ umb kein Sach/ die sich von dieser Verainung wegen verlauffen ward/ mit niemand aussöhnen/ friden noch fürwortten/ in kein weise/ ohne Unserer Hauptleuth/ oder ihr deß mehrern theils willen/ ohn gefährd/ 2c. Und umb das/ daß diese Verainung zwischen Uns allen/ die jetz in dieser Gesellschafft seind/ oder noch darein kommen/ zwischen Uns allen in gutem willen/ ohn zwerung desto baß bleiben und bestehen mag/ so haben wür Uns des gegen einander versprochen und verbunden/ all gemeinlich und besonder/ und alle die Uns zu versprechen stehen/ sie sayen Gaistlich oder Weltlich/ Edel oder Un-Edel/ wer das Unser einer zu dem andern zu sprechen hett oder gewun/ darüber sollen wür Uns eines Rechten

ANNO 1408.

Anno 1408.

lassen benügen/ gegen einander/ auf Unser Haupt-Leuth/oder auf ein Gemeinen/den die Haupt-Leuth dargeben/ usser Unserer Gesellschafft/ der es nicht verschwohren hett/ vor datum diß Brieffs/ und uff einen gleichen Zusatz/ und was sich da erfindet/ in einem Rechten/ da soll es bey bleiben/ und sollen einander beholffen darzu sein/ uff die Ayd/ rc. Wär aber/ daß Unsers eines Burger oder arm Leuth/ zu einander also zusprechen hetten oder gewunnen/ darum soll jedweder dem andern nachfahren/ in deren Gericht/ da der oder die gesessen sind/ oder darein sie gehören/ und da von den oder denen Recht nemen/ in dem Gericht und vor den Ambt-Leuthen darein sie gehören/ ohn all gefährd/ rc. Ob es aber in einer Gegend wär/ da nicht Gericht wären/ das soll in der Maß mit solcher gewohnheit/ als vom Alter herkommen ist/ berechtet werden/ ohngefährlich/ rc. Wär aber/ daß Unser Gesellen einer selbs zu des andern Leuthen zusprechen gewun/ da sollen die Haupt-Leuth usser der Gesellschafft einen gemeinen geben/ und uff den soll das berechtet werden/ mit einem gleichen Zusatz uß der Gesellschafft/ ob aber Unser einer/ zu Uns eins statt/ das ein gantz Commun antreff/ Zuspruch gewun/ dieselb Stadt soll auch uff Unsere Haupt-Leuth zu einem Rechten kommen; Es sollen auch alle die/ die jetz in Unserer Gesellschafft seind/ oder noch füro darein kommen/ und auch Unser aller Stett und Märckt/ Unser keinem seine aigne Leuth/ oder sein nachjagend Vogt-Leuth/noch sein unverrechnet Amt-Leuth/ noch keinem den seinen/ der ihm verschwohren oder verbürget het/ nicht zu Burger einnehmen noch empfahen/ beschehe es aber darüber/ wan dan der oder die/ deß dieselben Leuth wären/ das den ußbringen und erwisen in der Statt oder Marckt/ da sie dann zu Burger empfangen wären/ da soll er oder sein geschwohren Ambtmann/ einen gelehrten Ayd zu den Heiligen/ mit uffgebottenen Fingern schwöhren/ daß der Mann seines Herrn unverrechneter Ambtman sey/ oder die Leuth sein aigen/ oder sein nachjagend Vogt-Leuth/ oder fluchtsam verbürget oder verschwohren haben/ oder ob einer versigelt Brieff hett/ die das wüßten/ und nach dem Herrn und dem Ambtmann/ zween unversprochen Mann/ die des auch schwehren/ daß ihnen das kund und wissend sey/ daß auch dann da mit der Besatzung genug beschehen sey/ doch daß die Beweisung beschehe in Jahrs-Frist/ nach dem als die zu Burger empfangen wären/ ohn Gefährd/ rc. Und soll auch dann darnach/ den noch die/das Burger-Recht nicht schirmen noch versprechen/ doch daß man sie in demselben Gericht nicht fahen soll/ rc. Wär aber/ daß der oder die/ von des Burger-Rechts wegen/ der Statt ichzit verbürget hetten/ das mag die Statt wohl von ihn nehmen/ doch soll ihm die Statt oder Marckt gebieten/ daß er in den nechsten vierzehen Tagen von ihn außfahr/ und sollen ihn fürbaß nicht mehr halten/ ohngefährlich/ rc. Auch sollen wie all und Unser jeglicher besonder/und alle die Unsern/ und alle die Uns zuversprechen stehen/ bey Unsrer rühiger/ stiller/ nutzlicher Gewer/ als wir das bißher uff diesen heutigen Tag ingehabt/ herbracht und besessen haben/ geruhiglich bleiben/ und soll auch Unser keiner den andern davon nit tringen noch treiben/ dann mit einem freundlichen Rechten/ vor Unsern Hauptleuthen/ ohn all Gefärde/ rc. Es soll auch Unser keiner dem andern/ noch den seinen keinen Ubergriff thun/ ohn all Gefährd/ rc. Beschehe es aber darüber/ wer den die Ubergriff thät/ der soll sie unverzogenlich bekern und wieder thun/ und soll man den die Sach berechten vor Unsern Haupt-Leuthen/ ohn all Gefährd/ rc. Doch ausgenommen aller verbrieffter Schuld/ unlogenbar Gült/ Hub-Gelt/ Vogt-Recht/ Steur und Zinß/ darüb mag wohl jederman pfänden und angreiffen/ als das bißher ist kommen/ und daß das nicht Ubergriff sollen haissen noch sein/ ohn Gefährd/ rc. Auch ist beredt umb angefallen Gueth/ die jedweder Theil in gewer innigehabt hat/ und da nit in geschwohrnen Gerichten ligen/ die sollen berechtet werden auf Unsere Haupt-Leuth/ welche aber in geschwohrnen Gerichten liegen/ die sollen berechtet werden in denselben Gerichten/ wär aber daß die Haupt-Leuth dunckte/ daß die Zuspruch also gestalt und hefftig wären/ daß es billich anderstwa solte berechtet werden/ und was sie sich darumb erkennen/ dabey soll es bleiben/ rc. Auch ist beredt/ daß wür allwegen auf St. Marteins-Tag/ acht Tag vor oder acht hinnach/ Haupt-Leuth sollen setzen/ und soll die gemain Gesellschafft einist im Jahr uff den Ayd wehlen/ welchen sie dunckt/ die Unserer Gesellschafft/ Land und Leuthen/ die nutzlichsten seynd/ und die besten/ und welche der mehrer Theil erwehlt/ die das vergangen Jahr nicht Haupt-Leuth gewesen sind/ die sollen das thun/ und wa die Haupt-Leut reiten/ es sey zu tagen oder zu tädigen oder anderswa/ von der Gesellschafft wegen/ da gemeine Gesellschafft nit gemahnet ist/ da soll man einem Graffen/ der ein Haupteman ist/ zween Gulden Zöhrung geben/ zu Tag und Nacht/ und einem Ritter oder Knecht ein Gulden zu Tag und-Nacht-Zöhrung/welcher auch usser den Gesellen zu einem Gmein erwehlet wurd/ den sollen die verzöhern/ die die Stöß mit einander haben/ der ihnen gegeben ist von den Haupt-Leuthen/ die Haupt-Leuth sollen auch gewalt haben/ mehr Gesellen zu ihnen zu nehmen ob sie wollen/ so sie dunckt/ daß solch groß Sach sey/ so mögen sie acht zu ihnen nehmen und mahnen/ und nicht mehr/ die sollen aller Sach gewalt haben/ zu thun und zu lassen was sie dunckt/ uff ihr Ayd und Ehr/ daß der Gesellschafft allernutzest sey und das best/ oder den mehrern Theil unter ihnen/ und soll an den Haupt-Leuthen stehen was man denen von Zöhrung wegen thun soll/ rc. Wenn auch die Haupt-Leuth dunckt/ das die Gesellschafft Gelts bedörffen wurde/ so mögen sie wohl eine gemeine Steur auff die Gesellschafft legen/ darnach und sie dunckt/ daß es Notturfft ist/ jederman nach gleicher Anzahl/ und soll auch jeglicher sein Anzahl bezahlen/ uff den Tag als ihm den verkündet wirdt/ uff den Ayd ohngefährlich/ rc. Es mögen auch der Haupt-Leuth drey/ und nit minder/ wohl mehr Leuth in die Gesellschafft nehmen/ wen sie dunckt daß der Gesellschafft nutzlich und füglich sey; Auch sollen drey Haupt-Leuth gewalt haben/ einen gemeinen Mann zu geben/ wa Stöß unter Uns wären/ ohngefährlich/ rc. Doch sollen die Haupt-Leuth nicht einnehmen Fürsten/ grosse Herren/ Gesellschafften oder gantz Commun, den mit wissen und willen der Gesellschafft deß mehrern Theils; Wär auch/ ob Unsere Gesellen unter einander alt Stöß hetten/ die sollen außgetragen werden vor den Haupt-Leuthen/ als vorgeschrieben steht/ doch hett einer/ der in der Gesellschafft ist/ alt Stöß mit jemand/ der in der Gesellschafft nicht wär/ das soll die Gesellschafft nit angehen/ wolt aber der oder die mit Unser Gesellen einem Stöß hetten/ uff die Haupt-Leuth zu nemen und zu recht kummen/ deß soll sich Unser Gesell lassen begnügen/ wär auch eins Herrn Diener/ wer dem er geschwohren hett/ oder ob einer unter Uns/ einer Statt Burger oder Diener wär/ oder ihr sonst geschwohren hett/ vor Anfang dieser Gesellschafft/ dem Ayd soll er gnug thun/ doch soll er kuntlich machen/ daß er vormahls also geschwohren hab/ ohn all Gefährd/ rc. Gieng aber sein Burg-Recht/ Puntnuß oder Gelübd in der Zeit auß/ so soll er hinfüro kein Puntnuß noch Burg-Recht mehr empfahen/ noch niemand kein Gelübd thun dann mit der Haupt-Leuth willen/

ANNO 1408.

willen / deß mehrern Theil. Wär auch / ob Unser einer von etlichen Herren Pfandschafft inhett / oder sein behauster Mann wär / denselben Herrn soll er auch halten und thun / was er ihm verheissen hat / von derselben Schloß wegen; hat auch einer unter Uns Lehen / von wannen die sind / denselben Lehen Herrn soll er thun / was er billich von Lehens wegen thun soll / rc. Wär auch / ob keiner Unserer Gesellen / der jetzt in der Gesellschafft ist / oder noch darein käm / sich nicht redlich hielte / es wär mit unredlichen Zugriffen / oder mit andern unredlichen Sachen / gegen wem das wär / und das für Unsere Haupt-Leuth bracht wurde / oder ob sie es sonst vernehmen / so sollen Unsere Haupt-Leuth dieselben Unser Gesellen für sie beschicken / und mit dem oder denen reden und auch schaffen / daß sie das bekeren und wieder tugen / ohn alles verziehen / nach dem als sie billich dunckt / wolt aber der oder die / welche das wären / Unsern Haupt-Leuthen nicht gehorsam sein / und ihr Ayd und Ehr vergessen / das GOtt nicht woll / wie dann die Haupt-Leuth dunckt / daß man den darum straffen soll / da soll gemeine Gesellschaffe zu beholffen sein / und soll man auch das thun ohngefährlich; Es ist auch beredt / wär / ob ein Fürst oder grosser Herr mit Unser einem / der in Unser Gesellschafft gehört / stössig wurd oder Zuspruch gewun / darum sollen sie einen gemeinen nehmen usser Unsern Haupt-Leuthen / welchen der Fürst oder der Herr wehle / der also mit Uns stössig wurd / und der soll dann darum Tag bescheiden an gelegen Stett / und soll jedwederer Theil zween Erber Mann darzu setzen / und sollen dann die fünff baid theil verhören / und mögen sie die Sach mit willen und wissen beide theil verrichten und überein bringen / darbey soll es bleiben; möchten sie aber die Sach nit mit beyder theil wissen und willen verrichten und überein bringen / so sollen sie ein Recht darumb sprechen / hett aber Unser einer zu einem Fürsten oder grossen Herrn / oder zu den ihren zu sprechen / wär da / ob die Sach den Herrn angieng / so sollen wür drey auß desselben Herren Räthen nehmen / den die Sach angieng / und seind dieselben drey Tag bescheiden an gelegene Stett / und soll jedweder theil zween Erber Mann zu den dreyen setzen / und soll die Sach verhört und berechtet werden / in aller der Weise als zuvor geschrieben steht. gieng es aber einen ihren Diener an / so sollen wür einen usser ihren Räthen nehmen / und soll jedweder theil zween zu ihm setzen / und soll die Sach aber verhört und berechtet werden uff die fünff / in aller der Weise als vorgeschrieben steht; Wär aber daß wür oder ein Gesell unter Uns Stöß oder Zuspruch gewunnen / zu einem armen Herrn / Ritter oder Knecht / oder sie zu Uns oder mit Uns / darum sollen wür Uns eines Rechten lassen benügen / uff einen gemeinen Mann / den Unsere Haupt-Leuth dunckt / daß er Uns Gesellen uff sie zunehmen / und uff einen gleichen Zusatz an gelegenen Stätten / und soll die Sach aber da verhört und berechtet werden / in aller der Weise als vorgeschrieben steht: Wär auch / ob Unsere gemeine Gesellschaffe / oder ein Unser Gesell / mit einer gemeinen Statt / das ein gantz Commun angieng / Stöß oder Zuspruch gewunnen / darum sollen wir oder der / den die Stöß und Zuspruch angienge / einen gemeinen Mann nehmen usser einer andern Statt / die zu derselben Statt verbunden ist / und soll jeglicher theil zween Erbar Mann darzu setzen / und soll die Sach aber uff die fünff verhört / und berechtet werden / zu gelegentlichen Tagen / in aller der Weise / so vorgeschrieben steht; Wäre aber daß ein Unser Gesell Stöß oder Zuspruch gewun zu einem ihren Ingesessenen Burgern / darüb sollen wür Uns eines gleichen Rechten lassen benügen / nach Unserer Haupt-Leuthen oder deß mehrern Theils Erkantnuß unter ihnen / ohn Gefährd / rc. Wär aber / ob ein Statt oder mehr / oder ihre Burger / zu Uns oder zu einem Unsern Gesellen / Zuspruch oder Mißhellung gewunnen / darüb sollen sie einen gemeinen Mann ausser Unsern Haupt-Leuthen nehmen / und der soll baiden theilen Tag bescheiden an gelegene Stett / und soll jedweder theil zu dem zween Erbare Mann setzen / und soll die Sach uff die fünff verhört und berechtet werden / in aller der Weiß als vorgeschrieben steht / ohn all Gefährd / rc. Wär aber / daß eine Statt oder ihre Burger / als der ihr Stöß oder Zuspruch gewunnen / zu einem dem Unsern / darum sollen sie sich eines Rechten von den Unsern lassen benügen / nach dreyer Unser Haupt-Leuth Erkantnuß / oder dem mehrern theil unter ihnen / ohngefährlich; Wür haben Uns auch alle deß gemeinlichen versprochen / daß wür bey solchen Rechten und Dingen / als hievor von Uns an diesem Brieff verschrieben steht / halten und vollführen wollen und auch Unsern Haupt-Leuthen in allen gleichen redlichen Sachen / es wär uff dem Feld oder anderstwa / gehorsam sein wollen / und welcher Unser Gesell / ihr wär einer oder mehr / darwider thät gefährlichen / oder sich freventlichen setzte wider Unsere Haupt-Leuth / von solcher Sach wegen / so hievor in Unserm Gesellschafft-Brieff verschrieben steht / so sollen Unsere Haupt-Leuth und die Achte / die sie zu ihnen nehmen sollen / zusammen sitzen und sich erkennen / wie man den oder die darum straffen soll / es sey an Leib oder an Guth / und das sollen dann die Haupt-Leuth und die gemein Gesellschafft thun bey den Ayden / so wür darumb geschwohren haben / ohn all Gefährd / rc. Auch soll Uns aller obgeschrieben Gesellen Schloß / die jetzund darin sind / oder noch darein kommen werden / Uns Haupt-Leuth offene Häuser sein / oder wem sie das schuffen / der zu der Gesellschafft gehörte / doch ihm oder ihnen / ohne ihren mercklichen Schaden / rc. Wür die obigen Gesellen versehen auch / ob das wäre / daß die Haupt-Leuth etwas für hand nehmen / damit sie danckte / daß es nach der Gesellschafft Notturfft zu bessern wär / anders dann in diesem Brieff begriffen ist / das mögen die Haupt-Leuth wol ändern / sie und die achte / ob sie die zu ihnen nehmen / als offt sie dunckt / uff die Ayd / daß das notdürfftig sey / und deß sollen sie wohl Gewalt haben / und sollen wir ihm genug thun ohngefährd / rc. Es sollen auch wür die Haupt-Leuth / welche dann erwehlt werden / auff die Ayd / so wür geschwohren haben / gemein und gleich sein allen Gesellen unter Uns / dem Armen als dem Reichen / ohn all Gefährd / rc. Und soll auch diese Veraynung wehren zwischen Unserer Gesellschafft / biß auf St. Jergen Tag der schierist kombt / und darnach hin drey Jahr die nechsten nach einander / doch so nehmen wir gemeiniglich in dieser Gesellschafft aus / den Allerdurchleuchtigsten Fürsten und Herrn / Herrn Ruprechten / von GOttes Gnaden Römischen König / zu allen Zeiten Mehrern des Reichs / rc.



Und also haben wir obigen Gesellen all / und jeglicher besonder / einen gelehrten Ayd zu GOtt und zu allen Heyligen geschwohren / mit uffgebottenen Fingern / alle obgeschriebene Stuck und Artickul / so vor von Uns an diesem Brieff geschrieben steht / getreulich / wahr und stät zu halten / und zu vollführen / ohn alle Gefährd und Argelist / rc. Und deß zu wahrem und offenem Urkund / und steter / vester / ohnwandelbahrer sicherheit / haben wür all und jeglicher besonder / fleißiglich gebetten / Ulrichen Hertzog zu Teck / Graf Eberhardten von Nellenburg / Heinrichen von Roßnegg / Frey-Herr / Berchtolden von Stain / Ritter / Heinrichen von Randegg / Ritter / Walthern von Kunsegg / Rudolphen von Feidingen / Haupt-Leuth / rc. Albrechten / von

Anno 1408. GOttes Gnaden Bischoffen zu Costantz / Hannsen Truchsessen zu Waltpurg / Ritter Hannsen von Thengen / Hannß Couraden von Bodman / Ritter / Herman von Freyberg / Ritter / Hannsen von Hornsteen / Ritter / Conraden von Haymenhofen / Rittern / Töltzern von Schellenberg / und Casparn von Klingenberg / rc. daß sie all ihre Insiegel / zu einer Wahrheit aller obgeschriebenen Sach / Stuck und Artikul an den Brieff gehenckt haben / darunter wür Uns all / und jeglicher besonder vestiglichen verbunden / alles das wahr und stät zu halten / so an dem Brieff geschrieben steht / bey den Ayden / so wür geschwohren haben / ohn all Gefährd / rc. Der Brieff ist geben zu Walse / da man zahle nach Christi Geburth / vierzehen hundert Jahr / und darnach in dem achten Jahr / am nechsten Sambstag nach Veits-Tag / rc.

(L.S.) Teck. (L.S.) Nellenburg.
(L.S.) Randegg. (L.S.) Knnfegg.
(L.S.) Truchseß. (L.S.) Thengen.
(L.S.) Hornstein. (L.S.) Haymenhoffen.
(L.S.) Rosnegg. (L.S.) Stein.
(L.S.) Fridingen. (L.S.) Bis. Costantz.
(L.S.) Bodmann. (L.S.) Freyberg.
(L.S.) Schellenberg. (L.S.) Klingenberg / rc.

CCXXXV.

2. Juill. *Alliance & Confederation entre* RAOUL DE COUCI *Evêque de Mets*, CHARLES *Duc de Lorraine*, ROBERT *Duc de Bar*, & EDOUARD *de Bar Marquis du Pont*, *contre* FREDERIC *Comte de Meurs*, *qui s'étoit emparé de la Comté de* Salverne, *sur l'Evêché de Mets. Ils y conviennent de prendre les Armes en commun, pour regagner ladite Comté*, & *de la partager ensuite en trois parties égales. Le* 2. *Juillet* 1408. [La Véritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, & d'Autriche. Aux Preuves pag. 170. *Tiré des Archives de Lorraine.*]

NOus Raoul de Coucy, par la grace de Dieu & du Saint Siege de Rome, Evesque de Mets; Faisons sçavoir à tous, que comme il soit clere chose & notoire, que Noble homme feu Henry * de Salverne quant il vivoit, eust repris de nous à cause de nostre Eveschié de Mets en Fiez vendable & Lige le Chastel, le Bourg, les Villes fermées de Salverne & de Boukenon, ensemble toutes les Appartenances: Et comme ses Predecesseurs l'ont d'antienoeté tenu de nos Predecesseurs Evesques de Mets, & comme nous trouvons & tenons clerement que le droit Usaige & Coustume de nostredit Eveschié est tel, que se un Vassal trespasse de ce siecle tenant Fiez de nostredit Eveschié, & que les Fiez soient situez par de là la Riviere de Sarre, par devers Assay, sans Hoir masle de son corps, ledit Fiez vient à nostredit Eveschié. Et comme ainsi soit que ledit Comte Henry soit trespassé de ce siecle sans ce qu'il ait laissié aucun Hoir de son corps, & meismement Hoir masle. Et Fiedrich Fils au Comte de Meurs, de sa volonté, sans avoir aucune declaration en nostre Cour, que aucun droit y aye, s'est bouté en la possession de ladite Comté de Salverne qui est de noz Fiez, & à nous encheu à cause de nostredit Eveschié, comme dit est, & avec ce ledit Fiedrich, par luy & par ses Complices, apporte & fait tres-grans griefs & notoires dommages à nous & à nos Eglises, hommes & Subges, & en oultre pourchasse & se travaille de nous bouter hors de nostredit Eveschié & de y mettre un de ses Freres. Considerans que toutes icelles tres grans injures, maleficies & dommaiges nous sont tres durs à porter, & aussi regardant que se il nous falloit à nos propres frais entreprenre Guerre pour ledit cas sans avoir grosse & puissant ayde, veu les grosses debtes & charges que nous portons à cause des Guerres que nos Predecesseurs ont heuës; ce nous soit dure & pesant chose pour nous & nostredit Eveschié. Et pour pourvoir en ce cas de remede convenable que l'heritage de nostredit Eveschié ne nous soit ainsi par force tollu, & que en outtre les injures que ledit Fiedrich nous a faites & fait, du jour en jour, soit resisté comme il appartient, & que autrement ne poions veoir que nous puissent venir à nostredit droit & entention, si ce n'est que nous aiens à nostre aide fors & puissans Seigneurs qui à leurs propres frais & missons nous aident à recouvrer l'heritage & droit de nostredit Eveschié. Et pource nous par bon Conseil & meure deliberation sur ce heuës & purement pour l'honnieur, bien & utilité de nostredit Eveschié, avons traitté & accordé à Hauts & Puissans Princes noz tres-chiers & tres-amez Cousins CHARLES Duc de Loherenne & Marchis, Robert Duc de Bar, Seigneur de Cassel, & Edoüard aisné Fil de Bar Marquis du Pont, par ainsi que lesdis Ducs & Marquis, pour eux & pour leurs Hoirs, & nous pour nous, & pour noz Successeurs, à compter lesdis de Bar & Marquis du Pont pour un, ayent tous les droits, authoritez & querelles que nous à cause de nostredit Eveschié, avons ou pouns avoir en ladite Comté ou encontre ledit Comte de Salverne par quelconque meniere que ce soit, & partiront les tiers en la fourme & maniere qui s'ensuit. C'est à sçavoir, nous Evesque pour un tiers, nostre Cousin de Loheraine pour l'autre tiers, & nos Cousins de Bar & Marquis à un chacun d'eux, tant conjoinctement comme diversement, pour l'autre tiers, sans avoir l'un de nous aucun avantage encontre l'autre, & pour en user comme plus à plain en ces Lettres est declariez, Avons donné & par ces presentes donnons à chacun desdis Ducs & Marquis, à compter lesdis Duc de Bar & Marquis pour un, tellement, comme dit est, le tiers en toutes Seigneuries, bonnes Villes, Forteresses en gardans d'icelles Forteresses en Terres & aultres pourfis, Seigneuries & Emolumens quelconques, sans rien retenir davantage par devers nous, excepté les Fiez Noble de ladite Comté, qui ne deveront pas la Garde esdites Forteresses & la Jurisdiction spirituelle d'icelle Comté & dependances d'icelles en Jurisdiction espirituelle. Lesquelles choses nous Evesque de Mets avons retenu par devers nous, & nous Evesque de Mets dessus dis, nos Successeurs & lesdis Ducs & Marquis dessus nommez, chacun d'eux & leurs Hoirs & ayans cause, doient avoir ou surplus chacune partie le tiers pour en joyr & user paisiblement comme de leur propre heritage, sans faire hommage ne autre redevance ou service quelconque. Es Forteresses, qui seront gaignies ou conquises, Nous & lesdits Seigneurs y deverons mettre nos Chastellains & nos Officiers, & bougfritte chacun pour sa portion pour y demourer paisiblement, ainsi comme des autres Forteresses situées & assises ou Pays de l'Empire. Nous CHARLES Duc de Loherenne & Marchis, Robert Duc de Bar, Seigneur de Cassel, & Edoüard de Bar Marquis du Pont, congnoissons par ces presentes, que chacun de nous en droit soy par bon advis & deliberation sur ce heuë en nostre Conseil, considerans le bon droit que nous tenons avoir Reverend Pere en Dieu Raoul de Coucy, Evesque de Mets à cause de sadite Eveschié, avons traitté & accordé à nostredit Cousin l'Evesque, & accompaignie à luy, & luy à nous pour avoir chacun de nous des Parties dessus ditte en ladite cause & action, le tiers, & pour en joyer de nostre droit; Nous Evesque, Ducs & Marquis dessus dis pour nous & pour nos Hoirs & Successeurs, avons faict les Confederations, Convenances & Alliances qui s'ensuivent. C'est à sçavoir que nous Raoul Evesque de Mets, & nous CHARLES Duc de Loheraine, & Robert Duc de Bar, & Edoüard de Bar dessus dis, encontre ledit Fiedrich de Meurs, ses Allieis & Aidans, nous sommes alliez & devons tendre de tout nostre sens & puissance de conquerir ladite Comté de Salverne au plustost, & par la meilleure maniere que nous pourrons sans faintise, entreport ou dissimulation quelconque, & devant tout œuvre tantost que pour ce fait encommencerons Guerre de nous mettre le Siege devant Salverne ou Boukenchem, lequel nous semblera plus expedient, & aprés de l'une à l'autre, & luy faire la plus dure Guerre que nous pourrons chacun de nous de toute nostre puissance, ainsi que nous feriens pour le propre fait d'un chacun de nous en tout cas & missons que à Guerre & à Siege appartiennent, & d'iceluy faict nous ne autre pour nous ne pouvons jamais faire ne accorder Trieves, soufferte, ne Accord, audit Fiedrich, ne les siens, ne à autres detenteurs de ladite Comté, ne faire quittance en maniere que ce soit l'un de nous sans les autres, par commun accord, & s'il advenoit que Paix fut faicte de la Guerre, qui est à present entre nous

* autrement Saverdan.

ANNO 1408. nous Evesque de Mets, Duc de Loherenne, & la Ville de Metz d'une part, & le Comte de Nassau & de Sarrebruche, le Comte de Salmes, ledit Fiederich de Meurs, & le Sire de Boulay d'autre part, ja pource ne doient estre entraintes ne admeories ces presentes Alliances & Convenances, mais se doient tenir entre nous Evesque, Ducs & Marquis dessus nommez encontre Fiedrich, les Successeues ou autres Detenteues de ladite Comté de point en point, & toutes & quantesfois que l'un de nous jugera qu'il soit espedient apres ces presente Guerre, & il en requiert les autres, un mois devant, tant seulement. Nous devons deffier & faire en oultre tant par Siege comme par Guerre toute nostre puissance chacun de nous endroit l'un pour conquerre ladite Comté de Salverne, & chacun de nous à ses propres frais, missions & despens sens nul eschuy. Et nous les Ducs de Loherainne & de Bar, & nous Marquis du Pont dessus nommez, considerans l'accompaignement que nostredit Cousin l'Evesque de Mets, nous a fait sur l'eritage de son Eveschié, & aussi que il ne puet souffrir & porter le fais de si grosse charge de Gens d'armes ne de frais comme l'un de nous, nous ne le devons mier presser, outre ce que en sa bonne foy il pourra souffrir: mais luy mesme & nous chacun endroit luy devons faire toute nostre puissance, comme dit est, de conquerre ladite Comté & tout ce que conquester y pourrons doit estre à nous Evesque, Ducs & Marquis, & demourer sans division en commun chacune partie, comme dit est, de tiers en tiers & en gardes, & en toutes choses, sans avoir aventage l'un de nous sur l'autre en maniere que ce soit, sauf à nous Evesque de Mets nostre Juridiction espirituelle & les Fiez de ladite Comté tels que dessus, & tous Prisons Gens d'Armes, qui par nous ou nos gens seront prins sur ledit Fiedrich ou ses Successeurs ou Detenteurs de ladite Comté & leurs aidans, doient estre à nous dessus nommez en commun, & n'en poons ordonner l'un de nous sans l'autre, & se aucuns de nos Gens d'Armes qui par ledit Fiedrich ou ses aidans estoient prins, nous devons aider & delivrer nos gens qui prins seroient de nos communs Prisonniers par eschange raisonnable, & ceulx qui en tel cas par eschange raisonnable ne se pourront delivrer, chacun de nous doit delivrer & deffraier les siens sans ce que les autres en doient aucunement estre chargiez. Encor c'est à sçavoir que se aucuns quels qu'ils fussent vouloient poursuivre aucun de nous ou temps advenir & demander restitution de Fouraigerie comme de Blez, Avoine, Vins & autres Vivres de menues Bestes, comme Chastrons, Brebis, Pourceaux & Gelines, qui par nos gens seroit fait en faisant ladite Guerre, nous tous ensemble devons aider & estre aidans l'un de nous à l'autre à tousjourmais encontre celuy ou ceulx qui de cet nous voulroient poursuir, & chacun de nous devons souignier & souffrir à avoir Vivres, à l'autre en toutes nos bonnes Villes pour ses deniers par pris raisonnable pour maintenir ladite Guerre, tant comme elle durera. Est assavoir comme il soit ainsi que nous Evesque de Mets dessus nommez, ne poons donner la propieté & heritage de nostredit Eveschié de Mets. Nous avons retenu en cette present Traictié pour nos Successeurs Evesques, Esleus ou confermez de Mets, que nous poons rachepter & retraire à nous chacun tiers de ce que conquis seroit de nos Fiez toutes & quante fois qu'il nous plaira, parmy la somme de vingt mille francs d'Or du Coin du Roy de France ou monnoye coursable à l'avenant, laquelle somme nous ou nos Successeues serons tenus de paier à nosdits Cousins ou leurs Hoirs & Successeurs tout à une fois en la puissance de nosdits Cousins. C'est assavoir en paiant à nostredit Cousin de Loherenne ou ses Hoirs, la moitié de toute la somme dudit rachapt, & l'autre moitié à nosdis Cousins le Duc de Bar & Marquis du Pont a l'un d'eux ou à leurs Hoirs & serons point receu à rachepter l'un desdis tiers sans l'autre, mais faudra se nous ou nosdis Successeurs veulent ledit rachapt faire, qu'il soit fait aussi tost de l'un des tiers comme de l'autre, & le tout sans malengin, & ledit rachapt fait ladite Terre qui seroit de nos Fiez. C'est à sçavoir Salverne & Boukenehem ensemble leurs appartenances deveroit demourer franchement à nous, pour nous & pour nos Successeurs, sans debat ou contredit de nosdis Cousins d'aucun d'eux, ne d'autres pour eux. Mais se aucune Forteresse ou Terre nous conqueriens sur ledit Fiedrich, sesdits Successeurs ou Detenteurs de ladite Comté, leurs Alliez ou autres, qui ne fussent point des Fiez de nostredit Eveschié, iceuls nous ne porriens retraire, ne racheter, ainçois doient demourer à nous Parties dessus nommez en commun, chacun Partie le tiers à tousjourmais, comme dessus est dit. Et est à sçavoir que ou nous Evesque & Duc de Loherenne dessus dis avriens faict aucun autre Traitté ou autres Lettres entre nous touchans cette matiere qui allassent ou entreprissent en aucune maniere à l'encontre du contenu en ces presentes, Nous voulons & dés maintenant consentons que tout soit cassé & mis au neant, & dés maintenant l'adnullons & voulons que ces Lettres demeurent en leur force & vertu, & partiens de tiers en tiers comme dit est dessus. Et dés maintenant nous Evesque, Ducs, & Marquis dessus nommez avons prómis & par ces presentes promettons loyaulment, que ou cas que ledit Fiedrich ou autres qui pour la haine de ces presentes Alliances ou Convenances dessus dites co faisoint Guerre ou Dommaige à nuls da nous quatre, ou temps advenir, nous promettons par les fois de nos corps, de aider l'un de nous à l'autre, bonnement & loiaulment sans faintize ou eschuy quelconque, selon ce que cas appartiendes. Et c'est à sçavoir que se nous Evesque alliens de vie à trespassement ou que nous ne fussiens Evesque de Mets devant que ladite conqueste fust mise à execution, & que ladite Forteresse ou aucune d'elle ne fient gaigniés & conquises comme dit est, que ces presentes Alliances forent de nul effect. Et pareillement se l'un desdits Alliez, à compter ledit Duc de Bar & Marquis pour un, alloit de vie à trespassement avant ladite exention, que lesdites Alliances & Convenances fussent du tout expirées & mises à neant, entant que touche ledit trespassé, & celuy qui seroit en vie demeurroit envers nous Evesque en cesdites presentes en son Estat, comme dessus est dit. Toutes lesquelles choses dessus dictes, & chacune d'icelles nous Raoul de Coucy Evesque de Mets, CHARLES Duc de Loherenne & Marchis, Robert Duc de Bar, & Edoüart de Bar Marquis du Pont, avons juré & promis, jurons & promettons loiamment & en bonne foy & en parolle de Prince, & aux Sainctes Evangiles de Dieu, de tenir, garder & accomplir, & faire tenir & accomplir l'un envers l'autres à tousjours sans contrainte. Tout dol, fraude, barrat & mal-engien cessans, & arriere mis. En tesmoings de ce nous avons faict mectre nos seels à ces presentes, données l'an mil quatre cens & huict, le second jour du mois de Juillet. ANNO 1408.

CCXXXVI.

7. Dec. *Confœderatio & Liga inter* JOANNEM II. *Castellæ & Legionis, &* CAROLUM VI. *Francorum Reges. Actum Valleoleti die 7. Decembris* 1408. [Voyez-la ci-aprés sous le 23. Septembre 1475. Tom. III. pag. 510. col. 2.]

CCXXXVII.

14. Dec. GUELDRE ET BOURGOGNE. Extract van een nauwer Verbintenis tusschen REYNALD Hertogh van Gelder en ANTONIS Hertogh van Brabant, met verband van het Verschil aan de uytspraak van twaelf Raeds-Heeren te verblyven. Gedaan binnen 's Hertogen-Bos den 14. December 1408. [SLICHTENHORST, *Chroniques de Gueldre.* Liv. VIII. pag. 180.]

VOOR eerst souden de Vorsten op een af-gepaelden dagh ses van hunne Raeds-vrienden naer Ravesteyn

CCXXXVII.

Traité d'Alliance entre (1) RENAUD IV. *Duc de Gueldre &* (2) ANTOINE DE BOURGOGNE *Duc de Brabant. Fait à Bolduc le* 14. *Decembre* 1408. [SLICHTENHORST, Chroniques de Gueldre. Livre VIII. pag. 180.] 14. Dec. GUELDRE ET BOURGOGNE.

PREMIEREMENT *les Princes feroint trouver à Ravestein à certain jour prefix six de leurs Conseillers amis,*

S f 3

(1) Il mourut sans enfans en 1423.
(2) Il fut tué en 1415, à la Bataille d'Azincourt.

Anno 1408.

vesteyn aen de Maes af-vaerdigen, ende hen ter handen stellen zoodanige op-spraeken, versoeken en klachten, als d'een op d'ander meynde te hebben: waer op de twaelve, gehoord aen dese en geene zijden het voor-draegen en bedingh, alles na hunne bescheydenheyd zouden beslichten, in kracht van een onwederroepelijk Vonnis, eer zy van Ravesteyn vertrocken. Beyde Heeren zouden zoo langh haer leeven duyrde, vrienden blijven, dat is, d'een tegen d'ander niet onder-winden, des anders vyand geen toevoer doen, dan des anders schade afweeren, ende ter gelegener tijd helpen met sijn eygen volk, lijf, en op zijn eygen kosten; soo te weeten de Vorst die den Oorlogh aenvaerdede, zelf by den toght was: mede in 't belegeren ofte aentasten van een Stad ofte Schants, d'ander, des versocht, 200. ofte meer gewapende by-zetten, mids dat de versoeker hun voor-raed beschicke, ende tot geen verdragh en treede, daer sijn bystander niet en zy in bedongen. Soo een van der Vorsten onder-zaeten des anders onder-zaet in recht betrock, ende zulk een zich noch onder 't recht noch sijns Heers *vier-bancken*, noch onder de twaelf goede mannen wilde buygen, dan zich in vyandschap vergreep tegens een der Vorsten ofte hun onderdaenen, die zoude van sijn Opperheer na behooren werden gebreydeld. Over en weder zoude soo te Land als te Water ongemoeyde handelingh en verblijf zyn, onder betaelinge van behoorlijke Tollen ter behoorlijker plaetzen.

Dit Verdragh zoude zich strecken tegen alle Vorsten, uyt-gesondert het Roomsse Rijk, den Fransssen Koningh, en Grave van Holland; met dit onderscheyd, dat de Heer van Braband nu noch immermeer den Hollander de hand zoude leenen tegen den Hertogh van Gelder en Gulich; ten ware de Burgondier in eygen hoofd den Hollander by-koemende, beyde Vorstendommen bekrijgde, ofte des Brabanders Broeders, de Vorsten van Burgondien en Nevers, uyt eygene insichten Oorlogh aenvingen tegen Reynald van Gelder; die in tegendeel, met raed en daed tot af-breuk van den Hertogh van Braband, weder moght by-staen den Bisschop van Kolen, den Hertogh van Orleans, Hertogh Willem van den Berge, den Grave van Kleve, met de Bisschoppen van Luyk en Paderborn; voorbehoudens dat hy den Brabander na sijn beste vermoegen, zoo 't nood deed, onderstand zoude doen tegens die van Maestricht, Luyk ofte Loen, in val van blykelijk geweld en ongelijk. Wel verstaende dat die byzondere kraekeelen, om welker wille dese bystand was geschied, gesleeten zijnde, dit besteck namaels, ende zoo vaek dusdaenige dingen voor-vielen, in zyne vordere leeden ongeschend en van volle kracht zoude blijven. Indien de Brabander de Kolenaers beoorloghde, zoude Reynald met hem in-spannen ende zijn erfgoed Zulch den Bisschop weder af-vorderen: quam Reynald hem eerst de vriendschap op te zeggen, dan zoude de Brabander hem zonder vertoef hulp bieden: maer soo de Bisschop yewaerts een van de Hertogen op 't lijf viel, daer zoude d'ander zyne Troppen na toe voeren, bestaende in 600. gewaepende Spiets-dragers, ende die op sijn beurs en gevaer onderhouden. De Vorsten in 't Leger, ofte in een tocht of Belegh, by een zijnde, zouden yeder hun eygen kosten draegen, ende in de winst gelijkelyken deelen, ten waer eenige plaets yemant van de Vorsten eygendommelijken toe-behoorde. Alle zwaerigheyd, hinder, en mis-verstand uyt dit Verdragh t'eenigher tijd koemende te rijsen, ten ware dan dat beyde Vorsten ofte hun Onderdaenen onder een schortinge kreegen, ofte de Onderdaenen met d'een ofte d'ander Vorst, zouden, met toestemminge van de weder-zijdsse tegen-dingers, by de 12. Scheyds-luyden af-gedaen worden te Ravesteyn, na ses weeken tijds; ende of'er yemant van dese Raeds-Heeren door dood, uytlandigheyd, vrywillighen af-stand, ontzettinge, ofte om andere oorzacken, dit sijn Ampt niet en konde ofte wilde uytharden, in diens plaets zoude men t'elke reys keuren een ander. Beyde Heeren zouden een ofte twee van hun Raden, met een Geheym-Schrijver tegens den 13. der Lauw-maend naer Ravesteyn af-schicken, met hun Heeren Zegels, om ses opene Brieven te vervaerdigen, waer van'er elk drie zoude behouden, staende after yeder Brief den dagh van dese overkomst: in den eersten Brief zoude dese Handeling beschreven zijn; in den tweeden, de onderlinge beloften, van over en weder ses Volmachtigers naer Ravesteyn af te stuyten, met allen schijn en bescheyd, van 't geen d'een op d'ander had te zeggen; in den drieden, dat d'een Heer tot afterdeel van d'ander niet zoude by de hand neemen,

amis, & leur mettront en main les demandes & plaintes qu'ils croyent avoir l'un contre l'autre, surquoy les douze aprés avoir entendu les propositions faites de part & d'autre, ils en feront la décision selon leur discretion par une Sentence en dernier ressort, & avant qu'ils partent de Ravestein. Les deux Seigneurs de part & d'autre demeureront amis toute leur vie, c'est-à-dire, n'entreprendront rien l'un contre l'autre, ne donneront aucun accez aux ennemis l'un de l'autre, mais se protegeront & s'assisteront dans les injures qui leur seroient faites, de leurs propres Troupes & de leur vie, & à leurs propres dépens, savoir quand même le Prince qui feroit la Guerre, y feroit en personne; même que dans le Siege ou attaque de quelque Ville ou Forts en étant requis, il fournira 200. ou plus de ses Gens d'Armes, à condition que celuy qui les demandera leur fournisse des provisions, & qu'il n'entre en aucun Traité que l'assistant n'y soit compris. Si les Sujets de l'un des Princes vouloit mettre en Justice les Sujets de l'autre, & qu'ils voulussent décliner la Jurisdiction de son Seigneur dite, viet-bancken, *& celle des douze Arbitres, & qu'ils voulussent se revolter contre l'un des Princes ou leurs Sujets, le Souverain usera contre eux de contrainte. On commercera par Mer & par Terre sans empêchement en payant aux lieux convenables un peage raisonnable.*

Cet Accord aura lieu contre tous Princes, excepté l'Empire, le Roy de France, & le Comte de Hollande, avec cette différence que le Seigneur de Brabant ne prêtera jamais la main contre le Duc de Gueldres & de Juliers; à moins que le Bourguignon ne vienne à acquerir les deux Principautez appartenantes à l'Hollandois, ou que les Freres de Brabant, Princes de Bourgoigne & de Nevers, ne vinssent de leur propre mouvement à faire la Guerre à Renaud de Gueldre, qui d'autre côté, pourroit d'avis & de fait, au desavantage du Duc de Brabant, assister derechef l'Evêque de Cologne, le Duc d'Orleans, le Duc Guillaume de Bergue, le Comte de Clève, avec les Evêques de Liege & de Paderborn; à condition que luy de Brabant se deffendea de tout son possible, si la nécessité le requiert, contre ceux de Maestricht; de Liége & de Loen, en cas de violence & de tort manifeste. Bien entendu, que ces querelles particuliéres, à cause desquelles lesdittes assistances seront faites étant accomodées; cet Accord, autant de fois que pareilles choses arriveront, demeurera inviolable dans tous ses points. Si le Brabançon venoit à faire la Guerre à ceux de Cologne, Rénauld prendra les armes avec lui & reprendra sur l'Evêque sa Terre de Zulch. Si c'étoit Renaus qui vint à rompre le premier avec lui, le Brabançon l'assistera sans delay. Mais si l'Evêque venoit à attaquer quelques uns des Ducs, l'autre fera marcher ses Troupes consistentes en 600. Lances, qui seront entretenues à ses dépens, & à ses perils & fortune. Les Princes étant ensemble à l'Armée, ou à une expédition ou Siege, ils porteront chacun leurs frais, & partageront le gain également, à moins que les Places n'apartiassent à quelcun des Princes en proprieté. Toutes les difficultez, obstacles ou dissentions qui viendroient à naitre en quelque tems que ce soit, de ce present Traité; à moins que les deux Princes ou leurs Sujets ne reçussent quelque querelle, dissention, dommage, ou les Sujets par l'un ou l'autre des Princes, ils seront terminez à Ravestein par les douze Arbitres dans six semaines. Et si quelqu'un de ces Conseillers vient à ne pouvoir remplir sa charge, soit par mort, par démission volontaire ou autrement, ou que pour quelque autre cause il ne voulut point effectuer sa Commission, on en mettra à chaque fois un autre en sa place. Les deux Seigneurs envoyeront un ou deux de leurs Conseillers avec un Greffier le 13. Janvier à Ravestein, avec leur Sceau, pour expédier six Lettres Patentes, dont chacun en gardera trois, au dos desquelles sera mis la datte: dans la premiere sera écrit le présent Traité: dans la seconde les promesses particuliéres d'envoyer à Ravestein six Plénipotentiaires, avec les instructions sur ce qu'ils auront à dire: dans la troiziéme, qu'un Seigneur au prejudice de l'autre n'entreprendra rien d'icy en avant jusques à la Chan-

deleur.

ANNO 1408. neemen, van nu af tot aen toe-komstigen Kersdagh. Eyndelyken zoude de Brabander zijn opspraeck tegen de Geldersse op den Sondagh in midden Vasten aen den Burg-Grave ofte Tollenaer van Nymegen in schrift over-leveren, ende de Hertogh van Gelder op den zelven dagh zyne stucken te Brussel in-dienen by den Canceliaer van Braband ofte Willem Blondeel, om daer na alles binnen Ravesteyn af-gehandeld te worden.

deleur. Enfin le Brabançon livrera par écrit au Burgrave ou Maître de la Douane de Nimegue sa demande contre les Gueldrois, & ce le Dimanche de la mi-Carême, & le Duc de Gueldre livrera, le même jour à Bruxelles, ses papiers entre les mains du Chancelier de Brabant ou Guillaume Blondeel, pour qu'il en soit en suite traité à Ravestein. ANNO 1408.

CCXXXVIII.

1409. 18. Fevr. Erneuerte und auf drey Jahr verlängerte Vereinigung zwischen der Stadt und Bischoffen zu Costantz, Hertzogen zu Teck, Grafen von Montfort, wie auch anderen Frey-Herren, Rittern, zu gemeinen nutzen und frieden, wieder die Appenzeller und derselben Hilffe auffgerichtet, Crafft dessen sie sich gegen einander umb dero Freyheit- und Rechten zu beschützen, aufs kräfftigste verbünden. Geschehen am Donnerstag vor Reminiscere Anno 1409. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Continuat. I. Fortsetzung II. pag. 50.]

C'est-à-dire,

Renouvellement & Prolongation pour trois ans de l'Union entre l'Evêque de CONSTANCE *& la Ville de ce nom, le Duc de* TECK, *le Comte de* MONTFORT, *& quelques autres Comtes, Barons & Nobles, pour le maintien de la Paix & du Repos public, & pour la défense de leurs Privileges & Droits contre les Gens d'*APPENZEL, *avec promesse & engagement de s'aider, protéger, & défendre reciproquement contre toute injuste violence qui leur viendroit de ce côté-là. Fait le Jeudi, avant le Dimanche* Reminiscere 1409.

WJe der Burgermeister, Rathe, und Zunfftmister, und alle Burger gemeinlich, Reich und Arme der Statt zu Costantz, &c. Bekennen Uns offentlich mit diesem Brieff, &c. Wann wir und die Hochwürdigen, Edeln und Wolerbohrne, Unser Lieb gnädige Herren, Herr Steffan von Gundelfingen, Frey-herr und Ritter, Marckh von Schellenberg, genant Ruhti, und Conrad von Stein zu Klingenstein, Haupt-Leuth deß Theils im Allgeu und an der Tonau, &c. Juncker Hanß von Tengen Frey-herr, Caspar von Klingenberg und Burckhart von Steffeln, genant Schulli, Haupt-Leuth deß andern Theils im Hegen, im Turgau und um den Bodensee, und dieselb Gesellschaffe und Ritterschafft, allegemeinlich, als sie nachbenahmbe sein.

Albrecht von GOttes Gnaden Bischoff zu Costantz, Ulrich Hertzog zu Teck, Graf Hug von Montfort, Herr zu Bregentz, Graf Wilhelm von Montfort, Herr zu Bregentz, sein Vetter, Graf Hug von Montfort, Herr zu Bubikain, Graf Wilhelms Bruder, Graf Eberhard von Nellenburg, Land-Graf in Hegeu und in Madach, Graf Rudolph von Montfort, Herr zu Scheer, Graf Wilhelm von Montfort, Herr zu Tettnang, Gebrüder, Graf Johann von Lupffen, Land-Graf zu Stülingen, und Herr zu Hohen-Eck, Graf Egon von Fürstenberg, mit der Baar, und mit dem Schwartzwald, Walther und Ulrich von Klingen, Gevittern, Heinrich und Johann von Roßnegg, Gebrüder, Wolff von Brandis, Johann von Truchseß zu Waldpurg, Johann von Bodman der Alt, Johann von Bodman, Frischhanß, Johann Conrad von Bodman, Leonhard von Jungingen, Heinrich von Erbach, Heinrich von Randegg, Conrad von Lupffen, Heringu von Freyberg, Thoman von Freyberg, Berchtold von Stein, Heinrich von Nienburg, Eberhardt und Conrad von Landau, Gebrüder, Marquard von Schellenberg von Kißlegg, Conrad von Schellenberg, Michel von Wolckenstein, Heinrich von Hberingen, Georg Truchseß von Ringingen, Johann von Kunigs-Egg, Ludwig von Hornstain, Johann Truchseß von Diessenhoven, genant Brack, Johann von Hornstain von Schatzberg, Burckhart von Mansperg, Conrad von Haymenhoven, Walther von Stein, Walther und Hanß von Stadion, Clauß von Bilchach, Wolff von Stain von Klingenstein, Wolff von Stein vom Rechtenstein, Conrad Berger von Oepffingen, Heinrich Truchseß von Höffingen, Heinrich Roggweler, Johann Schwartz, alle Ritter, Brun von Lupfen, Döltzer und Heinrich von Schellenberg, Walther Albrecht, Ulrich, Hanß, Albrecht, Ulrich, Egg und Lüele, alle von Kungs-Egg, Ulrich Herman, und Heinrich von Hornstein, Frederich von Freyberg, Welhelm von Wildy, Rudolph von Fridingen, Conrad von Schellenberg, Werner von Hertenstein, Conrad von Stein, von Erbach, Conrad von Stein, genant Zäch, Haintzman von Stain, Hanß Ulrich von Emptz, Peter von Hohenegg, Wilhelm Heinrich und Wilhelm von Knbringen, Heinrich von Fridingen, Heinrich von Randegg, Hanß von Randegg, Hanß der Aelter, und Hanß der Jünger, und Heinrich von Honburg, Rudolff von Landenberg, Hanß genant Molle, Herman und Butzly, die Truchseß von Diessenhoven, Hanß von Wyldenfeld, Ulrich von Haymenhoven, Heinrich von Laubenberg, Ramsperg, Hanß Benynau, Egg, Rueff, Hanß, Eberli von Reischach, Wolff von Wolffurt, Burckhart Maggee, Eglin und Burckhardt von Randenburg, Conrad von Reischach, der Jünger, Lutz und Heinrich von Wördnau, Stubenberg von Stuben, Heinrich Voge von Lucpoltz, Rudolph sein Sohn, Frick von Elnhoven, Burckhardt, Eberhardt und Conrad von Wylee, Bentz von Hornstein von Grüningen, Bussetten der Alte von Maisenburg, Job von Autenriedt, Hildprand Wielly, Hanß von Magenbuch, Hanß Beß, Ernst von Adelhartzhoffen, Hentzle von Heudorff, Heinrich von Heggelbach, Heinrich von Magenbuch, Herman von Laubenberg, Herman Geäinlich, Heinrich Snryg, Jäckle Schwartz, und Rüdiger Hartzer; 1409.

Zu den Zeiten, da viel und mancherley wilden Unlust, und böß Gebiesten in den Landen aufgestanden waren, sonderlich von Appenzellern, und denen die sich zu ihnen geschlagen und verbunden hatten, durch die Land und Leuth, Edel und Un-Edel, Herren und Stätte, Clöster und ander Gaistlich und Weltlich gedruckt, und deß ehren unmächtig gemacht und entsetzt wurden, wider GOtt und alle Rechten; Bedachten und für Uns nahmend, daß der Fürsatz Göttlicher Weißheit, Gebiech und geschriebenen Rechten, daß wüßten und sagten, daß männiglich gebunden wäre und solte sein, den gemeinen Nutzen zu fürdern, und den Schaden des gemeinen Nutzens zu wenden, Fried und

ANNO 1409.

und Gnade zu machen / und Uns dazumal GOtt zu Lob / dem Hail. Röm. Reich zu Würde und zu Ehren / für solch böß Lust und unredlich Gewalt / uff ein Zeit / das sich jetzo umkehren werdt / ergehen werdt / uff St. Georgen Tag / wo nechstkünfftigen / zu einander verbunden / nach außweisung desselben Bund-Brieffs / darinnen Wür und gemeines Land / und alle Erbar unversprochene Leuth / kundelich und wol / gemeinen Nutzen gemerckt und empfunden haben / und Uns von den Gnaden GOttes also geglückt hat / daß wür sidmals derselben bösen unredlichen Gewalt / doch zum Theil entladen / und überhebt seyen / und darumb / und auch umb das / ob wür solch beschaiden Läuff und Ordnung / mit der Hilff GOttes / hinfür in den Landen beheben möchten / so haben wür gar beräthlich / mit guten fürsätzen / und mit wolbedachtem sin und muth / aber GOtt zu Lob / dem Hayl. Römis. Reich zu würde und zu Ehren / Uns und gemeinem Land zu Frieden und zu Gemach / und lauterlich durch den gemeinen Nutz / dieselben Unser Gesellschafft und Einigung mit der ehegenanten Ritterschaffe / erneuert / gelängert / und gestreckt / hinfür von dem ehegenanten St Georgen Tag / nechst-künfftigen drey gantze Jahr / die nechsten nach einander / in die Form / Weiß und Meinung / als hernach mit Worten und in Schrifft begriffen wirdt / und doch der vordrigen Meinung Uns uff denselben St. Georgen Tag nechstkünfftig unvergriffenlich / und bey ihren Crafften geblieben; Und also wär es Sach / daß dir obgenante Ritterschaffe / oder die wür gemeinlich als sonderlich von jemand / wäe er wäre / nach dem ehegenanten St. Georgen Tag / bekümmert / beschädiget / odee angriffen würden / wider Rechts / oder sie jemand in der Zeit dieser Ainung / treiben / trengen / oder nehmen wole / von Freyheiten / Rechten und guten Gewohnheiten / die sie und die wür haben / und haben herbracht von Römischen Kaysern und Königen / und sich der oder die / darum eines Rechten von ihnen und den ihrigen / vor Uns obgenanten / denen von Costantz / in Unserer Statt nit wolt lassen benügen / und daß das von ihnen derschlagen wurde; Wann dann wür obgenant von Costantz / darum von den Haupt-Leuthen im Hegeu / im Turgöu und umb den Bodensee / ob es die würde angehen / gen Rudolffzell / in die Statt oder von den Haupt-Leuthen im Allgeu und an der Donau / ob es die antreffe / gen Mengen in die Statt / oder gen Sallmansweil in das Closter gemahnet werden / mit Botten als Brieffen / so sollen wür darnach ohnverzüglich / uff die Zeit als wür gemahnt werden / an derselben Stäe / in welche Uns dann verkündt wirdt / vier Erbare Männer / mit vollem Gewalt schicken und senden / und die obgenant Ritterschafft und Gesellschaffe / die das angehet / drey Erbare Männer / von ihe und den ihren wegen / auch mit vollem Gewalt / die siben sament denn ansteth / da zu ein ander sitzen / und wess.n sich die da gemeinlich / als der mehrertheil under jnen erkennet / uff ihre Ehre und Ayd sprechend / wie und in welcher Weise / und mit was Hilff wür derselben Gesellschaffe und den iheen / nach gelegenheit der Sach / und nach aller ihrer Notthurffe / helffen oder zu statten kommen sollen / mit wie viel und uff welchr Zeit / deß sollen dann wür obgenante von Costantz gehorsam sein / und dem gnug thun / und auch das vollstrecken bey den Ayden / so wür darum leiblich zu den Hayligen geschwohren haben / uff Unsers selbs Costen / Schaden und Verlust aller Ding / als lang und uff dir Zeit / biß daß die Sach / darumb dann gemahnt ist / aller Ding erobert / abgetragen oder verrichte wirde. Wer auch / daß sich dazwischen gefüegte / daß also wieder uffgieng / und in der Zeit dieser Ainung nit gericht wurd / darinnen sollen wür derselben Gesellschafft und den ihren / nach außgang der Ainung dennoch beholffen sein / als vorgeschrieben steht / ung daß das gricht wirde; wäre auch / daß sich darzwischen gefüegte / daß die obgenant Ritterschafft / oder die ihren dereinst überzogen wurden / wie oder von wem / als wie dick das bescheh / alsbald und wür des dann von ihnen jnen oder gewahr werden / mit ihren Botten als Brieffen / so sollen wür dieselben hiehinden / wa wür die erlangen mögen / angreiffen und beschädigen an Leib und an Gueth / und Unser bestes daezu und darwieder thun / nach Unsern vermögen bey den Ayden / so wür darumb leiblich zu den Hayligen geschwohren haben / ohne alle Gefährde: Doch seyen wür nit gebunden Unsere Statt zu entblösen / darzu sollen wüe die obgenant Ritterschafft und die ihren / ihr Leib und ihe Gueth / in Zeit dieser Vereinung / bey Uns und in Unsern Schlössern und Gebiethen / freundlich und guetlich halten und schirmen / und ihren Schaden zu frischer That retten / als dick das notturfftig wirde / oder deß von ihnen und den ihren ermahnet werden / ohne alle Gefährde: Auch daß wür sie halten und sollen lassen bleiben bey allen ihren Freyheiten / Rechten und gueten Gewonheiten / dee sie in diesem Brieff nicht begeben haben / ohne alle Gefährde: Korn / Kost / Kauffmanschaffe / und andere ihre Notthurfft lassen zugehen / und ihnen das nit sperren / keines weegs / auch durch beliebliche und freundschafft willen dieser Verainung seyn wür fürbaß mit einander übereinkommen; wäre es / daß daezwischen wür oder einer / der zu Uns gehört / und zu sprechen gewonnen / zu einem in der obgenant Gesellschafft / der oder die under Uns oder wür selbst / sollen darumb einen Gemeinen nehmen / uß den obgenanten sechs Haupt-Leuthen einen / welchen wür wollen / der dann der Sach allergelegnist ist / der auch dann das ansicht / thun / und bey geschwohrnem Ayde nit verziehen soll / und die Sachen uff demselben Gemeinen / mit einem gleichen Zusatz berechten / aintweders zu Radolffzell / zu Mengen / oder zu Sallmansweiler / wa dann der gemein Tag hinbeschaidet / nach gelegenheit des / oder der den Man dann zusprechen will / in viertzehen Tagen den nechsten / nach dem und das erfordert wirdt / der Gemein und der Zusatz mögen auch darinnen ein Mynne suchen / ob in die gelangen mög / mit beyder Theil willen / doch daß sie das Recht darum nit saumen / und dann in dem ehegenant Zeit außtrag geben sollen / ohne alle Gefährde: Es soll auch jederman von den andern zum Rechten bar / und da man sicher guet Gelait hat / ohngefährlich: Auch soll Aacht und Bann am Rechten still liegen / und da nicht fürgezogen werden in keinen Weeg: Was auch mit der Mynne gericht / odre mit Urthel und Recht gesprochen wirdt / das soll von jedwederm Theil gehalten werden und dabey bleiben / ohne männiglichs Wiederrede; doch seind darin ausgenommen veebrieffte Schulden / unlögenbar Gült / Zinß und Huebgelt; das soll jedweder Theil under Uns gegen dem andern halten / als von Altees herkommen ist / und nach eines jeglichen Beieffs Laut und Sag / ohne alle Gefährde: Und wann / als vorgeschrieben stehet / die obgeschrieben bösen unredlichen Gewält / von Urhab und deß Ersten kommen / gewachsen und uffgestanden seynd / von Appenzeller und denen die sich zu ihnen geschlagen und verbunden hatten / ob nun derselb Anlauff oder derselben Anlauffs gleich / von ihnen wieder uffstünde; darumb und dafür hat sich die obgenante Ritterschafft / sonderlich und mit beding / zu Uns verstrickt und verbunden / und bey geschwornen Ayden verhaissen / käme es darzu / wie dick das wäre / und die obgenante Haupt-Leuth / als andere dir gesetzt werden / deß von Uns ermahnt werden / mit Botten als Brieffen / zu Hauß / zu Hoff / als

under

ANNO 1409.

ANNO 1409.

under Augen / so sollen sie Uns darnach in Monaths-Frist / dem nechsten ohnverzuglich schicken und senden 50. zu Roß / und 600. zu Fueß / gueths wolerzogenes Volcks mit Armbrüsten und mit Spiessen / gleich in Unsere Statt Costantz / oder in andere Unsere Schiesse / da wür derrn bedürffen / zu täglichem Krieg / und darzu demselben ihrem Volck einen erbaren Hauptmann / daß wür und sie Nutz und Ehre haben / und der den Krieg rechlich und endlich triebe / uff Ihren aigenen Pfennung / Costen / Schaden und Verlust aller Ding / dasselb Volck / und der Hauptmann sollen Uns auch gehorsam und gewärtig sein / und als lang bey Uns / oder in andern Unsern Schlossen / ligen und bleiben / biß daß dieselben Krieg / Sedß und Sachen gegen den obgenannten Appenzellern / und die zu ihnen gehören / ob die wieder uffgiengen / als vorgeschrieben steht / erobert / gericht oder abgetragen werden / ꝛc. Wurde auch die Zahl desselben Volcks dereinist gemindert / wie oder wie dick das beschehe / so sollen sie Uns die allweeg / mit als gueten wieder uffstichten und erfüllen / daß es je bey der Zahl und Summa bleibe / und daran nit abgebrochen / oder die gemindert werde / es soll auch dasselb Volck / und derselb Zusatz / den vorbriegen Articul von der andern Hilff weegen nit irren / noch angehen / in keinen Weeg / wür sollen auch darwider schaffen und ordnen / daß demselben ihrem Volck / bey Uns / oder in andern Unsern Schlossen / redlich failer Kauff umb ihren Pfenning geben / und mit den Herbeegen nit beschatzet werden / ohne Gefährde; wäre auch / daß sich die sach gegen denen Appenzellern / und denen / die zu ihnen wurden gehören / als hefftiglich einzerren wurde / und den obgenannten ihren Hauptmann / und Uns dauchte / daß man mehr Volcks darzu bedörffte / und notthürftig wäre / wann deß dann die obgenanne Hauptleuth der Gesellschafft aber von Uns ermahnt werden / mit Botten und Brieffen / zu Hauß / zu Hof / als unter Augen / so sollen sie von gemeiner Gesellschafft wegen / uff die Zeit ohnverzüglich / die ihnen von Uns verkündt wirde / drey Erbare Mann / welche sie werden her gen Costantz zu dem ehegenant ihrem Hauptman ihres Volcks senden / setzen und geben / und wür vorgenannt von Costantz auch drey / welche wür wollen / und wessen sich die da gemeinlich / als der mehrer Theil under ihnen erkennen / daß man mehr Volcks darzu notthürfftig seye / das sollen sie Uns dann aber schicken und senden in Monathsfrist / den nechsten nachdem und gesprochen wirdt / in allen vorgeschriebenen Rechten / ohne alle Widerrede: Stunde auch dieselbe Sach gegen den Appenzellern also wieder auf / und wurde nicht erobert / oder gericht / in Zeit dieser Ainung / so sollen sie Uns / nach Außgang deren Ainung / darinnen dannoch hilfflich seyn / in aller der Weise / als vorgeschrieben steht / und uff die Zeit / daß dieselb Sach gänzlich erobert / oder gericht wirdt / sich soll auch mit Nahmen darinnen jedwedern Theil / ohne den andern nit rechten noch aussöhnen in keinen Weegen; Wäre auch / daß die obgenante Gesellschafft fürbaß jemand mehr zu ihnen nehmen / den oder die sie sollen Uns beschrieben geben / und nehmen / daß Uns die auch schwöhren und Brieff geben / in der Weise / als sie gethan haben / ohne Gefährde: Wolten sie aber jemand zu ihnen nehmen / usswendig Schwaben in dem Land / das mögen sie auch wol thun doch dieser Unser Ainung unschädlich / und daß sie daß an Uns bringen sollen / ob wür mit denenselben auch in Bündnuß stehen wollen / oder nicht / deß sollen wür gewaltig sein / und die Wahl darunter haben / zu thun oder zu lassen / welches wür wollen / deßgleichen mögen wür Uns auch füro verbinden / zu Herren / oder Stätten / doch diese Aynung darinnen vorgelassen / und ußgenommen / und daß wür auch an sie bringen sollen / ob sie mit dem oder denen in solch Bündnuß mit Uns treten wollen / oder nicht / die Wahl soll auch an ihnen stehen / was ihnen dann fügt; Wäre auch / daß in diesem Brieff was mißschreiben / oder vergessen wäre / daß sich entzwischen der obgenanten Ritterschafft und Uns / in kein andere Weise / dann zu rechter Freundschafft gezihen möchten / daran soll sich jedwederer Theil under Uns nit kehren / noch sich damit wider den andern nit behelffen / keines Weges / und sollen fast ein besser Getrauen zu einander haben / und einander baß zu sehen / und hilfflicher sein / dan man das mit Wortten / oder mit Schrifft begreiffen könne / ꝛc.

ANNO 1409.

Und also haben wir obgenannt Burgermeister und Rathe / und Burger gemeinlich der Statt zu Costantz / geschwohren geleheten Ayd zu den Hayligen / mit aufgebottenen Fingern / diese Gesellschafft / Bündnus und Aynung gegen der obgenanten Ritterschafft / wahr und steth zu halten / zu laisten / und zu vollführen / nach dieses Brieffs Laut und Sag / alles ohne alle Gefährde: Doch haben wir darinnen außgenommen / Unsern gnädigen Herrn / den Römischen König / das Haylig Römisch Reich / und die Ainung / die wür halten mit Unserer Herrschafft von Oesterreich / die Wille und die Wört / und darzu alle Reichs-Stätte / es wäre dan / ob sich dieselben Stätt gemainlich / oder ihr einer / oder mehr besonder Appenzeller Kriegs annehmen wolt / oder die obgenante Ritterschafft / zu der wür Uns verbunden haben / tringen oder treiben wolten / von ihren Freyheitern / Rechten oder gueten Gewohnheiten / die sie haben / und haben herbracht / von Römischen Kaysern und Königen / und sich die darumb ains Rechten / von ihnen für Uns nit wolten benügen lassen / so sollen wür derselben Ritterschafft / wider dieselben auch behelffen und hilfflich seyn / in aller der Weise / als gegen andern Leuthen / und als vorgeschrieben steht / ohne alle Wieder-Rede.

Und zu Urkund der Warheit / und stether Sicherheit aller vorgeschriebener Ding / so haben wir obgenanter Burgermeister / Rathe / und die Burger gemeinlich der Statt zu Costantz / derselben Unser Statt groß Insigel offentlich gehenckt an diesen Brieff. Der geben ist am Donnerstag vor dem Sontag Reminiscere, in der Fasten / nach Christi Geburth vierzehenhundert Jahr / und darnach in dem Neunten Jahr.

CCXXXIX.

Traité de Mariage entre ANTOINE *Duc de Brabant,* & ELIZABETH *Fille de* JEAN *Duc de Gorlitz. Fait à Prague le 27. Avril, 1409.* [AUBERT LE MIRE, Donationum Belgicarum Lib. II. Cap. CXVIII. pag. 568]

27. Août.

BRABANT ET GORLITZ.

WENCESLAUS Dei gratia Rom. Rex semper Augustus & Bohemiæ Rex, notum facimus, quòd ad petitionem CAROLI Dei gratia Francorum Regis, & aliorum Illustrium Domus Franciæ Principum, Avunculorum, & Patruorum ejusdem Domini Caroli, nec non ob singularem favorem, quem ad Personam Illustris ANTONII Ducis Brabantiæ, Consanguinei nostri, habere dignoscimur, Matrimonii sive parentelæ contractum inter ipsum ANTONIUM & Illustrem ELIZABETH, natam quondam Illustris Domini *Joannis* Ducis Gorlicensis Principis, Fratris nostri Carissimi, Neptem nostram Carissimam, hoc modo & ordine duximus ordinandum, sic videlicet:

Quod nos eamdem Neptem nostram *Elisabeth* prædicto *Antonio* Duci Brabantiæ tradere debemus & volumus legitimam in Uxorem. Cui etiam Elisabeth Nepti nostræ, in favorem hujus Matrimonii, roboramus, approbamus, ratificamus & confirmamus omnia Jura, successiones & devolutiones, quæ sibi de jure, consuetudine & ordine, post nostram, nec non Serenissimi Domini *Sigismundi* Regis Ungariæ, Fratris, & etiam Illustris JUDOCI Brandeburgensis & Mora-

ANNO 1409.

vio Marchionis, Patrel, nostrorum Carissimorum, mortem, possunt competere quovis modo.

In casu videlicet, quo nos Regem Ungariæ, & Judocum Marchionem, Liberis & Heredibus ex nostris corporibus procreatis, post nos non derelictis, ab hac luce (quod avertat Deus) migrare contigerit. Quo casu nos WENCESLAUS Rom. & Bohemiæ Rex, ipsam Elisabeth reddimus habilem, & habilitamus ad succedendum. Debebit quoque ipsa succedere & succedet ad omnes Dignitates, Principatus, Dominia & Terras nostras, nec non eorumdem Regis Ungariæ & Marchionis, pacificè & quietè, jure & ordine, ut suprà, impedimentis non obstantibus quibuscumque.

Item quo casu nos, Regem Ungariæ, & Marchionem Judocum Heredes & Liberos ex nostris corporibus procreatos habere contigerit, tunc Ducatus Gorlicensis, Marchionatus Lusatiæ, necnon alia Dominia, sive Terræ, quos, & quas JOANNES quondam Dux Gorlicensis, præfatæ Elisabeth Genitor, habuit, dum vixit in humanis, tenuit & possedit, ad ipsam Elisabeth, Liberos & Heredes suos devolventur, & pertinebunt pleno jure, impedimentis non obstantibus quibuscumque.

Item præfatæ *Elisabeth* Nepti nostræ favimus & indulsimus, regiaque auctoritate Bohemiæ indulgemus, ut ipsa, & ejus nomine *Antonius* prædictus, Ducatum Luxemburgensem, cum Comitatu de *Chiny*, & Advocatia *Alsatiæ*, cum suis pertinentiis (quæ omnia præfatus Judocus à nobis Bohemiæ Rege supradicto, vi pignoris, tenet & possidet) ab eodem Judoco redimere, & exsolvere possit & valeat.

Quæ etiam *Elisabeth* ex de cætero, quamdiu sibi vita comes fuerit, ejusdem Ducatus Luxemburgensis Ducissam poterit effectualiter nominare. Et si eadem Elisabeth Liberos & Heredes, ut speratur, habere contigerit, tunc hujusmodi sui Liberi & Heredes ad ipsum Ducatum Luxemburgensem, Comitatum *Chiny* & Advocatiam Alsatiæ succedere debebunt, & succedent, & Vasalli Regni, & Coronæ Bohemiæ hereditariè nuncupari, ipsorumque Ducatus, Comitatus & Advocatiæ erunt veri Heredes & Domini.

Item si prædicta Elisabeth Liberis & Heredibus ex jam dicto Matrimonio non derelictis, dies suos clauderet extremos, vel etiam ipsa Elisabeth, Liberis ex hujusmodi matrimonio existentibus, decesserit, & postea iidem Liberi & Heredes etiam decederent, tunc idem Antonius, Heredes & Successores sui, Ducatum Luxemburgensem, cum Comitatu *Chiny*, & etiam Advocatia Alsatiæ, cum Territoriis, Civitatibus, Villis, Opidis, Castris, Fortalitiis, & eorum universis pertinentiis (Castro *Fels* dumtaxat excepto) pro hujusmodi Summa pecuniæ, pro qua ipsa Elisabeth seu Antonius, suo nomine, ipsos & ipsam a præfato Judoco, virtute Indulti, (ut præmittitur) redemerit & exsolverit, absque aliqua fructuum, redituum & proventuum de eisdem Ducatu Luxemburgensi & Comitatu Chiny, & etiam Advocatia Alsatiæ, perceptorum defalcatione, quos in sortem ipsius summæ principalis computari nolumus quoquo modo, verùm ipsos eidem *Antonio* donavimus & donamus, de gratia speciali, titulo veri & justi pignoris, habere, tenere, & pacificè possidere, cum omnibus suis pertinentiis quibuscumque debeant & debebunt, tenebant & possidebunt, ita amplè & integrè, sicut Dux *Wenceslaus* defunctus tenuit umquam, illos & illam, ipso vivente.

Tamdiu & quousque eidem Antonio, vel suis Heredibus & Successoribus præfata pecuniæ Summa per nos, Heredes, & Successores nostros, unà cum centum & viginti millibus Florenorum Rhenensis monetæ, quos præfatæ *Elisabeth*, in subsidium felicis consummationis dictæ suæ parentelæ & matrimonii, in & super ipso Ducatu Lucemburgensi, Comitatu *Chiny*, & etiam Advocatia Alsatiæ, cum pertinentiis suis, nos Wenceslaus de munificentia nostra speciali dedimus, & gratiosè deputavimus, parata in pecunia, data, persoluta & numerata fuerit integraliter & ad plenum.

Item dictus Antonius dabit & firmabit, dat & firmat prædictæ Elisabeth in suo dotalitio Comitatum *Chiny*, Civitatem *Juodis*, cum Castro ibidem, Præposituram *Dorbuy* & *Bastonach*, cum ipsarum pertinentiis universis, ad præfatum Ducatum spectantibus, per ipsam, quamdiu sibi vita ex alto concessa fuerit, sine impedimento quolibet, quietè & pacificè possidenda. Sic tamen, quòd hujusmodi bona, post ipsius Elisabeth obitum, ad dictum Antonium, Heredes & Successores suos vice versa devolvantur, per ipsos, vice pignoris, prout expressatur superiùs, possidenda.

Item nos potestatem & omnimodam facultatem redimendi & exsolvendi Ducatum Lucemburgensem, cum Comitatu Chiny, & etiam Advocatia Alsatiæ; prædictos, cum suis pertinentiis universis à dicto Antonio, Heredibus & Successoribus suis, sive causam ab eis habentibus, nobis, & Successoribus nostris quibuscumque Bohemiæ Regibus, & Coronæ Bohemiæ, plenariè pro summis & expensis, ac modo & forma, ut præmittitur, reservamus.

Item declaravimus & declaramus ipsum ANTONIUM prædictum, ritè, benè & justè ad Dominium Ducatus Brabantiæ legitima successione devenisse, & ipso Ducatu cum suis pertinentiis licitè & bono Titulo gaudere debere.

Et insuper in quantum opus est, aut fuerit, omne jus, quod nobis tamquam Romanorum, aut etiam Bohemiæ Regi, ratione Ducatus Lucemburgensis, aut aliàs in Ducatu Brabantiæ, per modum devolutionis, seu alio quocumque modo competit aut competere potest, & unà cum hoc, omne jus, quod nobis in Castris & Fortalitiis inter Mosam & Rhenum sitis, ad Ducatum Lucemburgensem spectantibus, quæ idem Antonius ad præsens tenet & possidet, competere dicitur, eidem Antonio, Heredibus & Successoribus suis dedimus & damus, & in eos plenariè transtulimus & transferimus.

Et idem Antonius ipsum Ducatum Brabantiæ cum suis pertinentiis, à nobis Romanorum Rege, infra unius anni spatium (dum tamen sibi infra dictum Annum, locum & diem competentem assignaverimus) in feodum suscipere debebit propria in persona, & nobis ratione hujusmodi homagii, universa & singula præstare & facere, ad quæ ille Princeps & Vasallus Sacri Romani Imperii, tanquam suo naturali Domino, obligatus & astrictus est, quomodolibet, consuetudine vel de jure.

Item nos Wenceslaus Rex Romanorum & Bohemiæ præfatus, unire & confœderare debebimus, unimus & confœderamus cum dictis JOANNE & ANTONIO Ducibus Burgundiæ & Brabantiæ per præsentes, sic videlicet, quòd ipsi nobis, Heredibus & Successoribus nostris Bohemiæ Regibus, in nostris ac Sacri Romani Imperii, necnon Coronæ Bohemiæ negotiis atque causis, & signanter adversus *Rupertum* de Bavaria, adversarium nostrum, cum duobus millibus lanceatis, propriis suorum sumptibus & expensis.... Datum Pragæ Anno M. CCCC. IX. die 27. Aprilis, Regnorum nostrorum Anno Bohemiæ quadragesimo sexto, Romanorum verò trigesimo tertio.

CCXL.

Concilii Pisani Sententia Definitiva contra PETRUM DE LUNA, BENEDICTUM XIII. *&* ANGELUM CORARIUM, GREGORIUM XII. *olim appellatos, de Papatu contendentes, quà Schismatici notoriique Hæretici & sic omni honore & dignitate indigni declarantur, & propter has iniquitates eadem Dignitate privantur, abjiciuntur & ab Ecclesia præscinduntur. Lata 5. mensis Junii in Sessione* XIV. *Anno* 1409. [Collectio Reg. Conciliorum Tom. XXIX. pag. 108. PHIL. LABBEI Collectio Conciliorum Tom. XI. Part. II. pag. 2126. RAYNALDI Contin. Annalium CAESARIS BARONII Tom. XVII. Anno 1409.] — 5. Juin.

CHRISTI nomine invocato, Sancta & universalis Synodus, universalem Ecclesiam repræsentans, & ad quam cognitio & decisio hujus causæ noscitur pertinere, Sancti Spiritus gratia in hac majori Ecclesia Pisana congregata, ibique pro Tribunali sedens, visis & diligenter exceptis omnibus & singulis, productis, probatis & agitatis in præsenti causa Unionis Ecclesiæ, Fidei & Schismatis, contra Petrum de Luna, Benedictum XIII. & Angelum Corarium, Gregorium XII. olim appellatos, quæ in præsenti processu & causa plenius continentur, ac quibuscumque aliis ipsam Sanctam Synodum ad infra scriptam definitivam Sententiam * moventem & inducentem, habita prius inter seipsos, & deinde inter tam copiosam multitudinem Magistrorum in Theologia Sacra, atque utriusque Juris Doctorum, præsque & pluries diligenti collatione, & tandem deliberatione matura, omnesque pariter in hanc

* Forsan, moventibus & inducentibus.

Senten-

ANNO 1409. sententiam reperiens unanimiter concordare, omnibus modo, via & jure, quibus magis & melius potest in prædictis contendentibus, seu verius colludentibus de Papatu, & cujuslibet eorum contumacia, in his Scriptis pronuntiat, decernit, definit & declarat, omnia & singula crimina & excessus, & alia cuncta necessaria ad infra scriptam decisionem præsentis causæ deducta, per providos viros Henricum de Monteleone, Joannem de Scribanis, & Bertholdum Voiederghenem, promotores, instigatores & solicitatores, seu Procuratores deputatos ad persequendum præsentem causam, pro hujus detestandi & inveterati Schismatis hujusmodi extirpatione, & unione atque reintegratione Sanctæ Matris Ecclesiæ, contra & adversus prælibatos Petrum de Luna, Benedictum XIII. & Angelum Corarium, Gregorium XII. de Papatu damnabiliter contendentes, ab aliquibus nuncupatos, in petitione coram ipsa sacra & universali Synodo præsentata & exhibita fuisse, & esse vera atque notoria, ipsosque Angelum Corarium & Petrum de Luna, de Papatu, ut præfertur, contendentes, & eorum utrumque fuisse & esse notorios Schismaticos, & antiqui Schismatis nutritores, defensores, approbatores, fautores & manutentores pertinaces, nec non notorios Hæreticos, & a fide devios, notoriisque criminibus enormibus perjurii & violationis voti irretitos, universalem Ecclesiam Sanctam Dei notoriè scandalizantes, cum incorrigibilitate, contumacia, & pertinacia, notoriis, evidentibus & manifestis: & ex his & aliis se reddidisse omni honore & dignitate, etiam Papali, indignos, ipsosque & eorum utrumque propter præmissas iniquitates, excessus, & crimina, ne regnent vel imperent, aut præsint, a Deo & Sacris Canonibus fore ipso facto abjectos & privatos, & etiam ab Ecclesia præcisos. Et nihilominus, ipsos Petrum & Angelum, & eorum utrumque, per hanc diffinitivam Sententiam in his Scriptis privat, abjicit & præscindit, inhibendo eisdem ne eorum aliquis pro summo Pontifice gerere se præsumat Ecclesiamque vacare Romanam, ad cautelam decernendo, & insuper omnes Christicolas quoscumque, etiam si Imperiali, Regali, vel alia qualibet præfulgeant Dignitate, declarat ab eorum & cujuslibet eorum obedientia (non obstante quocumque fidelitatis juramento, aut alio quovis vinculo, quo illi vel eorum alteri tenerentur astricti) fore perpetuo absolutos. Inhibendo iisdem Christi fidelibus, ne prædictis de Papatu contendentibus, seu eorum alteri, quomodolibet obediant, pareant, vel intendant, aut consilium, auxilium, vel favorem ipsis præstent, aut ipsos recipiant vel receptent, sub pœna Excommunicationis, & aliis a Sanctis Patribus & Sacris Canonibus inflictis, promulgatis, & ordinatis. Quodque si parere contempserint huic Ordinationi & Sententiæ, ipsos & eorum fautores, defensores, adhærentes, & sequaces, etiam per sæculares Potestates fore compescendos, & compesci debere, juxta præcepta divina & sacrorum Canonum dispositiones, eadem Sancta Synodus pronuntiat, decernit & definit; ac insuper, omnes & singulos Processus & Sententias Excommunicationis, inhabilitatis, vel alterius censuræ & pœnæ, privationesque Ordinum & Dignitatum, etiam Cardinalatus, Beneficiorum & Officiorum, ac Graduum quorumcumque, qualescumque fuerint, & quocunque nomine nuncupentur, seu nominentur, contra Dominos Cardinales per dictos Petrum de Luna & Angelum Corarium latos & fulminatos, fuisse & esse nullos, cassos & irritos, nullas, cassas & irritas, ac nullius roboris, efficaciæ, vel momenti: & quatenus de facto processerunt, eatenus annullandos, cassandos & irritandos fore: Sicque etiam ad cautelam, quantum & quatenus expediat, omni modo & jure quo melius potest, annullat, cassat & irritat. Et insuper promotiones, imo potius profanationes quorumcunque ad Cardinalatum, per dictos contendentes de Papatu, & eorum utrumque attentatas, videlicet per dictum Angelum a die tertia Maii, & per Petrum antedictum, a die decima quinta Junii Anni proxime præteriti millesimi quadringentesimi octavi, fuisse & esse nullas, cassas, irritas & inanes, & quatenus de facto processerunt, annullandas, cassandas & irritandas; & sic etiam ad cautelam, quatenus expedit, omni modo & jure quibus melius potest, præfata Sancta Synodus per hanc Sententiam definitivam cassat, irritat & annullat.

CCXLI.

9. Juin. *Fragmentum Contractûs Venditionis de Civitate* Iadræ *cum Fortalitio, per Regem Ungariæ* LADISLAUM, *pro Ducatis centum millibus, Dominio* VENETORUM *factæ. Datum 9. Junii Indict. II. Anno* 1409. [JOHANN. LUCIUS de Regno Dalmatiæ & Croatiæ Libr. V. pag. 262.] ANNO 1409.

In Christi nomine, Amen.

ANNO Nat. ejus 1409. Ind. 2. die Martis nono mens. Junii. Cum Serenissimus & Excellentissimus Princeps, & D. D. Ladislaus Ung. Hierus. & Siciliæ Rex ad quem cum constet pleno jure spectar & spectare noscatur tota Dalmatia cum Terris, Castris, Fortaliciis, Insulis, & Villis, & Territoriis ejusdem cum omnibus Juribus, Jurisdictionibus, habentiis, & pertinentiis quibuscumque, omnibus Vasallis, Feudis, & Feudatariis ipsius, & aliis infrascriptis disposuisset, pro statu Reip. ac statu Regio detentione, gubernatione Regni sui prædicti, & ex aliis causis justis moventibus mentem suam Regiam vendere & alienare Civitatem Iadræ de partibus Dalmatiæ cum Fortalitio, sive Castro ejusdem, ejusque pertinentiis, & Districtu, Insulis, Castris, sive Villis pertinentiarum ejusdem, com. & sub specificatione Novigradus Insulæ Pagi, & aliorum Districtuum ipsius, nec non Terram Laurianæ cum Fortalicio, & Castro ipsius ejusdem Provinciæ, nec non sub eadem venditione jura omnia competentia, & competitura quomodolibet præfato D. Regi ex quovis capite, ratione, Titulo sive casu super tota Dalmatia prædicta, Terris & Castris & Locis Fortaliciis omnibus, Vasallis, Feudis, Feudatariis, Juribus, Jurisdictionibus, & pertinentiis suis omnibus dictarum Civitatum Iadræ, Lauranæ, Castri Novigradus, Insulæ Pagi, ac cessione quorumcunque Jurium super tota prædicta Dalmatia, directo & utili Dominio, mero & mixto imperio, cum gladii potestate, liberis & exemptis ab nisi nexu, & Hypotheca reali, & personali angaria, & perangaria, præstatione tributi, quolibet alio onere, honore, gravamine, & specie servitutis absque reservatione aliqua debenda præfato D. Regi pro Terris venditis, & cessione aliorum Jurium ut supra ipsius dictæ quomodolibet non obstant: & ut infra videlicet pro Ducatis centum millibus....

CCXLII.

LUDOVICI II. *Regis Jerusalem & Siciliæ, & Comitis Provinciæ &c. Plenipotentia, super quatuor Consiliariis ejus, ad tractandum, transigendumque de differentiis omnibus inter ipsum & Comitem* SABAUDIÆ, *circa Civitatem* Niciæ, *diversasque alias Terras, Villas & Castra, atque hunc in finem comparendum, nomine suo, coram Dominis Ducibus Bituriæ & Burgundiæ, Arbitris constitutis. Actum 5. Julii 1409.* [DU PUY, Traitez touchant les Droits du Roi T. C. aux Preuves des Droits sur le Comté de Nice, pag. 41.] 5. Juill.

LUDOVICUS secundus Dei gratia Rex Jerusalem, & Sicilie, Ducatus Apulie, Dux Andegavie, Comitatuum Provincie & Forcalquerii, Cenomanie, Pedemontis ac Rouciaci Comes, universis & singulis presentes Litteras, seu publicum Instrumentum inspecturis, tam presentibus quàm futuris. Notum facimus quòd mota nuper questionis & debati materia inter nos ex una, & Illustres ultimò defunctum & modernum, Comites Sabaudiæ, Carissimos Consanguineos nostros, ex altera partibus, de & super Civitate Nicie, diversisque aliis Terris, Villis, Castris & Locis, quas & que cum illorum redditibus, ipse quondam Comes detinuit & modernus Comes nobis detinet, indebitè occupatas, & occupata, tam infra limites dicti Comitatus nostri Provincie, quàm Vintimilii & alibi constitutas & constituta; & hoc post captivitatem, obitum & decessum recolende memorie Serenissime Domine Johanne Regine Regnorum, & Comitatuum predictorum Comitisse, Avie nostre reverende, cujus Regna, Comitatus, & Successio ad Reverendissimum Dominum Genitorem nostrum, & successivè ad nos ei in dictis Regnis & Comitatibus succedentes pleno jure pertinent & spectant. Et deinde ex ipsis questionibus & debatis exortis Guerris, & Guerrarum fremitibus, que mediantibus Tractatibus felicis recordationis Domini Clementis

Anno 1409. tis septimi, & Illustrium recolende memorie Dominorum Patruorum nostrorum Biturie & Burgundie, & Treugis ex eorum Tractatibus factis & confirmatis occasione premissorum usque nunc cessaverunt. Et quia dictus Dominus Biturie Patruus, ac Illustris Carissimus Consanguineus noster Burgundie Duces sentientes Treugarum ipsarum confirmationem de proximo finiendam, nosque velle & debere totis viribus intendere ad ipsarum Terrarum nostrarum, ut preminitur, occupatarum per modernum Comitem recuperationem: Volentes totis viribus eorum debatis & questionibus hujusmodi finem imponere gratiosum, & super eis dictum Comitem gratiosè nobiscum concordare, ut cessent inimicitie & scandala inter Partes, quibus tenemur & volumus pro viribus complacere, annuentes & consentientes eos de Juribus & rationibus nostris super præmissis informari, & ipsis informatis nos submittere & stare ordinationi & arbitrio eorumdem. Hinc est quòd cum ad presens nequeamus, aliis magis arduis nobis occurrentibus negotiis, circa premissa personaliter interesse: idcirco confidentes de industria, probitate, diligentia ac sollicitudine magnifici Egregiorum & Nobilium Virorum, Guidonis de Valle Militis Consanguinei & primi Cambellani, Roberti Lathomi Licentiati in Legibus, Magistri Requestarum, Johannis de Podio Generalis Consiliarii super facto Subsidiorum Domini mei Regis, & Guillelmi Seigneti Licentiati in Legibus Judicis Nemausensis, Consiliariorum nostrorum dilectorum, ipsos quatuor aut tres ex ipsis citra revocationem aliorum Procuratorum nostrorum per nos alias constitutorum, nostros veros, legitimos & indubitatos Procuratores, actores, factores & negotiorum nostrorum gestores & Nuncios speciales & generales, ita quòd specialitas generalitati non deroget, nec econtra, tenore presentium de certa nostra scientia, facimus, constituimus, creamus, deputamus, & etiam solemniter ordinamus ad se conferendum ad presentiam dictorum Illustrium Dominorum Ducum Biturie & Burgundie, & coram eis nostro nomine, & pro nobis comparendum & se presentandum. Quibus, aut tribus ex prenominatis Procuratoribus & Nunciis nostris per presentes de certa nostra scientia plenam & liberam concedimus potestatem coram dictis Dominis Ducibus, ubicumque ipsos esse contigerit, se presentandi & nostro nomine & pro nobis comparendi, omniáque Jura & rationes nostras factum hujusmodi tangentia narrandi, exponendi, & eos de illis informandi, ac contra ipsum Comitem Sabaudie, si per se vel alium seu alios coram ipsis Dominis Ducibus legitime non compareat, de omnibus dampnis, sumptibus, expensis & interesse nostris; & de defectibus, diffugiis, neglectibus ipsius, casu quo aliud subsequatur propter ejus contumaciam & neglectum non comparendi in terminis assignatis & assignandis, & ad comparendum coram Dominis Ducibus predictis protestandi & protestationum Instrumenta petendi, & ad cautelam si presens fuerit fieri faciendi, necnon tractandi, dicendi, concordandi, paciscendi, transigendi, conveniendi & promittendi, & que tractata, pacta, transacta, concordata & promissa inde fuerunt firmandi, ac Instrumento, Literis & Juramento in animam nostram prestando vallandi & roborandi, nósque, Terras & Bona nostra presentia & futura ad ea sic per eos aut tres ex ipsis agenda, tenenda & observanda, quarumcunque Curiarum viribus, litis & ritibus obligandi, submittendi & ypotecandi, & omnia alia & singula in premissis & circa premissa ac incidentibus, dependentibus, emergentibus & connexis, ex eisdem, faciendi, dicendi, tractandi concordandi, paciscendi, transigendi, conveniendi & promittendi, que nosmet facere, dicere, tractare, concordare pacisci, transigere, convenire & promittere, jurare & submittere possemus, si presentes personaliter adessemus, & que hujusmodi Negocii sive cause merita postulant, & requirunt, etiam si talia essent que Mandatum magis exigant speciale & magis speciale cum plena & libera Administratione. Relevantes ipsos Procuratores nostros, & eorum quemlibet ex nunc ab omni onera satisdandi, judicio sisti & judicatum solvi cum suis clausulis ad hec necessariis & pariter opportunis. Promittentes ipsarum vigore presentium sub nostro verbo Regali, & sub expressa & efficaci obligatione omnium bonorum nostrorum presentium & futurorum, & sub omni Juris & facti renunciatione ad hec necessaria, pariter & cautela, Notario publico infra scripto stipulanti & solemniter recipienti vice & nomine omnium & singulorum quorum interest & interesse poterit in futurum, nos ratum, gratum atque firmum habituros omne id & quicquid per dictos Procuratores & Nuncios nostros, aut tres ex ipsis in præmissis & circa premissa actum, dictum, gestum, protestatum, tractatum, promissum, conventum, transactum, pactum, obligatum, concordatum, submissum, ypotecatum & juratum, quomodolibet fuerit sive factum, ac confirmaturos, omologaturos & approbaturos per nostras Patentes Literas Magni nostri Sigilli munimine roboratas dum primò fuerimus requisiti, & nunquam contra ea per nos ac Heredes nostros & Successores venturos quoquomodo: ac supplentes de ipsa nostra certa scientia omnes & singulos defectus, si qui forsitan obmissi fuerunt in premissis, propter que effectus presentiam impediri posset, vel quomodolibet retardari. In quorum omnium & singulorum fidem & Testimonium presentes nostras Literas seu presens Instrumentum publicum per Notariam infrà scriptum subscribi & signari mandavimus, nostrique magni Sigilli munimine roborari. Acta fuerunt hec in Civitate Tholoni, videlicet in Domo Nobilis Ludovici Fresqueti habitatione pronunc dicti Domini nostri Regis, presentibus ibidem spectabili Magnificis, & Egregiis ac Nobilibus Viris Nicolao Marchione Cotroni, Comite Cathansani, & Magno Regni nostri Sicilie Comite Camerario, Johanne de Tufle, Johanne Gonsalvi, Militibus, Matheo de Bello-valle Cambellanis, Pontio Caysii, Licentiato in Legibus, Johanne de Sado Legum Doctore, Johanne Drogoli Milite, Consiliariis nostris, Johanne Boueti Licentiato in Legibus etiam Consiliario nostro, ac Johanne Ausardi Scutifero, Michulero de Cruce, & Johanne de Cruce Secretariis nostris testibus ad premissa. Datum verò ibidem per manus dicti Nobilis & Egregii Viri Johannis de Sado Legum Doctoris, Mandato nostro Locum tenentis Majoris Judicis Comitatuum prædictorum. Anno Domini millesimo quadringentesimo nono die quinta mensis Julii secunde Indictionis, Regnorum verò nostrorum Anno vicesimo quinto. *Signatum*, LOYS. Anno 1409.

Et me Ponceto de Rosseto de Civitate Aquensi Regio Secretario ac publico in dictis Comitatibus Provincie & Forcalquerii Regiali auctoritate Notario constituto, qui premissis presens fui, eáque in notam recepi, & ideò presenti Instrumento per alium grossato manu propria me subscripsi, & signo meo consueto signavi in fidem & Testimonium omnium premissorum. Et nihilominus dictus Dominus noster Rex ad majorem roboris firmitatem premissorum presentibus nomen suum apposuit consuetum. Et supra plicam: Per Regem presentibus prenominatis, P. DE ROSSETO. Et sigillatum in duplici cauda pargameni, cum cera rubea magni Sigilli dicti Domini Regis.

CCXLIII.

Tractatus Fœderis & Concordiæ inter HENRICUM V. *Angliæ & Franciæ Regem ab una, &* HENRICUM DE PLAWE *Magistrum Generalem Ordinis Theutonici ab altera parte; Quò utriusque Partis Ligeis aut cujuscunque conditionis Hominibus conceditur, per eorum Terras atque Dominia libere mercari; porrò etiam, de cunctis damnis & gravaminibus antehac invicem causatis transigitur. Datum Londoniæ 4. Decembris Anno* 1409. Cum *utriusque Partis* RATIFICATIONE *hujus Tractatûs Datum Anno* 1410. [LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Contin. I. Fortsetzung III. vom Teutschen Johanniter Orden. pag. 19.] 4. Dec.

REX omnibus, ad quos &c. Salutem.

Inspeximus Literas Patentes, Nobilis & Potentis Viri, Fratris *Henrici de Plawe*, Ordinis Beatæ Mariæ Domus Theutonicæ Jerusolimitanorum Magistri Generalis factas in hæc verba:

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis Amen.

Ne ea, quæ pro turbatæ Pacis Reformatione, ac consuetæ Amicitiæ Amorisque mutui conservatione, mature tractantur, ordinantur, & inter Partes quarum interest, pro earundem commodo & utilitate, ac alias pro communi Bono, legitime statuuntur.

De facili, alicujus arte vel ingenio, seu alias quavis illicita occasione, per Patrem Jurgiorum irritari contingat quomodolibet seu infringi, necesse visum fuit & est ea per Scripta Autentica roborari, communiri firmissime, & stabiliri. Hinc est, quod nos, Frater *Henricus de Plawe*, Ordinis Beatæ Mariæ, Domus Theutonicæ Jerusolimitanorum Magister Generalis, universis

ANNO 1409.

fis Christi fidelibus, ad quorum notitiam præsentes Literæ qualitercunque pervenerint, tenore earundem cupimus fore notum qualiter, fideles nostri (videlicet) *Thedericus de Logendorff*, Miles, *Leffardus de Herfford*, Burgomagister Civitatis nostræ Elbingensis, & *Johannes Crolow*, Civis apud Civitatem nostram Dantzick,

Procuratores, Deputati, & Nuncii, venerabilis quondam Fratris nostri dum vixit (scilicet) *Ulrici de Jungingen*, ultimi & immediati Prædecessoris nostri, ipsiusque & Successorum suorum plena potestate ad infra scripta suffulti,

Nos, atque Venerabiles & Religiosos Viros, Consilii nostri Fratres de & super reparationis, reformationis & emendæ, omnium & singulorum attemptatorum indebite, inter, Serenissimum Principem ac Dominum nostrum, Dominum *Henricum*, Dei gratia *Regem Angliæ & Franciæ*, & Dominum Hiberniæ, ipsiusque Ligeos & Subditos, parte ex una, nec non dictum Fratrem Ulricum Prædecessorem nostrum, nos quoque & Ordinem nostrum ac quoscunque Subditos nostros, parte ex altera, variis Tractatibus unanimis, ipsorumque concordi & finali appunctuamento.

Inter dicti Domini Regis Commissarios (videlicet) honorabiles Viros, *Ricardum Merlowe* Majorem & Civem Civitatis Londoniæ, Magistrum *Johannem Knighton* Clericum, & *Willielmum Askam*, ejusdem Civitatis Civem & Aldermanum, & dicti Fratris Ulrici nostri Prædecessoris, Procuratores & Nuncios antedictos habito, facto, ac conclusive exinde secuto, per Patentes Literas & Indentatas, utriusque Partis prædictæ Commissariorum & Procuratorum jam dictorum Sigillis, sub Dato quartæ diei Decembris, Anno Domini millesimo, quadringentesimo nono, sigillatas, sufficienter & debite, sub forma, quæ sequitur, informarunt.

Per hanc indentatam sive interscissam Literam universis Christi fidelibus ad notitiam rei gestæ manifesta fiat fides, quod Nobiles & Honorabiles Viri, *Ricardus Merlowe*, Major & Civis Civitatis Londoniensis; Magister *Johannes Knighton* Clericus, & *Willielmus Askam* ejusdem Civitatis Civis & Aldermannus, Serenissimi Principis & Domini, Domini *Henrici*, Dei gratia *Regis Angliæ & Franciæ*, & Domini Hiberniæ, nec non *Tidericus de Longendorp*, Miles, *Leffardus de Herfford*, Burgomagister Civitatis Elbingensis, & *Johannes Crolowe*; Civis apud Civitatem Dantzick, Nobilis ac Almæ Religionis Viri, Fratris *Ulrici de Jungingen*, Ordinis Fratrum Hospitali Sanctæ Mariæ Theutonicorum Jerusolimitanorum Magistri Generalis, Procuratores, Deputati & Nuncii, ad infra scripta potestatem sufficientem habentes, nominibus dictorum Dominorum Regis & Magistri in vim Potestatis, eis hinc inde attributæ, omnia & singula subscripta appunctarunt, & de eisdem unanimiter concordarunt.

Primo (videlicet) pro conservatione mutui Amoris & Amicitiæ consuetæ, Pacisque votivæ tranquillitate, extitit ordinatum quod omnes & singuli Ligei & Subditi Regni Angliæ, Terrarum, Dominiorum ejusdem Regni, Mercatores, & alii (cujuscunque status vel conditionis extiterint) poterunt & debebunt salvo & secure Terram Pruciæ tam per Terram, quam per Aquam, intrare, ac inibi mutuo conversari & libere, more Mercatorio, tam cum Prucenis, quam aliis (cujuscunque Nationis vel Ritus fuerunt) mercari, ibidemque morari, & exinde ad Lares & Domicilia propria redire, vel quo voluerint, quotiens placuerit, tam per Terram, quam per Aquam, cum Bonis, Mercandisis, & Mercimoniis suis quibuscunque Jura, Custumas, ratione Merchandisarum & Mercimoniorum suorum, debita fideliter persolvendo, salvis semper dicto Magistro Generali, & ipsius Successoribus, omni Jure ac remedio, eis per Obligationes, per dictum Regem (de quibus infra dicetur) factas, concessis & indultis.

Item, extitit ordinatum, quod omnes & singuli Subditi dictorum Magistri Generalis & Ordinis (cujuscunque status vel conditionis extiterunt) poterunt & debebunt, salvo & secure, Regnum Angliæ, Terras, & Dominia ejusdem, tam per Terram, quam per Aquam, intrare, ac inibi mutuo conversari, & libere, more Mercatorio, tam cum Anglicis, quam cum aliis quibuscunque (cujuscumque Nationis vel Ritus fuerint) mercari, ibidemque morari & exinde ad Lares & Domicilia propria redire, & quo voluerint, quotiens placuerit, divertere, tam per Terram quam per Aquam, cum Bonis, Mercandisis, & Mercimoniis suis quibuscunque, Jura & Custumas, ratione Mercandisarum & Mercimoniorum suorum debita, fideliter persolvendo, salvis semper dicto Domino Regi, Hæredibus, & Successoribus suis, omni Jure ac remedio, eis, per Obligationes, per Commissarios & Procuratores dicti Magistri Generalis supra nominatos (de quibus infra dicetur) ipsius Magistri nomine factas, concessis & indultis.

Item, unanimiter concordatum, promissum est, & concessum, quod pro omnibus & singulis damnis, gravaminibus, & depredationibus, dicto Domino Regi, ac ipsius Subditis quibuscunque, ac cæteris omnibus, qui tempore dampnorum, gravaminum, & depredationum prædictorum, dicti Domini Regis Subditi fuerunt, vel sunt de præsenti, ante Datum præsentium, quomodocunque factis & illatis, dicto Domino Regi, aut ipsius Successoribus, per prædictum Magistrum Generalem, aut Successores suos, in plenam satisfactionem dampnorum, gravaminum, & depredationum prædictorum, solvi debent nonnullæ Pecuniarum Summæ Monetæ Anglicanæ, prout in Literis Obligatoriis, per prædicti Magistri Generalis Procuratores & Nuncios supranominatos in hac parte factis, & eorum Sigillis sigillatis, Procuratoribusque & Commissariis dicti Domini Regis prænominatis, traditis & liberatis, plenius continetur.

Item, condictum, concessum existit, & promissum quod nullus Subditus dicti Magistri Generalis, aut suorum Successorum, ratione vel occasione dampnorum, gravaminum, & depredationum prædictorum, per præfatum Dominum Regem, vel ipsius Successores, aut eorundem jussu vel Mandato, aut per alium quemcunque, qui, occasione vel causa dampnorum, gravaminum & deprædationum, de quibus superius memoratur, offensus fuerit vel dampnificatus, ipsorumve alicujus Procuratione vel instantia, capietur, arestabitur, incarcerabitur, vel detinebitur, nec Subditorum dicti Magistri Generalis, vel Successorum suorum, seu alicujus eorundem Bona capiantur, arestentur, vel detineantur.

Item, condictum est & concordatum, quod si contingat aliquem Ligeum vel Subditum dicti Magistri Generalis & Successorum suorum, contra formam Concordiæ & Concessionis proximo præscriptarum, gravari vel dampnificari, quod tunc Dominus Rex antedictus, & Successores sui Reges Angliæ, pro omni dampno, quod Subditi dicti Magistri Generalis, vel Successorum suorum, ea de causa injuste sustinuerint, vel aliquis eorum sustinuerit, plenarie dampnificato satisfacere teneantur, quod si Dominus Rex antedictus vel Successores sui in Regno Angliæ, congrue per Literas dicti Magistri Generalis, aut Successorum suorum requisiti, facere recusaverint, ex tunc post lapsum sex mensium, a tempore requisitionis hujusmodi proximo sequentium bene liceat, præfato Magistro Generali, qui est, & qui erit pro tempore, facta primitus fide oportuna de requisitione hujusmodi, tanta bona Subditorum dicti Domini Regis, in Terra Pruciæ reperta, arestare, quæ sufficere poterunt ad congruas satisfactionem & emendam indebite in hac parte gravatorum vel gravati, & ea sub aresto detinere; quousque condigna hujusmodi gravatis vel gravato satisfactio fiat & emenda.

Item, per Commissarios & Procuratores sæpefatos, concordatum, promissum & concessum existit, quod pro omnibus & singulis dampnis, gravaminibus & deprædationibus, dicto Magistro Generali & ipsius Subditis quibuscunque, tam Prucenis, quam Lyvoniensibus, ac cæteris omnibus, qui tempore dampnorum, gravaminum & deprædationum prædictorum, dicti Magistri Generalis Subditi fuerunt, vel sunt de præsenti, per dicti Domini Regis Ligeos & Subditos, ante Datam præsentium, quomodocunque factis & illatis, salvis semper dampnis & gravaminibus aliquibus dicti Magistri Generalis Subditis, ante Datam præsentium, per dicti Domini Regis Ligeos & Subditos, specialiter illis de Prucia illatis, in quibusdam aliis Literis indentatis, per nos, & inter nos, Procuratores & Nuncios prænominatos, confectis & sigillatis, quæ sunt de Data, in Civitate Londoniæ in Anglia quarto die Decembris Anno Domini millesimo quadringentesimo nono, nominatis & specificatis, dicto Magistro Generali, aut ipsius Successoribus, per dictum Dominum Regem, aut suos Successores, in plenam satisfactionem dictorum dampnorum, gravaminum, & deprædationum, Prucenis, & Lyvoniensibus, ac cæteris aliis, de quibus præmittitur, illatorum, solvi debent nonnullæ pecuniarum Summæ, prout in Literis obligatoriis ipsius Domini Regis, in hac parte factis, ac eisdem Procuratoribus & Nunciis dicti Magistri Generalis traditis & liberatis, plenius continetur.

Anno 1409.

Item, concordatum, concessum, atque promissum est, quod nullus Ligeus vel Subditus dicti Domini Regis vel Hæredum suorum, ratione vel occasione dampnorum, gravaminum & deprædationum prædictorum, per Magistrum Generalem antedictum, vel ipsius Successores, aut eorum jussu vel Mandato, aut per alium quemcunque, qui occasione vel causa dampnorum, gravaminum & deprædationum, de quibus superius memoratur, offensus fuerit vel dampnificatus, aut per eorum Procurationem vel instantiam capietur, arestabitur, incarcerabitur, vel detinebitur, nec Subditorum Domini Regis antedicti vel Hæredum suorum, nec alicujus bona eorundem capientur, arestabuntur, vel detinebuntur, reservato etiam semper prænominato Magistro Generali & ipsius Successoribus, omni Jure ac remedio, eis, per Obligationes (de quibus præmittitur) quovis modo quæsitis & competentibus.

Item, condictum est & concordatum quod si contingat aliquem Ligeum vel Subditum dicti Domini Regis, Hæredum aut Successorum suorum, contra formam Concordiæ & Concessionis proximo præscriptarum, gravari vel dampnificari, quod tunc dictus Magister Generalis, & Successores sui pro omni dampno, quod Ligei vel Subditi prædicti Domini Regis, Hæredum vel Successorum suorum, ea de causa, injuste sustinuerint, vel eorum aliquis sustinuerit, plenarie dampnificato satisfacere teneantur.

Quod si Magister Generalis antedictus aut Successores sui, congrue per Literas dicti Regis, vel Hæredum suorum requisiti, facere recusaverint, ex tunc post lapsum sex mensium, a tempore requisitionis hujusmodi, proximo sequentium, bene liceat præfato Domino Regi, qui est, & qui erit pro tempore, facta primitus fide oportuna de requisitione hujusmodi, tanta bona Subditorum dicti Magistri Generalis in Regno Angliæ reperta, arestare, quæ sufficere poterunt ad congruas satisfactionem & emendam indebite in hac parte gravatorum vel gravati, & ea sub aresto salvo detinere quousque condigna hujusmodi gravatis vel gravato satisfactio fiat & emenda.

In quorum omnium Testimonium atque fidem præsentibus Literis indentatis, penes præscriptos, Ricardum Merlowe, Johannem Kyngton, & Willielmum Askam, pro parte Angliæ, remanentibus, dicti Tedericus, Lysardus, & Johannes Crolowe, ex ipsorum certis scientiis, sigilla sua apposuerunt.

Dat. in Civitate Londoniæ, in Anglia quarto die Decembris Anno Domini millesimo quadringentesimo nono.

Prædictarum igitur Unionis & Concordiæ Fœderaque Pacis votivæ appunctuata, collaudata, sopita, & terminata, prout in omnibus suis clausulis & Punctis per utriusque Partis Procuratores & Deputatos antedictos, plenam Potestatem ad hoc habentes, ordinata, condicta, statuta sunt & promissa, nos, Frater Henricus, Magister Generalis antedictus de Consilio Venerabilium Fratrum nostrorum Concilii nostri, grata, rata recepimus & habuimus pariter & accepta, eaque juxta eorum continentias & tenores, cum omnibus eorundem emergentibus, incidentibus, dependentibus, connexis, pro nobis & Ordine nostro approbamus, ratificamus, & tenore præsentium, firmissime tenenda, inviolabiliterque & bona fide observanda, confirmamus, nec aliquid procurabimus aut faciemus, directe vel indirecte, secrete vel occulte, seu alias quovis quæsito colore, per quod tractata, conventa, statuta, promissa, reformata, finita, terminata, & concessa hujusmodi effectu debito frustrari poterunt quomodolibet seu impediri.

In evidens Testimonium omnium præmissorum Sigillum Ordinis nostri præsentibus est appensum. Dat. in Castro nostro Malenerburgh, vicesima quarta die mensis Decembris, Anno Domini millesimo quadringentesimo decimo.

Nos autem, appunctuata prædicta, ac omnia alia præmissa, juxta eorum continentias & tenores, cum omnibus eorum emergentibus, incidentibus, dependentibus & connexis, rata habentes & grata, ea pro parte nostra approbamus, ratificamus, & tenore præsentium firmissime tenenda, inviolabiliterque & bona fide observanda, confirmamus, nec aliquid procurabimus aut faciemus, directe vel indirecte, secrete vel occulte, seu alias quovis quæsito colore, per quod tractata, conventa, statuta, promissa, reformata, finita, terminata, & concessa hujusmodi effectu debito frustrari poterunt quomodolibet seu impediri.

In cujus rei Testimonium has Literas nostras Patentes fieri & magni Sigilli nostri munimine fecimus roborari. Dat. in Palatio nostro Westm. XXIV. die Maji.

Anno 1409.

CCXLIV.

1410. 5. Octob.

Instrument über die Theilung/ welche zwischen des Römischen Königs Ruperti vier Herren Söhne durch sieben Sprecher gemachet und getroffen worden/ aus welcher zu ersehen/ was vor Gütter der Churwürde unablößlich ankleben/ und was vor welche gleichsam als Erb-und für Allodial gütter getheilet worden/ und folglich noch also getheilet werden können. Datum Heydelberg auf den nächsten Freytag nach St. Michaelis 1410. [Lunigs Teutsches Reichs-Archiv. Part. Spec. Abtheil. IV. Absatz I. pag. 579. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans Thucelii Actorum Publicor. Tom. III. pag. 692. en Latin, & en François dans la Continuation des Actes & Memoires des Negociations de la Paix de Ryswick pag. 79.]

C'est-à-dire,

Instrument du Partage fait entre les quatre Fils de l'Empereur, Robert, par les sept Arbitres qu'ils avoient nommés, où l'on voit quels sont les Biens inseparablement atachés à l'Electorat Palatin, & ceux qui, comme Hereditaires & purement Allodiaux, ont été partagés & peuvent l'être encore. A Heidelberg le Vendredi après la St. Michel. 1410.

Wir/ diese nachgeschriebene/ mit Namen Raban Bischoff zu Speyer/ Hans von Hertzhorn/ Johan Khemmerer/ den man nent von Dahlburg/ Herman von Rodenstein/ Schwartz Reinhard von Sickingen/ Wiprecht von Helmstädt/ und den Knebel Ritter/ bekennen offenbahr an diesem Brieff/ als der Allerdurchlauchtigst/ Hochgebohrne Fürst und Herr/ Herr Ruprecht/ Römischer König/ zu allen Zeiten Mehrer des Reichs/ Unser lieber gnädiger Herr Seligen Gedächtnüß/ in seiner Kranckheit vor seinem Tode/ als zu seinem letzten Willen/ Uns sieben befohlen und begehret hat/ daß wir alle Brieff und Gemechts/ die vormahls von ihme und seinem Vatter/ und Alt-Vättern seeligen/ und auch eins theils von seinen Söhnen begriffen sind/ und in dem Gewölb zu Heydelberg ligen/ vor Uns sollen nehmen/ und darnach eine Ordnung unter seinen Söhnen machen/ als Uns dan düncke/ das gleichste und bequemste seyn/ und auch damit Unser aller Gewissen beladen hat/ nachdem wir ihme und seiner Herrschafft gewand währen/ und als die Hochgebohrne Fürsten und Herren/ Herrn/ Ludwig/ Pfaltzgrave bey Rhein/ des Heyligen Römische Reichs Obrister Truckses und Hertzog in Bayern/ und seine Brüdere/ Herr Johannes/ Herr Stephan und Herr Otto/ auch Pfaltzgraven bey Rhein und Hertzogen in Bayern/ Unsere gnädige lieben Herren/ und auch mit gantzem Fleiß und Ernst gebethen hant/ daß wir nach des obgenandten Unsers gnädigen Herrn des Römischen Königes seeligen Befehlnüsse und Begerung ein Ordnung unter ihnen machen/ und sie um ihre Herrschafft/ Land und Leuthe setzen und entscheiden/ als Uns dan düncke das gleichste und bequemlichste seyn/ als Unser gnädigster Herr der König seeliger Uns das entpfohlen habe/ und wie wir die obgenanten sieben oder der mehrer Theil unter Uns sie also setzen/ ordnen und entscheiden/ daß sie und ihre Erben das also getreulich/ vest und stet halten/ und auch gänglich vollführen und thun sollen und wollen/ sonder einigerley Intrag oder Irrunge/ als in den besigelten Brief-

fen

ANNO 1410.

sen darüber gemacht. Darauff wir auch geschworen haben/ alles cläriichen begriffen ist/ desselben wer die obgenanten sieben durch Beschlnüsse und Begerunge Unsers gnädigen Herren/ des Römischen Königs seeligen/ und durch fleissige und ernstliche Bitt/ der vorgenanten Unserer vier Herren/ and auch durch ihers und ihrer Lande besten Willen/ und sonderlich darum/ daß sie desto baß in Einträchtigkeit/ und ohne Zweyunge verbleiben/ Uns der Sachen angenommen/ und unterwunden. Und haben Brieffe und Gemächts/ die vormahls von Unserm gnädigen Hn. dem König seeligen/ von seinem Vatter und Alt-Vättern/ und auch eines theilst von seinen Söhnen/ Unsern Herren begriffen seyn/ vor Uns genommen/ und noch viel Erfahrunge/ und Rath weiser Leuthen/ die zu der Herrschafft gehören/ so seynd wie samentlich ohngezweyet/ und einträchtiglich überkommen/ nach Gelegenheit der Sachen/ und nach Unsers Herrn des Königes seligen letzten Willen und Begehrunge/ und nach allem Unsern Gewissen/ als Uns daß empfohlen ist/ und wir darzu verbunden seynd. So düncket es Uns/ daß es also das gleichste und bequemligste sey zwischen Unsern vorgenannten vier Herren ein Ordnung zu machen/ sie zu setzen und zu entscheiden/ umb ihre Herrschafft/ Land und Leuthe/ in dermassen/ alsdann hernach begriffen/ und geschrieben ist/ und wir ordnen/ setzen und entscheiden sie auch also in krafft dis Brieffes.

Dis nachgeschrieben ist Unserm Herrn Hertzog Ludwigen von der Pfaltz zugetheilet.

Zum ersten ist zu wissen/ wann Unser Herr Hertzog Ludwig ein rechter Pfaltzgrafe/ und des Reichs Churfürst ist/ rc. Darum soll er bevor aus haben/ und soll ihme bleiben/ daß auch vormahls ein Pfaltzgrafe/ und bey der Pfaltz zu bleiben verschrieben und vermacht ist/ mit Nahmen Stalcke/ die Veste über Bacherach gelegen/ und die Stadt Bacherach/ Stege der Thal/ und Strahlberg/ die Veste dabey gelegen/ Caubnrg und Stadt Pfaltzgrafen/ Senn die Veste im Rhein gelegen/ Churfrenberg die Veste Dieppach und Mannenbach/ die Thäle Sürberg/ die Veste Alltzey/ die Veste Burg und Stadt Neustadt/ die Stadt Wolffberg/ die Veste darhindern gelegen/ Manheim die Veste auff dem Rhein gelegen/ Weinheim die veste Stadt und Burg Lindefels/ die Veste/ Burg und Stadt/ und die zwo Vesten Heydelberg über der Stadt Heydelberg gelegen/ und die Stadt Heydelberg und Dielspurg/ Burg und Stadt/ und in dem Land zu Bayern Amburg/ die Stadt Waldeck/ die Veste Kemynechen/ die Stadt Helffenberg/ die Veste Haußburg/ die Veste Morach/ die Veste Rappurg/ die Stadt und Ruden die Veste/ die obgenandte Schlösser/ Städt und Bürge/ mit allen ihern Herrligkeiten/ Zöllen/ Geleiten/ Wildpähnen/ Fischereyen und mit allen Gerichten/ Vogtheyen/ Dörffeen/ Leuthen/ Güthera/ Gefällen/ und Zugehöeungen/ wie Unser Herr der König seelige die gelassen hat/ es sey versetzt oder verkümmert/ mit Schuld oder ohn Schuld/ und wie das biß auf diesen heutigen Tag dato dis Brieffes zu den obgenandten Schlösseen/ Burgen und Städten/ und in dieselbe Ampt gehöret hat/ ohn alle Gefährde/ soll der obgenandte Unser Herr Hertzog Ludwig bevor haben/ auch in der maß/ als vorgeschrieben stehet: doch was zu den andern Theilen in diesem Brieffe neuilich begriffen und verschrieben ist/ das soll auch dabey bleiben/ ohn alle Gefährde.

Es ist zu wissen/ daß wie die obgenant sieben die übriegen Herrschafften/ Land und Leuth/ wie die der obgenandt Unser Gnädiger Herr König Ruprecht selige gelassen hat/ über die vorgeschriebene Schlösser/ Burg und Städte/ mit allen ihren Zugehörden/ die zu der Pfaltz gehören und verschrieben sind/ als vorgeschrieben stehet/ in Vier theil begriffen hann/ nach viele Erfahrunge und Unsern besten Verstandnüsse/ ohne alle Gefährd/ Unsere vorgenante vier Herren/ ihr ieglichen ein Theil daran zu haben und ihme zu bleiben.

Hernach stehet Unsers Herrn Hertzog Ludwigs Theil/ das ihme zu der Pfaltz getheilt ist.

Zum ersten soll Unser Herr Hertzog Ludwig zu seinem Theil haben/ and soll ihm bleiben Germersheim/ Burg und Stadt Neuenburg/ die Veste auff dem Rhein gelegen mit dem Flecken darfür/ Ningenbuch Burg und Stadt/ den Weinzehenden zu Dörckheim Neckerau das Dorff und dreyßig Füder Weinpulte zu Lemicheim. Wann auch Unser gnädiger Herr König seeliger selber Unsers Herrn Hertzog Ludwig Hausffrauen/ der von Engelland seeligen/ das alles als in Witthumbs weise vorgegeben und verschrieben hat/ darzu soll Unser Herr Hertzog Ludwig auch haben Bretheim/ die Stadt Heydelffheim/ die Stadt Wintzingen/ die Vest Niderfelß/ die Veste Wegelnburg/ die Veste Waldeck auff dem Hunds-Rücken/ die neue Veste halb/ und das Theil un der alten Burg daselbst auch halb/ Otzberg die Burg/ und Herings davor halb/ und das Theil zu Ombstadt auch halb/ und die Theil zu Offenstein/ Reichshoven/ Mensterfelde/ Hochfelden/ Morsinmünster/ Hunenberg/ Weinenstein/ Lützelstein/ Enharthausen/ Alten-Baumberg und alten Wolffstein/ dieselben Theil alle gleich halb/ und die Theil zu Schawenburg/ auff dem Rhein/ und zu Rheinberg gantz/ und den Theil zu Lewenstein halb/ doch also/ daß Unser Herr Hertzog Ludwig die Burghüde/ und Güte von Lewensteins wegen allein ausrichten soll/ die obgenandten Schloß/ Burge und Städte mit allen ihren Herrligkeiten/ Geleiten/ Zöllen/ Wildpahnen/ Fischereyen/ und mit allen Dörfern/ Gerichten/ Vogtheyen/ Leuthen/ Güthern/ Nutzen/ Gefellen/ und allen Zugehörungen/ wie Herr der König seeliger das gelassen hat/ es sey versetzt oder verkümmert/ mit Schuld oder ohne Schuld/ und wie das bis auf den heutigen Tag/ Datum diß Brieffs zu den obgenandten Schlössern/ Burgen und Städten/ and in dieselben Ampt gehöret hat/ ohe alle Gefährde/ soll Unser Herr Hertzog Ludwig haben in dermassen/ als vorgeschrieben stehet/ auch soll Unser Herr Hertzog Ludwig zu seinem Theil haben/ und soll ihme bleiben die Pfandschafft zu Rockenheußen/ und zu Westhoven/ und die Theile der Dörffer Gedrunßheim/ und den Zehenden zu Zelle. Obenwendig Bensheim mit allen Nutzen und Zugehörden/ das alles in der Herrschaffe Händ kommen ist/ nach den Zeiten/ daß die Brieffe gemacht seynd/ was Schloß und Zugehörden den Pfaltzgrafen/ und bey der Pfaltz verbleiben sollen/ so soll Unser Herr Hertzog Ludwig auch haben/ und soll ihm bleiben/ Stromburg/ Burg und Thal mit allen Nutzen/ Dörffern und Zugehöeungen zwey Theil daran/ und die Stadt Gemunden auf dem Necker/ wann Unser Herr Hertzog Ludwig Stromburgs und auch Gemunde nicht entperen mag/ auch sein Land hieoben in sein Land hinab in dem Rheingebürge/ und auch die Straß auff dem Necker uuff und abzureiten und zu kommen/ doch also/ daß Unser Herr Hertzog Ludwig Unserm Herrn Hertzog Otten gegen denselben Pfandschafften zu Rockenhausen/ und zu Westhoffen/ und gegen den Theilen Gondrunßheim/ Onßheim/ Dallsheim/ und Niederflersheim/ und gegen den Zehenden zu Zelle/ und gegen den zweyen Theilen an Stromburg/

ANNO 1410.

burg/ und auch gegen der Stadt Gemunde geben solle in seinem Theil ein jährlich Gelt/ mit Nahmen neunhundert Gülden Golts/ alle Jahr auff Weyhnachten/ und wir meinen/ daß Unsern Gnädigen Herrn Hertzog Ludwigen/ dieselbige vorgeschriebene Schlösse und Güther nützlicher seyn sollen/ und das Unsern Herren Hertzog Otto die vorgeschriebene neunhundert Gülden Geldts jährlicher Gült nach Gelegenheit seines Theils auch nützlicher seyn sollen/ und dieselb vorgeschriebene jährliche Gült der soll Unser Heer Hertzog Ludwig Unserm Herrn Hertzog Otto beweisen/ und ihnen derselben wohl sicher machen/ daß er daran wohl versorget werde/ also daß er Genügen daran haben möge/ nach möglichen Dingen ohn alle Gefehrde/ so haben wir Bretheim und Heidolßheim in Unsers Herrn Hertzog Ludwigs Theil begriffen/ darumb daß er das Closter Maulbronn desto baß befrieden und beschirmen möge/ doch also/ wann Oberheim und Moßbach von deswegen der alten Marggräfin von Baden Unserm Heern Hertzog Otten ledig würde/ in dermassen/ als hernach begriffen ist/ und daß dem Marggrafen von Baden oder seinem Erben Bretten und Wissenloch davon werden/ daß dann Unser Here Hertzog Ludwig Bretten/ Wissenloch und anders/ was damit hefften würd selber lösen oder ledigen soll mit viertzehen tausend Gülden Haupt-Geldes/ und mit dem Schaden/ ob Schaden drauff gehen wurde.

Unsers Herrn Hertzogs Johanns Theil.

ES soll Unser Herr Hertzog Johanns haben in dem Land zu Bayern/ wann Unser gnädiger Hr. der König seeliger selber ihme u. eines Theils seiner Hauß-Frauen in Witthums-weise das auch vorgegeben und verschrieben hätt/ und das ist mit Nahmen/ das er zu seinem Theil haben und ihme bleiben soll/ zum ersten Kanne die Stadt/ Bruck die Burg und den Marckt daselbst/ Neuenburg Burg und Stadt/ Wettermfeld die Veste/ Denckßperg die Veste/ Langfeld die Veste/ und den Marckt darunter/ Kalumtz die Veste und den Marck darunter/ Stockenfelß die Veste/ Hochenfelß die Veste/ Hemburg die Stadt/ Velburg/ Burg u. Stadt/ Neumarck/ der Stadt Heimberg die Veste/ Altorff die Stadt/ Pfaffenhoven die Veste/ Sultzbach Burg u. Stad/ Rosenberg die Veste/ Bopperg die Veste/ Hersprug Burg u. Stadt/ Schwabenstein die Burg/ Grimsperg die Veste/ Segensperg die Veste/ Segenstein die Veste/ Nittenau den Marckt/ Röttingen den Marckt/ Neuenkirchen den Marckt/ Schwenckerdorff den Marck/ und Sendmule den Marckt/ die obgenannte Schlösse/ Burg und Städte und auch die Marckte mit allen ihren Herrligkeiten/ Geleiten/ Zöllen/ Wildpahnen/ Fischereyen/ und mit allen Dörffern/ Vogtheyen/ Leuthen/ Güthern/ Nutzen/ Gesellen und aller Zugehörden/ wie Unser Herr der König seeliger das gelassen hat/ es seye versetzt oder verkümmert/ mit Schuld oder ohne Schuld/ und wie das bis auff diesen heutigen Tag datum diß Brieffs zu den obgenandten Schlössen/ Bürgen/ Städten/ und Märckten/ und in dieselben Ampt gehöret hat/ ohne alle Gefehrde/ soll Unser Herr Hertzog Johanns haben in der maß/ als vorgeschrieben stehet/ und darzu soll auch der Ehegenandte Unser Herr Hertzog Hanß haben/ und soll ihme bleiben in alle dem Rechten/ als diß Unser Herr der König selige daran gehabt hat/ mit Nahmen Urbach Burg und Stadt/ Tarndorff die Veste/ Schenbach die Stadt/ Hollenberg die Veste/ Hertenstein die Veste/ den Roderburg/ Burg und Vorburg/ Hierzau Burg und Stadt/ Bernau Burg und Stadt und Wildenau/ die Burg Thurnbach/ Schneitach und Kirchthumbach M[illegible] ärckt mit allen ihren Herrligkeiten/ Geleiten/ Zöllen/ Wildpahnen/ Fischereyen und mit allen Dörffern/ Gerichten/ Vogtheyen/ Leuthen/ Güthern/ Nutzen/ Gesellen und allen Zugehörungen/ wie Unser Heer der König seelige das gelassen hat/ es sey versetzt oder verkummert/ mit Schuld oder ohn Schuld/ und wie das bis auff diesen heutigen Tag/ Datum dis Brieffes/ zu den obgenanten Schlössen/ Burgen/ Städten u. Märckern/ und in dieselben Ampt gehöret hat/ ohn alle Gefährde/ soll Unser Heer Hertzog Hanß auch haben in der massen/ wie vorgeschrieben stehet.

ANNO 1410.

Unsers Herrn Hertzog Steffans Theil.

SO soll Unser Heer Hertzog Steffan haben/ wann Unser Heer der König seelige selber Unsers Herrn Hertzog Steffans Hauß-frauen daß ein Theil in Witthumbsweise auch vorgegeben und verschrieben hat/ und das ist mit Nahmen/ das er zu seinem Theil haben und ihm bleiben soll. Zum ersten Symmern auff dem Hunds-Rucken Burg und Stadt/ Laupach die Stadt/ Horrein die Stadt auff dem Hundsrucken zu mahl und gantz/ was die Herrschafft darnuf fallende liegende und Höffe Deilberg/ die Veste uf dem Sahne/ und Leyhenheim/ das Dorff uf der Nahe/ Strumburg die Veste/ und den Thal darunter mit allen Dörffern/ Nutzen und Zugehörungen ein Drittheil davon/ Waldeck die neue Vestungt uf den Hundsruck halb/ und das Theil daselbst an der alten Burg/ auch halb/ Bolanden die Veste/ Ruprechts Ecke/ die Veste mit den Dörffern Bibelicheim und Weinheim/ Triefelß die Veste/ Anweiler die Stadt/ Zweyenbrücken/ Burg und Stadt/ Hornbach die Stat/ Bergzabern Burg und Stadt/ Kirchel die Veste/ Newensteel die Veste/ die Theil gantz/ an den Vesten Gutenberg und Falckenburg/ Weyseld und zu Gerenberg bey der Mosel/ und die Theil gleich halb zu Altenburg an Burg und Thal zu alten Wolffstein/ zu Offenstein/ Reichshofen/ Münsterfeld Hochfelden/ Morßmünster/ Hunenberg/ Winnenstein/ Lützelstein und zu Euchartshaußen/ und den Theil zu Fronßheim/ die obgenandte Schlösse/ Burg und Städte/ mit allem ihren Herrligkeiten/ Geleiten/ Zöllen/ Wildpahnen/ Fischereyen/ Gerichten/ Vogtheyen/ Dörffern/ Leuten/ Gütern/ Nutzen/ Gesellen und allen Zugehörungen/ wie Unser Herr der König seelige das gelassen hat/ es sey versetzet oder verkummert/ mit Schuld oder ohne Schuld/ und wie das bis auff den heutigen Tag Datum dieses Brieffes zu den obgenandeen Schlössen/ Burgen und Städten/ und in dieselben Ämte gehöret hat/ ohne alle Gefährd/ soll Unser Herr Hertzog Steffan haben in der maß/ als vorgeschrieben stehet/ und wann Unsere Gnädige Frau die Hertzogin von Sponheim von Todtes wegen abgehet (die GOtt lange fristet) so soll Unserm Herrn Hertzog Steffan alsdann zu seinem Theil auch gefallen/ werden und ihme verbleiben Wachenheim auff der Hart/ Burg und Stadt/ Lamßheim die Stadt/ und Agersheim die Stadt/ mit Zöllen/ Dörffern/ Nutzen/ Gefällen/ und allen ihren Zugehörungen als sie dieselben Burg/ Städte/ Zölle und Dörffer zu ihrem Witthumb jetzt inne hat/ und wann Heinrich Kemmerer/ Ritter von Todtes wegen abgehet/ so soll sein Gut zu Lambsheim/ wie er das der Herrschafft vormahls verschrieben hat/ und auch die Burg Heuchelicheim mit aller ihren Zugehörde dem ehegenandten Unserm Herrn Hertzog Steffan alsdann zu seinem Theil auch gefallen/ werden und ihme verbleiben.

[illegible] Hertzog Otten Theil.

SO soll Unser Herr Hertzog Otto zu seinem Theil haben/ und soll ihm bleiben zum ersten

Sunß-

Anno 1410. Sunßheim Burg und Stadt / Käysersiwerd auff dem Rhein gelegen / den Wieder-Fall nach Tode des Graven von Cleve / und die losunge und alle Recht daran Hebitzheim die Veste bey Dieburg gelegen / Ottsperg die Burg und Hernigs darvor halb / und das Theil zu Omstadt auch halb / Waldeck die Veste auf dem Odenwalde / Eberbach am Necker Burg und Stadt / Winnenburg die Veste / Leidenburg und Stadt Obreckheim / und Obreckheim die Vest und Moßbach Burg und Stadt / Wiltperg in Schwaben / Burg und Stadt / Bulach die Stadt / Weuherbach die Veste / Steinsperg die Veste / Dilspach die Stadt / Alten Weissenbach die Veste / Weingarten am Bruchrhein Burg und Dorff / der Theil zu Lewenstein halb an Burg und Stadt / und Wildenstein / die Veste auff der Tonau / die obgenandte Schlösse / Burg und Städte mit allen Herrligkeiten / Zöllen / Geleiten / Wild-Bahnen / Fischereyen / Dörffern / Gerichten / Vogtheyen / Leuthen / Güthern / Nutzen / Gefällen / und allen Zugehörungen / wie Unser Heer der König seel. das gelassen hat / es sey versetze oder verkümmert / mit Schuld oder ohne Schuld / und wie das diß auff diesen heutigen Tag Datum diß Brieffs zu den obgenandten Schlössern / Bürgen und Städten / und in dieselben Ampt gehöret hat / ohn alle Gefährde / soll Unser Herr Hertzog Otto haben / in der Maß / als vorgeschrieben stehet / und wann Unsere gnädige Frau die Römische Königin von Todteswegen abgehet / (die GOTT lange friste) so soll Unserm Herrn Hertzog Otten alsdann zu seinem Theil noch gefällen / werden und ihme bleiben / Stralenberg die Veste / Schrißheim die Stadt / und die Vorstadt davor / Heimßbach die Veste / Wellesaw die Veste / und Weissenbach Burg und Stadt / mit allen Dörffern / Gerichten / Vogtheyen / Wildpahnen / Fischereyen / und mit allen guten Gülten / Nutzen / Gefellen und allen Zugehörungen / die zu dem obgenandten Bürgen und Städten gehören / ohn alle Gefährde / daß Unsere gnädigt Frau / die Römische Königin zu ihren Widthumb jetzund innhat. Darzu soll Unser Herr Hertzog Otto zu seinem Theil auch haben die neunhundert Gülden Gelds / die ihme Unser Herr Hertzog Ludwig gegen der Pfandschafften zu Rockenhausen u. Westhoffen / und gegen den Theilen der Dörffer / Gombremßheim / Onßheim / Daißheim und Niedern-Fleißheim / und gegen den Zehenden zu Zelle / und gegen den zweyen Theilen Stromberg und auch gegen der Stadt Geminden jährlich geben soll / als auch obgeschrieben stehet. Und wann nun Unsers Herrn Hertzog Ludwigs Theil über das bevoraus zu der Pfaltz gehöret / dessee ist / dann Unsers Herrn Hertzog Otten Theil / darum so soll Unser Hertzog Ludwig von seinem Theil Unserm Herrn Hertzog Otten auch geben alle Jahr zu Weyhnachten tausend Gülden / und soll ihme die beweisen / und ihme der sicher machen in der massen / als die neunhundert Gulden Gelds / als vorgeschrieben stehet / ohne Gefährde. Und darzu soll Unsee Herr Hertzog Ludwig Unserm Heern Hertzog Otten bruderlich und freundlich bey ihm und wo er mit ihme hineeitet / in seiner Cose haben / und halten mit sechzehen Pferden / so selb sechzehn Peesenen / und soll ihme auch Heu und Futter thun geben nach zeitlichen Dingen und Beschlag-Geld und Herberge / und Stallung ohne alle Gefährde. Wann aber Unser Herr Hertzog Ludwig seinen Bruder obgenannt nicht länger also bey ihm haben wolt / so möchte er ihme das ein vierthel Jahe vorher absagen / und so solte alsdann Unser Heer Hertzog Ludwig Unserm Herrn Hertzog Otten vor das halten / als vorgeschrieben stehet / alle Jahr auff Weynachten auch tausend Gülden geben / wann auch Unser Heer Hertzog Otto nicht länger bey seinem Bruder also bleiben wolte / so möchte er ihm das auch ein viertehel Jahr bevor absagen / und so solte alsdann Unser Herr Hertzog Ludwig Unserm Herrn Hertzog Otten vor das enthalten / als vorgeschrieben stehet / alle Jahr auff Weynachten achthundert Gülden geben / und ob das von ihr einem also abgesagt würde / so solte alsdann Unser Herr Heertzog Ludwig Unserm Herrn Hertzog Otten / der tausend Gülden / oder die achthundert vor das halten / nachdehm / welcher es dem andern abgesagt / beweisen / und ihme der sicher machen / als die andert vorgeschriebene jährliche Gülten ohne alle Gefährde / doch ist zu wissen / wann Unsere Gnädige Frau / die alte Marggräfin von Todts wegen abgeht (die GOTT lange friste) daß Unserm Herrn Hertzog Otten Oberckheim und Meßbach mit ihren Zugehörden an seine Hand gefallend / so soll alsdann Unser Herr Hertzog Ludwig der obgeschriebenen tausend Gülden jähelichen Gülten / achthundert Gülden Gelds ledig seyn. Und wann Unsere Gnädige Frau die Römische Königin von Todts wegen abgehet / (die GOTT lange friste) das Stralenberg / Schrießheim / Heußbach / Wissenbach und Wellersaw mit ihren Zugehörungen Unserm Herrn Hertzog Otten in seine Hand gefallen / so soll alsdann Unser Herr Hertzog Ludwig der übeigen zweyhundert Gülten an den tausend Gülden Gelts / und auch der jährlichen Gulte vor das halten / als vor begriffen und unterscheiden ist / und auch seinen Bruder länger bey ihme behalten / als gäntzlichen quitt und ledig seyn. Anno 1410.

Das ist Unserm Herrn Hertzog Ludwigen gefallen nach Todt der Königin.

UND nach Unser Frauen Königin der Todt so soll alsdenn Unserm Herrn Hertzog Ludwigen auch zu seinem Theil gefallen / werden / und ihme bleiben Laudenburg die Stadt halb / und der Stein die Veste auch halb mit allen ihren Nutzen und Zugehörden / wann das der Herrschafft von dem Stifft zu Wormbs also versetze und verschrieben ist / daß es der Pfaltzgrafe haben und auch den Stifft von Wormbs schirmen soll / doch so soll auch alsdann Unsee Herr Heertzog Ludwig Unsern Herrn Hertzog Otten gegen Laudenberg und gegen dem Stein geben an jährlicher Gult mit Nahmen funffthalbhundert Gulten Gelds / alle Jahr auff Weynachten / und derselben funffthalb hundert Gulten Gelds jährlichen Gulte soll Unser Herr Hertzog Ludwig Unserm Herrn Hertzog Otten beweisen / und ihme die wohl sicher machen / daß er daran wohl versorgt werde / also daß ee auch ein Genugen daran haben möge / nach möglichen Dingen ohn alle Gefährde. Auch soll Unser Herr Hertzog Johannes haben / und soll ihme bleiben Eckmuhle die Veste mit allen ihren Zugehörungen in demselben Rechten / als Unser Herr der König seelige daran gehabt hat / ohn alle Gefährde.

Auch ist zu wissen / daß zu diesen nachgeschrieben Schlössen / und zu den Theilen an Schlössen mit Nahmen Gremberg bey der Mosel / Willperg auff dem Sone / Waldeck auff dem Hundsrucke Schönberg uber Wesel / Rheinberg hinter Lohr / alten Baumberg / alten Wolffstein / Weitzingen bey der neuen Stadt / Neudenfels / Weyelnburg / Ostenstein / Reichshofen / Hochfelden / Winnterfeld / den Morßmunster / Lutzelstein / Einbartzhausen u. Winnstein / und auch Haweberg / als die in Unsers Hrn. Hertzog Ludwigs und Hertzog Steffans Theil begriffen seynd / und Wildenstein an der Thonau / das in Unsers Herrn Heertzog Otten Theil begriffen

Anno 1410.

sen ist/ als wenig darzu hört/ und zu ihr eintheiln/ zumalen nichts/ als daß man daran sie zu behüten noch legen/desgleichen an etlichen Schlössen za Bäyern/ die in Unsers Herrn Hertzog Johannis Theiln begriessen seynd/ auch wohl seyn mag.

Auch als Unsers Herrn Hertzog Johansen Freunde fürbracht hant/ daß derselb Here Hertzog Johannes mit seinem Heurath Geld/ mit sechs und zwantzig hundert Gülden gelöset und lediget habe solche Jährliche Gülte/ die vermahls auf der Stadt zu Amberg verschaffe und versetze wären/ und als sie Uns auch fürbracht hane/ daß die verbrieffte/ verborgte und wissentliche Schuld/ die die Herrschafft droben in dem Lande zu Bäyern schuldig ist/ daß darnach sie eilfftausend/ sechshundert und acht und dreyßig Gülden darvor weder Schloß/ Ampt oder ander Gut/ oder Gülte versetzt/ oder verhefft sey/ dieselb Schuld soll Unser Herr Hertzog Johannes allein bestallen/ bezahlen und ausrichten/ und wäre das mehr/ das soll er auch ausrichten/ doch soll Unser Herr Hertzog Ludwig ihme daran zu volleist/ und auch vor die ehegenandter sechzehen hundert Gülden/ damit er die vorgenanten Jährliche Gülden zu Amberg mit seim Heurath-Geld gelöst und erledigt hät/ als vorgeschrieben steht/ acht tausend Gülden geben/ die Unser Herr Hertzog Ludwig von seinen Nutzen und Gefällen zu Amberg und in dem Land zu Bäyern/ das zu der Pfaltz gehöret/ Unsern Herrn Hertzogen Johansen soll lassen werden und gefallen in vier Jahren nechst nach einander folgende/ die angehen sollen auf Ostern nach Korn-Erndte/ nemlich jedes Jahr zweytausend Gulden/ und er soll auch mit seinen Amptleuten/ und den seinen schaffen und bestellen/ daß ihme das eines jeglichen Jahrs also werde und gefalle/ ohngehindert/ ohngefährde/ darzu soll Unser Herr Hertzog Johannes auch zu volleist haben die sechstausend Gulden/ die Burggraffe Hanß von Nürnberg der Herrschafft noch schuldig ist/ dieselb Schuld ihm allein zugehören soll. Und als Uns auch Unsers Herrn Hertzog Ludwigs Freunde fürbracht hane/ daß die verbrieffte/ verbürgte und wissentliche Schuld/ die die Herrschaffe hirnieden am Rhein schuldig ist/ daß der noch sey ein und dreyßig tausend Gülden/ dreyhundert und vier und zwantzig Gülden/ darvor weder Schloß/ Ampt oder ander Gut oder Gült versetzt oder hafft sey/ dieselbe Schuld soll Unser Herr Hertzog Ludwig allein bestellen/ bezahlen und ausrichten/ und dieselbige Summa ist geschlagen und gerechnet vierhundert Gülden/ die man schuldig ist/ Helenen Haff nackerin/ item vierhundert Gulden einer Wierspergerin/ item vier hundert Gulden Barbaren Fürstermuen/ item vier hundert Gülden Agnesen Kertzlin/ item vierhundert Gulden einer Hirßbergerin/ item vier hundert Gülden Wilhelm Rommeln/ item zwey hundert Gulden Balthasar von Weldaw Rittern/ item hundert und ein und funfftzig Gülden Feitz Licken von Schwabach/ doch soll Unsern Herrn Hertzog Ludwigen daran zu volleist/ und auch dagegen daß er Unserm Herrn Hertzog Johanßen an den vorgeschriebenen Schulden zu Bayern/ in vier Jahren acht tausend Gülden geben soll/ als vorgeschrieben stehet/ werden und gefallen der Wiederfall/ nemlich die zwantzig tausend Gülden/ daß Unser vier Herren von Unser Frauen Osterreich/ ihrer Schwester seeligen wegen auff den Schlössen Rottenburg am Necker, und den andern wartende seynd/ derselbe Wiederfall dem obgenanten Unserm Hertzog Ludwig allein werden und zugehören soll.

Auch sollen alle Edelmanne an dem Rhein und zu Bayern/ ihre Lehen von Unserem Herrn Hertzog Ludwigen dem Pfaltz-Graffen haben und empfahen/ wo und an welchen Orten die gelegen seynd/ und auch alle Ritter und Knecht/ die ihr Lehn nicht liegend haben in den Theilen Unsers Herrn Hertzog Hanß/ Hertzog Steffans und Hertzog Ottens/ welche Ritter oder Knechte aber in derselben Theil eynem seyn Lehn liegen hätte/ aber daß man ihme sein Lehen ausser derselben Theil eynem handreiche/ der soll sein Lehn haben/ und empfangen von dem Herrn/ der dasselbig Theil dann hat angehendt.

Es sollen auch alle Burgmänne/ es seyn Herren/ Ritter oder Knechte/ jeglicher seyn Burglehen haben und empfangen/ und von dem Hn. der das Schloß hat/ da er Burgmann ist/ ohne gefährd.

Es sollen auch Unsere vorgenante vier Herren/ ihr jeglicher die Lehen/ die zu seinem Theil gehöret/ haben und empfahen von dem Herrn/ dem sie zu Lehen rurendt.

Es sollen auch die vorgenante Unsere vier Herren ihr keiner mit dem andern zu Krieg oder zu Feyndschafft kommen/ durch keinerley Sach oder Geschicht willen/ und es sollen auch ihrer Diener mit seinen Schlössen/ Landen und Leuthen wider den andern nicht seyn noch thun/ ohn gefährde/ und sollen deß ein freundliche/ einige mit einbegriffen und verbriefen in der besten Form/ darin auch begriffen seyn soll/ ob sie samtlich oder sonderlich ihrs mit einzuschicken gewunnen/ wie man das zwischen ihnen austrägen und richten soll. Auch in derselben Eynigung begriffen von ihr Diener wegen/ als sie trawen/ daß es das bequemlichste sey/ daß die auch desto baß in Freundschaffe und ohne Krieg bleiben mögen/ ohn gefährde. Und in diesem allen vorgeschriebenen Stücken/ Puncten und Articklen/ und ir jeglichen besonder soll gäntzlich ausgescheiden seynd alle Gefährde und Argelist/ und dieser vorgeschriebenen Ordnunge/ Satzunge und Entscheidung/ han wir Raban Bischoff zu Speyer/ Hanß von Hierßhorn/ Johann Kemmerer/ Herman von Rodenstein/ Schwartz Reinhard von Sickingen/ Wiprächt von Helmstädt/ und dem Knebel Ritter vorgenandt/ zu wahren Uhrkundes Unser jeder seyn eygen Insigel an diesen Brieff gehangen/ der geben ist zu Heydelberg nach Christi Geburth in dem vierzehenhunderten und zehenden Jahr/ auff dem nechsten Freytag nach S. Michaels des heyligen Ertz-Engels-Tages/ &c.

CCXLV.

2. Nov.

Orleanois et Bourguignons.

Traité de Paix fait entre les ORLEANOIS & *les* BOURGUIGNONS, *au Château de Wicestre près de Paris, le* 2. *Novembre* 1410. [Continuation de l'Histoire & Chronique de Flandre par DENIS SAUVAGE, pag. 197. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans les Chroniques de MONSTRELET, Tom. I. fol. 102.]

LE second jour de Novembre, estans assemblés au Chasteau de Vicestre, dont ce Traité de Paix prit son nom, veindrent à conclusion, par la forme suivante. C'est assavoir quant aux principaux poincts, que les Princes du Sang Royal, tant d'un costé que d'autre, (excepté le Comte de Mortaigne) retourneroyent en leurs Terres & Signeuries, remenans leurs gens de Guerre, avec le moins de dommage qu'ils pourroyent faire au plat-Païs, & sans passer sur les Terres les uns des autres. Que nuls desdicts Princes & Signeurs ne retourneroyent devers le Roy: sinon qu'il les mandast par Lettres Patentes, scellees de son grand Seau, & confirmees par son Conseil, pour cause nécessaire: &, s'il avenoit qu'il mandast le Duc de Berry, semblablement il manderoit le Duc de BOURGONGNE: & ainsi, au contraire, mandant le Duc de Bourgongne, il manderoit le Duc de Berry. Que nuls desdicts Princes & Signeurs ne procéderoyent plus doresnavant les uns contre les autres par voye de faict, ne de parolles outrageuses, sur telles peines, que le Roy ordonneroit par Conseil. Que le Roy estroit quel-

ANNO 1410. quelques personnes suffisantes & idoines, non suspectes, ne pensionnaires d'aucune des deux Parties, ains ayans seulement serment au Roy, pour estre de son Conseil, apres que les Signeurs d'un costé & d'autre les auroyent approuvees. Que les Ducs de Berry & de Bourgogne auroyent par-ensemble le gouvernement de Monsieur le Dauphin; & de commun consentement commettroyent qui auroit telle charge, au lieu d'eux, en leur absence. Finalement, que Messire Pierre des Essars, Prevost de Paris, seroit privé de tous Offices Royaux, y pourvoyant le Roy de tels autres Officiers, que bon luy sembleroit.

CCXLVI.

7. Nov. Verneuerte Ainung auf acht Jahr/ zwischen Graff Eberhart zu Würtemberg/ und der Stadt Eßlingen/ zu handhabung des Landfriedens/ nebst einigen erläuterungen das Commercium betreffend/ aufgerichtet zu Stuttgart Mitwoch vor S. Martins-Tag 1410. [JOH. PHILIP. DATT, Volumen Rerum German. Novum Lib. I. Cap. XII. pag. 82. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans LUNIG, Teutsches Reichs-Archiv. Part. Special. Abtheil. IV. Contin. II. Absatz VII. pag. 683.]

C'est-à-dire,

Renouvellement de la Confederation faite entre EBERARD *Comte de Wirtemberg, & la Ville d'*ESLINGEN, *pour le maintien de la Paix publique, avec quelque Amplification en faveur du Commerce, maintenant renouvellée pour huit ans. A Stutgart le Mecredi avant la Saint Martin* 1410.

WIr Eberhart Grave zu Würtemberg tun kunt/ mit diesem Brieff allermenglich/ daß wir durch beßers nuzes/ schirmes und frides Unser Land und Lüte/ Uns mit den Ersamen/ Wisen/ dem Burgermeister/ Räten und allen Burgern gemeinlich/ Rychen und Armen der Statt zu Eßlingen verainet und verbunden haben/ diese nägste acht Jare/ so nach ainander nach datum diß Brieffs kommend sind/ in der maaß als hernach stet. Des Ersten: Sollen und wollen wir sy mit guten truwen meynen/ noch wider sy nit sin/ noch mit in zu Kriegen kommen/ noch jr Viendt in Unseen Schloßen/ Landen noch Gebieten/ wißentlich nit haben/ husen noch hosen/ noch sy keins wegs fürschiben/ noch in zulegen die vorgeschriben zyt und Jar uß/ getrulich und an alle geverde. Were ouch/ ob jemand/ wer der were/ die egenanten von Eßlingen/ jr Burger/ die ihren/ und die jn zu versprechen stend/ Edel oder Unedel/ Geistlich oder Weltlich angriff und beschädigte/ mit Mord/ Raub/ Brand/ Nom/ mit unrechtem vaden und widersagen/ oder andern Sachen/ mit gewalt oder wider Recht/ wie das beschehe: darzu sullen wir inen mit den Unsern/ die denn der getäte gelegen und geseßen sind/ getrulich und ungevorlich beholffen sin/ mit zuziehen/ mit nachylen zu frischer getat/ von ainem Mittentag biß zu dem andern/ so bald wie deß innen oder gewahr werden/ oder Uns/ oder Unsern Amptlüthen daß von inen verkünt oder gemanet werden/ ungeverlich. Und sullen ouch inen Unsre Sloß/ Stette und Vestinen/ offen sin/ zu allen iren nöten/ wider menglich/ sich daruß und darin zu behelffen/ die vorgescheiben Jar uß/ on all geverde. Ouch wer es/ ob die egenanten von Eßlingen/ jr Burger und die ihnen zu versprechen stend/ mit gewalt oder wider Rechts überzogen und beseßen wurden/ so sullen wir das getrulich helffen weren/ und darzu tun glicher wise als ob es Unser aigen Sach und getat wäre/ und Uns selber angieng/ daß sollich gewalt und unrecht widerstanden und abgetan werde/ on all geverde. Wer es auch/ ob jemant/ wer der were/ den egenanten von Eßlingen/ iren Burgeen oder den iren/ und die jn zu versprechen stend/ unglichs und widerrechts thäten/ und daß sie derwider tun und uf den oder dieselben/ die jn also unglichs und widerrechts thäten/ ziehen und die besitzen wurden/ oder wolten/ dorzu sollen wir inen beholffen sin/ und ihnen zweyhundert gewapneter Mann zu hilff und zu geleger schicken: die bey ihnen als laug ligen sullen/ uf Unsern kosten/ biß solich unrecht und gewalt erobert wirt/ oder/ biß sich derselb an glichem rechten von ihnen benügen laßen will/ in der maaß/ als hernach von des teglichen Kriegs wegen geschriben stet/ ungevorlich. Und ob solche geleger weren/ ob sie den icht Sloß gewunnen/ dieselben Sloß sollen und mügen sy in selber hoben/ und damit tun und lauffen/ nach iren willen; doch daß sie versorgen sullen/ daß Uns/ Unsern dieneen/ noch den Unseen dhein schad von deßelben gewinnens wegen uferstande/ noch doron komme ungevorlich. Und ob die egenanten von Eßlingen zu solichen sachen und gelegern Unsers gezeügs und wercklüte bedürffen wurden/ wenn sie uns den darumb bitten und entbieten/ so sallen und wellen wir inen Unseen gezüg und wercklüte darzu lihen und bruchen lauffen: doch daz wir dez keinen schaden haben sullen/ und an Unsern schaden holen und wider heim schicken sullen/ ohn all geverde. Wer es ouch ob icht gefangen wurden/ so die getät der von Eßlingen wer/ und ob wie oder die Unsern ouch daby weren/ so sullen und mügen sie dieselben gefangen zu iren handen niemen/ doch das sie redlich gehalten werden/ nach Kriegs-recht/ und daß ouch derselben gefangen dehainer/ so also gefangen wurden/ nicht berechtet noch hingetan sullen werden den mit Unserm wißen und willen/ doch daß gen denselben gefangen allen versorgt werde/ das Uns/ Unsern dienern/ noch den Unsern dhein schad von ihnen fürbaß mer beschehe/ noch widersar von der gefängnus wegen/ ungeverlich. Were ouch/ ob die egenanten von Eßlingen mit jemand/ wer der wer/ zu teglichen Krieg kemen/ also daß in nit recht vollgan möchte/ oder sy widerrechts bekriegt wurden/ wenn dann wir darumb umb hilff von den egenanten von Eßlingen ermant werden/ mit ihrem offen versigeltem Brieff/ so sullen wir in den nechsten vierzehen tagen nach ihr manung/ dry Unser Rete schicken gen Nallingen/ gen Wiler/ oder gen Dürnkain/ dahin sy denn zwen uß irem Rate/ welche wir ihn benennen/ ouch schicken sullen/ und wie dieselben fünff oder der merer theil under ihnen erkennen/ womit/ und wie wir ihnen zu demselben teglichen Kriege beholffen sin sullen/ daß sullen und wellen wir fürderlich und getrulichen tun/ an all geverde/ als lang biß der egenanten von Eßlingen dem oder den/ mit den sy also zu teglichem Krieg kommen weren/ recht widerfort/ oder sich dieselben an glichem rechten benügen lauffend/ ungevorlich. Und were/ ob der oder dieselben/ mit den sy also teglichen Krieg hetten/ oder ihr helffer derzu bracht wurden/ daß sy sich an glich oder an recht benügen/ oder sich sus fruntlich mit ihn richten und ußsünen laußen wolten/ und daz von ihnen nit ufniemen wolten/ so sullen wir aber dry Unser Rate/ und die egenanten von Eßlingen zwen ihes Rates/ welche wir ihn benennen/ schicken uff ainen tag/ der in von Uns verkünt würd gen Nallingen/ gen Wiler/ oder gen Dürnkain/ und wie sich dann dieselben fünff oder der merer teyl under ihn aber erkennen/ daß den egenanten von Eßlingen darinne ufzeniemend sy/ daß sullen sy tun: Täten sie deß nit/ so sien wir nit schuldig in fürbaß von deeselben Sach wegen ze helffen/ alles an geverlich. Were ouch/ ANNO 1410.

ANNO 1410.

ob wir von Unser selbs wegen mit den egenanten von Eßlingen icht zuspruch hetten/oder gewunnen in zeit dieser Vereynung / daß ein Person besunder oder mer angienge/ es waren ihr Burger oder die ihienl oder dir ihnen zuversprechen stend / sy sien geistlich oder weltlich / darumb sullen wir ainen gemainen Mann uß irem Rate niemen / derselb gemain Uns bayder site den tag beschaiden soll / in vierzehen tagen den nechsten / so daß von Uns an in ervordert würt / an gelegen stet / und sal Unser jetweder tail eynen oder zwen erber Man zu dem gemain sezen / und dieselben der gemain und die Schidlüte sullen den nach ihr verhörung versuchen / ob sy solich sachen fruntlich übertragen und gerichten mügen. Möchte daß nit gesin / so sullen sy ein fruntlich recht dorüber sprechen / und was auch also von ihn oder von dem merern teyl under ihn zum rechten gesprochen wirt / daby soll es beliben und getrulich gehalten werden / ungeverlich. Were ouch / ob dehain Unser Diener / Burger / oder die Unsern / oder die Uns zu versprechen stead / sy sien geistlich oder weltlich / zu der egenanten von Eßlingen Burgern oder dea iren / oder die ihn zuversprechen stend / zu ihr ainem oder mehr besunder icht zusprechen hätten / oder gewinnen / dorumb sullen die Clager den / oder denselben nachforn in daz Gerichte / darinne sy gesessen sind / oder dorinn sy gehörend / und soll ihnen der Amptmann daselbs / ains unverzogen glichen rechten beholffen sin / ungevarlich. Ouch were / ob wir / oder dehein Unser Diener / Burger / oder die Unsern / oder die Uns zuversprechen stend / sy sien geistlich oder weltlich / edel oder unedel / zu den egenanten von Eßlingen / gemainliche / und daß ein ganz Common angienge / icht zusprechen hetten / oder gewönnen : darumb sullen wir ainen gemainen Man niemen uß ihrem Rate / oder uß den Reten ze Ulme / ze Rotwile / ze Gemünde / ze Weile / oder ze Rütlingen / wederthalb wir wellen / ainen sollichen der den zemal des geswornen Rats daselbs ist : denselben gemain wir den zu baider siten bitten sullen / und auch den Rate daselbs jn das zu haißen / daß er Uns tag beschaide / an sollich stette die den Uns baiden tailn gelegenlich sind : zu demselben gemainen Unser jetweder tail einen glichen zusatz / zween oder dry sezen sullen und dieselben / der gemain und zusäze sallen den versuchen / ob sy sollich sachen fruntlich gerichten mügen: möchte deß nit gesin / so sollen sy ain fruntlich echt dorüber sprechen / und was ouch von ihu oder dem mereen tayl under jn also zu dem rechten gesprochen wirt / daby soll es blyben / und geholten werden ungeverlich. Doch ist berett / uaib gefallen erb und gut / und die entweder tayl in gewer gehept hat / daß die berechtet sullen werden vor den Gerichten / dorinn dieselben erb und gut gehören / es sye in Stetten oder uff dem Land / doch daß allweg das Lehen dem aigen nachforen soll : und in solichen vorgeschriben rechten / sullen allweg Auchr / Benne / Todtschleg / Nom und Braad hindan gesezt sind , doch daß Todtschleg / Nom und Brand allweg für zitlichen schaden berechtet sollen werden / ungevorlichen. Were auch ob wir / Unser diener / oder die Unsern / oder die Uns ze versprechen stend / den egenanten von Eßlingen oder den ihren / oder die ihnen zu versprechen stend / deheinen ubergriff thäten / daß doch nit sin sol : denselben ubergrif sollen wir zu stund schaffen / widerkert und wider tun / und daß man denne dornach dorumb zu dem rechten kom / in aller der wise als vorgeschriben stet / an all geverde. Were aber / ob dehain Unser diener oder die Unsern / oder die Uns zu versprechen stend / solich ubergrif thäten / und nit widerkeern wolten / als vorgeschriben stett / deß oder derselben sollen wie Uns fürbaß nit anniemen / und den egenanten von Eßlingen wider den oder dieselbe beholffen sin / so wir deß von ihnen ermant werden / in der mauß als vorgeschrieben stet / als lang biß derselb übergrif bekert / und dem nochgengen wirt / als vorgeschriben stet / an all geverde. Doch ußgenommen aller verbriefften schuld und unlaugenber gült / und ouch hubgelt / vogtrecht / stur und zinß : darzu sollen jetwedern tayl under Uns / alle sine recht behalten und ußgesezt sin: dos daz nicht übergrif sullen haißen noch sin : also doch / daz die / die von solicher sach wegen angrifen oder pfenden wurden / mit denselben pfenden pfantlich gefarn sullen / an all geverde. Was sachen oder Krieg sich auch vor datum diß Brieffs angefangen oder gestellt weren / der sullen wir Uns nit anniemen / wir wellen es dann gern tun. Und in dieser Verayniung nemen wir vorgenant Graf Eberhort / Graf zu Wirtemberg uß Unsern gnedigen Herrn den Römischen König / die hochgebohrnen Fürsten / Herrn Steffan Pfaltzgraven by Rine und Herzogen in Pavern / Herrn Ludwigen / Herrn Johonsen / Herrn Steffan und Herrn Otten / gebrüdere / auch Pfaltzgraven by Rine und Herzogen in Payern / Unser lieben Herrn und Brüder : Herrn Kareln Hertzog zu Luttringen / und Herrn Friderichen von Luttriagen / Graff zu Widemont / sinen Bruder / Johansen und Friderich / Burg-graven ze Nüremberg Unser lieb Schweher und Schwager / und alle die mit den wir Eynung vor datum diß Brieffs gemacht haben / als lang die werent ungevorlich. Wäre aber / daz wir in zyt dieser Vereynigung mit jemant mer Eynang machten / daz sollen wir doch tun in sollicher maß / daz wir diß Vereynung darinne ußniemen und vorbehalten / als lang die werent / ungevorlich. Und also geloben wir Egenanter Eberhort Grave ze Wirtemberg / by Unsern guten truwen / diß Eynung und all vorgeschriben Stuck und Artickel ze haltend nach diß Brieffs sag / an all geverde. Und dez zu warem Urkund haben wir Unser Insigel offenlich gehengt an diesen Brieff / der geben ist zu Stuttgort / an Mittwoch vor Sant Martins-Tag / da man zolt von Christs Geburt vierzehen hundert Jar und zehen Jare.

CCXLVII.

1411.

Traité de Paix & d'Alliance entre JEAN II. *Roi de Castille &* JEAN *Roi de Portugal, fait l'an* 1411. [G. G. LEIBNITZ, Codicis Diplomatici, pag. 290.]

CASTILLE ET PORTUGAL.

SECUNDUM quod ait & asserit sancta Scriptura, & Philosophi, & Sapientes, & Antiqui docuerunt, & experientia, quæ est Magistra demonstrativa omnium rerum, ostendit; Pax & concordia est virtus principalis & mater omnium virtutum. Nam, ut ait S. Augustinus, ista serenat & placat voluntates & corda hominum, nutrit amorem in cordibus eorum, aufert & removet fraudes, refrenat bella & prælia, humiliat & reprimit superbos, diligit humiles & justos, & concordat inimicos & adversarios discordes, ista nescit extolli, nescit vana gloriari, honorat Justitiam, castigat & corrigit malos; qui semel eam recipit & tenuit, observate & tenere benè debet, & qui eam perdidit perquirere debet (a) & pro posse eam recuperare, nam qui sine ipsa inventus fuerit neglectus erit à Deo Patre & Filio, & alienus à Spiritu Sancto. Finaliter ista est perfectio omnium gratiarum & finis omnium malorum & discordiarum, & omnium bonorum fundamentum; & tantum est bonum Pacis, prout ipsemet inquit *in libro de Civitate Dei*, quod in omnibus terrenis & mortalibus non est aliquid quod gratiosius solet audiri, nec est aliquid, quod majori desiderio solet concupisci; & finaliter quid melius ea nequit inveniri. Istam prædicavit & docuit Salvator noster Dominus Jesus Christus in Mundo & dimisit Discipulis suis. Quamobrem omnes signanter (b) & specialiter Reges, Principes, & magni Domini eandem amare, perquirere, tenere, gubernare & custodire debent, quia eis pertinet regere, gubernare & manu tenere sua Regna & Dominia,

(a) al. & ut faciat pro posse, neglectus erit à Deo Patre & Filio &c.

(b) al. eam generaliter & specialiter.

ANNO 1411.

minia, Terras & Subditos in Pace, Justitia & tranquillitate. Et ut Cassiodorus; magna memoria est Principi manutenere in Pace, tranquillitate & Justitia Terram suam.

2. Et ideo nos Dompnus (1) JOHANNES gratia Dei Rex Castellæ, Leonis, Tolleti, Galliciæ, Hispalis, Cordubæ, Murciæ & Jaenni, Algarbæ & Algeziræ, & Dominus Biscayæ & Molinæ, considerantes: quod inter Regem Dominum Johannem Avum nostrum claræ memoriæ, cujus animæ propitietur altissimus, & dicta Regna nostra Castellæ & Leonis, Tolleti, Galliciæ, Ispalis, Cordubæ, Murciæ & Jaenni, Algarbæ & Algeziræ, & Dominia Biscayæ & Molinæ, Terras & Dominia, Patrias, Gentes & Subditos eorum ex una parte; & inter Regem Dompnum Johannem de Portugal & Algarbe, qui nunc est, & dicta Regna Portugalliæ & Algarbæ, Terras & Dominia, Patrias, Gentes & Subditos eorum, parte ex altera; fuerunt dissensiones, magnæ strages & prædationes, violentæ captiones, Civitatum, Villarum & Locorum incendia, damna, injuriæ, offensæ, perditiones, expensæ, interesse, pœnæ & alia mala per longa tempora & diversimodè. Et nunc nos volentes removere, evitare, deviare, segregare, quod non fiant de cætero similia mala, et malis mala non accumulentur nec addantur inter Christicolas; optantes & desiderantes dictam Pacem & Concordiam, insuper considerantes servitium Dei & bonum nostrorum Regnorum commune, & magnam affinitatem, quæ gratia Dei est inter nos & Dominam Matrem nostram Dompnam Katharinam & nostras Sorores Infantes Dompnam Mariam, & Dompnam Catharinam & nostrum Avunculum Infantem Dompnum Ferrandum & ejus Uxorem & Filios, & dictum Regem Dompnum Johannem Portugalliæ, & Reginam Dompnam Philippam ejus Uxorem, Avunculam nostram & Infantem (c) Aduardum, & alios Infantes suos Filios Consanguineos nostros.

(c) al. Eduardum.

3. Quapropter nos de auctoritate, consilio & concordia dictæ Dominæ Reginæ Dompnæ Catharinæ Genitricis nostræ, & dicti Infantis Dompni Fernandi Avunculi nostri, nostrorum Tutorum, Gubernatorum, & Rectorum dictorum Regnorum & Dominiorum nostrorum; & pariter de consensu & concordia Gentium de Consilio nostro, & Prælatorum, Ducum, Comitum & Villarum dictorum nostrorum Regnorum; super id quod dictum est, concordamus, firmamus, ponimus, damus & concedimus, tam pro nobis quam pro Hæredibus nostris omnibus, & Successoribus, & pro omnibus Regnis nostris Castellæ & Leonis, Tolleti, Gallecíæ, Sibiliæ, Cordubæ, Murciæ, de Jaen, Algarbæ, Algeziræ, & Dominiis Biscayæ & Molinæ, Dominiis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus & Subditis eorum & quolibet eorum; & pro Rege Franciæ, Fratre nostro & nostro Coalligato, si in eadem voluerit intercludi; & pro dicto Infante Dompno Fernando nostro Avunculo, Tutore & Gubernatore Regnorum nostrorum; in quantum tangit successionem & prosecutionem Regnorum & Dominiorum Coronæ Arragoniæ super quibus contendit, qui promittit habere bonam Pacem, puram, veridicam & stabilem, firmam, perpetuam & validam, in perpetuum, tam per Mare quam per Terram, cum dicto Rege Dompno Johanne de Portugal & Algarbæ, qui nunc est, & cum omnibus Hæredibus & Successoribus suis qui pro tempore erunt, cum dictis Regnis suis de Portugal & Algarbæ, Dominiis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus & Subditis eorum & cujuslibet eorum, super dictis magnis controversiis, cædibus, roberiis, violentiis, captionibus, incendiis, damnis, injuriis, offensis, perditionibus, expensis, interesse, pœnis & omnibus quibuscumque malis elapsis quomodocumque, qualitercunique dicantur esse facta usque ad diem datæ istius nostræ Cartæ.

4. Et etiam facimus remissionem, refutationem & renuntiationem specialem & expressam de omni Jure & actione, quam nos habemus vel possumus habere, & de omni illo quod nobis & nostris Hæredibus & Successoribus, & dictis nostris Regnis Castellæ & Leonis, Dominiis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus & Subditis eorum pertinet vel pertinere posset quomodocumque, qualitercumque, super certis magnis controversiis, cædibus, roberiis, violentiis, captionibus, incendiis, damnis, injuriis, offensis, perditionibus, expensis, interesse, pœnis & aliis malis contra dictum Regem Dompnum Johannem de Portugal & de Algarbe, & Hæredes & Successores suos, & contra dicta Regna Portugaliæ & Algarbæ, Dominia, Terras, Patrias, Loca, Gentes & Subditos eorum, & cujuslibet eorum. Et volumus & concedimus, & promittimus nunquam petere dictas magnas controversias, cædes, deprædationes, violentias, captiones, incendia, damna, injurias, offensas, perditiones, expensas, interesse, pœnas & mala neque partem eorum, neque aliquid eorum, per nos neque per alium in judicio nec extra judicium, de facto nec de Jure, nec per alium quemvis modum; nec dabimus nec consentiemus dari adjutorium nec consilium, palam nec clam, contra id quod supra dictum est; nec contra partem eorum quomodocumque sit. Et ista dicta remissio, refutatio, renunciatio & quittatio volumus quod habeant locum & extendantur non solum ad id, quod nos tangit & Hæredes & Successores nostros ad Regna nostra, Terras, Dominia, Patrias illorum, sed etiam Gentes & Subditos nostros, & omnes personas singulares & quamlibet illorum qui fuerint damna passi, propter quæ dicta Guerra incœpit inter dictum Regem Dominum Johannem Avum nostrum & Dompnum Johannem de Portugal; licet dicta damna fuerint facta in Guerra vel Treugis.

5. Quod totum volumus esse remissum, & illum remittimus vel quittamus, & volumus & mandamus quod non possit peti in judicio nec extra judicium neque aliter quovis modo; dempto in damno passis qui receperant damna & mala in illis ultimis Treugis decem annorum, quæ adhuc durant, quæ quidem fuerunt factæ inter dictum Dominum Regem Dompnum Henricum Patrem nostrum, cujus animæ propitietur altissimus, & dictum Regem Dompnum Johannem de Portugal, quæ quidem inceperunt à die Sancti Michaelis, quæ fuit 29. mensis Septembris Anno à Nativitate Domini nostri Jesu Christi millesimo CCCC. tertio, & debent finire primâ die Martii venturi Anno millesimo CCCC. decimo tertio. Nam ex tunc nolumus quod habeat locum dicta remissio, refutatio, renuntiatio, quittatio, sed remaneat salvum jus suum dictis damna passis pro petendo emendam, satisfactionem, & alia quæ de Jure eis pertinent, secundum formam & tenorem Tractatuum dictarum ultimarum Treugarum. Et ut dicti damna passi brevius & celerius consequantur Justitiæ complementum, & appareat quod per nos vel per illos, quos ad hoc commiserimus non fiant dilationes & excusationes, & quod sint expedita dicta negotia breviter sine strepitu & figura judicii, solum cognitâ veritate, secundum formam dictorum Tractatuum Treugarum prædictarum; volumus quod unus Procurator dicti Regis Domini Johannis de Portugal sit præsens, & videat omnes Actus & alia quæ super hoc fient, si voluerit, ut de iis quæ viderit possit perhibere Testimonium veritatis. Et præcipimus Notariis coram quibus dicti Actus & Causæ pertransiverint, ut præbeant eisdem Copiam & Transumptum de dictis Actibus, vel de eo quod ipsi voluerint, sub pœna privationis Officiorum quæ tenuerint, & nunquam amplius eisdem gaudeant nec possint uti.

6. Propterea volumus & concedimus & promittimus pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris omnibus, & pro omnibus Regnis nostris, Dominiis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus & Subditis eorum, & cujuslibet eorum, quod occasione dictarum controversiarum, cædium, roberiarum, violentiarum, captionum, combustionum, damnorum, injuriarum, offensarum, perditionum, expensarum, interesse & pœnarum * de nunquam offendendo dictum Regem Dompnum Johannem de Portugal, & Algarbæ, nec Successores suos, nec dicta Regna sua Portugaliæ & Algarbæ, nec Dominia, Terras, Patrias, Loca, Gentes & Subditos eorum, & cujuslibet eorum, per Mare nec per Terram, per nos nec per alios nostros Subditos cujuscumque Legis, status & conditionis existant, in dictis Regnis suis nec extra, nec in aliqua parte Mundi quovis modo.

7. Et etiam volumus & concedimus, & promittimus pro nobis, & pro omnibus Hæredibus & Successoribus nostris, qui pro tempore fuerint & pro dictis Regnis nostris, Dominiis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus, & Subditis eorum & cujuslibet eorum, quod observabimus, tenebimus, complebimus, & faciemus tenere, complere & observare, bene, fideliter, legaliter & veraciter supradictam Pacem, remissionem, refutationem, renunciationem, quittationem, concordiam & omnia alia supra & infra scripta, & quælibet eorum nunc & in

(1) G. [illegible] met dans le titre de ce Traité *Henri*, au lieu de *Jean*; mais ce doit être une faute d'impression, car outre que dans le Traité il y a le nom de *Jean*, il est sûr qu'en ce tems là *Jean II.* étoit Roi de Castille, qui commença à régner en 1406. à l'âge de 22. mois, & mourut le 20. Aout 1454.

Anno 1411.

in perpetuum, & habebimus rata, firma, grata & valida, omnia & quælibet eorum, quæ in ista nostra Charta continentur, & non ibimus nec veniemus, nec faciemus contra istam Pacem & supradicta, nec quælibet eorum, per nos nec per alium, quovis modo, de facto vel de Jure, directè vel indirectè, publicè vel occultè, nunc & de cætero in perpetuum, nec ratione Schismatis, quod nunc est, neque pro aliqua discordia quæ sit vel fuerit in Ecclesia Dei, nec ratione supradictæ Reginæ Dompnæ Beatricis, neque alterius personæ vel personarum quarumcumque vel cujuscumque Legis, status, conditionis sint, sub pœna trecentum mille scutorum *Franciæ*, boni auri & justi ponderis, qua pœna soluta vel non soluta, promittimus, volumus & concedimus, quod Pax, finis, remissio, refutatio, quittatio & concordia cum omnibus supradictis, & quolibet eorum remaneant, stent, sint, durent, firma, solida & valida in suo robore perpetuo.

8. Cæterum volumus & concedimus, & promittimus, quod cum placuerit Deo, quod simus in ætate completa quatuordecim annorum, & duobus mensibus elapsis primis sequentibus, quod deinde & die qua fuetimus requisiti pro parte prædicti Regis Domini Johannis de Portugal, vel Hæredum & Successorum suorum, qui pro tempore fuerint usque triginta dies, quod nos pro nobis & nomine nostro, & pro omnibus Hæredibus & Successoribus nostris, & prædictis nostris Regnis, Dominiis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus, Subditis, eorum & cujuslibet eorum, approbabimus, tenebimus, observabimus, & complebimus & faciemus tenere, observare & complere bene, fideliter, legaliter & veraciter, & habebimus firmam, ratam & gratam in perpetuum dictam Pacem, finem, remissionem, quittationem, renunciationem & concordiam, & omnia supra dicta & quælibet eorum per modum & formam, quæ sunt facta per nos cum authoritate dictorum nostrorum Tutorum, & per dictos nostros Tutores nomine nostro. Et etiam promittemus per nostram fidem Regiam & jurabimus Deum & per Crucem, & super Sancta Evangelia Dei corporaliter cum nostris manibus tacta, pro nobis & pro omnibus Hæredibus nostris & Successoribus, & prædictis Regnis nostris, Dominiis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus & Subditis eorum & cujuslibet eorum; de faciendo tenere, observare & complere; & tenebimus, observabimus & complebimus, & faciemus tenere, observare & complere bene, fideliter, legaliter & veraciter sine aliqua fraude vel arte, dictam Pacem, finem, remissionem, quittationem, refutationem, renunciationem & concordiam, & omnia alia & quælibet eorum in ista nostra Carta contenta, perpetuò per modum & formam quæ in dicta Carta, & Capitulis ejus plenius continentur.

9. Et etiam jurabimus quod non petemus, nec impetrabimus per nos nec per alium restitutionem integram in integrum, neque absolutionem dicti juramenti contra supra dicta, & quælibet eorum aliquo modo, ratione minoris ætatis vel damni, vel deceptionis alicujus, quam recepissemus, ut minor ætate, vel ut Rex, vel ut Fiscus, vel aliter quomodocumque, quod nostra ex parte dici vel allegari possit. Et etiam renunciabimus specialiter & expressè omni actioni & Juri Canonico & Civili, scripto vel non scripto & officio, beneficio & Privilegio Juris communis specialiter vel generaliter & foro, (a) fazaneæ, mori & usui, specialiter beneficio & Privilegio minoris ætatis, & etiam beneficio, Privilegio, beneficiis & Privilegiis Juris specialis communis vel generalis, quæ pertineant Regibus velut Regibus, vel Fisco, vel aliter quovis modo, quæ nobis pertineant vel pertinere possint, & de quibus nos & nostri, Hæredes & Successores, possimus & possemus nos juvare vel proficere quovis modo.

(a) C'est à dire, *façon*.

10. Quod vel quæ beneficium vel beneficia, Privilegium vel Privilegia, forum, fazaneam vel fazaneas, usus, mores, volumus hic haberi pro expressis & specificatis, & specialiter nominatis; & nos habebimus ea & quælibet eorum pro certis & specificatis, ac si hic de verbo ad verbum essent scripta, posita & specificata; & nos sic eis renuntiamus & etiam renunriabimus omni via, modo, speciali, communi vel generali, qui nobis pertineat vel pertinere possit quomodocumque, de conquerendo vel denunciando, vel petendo, vel ponendo seu contradicendo, in judicio vel extra judicium, nec venire per alium quemcumque modum contra dictam Pacem, finem, remissionem, quittationem, refutationem, renunciationem & concordiam factam & factas super dictis causis; neque contra supra dicta vel quælibet eorum; atque etiam renunciabimus Legi & Juri, in quibus cavetur quod generalis renunciatio non valest; & faciemus omnes obligationes & obligationem, renunciationem & renunciationes, quæ pro bona & firma observantia istius Contractus debent fieri, & quæ per nos in ista Carta sunt dicta, facta & specificata, sic, & tam completè, prout in eadem continetur. Et etiam quod supplebimus quemcumque defectum vel defectus, Juris vel facti vel solemnitatis seu fori, fazaneæ, moris, usus, quæ in ipso Contractu desint vel defuerint, vel sint omissa vel posita, quæ talia vel tale sunt, de quibus deberet esse facta expressa & specialis mentio; quod vel quæ nos omnia & quælibet eorum habebimus hic pro expressis & expressè nominatis vel nominato. Et volumus & concedimus, quod non obstantibus dictis defectibus vel defectu, dicta Pax, finis, remissio, quittatio, refutatio, renunciatio & concordia, & omnia alia supra dicta & quodlibet eorum sint firma, solida & valida perpetuè, sic & tam completè, ac si in isto Contractu nulli defectus essent, nec aliqua solemnitas vel solemnitates quæcumque desint vel essent obmissæ. Et finaliter faciemus, tenebimus, observabimus & complebimus sub dicto juramento omnia & quodlibet eorum in ista nostra Carta contenta, nec veniemus, nec faciemus contra ea vel partem eorum nunc vel de cætero, nec in aliquo Mundi tempore in aliqua forma vel modo quocumque quod possit fieri.

11. Præterea volumus & concedimus, quod omnia bona, quæ Portugalenses, qui erant vicini & commorantes in Portugalia tempore quo dicta Guerra incepit inter dictum Regem Dominum Johannem nostrum Avum, & dictum Regem Dominum Johannem de Portugal, possidebant de suis Patrimoniis in istis dictis nostris Regnis & Dominiis, quæ eisdem fuerint capta & ablata à dicta Guerra citra quod sint eis restituta, liberè eis restituantur, & qui nunc ea detinent ea relinquent; & quod nos faciemus restituere realiter & cum effectu damna passis, vel eis solvemus æstimationem veram dictorum bonorum quod nos maluerimus; & quod a die quod fuerimus requisiti per illum cui dicta bona pertinent, vel per Procuratorem suum ejus nomine, usque ad tres menses proximos venturos, tenebimur declarare & declarabimus electionem quam maluerimus facere vel reddere dicta bona in statu, in quo hodie sunt supradictis, vel solvere æstimationem illorum; & dicta electione facta per nos, quod volumus solvere dictam æstimationem, tunc nos solvemus sibi quantum valent hodie dicta bona, vel quantum valebant, nunc sunt quinque anni elapsi, quod maluerit pars quæ æstimationem debuerit habere.

12. Et ut melius fieri possit, volumus & promittimus, quod a die Datæ istius Cartæ usque ad novem menses proximè venturos nos dabimus unum bonum hominem, & unum Notarium pro parte nostra, & Rex Portugaliæ in eodemmet termino det reliquum bonum hominem, alterum Notarium pro parte sua; qui usque ad unum mensem proximè venturum venient coram nobis, & in præsentia nostra præstent juramentum super Crucem & Sancta Dei Evangelia corporaliter cum suis manibus tacta, quod bene, fideliter, legaliter & veraciter videbunt dicta bona, eundo personaliter ad loca ubi dicta bona fuerint, & ea æstimabunt quantum hodie valent, vel quantum valebant, modo sunt quinque anni, quod pars maluerit, prout dictum est, secundum Deum & suas conscientias sub dicto juramento, informati prius à bonis hominibus Patriæ in qua fuerint dicta bona; & eodem modo dicti Notarii jurabunt quod scribent bene, fideliter, legaliter, & veraciter præsentibus dictis æstimatoribus, æstimationes in quibus fuerint appreciata dicta bona; quam æstimationem faciant a die qua fuerint requisiti per Partem vel Procuratorem suum usque ad octo menses proximè venturos ad tardius, vel antè si commodè facere potuerint, sub dicto juramento quod præstiterunt. Et facta dicta æstimatione à die si fuerimus requisiti per Partem quæ debuerit habere prædictam æstimationem, vel per Procuratorem suum usque ad sex menses proximè venturos faciemus & mandabimus facere legaliter de facto cum effectu solutionem de omni eo, quod sic fuerit æstimatum illis quorum erant, vel pertinent aut sunt dicta bona, sine defectu aliquo.

13. Tamen hæc non extendantur ad bona quæ Monasteria, Ecclesiæ vel Ordines de Portugal habent in istis nostris dictis Regnis & Dominiis, quæ stant occupata, ratione Schismatis quod est in Ecclesia Dei, sed remanebunt sicut hodiè stant, quousque Deus provideat de uno indubitato Papa, cui ambæ Partes obedinius,

ANNO 1411. mus, qui determinet quod super eo debet fieri. Et etiam volumus & concedimus & promittimus, quod Castellani nunc commorantes in Portugal qui illuc transierunt, tempore quo dicta Guerra incepit inter dictum Regem Dominum Johannem Avum nostrum, & dictum Dominum Johannem de Portugal, qui non fuerunt Vasalli dicti Regis Domni Johannis, avi nostri nec steterunt sub sua obedientia, nec recognoverunt eum in Dominum; quod faciemus emendam eis pro bonis sui Patrimonii, quæ hic in dictis Regnis, Castellæ & Leonis, Terris, (a) propriis & Dominiis eorum habebant & possidebant tempore quo illuc transiverunt; nisi fuerint dona Regum; secundum quod dicta bona hodiè valent, vel valebant hodiè sunt quinque anni à die Datæ istius nostræ Cartæ; quod maluerit qui debuerit recipere dictam emendam.

(a) al. Patriis.

14. Et ut verius sciatur valor dictorum bonorum, volumus quod sint electi duo pro nostra parte, videlicet unus bonus homo, & unus Notarius ad dictam æstimationem faciendam, & alter bonus homo cum reliquo Notario pro parte dicti Regis Portugaliæ, qui jurabunt super Crucem & Sancta Dei Evangelia cum suis manibus corporaliter tangendo, quod benè fideliter, legaliter & veraciter facient æstimationem dictorum bonorum, secundum quod nunc valent vel valebant, nunc sunt quinque anni elapsi, quod maluerit eligere pars quæ dictam emendam debuerit recipere, prius tamen declarando suam electionem quam dicta æstimatio fiat; & quod dicti Notarii jurabunt etiam quod bene, fideliter & legaliter, & veraciter scribent dictas æstimationes in præsentia dictorum æstimatorum, & omnia alia quæ fuerint acta per dictos æstimatores. Quam æstimationem facient dicti æstimatores eundo personaliter ad loca ubi sunt dicta bona, & recipient informationes ab hominibus Patriæ in quo steterunt dicta bona quæ & quot erant, & quomodo stabant reperta, tempore quo supradicti elegerint quod sit facta dicta æstimatio prout dictum est, cum omnibus qualitatibus quæ necessariæ fuerint dictæ æstimationi. Et volumus quod sint nominati dicti boni homines æstimatores & Notarii à die Datæ hujus Cartæ usque ad novem menses proximè futuros, & jungantur insimul a die, qua fuerint nominati usque ad triginta dies proximè futuros ubicumque nos fuerimus. Et ipsi sic adjuncti præstent dictum juramentum coram dictis Notariis in nostra præsentia, & quod dicti Notarii ponant dictum juramentum in principio dictæ æstimationis; & à dictis triginta diebus usque ad unum annum proximè futurum facient, & perficient dictas æstimationes, & jurent quod si ante dictum tempus bono modo potuerint facere & perficere dictas æstimationes quod sic facient. Et nos realiter & de facto cum effectu solvemus & faciemus solvi quantitates, in quibus dicta bona fuerint æstimata uni bono homini dicti Regis Portugaliæ quem ipse nominaverit, & ad hoc suum Procuratorium sufficiens tenuerit in nostra Civitate de Badajos, à die qua nos approbabimus & jurabimus dictam Pacem, postquam fuerimus constituti in decimo quarto anno completè usque ad sex menses proximè futuros.

15. Et ut dictæ quantitates in quibus dicta bona fuerint æstimata possint computari cum tempore, & solutio possit fieri usque ad dictum terminum, ad quem dictus Rex Portugaliæ mittet dictum suum hominem cum dicto Procuratorio, ad dictam Civitatem de Badajos à die, qua sic per nos fuerit approbata & jurata dicta Pax usque ad tres menses proximè futuros, & remaneant alii tres menses, in quibus possint computari & recipi dictæ quantitates; & si in dicto termino dictorum trium mensium dictus homo non accesserit, & venerit post cum dicto Procuratorio ad recipiendum dictas quantitates, quod nos teneamur à die qua ibi accesserit usque ad tres menses proximè venturos eidem facere dictam solutionem prout dictum est, taliter quod ipse liberè & absque impedimento aliquo sit solutus integrè ad sui libitum, de omnibus quantitatibus in quibus dicta bona fuerint æstimata; & ipso sic reintegrato & soluto eum mandabimus poni salvum & securum in Villa de Yelves quæ est dicti Regis Portugaliæ; taliter quod ipse non patiatur furtum neque damnum aliquod in persona nec in bonis & quantitatibus, quæ sic receperit à nobis nec à Subditis nostris extraneis quæ in dictis Regnis & Dominiis sunt, tamen si Portugalenses aut Algarbenses aliqui intraverint in nostra Regna & Dominia dicto tempore, quo dicta solutio debet fieri a quindecim diebus ante, causa furandi vel disrobandi dictas quantitates, quod nos non teneamur furto & roberia quæ isti tales fecerint. Et tamen nos promittemus per fidem sine aliqua fraude facere nostram diligentiam de observando & facere observari, quod tale furtum vel latrocinium, malum & damnum non possit fieri per tales, sic & taliter quod dictus homo positus sit liberè, salvè in dicta Villa de Yelves, cum dictis quantitatibus. Et ibi dictus homo sic nominatus & missus à dicto Rege Portugaliæ solvat dictis Castelanis, dictas quantitates in quibus fuerint æstimata dicta bona. Et si nos non fecerimus dictas solutiones in ipsis duobus Capitulis contentas, prout in eis continetur & declaratur, quod solvamus pro pœna dicto Regi Portugaliæ duo centum mille Scuta Franciæ boni auri & justi ponderis. Qua pœna soluta vel non soluta, quod nos teneamur & sumus obligati ad faciendum dictas solutiones bonorum vel solutionum, prout in istis duobus Capitulis continetur & declaratur. ANNO 1411.

16. Et insuper * quod ista dicta Pax, finis, remissio, renuntiatio, quictatio super & infra scripta sit nulla & nullius valoris, & habeatur pro nulla & non facta, neque approbata, nec ratificata, quæcumque dictæ approbationes & ratificationes sint factæ, & quod non poterimus dicere quod supra dicti, qui sic debebant habere dicta bona vel æstimationes, prout dictum est, non debent habere dicta bona vel æstimationes, quia fuerunt contra nos, vel contra nostra dicta Regna, vel contra Terras de qua sunt naturales, neque per aliam excusationem nec prorogationem aliquam; tamen si nos posuerimus dictas quantitates in quibus dicta bona fuerint æstimata, in dicta nostra Civitate de Badajos, vel solverimus dicto homini qui potestatem habuerit à dicto Rege Portugaliæ in dictis terminis prout dictum est; & ipsum posuerimus salvum & securum in dicta Villa de Yelves prout dictum est; quod nos sumus liberi & quieti de dictis quantitatibus & summis, quibus dictis Castellanis tenebamur solvere, ac si de eisdemmet solvissemus easdem; & quod non incurremus pœnas aliquas in isto Capitulo contentas; nec sit dicta Pax adnullata, nec reprobata, sed remaneat firma, valida perpetuis temporibus.

17. Et ad evitandum aliquas fraudes quæ possent fieri in dicta moneta, in qua dicta bona fuerint æstimata, volumus quod dicta bona aprecientur in moneta aurea Scutorum de Francia, vel in moneta nunc currenti in Regnis nostris. Et facta dicta æstimatione protinus dicti æstimatores habeant suam informationem quantum valet, & qualiter dicta moneta aurea in nostra Civitate Burgensi de illa dicta moneta nunc currenti in Regnis nostris; & facient scribi sic statim, cum scribentur dictæ informationes dictorum bonorum; & sic & taliter quod scribatur dicta æstimatio dictorum bonorum in moneta aurea & etiam in moneta currenti, & si de tunc, & a die quo fuerunt factæ dictæ æstimationes usque ad diem qua debent fieri dictæ solutiones; fecerimus vel præceperimus facere monetam aliquam qualitercumque sit, quod moneta quæ nunc est tempore dictarum æstimationum est currens valuerit minus, quam nunc valet tempore dictarum æstimationum; vel defuerit quovis modo de suo valore, quod teneamur & simus obligati solvere, & solvemus dictas quantitates dictorum bonorum, & in moneta aurea in qua fuerunt æstimata dicta bona, vel in moneta alia aurea vel argentea æquivalenti ad respectum valoris dictæ monetæ auri in quo fuerint æstimata illa bona. Et si tempore quo fecerimus dictas solutiones non fecerimus nec præceperimus facere monetam aliquam taliter, quod non sit defectus in valore dictæ monetæ currentis prout dictum est, & voluerimus solvere dictas æstimationes dictorum bonorum, in dicta moneta currenti, tempore quo fuerunt factæ dictæ æstimationes, quod solvamus in dicta moneta currenti secundum æstimationem supra dictam factam, per dictos æstimatores de eo, quod valebat tunc dicta moneta aurea, in dicta Civitate Burgensi de ista moneta currenti, & valore dictorum bonorum per eos scripto quantum valebat in dicta moneta currenti; & promittemus per fidem quod a die qua fecerimus dictas solutiones in dicta moneta currenti usque ad quinque annos proximè futuros, non faciemus nec præcipiemus facere monetam aliquam per quam dicta moneta currens, in qua fuerint factæ dictæ solutiones, valeat minus, vel sit defectus in suo valore quovis modo, nec reprobabimus, nec deprimemus dictam monetam currentem, neque faciemus eam minus valere per aliquem modum, quod possit fieri.

18 Et ad majorem securitatem dictæ Pacis volumus & concedimus, quod de cætero vicini commorantes in dictis Regnis Portugaliæ & Algarbæ, Dominiis,

Terris,

ANNO 1411.

Terris, Patriis eorum & cujuslibet eorum possint intrare & stare, exire, ambulare in illis nostris Regnis & Dominiis, cum Mercantiis suis salvè & securè; & quod non fiet eis impedimentum nec contrarietates neque aliquod malum nec præjudicium; solvendo tamen Jura & Tributa quæ tenentur solvere nostri Subditi eum tales Mercantias faciunt transportari & levari, & si non solverint dicta Jura & Tributa, quod incurrent easdemmet pœnas, quas incurrerent, si essent nostri Subditi, transportando vel levando aliqua quæ tempore Pacis antiquæ fuerint vetita, quæ quidem sunt ista quæ sequuntur, scilicet aurum, argentum, moneta, monetata, arma, caballi juvenes & equi, jumenta, (a) saraceni, & si aliquis vel aliqui levaverint vel transportaverint supra dicta sic vetita, vel aliquod eorum, quod possint sibi auferri in locis illis ubi consuetum est auferri tempore Pacis; & insuper quod patiantur easdem pœnas quas paterentur & deberent pati naturales, vel naturalis dictorum Regnorum nostrorum, si supra dicta transportarent vel levarent; & quod utantur vel convertantur benè & completè in omnibus & per omnia prout melius & completius utebantur & consueverant uti temporibus retroactis cum Pax erat.

(a) ou Sarracenorum.

19. Et quia ista vocabula: aurum & argentum, important multa dubia qualiter debeant intelligi; & est dictum nobis quod Judices, sive Prætores talium rerum veritarum utuntur ad sui voluntatem; declaramus per hunc modum, quod non intelligatur asportari vel levari aurum nec argentum cum quis transportaverit gyneteria, sive vela mulierum, quamvis sit in eis filum aureum vel argenteum; nec intelligatur transportari aurum nec argentum cum aliqui portant librum deauratum vel argentatum, nec etiam in transportando fræna deaurata vel argentata nec marsupia, nec pannos, quamvis sint brodati de aliquo opere auri, vel argenti, vel similibus; & etiam volumus, quod quæcumque personæ tam Castellanorum, quam Portugalensium & aliorum extraneorum quorumcumque, qui pertransiverint de istis nostris Regnis in Portugaliam & portaverint aurum vel argentum pro suis sumptibus, pro eundo, stando & redeundo secundum distantiam Loci quo vadunt, & statum, quem ducunt, quod eis non capiatur, sed permittatur ire liberè cum eo, & credatur suo juramento præstito, in præsentia majoris Prætoris talium Custodum vel eorum Locum tenentium, dicendo quo vadunt.

20. Et quia querelosè nobis fuit expositum, quod Locumtenens majoris Prætoris, seu Magistri Portuum, vetitarum rerum & eorum Custodes committunt multa gravamina indebitè, & quod non est Judex eorum quo possint querelæ determinari, quia in ordinatione rerum transportatarum, seu vetitarum reservavimus cognitionem nobismet; & quia homines citius permitterent pauca perdere propter expensas magnas, quæ super talibus sunt, veniendo querelosè coram nobis quam petere; & ideò volumus & mandamus, quod de gravaminibus, quæ supradicti commiserint, dictus Prætor major rerum transportatarum cognoscat, si præsens fuerit; & si non fuerit, cognoscat in quocumque Episcopatu vel Prætoria, in Loco vel Locis ubi est caput Episcopatus, vel Prætoriæ; unus bonus homo quem nominemus, qui potestatem habebit à dicto Prætore majore rerum transportatarum cognoscendi de Gravaminibus illatis per dictos Prætores minores, vel eorum Custodes; ut homines damna passi habeant coram quo querelas instituant & inveniant, qui eis ministret complementum Justitiæ; & nos teneamur nominare dictum bonum hominem, & facere eum dicto Prætore majore, quod ei conferat dictam potestatem à die hujus Cartæ usque ad sex menses proximè futuros.

21. Et si dictus Prætor noluerit dare dictam potestatem, tunc ei debemus præcipere sub pœna disobedientiæ & privationis Officii; & ad evitandum represalias & pignora, quæ ob defectum Justitiæ ab una parte, ad alteram possent fieri, volumus quod in omnibus Placitationibus civilibus & criminalibus, quas habuerint dicti Portugalenses, in omnibus casibus & causis, quæ evenerint de cætero, super quibus debeant esse rei vel actores in istis nostris Regnis & Dominiis, vel accusati seu accusatores, & debeat procedi per officium Judicis, vel aliter quomodocumque sint sic auditi, judicati & privilegiati; & gaudeant & habeant easdem & Libertates & Privilegia, & sint judicati per eosdemmet Judices & Leges, forum, usus, mores, ac si omnes essent Castellani nostri naturales & morarentur in dictis nostris Regnis & Dominiis.

22. Et si elegerint dimittere omnes alios Judices & venerint coram nostris Auditoribus principaliter, vel dimissis Judicibus, appellationis, vel supplicationis, elegerint nos in Judicem appellationis, vel supplicationis, quod nos teneamur eis mandare fieri Justitiæ complementum, prout dictum est; & per eundemmet ordinem nostri naturales, vicini & commorantes in dictis nostris Regnis & Dominiis habeant petere, & petant complementum Justitiæ in dictis Regnis Portugaliæ & Algarbæ, Terris, Patriis, & Dominiis eorum, & cujuslibet eorum, & si principaliter vel per viam appellationis, seu supplicationis coram nobis venerit casus, vel fuerit querelatum de defectu Justitiæ dictorum Judicum, vel alicujus eorum; quod nos teneamur facere & mandare, fieri Justitiæ complementum in casibus supra dictis, & in quolibet eorum breviter, sine aliquibus dilationibus malitiosis, & sine strepitu & figura Judicii, solum cognita veritate facti. Et si fuerimus negligentes & non fecerimus & mandavimus, facere Justitiam damnificatis in casibus supra dictis, vel in aliquo eorum; quod dictus Rex Portugaliæ nos possit requirere per suas Cartas vel Procuratorem, quod nos faciamus vel mandemus facere Justitiam dictis damnificatis realiter cum effectu, quæ requisitio volumus nobis fieri coram Notariis nostræ Cameræ, & non per aliquem alium.

23. Et si nos fecerimus Justitiæ complementum prout dictum est, vel de eo quod fecerimus, pars querelosa, vel qui potestatem habuerit à dicto Rege Portugaliæ, illud petierit signatum; volumus & mandamus dicto nostro Notario Cameræ, coram quo nobis fuerit facta dicta requisitio, & aliis Notariis coram quibus transierunt omnes alii Actus, quod dent totum signatum, taliter quod faciat fidem sub pœna privationis Officiorum, prout supra dictum est, à die qua fuerint requisiti usque ad tres dies proxime futuros, si scriptura fuerit talis, quæ in dictis tribus diebus possit scribi, aliter habeat tantum spatium, quod dictus Notarius, seu Scriba illud possit scribere, & quod ipse faciat sine excusatione aliqua malitiosa, & à die quâ potuerit perfici, scribi usque ad tres dies proximè venturos, teneatur dare talem scripturam, prout dictum est, ut dictus Rex Portugaliæ videat & sciat, quod dictis naturalibus & vicinis commorantibus dictorum Regnorum Portugaliæ & Algarbæ, est facta Justitia vel defectus. Et si ipse intellexerit, quod Justitia est in aliquo defectuosa, quod ipse nos requirat & possit requirere, iterum exprimendo per Capitula & Articulos gravamina, quæ dixerit esse facta, & nos teneamur respondere cuilibet Capitulo & Gravamini, usque ad triginta dies proximè futuros.

24. Et si in dicto termino vel die, nos Regina & Infans nostri Tutores & Gubernatores, vel illi de nostro Consilio, non responderimus in modo supra dicto; quod in tali casu Justitia sit habita tanquam denegata, & ipse possit & mandet facere represalias in bonis mobilibus & se moventibus solum, & non in hominibus, nec mulieribus, Civitatibus, Villis, nec Castris, nec quibuscumque Locis pro summa & quantitate ad quam ascenderit dicta causa, supra quam Justitia est vel fuerit denegata.

25. Et si dicti nostri Notarii, coram quibus transierint dicti Processus & Actus, & aliæ Causæ, vel dictus noster Notarius Cameræ, per quem transierint dictæ Requisitiones, de facto noluerit dare signatum illud; Nos ex tunc damus licentiam cuicumque Notario dicti Regis Portugaliæ, qui ad Regna nostra venerit cum dicto suo Procuratore, dicti Regis Portugaliæ, quod det signatas dictas Requisitiones, quæ contra nos fuerint factæ, & elapso dicto tertio die, quo fuerimus requisiti, quod mandabimus dare dictam Requisitionem signatam dicto Notario; & si non fecerimus illud, quod dictus Notarius Portugalliæ dederit signatum, in isto casu sit firmum & validum, ac si dedisset illud signatum dictus noster Notarius Cameræ, coram quo transierint dictæ Requisitiones; & pariter, si alii Notarii, per quos transierint alii Actus coram Judicibus supra dictis, noluerint dare signatum Parti principali, nec Procuratori dicti Regis Portugaliæ in dicto termino, quod dictus Notarius dicti Regis Portugaliæ possit dare signatum, ut nobis pateat Justitiæ defectus, quem idem passus fuerit, & nos provideamus, vel mandemus provideri, prout dictum est.

26. Et etiam volumus, quod si dictus Rex Portugalliæ principaliter cognoverit de Causis, Litigiis & Placitationibus, quas naturales & nostri Subditi tenuerint in suis Regnis, Dominiis, vel per viam appellationis, vel supplicationis, vel aliter quovis modo, & per suam propriam personam, vel per Gentes sui Consilii dederit Senten-

Anno 1411.

Sententiam ; quod talis Sententia per nos non possit adnullari nec dici injusta vel iniqua ; & quod nos ob defectum talis Justitiæ, quod per dictus nostrus naturales vicinos, & commoratores dictorum nostrorum Regnorum fuerit querelosè nobis expositum, & dictum esse factam per dictum Regem Portugaliæ, vel per Gentes sui Consilii ; non faciamus nec præcipiamus facere, ut possint fieri represaliæ aliquæ.

27. Et si principaliter vel per viam appellationis, seu supplicationis coram ipso venerit casus, vel sibi fuerit querelatum de defectu Justitiæ dictorum Judicum, vel alicujus eorum, vel sibi fuerit requisitum, quod faciat vel mandet facere Justitiæ complementum, & non fecerit, quamvis talis requisitio coram nobis appareat, nec ideo non mandabimus facere Represalias aliquas; sed tenebimur requirere & præcipere requiri iterum in Scripto exprimendo Gravamina per Capitula & Articulos, taliter, quod per ea appareat, per quæ diserimus Justitiam esse denegatam. Et si ipse responderit cuilibet Articulo & Capitulo, & allegaverit causas, per quas apparest, Justitiam non esse denegatam, & dictam responsionem dederit per se vel per Gentes sui Consilii, quod finis dicto Negotio ibi detur, nos non faciemus, nec præcipiemus facere Represalias ob defectum Justitiæ, quam diximus sic esse illatam.

28. Et si à die, qua dictus Rex Portugaliæ fuerit requisitus secunda vice, quod faciat Justitiæ complementum, usque ad triginta dies proximè venturos, non respondeat per se, vel per Gentes sui Consilii per formam & modum supra scriptum, in tali casu Justitia habeatur pro denegata; & nos possimus & faciamus, & mandemus facere Represalias per hunc modum, quod per nosmet vel per dictos nostros Tutores, vel per Gentes nostri Consilii cognoscamus de dicto Justitiæ defectu, & pronuntiemus Sententiam in dicta causa, in qua dicta Justitia fuerit dicta esse denegata. Et de summa in dicta Sententia contenta, ordinabimus bonos homines non suspectos, qui faciant Represalias in bonis vicinorum & commorantium Regnorum & Dominiorum Portugaliæ & Algarbæ, quæ non sint Civitates, Villæ, Castra vel Loca, nec Bona radicalia aliqua, nec corpora virorum, nec mulierum; sed fiant in aliis bonis, mobilibus, vel se moventibus ; & quod dicta bona, quæ sic fuerint capta per dictas Represalias teneantur manifestè, & non vendantur usque nonaginta dies proximos futuros ; in quo tempore illi, quibus fuerint ablata dicta bona, possint requirere tam dictum Regem Portugaliæ, quam alios, quod factum tangit, ut mittant solutionem summæ, in dicta Sententia contentæ, cum expensis in dictis Represaliis expositis. Et si in dictis nonaginta diebus non venerint dictam solutionem facere, prout dictum est, quod bona, quæ sic fuerint capta, possint vendi secundum Forum & Statuta Regnorum nostrorum & de illo, quod valuerint damna passi sint reintegrati secundum tenorem Sententiarum cum expensis. Et si dicta bona plus valuerint contento in dictis Sententiis, cum dictis expensis, prout dictum est, bona fide sine aliqua deceptione sit restitutum illis, in quorum bonis fuerint factæ dictæ Represaliæ.

29. Etiamsi aliquis vel aliqui dictorum Regnorum, Dominiorum nostrorum furati fuerint vel ceperint, seu intraverint Civitatem, Villam, Castrum, vel Locum dictorum Regnorum Portugaliæ & Algarbæ, Dominiorum, Terrarum, Patriarum eorum; nonobstante, quod eis sit datum per aliquos commorantes vel naturales dictorum Regnorum Portugaliæ & Algarbiæ, contra voluntatem dicti Regis Portugaliæ, vel Hæredum & Successorum suorum, qui tempore dictæ captionis fuerint, teneamur & simus obligati procedere, & procedemus contra malefactorem vel malefactores, qui tale commiserint, & contra illos, qui secum erunt vel steterunt, ad illas pœnas criminales & civiles, quas secundum Jus, Forum, Leges, & Ordinationes Regnorum nostrorum merentur illi vel ille, qui talia committunt; & de bonis, quæ tales malefactores habuerint, sit satisfactum dicto Regi Portugaliæ, vel suis Hæredibus & Successoribus, qui pro tempore fuerint, prout dictum est; & insuper dictus Rex Portugaliæ, vel Hæredes & Successores, qui pro tempore fuerint, possint vel mandent circumdare talem Civitatem, Villam, Castrum, vel Locum, & possint capere vel mandare capi, per vim vel aliter quovis modo, & apprehendere dictos Malefactores, & facere de iis Justitiam, secundum dictam pœnam; & quod nos nec nostri Hæredes, nec Successores, qui eodem tempore fuerimus, non dabimus nec consentiemus dari favorem neque adjutorium aliquod, tali Malefactori vel Malefactoribus, pro se defendendo; si autem ad nostra Regna venerint, tenebimus bona fide, sine fraude, laborare pro posse quod apprehendantur ; vel si apprehensi fuerint illos conferemus & remittemus dicto Regi Portugaliæ, vel Hæredibus & Successoribus, qui pro tempore fuerint, ut illic puniantur ubi deliquerint.

30. Et etiam si aliquis vel aliqui dictorum Regnorum Portugaliæ & Algarbæ, Dominiorum, Terrarum, Patriarum & Locorum eorum, venerint ad Regna nostra & Dominia, Terras, Patrias, Loca eorum, cum aliqua vel aliquibus rebus quibuscumque, & furtivè contra voluntatem Dominorum suorum; vel aliquis duxerit Mulierem uxoratam, vel ipsa recesserit contra voluntatem Mariti sui, & venerit ad dicta Regna nostra & Dominia, si nos vel Hæredes & Successores nostri, qui pro tempore fuerint, vel Justitiarii nostri, vel aliquis eorum, fuerimus requisiti, faciemus mitti captum de loco in locum, usque ad primum locum Portugaliæ, cum dictis rebus, quæ inveniri possint; ut fiat de eis & quolibet eorum jus in loco vel locis ubi fuerint, vel commiserint delictum, vel delicta.

31. Et etiam nos de nostra absoluta, plena & regali potestate supplemus quemcumque defectum, vel defectus facti vel Juris, solemnitatis vel solemnitatum, fori, stili, consuetudinis, usus, qui in isto Tractatu sint vel desint, vel sint omissi ; quamvis tales sint, de quibus debet fieri specialis & expressa mentio ; quem vel quos omnes, & quemlibet eorum habemus hic pro expressis & specificatis, & expressè nominato vel nominatis. Et volumus & concedimus, quod non obstante dicto defectu vel defectibus, dicta Pax, finis, remissio, refutatio, renunciatio, quietatio & concordia & omnia alia supradicta, & quælibet eorum supra & infra scripta, sint firma, valida, rata in perpetuum, sic & tàm completè ac si in isto Contractu non esset aliquis defectus, nec solemnitas seu solemnitates quæcumque, deficerent vel essent omissæ, sed hic de verbo ad verbum essent contentæ.

32. Et ad majorem firmitatem & observantiam istius dictæ Pacis & contentorum in ea, Personæ, Consilia, sive Loca infra scripta, à die Datæ hujus Cartæ, usque ad sex menses proximè futuros, jurabunt super Crucem & Sancta Dei Evangelia, observare & complere istam Pacem; quod juramentum præstabit unusquisque in ista forma quæ sequitur: Ego talis juro Deo & per dictam Crucem, & Sancta Dei Evangelia cum manibus meis corporaliter tacta, quod benè, fideliter, legaliter & veraciter, sine aliqua arte vel fraude, tenebo, observabo, & complebo; & faciam observare, tenere & complere, toto meo legali posse, istam Pacem & omnia & quodlibet eorum in illa Carta contenta, de cætero & in perpetuum, cum fuerit dicta Pax per dictum Dominum Regem approbata, jurata & observata, prout in ista Carta sua continetur. Quæ personæ consilia sunt quæ sequuntur:

33. Dompnus Alphonsus Magister Sancti Jacobi: Dominus Johannes Magister de Alcantara, isti duo jurabunt cum fuerint in ætate constituti, Dompnus Henricus Filius Domni Petri Prior Sancti Johannis; Prælati : Archiepiscopus Toletanus, Archiepiscopus Ispalensis, Episcopus Palentinus, Episcopus Burgensis, Episcopus Zamorensis, Episcopus Seguntinus, Episcopus Abulensis, Episcopus Segobiensis, Episcopus Mendonensis, Episcopus Legionensis, Episcopus Salamantinus, Episcopus Placentinus, Episcopus Cartaginensis, Episcopus Lucensis, Episcopus Jaensis, Episcopus Civitatis Roderici, Episcopus de Tuis (Tuda) Episcopus de Crens (al. Sina) Episcopus Oretensis, Episcopus Cordubensis, Episcopus Caliccosis, Episcopus Conchensis, Episcopus Ocenensis, (al. Oresensis) Episcopus Calaguritanus, Episcopus Murciensis, Episcopus de Coria.

34. Comites & Domini : Comes Dompnus Federicus, Comes Dompnus Henricus, Manuel Comes de Niebla, Conestabularius, Alfonsus Henricus Admiraldus, Joannes de Velasco, Didacus Lupi d'Estuniga, Domnus Petrus de Marchena, Petrus Manriquez Adelantatus Legionensis, Petrus Aphan de Ribera, Didacus Fernandi Marescallus, Joannes Alvari de Ostorro, (al. Osorio) Didacus de Sant Doval, Adelantatus Castellæ, Dompnus Avarus, Petrus de Gusman, Prætor Major Yspalis, Gartias Fernandi Manrique, Didacus Sancii de Benciven, (al. Benavides) Carolus de Arellann, Fernandus Petri de Ayala, Dompnus Petrus de Guevara, Joannes Furatus de Mendoça, Didacus Fernandi de Quinnones, Adelantatus de Galecia, Martinus Fernandi Portocarero, Petrus de Estuniga Justitiarius major, Gometius Suares Filius

ANNO 1411.

Magistri, Petrus Magni de Avellaneda, Petrus Garsiæ de Ferrara Marescallus, Didacus Petri Sarmiento, Didacus de Estuniga, Martinus Fernandi Prætor Domicellorum, Numus Ferrer de Andrada, Joannes Alphonsi de Muxica, Doctores: Doctor Petrus Johannis, Doctor Petrus Sancii, Doctor Joannes Alphonsi, Doctor Joannes Roderici.

35. Civitates & Villæ, Tolletum, Sanctus Jacobus, Sibilia, Burgensis, Legionensis, Palentiuensis, Avila, Segobiensis, Seguntina, Ovetensis, Conchensis, Cartaginensis, Murciensis, Cordubensis, Jacutis, Calaquiritana, Calicensis, Badajocensis, Placentina, Coris, * Ovectensis, Lucensis, Mendoniensis, Orensis, Tuy, Vallisoleti, Taurum, Cancera, Trugillo, Camora, Betancos, Vivero, Sanctus Andreas, Sanctus Sebastianus, Bermeobilbao.

36. Et ut verius supra dicta teneantur, observentur & compleantur & quodlibet eorum, obligamus nos & omnes nostros Hæredes & Successores, & omnia nostra bona præsentia & futura, tam regalia quam fiscalia, Patrimonia & alia quæcumque, & quomodocumque vulgariter nominentur, quæ nos habeamus vel nobis pertineant, vel ut Regi vel Fisco vel aliter quovis modo. Et renunciamus specialiter & expresse omni actioni & Juri Canonico & Civili, scripto & non scripto, Officio & Beneficio, & Privilegio Juris specialis, communis, generalis, fori, stili, moris, usus; & specialiter Beneficio & Privilegio, Beneficiis & Privilegiis Juris specialis, quæ pertinent Regibus, velut Regibus vel Fisco vel aliter quovis modo, quod nobis pertinent vel possint pertinere, & de quibus nos & Hæredes & Successores nostri nos possumus vel possemus juvare & proficere quovis modo, quod nobis pertineant; quæ Beneficia vel Beneficium, Privilegium vel Privilegia, forum, stilum, usum, morem, habemus hic pro expressis & specificatis, & specialiter nominatis: & nos habemus ea certa & specificata ac si hic de verbo ad verbum essent specificata, posita & scripta. Et iis nos hic renuntiavimus & renuntiamus omni viæ speciali, communi, vel generali, quæ nobis pertineat vel pertinere possit qualitercumque conquerendi, denunciandi vel petendi, componendi, vel contradicendi in judicio vel extra judicium; nec veniendi alio quovis modo, contra dictam Pacem, finem, remissionem, refutationem, renuntiationem, quictationem & concordiam factum super supradictis, nec contra supradicta & quodlibet eorum. Et renunciamus etiam Legi & Juri, quod dicit, quod generalis renunciatio non valeat.

37. Et ad majorem firmitatem illius Pacis, finis, remissionis, refutationis, renunciationis, quictationis & concordiæ, & omnium supradictorum, & cujuslibet eorum, & ut ipsa fint magis firma & melius observata; concedimus, promittimus per fidem nostram Regiam, pro nobis & pro omnibus Hæredibus & Successoribus nostris, & pro dictis nostris Regnis & Dominiis, Terris, Patriis, Locis, Gentibus & Subditis eorum, & cujuslibet eorum; de tenendo, observando, complendo; & tenebimus, observabimus & complebimus; & faciemus tenere, servare, complere, benè, fideliter, legaliter & veraciter, sine aliquâ arte vel fraude, dictam Pacem, finem, remissionem, refutationem, renunciationem, quictationem & concordiam, & omnia alia supra dicta & quodlibet eorum in perpetuum, prout in ista Carta & Capitulis ejus plenius continetur. Et etiam quod nos non petemus nec impetrabimus per nos nec per alium, restitutionem in integrum, contra supra dicta & quodlibet eorum, dicendo quod sumus damnificati vel læsi, vel recepimus damnum vel fraudem aliquod vel aliquam, ut Rex vel ut Fiscus, vel aliter quovis modo, quod nostra ex parte possit dici vel allegari; nec veniemus, nec faciemus venire contra omne supradictum vel partem ejus nunc & de cætero, nec in aliquo tempore per aliquam formam vel quomodocumque possit fieri, nec ratione Schismatis, quod nunc est, nec alicujus cujusvis discordiæ, quæ sit vel fuerit in Ecclesia Dei, nec cujusquam Personæ cujuscumque Legis, status & conditionis existat.

38. Et nos supra dicti Regina Dompna Catharina & Infans Dompnus Fernandus, Tutores dicti Domini Regis, Rectores & Gubernatores Regnorum suorum, principaliter assistendo omnibus supradictis & cuilibet eorum; damus & concedimus, ut Tutores specialiter dicti Domini Regis, nostram licentiam, & interponimus nostram autoritatem ad hoc, quod iste Contractus & omnia in eo contenta & quodlibet eorum sint firma, valida & rata nunc & in perpetuum. Et ad majorem abundantiam & firmitatem dicti Contractus & in eodem contentorum, quia dictus Dominus Rex est minoris ætatis, nos supra dicti Tutores, habendo pro servitio Dei & dicti Domini Regis & utilitate boni communis Regnorum suorum, dictam Pacem firmam, & cum consilio & concordia Gentium Consilii dicti Domini Regis & Prælatorum, Ducum, Comitum, Magistrorum, divitum hominum, Militum & Procuratorum, Civitatum, Villatum & Locorum dictorum Regnorum suorum, sic & in quantum de Jure vel de facto sit necessarium & opportunum pro bono dicti Contractus; nos, ut Tutores dicti Domini Regis, firmamus & facimus, ponimus, damus & concedimus, pro & nomine dicti Regis, & pro omnibus Hæredibus, Successoribus suis, & omnibus Regnis suis, Dominiis, Gentibus suis, & Subditis eorum dictam Pacem bonam, fidelem, puram, veridicam, stabilem, firmam, perpetuam in perpetuum dicto Regi Domino Joanni Portugaliæ & Algarbæ, & Successoribus & Regnis, Dominiis & Gentibus suis, & Subditis eorum, in eadem forma & modo, prout in ista Carta continetur; & melius & efficacius quod per nos fieri possit. Et etiam pro dicto Rege & suo nomine ut Tutores sui facimus dictam Pacem, finem, remissionem, quictationem & concordiam specialem & expressam cum dicto Rege Portugaliæ, & omnibus suis Hæredibus & Successoribus & Regnis, Dominiis & Gentibus suis & Subditis eorum super omnibus dictis Guerris, controversiis & malis præteritis; & etiam facimus dictam remissionem, refutationem & renunciationem specialem & expressam totius Juris & Actionis, quæ dictus Dominus Rex, & Hæredes & Successores sui & sua Regna, Dominia, Gentes & Subditi eorum habent vel prætendunt habere ratione dictarum Guerrarum & dissensionum & malorum præteritorum, contra dictum Regem Portugaliæ, & Hæredes & Successores suos, Regna & Dominia, Gentes & Subditos eorum.

39. Et etiam pro & nomine dicti Domini Regis ut sui Tutores facimus omnes obligationem & obligationes, renunciationem & renunciationes, quæ pro bono, firmitate & observantia illius Contractus per dictum Dominum Regem in ista sua Carta sunt dictæ, factæ, declaratæ, sic & in eâdem forma & modo, prout in dicta Carta continetur. Et promittimus de non petendo nec assentire peti dictas magnas dissensiones & mala præterita, prout in ista Littera continetur. Dictam Pacem, finem, remissionem, refutationem, quictationem, renunciationem & concordiam & omnia alia & quodlibet eorum, nos dicti Tutores nomine dicti Domini nostri Regis, & pro ipso & omnibus Hæredibus & Successoribus suis & Regnis, Dominiis, & Gentibus suis & Subditis eorum, facimus, damus, & concedimus cum dicto Rege Portugaliæ, & suis Hæredibus & Successoribus & suis Gentibus, Regnis, Dominiis & Subditis eorum; in eadem forma & modo, prout in ista dicta Carta continetur; & melius & efficacius, quod per nos & nomine dicti Domini Regis fieri possit; sic & tam completè, ac si omnia verba, quæ sunt dicta, concepta, pronunciata & posita in Persona dicta Domini Regis, in ista Carta essent dicta, posita, concepta & pronunciata, per nos in nostris propriis Personis, ut Tutores ponimus & concipimus & pronuntiamus quælibet verba in suo loco, sicut sunt situata & scripta in ista dicta Carta.

40. Et statim de præsenti promittimus & juramus per Deum & signum Crucis & Sancta Dei Evangelia, cum nostris manibus corporaliter tacta, usque quo dictus Dominus Rex sit ætatis quatuordecim annorum completorum, quod nos benè, fideliter, legaliter & veraciter, sine aliqua arte vel fraude, toto nostro legali posse, ut Tutores dicti Domini Regis, etiam Dompna Catharina Regina & Infans Fernandus, tenebimus, observabimus, complebimus, & faciemus tenere, observare, complere istam dictam Pacem, finem, remissionem, quictationem, refutationem, renunciationem & concordiam, & omnia alia & quodlibet eorum; sic & in tali forma, prout in illa dicta Carta plenius continetur; quantum in nobis fuerit, & nobis pertinebit, ut Tutoribus Domini nostri Regis; & in quantum dictum Dominum Regem & suos Hæredes & Successores, Regna, Dominia & Subditos suos tangit & pertinet, observare, complere; & etiam in quantum nos tangit & pertinet, ut Reginam Domnam Catharinam, & ut Infantem Dompnum Fernandum, sic & taliter, prout in ista dicta Carta & Capitulis ejus plenius continetur; & non veniemus, nec faciemus contra supra scripta, vel quodlibet eorum, nec petemus, nec impetrabimus per nos, nec per alium restitutionem in integrum, nec absolutionem dicti juramenti contra dictam Pacem & con-

ANNO 1411.

contenta in eadem, & quodlibet eorum in nostro tempore vel dicti Domini Regis, nec ratione suæ minoris ætatis, nec ratione damni vel deceptionis alicujus quæ pro parte dicti Domini Regis, vel nostri dici vel allegari possit, renuntiando expressè omni Juri, Actioni, Exceptioni, Officio, Beneficio, vel Privilegio Juris specialis, communis vel generalis, per quod vel quæ contra supradictam Pacem vel partem ejus possemus venire quovis modo; habendo dicta Jura, Officium vel Officia, Beneficium vel Beneficia, Privilegium vel Privilegia hic omnia & quodlibet eorum, pro scriptis & specificatis & specialiter nominatis; & nos dicimus de eis & de quolibet eorum certos & certificatos, & pariter renuntiamus Legi & Juri, in quo cavetur, quod generalis renuntiatio non valet.

41. Ac etiam promittimus & juramus per Deum & super signum Crucis & Sancta Dei Evangelia, cum nostris manibus corporaliter tacta, ut Tutores dicti Domini Regis, & ut Regina Dompna Catharina ejus Genetrix, & ut Infans Dompnus Fernandus ejus Avunculus, tractare, facere, procurare & consulere, toto nostro legali posse benè, fideliter, legaliter & veraciter, cum Deo placuerit quod dictus Dominus Rex sit in ætate quatuordecim annorum completorum; quod approbabit, complebit, ratificabit, tenebit & observabit, & faciet tenere, observare & complere veraciter supra dictam Pacem, finem, remissionem, quictationem, refutationem, renunciationem & concordiam; & omnia alia in ista Carta contenta & quodlibet eorum; & non veniet nec faciet contra hoc vel partem ejus aliqua ratione vel modo, quo possit; & renunciabit omni Actioni, Juri vel Officio, Beneficio vel Privilegio Juris specialis, communis vel generalis, per quod vel quæ contra supradictum vel partem ejus possit venire quovis modo & faciet omnes obligationes, renunciationem & renunciationes, sic & in eadem forma prout in ista Carta continetur; & quod supplebit de sua potestate regali & absoluta quemcumque defectum vel defectus Juris, vel solemnitatis seu solemnitatum Juris, vel cujusvis alterius quod in isto Tractatu esset, vel deesset aut esset omissum quovis modo.

42. Et finaliter jurabit expressè per Deum & supra Crucem & Sancta Dei Evangelia cum suis manibus corporaliter tacta: quod bene, fideliter, legaliter & veraciter faciet, tenebit, observabit & complebit, & facere, tenere, observare & complere supra dictam Pacem, finem, remissionem, quitationem, refutationem & concordiam, & omnia alia & quodlibet eorum sic, & in forma & modo prout in ista Carta & Capitulis ejus plenius continetur. Et non petet nec impetrabit per se nec per alium restitutionem in integrum, nec absolutionem dicti juramenti contra dictam Pacem, & contenta in eadem & quodlibet eorum quovis modo possit. Et ad majorem corroborationem istius Contractus. Nos supra dicti Tutores, ut Tutores dicti Domini Regis & Rectores & Gubernatores dictorum Regnorum suorum, corroboravimus sive apposuimus hic nostra manualia signa; & præcepimus sigillari cum Sigillo plumbi dicti Domini Regis, ac etiam præcepimus præsentibus Notariis publicis & Scribis quod conferant signatum pro tuitione ambarum Partium; Et præsentibus quod sint Testes qui sunt, scilicet Dompnus Alphonsus Herici, Admiraldus Castellæ; Et Petrus Afan de Ribera Adelantatus major Fronteriæ; & Didacus Fernandi Marescallus & Joannes Alvari de Osorio Custos major Regis, & Dominus Frater Johannes Henrici Episcopus Lucensis. Datum &c. Anno Domini nostri Jesu Christi millesimo CCCC. undecimo, & erant hæc nomina infra scripta ibi posita in Idiomate Yspanico YO LA REGINA, YO EL INFANTE

CCXLVIII.

13. Avril. *Fragmentum Tractatûs, quô* D. SANDAGLI *Bosnæ Woywoda supremus, & sua Conjux* CATHARINA, *Duci & Dominio* VENETORUM, *Castrum* Ostroviæ *in Croatia situm pro pretio Ducatorum quinque millium auri boni vendit & tradit. Datum 13. Aprilis. Indict. IV.* 1411. [JOANNES LUCIUS de Regno Dalmatiæ & Croatiæ, Libr. IV. pag. 263.]

1411. INDICTIONE IV. die 13. mensis Aprilis, Reverendus Vir Dominus Theodorus Archidux Bossin. Procurator, & Procuratorio nomine D. Sandagli Bossinæ Voyvode supremi, nec non M[ca]. DD. Annæ ejus Socrus. r. D. Volci Bani constituentium pro se ipsis, & eorum nomine proprio, & pro D. Catharina Consorte præfati M. D. Sandagli V. & Filia d. D. Annæ, & dicti q. D. Volci Bani pro qua de ratihabitione promittentes, ut de Procuratione paret Patentibus Literis dd. DD. Voy. & D. Annæ Socrus ejus, datis in Castro Clue. Anni Nat. Domini 1410. 20. mensis Decembris in Litera Sclavonica appensione ipsius D. San. & D. Annæ duorum eorum Sigillorum munitis, habens ad hoc factum speciale Mandatum ut dicto patet Privilegio: dicto Procurat. nomine dedit, vendidit, & tradidit M. D. Zaccariæ Trivisano Militi V. I. D. & pro Duc. Dominio Veneto hon. Com. Civit. Iad. nec non D. Petro Arimando hon. Capitaneo ejusdem ementibus, & recipientibus vice, & nomine prælibati Illustrissimi Duc. Dom. Venetiarum habentibus ad hoc speciale Mandatum, ut ipsius prælibatæ Ducalis Dominationis patet Literis, Bulla plumbea pendenti signatis. Dat. Ven. 1410. Indictione V. die 8. mensis Novembris præsentibus, recipientibus & stipulantibus vice, & nomine præfati Ducalis Dominii Civitatis Ven. Castrum Ostrovice situm in Croatia intra suos veros confines . . . . . exceptis Villarum proprietatibus, specialium personarum, & signanter Comitis Alexii præfati D. Voy. Servitoris, & Egregii Militis D. Simeonis de Detrico Civis Iad. & S. Gabrielis de Nozdrogna Villis, quæ à Rege Ladislao suo Privilegio eisdem donatæ esse dignoscuntur per suprascriptum D. Voy. & suo Privilegio confirmatæ, & quæ tamen tenentur Castro debitum reddere secundum Consuetudinem Nobilium Castri Villarum . . . . & hoc pretio Ducatorum quinque millium auri boni & justi ponderis, & cuusi Ven. quod pretium dictus Procurator, & Venditor antedictus fuit confessus, & contentus habuisse & recepisse . . . . Item cessit Civ. Scardonen. &c. Actum Iadræ.

CCXLIX.

*Défi des Enfans de la Famille d'*ORLEANS *à* JEAN *Duc de Bourgogne, fait le 18. de Juillet* 1411. [Continuation de l'Histoire & Chronique de Flandre par DENIS LE SAUVAGE. pag. 200.] 18. Juill. Orleanois et Bourguignons,

CHARLES Duc d'ORLEANS & de Valois, Comte de Blois & de Beaumont, & Signeur de Coucy, PHILIPPE, Comte de Vertus, & JEAN, Comte d'Angoulesme, Freres, A toy, Jehan: qui te dis Duc de Bourgongne. Pour le tres-horrible meurtre, par toy faict en grand trahison, d'aguet a pensé, par meurtriers affaictés, en la personne de nostre tresredouté Signeur & Pere, Monseigneur Louïs, Duc d'Orleans, seul Frére germain de Monsigneur le Roy, nostre Souverain Signeur & le tien, nonobstant plusieurs Sermens, Aliances, & Compaignies d'Armes, que tu avois à luy, & pour les grans trahisons, déloyautés, deshonneurs, & mauvaistiés, que tu as perpetrées contre nostredict Souverain Signeur, Monsigneur le Roy, & contre nous, en plusieurs manieres, te faisons savoir que des ceste heure en avant, nous te nuirons de toute nostre puissance, & par toutes les manieres, que nous pourrons: & contre toy, & de ta deloyauté & trahison, appelons Dieu & raison à nostre aide, & tous les preudhommes de ce monde. En tesmoing de vérité nous avons fait seeller ces présentes Lettres du Seel de moy Charles dessusnommé. Données à Jargueau, le dix-huictiéme jour de Juillet, l'an mille quatre cens & onze.

CCL.

Réponse de (1) JEAN *Duc de Bourgogne au Défi des Enfans de la Famille d'*ORLEANS. *Fait à Douay le 13. Août* 1411. [Continuation de l'Histoire & Chronique de Flandre par DENIS LE SAUVAGE, pag. 200.] Orleanois et Bourguignons,

(1) Peu de temps après ce Défi, la Paix fut faite de nouveau entre ces deux Familles, à condition que les Princes demanderoient pardon au Roi, qui leur octroyeroit l'abolition ; qu'ils renonceroient aux Alliances étrangéres; que toutes les Places prises durant la Guerre seroient renduës de part & d'autre, les personnes remises dans leurs biens, nonobstant les Arrêts de confiscation, les Officiers rétablis dans leurs Offices, & defenses faites de plus user de ces noms factieux d'*Armagnac* & de *Bourguignon*.

Anno 1411.

JEHAN Duc de Bourgongne, Comte d'Artois, de Flandres, & de Bourgongne Palatin, Signeur de Salins & de Malines, A toy, Charles, qui te dis Duc d'ORLEANS, à toy Philippe, qui te dis Comte de Vertus, & à toy Jehan, qui te dis Comte d'Angoulesme, & qui nagueres nous avez escrit vos Lettres de deffiances, faisons savoir, & voulons que chascun sache, que, pour abatre les treshorribles trahisons, par tres-grandes mauvaistiés, & aguets apensés, conspirees, machinees, & faictes felonnement a l'encontre de Monsigneur le Roy, nostre tresredouté & Souverain Seigneur, & le vostre, & contre sa tresnoble géneration, par feu Louis vostre Pere, en plusieurs & diverses maniéres, & pour garder vostre Pere, faux & deloyal trahistre, de parvenir à la finale execution detestable, à laquelle il prétendoit a l'encontre de nostre tresredouté Signeur & le sien, & aussi contre sadicte géneration, si faussement & notoirement, que nul preudhomme ne le devoit laisser vivre, & mesmement nous (qui sommes Cousin germain de mondict Signeur, Doyen des Pers, & deux fois Per, & plus astreint à luy, & à sadicte géneration, qu'autres quelconques de sadicte géneration, ou de leurs parens & Sugets) ne devions un si faux, deloyal, cruel, & felon trahistre laisser sur Terre plus longuement, que ce ne fust à nostre tresgrande charge, avons, pour nous aquiter loyaument, & faire nostre devoir envers nostre tresgrand & Souverain Signeur, & sadicte géneration, fait mourir (ainsi qu'il devoit) ledict faux & déloyal trahistre: & ainsi avons fait plaisir à Dieu, service loyal à nostredict tresredouté & Souverain Signeur, & exécuté raison. Et, pource que toy & tesdicts Freres ensuyvez la trace fausse, déloyale, & felonne de vostredict feu Pere, cuidans venir aux dannables & deloyaux faicts ausquels il prétendoit, avons tresgrande liesse au cueur, desdictes deffiances. Mais du surplus, contenu en icelles, toy & tesdicts Fréres avez menty, & mentez faussement, mauvaisement, & deloyaument, comme trahistres, que vous estes, & dont à l'aide de Nostre-Signeur (qui fait & congnoist la tresentiére & parfaicte loyauté, amour, & vraye intention, que touiours avons eue, & aurons tant que vivrons, à nostredict Signeur, à sa dicte géneration, au bien de son peuple, & à tout son Royaume) vous ferons venir à fin & punition telle, que tels faux, mauvais, & deloyaux trahistres, rebelles, desobeissans, & felons, comme toy & tesdicts Freres estes, doyvent venir par raison. En tesmoin de ce, nous avons fait seeler ces Lettres de nostre Seel. Donnees en nostre Ville de Douay, le treiziéme jour d'Aoust, l'an de grace mille quatre cens & onze.

CCLI.

3. Août. *Traité & Alliance entre* WENCESLAS *Roi des Romains & de Bohême*, & ANTOINE *Duc de Brabant, par lequel ledit Roi céde audit Duc le droit qu'il pourroit avoir sur le Duché de* Brabant. *Fait à Prague, le 3. Août* 1411. [Placards & Ordonnances de Brabant Tom.I. Liv. V. Tit. I. Chap. IV. pag. 554.]

L'EMPIRE ET BRABANT.

WENCESLAUS, Dei gratiâ Rom. Rex, semper Augustus & Bohemiæ Rex. Notum facimus, tenore præsentium universis, quod sicut alias ad supplicem . . . . . instantiam Serenissimi Principis Caroli Francorum Regis, & aliorum Illustrium Inclytæ Domus Franciæ Principum, Patronorum, & Avunculorum ejusdem Domini Caroli, Consanguineorum nostrorum dilectorum, nec non ob singularem favorem, quem ad Personam Illustris ANTONII Ducis Brabantiæ, Consanguinei nostri charissimi, parentelæ, seu Matrimonii contractum inter ipsum Ducem Brabantiæ & Inclytam Elisabetham, Illustris quondam Joannis Ducis, Gorlicensis Principis Germani nostri charissimi Filiam, Neptemque nostram prædilectam, optatum duximus in effectum, ipsamque Neptem nostram prædicto Antonio Duci Brabantiæ legitimam tradendam in Uxorem, ita nos in favorem hujusmodi sacri Matrimonii, & pro confirmatione, ac in signum amicitiæ specialis . . . . . . sano Principum, Procerum ac fidelium nostrorum accedente consilio, & de certâ scientiâ, cum eodem Antonio Duce Brabantiæ, nec non Illustri Joanne Duce Burgundiæ, Germaniæ ipsius Consanguineo Illustri, novas Ligas, Uniones, & Confœderationes inivimus & virtute præsentium subintramus, taliter videlicet: Quod ipsi Antonius Brabantiæ & Joannes Burgundiæ Duces, Consanguinei nostri prædicti nobis, Hæredibus & Successoribus nostris Bohemiæ Regibus, in nostris & Sacri Romani Imperii, & Coronæ Bohemiæ negotiis, atque causis, adversus quoscunque, cujuscunque etiam gradus, dignitatis, seu præeminentiæ extiterint, cum duobus millibus laureatorum, propriis eorum sumptibus & expensis, præstare debebunt, & tenentur consilium, auxilium & juvamen, & signanter juxta modum & formam quemadmodum. Domus Inclytæ Franciæ Reges, & Principes nobiscum, & Domo nostra Bohemiæ, & Regibus & Principibus ipsius ab antiquis colligati & confœderati existunt, & fuerunt, toties, & quoties per nos, & Successores nostros Reges Bohemiæ super fuerint requisiti. Proviso tamen quòd nos, Hæredes & Successores nostri Reges Bohemiæ, ipsis paribus Legibus, Unionibus, & Confœderationibus obstringamur. Insuper verò, & prædictus Antonius Consanguineus noster, ob præfati Matrimonii, ac parentelæ sacrum contractum, alicujus magnificentiæ nostræ beneficio gaudeat, meritò in futurum autoritate Regia Romana & Bohemica declaravimus, & virtute præsentium declaramus, eundem Antonium Ducem Brabantiæ Consanguineum nostrum, ad Dominium Ducatus Brabantiæ ritè, benè, & justè legitimâ successione pervenisse, & ipso Ducatu, cum omnibus suis pertinentiis, licitè, & bono titulo gaudere, & gaudere debere, ac si etiam, & in quantum opus est, omne jus quod nobis tanquam Romano Regi, & Bohemiæ Regi ratione Ducatus Luxemburgensis, aut aliàs in & super Ducatu Brabantiæ, per modum devolutionis, seu alio quocunque modo competit, aut competere posset. Et similiter omne Jus, quod nobis in Castris, & Fortalitiis inter Mosam, & Rhenum sita, ad Ducatum Luxemburgensem spectantia, quæ idem Antonius ad præsens tenet, & possidet, competere dicitur, eidem Antonio, ejus Hæredibus, ac Successoribus, dedimus, & donavimus, ac in ipsos transferimus, plenariè, & in totum, præsentium sub Regiæ nostræ Majestatis sigillo & Testimonio Literarum. Datum Pragæ Anno Domini millesimo quadringentesimo undecimo 3. Augusti, Regnorum nostrorum Anno Bohemiæ quadragesimo nono, Romani trigesimo sexto. *Subsignatum*, ad Mandatum Domini Regis, *& erat subscriptum* JOANNES DE BAMBERCH.

CCLII.

*Déclaration d'*AME' *Comte de Savoye, & de Geneve, portant qu'il a racheté, de* FERRY de Lorraine *Comte de Vaudemont, & de* MARGUERITE de Joinville *sa Femme, les Châteaux, Villes, Villages &c. de* la Roche, Rumilly sous Cornillon & Baleison *au Comté de* Geneve; *Lesquels aussi lui ont été delivrés, restitués & remis, dequoi il se tient content, & les decharge. A Ambroïiay le* 11. *d'Octobre* 1411. [La veritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. aux Preuves. Page 191.] 11. Oct.

NOUS Amé, Comte de Savoye, Duc de Chablais & d'Oste, Marquis en Itaille, Prince & Comte de Geneve, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront & orront, Salut. Sachent tuit que comme il soit ainsi que nous ayons acheté les Chasteaux, Villes, Villages, Chastellenies, Mandemens & Ressors de la Roche Rumilly soubs Cornillon & Baleison ou Comte de Geneve, de nos tres-chiers & tres-amez Cousin & Tante FERRY de Lorraine Seigneur de Rumigny, de Boues, Comte de Vaudemont & Seigneur de Joinville & MARGUERITE de Joinville sa femme: Lesquels Chasteaux & Lieux ils tenoient à cause du Douaire constitué, assigné & assis à nostredite Tante par feu le Comte Pierre, jadis Comte de Geneve son mary, & confirmé par feu de noble recordation nostre sainct Pere Pape Clement, Successeur d'iceluy ou dit Comte de Geneve. Neantmoins nostredite Tante ou temps que lesdits Chasteaux & Lieux lui furent continuez, ordonnez, assignez & assis pour sondit Douaire, & aussi au temps que ycelluy Douaire luy fut confirmé par nostredit sainct Pere Pape Clement. Icelle nostre Tante se obliga & bailla bons Pleiges, Seurtez & Fiences de tenir, retenir & maintenir lesdits Chasteaux & Lieux & chascun d'eulx

ANNO 1411.

d'eulx en bon & suffisant estat, & de yceulx rendre, restituer & restablir apres le decés & trespassement d'icelle nostre Tante au Comte de Geneve, qui seroit lors ou celuy ou ceulx qui appertiendroit, ainsi qu'il est contenu és Lettres & Instrument qui sur ce furent faictes. Pource est-il que nous Amé Comtes de Savoye & de Geneve dessusdit, attendu & moyennant le vendage dessusdit de nostre certaine science confessons par ces présentes Lettres lesdits Chasteaux de la Roche Rumilli soubs Cornillon & Baleison, ensemble toutes les Appartenances & Appendences d'iceulx avoir eu & receuz d'iceulx Comte & Comtesse de Vaudemont & iceux Comte & Comtesse leurs Pleiges & Fiences, leurs Hoirs & Successeurs & autres quelsconques qu'il appertendraient, quittons & tenons quites de toutes les chouses, en quoy eulx & chacun d'eulx à quelque cause ou maniere que ce fust, soient ou pourroient estre tenus ou obligez par lesdites Lettres ou aultrement envers nous ou envers aultres quelsconques personnes, pour cause de la delivrance, restitution, administration, refection & retention desdits Chasteaux & Lieux de la Roche Rumilli soubz Cornillon & Baleison, & leurs Appartenances, & de chacun d'eulx, & promettons & en bonne foy & soubz l'obligation de tous nos Biens & de nos Hoirs & Successeurs presens & advenir; tenir, quittes & paisibles, lesdits Comte & Comtesse, leurs Hoirs & Successeurs. Ensemble leursdits Pleges & Fiences desdites Restitution, Delivrance, Administration, Retention & Refection d'iceulx Chastiux & Lieux de la Roche Rumilli soubs Cornillon & Baleison & autres choses dessusdites, & de ces choses & de chacune d'icelles faire & porter bonne & leale garantie & defense ausdits Comte & Comtesse & autres leurs Fiences qu'ils appertendroit envers toutes & singulieres personnes qui pour cause desdites Delivrances, Restitution, Administration & Retention desdits Chasteaux & Lieux de Roche Rumilli soubs Cornillon & Baleison, leur vouldroient ou pourroient aucune chose demander, ores & pour le temps advenir à noz propres fraix, cousts, missions & despens, & de rendre & restituer tous despens, dommages & interests, qui de par lesdits Comte & Comtesse de Vandemont ou autres leurs Pleges seroient pour ce fais ou sousteuus par deffault de ladite Garentie & deffence. Donné à Ambrouay l'unziesme jour d'Octobre l'an de nostre Seigneur mil quatre cens & unze. *Au dessoubs est escript*: Par Monseigneur, presens Messire *G. Marchiant* Chancellier, *B. de Challant* Marechal de Savoye, *Loys de Boyl*, *Amé* Seigneur d'*Aspremont*, *P. Andrenet* Maistre d'Hostel. *Signé* GARET. *Scellées d'un petit seel de cire rouge sur simple queue.*

CCLIII.

3. Nov. Vereinigung zwischen Churfürst Ludwigen / Pfaltzgrafen am Rhein eines / und der Stadt Speyr andern theils / wegen der von seiten hochbenanndten Churfürstens der Stadt zu leistenden Hülffe und Beystandts. Samstags nach Allerheiligen 1411. [LEHMANNI Chronicon Spirense Libr. VII. Cap. LXXXIV. pag. 796. col. a.]

C'est-à-dire,

Traité entre LOUIS *Electeur Palatin & la Ville de* SPIRE, *concernant le secours & l'assistance que ledit Electeur devra donner à ladite Ville. Le Samedi après la Fête de tous les Saints. Ann.* 1411.

WJr Ludwig von Gottes Gnaden Pfaltzgrafe bey Rhein / des H. Römischen Reichs Ertztruchses / und Hertzog in Beyern / bekennen und thun kund mit diesem Brieff / rc. Wann wir mit gantzer Begierde geneigt seyn zu Frieden und zu gemeinem Nutze der Land / und auch der Witwen und Waysen / reich und arm / und alle andere beschirmt werden / und bey Gemach bleiben mögen / so haben wir mit wolbedachtem Muth und rechtem Wissen / dem H. Römischen Reich zu Stärckung / zu Ehren und zu Nutz Uns selber / den Unsern und dem gemeinen Land zu Frieden und Gemach Uns mit den Ehrsamen weisen Burgermeistern / Rath und Burgern gemeinlich der Stadt zu Speyr Unsern besondern guten Freunden freundlich und gütlich vereinigt. Und vereinigen uns auch in Krafft diß Brieffs mit Uns selbst und allen Unsern Städten / Vesten / Schlossen / Landen / Leuten / und den Unsern 5 Jahr von Dato die nechsten nach einander / in alle Maß als hernach geschrieben. Erstlich / daß wir die Stadt und dero Burger mit rechten guten Treuen meinen / haben und halten / mit ihnen zu keinem Krieg noch Feindschafft kommen / noch den Unsern das gestatten. Und so jemand / wer der were / die von Speyr / ihre Diener / und wer ihnen zu verspechen steht / angriff oder beschädigt mit Mord / Brand / Name / oder unrechten Sachen / oder sie von ihren Freyheiten / Rechten / Gnaden / guten Gewohnheiten oder Briefen treiben und tringen wolt / daß wir alsdann und alle die Uns zugehören / ihnen getreulich sollen und wollen darwider berathen und beholffen seyn mit nacheilen / zureissen / zuziehen / und mit allen andern Sachen die dazu gehören / mit unserem besten Vermögen / gleicher Weiß als ob es uns selbst angienge und uns selber geschehen und widerfahren were / alle Geschede und arge List gäntzlich ausgescheiden. Were aber die Geschicht und Sach also beschaffen / daß sie uff frischer That und so kurtz nit möchten erobert und außgetragen werden / wann wir dann von der Stadt ermahnt werden / sollen wir ihnen in den nechsten acht Tagen nach der Mahnung schicken zehen mit Glenen / derselben Glenen jeglicher uff 8 mußte einen gewapneten Knecht und drey Pferde wol erzeugt haben soll / die auch uff unsern Kosten / Schaden und Verlust zu täglichem Krieg verbleiben / und auch ihnen und ihren Hauptleuten getreulich beholffen und gehorsam seyn sollen / mit ihren Dienern zu reiten 18. Meil Wegs umb Speyer oder die Neustatt um und umb / da es dann Noth ist und ihre Feinde anzugreiffen und zu beschedigen. Doch daß die von Speyr zum minsten auch zehen Glenen dazu legen. Wär auch die Sach also gestalt / daß man über die 20. Glenen mehr Hülffe bedurffte / so sollen wir nach gehaltenem Rath / wie hoch dieselbe zu stellen in einen Monat darnach mit der Hülff die wir überkommen / unverzüglich zu ziehen in aller Maß als obgeschrieben steht. Und were es daß man zu Feld liegen würde / die von Speyr mit unser Hülff icht Schloß oder gefangen gewonnen / mit denselben Schlossen und Gefangenen mögen sie gefahren und thun wie sie wollen / on unser und der unsern Irrung und Widerrede. Doch also / daß sie die Gefangene nach erbarer Kriegs Gewonheit halten / und die auch ohne unsern Wissen und Willen nit tödten / noch die gewonnene Schloß brechen sollen. Es sollen auch der Stadt Speyr und den ihren alle unsere Städt / Schloß und Vesten die obgenante Zeit auß offen seyn / und sich darauß und darinn zu behelffen / gegen wem es noth ist. Doch also / daß sie über 20. Pferd darinn nit legen sollen / Und wir sollen auch bestellen / daß man ihnen und den ihren redlichen feilen Kauff darinn gebe. So sollen wir auch ihre Feind die wissentlich seyn in unsern Städten / Schlossen / Landen und Gebieten nit etzen / träncken / noch ihnen sonsten Gleidt darinn geben. Hette auch ein unser Burger an der Stadt Burger einen / oder hingegen der Stadt Burger gegen unserm Unterthan zu sprechen / darum soll jeder dem andern des Rechtens gehorsam seyn an dem Ort und Gericht da er gesessen / dahin auch der Kläger nachfolgen soll. Und ist es / daß der / dem man zuspricht der Schuld geständig ist / so soll er den Kläger die zu Stund zahlen / oder ihme zu Stund Pfand geben / und sind es essend Pfand / so soll sie der Kläger ein Tag und ein Nacht halten / Wären es aber ander Pfand / so soll

ANNO 1411. er sie 14. Tag halten/ und so die Zeit vergangen ist/ so mag sie der Kläger verkauffen/ ob jme die vorgenante Schuld/ alsdann nit bezahlt würde. Wäre es auch/ daß der/ dem man zuspricht/ nit Pfand oder Geld hätte/ so sol man ihne ausser der Stadt und Gericht/ darinn er wonhafft ist/ treiben. Und ob jne Kläger in andern Gerichten antreffe/ so mag er jn umb die Schuld mit Gericht angreiffen und bekümmern. Was auch Eigen und Erbe antrifft/ das sol man außtragen an den Gerichten da die Güter gelegen sind. In dieser Bündnuß seynd außgenommen der Käyser Sigismund/ Hertzog Stephan und Hertzog Ott seine Brüder/ der Hertzog zu Lothringen/ Herr Raban Bischoff zu Speyr/ Johan Bischoff zu Wormbs/ Grafe Eberhart von Würtemberg/ die Statt Straßburg/ Hagenau/ Weissenburg/ Colmar/ Schletstatt/ Ober-Ehenheim/ Kaysersberg/ Mühlhausen/ Roßheim/ Dornicken/ Seltz/ Heilbrunn und Wimpfen/ mit denen Seine Churfürstl. Gnaden damals in Einung gewesen seyn. Die Brief ist geben Sambstags nach Allerheiligen Anno Christi 1411.

CCLIV.

1412. *Extrait du Traité de Paix fait à Bourges entre la Famille d'*ORLEANS *& celle de* BOURGOGNE, 1412. [Continuation de la Chronique de Flandres, par DENIS SAUVAGE. pag. 219.]

ORLEANS ET BOURGOGNE.

LES Traittés dessusdicts fussent conclus en la forme suyvante. C'est assavoir que le Traitté de Chartres, faict par le Roi & son Conseil entre le Duc de BOURGONGNE & les trois fréres d'ORLEANS, auroit lieu, en accomplissant le mariage du Comte de Vertus avec une des filles de Bourgongne. Que le Duc de Berry remettroit en l'obeissance du Roy telles Viles & Chasteaux, qu'il luy plairoit, le priant de luy vouloir pardonner, s'il ne luy avoit assez tost rendu la Vile de Bourges. Que tous ces Signeurs Orleanois renonceroyent à toutes Convenances & Alliances, qu'ils auroyent faictes les uns avec les autres, & avec tous estrangers, contre le Duc de Bourgongne: & pareillement renonceroit iceluy Duc de Bourgongne à toutes Aliances & Confederations quelconques, par luy faictes contre lesdicts Signeurs. Que le Roy leur restitueroit toutes leurs Terres, Viles, Chasteaux, & Forteresses: excepté que ce, qui auroit esté démoli, demeureroit ainsi, sans autre réparation. Finalement que les Officiers & serviteurs desdicts Signeurs seroyent remis en leurs Biens, Offices, & Bénefices.

CCLV.

15. Mars. *Pax & Fœdus inter* SIGISMUNDUM *Romanorum Regem ab una, nec non* WLADISLAUM *Regem Poloniæ, atque* ALEXANDRUM, *alias* WITHAWDUM *ejus Fratrem Lithuaniæ Ducem parte ex altera, contra quoscunque homines, eos hostiliter invadere volentes. Actum Liblio die 15. Martii anno 1412.* [JOANNIS DLUGOSSI Historia Polonica, Lib. XI. col. 321.]

SIGISMUNDUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croaciæ, Ramæ, Serviæ, Galatiæ, Lodoringiæ, Cumaniæ, Bulgariæque Rex. Ad certitudinem præsentium, & memoriam futurorum, inter bonas solicitudines, curasque multiplices, quæ ministerio Regiæ Dignitatis incumbunt, de pacifico & salubri statu Regnorum nostrorum, solicite cogitare nos convenit, ut Regnis ipsis ac Subditis nostris vigeat tranquilla beatitudo quietis, & solidæ pacis gratia nutriatur. Summopere igitur est occurrendum, ut non crescant jurgia, sed juxta magistram bonorum omnium charitatem, quæ nihil sapit extraneum, nihil asperum, nihil confusum, imo æquitate nutrit concordiam, dissociatos conjungit, pacem & unitatem consolidat. Cupientes itaque omnium displicentiarum, odiorum, injuriarum, damnorum & guerrarum, materias & fomites, inter nos ab una, & Serenissimum, ac Prælatos, Principes, Dominos Wladislaum Regem Poloniæ, & Alexandrum alias Withawdum, Ducem magnum Lithuaniæ, fratrem ejusdem Regis Wladislai, partibus ab altera, ac Regna & Subditos cujuslibet nostrûm, quoquomodo hactenus exortas & attentatas, tollere & suffocare, ac ad statum debitum mutuæ charitatis & fraternitatis, unione laudabili deducere, ad hujusmodi conexionis, pacis, fraternitatis, & concordiæ, inconcussè duraturam devenimus unionem. Primo nempe ex certâ scientiâ nostrâ, & in virtute fidei Catholicæ perfectæ, & puro corde, ac verbo Regio, accedente etiam ad hoc Prælatorum & Baronum, Procerumque Regni nostri Hungariæ consensu, pariter & assensu, assumimus & pollicemur; quod ab hoc die & hora in antea, puram, veram, & sinceram fraternitatem, eisdem, Wladislao Regi, & Alexandro Duci, pro quo præfatus Wladislaus Poloniæ Rex, nobis fecit cautionem, quod idem Dux Alexander vice versâ, nobis eandem fraternitatem jugiter observabit, & per suas authenticas & privilegiales Litteras firmabit, exhibebimus & servabimus. Ipsosque contra omnem hominem viventem, eos hostiliter invadere molientem, totis nostris viribus adjuvabimus. Et quod auxilium vel consilium nunquam dabimus nec consentiemus, contra ipsorum Statum seu Personas, neque in periculum seu necem Personarum ipsorum, per Nos, vel per alium seu alios aliquatenus machinabimur; aut machinari volentibus consentiemus; sed potius conservationem sanitatis & vitæ ipsorum utriusque, honores quoque eorum, pro posse procurabimus. Et quod de Regno, Ducatu, Terris, Dominiis, Vasallis & Subditis ipsorum nullo unquam tempore quicquam attentabimus. Damnum quoque & periculum Status, Personarum, & honoris ipsorum avertemus. Proditoribus & rebellibus ipsorum non consentiemus, immo fraternitates eorum in talibus, ubi sciverimus, præmuniemus, eis intimando defendemus, ac ipsis assistemus, ac alia omnia & singula erga eorum fraternitates generaliter & specialiter attendemus, & efficabiliter observabimus, quæ veræ & sinceræ fraternitatis vinculum exigit, & quæ in præsentibus Literis nostris per distinctiones & continentias earundem, in suis Punctis, Clausulis, & Articulis, Sententiis quoque & Capitulis universis comprehenduntur, promittimus inviolabiliter & effectualiter attendere & tenere, prout præfati Domini, Wladislaus Rex, & Withawdus Dux, fratres nostri charissimi, vicariâ & reciprocâ vicissitudine, hæc nobis tenenda & observanda repromiserunt. Verum quia super Terris Russiæ, Podoliæ, Moldaviæ, inter nos & ipsum Dominum Wladislaum Regem Poloniæ, & occasione earundem inter cætera, dissensionis materia vertebatur: in facto itaque Terræ Russiæ, inter nos & præfatum Dominum Wladislaum Regem, concordatum extitit hoc modo: ut vita nobis, & sibi insimul comite, usque ad diem obitûs uniûs ex nobis, quem videlicet prius nutu divino ex nobis eximi contingat ab humanis, inter nos & ipsum Dominum Wladislaum Regem, nec non præfatum Withawdum Ducem, Pacis & Treugarum Fœdera habeantur, & inconcussè observentur, modo infra scripto. Quibus Treugis durantibus præfatus Dominus Wladislaus Rex Poloniæ, Terram ipsam Russiæ pacifice teneat prout tenet, sine impedimento nostro, vel Regni, aut Subditorum nostrorum aliquali in Terra vero Podoliæ, promittimus eundem Dominum Wladislaum Regem per nosmet ipsos non impedire, nec per nostros Subditos facere impediri; neque alicui ad illam impediendam consilium, favorem, vel auxilium præstare, Treugis durantibus infra scriptis. Item in casu, quo Nos Regem Sigismundum, memorato Domino Wladislao Rege Fratre nostro, vocatione divinâ præmori contingat, ex tunc post obitum nostrum prædictæ Treugæ, infra quinque annos immediate sequentes, debent perdurare. Et è converso, si prædictum Dominum Wladislaum Regem prius nobis decedere accidat, Fœdera hujusmodi Treugarum, similiter infra quinquennium, inter Poloniæ & Hungariæ Regna, post hujus decessum, debent firmiter observari, & infra prædictos quinque annos Treugarum, videatur de justitia & jure Partium, secundum seriem & continentiam Literarum, alias per Prælatos & Barones utriusque Regni, Hungariæ videlicet & Poloniæ primum in Iglo, alio nomine in nova Villa, & alterâ vice in antiqua Villa, confectarum, quarum contenta habentes hic sufficienter pro insertis, quo ad hæc, in suo robore volumus permanere. Præterea de Terra Moldaviæ, ut sequitur, inter nos & eundem Dominum

ANNO 1412.

minum Regem Poloniæ, Fratrem nostrum charissimum, est mutuo concordatum. Ex quo enim magnificus Alexander, pronunc Vayvoda Moldavus, ad beneplacita & mandata ipsius Domini Wladislai Fratris nostri se dinoscitur obligâsse, quam obligationem Nos, Sigismundus Rex prælibatus, ob amorem puræ & sinceræ fraternitatis, præfati Domini Wladislai Regis, nolentes turbare vel impedire; ideo dispositum extitit & firmatum, ut quotiescumque Turcæ & Infideles, Terras Regni Hungariæ, cum valido exercitu hostiliter invaderent, ac easdem depopulari & devastare molirentur, aut quandocumque Nos Sigismundus præfatus Rex contra præfatos Turcas & Infideles, mille lanceas vel plures armaremus, & contra ipsos in expeditionem extra fines Regni nostri Hungariæ destinaremus, ex tunc ad nostram intimationem & significationem, idem Rex Poloniæ Frater noster charissimus, mandare debet supradicto Moldavo, ut ipse propria in personâ, eum sua tota potentiâ, Nobis & nostro exercitui succurrat, & obsequia præstet fideliter & constanter, salvo, si Moldavus ipse infirmitate notabili & gravi tunc esset præventus. Quo casu nihilominus potentiam suam, cum Rectore exercitûs sui idoneo transmittere debebit, vel si saltem in servitio memorati Domini Wladislai Regis, ut prælibatur, in succursum contra Turcas vel Infideles personaliter venire, vel infirmitate præveniente, mittere suam potentiam recusaret, ex tunc nos ambo, videlicet Sigismundus & Wladislaus Reges, simul debebimus terram Moldaviæ, non obstante prædicta obligatione, potenter invadere, & ipsum Vayvodam Moldavum ab eadem removere, & Ditioni nostræ subjugare, obtentamque inter nos Reges dividere, & per limites seu terminos infrapositos distinguere, & celebrari tali modo: Quod Sylvæ majores, Bukowina dictæ, incipiendo à Montibus seu Alpibus Regni Hungariæ, inter eandem Terram Moldaviæ, & Terram Sepenyecensem situatæ, penes Sereth, protendentes se ad aliam Sylvam minorem Bukowina dictam, usque ad Fluvium Pruth, debent per medium dividi, seu dimidiari. Et quod Forum Jassnafather, in sinistra parte situm, maneat pro eodem Domino Wladislao Poloniæ Rege. Forum vero seu Villa Berleth, in dextra parte sita, maneat nobis Sigismundo Regi, & Regno nostro Hungariæ. Transcenso autem Fluvio Pruth, residuæ Sylvæ, directè procedendo per campos desertos usque ad Mare, pari modo cum eisdem campis desertis, per medium dividantur. Itaque Feiemar, alias Belegrod, cum æquali medietate, pro supra scripto Domino Wladislao Rege Poloniæ, & Kilia cum alia æquali medietate, pro nobis Sigismundo Rege, & Regno Hungariæ, maneant taliter dimidiatæ & divisæ. Et pars illa, quæ ex divisione cedet Domino Wladislao Regi prædicto, remaneat in manibus ejusdem, sub forma Pacis & Treugarum super Terra Russiæ sæpius expressarum. Ubi autem præfatus Moldavus constanter & fideliter mandata per præfatum Dominum Wladislaum Regem sibi injungenda, in nostrum subsidium & succursum adimplebit, tunc prædicta totalis Terra Moldaviæ remanebit apud eundem, etiam post obitum alterius nostrûm Regum prædictorum, ad quinquennium sub Fœdere Treugarum prædictarum, salvo jure Partis utriusque. Item si aliquis vel aliqui ex Subditis cujuscunque nostrûm, alterius Regnorum nostrorum, aut Terrarum, aliquas vastationes, prædas, rapinas, vel incendia vel quæcumque maleficiorum genera, in Regnis & Terris alterius commiserit, vel commiserint, quod per hoc Treugæ præmissæ non infringantur, sed quod iidem malefactores ad satisfactionem judicialiter impellantur, ita quod damna per ipsos facta, de bonis eorum resarciantur: Et si Judicio parere contemnerent, uterque nostrûm ipsos tanquam maleficos persequi & impugnare tenebitur & debebit. Et, ut prælibatur, nullo dissensionis, displicentiæ, controversiæ, & maleficii genere supervenientc, & accidente, interrumpi possit & debeat quomodolibet, vel dissolvi Fœdus Treugarum vel inscriptionum prædictarum, sed ut in talibus delicta non remaneant impunita, disposuimus, ut undecunque contingat in talibus delinqui, aut excessum fieri, recurratur & intimetur, per injuriam & damnum patientem, ad alterius Oppidum, utpote de Incolis Regni Hungariæ, ad Oppidum Sandecz, & de Incolis Regni Poloniæ, ad Oppidum Lewteze; quæ quidem Oppida teneantur, Judicibus hinc inde ex utraque Parte deputatis & deputandis, casum, delictum, & excessum intimare, & ipsos invocare, ut in termino competenti, Judices quatuor numero, videlicet Comites Comitatuum de Szarisz, Scepusiensis, Vinariensis, & Semplimensis, protunc constituti, & per nos deputati, ad instantiam & querelam incolæ de Polonia, in antiqua Villa: ex adverso totidem Judices per præfatum Wladislaum Regem constituti, & in Literis suis nominatim expressi, utpote Sandecensis & Voynicensis Castellani, Judex & Succamerarius Cracoviensis, etiam pro tempore constituti, in Villa Schramowicz, aut in eisdem locis, minor pars Judicum eorundem, prout rei qualitas deposcerit, conveniant, ac Judicium & Justitiam faciant simpliciter de plano, nec non subterfugiis cessantibus, in delinquentes dignè animadvertant. Et in corroborationem, fidem, & testimonium cautelæ uberioris, Sigilla Prælatorum, Baronum & Procerum Regni nostri, quorum nomina singulariter inferius describuntur, penes Sigillum nostrum Regale, præsentibus sunt appressa. Nos quoque miseratione Divina Joannes Archiepiscopus Strigoniensis, Comes perpetuus in Strigoniensi & Colocensi Provinciis, Primas & Apostolicæ Sedis Legatus, ac Aulæ Romanorum Regis Cancellarius: Stiborius Agriensis, Stephanus Transylvaniensis, Joannes Lawriensis, Philippus Vaciensis, & Ladislaus Triniensis, Episcopi: nec non Hermannus Comes Ciliæ, Nicolaus de Gara, Palatinus Regni Hungariæ, Stiborius de Stiborzicze Voyevoda Transylvanus Comes, Simon de Rozgon Judex Curiæ Regiæ, Philippus de Ozora Comes Themessiensis, Joannes Beuck & Pelszewscz Tavernicorum, Joannes filius Joannis Janitoris, Joannes filius Gregorii Pincernarum, Petrus Czoch Agazonum, Magistri, Nicolaus de Czak pridem Vayvoda Transylvanus, Petrus de Peren pridem Comes Siculorum, Zuborius, Thesaurarius, Paulus Bissenus, Banus, Nicolaus Treutel de Newna, Philpes de Goroch, Nicolaus Hedervar Janitoris, Georgius de Ilzwa filius Palatini Pincernarum de Seugara, Agazonum Regionalium Magistri; David Laczk de Zaukowo, Petrus filius Henrici Comes Scepusiensis, Joannes de Hamouna, Matthæus de Palocz Castellanus de Gorzghwo Comes Vinariensis, Stephanus Compolth, Joannes Rozgon Comes de Garas, Ladislaus Frank Wayvoda, Petrus Frebek filius Detrici Palatini, Georgius Comes de Bozen, Bartholomæus Fauthi, Gallus de Zeech, alias Comes Zoleusis, Benedictus Zudar, Nicolaus Filius Beke de Velike, Petrus Filius Porze, Michael Filius Pauli de Kerzkeghas, Joannes Jank, Wladislaus Theteus, Dionisius Filius Bani de Lochucz, Nicolaus, Sigismundus & Joannes de Chetnek, Joannes Filius Jacobi de Nagwihal, Michael Zakech de Kuzal, Stephanus Filius Pauli de Somus, Emericus Filius Joannis de Derenhen, Joannes Filius Ribalf de Tharku, & Ladislaus Filius Mathiæ, bona fide & Christianicè, nostris & Fratrum, Regnicolarumque universorum vice & nominibus, assumimus, pollicemur, & fide jubemus, quod omnia & singula superius scripta, & expressa, præfatus Dominus noster Sigismundus Rex attendet & servabit, nosque attendemus & servabimus; suam quoque Serenitatem toto conamine inconcussè observanda pro posse inducemus, dolo & fraude, in præmissis omnibus, procul motis. Datum Liblio. Anno Domini Millesimo, quadringentesimo duodecimo; quindecimo die Martii. Regnorum nostrorum Hungariæ vigesimo quinto, Romanorum vero secundo.

CCLVI.

8. Mai.

Transaction faite sur le Contract de Mariage de PHILIPPE *Comte de Nassau & de Sarbruch avec* ISABELLE de Lorraine *Fille du Comte de* VAUDEMONT; *portant que si ladite Dame* ISABELLE *vient à décéder avant lui, sans laisser des Enfans procréés de leur Mariage, il sera obligé de restituer la Dot qu'il en aura reçuë, mais que pourtant, il en jouira sa vie durant. Le 8 Mai* 1412. [La véritable origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. pag. 218. *Tiré des Archives de Lorraine.*]

NOUS PHILIPPE Comte de Nassauve & de Sarrebruches, faisons sçavoir & connoissant à tous que comme ou Traitiez du Mariage, pourparlier, traittier & accorder entre haut & puissant Seigneur Monseigneur FERRY de Lorraine Seigneur de Romigny, de Boue & Comte de Vaudemont, & tres-noble Dame Madame MARGUERITE de Joinville Dame & Comtesse desdits lieux d'une part: & nous PHILIPPE Comte de Nassauve & de Sarrebruches d'autre part, à faire & solemniser & que se ferat & sollemniserat & asse-

Anno 1412. asseviat, se Dieu & saincte Mere Eglise s'y accordent, entre nous PHILIPPE Comte de Nassauve & de Sarrebruches d'une part, & Damoiselle ISABEL de Lorraine fille aisnée de nosdits Seigneur & Dame Comte & Comtesse d'autre part, iceux Seigneur & Dame Comte & Comtesse à icelle, & pour icelle cause dudit Mariage & à cause de certains Douaire & demourance par nous & nos Lettres donnés & assignés à ladite Damoiselle ISABEL haient donney & soient tenus & efficalment obligiés à nous PHILIPPE en la somme de dix mil escus de bon or & de mise, pois du coin du Roy de France nostre Sire, & les nous hayant promis de payer aux termes & payement cy apres escrits. C'est à sçavoir le lendemain des Nopces solemnisées ou que solemniseront se Dieu plaist de nous PHILIPPE & de ladite Damoiselle ISABEL leur Fille, trois mil escus, & de la Feste sainct Martin en Yver prochien, venant en un an deux mil escus, ou à icelluy terme iceux cinq mil escus tous ensemble, lequel que mieux plairat à nous PHILIPPE Comte de Nassauve, & à la sainct Martin d'Yver prochain apres ensuivant, que l'an mil quatre cens & quatorze, deux mil & cinq cens escus, & à l'autre sainct Martin apres ensuivant en l'an mil quatre cens & quinze les autres deux mil & cinq cens escus, ou dedans lesdits termes ou cas que lesdits nos Seigneurs & Dame Comte & Comtesse faire le pourront & faire leur plairat, desquels dix mil escus ils nous ont contentey par leurs Lettres & autres seurtei reservei pour nous & pour la partin de nosdits Seigneur & Dame certain pact, & conditions & convenances expresses. C'est à sçavoir que s'il advenoit que ladite Damoiselle ISABEL leur Fille nostre Femme que serat, allat de vie à trespassement devant que nous PHILIPPE, sans Hoirs de nos corps conjoints. Nous PHILIPPE Comte averons & joierons nostre vie durant desdits dix mil escus, mais apres nostre decés iceux dix mil escus, oudit cas doient retourner ausdits nos Seigneur & Dame, Comte & Comtesse de Vaudemout ou à leurs Successeurs ou ayans cause, à cause de retour dudit Mariage, si comme toutes ces choses sont plus plainement contenues en Lettres de nosdits Seigneur & Dame, pource à nous par eux baillées & delivrées, à sçavoir est que nous PHILIPPE Comte Nassauve reconnoissant & confessant en verité & de certaine science lesdits Pact, Conditions & Convenances dudit retour estre vrais & vrayes, avons promis en bonne foy & sur nostre honneur, & prometons & ad ce nous sommes efficalment obligez & obligeons pour Nous, nos Hoirs, Successeurs & ayans cause en cas dessus prochien dit. C'est à sçavoir se ladite Damoiselle ISABEL que serat nostre Femme allat de vie à trespassement devant que nous PHILIPPE, sans Hoirs de nos corps conjoints, de rendre, restituer & restablir ausdits nos Seigneur & Dame Comte & Comtesse, leurs Hoirs & Successeurs ou ayans cause, iceux dix mil escus à cause dudit retour de Mariage sans contradiction quelconque. Et nos Seigneur & Dame Comte & Comtesse, leurs Hoirs, Successeurs & ayans cause, en seront creus par un seul & simple serment sans autre probation faire ou requerir, lesquels frais, missions, despens, dommages & interests payez & restablis, ou non payez & non restablis, neantmoins demouront ces presentes Lettres de Mariage en bonne valeur jusques à plain effet de restitution & restablissement desdits dix mil escus & autres choses dessusdites. Et pour plus grand seurtei avoir des choses dessusdites toutes & singulieres, avons prié & requis à nos tres-chers & bien amez Serorges & Cousins, les Comtes cy apres nommez, qu'ils nous veuillent estre Ploiges & Rendeurs envers nosdits Seigneur & Dame des choses dessusdites. Et nous Ferry Comte de Baldance, Jean Comte de Saline, Gerard Seigneur de Boulay, Jean Seigneur de Rodemach, & Henry Seigneur de Fenestranges, & chacun de nous pour le tout à la priere, mandement especial, & requeste dudit nostre Serorge & Cousin Seigneur PHILIPPE de Nassauve, & pour iceluy nous sommes constituez & establis, constituons & establissons par ces presentes Ploiges, &c. Sur lesquelles choses dessusdites toutes & singulieres, Nous PHILIPPE Comte de Nassauve principal, & nous Ploiges & Rendeurs & chacun de nous comme dessus, avons renuncié & renonçons aux exceptions de fraude, de barat, de malice, de lesion, de deception, de circonvention, au benefice de division faite entre nous & du principal, premier à convenir, aux nouvelles constitutions de plusieurs Debteurs, Ploiges, Constituteurs & principals Rendeurs, à l'Epistre qu'on dit *Divi Adriani*, au benefice de ceder les Actions, à la condition sans cause, & generalement à toutes autres exceptions, aides & defences de Fait & de Droict escrit & non escrit, Us & Coustumes generaux & locaux, par lesquelles ou aucunes d'icelles nous pourrions venir contre ces presentes especialement, &c. En tesmoignage de verité & pour estre toutes les choses dessusdites fermes & stables, Nous PHILIPPE Comte de Nassauve principal, & nous Ploiges & Rendeurs dessusdits nommez, avons seellez ces presentes Lettres de nos propres Seels, que furent faites & données le Dimanche huictiesme jour du mois de May, l'an de grace nostre Seigneur 1412. Sellées de six Seaux, un de cire rouge, & les autres de cire verde sur doubles queues. Anno 1412.

CCLVII.

18. Mai. *Conventio inter* HENRICUM IV. *Regem Angliæ & Principes confœderatos Franciæ, scil.* JOHANNEM *Ducem Bituriæ*, CAROLUM *Ducem Aurelianensem*, JOHANNEM *Ducem Borbonii &* JOHANNEM *Comitem de Alanconio facta, qua hi dicto Regi restitutionem integram Ducatus Aquitaniæ, & Rex Angliæ ipsis vicissim defensionem contra Johannem Ducem Burgundiæ promittunt. Dat. Bituris die 18 Maji Anno* 1412. [RYMER, Fœdera, Conventiones &c. Tom. VIII. pag. 738]

HÆC EST FINALIS CONCORDIA,

FACTA inter, Illustrissimum & Serenissimum Principem, *Henricum Quartum post conquestum Regem Angliæ & Franciæ*, Dominum Hiberniæ, ac Ducem Aquitaniæ, ex parte una,

Et, Nobiles & potentes Dominos, *Johannem Ducem Bituriæ & Alverniæ*, Comitem Pictaviæ, Stamparum, Boloniæ & Alverniæ,

Karolum Ducem Aurelianensem & Valesii, Comitem Blesensem & Bellimontis, & Dominum Conciaci,

Johannem Ducem Bourbonii, Comitem Clarimontis & Forestarum, & Dominum Belli Joci,

Et *Johannem Comitem de Alanconio & de Pertica*, Dominum Filgeriarum & Guerchiæ, ex parte altera,

De & super quibusdam Articulis & Conventionibus, Restitutionem realem Ducatus Aquitaniæ, præfato Regi & Duci Hæredibus & Deputatis suis faciendam, concernentibus,

Qui, AD PERPETUAM REI MEMORIAM, appunctuantur in hunc modum,

In primis, appunctuatum & concordatum est in hunc modum, quod præfati Domini effectualiter, dolo, fraude, & subterfugiis quibuscumque cessantibus, exponent Personas suas, suaque corpora, pro dicto Rege Angliæ & suis Hæredibus, & eorum Deputatis, in omnibus suis bonis atque justis querelis, quotiescumque per Regem Angliæ, Ducem Acquitaniæ, aut ejus Hæredes fuerint requisiti; salvâ semper eorum fidelitate:

Inter quas quidem justas & rationabiles querelas Regis Angliæ, præfati Domini, ac eorum Procuratores, eorum nomine, recognoscunt quòd hæc est una & justa Querela, quam habet pro Ducatu Aquitaniæ rehabendo, cum suis Juribus & Pertinentiis universis, & obtinendo, cùm sibi debeatur Jure hæreditario & Successione naturali, ut ipsimet etiam recognoscunt:

Declarant insuper præfati Domini, & eorum Procuratores, eorum nomine, quòd in nullo offendant seu lædunt eorum fidelitatem prædicto Domino Regi Angliæ assistendo, ac prædictum Ducatum Aquitaniæ liberando eidem, sive suis Hæredibus, sive eorum Deputatis, & cum effectu.

Secundò, appunctuatum & concordatum est, quòd præfati Domini, & eorum Procuratores, eorum nomine, offerunt Filios, Filias, Nepotes atque Nepotes, Parentes & Affines, etiam omnes eorum Ditioni seu Facultati suppositos, pro contrahendis Matrimoniis, juxta Domini Regis antedicti providentiam atque discretionem.

Tertiò, appunctuatum & concordatum est quod præfati Domini, & eorum Procuratores, eorum nomine, offerunt Villas, Castra, Thesauros, & universaliter omnia Bona sua mobilia & immobilia, in auxilium atque succursum dicti Domini Regis Angliæ, Hæredumque suorum, pro suis querelis tuendis, prosequendis, atque fovendis; salvâ tamen eorum Fidelitate, quam in hoc non offendunt, prout in primo Appunctuamento declaratur.

Quar-

Quarto, appunctuatum & concordatum est, quod præfati Domini, & eorum Procuratores, eorum nomine, offerunt præfato Domino Regi Angliæ singulos eorum Amicos, & universaliter omnes eis Adhærentes (videlicet) ferè omnes Nobiles Franciæ, Clericos solempniores, Cives atque Mercatores honestiores; qui omnes (saltem pro incomparabili parte) dictis Dominis favent & favebunt, & de facto ac realiter favebunt Domino Regi Angliæ, in suis justis querelis, & restitutione dicti Ducatûs, pro eorum viribus & juxta posse.

Quintò, appunctuatum & concordatum est, quod præfati Domini parati sunt restituere, & realiter, dolo, fraude, & machinatione cessantibus quibuscumque, restituent prædicto Domino Regi Angliæ, suisve Hæredibus, aut eorum Deputatis, omnimodam & quamlibet partem Ducatûs Aquitaniæ, extra manus Domini nostri Regis Angliæ jam de facto existentem, cum omnibus suis Juribus & Pertinentiis debitis seu consuetis, ita integrè & in tam plenâ libertate sicut aliquis Prædecessor seu Prædecessor suus unquam possidebat; nil excipientes quod spectat ad præfatum Ducatum seu Dominium Aquitaniæ:

Declarantque præfati Domini, ac eorum Procuratores, eorum nomine, quod non solum obedient præfato Domino Regi, suisque Hæredibus, sed etiam Commissariis, per eum aut suos Hæredes deputandis:

Recognoscunt insuper præfati Domini, ac eorumdem Procuratores, eorum nomine, Castra, Villas firmatas seu clausas, & alia Dominia, existentia in præfato Ducatu, quæ pro nunc obtinent, se tenere à prædicto Domino Rege Angliæ Duce Aquitaniæ, tanquam ab eorum Domino Duce Acquitaniæ, & post eum à suis Hæredibus Ducibus Acquitaniæ, per Homagium; promittendo & exhibendo servitia & obsequia debita, modis melioribus quibus talia promitti atque fieri consueverunt suorum Prædecessorum temporibus:

Declarantque præfati Domini, & eorum Procuratores, eorum nomine, quòd, tàm ipsi, quàm eorum Subditi, in præfato Ducatu, ferè mille & quingenta Fortalitia obtinent, pro & de quibus faciunt & facient, ut jam dictum est:

Et dictus Dominus Rex & Dux Aquitaniæ manutenebit & observabit dictorum Dominorum, nec non Subditorum eorum, Libertates & Privilegia, per suos Illustres Progenitores, Duces Acquitaniæ, indulta & concessa, nec non laudabiles & rationabiles Consuetudines, per Duces Acquitaniæ, Prædecessores præfati Domini Regis, permissas temporibus retroactis:

Et insuper præfati Domini, & eorum Procuratores, eorum nomine, promittunt quòd omnes Villas, Civitates, atque omnia Castra, Fortalitia, & cætera Dominia quæcumque, cum eorum Juribus & Pertinentiis universis, ad dictum Regem & Ducem Acquitaniæ spectantia, quæ nomine communi dicuntur Regalitati pertinere, dicto Domino Regi atque Duci, Hæredibus aut Deputatis eorum, liberabunt de facto, in quantum subsunt eorum facultati, absque dilatione & difficultate quibuscumque;

Quorum Fortalitiorum nomina, usque numerum vigenarium, sequuntur hic inscripta, videlicet:

Civitas de Basar.
Chastel & Ville de Saint Macayre,
Le Chastel & Ville de la Rieule,
La Ville de Poylegrue,
La Ville de Salvetat,
La Ville du Port Saint Marie,
Le Chastel de Castelculier,
La Ville de Saint Foy,
Le Chastel & Ville de Penadagenoys,
La Ville de Saint Pascour,
La Ville de Monclare Dagenoys,
La Ville de Ville Royal,
La Ville de Montpasier,
La Ville de Belmont,
La Ville de Monteres,
La Ville de Ville Franque,
Le Chastel & Ville Dache,
Le Chastel & Ville de Caylus de Bonnete,
La Ville de Figeat,
Le Chastel & Ville de Naugeat,

Ea verò Fortalitia, dicto Ducatui pertinentia, quæ eorum potestati aut ditioni non sunt supposita aut subjecta, prædicto Domino Regi, suisque Hæredibus, aut eorum Deputatis, pro viribus fideliter atque diligenter conquestabunt, seu ad conquestam juvabunt, fideliter & juxta posse, cum suis gentibus in numero rationabili, secundum conditionem & qualitatem dignitatis & status cujuscùmque eorumdem, & sumptibus suis propriis, usque ad finalem conquestam Ducatûs antedicti.

Excipiuntur tamen de Terris, Dominiis, atque Fortalitiis supradictis, quædam Terræ, Dominia, atque Fortalitia, de quibus præfato Domino Regi Angliæ, Duci Acquitaniæ, placuit ordinare, disponere, & appunctuare in modum qui sequitur,

In primis, placet prædicto Domino Regi atque Duci Acquitaniæ, quòd Dominus *Dux Bituriæ*, Avunculus suus prædilectus, & fidelis Subditus & Vasallus, habeat integrè & pacificè ex concessione & investitura Domini Regis Angliæ, Ducis Acquitaniæ, ejus Domini; *Comitatum Pictaviæ*, vitâ comite dumtaxat; sic tamen & taliter quòd dictus Dominus *Dux Bituriæ* recipiat, recognoscat & teneat præfatum Comitatum, præfato Domino Regi Angliæ, Duci Acquitaniæ, ejus Domino, & suis Hæredibus faciendo Homagium, &, ut moris est; &, post decessum præfati *Ducis Bituriæ*, dictus Comitatus Pictaviæ ad Regem Angliæ, Ducem Acquitaniæ, & suos Hæredes integrè & pleno jure revertetur & remanebit imperpetuum;

Et, ut præsens Tractatus validior atque securior maneat, sic est appunctuatum, quòd prædictus Dominus Rex Angliæ, Dux Acquitaniæ, in præsenti, tria Fortalitia realiter habebit & in sua manu tenebit (videlicet) *Fortalitium Lusignaci, Fortalitium Pictavens. & Fortalitium Nyord*; quæ tria Fortalitia erunt munita & custodita juxta discretionem Domini Regis, suorùmque Hæredum, secundum temporis necessitatem seu exigentiam,

Et hoc de Exitibus, Reventionibus, & Redditibus dicti Comitatûs, in quantum dictorum Fortalitiorum Recepta, Redditus, sive Reventiones ad hoc non sufficient:

Et dabit dictus Dominus *Dux Bituriæ* bonam assecurationem, de aliis Castris & Fortalitiis dicti Comitatus, per modum qui sequitur (videlicet) quòd ponet tales Capitaneos & Custodes in illis Fortalitiis, quos nec Rex Angliæ, Dux Acquitaniæ, ejus Dominus, nec Hæredes sui habebunt suspectos; qui Capitanei sive Custodes jurabunt & promittent dicto Domino Regi Angliæ, Duci Acquitaniæ, Hæredibus aut eorum Deputatis, tactis Sacrosanctis Evangeliis, quòd dicta Fortalitia, post decessum dicti *Ducis Bituriæ*, ponent, tradent, & liberabunt in manus Regis Angliæ, vel Hæredum aut Deputatorum suorum, realiter & cum effectu, & nulli alteri, cujuscùmque dignitatis, status, aut conditionis existant.

Item, placet præfato Domino Regi Angliæ, Duci Acquitaniæ, quòd dictus Dominus *Dux Aurelianensis*, suus fidelis Subditus & Vassallus, habeat integrè & pacificè, *ad totum terminum vitæ suæ*, *Comitatum Angolismensem*, ex concessione & investitura præfati Regis Angliæ, Ducis Acquitaniæ; sic tamen & taliter, quòd dictus Dominus *Dux Aurelianensis* recipiat, recognoscat, & teneat præfatum Comitatum à præfato Domino Rege Angliæ, Duce Aquitaniæ, ejus Domino, & suis Hæredibus, faciendo Homagium, &, ut moris est; &, post decessum præfati *Ducis Aurelianensis*, dictus Comitatus Angolismensis ad Regem Angliæ, Ducem Acquitaniæ, & suos Hæredes integrè & pleno jure revertetur & remanebit imperpetuùm;

Et, ut præsens Tractatus validior atque securior maneat, sic est appunctuatum, quòd prædictus Rex Angliæ, Dux Acquitaniæ, ejus Dominus, in præsenti realiter habebit & in sua manu tenebit Castrum quoddam vocatum Castrum Novum super Charent, quod pertinet ad prælibatum Comitatum: cujus custodia atque munitio, secundum prædicti Regis discretionem, disponetur juxta temporis necessitatem; &, si prædicti Castri seu Fortalitii redditus non sufficerent pro ipsius custodia necessaria, tunc de receptis, reventionibus, & redditibus prædicti Comitatûs, fiet custodia Castri antedicti eodem modo, quo de tribus Fortalitiis Comitatûs Pictaviæ appunctuatum existit:

Et dabit Dominus *Dux Aurelianensis* bonam assecurationem de aliis Castris & Fortalitiis dicti Comitatûs, per modum qui sequitur (videlicet) quòd ponet tales Capitaneos & Custodes in istis Fortalitiis & Castris, quos nec Rex Angliæ, Dux Aquitaniæ, ejus Dominus, nec Hæredes sui habebunt suspectos; qui Capitanei sive Custodes jurabunt & promittent, tactis Sacrosanctis Evangeliis, dicto Domino Regi Angliæ, Duci Aquitaniæ, Hæredibus vel eorum Deputatis, quòd dicta Castra & Fortalitia, post decessum dicti *Ducis Aurelianensis*, ponent, tradent, & liberabunt in manus dicti Domini Regis, Ducis Aquitaniæ, vel Hæredum aut Deputatorum suorum, & nulli alteri, realiter & cum effectu;

ANNO 1412.

ut supra de Fortalitiis Comitatûs Pictaviæ fuit appunctuatum.

Item, placet prædicto Regi Angliæ, Duci Aquitaniæ, quòd præfatus Dominus *Dux Aurelianensis*, suus prædilectus & fidelis Subditus ac Vassallus, habeat, ex Concessione & Investitura præfati Regis Angliæ, Ducis Aquitaniæ, sibi & suis Hæredibus imperpetuùm, Comitatum Petragoricensem (salvo jure cujuscunque) sic tamen & taliter, quòd dictus Dux Aurelianensis & Hæredes sui recipiant, recognoscant, & teneant præfatum Comitatum à præfato Rege Angliæ, Duce Acquitaniæ, & ejus Hæredibus, per Homagium, & ut moris est

Item, placet prædicto Domino Regi Angliæ, Duci Acquitaniæ, quòd *Comes Armigniaci, ejusque Hæredes perpetuò*, pacificè, & quietè possidebunt quatuor Castellanias, (videlicet) *Gleolle, Sancti Genesii, Rupis Valsergne & Carsaugues de Begongues*, sic tamen quòd dictus Comes, pro prælibatis Castellaniis, faciet prædicto Domino Regi Homagium, & suis Hæredibus, & ut moris est; & ob hoc dictus Dominus Rex liberaliter prædictas Castellanias contulit & confert dicto Comiti Armigniaci suisque Hæredibus perpetuò.

Et postremo, ob has Concessiones, & hiis de causis, prædicti Domini unanimiter, ut supra appunctuatum est, & eorum Procuratores, eorum nomine, promiserunt, & per præsentes promittunt & se obligant, pro viribus, ad conquestam prædicti Ducatûs juvare dictum Dominum Regem Angliæ, Ducem Aquitaniæ, sumptibus suis, modo & formâ quibus superius declaratur, pro Castris, Fortalitiis, & aliis Dominiis quibuscunque, pertinentibus ad eundem Dominum Regem, Ducem Aquitaniæ, (quæ nomine communi dicuntur Castra sive Fortalitia Regalia) integrè obtinendis per eundem Dominum Regem suosque Hæredes, etiam cujuscunque dignitatis, statûs, aut conditionis existat.

Sexto, appunctuatum est & concordatum, inter dictum Regem Angliæ, Ducem Acquitaniæ, & dictos Dominos, in hunc modum; quòd dictus Rex Angliæ, Dux Aquitaniæ, dictos Dominos, suos Vassallos & fideles Subditos, defendet sive defensabit, & eis, ut eorum verus Dominus, impendet auxilium & succursum, &, in quantum in eo erit, de Duce Burgundiæ eis faciet justitiæ complementum.

Et neque dictus Rex Angliæ, neque sui Hæredes facient quascumque Confœderationes, Tractatus, sive Concordias, cum *Johanne Duce Burgundiæ* moderno, neque *Natis suis*, *Fratribus*, aut *Cognatis suis germanis* quibuscumque, sine scientia & consensu dictorum Dominorum, suorumque Hæredum:

Et, è converso & modo consimili, neque prædicti Domini, neque sui Hæredes facient quascumque Confœderationes, Tractatus, sive Concordias cum præfato *Duce Burgundiæ*, Natis, Fratribus, aut Cognatis suis Germanis quibuscumque, sine scientia & consensu dicti Regis Angliæ, Ducis Acquitaniæ, suorumque Hæredum.

Promittuntque insuper Domini antedicti, & eorum Procuratores eorum nomine promittunt & se obligant, & quilibet eorum sigillatim & divisim prædicto Regi Angliæ, Duci Aquitaniæ, eorum Domino, & ejus Hæredibus, promittit & se obligat, ut sui veri Vasalli & fideles Subditi, quòd si, in prosequendo dictum Ducem Burgundiæ, aliqua persona, cujuscumque Dignitatis, statûs, sive conditionis existat, veniat vel rebeller contra dictum Regem, Ducem Aquitaniæ, eorum Dominum, Hæredes aut Deputatos suos, vel eos impediat vel eis disturbum faciat, quòd tunc prædicti Domini stabunt & fideliter assistant prædicto Regi Angliæ, Duci Aquitaniæ, eorum Domino, Hæredibus aut Deputatis suis cum tota sua potestate, nec eum dimittent, quacumque viâ, seu aliquo quovismodo quæsito colore; ymmò cum præfato Rege Angliæ, Duce Acquitaniæ, eorum Domino, constanter & firmiter perseverabunt absque fraude & contradictione quibuscumque.

Septimo, concordatum & appunctuatum est in hunc modum, quòd dictus Rex Angliæ, Dux Aquitaniæ, succurret dictis Dominis, tanquam suis Subditis & Vassallis, in omnibus bonis & justis querelis eorum, etiam ad reparationem offensarum & damnorum, per Ducem Burgundiæ, suos, aut sibi Adhærentes, præfatis Dominis, eorum Fautoribus, Benivolis, Servitoribus & Confœderatis injustè illatorum, adhibebitque dictus Rex & Dux diligentiam suam ut etiam sint reparati ad honores.

Illis tamen dampnis & offensis, per quoscumque Anglicos, cujuscumque Dignitatis, statûs, vel conditionis fuerint, ultimo Anno præterito perpetratis, dumtaxat exceptis.

Intendit etiam dictus Rex & Dux ambobus Regnis concordiam ponere, secundum meliorem modum quem ei Deus ministrabit.

Octavo, appunctuatum & concordatum est, quòd auxilium, per dictos Dominos pro præsenti requisitum (videlicet) mille homines armorum, & tria millia Sagittariorum, arripient iter suum usque Blesis meliori modo quo fieri poterit, & ibi recipient sua vadia à dictis Dominis, scilicet, pro termino trium mensium, fiet autem solutio singulis Mensibus in exordio cujuslibet mensis.

Et insuper, quoad quantitatem stipendiorum, pro dictis tribus Mensibus, sic concordatum est quòd, pro quolibet mense,

Quilibet Miles percipiet à præfatis Dominis triginta Scuta auri,

Quilibet Armiger quindecim,

Et quilibet Sagittarius, septem Scuta & dimidium.

Ad quas quidem Conventiones sive Appunctuationes, benè & fideliter, ex parte dictorum Dominorum, tenendas & realiter perficiendas, præfati Domini sigillatim Sigilla sua præsentibus apposuerunt.

Datum *Bituris*, decimo octavo die mensis Maji, Anno Domini Millesimo, quadringentesimo duodecimo.

JEHAN, CHARLES, JEHAN, JEHAN,

Sub quatuor Sigillis rubeâ cerâ expressis, & pendentibus à caudis pergamenæ.

CCLVIII.

Capitula à Duce Venetorum MICHAELE STENONE *& Communi* VENETIARUM, *Civitati* SIBENICI *concessa, quibus hanc Civitatem se se ipsis subjicientem in Protectionem atque defensionem recipiunt, & de modo formaque Regiminis conveniunt. Dat. Venetiis in Ducali Palatio* 1412. [JOANNIS LUCII de Regno Dalmatiæ & Croatiæ, Libr. V. pag. 264]

NOS MICHAEL Steno Dux, &c. nec non Consil. &c. sui ad hæc Deputati &c. & universum Consilium Civitatis Venetiarum unanimes, & concordes nemine nostrorum discrepante, promittentes, promissionibus juramus super venerabile signum Sanctæ Crucis, super libro Evangeliorum vobis Sibenicensibus pro vestra gloriosa fidelitate omnia, & singula infrascripta plenè, fideliter, & firmiter attendere, & adimplere perpetuis temporibus, & in nullo contrafacere vel venire ullatenus per nos & Successores nostros, nec per alios aliquo modo, vel causa, ingenio vel colore.

Michael Steno Dei G. Dux Venetiarum &c.

Universis, & singulis, tam præsentibus, quam fut. præsens Privilegium inspecturis, Salutem & sincerè dilectionis affectum. Cum per venerabilem virum Fratrem Simeonem Sac. pag. Baccalaureum Ambasciatorem, & pro parte insignium fidelium & devotorum nostrorum Capitanei, Communitatis & hominum Sibenici, qui ab illo inspirati & commoti, qui aspera potenter in plana convertit, postpositis Guerrarum ignibus, & odiorum rancoribus atque flammis, quæ inter nostrum Dominium, & Rempublicam eorum aliquo tempore viguerunt sponte sua, & de communi consensu & voluntate omnium Incolarum Sibenici ad nostræ benignitatis gremium voluerunt habere recursum, Civitatem ipsam, homines Sibenici, Castra, Districtum, Jura, Insulas, & Jurisdictiones eidem Terræ spectantes motu suo proprio & liberali in manibus nostris offerendo, & exhibendo nonnulla Capitula, & petitiones porrectæ fuerunt, prout sunt inferius annotatæ distinctè. Nos Illustrium Prædecessorum nostrorum vestigia imitati, ac eosdem in nostræ protectionis & defensionis brachio suscipientes benignius, & recommissos de solita clementia nostra, quæ in nostrorum fidelium commodis non lassatur, & idem benignitatem nostram amplius recognoscant, ad ipsa Capitula & petitiones diligenter & maturè examinata, cum auctoritate nostrorum Consiliorum ad hoc specialiter constitutorum deliberavimus respondere illa modificantes aliquantulum, secundum quod ad quodlibet ipsorum Capitulorum pro responsione distincta & particulariter annotatur.

Cap. I. Primo namque promittimus vos & quemlibet vestrûm tueri & defendere, contra omnes vos molestare

Anno 1412.

festare & damnificare volentes, & vos manutenere in omnibus & singulis libertatibus, & præeminenniis, quas habuerunt a D. Ludovico bonæ memoriæ Rege Ungariæ, ac Sigismundo Rege suo Successore, & ab aliis Regibus Ungariæ, & in nullo frangere, vel minuere, sed in totum, & per totum adimplere & attendere perpetuis temporibus, ipsosque regere & gubernare per illum modum & formam per quem, & quam idem Rex Ludovicus consuevit vos regere, & gubernare secundum ipsorum Statuta, & Reformationes, & Consuetudines, & non aliter, non imponendo vobis vel alicui vestrum aliquam injuriam variam, offensiones, gravamina & onera aliquo modo vel causa.

Ad hoc primum Capitulum videtur. Quod promittimus illam Civitatem, & Habitatores, & Subditos Sibenici meri & defendere, ac manutenere contra volentes ipsos molestare, & damnificare, & quod serventur in omnibus & singulis libertatibus, præeminentiis, & condictionibus in quibus erant ultima vice quando tenebamus, & possidebamus illam Terram, & ipsam regere, & gubernare per modum & formam & cum illis Statutis & Consuetudinibus quibus regebamus illam Terram nostri Dominii suprascripti, nec non cum reformationibus, cum auctione, & amplificatione Comitatur Territorii, & confinium à parte Terræ de novo acquisitæ per eos.

Cap. II. Item quod fint de novo factæ & creatæ de Cons. in Cons. Civitatis Sibenici viginti Domus de Illis quibus placuerit illis, qui sunt, vel erunt illo tempore electi à populo Civitatis Sibenici, seu à Capitaneo statim quando intrabunt Civitatem, & quod omni anno in festo S. Michaelis Archangeli eligatur una Domus à Populo per Consilium generale Sibenicense, & ut fiat de Consilio antedicto, & illa Domus quæ eligetur per partem majorem generalis Consilii Sibenicensis obtineat plenè.

Ad hoc secundum Capitulum respondetur quod placet nobis ut jacet.

Cap. III. Item quod pro fidelitate dictorum Sibenicensium, quod semper perpetuis temporibus omni anno allevietur & defalcetur Venetiis de datio vini Sibenici, & ejus Districtus apportati Venetiar per Cives & Habitatores Sibenicenses unum ducatum pro qualibet amphora, ita & taliter quod semper omni anno vinum Sibenicense solvat, pro datio minus unum ducatum pro amphora, quam vinum Tragurii solveret, & quod Venetiis ullo modo, alloque tempore imponatur aliquod majus datium seu bonus super aliqua mercimonia, per Sibenicum empta vel vendita, nisi tantum, quamummodo, seu ad præsens solvunt.

Ad hoc 3. Capitulum respondetur, quod ut cognoscant, & sentiant gratiam nostri Dominii, & dulcedinem nostram propter Guerram & damna recepta in hac Guerra, sumus contenti complacere sibi defalcationem unius ducati de datio quod solebat solvi pro Amphora per illos de Sibenico de vino nato in Districtu Sibenici quod conducetur per Sibenicenses, debendo accipere contra litteram à Rectore nostro de quantitate vini, & quod sit natum in territorio Sibenici.

Cap. IV. Item, quod non possint alium pro Comite mittere Sibenici, nisi Nobilem de Venetiis, & quod non debeat magis habere pro salario à Communi Sibenici nisi ducator septingentor, qui Comes insimul cum Judicibus Sibenicentium debeat justitiam ministrare, secundum Statuta, Reformationes, & Consuetudines Sibenicensium, & aliter non.

Ad hoc quartum Capitulum respondetur quod placet nobis, ut habeant Nobilem nostrum pro eorum contentamento, & beneplacito, cum salario quod specificant, & quod Rector sis cum illa Commissione circa factum Justitiæ ministrandæ, quemadmodum fuit ultima vice quando illa Terra fuit sub nostro regimine, videlicet, quod in criminalibus delictis enormibus, spectet solum ad Rectorem, & in levibus delictis in quibus incurrit pœna pecuniaria, vel carceris, & similiter in civilibus spectet ad Rectorem, & ad tres Judices eligendos, secundum quod deliberatum fuerit per majorem partem ipsorum Rectoris, & trium Judicum, quæ intelligatur esse illa in qua erit Rector noster.

Cap. V. Item, quod non possint imponere aliquod Datium, Collectam, seu Gabellam, nec aliquod aliud Gravamen in Civitate Sibenici ac ejus Districtu in genere, nec in specie, nisi, & prout ea quæ ad præsent sunt.

Ad hoc quintum Capitulum respondetur quod placet nobis ut jacet.

Cap. VI. Item, quod Ducale Dominium teneatur ponere ad eorum expensas tantam potentiam, quod statim recipiatur Castrum fabricatum in Sibenico per D. Petrum de Misglen, & nos juvabimus, & auxiliabimur quantum poterimus, & cepto vel recepto, statim sine aliqua mora ipsum facere destruere in totum, & nec ibi, nec alibi in aliquo loco in dicta Civitate, & ejus Districtu quod non possint, nec debeant aliquo modo, vel causa, ingenio, & colore denuo Castrum vel aliquam Fortaliciam facere, vel ædificare ulloque tempore in æternum.

Ad hoc sextum Capitulum respondetur quod placet nobis.

Cap. VII. Item, quod promittant, quod nunquam seu ullo tempore ipsi dimittent nos alicui Dominio, vel Personæ, nisi quod dominentur nobis, qui nunquam vellemus habere aliud Dominium, nisi vestrum, & si aliquo modo vel causa accideret, quod Ducale Dominium, se cum Rege concordaret vel cum alio aliquo, ut nos deberent eis dimittere, quod illo tunc dictum Ducale Dominium teneatur & debet facere Pacta pro nobis, ut non imputetur nobis de hoc quicquam, & quod ille vel illi, cui, vel quibus ipsi nos concesserint, seu dederint, ut ex pacto nos debeant conservare in libertatibus supra nominatis in primo Capitulo, & quod illo tunc Ducale Dominium teneatur dare illas duas Turres, quas ad præsens in Portu Sibenici ad manur, & Commune Sibenicense, vel eas totaliter, & in totum destruere à fundamento, & eveniente casu prædicto, si fuerit aliquis de Sibenico cui non placeret illa permutatio Dominii, & vellet transire Venetiis stare, quod ille talis sit, & habeatur pro Cive Veneto.

Ad hoc septimum Capitulum respondetur, quod placet nobis, ut in ipso continetur.

Cap. VIII. Item, si quo modo Comes Cetinæ vel sui homines, aut servitores facerent, aut committerent aliquod damnum, seu injuriam Sibenici, vel in ejus Districtu; Quod Ducale Dominium statim teneatur recipere illam totam pecuniam, proprietatem cum lucro, quos habet idem Comes Cetinæ Venetiis in deposito, seu in Camera ad lucrum, & ear debeat dare Communitati Sibenicensi, & Commune Sibenici debeat eam dividere pro rata illis damna passis.

Ad hoc octavum Capitulum respondetur, quod placet nobis ut in ipso continetur.

Cap. IX. Item, quod Scardona sit & esse debeat perpetualiter sub Dominio Sibenici, & quod omnia illa bona, quæ fuerunt subjecta Castro Scardonæ sint Communis Sibenici, non obstante si usque nunc fuerunt, vel sunt alieni data, vel concessa, seu obligata per aliquem, Dominium specialiter per Ducale Dominium aliquo modo, seu causa, & quod illa donatio, cessio, vel obligatio, seu promissio de ea facta cuicunque personæ & per quemcunque modum cassetur & non valeat, nec teneat, ita & taliter, quod dicta bona liberè perpetualiter remaneant Sibenici, & Flumen cum omnibus Molendinis sit, & esse debeat, & semper intelligatur Sibenicensium esse. Et quod per Ducale Dominium perpetuò non possit esse fabricatum aliquod Castrum, seu Fortalitium Scardonæ, & in ejus Districtu aliquo modo, seu causa in perpetuum.

Ad illud nonum Capitulum respondetur, quod placet nobis, non intelligendo de Bonis specialium personarum, qua re volumus, quod Cives deinde, quorum sunt Bona in ipso loco, & alibi possint gaudere Bonis suis.

Cap. X. Item, quod Salinæ de Otocac in Morigne liberæ sint, & remaneant Communitati Sibenici sine aliqua contradictione alicujus personæ quas tenet Stipitius.

Ad hoc decimum Capitulum respondetur quod placet nobis, sed volumus quod per ipsam Communitatem, antequam obtineatis illas, fiat processus contra illam Domum de Otocac, & de deliberatione sua remanebimus contenti, & illam faciemus observari.

Cap. XI. Item, quod omnia damna quomodocunque & qualitercunque facta & illata per Sibenicenses, cuicunque personæ cujuscunque conditionis existat remittantur eisdem, & de illis nulla fiat mentio, & si aliquis aliquid de hoc in Judicio peteret, quod sibi non respondeatur, nec valeat aut teneat ipsorum petitio.

Ad hoc undecimum Capitulum respondetur, Placet nobis quod sic fiat, & observetur è converso.

Cap. XII. Item, quod Commune Sibenici teneat, & gaudeat omnia bona quæ tenuit, signanter Insulas omnes quas tenuerunt tempore bonæ memoriæ Regis Ludovici, & hoc perpetuis temporibus, & hoc quod omnes Cives Sibenici liberè teneant, gaudeant, & possideant omnes Villas, Villanos, & Possessiones, quos & quas tenuerunt in Lucha, & ubique locorum tempore Pacis, & quod à nullo possint in aliquo molestari, seu inquietari.

Anno 1412.

Ad hoc duodecimum Capitulum respondetur quod placet nobis ut possideant bona sua & super Insulas, quas possidebant tunc cum incepit Guerra de Dalmatia, & quando illam obtinuimus.

Cap. XIII. Item, quod Ducale Dominium debeat solummodo habere trentesimum cum Gabella salis, & per illum modum & formam per quam, & quam ipsam, & ipsam habuit & tenuit bonæ memoriæ Rex Ludovicus, & non aliter, & quod non possint vendere per Terram salem pro majori pretio, nisi quo venditur per alias Terras Dalmatiæ, & quod pro tracta salis extrahendi non possint magis recipere de ducatis decem pro centinario, & quod dictum trentesimum, & Gabella primo & ante omnia debeant extrahi & dari vel solvi ducata tria millia auri pro debito Communi Sibenici, & de dicta pecunia primo debeat solutio fieri illis, quibus Commune reperiretur obligatum tempore illius Guerræ pro rata, & postea aliis.

Ad hoc tertiumdecimum Capitulum respondetur, quod placet nobis, sed quod de dicta Trigesima, non debeant defalcari ipsa tria millia ducata, nec alia aliqua pecunia, sed liberè veniant in nostrum Commune.

Cap. XIV. Item, si quo tempore reperiretur aliqua Scriptura, Instrumentum, vel Privilegium alicujus Hæredis, & signanter Wladislavi Apuliæ, in qua, seu quo appareat Ducali Dominio, seu alicui alteri aliqua Donatio, Promissio, Venditio, & Obligatio, seu impegnatio facta per quemcunque modum de, vel ejus Districtu, seu contra aliquam libertatem Sibenicensium, quod non valeat, nec teneat, imò per præsentem sint cassæ, irritæ, & vanæ, & nullius efficaciæ, momenti, seu status, & quod nullo modo, ingenio, vel causa dictum Ducale Dominium, seu aliquis alter ullo tempore in æternum possint & valeant dicere, quod Civitas Sibenici pervenit sub eorum Dominio per alium modum, nisi ex bona, propria & spontanea voluntate, tanquam Nobiles, & liberi homines se declinaverunt, & dederunt cum Pactis dicti Cives Sibenici sub Ducali Dominio.

Ad hoc quartumdecimum Capitulum respondetur, quod nullo modo possemus hoc facere pro favore, & commodo Jurium nostrorum, & conservatione ipsorum, & adhuc pro votiva executione nostræ intentionis cum Domino Rege Sigismundo, quod reddunt etiam ad majus commodum boni propositi, & desiderii illius Communitatis, sed bene continebitur in prohemio Privilegii sui, in quo erunt notata suprascripta Capitula qualiter obtinuimus illam Terram de voluntate & proprio consensu illius Communitatis, & Civium, qui se liberaliter contulerunt nostro Dominio.

Cap. XV. Item, quod omnes illi de progenie, vel prole illorum de Dragovich, tàm masculi, quàm feminæ, & specialiter S. Stipitius cum Filiis & Nepotibus, & Filii omnes Nise, cum eorum Filiis, & Thomas, & Michael Fratres, cum eorum Filiis, & omnes alii de dicta prole propter eorum infidelitatem, & nequitiam, & quia ipsi & eorum Antecessores fuerunt semper & sunt infideles Patriæ, & Civitatis suæ, quod perpetualiter sint banniti sub pœna capitis à Sibenico, & ejus Districtu, & ab omnibus Terris & Locis Ducali Dominio Subditis; & quod omnia Bona mobilia & immobilia ipsorum statim vendantur, & pecunia de venditione facta distribuatur & detur per Cives Sibenici pro rata damna passis in ista Guerra, quia ipsorum causa totum damnum est factum.

Ad hoc decimumquintum Capitulum respondetur sic ut fit in decimo Capitulo, videlicet quod placet nobis, dummodo fiat processus per illam Communitatem, antequam habeamus illam, contra nominatos in hoc Capitulo, & de deliberatione, quam faciet, remanebimus contenti, & illam faciemus observari, sed quod bannum non se extendat nisi de Terra Sibenici, & Districtu ejus.

Cap. XVI. Item, si quo modo, vel causa sit vel reperiretur in futurum, quod Ducale Dominium vel Cives extrinseci alicui Personæ, vel Communitati, seu Dominio aliquid promiserint, seu obligaverint aliquid de Bonis Communis seu Personæ speciales de Sibenico, & ejus Districtu, quod illa promissio & obligatio non valeat nec teneat ullo modo, sed cassetur in totum, & quod Commune, & speciales Personæ quælibet liberè gaudeant, & possideant id quod fuit & est suum.

Ad hoc decimum sextum Capitulum respondetur quod placet nobis.

Cap. XVII. Item, quod suprascripta Capitula, seu suprascriptas petitiones postulamus, & supplicamus, ac petimus à Serenissimo Duc. Dominio & à toto Consilio Venetiarum de maxima gratia speciali.

Ad istud decimum septimum Capitulum respondetur quod placet nobis.

Cap. XVIII. Item, quod quilibet Civis de Civitate Sibenici sit & esse debeat de cet^{to}. ac tractetur pro Cive Venetiarum.

Ad hoc decimum octavum Capitulum respondetur, quod placet nobis & sint Cives nostri de intus.

Quæ quidem 18. Cap. cum responsionibus superius personaliter annotatis, prout jacent, cum ipsorum nostrorum Consiliariorum auctoritate promittimus per nos & Successores nostros ac Commune Venetiarum ipsis fidelibus nostris Sibenicensibus cunctis temporibus observari, & ipsa & eorum quodlibet firma & rata habere & tenere universis, & singulis nostris Rectoribus & Officialibus quibuscunque præsentibus, & futuris strictè præcipiendo, quatenus ipsa Capitula cum dictis responsionibus quatenus ad eos spectaret, debeant observare & facere inviolabiliter observari, in quorum fidem, & testimonium evidens præsens Privilegium fieri mandamus, & nostra pendente Bulla plumbea muniri.

Datum Venetiis in nostro Ducali Palatio Anno Dominicæ Incarnationis Millesimo quadringentesimo duodecimo, mensis Octobris, die trigesima, Ind. sexta.

CCLIX.

*Extrait du Traité de Paix fait à Pontoise entre la Famille d'*ORLEANS *& celle de* BOURGOGNE, *l'an* 1413. [Continuation de la Chronique de Flandres, par DENIS SAUVAGE. pag. 218.] 1413.

ORLEANS ET BOURGOGNE.

NOUVELLE Paix fut accordée, selon les Articles suyvans. C'est assavoir qu'entre les Princes du sang Royal seroit bonne amour & union: promettroyent & jureroyent d'estre bons & vrais Parens & Amis: de ce feroyent Lettres & Sermens les uns aux autres: &, en plus grande confirmation de ce, le jureroyent & promettroyent semblablement les principaux serviteurs d'iceux Princes. Que les Princes & Signeurs de la Ligue d'ORLEANS feroyent cesser la voye de faict & de Guerre: & ne feroyent aucun mandement de Gens-d'armes: ains les casseroyent du tout, si quelques-uns estoyent assemblés. Que de tout leur loyal pouvoir, & au plustost que faire se pourroit, feroyent departir ceux, qui estoyent de la Compaignie de Clugnet de Brabant, de Louïs Bourbon, & d'autres leurs Adherans: &, si telles gens de Compaignie ne vouloyent ce faire, les dessusdicts Princes & Signeurs s'employeroyent au service du Roy, pour les y contraindre, ou exterminer, & tous autres ennemis du Roy, qui voudroyent grever son Royaume. Qu'ils promettroyent, quant aux choses avenues à Paris, qu'ils n'en porteroyent aucun mal-talent ne dommage, à la Ville de Paris, ny à aucuns particuliers d'icelle: & ne pourchaceroyent leur en estre faicte quelque instance que ce fust, sous ombre de Justice, ou autrement: ainçois, estant aucune seurté avisee pour le bien de la Vile, & pour le particulier d'icelle, en souffriroyent l'effect, & mesmement y aideroyent à leur pouvoir. Qu'ils jureroyent & promettroyent par leurs serments, en paroles de Princes, & sur leur honneur, d'entretenir, & faire entretenir, & accomplir loyaument, toutes les choses dessusdictes, sans nulle fraude, ou calonnie: & de ce bailleroyent au Roy Lettres expresses, seellees de leurs seaux. Item aussi, en ce faisant, les Ambassadeurs des dessusnommés Princes de la Ligue requeroyent au Roy, qu'il luy pleust annuller & révoquer tous ses Mandement de Gens-d'armes & de traict, faisant cesser toute voye de faict & de Guerre, excepté contre les Gens de Compaignie, qui ne voudroyent obeir. Qu'il luy plust faire cesser, & reduire à neant, tous les Mandemens, naguéres donnés pour mettre en sa main aucuns Chasteaux & Fortresses des dessusdicts Princes & Signeurs, ou de leurs Aliés: &, si aucuns estoyent ja saisis & mis en sa main, luy pleust les remettre en leur premier estat, sous leurs Capitaines & Signeurs. Que la Commission, par luy donnee depuis certain temps pour le faict des Prisonniers, & autres, appelés, ou à appeler, à banissement, fust révoquee: & que par la Justice accoustumee, & ordinaire du Roy, fussent contraincts & convenus, sans ce que nuls Commissaires particuliers s'en entremissent aucunement. Que, ces choses ainsi faictes & accomplies, le Roy, la Royne, & Monsieur la Dauphin, fussent par un certain jour en quelque lieu, hors la Vile de Paris: & que

la

Anno 1413. là se trouvassent les Princes & Signeurs de chascune partie, pour confirmer bonne union entre eux, & aviser aux affaires & choses nécessaires de Roy & du Royaume. Et, si l'on faisoit doute qu'iceux Princes & Signeurs de la Ligue voulussent induire le Roy, la Royne, & Monsieur le Dauphin à quelque haine, ou vengeance, contre la Vile de Paris, ou contre aucuns des Habitans d'icelle, ou voulussent prendre le Gouvernement, ou attraire le Roy, ou Monsieur le Dauphin, avec eux, tant que l'on fist difficulté d'accorder cette Congregation & Assemblee, les dessusdicts Princes & Signeurs estoyent prests de bailler bonne seurté, & telle qu'on la pourroit aviser.

CCLX.

1412. / 1413. Fevrier.

Lettres de Remission accordées par CHARLES VI. *Roi de France à* CHARLES *Duc de Lorraine, & à plusieurs de ses Hommes & Serviteurs nommés ésdittes Lettres, au sujet de plusieurs Executions militaires faites en son nom dans les Villes de* Neufchâtel, *de* Meuse, Taillancourt, Landeville, Amenti, Vandencourt, *& autres Lieux & Terres qu'il tenoit du Roi comme Fiefs du Comté de Champagne; comme aussi au sujet de divers autres Excès commis contre l'honneur dudit Roi & de sa Couronne. A Paris au mois de Fevrier* 1412. [La veritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, & d'Autriche, &c. Aux Preuves pag. 174. *Tiré de la Chambre des Comptes de Paris. Regist.* 187. *Num.* 23.]

CHARLES par la grace de Dieu Roy de France. Savoir faisons à tous presens & avenir, Nous avoir receu l'humble supplication de nostre tres chier & amé Cousin CHARLES DUC DE LORRAINE & Marchis, & de Charlot & Henry de Dulley, Thiellegein Prevost de Chastenay, Jehan son Fils, Thiercelet Bouchesoche, Thibaut Fils le Maire Thiebaut, Guarin son Frere, Loyon Chappelain, Jehan & Girard de Puligny Freres, Jehan Loys, Anthoine de Ville, Henry Hanze, Henry Vayer, Henry de Verbay, Mongin Druin, Jean de Buzey, Henry le Friant, & de Jehan Navel, contenant que comme soubz ombre & pour occasion de ce que Colard Velpignie, Colart Foret, & Henry Collnet de Neufchastel, & comme ils disoient, & nostre Procureur adjoint avecques euls, nous ont exposé que les Villes, Chasteaux, Terres de Neufchastel, de Chastenoy, Frouart, Grant, & Montfort, & plusieurs Villes qui en dependent tant en Domaine comme en Fief, estoient & sont du Royaume de France, de la Comté de Champaigne, subgiez en Fief & en Ressort de ladite Comté & Royaume. Que a cause de ce ledit Duc de Lorraine nous en a fait Foy & Hommage, & en est nostre Liege: & que les Fiefs du Comté de Champaigne sont de telle condition, que le Vassal est tenu de bailler & mettre en la main du Seigneur Feodal ses Chasteaux & Villes fermées toutes fois qu'il en est par luy requis. Autrement elles sont acquises au Seigneur Feodal, & les peut appliquer à son Domaine. Et aussi que le Duc de Lorraine par convenance especial faite par ses Predecesseurs est tenus de ce faire, mesmement au regard dudit Neufchastel. Et disoient en outre, que par Chartres anciennes confirmées par nos Predecesseurs & par nous, les Ducs de Lorraine avoient octroyé aus habitans dudit Neufchastel pour eulx & pour leurs Successeurs, que au jour de Sainct Remy, ou dedans la quinzaine ensuivant, quatorze personnes de la Commune d'icelle Ville feussent Jurez, & esleussent l'un d'eulx en Maire pour en an: pardevant lesquels les Bourgeois & Habitans d'icelle Ville feussent traittiez en tous cas, & non par autre Justice. Et que les Ducs de Lorraine ne mettroient la main à aucun d'iceulx Bourgeois, sinon par ladite Justice. Et se de fait ils les prenoient ou faisoient prendre, ils les feroient delivrer à icelle Justice. Disoient avec ce que les Ducs de Lorraine ne peuvent enforcier le Chastel dudit Neufchastel contre la Ville, ne y faire fossez. Ce nonobstant le Duc JEHAN, Pere dudit Duc, avoit ja pieça pris par force ladite Ville, & contraint les Habitans d'icelle à composer à luy à la somme de dix mille francs, dont il receut trois mil, & avoit fais faire issue par ledit Chastel hors de la Ville, & y faire fossez & pont leviz. Pourquoy ladite Terre de Neufchastel fut mise en nostre main, & ledit Duc JEHAN adjourné en nostre Cour de Parlement, où il fut tant procedé, que par Arrest de ladite Cour donné pour les Habitans de ladite Ville, & nostre Procureur adjoint avec eulx, Demandeurs & Complaignans en cas de nocessité d'une part, au regard de la fortification & emparement dudit Chastel, que la recreance fut adjugée ausdis de Neufchastel, & à nostredit Procureur. Et en outre fut expressément defendu audit Duc, qui apres le trespas de sondit Pere avoit repris les errement dudit procés, & sur peine de mil mars d'argent, que ausdits Habitans ne à aucun d'eulx par luy ne par autre il ne meffeist ou feist meffaire en corps ne en biens en aucune maniere. Lequel Arrest avoit esté executé par un de nos Conseillers à ce commis. Et estoit depuis demourée la chose en son premier estat par aucun temps. Et que depuis ledit Duc avoit dit & confessé en nostredite Court, que pour l'honneur & reverence de nous & en nostre presence il avoit remis & remettoit aux Habitans de Neufchastel tout le mautalent & ire qu'il avoit contre eulx. Mais que ces choses nonobstans iceluy Duc avoit dit & publié en plusieurs lieux, que lesdits Habitans avoient fait mourir son Pere, que nous & les gros Bourgois d'icelle Ville en estions Seigneurs, & non pas luy: & que les vilains de ladite Ville faisoient plus grand recognoissance & obeissance à nous qu'à luy, & prenoient sauvegardes, & faisoient plusieurs appellations de sadite Justice. Et qui pis est, la Veille du saint Sacrement l'an mil trois cents quatre-vingts & neuf Simon de Tieulieres, homme subget & serviteur dudit Duc accompaigné de plusieurs hommes jusques au nombre de trois cens chevaux, au sceu d'iceluy Duc, vint en la Ville de Meuse estant en nostre garde, & ou Baillage de Chaumont, & en icelle bouta les feux, & y ardi plusieurs maisons, print corps & hommes, plusieurs meubles & bestiaulx, & tout mena ou pays de Lorraine. Que pareillement Jehan & Miles d'Autrey Freres Escuyers & serviteurs d'iceluy Duc ou mois de May l'an mille quatre-cents & un vinrent accompaigniez de plusieurs dudit Duchié de Lorraine, & au sceu & permission dudit Duc, en la Ville de Taillancourt sur Meuse oudit Bailliage de Chaumont, & en nostre Prevosté de Vaucouleur, apartenant à Colart de Fo Chevalier nostre Subget, & icelle pillerent, & y prinrent corps d'hommes, meubles, & bestiaulx, & tout menerent oudit Duchié de Lorraine. Et ces choses venues à la cognoissance de nos Officiers audit lieu de Vaucouleur, ils suivirent lesdits Jehan & Miles jusques bien prés de Puligny en Lorraine. Ausquels nos Officiers, Girard & Jehan de Puligny Freres Seigneurs dudit Puligny, osterent lesdits bestiaulx & biens qu'ils avoient rescous. Jassoit ce que ils leur deissent qu'ilz estoient à nous. Et les prinrent, emprisonnerent, & detinrent par long temps. Et que aussi ou mois de Septembre l'an mille quatre cents & un, Henry de Chaufour, Girard de Puligny Chevalier, Jehan de Puligny son Frere, & Simon de Tieulieres accompagniez de plusieurs hommes & serviteurs de l'Hostel dudit Duc, & du sceu d'iceluy, coururent la Ville de Landeville, qui est oudit Bailliage de Chaumont, & en icelle printent grant quantité de biens meubles, & environ six vinges treize bestes à cornes, & tout menerent au pays de Lorraine. Et la vigile Saint Simon & Saint Jude oudit an mille quatre cents & un, Henry de Gerbevilliers Chevalier, Bailly de Vonge pour ledit Duc, accompaigné de grant nombre de Gent-d'armes vint en la Ville de Melhincourt, en la Prevosté de Coiffy oudit Bailliage de Chaumont, laquele estoit en nostre garde & en signe de ce y estoit nos penonceaulx, qui furent par eulx jettez contre terre bien impetueusement. Et ladite Ville pillerent, & y firent tres-grans & enormes dommages, Sur quoy nostre Bailly de Chaumont escrivy audit Duc, lequel promist de tout faire restituer: & pource y envoye nostredit Bailly le Prevost de Coiffy, & autres nos Officiers, desquels ledit Duc se mocqua, & ne peurent avoir aucune restitution. Et en eulx retournant, Unry fils de Jacob de Honnencourt, & autres Hommes & Subgez de nostredit Cousin les chasserent & jetterent par terre, blesserent & navrerent: Et ce au sceu de nostredit Cousin, qui en fut tres-joyeux, & le eut trés-agreable.

Anno 1412. / 1413.

Disoient aussi, que combien que par vertu de certaines Lettres obtenues de nous par le dessusdit Colard de Fo Chevalier, commandement eust esté fait audit Duc, qu'il feist restituer par les dessusdits d'Autrey les dommages fais audit Colard de Fo, & avec ce qu'il luy fut defendu sur peinne de deux cens mars d'or;

ANNO 1412. — 1413.

qu'il ne meffeist ou souffrist meffaire audit Colard de Fo, ne à ses Hommes & Subgez: Ce nonobstant, lesdits d'Autrey accompaigniez de plusieurs Gens d'armes ou mois de Favrier oudit an mille quatre cents & un, bouterent les feux en la Ville d'Ameniy oudit Baillage, & la pillerent, & y firent dommage de plus de quatre cens livres tournois, au sceu dudit Duc, qui tout ce eust aggreable. Et sur ce le Bailly dudit Chaomont rescrivy audit Duc, lequel luy respondi que lesdits d'Autrey ne feroient aucune chose sur ledit de Fo, jusques à ce qu'il en eust ordouné. Ce nonobstant, le lendemain S. Jean Baptiste mille quatre cents & deux lesdits d'Autrey accompaigniez desdits Bailli, Prevost, & autres Hommes, Sugez & Serviteurs de nostredit Cousin, à son sceu, & de son commandement, à force d'armes coururent la Ville de Pirey sur Mense, oudit Baillage de Chaumont, & en la Prevosté d'Andelo, apartenant audit Colard de Fo, & icelle pillerent, & emmenerent bien pour cinq cents livres de bestial ou pays de Lorraine, & en ce faisant par mattiere de derition. Je vous defens de par le Roy, que vous ne dilipez ces vaches. L'un s'opposoit, l'autre appelloit en Parlement. Et ou mois de Mars l'an mille quatre cents & trois, les gens Perrin de Dulley furent en la Ville de Vaudencourt, qui est de nostre demaine, & des Religieux de Luxo, & en l'ostel Domangin d'Allenville prinrent bestes, qui furent menées à Reinoville en l'ostel dudit Duilley. Sur quoy il fut requis de faire restitution; Et pource qu'il en fut refusant, furent mis en nostre main certaines rentes qu'il avoit en ladite Ville, & les Habitans d'icelle en nostre garde. Mais ou contempt & haine de ce, Charlot de Duilley, accompaignié de Simon de Tieulleres, & autres Hommes & Subgez dudit Duc, environ la Saint Jean Baptiste mille quatre-cents & cinq, bouterent les feux en nostre Ville de Vaudencourt, qui est nostre propre demaine, & la pillerent, & y firent dommage de mille livres & plus. Et depuis en l'Aoust ensuivant ledit Charlot & Henry son Frere & autres retournerent en ladite Ville, prinrent corps d'hommes, & y bouterent les feux. Et ou contempt de ce que un appellé, Jehan Petit, leur dist que c'estoit mal fait, & que ladite Ville estoit à nous, en nostre garde, ledit Henry le fery de son espée en disant: Vecy en despi de ton Roy, & menerent lesdits Prisonniers ou lieu du Chastellet prés de Chastenoy tenu de nous, & les ranςonnerent: C'est à sçavoir Jean Breuel à XL. escus, & Jehan Bigot à cent escus. Et combien que depuis lesdites rançons fussent arrestées, & qu'elles deussent demourer en surseance jusques à ce que nous en aurions ordonné, & que ainsi l'eussent promis ledit Duc & lesdits Duilley: neantmoins yceulx de Duilley ont levé pour les quarante escus quatre-vingts escus, & pour les cent escus, deux-cents escus, & si demandent encore le principal qui mouteut à sept vingts escus. Et par le fait desdits de Duilley lesdits de Vaudencourt sont tous destruits. Et que ou mois de Juing l'an mille quatre cents & quatre le grant Liebaut de Thiellen homme dudit Duc couru la Ville de Bourbonne, qui est dudit Bailliage de Chaumont & de la Prevosté de Coifly, & depuis la vigile Saint Simon & Saint Jude oudit an mille quatre-cents & quatre lesdits de Duilley acompaigniez de plusieurs gens dudit Duchié de Lorraine coururent les Villes de Crammillieres & de Guigneville, qui sont dudit Baillage de Chaumont, apartenans à Hue de Bullegniville Chevalier, y bouterent les feux, & y firent dommage de trois mille livres & plus, & environ huit jours apres y retournerent, & ce qui y estoit demouré destruitirent, & ranςonnerent les Hommes & Subgez d'icelle, & les ont tenus apatis, en prenant d'eulx pour demourer en leurs hostelz. Et quand ils veoient noz penonceaulx, qui estoient sur les maisons qui ardoient, cheoir, disoient par maniere de derision: *Tien té bien Roy, le Roy chiet, & le Roy art*; & maintes autres manieres de derision faisant de nous & de nostre puissance. Lesquelles choses nostredit Cousin avoit pour agreables, du moins n'en avoit pris punition, & ne avoit pas fait faire restitution: combien que plusieurs fois en eust esté sommé & requis. Et depuis nostre Prevost d'Andelo, avec lui le Substitut de nostre Procureur, se transporterent esdites Villes, pour faire information des choses dessusdites, par vertu de certaines Lettres obtenues de nous par ledit de Bullegniville, & ce sachans lesdits de Duilley, accompaigniez de Simon de Tieulleres, batirent lesdits Prevost & Substitut tres-enormement, & avec ce par force leur firent promettre qu'ils n'en feroient jamais poursuite, & ne leur en venroit mal ne dommage. Et que ou mois d'Octobre l'an mille quatre-cents & cinq Simon de Chastillon, qui est de l'Ostel de nostredit Cousin, & de sa garnison dudit Chastel, pilla la Ville de Sionne oudit Bailliage de Chaumont apartenant aux Religieux de l'Eglise de Saint Jaques ou Mont estant en nostre garde, & la dommagea de cinq-cents livres tournois, & plus. Et n'ont peu lesdits Religieux estre seurs josques à ce qu'ils se sont mis en la garde dudit Duc. Et que depuis le premier jour du mois de Janvier oudit an Geoffroy de Sampigny & autres Subgez dudit Duc prirent du Prioure de Ritel le Prieur d'icee & tous ses Biens, & le menerent en Lorraine. Et par Jehan Rencourt, Subgier dudit Duc a esté courue la Ville de Maudreval apartenant aux Religieux de Meruant, & par luy ont esté dommagez de quatre-cents livres tournois & plus. Et que pareillement a esté pris l'Abbé de l'Eglise de Maudreval par Erart du Chastelet Homme & Subget dudit Duc, & longuement detenu Prisonnier, ou comptent de ce qu'il avoit plaidé & obtenu un Arrest contre ledit Erart. Et que tout ce qui avoit esté fait sur les hommes de ladite Eglise fu fait ou comptempt dudit Arrest, qui avoit esté rendu en nostre Court de Parlement. Et que aveeques ce ou mois de Janvier l'an mille quatre-cents & six ledit Duc & plusieurs Gens d'armes furent logiez en la Ville de Berricourt oudit Bailliage de Chaumont, laquelle estoit en nostre garde, & en signe de ce y estoient nos penonceaulx de nos armes, lesquelx par aucuns des gens dudit Duc, & en sa presence, furent pris & trainez par la boe & fange. Es par maniere de derision disoient plusieurs, *Or es-tu bien malade Roy, Roy, tu ne te pues ayder*: *Vecy le Roy que j'ay pris.* Et apres ce, celuy qui le faisoit les mist sur son espaule, en disant: *Vecy bel mironer.* Et que n'avoit gueres, Henry & Charlot de Duilley avoient pris l'Abbé de Flabemont dudit Bailliage de Chaumont estant en nostre garde, lequel avoit un procés en nostre Court de Parlement contre un autre Religieux: & par long temps l'ont detenu Prisonnier, & par force l'ont fait renoncer à son Abbaye, & aprés l'ont fait morir. Et avec ce, la Femme dudit Simon de Tieuleres, Subgette dudit Duc, fist prendre oudit Bailliage de Chaumont Jehan Willemel nostre Sergent, & le fist mener en Lorraine, ou il fut longuement detenu Prisonnier.

Et disoient encore, que par les gens, Officiers & Familiers dudit Duc avoient esté commis plusieurs autres mauvais cas sans nombre, lesquels avoient esté fait par son commandement, du moins les avoit eus pour agreables, & n'en avoit pris aucune punition, ne fait faire restitution, & avoit eu sa part des pilleries faites par ses gens & les avoit appliquez a son profit, & maintesfois s'estoit mocqoé de paroles & de fait de nous. Pour lesquels cas le grand Maistre de Nostre Hostel & l'Admiral de France, qui lors estoient, furent envoyez à puissance de Gens d'armes contre nostredit Cousin. Et que finalement certain apointement avoit esté fait l'an mille quatre-cents & six, par lequel iceluy nostre Cousin avoit promis de comparoir en personne devant nous dedans le jour de Noel lors prochain ensuivant, & respondroit & se excuseroit des cas dessusdits, & feroit venir aveeques luy ses Hommes, dont nos Officiers & Subgez se douloient; & s'ils estoient refusans d'y aller, il les feroit bannir de son Pays, & ayderoit à nos gens à les prendre & en faire Justice. Et que cependant toute voye de fait cesseroit. Et avoit toutes autres convenances. Pour lesquelles choses tenir il avoit soubzmis & obligé tout ce qu'il tenoit de nous, & en especial les Chasteaux, Villes, & Chastellenies dudit Neufchastel & de Chastenoy avec leurs Apartenances, & les avoit mis és mains de certains Commis de par nous avec ledit Chastel du Chastellet, pour iceulx gouverner soubz nostre main jusques à ce que par nous en fust autrement ordonné. Et avoit promis comparoir par devant nous dedans ledit jour, sur peine d'estre attaint & convaincu des cas dessusdis, dont il estoit chargié. Et que neantmoins il n'avoit enteriné ne accomply aucunes desdites convenances. Mais qui pis estoit, environ la my-Karesme qui fut l'an mille quatre-cents & neuf, pource que aucuns & des plus grans Bourgeois de ladite Ville n'allerent pas au devant de nostredit Cousin qui venoit en ladite Ville, & que l'un d'iceulx habitans en excusant les absens, luy dist qu'ils n'estoient osez venir, pource que on leur avoit rapporté qu'il les menaçoit. Iceluy Duc avoit respondu & juré qu'il ne leur vouloit aucun mal: Et en faignant de vouloir punir celuy qui avoit fait ledit rapport, il avoit commis cer-

taines

ANNO 1412. — 1413.

taines personnes pour eux informer sur ce. Parquoy ceulx qui s'estoient absentez estoient retournez en ladite Ville cuidans estre à sauveté. Et que le quinziesme jour du mois de Fevrier l'an dessusdit, ledit Duc estoit entré en ladite Ville, & depuis avoit fait fermer toutes les Portes d'icelle. Et ce fait, par son commandement les Gens d'armes qui y estoient avoient couru par ladite Ville, & pris des plus notables Bourgeois de ladite Ville jusques au nombre de vingt & huit. Et avoit fait publier, que se les Femmes ou Amis desdits Prisonniers faisoient poursuite de ce, qu'il les feroit mourir: & que les Gens d'armes indifferemment avoient prins tous les biens meubles desdits Bourgeois, & les bleds & vins estans en leurs Hostelz, dont partie avoit esté portée ou Chastel dudit lieu, & partie distribuée ausdits Gens d'armes. En quoy ladite Ville avoit esté dommagée de cent mille frans. Et cependant ledit Duc avoit fait entrer en ladite Ville cinq ou six cents Alemans, qui firent pis que devant. Et le premier jour de Mars ensuivant l'un desdits Prisonniers, nommé Guillaume Huel, avoit esté prins par Henry de Docilley & autres serviteurs dudit Duc, qui de la voulenté dudit Duc l'avoient noyé sans le vouloir laisser confesser: & tout en haine de ce qu'il avoit pris une Sauvegarde de nous, ou de nos Officiers. Et que depuis ledit Duc avoit fait courir lesdits Gens d'armes par nostre Royaume jusques à la Fauche, & fait piller & rober ledit Pays. Et que pour ces causes le Bailly de Chaumont rescrivit audit Duc, qu'il cessast des choses & exploits dessusdis, & qu'il ne procedast aucunement que raisonnablement contre lesdits de Neufchastel. Et pour les Lettres porter avoit envoyé deux de nos Sergens audit lieu de Trichastel *. Ausquels Sergents il fut dit qu'ilz n'entreroient point en ladite Ville, & leur furent dites plusieurs paroles injurieuses. Mais ou contempt de ladite rescription, ledit Duc avoit fait prenre quatorze desdis Prisonniers qui estoient oudit Chastel, & les avoit fait mener tres-deshonnestement comme larrons & murdriers ou Pays d'Alemaigne, & les avoit longuement faiz detenir Prisonniers en seps en grant pauvreté & misere. Et les autres avoit tousjours fait detenir Prisonniers oudit Neufchastel. Et avoit aucuns d'iceulx Prisonniers rançonnez à trois cents frans, les autres à quatre cents, & les autres plus ou moins selon leurs chevances. Et avec ce avoit fait porter toutes les armeures de ladite Ville en son Chastel, & fait tenir fermée la Porte de ladite Ville de la partie de nostre Royaume, & les autres Portes par où l'en va en Lorraine avoit fait tenir ouvertes. Et aussi avoit mis gens d'Armes en ladite Ville estrangers & autres, qui ne laissoient entrer nos Officiers, & qui destruisirent & gasterent les biens estans en icelle Ville. Et qui plus est, avoit fait faire fossez environ ledit Chastel, & rompre certains murs contre la teneur dudit Arrest. Et aussi plusieurs des gens dudit Duc à puissance d'Armes estoient alez prendre de fait en plusieurs Lieux de nostre Royaume hors desdites Terres plusieurs biens que lesdits de Neufchastel y avoient mis & retraiz, & en especial en l'Abbaye de Mirovault un coffre apartenant à Jehan Ferot l'un desdits Prisonniers; ouquel avoit quarante mars en vaisselle d'Argent, six cents escus en Or, & plusieurs autres joyaulx en valeur de deux cents escus. Et en la Maison de Colart Beaupigné, qui estoit en nostre Sauvegarde avec ses Biens, ledit Duc avoit fait prendre cent dix queues de Vin, mille resaux de forment; & autant d'avoine, qui valoient deux mille livres Tournois, dix chevaux tant à selle que de harnoiz, vingt lits de plume, vaisselle d'Argent, nappes, touailles, & autres biens meubles, qui pouvoient valoir unze cents livres Tournois & plus. Et avoient fait bouter hors de ladite Ville la Femme dudit Colart. Et depuis avoit fait prendre de fait bestes estans en nostre Royaume & hors de la Terre d'icelui Duc, apartenans audit Colart, & les avoit fait mener ou Pays de Lorraine, apres ce qu'il luy avoit esté signifié derechief que ledit Colart estoit en nostre Sauvegarde. Et ou contempt d'icelle Sauvegarde, & en l'Ostel de Colart Ferot avoit fait prendre cent reseaulx de froment, cinquante reseaulx que d'orge que d'avoine, trente queues de vin qui pouvoient valoir trois cens livres, vaisselle d'Argent & joyaulx valans six vingts livres, cinq chevaux, & plusieurs autres meubles: qui pouvoient valoir unze cents livres, avec tous les papiers & Lettres obligatoires des debtes dudit Colart, ensemble ses bestes baillées à moitié. En quoy il avoit esté dommaigié de cinq cens livres & plus. Et tous les biens meubles, coffres, papiers, & environ deux mille bestes à laine, & plusieurs grosses bestes apartenans audit Henry Colinet. En quoy il avoit esté dommaigié en deux mille livres. Et avoit fait faire semblables exploiz és hostelz des autres qu'il tenoit Prisonniers, parquoy ils avoient esté dommaigiez en la somme de cinquante mille livres Tournois. Et depuis avoit contraint les Habitans de ladite Ville à renoncer au procés qu'ils avoient en nostredite Court, & à passer Lettres de constituer Procureur pour obtenir un congié d'accorder & consentir ce que dit est, & à faire un Seel de plomb pour faire seeler lesdites Lettres. Et que pour ces causes le Bailly de Chaumont par nos Lettres Patentes avoit requis audit Duc qu'il reparast les choses dessusdites, & qu'il nous rescrivist son intention. Et par nos autres Lettres avoit fait commandement audit Duc qu'il delivrast les corps desdits Prisonniers. A quoy il avoit desobey.

Et depuis icelui Bailli s'estoit transporté devant ladite Ville de Neufchastel, & fait commandement de par nous, que l'en luy en feist ouverture. Mais il n'y avoit trouvé aucune obeissance. Et pource en signe de rebellion avoit getté une verge blanche en ladite Ville. Et ce fait, pource que par information il avoit trouvé les choses dessusdites estre vrayes, il avoit adjourné devant la Porte de ladite Ville nostredit Cousin à comparoir en personne en nostredite Court de Parlement, à certain jour ensuivant. Et les autres dessusdits à comparoir aussi en personne sur peine de bannissement. En faisant lequel exploit, ceulx qui estoient en ladite Ville avoient mis trait sur arbalestres, tendans pour traire audit Bailli & à ses compaignons, & avoient fait semblant de getter & ruer pierres sur luy, & fait grant noise & tumulte en derrision & contempt de nostredite Seigneurie. Et que ou contempt dudit exploit ledit Duc avoit fait prendre un po de biens qui estoient demourez és Maisons desdits Colart Beaupigné, Colart Serot, Henry Colinet, & autres. En quoy ils avoient esté dommagiez en la somme de dix mille livres Tournois. Avec plusieurs autres bestes à laine & à corne, qui leur apartenoient, & les avoient fait mener au Pays de Lorraine. En quoy ils avoient esté dommagiez outre la valeur de dix mille livres Tournois & plus. Et qui pir est, deux jours apres ledit exploit fait, ledit Duc estoit venu en ladite Ville, & avoit fait vuider fossez dudit Chastel, plus fort que paravant enfoncer icelui Chastel, faire pont levis, planches contre la Fortification de ladite Ville, rompre & abatre les murs derriere de ladite Ville, & rompre la roche pour y faire chemin & voye. Et depuis, pour ce que un nommé Jehan Ouvry de Chaumont demourant audit Chaumont, nostre Bourgois sans moyen, qui estoit alez veoir sa Femme audit Neufchastel, avoit requis au Bailly dudit lieu qu'il lui donnast congié de soy en partir & retourner audit Chaumont, & de mettre hors certains biens qu'il avoit en ladite Ville, dist audit Bailli qui lui avoit refusé ledit congé, qu'il iroit au remede devers nos Officiers, icelui Bailli ou compsent de ce l'avoit fait prendre & mettre en fons de fosse, où il avoit esté longuement detenu Prisonnier. Et aussi ledit Suppliant avoit pris Mongin Raqueneuse, pource qu'il avoit appellé de sa Justice de Ruisseul pres dudit Neufchastel. Et aussi avoit prit, & fait faire audit Maistre Jaques Serot pis que aux autres Prisonniers, en haine de ce qu'il avoit esté Tabellion en nostre Prevosté d'Andelo, & qu'il avoit commise aux Sieges dudit Bailliage de Chaumont. Et que quant il avoit esté prins & mené oudit Chastel de Neufchastel, il avoit esté mis en son pourpoint, & dechaucié. Et que plusieurs Chevaliers & Escuyers dudit Duc, qui avoient esté à ce present, lui avoient dit par maniere de derision telles paroles: *Cy a belle presse, oppose, appelle: Or dy a ton Roy qu'il te viegne aider.* Et en l'estat dessusdit fu mis en prison. Et en outre, que ledit Duc avoit defendu aux Habitans de ladite Ville de Ruisseul, qui sont d'ancienneté subgez & des usages de Neufchastel, que d'oresnavant ilz ne se teinssent soubz eux de leur banniere, ne de leurs usaiges, & les avoit condempnez en cent livres Tournois d'amende, pource qu'ilz s'estoient tenuz soubz Neufchastel. Et en oultre leur avoit defendu, qu'ilz ne feussent si hardiz d'eulx conseiller ou defendre par ceulx de nostre Royaume, ne de les faire venir audit lieu. Et avec ce avoit fait prendre & detenir Prisonnier par trois jours audit Neufchastel, en haine de ce qu'il avoit appellé du Maire & d'un Sergent dudit lieu, & relevé son Appel en nostredite Cour de Parlement; & par Prison l'avoit contraint à renoncier audit appel, & à bailler pleges jusques à cent escus, de luy rappor-

ter

* Neufchastel.

ter ledit Adjournement, lequel il avoit deschiré & getté ou feu & tolt qu'il luy avoit esté baillé. Et en oultre depuis ledit Adjournement, ledit Duc avoit fait assembler les habitans de ladite Ville, & fait lire un Escri qui contenoit que lesdits Habitans confessassent, que icelui Duc devoit avoir une poterne en son Chastelet pour y entrer sans le congié desdits Habitans. Et que ainsi l'avoient ou devoient avoir ses Predecesseurs, & que lesdits Habitans avoient fait abatre la poterne quant ils avoient fait faire les murs entour ledit Chastel. Et pour ce avoient esté condempnez en dix mille livres, dont ils avoient payé trois mille, & le surplus leur quittoit, & avoit contraints iceulx Habitans à prometre par la foy de leur corps, & sur l'obligation de leurs biens, à tenir le contenu oudit Escript, & à renoncer au benefice de dispensation de leurs fermens, a tous Droiz Imperiaux, Apostoliques & Royaux, & aussi à toutes oppositions & appellations.

Pour lesquels cas lesdits Supplians avoient esté adjournez en nostre Cour de Parlement, c'est à sçavoir ledit Duc à comparoir personnellement, & les autres à peine de bannissement, pour respondre à nostre Procureur General, & a tous autres qui Partie se voudront faire à fin civile, sur le contenu en nos Lettres sur ce données: & que au jour à eulx assigné n'estoient venus ne comparus, & pour ce avoient esté mis en default. Et depuis avoient esté adjournez à veoir adjuger le prouffit dudit default, à comparoir en personne, & sur peine de bannissement en nostredit Parlement, à certain jour lors ensuivant, ô intimation que veinssent ou non audit jour, on procederoit & iroit avant en l'adjudication du prouffit dudit defaut, qui par lesdits de Neufchastel & nostre Procureur avoient esté lors baillié par escript par devers nostredite Cour, & sur l'adjudication dudit bannissement & confiscation de leurs biens, & en oultre comme de raison seroit. Et depuis avoit esté sur ce tant procedé, qu'ils avoient esté mis en quatre defauls. Par vertu desquels il avoit esté dit par Arrest de nostredite Court, qu'elle tenoit & tient lesdits Supplians & chacun d'eulx convaincus & attaints des cas, crimes, & malefices dessusdits. Et avec ce les avoit & a condampnez, & chacun d'eulx pour le tout, à rendre & mettre realment & de fait en nostre main lesdits Thierry Porcelot, Maistre Jaques Fourot, Lambelot Belpigné, Jehan Fourot, Aubert Chifflet, Hugues Chabaye Belm, Jehan Pouren, Guillaume Colinet, Thierry Grenetier, Maugin Chondel, Humbelot Bovesines, Maugin Rogueuse, Maugin Racinete, & Jehan Orry, & aussi tous les autres Prisonniers prenens par lesdits Supplians audit lieu de Neufchastel, & depuis par eulx transportez, dont dessus est faite mention. Et aussi à rendre & restituer tant ausdits Prisonniers, comme ausdits Colart Belpignié, Coulart Fourot, & Henry Colinet, en la qualité qu'ils avoient procedé en ceste partie, tous leurs biens prins declarez en leurdite demande, & prouffit dudit default que eux ont baillé par devers nostredite Cour, comme dit est. Desquelz & de leur valeur & extimation ilz seroient & seront creuz par leur simple serment jusques à la somme de cinquante mille livres Tournois, & au dessoubz. Et avec ce avoient & ont lesdits Duc, Henry & Charlot de Dueilley, Thieleguin Prevost de Chastenay, & chacun d'eulx pour le tout esté condempnez à reintegrer nostre Sauvegarde par eulx enfrainte en la personne dudit Guillaume Huel, & en icelle reintegrant & reparant avoient & ont esté condemnez à restablir publiquement ledit feu Guillaume par signe ou par figure à sa Femme & à ses Enfans, & à fonder aussi en l'Eglise en laquelle il est enterré, une Chapelle ou Chapellerie perpetuelle à leurs despens douée de cinquante livres Tournois de rente perpetuelle admortie. De laquelle Chapelle la collation appartiendra de plain droit à nous & à nos Successeurs Rois de France. Et aussi à asservir bien & souffisamment à ladite Femme & à sesdits Enfans cent Tournois de rente par chacun an aux vies d'eulx, & aussi à leur payer pour une fois deux mille livres Tournois. Avoient aussi & ont esté lesdits Supplians & chacun d'eulx condempnez pour le tout envers lesdits Prisonniers Colart Belpignie, Colart Fourot, & Jehan Colinet, és noms & és qualitez qu'ils procedent, en la somme de vingt mille livres Tournois pour leurs dommages & interests. Et en outre avoit & a esté ledit Duc condempné à mettre en estat toutes les nouvelletez & entreprinses par luy faites & perpetrées audit Lieu & Ville de Neufchastel contre l'Arrest prononcé contre luy en nostredite Cour de Parlement au prouffit de nostre Procureur le dixseptiesme jour de Juin mille trois cents quatre-vingts un & suivant l'effet & executions d'iceluy. Lesquelles nouvelletez & entreprinses par iceluy Arrest auroient esté cassées, annullées & mises au neant. Et avecques ce avoit exempté dés lors nostredite Court à toutiours mais les Habitans de ladite Ville de Neufchastel de la Jurisdiction, Obeissance, & Subjection dudit Duc & de ses Succeisseurs, & les avoit declarez estre & devoir demourer Subgez de nous & de nos Successeurs sans moyen, & ledit Duc estre encouru envers nous en la somme de mille mars d'Argent, & mille mars d'Or pour les desobeissances par luy commises envers nous, dont cy dessus est faite mention, & qui sont contenues en ladite demande & prouffit du default desdits demandeurs. Lesquelles peines, sommes, & autres adjudications dessusdites nostredite Court voult & ordonne estre prinses & levées sur lesdits Supplians & sur leurs Biens quelsconques, selon la forme desdites adjudications avant toutes autres amendes ou confiscations. Et si les avoit condemnez és despens desdits Colart Belpignie, Colart Fourot, & Henry Colinet, és noms & qualitez que dessus: la taxation d'iceulx reservée par devers nostredite Court. Et avec ce, ledit Duc par le benefice de nostre Procureur avoit esté condemné à rendre & restituer aux singuliers Prisonniers demourans en nostre Royaume environ ladite Ville de Neufchastel, les dommages & pertes qu'ilz ont eues & souffertes par les pilleries, roberies, courses, & autres crimes & deliz par luy & par ses gens, Subgiez & Aliez fais, commis, & perpetrez depuis vingt ans en ça à compter du jour de la datte dudit Arrest. Desquels & de la valeur d'iceulx nostre Procureur premierement sur ce informé seroit creu par son serment jusques à la somme de quarante mille livres Tournois & au dessoubz. Et si avoit & à nostredite Court declaré tous les Fiefs & Arrierefiefs estans en nostre Royaume, que lesdits Supplians tenoient de nous par moyen ou sans moyen estre à nous à nostre proffit commis. Et avec ce les avoit & a banniz de nostre Royaume, & confisqué à nous le relida de tous leurs biens, si comme on dit ces choses plus à plain apparoir par ledit Arrest, qui fut prononcé le premier jour d'Aoust dernier passé. Par vertu duquel Arrest, & de l'executoire d'iceluy, ladite Ville de Neufchastel, & generalement toutes les autres Terres, Possessions, & Revenus que ledit Duc & les autres Supplians dessus nommez avoient & tenoient de nous tant en Fiefs comme en Arrierefiefs, en dit avoir esté prinses & mises en nostre main: & tellement sont empeschées que lesdits Supplians n'en peuvent jouyr ne user, ne des fraiz & Revenus d'icelles. Et depuis se soit trait ledit Duc par devers nous, & nous ait humblement supplié & requis, que attendu plusieurs grans & notables services à nous & à noz Predecesseurs faits & rendus par ses Predecesseurs, & par luy mesmes aussi en nos Guerres & ailleurs, & mesmement en celle par nous dernierement faite devant Bourges, que sur ce leur veuillons impartir nostre grace. POURCE est-il que nous, ces choses considerées, & les bons & aggreables services que faiz nous a nostredit Cousin en nos Guerres & ailleurs, comme dit est, & esperons qu'il fasse encore ou temps avenir. Et nous recordans que en nostre Ville de Meleun oudit Voyage de Bourges avions à nostredit Cousin octroyé & accordé que ledit Arrest ne seroit pas rendu jusques à ce qu'il auroit esté oy en ses justifications. Laquelle chose ne luy a pas esté faite. Mais a esté donné ledit Arrest par vertu desdits defauls sans lui oyr. Voulans aussi en ceste partie preferer misericorde à rigueur de Justice. A nostredit Cousin & autres Supplians dessus nommez, & à chacun d'eulx, pour amour & contemplation d'aucuns grans Seigneurs de nostre Sang & Lignage, que de ce nous ont plusieurs fois supplié & requis, Avons quitté, remis, & par ces presentes de nostre grace especial, plaine puissance, & auctorité Royale, quittons, remettons, & pardonnons les cas, offenses, malefices & ban dessusdit: Avec toute peine, offense, & amende corporelle, criminelle, & civile, en quoy ils & chacun d'eulx ont esté condempnez envers nous & nostre Procureur par ledit Arrest. Et toutes autres offenses & excés par eulx sur les circonstances & dependances des choses des susdites commises. Et avec ce pour certaines & justes considerations, qui à ce nous ont meu & meuvent, leur avons donné, quitté & remis, donnons, quittons & remettons, par ces mesmes presentes toutes les amendes & autres choses en quoy ilz ont par ledit Arrest esté condamnez envers nous, & tout ce qui par ledit Arrest nous a esté adjugié: & les

restitutions

ANNO 1412. — 1413. restitutions en leurs Terres, Seignories, Justices, & Jurisdictions à nous declarées commises par icelui Arrest, & à leurs bonnes fames & renommées au pays & à leurs biens tant meubles comme Heritages; comme ilz estoient paravant ledit Arrest. Satisfaction faite à partie civilement tant seulement. Et sur ce imposons silence perpetuel à nostre Procureur General. Si donnons en mandement à noz amez & feaulx Conseillers les gens tenans, & qui tendront nostredit Parlement, aux Baillifz de Troyes, de Chaumont, & de Vitry, & à tous nos autres Justiciers & Officiers presens, & avenir, ou à leurs Lieutenans, & à chacun d'eulx si comme à luy appartiendra, que de nos presente grace, pardon, & remission, ils fassent, souffrent, & laissent lesdits Duc, Charlot & Henry de Doilley, Thiellequin Prevost de Challenoy, Jean son Fils, Tiercelot Bouchefeche . . . . Fliz le Maire, Thiebault Garin son Frere, Loyon Chapellain, Jean & G . . . . Jehan Loiys, Anthoine de Ville, Henry Hauze, Henry B . . . . Drouin, Jehan de Bussy, Henry le Furaut, & Jehan le Navel, & chacun d'eulx joyr & user paisiblement, comme ils faisoient paravant ledit Arrest, & nonobstant icelui, ne quelsconques autres Ordonnances, Mandemens, ou defenses faites ou à faire au contraire. Sans les travailler, molester, ou empescher, ne souffrir estre travaillez, molestez, ou empeschez en aucune maniere au contraire. Mais se leurs corps, ou aucuns de leurs biens estoient ou sont prins, detenuz, ou empeschez, qu'ils les leur mettent ou fassent mettre tantost & sans delay à pleine delivrance. Et que ce soit ferme chose & estable à toujours, nous avons fait mettre nostre Seel à ces presentes: sauf en autres choses nostre droit & l'autruy en toutes. Donné à Paris ou mois de Fevrier l'an de grace mille quatre cens & douze, & de nostre Regne le XXXIII.

Par le Roy en son grant Conseil, ouquel Monseigneur le Duc de Bourgongne, Loys Duc de Bavieres, l'Archeveque de Bourges, les Evesques d'Evreux, de Coutances, & de Tournay, le Mareschal Boucicaut, le Chancelier de Guienne, le grant Maistre d'Hostel, Messire Antoine de Craon, les Seigneurs de Croy, de Montberon, de la Viesville, du Boissay, & de Montenay, le Borgne de la Heuze, le Galoys d'Aunay, Messire Pierre de la Trimouille, Messire Jehan de Courcelles, Messire Elyon de Jacleville, Maistres Enstache de Lautre, Raoul le Sage, & Guillaume le Clerc estoient.

G. BARRAU.

CCLXI.

1. Août. SIGISMUNDI *Romanorum & Hungariæ Regis Diploma, quò* HERVOYEM *Ducem Spalati ob Rebellionem & infidelitatem suam omnibus suis Possessionibus, Honoribus & præsertim Titulo & Honore Ducalis Dignitatis privat & deponit; Civitatem verò* Spalati *ob suam fidelitatem tanquam fidele & principale Membrum Coronæ Hungariæ resumit, & de novo incorporat; Tali lege, ut à dicta Corona nunquam alienetur, Titulo tamen Ducalis Dignitatis ab eadem penitus remoto. Datum in Pulsano in Festo B. Petri ad Vincula* 1413. [JOANNES LUCIUS de Regno Dalmatiæ Libr. V. pag. 267.]

NOS SIGISMUNDUS D. G. Rom. Rex, semper Aug. ac Hung. Dal. Chroat. &c. Rex, memoriæ commendamus tenore præsentium, significantes quibus expedit universis, quod fideles nostri universi, & singuli Nobiles, Cives, & tota Communitas nostræ Civitatis Spaleti proxima præterita disturbiorum tempora prudenter reminiscentes, per quosdam vid. Prælatos, Barones, Nobiles & alios quosdam nostros Regnicolas in Regnis nostris, quibus Majestate nostra in Regno Bohemiæ, apud Serenissimum Principem Dominum Venceslavum ejusdem Regni Bohemiæ &c. Regem Fratrem nostrum carissimum, pro magnis, & ingentibus ipsius D. Venceslavi Fratris nostri, & nostris propriis factis, & negotiis expediendis, nec non Reipublicæ & totius Christianitatis incremento, & commodo constituta cuncti iidem Prælati, Barones, Nobiles, & alii suprascripti Psternorum beneficiorum, per Majestatem nostram ipsis Regia liberalitate uberius impensorum immemores, Dei timore penitus relegato Crimen Læsæ Majestatis incidere non verentes, quendam Ladislaum de Duracio assertum Apuliæ Regem in Regna nostra Dal. & Croatiæ duxerant, imò verius in ipsorum propriam perditionem eundem in Regem Hungariæ &c. coronando. Nos de dictis Regnis nostris per prædicti Ladislavi inductionem prætendentes alienare, quo inducto, idem usurpata sibi quadam prætensa auctoritate inter cæteras nostras Civitates, quas in præmissis nostris Dal. & Croatiæ Regnis occupaverat, nostram Civ. Spal. præfatam occupando, eandem Hervoye pro tunc nostri culminis notorio Rebelli, & infideli Adhærenti dederat, & donaverat, & ipsum Hervoyam ejusdem nostræ Civitatis Spal. crearerat in Ducem, demum nobis à prænominato D. Wenceslavo Fratre nostro carissimo expeditis, & consummatis prædictis negotiis & factis feliciter in antedicta Regna nostra redeuntibus auxilio Altissimi Dei antedicto Ladislao de Duracio de Regnis nostris excluso, & profligato post plurimorum temporum cursus, dum suprad. Her. super suis excessibus, Rebellionibus, Infidelitatibus, & Crimine læsæ Majestatis contra culmen nostræ Celsitudinis nequiter perpetratis, à nostra clementi benignitate gratiam & misericordiam obtinuisset, attento permaxime quod idem Her. mole senectutis, & ætatis decrepitæ . . . . . . ac infœcundus existeret diebus suis labentibus ad necasum, quorum consideratione ea quæ sibi per Majestatem nostram donari contingeret brevis temporis curriculo ad nos & sacram nostram Coronam revolvere posse agnovimus, & pro eo quod idem Her. se ad nostri culminis servitia promptè, & fideliter serviturum perpetuis temporibus offerebat, sibi sæpedictam Civitatem nostram Spalaten. ipsi Hervoye Ducalis Dignitatis Titulo ejusdem Civitatis Mag. insigniendo de nostræ Regiæ plenitudine Potestatis, ac quamplura Castra, & possessiones nostras, ac in signum sinceræ dilectionis ipsum in Compatrem nostrum assumendo sibi pro singulari honore, quoddam Clenodium, Sez signum Draconis quod nos una cum Serenissima Principe Domina Barbara Regina Hung. &c. Conthorali nostra carissima, & quam pluribus Mundi Principibus nostrorumque Regnorum Baronibus, & Nobilibus Præfectis in signum indissolubilis Societatis gestare solemne duxeramus conferendum; quia tum pridem Magnificus Zandalius Regni nostri Boznæ Wayvoda fidelis noster dilectus unà cum aliis ejusdem Regni nostri Boznæ. & aliorum Regnorum nostrorum fidelibus in Regno Rasciæ apud Illustrem Principem Despotum dictæ Rasciæ fidelem nostrum contra sævissimos Turcas, & aliarum Barbaricarum sævarum Nationum Gentes Crucis Christi persecut. & blasphem. qui partes dictæ Rhasciæ hostiliter intraverant in nostris servitiis fuisset constitutus, idem Hervoye congregatis sibi certis complicibus, & Armorum gentibus dicti Zandalii, nonnque Castra & quamplures possessiones contra edictum & prohibitionem nostræ Majestatis hostiliter invadendo expugnavit, Castrorum eorumdem homines, Divino & humano postposito timore, necando crudeliter, & insuper malum malo accumulare volendo, per certos familiares suos cum suis Literis, quæ per quosdam fideles nostros apud eosdem repertæ fuere Turchas, & alias Barbarorum Nationis Gentes, ut in subsidium suæ militiæ in dictum Regnum nostrum Bohemiæ properarent, tanquam nostri culminis, & sacræ nostræ Coronæ notorius Rebellis, & infidelis manifestus venire invitaverat fermentum suæ veteris iniquitatis & malitiæ, qua pluribus præteritis temporibus inter fideles Regnorum nostrorum prædictorum consuevit procurare Guerras, & discordias tota gens renovare omnium, & singulorum honorum, donorum & beneficiorum, utpotà compaternitatis, Societatis, & plurimorum donorum prædictorum, quibus ipse præ cæteris nostris Regniculis per Majestatem nostram clementi benignitate extiterat redimitus, & honoratus, immemor & oblitus, nos una cum Prælatis, Baronibus, & Regnorum nostrorum Proceribus maturo præhabito super inde Tractatu, & consilio eundem Hervoye tanquam nostri culminis, & sacræ nostræ Coronæ notorium Rebellem, & infidelem manifestum omnibus, & singulis suis Castris, possessionibus, ac quibuslibet suis Honoribus præsertim Titulo Ducalis Dignitatis prænominatæ Civitatis Spaleti, quo Titulo usque modò fretus extitit atque functus, decrevimus fore privandum, destituendum, & degradandum; imò privamus, dest. degr. universas & singulas Literas super quibuscunque Castris, Possessionibus, Villis, Teloneis & eorum Pertinentiis, & Honoribus quibuscunque

 que

ANNO 1413.

que nominibus vocitentur, & præsertim Titulo, & Honore prædicta Ducalis Dignitatis per nostram Majestatem vel Prædecessores nostros Reges, aut quoscunque alios eidem Her. datas & con. revocantes eas & annullan. vigore præsentium mediante, committimasque quampluribus fidelibus nostris Prælatis, Baronibus, & Nobilibus ut ipsi cum valida eorum potentia insurgendo, contra sæpenominatum Hervoye nostri culminis notorium Rebellem & infidelem manifestum, ac universos & singulos suos complices, Adhærentes, & sibi subjectos, atque subditos, tam nobiles quàm ignobiles, qui à prænominato Hervoye avertere, & à servitiis & obedientia suis retrahere, ipsumque Hervoye deserere, & relinquere, & ad sinum nostræ Majestatis veluti ad Dominum ipsorum naturalem redire non curarent, vel recusarent procedere, & eosdem etiam in ore gladii si necesse foret ad præstandum debitæ fidelitatis obedientiam compellere, universaque Castra, Possessiones, Resque & Bona apud manus ejusdem Her. suorum Adhærentium complicium, Subjectorum, & Subditorum proditorum nostrorum Rebellium infidelitatem occupare & auferre, & eidem nostræ Majestati infiscare debeant, & teneantur. Idcirco prænominati Nobiles, Cives, & tota Communitas Spaleti sæpedicta, præmissam Rebellionem & infidelitatem sæpedicti Her. prudenter & solerter animadvertentur præmissorum quoque nostrorum Decretorum, & Edictorum Mandata meritò formidanda agnoscentes; qui confiderantes etiam ut ipsi semper & ab antiquo nostris, & olim Serenissimis Principibus D. Ludovico R^i. B^e. R^is. P^ru. & Soceri nostri carissimi, ac etiam aliorum D. D. Regum nostrorum Prædecessorum temporibus fidele, & incorruptum membrum sacræ Coronæ Regni Hung. inviolabilis fidelitatis constantia, absque ullius infidelitatis reprehensionis extiterint, potius ad sinum nostræ Majestatis convolare, & debitam, prout tenentur, nobis & sacræ nostræ Coronæ præstare obedientiam, volentes quod alicujus Rebellionis contaminari menda, aut infidelitatis nota qualibet denigrari iidem Nobiles, Cives, & tota Communitas, se & dictam nostram Civitatem Spaleti nostri culminis, & sacri nostri Diadematis Ditioni tanquam eorum naturali Domino, prout de Jure debebant & tenebantur, subjecerunt in perpetuæ fidelitatis constantia apud nos & nostram sacri Regni Hung. Coronam jugiter permansuri. Ut autem sæpenominata Civitas Spal. Nobiles, Cives, & tota Communitas pro hujusmodi suis fidelitate & obedientia, quibus Edictis & Mandatis nostræ Majestatis, absque cujusvis renitentiæ Rebellione, parendo, ad gremium nostræ Majestatis, & sacræ nostræ Coronæ redire, & reverti sollicita & prompta fuerunt, se sentiant aliqualem remunerationem nostræ Regiæ liberalitatis reportare, ipsos Nobiles, Cives, & totam Communitatem & Civ. nostram Spal. in universis, & singulis suis pertinentiis nobis, & sacræ nostri Regni Hungariæ Coronæ, nostrisque legitimis Successoribus Regni Hung. prædicti Regibus tanquam fidele, & principale membrum resumimus, restaura. & approbamus, & de novo incorporamus; Titulum verò Ducalis Dignitatis, quem prænominatus Hervoye, vel quicunque alter ad suam laudem, & singularis honoris Titulum à culmine nostro, vel à præfato Ladislavo de Duracio seu à quocunque alio Rege, vel Principe impetrasse & acquisivisse dignoscitur, & ab eadem Civ. Spalati removemus, delemus, & sopimus, eidem Her. & suis Hæredibus, & posteris universis, & singulis, & quibuscunque aliis, sæpedictam Civitatem Spalatum impetere volentibus perpetuum silentium vigore præsentium imponentes, nihilominus committentes severissimè, quod nullus prædictorum Nobilium, Civium, aut quorumcunque aliorum nostrorum fidelium sæpè fatum H. aut suos Hæredes amplius & de cætero Ducem prænominatæ nostræ Civitatis Spal. ab indignatione Majestatis nostræ gravissima, quam, contrarium facientem eo facto volumus manere, audeat nominare, aut præsumat quomodolibet appellare; quam quidem Civitatem nostram Spal. cum universis, & singulis suis pertinentiis prædictis apud nos, & sacram nostram Regni Hungariæ Coronam volumus permanere; immò assumimus, promittentes, quod eandem nulli mundi hominum pro aliquo servitio, Amicitia, seu Pecunia, vel Thesauro etiam quantumcunque magno vel pretioso à nobis, & à dicta nostri Regni Corona quousque nobis vita concessa fuerit, volumus alienare, statuentes, & decernentes hoc præsenti nostro Regio Decreto, ut quicunque nostrorum Successorum Regum præfatam nostram Civitatem Spalat. à præd. Regni Hung. sacra Corona pro aliqua mundi Pecunia, vel Thesauro, aut pro alicujus hominis Amicitia, seu servitio aliquo à futuro tempore alienare præsumpserit, vel alienare attentaverit, anathemati sit subjectus, & insuper Omnipotentis Dei, & Gloriosiss. Virginis Genitricis suæ, nec non B. B. Ladislavi & Stephani Regum indignationem eo facto se noverit incursurum.

Datum in Pulsano in Festo Beati Petri de Vincula Anno Domini 1413. Regnorum nostrorum an. Hung. &c. 27. Romani verò 37.

CCLXII.

Lehen-Brieff / wodurch Jhro Kayserliche Mayestät SIGISMUNDUS, Graff Friedrich von Toggenburg / die Graffschafft dieses Nahmens / nebst seinen andern Herrschafften zu Verlenhung giebt. Geben zu Cur / an St. Gilgen-Tag 1413. [Pièce, tirée d'une Information de Droit présentée à l'Empereur de la part du Prince Abbé de St. GALL en 1710. sous le Titre de Rettung der Ehren und Rechten des Fürstlichen Stiffts Sanct-Gallen. Aux Preuves Num. I. pag. 1.] 1. Sept.

C'est-à-dire,

Investiture du Comté de Toggenburg *donnée par l'Empereur* SIGISMOND *au Comte* FREDERIC. *A Coire le jour de Saint Gilles* 1413.

WJr Sigmund von Gottes Gnaden Römischer Küng / zu allen Zyten Merer deß Richs / und zue Ungern / Dalmatien / Croatien / ꝛc. Küng / bekennen und tuen kunt offenbar mit disem Brieff / allen den / die ihn sehen / oder hören lesen / daß für Uns kommen ist / der Edel Friderich Grave zu Tockenburg / Unser und deß Richs lieber Getreuer / und hat Uns diemitiglich gebetten / daß wir ihm die Graffschafft zue Tockenburg / und alle andere Graffschaffte und Herschaffte / die sin Vordern / und er bißher gehebt und herbracht haben / und die von Unß und dem Heil. Riche zu Lehen rüren / za verlichen gnediglich geruhen; deß haben wir angesehen soliche sine vorgenanten Bede / und ouch getreue und willige dienste / die sie dordern / Unser Vorfarn an dem Riche / offt und dicke unverdrossenlich gethan haben / derselb Fridrich Uns und dem Riche teglichen tut / und fürbaß tun sol und mag / in künfftigen Zyten; und haben ihm darumb die vorgenanten Graffschafft zuo Tockenburg / und alle ander sin Graffschafft und Herrschafft / mit allen und iglichen iren Fryheiten / Eren / Nutzen / Rechten / Gerichten / Zwingen / Bennen und Zugehörungen / woran oder wie die genant sind / und mit allem dem / daß wir ihm von Rechts wegen daran lyhen solten / und zu verlyhen haben / gnediclich verlyhen; und verlyhen im ouch die von Römischer Küngklicher Macht und rechter Wissen / in Krafft diß Brieffs / doch unschädlich Uns und dem Riche / an Unser / und sust ydermann an siner Rechten / und der vorgenante Fridrich hat ouch Uns / als einem Römischen Küng / doruf Huldung gethan mit Gelübde / und Eyde / als gewonlich und billich ist. Mit Urkund diß Brieffs / versigelt mit Unserm Römischen Künglichen anhangenden Insigel / Geben zu Cur / nach Christs Geburt / vierzehnhundert Jar / und dornach in dem dritzehenden Jare / an St. Gilgen Tag / Unser Riche deß Ungrischen ꝛc. in den sibend zweintzigisten / und deß Römischen in dem dritten Jahre.

CCLXIII.

Anno 1413. 7. Sept.

CCLXIII.

Accompagnement, ou Convention entre RAOUL DE COUCY *Evêque de Metz &* CHARLES *Duc de Lorraine, par lequel ils se transportent reciproquement, partie des Revenus de quelques-unes des Terres de leurs Dépendances, pour le temps de trois années. Fait le 7. Septembre* 1413. [La veritable Origine des Maisons d'Alsace, de Lorraine, d'Autriche, &c. Aux Preuves. pag. 180. *Tiré des Archives de Lorraine.*]

NOUS Raoul de Coucy par la grâce de Dieu & du faint Siege de Rome, Evesque de Mets poor nons, nos Succelleurs Evesques, eslens ou confermés de Mets. Et nous CHARLES Due de Lortaine & Marchis pour nous & nos hoirs, faisons sçavoir & congnoissans à tous que nous pour le bien commun, proufit & hounour de nous, nos Terres & Pays, par bon conseil, advis & meure deliberation sur ce devant ehue, avons fait accompaignement ensemble de certaines nos Terres & Villes cy apres escriptes par la meniere que s'ensuit. C'est à sçavoir que nous Evesque dessusdit, avons accompaignié & accompaignons par ces presentes Lettres, nostredit Cousin le Duc, ses Hoirs ou ayans cause en tout le tiers entierement de tout ce que nous avons à cause de nostre Eveschié de Mets en tout le vaul de Mets, c'est asscavoir és Villes Dancey, de Chastel, de Chazelle, Mollin, Longueville, le Scey, Sciey, Montigney & au tiers de la moitié de la Ville d'Ars sur Mouzelle, & és bans, finaiges, appendices & en toutes appartenances d'icelles Villes durant ledit accompaignement par l'espace de trois ans entiers continuellement ensuivants tant seulement, en commençant au jour de la datte de ces presentes Lettres, & finissant le septiesme jonr du mois de Septembre l'an mille quatre cens & seize, pour panre, avoir, lever & recepvoir par nostredit Cousin le Duc, ses Hoies & ayans cause, la tierce partie de toutes les Rentes, Proffis, Yssues, Emolumens, Levées, Prises, & Revenns quelconqnes de toutes lesdites Villes, en toutes choses quelconques, excepté nostre Jurisdiction spirituelle, nostre Clergé, & nos Fiefs, & ce que nous avons esdites Villes à cause de l'Abbaye de sainct Vincent. Et pareillement & en semblant maniere, Nous CHARLES Due de Lorraine & Marchis dessus dit, pour nous & nos Hoirs, avons accompaigné & par ces presentes Lettres accompaignons nostredit Cousin l'Evesque de Mets pour luy, ses Successeues Evesques ou esleus consermés de Mets ou ayans cause de la moitié de rout ce que nons avons és Villes de Remereville, de Bassoncourt, de Villenne, d'Erbeviller & és bans, finaiges & toutes appendiees, & appartenances d'icelles Villes, pour avoir, panre, lever & recepvoir par nostredit Cousin l'Evesque de Mets, ses Suecesseurs, on esleus consermés de Mets, la moitié de toutes les Rentes, Proffits, Yssues, Emolumens, Prises & Revenus quelconques que nous avons esdites Villes. Excepté és Estangs appartenans à icelles Villes, & nos Fiefs que nous avons esdites Villes. Lesdits accompaignemens durans par l'espace de trois ans entiers continuellement ensuivant tant seulement, en commençant au jour de la datte de ces presentes Lettres & finissans le septiesme jour du mois de Septembre, l'an mil quatre cens & seize. Se voulons nous Evesque dessusdit que d'oresenavant lesdites trois Années durans & non plus, les Officiers, Maires, Justice & tous mennans esdites Villes d'Ancey, & Chastel, Chaizelle, Molin, Longueville, Lescey, Sciey, Montigney, & du tiers de la Ville d'Art sur Mouzelle, soient respondans & respondent à nostredit Cousin le Due de Lorraine & Marchis ou a ses Hoirs, du tiers de tous les Proffis, Issues, Droitures, Rentes, Emolumens, & Revenus toutes & quelconques que venront & venir pourront & debveront, en tout ce que nous avons esdites Villes dudit Val de Mets en queleonque meniere que ce soit comme dit est. Et pareillement nous CHARLES Duc dessusdis voulons que d'oresenavant lesdites trois Années durant, les Officiers, Maire, Justiec, & tous mennans esdites Villes de Remereville, Bussoncourt, Villanne, & d'Erbeviller soient respondans & respondent à nostredit Cousin l'Evesque dessus dit ou à ses Successeurs Evesques ou esleus confermez de Mets, de la moitié de tous les Proffis, Issues, Droitures, Rentes, Esmolumens & Revenus, toutes & quelconques que vanront, venir pourront & debveront esdites Villes du Bam de Remereville en queleonque meniere que ce soit, comme dit est.

Et cesdits accompaignemens avons nous Evesque dessus dits pour nous, nos Successeurs Evesques ou esleus confermés de Mets, promis & promettons leaulment en bonne foy & en vraies parolles d'Evesque, & subs l'obligement de tous nos Biens & des Biens de tous nos hommes, Subges presens & advenir, & nous CHARLES Due de Lorraine & Marchis dessus dit pour nous & nos Hoirs avons promis lealmant en bonne foy & en vraie parolle de Prince & sub l'obligement de tous nos Biens & des Biens de tous nos hommes Subges, presents & advenir, de tenir fermes & estables chacun de nous endroit soy par la meniere que dessus est escrit, toutes lesdites trois années durans, sans aller faire ou souffrir à faire ne aller au contraire en meniere que ce soit, sans malengin. En tesmoignage de verité nous Raoul de Couey Evesque de Mets, & nous CHARLES Duc de Lorraine & Marchis dessus dis avons fait mettre noz seells pendans à ces presentes Lettres que furent faites l'an mil quatre cens & treize le septiesme jour du mois de Septembre. *Au dessous est escript*: Par Monseigneur le Due, Par Monseigneur de Mets, & pour Secretaire POCHET, J. de ALMAMA: *Seellées de deux seels de cire rouge à doubles queues.*

25. Sept.

CCLXIV.

Treugæ seu Induciæ inter HENRICUM V. *Regem Angliæ, &* CAROLUM VI. *Regem Franciæ in aliquot menses conclusæ. Dat. apud Leulingham die* 25. *Septembris Anno* 1413. [RYMER, Fœdera, Conventiones, &c. Tom. IX. pag. 56.]

NOS HENRICUS, Permissione divinâ, Menevensis Episcopus, *Willielmus Dominus la Zouche* Locumtenens Calesii, & *Ricardus Holme* in utroque Jure Licentiatus,

Ambassiatores, Nuncii, & Commissarii Domini nostri Regis, & per ipsum specialiter deputati ad conveniendum, in Marchiis sive Partibus Picardiæ, cum Ambassiatoribus, Nunciis, Commissariis, & Deputatis quibuscumque, potestatem sufficientem habentibus, pro parte Franciæ, de & super nonnullis arduis Causis, Negotiis, & Materiis, Bonum, Honorem, & Commodum utriusque Regnorum (Angliæ, videlicet, & Franciæ) concernentibus,

Universis, præsentes Literas inspecturis pariter & audituris, Salutem.

Notum facimus quòd,

Cùm nuper (intrante, scilicet, mense Augusti ultimo lapso) ad partes has accesserimus, pluriesque postmodum & vicibus iteratis, unà cum, Reverendo in Christo Patre, Domino *Johanne*, Dei gratiâ, *Episcopo Tornacensi*, Egregio & potenti Viro, *Johanne Domino de Croyaco* Milite, Magno Buticulario Franciæ, Magistro *Radulpho Mauris* Præposito Ecclesiæ Sancti Donaciani Brugensi, & Magistro *Johanne Hanus* Archidiacono Avalonensi, Ambaxiatoribus pro parte Franciæ, qui a tempore prænotato & pro eisdem Causis venerant Bolohiam, cum sufficienti potestate ad præmissa, personaliter convenerimus in Ecclesia sive Capella de Leulyngham, tanquam loco aliàs in similibus consueto, ibidemque fuerit, inter prænotatos Ambassiatores partis Franciæ & nos, de & super multis & variis materiis, tàm quorumdam attemptatorum reparationibus, quàm aliis multiplicibus, quæ ad Pacem & tranquillitatem dictorum Regnorum disponi & conferre posse credebantur, prolocutum diutiùs & collatum,

Tandem tamen,

Quia præmissa longiorem & maturiorem deliberationem, dilationem, & tractatum exigere videbantur, ex eo quod super hiis erunt Confœderati Partis utriusque primitus consulendi,

Idcirco, habitis super hoc multis considerationibus, animos dictorum Ambaxiatorum Partis Angliæ & nostros pariter & mutuò moventibus, & ad obviandum futuris casibus & inconvenientiis quæ possent ab utraque Partium verisimiliter insurgere vel oriri, impedimentumque non modicum & turbationem (quod absit) afferre Negotio principali,

 Nos;

Anno 1413.

Nos, virtute Potestatis, per supradictum Dominum nostrum Regem, nobis, per suas Patentes Literas, in hac parte, concessæ; quarum tenor sequitur in hæc verba,

HENRICUS, Dei gratiâ, *Rex Angliæ & Franciæ, & Dominus Hiberniæ*, omnibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem in Domino sempiternam.

Noverit universitas vestra quòd,

Ad honorem Dei, ac sanguinis Christiani effusionem, malâque ac dampna irreparabilia evitanda,

Quæ, stante Guerrâ inter *nos & Adversarium nostrum de Francia*, verisimiliter & sine dubio poterunt evenire, prout jam veraciter evenerunt, sicut transacti temporis cursus edocet manifestè,

Inclinamur & assentimus ad tractandum cum dicto *Adversario nostro de Francia*,

Et ob hanc causam mittimus, de præsenti, versus partes Picardiæ, Venerabilem Patrem, *Henricum Episcopum Menevensem*, &, carissimos Consanguineos nostros *Richardum Comitem Warwicæ*, & *Willielmum Dominum la Zouche* Locumtenentem Villæ nostræ Calesii, ac, dilectum & fidelem nostrum, *Henricum Dominum le Scrop*, necnon, dilectos Clericos nostros, Magistrum *Johannem Greneburst* Legum Doctorem Prothonotarium nostrum, & Magistrum *Richardum Holme* in Legibus Licentiatum Canonicum Eborum,

De quorum fidelitate, discretione, & industria plenius confidentes,

Ipsis sex, quinque, quatuor, vel tribus eorumdem, dedimus, concessimus, & commisimus, ac damus, concedimus, & committimus, per præsentes, sufficientem auctoritatem, plenamque ac liberam potestatem, & Mandatum generale & speciale, pro nobis & nomine nostro, necnon pro Subditis, Colligatis, & Confœderatis, Regnis, Terris, & Dominiis nostris, citra & ultra Mare, quibuscúmque locis & temporibus opportunis, cum dicto *Adversario de Francia, &c. prout supra de Dat. 14. Jul.*

Dedimus, cepimus, acceptavimus, & concordavimus, tenoreque præsentium, damus, capimus, acceptamus, & concordamus, nomine præfati Domini nostri Regis, & pro ipsis, unà cum supra nominatis, *Johanne Episcopo Tornacensi*, *Johanne Domino de Cronaco*, Magistro *Radulpho Præposito*, & Magistro *Johanne Hueiis* Archidiacono, Ambaxiatoribus dictæ Partis Franciæ, qui similiter, & eisdem de causis, virtuteque Potestatis, eis attributæ per Literas, quarum series sequitur etiam in hæc verba,

CHARLES, par la grace de Dieu, *Roy de France*, a touz ceulx qui ces Lettres verront, Salut.

Savoir faisons que Nous,

Confians a plein de sens, loaultes, prudences, discretions, & diligence de, noz Amiz & Foialx, *Walleram Comte de Saint Pol & de Liney* nostre Cousin & Constable de France, *John Evesque de Tornay*, *David Seigneur de Ramvuxes* nostre Cambellain & Maister de Arbalestrirs de France, *Johan Sire de Crony* nostre Chambellain & grant Bouteiller de France, Maistre *Raoul le Marre* Prevost de Saint Douast de Bruges, touz noz Conseillers, & Maistre *Johan Hue* nostre Secretaire,

Les quelles avons n'agairs ordennez d'eulx transportier es marches de Picardie, pour assembler avec certains Messagiers ou Ambassateurs de la partie d'Angleterre, pour parler d'aucunes besoignes touchans le bien des deux Reaumes, de France & d'Angleterre,

Desirans de tout le cuour, sur toutz choses terriennes,

Pour l'onneur & reverence de Dieu, faire nostre devoir envers luy, & rendre a chescun ce qui lui appertient, & pour eschevir l'effusion de sang humain, & les grans & irreparables maulx & domaiges qui sont venuz es temps passez, & peuent encoures advenir pour occasion de la Guerre d'entier *Nous* & la dit *Partie d'Angleterre*,

Veuir a bonne Paix,

Iceulx nos Ambaxateurs dessus nomez ensemble, les cinque, quatre, ou trois d'eulx, avons, per grand & meure deliberation de plusours de nostre Sang & Lignaige, & autres sages & prudomes de nostre grant Conseil, commis, ordonnez, & deputez, &, par la teneur de ces presentes, de nostre certaine science, commettons, ordonnons, & deputons noz Procureurs & certains Messaigers especiaulx, & leurs avons douns & donnons plein povoir, auctorite, & Mandement especial, de vacquer & entendier a traictier, pour & en noun de Nous, Alies, & Confederez, noz Reaumes, Pais, Terres, Seignories, & Subgiets queleonques, ou lour Gens, Procureurs, ou Messaigers, ayans a ce suffisant povoit, de & sur bonne, ferme, & perpetuelle Paix, enter *Nous*, noz Amis, Aliez, Subgietz, Paiis, & Seignories, d'une part, & les dits *d'Angleterre*, leur Amys, Aliez, Subgietz, Paix, & Seignuries, d'autre part,

Et de pour ceo convenir & assembler, ou prendre, accorder, & accepter Journees, Lieux, & Places, tant & tielles que bon leur semblera pour convenir & assembler, par nous & en nostre nom, pour noz diz Aliez & Confederez, les Reaumes, Seignuries, & Subgiz de nous & d'eulx, avec les diz Messaigers d'Engleterre, ou queleonques autres persones, de quelque estat ou condition, ou preeminence qu'ils soyent, ayans povoir de la dite *Partie d'Engleterre*, come dit est, en quelque Lieu & Place que bon leur semblera,

Et de aler & eulx transporter pour ce, se mester est, ou dit Paiis d'Engleterre, pour ouir & entendre diligentment tous les choses, que ceulx de la dite Partie & eulx ou leurs diz Aliez vouldront dire, declairier, ouvrir, & parlamenter, de & sur toutes les questions, debaz, querelles, demandes, violations de Treves passes, Guerres, & Descors quelconques, leurs circumstances, dependences, incidences, adjacens, & connexes, qui oncques furent es temps passez, sont, & peuent estre enter *Nous* & la dit *Party d'Engleterre*, les Aliez, Royaumes, Seignories, & Subgietz d'une part & d'autre,

Et de ouir les voyes, moyens, & maners que ils vouldront ouvrir & declarier de leur party, par venir briefment a bonne & vraye Paix final, enter nous & eulx,

Et sur ycelles entendre & proceder avec eulx, soit per Trieves ou Abstinences de Guerres, generales ou particuliers, longues ou briefves, par Mer & par Terre, par reparations deues & covenables de toutz attemptatz faiz & perpetrez au contraire des diz Treves passees ou par autre voye quelconque;

Et semblablement de ouvrir & declarier, par nous & en nostre nome, & pour noz diz Aliez, les Reaumes, Seigniories, & Subgiz de nous & d'eulx, per noz diz Messagers & Ambaxateurs, a ceulx de la dite *Partie d'Angleterre*, tout ceo que bon leur semblera, de & sur toutz les questions, debaz, querelles, violations de Treves passees, Guerres, & Descors; leurs circumstances, dependences, & adjacentz, incidences & connexes, ensemble toutz les voyes, moyenes, & maneres qu'ils adviseront estre meilleurs pur venir briefment a la dite Paix final, soit per les moyens desusditz, ou par quelconques autres licites, honnorables, & raisonnables, pour & au Bieu, Honneur, Paix, & Tranquillity des Reaumes, Seignuries, & Subgiz de nous, & de noz diz Aliez,

Et sur toutes les choses desusdiz & chescun d'icelles, leurs circumstances, & dependences, appointier, acordier, decider & determiner, commander, ordonner & faire inhibitions & deffences plainement & entierment come nous mesmes ferions,

Et tout ceo, qu'ilz auront appointie, decide, determine, ordonne & accorde, jurer & prometter en l'ame de nous a nous tenir, garder, & accomplir firmement & inviolablement, & en bailler leurs Lettres subz leurs Seales en fourme deue & convenable, les quelles nous confermerons per les nostres, se mestir est, & requis en sommes,

Et generalment de faire, en toutes les choses desusdiz, & chescune d'icelles, leurs circonstances, dependences, incidences, & connexes, autant que nous ferions & faire pourrions se presens y estoions, ja soit se que la choses requert Mandement plux especial,

Et promettons, en bonne foy, & en parole de Roy, avoir agreable, & tenir firme & establc a touz jours, tout ce que per nos diz Commissairs & Deputez, Messaigers & Procureurs, les cinque, quatre, ou trois d'eulx, come desus, serra fait, traictie, ordonne, appointe, commande, deffendu, & accorde sur les choses desusdites, & chescun d'icelles, leurs circumstances & dependences, saunz venir ne faire venir per nous, ne per auter, au contraire, en quelque manere que ce soit.

En tesmoignance de ceo nous avons fait mettre nostre Seel a ces Lettres.

Donne *a Paris* le xxli. jour d'Aoust, l'an de grace mille, ivC. & troze, & de nostre Regne le xxxiii.

Unà

ANNO 1413. Unà Nobiscum dederunt, ceperunt, acceptaverunt, & concordaverunt, dántque, capiunt, acceptant, & concordant, nomine dictæ Partis Franciæ, & pro ipsis, bonas, veras, fideles, securas, atque firmas Treugas, Sufferentiam aut Abstinentiam a Guerra, in & per totam Patriam & Marchias Picardiæ, a Fluvio Summe usque ad Mare prætensas, in hiis expressè comprehendendo Villam de Gravelinges, & totam Patriam de Westflandriæ usque ad Villam novi Portus inclusive,

Quæ quidem Treugæ seu Abstinentia Guerræ durabunt, tenebuntur, & illæsæ fideliter servabuntur, hinc & inde, a prima die mensis Octobris instantis, usque ad primum diem mensis Junii, proximò post sequentem Solis ortum.

Quibus quoque Treugis, Sufferentia & Abstinentia Guerræ durantibus, cessent & cessabunt, in dicta Patria Westflandriæ & Marchia Picardiæ supra declaratis, omnes Captiones Personarum & Fortalitiorum, Bonorum & Locorum quorumcumque, demolitiones & incendia Domorum & Murorum, omnia latrocinia, deprædationes, disrobationes, & quæcúmque alia facta Guerræ,

Nec erunt aliqua Castra, Villæ, seu Fortalitia obsessa, insultata, debellata, scalata, seu furata; nec Personæ aut Bona quæcumque capta ab una parte vel alia, in Terris, Marchiis, Patriis & Locis supradictis, sit sub colore Marchiæ, Reprisaliorum, Cautionum, Promissionum, Debitorum, Obligationum, Venditionum, vel alio quocumque Jure, durante tempore supradicto.

Et poterunt, tempore istius præsentis Treugæ, omnes, Subditi unius Partis vel alterius, ire & venire, ac facere ipsorum Laboragia, Negotia, & Merchaturas, & alias res quascumque licitas & non prohibitas, tutè & securè, absque hoc quòd sint dampnificati seu offensi in corpore vel in Bonis quocumque modo; solvendo tamen deveria & alia consueta dumtaxat.

Proviso etiam quòd nullus, de una parte vel de alia, intrabit, durante tempore supradicto, Castrum, Villam firmatam, aut aliud Fortalitium Partis adversæ, nisi fuerit de licentia vel consensu Dominorum seu Capitaneorum dictorum Castrorum, Villarum firmatarum, aut aliorum Fortalitiorum, vel aliorum ad hoc potestatem habentium.

Et generaliter ac particulariter non fiet per dictos Subditos, unius Partis vel alterius, in dicta Patria Picardiæ, & in Marchia supradeclaratis, occasione, colore, sive causâ quibuscúmque, res aliqua in contrarium istius præsentis Treugæ, per viam & modum quoscúmque, durante tempore supradicto.

Et si aliqua Persona seu Personæ, vel aliqua Bona, Villa firmata, Castra, sive Fortalitia caperentur, seu aliàs quicquam aliqualiter attemptaretur, contra tenorem istius præsentis Treugæ, per quemcunque modum, in dicta Patria Westflandriæ & Marchia Picardiæ supra limitatis & declaratis, durante tempore supradicto, restituetur & reparabitur integraliter sine aliquo defectu, & Malefactores punientur & corrigentur secundum exigentiam casuum; cessantibus in omnibus supradictis & eorum quolibet omni duplicitate, ambiguitate, fraude, & malo ingenio.

Et, cum hoc, voluimus & concordavimus, ut supra, volumúsque & concordamus quòd, pro aliquibus malefactis, attemptatis, vel interpriliis, si aliqua fierent vel intervenirent, dicto tempore pendente, contra supradicta aut ipsorum aliqua (quod nolit Deus) non erunt seu poterunt propter hoc reputari seu teneri præsentes Treugæ violatæ sive fractæ, nec Guerra fieri vel incipi per unam dictarum Partium supra nec contra aliam; sed potiùs totum reparabitur & ponetur ad pristinum statum & debitum, & delinquentes ac malefactores punientur & corrigentur juxta casuum exigentiam & enormitatem.

Nec poterit aliquis, de una aut alia Parte, intrare per Patriam, in qua sunt Treugæ, Patrias in Treugis non comprehensas, pro faciendo Guerram aut dampnum quocumque modo.

Item, promissum est & concordatum per expressum, inter nos & supradictos Commissarios & Deputatos Partis Franciæ, quòd, per istas præsentes Treugas vel Abstinentiam Guerræ; una Pars vel alia (scilicet, Angliæ & Franciæ) non erit nec poterit esse exclusa, quin possit succurrere, juvare, & confortare Confœderatos & Alligatos suos, citra & ultra Mare, secundum quod tenentur.

Et, ut præsentes Treugæ meliùs custodiantur, secundum formam & tenorem supradictos, sine infractione, quocumque modo, Nos, virtute dictæ Potestatis supra transcriptæ, ordinavimus, constituimus, & commisimus, ordinamus, constituimus, &, tenore præsentium, committimus Gardianos, Conservatores & Judices dictarum Treugarum, durante suo tempore, & in Patria supradicta, Capitaneum Villæ Calesii, & Locumtenentem ejusdem, seu in unius absentiâ alterum eorumdem,

Qui tenebuntur jurare & jurabunt, & alter eorum jurabit, in manibus Conservatorum Partis Franciæ, qui pro ista Treuga sunt vel erunt ordinati & commissi, vel alterius eorumdem, & similiter Conservatores Partis Franciæ, jurabunt in manibus supradictorum Conservatorum Angliæ, vel alterius eorumdem, quòd teneri facient & custodiri legaliter & veraciter dictas Treugas, quantum in ipsis erit, reparabuntque seu facient reparari omne & totum illud quod fieret in contrarium, ut supradictum est, quamcitiùs ad eorum notitiam, sive per denunciationem Partis læsæ, vel aliàs, devenerit;

Et, si forent debiles, de adjuvando se mutuò, legaliter, & de omni posse suo, sine fraude & malo ingenio, si super hoc fuerint requisiti.

Quocirca damus serie præsentium in Mandatis, ex parte dicti Domini nostri Regis & nostra, virtute Potestatis suprascriptæ, prænominatis Conservatoribus dictarum Treugarum, ac omnibus aliis Justiciariis, Officiariis, Capitaneis, Civitatum, Villarum firmatarum, Castrorum, & aliorum Fortalitiorum, Gentium armorum, Balistariorum, ac aliis Subditis dicti Domini nostri Regis, seu eorum Locatenentibus, & cuilibet eorumdem prout ad eum spectabit, sub pœna indignationis quam aliàs incurrere possent, quatenus præsentes Treugas, Sufferentiam & Abstinentiam Guerræ particulares, facient proclamari & preconizari solempniter in omnibus Locis, in similibus assuetis, ipsásque teneant & teneri faciant unusquisque pro posse suo firmiter & fideliter, eas nullatenus infringentes, nec per quamcúnque Personam quovis modo patientes infringi, durante tempore supradicto,

Quin ymò facientes reparari realiter & de facto, & ad pristinum statum & debitum reparari, totum & omne id quod factum foret in contrarium, vel quodlibet attemptatum, quamtocius ad notitiam dictorum Conservatorum, aut aliorum Officiariorum, seu alicujus eorumdem ad quem spectabit, devenerit, sive per querimoniam Partis læsæ, vel aliàs,

Qui sic, virtute dictæ Potestatis nostræ, concordavimus & promisimus, pro parte dicti Domini nostri Regis & nostra, supradictis Partis Franciæ Commissariis & Deputatis.

Datum & actum *apud Leulingham* die Lunæ, xxv. mensis Septembris, Anno Domini millesimo, quadringentesimo, tertio decimo.

CCLXV.

Instrumentum publicum de Incorporatione magni Ducatus Lithuaniæ, excelso Regno Poloniæ, facta per WLADISLAUM *Poloniæ Regem, nec non ejus Fratrem* ALEXANDRUM *aliàs* WITHAWDUM *magnum Lithuaniæ Ducem. Actum in Oppido Hrodlo circà Flumen Bugh die 2. Octobris Anno* 1413. [JOANNIS DLUGOSSI Historia Polonica Lib. XI. col. 337.] 2. Octob.

In Nomine Domini, Amen.

AD perpetuam rei memoriam. Debitores sumus spiritualis alimoniæ, salutaria illis pocula ministrare, quibus præsidentes, temporalium commodorum prælitimus suffragia, ut quos ad corporis necessitatem sustentamus, salutis etiam ipsis, quantum nostra sufficit facultas, ministeria porrigamus: ne, dum temporalibus insistimus profectibus, vitæ commoda negligere videamur. Et unde dona benedictionis, & bravium expectamus sempiternum, inde vitæ detrimenta sentiamus, & præmiis destituti adoptatis, nulla laboris nostri commoda consequamur. Expedit exquirere, & debita attentare ratione, ut dum hominibus impartimur carnis beneficia, meditemur, qualiter ipsis cœlestia præbeamus alimenta. Et quos in hoc sæculo transitoriis rerum condimus copiis, illis viam beatitudinis æternæ demonstremus: quatenus & hic nostræ munificentiæ cognoscant præsidia, & tandem futuræ gloriæ compendia, per exercitia directionis nostræ, apprehendant in omnium Salvatore.

ANNO 1413.

Proinde nos Wladislaus Dei gratia Rex Poloniæ, nec non Terrarum Cracoviæ, Sandomiriæ, Siradiæ, Lanciciæ, Cujaviæ, Lithuaniæ Princeps supremus, Pomeraniæ Russiæque Dominus & Hæres: Et Alexander alias Withawdus, magnus Dux Lithuaniæ, nec non Terrarum Russiæ Dominus & Hæres. Significamus tenore præsentium, quibus expedit, universis, præsentibus & futuris, præsentium notitiam habituris. Quomodo Terras Lithuaniæ & earum Incolas, nostro subditos Dominio, in quos sæpe liberalitatis nostræ dexteram extendimus, & profectui ipsorum intendentes multa frequentia statum & conditionem eorum semper studuimus facere meliorem. Ferventi desiderio cupientes, in assumptæ fidei devotione jugiter solidare & fundare, ut ipsos altissimus, quo prælante, lumen fidei per nostram operam receperunt, ad laudem & honorem sui nominis, & ejusdem fidei Catholicæ augumentum, Gratiæ suæ charismate confirmaret; cum eos sæpe munificentiæ nostræ donis refecimus, summopere affectamus spiritualibus gratiis refovere, & per quæque legitima studia & labores, id firmius mancipare. Qui ut se in fidei constantia commodius exerceant, & crescant de virtute in virtutem, jugum servitutis, quo hactenus fuerunt compediti & constricti, de cervice ipsorum deponentes & solventes, ex innatæ nobis benignitatis clementia, ipsis libertates, immunitates, gratias, exemptiones & Privilegia, dari Catholicis solita, juxta continentiam Articulorum subscriptorum, tenore præsentium conferimus & largimur. Et primo, quamvis eo tempore quo almo Spiritu inspirante fidei Catholicæ recepta claritate, Coronam Regni Poloniæ assumpsimus, pro Christianæ Religionis incremento, & bono statu ac commodo Terrarum nostrarum Lithuaniæ prædictarum, ipsas & cum Terris ac Dominiis ipsis subjectis & connexis, præfato Regno nostro Poloniæ appropriavimus, incorporavimus, conjunximus, univimus, adjunximus, confœderavimus, de consensu unanimi nostro, & aliorum Fratrum nostrorum, & omnium Baronum, Nobilium, Procerum, & Boiarorum ejusdem Terræ Lithuaniæ, voluntate accedente & assensu. Volentes tamen Terras prædictas Lithuaniæ, propter hostiles insultus & insidias Cruciferorum, & eis Adhærentium, ac aliorum quorumcunque Inimicorum, qui præfatas Terras Lithuaniæ, & Regnum Poloniæ demoliri nituntur, & in ipsorum destructionem machinantur, in certitudine, securitate, & tutela meliori reponere, & eis perpetuum commodum procurare, easdem ipsas Terras, quas semper cum pleno Dominio, ac Jure mero & mixto hactenus habuimus, & habemus usque modo, à Progenitoribus nostris, & ordine genituræ, tanquam Domini legitimi Baronum, Nobilium, Boiarorum, voluntate, ratihabitione, & consensu adhibitis, prædicto Regno Poloniæ iterum ipsas, cum omnibus earum Dominiis, Terris, Ducatibus, Principatibus, Districtibus, Proprietatibus, omnique Jure mero & mixto, Coronæ Regni Poloniæ, perpetuis temporibus, irrevocabiliter volumus semper esse unitas. Cæterum omnes Ecclesias Terrarum Lithuaniæ prædictarum, tam Cathedrales quam Collegiatas, Parochiales, & Conventuales, videlicet Vilnensem, & cæteras in eis erectas, erigendas, fundatas & fundandas, in omnibus ipsarum Libertatibus, Immunitatibus, Privilegiis, Exemptionibus, & Consuetudinibus universis, conservamus, harum serie Literarum mediante, juxta consuetudinem Regni Poloniæ. Barones etiam, Nobiles, Boiari, Terrarum nostrarum Lithuaniæ prædictarum, Donationibus, Privilegiis, & Concessionibus ipsis datis, impartitis, & collatis, duntaxat Catholici & Romanæ Ecclesiæ subjecti, & quibus Clenodia sunt concessa, gaudeant, potiantur, & fruantur; prout Barones & Nobiles Regni Poloniæ suis potiuntur & fruuntur. Item Barones & Nobiles prædicti, bona sua paterna pari jure obtineant, sicut Barones Regni Poloniæ sua noscuntur obtinere. Et donationes nostras, super quibus Literas obtinent à nobis efficaces & fulcitas perpetui roboris firmitate, similiter obtinebunt, & liberam habebunt facultatem ipsas vendendi, commutandi, alienandi, donandi, & in usus suos convertendi, nostro tamen consensu ad hoc specialiter accedente, sic tamen, quod ipsa alienando, commutando, vel donando, coram nobis vel nostris Officialibus, juxta Consuetudinem Regni Poloniæ resignabunt. Item post mortem Patrum, Liberi non debent Bonis hereditariis privari, sed ea cum suis Successoribus possidere, prout Barones & Nobiles Regni Poloniæ sua possident, & in usus convertunt beneplacitos. Similiter Uxoribus suis Dotalitia, in Bonis & Villis, quas ex Successione Paterna, vel Concessione nostra perpetua habuerint, vel fuerint habituri, poterint assignare, prout in Regno Poloniæ assignantur. Filias autem, Sorores, Consanguineas, & Affines suas, præfati Barones, & Nobiles Terrarum Lithuaniæ, copulare poterint, Viris duntaxat Catholicis & tradere Conjugio juxta beneplacitum eorum voluntatis, & juxta Consuetudinem Regni Poloniæ, ab antiquo observatam. His autem Libertatum Concessionibus non obstantibus, Barones ad erectionem & constructionem Castrorum vias expeditionales facere, & Tributa dare, juxta antiquam consuetudinem astringantur. Hoc specialiter expresso, quod omnes Barones & Nobiles Terrarum Lithuaniæ, fidelitatem, & debitam ac Christianicam fidei constantiam, nobis videlicet Wladislao Regi Poloniæ, & Alexandro, alias Withawdo, magno Duci Lithuaniæ, & Successoribus nostris, tenere debebunt & servare, prout Barones & Nobiles Regni Poloniæ suis Regibus tenere soliti sunt & servare. Super quo Barones, Bojari, & Proceres Terrarum Lithuaniæ prædicti, Juramentum jam nobis præstiterunt, prout clarius in Literis ipsorum continetur, quas cum Baronibus Regni Poloniæ, sibi invicem concesserunt, pari modo sub fidei Sacramento, & suorum Bonorum amissione, nullis Principibus aut Baronibus, vel aliis cujuscumque conditionis hominibus, Terris Regni Poloniæ adversari volentibus, consilia, favores & auxilia ministrabunt, vel præstabunt; sed eos tanquam hostes Terræ & Dominiorum Lithuaniæ, totis viribus persequentur, & ad nullum alium respectum habebunt, nisi ad nos, & nostros Successores; prout hoc ipsum Barones & Nobiles prædicti, pro se & suis Posteris, per fidei Sacramentum, cautionem præstiterunt & fecerunt. Item Dignitates, Sedes, & Officia, prout in Regno Poloniæ institutæ sunt, instituentur & locabuntur; in Vilna scilicet Palatinus & Castellanus Vilnensis, & demum in Troki, ac in aliis Locis, ubi nobis videbitur expediri, juxta nostræ beneplacitum voluntatis, temporibus perpetuis duraturæ. Et hujusmodi Dignitarii non eligantur, nisi sunt Fidei Catholicæ cultores, & subjecti Sanctæ Romanæ Ecclesiæ. Nec etiam aliqua Officia perpetua, ut sunt Dignitates, Castellanatus, &c. nisi Christianæ Fidei cultoribus conferantur, & ad Consilia nostra admittantur, & eis intersint, dum pro bono publico Tractatus celebrantur: quia sæpe dispares cultus diversitatem inducunt animorum, & consilia patent talibus divulgata, quæ traduntur secreto observanda. Item omnes, quibus hujusmodi Libertas & Privilegia conceduntur, nunquam nos Wladislaum Regem Poloniæ, & Alexandrum Withawdum magnum Ducem Lithuaniæ, quoadusque vixerimus, & nostros Successores Reges Poloniæ & Duces Lithuaniæ, à nobis & nostris Successoribus, statuendos & locandos, deserant, vel recedant ab eisdem, sed sub fide & honore pariter juramenti, fideliter & firmiter nobis & Successoribus nostris, adhærebunt, favoribus, consiliis, & auxiliis, perpetuis temporibus & in ævum. Hoc etiam addito, quod prædicti Barones & Nobiles Lithuaniæ, post mortem Alexandri, alias Withawdi, magni Ducis moderni, nullum habebunt aut eligent pro magno Principe & Domino Lithuaniæ, nisi quem Rex Poloniæ, & ipsius Successores, cum consilio Prælatorum & Baronum Poloniæ & Terrarum Lithuaniæ, duxerint eligendum, statuendum & locandum. Sic similiter Prælati, Barones, & Nobiles Regni Poloniæ, Rege Poloniæ sine Liberis & Successoribus legitimis decedente, Regem & Dominum non debent sibi ipsis assumere, sine scitu & consilio Alexandri magni Ducis, Baronumque & Nobilium Terrarum Lithuaniæ prædictarum, juxta tenorem & contenta priorum Literarum. Præterea prædictis Libertatibus, Privilegiis, & Gratiis, tantummodo illi Barones & Nobiles Terræ Lithuaniæ debent uti & gaudere, quibus arma & Clenodia Nobilium Regni Poloniæ sunt concessa, & cultores Christianæ Religionis, & Ecclesiæ Romanæ subjecti, & non Schismatici vel alii Infideles sint. Item omnes Literas, quascumque Regno Poloniæ & Terris Lithuaniæ ante septem vel octo annos, a post vel citra Coronationem nostram concessimus & dedimus, tenore præsentium confirmamus, ratificamus, & approbamus. & robur perpetuum imponimus eisdem, habentes ipsas præsentibus pro insertis. Hoc etiam addito specialiter & expresse, quod præfati Barones & Nobiles Regni Poloniæ & Terrarum Lithuaniæ, Conventiones & Perlamenta, quod necesse fuerit, in Lublin, vel in Parczow, & aliis in locis aptis, de consensu & voluntate nostra celebrabunt, pro commodo & utilitate Regni Poloniæ, & Terrarum Lithuaniæ prædictarum meliori. Præterea nos Alexander, alias Withawdus, de consensu Serenissimi Principis

ANNO 1413.

pis

ANNO 1413.

pis Domini Wladislai Regis Poloniæ, Fratris nostri charissimi, eligimus ad arma & Clenodia Nobilium Regni Poloniæ, Terrarum nostrarum Lithuaniæ Nobiles infra scriptos, quos ipsi Regni Poloniæ Nobiles, simul cum omnibus, qui ex eorum stirpe originem suam ducunt, ad confraternitatis & ad consanguinitatis consortia receperunt. Et primo Lelivæ Nobiles, Moniwid Palatinum Vilnensem; item Zadora Jawnum Palatinum Trocensem, Rawa Minigal Castellanum Vilnensem, Liszi Snigat Castellanum Trocensem, Jastrzabczi seu Jazaki alias Belestynagora vocati Nemir, Trabi Hofliconem, Topori Bubrim, item Labencz alias Skrzinsczi, Golgunth, Poraie, Nicolaum Bilimin, Dabero Gortewan, Odrowascz Visch, Wadwicz Petrum Mondigert, Driia Nicolaum Tawtigerd, Habdanlecz, Joannem Gastoldi, Polukoza Wloczkonem Cnlwa, Gryphones Rothowdum, Srzeniawa Ladath, Poboze Kalonem, Grzimala Joannem Rymonidowicz. Zareba Giueth Czonczowicz, Pyerschala Daroza, Nowyna Nicolaum Boynar, Dzialoscha Volczkonem Rokitowicz, Kopacz Getoweth, Rolya Dangyel, Srokomlia Jacobum Mingyel, Cattus marinus Woyznat Wylkolewicz, Powala Georgium Sangaw. Item Pomiani Saka, Dollwu Naczkonem, Scharza Twerbuth, Dolaga Monstulth, Bogoria Stanislaum Viszigin, Janina Voyszini Damyeykowicz, Bichawa Monstold, Swinka Andream Dewknetowicz, Kolda Minimund Sesnikowicz, Sulima Radziwil; Item Nalacz Koczanum, Lodzia Mikush, Jelitha Gerduth, Koczakowie Czuppam, Byala Woydilonem Kuszolowicz, Vazik Conczannum Sukowicz, Cziolek Joannem Gwild, Godziaba Stanislaum Ruczowtowicz, Osmorog alias Gieraldt Surgutem de Reschkini &c. Quibus quidem Armis, Clenodiis & Proclamationibus, prædicti Nobiles, Proceres, & Boiari Terrarum Lithuaniæ, ex nunc & in antea, perpetuis temporibus ubi libet gaudeant, potiantur, prout ipsi præfati Nobiles Regni Poloniæ utifrui consueverunt & potiri. Ut autem corroborationis & cautelæ uberioris, omnia præmissa accipiant firmitatem, præsentes fecimus Sigillorum nostrorum munimine roborari. Præsentibus ac consentientibus ac ratum habentibus Reverendis in Christo Patribus Dominis, Nicolao Gnesnensi Archiepiscopo, Alberto Jastrzabiecz Cracoviensis, Joanne Vladislaviensis, Petro Posnaniensis, Jacobo Procensis, Nicolao Vilnensis, Joanne Electo Leopoliensis Metropolis, Matthia Przemisliensis, Michaele Kiiovienfis, Georgio Wlodomitiensis, Sbigneo Camenecensi Electo, Ecclesiarum Episcopis. Chetmensi & Ceretensi Ecclesiis vacantibus. Nec non Magnificis, validis & strenuis, Cristino Cracoviensi Castellano, Joanne de Tarnow Cracoviensi, Nicolao de Michatow Sandomiriensi, Sandivogio de Ostrorog Posnaniensi, Matthia de Waschosze Calissiensi. Jacobo de Konieczpolye Siradiensi, Joanne Ligaza Lanciciensi, Matthia de Labischin Brzestensi, Janussio de Rosczielecz Gniewkoviensi, Palatinis. Michaele de Bogumitowicze Sandomiriensi, Joanne de Srzekoczino Lublinensi, Dobeslao de Olieschnicza Voyniciensi, Floriano de Rokimicza Visliciensi, Cristino de Koziegtowi Sandecensi, Martino de Krolikowo Gnesnensi, Clemente de Mokrsko Radomiensi, Domaratho de Kobilani Biecensi, Moszczicio de Stafow Posnaniensi, Janussio de Tuliszkowo Calissiensi, Martino de Kulinowo Siradiensi, Petro de Wtosczowa Dobrzinensi, Alberto de Kosczior Brzestinensi, Joanne de Jakoschin Lanciciensi, Cristino Kruszwicensi, Joanne de Laczuchow Zavichostensi, Martino de Lubnicza Brzezinensi, Stanislao Gamrath Polanecensi, Joanne de Bogumitowicze Czechoviensi, Matthia Koth Naklensi, Grothone de Jankowicze Matogostensi, Jwano de Obichow Sizemensi, Janussio Furman Miedzirzecensi, Castellanis, Sbigneo de Brzezie Regni Poloniæ Marschalco, Petro Schafranie cz Succamerario, Martino de Wroczimowicze Vexillifero, Cracoviensibus. Paulo de Bogumitowicze Cracoviensi, Nicolao de Strzelcze Sandomiriensi, Nicolao de Czarnkow Posnaniensi, Jaka Calissiensi, Andrea de Lobrancz Cujaviensi, Petro de Widawa Siradiensi, Nicolao de Suchodor Lublinensi, Petro de Thur Lanciciensi, Judicibus. Actum in Oppido Hrodlo circa Flumen Bug in Parlamento seu Congregatione generali, die secunda mensis Octobris. Sub anno Domini millesimo quadringentesimo tredecimo. Datum per manus Reverendi in Christo Patris, Domini Alberti Episcopi Cracoviensis Regni Poloniæ supremi Cancellarii, nobis sincere dilecti. Scriptum vero per manus Czinkonis Canonici Sandomiriensis Secreti nostri Notarii.

CCLXVI.

ANNO 1413. 30. Oct.

SIGISMUNDI *Romanorum Regis Edictum universale, quo, de assensu & consensu Legatorum Apostolicæ Sedis, Civitas* Constantia *designatur & assignatur, pro loco generalis Concilii futuri, infra tempus unius anni initiandi; omnesque ad quos pertinet invitantur, ut, tempore præscripto, ad locum præmissum se conferant. Datum in Villa vocata* Viglud, *in vulgari* Vegni. *Die Lunæ penultima mensis Octobris* 1413. [VON DER HARDT, Magnum Oecumenicum Constantiense Concilium. Tom. VI. Part. I. pag. 5.]

SIGISMUNDUS Dei gratia, Romanorum Rex, semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. Rex. Universis & singulis præsentes Literas inspecturis notum facimus, Qualiter Reverendi limi Patres in Christo, Domini, Antonius, tituli Sanctæ Cæciliæ Presbyter, & Franciscus, Sanctorum Cosmæ & Damiani Diaconus, sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, Apostolicæ Sedis Legati, ac nobilis Manuel, Miles Constantinopolitanus, habentes à Sanctissimo Domino nostro Papa Joanne XXIII. simul cum suo Sacro Collegio Dominorum Cardinalium plenam ad infra scripta potestatem, prout Literis Apostolicis constat; habitis nobiscum multis super infra scripta deliberationibus & consiliis, tandem pro loco generalis Concilii, Deo favente, celebrandi, elegerunt cum consilio & assensu nostro Civitatem Constantiæ, Provinciæ Moguntinensis. Quem locum nos eisdem nominavimus tanquam idoneum, commodum, tutum & communem omnibus Nationibus ad ipsum Concilium venturis. Et in quo poterimus secundum nostrum Imperiale Officium tueri omnes & singulos, cujuscunque status, ad Concilium venturos in plena libertate. Quem etiam locum nos cum prædictis Dominis Cardinalibus pro Concilio elegimus. Et insuper ipsi nobiscum & nos secum assignavimus ad initiandum præfatum Concilium tempus unius Anni, incipiendo die prima mensis Novembris nunc Instantis.

Quamobrem vos universos & singulos in Domino exhortamur, ut illi ex vobis ad quos pertinet ad Concilium venire, deposito omni timore, curetis ad Locum præmissum tempore præscripto vos conferre. Ubi etiam nos, Deo favente, curabimus interesse, ac omni nostro posse facere, ut omnes & singuli in Concilio existentes plena securitate atque libertate, tam in accessu, quam statu & recessu, potiantur. Et quod idem Dominus noster Papa, cum Dominis Cardinalibus & sua Curia, ac cum omnibus Prælatis & Clericis in Concilio existentibus gaudeant plena Ecclesiastica immunitate, ita etiam quod ipse Dominus noster Papa ibi libere possit omnem suam Apostolicam auctoritatem, Jurisdictionem & potestatem exercere. Et similiter Domini Cardinales & Prælati & Principes, omnesque aliæ, tam Ecclesiasticæ quam Seculares, personæ in Concilio existentes, possint liberè loqui & tractare & expedire omnia quæ sibi videbuntur opportuna. Præsentium sub nostræ Majestatis Sigilli testimonio Literarum.

Datum in Ecclesia S. Stephani Protómartyris, in Villa vocata Viglud, in vulgari Vegni, Cuman. Diœceseos. Anno a Nativitate Domini 1413. die Lunæ, penultima mensis Octobris. Regnorum nostrorum Anno, Hungariæ &c. 27. Romanorum verò quarto.

CCLXVII.

Epistola SIGISMUNDI *Romanorum Imperatoris, ad* CAROLUM VI. *Galliæ Regem, quâ ei Concilium Constantiense pro reformatione Ecclesiæ Dei celebrandum denunciat, eundémque ad illud fraternè invitat.* [VON DER HARDT, Magnum Oecumenicum Constantiense Concilium. Tom. VI. Part. I. pag. 7. d'où l'on a tiré cette Pièce, qui se trouve aussi dans GOLDASTI Constitutiones Imperiales Tom. I. pag. 386.]

SI-

ANNO 1413.

SIGISMUNDUS *Dei gratia, &c. Serenissimo Princeps &c.*

REx pacificus pia miseratione disposuit, ne homo, Creaturarum dignissima, quem de limo terræ formatum ad imaginem & similitudinem suam fecit, per abusum liberi arbitrii laberetur, & labendo à cognitione sui recederet Creatoris: Dum par in parem imperium non haberet, Præsides suo operi superesse voluit, quorum ducatu vita cujuslibet regeretur, ac ipsorum monitionibus & præceptis inferiores cæteri obedirent. Sicque statuit duo Luminaria super Terram, majus videlicet atque minus, ut in ipsis universalis Ecclesiæ consisteret firmamentum, in quibus Pontificalis auctoritas & Regalis potentia designantur. Una, videlicet, qua spiritualia, & altera, qua corporalia regerentur.

Ad subsistentiam igitur machinæ spiritualis, Beatum Petrum Apostolorum Principem, & in Beato Petro Pontifices Successores, Summus Pontifex in æternum, Unigenitus Dei Filius Jesus Christus, qui doctrinam humano tribuit generi salutarem, Magistros esse voluit & Pastores. Ad corporalis vero compaginis firmamentum, cujus facilis est profectò distinctio, Reges & Principes, Rex Regum & Dominus Dominantium, idem ipse præesse voluit Jesus Christus. Ut illi quidem in executione Pontificalis Officii spiritualibus vacando negotiis proficerent ad salutem, & hi salubriter in excellentia Regiæ Dignitatis corporalia gubernando malitiis hominum obviarent: Sicque machina fieret utriusque subjecti stabilior, dum haberet quodlibet proprium Servatorem.

Debitum perfectæ Charitatis, quæ non quæ sua sunt quærit, nimirum exposcit, ut non solum is, qui contemplationis speculam ascendit, sed opportunitate suadente actionis onera supportans, magis necessarius inveniatur. Quia licet ille sit securior, hic tamen est utilior, sibi & aliis commodum afferens & profectum. Licet enim Mariæ sedentis secus pedes Domini otium Marthæ ministerio præferatur, & quod sit status ille tutior, utpote à Seculari strepitu segregatus; activus tamen potest utilior judicari esse, quod sibi prodest & aliis, tribulationes sustinens & pressuras, per quas virtutes suscipiunt incrementum. Quoniam sicut ait Apostolus, tribulatio patientiam operatur, patientia probationem, probatio spem, spes autem non confundit. Et plerumque contingit, quod virtus in infirmitate perficitur

Sed quia diebus istis novissimis, in quibus, superexcrescente malitia in immensum, refrigescit Charitas, in plerisque proprius appetitus, qui nisi semper in vetitum consuevit, adeo debachatur in homine, ut quodam dato quasi libello repudii, libertas arbitrii, quâ bonum malumque discernitur, exulet extra terminos honestatis: Multum oneris multumque sollicitudinis nobis incumbit, ut animarum corporumque periculis caveatur. Nisi enim malitiis hominum congruis obstaculis obvietur, descensus est profectò labilis ad excessus. Et dum per lubricum iter discriminis abusive descenditur, facilis (proh dolor!) relevatio vix habetur.

Inter profectò curas varias nostris processibus influentes sollicitudo quotidiana nos excitat, qualiter generali bono statui totius populi Christiani multifariè multisque modis nostris temporibus proficere valeamus. Ut, cum in die illa novissima, die scilicet districti & tremendi Judicii, discussio venerit, plenam possimus ipsius Dei super favente clementia, de commissis nobis talentis, duplicata Domino importando, reddere rationem.

Maximo etenim desiderio jamdudum tenebamur, ut diebus nostris videre possemus unicam Christi Sponsam Catholicam Ecclesiam feliciter reformatam. Postea verò cum ad Imperialia gubernacula fuissemus assumpti, id quod erat nobis in desiderio transivit in præceptum: Cum teneamur sanctam Matrem Ecclesiam per Imperiale Officium tueri, cujus etiam Canones Sanctorum Patrum nos appellant Advocatum & Defensorem.

Considerantes veruntamen, qualiter & quomodo salubriter id peragere valeamus; Cum Principibus, Ecclesiasticis & Secularibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus & Proceribus, aliis quoque prudentibus & peritis nostri & Imperii Sacri Fidelibus, prout tantæ rei instantia exigebat, accurato & frequenti Tractatu præhabito: Interea contigit, Nos intellexisse, quomodo Sanctissimus Dominus noster, Dominus Joannes Papa XXIII. venerabile Concilium indixisset. Summo itaque studio curavimus, ne quid negligentiæ posset in hoc nobis apud Deum & homines imputari. Et ob hanc rem per Literas & Nuntios institimus apud eundem Dominum nostrum Papam pro convocatione generalis Concilii, Loco habili & tempore congruo deputandis. Qui nostris votis annuens, misit ad nos Reverendissimos in Christo Patres, Dominos Antonium tituli Sanctæ Cæciliæ Presbyterum, & Franciscum, tit. Sanctorum Cosmæ & Damiani Diaconum, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, Apost. Sedis Legatos, & Nobilem Manuelem Chrysoloram, tradita eisdem in prædictis plena potestate. Ipsis verò ad nos pervenientibus, post multa nobiscum habita super his Consilia, tandem nos cum eisdem pro loco Concilii eleginus Civitatem Constantiæ, Provinciæ Moguntinensis. Quem locum nos eisdem nominavimus tanquam idoneum, tutum, & communem omnibus Nationibus ad Concilium venturis. Et in quo, Deo favente, curabimus personaliter interesse, & omni modo posse secundum nostrum Imperiale Officium tueri omnes cujuscunque status, ad Concilium venire, ibi stare & recedere pro sua voluntate. Et insuper nos cum prædictis Legatis & Nuntiis ad initiandum præfatum Concilium assignavimus tempus unius anni, incipiendo die 1. Mensis Novembris nunc instantis.

Expedit quippe, & universi & singuli sollicitudine non pigri, fervente spiritu Domino servientes in vinea Domini Sabaoth, in qua ex denario divino & labore convenimus, irrefragabiliter operemur extirpandis vitiorum spinis & peccatorum tribulis, quæ superficiem ejus obumbrasse videntur, nec non plantandis virtutum germinibus, in quibus Dominus delectatur, totis affectibus intendendo illustrare.

Illustrem itaque Serenitatem Vestram ex Imperiali Officio ad tam suave & dulcissimum Convivium fraternè I. caritativè invitamus & requirimus. Et hortamur in Domino, ut pro Religione Catholica, quam Deo debetis, ad cujus divinæ Religionis exaltationem & statum institutum & præmissum Concilium, velitis in præfato Concilio tempore præscripto, si commodè potestis, per vos, vel si commoditas personalis non patietur, saltem per vestros solemnes Ambassiatores interesse, atque cum effectu disponere & curare, ut Prælati, Doctores & Magistri, & Viri Ecclesiastici, Religiosi & Seculares, qui sunt in vestro Regno & Territorio, veniant ad hujusmodi Concilium tempore constituto.

Ubi dum tantorum Regum, Præsulum & Principum, quos Unitas Fidei orthodoxæ connectit, fuerit honorabili congregatione Concilium ipsum ex comitiva suffultum, ut in ejus nomine, cujus Spiritus ubi vult spirat, collecta Ecclesia, post Reparationem, Ordinationem, Reformationem & Stabilitatem Sacrosanctæ Matris & universalis Ecclesiæ, ac Pacem & Quietem Populi Christiani, sicut casti consilii Seminator Altissimus infusionem suæ gratiæ, administrabit: Agetur communi consilio etiam de scindo vetustissimo antiqua & antiquata peste dissidio, quò universalis Ecclesiæ unitatem Orientalis seu Græcorum dissensio damnabiliter secuit. Ut in domum Domini individuam Sponsa unica, in unitate orthodoxæ collectionis & intemeratæ Fidei puritate (utinam nostris temporibus cœlitus infundatur hæc gratia!) per providam reintegrationem reducatur: Et lucis cœlestis illuminatione, quæ det lumen in revelationem Gentium, inveniatur provisio, & ejusdem approbatione Concilii roboretur.

Per cujus salutiferam executionem, virtus Altissimi, fugatis erroribus, roborata fide, ad tramitem veritatis reductis errantibus, redintegrata ejusdem fidei unitate, extirpatis vitiis, virtutibusque plantatis, correctis excessibus, moribus reformatis, repressis oppressionibus, libertate solida stabilitate munita, recuperatis deperditis, & ejusdem Ecclesiæ statu prospero recuperato, occupata restituat, vastata restauret, & restaurata conservet. Viamque reperiat idem ipse qui novit, & facultatem tribuat ipse qui potest, ut sic in præmissis juxta intensum animi nostri desiderium subministretur salubriter, ut idem verus ejusdem universalis Sponsus Ecclesiæ ipsam dilectam suam, purgatam maculis, ornatam virtutum monilibus, ac speciosam unam semper habeat cum unico Sponso vero & formosam, quam in dilecta tabernacula sua virtutum bonus Pastor qui animam suam pro suis posuit ovibus, non habentem maculam neque rugam, in vestitu deaurato, circumdatam Veritate, introducat, ac sui nominis laudem & gloriam, animarum profectum, robur fidei, Sanctæ Matris & universalis Ecclesiæ exaltationem ac Pacem Plebis Christianæ &c.

CCLXVIII.

Anno 1413.

CCLXVIII.

Epistola Romanorum Regis Sigismundi *ad* Gregorium *Papam* XII. *Qua eum ad Concilium pro reformatione Ecclesiæ Dei Constantiæ celebrandum vocat & invitat, nec non ad hunc effectum promittit & dat ei & suis plenum Salvum-conductum & securitatem. Datum Laudæ* &c. [Von der Hardt, Magnum Oecumenicum Constantiense Concilium. Tom. VI. Part. I. pag. 6.]

Sigismundus &c. Maximo desiderio jam dudum tenebamur, ut diem messis videre possemus, unicam Christi Sponsam Ecclesiam Catholicam debite reformatam. Postea verò cum ad Imperialia gubernacula fuissemus assumpti, id quod erat nobis in desiderio, transivit in præceptum: Cum teneamur Ecclesiam per Imperiale Officium tueri, cujus etiam Canones Sanctorum Patrum nos appellant Advocatum & Defensorem. Itaque summo studio curavimus, ne quid negligentiæ in re hac possit nobis apud Deum vel homines imputari. Et ob hanc rem per Literas & Nuncios instituimus apud sanctissimum Dominum nostrum Papam Joannem XXIII pro convocatione generalis Concilii loco habili & tempore congruo facienda. Qui nostris votis annuens, misit ad nos Reverendissimos in Christo Patres; Antonium tituli Sanctæ Cæciliæ Presbyterum & Franciscum Sanctorum Cosmæ & Damiani Diaconum, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales & nobilem Virum Manuelem Chrysolora, Militem Constantinopolitanum, tradita eisdem in prædictis plena potestate. Ipsis vero ad nos pervenientibus, post multa nobiscum habita super his consilia, tandem nos cum eisdem pro loco Concilii elegimus Civitatem Constantiæ Provinciæ Moguntinensis. Quem locum nos eisdem nominavimus tanquam idoneum, tutum & communem omnibus Nationibus ad Concilium venturis, & in quo poterimus secundum nostrum Imperiale Officium tueri omnes cujuscunque status ad Concilium venturos in plena libertate. Et insuper Nos cum prædictis Legatis & Nuntiis ad initiandum præfatum Concilium assignavimus tempus unius anni, incipiendo die 1. Mensis Novembris nunc instantis.

Si ergo facere vultis quantum in vobis est, ut Ecclesia Dei possit esse debitè reformata; modum habetis, in veniendo ad præmissum locum tempore constituto cum vestris de vestra obedientia. Ubi si facere volueritis vestrum debitum Deo, Mundo, vestræque conscientiæ atque Nobis plurimum satisfacietis. Ad quem etiam adventum vos pro nostro Imperiali officio exhortamur, requirimus & monemus. Et super his nostras Literas vobis transmittimus, ne postea dicere vel allegare ullam ignorantiam valeatis. Nos etiam, ut pleniorem causam veniendi habeatis, per præsentes damus vobis & vestris plenum Salvum conductum & securitatem. Datum Laudæ &c. ut supra.

CCLXIX.

9. Dec. *Bulla* Joannis *Papæ* XXIII. *Qua Electionem loci & temporis, pro Concilio super reformatione Ecclesiæ Dei celebrando, per Legatos suos cum Romanorum Rege* Sigismundo *factam approbat & ratificat, nec non omnes Patriarchas, Archiepiscopos & Episcopos, Prælatos, Abbates, Duces & Marchiones ad illud invitat. Datum Laudæ V. Idus Decembris, Pontificatus anno quarto.* [Von der Hardt, Magnum Concilium Oecumenicum Constantiense Tom. VI. Part. I. pag. 9. d'où l'on a tiré cette Piéce, qui se trouve aussi dans *Magnum Bullarium Romanum* Tom. I. pag. 308. & dans Raynaldi Continuatio Annalium Caesaris Baronii Tom. XVII. anno 1413.]

Joannes *Episcopus, Servus Servorum Dei, ad futuram memoriam.*

Ad pacem & exaltationem Ecclesiæ, & tranquillitatem Christiani populi, prompto corde, & efficaci desiderio intendentes, ea libenter ordinamus & quærimus, per quæ hujusmodi pax & exaltatio tranquillitatis merito valeat promoveri. Dudum siquidem felicis recordationis Alexander Papa V. Antecessor noster, in Sacro generali Pisano Concilio tunc præsidens, ex quibusdam magnis & arduis causis eundem moventibus, ipso approbante Concilio, inter cætera decrevit, iterum generale Concilium ex tunc ad terminum, per se, vel Successorem suum, in loco, de quo sibi, vel eidem Successori videretur, fore solenniter convocandum. Idemque Prædecessor, ea quæ circa Reformationem Ecclesiæ expedienda restabant, pro tunc suspendit, ipsumque Concilium, usque ad tempus triennii præfatum, continuandum, statuit & prorogavit.

Postmodum vero ipso Alexandro Prædecessore nostro (sicut Deo placuit) vita functo, nobisque divina favente clementia ad apicem summi Apostolatus assumptis, dum tempus triennii ejusdem jam advenerat, & nos per vestigia ejusdem Prædecessoris incedere, & ordinationem præfatam ab eo in Concilio (ut præfertur) factam, puro corde & recta voluntate adimplere properaremus, quibusdam rationibus tum expressis, animum nostrum moventibus; Concilium hujusmodi in Romana Urbe, (quæ paulo ante de manibus hostium recuperata, præsentiam nostram pro ipsius conservatione plurimum flagitabat) debito tempore convocavimus.

Verum quia veniente posteà tempore constituto, Prælati & cæteri, qui hujusmodi Concilio interesse debebant, nequaquam in tanto numero convenerunt, quantum rerum agendarum pondus & magnitudo requirere videbatur: Nos, post alias prorogationes per nos factas, tandem Concilium ipsum ad mensem Decembris nunc præsentem, solenniter prorogavimus, ac celebrandum statuimus. Locum autem infra certum tempus reliquimus declarandum, ut interim super eo maturius consuleremus.

Post hæc vero, infra dictum tempus nondum elapsum, per Literas charissimi in Christo Filii nostri Sigismundi electi in Regem Romanorum, & Hungariæ Regis Illustris, instantissimè requisiti, ut non properaremus in declaratione hujusmodi Loci pro Concilio faciendo, sed tam in declaratione Loci prædicti, quam etiam in tempore dicti Concilii celebrandi supersedere vellemus, donec ipse Nuncios suos super hoc instructos ad nostram præsentiam destinaret: Nos votis ejusdem Regis, quæ ex zelo devotionis & puritatis Fidei emanare conspiciebamus, annuentes, adventum præfatorum Nunciorum, de venerabilium Fratrum nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium & Prælatorum, qui Romæ in generali Consistorio ad hoc vocati fuerunt, voluntate, consilio & assensu, duximus expectandum.

Deinde, cum post Romanæ Urbis miserabilem casum, ad nos, tunc apud Florentiam existentes, ejusdem Regis Nuntii accessissent, & ex parte ejusdem Regis multa nobis circa materiam suggessissent; eorum auditis relatibus, pro pleniori expeditione, dilectos Filios nostros, Antonium tituli Sanctæ Cæciliæ Presbyterum, & Franciscum tituli Sanctorum Cosmæ & Damiani, Diaconum, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinales, cum plena potestate super hujusmodi electione Loci, & deputatione temporis, ac simul cum eis dilectum Filium nostrum, nobilem Virum Manuelem Chrysoloram, Militem Constantinopolitanum, ad præsentiam ejusdem Regis transmisimus. Qui ad eum venientes, tandem de ipsius Regis consilio & assensu, Civitatem Constantiensem, Provinciæ Moguntinensis, pro Loco hujusmodi Concilii celebrandi, concorditer elegerunt, ac tempus ad initiandum hujusmodi Concilium statuerunt, diem primum mensis Novembris proximè venturi.

Deinde vero nos, qui pro quibusdam arduis & magnis negotiis, cum eodem Rege, juxta nostrum & ipsius desiderium personaliter convenientes, certificati ab eo de habilitate, capacitate, & securitate Civitatis Constantiæ ante dictæ, quam securitatem ipse Rex se præstiturum & in ipso Concilio personaliter affuturum pollicetur: Volentes & ab intimis cupientes, ut præfata celebratio Concilii salubriter impleatur & optatum consequatur effectum, hujusmodi electionem Loci & temporis (ut præfertur) factam, auctoritate Apostoli-

ca

ANNO 1413. ea tenore præsentium, de eorundem Fratrum nostrorum consilio & assensu, ratificamus, ac ei Apostolici roboris adjicimus firmitatem, præfatumque Concilium in Civitate prædicta Constantiensi, die prima mensis Novembris proxime venturi initiandum, & autore Domino exinde celebrandum, eadem autoritate & consensu, harum serie statuimus, pronunciamus & decernimus: Venerabiles Fratres nostros, Patriarchas, Archiepiscopos, Episcopos, & dilectos Filios, Electos, Abbates, & cæteros Ecclesiarum & Monasteriorum Prælatos requirentes, hortantes, & monentes, ac in virtute præstiti juramenti & sanctæ obedientiæ, eisdem mandantes, quatenus personaliter, nec non Charissimos in Christo Reges & Nobiles Viros, Duces, Principes, Marchiones, & alios, qui hujusmodi Concilio interesse debent, vel qui prodesse possunt quoquomodo, per viscera charitatis Domini nostri Jesu Christi invitantes, & exhortantes, quatenus pro pace Ecclesiæ, & omnium Christianorum, etiam personaliter, vel si personaliter non possint, per solennes Oratores, congruo tempore Concilio dicto debeant interesse. Ut sic congregata fidelium multitudine copiosa, ea quæ in eodem Concilio agenda incumbunt, Deo Autore & Adjutore, salubriter ordinentur. ANNO 1413.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ Ratificationis, Approbationis, Confirmationis, Pronunciationis & Decreti infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei se noverit incursurum. Datum Laudæ V. Idus Decemb. Pontificatus nostri Anno quarto.

FIN DU TOME II. PARTIE I.

